Région îledeFrance

Conseil régional

RAA 403

JUILLET 2020

ISSN 0762-6096

Recueil
des actes administratifs
de la Région d'Île-de-France

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

RELATIONS INTERNATIONALES

- N° CP 2020-322 du 1er juillet 2020 relative au 4ème rapport international 2020……..10

TRANSPORTS ET MOBILITES DURABLES

- N° CP 2020-220 du 1er juillet 2020 relative à l'AMI fret et logistique : attributions des aides - Soutien à la chaire logistics city - Projet Last Mile - Canal Seine-Nord Europe……57

- N° CP 2020-204 du 1er juillet 2020 relative au développement, modernisation du réseau et mise en accessibilité des gares……243

- N° CP 2020-244 du 1er juillet 2020 relative à la contribution régionale aux transports publics franciliens pour 2020 - affectation du solde……...338

- N° CP 2020-257 du 1er juillet 2020 relative au développement du vélo du quotidien : 8 subventions (77, 93, 94, 95)……340

- N° CP 2020-259 du 1er juillet 2020 relative au CPER - Soutien à l'opération TCSP Altival (93-94) ……367

- N° CP 2020-261 du 1er juillet 2020 relative aux routes : Mise en œuvre des dispositifs "exemplarité régionale à Saint-Ouen", héritage olympique, innovation, sécurité routière et électromobilité…….431

LYCEES

- N° CP 2020-171 du 1er juillet 2020 relative à la communication : Bilan d'utilisation des crédits du fonds commun de fonctionnement - année 2019……590

- N° CP 2020-159 du 1er juillet 2020 relative au compte rendu annuel de l'utilisation des crédits alloués dans le cadre de la procédure du fonds d'urgence……601

- N° CP 2020-175 du 1er juillet 2020 relative à la communication concernant le fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH) - Bilan d'utilisation 2019……...641

- N° CP 2020-131 du 1er juillet 2020 relative à la dénomination du Lycée Louis Armand - Paris 15 - Lycée des sciences et du numérique Louis Armand……..650

- N° CP 2020-135 du 1er juillet 2020 relative aux conventions d'utilisation d'équipements sportifs - deuxième rapport 2020……...651

- N° CP 2020-262 du 1er juillet 2020 relative aux travaux dans les EPLE - 4ème rapport de l'année 2020 - budget 2020……675

- N° CP 2020-263 du 1er juillet 2020 relative aux travaux dans les Cités Mixtes Régionales- 4ème rapport de l'année 2020 - budget 2020……687

- N° CP 2020-264 du 1er juillet 2020 relative à la maintenance immobilière - Marchés - Fourniture et acheminement de gaz et d'électricité dans les lycées franciliens -location de Bâtiments démontables - 4ème rapport de l'année - budget 2020……695

- N° CP 2020-288 du 1er juillet 2020 relative à la lutte contre le décrochage scolaire - Troisième affectation 2020……702

- N° CP 2020-293 du 1er juillet 2020 relative aux olympiades des métiers - Salon européen de l'éducation - Dispositif Olympe……...712

- N° CP 2020-301 du 1er juillet 2020 relative à la gestion foncière des EPLE - Conventions d'occupation du domaine public……...741

- N° CP 2020-303 du 1er juillet 2020 relative à la sécurisation des lycées - quatrième affectation - Budget 2020……757

- N° CP 2020-313 du 1er juillet 2020 relative à l'accès Internet très haut débit dans les lycées franciliens - 2ème rapport pour 2020……..763

- N° CP 2020-315 du 1er juillet 2020 relative à l'équipement pédagogique et numérique dans les EPLE - quatrième rapport de l'année 2020……765

- N° CP 2020-317 du 1er juillet 2020 relative aux forfaits d'externat des établissements privés sous contrat d'association pour l'année 2019/2020 - 2ème rapport pour 2020……813

- N° CP 2020-318 du 1er juillet 2020 relative au centre de ressources du génie électrique (C.E.R.G.E.)- Contribution de fonctionnement 2020……820

- N° CP 2020-321 du 1er juillet 2020 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 - 4ème année de mise en œuvre - 4ème rapport……...822

- N° CP 2020-323 du 1er juillet 2020 relative à l'attribution de subventions à des associations pour développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2ème rapport……..931

- N° CP 2020-236 du 1er juillet 2020 relative au soutien aux actions citoyennes et mémorielles - 2ème affectation pour 2020 - Année scolaire 2020-2021……..973

- N° CP 2020-C16 du 1er juillet 2020 relative à l'aide exceptionnelle aux élèves boursiers dans le cadre du Covid-19 - 2ème rapport - juillet 2020……1018

ADMINISTRATION GENERALE

- N° CP 2020-251 du 1er juillet 2020 relative à l'information sur l'usage par la présidente de la délégation pour signer les marchés et leurs avenants en application de l'article L. 4231- 8 du CGCT - Juillet 2020…….1035

- N° CP 2020-185 du 1er juillet 2020 relative au financement auprès de l'association Epsilon de la quote-part 2020 de la Région pour les solutions de gestion des actions de formation professionnelle (ZEFIR et PROSPER)…1060

- N° CP 2020-250 du 1er juillet 2020 relative à l'affectation pour une subvention globale de fonctionnement au GIP MAXIMILIEN (affectation 2020)……1068

- N° CP 2020-287 du 1er juillet 2020 relative à l'affectation du solde de la subvention en faveur de la SECRIF……1096

- N° CP 2020-320 du 1er juillet 2020 relative aux affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et de programme sur les chapitres 930 et 900 "services généraux"- Deuxième rapport 2020…1098

- N° CP 2020-360 du 1er juillet 2020 relative à l'attribution d'une allocation forfaitaire télétravail pour la période de confinement, et d'une prime Covid-19 - Secteur RH……1100

- N° CP 2020-235 du 1er juillet 2020 relative au rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux - juillet 2020……...1102

EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- N° CP 2020-292 du 1er juillet 2020 relative à l'intervention régionale en matière d'apprentissage : subventions d'investissement pour les organismes de formation - 2ème affectation 2020 et diverses mesures……1107

- N° CP 2020-193 du 1er juillet 2020 relative à Prime régionale pour les employeurs d'apprentis pour 2020 et aide à l'entrée en apprentissage……1134

- N° CP 2020-275 du 1er juillet 2020 relative à l'affectation pour une subvention globale de fonctionnement au GIP CARIF Défi Métiers, 2ème affectation 2020……..1140

- N° CP 2020-212 du 1er juillet 2020 relative à la nouvelle mesure du Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) - Attribution de la subvention AGCNAM 2020-2021……1146

- N° CP 2020-280 du 1er juillet 2020 relative au soutien régional à l'Association Régionale des Missions Locales et aux missions locales - évolution du réseau et gratuité des transports pour les jeunes……...1171

- N° CP 2020-271 du 1er juillet 2020 relative aux écoles de la deuxième chance - 2ème affectation 2020……1202

SECURITE ET AIDE AUX VICTIMES

- N° CP 2020-221 du 1er juillet 2020 relative au soutien à la construction, la rénovation et la sécurisation des établissements pénitentiaires en Île-de-France……..1242

- N° CP 2020-224 du 1er juillet 2020 relative au bouclier de sécurité - 3ème affectation pour l'année 2020……..1256

SMART REGION

- N° CP 2020-327 du 1er juillet 2020 relative à la mise en œuvre du programme "Construire au futur, Habiter le futur" (TIGA) et de la stratégie Smart Région - 3ème affectation……..1332

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE

- N° CP 2020-C14 du 1er juillet 2020 relative aux aides aux entreprises : PM'up Covid-19 - 2ème rapport pour 2020……...1339

- N° CP 2020-304 du 1er juillet 2020 relative à Paris Région UP : aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 4ème rapport pour 2020……1452

- N° CP 2020-223 du 1er juillet 2020 relative à l'artisanat, Entrepreneuriat et aménagement numérique……1460

- N° CP 2020-305 du 1er juillet 2020 relative au soutien à Choose Paris Region……1514

- N° CP 2020-285 du 1er juillet 2020 relative aux actions en faveur de l'innovation……1516

- N° CP 2020-242 du 1er juillet 2020 relative au soutien à divers organismes économiques……1737

AGRICULTURE ET RURALITE

- N° CP 2020-284 du 1er juillet 2020 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la forêt et le bois : 2ème affectation 2020 et soutien aux petites scieries……1739

- N° CP 2020-184 du 1er juillet 2020 relative au bâti rural agricole : 1ère affectation 2020 - PNR : 2ème affectation 2020 - Commerces de proximité en milieu rural : 3ème affectation 2020……1781

- N° CP 2020-245 du 1er juillet 2020 relative à la mise en œuvre du Pacte Agricole : 2ème affectation 2020…..1854

- N° CP 2020-260 du 1er juillet 2020 relative aux contrats ruraux : avenants, 4ème affectation 2020……2017

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 2020-182 du 1er juillet 2020 relative à l'enseignement Supérieur - Deuxième affectation - MNHN - CNAM Synergie 2 - CIUP - UPEC - SORBONNE UNIVERSITE – PUIS……2060

- N° CP 2020-187 du 1er juillet 2020 relative à l'appui à la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) en Île-de-France et divers transferts de subventions sur le secteur soutien à la Recherche……2089

- N° CP 2020-296 du 1er juillet 2020 relative au soutien au DAEU, à la mobilité internationale des étudiants et à l'animation des résidences étudiantes au titre de l'année 2020-2021……2225

- N° CP 2020-307 du 1er juillet 2020 relative au soutien au réseau Acc&ss Paris Île-de-France 2020 et à la création d'un lieu d'innovation, avenant à la convention PIA3 régionalisé axe filières……2295

- N° CP 2020-311 du 1er juillet 2020 relative aux trophées Oriane 2020 de l'innovation numérique : 5 projets mobilisés pour répondre à la crise sanitaire et ses conséquences……2356

- N° CP 2020-316 du 1er juillet 2020 relative au soutien à l'emploi scientifique : allocations de recherche Paris Région PhD 2020……2378

STRATEGIE INSTITUTIONNELLE

- N° CP 2020-241 du 1er juillet 2020 relative au CPIER Vallée de la Seine - Première affectation 2020 - Cotisation 2020 au Forum métropolitain du Grand Paris……2431

SPORT, LOISIRS, JEUNESSE, CITOYENNETE ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 2020-160 du 1er juillet 2020 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France - Investissement - 2ème rapport pour 2020……2460

- N° CP 2020-203 du 1er juillet 2020 relative à la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes et aux enfants, citoyenneté, vie associative et soutien aux quartiers populaires……..2674

- N° CP 2020-309 du 1er juillet 2020 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'autorisation d'engagement au profit des îles de loisirs - 3ème rapport pour 2020……...2830

- N° CP 2020-310 du 1er juillet 2020 relative au développement de l'accès aux loisirs et aux vacances - Affectation d'autorisations d'engagement pour l'organisation des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France……...2888

- N° CP 2020-C18 du 1er juillet 2020 relative au plan de relance Sport : Mon été, ma région……3082

SOLIDARITE, SANTE ET FAMILLE

- N° CP 2020-336 du 1er juillet 2020 relative au lancement du dispositif régional de Garantie Immobilière Solidaire : en finir avec les surprimes d'assurance injustes……3176

- N° CP 2020-281 du 1er juillet 2020 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 4ème rapport pour 2020……3205

- N° CP 2020-282 du 1er juillet 2020 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France - 4ème affectation……3304

- N° CP 2020-290 du 1er juillet 2020 relative aux formations sanitaires et sociales : indemnités étudiants - subvention IFSI lycée Rabelais - places nouvelles masseurs-kiné - conventions universitarisation……..3372

- N° CP 2020-289 du 1er juillet 2020 relative aux formations sanitaires et sociales : solde de la subvention globale de fonctionnement 2020 du social - agrément des formations sociales……3405

- N° CP 2020-297 du 1er juillet 2020 relative aux formations sanitaires et sociales : aides en faveur des élèves et étudiants - 2ème affectation 2020……...3428

- N° CP 2020-C17 du 1er juillet 2020 relative aux diverses mesures régionales en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles dans le cadre de la crise Covid-19……3431

CULTURE, PATRIMOINE ET CREATION

- N° CP 2020-C15 du 1er juillet 2020 relative au renforcement des aides au monde de la culture dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19……..3522

- N° CP 2020-266 du 1er juillet 2020 relative à la 3ème affectation 2020 pour la restauration et la valorisation du patrimoine en Île-de-France -3ème affectation 2019 pour le développement du patrimoine en région - 1ère campagne d'attribution 2020 du label « patrimoine d'intérêt régional »……3539

- N° CP 2020-270 du 1er juillet 2020 relative à la 2ème affectation 2020 en faveur des organismes associés à l'action culturelle régionale -Affectation 2020 Domaine de Villarceaux……..3643

- N° CP 2020-277 du 1er juillet 2020 relative à la politique d'éducation artistique et culturelle dans les lycées et CFA - Attribution de subventions pour l'année scolaire 2020-2021……3645

- N° CP 2020-279 du 1er juillet 2020 relative aux attributions de subventions dans le cadre de l'aide à la permanence artistique et culturelle (deuxième affectation pour 2020)……..3820

- N° CP 2020-294 du 1er juillet 2020 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien à l'investissement culturel pour le spectacle vivant (deuxième affectation pour 2020)……4017

- N° CP 2020-295 du 1er juillet 2020 relative aux quatrièmes affectations 2020 pour le cinéma et l'audiovisuel……..4055

CP 2020-312 du 1er juillet 2020 relative aux affectations dans le cadre de la politique régionale du livre et de l'aménagement culturel en Île-de-France - Troisième affectation pour l'année 2020……..4157

- N° CP 2020-314 du 1er juillet 2020 relative à l'attribution de subvention dans le cadre de la politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien (troisième affectation pour 2020)…….4316

- N° CP 2020-325 du 1er juillet 2020 relative au politique régionale en faveur des arts plastiques numériques et urbains en Île-de-France - Troisième affectation pour l'année 2020 - Attributions de subventions dans le cadre de la politique de soutien à l'investissement culturel pour les arts visuels - Deuxième affectation pour 2020……..4454

TOURISME

- N° CP 2020-258 du 1er juillet 2020 relative à la politique régionale en faveur du tourisme en Île-de France - Troisième affectation……..4523

AFFAIRES EUROPENNES

- N° CP 2020-324 du 1er juillet 2020 relative à l'affectation d'autorisation d'engagement « assistance technique FESI » - 3ème rapport pour 2020……4546

LOGEMENT

- N° CP 2020-267 du 1er juillet 2020 relative aux attributions de subventions pour la création de logements locatifs sociaux familiaux, jeunes et étudiants - 3ème affectation pour 2020……4548

- N° CP 2020-268 du 1er juillet 2020 relative à la rénovation thermique - Première affectation pour 2020……..4607

- N° CP 2020-269 du 1er juillet 2020 relative à l'aide au parc privé - Troisième affectation pour 2020 - Approbation de 2 labels CDSR……4629

- N° CP 2020-356 du 1er juillet 2020 relative à la mise en œuvre du plan de relance économique, écologique et solidaire - Création d'une action en faveur du logement locatif intermédiaire (LLI)…….4644

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AMÉNAGEMENT

- N° CP 2020-167 du 1er juillet 2020 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets : 4ème affectation pour 2020……..4663

- N° CP 2020-197 du 1er juillet 2020 relative à la politique de l'Eau et Politique de la Biodiversité : 2ème affectation pour 2020 - Appel à projets Plan vert 8ème session - Appel à projets Biodiversité 1ère session 2020……4726

- N° CP 2020-231 du 1er juillet 2020 relative à l'AMI Reconquérir les friches franciliennes: 1ère affectation - AMI Urbanisme transitoire - 8ème affectation - Affectation 2020 EPL Paris La Défense - Report de la Biennale d'architecture et de paysage d'Île-de-France……..4873

- N° CP 2020-273 du 1er juillet 2020 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques et aide à l'ingénierie territoriale: deuxième rapport pour 2020……4919

- N° CP 2020-276 du 1er juillet 2020 relative à la politique énergie-climat - mise en œuvre du plan "changeons d'air" : affectations 2020……4975

- N° CP 2020-319 du 1er juillet 2020 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) et contrat régional territorial (CRT) : 3ème affectation 2020……5142

DÉCISIONS DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

- N° PR 2020001 du 6 juillet 2020 relatif aux fonds d'équipement d'urgence pour les professionnels de santé - CP 2020-C04 - décision N°1……5218

- N° PR 2020002 du 6 juillet 2020 relatifs aux aides au monde de la culture - CP 2020-C06 - décision N°1….5236

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL

- N° CR 2020-032 du 10 juillet 2020 relative à la désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes-Juillet 2020……5248

- N° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France……5252

FINANCES ET ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

- N° CR 2020-034 du 10 juillet 2020 relative au rapport sur la réponse régionale à la crise du Covid-19……5255

ARRÊTÉS DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

- N° 2020-152 du 6 juillet 2020 portant désignation d'un représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des contrats d'aménagement régionaux……5364

- N°2020-153 du 10 juillet 2020 portant délégation de signature……..5365

- N°2020-154 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5366

- N°2020-155 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5367

- N°2020-156 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5368

- N°2020-157 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5369

- N°2020-158 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5370

- N°2020-159 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5371

- N°2020-160 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5372

- N°2020-161 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5373

- N°2020-162 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5374

- N°2020-163 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5375

- N°2020-164 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5376

- N°2020-165 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5377

- N°2020-166 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5378

- N°2020-167 du 10 juillet 2020 fixant délégation de fonction……5379

- N°2020-168 du 10 juillet 2020 fixant l'abrogation de l'arrêté n°2019-174 du 29 mai 2019……5380

- N°2020-169 du 10 juillet 2020 fixant l'abrogation de l'arrêté n°2019-161 du 29 mai 2019……5381

- N°2020-170 du 15 juillet 2020 portant modification de l'arrêté d'agrément n°2019-308 du 22 novembre 2019 délivré à un établissement de formation en travail social Ecole Pratique de Service Social (EPSS)……..5382

- N°2020-171 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France par intérim dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la Région Île-de-France ……5384

- N° 2020-172 du 6 juillet 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical CREATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE Institut de formation en masso-kinésithérapie (IFMK) de l'Université Paris-Est Créteil (UPEC) 61, avenue du Général de Gaulle - 94010 Créteil Cedex……5388

- N°2020- 173 du 20 juillet 2020 portant délégation temporaire de signature……5389

- N°2020- 174 du 23 juillet 2020 portant délégation temporaire de signature pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France pour la signature des conventions-cadre relatives aux nouveaux « 100 quartiers innovants et écologiques » (lauréats de la huitième session), votés lors de la Commission Permanente du 1er juillet 2020……5391

- N°2020-175 du 27 juillet 2020 portant délégation temporaire de signature……..5392

- N°2020-176 du 29 juillet 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Cohésion Territoriale..5394

DÉLIBERATIONS
DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

- N° 20-065 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation de la nouvelle convention de partenariat entre les gestionnaires de l'application mobile de découverte des espaces naturels « Balade branchée »……..5396

- N° 20-066 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation de la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la gestion de l'application Balade branchée……..5409

- N° 20-067 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation d'une convention de partenariat avec ECP Films - Les Films de Chusan pour la réalisation d'une web-série documentaire « Le bois, une filière, une éthique, des savoir-faire »……..5416

- N° 20-068 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation de la convention partenariale entre l'Agence des espaces verts, l'EPA Orly-Rungis Seine-amont, la commune de Rungis et le département du Val-de-Marne – Annule et remplace la délibération n°19-129 du 10 décembre 2019……5424

- N° 20-069 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation de la convention de partenariat avec l'association Renard, pour l'animation et le suivi écologique en forêt régionale de Ferrières et sur l'espace naturel régional du Maubué……..5435

- N° 20-070 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation de la convention de mise à disposition de parcelles régionales pour la mise à disposition d'une prairie de fauche sur le domaine régional de Cheptainville…...5451

- N° 20-071 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation d'un avenant n°1 à un bail rural à long terme (PRIF des Vallées de l'Yerres et du Réveillon)……5468

- N° 20-072 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation d'un avenant n°2 au bail rural avec un agriculteur sur la Plaine de Pierrelaye……..5484

- N° 20-073 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation de la convention de servitude temporaire au profit de l'EPA ORSA pour la mise en place d'un exutoire (PRIF Montjean)……..5489

- N° 20-074 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de recherche et de développement entre l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 – Patrinat……5498

- N° 20-075 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de mise en place de mesures compensatoires sur des propriétés régionales du PRIF de la Plaine de la Haye……..5502

- N° 20-076 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation de l'aménagement forestier de la forêt régionale de Vallée de la Marne…….5505

- N° 20-077 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation de la distraction du régime forestier de propriétés régionales situées en forêt régionale des Vallières…….5548

- N° 20-078 du 21 juillet 2020 sur la cession de parcelle située sur la commune de Ferrières-en-Brie au sein du périmètre régional d'intervention foncière de Ferrières…….5549

- N° 20-079 du 21 juillet 2020 portant sur l'approbation d'une préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles…….5550

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-322

DU 1 JUILLET 2020

4ÈME RAPPORT INTERNATIONAL 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 0816 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2018-176 du 4 juillet 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-081 du 7 juillet 2017 relatif à l'adoption de l'agenda « Pour une Région Ile-de-France sans Sida » ;

VU La délibération n° CP 2018-176 du 4 juillet 2018 relative aux Actions internationales de la Région Île-de-France (4ème rapport 2018) portant modification du règlement d'intervention du dispositif Actions internationales ;

VU La délibération CP 2017-186 du 17 mai 2017, approuvant la convention-type en fonctionnement du dispositif « Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient » ;

VU La délibération CP 2017- 433 du 20 septembre 2017, relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif « actions internationales » - deuxième affectation 2017.

VU La délibération CP 2019-537 du 20 novembre 2019, relative au 4ème rapport international 2019.

VU La délibération CP 2019-73 du 22 mai 2019 relative au soutien à des projets de coopération décentralisée et mise en œuvre de la stratégie régionale pour la francophonie.

VU la délibération CP 2017-346 du 5 juillet 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre des nouvelles coopérations décentralisées engagées au Maghreb (Casablanca, Tunis, Alger) ;

VU La délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre des coopérations décentralisées, des dispositifs "Actions internationales" et "Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient" ;

VU la délibération n° CP 2018-45 du 24 janvier 2018 relative à l'attribution de subvention et affectations d'autorisations d'engagement dans le cadre des coopérations décentralisées.

VU L'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo le 21 décembre 2010 ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-322 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Attribution de 3 subventions dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda « Pour une Région Ile-de-France sans Sida »

Décide de participer, au titre du dispositif « Actions internationales - francophonie », au financement des projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 € ; de deux subventions de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de 38 000 € et de 40 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type fonctionnement - Action Internationale adoptée par délibération n°CP 2017-560 du 22 novembre 2017 ou à la convention type investissement – Action internationale et francophonie adoptée par délibération n°CP 2019-434 du 17 octobre 2019, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 50 000 € disponible sur le chapitre 900 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme HP048-019 « Dispositif actions internationales » - action 10401901 « dispositif actions internationales » du budget 2020.

Affecte deux autorisations d'engagement de 38 000 € et de 40 000€ disponibles sur le chapitre 930 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme HP048-019 « dispositif actions internationales » - action 10401902 « Dispositif actions internationales » du budget 2020.

Article 2 : Attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif Fonds de soutien aux minorités du Moyen Orient.

Décide de participer, au titre du dispositif « Fonds de soutien aux populations victimes de violences religieuses, ethniques et sexuelles au Moyen-Orient, au financement des projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de 43 000€.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, d'une convention conforme à la convention type fonctionnement – Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient adoptée par délibération n° CP 2017-186 du 17 mai 2017.

Affecte une autorisation d'engagement de 43 000 €, disponible sur le chapitre 930 «services généraux» - code fonctionnel 044 « aide publique au développement » - programme HP044-015 « solidarité internationale », action 10401504 « Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention à compter de la date indiquée dans la fiche projet jointe en annexe 1 de la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n°33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 : attribution d'une subvention dans le cadre de la coopération avec la commune urbaine d'Antananarivo.

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée, au financement du projet détaillé en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution, à France Volontaires, d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 22 080 €.

Subordonne le versement de la subvention à France Volontaires à la signature d'une convention conforme à la convention type Coopération décentralisée Fonctionnement adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 et de la convention de mission figurant en annexe 2 de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 22 080 € disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention à compter de la date indiquée dans la fiche projet jointe en annexe 2 de la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n°33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4 : approbation de l'avenant à la convention EX023540 avec ADIFLOR et modification de la fiche projet annexée

Approuve la fiche projet modifiée n° EX023540 et l'avenant à la convention correspondante, tels qu'ils figurent en annexe 3 de la délibération.

Subordonne le versement de la subvention attribuée à ADIFLOR par délibération n°CP 2017-433 du 20 septembre 2017 à la signature de cet avenant, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 5 : approbation de l'avenant à la convention 19011623 avec le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et modification de la fiche projet annexée

Approuve la fiche projet modifiée n°19011623 et l'avenant à la convention correspondante, tels qu'ils figurent en annexe 3 de la délibération.

Subordonne le versement de la subvention attribuée au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères par délibération CP 2019-537 du 20 novembre 2019 à la signature de cet avenant, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 6 : approbation de l'avenant à la convention n°19002176 avec l'Université française en Arménie (UFAR) et modification de la fiche-projet annexée

Approuve la fiche projet modifiée n°19002176 et l'avenant à la convention correspondante, tels qu'ils figurent en annexe 3 de la délibération.

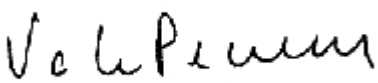
Subordonne le versement de la subvention attribuée à l'UFAR par délibération CP 2019-73 du 22 mai 2019 à la signature de cet avenant, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 7 : approbation de l'avenant à la convention n°17010444 avec Cap Digital et modification de la fiche-projet annexée

Approuve la fiche projet modifiée n°17010444 et l'avenant à la convention correspondante, tels qu'ils figurent en annexe 3 de la délibération.

Subordonne le versement de la subvention attribuée à Cap Digital par délibération CP 2017-346 du 5 juillet 2017 à la signature de cet avenant, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182502-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches-projet

DOSSIER N° 20008548 - Lutte contre le SIDA au Maghreb et au Sahel

Dispositif : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement (n° 00001017)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020
Action : 10401902- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	80 336,00 € TTC	49,79 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIDARITE SIDA
Adresse administrative : 16 BIS AVENUE PARMENTIER
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentante : Madame KASIA BONKOWSKA, Directrice générale adjointe

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Active depuis 1992 en Afrique, Solidarité Sida a développé un réseau de plus 40 partenaires associatifs et communautaires sur le continent africain, dont les besoins en médicaments pour lutter contre les infections opportunistes ou encore en tests de dépistage ont fortement augmenté depuis l'apparition de la COVID-19. Dans ce contexte, ce programme vise à équiper et soutenir 5 centres de santé partenaires, au Maroc, en Côte d'Ivoire et au Mali, pour garantir une prise en charge de qualité des patients vivant avec le VIH.

Il concourt à l'atteinte de l'Objectif de développement durable n° 3 (« Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges »).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention vient soutenir les activités des associations partenaires de Solidarité Sida, à savoir :
- en Côte d'Ivoire : Association Unis pour Sauver des Vies (USV) à Bouaflé et ONG Conscience et Vie (COVIE) à Dabou ;
- au Mali : Association Kénédougou Solidarité (AKS) à Sikasso ;
- au Maroc : Association 100% Mamans à Tanger et Association Réduire les Risques (RDR) à Nador.
A cette fin, la subvention leur sera en partie reversée.

Localisation géographique :
- COTE D'IVOIRE (Bouaflé, Dabou, Sikensi, Songon et Yopougon)

- MAROC (Tanger et Nador)
- MALI (Sikasso)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Activités de prévention	5 913,00	7,36%
Activités de prise en charge médicale et psychosociale	5 871,00	7,31%
Ressources humaines médicales et psychosociales	35 100,00	43,69%
Ressources humaines de coordination et de support	16 840,00	20,96%
Missions	2 500,00	3,11%
Charges fixes de fonctionnement	5 814,00	7,24%
Achat petit matériel médical fournitures / intrants / médicaments	8 298,00	10,33%
Total	80 336,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	40 000,00	49,79%
Cotisations, dons ou legs	40 336,00	50,21%
Total	80 336,00	100,00%

DOSSIER N° EX049437 - Actions internationales - SAUVONS 1000 VIES

Dispositif : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement (n° 00001017)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020
Action : 10401902- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	76 000,00 € TTC	50,00 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORPHELINS SIDA INTERNATIONAL
Adresse administrative : 4 RUE DE BELFORT
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MYRIAM MERCY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2020 - 1 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet constitue le volet ivoirien du programme « Sauvons 1000 vies » porté par Orphelins Sida International et qui vise par ailleurs le Togo, le Bénin et le Cameroun.

Ce programme vise à rendre le virus indétectable pour 1 000 enfants porteurs du VIH et ainsi leur offrir un avenir serein. Il s'appuie sur le constat de l'OMS que 99,99% des enfants prenant correctement leurs traitements ARV obtiennent une charge virale indétectable de façon pérenne en 6 mois ce qui entraine une espérance de vie quasi normale et la non contamination d'autrui.

Le projet présenté est ainsi développé par Orphelins Sida International en lien avec le Centre Solidarité Action Sociale (CSAS), association ivoirienne reconnue et active dans les zones de Bouake et Korhogo. Il permettra de toucher 80 enfants et adolescents ivoiriens par an, soit 160 dans le cadre de la présente subvention.

Le programme sera mis en place parmi les enfants et adolescents suivis en file active des enfants et adolescents vivant avec le VIH (EAVVIH) par le CSAS mais présentant l'état de santé et les résultats des examens de CV et CDA les plus alarmants. Il prévoit cinq principales étapes :
- un suivi personnalisé qui sera alors mis en place selon un rythme adapté à la santé de chaque enfant/adolescent ;
- la mise en place d'ateliers thérapeutiques de groupe à destination des enfants/adolescents suivis afin d'améliorer leur connaissance de la maladie et des traitements liés ;
- des ateliers de soutien pour les parents ou tuteurs ;
- des rencontres de formation/échanges pour les acteurs sociaux et de la santé impliqués dans l'accompagnement des enfants/adolescents vivants avec le VIH (3 fois par an) ;
- une rencontre annuelle entre les partenaires du programme afin d'échanger sur les pratiques, de faire une évaluation du programme et d'en assurer le pilotage.

Le projet concourt à l'atteinte de l'Objectif de développement durable n° 3 (« Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges »).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention couvrera 50% des dépenses engagées pour le programme. Une partie de la subvention sera reversée au partenaire local.

Localisation géographique :
- COTE D'IVOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Expertise Orphelins Sida Internationale	16 500,00	21,71%
Intervenants terrain CSAS	11 000,00	14,47%
Suivis individualisés	6 000,00	7,89%
Complément de prise en charge médicale	18 000,00	23,68%
Ateliers thérapeutiques	4 000,00	5,26%
Sensibilisation des professionnels de santé	1 500,00	1,97%
Frais de structure partenaire	4 200,00	5,53%
Frais de gestion	9 000,00	11,84%
Déplacement et restauration	5 800,00	7,63%
Total	76 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	38 000,00	50,00%
Subvention Région IDF	38 000,00	50,00%
Total	76 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20007441 - Actions internationales - EXTENSION DES LOCAUX DU CESAC DE BAMAKO

Dispositif : Actions internationales - Dépenses d'investissement (n° 00001016)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020
Action : 10401901- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	222 475,00 € TTC	22,47 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIS COALITION INTERNATIONALE SIDA
Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hakima HIMMICH, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Au Mali, le premier cas de VIH a été enregistré en 1985. Aujourd'hui, l'épidémie est de type généralisé avec une séroprévalence à 1,1% au sein de la population et elle reste concentrée au sein des groupes vulnérables et des populations clés : les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH), les travailleuses du sexe (TS), les utilisateurs de drogues et les personnes handicapées.

La réponse sanitaire est organisée à la fois par l'Etat mais aussi par la société civile qui appuie notamment la décentralisation du traitement antirétroviral (ARV) du Ministère de la Santé. La réponse communautaire est organisée depuis 1994 sous l'impulsion de l'association malienne Arcad Santé Plus qui est chef de file de la réponse communautaire au Mali et déploie aujourd'hui une offre de soins ambulatoires soit au sein des centre de santé publique de l'Etat (les USAC), soit à travers des centres de prise en charge en milieu ouvert : les centres d'écoute de soins et d'animation conseils (CESAC), et Centres de Santé Sexuelle. Arcad Santé Plus assure 50% de la file active nationale soit plus de 20 000 patients sur les 40 000 maliens séropositifs dépistés et suivis.

Le projet porté par Coalition Internationale Sida (CIS) vise à accompagner la rénovation du CESAC de Bamako construit et administré par Arcad Santé Plus. Le bâtiment, construit en 1996 avec le soutien de la coopération française, est le premier de ce type construit au Mali. Il permet d'accueillir près de 7 000 patients infectés par le VIH dont 60% de femmes. Depuis 2018, des activités spécifiques de prévention pour les populations clés ont été initiées mobilisant une frange importante de ces communautés autour du site. Une équipe multidisciplinaire, composée de médecins, pharmaciens, psychologues, infirmiers, conseillers, pair-éducateurs, y travaille avec les patients et leurs familles.

L'augmentation de l'activité sur le site du CESAC de Bamako entraine un besoin de locaux plus vastes afin de mieux recentrer les activités, d'améliorer la gestion, le suivi et l'accompagnement des activités au

bénéfice des cibles et du déploiement d'une offre de services adaptés à des horaires spécifiques.

Le projet prévoit la construction de la première phase du nouveau bâtiment du CESAC. Cette première partie comprendra trois espaces susceptibles d'accueillir les activités d'Arcad Santé Plus sur 612 m². Il s'agit :

- D'un espace de consultation pour les enfants nés de mères séropositives comprenant une salle d'accueil, un bureau de consultation, une salle d'hospitalisation et une toilette ;
- D'une clinique de santé sexuelle comprenant une salle d'accueil, une salle d'attente, une infirmerie, deux salles de consultation, deux salles de conseil, une pharmacie et une toilette ;
- D'un espace d'auto-support pour les femmes vivant avec le VIH comprenant une salle d'accueil, une salle d'attente, une infirmerie, deux salles de consultation, deux salles de conseil et deux toilettes visiteurs.

L'extension du site permettra de répondre aux besoins suivants :

- Amélioration du diagnostic précoce du VIH chez les enfants exposés et de la prise en charge des enfants infectés de 0 à 15 ans ;
- Accessibilité et disponibilité des services différenciés en fonction des populations vulnérables (types de soin, horaires spécifiques…)
- Renforcement du leadership et autonomisation économique des femmes vivant avec le VIH.

La mise en œuvre du projet se fera selon une démarche communautaire avec une implication des bénéficiaires dès la conception du projet. Ils seront membres du comité de suivi pilotage pour le projet de construction.

Le projet concourt à l'atteinte de l'Objectif de développement durable n° 3 (« Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges »).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention vient soutenir la réalisation des travaux de construction du CESAC de Bamako. A cette fin, elle est reversée au partenaire local : Arcad Santé International. Elle vient en cofinancement des fonds du Ministère de la Santé du Mali.

Localisation géographique :

- MALI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation du chantier et dipositions générales	18 751,00	8,43%
Terrassement	4 659,00	2,09%
Maçonnerie en fondation	36 317,00	16,32%
Maçonnerie en élévation	22 007,00	9,89%
Couverture	17 134,00	7,70%
Enduits - revêtements	38 675,00	17,38%
Peinture	12 598,00	5,66%
Menuiserie	26 208,00	11,78%
Plomberie	23 552,00	10,59%
Electricité	22 574,00	10,15%
Total	222 475,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	72 475,00	32,58%
Ministère de la santé du Mali	100 000,00	44,95%
Subvention Région IDF	50 000,00	22,47%
Total	222 475,00	100,00%

DOSSIER N° 20007369 - Support humanitaire aux populations démunies de la banlieue de Damas

Dispositif : Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient - FCT (n° 00001028)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 930-044-6574-104015-020
Action : 10401504- Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient - FCT	86 000,00 € TTC	50,00 %	43 000,00 €
	Montant total de la subvention		43 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OEUVRE D ORIENT
Adresse administrative : 20 RUE DU REGARD
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre SABATIE-GARAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : support humanitaire et socio-éducatif aux victimes du conflit dans la banlieue de Damas

Dates prévisionnelles : 10 février 2020 - 10 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'Oeuvre d'Orient et son partenaire local ont du répondre à un besoin d'urgence, liée à l'hiver particulièrement rude cette année en Syrie.

Description :
L'objectif est d'améliorer les conditions de vie des familles vulnérables et affectées par le conflit syrien retournées à Cheba'a (ville située à 15km de Damas) et ses environs dans la Ghouta Est de Damas, zone particulièrement endommagée par les combats.
Le projet vise à aider 3160 enfants et adultes retournées chez eux à répondre à leurs besoins essentiels et avoir accès à des mécanismes renforcés de protection de l'enfance.
Ainsi, ce projet de distribution urgente de vêtements (chaussures, chandails, sous-vêtements…) s'inscrit dans le cadre d'un plan d'aide humanitaire plus large, incluant de l'aide alimentaire, ainsi que la mise en place d'un centre permettant de mener des activités de soutiens psychosocial et éducatif.
Au-delà de l'objectif humanitaire, ce projet entend retisser des liens entre les communautés religieuses et soutenir le travail de réconciliation après la fin des combats de la Ghoutta.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention sera reversée à un tiers, la Congrégation des Sœurs des Saints-Cœurs, partenaire local de l'Oeuvre d'Orient à Damas.

Localisation géographique :

- REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et distribution de vêtements	86 000,00	100,00%
Total	86 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	43 000,00	50,00%
Région Ile-de-France	43 000,00	50,00%
Total	86 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20008541 - POSTE DE VOLONTAIRE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE A PARIS REGION EXPERTISE MADAGASCAR

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
Action : 10401702- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	34 590,00 € TTC	63,83 %	22 080,00 €
	Montant total de la subvention		22 080,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRANCE VOLONTAIRES
Adresse administrative : 6 RUE TRUILLOT
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques GODFRAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mission du volontaire débute en juin 2020.

Description :
La subvention proposée permet de positionner un(e) volontaire, jeune francilien(ne), en poste auprès de la représentante de la Région à Antananarivo pour les activités de Paris Region Expertise - Madagascar, bureau de la Région auprès de la Commune urbaine d'Antananarivo. Le volontaire aura en particulier pour mission de seconder la représentante dans le projet d'inscription de la Haute-Ville d'Antananarivo sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. La subvention couvre la période d'une année entre le 1er juin 2020 et le 31 décembre 2021. Elle comprend notamment l'indemnité de subsistance du volontaire pendant la durée du contrat, la couverture sociale et de rapatriement, des frais de mission sur place, une indemnité de réinstallation en fin de mission et un billet d'avion Paris-Antananarivo.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le Ministère des affaires étrangères apporte une aide financière de 12 510€ à cette action.

Localisation géographique :
- MADAGASCAR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
coûts directs (indemnités, couverture sociale, déplacements...)	27 010,00	78,09%
frais de gestion administrative	480,00	1,39%
participation aux frais de logement	3 600,00	10,41%
frais de fonctionnement du volontaire	3 500,00	10,12%
Total	34 590,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	22 080,00	63,83%
France Volontaires (via commande du MEAE)	12 510,00	36,17%
Total	34 590,00	100,00%

Annexe 2 - Convention spécique France Volontaires

CONVENTION DE MISSION

ENTRE FRANCE VOLONTAIRES (FV) et LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

OBJET : AFFECTATION D'UN VOLONTAIRE CHARGE DE MISSION A PARIS REGION EXPERTISE MADAGASCAR

RESUME

- Coût FV d'un VSI (budget 2019) : **2002€ /mois**
- dont cofinancement par la Région Île-de-France: **1000 € /mois**
- Logement du/de la volontaire (meublé et assuré), à la charge de la Région Île-de-France *(logement mis à disposition ou financé à hauteur de* **300 €** */mois)*
- Durée de la mission de VSI: *12 mois*
- Date de signature de la convention de mission : 1er juin 2020
- Démarrage de la mission à la date de signature du contrat du/de la volontaire

PREAMBULE

France Volontaires,

Est une association déclarée conformément à la loi du 1er juillet 1901. Elle a pour objet de promouvoir et de développer les différentes formes d'engagements relevant des Volontariats Internationaux d'Echange et de Solidarité (VIES) et de contribuer à leur mise en œuvre. Ce projet s'exprime dans le respect des valeurs énoncées dans la charte commune (ANNEXE 1) à laquelle adhèrent les organismes d'envoi de volontaires et les volontaires eux-mêmes.

Elle participe à la solidarité entre les peuples grâce aux échanges entre les volontaires, les organismes d'envoi et d'accueil,

Elle contribue à la promouvoir la solidarité internationale par :

- L'ouverture aux réalités internationales, à la rencontre entre les personnes et, au-delà, des sociétés.
- L'engagement volontaire en faveur du développement humain.
- La prise en compte des différences, des besoins et des aspirations des partenaires internationaux soucieux du bien collectif et durable de leur société, comme de la réciprocité des échanges.
- La participation à la construction des politiques publiques favorisant le développement de l'engagement citoyen et solidaire à l'international.

La Région Île-de-France,

Est une collectivité territoriale française.
Elle a adopté le 15 décembre 2016 une nouvelle stratégie internationale au service des franciliens et du développement du territoire qui promeut des actions de solidarité et de rayonnement international auprès de partenaires étrangers.

Elle conduit une politique internationale définit par sa stratégie internationale adoptée le 15 décembre 2016 (CR 222-16). A ce titre, elle mène une coopération décentralisée avec la Commune Urbaine d'Antananarivo encadrée par l'accord de coopération du 21 décembre 1990.

Entre :

France Volontaires représentée par Monsieur ....., Représentant National au .....,

Et

La Région Île-de-France représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente, en vertu de la délibération n°CP ..... du 1er juillet 2020

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge et de mobilisation d'un volontaire international au sein de PRX-Madagascar pendant une durée de 12 mois.

Article 2 : Attributions et obligations des parties

2.1 France Volontaires s'engage à :

- Recruter, le candidat sélectionné avec la Région Île-de-France, contracter directement avec celui-ci, un contrat de volontariat de solidarité internationale et assurer sa formation avant le départ.

- Assurer la gestion administrative du/de la volontaire :
  - ✓ versement de l'indemnité de subsistance pendant la durée du contrat,
  - ✓ gestion de la couverture sociale et de rapatriement,
  - ✓ versement de l'indemnité de réinstallation en fin de mission.

- Prendre à sa charge le transport du/de la volontaire : Paris-Antananarivo -Paris (voyage aller en début de contrat et voyage retour en fin de contrat),

- Accompagner le/la volontaire, conformément à la mission de France Volontaires, dans le cadre de leur réflexion sur leur engagement, sur leur projet personnel et dans la préparation de leur retour (valorisation de l'expérience dans la vie professionnelle et sociale).

- Organiser, sous l'autorité de son Représentant à Madagascar ou de toute personne mandatée par ses soins, des missions de suivi du/de la volontaire. Ce suivi-accompagnement se fera notamment au travers des réunions de programmation rassemblant, les volontaires et le représentant de Région Île-de-France

- Faire participer le/la volontaire aux activités de la communauté des volontaires (réunion annuelle, ateliers thématiques,…) et à en avertir le représentant de Région Île-de-France.

- France Volontaires se réserve le droit de mettre fin au contrat des volontaires si les principes de la charte de volontariat et les règles du contrat de volontariat de solidarité internationale ne sont pas respectés par les intéressés, c'est-à-dire par le/la volontaire concerné ou par la Région Île-de-France.

2.2 La Région Île-de-France **s'engage à :**

- Respecter, dans le management du/ de la volontaire, l'esprit du contrat de volontariat de solidarité internationale dont le modèle standard est joint (annexe 1) à la présente convention,

- Associer France Volontaires aux décisions qui sont susceptibles d'affecter la mission du/de la volontaire,

- Communiquer avec France Volontaires sur toutes informations qui concernerait le déroulement de la mission du/de la volontaire ; Consulter France Volontaires avant tout projet de modification du contenu ou des conditions de réalisation de la mission du/de la volontaire,

- Mettre à disposition du/de la volontaire les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission (consommables, charges locatives, déplacements, représentation…) qui sont intégralement financé par la Région Île-de-France auprès de France Volontaires. Le budget est mis en place auprès de la représentation de France Volontaires à Madagascar sous forme d'une régie permettant le paiement des dépenses du volontaire. Le montant de ce budget est de 3500€ auquel s'ajoutent des frais de gestion de 7% de dépenses réalisées. France Volontaires s'engage à établir un rapport technique et financier des dépenses conforme aux modalités indiquées dans la convention de financement avec la Région.

- Prendre en charge une partie du financement des coûts du/de la volontaire, comme décrit à l'article 6 « dispositions financières »,

- Assurer la mobilité du/de la volontaire pour ses déplacements liés à sa mission.

- Mettre à disposition du/de la volontaire les informations nécessaires et utiles à la mise en œuvre de sa mission,

- Participer et aider à la mobilisation des acteurs locaux (élus, société civile, administration locale, service technique etc.) concernés par le déroulement de la mission du/de la volontaire.

- Identifier une personne ressource qui sera le référent du/de la volontaire au sein de la Région Île-de-France. Cette personne participera à la réflexion sur la mise en œuvre de la mission du/de la volontaire.

- Faciliter l'insertion et l'intégration du/de la volontaire et veiller aux bonnes conditions de réalisation de sa mission.

Article 3. Définition de la mission du/de la volontaire

Le /la volontaire est, au plan administratif, sous l'autorité du Représentant National de France Volontaires. Ce dernier sera régulièrement en contact avec le référent de la Région Île-de-France ou de toute autre personne

désignée par la Région Île-de-France pour être l'interlocuteur privilégié de France Volontaires.

Dans la mise en œuvre technique de sa mission, le/la volontaire est sous la responsabilité du représentant de la Région Île-de-France à Madagascar en charge du suivi de la mission du/de la volontaire.

Le détail de la mission est précisé dans la fiche de mission annexée à la présente convention. (Annexe 3)

Article 4 Evaluation.

La Région Ile-de-France et France Volontaires s'engagent à se rencontrer régulièrement, et ce au moins une fois par an, pendant la durée de la présente convention pour évaluer l'activité du volontaire et, le cas échéant, proposer des améliorations. Un avenant à la présente convention sera rédigé au besoin.

Article 5 : Dispositions financières

5-1 La Région Île-de-France s'engage à verser à France Volontaires la somme de *22080€* durant la totalité de la durée du contrat VSI du/de la volontaire (y compris les mois de congés, conformément aux termes du contrat VSI). Cette somme correspond à la participation de la Région Île-de-France aux coûts du/de la volontaire pendant toute la durée de sa mission.

5-2 Les modalités de versement des fonds à France Volontaires seront les suivantes :

Les paiements sont effectués sous forme d'acomptes et de solde par la Région Île-de-France, sur présentation des rapports techniques et financiers indiqués dans la convention financière avec France Volontaires.

Les sommes dues par la Région Île-de-France à France Volontaires au titre de la présente convention seront versées, sur le compte libellé Association France Volontaires, domiciliation Creditcoop Courcelles, n° 42559 0001 2102897460304. IBAN FR76 4255 9000 0121 0289 7460 304.

Article 6 Entrée en vigueur et durée

La présente convention est conclue pour une durée de *12 mois*, renouvelable par avenant, à compter de la date de la signature du contrat VSI entre le-la volontaire concerné-e et France Volontaires.

Article 7 Modifications

Les éventuelles modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable entre les deux parties. Cet accord sera

matérialisé par un avenant au document initial, qui stipulera les modifications techniques et financières correspondant aux changements apportés.

Article 8 Litiges et résiliation

En cas de litiges, les deux parties s'engagent à rechercher une solution à l'amiable. Si aucun accord n'est trouvé, il est possible de résilier la présente convention sous réserve d'un préavis de trois mois émis par l'une des parties.

Par ailleurs en cas de force majeure (arrêt inattendu de la mission pour laquelle le/la volontaire est mobilisé-e), la résiliation de la présente convention interviendra après un préavis de trois mois émis par l'une des parties.

Fait à Paris en deux (2) originaux, le ……

Pour France Volontaires Le Président	Pour la Région Île-de-France La Présidente
M…… ;	**Mme Valérie PECRESSE**

Intitulé de la mission : *chargé de mission_Paris Region Expertise Madagascar_Antananarivo*

Code FV : *0X0000 (code généré par le système d'information FV)*

Version du *: xx/xx/xxxx*

Validée le *: xx/xx/xxx (pour le lancement du processus de mobilisation des candidats)*

Rédacteurs de la fiche de mission

- **Pour le partenaire** *(nom, fonction, organisation, contacts)* : PANDOLFI LAURENT, Chargé de mission Asie-Océan Indien, Conseil Régional Île-de-France, laurent.pandolfi@iledefrance.fr

- **Pour France Volontaires** *(nom, fonction, contacts)* **:**

Cadre administratif

Les éléments marqués par un astérisque (*) figureront dans le contrat du volontaire (VSI).

Pays d'accueil *: Madagascar

Lieu de résidence du /de la volontaire *:

Antananarivo

Bureau de Paris Région Expertise Madagascar (représentation de la Région Île-de-France à Antananarivo), hébergé au sein de l'Ambassade de France à Madagascar.

Résumé de la mission* *(5 lignes – il permet la mobilisation des candidats, veillez à être suffisamment clairs, précis et concis)* :

Le volontaire aura pour mission de seconder la représentante de la Région dans ses missions :

- Appuyer la Commune Urbaine d'Antananarivo dans la constitution du dossier de candidature de la Haute-Ville à l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO
- Assurer le suivi des projets menés par les ONG financées par la Région IDF à Madagascar ;
- Promouvoir l'expertise technique francilienne auprès des autorités publiques malgaches et des bailleurs multi et bilatéraux.

Le volontaire sera également chargé d'étudier les possibilités de développement de programme de mobilité de jeunes entre les deux territoires.

Durée de la mission proposée :

12 mois ■ **18 mois** □ **24 mois** □

Date souhaitée d'arrivée du / de la volontaire *(tenir compte de la programmation annuelle des stages de préparation) :* le 1er juin 2019

Espace Volontariats référent : (*pays, site internet, contacts mail, téléphonique et Skype)*

Madagascar, lovasoa.ratsimba@france-volonontaires.org, +261 34 02 028 22

Création d'une mission ■ **Continuité d'une mission précédente** □

(En cas de renouvellement de mission, le / la volontaire précédent-e contribue généralement à la réécriture de la fiche de mission - Coordonnées du / de la volontaire précédent le cas échéant)

Cadre partenarial

Identification et coordonnées du / des organisations ayant contractualisées cette mission avec France Volontaires. Le nom des organismes partenaires figure dans le contrat VSI.

Partenaire en Europe

Nom de l'organisme * : Conseil régional Île-de-France
Adresse, téléphone, mail : 2 rue Simone Veil, 93 400 SAINT-OUEN,
Site web : iledefrance.fr
Personne à contacter *(nom, qualité)* : PANDOLFI Laurent, chargé de mission Asie-océan indien

Partenaire dans le pays d'accueil

Nom de l'organisme * : Paris Region Expertise - Madagascar
Adresse, téléphone, mail : Ambassade de France à Madagascar,+261331540249
Site web : imvtana.org
Personne à contacter *(nom, qualité)* : Tamara Teissedre-Philip, Représentante de la Région Ile-de-France à Antananarivo

Autre partenaire éventuel

Mission cofinancée par France Volontaires et par : La Région Île-de-France
L'économie d'une mission de VSI est répartie entre les partenaires et permet de couvrir les frais inhérents aux transports, visa, couverture sociale et assurance, indemnités, logement, équipement, transports locaux et d'accompagnement (stage et suivi)

Contexte de la mission

Objectif(s) de Développement Durable (ODD) auquel contribue le / la volontaire *(cocher les cases correspondantes)* **:**
http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/

					
X	X	X		X	X
					
	X	X		X	X
					

x				X	

Présentation de la structure d'accueil : *(Historique, objectifs, ressources humaines, matérielles et financières…).*
Paris Région Expertise Madagascar est le bureau de représentation de la Région Île-de-France à Madagascar. La Région Ile de France et la Commune d'Antananarivo sont liées par un accord de coopération depuis 1990.

Présentation du projet d'accueil : *(Dynamiques de coopération et d'échanges entre les pays, les sociétés, les cultures et personnes - Echanges interculturels - renforcement des sociétés civiles et dynamiques de changement social).*

Le volontaire assistera la représentante dans la réalisation de ses différentes missions. Il devra notamment entretenir un dialogue constructif avec les représentants de la Commune d'Antananarivo et les partenaires de coopération. Il sera également en charge du suivi des projets réalisés par les ONG franciliennes financées par la Région. Le volontaire devra en particulier entretenir des liens constructifs avec leurs représentants malgaches et les bénéficiaires des projets.

Zone d'intervention : Principalement Antananarivo.

Public concerné : *(Contribution à une action d'utilité sociale / intérêt général)*
- Les représentants des directions techniques de la CUA.
- Les bénéficiaires des projets des ONG soutenus par la Région.

Documentation et liens à consulter : *(organigramme, dernier rapport annuel, carte ou schéma de situation, document de projet, rapport de mission si renouvellement…)*

Site internet : imvtana.org

Cadre de la mission du / de la volontaire

Positionnement du / de la volontaire :
- ⇨ Renforcement des capacités de la structure d'accueil ? ***Oui***
- ⇨ Assistance technique spécifique à un projet ou à un programme particulier ? **Oui**
- ⇨ Le /la volontaire sera-t-il / elle en représentation de la structure d'accueil ? **Non**
- ⇨ Travaillera-t-il /elle seul(e) ou en équipe ? : Il travaillera sous responsabilité de la Représentante de la région. Il sera appuyé par un stagiaire pendant 4 mois.
- ⇨ Aura-t-il /elle des responsabilités hiérarchiques ou d'équipe ? : Non
- ⇨ Avec qui le / la volontaire sera-t-il /elle en relation ? Pour quels aspects de son travail ? Le volontaire sera en relation avec les services techniques communaux, les bailleurs de fonds, les ONG…

Le / la volontaire est placé-e sous la responsabilité administrative de France Volontaires et sous la responsabilité opérationnelle de la Représentante de la Région à Antananarivo.
A qui le / la volontaire devra-t-il /elle rendre compte de son travail ? : Mme Tamara Teissedre-Philip.
- ⇨ Le / la volontaire devra- obligatoirement rédiger des rapports ? Pourquoi ? : Il participera au *reporting* effectué pour la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo.

- ⇨ Le / la volontaire doit rédiger un rapport de fin de mission à France Volontaires qui participe à la capitalisation et à la valorisation des activités réalisées et des Objectifs de Développement Durable (ODD) auxquelles elle contribue.
- ⇨ Aura-t- il /elle des responsabilités financières ? Si oui, sous le contrôle de qui les exercera-t-il /elle ? : **Non**
- ⇨ Sera-t- il /elle astreint(e) à un devoir de réserve ? : **Oui**

Résultats attendus : Une bonne qualité de suivi / gestion de projet, un bon relationnel avec les tous les partenaires de la coopération, rigueur dans la gestion des activités qui lui sont confiées et respect des instructions données par la représentante.

Activités principales à mener : Assister la Représentante dans sa mission de suivi des projets financés par la Région, dans la promotion de l'expertise et des entreprises franciliennes.

Lieu principal d'intervention : Bureau de Paris-Région Expertise à Madagascar.

Horaires habituels : *8h30-17h00*

Déplacements professionnels à prévoir : *(quotidiens et ponctuels et modes de transport envisagés) :* Déplacement quotidien sur le lieu de travail et déplacements ponctuels sur les sites d'opération des projets et pour des rendez-vous extérieurs. Mode de transport à la convenance du VSI (taxi-be, deux-roues, taxi, voiture).

Processus de préparation et d'accueil prévu par le partenaire :

- En France :
  - Entretien avec le Directeur de la coopération internationale de la Région.
  - Une journée de travail avec le chargé de mission sur la présentation de l'institution et de la mission.

- Dans le pays d'accueil :
  Accueil et accompagnement par la Représentante de la Région sur place.

Processus de préparation et d'accueil prévu par France Volontaires :

- En France :

Le / la volontaire doit participer à un stage de préparation à l'expérience de volontariat avant le déploiement sur son lieu de mission.

- Dans le pays d'accueil :

Cadre de vie du / de la volontaire

Caractéristiques géographiques : (*climat, milieu rural ou urbain, infrastructures et approvisionnement disponibles, modes de transport quotidiens).*
Climat tropical d'altitude, milieu urbain, approvisionnement classique.
Logement : *(type, confort, individuel ou collocation, le/la volontaire est-il /elle associé(e) à la recherche ?)*
Pratique courante de colocation entre volontaires ou logement individuel.

Distance du centre urbain le plus proche : *(en temps/km)*

Télécommunications, accès à internet :
Oui

Loisirs, sport, culture :
Institut français de Madagascar, centres sportifs et clubs.

La sécurité au quotidien : (*Existe-t-il des sources d'insécurité spécifiques ? Quelles sont les consignes particulières à respecter ? Quelles dispositions particulières sont prises pour limiter ces risques ?)*
Ne pas se déplacer la nuit à pied, quartiers insécures à éviter de jour et de nuit.
Vigilance à porter à la sécurité (logement, déplacements).

Nombre de volontaires internationaux en poste dans le pays à la date de validation de la fiche de mission :

Conditions du contrat :
- Statut du Volontaire de la Solidarité Internationale (loi de 2005) ;
- Indemnité d'installation et indemnité de réinstallation au retour ;
- Indemnité mensuelle de subsistance : cette indemnité n'a pas le caractère d'un salaire ou d'une rémunération, et permet d'accomplir la mission dans des conditions de vie décentes ;
- Couverture sociale (mutuelle complémentaire, assurance rapatriement, assurance vieillesse) ;
- Fourniture du logement ;
- Frais de voyage 1 aller-retour entre le lieu de résidence et le lieu d'affectation.

Profil souhaité du / de la volontaire

Formation(s) souhaitée(s) :
Master 2 en géographie, aménagement, environnement et / ou développement ; Institut d'Etudes Politiques…

Expérience(s) professionnelle(s) souhaitée(s) :
Expérience dans les pays du Sud souhaitée, intérêt marqué pour l'interculturel, gestion de projet.

Compétences principales recherchées : *(savoirs faire et savoirs être)*
Maîtrise de soi, adaptation à la culture et aux traditions locales, bon sens, curiosité.

Langue(s) souhaitée(s) et niveau :
Anglais

Autre(s) impératif(s) :

Une fiche de mission sert à ses différents usagers :
Partenaires, France Volontaires, candidats, volontaires pour
- *Identifier et concevoir une mission*
- *Programmer une mission*
- *Etablir et engager une convention de mission*
- *Mobiliser les candidats au volontariat à l'international*

- *Préparer le / la volontaire*
- *Etablir un contrat de VSI*
- *Assurer le suivi et l'accompagnement du / de la volontaire*
- *Evaluer – auto-évaluer la qualité d'une mission*
- *Informer, promouvoir, valoriser*

Annexe 3 - Avenants

Avenant n°1 à la convention n°EX023540

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-322 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,
et

Le bénéficiaire dénommé : **ADIFLOR ASSOC DIFFUSION INTERN FRANCOPHONE LIVRES OUVRAGES**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 338532757 00048
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 94 BOULEVARD PEREIRE 75017 PARIS 17
ayant pour représentant Monsieur Raphaël FANTIN, président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Article 1 : Le présent avenant a pour objet de modifier le public cible de la subvention attribuée à ADILFOR par délibération n°CP 2017-433 du 20 septembre 2017.

Article 2 : La fiche projet annexée au présent avenant se substitue à celle annexée à la convention signée avec ADILFOR.

Article 3 : Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet modifiée par délibération n°CP 2020-322 du 1er juillet 2020.

Article 4 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés. Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait en 2 exemplaires originaux

Le…….. Le…….

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023540

Commission permanente du 20 septembre 2017-433
Commission permanente du 1er juillet 2020 - CP2020-322

Objet : AI 2017 - ADIFLOR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	69 540,00 €	50 %	34 770,00 €
	Montant Total de la subvention		34 770,00 €

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020-10401901- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADIFLOR - ASSOCIATION POUR LA DIFFUSION INTERNATIONALE FRANCOPHONE DE LIVRES OUVRAGES ET REVUES
Adresse administrative : 94 boulevard Pereire 75017 PARIS
Représentant : Monsieur Raphaël FANTIN, Président
Statut Juridique : Association
Date de publication au JO : 2 janvier 1986
N° SIRET : 33853275700048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses d'investissement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **dotation en faveur de structures scolaires et culturelles sénégalaises et maliennes en liseuses dotées d'une interface innovante, sécurisée, adaptée, simple et pré-remplies d'une bibliothèque numérique**

Date prévisionnelle de début de projet : 1er octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général : promouvoir la lecture, source de réussite scolaire, grâce aux nouvelles technologies.

Objectif spécifique : fournir à des populations éloignées des circuits du livre papier et des connexions internet des liseuses pré-remplies d'une bibliothèque numérique attractive et adaptée aux lecteurs.

Description :
On estime qu'en 2060 l'Afrique comptera 850 millions de francophones. L'espace francophone deviendra alors le 4ème espace géolinguistique et une composante essentielle de la scène mondiale. Dans ce contexte, l'enseignement d'un français de qualité est primordial.
Pour relever ce défi, l'association ADIFLOR, active depuis plus de 30 ans sur la scène internationale francophone, propose un projet innovant visant à promouvoir la lecture sur des territoires africains (Sénégal et Mali) liés à la Région.

Ce projet répond à des besoins identifiés par des associations partenaires de la Région Île-de-France issues de la diaspora, impliquées dans des projets d'écoles et d'équipements culturels sur leur territoire d'origine. Il s'agit de fournir à des populations éloignées des circuits du livre papier et des connexions internet des liseuses pré-remplies d'une bibliothèque numérique attractive et adaptée aux lecteurs.

Moyens mis en œuvre :
Sélection, achats et préparation de liseuses avec un écran (papier électronique) de haute résolution par ADIFLOR.
Déploiement (livraison, formation, suivi) en partenariat avec l'association Saint Louis initiative (Sénégal).

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Enfants du niveau primaire, enseignants et bibliothécaires des équipements concernés :
Enfants du niveau primaire, enseignants et bibliothécaires des équipements suivants :
- 6 écoles de Dakar.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région porte sur les dépenses d'investissement (base subventionnable de 69 540 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : SENEGAL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat liseuses et livres numériques	**55 620,00**	64,67%
Maîtrise d'œuvre informatique	**13 920,00**	16,19%
Sélection, création de contenu	5 040,00	5,86%
Préparation des liseuses	720,00	0,84%
Suivi	3 100,00	3,60%
Transport international	1 100,00	1,28%
Frais de mission	5 000,00	5,81%
Formation	1 500,00	1,74%
Total	86 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	34 770,00	40,43%
Etat	28 100,00	32,67%
Fonds propres	4 400,00	5,12%
Mécènes privés	18 730,00	21,78%
Total	86 000,00	100,00%

Avenant n°1 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre du projet d'aménagement de la Maison Culturelle Francophone du Rwanda

(N° 19011623)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-322 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,
et

Le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, représenté par Monsieur Jean-Yves LE DRIAN, Ministre, dont le siège social est situé au 37 Quai d'Orsay, 75007 Paris

d'autre part.

Article 1 :
Dans l'article 4 de la convention, les articles 3.1 à 3.6 sont renumérotés 4.1 à 4.6.

Article 2 :
Afin de corriger une erreur matérielle relative au numéro de fiche projet rattachée à la convention :

- Le premier alinéa de l'article 2.1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Réalisation, à son initiative et sous sa responsabilité, de l'opération de lancement du projet d'aménagement de « La Maison Culturelle Francophone du Rwanda » dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » (Dossier N° 19011623) et maintien de l'affectation de cet investissement pendant une durée minimum de dix ans ».

- Dans l'article 4.2, les mots : « i) Dossier N° 19007341 » sont remplacés par les mots : « i) Dossier N° 19011623 ».

Article 3 :
Le troisième alinéa de l'article 2.1 est remplacé par les dispositions suivantes : « Recrutement de 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères fournira les justificatifs de publication des offres de stage ou contrats de travail (contrait d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation ».

Article 4 :
Dans le premier alinéa de l'article 2.2, les mots « N° 2019- du 20 novembre 2019 » sont remplacés par les mots : « N°2019-537 du 20 novembre 2019 ».

Article 5 :
L'article 3.4 est remplacé par les dispositions suivantes : « Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er novembre 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention ».

Article 6 :
Décide de porter le montant de la base subventionnable du projet à 350 000 € HT. La fiche projet annexée au présent avenant se substitue à celle annexée à la convention signée avec le MEAE.

Article 7 :
Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet modifiée par délibération n°CP 2020-322 du 1er juillet 2020.

Article 8 :
Les autres articles de la convention demeurent inchangés. Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait en 2 exemplaires originaux

Le…….. Le…….

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 19011623

CP 537 du 20 novembre 2019
CP 2020-322 du 1er juillet 2020

OBJET : MAISON CULTURELLE FRANCOPHONE DU RWANDA

Dispositif : Actions internationales - Dépenses d'investissement (n° 00001016)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 900-048-204112-104019-020
Action : 10401901- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	350 000,00 € HT	50,00 %	175 000,00 €
	Montant total de la subvention		175 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ETRANGERES
Adresse administrative : 37 QUAI D ORSAY
75007 PARIS SP 07
Statut Juridique : Ministère

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : démarrage des travaux.

Description :
Depuis sa fermeture en 2014, l'Institut français du Rwanda (IFR) fonctionne « hors les murs », sur plusieurs sites répartis dans la capitale dépendant d'institutions tierces, avec des moyens limités : les locaux administratifs sont hébergés au sein de l'Ambassade de France, la médiathèque, le bureau d'accueil du centre de langues et l'Espace Campus France à la Kigali Public Library, tandis que les cours de langues sont dispensés à l'Ecole francophone Antoine de Saint-Exupéry.
L'action de l'IFR consiste essentiellement en des soutiens techniques et financiers, d'une part, des rendez-vous culturels mensuels ou bimensuels organisés avec des partenaires locaux d'autre part.

Privé de recettes régulières et souffrant d'une visibilité réduite, l'IFR n'est donc pas en mesure de proposer une programmation pérenne et structurante, alors qu'il demeure le principal vecteur de coopération linguistique et culturelle de la France au Rwanda.

À la faveur de la redynamisation de la relation franco-rwandaise (récente nomination de Louise Mushikiwabo au poste de Secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie, volonté rwandaise de développer l'enseignement et la pratique du français au Rwanda), les autorités françaises ont souhaité faire de la relocalisation de l'IFR, sur un site unique, une priorité.

Dans ce contexte, un projet de relocalisation est à l'étude depuis l'été 2018, porté par l'Ambassade. Un bien a déjà été identifié à Kigali, dans le quartier de Kimihurura, offrant une surface utile de 683m², pour un loyer annuel de 72 K€ et sur la base d'un bail de 5 ans. Ce bien immobilier présente de réels atouts : facile d'accès, entre quartiers institutionnels, d'affaires et populaires, il bénéficie en outre d'espaces extérieurs.

Compte tenu du souhait exprimé en mars 2019 par la Région Île-de-France et l'association « Maïsha Africa » de créer un « Institut de la Francophonie » à Kigali, il est apparu pertinent d'élaborer un projet commun, qui pourrait également mobiliser d'autres partenaires francophones comme la Fédération Wallonie-Bruxelles, Canada/Québec, la Suisse, etc. Cette collaboration offrirait ainsi une plus grande surface financière au projet, tout en lui conférant un affichage francophone et non plus seulement français.

Ce nouvel établissement serait nommé « Maison culturelle francophone du Rwanda ». Il pourrait s'appuyer juridiquement et budgétairement sur l'autonomie financière de l'Institut français du Rwanda. Son ouverture est envisagée en mars 2020, à l'occasion des 50 ans de l'Organisation Internationale de la Francophonie. La direction quotidienne du centre relèverait de la responsabilité de l'Ambassade de France au Rwanda. Un comité d'orientation stratégique annuel, conviant l'ensemble des partenaires du projet, aura pour mission de définir les grandes lignes de la programmation culturelle de l'établissement et des actions en faveur de la langue française.

En complément des dotations annuelles versées par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la contribution financière de la Région Île-de-France est indispensable pour l'installation de la « Maison culturelle francophone du Rwanda » dans un lieu unique et se traduira par :

1) le financement des premiers travaux de réaménagement et de sécurisation des locaux existant ;

2) l'achat du mobilier et des équipements nécessaires à la mise en place d'activités génératrices de ressources propres pour l'établissement : salle de cours de français et d'examens, laboratoire de langues, salle de spectacle audio-vidéo, médiathèque, etc. ;

3) le renouvellement du parc automobile du centre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale porte sur les dépenses d'aménagement du site et d'équipement qui constituent des dépenses d'investissement marquées en gras dans le budget ci-dessous

Localisation géographique :

- RWANDA

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et prestations architecte	**214 000,00**	**27,87%**
Sécurisation des locaux (extincteurs, caméras infrarouges, coffre-fort, tourniquet de sécurité…)	**21 700,00**	**2,83%**
Equipement informatique du Centre de Langues et des examens (ordinateurs, tablettes, TBI, casques audio, vidéoprojecteur…)	**71 345,00**	**9,29%**
Installations mobilières des services administratifs et finances, campus France, techniciens et chauffeur (bureaux, fauteuils…)	**15 043,00**	**1,96%**
Installations mobilières de l'espace médiathèque (meubles bibliothèque, fauteuils de lectures…)	**5 650,00**	**0,74%**
Installation mobilière de l'espace culturel (table et chaise de conférence, installation pour expositions...)	**3 905,00**	**0,51%**
Equipement informatiques des services campus France, et services généraux (ordinateurs, tablettes, serveurs…)	**18 357,00**	**2,39%**
Charges locatives (ambassade + nouvel IFR)	87 500,00	11,40%
Charges liées au personnels (salaires, charges, prime)	54 655,00	7,12%
Activités culturelles (cachets, billets d'avions, per diem…)	34 302,00	4,47%
Centre de langue et examens (Honoraires, locations, manuels…)	35 000,00	4,56%
Fonctionnement (internet, téléphone, assurances, sécurité…)	206 411,00	26,88%
Total	767 868,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (investissement)	175 000,00	22,79%
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (investissement)	175 000,00	22,79%
Institut Français au Rwanda (fonctionnement)	241 411,00	31,44%
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (fonctionnement)	176 457,00	22,98%
Total	767 868,00	100,00%

Avenant n°1 à la convention n°19002176

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-322 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,
et

Le bénéficiaire dénommé : **Université française en Arménie (UFAR)**
dont le statut juridique est : une fondation à but non lucratif de droit arménien
dont le siège social est situé au : 10, rue Davit Anhaght 0037 Erevan, Arménie
ayant pour représentant : Monsieur Jean-Marc LAVEST, Recteur
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Article 1 : Le présent avenant a pour objet :

- de modifier le fléchage de la subvention attribuée à l'UFAR par délibération n°CP 2019-073 du22 mai 2019, vers la construction d'un plateau IT et multimedia, en lieu et place d'une bibliothèque ;
- et d'autoriser l'UFAR à reverser la subvention au centre pour les technologies créatives TUMO.

Article 2 : Après l'article 3.4 il est inséré un article *3.5 REVERSEMENT DE LA SUBVENTION* ainsi rédigé : « Le bénéficiaire est autorisé à reverser à son partenaire local toute ou partie de la subvention attribuée. »

Article 3 : La fiche projet annexée au présent avenant se substitue à celle annexée à la convention signée avec l'UFAR.

Article 4 : L'article 2.3 et le sixième alinéa de l'article 3.2.3 sont supprimés.

Article 5 : Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet modifiée par délibération n°CP 2020-322 du 1er juillet 2020.

Article 6 : Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait en 2 exemplaires originaux

Le…….. Le…….

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-073
Commission permanente du 1 er juillet 2020 - CP2020-322

DOSSIER N° 19002176 - UNIVERSITE FRANCAISE EN ARMENIE

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV) (n° 00000556)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 900-048-204182-104016-020
Action : 10401602- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	500 000,00 € TTC	100,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE FRANCAISE EN ARMENIE
Adresse administrative : 10 RUE DAVID ANHAGHT
99999 EREVAN
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Jean-Marc LAVEST, Recteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Projet de relocalisation et d'agrandissement de l'UFAR sur le technopôle du centre TUMO - Centre d'apprentissage des technologies créatives.

Dates prévisionnelles : 23 mai 2019 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 1998, l'Université française en Arménie (UFAR) compte aujourd'hui parmi les 3 meilleurs établissements d'enseignement supérieur du pays avec l'Université américaine et l'Université d'Etat. Les étudiants (1150 inscrits en 2018) bénéficient d'une offre de formation allant de la licence au doctorat, dans les filières du droit, de la gestion, du marketing, de la finance et de l'informatique.

En réponse aux mutations de l'économie arménienne et à l'influence croissante du français dans la Région, l'UFAR a décidé d'engager un vaste projet de relocalisation et d'agrandissement lui permettant de bénéficier d'un positionnement plus stratégique dans l'environnement universitaire arménien.

Ce projet, présenté à l'occasion de la visite de la Présidente en Arménie les 18 et 19 novembre 2019, vise à doubler les capacités d'accueil de l'établissement qui fait face à une demande croissante de la population arménienne mais également des étudiants étrangers de la région du Caucase. Les locaux actuels ne sont pas dotés d'amphithéâtre et ont atteint leur capacité maximale

d'accueil. L'UFAR prévoit donc d'investir pour la construction d'un nouvel établissement de 12 000m². La subvention régionale proposée à vocation à couvrir une partie des travaux, pour la construction d'un plateau IT et multimedia.

Le nouveau campus sera par ailleurs installé sur le site du Centre des technologies créatives TUMO, pionnier arménien de l'éducation numérique, dont le modèle a été exporté dans le monde entier et notamment à Paris. TUMO est également partenaire de la Région depuis qu'il a rejoint le réseau d'incubateurs francophones Start-ups Paris Région International (SPRINT) le 19 novembre 2019. Le lieu a vocation à devenir la vitrine technologique du pays et accueillera également le futur Centre de Convergence qui est une plateforme dédiée à la réalisation de projets innovants, mais aussi un incubateur des start-ups de la capitale. Le secteur du numérique est en effet en pleine croissance en Arménie (+20% par an) et deviendra le deuxième moteur économique du pays. Le rapprochement de l'UFAR avec les acteurs stratégiques du digital arménien permettra d'accompagner cette croissance par la formation de cadres francophones. Un module de formation de « gestion de projets nouvelles technologies » sera à ce titre géré par le Centre TUMO.

La subvention de la Région à ce projet s'inscrit dans le nouveau plan d'actions signé le 19 novembre 2019 avec la Mairie d'Erevan, partenaire de la Région depuis 2011. Ce soutien à ce projet d'envergure a pour objectif de positionner l'Ile-de-France dans un écosystème numérique et partenarial de visibilité internationale et de soutenir la francophonie, deux thématiques prioritaires de la coopération.

Ce soutien à la relocalisation de l'UFAR s'inscrit en complémentarité de la participation du Centre TUMO au réseau SPRINT et de la mise en œuvre de modules de formation à l'entrepreneuriat, proposés aux étudiants de l'UFAR en 2018 en partenariat avec l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP). Il est également prévu de développer un partenariat universitaire avec un établissement francilien pour la création d'un double diplôme dans le domaine des mathématiques appliquées, en lien avec les projets de développement numérique.

Le budget total s'élève à un montant de 13 millions d'euros selon le plan de financement suivant :
- Prêt auprès de l'Agence française de développement (en cours de demande auprès de l'agence PROPARCO) : 8 M €
- Subvention de l'Union européenne (fonds dédié à l'Education en Arménie géré par la délégation de l'UE à Erevan au titre de la politique de voisinage) : 1 M €
- Fonds propres : 4 M €
  - 1 M € : investissement envisagé en propre de l'UFAR
  - 3 M € : levée de fonds auprès de donateurs (institutions publiques, collectivités locales, donateurs privés). La Région y participerait ainsi à hauteur de 500 000 €. Ces crédits permettront d'appuyer la demande de prêt auprès de l'AFD/PROPARCO.

La subvention sera versée sur présentation des justificatifs d'obtention de cofinancements substantiels permettant la réalisation du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention couvre une partie des frais des travaux de construction (dépenses éligibles d'investissement – base subventionnable : tranche de 500 000 €), pour la création d'un plateau IT et multimedia tel qu'indiqué en gras dans le budget prévisionnel des dépenses. La subvention sera versée sur présentation des justificatifs d'obtention de cofinancements substantiels permettant la réalisation du projet.

La subvention est reversée en totalité au centre pour les technologies créatives TUMO, partenaire du projet chargé de la maîtrise d'œuvre.

Localisation géographique :

- ARMENIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Surface éducation (amphithéâtre, salles de classes)	5 040 000,00	38,77%
Foyer et salles étudiantes	1 180 000,00	9,08%
Espace administratif	1 560 000,00	12,00%
Espace de circulation	2 160 000,00	16,62%
Espaces techniques (sanitaires, remises, etc.)	180 000,00	1,38%
Halls	480 000,00	3,69%
Etudes techniques	1 000 000,00	7,69%
Frais de suivi (main d'oeuvre, coordination)	900 000,00	6,92%
plateau IT et multimedia (frais d'étude architecturale, de construction, d'équipement en matériel informatique et de transport de matériaux.)	**500 000,00**	**3,85%**
Total	13 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Agence française de développement (prêt PROPARCO)	8 000 000,00	61,54%
Union européenne (subvention fonds dédié à l'Education en Arménie)	1 000 000,00	7,69%
Région IDF	500 000,00	3,85%
Autres : levée de fonds auprès de donateurs (institutions publiques, collectivités locales, donateurs privés)	2 500 000,00	19,23%
Fonds propres UFAR	1 000 000,00	7,69%
Total	13 000 000,00	100,00%

AVENANT N°2 A LA CONVENTION 17010444

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N° CP 2020-322 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CAP DIGITAL IMVN
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 489749291 00030
Code APE : 63.11Z
dont le siège social est situé au : 14 RUE ALEXANDRE PARODI 75010 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Stéphane DISTINGUIN, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PRÉAMBULE :

La convention N° 17010441 liant la Région à CAP DIGITAL IMVN dans le cadre de la politique de coopération décentralisée avec la Région de Casablanca-Settat, modifiée par avenant approuvée par délibération n° CP 2018-104 du 16 mars 2018, comporte une erreur relative à la date d'éligibilité des dépenses subventionnables.

Les préparatifs du festival "Futur en Afrique" ont commencé dès le mois de février 2017 (au lieu du 1er mars).

Le montant maximum prévisionnel de la subvention régionale reste inchangé (78 000 €), de même que la base subventionnable ainsi que le taux d'intervention régionale.

ARTICLE 1 : Le présent avenant a pour objet de modifier la date d'éligibilité des dépenses du projet.

ARTICLE 2 : La fiche projet annexée au présent avenant se substitue à celle annexée à la convention signée avec Cap Digital.

ARTICLE 3 : Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, l'avenant n°1 à la convention approuvé par délibération n° CP 2018-104 du 16 mars 2018, le présent avenant et la fiche projet modifiée par délibération n° CP 2020-322 du 1er juillet 2020.

ARTICLE 4 : Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux, le :

Président de CAP DIGITAL IMVN	**Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile de France et par délégation** **La Directrice générale adjointe des services** **Chargé des affaires européennes, de la coopération internationale et du tourisme**
Monsieur Charles Huot	**Madame Aude ROTHENBURGER**

DOSSIER N° 17010444 - "FUTUR EN AFRIQUE" : LE FESTIVAL DE L'INNOVATION NUMERIQUE A CASABLANCA

Commission permanente du 5 juillet 2017 - CP2017-346
Commission permanente du 16 mars 2018 - CP2018-104
Commission permanente du 1 er juillet 2020 - CP2020-322

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
Action : 10401702- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	143 650,00 € TTC	54,30 %	78 000,00 €
	Montant total de la subvention		78 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane DISTINGUIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : **1er février** 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'édition 2017 de Futur en Seine, qui se tiendra du 8 au 10 juin, sera l'occasion d'accueillir une délégation marocaine. Les préparatifs démarrent dès le mois de **février** 2017.

Description :
Le projet se décline 3 étapes :

1) invitation d'une délégation de start-ups marocaines particulièrement innovantes, accompagnées par Maroc Numeric Cluster, à Paris dans le cadre de l'édition 2017 de Futur en Seine ; mise en place d'un label binational récompensant les projets les plus innovants ;

2) organisation du festival "Futur en Afrique" à Casablanca à l'automne 2017 (octobre/novembre), sur le modèle de Futur en Seine, à savoir :
- jour 1 : conférences et ateliers thématiques (B2B) ;
- Jour 2 : démonstration et expérimentation des innovations numériques avec un large public (B2C) ;

3) sélection et invitation à Paris dans le cadre de Futur en Seine 2018 des projets marocains innovants issus du label binational.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le budget prévisionnel global du projet s'élève à 284 100 euros. Un cofinancement de 96 000 euros a été sollicité au titre du fonds conjoint franco-marocain, géré à parité par le Ministère des Affaires étrangères et du développement international français d'une part et le Ministère de l'Intérieur - en charge des collectivités locales - marocain d'autre part.

La subvention de la Région Île-de-France inclut les 48 000 euros apportés par le MEAE, tandis que la contribution de la Région de Casablanca-Settat inclut les 48 000 euros de ressources apportées par le Ministère de l'Intérieur marocain.

La subvention de la Région porte uniquement sur les dépenses effectuées par la partie française (base subventionnable 143 650 euros), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :
- MAROC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais techniques (valorisation de la délégation marocaine sur FENS 2017 et FENS 2018)	**6 000,00**	**2,11%**
Salaires Cap Digital (coordination et suivi de projet sur l'ensemble des actions)	**41 250,00**	**14,52%**
Frais de logistique liés à la programmation (transports/hébergement des intervenants)	**20 000,00**	**7,04%**
Prestation de programmation	**20 000,00**	**7,04%**
Prestations Relations presse	**14 400,00**	**5,07%**
Prestations Graphisme	**10 000,00**	**3,52%**
Frais de mission de la partie française (billets d'avion, hébergements, restauration au Maroc)	**12 500,00**	**4,40%**
Divers et imprévus	**3 000,00**	**1,06%**
Charges de structure Cap Digital	**16 500,00**	**5,81%**
Frais de mission de la partie marocaine (billets d'avion, hébergements, restauration en IdF)	6 185,00	2,18%
Salaires Maroc Numeric Cluster	12 700,00	4,47%
Location salle à Casablanca	15 000,00	5,28%
Frais de restauration à Casablanca	10 000,00	3,52%
Frais d'hébergement à Casablanca	1 500,00	0,53%
Prestations Production	70 000,00	24,64%
Prestations (Graphisme, Traductions, Médiation, Animation)	22 000,00	7,74%
Divers et imprévus	3 065,00	1,08%
Total	284 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution Cap Digital	68 215,00	24,01%
Région Île-de-France (dont reversement MEAE de 48 000 euros)	78 000,00	27,46%
Contribution Maroc Numeric Cluster	74 885,00	26,36%
Région Casablanca-Settat (dont reversement Min Intérieur Marocain de 48 000 euros)	63 000,00	22,18%
Total	284 100,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-220

DU 1 JUILLET 2020

AMI FRET ET LOGISTIQUE : ATTRIBUTIONS DES AIDES - SOUTIEN À LA CHAIRE LOGISTICS CITY - PROJET LAST MILE - CANAL SEINE-NORD EUROPE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis ;*

VU le régime cadre exempté SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014, tel que modifié par le Règlement (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 20 juin 2017 ;

VU Le régime cadre exempté SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014, tel que modifié par le Règlement (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 20 juin 2017 ;

VU Le régime cadre exempté de notification n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 ;

VU la décision d'exécution (UE) 2019/1118 de la Commission du 27 juin 2019 relative au projet transfrontalier Seine-Escaut sur les corridors de réseau central « Mer du Nord – Méditerranée » et « Atlantique » ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1, L4211-1 et L4221-1 ;

VU le code des transports ;

VU le code du commerce ;

VU la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités (LOM) ;

VU l'ordonnance n°2016-489 du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe ;

VU le décret n° 2017-427 du 29 mars 2017 relatif à la Société du Canal Seine-Nord Europe ;

VU le protocole de financement et de gouvernance pour la réalisation du Canal Seine-Nord Europe du 13 mars 2017 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU la délibération n° CR 2017-34 du 9 mars 2017 du conseil régional d'Île-de-France relative au financement du Canal Seine-Nord Europe ;

VU la délibération n° CR 2017-83 du 18 mai 2017 relative à la participation de la région au capital de la SEML SIGEIF Mobilités ;

VU la délibération n° CR 2018-001 du 15 mars 2018 relative à la Stratégie régionale pour le fret et la logistique ;

VU la délibération n° CP 2018-434 du 21 novembre 2018 relative au financement des dépenses 2018 et 2019 du projet Canal Seine-Nord Europe ;

VU la délibération n° CP 2019-488 du 20 novembre 2019 relative à la participation de la SEML SIGEIF mobilités au capital de la SAS station Coudray-Monceau ;

VU la délibération n°19-74-02 du conseil d'administration du 20 novembre 2019, de l'AFITF relative à la convention de financement et de réalisation du Canal Seine-Nord Europe ;

VU la délibération n° CP 2020-078 du 4 mars 2020 relative au protocole cadre entre la région Île-de-France et la société du Canal Seine Nord Europe ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-220 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre de l'appel à manifestation d'intérêt « AMI fret » au financement de 22 projets lauréats qui se déclinent en 41 opérations détaillées en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 7 008 886€ en investissement et 762 844€ en fonctionnement.

Adopte les conventions type, jointes en annexes 2 et 3 à la présente délibération ainsi que leurs annexes techniques et financières jointes en annexe 5 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à l'une des deux conventions type adoptées par le précédent alinéa et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 6 633 886€ € disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 885 « Liaisons multimodales », programme HP 885-003 « Développement du transport multimodal », action 18800302 « Fret et logistique », du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de 375 000 € disponible sur le chap itre 908 «Transports » code fonctionnel 810 « Services communs», programme HP810-003 « Etudes et expérimentations», action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de 762 844€ disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 885 « Liaisons multimodales », programme HP 885-003 « Développement du transport multimodal », action 18800303 « Fret et logistique », du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer au financement de la chaire Logistics City dans le cadre du programme de recherche 2020-2002 sur la logistique urbaine de l'université Gustave Eiffel dont la présentation est détaillée en annexe 1 (fiche projet) à la présente délibération pour un montant maximum de 150 000€.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 € disponible sur le chapitre 938 « transports », code fonctionnel 885 «Liaisons multimodales », programme HP 885-003 « Développement du transport multimodal », action 18800303 « Fret et logistique » du budget 2020.

Article 3

Décide de participer au financement du projet « Canal Seine-Nord Europe – 2ème convention de financement », détaillé en annexe 1 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum total de 10 280 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 10 280 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transports», code fonctionnel 883 «Transports fluviaux », programme HP 883-001 « Aménagement et modernisation des voies navigables », action 18800102 «Transport fluvial», du budget 2020.

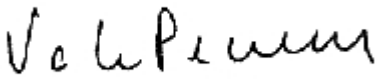
Article 4

Mandate la représentante de la région Île-de-France à l'assemblée générale de la SEML SIGEIF Mobilités, pour voter la participation de la SEML au capital de la société de projet pour la mise en œuvre du projet LAST MILE.

Article 5

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions proposées aux articles 1 et 3 à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17, alinéa 3 et 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc184354-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches Projet

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20004484 - CANAL SEINE-NORD EUROPE - 2EME CONVENTION DE FINANCEMENT

Dispositif : Canal Seine Nord Europe (n° 00001037)
Délibération Cadre : CR2017-34 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-883-204183-188001-200
Action : 18800102- Transport fluvial

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Canal Seine Nord Europe	10 280 000,00 € HT	100,00 %	10 280 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 280 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCSNE SOCIETE DU CANAL SEINE-NORD EUROPE
Adresse administrative : 175 RUE LUDOVIC BOUTLEUX 62400 BETHUNE
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Jérôme DEZOBRY, PRESIDENT DU DIRECTOIRE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité des financements : la première convention de financement (CP 2018-434) couvrait les dépenses jusqu'au 31/12/2019 ; la présente convention prend sa suite mais ne pouvait être établie avant l'approbation définitive des nouveaux principes de gouvernance de la Société du Canal Seine-Nord Europe et du protocole cadre de financement.

Description :
Prévu par l'article 5 de l'ordonnance du 21 avril 2016, un premier protocole de financement et de gouvernance pour la réalisation du Canal Seine-Nord Europe a été signé le 13 mars 2017 entre l'État et les collectivités territoriales partenaires du projet.

Les conditions de la participation de la région Île-de-France au projet ont été fixées par la délibération n° CR 2017-34 du 9 mars 2017 du conseil régional, notamment le premier alinéa de l'article unique qui stipule que la Région « Décide de participer au financement du projet d'aménagement du Canal Seine-Nord Europe à titre exceptionnel et forfaitaire à hauteur de 110 000 000 €, y compris en cas de survenance d'aléas de chantier ou de défaut de financement ».
Une première convention de financement a été signée par la région Île-de-France et la Société du Canal Seine-Nord Europe, pour un montant de 2,94 M€, conformément à la délibération n° CP 2018-434 du 21 Novembre 2018 du conseil régional.

Dans le respect des principes de ce protocole multilatéral, un protocole cadre entre la région Île-de-France et la Société du Canal Seine-Nord Europe définissant les conditions des contributions de la

Région au financement du canal a été adoptée par la Région lors de la commission permanente du 4 mars 2020 (CP2020-078) et par le SCSNE lors de la séance de son conseil de surveillance du 12 mars 2020. Ce protocole cadre fixe la participation de la région Île-de-France restant à affecter pour le financement du Canal Seine-Nord Europe à 107,6 M€.

Par la présente convention, la Région attribue à la Société du Canal Seine-Nord Europe une subvention d'un montant forfaitaire maximum de 10,28 M€, conformément aux échéanciers prévisionnels du protocole cadre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 330 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des versements à effectuer par la Région dans le cadre de la présente convention est plafonné forfaitairement à 10,28M€.

La Région s'engage à subventionner, dans la limite de ce plafond, l'ensemble des dépenses couvertes par le protocole cadre relatif à la participation de la région Île-de-France au financement du Canal Seine-Nord Europe (CP2020-078), ces dépenses ne donnant pas lieu au paiement d'une TVA.

Localisation géographique :
- REGION HAUTS-DE-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Première phase des travaux du CSNE	10 280 000,00	100,00%
Total	10 280 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 280 000,00	100,00%
Total	10 280 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20006977 - AMI FRET - IMMEUBLE INVERSE - SOGARIS - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOGARIS
Adresse administrative : PLACE DE LA LOGISTIQUE
94150 RUNGIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur JONATHAN SEBBANE, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'immeuble inversé est un projet innovant. Il consiste en l'aménagement pour la logistique urbaine d'un ancien parking automatisé, aujourd'hui délaissé, de six niveaux souterrains rue du Grenier Saint Lazare (75003).
Ainsi, sera aménagé dans l'un des sites les plus denses du territoire francilien un hub logistique et de services de près de 1600 m2 et 1200 m3.
L'immeuble inversé pose les bases d'un nouveau modèle, réplicable, d'espace immobilier dédié à la logistique urbaine en zone très dense.
Le projet a été sélectionné dans le cadre de l'appel à projet "Réinventer Paris, les dessous de Paris".
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'investissement du projet représente un coût de revient de 6,2 millions d'euros, dont 4,4 millions d'euros de travaux et honoraires, pour une surface de plancher totale de 1620 m².
Ramené aux m² développés, ce coût représente un ratio supérieur au coût d'un projet de logistique urbaine plus standard. Le site du Grenier Saint-Lazare est représentatif d'une double complexité, le

développement d'un outil immobilier en adéquation avec les contraintes urbaines, et la réhabilitation d'un site contraint en sous-sol, qui met en tension l'équilibre économique du projet.
Au regard des surcoûts engendrés par la complexité du site, la SOGARIS demande un accompagnement de la Région.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 1 000 000 € HT.
Le montant de la subvention s'élève donc à 500 000 €.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	4 400 000,00	100,00%
Total	4 400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	500 000,00	11,36%
Fonds propres	3 900 000,00	88,64%
Total	4 400 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40206 (Infrastructures locales) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20006990 - AMI FRET - AIRES DE LIVRAISONS CONNECTEES - VILLE DE PARIS - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-204142-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	474 100,00 € HT	50,00 %	237 050,00 €
	Montant total de la subvention		237 050,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLE DE PARIS
Adresse administrative : 4 PL DE L HOTEL DE VILLE
75004 PARIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'aire de livraison est le principal outil de logistique et de distribution urbaine. Cependant, on constate que 75% des livraisons se font en dehors de ces zones.
De plus, il existe peu de contrôle de l'utilisation des aires de livraison et on connait mal leur efficacité (taux d'occupation, durée, type de véhicules …).
Le projet consiste à :
- Equiper 42 aires de livraisons du 4ème arrondissement de Paris de capteurs vidéo ou de magnétomètres et déployer la solution ParkingMap ;
- Déployer la solution Parkunload, application déclarative, à adapter aux spécificités parisiennes, sur a minima 126 aires de livraisons restantes voire sur la totalité des zones de livraison ;
- Intégrer les données issues de Parkunload et de ParkingMap dans une seule application pour les agents de contrôle et une seule pour les transporteurs ;
- Construire les indicateurs et les tableaux de bord pour une exploitation pérenne de ces 2 solutions ;
- Evaluer l'expérimentation en mesurant son efficacité sur le territoire et en testant la satisfaction des utilisateurs (agents de contrôle et logisticiens). Réaliser une analyse comparative des 2 solutions. Juger de la reproductibilité du modèle.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des dépenses d'investissement s'élève à 568 920 € TTC soit 474 100 € HT.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 1 000 000 € HT.
Le montant de la subvention régionale proposée s'élève donc à 237 050 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux, matériel et pose, équipements et logiciels	354 100,00	74,69%
Evaluation de l'expérimentation : efficacité sur le territoire, comparaison des deux solutions et reproductibilité	120 000,00	25,31%
Total	474 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	237 050,00	50,00%
Ville de Paris	237 050,00	50,00%
Total	474 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20006994 - AMI FRET - JESTOCKE COM CENTRES DE STOCKAGE URBAINS CONNECTES DANS IMMOBILIER VACANT - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	830 174,00 € HT	50,00 %	415 087,00 €
	Montant total de la subvention		415 087,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JESTOCKE COM
Adresse administrative : 48 RUE FERDINAND BUISSON
33130 BEGLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame LAURE COURTY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet a été retenu à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt fret et logistique lancé par la Région début 2020 pour inciter les acteurs publics et privés à rapprocher leurs visions afin de faire émerger des projets coopératifs et ambitieux en cohérence avec la stratégie régionale fret et logistique votée en mars 2018.
Le projet a pour objectif de développer et exploiter deux premiers centres urbains de stockage (2100 m² de stockage au total), 100% connectés, sur deux sites pré-identifiés à Paris au sein de locaux vacants des bailleurs sociaux partenaires pré-identifiés (Paris Habitat et I3F).
Le projet combine la puissance d'une marketplace à un service innovant qui répond aux enjeux de stockage et de micro logistique de demain en zone dense, à savoir :
- Répondre aux besoins de stockage des professionnels en zone dense ;
- Mailler le territoire par des centres de stockage de petite taille localisés au plus proche de la zone de consommation ;
- Répondre aux besoins des habitants du quartier en termes de surfaces supplémentaires à coût modéré ;
- Valoriser le patrimoine délaissé des acteurs du logement social à travers un modèle économique éprouvé.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération globale s'élève à 830 174€ HT en investissement (soit 996 209€ TTC) et 231 729 € HT (soit 278 075€ TTC) en fonctionnement.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% des dépenses éligibles hors taxes et un plafond des dépenses subventionnables de 1 000 000 € HT.
La subvention régionale s'élève donc à 415 087€. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux aménagement centres stockages urbains (box) Paris	393 250,00	47,37%
Travaux sécurisation site (bornes accès, sprinklage, vidéo...)	304 700,00	36,70%
Travaux gros oeuvre (géomètre, sol, mur...)	68 035,00	8,20%
Travaux signalétique et éclairage	31 000,00	3,73%
Travaux de réseaux (hardware, user, câblage)	33 189,00	4,00%
Total	830 174,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	415 087,00	50,00%
Fonds propres JESTOCKE.COM	415 087,00	50,00%
Total	830 174,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007002 - AMI FRET - BOX2HOME LOGISTIQUE FLUVIALE ET CAISSES MOBILES CONNECTEES - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOX 2 HOME
Adresse administrative : 25 RUE PAUL BARRUEL
75015 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Ahmed CHAIEB, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Box2home, PME spécialisée dans la livraison express de marchandises, notamment de colis lourds et volumineux (pour compte de cuisinistes, d'enseignes de l'ameublement etc) s'engage dans un nouveau modèle de livraison destiné à réduire les externalités négatives et notamment les émissions de GES et la congestion du trafic routier en zone urbaine.
Le projet consiste à mettre en œuvre une chaîne logistique repensée et optimisée, élaborée par Box2home, utilisant un acheminement par voie fluviale au plus près de la zone dense de consommation, permettant des tournées, dans Paris, réduites en distance et mutualisées, ainsi que l'optimisation de la charge utile des véhicules utilitaires légers (VUL) grâce à une caisse mobile et un attelage associé innovants.
Le projet comprend :
- la mise en œuvre de la solution fluviale entre le terminal à conteneurs du port de Gennevilliers et le port de la Bourdonnais à Paris,
- la mise en œuvre du principe de logistique optimisée, mutualisée, y compris en logistique inverse (retour),
- le développement, l'acquisition et l'homologation d'un nouveau type de caisse mobile, connectées, modulable, assemblables, standardisées et dimensionnées aux contraintes des centre-villes,
- le développement et l'acquisition d'un nouveau type d'attelage se fixant directement aux châssis des véhicules utilitaires légers (VUL) qui passeront progressivement à une flotte bioGNV.

Certaines dépenses du projet pourraient candidater aux dispositifs d'aides du PARM et du PAMI de Voies navigables de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération globale s'élève à 1 356 000 € HT en investissement.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 1 000 000 € HT. Ainsi, la participation financière attendue de la Région s'élève à 500 000 €. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Caisses mobiles innovantes Box2Home	765 000,00	56,42%
Attelages véhicules utilitaires légers (VUL)	575 000,00	42,40%
Bureaux d'études et certification des caisses mobiles	16 000,00	1,18%
Total	1 356 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres Box2Home	856 000,00	63,13%
Subvention région Île-de-France	500 000,00	36,87%
Total	1 356 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007005 - AMI FRET- BAC BD ARRETES DE CIRCULATION EN IDF - MAUNA INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	331 100,00 € HT	50,00 %	165 550,00 €
	Montant total de la subvention		165 550,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAUNA CONSULTING
Adresse administrative : 11 RUE BERANGER
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Olivier MAUREL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet BAC IDF (Base des Arrêtés Circulation Île-de France) a pour objet de concevoir, développer et exploiter une plateforme numérique centralisant les arrêtés de circulation au niveau de la région Île-de-France. Cette base de données exhaustive des arrêtés circulation en Île-de-France doit aider à lutter contre la fragmentation des réglementations locales et à les rendre plus lisibles et moins complexes à respecter.
La plateforme numérique mettra à disposition en temps réel l'ensemble des données, sous une forme exploitable par des systèmes tiers dans une démarche « ouverte » (création d'un « commun »).
La centralisation des informations sur la plateforme aidera aussi bien les professionnels de la logistique que les pouvoirs publics en proposant une vision globale, quasi en temps réel, des politiques locales menées en la matière.
Les impacts attendus sont un meilleur respect de la règlementation, une optimisation des tournées en amont et donc une moindre congestion, la simplification et/ou l'homogénéisation des arrêtés, et la capacité à mieux appréhender l'impact de la règlementation sur les flux locaux.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global du projet est de 489 100€ HT en investissement et 97 600€ TTC en fonctionnement.
Le budget se ventile sur les 2 partenaires du projet de la façon suivante :
-158 000 €HT pour la société Logicités et 331 100 €HT pour la société Mauna Consulting en investissement
-41 600€ TTC pour Logicités et 56 000€ TTC pour MAUNA Consulting en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, la subvention régionale proposée s'élève à 50% de la base éligible avec un plafond de dépenses subventionnables de 1M€ HT en investissement soit :
- 244 550€ dont 165 550€ pour Mauna Consulting et 79 000€ pour Logicités

Le montant de la subvention au titre de la présente fiche s'élève donc à 165 500€ pour la société MAUNA Consulting.
Ces subventions constituent un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation maquette 1 (prototypage, spécification API, prototypage modèle de donnée..)	89 700,00	27,09%
PF V1 (construction des modèles, de la BD, architecture technique, modules applicatifs, collecte des données...)	129 600,00	39,14%
PF V2 (modifications BD, modules complémentaires, tests, outils d'administration..)	111 800,00	33,77%
Total	331 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	165 550,00	50,00%
Fonds propres	165 550,00	50,00%
Total	331 100,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007010 - AMI FRET- BAC BD ARRETES DE CIRCULATION EN IDF - LOGICITES INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	158 000,00 € HT	50,00 %	79 000,00 €
	Montant total de la subvention		79 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGICITES
Adresse administrative : 32 RUE DAMREMONT
75018 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jérôme LIBESKIND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet BAC IDF (Base des Arrêtés Circulation Île-de France) a pour objet de concevoir, développer et exploiter une plateforme numérique centralisant les arrêtés de circulation au niveau de la région Île-de-France. Cette base de données exhaustive des arrêtés circulation en Île-de-France doit aider à lutter contre la fragmentation des réglementations locales et à les rendre plus lisibles et moins complexes à respecter.
La plateforme numérique mettra à disposition en temps réel l'ensemble des données, sous une forme exploitable par des systèmes tiers dans une démarche « ouverte » (création d'un « commun »).
La centralisation des informations sur la plateforme aidera aussi bien les professionnels de la logistique que les pouvoirs publics en proposant une vision globale, quasi en temps réel, des politiques locales menées en la matière.
Les impacts attendus sont un meilleur respect de la règlementation, une optimisation des tournées en amont et donc une moindre congestion, la simplification et/ou l'homogénéisation des arrêtés, et la capacité à mieux appréhender l'impact de la règlementation sur les flux locaux.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global du projet est de 489 100€ HT en investissement et 97 600€ TTC en fonctionnement.
Le budget se ventile sur les 2 partenaires du projet de la façon suivante :
-158 000 €HT pour la société Logicités et 331 100 €HT pour la société Mauna Consulting en investissement
-41 600€ TTC pour Logicités et 56 000€ TTC pour MAUNA Consulting en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, la subvention régionale proposée s'élève à 50% de la base éligible avec un plafond de dépenses subventionnables de 1M€ HT en investissement soit :
- 244 550€ dont 165 550€ pour Mauna Consulting et 79 000€ pour Logicités

Le montant de la subvention au titre de la présente fiche s'élève donc à 79 000€ en investissement pour la société Logicités.

Ces subventions constituent un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation maquette 1 (prototypage, spécification API, prototypage modèle de donnée...)	89 000,00	56,33%
PF V1 (construction des modèles, de la BD, architecture technique, modules applicatifs, collecte des données...)	30 000,00	18,99%
PF V2 (modifications BD, modules complémentaires, tests, outils d'administration..)	39 000,00	24,68%
Total	158 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	79 000,00	50,00%
Fonds propres	79 000,00	50,00%
Total	158 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007011 - AMI FRET - DEVELOPPEMENT DE LA LOGISTIQUE VELO - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-204132-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	314 000,00 € HT	50,00 %	157 000,00 €
	Montant total de la subvention		157 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
A travers le Plan de Déplacement du Val de Marne (PDVM), le Département entend favoriser une logistique plus urbaine et responsable en contribuant notamment au développement d'une logistique assurée au moyen de modes de transports plus propre (fret ferroviaire, fret fluvial, livraison du dernier kilomètre en vélo, etc.). Le Plan Climat Air Energie Départemental (PCAED), décline cette orientation générale en engageant le Département à réduire l'empreinte carbone de son activité.
Le projet porte sur le développement d'une analyse des flux logistiques et l'implémentation de solutions décarbonées en direction des services du conseil départemental du Val de Marne.
Dans un premier temps, il s'agit donc pour le Département d'identifier les missions et activités aujourd'hui assurées, en interne ou pour son compte, à l'aide de véhicules motorisés qui pourraient à l'avenir être assurées au moyen de vélos utilitaires avec ou sans assistance électrique. A l'issue de cette démarche, des activités pilotes seront déterminées afin de mener une expérimentation. Dans un second temps, un plan d'action visant à décarboner ces activités pilotes sera élaboré puis mis en œuvre. A l'issue du projet, une évaluation de la démarche sera réalisée afin de tirer le bilan de l'expérimentation et d'envisager son extension à d'autres secteurs d'intervention de la collectivité.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des dépenses d'investissement s'élève à 376 800 € TTC soit 314 000 € HT.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 1 000 000 € HT.
Le montant de la subvention régionale proposée s'élève donc à 157 000 €.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Vélos cargo, remorque, accessoires, formation, création de quai	260 000,00	82,80%
Logiciels	54 000,00	17,20%
Total	314 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	157 000,00	50,00%
Département du Val de Marne	157 000,00	50,00%
Total	314 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007016 - AMI FRET - SPEED DISTRIBUTION LOGISTIQUE LOGISTIQUE URBAINE FLUVIALE COMBINEE - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	360 000,00 € HT	50,00 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SDL SPEED DISTRIBUTION LOGISTIQUE
Adresse administrative : 11 RUE PIERRE RIGAUD
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Jean-François MOUNIC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet a été retenu à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt fret et logistique lancé par la Région début 2020 pour inciter les acteurs publics et privés à rapprocher leurs visions afin de faire émerger des projets coopératifs et ambitieux en cohérence avec la stratégie régionale fret et logistique votée en mars 2018.
Speed Distribution Logistique (SDL) est engagée dans une politique environnementale ambitieuse et travaille depuis plusieurs années à la faisabilité de l'insertion d'un maillon fluvial dans son organisation logistique pour livrer la zone dense. Une étude de faisabilité pré-opérationnelle sur le projet de transport de marchandises dans Paris par voie d'eau a été menée en 2018.
De façon à diminuer le nombre de tournées à réaliser dans Paris et limiter le trafic en approche de et dans Paris, le projet consiste à concevoir, tester et mettre en œuvre une solution multimodale combinée fleuve/route de livraison de Paris (dans un premier temps) depuis l'entrepôt logistique de SDL implanté à Ivry-sur-Seine. Pour ce faire, SDL concevra un ponton flottant qui accueillera les véhicules utilitaires légers 100% électriques (chargement/déchargement de type Roll-on/Roll-off). Le pousseur du ponton est envisagé diesel électrique et sera doté d'un système de laveur de gaz améliorant encore l'empreinte écologique du système. Le quai de départ se situera à Alfortville et 4 escales seront prévues dans Paris.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global de l'opération s'élève à 1 760 000 € HT en investissement et 1 307 000 € HT en fonctionnement.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 1 000 000 € HT.
Les dépenses du projet éligibles à la subvention d'investissement s'élèvent au total à 360 000 € HT, base subventionnable retenue par la Région.
Ainsi, la participation financière attendue de la Région en investissement s'élève à 180 000 €.
Certaines dépenses du projet, non prises en charges par l'AMI fret, pourraient candidater aux dispositifs d'aides de Voie navigables de France : le PARM et le PAMI.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et travaux du ponton fluvial (non éligible AMI fret)	1 400 000,00	79,55%
Travaux de traitement des fumées du pousseur fluvial	200 000,00	11,36%
Adaptation des quais	100 000,00	5,68%
Valorisation du projet : dissémination scientifique	60 000,00	3,41%
Total	1 760 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	180 000,00	10,23%
Fonds propres SPEED DISTRIBUTION LOGISTIQUE	1 580 000,00	89,77%
Total	1 760 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007020 - AMI FRET- CYRIA ECOLOGIE LOGISTIQUE INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	955 630,00 € HT	50,00 %	477 815,00 €
	Montant total de la subvention		477 815,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLOGIE LOGISTIQUE
Adresse administrative : 94 RUE SAINT LAZARE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Eric PETIT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet CYRIA propose la création d'une plate-forme data et logicielle pour traiter de façon générique des questions sur l'optimisation des trafics logistiques et globaux, et apporter des réponses spécifiques correspondant aux territoires des collectivités partenaires.
La PF permet le recueil et le traitement des données et la production de résultats métiers.
Le projet se compose :
-d'une base de données support avec des jeux de données brutes et des jeux de composants dérivés pour travailler sur la résolution des problématiques des territoires (représentation graphe du réseau routier, volume ou vitesse du trafic par axe / unité de temps…)
-d'une plateforme logicielle intégrant des algorithmes de traitement des données et des visualisations de résultats

L'objectif est de produire des scénarios pour répondre aux enjeux du territoire en s'appuyant sur l'exploitation des fonctionnalités industrielles de la plate-forme. Afin de faciliter le dialogue avec le territoire, la PF présentera les scénarios et leurs impacts sous forme visuelle : cartes, tableaux de données, explications et commentaires qualitatifs sur les résultats...

Dans le cadre du projet, 3 scénarios seront testés pour la ville de St Cyr, partenaire du projet, afin de mettre en évidence l'impact sur la logistique et le trafic urbain global de 3 types de mesures prises par la ville :

-interdiction d’une rue aux camions
-optimisation de l’offre de places de livraisons
-piétonisation du centre-ville

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout total prévisionnel du projet s’élève à 955 630€ HT en investissement et 100 000€ TTC en fonctionnement.
Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le financement s’effectue avec un taux d’intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 1 000 000 € HT et de 100 000€ TTC en fonctionnement.

La subvention régionale proposée pour le projet CYRIA s'élève donc à 477 815€ en investissement et à 50 000€ en fonctionnement.

La présente fiche concerne la subvention en investissement pour un montant de 477 815€

Localisation géographique :
- SAINT-CYR-L'ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Collecte des données logistiques	190 000,00	19,88%
Collecte des données trafic par caméra	195 000,00	20,41%
Traitement des données par IA	570 630,00	59,71%
Total	955 630,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	477 815,00	50,00%
Fonds propres	477 815,00	50,00%
Total	955 630,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
SA.40391 (RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007029 - AMI FRET- PLUME PF LOGISTIQUE MODULAIRE ET TRANSITOIRE - FM LOGISTIC INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	744 000,00 € HT	50,00 %	372 000,00 €
	Montant total de la subvention		372 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FM FRANCE
Adresse administrative : ZI RUE DE L'EUROPE
57370 PHALSBOURG
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Yannick BUISSON, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à utiliser de façon transitoire des m² vacants à des fins logistiques, en créant des modules préfabriqués pour développer une organisation logistique de proximité et permettre une livraison dernier km plus propre.
Il s'agit de développer des équipements logistiques modulaires et transitoires (pendant quelques années) afin de lutter contre l'étalement logistique en mobilisant du foncier temporairement disponible (car en attente d'autorisation, de permis de construire, ou de travaux de réhabilitation…).
Le projet est porté en partenariat par FM logistic et par Novaxia, afin de valoriser la complémentarité de leurs activités respectives : l'expertise logistique de FM, l'expertise foncière et immobilière de Novaxia.
Les modules, préfabriqués par FM logistic, sont conçus afin de s'adapter facilement au foncier porté par Novaxia. Ils permettent d'organiser à l'échelle locale les différentes activités de la chaine logistique (gestion des flux, stockage, conditionnement, consignes, livraisons...). Ils peuvent être combinés à la carte, en fonction des besoins du client, des contraintes du foncier et de l'évolution du site.
Ils seront ainsi implantés et déployés de manière flexible, et sont aussi facilement démontables et transférables vers un autre site à l'issue de la période transitoire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout total prévisionnel du projet s'élève à 1 903 500 HT en investissement et se répartit comme suit entre les 2 partenaires du projet :
-FM logistic : 1 394 500€ HT
- Novaxia : 509 000€ HT

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le financement s'effectue avec un taux de 50% et un plafond de dépenses subventionnables de 1M€ HT en investissement.
La répartition des subventions régionales en investissement sur le projet se fait comme suit : 372 000€ pour FM logistic et 128 000€ pour Novaxia.

La présente fiche concerne la subvention en investissement pour FM Logictic soit un montant de subvention de 372 000€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception et réalisation des modules de base	239 000,00	17,14%
Conception et réalisation des modules complémentaires	1 130 500,00	81,07%
Adaptation des modules	25 000,00	1,79%
Total	1 394 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	372 000,00	26,68%
Fonds propres	1 022 500,00	73,32%
Total	1 394 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40206 (Infrastructures locales) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007030 - AMI FRET - DELIVENING TOURNEES DE LIVRAISONS VOLUMINEUSES OPTIMISEES - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	728 668,00 € HT	50,00 %	364 334,00 €
	Montant total de la subvention		364 334,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DELIVENING SAS
Adresse administrative : 17 RUE ARISTIDE BRIAND
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Médéric GASSE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à mettre en œuvre un nouveau procédé de livraison, développé par DELIVENING, spécialisée dans la livraison du dernier kilomètre spécialisée de colis volumineux (ameublement, literie, cuisine..). Le modèle est innovant par l'optimisation algorithmique des tournées de livraison qui repose sur la prise en compte de la difficulté de stationnement et de manutention de la marchandise emportée dans le calcul de temps des tournées. La tournée est réalisée par un seul chauffeur poids lourds (PL). En parallèle, une flotte d'installateurs voltigeurs tournent dans la zone de livraison à scooters et assurent, à chaque point d'arrêt du PL, la livraison dans les étages et l'installation du produit concerné. Pendant que les voltigeurs font l'installation, le PL est déjà reparti vers sa destination suivante. En complément, le projet intègre un point de retrait urbain géré par une solution IT (technologies de l'information) de gestion des stocks ainsi que la création d'une plateforme urbaine en proche couronne.
Le projet comprend également l'accroissement et l'adaptation de la flotte de scooters électriques avec un top case adapté aux produits à transporter et la possibilité de l'usage de vélos électriques. Le projet global prévoit aussi le passage à une flotte PL GNV (dépenses non couvertes par l'AMI fret).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération globale s'élève à 1 103 667 € HT en investissement et 79 000 € TTC en fonctionnement.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 1 000 000 € HT.
Les dépenses éligibles à s'élèvent au total à 728 668 € HT (hors acquisition PL GNV), base subventionnable retenue par la Région. Ainsi, la participation financière attendue de la Région s'élève à 364 334 € et constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Lancement et rénovation local point de retrait	56 167,00	5,09%
Acquisition matériel stockage et manutention	20 833,00	1,89%
Amélioration algorithme	83 333,00	7,55%
Automatisation process de transfert d'information	16 667,00	1,51%
Création connectivités entre donneurs d'ordre et point de retrait	5 833,00	0,53%
Achat flotte PL GNV (non éligible AMI fret)	375 000,00	33,98%
R&D d'un top case de livraison pour deux-roues, adaptation flottes scooters et vélos électriques	129 167,00	11,70%
Création plateforme logistique urbaine	416 667,00	37,75%
Total	1 103 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres DELIVENING	739 333,00	66,99%
Subvention région Île-de-France	364 334,00	33,01%
Total	1 103 667,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007033 - AMI FRET - URBAN HUB PLATEFORME DE LIVRAISON COLIS PARIS - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	299 600,00 € HT	50,00 %	149 800,00 €
	Montant total de la subvention		149 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STOCKAGE PLUS
Adresse administrative : 163 RUE DE CHARENTON
75012 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BERNARD OCHS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet global consiste à redéfinir et optimiser la chaîne d'approvisionnement en réduisant les boucles de transport et en limitant les flux, grâce au déploiement de sites urbains (hubs) de distribution de colis, rapprochés de la zone de consommation et grâce aux livraisons par mode pédestre, vélos ou véhicules routiers électriques, le tout géré par une plateforme informatique d'organisation des processus. Le projet vise à déployer, à moyen terme, 10 à 12 hubs pour une couverture optimale de la capitale. Ces hubs peuvent s'intégrer dans des sites multi-activités.
La Région est sollicitée pour la rénovation et l'adaptation d'un hub : l'entrepôt logistique de Paris Saussure (17ème) pour lequel le porteur de projet est en partenariat avec UPS, ainsi que pour le développement informatique de la plateforme d'organisation des processus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération globale s'élève à 299 600 € HT en investissement et 4 398 305 € TTC en fonctionnement.

Le taux d'intervention régional est de 50% de la base subventionnable, plafonnée à 1 000 000 € HT. La subvention régionale s'élève donc à 149 800 €. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Technologies de l'information (IT)	49 600,00	8,32%
Installations pour rénovation d'entrepôt	250 000,00	41,92%
Acquisition véhicules routiers électriques (non éligible AMI fret)	296 800,00	49,77%
Total	596 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	149 800,00	25,12%
Fonds propres STOCKAGE PLUS	446 600,00	74,88%
Total	596 400,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007035 - AMI FRET - WELLO VELOS CARGO ELECTRIQUES INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VELOCE
Adresse administrative : 23 RUE DE TOURETTE
97400 ST DENIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ARNAUD ROLAND JEAN CHEREAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de vélos cargo électriques

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à créer puis à tester de nouveaux matériels de vélo cargos électriques ainsi que de nouvelles conditions d'utilisation qui permettraient de transformer le modèle économique de la cyclo logistique et de favoriser son développement en Île-de-France. Les 2 principales améliorations envisagées portent sur la création d'un nouveau design de vélo pour augmenter la capacité d'emport (volumétrie et poids), et sur l'augmentation de la vitesse réglementaire des vélo-cargos électriques pour passer à 45km/h et améliorer la rentabilité des opérations de cyclo-logistique.
De plus, ce nouveau concept de vélo polyvalent et modulaire sera également connecté (via un boitier intégré et communiquant avec une plateforme) et permettra ainsi le suivi et l'optimisation des flux et des tournées.
Le vélo pourra utiliser des caisses mobiles (sur le principe de conteneurisation adapté aux flux urbains) et favorisera ainsi l'intégration de la cyclo-logistique dans des chaines multimodales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global du projet est de 1 157 000HT en investissement et 351 800€ TTC en fonctionnement.
Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le financement régional s'effectue avec un taux de 50% et un plafond de dépenses subventionnables de 1M€ HT en investissement et 100 000€ TTC en fonctionnement.

Le montant de la subvention régionale au titre de la présente fiche s'élève donc à 500 000€.

Ces subventions constituent un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
prototypage	225 000,00	19,45%
fabrication	200 000,00	17,29%
industrialisation	200 000,00	17,29%
achat matériel fabrication	320 000,00	27,66%
R&D	212 000,00	18,32%
Total	1 157 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région	500 000,00	43,22%
fonds propres	657 000,00	56,78%
Total	1 157 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2020	2 900,00 €
2019	5 000,00 €
2018	3 000,00 €

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007044 - AMI FRET- PLUME PF LOGISTIQUE MODULAIRE ET TRANSITOIRE - NOVAXIA INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	256 000,00 € HT	50,00 %	128 000,00 €
	Montant total de la subvention		196 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NOVAXIA
Adresse administrative	:	1-3 RUE DES ITALIENS 75009 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Vincent AUREZ, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à utiliser de façon transitoire des m² vacants à des fins logistiques, en créant des modules préfabriqués pour développer une organisation logistique de proximité et permettre une livraison dernier km plus propre.
Il s'agit de développer des équipements logistiques modulaires et transitoires (pendant quelques années) afin de lutter contre l'étalement logistique en mobilisant du foncier temporairement disponible (car en attente d'autorisation, de permis de construire, ou de travaux de réhabilitation…).
Le projet est porté en partenariat par FM logistic et par Novaxia, afin de valoriser la complémentarité de leurs activités respectives : l'expertise logistique de FM, l'expertise foncière et immobilière de Novaxia.
Les modules, préfabriqués par FM logistic, sont conçus afin de s'adapter facilement au foncier porté par Novaxia. Ils permettent d'organiser à l'échelle locale les différentes activités de la chaine logistique (gestion des flux, stockage, conditionnement, consignes, livraisons...). Ils peuvent être combinés à la carte, en fonction des besoins du client, des contraintes du foncier et de l'évolution du site.
Ils seront ainsi implantés et déployés de manière flexible, et sont aussi facilement démontables et transférables vers un autre site à l'issue de la période transitoire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout total prévisionnel du projet s'élève à 1 903 500 HT en investissement et se répartit comme suit entre les 2 partenaires du projet :
-FM logistic : 1 394 500€ HT
- Novaxia : 509 000€ HT

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le financement s'effectue avec un taux de 50% et un plafond de dépenses subventionnables de 1M€ HT en investissement.
La répartition des subventions régionales en investissement sur le projet se fait comme suit : 372 000€ pour FM logistic et 128 000€ pour Novaxia.

La présente fiche concerne la subvention en investissement pour Novaxia soit un montant de subvention de 128 000€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes immobilières	150 000,00	29,47%
Aménagements immobiliers (adaptation des sites, équipements...)	359 000,00	70,53%
Total	509 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	128 000,00	25,15%
Fonds propres	381 000,00	74,85%
Total	509 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40206 (Infrastructures locales) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007064 - AMI FRET - EVOLUE - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASLOG ASSOCIATION FRANCAISE DE LA SUPPLY CHAIN ET DE LA LOGISTIQUE
Adresse administrative : 140 RUE DE RENNES 75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Valérie MACREZ, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'ASLOG, le Club Déméter et l'Institut du Commerce sont des associations regroupant plusieurs centaines d'acteurs de l'industrie, de la distribution, du transport de marchandise et de la logistique, qui ensemble engendrent une part représentative des flux de transport de marchandises en France. Avec le projet EVOLUE (Engagement VOlontaire pour une Logistique Urbaine Efficiente), elles ont décidé de mettre en commun leurs expertises et expériences en matière de logistique urbaine afin de permettre l'émergence de solutions viables d'optimisation des flux de fret urbain.
Le projet EVOLUE a pour objectif de collecter des données logistiques des adhérents de l'ASLOG, du Club Déméter de l'Institut du Commerce sur les territoires d'expérimentations, d'analyser ces données pour faire émerger des pistes potentielles d'actions collectives en lien avec les territoires, de suggérer des expérimentations et de les valoriser, puis de structurer un cadre d'engagement afin de pérenniser la démarche.
Le projet est porté par l'ASLOG, mais sa gouvernance est collégiale avec des représentants des trois associations, qui chacune participe à son financement. Elles sont accompagnées par différents partenaires techniques qui sauront apporter leurs expertises en matière de gestion de projets d'innovation, de standardisation, d'optimisation des flux et d'excellence opérationnelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout total du projet s'élève à 1 131 800 € HT et se décompose en 1 024 400 € HT en investissement et 107 400 € HT en fonctionnement.
Le taux de la subvention est de 50% de la base éligible et le montant de la subvention est plafonné à 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement. La subvention régionale proposée pour le projet EVOLUE s'élève donc à 500 000 € en investissement et à 50 000€ en fonctionnement.
La présente fiche concerne la subvention en investissement pour un montant de 500 000 €.

Localisation géographique :
- CA VERSAILLES GRAND PARC (78-YVELINES)
- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accompagnement juridique et réglementaire	129 600,00	12,65%
Collecte des données, normalisation, anonymisation	116 000,00	11,32%
Outils (modélisation, algorithmes...)	200 000,00	19,52%
Stockage des données	66 000,00	6,44%
Etudes (scénarios, hypothèses, volumes...)	184 000,00	17,96%
Optimisation	104 000,00	10,15%
Validation des nouvelles règles de fonctionnement	20 800,00	2,03%
Pilote et expérimentations	144 000,00	14,06%
Proposition de nouveaux modèles de livraisons	40 000,00	3,90%
Ajustement des outils	20 000,00	1,95%
Total	1 024 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	500 000,00	48,81%
Participation ASLOG, Club Démeter, Institut du commerce et partenaires techniques	524 400,00	51,19%
Total	1 024 400,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007070 - AMI FRET - VISU TRAFIC - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ORANGE
Adresse administrative	:	78 RUE OLIVIER DE SERRES 75505 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Madame ELISABETH BELOIS FONTEIX, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif du projet VISU TRAFIC est de fournir des estimations précises des mouvements des véhicules de transport de marchandises sur le réseau routier francilien en s'appuyant sur les données de bornages associées à chaque carte SIM connectée au réseau de téléphonie mobile d'Orange, avec une précision aussi grande que ce que permet la RGPD.

Des algorithmes d'intelligence artificielle permettront d'identifier les véhicules de transport de marchandises parmi l'ensemble des déplacements de cartes SIM, afin de caractériser différents types de flux. Les flux identifiés à partir des données d'Orange seront redressés à partir de données de comptage de véhicules obtenues grâce à des caméras déployées sur des points stratégiques du réseau, afin d'estimer le nombre de véhicules ne s'attachant pas sur le réseau Orange et d'obtenir des données représentatives de l'ensemble des flux de marchandises sur le réseau routier francilien. Ces données ouvertes pourront avoir de nombreuses applications : cartographie d'intensité de trafic, évolution des activités de transport de marchandises, qualification logistique des territoires, calcul de potentiels de mutualisation, etc.

Le projet est porté par Orange SA, via sa division recherche et développement Orange Labs Recherche, avec un appui scientifique du Centre de Gestion Scientifique d'ARMINES et de MINES ParisTech, expert en recherche opérationnelle notamment dans le domaine de la logistique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet s'élève à 220 088 € HT et se décompose en 120 088 € HT en fonctionnement et 100 000 € HT en investissement.

Le taux de la subvention est de 50% de la base éligible et le montant de la subvention est plafonné à 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement.

La présente fiche concerne la subvention en investissement pour un montant de 50 000 €, soit 50% de l'ensemble des dépenses d'investissements HT du projet (achats de caméras pour obtention de données de comptage).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de caméras pour comptage	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	50 000,00	50,00%
Participation Orange	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Recherche industrielle

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007073 - AMI FRET- VIANOVA PF SUIVI TEMPS REEL CIRCULATION ET STATIONNEMENT VEHICULES FRET INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	622 000,00 € HT	50,00 %	311 000,00 €
	Montant total de la subvention		311 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPARK HORIZON
Adresse administrative : 75 RUE DE LA BOETIE
75008 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Thibault CASTAGNE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en un système de suivi et de prévision en temps réel de la circulation des véhicules de fret et logistique et de leurs besoins de stationnement

Vianova fournit une solution de "tour de contrôle" pour la circulation des marchandises au sein de la ville au travers d'un tableau de bord en temps réel de suivi de la circulation des véhicules de fret et logistique. La plateforme est alimentée par les transporteurs partenaires grâce à une interface (API) connectée aux systèmes de navigation de leurs flottes et permet un échange sécurisé de données avec les autorités municipales. Grâce à ces données de mobilité, la plateforme Vianova fournit des informations sur les tendances de circulation et de livraison des véhicules de fret et logistique.
La plateforme pourra aussi analyser en temps réel les besoins de stationnement et la disponibilité des espaces de livraison sur voirie, et ainsi indiquer aux chauffeurs les places disponibles (et à terme, selon l'évolution de la règlementation, envisager d'attribuer les places en temps réel).

Le projet réunit des partenaires transporteurs, des détaillants, des PF du e-commerce, des gestionnaires de flotte, des experts en valorisation de la donnée transport, des prestataires logistique, des solutions digitales de livraison à la demande...La ville de Paris est également partenaire du projet.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout total du projet s'élève à 622 000€HT en investissement et 134 000€ TTC en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le financement régional s'effectue avec un taux de 50% et un plafond de dépenses subventionnables de 1M€ HT en investissement et 100 000€ TTC en fonctionnement.

La présente fiche concerne la subvention en investissement pour un montant de 311 000€.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Recherche et innovation (prototype de la PF, dévt des applications, architecture IT, gestion des données, algorithmes...)	564 000,00	90,68%
Immobilisations immobilières (logiciel, matériel informatique, entrepôts, barrières, plots...)	58 000,00	9,32%
Total	622 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	311 000,00	50,00%
Subvention BPI	130 000,00	20,90%
Subvention H2020	110 000,00	17,68%
Fonds propres ou autres subventions	71 000,00	11,41%
Total	622 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391 (RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007097 - AMI FRET - DRAGON FLY PADS - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	439 500,00 € HT	50,00 %	219 750,00 €
	Montant total de la subvention		219 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAN WORLDWIDE FRANCE
Adresse administrative : 128 RUE DE LA BOETIE
75008 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame ISABELLE JOCHAUD DU PLESSIX COMPTE D'HUST, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour faire face au défi sanitaire et aux évolutions des modes de consommations de produits alimentaires liés à la crise du COVID-19, le MIN de Rungis a dû adapter ses activités et la SEMMARIS a sollicité la société FanWorldwide pour déployer des drones afin d'assurer des opérations de désinfection et de contrôle sanitaire des opérations logistiques.

Description :
Les drones cargos sont de plus en plus utilisés pour l'acheminement de fret de faible poids et haute valeur, mais leurs déploiements opérationnels en Île-de-France se heurtent à de nombreux obstacles : manque de pistes d'atterrissages, réglementation pour trouver des voies aériennes libres, qualité et durabilité des drones.

Le projet DragonFlyPads porté par Fan Worldwide propose de faire sauter ces verrous en expérimentant le déploiement de drones de livraison et de contrôle des opérations logistiques à partir d'au moins trois sites de décollages/atterrissage sur le marché d'intérêt national de Rungis, et éventuellement d'autres sites franciliens.

La société Fan Worldwide a déjà mené des expériences réussies de livraisons de produits de consommation et médicaux en France et dans le monde. Pour assurer la réussite du projet DragonFlyPads, elle a constitué un consortium regroupant des industriels spécialisés dans la fourniture de drones et la conception de pistes d'atterrissages, des experts de la réglementation aérienne et de l'immobilier, ainsi que la SEMMARIS, gestionnaire du marché d'intérêt national de Rungis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet s'élève à 865 600 € HT, dont 439 500 € HT en investissement (développement et installation des pistes, études juridiques et techniques) et 426 100 € HT en fonctionnement (frais de coordination, charges d'exploitations, etc.).

Une subvention régionale en investissement est sollicitée pour couvrir 50% des dépenses d'investissements du projet soit 219 750 €. Une subvention régionale complémentaire en fonctionnement est sollicitée pour couvrir 50% des frais de coordination du projet, indispensables à la mise en œuvre des investissements, soit 50 000 €.

La présente convention concerne la subvention en investissement.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement et installation des pistes d'atterrissages	359 500,00	81,80%
Etudes détaillées	80 000,00	18,20%
Total	439 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	219 750,00	50,00%
Financement Fan Worldwide France, Navillion Inc. et investisseurs privés	219 750,00	50,00%
Total	439 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007098 - AMI FRET - FLUDIS BARGE FLUVIALE STOCK DEPORTE PORT CROIZAT (93) - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	225 000,00 € HT	50,00 %	112 500,00 €
	Montant total de la subvention		112 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMME
Adresse administrative : 1 RUELLE DE MAUPERTHUIS
91370 VERRIERES-LE-BUISSON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur GILLES MANUELLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet a été retenu à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt fret et logistique lancé par la Région début 2020 pour inciter les acteurs publics et privés à rapprocher leurs visions afin de faire émerger des projets coopératifs et ambitieux en cohérence avec la stratégie régionale fret et logistique votée en mars 2018.
Pour donner suite à une étude de marché et à la demande forte d'acteurs économiques, FLUDIS propose de développer et de réaliser une solution fluviale de stockage déporté de matériaux de second oeuvre en Seine-Saint-Denis (capacité de 275 palettes), pour le compte de la société RABONI, acteur de la distribution de matériaux de construction.
Cette offre de stock déporté vient s'inscrire dans l'organisation de distribution innovante et mobile de ces acteurs. Elle permet de rapprocher un lieu de distribution de matériaux pour les constructions du Grand Paris, et évitera ainsi des kilomètres parcourus par les professionnels clients de cette base de distribution.
Le projet global comprend : les études de conception et la conception d'une barge, les équipements logistiques de la barge et l.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global de l'opération s'élève à 2 115 000 € HT en investissement.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 1 000 000 € HT.
Les dépenses d'investissement éligibles à la subvention s'élèvent au total à 225 000€ HT et comprennent les études de conception préalables à la construction de la barge.
La participation financière attendue de la Région en investissement s'élève à 112 500 €. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.
D'autres dépenses, non prises en charge par l'AMI fret, pourraient candidater aux dispositifs d'aides PARM et PAMI de Voies navigables de France.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de conception de la barge	225 000,00	10,64%
Construction de la barge (non éligibles AMI fret)	1 315 000,00	62,17%
Equipements logistiques de la barge (non éligibles AMI fret)	375 000,00	17,73%
Travaux sur le quai : bornes électriques, réfection chaussée (non éligibles AMI fret)	200 000,00	9,46%
Total	2 115 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres AMME SAS	2 002 500,00	94,68%
Subvention région Île-de-France	112 500,00	5,32%
Total	2 115 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007100 - AMI FRET - COURSIER PRIVE LPM - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MPW TRANSPORTS
Adresse administrative : 14 RUE MONGE
75005 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ARNAUD MARLOIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet Logistique Propre et Multimodale (LPM) porté par Coursier Privé (nom commercial de MPW Transports) propose de concevoir un service de livraison multimodal et polyvalent, en expérimentant et comparant plusieurs solutions innovantes et complémentaires permettant un acheminement multimodal et une distribution finale propre de marchandises légères dans Paris et en proche couronne.

Ces solutions seront permises par la conception et l'introduction de nouveaux moyens stratégiques sur des flux e-commerce existants : des hubs fixes en bord à quai permettant l'introduction du mode fluvial pour l'acheminement des marchandises, des micro-hubs mobiles mobilisés comme points d'appui et des véhicules propres pour la livraison finale. Chacun de ces outils seront développés et équipés pour permettre l'usage des conteneurs multimodaux développés par B-Moville, partenaire du projet et bénéficiaire d'une subvention régionale pour la conception et la fabrication des dits conteneurs (CP2018-378). Le recueil et l'analyse de données grâce à un système de gestion numérique intelligent tout au long du projet permettra de valider la pertinence, viabilité et opportunité de la solution intégrale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet s'élève à 2 759 000 € HT, dont 1 007 500 € HT en investissement et 1 751 500 € HT en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le taux de la subvention est de 50% de la base éligible et le montant de la subvention est plafonné à 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement.
La subvention régionale proposée pour le projet LPM s'élève donc à 500 000 € en investissement et à 50 000 € en fonctionnement.

La présente fiche concerne la subvention en investissement pour un montant de 500 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prototypage outils multimodaux	80 000,00	7,94%
Fabrication outils multimodaux	147 000,00	14,59%
Industrialisation outils multimodaux	140 000,00	13,90%
Aménagement micro-hubs multimodaux	135 500,00	13,45%
Adaptation véhicules décarbonés	80 000,00	7,94%
Matériel logistique de manutention hub	30 000,00	2,98%
R&D équipe laboratoire	20 000,00	1,99%
R&D innovation matériel et logiciel	375 000,00	37,22%
Total	1 007 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	500 000,00	49,63%
Produits d'exploitation	507 500,00	50,37%
Total	1 007 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007108 - AMI FRET - LOGISTIQUE MUTUALISEE MIN RUNGIS - D6AB - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-204182-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	800 000,00 € TTC	50,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : D6AB
Adresse administrative : 8 RUE DE RENNES
94150 RUNGIS
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Economique
Représentant : Monsieur YANN BERSON, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Au vu de sa position dans la région Île-de-France et de sa proximité avec la capitale (7 kilomètres du périphérique), le MIN de Rungis peut être considéré comme un espace logistique avancé d'où partent les livraisons du dernier kilomètre à destination de Paris et plus largement de la région Île-de-France.
Il convient pour cela de regrouper en un même espace logistique les marchandises à destination des clients d'un périmètre limité et d'assurer des livraisons groupées et optimisées dans leurs tournées.
Partant d'expériences d'organisations collectives réussies entre des grossistes du MIN de Rungis, UNIGROS, organisation collective des grossistes du marché de Rungis, souhaite mettre en place des points logistiques / plateformes de regroupement de marchandises, de préparation des commandes permettant un transport optimisé à destination d'un même quartier ou d'une zone délimitée. Ces plateformes seraient gérées par une organisation collective de grossistes dans chacun des secteurs.
Un projet pilote de plateforme est proposé pour un collectif du secteur BIO dont l'aménagement et la gestion seront portés par GIE D6AB.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

L'aménagement de la plateforme pour les grossistes du bio nécessite des investissements sous forme de travaux et d'équipements : installations en froid, quais niveleurs, système d'information, cloisons, portes, sol, racks, vestiaires, locaux sociaux, bureau de pilotage, équipements de sécurité, sprinklage…
Le montant des dépenses d'investissement s'élève à 800 000 € TTC.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 1 000 000 € HT.
Le montant de la subvention régionale proposée s'élève donc à 400 000 €.

Localisation géographique :

- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement et équipements	800 000,00	100,00%
Total	800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	400 000,00	50,00%
Fonds propres	400 000,00	50,00%
Total	800 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40206 (Infrastructures locales) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007111 - AMI FRET- LOOP LOGISTIQUE URBAINE EFFICACE ECONOMIQUE ET DURABLE - ETUDES INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-810-20422-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	750 000,00 € HT	50,00 %	375 000,00 €
	Montant total de la subvention		375 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VINCI CONSTRUCTION
Adresse administrative : 5 CRS FERDINAND DE LESSEPS
92500 RUEIL MALMAISON CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jérôme STUBLER, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet LOOP vise à créer un système intégré de logistique urbaine offrant un service clé en main et décarboné, fonctionnant 24h/24 et 7j/7, s'appuyant sur un réseau d'infrastructures souterraines (pénétrantes et en boucles) dans lesquelles circulent des navettes automatiques transportant les marchandises dans des conteneurs dédiés aux dimensions spécifiquement adaptées.
Ce réseau souterrain à l'échelle du territoire de la métropole, s'organise autour de 3 centres de mutualisation et d'ordonnancement (potentiellement Gennevilliers, Rungis, Garonor) et sur des stations servant de points d'entrée et de sortie pour organiser la circulation et la remontée des conteneurs.
3 stations principales seraient créées (potentiellement Pte de la Chapelle, Bercy Charenton, Pte Champerret) complétées par des stations de proximité (à définir).
Les livraisons du dernier km, après retour en surface des marchandises, se feront à pied, en vélo ou en véhicule électrique.

Cet ambitieux projet disruptif en terme d'organisation des chaines logistiques nécessite des études préalables complémentaires afin d'une part de préciser les conditions juridiques (législatives, règlementaires, institutionnelles) nécessaires pour initier ce vaste chantier, et d'autre part de valider les modalités d'exploitation et d'organisation du système final en précisant les conditions à réunir pour inciter les différentes parties prenantes à utiliser le système LOOP.
Il faudra notamment identifier les procédures qui permettront de maitriser le foncier et d'organiser une

DUP, et préciser les impacts attendus du projet en termes économiques sociaux et environnementaux.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout total des 2 études (étude juridique et étude d'impact) est estimé à 750 000€ HT.
La subvention proposée s'élève à 50% du montant des 2 études soit 375 000€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude juridique (jours/homme)	250 000,00	33,33%
Etude d'impact (jour/homme)	500 000,00	66,67%
Total	750 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	375 000,00	50,00%
Fonds propres	375 000,00	50,00%
Total	750 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391 (RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Etudes de faisabilité

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007115 - AMI FRET - MATRICE - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	630 000,00 € HT	50,00 %	315 000,00 €
	Montant total de la subvention		315 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MATRICE ASSOCIATION
Adresse administrative : 15 SQUARE VERGENNES
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS-XAVIER PETIT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre d'un projet d'innovation en partenariat avec l'institut Vedecom et le Centre d'Etudes Spatiales (CNES), Matrice construit une solution numérique permettant la qualification et l'analyse détaillée de sites logistiques à distance, grâce à l'utilisation d'images satellites HD. Un premier prototype a été testé avec deux cas-clients réels, il a su apporter un gain important en qualité d'analyse et a prouvé son efficacité pour la préqualification de sites logistiques.

Cette solution a vocation à être commercialisée dès 2020, auprès de professionnels du transport et de la logistique, d'acteurs de l'immobilier logistique, mais aussi d'aménageurs et de collectivités territoriales.

Parallèlement au développement commercial, des investissements importants sont prévus afin d'enrichir et de consolider la solution : modélisation 3D, IA permettant un traitement automatisé de l'image et une meilleure fiabilité de l'analyse, interface utilisateurs, etc. Un partenariat avec la Mairie du 15ème arrondissement de Paris permettra de la tester sur un territoire d'expérimentation privilégié, en particulier dans le cadre d'opérations d'aménagement présentant d'importants enjeux logistiques (Porte de Versailles, quartier Montparnasse, quai d'Issy…).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet s'élève à 750 000 € HT, dont 630 000 € HT en investissement et 120 000 € HT en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le taux de la subvention est de 50% de la base éligible et le montant de la subvention est plafonné à 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement.
La subvention régionale proposée pour le projet Matrice s'élève donc à 315 000 € en investissement et à 50 000 € en fonctionnement. La présente fiche concerne la subvention en investissement.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	100 000,00	15,87%
Ingénieurie et développement produit	310 000,00	49,21%
Equipement	100 000,00	15,87%
Experimentation Mairie du 15e	80 000,00	12,70%
Conseil et études juridiques et financières	40 000,00	6,35%
Total	630 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	315 000,00	50,00%
Participation Matrice	100 000,00	15,87%
Participation Mairie du 15e	40 000,00	6,35%
Participation Vedecom	40 000,00	6,35%
Commercialisation	135 000,00	21,43%
Total	630 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20006980 - AMI FRET - JESTOCKE COM CENTRES DE STOCKAGE URBAINS CONNECTES DANS IMMOBILIER VACANT - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JESTOCKE COM
Adresse administrative	:	48 RUE FERDINAND BUISSON 33130 BEGLES
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame LAURE COURTY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet a été retenu à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt fret et logistique lancé par la Région début 2020 pour inciter les acteurs publics et privés à rapprocher leurs visions afin de faire émerger des projets coopératifs et ambitieux en cohérence avec la stratégie régionale fret et logistique votée en mars 2018.
Le projet a pour objectif de développer et exploiter deux premiers centres urbains de stockage (2100 m² de stockage au total), 100% connectés sur deux sites pré-identifiés, à Paris, au sein de locaux vacants des bailleurs sociaux partenaires pré-identifés (Paris Habitat et I3F).
Le projet combine la puissance d'une marketplace à un service innovant qui répond aux enjeux de stockage et de micro logistique de demain en zone dense, à savoir :
- Répondre aux besoins de stockage des professionnels en zone dense ;
- Mailler le territoire par des centres de stockage de petite taille localisés au plus proche de la zone de consommation ;
- Répondre aux besoins des habitants du quartier en termes de surfaces supplémentaires à coût modéré ;
- Valoriser le patrimoine délaissé des acteurs du logement social à travers un modèle économique éprouvé.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération globale s'élève à 830 174€ HT (soit 996 209€ TTC) en investissement et 231 729€ HT (soit 278 075€ TTC) en fonctionnement.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% des dépenses éligibles hors taxes et un plafond des dépenses subventionnables de 100 000 € HT.
Ainsi, la subvention régionale s'élève à 50% de la base éligible maximum, soit à 50 000€. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	153 941,00	66,43%
Frais généraux et achats	30 788,00	13,29%
Prestations et sous-traitance	47 000,00	20,28%
Total	231 729,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	50 000,00	21,58%
Fonds propres JESTOCKE.COM	181 729,00	78,42%
Total	231 729,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20006992 - AMI FRET - AIRES DE LIVRAISONS CONNECTEES - VILLE DE PARIS - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-65734-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	25 000,00 € HT	50,00 %	12 500,00 €
	Montant total de la subvention		12 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLE DE PARIS
Adresse administrative : 4 PL DE L HOTEL DE VILLE
75004 PARIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'aire de livraison est le principal outil de logistique et de distribution urbaine. Cependant, on constate que 75% des livraisons se font en dehors de ces zones.
De plus, il existe peu de contrôle de l'utilisation des aires de livraison et on connait mal leur efficacité (taux d'occupation, durée, type de véhicules …).
Le projet consiste à :
- Equiper 42 aires de livraisons du 4ème arrondissement de Paris de capteurs vidéo ou de magnétomètres et déployer la solution ParkingMap ;
- Déployer la solution Parkunload, application déclarative, à adapter aux spécificités parisiennes, sur à minima 126 aires de livraisons restantes voire sur la totalité des zones de livraison ;
- Intégrer les données issues de Parkunload et de ParkingMap dans une seule application pour les agents de contrôle et une seule pour les transporteurs ;
- Construire les indicateurs et les tableaux de bord pour une exploitation pérenne de ces 2 solutions ;
- Evaluer l'expérimentation en mesurant son efficacité sur le territoire et en testant la satisfaction des utilisateurs (agents de contrôle et logisticiens). Réaliser une analyse comparative des 2 solutions. Juger de la reproductibilité du modèle.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des dépenses de fontionnement s'élève à 25 000 € HT.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 100 000 € HT.
Le montant de la subvention régionale proposée s'élève donc à 12 500 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et communication	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	12 500,00	50,00%
Ville de Paris	12 500,00	50,00%
Total	25 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007009 - AMI FRET- BAC BD ARRETES DE CIRCULATION EN IDF - MAUNA FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	41 600,00 € TTC	50,00 %	20 800,00 €
	Montant total de la subvention		20 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAUNA CONSULTING
Adresse administrative : 11 RUE BERANGER
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Olivier MAUREL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet BAC IDF (Base des Arrêtés Circulation Île-de France) a pour objet de concevoir, développer et exploiter une plateforme numérique centralisant les arrêtés de circulation au niveau de la région Île-de-France. Cette base de données exhaustive des arrêtés circulation en Île-de-France doit aider à lutter contre la fragmentation des réglementations locales et à les rendre plus lisibles et moins complexes à respecter.
La plateforme numérique mettra à disposition en temps réel l'ensemble des données, sous une forme exploitable par des systèmes tiers dans une démarche « ouverte » (création d'un « commun »).
La centralisation des informations sur la plateforme aidera aussi bien les professionnels de la logistique que les pouvoirs publics en proposant une vision globale, quasi en temps réel, des politiques locales menées en la matière.
Les impacts attendus sont un meilleur respect de la règlementation, une optimisation des tournées en amont et donc une moindre congestion, la simplification et/ou l'homogénéisation des arrêtés, et la capacité à mieux appréhender l'impact de la règlementation sur les flux locaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global du projet est de 489 100€ HT en investissement et 97 600€ TTC en fonctionnement.
Le budget se ventile sur les 2 partenaires du projet de la façon suivante :
-158 000€ HT pour la société Logicités et 331 100€ HT pour la société Mauna Consulting en investissement
- 41 600€ TTC pour Logicités et 56 000€ TTC pour MAUNA Consulting en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, la subvention régionale proposée s'élève à 50% de la base éligible avec un plafond de dépenses subventionnables de 100 000€ TTC en fonctionnement soit :
- 20 800€ pour Mauna Consulting et 28 000€ pour Logicités.

Le montant de la subvention au titre de la présente fiche s'élève donc à 20 800€ pour la société MAUNA Consulting.
Ces subventions constituent un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation des groupes de travail	30 000,00	72,12%
Autres frais (communication, déplacements, réunions..)	11 600,00	27,88%
Total	41 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 800,00	50,00%
Fonds propres	20 800,00	50,00%
Total	41 600,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007013 - AMI FRET - DEVELOPPEMENT DE LA LOGISTIQUE VELO - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-65733-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	80 000,00 € HT	50,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
A travers le Plan de Déplacement du Val de Marne (PDVM), le Département entend favoriser une logistique plus urbaine et responsable en contribuant notamment au développement d'une logistique assurée au moyen de modes de transports plus propre (fret ferroviaire, fret fluvial, livraison du dernier kilomètre en vélo, etc.). Le Plan Climat Air Energie Départemental (PCAED), décline cette orientation générale en engageant le Département à réduire l'empreinte carbone de son activité.
Le projet porte sur le développement d'une analyse des flux logistiques et l'implémentation de solutions décarbonées en direction des services du Conseil Départemental du Val de Marne.
Dans un premier temps, il s'agit donc pour le Département d'identifier les missions et activités aujourd'hui assurées, en interne ou pour son compte, à l'aide de véhicules motorisés qui pourraient à l'avenir être assurée au moyen de vélos utilitaires avec ou sans assistance électrique. A l'issue de cette démarche, des activités pilotes seront déterminées afin de mener une expérimentation. Dans un second temps, un plan d'action visant à décarboner ces activités pilotes sera élaboré puis mis en œuvre. A l'issue du projet, une évaluation de la démarche sera réalisée afin de tirer le bilan de l'expérimentation et d'envisager son extension à d'autres secteurs d'intervention de la collectivité.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des dépenses de fonctionnement à s'élève à 80 000 € HT.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 100 000 € HT.
Le montant de la subvention régionale s'élève donc à 40 000 €.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coordination, état des lieux, diagnostic et analyses	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	40 000,00	50,00%
Départemennt du Val de Marne	40 000,00	50,00%
Total	80 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007014 - AMI FRET - BAC BD ARRETES DE CIRCULATION EN IDF - LOGICITES FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	56 000,00 € TTC	50,00 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGICITES
Adresse administrative : 32 RUE DAMREMONT
75018 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jérôme LIBESKIND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet BAC IDF (Base des Arrêtés Circulation Île-de France) a pour objet de concevoir, développer et exploiter une plateforme numérique centralisant les arrêtés de circulation au niveau de la région Île-de-France. Cette base de données exhaustive des arrêtés circulation en Île-de-France doit aider à lutter contre la fragmentation des réglementations locales et à les rendre plus lisibles et moins complexes à respecter.
La plateforme numérique mettra à disposition en temps réel l'ensemble des données, sous une forme exploitable par des systèmes tiers dans une démarche « ouverte » (création d'un « commun »).
La centralisation des informations sur la plateforme aidera aussi bien les professionnels de la logistique que les pouvoirs publics en proposant une vision globale, quasi en temps réel, des politiques locales menées en la matière.
Les impacts attendus sont un meilleur respect de la règlementation, une optimisation des tournées en amont et donc une moindre congestion, la simplification et/ou l'homogénéisation des arrêtés, et la capacité à mieux appréhender l'impact de la règlementation sur les flux locaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global du projet est de 489 100€ HT en investissement et 97 600€ TTC en fonctionnement.
Le budget se ventile sur les 2 partenaires du projet de la façon suivante :
-158 000€ HT pour la société Logicités et 331 100€ HT pour la société Mauna Consulting en investissement
- 41 600€ TTC pour Logicités et 56 000€ TTC pour MAUNA Consulting en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, la subvention régionale proposée s'élève à 50% de la base éligible avec un plafond de dépenses subventionnables de 100 000€ TTC en fonctionnement soit :
- 20 800€ pour Mauna Consulting et 28 000€ pour Logicités.

Le montant de la subvention au titre de la présente fiche s'élève donc à 28 000€ en fonctionnement pour la société Logicités.

Ces subventions constituent un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation des groupes de travail	38 000,00	67,86%
Autres frais (communication, déplacements, réunions..)	18 000,00	32,14%
Total	56 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	28 000,00	50,00%
Fonds propres	28 000,00	50,00%
Total	56 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007017 - AMI FRET - SPEED DISTRIBUTION LOGISTIQUE LOGISTIQUE FLUVIALE COMBINEE - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SDL SPEED DISTRIBUTION LOGISTIQUE
Adresse administrative	:	11 RUE PIERRE RIGAUD 94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Jean-François MOUNIC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet a été retenu à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt fret et logistique lancé par la Région début 2020 pour inciter les acteurs publics et privés à rapprocher leurs visions afin de faire émerger des projets coopératifs et ambitieux en cohérence avec la stratégie régionale fret et logistique votée en mars 2018.
Speed Distribution Logistique (SDL) est engagée dans une politique environnementale ambitieuse et travaille depuis plusieurs années à la faisabilité de l'insertion d'un maillon fluvial dans son organisation logistique pour livrer la zone dense. Une étude de faisabilité pré-opérationnelle sur le projet de transport de marchandises dans Paris par voie d'eau a été menée en 2018.
De façon à diminuer le nombre de tournées à réaliser dans Paris et limiter le trafic en approche de et dans Paris, le projet consiste à concevoir, tester et mettre en œuvre une solution multimodale combinée fleuve/route de livraison de Paris (dans un premier temps) depuis l'entrepôt logistique de SDL implanté à Ivry-sur-Seine. Pour ce faire, SDL concevra un ponton flottant qui accueillera les véhicules utilitaires légers 100% électriques (chargement/déchargement de type Roll-on/Roll-off). Le pousseur du ponton est envisagé diesel électrique et sera doté d'un système de laveur de gaz améliorant encore l'empreinte écologique du système. Le quai de départ se situera à Alfortville et 4 escales seront prévues dans Paris.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global de l'opération s'élève à 1 760 000 € HT en investissement et 1 307 000 € HT en fonctionnement.
Les dépenses du projet éligibles à la subvention de fonctionnement s'élèvent au total à 1 307 000 € HT. Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 100 000 € HT. La base subventionnable retenue par la Région s'élève à 100 000 € HT. La participation financière attendue de la région Île-de-France en fonctionnement pour le projet s'élève à 50 000 €.
Certaines dépenses du projet, non prises en charge dans le cadre de l'AMI fret, pourraient candidater aux dispositifs d'aides le PARM et le PAMI de Voies navigables de France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de définition du concept global et modélisation	250 000,00	19,13%
Ponton : études et suivi	150 000,00	11,48%
Pousseur : exploitation et suivi	340 000,00	26,01%
Exploitation : carburant, personnel	477 000,00	36,50%
Étude d'impacts	50 000,00	3,83%
Dissémination scientifique, valorisation	40 000,00	3,06%
Total	1 307 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres SPEED DISTRIBUTION LOGISTIQUE	1 257 000,00	96,17%
Subvention région Île-de-France	50 000,00	3,83%
Total	1 307 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007021 - AMI FRET- CYRIA ECOLOGIE LOGISTIQUE FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLOGIE LOGISTIQUE
Adresse administrative : 94 RUE SAINT LAZARE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Eric PETIT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet CYRIA propose la création d'une plate-forme data et logicielle pour traiter de façon générique des questions sur l'optimisation des trafics logistiques et globaux, et apporter des réponses spécifiques correspondant aux territoires des collectivités partenaires.
La PF permet le recueil et le traitement des données et la production de résultats métiers.
Le projet se compose :
-d'une base de données support avec des jeux de données brutes et des jeux de composants dérivés pour travailler sur la résolution des problématiques des territoires (représentation graphe du réseau routier, volume ou vitesse du trafic par axe / unité de temps…)
-d'une plateforme logicielle intégrant des algorithmes de traitement des données et des visualisations de résultats
L'objectif est de produire des scénarios pour répondre aux enjeux du territoire en s'appuyant sur l'exploitation des fonctionnalités industrielles de la plate-forme. Afin de faciliter le dialogue avec le territoire, la PF présentera les scénarios et leurs impacts sous forme visuelle : cartes, tableaux de données, explications et commentaires qualitatifs sur les résultats...
Dans le cadre du projet, 3 scénarios seront testés pour la ville de St Cyr, partenaire du projet, afin de mettre en évidence l'impact sur la logistique et le trafic urbain global de 3 types de mesures prises par la ville :
-interdiction d'une rue aux camions
-optimisation de l'offre de places de livraisons

-piétonisation du centre-ville

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout total prévisionnel du projet s'élève à 955 630€ HT en investissement et 100 000€ TTC en fonctionnement.
Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 1 000 000 € HT et de 100 000€ TTC en fonctionnement.

La subvention régionale proposée pour le projet CYRIA s'élève donc à 477 815€ en investissement et à 50 000€ en fonctionnement.

La présente fiche concerne la subvention en fonctionnement pour un montant de 50 000€.

Localisation géographique :
- SAINT-CYR-L'ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pilotage opérationnel du projet CYRIA (frais de personnel,animation de réunions..)	80 000,00	80,00%
Autres frais de fonctionnement (communication, supports...)	20 000,00	20,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	50,00%
Fonds propres	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391 (RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007031 - AMI FRET - URBAN HUB PLATEFORME DE LIVRAISON COLIS PARIS - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STOCKAGE PLUS
Adresse administrative : 163 RUE DE CHARENTON
75012 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BERNARD OCHS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une plateforme de livraison de colis de proximité à Paris 17è

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet a été retenu à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt fret et logistique lancé par la Région début 2020 pour inciter les acteurs publics et privés à rapprocher leurs visions afin de faire émerger des projets coopératifs et ambitieux en cohérence avec la stratégie régionale fret et logistique votée en mars 2018.

Le projet global consiste à redéfinir et optimiser la chaîne d'approvisionnement en réduisant les boucles de transport et en limitant les flux, grâce au déploiement de sites urbains (hubs) de distribution de colis, rapprochés de la zone de consommation et grâce aux livraisons par mode pédestre, vélos ou véhicules routiers électriques, le tout géré par une plateforme informatique d'organisation des processus. Le projet vise à déployer, à moyen terme, 10 à 12 hubs pour une couverture optimale de la capitale. Ces hubs peuvent s'intégrer dans des sites multi-activités.
La Région est sollicitée pour la rénovation et l'adaptation d'un hub : l'entrepôt logistique de Paris Saussure (17ème) pour lequel le porteur de projet est en partenariat avec UPS, ainsi que pour le développement informatique de la plateforme et d'organisation des processus.
Le projet est soutenu par la Ville de Paris.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération globale s'élève à 299 600 € HT en investissement et 4 398 305 € TTC en fonctionnement.
Le taux d'intervention régional est de 50% de la base subventionnable, plafonnée à 100 000 € TTC conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique.
Ainsi, la subvention régionale s'élève à 50% de la base éligible maximum, soit à 50 000 €. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges	11 296,00	0,26%
Loyer	496 893,00	11,30%
Personnels	841 680,00	19,14%
Frais généraux	615 556,00	14,00%
Chauffeurs	108 000,00	2,46%
Livraisons à pied	2 249 280,00	51,15%
Divers Services extérieurs	75 000,00	1,71%
Total	4 397 705,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	50 000,00	1,14%
Fonds propres STOCKAGE PLUS	4 347 705,00	98,86%
Total	4 397 705,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40206 (Infrastructures locales) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007034 - AMI FRET - WELLO VELOS CARGO ELECTRIQUES FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VELOCE
Adresse administrative : 23 RUE DE TOURETTE
97400 ST DENIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ARNAUD ROLAND JEAN CHEREAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Construction de vélos cargo électriques

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à créer puis à tester de nouveaux matériels de vélo cargos électriques ainsi que de nouvelles conditions d'utilisation qui permettraient de transformer le modèle économique de la cyclo logistique et de favoriser son développement en Île-de-France. Les 2 principales améliorations envisagées portent sur la création d'un nouveau design de vélo pour augmenter la capacité d'emport (volumétrie et poids), et sur l'augmentation de la vitesse réglementaire des vélo-cargos électriques pour passer à 45km/h et améliorer la rentabilité des opérations de cyclo-logistique.
De plus, ce nouveau concept de vélo polyvalent et modulaire sera également connecté (via un boitier intégré et communiquant avec une plateforme) et permettra ainsi le suivi et l'optimisation des flux et des tournées.
Le vélo pourra utiliser des caisses mobiles (sur le principe de conteneurisation adapté aux flux urbains) et favorisera ainsi l'intégration de la cyclo-logistique dans des chaines multimodales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global du projet est de 1 157 000 HT en investissement et 351 800€ TTC en fonctionnement.
Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le financement régional s'effectue avec un taux de 50% et un plafond de dépenses subventionnables de 1M€ HT en investissement et 100 000€ TTC en fonctionnement.

Le montant de la subvention régionale au titre de la présente fiche s'élève donc à 50 000€.
Ces subventions constituent un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipe projet (salaires)	229 000,00	65,09%
Administratif (charges, assurances, fournitures...)	122 800,00	34,91%
Total	351 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention régionale	50 000,00	14,21%
fonds propres	301 800,00	85,79%
Total	351 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2020	2 900,00 €
2019	5 000,00 €
2018	3 000,00 €

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007041 - AMI FRET - DELIVENING TOURNEES DE LIVRAISONS VOLUMINEUSES OPTIMISEES - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	79 000,00 € TTC	50,00 %	39 500,00 €
	Montant total de la subvention		39 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DELIVENING SAS
Adresse administrative	:	17 RUE ARISTIDE BRIAND 92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Médéric GASSE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à mettre en œuvre un nouveau procédé de livraison, développé par DELIVENING, PME spécialisée dans la livraison du dernier kilomètre spécialisée de colis volumineux (ameublement, literie, cuisine..). Le modèle est innovant par l'optimisation algorithmique des tournées de livraison qui repose sur la prise en compte de la difficulté de stationnement et de manutention de la marchandise emportée dans le calcul de temps des tournées. La tournée est réalisée par un seul chauffeur poids lourds (PL). En parallèle, une flotte d'installateurs voltigeurs tournent dans la zone de livraison à scooters et assurent, à chaque point d'arrêt du PL, la livraison dans les étages et l'installation du produit concerné. Pendant que les voltigeurs font l'installation, le PL est déjà reparti vers sa destination suivante. En complément, le projet intègre un point de retrait urbain géré par une solution IT (technologies de l'information) de gestion des stocks ainsi que la création d'une plateforme urbaine en proche couronne.
Le projet comprend également l'accroissement et l'adaptation de la flotte de scooters électriques avec un top case adapté aux produits à transporter et la possibilité de l'usage de vélos électriques. Le projet global prévoit aussi le passage à une flotte PL GNV (dépenses non couvertes par l'AMI fret).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération globale s'élève à 1 103 667 € HT en investissement et 79 000 € TTC en fonctionnement.
Le financement s'effectue avec un taux d'intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 100 000 € TTC.
Les dépenses du projet éligibles à la subvention de fonctionnement s'élèvent au total à 79 000 € TTC, base subventionnable retenue par la Région.
Ainsi, la participation financière attendue de la région Île-de-France s'élève à 39 500 €. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel point de retrait de proximité	26 350,00	33,35%
Personnel plateforme logistique hyperurbaine	52 650,00	66,65%
Total	79 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	39 500,00	50,00%
Fonds propres DELIVENING	39 500,00	50,00%
Total	79 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007050 - AMI FRET - GREEN DELIRIVER BATEAU HYBRIDE ELECTRIQUE ET BIOGNC PHASE 1 ETUDES ET TESTS - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € TTC	40,00 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CIE MARITIME MARFRET
Adresse administrative	:	13 QUAI DE LA JOLIETTE 13002 MARSEILLE
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Guillaume VIDIL, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet a été retenu à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt fret et logistique lancé par la Région début 2020 pour inciter les acteurs publics et privés à rapprocher leurs visions afin de faire émerger des projets coopératifs et ambitieux en cohérence avec la stratégie régionale fret et logistique votée en mars 2018.
Le concept de logistique urbaine du projet GREEN DELIRIVER doit permettre l'usage du réseau fluvial pour transporter des marchandises depuis la périphérie urbaine jusqu'au cœur de Paris en privilégiant les circuits courts et la logistique retour afin de limiter les externalités négatives du transport.
Le concept GREEN DELIRIVER est innovant grâce à 2 solutions technologiques indépendantes et complémentaires : un pousseur fluvial propre (à propulsion hybride bioGNC/électrique) et une barge fluviale logistique, entrepôt connecté, intégrant des systèmes de chargement/déchargement rapides.
Il est proposé à l'AMI fret, la phase 1 de l'opération relative à validation technologique et technico-économique du bateau propre GREEN DELIRIVER par réalisation de tests d'un bateau diesel existant modifié pour y intégrer une motorisation hybride GNC/électrique. L'expérimentation devra se réaliser dans un cadre dérogatoire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération globale (phase 1 - études et tests) s'élève à 1 315 000 € HT en investissement et 170 678 € TTC en fonctionnement.
Les dépenses du projet éligibles à la subvention régionale de fonctionnement comprennent les dépenses de personnel de la société bénéficiaire MARFRET pour la supervision et le suivi du projet, le suivi des travaux de modification du bateau existant et la réalisation des expérimentations (équipage du bateau).
Le financement s'effectue avec un plafond des dépenses subventionnables de 100 000 € TTC et avec un taux d'intervention de 50% abaissé à 40% afin d'être en conformité, pour les grandes entreprises, avec le régime d'aides SA.40391(RDI) relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental.
La participation financière attendue de la région Île-de-France s'élève à 40 000 € et constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel de la société MARFRET : supervision et suivi de projet, suivi des travaux de modification du bateau existant, réalisation des expérimentations (équipage du bateau)	170 678,00	100,00%
Total	170 678,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres du bénéficiaire	130 678,00	76,56%
Subvention région Île-de-France	40 000,00	23,44%
Total	170 678,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007061 - AMI FRET - EVOLUE - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASLOG ASSOCIATION FRANCAISE DE LA SUPPLY CHAIN ET DE LA LOGISTIQUE
Adresse administrative : 140 RUE DE RENNES
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Valérie MACREZ, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'ASLOG, le Club Déméter et l'Institut du Commerce sont des associations regroupant plusieurs centaines d'acteurs de l'industrie, de la distribution, du transport de marchandise et de la logistique, qui ensemble engendrent une part représentative des flux de transport de marchandises en France. Avec le projet EVOLUE (Engagement VOlontaire pour une Logistique Urbaine Efficiente), elles ont décidé de mettre en commun leurs expertises et expériences en matière de logistique urbaine afin de permettre l'émergence de solutions viables d'optimisation des flux de fret urbain.

Le projet EVOLUE a pour objectif de collecter des données logistiques des adhérents de l'ASLOG, du Club Déméter de l'Institut du Commerce sur les territoires d'expérimentations, d'analyser ces données pour faire émerger des pistes potentielles d'actions collectives en lien avec les territoires, de suggérer des expérimentations et de les valoriser, puis de structurer un cadre d'engagement afin de pérenniser la démarche.

Le projet est porté par l'ASLOG, mais sa gouvernance est collégiale avec des représentants des trois associations, qui chacune participe à son financement. Elles sont accompagnées par différents partenaires techniques qui sauront apporter leurs expertises en matière de gestion de projets d'innovation, de standardisation, d'optimisation des flux et d'excellence opérationnelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout total du projet s'élève à 1 131 800 € HT et se décompose en 1 024 400 € HT en investissement et 107 400 € HT en fonctionnement.

Le taux de la subvention est de 50% de la base éligible et le montant de la subvention est plafonné à 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement.

La subvention régionale proposée pour le projet EVOLUE s'élève donc à 500 000 € en investissement et à 50 000€ en fonctionnement.

La présente fiche concerne la subvention en fonctionnement pour un montant de 50 000 €.

Localisation géographique :
- CA VERSAILLES GRAND PARC (78-YVELINES)
- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion de projet amont-aval	107 400,00	100,00%
Total	107 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	50 000,00	46,55%
Participation ASLOG, Institut du Commerce, Club Déméter et partenaires techniques	57 400,00	53,45%
Total	107 400,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007069 - AMI FRET - VISU TRAFIC - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	64 088,00 € HT	50,00 %	32 044,00 €
	Montant total de la subvention		32 044,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORANGE
Adresse administrative : 78 RUE OLIVIER DE SERRES
75505 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame ELISABETH BELOIS FONTEIX, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif du projet VISU TRAFIC est de fournir des estimations précises des mouvements des véhicules de transport de marchandises sur le réseau routier francilien en s'appuyant sur les données de bornages associées à chaque carte SIM connectée au réseau de téléphonie mobile d'Orange, avec une précision aussi grande que ce que permet la RGPD.

Des algorithmes d'intelligence artificielle permettront d'identifier les véhicules de transport de marchandises parmi l'ensemble des déplacements de cartes SIM, afin de caractériser différents types de flux. Les flux identifiés à partir des données d'Orange seront redressés à partir de données de comptage de véhicules obtenues grâce à des caméras déployées sur des points stratégiques du réseau, afin d'estimer le nombre de véhicules ne s'attachant pas sur le réseau Orange et d'obtenir des données représentatives de l'ensemble des flux de marchandises sur le réseau routier francilien. Ces données ouvertes pourront avoir de nombreuses applications : cartographie d'intensité de trafic, évolution des activités de transport de marchandises, qualification logistique des territoires, calcul de potentiels de mutualisation, etc.

Le projet est porté par Orange SA, via sa division recherche et développement Orange Labs Recherche, avec un appui scientifique du Centre de Gestion Scientifique d'ARMINES et de MINES ParisTech, expert en recherche opérationnelle notamment dans le domaine de la logistique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet s'élève à 220 088 € HT et se décompose en 120 088 € HT en fonctionnement et 100 000 € HT en investissement.

Le taux de la subvention est de 50% de la base éligible et le montant de la subvention est plafonné à 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement.

Les dépenses de fonctionnement sont réparties entre ARMINES à hauteur de 64 088 € HT et Orange à hauteur de 56 000 € HT. Orange prend en charge l'ensemble de ses dépenses en fonctionnement, la subvention régionale en fonctionnement est sollicitée pour le financement de 50% des dépenses d'ARMINES soit 32 044 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ARMINES - Mise à disposition d'experts et ingénieurs	64 088,00	53,37%
ORANGE - Mise à disposition d'ingénieurs	56 000,00	46,63%
Total	120 088,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	32 044,00	26,68%
Participation ARMINES	32 044,00	26,68%
Participation ORANGE	56 000,00	46,63%
Total	120 088,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Recherche industrielle

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007077 - AMI FRET- VIANOVA PF SUIVI TEMPS REEL CIRCULATION ET STATIONNEMENT VEHICULES FRET FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SPARK HORIZON
Adresse administrative	:	75 RUE DE LA BOETIE 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Thibault CASTAGNE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en un système de suivi et de prévision en temps réel de la circulation des véhicules fret et des besoins de stationnement.
Vianova fournit une solution de "tour de contrôle" pour la circulation des marchandises au sein de la ville au travers d'un tableau de bord en temps réel de suivi de la circulation des véhicules de fret et logistique. La plateforme est alimentée par les transporteurs partenaires grâce à une interface (API) connectée aux systèmes de navigation de leurs flottes et permet un échange sécurisé de données avec les autorités municipales. Grâce à ces données de mobilité, la plateforme Vianova fournit des informations sur les tendances de circulation et de livraison des véhicules de fret et logistique.
La plateforme pourra aussi analyser en temps réel les besoins de stationnement et la disponibilité des espaces de livraison sur voirie, et ainsi indiquer aux chauffeurs les places disponibles (et à terme, selon l'évolution de la règlementation, envisager d'attribuer les places en temps réel).

Le projet réunit des partenaires transporteurs, des détaillants, des PF du e-commerce, des gestionnaires de flotte, des experts en valorisation de la donnée transport, des prestataires logistique, des solutions digitales de livraison à la demande...La ville de Paris est également partenaire du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout total du projet s'élève à 622 000€HT en investissement et 134 000€ TTC en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le financement régional s'effectue avec un taux de 50% et un plafond de dépenses subventionnables de 1M€ HT en investissement et 100 000€ TTC en fonctionnement.

La présente fiche concerne la subvention en fonctionnement pour un montant de 50 000€.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (salaires)	68 000,00	50,75%
Autres frais de fonctionnement (communication, déplacements, frais juridiques, formations..)	66 000,00	49,25%
Total	134 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	37,31%
Prestations conseil	50 000,00	37,31%
Ventes logiciel	34 000,00	25,37%
Total	134 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391 (RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007095 - AMI FRET - DRAGON FLY PADS - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAN WORLDWIDE FRANCE
Adresse administrative : 128 RUE DE LA BOETIE
75008 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame ISABELLE JOCHAUD DU PLESSIX COMPTE D'HUST, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour faire face au défi sanitaire et aux évolutions des modes de consommations de produits alimentaires liés à la crise du COVID-19, le MIN de Rungis a dû adapter ses activités et la SEMMARIS a sollicité la société FanWorldwide pour déployer des drones afin d'assurer des opérations de désinfection et de contrôle sanitaire des opérations logistique.

Description :
Les drones cargos sont de plus en plus utilisés pour l'acheminement de fret de faible poids et haute valeur, mais leurs déploiements opérationnels en Île-de-France se heurtent à de nombreux obstacles : manque de pistes d'atterrissages, réglementation pour trouver des voies aériennes libres, qualité et durabilité des drones.

Le projet DragonFlyPads porté par Fan Worldwide propose de faire sauter ces verrous en expérimentant le déploiement de drones de livraison et de contrôle des opérations logistiques à partir d'au moins trois sites de décollages/atterrissage sur le marché d'intérêt national de Rungis, et éventuellement d'autres sites franciliens.

La société Fan Worldwide a déjà mené des expériences réussies de livraisons de produits de consommation et médicaux en France et dans le monde. Pour assurer la réussite du projet DragonFlyPads, elle a constitué un consortium regroupant des industriels spécialisés dans la fourniture de drones et la conception de pistes d'atterrissages, des experts de la réglementation aérienne et de l'immobilier, ainsi que la SEMMARIS, gestionnaire du marché d'intérêt national de Rungis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet s'élève à 865 600 € HT, dont 439 500 € HT en investissement (développement et installation des pistes, études juridiques et techniques) et 426 100 € HT en fonctionnement (frais de coordination, charges d'exploitations, etc.).

Une subvention régionale en investissement est sollicitée pour couvrir 50% des dépenses d'investissements du projet soit 219 750 €. Une subvention régionale complémentaire en fonctionnement est sollicitée pour couvrir 50% des frais de coordination du projet, indispensables à la mise en œuvre des investissements, soit 50 000 €.

La présente fiche concerne la subvention en fonctionnement.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de coordination	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	50 000,00	50,00%
Financement Fan Worldwide France, Navillion Inc. et investisseurs privés	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007099 - AMI FRET - COURSIER PRIVE LPM - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MPW TRANSPORTS
Adresse administrative : 14 RUE MONGE
75005 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ARNAUD MARLOIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet Logistique Propre et Multimodale (LPM) porté par Coursier Privé (nom commercial de MPW Transports) propose de concevoir un service de livraison multimodal et polyvalent, en expérimentant et comparant plusieurs solutions innovantes et complémentaires permettant un acheminement multimodal et une distribution finale propre de marchandises légères dans Paris et en proche couronne.

Ces solutions seront permises par la conception et l'introduction de nouveaux moyens stratégiques sur des flux e-commerce existants : des hubs fixes en bord à quai permettant l'introduction du mode fluvial pour l'acheminement des marchandises, des micro-hubs mobiles mobilisés comme points d'appui et des véhicules propres pour la livraison finale. Chacun de ces outils seront développés et équipés pour permettre l'usage des conteneurs multimodaux développés par B-Moville, partenaire du projet et bénéficiaire d'une subvention régionale pour la conception et la fabrication des dits conteneurs (CP2018-378). Le recueil et l'analyse de données grâce à un système de gestion numérique intelligent tout au long du projet permettra de valider la pertinence, viabilité et opportunité de la solution intégrale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet s'élève à 2 759 000 € HT, dont 1 007 500 € HT en investissement et 1 751 500 € HT en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le taux de la subvention est de 50% de la base éligible et le montant de la subvention est plafonné à 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement.

La subvention régionale proposée pour le projet LPM s'élève donc à 500 000 € en investissement et à 50 000 € en fonctionnement.

La présente fiche concerne la subvention en fonctionnement pour un montant de 50 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Support projet MPW	287 000,00	16,39%
Frais fonctionnement fluvial	924 000,00	52,75%
Location Hub logistique Test	360 000,00	20,55%
Achat matériel - pièces détachées	72 000,00	4,11%
Fournitures administratives	20 500,00	1,17%
Assurances	12 000,00	0,69%
Honoraires comptables	9 000,00	0,51%
Publicité, communication	12 000,00	0,69%
Poste et télécom	8 400,00	0,48%
Abonnements, cotisations	3 400,00	0,19%
Autres Charges Location	43 200,00	2,47%
Total	1 751 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	50 000,00	2,85%
Produits d'exploitation	1 701 500,00	97,15%
Total	1 751 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007104 - AMI FRET - LOGISTIQUE MUTUALISEE MIN RUNGIS - UNIGROS - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION GALE SYND GROSSSITES MIN RUNGIS UNIGROS
Adresse administrative : 3 RUE DU VIADUC
94550 CHEVILLY-LARUE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL PUECH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Au vu de sa position dans la région Île-de-France et de sa proximité avec la capitale (7 kilomètres du périphérique), le MIN de Rungis peut être considéré comme un espace logistique avancé d'où partent les livraisons du dernier kilomètre à destination de Paris et plus largement de la région Île-de-France.
Il convient pour cela de regrouper en un même espace logistique les marchandises à destination des clients d'un périmètre limité et d'assurer des livraisons groupées et optimisées dans leurs tournées.
Partant d'expériences d'organisations collectives réussies entre des grossistes du MIN de Rungis, UNIGROS, organisation collective des grossistes du marché de Rungis, souhaite mettre en place des points logistiques / plateformes de regroupement de marchandises, de préparation des commandes permettant un transport optimisé à destination d'un même quartier ou d'une zone délimitée. Ces plateformes seraient gérées par une organisation collective de grossistes dans chacun des secteurs.
Une étude d'opportunité et de faisabilité sera réalisée dans un premier temps, sous la responsabilité d'UNIGROS.
Un projet pilote de plateforme est proposé pour un collectif du secteur BIO dont l'aménagement et la gestion seront portés par GIE D6AB.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des dépenses de fontionnement s'élève à 100 000 € TTC.
Le financement s’effectue avec un taux d’intervention de 50% et un plafond des dépenses subventionnables de 100 000 € TTC.
Le montant de la subvention régionale proposée s'élève donc à 50 000 €.

Localisation géographique :
- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et pilotage du projet - phase 1	60 000,00	60,00%
Etudes et pilotage du projet - phase 2	40 000,00	40,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	50,00%
Fonds propres	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007114 - AMI FRET - MATRICE - FCT

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MATRICE ASSOCIATION
Adresse administrative : 15 SQUARE VERGENNES
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS-XAVIER PETIT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre d'un projet d'innovation en partenariat avec l'institut Vedecom et le Centre d'Etudes Spatiales (CNES), Matrice construit une solution numérique permettant la qualification et l'analyse détaillée de sites logistiques à distance, grâce à l'utilisation d'images satellites HD. Un premier prototype a été testé avec deux cas-clients réels, il a su apporter un gain important en qualité d'analyse et a prouvé son efficacité pour la préqualification de sites logistiques.

Cette solution a vocation à être commercialisée dès 2020, auprès de professionnels du transport et de la logistique, d'acteurs de l'immobilier logistique, mais aussi d'aménageurs et de collectivités territoriales.

Parallèlement au développement commercial, des investissements importants sont prévus afin d'enrichir et de consolider la solution : modélisation 3D, IA permettant un traitement automatisé de l'image et une meilleure fiabilité de l'analyse, interface utilisateurs, etc. Un partenariat avec la Mairie du 15ème arrondissement de Paris permettra de la tester sur un territoire d'expérimentation privilégié, en particulier dans le cadre d'opérations d'aménagement présentant d'importants enjeux logistiques (Porte de Versailles, quartier Montparnasse, quai d'Issy…).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet s'élève à 750 000 € HT, dont 630 000 € HT en investissement et 120 000 € HT en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le taux de la subvention est de 50% de la base éligible et le montant de la subvention est plafonné à 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement.

La subvention régionale proposée pour le projet Matrice s'élève donc à 315 000 € en investissement et à 50 000 € en fonctionnement. La présente fiche concerne la subvention en fonctionnement pour un montant de 50 000€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accompagnement du projet Matrice	95 000,00	79,17%
Communication et développement commercial	25 000,00	20,83%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	50 000,00	41,67%
Financement européen (FSE)	10 000,00	8,33%
Commercialisation	60 000,00	50,00%
Total	120 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-220

DOSSIER N° 20007081 - CHAIRE LOGISTICS CITY - UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

Dispositif : Subvention spécifique transports et mobilités durables (fonctionnement) (n° 00001134)
Imputation budgétaire : 938-885-65738-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique transports et mobilités durables (fonctionnement)	300 000,00 € TTC	50,00 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL
Adresse administrative : 5 BD DESCARTES
77454 MARNE-LA-VALLEE CEDEX 2
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Hélène JACQUOT-GUIMBAL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La logistique est devenue centrale pour la compétitivité des grandes villes et la transition écologique des activités de distribution. Cette tendance structurelle et la mutation des chaines logistiques poussée notamment par la digitalisation des outils rendent indispensables le recours à une démarche scientifique, afin de comptabiliser, de comparer et d'analyser pour comprendre son développement et anticiper les tendances futures.
L'université Gustave Eiffel, à travers divers programmes de recherche et partenariats (Metrofreight notamment) et la mise en place en 2019 d'une chaire Logistics City, fait des recherches sur la logistique urbaine avec un focus sur deux axes scientifiques, portant d'une part sur l'immobilier logistique urbain et périurbain et d'autre part sur les tendances et les nouvelles pratiques de consommation et leur impact sur la logistique urbaine et son immobilier.
Dans le cadre de la chaire, les travaux de l'université Gustave Eiffel portent notamment sur le territoire francilien dans une perspective très comparative en collectant les données et en identifiant les évolutions dans une trentaine d'autres grandes métropoles mondiales».
L'objectif visé est d'accroître la connaissance sur ces sujets complexes et toujours en évolution, tout en veillant à apporter des outils méthodologiques aux acteurs privés et publics.
Les travaux de la chaire s'inscrivent en totale cohérence avec les objectifs de la stratégie régionale pour le fret et la logistique, et pourront également aider à accompagner et exploiter les solutions mises en œuvre dans le cadre de l'AMI fret de la Région.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le budget global prévisionnel de la chaire Logistics City dans le cadre du programme de recherche 2020-2022 sur la logistique urbaine de l'université Gustave Eiffel s'élève à 450 000€ TTC sur 3 ans.
Les dépenses éligibles retenues par la Région s'élèvent à 300 000 TTC €.
Le taux régional étant de 50%, le montant de la subvention proposée s'élève à 150 000€.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération de chercheurs et gratification des stagiaires	300 000,00	66,67%
Réalisation d'enquêtes (frais de personnel, support d'enquête, exploitation...)	60 000,00	13,33%
Analyse et traitement des données (frais de personnel, prestations...)	30 000,00	6,67%
Autres frais (communication, événementiels, déplacements, traduction, autres frais)	60 000,00	13,33%
Total	450 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	33,33%
financement autres partenaires	300 000,00	66,67%
Total	450 000,00	100,00%

Annexe 2 - Convention type AMI fret bilatérale

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AU PROJET
NOM DU PROJET

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XXX
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : NOM DU BENEFICIAIRE
dont le statut juridique est : XXXXX
N° SIRET : XXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXX
ayant pour représentant XXXXX
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Stratégie régionale pour le fret et la logistique approuvée par délibération n° CR 2018-001 du 15 mars 2018,

PREAMBULE :

Ce projet a été retenu à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt fret et logistique lancé par la Région début 2020 pour inciter les acteurs publics et privés à rapprocher leurs visions afin de faire émerger des projets coopératifs et ambitieux en cohérence avec la stratégie régionale fret et logistique adoptée par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-001 du 15 mars 2018.
Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local » de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique.

L'attribution par la Région de subventions et leurs versements se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XXXXX, la région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXXXXX, le bénéficiaire, pour l'opération intitulée : « XXXXXXXX », dont la description détaillée figure en annexe technique et financière à la présente convention.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires"

de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, la subvention régionale proposée s'élève à 50% de la base éligible et est plafonnée à 500 000€ en investissement et 50 000€ en fonctionnement.

La région Île-de-France choisit d'apporter au projet une subvention de XXXXX€ en investissement et/ou de XXXX€ en fonctionnement.

Ces aides constituent un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans la « fiche projet » en annexe à la présente convention.

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet et les dépenses dont le contenu est précisé dans l'annexe technique et financière jointe à la présente délibération.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Le cas échéant, le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique urbaine pendant la durée indiquée dans l'annexe technique et financière jointe à la présente convention.

Article 2.2 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter le nombre de stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois, tel qu'indiqué dans la fiche projet.

Le bénéficiaire saisit ses offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Dans l'hypothèse où le bénéficiaire ne serait pas en mesure de recruter tout ou partie des stagiaires, il a la possibilité de transmettre l'obligation de recrutement à un tiers, prestataires, qui s'engage à recruter des stagiaires pour son compte.
Dans un tel cas, le bénéficiaire avertit préalablement la Région du nombre de stages et du tiers concerné et supporte seul les conséquences du non-respect de cette obligation.

Article 2.3 Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Si le bénéficiaire est une entreprise ou une association, il s'engage à respecter la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.4 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Article 2.5 Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la région Île-de-France et à faire apparaître sa contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique régionale.
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication autour du projet.

Si le projet concerne des travaux ou une expérimentation en conditions réelles : pendant toute la durée du projet, le bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention suivante : projet réalisé avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de …. € ». Le bénéficiaire transmettra aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la région Île-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.
La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France.
Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.
De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 Obligations en matière d'ouverture des données

En signant la présente convention, le responsable légal de l'entreprise, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région,
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échange (colloque, séminaires..) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles,
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal, ou son représentant, est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention.

Dans le cadre du programme « Smart Région Initiative » qui vise à faire de l'Île-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région se dote d'une plate-forme de données et de services. Cette plateforme doit accueillir toutes les données régionales et publiques pour permettre la création de services innovants. Conçue comme un concentrateur de données, elle doit constituer un socle de données partagées.
Des jeux de données relatifs à la présente convention pourront être publiés en open data sur cette plate-forme afin notamment de contribuer à améliorer la connaissance des flux de marchandises en Ile de France

Dans ce but, le bénéficiaire s'engage à fournir la liste (le catalogue) de l'ensemble des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.
Le bénéficiaire s'engage à fournir, à chaque demande de versement, un état des lieux des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme data régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 01 juillet 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2.5 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans la fiche projet.

Article 3.2 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

- Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signé par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La demande de versement auprès de la région Île-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le bénéficiaire indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents grands postes de dépenses indiqués de façon prévisionnelle dans l'annexe technique et financière de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Article 3.2.1 Versement d'avances

Chaque bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom, de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme.

Article 3.2.2 Versement d'acomptes

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du bénéficiaire.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Concernant les dépenses de personnel, le bénéficiaire s'engage à fournir à la région Île-de-France un état récapitulatif détaillant au minimum les informations suivantes : nom de la personne, objet de la mission pour laquelle la personne est intervenue, temps passé, taux horaire.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonné aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- d'une note relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par l'annexe technique et financière à la présente convention ;

- du décompte général définitif de l'opération en cas de travaux, si le projet donne lieu à la réalisation de travaux ;

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comportera la signature du représentant légal du bénéficiaire et du comptable qui certifie la prise en charge des

dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- d'un bilan de la mise en œuvre du projet et des perspectives de déploiement au moment du versement du solde. De plus, le bénéficiaire s'engage également à fournir, au plus tard un an après le versement du solde, une évaluation du projet au regard des objectifs initiaux et des impacts attendus.

  - les justificatifs de recrutement de stagiaires ou alternants conformément au nombre indiqué dans la fiche projet jointe en annexe à la présente délibération (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 3.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.
La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.
Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).
Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région Île-de-France.

Article 3.2.5 Règles de caducité

- **Pour la subvention régionale en investissement**

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.
Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.
Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.
À compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

- **Pour la subvention régionale en fonctionnement**

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention de fonctionnement par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de 1 an mentionné ci avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 3.2.6 Révision du montant subventionné

Le montant des subventions constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 3 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention de la Région attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXXXXX.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale et après remise par le bénéficiaire de l'évaluation telle qu'évoquée dans l'article 3.2.3 ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2.5 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en cas d'inexécution par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le bénéficiaire de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.
En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si le bénéficiaire est signataire de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes (fiches projet et annexes techniques et financières) adoptées par délibération n° CP XXXXX du XXXXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France	Le Directeur Général de XXXXXX
Valérie PÉCRESSE	Madame/Monsieur XXXXXX

Annexe 3 - Convention type AMI fret multipartenaires

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AU PROJET
NOM DU PROJET

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XXXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

Le bénéficiaire dénommé : NOM DU BENEFICIAIRE
dont le statut juridique est : XXXXX
N° SIRET : XXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXX
ayant pour représentant XXXXX

Et

Le bénéficiaire dénommé : NOM DU BENEFICIAIRE
dont le statut juridique est : XXXXX
N° SIRET : XXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXX
ayant pour représentant XXXXX

ci-après dénommé « les bénéficiaires »

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Stratégie régionale pour le fret et la logistique approuvée par délibération n° CR 2018-001 du 15 mars 2018,

PREAMBULE :

Ce projet a été retenu à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt fret et logistique lancé par la Région début 2020 pour inciter les acteurs publics et privés à rapprocher leurs visions afin de faire émerger des projets coopératifs et ambitieux en cohérence avec la stratégie régionale fret et logistique adoptée par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-001 du 15 mars 2018.
Les bénéficiaires ont sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local » de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique.

L'attribution par la Région de subventions et leurs versements se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil

régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XXXX, la région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXXXXX et WWWW, les bénéficiaires, pour l'opération intitulée : « XXXXXXXX » dont la description détaillée figure en annexe technique et financière à la présente convention.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires » de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, la subvention régionale proposée s'élève à 50% de la base éligible et est plafonnée à 500 000€ en investissement et 50 000€ en fonctionnement.

La région Île-de-France choisit d'apporter au projet une subvention de XXXXX€ en investissement et/ou de XXXX€ en fonctionnement.

Ces aides constituent un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans les « fiches projet » en annexe à la présente convention.

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 Obligations relatives au projet subventionné

Les bénéficiaires s'engagent à réaliser, à leur initiative et sous leur responsabilité, le projet et les dépenses dont le contenu est précisé dans l'annexe technique et financière jointe à la présente délibération.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Le cas échéant, les bénéficiaires s'engagent à maintenir l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique urbaine pendant la durée indiquée dans l'annexe technique et financière jointe à la présente convention.

Article 2.2 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants

Les bénéficiaires s'engagent à recruter chacun le nombre de stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois, tel qu'indiqué dans les fiches projet.

Les bénéficiaires saisissent leurs offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui leur sont communiquées par la Région.

Dans l'hypothèse où le bénéficiaire ne serait pas en mesure de recruter tout ou partie des stagiaires, il a la possibilité de transmettre l'obligation de recrutement à un tiers, prestataires, qui s'engage à recruter des stagiaires pour son compte.

Dans un tel cas, le bénéficiaire avertit préalablement la Région du nombre de stages et du tiers concerné et supporte seul les conséquences du non-respect de cette obligation

Article 2.3 Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Pour les bénéficiaires dont le statut juridique est une société ou une association, ils s'engagent à respecter la Charte régionale de la république et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.4 Obligations administratives et comptables

Les bénéficiaires s'engagent à :
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à leur situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Article 2.5 Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, les bénéficiaires s'engagent à mentionner le soutien financier de la région Île-de-France et à faire apparaître sa contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique régionale.
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication autour du projet.

Si le projet concerne des travaux ou une expérimentation en conditions réelles : pendant toute la durée du projet, les bénéficiaires doivent apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant

apparaître la mention suivante : projet réalisé avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de …. € ». Les bénéficiaires transmettront aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Les bénéficiaires autorisent à titre gracieux la région Île-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.
La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France.
Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.
De même, les bénéficiaires s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller les bénéficiaires dans sa démarche.

Article 2.6 Obligations en matière d'ouverture des données

En signant la présente convention, le responsable légal de chacune des entreprises bénéficiaires, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région,
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échange (colloque, séminaires..) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles,
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal, ou son représentant, est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention.

Dans le cadre du programme « Smart Région Initiative » qui vise à faire de l'Île-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région se dote d'une plate-forme de données et de services. Cette plateforme doit accueillir toutes les données régionales et publiques pour permettre la création de services innovants. Conçue comme un concentrateur de données, elle doit constituer un socle de données partagées.

Des jeux de données relatifs à la présente convention pourront être publiés en open data sur cette plate-forme afin notamment de contribuer à améliorer la connaissance des flux de marchandises en Ile de France
Dans ce but, le bénéficiaire s'engage à fournir la liste (le catalogue) de l'ensemble des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.
Le bénéficiaire s'engage à fournir, à chaque demande de versement, un état des lieux des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme data régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 01 juillet 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2.5 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans la fiche projet.

Article 3.2 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande de chaque bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

- Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signé par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La demande de versement auprès de la région Île-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le bénéficiaire indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents grands postes de dépenses indiqués de façon prévisionnelle dans l'annexe technique et financière de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Article 3.2.1 Versement d'avances

Chaque bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom, de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme.

Article 3.2.2 Versement d'acomptes

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande de chaque bénéficiaire. Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du bénéficiaire.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Concernant les dépenses de personnel, le bénéficiaire s'engage à fournir à la région Île-de-France un état récapitulatif détaillant au minimum les informations suivantes : nom de la personne, objet de la mission pour laquelle la personne est intervenue, temps passé, taux horaire.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonné aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge des bénéficiaires.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par chaque bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- d'une note relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par l'annexe technique et financière à la présente convention ;

- du décompte général définitif de l'opération en cas de travaux, si le projet donne lieu à la réalisation de travaux ;

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comportera la signature du représentant légal du bénéficiaire et du comptable qui certifie la prise en charge des

dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- d'un bilan de la mise en œuvre du projet et des perspectives de déploiement au moment du versement du solde. De plus, le bénéficiaire s'engage également à fournir, au plus tard un an après le versement du solde, une évaluation du projet au regard des objectifs initiaux et des impacts attendus.

  - les justificatifs de recrutement de stagiaires ou alternants conformément au nombre indiqué dans la fiche projet jointe en annexe à la présente délibération (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 3.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.
La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance des bénéficiaires.
Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).
Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région Île-de-France.

Article 3.2.5 Règles de caducité

- **Pour la subvention régionale en investissement**

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, chacun des bénéficiaires n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.
Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si les bénéficiaires établissent avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne leur sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.
Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.
À compter de la date de première demande de versement, chaque bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

- **Pour la subvention régionale en fonctionnement**

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention de fonctionnement par l'assemblée délibérante, chacun des bénéficiaires n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si les bénéficiaires établissent, avant l'expiration du délai de 1 an mentionné ci avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne leur sont pas imputables.
A compter de la date de première demande de versement, chaque bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 3.2.6 Révision du montant subventionné

Le montant des subventions constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 3 est pris en charge par les bénéficiaires.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par chaque bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention de la Région attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à chaque bénéficiaire, à savoir le XXXXXXX.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale et après remise par le bénéficiaire de l'évaluation telle qu'évoquée dans l'article 3.2.3 ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2.5 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'un des bénéficiaires de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en cas d'inexécution par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par l'un des bénéficiaires de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.
En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Pour les bénéficiaires dont le statut juridique est une société ou une association : la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, chaque bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes, adoptées par délibération n° CP XXXX du XXXXXXX.

Fait à Paris en XXX exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PÉCRESSE

Le Directeur Général de XXXXXX

Madame/Monsieur XXXXXX

Le Directeur Général de XXXXXX

Madame/Monsieur XXXXXX

Annexe 4 - Convention chaire logistics city

CONVENTION DE FINANCEMENT CHAIRE LOGISTICS CITY
UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

Entre

La région Île de-France

La région Île-de-France, et représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente, agissant en application de la délibération n° CP2020-220 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France du 01/07/2020

Ci-après désignée " la Région "

D'une part

Et

L' université Gustave Eiffel

dont le statut juridique est : établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

N° SIRET (siège) 130 026 120 00013

dont le siège social est situé au : 5, Boulevard Descartes • Champs-sur-Marne • 77454 Marne-La-Vallée CEDEX 2

ayant pour représentant Hélène Jacquot-Guimbal (représentant signataire convention)

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

L'Université Gustave Eiffel (UGE) a été créée au 1er janvier 2020 par la fusion de l'université Paris Est Marne la Vallée (UPEM) et de l'Institut français des sciences et technologies des transports de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR).

L'UGE est impliquée depuis longtemps dans divers programmes de recherche en matière de logistique urbaine (notamment le projet international Metrofreight) à travers le Laboratoire

Ville Mobilité Transport (LVMT) et le laboratoire Systèmes productifs, logistique, organisation des transports, travail (SPLOTT) de l'IFSTTAR.

En Juin 2019, l'UGE a créé en partenariat avec le groupe SOGARIS la chaire logistics city dédiée à la recherche sur la logistique urbaine avec un focus sur deux axes scientifiques, portant d'une part sur l'immobilier logistique urbain et périurbain et d'autre part sur les tendances et les nouvelles pratiques de consommation et leur impact sur la logistique urbaine et son immobilier.

L'opérateur immobilier Poste Immo filiale du Groupe La poste, a rejoint récemment SOGARIS et l'UGE pour participer également aux travaux de la chaire logistics city.

En effet, les nombreuses et rapides évolutions de la logistique au cours des dernières années ont souligné la nécessité de mieux connaitre la réalité des flux et de les remettre dans une perspective territoriale plus large, en dépassant la seule question sectorielle des transports.

On constate un intérêt scientifique croissant pour la logistique urbaine, de nombreuses études et recherches ont été réalisées, mais aucun des programmes n'a jamais porté spécifiquement sur l'immobilier logistique.

Or le foncier et l'immobilier sont le principal levier d'intervention pour orienter et maitriser l'évolution des organisations et des chaines d'approvisionnement.

Toutes les grandes métropoles mondiales sont confrontées à un changement d'échelle dans la gestion de leur mobilité. La logistique urbaine est devenue centrale pour la compétitivité des grandes villes, et il devient nécessaire de recourir à une démarche scientifique, pour comptabiliser, comparer et analyser afin comprendre son développement.

Les travaux visent à améliorer la connaissance quantitative et qualitative sur ces sujets encore peu traités tout en veillant à apporter des outils méthodologiques aux acteurs publics et privés de la logistique urbaine, afin de contribuer au développement des politiques publiques portant sur la mobilité des marchandises, la transition énergétique du secteur, le nouvel immobilier logistique et l'emploi.

La chaire a également pour ambition de suivre de façon réactive les transformations et adaptations du secteur, afin de mieux rendre compte des enjeux concrets et du quotidien des acteurs du fret et de la logistique.

A titre d'exemple, un baromètre de la logistique urbaine en temps de confinement a été mis en place depuis le 26 mars 2020.

Les travaux portent une attention particulière au territoire francilien en collectant les données et en identifiant les évolutions marquantes. La création d'un observatoire de la logistique urbaine est envisagée, l'objectif étant d'accroître la connaissance et d'apporter des outils aux acteurs privés et publics.

Cette approche régionale s'avère une nécessité surtout en Île-de-France pour comprendre les conditions d'organisation et les choix des professionnels, et éviter d'observer ces sujets au seul prisme de la zone urbaine dense, qui comporte des biais en surreprésentant certains secteurs comme la distribution alimentaire ou le monocolis. C'est tout l'enjeu de la stratégie régionale fret et logistique.

La Région a adopté le 15 mars 2018 sa Stratégie régionale pour le fret et la logistique, plan d'actions pour une logistique maîtrisée, performante et innovante.

Par sa situation géographique et son important bassin de consommation, l'Île-de-France constitue un territoire stratégique pour les activités logistiques et l'organisation des flux de marchandises. La logistique est un élément essentiel de l'organisation des territoires et de l'économie de la Région. Elle représente aujourd'hui 10 % du PIB régional et emploie plus de 375 000 personnes. L'attractivité et la compétitivité de l'économie francilienne nécessitent d'organiser la gestion des flux, en préservant en cœur d'agglomération les espaces et les équipements nécessaires, et en renforçant le rôle des activités logistiques comme vecteurs de transformation et de transition énergétique du territoire : bâtiments smart building, entrepôts nouvelle génération, camions propres, nouveaux services urbains, outils d'analyse et collecte de données, nouveaux métiers…

Les évolutions actuelles de la filière logistique liées à la digitalisation des chaines, à la robotisation des entrepôts et à la croissance du e-commerce transforment profondément les organisations logistiques à une échelle nationale et internationale mais avec des conséquences fortes à l'échelle régionale en termes d'organisation des flux et de structuration du territoire.

La stratégie régionale traduit l'ambition de la Région de concilier attractivité économique et excellence environnementale, afin de favoriser une logistique plus vertueuse et responsable, dans un contexte de forte croissance des flux, notamment routiers.

La Région souhaite accompagner les territoires pour une meilleure prise en compte de ces enjeux dans les projets d'aménagement et plus globalement pour les intégrer dans un projet de territoire global.

La Région et l'université Gustave Eiffel ont convenu de leur intérêt réciproque à mutualiser leurs réflexions sur la logistique urbaine et à les partager en collaboration étroite avec la chaire logistics city pour améliorer la connaissance réelle des stratégies des acteurs logistiques sur le territoire francilien et promouvoir les leviers d'intervention possibles des acteurs publics. La Région et l'université Gustave Eiffel confirment leur volonté de partager les résultats et les données issues des travaux de la chaire le plus largement possible auprès des collectivités et de l'ensemble des acteurs économiques afin d'améliorer collectivement l'organisation des chaines d'approvisionnement en Île-de-France.

ARTICLE 1. OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Par délibération n° CP2020-220 du 1er juillet 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'université Gustave Eiffel, le bénéficiaire, pour la mise en œuvre du programme de recherche 2020-2022 sur la logistique urbaine, dont la description détaillée figure en annexe à la présente convention.

La région Île-de-France choisit d'apporter au projet une subvention de fonctionnement de 150 000€ correspondant à 50% de la base éligible.

La présente convention fixe les conditions et les modalités selon lesquelles la Région participe au financement des travaux de l'université Gustave Eiffel.

Elle vise à définir la participation financière de la Région et les modalités de son versement, ainsi que les engagements de l'université Gustave Eiffel.

ARTICLE 2. GOUVERNANCE

La gouvernance de la chaire est organisée autour de 2 comités :

- Un Comité d'Orientation et d'Evaluation (COE) composé des représentants des partenaires financeurs de la chaire et de personnalités extérieures: SOGARIS, Ecole d'Urbanisme de Paris, l'Université Gustave Eiffel, AFILOG, MIT, Centre logistique de Saragosse, mairie de Paris, Poste Immo et la région Île-de-France. Le comité prend les orientations nécessaires pour garantir la réalisation des objectifs communs, en s'assurant de l'efficacité et de la pertinence de tous les aspects de la démarche.

- Un comité de pilotage composé des équipes de recherche et des contributeurs aux études de la chaire, et faisant office de comité de suivi opérationnel pour piloter les travaux, organiser les réunions de suivi, et valoriser les travaux. Ce comité se réunit plusieurs fois par mois, pour un suivi très opérationnel des travaux. Les services de la Région pourront être associés de façon ad hoc autant que de besoin.

ARTICLE 3. ENGAGEMENT DE L'UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

L'université Gustave Eiffel s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les études et travaux dont le contenu est précisé dans l'annexe 2 de la présente convention.

L'université Gustave Eiffel s'engage à réaliser le programme de travail dans le respect et conformément aux dispositions règlementaires en vigueur applicables.

Les résultats de ces travaux seront rendus publics et mis à la disposition des collectivités.

Des actions de communication, de diffusion et de pédagogie pour favoriser l'appropriation des résultats et la sensibilisation des acteurs locaux seront également mises en œuvre dans le cadre de la chaire.

Les équipes de l'université Gustave Eiffel et celles de la Région se réuniront au moins une fois par an pour faire un point sur l'avancement du programme d'études, actualiser la feuille de route et valider les livrables.

Chaque année l'université Gustave Eiffel remettra à la Région (en format numérique et en version papier) les productions annuelles issues des travaux de recherche menés dans le cadre de la convention.

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Dans le cadre de la mesure *« 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens »* adoptée par les élus du conseil régional, par délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, l'université Gustave Eiffel s'engage à accueillir au sein de ses services, ou à faire accueillir par un ou plusieurs des partenaires de la chaire, trois (3) stagiaires sur la durée de la présente convention.

Le bénéficiaire saisit ses offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales. Le bénéficiaire produit tous les ans un bilan des recrutements de stagiaires et le transmet à la Région.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, l'université Gustave Eiffel s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. Cet engagement vaut pour tous les supports ou médias utilisés lors des campagnes de communication (affichage, radio, presse, Internet, tv, autres).

La Région est tenue informée, en amont de leur réalisation, de toutes actions de communication, relations presse, relations publiques engagées sur ce sujet, et doit donner son accord avant le lancement de chacune d'entre elles.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des

fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs potentiels.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'OUVERTURE DES DONNEES

En signant la présente convention, le responsable légal de l'entreprise, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échange (colloque, séminaires..) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal, ou son représentant, est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention

Dans le cadre du programme Smart Région Initiative qui vise à faire de l'Île-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région se dote d'une plate-forme de données et de services. Cette plateforme doit accueillir toutes les données régionales et publiques pour permettre la création de services innovants. Conçue comme un concentrateur de données, elle doit constituer un socle de données partagées.

Des jeux de données relatifs à la présente convention pourront être publiés en open data sur cette plate-forme afin notamment de contribuer à améliorer la connaissance des flux de marchandises en Île-de-France

Dans ce but, le bénéficiaire s'engage à fournir la liste (le catalogue) de l'ensemble des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 4.1 : PRINCIPE DE FINANCEMENT

La Région soutient la chaire à hauteur de 150 000€ sur 3 ans pour lui permettre de réaliser le programme d'étude triennal tel que décrit dans l'annexe à la présente convention. Ce montant constitue un plafond maximum non actualisable qui ne pourra pas être modifié.

Pour information, le budget global annuel de la chaire sur 2020 - 2021 s'élève à 150 000€ TTC. Le budget global sur 3 ans peut ainsi être estimé à 450 000€ TTC.

Les dépenses éligibles au financement régional sont plafonnées à 300 000€ TTC et portent sur :

-Rémunération de chercheurs (salaires et charges des personnels statutaires et CDD)

-Gratification des stagiaires

-Réalisation des enquêtes, analyse et traitement des données

-Frais de gestion (10%)

-Communication, événementiels, déplacements, frais de bouche, traductions autres frais de fonctionnement, petit matériel informatique (ordinateur portable)

Elles se répartissent de façon prévisionnelle de la façon suivante (montants en TTC) :

DEPENSES ELIGIBLES (TTC)	
Réalisation des enquêtes, analyse et traitement des données	40 000
Rémunération de chercheurs (salaire)	170 000
Gratification des stagiaires	20 000
Frais de gestion	30 000
Communication, événementiels, déplacements, frais de bouche, traductions autres frais de fonctionnement, petit matériel informatique (ordinateur portable)	40 000
TOTAL	**300 000**

Les postes de dépenses ci-dessus sont indicatifs et peuvent être modifiés.

ARTICLE 4.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Les acomptes sont versés sur présentation d'appels de fonds par l'université Gustave Eiffel au fur et à mesure de l'avancement des prestations couvertes par la présente convention.

Les pièces à fournir par l'université Gustave Eiffel pour les appels de fonds sont les suivantes :

- L'avis des sommes à payer sur lequel est indiquée l'échéance correspondante,
- Tout document justifiant l'appel de fonds et son versement :
- Le montant des fonds déjà perçus au titre de la présente convention ;
- L'état détaillé des dépenses réalisées par l'université Gustave Eiffel indiquant :
    - Le numéro et le montant du mandat relatif au paiement des factures et sa date d'émission,
    - La référence des factures acquittées et la nature des prestations.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versé est plafonné à 80% du montant total de la participation régionale soit 120 000€.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

ARTICLE 4.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Le bénéficiaire pourra appeler le solde de la subvention après achèvement du programme d'études triennal tel que défini dans l'annexe à la présente convention. Le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- du relevé final des dépenses et des recettes réalisées,

- des justificatifs de la production des documents issus de l'étude de la présente convention : rapport d'études, actes de colloque, articles de revue….

-d'une note d'analyse spécifique récapitulant l'apport des travaux réalisés au cours des 3 années à l'amélioration de la connaissance du secteur en Île-de-France et les outils produits permettant une plus grande maitrise des sujets fret et logistiques par les collectivités franciliennes.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 3 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 3.1 de la présente convention (convention de stage signée).

ARTICLE 4.4 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la participation régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en faisant référence au programme d'étude tel qu'indiqué dans l'annexe à la présente convention.

Le comptable assignataire est :

Monsieur le Comptable régional - Autres établissements publics locaux

Direction régionale des finances publiques– Site Réaumur

94 rue Réaumur - 75002 Paris - 01 55 80 62 82

Les paiements sont effectués par mandat administratif auprès du Forum, aux coordonnées suivantes :

Banque de France

1, Rue la Vrillière

75001 PARIS

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'IDF ET PARIS - AUTRES ETS LOCAUX
94 RUE REAUMUR
75002 PARIS
Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 153
RIB : 30001 00064 R7510000000 52
IBAN : FR46 3000 1000 64R7 5100 0000 052
BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 4.3 : CADUCITE DE LA PARTICIPATION

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de délibération de son attribution (soit le 1er juillet 2021), l'université Gustave Eiffel n'a pas fourni à la Région une première demande de versement de fonds et les documents justificatifs en permettant le paiement, la participation régionale devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de l'exécutif de la Région si l'université Gustave Eiffel établit avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

À compter de la date du premier appel de fonds, l'université Gustave Eiffel dispose ensuite d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération.

Dans le cas où la demande du premier acompte constitue la demande du solde de l'étude, la date de caducité qui s'applique est celle du premier appel.

ARTICLE 5 : MODALITES DE CONTROLE

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. L'UGE conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori. Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de signature et expire au versement du solde des flux financiers de l'opération. En tout état de cause, la présente convention ne pourra pas expirer avant la fin du programme d'étude validé par les partenaires.

ARTICLE 7. REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. Elles disposent d'un délai de trois mois à compter de la réception du premier courrier de l'une des parties faisant part de son désaccord à l'autre partie, pour aboutir à une solution amiable.

À défaut de règlement amiable, ces litiges seront déférés au Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-220 du 1er juillet 2020.

Fait à ……, le ……

En 2 exemplaires originaux dont un pour chacune des parties

Pour l’université Gustave Eiffel	Pour la Région

ANNEXE : DESCRIPTION DU PROGRAMME DE RECHERCHE 2020 – 2022

Les grands axes de recherche portent sur :

1. Les analyses spatiales, l'immobilier logistique urbain, les nouveaux modèles économiques de l'immobilier logistique métropolitain.

Ce thème de recherche se décline en deux niveaux :

- un niveau « macro », qui fait des analyses spatiales sur les entrepôts et explore de façon comparative le concept d'étalement logistique dans les grandes métropoles mondiales en analysant des dynamiques territoriales liées à l'évolution de la localisation des activités logistiques. Ce sous-thème s'inscrit dans le cadre des recherches menées sur le « paysage du fret » » (Dablanc, Giuliano, Rodrigue, 2017) ;
- un niveau « micro » d'analyse de l'urbanisme logistique et de la gouvernance des espaces logistiques urbains, en portant l'attention sur les politiques publiques, les interactions des acteurs publics et privés impliqués dans la production de biens immobiliers de logistique urbaine. Ce thème, focalisé sur la région urbaine francilienne, analyse la production de nouveaux entrepôts urbains et les enjeux réglementaires, économiques et de gouvernance relatifs à leur réalisation.

2. Tendances et nouvelles pratiques de consommation, de production et de distribution qui ont un impact sur la logistique urbaine et sur l'entrepôt du futur, dans une vision prospective.

Ce thème de recherche propose d'améliorer la connaissance des nouvelles pratiques et d'estimer leur impact potentiel sur la livraison urbaine et l'immobilier logistique, prenant deux formes :

- d'une part, la collecte de données et d'indicateurs sur plusieurs grandes villes relatifs aux flux générés par les nouvelles formes de commerce électronique (par ex enquête sur les livreurs ubérisés de la livraison instantanée à Paris), ou par les situations exceptionnelles de type crise covid et confinement (cf le baromètre de la logistique urbaine en temps de confinement) ;
- d'autre part, l'analyse de leurs impacts potentiels à court/moyen terme sur la mobilité des marchandises et les services logistiques dans les villes, comme les modes de transport, les types d'opérateurs, l'immobilier. Un observatoire des tendances de la logistique urbaine sera constitué et mis à disposition des acteurs publics et privés.

Chaque année, ces thématiques seront déclinées en programme de recherche annuel pour tenir compte des évolutions marquantes du secteur et/ou des acteurs, des éléments d'actualité (par ex l'impact de la crise COVID19 ou les jeux olympiques2024), des exploitations rendues possibles par les résultats de recherche et l'accès à de nouvelles données disponibles.

Une attention particulière sera portée à la réplicabilité des méthodologies, enquêtes, évaluations de politiques publiques ou d'innovations de logistique urbaine.

Les résultats des recherches et les productions associées devront contribuer à concevoir des outils au service des collectivités pour intégrer les enjeux fret dans les politiques de mobilité et d'aménagement. Parmi ces outils, des séminaires de formation à destination des élus territoriaux pourront être mis en place.

Ils aideront à élaborer des scénarios permettant de mieux comprendre les impacts sur le territoire des mesures ou solutions envisagées et à mettre en évidence les leviers d'intervention pertinents des collectivités.

L'université Gustave Eiffel s'engage à produire les rapports d'étude et documents de synthèse ou à fournir tout support permettant de rendre compte du travail réalisé et des avancées des travaux dans le cadre de la convention.

Les travaux ont pour objectif de fournir des productions scientifiques sous forme d'articles scientifiques, de rapports de recherche, de mémoires de stages, d'observatoire…. La mise à disposition des résultats et la tenue de l'Observatoire des tendances de la logistique urbaine se font également à travers deux sites web de la Chaire Logistics City (un en français, l'autre en anglais) et la diffusion active via les réseaux sociaux (LinkedIn et Twitter). Des liens avec d'autres programmes de recherche (ANR, PUCA, H2020, fondations…) sont également développés.

Les thématiques de recherche 2020 -2021 portent plus spécifiquement sur :

Thème 1 : L'immobilier logistique métropolitain incluant l'analyse des nouveaux modèles économiques de l'immobilier logistique métropolitain et les stratégies d'implantation des bâtiments logistiques dans les grandes métropoles.

1.1 Analyses spatiales et comparatives sur l'entrepôt (niveau « macro »)

-Elargir l'échantillon de villes mondiales (aujourd'hui 74) et explorer des méthodes nouvelles de collecte de données spatiales sur les entrepôts ;

-Accroître les indicateurs : qualifier l'immobilier logistique des grandes métropoles au plan économique et financier, marchés immobiliers et pratiques ;

-Spécialiser les analyses par typologies d'entrepôts (messagerie, distribution, industriels, etc.) ;

-Replacer l'analyse dans celle du Freight Landscape (Dablanc, Giuliano, Rodrigue).

1.2 L'urbanisme logistique, les espaces logistiques urbains (niveau « micro »)

-Mettre en évidence le paradoxe économique de la logistique urbaine, notamment en Île-de-France : comment lever les obstacles aux stratégies d'implantation des nouveaux produits de la logistique urbaine ;

-Perspectives d'évolution du marché : nouveaux montages, dimension économique. Réfléchir à une formalisation de la rentabilité de la logistique urbaine et d'un modèle économique ;

-Poursuivre les recherches sur le bilan carbone des espaces logistiques urbains ;

-Analyser les outils règlementaires relatifs à la planification et au contrôle de destinations en matière de logistique urbaine ;

Thème 2 : Les tendances et nouvelles pratiques de consommation, de production, de distribution ayant un impact sur la logistique urbaine et l'entrepôt du futur.

-Structurer et mettre en ligne l'observatoire des tendances, renforcer la place des indicateurs de mobilité des marchandises (enquêtes TMV) ;

-Poursuivre le travail sur le baromètre de la logistique urbaine en temps de confinement, suivre les enjeux logistiques du déconfinement progressif (avril-mai 2020) ;

-Approfondir les questions de micro-logistique, micro-stockage et logistique de proximité en traitant des sujets sur les points relais, les consignes, l'investissement des sous-sols et des rez-de-chaussée ;

-Analyse de l'impact des tendances de consommation, de production et de distribution sur la logistique urbaine dans un avenir proche : travailler sur les hyperlieux mobiles et les robots de livraison, en partenariat avec VEDECOM ;

-Préparer l'enquête 4 sur les auto-entrepreneurs de la livraison instantanée (fin 2020) ;

-Lancer la thèse (projet de CIFRE avec la Ville de Paris) sur les auto-entrepreneurs de la livraison instantanée.

En termes de diffusion et de valorisation des travaux, la chaire a publié un livret d'état des lieux et de présentation des enjeux en matière de logistique urbaine et prépare un 2eme livret sur l'observatoire des tendances et les mobilités du e-commerce.

Des partenariats et interactions avec d'autres chaires vont être développés (notamment avec la chaire Logistique Urbaine de l'École des Mines, la chaire Entreprenariat, Territoire, Innovation de l'IAE Panthéon – Sorbonne / P&CO, la chaire Économie Circulaire et business models durables de l'ESCP, la chaire Aménager le Grand Paris de l'École d'urbanisme de Paris

Le développement des formations (initiales et continues) est également en cours, notamment l'organisation de séminaire à destination des élus et techniciens des collectivités

Annexe 5 - Annexes techniques et financières aux conventions types

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE
AIRES DE LIVRAISONS CONNECTEES - VILLE DE PARIS

Présentation du projet

La politique de mobilité de la Ville de Paris encourage depuis de nombreuses années le développement d'une logistique plus vertueuse et plus respectueuse de l'environnement. Cette volonté s'est plus particulièrement traduite par la signature en 2006 de la première charte marchandises avec 47 partenaires, à laquelle a succédé, en 2013, une nouvelle charte plus opérationnelle, pour une logistique urbaine durable à Paris, signée par plus d'une centaine de partenaires.

Déclinaison de la politique municipale en matière de transports, la charte logistique urbaine durable vise à contribuer au développement économique, réduire les nuisances liées à l'acheminement des marchandises, encourager les initiatives innovantes, ainsi qu'à préparer et planifier les éventuelles évolutions règlementaires municipales, nationales et européennes afin d'élaborer avec les professionnels les voies et les moyens de leur application. L'action n°6 de la charte a ainsi pour objectif d'optimiser le fonctionnement des aires de livraisons, outil essentiel de la logistique urbaine. L'aire de livraison est en effet le principal outil de logistique et de distribution urbaine : elle s'insère à l'échelle fine de la rue et porte un véritable enjeu de maintien du dynamisme commercial. Sa fonctionnalité première est de permettre l'arrêt d'un véhicule pour réaliser une opération de chargement ou de déchargement de marchandises.

Environ 9 000 aires sont matérialisées à Paris, dont un tiers est «sanctuarisé», c'est-à-dire exclusivement réservé aux opérations de chargement et déchargement, et deux tiers sont «partagés», c'est-à-dire disponibles au stationnement des particuliers la nuit. La littérature scientifique estime qu'en moyenne deux tiers des opérations de livraison ou enlèvement de marchandises sont effectuées hors aire de livraisons et ce pour différentes raisons : aire occupée (légalement ou illégalement), mal dimensionnée, mal positionnée, inexistante ... Or la réalisation des opérations de livraison en pleine voie est à la fois accidentogène et facteur de congestion urbaine.

C'est pourquoi les services de la Ville de Paris souhaitent expérimenter dans le 4ème arrondissement, caractérisé par un tissu commercial dense et des voiries très contraintes, une solution d'aires de livraisons connectées pour répondre aux besoins des livreurs, grâce à une connaissance en temps réel de la disponibilité de l'aire de livraison la plus proche du point de livraison de la Ville, en facilitant le contrôle des occupations des aires, le suivi des taux d'occupation ou encore la gestion dynamique de leurs emplacements.

Partenaires du projet

Cette expérimentation a pour objet d'instrumenter des aires de livraisons avec deux types de solutions.

Une première zone du 4ème arrondissement, à savoir 42 aires de livraison, sera équipée de capteurs vidéo ou de magnétomètres (capteurs enfouis dans le sol) en fonction du contexte urbain (présence ou non de candélabre).
Les 126 aires de livraisons restantes seront pilotées à l'aide d'une application déclarative. En effet, à son arrivée sur une aire de livraison, le chauffeur se déclare. Selon la réglementation parisienne, il a une demi-heure pour charger ou décharger sa marchandise. Il déclare également quand il quitte l'aire de livraison.

Grâce à l'une ou l'autre des solutions, les données indiquant l'occupation ou non des aires ainsi que les éventuels dépassements d'arrêt sont disponibles dans une unique application à la fois pour les livreurs et pour les agents de contrôle de la Ville. Le logisticien est informé en temps réel de l'état de disponibilité des places et les agents de police peuvent pour leur part plus facilement intervenir en cas de dépassement de la durée d'occupation.

Les partenaires de cette expérimentation sont Evesa, titulaire du marché à performance énergétique de la Ville, ParkingMap pour la solution capteurs et Parkunload pour la solution déclarative.

Objectifs

Ces différentes solutions ont pour atout d'être à la fois évolutives, pour s'adapter aux besoins spécifiques identifiés, et reproductibles. En outre les données récupérées via les applications permettront de mieux connaître les pratiques de livraisons (durées, parcours…). Les objectifs de cette expérimentation rejoignent parfaitement ceux visés par la Région Île-de-France dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt fret et logistique 2020, et plus particulièrement ses deux premières thématiques prioritaires :

- l'analyse des flux de marchandises : les données récupérées via les applications contribueront à améliorer les connaissances en la matière ;
- la coordination des conditions de stationnement et de circulation pour les livraisons : cette problématique est au cœur de l'expérimentation.

Budget

Le coût global de l'opération s'élève à 474 100 € HT en investissement et 25 000 € TTC en fonctionnement.
La Région Île-de-France finance la présente opération au titre du dispositif "Accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique.
La Région Île-de-France choisit d'apporter pour le projet une aide en investissement et une aide en fonctionnement.

La Région Île-de-France apporte au bénéfice de la Ville de Paris :

- une subvention d'investissement d'un montant de 237 050 €, soit à 50 % de la base subventionnable établie à 474 100 € HT (fiche projet n° 20006990). Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

- une subvention de fonctionnement d'un montant maximum de 12 500 €, soit à 50 % de la base subventionnable établie à 25 000 € TTC (fiche projet n° 20006992). Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Ainsi, la participation financière attendue de la Région Île-de-France au total pour le projet s'élève à 249 550 €.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE
DEVELOPPEMENT DE LA LOGISTIQUE VELO - DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

Présentation du projet

A travers le Plan de Déplacement du Val-de-Marne (PDVM), le département entend favoriser une logistique plus urbaine et responsable en contribuant notamment au développement d'une logistique assurée au moyen de modes de transports plus propre (fret ferroviaire, fret fluvial, livraison du dernier kilomètre en vélo, etc.). Le Plan Climat Air Energie Départemental (PCAED), décline cette orientation générale en engageant le Département à réduire l'empreinte carbone de son activité.

Le projet porte sur le développement d'une analyse des flux logistiques et l'implémentation de solutions décarbonées en direction des services du conseil départemental du Val-de-Marne. Dans un premier temps, il s'agit pour le département d'identifier les missions et activités aujourd'hui assurées, en interne ou pour son compte, à l'aide de véhicules motorisés qui pourraient être assurées au moyen de vélos utilitaires avec ou sans assistance électrique. A l'issue de cette démarche, des activités pilotes seront déterminées afin de mener une expérimentation. Dans un second temps, un plan d'action visant à décarboner ces activités pilotes sera élaboré puis mis en œuvre. A l'issue du projet, une évaluation de la démarche sera réalisée afin de tirer le bilan de l'expérimentation et d'envisager son extension à d'autres secteurs d'intervention de la collectivité.

Plusieurs directions départementales seront engagées dans le projet. :

- la direction de la logistique : première concernée par le projet, elle sera la direction pilote ;
- la direction des transports, voirie, déplacement, mettra à disposition son expertise en termes de déplacement en mode actif, d'infrastructure voirie et d'analyse logistique du territoire du Val-de-Marne ;
- la direction du développement durable qui est ressource quant aux données de taux de carbonisation et émission de CO2 au sein des services du Département ;
- la direction de l'emploi, de la formation et de l'innovation sociale ;
- la direction des affaires juridiques ;
- la direction des espaces verts et des parcs.

Les partenaires

CoopCycle

Association, forte d'un réseau d'une trentaine de coopératives sur 6 pays européens, composée d'une centaine de livreurs pour un chiffre d'affaire cumulé de plus de trois millions d'euros, CoopCycle développe les savoirs faires techniques, numériques et métiers pour appuyer au mieux tout partenaire dans sa volonté de développement d'une logistique écologique et sociale.
Outil numérique et social au cœur mutualiste, Coopcycle entend répondre aux besoins identifiés par le biais d'un logiciel issu d'une nouvelle génération de plateforme dans le secteur de la livraison à vélo. CoopCycle a créé un outil numérique de logistique urbaine pour tous types d'activités de livraisons.

CoopCycle assiste également tout projet de livraison du dernier kilomètre respectant ces principes afin de proposer des services adaptés à l'économie locale, avec le support des collectivités. Elle s'inscrit dans le tissu urbain existant et permet l'essor de nouveaux services vertueux (circuits courts, aide à la personne, recyclage...).

Coopérative Mu
Mu accompagne ses clients dans l'éco-conception de leurs produits et services. L'ambition de Mu est d'améliorer l'éco-efficacité des produits et services pour qu'ils répondent aux enjeux actuels et futurs. Chaque mission est définie sur mesure pour s'adapter aux contraintes spécifiques, aux moyens et aux objectifs de l'activité concernée. La démarche considère les multiples impacts environnementaux générés par le produit ou l'activité, dans l'objectif de traiter les enjeux prioritaires et d'arbitrer les transferts d'impacts écologiques et sociaux par la création d'indicateurs co-construits.

La Cour Cyclette - Alfortville
Coopérative de livraison locale du réseau CoopCycle dans le Val-de-Marne, la Cour Cyclette développe depuis septembre 2019 une activité de livraison en vélo-cargo sur le territoire du confluent. Les zones de livraison sont : Alfortville, Ivry, Vitry, Créteil, Charenton, Montreuil et Paris.
La croissance des clients de la Cour Cyclette sur Créteil permettra de développer son activité en synergie avec les investissements du Département pour la mobilité des marchandises.

Budget

Le coût global de l'opération s'élève à 314 000 € HT en investissement et 80 000 € TTC en fonctionnement.
La Région Île-de-France finance la présente opération au titre du dispositif "Accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique.
La Région Île-de-France choisit d'apporter pour le projet une aide en investissement et une aide en fonctionnement.

La Région Île-de-France apporte au bénéfice du département du Val-de-Marne :

- une subvention d'investissement d'un montant de 157 000 €, soit à 50 % de la base subventionnable établie à 314 000 € HT (fiche projet n° 20007011). Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.
- une subvention de fonctionnement d'un montant maximum de 40 000 €, soit à 50 % de la base subventionnable établie à 80 000 € TTC (fiche projet n° 20007013). Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Ainsi, la participation financière attendue de la Région Île-de-France au total pour le projet s'élève à 197 000 €.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE
LOGISTIQUE MUTUALISEE MIN DE RUNGIS

Présentation des porteurs du projet

UNIGROS est une association formée entre les chambres syndicales, syndicats, organisations et associations professionnelles des grossistes du MIN de Rungis.

D6AB est un GIE ayant pour objet la mise à disposition et l'utilisation par les concessionnaires du bâtiment D6 du MIN de Rungis dédié aux produits issus de l'agriculture biologique, et utilisateurs dans le même bâtiment d'un équipement collectif frigorifique. Il vise à faciliter l'activité économique de ses membres.

Objectifs du projet

Au vu de sa position dans la Région Île-de-France et de sa proximité avec la capitale (7 kilomètres du périphérique), le MIN de Rungis peut faire office d'espace logistique avancé d'où partent les livraisons du dernier kilomètre à destination de Paris et plus largement de la région.
Cela nécessite de regrouper en un même espace logistique au sein du MIN les marchandises à destination des clients d'un périmètre limité et d'assurer des livraisons groupées et optimisées dans leurs tournées.
Partant d'expériences d'organisations collectives réussies entre des grossistes du MIN de Rungis (viande, marée, fruits et légumes, produits laitiers, bio…), la commission logistique d'UNIGROS composée de dirigeants d'entreprises de différents secteurs souhaite mettre en place des points logistiques / plateformes de regroupement de marchandises, de préparation des commandes et assurant un transport optimisé à destination d'un même quartier ou d'une zone délimitée. Ces plateformes seraient gérées par une organisation collective de grossistes
Une étude d'opportunité et de faisabilité sera d'abord réalisée sous la responsabilité d'UNIGROS. Elle inclura les points suivants, sans que cette liste ne soit limitative :

- Analyse des besoins et contraintes des entreprises par secteur ;
- Etude des limites de compatibilités entre produits et solutions éventuelles (ex : cloisons dans les véhicules…) ;
- Prise en compte des contraintes de livraison à Paris et en région parisienne ;
- Etude de la structure à mettre en place pour gérer les points logistiques et le transport mutualisé (coop, GIE, …) ;
- Analyse des points possibles de regroupement des produits et des besoins en surface ;
- Etude des besoins en systèmes d'information pour gérer les flux physiques, les transports/tournées, la traçabilité, les facturations… ;
- Etude des flottes de véhicules, modalités (en propre, en sous-traitance…) ;
- Analyse des attentes et contraintes des clients des grossistes (contraintes horaires, services attendus…) ;
- Etude de la gestion des responsabilités pendant le transfert des marchandises ;
- Recherche d'exemples ailleurs en France ou à l'étranger ;
- Analyse des flux de marchandises et du potentiel d'optimisation ;
- Analyse des coûts de fonctionnement et de livraison ;
- Définition des paramètres à mesurer et quantifier pour évaluer les bénéfices des solutions mises en place.

A l'issue de cette étude, les entreprises seront réunies pour constituer des collectifs par secteur qui porteront la mise en place des plateformes de livraisons.
Un projet pilote de déploiement de plateforme est proposé pour un collectif du secteur BIO dont l'aménagement et la gestion seront portés par le GIE D6AB.

Clés de succès du projet :

- Implication des partenaires (grossistes, SEMMARIS, clients via leurs organisations professionnelles) ;
- Capacité à maintenir un niveau de service élevé pour les clients :ponctualité, respect des créneaux horaires, services à réception (contrôles contradictoires de la qualité, conseils, gestion des rotations...) ;

- Capacité à récupérer les données et à mesurer les économies réalisées (kilomètres parcourus notamment…) et la satisfaction de la clientèle.
- Bénéfices directs :
- Ecologiques : Réduction des flux de véhicules circulants et du nombre de km parcourus ; incitation au renouvellement du parc de véhicules utilitaires de livraison par des véhicules propres ;
- Economiques : Maîtrise des coûts logistiques ;
- Maintien d'un haut niveau de garanties sanitaires ;
- Satisfaction des clients par la réduction du nombre de réceptions par jour.
- Bénéfices indirects :
- Maintien de la diversité des gammes et produits sur les carreaux et dans les commerces de proximité ;
- Maintien des entreprises indépendantes de commerçants de gros et de détail.
- Cette organisation pourrait apporter une réponse aux problématiques logistiques pour les produits locaux en Île-de-France.

Budget

La Région Île-de-France finance la présente opération au titre du dispositif « Accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local » de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique.
La Région Île-de-France choisit d'apporter pour le projet une aide en fonctionnement pour la phase étude portée par UNIGROS et une aide en investissement pour l'aménagement du pavillon BIO.
Le budget se ventile sur les 2 partenaires du projet de la façon suivante :

- pour l'association UNIGROS : 100 000 € TTC soit 83 333 € HT en fonctionnement ;
- pour le GIE D6AB : 960 000 € TTC soit 800 000 € HT en investissement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif « Accompagnement des territoires » de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, la subvention régionale proposée est plafonnée à 50% de la base éligible plafonnée à 500 000 € HT en investissement et 50 000 € TTC en fonctionnement.

La subvention attribuée au titre du projet est donc de 400 000 € en investissement et de 50 000 € en fonctionnement et se répartit comme suit entre le 2 partenaires :

- pour l'association UNIGROS : 50 000 € en fonctionnement (fiche projet n° 20007104) ;
- pour le GIE D6AB : 400 000 € en investissement (fiche projet n° 20007108).

Ces subventions constituent un montant plafond, non actualisable et non révisable.
Les dépenses éligibles à la subvention de fonctionnement supportées par UNIGROS, comprennent les études et les frais liés à l'organisation des réunions et à l'animation des groupes de travail.
Les dépenses éligibles à la subvention d'investissement supportées par le GIE D6AB, comprennent l'aménagement de la plateforme pour les grossistes du bio sous forme de travaux et d'équipements : installations en froid, quais niveleurs, système d'information, cloisons, portes, sol, racks, vestiaires, locaux sociaux, bureau de pilotage, équipements de sécurité, sprinklage…

Les bénéficiaires s'engagent à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés au titre de l'investissement à l'usage exclusif de l'activité logistique urbaine.
Les infrastructures sont mises à la disposition de l'ensemble des grossistes du pavillon bio intéressés, sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.
Cette aide est allouée au GIE D6AB sur la base du régime d'aides exempté n° SA.40206.
Cette aide est allouée à UNIGROS sur la base du régime de minimis.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE
IMMEUBLE INVERSE - SOGARIS

Présentation de l'entreprise

SOGARIS est une foncière spécialiste de la logistique urbaine de l'agglomération parisienne. Société d'économie mixte associant à son capital la Ville de Paris, les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ainsi que la Caisse des dépôts et Consignations, SOGARIS est aujourd'hui engagé dans un plan d'investissement sans précédent de 300 M€ sur 3 ans, visant à se positionner en leader de la logistique urbaine du Grand Paris : en développant sur le long terme un réseau maillé de sites immobiliers – depuis les grandes plateformes logistiques bien desservies jusqu'aux espaces de proximité de centre-ville – SOGARIS entend promouvoir une logistique plus respectueuse de son environnement et de son cadre d'activité, et répondre ainsi tant aux besoins économiques croissants de la distribution urbaine qui explose sous l'effet du e-commerce, qu'aux exigences fortes des acteurs publics en matière de lutte contre le dérèglement climatique, d'amélioration de la qualité de l'air et de création d'emplois.

Présentation du projet

SOGARIS a élaboré un projet innovant de logistique urbaine de proximité intitulé « l'Immeuble Inversé ». Ce projet porte sur la création d'un hub de logistique et services de quartier de près de 1 600 m^2 et 1 200 m^3 dans le délaissé d'un parking automatisé de six niveaux souterrains localisé rue du Grenier Saint-Lazare (Paris 3ème), un des sites les plus denses du territoire francilien. Ce projet a été lauréat de l'appel à projets « Réinventer Paris, les dessous de Paris ».
Ce projet présente un défi majeur : la reconquête d'un sous-sol à usage de parking par une programmation mixte tournée vers le quartier. SOGARIS propose un projet qui conjugue innovation technique, technologique et réglementaire. « L'Immeuble inversé » constitue un démonstrateur d'une nouvelle logistique de proximité tournée vers le service au quartier et à ses habitants : stockage déporté pour les professionnels et les particuliers, service de mobilité propre pour le transport de marchandises, conciergerie de quartier, espaces à dispositions des riverains…

Intérêt du projet

« L'immeuble inversé » a été pensé dans une démarche de réplicabilité : c'est un projet qui développe une solution adaptée pour la mobilité des biens dans les centres villes des communes les plus denses d'Île-de-France.
La mise en place du projet s'accompagnera d'une démarche d'évaluation globale de la performance du site :

- En phase de préfiguration : définition des objectifs quantitatifs et qualitatifs et critères de performance permettant d'appréhender les impacts et externalités des services mis en œuvre pour le quartier (mobilités vertueuses, réduction des congestions…) ;
- En phase d'exploitation : mise en place d'une méthode et d'outils d'évaluation dynamiques permettant de constituer et analyser les données en temps réel ;
- Partage des données et de l'évaluation avec l'ensemble des acteurs.

Les partenaires

La SOGARIS pourra s'appuyer sur un réseau de recherche et d'innovation :

- SOGARIS est membre fondateur du Rolling Lab, incubateur animé par Paris & co et dédié à la mobilité des personnes et des marchandises ; cet incubateur accueille chaque année une nouvelle promotion de 20 à 30 start-ups développant des solutions innovantes en matière de mobilité, d'outils numériques, de services à la mobilité pour particuliers et professionnels ;
- Depuis 2020, SOGARIS est partenaire de la plateforme Ville durable de Paris & co qui a l'ambition de constituer un pôle rayonnant en France et à l'international, prenant appui sur les programmes d'incubation existants de Rollong Lab, Economie Circulaire et Immobilier de Demain. La réunion des capacités de ces trois dispositifs d'innovation, et de l'Urban Lab, qui pilote la démarche des Quartiers d'Innovation Urbaine, doit permettre de créer un hub majeur pour imaginer et construire la ville de demain, incluant les enjeux environnementaux, sociaux et économiques ;
- En 2019, SOGARIS s'est associé à l'univerté Gustave Eiffel, issue de la fusion en janvier dernier de l'IFSTTAR et de l'UPEM pour la création d'une Chaire Logistics City, dont l'ambition est double : porter une attention particulière, notamment à travers les disciplines de l'urbanisme et de l'aménagement, à la question des lieux logistiques cruciaux pour les milieux urbains et métropolitains que sont les entrepôts et explorer l'impact, sur la logistique urbaine et sur les territoires, des nouvelles tendances de consommation et de distribution.

Budget

Le coût global de l'opération s'élève à 4 400 000 € HT en investissement.
La Région Île-de-France finance la présente opération au titre du dispositif "Accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique.
La Région Île-de-France choisit d'apporter pour le projet une aide en investissement.

La Région Île-de-France apporte au bénéfice de la SOGARIS :

- une subvention d'investissement d'un montant de 500 000 €, soit à 50% de la base subventionnable plafonnée à 1 000 000 € HT (fiche projet n°20006977). Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique urbaine, aux services de mobilité et de stockage. Cet équipement sera accessible à tous les acteurs, au prix du marché.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.40206 (infrastructures locales).

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE – EVOLUE

Présentation du projet

L'ASLOG, le Club Déméter et l'Institut du Commerce ont décidé d'unir leurs expertises et expériences en matière de logistique urbaine. Chacun a déjà travaillé sur les axes d'amélioration de l'efficience des moyens de livraison en ville. La mise en commun à travers le projet EVOLUE doit permettre, par la mise en œuvre de moyens plus importants, d'analyser, comprendre puis concevoir des solutions viables d'optimisation des flux de fret urbains à travers par exemple des solutions de massification, de mutualisation.

Le projet EVOLUE se déploiera en quatre étapes :

- Connaître : collecter des données afin d'avoir en priorité une base de connaissance sur le territoire étudié ;
- Comprendre : analyser les données, faire émerger les pistes potentielles en lien avec le territoire (collectivités, acteurs locaux, etc.) ;
- Agir : suggérer des expérimentations et les valoriser sur l'ensemble des externalités négatives connues : GES, polluants, bruit, accidentologie, congestion ;
- Pérenniser : structurer un cadre d'engagement qui permet à la collectivité de reconnaitre et valoriser les efforts entrepris par les opérateurs, les donneurs d'ordre et les prestataires vertueux.

Le territoire de Grand Paris Seine Ouest (GPSO) est le territoire initial envisagé pour le lancement du projet EVOLUE. L'analyse préliminaire effectuée par le groupe projet a validé la pertinence de ce territoire en termes de flux logistiques (entrants-sortants), de présence de quelques centres commerciaux et plateformes de distribution. La présence de la Seine sur ce territoire est aussi un facteur de choix dans l'éventualité d'optimisation des flux par voie fluviale. Compte tenu des enjeux du projet EVOLUE pour l'ASLOG et ses partenaires, d'autres territoires d'expérimentation en Île-de-France sont envisagés en plus de GPSO.

Partenaires du projet

L'ASLOG est une association créée en 1972 à l'initiative de professionnels de la supply chain pressentant que cette fonction serait déterminante pour toutes les entreprises. Elle fédère aujourd'hui plus de 400 entreprises issues de tous secteurs, et est forte de 2000 professionnels qui collaborent pour promouvoir et construire la supply shain de demain. Association neutre et indépendante, l'ASLOG est l'interlocuteur privilégié des institutionnels et des pouvoirs publics sur toutes les questions relatives au secteur.

Depuis 2002, le Club Déméter Logistique Responsable est une plate-forme de référence et d'échange pour organiser des expérimentations à caractère opérationnel, tout en promouvant l'innovation dédiée à la supply shain et à la maîtrise des impacts environnementaux. Il réunit 40 membres permanents qui sont des entreprises leaders de l'industrie, de la distribution, de la prestation logistique et du secteur public. Son champ d'action s'étend à l'ensemble des opérations logistiques et de transport en France, et porte

sur tous les aspects induits de la maîtrise des impacts environnementaux (CO2, emballages, nuisances sonores, kilomètres à vide, etc.).

L'Institut du Commerce est une plateforme de partage permettant à tous les acteurs du commerce de travailler ensemble sur l'intégralité de la chaine de valeur (de la supply shain au merchandising) pour répondre efficacement et de façon responsable aux attentes des consommateurs. Né en 2017 du regroupement de l'Institut Français du Libre-Service (IFSM), de l'Institut Français du Merchandising (IFM) et d'ECR France, l'Institut du Commerce est un think&do tank collaboratif qui anime et crée des passerelles au sein de son réseau de plus de 200 sociétés issues de 15 secteurs commerciaux différents.

L'ASLOG, le Club Déméter et l'Institut du Commerce se sont entourés de partenaires techniques experts pour garantir une gestion de projet optimisée, une analyse structurée avec un objectif commun de collaboration efficace et productive. Les partenaires pressentis du projet sont :

- GS1, organisation mondiale de standardisation, neutre et à but non lucratif, créée par les entreprises pour faciliter l'échange d'information et le commerce ;

- PTV, leader mondial dans le développement de solutions logicielles intelligentes pour la logistique du transport, la planification et la gestion du trafic ;
- Argon&Co, cabinet de conseil spécialisé dans l'amélioration des opérations ;
- Le Centre de Gestion Scientifique de MINES ParisTech – PSL, laboratoire de recherche dont les travaux portent essentiellement sur l'optimisation des flux et les conditions de partage des gains ainsi créés ;
- Sprint*Project*, cellule d'open innovation mutualisée au service des acteurs de la mobilité ;

- LLC & Associés Avocats, pour la direction juridique du projet.

Budget

Le cout total du projet s'élève à 1 131 800 € HT et se décompose en 1 024 400 € HT en investissement et 107 400 € HT en fonctionnement. Le taux de la subvention est de 50% de la base éligible et le montant de la subvention est plafonné à 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement .Le calcul de la subvention est détaillé dans les fiches projet 20007061 et 20007064.

La subvention régionale proposée pour le projet EVOLUE s'élève donc à 500 000 € en investissement et à 50 000€ en fonctionnement.

Intérêt régional du projet

Dans un premier temps, la récolte et l'analyse des données logistiques des entreprises membres de l'ASLOG, du Club Déméter et de l'Institut du Commerce permettra de mieux connaitre et comprendre la réalité des flux de transport de marchandises dans les territoires d'expérimentation. Dans un second temps, les modèles établis à partir de ces données permettrons d'imaginer et de proposer aux acteurs privés et publics des alternatives de logistique urbaine mutualisées, collaboratives et respectueuses de l'environnement et des réglementations pertinentes pour favoriser les initiatives vertueuses.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE – VISU TRAFIC

Partenaires du projet

Orange Labs Research est la division Recherche et Développement du groupe de télécommunication français Orange. Son projet VISU TRAFIC vise à fournir des estimations précises des mouvements de véhicules routiers de transport de marchandises (poids lourds, utilitaires légers, vélos…) à tout instant, en s'appuyant sur les données de bornages associées à chaque carte SIM issues de la connexion au réseau téléphonique d'Orange, avec une précision aussi grande que ce que permettra la RGPD.

Elle s'appuie pour ce projet sur les compétences du Centre de Gestion Scientifique, laboratoire de recherche commun d'ARMINES et de MINES Paris Tech, qui développe depuis plusieurs années des recherches en pointe dans le domaine de la logistique.

Présentation du projet

Le projet VISU TRAFIC se déploie en trois phases :

1. Apprentissage par l'IA : des algorithmes d'intelligence artificielle « apprendront » à détecter des profils de déplacement de carte SIM correspondant à certains types de véhicules (poids lourds, véhicules utilitaires légers) et à certain type d'organisation logistique (tournée de livraison, trace directe, etc.). Pour réaliser cet apprentissage, il faut disposer, au départ, de données de déplacement de véhicules identifiés comme appartenant à ces catégories et utilisant le réseau d'Orange, ce qui nécessite une collaboration avec des chargeurs et des transporteurs. La phase d'apprentissage permettra de décrire des profils variés d'opérations de transport routier de marchandises de manière à cerner au mieux l'ensemble des activités logistiques.

2. Redressement et validation : Une fois la phase d'apprentissage terminée il sera nécessaire de « redresser » les données obtenues afin d'estimer le nombre de véhicules ne s'attachant pas sur le réseau Orange. Ce redressement peut être fait à partir de données de comptage de véhicules sur un périmètre administratif donné ou un axe routier (péage), ce qui nécessitera des autorisations administratives ainsi que l'installation de caméras sur des points stratégiques, afin de disposer de données précises et mises à jour plusieurs fois par jour. L'opération de redressement permettrait d'estimer le trafic total en tout lieu et à tout moment.

3. Exploitation des résultats : L'aboutissement du projet créera une nouvelle source de données concernant les trafics de flux de marchandises. Ces données pourraient avoir de nombreuses applications qui se préciseront en fonction de la qualité des résultats obtenus et des questions des parties prenantes.

   Parmi les applications pressenties, on trouve :
   - Des cartographies d'intensité de trafic,

- Des indices d'évolution du transport de marchandises,
- La qualification de l'intérêt logistique d'un lieu,
- Calcul d'un potentiel de mutualisation,
- Une meilleure compatibilité entre les flux des passagers et des marchandises.

Budget

Le coût prévisionnel du projet s'élève à 120 089 € HT en fonctionnement, dont 56 000 € engagés par Orange pour la mise à disposition d'ingénieurs, financés intégralement par Orange, et 64 089 € HT engagés par ARMINES pour la mise à disposition d'un expert et d'un ingénieur, financés pour moitié par Orange et pour moitié par la subvention régionale en fonctionnement sollicitée, soit un montant de 32 044€ en fonctionnement.

Les versements correspondant à la subvention au profit d'ARMINES transiteront par un compte d'attente Orange. Orange et ARMINES passeront entre eux un accord décrivant les responsabilités, le partage des tâches, les règles sur les droits de propriété intellectuelle dans le Projet, la confidentialité, la communication et les publications, le pilotage du projet, les données à caractère personnel.

A ces coûts de fonctionnement il faut ajouter une provision complémentaire de 100 000 € HT pour l'achat de caméras permettant l'acquisition de données de comptage indispensable à la phase de redressement. Le financement de ce poste est assumé par moitié par Orange et fait l'objet de la demande de subvention régionale en investissement pour l'autre moitié, soit un montant de 50 000€ en investissement

Intérêt régional du projet

L'objectif du projet est de valider une solution dont les résultats pourront être proposés ultérieurement dans une offre commerciale. A la fin de la phase expérimentale, le projet fournira à la Région un fichier contenant les trajets origine/destination sur une journée de 1000 véhicules circulant dans la Région. Des données standardisées complémentaires pourront être mises à disposition de la Région et de ses partenaires, dans le cadre d'un accord entre Orange et la Région Île-de-France.

Dans un second temps, ces données pourront être mises à disposition et visualisées via la solution commerciale de visualisation des trafics d'Orange Flux Vision, et être mobilisés par l'ensemble des acteurs publics et privés désirant mieux comprendre le déploiement des flux routiers de transport de marchandises en Île-de-France et mieux estimer en amont les impacts de leurs décisions stratégiques (investissements en infrastructures, réglementations, réorganisation logistique, etc.).

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE – DRAGON FLY PADS

Partenaires du projet

Fan Worldwide est une société immobilière internationale, qui s'est spécialisée dans la construction et la mise en service de plateformes de décollage et d'atterrissage de drones en milieux urbains. Avec son partenaire opérateur de drones Skyports, elle a commencé des opérations de livraison par drones en 2019 avec, par exemple, le transport d'organes et d'échantillons biologiques au Royaume-Uni et en Belgique, la livraison de produits médicaux en Irlande, en Ouganda et au Kenya ainsi que le transport de livraison d'achats en ligne en Finlande.

Fan Worldwide déjà établi des partenariats en Ile de France pour l'implantation de pistes d'atterrissage (SEMMARIS), la livraison de colis et produits médicaux (Groupe Casino, Direction Générale de la Santé) et est en discussion pour utiliser les voies aériennes au-dessus des voies ferrées (SNCF ; RATP) ou fluviales. Fan Worldwide est par ailleurs accompagné par des cabinets d'avocats spécialisés dans les domaines de l'immobilier et de la sécurité aérienne.

Présentation du projet

Le projet « DragonflyPads », porté par Fan Worldwide France, est une solution clé en main pour permettre l'usage de drone à des fins logistique en zone urbaine, pour la livraison de colis légers et lourds ou le contrôle visuel des opérations logistiques grâce à des drones équipés de caméras. Un projet pilote sera déployé sur le marché international de Rungis avec au moins trois pistes d'atterrissages et de décollage de drones, en partenariat avec la SEMMARIS (gestionnaire du MIN). L'expérimentation de l'usage de drone sur le MIN de Rungis se révèle particulièrement pertinente tant du fait de sa localisation (proximité immédiate de l'aéroport d'Orly et des infrastructures autoroutières et ferroviaires) que de ses activités (importance des volumes de fret au sein du marché et vers l'Île-de-France, exigence de sécurité sanitaire) et sa visibilité.

A termes, le projet DragonflyPads a pour ambition de déployer un réseau comportant une dizaine de sites de décollages et d'atterrissages publics et privés en Île-de-France, pour des usages diversifiés : aéroports et aérodromes, toits et parkings des supermarchés, bâtiments et espaces publics, hôpitaux, toits des immeubles de grande hauteur…

Le projet se déploie en trois phases :

1. Etudes de développement de projet et de faisabilité : analyse détaillée des besoins du MIN de Rungis et des contraintes techniques et réglementaires à soulever pour le déploiement des drones ; validation des sites de décollage et d'atterrissage des drones (intérieurs et/ou extérieurs) ; évaluation et sélection des technologies de drones à employer ; approbation réglementaire pour la réalisation du projet pilote.

2. Projet pilote : lancement des opérations de transport de colis et de contrôle des opérations logistiques par drones au sein et entre différents pavillons du MIN de Rungis, élargissement possible des itinéraires et des usages dans le cadre de partenariats avec d'autres acteurs (SNCF pour le déplacement de drones au-dessus des sillons ferrés, Elroy Air pour le déploiement de drones de transport lourds, …)

3. Pérennisation des opérations sur Rungis et travaux préliminaires pour l'établissement d'une dizaine de sites de décollage et d'atterrissages de drones en IDF.

Budget

Le projet repose sur le développement et l'installation de trois pistes d'atterrissages et de décollage de drones pour un montant prévisionnel de 359 500 € et sur la réalisation d'études techniques et juridiques pour un montant prévisionnel de 80 000 €.

Une subvention régionale en investissement est sollicitée pour couvrir 50% des dépenses d'investissements du projet soit 219 750 €.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée d'un an l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif des activités de transport de colis légers par et lourds et contrôle visuel des opérations logistiques par drones.

Une subvention régionale complémentaire en fonctionnement de 50 000 € est sollicitée pour couvrir 50% des frais de coordination du projet, indispensables à sa mise en œuvre.

Intérêt régional du projet

Le projet DargonFlyPads permettra de faire sauter les nombreux obstacles qui empêchent actuellement le déploiement opérationnel de l'usage de drone pour le transport de marchandises en milieux urbains : manque de piste d'atterrissage, approbation réglementaire, qualité et durabilité des drones… Il pourra placer la région Île-de-France parmi les régions précurseurs, en France et dans le monde, pour l'usage de drones de livraisons en zones urbaines.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE - MATRICE

Partenaires du projet

Matrice est une association créée en 2016 permettant aux étudiants et entrepreneurs de participer à un programme d'innovation et d'entrepreneuriat. Dans le cadre d'un projet d'innovation en partenariat avec le Centre National d'Etudes Spatiales (CNES) et l'Institut Vedecom, Matrice a conçu une solution digitale permettant de mener la préqualification d'un site logistique à distance en utilisant des images satellites haute définition.

Un partenariat entre Matrice et la mairie du 15e arrondissement de Paris a été établi afin de tester la solution pour un usage par les collectivités territoriales et aménageurs. Le 15e arrondissement de Paris se révèle être un territoire d'expérimentation privilégié avec des opérations d'aménagement d'envergure et des sites présentant des enjeux logistiques forts (Parc des Exposition, Quai d'Issy, quartier Montparnasse…).

Parmi les autres partenaires du projet, on trouve l'institut Vedecom et Connect by CNES, programme d'accompagnement à l'innovation du CNES. Vedecom amène son expertise technique en intelligence artificielle, et notamment collaborer sur des projets de recherche conjoints en vue de développer de nouvelles fonctionnalités. Connect by CNES, accompagne Matrice dans son développement économique, en particulier en l'introduisant dans l'écosystème spatial francilien et au-delà. Enfin, le projet est piloté par une doctorante en géographie du laboratoire Espace, Nature et Culture (ENeC) de l'Université Paris-Sorbonne, avec une volonté assumée de construire un modèle mixte, combinant activités commerciales et recherche.

Présentation du projet

Un premier Proof of Concept (POC -Preuve de concept) a été mené avec deux cas-clients réels d'entreprises de transport et logistique, pour la qualification d'un site existant dans le premier cas et la préqualification de sites potentiels dans le deuxième. Ce POC a confirmé les bénéfices de la solution créée par Matrice en termes d'efficacité (gains en temps-homme, diminution des besoins de déplacement) et de qualité d'analyse (outil flexible permettant de travailler à différentes échelles et évitant les biais de perception de l'analyse humaine).

Un développement commercial de la solution est envisagé à partir de septembre 2020, avec création d'une société ad-hoc. Cette solution sera destinée aux professionnels du transport et de la logistique pour la qualification de leurs sites logistiques et la préqualification des sites potentiels pour de nouvelles implantations, les acteurs de l'immobilier logistique pour une meilleure connaissance de leurs parcs et du marché francilien, les aménageurs et les collectivités territoriales pour une meilleure connaissance des besoins et potentiels logistiques des territoires d'aujourd'hui et de demain.

Des investissements complémentaires sur la solution sont nécessaires en parallèle du développement commercial de la solution, afin d'améliorer ses fonctionnalités de base et de l'enrichir avec de nouvelles fonctionnalités (modélisation 3D des bâtiments, reconnaissance automatique des entrepôts et de leurs niveaux d'activités, qualification des flux logistiques…). L'offre de service pourra être ainsi enrichie, afin de répondre aux différents besoins des acteurs susceptibles d'adopter la solution.

Intérêt régional du projet

Le déploiement de l'outil d'aide à la décision pour la localisation et la qualification des sites logistiques développé par Matrice permettra d'améliorer la compétitivité des acteurs logistiques franciliens (réduction du temps passé pour la préqualification des sites logistiques et des impacts des erreurs de localisations), de mieux valoriser les actifs logistiques existants, de réduire les externalités négatives des activités logistiques à une échelle locale et d'accroitre la maitrise des activités logistiques de la part des collectivités. Matrice, via Connect by CNES, est par ailleurs en discussion avec la plateforme Île-de-France Smart Services, ce qui pourrait par exemple permettre l'intégration de leur outil d'aide à la décision au sein du nouveau service Smart implantation.

Budget

Le coût total du projet s'élève à 750 000 € HT, dont 630 000 € HT en investissement et 120 000 € HT en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le taux de la subvention est de 50% de la base éligible et le montant de la subvention est plafonné à 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement.

La subvention régionale proposée pour le projet Matrice s'élève donc à 315 000 € en investissement et à 50 000 € en fonctionnement.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE – PROJET COURSIER PRIVE LPM

Partenaires du projet

Coursier Privé (nom commercial de MPW Transports) est un commissionnaire de transport spécialisé dans les services de micro-logistique et de livraisons urbaines sur mesure, par exemple pour des livraisons de commandes e-commerce. B-Moville est une société parisienne spécialisée dans l'intégration de nouveaux moyens techniques permettant l'intégration de tri-porteurs à assistance électrique pour le dernier kilomètre de livraison, grâce au déploiement de micro-hubs urbains et de solutions de conteneurisation.

Présentation du projet

Coursier Privé et B-Moville se sont rapprochés afin de créer ensemble un nouveau modèle d'organisation pour proposer aux clients chargeurs de Coursier Privé des livraisons propres, multimodales et adaptables à leurs besoins. Cette solution repose sur l'introduction de deux nouveaux moyens stratégiques dans la chaine de livraison : le transport fluvial pour le trajet d'approche et des micro-hubs urbains de proximité pour permettre le transbordement des marchandises depuis les péniches ou poids lourds vers des véhicules propres adaptés au milieu urbain (vélos cargos, triporteurs à assistance électrique, véhicules électriques ou GNV jusqu'à 20 m^3).

L'utilisation de ces deux moyens stratégiques sera permise par l'utilisation du système de conteneurisation standardisé de B-Moville, qui bénéficie d'une subvention régionale pour son développement et sa fabrication (CP2018-378 du 17 octobre 2018).

Le déploiement du projet se déroule en trois temps :

1. Mise en opération classique afin d'identifier des pistes d'améliorations et d'acquérir des données de références pour pouvoir évaluer la pertinence des innovations proposées ;

2. Intégration progressive des nouveaux outils et solutions (micro-hub de proximité, trajet d'approche par le fluvial, livraison en véhicules propres, conteneurisation multimodale) et analyse à chaque étape des impacts positifs et négatifs de chaque outil et solution ;

3. Analyse des données et modélisation, en partenariat avec des laboratoires de recherche, pour valider la pertinence, viabilité et opportunité de la solution intégrale et proposer des variables possibles ou des chemins d'amélioration.

Budget

Le projet Logistique Propre et Multimodale repose sur des investissements lourds, afin de concevoir et mettre en service des outils et solutions adaptés au système de conteneurisation standardisée sur laquelle repose l'interopérabilité du système, à savoir : les outils de manutention pour les opérations de transbordement (rampes, diables, micro-convoyeurs), les micro-hubs multimodaux ainsi que les véhicules décarbonnés adaptés au système de conteneurisation de B-Moville.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de deux ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique urbaine.

Des investissements complémentaires seront nécessaires pour le suivi et l'évaluation scientifique du projet (laboratoire de recherche partenaire) et pour la création d'une plateforme numérique indispensable au traitement et à la gestion des données émises par les outils connectés.

Les coûts de fonctionnement du projet correspondent aux frais de l'équipe projet ainsi qu'aux charges d'exploitation de la solution fluviale (exploitée par une entreprise de transport fluvial partenaire).

Le coût total du projet s'élève à 2 759 000 € HT, dont 1 007 500 € HT en investissement et 1 751 500 € HT en fonctionnement.

Conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, le taux de la subvention est de 50% de la base éligible et le montant de la subvention est plafonné à 500 000 € en investissement et 50 000 € en fonctionnement.

La subvention régionale proposée pour le projet LPM s'élève donc à 500 000 € en investissement et à 50 000 € en fonctionnement.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE - PROJET BAC

Présentation des porteurs du projet

La société MAUNA CONSULTING (nom commercial MC LEDGER) est une société par actions simplifiée domiciliée à PALAISEAU dans l'Essonne, créée en 2017 et spécialisée dans le secteur d'activité de la programmation informatique. Elle intervient comme chef du groupement sur le projet BAC..

La société LOGICITES est une société de conseil spécialisée dans la logistique urbaine et le e-commerce. Elle travaille en sous-traitance avec la société ELV Mobilités, société de conseil en économie et statistiques, spécialisée dans les études socio-économiques des territoires et de logistique urbaine.
Un accord de partenariat tri-partite a été signé entre les trois sociétés le 17 Février 2020 pour coopérer dans le cadre de ce projet.

Présentation du projet

Le projet BAC Île-de-France (Base des Arrêtés Circulation Île-de France) a pour objet de concevoir, développer et exploiter une plateforme numérique centralisant les arrêtés de circulation au niveau de la Région Île-de-France. Cette base de données exhaustive des arrêtés circulation en Île-de-France doit aider à lutter contre la fragmentation des réglementations locales et à les rendre plus lisibles et moins complexes à respecter.
La plateforme numérique mettra à disposition en temps réel l'ensemble des données, sous une forme exploitable par des systèmes tiers dans une démarche « ouverte » (création d'un « commun »)

La centralisation des informations sur la plateforme aidera aussi bien les professionnels de la logistique que les pouvoirs publics en proposant une vision globale, quasi en temps réel, des politiques locales menées en la matière.
Les impacts attendus sont un meilleur respect de la règlementation, une optimisation des tournées en amont et donc une moindre congestion, la simplification et/ou l'homogénéisation des arrêtés, et la capacité à mieux appréhender l'impact de la règlementation sur les flux locaux.

Le projet s'organise autour des fonctionnalités suivantes : collecter les arrêtés de circulation des collectivités de l'Île de France, les réunir sur une plateforme numérique, rendre accessibles les données notamment donner aux transporteurs les moyens d'y accéder en temps réel, et les mettre sous une forme exploitable par des systèmes tiers dans une démarche « ouverte » (création d'un « commun »).

Le projet comprend 2 phases : une première phase d'élaboration avec l'animation de groupes de travail et la réalisation d'une maquette de validation, puis le déploiement en 2 étapes – d'abord sur un périmètre restreint puis déploiement sur l'ensemble de la Région Île-de-France.
Un rapport final analysera les résultats et proposera un modèle d'exploitation permettant de pérenniser et de viabiliser le système.

Le projet a reçu le soutien de la ville de Paris et de la communauté de Paris Saclay.
Le projet s'appuiera également sur le ressources de la fabrique de la logistique afin de concevoir dès le départ le système comme un « commun », c'est-à-dire une ressource ouverte et accessible.

Le budget global s'élève 489 100€ HT en investissement et 244 500€ TTC en fonctionnement. Les principaux postes de dépenses en investissement sont le prototypage de la 1ere maquette (processus de collecte des données, cycle de gestion des données, ergonomie de la PF, API d'accès aux données), la réalisation d'une V1 de la plateforme (structure des données, modèle sémantique associé, création de la BD, architecture technique de la base, développement des modules applicatifs), et la réalisation de la V2 en vue du déploiement généralisé, avec et développement des outils d'administration.
Les dépenses éligibles en fonctionnement s'élèvent à 97 600€ TTC et portent sur des frais de pilotage et d'animation des groupes de travail, intégrant l'ensemble des partenaires intéressés dans la perspective de construction d'un « commun ».

La subvention régionale s'élève à 244 550€ (165 550€ pour Mauna et 79 000€ pour Logicités) et à 48 800€ en fonctionnement (20 800€ pour Mauna et 28 000€ pour Logicité).
Le calcul des subventions est détaillé dans les fiches projet (20007005, 20007009, 20007010, 20007014).

Impacts attendus

-Meilleure prise en compte de la réglementation circulation décidée par les différentes collectivités. Et à terme, une prise en compte en « temps réel » par tous les acteurs du transport local, national ou même international.

-Optimisation des tournées : l'information disponible aidera à organiser les tournées le plus amont possible. Cette permettra de réduire les kilomètres parcourus et la congestion avec un effet immédiat sur l'environnement et sur la congestion.

-Favoriser la concertation entre acteurs professionnels et collectivités pour une plus grande cohérence des arrêtés sur les territoires et une meilleure appropriation par les professionnels, réalisation d'études d'impact, qui pourront notamment aider à préparer les réglementations futures prenant plus en compte les objectifs du zéro émission.

-Données : les données recueillies – qui consulte, sur quel axe, pour quel type de transport – vont fournir une connaissance assez fine des flux. Par ailleurs, l'étude des liens entre l'accidentologie, les flux et la réglementation de circulation dans une commune pourraient être également appréhendés sur la base des données recueillies.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE – PROJET CYRIA

Présentation du porteur de projet

Le projet est porté par la société ECOLOGIE LOGISTIQUE présidée par Eric PETIT. Ecologie Logistique anime une académie d'experts de la logistique et du transport en vue d'améliorer le cadre réglementaire et législatif du secteur et d'accélérer la transition énergétique. Dans ce cadre, Ecologie logistique a constitué une importante base de données de marchandises.

L'académie d'Écologie Logistique regroupe l'ensemble de l'écosystème de la mobilité des marchandises : transporteurs, chargeurs, industriels, énergéticiens, constructeurs de camions, communauté scientifique et pouvoirs publics.

Dans le cadre du projet CYRIA, Ecologie logistique s'appuie sur les ressources et les compétences de GEO4CAST pour exploiter les données recueillies.

Geo4Cast collecte quotidiennement des millions de données de mobilité de personnes qui seront combinées à celles d'Ecologie Logistique et des autres sources de données. Geo4cast développe des programmes d'Intelligence Artificielle (IA) et fournit les outils d'analyse avec une forte expertise en big data et intelligence artificielle.

La ville de Saint-Cyr-l'Ecole est partenaire du projet. Elle participe à la définition de mesures règlementaires ou d'aménagement qui serviront de base à l'élaboration des scénarios logistiques d'optimisation et à la validation des résultats produits par les outils CYRIA.

Description du projet

Le projet CYRIA propose la création d'une plate-forme data et logicielle pour traiter de façon générique des questions sur l'optimisation des trafics logistiques et globaux, et apporter des réponses spécifiques correspondant aux territoires des collectivités partenaires. La PF permet le recueil et le traitement des données et la production de résultats métiers.

Le projet se compose :

-d'une base de données support avec des jeux de données brutes et des jeux de composants dérivés pour travailler sur la résolution des problématiques des territoires (représentation graphe du réseau routier, volume ou vitesse du trafic par axe / unité de temps…)

-d'une plateforme logicielle intégrant des algorithmes de traitement des données et des visualisations de résultats.

Le cout global du projet s’élève à 955 630€ HT en investissement et 100 000€ TTC en fonctionnement. La subvention régionale s'élève à 477 815€ en investissement et à 50 000€ en fonctionnement. Le calcul est détaillé dans les fiches projet (20007020 et 20007021).

Impacts attendus

L'objectif est de produire des scénarios pour répondre aux enjeux du territoire en s’appuyant sur l’exploitation des fonctionnalités industrielles de la plate-forme. Afin de faciliter le dialogue avec le territoire, la PF présentera les scénarios et leurs impacts sous forme visuelle : cartes, tableaux de données, explications et commentaires qualitatifs sur les résultats...

Dans le cadre du projet, 3 scénarios seront testés pour la ville de St Cyr afin de mettre en évidence l’impact sur la logistique et le trafic urbain global de 3 types de mesures prises par la ville :

-interdiction d’une rue aux camions

-optimisation de l’offre de place de livraisons

-piétonisation du centre-ville

Les livrables attendus du projet sont :

-Une base de données enrichies de sources différentes et permettant de disposer d’une connaissance fine des flux sur le territoire de St Cyr

-Une PF logicielle permettant de traiter les données de la base de données par des algorithmes intégrant de l’IA

-Une analyse des scénarios pour la ville de St Cyr et la production de recommandations

-Un rapport de fin de projet incluant des perspectives de déploiement de la PF et le développement potentiel de fonctionnalités supplémentaires

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE - PROJET LOOP

Le projet

Le projet LOOP vise à créer un système intégré de logistique urbaine offrant un service clé en main et décarboné, fonctionnant 24h/24 et 7j/7, s'appuyant sur un réseau d'infrastructures souterraines (pénétrantes et en boucles) dans lesquelles circulent des navettes automatiques transportant les marchandises dans des conteneurs dédiés aux dimensions spécifiquement adaptées.
Ce réseau souterrain à l'échelle du territoire de la métropole, s'organise autour de 3 centres de mutualisation et d'ordonnancement (potentiellement Gennevilliers, Rungis, Garonor) et sur des stations servant de points d'entrée et de sortie pour organiser la circulation et la remontée des conteneurs.
3 stations principales seraient créées (potentiellement aux portes de la Chapelle, Bercy Charenton et Champerret) complétées par des stations de proximité qui restent à définir.
Les livraisons du dernier km, après retour en surface des marchandises, se feront à pied, en vélo ou en véhicule électrique.

La subvention apportée par la Région s'élève à 375 000€ en investissement (voir fiche projet 20007111) et porte sur les études préalables complémentaires portant sur les conditions juridiques et institutionnelles de mise en œuvre du projet ainsi que sur l'impact attendu du projet en termes de réorganisation des systèmes logistiques en Île-de-France.

- **Etude juridique et institutionnelle**

L'étude abordera les 4 thèmes suivants :

1. Analyse des compétences (compétences des collectivités et / ou établissements publics, rôle de l'Etat, organisation de la maîtrise d'ouvrage, modalités d'exploitation)

2. Analyse des modalités de contractualisation (possibilités de contractualisations directes, marchés de travaux, concession, contractualisation institutionnelle via une SEMOP)

3. Analyse de la réglementation applicable aux grands projets : modalités de concertation, compétence de la commission nationale du débat public, réglementation environnementale

4. Analyse de la contrainte foncière : détermination de la domanialité publique ou privée du foncier nécessaire à la conduite du projet en phase chantier ainsi que pour l'exploitation, en surface et en sous-sol. Conséquences en matière d'autorisation, acquisitions et/ou expropriations, évaluation sur la nécessité d'une déclaration d'utilité publique (DUP) et implications réglementaires (enquête publique, étude d'impact, etc)

5. Analyse de la réglementation du transport de marchandises (état des lieux de la réglementation en vigueur, évolution de la réglementation et impact sur le projet LOOP)

Ces études devront permettre d'apporter des réponses aux questions suivantes :
1/ Les modalités de maîtrise du foncier : identifier les procédures et le montage opérationnel qui permettront de maitriser le foncier, y compris l'obtention d'une DUP. Bien détailler notamment les organes compétents pour délivrer les autorisations et prononcer la DUP, les conditions à réunir dans le cadre procédure de DUP, ainsi que les modalités du dispositif relatif aux expropriations (procédures, autorisations, compétences, délais…). .
2/ Formaliser les modalités possibles d'un partenariat public-privé en précisant les compétences nécessaires à mobiliser (notamment pour porter la DUP) et leur répartition entre chaque acteurs, et démontrer la faisabilité d'une participation régionale.
3/ Préciser les modalités de portage du projet, en phase construction et en phase exploitation : la structure pilote, le maitre d'ouvrage, les partenaires associés,
4/ Préciser le calendrier des démarches et des délais incompressibles pour les autorisations administratives à obtenir

- **Etude d'impact**

L'étude abordera les 4 thèmes suivants :

1. Etat des lieux (analyse des flux existants sur la zone Paris et Petite Couronne, catégorisation et estimation des flux par nature et par filière, problèmes rencontrés par chacune des filières..)

2. Etude prospective : identification et compréhension des perspectives d'évolution des différents acteurs de la chaine d'approvisionnement par le biais d'entretiens terrains et de sondages en particulier des clients finaux, estimation des flux futurs de marchandises par filière en prenant en compte différents scénarios d'évolution de la demande (e-commerce, réglementation…), flux captables par le projet LOOP et identification des filières cibles

3. Impact du projet LOOP sur les différentes filières cibles ; proposition de valeur du projet LOOP, offre de services par filière et création de services innovants, impacts sur la qualité de services (rapidité, fiabilité, régularité, traçabilité, amplitude horaire, stockage…), impacts environnementaux et sociétaux, impacts économiques pour les différents acteurs de la chaine d'approvisionnement et pour les différentes filières, conditions de viabilité du modèle économique du projet LOOP

Ces études devront permettre d'apporter des réponses aux questions suivantes :
1/ Quantifier l'impact du projet sur la chaine d'approvisionnement en Île-de-France avec une cartographie de l'état actuel et des différent scénarios d'évolution avec et sans le projet LOOP
2/ Préciser le business modèle du projet et les conditions à réunir (règlementaire, tarifaires…) pour inciter les différentes parties prenantes à utiliser le système LOOP

3/ Préciser les impacts attendus du projet en termes économiques sociaux et environnementaux, en détaillant les méthodes d'évaluation retenues et les indicateurs de suivi.

Les résultats de ces études pourront servir au-delà du projet LOOP à alimenter les connaissances quantitatives et qualitatives du système d'approvisionnement fret et logistique de l'Île-de-France et les possibilités d'action des différents acteurs dont la région elle-même.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE - PROJET PLUME

Les porteurs de projet

FM Logistic est une entreprise familiale, indépendante, acteur de la logistique au niveau international. Elle intervient pour le compte de donneurs d'ordre dans tous les secteurs, mais principalement dans le secteur de la grande distribution et de la santé et du cosmétique.

L'entreprise est présente sur l'ensemble des activités de la chaîne de valeur logistique, le stockage et entreposage représentant la part principale de son chiffre d'affaires.

Dans le cadre du projet, FM Logistic apporte son expertise de la logistique urbaine, de l'aménagement de sites logistiques et de la gestion du dernier kilomètre. Elle travaillera en partenariat avec l'une de ses filiales, NG Concept, bureau d'étude concevant la majorité des sites exploités par FM Logistic

Novaxia est un groupe immobilier intervenant dans les secteurs de la finance et de l'immobilier. Le groupe est composé de deux filiales : **Novaxia Investissement** pour gérer principalement des fonds d'investissements immobiliers dédiés à la transformation urbaine, et **Novaxia Développement** pour valoriser les actifs immobiliers et donner une nouvelle dynamique aux territoires en transformant des biens immobiliers obsolètes.

Dans le cadre du projet, Novaxia met du foncier vacant et son savoir-faire technique et juridique immobilier au service du développement de cet immobilier logistique transitoire.

Les deux partenaires ont signé un accord de partenariat afin de porter ensemble le projet.

Le projet

Il s'agit d'utiliser de manière transitoire les m² vacants portés par Novaxia à des fins logistiques, en créant des modules préfabriqués conçus par FM Logistic afin de récréer l'ensemble des services logistiques au plus proche des consommateurs : gestion de flux, stockage, conditionnement, accueil du public, et distribution. Cette organisation de proximité permettra notamment de rendre la livraison du dernier km en ville propre et douce.

Ces équipements logistiques modulaires et transitoires (quelques années) doivent aussi permettre de lutter contre l'étalement logistique en mobilisant du foncier temporairement disponible (en attente d'autorisation, de permis de construire, de travaux de réhabilitation…).

Les modules, préfabriqués par FM Logistic, sont conçus afin de s'adapter facilement au foncier porté par Novaxia. Ils permettent d'organiser à l'échelle locale les différentes activités de la chaine logistique (gestion des flux, stockage, conditionnement, consignes, livraisons, gestion des retours...). Ils peuvent être combinés à la carte, en fonction des besoins du client, des contraintes du foncier et de l'évolution du site.

Ils seront ainsi implantés et déployés de manière flexible, et seront facilement démontables et transférables vers un autre site à l'issue de la période transitoire.

Le module "Cross Dock" sera le module de base, présent obligatoirement dans toutes les configurations de PLUME en tant qu'élément clé de la diminution du nombre de véhicules poids-lourds en ville.

Certaines adaptations de base seront nécessaires pour convertir les espaces vacants à des activités logistiques, pour garantir notamment l'accès du site aux piétons (collaborateurs, visiteurs) et aux véhicules de différentes dimensions, ou pour installer les équipements de connexion à internet, de sécurité, de sûreté ou encore les équipements sanitaires.

Budget

Le coût total du projet est estimé à 1 903 500 € HT en investissement et 841 654€ TTC en fonctionnement.

Les 2 grands postes de dépenses portent d'une part sur la mise en conformité globale de l'infrastructure pour la mise à la disposition des utilisateurs (sous la responsabilité de Novaxia) : systèmes de sécurité et anti-incendie, aménagement de sanitaires, études légales et assurantielles, taxes foncières, équipe projet ; et d'autre part sur l'aménagement de modules démontables (sous la responsabilité de FM Logistic) : monte-charge, docks, racks, espaces de stockage froid, consommations énergétiques, location d'équipements, équipe projet, etc. La subvention régionale ne porte que sur l'investissement et s'élève à 500 000€, ventilée comme suit : 128 000€ pour Novaxia et 372 000€ pour FM.Logistic. Le calcul est détaillé dans les fiches projet 20007029 et 20007044.

Les bénéficiaires s'engagent à maintenir pendant une durée de 5 ans minimum l'affectation des biens subventionnés à des activités de fret et logistique. La région Île-de-France pourra demander la restitution de la subvention si l'équipement cesse d'être utilisé pour le projet logistique avant le terme des 5 ans ou s'il migre ailleurs qu'en Ile-de-France.

En respect des conditions du régime d'aide exempté SA.40206 les bénéficiaires s'engagent à mettre à disposition des utilisateurs intéressés les infrastructures sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire. Le cas échéant, le prix pratiqué pour l'utilisation ou la vente de l'infrastructure correspond au prix du marché.

.

Intérêt régional

Le concept doit permettre de :

● Exploiter des m² vacants et lutter contre l'obsolescence trop rapide de ces fonciers

● Limiter l'étalement urbain par l'exploitation des m² existants

● Limiter l'impact visuel lié à la construction d'un site logistique neuf

● Participer à l'intégration et l'acceptation urbaine de la logistique en centre-ville

● Créer des emplois à la fois faiblement qualifiés sur les activités de stockage et hautement qualifiés sur les activités de gestion des flux sur cross docks.

● Réduire les émissions de GES (système de suivi proposé)

● Augmenter la part des modes de transports doux et électriques dans les livraisons

Le concept de logistique modulaire peut servir de réflexion à de nombreux niveaux :

● la programmation des rez-de-chaussée de projets immobiliers en développement

● la programmation urbaine dans les achats de fonciers

● l'optimisation de m2 vacants en zone urbaine

●la possibilité de mettre en place des services logistiques complémentaires, au service de l'économie circulaire (logistique retour, développement du vrac et des emballages consignés, etc.).

● le développement immobilier, et notamment la cohabitation du concept avec d'autres activités d'occupation temporaire (hébergement d'urgence, co-working, formation…).

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE - PROJET VIANOVA

Le porteur de projet

La solution VIANOVA est portée par la société SPARK HORIZON, start-up de 8 personnes créée en 2017 initialement pour accélérer le développement de la mobilité électrique en s'appuyant sur de l'intelligence artificielle (IA). En 2018, l'activité se restructure pour développer la solution VIANOVA, une PF permettant de regrouper l'ensemble des données relatives aux différents services de mobilités opérés sur un territoire.

Spark Horizon (VIANOVA) sera assisté par deux partenaires techniques et financiers : Kisio Études & Conseil (études et conseils en matière de services de mobilité et développement de solutions digitales) et Urban Mobility Daimler (fournisseur de services de mobilité et de gestion de flottes).

Le projet

Il s'agit de mettre en place un système de suivi et de prévision en temps réel de la circulation des véhicules de fret/logistique et de leurs besoins de stationnement, afin d'attribuer de façon optimisée les espaces de chargement ou de livraisons aux véhicules effectuant leurs tournées. L'objectif est de pouvoir rapprocher l'offre (de stationnement) et la demande (des véhicules en circulation) en temps réel.

L'enjeu est de permettre aux villes d'avoir une meilleure visibilité et donc une meilleure maitrise de ces mobilités en leur donnant accès facilement et en toute transparence aux données dont elles ont besoin. La plateforme permet aux villes de faciliter l'intégration, la comparaison et l'analyse des données de mobilité liées au transport de marchandises, ainsi que de contrôler le respect de la règlementation (tailles de flottes, règles de stationnement, zones de circulation autorisées ou non, etc.) par les transporteurs. En se positionnant comme tiers de confiance, VIANOVA permet aux opérateurs de fret/logistique de partager en toute sécurité leurs données et aux villes de garder le contrôle de leur voirie.

Concrètement le système fonctionne de la façon suivante :

- Recueil de données : la plateforme est alimentée par les transporteurs partenaires, via une API connectée aux systèmes de navigation des flottes de véhicules concernées et permettant de remonter toutes les informations de circulation en temps réel.
- Modélisation : s'appuyant sur l'IA, l'ensemble des données est modélisé et alimente un tableau de bord détaillé à disposition des collectivités afin d'alimenter les décisions à prendre.
- Prévisions : s'appuyant sur l'IA, un algorithme permet de créer des modèles prédictifs sur le trafic et la localisation des besoins de circulation et de livraison
- Allocation dynamique : en se basant sur un système automatisé de communication bidirectionnelle, la plateforme permet de faire correspondre en temps réel l'offre de places de livraison et la demande par les transporteurs

La plateforme VIANOVA est connectée aux systèmes d'informations des autorités municipales et des gestionnaires de flottes et permet l'échange d'informations via une API standardisée. Les autorités municipales reçoivent des informations par exemple sur la position GPS des véhicules, sur les statuts des véhicules, sur les trajets… afin de permettre aux collectivités de

prendre des décisions agiles et en temps réel ainsi que sur la base de données historiques agrégées permettant de modéliser des tendances: mettre à jour dynamiquement le règlement en fonction de données externes (travaux, météo, pollution…), gérer des plages horaires spécifiques… Les véhicules reçoivent des informations en temps réel par exemple sur la disponibilité des places, sur la règlementation associée…

Le système permet de mettre à jour les règlementations, de vérifier la conformité des véhicules mais aussi d'éclairer les besoins d'investissement en aires de livraison (où, combien, quel dimensionnement….). A terme selon l'évolution de la règlementation, le système donnera la possibilité de réserver des aires de livraisons sur un créneau horaire fixé à l'avance.

Spark Horizon (VIANOVA) a réuni plusieurs partenaires pour mener à bien son projet dans le cadre de l'AMI : des acteurs pivots de la chaine logistique (Urbantz, Easy2Go) travaillant directement avec les transporteurs (DHL, Star services, Cogepart, FM Logistic) et les détaillants (Ikea, Starbucks, Decathlon, Auchan, Metro) ainsi que les PF du e-commerce (Carrefour Ooshop, made.com). Le projet se déroulera sur le territoire de la ville de Paris, également partenaire du projet.

Le budget global du projet s'élève à 622 000€ HT en investissement (essentiellement pour les dépenses de RDI relatives au développement de la PF et des algorithmes) et 134 000€ TTC en fonctionnement (principalement pour des dépenses de personnel). Le calcul de la subvention est détaillé dans les fiches projet (20007073 et 20007077).

La subvention régionale s'élève à 361 000€ dont 311 000€ en investissement et 50 000€ en fonctionnement. Les autres recettes viennent de subventions (BPI, projet européen H2020/SME instrument) et de recettes propres issues de la vente de logiciels et de prestations de conseil.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans minimum l'affectation des biens subventionnés à des activités de logistique urbaine.

Intérêt régional

Les principaux bénéfices attendus du projet sont :

- améliorer l'efficacité et la fluidité du trafic sur le réseau routier parisien, réduire les encombrements dans les rues,
- optimiser les tournées de livraison des entreprises de fret et donc réduire le kilométrage des véhicules et par conséquent leurs émissions de CO2
- améliorer la sécurité routière
- améliorer la qualité de l'air grâce à une meilleure adéquation entre les moments de chargement/livraison des véhicules et l'espace disponible
- améliorer la ponctualité des livraisons à Paris

Le projet permettra de produire de nouvelles données relatives aux flux de marchandises en Île-de-France : circulation, congestion, occupation de l'espace public, accidents… ainsi que des données de mobilité spécifiques à la Ville de Paris.

Les données transmises par les acteurs du fret et de la logistique permettront aussi d'améliorer la compréhension et la planification des transports de marchandises à Paris.

L'évaluation proposée s'appuie sur des outils quantitatifs et qualitatifs et permettra de mesurer les résultats obtenus au regard des objectifs initiaux mais également d'évaluer le potentiel futur du système à travers un usage généralisé de la plateforme à l'échelle de la région..

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE - PROJET WELLO

Le porteur de projet

La société VELOCE SAS est un fournisseur français de solutions de mobilité douce, innovantes, décarbonées et assemblées en circuits courts. Créée en 2016, la société est spécialisée dans le secteur d'activité de la fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides. Son effectif est compris entre 3 et 5 salariés.

Wello dispose d'un bureau à Station F, et son activité en Île-de-France est domiciliée à la pépinière d'entreprise d'ANTONY POLE.

VELOCE SAS est accompagné pour ce projet par l'association B-Moville spécialisée dans la cyclo-logistique et l'assistance en mobilité urbaine décarbonée, qui apportera son expertise opérationnelle.

Un partenariat avec l'école d'ingénieurs en aéronautique et spatial (IPSA) assistera le porteur de projet sur les volets allègement, essais en laboratoire, remontée de data, suivi des essais opérationnels et leur capitalisation.

Enfin la société Pollutrack équipera les prototypes de vélos-cargo avec ses capteurs de mesures de qualité de l'air à hauteur d'individu.

Le projet

En milieu urbain les infrastructures sont saturées et détériorées par la circulation de camions pesant en moyenne entre 1,5 - 2,5 tonnes, pour des trajets qui représentent moins de 5km. Ceci représente une charge non négligeable pour la maintenance de la voirie.

Le projet WELLO vise à répondre à cette problématique en s'articulant autour de 3 axes :

- Proposer des véhicules décarbonés capables de se substituer aux actuels, en gardant ou en améliorant leurs performances : un nouveau véhicule de vélo-cargo électrique avec une capacité augmentée (entre 1 et 2 m3), le Wello « Heavy Duty », sera produit et testé dans le cadre du projet.
- Optimiser les flux de marchandises et les processus de suivi par des solutions numériques via une plateforme (data.wello.io) et un boîtier communiquant intégré aux vélos,
- Intégrer de nouveaux équipements capables de répondre à la demande actuelle et future en logistique et s'adaptant au Wello « Heavy Duty » pour proposer un véhicule polyvalent et modulaire, capable de s'intégrer dans une chaîne multimodale (conteneurisation, micro-hub urbain).

Le projet se déroule en 4 étapes :

1. Réalisation et validation d'un cahier de charges en consensus avec les partenaires (utilisateurs, grands comptes, collectivités)
2. Fabrication du prototype utilitaire "Heavy Duty" et test hors circuit, en laboratoire et en collaboration avec l'IPSA,
3. Test en réel, validation des performances attendues, remontées et capitalisation des data
4. Note de bilan du projet et validation des indicateurs clés de performance au regard du cahier de charges initial.

Le projet sera testé sur le territoire de la ville de Paris, partenaire du projet. L'objectif final est de répliquer sur d'autres territoires de la Région préalablement à un déploiement national voire européen de cette solution logistique.

Les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet pour tester le prototype sont :

-Suez Environnement : pour l'optimisation des trajets de ses opérateurs, pour améliorer la sécurité des usagers et pour faciliter le stationnement,

-Bouygues Energies Services : dans le cadre des opérations de maintenance sur la ville de Paris et sur Grand Paris Sud (notamment la ville d'Antony), et pour la gestion des flux de personnes et/petits matériels sur ces grands sites.

- L'ADEME : pour l'analyse du cycle de vie du produit.

Deux collectivités sont partenaires du projet :

- La ville de Paris et plus spécifiquement le 8ème arrondissement et l'hyper-centre (1, 2, 3, 4ème arrondissements) pour tester notamment certaines problématiques de circulation en voie étroite ou en sens unique.
- La ville d'Antony pour tester des livraisons de repas, des déplacements pour des petites réparations ou pour la collecte de déchets, les déplacements des équipes ASVP, et pour tester l'ouverture d'une antenne d'assemblage sociale et solidaire pour la production des vélos cargo.

Le budget du projet s'élève à 1 157 000€ HT en investissement et 351 800€ TTC en fonctionnement. La participation financière attendue de la Région s'élève 500 000€ en investissement et 50 000€ en fonctionnement. Le calcul de la subvention est détaillé dans les fiches projet (20007034 et 20007035).

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans minimum l'affectation des biens subventionnés à des usages de logistique urbaine.

Intérêt régional

- Mettre en place une solution adaptée de logistique décarbonée en Île-de-France

- Réduction des pollutions liées aux véhicules thermiques : les émissions de CO2 (division au minimum par 7), les particules lourdes, les nuisances sonores.

- Libération de la voirie (réduction d'emprise >70% comparé à un utilitaire classique) qui permettra de nouveaux aménagements pur une nouvelle répartition des espaces publics

- Réduction de coûts de maintenance de la voirie

- Création d'emplois : 10 nouveaux emplois prévus par Wello.

- Mise en place d'un chantier d'insertion mobilisant de 6 à 12 personnes

- Contribuer au développement de la filière vélos-cargo électriques en lien avec l'Agence France Mobilité, et à l'évolution des normes pour conforter le modèle économique des vélos-cargo.

A l'issue du projet, Wello rédigera un rapport présentant les conclusions de l'expérience et l'analyse des objectifs initiaux, et proposera des améliorations ou des modifications, si besoin.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE – URBAN HUB PLATEFORME DE LIVRAISON COLIS PARIS

Présentation du bénéficiaire

Urbanhub est la marque de la société StockagePlus, PME dédiée à la logistique en B2B. Créée en 2016, Urbanhub est implantée dans Paris, au cœur de la zone de consommation et travaille actuellement avec 2 centres logistiques parisiens localisés à proximité de Gare de Lyon et de la Porte d'Ivry offrant 4 800 m² de surface totale de stockage ou d'entreposage à Paris pour tous type de marchandises et d'activités logistiques, du petit produit e-commerce jusqu'au plus grand meuble en passant par les produits frais.

Présentation du projet global

Urbanhub souhaite redéfinir la supply chain urbaine de dernier kilomètre, en rapprochant les centres de stocks et les clients finaux ou magasins afin d'optimiser les flux, les chargements, les déplacements, notamment avec des solutions innovantes, également pour éviter les retours à vide de véhicules ainsi que par la mutualisation des moyens de transport utilisés.

Le projet global consiste à déployer un réseau de sites urbains (Hubs) de distribution de colis (en volume principalement), servis par des véhicules non polluants et de la livraison pédestre ou à vélo. Compte tenu des rayons d'action prévus des hubs, 10 à 12 Hubs seraient déployés à moyens termes pour une couverture optimale de la capitale.
L'objectif est d'améliorer la livraison de colis (et leur retour) dans des périmètres restreints (1-2 kms autour du Hub) en réduisant fortement l'empreinte environnementale de l'activité. Le projet global vise des perspectives de développement et d'exploitation de traitement de 1500 à 5000 colis par hub, du lundi au samedi, comprenant livraisons et retours (15%).

Une première phase de test est démarrée depuis novembre 2019 avec DHL et Urbit sur le site d'Ivry-sur-Seine, en bordure de périphérique avec DHL. Le déploiement de la solution à grande échelle est prévu sur le site Saussure, Paris 17e avec UPS puis sur d'autres sites.

L'utilisation de véhicules électriques et moyens propres, comme vélos ou livraisons à pied, permet à elle seule d'économiser de l'ordre de 4,45 t de CO_2 par mois, par le simple report vers ces moyens de déplacement propres, versus le système actuel. En complément, la méthode retenue économise tous les transports amont depuis des centres de tri actuellement situés en banlieue.

Les sites requis pour l'installation des hubs peuvent être par exemple des sites commerciaux existants dans Paris remis en cause et à transformer : anciens magasins en zone de chalandise de second rang, désertés par leurs occupants, parkings, locaux d'activités destinées à quitter la capitale... Les activités d'Urban Hub peuvent également s'intégrer dans des sites multi-activités : conception-fabrication, bureaux, habitat.

La mise en œuvre du projet inclut :
- la coordination des conditions de stationnement et de circulation pour les livraisons
- l'intégration de la logistique urbaine dans le projet d'aménagement du quartier, en coordination avec la Direction de la Logistique urbaine de la Ville de Paris
- l'optimisation globale d'un schéma logistique urbain grâce aux algorithmes d'intelligence artificielle et exploitation des données d'activités.

Chaque hub ainsi créé par Urbanhub génèrera la création de 15 à 20 emplois ETP, dont une moitié en alternance ou stages longue durée (1-3 mois).

La subvention régionale est destinée au lancement de ce réseau de hubs par la mise en œuvre d'un hub sur le site Saussure dans Paris (17e) en partenariat avec UPS.
StockagePlus s'est porté acquéreur du fonds de commerce, incluant un droit au bail, pour un entrepôt de 2 100 m² àParis 17ème. La conclusion de la transaction est attendue au 2ème trimestre 2020, pour un démarrage effectif du projet en septembre 2020.
L'entrepôt sera rénové, adapté aux activités et mis aux normes : mise en conformité sécurité : accès, incendie, installation chambre froide…
Est prévue l'installation électrique de "puissance": triphasé 380V pour recharge rapide de véhicules électriques (système 400kVA). Des capteurs solaires sur la verrière et un système de récupération des eaux de pluie sont également envisagés.
Le développement informatique de la plateforme et d'organisation et optimisation des processus (solution logicielle à base d'intelligence artificielle (progiciel de gestion intégrée ERP, TMS urbain) sera déployée.

Les partenaires associés au projet :
- XYT, fabricant de véhicules électriques adaptés à la logistique, location longue durée des véhicules, fournira une flotte de véhicules électriques de livraison, format 1 t de capacité, autonomie 150 kms. Urbanhub en assurera l'exploitation,
- Urbit, services de livraison de dernier kilomètre, à pied. Urbanhub a signé avec URBIT une extension du contrat, liant les deux sociétés,
- MyTroopers, plateforme de livraisons du dernier kilomètre. Mytroopers dispose dès à présent de 30% de véhicules propres (GNL ou électrique).
- Zento : agence conseil informatique, spécialisée e-commerce, conseillera Urbanhub dans le développement de son ERP, destiné à opérer l'ensemble de ses activités
- INRIA : modules d'optimisation de transport urbain, accompagnera Urban hub pour la réalisation de prototype logiciel de moteur de tarification dynamique, basé sur des algorithmes spécifiques et l'usage d'un solveur commercial (CPlex).

Plan financement global

Le coût global de l'opération s'élève à 596 400 € HT en investissement et à 4 575 916 € TTC en fonctionnement.
- Les dépenses d'investissement éligibles s'élèvent au total à 299 600 € HT : transformation des bâtiments y compris leur mise aux normes et déploiement informatique (progiciel de gestion intégrée ERP et d'optimisation TMS, gestion des transports).
- Les dépenses de fonctionnement éligibles s'élèvent au total à 4 397 705 € TTC : loyer de l'entrepôt, frais de personnels de l'entrepôt, chauffeurs et livreurs à pied, frais généraux.
La participation financière attendue de la Région s'élève à 199 800 € : une subvention d'investissement d'un montant de 149 800 € (fiche projet n°20007033) et une subvention de fonctionnement d'un montant maximum de 50 000 € (fiche projet n°20007031).
Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique.

Intérêt régional

Le projet répond à la politique portée par la Région en matière d'optimisation des flux, des distances parcourues pour les livraisons ainsi que de l'intégration urbaine des activités logistiques. L'utilisation de véhicules électriques et moyens propres (vélos ou livraisons à pied), permet à elle seule d'économiser de l'ordre de 4,45 tonnes de CO2 par mois par rapport au système actuel.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE – JESTOCKE COM CENTRES DE STOCKAGE URBAINS CONNECTES DANS IMMOBILIER VACANT

Présentation du bénéficiaire

La PME JESTOCKE.COM a développé une plateforme de costockage qui propose un service de location d'espaces de stockage et de garde meuble avec assurance incluse. Jestocke.com met en relation des propriétaires qui ont de la place chez eux avec des locataires qui recherchent un garde meuble, une cave, un garage ou une location de box de stockage à prix modéré.

Présentation du projet global

Le projet consiste à transformer et réhabiliter des espaces vacants (plateaux de parkings) dans Paris en centres logistiques urbains connectés permettant ainsi d'offrir 175 espaces de stockage urbains (cellules d'environ 12 m²) soit 2100 m² de stockage à Paris intramuros.

Les objectifs poursuivis sont :
- Répondre aux besoins de stockage des professionnels dans un contexte d'accroissement des flux (e-commerçants, artisans, acteurs de la micrologistique) dans un contexte de rareté du foncier disponible,
- Mailler le territoire par des centres de stockage de petite taille permettant aux entreprises de mieux répartir leurs stocks et de réduire leurs coûts de transports, émissions de CO_2 et délais de livraison client,
- Répondre aux besoins des habitants du quartier en termes de surfaces supplémentaires à coût modéré,
- Valoriser le patrimoine délaissé des acteurs du logement social à travers un modèle économique éprouvé.

Les deux sites pré-identifiés, d'anciens plateaux de parkings, sont les suivants :
- Un site de 4500 m² avec Paris Habitat,
- Un site de 2000 m² avec Immobilière 3F.

Ces deux sites permettraient un aménagement de 175 espaces de stockage urbain 100% connecté.

La subvention régionale doit permettre de mener les travaux de rénovation, de mise aux normes et sécurité des plateaux et de les adapter à l'activité attendue (en cellules connectées).

En complément, les partenaires bailleurs sociaux pré-identifiés ont souhaité faire collaborer d'autres acteurs présentant des projets pouvant apporter une opportunité d'usages et des synergies pertinentes :
- Sur le site de Paris Habitat, Shell va installer des bornes de recharge à destination des chauffeurs VTC de voiture électrique (Uber et marcel).
- Sur le site d'Immobilière 3F, Zenpark va déployer son offre de éco-stationnement (service de parking partagé permettant d'optimiser l'utilisation des places de stationnement laissées libres à certaines heures par leurs propriétaires) sur une partie du site.

<u>Les partenaires pré-identifiés associés au projet</u> :

- Les 2 bailleurs sociaux Paris Habitat et Immobilière 3F mettront à disposition les sites sélectionnés pour tester un nouvel usage sur leur patrimoine vacant.

- L’architecte François Michalowski : assurera la bonne réalisation de l’aménagement des sites : conception du projet architectural de chaque site en lien avec les services de l’urbanisme et les partenaires bailleurs.
- Défifeu : cabinet en sécurité incendie & gestion du risque accompagnera dans l’audit, le diagnostic et l’AMO sécurité incendie des sites.
- Boxage.fr, société d’aménagement des espaces de stockage travaillera à l’aménagement des box en incluant la technologie d’ouvrants connectés de Jestocke.com.
- Accompagnement juridique : 1804 société d'avocats, expert en droit immobilier, conseillera dans la rédaction des conventions de partenariat.
- Partenaire assurantiel : La MAIF, investisseur historique de Jestocke.com, va assurer la phase de travaux ainsi que la phase d’exploitation.

Plan financement global

Le coût de l’opération globale s’élève à 830 174 € HT en investissement et 231 729 € HT en fonctionnement.

- Les dépenses d’investissement éligibles s’élèvent au total à 830 174 € HT et comprennent : travaux d’aménagement des centres stockages urbains (box), travaux sécurisation site (bornes accès, sprinklage, vidéo...), travaux gros œuvre (géomètre, sol, mur...), travaux signalétique et éclairage, travaux de réseaux (hardware, user, câblage), étude l'étude de faisabilité et la réalisation de l'avant-projet, le dépôt du permis de construire, le dossier de consultation des entreprises et le suivi de chantier d'architecte,
- Les dépenses de fonctionnement éligibles s’élèvent à 231 729 € HT et comprennent : les frais de personnel, frais généraux et achats, fais de prestations de sous-traitances.

La participation financière attendue de la Région Île-de-France au total pour le projet s’élève à 465 087 € : une subvention d’investissement de 415 087 € (fiche projet n°20006994) et une subvention de fonctionnement de 50 000 € (fiche projet n°20006980).
Le bénéficiaire s’engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l’affectation des biens subventionnés à l’usage spécifique de l’activité logistique.

Intérêt régional

Le projet permet d’introduire un service logistique dans un projet d’aménagement urbain tout en valorisant des équipements existants délaissés.
Il répond aux enjeux de stockage et de micro logistique de demain en zone dense et contribue au maillage du territoire par des centres de stockage de petite taille localisé au plus proche de la zone de consommation.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE – DELIVENING, TOURNEES DE LIVRAISONS VOLUMINEUSES OPTIMISEES

Présentation du porteur de projet et bénéficiaire

Delivening est une startup récente de 2 ans d'existence, commissionnaire de transport, dédiée à la livraison du dernier kilomètre spécialisée dans les colis volumineux pour de grandes enseignes des secteurs de l'ameublement, literie, cuisine, électroménager, bricolage… L'ensemble de ces clients ont signé un contrat de collaboration avec Delivening et confie tout ou partie de leurs volumes à Delivening.

Présentation du projet global

À ce jour les solutions de livraison du dernier kilomètre proposées par Delivening pour répondre aux demandes des clients sont axées sur 2 process :
- L'organisation en tournée avec un équipage de 2 hommes, faisant face à de nombreuses difficultés comme : le stationnement, un nombre de livraison limité du fait du temps de déchargement, de montée des produits et d'installation…
- L'organisation en « express », c'est-à-dire de véhicules dédiés à 2, 3 livraisons afin de satisfaire un horaire demandé par le client mais multipliant le nombre de véhicules en circulation, augmentant la pollution et la congestion des grandes agglomérations…
Les objectifs de Delivening sont de tripler le nombre de livraisons effectué d'ici 2021 soit de 3000 livraisons/mois à 9000 livraisons/mois.

Delivening propose un nouveau process des tournées de livraisons permettant de limiter le nombre de véhicules en circulation, d'optimiser et d'assurer une meilleure productivité dans les tournées, tout en conservant un service de qualité répondant aux demandes des clients et de certaines contraintes horaires ainsi qu'une amélioration de la qualité de travail des équipes tout en satisfaisant les demandes clients.

Pour ce faire, Delivening redessine intégralement le modèle de la livraison à deux livreurs en déstructurant la chaîne logistique en dissociant la logique de transports de celle de l'installation des produits :
- un chauffeur conduit son poids lourds contenant les produits à installer et livrer et réalise sa tournée.
- en parallèle, une flotte d'installateurs voltigeurs tournent dans la zone de livraison et assurent, à chaque point d'arrêt du poids lourds, la livraison dans les étages et l'installation du produit concerné. Un top case permettant un emport supérieur aux solutions actuelles sans déséquilibrer le scooter sera développé, devant permettre au livreur à scooter électrique d'effectuer des livraisons complémentaires (pieds de literie, porte de placard de cuisine…) et donc d'éviter au poids lourd un détour ou une livraison.
- Pendant que les voltigeurs font l'installation, le PL est reparti vers sa destination suivante.

Cette organisation sera appuyée sur l'algorithme d'optimisation de tournée développé par Delivening qui sera amélioré et complété par de nouvelles fonctionnalités :
- adaptation de l'algorithme aux typologies de produits prenant en compte des temps de chargement et déchargement spécifiques, des volumes et des poids variables, ainsi que la gestion avec des véhicules adéquats : véhicules légers de moins de 3,5 tonnes, poids lourds de 12 tonnes et camions grues,
- prise en considération de la difficulté de manutention de la marchandise emportée dans le calcul de temps pour répartir l'effort sur les différentes équipes en livraison.

Le projet comprend également l'accroissement et l'adaptation de la flotte de scooters électriques avec un top case adapté aux produits à transporter et la possibilité de l'usage de

vélos électriques. Il comprend, à terme, le passage à une flotte PL GNV (dépenses non couvertes par l'AMI fret).

Le projet comprend également un travail sur les entrepôts situés à l'amont pour casser le modèle logistique actuel basé sur de grands entrepôts en périphérie lointaine contraignant à une rotation unique par véhicule et aggravant les encombrements en entrée et sortie de l'agglomération. Delivening s'oriente vers un projet de création d'une plateforme logistique de taille plus modeste en petite couronne (nord-ouest), voire dans Paris, à proximité du périphérique et en bail dérogatoire (bail précaire) de 2 à 3 ans permettant un loyer modéré compensant la proximité du centre dense. Ce type de plateforme permettra un cross dock rapide des produits et de nombreuses rotations des véhicules de livraisons (jusqu'à 3 rotations par véhicules, divisant par 3 le nombre de véhicules en circulation). À ce jour, un accord de test a été confirmé entre Delivening et certains de ses clients.

En complément à cette organisation dédié à la livraison du client final, le projet développera un point de retrait urbain de colis volumineux de 100 m^2 ($20^{ème}$ arrondissement) intégrant une solution IT (technologies de l'information) de gestion des stocks, intégrée au logiciel de livraison de Delivening et au warehouse management system (WMS = progiciels de gestion des opérations d'un entrepôt de stockage et d'optimisation de préparation de commandes) des clients. Il permettra aux particuliers effectuant leurs achats sur internet de venir retirer leur marchandise et donc de limiter le nombre de véhicules de livraison en circulation. À ce jour, 2 clients de Delivening ont confirmé leur engagement pour l'usage de ce point de retrait.

La mise en œuvre du projet comprend les actions suivantes :
- Développement de solutions IT (technologies de l'information) pour automatiser l'intégration des ordres de livraisons des clients à l'algorithme d'optimisation de Delivening,
- Amélioration de l'algorithme d'optimisation des tournées poids lourds et deux-roues,
- R&D d'un top case pour les deux-roues (en partenariat avec Pink Mobility),
- Accroissement et adaptation des flottes de scooters et vélos électriques,
- Rénovation et équipement d'un entrepôt pour en faire un point de retrait connecté,
- Collaboration au niveau industriel avec clients et la rénovation et l'aménagement de la plateforme logistique urbaine de cross-dock dans le nord-ouest francilien en petite couronne.

Plan de financement

- Les dépenses d'investissement éligibles s'élèvent au total 728 668 € HT (base subventionnable retenue) et comprennent : rénovation du point de retrait, recherche et développement de solutions de technologies de l'information (IT), amélioration de l'algorithme et du top case, création de la plateforme logistique urbaine.
- Les dépenses de fonctionnement éligibles s'élèvent au total à 79 000 € TTC (base subventionnable retenue) et comprennent les frais de personnel du point de retrait et de la plateforme urbaine.

La participation financière attendue de la Région s'élève à 403 834 € : une subvention d'investissement de 364 334 € (fiche projet n°20007030) et une subvention de fonctionnement de 39 500 € (fiche projet n°20007041).
Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique.

Intérêt régional

La solution génèrera deux fois moins de véhicules pour les flux de livraison concernés et un faible temps de stationnement, contribuant à la réduction de la congestion des villes.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE – BOX2HOME LOGISTIQUE FLUVIALE ET CAISSES MOBILES CONNECTEES

Présentation du bénéficiaire

Box2home est une PME commissionnaire de transport de 45 salariés qui effectue de la livraison express de marchandises pour compte d'autrui, notamment de colis lourds et volumineux (pour le compte de cuisinistes, d'enseignes de l'ameublement etc).

Présentation du projet global

Box2home s'est engagé, dès fin 2019, dans la phase de conception d'une solution logistique utilisant la voie fluviale et nécessitant, par conséquent, de repenser entièrement la chaîne. S'ajoutent à cette nouvelle organisation logistique le développement d'une caisse mobile innovante adaptée à tous les maillons de la chaîne logistique ainsi qu'à la livraison finale par véhicules utilitaires légers. Le projet consiste dorénavant à tester et mettre en œuvre cette nouvelle organisation logistique.

Le projet consiste à :

- développer un nouveau type de caisse mobile qui est modulable, assemblable, standardisée et dimensionnée pour répondre aux contraintes des centre-villes mais aussi à toute la chaîne de transport. Ces caisses sont également intermodales et adaptables à tous types de transports routier, ferroviaire et notamment au transport fluvial, adaptées à tous types de manutention mais également intelligentes et connectées. Une caisse seule d'un volume de 20 m^3 est particulièrement adaptée aux véhicules utilitaires légers VUL (moins de 3,5t). Lorsque 3 caisses sont réunies entre elles, les dimensions correspondent exactement à celles d'un conteneur maritime classique de 40 pieds. Associées à un nouveau type d'attelage aux VUL à développer également dans le cadre du projet, elles permettront d'éviter la rupture de charge/transbordement, augmentant ainsi la productivité journalière des VUL.
- après acheminement préalable des caisses mobiles préparées selon un plan de tournées programmées par les algorithmes de Box2home, il s'agira de mettre en œuvre la solution fluviale entre le terminal à conteneurs du port de Gennevilliers (chargement sur le bateau par Paris Terminal SA au terminal à conteneurs pour un départ le matin entre 9h et 10h) et Paris au port de la Bourdonnais.
- le port de la Bourdonnais à Paris servira durant toute la journée de zone tampon pour les VUL qui, en flux tendus, déposeront les caisses vides et reprendront des caisses chargées (en temps partagé/mutualisé avec les équipes de Terminaux de Seine qui opèrent sur ce même port pour Franprix).
- la mise en œuvre d'une logistique inverse (retour). Le bateau récupèrera les caisses de flux retour de la veille pour retourner au port de Gennevilliers en fin d'après-midi.
- Les VUL devraient passer progressivement à une flotte bioGNV (non pris en charge dans le cadre de l'AMI fret).

La subvention régionale concerne les phases d'expérimentation et de déploiement de la nouvelle organisation logistique :
- test en conditions réelles avec 6 caisses mobiles innovantes et 1 VUL (4,5 t de marchandises),
- étape d'ajustement du fonctionnement, des prix, engagement des clients actuels,
- mise en service et montée en puissance progressive avec ouverture de l'offre à de nouveaux acteurs, privés et chiffrage pour prestation de flux retours complémentaires.

Les partenaires associés au projet :
- Partenaires logistiques : CFT pour le transport fluvial entre le port de Gennevilliers et Paris, Haropa-Ports de Paris pour l'utilisation des ports franciliens (lettre de soutien), Paris Terminal SA et Terminaux de Seine pour le chargement et le déchargement du bateau.
- Partenaires techniques : Iveco pour les VUL bioGNV (Daily Natural Power), Europcar pour la mise à disposition des véhicules, Teste pour l'usinage des structures métalliques des caisses mobiles, Maxicargo pour la construction des attelages, Bureau véritas pour les certifications CSC et UIC des caisses mobiles, FIT pour la conception des rideaux de fermeture des caisses mobiles (modèle « rail-route » homologué pour le fret intermodal), Serge Ferrari pour la conception des bâches antieffraction (arrières des caisses mobiles), Engie pour le ravitaillement en bioGNV (« GNVert »).
- Partenaires institutionnels : Ville de Paris (lettre de soutien), Ministère de la transition énergétique et du développement durable (lettre de soutien), VNF (lettre d'engagement).

Le projet créera 6 emplois directs chez Box2home et 50 emplois indirects chez les différents prestataires de Box2home impliqués dans le projet, soit une création nette de 56 emplois.

Plan financement global

Le coût de l'opération globale s'élève à 1 356 000 € HT en investissement (montant d'investissement initial nécessaire pour lancer l'activité). Les principaux coûts sont ceux liés aux caisses mobiles innovantes et aux attelages qui seront usinés sur mesure.

Détail prévisionnel des dépenses éligibles à la subvention régionale : les actions de recherche et développement ainsi que d'homologation de la caisse mobile connectée innovante, l'acquisition des caisses mobiles innovantes Box2Home et l'acquisition des attelages véhicules utilitaires légers (VUL), nécessaires pour démarrer la nouvelle organisation logistique.
Certaines dépenses du projet, non prises en charge dans le cadre de l'AMI fret, pourraient candidater aux dispositifs d'aides PARM et PAMI de VNF.

La participation financière attendue de la Région Île-de-France s'élève à 500 000 € (fiche projet n°20007002).
Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique.

Intérêt régional

Le projet est en conformité avec la politique fret et logistique poursuivie par la Région. Il permettra la réduction des kilomètres parcourus par la route et d'optimiser et mutualiser les livraisons grâce à l'utilisation du transport fluvial et l'optimisation de la charge utile des VUL.
Le projet présente également un intérêt pour la logistique inverse (retour).

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE – SPEED DISTRIBUTION LOGISTIQUE LOGISTIQUE URBAINE FLUVIALE COMBINEE

Présentation du bénéficiaire

Speed Distribution Logistique (SDL), PME spécialisée dans la distribution BtoB mais aussi BtoC majoritairement dans le domaine de l'Edition (ainsi que du High Tech, de la Cosmétique, de la Mode, du Luxe et de la Santé) assure notamment un service de messagerie rapide pour la logistique urbaine en région parisienne depuis son entrepôt de à Ivry-sur-Seine.
Engagée dans une politique environnementale ambitieuse, SDL s'intéresse depuis plusieurs années, au transport fluvial et a mené différentes études visant à évaluer la faisabilité de l'insertion d'un maillon fluvial dans son organisation logistique.
Speed Distribution Logistique est signataire de la Charte en faveur d'une logistique urbaine durable depuis 2006 (Ville de Paris) et de la Charte Objectif CO2 (ADEME), dans le cadre de laquelle Speed Distribution Logistique a réduit de plus de 30% ses EGES entre 2014 et 2016, avec un objectif de -10 % d'EGES entre 2018 et 2020. La RSE est consubstantielle à l'histoire et au développement de Speed Distribution Logistique, qui souhaite aller encore plus loin dans la démarche en recourant à la voie d'eau pour ses livraisons dans Paris.

Présentation du projet global

L'entreprise a ainsi identifié l'opportunité de mettre en œuvre un nouveau service logistique pérenne utilisant le maillon fluvial pour livrer la zone dense francilienne.
Une étude de faisabilité pré-opérationnelle sur le projet de transport de marchandises dans Paris par voie d'eau a été menée en 2018 permettant de renforcer le sentiment de faisabilité opérationnelle, et retenir un schéma de manutention horizontale (Roll-on Roll-off), qui permet d'embarquer directement des véhicules-fourgons sur un « ponton-barge pontée », permettant une mise en œuvre plus rapide du projet que le schéma de manutention verticale, ainsi que de lever la problématique critique du stationnement des véhicules-châssis dans Paris intra-muros. Celle-ci a permis de conforter l'intérêt de la solution et mettre en exergue les différentes contraintes d'aménagement potentielle des quais ou de besoin d'adaptation des pontons pour le chargement / déchargement des camions.

De façon à diminuer le nombre de tournées à réaliser dans Paris et limiter le trafic routier en approche de Paris et en intramuros, le présent projet consiste à concevoir, tester et mettre en œuvre une solution multimodale combinée fleuve/route pour la livraison de Paris (dans un premier temps) depuis l'entrepôt logistique de Speed Distribution Logistique à Ivry-sur-Seine.
Concrètement, depuis l'entrepôt, les véhicules utilitaires légers (VUL) seront acheminés jusqu'au quai portuaire de départ à Alfortville, identifié avec Haropa-Ports de Paris.
SDL concevra un ponton flottant qui accueillera les VUL 100% électriques pour procéder aux chargements/déchargements horizontaux de type Roll-one/Roll-off (Ro-Ro).
Le type de VUL retenu pour le service est le Renault Trucks Maxity 100 % électrique, dont la charge utile est élevée pour un véhicule léger de 20 m3.
Le pousseur du ponton est envisagé en diesel électrique et sera doté d'un système de laveur de gaz améliorant encore l'empreinte écologique du système.
- 4 escales sont prévues dans Paris : Bercy aval, Hôtel de Ville, Champs Elysées, Grenelle
Par rapport à la route, Speed prévoit 6 tournées de moins par voie d'eau sur Paris.
SDL prévoit 2 pontons de 20 véhicules qui seront poussés en mode convoi, permettant une montée en puissance progressive du système avec le test d'un premier ponton de 20 véhicules Speed, puis un complément avec le 2ème ponton qui pourra transporter soit d'autres véhicules Speed, soit accueillir d'autres transporteurs souhaitant utiliser le service.

Le programme de travail est divisé en 4 tâches plus une tâche transversale de coordination :
Tâche 1 - Coordination du projet (administrative, financière et scientifique),
Tâche 2 – Études et spécifications :
- Finalisation du concept logistique : définition des sites d'implantation à Paris ainsi que l'emplacement définitif du quai principal envisagé (à Alfortville)
- Etude détaillée du ponton et équipements à implanter (propulsion, sécurité, manutention, ballastage, équipements passagers…) et traitement des aspects règlementation,
- Modélisation du dispositif pour valider les options dimensionnantes de la conception du ponton : nombre de tournées, chauffeurs (embarqués sur ponton ou acheminés séparément)
Tâche 3 – Création du dispositif innovant :
- Fabrication du ponton ;
- Adaptation des quais envisagés et aménagement du quai principal de (dé)chargement ;
- Intégration et tests unitaires + mise en place du banc d'essai pour 6 mois ;
Tâche 4 - Évaluation :
- Définition des moyens de suivi et indicateurs de monitoring permettant de mesurer l'évolution des performances des prestations et d'optimiser les stratégies ;
- Étude d'impact socio-environnemental, à partir du suivi régulier des indicateurs définis et d'enquêtes de satisfaction d'acteurs (chauffeurs, bateliers, clients…) ;
- Élargissement du concept logistique à d'autres dispositifs (mutualisation du quai, nouveaux points de livraison, produits différents…) ;
Tâche 5 – Valorisation : étude commerciale et de l'exploitation des développements réalisés, modalités de développement, dissémination scientifique et communication.

Les partenaires associés au projet :
Le projet se réalisera en partenariat avec TLA (coordination administrative et financière, impact environnemental), la SCAT (mise en place du banc d'essai, fourniture du pousseur et du personnel naviguant), AMinima Shipbrokers (études et réalisation du ponton). La Ville de Paris soutient le projet ainsi que VNF et Haropa-Ports de Paris, également associés à la construction du projet. Certaines dépenses du projet, non prises en charge dans le cadre de l'AMI fret, pourraient candidater aux dispositifs d'aides PARM et PAMI de VNF.

Plan de financement

- Les dépenses d'investissement éligibles s'élèvent à 360 000 € HT : travaux de traitement des fumées du pousseur fluvial, adaptation des quais, valorisation et dissémination du projet.
- Les dépenses de fonctionnement éligibles s'élèvent à 1 307 000 € HT : études de définition du concept global et modélisation, études et suivi de conception du ponton, exploitation et suivi du pousseur, carburant et personnel, études d'impacts en terme d'émissions après banc d'essais et mise en service, valorisation.
La participation financière de la Région s'élève à 230 000 € : une subvention d'investissement de 180 000 € (fiche projet n°20007016) et une subvention de fonctionnement de 50 000 € (fiche projet n°20007017).
Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique.

Intérêt régional

En plus de diminuer le nombre de tournées à réaliser dans Paris, le passage d'un mode de transport de marchandises 100 % routier à un transport combinant fluvial et routier permettra de limiter la congestion et l'augmentation des gains environnementaux des tournées. Le concept innovant de ponton flottant, avec pousseur hybride, combiné aux VUL électriques répond aux enjeux fort de verdissement des flottes.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE - GREEN DELIRIVER BATEAU HYBRIDE ELECTRIQUE ET BIOGNC PHASE 1 ETUDES ET TESTS

Présentation du porteur de projet et bénéficiaire

GREEN DELIRIVER est un concept développé en 2014 par la CAMY (Communauté d'Agglomération de Mante-en-Yvelines) et le groupe d'ingénierie mondial SEGULA TECHNOLOGIES pour faire face à l'explosion du e-commerce ainsi qu'à la congestion et à la pollution des transports routiers. En 2015, GREEN DELIRIVER est sélectionné dans le cadre de la COP21, une maquette est présentée lors de l'exposition « Paris de l'Avenir » organisée au Bassin de la Villette. En 2018, GREEN DELIRIVER fédère 7 acteurs industriels et institutionnels autour de la CU GPS&O : SEGULA Technologies, Ingénierie, GRDF, distribution de gaz naturel, HAROPA Port de Paris, Voies Navigables de France, SAINT-GOBAIN distribution bâtiment, Syctom, agence métropolitaine des transports ménagers, TOTAL Marketing Services.
La compagnie maritime et fluviale MARFRET a rejoint cette communauté d'intérêt en 2019 et sera pilote du consortium et de l'opération.

Présentation du projet global

Des investissements importants doivent être réalisés afin de préparer l'avenir et de développer les technologies de propulsion qui permettront la réalité d'un transport fluvial à faible ou zéro émission parfaitement intégré dans l'écosystème de la ville durable et connectée de demain. Le développement de technologies plus « propres » est étroitement lié aux enjeux énergétiques et au futur développement des énergies alternatives et du mix énergétique. Les enjeux sont de taille et les règlementations européennes en matière d'émissions imposent un tempo soutenu qui tend à s'accélérer. Le transport fluvial, au titre des réglementations EMNR, se doit d'apporter rapidement des réponses de verdissement de ses flottes viables sur les plans technologiques économiques et environnementaux.

Le projet global GREEN DELIRIVER consiste à mettre en œuvre une solution innovante, performante et décarbonée de transport fluvial au service de la logistique urbaine.

Le concept GREEN DELIRIVER considère 2 solutions technologiques indépendantes et complémentaires :
1. Pousseur propre GREEN DELIRIVER : équipé d'une propulsion hybride bioGNC/électrique, le pousseur évoluera en mode tout électrique au cœur des zones urbaines, évitant à la fois les nuisances sonores et les émissions de polluants. En propulsion biogaz, le pousseur tiendra la distance tout en conservant un faible impact sur la santé humaine et l'environnement (limitation des émissions de particules, neutralité CO2). GREEN DELIRIVER s'appuiera sur les stations GNC (Gaz Naturel Comprimé) positionnées le long de l'axe fluvial et alimentées en gaz naturel à partir du réseau exploité par GRDF.

2. Barge logistique GREEN DELIRIVER : entrepôt flottant connecté, la barge intègrera des systèmes de chargement/déchargement rapides limitant la rupture de charge et un système de gestion des marchandises maximisant le volume de chargement tout en assurant la stabilité de la barge poussée. Cette innovation permettra de favoriser l'efficacité de la chaîne logistique contribuant ainsi à sa performance économique.

La conception du projet jusqu'à sa mise en œuvre est composé de 4 phases destinées à rendre la solution complètement opérationnelle à moyen terme (2025) avec notamment la démonstration de la solution pour les JO 2024 en phase 3). Seule la phase 1 a été portée à candidature de l'AMI fret 2020 de la Région.

Phase 1 : Études et tests
La phase 1 a pour objectifs d'accéder à des informations et des données consolidées sur la réalité logistique des services opérés par le fluvial urbain entre une zone logistique située en Ile-de France et une autre localisée au centre de Paris. Cette phase permettra d'identifier des flux retour évitant ainsi la navigation à vide. Celle-ci intègre une partie expérimentale réalisée grâce à un bateau existant modifié et équipé d'une motorisation hybride électrique / GNC.
Le programme de travail intègre, sur la période 2020-2022, des études de conception liées à la modification du bateau, la modification du bateau « Test », les expérimentations et mesures d'émissions.
Une décision Go/No Go sera prise au terme de la phase 1 quant au lancement du développement d'une solution GREEN DELIRIVER optimisée (bateau ou pousseur propre).

Les partenaires associés au projet :
Partenaires techniques : SEGULA TECHNOLOGIES (entreprise d'ingénierie navale) et GRDF pour l'avitaillement GNC
Partenaires institutionnels soutenant le projet : CU GPS&O, Société de Livraison des Ouvrages Olympiques (SOLIDEO), CCID78

Plan financement global

Le coût de l'opération (phase 1 - études et tests) s'élève à 1 315 000 € HT en investissement et 170 678 € TTC en fonctionnement.
Les dépenses de fonctionnement éligibles : les dépenses de personnel de MARFRET pour la supervision et le suivi du projet, le suivi des travaux de modification du bateau existant et la réalisation des expérimentations (équipage du bateau).
La participation financière attendue de la Région Île-de-France au total pour le projet s'élève à 40 000 € en fonctionnement (fiche projet n°20007050).
La Région participe au projet pour les dépenses de fonctionnement dans le cadre de l'AMI fret et pourra participer de façon indirecte aux dépenses d'investissement du projet dans le cadre de son abondement au dispositif d'aides Plan d'aides à la Modernisation et à l'Innovation (PAMI) de VNF.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique.

Intérêt régional

La Région est impliquée dans la promotion des mobilités propres et encourage, dans le cadre de sa stratégie fret et logistique, le verdissement de l'ensemble des flottes, notamment fluviales. Au-delà de la simple solution fluviale contribuant déjà à réduire la congestion de l'agglomération et les nuisances associées, le projet présente un fort intérêt pour la Région pour démontrer la pertinence et la performance d'une solution de transport fluvial innovante et décarbonée, au service de la logistique urbaine en zone dense.

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE – FLUDIS BARGE FLUVIALE STOCK DEPORTE PORT CROIZAT (93)

Présentation du bénéficiaire

Créée en 2016, la société AMME a pour objectif le développement, la construction, la commercialisation et l'exploitation d'entrepôts fluviaux pour la logistique du dernier/premier kilomètre. Le projet Fludis est le produit final de cette société. Spécialiste des enjeux du dernier kilomètre, Fludis conçoit, développe, commercialise et exploite des solutions innovantes, décarbonées et compétitives pour les filières des logistiques urbaines, grâce à la promotion de la voie d'eau. La société a développé et rendu opérationnel en septembre 2019 un projet de bateau entrepôt mobile pour la distribution de colis à Paris à partir du port de Gennevilliers au moyen d'un bateau à propulsion 100% électrique, associé à des vélos-cargos et à une organisation en « milk-run » (tournée de livraison avec arrêts multiples) pour des marchandises des sociétés Lyreco, Ikea et Paprec D3E (flux retour).
Dans le cadre de son développement, la société FLUDIS poursuit sa prospection vers de nouveaux marchés et pour trouver des opportunités de solutions fluviales polyvalentes s'adressant à différentes filières des logistiques urbaines.

Présentation du projet global

Suite à une étude de marché et à la demande forte d'acteurs économiques, Fludis propose de développer et de réaliser une solution fluviale de stockage déporté de matériaux de second œuvre sur le canal Saint-Denis (93), pour le compte de la société RABONI, acteur de la distribution de matériaux de construction. Cette offre permettra de rapprocher, au moyen d'une barge fluviale, le site de vente et de distribution de matériaux des « lieux de consommations » (chantiers du Grand Paris, métro Grand Paris Express, Village et sites Olympiques, projets urbains multiples). Les déplacements récurrents des professionnels du bâtiment (artisans, prestataires, etc.) seront ainsi optimisés, réduits et plus efficaces par rapport aux distances parcourues actuellement pour rejoindre les sites de leurs fournisseurs. En rapprochant le site de vente des « lieux de consommation », le client fidélise ses propres débouchés. La solution de stockage déporté viendra également fiabiliser un site de distribution de Raboni.

Les emplois générés par ce type d'agence, au niveau accueil, commercial et manutention, permettra la création de 7 ETP directs.

Le projet consiste à réaliser :
- les études définitives d'architecture navale et de la consultation des chantiers navals, en partenariat avec les services de l'Etat de la DRIEA,
- et la construction d'une barge, de 60 m de long par 8 m de large (gabarit des canaux), d'une capacité unitaire de 275 palettes, sur un chantier naval spécialiste de ce type de produit.

Au quotidien, la barge servira de base de distribution et de stock avancé pour RABONI.
La barge, fixe, sera amarrée sur un quai amodié (port logistique Ambroise Croizat, sur la commune de Saint-Denis), défini et contractualisé en partenariat avec le service des canaux de la Ville de Paris. Les clients de cette base viendront ensuite s'approvisionner en matériaux au fil de la journée. En dehors des horaires d'ouverture du site, l'espace sera rendu aux mobilités piétonnes et actives, quand ces dernières seront déviées pour garantir la sécurité des personnes lors des horaires d'ouverture du site. Parallèlement, un véritable travail esthétique et d'intégration urbaine sera réalisé pour valoriser la barge et ses

équipements, et préserver le cadre patrimonial du site (et garantir la bonne mixité des usages). L'équipement de chargement / déchargement et d'interface barge / quai permettra de créer un système de « porte de quai amovible », comme pour les entrepôts logistiques, facilitant ainsi la rupture de charge et tenant compte des éventuelles variations du niveau d'eau. Dès lors, aucune infrastructure à quai ne sera nécessaire.
Le dimensionnement électrique du site et des équipements nécessaires (la barge sera branchée au réseau électrique) sera étudié. Les clients de ce site, habituellement véhiculés par leur propre moyen (véhicules adaptés à leurs besoins), se verront consultés en vue d'installer un système de borne de recharge de véhicules électriques.

Les partenaires associés au projet :
- En amont du projet et en vue de faciliter son déploiement, les Services des Canaux de la Ville de Paris et les représentants du territoire sont d'ores et déjà sollicités et informés de la teneur du projet.
- Au niveau technique et dimensionnement fluvial, FLUDIS a également déjà sollicité un architecte naval, H&T Architecture Navale.
- Un expert en mobilité, la société KHPR suivra l'impact de cette solution.
- la DRIEA est également associée au projet pour des questions d'homologation et administratives,
Le projet a reçu le soutien de principe de la Ville de Paris et du Département de Seine-Saint-Denis.

Plan financement global

Le coût global de l'opération s'élève à 2 115 000 € HT en investissement.

Les dépenses d'investissement éligibles à la subvention s'élèvent à 225 000 € HT et comprennent les études de conception préalables à la construction de la barge. La participation financière attendue de la Région Île-de-France s'élève à 112 500 € (subvention d'investissement) (fiche projet n° 20007098), soit un taux d'intervention de 50% appliqué sur la base subventionnable retenue par la Région.
Certaines dépenses du projet global, non prises en charge par l'AMI fret, pourraient candidater aux dispositifs d'aides de VNF le PARM et le PAMI.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique.

Intérêt régional

Ce projet répond à une volonté forte de la Région d'encourager l'utilisation du mode fluvial plus vertueux dans les chaînes logistiques et notamment pour des produits qui peuvent être massifiés. Ce projet sera également une réponse à la rareté du foncier en zone dense et contribuera à la décongestion des axes routiers.
Fludis prévoit, par la mise en place opérationnelle de cette solution, d'ouvrir la voie à un réseau de distribution par la voie fluviale bien plus ambitieux, grâce à la duplication sur d'autres territoires et la future mise en réseau de ces différentes agences de stockage déporté.
Le projet s'intègrera dans le projet de développement du territoire en accompagnant les travaux de construction du village olympique situé à 2 kms ainsi que toutes les autres constructions aux alentours de Saint Denis.

Annexe 6 - Convention CSNE

La région Île de France et
La Société Canal Seine-Nord Europe

2ème Convention de financement entre la région Île-de-France et la Société du Canal Seine-Nord Europe

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, ou son délégataire, dûment mandatée par la délibération n° CP 2020-202 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du 27 mai 2020, ci-après dénommée « la Région »

D'une part

Et

La Société du Canal Seine-Nord Europe, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est situé 134 rue de Beauvais à Margny-lès-Compiègne, représentée par le Président du Directoire, M. Jérôme DEZOBRY, ci-après désignée « le maître d'ouvrage » ou « la Société du Canal Seine-Nord Europe »

D'autre part

Visas

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/1118 de la Commission du 27 juin 2019 relative au projet transfrontalier Seine-Escaut sur les corridors de réseau central « Mer du Nord – Méditerranée » et « Atlantique » ;

Vu l'ordonnance n° 2016-489 du 21 avril 2016, modifiée, relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe ;

Vu le décret n° 2017-427 du 29 mars 2017, modifié, relatif à la Société du Canal Seine-Nord Europe ;

Vu la délibération n° CR 2017-34 du 9 mars 2017 du conseil régional d'Île-de-France relative au financement du Canal Seine-Nord Europe ;

Vu le protocole de financement et de gouvernance pour la réalisation du Canal Seine-Nord Europe du 13 mars 2017 ;

Vu la délibération n° CP 2018-434 du 21 novembre 2018 de la commission permanente de la région Île-de-France relative au financement des dépenses 2018 et 2019

Vu la délibération n° 19-74-02 du conseil d'administration du 20 novembre 2019, de l'AFITF relative à la convention de financement et de réalisation du Canal Seine-Nord Europe

Vu la délibération n° CP n° 2020-078 du 4 mars 2020 de la commission permanente de la région Île-de-France relative au protocole cadre entre la région Île-de-France et la Société du Canal Seine-Nord Europe

Vu la délibération n° CS2020–2–3 du 12 mars 2020 du conseil de surveillance de la Société du Canal Seine-Nord Europe relative au protocole cadre entre la région Ile-de-France et la Société du Canal Seine-Nord Europe

Préambule

Le projet de canal Seine-Nord Europe consiste en la création d'un canal à grand gabarit long de 107 km, entre Compiègne et le canal Dunkerque-Escaut. Ce canal reliera les bassins de la Seine et de l'Oise aux 20 000 km de réseau européen à grand gabarit du nord de l'Europe et permettra le transport de chargement de fret atteignant 4 440 tonnes.

Le projet du Canal Seine-Nord Europe et ses aménagements connexes, y compris les plateformes multimodales, ont été déclarés d'utilité publique par le décret du 11 septembre 2008. Suite à la reconfiguration du projet réalisée entre 2013 et 2015, le décret n° 2017-578 du 20 avril 2017 est venu modifier cette déclaration d'utilité publique. Cette déclaration d'utilité publique a été prorogée pour 9 ans par le décret n°2018-673 du 25 juillet 2018.

L'Union européenne, l'État, et les collectivités territoriales ont déjà soutenu le projet du Canal Seine-Nord Europe en consacrant 236 M€ à sa réalisation entre 2003 et 2015.

L'établissement public de l'État Société du Canal Seine-Nord Europe, créé par l'ordonnance n°2016-489 du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe, s'est vu confier la maîtrise d'ouvrage de cette infrastructure depuis le 4 mai 2017, succédant à Voies navigables de France, précédent maître d'ouvrage du canal.

La loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités prévoit la transformation de cet établissement public en établissement public local rattaché à la région Hauts-de-France et aux Départements du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme, au plus tard le 1er avril 2020, permettant de confier à ces collectivités territoriales le pilotage du projet.

Prévu par l'article 5 de l'ordonnance du 21 avril 2016, un protocole de financement et de gouvernance pour la réalisation du Canal Seine-Nord Europe a été conclu entre l'État et les Collectivités territoriales partenaires du projet, signé en date du 13 mars 2017. A ce titre, les

conditions de la participation de la région Île-de-France au projet ont été fixées par la délibération n° CR 2017-34 du 9 mars 2017 du conseil régional, notamment le premier alinéa de l'article unique qui stipule que la Région « Décide de participer au financement du projet d'aménagement du Canal Seine-Nord Europe à titre exceptionnel et forfaitaire à hauteur de 110 000 000 €, y compris en cas de survenance d'aléas de chantier ou de défaut de financement ». Le protocole définit les principes de financement du projet entre l'Etat et les Collectivités territoriales partenaires, et notamment un principe de parité des financements hors taxe entre l'Etat et les collectivités.

Il est à noter que le projet sur les années 2016 et 2017 a été financé par la convention de l'AFITF du 30 novembre 2015, son avenant du 13 juin 2018 et le « grant agreement » (convention de financement de l'Europe) conclu entre les partenaires du projet Seine Escaut (La France, les régions wallonne et flamande) et l'agence exécutive de la Commission Européenne « INNOVATION AND NETWORKS EXECUTIVE AGENCY» (INEA).

Afin de respecter le principe de parité entre l'Etat et les Collectivités, une première convention relative au financement des dépenses de 2018 et 2019 et portant sur un montant de 2,94M€ a été signée par la région Île-de-France et la Société du Canal Seine-Nord Europe, conformément à la délibération n° CP 2018-434 du 21 Novembre 2018 du conseil régional, dans l'attente de la validation des conditions définitives de financement prévue par l'article 9 du protocole du 13 mars 2017.

Depuis, la Société du Canal Seine-Nord-Europe, l'Etat, la région Hauts-de-France et les départements du Nord, du Pas-de-Calais, et l'Oise et de la Somme ont établi une convention de financement et de réalisation du Canal Seine-Nord Europe pour organiser les conditions de leur apport.

Parallèlement, la région Île-de-France et la Société du Canal Seine-Nord Europe ont établi un protocole cadre bilatéral définissant les conditions des contributions de la région Île-de-France au financement du Canal Seine-Nord Europe (CP 2020-078 du 4 mars 2020) pour les 107,6M€ restant à affecter. Ces contributions seront mises en place sous la forme d'autorisations de programme de projet (APP) dans le cadre de conventions de financements établies sur la base des besoins prévisionnels du maître d'ouvrage. La présente convention s'inscrit dans ce cadre.

Article 1 – Objet de la convention

L'objet de la présente convention est de préciser les modalités administratives et financières de versement des subventions correspondant à la 2ème participation de la région Île-de-France au financement des investissements nécessaires à la réalisation du Canal Seine-Nord Europe, en application du protocole cadre relatif à la contribution de la région Île-de-France au financement du Canal Seine-Nord Europe approuvé par délibération n° CP 2020-078 du 4 mars 2020 du conseil régional.

La Région alloue ainsi à la Société du Canal Seine-Nord Europe une subvention d'un montant forfaitaire maximum de 10,28M€ aux fins de contribuer aux dépenses engagées à partir du 1/01/2020 pour la réalisation de l'infrastructure fluviale à grand gabarit dénommée

« Canal Seine-Nord Europe », conformément à l'échéancier prévisionnel indiqué dans le protocole cadre.

Les dépenses éligibles correspondent à celles décrites dans l'article 2 du protocole du 4 mars 2020.

Article 2 – Obligations du bénéficiaire

2.1 - Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements nécessaires à la réalisation du Canal Seine-Nord Europe.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

2.2 - Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

2.3 - Obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternants(s)

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé, par protocole adopté par la délibération n° CP 2020-078 couvrant la totalité de la subvention régionale de 110M€, à recruter 330 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Les parties ont également convenu que les stagiaires et salariés en contrats d'apprentissage ou de professionnalisation recrutés dans le cadre du dispositif « Canal Solidaire » contribuent à l'atteinte de cet objectif.

Le bénéficiaire saisit ses offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales. Le bénéficiaire produit tous les ans (au mois de mars N pour l'année N-1) un bilan des recrutements de stagiaires et le transmet à la Région.

Article 3 - Modalités de financement

3.1 – Montant de la subvention

Le montant des versements à effectuer à la société du Canal-Seine Nord Europe dans le cadre de la présente convention est plafonné forfaitairement à 10,28 M€. La Région s'engage à subventionner, dans la limite de ce plafond, 100% des dépenses hors taxes éligibles telles qu'énumérées dans l'article 2.

En application de l'article 1 de la convention, les dépenses éligibles, antérieures à la délibération de la Région sont prises en compte à titre dérogatoire, à partir du 1er Janvier 2020.

3.2 – Echéancier prévisionnel des acomptes

Au premier trimestre de chaque année, la Société du Canal Seine-Nord Europe transmet à la région Île-de-France un échéancier des appels de fonds et un plan de financement pluriannuel, qui détaille la mobilisation de l'ensemble des contributions au Projet et le reste à tirer des subventions.

3.2.1 Versement d'avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom, de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme.

3.2.2 – Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle précisée à l'article 3.1.

Dans le cas d'une demande d'acompte, le bénéficiaire doit produire :

- un état récapitulatif des dépenses qui doit impérativement être transmis à la Région. Il précise notamment les références, dates et montants des factures acquittées, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention.

3.2.3 – Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire du paiement complet des dépenses objet de la présente convention et de l'achèvement des prestations correspondantes.

Si au moins une convention a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement sont reportées sur l'engagement comptable le plus récent.

Le versement du solde sera subordonné à la production par le bénéficiaire :

- Des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 3.2.1;

- D'une note d'avancement relative à la réalisation du projet détaillé dans l'article 2 du protocole cadre relatif à la contribution de la région Île-de-France au financement du Canal Seine-Nord Europe approuvé par délibération n° CP 2020-078 du 4 mars 2020 du conseil régional, permettant de situer les dépenses couvertes par la présente convention;

- D'un relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage, qui comporte notamment :
    - le récapitulatif des subventions attribuées au titre de l'Opération en euros courants ;
    - le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs en euros courants ;
    - le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan, décomposée selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel. Ces éléments sont transmis en euros courants. Si ce coût a été modifié par accord entre les maitres d'ouvrages et les financeurs, le maitre d'ouvrage rappelle la nouvelle valeur ;
    - le calcul et la justification de l'état du solde, déterminé par la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les dépenses prises en compte dans les versements effectués précédemment ;
    - d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- Du résultat des études ou des certificats d'achèvement des travaux correspondant aux factures transmises à l'appui des demandes de paiement de la subvention.

Chacun de ces documents est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme. Le bilan financier doit en outre comporter la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

3.3 Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région Île-de-France.

3.4 – Eligibilité des dépenses subventionnables

Par dérogation au Règlement budgétaire et financier de la Région, les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de 01/01/2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.5 de la présente convention.

3.5 - Caducité

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards

dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

S'agissant d'une opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région, au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur le calendrier prévisionnel des travaux annexé au protocole adopté par la délibération n° CP 2020-078, le cas échéant actualisé lors d'un comité de suivi. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que l'opération est achevée au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 4 - Date d'entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 2.2, 3.5, 5 et 8, elle expire soit après versement du solde de la subvention selon les modalités prévues à l'article 3.2.2, soit à la date de caducité de la subvention selon les modalités de l'article 3.5, soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 5.

Article 5 - Résiliation

En cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations du maître d'ouvrage en application de la présente convention, la Région peut prononcer la résiliation de ladite convention.

Dans ce cas, la Région adresse au maître d'ouvrage une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au maître d'ouvrage la demande de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

En tout état de cause, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé par la partie concernée à un arrêté définitif des comptes, et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

En cas de résiliation, la Région s'engage à s'acquitter auprès du maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé final de dépenses, celles engagées jusqu'à la date de résiliation.

Article 6 – Suivi

Les parties s'engagent à se réunir au moins une fois par an pour s'informer de l'avancement du projet.

Elles pourront se réunir autant que de besoin, à la demande spécifique d'une des 2 parties.

Article 7 - Communication

La société du Canal Seine-Nord Europe doit mentionner le concours financier de la Région et en faire état sur l'ensemble des documents établis (plaquettes, invitations, supports audiovisuels, sites internet ou autres) et lors des manifestations valorisant l'objet du financement selon les modalités précisées dans l'annexe « obligations de communication ».

Les parties s'engagent par ailleurs à s'informer mutuellement dans les plus brefs délais de l'organisation de toute manifestation publique de communication.

Les modalités relatives à l'organisation des manifestations, y compris les inaugurations, doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la Région.

L'obligation de communication doit être maintenue pendant toute la durée de la présente convention.

Article 8 - Contrôles

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir directement dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération concernée par la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à faciliter le contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes les pièces justificatives.

Le maître d'ouvrage conserve l'ensemble des pièces justificatives de l'action menée pour chaque opération pendant 10 (*dix*) ans.

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes. Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'opération.

La Région peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs du projet et de la SCSNE. La SCSNE s'engage à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet et à faciliter le contrôle de

l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge de la Région. La SCSNE est chargée de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

Article 9 - Mesures d'ordre

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leurs sièges respectifs.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Article 10 - Modification de la convention

Toute modification des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Article 11 - Litiges

La présente convention est régie par le droit français.

Dans l'éventualité d'un différend résultant de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution de la présente convention ou en relation avec celle-ci, les parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable.

A défaut d'accord amiable, il pourra être soumis au tribunal administratif de Paris

La présidente de la région Île-de-France	Le président du Directoire de la Société du Canal Seine-Nord Europe
Valérie PÉCRESSE	**Jérôme DEZOBRY**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-204

DU 1 JUILLET 2020

DÉVELOPPEMENT, MODERNISATION DU RÉSEAU ET MISE EN ACCESSIBILITÉ DES GARES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CP 13-580 du 11 juillet 2013 relative à l'approbation de la convention de financement pour l'élaboration des études de moyen terme du schéma directeur du RER B Sud ;

VU la délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 09 juillet 2015 et sa révision par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 (avenant portant sur le volet mobilité multimodale) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-412 du 18 octobre 2017 relative à l'approbation de la convention de financement relative au renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy sur la ligne P du Transilien (schéma de principe, enquête publique et études d'avant-projet et projet) ;

VU la délibération n° CR 2017-171 du 23 novembre 2017 relative au schéma directeur d'accessibilité – Tranche 2 ;

VU la délibération n° CP 2019-345 du 17 octobre 2019 approuvant la 1ère affectation relative à seconde convention de financement de la phase travaux du prolongement de la ligne 4 du métro à Bagneux (phase 2) ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU le rapport n°CP 2020-204 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1:

Décide de participer au financement du projet « Prolongement de la ligne 4 du métro à Bagneux (Phase 2) – Convention REA 2 – 2ème affectation » détaillé dans la fiche projet jointe en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **20 000 000 €.**

Affecte une autorisation de programme de projet de **20 000 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme 81006 « Métro », action 18100601 « Métro » du budget 2020.

Article 2 :

Approuve l'avenant n°1 à la « convention de financement relative au renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy sur la ligne P du Transilien (schéma de principe, enquête publique et études d'avant-projet et projet) », joint en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 3 :

Décide de participer au financement du projet « RER B – Retournement à Bourg-La-Reine – Phase ACT et Travaux » détaillé dans la fiche projet jointe en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **4 690 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **4 690 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11102 « Schéma Directeur – RER B».

Article 4 :

Décide de participer au financement du projet « RER D – Redécoupage du block du Vert-de-Maisons – convention travaux » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **4 582 200 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **4 582 200 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs »,

programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11104 « Schéma Directeur – RER D».

Article 5:

Décide de participer au financement du projet « Schéma Directeur d'Accessibilité – convention annuelle 2020 » détaillé en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 000 €.**

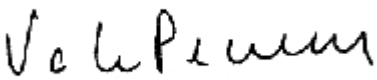
Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **50 000 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-001 « accessibilité du réseau », action 18100101 « accessibilité du réseau », du budget 2020.

Article 6 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets jointes en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33- 10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc180243-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-204

DOSSIER N° 20007086 - SCHEMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITE - SNCF Gares & Connexions (AFFECTATION 2020)

Dispositif : Accessibilité des transports (n° 00000563)
Délibération Cadre : CR51-11 du 23/06/2011
Imputation budgétaire : 908-810-20422-181001-200
Action : 18100101- Accessibilité du réseau

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accessibilité des transports	200 000 000,00 € HT	25,00 %	50 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF GARES & CONNEXIONS
Adresse administrative : 16 AVENUE D'IVRY
75013 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Marlène DOLVECK, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention d'études et de travaux relative à la mise en accessibilité du réseau ferré d'Île-de-France, au bénéfice de SNCF Gares & Connexions, au titre de l'année 2020.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les études et travaux s'inscrivent dans la convention quinquennale 2017-2021. La convention annuelle 2020 échelonne les financements sur des opérations pluriannuelles.

Description :
Sur la période 2017-2021, la Région Île-de-France engage un montant de 232,3M€ sur la mise en accessibilité de 207 gares franciliennes, conformément à la convention quinquennale approuvée le 23 novembre 2017.
Une première tranche approuvée en 2011, a engagé la Région à hauteur de 129,5M€.
Au total, c'est 1 454 M€ qui sont mobilisés sur le Schéma Directeur d'Accessibilité jusqu'en 2024.
Des conventions annuelles encadrent les relations contractuelles entre les financeurs et les maitres d'ouvrages afin de disposer des éléments techniques et financiers pour suivre l'avancement des travaux et contrôler le respect des engagements.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures en détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du budget 2020, il est proposé d'affecter une autorisation de programme de projet de 50 000 000 € prélevée sur l'action budgétaire « Accessibilité du réseau » soit une part régionale de 25% du montant total (200M€) attribuée à SNCF Gares & Connexions.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et Travaux	200 000 000,00	100,00%
Total	200 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
IDFM (en cours)	100 000 000,00	50,00%
Région Île-de-france	50 000 000,00	25,00%
SNCF Gares & Connexions (en cours)	50 000 000,00	25,00%
Total	200 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-204

DOSSIER N° 20006989 - RER D - REDECOUPAGE DU BLOCK DU VERT-DE-MAISONS - CONVENTION PRO-REA

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	6 546 000,00 € HT	70,00 %	4 582 200,00 €
	Montant total de la subvention		4 582 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Luc LALLEMAND, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention études Projet et travaux concernant le redécoupage du block du Vert-de-Maisons sur le RER D.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La mise en service de la ligne 15 Sud du Grand Paris Express est prévue courant 2025. Cette ligne sera en interconnexion avec le RER D en gare du Vert-de-Maisons, actuellement desservie par 4 trains par heure en pointe. L'augmentation du nombre d'arrêts semble donc incontournable.

Par ailleurs, le nouveau système de signalisation dit Nexteo doit être mis en service fin 2026, soit en théorie 18 mois après la mise en service de la ligne 15 Sud.

Etant donné les contraintes de planning de déploiement du futur matériel roulant du RER D (RER NG) et du volume des travaux d'infrastructure connexes à réaliser, il est primordial de garantir la fiabilité des horaires de la grille de desserte du RER D ainsi que sa bonne robustesse d'exploitation. Il est donc nécessaire d'adapter le block au niveau du Vert-de-Maisons.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les études Projet (PRO) et travaux (REA) sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020. Le montant global de la convention s'élève à 6 546 000 €, répartis entre:
- la Région à 70% (soit 4 582 200 €)
- l'Etat à 30% (soit 1 963 800 €).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER D

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Adaptation signalisation VP 1 bis - travaux	3 766 000,00	57,53%
Frais maîtrise d'ouvrage	554 000,00	8,46%
Frais maîtrise d'oeuvre	1 017 000,00	15,54%
Provision pour risques	1 209 000,00	18,47%
Total	6 546 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	4 582 200,00	70,00%
Etat (en cours d'attribution)	1 963 800,00	30,00%
Total	6 546 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-204

DOSSIER N° 20007032 - RER B – RETOURNEMENT A BOURG-LA-REINE - PHASE ACT ET TRAVAUX

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	6 700 000,00 € HT	70,00 %	4 690 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 690 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE 75012 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente-Directrice-Générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la phase achat et les travaux relatifs au retournement à Bourg-la-Reine.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 12 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Schéma Directeur du RER B Sud a identifié la nécessité de créer une nouvelle communication de changement de voie principale à Bourg-la-Reine. Ce dernier permettra d'exploiter dans de meilleures conditions le tronçon central et la branche de Massy - Saint-Rémy, tout en maintenant la fréquence nominale de la branche de Robinson, grâce à un carrousel rendu indépendant dans quelques situations jusqu'alors très pénalisantes pour les usagers du RER B. Ces capacités de retournement supplémentaires permettront d'amener plus de trains au niveau de Bourg La Reine en cas de situations très perturbées.

La présente convention porte sur la phase achat et les travaux.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux du retournement à Bourg-la-Reine sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020. Le montant global de la convention s'élève à 6 700 000 €, répartis entre:
- l'Etat à 30% (soit 2 010 000 €)
- la Région à 70% (soit 4 690 000 €).

Localisation géographique :
- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	4 659 000,00	69,54%
PAI	680 000,00	10,15%
MOE	1 058 000,00	15,79%
MOA	303 000,00	4,52%
Total	6 700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 690 000,00	70,00%
Etat (en cours d'attribution)	2 010 000,00	30,00%
Total	6 700 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-204

DOSSIER N° 20006930 - PROLONGEMENT DE LA LIGNE 4 DU METRO A BAGNEUX (PHASE 2) - CONVENTION REA 2 - 2ème affectation

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041783-181006-200
Action : 18100601- Métro

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	33 319 450,00 € HT	60,03 %	20 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE 75012 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente-Directrice-Générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation des travaux du prolongement de la ligne 4 du métro à Bagneux (Phase 2).

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2013 - 31 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de démarrage correspond à la date de vote de la convention (n°CP 13-864).

Description :
La phase 1 du prolongement de la ligne 4 a consisté à créer 2,5 km de tunnel, une nouvelle station Mairie de Montrouge et des installations provisoires d'arrière-station. Ce prolongement a été mis en service le 23 mars 2013.

Le programme de la phase 2 du prolongement de la ligne 4 du métro vise à créer :
- un tunnel et des ouvrages annexes jusqu'à l'arrière gare sur un linéaire de 1,975 km ;
- deux stations : Barbara et Bagneux – Lucie Aubrac ;
- une arrière-gare composée d'un espace de manœuvre, de remisage et d'un centre de dépannage des trains ;
- un pôle bus à la station terminus (coût à la charge d'Île-de-France Mobilités).

Pour cette phase 2, deux conventions de financement Travaux ont été approuvées en 2013. Les travaux sont en cours pour un objectif de mise en service en 2021.
Le présent engagement constitue le 2ème engagement au titre de la seconde convention de travaux

approuvée le 20/11/2013 (n°CP 13-864).

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures en détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
La seconde convention relative aux travaux du prolongement de la ligne 4 du métro à Bagneux (phase 2) est financée par:
- l'Etat (25,725 %)
- la Région (60,025 %)
- le Département des Hauts-de-Seine (14,25 %)

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux gros oeuvre	10 439 255,00	31,33%
Travaux second oeuvre	17 575 000,00	52,75%
Dévoiements concessionnaires	985 896,00	2,96%
Frais MOE	738 348,00	2,22%
Frais MOA	755 163,00	2,27%
PAI	2 825 788,00	8,48%
Total	33 319 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (attribuée)	8 571 429,00	25,73%
Région	20 000 000,00	60,03%
Département 92 (attribuée)	4 748 021,00	14,25%
Total	33 319 450,00	100,00%

Annexe 2 : Convention RER B Retournement à Bourg-La-Reine – Phase ACT et Travaux

2020

Schéma Directeur du RER B

Renouvellement de la signalisation et d'amélioration des situations perturbées à Bourg-la-Reine

Convention de financement relative à la phase achat et aux travaux pour l'ajout d'une nouvelle communication de changement de voie principale

Région îledeFrance

RATP

SOMMAIRE

PREAMBULE 5
Modalités d'actualisation 7
Article 1. Objet de la convention 8
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation 8
2.1. Périmètre de la convention 8
2.2. Délais de réalisation de l'opération 8
Article 3. Rôles et engagements des parties 8
3.1. L'Autorité organisatrice 8
3.2. La maîtrise d'ouvrage 9
3.2.1. Identification du maître d'ouvrage 9
3.2.2. Périmètre du maître d'ouvrage 9
3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage 9
3.3. Les financeurs 9
3.3.1. Identification 9
3.3.2. Engagements 10
Article 4. Modalités de financement et de paiement 10
4.1. Estimation du coût du Projet 10
4.2. Coût de réalisation détaillé de la présente convention 10
4.3. Plan de financement 10
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 11
4.4.1. Versement d'acomptes 11
4.4.2. Versement du solde 11
4.4.3. Paiement 12
4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 12
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 13
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 13
Article 5. Modalités de contrôle 13
5.1. Par les financeurs 13
5.2. Par Ile-de-France Mobilités 13
5.3. Intervention d'experts 13
Article 6. Audit 14
Article 7. Gestion des écarts 14
7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 14
7.2. Dispositions en cas de modification des délais 14
Article 8. Organisation et suivi de la présente convention 15
8.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 15
8.2. Comité des financeurs 16
8.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 16
8.4. Suivi de la communication institutionnelle 16
Article 9. Modification des avant-projets 17
Article 10. Bilan de l'opération 18
Article 11. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES 18
Article 12. Dispositions générales 18
12.1. Modification de la convention 18
12.2. Règlement des litiges 19
12.3. Résiliation de la convention 19
12.4. Date d'effet et durée de la convention 19
12.5. Mesures d'ordre 20
Annexes 22

Entre,

En premier lieu,

- L**'État**, représenté par le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du conseil régional, dûment mandatée par délibération n° de la commission permanente du conseil régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- La **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris dans le 12e arrondissement, 54 quai de la Râpée, représenté par Catherine GUILLOUARD Présidente Directrice Générale,

Ci-après désignée par « la RATP » ou le « Maître d'ouvrage »,

En troisième lieu,

- **Ile-de-France Mobilités**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n° en date du ,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « STIF », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AO »,

Visas

Vu le code des transports ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement ;
Vu le code de l'expropriation ;
Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;
Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du conseil régional du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;
Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
Vu la délibération du conseil régional d'Ile de France n° CP 13-580 du 11 juillet 2013 relative à l'approbation de la convention de financement pour l'élaboration des études de moyen terme du schéma directeur du RER B Sud;

Vu la délibération n° 2017-423 du 28 juin 2017 du conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités approuvant l'avant-projet de l'opération de renouvellement de la signalisation et d'amélioration des situations perturbées à Bourg-la-Reine;
Vu la délibération n° 2020/ du du conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités approuvant la présente convention ;
Vu la délibération de la commission permanente n° du approuvant la présente convention.

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Opération** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la création d'une communication à Bourg-la-Reine, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Projet** » : désigne l'étape de l'opération et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par le maître d'ouvrage.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

« **Coût prévisionnel** » : coût calculé sur la base du coût d'objectif et de la durée de réalisation conventionnelle.

« **Euros courants** » : euros constants à la date des conditions de référence retenues pour établir le coût d'objectif, actualisés selon la méthode d'indexation précisée dans la convention.

PREAMBULE

Présentation de l'Opération

Le Schéma Directeur RER B Sud : une réponse complémentaire aux actions déjà engagées

La ligne B du RER constitue un axe Nord-Sud structurant du réseau de transport francilien. Cette ligne, qui peut transporter 862 000 voyageurs par jour (comptages réalisés en 2014), revêt une importance majeure pour le réseau de transport francilien et le fonctionnement de la région Ile-de-France.

En 2003, un premier schéma directeur du RER B fixait comme priorité l'adaptation de l'infrastructure au Nord de la ligne pour restaurer un niveau de régularité satisfaisant. A cela s'ajoutait la nécessité de supprimer les nombreuses contraintes d'exploitation structurelles qui pesaient sur cette partie de la ligne.

Ces actions de court et moyen termes ont principalement donné lieu à la mise en œuvre de l'opération RER B Nord+, pour un montant total de 241 M€ CE 2006, dont la mise en service le 2 septembre 2013 a permis d'améliorer de façon substantielle la ponctualité du RER B dans son ensemble.

Le Schéma Directeur de 2003 a, par ailleurs conduit à la mise en place de l'interopérabilité de la ligne en 2009 (suppression de la relève à Gare du Nord) et la rénovation du matériel roulant (MI79) permettant d'offrir un meilleur confort aux voyageurs. Débutée en 2009, la rénovation de l'ensemble des 117 rames MI79 a été achevée en mai 2016.

Afin de poursuivre cette modernisation de la ligne, pour assurer une restructuration complète et pérenne d'une ligne de RER complexe, le conseil d'Ile-de-France Mobilités du 10 juillet 2013 a approuvé le Schéma Directeur du RER B Sud.

La mise en œuvre du Schéma Directeur RER B Sud

La recherche d'une amélioration du service, les évolutions récentes de fréquentation de la ligne et la prise en compte de nouveaux projets de transports collectifs structurants en Ile-de-France ont conduit à élaborer un nouveau projet – le Schéma Directeur du RER B Sud – permettant d'achever une restructuration complète et pérenne de cette ligne de RER complexe.

Aussi, le Schéma Directeur RER B Sud a été approuvé par le conseil du STIF le 10 juillet 2013 pour répondre aux enjeux de la ligne, à savoir :

- satisfaire les attentes des usagers en améliorant la situation existante (régularité, qualité de service) ;
- consolider de façon pérenne l'exploitation de la ligne, grâce à une logique de performance globale et d'unicité de service, et en agissant sur les marges offertes par le système, la robustesse, la production, l'exploitation, la qualité de service ;
- prévoir les demandes de développement de l'offre en tenant compte des évolutions futures de la population, de l'emploi, des déplacements, des autres offres de transport et l'impact de ces développements sur le système (matériel, infrastructures…).

Depuis 2013, l'État, la région Île-de-France et la Société du Grand Paris (SGP) ont financé les études et premiers travaux du SDLB. Sa mise en œuvre par la RATP et la SNCF, sous l'autorité d'Île-de-France Mobilités, est largement engagée.

Optimisation du terminus de Bourg-la-Reine : Actions permettant le renouvellement de la signalisation et l'amélioration des situations perturbées à Bourg-La-Reine

Ces actions permettront de fiabiliser l'installation de signalisation du secteur allant de Gentilly à Parc de Sceaux et Fontenay aux Roses, et de minimiser la zone impactée en cas d'indisponibilité de la signalisation grâce un sous découpage de la zone. Ces améliorations de la qualité de service ont conduit à une augmentation du parc de matériel roulant de 11 trains longs supplémentaires sur le RER B, sans création de voies de garages au Sud de la ligne.

Les actions se définissent en trois sous-ensembles :

- le renouvellement et la modernisation des installations de signalisation ferroviaire de Bourg-la-Reine et Laplace;
- la modernisation des installations ferroviaires à Bourg-la-Reine pour fluidifier, en situation perturbée, la circulation des trains ;
- la prédisposition, dans les nouveaux postes de signalisation, d'équipements pour un futur système d'exploitation et de signalisation NExTEO.

Le protocole Etat-Région signé le 19 juillet 2013 relatif à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, prévoit le financement des différentes phases opérationnelles des Schémas Directeurs des RER A et B Sud pour les volets infrastructure et gares. Il se traduit financièrement par le Contrat de Plan 2015-2020, approuvé au conseil régional d'Ile-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015. Ce contrat de plan a été confirmé au travers de sa revoyure signée le 7 février 2017 par le Premier Ministre et la Présidente de la région Ile-de-France.

L'Etat, la Région, la RATP et Île-de-France Mobilités partagent la volonté de réaliser les actions permettant l'optimisation du terminus de Bourg-la-Reine et décident d'organiser le financement selon le schéma décrit ci-après.

Ce dernier est porté par le CPER 2015-2020 (Etat et Région) et par la RATP pour les travaux de renouvellement patrimonial des postes (dans le cadre contractuel qui lie Île-de-France Mobilités et la RATP - Contrat IDFM-RATP 2016-2020 / Plan Quinquennal d'Investissement). . L'AVP concernant ces actions de renouvellement de la signalisation et d'amélioration des situations perturbées à Bourg-la-Reine a été voté en conseil d'Ile-de-France Mobilités du 28/06/2017.

Modernisation des installations ferroviaires à Bourg-la-Reine

La partie concernant la modernisation relève d'un financement au titre du CPER.

Cette partie consiste en l'ajout d'une nouvelle communication de changement de voie principale (2 aiguillages) dit « communication » dans le reste de la présente convention. Cette dernière permettra d'exploiter dans de meilleures conditions le tronçon central et la branche de Massy - Saint-Rémy, tout en maintenant la fréquence nominale la branche de Robinson, grâce à un carrousel rendu indépendant dans quelques situations jusqu'alors très pénalisantes pour les usagers du RER B. Ces capacités de retournement supplémentaires permettront d'amener plus de trains au niveau de Bourg La Reine en cas de situations très perturbées.

Ainsi, l'ajout d'une communication permettra, en cas de situation perturbée:

- De retourner directement à quai les trains de la branche de Robinson qui n'interfèreront plus avec les circulations potentiellement maintenues entre Saint-Rémy-lès-Chevreuse et Paris, contrairement au parcours actuel ;
- D'augmenter les capacités de circulation à contre-sens sur la branche de Robinson ;
- De bénéficier d'une correspondance quai à quai avec les trains provenant de Saint-Rémy-lès-Chevreuse pour les voyageurs en direction de Paris ;
- De pouvoir faire circuler environ 4/5 trains par heure entre Robinson et Bourg-la-Reine, notamment lorsque la circulation est coupée à Bourg-la-Reine, tout en bénéficiant d'une offre moins dégradée sur la branche de St-Rémy, pouvant ainsi être renforcée à 12 trains/heure au lieu de 8.

La réalisation de l'Opération nécessite la mise en place de moyens de substitution afin de garantir la continuité d'exploitation lors des interruptions d'exploitation.

Le CPER 2015-2020 prévoit que les frais liés à la mise en place de moyens de substitution lors de travaux d'opérations peuvent être éventuellement pris en charge par les financeurs du projet, sous réserve d'une explicitation précise des besoins par le maître d'ouvrage, après expertise d'Ile-de-France Mobilités, et dans la limite des surcoûts engendrés au-delà du financement usuel de l'exploitation en Ile-de-France.

Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont définies dans les études AVP. Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de signature de la convention
- puis par application d'une hypothèse d'évolution de l'indice TP01 de 1,8 % par an au-delà.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite de la phase achat (ACT) et des travaux concernant la création d'une communication sur le site de Bourg-La-Reine.

Elle a pour objet de :

- définir les modalités de financement de la phase achat (ACT) et des travaux concernant la création d'un aiguillage sur le site de Bourg-La-Reine,
- préciser les conditions de suivi et de réalisation de la phase achat (ACT) et des travaux dans le respect du calendrier général de l'opération,
- définir les documents à remettre aux signataires de la convention, sur leur demande.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER B – Convention de financement relative à la phase achat (ACT) et des travaux concernant la création d'une communication sur le site de Bourg-La-Reine»

ARTICLE 2. PÉRIMÈTRE ET CALENDRIER DE RÉALISATION

2.1. Périmètre de la convention

La présente convention porte la réalisation de la phase achat (ACT) et des travaux concernant la création s'une communication sur le site de Bourg-La-Reine, à savoir :

- Les études d'exécution, la fourniture, l'installation et les essais des équipements de voie, de génie civil, de basse tension et des caténaires de la communication
- Les études d'exécution, la fourniture, l'installation et les essais des équipements de signalisation et de contrôle de vitesse associés à la communication

2.2. Délais de réalisation de l'opération

Le délai de réalisation des travaux objets de la convention, y compris levée de réserve, est fixé à 64 mois à compter de la date d'approbation de la convention par le conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités.

Le planning prévisionnel des travaux préalables aux dates de mise en service de l'Opération est joint en annexe 1 à la convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L.1241-2 et R.1241-30 et suivants du code des transports, Ile-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit les maîtres d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

3.2. La maîtrise d'ouvrage

3.2.1. Identification du maître d'ouvrage

La RATP est maître d'ouvrage de l'opération de création de la communication de Bourg La Reine. La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

La RATP assure la maîtrise d'ouvrage des éléments de l'infrastructure et de bâti, ainsi que les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le réseau RATP, conformément aux articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

A ce titre, la RATP est désignée comme « le maître d'ouvrage » au titre de cette convention.

L'organigramme de l'Opération figure à l'annexe 2.

3.2.2. Périmètre du maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-projet approuvé par le conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage sur :

- le respect de son coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2020 tel que défini à l'article 4.1. Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le Maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif fixé en euros constants ;
- la réalisation du projet, objet de la Convention ;
- le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2 ;
- le respect de l'échéancier d'appels de fonds visé en annexe 3, mis à jour le cas échéant en comité, selon l'avancement du Projet
- le respect des règles de l'art.

Le maître d'ouvrage s'engage à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'Autorité organisatrice de la mobilité, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Île-de-France Mobilités informe alors sans délai les financeurs de la situation, en relation avec les maîtres d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement du Projet est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, par :

- l'Etat ;
- la région Ile-de-France.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation des travaux définis à l'article 2.1 dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût du Projet

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la convention est évalué à 6 329 288 €HT CE 01/2020, soit **6 700 000 € HT en euros courants**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

4.2. Coût de réalisation détaillé de la présente convention

Le coût prévisionnel des dépenses est évalué à 6 700 000 € HT courants, décomposé comme suit :

Estimation prévisionnelle des coûts (en € HT)	**Communication – Site de Bourg-La-Reine** **MOA RATP**
	Estimation prévisionnelle en euros courants
Travaux	**4 659 000**
PAI	**680 000**
MOE	**1 058 000**
MOA	**303 000**
TOTAL	**6 700 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans un principe de fongibilité entre postes de dépenses et dans le respect de l'enveloppe globale du bénéficiaire, allouée par la convention.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du Projet est présentée pour information à l'ensemble des partenaires dans l'instance de financement ad-hoc, accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, ….). La liste des risques identifiés est présentée par le maître d'ouvrage au premier comité de suivi du Projet.

4.3. Plan de financement

L'opération est financée sous forme de subventions d'investissement suivant la clé de répartition définie dans le contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Le plan de financement est établi comme suit, en euros courants HT :

Création d'une communication – Site de Bourg La Reine **Plan de financement - Montant € courants HT et %**			
Périmètre	**Etat** **30%**	**Région** **70%**	**Total** **100%**
RATP	**2 010 000**	**4 690 000**	**6 700 000**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'Article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :
a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés et perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses réalisées, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

La demande d'acompte résultant des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020 et par dérogation à son règlement budgétaire et financier, la Région applique l'article n°3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 qui dispose que les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du CPER 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.
Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.
Si au moins une convention relative à cette Opération était notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes seraient reprises dans la dernière convention de financement relative à cette Opération.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 4.4.1 signés par le représentant dûment habilité de la RATP. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants.

Le versement du solde pour la région Île-de-France se fera sur présentation de la liste des factures acquittées signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

La demande de solde adressée à la région Île-de-France devra respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France.

Si au moins une convention relative à cette opération a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au solde sont reportées dans la convention la plus récente.

4.4.3. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par les maîtres d'ouvrage des dispositions de la Convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 4.4.1, 4.4.2 et 4.5 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès des bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

- **RATP** sur le compte RATP Encaissements Collectivités CALYON, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 31489
Code guichet : 00010
N° compte : 00 198 757 753
Clé : 47

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ILE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
RATP	Maison de la RATP Lac C42 54 Quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	Subvention.investissement@ratp.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toute autre participation financière attribuée en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par Ile-de-France Mobilités

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 8.1.

5.3. Intervention d'experts

Sur proposition de l'Autorité Organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'Autorité Organisatrice, le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'Autorité Organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le

contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. AUDIT

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article L1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 7. GESTION DES ECARTS

7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant de l'opération, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif, indiqué à l'article 4.1 en euros constants ne peut être respecté par le Maître d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum de un (1) mois à l'AO et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par le Maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par l'AO, les financeurs préciseront alors, lors du comité des financeurs (article 8.2), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4.3 au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le Maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe au Maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii selon lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

7.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des travaux prévus à l'article 2.2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités des financeurs composés des élus et des financeurs.

8.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions et les justifications correspondantes,
- un état d'avancement des dépenses et l'EAT,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,

- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le montant des subventions que le maître d'ouvrage prévoit d'appeler pour l'année en cours et l'année n+1,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2020 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition (postes CERTU), celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

8.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 8.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'article 6 et à l'article 7 de la présente convention seront mises en œuvre.

8.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Pendant toute la durée de validité de la convention, le Maître d'ouvrage s'engage à informer les financeurs, sans délai:

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles des appels de fond sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières de l'Opération.

8.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du Maître d'ouvrage, de l'AO et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le Maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit le Maître d'ouvrage, l'AO et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le Maître d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le Maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région et Ile-de-France Mobilités
- en dernier : le logo d'Ile-de-France Mobilités.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 9. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet (sur le périmètre de la présente convention) ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (Article 2.2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût objectif (en euros constants indiqué en 4.1), peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que les Maîtres d'ouvrage envisagent des modifications significatives du programme de l'Opération, précisé dans l'avant-projet approuvé par Ile-de-France Mobilités, ils transmettront à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Ils devront veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'Opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les Maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

Le Maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq (5) ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini dans l'article 4.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le montant des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent), avec comparaison les versements effectués par les financeurs,
- la nature et l'estimation des dépenses totales restants à payer (contentieux, réclamations, finitions, garanties,…) et une estimation de la date de remise du solde de la présente convention de financement,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 11. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES

Le maître d'ouvrage est propriétaire des études et résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et à Ile–de-France Mobilités l'intégralité des résultats d'études.

Les résultats d'études seront transmis, à leur demande, en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Toute autre diffusion est soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage est titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente Convention.

Les financeurs s'interdisent toute diffusion des résultats des études en dehors des signataires de la présente Convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérés comme confidentielles.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GENERALES

12.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

12.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août.

Les éventuels litiges entre les parties liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal territorialement compétent, à défaut de règlement amiable.

12.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation pour motif d'intérêt général prononcée en application du présent article n'ouvre pas droit à indemnisation du bénéficiaire des subventions, sauf à ce que ce dernier justifie des coûts et préjudices résultant pour lui de ladite résiliation, en particulier des indemnisations dues au titulaire du ou des marchés passés pour la réalisation des études et travaux, objet de la présente convention.

12.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île de France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des durées indiquées à l'article 5 et des stipulations de l'article 6, la présente convention expire :

- Après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.5.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

12.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du conseil régional d'Ile-de-France	Pour la RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente Directrice Générale
	Pour Ile-de-France Mobilités **Laurent PROBST** Directeur Général	

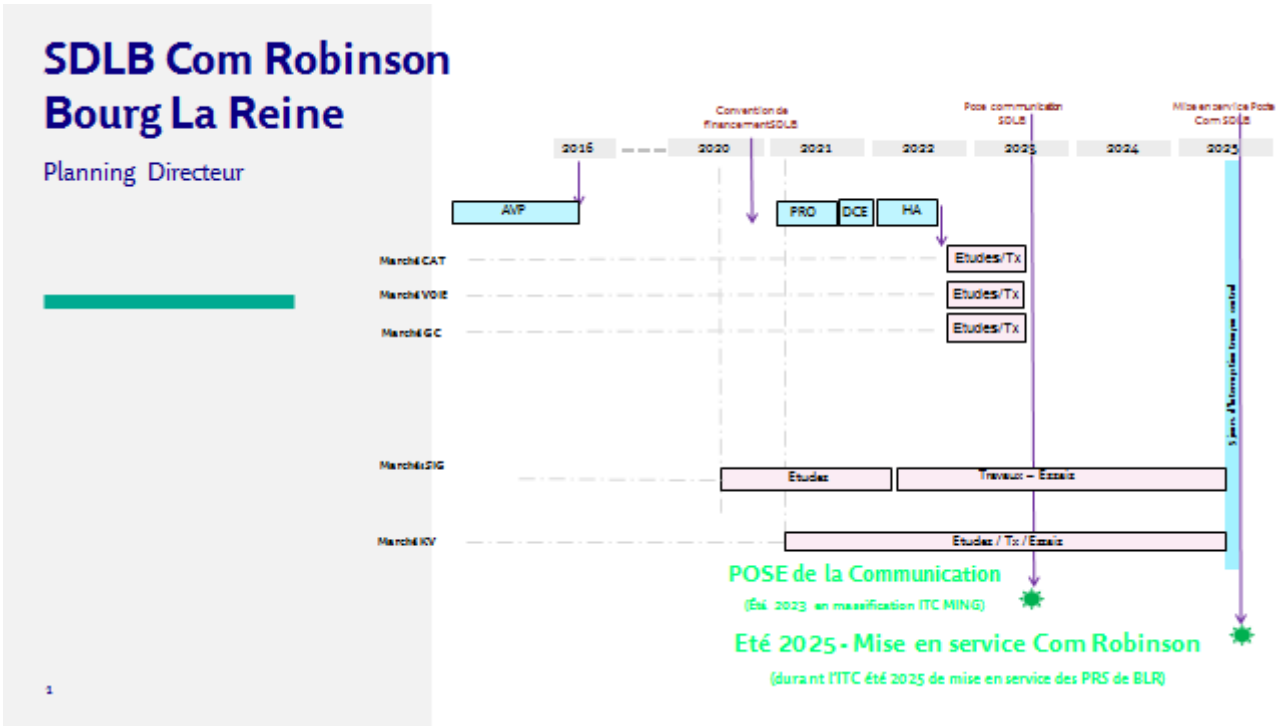
Annexes

Annexe 1 : Calendrier

Annexe 2 : Organigramme de l'opération

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ANNEXE 1
Calendrier de l'opération



ANNEXE 2
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE RATP

Maître d'ouvrage : Département de la Maîtrise d'Ouvrage des Projets

ANNEXE 3
Echéancier prévisionnel

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS RATP EN €

€ HT courants	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Etat	126000	210000	420000	390000	330000	330000	150000	54000	2 010 000
Région	294 000	490 000	980 000	910 000	770 000	770 000	350 000	126 000	4 690 000
TOTAL	**420 000**	**700 000**	**1 400 000**	**1 300 000**	**1 100 000**	**1 100 000**	**500 000**	**180 000**	**6 700 000**

Ligne Transilien P – Avenant à la convention sous-station de Villenoy

2020

Ligne Transilien P

Avenant n°1 à la convention de financement

Renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy

(Schéma de principe, enquête publique et études d'avant-projet et projet, dossier de consultation des entreprises)

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

  et

- La **région Île-de-France** (ci-après « la région »), représentée par la Présidente du conseil régional, dûment mandatée par délibération n° CP 2020-204 de la commission permanente du conseil régional en date du 1er juillet 2020,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Société Anonyme au capital de 500 000 000 €, inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro SIREN 412 280 737, dont le siège est situé 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 93 418 La Plaine St Denis, représenté par Guillaume MARBACH, en qualité de Directeur Général IDF, dûment habilité à cet effet,

Ci-après désigné par le **« Maître d'ouvrage »**, le « **bénéficiaire** »,

- **Île-de-France Mobilités**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°…… en date du ……..,

Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités** », « **le Syndicat des Transports d'Île-de-France** », « **l'Autorité Organisatrice** », « **l'AO** ».

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** ».

Diffusable SNCF RESEAU

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de la commande publique,

Vu la loi n°2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire,

Vu le décret n° 2017-443 du 30 mars 2017 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau,

Vu le décret n° 2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les nouveaux statuts de la société SNCF Réseau,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France adopté par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du Syndicat des transports d'Île-de-France n° 2016-220 du 1er juin 2016 relative à l'approbation du schéma directeur du réseau Paris Est ;

Vu la délibération n° CP 2017-412 du 18 octobre 2017 relative à l'approbation de la convention de financement pour la réalisation du renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy sur la ligne P du Transilien – schéma de principe, enquête publique et études d'avant-projet et projet ;

Vu la délibération n° CP 2019-345 du 17 octobre 2019 de la région Ile-de-France relative à l'approbation de la convention de financement pour la réalisation du renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy sur la ligne P du Transilien – AP0-REA ;

Vu la délibération n° CP 2020-204 du 1er juillet 2020 relative à l'approbation du présent avenant,

Vu la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n° ……. du …….. relative à l'approbation du présent avenant,

Diffusable SNCF RESEAU

PREAMBULE

Lors de la séance de son conseil d'administration le 1er juin 2016, le Syndicat des Transports d'Île-de-France a approuvé le schéma directeur du RER E et de la ligne P.

A l'horizon 2021, il est prévu de remplacer la sous-station de Villenoy par une sous-station plus performante permettant de réduire le temps de parcours entre Paris et Meaux et d'organiser une meilleure desserte de la ligne P Nord.

Le renforcement de cette sous-station est un préalable permettant l'électrification de la ligne Trilport – La Ferté-Milon et permettra d'utiliser aussi bien du matériel roulant AGC que du « Francilien ».

Une première convention s'inscrivant dans le cadre de la formalisation du financement des études préalables à la réalisation du renforcement électrique de la sous-station de Villenoy a été approuvée le 18 octobre 2017 et notifiée le 16 avril 2018. Cette convention d'un montant de 1 200 000 € permettait de financer la réalisation du schéma de principe, de l'enquête publique et des études d'avant-projet et de projet.

Dans la perspective de l'approbation de la convention de financement travaux, le MOA a informé les financeurs en juillet 2019, qu'un montant de 414 000 € était disponible sur la convention études précitée et a demandé leur accord quant à la possibilité d'utiliser ce reliquat pour le financement d'une partie de la phase DCE, non couverte dans ladite convention.

Le MOA a ensuite indiqué le 7 octobre 2019 que l'exploitant Transilien n'avait pas validé le projet en l'état et que des modifications susceptibles d'impacter le contenu, le coût et le calendrier devaient être apportées.
En accord avec IDFM et l'Etat, la convention REA a été maintenue à l'ordre du jour de la commission permanente du 17 octobre 2019, pour un montant de 17,4 M€. La partie de la phase DCE réalisée au titre de la convention d'études APO étant déduite de la convention REA.

SNCF Réseau a confirmé que la demande de lancement des DCE ne porterait que sur la partie du projet non modifiée suite aux demandes formulées par l'exploitant. Dans ce contexte et dans l'attente d'un point complet sur le projet, les partenaires ont donné un avis favorable à l'utilisation du reliquat disponible au bénéfice d'une partie de la phase DCE, sous réserve de ne lancer les DCE que sur la partie du projet non modifiée, à savoir :

- le remplacement des transformateurs actuels par des plus puissants et plus modernes (deux transformateurs sur cette première partie de programme),
- la prise en compte des mesures conservatoires pour l'installation d'un 3ème transformateur, nécessaire pour la mise en V de la sous-station,
- la remise à niveau du circuit de retour courant traction et circuit de voie,
- les travaux d'accès et de plateforme,
- les travaux télécom-télé-conduite pour la sous-station,
- des travaux de renforcement de l'alimentation électrique effectués par RTE.

La reprise partielle des études de projet suite aux observations formulées par Transilien permettra à SNCF Réseau de finaliser le programme complet et de le soumettre à ses instances afin de proposer aux partenaires un point complet d'ici l'été 2020.

Le présent avenant n°1 à la convention études vise donc à élargir son périmètre, à coût constant, en ajoutant une phase de lancement des dossiers de consultation des entreprises (DCE) pour le renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy en remplacement des missions initialement prévues et qui n'ont pas été nécessaires.

Il est convenu ce qui suit :

Diffusable SNCF RESEAU

ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'ajouter au périmètre de la convention initiale le lancement des dossiers de consultation des entreprises (DCE) pour le renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy, à coût constant.

Par conséquent, le présent avenant modifie le titre de la convention, l'article 1, l'article 2.1, l'article 4.1 et l'annexe 3.

ARTICLE 2. MODIFICATION DU TITRE DE LA CONVENTION

Le titre de la convention est remplacé par « convention de financement pour la réalisation du renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy sur la ligne P du Transilien –, Etudes d'avant-projet et de projet, dossier de consultation des entreprises ».

ARTICLE 3. MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.1 RELATIF AU PERIMETRE DE LA CONVENTION

L'article 2.1 relatif au périmètre de la convention initiale est remplacé par :

« *Le projet de renforcement des IFTE prévoit le remplacement de la sous-station de Villenoy qui alimente la* section *de* ligne *comprise entre Lagny et La Ferté Sous Jouarre.*

Il a pour objectif de retendre des marches des missions ligne P de Meaux, ce qui n'est pas possible actuellement compte tenu des limites de performance de la sous-station de Villenoy.

Ce projet est par ailleurs un pré-requis à tout renforcement de l'offre ferroviaire sur l'axe de Château Thierry, qui connaît aujourd'hui un problème de charge des trains.

Par ailleurs, la sous-station actuelle de Villenoy ne permettant pas d'assurer une qualité d'alimentation suffisante en vue de l'électrification de la branche de La Ferté Milon, le projet de renforcement des IFTE est un préalable à cette électrification.

Le périmètre de la convention comprend :

- *Etudes d'Avant-Projet et de Projet,*
- *Dossiers de consultations des entreprises.* »

ARTICLE 4. MODIFICATION DE L'ARTICLE 4.2 RELATIF A LA REPARTITION DETAILLEE DES COÜTS DES ETUDES

L'article 4.2 relatif à la répartition détaillée des coûts des études de la convention initiale est remplacé par :

« *Le maître* d'ouvrage *fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet*

Phase	***Montant (en € courants)***
Schéma de principe	*0€*
Procédures/Enquête publique	*0€*
Etudes d'avant-projet et de Projet (y compris reprise d'études)	*1 000 000€*
Dossier de consultation des entreprises	*200 000 €*
TOTAL	***1 200 000 €***

Diffusable SNCF RESEAU

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect de l'enveloppe globale. »

ARTICLE 5. MODIFICATION DE L'ANNEXE 3 RELATIVE AU CALENDRIER PREVISIONNEL

L'annexe 3 relative au calendrier prévisionnel est remplacée par :

Le calendrier prévisionnel ci-dessous comprend les délais d'études et de procédures, hors délais de validation :

Avant Projet - Projet : Janvier 2019-juillet 2020,
Dossier de Consultation des Entreprises (partiel) : Janvier 2020-Aout 2020.

ARTICLE 6. DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses de la Convention initiale non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations du présent avenant n°1, demeurent inchangées et applicables de plein droit.

ARTICLE 7. ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par l'Autorité Organisatrice à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Diffusable SNCF RESEAU

Le présent avenant est établi en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Il est signé à ……par toutes les parties et notifiée le …… .

Pour l'Etat,

Michel CADOT
Préfet de la région Île-de-France,
Préfet de Paris

Diffusable SNCF RESEAU

Pour la Région Île-de-France,

Valérie PÉCRESSE
Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Diffusable SNCF RESEAU

Pour SNCF Réseau,

Guillaume MARBACH
Directeur Général Île-de-France

Diffusable SNCF RESEAU

Pour Île-de-France Mobilités,

Laurent PROBST
Directeur Général

Diffusable SNCF RESEAU

RER D - Redécoupage du block du Vert-de-Maisons - convention travaux

2020

Schéma Directeur du RER D

Redécoupage du block du Vert-de-Maisons

Etudes Projet et Travaux (REA)

Région îledeFrance

SNCF RÉSEAU

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance mobilités

Schéma Directeur du RER D

« Convention relative aux études Projet (PRO) et travaux (REA) nécessaires au redécoupage du block du Vert-de-Maisons du RER D »

SOMMAIRE

PREAMBULE 7
Article 1. Objet de la convention 7
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation des TRAVAUX 8
2.1. Périmètre de la convention 8
2.2. Délais de réalisation 8
Article 3. Rôles et engagements des parties 9
3.1. L'Autorité organisatrice 9
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 9
3.2.1. Identification du maître d'ouvrage 9
3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage 9
3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage 9
3.3. Les financeurs 10
3.3.1. Identification 10
3.3.2. Engagements 10
3.4. Le bénéficiaire 10
Article 4. Modalités de financement et de paiement 11
4.1. Régime de TVA 11
4.2. Estimation du coût des travaux 11
4.3. Coût global des études et premiers travaux 11
4.3.1. Coût de réalisation détaillé 11
4.4. Plan de financement 12
4.5. Modalités de paiement 12
4.5.1. Versement d'acomptes 12
4.5.2. Versement du solde 13
4.5.3. Paiement 14
4.5.4. Bénéficiaire et domiciliation 14
4.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 14
4.7. Comptabilité du Bénéficiaire 15
Article 5. Modalités de contrôle 15
5.1. Par les financeurs 15
5.2. Par Ile-de-France Mobilités 15
ARTICLE 6. MODALITES D'AUDIT 15
ARTICLE 7. Gestion des écarts 16
7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 16
7.2. Dispositions en cas de modification des délais 16
ARTICLE 8. Organisation et suivi de la présente convention 17
8.1. Le comité de pilotage 17
8.2. Le comité des financeurs 17
8.3. L'information des financeurs, hors instances de gouvernance 18
8.4. Suivi de la communication institutionnelle 18
ARTICLE 9. MODIFICATION DEs AVANT-PROJETS 19
ARTICLE 10. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 19
ARTICLE 11. BILAN DE L'OPERATION 20
ARTICLE 12. Dispositions générales 20
12.1. Modification de la convention 20
12.2. Règlement des litiges 21
12.3. Résiliation de la convention 21
12.4. Date d'effet et durée de la convention 21
12.5. Mesures d'ordre 22

Annexes 24

Entre,

En premier lieu,

- L**'État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la présidente du conseil régional, dûment mandaté par délibération n° CP2020- de la commission permanente du conseil régional en date du 27 mai 2020. ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau,** société anonyme au capital de 500 000 000 €, dont le siège est situé à La Plaine Saint Denis (93 418 Cedex), 15/17 rue Jean Philippe RAMEAU CS 80001, identifié au SIREN sous le numéro 412 280 737 N°APE 632 A, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny, représenté par Gilles GAUTRIN, en sa qualité de Directeur par intérim de la Direction de la Modernisation et du Développement, dûment habilité à cet effet,

Ci-après désigné par « **le Maître d'ouvrage »**.

En troisième lieu,

- **Île-de-France Mobilités**, établissement public à caractère administratif, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités** », « **le Syndicat des Transports d'Île-de-France** », « **l'Autorité Organisatrice de la Mobilité** » ou « **l'AOM** »,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

Vu le décret 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Île-de-France ;

Vu le décret 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de SNCF Réseau ;

Vu le décret 2019-1582 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

Vu le décret n° 2019-1582 du 31 décembre 2019 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu la délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Présentation du projet

La mise en service de la ligne 15 Sud du Grand Paris Express est prévue courant 2025. Cette ligne sera en interconnexion avec le RER D en gare du Vert-de-Maisons, actuellement desservie par 4 trains par heure en pointe. L'augmentation du nombre d'arrêts semble donc incontournable.

Par ailleurs, le nouveau système de signalisation dit Nexteo doit être mis en service fin 2026, soit en théorie 18 mois après celle de la ligne 15 Sud. Quand bien même le planning affiché par la Société du Grand Paris reste à confirmer, le calendrier de Nexteo demeure ambitieux compte tenu de la complexité technique que ce projet revêt : reprise complète des postes de signalisation, mise en œuvre du projet ATS+, gestion des projets connexes (déploiement nouveaux matériels roulants, reprise installations de maintenance associées) dans un contexte de forte tension sur les ressources SNCF.

Le risque que la ligne 15 Sud soit mise en service avant le système Nexteo fait poser la question de la gestion de la situation transitoire, notamment vis-à-vis des usagers du RER D étant donné les conditions d'exploitation sans Nexteo et sans redécoupage du block au niveau de Vert-de-Maisons.
En effet, compte tenu de l'ouverture du Grand Paris Express, du développement des quartiers aux abords de la gare du Vert-de-Maisons et d'un report depuis la gare de Maisons-Alfort – Alfortville, et sur la base des prévisions de trafic 2025 et celles projetées à horizon 2030, les voyageurs seront chaque année de plus en plus nombreux et doivent donc pouvoir être absorbés par la ligne D.

Etant donné les contraintes de planning de déploiement du futur matériel roulant du RER D (RER NG) et du volume des travaux d'infrastructure connexes à réaliser, il est primordial de garantir la fiabilité des horaires de la grille de desserte du RER D ainsi que sa bonne robustesse d'exploitation. Il est donc nécessaire d'adapter le block au niveau du Vert-de-Maisons.

Les travaux consistent à adapter les signaux existants et seront réalisés de nuit sans impact notable sur l'exploitation.

La présente convention couvre les besoins de financement liés aux engagements de phases nécessaires en 2020, pour ne pas mettre en péril le calendrier de déploiement envisagé.

Coût d'objectif global du projet

Le coût d'objectif du projet sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau sera définitivement établi à l'issue de la phase AVP et de sa validation par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement des études Projet et travaux concernant le redécoupage du block en gare du Vert-de-Maisons sur le RER D.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études Projet et travaux de redécoupage du block en gare du Vert-de-Maisons sur le RER D,
- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention,

- de préciser les conditions de suivi des études et des travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Redécoupage du block en gare du Vert-de-Maisons sur le RER D – Etudes Projet et travaux »

ARTICLE 2. PÉRIMÈTRE ET CALENDRIER DE RÉALISATION DES TRAVAUX

2.1. Périmètre de la convention

La présente convention a pour objet de contractualiser le financement des études Projet et travaux concernant le redécoupage du block en gare du Vert-de-Maisons sur le RER D, sur la voie 1bis, entre Maisons Alfort et Vert-de-Maisons, qui se traduit par :

- La création de deux sémaphores au PK6,850 et au PK7,328
- La suppression du sémaphore au PK7,073
- La suppression de l'ACli vers V1bis au C1225

SNCF Réseau fera, opération par opération, un point financier de l'état des dépenses dans le cadre des comités techniques et comités des financeurs mentionnés à l'article 8, et remettra l'ensemble des résultats d'études à Île-de-France Mobilités.

La présente convention intègre notamment dans son périmètre :

- la prise en charge des frais de maîtrise d'ouvrage (notamment pilotage, encadrement, contrôle qualité, contrôle de gestion, frais de structure, participation des entités charge de l'exploitation, de la maintenance, de la sûreté et de la sécurité des lieux) ;
- les frais de maîtrise d'œuvre nécessaires à la bonne exécution de leurs missions ;
- la mise à jour et la présentation d'un planning de réalisation jusqu'à sa mise en service ;
- l'évaluation pour chaque situation concernée des frais liés à la mise en place d'une offre de substitution en cas d'interruption du trafic ;
- les acquisitions foncières;
- les commandes de matière nécessaires pour la réalisation des travaux ;
- la réalisation partielle des travaux ;
- le suivi de l'exécution des travaux ;
- les missions d'ingénierie et les accompagnements nécessaires : Mission Sécurité Ferroviaire (MSF), contrôle technique, coordination sécurité et protection de la santé, sondages, levés topographiques et diagnostics divers ;
- la réception des travaux et la levée des réserves.

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation prévisionnel des études et travaux concernant le redécoupage du block du Vert-de-Maisons est fixé à 42 mois à compter de la notification de la présente convention, dans les

conditions définies à l'article 12.4 de la présente convention par IDFM à l'ensemble des autres parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux figure en annexe 3 de la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, Île-de-France Mobilités suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

SNCF Réseau est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans les dossiers d'Avant-Projet approuvés par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités pour les différents projets d'adaptation des infrastructures de la ligne du RERD dans la perspective de l'augmentation de la desserte en gare du Vert-de-Maisons en vue de l'arrivée du Grand Paris Express.

3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des études Projet et travaux, dès lors que les financements obtenus permettront de mener les réalisations jusqu'à leur terme, conformément aux coûts et délais des AVP correspondants qui seront approuvés par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

Sous réserve de disposer des financements nécessaires dans les conditions définies à la présente convention, le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation de la phase REA, telle que définie aux articles 2.1.1 et 2.1.2 de la présente convention.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, dans les meilleurs délais, des éventuels risques de dérive du planning et/ou des coûts. Île-de-France Mobilités informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

Compte-tenu de l'avancement des études à la date de rédaction de la présente convention, l'engagement du maître d'ouvrage sur la phase de réalisation est conditionné à la validation préalable de l'engagement de la phase REA du projet par les instances de gouvernances compétentes de SNCF Réseau. SNCF Réseau s'engage à informer Île-de-France Mobilités dès l'intervention de cette validation.

Le Maître d'ouvrage s'engage au respect du coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence tel qu'il sera défini dans les Avant-Projets correspondants, sous réserve que la notification de la présente convention, et des suivantes, ne génère pas de retards ou d'arrêts des interventions du Maître d'ouvrage.

En particulier, le coût objectif défini dans l'Avant-Projet approuvé par le conseil d'Ile-de-France Mobilités ne tient pas compte de l'épidémie de Covid 19 qui sévit actuellement et qui ne relève pas de la responsabilité de SNCF Réseau. Or, celle-ci engendre des conséquences sur le déroulement des opérations d'investissement sur le réseau ferré national dont les effets ne sont pas quantifiables aux dates de soumission de la présente convention aux assemblées délibérantes et aux instances de gouvernance respectives. Aussi, les parties conviennent de signer en l'état la convention pour ne pas péjorer le déroulement de l'opération et, en cas d'impact sur les coûts et les délais dû à la pandémie Covid19, d'appliquer les dispositions relatives à la gestion des écarts, définies à l'article 7 de la présente convention.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le Maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif fixé en euros constants.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études et travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de **6 546 000 courants**, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 1 963 800 € ;
- La Région Île-de-France (70 %), soit 4 582 200 €.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2.1, des études Projet et travaux, dans la limite des montants inscrits au plan de financement en euros courants tel qu'arrêté à l'article 4.4 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des appels de fonds visé à l'annexe 2.

3.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Île-de-France.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Régime de TVA

S'agissant de dépenses se rapportant à des travaux relatifs à un investissement sur le réseau ferré national, les financements en tant que subvention d'investissement ne sont pas soumis à TVA.

4.2. Estimation du coût des travaux

Les signataires de la convention conviennent de mettre en place un financement de **6 546 000 € courants** au bénéfice de SNCF Réseau pour la réalisation des études Projet et travaux, objet de la présente convention.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade des études d'avant-projet.

4.3. Coût global des études et premiers travaux

4.3.1. Coût de réalisation détaillé

Le Maître d'ouvrage fournit une estimation de niveau Etudes Préliminaires en euros courants des différents postes d'études Projet et travaux du projet global concernant l'adaptation de la signalisation du RER D pour permettre l'augmentation du nombre d'arrêts en gare du Vert-de-Maisons, dont le détail figure à titre indicatif ci-dessous.

Opérations	Phase	Poste de dépense	Coûts M€ courant
Adaptation signalisation voie principale 1bis	**PRO et REA**	**Total**	
		Travaux	3,766 €
		MOA	0,554 €
		MOE	1,017 €
		PR	1,209 €
Total			**6,546 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles selon un principe de fongibilité des différents postes de dépenses, dans le respect de l'enveloppe globale.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée pour information à l'ensemble des partenaires accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, etc.), dans l'instance de suivi de la convention.

4.3.2. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont celles de 01/2017.

Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la délibération de la Région Ile-de-France de la convention ;
- puis de 3 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

4.4. Plan de financement

L'opération est financée sous forme de subventions d'investissement suivant la clé de répartition définie dans le contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Le plan de financement est établi comme suit, en euros courants HT :

Redécoupage block VDM – Convention REA Montant € courants HT et %			
	Etat 30 %	**Région 70 %**	**TOTAL**
MOA SNCF Réseau	1 963 800	4 582 200	**6 546 000**

4.5. Modalités de paiement

4.5.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmet aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte seront établis en euros courants. Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées indiquant notamment la date et la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application de la clé de financement définie à l'article 4.4.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

Les demandes de versement d'acomptes auprès de l'Etat comporteront les éléments suivants :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.3 daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 4.4.

La demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. S'agissant d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020, la Région applique l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 par dérogation à son règlement budgétaire et financier. Les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné pour SNCF Réseau à 90% du montant de la subvention.

Si au moins une convention de financement relative à cette opération est notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes sont reprises dans la dernière convention de financement relative à cette opération et tiennent compte des engagements les plus récents.

4.5.2. Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses acquittées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.5.1 signés par le représentant légal de l'organisme indiqués à l'article 3.2.1. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde se fera sur présentation de la liste des factures acquittées et dans le respect des dispositions de l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si au moins une convention de financement relative à cette opération, a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au solde sont reportées dans la convention la plus récente. En conséquence, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes décrites à l'article 4.5.1.c s'appliquent en tenant compte des engagements les plus récents.

4.5.3. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le maître d'ouvrage des stipulations de la présente convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini articles 4.5.1, 4.5.2 et 4.6 de la présente convention.
Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit à la connaissance du maître d'ouvrage, éventuellement sous forme électronique.

4.5.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ÎLE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	Patricia LANGELEZ Patricia.langelez@reseau.sncf.fr TEL : 01 85 57 96 70

4.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Île-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Île-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de

programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.7. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études et travaux réalisés dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par Ile-de-France Mobilités

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

5.3 Intervention d'experts

L'autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'autorité organisatrice. Le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. MODALITES D'AUDIT

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article L. 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.
Ces audits éclairent les Parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 7. GESTION DES ECARTS

Cet article concerne la gestion des écarts constatés après approbation des dossiers d'Avant-projet correspondant à l'opération.

7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les bénéficiaires s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées à due proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.4. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté par le Maître d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum de un (1) mois à l'AO et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par chaque Maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par l'AO, les financeurs préciseront alors, lors du comité des financeurs de la convention de financement (article 8.2), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4.4 au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le Maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la convention de financement. Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe au Maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

7.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des études et travaux prévus à l'article 2.2 de la Convention ne peut être assuré, l'État, la région et l'AO peuvent solliciter du Maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'État et à la région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le Maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le Maître d'ouvrage, l'État et la région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'État, la région, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule autour des deux instances suivantes classées par ordre décroissant de niveau de représentation, qui permettent de garantir le suivi des travaux.

8.1. Le comité de pilotage

Sous la présidence de l'autorité organisatrice, ce comité est composé du maître d'ouvrage ainsi que des élus, ou leurs délégataires, représentant les financeurs.
Ce comité pilote et arbitre les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et des coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin pour traiter des questions ayant des incidences majeures sur l'Opération, notamment les ajustements techniques, administratifs et financiers qui n'auraient pu être validés par le comité des financeurs décrit à l'article suivant. Ce comité de pilotage est nécessairement précédé par un comité des financeurs préparatoire. Le maître d'ouvrage présente alors au comité de pilotage les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur l'Opération et ce, en vue de permettre au comité de pilotage de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'Opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 5,6 et 7 de la convention seront mises en œuvre.

Les membres sont convoqués par l'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité de pilotage au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.
Le secrétariat est assuré par l'AOM.

8.2. Le comité des financeurs

Le comité des financeurs est composé des représentants de l'ensemble des Parties et notamment des techniciens en charge de la réalisation de l'Opération. Le comité aborde principalement les questions techniques et financières de l'Opération.
A l'initiative de l'AOM, le comité se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire.
A l'initiative de l'une des Parties, le comité peut être réuni en séance extraordinaire, après convocation envoyée par l'AOM, dans le mois suivant sa saisine.
Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par l'AOM et fait l'objet d'un avis transmis par ce dernier aux financeurs.
Les membres sont convoqués par l'AOM avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des deux thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ;
- le point sur l'avancement des travaux ;
- une appréciation sur le déroulement de l'Opération ;
- la liste des marchés signés avec leur montant d'engagement et le nom des prestataires ;
- la liste des marchés à venir ;
- le suivi du calendrier des travaux ;

- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses) ;
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel de l'Opération tel qu'il peut être estimé à la date du comité ;
- un état comparatif entre le coût d'objectif détaillé par postes tels qu'indiqués à l'AVP et le coût final de l'Opération détaillé par postes CERTU tel qu'il est estimé à la date du comité au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, un état des lieux sur la consommation des provisions ;
- un état d'avancement des dépenses et le coût final prévisionnel ;
- un état des appels de fonds appelés et versés à date ;
- un état actualisé des prévisions pluriannuelles des appels de fonds.

Le secrétariat est assuré par l'AOM.

8.3. L'information des financeurs, hors instances de gouvernance

Le Maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement de l'Opération devant le Conseil d'Ile-de-France Mobilités à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux comités de suivi des conventions de financement dits « CSCF », de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Le Maître d'ouvrage s'engage également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

8.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du maître d'ouvrage, de l'AOM et des financeurs.
Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins et au minimum une fois par an, il réunit le maître d'ouvrage, l'AOM et les financeurs de l'Opération ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre).

Ce comité échange sur la communication relative à l'Opération : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des Etudes qu'elles visent, notamment par une indication

portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des opérations inscrites au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présentent les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, autres financeurs.

La surface allouée à chaque partenaire est identique.

Le compte-rendu du comité de communication est assuré par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 9. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2.2 de la convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût d'objectif, peut conduire à la réalisation d'un avant-projet modificatif, approuvé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que l'un des maîtres d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la convention, il transmet à Île-de-France Mobilités ainsi qu'aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il doit veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières, y compris sur les échéanciers d'appels de fonds. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités valide les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou apprécie l'opportunité d'une saisine du Comité ad hoc ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif est présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités. Il donne lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'Opération. Les travaux concernés ne peuvent avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le maître d'ouvrage, sur son périmètre, de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'Opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications est soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 10. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et Résultats des Etudes qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmet aux financeurs les résultats d'Etudes, après validation du comité des financeurs.

Le maître d'ouvrage transmet à l'autorité organisatrice les résultats des Etudes visées dans la présente convention et tout autre document et support d'information nécessaires à Île-de-France Mobilités pour remplir son rôle d'autorité organisatrice.

Les Résultats des Etudes pourront être utilisés librement par l'autorité organisatrice et les financeurs dans le cadre de la poursuite de la réalisation de l'Opération.

Les résultats d'Etudes seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format informatique natif et PDF.

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses Etudes et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.
Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné.
Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des Etudes en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

ARTICLE 11. BILAN DE L'OPERATION

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition du coût final selon les postes constitutifs du coût d'objectif, défini à l'article 4.3 ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :
- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 4.5.4 qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

12.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

12.3. Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop- perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation pour motif d'intérêt général prononcée en application du présent article n'ouvre pas droit à indemnisation des bénéficiaires des subventions, sauf à ce que ces derniers justifient des coûts et préjudices résultant pour lui de ladite résiliation, en particulier des indemnisations dues au(x) titulaire(s) du(des) marché(s) passé(s) pour la réalisation des études et premiers travaux objet de la présente convention.

12.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention par le Conseil Régional d'Île-de-France ou sa Commission Permanent ou de la date indiquée par ladite délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des articles 5, 9 et 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 12.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.5.2;

- à la date de la constatation de la caducité de la convention selon les modalités prévues à l'article 4.6;

12.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / / .

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Île-de-France
Pour SNCF Réseau, **Gilles GAUTRIN** Directeur par intérim de la Direction de la Modernisation et du Développement	Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général

Annexes

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

Annexe 1

Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU
Maître d'ouvrage :
Direction de la modernisation et du développement IDF -
Agence Projets CCU et Systèmes SIG

Annexe 2

Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des appels de fonds SNCF RESEAU en k€ courants

K€ HT courant	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
Etat	196	393	393	393	393	98	97,80	1 963,80
Région	458	916	916	916	916	229	231,20	4 582,20
Total	654	1 309	1 309	1 309	1 309	327	329	**6 546,00**

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

2021 : rédaction du PRO et sondage par carottage sur le terrain

2022 : Réalisation des DEX
2023 : Réalisation des travaux de Génie civil et de signalisation

Convention Schéma Directeur d'Accessibilité

2020

Schéma Directeur d’Accessibilité

Convention de financement annuelle n°4 relative à la réalisation de la deuxième tranche de financement des études et des travaux 20D05285

Table des matières

PREAMBULE 5
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION 6
ARTICLE 2 – PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION 6
ARTICLE 3 – RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 6
ARTICLE 4 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION 7
4.1. Coût global des études et des travaux réalisés dans le cadre de la convention 7
4.2. Tableau de synthèse de répartition des coûts prévisionnels pour les études et les travaux par maître d'ouvrage 7
4.3. Modalités d'actualisation pour les travaux 7
4.4. Plan de financement 7
4.5. Modalités de versement par la Région et Ile-de-France Mobilités 8
4.6. Bénéficiaires et domiciliation 10
4.7. Comptabilité du maître d'ouvrage 11
4.8. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France 11
4.9. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire d'Île-de-France Mobilités 11
ARTICLE 5 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTRÔLE 12
ARTICLE 6 – GESTION DES ECARTS 12
ARTICLE 7 - ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 12
ARTICLE 8 – PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES DU SDA 12
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS GENERALES 12
9.1. Modification de la convention 12
9.2. Résiliation de la convention 12
9.3. Traitement des litiges 13
9.4. Date d'effet de la convention 13
9.5. Mesures d'ordre 13
ANNEXE 1 15
ANNEXE 2 16

Entre,

En premier lieu,

- La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, dûment mandaté par délibération n° de la commission permanente du conseil régional en date du ,

- **Île-de-France Mobilités**, établissement public à caractère administratif, autorité organisatrice des transports publics en Ile de France, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016/ 302 en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Gares & Connexions,** société anonyme au capital de 77.292.590 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 507 523 801 02157, dont le siège social est Paris (75013), au 16 avenue d'Ivry, représentée par Marlène DOLVECK

Dénommée ci-après « SNCF Gares & Connexions » ou « le Maître d'ouvrage »

En troisième lieu,

- **Île-de-France Mobilités**, établissement public à caractère administratif, autorité organisatrice des transports publics en Ile de France, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016/302 en date du 13 juillet 2016.

Ci-après désigné « **Île-de-France Mobilités** ».

Les trois signataires ensemble sont désignés ci-après par « **les parties** ».

Visas :

VU le Schéma Directeur d'Accessibilité d'Île-de-France adopté par le conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 08 juillet 2009 ;

VU le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU le règlement budgétaire et financier du Syndicat des Transports d'Île-de-France approuvé par la délibération du conseil n° 2018/261 du 11 juillet 2018, modifiée ;

VU la délibération n° CR51-11 du conseil régional d'Ile-de-France du 23 juin 2011 approuvant la convention cadre pour la mise en œuvre des 207 gares SNCF/RFF du réseau de référence du Schéma Directeur d'Accessibilité ;

VU la délibération de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France n° CP 11-512 du 07 juillet 2011 approuvant la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France n° CP 12-424 du 12 juillet 2012 approuvant l'avenant n°1 de la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France n° CP 13-672 du 17 octobre 2013 approuvant l'avenant n°2 de la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération n°2011/0484 du conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France Mobilités du 1er juin 2011, approuvant la convention cadre du Schéma Directeur d'Accessibilité et la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération n°2012/0219 du conseil du Syndicat des Transports du 11 juillet 2012, approuvant l'avenant n°1 de la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération n°2013/374 du conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France Mobilités du 9 octobre 2013, approuvant l'avenant n°2 de la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération du conseil d'Administration de SNCF Réseau du 12 mai 2011 ;

VU la délibération du conseil d'Administration de la SNCF Mobilités du 26 mai 2011 ;

VU la délibération du conseil régional d'Ile-de-France n°CR2017-171 approuvant la convention quinquennale pour la mise en œuvre de la deuxième tranche des 209 gares SNCF Réseau/SNCF Mobilités du réseau de référence du schéma directeur d'accessibilité ;

VU la délibération du conseil régional d'Ile-de-France n°CR2017-171 du 23 novembre 2017 approuvant la convention annuelle 2017 relative à la réalisation de la deuxième tranche de financement des études et des travaux ;

VU la délibération n° 2017/889 du conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France Mobilités du 13 décembre 2017 approuvant la convention cadre pour la mise en œuvre de la deuxième tranche des 209 gares SNCF Réseau et SNCF Mobilités du réseau de référence et la convention annuelle 2017 ;

VU la délibération de la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n°CP 2018-364 du 17 Octobre 2018 approuvant la convention annuelle 2018 relative à la réalisation de la deuxième tranche de financement des études et des travaux ;

VU la délibération n° 2018/561 du conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France Mobilités du 12 décembre 2018 approuvant la convention annuelle 2018 relative à la réalisation de la deuxième tranche de financement des études et des travaux ;

VU la délibération de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France n°CP2019-314 du 18 septembre 2019 approuvant la convention annuelle 2019 relative à la réalisation de la deuxième tranche de financement des études et des travaux ;

VU la délibération n° 2019/337 du conseil d'Ile-de-France Mobilités du 09 Octobre 2019 approuvant la convention annuelle 2019 relative à la réalisation de la deuxième tranche de financement des études et des travaux ;

VU le décret n° 2019-1588 du 31 décembre 2019 approuvant les statuts de la filiale mentionnée au 5° de l'article L. 2111-9 du code des transports

VU la délibération de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France n° CP…… du …… approuvant la convention annuelle 2020 relative à la réalisation de la deuxième tranche de financement des études et des travaux ;

VU la délibération n° 2020/…… du conseil d'Ile-de-France Mobilités du ……. approuvant la convention annuelle 2020 relative à la réalisation de la deuxième tranche de financement des études et des travaux ;

IL EST ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Ile-de-France Mobilités a été désignée autorité compétente en Ile-de-France pour l'élaboration du Schéma Directeur d'Accessibilité des services de transport (SDA), par la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. L'objet du schéma directeur d'accessibilité est d'assurer l'accessibilité des services et réseaux de transports collectifs aux personnes à mobilité réduite par une mise en œuvre progressive de mesures appropriées.
Une convention cadre « pour la mise en œuvre des 207 gares SNCF/RFF du réseau de référence », approuvée par le conseil régional d'Ile-de-France (délibération n°CR 51-11 du 23 juin 2011) et Île-de-France Mobilités (délibération n° 2011/0484 du 01er Juin 2011) a été signée le 11 octobre 2011, entre Ile-de-France Mobilités, la Région Ile-de-France, SNCF et RFF.
Une convention de financement de la première tranche de projets, approuvée par le conseil régional (délibération n° CP 11-512 du 07 juillet 2011), a été signée le 11 octobre 2011. Elle a été modifiée par avenant à 2 reprises (en 2012 et 2013)
Compte tenu du rythme de réalisation du programme, une Convention quinquennale 2017-2021 pour la mise en œuvre de la deuxième tranche des 209 gares SNCF Réseau/SNCF Mobilités du réseau de référence du schéma directeur d'accessibilité a été approuvée par le conseil régional d'Ile-de-France (délibération n° CR 2017-171 du 23 Novembre 2017) et par Île-de-France Mobilités (délibération n° 2017/889 du 13 Décembre 2017)
La présente convention est une déclinaison annuelle, prévue par la convention quinquennale de la deuxième tranche citée ci-dessus, qui doit permettre la poursuite du programme sans discontinuité, tout en précisant les obligations réciproques des parties.
Elle fait suite aux trois conventions annuelles précédentes qui ont couvert la période 2017, 2018 et 2019.

L'article L. 2111-9 5° du Code des transports, modifié par la loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire, confie, à compter du 1er janvier 2020, la gestion unifiée des gares de voyageurs à SNCF Gares & Connexions, filiale de SNCF Réseau, dotée d'une autonomie organisationnelle, décisionnelle et financière.
Les Parties reconnaissent qu'en application de l'ordonnance n° 2019-552 du 3 juin 2019 portant diverses dispositions relatives au groupe SNCF, les droits et obligations de SNCF Mobilités pris au titre des précédentes conventions relatives à la réalisation du schéma directeur d'accessibilité ferroviaire sont transférés, à compter du 1er janvier 2020, à SNCF Gares & Connexions.

Dans le cadre de la présente convention, SNCF Gares & Connexions a obtenu de la part de Transilien un mandat de maitrise d'ouvrage pour réaliser les travaux pour leur compte et un mandat financier pour percevoir les subventions de leur périmètre.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études et des travaux concernant la mise en œuvre de la deuxième tranche du SDA IDF.
Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études et travaux et d'en préciser les conditions de suivi dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux parties.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers la dénomination suivante :

« Schéma Directeur d'Accessibilité – Convention de financement annuelle n°4 relative à la réalisation de la deuxième tranche de financement des études et des travaux »

Désignée ci-après par « la présente convention ».

ARTICLE 2 – PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION

La liste des études et travaux prévue dans la convention quinquennale et mise à jour à l'occasion de la présente convention figure en annexe 1 à la présente convention.

Le bilan de la convention annuelle 2019 figure en annexe 2.

ARTICLE 3 – RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

Le rôle et les engagements des parties s'appliquent conformément à la convention quinquennale de la réalisation de la deuxième tranche du SDA.

ARTICLE 4 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION

4.1. Coût global des études et des travaux réalisés dans le cadre de la convention

Sur la période 2017-2021, les financements mis en place dans la présente convention seront versés selon l'échéancier figurant dans l'article 4.1 de la convention quinquennale. Les dépenses financées par chacun des maitres d'ouvrage sont relatives au programme décrit dans la présente convention et précisées en annexe 1. Elles se décomposent selon les postes de dépenses suivants en euros constants 2009 et en euros courants. Cette estimation prévisionnelle a été effectuée à partir d'études de différents niveaux :

- REA à réaliser : sur la base d'études PRO
- PRO+REA à réaliser : sur la base d'études AVP
- AVP à réaliser : sur la base d'études préliminaires DI
- études préliminaires à lancer (EP) : sur la base des études d'évaluation pour l'élaboration du SDA

Cette répartition est prévisionnelle et donnée à titre indicatif. Sous réserve de justification par les maîtres d'ouvrage aux financeurs, en accord de ceux-ci, le principe de fongibilité est applicable dans la limite du montant alloué par maître d'ouvrage en euros courants.

4.2. Tableau de synthèse de répartition des coûts prévisionnels pour les études et les travaux par maître d'ouvrage

Le coût prévisionnel des dépenses du maitre d'ouvrage est établi comme suit :

MOA	Coûts euros courants
Total SNCF Gares & Connexions	200 000 000 €

4.3. Modalités d'actualisation pour les travaux

Les modalités d'actualisation pour les travaux s'appliqueront conformément aux dispositions prévues dans la convention quinquennale pour la réalisation de la deuxième tranche du SDA.

4.4. Plan de financement

La présente convention de financement respecte strictement les montants du calendrier prévisionnel de la mise en place des financements prévu à l'article 4.1 de la convention quinquennale pour l'année 2020.

M€ courants	**ILE-DE-FRANCE MOBILITES**	**REGION ILE-DE-FRANCE**	**SNCF Gares & Connexions**	**Total**
MOA SNCF Gares & Connexions	**100** *(50%)*	**50** *(25%)*	**50** *(25%)*	**200 M€**

Le cout prévisionnel final de réalisation de la deuxième tranche, et plus généralement du programme SDA dans son ensemble fait l'objet d'un suivi détaillé selon les modalités définies dans la convention quinquennale.

4.5. Modalités de versement par la Région et Ile-de-France Mobilités

4.5.1. Versement des acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.
A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, auprès de l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme ou d'engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.
Les états d'acomptes seront établis en euros courants et en euros constants CE janvier 2009 par application des derniers indices connus.

A – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

La demande de versement par **SNCF Gares & Connexions** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des **factures comptabilisées**, leur **date de comptabilisation** et le montant des **factures comptabilisées**, au prorata de leur état d'avancement, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.
- La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

B – Demande de versement des acomptes auprès d'Ile-de-France Mobilités :

Le versement des acomptes intermédiaires se fait au prorata de l'avancement des études et travaux de chaque gare, dans une limite de 95% du montant total de la subvention d'Île-de-France Mobilités sur la gare correspondante, et sur présentation des pièces justificatives suivantes :
La demande de versement par SNCF Gares & Connexions comprendra :

- L'état détaillé par gare des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage au prorata de leur état d'avancement, avec les montants déjà demandés au titre de la présente convention
- Les attestations d'avancement des études et travaux en gares,
- La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4
- La demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

Île-de France Mobilité préconise l'utilisation de la plateforme de dématérialisation mise en place par l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat : CHORUS PRO.

C – Plafonnement des acomptes

Conformément à la convention quinquennale, le principe de plafonnement des acomptes est repris dans la dernière convention de financement de la mise en œuvre du schéma directeur d'accessibilité.
Ce plafonnement est de 80% pour la subvention de la Région conformément au Règlement budgétaire et financier de la Région et de 85 % pour Ile-de-France Mobilités.

4.5.2. Versement du solde

A – Versement du solde par la Région

Après achèvement de la phase de réalisation couverte par la présente convention, chaque bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.
Le versement du solde est subordonné à la production des documents, signés par le représentant légal ou le directeur financier de chaque bénéficiaire, indiqués aux articles 4.5.1.
Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, chaque bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants CE janvier 2009 calculés à partir des indices définitifs.

Le versement du solde se fera sur présentation de la liste des factures acquittées et dans le respect des dispositions de l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.
Si au moins une convention de financement relative à cette opération, a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au solde sont reportées dans la convention la plus récente. En conséquence, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes décrites à l'article 4.5.1.C s'appliquent en tenant compte des engagements les plus récents

B - Versement du solde par Île-de-France Mobilités

Après achèvement de la phase de réalisation couverte par la présente convention, chaque bénéficiaire présente :

- La production de l'avis d'achèvement des travaux, sans réserve, daté, établi par le maitre d'ouvrage bénéficiaire de la subvention allouée,
- La communication de la date de mise en service des travaux de cette gare
- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses acquittées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage ;
- un état détaillé des dépenses acquittées, signés par le représentant légal ou le directeur financier de chaque bénéficiaire, indiqué aux articles 4.5.1.
- Chacun de ces documents est signé par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

Le versement du solde est subordonné à la production de cet état de solde.

Île-de France Mobilité préconise l'utilisation de la plateforme de dématérialisation mise en place par l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat : CHORUS PRO.

Sur la base de ces éléments, chaque bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au

remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants CE janvier 2009 calculés à partir des indices définitifs.

4.5.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.5.1, 4.5.2 et 4.8 de la présente convention. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Les versements sont effectués par Île-de-France Mobilités au profit du Bénéficiaire dans les 45 jours suivant la réception de l'appel de fonds accompagné de ses pièces justificatives.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 de la convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.6. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire, portant numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement) à :

SNCF Gares & Connexions :

Code IBAN	**Code BIC**
FR76 3000 1000 6400 0000 6247 131	BDEFEFRPPXXX

La domiciliation des Parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Région Île-de-France	REGION ILE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle Finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA- ANDERSSON Pôle finance – Direction de la comptabilité
Île-de-France Mobilités	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction Intermodalités, Services et Marketing	01 47 53 28 21 aline.guerdad@iledefrance-mobilites.fr
SNCF Gares & Connexions	Gares & Connexions Département comptabilité 16 avenue d'Ivry 75634 Paris Cedex 13	SNCF Gares & Connexions Département comptabilité et Achats	01 80 50 94 38 fouad.hadjaj@sncf.fr

4.7. Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à la réalisation des études et des travaux du SDA.
Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
Le maître d'ouvrage conserve l'ensemble des pièces justificatives de l'opération pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces.

4.8. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.
Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération, ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, comme c'est le cas en l'espèce, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.
Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.9. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire d'Île-de-France Mobilités

Délais relatifs à la transmission de la demande de paiement
Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier adopté par le conseil d'Île-de-France Mobilités lors de sa séance du 11 juillet 2018, le Bénéficiaire dispose d'un délai de deux ans, à compter de la notification de la convention, pour transmettre à Île-de-France Mobilités une demande de paiement d'un premier acompte. A l'expiration de ce délai, la subvention d'Île-de-France Mobilités devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé de deux ans par décision du Directeur Général d'Île-de-France Mobilités, si le Bénéficiaire établit auprès d'Île-de-France Mobilités, avant l'expiration du délai de deux ans, que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables.

Passé ce délai, la subvention d'investissement est désengagée et annulée.

Délais relatifs à la présentation du solde de l'opération
Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier adopté par le Conseil d'Île-de-France Mobilités lors de sa séance du 11 juillet 2018, le Bénéficiaire dispose, à compter de la date de demande de premier acompte, du délai prévu par la convention de financement pour présenter le solde de l'Opération. Ce délai est au maximum de dix ans. Ce délai peut être prorogé à titre exceptionnel par décision du directeur général, à charge pour le maitre d'ouvrage de justifier que le retard ne lui est pas imputable.

ARTICLE 5 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTRÔLE

Conformément aux dispositions prévues dans la convention quinquennale, les modalités d'audit et de contrôle s'appliquent à la présente convention.

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu à l'article 11 de la convention quinquennale, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

ARTICLE 6 – GESTION DES ECARTS

Les modalités de gestion des écarts s'appliquent conformément aux dispositions prévues dans la convention quinquennale.

ARTICLE 7 - ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions prévues dans la convention quinquennale, le suivi de la présente convention s'effectuera dans le cadre d'un comité de pilotage et d'un comité de projets.

ARTICLE 8 – PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES DU SDA

Les modalités de propriété, communication et diffusion des études du SDA s'appliquent conformément aux dispositions prévues dans la convention quinquennale.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS GENERALES

9.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.6 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres parties.

9.2. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent chacun prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la transmission de l'état de solde prévu à l'article 4.5.1 et à la présentation d'un appel de fonds pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

9.3. Traitement des litiges

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.
Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4. Date d'effet de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions de l'article 17 du Règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention par le Conseil Régional d'Île-de-France ou sa Commission Permanent, ou de la date indiquée par ladite délibération, si elle est différente. Ainsi, la présente convention tient compte des dépenses comptabilisées à compter du 1er janvier 2020 pour la Région Île-de-France.

La convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 9.2 de la présente convention, soit après paiement du solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités des articles 4.5.1 et 4.5.2 de la présente convention.

9.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

Fait en trois exemplaires originaux.

Il est signé par toutes les parties et notifié le

Pour la Région Ile-de-France,	**Pour SNCF Gares & Connexions,**
Valérie PECRESSE Présidente du conseil régional d'Ile-de-France	**Marlène DOLVECK** Directrice Générale SNCF Gares & Connexions
	Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXE 1

Liste des travaux et études prévue dans la convention quinquennale, mise à jour à l'occasion de la présente convention 2020

SNCF GARES & CONNEXIONS

Montants à engager sur l'année 2020 :

	Nombre de gares	Montant en M€ courants
AVP	5	1.8
PRO	11	7
REA	15	107.2
MOA 1% coordination		1.6
TOTAL	**31**	**117.5**

ANNEXE 2

BILAN DE LA CONVENTION ANNUELLE 2019

SNCF Mobilités :

	Prévision d'engagements Annexe 1 de la convention 2019		Engagements réels Bilan de la convention 2019	
	Nombre de gares	Montant en M€ courants	Nombre de gares	Montant en M€ courants
AVP	11	1.3	9	1.7
PRO	12	1.7	11	1.8
REA	24	92.4	21	80
MOA 1% coordination		0,5		0.5
TOTAL	**47**	**95.9**	**41**	**84**

SNCF Réseau :

	Prévision d'engagements Annexe 1 de la convention 2019		Engagements réels Bilan de la convention 2019	
	Nombre de gares	Montant en M€ courants	Nombre de gares	Montant en M€ courants
AVP	11	4.8	9	3.8
PRO	12	6.9	11	6.3
REA	24	148.2	21	159.3
MOA 1% coordination		1.1		1.1
TOTAL	**47**	**161**	**41**	**170.5**

Total SNCF Mobilités + Réseau

TOTAL	**47**	**256.9**	**41**	**254.5**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-244

DU 1 JUILLET 2020

CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX TRANSPORTS PUBLICS FRANCILIENS POUR 2020 AFFECTATION DU SOLDE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CP 2020-003 du 31 janvier 2020 relative à l'affectation de la contribution régionale aux transports publics franciliens et des participations à la tarification solidarité transports et Imagine R;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

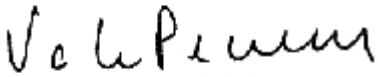
VU le rapport n°CP 2020-244 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'affecter à Île-de-France Mobilités une autorisation d'engagement de 277 378 212 € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-019 (181019) « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », action 18101901 « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc179278-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-257

DU 1 JUILLET 2020

DÉVELOPPEMENT DU VÉLO DU QUOTIDIEN : 8 SUBVENTIONS (77,93,94,95)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la route ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-62 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

VU la délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 relative au Plan Vélo régional ;

VU la délibération n° CP 2017-430 du 18 octobre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique vélo en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-192 du 30 mai 2018 approuvant l'adaptation du plan vélo régional, et adoptant la convention territoriale d'exercice concerté des compétences (CTEC) type ;

VU la délibération n° CP 2019-084 du 19 mars 2019 relative à l'appel à projet « Vélo du quotidien » ;

VU la délibération n° CP 2020-272 du 27 mai 2020 approuvant le dispositif de soutien au projet de RER Vélo et l'adaptation du plan vélo régional ;

VU le modèle de convention territoriale d'exercice concerté des compétences relative au financement des actions en faveur du développement de l'usage du vélo en Île-de-France, adopté par la séance du 14 mars 2018 de la Conférence Territoriale de l'Action publique ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-257 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan vélo régional – Soutien régional aux projets cyclables » au financement de 9 projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 180 700 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 180 700 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » - code fonctionnel 78 « Autres actions » - programme HP 78-001 « Circulations douces » - action 17800101 « Réseaux verts et équipements cyclables » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **112 500 €.**

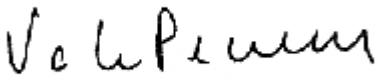
Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **112 500 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » - code fonctionnel 78 « Autres actions » - programme HP 78-001 « Circulations douces » - action 17800101 « Réseaux verts et équipements cyclables » du budget 2020.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la présente délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc179848-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-257

DOSSIER N° 20006974 - VELO - CD93 - AMENAGEMENT DE LA RD115 A PANTIN (ANNEE 3 - PHASE 2)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	414 000,00 € HT	50,00 %	207 000,00 €
	Montant total de la subvention		207 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Département de la Seine-Saint-Denis a réalisé un schéma stratégique de développement de la pratique cyclable sur son territoire, avec un plan d'action opérationnel sur trois ans. Son objectif est de rendre cyclable la totalité des routes départementales d'ici 2024.

La présente subvention porte sur une opération inscrite dans la 3ème année du plan d'action triennal 2018-2020. Il s'agit de l'aménagement de la RD 115 à Pantin, entre les rues Delizy et Cartier-Bresson.

Le Département a engagé une démarche globale de construction d'un grand itinéraire cyclable sur la RD115, radiale irriguant le territoire de la Seine-Saint-Denis depuis Paris.
La présente subvention porte sur le traitement de la coupure constituée par le pont des voies SNCF au-dessus de la RD115 entre la rue Cartier-Bresson et la rue Délizy.

Le projet consiste en la création d'une piste cyclable bidirectionnelle en rive nord de la RD115, entre la rue Cartier-Bresson et la rue Délizy.
Une piste bidirectionnelle existe déjà en rive sud, ce qui permettra un ceinturage bidirectionnel de ce point dur pour les cheminements cyclables. Une traversée cyclable sécurisée de la rue Délizy sera également réalisée, pour compléter la continuité cyclable en rive sud de la RD115.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le Département de la Seine-Saint-Denis a réalisé un schéma stratégique de développement de la pratique cyclable, décliné en plan opérationnel pluriannuel. Le projet bénéficie donc d'une subvention régionale aux taux maximaux prévus par le plan vélo régional.

S'agissant d'aménagements liés à la sécurité des cyclistes à une intersection particulièrement complexe et sous un ouvrage d'art, le projet bénéficie d'une subvention de 50% de la dépense éligible, plafonnée à 4 000 000 €.
Le coût du projet s'élève à 414 000 €. La subvention régionale s'élève donc à 414 000 x 50% = 207 000 €.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût de l'opération	414 000,00	100,00%
Total	414 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	207 000,00	50,00%
Fonds propres	207 000,00	50,00%
Total	414 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049288 - VELO - PANTIN - AMENAGEMENT DU QUAI DE l'OURCQ (PLAN TRIENNAL - ANNEE 1 PARTIE 2) - 93

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	90 667,00 € HT	30,00 %	27 200,00 €
	Montant total de la subvention		27 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PANTIN
Adresse administrative : 84/88 AVENUE DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bertrand KERN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'aménagement du quai de l'Ourcq à Pantin.

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2020 - 15 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Pantin a réalisé en 2019 un plan vélo, décliné en plan d'action pluriannuel. Ce programme sur trois ans prévoit notamment plusieurs projets d'itinéraires cyclables qui intègrent la création de zones 30. La présente subvention porte sur la deuxième partie de la première année de ce plan d'action.

Le projet présenté prévoit des travaux d'aménagement d'une zone de rencontre sur le quai de l'Ourcq, entre l'avenue du Général Leclerc (RD115) à l'Ouest, et la rue La Guimard à l'Est.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Pantin ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel pluriannuel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo. S'agissant d'une zone de rencontre participant d'une politique d'apaisement de la circulation à l'échelle de la commune, le projet décrit ci-dessus est subventionné à

30%.

Le coût des travaux est estimé à 865 921,19 € HT. Il excède le montant de la dépense subventionnable.

Considérant le plafond des dépenses subventionnables de 550 €/ml fixé par le dispositif de soutien régional, le montant de dépenses subventionnables est de 90 667 €.

Considérant le taux de subvention à 30%, le montant de la subvention est de 27 200 € (90 667 € x 30%).

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	865 921,19	100,00%
Total	865 921,19	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	27 200,00	3,14%
MGP	251 124,09	29,00%
Subventions attendues partenaire DSIL	300 000,00	34,65%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	287 597,10	33,21%
Total	865 921,19	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-257

DOSSIER N° EX049458 - VELO - ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PLAINE COMMUNE - VOIE VERTE A EPINAY-SUR-SEINE (PLAN TRIENNAL - ANNEE 2) - 93

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	220 000,00 € HT	50,00 %	110 000,00 €
	Montant total de la subvention		110 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PLAINE COMMUNE
Adresse administrative	:	21 AVENUE JULES RIMET 93200 SAINT DENIS
Statut Juridique	:	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant	:	Monsieur PATRICK BRAOUEZEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement cyclable d'une voie verte en berge de Seine à Epinay-sur-Seine.

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'établissement public territorial (EPT) Plaine Commune a réalisé un schéma stratégique pour le développement de la pratique cyclable sur son territoire, décliné en plans d'action pluriannuel. La présente subvention porte sur une opération de la 2e phase de ce plan d'action.

Elle concerne l'aménagement d'une voie verte le long des berges de Seine à Epinay-sur-Seine, sur le dernier tronçon manquant de l'itinéraire entre le canal Saint-Denis et la Seine, qui traverse le territoire de Plaine Commune. Une voie verte d'environ 3 m de large sera ainsi aménagée pour relier les deux sections existantes.

Cet itinéraire est structurant pour les déplacements à vélo, à la fois pour les mobilités du quotidien et les déplacements de loisirs. Il fait partie des itinéraires principaux du schéma directeur des itinéraires cyclables (SDIC) de Plaine Commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'EPT Plaine Commune ayant réalisé un schéma directeur des itinéraires cyclables et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.
Le coût du projet est de 425 000 € pour un linéaire de 400 m. Il dépasse le plafond des dépenses subventionnables fixé à 550 € /m, soit 550 € x 400 m = 220 000 €.
Le montant de la subvention est égal à 50% du plafond des dépenses subventionnables, soit 550 € x 400 m x 50% = 110 000 €.

Localisation géographique :

- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	41 000,00	9,65%
Travaux	384 000,00	90,35%
Total	425 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	110 000,00	25,88%
Subvention Métropole du Grand Paris (sollicitée)	76 800,00	18,07%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	238 200,00	56,05%
Total	425 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-257

DOSSIER N° EX049467 - VELO - COMMUNE DE TREMBLAY EN FRANCE - PLAN TRIENNAL - ANNEE 2 (93)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	454 800,00 € HT	50,00 %	227 400,00 €
		Montant total de la subvention	227 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE
Adresse administrative : 18 BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE
93290 TREMBLAY EN FRANCE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François ASENSI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Tremblay-en-France a réalisé en 2018 un schéma stratégique pour le développement de la pratique cyclable, décliné en plan d'action pluriannuel.
La présente subvention porte sur trois opérations de la deuxième année de ce plan d'action :
- l'aménagement cyclable du parvis Gilbert Berger. Une voie verte d'environ 3 m sera aménagée entre la rue Gilbert Berger et le centre commercial Vert Galant. La voie verte se connectera aux aménagements cyclables existants au nord et au sud, et permettra ainsi de créer une continuité cyclable jusqu'à la gare du Vert Galant.

- l'aménagement cyclable de la ruelle du chateau bleu. Une voie verte d'environ 3,50 m de large sera aménagée entre la voie verte existante au nord (ruelle du château bleu) et le chemin de la Pissotte au sud. Cet aménagement se connecte également aux aménagements existants au sud du chemin de la Pissotte, qui permettent de rejoindre le Parc d'activité Charles de Gaulle.

- l'aménagement cyclable du chemin des Voyeux. Une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 3 m de large sera créée entre la Route de Roissy (RD88) et la route périphérique de l'aéroport, le long de laquelle est aménagée une piste cyclable permettant de rejoindre les zones d'activité de l'aéroport Charles de Gaulle. Le projet inclut la réalisation d'une traversée cyclable et piétonne de la route périphérique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Tremblay-en-France ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Concernant le chemin des Voyeux, le coût du projet s'élève à 386 000 € pour 450 ml, soit un coût supérieur au plafond de dépense subventionnable (550 € x 450 ml = 247 500 €). La subvention régionale s'élève à 50% de la dépense subventionnable, soit 550 € x 450 ml x 50% = 123 750 €.

Concernant le parvis Gilbert Berger, le coût du projet s'élève à 89 000 € pour 115 ml, soit un coût supérieur au plafond de dépense subventionnable (550 € x 115 ml = 63 250 €, arrondi à 63 200 €). La subvention régionale s'élève à 50% de la dépense subventionnable, soit 63 200 € x 50% = 31 600 €.

Concernant la ruelle du château bleu, le coût du projet s'élève à 234 000 € pour 262 ml, soit un coût supérieur au plafond de dépense subventionnable (550 € x 262 ml = 144 100 €). La subvention régionale s'élève à 50% de la dépense subventionnable, soit 550 € x 262 ml x 50% = 72 050 €.

Au total, la subvention régionale s'élève à 123 750 € + 31 600 € + 72 050 € = 227 400 €.

Localisation géographique :
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	709 000,00	100,00%
Total	709 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	227 400,00	32,07%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	481 600,00	67,93%
Total	709 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-257

DOSSIER N° EX049604 - VELO - GRAND ORLY SEINE BIEVRE - PLAN TRIENNAL ANNEE 2 - ARCUEIL (94)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	872 700,00 € HT	34,16 %	298 100,00 €
	Montant total de la subvention		298 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Adresse administrative : 11 AVENUE HENRI FARMAN
94398 PARAY VIEILLE POSTE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis plusieurs années, la ville d'Arcueil met en oeuvre la généralisation de zones 30 sur l'ensemble de son territoire. La compétence voirie étant déléguée à l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, c'est l'EPT qui porte cette nouvelle phase du déploiement du plan vélo sur la commune. Dans le cadre de la stratégie cyclable de la commune, l'EPT propose ainsi la poursuite de la généralisation de zones 30 pour l'année 2.
Celle-ci comprend :
- La mise en zones 30 des voiries suivantes : Besson, division du Général Leclerc, Chemin de Fer, Henri Barbusse, Martyrs du 8 Mai 1962, Blanqui, Antoine Marin, Aqueducs, Raspail, Clément Ader, Aspasie Jules Caron, La Fontaine, Robespierre, Lardenay, Louis Frébault, Camille Blanc, de Génova, Champs-Elysées, Mandela, Richaud et Legrand ;
- La création d'une bande cyclable rue Colonel Fabien ;
- La pose de 5 nouveaux stationnements cyclables en arceaux au carrefour entre les rues Marguerite Lagrange et Antoine Marin.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

L'EPT Grand Orly Seine Bièvre ayant réalisé un document stratégique cyclable et s'étant engagé par délibération dans un plan d'actions sur trois ans portant sur le périmètre de la ville d'Arcueil, la Région apporte une subvention aux taux maximum prévus par son Plan vélo.

Ainsi, sont subventionnés à hauteur de 30% des dépenses subventionnables (plafond fixé à 550 €/m.l.) au titre de l'apaisement de la circulation les aménagements en zone 30 des rues décrites ci-dessus. Le montant total des travaux de mise en zones 30 est estimé à 343 670 € HT. Au regard du linéaire prévu de 9 000m, le plafond des dépenses subventionnables n'est pas atteint. La subvention pour l'aménagement des zones 30 s'élève ainsi à 103 100 € (30% x 343 670 €).

Est subventionnée à hauteur de 50% des dépenses subventionnables (plafond fixé à 550 €/m.l.) au titre de la complétion du maillage cyclable la création d'une bande cyclable rue Colonel Fabien, estimée à un montant de 523 880 €. Au regard du linéaire prévu de 700m, ce montant dépasse le plafond des dépenses subventionnables (700 x 550 = 385 000 €). La subvention pour la création de cette bande cyclable s'élève ainsi à 192 500 € (50 % x 385 000 €).

Enfin, est subventionnée à hauteur de 50% des dépenses subventionnables (plafond fixé à 1000€/place) au titre du stationnement cyclable la pose des 5 nouveaux stationnements cyclables, dont le coût est estimé à 5 150 €. Ce montant dépasse le plafond de dépense subventionnable (5 000 €). La subvention pour la pose des 5 stationnement cyclables s'élève donc à 2 500 € (50% x 5 000 €).

Au total, la subvention régionale pour l'année 2 s'élève à 103 100 € + 192 500 € + 2 500 € = 298 100 €.

Localisation géographique :

- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	872 700,00	100,00%
Total	872 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	298 100,00	34,16%
Subvention Département 94 (sollicitée)	199 190,00	22,82%
Fonds propres GOSB	375 410,00	43,02%
Total	872 700,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-257

DOSSIER N° EX049686 - VÉLO - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE CERGY-PONTOISE - PLAN TRIENNAL - ANNÉE 3 (95)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	580 800,00 € HT	50,00 %	290 400,00 €
	Montant total de la subvention		290 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Adresse administrative : CS 80309 95027 CERGY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté d'Agglomération Cergy Pontoise a réalisé un plan vélo intégré dans son Plan Local de Déplacement, intégrant les volets infrastrucure, stationnement, jalonnement, services et promotion du vélo. Elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action sur trois ans. La présente demande de subvention concerne la dernière année de ce plan d'action, et porte sur la poursuite de l'aménagement de la Chaussée Jules César à Osny, commencé en année 1 et en année 2.

Pour l'année 3, le projet consiste à prolonger la voie verte entre l'intersection avec la rue de la Ravinière et le giratoire des 4 vents, où elle se connectera avec la voie verte du Chemin de Puiseux et la piste cyclable de la Rue de Puiseux. Cela permettra de créer une continuité cyclable jusqu'à la gare de Cergy Saint-Christophe.

La voie verte aura une largeur de 3 à 4 m en fonction des sections et de la fréquentation piétonne attendue sur chacune d'entre elle, afin de favoriser une bonne cohabitation entre piétons et cyclistes. Elle sera réalisée en enrobé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention au taux maximum prévu par son plan vélo.

Ainsi, sont subventionnés à 50% des dépenses subventionnable au titre de la complétion du maillage cyclable les aménagements permettant de mettre en place des itinéraires de desserte des gares du territoire. Le plafond de dépenses subventionnables est fixé à 550 € / ml.

Le coût d'aménagement de la voie verte Chaussée Jules César est estimé à 926 705 € HT. Au regard de la longueur du projet de 1056 mètres, le montant des dépenses subventionnables est de 580 800 €. Le montant de la subvention est donc de 290 400 € (580 800 x 50%).

Localisation géographique :
- OSNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	4 200,00	0,45%
Travaux	922 505,00	99,55%
Total	926 705,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	290 400,00	31,34%
Subvention Département du Val d'Oise (sollicitée)	185 341,00	20,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	450 964,00	48,66%
Total	926 705,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-257

DOSSIER N° EX049691 - VELO - ELABORATION DU SCHEMA STRATEGIQUE CYCLABLE D'ARGENTEUIL (95)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	41 200,00 € HT	50,00 %	20 600,00 €
	Montant total de la subvention		20 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARGENTEUIL
Adresse administrative : 12-14 BOULEVARD LEON FEIX
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GEORGES MOTHRON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 2 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin de favoriser l'usage de modes alternatifs à la voiture par les habitants, la ville d'Argenteuil a prévu de réaliser un plan vélo et souhaite faire appel à un bureau d'études.
Les principaux objectifs de la commune sont les suivants :
- multiplier par 3 le nombre de déplacements en vélo d'ici 2030,
- soutenir l'attractivité du centre-ville et développer les liaisons inter-quartiers,
- accroître la sécurité et le confort des cyclistes,
- étendre les pratiques quotidiennes et de loisirs,
- développer la culture du vélo,
- développer l'apprentissage du vélo à l'école,
- accompagner les offres de vélos en location,
- accompagner et dialoguer avec les associations d'usagers.

L'étude permettra de réaliser la stratégie cyclable de la Ville : recensement des aménagements cyclables existants, proposition d'un maillage d'itinéraires cyclables utilitaires et touristiques ainsi que du jalonnement, des stationnements publics vélo et des services. Les itinéraires utilitaires permettront de relier les pôles de centralité entre eux et de desservir les pôles générateurs de déplacements (zones d'activité, gare, centre-ville, etc.).
Un plan de communication et de sensibilisation sera développé, ainsi qu'un plan de suivi et des

indicateurs de mesure de la pertinence et du déploiement des actions prévues au plan vélo.
L'étude permettra également d'élaborer un plan d'actions pluriannuel.

La Ville s'engage à ce que le futur plan vélo soit conforme aux exigences de la Région, afin d'être éligible aux subventions pour la réalisation du futur plan d'actions.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Pour la réalisation de son schéma stratégique cyclable, la ville d'Argenteuil, sur la base de plusieurs devis, estime le coût des études à 41 200 € HT.

Le taux de subvention régionale applicable est de 50% pour les études de définition d'une stratégie cyclable.

Le montant de la participation régionale s'élève donc à 20 600 €.

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	41 200,00	100,00%
Total	41 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 600,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	20 600,00	50,00%
Total	41 200,00	100,00%

ANNEXE 2 : FICHE PROJET POUR REAFFECTATION A L'EPAFRANCE

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-257

DOSSIER N° 20006622 - RÉAFFECTATION - ITINÉRAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD406 ZAC DU COURTERNOIS À SERRIS (77)

Dispositif : Subvention spécifique transports et mobilités durables (investissement) (n° 00001135)
Imputation budgétaire : 907-78-204182-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique transports et mobilités durables (investissement)	225 000,00 € HT	50,00 %	112 500,00 €
	Montant total de la subvention		112 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPA DU SECTEUR IV DE MARNE LA VALLEE EPAFRANCE
Adresse administrative : 5 BOULEVARD PIERRE CARLE CS 60084 77186 NOISIEL
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur LAURENT GIROMETTI, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2015 - 14 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la région a apporté son soutien à la réalisation de ce projet en votant une subvention le 8 octobre 2015, au titre de la politique vélo en vigueur à cette date (CR 37-14). En raison d'une erreur matérielle, la subvention a été attribuée à EPAMARNE et non à EPAFRANCE, maître d'ouvrage. La subvention n'a donc pas pu être versée à ce dernier et est devenue caduque. Cette nouvelle affectation doit permettre à la Région de corriger cette erreur et de participer effectivement au financement de ce projet qui a démarré le 9 octobre 2015 et s'est achevé le 14 octobre 2016 (réception des travaux).

Description :
La RD406 est une voie de desserte locale, qui longe l'autoroute A4 au nord et relie la plaine de Jossigny à la RD 231, voie qui fait l'objet d'un projet global de requalification avec l'aménagement d'un itinéraire cyclable.

Le projet consiste en l'aménagement sur l'emprise disponible de part et d'autre de la RD406, d'une piste cyclable unidirectionnelle de 1,50 m de large séparée de la chaussée jusqu'au nouveau carrefour (créé dans le cadre de la ZAC), puis une piste bidirectionnelle de 3 m de large jusqu'au rond-point.
Le carrefour giratoire fait l'objet d'un aménagement de piste cyclable bidirectionnelle, permettant ainsi la continuité vers les axes routiers transversaux.

Le linéaire du projet est de 500 mètres.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la subvention est égal au montant initialement attribué pour le projet, dont les caractéristiques restent inchangées.

La subvention est donc de 112 500 €.

Localisation géographique :

- SERRIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	577 155,00	100,00%
Total	577 155,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	112 500,00	19,49%
Fonds propres	464 655,00	80,51%
Total	577 155,00	100,00%

ANNEXE 3 : CONVENTION DE FINANCEMENT EPAFRANCE

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° …… du ……..,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : EPA DU SECTEUR IV DE MARNE LA VALLEE EPAFRANCE
dont le statut juridique est : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
N° SIRET : 342123361 00012
Code APE : 42.99Z
dont le siège social est situé au : 5 BOULEVARD PIERRE CARLE CS 60084 77186 NOISIEL
ayant pour représentant Monsieur LAURENT GIROMETTI, Directeur général
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier afin de de lui permettre de réaliser un projet d'itinéraire cyclable situé sur son territoire. L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°……..... du ……, la Région Île-de-France a décidé de soutenir EPA DU SECTEUR IV DE MARNE LA VALLEE EPAFRANCE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : RÉAFFECTATION - ITINÉRAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD406 ZAC DU COURTERNOIS À SERRIS (77) (référence dossier n°20006622).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50,00 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 225 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 112 500,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».
Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité : réalisation d'itinéraires et d'équipements cyclables.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le ……..

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° …….. du …….

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
EPA DU SECTEUR IV DE MARNE LA VALLEE
EPAFRANCE
Monsieur LAURENT GIROMETTI, Directeur général

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-259

DU 1 JUILLET 2020

CPER - SOUTIEN À L'OPÉRATION TCSP ALTIVAL (93-94)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code des transports ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 par l'État et la Région, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 et signé le 7 février 2017 par l'État et la Région ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-259 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement du projet TCSP Altival (93-94), détaillé en annexe 1 à la présente délibération (fiche projet n°20007026), par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 2 254 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **2 254 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 818 « Autres transports en commun » - programme PR 818-015 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus » - Action 481015011 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus », du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 112 « Développement du réseau »
- Projet 11215 « Tzen – BHNS et autres TCSP »

Article 2 :

Décide de participer au financement du projet TCSP Est-TVM sur la section Mont d'Est à Noisy-le-Grand (93), réalisée dans le cadre du projet Altival, détaillé en annexe 1 à la présente délibération (fiche projet n°20007040), par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 392 000 €.

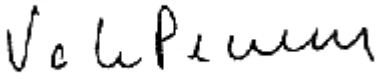
Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **392 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 818 « Autres transports en commun » - programme PR 818-015 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus » - Action 481015011 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus », du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 112 « Développement du réseau »
- Projet 11215 « Tzen – BHNS et autres TCSP »

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc179920-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJET

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-259

DOSSIER N° 20007026 - TCSP ALTIVAL - ETUDES PRO, AF, ET TRAVAUX ANTICIPES OUVRAGE NORD (94)

Dispositif : CPER - Tzen, BHNS et autres TCSP (n° 00001094)
Délibération Cadre : CR53-15 modifié par CR123-16 du 16/12/2016
Imputation budgétaire : 908-818-204133-481015-200
Action : 481015011- Développement et amélioration des sites propres pour autobus

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CPER - Tzen, BHNS et autres TCSP	4 600 000,00 € HT	49,00 %	2 254 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 254 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Altival est un projet d'infrastructure dédié à la circulation de plusieurs lignes de bus entre Noisy-le-Grand Mont d'Est (93) et Chennevières-sur-Marne (94) qui vise à accompagner le développement urbain impulsé autour de l'ancienne voie de desserte orientale (ex-VDO), réserve foncière importante résultant de l'abandon par l'Etat du projet autoroutier A87 entre l'autoroute A4 et la RN40, par une desserte en transport en commun en site propre, afin de relier ces secteurs à des modes lourds : RER E / ligne P et ligne 15 du Grand Paris Express.

La présente affectation vise à réaliser les études de niveau PRO, les acquisitions foncières, et les travaux anticipés de l'ouvrage Nord à proximité de la future gare du GPE Bry-Villiers-Champigny.

Sont prévues, parallèlement à la présente affectation :
- une affectation pour la réalisation des études PRO du projet Est-TVM pour la section « Mont d'Est » à Noisy-le-Grand dans le cadre du projet Altival (financée dans le cadre du CPER 2015-2020) ;
- une affectation pour la réalisation des études PRO et des acquisitions foncières du projet de création d'un nouveau barreau RD10 dans le cadre du projet Altival (financée dans le cadre du Plan route).

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le

bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet Altival fait partie des opérations "TZen, BHNS et autres TCSP" inscrites au CPER 2015-2020.
La subvention est calculée en fonction des clés de financement du CPER :
- Etat : 21%
- Région : 49%
- Bloc local : 30%

Localisation géographique :
- CHENNEVIERES-SUR-MARNE
- BRY-SUR-MARNE
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE
- VILLIERS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Tzen - BHNS et autres TCSP

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et frais MOA/MOE	1 900 000,00	41,30%
Acquisitions foncières	2 200 000,00	47,83%
Travaux ouvrage Nord	500 000,00	10,87%
Total	4 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	966 000,00	21,00%
Subvention Région (sollicitée)	2 254 000,00	49,00%
Fonds propres	1 380 000,00	30,00%
Total	4 600 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-259

DOSSIER N° 20007040 - TCSP EST-TVM DANS LE CADRE D'ALTIVAL - SECTION MONT D'EST - ETUDES PRO (93-94)

Dispositif : CPER - Tzen, BHNS et autres TCSP (n° 00001094)
Délibération Cadre : CR53-15 modifié par CR123-16 du 16/12/2016
Imputation budgétaire : 908-818-204133-481015-200
Action : 481015011- Développement et amélioration des sites propres pour autobus

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CPER - Tzen, BHNS et autres TCSP	800 000,00 € HT	49,00 %	392 000,00 €
	Montant total de la subvention		392 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Altival et Est-TVM sont des projets d'infrastructure dédiés à la circulation de plusieurs lignes de bus entre le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis, où ils sont connectés au niveau du secteur du Mont d'Est à Noisy-le-Grand.

Altival est un projet d'infrastructure dédié à la circulation de plusieurs lignes de bus entre Noisy-le-Grand Mont d'Est (93) et Chennevières-sur-Marne (94) qui vise à accompagner le développement urbain impulsé autour de l'ancienne voie de desserte orientale (ex-VDO), réserve foncière importante résultant de l'abandon par l'Etat du projet autoroutier A87 entre l'autoroute A4 et la RN40, par une desserte en transport en commun en site propre, afin de relier ces secteurs à des modes lourds : RER E / ligne P et ligne 15 du Grand Paris Express.

La présente affectation vise à réaliser les études de niveau PRO et à mettre en œuvre les procédures réglementaires nécessaires à cette phase de projet (notamment Dossier Loi sur l'Eau) sur la section Mont d'Est à Noisy-le-Grand, en accompagnement du projet de TCSP Altival.

Sont prévues, parallèlement à la présente affectation :
- une affectation pour la réalisation des études PRO, des acquisitions foncières, et des travaux sur l'ouvrage Nord du projet Altival (financée dans le cadre du CPER 2015-2020) ;

- une affectation pour la réalisation des études PRO et des acquisitions foncières du projet de création d'un nouveau barreau RD10 dans le cadre d'Altival (financée dans le cadre du Plan route).

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet Altival fait partie des opérations "TZen, BHNS et autres TCSP" inscrites au CPER 2015-2020.
La subvention est calculée en fonction des clés de financement du CPER :
- Etat : 21%
- Région : 49%
- Bloc local : 30%

Localisation géographique :
- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Tzen - BHNS et autres TCSP

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes PRO et frais MOA/MOE	800 000,00	100,00%
Total	800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	168 000,00	21,00%
Subvention Région (sollicitée)	392 000,00	49,00%
Subvention Département 93 (sollicitée)	80 000,00	10,00%
Fonds propres Département 94	160 000,00	20,00%
Total	800 000,00	100,00%

ANNEXE 2 : CONVENTION DE FINANCEMENT ALTIVAL

2020

Altival (phase 1) de Noisy-le-Grand Mont d'Est à Chennevières-sur-Marne

Convention de financement relative aux études PRO, aux acquisitions foncières et aux travaux anticipés de l'ouvrage Nord

CONVENTION N°

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Région îledeFrance

VAL de MARNE
Le département

îledeFrance mobilités

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE 6

A. OBJECTIFS DE L'OPERATION 6
B. HISTORIQUE 6
C. INSCRIPTION DE L'OPERATION DANS LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET DE PROGRAMMATION 7
D. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'OPERATION 7
E. MODALITES D'ACTUALISATION 7
F. RAPPEL DES CONVENTIONS DE FINANCEMENT ANTERIEURES 7
G. CONVENTIONS « PARALLELES » 7

0 DEFINITIONS 9

1 OBJET DE LA CONVENTION 9

1.1 PERIMETRE DE LA CONVENTION 9
1.2 DELAIS DE REALISATION 10

2 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 10

2.1 L'AUTORITE ORGANISATRICE DE LA MOBILITE 10
2.2 LA MAITRISE D'OUVRAGE 10
2.2.1 IDENTIFICATION ET PERIMETRE DU MAITRE D'OUVRAGE 10
2.2.2 ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE 10
2.3 LES FINANCEURS 11
2.3.1 IDENTIFICATION 11
2.3.2 ENGAGEMENTS 11

3 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 11

3.1 ESTIMATION DU COUT DU PROJET 11
3.2 COUTS DETAILLES PAR MAITRE D'OUVRAGE 11
3.3 PLAN DE FINANCEMENT 12
3.4 MODALITES DE PAIEMENT 12
3.4.1 ECHEANCIERS DES APPELS DE FONDS 12
3.4.2 VERSEMENT D'ACOMPTES 12
3.4.3 VERSEMENT DU SOLDE 13
3.4.4 PAIEMENT 14
3.4.5 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 14
3.5 CADUCITE DES SUBVENTIONS 14
3.5.1 CADUCITE AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 14
3.5.2 CADUCITE AU TITRE DU DECRET N° 2018-514 DU 25 JUIN 2018 RELATIF AUX SUBVENTIONS DE L'ÉTAT POUR DES PROJETS D'INVESTISSEMENT 15
3.6 COMPTABILITE DU BENEFICIAIRE 15

4 GESTION DES ECARTS 15

5 MODALITES DE CONTROLE 15

5.1 PAR LES FINANCEURS 15
5.2 PAR ILE-DE-FRANCE MOBILITES 16
5.3 INTERVENTION D'EXPERTS 16

6 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 16

6.1 LE COMITE DE PILOTAGE 16
6.2 LE COMITE DES FINANCEURS 16
6.3 LE COMITE TECHNIQUE 17
6.4 L'INFORMATION DES FINANCEURS, HORS INSTANCES DE GOUVERNANCE 17
6.5 SUIVI DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 17
6.5.1 REGION ILE-DE-FRANCE 17
6.5.2 ETAT 18
6.5.3 SUIVI DE LA COMMUNICATION 18

7 DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 19

8 DISPOSITIONS GENERALES 19

8.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 19
8.2 REGLEMENT DES LITIGES 19
8.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 19
8.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 20
8.5 DATE D'ELIGIBILITE DES DEPENSES 20

ANNEXES 22

ANNEXE 1 : ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS (€) 23
ANNEXE 2 : CONTENU TYPE DES ETUDES ET PRESTATIONS 24
ANNEXE 3 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES PRESTATIONS 25

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- **La région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission Permanente du conseil régional d'Ile-de-France en date du __/__/___,

Ci-après désignés « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **Le département du Val-de-Marne,** collectivité territoriale dont le siège est situé Hôtel du Département - 94054 Créteil cedex, représenté par Christian FAVIER, Président du Conseil départemental, dûment mandaté par la délibération n°_____ de la Commission Permanente du conseil départemental du Val-de-Marne en date du __/__/____,

Ci-après désignés « **le maître d'ouvrage** », **« le bénéficiaire »,**

Et en dernier lieu,

- **Ile-de-France Mobilités**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2017/017 en date du 11 janvier 2017,

Ci-après désigné **« Île-de-France Mobilités** » ou « **l'autorité organisatrice de la mobilité** ».

Ci-après désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 adoptant le projet de Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 par l'Etat et la Région, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 et signé le 7 février 2017 par l'Etat et la Région ;

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation de son Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n°2017-5-1.8.8 du conseil départemental du Val-de-Marne en date du 18 décembre 2017 approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n°2018/554 du 12 décembre 2018 du Conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France approuvant le Schéma de principe du projet Altival ;

Vu la délibération n° 2018-6–2.1.20 du Conseil départemental du Val-de-Marne en date du 17 décembre 2018 approuvant le Schéma de principe et le dossier d'enquête publique du projet Altival, projet d'infrastructure collectrice de transports collectifs et voiries associées entre Noisy-le-Grand Mont d'Est et Chennevières-sur-Marne ;

Vu la délibération n° 2020-1-2.1.13 du Conseil départemental du Val-de-Marne en date du 10 février 2020 relative à la Déclaration de projet du projet Altival ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n°2020/842 du 10 mars 2020 du Préfet du Val-de-Marne et Préfet de Seine-Saint-Denis déclarant l'utilité publique du projet d'infrastructure collectrice de transports collectifs et voiries associées « Altival » dans les communes de Noisy-le-Grand, Bry-sur-Marne, Villiers-sur-Marne, Champigny-sur-Marne et Chennevières-sur-Marne et valant mise en compatibilité de leurs documents d'urbanisme ;

Vu la délibération de la commission permanente n° …… en date du __/__/____ du conseil régional approuvant la présente convention ;

Vu la délibération n° …… du conseil départemental du Val-de-Marne en date du __/__/____ approuvant la présente convention ;

Vu la délibération du conseil d'Ile-de-France Mobilités n° …… du __/__/____ approuvant la présente convention ;

Préambule

A. Objectifs de l'opération

Les principaux objectifs de cette opération sont :

- De structurer le développement urbain prévu sur les emprises de l'ex VDO autour d'une liaison forte de transports collectifs ;
- De désenclaver le territoire de l'est val-de-marnais, aujourd'hui excentré, en le « raccrochant » au système métropolitain (désenclavement des grands ensembles du plateau de Champigny-Chennevières) en améliorant le rabattement sur les pôles du réseau lourd existant et futur du RER A, RER E / ligne P et de la ligne de métro 15 ;
- D'améliorer les liaisons infra-départementales, notamment entre l'est et l'ouest du Val-de-Marne ainsi que les liaisons interdépartementales entre le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis.

B. Historique

Altival est un projet d'infrastructure dédié à la circulation de plusieurs lignes de bus entre Noisy-le-Grand Mont d'Est et Chennevières-sur-Marne qui vise à accompagner le développement urbain impulsé autour de l'ancienne voie de desserte orientale (ex-VDO), réserve foncière importante résultant de l'abandon par l'Etat du projet autoroutier A87 entre l'autoroute A4 et la RN40, par une desserte en transport en commun en site propre, afin de relier ces secteurs à des modes lourds : RER E / ligne P et ligne 15 du Grand Paris Express.

A partir de 2007, le département du Val-de-Marne a engagé des études sur le devenir possible de ces emprises, tant du point de vue du développement urbain que de sa desserte en transport.

Lors de la révision du Contrat Particulier Région Département du Val-de-Marne en 2012 (délibération CR 08-12), il a été inscrit une augmentation des crédits de 3,5 M€ à 5 M€ pour le TCSP Sucy-Bonneuil – Noisy-le-Grand Mont d'Est, qui devait « permettre le démarrage en 2015 d'une première phase de réalisation entre la RD4 et la RD10 pour accompagner le CDT/gare du métro Grand Paris Bry-Villiers-Champigny ».

Le périmètre du projet Altival a évolué par rapport à celui historique du projet de TCSP Noisy-le-Grand Mont d'Est – Sucy-Bonneuil-RER, afin de répondre aux enjeux de desserte de la gare Bry-Villiers-Champigny de la ligne 15 du Grand Paris Express dans le secteur de l'ex-VDO.

Le Syndicat des Transports d'Île-de-France a mené en 2013-2014 les études préparatoires au DOCP, qui ont permis de définir précisément le périmètre du projet de transport, ainsi que les études DOCP en 2014-2015 approuvées en conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 7 octobre 2015.

Afin de permettre la passation de la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Transports d'Île-de-France au département du Val-de-Marne à partir de la concertation préalable sur le projet, jusqu'à l'achèvement de l'enquête publique, un avenant à cette convention a été approuvé par délibération n° CP 15-698 du 8 octobre 2015. Ce changement de maîtrise d'ouvrage était motivé par les enjeux forts de coordination entre le projet et les différentes opérations connexes : l'opération Est-TVM dont le département du Val-de-Marne est également maître d'ouvrage, ainsi que les nombreux projets de développement urbain de ce secteur.

Le Département a ainsi repris la maîtrise d'ouvrage du projet et mené la concertation préalable qui s'est déroulée du 9 mai au 19 juin 2016, puis les études préliminaires en 2017 et 2018 qui ont conduit à la validation du Schéma de principe et du dossier d'enquête d'utilité publique le 17 décembre 2018.

L'enquête d'utilité publique et de mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Noisy-le-Grand, Villiers-sur-Marne, Bry-sur-Marne, Champigny-sur-Marne et Chennevieres-sur-Marne s'est déroulée du 30 septembre au 4 novembre 2019. Le Conseil départemental du Val-de-Marne a effectué la déclaration de projet le 10 février 2020 et la Déclaration d'Utilité Publique a été prise par arrêté préfectoral le 10 mars 2020.

Le Département du Val-de-Marne a également réalisé en 2019-2020 les études d'Avant-Projet de l'opération.

C. Inscription de l'opération dans les documents de planification et de programmation

Le projet Altival est inscrit :

- au SDRIF de 2013, sous le titre « TCSP Noisy-le-Grand Mont d'Est – Sucy-Bonneuil-RER » avec un horizon de réalisation avant 2030 ;
- au PDUIF de 2014 ;
- au CPER 2015-2020 au titre des TZen / BHNS et autres TCSP.

D. Caractéristiques principales de l'opération

Le projet Altival consiste à réaliser des aménagements de sites propres bus qui permettent aux lignes de bus actuelles et futures du secteur de desservir la future gare de Bry Villiers Champigny de la ligne 15 du Grand Paris Express (GPE), la future gare SNCF RER E et ligne P ainsi que la gare RER A de Noisy-le-Grand Mont d'Est en traversant les communes de Sucy-en-Brie, Bonneuil-sur-Marne, Ormesson-sur-Marne, Chennevières-sur-Marne, Champigny-sur-Marne, Villiers-sur-Marne, Bry-sur-Marne, et Noisy-le-Grand. Le projet Est-TVM sur le secteur du Mont d'Est à Noisy-le-Grand s'inscrit dans la continuité du projet Altival et permettra à plusieurs lignes de rejoindre le RER A par le biais d'un site propre unidirectionnel.

L'aménagement de ce site propre, associé en partie à la création d'un boulevard urbain, permet de structurer l'ensemble du développement urbain prévu sur les emprises de l'ex-Voie de Desserte Orientale (VDO) et d'améliorer fortement la desserte du plateau du haut Val-de-Marne, notamment les grands ensembles de Champigny-Chennevières.

Ce projet de nouvelle liaison s'inscrit dans le système de TCSP départemental en rocade et assurera à terme une continuité vers l'ouest, via les lignes de bus TVM et 393 (ligne correspondant au projet de TCSP Pompadour-Sucy-Bonneuil financé au CPER 2000-2006 et au Contrat de projets 2007-2013).

Le projet Altival phase 1, associé à l'aménagement du secteur du Mont d'Est dans le cadre du projet Est-TVM, permet de relier le polygone de Noisy-le-Grand à la limite entre les départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, jusqu'à la RD4, sur le tracé de l'ex-VDO, au niveau des communes de Champigny-sur-Marne et Chennevières-sur-Marne.

Sur cette section, objet de la présente convention, les aménagements consistent à réaliser un site propre bidirectionnel et la reprise des voiries impactées, supports du site propre bus, avec notamment la réalisation d'aménagements cyclables bidirectionnels continus. L'opération ne comprend pas le prolongement de la RD10 de la rue Fourny à Champigny à la RD4 à Chennevières, traité dans un autre cadre, mais qui sera réalisé de façon concomitante.

E. Modalités d'actualisation

S'agissant d'une convention d'études essentiellement, il n'est pas prévu de modalités d'actualisation.

F. Rappel des conventions de financement antérieures

- 2011, avenantée en 2015 compte tenu du changement de maitrise d'ouvrage : Convention de financement des Etudes DOCP jusqu'à l'enquête publique, d'un montant de 2 500 000 € au bénéfice d'Ile-de-France Mobilités (600 000 €) puis du département du Val-de-Marne (1 900 000 €) ;
- 2018 : Convention de financement des études d'Avant-Projet, d'un montant de 2 650 000 € au bénéfice du département du Val-de-Marne.

G. Conventions « parallèles »

Sont établies, parallèlement à la présente convention :

- une convention portant sur les études PRO du projet Est-TVM pour la section « Mont d'Est » à Noisy-le-Grand dans le cadre du projet Altival (financée dans le cadre du CPER 2015-2020) ;
- une convention portant sur les études PRO et les acquisitions foncières du projet de création d'un nouveau barreau RD10 dans le cadre du projet Altival (financée dans le cadre du Plan route).

L'établissement de 3 conventions distinctes s'explique par le fait que ces dernières ne présentent pas les mêmes modalités de financement.

Il est convenu ce qui suit :

0 Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Opération** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence ;

« **Projet** » : désigne les étapes de l'opération et leur financement définis dans le cadre de la présente convention ;

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les « Résultats des Etudes », dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 1 et en Annexe 2 ;

« **Résultats des Etudes** » : désigne les études Projet (PRO) réalisées par le maître d'ouvrage, comme défini dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en Annexe 2 et qui seront présentés au conseil d'Ile-de-France Mobilités.

1 Objet de la convention

La convention a pour objet de :

- de définir les conditions et modalités de financement des études de PRO et des acquisitions foncières du site propre Altival (phase 1), ainsi que les travaux anticipés de l'ouvrage Nord ;
- de préciser le contenu et les conditions de suivi de ces Etudes dans le respect du calendrier général de l'opération ;
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au Projet, objet de la convention, la dénomination unique suivante :

« Altival : Etudes PRO, acquisitions foncières et travaux anticipés de l'ouvrage Nord ».

L'Annexe 2 de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.1 Périmètre de la convention

Les éléments de missions couverts par la présente convention consistent à :

- poursuivre les études opérationnelles du projet de réalisation du site propre bus Altival et d'aménagements cyclables continus, associée à la restructuration rendue nécessaire des voiries existantes entre Noisy-le-Grand et Chennevières sur Marne en phase PRO (Projet) ;
- mettre en œuvre les procédures réglementaires nécessaires à cette phase de projet (notamment Dossier Loi sur l'Eau, enquête d'autorisation environnementale et enquête parcellaire) ;
- permettre la réalisation de travaux anticipés du futur franchissement du RER E / ligne P (ouvrage d'art Nord), et notamment la culée Nord, située à l'interface avec les travaux des gares Bry-Villiers-Champigny (BVC). En effet, l'interconnexion au droit du pôle multimodal BVC s'avère stratégique et cet ouvrage d'art Nord accueillera la majeure partie du parvis des deux gares et la station de bus Altival du pôle multimodal. La réalisation de cet ouvrage, et en particulier de sa culée Nord, nécessite que la SGP en charge de la construction de la gare de la ligne 15 sud laisse les emprises libres au Département, maître d'ouvrage du projet Altival. La culée Nord du franchissement du RER E / ligne P doit également intervenir rapidement, avant que la SNCF réalise la 3ème voie nécessaire à la réalisation de la gare du RER E / ligne P. Il s'avère donc que les différents maîtres d'ouvrage ont acté que cette culée Nord de l'ouvrage Nord doit être réalisée au mieux, pour respecter tous les plannings et objectifs,

dans une « fenêtre de tir » située à ce jour en 2021 / début 2022, soit en anticipation par rapport au lancement des travaux du projet Altival, envisagé courant 2022.

- de réaliser les acquisitions foncières nécessaires au projet. N'est compris dans la présente convention que le financement des emprises strictement nécessaires au projet Altival. Les éventuelles réquisitions d'emprises qui seraient nécessaires ne sont pas prises en compte en général à ce stade, sachant que les terrains de la VDO sont destinés à être cédés à l'aménageur pour un développement urbain ultérieur.

1.2 Délais de réalisation

Le maître d'ouvrage s'engage à achever les études dans un délai de 18 mois à partir de la notification de la convention.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études objet de la convention figure en Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation

2 Rôles et engagements des parties

2.1 L'autorité organisatrice de la mobilité

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Ile-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit les maîtres d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

2.2 La maîtrise d'ouvrage

2.2.1 Identification et périmètre du maître d'ouvrage

Le département du Val-de-Marne est désigné maître d'ouvrage du Projet. Ainsi, le département du Val-de-Marne est maître d'ouvrage du programme des études, des acquisitions foncières et des travaux décrits à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

2.2.2 Engagements du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage sur :

- la réalisation du Projet, objet de la présente convention ;
- le respect des délais de réalisation précisés à l'article 1.2 ;
- le respect de l'échéancier d'appels de fonds visé en Annexe 1 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds, mis à jour le cas échéant en comité ad hoc, selon l'avancement du projet ;
- le respect des règles de l'art.

Les tiers ne peuvent se prévaloir du versement de la présente subvention pour engager la responsabilité des financeurs en cas de litige résultant de la réalisation du Projet.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir Ile-de-France Mobilités, en qualité d'Autorité organisatrice de la mobilité, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Ile-de-France Mobilités informe alors sans délai les financeurs de la situation, en relation avec les maîtres d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

2.3 Les financeurs

2.3.1 Identification

Le financement du Projet est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, par :

- l'Etat (21%) ;
- la région Ile-de-France (49%) ;
- le département du Val-de-Marne (30%).

La part du bloc local est supportée par le département du Val-de-Marne.

2.3.2 Engagements

La signature de la convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation du Projet défini à l'article 1.1 dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3.

3 Modalités de financement et de paiement

3.1 Estimation du coût du Projet

L'ensemble des montants de la convention sont exprimés en € hors taxe.

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la convention est évalué à 4 600 000 € HT**.**

L'estimation de ces dépenses inclut les études PRO, les frais de procédure environnementale et d'enquête publique, de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, des travaux anticipés de l'ouvrage Nord et notamment la culée Nord, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus.

3.2 Coûts détaillés par maitre d'ouvrage

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape de l'opération :

Altival : Etudes PRO, acquisitions foncières et travaux anticipés ouvrage Nord		
Maître d'ouvrage	**Poste de dépense** (suffisamment détaillé)	**Estimation des coûts en € HT**
Département du Val-de-Marne	Frais de MOE	1 200 000 €
	Frais de MOA	400 000 €
	Dossiers réglementaires et enquête publique	150 000 €
	Etudes diverses	150 000 €
	Travaux anticipés	500 000 €
	Acquisitions foncières	2 200 000 €
TOTAL		**4 600 000 €**

Cette répartition indicative peut évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses pour le maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée pour information à l'ensemble des partenaires accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, etc.), dans l'instance de gouvernance ad hoc.

3.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros.

Altival : Etudes PRO, acquisitions foncières et travaux anticipés ouvrage Nord Montant € HT et clés de financement			
Etat	**Région**	**CD94**	**TOTAL**
966 000 €	2 254 000 €	1 380 000 €	4 600 000 €
21%	49%	30%	100%

3.4 Modalités de paiement

3.4.1 Echéanciers des appels de fonds

L'Annexe 1 : Echéancier des appels de fonds indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du maître d'ouvrage par financeur.

Les financeurs sont avisés des évolutions de l'échéancier prévisionnel par le maître d'ouvrage. Au premier trimestre de chaque année, le maître d'ouvrage transmet une version mise à jour de cette annexe au comité ad hoc, tel que défini à l'article 6. En l'absence de la transmission d'un échéancier mis à jour, les financeurs se réservent le droit de limiter leurs versements aux montants annuels inscrits dans le dernier échéancier mis à jour transmis.

Le cas échéant, les financeurs informent le maître d'ouvrage des difficultés éventuelles posées par une évolution substantielle des échéanciers d'appels de fonds et proposent une solution. Si les difficultés persistent, les parties peuvent solliciter l'examen de ces difficultés par le Comité ad hoc.

3.4.2 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement du Projet sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmet aux financeurs et sur son périmètre une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Pour l'Etat et la Région, les états d'acompte sont établis en euros courants. Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

A - Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la convention ;

- l'état détaillé des factures acquittées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3.

B - Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2 daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3.

La demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C - Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

Toutefois, s'agissant d'une opération inscrite au CPER 2015-2020, la Région applique l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 par dérogation à son règlement budgétaire et financier. Les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 80% de l'autorisation d'engagement mise en place en euros courants avant le versement du solde.

3.4.3 Versement du solde

Après achèvement des études, acquisitions foncières et travaux couverts par la convention, le bénéficiaire transmet un bilan physique et financier constitué des pièces suivantes, justifiant l'achèvement du projet « Etudes PRO et acquisitions foncières ».

Le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- D'un relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage, qui comporte notamment :
    - le récapitulatif des subventions attribuées au titre de l'opération en euros courants ;
    - le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs en euros courants ;
    - le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan, décomposée selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel. Ces éléments sont transmis en euros courants. Si ce coût a été modifié par accord entre le maitre d'ouvrage et les financeurs, le maitre d'ouvrage rappelle la nouvelle valeur ;
    - le calcul et la justification de l'état du solde, déterminé par application du taux de subvention sur la différence entre les dépenses effectivement payées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les dépenses prises en compte dans les versements effectués précédemment ;

- Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- Les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 3.4.2.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

3.4.4 Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le maître d'ouvrage des dispositions de la convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 3.4.2 et 3.4.3 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit à la connaissance du maître d'ouvrage, éventuellement sous forme électronique.

3.4.5 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du bénéficiaire aux coordonnées suivantes :

• Pairie départementale du Val-de-Marne

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
30001	00907	D9400000000	49

La domiciliation des Parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Etat	21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr	DRIEA – SPOT – CBSF
Région Ile-de-France	2 rue Simone VEIL 93400 Saint Ouen	Pôle Finances – Direction de la comptabilité
Département du Val-de-Marne	Hôtel du Département 94054 Créteil cedex	PADECT / DTVD / SFM

3.5 Caducité des subventions

3.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois (3) ans** à compter de la date de délibération de son attribution le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de première demande d'acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.5.2 Caducité au titre du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement

Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la notification de la subvention de l'Etat, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un (1) an.

Le début d'exécution de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande,...) créant une obligation entre le maître d'ouvrage et le premier prestataire.

3.6 Comptabilité du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes et acquisitions foncières réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières leur étant attribuées en cours d'exécution de la convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 Gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué en préambule de la convention constitue un plafond dans lequel l'ensemble des subventions successive s'inscrit, y compris celle relative au présent Projet.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions qui lui sont attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les co-financeurs sont informés lors du comité des financeurs. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel il est intervenu.

5 Modalités de contrôle

5.1 Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution du projet, activité ou action subventionnée.

5.2 Par Ile-de-France Mobilités

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, l'autorité organisatrice de la mobilité veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

5.3 Intervention d'experts

L'autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'autorité organisatrice. Le maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

6 Organisation et suivi de la convention

La gouvernance s'articule autour des trois instances de gouvernance suivantes, classées par ordre décroissant de niveau de représentation qui permettent de garantir le suivi des Etudes.

6.1 Le comité de pilotage

Le comité est composé des représentants de l'ensemble des signataires de la convention ainsi que des collectivités territoriales concernées par l'opération représentées par leurs élu(e)s.

Le comité de pilotage informe ses membres de l'avancement des Etudes. Il recueille les avis et observations sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en conseil d'Île-de-France Mobilités.

Le comité de pilotage est réuni en tant que de besoin.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments doivent être transmis préalablement aux membres de la commission de suivi au plus tard deux (2) semaines avant la réunion par le maitre d'ouvrage.

Le secrétariat est assuré par le maitre d'ouvrage.

6.2 Le comité des financeurs

Ce comité réunit les financeurs et le maître d'ouvrage.

Le comité des financeurs pilote et arbitre les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'opération dans le respect du coût et des délais prévisionnels.

Le comité se prononce et valide :

- l'avancement des études et les éventuels besoins d'études complémentaires à ce stade ;
- le suivi financier de la convention (le montant des subventions appelées et versées, le prévisionnel des appels de fond mis à jour) et les éventuels écarts constatés ;
- le suivi des estimations du projet (confirmation des postes prévus au regard du périmètre de l'opération) ;
- les éléments liés à la communication de l'opération ;
- le projet de contenu des conventions de financement ultérieures ;
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi, le cas échéant ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en conseil d'Île-de-France Mobilités.

Le comité des financeurs se réunit en tant que de besoin, sur les questions spécifiques relevant du pilotage de l'opération, notamment son financement, les ajustements techniques et financiers et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être transmis préalablement aux membres du Comité au plus tard deux (2) semaines avant la réunion par le maitre d'ouvrage.

Le secrétariat est assuré par le maitre d'ouvrage.

6.3 Le comité technique

Il réunit les représentants de l'ensemble des Parties ainsi que les représentants des services des collectivités concernées.

Le comité technique est le cadre privilégié permettant de :

- partager les éléments du programme d'études, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- valider les choix techniques si nécessaire ;
- suivre le déroulement technique, administratif et financier de la démarche ;
- préparer les différents comités et les éventuelles commissions de suivi sur les aspects techniques.

Le comité technique est convoqué par le maitre d'ouvrage. Il est réuni en tant que besoin et au moins une fois par an.

Les membres du comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans l'opération.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents devront être transmis préalablement aux membres au plus tard sept (7) jours avant la réunion par le maitre d'ouvrage.

Le secrétariat est assuré par le maitre d'ouvrage.

6.4 L'information des financeurs, hors instances de gouvernance

Pendant toute la durée de validité de la convention, le maître d'ouvrage s'engage à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières de l'opération.

6.5 Suivi de la communication institutionnelle

6.5.1 Région Ile-de-France

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la convention. Le bénéficiaire s'engage ainsi à apposer la mention « Action financée par la région Île-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication. De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la région Ile-de-France. L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Ile-de-France les dates prévisionnelles de tous les événements organisés liés à l'opération subventionnée. Un calendrier

prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie de l'opération doit être établi et transmis régulièrement à la Région.

Le bénéficiaire est tenu de soumettre préalablement les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole de la région Île-de-France. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Le bénéficiaire s'engage également à porter à la connaissance des services, les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la convention et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des éditoriaux, interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

La communication de chantier (panneaux, palissades, supports d'information du public et riverains) doit faire apparaître la contribution régionale sous la forme suivante : « action financée par la région Ile-de-France » avec l'apposition du logotype, conformément à la charte graphique en vigueur.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale, etc.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats de l'opération subventionnée (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. Toute utilisation ou exploitation commerciale de l'opération par la Région est interdite.

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus :

- en amont : les supports de communication liés à l'objet de la convention devront être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge du suivi du dossier ;

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir les justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings, etc.).

6.5.2 Etat

Les dispositions de l'article 6.5.1 s'appliquent à l'État.

6.5.3 Suivi de la communication

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du maître d'ouvrage, de l'AOM et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins et au minimum une fois par an, il réunit le maître d'ouvrage, l'AOM et les financeurs de l'opération ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre).

Ce comité échange sur la communication relative à l'opération : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des opérations inscrites au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, autres financeurs.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le compte-rendu du comité de communication sera assuré par le maître d'ouvrage.

7 Diffusion des études et propriété intellectuelle

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et résultats des Etudes qu'il réalise dans le cadre de la convention.

Le maître d'ouvrage transmet aux financeurs les résultats d'Etudes, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par l'opération, après validation en comité ad hoc.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Autorité organisatrice les Etudes visées dans la présente convention et tout autre document et support d'information nécessaires à Ile-de-France Mobilités pour remplir son rôle d'autorité organisatrice.

Les résultats des Etudes pourront être utilisés librement par l'autorité organisatrice et les financeurs dans le cadre de la poursuite de la réalisation de l'opération.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage remet à l'AOM et aux financeurs, en début d'étude puis lors de toute modification ou complément, le tracé du Projet dans un format SIG interopérable de type shapefile (SHP), géo concept (GXT) ou Map info (MIF/MID). Le transmetteur de l'objet SIG devra indiquer le système de projection de la couche de données.

A défaut, il veillera à remettre des éléments cartographiques permettant de reporter précisément le tracé sur le SIG régional.

Les Etudes et les résultats des Etudes sont transmis sous format informatique natif et PDF. Un exemplaire papier est transmis sur demande.

8 Dispositions générales

8.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 3.4.5 qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

8.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à six (6) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf:

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

8.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des durées indiquées à l'article 5, la présente convention expire :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.3 ;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 3.5 ;
- ou en cas de résiliation de la convention comme prévu à l'article 8.3.

8.5 Date d'éligibilité des dépenses

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

La date d'éligibilité des dépenses par l'État est identique à celle de la Région.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le …….. .

Pour l'Etat, Michel CADOT Préfet de la région Ile-de-France	Pour la région Ile-de-France, Valérie PECRESSE Présidente du conseil régional d'Ile-de-France
Pour le département du Val-de-Marne, Christian FAVIER Président du Conseil départemental	Pour Ile-de-France Mobilités, Laurent PROBST Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 2 : Contenu type des Etudes et prestations

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation

ANNEXE 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds (€)

En €	2021	2022	2023	**Total**
Région Ile-de-France	1 400 000	500 000	354 000	**2 254 000**
Etat	600 000	200 000	166 000	**966 000**
TOTAL	2 000 000	700 000	520 000	**3 220 000**

ANNEXE 2 : Contenu type des Etudes et prestations

Etudes de maîtrise d'œuvre :

- Reprise des études de conception au niveau PRO
- Etudes géotechniques G2 PRO

Frais de maîtrise d'ouvrage :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage générale (contrôle technique et financier des études de maîtrise d'œuvre)
- Assistance à maîtrise d'ouvrage stratégique (assistance planning, assistance juridique)
- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi et la gestion en BIM de l'opération
- Assistance à maîtrise d'ouvrage foncière
- Mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination en phase pré-opérationnelle
- Etudes CSPS
- Contrôle Technique

Réalisation des dossiers réglementaires :

- Dossier Loi sur l'Eau
- Dossiers réglementaires environnementaux
- Etudes écologiques
- Reprise des études foncières et réalisation du dossier d'enquête parcellaire
- Frais d'enquêtes et de communication
- Autres études réglementaires éventuellement imposés par l'Autorité Environnementale

Etudes diverses :

- Etudes de trafic niveau PRO
- Sondages géotechniques et de pollution
- Etudes d'assainissement alternatif
- Mission de sécurité ferroviaires et frais SNCF
- Etudes topographiques complémentaires
- Autres études selon besoins

Acquisitions foncières :

- Acquisitions de parcelles
- Frais divers (hypothèques, notaires)
- Frais de portages éventuels

Travaux anticipés :

- Constitution du DCE et appels d'offre
- Réalisation des terrassements
- Réalisations des appuis et de la culée nord et mise en place des appareils d'appuis
- Frais SNCF
- Contrôle extérieur des ouvrages
- Travaux et frais divers

ANNEXE 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation des prestations

Etudes Projet (PRO) :

- Mi 2020 : lancement des études PRO
- Mi 2021 : rendu des études PRO
- Fin 2021 : validation du Dossier PRO

Procédures :

- Mi 2020 : lancement de l'élaboration du Dossier Loi sur l'Eau
- Fin 2021 : autorisation environnementale et des dossiers d'autorisations environnementales
- Mi 2020 : lancement des études foncières
- Mi 2021 : enquête parcellaire et enquête environnementale
- Fin 2021 : autorisation environnementale et arrêté de cessibilité

Acquisitions foncières :

- Mi 2020 : lancement des acquisitions à l'amiables
- Fin 2021 : lancement des expropriations
- 2023 : finalisation des acquisitions foncières

Travaux anticipés de l'ouvrage Nord :

- 2021 : DCE et consultation des entreprises
- Mi 2021 : travaux préparatoires
- Fin 2021 : travaux de la culée Nord
- Début 2022 : finalisation des travaux de la culée Nord de l'ouvrage de franchissement du RER E / ligne P

ANNEXE 3 : CONVENTION DE FINANCEMENT EST-TVM DANS LE CADRE D'ALTIVAL

2020

Est-TVM dans le secteur du Mont d'Est à Noisy-le-Grand, en accompagnement du projet Altival (phase 1)

Convention de financement
relative aux études PRO
sur la section Mont d'Est

CONVENTION N°

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Région îledeFrance

SEINE-SAINT-DENIS
LE DÉPARTEMENT

VAL de MARNE
Le département

îledeFrance mobilités

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE 7

A. OBJECTIFS DE L'OPERATION 7
B. HISTORIQUE 7
C. INSCRIPTION DE L'OPERATION DANS LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET DE PROGRAMMATION 9
D. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'OPERATION 9
E. MODALITES D'ACTUALISATION 9
F. RAPPEL DES CONVENTIONS DE FINANCEMENT ANTERIEURES 10
G. CONVENTIONS « PARALLELES » 10

0 DEFINITIONS 11

1 OBJET DE LA CONVENTION 11

1.1 PERIMETRE DE LA CONVENTION 11
1.2 DELAIS DE REALISATION 11

2 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 12

2.1 L'AUTORITE ORGANISATRICE DE LA MOBILITE 12
2.2 LA MAITRISE D'OUVRAGE 12
2.2.1 IDENTIFICATION ET PERIMETRE DU MAITRE D'OUVRAGE 12
2.2.2 ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE 12
2.3 LES FINANCEURS 13
2.3.1 IDENTIFICATION 13
2.3.2 ENGAGEMENTS 13

3 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 13

3.1 ESTIMATION DU COUT DU PROJET 13
3.2 COUTS DETAILLES PAR MAITRE D'OUVRAGE 13
3.3 PLAN DE FINANCEMENT 14
3.4 MODALITES DE PAIEMENT 14
3.4.1 ECHEANCIERS DES APPELS DE FONDS 14
3.4.2 VERSEMENT D'ACOMPTES 14
3.4.3 VERSEMENT DU SOLDE 15
3.4.4 PAIEMENT 16
3.4.5 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 16
3.5 CADUCITE DES SUBVENTIONS 17
3.5.1 CADUCITE AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 17
3.5.2 CADUCITE AU TITRE DU DECRET N° 2018-514 DU 25 JUIN 2018 RELATIF AUX SUBVENTIONS DE L'ÉTAT POUR DES PROJETS D'INVESTISSEMENT 17
3.6 COMPTABILITE DU BENEFICIAIRE 17

4 GESTION DES ECARTS 17

5 MODALITES DE CONTROLE 18

5.1 PAR LES FINANCEURS 18
5.2 PAR ILE-DE-FRANCE MOBILITES 18
5.3 INTERVENTION D'EXPERTS 18

6 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 18

6.1 LE COMITE DE PILOTAGE 18
6.2 LE COMITE DES FINANCEURS 18
6.3 LE COMITE TECHNIQUE 19
6.4 L'INFORMATION DES FINANCEURS, HORS INSTANCES DE GOUVERNANCE 19
6.5 SUIVI DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 19
6.5.1 REGION ILE-DE-FRANCE 19
6.5.2 ETAT 20
6.5.3 SUIVI DE LA COMMUNICATION 20

7 DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 21

8 DISPOSITIONS GENERALES 21

8.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 21
8.2 REGLEMENT DES LITIGES 21
8.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 22
8.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 22
8.5 DATE D'ELIGIBILITE DES DEPENSES 22

ANNEXES 24

ANNEXE 1 : ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS (€) 25
ANNEXE 2 : CONTENU TYPE DES ETUDES ET PRESTATIONS 26
ANNEXE 3 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES PRESTATIONS 27

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- **La région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission Permanente du conseil régional d'Ile-de-France en date du __/__/___,

- **Le département de la Seine-Saint-Denis**, représenté par le Président du conseil départemental, dûment mandaté par la délibération n°_____ en date du __/__/___ ci-après désigné par « le département de la Seine-Saint-Denis » ou « le CD93 »,

Ci-après désignés « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **Le département du Val-de-Marne,** collectivité territoriale dont le siège est situé Hôtel du Département - 94054 Créteil cedex, représenté par Christian FAVIER, Président du Conseil départemental, dûment mandaté par la délibération n°_____ de la Commission Permanente du conseil départemental du Val-de-Marne en date du __/__/____,

Ci-après désignés « **le maître d'ouvrage** », **« le bénéficiaire »,**

Et en dernier lieu,

- **Ile-de-France Mobilités**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2017/017 en date du 11 janvier 2017,

Ci-après désigné **« Île-de-France Mobilités** » ou « **l'autorité organisatrice de la mobilité** ».

Ci-après désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 adoptant le projet de Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 par l'Etat et la Région, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 et signé le 7 février 2017 par l'Etat et la Région ;

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation de son Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n°2017-5-1.8.8 du conseil départemental du Val-de-Marne en date du 18 décembre 2017 approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n°2012-6-62.2.12 du 10 décembre 2012 du Conseil général du Val-de-Marne approuvant le Schéma de principe de l'opération « Est-TVM » ;

Vu la délibération n°2012/374 du 13 décembre 2012 du Conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France approuvant le Schéma de principe de l'opération « Est-TVM » ;

Vu la délibération n° 2014-3-2.6.22 du 19 mai 2014 du Conseil général du Val-de-Marne relative à la Déclaration de projet du projet Est-TVM ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n°2014/6289 signé le 21 juillet 2014 par les Préfets de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne relative à la Déclaration d'Utilité Publique du projet Est-TVM

Vu l'arrêté interpréfectoral n°2019/2091 du 8 juillet 2019 du Préfet du Val-de-Marne et Préfet de Seine-Saint-Denis prorogeant la Déclaration d'utilité publique (DUP) relative au projet de réalisation de la ligne de bus en site propre « Est-TVM »;

Vu la délibération n°2018/554 du 12 décembre 2018 du Conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France approuvant le Schéma de principe du projet Altival ;

Vu la délibération n° 2018-6–2.1.20 du Conseil départemental du Val-de-Marne en date du 17 décembre 2018 approuvant le Schéma de principe et le dossier d'enquête publique du projet Altival, projet d'infrastructure collectrice de transports collectifs et voiries associées entre Noisy-le-Grand Mont d'Est et Chennevières-sur-Marne ;

Vu la délibération n° 2020-1-2.1.13 du Conseil départemental du Val-de-Marne en date du 10 février 2020 relative à la Déclaration de projet du projet Altival ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n°2020/842 du 10 mars 2020 du Préfet du Val-de-Marne et Préfet de Seine-Saint-Denis déclarant l'utilité publique du projet d'infrastructure collectrice de transports collectifs et voiries associées « Altival » dans les communes de Noisy-le-Grand, Bry-sur-Marne, Villiers-sur-Marne, Champigny-sur-Marne et Chennevières-sur-Marne et valant mise en compatibilité de leurs documents d'urbanisme ;

Vu la délibération de la commission permanente n° …… en date du __/__/____ du conseil régional approuvant la présente convention ;

Vu la délibération n° …… du conseil départemental du Val-de-Marne en date du __/__/____ approuvant la présente convention ;

Vu la délibération n° …… de la commission permanente du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis en date du __/__/____ approuvant la présente convention ;

Vu la délibération du conseil d'Ile-de-France Mobilités n° …… du __/__/____ approuvant la présente convention ;

Considérant que les études d'Avant-Projet de l'opération Est-TVM ont été reprises dans le cadre des études d'Avant-Projet de l'opération Altival sur le secteur du Mont d'Est à Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis ;

Considérant l'intérêt de mener les deux projets Est-TVM et Altival conjointement sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, pour permettre une continuité des infrastructures de transport entre la gare de RER A de Noisy-le-Grand et les futures gares du RER E / ligne P et de la ligne de métro 15 sud Bry-Villiers-Champigny ;

Préambule

A. Objectifs de l'opération

Les principaux objectifs de cette opération sont :

- De structurer le développement urbain prévu sur les emprises de l'ex VDO autour d'une liaison forte de transports collectifs ;
- De désenclaver le territoire de l'est val-de-marnais, aujourd'hui excentré, en le « raccrochant » au système métropolitain (désenclavement des grands ensembles du plateau de Champigny-Chennevières) en améliorant le rabattement sur les pôles du réseau lourd existant et futur du RER A, RER E / ligne P et de la ligne de métro 15 ;
- D'améliorer les liaisons infra-départementales, notamment entre l'est et l'ouest du Val-de-Marne ainsi que les liaisons interdépartementales entre le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis ;
- De créer les conditions favorables à la mise en service d'une nouvelle ligne de transport en commun en site propre bus entre la gare de Noisy-le-Grand Mont d'Est (RER A) et la future gare de Bry-Villiers-Champigny (RER E et Ligne 15 Sud) ;
- D'accompagner la création de nombreux logements, équipements et immeubles d'activités dans le secteur Ouest de Noisy-le-Grand ;
- De faire évoluer les parts modales en réorganisant l'espace public au profit des bus et des modes actifs.

B. Historique

Altival et Est-TVM sont des projets d'infrastructure dédiés à la circulation de plusieurs lignes de bus entre le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis où ils sont connectés au niveau du secteur du Mont d'Est à Noisy-le-Grand.

Est-TVM

Le projet Est-TVM présente une plus grande antériorité et le Schéma Directeur de la Région Ile de France (SDRIF) de 1994 précisait le projet d'une liaison de rocade d'Antony à Noisy-le-Grand Mont d'Est. Le premier tronçon de cette rocade, dénommée Trans Val-de-Marne (TVM), reliant Rungis à Saint-Maur/Créteil RER A est entré en service en octobre 1993 et a été prolongé à l'Ouest jusqu'à la gare de la Croix-de-Berny du RER B à Antony (92) en juillet 2007. A l'est, dès 1998-99, un prolongement de la ligne de Créteil à Noisy-le-Grand Mont d'Est, a été étudié par le STIF et la RATP, portant sur une douzaine de tracés et leurs variantes.

Ce premier projet de prolongement de la ligne TVM vers l'est a été inscrit au Contrat de Plan Etat Région 2000-2006. En septembre 2004, l'Association des Collectivités Territoriales de l'Est Parisien (ACTEP) et le Conseil Général du Val-de-Marne sont intervenus pour relancer le projet. Le 25 février 2005, le Préfet du Val-de-Marne, réunissait l'ensemble des institutions et collectivités locales concernées et obtenait un consensus sur un nouveau projet dénommé Est-TVM. Le 8 avril 2005, le STIF fixait en Conseil les objectifs du projet Est-TVM. A partir de cette décision, une concertation préalable autour du projet Est-TVM s'est déroulée en deux temps, du 2 mai au 2 juin 2006 et du 22 janvier au 23 février 2007, menée par le STIF et le Département du Val-de-Marne.

Le schéma de principe a pris en compte les remarques issues de la concertation préalable et a été validé par le conseil du STIF le 13 décembre 2012. Le conseil Général du Val-de-Marne a approuvé le Schéma de Principe le 10 décembre 2012 et a lancé les procédures d'enquête publique (DUP, « Bouchardeau », parcellaire associé).

L'enquête publique Est-TVM s'est déroulée du 26 août 2013 au 30 septembre. Le rapport du commissaire enquêteur a mis principalement en évidence une opposition nette des habitants de Saint-Maur-des-Fossés, des craintes précises de dessertes et de stationnement à Champigny-sur-Marne et Joinville-le-Pont, mais également une approbation non négligeable du projet mis à l'enquête publique par une partie du public qui est intervenu. La Déclaration de Projet a été votée par le Conseil Général

du Val-de-Marne et signée par son Président le 21 mai 2014. L'arrêté interprefectoral n°2014/6289 du 21 juillet 2014 déclare d'utilité publique le projet de réalisation de la ligne de bus en site propre «Est-TVM» sur les communes de Créteil, Saint-Maur-des-Fossés, Joinville-le-Pont, Champigny-sur-Marne, Bry-sur-Marne, Villiers-sur-Marne et Noisy-le-Grand.

Soutenu par la Région Ile-de-France, le Département du Val-de-Marne a lancé les études d'Avant-Projet en 2015 avec un calendrier opérationnel s'échelonnant jusqu'à la mise en service de l'ensemble des infrastructures liées au Grand Paris Express. Le STIF n'était pas favorable à une livraison échelonnée des aménagements afin d'envisager une restructuration des lignes de bus unique et s'interrogeait sur l'hypothèse prise concernant les travaux de la ligne 15 Sud du GPE. Au regard de ces éléments, et de la volonté du Département du Val-de-Marne de ne pas réaliser de travaux Est TVM sur le territoire de Champigny durant les travaux de la ligne 15 sud, le Département a procédé à une interruption du projet, sur proposition du STIF, jusqu'à nouvel ordre.

Afin de conserver le bénéfice de la DUP, le Département a demandé par délibération du 18 mars 2019 sa prorogation. La prorogation a été actée par arrêté interpréfectoral du 23 juillet 2019.

Altival

Altival est un projet d'infrastructure dédié à la circulation de plusieurs lignes de bus entre Noisy-le-Grand Mont d'Est et Chennevières-sur-Marne qui vise à accompagner le développement urbain impulsé autour de l'ancienne voie de desserte orientale (ex-VDO), réserve foncière importante résultant de l'abandon par l'Etat du projet autoroutier A87 entre l'autoroute A4 et la RN40, par une desserte en transport en commun en site propre, afin de relier ces secteurs à des modes lourds : RER E / ligne P et ligne 15 du Grand Paris Express.

A partir de 2007, le département du Val-de-Marne a engagé des études sur le devenir possible de ces emprises, tant du point de vue du développement urbain que de sa desserte en transport.

Lors de la révision du Contrat Particulier Région Département du Val-de-Marne en 2012 (délibération CR 08-12), il a été inscrit une augmentation des crédits de 3,5 M€ à 5 M€ pour le TCSP Sucy-Bonneuil – Noisy-le-Grand Mont d'Est, qui devait « permettre le démarrage en 2015 d'une première phase de réalisation entre la RD4 et la RD10 pour accompagner le CDT/gare du métro Grand Paris Bry-Villiers-Champigny ».

Le périmètre du projet Altival a évolué par rapport à celui historique du projet de TCSP Noisy-le-Grand Mont d'Est – Sucy-Bonneuil-RER, afin de répondre aux enjeux de desserte de la gare Bry-Villiers-Champigny de la ligne 15 du Grand Paris Express dans le secteur de l'ex-VDO.

Le Syndicat des Transports d'Île-de-France a mené en 2013-2014 les études préparatoires au DOCP, qui ont permis de définir précisément le périmètre du projet de transport, ainsi que les études DOCP en 2014-2015 approuvées en conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 7 octobre 2015.

Afin de permettre la passation de la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Transports d'Île-de-France au département du Val-de-Marne à partir de la concertation préalable sur le projet, jusqu'à l'achèvement de l'enquête publique, un avenant à la convention de financement du DOCP a été approuvé par délibération n° CP 15-698 du 8 octobre 2015. Ce changement de maîtrise d'ouvrage était motivé par les enjeux forts de coordination entre le projet et les différentes opérations connexes : l'opération Est-TVM dont le département du Val-de-Marne est également maître d'ouvrage, ainsi que les nombreux projets de développement urbain de ce secteur.

Le Département a ainsi repris la maîtrise d'ouvrage du projet et mené la concertation préalable qui s'est déroulée du 9 mai au 19 juin 2016, puis les études préliminaires en 2017 et 2018 qui ont conduit à la validation du Schéma de principe et du dossier d'enquête d'utilité publique le 17 décembre 2018.

L'enquête d'utilité publique et de mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Noisy-le-Grand, Villiers-sur-Marne, Bry-sur-Marne, Champigny-sur-Marne et Chennevieres-sur-Marne s'est déroulée du 30 septembre au 4 novembre 2019. Le Conseil départemental du Val-de-Marne a effectué la déclaration de projet le 10 février 2020 et la Déclaration d'Utilité Publique a été prise par arrêté préfectoral le 10 mars 2020.

Le Département du Val-de-Marne a également réalisé en 2019-2020 les études d'Avant-Projet de l'opération. Ces études intègrent une reprise de l'AVP d'Est TVM sur le secteur du Mont d'Est avec notamment un bouclage complet de l'itinéraire cyclable sur le boulevard du Mont d'Est. En effet, lors

de la validation du schéma de principe et pendant l'enquête d'utilité publique d'Altival, Ile-de-France Mobilités a confirmé la nécessité de réaliser concomitamment le projet Altival et l'opération Est-TVM sur le secteur du Mont d'Est afin de permettre une continuité des infrastructures de transport entre la gare de RER A de Noisy-le-Grand et les futures gares du RER E / ligne P et de la ligne de métro 15 sud Bry-Villiers-Champigny.

C. Inscription de l'opération dans les documents de planification et de programmation

Les projets Altival et Est-TVM sont inscrits :

- au SDRIF de 2013, sous le titre « TCSP Noisy-le-Grand Mont d'Est – Sucy-Bonneuil-RER » et « Est-TVM » avec un horizon de réalisation avant 2030 ;
- au PDUIF de 2014 ;
- au CPER 2015-2020 au titre des TZen / BHNS et autres TCSP.

D. Caractéristiques principales de l'opération

Le projet Altival consiste à réaliser des aménagements de sites propres bus qui permettent aux lignes de bus actuelles et futures du secteur de desservir la future gare de Bry Villiers Champigny de la ligne 15 du Grand Paris Express (GPE), la future gare SNCF RER E et ligne P ainsi que la gare RER A de Noisy-le-Grand Mont d'Est en traversant les communes de Sucy-en-Brie, Bonneuil-sur-Marne, Ormesson-sur-Marne, Chennevières-sur-Marne, Champigny-sur-Marne, Villiers-sur-Marne, Bry-sur-Marne, et Noisy-le-Grand. Le projet Est-TVM sur le secteur du Mont d'Est à Noisy-le-Grand s'inscrit dans la continuité du projet Altival et permettra à plusieurs lignes de rejoindre le RER A par le biais d'un site propre unidirectionnel.

L'aménagement de ce site propre, associé en partie à la création d'un boulevard urbain, permet de structurer l'ensemble du développement urbain prévu sur les emprises de l'ex-Voie de Desserte Orientale (VDO) et d'améliorer fortement la desserte du plateau du haut Val-de-Marne, notamment les grands ensembles de Champigny-Chennevières.

Ce projet de nouvelle liaison s'inscrit dans le système de TCSP départemental en rocade et assurera à terme une continuité vers l'ouest, via les lignes de bus TVM et 393 (ligne correspondant au projet de TCSP Pompadour-Sucy-Bonneuil financé au CPER 2000-2006 et au Contrat de projets 2007-2013).

La section Mont d'Est du projet Altival phase 1 associée à l'aménagement du secteur du Mont d'Est dans le cadre du projet Est-TVM permet de relier dans un premier temps :

- Le polygone de Noisy-le-Grand jusqu'à la limite entre les départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, au niveau du carrefour de la rue Léon Menu et du boulevard Méliès ;
- du boulevard Méliès au prolongement de la RD10 jusqu'à la RD4, sur le tracé de l'ex-VDO, au niveau des communes de Champigny-sur-Marne et Chennevières-sur-Marne.

Sur le secteur du Mont d'Est à Noisy-le-Grand, objet de la présente convention, les aménagements consistent à réaliser un site propre unidirectionnel effectuant un tour du « polygone » que forment le boulevard du Mont d'Est, le boulevard du Levant et la rue du Centre. L'opération ne prévoit pas un aménagement de façade à façade mais simplement l'insertion de ce site propre bus dans les emprises du domaine public actuel pour l'essentiel et la réalisation d'un aménagement cyclable bidirectionnel tout autour du Mont d'Est. Le projet comprend également la reprise des espaces impactés par l'opération.

E. Modalités d'actualisation

S'agissant d'une convention d'études, il n'est pas prévu de modalités d'actualisation.

F. Rappel des conventions de financement antérieures

Altival :

- 2011, avenantée en 2015 compte tenu du changement de maitrise d'ouvrage : Convention de financement des Etudes DOCP jusqu'à l'enquête publique, d'un montant de 2 500 000 € au bénéfice d'Ile-de-France Mobilités (600 000 €) puis du département du Val-de-Marne (1 900 000 €) ;
- 2018 : Convention de financement des études d'Avant-Projet, d'un montant de 2 650 000 € au bénéfice du département du Val-de-Marne.

Est-TVM :

- 2016 : Convention de financement des Etudes AVP et PRO et des acquisitions foncières, d'un montant de 6 724 500 € au bénéfice d'Ile-de-France Mobilités (200 000 €) et du département du Val-de-Marne (6 524 500 €). Cette convention portait sur un périmètre plus large puisqu'elle concernait l'ensemble du projet Est-TVM. Elle n'est donc pas adaptable à la présente mission.

G. Conventions « parallèles »

Sont établies, parallèlement à la présente convention :

- une convention portant sur les études PRO, acquisitions foncières, et travaux anticipés de l'ouvrage Nord du projet Altival (financée dans le cadre du CPER 2015-2020) ;
- une convention portant sur les études PRO et les acquisitions foncières du projet de création d'un nouveau barreau RD10 dans le cadre du projet Altival (financée dans le cadre du Plan route).

L'établissement de 3 conventions distinctes s'explique par le fait que ces dernières ne présentent pas les mêmes modalités de financement.

Il est convenu ce qui suit :

0 Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Opération** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence ;

« **Projet** » : désigne les étapes de l'opération et leur financement définis dans le cadre de la présente convention ;

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les « Résultats des Etudes », dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 1 et en Annexe 2 ;

« **Résultats des Etudes** » : désigne les études Projet (PRO) réalisées par le maître d'ouvrage, comme défini dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en Annexe 2 et qui seront présentés au conseil d'Ile-de-France Mobilités.

1 Objet de la convention

La convention a pour objet de :
- de définir les conditions et modalités de financement des études de PRO du site propre Altival / Est-TVM sur la section Mont d'Est ;
- de préciser le contenu et les conditions de suivi de ces Etudes dans le respect du calendrier général de l'opération ;
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au Projet, objet de la convention, la dénomination unique suivante :

« Est-TVM dans le cadre d'Altival : Etudes PRO – section Mont d'Est ».

L'Annexe 2 de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.1 Périmètre de la convention

Les éléments de missions couverts par la présente convention consistent à :

- poursuivre les études opérationnelles du projet de réalisation d'un site propre bus et d'un aménagement cyclable associé sur le secteur du Mont d'Est dans le cadre du projet Altival / Est-TVM en phase PRO (Projet), en lien avec la phase projet de l'opération Altival ;
- mettre en œuvre les procédures réglementaires nécessaires à cette phase de projet (notamment Dossier Loi sur l'Eau).

1.2 Délais de réalisation

Le maître d'ouvrage s'engage à achever les études dans un délai de 18 mois à partir de la notification de la convention.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études objet de la convention figure en Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation .

2 Rôles et engagements des parties

2.1 L'autorité organisatrice de la mobilité

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Ile-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit les maîtres d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

2.2 La maîtrise d'ouvrage

2.2.1 Identification et périmètre du maître d'ouvrage

Le département du Val-de-Marne est désigné maître d'ouvrage du Projet. Ainsi, le département du Val-de-Marne est maître d'ouvrage du programme des études décrites à l'article 1.1 de la présente convention.

Le Département de Seine-Saint-Denis confirme son accord pour permettre au Département du Val-de-Marne d'assurer la maîtrise d'ouvrage du projet déléguée par IDFM. Il confirme par ailleurs son accord pour inclure in fine, pour les voiries départementales concernées, les aménagements réalisés dans son domaine public routier selon des modalités qui seront définies ultérieurement.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

2.2.2 Engagements du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage sur :

- la réalisation du Projet, objet de la présente convention ;
- le respect des délais de réalisation précisés à l'article 1.2 ;
- le respect de l'échéancier d'appels de fonds visé en Annexe 1 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds, mis à jour le cas échéant en comité ad hoc, selon l'avancement du projet ;
- le respect des règles de l'art.

Les tiers ne peuvent se prévaloir du versement de la présente subvention pour engager la responsabilité des financeurs en cas de litige résultant de la réalisation du Projet.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir Ile-de-France Mobilités, en qualité d'Autorité organisatrice de la mobilité, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Ile-de-France Mobilités informe alors sans délai les financeurs de la situation, en relation avec les maîtres d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

2.3 Les financeurs

2.3.1 Identification

Le financement du Projet est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, par :

- l'Etat (21%) ;
- la région Ile-de-France (49%) ;
- le département du Val-de-Marne (20%) ;
- le département de la Seine Saint-Denis (10%).

La part du bloc local est supportée par les départements du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis.

2.3.2 Engagements

La signature de la convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation du Projet défini à l'article 1.1 dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3.

3 Modalités de financement et de paiement

3.1 Estimation du coût du Projet

L'ensemble des montants de la convention sont exprimés en € hors taxe.

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la convention est évalué à 800 000 € HT**.**

L'estimation de ces dépenses inclut les études PRO, les frais de procédure environnementale, de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus.

3.2 Coûts détaillés par maitre d'ouvrage

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape de l'opération :

Est-TVM dans le cadre d'Altival : Etudes PRO – section Mont d'Est		
Maître d'ouvrage	**Poste de dépense** (suffisamment détaillé)	**Estimation des coûts en € HT**
Département du Val-de-Marne	Frais de MOE	300 000 €
	Frais de MOA	300 000 €
	Dossiers réglementaires	100 000 €
	Etudes diverses	100 000 €
TOTAL		**800 000 €**

Cette répartition indicative peut évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses pour le maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée pour information à l'ensemble des partenaires accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, etc.), dans l'instance de gouvernance ad hoc.

3.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros.

Est-TVM dans le cadre d'Altival : Etudes PRO – section Mont d'Est Montant € HT et clés de financement				
Etat	**Région**	**CD94**	**CD93**	**TOTAL**
168 000 €	392 000 €	160 000 €	80 000 €	800 000 €
21%	49%	20%	10%	100%

Il est convenu que le département du Val-de-Marne assure dans le cadre de la présente convention 20% de la participation du bloc local et le département de la Seine-Saint-Denis 10%.

Il est rappelé à titre indicatif que le financement des reprises de l'AVP d'Est-TVM sur le secteur du Mont d'Est a été intégré dans la convention de financement de l'AVP du projet Altival, signée le 29 mai 2019, dans le cadre du CPER. Seul le département du Val-de-Marne a assuré la part du bloc local de ce financement.

Il est ainsi convenu que le département du Val-de-Marne assure dans le cadre de la présente convention une avance de financement au bloc local de Seine-Saint-Denis de 145 600 € (18,2% du financement de la présente convention) qui devra être remboursée au département du Val-de-Marne lors des conventions suivantes, notamment en phase réalisation.

Le département de Seine-Saint-Denis s'engage à soutenir activement le département du Val-de-Marne pour rechercher ces financements auprès d'autres acteurs locaux en Seine-Saint-Denis, en phase de réalisation du projet.

3.4 Modalités de paiement

3.4.1 Echéanciers des appels de fonds

L'Annexe 1 : Echéancier des appels de fonds indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du maître d'ouvrage par financeur.

Les financeurs sont avisés des évolutions de l'échéancier prévisionnel par le maître d'ouvrage. Au premier trimestre de chaque année, le maître d'ouvrage transmet une version mise à jour de cette annexe au comité ad hoc, tel que défini à l'article 6. En l'absence de la transmission d'un échéancier mis à jour, les financeurs se réservent le droit de limiter leurs versements aux montants annuels inscrits dans le dernier échéancier mis à jour transmis.

Le cas échéant, les financeurs informent le maître d'ouvrage des difficultés éventuelles posées par une évolution substantielle des échéanciers d'appels de fonds et proposent une solution. Si les difficultés persistent, les parties peuvent solliciter l'examen de ces difficultés par le Comité ad hoc.

3.4.2 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement du Projet sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmet aux financeurs et sur son périmètre une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Pour l'Etat et la Région, les états d'acompte sont établis en euros courants. Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

A - Demande de versement des acomptes auprès de la Région et du Département de la Seine-Saint-Denis :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3.

B - Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2 daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3.

La demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C - Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

Toutefois, s'agissant d'une opération inscrite au CPER 2015-2020, la Région applique l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 par dérogation à son règlement budgétaire et financier. Les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 80% de l'autorisation d'engagement mise en place en euros courants avant le versement du solde.

3.4.3 Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la convention, le bénéficiaire transmet un bilan physique et financier constitué des pièces suivantes, justifiant l'achèvement du projet « Etudes PRO ».

Le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- D'un relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage, qui comporte notamment :
  - le récapitulatif des subventions attribuées au titre de l'opération en euros courants ;
  - le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs en euros courants ;
  - le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan, décomposée selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel. Ces éléments sont transmis en euros courants. Si ce coût a été modifié par accord entre le maitre d'ouvrage et les financeurs, le maitre d'ouvrage rappelle la nouvelle valeur ;
  - le calcul et la justification de l'état du solde, déterminé par application du taux de subvention sur la différence entre les dépenses effectivement payées par le maître

d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les dépenses prises en compte dans les versements effectués précédemment ;

- Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- Les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 3.4.2.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

3.4.4 Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le maître d'ouvrage des dispositions de la convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 3.4.2 et 3.4.3 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit à la connaissance du maître d'ouvrage, éventuellement sous forme électronique.

3.4.5 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du bénéficiaire aux coordonnées suivantes :

- Pairie départementale du Val-de-Marne

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
30001	00907	D9400000000	49

La domiciliation des Parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Etat	21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr	DRIEA – SPOT – CBSF
Région Ile-de-France	2 rue Simone VEIL 93400 Saint Ouen	Pôle Finances – Direction de la comptabilité
Département de la Seine-Saint-Denis	Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis Hôtel du Département 93006 BOBIGNY Cedex	Direction des Territoires, de la Coopération et des Mobilités Bureau des Transports et des Mobilités
Département du Val-de-Marne	Hôtel du Département 94054 Créteil cedex	PADECT / DTVD / SFM

3.5 Caducité des subventions

3.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois (3) ans** à compter de la date de délibération de son attribution le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de première demande d'acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.5.2 Caducité au titre du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement

Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la notification de la subvention de l'Etat, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un (1) an.

Le début d'exécution de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande,...) créant une obligation entre le maître d'ouvrage et le premier prestataire.

3.6 Comptabilité du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes et acquisitions foncières réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières leur étant attribuées en cours d'exécution de la convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 Gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué en préambule de la convention constitue un plafond dans lequel l'ensemble des subventions successive s'inscrit, y compris celle relative au présent Projet.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions qui lui sont attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les co-financeurs sont informés lors du comité des financeurs. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel il est intervenu.

5 Modalités de contrôle

5.1 Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution du projet, activité ou action subventionnée.

5.2 Par Ile-de-France Mobilités

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, l'autorité organisatrice de la mobilité veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

5.3 Intervention d'experts

L'autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'autorité organisatrice. Le maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

6 Organisation et suivi de la convention

La gouvernance s'articule autour des trois instances de gouvernance suivantes, classées par ordre décroissant de niveau de représentation qui permettent de garantir le suivi des Etudes.

6.1 Le comité de pilotage

Le comité est composé des représentants de l'ensemble des signataires de la convention ainsi que des collectivités territoriales concernées par l'opération représentées par leurs élu(e)s.

Le comité de pilotage informe ses membres de l'avancement des Etudes. Il recueille les avis et observations sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en conseil d'Île-de-France Mobilités.

Le comité de pilotage est réuni en tant que de besoin.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments doivent être transmis préalablement aux membres de la commission de suivi au plus tard deux (2) semaines avant la réunion par le maitre d'ouvrage.

Le secrétariat est assuré par le maitre d'ouvrage.

6.2 Le comité des financeurs

Ce comité réunit les financeurs et le maître d'ouvrage.

Le comité des financeurs pilote et arbitre les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'opération dans le respect du coût et des délais prévisionnels.

Le comité se prononce et valide :

- l'avancement des études et les éventuels besoins d'études complémentaires à ce stade ;
- le suivi financier de la convention (le montant des subventions appelées et versées, le prévisionnel des appels de fond mis à jour) et les éventuels écarts constatés ;

- le suivi des estimations du projet (confirmation des postes prévus au regard du périmètre de l'opération) ;
- les éléments liés à la communication de l'opération ;
- le projet de contenu des conventions de financement ultérieures ;
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi, le cas échéant ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en conseil d'Île-de-France Mobilités.

Le comité des financeurs se réunit en tant que de besoin, sur les questions spécifiques relevant du pilotage de l'opération, notamment son financement, les ajustements techniques et financiers et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être transmis préalablement aux membres du Comité au plus tard deux (2) semaines avant la réunion par le maitre d'ouvrage.

Le secrétariat est assuré par le maitre d'ouvrage.

6.3 Le comité technique

Il réunit les représentants de l'ensemble des Parties ainsi que les représentants des services des collectivités concernées.

Le comité technique est le cadre privilégié permettant de :

- partager les éléments du programme d'études, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- valider les choix techniques si nécessaire ;
- suivre le déroulement technique, administratif et financier de la démarche ;
- préparer les différents comités et les éventuelles commissions de suivi sur les aspects techniques.

Le comité technique est convoqué par le maitre d'ouvrage. Il est réuni en tant que besoin et au moins une fois par an.

Les membres du comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans l'opération.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents devront être transmis préalablement aux membres au plus tard sept (7) jours avant la réunion par le maitre d'ouvrage.

Le secrétariat est assuré par le maitre d'ouvrage.

6.4 L'information des financeurs, hors instances de gouvernance

Pendant toute la durée de validité de la convention, le maître d'ouvrage s'engage à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières de l'opération.

6.5 Suivi de la communication institutionnelle

6.5.1 Région Ile-de-France

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la convention. Le bénéficiaire s'engage ainsi à apposer la mention « Action financée par la région Île-de-

France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication. De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la région Ile-de-France. L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Ile-de-France les dates prévisionnelles de tous les événements organisés liés à l'opération subventionnée. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie de l'opération doit être établi et transmis régulièrement à la Région.

Le bénéficiaire est tenu de soumettre préalablement les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole de la région Île-de-France. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Le bénéficiaire s'engage également à porter à la connaissance des services, les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la convention et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des éditoriaux, interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

La communication de chantier (panneaux, palissades, supports d'information du public et riverains) doit faire apparaître la contribution régionale sous la forme suivante : « action financée par la région Ile-de-France » avec l'apposition du logotype, conformément à la charte graphique en vigueur.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale, etc.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats de l'opération subventionnée (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. Toute utilisation ou exploitation commerciale de l'opération par la Région est interdite.

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus :

- en amont : les supports de communication liés à l'objet de la convention devront être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge du suivi du dossier ;

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir les justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings, etc.).

6.5.2 Etat

Les dispositions de l'article 6.5.1 s'appliquent à l'État.

6.5.3 Suivi de la communication

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du maître d'ouvrage, de l'AOM et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins et au minimum une fois par an, il réunit le maître d'ouvrage, l'AOM et les financeurs de l'opération ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre).

Ce comité échange sur la communication relative à l'opération : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des opérations inscrites au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, autres financeurs.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le compte-rendu du comité de communication sera assuré par le maître d'ouvrage.

7 Diffusion des études et propriété intellectuelle

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et résultats des Etudes qu'il réalise dans le cadre de la convention.

Le maître d'ouvrage transmet aux financeurs les résultats d'Etudes, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par l'opération, après validation en comité ad hoc.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Autorité organisatrice les Etudes visées dans la présente convention et tout autre document et support d'information nécessaires à Ile-de-France Mobilités pour remplir son rôle d'autorité organisatrice.

Les résultats des Etudes pourront être utilisés librement par l'autorité organisatrice et les financeurs dans le cadre de la poursuite de la réalisation de l'opération.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage remet à l'AOM et aux financeurs, en début d'étude puis lors de toute modification ou complément, le tracé du Projet dans un format SIG interopérable de type shapefile (SHP), géo concept (GXT) ou Map info (MIF/MID). Le transmetteur de l'objet SIG devra indiquer le système de projection de la couche de données.

A défaut, il veillera à remettre des éléments cartographiques permettant de reporter précisément le tracé sur le SIG régional.

Les Etudes et les résultats des Etudes sont transmis sous format informatique natif et PDF. Un exemplaire papier est transmis sur demande.

8 Dispositions générales

8.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 3.4.5 qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

8.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à six (6) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf:

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

8.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des durées indiquées à l'article 5, la présente convention expire :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.3 ;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 3.5 ;
- ou en cas de résiliation de la convention comme prévu à l'article 8.3.

8.5 Date d'éligibilité des dépenses

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

La date d'éligibilité des dépenses par l'État est identique à celle de la Région.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le …… .

Pour l'Etat, Michel CADOT Préfet de la région Ile-de-France	Pour la région Ile-de-France, Valérie PECRESSE Présidente du conseil régional d'Ile-de-France	Pour le département de la Seine-Saint-Denis, Stéphane TROUSSEL Président du conseil départemental
Pour le département du Val-de-Marne, Christian FAVIER Président du conseil départemental	Pour Ile-de-France Mobilités, Laurent PROBST Directeur Général	

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 2 : Contenu type des études et prestations

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation

ANNEXE 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds (€)

En €	2021	2022	**Total**
Etat	134 000	34 000	**168 000**
Région Ile-de-France	313 000	79 000	**392 000**
Département de la Seine-Saint-Denis	60 000	20 000	**80 000**
TOTAL	**507 000**	**133000**	**640 000**

ANNEXE 2 : Contenu type des études et prestations

Etudes de maîtrise d'œuvre :

- Reprise des études de conception au niveau PRO
- Etudes géotechniques G2 PRO

Frais de maîtrise d'ouvrage :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage générale (contrôle technique et financier des études de maîtrise d'œuvre)
- Assistance à maîtrise d'ouvrage stratégique (assistance planning, assistance juridique)
- Assistance à maîtrise d'ouvrage foncière éventuellement
- Mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination en phase pré-opérationnelle
- Etudes CSPS
- Contrôle Technique éventuellement

Réalisation des dossiers réglementaires :

- Dossier Loi sur l'Eau
- Etudes écologiques
- Autres études réglementaires éventuellement imposés par l'Autorité Environnementale

Etudes diverses :

- Etudes de trafic niveau PRO
- Sondages géotechniques et de pollution
- Autres études selon besoins

ANNEXE 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation des prestations

Etudes Projet (PRO) :

- Mi 2020 : lancement des études PRO
- Mi 2021 : rendu des études PRO
- Fin 2021 : Validation du Dossier PRO

Procédures :

- Mi 2020 : lancement de l'élaboration du Dossier Loi sur l'Eau
- Fin 2021 : autorisation environnementale

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-261

DU 1 JUILLET 2020

ROUTES : MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIFS "EXEMPLARITÉ RÉGIONALE À SAINT-OUEN", HÉRITAGE OLYMPIQUE, INNOVATION, SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET ÉLECTROMOBILITÉ

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le code de la route ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le décret en conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU la délibération n° CR n°37-14 du 19 juin 2014 relative à la politique régionale en matière de sécurité routière ;

VU la délibération n° CP 2015-175 du 9 avril 2015 approuvant la convention type relative à la politique régionale de sécurité routière-investissement ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-62 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre du plan « anti-bouchon » et pour changer la route actualisé notamment en faveur de l'électromobilité par délibération n°CR 2019-047 du 21 novembre 2019 ;

VU les délibérations n° CP 2017-151 du 17 mai 2017, CP 2017-226 du 5 juillet 2017, CP 2017-414 du 18 octobre 2017 et CP 2017-529 du 22 novembre 2017 relatives au protocole d'intention avec l'Etat et aux contrats-cadre Région-Département pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

VU la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-483 du 20 novembre 2019 approuvant la convention de financement relative aux travaux d'enrobés phoniques ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant les

avenants aux contrats-cadre avec chacun des Départements pour la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route et créant deux dispositifs spécifiques « Exemplarité régionale à Saint-Ouen pour améliorer la desserte multimodale du siège » et « Aménagement de la RN2 en prévision des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-261 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, au financement de la création du nouveau barreau de la RD10 à Chennevières et Champigny-sur-Marne, détaillée en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 300 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 300 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 823 « voirie départementale » - programme HP 823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18200301 « Aménagement de voirie départementale » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Exemplarité régionale à Saint-Ouen pour améliorer la desserte multimodale du siège », au financement des travaux de requalification de l'avenue Victor Hugo à Saint-Ouen-sur-Seine, détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **2 500 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 500 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 823 « voirie départementale » - programme HP 823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18200301 « Aménagement de voirie départementale » du budget 2020.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Aménagement de la RN2 en prévision des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 », au financement des travaux de la RD932 (ex-RN2), détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention

d'un montant maximum prévisionnel de **4 400 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **4 400 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 823 « voirie départementale » - programme HP 823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18200301 « Aménagement de voirie départementale » du budget 2020.

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – », au financement du programme d'innovation de trois départements, détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de trois subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **237 600 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions jointes en annexe 5 à 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **237 600 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » - programme HP 810-003 « Etudes et expérimentations » - action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2020.

Article 5 :

Approuve l'avenant n°1 à la convention de financement relative aux travaux d'enrobés phoniques en Essonne et autorise la présidente du conseil régional à le signer (annexe 8).

Article 6 :

Décide de participer au titre du dispositif « Electromobilité : soutien au développement de IRVE », au financement d'études et d'installation de bornes du syndicat intercommunal d'énergie SIGEIF, détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **330 300 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 9 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **330 300 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 824 « voirie communale » - programme HP 824-006 « Aménagement des infrastructures de voirie communale » - action 18200601 « Aménagement de voirie communale » du budget 2020.

Article 7 :

Décide de participer au titre de l'annexe 6 à la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014

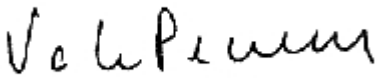
relative à la politique régionale de sécurité routière, au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de quatre subventions d'un montant total prévisionnel de **929 400 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **801 400 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » - programme HP 825-004 « Aménagements de sécurité » - action 18200402 « Aménagements de sécurité sur RD » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **128 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » - programme HP 825-004 « Aménagements de sécurité » - action 18200403 « Aménagements de sécurité sur voiries communales » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc180051-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches Projet

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-261

DOSSIER N° 20007110 - ROUTE - INNOVATION - MODELISATION BIM DU CARREFOUR RD113 - RD139 (78)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV (n° 00001026)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204131-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	120 000,00 € HT	50,00 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Département des Yvelines propose d'expérimenter une modélisation suivant le procédé « BIM - Building Information Modeling » pour une opération routière.
L'opération retenue est la création d'un giratoire au niveau du carrefour formé par la RD 113 et la RD 139, sur le territoire de la commune d'Epône. Elle présente des contraintes forte en matière de phasage de chantier et de maintien des conditions de circulation et présente une forte concentration de réseau ce qui rend cette opération intéressante pour cette expérimentation.
Ainsi, une modélisation en 3 dimensions sera réalisée dès la conception et pour chaque phase de travaux, suivant le procédé « BIM - Building Information Modeling ».

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux d'aménagement du chantier sont estimés à 880 000€, et le suivi du chantier par modélisation BIM 120 000€. C'est cette modélisation qui fait l'objet de la présente subvention.
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer 50% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage estimée à 120 000 € HT, soit une participation régionale de 60 000 €.

Localisation géographique :

- EPONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	880 000,00	88,00%
expérimentation BIM	120 000,00	12,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale (sollicitée)	60 000,00	6,00%
Fonds propres	940 000,00	94,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-261

DOSSIER N° 20007112 - ROUTE - INNOVATION - AMENAGEMENTS EN FAVEUR DU VEHICULE AUTONOME A LA DEFENSE (92)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV (n° 00001026)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204131-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	150 000,00 € HT	50,00 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Georges SIFFREDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement du boulevard circulaire de La Défense pour une expérimentation en véhicule autonome

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin d'accompagner le développement du véhicule autonome, la Région assiste les maitres d'ouvrage dans la mise à niveau des infrastructures permettant ainsi aux constructeurs automobiles de pouvoir expérimenter plus rapidement leurs prototypes.
Ainsi, le département des Hauts-de-Seine propose :

- l'expérimentation d'une signalisation horizontale haute performance de visibilité sur chaussée fortement sollicitée sur le boulevard circulaire à Courbevoie, Puteaux et Nanterre
- l'implantation d'un feu de signalisation connecté en sortie de station-service afin de permettre l'expérimentation.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer 50% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage estimée à 150 000 € HT, soit une participation régionale de 75 000 €.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE
- NANTERRE
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
signalisation horizontale haute performance	120 000,00	80,00%
implantation d'un feu tricolore	30 000,00	20,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale (sollicitée)	75 000,00	50,00%
Fonds propres	75 000,00	50,00%
Total	150 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-261

DOSSIER N° 20007117 - ROUTE - INNOVATION CD95 - EXPERIMENTATION SUR RD D'UN MARQUAGE VNTP ET DURABLE (95)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV (n° 00001026)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204131-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	205 200,00 € HT	50,00 %	102 600,00 €
	Montant total de la subvention		102 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AVENUE DU PARC
95000 CERGY
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La route départementale 14 (RD 14) concernée par le projet, entre les communes de Puiseux-Pontoise et de Saint-Clair-sur-Epte en limite de département, est classée en niveau 1 du Réseau Routier d'Intérêt Régional et constitue un axe structurant majeur du réseau routier départemental du Val d'Oise.
La section représente un linéaire total de plus de 32 kms dont 26 kms de 2 x 2 voies.
Le trafic moyen journalier annuel pour les deux sens de circulations cumulés varie de 23 000 à 45 650 véhicules suivant la section avec un pourcentage moyen de 10% de poids lourds.

L'opération consiste à expérimenter un nouveau type de signalisation horizontale afin d'améliorer la sécurité et les conditions de circulation des usagers.
Le Département utilisera un produit de marquage routier innovant et haute performance en termes de durabilité et de visibilité de nuit par temps de pluie.

La durée de vie importante (10 ans) annoncée par le fabricant destine ce produit aux zones plus circulées et sollicitées. Cela permet de réduire la maintenance et de diminuer sensiblement le coût d'entretien.
Les performances de visibilité sont également présentées comme supérieures aux produits VNTP courant de type résine thermoplastique.
Au vu de ces éléments, l'expérimentation de ce marquage innovant sera effectuée dans les zones

spécifiques suivantes de la RD 14 :
- ligne de séparation des voies de décélération et d'insertion aux échangeurs,
- ligne axiale des zones accidentogènes (virages),
- flèches de rabattement.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel des dépenses du Département est estimé à 205 200 € HT.

Conformément à la délibération CR 2017-54, le taux de participation régional est de 50%.

La subvention proposée s'élève donc à 102 600 €.

Localisation géographique :
- PUISEUX-PONTOISE
- CLERY-EN-VEXIN
- GUIRY-EN-VEXIN
- ABLEIGES
- AVERNES
- GADANCOURT
- LONGUESSE
- SAGY
- THEMERICOURT
- LA CHAPELLE-EN-VEXIN
- VIGNY
- BANTHELU
- BUHY
- CHARMONT
- MAGNY-EN-VEXIN
- SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
- SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voies d'insertion et de décélération	172 700,00	84,16%
Zones accidentogènes	30 000,00	14,62%
Flèches de rabattement	2 500,00	1,22%
Total	205 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	102 600,00	50,00%
Fonds propres du maître d'ouvrage	102 600,00	50,00%
Total	205 200,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-261

DOSSIER N° 20007046 - ROUTE - CREATION D'UN NOUVEAU BARREAU RD10 DANS LE CADRE DU PROJET ALTIVAL - ETUDES PRO ET AF (94)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	2 600 000,00 € HT	50,00 %	1 300 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le prolongement de la RD 10 de Champigny-sur-Marne jusqu'à Chennevières-sur-Marne a été ajouté dans le plan « anti-bouchon et pour changer la route » dans la cadre de sa révision adoptée en novembre 2019. Cet axe permettra de desservir la future gare BVC.
Par ailleurs, ce nouveau barreau permettra de supporter Altival, desserte de transport en commun en site propre reliant ces communes aux infrastructures lourdes telles que le RER E, la ligne P et ligne 15 du Grand Paris Express.

Cette subvention permettra la réalisation des études de niveau « PRO » ainsi que les acquisitions foncières nécessaires pour la création de ce nouveau barreau routier.
Pour mémoire, 2 affectations pour le projet Altival sont également proposées à la même commission permanente (CP 2020-259) permettant notamment de financer les études « PRO » et les acquisitions foncières.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le

bénéficiaire s’est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet de création d'un nouveau barreau sur la RD10 est inscrit au Plan "anti-bouchon" et pour changer la route avec une enveloppe de 2,6 M€, dont 1,3 M€ (50%) de participation régionale.

Localisation géographique :
- CHENNEVIERES-SUR-MARNE
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et frais MOA/MOE	1 300 000,00	50,00%
Acquisitions foncières	1 300 000,00	50,00%
Total	2 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 300 000,00	50,00%
Fonds propres Département 94	1 300 000,00	50,00%
Total	2 600 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-261

DOSSIER N° 20006985 - HERITAGE OLYMPIQUE SUR LA RD 932 (EX RN2) A AUBERVILLIERS ET PANTIN (93)

Dispositif : Aménagement de la RN2 en prévision des JOP 2024 (n° 00001190)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aménagement de la RN2 en prévision des JOP 2024	8 800 000,00 € HT	50,00 %	4 400 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Membre fondateur du Comité de candidature, la région Île-de-France est un acteur essentiel de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2024. Le « protocole pour des jeux Olympiques et Paralympiques ambitieux pour toute la France », approuvé lors du CR 2018-039, prévoit le réaménagement de la RN 2 entre l'aéroport et la gare du Bourget.
Dans le cadre de la réflexion sur l'héritage des Jeux et afin d'assurer la continuité jusqu'à Paris (porte de la Villette) de l'aménagement réalisé sur la RN2 au niveau du Bourget, le département de Seine-Saint-Denis propose de réorganiser l'espace public de cette ancienne RN devenue une voie départementale.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 8 800 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 4 400 000 €.

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Implantation et travaux préparatoires	900 000,00	10,23%
Essais, contrôle et récollement des ouvrages	100 000,00	1,14%
Terrassements et libération des emprises	1 300 000,00	14,77%
Voiries	2 000 000,00	22,73%
Bordures et caniveaux	600 000,00	6,82%
Eaux pluviales	650 000,00	7,39%
Signalisation horizontale et verticale	300 000,00	3,41%
Aménagements paysagers	600 000,00	6,82%
Mobilier urbain	150 000,00	1,70%
Eclairage public et connectivité	1 400 000,00	15,91%
SLT	600 000,00	6,82%
Divers et mise à la côte	200 000,00	2,27%
Total	8 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 400 000,00	50,00%
Fonds propres	4 400 000,00	50,00%
Total	8 800 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20006981 - EXEMPLARITE REGIONALE A SAINT-OUEN POUR AMELIORER LA DESSERTE MULTIMODALE DU SIEGE DE LA REGION (93)

Dispositif : Exemplarité régionale à Saint-Ouen pour améliorer la desserte multimodale du siège de la collectivité (n° 00001191)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Exemplarité régionale à Saint-Ouen pour améliorer la desserte multimodale du siège de la collectivité	5 000 000,00 € HT	50,00 %	2 500 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Avec l'arrivée de la ligne 14 à Saint-Ouen, la transformation de la zone des « Docks » et à terme la construction de l'hôpital Nord francilien, le département de la Seine-Saint-Denis envisage de requalifier le boulevard Victor Hugo afin d'améliorer la desserte multimodale de ce secteur en pleine mutation. Ce boulevard est également la principale desserte du nouveau siège régional, qui se doit d'être exemplaire pour la pratique du vélo et le développement de la marche.
Aussi, il s'agit d'accompagner financièrement le département de Seine-Saint-Denis pour améliorer la desserte multimodale du siège de la Région.

L'opération s'étend de l'avenue Rosa Parks au sud à l'intersection avec la RD22 (rue du docteur Bauer). Elle comprend la réduction la chaussée à 2 voies de circulation, l'aménagement des couloirs de bus ouverts aux cycles sur la majeure partie du linéaire afin de faciliter la forte circulation de bus qui empruntent cet axe, la suppression de places de stationnement permettant d'élargir les trottoirs et d'aménager une piste cyclable. Des bandes plantées seront également aménagées sur le trottoir afin de créer une trame verte.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % du coût des opérations de voiries entreprises par le maître d'ouvrage, dans la limite d'un montant d'aide régionale de 2,5 millions d'euros.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Trémie entre la rue Rosa Parks et la rue des docks	850 000,00	17,00%
Garner : trottoir est entre la rue des docks et la rue Ardoin	300 000,00	6,00%
Ardoin-République : entre la rue Ardoin et la place de la République	3 350 000,00	67,00%
République : entre l'avenue G. Péri et le boulevard J. Jaurès	500 000,00	10,00%
Total	5 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 500 000,00	50,00%
Fonds propres	2 500 000,00	50,00%
Total	5 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-261

DOSSIER N° 20007109 - ELECTROMOBILITE - SIGEIF - ETUDES ET INSTALLATION - SUBVENTION N°1

Dispositif : Electromobilité : soutien au développement des IRVE (n° 00001189)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-824-204181-182006-200
Action : 18200601- Aménagement de voirie communale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Electromobilité : soutien au développement des IRVE	660 600,00 € HT	50,00 %	330 300,00 €
	Montant total de la subvention		330 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SIGEIF SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE GAZ ET L ELECTRICITE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	64 B RUE DE MONCEAU 75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur CHRISTOPHE PROVOT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 2 juillet 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) intervient historiquement en tant qu'autorité organisatrice du service public de distribution d'énergie : 186 communes d'Ile-de-France sont adhérentes du SIGEIF.
Le SIGEIF propose désormais également aux collectivités qui le souhaitent de lui transférer leur compétence Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE). Cette compétence recouvre la création, l'entretien et l'exploitation des IRVE.

Pour chaque commune qui lui transfère la compétence IRVE, le SIGEIF va mener une étude stratégique d'implantation à l'échelle de la commune. Il s'agit d'identifier les bornes existantes sur le territoire et les communes voisines, leur utilisation et leur tarification, ainsi que les besoins y compris les besoins des professionnels et véhicules utilitaires.
L'objectif est de définir des implantations pour de futures IRVE qui soient justifiées d'un point de vue social et économique. Un usage important des IRVE est donc recherché, par une rotation importante ou par un usage régulier par un certain nombre d'usagers.

Le territoire potentiel de déploiement des IRVE par le SIGEIF étant très vaste, et toutes les communes ne

transférant pas leur compétence en même temps, le SIGEIF présentera à la Région des demandes de subventions au fur et à mesure de l'avancement de ces transferts de compétence.

La présente demande porte sur :

- les études permettant la réalisation de schémas stratégiques d'implantation d'IRVE sur 79 communes.
Les communes concernées sont : Brou-sur-Chantereine, Chelles, Courtry, Mitry-Mory, Servon, Vaires-sur-Marne, Villeparisis, Bois d'Arcy, Chatou, Le Chesnay-Rocquencourt, Croissy-sur-Seine, Jouy-en-Josas, Maisons-Laffitte, Montesson, Saint-Cyr-l'Ecole, Vélizy-Villacoublay, Versailles, Le Vésinet, Viroflay, Marcoussis, Nozay, Verrières-le-Buisson, Wissous, Garches, Saint-Cloud, Vaucresson, EPT Grand Paris Seine Ouest, Châtenay-Malabry, Clamart, Le Plessis-Robinson, Fontenay-aux-Roses, Colombes, Châtillon, Suresnes, Puteaux, Bois-Colombes, Issy-les-Moulineaux, Neuilly-sur-Seine, La Garenne-Colombes, Clichy-La-Garenne, Courbevoie, Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil, Gagny, Livry-Gargan, Montfermeil, Neuilly-Plaisance, Noisy-le-Grand, Le Raincy, Sevran, Tremblay-en-France, Vaujours, Villepinte, L'Île-Saint-Denis, Romainville, Le Bourget, Les Pavillons-sous-Bois, Boissy-Saint-Léger, Chennevières-sur-Marne, Limeil-Brévannes, Mandres-les-Roses, Marolles-en-Brie, Périgny-sur-Yerres, Bry-sur-Marne, Le Perreux-sur-Marne, Fontenay-sous-Bois, Ivry-sur-Seine, Maisons-Alfort, Margency, Bethemont-la-Forêt, Fontenay-en-Parisis, Belloy-en-France, Montsoult, Domont, Villiers-le-Bel, Soisy-sous-Montmorency, Enghien-les-Bains, Sarcelles, Ermont ;

- les travaux d'installation d'IRVE sur le territoire de 4 communes : Carrières-sur-Seine, La Celle-Saint-Cloud, Fontenay-le-Fleury et Le Kremlin-Bicêtre, pour lesquelles les études stratégiques ont déjà été menées. 23 bornes seront installées soit 46 points de charge.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des études sur les 79 communes est estimé à 418 200 €.
Le montant des travaux d'installation d'IRVE sur les 4 communes est estimé à 242 400 €.

D'après le dispositif régional pour l'électromobilité voté dans la délibération CR 2019-047, la Région subventionne aux taux suivants :
- les études à hauteur de 50%, soit 418 200 * 0,5 = 209 100 € ;
- les travaux à hauteur de 50% des dépenses subventionnables. Les plafonds des dépenses subventionnables ne sont pas atteints. Les bornes proposées sont toutes éligibles au financement régional. La subvention maximale pour les travaux est donc de 242 400 * 0,5 = 121 200 €

La subvention régionale maximale proposée s'élève donc au total à 330 300 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes d'implantation	418 200,00	63,31%
Travaux	242 400,00	36,69%
Total	660 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	330 300,00	50,00%
Fonds propres du maître d'ouvrage	330 300,00	50,00%
Total	660 600,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-261

DOSSIER N° EX049415 - SR - CREATION D'UN GIRATOIRE AU CARREFOUR RD89-RD114 A BREVAL (78)

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	500 000,00 € HT	50,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative	:	2 PLACE ANDRE MIGNOT 78000 VERSAILLES
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un giratoire au carrefour RD89-RD114 à Bréval

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le carrefour entre la RD89 et la RD114 à Bréval présente des distances de visibilité réduites qui ont conduite à gérer ce carrefour avec des « STOP ». Cette disposition s'avère insuffisante du fait du différentiel de vitesse entre les véhicules de la RD 89 démarrant aux « Stop » et les véhicules de la RD 114 augmentant les risques d'accident potentiellement graves au droit de ce carrefour.
Afin de sécuriser le carrefour, le Département des Yvelines propose de réaliser un carrefour giratoire d'un rayon extérieur d'environ 18 mètres, afin de faciliter l'insertion des véhicules sur la RD 114 en sécurisant le carrefour.
L'aménagement prend en compte les cyclistes par la création d'ilots « bananes » sur chaque branche en entrée de giratoire.
Ce projet nécessite des emprises supplémentaires dans le quart Nord-Ouest du carrefour qui seront apportées par la commune de Bréval.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 1 "Actions portant sur l'infrastructure", point 5 "Sécurisation des carrefours à visibilité insuffisante en rase campagne".

Coût de l'opération : 666 494 € HT
Plafond des dépenses subventionnables : 500 000 € HT
Taux de subvention : 50 %
Montant de la subvention régionale : 250 000 €

Localisation géographique :

- BREVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	666 494,00	100,00%
Total	666 494,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	37,51%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	416 494,00	62,49%
Total	666 494,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-261

DOSSIER N° 20006976 - SR - AMENAGEMENTS DE SECURITE DE LA RD30 AVENUE JEAN JAURES AU BOURGET (93)

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	251 000,00 € HT	50,00 %	125 500,00 €
	Montant total de la subvention		125 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagements de sécurité de la RD30 avenue Jean Jaurès au Bourget

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La RD30, au niveau du carrefour avec la RD932 sur la commune du Bourget, est une zone d'accumulation d'accidents telle que définie par le CR37-14. Malgré un premier traitement réalisé en 2013 consistant à agrandir et ajouter des ilots refuge pour les traversées piétonnes, 18 accidents ont eu lieu entre 2013 et 2018, soit 7,6 accidents / km / an. Ils ont entraîné 21 victimes dont 7 blessés hospitalisés.
Le projet consiste à réorganiser l'espace de circulation de la RD 30, en supprimant la voie bus qui n'est pas suffisamment utilisée et entrainant des comportements inadaptés, et en réduisant l'espace dédié à la circulation automobile. L'aménagement se caractérise par :
- la création d'une zone 30 entre la RD932 et la rue Elise Deroche ;
- la création d'un plateau piéton au droit de l'avenue Francis de Pressensé ;
- l'aménagement d'une bande cyclable bilatérale entre l'avenue Francis de Pressensé et la rue Elise Deroche, ainsi qu'à l'est de la rue Etienne Dolet ;
- l'ajout d'une nouvelle traversée piétonne permettant le cerclage du carrefour avec la rue Elise Deroche.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est eligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 1 "Actions portant sur l'infrastructure", point 1 "Opérations visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriées où se sont produits au moins 5 accidents sur une section de moins de 850 mètres sur une période de 5 ans".
Coût de l'opération (et base subventionnable) : 251 000 €
Taux de subvention: 50%
Montant de la subvention régionale : 125 500 €

Localisation géographique :

- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	251 000,00	100,00%
Total	251 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	125 500,00	50,00%
Fonds propres	125 500,00	50,00%
Total	251 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-261

DOSSIER N° 20006978 - SR - AMENAGEMENTS DE SECURITE DE LA RD 20 (AVENUE PASTEUR) A MONTREUIL (93)

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	608 470,00 € HT	70,00 %	425 900,00 €
	Montant total de la subvention		425 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagements de sécurité de la RD20 (avenue Pasteur) à Montreuil

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'avenue Pasteur (RD20) dessert directement les quartiers NPNRU de La Noue, des Malassis et du Clos Français. La section concernée par le projet totalise 21 accidents sur la période 2012-2016 dont 9 sur la section rue des Rigondes - Jean Lolive, 9 sur le carrefour Jean Lolive, 3 sur la section Jean Lolive Faidherbe.
Le projet est le suivant :
- bretelle A3 entrée sud rue des Rigondes : maintien en 2x2 voies pour préserver la fonction d'échangeur routier et création de pistes cyclables protégées de part et d'autre,
- section Jean Lolive - Bretelle A3 sud : 1 voie + piste cyclable large et protégée sur chaussée de part et d'autre,
- carrefour Jean Lolive : suppression de la gestion des mouvements tournants par voie de contournement, compactage du carrefour et végétalisation des espaces regagnés sur la circulation motorisée,
- section Faidherbe - Jean Lolive : passage à 2x1 voies et création de larges pistes cyclables protégées et création d'ilots piéton et quais bus bilatéraux,
- carrefour Faidherbe : création d'une traversée piétonne au nord du carrefour et ceinturage du carrefour par des pistes cyclables sécurisées.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le

bénéficiaire s’est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 1 "Actions portant sur l'infrastructure", point 1 "Opérations visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriées où se sont produit au moins 5 accidents sur une section de 850 mètres sur une période de 5 ans". L'opération se situant dans le périmètre de quartiers prioritaires en NPNRU, le taux de la subvention régionale est porté à hauteur de 70% du montant subventionnable.
Coût de l'opération (et base subventionnable) : 608 470 €
Taux de subvention : 70%
Montant de la subvention régionale : 425 930 € arrondis à 425 900 €

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	608 470,00	100,00%
Total	608 470,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	425 900,00	70,00%
Fonds propres	182 570,00	30,00%
Total	608 470,00	100,00%

DOSSIER N° EX049493 - SR - AMENAGEMENTS DE SECURITE ROUTIERE RUE DE REIMS - TREMBLAY EN FRANCE (93)

Dispositif : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204142-182004-200
Action : 18200403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	426 667,00 € HT	30,00 %	128 000,00 €
	Montant total de la subvention		128 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE
Adresse administrative	:	18 BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE 93290 TREMBLAY EN FRANCE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur François ASENSI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2020 - 2 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération vise à sécuriser les abords d'un collège, d'un groupe scolaire et d'un pôle d'équipements sportifs. Le groupe scolaire Jaurès et le collège Romain Rolland regroupent respectivement 463 enfants et 700 collégiens avec un unique accès par la rue de Reims. Celle-ci est un axe de transit routier important reliant l'est et l'ouest du quartier du Vert Galant. L'importance du trafic sur cet axe engendre d'importants problèmes de traversée piétonne pour l'accès aux établissements scolaires.
L'opération consiste à aménager la rue de Reims entre la rue de Marseille et la rue de Verdun :
- élargissant les trottoirs le long du collège avec des bandes plantées (en conformité avec les préconisations de la norme Vigipirate, le stationnement sera supprimé au droit du collège) ;
- créant un plateau surélevé au droit de la rue de Perpignan qui passera en sens unique dans le sens descendant, afin d'élargir les espaces publics au profit des piétons et maximiser la sécurisation (éviter une voiture bélier face à l'entrée) ;
- surélevant les passages piétons au droit des rues de Marseille et de Touraine, qui seront également protégés par du mobilier et mis aux normes d'accessibilité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 2 "Développement des actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque", point 1 "Sécurisation des traversées aux abords des établissements recevant du public".
Coût de l'opération : 426 667 €
Taux de la subvention : 30%
Montant de la subvention régionale : 128 000 €

Localisation géographique :

- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	426 667,00	100,00%
Total	426 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	128 000,00	30,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	298 667,00	70,00%
Total	426 667,00	100,00%

Annexe 2 : Convention Aménagement du barreau de la RD10 (94)

Création d'un nouveau barreau RD10 entre Champigny-sur-Marne et Chennevières-sur-Marne

dans le cadre du projet Altival phase 1 de Noisy-le-Grand à Chennevières-sur-Marne

Convention de financement relative aux études PRO et acquisitions foncières

2020

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 7

Définitions 7

1 OBJET DE LA CONVENTION 7

Définition et contenu de l'opération 7
Délais de réalisation des études 8

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 8

Historique 8
Objectifs du projet 9

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

Engagements du Département 9
Les financeurs 9
3.1 Identification 9
3.2 Engagements 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 10

Estimation du coût de l'opération 10
Coûts détaillés 10
Plan de financement 10
Modalités de versement des crédits de paiement 10
4.1 Versement d'acomptes 10
4.2 Versement du solde 11
4.3 Paiement 11
4.4 Bénéficiaire et domiciliation 11
Caducité de la subvention régionale 12
Comptabilité du maître d'ouvrage 12

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 13

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 13

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 14

Modification de la convention 14
Règlement des litiges 14
Résiliation de la convention 14
Date d'effet et durée de la convention 14
Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional 15
Mesures d'ordre 15

10 ANNEXES 17

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds 18
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération 19
Annexe 3 : Contenu des études 20
Annexe 4 : Plan de situation 21

Entre,

- **La région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France en date du _____,

- **Le département du Val-de-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la Commission permanente du Conseil départemental du Val-de-Marne en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération n° 2017 -5 - 1.8.8 du conseil départemental en date du 18 décembre 2017 approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 9 mars 2017 approuvant le plan « anti-bouchon » et pour changer la route, avenanté par la délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019 ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-414 du 11 octobre 2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département du Val-de-Marne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil départemental n°2018-7-7 du 28 mars 2018 relative à l'approbation de la convention cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019 approuvant l'avenant 1 au Contrat Cadre du Plan Route ;

Vu la délibération du conseil régional n° _____ de la commission permanente du _____ approuvant le projet de convention subséquente pour le financement de la création du barreau de la RD10 ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant 1 au Contrat Cadre du Plan Route ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant le projet de convention subséquente pour le financement de la création du barreau de la RD10.

Il est convenu ce qui suit :

0 PREAMBULE

L'avenant n°1 du contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, passé entre le département du Val-de-Marne et la région Île-de-France, prévoit une enveloppe globale de 2,6 millions d'euros pour l'opération « Nouveau barreau RD10 », dont 50% de part régionale. La présente convention porte sur l'affectation totale de cette enveloppe.

Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » :* désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux…) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.

*« **Opération** » :* désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

1 OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet de :

- définir les conditions et modalités de financement des études de PRO et des acquisitions foncières concernant la création d'un nouveau barreau de la route départementale 10 entre Champigny-sur-Marne et Chennevières-sur-Marne ;
- préciser le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général de l'opération Altival ;
- définir les documents à remettre aux Parties.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Création d'un nouveau barreau RD10 dans le cadre du projet Altival, études PRO et acquisitions foncières ».

Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre:

- de poursuivre les études opérationnelles du projet de création d'un nouveau barreau RD10 dans le cadre du projet Altival en phase PRO (Projet) ;
- de réaliser les acquisitions parcellaires nécessaires au projet de prolongement de la RD10, dans le cadre plus global ;
- de réaliser les enquêtes publiques d'autorisation environnementale et parcellaires nécessaires à cette phase de projet (notamment Dossier Loi sur l'Eau, dossier défrichement, dossier CNPN), dans le cadre du projet Altival.

L'Annexe 3 : Contenu des études de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

Délais de réalisation des études

Le délai prévisionnel de réalisation des études est d'environ 18 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

Historique

L'extension de la RD10 de Champigny-sur-Marne jusqu'à Chennevières-sur-Marne, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre du projet Altival. Altival est un projet d'infrastructure dédié à la circulation de plusieurs lignes de bus entre Noisy-le-Grand Mont d'Est et Chennevières-sur-Marne, qui vise à accompagner le développement urbain impulsé autour de l'ancienne voie de desserte orientale (ex-VDO), réserve foncière importante résultant de l'abandon par l'Etat du projet autoroutier A87 entre l'autoroute A4 et la RN40, par une desserte en transport en commun en site propre, afin de relier ces secteurs à des modes lourds : RER E / ligne P et ligne 15 du Grand Paris Express.

A partir de 2007, le département du Val-de-Marne a engagé des études sur le devenir possible de ces emprises, tant du point de vue du développement urbain que de sa desserte en transport.

Lors de la révision du Contrat Particulier Région Département du Val-de-Marne en 2012 (délibération CR 08-12), il a été inscrit une augmentation des crédits de 3,5 M€ à 5 M€ pour le TCSP Sucy-Bonneuil – Noisy-le-Grand Mont d'Est, qui devait « permettre le démarrage en 2015 d'une première phase de réalisation entre la RD4 et la RD10 pour accompagner le CDT/gare du métro Grand Paris Bry-Villiers-Champigny ».

Le périmètre du projet Altival a évolué par rapport à celui historique du projet de TCSP Noisy-le-Grand Mont d'Est – Sucy-Bonneuil-RER, afin de répondre aux enjeux de desserte de la future gare Bry-Villiers-Champigny de la ligne 15 du Grand Paris Express dans le secteur de l'ex-VDO.

Le Syndicat des Transports d'Île-de-France a mené en 2013-2014 les études préparatoires au DOCP, qui ont permis de définir précisément le périmètre du projet de transport, ainsi que les études DOCP en 2014-2015 approuvées en conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 7 octobre 2015.

Afin de permettre la passation de la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Transports d'Île-de-France au département du Val-de-Marne à partir de la concertation préalable sur le projet, jusqu'à l'achèvement de l'enquête publique, un avenant à cette convention a été approuvé par délibération n° CP 15-698 du 8 octobre 2015. Ce changement de maîtrise d'ouvrage était motivé par les enjeux forts de coordination entre le projet et les différentes opérations connexes : l'opération Est-TVM dont le département du Val-de-Marne est également maître d'ouvrage, ainsi que les nombreux projets de développement urbain de ce secteur.

Le Département a ainsi repris la maîtrise d'ouvrage du projet et mené la concertation préalable qui s'est déroulée du 9 mai au 19 juin 2016, puis les études préliminaires en 2017 et 2018, qui ont conduit à la validation du Schéma de principe et du dossier d'enquête d'utilité publique le 17 décembre 2018.

L'enquête d'utilité publique et de mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Noisy-le-Grand, Villiers-sur-Marne, Bry-sur-Marne, Champigny-sur-Marne

et Chennevieres-sur-Marne s'est déroulée du 30 septembre au 4 novembre 2019. Le Conseil départemental du Val-de-Marne a effectué la déclaration de projet le 10 février 2020 et la Déclaration d'Utilité Publique a été prise par arrêté préfectoral le 10 mars 2020.

Le Département du Val-de-Marne a également réalisé en 2019-2020 les études d'Avant-Projet de l'opération.

Objectifs du projet

Les principaux objectifs de ce projet sont :

- De structurer le développement urbain prévu sur les emprises de l'ex-VDO autour d'une liaison forte de transports collectifs ;
- De désenclaver le territoire de l'est val-de-marnais, aujourd'hui excentré, en le « raccrochant » au système métropolitain (désenclavement des grands ensembles du plateau de Champigny et Chennevières) en améliorant le rabattement sur les pôles du réseau lourd existant et futur du RER A, RER E / ligne P et de la ligne de métro 15 ;
- D'améliorer les liaisons infra-départementales, notamment entre l'est et l'ouest du Val-de-Marne.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements du Département

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement dans l'article 4 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération. Ce calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation en comité.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur.

Les financeurs

3.1 Identification

Dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, la Région accorde au Département une subvention correspondant à 50% du coût de l'opération de création d'un nouveau barreau de la RD10 dans le cadre du projet Altival, dont le montant prévisionnel s'élève à 2 600 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 1 300 000 €.

3.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement de la Région à mettre en place les autorisations de programme nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visée à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé dans l'article 4 de la présente convention, et dans le respect du calendrier prévisionnel des appels de fonds présenté dans l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 2 600 000 € HT, non actualisable et non révisable.

Coûts détaillés

Le Département fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien le projet :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
Etudes de maîtrise d'œuvre de niveau PRO	700 000 € HT
Frais de maîtrise d'ouvrages	300 000 € HT
Dossiers réglementaires et enquête publique	150 000 € HT
Etudes diverses	150 000 € HT
Acquisitions foncières	1 300 000 € HT
TOTAL en € HT	**2 600 000 € HT**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles. Les prestations citées ci-dessus seront réalisées conjointement avec celles nécessaires au projet Altival.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération se présente ainsi :

- Région Ile-de-France : 1,3 M€, soit 50%
- Département du Val de Marne : 1,3 M€, soit 50%

Modalités de versement des crédits de paiement

4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du Département. Le Comité des financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application de la clé de financement définie à l'article 4 ;
- l'état d'avancement du projet ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total de la subvention due par la Région avant le versement du solde.

4.2 Versement du solde

Après achèvement de l'opération couverte par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.1 ;
- d'un rapport de présentation indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées, signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme. Il doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

- sur le compte ouvert au nom de Paierie Départementale du Val-de-Marne, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 30001

Code guichet : 00907

N° compte : D9400000000

Clé : 49

IBAN : FR05 3000 1009 07D9 4000 0000 49

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité

Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres au projet réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4 de la présente convention, constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux de 50%. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4, la Région est informée lors du Comité des financeurs.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du projet s'articule autour des instances relatives au projet Altival, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous :

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'opération et une fois par an. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments sont envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le Département et la Région dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire, qui devra être identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation, mentionnées à l'article 4.4 ci-avant et qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et l'autre Partie signataire de la présente convention.

Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à six (6) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, à compter de la date de réception de la décision (expédiée en recommandé avec accusé de réception) par l'autre Partie.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, le financeur s'engage à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès du financeur au prorata de sa participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la dernière des Parties.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées dans les articles 1 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9, soit après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.2, ou à défaut par application des règles de caducité figurant dans l'article 4 de la présente convention.

Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Cette convention s'inscrit dans le périmètre du contrat-cadre relatif au Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, signé par le Département.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département, telle que définie dans le contrat-cadre, se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention qui fait l'objet de la présente convention.

Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendraient soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département du Val-de-Marne,	Pour la région Ile-de-France,
Christian FAVIER Président du conseil départemental du Val-de-Marne	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Annexe 3 : Contenu des études

Annexe 4 : Plan de situation

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

En €	ANNEE				Total
	2020	2021	2022	2023	
Région Ile-de-France	**-**	780 000	220 000	300 000	**1 300 000 €**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Etudes Projet (PRO) :

- Mi 2020 : lancement des études PRO
- Mi 2021 : rendu des études PRO
- Fin 2021 : Validation du Dossier PRO

Procédures :

- Mi 2020 : lancement de l'élaboration du Dossier Loi sur l'Eau et des dossiers d'autorisations environnementales
- Mi 2020 : lancement des études foncières
- Mi 2021 : enquête parcellaire et enquête environnementale
- Fin 2021 : autorisation environnementale et arrêté de cessibilité

Acquisitions foncières :

- Mi 2020 : lancement des acquisitions à l'amiables
- Fin 2021 : lancement des expropriations

Annexe 3 : Contenu des études

Etudes de maîtrise d'œuvre :

- Reprise des études de conception au niveau PRO
- Etudes géotechniques G2 PRO

Frais de maîtrise d'ouvrage :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage générale (contrôle technique et financier des études de maîtrise d'œuvre)
- Assistance à maîtrise d'ouvrage au montage de l'opération en BIM
- Assistance à maîtrise d'ouvrage stratégique (assistance planning, assistance juridique)
- Assistance à maîtrise d'ouvrage foncière
- Mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination en phase pré-opérationnelle
- Etudes CSPS
- Contrôle Technique

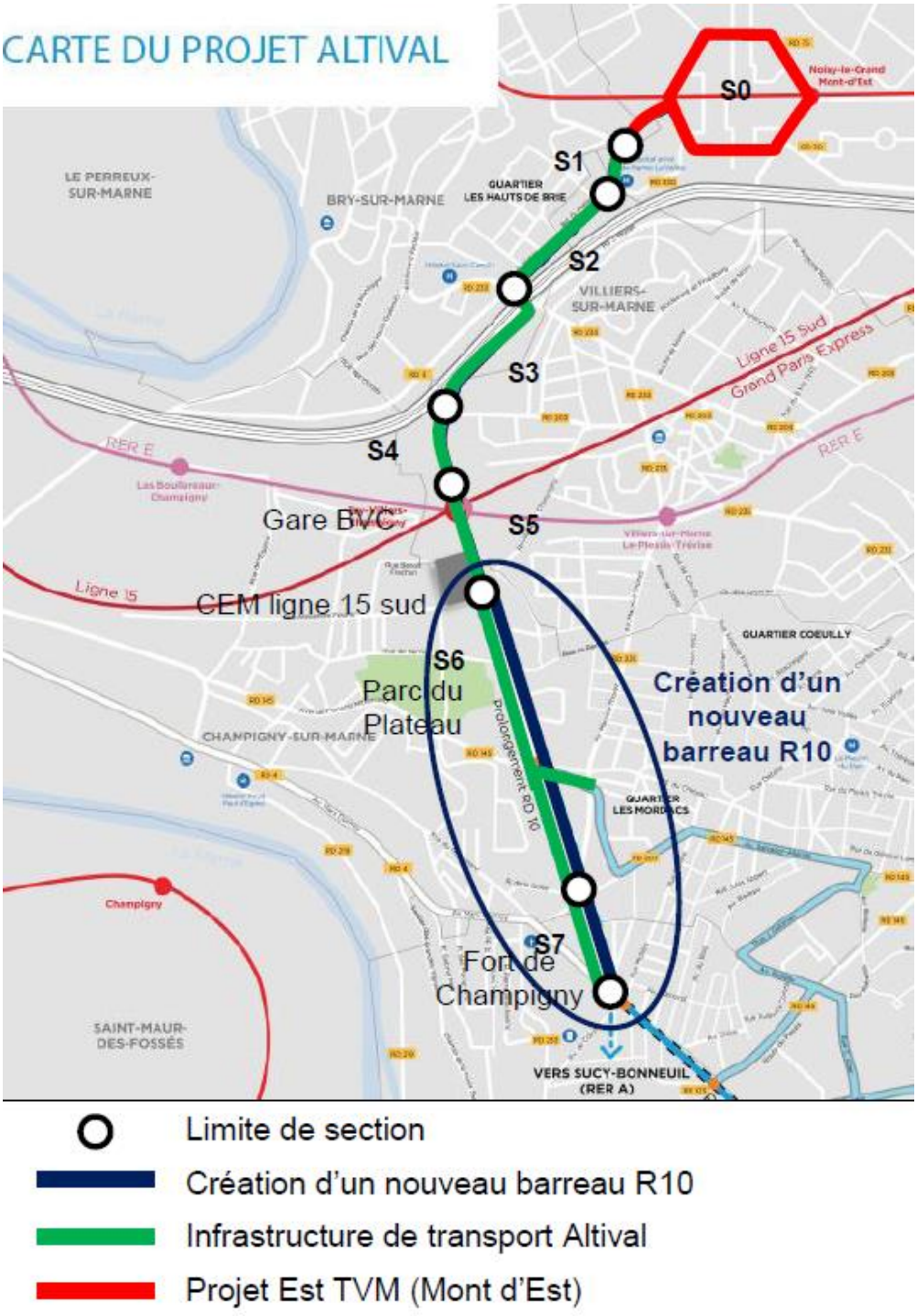
Réalisation des dossiers réglementaires :

- Dossier d'autorisation Loi sur l'Eau
- Dossier défrichement et CNPN
- Etudes écologiques
- Dossier d'enquête parcellaire
- Autres études réglementaires éventuellement imposées par l'Autorité Environnementale

Etudes diverses :

- Etudes de trafic niveau PRO
- Sondages géotechniques et de pollution
- Etudes d'assainissement alternatif
- Etudes foncières
- Autres études selon besoins

Annexe 4 : Plan de situation



Annexe 3 : Convention pour l'exemplarité régionale à Saint-Ouen pour améliorer la desserte multimodale du siège de la collectivité

Exemplarité régionale à Saint-Ouen pour améliorer la desserte multimodale du siège de la collectivité

Convention de financement relative aux études et travaux

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1. DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2. DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1. CONTEXTE 7
2.2. OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 7

3.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE 7
3.1.1 IDENTIFICATION 7
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2. LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 8

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8

4.1. ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 8
4.2. COUTS DETAILLES 8
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 9
4.4.3 PAIEMENT 10
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 10
4.5. CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 10
4.6. COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 10

5 GESTION DES ECARTS 11

6 MODALITES DE CONTROLE 11

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 11

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 11

9 DISPOSITIONS GENERALES 12

9.1. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 12

9.2. MODIFICATION DE LA CONVENTION 12
9.3. REGLEMENT DES LITIGES 12
9.4. RESILIATION DE LA CONVENTION 12
9.5. MESURES D'ORDRE 13

ANNEXES 14

ANNEXE 1 ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND 15
ANNEXE 2 CALENDRIER PREVISIONNEL 16

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

Et,

- **Le département de Seine-Saint-Denis**, représenté par le président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° _____ du conseil départemental en date du _____ approuvant son règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant le dispositif « Exemplarité régionale à Saint-Ouen pour améliorer la desserte multimodale du siège » ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la réalisation des travaux menés par le Département de Seine Saint-Denis pour le réaménagement de la RD410 boulevard Victor Hugo à Saint-Ouen,
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des travaux dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Exemplarité régionale à Saint-Ouen pour améliorer la desserte multimodale du siège de la collectivité ».

Pour cela, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % du coût des opérations de voiries entreprises par le maître d'ouvrage, dans la limite d'un montant d'aide régionale de 2,5 millions d'euros.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération s'étend de l'intersection avec la rue Rosa Parks au sud, jusqu'à l'intersection avec la RD22 (rue du Docteur Bauer). L'extrémité sud du boulevard Victor Hugo, entre la limite des Hauts-de-Seine et la rue Rosa Parks, sera requalifiée en 2020 par la RATP dans le cadre des travaux pour le prolongement de la ligne de métro 14. De même, la RATP requalifiera le trottoir ouest et la chaussée au niveau de la place Glarner, entre la rue des Docks et la rue Ardoin.

L'opération comprend les aménagements d'espaces publics définitifs de façade à façade à l'exception de deux tronçons :

- Sur la place Glarner l'opération consistera à aménager uniquement le trottoir Est ; la chaussée et le trottoir Ouest étant requalifiés par la RATP en 2020.
- Sur la place de la République, Plaine Commune prévoit de requalifier l'ensemble de la place dans le même calendrier que les travaux du boulevard Victor Hugo. Ainsi sur ce tronçon l'opération consistera uniquement à aménager la chaussée du boulevard.

Les aménagements de l'opération comprennent :

- Les démolitions et les terrassements

- Les voiries, aménagements et arrêts de bus, pistes cyclables et trottoirs
- Les réseaux d'assainissement
- Les réseaux divers : éclairage, signalisation lumineuse tricolore
- Les plantations

1.2 **Délais de réalisation des travaux**

Le délai prévisionnel de l'opération est de 18 mois. Le calendrier prévisionnel figure en Annexe 2 Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 **Contexte**

Avec l'arrivée de la ligne 14 à Saint-Ouen, la transformation de la zone des « Docks » et à terme la construction de l'hôpital nord-francilien, le département de Seine Saint-Denis envisage de requalifier le boulevard Victor Hugo afin d'améliorer la desserte multimodale de ce secteur en pleine mutation. Ce boulevard est également la principale desserte du nouveau siège régional, qui se doit d'être exemplaire pour la pratique du vélo et le développement de la marche.

L'aide régionale permettra d'accompagner le Département pour améliorer la desserte multimodale du siège de la collectivité.

2.2 **Objectifs du Projet**

Aujourd'hui, le boulevard Victor Hugo est fortement routier avec 2 x 2 voies de circulation pour une fréquence d'environ 1000 vh/hp. La RD410 est donc une route surdimensionnée pour sa circulation actuelle. De plus, de nombreuses places de stationnement en bataille sur une grande partie du linéaire, viennent encore réduire l'espace réservé au piéton. La requalification du boulevard Victor Hugo a ainsi pour objectif de limiter la place de la voiture au profit des modes actifs. Enfin, le projet a vocation à rendre ce boulevard plus urbain avec des aménagements paysagers qui donneront une nouvelle image à cet axe aujourd'hui très routier.

2.3 **Caractéristiques principales du Projet**

La requalification du boulevard prévoit de réduire la chaussée à 2 x 1 voie de circulation. Des couloirs bus ouverts aux cycles vont ainsi être aménagés sur la majeure partie du linéaire afin de faciliter la forte circulation de bus qui empruntent le boulevard. De plus, les places de stationnement existantes vont être supprimées au profit de l'élargissement du trottoir et de l'aménagement d'une piste cyclable au niveau du trottoir. Enfin le projet prévoit de maintenir sur l'axe tous les arbres existants et en bonne santé. Des bandes plantées seront également aménagées sur les trottoirs afin de créer une trame verte sur l'ensemble du boulevard.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 **La maîtrise d'ouvrage**

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 3 et dans l'Annexe 2 Calendrier prévisionnel, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 **Les financeurs**

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du dispositif « Exemplarité régionale à Saint-Ouen pour améliorer la desserte multimodale du siège de la collectivité » par lequel la Région prend en charge 50% des travaux d'aménagement de la RD 410 dans la limite de 2,5 M€ afin d'améliorer la desserte multimodale du site.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 **Estimation du coût de l'Opération**

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 2 500 000 € HT, **non actualisable et non révisable**.

4.2 **Coûts détaillés**

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
TREMIE : entre la rue Rosa Parks et la rue des Docks	850 000 €
GARNER : trottoir Est entre la rue des Docks et la rue Ardoin	300 000 €
ARDOIN – REPUBLIQUE : entre la rue Ardoin et la place de la République	3 350 000 €
REPUBLIQUE : entre l'avenue G. Péri et le boulevard Jean Jaurès	500 000 €
TOTAL en €	**5 000 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la région Ile-de-France.

4.3 **Plan de financement**

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine Saint-Denis**	**Total**
Département de Seine Saint-Denis	2 500 000 €	2 500 000 €	5 000 000 €
	50 %	**50 %**	**100%**

4.4 **Modalités de versement des crédits de paiement**

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations ;
- l'état d'avancement des travaux ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom du receveur général des finances des collectivités territoriales, à Saint-Denis, Banque de France, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
30001	00934	C 9340000000	92

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE	Pôle Finances Direction de la comptabilité

4.5 **Caducité de la subvention régionale**

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de première demande d'acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'Opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 **Comptabilité du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de notification par le Département à la Région.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5 **Mesures d'ordre**

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département de Seine Saint-Denis **Stéphane TROUSSEL** Président du conseil départemental de Seine Saint-Denis	Pour la région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

9.6 **ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond**

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros HT)

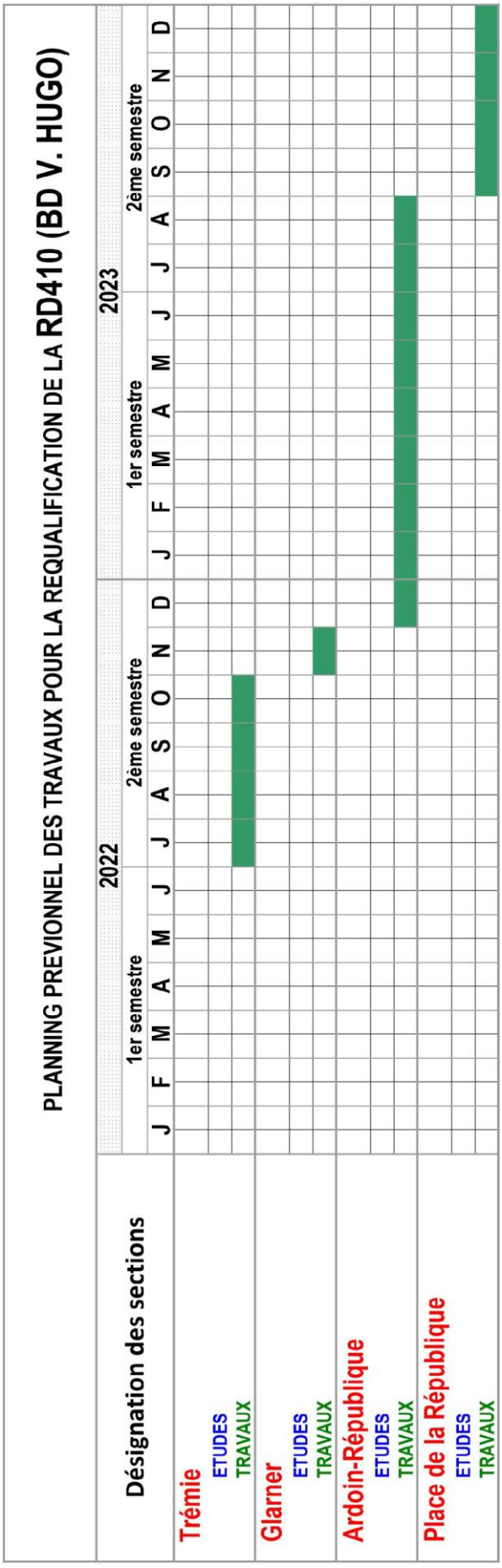
	Année		Total
	2022	2023	
Département de Seine Saint-Denis	1 525 000	3 475 000	**5 000 000**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En euros)

	Année		Total
	2022	2023	
Région Île-de-France	750 000	1 750 000	**2 500 000**

9.7 **Annexe 2 Calendrier prévisionnel**



Annexe 4 : Convention relative aux études et travaux de l'héritage olympique sur la RD932 (ex RN2) à Pantin et Aubervilliers

Héritage olympique sur la RD 932 (ex RN2) à Aubervilliers et Pantin

Convention de financement relative aux études et travaux

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1. DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2. DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 6

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 6

2.1. CONTEXTE 6
2.2. OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7
2.4. LA MAITRISE D'OUVRAGE 7
2.4.1. IDENTIFICATION 7
2.4.2. ENGAGEMENTS 7
2.5 LES FINANCEURS 8
2.5.1 IDENTIFICATION 8
2.5.2 ENGAGEMENTS 8

3 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8

3.1. ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 8
3.2. COUTS DETAILLES 8
3.3. PLAN DE FINANCEMENT 9
3.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
3.4.1. VERSEMENT D'ACOMPTES 9
3.4.2. VERSEMENT DU SOLDE 10
3.4.3. PAIEMENT 10
3.4.4. BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 10
3.4.5. CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
3.4.6. COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

4. GESTION DES ECARTS 11

5. MODALITES DE CONTROLE 11

6. ORGANISATION ET SUIVIDE LA CONVENTION 12

7. COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 12

8. DISPOSITIONS GENERALES 12

8.1. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 12
8.2. MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
8.3. REGLEMENT DES LITIGES 13
8.4. RESILIATION DE LA CONVENTION 13

8.5. MESURES D'ORDRE 13

ANNEXES 15

ANNEXE 1 ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 16
ANNEXE 2 CALENDRIER PREVISIONNEL 17

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

Et,

- **Le département de Seine-Saint-Denis**, représenté par le président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° _____du conseil départemental en date du _____approuvant son règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 Novembre 2019 créant le dispositif spécifique « Aménagement de la RN2 en prévision des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 » ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la réalisation des études et des travaux menés par le Département de Seine Saint-Denis pour le réaménagement de la RD 932 (ex RN2) sur les communes d'Aubervilliers et Pantin.
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des travaux dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« héritage olympique : réaménagement de la RD 932 (ex RN2)».

Pour cela, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 8 800 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 4 400 000€.

1.1. Définition et contenu de l'opération

L'opération consiste à aménager la RD932 (ex RN2) à Pantin et Aubervilliers en prévision des jeux olympiques et paralympiques de 2024.

1.2. Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de l'opération est de 30 mois. Le calendrier prévisionnel figure en Annexe 2 Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1. Contexte

Dans le cadre de la réflexion sur l'héritage des Jeux, et afin d'assurer la continuité jusqu'à Paris (porte de La Villette), de l'aménagement réalisé sur l'ex RN au niveau du Bourget, le Département de Seine Saint-Denis propose de réorganiser l'espace public de cette ancienne RN devenue une voie départementale.

L'aide régionale permettra d'aider le Département pour l'aménagement de la RD 932 (ex RN2) sur les communes d'Aubervilliers et de Pantin dans la continuité de l'opération du Bourget réalisée dans le cadre des Jeux Olympiques.

2.2.Objectifs du Projet

Le projet porte le double objectif de continuer à assurer efficacement une fonction de liaison métropolitaine nord-sud majeure entre Paris et les grands équipements métropolitains du nord francilien des secteurs d'Aulnay-sous-Bois et du Bourget tout en s'inscrivant dans un objectif d'excellence environnementale fixé dans le cadre des JOP 2024. Cette ambition se traduit sur l'ensemble de l'axe de la RD 932 (ex RN2) et sur la section d'Aubervilliers-Pantin par un parti d'aménagement de l'espace public poursuivant des objectifs de :

- mobilité durable en assurant des cheminements cyclables et piétons efficaces, sécurisés et confortables, intégrant les besoins actuels et leur augmentation future ;
- de qualité urbaine et paysagère en portant des aménagements inscrits dans la ville des courtes distances, intense et résiliente, intégrant des fonctions favorisant la vie et les aménités locales, la transition énergétique, la biodiversité et la lutte contre les îlots de chaleur ;
- de lien social et du « vivre ensemble » en favorisant la perméabilité de l'axe vers le cœur des quartiers limitrophes, notamment le secteur NPRU Maladrerie-Emile Dubois, en proposant des espaces de proximité, support de la vie et des activités locales.

2.3.Caractéristiques principales du Projet

Le projet consiste à transformer un axe routier très dégradé et insécure en avenue métropolitaine. Ses caractéristiques principales intègrent les éléments de programme suivant :

- Une chaussée maintenue à quatre files de circulation dont une dans chaque sens pourra être réservée aux bus et véhicule en covoiturage ;
- Un aménagement cyclable en site propre unidirectionnel bilatéral séparé de la circulation général et largement dimensionné pour répondre au développement du vélo et des engins de déplacements personnels ;
- Un large trottoir, planté et pouvant accueillir dans un espace continu, différents usages liés à la vie et aux activités riveraines ainsi que des plantations et espaces végétalisés ;
- Une bande de stationnement répondant à des besoins spécifiques et positionnée en fonction de leur localisation ;
- Une rénovation complète de l'éclairage et la pose de nouveaux mobiliers urbains répondant à un plan guide d'uniformisation du traitement de l'axe.

2.4.La maîtrise d'ouvrage

2.4.1. Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

2.4.2. Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 3 et dans l'Annexe 2 Calendrier prévisionnel, de la présente convention. Le

calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

2.5 Les financeurs

2.5.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre de l'héritage olympique sur la RD 932 (ex RN2) Paris – Le Bourget – Aulnay-sous-Bois, pour un montant maximum de 8 800 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France :50%, soit 4 400 000 €,
- Département de Seine Saint-Denis :50 %, soit 4 400 000 €.

2.5.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.4.1. dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond.

3 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1. Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 8 800 000 € HT, **non actualisable et non révisable**.

3.2.Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en €**
Implantation et travaux préparatoires	900 000
Essais, contrôles et récolement des ouvrages	100 000
Terrassements et libération des emprises	1 300 000
Voiries	2 000 000
Bordures et caniveaux	600 000
Eaux pluviales	650 000
Signalisation horizontales et verticales	300 000
Aménagements paysagers	600 000
Mobilier urbain	150 000
Eclairage public et connectivité	1 400 000
SLT	600 000
Divers et mise à la cote	200 000
TOTAL en €	**8 800 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la région Île-de-France.

3.3.Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine Saint-Denis**	**Total**
Département de Seine Saint-Denis	4 400 000 €	4 400 000€	8 800 000 €
	50%	**50%**	**100%**

3.4.Modalités de versement des crédits de paiement

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations ;

- l'état d'avancement des travaux ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

3.4.2. Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 3.4.1. ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

3.4.3. Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom du receveur général des finances des collectivités territoriales, à Saint-Denis, Banque de France, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
30001	00934	C 9340000000	92

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE	Pôle Finances Direction de la comptabilité

3.4.5. Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de première demande d'acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'Opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.4.6. Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 3, la Région est informée lors du Comité de suivi.

5. MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

6. ORGANISATION ET SUIVIDE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

7. COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

8. DISPOSITIONS GENERALES

8.1. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 2.4.2. et 5, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 3.4.2 et 4, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 3 de la présente convention.

8.2. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.4.4. ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

8.3. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.4. Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

8.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département de Seine Saint-Denis	Pour la région Île-de-France,
Stéphane TROUSSEL Président du conseil départemental de Seine Saint-Denis	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En M euros HT)

	Année						Total
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
Département de Seine Saint-Denis	0,5 M€	1,5 M€	3,7 M€	3,1 M€			**8, 8 M€ HT**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En M euros)

	Année						Total
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
Région Île-de-France	0,05 M€	0,5 M€	1,5 M€	1,5 M€	0,85 M€		**4,4 M€**

Annexe 2 Calendrier prévisionnel

Nature des travaux	**Calendrier prévisionnel**
Etudes PRO-DCE. Lancement AO travaux	2020
Marché de travaux et démarrage des travaux. Dévoiement des réseaux et 1ers travaux VRD.	2021
Travaux VRD	2022
Travaux VRD, plantations et équipements de la bande active	2023
Travaux de finition (végétalisation, bande active, mobilier etc.)	2024

Annexe 5 : Convention Innovation CD95

Innovation sur infrastructures routières

Expérimentation sur la RD 14 d'un marquage innovant à haute visibilité de nuit par temps de pluie (VNTP) et durable

N° 20-1460

Convention de financement relative à la réalisation de l'expérimentation

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 5
1.1 Définition et contenu de l'opération 5
1.2 Délais de réalisation de l'opération 5
2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 6
2.1 Historique 6
2.2 Objectifs du procédé 6
2.3 Caractéristiques principales du projet 6
3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 7
3.1 La maîtrise d'ouvrage 7
3.1.1 Identification 7
3.1.2 Engagements 7
3.2 Les financeurs 8
3.2.1 Identification 8
3.2.2 Engagements 8
4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8
4.1 Estimation du coût de l'opération 8
4.2 Coûts détaillés 8
4.3 Plan de financement 9
4.4 Modalités de versement des crédits de paiement 9
4.4.1 Versement d'acomptes 9
4.4.2 Versement du solde 9
4.4.3 Paiement 10
4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation 10
4.5 Caducité de la subvention régionale 10
4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage 10
5 GESTION DES ECARTS 11
6 MODALITES DE CONTROLE 11
7 SUIVI DE LA CONVENTION 11
8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 12
9 DISPOSITIONS GENERALES 12
9.1 Modification de la convention 12
9.2 Règlement des litiges 12
9.3 Résiliation de la convention 12
9.4 Date d'effet et durée de la convention 13
9.5 Qualité de service sur le Réseau Routier d'Intérêt Régional 13
9.6 Mesures d'ordre 13
10 ANNEXES 15
Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds 16
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet 17
Annexe 3 : Caractéristiques du marquage 18

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____,

- **Le département du Val d'Oise**, représenté par la présidente du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la Commission permanente du conseil départemental du Val d'Oise en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019 approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département du Val d'Oise pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 6-22 du 29 novembre 2019 approuvant l'avenant au contrat-cadre de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de l'expérimentation d'un marquage innovant sur la RD 14 ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« CD95 – Innovation routière – expérimentation sur la RD 14 d'un marquage innovant à haute visibilité de nuit par temps de pluie (VNTP) et durable ».

La Région accorde au Département une subvention correspondant à 50% du coût du projet, dont le montant prévisionnel s'élève à 205 200,00 € HT, soit un montant maximum de subvention de 102 600,00 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération consiste à améliorer la signalisation horizontale, élément fondamental pour la sécurité routière, sur la route départementale 14 du PR 24+300 au PR 56+700.

A cet effet il est prévu la mise en œuvre au niveau des points singuliers de cette axe routier (voies d'insertion et de décélération, zones accidentogènes...) un produit de marquage routier innovant et haute performance en termes de durabilité et de visibilité de nuit par temps de pluie.

1.2 Délais de réalisation de l'opération

Le délai prévisionnel de réalisation et de suivi de l'expérimentation est estimé à 13 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération figure en

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La route départementale 14 (RD 14) concernée par le projet, entre les communes de Puiseux-Pontoise et de Saint-Clair-sur-Epte en limite de département, est classée en niveau 1 du Réseau Routier d'Intérêt Régional et constitue un axe structurant majeur du réseau routier départemental du Val d'Oise.

La section représente un linéaire total de plus de 32 kms dont 26 kms de 2 x 2 voies.

Le trafic moyen journalier annuel pour les deux sens de circulations cumulés varie de 23 000 à 45 650 véhicules suivant la section avec un pourcentage moyen de 10% de poids lourds.

2.2 Objectifs du procédé

Afin d'améliorer la sécurité et les conditions de circulation des usagers de la RD 14, le département du Val d'Oise a inscrit au programme 2020 de travaux sur le réseau routier départemental, la réfection de l'ensemble de la signalisation horizontale de la section de la RD 14 décrite au 2.1 ci-dessus, incluant du marquage visible de nuit par temps de pluie désigné par l'acronyme « VNTP ».

2.3 Caractéristiques principales du projet

L'utilisation de marquages VNTP permet d'améliorer les performances de la signalisation horizontale par rapport aux marquages standards, lors de conditions météorologiques défavorables.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre un produit VNTP innovant présentant des caractéristiques spécifiques de hautes performances en termes de durabilité et de visibilité.

La durée de vie importante (10 ans) annoncée par le fabricant destine ce produit aux zones plus circulées et sollicitées en permettant de réduire la maintenance et diminuer sensiblement le coût d'entretien.

Les performances de visibilité sont également présentées comme supérieures aux produits VNTP courant de type résine thermoplastique.

Au vu de ses éléments, ce marquage innovant sera appliqué dans les zones spécifiques suivantes de la RD 14 :

- ligne de séparation des voies de décélération et d'insertion aux échangeurs,
- ligne axiale des zones accidentogènes (virages),
- flèches de rabattement.

Les caractéristiques détaillées du marquage proposé sont précisées en Annexe 3 : Caractéristiques du marquage.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement dans l'article 4.1 et dans l'

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après information de la région Île-de-France.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré en application du volet « innovation » du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 205 200,00 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 102 600,00 €, soit 50%,
- Département du Val d'Oise : 102 600,00 €, soit 50%.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement de la Région à mettre en place les autorisations de programme nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 205 200,00 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le Département fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien le Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
Voies d'insertion et de décélération	172 700,00 €
Zones accidentogènes	30 000,00 €
Flèches de rabattement	2 500,00 €
TOTAL en € HT	**205 200,00 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département du Val d'Oise**	**Total**
Département du Val d'Oise	102 600,00 €	102 600,00 €	**205 200,00 €**
Taux	50%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les prestations objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- l'état d'avancement du projet.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au maître d'ouvrage est plafonné à 80% du montant total de la subvention due par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement de l'opération couverte par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- d'une évaluation de l'expérimentation ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées, signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	IBAN
Département du Val d'Oise	Payeur départemental	300001	0651	C956 0000000	97	FR18 3000 1008 5100 00D0 5005 908

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département du Val d'Oise	2 Avenue du Parc CS 20201 CERGY 95032 CERGY Cedex	Direction des Routes Service des Ressources Administratives

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres au projet réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux de 50% indiqué à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée dans les plus brefs délais.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE L'OPERATION

La gouvernance du projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit les signataires de la présente convention autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum de quinze (15) jours et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage. Le comité de suivi peut être mutualisé avec les réunions semestrielles réunissant la Région et le Département.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments techniques et la méthodologie de l'évaluation, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est partagée et validée par le Département et la Région.

La surface allouée aux logos de chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 4.4.4 ci-avant et qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et de l'autre Partie signataire de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, à compter de la date de réception de la décision (expédiée en recommandé avec accusé de réception) par l'autre partie.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à

un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, le financeur s'engage à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le Réseau Routier d'Intérêt Régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le département du Val d'Oise dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;

- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;

- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan.

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département, telle que définie dans le contrat-cadre, se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels successifs mentionnés dans ce contrat-cadre ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention qui fait l'objet de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendraient soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département du Val d'Oise,	Pour la région Île-de-France,
Marie-Christine CAVECCHI Présidente du conseil départemental du Val d'Oise	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Annexe 3 : Caractéristique du marquage

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses

CD95 – Innovation routière – expérimentation sur la RD 14 d'un marquage innovant à haute visibilité de nuit par temps de pluie (VNTP) et durable

En € HT	2020	**Total**
Département du Val d'Oise	205 200,00 €	**205 200,00 €**

Echéancier prévisionnel de versement des subventions

CD95 – Innovation routière – expérimentation sur la RD 14 d'un marquage innovant à haute visibilité de nuit par temps de pluie (VNTP) et durable

En € HT	2020	2021	**Total**
Région Île-de-France	82 100,00 €	20 500,00 €	**102 600,00 €**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Période de préparation : septembre 2020

Travaux : 3 semaines, octobre 2020

Suivi de l'expérimentation : 12 mois, novembre 2020 à novembre 2021

Annexe 3 : Caractéristiques du marquage

Les caractéristiques ci-dessous sont extraites de la fiche technique du produit fournie par 3M.

StamarkTM A380AW

Bande prête à l'emploi rétroréfléchissante de marquage au sol, blanc permanant, visible de nuit par temps de pluie, longue durée.

INDICATIONS

Les bandes préfabriquées rétroréfléchissantes 3M™ Stamark™ A380AW sont applicables sur la plupart des revêtements routiers (béton bitumineux, béton de ciment, …).
Les bandes 3M™ Stamark™ A380AW sont destinées au marquage des voies de circulation supportant un trafic journalier léger ou intense. Les positionnements possibles sont :

- Lignes axiales (continues, discontinues, mixtes)
- Lignes de délimitation des voies d'insertion, de décélération
- Cédez-le-passage, passages piétons, lignes d'effet ….
- Attention : Les bandes 3M™ Stamark™ A380AW ne sont pas recommandées sur les zones exposées à de fortes girations.

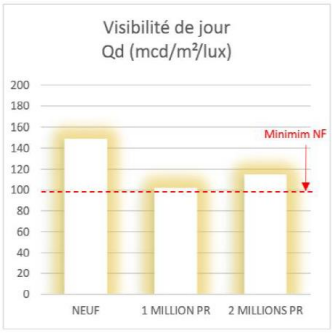
DESCRIPTION

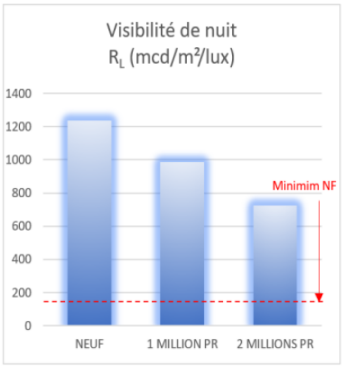
- Visible de nuit par temps de pluie
- Résistant au trafic, homologué VNTP à 2 000 000 de passages de roues.
- Adhésif sans solvant, sensible à la pression.
- Application sans produit chimique, sans préparateur de surface.
- Relief en forme de damiers réguliers pour évacuation rapide de l'eau.
- Épaisseur : 2,2mm. (0,5mm hors damier)
- Rétroréfléchissant : microbilles à structure cristalline d'indice élevé pour une visibilité en milieu humide. Concentration des microbilles sur la partie oblique des damiers
- Structure en caoutchouc conformable, résistante, renforcée par un filet en polyester.
- Couleur : blanche
- Fabrication sans métaux lourds
- Pas de temps de séchage pour une ouverture immédiate du trafic après application

CARACTERISTIQUES DU CERTIFICAT NF (NF EN 1436)

	ETAT NEUF	1 000 000 passages de roues	2 000 000 passages de roues	*Minimum NF réglementaire*
Coéfficient anti-glissance (SRT)	0,59	0,58	0,65	*0,45*
Visibilité de nuit – SEC	1237	986	724	*150*
Visibilité de nuit – PLUIE	679	152	36	*35*
Visibilité de nuit – HUMIDE	874	245	96	*35*
Visibilité de jour	149	102	115	*100*

Visibilité exprimée en mcd/m²/lux





APPLICATION POUR CHAUSSEE EXISTANTE*

(*) Chaussée mise en oeuvre depuis au moins 3 jours. Pour une application sur un nouvel enrobé, se référer à la notice d'application des bandes 3M™ Stamark™

- La température du sol doit être supérieure à 5°C.
- Pas de précipitation dans les 24 heures qui précèdent l'application.
- Toute contamination telles que particules d'asphalte, agrégats et tout ce qui est non solidaire de la chaussée doivent être enlevés.
- Il est préférable que les bandes 3M™ Stamark™ ne soient pas collées sur un ancien marquage. Si un marquage existe, le retirer ou s'assurer qu'il adhère parfaitement à la chaussée et qu'il soit bien sec.
- Ne pas appliquer sur les joints de chaussée.
- Ne pas appliquer sur les zones exposées à une importante giration.
- Ne pas faire de recouvrement de bandes. Effectuer des raccords bord à bord.
- Important : En fin d'application, damer la bande à l'aide d'une dameuse type RTC chargée à 100 kg au moins (3 passes minimum).
- Attention : La remontée de l'humidité résiduelle de la chaussée dans les heures qui suivent l'application peut provoquer une neutralisation de l'adhésif, et ainsi fragiliser l'adhésion de la bande.

A noter : Les performances des bandes dépendent de l'état de surface de la chaussée, du type d'application, des conditions atmosphériques, de l'intensité du trafic.

STOCKAGE

Les rouleaux doivent être conservés à plat dans leur emballage d'origine dans un endroit sec et hors gel, de préférence à température tempérée. La bande doit être utilisée dans les 12 mois suivant l'achat.

AVERTISSEMENT

Des gants de protection doivent être portés lors de la manipulation des bandes 3M™ Stamark™. Ne pas utiliser de chalumeau pour enlever les bandes 3M™ Stamark™.

Ne pas exposer la bande à très haute température de façon à éviter des émissions qui pourraient avoir des impacts sur la peau, les yeux et le système respiratoire.

Santé et sécurité : Consulter les autorités et les réglementations locales afin de s'assurer qu'il n'existe pas de restriction quant à l'utilisation du produit cité.

Annexe 6 : Convention innovation CD78

Innovation sur le réseau routier d'intérêt régional des Yvelines

Convention de financement relative à
l'expérimentation du procédé BIM pour
l'aménagement du carrefour RD113-RD139 à Epône

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 5

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 5
1.2 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 5

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 5

2.1 OBJECTIFS DU PROJET 5
2.2 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 6

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 6

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 6
3.2 LES FINANCEURS 7

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 7

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 7
4.2 COUTS DETAILLES 7
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 8
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 8
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 9
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 10

5 GESTION DES ECARTS 10

6 MODALITES DE CONTROLE 10

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 10

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 11

9 DISPOSITIONS GENERALES 11

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 11
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 11
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 12
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 12
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 12
9.6 MESURES D'ORDRE 13

10 ANNEXES 15

ANNEXE 1 – ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET APPELS DE FONDS 16
ANNEXE 2 – CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES TRAVAUX 16

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____,

- **Le département des Yvelines**, représenté par le président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandatée par la délibération n°_____ de l'assemblée du conseil départemental des Yvelines en date du _____.

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° 1717 du conseil départemental en date du _____ approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CP 2017-226 du 5 juillet 2017 de la commission permanente du conseil régional approuvant le contrat-cadre avec le département des Yvelines pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par la délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019 ;

Vu la délibération n°2017 CD 2 5584 1 du conseil départemental en date du 30 juin 2017 relative à l'approbation de la convention cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement du programme 2020 d'innovations techniques sur le réseau routier d'intérêt régional (RRIR) des Yvelines ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des expérimentations dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« CD 78 – Modélisation BIM du carrefour RD113-RD139 »

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 120 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 60 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'opération

L'opération vise à sécuriser et améliorer le fonctionnement du carrefour entre la RD 113 et la RD 139, situé hors agglomération sur le territoire de la commune d'Epône, par la création d'un giratoire. L'aménagement s'inscrit en cohérence avec le giratoire prévu à l'Ouest de cette zone urbaine, Epône-Mézières sur Seine, dans le cadre de la nouvelle liaison A13-RD 28 portée par le Département.

S'agissant d'un chantier particulièrement contraint en termes de phasage, maintien des conditions de circulation, présence et nécessité de préserver plusieurs réseaux concessionnaires (électricité/gaz transports et distributions, télécommunications, oléoduc, assainissement et distribution eau potable), une modélisation en 3 dimensions sera réalisée dès la conception et pour chaque phase de travaux suivant le procéder « BIM - Building Information Modeling ».

Le suivi du chantier de l'aménagement d'un giratoire au carrefour RD113 x RD13 à Epône par une modélisation BIM fait l'objet de la présente convention, depuis la conception jusqu'à la mise en service de l'aménagement.

1.2 Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel des travaux est de 4 mois.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Objectifs du projet

Dans le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », le Département s'est engagé à déployer sur le RRIR des innovations portant sur les thématiques listées en annexe du Plan régional.

Le projet, objet de la présente convention, se focalise sur la thématique de « l'exploitation » afin de tester une nouvelle technologie, le Building Information Modeling (BIM) permettant de limiter les externalités négatives d'un chantier d'aménagement de carrefour (impact du chantier sur la circulation et sécurité routière).

2.2 Caractéristiques principales du projet

Le projet vise à sécuriser et améliorer le fonctionnement du carrefour entre la RD 113 et la RD 139, situé hors agglomération sur le territoire de la commune d'Epône, par la création d'un giratoire. L'aménagement s'inscrit en cohérence avec le giratoire prévu à l'Ouest de cette zone urbaine, Epône-Mézières sur Seine, dans le cadre de la nouvelle liaison A13-RD28 portée par le Département.

La création du giratoire permet de constituer deux entrées de villes favorables à la requalification de cette section de la RD113 en boulevard urbain, devant intervenir à l'horizon de l'arrivée d'Eole et en cohérence avec le développement du Quartier de la Gare porté par la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise.

Ce giratoire a été étudié en concertation avec la ville d'Epône afin de garantir notamment une desserte fonctionnelle au projet de développement résidentiel de 153 logements sur le site des Compagnons du Devoir, situé dans l'angle Sud Est du carrefour. En effet, pour des raisons de sécurité, la desserte de cette opération immobilière ne peut être envisagée par l'accès existant du site sur la RD113 et l'aménageur s'est engagé, dans le cadre de son dépôt de Permis de Construire, à réaliser et à financer une voie d'accès raccordée au giratoire.

Le giratoire comportera un anneau d'un rayon extérieur de 16 mètres avec un îlot central enherbé et en partie franchissable pour le passage des convois exceptionnels sur la RD113. Les raccordements à la RD113 s'effectueront sous forme de virages en « S » permettant de garantir les girations des véhicules tout en engendrant des déflexions dans leur trajectoire afin d'imposer une réduction des vitesses.

Le cheminement actuel des modes doux sur l'accotement Sud la RD 113 sera aménagé par la création d'un trottoir de 2.50 mètres de large, entre le giratoire et le carrefour à feux avec la RD 191 dit du « poteau d'Epône », destiné aux piétons et aux cycles.

Le chantier du giratoire est particulièrement contraint en termes de phasage, maintien des conditions de circulation, présence et nécessité de préserver plusieurs réseaux concessionnaires (électricité/gaz transports et distributions ; télécommunications ; oléoduc ; assainissement et distribution eau potable). Pour cette raison, une modélisation en 3 dimensions sera réalisée dès la conception et pour chaque phase de travaux suivant le procéder « BIM - Building Information Modeling ».

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé à l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement à l'article 4.1 et à l'annexe 2 de la présente

convention. Le calendrier de l'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi, défini à l'article 7 de la présente convention.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables. Il s'engage également à évaluer les innovations testées et à transmettre à la Région ces retours d'expérimentation.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 120 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 50%, soit 60 000 €,
- Département des Yvelines : 50%, soit 60 000 €.

En cas de dépassement de cette enveloppe prévisionnelle, le surcoût sera pris en charge par le Département.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et appels de fond.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 120 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes de dépense constituant l'opération :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
Création et mise à jour modélisation 3 D BIM de la conception à la mise en service de l'aménagement	75 000
Sondages de reconnaissance BIM réseaux voirie et équipements	30 000
Implantation générale et piquetage général suivant procédé BIM	15 000
TOTAL en € HT	**120 000 € HT**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Montant en € et %			
Financeurs	**Région**	**Département des Yvelines**	**Total**
Maitrise d'ouvrage : Département des Yvelines	60 000	60 000	**120 000 € ht**
	50%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds, indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi, défini à l'article 7, est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les prestations objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- l'état d'avancement du projet.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;

- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	**Etablissement Agence**	**Code établissement**	**Code guichet**	**N° de compte**	**Clé RIB**
Département des Yvelines	Paierie départementale des Yvelines	30001	00866	C785 0000000	67
IBAN	FR70 3000 1008 66C7 8500 0000 067				

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département des Yvelines	Centre de Numérisation 2, place André Mignot 78 000 Versailles	EPI Voirie

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de la première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le maitre d'ouvrage et les financeurs autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de

l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum de quinze (15) jours et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments techniques et la méthodologie de l'évaluation, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

La surface allouée aux logos de chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la dernière des Parties.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la commission permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Cette convention s'inscrit dans le périmètre du contrat-cadre relatif au plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, signé par le Département des Yvelines. Elle est une des applications concrètes du volet innovation.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR de ce Département, telle que définie dans le contrat-cadre, se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels successifs mentionnés dans ce contrat ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention qui fait l'objet de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département des Yvelines,	Pour la Région Île-de-France,
Pierre BEDIER Président du conseil départemental des Yvelines	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 – Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux

Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses
" CD 78 – Modélisation BIM du carrefour RD113-RD139 "

En € HT	2020	**Total**
Département des Yvelines	120 000 € HT	**120 000 € HT**

Echéancier prévisionnel de versement des subventions
" CD 78 – Modélisation BIM du carrefour RD113-RD139 "

	2020	2021	Total
Région Île-de-France	30 000 €	30 000 €	60 000 €

Annexe 2 – Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux

Carrefour RD113-RD139	2020

Annexe 7 : Convention innovation CD92

Innovation sur le réseau routier d'intérêt régional des Hauts-de-Seine

Convention de financement relative
au déploiement d'un véhicule autonome sur le boulevard circulaire (RD 993) pour assurer la liaison Roissy – La Défense

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 5

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 5
1.2 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 5

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 5

2.1 OBJECTIFS DU PROJET 5
2.2 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 6

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 6

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 6
3.2 LES FINANCEURS 7

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 7

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 7
4.2 COUTS DETAILLES 7
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 7
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 8
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 9
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 10

5 GESTION DES ECARTS 10

6 MODALITES DE CONTROLE 10

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 10

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 11

9 DISPOSITIONS GENERALES 11

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 11
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 11
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 11
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 12
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 12
9.6 MESURES D'ORDRE 12

10 ANNEXES 15

ANNEXE 1 – ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET APPELS DE FONDS 16
ANNEXE 2 – CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES TRAVAUX 17

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____,

- **Le département des Hauts-de-Seine**, représenté par le président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île de France du 9 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-226 du 05/07/2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département des Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération n°17.229 CP de la commission permanente du conseil départemental des Hauts-de-Seine en date du 10 juillet 2017 relative à l'approbation du contrat-cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département des Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des aménagements permettant le déploiement d'un véhicule autonome sur le boulevard circulaire (RD 993) de La Défense ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des expérimentations dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« CD 92 – expérimentation véhicule autonome – La Défense ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 150 000€ HT, soit un montant maximum de subvention de 75 000€.

1.1 Définitions et contenu de l'opération

L'opération consiste à accompagner l'expérimentation de liaison en véhicule autonome entre Roissy et La Défense, en mettant à niveau l'infrastructure routière. Le boulevard circulaire, dont le gestionnaire de voirie est le département des Hauts-de-Seine, bénéficie de deux aménagements distincts :

- la signalisation horizontale haute performance de visibilité tout type de temps (nuit, pluie) sur chaussée à forte sollicitation de trafic, mise en place sur le boulevard circulaire (RD933) à Courbevoie, Puteaux et Nanterre ;
- la création d'une ligne de feu provisoire sur le boulevard circulaire (RD933) à Courbevoie, pour gérer les conflits entre véhicule autonome et véhicules non-autonome, dans le cadre du projet de véhicule autonome Roissy la Défense.

1.2 Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel des travaux est de 12 mois.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Objectifs du projet

Dans le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », le Département s'est engagé à déployer sur le RRIR des innovations portant sur les thématiques listées en annexe du Plan régional.

L'expérimentation de liaison en véhicule autonome entre Roissy et La Défense, correspond à l'objectif du Plan régional de « déploiement expérimental de flottes de véhicules connectés ainsi que de véhicules partiellement ou totalement autonomes ».

Cette expérimentation vise à :

- accompagner le développement du véhicule autonome pour améliorer la sécurité routière, apporter de nouvelles solutions de mobilité en utilisant la capacité de la route à transporter plus de personnes, et à préserver l'avenir de la filière automobile ;
- faire de la Région une vitrine du développement des véhicules autonomes.

2.2 Caractéristiques principales du projet

L'Etat, en s'appuyant sur l'ADEME, a lancé au printemps 2018 un appel à projet sur le véhicule autonome (voiture et navettes) visant à subventionner les consortiums à hauteur de 40 millions pour développer un « bien commun ».

La liaison Roissy-La Défense a été identifiée comme lieu d'expérimentation pertinent pour une liaison en véhicule autonome sur voies à chaussées séparées. La Région, aidée par le Cerema pour la coordination du projet, les gestionnaires de voiries (Etat, ADP, CD92, PLD), les constructeurs, travaillent ensemble à la mise en place de cette expérimentation.

L'itinéraire retenu relie le terminal 1 de Roissy au secteur de la Défense (terminus identifié au pied de la tour Carpe Diem), en passant par l'A1, l'A8 et l'A14.

Les premiers roulages techniques devraient avoir lieu à l'automne 2020. L'exploitation du service dans le cadre de l'expérimentation est prévue à l'automne 2021, et doit durer 2 ans.

En parallèle, l'IGN travaille à l'élaboration d'une cartographie dite « HD », qui vise à définir les standards de cartographie nécessaires à la circulation des véhicules autonomes.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé à l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement à l'article 4.1 et à l'annexe 2 de la présente convention. Le calendrier de l'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi, défini à l'article 7 de la présente convention.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables. Il s'engage également à évaluer les innovations testées et à transmettre à la Région ces retours d'expérimentation.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 150 000€ HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 50%, soit 75 000€ ;
- Département des Hauts-de-Seine : 50%, soit 75 000€.

En cas de dépassement de cette enveloppe prévisionnelle, le surcoût sera pris en charge par le Département.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et appels de fond.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 150 000€ HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des expérimentations constituant le programme d'innovation 2020.

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
signalisation horizontale haute performance	120 000 € HT
création feu tricolore pour expérimentation	30 000 € HT
TOTAL en € HT	**150 000 € HT**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Montant en € et %			
Financeurs	**Région**	**Département des Hauts-de-Seine**	**Total**
Maitrise d'ouvrage : Département des Hauts-de-Seine	75 000 €	75 000 €	**150 000 €**
	50 %	50 %	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et appels de fond, indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi, défini à l'article 7, est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les prestations objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- l'état d'avancement du projet.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom Paierie Départementale des Hauts-de-Seine, dont le RIB est le suivant :

Bénéficiaire	**Etablissement Agence**	**Code établissement**	**Code guichet**	**N° de compte**	**Clé RIB**
Département des Hauts-de-Seine	Banque de France Nanterre la Défense	30001	00936	D920 0000000	03
IBAN	FR30 3000 1009 36D9 2000 0000 003 / BDFEFRPPCCT				

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département des Hauts-de-Seine	Conseil Départemental des Hauts de Seine 92 731 Nanterre Cedex	EPI Voirie

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de la première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le maitre d'ouvrage et les financeurs autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum de quinze (15) jours et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments techniques et la méthodologie de l'évaluation, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

La surface allouée aux logos de chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en

recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la dernière des Parties.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la commission permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Cette convention s'inscrit dans le périmètre du contrat-cadre relatif au plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, signé par le Département des Hauts-de-Seine. Elle est une des applications concrètes du volet innovation.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR de ce Département, telle que définie dans le contrat-cadre, se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels successifs mentionnés dans ce contrat ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention qui fait l'objet de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département des Hauts-de-Seine,	Pour la Région Île-de-France,
Président du conseil départemental des Hauts-de-Seine	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 – Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux

Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses
" CD 92 – expérimentation véhicule autonome – La Défense "

En € HT	2020	2021	**Total**
Département des Hauts-de-Seine	120 000 € HT	30 000 € HT	**150 000 € HT**

Echéancier prévisionnel de versement des subventions
" CD 92 – expérimentation véhicule autonome – La Défense "

	2020	2021	**Total**
Région Île-de-France	60 000 €	15 000 €	**75 000 €**

Annexe 2 – Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux

signalisation horizontale haute performance	2020
création feu tricolore pour expérimentation	2020/2021

Annexe 8 : Avenant à la convention enrobés phoniques innovants (CD91)

Programme d'enrobés phoniques innovants

Avenant n°1 à la convention de financement relative aux travaux

2020

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT 5

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ANNEXE 3 « DÉTAIL DES TRAVAUX » 5

ARTICLE 3 – ENTRÉE EN VIGUEUR ET VALIDITÉ DE L'AVENANT 6

ARTICLE 4 – REGLEMENT DES LITIGES..... 6

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS DIVERSES..... 6

Entre,

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN, représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, sa présidente en exercice, ou son représentant, agissant en vertu de la délibération n° ……. du …….. désignée dans ce qui suit par les mots « la Région »,

ET

Le département de l'Essonne, sis Boulevard de France – 91012 ÉVRY Cedex, représenté par Monsieur François DUROVRAY, son président en exercice, ou son représentant, agissant en vertu de la délibération n°……..de l'assemblée départementale du ……. désigné dans ce qui suit par les mots « le Département »,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 2016-04-0050 du 21 novembre 2016 émettant l'avis du Département sur la constitution du réseau routier d'intérêt régional et sur le plan régional « anti-bouchons » et pour changer la route ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 9 mars 2017 approuvant le plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n°2017-04-0037 du 27 mars 2017 approuvant le contrat de mise en œuvre du plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France lui donnant délégation pour approuver les conventions ;

Vu la délibération du conseil départemental n°2017-01-0029 du 29 mai 2017 approuvant la refonte du règlement budgétaire et financier du Département ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-226 du 5 juillet 2017, approuvant le contrat-cadre avec le département de l'Essonne pour la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-483 du 20 novembre 2019 approuvant la convention de financement relative aux travaux d'enrobés phoniques ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département de l'Essonne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route ».

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de :

- modifier le programme de travaux d'enrobés phoniques innovants ainsi que l'ordre de priorité des opérations à réaliser. Le financement de l'opération assuré dans le cadre de la revoyure du plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » reste inchangé, le montant maximum étant fixé à 6 000 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

    - Département de l'Essonne : 50%, soit 3 000 000 €,
    - Région Île-de-France : 50%, soit 3 000 000 €.

Par conséquent, le présent avenant modifie l'annexe 3 « détails des travaux » de la convention de financement initiale.

La convention de financement notifiée le 12/02/2020, modifiée par son avenant n°1, est ci-après désignée « la convention de financement initiale modifiée ».

Les montants du présent avenant sont exprimés en hors taxe (HT).

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ANNEXE 3 « DÉTAIL DES TRAVAUX »

Le tableau de l'annexe 3 « Détail des travaux » de la convention de financement initiale est remplacé par les dispositions suivantes :

UT	RD	Commune	PR		Sens	Linaire (km)	Montant € HT
			début	fin			
UT-NO	RN 20	Arpajon - Égly	16	17+500	les 2	3	900 000
UT-NO	RN 20	Égly - Boissy	17+500	19	les 2	3	900 000
UT-NO	RN 20	Champlan-Longjumeau	4	5	Paris-Pro	1	500 000
UT-NO	RD 97	Fontenay-lès-Briis	6	7	les 2	2	500 000
UT-Sud	RN 20	Étampes	35+660	37+350	Paris-Pro	1,69	530 000
UT-Sud	RN 20	Étampes	35+600	33+800	Paris-Pro	1,8	800 000
UT-NE	RD 445	Viry / Grigny	2	3+500	les 2	3	1 300 000
UT-NE	RD 310	Grigny	1+500	2+100	les 2	1,2	510 000
UT-NE	RN 7	Ris-Orangis	11+300	11+700	les 2	0,8	360 000
UT-NE	RN 6	Montgeron	0	1,3	les 2	2,6	1 200 000
UT-NO	RD19	Brétigny/Orge - Le Plessis Pâté	16+300	18+050	les 2	3,5	600 000
						23,6	**8 100 000**

ARTICLE 3 – ENTRÉE EN VIGUEUR ET VALIDITÉ DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par lettre recommandée envoyée avec accusé de réception par la région Île-de-France au Département.

Le présent avenant tient compte des dépenses réalisées à compter de la date d'approbation de la convention initiale en commission permanente de la région Île-de-France, soit le 20/11/2019.

ARTICLE 4 – REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties s'engagent à rechercher un règlement amiable à tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution, de la validité et des conséquences du présent avenant.

Tout litige qui n'aura pu être réglé à l'amiable sera porté devant le tribunal compétent.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses de la convention de financement initiale non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant n°1 demeurent inchangées et applicables de plein droit.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département de l'Essonne,	Pour la région Île-de-France,
François DUROVRAY Président du conseil départemental de l'Essonne	**Valérie PÉCRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

Annexe 9 : Convention électromobilité SIGEIF

CONVENTION

Entre

La région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, présidente du conseil régional d'Île-de-France ou son délégataire, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, agissant en application de la délibération n° CP 2020-186 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF)
dont le statut juridique est : 7354 – Syndicat mixte fermé
N° SIRET : 200 050 433 00024
Code APE : 8413Z – Administration publique (tutelle) des activités économiques
dont le siège social est situé au : 64 bis rue de Monceau, 75008 Paris 8
ayant pour représentant Jean-Jacques GUILLET, président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Politique régionale de soutien à l'électromobilité » adopté dans le cadre de l'actualisation du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route en faveur de l'électromobilité, par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2020-261 du 1er juillet 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir le SIGEIF pour la réalisation de l'opération suivante : ELECTROMOBILITE - SIGEIF - ETUDES ET INSTALLATION - SUBVENTION N°1.
L'opération consiste en des études d'implantation sur 79 communes et l'installation de 23 bornes (46 points de charge) sur 4 communes.
Le descriptif complet de l'opération figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » (référence dossier n°20007109) de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 660 600 €, soit un montant maximum de subvention de 330 300 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter la règlementation nationale (Code de la route) et les préconisations du CEREMA en la matière.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité : installation ou mise à niveau d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques, à en assurer la gestion et l'entretien.

À la livraison du bien subventionné, le bénéficiaire s'engage à fournir, dans un format compatible avec la base de données régionale, les API contenant les données statiques et dynamiques des IRVE, dont le détail est précisé en annexe.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à ce que soient recrutés 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois, répartis en son sein ou chez son prestataire.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
Ainsi, si le bénéficiaire met en place une action de communication (communication de chantier par exemple), cette communication inclura la mention « action cofinancée par la région Île-de-France » et l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire s'engage également à appliquer le logo régional sur les futures bornes de recharge, conformément à la charte graphique régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

La Région pourra utiliser les données statiques et dynamiques liées aux IRVE subventionnées, afin de mettre à disposition de manière ouverte une cartographie des IRVE en IDF.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche, ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.
Le solde de la subvention sera par ailleurs soumis à l'obtention du Label régional pour les IRVE selon les dispositions de la politique régionale en faveur de l'électromobilité.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur

règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er juillet 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-261 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le président du SIGEIF

ANNEXE 1 : Critères du label régional pour les IRVE

Toutes les IRVE subventionnées par ce dispositif doivent respecter les critères du label régional pour les IRVE. Toute IRVE subventionnée devra obtenir le label une fois mise en service.
Le label régional pour les IRVE garantit d'une part une qualité de service minimale aux usagers et d'autre part aux maîtres d'ouvrage une visibilité des IRVE labellisées.

Pour être labellisées, les IRVE devront respecter l'ensemble des critères suivants :

a. CRITERES TECHNIQUES :

Les IRVE labellisées devront :

- être situées en Île-de-France ;
- être sur le domaine public ou être physiquement accessibles au public, y compris moyennant une autorisation ou le paiement d'un droit d'accès ;
- être associées à des place(s) de stationnement identifiée(s) et signalée(s) ;
- respecter les termes du décret n° 2017-26 et notamment disposer d'un système de paiement à l'acte et d'identification du contrat de service de l'usager
- disposer d'un système de supervision à distance de l'IRVE et de la recharge permettant le paramétrage et la gestion des accès, le contrôle de fonctionnement, le suivi des charges, et de communiquer l'information de localisation, de fonctionnement (opérationnelle ou en panne) et d'utilisation de l'IRVE ;
- disposer d'un système permettant le moment venu de donner des consignes de modulation de la puissance maximale des IRVE.

b. CRITERES « SERVICES ET ITINERANCE DE LA RECHARGE »

Les IRVE labellisées devront être accessibles à tout opérateur de mobilité, permettant un accès « sans frontière » au sein de l'IDF. Elles devront ainsi partager les données suivantes de manière ouverte et gratuite :

- la géolocalisation des IRVE ;
- la puissance et le type de prises disponibles ;
- la disponibilité des points de charge ;
- toute information de non fonctionnement (de manière immédiate) ;

Les IRVE labellisées devront également :

- permettre l'itinérance de la recharge sur la totalité du territoire francilien par une connexion à une plateforme d'interopérabilité du type GIREVE ;
- permettre aux opérateurs de mobilité d'accéder de manière ouverte à tous les services proposés par la borne.

c. CRITERES « DISPONIBILITE ET MAINTENANCE »

En termes de disponibilité, les garanties suivantes devront être apportées :

- le cumul de temps en défaut d'une station de recharge ne peut pas être supérieur à 8 jours/an ;
- les sessions de recharge des véhicules autorisés ne sont pas interrompues avant la fin de la durée prévue, du fait de l'IRVE, dans 95% des sessions de recharge sur 1 an.

Les IRVE labellisées devront :

- être sous contrat de maintenance tout le temps de la labellisation. Ce contrat devra au minimum prévoir :
  - une correction des anomalies majeures :
    - dans les quinze (15) minutes par téléopération pour les corrections des anomalies concernant le système permettant l'autorisation d'accès à la recharge, le verrouillage ou le déverrouillage du socle ou connecteur d'un point de recharge,
    - dans les cinq (5) jours ouvrés les autres anomalies de matériel ;
  - partager de manière ouverte et gratuite, en cas de panne, dans la limite d'un jour ouvré une information sur la date de remise en état de l'IRVE ;
  - un dispositif permettant à un usager de signaler une panne ;
  - un centre d'appel téléphonique dont le numéro est affiché dans la station de recharge et accessible 24h/24 et 7j/7.
- permettre, ainsi que la supervision, de contrôler le fonctionnement effectif des éléments principaux (disjoncteur, communication, etc.) afin de déclencher une intervention de maintenance afin de garantir une vraie disponibilité auprès des usagers.

d. CRITERES « COMMUNICATION DES DONNEES »

Les IRVE labellisées devront :

- partager de manière ouverte et gratuite tout changement de donnée dynamique d'un point de recharge (puissance maximale disponible…), en moins d'une (1) minute ;
- permettre de notifier aux utilisateurs (SMS, application…) ou à leur opérateur de mobilité les interruptions de recharge éventuelles ;
- permettre d'envoyer au client le compte-rendu de recharge (CDR) d'une session aussitôt que possible et en tous cas conformément au contrat commercial. Le CDR contient toutes les informations convenues par contrat, notamment les paramètres de calcul du prix de la session de recharge et si possible ce prix, ainsi qu'a minima la durée totale de la session et le nombre de kWh délivrés.

En octroyant le label, la Région offre de la visibilité aux bénéficiaires en référençant les points de charge répondant au référentiel sur une carte régionale ouverte (open data). Elle pourra également valoriser les détenteurs du label lors de campagne de communication grand public ou de séminaires professionnels.

Si, après octroi de la subvention, le bénéficiaire modifie les caractéristiques ou le niveau de service fourni par ses IRVE, il doit en informer la Région, qui se réserve le droit de suspendre la subvention si les critères du label ne sont plus respectés.

Si dans les 5 ans qui suivent le versement du solde de la subvention régionale, une IRVE subventionnée ne respectait plus les critères du label régional pour les IRVE, la Région pourra demander le remboursement de tout ou partie de la subvention au bénéficiaire.

ANNEXE 2 : Données à transmettre à la Région

Afin de pouvoir faire figurer les IRVE subventionnées et labellisées sur la cartographie régionale, le bénéficiaire transmettra à la Région, via une API, toutes les données statiques et dynamiques utiles à l'usager.

Il s'agira notamment des données suivantes :

- géolocalisation des IRVE
- nom du réseau
- puissance maximale disponible
- type de prise
- disponibilité en temps réel des points de charge
- information liée à une éventuelle indisponibilité en temps réel
- tarification de l'opérateur de recharge
- types de paiement autorisés
- services fournis (réservation…)

La liste pourra être complétée par la Région.

La Région précisera au bénéficiaire le format attendu.

Région îledeFrance

Conseil régional

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS

2 0 OCT. 2020

Service des collectivités locales
et du contentieux

Rapport pour la commission permanente du conseil régional
JUILLET 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

COMMUNICATION : BILAN D'UTILISATION DES CRÉDITS DU FONDS COMMUN DE FONCTIONNEMENT - ANNÉE 2019

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....6
Tableau des dotations attribuées au fonds commun de fonctionnement 2019 par lycée....7

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le fonds commun de fonctionnement a été institué dans le cadre du rapport n° CR86-11 du 30 septembre 2011 portant sur la refonte du barème de la dotation globale de fonctionnement des lycées pour 2012. Sa création était motivée par la volonté d'améliorer la réactivité de la collectivité face à des besoins souvent urgents. Renouvelé chaque année depuis, ce fonds mutualisé représente 3% de la dotation globale de fonctionnement des lycées (DGFL), soit 2,391 millions d'euros en 2019.

L'attribution des versements sur le fonds commun de fonctionnement ayant été déléguée par le conseil régional à la présidente, cette dernière doit rendre compte de son utilisation en fin d'exercice par un bilan d'utilisation des crédits, l'objet du présent rapport.

1.Rappel des critères d'éligibilité

Le fonds commun est destiné à faire face aux besoins imprévus ou exceptionnels en dépenses obligatoires de viabilisation, d'entretien des bâtiments et de charges générales qui ne peuvent être pris en charge par le budget de l'établissement via le fonds de roulement de l'établissement ou par redéploiement de crédits. Le fonds commun peut aussi être employé pour rectifier des erreurs ponctuelles de calcul de la dotation initiale. Toutes les demandes reçues sont présentées en commission d'attribution interne au pôle lycées.

Les principaux points d'instruction des demandes sont :

- la situation financière de l'établissement et le niveau de son fonds de roulement net global tel mobilisable ;

- les montants inscrits au budget primitif en ce qui concerne la viabilisation en particulier, qui doit prévoir les consommations estimées au plus exact de l'établissement ;

- la quote-part de la participation aux dépenses de viabilisation, d'entretien et de fonctionnement aux services généraux des structures hébergées au sein de l'établissement.

2. Utilisation du fonds commun de fonctionnement

En 2019, l'enveloppe dédiée au fonds commun de fonctionnement était de 2, 391 millions d'euros, consommée à hauteur de 2, 350 millions d'euros, soit 98,3%.180 dossiers ont été étudiés dont 166 ont fait l'objet d'une attribution de dotation et 14 d'un refus, définitif ou non.

Compléments attribués en 2019

Motifs d'attributions	en euros	en %	nombre d'attributions
VIABILISATION-EAU	80 649	3%	5
CHAUFFAGE	3 794	0%	1
ENTRETIEN	123 531	5%	6
CHARGES GENERALES)	1 657 621	71%	92
PEDAGOGIE	281 468	12%	15
AUTRES (re-calcul DGFL…)	203 314	9%	47
total	**2 350 377**	**100%**	**166**

S'agissant des charges générales et de l'entretien, globalement, le montant attribué est de 1, 781 million en 2019 par rapport à 1,930 million en 2018, soit une diminution de près de 8%.

Les dotations pour charges générales, qui représentent 71% des montants attribués, concernent :

- des déséquilibres financiers globaux associés à des fonds de roulement insuffisants pour 1,063 million d'euros. En 2019, 55 lycées ont bénéficié en fin d'année d'une dotation pour remonter leur fonds de roulement à 1,5 mois, pour un montant total de 857 373 €.

- des dépenses liées à des charges exceptionnelles de maintenance et d'entretien notamment suite à des travaux d'extension-restructuration, pour 0,113 million d'euros, en diminution par rapport à 2018 ;

- des dépenses de gardiennage SSI pour 0,202 million d'euros, en légère diminution également;

- des demandes de dotation pour faire face à des besoins spécifiques pour 0,284 million d'euros.

Concernant la viabilisation, le montant attribué est de 0,084 M€ par rapport à 0,267 M€ en 2018. La reprise quasiment complète du poste de dépense relative à l'énergie par la Région continue de réduire fortement la part des dotations attribuées : 6 en 2019 contre 12 en 2018, dont 5 concernent des fuites d'eau.

A noter enfin que les dotations pour augmentation d'effectifs sont en hausse constante : d'un peu plus de 100 000 € en 2016, elles s'établissent à 282 000 € trois ans après.

L'annexe au rapport récapitule les dotations attribuées aux établissements en 2019.

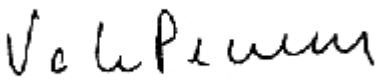
Après avoir connu une nette évolution il y a 4 ans, en lien avec la politique régionale de reprise en gestion directe des dépenses de chauffage et de l'électricité, les motifs les plus fréquents des compléments apportés aux lycées par le fonds commun de fonctionnement s'articulent désormais autour de problématiques récurrentes :

- aléas ponctuels impactant les charges de viabilisation (fuites d'eau) d'entretien et de maintenance ;
- sous-estimation par l'établissement des prévisions budgétaires en charges générales et entretien ;
- dépenses pédagogiques en raison de l'augmentation significative des effectifs constatée après le vote de la DGFL ;
- impact des travaux de rénovation, de restructuration ou de fusion d'établissements ;
- dépenses de location d'équipements sportifs communaux auparavant mis gracieusement à disposition de l'établissement.

Le dispositif du fonds commun de fonctionnement de la DGFL améliore la réactivité de la Région face aux besoins exprimés par les lycées, même si, dans certains cas, la phase d'instruction nécessite des échanges plus approfondis avec d'autres services du pôle lycées et des déplacements sur le terrain, ainsi que l'appui d'outils analytiques.

Dans cette démarche, les services régionaux reçoivent, dans le cadre d'un dialogue de gestion, les EPLE qui rencontrent les plus grandes difficultés et tous ceux qui souhaitent être reçus pour exposer un contexte particulier. Ces rencontres permettent de recenser l'ensemble des problématiques et favorisent leur prise en compte dans l'ajustement du barème de la DGFL.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Tableau des dotations attribuées au fonds commun de fonctionnement 2019 par lycée

UAI	Etablissement	Commune	Objet de la demande	MONTANT ATTRIBUE PAR "DECISION FCF"	MOTIF GENERIQUE
0750656F	LAVOISIER	PARIS 05EME	calcul DGFL	84,00	CALCUL DGFL
0750668U	JACQUES-DECOUR	PARIS 09EME	dotation complémentaire pour taxe de balayage	23 011,00	CALCUL DGFL
0750673Z	COLBERT	PARIS 10EME	dotation complémentaire pour taxe de balayage	9 967,00	CALCUL DGFL
0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	dotation complémentaire pour taxe de balayage	15 287,00	CALCUL DGFL
0750680G	ARAGO	PARIS 12EME	dotation complémentaire pour taxe de balayage	16 531,00	CALCUL DGFL
0750684L	GABRIEL-FAURE	PARIS 13EME	dotation complémentaire pour transfert d'élèves à Lazarre Ponticelli	50000,00	CHARGES GENERALES
0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	dotation complémentaire pour taxe de balayage	17 983,00	CALCUL DGFL
0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	dotation complémentaire accueil élèves Lazare Ponticelli	20000,00	CHARGES GENERALES
0750705J	BALZAC	PARIS 17EME	dotation complémentaire pour taxe de balayage	31 400,00	CALCUL DGFL
0750710P	AUGUSTE-RENOIR	PARIS 18EME	dotation complémentaire pour charges générales suite au dialogue de gestion	27372,00	CHARGES GENERALES
0750710P	AUGUSTE-RENOIR	PARIS 18EME	dotation complémentaire pour dépenses pédagogiques et double site	24000,00	CHARGES GENERALES
0750776L	MARIE-LAURENCIN	PARIS 10EME	calcul DGFL	22,00	CALCUL DGFL
0750783U	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	dotation pour activités pédagogiques	17 505,00	PEDAGOGIE
0751708Z	LOUIS-ARMAND	PARIS 15EME	calcul DGFL	248,00	CALCUL DGFL
0752846L	ERIK-SATIE	PARIS 14EME	dotation complémentaire pour ouverture BTS PIM	5 030,00	PEDAGOGIE
0752846L	ERIK-SATIE	PARIS 14EME	dotatioin complémentaire pour augmentation d'effectifs	2561,00	PEDAGOGIE
0754684J	GEORGES-BRASSENS	PARIS 19EME	dotation complémentaire pour règlement du solde de la dépense de chauffage 2018	3 794,00	CHAUFFAGE
0770924L	LYCEE POLYVALENT DE COULOMMIERS	COULOMMIERS	dotation pour gardiennage de nuit SSI	35 496,00	CHARGES GENERALES
0770932V	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	MEAUX	calcul DGFL	3 957,00	CALCUL DGFL
0770938B	ANDRE-MALRAUX	MONTEREAU-FAULT-YONNE	dotation complémentaire pour consommation d'eau liée aux travaux.	5 800,00	VIABILISATION-EAU
0770938B	ANDRE-MALRAUX	MONTEREAU-FAULT-YONNE	dotation pour prestations anti-intrusions et dégradations, sécurisation des biens et des personnes	27 825,00	CHARGES GENERALES
0770943G	BENJAMIN-FRANKLIN	LA ROCHETTE	dotation complémentaire pour redevance spéciale de collecte de déchets non- ménagers	11 670,00	CALCUL DGFL
0770943G	BENJAMIN-FRANKLIN	LA ROCHETTE	Dotation complémentaire pour maintenance des machines des ateliers.	55 000,00	ENTRETIEN
0771171E	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	dotation suite à fuite d'eau	35 000,00	VIABILISATION-EAU
0771357G	BRETONNIERE (LA)	CHAILLY-EN-BRIE	calcul DGFL	25 243,00	CALCUL DGFL
0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	dotation SSI 2019	38 904,00	CHARGES GENERALES
0771512A	VAN-DONGEN	LAGNY-SUR-MARNE	dotation pour dépenses pédagogiques	2 768,00	PEDAGOGIE
0770931U	PIERRE-DE-COUBERTIN	MEAUX	Dotation exceptionnelle pour prise en charge des frais de transport et gardiennage	70000,00	CHARGES GENERALES
0771658J	GUE-A-TRESMES (DU)	CONGIS-SUR-THEROUANNE	calcul DGFL	2 831,00	CALCUL DGFL
0771658J	GUE-A-TRESMES (DU)	CONGIS-SUR-THEROUANNE	dotation SSI septembre à décembre 2018	29 138,00	CHARGES GENERALES
0771658J	GUE-A-TRESMES (DU)	CONGIS-SUR-THEROUANNE	dotation SSI 2019	14 500,00	CHARGES GENERALES
0771997C	JACQUES-PREVERT	COMBS-LA-VILLE	calcul DGFL	716,00	CALCUL DGFL
0772296C	MARE-CARREE (DE LA)	MOISSY-CRAMAYEL	calcul DGFL	993,00	CALCUL DGFL
0772332S	SONIA-DELAUNAY	CESSON - VERT ST DENIS	calcul DGFL	773,00	CALCUL DGFL

UAI	Etablissement	Commune	Objet de la demande	MONTANT ATTRIBUE PAR "DECISION FCF"	MOTIF GENERIQUE
0772688D	EMILIE-DU-CHATELET	SERRIS	calcul DGFL	1 059,00	CALCUL DGFL
0772688D	EMILIE-DU-CHATELET	SERRIS	dotation complémentaire pour augmentation d'effectifs	1500,00	PEDAGOGIE
0772688D	EMILIE-DU-CHATELET	SERRIS	dotation SSI 2019	40 722,00	CHARGES GENERALES
0772751X	CHARLOTTE-DELBO	DAMMARTIN-EN-GOELE	calcul DGFL	618,00	CALCUL DGFL
0780004F	AGRICOLE	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	dotation pour délai de passation de la délégation de service public et indemnités de déplacement	30 000,00	CHARGES GENERALES
0781860Y	PIERRES-VIVES (LES)	CARRIERES-SUR-SEINE	calcul DGFL	752,00	CALCUL DGFL
0781948U	LAVOISIER	PORCHEVILLE	dotation pour fonctionnement filière conducteurs d'engins de travaux publics	55 000,00	PEDAGOGIE
0782539L	SAINT-EXUPERY	MANTES-LA-JOLIE	calcul DGFL	632,00	CALCUL DGFL
0782556E	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	dotation pour effectifs supplémentaires année scolaire 2019-2020	11 200,00	PEDAGOGIE
0783140P	JULES-HARDOUIN-MANSART	SAINT-CYR-L'ECOLE	calcul DGFL	1 908,00	CALCUL DGFL
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	dotation complémentaire pour charges liées à la rénovation	5 000,00	CHARGES GENERALES
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	dotation compléméntaire pour charges liées à la rénovation	8 937,00	CHARGES GENERALES
0910623H	MARCEL-PAGNOL	ATHIS-MONS	calcul DGFL	811,00	CALCUL DGFL
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	dotation pour charges d'entretien	9 700,00	ENTRETIEN
0910629P	CHATEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	dotation pour achat de matières d'œuvre pour l'enseignement professionnel	22 000,00	PEDAGOGIE
0910629P	CHATEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	dotation pour lavage de vitres	1 447,00	ENTRETIEN
0911343R	AUGUSTE-PERRET	EVRY-COURCOURONNES	dotation complémentaire pour charges générales de fonctionnement	15 000,00	CHARGES GENERALES
0911401D	NELSON-MANDELA	ETAMPES	calcul DGFL	1 812,00	CALCUL DGFL
0911578W	PIERRE-MENDES-FRANCE	RIS-ORANGIS	dotation complémentaire pour fuite d'eau	20 000,00	VIABILISATION-EAU
0911962N	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	dotation pour collecte des ordures ménagères	10 266,00	CHARGES GENERALES
0912142J	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	calcul DGFL	1 157,00	CALCUL DGFL
0920130S	DESCARTES	ANTONY	calcul DGFL	888,00	CALCUL DGFL
0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	dotation complémentaire pour dépenses d'entretien	17 384,00	ENTRETIEN
0920150N	PRONY (DE)	ASNIERES-SUR-SEINE	dotation complémentaire pour location de gymnase	20 000,00	PEDAGOGIE
0920810F	JEAN-MONNET	GARCHES	dotation pour gardiennage de nuit SSI	3 782,00	CHARGES GENERALES
0920810F	JEAN-MONNET	GARCHES	dotation pour gardiennage de nuit SSI	3 901,00	CHARGES GENERALES
0920810F	JEAN-MONNET	GARCHES	dotation pour gardiennage de nuit SSI	1047,00	CHARGES GENERALES
0921230M	LEONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	dotation complémentaire pour charges générales	15 000,00	CHARGES GENERALES
0921594H	MICHEL-ANGE	VILLENEUVE-LA-GARENNE	dotation pour pédagogie et charges générales	5 056,00	CHARGES GENERALES
0921594H	MICHEL-ANGE	VILLENEUVE-LA-GARENNE	dotation pour taxe de balayage	768,00	CHARGES GENERALES
0921676X	THEODORE-MONOD	ANTONY	calcul DGFL	1 881,00	CALCUL DGFL
0922149L	RENE-AUFFRAY	CLICHY	dotation pour taxe de balayage	16 495,00	CHARGES GENERALES
0922277A	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	dotation pour taxe de balayage	3 051,00	CHARGES GENERALES
0922443F	ETIENNE-JULES-MAREY	BOULOGNE-BILLANCOURT	dotation pour charges générales logements et parking propriété de l'Etat	13 134,00	CHARGES GENERALES
0922615T	LUCIE-AUBRAC	COURBEVOIE	calcul DGFL	265,00	CALCUL DGFL
0922615T	LUCIE-AUBRAC	COURBEVOIE	dotation pour charges générales suite à restructuration	28 019,00	CHARGES GENERALES
0922615T	LUCIE-AUBRAC	COURBEVOIE	dotation complémentaire liée à la montée des effectifs	7 253,00	PEDAGOGIE
0930118Y	JEAN-RENOIR	BONDY	calcul DGFL	1 208,00	CALCUL DGFL
0930124E	MARCELIN-BERTHELOT	PANTIN	calcul DGFL	560,00	CALCUL DGFL
0930126G	AUGUSTE-BLANQUI	SAINT-OUEN	calcul DGFL	589,00	CALCUL DGFL

UAI	Etablissement	Commune	Objet de la demande	MONTANT ATTRIBUE PAR "DECISION FCF"	MOTIF GENERIQUE
0930126G	AUGUSTE-BLANQUI	SAINT-OUEN	dotation complémentaire fuite d'eau et charges générales	8528,00	CHARGES GENERALES
0930133P	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	calcul DGFL	1 009,00	CALCUL DGFL
0930136T	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	dotation pour augmentation d'effectifs	14 099,00	PEDAGOGIE
0931779D	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE (DE L')	MONTREUIL	calcul DGFL	715,00	CALCUL DGFL
0932129J	ENNA (L')	SAINT-DENIS	calcul DGFL	1 301,00	CALCUL DGFL
0932667U	PLAINE-COMMUNE	SAINT-DENIS	dotation complémentaire pour prise en compte des effectifs et des besoins de l'internat	94 606,00	PEDAGOGIE
0932047V	EVARISTE-GALOIS	NOISY-LE-GRAND	dotation complémentaire	70 792,00	CHARGES GENERALES
0932638M	INTERNATIONAL DE L'EST PARISIEN	NOISY-LE-GRAND	dotation pour augmentation d'effectifs	7 626,00	PEDAGOGIE
0940113M	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	calcul DGFL	2 635,00	CALCUL DGFL
0940117S	EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	dotation exceptionnelle pour location de véhicule	1 000,00	CHARGES GENERALES
0930136T	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	dotation pour éléctricité et eau	12 000,00	VIABILISATION-EAU
0940117S	EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	dotation exceptionnelle pour location de véhicule	352,00	CHARGES GENERALES
0940145X	CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE	calcul DGFL	887,00	CALCUL DGFL
0940580V	LYCEE POLYVALENT DE CACHAN	CACHAN	dotation complémentaire pour application convention avec l'ENS et entretien 2018 et 2019	3637,00	CHARGES GENERALES
0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	calcul DGFL	703,00	CALCUL DGFL
0941470M	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	dotation complémetnaire pour charges générales	30000,00	CHARGES GENERALES
0941952L	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	dotation complémentaire surfaces bâties	6 797,00	CALCUL DGFL
0941952L	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	dotation suite à fuite d'eau	7 849,00	VIABILISATION-EAU
0941974K	ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT	dotaiton complémentaire pour nettoyage des vitres	10 000,00	ENTRETIEN
0941975L	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	calcul DGFL	117,00	CALCUL DGFL
0942269F	PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE	dotation SSI 2019	34 675,00	CHARGES GENERALES
0950640E	JULIE-VICTOIRE-DAUBIE	ARGENTEUIL	calcul DGFL	710,00	CALCUL DGFL
0950640E	JULIE-VICTOIRE-DAUBIE	ARGENTEUIL	dotation complémentaire pour pédagogie	20 000,00	PEDAGOGIE
0950656X	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	calcul DGFL	1 384,00	CALCUL DGFL
0950656X	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	dotation exceptionnellle pour besoins au chapitre ALO	33 000,00	CHARGES GENERALES
0950656X	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	dotation exceptionnellle pour besoins au chapitre ALO	7 000,00	CHARGES GENERALES
0950947N	TOURELLE (DE LA)	SARCELLES	calcul DGFL	1 985,00	CALCUL DGFL
0950983C	TOUR-DU-MAIL (LA)	SANNOIS	calcul DGFL	1 789,00	CALCUL DGFL
0951090U	PIERRE-MENDES-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	dotation complémentaire pour charges d'entretien	30 000,00	ENTRETIEN
0951147F	FRAGONARD	L'ISLE-ADAM	calcul DGFL	804,00	CALCUL DGFL
0951618T	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY	dotation complémentaire pour charges générales	36 851,00	CHARGES GENERALES
0951618T	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY	dotation complémentaire pour charges générales	37 000,00	CHARGES GENERALES
0951722F	JEAN-MONNET	FRANCONVILLE	calcul DGFL	1 286,00	CALCUL DGFL
0951748J	EVARISTE-GALOIS	BEAUMONT-SUR-OISE	calcul DGFL	2 684,00	CALCUL DGFL
0951787B	ARTHUR-RIMBAUD	GARGES-LES-GONESSE	calcul DGFL	719,00	CALCUL DGFL
0952173W	EUGENE-RONCERAY	BEZONS	calcul DGFL	2 933,00	CALCUL DGFL
0951753P	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-WITZ	dotation complémentaire EPS	320,00	PEDAGOGIE
0772243V	CAMILLE-CLAUDEL	PONTAULT-COMBAULT	dotation complémentaire 2019	9788,00	CHARGES GENERALES
0781845G	JULES-FERRY	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	dotation complémentaire 2019	17000,00	CHARGES GENERALES
0782587N	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	dotation complémentaire 2019	65787,00	CHARGES GENERALES
0780515L	SEPT-MARES (LES)	MAUREPAS	dotation complémentaire 2019	19734,00	CHARGES GENERALES
0781578S	HOTELLERIE-ET-TOURISME	GUYANCOURT	dotation complémentaire 2019	52591,00	CHARGES GENERALES
0911983L	JULES-VERNE	LIMOURS	dotation complémentaire 2019	44487,00	CHARGES GENERALES
0910629P	CHATEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	dotation complémentaire 2019	45464,00	CHARGES GENERALES
0912142J	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	dotation complémentaire 2019	30458,00	CHARGES GENERALES
0911927A	MAURICE-ELIOT	EPINAY-SOUS-SENART	dotation complémentaire 2019	7939,00	CHARGES GENERALES

UAI	Etablissement	Commune	Objet de la demande	MONTANT ATTRIBUE PAR "DECISION FCF"	MOTIF GENERIQUE
0911962N	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	dotation complémentaire 2019	11511,00	CHARGES GENERALES
0910755B	NADAR	DRAVEIL	dotation complémentaire 2019	8712,00	CHARGES GENERALES
0910727W	PARC-DE-VILGENIS	MASSY	dotation complémentaire 2019	31674,00	CHARGES GENERALES
0911828T	GEORGES-BRASSENS	EVRY-COURCOURONNES	dotation complémentaire 2019	13447,00	CHARGES GENERALES
0920150N	PRONY (DE)	ASNIERES-SUR-SEINE	dotation complémentaire 2019	14913,00	CHARGES GENERALES
0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	dotation complémentaire 2019	21910,00	CHARGES GENERALES
0930133P	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	dotation complémentaire 2019	53399,00	CHARGES GENERALES
0932117W	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	dotation complémentaire 2019	15778,00	CHARGES GENERALES
0932291K	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	dotation complémentaire 2019	9821,00	CHARGES GENERALES
0932047V	EVARISTE-GALOIS	NOISY-LE-GRAND	dotation complémentaire 2019	13800,00	CHARGES GENERALES
0932126F	FRANCOIS-RABELAIS	DUGNY	dotation complémentaire 2019	11317,00	CHARGES GENERALES
0931565W	FLORA-TRISTAN	NOISY-LE-GRAND	dotation complémentaire 2019	8196,00	CHARGES GENERALES
0940116R	EUGENE-DELACROIX	MAISONS-ALFORT	dotation complémentaire 2019	11661,00	CHARGES GENERALES
0951637N	GALILEE	CERGY	dotation complémentaire 2019	44624,00	CHARGES GENERALES
0951618T	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY	dotation complémentaire 2019	40229,00	CHARGES GENERALES
0951824S	HAUTIL (DE L')	JOUY-LE-MOUTIER	dotation complémentaire 2019	12786,00	CHARGES GENERALES
0951763A	LOUIS-JOUVET	TAVERNY	dotation complémentaire 2019	32624,00	CHARGES GENERALES
0950983C	TOUR-DU-MAIL (LA)	SANNOIS	dotation complémentaire 2019	10108,00	CHARGES GENERALES
0951811C	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	ARGENTEUIL	dotation complémentaire 2019	31934,00	CHARGES GENERALES
0750656F	LAVOISIER	PARIS 05EME	dotation complémentaire 2019	13615,00	CHARGES GENERALES
0783548H	LYCEE FRANCO-ALLEMAND	BUC	dotation complémentaire 2019	3717,00	CHARGES GENERALES
0941972H	FERNAND-LEGER	IVRY-SUR-SEINE	dotation complémentaire 2019	5593,00	CHARGES GENERALES
0921676X	THEODORE-MONOD	ANTONY	dotation complémentaire 2019	11628,00	CHARGES GENERALES
0951710T	CAMILLE-CLAUDEL	VAUREAL	dotation complémentaire 2019	4965,00	CHARGES GENERALES
0783431F	JULES-VERNE	SARTROUVILLE	dotation complémentaire 2019	6278,00	CHARGES GENERALES
0940141T	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	dotation complémentaire 2019	5028,00	CHARGES GENERALES
0951722F	JEAN-MONNET	FRANCONVILLE	dotation complémentaire 2019	3241,00	CHARGES GENERALES
0950647M	GERARD-DE-NERVAL	LUZARCHES	dotation complémentaire 2019	6459,00	CHARGES GENERALES
0911961M	EDMOND-MICHELET	ARPAJON	dotation complémentaire 2019	4076,00	CHARGES GENERALES
0911937L	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	dotation complémentaire 2019	4036,00	CHARGES GENERALES
0912364A	NIKOLA TESLA	DOURDAN	dotation complémentaire 2019	17092,00	CHARGES GENERALES
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	dotation complémentaire 2019	17249,00	CHARGES GENERALES
0750712S	DIDEROT	PARIS 19EME	dotation complémentaire 2019	7640,00	CHARGES GENERALES
0932123C	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	dotation complémentaire 2019	4645,00	CHARGES GENERALES
0753268V	JEAN-LURCAT	PARIS 13EME	dotation complémentaire 2019	6612,00	CHARGES GENERALES
0952173W	EUGENE-RONCERAY	BEZONS	dotation complémentaire 2019	2820,00	CHARGES GENERALES
0922801V	LYCEE DU TRAPEZE	BOULOGNE-BILLANCOURT	dotation complémentaire 2019	1123,00	CHARGES GENERALES
0783140P	JULES-HARDOUIN-MANSART	SAINT-CYR-L'ECOLE	dotation complémentaire 2019	2507,00	CHARGES GENERALES
0950656X	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	dotation complémentaire 2019	1993,00	CHARGES GENERALES
0770932V	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	MEAUX	dotation complémentaire 2019	766,00	CHARGES GENERALES
0932119Y	EUGENE-HENAFF	BAGNOLET	dotation complémentaire 2019	2787,00	CHARGES GENERALES
0941930M	GUTENBERG	CRETEIL	dotation complémentaire 2019	837,00	CHARGES GENERALES
0950646L	RENE-CASSIN	GONESSE	dotation complémentaire 2019	906,00	CHARGES GENERALES
0782546U	LE-CORBUSIER	POISSY	dotation complémentaire 2019	10660,00	CHARGES GENERALES
0951766D	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	dotation complémentaire 2019	5570,00	CHARGES GENERALES
0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	dotation complémentaire 2019	13838,00	CHARGES GENERALES
				2 350 377,00	

Région îledeFrance

Conseil régional

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS

2 0 OCT. 2020

Service des collectivités locales
et du contentieux

Rapport pour la commission permanente du conseil régional JUILLET 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

COMPTE RENDU ANNUEL DE L'UTILISATION DES CRÉDITS ALLOUÉS DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE DU FONDS D'URGENCE

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXES AU RAPPORT....17
Liste des fonds d'urgence attribués aux établissements répartis par unité territoriale....18
Liste thématique des fonds d'urgence attribués aux lycées publics....27
Liste thématique des fonds d'urgence attribués aux cités mixtes régionales....37
Répartition thématique des fonds d'urgence attribués aux lycées publics et CMR....39

EXPOSÉ DES MOTIFS

Afin de répondre aux besoins ponctuels et urgents en matière de travaux immobiliers ainsi qu'aux besoins d'équipement pédagogiques des établissements franciliens d'enseignement du second degré dont elle a la charge, la Région a mis en place, conformément à la délibération n° CR 05-95 du 20 février 1995, une procédure dite du « Fonds d'Urgence » (« FU »). Celle-ci consiste à attribuer une subvention d'investissement aux lycées ayant présenté une demande liée à des interventions sur la sécurité incendie, anti-effraction, le clos et le couvert des bâtiments ainsi que tous désordres ou dégradations susceptibles d'entraîner un dysfonctionnement de l'établissement.

Pour mettre en œuvre ces travaux, les établissements pourront bénéficier, en tant que de besoin, de l'appui technique des ingénieurs et techniciens territoriaux en charge de l'établissement ou des architectes de maintenance et des bureaux de contrôle qui attesteront de la conformité des travaux aux normes de sécurité.

Il est rappelé que les fonds d'urgence bénéficient d'une procédure exceptionnelle dérogatoire à la règle selon laquelle l'individualisation des crédits relève de la compétence de la commission permanente du Conseil régional. L'article 17 de la délibération citée ci-dessus a aussi précisé qu'un compte rendu annuel de l'utilisation des crédits doit être présenté à la commission permanente.

Après un rapide rappel du fonctionnement de cette procédure exceptionnelle, il vous est proposé un compte rendu annuel d'utilisation des crédits au titre de l'année 2018, accompagné d'une analyse des différents types de traitement urgents récurrents.

1. Une procédure rapide destinée à répondre à l'urgence

Cette procédure incarne tout autant le principe d'autonomie de gestion reconnu aux établissements publics locaux d'enseignement que le principe de subsidiarité : dans l'urgence, le chef de l'établissement est le mieux placé pour réagir promptement et efficacement. L'allocation de crédits délégués répond à cette logique.

La simplification administrative mise en place a permis de répondre aux exigences de l'urgence et de la sécurité autant qu'aux impératifs d'un contrôle rigoureux. L'application de critères précis et stricts préside à la gestion du fonds d'urgence.

1.1. Déroulement de la procédure

Pour pouvoir bénéficier du fonds d'urgence, les lycées adressent au pôle Lycées, une demande écrite obligatoirement accompagnée de pièces justificatives (avis d'architecte ou du bureau de contrôle, devis estimatifs…) permettant de juger du bien-fondé de la requête laquelle est ensuite co-instruite par l'ingénieur territorial de la Direction du Patrimoine et de la Maintenance et le service pilotage budgétaire du pôle lycées.

Une gestion informatisée du suivi des demandes permet de connaître, à tout moment, l'état d'avancement du dossier à l'enregistrement, en instruction ou en paiement et de renseigner, à chaque étape, l'ingénieur territorial.

La gestion fiable et rapide de la procédure permet de limiter le délai d'instruction des dossiers à 20 jours maximum à compter de la date de réception de la demande, ce délai pouvant être ramené à quelques heures en cas d'urgence impérieuse.

Afin de contrôler l'exécution des travaux, il est demandé à l'établissement de faire parvenir à la Région, à l'issue de leur réalisation, un compte rendu d'utilisation de la subvention allouée.

2. Compte rendu de l'utilisation des crédits FU 2018

Au cours de l'année 2018, 236 demandes (contre 273 demandes en 2017 et 307 pour l'année 2016) ont fait l'objet d'une décision d'attribution de subvention dans le cadre du fonds d'urgence en matière scolaire au bénéfice des établissements publics locaux d'enseignement et des cités mixtes régionales pour un montant total de 2 087 561,11 € dont 1 785 710,91 € pour les EPLE et 301 850,20 € pour les CMR (listes détaillées et synthèse en annexes I à IV du présent rapport).

2.1. Analyse 2018

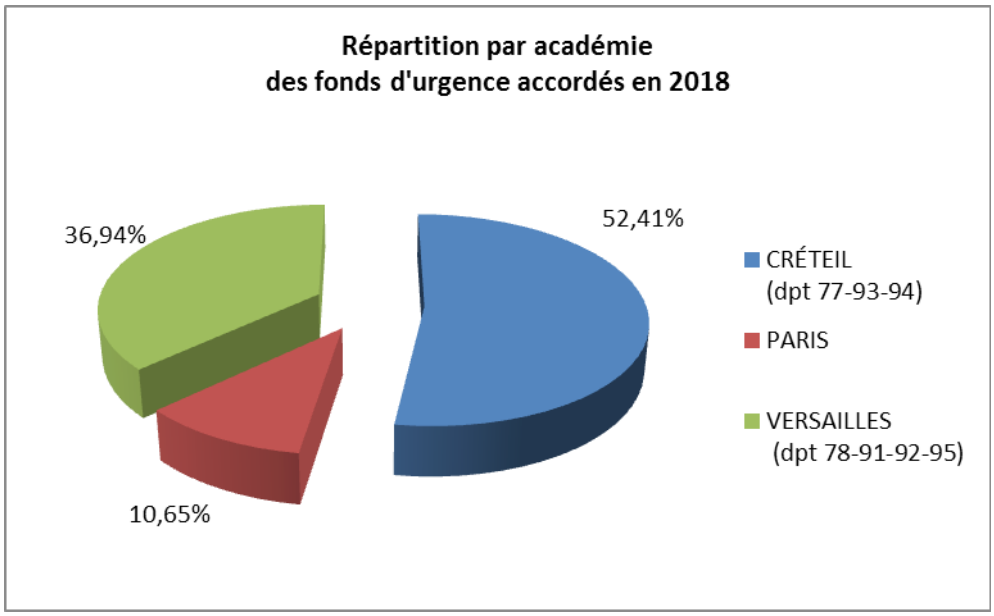
2.1.1 Les fonds d'urgence par académie

La majorité des demandes de l'année 2018 tant en valeur, qu'en nombre de FU accordés, et en proportion sur tous types d'établissements confondus, est concentrée sur l'académie de Créteil avec plus de 52,41% en 2018 comme en 2016 et 2017.

Le nombre global d'établissements concernés sur 2018 a baissé par rapport à 2017 (149 en 2018 contre 159 en 2017). Les montants accordés ont ainsi baissé pour chaque académie.

Entre 2017 et 2018 le montant accordé sur l'académie de Paris a baissé de la moitié passant de 450 573,08 € à 222 334,36 € en 2018. Il était de 630 510,78 € en 2016.

Académie	Montant	Répartition des FU	Nbre de FU accordés	Nbre de bénéficiaires	Répartition des bénéficiaires
CRÉTEIL (dpt 77-93-94)	1 094 024,45 €	52,41%	130	78	45,09%
PARIS	222 334,36 €	10,65%	16	14	15,73%
VERSAILLES (dpt 78-91-92-95)	771 202,30 €	36,94%	90	57	28,08%
Total	**2 087 561,11 €**	**100%**	**236**	**149**	**32,04%**



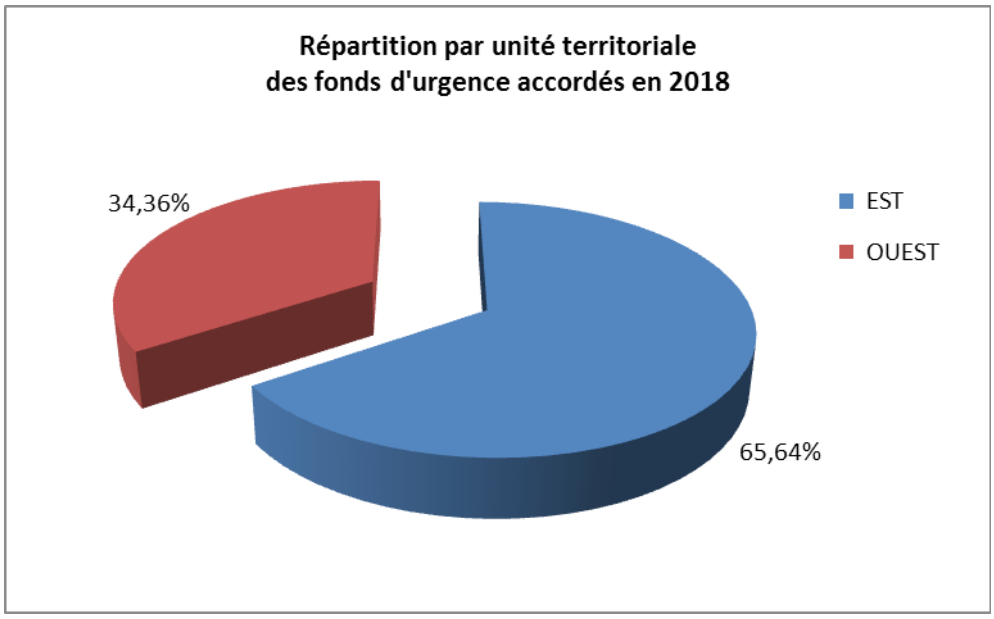
2.1.2 Les fonds d'urgence par unité territoriale

Compte tenu de l'organisation de l'unité Lycées en unités territoriales délocalisées, il convient de compléter le bilan académique précédent par un bilan en fonction du découpage de ces unités.

Le découpage territorial du Pôle lycées est sur 2 antennes :
- Unité territoriale **Est** comprenant les 219 établissements situés dans les départements 77, 91,93 et 94.
- Unité territoriale **Ouest** comprenant les 246 établissements situés dans les départements 75, 78,92 et 95.

En 2018, les lycées l'unité territoriale EST apparaissaient comme ayant les plus recours aux fonds du dispositif FU concentrant plus de 65 % contre 64,74 % en 2017 et plus de 60 % en 2016.

Unité territoriale	Montant	Répartition	Nbre de FU accordés	Nbre de bénéficiaires
EST	1 370 245,15 €	65,64%	174	103
OUEST	717 315,96 €	34,36%	62	46
Total	**2 087 561,11 €**	**100%**	**236**	**149**



2.1.3 Les fonds d'urgence par EPLE et par académie, par CMR et par académie

Afin de mettre en exergue l'impact financier des Cités Mixtes Régionales (CMR) au sein du budget des fonds d'urgence, il convient de dissocier les EPLE et les CMR dans la répartition du montant global attribué dans le cadre de cette procédure.
Ainsi, globalement, sur les **2 087 561,11 € attribués en 2018**, la proportion des aides de fonds d'urgence entre les EPLE et les CMR est la suivante :

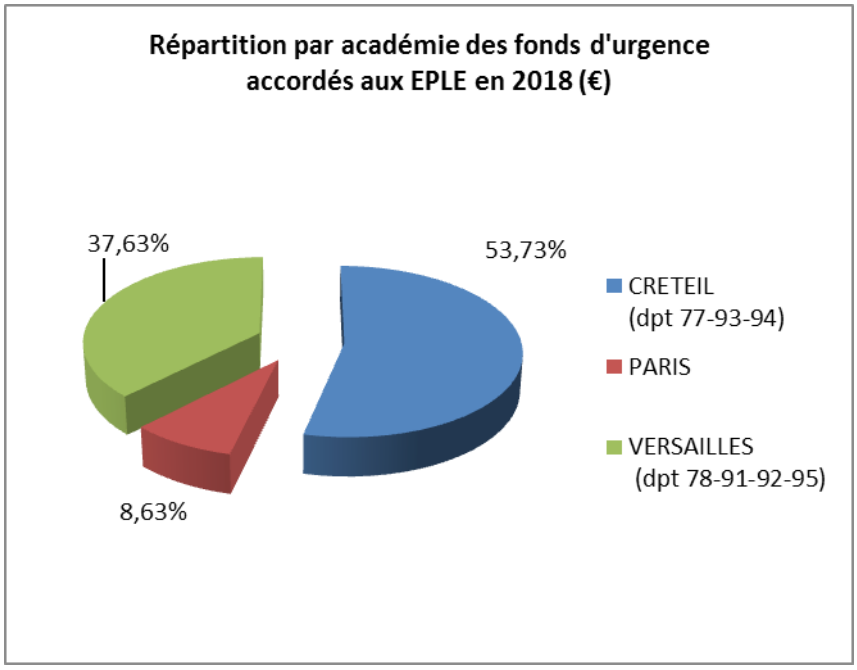
- part des fonds d'urgence pour les **EPLE** : **1 785 710,91€ (85,54%).**

- part des fonds d'urgence pour les **CMR** : **301 850,20 € (14,46%).**

Les fonds d'urgence par EPLE et par académie

Le nombre des lycées bénéficiaires dans les EPLE est en très légère baisse passant de 149 en 2016 (35,14%), de 146 en 2017 (34,43%) à 139 en 2018 (33,02%).
Le montant global consacré aux EPLE est en baisse passant de 2 544 618,51 € en 2016 à 2 438 912,62 € en 2017 puis à 1 785 710,91 € en 2018.
Le montant moyen attribué aux EPLE en 2018 (8 080,14 €) est inférieur aux montants moyens constatés en 2017 (10 078€) ou en 2016 (10 393 €).

Académie	Montant	Répartition	Nbre de FU accordés	Nbre de bénéficiaires
CRÉTEIL (dpt 77-93-94)	959 541,39 €	53,73%	124	75
PARIS	154 124,04 €	8,63%	12	10
VERSAILLES (dpt 78-91-92-95)	672 045,48 €	37,63%	85	54
Total	**1 785 710,91 €**	**100%**	**221**	**139** (sur 421 EPLE)



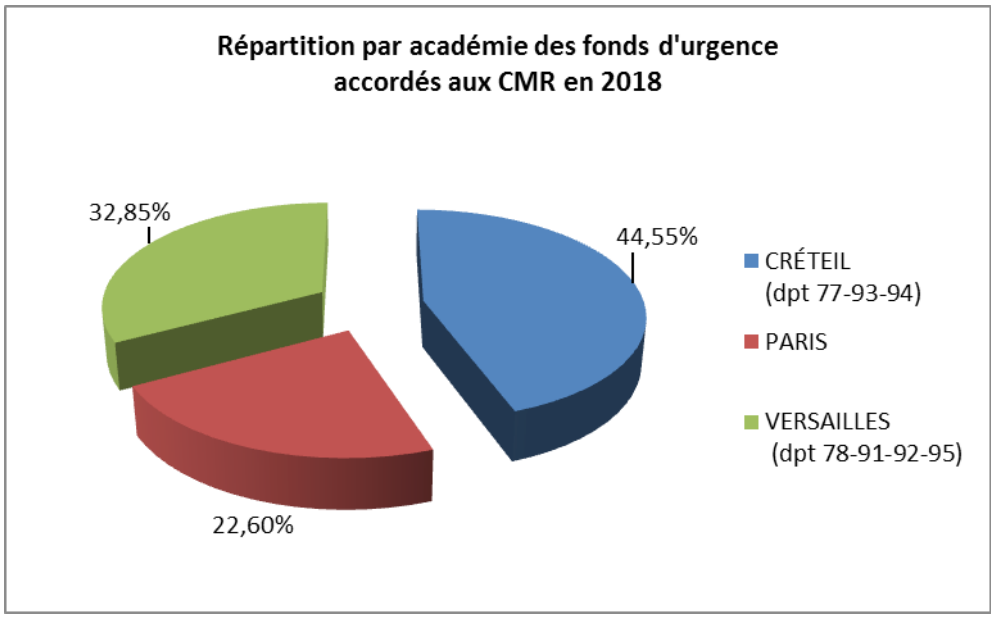
Les fonds d'urgence par CMR et par académie

Les fonds d'urgence attribués aux CMR sont répartis sur les 3 académies avec une part plus importante pour celle de Créteil. Le nombre de fonds d'urgence accordé est en baisse par rapport à l'année 2017. 34 fonds d'urgence accordés en 2016, 29 en 2017 contre 15 en 2018.

En 2018, le montant moyen de 20 123,35 € est en forte hausse car le nombre de fonds d'urgence est moindre, soit 15 accords contre 29 en 2017, mais sur un montant total de fonds (301 850,20 €) quasi identique à celui de 2017 (317 480,47 €).

Le volume accordé étant en net recul entre 2016 et 2017, le montant moyen attribué aux établissements en CMR en 2017 était de 10 947 € contre 13 089 € en 2016.

Académie	Montant	Répartition des CMR	Nbre de FU accordés	Nbre de bénéficiaires
CRÉTEIL (dpt 77-93-94)	134 483,06 €	44,55%	6	3
PARIS	68 210,32 €	22,60%	4	4
VERSAILLES (dpt 78-91-92-95)	99 156,82 €	32,85%	5	3
Total	**301 850,20 €**	**100%**	**15**	**10** (sur 44 CMR)



2.2. Examen qualitatif des fonds d'urgence

Sur le montant global de 2 087 561,11 € les subventions portent la plupart du temps sur de la maintenance des bâtiments, de mesures de sécurité ou de la mise en conformité urgente après passage de la commission de sécurité. L'importance du nombre de ces demandes est due à la conjugaison d'un parc immobilier encore composé d'un grand nombre d'établissements anciens et non réhabilités, d'une évolution rapide des normes de sécurité et de l'exigence croissante des commissions de sécurité.

L'examen plus rapproché de la nature des recours à cette procédure permet de caractériser sept types de demandes spécifiques.

2.2.1 Le coût des dépenses liées à la restauration scolaire

Parmi les demandes de fonds d'urgence, le nombre de subventions liées à la restauration scolaire en 2018 est en baisse par rapport à 2017 (39 FU) et à 2016 (36 FU).
On constate 11 accords en 2018.

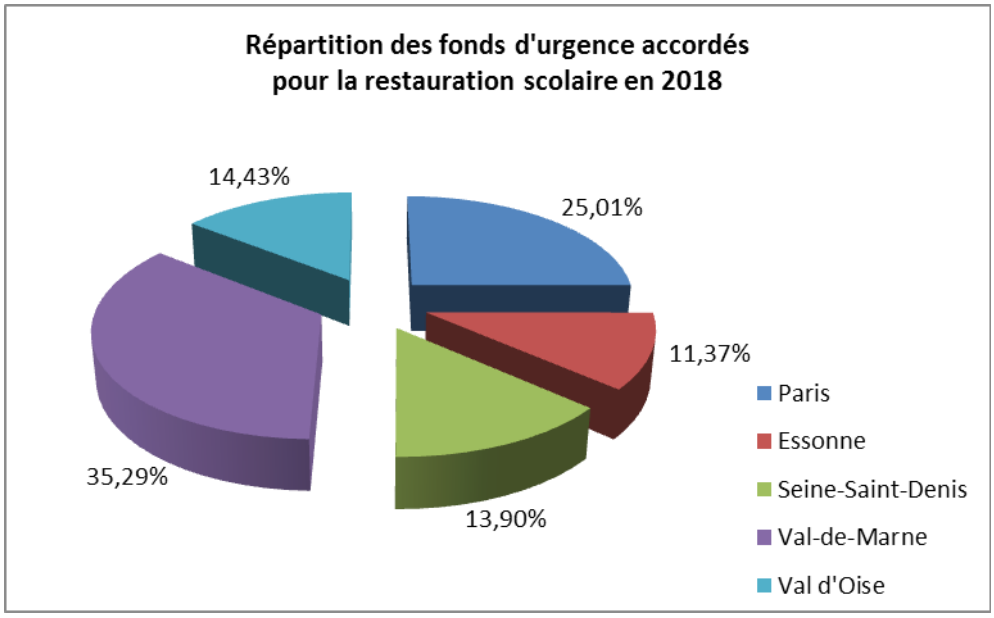
Il est à noter qu'en 2018, selon les actions à réaliser, des dépenses ont été catégorisées dans le cadre de la maintenance du bâtiment (remplacement de l'adoucisseur CTA dans la zone cuisson par exemple) ou au titre de travaux (Remplacement d'une armoire froide positive et réparation de deux chambres froides). Ainsi presque 10 FU attribués dans ces deux thématiques sont des dépenses en lien avec la restauration scolaire.

Ainsi sur l'ensemble de l'Île-de-France, 4,8% des crédits (87 355,74 €) ont été consacrés à des problèmes concernant la restauration en 2018 contre 19,41% (535 089,72 €) en 2017 et 13,60% (406 485,25 €) en 2016.

Le montant accordé au département du Val-de-Marne correspond à plus d'1/3 des fonds d'urgence attribués au titre de la restauration scolaire, soit 30 831,24 € pour 3 demandes.
Le département de Paris a bénéficié d'un fond d'urgence de 21 849,60 € pour 1 seule demande.

À noter que les départements de la Seine-et-Marne, des Yvelines et des Hauts-de-Seine, n'ont fait l'objet d'aucune attribution en 2018.

Département	Montant	Répartition "restauration scolaire"	Nbre de FU accordés	Nbre de bénéficiaires	"Restauration scolaire" / Total FU
Paris	21 849,60 €	25,01%	1	1	1,05%
Essonne	9 930,47 €	11,37%	2	2	0,48%
Seine-Saint-Denis	12 138,26 €	13,90%	3	3	0,58%
Val-de-Marne	30 831,24 €	35,29%	3	3	1,48%
Val d'Oise	12 606,17 €	14,43%	2	2	0,60%
Total	**87 355,74 €**	**100%**	**11**	**11**	**4,18%**



2.2.2 Le coût des dépenses liées aux interventions de sécurité.

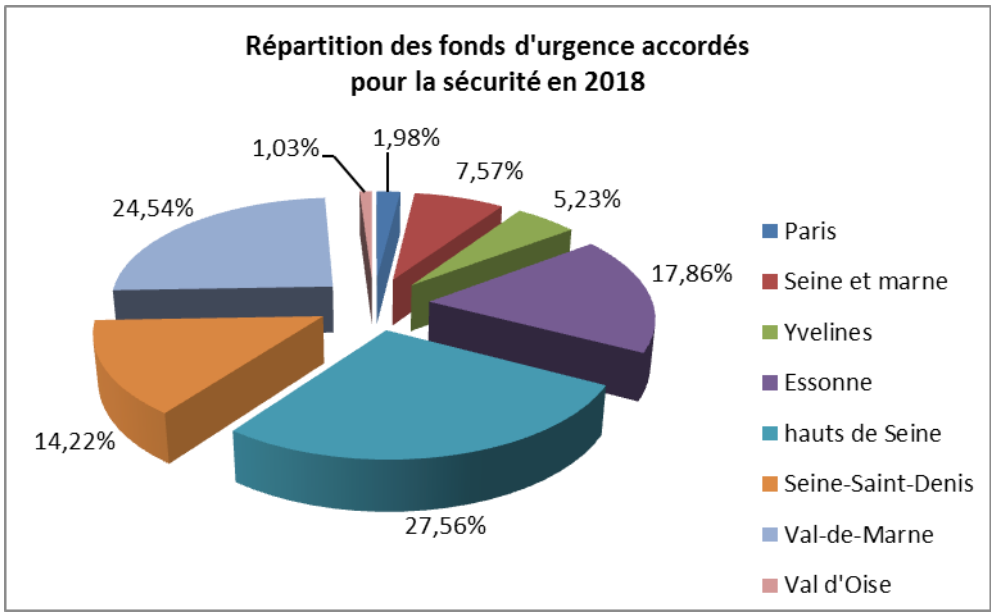
En 2018, un montant de 454 647,63 € est consacré à ces interventions dans le cadre de la sécurité des bâtiments, des interventions nécessaires au titre des conditions d'accès (portes d'accès, portail, volets, mur d'enceinte, etc.) mais aussi au titre de la sécurité des personnes (alarme anti-intrusion, système de badgeage, système PPMS) soit 21,78% contre 439 103,95 € (15,93%) en 2017 des aides de fonds d'urgence alors qu'elles représentaient 492 932,74 € (16,49%) en 2016

Les établissements situés dans les départements de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne représentent 69,95% en 2018 des subventions totales et ont eu plus largement recours au fonds d'urgence.

En 2017, ce sont les établissements situés dans les départements de l'Essonne, de Paris et de la Seine-Saint-Denis qui représentaient plus de 65% des fonds d'urgence au titre de la sécurité.

En 2016 ce sont les départements de Paris, de la Seine-et-Marne et de la Seine-Saint-Denis qui avaient totalisé le plus d'interventions soit 74,36% sous cette thématique.

Département	Montant	Répartition "sécurité"	Nbre de FU accordés	Nbre de bénéficiaires	"Sécurité" / Total FU
Paris	9 020,80 €	1,98%	1	1	0,43%
Seine-et-Marne	34 436,40 €	7,57%	4	3	1,65%
Yvelines	23 797,98 €	5,23%	4	4	1,14%
Essonne	81 179,35 €	17,86%	9	7	3,89%
Hauts-de-Seine	125 294,27 €	27,56%	7	6	6,00%
Seine-Saint-Denis	64 646,91 €	14,22%	7	6	3,10%
Val-de-Marne	111 575,00 €	24,54%	10	9	5,34%
Val d'Oise	4 696,92 €	1,03%	1	1	0,22%
Total	**454 647,63 €**	**100%**	**43**	**37**	**21,78%**



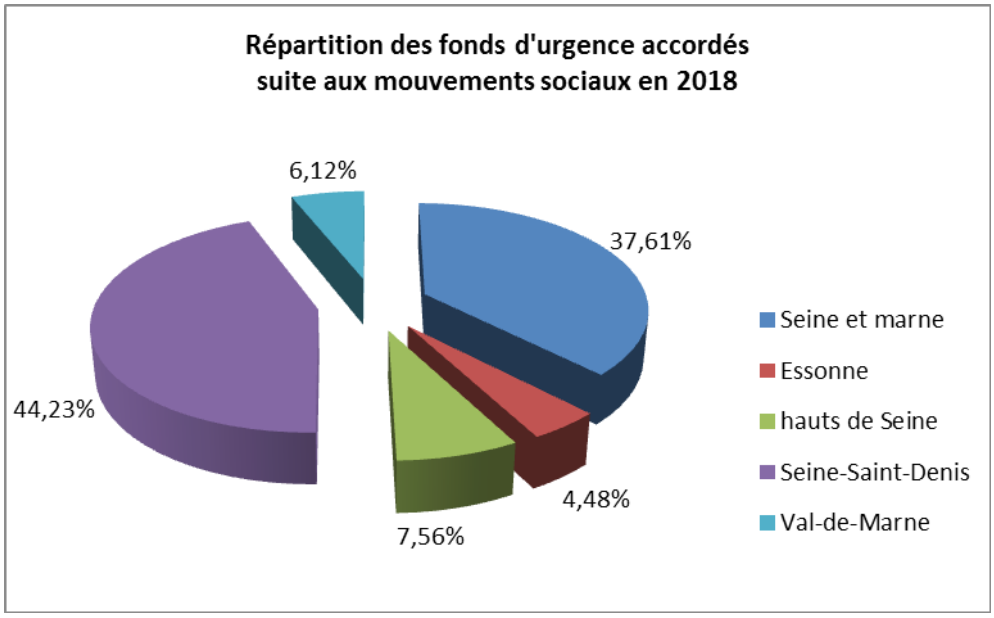
2.2.3 Le coût lié aux conséquences de mouvements sociaux

Les manifestations de 2018 ont générés des fonds d'urgence dans diverses thématiques comme la maintenance des bâtiments, la sécurisation, les travaux, la sécurité et la vidéoprotection. 31 fonds d'urgence ont été accordés pour un montant de 223 532,60 €.
Ce sont les départements de la Seine-et-Marne et de la Seine-Saint-Denis qui représentent plus de 80% des attributions.

En 2017, un seul fond d'urgence a été attribué pour le département des Hauts-de-Seine suite à

une manifestation pour un montant de 5 578,50 €.
Sur l'année 2016, les manifestations du 1er semestre ont nécessité l'attribution de 17 fonds d'urgence pour un montant total de 198 043,47€.

Département	Montant	Répartition "mouvements sociaux"	Nbre de FU accordés	Nbre de bénéficiaires	"Mouvements sociaux" / Total FU
Seine-et-Marne	84 064,90 €	37,61%	9	9	4,03%
Essonne	10 024,13 €	4,48%	3	3	0,48%
Hauts-de-Seine	16 892,54 €	7,56%	2	2	0,81%
Seine-Saint-Denis	98 870,00 €	44,23%	13	12	4,74%
Val-de-Marne	13 681,03 €	6,12%	4	3	0,66%
Total	**223 532,60 €**	**100%**	**31**	**29**	**10,71%**



2.2.4 Le coût des dépenses liées aux interventions de sécurisation.

En 2018, il est constaté une diminution importante des fonds d'urgence accordés.
Un montant de 207 616,59 € a été attribué soit 9,95% de l'ensemble des fonds d'urgence attribués. Cela a permis le remplacement ou la réparation de portail, de porte de secours, de portes extérieures des établissements.

Les établissements situés dans les départements de Seine-et-Marne et de Seine-Saint-Denis représentaient 147 274,95 € soit 70, 94% des subventions totales et ont moins recours au fonds d'urgence en 2018.

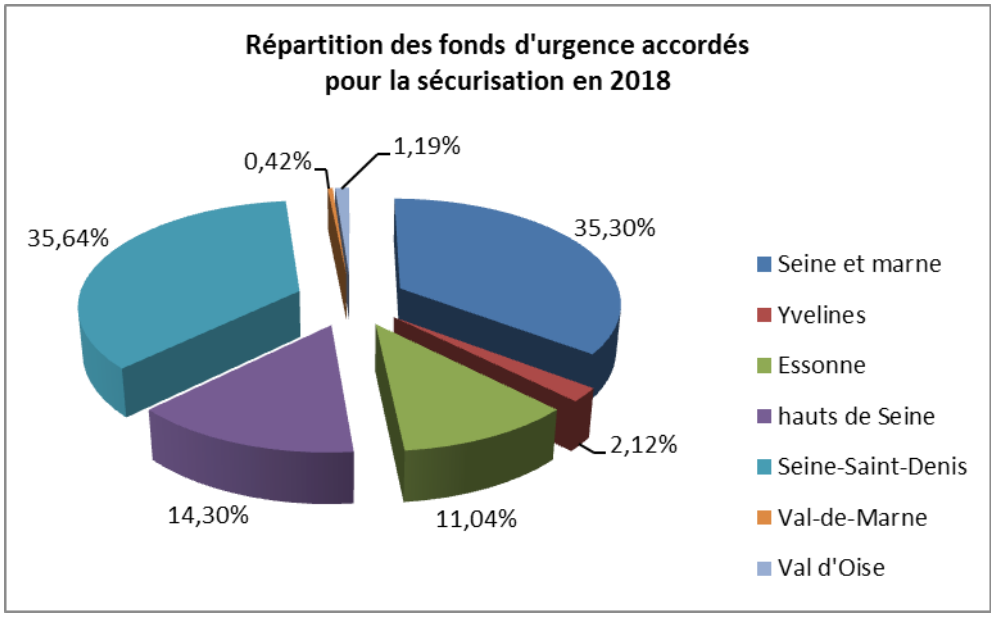
Pour la Seine-et-Marne, 11 fonds d'urgence ont été accordés contre 25 en 2017 et pour la Seine-Saint-Denis, 7 fonds d'urgence ont été attribués contre 16 en 2017.

En 2017, un montant de 1 076 636,09 € avait été consacré à ces interventions soit 39,06% des

aides de fonds d'urgence alors qu'elles représentaient en 1 564 320,82 € (52,32%) en 2016.

En 2017, ce sont les départements de Paris, de la Seine-et-Marne et de la Seine-Saint-Denis qui concentraient le plus d'interventions (56,52%) ainsi qu'en 2016 avec une représentation de 59,80% sous cette thématique.

Département	Montant	Répartition "sécurisation"	Nbre de FU accordés	Nbre de bénéficiaires	"Sécurisation" / Total FU
Seine-et-Marne	73 280,07 €	35,30%	11	8	3,51%
Yvelines	4 395,60 €	2,12%	1	1	0,21%
Essonne	22 930,12 €	11,04%	6	6	1,10%
Hauts-de-Seine	29 681,12 €	14,30%	4	3	1,42%
Seine-Saint-Denis	73 994,88 €	35,64%	7	5	3,54%
Val-de-Marne	868,80 €	0,42%	1	1	0,04%
Val d'Oise	2 466,00 €	1,19%	1	1	0,12%
Total	**207 616,59 €**	**100%**	**31**	**25**	**9,95%**



2.2.5 Le coût des dépenses sur autres secteurs d'intervention.

Les travaux

Les autres interventions financées au titre du FU concernent plusieurs types de travaux tels que : travaux de remise en état après sinistre (incendie, inondation), travaux de reprise d'étanchéité, etc.

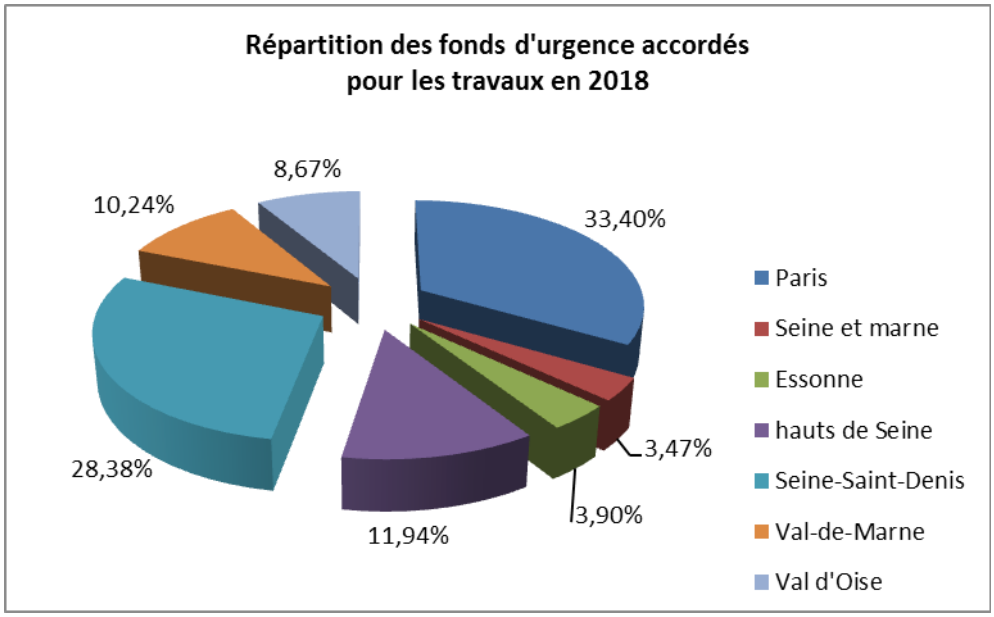
En 2018, un montant de 312 921,83 € a été consacré aux travaux. Il est en forte baisse par rapport

au montant de 681 889,83 € attribué en 2017 mais en légère augmentation par rapport au montant de 294 257,80 € en 2016.

Les départements de Paris et de la Seine-Saint-Denis concentrent plus de 60% des fonds attribués en 2018 alors qu'en 2017 c'étaient les départements de la Seine-Saint-Denis et des Yvelines qui représentaient plus de 50% des fonds accordés pour les travaux.

La thématique des travaux représente 14,99% de l'ensemble des fonds d'urgence attribués en 2018 alors qu'elle représentait 24,74% en 2017 et 9,84% en 2016.

Département	Montant	Répartition "travaux"	Nbre de FU accordés	Nbre de bénéficiaires	"Travaux" / Total FU
Paris	104 511,90 €	33,40%	9	9	5,01%
Seine-et-Marne	10 850,40 €	3,47%	1	1	0,52%
Essonne	12 199,64 €	3,90%	4	4	0,58%
Hauts-de-Seine	37 361,84 €	11,94%	4	3	1,79%
Seine-Saint-Denis	88 821,30 €	28,38%	9	8	4,25%
Val-de-Marne	32 044,75 €	10,24%	6	6	1,54%
Val d'Oise	27 132,00 €	8,67%	3	1	1,30%
Total	**312 921,83 €**	**100%**	**36**	**32**	**14,99%**

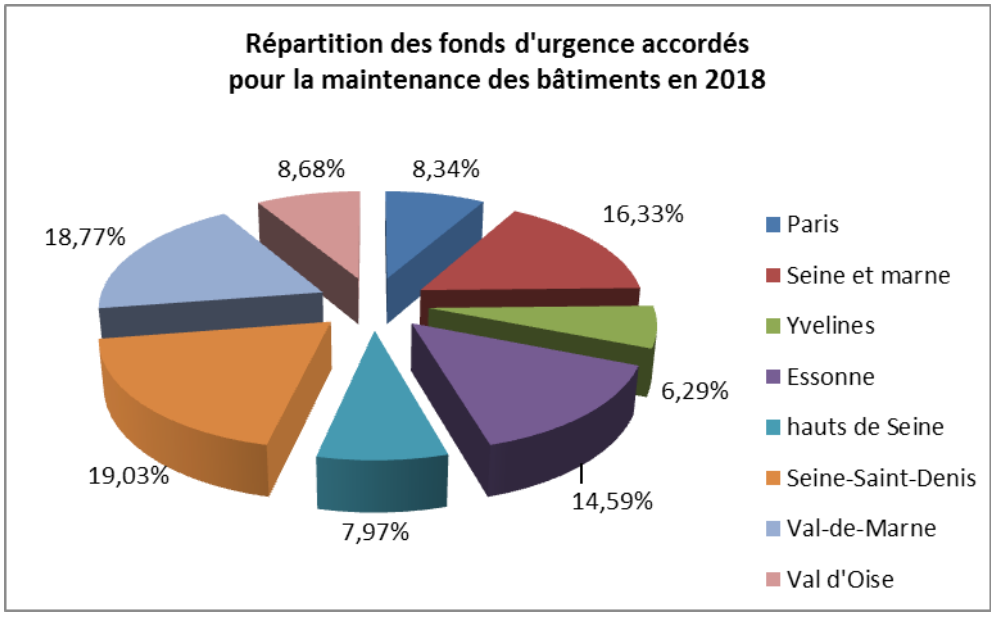


La maintenance des bâtiments

En 2018, 109 fonds d'urgence ont été accordés au titre d'une nouvelle thématique sur la maintenance des bâtiments. Ils ont bénéficié à 88 établissements dans toute l'Île-de-France.
Un montant total de 991 728,05 € a été attribué. Il représente 47,51% de l'ensemble des fonds d'urgence.

La maintenance porte sur le remplacement ou la réparation de matériel, d'huisseries, de pièces ou d'équipement défectueux ou qui peuvent être dangereux, de petits travaux urgents après un sinistre ou une dégradation.

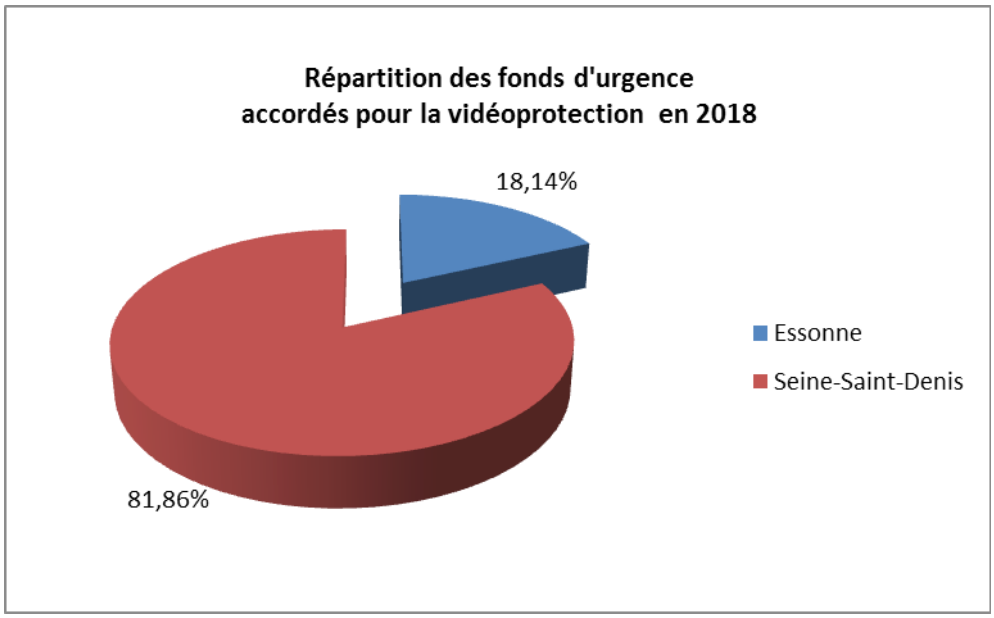
Département	Montant	Répartition "maintenance des bâtiments"	Nbre de FU accordés	Nbre de bénéficiaires	"Maintenance des bâtiments" / Total FU
Paris	82 680,06 €	8,34%	4	4	3,96%
Seine-et-Marne	161 955,47 €	16,33%	21	16	7,76%
Yvelines	62 381,00 €	6,29%	5	4	2,99%
Essonne	144 716,43 €	14,59%	22	17	6,93%
Hauts-de-Seine	79 076,60 €	7,97%	4	4	3,79%
Seine-Saint-Denis	188 727,91 €	19,03%	25	19	9,04%
Val-de-Marne	186 098,48 €	18,77%	18	15	8,91%
Val d'Oise	86 092,10 €	8,68%	10	9	4,12%
Total	**991 728,05 €**	**100%**	**109**	**88**	**47,51%**



La vidéoprotection

En 2018, les demandes relatives à la vidéoprotection sont identifiées dans une thématique.
5 fonds d'urgence ont été accordés représentant 1,39 % de l'ensemble des accords pour un montant de 29 019,27 €.
Il s'agit du remplacement de caméras hors service ou qui ont été volées.

Département	Montant	Répartition "vidéoprotection"	Nbre de FU accordés	Nbre de bénéficiaires	"Vidéoprotection" / Total FU
Essonne	5 264,69 €	18,14%	1	1	0,25%
Seine-Saint-Denis	23 754,58 €	81,86%	4	3	1,14%
Total	**29 019,27 €**	**100%**	**5**	**4**	**1,39%**



L'accessibilité handicap

En 2018, un fond d'urgence au titre de l'accessibilité handicap a été accordé pour un établissement parisien, soit un montant de 4 272 € pour financer la fourniture et la pose de deux mains courantes pour l'accueil d'une élève en situation de handicap.

Conclusion

Dans cette exigence d'avoir un délai très bref pour répondre aux situations ponctuelles imprévues mettant en jeu la sécurité des personnes et la pérennité du bon fonctionnement de l'établissement, la procédure d'attribution demande une très grande réactivité, mais aussi une grande rigueur dans les décisions d'attribution.
Les crédits ne sont attribués qu'après une analyse de leur opportunité et examen de la situation financière.
Au cas où celle-ci permet à l'établissement demandeur de financer, il lui est proposé de contribuer en tout ou partie au financement de(s) opération(s) à engager.

Ainsi en 2018, sur 293 demandes (379 en 2017), 236 ont reçu une réponse positive et 57 ont été écartées au titre du fonds d'urgence (ces refus représentant 713 551,38 € en 2018 contre 971 101,75 € en2017).

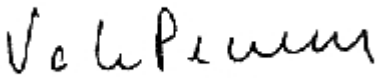
Ces refus au titre du fonds d'urgence, ont fait l'objet, soit de prise en charge par les établissements

sur leurs fonds de réserve, soit de prise en charge ultérieurement dans les programmes travaux régionaux.

L'ensemble des aides accordées au cours de l'année 2018 vous est présenté en annexe 1 de ce rapport d'information.
Les annexes 2 et 3 retracent les demandes réparties par thème et par type d'établissement. L'annexe 4 se rapporte à la synthèse des fonds d'urgence par département en fonction des thématiques.

Je vous prie de bien vouloir prendre connaissance de cette communication.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES AU RAPPORT

Liste des fonds d'urgence attribués aux établissements répartis par unité territoriale

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8374	CMR	0930116W	EST	93	CRÉTEIL	33 548,00 €	AUBERVILLIERS	HENRI WALLON	Maintenance bâtiment	Remplacement du transformateur à remplissage intégral
8355	CMR	0930116W	EST	93	CRÉTEIL	12 186,00 €	AUBERVILLIERS	HENRI WALLON	Sécurité	Travaux urgents de sécurisation dans le bâtiment gymnase, de multiples portes de sortie de secours sont fortement dégradées et ne permettent plus de sécuriser le bâtiment
8481	EPLE	0931024H	EST	93	CRÉTEIL	8 232,00 €	AUBERVILLIERS	JEAN-PIERRE TIMBAUD	Maintenance bâtiment	Remplacement de la tourelle d'extraction avant la rentrée scolaire de septembre
8358	EPLE	0931024H	EST	93	CRÉTEIL	30 894,00 €	AUBERVILLIERS	JEAN-PIERRE TIMBAUD	Sécurité	Remplacement d'une porte coupe-feu vandalisée, de fenêtres de classe dangereuses et menaçant de tomber et mise en conformité des éléments d'incendie suite à la commission de sécurité
8546	EPLE	0932119Y	EST	93	CRÉTEIL	1 848,00 €	BAGNOLET	EUGÈNE HÉNAFF	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, réparation de doubles vitrages du CDI et au 2ème étage
8357	EPLE	0932123C	EST	93	CRÉTEIL	6 333,60 €	BOBIGNY	ANDRÉ SABATIER	Restauration scolaire	Remplacement d'une cellule de refroidissement et installation d'un adoucisseur pour four
8350	EPLE	0931613Y	EST	93	CRÉTEIL	7 899,60 €	BOBIGNY	LOUISE MICHEL	Maintenance bâtiment	Mise en sécurité par l'abattage d'arbres dangereux et l'élagage sur l'ensemble du site
33504	EPLE	0930129K	EST	93	CRÉTEIL	6 470,98 €	BONDY	MADELEINE VIONNET	Vidéoprotection	Suite à une manifestation, réparations sur des vitrages et sur la porte d'accès, remplacement de 2 caméras
8422	EPLE	0771436T	EST	77	CRÉTEIL	5 439,82 €	BRIE-COMTE-ROBERT	BOUGAINVILLE	Maintenance bâtiment	Remplacement du serveur GTB actuellement hors service
8351	EPLE	0771436T	EST	77	CRÉTEIL	7 209,33 €	BRIE-COMTE-ROBERT	BOUGAINVILLE	Sécurisation des accès	Suite à un incident avec un véhicule, remise en état du portail et de la borne de contrôle d'accès de l'entrée principale
8500	EPLE	0772292Y	EST	77	CRÉTEIL	3 326,72 €	BUSSY-SAINT-GEORGES	MARTIN LUTHER KING	Maintenance bâtiment	Mise aux normes de l'ascenseur par la fourniture et pose d'un kit GSM et d'un contact OTIS
33551	EPLE	0772332S	EST	77	CRÉTEIL	13 147,92 €	CESSON VERT-SAINT-DENIS	SONIA DELAUNAY	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de vitrages brisés
8398	EPLE	0770342D	EST	77	CRÉTEIL	4 953,66 €	CHAMIGNY	LÉOPOLD BELLAN	Maintenance bâtiment	Remplacement d'une porte d'issue de secours
8381	EPLE	0770920G	EST	77	CRÉTEIL	1 593,60 €	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LA FAYETTE	Maintenance bâtiment	Intervention sur le poste de relevage des eaux usées, le contrôleur de phase est hors service
8463	EPLE	0770920G	EST	77	CRÉTEIL	1 528,80 €	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LA FAYETTE	Maintenance bâtiment	Remplacement de la commande de l'exutoire présent sur la terrasse du bâtiment externat
8376	EPLE	0770920G	EST	77	CRÉTEIL	2 085,48 €	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LA FAYETTE	Sécurité	Remplacement du bouton "arrêt buzzer" défectueux sur le SSI
8487	EPLE	0770920G	EST	77	CRÉTEIL	16 873,56 €	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LA FAYETTE	Sécurité	Remplacement urgent de la carte SDI sur le SSI
8513	EPLE	0940132H	EST	94	CRÉTEIL	9 343,13 €	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	GABRIEL PÉRI	Maintenance bâtiment	Mise en place d'alarmes de confinement, d'une horloge déclenchant les carillons, remplacement d'éclairages dans un ancien bâtiment
8401	EPLE	0941951K	EST	94	CRÉTEIL	19 775,99 €	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	MARX DORMOY	Maintenance bâtiment	Mise en sécurité de la toiture du hall d'entrée par étaiement de 2 poutres dégradées au niveau des appuis sur poteau béton
33892	EPLE	0941951K	EST	94	CRÉTEIL	6 858,00 €	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	MARX DORMOY	Travaux	Suite à une manifestation, remplacement de la porte d'entrée du hall et de 6 ensembles d'arrêts butées de porte
8323	EPLE	0941974K	EST	94	CRÉTEIL	2 090,00 €	CHARENTON-LE-PONT	ROBERT SCHUMAN	Travaux	Suite à des dégradations remplacement d'une vitre de couloir
8389	EPLE	0942269F	EST	94	CRÉTEIL	8 388,00 €	CHEVILLY-LARUE	PAULINE ROLAND	Maintenance bâtiment	Suite à une fuite sur verrières de la salle polyvalente, reprise de l'étanchéité
8431	EPLE	0942269F	EST	94	CRÉTEIL	9 875,04 €	CHEVILLY-LARUE	PAULINE ROLAND	Maintenance bâtiment	Automatisation de deux portes sectionnelles de l'entrepôt
8452	EPLE	0940141T	EST	94	CRÉTEIL	2 682,00 €	CHOISY-LE-ROI	JACQUES BREL	Sécurité	Remise en état du désenfumage du bâtiment C
8559	EPLE	0932026X	EST	93	CRÉTEIL	9 312,00 €	CLICHY-SOUS-BOIS	ALFRED NOBEL	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, réparation de grands éléments verriers sousmis à l'agression d'éléments projetés
8368	EPLE	0772127U	EST	77	CRÉTEIL	12 936,00 €	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	Maintenance bâtiment	Pose de protection sur le limon de l'escalier du hall suite à un accident
8437	EPLE	0772127U	EST	77	CRÉTEIL	5 559,08 €	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	Maintenance bâtiment	Remise en fonction du portillon piste cyclable, de la porte d'entrée du lycée et du grand portail issue de secours
33555	EPLE	0772127U	EST	77	CRÉTEIL	4 570,12 €	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, réparation des portails, remplacement de vitrages et d'une platine de rue
8496	EPLE	0772127U	EST	77	CRÉTEIL	10 384,92 €	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	Sécurité	Remplacement urgent de la centrale SSI comprenant un coordonnateur SSI et un bureau de contrôle
8428	EPLE	0771997C	EST	77	CRÉTEIL	8 784,00 €	COMBS-LA-VILLE	JACQUES PRÉVERT	Maintenance bâtiment	Remise en état du système de portes coupe-feu
8331	EPLE	0770924L	EST	77	CRÉTEIL	30 336,00 €	COULOMMIERS	JULES FERRY	Maintenance bâtiment	Suite à l'avis défavorabble de la dernière commission de sécurité, remise en état de portes coupe-feu

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8443	EPLE	0940114N	EST	94	CRÉTEIL	9 828,00 €	CRÉTEIL	ANTOINE DE SAINT EXUPÉRY	Maintenance bâtiment	Fourniture et pose de dalles sur plots non comprises dans la rénovation des toitures
8520	EPLE	0940114N	EST	94	CRÉTEIL	15 893,28 €	CRÉTEIL	ANTOINE DE SAINT EXUPÉRY	Maintenance bâtiment	Suite à un défaut d'éclairage dans les salles, changement des éclairages.
8551	EPLE	0940114N	EST	94	CRÉTEIL	4 218,62 €	CRÉTEIL	ANTOINE DE SAINT EXUPÉRY	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement d'un double vitrage cassé
8400	EPLE	0940114N	EST	94	CRÉTEIL	5 940,00 €	CRÉTEIL	ANTOINE DE SAINT EXUPÉRY	Restauration scolaire	Remplacement du moteur d'ascenceur situé dans la zone de restauration et actuellement en arrêt
8493	EPLE	0940114N	EST	94	CRÉTEIL	4 265,03 €	CRÉTEIL	ANTOINE DE SAINT EXUPÉRY	Sécurité	Remplacement d'une porte-fenêtre tombée
8361	EPLE	0941018W	EST	94	CRÉTEIL	9 039,24 €	CRÉTEIL	ÉDOUARD BRANLY	Restauration scolaire	Remplacement du groupe de condensation défectueux sur la chambre froide
33546	EPLE	0941930M	EST	94	CRÉTEIL	1 735,61 €	CRÉTEIL	GUTENBERG	Maintenance bâtiment	Remplacement de 2 vitrages brisés de la cafétéria suite à une manifestation
8561	EPLE	0941930M	EST	94	CRÉTEIL	868,80 €	CRÉTEIL	GUTENBERG	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remise en état de la barre palpeuse du portail de l'entrée principale parvis
8453	EPLE	0941930M	EST	94	CRÉTEIL	1 380,00 €	CRÉTEIL	GUTENBERG	Sécurité	Remise en état du désenfumage et compartimentage en vue de la commission de sécurité
8507	EPLE	0941930M	EST	94	CRÉTEIL	2 010,00 €	CRÉTEIL	GUTENBERG	Sécurité	Remise en état du système de sécurité incendie par la réparation d'un câble qui part de la centrale vers les trappes de désenfumage du réfectoire
8485	EPLE	0941413A	EST	94	CRÉTEIL	4 053,89 €	CRÉTEIL	LÉON BLUM	Maintenance bâtiment	Suite à des dégradations subies pendant les travaux "handicap", remplacement de 10 vitrages bâtiment A, B et ancien hall
33568	EPLE	0771027Y	EST	77	CRÉTEIL	14 906,34 €	DAMMARIE-LES-LYS	FRÉDÉRIC JOLIOT-CURIE	Sécurisation anti-intrusion	Suite à une manifestation, travaux sur le portail, vidéoprotection, vitrage, accès PMR et volets de la loge
8460	EPLE	0930119Z	EST	93	CRÉTEIL	8 814,96 €	DRANCY	EUGÈNE DELACROIX	Maintenance bâtiment	Réfection partielle du plancher du 1er étage des salles de classe en construction modulaire
8510	EPLE	0932126F	EST	93	CRÉTEIL	3 153,60 €	DUGNY	FRANÇOIS RABELAIS	Sécurisation des accès	Suite à un sinistre avec un camion, réfection du poteau porteur sur le portail
8332	EPLE	0932126F	EST	93	CRÉTEIL	13 555,20 €	DUGNY	FRANÇOIS RABELAIS	Travaux	Remise en état du portail de sortie lycée suite à un accident causé par un camion
8448	EPLE	0770927P	EST	77	CRÉTEIL	10 802,40 €	FONTAINEBLEAU	FRANÇOIS 1ER	Maintenance bâtiment	Reprise de parement sur le bâtiment A qui se dégrade et tombe sur les élèves et le personnel
8511	EPLE	0941972H	EST	94	CRÉTEIL	9 522,00 €	IVRY-SUR-SEINE	FERNAND LÉGER	Sécurité	Changement de 41 BAES
8518	EPLE	0940115P	EST	94	CRÉTEIL	6 532,80 €	IVRY-SUR-SEINE	ROMAIN ROLLAND	Maintenance bâtiment	Mise en place de nouvelles bâches pour le gymnase dans l'attente de travaux d'étanchéité
33559	EPLE	0931738J	EST	93	CRÉTEIL	423,60 €	LA COURNEUVE	ARTHUR RIMBAUD	Sécurité	Suite à une manifestation, remplacement d'extincteurs dégradés
33489	EPLE	0771512A	EST	77	CRÉTEIL	3 058,32 €	LAGNY-SUR-MARNE	VAN DONGEN	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de vitrages brisés
8474	EPLE	0931205E	EST	93	CRÉTEIL	3 188,40 €	LE BLANC-MESNIL	JEAN MOULIN	Maintenance bâtiment	Remplacement de chevrons de la passerelle abîmée
8432	EPLE	0931205E	EST	93	CRÉTEIL	2 394,00 €	LE BLANC-MESNIL	JEAN MOULIN	Restauration scolaire	Remplacement en urgence de la cellule de refroidissement
8356	EPLE	0932034F	EST	93	CRÉTEIL	3 410,66 €	LE BLANC-MESNIL	WOLFGANG AMADEUS MOZART	Restauration scolaire	Remplacement du groupe sur la chambre froide négative
8333	EPLE	0932034F	EST	93	CRÉTEIL	5 940,00 €	LE BLANC-MESNIL	WOLFGANG AMADEUS MOZART	Travaux	Remplacement de la porte du foyer vandalisée par des lycéens
8461	EPLE	0932034F	EST	93	CRÉTEIL	4 840,56 €	LE BLANC-MESNIL	WOLFGANG AMADEUS MOZART	Vidéoprotection	Remplacement de 3 caméras reliées à la loge
8548	EPLE	0932034F	EST	93	CRÉTEIL	775,44 €	LE BLANC-MESNIL	WOLFGANG AMADEUS MOZART	Vidéoprotection	Remplacement de l'enregistreur localisé dans la loge
8532	EPLE	0941474S	EST	94	CRÉTEIL	2 292,00 €	LE KREMLIN-BICÊTRE	DARIUS MILHAUD	Maintenance bâtiment	Remplacement de la carte écran de signalisation du SSI
8456	EPLE	0930830X	EST	93	CRÉTEIL	1 494,00 €	LE RAINCY	ALBERT SCHWEITZER	Maintenance bâtiment	Remplacement de la trappe de désenfumage au 4ème étage
33502	EPLE	0930830X	EST	93	CRÉTEIL	5 100,00 €	LE RAINCY	ALBERT SCHWEITZER	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, mesures conservatoires suite à des bris de glace : cafétéria, restauration, bureau, secrétariat de direction et escalier d'honneur
8465	EPLE	0932073Y	EST	93	CRÉTEIL	1 597,20 €	LES LILAS	PAUL ROBERT	Maintenance bâtiment	Mesure conservatoire pour le dégorgement du réseau de l'évier en cuisine
8560	EPLE	0932073Y	EST	93	CRÉTEIL	22 001,85 €	LES LILAS	PAUL ROBERT	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement d'extincteurs, intervention sur interphonie et contrôle d'accès, remplacement d'un double vitrage brisé et remplacement moteur portail
8441	EPLE	0932073Y	EST	93	CRÉTEIL	3 566,62 €	LES LILAS	PAUL ROBERT	Sécurité	Intervention urgente pour la réparation d'une centrale SSI
33571	EPLE	0930136T	EST	93	CRÉTEIL	1 941,34 €	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	CLAUDE-NICOLAS LEDOUX	Travaux	Remplacement d'extincteurs utilisés sur des départs de feux suite à une manifestation
33573	EPLE	0930136T	EST	93	CRÉTEIL	10 818,10 €	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	CLAUDE-NICOLAS LEDOUX	Travaux	Remplacement de vitrages et ferme porte

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
33501	EPLE	0930136T	EST	93	CRÉTEIL	11 667,60 €	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	CLAUDE-NICOLAS LEDOUX	Vidéoprotection	Mise en sécurité du lycée par le remplacement d'une caméra hors service et l'ajout d'une alarme anti-intrusion
8360	EPLE	0940742W	EST	94	CRÉTEIL	1 343,64 €	LIMEIL-BREVANNES	GUILLAUME BUDÉ	Travaux	Travaux de métallerie, réparation de deux stores extérieurs pour le bureau du proviseur et le secrétariat pédagogique
8339	EPLE	0932120Z	EST	93	CRÉTEIL	31 498,00 €	LIVRY-GARGAN	HENRI SELLIER	Sécurisation anti-intrusion	Suite à de multiples intrusions, sécurisation de la clôture
33556	EPLE	0932120Z	EST	93	CRÉTEIL	23 713,75 €	LIVRY-GARGAN	HENRI SELLIER	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de vitrages brisés et réparations sur les portillons élèves et professeurs
8342	EPLE	0940116R	EST	94	CRÉTEIL	24 996,00 €	MAISONS-ALFORT	EUGÈNE DELACROIX	Maintenance bâtiment	Suite au rapport des services vétérinaires, remise en conformité des portes cuisine et réfection d'un mur cloqué, remise en peinture d'une porte bâti
8545	EPLE	0770930T	EST	77	CRÉTEIL	6 600,00 €	MEAUX	HENRI MOISSAN	Maintenance bâtiment	Remplacement du baie de désenfumage hors service
8348	EPLE	0772229E	EST	77	CRÉTEIL	7 187,52 €	MEAUX	JEAN VILAR	Sécurisation des accès	Remplacement d'une porte de secours hors service
8366	EPLE	0770933W	EST	77	CRÉTEIL	1 148,04 €	MELUN	JACQUES AMYOT	Sécurisation des accès	Réparation du portail d'accès professeurs tombé, risque d'intrusion
33553	EPLE	0770934X	EST	77	CRÉTEIL	15 968,00 €	MELUN	LÉONARD DE VINCI	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remplacement du lecteur de carte, de 3 grilles et poteaux de clôture, du tourniquet de l'entrée et remise en service du contrôle d'accès
8447	EPLE	0770938B	EST	77	CRÉTEIL	11 381,20 €	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ MALRAUX	Sécurisation des accès	Suite à une panne des contrôles d'accès de l'entrée élèves et des 2 portails avec risque d'intrusion, remplacement d'un logiciel, d'unités de contrôle et de lecteurs muraux
8451	EPLE	0770938B	EST	77	CRÉTEIL	1 711,80 €	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ MALRAUX	Sécurisation des accès	Remplacement du moteur d'un portail hors service, risque d'intrusion
8439	EPLE	0770938B	EST	77	CRÉTEIL	2 400,84 €	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ MALRAUX	Sécurisation des accès	Remise en état des portails A et C qui ne ferment plus, risque d'intrusion
8320	EPLE	0770938B	EST	77	CRÉTEIL	10 850,40 €	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ MALRAUX	Travaux	Remplacement des extincteurs réformés
8455	EPLE	0772312V	EST	77	CRÉTEIL	5 092,44 €	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA TRISTAN	Sécurité	Remplacement d'une fenêtre dangereuse dans la chambre du logement de la loge, risque de chute
33503	EPLE	0932116V	EST	93	CRÉTEIL	4 268,26 €	MONTREUIL	EUGÉNIE COTON	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, mesures conservatoires sur le portail des logements de fonction et le portail des professeurs
8492	EPLE	0932116V	EST	93	CRÉTEIL	13 159,49 €	MONTREUIL	EUGÉNIE COTON	Sécurité	Remplacement d'éléments divers sur la chambre froide positive
8549	EPLE	0931779D	EST	93	CRÉTEIL	14 827,20 €	MONTREUIL	HORTICULTURE ET DU PAYSAGE (DE L')	Maintenance bâtiment	Travaux d'abattage d'arbres suite à une chute sur la voie publique
8395	EPLE	0770940D	EST	77	CRÉTEIL	9 504,63 €	NEMOURS	ÉTIENNE BEZOUT	Maintenance bâtiment	Révision de 20 fenêtres du CDI et de 8 fenêtres de classes qui ne ferment plus et qui sont dangereuses
8539	EPLE	0770940D	EST	77	CRÉTEIL	1 458,00 €	NEMOURS	ÉTIENNE BEZOUT	Maintenance bâtiment	Remplacement de la porte du hall d'entrée, menace de tomber et sert d'issue
33558	EPLE	0770940D	EST	77	CRÉTEIL	720,72 €	NEMOURS	ÉTIENNE BEZOUT	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement d'un double vitrage brisé
8427	EPLE	0770940D	EST	77	CRÉTEIL	1 029,00 €	NEMOURS	ÉTIENNE BEZOUT	Sécurisation anti-intrusion	Remplacement de l'alarme anti-intrusion défectueuse, risque d'intrusion
8508	EPLE	0770940D	EST	77	CRÉTEIL	3 829,20 €	NEMOURS	ÉTIENNE BEZOUT	Sécurisation des accès	Réparation du portail livraison et logements de fonction qui ne ferme plus, risque d'intrusion
8467	EPLE	0932291K	EST	93	CRÉTEIL	6 374,40 €	NEUILLY-SUR-MARNE	NICOLAS JOSEPH CUGNOT	Maintenance bâtiment	Mesures conservatoires pour le curage des EP suite aux inondations dans les ateliers
8341	EPLE	0940118T	EST	94	CRÉTEIL	33 960,00 €	NOGENT-SUR-MARNE	LOUIS ARMAND	Maintenance bâtiment	Travaux de ponçage et vitrification du parquet du gymnase suite à un sinistre
8314	EPLE	0940118T	EST	94	CRÉTEIL	10 118,40 €	NOGENT-SUR-MARNE	LOUIS ARMAND	Travaux	Travaux de découpe d'un arbre tombé devant le bâtiment C
33545	EPLE	0771941S	EST	77	CRÉTEIL	933,60 €	NOISIEL	RENÉ CASSIN	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de l'interphonie arrachée
8445	EPLE	0932047V	EST	93	CRÉTEIL	1 634,48 €	NOISY-LE-GRAND	ÉVARISTE GALOIS	Maintenance bâtiment	Remplacement de l'adoucisseur CTA dans la zone cuisson
8435	EPLE	0932047V	EST	93	CRÉTEIL	2 493,60 €	NOISY-LE-GRAND	ÉVARISTE GALOIS	Sécurité	Mise en place de filets de protection sur la zone côté cour suite à une chute de faux plafonds dans la zone accueil et entrée des élèves
8477	EPLE	0932047V	EST	93	CRÉTEIL	1 923,60 €	NOISY-LE-GRAND	ÉVARISTE GALOIS	Sécurité	Suite à la chute de faux plafonds, mise en place de filets de protection sur la zone côté cour en complément de la zone accueil et entrée des élèves
8423	EPLE	0932638M	EST	93	CRÉTEIL	4 740,00 €	NOISY-LE-GRAND	INTERNATIONAL	Maintenance bâtiment	Remplacement du réseau EFS en PVC suite à une fuite
8379	EPLE	0930133P	EST	93	CRÉTEIL	4 264,80 €	NOISY-LE-SEC	THÉODORE MONOD	Travaux	Abattage urgent de 2 arbres dangereux
8515	EPLE	0930124E	EST	93	CRÉTEIL	1 481,80 €	PANTIN	MARCELIN BERTHELOT	Maintenance bâtiment	Remplacement de vitrages cassés dans la vie scolaire

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8516	EPLE	0930135S	EST	93	CRÉTEIL	3 340,08 €	PANTIN	SIMONE WEIL	Maintenance bâtiment	Remplacement du détecteur de mouvements de l'ascenseur élèves / personnel et remplacement des spots éclairage du monte-charge de la cuisine
8547	EPLE	0930135S	EST	93	CRÉTEIL	8 308,45 €	PANTIN	SIMONE WEIL	Maintenance bâtiment	Mise en conformité des éléments de sécurité : alarme incendie, BAES, ventouse, bandeau,etc.
33567	EPLE	0931739K	EST	93	CRÉTEIL	1 106,40 €	ROSNY-SOUS-BOIS	JEAN MOULIN	Travaux	Suite à une manifestation, remplacement d'un vitrage brisé
8409	EPLE	0772295B	EST	77	CRÉTEIL	6 508,80 €	ROZAY-EN-BRIE	LA TOUR DES DAMES	Sécurisation anti-intrusion	Reprise de l'alarme anti-intrusion défectueuse, une zone du lycée n'est plus couverte par le système anti-intrusion
8369	EPLE	0772295B	EST	77	CRÉTEIL	5 942,20 €	ROZAY-EN-BRIE	LA TOUR DES DAMES	Maintenance bâtiment	Réparation de deux menuiseries aluminium du logement de l'agent de l'accueil, fermeture des fenêtres imposible
8411	EPLE	0930138V	EST	93	CRÉTEIL	4 116,00 €	SAINT-DENIS	FRÉDÉRIC BARTHOLDI	Maintenance bâtiment	Remplacement de 2 colonnes d'évacuation en fonte cassées, risque de chute et de salubrité
8334	EPLE	0930125F	EST	93	CRÉTEIL	14 776,80 €	SAINT-DENIS	PAUL ÉLUARD	Travaux	Abattage d'arbres dangereux suite à des chutes d'arbres sur le plateau sportif
8558	EPLE	0932667U	EST	93	CRÉTEIL	2 747,16 €	SAINT-DENIS	PLAINE COMMUNE	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remplacement d'éléments sur le portail dangereux et menaçant de tomber de la cuisine
33507	EPLE	0940585A	EST	94	CRÉTEIL	5 190,44 €	SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS	FRANÇOIS MANSART	Sécurité	Travaux divers sur l'alarme incendie
8340	EPLE	0940120V	EST	94	CRÉTEIL	11 184,00 €	SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS	MARCELIN BERTHELOT	Maintenance bâtiment	Réfection du bâteau et de la butée du portail de sortie des véhicules côté rue Politzer
8397	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	2 873,04 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Maintenance bâtiment	Remplacement de 10 extincteurs ayant leurs cuves corrodées et mis hors service
8424	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	7 524,44 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Maintenance bâtiment	Remplacement de vitrages dangereux dans la salle des professeurs et dans les salles de classe
8468	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	1 716,00 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Maintenance bâtiment	Mesures conservatoires sur la reprise descente EP/EU fonte en cuisine
8514	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	774,00 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Maintenance bâtiment	Réparation d'un rideau métallique au CDI
8390	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	1 627,92 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Sécurisation des accès	Remplacement du moteur portail coulissant du parking professeur
8433	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	20 743,40 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Sécurisation des accès	Remplacement du portail coulissant du parking professeur hors service
8505	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	780,00 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Sécurisation des accès	Remise en fonction du portail manuel pompiers de l'entrée principale
33508	EPLE	0932074Z	EST	93	CRÉTEIL	13 444,80 €	SAINT-OUEN	MARCEL CACHIN	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remise en état du portail coulissant
33572	EPLE	0932074Z	EST	93	CRÉTEIL	6 491,86 €	SAINT-OUEN	MARCEL CACHIN	Travaux	Suite à une manifestation, remplacement d'éléments sur le SSI
33554	EPLE	0772244W	EST	77	CRÉTEIL	18 111,88 €	SAVIGNY-LE-TEMPLE	ANTONIN CARÊME	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de vitrages brisés
33552	EPLE	0772188K	EST	77	CRÉTEIL	12 648,00 €	SAVIGNY-LE-TEMPLE	PIERRE MENDÈS-FRANCE	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de tous les bris de glace et de deux châssis de porte
8469	EPLE	0932048W	EST	94	CRÉTEIL	7 236,00 €	SEVRAN	BLAISE CENDRARS	Maintenance bâtiment	Mesures conservatoires urgentes sur l'arrivée principale d'eau du lycée
8497	EPLE	0942130E	EST	94	CRÉTEIL	2 574,46 €	SUCY-EN-BRIE	PARC MONTALEAU	Maintenance bâtiment	Mise en conformité des portails d'accès parc, livraison, côté parc pour assurer la sécurité du lycée.
8375	EPLE	0940123Y	EST	94	CRÉTEIL	15 852,00 €	THIAIS	GUILLAUME APOLLINAIRE	Restauration scolaire	Mise en conformité de la cuisine suite au passage de l'inspection sanitaire
8315	EPLE	0930127H	EST	93	CRÉTEIL	29 926,80 €	VILLEMOMBLE	GEORGES CLÉMENCEAU	Travaux	Remise en état clôture suite à un accident de véhicule en voirie
8553	CMR	0940743X	EST	94	CRÉTEIL	72 914,35 €	VILLENEUVE-LE-ROI	GEORGES BRASSENS	Sécurité	Suite à un incendie, désinfection du matériel du 1er étage suite à la propagation des suies, remise en état du SSI, réparation des portes cassées par les pompiers, remplacement des filtres des hottes et armoires ventilées, renouvellement des deux charriots et de leurs accessoires brûlés lors de l'incendie et vérification des installations électriques de la partie lycée
8322	CMR	0940743X	EST	94	CRÉTEIL	6 549,11 €	VILLENEUVE-LE-ROI	GEORGES BRASSENS	Travaux	Remise en état des menuiseries dégradées du bâtiment demi-pension après intrusion
8527	EPLE	0941952L	EST	94	CRÉTEIL	10 955,58 €	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANÇOIS ARAGO	Maintenance bâtiment	Pour la sécurité du site, remise en état de l'éclairage extérieur, remplacement de 10 bornes et de 7 têtes de lampadaire
8359	EPLE	0941952L	EST	94	CRÉTEIL	1 552,80 €	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANÇOIS ARAGO	Sécurité	Paramétrage des sorties diffuseurs sonores de la centrale SSI
8402	CMR	0940124Z	EST	94	CRÉTEIL	4 200,00 €	VINCENNES	HECTOR BERLIOZ	Sécurité	Remplacement de 2 convertisseurs et d'une alimentation sur SSI
8338	CMR	0940124Z	EST	94	CRÉTEIL	5 085,60 €	VINCENNES	HECTOR BERLIOZ	Travaux	Restauration du mur de la restauration à côté du matériel de cuisson, polystyrène apparent et risque d'incendie

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8552	EPLE	0940145X	EST	94	CRÉTEIL	3 256,08 €	VITRY-SUR-SEINE	CAMILLE CLAUDEL	Maintenance bâtiment	Remplacement de joints sur la porte coupe-feu des bâtiments A et B en vue de la prochaine CCS
8499	EPLE	0940129E	EST	94	CRÉTEIL	7 858,38 €	VITRY-SUR-SEINE	JEAN MACÉ	Sécurité	Remplacement de l'AES, ajouts de 4 capots, remplacement d'une contreplaque, d'une ventouse bâtiment B, d'un bandeau de porte coupe feu DCI et porte proche
8321	EPLE	0911961M	EST	91	VERSAILLES	2 730,79 €	ARPAJON	EDMOND MICHELET	Travaux	Remplacement d'une fenêtre suite à une chute dans le couloir du bâtiment A
8382	EPLE	0911632E	EST	91	VERSAILLES	1 438,56 €	ARPAJON	RENÉ CASSIN	Maintenance bâtiment	Remplacement de 4 batteries défectueuses du SSI
8346	EPLE	0910975R	EST	91	VERSAILLES	4 657,20 €	BRÉTIGNY-SUR-ORGE	JEAN-PIERRE TIMBAUD	Sécurisation des accès	Réparation urgente du portail de livraison de la cuisine suite à un choc avec un véhicule
8406	EPLE	0910975R	EST	91	VERSAILLES	3 210,00 €	BRÉTIGNY-SUR-ORGE	JEAN-PIERRE TIMBAUD	Sécurité	Remplacement d'un garde-corps d'un escalier du bâtiment C
33549	EPLE	0911021R	EST	91	VERSAILLES	2 471,86 €	BRUNOY	TALMA	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remplacement de 8 demi-cylindres sous organigramme de la porte d'accès extérieur
8330	EPLE	0911021R	EST	91	VERSAILLES	3 955,20 €	BRUNOY	TALMA	Travaux	Remise en état d'un escalier extérieur actuellement condamné car dangereux
8327	EPLE	0910630R	EST	91	VERSAILLES	3 771,60 €	CERNY	ALEXANDRE DENIS	Sécurisation des accès	Remplacement de la porte de l'atelier aéronautique très vétuste et dégradée, risque d'intrusion
8403	EPLE	0910620E	EST	91	VERSAILLES	6 144,00 €	CORBEIL-ESSONNES	ROBERT DOISNEAU	Maintenance bâtiment	Levée des réserves sur l'électricité
8343	EPLE	0910620E	EST	91	VERSAILLES	4 266,00 €	CORBEIL-ESSONNES	ROBERT DOISNEAU	Sécurisation des accès	Remise en état du tourniquet de l'entrée principale des élèves
8404	EPLE	0910620E	EST	91	VERSAILLES	928,13 €	CORBEIL-ESSONNES	ROBERT DOISNEAU	Sécurité	Levée de réserve du SSI, remplacement du tableau de report à la loge raccordé à la centrale incendie
8517	EPLE	0910755B	EST	91	VERSAILLES	2 880,74 €	DRAVEIL	NADAR	Maintenance bâtiment	Remplacement du module de porte RDC de l'enseignement professionnel en défaut sur le SSI
8353	EPLE	0910755B	EST	91	VERSAILLES	13 529,00 €	DRAVEIL	NADAR	Sécurité	Levée des réserves après la vérification du SSI et formation obligatoire des personnels utilisateurs du système avant la commission de sécurité. Levée des réserves après la vérification du SSI
8362	EPLE	0911927A	EST	91	VERSAILLES	2 164,32 €	ÉPINAY-SOUS-SÉNART	MAURICE ELIOT	Maintenance bâtiment	Remplacement d'une carte mère de l'ascenseur actuellement hors service
8494	EPLE	0910622G	EST	91	VERSAILLES	2 372,40 €	ÉTAMPES	GEOFFROY SAINT-HILAIRE	Maintenance bâtiment	Remplacement d'un but de basket dangereux, risque de chute
8521	EPLE	0910622G	EST	91	VERSAILLES	11 184,00 €	ÉTAMPES	GEOFFROY SAINT-HILAIRE	Maintenance bâtiment	Purge de l'ensemble du bâtiment B, enlèvement des éléments instables, brossage et passivation des fers (risque de chute de béton)
8509	EPLE	0910622G	EST	91	VERSAILLES	7 777,25 €	ÉTAMPES	GEOFFROY SAINT-HILAIRE	Sécurité	Remise en état des portes coupe-feu défectueuses
8522	EPLE	0910622G	EST	91	VERSAILLES	20 318,04 €	ÉTAMPES	GEOFFROY SAINT-HILAIRE	Sécurité	Mise en place d'éléments du SSI en attendant le remplacement général
8367	EPLE	0911401D	EST	91	VERSAILLES	2 079,02 €	ÉTAMPES	NELSON MANDELA	Maintenance bâtiment	Remplacement de la carte de régulation du SSI défectueuse
8429	EPLE	0910629P	EST	91	VERSAILLES	11 592,96 €	ÉTIOLLES	CHÂTEAU DES COUDRAIES	Maintenance bâtiment	Remplacement de la porte d'entrée du bâtiment lycée côté loge
8471	EPLE	0911343R	EST	91	VERSAILLES	1 596,00 €	ÉVRY-COURCOURONNES	AUGUSTE PERRET	Maintenance bâtiment	Mise aux normes de l'ascenseur
8370	EPLE	0911343R	EST	91	VERSAILLES	7 425,88 €	ÉVRY-COURCOURONNES	AUGUSTE PERRET	Sécurisation des accès	Remplacement d'une porte extérieure dégradée afin d'éviter toute intrusion
8316	EPLE	0911343R	EST	91	VERSAILLES	1 461,25 €	ÉVRY-COURCOURONNES	AUGUSTE PERRET	Travaux	Remplacement du moteur du portail coulissant des accès livraison et logements
33539	EPLE	0911828T	EST	91	VERSAILLES	7 214,69 €	ÉVRY-COURCOURONNES	GEORGES BRASSENS	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de doubles vitrages brisés
8386	EPLE	0911251R	EST	91	VERSAILLES	3 456,00 €	ÉVRY-COURCOURONNES	PARC DES LOGES	Maintenance bâtiment	Remplacement d'un bloc de porte blindé dangereux et instable
8480	EPLE	0910631S	EST	91	VERSAILLES	5 251,20 €	JUVISY-SUR-ORGE	JEAN MONNET	Maintenance bâtiment	Réparation du portail motorisé de l'entrée principale
8419	EPLE	0911983L	EST	91	VERSAILLES	12 635,71 €	LIMOURS	JULES VERNE	Maintenance bâtiment	Remplacement d'équipements sur la chambre froide négative
8501	EPLE	0910727W	EST	91	VERSAILLES	14 892,00 €	MASSY	PARC DE VILGÉNIS	Maintenance bâtiment	Remplacement de la centrale hydraulique sur l'ascenseur
8352	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	1 479,00 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Maintenance bâtiment	Remplacement du caniveau de la porte d'entrée de livraison de la cuisine, risque de blessure grave
8396	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	23 184,00 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Maintenance bâtiment	Remise aux normes de l'ascenseur enseignement et cuisine suite au contrôle technique obligatoire
8464	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	8 883,20 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Maintenance bâtiment	Remplacement du four mixte électrique
8498	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	2 774,30 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Maintenance bâtiment	Remise en état du lave-vaisselle
8365	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	1 190,00 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Sécurité	Remise en état du système de désenfumage et compartimentage

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8399	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	4 260,00 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Sécurité	Travaux de sécurisation et de remise en état de 9 seuils de portes
8553	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	1 252,42 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Maintenance bâtiment	Remplacement de pièces défectueuses sur la chambre froide négative
8326	EPLE	0910625K	EST	91	VERSAILLES	1 548,00 €	MONTGERON	ROSA PARKS	Maintenance bâtiment	Ascenseur du bâtiment F : remplacement de la barrière de cellule toute hauteur
8354	EPLE	0910625K	EST	91	VERSAILLES	4 832,82 €	MONTGERON	ROSA PARKS	Sécurité	Remplacement de 27 extincteurs, 65 housses et 23 recharges sur l'ensemble du site pour lever les réserves en vue de la prochaine commission de sécurité
8538	EPLE	0911945V	EST	91	VERSAILLES	7 812,31 €	MORANGIS	MARGUERITE YOURCENAR	Maintenance bâtiment	Suite à une tentative d'intrusion, remplacement de la porte d'entrée dégradée
8405	EPLE	0911945V	EST	91	VERSAILLES	25 134,11 €	MORANGIS	MARGUERITE YOURCENAR	Sécurité	Remplacement total du châssis de la porte accès cour car les portes se désolidarisent, risque d'incident
8325	EPLE	0910429X	EST	91	VERSAILLES	4 138,80 €	OLLAINVILLE	CHÂTEAU DU LAC	Restauration scolaire	Remplacement de pièces défectueuses sur le four
33505	EPLE	0911938M	EST	91	VERSAILLES	5 264,69 €	PALAISEAU	CAMILLE CLAUDEL	Vidéoprotection	Remplacement de 4 caméras axées sur le parvis élèves et livraison/parking ayant été volées
8324	EPLE	0911493D	EST	91	VERSAILLES	4 052,40 €	QUINCY-SOUS-SÉNART	LES FRÈRES MOREAU	Travaux	Levée des réserves sur le SSI après le passage du bureau de contrôle
8371	EPLE	0911946W	EST	91	VERSAILLES	5 791,67 €	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	LÉONARD DE VINCI	Restauration scolaire	Reprise du carrelage suite à des infiltrations en cuisine
33550	EPLE	0911946W	EST	91	VERSAILLES	337,58 €	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	LÉONARD DE VINCI	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remplacement d'un jeu de cellule sur portillon
8436	EPLE	0910627M	EST	91	VERSAILLES	12 881,60 €	SAVIGNY-SUR-ORGE	JEAN-BAPTISTE COROT	Maintenance bâtiment	Réparation du système de pompage (refoulement) des EP douves et des canaux vers la rivière de l'Orge
			Total EST			**1 370 245,15 €**				
8364	CMR	0750704H	OUEST	75	PARIS	22 976,26 €	PARIS	CARNOT	Travaux	Remplacement des éléments verriers endommagés de la verrière Eiffel suite à l'effondrement
8377	EPLE	0750676C	OUEST	75	PARIS	12 796,80 €	PARIS	DORIAN	Travaux	Travaux de remplacement et renforcement de vitrages endommagés sur la rue de l'atelier du bâtiment E et casse sur la verrière de la cour Eiffel
8329	EPLE	0750808W	OUEST	75	PARIS	9 618,00 €	PARIS	ÉTIENNE DOLET	Maintenance bâtiment	Changement de la porte sectionnelle du parking hors service
8417	EPLE	0754684J	OUEST	75	PARIS	1 799,35 €	PARIS	GEORGES BRASSENS	Travaux	Remplacement de l'appel secours de l'ascenseur suite à une panne sévère
8466	EPLE	0754476H	OUEST	75	PARIS	3 644,68 €	PARIS	GUILLAUME TIREL	Travaux	Travaux de réparation des chambres froides hors service des restaurants pédagogiques et de la demi-pension
8523	EPLE	0753268V	OUEST	75	PARIS	8 590,75 €	PARIS	JEAN LURÇAT	Travaux	Remplacement d'une armoire froide positive et réparation de deux chambres froides
8412	EPLE	0750784V	OUEST	75	PARIS	7 492,33 €	PARIS	MÉTIERS DE L'AMEUBLEMENT	Travaux	Remise en état du système d'aspiration de l'atelier menuiserie
33601	EPLE	0750685M	OUEST	75	PARIS	32 100,00 €	PARIS	PIERRE GILLES DE GENNES	Maintenance bâtiment	Audit avec nettoyage et désinfection des sorbonnes de l'IGH suite à une alerte des services de secours (malaises d'élèves) et passage en CHSCT
8475	EPLE	0750685M	OUEST	75	PARIS	9 020,80 €	PARIS	PIERRE GILLES DE GENNES	Sécurité	Recherche de fuites sur les canalisations afin de permettre une remise en état optimale du groupe électrogène
8479	EPLE	0750685M	OUEST	75	PARIS	1 982,53 €	PARIS	PIERRE GILLES DE GENNES	Travaux	Réalisation de canalisation en apparent suite à l'abandon du réseau en dalle fuyard
8336	EPLE	0750664P	OUEST	75	PARIS	34 468,80 €	PARIS	RACINE	Travaux	Reprise des désordres de maçonnerie façade donnant sur la cour et réfection du auvent en béton.
33595	EPLE	0750653C	OUEST	75	PARIS	10 760,40 €	PARIS	SOPHIE GERMAIN	Travaux	Travaux sur ascenceur du lycée pour dysfonctionnement et levée de réserve du contrôle annuel
8387	EPLE	0750647W	OUEST	75	PARIS	21 849,60 €	PARIS	TURGOT	Restauration scolaire	Travaux d'hygiène et sécurité en restauration et réserve
8506	CMR	0750648X	OUEST	75	PARIS	4 272,00 €	PARIS	VICTOR HUGO	Accessibilité handicap	Fourniture et pose de deux mains courantes pour l'accueil d'une élève en situation de handicap.
8317	CMR	0750675B	OUEST	75	PARIS	11 897,04 €	PARIS	VOLTAIRE	Maintenance bâtiment	Réparation de la carte mère sur le SSI
33613	CMR	0750679F	OUEST	75	PARIS	29 065,02 €	PARIS	PAUL VALERY	Maintenance bâtiment	Remplacement et remise à niveau de l'ensemble des extincteurs
33935	EPLE	0951811C	OUEST	95	VERSAILLES	3 491,94 €	ARGENTEUIL	FERNAND ET NADIA LÉGER	Maintenance bâtiment	Installation d'un dispositif GSM pour un ascenceur
8557	EPLE	0951811C	OUEST	95	VERSAILLES	4 302,17 €	ARGENTEUIL	FERNAND ET NADIA LÉGER	Restauration scolaire	Réparation du monte-charge immobilisé de la cuisine qui se trouve à l'étage du bâtiment B
8372	EPLE	0950641F	OUEST	95	VERSAILLES	15 522,00 €	ARGENTEUIL	JEAN JAURÈS	Maintenance bâtiment	Travaux de dépannage de la centrale incendie de catégorie A hors service (lycée avec internat)
8318	EPLE	0950640E	OUEST	95	VERSAILLES	1 428,00 €	ARGENTEUIL	JULIE-VICTOIRE DAUBIÉ	Maintenance bâtiment	Remplacement de la porte de la chambre froide positive

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8524	EPLE	0950640E	OUEST	95	VERSAILLES	4 042,80 €	ARGENTEUIL	JULIE-VICTOIRE DAUBIÉ	Maintenance bâtiment	Remplacement des moteurs du portail de livraison de l'établissement et du portail d'accès aux logements
8344	EPLE	0950640E	OUEST	95	VERSAILLES	2 466,00 €	ARGENTEUIL	JULIE-VICTOIRE DAUBIÉ	Sécurisation des accès	Réparation de la porte d'accès au parking de l'établissement, remplacement du moteur et du bras d'entrainement
8319	EPLE	0920680P	OUEST	92	VERSAILLES	2 376,00 €	BAGNEUX	LÉONARD DE VINCI	Travaux	Remplacement de l'asservissement de 2 châssis de désenfumage
33598	EPLE	0952173W	OUEST	95	VERSAILLES	3 633,60 €	BEZONS	EUGÈNE RONCERAY	Maintenance bâtiment	Opérations correctives sur les équipements sportifs de l'établissement
33603	EPLE	0920134W	OUEST	92	VERSAILLES	9 758,40 €	BOULOGNE-BILLANCOURT	JACQUES PRÉVERT	Maintenance bâtiment	Suite aux manifestations, remplacement de vitres
33596	EPLE	0921166T	OUEST	92	VERSAILLES	14 520,00 €	CHÂTENAY-MALABRY	JEAN JAURÈS	Travaux	Suite à un incendie volontaire, remise en état des sols et des murs de la cage d'escalier
33604	EPLE	0921166T	OUEST	92	VERSAILLES	11 386,66 €	CHÂTENAY-MALABRY	JEAN JAURÈS	Travaux	Suite à un incendie volontaire, prestation de nettoyage et remise en état des intallations électriques dans la cage d'escalier
8426	EPLE	0920136Y	OUEST	92	VERSAILLES	20 501,00 €	CLICHY	NEWTON	Sécurité	Remplacement des vitres cassées suite à un acte de vandalisme sur le bâtiment Kléber
8363	EPLE	0920136Y	OUEST	92	VERSAILLES	9 079,18 €	CLICHY	NEWTON	Travaux	Remplacement de vitres cassées suite à un acte de vandalisme
33605	EPLE	0920137Z	OUEST	92	VERSAILLES	7 134,14 €	COLOMBES	GUY DE MAUPASSANT	Sécurisation anti-intrusion	Remplacement d'une porte de secours et de vitres cassées survenues lors des mouvements des lycéens du 4 décembre 2018
8328	EPLE	0781845G	OUEST	78	VERSAILLES	2 850,00 €	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	JULES FERRY	Maintenance bâtiment	Remise en état d'un ouvrant de désenfumage dans le grand hall
8519	EPLE	0783447Y	OUEST	78	VERSAILLES	6 953,00 €	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	SIMONE WEIL	Maintenance bâtiment	Remplacement de la pompe de relevage du bâtiment, annexe de l'internat
8537	EPLE	0783447Y	OUEST	78	VERSAILLES	4 443,20 €	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	SIMONE WEIL	Sécurité	Réparation de l'ascenceur du bâtiment A qui est à l'arrêt
8425	CMR	0950656X	OUEST	95	VERSAILLES	11 999,90 €	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE CORBUSIER	Maintenance bâtiment	Suite à la chute de lames de pare-soleils, intervention avec nacelle télescopique (8 jours) pour vérifier la fixation des lames de l'ensemble des pare-soleils et refixer les lames décrochées
8525	CMR	0950656X	OUEST	95	VERSAILLES	4 696,92 €	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE CORBUSIER	Sécurité	Remplacement d'équipement de désenfumage défectueux
33599	EPLE	0921625S	OUEST	92	VERSAILLES	2 971,92 €	COURBEVOIE	PAUL PAINLEVÉ	Sécurité	Remplacement en urgence de 16 extincteurs
8393	EPLE	0951787B	OUEST	95	VERSAILLES	30 840,00 €	GARGES-LÈS-GONNESSE	ARTHUR RIMBAUD	Maintenance bâtiment	Remplacement du transformateur électrique défectueux et dangereux, fuite d'huile
8458	CMR	0780422K	OUEST	78	VERSAILLES	22 440,00 €	LES MUREAUX	FRANÇOIS VILLON	Maintenance bâtiment	Nettoyage du vide sanitaire
8459	CMR	0780422K	OUEST	78	VERSAILLES	14 286,00 €	LES MUREAUX	FRANÇOIS VILLON	Maintenance bâtiment	Nettoyage des locaux du RDC souillés lors de l'inondation
8541	EPLE	0921230M	OUEST	92	VERSAILLES	17 408,58 €	LEVALLOIS-PERRET	LÉONARD DE VINCI	Sécurisation anti-intrusion	Remplacement de la porte d'accès au parking
8413	EPLE	0781884Z	OUEST	78	VERSAILLES	3 436,54 €	LIMAY	CONDORCET	Sécurité	Remplacement de l'alimentation du SSI hors service
8554	EPLE	0921592F	OUEST	92	VERSAILLES	2 224,20 €	MEUDON	LES CÔTES DE VILLEBON	Maintenance bâtiment	Remplacement de l'évaporateur de la chambre froide positive
8526	EPLE	0951281B	OUEST	95	VERSAILLES	5 560,80 €	MONTMORENCY	TURGOT	Maintenance bâtiment	Installation de quatre antennes GSM afin de pouvoir disposer de la télétransmission et de sécuriser les quatre ascenseurs de l'établissemment dont la société OTIS,en charge de leur entretien, demande la fermeture
34485	EPLE	0920141D	OUEST	92	VERSAILLES	1 178,40 €	NANTERRE	JOLIOT-CURIE	Sécurisation anti-intrusion	Remise en état du système de verrouillage du portillon situé avenue Joliot
8540	EPLE	0920141D	OUEST	92	VERSAILLES	3 960,00 €	NANTERRE	JOLIOT-CURIE	Sécurisation des accès	Réparation du portail d'accès aux logements suite à des dégradations
34057	EPLE	0920141D	OUEST	92	VERSAILLES	14 400,00 €	NANTERRE	JOLIOT-CURIE	Sécurité	Remise en état du système de commande de deux ascenseurs
34179	EPLE	0920141D	OUEST	92	VERSAILLES	2 682,00 €	NANTERRE	JOLIOT-CURIE	Sécurité	Réalisation du marquage au sol du plateau sportif extérieur et du gymnase
8543	EPLE	0781898P	OUEST	78	VERSAILLES	4 395,60 €	POISSY	CHARLES DE GAULLE	Sécurisation anti-intrusion	Remise en état de l'ensemble des organes de commande et de securité du portail coulissant des appartements de fonction
8542	EPLE	0950649P	OUEST	95	VERSAILLES	6 545,46 €	PONTOISE	CAMILLE PISSARRO	Maintenance bâtiment	Remplacement de l'huile hydraulique et du joint du vérin de l'ascenseur du bâtiment A
8536	EPLE	0922398G	OUEST	92	VERSAILLES	45 734,00 €	RUEIL-MALMAISON	GUSTAVE EIFFEL	Sécurité	Sinistre incendie dans la salle du foyer élèves
8530	EPLE	0920799U	OUEST	92	VERSAILLES	35 033,35 €	RUEIL-MALMAISON	RICHELIEU	Sécurité	Remplacement des transformateurs 630KVA
8556	EPLE	0782556E	OUEST	78	VERSAILLES	5 322,24 €	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LÉONARD DE VINCI	Sécurité	Remplacement de 3 portes coupe-feu

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8313	EPLE	0950658Z	OUEST	95	VERSAILLES	11 484,00 €	SAINT-OUEN-L'AUMÔNE	CHÂTEAU D'ÉPLUCHES	Travaux	Travaux d'abattage de 15 arbres morts et diagnoctic sur l'état des autres arbres, cette demande fait suite à la tempête du 10 et 11 décembre 2017, qui a engendré la chute de 2 arbres morts, endommageant la clôture d'enceinte du lycée, un éclairage public et une voiture,
33607	EPLE	0950658Z	OUEST	95	VERSAILLES	10 764,00 €	SAINT-OUEN-L'AUMÔNE	CHÂTEAU D'ÉPLUCHES	Travaux	Nettoyage spécifique du bâtiment A au 1er étage, des cages d'escalier et de l'internat suite à l'incendie dans une salle de classe
8564	EPLE	0950658Z	OUEST	95	VERSAILLES	4 884,00 €	SAINT-OUEN-L'AUMÔNE	CHÂTEAU D'ÉPLUCHES	Travaux	Réparation d'un moteur de désenfumage du bâtiment A (enseignement général et internat) en panne suite à l'incendie volontaire dans une salle de classe
33600	EPLE	0951763A	OUEST	95	VERSAILLES	3 027,60 €	TAVERNY	LOUIS JOUVET	Maintenance bâtiment	Mise en oeuvre de mesure conservatoire au droit d'un linteau dans le patio de l'établissement
8380	EPLE	0951763A	OUEST	95	VERSAILLES	8 304,00 €	TAVERNY	LOUIS JOUVET	Restauration scolaire	Remplacement du ventilateur et du compresseur hors service de l'évaporateur de la préparation froide en cuisine
33615	EPLE	0781297L	OUEST	78	VERSAILLES	10 596,00 €	TRAPPES	LA PLAINE DE NEAUPHLE	Sécurité	Suite à un incendie volontaire, réparation du portillon qui a été vandalisé
8335	CMR	0920149M	OUEST	92	VERSAILLES	45 734,00 €	VANVES	MICHELET	Maintenance bâtiment	Réparation du système de sécurité incendie suite à panne et avis défavorable de la commission de sécurité
8555	EPLE	0922277A	OUEST	92	VERSAILLES	21 360,00 €	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES PETIET	Maintenance bâtiment	Nettoyage du bâtiment enseignement suite à un incendie
8416	EPLE	0921594H	OUEST	92	VERSAILLES	3 972,00 €	VILLENEUVE-LA-GARENNE	MICHEL-ANGE	Sécurité	Vitrage cassé au 1er étage (Aile A) menaçant de tomber
8544	EPLE	0782587N	OUEST	78	VERSAILLES	15 852,00 €	VILLIERS-SAINT-FREDÉRIC	VIOLLET-LE-DUC	Maintenance bâtiment	Remplacement de l'armoire de commande et de l'ensemble des boutons de la cabine et du palier de l'ascenseur
			Total OUEST			**717 315,96 €**				
			Total général			**2 087 561,11 €**				

Liste thématique des fonds d'urgence attribués aux lycées publics

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8422	EPLE	0771436T	EST	77	CRÉTEIL	5 439,82 €	BRIE-COMTE-ROBERT	BOUGAINVILLE	Maintenance bâtiment	Remplacement du serveur GTB actuellement hors service
8500	EPLE	0772292Y	EST	77	CRÉTEIL	3 326,72 €	BUSSY-SAINT-GEORGES	MARTIN LUTHER KING	Maintenance bâtiment	Mise aux normes de l'ascenseur par la fourniture et pose d'un kit GSM et d'un contact OTIS
33551	EPLE	0772332S	EST	77	CRÉTEIL	13 147,92 €	CESSON VERT-SAINT-DENIS	SONIA DELAUNAY	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de vitrages brisés
8398	EPLE	0770342D	EST	77	CRÉTEIL	4 953,66 €	CHAMIGNY	LÉOPOLD BELLAN	Maintenance bâtiment	Remplacement d'une porte d'issue de secours
8381	EPLE	0770920G	EST	77	CRÉTEIL	1 593,60 €	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LA FAYETTE	Maintenance bâtiment	Intervention sur le poste de relevage des eaux usées, le contrôleur de phase est hors service
8463	EPLE	0770920G	EST	77	CRÉTEIL	1 528,80 €	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LA FAYETTE	Maintenance bâtiment	Remplacement de la commande de l'exutoire présent sur la terrasse du bâtiment externat
8368	EPLE	0772127U	EST	77	CRÉTEIL	12 936,00 €	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	Maintenance bâtiment	Pose de protection sur le limon de l'escalier du hall suite à un accident
8437	EPLE	0772127U	EST	77	CRÉTEIL	5 559,08 €	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	Maintenance bâtiment	Remise en fonction du portillon piste cyclable, de la porte d'entrée du lycée et du grand portail issue de secours
33555	EPLE	0772127U	EST	77	CRÉTEIL	4 570,12 €	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, réparation des portails, remplacement de vitrages et d'une platine de rue
8428	EPLE	0771997C	EST	77	CRÉTEIL	8 784,00 €	COMBS-LA-VILLE	JACQUES PRÉVERT	Maintenance bâtiment	Remise en état du système de portes coupe-feu
8331	EPLE	0770924L	EST	77	CRÉTEIL	30 336,00 €	COULOMMIERS	JULES FERRY	Maintenance bâtiment	Suite à l'avis défavorabble de la dernière commission de sécurité, remise en état de portes coupe-feu
8448	EPLE	0770927P	EST	77	CRÉTEIL	10 802,40 €	FONTAINEBLEAU	FRANÇOIS 1ER	Maintenance bâtiment	Reprise de parement sur le bâtiment A qui se dégrade et tombe sur les élèves et le personnel
33489	EPLE	0771512A	EST	77	CRÉTEIL	3 058,32 €	LAGNY-SUR-MARNE	VAN DONGEN	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de vitrages brisés
8545	EPLE	0770930T	EST	77	CRÉTEIL	6 600,00 €	MEAUX	HENRI MOISSAN	Maintenance bâtiment	Remplacement du baie de désenfumage hors service
8395	EPLE	0770940D	EST	77	CRÉTEIL	9 504,63 €	NEMOURS	ÉTIENNE BEZOUT	Maintenance bâtiment	Révision de 20 fenêtres du CDI et de 8 fenêtres de classes qui ne ferment plus et qui sont dangereuses
8539	EPLE	0770940D	EST	77	CRÉTEIL	1 458,00 €	NEMOURS	ÉTIENNE BEZOUT	Maintenance bâtiment	Remplacement de la porte du hall d'entrée, menace de tomber et sert d'issue
33558	EPLE	0770940D	EST	77	CRÉTEIL	720,72 €	NEMOURS	ÉTIENNE BEZOUT	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement d'un double vitrage brisé
33545	EPLE	0771941S	EST	77	CRÉTEIL	933,60 €	NOISIEL	RENÉ CASSIN	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de l'interphonie arrachée
8369	EPLE	0772295B	EST	77	CRÉTEIL	5 942,20 €	ROZAY-EN-BRIE	LA TOUR DES DAMES	Maintenance bâtiment	Réparation de deux menuiseries aluminium du logement de l'agent de l'accueil, fermeture des fenêtres imposible
33554	EPLE	0772244W	EST	77	CRÉTEIL	18 111,88 €	SAVIGNY-LE-TEMPLE	ANTONIN CARÊME	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de vitrages brisés
33552	EPLE	0772188K	EST	77	CRÉTEIL	12 648,00 €	SAVIGNY-LE-TEMPLE	PIERRE MENDÈS-FRANCE	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de tous les bris de glace et de deux châssis de porte
8481	EPLE	0931024H	EST	93	CRÉTEIL	8 232,00 €	AUBERVILLIERS	JEAN-PIERRE TIMBAUD	Maintenance bâtiment	Remplacement de la tourelle d'extraction avant la rentrée scolaire de septembre
8546	EPLE	0932119Y	EST	93	CRÉTEIL	1 848,00 €	BAGNOLET	EUGÈNE HÉNAFF	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, réparation de doubles vitrages du CDI et au 2ème étage
8350	EPLE	0931613Y	EST	93	CRÉTEIL	7 899,60 €	BOBIGNY	LOUISE MICHEL	Maintenance bâtiment	Mise en sécurité par l'abattage d'arbres dangereux et l'élagage sur l'ensemble du site
8559	EPLE	0932026X	EST	93	CRÉTEIL	9 312,00 €	CLICHY-SOUS-BOIS	ALFRED NOBEL	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, réparation de grands éléments verriers sousmis à l'agression d'éléments projetés
8460	EPLE	0930119Z	EST	93	CRÉTEIL	8 814,96 €	DRANCY	EUGÈNE DELACROIX	Maintenance bâtiment	Réfection partielle du plancher du 1er étage des salles de classe en construction modulaire
8474	EPLE	0931205E	EST	93	CRÉTEIL	3 188,40 €	LE BLANC-MESNIL	JEAN MOULIN	Maintenance bâtiment	Remplacement de chevrons de la passerelle abîmée
8456	EPLE	0930830X	EST	93	CRÉTEIL	1 494,00 €	LE RAINCY	ALBERT SCHWEITZER	Maintenance bâtiment	Remplacement de la trappe de désenfumage au 4ème étage

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
33502	EPLE	0930830X	EST	93	CRÉTEIL	5 100,00 €	LE RAINCY	ALBERT SCHWEITZER	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, mesures conservatoires suite à des bris de glace : cafétéria, restauration, bureau, secrétariat de direction et escalier d'honneur
8465	EPLE	0932073Y	EST	93	CRÉTEIL	1 597,20 €	LES LILAS	PAUL ROBERT	Maintenance bâtiment	Mesure conservatoire pour le dégorgement du réseau de l'évier en cuisine
8560	EPLE	0932073Y	EST	93	CRÉTEIL	22 001,85 €	LES LILAS	PAUL ROBERT	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement d'extincteurs, intervention sur interphonie et contrôle d'accès, remplacement d'un double vitrage brisé et remplacement moteur portail
33556	EPLE	0932120Z	EST	93	CRÉTEIL	23 713,75 €	LIVRY-GARGAN	HENRI SELLIER	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de vitrages brisés et réparations sur les portillons élèves et professeurs
33503	EPLE	0932116V	EST	93	CRÉTEIL	4 268,26 €	MONTREUIL	EUGÉNIE COTON	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, mesures conservatoires sur le portail des logements de fonction et le portail des professeurs
8549	EPLE	0931779D	EST	93	CRÉTEIL	14 827,20 €	MONTREUIL	HORTICULTURE ET DU PAYSAGE (DE L')	Maintenance bâtiment	Travaux d'abattage d'arbres suite à une chute sur la voie publique
8467	EPLE	0932291K	EST	93	CRÉTEIL	6 374,40 €	NEUILLY-SUR-MARNE	NICOLAS JOSEPH CUGNOT	Maintenance bâtiment	Mesures conservatoires pour le curage des EP suite aux inondations dans les ateliers
8445	EPLE	0932047V	EST	93	CRÉTEIL	1 634,48 €	NOISY-LE-GRAND	ÉVARISTE GALOIS	Maintenance bâtiment	Remplacement de l'adoucisseur CTA dans la zone cuisson
8423	EPLE	0932638M	EST	93	CRÉTEIL	4 740,00 €	NOISY-LE-GRAND	INTERNATIONAL	Maintenance bâtiment	Remplacement du réseau EFS en PVC suite à une fuite
8515	EPLE	0930124E	EST	93	CRÉTEIL	1 481,80 €	PANTIN	MARCELIN BERTHELOT	Maintenance bâtiment	Remplacement de vitrages cassés dans la vie scolaire
8516	EPLE	0930135S	EST	93	CRÉTEIL	3 340,08 €	PANTIN	SIMONE WEIL	Maintenance bâtiment	Remplacement du détecteur de mouvements de l'ascenseur élèves / personnel et remplacement des spots éclairage du monte-charge de la cuisine
8547	EPLE	0930135S	EST	93	CRÉTEIL	8 308,45 €	PANTIN	SIMONE WEIL	Maintenance bâtiment	Mise en conformité des éléments de sécurité : alarme incendie, BAES, ventouse, bandeau,etc.
8411	EPLE	0930138V	EST	93	CRÉTEIL	4 116,00 €	SAINT-DENIS	FRÉDÉRIC BARTHOLDI	Maintenance bâtiment	Remplacement de 2 colonnes d'évacuation en fonte cassées, risque de chute et de salubrité
8397	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	2 873,04 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Maintenance bâtiment	Remplacement de 10 extincteurs ayant leurs cuves corrodées et mis hors service
8424	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	7 524,44 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Maintenance bâtiment	Remplacement de vitrages dangereux dans la salle des professeurs et dans les salles de classe
8468	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	1 716,00 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Maintenance bâtiment	Mesures conservatoires sur la reprise descente EP/EU fonte en cuisine
8514	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	774,00 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Maintenance bâtiment	Réparation d'un rideau métallique au CDI
8513	EPLE	0940132H	EST	94	CRÉTEIL	9 343,13 €	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	GABRIEL PÉRI	Maintenance bâtiment	Mise en place d'alarmes de confinement, d'une horloge déclenchant les carillons, remplacement d'éclairages dans un ancien bâtiment
8401	EPLE	0941951K	EST	94	CRÉTEIL	19 775,99 €	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	MARX DORMOY	Maintenance bâtiment	Mise en sécurité de la toiture du hall d'entrée par étaiement de 2 poutres dégradées au niveau des appuis sur poteau béton
8389	EPLE	0942269F	EST	94	CRÉTEIL	8 388,00 €	CHEVILLY-LARUE	PAULINE ROLAND	Maintenance bâtiment	Suite à une fuite sur verrières de la salle polyvalente, reprise de l'étanchéité
8431	EPLE	0942269F	EST	94	CRÉTEIL	9 875,04 €	CHEVILLY-LARUE	PAULINE ROLAND	Maintenance bâtiment	Automatisation de deux portes sectionnelles de l'entrepôt
8443	EPLE	0940114N	EST	94	CRÉTEIL	9 828,00 €	CRÉTEIL	ANTOINE DE SAINT EXUPÉRY	Maintenance bâtiment	Fourniture et pose de dalles sur plots non comprises dans la rénovation des toitures
8520	EPLE	0940114N	EST	94	CRÉTEIL	15 893,28 €	CRÉTEIL	ANTOINE DE SAINT EXUPÉRY	Maintenance bâtiment	Suite à un défaut d'éclairage dans les salles, changement des éclairages.
8551	EPLE	0940114N	EST	94	CRÉTEIL	4 218,62 €	CRÉTEIL	ANTOINE DE SAINT EXUPÉRY	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement d'un double vitrage cassé
33546	EPLE	0941930M	EST	94	CRÉTEIL	1 735,61 €	CRÉTEIL	GUTENBERG	Maintenance bâtiment	Remplacement de 2 vitrages brisés de la cafétéria suite à une manifestation

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8485	EPLE	0941413A	EST	94	CRÉTEIL	4 053,89 €	CRÉTEIL	LÉON BLUM	Maintenance bâtiment	Suite à des dégradations subies pendant les travaux "handicap", remplacement de 10 vitrages bâtiment A, B et ancien hall
8518	EPLE	0940115P	EST	94	CRÉTEIL	6 532,80 €	IVRY-SUR-SEINE	ROMAIN ROLLAND	Maintenance bâtiment	Mise en place de nouvelles bâches pour le gymnase dans l'attente de travaux d'étanchéité
8532	EPLE	0941474S	EST	94	CRÉTEIL	2 292,00 €	LE KREMLIN-BICÊTRE	DARIUS MILHAUD	Maintenance bâtiment	Remplacement de la carte écran de signalisation du SSI
8342	EPLE	0940116R	EST	94	CRÉTEIL	24 996,00 €	MAISONS-ALFORT	EUGÈNE DELACROIX	Maintenance bâtiment	Suite au rapport des services vétérinaires, remise en conformité des portes cuisine et réfection d'un mur cloqué, remise en peinture d'une porte bâti
8341	EPLE	0940118T	EST	94	CRÉTEIL	33 960,00 €	NOGENT-SUR-MARNE	LOUIS ARMAND	Maintenance bâtiment	Travaux de ponçage et vitrification du parquet du gymnase suite à un sinistre
8340	EPLE	0940120V	EST	94	CRÉTEIL	11 184,00 €	SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS	MARCELIN BERTHELOT	Maintenance bâtiment	Réfection du bâteau et de la butée du portail de sortie des véhicules côté rue Politzer
8469	EPLE	0932048W	EST	94	CRÉTEIL	7 236,00 €	SEVRAN	BLAISE CENDRARS	Maintenance bâtiment	Mesures conservatoires urgentes sur l'arrivée principale d'eau du lycée
8497	EPLE	0942130E	EST	94	CRÉTEIL	2 574,46 €	SUCY-EN-BRIE	PARC MONTALEAU	Maintenance bâtiment	Mise en conformité des portails d'accès parc, livraison, côté parc pour assurer la sécurité du lycée.
8527	EPLE	0941952L	EST	94	CRÉTEIL	10 955,58 €	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANÇOIS ARAGO	Maintenance bâtiment	Pour la sécurité du site, remise en état de l'éclairage extérieur, remplacement de 10 bornes et de 7 têtes de lampadaire
8552	EPLE	0940145X	EST	94	CRÉTEIL	3 256,08 €	VITRY-SUR-SEINE	CAMILLE CLAUDEL	Maintenance bâtiment	Remplacement de joints sur la porte coupe-feu des bâtiments A et B en vue de la prochaine CCS
8329	EPLE	0750808W	OUEST	75	PARIS	9 618,00 €	PARIS	ÉTIENNE DOLET	Maintenance bâtiment	Changement de la porte sectionnelle du parking hors service
33601	EPLE	0750685M	OUEST	75	PARIS	32 100,00 €	PARIS	PIERRE GILLES DE GENNES	Maintenance bâtiment	Audit avec nettoyage et désinfection des sorbonnes de l'IGH suite à une alerte des services de secours (malaises d'élèves) et passage en CHSCT
8328	EPLE	0781845G	OUEST	78	VERSAILLES	2 850,00 €	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	JULES FERRY	Maintenance bâtiment	Remise en état d'un ouvrant de désenfumage dans le grand hall
8519	EPLE	0783447Y	OUEST	78	VERSAILLES	6 953,00 €	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	SIMONE WEIL	Maintenance bâtiment	Remplacement de la pompe de relevage du bâtiment, annexe de l'internat
8544	EPLE	0782587N	OUEST	78	VERSAILLES	15 852,00 €	VILLIERS-SAINT-FRÉDÉRIC	VIOLLET-LE-DUC	Maintenance bâtiment	Remplacement de l'armoire de commande et de l'ensemble des boutons de la cabine et du palier de l'ascenseur
8382	EPLE	0911632E	EST	91	VERSAILLES	1 438,56 €	ARPAJON	RENÉ CASSIN	Maintenance bâtiment	Remplacement de 4 batteries défectueuses du SSI
8403	EPLE	0910620E	EST	91	VERSAILLES	6 144,00 €	CORBEIL-ESSONNES	ROBERT DOISNEAU	Maintenance bâtiment	Levée des réserves sur l'électricité
8517	EPLE	0910755B	EST	91	VERSAILLES	2 880,74 €	DRAVEIL	NADAR	Maintenance bâtiment	Remplacement du module de porte RDC de l'enseignement professionnel en défaut sur le SSI
8362	EPLE	0911927A	EST	91	VERSAILLES	2 164,32 €	ÉPINAY-SOUS-SÉNART	MAURICE ELIOT	Maintenance bâtiment	Remplacement d'une carte mère de l'ascenseur actuellement hors service
8494	EPLE	0910622G	EST	91	VERSAILLES	2 372,40 €	ÉTAMPES	GEOFFROY SAINT-HILAIRE	Maintenance bâtiment	Remplacement d'un but de basket dangereux, risque de chute
8521	EPLE	0910622G	EST	91	VERSAILLES	11 184,00 €	ÉTAMPES	GEOFFROY SAINT-HILAIRE	Maintenance bâtiment	Purge de l'ensemble du bâtiment B, enlèvement des éléments instables, brossage et passivation des fers (risque de chute de béton)
8367	EPLE	0911401D	EST	91	VERSAILLES	2 079,02 €	ÉTAMPES	NELSON MANDELA	Maintenance bâtiment	Remplacement de la carte de régulation du SSI défectueuse
8429	EPLE	0910629P	EST	91	VERSAILLES	11 592,96 €	ÉTIOLLES	CHÂTEAU DES COUDRAIES	Maintenance bâtiment	Remplacement de la porte d'entrée du bâtiment lycée côté loge
8471	EPLE	0911343R	EST	91	VERSAILLES	1 596,00 €	ÉVRY-COURCOURONNES	AUGUSTE PERRET	Maintenance bâtiment	Mise aux normes de l'ascenseur
33539	EPLE	0911828T	EST	91	VERSAILLES	7 214,69 €	ÉVRY-COURCOURONNES	GEORGES BRASSENS	Maintenance bâtiment	Suite à une manifestation, remplacement de doubles vitrages brisés
8386	EPLE	0911251R	EST	91	VERSAILLES	3 456,00 €	ÉVRY-COURCOURONNES	PARC DES LOGES	Maintenance bâtiment	Remplacement d'un bloc de porte blindé dangereux et instable
8480	EPLE	0910631S	EST	91	VERSAILLES	5 251,20 €	JUVISY-SUR-ORGE	JEAN MONNET	Maintenance bâtiment	Réparation du portail motorisé de l'entrée principale

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8419	EPLE	0911983L	EST	91	VERSAILLES	12 635,71 €	LIMOURS	JULES VERNE	Maintenance bâtiment	Remplacement d'équipements sur la chambre froide négative
8501	EPLE	0910727W	EST	91	VERSAILLES	14 892,00 €	MASSY	PARC DE VILGÉNIS	Maintenance bâtiment	Remplacement de la centrale hydraulique sur l'ascenseur
8352	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	1 479,00 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Maintenance bâtiment	Remplacement du caniveau de la porte d'entrée de livraison de la cuisine, risque de blessure grave
8396	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	23 184,00 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Maintenance bâtiment	Remise aux normes de l'ascenseur enseignement et cuisine suite au contrôle technique obligatoire
8464	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	8 883,20 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Maintenance bâtiment	Remplacement du four mixte électrique
8498	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	2 774,30 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Maintenance bâtiment	Remise en état du lave-vaisselle
8553	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	1 252,42 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Maintenance bâtiment	Remplacement de pièces défectueuses sur la chambre froide négative
8326	EPLE	0910625K	EST	91	VERSAILLES	1 548,00 €	MONTGERON	ROSA PARKS	Maintenance bâtiment	Ascenseur du bâtiment F : remplacement de la barrière de cellule toute hauteur
8538	EPLE	0911945V	EST	91	VERSAILLES	7 812,31 €	MORANGIS	MARGUERITE YOURCENAR	Maintenance bâtiment	Suite à une tentative d'intrusion, remplacement de la porte d'entrée dégradée
8436	EPLE	0910627M	EST	91	VERSAILLES	12 881,60 €	SAVIGNY-SUR-ORGE	JEAN-BAPTISTE COROT	Maintenance bâtiment	Réparation du système de pompage (refoulement) des EP douves et des canaux vers la rivière de l'Orge
33603	EPLE	0920134W	OUEST	92	VERSAILLES	9 758,40 €	BOULOGNE-BILLANCOURT	JACQUES PRÉVERT	Maintenance bâtiment	Suite aux manifestations, remplacement de vitres
8554	EPLE	0921592F	OUEST	92	VERSAILLES	2 224,20 €	MEUDON	LES CÔTES DE VILLEBON	Maintenance bâtiment	Remplacement de l'évaporateur de la chambre froide positive
8555	EPLE	0922277A	OUEST	92	VERSAILLES	21 360,00 €	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES PETIET	Maintenance bâtiment	Nettoyage du bâtiment enseignement suite à un incendie
33935	EPLE	0951811C	OUEST	95	VERSAILLES	3 491,94 €	ARGENTEUIL	FERNAND ET NADIA LÉGER	Maintenance bâtiment	Installation d'un dispositif GSM pour un ascenceur
8372	EPLE	0950641F	OUEST	95	VERSAILLES	15 522,00 €	ARGENTEUIL	JEAN JAURÈS	Maintenance bâtiment	Travaux de dépannage de la centrale incendie de catégorie A hors service (lycée avec internat)
8318	EPLE	0950640E	OUEST	95	VERSAILLES	1 428,00 €	ARGENTEUIL	JULIE-VICTOIRE DAUBIÉ	Maintenance bâtiment	Remplacement de la porte de la chambre froide positive
8524	EPLE	0950640E	OUEST	95	VERSAILLES	4 042,80 €	ARGENTEUIL	JULIE-VICTOIRE DAUBIÉ	Maintenance bâtiment	Remplacement des moteurs du portail de livraison de l'établissement et du portail d'accès aux logements
33598	EPLE	0952173W	OUEST	95	VERSAILLES	3 633,60 €	BEZONS	EUGÈNE RONCERAY	Maintenance bâtiment	Opérations correctives sur les équipements sportifs de l'établissement
8393	EPLE	0951787B	OUEST	95	VERSAILLES	30 840,00 €	GARGES-LÈS-GONNESSE	ARTHUR RIMBAUD	Maintenance bâtiment	Remplacement du transformateur électrique défectueux et dangereux, fuite d'huile
8526	EPLE	0951281B	OUEST	95	VERSAILLES	5 560,80 €	MONTMORENCY	TURGOT	Maintenance bâtiment	Installation de quatre antennes GSM afin de pouvoir disposer de la télétransmission et de sécuriser les quatre ascenseurs de l'établissemment dont la société OTIS,en charge de leur entretien, demande la fermeture
8542	EPLE	0950649P	OUEST	95	VERSAILLES	6 545,46 €	PONTOISE	CAMILLE PISSARRO	Maintenance bâtiment	Remplacement de l'huile hydraulique et du joint du vérin de l'ascenseur du bâtiment A
33600	EPLE	0951763A	OUEST	95	VERSAILLES	3 027,60 €	TAVERNY	LOUIS JOUVET	Maintenance bâtiment	Mise en oeuvre de mesure conservatoire au droit d'un linteau dans le patio de l'établissement
						822 758,09 €			**Total Maintenance bâtiment**	
8357	EPLE	0932123C	EST	93	CRÉTEIL	6 333,60 €	BOBIGNY	ANDRÉ SABATIER	Restauration scolaire	Remplacement d'une cellule de refroidissement et installation d'un adoucisseur pour four
8432	EPLE	0931205E	EST	93	CRÉTEIL	2 394,00 €	LE BLANC-MESNIL	JEAN MOULIN	Restauration scolaire	Remplacement en urgence de la cellule de refroidissement
8356	EPLE	0932034F	EST	93	CRÉTEIL	3 410,66 €	LE BLANC-MESNIL	WOLFGANG AMADEUS MOZART	Restauration scolaire	Remplacement du groupe sur la chambre froide négative
8400	EPLE	0940114N	EST	94	CRÉTEIL	5 940,00 €	CRÉTEIL	ANTOINE DE SAINT EXUPÉRY	Restauration scolaire	Remplacement du moteur d'ascenceur situé dans la zone de restauration et actuellement en arrêt
8361	EPLE	0941018W	EST	94	CRÉTEIL	9 039,24 €	CRÉTEIL	ÉDOUARD BRANLY	Restauration scolaire	Remplacement du groupe de condensation défectueux sur la chambre froide
8375	EPLE	0940123Y	EST	94	CRÉTEIL	15 852,00 €	THIAIS	GUILLAUME APOLLINAIRE	Restauration scolaire	Mise en conformité de la cuisine suite au passage de l'inspection sanitaire
8387	EPLE	0750647W	OUEST	75	PARIS	21 849,60 €	PARIS	TURGOT	Restauration scolaire	Travaux d'hygiène et sécurité en restauration et réserve

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8325	EPLE	0910429X	EST	91	VERSAILLES	4 138,80 €	OLLAINVILLE	CHÂTEAU DU LAC	Restauration scolaire	Remplacement de pièces défectueuses sur le four
8371	EPLE	0911946W	EST	91	VERSAILLES	5 791,67 €	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	LÉONARD DE VINCI	Restauration scolaire	Reprise du carrelage suite à des infiltrations en cuisine
8557	EPLE	0951811C	OUEST	95	VERSAILLES	4 302,17 €	ARGENTEUIL	FERNAND ET NADIA LÉGER	Restauration scolaire	Réparation du monte-charge immobilisé de la cuisine qui se trouve à l'étage du bâtiment B
8380	EPLE	0951763A	OUEST	95	VERSAILLES	8 304,00 €	TAVERNY	LOUIS JOUVET	Restauration scolaire	Remplacement du ventilateur et du compresseur hors service de l'évaporateur de la préparation froide en cuisine
						87 355,74 €			**Total Restauration scolaire**	
33568	EPLE	0771027Y	EST	77	CRÉTEIL	14 906,34 €	DAMMARIE-LES-LYS	FRÉDÉRIC JOLIOT-CURIE	Sécurisation anti-intrusion	Suite à une manifestation, travaux sur le portail, vidéoprotection, vitrage, accès PMR et volets de la loge
8427	EPLE	0770940D	EST	77	CRÉTEIL	1 029,00 €	NEMOURS	ÉTIENNE BEZOUT	Sécurisation anti-intrusion	Remplacement de l'alarme anti-intrusion défectueuse, risque d'intrusion
8409	EPLE	0772295B	EST	77	CRÉTEIL	6 508,80 €	ROZAY-EN-BRIE	LA TOUR DES DAMES	Sécurisation anti-intrusion	Reprise de l'alarme anti-intrusion défectueuse, une zone du lycée n'est plus couverte par le système anti-intrusion
8339	EPLE	0932120Z	EST	93	CRÉTEIL	31 498,00 €	LIVRY-GARGAN	HENRI SELLIER	Sécurisation anti-intrusion	Suite à de multiples intrusions, sécurisation de la clôture
8543	EPLE	0781898P	OUEST	78	VERSAILLES	4 395,60 €	POISSY	CHARLES DE GAULLE	Sécurisation anti-intrusion	Remise en état de l'ensemble des organes de commande et de securité du portail coulissant des appartements de fonction
33605	EPLE	0920137Z	OUEST	92	VERSAILLES	7 134,14 €	COLOMBES	GUY DE MAUPASSANT	Sécurisation anti-intrusion	Remplacement d'une porte de secours et de vitres cassées survenues lors des mouvements des lycéens du 4 décembre 2018
8541	EPLE	0921230M	OUEST	92	VERSAILLES	17 408,58 €	LEVALLOIS-PERRET	LÉONARD DE VINCI	Sécurisation anti-intrusion	Remplacement de la porte d'accès au parking
34485	EPLE	0920141D	OUEST	92	VERSAILLES	1 178,40 €	NANTERRE	JOLIOT-CURIE	Sécurisation anti-intrusion	Remise en état du système de verrouillage du portillon situé avenue Joliot
						84 058,86 €			**Total Sécurisation anti-intrusion**	
8351	EPLE	0771436T	EST	77	CRÉTEIL	7 209,33 €	BRIE-COMTE-ROBERT	BOUGAINVILLE	Sécurisation des accès	Suite à un incident avec un véhicule, remise en état du portail et de la borne de contrôle d'accès de l'entrée principale
8348	EPLE	0772229E	EST	77	CRÉTEIL	7 187,52 €	MEAUX	JEAN VILAR	Sécurisation des accès	Remplacement d'une porte de secours hors service
8366	EPLE	0770933W	EST	77	CRÉTEIL	1 148,04 €	MELUN	JACQUES AMYOT	Sécurisation des accès	Réparation du portail d'accès professeurs tombé, risque d'intrusion
33553	EPLE	0770934X	EST	77	CRÉTEIL	15 968,00 €	MELUN	LÉONARD DE VINCI	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remplacement du lecteur de carte, de 3 grilles et poteaux de clôture, du tourniquet de l'entrée et remise en service du contrôle d'accès
8447	EPLE	0770938B	EST	77	CRÉTEIL	11 381,20 €	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ MALRAUX	Sécurisation des accès	Suite à une panne des contrôles d'accès de l'entrée élèves et des 2 portails avec risque d'intrusion, remplacement d'un logiciel, d'unités de contrôle et de lecteurs muraux
8451	EPLE	0770938B	EST	77	CRÉTEIL	1 711,80 €	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ MALRAUX	Sécurisation des accès	Remplacement du moteur d'un portail hors service, risque d'intrusion
8439	EPLE	0770938B	EST	77	CRÉTEIL	2 400,84 €	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ MALRAUX	Sécurisation des accès	Remise en état des portails A et C qui ne ferment plus, risque d'intrusion
8508	EPLE	0770940D	EST	77	CRÉTEIL	3 829,20 €	NEMOURS	ÉTIENNE BEZOUT	Sécurisation des accès	Réparation du portail livraison et logements de fonction qui ne ferme plus, risque d'intrusion
8510	EPLE	0932126F	EST	93	CRÉTEIL	3 153,60 €	DUGNY	FRANÇOIS RABELAIS	Sécurisation des accès	Suite à un sinistre avec un camion, réfection du poteau porteur sur le portail
8558	EPLE	0932667U	EST	93	CRÉTEIL	2 747,16 €	SAINT-DENIS	PLAINE COMMUNE	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remplacement d'éléments sur le portail dangereux et menaçant de tomber de la cuisine
8390	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	1 627,92 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Sécurisation des accès	Remplacement du moteur portail coulissant du parking professeur
8433	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	20 743,40 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Sécurisation des accès	Remplacement du portail coulissant du parking professeur hors service
8505	EPLE	0930126G	EST	93	CRÉTEIL	780,00 €	SAINT-OUEN	AUGUSTE BLANQUI	Sécurisation des accès	Remise en fonction du portail manuel pompiers de l'entrée principale

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
33508	EPLE	0932074Z	EST	93	CRÉTEIL	13 444,80 €	SAINT-OUEN	MARCEL CACHIN	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remise en état du portail coulissant
8561	EPLE	0941930M	EST	94	CRÉTEIL	868,80 €	CRÉTEIL	GUTENBERG	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remise en état de la barre palpeuse du portail de l'entrée principale parvis
8346	EPLE	0910975R	EST	91	VERSAILLES	4 657,20 €	BRÉTIGNY-SUR-ORGE	JEAN-PIERRE TIMBAUD	Sécurisation des accès	Réparation urgente du portail de livraison de la cuisine suite à un choc avec un véhicule
33549	EPLE	0911021R	EST	91	VERSAILLES	2 471,86 €	BRUNOY	TALMA	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remplacement de 8 demi-cylindres sous organigramme de la porte d'accès extérieur
8327	EPLE	0910630R	EST	91	VERSAILLES	3 771,60 €	CERNY	ALEXANDRE DENIS	Sécurisation des accès	Remplacement de la porte de l'atelier aéronautique très vétuste et dégradée, risque d'intrusion
8343	EPLE	0910620E	EST	91	VERSAILLES	4 266,00 €	CORBEIL-ESSONNES	ROBERT DOISNEAU	Sécurisation des accès	Remise en état du tourniquet de l'entrée principale des élèves
8370	EPLE	0911343R	EST	91	VERSAILLES	7 425,88 €	ÉVRY-COURCOURONNES	AUGUSTE PERRET	Sécurisation des accès	Remplacement d'une porte extérieure dégradée afin d'éviter toute intrusion
33550	EPLE	0911946W	EST	91	VERSAILLES	337,58 €	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	LÉONARD DE VINCI	Sécurisation des accès	Suite à une manifestation, remplacement d'un jeu de cellule sur portillon
8540	EPLE	0920141D	OUEST	92	VERSAILLES	3 960,00 €	NANTERRE	JOLIOT-CURIE	Sécurisation des accès	Réparation du portail d'accès aux logements suite à des dégradations
8344	EPLE	0950640E	OUEST	95	VERSAILLES	2 466,00 €	ARGENTEUIL	JULIE-VICTOIRE DAUBIÉ	Sécurisation des accès	Réparation de la porte d'accès au parking de l'établissement, remplacement du moteur et du bras d'entrainement
						123 557,73 €			**Total Sécurisation des accès**	
8376	EPLE	0770920G	EST	77	CRÉTEIL	2 085,48 €	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LA FAYETTE	Sécurité	Remplacement du bouton "arrêt buzzer" défectueux sur le SSI
8487	EPLE	0770920G	EST	77	CRÉTEIL	16 873,56 €	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LA FAYETTE	Sécurité	Remplacement urgent de la carte SDI sur le SSI
8496	EPLE	0772127U	EST	77	CRÉTEIL	10 384,92 €	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	Sécurité	Remplacement urgent de la centrale SSI comprenant un coordonnateur SSI et un bureau de contrôle
8455	EPLE	0772312V	EST	77	CRÉTEIL	5 092,44 €	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA TRISTAN	Sécurité	Remplacement d'une fenêtre dangereuse dans la chambre du logement de la loge, risque de chute
8358	EPLE	0931024H	EST	93	CRÉTEIL	30 894,00 €	AUBERVILLIERS	JEAN-PIERRE TIMBAUD	Sécurité	Remplacement d'une porte coupe-feu vandalisée, de fenêtres de classe dangereuses et menaçant de tomber et mise en conformité des éléments d'incendie suite à la commission de sécurité
33559	EPLE	0931738J	EST	93	CRÉTEIL	423,60 €	LA COURNEUVE	ARTHUR RIMBAUD	Sécurité	Suite à une manifestation, remplacement d'extincteurs dégradés
8441	EPLE	0932073Y	EST	93	CRÉTEIL	3 566,62 €	LES LILAS	PAUL ROBERT	Sécurité	Intervention urgente pour la réparation d'une centrale SSI
8492	EPLE	0932116V	EST	93	CRÉTEIL	13 159,49 €	MONTREUIL	EUGÉNIE COTON	Sécurité	Remplacement d'éléments divers sur la chambre froide positive
8435	EPLE	0932047V	EST	93	CRÉTEIL	2 493,60 €	NOISY-LE-GRAND	ÉVARISTE GALOIS	Sécurité	Mise en place de filets de protection sur la zone côté cour suite à une chute de faux plafonds dans la zone accueil et entrée des élèves
8477	EPLE	0932047V	EST	93	CRÉTEIL	1 923,60 €	NOISY-LE-GRAND	ÉVARISTE GALOIS	Sécurité	Suite à la chute de faux plafonds, mise en place de filets de protection sur la zone côté cour en complément de la zone accueil et entrée des élèves
8452	EPLE	0940141T	EST	94	CRÉTEIL	2 682,00 €	CHOISY-LE-ROI	JACQUES BREL	Sécurité	Remise en état du désenfumage du bâtiment C
8493	EPLE	0940114N	EST	94	CRÉTEIL	4 265,03 €	CRÉTEIL	ANTOINE DE SAINT EXUPÉRY	Sécurité	Remplacement d'une porte-fenêtre tombée
8453	EPLE	0941930M	EST	94	CRÉTEIL	1 380,00 €	CRÉTEIL	GUTENBERG	Sécurité	Remise en état du désenfumage et compartimentage en vue de la commission de sécurité
8507	EPLE	0941930M	EST	94	CRÉTEIL	2 010,00 €	CRÉTEIL	GUTENBERG	Sécurité	Remise en état du système de sécurité incendie par la réparation d'un câble qui part de la centrale vers les trappes de désenfumage du réfectoire
8511	EPLE	0941972H	EST	94	CRÉTEIL	9 522,00 €	IVRY-SUR-SEINE	FERNAND LÉGER	Sécurité	Changement de 41 BAES
33507	EPLE	0940585A	EST	94	CRÉTEIL	5 190,44 €	SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS	FRANÇOIS MANSART	Sécurité	Travaux divers sur l'alarme incendie
8359	EPLE	0941952L	EST	94	CRÉTEIL	1 552,80 €	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANÇOIS ARAGO	Sécurité	Paramétrage des sorties diffuseurs sonores de la centrale SSI

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8499	EPLE	0940129E	EST	94	CRÉTEIL	7 858,38 €	VITRY-SUR-SEINE	JEAN MACÉ	Sécurité	Remplacement de l'AES, ajouts de 4 capots, remplacement d'une contreplaque, d'une ventouse bâtiment B, d'un bandeau de porte coupe feu DCI et porte proche
8475	EPLE	0750685M	OUEST	75	PARIS	9 020,80 €	PARIS	PIERRE GILLES DE GENNES	Sécurité	Recherche de fuites sur les canalisations afin de permettre une remise en état optimale du groupe électrogène
8537	EPLE	0783447Y	OUEST	78	VERSAILLES	4 443,20 €	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	SIMONE WEIL	Sécurité	Réparation de l'ascenceur du bâtiment A qui est à l'arrêt
8413	EPLE	0781884Z	OUEST	78	VERSAILLES	3 436,54 €	LIMAY	CONDORCET	Sécurité	Remplacement de l'alimentation du SSI hors service
8556	EPLE	0782556E	OUEST	78	VERSAILLES	5 322,24 €	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LÉONARD DE VINCI	Sécurité	Remplacement de 3 portes coupe-feu
33615	EPLE	0781297L	OUEST	78	VERSAILLES	10 596,00 €	TRAPPES	LA PLAINE DE NEAUPHLE	Sécurité	Suite à un incendie volontaire, réparation du portillon qui a été vandalisé
8406	EPLE	0910975R	EST	91	VERSAILLES	3 210,00 €	BRÉTIGNY-SUR-ORGE	JEAN-PIERRE TIMBAUD	Sécurité	Remplacement d'un garde-corps d'un escalier du bâtiment C
8404	EPLE	0910620E	EST	91	VERSAILLES	928,13 €	CORBEIL-ESSONNES	ROBERT DOISNEAU	Sécurité	Levée de réserve du SSI, remplacement du tableau de report à la loge raccordé à la centrale incendie
8353	EPLE	0910755B	EST	91	VERSAILLES	13 529,00 €	DRAVEIL	NADAR	Sécurité	Levée des réserves après la vérification du SSI et formation obligatoire des personnels utilisateurs du système avant la commission de sécurité. Levée des réserves après la vérification du SSI
8509	EPLE	0910622G	EST	91	VERSAILLES	7 777,25 €	ÉTAMPES	GEOFFROY SAINT-HILAIRE	Sécurité	Remise en état des portes coupe-feu défectueuses
8522	EPLE	0910622G	EST	91	VERSAILLES	20 318,04 €	ÉTAMPES	GEOFFROY SAINT-HILAIRE	Sécurité	Mise en place d'éléments du SSI en attendant le remplacement général
8365	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	1 190,00 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Sécurité	Remise en état du système de désenfumage et compartimentage
8399	EPLE	0911962N	EST	91	VERSAILLES	4 260,00 €	MENNECY	MARIE LAURENCIN	Sécurité	Travaux de sécurisation et de remise en état de 9 seuils de portes
8354	EPLE	0910625K	EST	91	VERSAILLES	4 832,82 €	MONTGERON	ROSA PARKS	Sécurité	Remplacement de 27 extincteurs, 65 housses et 23 recharges sur l'ensemble du site pour lever les réserves en vue de la prochaine commission de sécurité
8405	EPLE	0911945V	EST	91	VERSAILLES	25 134,11 €	MORANGIS	MARGUERITE YOURCENAR	Sécurité	Remplacement total du châssis de la porte accès cour car les portes se désolidarisent, risque d'incident
8426	EPLE	0920136Y	OUEST	92	VERSAILLES	20 501,00 €	CLICHY	NEWTON	Sécurité	Remplacement des vitres cassées suite à un acte de vandalisme sur le bâtiment Kléber
33599	EPLE	0921625S	OUEST	92	VERSAILLES	2 971,92 €	COURBEVOIE	PAUL PAINLEVÉ	Sécurité	Remplacement en urgence de 16 extincteurs
34057	EPLE	0920141D	OUEST	92	VERSAILLES	14 400,00 €	NANTERRE	JOLIOT-CURIE	Sécurité	Remise en état du système de commande de deux ascenseurs
34179	EPLE	0920141D	OUEST	92	VERSAILLES	2 682,00 €	NANTERRE	JOLIOT-CURIE	Sécurité	Réalisation du marquage au sol du plateau sportif extérieur et du gymnase
8536	EPLE	0922398G	OUEST	92	VERSAILLES	45 734,00 €	RUEIL-MALMAISON	GUSTAVE EIFFEL	Sécurité	Sinistre incendie dans la salle du foyer élèves
8530	EPLE	0920799U	OUEST	92	VERSAILLES	35 033,35 €	RUEIL-MALMAISON	RICHELIEU	Sécurité	Remplacement des transformateurs 630KVA
8416	EPLE	0921594H	OUEST	92	VERSAILLES	3 972,00 €	VILLENEUVE-LA-GARENNE	MICHEL-ANGE	Sécurité	Vitrage cassé au 1er étage (Aile A) menaçant de tomber
						360 650,36 €			**Total Sécurité**	
8320	EPLE	0770938B	EST	77	CRÉTEIL	10 850,40 €	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ MALRAUX	Travaux	Remplacement des extincteurs réformés
8332	EPLE	0932126F	EST	93	CRÉTEIL	13 555,20 €	DUGNY	FRANÇOIS RABELAIS	Travaux	Remise en état du portail de sortie lycée suite à un accident causé par un camion
8333	EPLE	0932034F	EST	93	CRÉTEIL	5 940,00 €	LE BLANC-MESNIL	WOLFGANG AMADEUS MOZART	Travaux	Remplacement de la porte du foyer vandalisée par des lycéens
33571	EPLE	0930136T	EST	93	CRÉTEIL	1 941,34 €	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	CLAUDE-NICOLAS LEDOUX	Travaux	Remplacement d'extincteurs utilisés sur des départs de feux suite à une manifestation
33573	EPLE	0930136T	EST	93	CRÉTEIL	10 818,10 €	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	CLAUDE-NICOLAS LEDOUX	Travaux	Remplacement de vitrages et ferme porte
8379	EPLE	0930133P	EST	93	CRÉTEIL	4 264,80 €	NOISY-LE-SEC	THÉODORE MONOD	Travaux	Abattage urgent de 2 arbres dangereux

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
33567	EPLE	0931739K	EST	93	CRÉTEIL	1 106,40 €	ROSNY-SOUS-BOIS	JEAN MOULIN	Travaux	Suite à une manifestation, remplacement d'un vitrage brisé
8334	EPLE	0930125F	EST	93	CRÉTEIL	14 776,80 €	SAINT-DENIS	PAUL ÉLUARD	Travaux	Abattage d'arbres dangereux suite à des chutes d'arbres sur le plateau sportif
33572	EPLE	0932074Z	EST	93	CRÉTEIL	6 491,86 €	SAINT-OUEN	MARCEL CACHIN	Travaux	Suite à une manifestation, remplacement d'éléments sur le SSI
8315	EPLE	0930127H	EST	93	CRÉTEIL	29 926,80 €	VILLEMOMBLE	GEORGES CLÉMENCEAU	Travaux	Remise en état clôture suite à un accident de véhicule en voirie
33892	EPLE	0941951K	EST	94	CRÉTEIL	6 858,00 €	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	MARX DORMOY	Travaux	Suite à une manifestation, remplacement de la porte d'entrée du hall et de 6 ensembles d'arrêts butées de porte
8323	EPLE	0941974K	EST	94	CRÉTEIL	2 090,00 €	CHARENTON-LE-PONT	ROBERT SCHUMAN	Travaux	Suite à des dégradations remplacement d'une vitre de couloir
8360	EPLE	0940742W	EST	94	CRÉTEIL	1 343,64 €	LIMEIL-BREVANNES	GUILLAUME BUDÉ	Travaux	Travaux de métallerie, réparation de deux stores extérieurs pour le bureau du proviseur et le secrétariat pédagogique
8314	EPLE	0940118T	EST	94	CRÉTEIL	10 118,40 €	NOGENT-SUR-MARNE	LOUIS ARMAND	Travaux	Travaux de découpe d'un arbre tombé devant le bâtiment C
8377	EPLE	0750676C	OUEST	75	PARIS	12 796,80 €	PARIS	DORIAN	Travaux	Travaux de remplacement et renforcement de vitrages endommagés sur la rue de l'atelier du bâtiment E et casse sur la verrière de la cour Eiffel
8417	EPLE	0754684J	OUEST	75	PARIS	1 799,35 €	PARIS	GEORGES BRASSENS	Travaux	Remplacement de l'appel secours de l'ascenseur suite à une panne sévère
8466	EPLE	0754476H	OUEST	75	PARIS	3 644,68 €	PARIS	GUILLAUME TIREL	Travaux	Travaux de réparation des chambres froides hors service des restaurants pédagogiques et de la demi-pension
8523	EPLE	0753268V	OUEST	75	PARIS	8 590,75 €	PARIS	JEAN LURÇAT	Travaux	Remplacement d'une armoire froide positive et réparation de deux chambres froides
8412	EPLE	0750784V	OUEST	75	PARIS	7 492,33 €	PARIS	MÉTIERS DE L'AMEUBLEMENT	Travaux	Remise en état du système d'aspiration de l'atelier menuiserie
8479	EPLE	0750685M	OUEST	75	PARIS	1 982,53 €	PARIS	PIERRE GILLES DE GENNES	Travaux	Réalisation de canalisation en apparent suite à l'abandon du réseau en dalle fuyard
8336	EPLE	0750664P	OUEST	75	PARIS	34 468,80 €	PARIS	RACINE	Travaux	Reprise des désordres de maçonnerie façade donnant sur la cour et réfection du auvent en béton.
33595	EPLE	0750653C	OUEST	75	PARIS	10 760,40 €	PARIS	SOPHIE GERMAIN	Travaux	Travaux sur ascenceur du lycée pour dysfonctionnement et levée de réserve du contrôle annuel
8321	EPLE	0911961M	EST	91	VERSAILLES	2 730,79 €	ARPAJON	EDMOND MICHELET	Travaux	Remplacement d'une fenêtre suite à une chute dans le couloir du bâtiment A
8330	EPLE	0911021R	EST	91	VERSAILLES	3 955,20 €	BRUNOY	TALMA	Travaux	Remise en état d'un escalier extérieur actuellement condamné car dangereux
8316	EPLE	0911343R	EST	91	VERSAILLES	1 461,25 €	ÉVRY-COURCOURONNES	AUGUSTE PERRET	Travaux	Remplacement du moteur du portail coulissant des accès livraison et logements
8324	EPLE	0911493D	EST	91	VERSAILLES	4 052,40 €	QUINCY-SOUS-SÉNART	LES FRÈRES MOREAU	Travaux	Levée des réserves sur le SSI après le passage du bureau de contrôle
8319	EPLE	0920680P	OUEST	92	VERSAILLES	2 376,00 €	BAGNEUX	LÉONARD DE VINCI	Travaux	Remplacement de l'asservissement de 2 châssis de désenfumage
33596	EPLE	0921166T	OUEST	92	VERSAILLES	14 520,00 €	CHÂTENAY-MALABRY	JEAN JAURÈS	Travaux	Suite à un incendie volontaire, remise en état des sols et des murs de la cage d'escalier
33604	EPLE	0921166T	OUEST	92	VERSAILLES	11 386,66 €	CHÂTENAY-MALABRY	JEAN JAURÈS	Travaux	Suite à un incendie volontaire, prestation de nettoyage et remise en état des intallations électriques dans la cage d'escalier
8363	EPLE	0920136Y	OUEST	92	VERSAILLES	9 079,18 €	CLICHY	NEWTON	Travaux	Remplacement de vitres cassées suite à un acte de vandalisme
8313	EPLE	0950658Z	OUEST	95	VERSAILLES	11 484,00 €	SAINT-OUEN-L'AUMÔNE	CHÂTEAU D'ÉPLUCHES	Travaux	Travaux d'abattage de 15 arbres morts et diagnoctic sur l'état des autres arbres, cette demande fait suite à la tempête du 10 et 11 décembre 2017, qui a engendré la chute de 2 arbres morts, endommageant la clôture d'enceinte du lycée, un éclairage public et une voiture,

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
33607	EPLE	0950658Z	OUEST	95	VERSAILLES	10 764,00 €	SAINT-OUEN-L'AUMÔNE	CHÂTEAU D'ÉPLUCHES	Travaux	Nettoyage spécifique du bâtiment A au 1er étage, des cages d'escalier et de l'internat suite à l'incendie dans une salle de classe
8564	EPLE	0950658Z	OUEST	95	VERSAILLES	4 884,00 €	SAINT-OUEN-L'AUMÔNE	CHÂTEAU D'ÉPLUCHES	Travaux	Réparation d'un moteur de désenfumage du bâtiment A (enseignement général et internat) en panne suite à l'incendie volontaire dans une salle de classe
						278 310,86 €			**Total Travaux**	
33504	EPLE	0930129K	EST	93	CRÉTEIL	6 470,98 €	BONDY	MADELEINE VIONNET	Vidéoprotection	Suite à une manifestation, réparations sur des vitrages et sur la porte d'accès, remplacement de 2 caméras
8461	EPLE	0932034F	EST	93	CRÉTEIL	4 840,56 €	LE BLANC-MESNIL	WOLFGANG AMADEUS MOZART	Vidéoprotection	Remplacement de 3 caméras reliées à la loge
8548	EPLE	0932034F	EST	93	CRÉTEIL	775,44 €	LE BLANC-MESNIL	WOLFGANG AMADEUS MOZART	Vidéoprotection	Remplacement de l'enregistreur localisé dans la loge
33501	EPLE	0930136T	EST	93	CRÉTEIL	11 667,60 €	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	CLAUDE-NICOLAS LEDOUX	Vidéoprotection	Mise en sécurité du lycée par le remplacement d'une caméra hors service et l'ajout d'une alarme anti-intrusion
33505	EPLE	0911938M	EST	91	VERSAILLES	5 264,69 €	PALAISEAU	CAMILLE CLAUDEL	Vidéoprotection	Remplacement de 4 caméras axées sur le parvis élèves et livraison/parking ayant été volées
						29 019,27 €			**Total Vidéoprotection**	
						1 785 710,91 €			**Total général**	

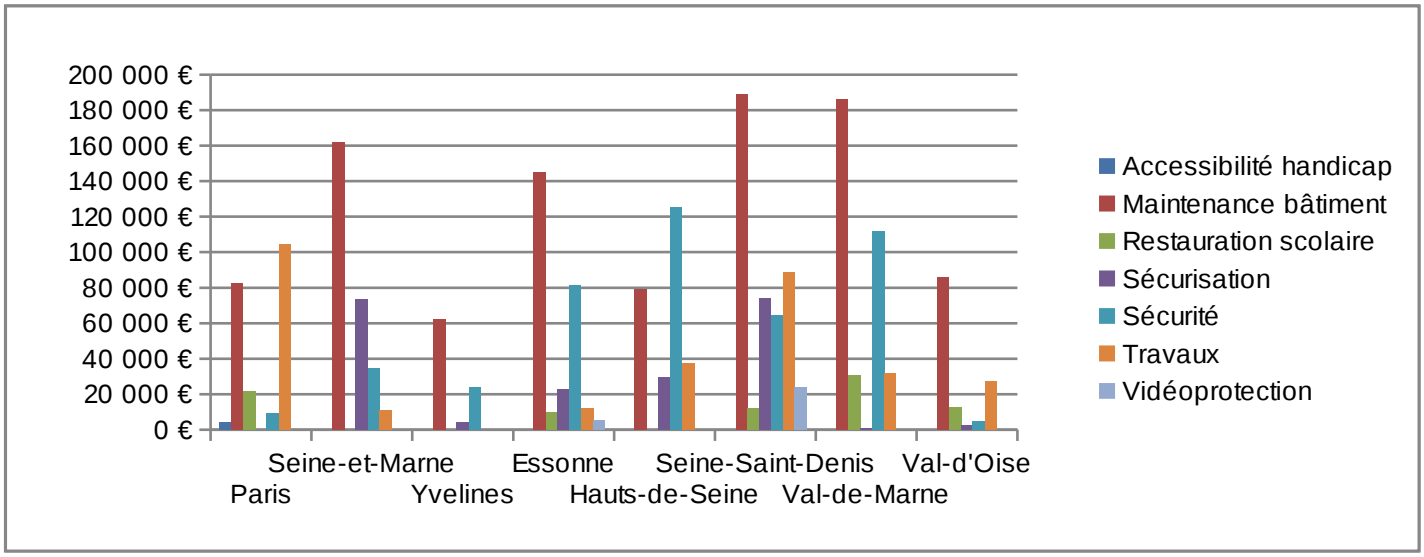
Liste thématique des fonds d'urgence attribués aux cités mixtes régionales

N° décision	Type	UAI	Unité territoriale	Dépt	Académie	Montant TTC	Commune	Nom de l'établissement	Thématique	Libellé de l'opération
8506	CMR	0750648X	OUEST	75	PARIS	4 272,00 €	PARIS	VICTOR HUGO	Accessibilité handicap	Fourniture et pose de deux mains courantes pour l'accueil d'une élève en situation de handicap.
						4 272,00 €			**Total Accessibilité handicap**	
8374	CMR	0930116W	EST	93	CRÉTEIL	33 548,00 €	AUBERVILLIERS	HENRI WALLON	Maintenance bâtiment	Remplacement du transformateur à remplissage intégral
8317	CMR	0750675B	OUEST	75	PARIS	11 897,04 €	PARIS	VOLTAIRE	Maintenance bâtiment	Réparation de la carte mère sur le SSI
33613	CMR	0750679F	OUEST	75	PARIS	29 065,02 €	PARIS	PAUL VALERY	Maintenance bâtiment	Remplacement et remise à niveau de l'ensemble des extincteurs
8458	CMR	0780422K	OUEST	78	VERSAILLES	22 440,00 €	LES MUREAUX	FRANÇOIS VILLON	Maintenance bâtiment	Nettoyage du vide sanitaire
8459	CMR	0780422K	OUEST	78	VERSAILLES	14 286,00 €	LES MUREAUX	FRANÇOIS VILLON	Maintenance bâtiment	Nettoyage des locaux du RDC souillés lors de l'inondation
8335	CMR	0920149M	OUEST	92	VERSAILLES	45 734,00 €	VANVES	MICHELET	Maintenance bâtiment	Réparation du système de sécurité incendie suite à panne et avis défavorable de la commission de sécurité
8425	CMR	0950656X	OUEST	95	VERSAILLES	11 999,90 €	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE CORBUSIER	Maintenance bâtiment	Suite à la chute de lames de pare-soleils, intervention avec nacelle télescopique (8 jours) pour vérifier la fixation des lames de l'ensemble des pare-soleils et refixer les lames décrochées
						168 969,96 €			**Total Maintenance bâtiment**	
8355	CMR	0930116W	EST	93	CRÉTEIL	12 186,00 €	AUBERVILLIERS	HENRI WALLON	Sécurité	Travaux urgents de sécurisation dans le bâtiment gymnase, de multiples portes de sortie de secours sont fortement dégradées et ne permettent plus de sécuriser le bâtiment
8553	CMR	0940743X	EST	94	CRÉTEIL	72 914,35 €	VILLENEUVE-LE-ROI	GEORGES BRASSENS	Sécurité	Suite à un incendie, désinfection du matériel du 1er étage suite à la propagation des suies, remise en état du SSI, réparation des portes cassées par les pompiers, remplacement des filtres des hottes et armoires ventilées, renouvellement des deux charriots et de leurs accessoires brûlés lors de l'incendie et vérification des installations électriques de la partie lycée
8402	CMR	0940124Z	EST	94	CRÉTEIL	4 200,00 €	VINCENNES	HECTOR BERLIOZ	Sécurité	Remplacement de 2 convertisseurs et d'une alimentation sur SSI
8525	CMR	0950656X	OUEST	95	VERSAILLES	4 696,92 €	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE CORBUSIER	Sécurité	Remplacement d'équipement de désenfumage défectueux
						93 997,27 €			**Total Sécurité**	
8322	CMR	0940743X	EST	94	CRÉTEIL	6 549,11 €	VILLENEUVE-LE-ROI	GEORGES BRASSENS	Travaux	Remise en état des menuiseries dégradées du bâtiment demi-pension après intrusion
8338	CMR	0940124Z	EST	94	CRÉTEIL	5 085,60 €	VINCENNES	HECTOR BERLIOZ	Travaux	Restauration du mur de la restauration à côté du matériel de cuisson, polystyrène apparent et risque d'incendie
8364	CMR	0750704H	OUEST	75	PARIS	22 976,26 €	PARIS	CARNOT	Travaux	Remplacement des éléments verriers endommagés de la verrière Eiffel suite à l'effondrement
						34 610,97 €			**Total Travaux**	
						301 850,20 €			**Total général**	

Répartition thématique des fonds d'urgence attribués aux lycées publics et CMR

VENTILATION THÉMATIQUE PAR DÉPARTEMENT DES FONDS D'URGENCE EN 2018

	Accessibilité handicap	Maintenance bâtiment	Restauration scolaire	Sécurisation	Sécurité	Travaux	Vidéoprotection	TOTAL
Paris	4 272,00	82 680,06	21 849,60		9 020,80	104 511,90		222 334,36
Seine-et-Marne		161 955,47		73 280,07	34 436,40	10 850,40		280 522,34
Yvelines		62 381,00		4 395,60	23 797,98			90 574,58
Essonne		144 716,43	9 930,47	22 930,12	81 179,35	12 199,64	5 264,69	276 220,70
Hauts-de-Seine		79 076,60		29 681,12	125 294,27	37 361,84		271 413,83
Seine-Saint-Denis		188 727,91	12 138,26	73 994,88	64 646,91	88 821,30	23 754,58	452 083,84
Val-de-Marne		186 098,48	30 831,24	868,80	111 575,00	32 044,75		361 418,27
Val-d'Oise		86 092,10	12 606,17	2 466,00	4 696,92	27 132,00		132 993,19
TOTAL	**4 272,00**	**991 728,05**	**87 355,74**	**207 616,59**	**454 647,63**	**312 921,83**	**29 019,27**	**2 087 561,11**
	0,20%	***47,51%***	***4,18%***	***9,95%***	***21,78%***	***14,99%***	***1,39%***	***100,00%***



Région îledeFrance

Conseil régional

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS

2 0 OCT. 2020

Service des collectivités locales
et du contentieux

Rapport pour la commission permanente du conseil régional
JUILLET 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

COMMUNICATION CONCERNANT LE FONDS COMMUN RÉGIONAL DES SERVICES D'HÉBERGEMENT (FCRSH) - BILAN D'UTILISATION 2019

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....3

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par délibération n° CR 85-46 du 11 décembre 1985, le conseil régional a créé un fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH) des établissements publics locaux d'enseignement d'Île-de-France avec d'une part **une cotisation annuelle fixée à 1,5 %,** sur les recettes issues des repas pris par les usagers (élèves, commensaux et passagers) et des recettes issues du service d'hébergement et d'autre part, **une ligne de contribution solidaire de 3%** a été créée par délibération n° CP 14-294 du 10 avril 2014 Cette contribution a été abaissée depuis le 1er septembre 2019 à 1,5 %par la délibération CP 2018-541 du 21 novembre 2018.

Dans un objectif d'amélioration de la réactivité de la collectivité face à des besoins souvent urgents, l'attribution des dotations au titre du FCRSH a été déléguée par le conseil régional à la Présidente en 2016, par conséquent cette dernière doit rendre compte de son utilisation en fin d'exercice.

L'objet de cette présente communication est donc de présenter le bilan d'utilisation des crédits du FCRSH pour la période de janvier à décembre 2019.

1. Critères d'éligibilité et modalités de fonctionnement

1.1 Rappel des critères d'éligibilité

Il est rappelé que cette cotisation de 1,5 % au titre du FCRSH est destinée à couvrir les dépenses exceptionnelles et urgentes, afférentes au service « hébergement et restauration » pour permettre d'assurer la continuité de ce service, chaque fois que le budget ou les fonds de réserve de l'établissement ne sont pas en mesure de supporter la dépense, telles que :

- **un déficit accidentel** du service d'hébergement et restauration d'un établissement ;
- **les réparations**, **le remplacement** ou **l'acquisition d'équipements** indispensables au fonctionnement du service de restauration ;
- le cas échéant, toute dépense nécessaire à la continuité de ce service.

Par la délibération CP 2018-541 du 21 novembre 2018, le montant maximum d'aide financière pour l'année 2019 a été fixé à 30 000,00 €.

Pour pouvoir bénéficier d'une subvention, l'établissement doit présenter :

- Un fonds de roulement au service général **inférieur ou égal à 3 mois de fonctionnement**;
- Si le fonds de roulement au service général de l'établissement est compris **entre 3 et 4 mois**, il pourra être proposé un cofinancement de 50% du devis présenté avec un montant **plafond de 10 000 euros** ;
- Les réserves disponibles mobilisables de l'établissement évaluées d'après le fonds de roulement net global tel qu'il ressort du compte financier et des prélèvements intervenus durant l'exécution budgétaire ;
- L'établissement doit avoir au préalable justifié de l'utilisation, de la dernière subvention reçue au titre du FCRSH, le cas échéant ;
- L'établissement doit être à jour de ses cotisations au titre du FCRSH.

Par ailleurs, **à titre dérogatoire**, certaines situations dûment justifiées dont le caractère exceptionnel et d'urgence seront apprécié par les services régionaux, pourront donner lieu à une prise en charge sur le FCRSH supérieure au plafond d'attribution mentionné ci-dessus.

Concernant la campagne d'équipement « qualité- gaspillage » qui a remplacé la contribution solidaire de 3 %, cette dernière est destinée à mener des campagnes d'équipements de la restauration des établissements publics dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire et la gestion et valorisation des déchets tels que prévus par le rapport cadre n° CR 23-14.

Ainsi seront ciblés et pourront être pourvus les établissements ne disposant pas des équipements suivants, lors de campagnes annuelles successives :

- **Cellule de refroidissement ;**
- **Sala'd Bar ;**
- **Table de Tri.**

A titre dérogatoire, certaines demandes d'équipements, non prévus dans cette liste, dûment justifiées, concourant aux objectifs de réduction du gaspillage alimentaire et de gestion et valorisation des déchets pourront être étudiées et appréciées par les services régionaux.

Cette contribution a été abaissé depuis le 1er septembre 2019 à 1,5 %.par la délibération CP 2018-541 du 21 novembre 2018.

1.2 Constitution du dossier de demande de subvention

Le dossier de demande de subvention FCRSH, dûment complété, doit être accompagné :

- d'un minimum de deux devis pour chaque demande de remplacement du matériel ;

- du devis du prestataire en charge du contrat de maintenance de l'établissement concernant les demandes de réparations de matériel. Les devis proposés seront instruits et validés par les services techniques de la région. L'établissement doit procéder à l'achat ou à la réparation du matériel conformément au devis validé ;

- un état comptable détaillé justifiant du déficit, situation des dépenses engagées, factures, état de dépenses certifiées… ;

- la date et le montant des deux dernières cotisations ;

- le cas échéant, le bilan de l'utilisation de la dernière subvention reçue au titre du FCRSH (s'il n'a pas déjà été transmis) ;

- le cas échéant, un courrier doit être fourni, mentionnant l'accord du lycée dans le cadre d'un co-financement ;

- Le cas échéant, si l'établissement dispose d'un solde de subvention FCRSH, il convient de retourner le dossier accompagné d'une demande de requalification de la subvention FCRSH.

Un compte rendu de l'utilisation de ces fonds est adressé aux services régionaux, accompagné d'une copie des factures payées par l'établissement bénéficiaire.

A défaut de retour de ces éléments à l'issue d'une année civile, ou en cas d'utilisation non conforme de la subvention accordée, la région émet un titre de recette.

2. Utilisation du fonds commun régional des services d'hébergement

2.1 La situation financière du FCRSH en 2018 et 2019 :

	2018	**2019**	Evolution
Encaissements	3 600 525,75 €	**3 702 646,09 €**	2,84%
Subventions attribuées	2 140 205,00 €	**5 274 333,00 €**	146,44%
Solde	1 460 320,75 €	**-1 571 686,91 €**	-207,63%
Balance d'entrée au 1er janvier	6 713 630,96 €	**8 173 951,71 €**	21,75%
Solde au 31/12	8 173 951,71 €	**6 602 264,80 €**	-19,23%

Il est à noter qu'une partie des cotisations réglées sur les cinq premiers mois de l'année pour un montant de 2 004 859,96 € correspondent à l'année 2018. En effet, il est constaté un décalage dans la perception des cotisations de l'année antérieure du fait des validations des enquêtes au quotient familial qui s'effectuent essentiellement en début d'année N+1.

La commission du 10 décembre 2018 pour un montant de 545 851 € n'a été versée aux lycées qu'en janvier 2019 et pris en compte par la DRIFP qu'à cette date, c'est pourquoi ce montant apparait sur le compte emploi 2019.

2 .2 Bilan sur les subventions accordées en 2019

L'instruction des dossiers par les services est réalisée au rythme de leur réception. Toutes les demandes reçues sont présentées en commission interne au Pôle Lycées.

La situation financière de chaque lycée (niveau des fonds de roulement, attribution complémentaire régionale, compléments de fonctionnement ou d'équipement) a été examinée pour l'appréciation de chacune des demandes.

Pour l'année 2019, treize commissions internes se sont tenues :

dates des commissions	**Montant**
commission PL du 5/02/2019	255 032,00 €
commission PL du 18/02/2019	248 412,00 €
commission PL du 25/03/2019	192 367,00 €
commission PL du 15/04/2019	389 438,00 €
commission PL du 20/05/2019	550 552,00 €
commission PL du 17/06/2019	359 390,00 €
commission PL du 1er/07/2019	522 861,00 €
commission PL du 24/07/2019	185 671,00 €
commission PL du 26/09/2019	170 340,00 €
commission PL du 2/10/2019	313 767,00 €
commission PL du 10/10/2019	195 130,00 €
commission PL du 21/11/2019	447 604,00 €
commission PL du 12/12/2019	897 918,00 €
Total	**4 728 482,00 €**

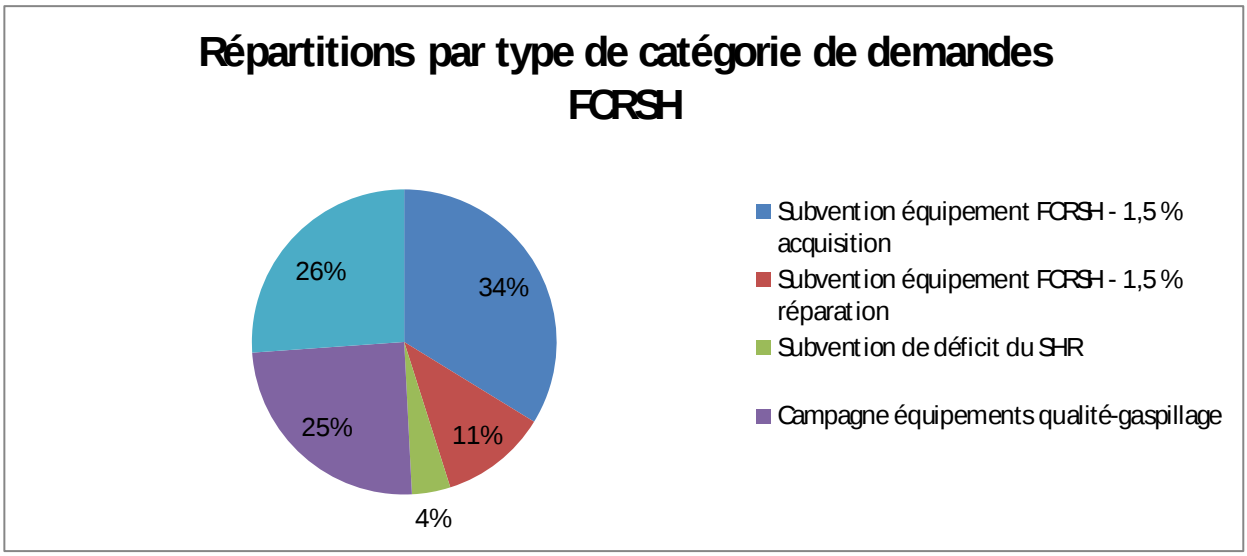
Le nombre de demandes de subventions est en hausse de 40 % par rapport à 2018 :

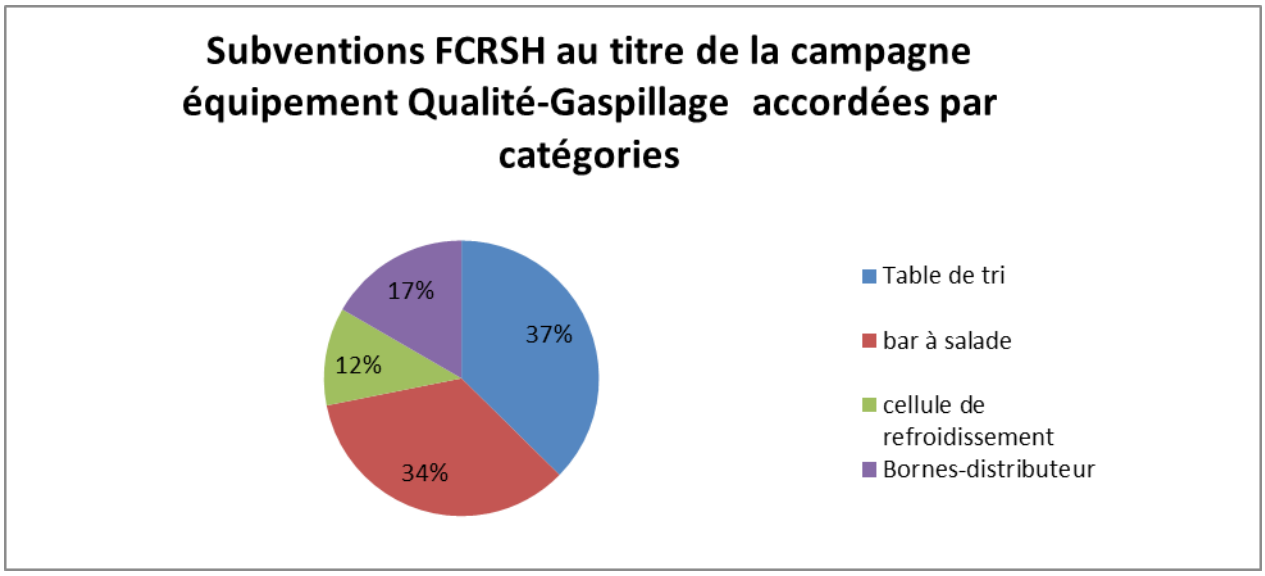
- 373 demandes de subvention et 42 demandes de requalifications de subvention en 2018 ;
- 522 demandes de subvention en 2019.

Les dépenses du FCRSH sont classées en plusieurs catégories :

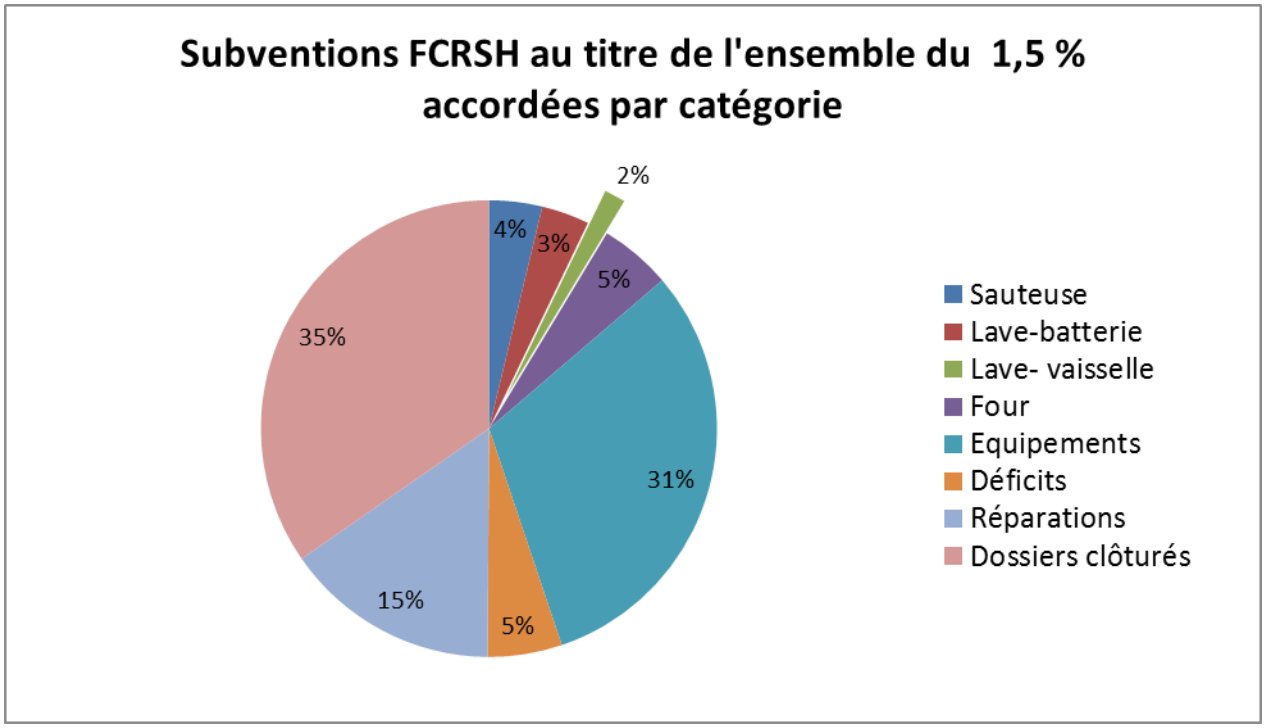
Depuis 2019, les lycées effectuent leurs demandes selon cinq types de demandes possibles, comme suit :

- Subvention équipement FCRSH « socle » 1,5 % acquisition,
- Subvention équipement FCRSH « socle » 1,5 % réparation,
- Subvention de déficit du service hébergement restauration (SHR) ;
- Subvention frais de transport ;
- Campagne équipements qualité-gaspillage.

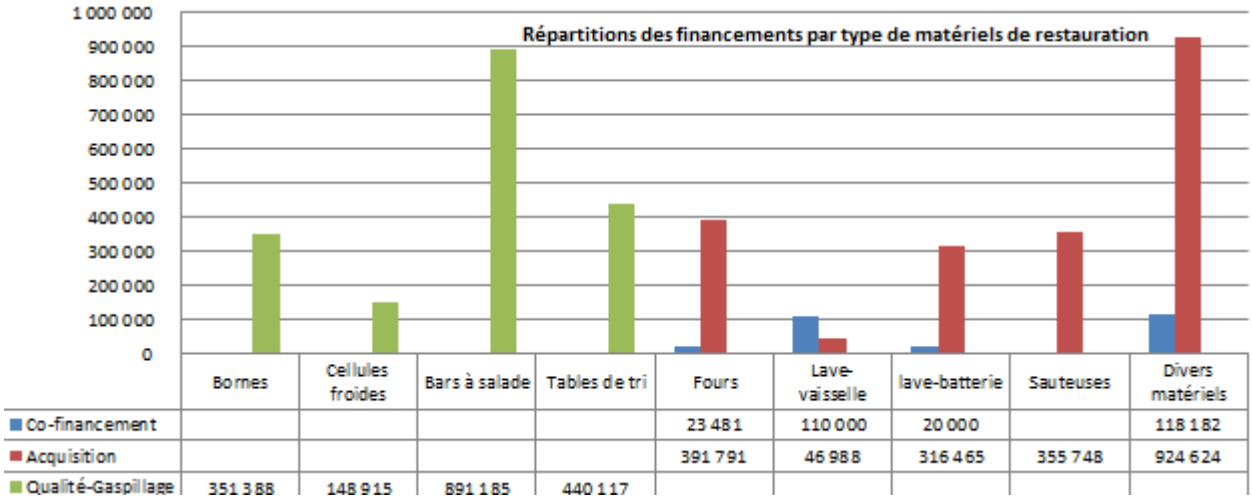




Sur l'année 2019, 174 dossiers ont été validés contre 131 sur l'année 2018, soit une hausse de 31,29 %.



Sur l'année 2019, 238 dossiers ont été validés contre 260 sur l'année 2018, soit une baisse de 8,46 %.



	Bornes	Cellules froides	Bars à salade	Tables de tri	Fours	Lave-vaisselle	lave-batterie	Sauteuses	Divers matériels
Co-financement					23 481	110 000	20 000		118 182
Acquisition					391 791	46 988	316 465	355 748	924 624
Qualité-Gaspillage	351 388	148 915	891 185	440 117					

Dans l'application OGIL 944 dossiers ont été créés comme suit :

- 245 ont été annulés car dossiers en doublon voire en triple, le type de la demande correspondant pas à la demande d'équipements, demandes non validées par le technicien ;
- 522 dossiers passés en commission FCRSH sur 2019 ;
- 177 clôturés après la commission FCRSH du 12 décembre car les dossiers n'ont pas été finalisés par les lycées dans les temps pour être instruits par les services.

Ici est présentée l'évolution de ces dépenses par rapport à 2018 :

	2018	**2019**	**Evolution**
Equipements (acquisitions et cofinancement)	46,06%	45,68%	- 0,38 pts
Transports	0,00%	0,00%	
Déficit, pertes de denrées et subvention d'équilibre	5,08%	5,37%	+ 0,29 pts
Réparations	11,86%	15,55%	+ 3,69 pts
Campagne Qualité et Gaspillage %	37,00%	33,40 %	- 3,6% pts
Total	100%	100 %	

La majorité des dépenses est consacrée au remplacement de matériel défectueux ou non conforme. Pour les demandes d'équipements divers, 8,82 % des établissements ont reçu un co-financement.

Evolutions par rapport aux montants attribués :

	2018	**2019**	**Evolution**
Equipements (acquisitions et cofinancement)	1 125 084,00 €	**2 307 279 €**	105,07 %
Transports	0,00 €	**0,00 €**	-
Déficit, pertes de denrées et subvention d'équilibre	169 113,00 €	**275 074 €**	62,66%
Réparations	164 050,00 €	**314 524 €**	91,72%
Campagne Qualité et Gaspillage	1 227 809,00 €	**1 831 605 €**	49,18%
Total	2 686 056,00 €	**4 728 482 €**	76,03%

Je vous prie de bien vouloir prendre connaissance de cette communication.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

2020-06-16 08:31:54

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-131

DU 1 JUILLET 2020

DÉNOMINATION DU LYCÉE LOUIS ARMAND - PARIS 15 - LYCÉE DES SCIENCES ET DU NUMÉRIQUE LOUIS ARMAND

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de l'éducation, et notamment son article L 421-24 ;

VU la délibération n°CR_92_15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente ;

VU l'avis du Conseil d'Administration du lycée Louis Armand en date du 14 novembre 2019 ;

VU la délibération du Conseil d'arrondissement de Paris 15ème en date du 28 octobre 2019 et la délibération du Conseil de Paris en date du 13 décembre 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

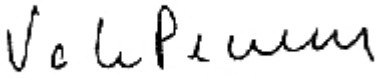
VU le rapport n°CP 2020-131 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide de donner au lycée Louis Armand – sis 319 rue Lecourbe à Paris 15ème – UAI 0751708Z – le nom de « Lycée des sciences et du numérique Louis Armand ».

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc171699-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-135

DU 1 JUILLET 2020

CONVENTIONS D'UTILISATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS - DEUXIÈME RAPPORT 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code du sport ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2019-046 du 19 septembre 2019 ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 2018-30 du 20 septembre 2018 relative à la Dotation Globale de Fonctionnement des lycées pour l'année 2019

VU la délibération n°CR 2019-041 du 19 septembre 2019 relative à la Dotation Globale de Fonctionnement des lycées pour l'année 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-135 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la Ville de Magnanville au bénéfice du lycée Léopold Sédar Senghor, figurant en annexe 1 à la délibération, et d'autoriser la présidente à la signer.

Article 2 :

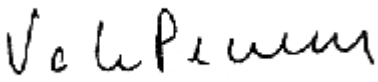
Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la communauté de commune du Dourdannais en Hurepoix au bénéfice du lycée Nikola Tesla, figurant en annexe 2 à la délibération, et d'autoriser la présidente à la signer.

Article 3 :

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la Ville

de Saint-Witz au bénéfice du lycée Léonard de Vinci, figurant en annexe 3 à la délibération, et d'autoriser la présidente à la signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc171722-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Convention avec la Ville de Magnanville

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la ville de Magnanville, représentée par Monsieur Michel LEBOUC, Maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 18 février 2019,

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région d'Ile de France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du conseil régional, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2020-135 en date du 1er juillet 2020,

Dénommée ci-après " la Région ",

ET

Le lycée LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR, sis Place Pierre Bérégovoy à Magnanville (78200), représenté par son proviseur Monsieur Bruno CHOQUER, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du 03 février 2020

Dénommée ci-après « l'Etablissement ».

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L. 214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région pour utilisation par l'Etablissement les installations sportives suivantes :

- Gymnase Marie-Amélie LE FUR

Une annexe à la présente convention définit les conditions et les horaires d'utilisation.

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3- Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour les années 2019 et 2020, elle est plafonnée à 8 € par élève dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France**.**

Article 4 – Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;

- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5- Prise d'effet et durée de la convention :

La convention prend effet au 1er septembre 2018.

Elle est conclue pour une durée de trois années scolaires consécutives.

La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse.

Article 6- Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7- Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8- Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à	Fait à	Fait à
Le	Le	Le
Pour la Collectivité	Pour la Région	Pour l'Etablissement

Annexe – Planning d'utilisation

Salle Omnisports

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8h30	EPS Lycée	EPS Lycée	EPS Lycée	EPS Lycée	EPS Lycée		
9h							Badminton ESM 9h30-12h
9h30							
10h							
10h30							
11h							
11h30							
12h							
12h30							
13h			Badminton AS				
13h30							
14h							
14h30							
15h							
15h30							
16h							
16h30							
17h			BOXING ARTS 17h - 19h			Badminton ESM 17h30-20h	
17h30							
17h40	Escalade AS			Escalade AS			
18h							
18h30							
18h45							
19h		Badminton ESM 19h-22h	Badminton ESM 19h-22h / Tennis de table ESM		Badminton ESM 19h-22h / Tennis de table ESM		
19h30							
20h	Badminton ESM 20h-22h			ESM KARATE 20h-22h			
20h30							
21h							
21h30							
22h							

DOJO

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8h30	EPS Lycée	EPS Lycée	EPS Lycée	EPS Lycée	EPS Lycée	ESM KARATE 8h30-18h	ESM JUDO 9h-11h
9h							
9h30							
10h							ESM KARATE 11h-12h30
10h30							
11h							
11h30							
12h							
12h30							
13h							
13h30							
14h							
14h30							
15h							
15h30							
16h							
16h45			ESM JUDO 16h45-18h45				
17h							
17h30							
17h45	ESM JUDO 17h45-18h45	ESM JUDO 17h45-20h00			ESM JUDO 17h45 - 19h45		
18h							
18h30							
18h45							
19h30			ESM KARATE 19h-22h	ESM JUDO 19h30-21h			
19h45							
20h	ESM KARATE 20h-22h	BOXING ARTS 20h-22h			BOXING ARTS 20h-22h		
20h30							
21h				ESM KARATE 21h-22h			
21h30							
22h							

Salle de Musculation

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8h30	EPS Lycée	EPS Lycée	EPS Lycée	EPS Lycée	EPS Lycée		
9h							
9h30							
10h							
10h30							
11h							
11h30							
12h							
12h30							
13h			AS Step				
13h30							
14h							
14h30							
15h							
15h30							
16h							
16h30							
17h							
17h30							
17h40	AS Musculation				AS Fitness Crossfit		
18h							
18h30							
19h							
19h30							
20h							
20h30							
21h							
21h30							
22h							

Cadre Horaire / Fermeture du Gymnase Marie Amélie LE FUR:
- Fin des activités à 22h
- Rangement remise en état des lieux 22h - 22h20
- Fermeture 22h30

Annexe 2 - Convention avec la Communaut é de communes du Dourdannais en Hurepoix

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'UNE OU PLUSIEURS INSTALLATIONS SPORTIVES

La présente convention intervient :

entre

La Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix (C.C.D.H.)
Représentée par son Président, Monsieur Yannick HAMOIGNON

Adresse : 17 rue Pierre CECCALDI
91410 DOURDAN

et

La **Région Ile de France**, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du conseil régional, agissant en vertu d'une délibération n°CP 2020-135 en date du 1er juillet 2020

et

Le Lycée TESLA, établissement public local d'enseignement
Représenté par son Proviseur, Madame Marie-Thérèse GUERIN-NETRY, dûment autorisé par délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du … / … / 2020

Adresse : Chemin du Champ de Courses
91410 DOURDAN

APRES AVOIR EXPOSE CE QUI SUIT :

Le Lycée assure de par ses activités une mission d'intérêt général.

Au titre des articles L 214-1 et L 214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

La Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix met à disposition ses installations sportives dont la proximité avec le Lycée lui permet de mener à bien sa mission d'intérêt général.

Aussi, considérant que les installations sportives de **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix**, répondent aux nécessités de fonctionnement de l'enseignement de l'éducation physique et sportif de l'établissement scolaire, les trois signataires s'accordent sur la mise à disposition au profit du Lycée TESLA de DOURDAN, des installations sportives décrites à l'article 1 de cette même convention, dans les conditions fixées dans la présente convention.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : **OBJET**

La Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix met à disposition du Lycée TESLA, les installations sportives suivantes :

« **Gymnase Nicolas BILLAULT** » situé Chemin du Champ de Courses – 91410 DOURDAN
« **Gymnase Lino VENTURA** » situé Chemin du Champ de Courses – 91410 DOURDAN
« **Stade Maurice GALLAIS** » situé Chemin Maurice Gallais – 91410 DOURDAN
« **Terrains de sport** » situé Chemin du Mesnil – 91410 DOURDAN

ARTICLE 2 : CONDITIONS D'UTILISATION

La Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix entretient ces installations dans le cadre de sa mission pour les besoins culturels et sportifs spécifiques des élèves.

Les investissements autres que le maintien des installations en état de fonctionnement conformes aux obligations de sécurité relèvent de la seule décision de **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix**, au regard de sa mission.

Le Lycée pourra utiliser ces installations pour y assurer l'enseignement de l'Education physique et sportives. Les activités de l'Association Sportive et du Foyer socio éducatif sont régies dans le cadre de conventions spécifiques, conformément aux dispositions de la circulaire n° 93 – 294 du 15 octobre 1993.

Toute autre activité que le Lycée souhaiterait y organiser est soumise à l'autorisation écrite préalable de **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix**.

Toute introduction de matériel par le Lycée doit faire l'objet d'une autorisation préalable de **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix.**

Tout matériel, propriété du Lycée déposé dans l'enceinte de ces installations sportives dont l'utilisation n'est plus effective pour cause de dégradation ou autre motif, doit être récupéré par ce dernier, à l'issue du trimestre scolaire en cours.

ARTICLE 3 : HORAIRES D'UTILISATION

Toute installation sportive, objet de la présente convention, est mise à la disposition du Lycée pour la pratique de l'enseignement de l'Education physique et sportive, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h 30.

Les périodes de congés scolaires sont exclues de ces horaires.

Durant ces horaires, le Lycée est considéré comme l'utilisateur de l'installation sportive.

La Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix ne pourra en concéder l'utilisation à autrui, sauf accord entre les parties prévu dans un avenant, conformément aux dispositions de l'article 10 de la présente convention.

La Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix pourra utiliser les installations sportives pour les besoins de ses propres activités à titre exceptionnel, durant les horaires réservés au Lycée.

Dans le cas, **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix** s'engage à confirmer au Chef d'Etablissement, par écrit, l'indisponibilité momentanée de l'installation sportive.

L'installation sportive peut, sur demande de l'administration de l'Education Nationale, être utilisée durant les horaires réservés au Lycée, pour des examens officiels. Cette utilisation devra faire l'objet d'une autorisation préalable de **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix.**

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition du Lycée à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2020, elle est plafonnée à 8 € par élève dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France**.**

ARTICLE 5 : ENTRETIEN ET MAINTENANCE

L'entretien et la maintenance (petites réparations) des installations sont à la charge de **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix**. Celle-ci s'engage à prendre toute disposition pour que le Lycée puisse l'utiliser dans les conditions normales de fonctionnement et conformes à la réglementation en vigueur en matière de sécurité.

ARTICLE 6 : GARDIENNAGE ET NETTOYAGE

Le gardiennage et le nettoyage sont à la seule charge de **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix**.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES – ASSURANCES

La responsabilité des partenaires et des enseignants est définie selon les textes et la jurisprudence en vigueur et en particulier les articles L. 1242 du Code civil, L. 911-4 du Code de l'éducation et L. 121-3 du Code pénal.

La Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix ne saurait être tenue responsable des vols commis durant les horaires d'utilisation par le Lycée.

Le Lycée, pour sa part, est responsable des dégradations causées pendant ses horaires d'utilisation, aussi bien à l'installation proprement dite qu'aux équipements qui y sont affectés.

Le Lycée s'engage à prévenir immédiatement, par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception, **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix**, des dégradations et des incidents constatés pendant l'utilisation.

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant le lycée dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom.

- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers)

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix**.

La Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

ARTICLE 8 : SECURITE

La Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix s'engage à effectuer des contrôles de sécurité périodiques des installations et équipements, conformément à la réglementation en vigueur relatif à la sécurité des installations sportives.

Les documents relatifs à ces contrôles sont à la disposition du Lycée, dans le registre de sécurité propre à chaque installation, détenu à **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix.**

Le Lycée s'engage préalablement à toute utilisation des installations à :

- Prendre connaissance du règlement intérieur de l'installation et à le faire respecter (document joint à la convention) ;
- Prendre connaissance des voies d'accès, des entrées ;
- Prendre connaissance des issues d'évacuation ;
- Localiser l'emplacement des extincteurs ;
- Contrôler les entrées et sorties des élèves ;
- Signaler à **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix** tout problème

de sécurité dont il aurait connaissance, concernant aussi bien l'installation proprement dite que les équipements qui y sont affectés ;
- Organiser bi-annuellement un exercice de sécurité en situation ;
- Fournir un projet d'organisation de secours.

Le Lycée s'engage à fournir le nom et les coordonnées téléphoniques des personnes habilitées :

- à prévenir les secours ;
- à conduire les opérations de sécurisation ;
- à se mettre à disposition des équipes d'intervention dès leur arrivée sur les lieux ;
- à la mise en place du projet d'organisation des secours.

ARTICLE 9 : VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois années scolaires consécutives à compter du 1er septembre 2019.

La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse.

La présente convention peut être dénoncée au plus tard trois mois avant sa date anniversaire de signature par l'une des trois parties, et ce par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification apportée à la présente convention en cours d'exécution doit faire l'objet d'un avenant, librement négocié par les parties.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande du lycée, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

ARTICLE 12 : LITIGES

Les parties signataires s'engagent à tout mettre en œuvre, en cas de litige ou de contestation, concernant la présente convention ou son application pour parvenir à un accord.

Dans le cas où, à l'issue de cette procédure, aucun accord concernant ce litige ou cette contestation ne pourrait être trouvé, les parties s'en remettraient à la juridiction compétente.

Fait à DOURDAN, le

en 3 exemplaires originaux

Pour la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix	Pour le Conseil Régional	Pour le Lycée Nicolas TESLA

Le Président,		Le Proviseur,
Yannick HAMOIGNON		Dominique VALLOT

Les Associations sportives, et groupes scolaires utilisateurs des Gymnases et stades s'engagent à observer scrupuleusement les prescriptions ci-après :

► - Les usagers doivent être obligatoirement accompagnés par un dirigeant, un moniteur ou un enseignant chargé de veiller à l'observation d'une parfaite discipline.

► - Pour pénétrer dans les salles de sport, les usagers **doivent obligatoirement porter des chaussures de sport uniquement destinées aux cours et qui ne doivent en aucun cas servir pour l'extérieur.**

►- Il est interdit d'entrer des animaux, vélos, mobylettes, poussettes, etc... dans les locaux (halls, vestiaires, salles).

► - L'usage des ballons autres que ceux AUTORISES POUR LE SPORT PRATIQUE (basket, hand, foot en mousse, etc...) sont absolument interdits (rugby, foot en cuir, etc...).

► - Il est **interdit de fumer** dans l'enceinte des stades, gymnases (salles, vestiaires, halls, etc...) y compris pour les spectateurs et accompagnateurs.

► – **Les usagers doivent respecter l'horaire qui leur est accordé, lequel s'entend de l'entrée à la sortie de l'Établissement**

► - Il est formellement interdit de rester dans le gymnase en dehors de son cours ou du créneau accordé.

► - **Les portes anti-panique tant extérieures qu'intérieures doivent impérativement** rester fermées et ne pas servir au va et vient des utilisateurs.

►- Le matériel utilisé devra être rangé après chaque utilisation.

► - Le déplacement du matériel lourd (barres asymétriques, parallèles, fixes, etc...) doit s'effectuer à l'aide des chariots destinés à cet effet et uniquement sur la demande du responsable du groupe sportif. En aucun cas les engins ne doivent être traînés sur le sol.

► **– Il est formellement interdit d'apporter des boissons alcoolisées** dans l'enceinte des équipements sportifs.

► - L'utilisation durant les créneaux horaires est accordée uniquement pour la pratique du sport.

► - **La Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix** assure ce bâtiment en responsabilité civile à l'exclusion de tout autre dommage individuel. Il appartient donc aux utilisateurs d'opérer les démarches nécessaires à leur couverture en responsabilité civile individuelle ou tout autre dommage à leur convenance. **La Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix** entend dégager sa responsabilité en ce qui concerne ces divers risques et ne pas être inquiétée ou recherchée de ce chef.

►- **La non-observation des présentes conditions d'utilisation entraînera la résiliation immédiate de l'autorisation accordée. En cas de faute grave, l'association ou**

groupement se verra refuser pour l'avenir toute nouvelle autorisation dans les établissements sportifs gérés par la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix.

►- La remise en état des dégradations occasionnées par une école ou une association sera à la charge de ses responsables.

► - L'utilisation des gymnases par les scolaires ne pourra être autorisée que pour une classe à la fois et seulement aux élèves participants au cours. Les élèves dispensés de sport n'auront pas accès au gymnase.

► - L'utilisation de la salle est réservée à la pratique d'une seule discipline à la fois.

► - L'utilisation et l'accès du premier étage du gymnase Nicolas BILLAULT est strictement interdit, sauf accord de **la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix,** pour des manifestations spécifiques.

► – Les structures sont fermées pendant toutes les vacances scolaires. Toutes demandes ponctuelles devront faire l'objet d'un courrier déposé un mois avant les congés au service des sports, **sans aucune dérogation possible pendant les congés de Noël.**

► - Le gardien est chargé de faire respecter ce règlement et de vérifier après chaque cours l'état des lieux.

► - Tout manque de respect envers les gardiens pourra être sanctionné par l'exclusion immédiate.

Annexe 3 - Convention avec la Ville de SaintWitz

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la ville de SAINT-WITZ représentée par Madame/Monsieur ……, Maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du …….

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région d'Ile de France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du conseil régional, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2020-135 en date du 1er juillet 2020 ;

Dénommée ci-après " la Région ",

ET

Le lycée LEONARD DE VINCI, sis 2 RUE ROBQUIN 95470 SAINT-WITZ, représenté par son proviseur Madame Florence FOURNIER**,** agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du 12 décembre 2018.

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L. 214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région pour utilisation par l'Etablissement les installations sportives figurant en annexe à la présente convention, annexe qui définit les conditions et les horaires d'utilisation.

Un état des lieux, établi contradictoirement, est réalisé avant la signature de la convention et annexé à la présente.

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3- Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2019, elle était plafonnée à 8 € par élève. Ce plafond est identique pour l'année 2020.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la ville à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 – Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;

- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5- Prise d'effet et durée de la convention :

La convention prend effet au 1er septembre 2018.

Elle est conclue pour une durée de trois années scolaires consécutives.

La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse.

Article 6- Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7- Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8- Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à	Fait à	Fait à
Le	Le	Le
Pour la Collectivité	Pour la Région	Pour l’Etablissement

Annexe

Installations sportives concernées et horaires d’utilisation

Installations sportives :

Stade
Gymnase (grande salle et Dojo)

Horaires d’utilisation :

- lundi 8:30-16:30
- mardi 8:30-17:30
- mercredi 10:30-16:30
- jeudi 8:30-17:30
- vendredi 8:30-12:30

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-262

DU 1 JUILLET 2020

TRAVAUX DANS LES EPLE - 4ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2020 - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 « relative à la mise en place du bouclier de sécurité » ;

VU la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 relative au « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 6ème rapport de l'année 2018 » comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU la délibération n° CP 2020-194 du 27 mai 2020 relative aux travaux dans les EPLE - 3ème rapport de l'année 2020 ;

VU le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-262 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **100.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action (12200101) « Etudes générales lycées publics » du budget 2020.

Article 2 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération, un montant d'autorisations de programme de **3.665.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération, un montant d'autorisation de programme de **1.299.572,02 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2020.

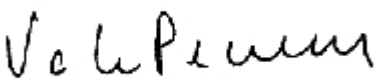
Article 4 :

Subordonne le versement des dotations objet de l'annexe 3 de la délibération à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Article 5

Rectifie une erreur matérielle dans l'annexe n° 2 à la délibération du rapport n° CP 2020-194 du 27 mai 2020 concernant la mise en accessibilité handicap présentée dans l'annexe modificative placée en annexe 4 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181320-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes n°1 à 2 : Listes des affectations

Annexe n° : 1

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP222-001 Études générales lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES ETUDES 2020 complément de l'opération 20B002522200136439	12200101	2031	100 000,00

Total Annexe n° : 1 **100 000,00**

Dont

Etudes générales lycées publics (12200101) **100 000,00**

Annexe n° : 2

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-005 Grosses réparations dans les lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
77	CHAILLY-EN-BRIE	BRETONNIÈRE (LA)	0771357G	2020-MR 2020: TRAVAUX CAP SERVICES À LA PERSONNE	12200501	2313	300 000,00
77	MEAUX	HENRI-MOISSAN	0770930T	2020-MR 2020: TRAVAUX SALLE C113 LABORATOIRE DE PRÉPARATION	12200501	2313	250 000,00
91	PALAISEAU	HENRI-POINCARÉ	0912251C	2020-MOD 2019: TRAVAUX ZONE LAVERIE/TRI/DÉCHETS/ DEMI-PENSION complément de l'opération 18B001722200533005	12200501	2313	20 000,00
91	SAVIGNY-SUR-ORGE	GASPARD-MONGE	0912142J	2020-MOD 2020: MOE POUR TRAVAUX DE REPRISE DE LA STRUCTURE (FONDATION, DALLAGE ET MURS)	12200501	2031	35 000,00
92	LEVALLOIS-PERRET	LÉONARD-DE-VINCI	0921230M	2020-TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA LAVERIE AVEC REMPLACEMENT DU LAVE-VAISSELLE complément de l'opération 20B002522200536397	12200501	2313	100 000,00
95	DOMONT	GEORGE-SAND	0951788C	2020-TRAVAUX DE RÉNOVATION DU CDI, ET UNE SALLE INFORMATIQUE	12200501	2313	130 000,00
95	ENGHIEN-LES-BAINS	GUSTAVE-MONOD	0952196W	2020-RÉFECTION DES FAÇADES ET COUVERTURE DU CHÂTEAU LEON	12200501	2313	230 000,00
95	ENGHIEN-LES-BAINS	GUSTAVE-MONOD	0952196W	2020-REMPLACEMENT INTÉGRAL DES FENÊTRES BOIS ANCIENNES ET SIMPLES VITRAGE PAR DES CHÂSSIS EN ALUMINIUM DOUBLE VITRAGES. BATIMENT A ET B, RESTRUCTURATION DE LA LOGE COTÉ LAC.	12200501	2313	800 000,00
95	VILLIERS-LE-BEL	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	0951090U	2020-RÉNOVATION INTÉGRALE DE L'ÉTANCHÉITÉ DES BÂTIMENTS A (ENSEIGNEMENT) ET B (ATELIERS)	12200501	2313	1 800 000,00

Total Annexe n° : 2	**3 665 000,00**

Dont

Grosses réparations dans les lycées publics (12200501)	**3 665 000,00**
en Constructions (2313)	3 630 000,00
en Frais d'études (2031)	35 000,00

Annexe n°3 : Fiche de synthèse de dotations

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 19EME	ARMAND-CARREL	0752700C	37095	09/04/2020	2020-CRÉATION D¿ UNE PETITE SALLE DE PERMANENCE EN CLOISON LÉGÈRE AVEC ISOLATION PHONIQUE (TYPE PLACOPLATRE DOUBLE PEAU) ÉLECTRICITÉ ET PEINTURE COMPRISE	28 000,00	28 000,00	12200601	236.1
77	AVON	URUGUAY-FRANCE	0770918E	37130	10/04/2020	2020-Réfection complère du logement de fonction du proviseur (murs sols et plafonds)	10 621,00	10 621,00	12200601	236.1
77	COULOMMIERS	JULES-FERRY	0770924L	37132	10/04/2020	2020-RÉNOVATION DES PEINTURES, MURS, PLAFOND AINSI QUE LES SOLS DU LOGEMENT DE FONCTION N° 1091 DU CUISINIER	14 758,34	14 758,34	12200601	236.1
77	DAMMARTIN-EN-GOELE	CHARLOTTE-DELBO	0772751X	37133	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT DE 50 BAES DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT	5 461,00	5 461,00	12200601	236.1
77	DAMMARTIN-EN-GOELE	CHARLOTTE-DELBO	0772751X	37134	10/04/2020	2020-ACHAT DE 800 PLAQUES ANTIDÉRAPANTES POUR LA PASSERELLE EXTÉRIEURE	35 739,00	35 739,00	12200601	236.1
77	FONTAINEBLEAU	FRANCOIS-COUPERIN	0770926N	37135	10/04/2020	2020-SUITE INCENDIE, MISE EN PLACE D'UNE PROTECTION PROVISOIRE EN REMPLACEMENT DE LA BAIE VITRÉE PROVISOIRE	2 134,00	2 134,00	12200601	236.1
77	MEAUX	HENRI-MOISSAN	0770930T	37138	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT DES BATTERIES DE 100 SIRÈNES D'ALARMES INCENDIE, DE DEUX PORTES COUPE-FEU HS CIRCULATION DU 2ÈME ÉTAGE BÂTIMENT SAINT RÉMY ET D'UN DM HS DANS LE FOYER DES ÉLÈVES	8 059,20	8 059,20	12200601	236.1
77	MEAUX	HENRI-MOISSAN	0770930T	37139	10/04/2020	2020-RÉFECTION DES PEINTURES, PLAFONDS, MURS ET DES SOLS CHAMBRE ET SÉJOUR, LOGEMENT DE FONCTION N°1136 DE L'AGENT D'ACCUEIL	15 121,68	15 121,68	12200601	236.1
77	MEAUX	CHARLES-BAUDELAIRE	0771880A	37136	10/04/2020	2020-RÉFECTION DE 494 M² DE PEINTURE MURALE ET PLAFOND DES CAGES D'ESCALIERS A ET D AINSI QUE LES CIRCULATIONS DU 1ER ÉTAGE DE LA SALLE 100 À 106 DU BÂTIMENT PRINCIPAL	8 827,00	8 827,00	12200601	236.1
77	MEAUX	CHARLES-BAUDELAIRE	0771880A	37137	10/04/2020	2020-RÉFECTION DE 621 M² DE PEINTURE MURALE ET PLAFOND DES CAGES D'ESCALIERS B ET C AINSI QUE LES CIRCULATIONS DU 1ER ÉTAGE DE LA SALLE 113 À 118 BÂTIMENT PRINCIPAL	10 995,00	10 995,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	37142	10/04/2020	2020-REMISE EN PEINTURE DU FOYER DES ÉLÈVES BÂTIMENT A	1 005,00	1 005,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	37143	10/04/2020	2020-REMISE EN ÉTAT DES SOLS DES CUISINES PAR L'APPLICATION D'UNE RÉSINE BÂTIMENT B	14 510,00	14 510,00	12200601	236.1
78	AUBERGENVILLE	VINCENT-VAN-GOGH	0781859X	37072	09/04/2020	2020-Mise aux normes de sécurité machinerie ascenseur	29 000,00	29 000,00	12200601	236.1
78	AUBERGENVILLE	VINCENT-VAN-GOGH	0781859X	37073	09/04/2020	2020-Pose de 187 luminaires LED	12 827,00	12 827,00	12200601	236.1
78	AUBERGENVILLE	VINCENT-VAN-GOGH	0781859X	37074	09/04/2020	2020-Changement des 184 Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité	6 394,00	6 394,00	12200601	236.1
78	LA BOISSIERE-ECOLE	HÉRIOT	0783213U	37090	09/04/2020	2020-Renovation hall du batiment externat (peinture)	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	CORNEILLE	0782822U	37083	09/04/2020	2020-Création d'un FABLAB à partir de salle existante dans le cadre de la rénovation des programmes des sciences de l'ingénieur	8 500,00	8 500,00	12200601	236.1
78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	0783214V	37085	09/04/2020	2020-Travaux de séparation en 2 de la salle 111	16 000,00	16 000,00	12200601	236.1
78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	0783214V	37086	09/04/2020	2020-Réparation installation ascenseur	5 800,00	5 800,00	12200601	236.1
78	LA VERRIERE	ERPD LA-VERRIERE	0783259U	37070	09/04/2020	2020-Travaux de peinture bâtiment extérieur façade ouest	2 000,00	2 000,00	12200601	236.1
78	LES MUREAUX	FRANCOIS-VILLON	0780422K	37075	09/04/2020	2020-Diagnostic de vulnérabilté au inondation	9 600,00	9 600,00	12200601	236.1
78	LE VESINET	ALAIN	0782568T	37064	09/04/2020	2020-MISE EN CONFORMITÉ ASCENSEUR	4 235,00	4 235,00	12200601	236.1
78	LIMAY	CONDORCET	0781884Z	37076	09/04/2020	2020-Pose de 40 panneaux LED	5 580,00	5 580,00	12200601	236.1
78	LIMAY	CONDORCET	0781884Z	37077	09/04/2020	2020-Recâblage noyaux baie informatique	1 548,00	1 548,00	12200601	236.1
78	MAGNANVILLE	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	0781951X	37063	09/04/2020	2020-REMPLACEMENT DE 2 PORTES COUPE FEU EN CUISINE	6 810,00	6 810,00	12200601	236.1
78	MAGNANVILLE	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	0781951X	37094	09/04/2020	2020-Mise à jour et installation de 45 plans de sécurité d'évacuation et 1 d'intervention	10 692,00	10 692,00	12200601	236.1
78	MAUREPAS	SEPT-MARES (LES)	0780515L	37103	09/04/2020	2020-Sécurisation des 22 serrures electroniques	35 000,00	35 000,00	12200601	236.1
78	MAUREPAS	DUMONT-D'URVILLE	0781883Y	37104	09/04/2020	2020-Sécurisation des 20 serrures electroniques	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
78	PLAISIR	JEAN-VILAR	0780582J	37057	09/04/2020	2020-TRAVAUX DE POSE AVEC FOURNITURE DU SYSTÈME D'AFFICHAGE D'INFORMATION DYNAMIQUE	9 000,00	9 000,00	12200601	236.1
78	POISSY	CHARLES-DE-GAULLE	0781898P	37067	09/04/2020	2020-REMPLACEMENT DES RIDEAUX OCCULTANTS DANS 10 SALLES DE CLASSES SUIVANT PPMS	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
78	POISSY	ADRIENNE-BOLLAND	0781983G	37065	09/04/2020	2020-RÉFECTION LOGEMENT RESPONSABLE OP N°3861	9 636,00	9 636,00	12200601	236.1
78	RAMBOUILLET	LOUIS-BASCAN	0782549X	37069	09/04/2020	2020-Maintenance et travaux chambres froides batiment G	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
78	RAMBOUILLET	LOUIS-BASCAN	0782549X	37089	09/04/2020	2020-Renovation logement magasinier N° (peinture et revetement de sol)	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
78	RAMBOUILLET	LOUIS-BASCAN	0782549X	37101	09/04/2020	2020-Sécurisation des 30 portes d'accès aux bâtiments et locaux	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LÉONARD-DE-VINCI	0782556E	37087	09/04/2020	2020-Rénovation logement n°1725	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LÉONARD-DE-VINCI	0782556E	37088	09/04/2020	2020-Rénovation logement n°1728	23 830,00	23 830,00	12200601	236.1
78	VERSAILLES	LA-BRUYÈRE	0782563M	37091	09/04/2020	2020-Remise en état du système de sécurite incendie (3 volets de désemfumage et réglage des portes coupe-feu)	6 500,00	6 500,00	12200601	236.1
78	VERSAILLES	MARIE-CURIE	0782567S	37092	09/04/2020	2020-Rénovation logement agent comptable N° 1768 (peinture plafonds et murs)	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
78	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	VIOLLET-LE-DUC	0782587N	37093	09/04/2020	2020-Rénovation logement adjointe comptable N°1820 et parties communes (peinture revetement sol)	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
91	ARPAJON	PAUL-BELMONDO	0910628N	37144	10/04/2020	2020-TRAVAUX SUR ASCENSEURS: ÉQUIPEMENTS HYDRAULIQUE ET KIT GSM TÉLÉSURVEILLANCE)	6 639,00	6 639,00	12200601	236.1
91	ARPAJON	PAUL-BELMONDO	0910628N	37145	10/04/2020	2020-FOURNITURE ET POSE D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES EN MACHINERIE SUR L'ASCENSEUR DU BÂTIMENT PRINCIPAL	6 742,00	6 742,00	12200601	236.1
91	BONDOUFLE	FRANCOIS-TRUFFAUT	0911937L	37146	10/04/2020	2020-MESURES CORRECTIVES SUR L'ASCENSEUR DU BÂTIMENT A SUITE AUX OBSERVATIONS CCS ET CELLES DU BUREAU DE CONTRÔLE PÉRIODIQUE VOILA C'EST AJOUTÉ (ÉCLAIRTAGE CABINE ET ÉQUIPEMENTS SUR HUISSERIE EN MACHINERIE)	2 766,00	2 766,00	12200601	236.1
91	BONDOUFLE	FRANCOIS-TRUFFAUT	0911937L	37147	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT DE 20 EXTINCTEURS VÉTUSTES, 3 COUVERTURES ANTI FEU ET DIVERS ACCESSOIRES DE SIGNALISATION DANS L'ÉTABLISSEMENT	5 295,00	5 295,00	12200601	236.1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
91	BRUNOY	TALMA	0911021R	37148	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT DU SYSTÈME TÉLÉALARME FILAIRE PAR UN SYSTÈME GSM SUR ASCENSEURS BÂTIMENT A ET BÂTIMENT B	1 743,00	1 743,00	12200601	236.1
91	CERNY	ALEXANDRE-DENIS	0910630R	37149	10/04/2020	2020-ABATTAGE DE 15ARBRES	6 500,00	6 500,00	12200601	236.1
91	CERNY	ALEXANDRE-DENIS	0910630R	37150	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT DE 11 DOUBLES PORTES COUPE-FEU ET 22 VENTOUSES BÂTIMENT OUEST	26 262,00	26 262,00	12200601	236.1
91	CORBEIL-ESSONNES	ROBERT-DOISNEAU	0910620E	37151	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT D'UNE PORTE INTÉRIEURE AU GYMNASE NORD ET DE DEUX PORTES INTÉRIEURES AU GYMNASE SUD	6 131,00	6 131,00	12200601	236.1
91	EVRY-COURCOURONNES	AUGUSTE-PERRET	0911343R	37152	10/04/2020	2020-REMISE EN ÉTAT DES PEINTURES DANS LE LOGEMENT DE LA GESTIONNAIRE 1ER ETAGE	8 400,00	8 400,00	12200601	236.1
91	EVRY-COURCOURONNES	AUGUSTE-PERRET	0911343R	37153	10/04/2020	2020-REMISE EN ÉTAT DU BUREAU DU MÉDECIN AU BÂTIMENT B AU RDC (PEINTURE ET SOL)	14 867,00	14 867,00	12200601	236.1
91	QUINCY-SOUS-SENART	LES-FRÈRES-MOREAU	0911493D	37156	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT D'UN MOTEUR DE VOLET ROULANT SALLE 12 BÂTIMENT PRINCIPAL	627,00	627,00	12200601	236.1
91	QUINCY-SOUS-SENART	LES-FRÈRES-MOREAU	0911493D	37157	10/04/2020	2020-INSTALLATION D'UN VOLET ROULANT EN SALLE 35 AU BÂTIMENT C ET DE 2 VOLETS AU BÂTIMENT B DANS LES SALLES 19 ET 21	5 568,00	5 568,00	12200601	236.1
91	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	ALBERT-EINSTEIN	0911346U	37158	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT DE LA CLIMATISATION EN SALLE DE PRÉPARATION FROIDE DE LA CUISINE	8 000,00	8 000,00	12200601	236.1
91	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	PAUL-LANGEVIN	0912163G	37159	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT DE LA CLIMATISATION AU LOCAL POUBELLE DE LA CUISINE, BÂTIMENT C	10 080,00	10 080,00	12200601	236.1
91	SAVIGNY-SUR-ORGE	GASPARD-MONGE	0912142J	37160	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT DE 16 BATTERIES, DE 28 JOINTS PCF ET RÉGLAGE DE 3 PORTES COUPE-FEU BÂTIMENT A PRINCIPAL	8 200,00	8 200,00	12200601	236.1
92	BOIS-COLOMBES	ALBERT-CAMUS	0920132U	37058	09/04/2020	2020-RÉFECTION DU LOGEMENT N° 11083 SUITE AU DÉPART DE MME RABOT ANCIENNE GESTIONNAIRE.	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
92	BOIS-COLOMBES	DANIEL-BALAVOINE	0921595J	37059	09/04/2020	2020-TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET RÉPARATION DES VOLETS ROULANTS ET RIDEAU DE FER DU RDC.	6 900,00	6 900,00	12200601	236.1
92	BOULOGNE-BILLANCOURT	ETIENNE-JULES-MAREY	0922443F	37078	09/04/2020	2020-Remplacement de L'AUTOCOM	90 000,00	90 000,00	12200601	236.1
92	BOULOGNE-BILLANCOURT	ETIENNE-JULES-MAREY	0922443F	37079	09/04/2020	2020-Refection du logement n°6430 (gestionnaire) suite à mouvement de personnel	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
92	CHATENAY-MALABRY	JEAN-JAURÈS	0921166T	37071	09/04/2020	2020-Rénovation murs et plafonds, compris travaux induits, dans les locaux devant accueillir la future formation Bac Pro Animation Enfance & Personnes Agées - FAB LAB salle 018 & salle 016 APR).	7 200,00	7 200,00	12200601	236.1
92	COURBEVOIE	PAUL-PAINLEVÉ	0921625S	37062	09/04/2020	2020-TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE MACHINE À PLATEAUX	1 900,00	1 900,00	12200601	236.1
92	COURBEVOIE	LUCIE-AUBRAC	0922615T	37060	09/04/2020	2020-TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1
92	COURBEVOIE	LUCIE-AUBRAC	0922615T	37061	09/04/2020	2020-REMPLACEMENT DES BÉQUILLES ET SERRURES DES PORTES DE SALLES DE COURS SUITE À DES DÉGRADATIONS.	4 400,00	4 400,00	12200601	236.1
92	LA GARENNE-COLOMBES	TOURNELLE (LA)	0920158X	37068	09/04/2020	2020-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU MOTEUR D'EXTRACTION DES VAPEURS DE LA LAVERIE Y COMPRIS REMPLACEMENT DU FAUX PLAFOND.	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
92	MONTROUGE	JEAN-MONNET	0920164D	37102	09/04/2020	2020-Sécurisation des portes d'accès au bâtiment principal	20 500,00	20 500,00	12200601	236.1
92	MONTROUGE	MAURICE-GENEVOIX	0921399W	37080	09/04/2020	2020-Remplacement pompe de relevage	5 610,00	5 610,00	12200601	236.1
92	SAINT-CLOUD	ALEXANDRE-DUMAS	0920801W	37081	09/04/2020	2020-Réfection TCE, sols,murs,plafond du logement n°2611 suite au décès de l'occupant	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
92	SURESNES	PAUL-LANGEVIN	0920147K	37082	09/04/2020	2020-Réfection TCE ,sols,plafond,mur du logement n°2513 suite au décès suite au décès de l'occupant	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
92	VAUCRESSON	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	0921935D	37084	09/04/2020	2020-Installation de gaines coupe-feu EI 120 dans le parking suite au rapport de la commission de sécurité	42 000,00	42 000,00	12200601	236.1
92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES-PETIET	0922277A	37066	09/04/2020	2020-TRAVAUX DE RÉFECTION DE L'ENSEMBLE DES JOINTS DE FAÇADE DU MUR RIDEAU DU HALL D'ENTRÉE DU LYCÉE.	4 700,00	4 700,00	12200601	236.1
93	GAGNY	GUSTAVE-EIFFEL	0931272C	37162	10/04/2020	2020-SUITE À DÉSAMIANTAGE, TRAVAUX DE RÉFECTION DU SOL DE L'ATELIER ET DU BUREAU MAINTENANCE (PRÉPARATION DU SUPPORT ET PEINTURE EPOXY) - SOL FORTEMENT DÉGRADÉ	6 468,00	6 468,00	12200601	236.1
93	NOISY-LE-GRAND	FLORA-TRISTAN	0931565W	37166	10/04/2020	2020-TRAVAUX DE FOURNITURE ET POSE DE 35 EXTINCTEURS EN REMPLACEMENT DU PARC PARTIELLEMENT OBSOLÈTE (HALL, BLOCS JAUNE, BLEU ET MAUVE)	7 600,00	7 600,00	12200601	236.1
93	NOISY-LE-GRAND	EVARISTE-GALOIS	0932047V	37165	10/04/2020	2020-TRAVAUX D'ADAPTATION EN 1/2 PENSION POUR L'HYGIÈNE (REPRISE DE SOLS , MURS ET PLAFONDS DÉGRADÉS)	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-DENIS	SUGER	0932121A	37167	10/04/2020	2020-REMISE EN ÉTAT DU LOGEMENT DE FONCTION N°1 DU PROVISEUR (MURS, PLAFONDS, D¿UNE PORTE FENÊTRE ET D¿UN RIDEAU ÉLECTRIQUE	29 000,00	29 000,00	12200601	236.1
94	ALFORTVILLE	MAXIMILIEN-PERRET	0940126B	37168	10/04/2020	2020-REMISE EN ÉTAT DES MURS ET SOLS DE LA DEMI-PENSION (LEVÉE DE RÉSERVES SERVICES VÉTÉRINAIRES)	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
94	ALFORTVILLE	MAXIMILIEN-PERRET	0940126B	37169	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT DU MOTEUR DE HOTTE PIANO EN PANNE	39 600,00	39 600,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	GUTENBERG	0941930M	37170	10/04/2020	2020-MISE EN PLACE DE 8 POSTES TÉLÉPHONIQUES DECT POUR LES SURVEILLANTS	2 082,00	2 082,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	GUTENBERG	0941930M	37171	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT DE LA TRAPPE D'ACCÈS DU BAC À GRAISSE	3 012,00	3 012,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	GUTENBERG	0941930M	37172	10/04/2020	2020-POSE D'UNE BARRIÈRE AMOVIBLE À LA DEMI-PENSION POUR L'ACCÈS DES PMR	3 290,00	3 290,00	12200601	236.1
94	IVRY-SUR-SEINE	ROMAIN-ROLLAND	0940115P	37188	20/04/2020	2020-EXPERTISE TECHNIQUE POUR LA RÉSOLUTION DES DÉSORDRES STRUCTURELS DES RÉSEAUX D'EAUX USÉS, D'EAUX VANNES ET D'EAUX PLUVIALES	35 000,00	35 000,00	12200601	236.1
94	NOGENT-SUR-MARNE	LOUIS-ARMAND	0940118T	37176	10/04/2020	2020-REMPLACEMENT DU CLIMATISEUR DU LOCAL SERVEUR DU BÂTIMENT A	3 500,00	3 500,00	12200601	236.1
94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE	0940137N	37174	10/04/2020	2020-LEVÉE DES PRESCRIPTIONS DE LA CCS: ISOLATION DE LA SALLE 7, DE L'ENTRÉE LOGEMENT INTENDANCE¿)	17 000,00	17 000,00	12200601	236.1
94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE	0940137N	37175	10/04/2020	2020-REPRISE DE LA VENTILATION DE LA LAVERIE DE LA DEMI-PENSION EN SOUS-SOL	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	MARCELIN-BERTHELOT	0940120V	37179	10/04/2020	2020-TRAVAUX DE MISE EN SÉCURITÉ RÉGLEMENTAIRES DE 2 ASCENSEURS ANCIENS AVEC REMPLACEMENT DES CARTES ÉLECTRONIQUES NON RÉPARABLES	7 656,00	7 656,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	ARSONVAL (D')	0940121W	37177	10/04/2020	2020-REMISE AUX NORMES D'ÉLÉMENTS DE SÉCURITÉ DU LYCÉE (EXTINCTEURS, DOUCHE PORTATIVE ET SIGNALÉTIQUE)	10 063,00	10 063,00	12200601	236.1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
94	SUCY-EN-BRIE	PARC-MONTALEAU	0942130E	37180	10/04/2020	2020-MISE EN PLACE DE 2 EXTINCTEURS CO² POUR ARMOIRE ÉLECTRIQUE ET REMPLACEMENT DE 6 EXTINCTEURS RÉFORMÉS (+ DE 10 ANS) BÂTIMENTS A, B ET C	1 485,00	1 485,00	12200601	236.1
95	ARGENTEUIL	JEAN-JAURÈS	0950641F	37099	09/04/2020	2020-TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA PLONGE	80 000,00	80 000,00	12200601	236.1
95	ARGENTEUIL	GEORGES-BRAQUE	0950666H	37100	09/04/2020	2020-RÉFECTION DES PEINTURES DES ESCALIERS BÂT.B	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
95	PONTOISE	CAMILLE-PISSARRO	0950649P	37096	09/04/2020	2020-TRAVAUX DE PEINTURE MURALES ET PLAFOND DANS LE LOGEMENT DU PROVISEUR N°3479	9 000,00	9 000,00	12200601	236.1
95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	0951710T	37097	09/04/2020	2020-TRAVAUX DE MISE EN PLACE D'UNE VENTILATION DANS LE LOCAL DES PRODUITS D'ENTRETIEN DES ATELIERS. DEVIS ET MONTANT VALIDÉ PAR LE SERVICE ENERGIE.	5 602,80	5 602,80	12200601	236.1
95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	0951710T	37098	09/04/2020	2020-TRAVAUX DE RÉNOVATION DU LOGEMENT DE LA GARDINNE SUITE À DES INFILTRATION AUJOURD'HUI RÉSOLUES	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1

Total Annexe n° : 1 **1 299 572,02**

Dont

Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics (12200601) **1 299 572,02**

Annexe n°4 : Annexe 2 modificative du CP 2020-194 du 27 mai 2020

Annexe n° : 2

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-004 Rénovation des lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-AFFECTATIONS MARCHES BÂTIMENTS DÉMONTABLES complément de l'opération 20B002522200436446	12200402	21351	2 000 000,00
		REGION	99	2020-MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP LISTE A3 complément de l'opération 13B1552220040011	12200401	238	6 050 000,00

Total Annexe n° : 2 **8 050 000,00**

Dont

Bâtiments démontables (12200402) **2 000 000,00**

Rénovation des lycées publics (12200401) **6 050 000,00**

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-263

DU 1 JUILLET 2020

TRAVAUX DANS LES CITÉS MIXTES RÉGIONALES- 4ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2020 - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 relative au « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 6ème rapport de l'année 2018 » comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-263 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **72 241,03 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de maintenance dans les CMR- part lycées » du budget 2020.

Article 2 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **19 826,97 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de maintenance dans les CMR- part collèges » du budget 2020.

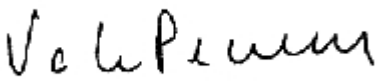
Article 3 :
Subordonne le versement des dotations en annexe 3 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 4 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme **147.140,00 €**, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-032 (122032) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2020.

Article 5 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **47.860,00 €**, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes » programme HP 224-032 (122032) «
Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2020.

Article 6 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **80.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-035 (122035) « Rénovation des cotés mixtes régionales », action (12203501) Rénovation des cités mixtes régionales » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181398-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes n°1 à 2 : Listes des affectations

Annexe n° : 1

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-032 Grosses réparations dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
75	PARIS 12EME	PAUL-VALERY	0750679F	PROG-2020-PROG-2019-MISE EN CONFORMITÉ ET RÉNOVATION DU LOGEMENT 8497 complément de l'opération 19B036222403235009	25 000,00	12203201	2313	17 140,00
						12203202	4551	7 860,00
93	MONTREUIL	JEAN-JAURES	0930121B	PROG-2020-MOD 2018: ÉTUDES POUR LA CRÉATION D'UN CDI EN RDC (PLUS SPATIEUX ET FONCTIONNEL) - MAISON DES LYCÉENS complément de l'opération 18B2052240320001		12203201	2031	10 000,00
94	NOGENT-SUR-MARNE	EDOUARD-BRANLY	0940117S	PROG-2020-MOD 2019: TRAVAUX POUR LA CRÉATION D'UN FOYER DE VIE LYCÉENNE - PARTIE LYCÉE complément de l'opération 19B019022403234462		12203201	2313	120 000,00
	VINCENNES	HECTOR-BERLIOZ	0940124Z	PROG-2020-MOD 2020 - PROGRAMME CMR 2020: TRAVAUX DE RECONFIGURATION DES ESPACES VIE SCOLAIRE ET CPE (PARTIE COLLÈGE)		12203202	2313	40 000,00

Total Annexe n° : 1	**195 000,00**

Dont

Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées (12203201)	**147 140,00**
en Constructions (2313)	137 140,00
en Frais d'études (2031)	10 000,00
Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part collèges (12203202)	**47 860,00**
en Constructions (2313)	40 000,00
en Dépenses pour comptes de tiers (4551)	7 860,00

Annexe n° : 2

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-035 Rénovation des cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-AFFECTATION ACCORDS CADRES P2P3PFI complément de l'opération 20B010622403536770		12203501	2313	80 000,00

Total Annexe n° : 2 **80 000,00**

Dont

Rénovation des cités mixtes régionales (12203501) **80 000,00**

Annexe n°3 : Fiche de synthèse de dotations

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 20EME	MAURICE-RAVEL	0750715V	37108	09/04/2020	PROG-2020-REPORT 2018 CAMPAGNE 1ER TRANCHE PEINTURE DES SALLES BÂTIMENT TECHNIQUE	28 000,00	28 000,00	12202901	236.1
94	NOGENT-SUR-MARNE	EDOUARD-BRANLY	0940117S	37184	13/04/2020	PROG-2020-PROGRAMME 2020 : AMÉLIORATION HYGIÉNIQUE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL PAR POSE DE CARRELAGES SUR LES MURS DES ESPACES DE CIRCULATION SUR ESCALIER BÂTIMENT A N+1 FAÇADE SUD ET BÂTIMENT B - PARTIES COMMUNES	25 000,00	15 927,50	12202901	236.1
94	NOGENT-SUR-MARNE	EDOUARD-BRANLY	0940117S	37184	13/04/2020	PROG-2020-PROGRAMME 2020 : AMÉLIORATION HYGIÉNIQUE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL PAR POSE DE CARRELAGES SUR LES MURS DES ESPACES DE CIRCULATION SUR ESCALIER BÂTIMENT A N+1 FAÇADE SUD ET BÂTIMENT B - PARTIES COMMUNES		9 072,50	12202902	4551
94	NOGENT-SUR-MARNE	EDOUARD-BRANLY	0940117S	37185	13/04/2020	PROG-2020-PROGRAMME 2020: RÉNOVATION DU PARQUET DÉGRADÉ ET REPRISE DE PEINTURE DANS LOGEMENT PROVISEUR ADJOINT - PARTIE COMMUNES	7 400,00	4 714,54	12202901	236.1
94	NOGENT-SUR-MARNE	EDOUARD-BRANLY	0940117S	37185	13/04/2020	PROG-2020-PROGRAMME 2020: RÉNOVATION DU PARQUET DÉGRADÉ ET REPRISE DE PEINTURE DANS LOGEMENT PROVISEUR ADJOINT - PARTIE COMMUNES		2 685,46	12202902	4551
94	VINCENNES	HECTOR-BERLIOZ	0940124Z	37182	13/04/2020	PROG-2020-PROGRAMME 2020 : AMÉLIORATION THERMIQUE DE 6 LOGEMENTS DE FONCTION DU PROVISEUR, PROVISEUR ADJOINT, GESTIONNAIRE COMPTABLE, PRINCIPALE ADJOINTE, ADJOINT À LA GESTIONNAIRE ET SECRÉTAIRE D'INTENDANCE PAR CHANGEMENT DE FENÊTRES BOIS DATANT DE 1963 - PARTIE COMMUNE	14 600,00	10 879,92	12202901	236.1
94	VINCENNES	HECTOR-BERLIOZ	0940124Z	37182	13/04/2020	PROG-2020-PROGRAMME 2020 : AMÉLIORATION THERMIQUE DE 6 LOGEMENTS DE FONCTION DU PROVISEUR, PROVISEUR ADJOINT, GESTIONNAIRE COMPTABLE, PRINCIPALE ADJOINTE, ADJOINT À LA GESTIONNAIRE ET SECRÉTAIRE D'INTENDANCE PAR CHANGEMENT DE FENÊTRES BOIS DATANT DE 1963 - PARTIE COMMUNE		3 720,08	12202902	4551
94	VINCENNES	HECTOR-BERLIOZ	0940124Z	37183	13/04/2020	PROG-2020-PROGRAMME 2020: AGRANDISSEMENT D'UN LOGEMENT ADJOINT GESTIONNAIRE COMPTABLE PAR RASSEMBLEMENT DE DEUX LOGEMENTS EN UN (CLOISONS, PEINTURE¿) - PARTIE COMMUNE	17 068,00	12 719,07	12202901	236.1
94	VINCENNES	HECTOR-BERLIOZ	0940124Z	37183	13/04/2020	PROG-2020-PROGRAMME 2020: AGRANDISSEMENT D'UN LOGEMENT ADJOINT GESTIONNAIRE COMPTABLE PAR RASSEMBLEMENT DE DEUX LOGEMENTS EN UN (CLOISONS, PEINTURE¿) - PARTIE COMMUNE		4 348,93	12202902	4551

Total Annexe n° : 1 **92 068,00**

Dont

Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part lycées (12202901) **72 241,03**

Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part collège (12202902) **19 826,97**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-264

DU 1 JUILLET 2020

MAINTENANCE IMMOBILIÈRE - MARCHÉS - FOURNITURE ET ACHEMINEMENT DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ DANS LES LYCÉES FRANCILIENS -LOCATION DE BÂTIMENTS DÉMONTABLES - 4ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation et notamment son article L. 214-6 relatif aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;

VU Le code de la commande publique;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations du conseil régional à sa présidente, notamment en matière de marchés publics ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la région Ile-de-France pour l'année 2020 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement »

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-264 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :
Affecte un volume d'affectation complémentaire de **1.600.000,00 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-018 (122018) « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires », action « Prestations liées aux travaux » (12201802) du budget régional 2020 pour les marchés figurant en **annexe 1**.

Article 2 :
Décide d'attribuer des dotations afin d'assurer la maintenance immobilière du patrimoine de lycées pour un montant total de **106.780,00 €** conformément au tableau figurant en **annexe 2**.
Affecte à ce titre un montant total d'autorisation d'engagement de **106.780,00 €** prélevé sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017

(122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action (12201702) « Maintenance immobilière » du budget régional 2020.

Article 3 :
Affecte une autorisation d'engagement de **200.000,00 €**, disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action (12201802) «Prestations liées aux travaux» du budget régional 2020 afin de poursuivre la location de bâtiments démontables dans la CMR François Villon (75014).

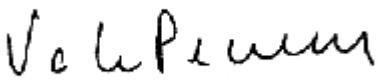
Article 4 :
Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **1.600.000,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales», action (12203106) «Prestations Chauffage des cités mixtes régionales – parties communes» du budget régional 2020.

Article 5 :
Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **800.000,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales», action «Prestations électricité des cités mixtes régionales – parties communes» (12203107) du budget régional 2020.

Article 6 :
Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **8.000.000,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201706) «Prestations chauffage des lycées publics» du budget régional 2020.

Article 7 :
Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **8.000.000,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-017 (122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action (12201707) «Prestations électricité des lycées publics» du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181306-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : Affectation marchés

Annexe 1

Marchés à bon de commande

Chapitre 932 « enseignement »
Code fonctionnel 222 « lycées publics »
Programme HP 222-018 (122018) « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires »
Action « Prestations liées aux travaux » (12201802)

LIBELLE	Montant
Marché à bons de commande pour des prestations de déménagement et de stockage en garde meubles	1.600 000 €
Marché relatif à des prestations de reprographie, d'impression ou de traitement de documents	
Marché à bons de commande pour la surveillance et protection humaine contre les risques d'incendie et de panique dans les EPLE	
Marché à bons de commande pour la surveillance anti-intrusion	

Annexe n°2 : Tableau des dotations

ANNEXE 2

Exercice commission JUILLET 2020
Commission permanente du 01 juillet 2020
Dispositif Maintenance, contrôles et entretien des EPLE
Numéro de rapport 264

Code dossier	Code dispositif	Dossier	Bénéficiaire	Type de décision	Montant proposé de la décision	Code commission
20007388	00000571	77 MEAUX COUBERTIN ENTRETIEN ESP VERTS 2 BAC SABLE 3 PATIOS DEBROU ET TAILLE HAIES	LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX	Affectation	14 400,00	AD000211
20007389	00000571	78 LA BOISSIERE HERIOT ELAGAGE DES ARBRES DU PARC	ERPDPU HERIOT LA BOISSIERE ECOLE	Affectation	15 000,00	AD000211
20007390	00000571	78 RAMBOUILLET LOUIS BASCAN ELAGAGE DES ARBRES DU PARC	LPO LOUIS BASCAN RAMBOUILLET	Affectation	10 000,00	AD000211
20007391	00000571	92 COURBEVOIE L AUBRAC ELAGAGE DES ARBRES DE LA COUR	LG LUCIE AUBRAC COURBEVOIE	Affectation	3 500,00	AD000211
20007421	00000571	93 LE RAINCY A SCHWEITZER TX ELAGAGE D UNE CENTAINE D ARBRE	LGT ALBERT SCHWEITZER LE RAINCY	Affectation	40 000,00	AD000211
20007422	00000571	94 ST MAUR DES FOSSES ARSONVAL OPE D ENTRETIEN ESP VERTS DU PARC	LGT D'ARSONVAL SAINT MAUR DES FOSSES CEDEX	Affectation	23 880,00	AD000211
				TOTAL 12201702	**106 780,00**	

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-288

DU 1 JUILLET 2020

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE - TROISIÈME AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à la réussite des élèves, « paroles de lycéen-ne-s », la suite de la consultation ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 2016-96 du 19 mai 2016 Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;

VU La délibération n° CR 82-16 du 19 mai 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire ;

VU La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-288 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Modification du règlement d'intervention du Budget d'Autonomie Educative Francilien

Le règlement d'intervention du dispositif « budget d'autonomie éducative francilien » approuvé par délibération n° CR 2019-038 du 19 septembre 2019 et modifié par délibération n° CP 2020-015 du 31 janvier 2020 est modifié ainsi que suit :

Au point 3.1, 1er alinéa, il convient de lire : « Pour les lycées publics, le montant de la participation régionale qui pourra être attribuée pour le ou les projets par année scolaire, est au maximum de 9.000 €. Pour les lycées publics organisant des campus d'été pendant la période estivale, le montant de la participation régionale est fixé à 20.000 € maximum ».

Au point 3.2, 2ème alinéa, est ajouté « les campus d'été » comme périmètre des objectifs des politiques régionales.

Au point 3.2, est ajouté un dernier alinéa : « Les lycées publics proposant des campus d'été devront se manifester auprès de la Région au plus tard le dernier jour de classe avant les vacances d'été ».

Article 2 : Favoriser la persévérance scolaire via des projets d'apprentissage expérientiels innovants

Décide de participer au titre du dispositif « Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes » au financement du projet détaillé dans la fiche-projet en annexe de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 200 000,00 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifié et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 200 000,00 €, prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes » - Programme HP28-005 (128005) « Schéma des Formations » - Action 12800501 « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » du budget régional 2020

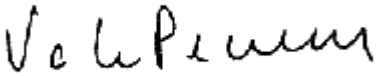
Article 3 : Favoriser la maitrise de la langue dans les lycées professionnels

Décide de participer au titre du dispositif « Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes » au financement du projet détaillé dans la fiche-projet en annexe de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 80 000,00 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifié et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 80 000,00 €, prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes » - Programme HP28-005 (128005) « Schéma des Formations » - Action 12800501 « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

01/07/2020 17:17:11

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181934-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Fiche projet Fusion Jeunesse

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-288

DOSSIER N° 20007459 - Projet pour l'orientation et lutte contre le décrochage scolaire pour les lycées franciliens

Dispositif : Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (n° 00000032)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	270 000,00 € TTC	74,07 %	200 000,00 €
		Montant total de la subvention	200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FUSION JEUNESSE
Adresse administrative : 91 RUE DE VINCENNES
33300 BORDEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gabriel BRAN LOPEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2020 - 2 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association franco-québécoise Fusion Jeunesse est un organisme de bienfaisance dont la mission est de contribuer à la persévérance scolaire, a pour objectif, par le biais de projets d'apprentissage expérientiels innovants de réduire le décrochage scolaire, d'accroitre les compétences des jeunes dans tous les domaines (numérique, jeu-vidéo, usage d'outils numériques artistiques, apprentissage du codage), leur employabilité, leur orientation et leur engagement civique.

Dans ce cadre, l'association propose de reconduire, durant l'année scolaire 2020–2021, un projet en « Création de jeux vidéo pédagogiques » dans 14 établissements franciliens. Seront également proposés les programmes de Design de mode, Design d'exposition et Design environnemental ainsi que celui en Intelligence Artificielle.

Les élèves qui participent à ce projet, mené en coopération étroite avec l'ensemble du corps professoral, les équipes éducatives et les mentors, bénéficient du tutorat d'étudiants ou récents diplômés recrutés à cet effet par l'association afin d'agir comme coordonnateurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Emplois crées pour des étudiants - Coordonnateurs	90 000,00	33,33%
France : direction des opérations et des partenariats	70 000,00	25,93%
Implantation, démarrage, formation, liens pédagogiques, supervision, déplacement	20 000,00	7,41%
Equipement et matériel	14 000,00	5,19%
Evènement de fin d'année	30 000,00	11,11%
Communications et marketing	5 000,00	1,85%
Logement pour étudiants du Québec	16 000,00	5,93%
Développement, fonctionnement, administration	25 000,00	9,26%
Total	270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	200 000,00	74,07%
Gouvernement du Québec (Les Offices jeunesse internationaux du Québec, LOJIQ)	10 000,00	3,70%
Gouvernement du Québec (Ministère des relations internationales MRI)	30 000,00	11,11%
Partenariats privés (Ubisoft et Banque nationale du Canada)	30 000,00	11,11%
Total	270 000,00	100,00%

Fiche projet ASPRILL

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-052

DOSSIER N° 20001031 - PROJET PROLIVRE POUR LA PREVENTION DE L'ILLETRISME

Dispositif : Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (n° 00000032)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	100 000,00 € HT	80,00 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASPRILL ASSOCIATION POUR LA PREVENTION DE L'ILLETRISME
Adresse administrative : 12 RUE DES DEUX PONTS 75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARCEL SPECTOR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2020 - 5 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'action est portée par deux axes complémentaires : une plateforme informatique PROLIVRE qui propose des documents pédagogiques, des tests d'évaluation ainsi que des fiches de formation et une expérimentation de terrain dans les SEGPA du département et les lycées professionnels de la région.
La Machine à lire MAL permet d'entrainer l'endurance et la capacité de compréhension des « peu lecteurs » en alternant écoute et lecture. A la fin du livre, le rapport entre lecture et écoute doit être, selon le niveau choisi de 60% à 80%. Une fonctionnalité lui permet de suivre et d'évaluer les performances de lecture et de mesurer l'évolution. La bibliothèque compte plus de 60 ouvrages.
La différentiation pédagogique (EVAL PLUS) permet aux enseignants de prendre en compte les besoins de chaque élève, leurs rythmes d'apprentissage et leurs talents particuliers. Ils procèdent alors à une analyse régulière des acquis de chaque élève.
Des séminaires et ateliers sont organisés dans les établissements :
- Réunion préparatoire avec l'IEN et l'IPR, les directeurs d'établissements et les enseignants (1 réunion d'une demi-journée par an dans chaque zone)
- Formation des enseignants aux ateliers de questionnement et de compréhension de textes et à l'utilisation de l'application (4 réunions d'une demi-journée par an dans chaque zone)
- Visite de classes (4 visites dans l'année par établissement)
- Envoi d'un questionnaire et réunion bilan avec les enseignants en fin d'année scolaire (1 réunion d'une demi-journée par an dans chaque zone)
- Séminaire inter académique : Regroupement de l'ensemble des intervenants à Paris.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de mission	25 000,00	25,00%
Frais courant : téléphone, secrétariat	6 700,00	6,70%
Numérisation des documents	15 000,00	15,00%
Développement informatique (de la version beta à la version 1)	32 000,00	32,00%
Développement du système d'évaluation	8 000,00	8,00%
Développement des outils de remédiation	12 000,00	12,00%
Ordinateurs portables (X2)	1 300,00	1,30%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	80 000,00	80,00%
Fonds propres	20 000,00	20,00%
Total	100 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-293

DU 1 JUILLET 2020

OLYMPIADES DES MÉTIERS - SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION - DISPOSITIF OLYMPE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie pour 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 47-08 du 26 juin 2008 relative à la participation de la région Ile-de-France aux olympiades des métiers ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative aux actions « Agir pour la réussite des élèves » ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et prorogeant le schéma des formations ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 96-16 du 18 mai 2016 relative aux actions mises en œuvre afin de pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU la délibération n° CP 16-448 du 21 septembre 2016 visant à relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CP 2019-372 du 17 octobre 2019 relative à l'adoption du règlement d'intervention relatif à l'organisation des Olympiades des métiers ;

VU la délibération n° CP 2019-510 du 20 novembre 2019 relative aux Olympiades des métiers ;

VU la délibération n° CP 2020-064 du 31 janvier 2020 relative au lancement d'un marché public pour les finales nationales des 46èmes Olympiades des métiers ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU le rapport n°CP 2020-293 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : subvention à l'association WORLDSKILLS France pour l'accueil de la délégation francilienne à Lyon au titre du dispositif « Olympiades des métiers »

Décide de participer au titre du dispositif « Olympiades des métiers » au financement du projet détaillé dans les fiches-projets en annexe 2 à la délibération par l'attribution à l'association WORLDSKILLS France d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **26.162 €** ;

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention avec l'association WORLDSKILLS France, jointe en annexe 1 à la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **22.635 €**, prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action « Olympiades des métiers » (12800508) du budget 2020 ;

Affecte une autorisation d'engagement de **3.527 €**, prélevée sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 (112003), « Qualification par l'apprentissage », Action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage » du budget 2020.

Article 2 : 45es finales européennes à Graz en Autriche – EUROSKILLS

Décide d'affecter la somme de **1.690 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action « Olympiades des métiers » (12800508) du budget 2020, au titre de la prise en charge du voyage du juré métier « Art floral » pour soutenir et accompagner notre lauréat francilien lors de cette compétition, afin de passer un marché public couvrant l'ensemble des frais inhérents à cet événement.

Article 3 : soutien à l'organisation du salon européen de l'Education 2020

Décide de participer, au titre du dispositif « de soutien aux initiatives locales des organismes ou associations concourant à l'information pour l'orientation des jeunes », au

financement du projet détaillé dans la fiche-projet en annexe 3 à la délibération par l'attribution à l'association La ligue de l'enseignement d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **60.000 €** ;

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **60.000 €**, prélevée sur le chapitre 932 – Enseignement, Code fonctionnel 28 - Autres services périscolaires et annexes, programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » (12800501) du budget 2020.

Article 4 : soutien aux associations au titre du dispositif « Olympe »

Décide de participer au titre du dispositif « Olympe » au financement des projets détaillés dans les fiches-projets en annexe 4 à la délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **149 980 €** ;

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer ;

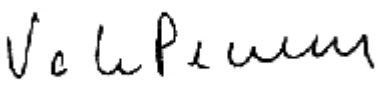
Affecte une autorisation d'engagement de **149 980 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) du budget 2020.

Article 5 : retrait de la subvention attribuée à Plaine Commune Promotion en 2019

Retire l'article 3 de la délibération n° CP 2019-372 du 17 octobre 2019 relatif à l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **4.250 €** à l'association Plaine Commune Promotion pour son projet Mosaïque de talents ;

Désaffecte en conséquence une autorisation d'engagement de **4.250 €** disponible sur le Chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » (12800501) du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181389-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 Convention avec WORLDSKILLS.docx

WORLDSKILLS FRANCE

CONVENTION DE PARTENARIAT

Restauration de la délégation francilienne pour les 46èmes Finales Nationales de la Compétition WORLDSKILLS

worldskills France

Convention de partenariat

ENTRE

le **COMITÉ FRANÇAIS DES OLYMPIADES DES MÉTIERS COFOM – WORLDSKILLS FRANCE**, ci-après dénommé « **WORLDSKILLS FRANCE »**, association Loi 1901 dont le siège social est situé au 7, rue D'ARGOUT, 75002 Paris, représenté par son Directeur Général, M. Kader SI-TAYEB, dûment habilité.

D'une part,

ET

la **RÉGION ILE-DE-FRANCE, Sis 2, rue Simone VEIL 93400 Saint-Ouen-sur Seine,** représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par délibération n° CP 2020-293 du 1er juillet 2020.

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

WORLDSKILLS France est une association loi 1901 dont l'objet est d'organiser les compétitions des Olympiades des Métiers en France et de représenter la France lors des compétitions européennes et mondiales WORLDSKILLS.

WORLDSKILLS France a pour principales missions :

De valoriser les métiers, les femmes et les hommes qui les exercent,
D'apporter ses conseils, son expertise technique et logistique dans l'organisation par les Régions des concours,
D'organiser, directement ou indirectement, les concours régionaux destinés à constituer les équipes régionales qui participeront aux Finales Nationales
D'organiser les Finales Nationales tous les 2 ans (entre 75.000 et 90.000 visiteurs),
De sélectionner et préparer les équipes de France des métiers en vue de leur participation aux compétitions, mondiales WORLDSKILLS, et européennes EUROSKILLS.

WORLDSKILLS France assure ainsi l'organisation des Finales Nationales de la 46ème compétition des métiers (Compétition WORLDSKILLS) qui se tiendront à Lyon du 13 au 18 décembre 2020 (les épreuves se dérouleront du 15 au 17 décembre 2020).

La Région est engagée dans une démarche active pour la promotion des métiers au titre notamment des missions d'orientation qui lui sont déléguées, et concourt à ces Finales Nationales avec les compétiteurs ayant remporté les sélections régionales. La Région a décidé, dans le prolongement du partenariat qui la lie avec WORLDSKILLS France pour l'organisation de la Sélection Régionale, d'attribuer une subvention à WORLDSKILLS France afin de financer les frais liés à la restauration de la délégation régionale.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions indiquées dans la présente convention.

Il est précisé que le calendrier prévisionnel défini dans cette Convention à la date de sa signature, est susceptible d'évoluer en fonction de l'actualité sanitaire liée au covid-19 et des perturbations que cette situation pourrait engendrer.

C'est dans ce cadre que s'inscrit cette convention de partenariat.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir l'organisation et les modalités de partenariat entre les parties pour la restauration de la délégation régionale dans le cadre de la 46ème Compétition WORLDSKILLS.

Par définition, une délégation régionale est composée des candidats qualifiés à l'issue des Sélections Régionales, des chefs d'équipes/coaches, des jurés, du personnel encadrant la délégation, ainsi que des élus régionaux.

Le choix des personnes constituant la délégation régionale relève de la responsabilité de la Région.

ARTICLE 2 : Les engagements des parties

WORLDSKILLS France s'engage vis-à-vis de la Région à :

- Mettre à disposition un service de restauration sur le site du concours ;
- Désigner un interlocuteur unique pour la gestion des réservations ;
- Recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. WORLDSKILLS France saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. ;
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement ;
- Respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

La Région s'engage à :

- Désigner un interlocuteur unique pour la gestion des réservations ;
- Transmettre toutes les informations nécessaires en temps et en heure.

ARTICLE 3 : Modalités financières

3.1 Prix

Le prix unitaire des prestations de restauration s'entend TTC par type de prestation et par personne.

La Région s'engage à payer à WORLDSKILLS France les sommes correspondantes aux prestations de restauration de sa délégation, conformément à la fiche de réservation figurant en Annexe.

Compte-tenu de la crise sanitaire, les sélections régionales qui permettent de sélectionner les candidats n'ont pu avoir lieu pour 14 métiers restants et sont en attente d'un éventuel report de la part des établissements partenaires. De fait, le montant total inscrit dans la fiche de réservation s'entend être un montant maximum. Le nombre total des membres de la délégation régionale et les prestations de restauration correspondantes sont donc susceptibles d'être réduits dans les conditions prévues à l'article 4.

3.2 Modalités de paiement

A l'issue de la manifestation, le règlement de la somme due au titre de la restauration de la délégation francilienne s'effectuera en un seul versement à la demande de WORLDSKILLS France sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de la délégation francilienne, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de WORLDSKILLS France et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le versement de la somme due au titre de la restauration de la délégation francilienne est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le versement de la somme due au titre de la restauration de la délégation francilienne est enfin subordonné à la production d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 4 : Conditions de modifications et d'annulation

4.1 Tout ajout, modification ou annulation doit faire l'objet d'une demande écrite à WORLDSKILLS France, et ne sera possible, pour tout ajout, que sous réserve de la confirmation par WORLDSKILLS France des disponibilités correspondantes. . La réservation ainsi modifiée n'est confirmée qu'après envoi par WORLDSKILLS France de la fiche de réservation modifiée et de sa validation par écrit par la Région.
Tout ajout impliquant l'attribution d'une subvention complémentaire donnera lieu à la conclusion d'un avenant signé par les deux parties.

4.2 Les annulations partielles ou totales donnent lieu à la facturation des indemnités suivantes :

- **Prestations de restauration**

Jusqu'à 30 jours avant le 1er jour du séjour de la délégation régionale (date d'arrivée effective de la délégation régionale en jour calendaire), les prestations de restauration pourront être modifiées ou annulées sans frais.

Après cette date, toute annulation sera facturée à hauteur de 100%.

ARTICLE 5 : Force Majeure/Evolution des circonstances sanitaires

La force majeure s'entend de tous événements extérieurs aux parties présentant un caractère à la fois imprévisible, irrésistible et extérieur qui empêche WORLDSKILLS France d'assurer tout ou partie des obligations prévues à la Convention. Sont considérés comme cas de force majeure ceux habituellement reconnus par les juridictions administratives. WORLDSKILLS France ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution de ses obligations résultant d'un événement de force majeure.

De même, WORLDSKILLS France ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution de ses obligations résultant d'une éventuelle évolution des circonstances sanitaires en lien avec l'épidémie de covid-19 qui conduirait WORLDSKILLS France à revoir le format de l'événement et à ne pas pouvoir accueillir tout ou partie de la délégation francilienne.

Dans le cas de la survenance des événements visés aux deux premiers alinéas, WORLDSKILLS France s'engage à répercuter auprès de la Région les conditions d'annulation qu'elle aura obtenues de ses prestataires.

ARTICLE 6 : Responsabilité

WORLDSKILLS France ne pourra être tenu responsable des pertes ou vols de quelque nature que ce soit, affectant les membres de la délégation régionale.

ARTICLE 7 : Durée de la Convention

La présente convention prend effet à sa date de signature, pour se terminer le 30 juin 2021.

Toutefois, dans l'hypothèse où, pour quelque cause ou motif que ce soit, la manifestation n'aurait pu se tenir aux dates mentionnées en préambule et avant le 30 juin 2021, la présente Convention pourra, d'un commun accord entre les Parties, être prorogée par voie d'avenant signé par chacune des parties.

ARTICLE 8 : Résiliation - Révision

8.1 En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties d'une des quelconques dispositions de la Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

8.2 La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

ARTICLE 9 : Litiges

La présente Convention est régie par le droit français.

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation durant un délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Article 10 : Pièces Contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe dénommée « fiche de réservation de prestations pour la délégation francilienne » et l'annexe dénommée « fiches projet Olympiades des métiers ».

Fait en deux exemplaires originaux.

Kader SI-TAYEB	**Valérie PECRESSE**
Délégué Général de WORLDSKILLS France	Présidente de la REGION ILE-DE-FRANCE
À	*À Saint-Ouen-sur-Seine,*
Le *2020*	*Le* *2020*
Signature :	Signature :

Annexe 1 : fiche de réservation de prestations pour la délégation francilienne

Annexe 2 : fiches projet Olympiades des métiers

PRESTATIONS DE RESTAURATION POUR LA DELEGATION

Nom de la région: Ile de France

RESTAURATION

Merci de mentionner le nombre de personnes par repas, dans les cellules bleues, uniquement pour les personnes accréditées.

Prestations de restauration	13-déc-20	14-déc-20	15-déc-20	16-déc-20	17-déc-20	18-déc-20	Nombre total de commandes	Prix unitaire TTC	Coût total TTC
Déjeuner		103	103	103	103		412	22 €	9 064 €
Collation du matin			103	103	103		309	5 €	1 545 €
Collation de l'après midi			103	103			206	5 €	1 030 €
Dîner	103		103	103			309	22 €	6 798 €
Dîner d'accueil des régions		103					103	25 €	2 575 €
Panier repas cloture compétition et cocktail post cérémonie de cloture					103		103	35 €	3 605 €
Panier repas						103	103	15 €	1 545 €
	Montant total TTC du coût de la Restauration								**26 162 €**

Récapitulatif de la commande	
Total Restauration en TTC	**26 162 €**
Montant total de la commande en TTC	**26 162 €**

Annexe 2 Fiches projet Olympiades des métiers.doc

DOSSIER N° 20007103 - WORLDSKILLS FRANCE 46ES FINALES NATIONALES A LYON

Dispositif : Olympiades des métiers (n° 00000293)
Délibération Cadre : CP2019-372 modifiée du 17/10/2019
Imputation budgétaire : 932-28-65732-128005-100
Action : 12800508- Olympiades des métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympiades des métiers	26 162,00 € TTC	86,52 %	22 635,00 €
	Montant total de la subvention		22 635,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COFOM COMITE FR OLYMPIADES DES METIERS
Adresse administrative : 7 RUE D'ARGOUT 75002 PARIS 02
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL GUISEMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 décembre 2020 - 18 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 1953, la Compétition WORLDSKILLS – ou Olympiades des Métiers – mesure les savoir-faire professionnels au niveau mondial. Ce concours international est organisé sur le même principe que les Jeux Olympiques, chacun des jeunes participants représentant, non pas une discipline sportive, mais un métier.

Au niveau international comme au niveau national, la compétition se déroule sous les yeux du grand public qui découvre les métiers de façon vivante et dynamique, (près de 200 000 visiteurs lors des finales internationales à Kazan -Russie- en 2019, 75 000 visiteurs à Caen lors des finales nationales en 2018).

La subvention régionale a pour objet de permettre à WORLDSKILLS France, pour les 46es finales nationales de la compétition WORLDSKILLS qui se tiendront à Lyon du 13 au 18 décembre 2020 (les épreuves se dérouleront du 15 au 17 décembre 2020), de prendre en charge :

- un service de restauration sur le site du concours pour la délégation francilienne des métiers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de restauration de la délégation francilienne	26 162,00	100,00%
Total	26 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale du pôle lycées	22 635,00	86,52%
Subvention régionale du pôle formation professionnelle et apprentissage	3 527,00	13,48%
Total	26 162,00	100,00%

LYON

Dispositif : Olympiades des métiers (n° 00000293)
Délibération Cadre : CP2019-372 modifiée du 17/10/2019
Imputation budgétaire : 931-12-6574-112003-400
Action : 11200302- Accompagnement de la politique d'apprentissage

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympiades des métiers	26 162,00 € TTC	13,48 %	3 527,00 €
	Montant total de la subvention		3 527,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COFOM COMITE FR OLYMPIADES DES METIERS
Adresse administrative : 7 RUE D'ARGOUT 75002 PARIS 02
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL GUISEMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 décembre 2020 - 18 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 1953, la Compétition WORLDSKILLS – ou Olympiades des Métiers – mesure les savoir-faire professionnels au niveau mondial. Ce concours international est organisé sur le même principe que les Jeux Olympiques, chacun des jeunes participants représentant, non pas une discipline sportive, mais un métier.

Au niveau international comme au niveau national, la compétition se déroule sous les yeux du grand public qui découvre les métiers de façon vivante et dynamique, (près de 200 000 visiteurs lors des finales internationales à Kazan -Russie- en 2019, 75 000 visiteurs à Caen lors des finales nationales en 2018).

La subvention régionale a pour objet de permettre à WORLDSKILLS France, pour les 46es finales nationales de la compétition WORLDSKILLS qui se tiendront à Lyon du 13 au 18 décembre 2020 (les épreuves se dérouleront du 15 au 17 décembre 2020), de prendre en charge :

- un service de restauration sur le site du concours pour la délégation francilienne des métiers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de restauration de la délégation francilienne	26 162,00	100,00%
Total	26 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale du pôle lycées	22 635,00	86,52%
Subvention régionale du pôle formation professionnelle et apprentissage	3 527,00	13,48%
Total	26 162,00	100,00%

Annexe 3 Fiche projet Salon européen de l'éducation 2020.doc

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-293

DOSSIER N° 20007102 - SALON EUROPEEN DE L'EDUCATION 2020

Dispositif : Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (n° 00000032)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 500 000,00 € TTC	4,00 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT
Adresse administrative : 3 RUE RECAMIER
75007 PARIS 07 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain DUBROCA, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : SALON DE L'EDUCATION 2020

Dates prévisionnelles : 25 novembre 2020 - 29 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Salon Européen de l'Education est une manifestation unique en Europe regroupant, sur un même lieu et à une date unique, un maximum d'acteurs de l'éducation et de la formation.

Le salon se déroule cette année du 25 au 29 novembre 2020 à Paris - Porte de Versailles et est majoritairement fréquenté par des jeunes franciliens (de 11 à 26 ans). Aussi, il représente une vitrine importante et un bon vecteur pour l'accès et l'appropriation des informations sur les questions d'éducation et d'orientation.

Compte tenu de son engagement financier, la Région Ile-de-France est déclarée " major partenaire " du Salon Européen de l'Education. A ce titre, elle bénéficie de la présence de son logo sur l'ensemble du dispositif de communication et de publicité mis en œuvre par l'organisateur. La subvention régionale permettra d'élargir l'accès des lycéens à cette manifestation, en particulier pour ceux qui sont scolarisés en milieu rural ou rencontrant des difficultés d'accès et de mobilité.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Équipe projet	362 000,00	24,13%
Fonctionnement administratif	65 800,00	4,39%
Communication	219 200,00	14,61%
Conférences et débats	12 000,00	0,80%
Relations publiques, Evénements	54 000,00	3,60%
Transports de lycéens	50 000,00	3,33%
Location du site	430 000,00	28,67%
Personnel d'exploitation sur site	135 000,00	9,00%
Aménagement génériques sur site	172 000,00	11,47%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	60 000,00	4,00%
Ville de Paris	80 000,00	5,33%
Mécénat : MAIF	150 000,00	10,00%
Mécénat : MGEN	190 000,00	12,67%
Mécénat : APAC	200 000,00	13,33%
Fonds propres de l'organisme	710 000,00	47,33%
Autres recettes (location de stands, communication, repas.)	110 000,00	7,33%
Total	1 500 000,00	100,00%

Annexe 4 Fiches projet Olympe.doc

DOSSIER N° 20007160 - ACCOMPAGNEMENT DE JEUNES FILLES DANS LEUR REUSSITE SCOLAIRE 2020 2021

Dispositif : Olympe (n° 00000968)
Délibération Cadre : CP16-448 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	60 180,00 € TTC	74,74 %	44 980,00 €
	Montant total de la subvention		44 980,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT TELEMAQUE CHEZ SCHNEIDER ELECTRIC
Adresse administrative : 35 RUE JOSEPH MONIER
92500 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Association
Représentant : MADAME ERICKA COGNE, DIRECTRICE GENERALE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 août 2020 - 15 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'institut Télémaque poursuivra cette année l'accompagnement des 2 jeunes filles actuellement en internat grâce au soutien de la région et intégrera une nouvelle jeune fille au sein de l'internat Guillaume TIREL.

Elle assurera également l'accompagnement global des lycéennes de son programme de parrainage. Ces jeunes filles sont accompagnées depuis la 5ème par l'association et sont actuellement en classe de seconde, première et terminale.

Dans le cadre du dispositif Olympe, l'association renforcera le soutien apporté à 58 jeunes filles ayant clairement exprimé le souhait de poursuivre vers des voies scientifiques pour sécuriser ce choix et élever leurs ambitions mais aussi sensibiliser les jeunes filles de secondes afin qu'elles se dirigent davantage vers ces filières trop souvent laissées de côté par manque de confiance en elles ou déficit d'informations.

L'action portera sur trois dimensions constituant un dispositif global d'accompagnement de ces jeunes filles vers la réussite de leurs études et le développement de leurs ambitions et qui est le cœur de métier de l'association depuis 2005.

1 La première dimension correspond au parrainage de ces jeunes filles par des salariés d'entreprises et

référents pédagogiques au sein de leur établissement scolaire ou bénévoles de l'association.

2 La seconde dimension complète la première par le biais d'un accompagnement collectif assuré par l'équipe de l'Institut Télémaque qui au-delà d'être un soutien au bon fonctionnement de la relation tuteur (trice)-filleule crée et organise un programme d'animations (plus de 60 activités l'an dernier).

3 La troisième partie de l'accompagnement consiste en un soutien matériel. Ce soutien matériel se manifeste également par la prise en charge des frais d'internat pour les jeunes filles acceptées dans des établissements éloignés de leur domicile familial et avec pour conséquence une amélioration de leurs résultats scolaires grâce à une réduction considérable du temps de trajet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Soutien des 3 jeunes filles en internat (parrainage + frais d'internat et de demi-pension)	5 715,00	9,50%
Accompagnement individuel (parrainages) et collectif (visites d'entreprises, activités d'ouverture socio-culturelle…) de 55 jeunes filles par des tuteurs/ tutrices d'entreprises	48 165,00	80,03%
Production de portraits de femmes inspirantes du monde scientifique (2 portraits)	6 300,00	10,47%
Total	60 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Mécénat autres entreprises partenaires de l'association	15 200,00	25,26%
Subvention Région (sollicitée)	44 980,00	74,74%
Total	60 180,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-293

DOSSIER N° 20007161 - CAPITAL FILLES EN ILE-DE-FRANCE 2020 2021

Dispositif : Olympe (n° 00000968)
Délibération Cadre : CP16-448 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	82 180,00 € TTC	60,84 %	50 000,00 €
		Montant total de la subvention	50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPITAL FILLES
Adresse administrative : 71 RUE FONDARY
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : MADAME DOMINIQUE GOUTARD, DELEGUEE GENERALE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit ici de donner toutes leurs chances aux jeunes filles de milieu modeste qui sont éloignées du monde de l'entreprise.

Actions proposées :
- déploiement de nouveaux ateliers de « Première » :
Ces ateliers sont dédiés spécifiquement à l'amélioration des capacités des filleules Capital Filles à l'oral et leur familiarisation aux codes de l'entreprise. Ces ateliers seront proposés à l'ensemble des lycées partenaires en Île-de-France ;

Développement des capacités du réseau des entreprises Capital filles pour l'accès à l'apprentissage :
Capital Filles s'est attaché à renforcer très concrètement le dispositif d'aide des filleules en recherche de contrat d'apprentissage : les marraines disposent depuis 2017 d'un annuaire des contacts « recrutement d'apprentis », constitué par Capital Filles avec l'aide de ses 15 entreprises, membres fondateurs, et 29 entreprises, membres associés (dont 7 en Île-de-France).

Capital Filles s'engage à mobiliser un nombre plus important d'entreprises associées (une dizaine supplémentaire) et donc de nouvelles marraines. Ce sont « plus ou moins » 2600 jeunes filles qui seront ainsi accompagnées par Capital Filles en 2020-2021 (ateliers collectifs dans les établissements dès la seconde, en première et en Terminale. Tutorat individuel « 1 marraine/1 filleule » en Terminale).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement et administration générale (comptabilité, loyers équipés, 1 ordinateur)	13 000,00	15,82%
Forum annuel en Île-de-France (1er semestre 2021)	17 000,00	20,69%
Autres rencontres et événements avec les lycées	3 880,00	4,72%
2 stagiaires (6 mois pour chacun)	6 800,00	8,27%
Coordination générale	10 000,00	12,17%
1 chargée de mission (10 mois)	31 500,00	38,33%
Total	82 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de l'organisme	32 180,00	39,16%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	60,84%
Total	82 180,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-293

DOSSIER N° 20007162 - INGENIEURES ET TECHNICIENNES DANS LES CLASSES 2020 2021

Dispositif : Olympe (n° 00000968)
Délibération Cadre : CP16-448 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	45 000,00 € TTC	55,56 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CGENIAL FONDATION CULTURE SCIENTIFIQUE TECHNIQUE MUSEE CONSERV ARTS METIERS
Adresse administrative : 20 AVENUE RAPP
75007 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Nicolas SEYDOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Fondation C'Génial proposera à des ingénieures et techniciennes de venir témoigner de leur parcours et de leur métier dans des classes de lycée. Cet échange interactif avec les élèves permet d'apporter des réponses aux questions d'orientation. Ces rencontres donnent l'opportunité de rencontrer des professionnels aux parcours variés et de faire tomber les stéréotypes : ces métiers sont accessibles également aux femmes et elles les exercent souvent avec passion.

Pour accompagner les intervenantes et les enseignants dans la phase de préparation, la Fondation C'Génial fournit des guides de préparation et un support de présentation. Elle propose également une formation pour favoriser l'interactivité avec les élèves en partenariat avec l'Ecole de la médiation (réunissant plusieurs partenaires dont Universcience).

Après chaque rencontre, la Fondation C'Génial fait parvenir à l'intervenante, ainsi qu'à l'enseignant, un questionnaire d'évaluation afin d'améliorer la formule. Les enseignants sont invités à faire un retour à l'intervenant en relayant les impressions des élèves.

Les grands thèmes abordés lors des interventions sont :

Qui est l'intervenante ? Qu'est-ce qu'elle fait ? Quelle est son entreprise ? Quel est son métier au quotidien ? Quel est son parcours ? Pourquoi a-t-elle souhaité devenir ingénieure ou technicienne ? Quelles ont été ses motivations ?...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (gestion de projet : programmation, rencontre, coordination, suivi des élèves…)	26 500,00	58,89%
Frais de communication (flyers, affiches, rapport d'activité, photos, etc.)	1 500,00	3,33%
Supports de pédagogie (vidéos, podcasts)	1 500,00	3,33%
Plateforme CGénial Connect	3 500,00	7,78%
animations de réseaux d'ambassadrices, formation des intervenantes	5 000,00	11,11%
Frais de fonctionnement (loyer, comptabilité, frais bancaires, etc.)	2 500,00	5,56%
Associations partenaires (Terre Avenir, Exploradôme : suivi des établissements, animation des séances personnalisées)	2 500,00	5,56%
Autres services extérieurs (évènement de lancement, déplacements, missions, ateliers de bonnes pratiques…)	2 000,00	4,44%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	11,11%
Subvention État (sollicitée) DGESCO	2 000,00	4,44%
Taxe d'apprentissage	3 500,00	7,78%
Mécénat : Schneider Electric, Dow, Safran, Saint Gobain	9 500,00	21,11%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	55,56%
Total	45 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-293

DOSSIER N° 20007163 - RVL TECH 2020 2021

Dispositif : Olympe (n° 00000968)
Délibération Cadre : CP16-448 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	103 525,00 € TTC	28,98 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REV ELLES
Adresse administrative : 31 SENTIER TORTUEUX
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Emira ZAAG, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 septembre 2020 - 24 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rêv'Elles va accompagner 30 jeunes filles via le programme Rêv'Elles Ton Potentiel sur 3 objectifs : la confiance en soi, l'ouverture du champ des possibles et le développement de la capacité à agir.

Le programme "Rêv'Elles Ton Potentiel" est un accompagnement de 9 mois gratuit et hors temps scolaire qui comporte d'abord un programme intensif de 5 jours : le parcours Rêv'Elles Ton Potentiel. Suite au parcours de 5 jours, les jeunes filles vont être accompagnées sur 9 mois : deux coachings collectifs, trois coachings individuels et une journée d'immersion en entreprise, la journée "Rêv'Elles Moi Ta Vie De..."

Ces 30 jeunes filles auront également accès aux actions facultatives de la communauté des jeunes filles Rêv'Elles : sorties, visites d'entreprises, ateliers, accès aux pôles d'engagement (ambassadrice, chargées de logistique et chargées d'événementiel).

En plus de l'accompagnement Rêv'Elles Ton Potentiel, le programme "RVL Tech" a pour ambition de faire découvrir à 30 jeunes filles franciliennes les secteurs et métiers liés aux sciences, au numérique et aux nouvelles technologies. Elles auront accès à un forum, à des ateliers et visites d'entreprises axés sur ces secteurs. Ces 30 nouvelles bénéficiaires rejoindront un groupe de 90 jeunes filles déjà accompagnées dans le cadre du programme "RVL Tech" depuis septembre 2017.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	16 913,00	16,34%
Achats non stockés de matières et fournitures	7 454,00	7,20%
Services extérieurs. Locations mobilières et immobilières	9 333,00	9,02%
Autres services extérieurs. Rémunérations d'intermédiaires,	500,00	0,48%
Autres services extérieurs. Publicité, publications	6 033,00	5,83%
Autres services extérieurs. Déplacements, missions et	3 367,00	3,25%
Rémunérations du personnel	27 098,00	26,18%
Charges sociales	21 261,00	20,54%
Charges fixes de fonctionnement	11 566,00	11,17%
Total	103 525,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat : AMI CGET (3333) ; FONJEP (1185) ; DRJSCS (2500) ; DRDFE (6667) ; FDVA (2500) ; Contrats de Villes (3833)	20 018,00	19,34%
Collectivités territoriales : Région (3333) ; Conseil dép. Essonne (500) ; Mairie de Paris (2500) ; Paris Ouest (192) ; Est Ensemble (500) ; Grand Orly Seine Bièvre (1667)	8 692,00	8,40%
Mécénat : Fondation SFR (18480) ; Google (4653) ; Epson (4620) ; Dow Chemical (13243) ; Apple (3819)	44 815,00	43,29%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	28,98%
Total	103 525,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-301
DU 1 JUILLET 2020

GESTION FONCIÈRE DES EPLE
CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CP 2018-566 du 21 novembre 2018 Gestion foncière des EPLE

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-301 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la cession à l'euro symbolique à l'EPA-Paris Saclay d'une emprise de 3.605 m², composée du lot C3.2.A d'une superficie de 3 393 m² et d'une bande de terrain de 212 m², et la constitution d'une servitude de cour commune d'une superficie maximale de 250 m² grevant la parcelle désignée lot C3.2.B.

Autorise la Présidente à signer l'acte à intervenir.

Article 2 :

Décide le déclassement de la parcelle BH 159 d'une superficie de 11.563 m², située à Lagny-sur-Marne et correspondant au terrain d'assiette et au bâtiment du lycée Saint Laurent la

Paix Notre-Dame.

Article 3 :

Approuve, sous réserve de son déclassement, la cession du bien immobilier objet de l'article 3 à l'organisme de gestion de l'ensemble scolaire Saint-Laurent La Paix Notre-Dame pour un montant de 4.056.000 euros.

Autorise la présidente à signer l'acte de vente à intervenir.

Les frais de procédure et d'acte relatifs à cette cession seront à la charge de l'acquéreur.

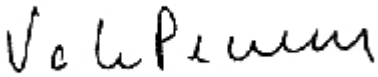
Article 4 :

Approuve la convention d'occupation temporaire d'une partie du lycée Denis Papin à La Courneuve (93120) figurant en annexe 1 à la présente délibération et autorise la Présidente à la signer.

Article 5 :

Affecte, pour la réalisation d'un bornage au lycée Jean-Jacques Rousseau à Sarcelles, une autorisation de programme de 11.000 € sur le chapitre 902 « Enseignement » programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics » action 12200101 « Etudes générales lycées publics » code fonctionnel 222 « Lycées publics » du budget 2020 (dossier IRIS n°D2000388).

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181557-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Convention d'occupation temporaire - Lycée Denis Papin à La Courneuve

Convention d'occupation temporaire

LYCEE DENIS PAPIN – LA COURNEUVE (93120)

ENTRE :

La Région Île de France, *sis* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (93400), représentée par sa Président, Madame Valérie PECRESSE, autorisée par délibération n°CP 2020-301 en date du 1er juillet 2020 ;

Ci-après dénommée « la Région »,

ET

La société EIFFAGE,

sis XX rue/avenue/allée XXX à XXX (XXXXX), représentée par Madame/Monsieur XXX, en sa qualité de XXX

Ci-après dénommée « la Société »,

PREAMBULE

La Région est propriétaire du lycée professionnel Denis Papin *sis* 34 avenue Michelet à La Courneuve (93120) situé sur la parcelle cadastrale n°0131 section 0Y (ci-après « la parcelle principale »).

La parcelle principale, affectée au domaine public, est mitoyenne à la parcelle cadastrale N°0019 section 0Y (ci-après « la parcelle mitoyenne ») *sis* 9 avenue Gabriel Péri à La Courneuve (93120) sur laquelle est situé un bâtiment privé dont le ravalement est nécessaire. Afin de réaliser ce ravalement, la société intervenante, EIFFAGE, souhaite occuper une partie de la parcelle principale.

ARTICLE 1er : OBJET

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions des articles L. 2122-1 et suivants et R. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques, de fixer les conditions dans lesquelles « la Région » met à disposition de la « Société » la parcelle principale affectée au domaine public afin qu'elle puisse y installer un échafaudage nécessaire à la réalisation des travaux de ravalement sur un immeuble privé situé sur la parcelle mitoyenne (**annexe 1**).

ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION, DESIGNATION ET RESTITUTION DES LIEUX

2.1 : MISE A DISPOSITION, DESIGNATION

« La Région » met à disposition de « la Société » une fraction de la parcelle cadastrale n°0131 section OY d'une superficie de 42 m² située sur le territoire de la commune de la Courneuve (92120) dont l'emprise foncière (ci-après « le terrain ») est matérialisée sur le plan en annexe (**annexe 2**).

La mise à disposition du terrain, valant occupation par « la Société », interviendra après la signature par les parties d'un état des lieux (**annexe 3**) établi contradictoirement en deux exemplaires originaux, qui est conservé par chacune des parties : une remise des clés pour l'accès au terrain est alors effectuée. S'il ne peut avoir lieu contradictoirement, il est dressé par Huissier de justice à l'initiative de la partie la plus diligente, les frais étant partagés à parts égales entre les parties.

« La Société » déclare connaître parfaitement le terrain mis à disposition et l'accepte dans l'état où il se trouve, renonçant à cet égard à toute réclamation de toute nature à l'encontre de « la Région ».

2.2 : RESTITUTION DES LIEUX - POLLUTION

D'un commun accord, la « Région » et « la Société » établiront contradictoirement un état des lieux de restitution des locaux, effectué selon les mêmes modalités que l'état des lieux de mise à disposition, qui aura pour objet de constater la parfaite restitution du terrain et la remise des clefs.

« La Société » devra restituer le terrain dans l'état dans lequel il se trouvait au moment de la mise à disposition.

Cela inclut notamment de réhabiliter le terrain dans le cas où l'occupation consentie aurait eu des conséquences néfastes en termes de pollution des sols au sens des diverses réglementations codifiées ou référencées dans le code de l'environnement.

Un nettoyage complet tu terrain devra être effectué par « la Société » avant sa restitution. En cas de détérioration du terrain, de quelque nature que ce soit (pollution, dégradation du revêtement et des embellissements, etc.), constatée lors de la restitution, « la Société » sera tenue de faire chiffrer, sans délai et sur la base de devis détaillés, les travaux de remise en état. Ces frais de remise en état sont supportés *in fine* par « la Société ».

ARTICLE 3 : DESTINATION DES LIEUX

Les lieux sont exclusivement destinés à l'installation d'un échafaudage par « la Société » pour les besoins de son activité, à savoir la réalisation d'un ravalement de la façade de l'immeuble *sis* 9 avenue Gabriel Péri à La Courneuve (93120) situé sur la parcelle mitoyenne, à l'exclusion de toute autre activité ou utilisation.

« La Société » effectuera, à ses frais, toutes les démarches administratives correspondant à l'usage des lieux mis à disposition.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'OCCUPATION

L'autorisation délivrée par la Région n'est constitutive d'aucun droit réel au sens de l'article L.2122-20 du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS, SÉCURITÉ ET RESPONSABILITÉ

5.1 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE LA SOCIÉTÉ

En aucune manière, l'emprise foncière mise à disposition de « la Société » ne peut être utilisée par celle-ci à d'autres fins que celles prévues par la présente convention. Il en résulte que tout aménagement ou travaux autre que ce qui a été autorisé par la présente convention ne pourra être réalisé par « la Société » sans validation expresse de « la Région » par courrier.

Les occupations privatives du domaine public étant accordées *intuitu personae*, « la Société » ne peut ni céder à titre onéreux ou gratuit les droits qu'elle tient du présent engagement, ni sous-louer et/ou échanger toute ou partie de l'emprise foncière.

« La Société » s'engage, pendant toute la durée d'occupation, à ne pas entraver l'accès à la parcelle principale aux services de « la Région » et du lycée.

D'une manière générale, « la Société » se conformera scrupuleusement aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur ou à venir, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, l'hygiène, la sécurité des personnes et des biens, la sécurité incendie, la police, l'inspection du travail, le droit de la construction ou encore la protection de l'environnement.

5.2 : SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

« La Société » assure le gardiennage du site. Elle est responsable de la sécurisation des lieux mis à disposition et des accès.

« La Société » assure la sécurité des personnes et des biens du fait de l'utilisation du terrain mis à disposition et du fait de son activité.

D'une manière générale, « la Société » s'engage à prendre les précautions nécessaires et à mettre en œuvre les protections nécessaires pour prévenir tout dommage et désordre, aux avoisinants, aux tiers, ainsi qu'aux biens.

Cela implique notamment que « la Société » s'engage à :

- Entretenir l'installation et les surfaces occupées, ainsi qu'à maintenir son chantier propre ;

- Mettre en place un barriérage de deux mètres de hauteur afin de garantir la sécurité du chantier et des utilisateurs du lycée ;

- Ne pas polluer le terrain, le terme pollution étant entendu au sens large. Notamment, les éventuelles terres excavées devront être traitées comme des déchets au sens des dispositions du code de l'environnement. D'une manière générale, « la Société » s'engage à ne rien enfouir dans le terrain mis à disposition ni à l'utiliser pour stocker des substances polluantes ;

- Prendre toutes les mesures individuelles et collectives de prévention des risques et accidents, en particulier celles imposées par la réglementation en vigueur codifiées notamment dans le code du travail, ainsi que celles comprises dans les normes AFNOR ;

- Veiller à prendre toutes dispositions utiles afin de limiter les nuisances de toute nature engendrées par son activité. Cela concerne notamment les nuisances sonores susceptibles de survenir lors du piquetage de la façade et qui ne doivent pas perturber l'activité du lycée, en particulier en cas d'examen.

5.3 : OBLIGATION D'INFORMATION

« La Société » s'engage à informer « la Région » de toute intrusion et dégradation visible affectant la structure des bâtiments et/ou espaces verts notamment par la tenue d'un cahier de main courante.

En cas d'urgence ou de péril, « la Région » se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'elle juge indispensables, à titre transitoire ou définitif, pour la sauvegarde des personnes et des biens.

5.4 : RESPONSABILITÉS

D'une manière générale, « la Région » et l'établissement d'accueil, déclinent toute responsabilité résultant des dommages dont seraient victimes les personnes et les biens du fait des activités menées par « la Société », par ses personnels ou par des tiers qu'il aura introduit dans les locaux, ou du fait du fonctionnement de ses équipements ou de ceux qui ont été mis à sa disposition. Cela concerne notamment :

- Les cas de vol, cambriolage, acte de vandalisme ou autres actes délictueux ;

- Les cas d'accident de nature à engager la responsabilité délictuelle.

Compte tenu de tout ce qui précède, « la Société » s'assure que les personnes qui agissent en son nom et/ou pour son compte respectent les obligations qui s'imposent à elle. Elle engage sa responsabilité en cas de survenance d'un fait, acte ou évènement dommageable trouvant sa cause dans son activité ou dans celle des personnes qui agissent en son nom et/ou pour son compte.

ARTICLE 6 : ASSURANCES

« La Société » s'engage à souscrire les polices d'assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de l'occupation.. A ce titre, « la Société » transmet à « la Région » une attestation d'assurance avant la mise à disposition effective du terrain (**annexe 4**).

Aucune contribution financière, de quelque nature que ce soit, ne pourra être mise à la charge de « la Région ».

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Aux termes des articles L. 2125-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques, l'autorisation d'occupation temporaire du terrain doit être accordée à titre onéreux, et la redevance tenir compte des avantages de toute nature que l'occupation procure à « la Société ».

Compte tenu de ce qui précède, la redevance d'occupation due par « la Société » à « la Région » au titre de la présente convention s'élève à 6 euros HT/m²/mois d'occupation, soit un total de 504 euros (6,00 € HT/ m² x 2 mois d'occupation x 42 m²) pour la totalité de l'emprise foncière de 42 m² occupée. Cette redevance sera versée d'avance et en une seule fois.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET – DUREE

8.1 : DUREE

La présente convention prend effet à compter du 6 juillet 2020 et prendra fin au 28 aout 2020 à l'issue de l'état des lieux de restitution du terrain mis à disposition.

La présente convention pourra être résiliée avant terme par l'une ou l'autre des parties selon les conditions fixées à l'article 10.

8.2 : RECONDUCTION EXPRESSE

La convention ne peut être reconduite tacitement. Il en résulte qu'à la date d'expiration, les effets de la convention cesseront de plein droit. « La Société » est informée qu'à l'expiration du terme prévu par la convention, elle ne pourra prétendre à un maintien sur les lieux pour le besoin de ses activités, ni invoquer un quelconque droit à indemnité.

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Région.

ARTICLE 10 : RESILIATION

10.1 : RESILIATION PAR LA RÉGION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Les conventions d'occupation du domaine public étant conclues à titre précaire et révocable, conformément à l'article L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, « La Région » se réserve le droit de résilier la présente convention, à tout moment, pour un motif d'intérêt général.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de 7 jours calendaires commençant à courir à compter de la date de notification de la résiliation motivée, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention par « la Région » n'ouvre aucun droit à indemnisation au bénéfice de « la Société ».

10.2 : RESILIATION PAR LES PARTIES POUR FAUTE

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de 7 jours calendaires commençant à courir à compter de la date de notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;

- la conciliation prévue à l'article 11 a été entamée. ;

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis, ci-dessus défini, lorsque l'inexécution des obligations contractuelles est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention par « les parties » n'ouvre aucun droit à indemnisation au bénéfice de « la Société ».

10.3 : RESILIATION PAR LA SOCIÉTÉ

« La Société » peut résilier la présente convention à tout moment sans justification.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de 7 jours calendaires commençant à courir à compter de la date de notification de la résiliation, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention par « la Société » ne lui ouvre aucun droit à indemnisation.

10.4 : RESILIATION PAR LES PARTIES POUR FORCE MAJEURE

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit lorsque l'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites est consécutive à un cas de force majeure.

La résiliation est effective à compter de la date de notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à une phase préliminaire de conciliation pendant une période de 10 jours ouvrés à compter de la première réunion de conciliation.

Si les parties ne parviennent pas à un accord, la convention peut être résiliée dans les conditions prévues à l'article 10.2.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au tribunal compétent.

ANNEXES :

- Annexe 1 : Plan de situation des locaux
- Annexe 2 : Emprise foncière mise à disposition

- Annexe 3 : Etat des lieux
- Annexe 4 : Attestation d’assurance

Fait à Saint-Ouen, le

En autant d’exemplaires que de parties,

Pour La Société EIFFAGE, représentée par

Pour la Région Île-de-France

La Présidente

Madame PECRESSE Valérie

ANNEXE 1 : PLAN DE SITUATION



ANNEXE 2 : EMPRISE FONCIERE MISE A DISPOSITION

VILLOGIA LOT 2 – Gabriel PERI



Zone à cloturer dans le lycée : 14m x 3m
Soit 42m²

Démarrage des travaux possible à partir de début juillet pour une durée de 2mois

ANNEXE 3 : ETAT DES LIEUX

ANNEXE 4 : ATTESTATION D'ASSURANCE

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-303

DU 1 JUILLET 2020

SÉCURISATION DES LYCÉES
QUATRIÈME AFFECTATION - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU la délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018, et notamment son article 10 approuvant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU le budget de la Région pour 2020 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-303 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

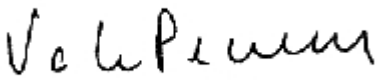
Décide d'attribuer des dotations pour un montant de **771.510 €**, conformément au tableau figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces dotations à la signature de conventions conformes à la

convention-type approuvée par la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **771.510 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181605-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Synthèse des fiches de demande de dotation

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP27-001 Sécurisation des lycées

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 06EME	MONTAIGNE	0750657G	37116	09/04/2020	PROG-2020-TRAVAUX DE SERRURERIE POUR REMISE EN ÉTAT DE LA VÉRANDA 1900	80 000,00	54 952,00	12700103	236.1
75	PARIS 06EME	MONTAIGNE	0750657G	37116	09/04/2020	PROG-2020-TRAVAUX DE SERRURERIE POUR REMISE EN ÉTAT DE LA VÉRANDA 1900		25 048,00	12700103	4551
75	PARIS 07EME	VICTOR-DURUY	0750662M	37117	09/04/2020	PROG-2020-PROG 2020 : TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE DU PPMS	120 000,00	81 216,00	12700103	236.1
75	PARIS 07EME	VICTOR-DURUY	0750662M	37117	09/04/2020	PROG-2020-PROG 2020 : TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE DU PPMS		38 784,00	12700103	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	37109	09/04/2020	PROG-2020-REMPLACEMENT DE 20 GRILLES DE SOUBASSEMENT SUR L'ENSEMBLE DU LYCÉE	30 000,00	20 580,00	12700103	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	37109	09/04/2020	PROG-2020-REMPLACEMENT DE 20 GRILLES DE SOUBASSEMENT SUR L'ENSEMBLE DU LYCÉE		9 420,00	12700103	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	37124	09/04/2020	PROG-2020-PROG 2020 : REMPLACEMENT DE 6 PORTES FORTEMENT DÉGRADÉES ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SÉCURITÉ (COUR DU COLLÈGE)	70 000,00	70 000,00	12700103	4551
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36902	21/02/2020	PROG-2020-TRAVAUX DE CONFORTEMENT DES VITRAGES DES CIRCULATIONS (EXTÉRIEURES ET INTÉRIEURES) DU RDC	30 000,00	19 605,00	12700103	236.1
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36902	21/02/2020	PROG-2020-TRAVAUX DE CONFORTEMENT DES VITRAGES DES CIRCULATIONS (EXTÉRIEURES ET INTÉRIEURES) DU RDC		10 395,00	12700103	4551
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	37113	09/04/2020	PROG-2020-TRAVAUX DE RÉFECTION DES FERRONERIES (GRILLES ET BARREAUDAGE EN RDC + GARDES CORPS TOITURES ET FENÊTRES D'ÉTAGE)	50 000,00	32 675,00	12700103	236.1
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	37113	09/04/2020	PROG-2020-TRAVAUX DE RÉFECTION DES FERRONERIES (GRILLES ET BARREAUDAGE EN RDC + GARDES CORPS TOITURES ET FENÊTRES D'ÉTAGE)		17 325,00	12700103	4551
75	PARIS 13EME	CLAUDE-MONET	0750683K	37112	09/04/2020	PROG-2020-CRÉATION D'UNE SÉPARATION DES FLUX ÉLÈVES ET ADULTES PAR DES GRILLES EN FER FORGÉ Y COMPRIS TRAVAUX INDUITS	40 000,00	27 920,00	12700103	236.1
75	PARIS 13EME	CLAUDE-MONET	0750683K	37112	09/04/2020	PROG-2020-CRÉATION D'UNE SÉPARATION DES FLUX ÉLÈVES ET ADULTES PAR DES GRILLES EN FER FORGÉ Y COMPRIS TRAVAUX INDUITS		12 080,00	12700103	4551
75	PARIS 14EME	PAUL-BERT	0750689S	37110	09/04/2020	PROG-2020-TRAVAUX DE POSE DE BARREAUDAGE RUE HUYGHENS	32 000,00	18 486,40	12700103	236.1
75	PARIS 14EME	PAUL-BERT	0750689S	37110	09/04/2020	PROG-2020-TRAVAUX DE POSE DE BARREAUDAGE RUE HUYGHENS		13 513,60	12700103	4551
75	PARIS 14EME	PAUL-BERT	0750689S	37111	09/04/2020	PROG-2020-SÉCURISATION DE LA PORTE DU COLLÈGE	5 500,00	3 177,35	12700103	236.1
75	PARIS 14EME	PAUL-BERT	0750689S	37111	09/04/2020	PROG-2020-SÉCURISATION DE LA PORTE DU COLLÈGE		2 322,65	12700103	4551
75	PARIS 19EME	HENRI-BERGSON	0750711R	37114	09/04/2020	PROG-2020-INSTALLATION DE VOLETS DANS LE BATIMENT ADMINISTRATION	25 000,00	17 295,00	12700103	236.1
75	PARIS 19EME	HENRI-BERGSON	0750711R	37114	09/04/2020	PROG-2020-INSTALLATION DE VOLETS DANS LE BATIMENT ADMINISTRATION		7 705,00	12700103	4551
75	PARIS 19EME	HENRI-BERGSON	0750711R	37115	09/04/2020	PROG-2020-INSTALLATION DE VOLETS DANS LE BATIMENT LOGEMENTS	10 000,00	6 918,00	12700103	236.1
75	PARIS 19EME	HENRI-BERGSON	0750711R	37115	09/04/2020	PROG-2020-INSTALLATION DE VOLETS DANS LE BATIMENT LOGEMENTS		3 082,00	12700103	4551
78	LES MUREAUX	FRANCOIS-VILLON	0780422K	37120	09/04/2020	2020-REMPLACEMENT DE 30 VOLETS ROULANTS EXTÉRIEURS H.S DANS LE RÉFECTOIRE	31 590,00	31 590,00	12700103	236.1
78	MANTES-LA-JOLIE	SAINT-EXUPÉRY	0782539L	37121	09/04/2020	2020-INSTALLATION D'UN SYSTÈME PPMS	27 700,00	27 700,00	12700103	236.1
78	MANTES-LA-VILLE	CAMILLE-CLAUDEL	0783533S	37119	09/04/2020	2020-TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DU PORTAIL VÉHICULES AU NIVEAU DE L'ACCÈS PRINCIPAL	4 310,00	4 310,00	12700103	236.1
78	PORCHEVILLE	LAVOISIER	0781948U	37118	09/04/2020	2020-REMPLACEMENT DES VOLETS ROULANTS DES BÂTIMENTS D'ENSEIGNEMENT AU RDC	160 000,00	160 000,00	12700103	236.1
91	MASSY	FUSTEL-DE-COULANGES	0910687C	37154	10/04/2020	2020-TRAVAUX DE RÉPARATION DU PORTAIL LYCÉE (BARRE PALPEUSE, POTELET, CELLULE ET KIT RADIO) SUITE A SINISTRE	2 870,00	2 870,00	12700103	236.1
92	SAINT-CLOUD	SANTOS-DUMONT	0922276Z	37122	09/04/2020	2020-INSTALLATION DU SYSTÈME PPMS SUR TOUT L'ÉTABLISSEMENT	43 000,00	43 000,00	12700103	236.1
92	SURESNES	PAUL-LANGEVIN	0920147K	37123	09/04/2020	2020-TRAVAUX DE REMISE EN FONCTION DE L'ALARME ANTI-INTRUSION	9 540,00	9 540,00	12700103	236.1

Total Annexe n° 1 : 771 510,00

Dont

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP27-001 Sécurisation des lycées

Subventions pour la sécurité des EPLE (12700103) **771 510,00**

en Avances et acomptes versés aux EPLE sur immobilisations régionales (236.1)	561 834,75
en Dépenses pour comptes de tiers (4551)	209 675,25

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-313

DU 1 JUILLET 2020

ACCÈS INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT DANS LES LYCÉES FRANCILIENS 2ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code des postes et télécommunications et notamment son article L.32 ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération CR n°63-13 du 27 septembre 2013 relative à la mise en œuvre de la SRDEI : la politique régionale en faveur du développement numérique ;

VU la délibération CP n°14-225 du 10 avril 2014 relative à l'adhésion au groupement de commandes du SIPPEREC ;

VU la délibération CP n°14-754 du 20 novembre 2014 relative à la politique régionale en faveur du développement du numérique ;

VU la délibération CP n°17-173 du 17 mai 2017 relative à la mise en œuvre du très haut débit pour les lycées et CFA du Val d'Oise ;

VU la délibération CR n°84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numérique ;

VU la délibération CR n°92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR n°2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération CR n°93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération CR n°01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR n°33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-313 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **31 792 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-017 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action (12201709) « Accès Internet THD lycées publics » du budget régional 2020.

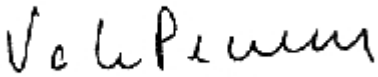
Article 2 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **126 600 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-005 « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget régional 2020.

Article 3 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **18 000 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-008 « Équipement des lycées publics», action (12200803) «Développement des TICE et des ENT» du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181790-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-315

DU 1 JUILLET 2020

ÉQUIPEMENT PÉDAGOGIQUE ET NUMÉRIQUE DANS LES EPLE QUATRIÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de la commande publique ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CR 84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numériques ;

VU La délibération CP 2020-062 du 31 janvier 2020 relative à l'équipement pédagogique et numérique dans les EPLE 1er rapport de l'année 2020 ;

Le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-315 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1er :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **4 061 269 €,** conformément au tableau figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **4 061 269 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2020.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **8 000 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2020, au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France **pour le marché drapeaux**.

Article 3 :

Décide d'attribuer à une cité mixte départementale de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **3 640 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 3 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 640 €**, disponible sur le chapitre 902 «enseignement», code fonctionnel 224 «participation à des cités mixtes», programme HP224-013 (122013) « équipement des cités mixtes départementales », action «équipement des cités mixtes départementales » (12201301) du budget régional 2020.

Article 4 :

Décide d'attribuer à des cités mixtes régionales de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant de **647 870 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **647 870 €**, disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2020.

Article 5 :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **183 655 €** conformément au tableau figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **183 655 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2020.

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **2 000 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2020 au titre des marchés publics relatifs à l'achat d'équipements informatiques**.**

Article 7 :

Décide d'attribuer à des cités mixtes régionales de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **2 816 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **2 816 €**, disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT» (12203004) sur le budget régional 2020.

Article 8 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **200 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT » (12203004) sur le budget régional 2020, au titre des marchés publics d'équipements informatiques.

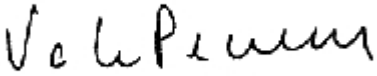
Article 9 :

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 28 «Autres services périscolaires et annexes», programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) sur le budget régional 2020 afin de passer un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude d'avant-projet de refonte du système d'information d'instruction des mesures de rentrée.

Article 10 :

Désaffecte une autorisation d'engagement de **2 150 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres service périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) du budget régional 2020, préalablement affecté par délibération CP 20-062 du 31 janvier 2020 afin de réaliser la maintenance et le maintien en conditions opérationnelles de l'infrastructure informatique.
.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181808-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours

devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 Dotations financières aux lycées

DOTATIONS FINANCIERES EN PEDAGOGIQUE, FONCTIONNEL ET NUMERIQUE POUR LES LYCEES

4 244 924,00 €

75 - PARIS - LGT-TURGOT-PARIS 3E ARRONDISSEMENT(0750647W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Priorité n°1 : Equipement de 2 salles en EXAO. Actuellement, un seul poste fonctionne en EXAO pour tout le lycée. Les enseignants ne font donc plus du tout d'EXAO de la seconde à la terminale.	1	**40 000,00 €**
			40 000,00 €

75 - PARIS - LP-ABBE GREGOIRE-PARIS 3E ARRONDISSEMENT(0750770E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
REFRIGERATEUR AVEC COMPARTIMENT CONGELATEUR SIMPLE PORTE	Réfrigérateur avec les dimensions suivantes : Hauteur 1m60 profondeur : 57cm largeur 60cm Livraison Turbigo Paris 3ème Merci de récupérer dès la livraison l'ancien frigo déjà sur place.	1	**389,00 €**
			389,00 €

75 - PARIS - LPO-SIMONE WEIL-PARIS 3E ARRONDISSEMENT(0750651A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	5 SIEGES SUR POUTRE (STANDARD) 3 PLACES MODELE 1	5	**2 010,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	6 SOFAS 2 PLACES	6	**2 850,00 €**
			4 860,00 €

75 - PARIS - LGT-SOPHIE GERMAIN-PARIS 4E ARRONDISSEMENT(0750653C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE CHIMIE	Malette pressiomètre thermomètre ARDUINO - Département Physique Chimie	1	**1 872,00 €**
VERRERIE DE LABORATOIRE ET AUTRES RECIPIENTS	MICROPIPETTES 5 JEULIN (lot de 12) - département de SVT	1	**1 236,00 €**
			3 108,00 €

75 - PARIS - LG-LOUIS LE GRAND-PARIS 5E ARRONDISSEMENT(0750655E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
BAIN MARIE	LABORATOIRE SVT - Bain marie numérique x12 (renouvellement)	1	**4 400,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	LABORATOIRE PHYSIQUE (salle TP physique A) - Générateur arbitraire (x14) 20Mhz TEKTRONIX AFG 2120	1	**22 200,00 €**
			26 600,00 €

75 - PARIS - LG-FENELON-PARIS 6E ARRONDISSEMENT(0750660K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
BALANCE ELECTRONIQUE	Le nouveau programme (annexe du B.O. spécial du 25/7/2019) de la classe terminale demande d'acquérir comme capacité expérimentale "Utiliser un dispositif permettant d'étudier la poussée d'Archimède", ce dispositif fait irrémédiablement appel à une balance électronique permettant de mesurer le centième de gramme, devant être mise à la disposition de chaque binôme d'une séance de T.P. Le prix affiché correspond à 12 balances ayant un prix unitaire 978€ et des frais de port.	1	**11 746,00 €**
MATERIEL SVT	Dans le cadre des Travaux d'Initiative Personnelle Encadrés (TIPE) des élèves de BCPST, ceux-ci sont très régulièrement amenés à étudier la granulométrie des différents sables (ou sols) dans une thématique géologique. Cet instrument (une tamiseuse) ainsi que les tamis associés permettront une analyse fiable de leurs résultats.	1	**3 489,00 €**
			15 235,00 €

75 - PARIS - LG-SAINT-LOUIS-PARIS 6E ARRONDISSEMENT(0750658H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	Matériel pédagogique pour le labo de SVT.2 Stéréomicroscopes et 2 Microscopes LEICA et une caméra.	1	**14 040,00 €**
MATERIEL CHIME	8 spectrophotomètres pour le laboratoire de CHIMIE	1	**22 320,00 €**
			36 360,00 €

75 - PARIS - LP-GUSTAVE EIFFEL-PARIS 7E ARRONDISSEMENT(0752961L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	4 CHAISES VISITEURS LUGE ASSORTIE MODELE METALLIQUE	4	**456,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	4 CHAISES 4 PIEDS VISITEURS ASSORTIE MODELE METALLIQUE	4	**384,00 €**
			840,00 €

75 - PARIS - LGT-RACINE-PARIS 8E ARRONDISSEMENT(0750664P)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MULTIMETRE	Physique : 12 Multimétres : matériel nécessaire et adapté aux nouveaux programmes, or l'établissement dispose de 2 sites espacés de près d'un km , il est difficile de déplacer d'un site à l'autre pour chaque séance de TP une partie du matériel indispensable à sa réalisation / salle équipée R35.	1	**1 188,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	La machine de musculation butterfly est très dégradée et ne peut être en l'état utilisée en toute sécurité.Après 20 ans d'utilisation elle doit être absolument remplacée	1	**2 852,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/20213/file/5589a71e-4650-4336-912a-75f5fc13c2e7	1	**1 246,00 €**
RIDEAUX	Les rideaux des salles de TP suivantes (R33-R35-R41-R42) sont usés en bonne partie et nécessitent d'être remplacés (séances d'optique (la quantité indiquée 1 correspond au 4 salles équipées/le devis transmis correspond au coût par salle)	1	**3 784,00 €**
			9 070,00 €

75 - PARIS - LG-CONDORCET-PARIS 9E ARRONDISSEMENT(0750667T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	SYSTEME CONTROL'X- DEVIS DMS 12000139 DU 25/02/2020 - MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR LE LABORATOIRE DE SCIENCES INDUSTRIELLES NECESSAIRE A L'ENSEIGNEMENT EN CPGE	1	**16 265,00 €**
MATERIEL SVT	KIT ELECTROPHORESE POUR PCR : DEVIS SORDALAB DN0303 du 04/03/2020 EQUIPEMENT SALLE 510/512	1	**2 810,00 €**
MATERIEL ELECTRICITE	BOITES A DECADES DE HAUTE PRECISION - REFERENCE PMM064650 PROFORMA N°DV-20/0070 EQUIPEMENT CPGE ET SECONDAIRE SALLES 416 ET 412	1	**5 244,00 €**
PLATE-FORME TRAITEMENT DES EAUX (DEMINERALISATION)	FACTURE PROFORMA JEULIN 420182 du 17/01/2020 Equipement pour le laboratoire de chimie	1	**4 894,00 €**
			29 213,00 €

75 - PARIS - LPO-EDGAR QUINET-PARIS 9E ARRONDISSEMENT(0750671X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Réassortiment du fonds documentaire papier des 2 CDI du lycée.	1	**2 000,00 €**
			2 000,00 €

75 - PARIS - LG-COLBERT-PARIS 10E ARRONDISSEMENT(0750673Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	EQUIPEMENT POUR LA MLDS TABLEAU PAPER BOARD / Cet équipement est nécessaire dans le cadre de l'enseignement du MOREA bac général accueilli au lycée Colbert (repréparation de l'examen après 2 échecs au bac)	1	**186,00 €**
EQUIPEMENT AUDIOVISUEL (A PRECISER EN COMMENTAIRES)	EQUIPEMENT POUR LA MLDS / Cet équipement est nécessaire à l'enseignement des langues vivantes dans le cadre de l'enseignement du MOREA Bac général de l'académie de Paris accueillie au sein du lycée Colbert (repréparation de l'examen après deux échecs au bac)	1	**157,00 €**
			343,00 €

75 - PARIS - LP LYC METIER-MARIE LAURENCIN-PARIS 10E ARRONDISSEMENT(0750776L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	16 SIEGES STANDARD PLIABLE ASSISE HETRE POUR SALLE POLYVALENTE	16	**1 536,00 €**
			1 536,00 €

75 - PARIS - LP-GUSTAVE FERRIE-PARIS 10E ARRONDISSEMENT(0750775K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT AUDIOVISUEL (A PRECISER EN COMMENTAIRES)	Subvention accordée. 6 dictaphones Devis:https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/22299/file/0cda3f5a-6dc8-4262-a3fa-c52886995a14	1	**300,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 MEUBLE VERTICAL A 4 TIROIRS POUR DOSSIERS SUSPENDUS	1	**262,00 €**
			562,00 €

75 - PARIS - LT-JULES SIEGFRIED-PARIS 10E ARRONDISSEMENT(0750674A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	Les professeurs et les élèves ne peuvent visualiser correctement les supports vidéo projetés en cours dans les salles les plus exposés au soleil. Les vidéoprojecteurs étant désormais utilisés de façon systématique à chaque cours cela pose un réel problème. Nous souhaitons donc équiper 11 salles de cours de rideaux occultants et les 3 salles du 3ème de stores à commande électrique car les fenêtres sont situées trop haut pour qu'une autre solution soit pérenne.	1	**12 730,00 €**

DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	7 SIEGES SECRETARIAT AVEC ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE / Les enseignants de notre établissement souhaiteraient que nous équipions la salle informatique de la salle des professeurs de 10 fauteuils professeurs. Notre Lycée étant un établissement technologique tertiaire beaucoup de cours nécessitent en effet de travailler avec des logiciels spécifiques et les professeurs passent beaucoup de temps à la préparation de leurs cours dans la salle informatique des professeurs qui est actuellement équipée de chaises élèves peu confortables	7	**1 050,00 €**
			13 780,00 €

75 - PARIS - LP LYC METIER-TURQUETIL-PARIS 11E ARRONDISSEMENT(0750778N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE METIERS D?ART	Mannequins d'ateliers pour notre filières mode : 3250€	1	**3 250,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Poursuite de l'équipement de notre gymnase : machine développé couché 3200€	1	**3 200,00 €**
			6 450,00 €

75 - PARIS - LPO-PAUL POIRET-PARIS 11E ARRONDISSEMENT(0750558Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE METIERS D?ART	2 tables de repassage pour CAP Pressing	1	**10 167,00 €**
			10 167,00 €

75 - PARIS - LP-CHENNEVIERE MALEZIEUX-PARIS 12E ARRONDISSEMENT(0750783U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Développé couché convergent LAROQ Tannac - charge de 80 kg	1	**3 200,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Vélo spinning BH Duke	1	**1 390,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Rameur Concept 2	1	**1 660,00 €**
			6 250,00 €

75 - PARIS - LP-METIERS DE L'AMEUBLEMENT-PARIS 12E ARRONDISSEMENT(0750784V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE METIERS D?ART	2 agrafeuses pour la section tapisserie référence BOSTITCH	1	**718,00 €**
			718,00 €

75 - PARIS - LPO-ELISA LEMONNIER-PARIS 12E ARRONDISSEMENT(0750677D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Ce matériel entre dans le cadre de la poursuite de l'équipement de la salle de musculation dans une démarche d'inclusion de tous les élèves.	1	**9 827,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE COIFFURE-ESTHETIQUE	Politique Régionale nouveau Bac Pro Coiffure selon devis ANDREX PARIS N°DVP20-00044 du 07/02/2020 (D.A.)	1	**22 731,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE COIFFURE-ESTHETIQUE	Politique Régionale nouveau Bac Pro Coiffure selon devis DISTRICOIFF N°3515 du 06/02/2002 (D.A.)	1	**30 040,00 €**
DIVERS ACCESSOIRES	Politique Régionale nouveau Bac Pro Coiffure selon devis PBI N°18298 du 06/02/2020 (D.A.)	1	**5 382,00 €**
			67 980,00 €

75 - PARIS - LGT-PIERRE-GILLES DE GENNES-ENCPB-PARIS 13E ARRONDISSEMENT(0750685M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SVT	SVT- VIDE MICROSCOPE	1	**10 375,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	8 SIEGES SECRETARIAT AVEC ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE / REMPLACEMENT SIEGES DE L'ADMINISTRATION	8	**1 200,00 €**
			11 575,00 €

75 - PARIS - LP LYC METIER-NICOLAS LOUIS VAUQUELIN-PARIS 13E ARRONDISSEMENT(0751710B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	5 TABLES MANGE DEBOUT GAMME UNIVERSELLE DIAMETRE 60 PLATEAU METAL MODELE 1 / A destination du pôle Etudiant.	5	**1 092,00 €**
MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CHIMIE	Sécheur à lit fluidisé (TG 200) Remplacement du sécheur à lit fluidisé de l'atelier 3 hors service qui date d'une trentaine d'années. Référence : Sécheur à lit fluidisé TG 200 - 70.760.0001 Chambre de séchage pour TG 200 -72.783.0001 / 9760,03 Euros TTC voir devis DV20+01893 société Verder Scientific	1	**9 760,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 SOFAS 2 PLACES	3	**1 428,00 €**
			12 280,00 €

75 - PARIS - LP-GALILEE-PARIS 13E ARRONDISSEMENT(0750785W)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Il s'agit d'une imprimante 3D avec un dispositif de sécurité (cleaner). Matériel dont l'acquisition est essentielle dans le cadre de la réforme du baccalauréat prothésiste dentaire à la rentrée 2020	1	**19 950,00 €**
			19 950,00 €

75 - PARIS - EREA-CROCE SPINELLI-PARIS 14E ARRONDISSEMENT(0752799K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
BABY FOOT	Besoin d'un billard et d'un babyfoot pour la maison des lyceens https://www.manutan-collectivites.fr/catalog/product/print/id/5827/ et https://www.manutan-collectivites.fr/baby-foot-leader-rene-pierre-cf-4104489.html	1	**2 078,00 €**
			2 078,00 €

75 - PARIS - LGT-EMILE DUBOIS-PARIS 14E ARRONDISSEMENT(0750692V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	6 SOFAS 2 PLACES / Nous avons rénové la salle des professeurs et nous souhaitons maintenant remplacer le mobilier du coin détente qui est très vétuste.	6	**2 850,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	TABLE DE PING PONG / Nous souhaitons permettre aux élèves de s'occuper grâce à de nouvelles activités.Le but est de faire diminuer les dégradations faites par les élèves au sein de l'établissement.	1	**1 877,00 €**
			4 727,00 €

75 - PARIS - LP-ERIK SATIE-PARIS 14E ARRONDISSEMENT(0752846L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL CHIME	Pas d'informations	1	**500,00 €**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER		1	**2 000,00 €**
			2 500,00 €

75 - PARIS - LPO LYC METIER-RASPAIL-PARIS 14E ARRONDISSEMENT(0750691U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
PH-METRE	Ph mètre pour classes de CPGE 1000 Euros X 12 = 12 000 Euros	1	**12 000,00 €**
			12 000,00 €

75 - PARIS - EREA-ALEXANDRE DUMAS-PARIS 15E ARRONDISSEMENT(0753256G)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	30 SIEGES CONFORT PLIABLE ASSISE TISSU POUR SALLE POLYVALENTE	30	**2 880,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	vapo grill a deux résistances pour cuisine application voir devis	1	**1 971,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	1 LOT DE MATÉRIELS SCIENCES PHYSIQUES COMPOSE DE DEUX DEVIS CI-JOINTS (JEULIN ET LABO MALIN)SUITE AU NOUVEAU PROGRAMME D'OPTIQUE EN SCIENCES PHYSIQUES EN CAP CUISINE ET HCR	1	**5 600,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	friteuses électriques pour cuisine application voir devis (hors dépose)	1	**4 164,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	30 TABLETTES ECRITOIRE ADAPTABLE POUR SIEGE PLIABLE (STANDARD)	30	**1 188,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 SIEGES SECRETARIAT AVEC ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE	2	**300,00 €**
			16 103,00 €

75 - PARIS - LP LYC METIER-BRASSAI-PARIS 15E ARRONDISSEMENT(0750794F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE AUDIOVISUEL	Subvention accordée Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/24569/file/8bb185ca-7e77-4a45-821f-cb7fa74df1f7	1	**5 999,00 €**
			5 999,00 €

75 - PARIS - LPO LYC METIER-FRESNEL-PARIS 15E ARRONDISSEMENT(0750695Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MEULEUSE AUTOMATIQUE (TYPE A PRECISER)	Meuleuse automatique en optique	1	**64 776,00 €**
			64 776,00 €

75 - PARIS - LPO-LOUIS ARMAND-PARIS 15E ARRONDISSEMENT(0751708Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Le lycée Louis Armand, au sein de ses nouveaux locaux, ne dispose pas de salle de sport ou de gymnase. C'est pourquoi nous souhaitons la création d'un espace de musculation. (Voir projet détaillé en PJ)	1	**20 815,00 €**
			20 815,00 €

75 - PARIS - LT-EC NAT SUP DES ARTS APPLIQUES-ac-PARIS-(0750612H)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
MACHINE A THERMOFORMER	Permettre de thermoformer des matériaux différents et d'épaisseur différente, passage nécessaire dans le prototypage en design. Il s'agit d'un renouvellement d'une machine obsolète qui a plus de 10 ans.	1	**25 277,00 €**
			25 277,00 €

75 - PARIS - LP LYC METIER-OCTAVE FEUILLET-PARIS 16E ARRONDISSEMENT(0750796H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE MATERIAUX SOUPLES	pour notre cap chapelier modiste nécessité d'une machine à vapeur pour la transformation des feutres à chapeaux	1	**1 800,00 €**
			1 800,00 €

75 - PARIS - LPO LYC METIER-JEAN DROUANT-PARIS 17E ARRONDISSEMENT(0750708M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
CELLULE DE REFROIDISSEMENT RAPIDE	Pas d'informations	1	**3 730,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	10 SOFAS 2 PLACES	10	**4 750,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 MEUBLES VERTICAL A 3 TIROIRS POUR DOSSIERS SUSPENDUS	3	**768,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	Pas d'informations	1	**1 360,00 €**
			10 608,00 €

75 - PARIS - LT-ECOLE NATIONALE DE COMMERCE-PARIS 17E ARRONDISSEMENT(0750707L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 CHARIOTS POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE TABLES PLIANTES	2	**724,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 PANNEAU AFFICHAGE 200X100CM EN LIEGE SUR PIEDS	1	**302,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	28 SIEGES SECRETARIAT AVEC ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE / Priorité 1 L'ensemble des chaises des secrétariats n'ont pas été changées depuis la rénovation du lycée soit plus de 10 ans	28	**4 200,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 PANNEAU AFFICHAGE 200X100CM MAGNETIQUE SUR PIEDS	1	**338,00 €**
			5 564,00 €

75 - PARIS - LP LYC METIER-BELLIARD-PARIS 18E ARRONDISSEMENT(0752608C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	4 SIEGES STANDARD EMPILABLE 4 PIEDS ASSISE HETRE POUR SALLE DE REUNION	4	**272,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 CHARIOT POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE TABLES PLIANTES	1	**362,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	LE mobilier de nos restaurants d'application, ne nous permet plus de recevoir lors des TP notre clientèle dans de bonnes conditions(table cassée avec réparation de fortune, chaises branlantes.... C'est pour cela que nous renouvelons notre demande suite au refus de la dernière.	1	**20 976,00 €**
ARMOIRE REFRIGEREE FROID POSITIF	CETTE ARMOIRE VIENT DE TOMBER EN PANNE CE JOUR 02/03/2020	1	**1 813,00 €**
			23 423,00 €

75 - PARIS - LP-EDMOND ROSTAND-PARIS 18E ARRONDISSEMENT(0750800M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
ECHAFAUDAGE	Matériel nécessaire à l'exécution des travaux en hauteur en toute sécurité.	1	**1 187,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Matériel indispensable aux activités sportives des élèves	1	**3 357,00 €**
			4 544,00 €

75 - PARIS - LG-GEORGES BRASSENS-PARIS 19E ARRONDISSEMENT(0754684J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Nos Tables de tennis de tables sont obsolètes et sont devenues dangereuses pour les élèves. Le renouvellement de notre parc de tables de tennis de table est indispensable pour la sécurité des élèves.	1	**6 852,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	20 SIEGES STANDARD PLIABLE ASSISE HETRE POUR SALLE POLYVALENTE	20	**1 920,00 €**
			8 772,00 €

75 - PARIS - LP-ARMAND CARREL-PARIS 19E ARRONDISSEMENT(0752700C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 SOFA 2 PLACES	1	**475,00 €**
			475,00 €

75 - PARIS - LPO LYC METIER-D'ALEMBERT-PARIS 19E ARRONDISSEMENT(0750650Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	Bonjour, Il s'agit de notre vœu n° 1. Nos rideaux actuels ont été installés il y 15/20 ans et ne sont donc plus certifiés M1. Nous sollicitons tout ou une partie (au moins 50%) de la demande.	1	**30 336,00 €**

EQUIPEMENT AUDIOVISUEL (A PRECISER EN COMMENTAIRES)	Subvention acceptée par le Service de la Transformation du Numérique. Devis:https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/24514/file/cca5fe94-7bf5-43ed-85ac-08eb502622ee	1	**19 281,00 €**
DIVERS AUTRES	Subvention pour ensemble bureau mobilier secrétariat suite à MAC inactif (D.A.)	1	**1 680,00 €**
			51 297,00 €

75 - PARIS - LPO-DIDEROT-PARIS 19E ARRONDISSEMENT(0750712S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	5 ARMOIRES BASSE METALLIQUE 2 ETAGERES PORTES A RIDEAUX (L100, P43, H120) / Equiper la salle B5 de travail des professeurs d'enseignement de la SEP	5	**1 065,00 €**
OSCILOSCOPE	Pour BTS Systèmes Numériques option Electronique et Communications, oscilloscope 4 voies 200 MHZ avec options de décodage CAN, SPI, RS485, .., générateur arbitraire et analyse de réponse en fréquence.	1	**16 704,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 SOFAS 2 PLACES / Equiper la salle B5	2	**950,00 €**
			18 719,00 €

75 - PARIS - EREA-EDITH PIAF-PARIS 20E ARRONDISSEMENT(0750828T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE STRUCTURES METALLIQUES	RENOUVELLEMENT PROGRESSIF DES POSTES A SOUDER POUR TROIS FORMATIONS (chaudronnerie et Métallerie et FCIL) : MIG/MAG	1	**2 700,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	EQUIPEMENT POUR LA MLDS / 2 TABLES STANDARD POUR SALLE DE REUNION 1/2 ROND DIAM. 120 PLATEAU STRATIFIE	2	**252,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE STRUCTURES METALLIQUES	RENOUVELLEMENT PROGRESSIF DES POSTES A SOUDER : ARC ET TIG : DEVIS STS joint - 4/8	1	**4 900,00 €**
			7 852,00 €

75 - PARIS - LP-ETIENNE DOLET-PARIS 20E ARRONDISSEMENT(0750808W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
BABY FOOT	un baby foot d'extérieur	1	**1 319,00 €**
			1 319,00 €

75 - PARIS - LPO-MARTIN NADAUD-PARIS 20E ARRONDISSEMENT(0754530S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	besoin en équipement de sport pour l'EPS (appareils de musculation)selon devis DECATHLON PRO en pièce jointe - banc de musculation - 2 appareils de musculation - barres fixes - spinning care	1	**8 780,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 ENSEMBLE BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET / 2ème demande : remplacement du bureau de la secrétaire du proviseur REF UGAP MAJESTY AVEC CAISSON	1	**1 680,00 €**
LECTEUR DVD	Subvention accordée Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/21003/file/cb346189-bc4c-4b16-8a5d-e958b581fdce	1	**599,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	10 SIEGES CONFORT EMPILABLE 4 PIEDS TISSU POUR SALLE DE REUNION / complément des chaises en salle des professeurs détériorées en tissus couleur noir	10	**672,00 €**
			11 731,00 €

77 - LA ROCHETTE - LP LYC METIER-BENJAMIN FRANKLIN-LA ROCHETTE(0770943G)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	8 SIEGES SUR POUTRE (STANDARD) 3 PLACES MODELE 1 / Aménagement du halle d'accueil des élèves.	8	**3 216,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE ENERGIE	CHAUFFE EAU THERMODYNAMIQUE - 10 782 € - FILIERE ATELIER ENER	1	**10 782,00 €**
			13 998,00 €

77 - MELUN - LGT-JACQUES AMYOT-MELUN(0770933W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 ENSEMBLE BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET	1	**1 680,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	EQUIPEMENT DE MUSCULATION	1	**8 250,00 €**
			9 930,00 €

77 - MEAUX - LGT-HENRI MOISSAN-MEAUX(0770930T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
BANC OPTIQUE	10 bancs d'optique primastique	1	**5 510,00 €**
ACCESSOIRE BANC OPTIQUE (LENTILLE, MIROIR?)	10 ensembles d'accessoires pour bancs d'optique prismatique	1	**353,00 €**
			5 863,00 €

77 - MEAUX - LGT-JEAN VILAR-MEAUX(0772229E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**

EQUIPEMENT AUDIOVISUEL (A PRECISER EN COMMENTAIRES)	Subvention accordée.LECTEUR CD Dev: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/20371/file/632d523e-d063-484b-944b-7fbe45a07e72	1	**689,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Equipement d'EPS pour pentathlon moderne : achat de 4 pistolets laser en complément de ceux que nous avons déjà acheté sur fonds propres.	1	**1 946,00 €**
			2 635,00 €

77 - MONTEREAU FAULT YONNE - LPO LYC METIER-ANDRE MALRAUX-MONTEREAU-FAULT-YONNE(0770938B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT AUDIOVISUEL (A PRECISER EN COMMENTAIRES)	Subvention accodée. Sub: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/24575/file/12163866-0739-41ca-91ad-c38f90f1eab2	1	**9 882,00 €**
			9 882,00 €

77 - VARENNES SUR SEINE - LP LYC METIER-GUSTAVE EIFFEL-VARENNES-SUR-SEINE(0770945J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
PERCEUSE A COLONNE	Machine outils obsolète. Remplacement d'une perceuse à colonne datant de 1964 de CONSTAN type NS32 n°série 3634, par une perceuse à colonne VAR AUTO TARAUD BX 840 VADT. Installation et conformité.	1	**7 980,00 €**
ASPIRATEUR MOBILE DE COPEAUX METALLIQUES	Aspirateur permettant de traiter le liquide d'usinage et les copeaux métalliques en toute sécurité. Aspirateur de 40 litres comprenant un bac à copeaux, un lot de flexibles et suceur de marque KARCHER type IVR-L-40/12-1	1	**4 196,00 €**
			12 176,00 €

77 - SAVIGNY LE TEMPLE - LGT-PIERRE MENDES-FRANCE-SAVIGNY-LE-TEMPLE(0772188K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	CERTAINES SALLES NE SONT PAS EQUIPEES DE RIDEAUX OCCULTANTS DONC IMPOSSIBILITE D'UTILISER LE VIDEOPROJECTEUR POUR LES COURS - DEMANDE URGENTE	1	**3 957,00 €**
			3 957,00 €

77 - LOGNES - LGT-EMILY BRONTE-LOGNES(0772294A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Afin de compléter l'équipement des laboratoires suite à l'ouverture de l'établissement en septembre 2019, nous avons besoin de matériel supplémentaire.	1	**3 048,00 €**
			3 048,00 €

77 - NOISIEL - LPO-RENE CASSIN-NOISIEL(0771941S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	12 SIEGES CONFORT EMPILABLE 4 PIEDS TISSU POUR SALLE DE REUNION / Pour le lycée cassin	12	**816,00 €**
RIDEAUX	ne pas tenir compte du devis pour les stores inclus à la fin. Pour le lycée Nerval.	1	**40 000,00 €**
			40 816,00 €

77 - DAMMARIE LES LYS CEDEX - LPO LYC METIER-FREDERIC JOLIOT CURIE-DAMMARIE-LES-LYS(0771027Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 CHAUFFEUSES CONFORT AVEC ACCOUDOIRS	3	**768,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 TABLES BASSE STANDARD PETIT MODELE 50*50	2	**284,00 €**
			1 052,00 €

77 - TORCY - LGT-JEAN MOULIN-TORCY(0772120L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	1 ARMOIRE BASSE METALLIQUE 2 ETAGERES PORTES A RIDEAUX (L100, P43, H120)	1	**215,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	6 SIEGES STANDARD EMPILABLE 4 PIEDS ASSISE HETRE POUR SALLE DE REUNION	8	**544,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	4 CHAISES 4 PIEDS VISITEURS ASSORTIE MODELE METALLIQUE	4	**384,00 €**
			1 143,00 €

77 - AVON CEDEX - LPO LYC METIER-URUGUAY FRANCE-AVON(0770918E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS AUTRES	Subvention pour 7 tables pliantes 140X80 et 2 tables pliantes 1/2 ronde 140 suite arrêt MAC Accueil Réunion et matériel de motricité selon devis DECATHLON (D.A.)	1	**3 128,00 €**
			3 128,00 €

77 - DAMMARTIN EN GOELE - LPO-CHARLOTTE DELBO-DAMMARTIN-EN-GOELE(0772751X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	complément du fonds documentaire de l'établissement - lycée récent - besoins importants	1	**4 000,00 €**
			4 000,00 €

77 - LONGPERRIER - LPO LYC METIER-CHARLES DE GAULLE-LONGPERRIER(0772228D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Exao pour physique	1	**24 000,00 €**
			24 000,00 €

77 - CESSON - LPO-SONIA DELAUNAY-CESSON(0772332S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	40 Polar capteur de FC Matériel déjà demandé l'an dernier et non obtenu	48	**3 600,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	8 ENSEMBLES BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET / Mobilier vieillissant à l'administration.	8	**13 440,00 €**
			17 040,00 €

77 - BRIE COMTE ROBERT CEDEX - LPO-BLAISE PASCAL-BRIE-COMTE-ROBERT(0772230F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	32 TABLE PLIABLE RECTANGULAIRE 140*80 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METALGAMME UNIVERSEL / TABLES POUR REMPLACER LES TABLES HS DE LA SALLE POLYVALENTE	32	**7 360,00 €**
			7 360,00 €

77 - CHAMIGNY - EREA-LEOPOLD BELLAN-CHAMIGNY(0770342D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	Les rideaux de la salle de permanence des élèves sont déchirés car trop vieux	1	**830,00 €**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	2 ENSEMBLE DE MOBILIER DE SECRETARIAT / Pour le secrétariat d'intendance	1	**3 660,00 €**
			4 490,00 €

77 - LA FERTE SOUS JOUARRE - LGT-SAMUEL BECKETT-LA FERTE-SOUS-JOUARRE(0772685A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SPORT	MATERIEL DE MUSCULATION - FITNESS	1	**8 700,00 €**
EQUIPEMENT AUDIOVISUEL (A PRECISER EN COMMENTAIRES)	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/22219/file/d0d97ac1-f631-48b9-aa4a-0ef4084ffeba	1	**960,00 €**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER		1	**5 000,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	32 SIEGES CONFORT EMPILABLE 4 PIEDS TISSU POUR SALLE DE REUNION	32	**2 176,00 €**
			16 836,00 €

77 - MITRY MORY - LGT-HONORE DE BALZAC-MITRY-MORY(0771996B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
CAMESCOPE NUMERIQUE	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/24586/file/302fc8eb-a37f-4f7b-a847-c99c876b4f57	1	**4 314,00 €**
PH-METRE	Pas d'informations	1	**6 912,00 €**
BALANCE ELECTRONIQUE	Pas d'informations	1	**2 949,00 €**
			14 175,00 €

77 - FONTAINEBLEAU - LG-INTERNATIONAL FRANCOIS 1ER-FONTAINEBLEAU(0770927P)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Matériel très exploité en CPGE	1	**2 648,00 €**
MATERIEL DE MESURE	Remplacement d'un matériel obsolète (système d'exploitation Windows 98 qui nécessite l'usage de solvants interdits.	1	**26 088,00 €**
			28 736,00 €

77 - FONTAINEBLEAU CEDEX - LGT-FRANCOIS COUPERIN-FONTAINEBLEAU(0770926N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	6 CHAISES 4 PIEDS VISITEURS ASSORTIE MODELE METALLIQUE	6	**600,00 €**
MATERIEL SVT	Pas d'informations	1	**10 863,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	1 TABLE POUR SALLE DE REUNION RECTANGULAIRE 160*80 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL	1	**168,00 €**
			11 631,00 €

77 - MEAUX CEDEX - LP-CHARLES BAUDELAIRE-MEAUX(0771880A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
SYSTEME AFFICHAGE DYNAMIQUE	Communiquer des informations aux usagers et visiteurs	1	**4 788,00 €**

RIDEAUX	Recevoir les élèves et les parents en toute confidentialité, hors de la vue des usagers présents dans le hall d'entrée	1	**2 348,00 €**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	Nécessaire pour organiser les différentes opérations électorales de l'établissement	1	**641,00 €**
			7 777,00 €

77 - PONTAULT COMBAULT CEDEX - LGT-CAMILLE CLAUDEL-PONTAULT-COMBAULT(0772243V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SVT	URGENT REFORME ExaO et microscopes polarisants pour compléter le parc existant afin de pouvoir assurer les TP de spécialité en première et terminale. 2 devis Sordalab joints en date du 11/03/2020 pour un montant total de 15 742.70€ TTC	1	**15 743,00 €**
			15 743,00 €

77 - NANGIS - LPO-HENRI BECQUEREL-NANGIS(0772277G)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	La majorité des spectromètres à fibre optique du lycée sont hors service et les pièces détachées n'existent plus pour les réparations.	1	**13 592,00 €**
			13 592,00 €

77 - COMBS LA VILLE CEDEX - LP LYC METIER-JACQUES PREVERT-COMBS-LA-VILLE(0771997C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	Le lycée possédant des classes totalement vitrées, l'utilisation de certaines salles de classe est difficile lorsque les enseignants utilisent les video-projecteurs. Cette demande permettrait l'installation de rideau simple sur glissière rail de deux salles de classes identifiées comme prioritaire à la gêne soleil. (Environ 25 mètres linéaire).	1	**2 688,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE AUTOMOBILE & ENGINS	Acquisition d'une boite de vitesse didactique pour la section GMC (Analyse fonctionnelle et structurelle). Cous pour les niveaux BAC maintenance des véhicules et espaces verts.	1	**2 778,00 €**
			5 466,00 €

77 - COMBS LA VILLE CEDEX - LGT-GALILEE-COMBS-LA-VILLE(0772127U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SVT	Complément d'équipement pour l'EXAO et les nouveaux programmes de SVT.	1	**12 693,00 €**
			12 693,00 €

77 - LAGNY SUR MARNE - LGT-VAN DONGEN-LAGNY-SUR-MARNE(0771512A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	Demande concernant 16 salles de classe du bâtiment E et 6 salles du bâtiment A. Certaines de ces salles sont actuellement dépourvues de rideaux, ce qui est problématique au niveau de la sécurité et des conditions de travail sur les postes informatiques en cas d'ensoleillement. De plus, les autres salles concernées possèdent des rideaux en piteux état (voir photos jointes).	1	**15 500,00 €**
			15 500,00 €

77 - THORIGNY SUR MARNE - LP-AUGUSTE PERDONNET-THORIGNY-SUR-MARNE(0770944H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	6 CHAISES 4 PIEDS VISITEURS ASSORTIE MODELE METALLIQUE	6	**576,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	5 CHARIOTS POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE TABLES PLIANTES	5	**1 806,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	24 TABLES PLIABLE RECTANGULAIRE 120*80 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METALGAMME UNIVERSEL	24	**5 280,00 €**
			7 662,00 €

77 - CHAMPAGNE SUR SEINE - LPO LYC METIER-LA FAYETTE-CHAMPAGNE-SUR-SEINE(0770920G)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MAQUETTE(S) P&#65533;DAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	Les systèmes didactiques pour les filières CPGE n'ont pas été renouvelés pour la plupart depuis 1995 et pour les plus récents depuis 2000. Sur nos 20 maquettes pédagogiques 9 ne sont plus fonctionnels (soit du point de vue physique ou logiciel, devenu obsolète). 7 autres systèmes fonctionnent mais sur des PC sous windows xp dont le support est interrompu par microsoft depuis plusieurs années, et donc bientôt inutilisable. La filière n'ayant pas été réformée, aucune subvention n'a permis de renouveler depuis plus de 20 ans ces outils pédagogiques. Nous demandons donc des équipements de remplacement qui intègrent les problématiques liées au technologie d'aujourd'hui et de demain. Pour cette demande il s'agit d'un robot collaboratif mono axe Issu de la technologie des Cobots (« Robots collaboratifs »), "CoMax" permet d'assister l'homme au travail et de diminuer les risques de TMS (troubles musculo squelettiques).	1	**15 972,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	50 SIEGES SECRETARIAT SANS ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE / Remplacement des sièges des salles de classes informatiques des sections professionnelles et BTS CPRP du site de Fontaineroux.	50	**6 000,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 ENSEMBLES BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET / Equipement des bureaux du DDFPT, de la secrétaire du DDFPT et de la magasinière des ateliers du site de Champagne-sur-Seine.	3	**5 040,00 €**

MAQUETTE(S) P&#65533;DAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	Les systèmes didactiques pour les filières CPGE n'ont pas été renouvelés pour la plupart depuis 1995 et pour les plus récents depuis 2000. Sur nos 20 maquettes pédagogiques 9 ne sont plus fonctionnels (soit du point de vue physique ou logiciel, devenu obsolète). 7 autres systèmes fonctionnent mais sur des PC sous windows xp dont le support est interrompu par microsoft depuis plusieurs années, et donc bientôt inutilisable. La filière n'ayant pas été réformée, aucune subvention n'a permis de renouveler depuis plus de 20 ans ces outils pédagogiques. Nous demandons donc des équipements de remplacement qui intègrent les problématiques liées au technologie d'aujourd'hui et de demain. Pour cette demande il s'agit d'un SYSTÈME D'EGRENAGE LINEAIRE. Issu de la technologie embarquée sur les machines à vendanger PELLENC, le système "EGRENEUR SPW" permet d'étudier le mécanisme de séparation des grains de raisin de leur rafle par accélération (40 à 50g)	1	**15 950,00 €**
			42 962,00 €

77 - CONGIS SUR THEROUANNE - LPO LYC METIER-DU GUE A TRESMES-CONGIS-SUR-THEROUANNE(0771658J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	DANS LE CADRE DU RENOUVELLEMENT DES MATELAS, BESOIN DE HOUSSES devis joint	1	**6 288,00 €**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	Subvention accordée. Devis de la Sub: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/24578/file/b339f4c3-d46d-46ec-ad7f-39b5ed063638	1	**5 019,00 €**
			11 307,00 €

77 - CHELLES - LPO LYC METIER-JEHAN DE CHELLES-CHELLES(0772276F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 ENSEMBLE BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET	1	**1 680,00 €**
RIDEAUX	18 rideaux sont à considérer comme du premier équipement (pour le CDI qui ne l'est pas jusqu'ici) ; les 28 autres sont destinés à remplacer des rideaux existants, mais déchirés, ou manquants, etc.	1	**6 490,00 €**
			8 170,00 €

77 - ROZAY EN BRIE - LPO-LA TOUR DES DAMES-ROZAY-EN-BRIE(0772295B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO		1	**14 445,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 SIEGES SUR POUTRE (STANDARD) 3 PLACES MODELE 1 / Ces bancs sont destinés au foyer des élèves, c'est pourquoi nous préférerions acheter nous-mêmes ceux du devis joint qui sont tout en métal pour éviter toutes dégradations, voire incendie dans la matière de l'assise.	3	**1 206,00 €**
			15 651,00 €

77 - ST MAMMES - E.R.P.D.PU- -ac-CRETEIL(0770687D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MACHINE A COUDRE	Une de nos enseignante réalise de nombreux travaux de couture lors des activités du mercredi et les ateliers du soir avec nos internes. Merci	1	**250,00 €**
			250,00 €

77 - ROISSY EN BRIE - LGT-CHARLES LE CHAUVE-ROISSY-EN-BRIE(0771763Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
GENERATEUR DE FONCTIONS	Remplacement de matériels usagés	1	**4 896,00 €**
OSCILOSCOPE	Pas d'informations	1	**5 268,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS		1	**600,00 €**
			10 764,00 €

78 - VERSAILLES - LGT-LA BRUYERE-VERSAILLES(0782563M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Équipement de la salle de sport avec 3 tables de tennis de table	3	**2 070,00 €**
			2 070,00 €

78 - VERSAILLES CEDEX - LGT-MARIE CURIE-VERSAILLES(0782567S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	renouvellement de spectrophotomètres de l'équipement 2005 (usage en BTS analyse de biologie médicale et non basique pour le secondaire)	1	**20 513,00 €**
			20 513,00 €

78 - ST GERMAIN EN LAYE - LEGTPA Saint Germain en Laye--(0780004F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BTS POUR FILIERE AGRICULTURE	Il s'agit de remplacer la machine existante âgée d'environ 40 ans. Machine obsolète et plus conforme. Utilisé pour le travail du sol notamment pour les cours liés au maraîchage.	1	**19 360,00 €**
			19 360,00 €

78 - ST GERMAIN EN LAYE - LPO LYC METIER-LEONARD DE VINCI-SAINT-GERMAIN-EN-LAYE(0782556E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	actuellement seulement 12 microscopes biologie avec kits polarisation compatibles alors qu'il y a de nouvelles classes de 1ère.	1	**7 926,00 €**
RIDEAUX	L'auditorium doit être équipé de stores afin de permettre les projections.	1	**3 748,00 €**
BAIN MARIE	Pas de bain-marie actuellement en SVT. Nécessaire avec l'arrivée des STL en 2019-2020 et l'augmentation du nombre de classes.	1	**2 598,00 €**
			14 272,00 €

78 - ST GERMAIN EN LAYE CEDEX - LGT-JEANNE D'ALBRET-SAINT-GERMAIN-EN-LAYE(0782132U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE AGRICULTURE	Cette maquette est utilisée dans les oraux des concours des grandes écoles dans le domaine des sciences de l'ingénieur. Le lycée Jeanne d'Albret n'en dispose pas	1	**13 680,00 €**
			13 680,00 €

78 - ST GERMAIN EN LAYE CEDEX - LPO LYC METIER-JEAN-BAPTISTE POQUELIN-SAINT-GERMAIN-EN-LAYE(0782557F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
SYSTEME AFFICHAGE DYNAMIQUE	Ecrans d'affichages dynamiques. Devis: SIGNAL	3	**23 544,00 €**
			23 544,00 €

78 - LE VESINET - LGT-ALAIN-LE VESINET(0782568T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	50 SIEGES CONFORT EMPILABLE 4 PIEDS TISSU POUR SALLE DE REUNION	50	**3 360,00 €**
VERRERIE DE LABORATOIRE ET AUTRES RECIPIENTS	Renouvellement verrerie de laboratoire sciences physiques	1	**1 000,00 €**
			4 360,00 €

78 - LES MUREAUX CEDEX - LGT-FRANCOIS VILLON-LES MUREAUX(0780422K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
AGITATEUR MAGNETIQUE		1	**529,00 €**
			529,00 €

78 - LES MUREAUX CEDEX - LPO LYC METIER-VAUCANSON-LES MUREAUX(0781984H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	50 SIEGES CONFORT EMPILABLE 4 PIEDS TISSU POUR SALLE DE REUNION / le lycée des Métiers Jacques Vaucanson Les Mureaux réalise EN INTERNE une salle de spectacle ayant les fonctions suivantes : théâtre, cinéma, danse, intervenants extérieurs (plus de 30 par an), assemblées diverses. Cette salle contiendra 80 places assises. L'établissement possède déjà 30 fauteuils identiques à ceux demandés ici. Ce complément de 50 fauteuils permettra d'achever l'équipement de cette salle aux fonctions multiples. L'établissement a, pour sa part, investi plus de 15000€ de matériaux pour la réalisation de la salle par l'agent de maîtrise du lycée. Cf photos jointes.	50	**3 360,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	APPAREIL DE MUSCULATION / Cette demande, faite par les enseignants d'EPS, a pour vocation de remplacer des machines existantes qui ne sont plus du tout aux normes et présentent un danger pour les élèves. L'infrastructure sportive étant très pauvre au lycée, cette salle de musculation avait été créée depuis de longues années pour disposer d'un équipement supplémentaire. Son état actuel interdit son utilisation pour nombre d'appareils dont nous demandons par la présente le remplacement (voir devis joint).	1	**13 199,00 €**
			16 559,00 €

78 - LE CHESNAY ROCQUENCOURT - LP LYC METIER-JEAN MOULIN-LE CHESNAY-ROCQUENCOURT(0782602E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS AUTRES	Subvention pour divers équipements selon devis MANUTAN COLLECTIVITES et UGAP. (D.A.)	1	**4 649,00 €**
			4 649,00 €

78 - LA CELLE ST CLOUD - LP LYC METIER-LUCIEN RENE DUCHESNE-LA CELLE-SAINT-CLOUD(0783214V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	L'acquisition de cet appareil de musculation permettrait de commencer le renouvellement du parc des appareils de musculation vieillissants et non réparables.	1	**2 000,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	L'acquisition de cet appareil de musculation permettrait de commencer le renouvellement du parc des appareils de musculation vieillissants et non réparables.	1	**3 000,00 €**
			5 000,00 €

78 - LA CELLE ST CLOUD - LPO LYC METIER-PIERRE CORNEILLE-LA CELLE-SAINT-CLOUD(0782822U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**

RIDEAUX	REMPLACEMENT COMME INDIQUER DANS LE DEVIS /	1	**5 525,00 €**
			5 525,00 €

78 - MONTIGNY LE BRETONNEUX - LGT-DESCARTES-MONTIGNY-LE-BRETONNEUX(0781512V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
CAMESCOPE NUMERIQUE	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/22856/file/015c01fc-9048-4f64-ab56-18fd1d35fff9	1	**1 300,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	dans le cadre du nouveau programme du baccalauréat, l'équipe de physique souhaite s'équiper de ce matériel	1	**21 716,00 €**
MICROSCOPE	demande de renouvellement de notre parc de microscopes vieillissants	1	**9 324,00 €**
			32 340,00 €

78 - MONTIGNY LE BRETONNEUX - LPO-EMILIE DE BRETEUIL-MONTIGNY-LE-BRETONNEUX(0781819D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL CHIME	Nos appareils datent de plus de 10 ans et tombent en panne les uns après les autres. Nous sommes dans une situation critique car il ne nous reste plus que deux appareils fonctionnels. D'après les nouveaux programmes, nous avons besoin de cet équipement en classe de seconde (8 classes), en première spécialité physique-chimie (3 classes) et STI2D (3 classes) ainsi qu'en terminale spécialité (2 classes). Nous avons besoin d'équiper les deux bâtiments d'au moins 8 appareils chacun. En effet, cet équipement supporte mal le transport d'un bâtiment à l'autre. Demande de 8 appareils minimum, 16 serait l'idéal. Cette demande est renouvelée depuis plusieurs années. En pièces jointes les 2 devis, un pour 8 et un pour 16	1	**24 000,00 €**
			24 000,00 €

78 - TRAPPES - LGT-PLAINE DE NEAUPHLE-TRAPPES(0781297L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Fin d'acquisition du matériel pour la réforme du programme de Sciences Physique + Renouvellement de la Hotte très vétuste	1	**8 000,00 €**
CAMESCOPE NUMERIQUE	Renouvellement de l'ancien matériel de l'Option Cinéma. Demande envoyée à Martin Le Roy	5	**1 595,00 €**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Renouvellement du stock d'ouvrages pour le CDI de notre établissement dont le fond est vieillissant.	1	**4 500,00 €**
			14 095,00 €

78 - TRAPPES CEDEX - LP LYC METIER-LOUIS BLERIOT-TRAPPES(0780273Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	80 SIEGES CONFORT PLIABLE ASSISE TISSU POUR SALLE POLYVALENTE / Mobilier pour la salle polyvalente créée en 2019 dans les ateliers et sans mobilier à ce jour. Pour permettre les réunion des personnels et l'accueil des élèves à la rentrée 2020.	80	**7 680,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	100 PIECES DE LIAISON POUR RELIER DEUX SIEGES PLIABLES CONFORT / Mobilier pour la salle polyvalente créée en 2019 dans les ateliers et sans mobilier à ce jour. Pour permettre les réunion des personnels et l'accueil des élèves à la rentrée 2020. Pour rendre les chaises solidaires et assurer la sécurité des usagers.	100	**480,00 €**
BABY FOOT	2 Baby-foot pour l'espace détente des élèves près du réfectoire.	2	**3 740,00 €**
			11 900,00 €

78 - MAGNANVILLE - LPO-LEOPOLD SEDAR SENGHOR-MAGNANVILLE(0781951X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE COIFFURE-ESTHETIQUE	Politique Régionale nouveau Bac Pro Métiers de la Coiffure selon devis récapitulatif (D.A.)	1	**36 873,00 €**
			36 873,00 €

78 - MANTES LA JOLIE - LPO-JEAN ROSTAND-MANTES-LA-JOLIE(0782540M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Le fonds documentaire est vieillissant, il a besoin d'être renouvelé.	1	**5 000,00 €**
EQUIPEMENT AUDIOVISUEL (A PRECISER EN COMMENTAIRES)	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/23449/file/914c4de2-4230-47d5-b585-7ef891d42914	1	**9 000,00 €**
			14 000,00 €

78 - ST CYR L ECOLE - LGT-MANSART-SAINT-CYR-L'ECOLE(0783140P)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
OSCILOSCOPE	10 Osciloscopes	1	**12 480,00 €**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	demande EXAO pour répondre aux nouveaux programmes	1	**24 000,00 €**
			36 480,00 €

78 - ACHERES - LPO-LOUISE WEISS-ACHERES(0781950W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	Les 10 microscopes doivent avoir un analyseur escamotable. Les microscopes actuels sont obsolètes	1	**9 204,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 CHARIOT POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE TABLES PLIANTES	1	**362,00 €**
			9 566,00 €

78 - POISSY - LP LYC METIER-ADRIENNE BOLLAND-POISSY(0781983G)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	Rideaux à changer dans quelques salles de cours placées aux étages qui en ont prioritairement besoin (rideaux très vétustes, déchirés, coupés, usés) permettant de protéger de la grande chaleur et de la lumière (obscurité permettant notamment l'utilisation de vidéoprojecteurs)	1	**2 388,00 €**
RIDEAUX	Ci-joint devis pour acquisition et pose de rideaux et un stores (aux normes non feu) dans les bureaux attribués spécifiquement aux missions de lutte contre le décrochage scolaires (cotes adaptées aux dimensions personnalisées des fenêtres et baie vitrée des deux bureaux) pour un montant total TTC de 1189,79 € et son rapport d'opportunité	1	**1 190,00 €**
			3 578,00 €

78 - MAUREPAS - LPO-DUMONT D'URVILLE-MAUREPAS(0781883Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SVT	L'enseignant souhaite une nouvelle étuve de marque SCIENCETHIC (référence: 211006) pour remplacer le matériel actuel, qui date de 1991 et qui ne fonctionne absolument plus	1	**800,00 €**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Demande formulée par l'enseignant pour remplacer le matériel obsolète actuellement utilisé	1	**24 000,00 €**
			24 800,00 €

78 - PLAISIR CEDEX - LGT-JEAN VILAR-PLAISIR(0780582J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	Devis Sordalab pour 20 microscopes	1	**8 100,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Matériel d'optique à nouveau au programme de 2nde et spé 1ère et terminale. Le matériel dont dispose actuellement le lycée (lanternes) est obsolète et plus aux normes de sécurité. De plus, l'effectif des élèves concernés est en augmentation.	1	**7 439,00 €**
			15 539,00 €

78 - AUBERGENVILLE - LPO-VINCENT VAN GOGH-AUBERGENVILLE(0781859X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Les professeurs d'EPS souhaitent remplacer 5 de leurs tables de tennis de tables. En effet, dans le cadre de l'utilisation des salles du gymnase, la présence d'autres cours obliger de ranger très régulièrement les tables de tennis de table, ce qui "fatigue" à force le système de pliage, abîme les tables et crée un risque pour les élèves	5	**2 650,00 €**
			2 650,00 €

78 - Aubergenville Cedex - CENTRE DE RESSOURCES DE TECHNIQUES AVANCÉES (C.E.R.T.A.)(0780000C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
ACCESSOIRE POUR MACHINES OUTILS (PRECISER EN COMMENTAIRES)	Remplacement des les cellules de transmission de données Profibus du système de transitique à savoir, les codeurs d'axes ainsi que le canalis complet selon devis FASTEMS N°F39655/02 du 16.01.2020 (D.A.)	1	**28 474,00 €**
			28 474,00 €

78 - SARTROUVILLE - LGT-EVARISTE GALOIS-SARTROUVILLE(0782924E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Pour les niveaux 2nde, 1ere et Term spectrophotomètre EASYSPEC-SAFAS avec Logiciel pour PC et Fibre optique pour mesure d'énergie de source externe. Ref Jeulin :701485	1	**3 180,00 €**
			3 180,00 €

78 - LIMAY - LPO-CONDORCET-LIMAY(0781884Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	En raison de l'augmentation des effectifs des groupes de spécialités sciences physiques, il faudrait un kit exao pour compléter l'équipement préexistant.	1	**24 000,00 €**
KIT EXAO POUR CHIMIE (INTERFACES+CAPTEURS)	En raison de l'augmentation des effectifs des groupes de spécialités chimie, il faudrait un kit exao pour compléter l'équipement préexistant.	1	**24 000,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Filière mercatique : présentoirs et supports de communication pour mise en situation / 5 TABLES MANGE DEBOUT	5	**720,00 €**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	obsolescence du matériel d'exao en svt qui ne permet plus d'enseigner dans des conditions satisfaisantes	1	**24 000,00 €**
			72 720,00 €

78 - VILLIERS ST FREDERIC - LPO LYC METIER-VIOLLET-LE-DUC-VILLIERS-SAINT-FREDERIC(0782587N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**

DIVERS AUTRES	BTS FED : financement troisieme volet bureau d'étude	1	**10 500,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	130 PIECES DE LIAISON POUR RELIER DEUX SIEGES EMPILABLES CONFORT	130	**624,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	130 SIEGES CONFORT EMPILABLE 4 PIEDS TISSU POUR SALLE DE REUNION	130	**8 736,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE BTP	La technologie des appareils existants datent de plus de 13 ans pour les plus récents. Ces appareils deviennent "irréparables " en l'absence de pièces de rechange. Le transfert des saisies de données devient compliqué à cause de l'incompatibilité avec les nouveaux logiciels. Ces nouvelles technologies sont compatibles avec les besoins des cabinets de géomètre et l'évolution des référentiels des métiers des études et de la modélisation numérique du bâtiment.	1	**49 207,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BTS POUR FILIERE ENERGIE	BTS FED : Avance sur consultation marchés GTC	1	**225 000,00 €**
			294 067,00 €

78 - MANTES LA VILLE - LPO LYC METIER-CAMILLE CLAUDEL-MANTES-LA-VILLE(0783533S)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SANITAIRE & SOCIAL	Ces demandes sont motivées par le besoin de manipuler et d'observer des élèves de lycée professionnel pour lesquels l'abstraction est difficile. L'ensemble de ces demandes correspond à des besoins de formation dans le cadre de l'éducation à la santé et à la citoyenneté.	1	**667,00 €**
			667,00 €

78 - LA QUEUE LES YVELINES - LPO LYC METIER-JEAN MONNET-LA QUEUE-LES-YVELINES(0781839A)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
RIDEAUX		1	**5 853,00 €**
			5 853,00 €

91 - EVRY COURCOURONNES - LGT-PARC DES LOGES-EVRY-COURCOURONNES(0911251R)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	mise aux normes de sécurité laboratoire de SI dans le cadre de la réforme des CPGE.	1	**21 170,00 €**
GENERATEUR DE FONCTIONS	ADAPTATION AUX NOUVEAUX PROGRAMMES CPGE ET RENOUVELLEMENT MATÉRIEL	1	**23 920,00 €**
BIOREACTEUR	renouvellement d équipement pour la SVT et complément d équipement pour les BTS BIOTECHNOLOGIES.	1	**24 900,00 €**
			69 990,00 €

91 - EVRY COURCOURONNES - LP-AUGUSTE PERRET-EVRY-COURCOURONNES(0911343R)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
RIDEAUX	Mise au norme PPMS : Remplacement complet des rideaux très anciens et usés	1	**7 890,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 SIEGES SECRETARIAT AVEC ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE	2	**300,00 €**
SCIE A FORMAT	Scie à onglet avec protection contre le disque en remplacement d'une scie sur table dont le disque ne possède pas de protection. Ce matériel est destiné au débit de chevron, bastaing et volige en atelier maçon. Il est mobile.	1	**2 010,00 €**
			10 200,00 €

91 - EVRY COURCOURONNES - LPO LYC METIER-CHARLES BAUDELAIRE-EVRY-COURCOURONNES(0911254U)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Politique Régionale pour nouveau Bac Pro Métiers de la Coiffure selon devis JEULIN N°000420423 du 21/01/2020 (D.A.)	1	**16 250,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE COIFFURE-ESTHETIQUE	Politique Régionale nouveau Bac Pro Métiers de la Coiffure selon devis DERNONCOURT N°2690 du 28/01/2020 (D.A.)	1	**24 682,00 €**
			40 932,00 €

91 - EVRY COURCOURONNES - LPO LYC METIER-GEORGES BRASSENS-EVRY-COURCOURONNES(0911828T)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
OSCILOSCOPE	Lot de 12 oscilloscopes numériques 4 voies 100 MHz pour les BTS SN : matériel indispensable pour la filière, en remplacement de 12 oscilloscopes achetés l'année 2000, obsolètes et dysfonctionnant pour 11 d'entre eux.	1	**29 826,00 €**
			29 826,00 €

91 - PALAISEAU - LGT-CAMILLE CLAUDEL-PALAISEAU(0911938M)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
RIDEAUX	les rideaux du CDI sont déchirés, il faut les remplacer.	1	**9 368,00 €**
MICROSCOPE	10 MICROSCOPES	1	**10 310,00 €**
ALIMENTATION ELECTRIQUE	ce type de matériels est absolument nécessaire aux élèves en physique	10	**2 170,00 €**
			21 848,00 €

91 - PALAISEAU CEDEX - LPO LYC METIER-HENRI POINCARE-PALAISEAU(0912251C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE TERTIAIRE ADMINISTRATIF	Subvention pour équipements Bac Pro Animation selon devis DEMCO; DELAGRAVE, MANUTAN, IA FRANCE (D.A.)	1	**14 000,00 €**
			14 000,00 €

91 - RIS ORANGIS - LP-PIERRE MENDES FRANCE-RIS-ORANGIS(0911578W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	nouvelle salle de musculation	1	**5 000,00 €**
			5 000,00 €

91 - ETAMPES - LP-NELSON-MANDELA-ETAMPES(0911401D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Subvention pour 6 armoires ADEQUAT, 5 tables adaptées, 20 tables 3.4.5, 20 chaises POSTURA, 6 tapis mousse, 1 bureau COLOMBO, 2 porte manteaux, 1 chariot 2 plateaux pliable selon devis MANUTAN, IA FRANCE, ATV SYSTEM, ADEQUAT (D.A.)	1	**7 000,00 €**
			7 000,00 €

91 - LONGJUMEAU CEDEX - LGT-JACQUES PREVERT-LONGJUMEAU(0911577V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Matériel obsolète non remplacé pendant les années travaux et déménagement des laboratoires.	1	**6 880,00 €**
			6 880,00 €

91 - LONGJUMEAU CEDEX - LP LYC METIER-JEAN PERRIN-LONGJUMEAU(0910715H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	Les rideaux actuels sont dégradés (ce qui rend un aspect déplorable vu de l'extérieur) et dans certains cas inexistants.	1	**34 500,00 €**
			34 500,00 €

91 - GIF SUR YVETTE CEDEX - LGT-VALLEE DE CHEVREUSE-GIF-SUR-YVETTE(0911913K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
CHAMBRE FROIDE	La chambre froide des laboratoires de Biotechnologies (3 laborantins - 10 enseignants) permet le stockage du matériel périssable nécessaire aux travaux pratiques des STL Biotechnologies (90 élèves), des FCIL métiers du laboratoires (12 élèves) et de la STS Biotechnologies (56 étudiants). Les produits stockés sont principalement des milieux de culture, des sérums, des réactifs, des galeries d'identification, certains produits chimiques , ainsi que certains résultats d'expériences qui évoluent à température ambiante.... Nous avons constaté la remontée rapide en température de la chambre froide fin de semaine 10 et fait intervenir un frigoriste afin d'évaluer la raison de la panne.(Devis joint) Actuellement tous les produits n'ont pas pu être remis dans d'autres réfrigérateurs et seront perdus.	1	**4 316,00 €**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Demande forte des enseignants de sciences physiques	1	**24 000,00 €**
			28 316,00 €

91 - ATHIS MONS - LPO-CLEMENT ADER-ATHIS-MONS(0910676R)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
SYSTEME AFFICHAGE DYNAMIQUE	Subvention accordée Devis: envoyé par mail par M. Gadras et stocké sur serveur par Martin Le Roy	1	**12 832,00 €**
MICROSCOPE	Pas d'informations	1	**10 479,00 €**
			23 311,00 €

91 - ATHIS MONS CEDEX - LGT-MARCEL PAGNOL-ATHIS-MONS(0910623H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 CASIERS PROFESSEURS 24 CASES (PIETEMENT INCLUS)	2	**1 600,00 €**
BABY FOOT	2 BABYS FOOT / il s'agit d'un baby foot de type collectivité nous en souhaiterions 2	2	**3 800,00 €**
			5 400,00 €

91 - DRAVEIL - LP LYC METIER-NADAR-DRAVEIL(0910755B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Nous demandons le tiers du devis présenté (surligné en jaune), notre équipement actuel est obsolète, l'échelle de ce devis est pensée pour l'extension du lycée, et l'équipement programmé sur 3 ans.	1	**17 231,00 €**
			17 231,00 €

91 - BRETIGNY SUR ORGE - LPO-JEAN-PIERRE TIMBAUD-BRETIGNY-SUR-ORGE(0910975R)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**

EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE BTP	Remplacement du matériel datant de 2007 devenu obsolète	1	**56 349,00 €**
			56 349,00 €

91 - MONTGERON - EREA-JEAN ISOARD-MONTGERON(0911353B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	20 TABLES PLIABLE RECTANGULAIRE 140*70 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METALGAMME UNIVERSEL / la salle de réunion n'a jamais été équipée de mobilier adéquat . Nous utilisons des tables et des chaises de self qui datent de 2002 et sont en mauvais état . Il est absolument nécessaire d'avoir du mobilier adapté à une salle de réunion qui est aussi utilisée pour des formations d'élèves, d'enseignants, de personnel région...	20	**4 224,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	50 SIEGES CONFORT EMPILABLE 4 PIEDS TISSU POUR SALLE DE REUNION	50	**3 360,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 SIEGES SECRETARIAT SANS ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE	2	**240,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 PLANS DE TRAVAIL COMPACT AVEC RETOUR A 90° A DROITE MODELE METALLIQUE	2	**780,00 €**
			8 604,00 €

91 - MONTGERON - LGT-ROSA PARKS-MONTGERON(0910625K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)		1	**20 759,00 €**
CAMESCOPE NUMERIQUE	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/19661/file/88b1582f-67cd-4935-b04d-ecd7bf92499c	1	**3 478,00 €**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	Subvention accordée. https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/19662/file/bb51bd65-a4fd-41e2-9fc9-93f93eaf241b	1	**700,00 €**
			24 937,00 €

91 - JUVISY SUR ORGE - LP LYC METIER-JEAN MONNET-JUVISY-SUR-ORGE(0910631S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	30 SIEGES STANDARD EMPILABLE 4 PIEDS ASSISE HETRE POUR SALLE DE REUNION / créer une salle de réunion avec un mobilier adapté	30	**2 016,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	15 TABLES POUR SALLE DE REUNION RECTANGULAIRE 120*60 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL / créer une salle de réunion avec un mobilier adapté	15	**1 710,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	4 TABLES POUR SALLE DE REUNION 1/4 ROND DIAM. 120 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL / créer une salle de réunion avec un mobilier adapté	4	**504,00 €**
			4 230,00 €

91 - ARPAJON - LGT-EDMOND MICHELET-ARPAJON(0911961M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	12 microscopes	1	**6 984,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	10 GRILLES EXPOSITION SUR PIED 200X100CM	10	**1 404,00 €**
			8 388,00 €

91 - ARPAJON - LP-PAUL BELMONDO-ARPAJON(0910628N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 CHARIOTS POUR TRANSPORT DE CHAISES EMPILABLES	2	**724,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	100 SIÈGES STANDARD PLIABLE ASSISE HÊTRE POUR SALLE POLYVALENTE	100	**9 600,00 €**
			10 324,00 €

91 - ARPAJON CEDEX - LGT-RENE CASSIN-ARPAJON(0911632E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	28 SIEGES STANDARD PLIABLE ASSISE HETRE POUR SALLE POLYVALENTE	28	**2 688,00 €**
RIDEAUX	iNSTALLATION DE PLUSIEURS RIDEAUX DANS LES SALLES DE COURS	1	**10 000,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	14 TABLES PLIABLE RECTANGULAIRE 120*80 PLATEAU STRATIFIE PIEDS MÉTAL GAMME UNIVERSEL	14	**3 080,00 €**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	BANQUE HAUT + BASSE + CASIERS	1	**1 500,00 €**
			17 268,00 €

91 - MASSY - LGT-FUSTEL DE COULANGES-MASSY(0910687C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**

EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE CHIMIE	• Remplacement du matériel vieillissant (20 ans environ) Multimètres numériques COLOR 1G-7 : colorimètres • Casse Colonne de vigreux, Réfrigérant à boules Ampoules à décanter, Remarque : ces dispositifs sont nécessaires pour des montages de chimie au programme des trois niveaux (seconde, première, terminale) • Sécurité / 9 Supports pour montages de chimie : Ref 70129443 • Amélioration des conditions de travail des élèves / Balances à 0,01 g : nous ne disposons que de balances peu précises de faible prix , il nous en faut de plus précises pour les terminales / Foxy : interfaces exao permettant d'équiper une deuxième salle : effectivement, nous travaillons simultanément à plusieurs TP (parfois trois TP sur le même créneau horaire) avec des sondes différentes (parfois chimie, parfois physique) il nous faut donc des interfaces pour deux salles au moins • Nouveaux programmes / 10 capteurs de pression ref 48203821 adaptables sur les consoles foxy / 2 caméras rapides	1	**14 000,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	15 GRILLES EXPOSITION SUR PIED 200X100CM / Lors des différentes manifestations de l'établissement : portes ouvertes, forums des anciens élèves + CDI etc.. nous manquons de grille d'exposition.	15	**2 106,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SPORT	DEMANDE DE DOTATION MATERIEL MUSCULATION Le lycée Fustel de Coulanges dispose d'une salle de musculation. Cette salle est de plus en plus utilisée par nos élèves. Depuis quelques années, la population de Massy s'accroit beaucoup entraînant une augmentation du nombre d'utilisateurs des gymnases municipaux ;nous subissons donc une baisse des attributions de créneaux dans les gymnases. Nous sommes obligés proposer à toutes nos classes un cycle de musculation (avant programmée uniquement en première et terminales). Nos élèves ont aussi la possibilité de pratiquer la musculation, en plus de l'EPS, dans le cadre de l'association sportive. Nous accueillons au lycée de plus en plus d'élèves, nos appareils sont donc utilisés de façon très intensive, de ce fait , ils s'usent et leur renouvellement nous est difficile pour des raisons budgétaires. Le bureau Véritas , nous a transmis son rapport après visite de notre salle et demande d'effectuer des réparations sur un vélo et un eliptique. Nous demandons donc une aide de la région pour acheter du matériel de cardio-training.	1	**8 200,00 €**
BABY FOOT	Pour permettre à nos élèves de se détendre dans l'espace cafétéria.	1	**630,00 €**
			24 936,00 €

91 - MASSY - LP LYC METIER-GUSTAVE EIFFEL-MASSY(0910632T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE BTP	Nous souhaiterions acquérir 2 décolleuses à papier peint pour l'atelier Peinture qui n'en possède pas. Ce matériel nous permettrait de valider plusieurs compétences (C2.2, C2.4 et C3.4) Notre demande porte sur l'acquisition de 2 décolleuses Montant: 786 € TTC / pièce soit 1571 €	1	**1 572,00 €**
			1 572,00 €

91 - MASSY - LPO LYC METIER-PARC DE VILGENIS-MASSY(0910727W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	le lycée a obtenu l'année dernière une subvention d'un montant de 10870€ afin d'installer des rideaux dans différentes salles de cours. L'utilité était non seulement pédagogique (plus de visibilité sur les TNI pour documents projetés ...) mais aussi et surtout pour des questions de sécurité. Dans le cadre du PPMS nombre de salles de cours restent encore à la vue de l'extérieur. Des solutions de rideaux et/ou filtres occultants sont encore indispensables pour couvrir tout l'établissement	1	**14 744,00 €**
			14 744,00 €

91 - OLLAINVILLE - EREA-LE CHATEAU DU LAC-OLLAINVILLE(0910429X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 CAISSONS MOBILE 3 TIROIRS MODELE METALLIQUE / Coloris chêne moyen.	2	**258,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 ARMOIRES BASSE METALLIQUE 2 ETAGERES PORTES A RIDEAUX (L100, P43, H120) / Corps blanc. Volets roulants chêne moyen.	2	**426,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 ARMOIRES HAUTE METALLIQUE 5 ETAGERES PORTES A RIDEAUX (L100, P43, H200) / Corps blanc. Volets roulants chêne moyen	2	**600,00 €**
ASPIRATEUR FIXE FUMEES DE SOUDURE	EPI collectif. Mise aux normes santé sécurité. Éviter les problèmes respiratoires. En lien avec le référentiel du CAP serrurerie-métallerie.	1	**14 000,00 €**
			15 284,00 €

91 - MORSANG SUR ORGE - LP-ANDRE-MARIE AMPERE-MORSANG-SUR-ORGE(0911037H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	Les salles d'enseignement du RDC Bat B et C ne bénéficient d'aucune possibilité d'obscurcissement (les étages supérieurs ont bénéficié d'un équipement occultant). Ces équipements sont indispensables avec l'utilisation généralisée de vidéoprojecteurs et tablettes.	1	**12 960,00 €**
			12 960,00 €

91 - ORSAY CEDEX - LGT-BLAISE PASCAL-ORSAY(0910626L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
BANCS D'ESSAIS MOTEURS THERMIQUES	Matériel actuel non conforme aux nouvelles exigences du programme d'ATSI pour les filières PC/PCSI/MPSI modifié en 2019	1	**16 265,00 €**
PH-METRE	Pas assez de matériel pour les élèves et matériel actuel beaucoup trop ancien (+ de 15 ans) donc sans interface numérique	1	**15 288,00 €**
			31 553,00 €

91 - MORANGIS CEDEX - LPO-MARGUERITE YOURCENAR-MORANGIS(0911945V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**

MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE INFORMATIQUE	Pour spécialité NSI : besoin 20 robots Thymio 2 pour le projet de spécialité (cf devis ci-joint) : 3 777.60 €	1	**3 778,00 €**
			3 778,00 €

91 - MENNECY CEDEX - LPO-MARIE LAURENCIN-MENNECY(0911962N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	5 GRILLES EXPOSITION SUR PIED 200X100CM / Prioritaire	5	**702,00 €**
VERRERIE DE LABORATOIRE ET AUTRES RECIPIENTS	Physique	1	**300,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 SIEGES SECRETARIAT SANS ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE / labo physique	2	**240,00 €**
			1 242,00 €

91 - CERNY - LPO LYC METIER-ALEXANDRE DENIS-CERNY(0910630R)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE AUTOMOBILE & ENGINS	Mise en sécurité du quai des routiers avec équipements de quai mobile.	1	**24 000,00 €**
			24 000,00 €

91 - SAVIGNY SUR ORGE - LPO LYC METIER-GASPARD MONGE-SAVIGNY-SUR-ORGE(0912142J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	200 occultants (2-3 occultants par salle - pièces témoins : salles A60 et B17) et 70 "brise-soleil" pour pose de rideaux où il n'y en pas/ plus et en remplacement de vieux rideaux en lambeaux.	1	**2 661,00 €**
			2 661,00 €

91 - STE GENEVIEVE DES BOIS CED - LGT-ALBERT EINSTEIN-SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS(0911346U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	12 SIEGES SUR POUTRE (STANDARD) 3 PLACES MODELE 1	12	**4 824,00 €**
			4 824,00 €

91 - EPINAY SOUS SENART - LGT-MAURICE ELIOT-EPINAY-SOUS-SENART(0911927A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	10 kits réflexion-réfraction magnétique	1	**1 230,00 €**
MATERIEL CHIME	10 ampli-sons ; Voir détail c-dessous: - 1 entrée pour microphone sur fiche Jack femelle 6,35 mm ou fiches bananes Ø 4 mm, - 1 réglage d'aigus, de graves et de volume, - 1 sortie sur fiches bananes Ø 4 mm et sur 2 fiches Jack femelle Ø 3,5 mm pour casques, - 1 deuxième amplificateur indépendant (ou pré-ampli), simple (réalisé à partir d'un ampli-op) ayant un gain de 10 à 100.	1	**1 590,00 €**
			2 820,00 €

91 - LES ULIS - LPO-L'ESSOURIAU-LES ULIS(0911492C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Acquisition de quatre vélos d'entrainement (d'appartement) pour l'EPS.	1	**3 400,00 €**
			3 400,00 €

92 - NANTERRE - LPO-LOUISE MICHEL-NANTERRE(0922464D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS MATERIELS PEDAGOGIQUES DE COUTURE.	Dix piqueuses de l'établissement ont été achetées en 2005. Compte tenu de l'utilisation constante par les élèves, les machines sont usées malgré une maintenance rigoureuse.	1	**20 820,00 €**
DIVERS MATERIELS PEDAGOGIQUES DE COUTURE.	Les assises des élèves dans les ateliers de coutures sont cassées. Nous souhaitons renouveler le mobilier	1	**6 210,00 €**
			27 030,00 €

92 - NANTERRE CEDEX - LPO-JOLIOT-CURIE-NANTERRE(0920141D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
PH-METRE	Pas d'informations	5	**10 175,00 €**
			10 175,00 €

92 - BOULOGNE BILLANCOURT - LGT-JACQUES PREVERT-BOULOGNE-BILLANCOURT(0920134W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 SOFA 2 PLACES / AMÉNAGEMENT DE LA SALLE DE REPOS DES AGENTS.	5	**2 376,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 ENSEMBLES BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET / AMÉNAGEMENT DU BUREAU DES ENSEIGNANTS AU GYMNASE. ACTUELLEMENT ILS ONT DES TABLES QUI LEUR SERVENT DE BUREAU.	3	**5 040,00 €**
			7 416,00 €

92 - CLICHY - LPO-NEWTON-ENREA-CLICHY(0920136Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	APPAREIL DE MUSCULATION	1	**14 470,00 €**
			14 470,00 €

92 - MONTROUGE - LGT-MAURICE GENEVOIX-MONTROUGE(0921399W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 ENSEMBLES BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET / MOBILIER 3 SECRETARIATS : MOBILIER VETUSTE NON REMPLACE DEPUIS 1992.	3	**5 040,00 €**
			5 040,00 €

92 - CLAMART - LGT-JACQUES MONOD-CLAMART(0921555R)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS AUTRES	Microscopes JEULIN ME1012 avec transformateur intégré et variateur de lumière, référence 571.037.32	1	**7 900,00 €**
			7 900,00 €

92 - SURESNES - LGT-PAUL LANGEVIN-SURESNES(0920147K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SVT	renouvellement de matériel (alimentation 4 cuves et micropipettes).	1	**2 420,00 €**
			2 420,00 €

92 - SURESNES - LP LYC METIER-LOUIS BLERIOT-SURESNES(0920171L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
ASPIRATEUR MOBILE DE COPEAUX BOIS	Pas d'informations	1	**4 378,00 €**
			4 378,00 €

92 - ANTONY - LP LYC METIER-THEODORE MONOD-ANTONY(0921676X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 TABLES MANGE DEBOUT GAMME UNIVERSELLE DIAMETRE 60 PLATEAU METAL MODELE 1	2	**438,00 €**
CHARIOT DE CUISINE (A PRECISER)	Guéridon "smart", marque Classhotel, 4 roues standards Ø80 mm dont 2 avec freins Dimensions petit – 401 : L 1000 x l 560 x h 840 mm	1	**1 760,00 €**
			2 198,00 €

92 - VANVES - LP-LOUIS DARDENNE-VANVES(0921505L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS		1	**2 500,00 €**
			2 500,00 €

92 - NEUILLY SUR SEINE - LG-LA FOLIE SAINT-JAMES-NEUILLY-SUR-SEINE(0920143F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	30 SIEGES STANDARD PLIABLE ASSISE HETRE POUR SALLE POLYVALENTE / Equipement de la salle polyvalente pour les réunions d'information parents	30	**2 880,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 CHARIOTS POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE CHAISES PLIANTES	3	**876,00 €**
			3 756,00 €

92 - ST CLOUD - LGT-ALEXANDRE DUMAS-SAINT-CLOUD(0920801W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 CHARIOTS POUR TRANSPORT DE CHAISES EMPILABLES / Demande de chariot pour faciliter le transport des chaises de la salle de restauration lorsque celle-ci doit être transformée en salle de réunion.	5	**1 806,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 CHARIOTS POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE CHAISES PLIANTES / Nécessité de chariot pour ranger les chaises de la salle 424 (50 chaises) lorsque celle-ci est mise en configuration réunion ou salle de récupération des manuels en fin d'année scolaire	2	**584,00 €**
DEMINERALISATEUR	L'appareil que nous possédons date de mai 2012. Il est utilisé de façon intensive; il est vieillissant et consomme énormément d'eau (nécessité de laisser couler l'eau toute la journée pour obtenir un bidon de 20 litres). DE plus, les dépôts de calcaire, omniprésents malgré les nettoyages, entraine un surplus de consommation électrique.	1	**5 100,00 €**
			7 490,00 €

92 - MALAKOFF - LP-LOUIS GIRARD-MALAKOFF(0920163C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MULTIMETRE	Lot de 13 multimères pour nos sections d'énergétique : BAC PRO TISEC- BAC PRO TMSEC	1	**1 388,00 €**

APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	EQUIPEMENT POUR LA MLDS / Permettre aux élèves de monter des dossiers agrémentés de photos	1	**250,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	12 SIEGES SECRETARIAT AVEC ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE	12	**1 800,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 TABLES PLIABLE 1/2 ROND DIAM. 140 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL GAMME UNIVERSELLE /Pour salle accueillant des formations GRETA et APPRENTIS (demande liée à la demande tables rectangulaire)	2	**606,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	6 TABLES POUR SALLE DE REUNION RECTANGULAIRE 140*70 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL / Pour salle accueillant des formations GRETA et APPRENTIS	6	**924,00 €**
			4 968,00 €

92 - CHATENAY MALABRY - LGT-EMMANUEL MOUNIER-CHATENAY-MALABRY(0920135X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	L'obtention de ce kit permettra de faire fonctionner deux groupes en parallèle.	1	**24 000,00 €**
			24 000,00 €

92 - CHATENAY MALABRY CEDEX - LPO LYC METIER-JEAN JAURES-CHATENAY-MALABRY(0921166T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	20 CHAUFFEUSES CONFORT AVEC ACCOUDOIRS	20	**5 112,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Subvention pour 1 cloison acoustique, 1 desserte Wave, 17 tables 3.4.5, 17 chaises 3.4.5, 2 tables KOR, 2 lampadaires, 2 plantes, 1 fond vert, 4 poufs, 4 patères, 1 meuble casier selon devis I BUREAU, TYLCO, IKEA, CABLEMATIC, IA FRANCE (D.A.)	1	**10 000,00 €**
EQUIPEMENT AUDIOVISUEL (A PRECISER EN COMMENTAIRES)	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/21188/file/0a98c68b-aa80-4d5d-b855-ce0be951e38f	1	**11 042,00 €**
			26 154,00 €

92 - SCEAUX - LPO LYC METIER-FLORIAN-SCEAUX(0920170K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 CASIERS PROFESSEURS 12 CASES (PIETEMENT INCLUS)	1	**791,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Demande faite par l'équipe d'enseignants d'EPS : un trampoline de compétition en remplacement d'un de nos trampolines, qui est usagé. Ci-joint devis de la société Gymnova	1	**12 177,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Demande faite par les enseignants d'EPS. Il s'agit d'un matériel de musculation. Ci-joint le devis de Decathlon pro.	1	**800,00 €**
DIVERS ACCESSOIRES	Politique Régionale nouveau Bac Pro Métiers de la Coiffure selon devis DELORME N°DF006797 du 03/02/2020 (D.A.)	1	**3 887,00 €**
DIVERS ACCESSOIRES	Politique Régionale nouveau Bac Pro Métiers de la Coiffure selon devis DISTRI-COIFF du 05/02/2020 (D.A.)	1	**4 832,00 €**
DIVERS AUTRES	Politique Régionale nouveau Bac Pro Métiers de la Coiffure selon devis PBI N°18322 du 07/02/2020 (D.A.)	1	**58 355,00 €**
DIVERS AUTRES	Politique Régionale nouveau Bac Pro Métiers de la Coiffure selon devis DERNONCOURT N°2700 du 03/02/2020 (D.A.)	1	**2 700,00 €**
			83 542,00 €

92 - LE PLESSIS ROBINSON - LPO-MONTESQUIEU-LE PLESSIS-ROBINSON(0922249V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE GENERAL	Acquisition de tables spécifiques pour le projet pédagogique "Apprendre Autrement". Ce projet est mis en place depuis maintenant 3 ans dans l'établissement. Des stages de formation des professeurs sont régulièrement organisés. Au regard de l'implication de l'équipe pédagogique, nous voulons des tables spécifiques pour perfectionner ce projet.	1	**5 022,00 €**
			5 022,00 €

92 - MEUDON - LP LYC METIER-LES COTES DE VILLEBON-MEUDON(0921592F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	Concernant les deux guéridons et la console, il s'agit d'une demande en complément du matériel existant.	1	**48 297,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	ustensiles de cuisine	1	**3 376,00 €**
			51 673,00 €

92 - VILLENEUVE LA GARENNE - LGT-MICHEL ANGE-VILLENEUVE-LA-GARENNE(0921594H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MANNEQUIN DE SECOURISME	Notre infirmière a besoin de ce matériel dans le cadre des formations secourisme	1	**1 200,00 €**
MANNEQUIN DE SECOURISME	Notre infirmière a besoin de ce matériel dans le cadre des formations secourisme	1	**1 200,00 €**
RIDEAUX	Les stores de notre établissement sont très abîmés. Certains sont déchirés, d'autres ne sont plus fixés. Nous souhaitons en acheter de nouveaux.	1	**5 400,00 €**
RIDEAUX	Nous en avons besoin pour nos salles de cours. Les enseignants et élèves se plaignent de l'absence de rideaux	1	**600,00 €**
MICROSCOPE	20 MICROSCOPES	1	**5 000,00 €**
			13 400,00 €

92 - VILLENEUVE LA GARENNE - LPO-CHARLES PETIET-VILLENEUVE-LA-GARENNE(0922277A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Nécessité de remplacer nos tables de ping pong qui sont obsolètes et inutilisables pour les élèves de CAP et BAC PRO (en EPS). il en faudrait minimum 10 (prix total TTC 5868 euros) voir devis joint	1	**5 868,00 €**
POSTE SOUDURE M.I.G. M.A.G.	Nécessité de faire l 'acquisition de 8 postes à souder pour les ateliers de carrosseries réparation (les nôtres sont obsolètes et ne sont plus fonctionnels). C'est une priorité pour les équipements pédagogiques du lycée.	1	**31 535,00 €**
			37 403,00 €

92 - COURBEVOIE - LG-LUCIE AUBRAC-COURBEVOIE(0922615T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Nous aurions besoin de 30000 euros pour doter notre CDI qui a ouvert le 01.09.2018.	1	**20 000,00 €**
			20 000,00 €

92 - COURBEVOIE - LP LYC METIER-PAUL PAINLEVE-COURBEVOIE(0921625S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR LABORATOIRE DE VENTE	Nous souhaiterions créer un espace pédagogique pour nos bac professionnels accueil et vente avec un magasin pédagogique et un espace accueil pour faire des mises en situation professionnelles au sein de l'établissement. Cet espace se situerait dans l'ancien Cyber actuellement désaffecté. Actuellement nous n'avons rien de tout cela et le conseil pédagogique des deux matières concernées souhaiterait avoir cela pour la rentrée. Le devis figure en PJ et comprend deux fournisseurs différents.	1	**5 550,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 SIEGES SUR POUTRE STANDARD METAL 2 PLACES MODELE 1	2	**612,00 €**
			6 162,00 €

92 - RUEIL MALMAISON CEDEX - LGT-RICHELIEU-RUEIL-MALMAISON(0920799U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	demande pour 10 microscopes (voir devis joint)	1	**4 272,00 €**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Renouvellement de la demande 2019 - le complément sera pris en charge par établissement	1	**24 000,00 €**
MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	Remise à niveau du laboratoire de SI des CPGE TSI avec un matériel intégrant de nouvelles fonctionnalités (graphes d'état,modélisation acausale...)	1	**6 500,00 €**
			34 772,00 €

92 - CLICHY CEDEX - LPO LYC METIER-RENE AUFFRAY-CLICHY(0922149L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Remplacement de matériel d'EPS usagers. Les tapis de sol dont certains datent de 2000 sont remplacés par les chemins d'évolution repliable, les sonos portables actuels sont en pannes et les gants sont aussi usagers.	1	**2 375,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	Demande de machine à glace pilée en remplacement d'une machine qui ne fonctionne plus. Cette machine sera utile pour toutes les formations du pôle hôtellerie. L'utilisation de la glace pilée permettra aux élèves de mettre en œuvre des techniques professionnelles en cuisine comme en restaurant, faisant partie des référentiels de certification.	1	**4 860,00 €**
			7 235,00 €

92 - ASNIERES SUR SEINE - EREA-MARTIN LUTHER KING-ASNIERES-SUR-SEINE(0920429S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
BABY FOOT	Réouverture et réaménagement du foyer des élèves.	1	**1 588,00 €**
TABLE DE SOUDURE	Il s'agit de la création d'un nouveau poste de travail, suite à la montée des effectifs de l'établissement et de la filière Chaudronnerie Industrielle.	1	**13 745,00 €**
			15 333,00 €

92 - ASNIERES SUR SEINE - LGT-AUGUSTE RENOIR-ASNIERES-SUR-SEINE(0920131T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Nous avons besoins 2 grandes tables de réunion: une pour la salle des professeurs et une pour la salle des agents du service général.	2	**1 000,00 €**
			1 000,00 €

92 - COLOMBES - LPO LYC METIER-ANATOLE-FRANCE-COLOMBES(0921229L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
ARMOIRE REFRIGEREE FROID NEGATIF	le congélateur de la cuisine pédagogique est en panne et il ne peut pas être réparé. Aussi, afin de permettre de poursuivre les travaux pratiques qui actuellement sont très perturbés faute de cet équipement structurant.	1	**2 271,00 €**
			2 271,00 €

92 - COLOMBES CEDEX - LGT-GUY DE MAUPASSANT-COLOMBES(0920137Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Matériel de musculation et complément tables de ping-pong pour fonctionner en classe entière	1	**7 642,00 €**
			7 642,00 €

92 - COLOMBES CEDEX - LPO LYC METIER-CLAUDE GARAMONT-COLOMBES(0922427N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 SIEGES SUR POUTRE (STANDARD) 3 PLACES MODELE 1 / Remplacement de ce qui existe depuis 10 ans et que les élèves ont cassé.	2	**804,00 €**
CAMESCOPE NUMERIQUE	Subvnetion accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/22582/file/8ea07980-6b07-45cf-bda6-cab8fc1df49c	2	**1 340,00 €**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	Remplacement meuble loge.	1	**600,00 €**
MANNEQUIN ADULTE	Besoin d'un mannequin adulte pour les cours SST ainsi que les accessoires correspondants.	1	**4 433,00 €**
			7 177,00 €

92 - ANTONY CEDEX - LGT-DESCARTES-ANTONY(0920130S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
CAMERA POUR PRESENTATION	caméra TOUPCAM 2MP et son adaptateur	10	**1 400,00 €**
			1 400,00 €

92 - PUTEAUX - LP LYC METIER-VOILIN-PUTEAUX(0921500F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 SOFAS 2 PLACES / équipement foyer élèves	12	**5 712,00 €**
SYSTEME AFFICHAGE DYNAMIQUE	2 écrans d'affichage dynamique. Devis: SIGNAL / Nous aurions besoin d'un ou deux points d'inforamtion (hall côté élève et un en salle des professeurs)	1	**5 832,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	4 TABLES BASSE STANDARD PETIT MODELE 50*50 / équipement foyer	4	**568,00 €**
			12 112,00 €

93 - BOBIGNY - LP LYC METIER-ALFRED COSTES-BOBIGNY(0931198X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MACHINE D'IMPRIMERIE	Financement : Thermorelieuse + Sertisseuse + Raineuse + Outillage Discussion necessaire sur autres demandes	1	**66 112,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	1 CAISSON MOBILE 2 TIROIRS MODELE METALLIQUE	1	**125,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 TABLE MANGE DEBOUT GAMME UNIVERSELLE DIAMETRE 60 PLATEAU METAL MODELE 1	1	**220,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	2 CAISSONS MOBILE 3 TIROIRS MODELE METALLIQUE	2	**258,00 €**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	Le dispositif nouvelles chances de Bobigny a développé une chaine youtube 'TU-TV la TV qui fait du lien", et filme dans les ateliers des lycées les formations professionnelles du département, afin de mieux les faire connaître, et de les valoriser. Ce travail fait en partenariat avec des professionnels accompagne les élèves dans leur raccrochage scolaire et leur parcours avenir. http://www.dsden93.ac-creteil.fr/spip/spip.php?article7613	1	**399,00 €**
			67 114,00 €

93 - BOBIGNY - LPO LYC METIER-ANDRE SABATIER-BOBIGNY(0932123C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE COIFFURE-ESTHETIQUE	Politique Régionale nouveau Bac Pro Coiffure selon devis joint (D.A.)	1	**497,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE COIFFURE-ESTHETIQUE	Politique Régionale nouveau Bac Pro Coiffure selon 14 devis CYRA LIDO du 31/01/2020 (D.A.)	1	**11 884,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE COIFFURE-ESTHETIQUE	Politique Régionale nouveau Bac Pro Métiers de la Coiffure selon devis MEDINOX N°DE092130 du 09/12/2019 (D.A.)	1	**5 000,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE COIFFURE-ESTHETIQUE	Politique Régionale nouveau Bac Pro Métiers de la coiffure selon devis GENESSENCE du 31/01/2020 (D.A.)	1	**8 367,00 €**
EQUIPEMENT AUDIOVISUEL (A PRECISER EN COMMENTAIRES)	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/23019/file/cd1e5094-3c95-4abf-8f12-f050d171bfc8	1	**2 853,00 €**
			28 601,00 €

93 - MONTREUIL - LPO LYC METIER-EUGENIE COTTON-MONTREUIL(0932116V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	10 CHAISES 4 PIEDS VISITEURS ASSORTIE MODELE METALLIQUE	10	**960,00 €**
			960,00 €

93 - LA COURNEUVE - LP-ARTHUR RIMBAUD-LA COURNEUVE(0931738J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Maquette didactique du corps humain pour les sections ASSP	1	**398,00 €**
LABORATOIRE DE VENTE	Petit matériel de caisse pour équiper le nouveau laboratoire de vente	1	**664,00 €**
			1 062,00 €

93 - LA COURNEUVE - LP-DENIS PAPIN-LA COURNEUVE(0930128J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	1 Table de réunion à installer au bureau MLDS, destiné principalement à l'accueil des familles et à réunir l'équipe pédagogique.	1	**150,00 €**
DIVERS ACCESSOIRES	Sachant que la société TECHNAL a changé sa gamme de profilé, nous sommes dans l'obligation de remplacer notre unité de poinçonnage pour qu'elle soit compatible avec les nouveaux profils.	1	**6 327,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE PRODUCTIQUE	Imprimante 3D: Matériel régulièrement demandé pour des activités pédagogiques concernant principalement la filière BAC Pro Technicien d'Usinage	1	**3 969,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	4 Chaises à joindre à la table de réunion.	4	**272,00 €**
			10 718,00 €

93 - BONDY - LPO-LEO LAGRANGE-BONDY(0932282A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	L'équipe nouvellement en place fait face à une situation au CDI des plus préoccupantes et souhaite vivement que le CDI puisse se déployer. Les données montrent : une obsolescence très forte du fonds (50% date d'avant 2003), un métrage linéaire faible (67% des rayons sont vides - notamment dans nos matières professionnelles et dans les fictions) et une inadaptation des collections pour des élèves du lycée professionnel (sujets, niveau de lecture...). Ces indicateurs d'activité ainsi qu'une budgétisation de remédiation (que nous pouvons vous détailler précisément) nous amènent donc à demander une dotation exceptionnelle pour entreprendre un lourd travail de reprise en main du fonds documentaire papier après une quinzaine d'année d'abandon. Le contexte socio-économique difficile des familles de nos élèves justifie encore davantage le rôle "ressource" du CDI. Le plan de remédiation déployé par la Direction et la professeure-documentaliste propose de s'appuyer sur une politique d'acquisition précise et efficace, avec pour objectif premier de médiatiser les documents acquis, c'est à dire de consolider aussi bien le fonds que son exploitation pédagogique (accès des élèves aux documents, incitation à la lecture, formation des élèves aux apprentissages documentaires, à l'information et aux médias). Pour accompagner notre politique sur plusieurs années , nous vous sollicitons pour une subvention afin d'abonder notre fonds et poursuivre le déploiement.	1	**2 500,00 €**
COMPRESSEUR AIR	Pas d'informations	1	**139,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 ENSEMBLE BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET	1	**1 700,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	2 SIEGES SUR POUTRE STANDARD METAL 2 PLACES MODELE 1	2	**612,00 €**
CAMESCOPE NUMERIQUE	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/24030/file/e4f92792-4ee0-482e-b019-2854aac685d0	1	**650,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	2 TABLES STANDARD POUR SALLE DE REUNION 1/2 ROND DIAM. 120 PLATEAU STRATIFIE	2	**252,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	6 SIEGES CONFORT EMPILABLE 4 PIEDS TISSU POUR SALLE DE REUNION	6	**408,00 €**
			6 261,00 €

93 - LE BLANC MESNIL - LGT-WOLFGANG AMADEUS MOZART-LE BLANC-MESNIL(0932034F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	12 oscilloscopes numériques. Justifications : - Certaines compétences étudiées dans les nouveaux programmes nécessitent ce dispositif; - Les classes de première générale et de terminale générale (pour l'an prochain) ont des créneaux de TP alignés. Le nombre d'oscilloscopes dont nous disposons actuellement n'est pas suffisant.	1	**9 908,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	10 SIEGES SUR POUTRE STANDARD METAL 2 PLACES MODELE 1 / Mobilier vétuste, jamais remplacé depuis la création de l'établissement (1993).	10	**3 060,00 €**
			12 968,00 €

93 - NOISY LE GRAND CEDEX - LGT-FLORA TRISTAN-NOISY-LE-GRAND(0931565W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MANNEQUIN ADULTE	L'infirmière du lycée et une enseignante d'E.P.S sont porteuse de ce projet de formation en secourisme avec un vif un intérêt de nos élèves. Cela donnerait du sens au projet d'établissement et à la dynamique engagée pour les sujets éco-responsable et citoyens (le lycée est labellisé éco-responsable)	1	**1 837,00 €**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Cette subvention de 10 000 € permettrait de renforcer l'attractivité du C.D.I qui a été rénové sur nos fonds propres.	1	**5 000,00 €**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Demande exprimée par l'équipe enseignante.	1	**24 000,00 €**
			30 837,00 €

93 - LIVRY GARGAN - LPO LYC METIER-HENRI SELLIER-LIVRY-GARGAN(0932120Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	Repenser la classe comme un lieu d'accueil agréable, mobile et qui s'adapte aux différents travaux des professeurs et des élèves. C'est une classe qui travaille régulièrement en îlot, qui invite à la collaboration des élèves autour de travaux. C'est un espace plus petit qu'une salle de classe et nous avons besoin d'un matériel adapté. Nous travaillons sur le bien être à l'école et le sentiment d'appartenance au lycée qui sont des enjeux majeurs de notre projet pédagogique, et l'esprit de cette classe mobile rentre tout à fait dans ces objectifs.	1	**3 595,00 €**
RIDEAUX	Les rideaux store à bandes verticales d'un certain nombres de locaux sont vétustes ou détériorés et nécessitent un renouvellement	1	**1 590,00 €**
			5 185,00 €

93 - ST DENIS - LP-FREDERIC BARTHOLDI-SAINT-DENIS(0930138V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MACHINE A COUDRE	Renouvellement du parc des machines cuir et mise en sécurité. Machines obsolètes.	1	**19 600,00 €**
MACHINE A COUDRE	Renouvellement du parc des machines à coudre mode et mise en sécurité. Machines obsolètes.	1	**14 280,00 €**
DIVERS MATERIELS PEDAGOGIQUES DE COUTURE.	Équipement nécessaire à l'enseignement de la Mention Complémentaire (CF référentiel)	1	**11 700,00 €**
			45 580,00 €

93 - ST DENIS - LPO LYC METIER-SUGER-SAINT-DENIS(0932121A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 TABLES POUR SALLE DE REUNION RECTANGULAIRE 140*70 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL	3	**462,00 €**
			462,00 €

93 - ST DENIS CEDEX - LPO LYC METIER-APPLICATION DE L'ENNA-SAINT-DENIS(0932129J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 SOFAS 2 PLACES	3	**1 428,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	4 SOFA 2 PLACES	4	**1 904,00 €**
			3 332,00 €

93 - ST DENIS CEDEX - LGT-PAUL ELUARD-SAINT-DENIS(0930125F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
VERRERIE DE LABORATOIRE ET AUTRES RECIPIENTS	pipettes monocanal 100 à 1000 µL; 20 à 200 µL et 5 à 50 µL-avoir un lot par capacité et par laboratoire pour améliorer le suivi des pipettes et diminuer la fréquence des dégradations CF. DEVIS	1	**17 950,00 €**
			17 950,00 €

93 - GAGNY - LP LYC METIER-JEAN-BAPTISTE CLEMENT-GAGNY(0931233K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	4 SOFAS 2 PLACES / Ces sofas participent à l'aménagement du foyer pour permettre aux élèves de bénéficier d'un espace convivial, ce qui participe à la lutte contre l'absentéisme.	4	**1 904,00 €**
			1 904,00 €

93 - STAINS - LPO-MAURICE UTRILLO-STAINS(0932030B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 CHARIOTS POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE TABLES PLIANTES	2	**724,00 €**
			724,00 €

93 - VILLEMOMBLE - LGT-GEORGES CLEMENCEAU-VILLEMOMBLE(0930127H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MANNEQUIN DE SECOURISME	Dans le cadre de la formation au PSC1 assurée par une enseignante du lycée, elle a besoin de matériels dont mannequins et défibrillateur de formation.	1	**2 913,00 €**
			2 913,00 €

93 - VILLEMOMBLE - LPO LYC METIER-BLAISE PASCAL-VILLEMOMBLE(0932221J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
TABLE DE CHEVET POUR LIT MEDICALISE	filière ASSP avec PIC de nos élèves MLDS.	1	**630,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 CHARIOTS POUR TRANSPORT DE CHAISES EMPILABLES	2	**724,00 €**
FAUTEUIL ROULANT MANUEL	Filière ASSP avec PIC de nos élèves de MLDS	1	**559,00 €**
BABY FOOT	Aménagement du foyer des élèves à disposition des MLDS.	1	**550,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	75 SIEGES STANDARD PLIABLE ASSISE HETRE POUR SALLE POLYVALENTE / Aménagement de la salle de foyer (salle 4) pour organisation de spectacles et de théâtre forum.	75	**7 200,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	3 GRILLES EXPOSITION SUR PIED 200X100CM	3	**423,00 €**
MANNEQUIN BEBE	filière ASSP avec PIC de nos élèves MLDS.	1	**932,00 €**
			11 018,00 €

93 - LES LILAS - LPO-PAUL ROBERT-LES LILAS(0932073Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SVT	Rénovation des programmes 2nde et 1ère	1	**5 000,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE METIERS D?ART	Option musique au lycée + bac option musique organisé au lycée paul Robert .	1	**3 000,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	5 SIEGES SUR POUTRE (STANDARD) 3 PLACES MODELE 1	5	**2 010,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Rénovation des programmes 2nde et 1ère	1	**24 000,00 €**
			34 010,00 €

93 - TREMBLAY EN FRANCE - LP LYC METIER-HELENE BOUCHER-TREMBLAY-EN-FRANCE(0931193S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS AUTRES	NOUS RENOUVELONS CETTE DEMANDE CAR NOUS AVONS OBTENU UNE SUBVENTION L'ANNE DERNIÈRE EN GESTION DIRECTE QUI NE CORRESPOND PAS A NOS BESOINS (Seulement possible d'acquérir des sofas ce qui ne correspond pas à nos besoins) Souhait de passer commande chez MANUTRAN ce qui nécessite l'octroi d'une subvention et non le passage par le marché public)... Le lycée dispose d'un hall avec une superficie conséquente. Ainsi les élèves stagnent le plus souvent dans cet espace en particulier lors de l'après repas et lors des débuts de matinée et après-midi ,avant de rentrer en classe. Il est important de requalifier cet espace , pour en faire un véritable lieux d'accueil et de vie lycéenne . C'est notre priorité. Il est important de préciser que cette demande fait suite à un travail de concertation mené avec les lycéens autour du climat scolaire. Il est apparu que le lycée manquait d'espace de convivialité les élèves se plaignant de l'absence d'assise , ce qui les conduit le plus souvent a s'assoir par terre. Nos demandes s'établissent ainsi 7 bancs de 2 mètres couleurs gris sablé soit 2856€ TTC 13 bancs de 1.5 mètres couleurs gris anthracite soit 4820.40€ TTC	1	**7 700,00 €**
			7 700,00 €

93 - LES PAVILLONS SOUS BOIS - LP LYC METIER-CLAUDE-NICOLAS LEDOUX-LES PAVILLONS-SOUS-BOIS(0930136T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
ENGIN(S) POUR LA FILIERE BTP	AUCUN EQUIPEMENT EN BAC PRO TRAVAUX PUBLICS CAR AUCUNE DOTATION A L'OUVERTURE DE CETTE SECTION EN 2015. IMPOSSIBLE DE REALISER POUR LES ELEVES UNE GRANDE MAJORITE DES COMPETENCES DU REFERENTIEL.	1	**25 920,00 €**
ENGIN(S) POUR LA FILIERE BTP	AUCUN EQUIPEMENT EN BAC PRO TRAVAUX PUBLICS CAR AUCUNE DOTATION A L'OUVERTURE DE CETTE SECTION EN 2015. IMPOSSIBLE DE REALISER POUR LES ELEVES UNE GRANDE MAJORITE DES COMPETENCES DU REFERENTIEL.	1	**43 800,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE BTP	AUCUN EQUIPEMENT EN BAC PRO TRAVAUX PUBLICS CAR AUCUNE DOTATION A L'OUVERTURE DE CETTE SECTION EN 2015. IMPOSSIBLE DE REALISER POUR LES ELEVES UNE GRANDE MAJORITE DES COMPETENCES DU REFERENTIEL.	1	**12 084,00 €**
			81 804,00 €

93 - NEUILLY SUR MARNE - LPO LYC METIER-NICOLAS-JOSEPH CUGNOT-NEUILLY-SUR-MARNE(0932291K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
PONT ELEVATEUR	Pas d'informations	1	**4 700,00 €**
SYSTEME ASPIRATION DES FUMEES	Pas d'informations	1	**3 000,00 €**
			7 700,00 €

93 - LE RAINCY - LPO LYC METIER-RENE CASSIN-LE RAINCY(0932222K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	8 SIEGES STANDARD EMPILABLE 4 PIEDS ASSISE HETRE POUR SALLE DE REUNION	8	**544,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 PANNEAU AFFICHAGE 200X100CM MAGNETIQUE SUR PIEDS	1	**338,00 €**
			882,00 €

93 - LE BOURGET - LGT-GERMAINE TILLION-LE BOURGET(0932577W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL CHIME		1	**2 845,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 SIEGES SUR POUTRE STANDARD METAL 2 PLACES MODELE 1	2	**612,00 €**
			3 457,00 €

93 - ST OUEN SUR SEINE - LPO LYC METIER-MARCEL CACHIN-SAINT-OUEN(0932074Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	2 ARMOIRES HAUTE METALLIQUE 5 ETAGERES PORTES A RIDEAUX (L100, P43, H200)	2	**600,00 €**
			600,00 €

93 - VILLEPINTE - LPO-JEAN ROSTAND-VILLEPINTE(0931584S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Pas d'informations	1	**24 000,00 €**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Pas d'informations	1	**24 000,00 €**
			48 000,00 €

93 - MONTREUIL CEDEX - LPO LYC METIER-L'HORTICULTURE ET PAYSAGE JEAN-MONTREUIL(0931779D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE AMENAGEMENT PAYSAGER	Demande de dotation pour l'achat d'un poste à soudure, d'un masque de soudage, d'une meuleuse d'angle, d'un écran de protection afin de répondre aux exigences du référentiel et ainsi permettre aux élèves de travailler les compétences inhérentes à la formation et pour meilleure adaptation dans l'entreprise.	1	**739,00 €**

EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE AMENAGEMENT PAYSAGER	Demande de dotation pour un extracteur mobile en complément du poste à soudure.	1	**2 265,00 €**
			3 004,00 €

93 - AULNAY SOUS BOIS CEDEX - LP LYC METIER-VOILLAUME-AULNAY-SOUS-BOIS(0930846P)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	Remplacement du bureau ancien et inadapté / 1 PLAN DE TRAVAIL COMPACT AVEC RETOUR A 90° A GAUCHE MODELE METALLIQUE	1	**390,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	2 MEUBLES VERTICAL A 3 TIROIRS POUR DOSSIERS SUSPENDUS / Pour le rangement le classement des dossier des élèves	2	**520,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Suite à la réforme nationale de la voie professionnelle, et la mise en œuvre des nouveaux programmes de mathématiques et des sciences physiques, nous souhaiterions procéder à l'achat de nouveaux matériels, pour le laboratoire des sciences physiques, adaptés aux nouveaux programmes pour la réalisation des expériences. Cela permettrait une meilleure articulation entre les enseignements professionnels et les enseignements des sciences	1	**17 320,00 €**
			18 230,00 €

93 - AULNAY SOUS BOIS CEDEX - LGT-JEAN ZAY-AULNAY-SOUS-BOIS(0930833A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR CHIMIE (INTERFACES+CAPTEURS)	Projet : équipement laboratoires	1	**24 000,00 €**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Projet : équipement laboratoires	1	**24 000,00 €**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Projet : équipement laboratoires	1	**24 000,00 €**
			72 000,00 €

93 - AULNAY SOUS BOIS CEDEX - LGT-VOILLAUME-AULNAY-SOUS-BOIS(0930834B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
PRESSE-PLIEUSE	Pour section BTS CRSA: changement machine obsolete et non conforme. Devis fournis	1	**15 840,00 €**
BROYEUR DE VEGETAUX	Lycée éco-responsable	1	**1 199,00 €**
PRESSE A BALLES	Lycée éco-responsable	1	**6 642,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Coffre pour clé avec répartition + ensemble poubelle-pot-balayette pour sanitaire	1	**1 371,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Mobilier accueil pour aménagement hall d'accueil (élèves et visiteurs)	1	**7 924,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Meuble à casier pour professeur	1	**1 884,00 €**
			34 860,00 €

93 - EPINAY SUR SEINE - LP LYC METIER-LOUISE MICHEL-EPINAY-SUR-SEINE(0931735F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	5 SOFAS 2 PLACES	5	**2 380,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	5 SOFAS 2 PLACES / Équipement de la salle dédiée aux élèves du GPDS et de la MLDS et de la MDL	5	**2 376,00 €**
			4 756,00 €

94 - CRETEIL - LPO-ANTOINE DE SAINT EXUPERY-CRETEIL(0940114N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE DES ACTIONS MLDS	1	**500,00 €**
MICROSCOPE	Renouvellement d'équipements en laboratoire très ancien.	1	**10 969,00 €**
			11 469,00 €

94 - CRETEIL - LPO-JOHANNES GUTENBERG-CRETEIL(0941930M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX		1	**4 128,00 €**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Pas d'informations	1	**24 000,00 €**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Pas d'informations	1	**24 000,00 €**
KIT EXAO POUR CHIMIE (INTERFACES+CAPTEURS)	Pas d'informations	1	**24 000,00 €**
			76 128,00 €

94 - ST MAUR DES FOSSES - LGT-MARCELIN BERTHELOT-SAINT-MAUR-DES-FOSSES(0940120V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**

MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	Robot Haptique et Télescope didactisé pour CPGE conformément au devis SET n° DE007581 du 14-10-2019 joint : montant 9654,00 € TTC	1	**9 654,00 €**
MICROSCOPE	Microscope DELio binoculaire orientable sur 360°, incliné à 30° éclairage LED (catalogue Jeulin : 516,00 € / unité soit montant : 18576,00 € TTC)	1	**18 576,00 €**
			28 230,00 €

94 - ST MAUR DES FOSSES - LP LYC METIER-GOURDOU-LESEURRE-SAINT-MAUR-DES-FOSSES(0940140S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Le CDI mène de nombreux projets liés à la pratique de la lecture (le Printemps des poètes, Projet La grande librairie ...). Un accroissement du fonds documentaire permettrait de soutenir ces différents projets.	1	**1 000,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE ELECTRICITE & ELECTRONIQUE	PRIORITE N°1////L'objectif est de connecter tous les systèmes des ateliers MELEC au TGBT pédagogique et de les piloter à distance. Le système Habilis dédié à l'habilitation électrique des élèves sera doté de réalité augmentée (cf projet en PJ).	1	**17 808,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 ENSEMBLES BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET / pour bureau CPE et bureau des surveillants suite à une réorganisation des lieux de la Vie scolaire. Les bureau actuels sont de "vieux" bureaux profs récupérés dans les ateliers et ne conviennent plus à la nouvelle utilisation des lieux.	2	**3 360,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	4 SIEGES SUR POUTRE STANDARD METAL 2 PLACES MODELE 1 / Aménagement de l'espace de détente des Lycéens, la MDL (Maison des Lycéens)	4	**1 224,00 €**
			23 392,00 €

94 - ST MAUR DES FOSSES - LPO LYC METIER-FRANCOIS MANSART-SAINT-MAUR-DES-FOSSES(0940585A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 CHARIOT POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE TABLES PLIANTES	1	**362,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 SIEGES SECRETARIAT AVEC ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE / RENOUVELLEMENT EQUIPEMENT SUITE USURE MATERIEL	3	**450,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	10 GRILLE EXPOSITION SUR PIED 200X100CM / DEVELOPPER LA COMMUNICATION INTERNE	10	**1 404,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	6 CHAISES 4 PIEDS VISITEURS ASSORTIE MODELE METALLIQUE / AMELIORER L'ACCUEIL DE L'ETABLISSEMENT	6	**576,00 €**
			2 792,00 €

94 - ST MAUR DES FOSSES CEDEX - LGT-D'ARSONVAL-SAINT-MAUR-DES-FOSSES(0940121W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	Priorité 5 - Ader RdC - SII - CPGE PCSI/PSI* - salle A305 - Besoin dû à la vétusté des manipulations pédagogiques réservées aux cours de SII de CPGE. Le système le plus récent du laboratoire a déjà 7 ans et l'équipe pédagogique utilise des machines qui ont plus de vingt ans et qui ne sont plus utilisées aux concours. Ces conditions nuisent grandement à la préparation des étudiants et ne permettent pas de respecter la diversité des « système pluri-technologiques » nécessaires pour appliquer les programmes. Le module d'étude d'asservissement Pied+Cheville NAO proposé par l'entreprise ERM apportera un début de solution à ce problème. C'est un système très riche d'applications pédagogiques, respectant parfaitement les attendus des programmes et très fréquemment rencontré aux concours. Il pallie à un manque très important de notre laboratoire en termes de système robotique.	1	**3 408,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Priorité 2 - Bollier 1er étage - Physique - Général, STL, CPGE - salles B16/17/19/20/21 - Equipement pour deux salles, 12 systèmes complets et 12 SmartCar à adapter sur 12 bancs déjà existants (cf devis) - Dans le cadre des nouveaux programmes du baccalauréat, l'étude mécanique des systèmes est revenue dans tous les niveaux de la seconde jusqu'en terminale (générale et technologique). Le matériel utilisé auparavant est devenu obsolète, les Orphy GTS n'étant plus compatibles avec les nouveaux équipements informatiques. Le matériel SmartCar de PASCO sans fil avec les accessoires (poulies, ressorts...) ainsi que le capteur accéléromètre altimètre (qui permet l'étude de la chute libre) permettra d'étudier convenablement et précisément l'accélération sur plan incliné, les lois de Newton, la conservation d'énergie, les collisions, la conservation de quantité de mouvements, les mouvements harmoniques, l'accélération et les forces centripètes. Tous les niveaux étant concernés, nous avons besoin d'équiper au moins deux salles avec une ou deux voitures (selon l'étude) munies de capteurs par bancs. Nous pouvons adapter ce nouveau matériel sur dix bancs déjà acquis lors de la précédente réforme. Les filières générales (spécialité physique-chimie), STL SPCL, et les CPGE TPC et PCSI pourront en bénéficier.	1	**14 911,00 €**
MICROSCOPE	Priorité 1 - Galilée 2e étage - SVT - Général - salles G201/203 - 2 x 12 lots de microscopes (cf devis) - Equipement dans le cadre de la réforme du baccalauréat, spécialité SVT. Nos lots de microscopes ont plus de 20 ans et inadaptés. De plus les microscopes polarisants actuellement en notre possession ne disposent pas d'un système d'analyseur escamotable ce qui ne permet d'effectuer une observation en LPNA (lumière polarisée non analysée) comme demandé aux épreuves pratiques du baccalauréat. Pour information, les microscopes polarisant sont équipés de filtres polarisant la lumière et permettant d'observer des lames de roches. Ils sont utilisés en pétrographie lors de l'étude des roches de la croûte terrestre en Spécialité SVT. Les microscopes optiques sont utilisés lors d'observations de tissus, de cellules, en seconde, première et terminale. Ces microscopes seront utilisés également en filière STL Biotechnologie.	1	**19 303,00 €**
			37 622,00 €

94 - FONTENAY SOUS BOIS - LGT-PABLO PICASSO-FONTENAY-SOUS-BOIS(0941347D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
BABY FOOT	AMENAGEMENT DE LA MAISON DES LYCEENS	1	**480,00 €**
			480,00 €

94 - FONTENAY SOUS BOIS - LP-MICHELET-FONTENAY-SOUS-BOIS(0941298A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**

DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS		1	**1 828,00 €**
			1 828,00 €

94 - NOGENT SUR MARNE - EREA-NOGENT-NOGENT-SUR-MARNE(0940319L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Notre établissement ne dispose pas de gymnase et le professeur a fait le choix d'utiliser le bois de Vincennes pour les activités sportives durant l'année. La dizaine de vélos sont utilisés tous les jours plusieurs fois par jour. Notre "parc" est à renouveler en partie d'autant plus que les vélos sont intégrés dans notre démarche E3D.	9	**3 060,00 €**
BABY FOOT		1	**1 078,00 €**
			4 138,00 €

94 - NOGENT SUR MARNE - LPO LYC METIER-LOUIS ARMAND-NOGENT-SUR-MARNE(0940118T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Au vu des nouveaux programmes aussi bien en Sciences physique enseignement général et section d'enseignement professionnel et de l'augmentation du nombre d'élèves par classe et donc par groupe, le matériel dans les laboratoires de physique/chimie et physique appliquée de la section d'enseignement professionnel doit être ou complété ou changé à cause de leur vétusté et de leur dangerosité (voir document :"demande PRELP SPC LG équipement pédagogique 2020".	1	**14 578,00 €**
			14 578,00 €

94 - VILLENEUVE ST GEORGES - LPO-FRANCOIS ARAGO-VILLENEUVE-SAINT-GEORGES(0941952L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Abri vélos voûte 6 vélos et extension demandé par les élèves et les personnels du Lycée.	1	**4 900,00 €**
			4 900,00 €

94 - IVRY SUR SEINE - LPO LYC METIER-FERNAND LEGER-IVRY-SUR-SEINE(0941972H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 ENSEMBLE BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET / Renouvellement mobilier de secretariat	1	**1 680,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	Demande très importante et non honorée en 2019 pour cuisine pédagogique en Production pour le nouveau CAP Productions et Services en Restauration	1	**2 013,00 €**
			3 693,00 €

94 - LA VARENNE ST HILAIRE CEDE - LPO-CONDORCET-SAINT-MAUR-DES-FOSSES(0940122X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	matériel EPS (1 vélo + 1 rameur + 1 rack kettlebell et haltères) demandé sur la subvention 2019, mais non accordé.	1	**3 483,00 €**
			3 483,00 €

94 - CHARENTON LE PONT - LPO-ROBERT SCHUMAN-CHARENTON-LE-PONT(0941974K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	1 PLAN DE TRAVAIL COMPACT AVEC RETOUR A 90° A DROITE MODELE METALLIQUE	1	**390,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	1 PLAN DE TRAVAIL MODULAIRE 120*80 MODELE METALLIQUE	1	**262,00 €**
DIVERS AUTRES	Demande pour la SVT : Bain marie thermostatique numérique & Torse bisexuel en 24 parties	1	**2 241,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	2 SIEGES SECRETARIAT AVEC ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE	2	**300,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	1 ARMOIRE BASSE METALLIQUE 2 ETAGERES PORTES A RIDEAUX (L100, P43, H120)	1	**213,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	2 CAISSONS MOBILE 3 TIROIRS MODELE METALLIQUE	2	**258,00 €**
			3 664,00 €

94 - CACHAN - LPO-LYCEE POLYVALENT DE CACHAN-CACHAN(0940580V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	30 TABLES POUR SALLE DE REUNION RECTANGULAIRE 120*60 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL	30	**3 420,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	2 TABLES POUR SALLE DE REUNION RECTANGULAIRES 180*80 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL	2	**368,00 €**
MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	Pas d'informations	1	**8 400,00 €**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Pas d'informations	1	**24 000,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	150 SIEGES STANDARD PLIABLE ASSISE HETRE POUR SALLE POLYVALENTE	150	**14 400,00 €**
			50 588,00 €

94 - GENTILLY CEDEX - LP-VAL DE BIEVRE-GENTILLY(0940134K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Ces fours permettraient de compléter les 2 fours existants en cuisine pédagogique qui sont insuffisants lorsque les élèves réalisent certaines préparations.	1	**15 734,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Matériel de nettoyage biovapeur pour les cuisines pédagogiques	1	**5 700,00 €**

	21 434,00 €

94 - FRESNES - LPO-FREDERIC MISTRAL-FRESNES(0941301D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Pas d'informations	1	**24 000,00 €**
			24 000,00 €

94 - VINCENNES CEDEX - LP-JEAN MOULIN-VINCENNES(0940143V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 SIEGE SECRETARIAT AVEC ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE / secrétariat de direction PRIORITE 4	1	**150,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 CAISSON FIXE HAUTEUR DE BUREAU 80*40 MODELE METALLIQUE / DDFPT - PRIORITE 3	1	**250,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 SOFA 2 PLACES / BUREAU INFIRMERIE - PRIORITE 2	1	**476,00 €**
			876,00 €

94 - ORLY - LP LYC METIER-ARMAND GUILLAUMIN-ORLY(0940138P)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	6 SIEGES SUR POUTRE (STANDARD) 3 PLACES MODELE 1 / Remplacement du mobilier d'accueil des visiteurs et des professeurs dans le hall de l'administration et de la salle des professeurs	6	**2 412,00 €**
DIVERS AUTRES	Equiper la maison des lycéens avec du mobilier adapté afin de créer un lieu convivial et attractif.	1	**3 644,00 €**
MANNEQUIN BEBE	Remplacement des mannequins bébés pour la filière assp	1	**652,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Développer la pratique du tennis de table dans l'enseignement de l'EPS	1	**5 300,00 €**
			12 008,00 €

94 - THIAIS - LGT-GUILLAUME APOLLINAIRE-THIAIS(0940123Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	Devis LDLC envoyé à Martin Le Roy	1	**840,00 €**
CAMESCOPE NUMERIQUE	Devis LDLC envoyé à Martin Le Roy	1	**180,00 €**
			1 020,00 €

94 - SUCY EN BRIE CEDEX - LPO LYC METIER-MONTALEAU-SUCY-EN-BRIE(0942130E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 four micro ondes inox 25L pour 3 ateliers en hôtellerie:pâtisserie, traiteur et cuisine initiation.	1	**1 454,00 €**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	Appareil photo numérique reflex Canon EOS 4000D. Devis envoyé à Martin le Roy	1	**466,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	Nécessité dans le cadre de la rénovation de la voie professionnelle classes de seconde. Achat de 3 servantes de coutellerie	1	**2 320,00 €**
TABLE ROULANTE INOX		1	**440,00 €**
			4 680,00 €

94 - BONNEUIL SUR MARNE - EREA-STENDHAL-BONNEUIL-SUR-MARNE(0940171A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	30 TABLES POUR SALLE DE REUNION RECTANGULAIRE 120*60 PLATEAU STRATIFIE PIEDS	30	**3 420,00 €**
			3 420,00 €

94 - VITRY SUR SEINE CEDEX - LPO LYC METIER-JEAN MACE-VITRY-SUR-SEINE(0940129E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	5 CHARIOTS POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE TABLES PLIANTES / Transport de charges nécessitant une aide mécanique roulante afin de limiter les risques de lombalgie par l'équipe de la maintenance, nous aurons besoin de ces chariots pour nos 3 sites.	5	**1 806,00 €**
			1 806,00 €

94 - CHENNEVIERES SUR MARNE - LGT-SAMUEL DE CHAMPLAIN-CHENNEVIERES-SUR-MARNE(0941470M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 PLANS DE TRAVAIL COMPACT AVEC RETOUR A 90° A GAUCHE MODELE METALLIQUE	2	**780,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 PLANS DE TRAVAIL COMPACT AVEC RETOUR A 90° A DROITE MODELE METALLIQUE	2	**780,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	5 PANNEAUX AFFICHAGE 200X100CM MAGNETIQUE SUR PIEDS	5	**1 686,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 CAISSONS FIXE HAUTEUR DE BUREAU 80*40 MODELE METALLIQUE	2	**500,00 €**
			3 746,00 €

94 - LIMEIL BREVANNES CEDEX - LPO-GUILLAUME BUDE-LIMEIL-BREVANNES(0940742W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	L'absence de rideaux aux fenêtres nuit cruellement aux enseignements.	1	**7 313,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	16 TABLES PLIABLE RECTANGULAIRE 140*70 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL GAMME UNIVERSEL	16	**3 392,00 €**

	10 705,00 €

94 - CHAMPIGNY SUR MARNE CEDEX - LPO LYC METIER-LOUISE MICHEL-CHAMPIGNY-SUR-MARNE(0940112L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	Demande de microscopes polarisant et microscope simple pour renouvellement de l'équipement et augmentation de l'effectif élève	1	**8 938,00 €**
LOUPE BINOCULAIRE	Pas d'informations	1	**21 432,00 €**
			30 370,00 €

94 - CHOISY LE ROI - LP-JEAN MACE-CHOISY-LE-ROI(0941232D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 ENSEMBLE BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET	1	**1 680,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 CAISSON FIXE HAUTEUR DE BUREAU 60*40 METALLIQUE	1	**250,00 €**
			1 930,00 €

94 - CHOISY LE ROI - LPO LYC METIER-JACQUES BREL-CHOISY-LE-ROI(0940141T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	Table de réunion 20 places pour la salle des professeurs	1	**1 525,00 €**
CAMESCOPE NUMERIQUE	utile pour les sorties et travail sur l'image de soi préparation entretiens	2	**700,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE AUDIOVISUEL	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/20532/file/155ae530-5504-431c-af30-30fcb92c6750	2	**1 170,00 €**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	2 APPAREIL PHOTO POUR LA MLDS	2	**829,00 €**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/20499/file/1915ea0a-b8e4-45e8-a7c8-19558aeb08d1	2	**1 716,00 €**
BABY FOOT	Temps de pause pour les élèves décrocheurs	1	**1 142,00 €**
			7 082,00 €

94 - MAISONS ALFORT - LPO LYC METIER-PAUL BERT-MAISONS-ALFORT(0941355M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX		1	**6 839,00 €**
			6 839,00 €

94 - MAISONS ALFORT CEDEX - LGT-EUGENE DELACROIX-MAISONS-ALFORT(0940116R)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	ISOLATION THERMIQUE - Afin de compléter l'installation des films solaires (cf demande Divers autres), il est envisagé de remplacer les rideaux actuels, anciens et dégradés dans les salles concernées. Le coût revient à 875 euros TTC par classe, soit 14 875 euros TTC pour 17 classes.	1	**14 875,00 €**
RIDEAUX	Les salles au rez-de-chaussée de l'aile A donnent sur le parking de l'établissement et les rideaux actuels sont anciens, dégradés et ne permettent pas de dissimuler l'intérieur de la salle aux regards extérieurs. Cela pose un problème de sécurité dans le cadre du PPMS Attentat Intrusion. De plus, ils ne sont plus occultants alors que ces salles servent aux enseignements de langue qui recourent beaucoup à la vidéo-projection.	1	**6 600,00 €**
BAIN MARIE	Ces 5 bains marie sont nécessaires pour compléter et remplacer des bains-marie très anciens, bruyants et désormais trop peu précis.	1	**1 745,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Le banc chauffant actuel est très ancien et ne donne plus les mesures attendues.	1	**2 509,00 €**
			25 729,00 €

95 - PONTOISE - LPO LYC METIER-CAMILLE PISSARRO-PONTOISE(0950649P)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MANNEQUIN ADULTE	RENOUVELLEMENT EN RAISON DE LA VETUSTE DU MATERIEL DE FORMATION EN AFGSU2. BESOIN DE 2 MANNEQUINS POUR LA FORMATION.	1	**3 622,00 €**
MICROSCOPE	Matériel utilisé pour les différents niveaux (1ères scientifiques tronc commun, 1ères spécialité et terminales spécialité).Utilisation accrue en géologie avec un besoin d'appareils supplémentaires pour faire face aux nouveaux programmes.	1	**7 716,00 €**
			11 338,00 €

95 - ARGENTEUIL - LGT-JULIE-VICTOIRE DAUBIE-ARGENTEUIL(0950640E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO	il n'y a qu'un seul devis car nous avons déjà du matériels mais suite à une augmentation d'effectifs, il nous faudrait 2 ensembles supplémentaires. Nous souhaitons avoir l'ensemble de nos matériels du même modèle et marque	1	**4 500,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	27 SIEGES STANDARD EMPILABLE 4 PIEDS ASSISE HETRE POUR SALLE DE REUNION	27	**1 836,00 €**
MULTIMETRE	Pas d'informations	1	**650,00 €**
			6 986,00 €

95 - ARGENTEUIL CEDEX - LPO LYC METIER-FERNAND ET NADIA LEGER-ARGENTEUIL(0951811C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**

EQUIPEMENT(S) DE SPORT	A travers le dispositif BOOSTER en relation avec la MLDS pour les lycéens en situation de décrochage scolaire, un projet musculation a été crée afin de favoriser la confiance et l'estime de soi par la pratique du sport.	1	**804,00 €**
			804,00 €

95 - SANNOIS CEDEX - EREA-LA TOUR DU MAIL-SANNOIS(0950983C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Achat de chariot ROOL pour la présentation de la production agricole de la section CAPa production agricole. Le roll danois est aujourd'hui le chariot qui répond à tous les besoins des horticulteurs : livraison, transport en cours de culture, vente, stockage. Le roll est démontable, réglable et échangeable : Cette flexibilité l'a rendu indispensable dans toutes les exploitations horticoles d'Europe. Nous souhaitons acquérir des rolls pour familiariser nos élèves avec ce qui deviendra inévitablement leur outils de travail, en PFMP comme en tant que salariés. Cela nous permettra de leur apprendre à les manier, les utiliser, les régler ou les démonter et les stocker. Cela nous permettra également d'améliorer leur formation en se rapprochant davantage de ce qu'ils feront en entreprise. Cela nous permettra de leur apprendre à les utiliser en toute sécurité et leur évitera des accidents lorsqu'ils les utiliseront en entreprises. Cela nous permettra d'améliorer nos cultures pédagogiques en nous faisant gagner du temps de manutention, tout en limitant les gestes répétitifs aux élèves.	1	**1 774,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	Equipement d'une nouvelle salle destinée à la réalisation d'une mise en place d'une salle de réunion pédagogique (service de boisson, café, plateau repas)en conformité avec le référentiel CAP CSHCR (pause Séminaire).	1	**2 436,00 €**
			4 210,00 €

95 - ERMONT CEDEX - LGT-VAN GOGH-ERMONT(0950645K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Equipement Audiovisuel grande salle	Aménagement audiovisuel de la salle polyvalente du lycée dans le cadre de la rénovation du lycée	1	**41 337,00 €**
			41 337,00 €

95 - FRANCONVILLE CEDEX - LPO-JEAN MONNET-FRANCONVILLE(0951722F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
CAMESCOPE NUMERIQUE	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/20941/file/bfceaf24-b2fb-4962-9152-4c4dd3e04143	1	**2 392,00 €**
			2 392,00 €

95 - GARGES LES GONESSE - LPO LYC METIER-ARTHUR RIMBAUD-GARGES-LES-GONESSE(0951787B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 TABLE PLIABLE RECTANGULAIRE 140*80 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL GAMME UNIVERSEL	1	**230,00 €**
			230,00 €

95 - GARGES LES GONESSE CEDEX - LGT-SIMONE DE BEAUVOIR-GARGES-LES-GONESSE(0951766D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	35 TABLES PLIABLE RECTANGULAIRE 120*80 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL GAMME UNIVERSEL	35	**7 686,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	150 SIEGES CONFORT EMPILABLE 4 PIEDS TISSU POUR SALLE DE REUNION	150	**10 080,00 €**
EQUIPEMENT AUDIOVISUEL (A PRECISER EN COMMENTAIRES)	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/19647/file/2e7217d7-bcde-4ef8-9a69-0748876c58d9	1	**1 243,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE		1	**6 235,00 €**
			25 244,00 €

95 - TAVERNY - LGT-JACQUES PREVERT-TAVERNY(0950651S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
CAMESCOPE NUMERIQUE	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/23055/file/21ddec5f-8a3a-451a-9995-cfb13b5fca78	5	**2 833,00 €**
			2 833,00 €

95 - TAVERNY CEDEX - LPO-LOUIS JOUVET-TAVERNY(0951763A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SVT	EQUIPEMENT DU LABORATOIRE SVT BIOCHIMIE	1	**3 769,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	13 SOFAS 2 PLACES / REAMENAGEMENT DE LA SALLE DES PROFESSEURS	13	**6 175,00 €**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	SANS LES TABLES ELEVES ET CHAISES / AMENAGEMENT PÔLE VIE SCOLAIRE AVEC UN ESPACE TRAVAIL ET UN ESPACE DETENTE	1	**10 215,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SANITAIRE & SOCIAL	Subvention pour Bac Pro animation selon devis CONCEPT BURO, IA FRANCE, MANUTAN (D.A.)	1	**14 000,00 €**
			34 159,00 €

95 - MONTMORENCY CEDEX - LP LYC METIER-TURGOT-MONTMORENCY(0951281B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 TABLES POUR SALLE DE REUNION 1/4 ROND DIAM. 120 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL	2	**252,00 €**
			252,00 €

95 - DEUIL LA BARRE - LGT-CAMILLE SAINT-SAENS-DEUIL-LA-BARRE(0951922Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Pas d'informations	1	**12 586,00 €**
MATERIEL SVT	Pas d'informations	1	**18 027,00 €**
			30 613,00 €

95 - HERBLAY SUR SEINE - LGT-MONTESQUIEU-HERBLAY(0951723G)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	6 TABLES POUR SALLE DE REUNION RECTANGULAIRE 120*60 PLATEAU STRATIFIE PIEDS	6	**684,00 €**
			684,00 €

95 - CORMEILLES EN PARISIS - LP LYC METIER-LE CORBUSIER-CORMEILLES-EN-PARISIS(0950656X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	10 GRILLES EXPOSITION SUR PIED 200X100CM	10	**1 404,00 €**
			1 404,00 €

95 - BEAUMONT SUR OISE - EREA-FRANCOISE DOLTO-BEAUMONT-SUR-OISE(0950164M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
ARMOIRE REFRIGEREE FROID NEGATIF	CAP ATMF/APR	1	**1 872,00 €**
			1 872,00 €

95 - BEAUMONT SUR OISE - LPO-EVARISTE GALOIS-BEAUMONT-SUR-OISE(0951748J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	100 TABLETTES ECRITOIRE ADAPTABLE POUR SIEGE PLIABLE (STANDARD)	100	**3 960,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	150 SIEGES STANDARD PLIABLE ASSISE HETRE POUR SALLE POLYVALENTE	150	**14 400,00 €**
RIDEAUX	La région a équipé en tablettes toutes les classes de l'enseignement professionnel. Le lycée a investi dans l'équipement de vidéo projecteurs dans ces classes. L'exposition sud ouest de ces classes ne permet pas en l'état actuel d'utiliser ces outils convenablement.La demande formulée l'année passée ne répond pas au besoin. Un devis complémentaire en PJ de 71 953,56 € ajuste la demande 2019. Pour le devis de 107 685.60 €, il correspond aux classes complémentaires à équiper faisant l'objet de la dotation Région en matériel informatique reçue fin 2019.	1	**40 000,00 €**
			58 360,00 €

95 - LUZARCHES - LGT-GERARD DE NERVAL-LUZARCHES(0950647M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 SIEGE SUR POUTRE (STANDARD) 3 PLACES MODELE 1	1	**402,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 SOFA 2 PLACES	1	**476,00 €**
			878,00 €

95 - ST OUEN L AUMONE - LP LYC METIER-CHATEAU D EPLUCHES-SAINT-OUEN-L'AUMONE(0950658Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
CENTRALE PRODUCTION AIR COMPRIME	Nous disposons de deux cuves qui sont usagées et nécessitent un changement impératif pour des raisons de sécurité. Ces cuves sont liés à deux compresseurs qui sont indispensables à nos activité pédagogiques des ateliers de carrosserie et de mécanique.	1	**8 615,00 €**
			8 615,00 €

95 - ST OUEN L AUMONE - LPO LYC METIER-EDMOND ROSTAND-SAINT-OUEN-L'AUMONE(0951728M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Pas d'informations	2	**48 000,00 €**
KIT EXAO POUR CHIMIE (INTERFACES+CAPTEURS)	Pas d'informations	1	**24 000,00 €**
			72 000,00 €

95 - VILLIERS LE BEL - LP LYC METIER-PIERRE MENDES-FRANCE-VILLIERS-LE-BEL(0951090U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Demande de matériel de sciences (prix correspondant au catalogue BIOLAB)afin de remplacer le matériel devenu obsolète.	1	**2 673,00 €**
			2 673,00 €

95 - FOSSES - LPO-CHARLES BAUDELAIRE-FOSSES(0951727L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE GENERAL	Nous avons besoin de matériels pour l'EPS dont le détail est dans la pièce jointe	1	**6 866,00 €**

	6 866,00 €

95 - VAUREAL - LPO LYC METIER-CAMILLE CLAUDEL-VAUREAL(0951710T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	6 CASIERS PROFESSEURS 24 CASES (PIETEMENT INCLUS) / Suite incendie et réfection de la salle des professeurs.	6	**4 782,00 €**
			4 782,00 €

95 - GONESSE - LGT-RENE CASSIN-GONESSE(0950646L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Specrtophotomètre visible automatique 1699 euros chez fournisseur Biolab. Le notre commence à donner des résultats qui ne sont pas cohérents. Matériel très utilisé en TP de 1er et Terminale. Objet de la demande : Accompagnement de la réforme du baccalauréat.	1	**1 699,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	2000 euros pour l'achat de microcontrôleurs arduino : ce matériel doit être utilisé par l'ensemble des classes du lycée, obligation de la réforme. Pour le moment nous pouvons équiper 10 postes. Nous aimerions en rajouter 10 plus les accessoires pour pouvoir faire deux TP en parallèle avec les microcontrôleurs. Objet de la demande : Accompagnement de la réforme du baccalauréat	1	**2 000,00 €**
			3 699,00 €

95 - OSNY - LPO-PAUL-EMILE VICTOR-OSNY(0951937P)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
BAIN MARIE	achat de 23 "bain marie" (16 pour le labo SVT et 7 pour le labo Physique/chimie)	1	**9 357,00 €**
			9 357,00 €

95 - MONTSOULT - LP LYC METIER-JEAN MERMOZ-MONTSOULT(0950949R)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 ENSEMBLE BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET	1	**1 680,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	5 TABLES MANGE DEBOUT GAMME UNIVERSELLE DIAMETRE 60 PLATEAU METAL MODELE 1	5	**1 092,00 €**
			2 772,00 €

95 - ERAGNY SUR OISE - LP LYC METIER-AUGUSTE ESCOFFIER-ERAGNY(0951618T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
machine frigorifique	MACHINE A GLACE PILEE SELON DEVIS A HAUTEUR DE 3795.60 EUROS TTC (3ème ligne du devis).	1	**3 795,00 €**
BATTEUR-MELANGEUR	SELON LA PREMIERE LIGNE DU DEVIS D'EMULSION CI-JOINT POUR UN COUT DE 11 160 EUROS.	1	**11 160,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 PANNEAU AFFICHAGE 200X100CM EN LIEGE SUR PIEDS / PANNEAUX CROCHETABLES ET PORTE PIVOTANTE A HAUTEUR DE 10 800 EUROS	1	**302,00 €**
			15 257,00 €

95 - CERGY - LPO-JULES VERNE-CERGY(0951756T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MOBILIER KIOSQUE ONISEP	CDI - RAYONNAGE SUPPLEMENTAIRE - ORIENTATION DOCUMENTATION	1	**872,00 €**
			872,00 €

95 - CERGY PONTOISE CEDEX - LGT-GALILEE-CERGY(0951637N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 ENSEMBLES MOBILIER DE SECRETARIAT / Création de deux espaces bureaux pour les responsables de cuisine et de maintenance : 2 845.14€ de mobilier X 2.	2	**3 360,00 €**
			3 360,00 €

95 - BEZONS CEDEX - LPO-EUGENE RONCERAY-BEZONS(0952173W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 SIEGES SECRETARIAT AVEC ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE	2	**300,00 €**
			300,00 €

95 - ENGHIEN LES BAINS - LPO LYC METIER-GUSTAVE MONOD-ENGHIEN-LES-BAINS(0952196W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
BABY FOOT	Mobilier /équipement dans le cadre de la mise en place d'une salle dédiée au décrochage scolaire, tarif ref. babyfoot bistrot	1	**1 186,00 €**
SPECTROGONIOMETRE	Avec 4 CPGE dont 1 MP et 1 PC, les spectrogoniomètres et spectrophotométres sont incontournables dans le programme. Nos spectrogoniomètres datent de 22 ans, au moins. Les différentes optiques sont abimées et coulissent très mal sur le plateau gradué malgré des révisions récurrentes. . Par ailleurs, le nombre est insuffisant pour satisfaire les exigences pédagogiques. Le montant ci joint prend en compte les deux devis pour 4 spectrogoniomètres et 11 spectrophotométres.	1	**48 431,00 €**

KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	En 2001, l'établissement a été doté d'une dotation d' équipement en exao (consoles EXAO 3 et 4), adaptateurs et capteurs divers.En 2010, nous avons fait l'acquisition sur nos crédits pédagogiques de 4 consoles visio puis en 2015 , suite au renouvellement des ordinateurs, une dotation nous à permis d' acheter des consoles visio (pour 2 salles). les anciennes n' étant plus compatibles, notre demande concerne une demande de subvention pour l'acquisition de consoles récentes et performantes (consoles foxy).	1	**24 000,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	2 TABLES PLIABLE RECTANGULAIRE 120*80 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL GAMME UNIVERSEL / Mobilier dans le cadre de la mise en place d'une salle dédiée au décrochage scolaire	2	**440,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	1 MEUBLE POUR COURRIER MULTICASES / Mobilier dans le cadre de la mise en place d'une salle dédiée au décrochage scolaire, tarif manuthan au 28-02-2020, Ref: LE18812H	1	**434,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	1 PANNEAU AFFICHAGE 200X100CM MAGNETIQUE SUR PIEDS / Mobilier / équipent dans le cadre de la mise en place d'une salle dédiée au décrochage scolaire	1	**338,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE MLDS	4 CHAISES VISITEURS LUGE ASSORTIE MODELE METALLIQUE / Mobilier dans le cadre de la mise en place d'une salle dédiée au décrochage scolaire	4	**456,00 €**
			75 285,00 €

Annexe n°2 Dotations financières CMR

DOTATIONS FINANCIERES EN PEDAGOGIQUE, FONCTIONNEL ET NUMERIQUE POUR LES CMR

650 686,00 €

75 - PARIS - LG-VICTOR HUGO-PARIS 3E ARRONDISSEMENT(0750648X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Nous demandons une aide de la région pour renouveler notre matériel ExAO très vétuste (10 ans) et en grande partie désuet et cassé. Ce matériel est nécessaire pour la mise en œuvre des nouveaux programmes ainsi que la préparation aux ECE en classe de terminale. C'est la troisième année que la discipline effectue cette demande.	1	**20 000,00 €**
			20 000,00 €

75 - PARIS - LG-CHARLEMAGNE-PARIS 4E ARRONDISSEMENT(0750652B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL CHIME	Complément et renouvellement des spectrophotomètres (pour utilisation en spécialité de 1ère : loi de Beer-Lambert).	1	**26 001,00 €**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Consoles Sysam vieillissantes et en nombre insuffisant pour la physique et la chimie	1	**24 000,00 €**
			50 001,00 €

75 - PARIS - LG-HENRI IV-PARIS 5E ARRONDISSEMENT(0750654D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	13 MICROSCOPES _ Renouvellement progressif, et nécessaire, des microscopes fortement sollicités par l'ensemble des classes du lycée	1	**22 842,00 €**
			22 842,00 €

75 - PARIS - LG-LAVOISIER-PARIS 5E ARRONDISSEMENT(0750656F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS AUTRES	ENSEMBLE ROBOT ET CARTE POUR 20 ELEVES -NSI	1	**2 673,00 €**
BAIN MARIE	12 BAINS MARIE POUR LA PHYSIQUE CHIMIE ET 10 POUR LA SVT…	1	**8 574,00 €**
			11 247,00 €

75 - PARIS - LG-MONTAIGNE-PARIS 6E ARRONDISSEMENT(0750657G)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Achat de deux buts de handball rétractables pour installation dans le gymnase et optimisation de l'espace	1	**4 450,00 €**
			4 450,00 €

75 - PARIS - LGT-CHAPTAL-PARIS 8E ARRONDISSEMENT(0750663N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Système nécessaire dans le cadre du nouveau programme	1	**24 000,00 €**
			24 000,00 €

75 - PARIS - LG-JACQUES DECOUR-PARIS 9E ARRONDISSEMENT(0750668U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	Pour remplacer système didactique (pilote automatique de bateu) datant de 1996 HS pour CPGE scientifiques	1	**14 152,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	MODIFICATION PRIX SUITE HARMONISATION ENTRE LYCEES	1	**26 000,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	pour remplacer machine muscu HS et dangeureuse	1	**2 792,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	rénovation mur de tir à l'arc - Changement de la paille	1	**2 382,00 €**
			45 326,00 €

75 - PARIS - LG-LAMARTINE-PARIS 9E ARRONDISSEMENT(0750670W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Les matériels demandés sont tous destinés à remplacer du matériel défectueux ou ancien et conforme aux nouveaux programmes suite à la réforme du Lycée.	1	**4 626,00 €**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/24514/file/cca5fe94-7bf5-43ed-85ac-08eb502622ee	1	**466,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Remplacer les équipements vétustes qui posent un problème de sécurité.	1	**5 012,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	mise en place de cycle pédagogique du champs d'apprentissage 4.	1	**1 409,00 €**

EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Il convient de remplacer les tables de tennis qui sont vétustes et commencent à poser des problèmes de sécurité. Mise en place de cycle pédagogique du champs d'apprentissage 4. La cheffe d'établissement souhaite mettre l'accent cette année sur le changement des équipements EPS.	1	**5 650,00 €**
			17 163,00 €

75 - PARIS - LGT-VOLTAIRE-PARIS 11E ARRONDISSEMENT(0750675B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	REMPLACEMENT DE 4 PANNEAUX DE BASKETS / Suite aux travaux de la restauration qui ont nécessité la pose pendant 3 ans dans la cour des sports d'un algéco pour recevoir la demi pension (livraison repas), une remise en état de la cour est prévu par la Région. 8 panneaux Les panneaux des 4 terrains de basket sont anciens, nous souhaitons donc leur remplacement.	4	**22 508,00 €**
			22 508,00 €

75 - PARIS - LG-PAUL VALERY-PARIS 12E ARRONDISSEMENT(0750679F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Barrière automatique motorisée	1	**9 985,00 €**
			9 985,00 €

75 - PARIS - LG-CLAUDE MONET-PARIS 13E ARRONDISSEMENT(0750683K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Ensemble de Materiel pour l'EPS : Devis Manutan Collectivités n° INT200301336 : 12 534.00 €	1	**12 534,00 €**
			12 534,00 €

75 - PARIS - LG-GABRIEL FAURE-PARIS 13E ARRONDISSEMENT(0750684L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
LABORATOIRE DE VENTE		1	**21,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR LABORATOIRE DE VENTE	Besoin de renouvellement du matériel vieillissant / MICROSCOPES	1	**7 440,00 €**
LABORATOIRE DE VENTE	suivant devis 20 microscopes au total	1	**310,00 €**
LABORATOIRE DE VENTE	suivant devis demande de 10 capteurs au total	1	**21,00 €**
LABORATOIRE DE VENTE		1	**24,00 €**
LABORATOIRE DE VENTE	CAPTEURS	1	**246,00 €**
LABORATOIRE DE VENTE	BARRE DE CALCAIRE + GRAIE + GRANITE	1	**420,00 €**
LABORATOIRE DE VENTE	suivant devis demande de 15 barres au total	13	**4 056,00 €**
			12 538,00 €

75 - PARIS - LG-PAUL BERT-PARIS 14E ARRONDISSEMENT(0750689S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
CHAISE DE TRANSFERT	Notre établissement ne dispose pas d'ascenseur. Afin de pouvoir assurer l'évacuation des personnes à mobilité réduite, ces chaises de transferts nous seront d'une aide précieuse.	5	**2 394,00 €**
			2 394,00 €

75 - PARIS - LGT-FRANCOIS VILLON-PARIS 14E ARRONDISSEMENT(0750690T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	4 TABLES BASSE STANDARD PETIT MODELE 50*50 / Proposition des élèves du Conseil de la Vie Lycéenne (CVL) pour la rénovation de leur foyer (cf photo du foyer actuel)	4	**568,00 €**
BABY FOOT	vous trouverez en PJ le devis n° INT200300283 de Manutan Collectivités pour l'achat de 2 Baby Foot d'un montant total de 1598.40€.	1	**1 599,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Remplacement de 2 paires de buts de Handball très vétustes	1	**4 380,00 €**
			6 547,00 €

75 - PARIS - LG-BUFFON-PARIS 15E ARRONDISSEMENT(0750693W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Complément d'équipement EPS	1	**2 800,00 €**
			2 800,00 €

75 - PARIS - LG-JANSON DE SAILLY-PARIS 16E ARRONDISSEMENT(0750699C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR CHIMIE (INTERFACES+CAPTEURS)	l'établissement ne dispose pas d'exao en chimie.Les enseignants de prépa et de lycée sont très demandeurs.	1	**31 157,00 €**
DIVERS AUTRES	Le matériel actuel est vieillissant. Ce modèle a des capacités bien supérieures,très utile pour les expériences de TIPE.	1	**16 794,00 €**
DIVERS AUTRES	Le matériel actuel est vieillissant et qu'un des éléments a été cassé en février,nous avons besoin de le remplacer.	1	**7 305,00 €**

DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	12 TABLES RONDE D 1200 / Agrandissement du CDI lycée/prépa	12	**1 800,00 €**
			57 056,00 €

75 - PARIS - LG-JEAN DE LA FONTAINE-PARIS 16E ARRONDISSEMENT(0750702F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	Pas d'informations	1	**11 712,00 €**
			11 712,00 €

75 - PARIS - LGT-CLAUDE BERNARD-PARIS 16E ARRONDISSEMENT(0750698B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	APPAREIL DE MUSCULATION	1	**14 953,00 €**
			14 953,00 €

75 - PARIS - LGT-JEAN-BAPTISTE SAY-PARIS 16E ARRONDISSEMENT(0750700D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	IL S'AGIT D'UN SYSTEME AR-DRONE - SOCIETE DMS. PRIORITE N° 1	1	**5 713,00 €**
MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	IL S'AGIT D'UN SYSTEME DE TRIEUR DE PIECES - ETUDE MECANIQUE ET ASSERVISSEMENT - DEVIS DMS - PRIORITE N° 2	1	**2 558,00 €**
			8 271,00 €

75 - PARIS - LG-CARNOT-PARIS 17E ARRONDISSEMENT(0750704H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL DE MESURE	Priorité dans le cadre des nouveaux programmes de terminale spécialité physique - chimie	1	**26 097,00 €**
INTERFACES EXAO	Équipement d'une salle de CPGE et de terminale	1	**15 379,00 €**
			41 476,00 €

75 - PARIS - LG-HELENE BOUCHER-PARIS 20E ARRONDISSEMENT(0750714U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX	Remplacement des stores extérieurs H.S. par des rideaux thermiques intérieurs, salle 416, 418, 420 et côté couloir pour 32 salles. Les actuels sont déchirés ou usés par le soleil et ne sont pas assez couvrant en cas de confinement.	1	**16 274,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	1 machine de musculation combiné adducteur/abducteur en complément d'une machine déjà ancienne et très sollicitée par les élèves.	1	**3 036,00 €**
			19 310,00 €

75 - PARIS - LGT-MAURICE RAVEL-PARIS 20E ARRONDISSEMENT(0750715V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 TABLE STANDARD POUR SALLE DE REUNION 1/2 ROND DIAM. 120 PLATEAU STRATIFIE / Complément d'appoint pour réunion (bureau du gestionnaire adjoint)	1	**126,00 €**
MICROSCOPE	Remplacement du parc de microscopes obsolètes (acquis en 2005) pour les salles de TP de SVT / 30 microscopeS MOTIC B1 211 DUAL	1	**18 750,00 €**
			18 876,00 €

75 - PARIS CEDEX 17 - LGT-HONORE DE BALZAC-PARIS 17E ARRONDISSEMENT(0750705J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
RIDEAUX		1	**21 200,00 €**
PH-METRE	Pas d'informations	1	**16 464,00 €**
CONDUCTIMETRE	Pas d'informations	1	**17 962,00 €**
			55 626,00 €

78 - VERSAILLES - LG-HOCHE-VERSAILLES(0782562L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL DE MESURE	Les GBF actuels sont usés . Ils datent d'une dotation régionale de 2009 . Ils sont exclusivement utilisés dans les classes du secondaire	1	**8 400,00 €**
CAMESCOPE NUMERIQUE	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/22649/file/eba790ee-75f4-4d35-a554-ce797b4c6440	1	**1 500,00 €**
MAQUETTE(S) PEDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	Laboratoire des sciences de l'ingénieur- Matériel testé et validé par l'enseignant référent.	1	**2 700,00 €**
			12 600,00 €

78 - POISSY - LGT-LE CORBUSIER-POISSY(0782546U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**

EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Ensemble de matériels de musculation. Discipline majeure de l'EPS dans le lycée. Demandes effectuées pour plusieurs raisons : remplacement de certains matériels usés, assurer le maximum de sécurité pour les élèves, pour les épreuves du bac, pour permettre aux élèves jugés inaptes pour d'autres disciplines de pouvoir pratiquer un sport.	1	**7 820,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 ENSEMBLES BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET / Nous demandons le remplacement des fauteuils et chaises visiteurs du pôle vie scolaire (3 CPE, 5 assistants d'éducation). Mobilier actuel ancien et en mauvais état.	2	**3 360,00 €**
			11 180,00 €

92 - VANVES CEDEX - LGT-MICHELET-VANVES(0920149M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
PH-METRE	Pas d'informations	1	**16 464,00 €**
			16 464,00 €

92 - SCEAUX CEDEX - LG-MARIE CURIE-SCEAUX(0920146J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	4 TABLES BASSE STANDARD PETIT MODELE 50*50 / Salle des professeurs 326	4	**568,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 CASIERS PROFESSEURS 24 CASES (PIETEMENT INCLUS) / Salle des professeurs 326	1	**800,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	30 SIEGES STANDARD EMPILABLE 4 PIEDS ASSISE HETRE POUR SALLE DE REUNION	30	**2 016,00 €**
			3 384,00 €

92 - SCEAUX CEDEX - LGT-LAKANAL-SCEAUX(0920145H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	Référence Achat : lot de 6 microscopes LEICA réf DM500 ; catalogue fournisseur société "ABC microscope". Objectif pédagogique : complément d'équipement pour les observations en TP compte tenu des effectifs d'élèves toujours plus importants. Ces microscopes sont plus puissants, plus précis, donc plus performants que les anciens dont dispose l'établissement. Ces six microscopes viendront s'ajouter aux deux achetés sur fonds propres par l'établissement l'an dernier pour composer un ensemble cohérent adapté à l'organisation des TP.	1	**5 862,00 €**
CONDUCTIMETRE	Ensemble de 13 conductimètres et des accessoires correspondant selon devis joint. Ce matériel permettrait de moderniser la chimie, en permettant la mise en place de TP informatisés.	1	**11 363,00 €**
			17 225,00 €

93 - NOISY LE SEC - LGT-OLYMPE DE GOUGES-NOISY-LE-SEC(0930123D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SVT	Microscope + eclobulle + caméra	1	**11 729,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE		1	**11 972,00 €**
			23 701,00 €

93 - BONDY CEDEX - LGT-JEAN RENOIR-BONDY(0930118Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Ces équipements vont remplacer du matériel hors d'usage ou sont indispensables pour un travail avec des élèves parfois en surpoid ou avec une image dégradée de leur corps. La pratique de la musculation leur permet de reprendre confiance et de retrouver le chemin de la réussite scolaire.	1	**8 814,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Compte tenu de la réforme des programmes où l'électricité a une place plus importante, il est indispensable de renouveller du matériel obsolète.	1	**13 600,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Matériel actuels hors service. Matériels nécessaires en raison de la réforme des programmes pour les premières et terminales option spé.	1	**9 939,00 €**
			32 353,00 €

93 - AUBERVILLIERS - LGT-HENRI WALLON-AUBERVILLIERS(0930116W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Pas d'informations	1	**24 000,00 €**
			24 000,00 €

94 - NOGENT SUR MARNE - LG-EDOUARD BRANLY-NOGENT-SUR-MARNE(0940117S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL CHIME	Pas d'informations	1	**3 094,00 €**
CAMESCOPE NUMERIQUE	Subvention accordée. Devis: https://ent.iledefrance.fr/lystore/order/23352/file/15319315-25dc-4897-93ba-ed0ee9af1073	1	**850,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 ENSEMBLE BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET / RENOUVELLEMENT DU SECRETARIAT DE DIRECTION	1	**1 680,00 €**
			5 624,00 €

94 - VINCENNES CEDEX - LGT-HECTOR BERLIOZ-VINCENNES(0940124Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Le fonds documentaire de l'établissement a besoin d'être renouvelé, complété et enrichi.	1	**5 000,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Les professeurs d'EPS souhaitent proposer une nouvelle activité sportive et ont besoin du matériel correspondant soit 40 steps avec leurs chariots de rangements.	1	**7 540,00 €**
			12 540,00 €

Annexe n°3 Dotations financières CMD

DOTATIONS FINANCIERES EN FONCTIONNEL POUR LES CMD

3 640,00 €

78 - ST GERMAIN EN LAYE CEDEX - LG-INTERNATIONAL-SAINT-GERMAIN-EN-LAYE(0783549J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	4 TABLES BASSE STANDARD PETIT MODELE 50*50 / Pour accueil nouveau hall d'entrée et Agora rénovée (2 locaux distincts)	4	**568,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	12 CHAUFFEUSES CONFORT AVEC ACCOUDOIRS / Pour accueil nouveau hall d'entrée et Agora rénovée (2 locaux distincts)	12	**3 072,00 €**
			3 640,00 €

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-317

DU 1 JUILLET 2020

FORFAITS D'EXTERNAT DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION POUR L'ANNÉE 2019/2020 - 2ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation, notamment son article L.442-9 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du conseil régional n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission ;

VU la délibération n°CR 86-16 du 20 mai 2016 « Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public » ;

VU la délibération n° CP 2020-006 du 31 janvier 2020 relative aux forfaits d'externat des établissements privés sous contrat d'association pour l'année 2019/2020 ;

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-317 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'adopter la répartition de la deuxième provision pour l'année 2020 de la contribution régionale aux dépenses de rémunération des personnels techniciens, ouvriers et de service pour leurs activités relatives à l'externat des établissements privés sous contrat d'association conformément au tableau joint en annexe.

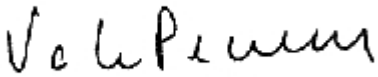
Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **10 289 102 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 223 « Lycées privés » Programme HP223-028 (122016) « Lycées privés forfait d'externat personnel », code action 12202801 « Lycées privés forfait d'externat personnel » du budget 2020.

Article 2 :

Décide d'adopter la répartition de la deuxième provision pour l'année 2020 de la contribution régionale au fonctionnement matériel des classes sous contrat d'association des établissements d'enseignement privés conformément au tableau joint en annexe.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **9 951 207 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 223 «Lycées privés», programme HP 223-016 (122016) «Lycée privés forfait d'externat - matériel», code action 12201601 «Lycées privés forfait d'externat – matériel» du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181874-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Forfait externat part personnel et part matériel répartition par établissement

ANNEXE A LA DELIBERATION
FORFAIT EXTERNAT 2019-2020 (en euros)

UAI	TYPE	NOM LYCEE PRIVE	COMMUNE	DOTATION 2EME VERSEMENT PART PERSONNEL (30%)	DOTATION 2EME VERSEMENT PART MATERIEL (30%)
0753820V	LYP	FRANCS BOURGEOIS	PARIS 04EME	75 579,00 €	73 006,00 €
0753824Z	LCM	MASSILLON	PARIS 04EME	45 588,00 €	43 294,00 €
0753598D	LCM	SEVIGNE	PARIS 05EME	30 192,00 €	28 673,00 €
0753827C	LCM	LOUISE DE MARILLAC	PARIS 05EME	34 691,00 €	32 945,00 €
0753647G	LCM	ALSACIENNE	PARIS 06EME	53 685,00 €	50 984,00 €
0753838P	LCM	SAINT SULPICE	PARIS 06EME	58 584,00 €	55 636,00 €
0753840S	LCM	STANISLAS	PARIS 06EME	205 443,00 €	192 143,00 €
0753842U	LCM	NOTRE DAME DE SION	PARIS 06EME	47 887,00 €	45 477,00 €
0753844W	LYP	SAINTE GENEVIEVE	PARIS 06EME	56 155,00 €	56 841,00 €
0754025T	LP	SAINT NICOLAS	PARIS 06EME	195 126,00 €	174 685,00 €
0754029X	LYP	CARCADO SAISSEVAL	PARIS 06EME	133 383,00 €	142 246,00 €
0753809H	LCM	PAUL CLAUDEL	PARIS 07EME	53 186,00 €	50 509,00 €
0753849B	LCM	ALMA	PARIS 07EME	27 193,00 €	25 824,00 €
0753850C	LCM	SAINT THOMAS D'AQUIN	PARIS 07EME	36 590,00 €	34 749,00 €
0753851D	LCM	LA ROCHEFOUCAULD	PARIS 07EME	42 589,00 €	40 445,00 €
0753852E	LYP	SAINTE JEANNE ELISABETH	PARIS 07EME	27 563,00 €	26 321,00 €
0754030Y	LYT	ALBERT DE MUN	PARIS 07EME	192 826,00 €	192 579,00 €
0754860A	LYP	THERESE CHAPPUIS	PARIS 07EME	5 899,00 €	5 602,00 €
0753873C	LCM	FENELON / SAINTE MARIE	PARIS 08EME	109 130,00 €	103 888,00 €
0754037F	LG	FENELON-SAINTE-MARIE-LA-PLAINE-MONCEAU	PARIS 08EME	17 636,00 €	19 539,00 €
0753825A	LYC	MORVAN	PARIS 09EME	5 299,00 €	5 032,00 €
0753883N	LCM	EDGAR POE	PARIS 10EME	27 493,00 €	26 109,00 €
0753885R	LCM	ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL	PARIS 10EME	62 783,00 €	59 623,00 €
0753887T	LCM	BOSSUET-NOTRE DAME	PARIS 10EME	48 587,00 €	46 142,00 €
0753815P	LCM	COURS DES PETITS CHAMPS	PARIS 11EME	30 892,00 €	30 773,00 €
0753890W	LYP	CHARLES PEGUY	PARIS 11EME	60 344,00 €	59 792,00 €
0754479L	LCM	OZAR HATORAH	PARIS 11EME	20 195,00 €	19 179,00 €
0751883P	LYT	INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE	PARIS 12EME	45 028,00 €	48 855,00 €
0753897D	LCM	SAINT MICHEL DE PICPUS	PARIS 12EME	118 747,00 €	112 984,00 €
0753898E	LCM	SAINT PIERRE FOURIER	PARIS 12EME	51 886,00 €	49 275,00 €
0753935V	LCM	ENIO GEORGES LEVEN	PARIS 12EME	23 394,00 €	22 217,00 €
0750330B	LYT	ECOLE TECHNIQUE SUPERIEURE LABORATOIRE	PARIS 13EME	46 887,00 €	48 359,00 €
0753834K	LCM	YABNE	PARIS 13EME	43 088,00 €	40 920,00 €
0753902J	LCM	NOTRE DAME DE FRANCE	PARIS 13EME	23 794,00 €	22 596,00 €
0754042L	LYT	LE REBOURS	PARIS 13EME	119 897,00 €	124 781,00 €
0754924V	LP	NOTRE DAME DE FRANCE	PARIS 13EME	101 842,00 €	95 209,00 €
0754045P	LYP	CATHERINE LABOURE	PARIS 14EME	55 985,00 €	55 850,00 €
0753874D	LCM	ACTIVE BILINGUE JANINE MANUEL	PARIS 15EME	50 286,00 €	47 756,00 €
0753915Y	LCM	BLOMET	PARIS 15EME	58 874,00 €	55 459,00 €
0753916Z	LCM	SAINTE ELISABETH	PARIS 15EME	25 193,00 €	23 926,00 €
0753217P	LYT	SAINTE THERESE FONDATION D'AUTEUIL	PARIS 16EME	31 082,00 €	20 468,00 €
0753919C	LCM	PASCAL	PARIS 16EME	23 394,00 €	22 217,00 €
0753933T	LCM	SAINT LOUIS DE GONZAGUE	PARIS 16EME	66 622,00 €	63 428,00 €
0753941B	LCM	GERSON	PARIS 16EME	40 189,00 €	38 167,00 €
0753943D	LCM	INSTITUT DE LA TOUR	PARIS 16EME	44 188,00 €	41 964,00 €
0753946G	LCM	NOTRE DAME DES OISEAUX	PARIS 16EME	47 487,00 €	45 097,00 €
0753947H	LC	SAINT JEAN DE PASSY	PARIS 16EME	68 921,00 €	65 573,00 €
0753948J	LCM	ASSOMPTION	PARIS 16EME	32 491,00 €	30 856,00 €
0754666P	LYT	PASSY-SAINT HONORE	PARIS 16EME	87 356,00 €	94 861,00 €
0752937K	LCM	ACTIVE BILINGUE ETOILE	PARIS 17EME	40 089,00 €	38 072,00 €
0753959W	LCM	ST MICHEL DES BATIGNOLLES	PARIS 17EME	50 686,00 €	48 136,00 €
0754081D	LCM	SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIGNIES	PARIS 17EME	38 890,00 €	36 933,00 €
0755537L	LYC	ALLIANCE RACHI	PARIS 17EME	4 899,00 €	4 653,00 €
0753231E	LCM	SINAI	PARIS 18EME	9 998,00 €	9 495,00 €
0754086J	LYP	CHARLES DE FOUCAULD	PARIS 18EME	81 278,00 €	83 293,00 €
0754239A	LP	SAINT JEAN DE MONTMARTRE	PARIS 18EME	63 883,00 €	57 494,00 €
0754015G	LYT	JULES RICHARD MICROTECHNIQUE	PARIS 19EME	29 992,00 €	29 541,00 €
0754016H	LYT	L'INITIATIVE	PARIS 19EME	82 827,00 €	79 528,00 €
0754325U	LCM	BETH HANNA	PARIS 19EME	25 693,00 €	24 400,00 €
0754965P	LYP	LUCIEN DE HIRSCH	PARIS 19EME	20 795,00 €	19 748,00 €
0755352K	LYC	ASSOCIATION N'R HATORAH	PARIS 19EME	11 097,00 €	10 539,00 €
0753384W	LCM	BETH YACOV	PARIS 20EME	700,00 €	665,00 €
0753537M	LYT	ESTBA	PARIS 20EME	44 658,00 €	46 401,00 €
0755025E	LYC	HEIKHAL MENAHEM SINAI	PARIS 20EME	7 598,00 €	7 216,00 €
0755709Y	LYC	SAINTE LOUISE	PARIS 20EME	39 889,00 €	37 882,00 €
0772275E	LYP	MAURICE RONDEAU	BUSSY-SAINT-GEORGES	107 490,00 €	99 191,00 €
0771720B	LCM	GASNIER GUY - SAINTE BATHILDE	CHELLES	25 393,00 €	24 116,00 €
0771200L	LYP	BLANCHE DE CASTILLE	FONTAINEBLEAU	68 131,00 €	67 599,00 €
0771232W	LCM	SAINT ASPAIS JEANNE D'ARC	FONTAINEBLEAU	34 491,00 €	32 755,00 €
0772602K	LYP	SAINTE CELINE	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	32 261,00 €	31 106,00 €
0771237B	LYP	SAINT LAURENT LA PAIX NOTRE DAME	LAGNY-SUR-MARNE	87 716,00 €	86 358,00 €
0771246L	LCM	INSTITUTION BOSSUET	MEAUX	99 563,00 €	94 442,00 €
0772153X	LYC	JEAN ROSE	MEAUX	83 067,00 €	79 131,00 €
0771238C	LYT	INSTITUTION SAINT ASPAIS	MELUN	156 317,00 €	153 743,00 €
0772840U	LYC	SAINTE MARIE LA ROCHE AUX COQ	NEMOURS	7 298,00 €	6 931,00 €
0772324H	LYT	SAINTE THERESE	OZOIR-LA-FERRIERE	50 586,00 €	48 686,00 €
0772290W	LYP	SAINTE CROIX	PROVINS	25 293,00 €	24 021,00 €
0772151V	LP	LES SINOPLIES	ROISSY-EN-BRIE	10 218,00 €	9 417,00 €
0783282U	LGT	BLANCHE DE CASTILLE	LE CHESNAY	92 205,00 €	88 506,00 €
0783297K	LGT	LE BON SAUVEUR	LE VESINET	51 886,00 €	49 275,00 €
0783283V	LGT	L ERMITAGE	MAISONS LAFFITTE	24 894,00 €	23 641,00 €
0783289B	LGT	NOTRE DAME	MANTES LA JOLIE	59 084,00 €	57 623,00 €
0783537W	LP	NOTRE DAME	MANTES LA JOLIE	15 896,00 €	14 794,00 €
0783330W	LP	ROULLEAU	MEULAN	8 998,00 €	8 374,00 €
0781899R	LGT	ST FRANCOIS D ASSISE	MONTIGNY LE BRETONNEUX	65 072,00 €	62 492,00 €
0781974X	LGT	ST EXUPERY	MONTIGNY LE BRETONNEUX	28 093,00 €	27 576,00 €
0781664K	LGT	STE THERESE	RAMBOUILLET	56 485,00 €	55 155,00 €
0781581V	LP	ST THOMAS DE VILLENEUVE	ST GERMAIN EN LAYE	36 710,00 €	31 509,00 €

UAI	TYPE	NOM LYCEE PRIVE	COMMUNE	DOTATION 2EME VERSEMENT PART PERSONNEL (30%)	DOTATION 2EME VERSEMENT PART MATERIEL (30%)
0783323N	LT	ST THOMAS DE VILLENEUVE	ST GERMAIN EN LAYE	56 225,00 €	60 732,00 €
0781856U	LP	ST EREMBERT	ST GERMAIN EN LAYE	27 353,00 €	22 558,00 €
0783286Y	LGT	ST EREMBERT	ST GERMAIN EN LAYE	80 438,00 €	78 198,00 €
0783288A	LGT	NOTRE DAME	ST GERMAIN EN LAYE	124 965,00 €	116 035,00 €
0783657B	LG	ST AUGUSTIN	ST GERMAIN EN LAYE	19 195,00 €	18 229,00 €
0783344L	LGT	NOTRE DAME	VERNEUIL SUR SEINE	121 516,00 €	120 202,00 €
0781582W	LP	NOTRE DAME DU GRANDCHAMP	VERSAILLES	96 214,00 €	97 002,00 €
0783351U	LGT	NOTRE DAME DU GRANDCHAMP	VERSAILLES	102 272,00 €	102 790,00 €
0782100J	LP	LES CHATAIGNIERS	VERSAILLES	27 143,00 €	25 261,00 €
0783293F	LGT	LES CHATAIGNIERS	VERSAILLES	18 195,00 €	20 495,00 €
0783053V	CPGE	STE GENEVIEVE	VERSAILLES	104 731,00 €	100 290,00 €
0783325R	LP	ST VINCENT DE PAUL	VERSAILLES	38 790,00 €	36 845,00 €
0783350T	LGT	ST JEAN HULST	VERSAILLES	96 074,00 €	91 239,00 €
0910808J	LGT	ST CHARLES	ATHIS MONS	89 395,00 €	88 114,00 €
0912384X	LGT	JEANNE D ARC	BRETIGNY	3 200,00 €	3 039,00 €
0910812N	LG	ST PIERRE	BRUNOY	76 779,00 €	72 915,00 €
0910843X	LPO	ST PIERRE	BRUNOY	83 007,00 €	86 507,00 €
0911264E	LP	OPTOMETRIE	BURES SUR YVETTE	20 215,00 €	22 025,00 €
0912161E	LPO	ST LEON	CORBEIL ESSONNES	94 774,00 €	91 842,00 €
0910815S	LGT	JEANNE D ARC	ETAMPES	30 692,00 €	29 147,00 €
0912117G	LPO	NOTRE DAME DE SION	EVRY	69 191,00 €	66 274,00 €
0912342B	LGT	LA SALLE ST NICOLAS	IGNY	4 099,00 €	3 893,00 €
0910824B	LGT	SACRE COEUR	LA VILLE DU BOIS	53 885,00 €	52 712,00 €
0910819W	LGT	COURS SECONDAIRE	ORSAY	24 794,00 €	23 546,00 €
0912321D	LPO	ST MARTIN	PALAISEAU	55 215,00 €	55 023,00 €
0911844K	LG	RUDOLF STEINER	VERRIERES LE BUISSON	1 600,00 €	1 520,00 €
0910823A	LGT	ILE DE FRANCE	VILLEBON SUR YVETTE	23 394,00 €	22 217,00 €
0910826D	LGT	ST LOUIS ST CLEMENT	VIRY CHATILLON	63 683,00 €	61 760,00 €
0910838S	LGT	BETH RIVKAH	YERRES	4 199,00 €	3 988,00 €
0920904H	LGT	STE MARIE LA CROIX	ANTONY	134 423,00 €	127 846,00 €
0920889S	LGT	STE GENEVIEVE	ASNIERES SUR SEINE	53 386,00 €	50 699,00 €
0920894X	LGT	ST GABRIEL	BAGNEUX	33 071,00 €	34 647,00 €
0922691A	LGT	HAUTEFEUILLE	BOIS-COLOMBES	3 200,00 €	3 039,00 €
0920897A	LGT	NOTRE DAME	BOULOGNE BILLANCOURT	129 404,00 €	126 334,00 €
0920898B	LGT	RAMBAM	BOULOGNE BILLANCOURT	26 393,00 €	25 065,00 €
0920906K	LGT	NOTRE DAME	BOURG LA REINE	53 186,00 €	50 509,00 €
0920907L	LGT	SOPHIE BARAT	CHATENAY MALABRY	71 960,00 €	73 201,00 €
0920908M	LGT	ST THOMAS DE VILLENEUVE	CHAVILLE	40 989,00 €	38 926,00 €
0921663H	LGT	JEANNE D ARC	COLOMBES	57 984,00 €	56 681,00 €
0921484N	LPO	MONTALEMBERT	COURBEVOIE	130 564,00 €	130 949,00 €
0920963X	LP	ST FRANCOIS D ASSISE	FONTENAY AUX ROSES	27 863,00 €	22 582,00 €
0922653J	LPO	LA SALLE ST NICOLAS	ISSY LES MOULINEAUX	69 461,00 €	65 257,00 €
0920916W	LGT	LA SOURCE	MEUDON	20 295,00 €	19 274,00 €
0920917X	LGT	NOTRE DAME	MEUDON	65 382,00 €	62 092,00 €
0920981S	LP	ST PHILIPPE	MEUDON	18 045,00 €	14 883,00 €
0920918Y	LGT	JEANNE D ARC	MONTROUGE	20 595,00 €	19 558,00 €
0920875B	LGT	STE MARIE	NEUILLY SUR SEINE	47 417,00 €	44 450,00 €
0920919Z	LGT	NOTRE DAME DE STE CROIX	NEUILLY SUR SEINE	78 399,00 €	74 592,00 €
0920985W	LP	GEORGES GUERIN	NEUILLY SUR SEINE	40 549,00 €	35 920,00 €
0920921B	LGT	ST DOMINIQUE	NEUILLY SUR SEINE	70 181,00 €	66 649,00 €
0921365J	LGT	MADELEINE DANIELOU	RUEIL MALMAISON	62 383,00 €	58 995,00 €
0920928J	LGT	LA SALLE PASSY BUZENVAL	RUEIL MALMAISON	114 358,00 €	110 406,00 €
0921932A	LP	LA SALLE PASSY BUZENVAL	RUEIL MALMAISON	8 738,00 €	7 207,00 €
0920937U	LGT	SUGER	VAUCRESSON	17 696,00 €	17 933,00 €
0932110N	LYC	CHNE OR	AUBERVILLIERS	10 498,00 €	9 969,00 €
0930961P	LCM	L'ESPERANCE	AULNAY-SOUS-BOIS	54 985,00 €	52 218,00 €
0931026K	LYT	PROTECTORAT SAINT JOSEPH	AULNAY-SOUS-BOIS	25 253,00 €	26 909,00 €
0930936M	LP	SAINT BENOIST DE L'EUROPE	BAGNOLET	31 422,00 €	31 440,00 €
0930962R	LCM	CHARLES PEGUY	BOBIGNY	23 394,00 €	22 217,00 €
0932721C	LP	Marcel LAMI	BOBIGNY	7 648,00 €	7 118,00 €
0930933J	LP	ASSOMPTION	BONDY	52 576,00 €	51 511,00 €
0932619S	LG	SAINT GERMAIN	DRANCY	24 294,00 €	23 071,00 €
0931573E	LP	PRIVE ROBERT SCHUMAN	DUGNY	39 220,00 €	33 567,00 €
0932618R	LP	PRIVE ROBERT SCHUMAN	DUGNY	12 317,00 €	13 157,00 €
0931464L	LCM	MERKAZ HATORAH DES GARCONS	GAGNY	6 799,00 €	6 559,00 €
0930929E	LP	JEANNE LA LORRAINE	LE RAINCY	33 221,00 €	31 402,00 €
0931812P	LCM	SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE	LE RAINCY	45 888,00 €	44 629,00 €
0932303Y	LCM	MERKAZ HATORAH DES FILLES	LE RAINCY	9 498,00 €	9 199,00 €
0931813R	LCM	GROUPE SCOLAIRE ALLIANCE	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	16 996,00 €	16 140,00 €
0930960N	LP	ORT	MONTREUIL	29 462,00 €	26 743,00 €
0931796X	LP	ORT	MONTREUIL	42 169,00 €	45 949,00 €
0930965U	LCM	HENRI MATISSE	MONTREUIL	31 992,00 €	30 382,00 €
0931369H	LP	FRANCOISE CABRINI	NOISY-LE-GRAND	47 997,00 €	45 017,00 €
0932036H	LP	FRANCOISE CABRINI	NOISY-LE-GRAND	79 918,00 €	81 165,00 €
0932653D	LYC	SAINT JOSEPH LA SALLE	PANTIN	16 596,00 €	15 761,00 €
0930946Y	LP	SAINT VINCENT DE PAUL	SAINT-DENIS	18 595,00 €	17 306,00 €
0931797Y	LYT	JEAN BAPTISTE DE LA SALLE	SAINT-DENIS	94 214,00 €	91 785,00 €
0932654E	LYC	SAINTE MARIE	STAINS	12 497,00 €	11 868,00 €
0931799A	LCM	FENELON	VAUJOURS	57 284,00 €	56 640,00 €
0930974D	LCM	BLANCHE DE CASTILLE	VILLEMOMBLE	67 142,00 €	63 804,00 €
0941407U	LP	C.E.3P	IVRY-SUR-SEINE	19 105,00 €	19 121,00 €
0941909P	LYP	PALISSY	BOISSY-SAINT-LEGER	9 398,00 €	8 925,00 €
0940823J	LYP	FOYER DES PTT	CACHAN	66 112,00 €	60 927,00 €
0941877E	LYP	NOTRE DAME DES MISSIONS	CHARENTON-LE-PONT	44 188,00 €	41 964,00 €
0940885B	LCM	SAINT ANDRE	CHOISY-LE-ROI	35 691,00 €	33 894,00 €
0941711Z	LCM	OZAR HATORAH DES FILLES	CRETEIL	12 697,00 €	12 058,00 €
0941943B	LYP	OZAR HATORAH DES GARCONS	CRETEIL	8 898,00 €	8 450,00 €
0942354Y	LGT	ENSEMBLE SAINTE MARIE	CRETEIL	71 201,00 €	73 726,00 €
0942355Z	LP	ENSEMBLE SAINTE MARIE	JOINVILLE-LE-PONT	45 998,00 €	43 405,00 €
0940880W	LCM	ALBERT DE MUN	NOGENT-SUR-MARNE	59 184,00 €	56 206,00 €
0940881X	LCM	MONTALEMBERT	NOGENT-SUR-MARNE	35 890,00 €	34 084,00 €
0940882Y	LYP	SAINT MICHEL DE PICPUS	SAINT-MANDE	41 589,00 €	39 496,00 €
0940878U	LYP	TEILHARD DE CHARDIN	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	132 084,00 €	135 684,00 €
0940891H	LCM	PETIT VAL	SUCY-EN-BRIE	37 890,00 €	35 983,00 €

UAI	TYPE	NOM LYCEE PRIVE	COMMUNE	DOTATION 2EME VERSEMENT PART PERSONNEL (30%)	DOTATION 2EME VERSEMENT PART MATERIEL (30%)
0940853S	LP	POULLART DES PLACES	THIAIS	17 855,00 €	16 536,00 €
0942376X	LYC	COURS DU HAMEAU	THIAIS	3 899,00 €	3 703,00 €
0940821G	LYT	GREGOR MENDEL	VINCENNES	64 652,00 €	69 626,00 €
0941722L	LYT	GREGOR MENDEL	VINCENNES	13 797,00 €	12 840,00 €
0940822H	LYT	CLAUDE NICOLAS LEDOUX	VINCENNES	108 380,00 €	112 069,00 €
0941724N	LYT	CLAUDE NICOLAS LEDOUX	VINCENNES	33 951,00 €	29 303,00 €
0940877T	LCM	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	VINCENNES	37 990,00 €	36 411,00 €
0941719H	LCM	EPIN	VITRY-SUR-SEINE	25 893,00 €	25 359,00 €
0950800D	LP	COGNACQ-JAY	ARGENTEUIL	75 649,00 €	72 155,00 €
0951998F	LPO	GARAC	ARGENTEUIL	98 573,00 €	86 950,00 €
0952208J	LG	ST JOSEPH	ARGENTEUIL	24 194,00 €	22 976,00 €
0950753C	LGT	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	ENGHIEN LES BAINS	54 985,00 €	52 218,00 €
0950812S	LP	JEANNE D ARC	FRANCONVILLE LA GARENNE	43 568,00 €	42 337,00 €
0952158E	LGT	PAUL RICOEUR	LOUVRES	20 495,00 €	19 463,00 €
0950759J	LGT	NOTRE DAME DE BURY	MARGENCY	93 614,00 €	92 404,00 €
0952126V	LG	APPRENDRE AUTREMENT	MONTMAGNY	3 899,00 €	3 703,00 €
0950804H	LP	NOTRE FAMILLE	OSNY	14 247,00 €	13 259,00 €
0950761L	LGT	NOTRE DAME DE LA COMPASSION	PONTOISE	87 136,00 €	84 845,00 €
0950762M	LGT	ST MARTIN DE FRANCE	PONTOISE	36 690,00 €	34 844,00 €
0951221L	LGT	VAUBAN	PONTOISE	31 142,00 €	30 683,00 €
0950785M	LGT	NOTRE DAME	SANNOIS	65 382,00 €	62 899,00 €
0950805J	LP	ST JEAN	SANNOIS	13 867,00 €	13 527,00 €
0950786N	LGT	LA SALLE ST ROSAIRE	SARCELLES	57 384,00 €	57 342,00 €
0951048Y	LGT	TORAT EMET	SARCELLES	10 598,00 €	10 064,00 €
0951940T	LGT	OZAR HATORAH	SARCELLES	4 599,00 €	4 368,00 €
0951994B	LPO	ORT	VILLIERS LE BEL	36 440,00 €	36 491,00 €
				10 289 102,00 €	**9 951 207,00**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-318

DU 1 JUILLET 2020

CENTRE DE RESSOURCES DU GÉNIE ÉLECTRIQUE (C.E.R.G.E.)- CONTRIBUTION DE FONCTIONNEMENT 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation, notamment son article L.214-6 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération du conseil régional n°CR 92-15 du 16 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CP 99-293 du 8 juillet 1999 relative à la mise en place du C.E.R.G.E ;

VU la délibération n° CP 11-690 du 16 novembre 2011 ayant approuvé la convention de création du C.E.R.G.E ;

VU le budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-318 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 932 "Enseignement", code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-003 (128003) « Centre de Ressources », action « CERGE » (12800302), du budget 2020 afin de participer aux charges de fonctionnement du centre de ressources en génie électrique (C.E.R.G.E).

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181883-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-321

DU 1 JUILLET 2020

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS: DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 - 4ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 4ÈME RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 69-08 du 26 juin 2008 portant transformation de la SAERP en société publique locale d'aménagement : approbation des statuts, habilitation des représentants de la Région Ile-de-France au sein des instances de gestion de la SAERP à poursuivre les opérations de transformation ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU la délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 relative au programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération CR 83-16 du 19 mai 2016 «Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins» ;

VU la délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 relative au plan d'urgence pour les lycées Franciliens : Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 ;

VU la délibération n° CP 2018-469 du 17 octobre 2018 relative au plan d'urgence pour les lycées Franciliens : Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 2ème année de mise en œuvre – 4ème rapport ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-321 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve l'opération de démolition - reconstruction du lycée définitif François Rabelais à Paris 18ème et affecte en conséquence un montant d'autorisation de programme de 7 000 000€ disponible sur le chapitre 902 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-003 «Construction des lycées neufs» (122003), action « construction des lycées neufs » (12200301) du budget 2020, conformément à l'annexe 3 à la délibération;

Autorise la Présidente à signer avec IDF CD, la convention de mandat MPGP et dont le modèle est joint en annexe 1 à la délibération pour un taux de rémunération fixé à 2% et un forfait de rémunération pour la partie exploitation arrêté à 10 000€ HT ;

Article 2 :

Approuve l'opération de rénovation globale de la cité mixte régionale Jacques Decour à Paris 9ème et affecte en conséquence un montant d'autorisation de programme de 10 000 000€ disponible sur le le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », Programme HP 224-035 « Rénovation des cités mixtes régionales» (122035), action « rénovation des cités mixtes régionales » (12203501) du budget 2020, conformément à l'annexe 3 à la délibération;

Autorise la Présidente à signer avec IDF CD, la convention de mandat et dont le modèle est joint en annexe 2 à la délibération, pour un taux de rémunération fixé à 1,4% ;

Article 3 :

Pour les opérations visées aux articles 1 et 2, décide d'autoriser la Présidente à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie;

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 4 830 000 € pour un montant total d'opération disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-004 « Rénovation des lycées publics» (122004), action « rénovation des lycées publics » (12200401) du budget 2020 pour les opérations visées à l'annexe 3 à la délibération;

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 71 364 000 € disponible sur le chapitre 902 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-003 «Construction des lycées neufs» (122003), action « construction des lycées neufs » (12200301) du budget 2020 pour l'opération visée à l'annexe 3 à la délibération;

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 1 700 000 € disponible sur le chapitre 902 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-005 «Grosses réparations dans les lycées publics » (122005), action « grosses réparations dans les lycées publics » (12200501) du budget 2020, conformément à l'annexe 3 à la délibération;

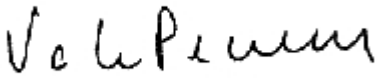
Article 7 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de 2 331 502 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-018 «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires» (122018), action « prestations liées aux travaux » (12201802) du budget 2020, conformément à l'annexe 3 à la délibération;

Article 8 :

Décide d'approuver le protocole transactionnel joint en annexe 4 à la délibération avec la société BELLIARD et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à le signer ;

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181930-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération: Convention type MPGP

CONVENTION DE MANDAT

N°

OPERATION :

OBJET DE LA CONVENTION : MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE

MAITRE D'OUVRAGE : **REGION ILE-DE-FRANCE**
Pôle Lycées
2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE

La **Région Ile-de-France**, représenté(e) par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisée par la délibération de la commission permanente n°,

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part,

et **Ile-de-France Construction Durable** (IDF CD), société publique locale, sise 90-92 avenue du Général Leclerc à Pantin (93500), représentée par Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, son Directeur général, en vertu de la délibération du Conseil d'administration du 13 février 2018,

ci-après dénommé " *le mandataire* ",

d'autre part,

Sont convenus de ce qui suit :

SOMMAIRE

Préambule 3
ARTICLE 1 : OBJET- ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGEUR, DELAIS ET DUREE – MODIFICATION DU PROGRAMME 3
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES.....4
ARTICLE 3 : REMUNERATIONS ET MODALITES DE REGLEMENT 4
ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION.....6
ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE.....7
ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION 8
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES.....15
ARTICLE 8 : ASSURANCES.....16
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE 17
ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS 18
ARTICLE 11 : EVALUATION ET CONTROLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....18
ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION 20
ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE.....21
ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES 22
ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION.....23
ARTICLE 16 : RÉSILIATIONS.....24
ARTICLE 17 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE 25

Préambule

IDF CD a été créée le 10 décembre 1956, sous le régime juridique défini par les articles L. 1521-1 et suivants de Code général des collectivités territoriales, en vue de doter la Région Ile-de-France et les autres collectivités actionnaires d'un outil opérationnel d'intervention dans le domaine de l'aménagement, de la construction et du développement du territoire.

IDF CD a pour objet de réaliser des opérations d'aménagement, de construction et de développement définies par la Région Ile-de-France et les autres collectivités actionnaires, relevant de ses compétences.

Par décisions respectivement en date du 12 novembre 2008 puis du 27 mai 2013, IDF CD a été transformée d'abord en Société Publique Locale d'Aménagement, puis en Société Publique Locale afin de permettre aux collectivités actionnaires de faire appel à cette société sans devoir la mettre en concurrence.

ARTICLE 1 : OBJET- ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGEUR, DELAIS ET DUREE – MODIFICATION DU PROGRAMME

1.1 – Objet

La présente convention porte sur l'opération de XXX.

Celle-ci sera menée en marché public global de performance tel que défini par l'article L2171-3 du code de la commande publique.

Par cette convention, le maître d'ouvrage confie à son mandataire les missions définies à l'article 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans les conditions prévues ci-après, sur la base du programme figurant à l'***annexe 1A*** et du cadre calendaire figurant à l'***annexe 1B*** de la présente convention.

1.2 – Enveloppe financière

L'enveloppe financière prévisionnelle est fixée à **XXX**, toutes dépenses confondues hors coût de la partie exploitation-maintenance de l'opération. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (toutes études et tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération).

Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations de programme qui seront notifiés au mandataire selon les modalités prévues à l'***annexe 2A***.

Le coût définitif est définitivement arrêté à la notification du marché public global de performance.

L'enveloppe financière prévisionnelle allouée à la partie exploitation-maintenance de l'opération est fixée à **XXX€** , toutes taxes comprises. Cette enveloppe est réputée comprendre l'ensemble des dépenses liées au coût de l'exploitation-maintenance fixé au marché global de performance, pour une durée de 3ans à compter de la réception des travaux.

Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations d'engagement qui seront notifiés au mandataire selon les modalités prévues à l'***annexe 2D***.

Le financement est prévu par une autorisation d'engagement affectée par délibération de l'assemblée régionale qui interviendra avant engagement de la phase exploitation maintenance de l'opération.

En tout état de cause, il sera définitivement arrêté à la notification du marché public de performance global.

1.3 – Entrée en vigueur, délais et durée

La convention est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la règlementation en vigueur.

Elle prendra effet à compter de sa notification au mandataire par le maître d'ouvrage.

La mission objet de la présente convention sera réalisée conformément au programme et à l'enveloppe financière prévisionnelle définis ci-avant, et ce dans un délai prévisionnel arrêtant la livraison à XXXX (***annexe 1D*** : planning prévisionnel). Elle pourra être prorogée à cette fin par les parties en cas d'inachèvement de l'opération dans ce délai, par voie d'avenant.

La convention expirera à la date de constatation de l'achèvement de l'opération, dans les conditions prévues à l'article 15, si celui-ci intervient avant le terme ci-dessus.

Tout délai commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ de délai. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour du mois. Lorsque le dernier jour est un samedi, un dimanche, un jour férie ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

1.4 – Modification du programme

En cas de modification importante du programme et/ou du délai de réalisation, les parties peuvent se revoir pour convenir des modalités d'ajustement de la présente convention et notamment de la rémunération du mandataire (article 3 ci-après). Ces modifications doivent, dans tous les cas, donner lieu à un avenant formalisant l'accord des Parties.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1A : Programme de l'opération
- Annexe 1B : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 1C : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 1D : Planning prévisionnel de l'opération
- Annexe 2A : Bilan de l'autorisation de programme
- Annexe 2B : Demande d'avance de fonds
- Annexe 2B bis Planning prévisionnel détaillé des dépenses
- Annexe 2B ter : Décompte des paiements effectués par le mandataire – phase Conception/Réalisation
- Annexe 2C : Bilan financier de l'opération
- Annexe 2D : Bilan de l'autorisation d'engagement
- Annexe 2D bis : Demande d'avance de fonds
- Annexe 2D ter : Décompte des paiements effectués par le mandataire – phase Exploitation/Maintenance
- Annexe 3 : Bilan financier annuel
- Annexe 4 : Dossier de fin d'opération
- Annexe 5 : Charte graphique
- Annexe 6 : Certificat d'économie d'énergie (CEE) Liste des documents à fournir à la réception des ouvrages

ARTICLE 3 : REMUNERATIONS ET MODALITES DE REGLEMENT

3.1 – Montant de la rémunération

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération basée sur le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues, hors sa rémunération.

1 Une rémunération en fonction du MTDC de l'opération hors phase d'exploitation

Ce montant, hors taxe, résulte de l'application d'un taux sur le montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues, hors rémunération du mandataire.

Ce montant de rémunération est calculé selon la formule suivante :
Montant HT = [A x B] / [1 + (B x TVA en vigueur)]
A = Montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues
B = Taux de rémunération

Le taux de rémunération est fixé à : xx%

2 Une rémunération forfaitaire pour la phase exploitation

Un forfait de rémunération de 10 000€ HT est attribué à IDF CD, pour le suivi de la phase exploitation du marché public global de performance. Ce forfait de rémunération sera réglé sur la phase 6 définie à l'article 3.3 ci-après et selon l'échéancier de paiement indiqué à cet article.

3.2 – Ajustement de la rémunération

La rémunération du titulaire sera réajustée à l'occasion de la notification du marché public global de performance. Le montant complémentaire de rémunération sera alors calculé dans la limite du taux de rémunération indiqué à la présente convention et du montant minimum garanti indiqué ci-dessus.
Le montant de la rémunération du titulaire deviendra alors définitif, hors besoins complémentaires exprimés par le maître d'ouvrage

Par ailleurs, tout au long de l'opération, dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait confier au mandataire des prestations supplémentaires rattachées à l'objet de l'opération, un avenant est conclu pour intégrer ces prestations.

3.3 – Modalités de facturation des rémunérations du mandataire

La facturation des rémunérations du mandataire est fractionnée selon les étapes suivantes :

Phase	Rémunération du mandataire	% en fonction de l'étape de l'opération	% du forfait d'exploitation
Phase 1	Remise au MO de la note de synthèse des diagnostics finalisés	2%	
	Notification du marché d'Assistant technique à maitrise d'ouvrage	2%	
	Publication de l'AAC du marché global de performance	2%	
	Validation du rapport d'analyse du jury 1	4%	
	Validation du dossier de consultation des entreprises	5%	
	Sous-total	**15%**	
Phase 2	Démarrage des phases de dialogue	6%	
	Validation du rapport d'analyse du jury 2	6%	
	Attribution du marché global de performance par la Commission d'appel d'offres	2%	
	Mise au point du marché global de performance	6%	

	Notification du marché global de performance	5%	
	Sous-total	**25%**	
Phase 3	Exécution du marché global de performance - trimestriellement au prorata temporis de la durée des études et des travaux, définie par le planning contractuel annexé au marché	50%	
	Sous-total	**50%**	
Phase 4	Réception	4%	40%
	Levée de réserves / Mise à disposition des ouvrages	4%	
	Sous-total	**8%**	
Phase 5	Etablissement du BFM	1%	
	Quitus	1%	
	Sous-total	**2%**	
Phase 6	Exploitation Réception N+1 Réception N+2		 40% 20%

3.4 – Paiement

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire, calculés selon les modalités définies ci-dessus, font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

Les missions qui ont données lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes sous réserve de la validation du service fait par le service opérationnel de la Région.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la transmission d'une facture dématérialisée est possible sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : https://chorus-pro.gouv.fr.

A défaut, pour chaque demande d'acompte sur rémunération, le mandataire transmet au maître d'ouvrage une note d'honoraire auprès du Service du pilotage budgétaire – Direction de la Performance budgétaire et contractuelle – Pôle Lycées, en version dématérialisée (.pdf) ou en version papier, à l'adresse suivante : 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen sur Seine.

Le paiement s'effectue par mandat administratif, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit :

Nom de l'établissement de crédit :
Adresse de cet établissement :
Compte ouvert au nom de :
Sous le numéro :
Code Banque :
Code Guichet :
Clef :

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (***annexe 1C***) et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe. L'interlocuteur de la Région, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération, aura un niveau équivalent au diplôme d'ingénieur avec une expérience professionnelle de 3 ans au minimum.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement du responsable d'opération et/ou de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération ainsi agréé par le maître d'ouvrage est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.
Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'***article 12.1.1*** de la convention de mandat.

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite de l'opération. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage. A compter de la réception des travaux et jusqu'à la fin de l'opération, IDF CD n'entretiendra plus de contact avec le lycée, et n'assurera pas le suivi technique de la phase d'exploitation ;

- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, le groupement titulaire du marché global de performance, les entreprises et autres intervenants de l'opération jusqu'à la réception des travaux ;

- tient régulièrement informé le maître d'ouvrage de l'état d'avancement de l'opération et à tout moment à sa demande (par mail, téléphone, compte rendu…) et de manière systématique lorsque des difficultés sont rencontrées ;

- s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière de l'opération et fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget de l'opération actualisé ;

- s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de l'opération, établi en accord avec le maître d'ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini en ***annexe 1B*** de la présente convention ;

- gère, le cas échéant, la mise en œuvre du 1% artistique ;

- procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de l'opération, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;

- applique, pour ce faire, les procédures prévues par la réglementation des marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région (http://marchespublics.iledefrance.fr/) et inscrit le suivi de la passation et du suivi des marchés dans un outil informatique spécifique du maître d'ouvrage ;

- mobilise, le cas échéant, tout accord-cadre à bons de commande préalablement passé par IDF CD au nom et pour le compte de la Région Île-de-France utile et disponible pour l'opération ;

- gère l'exécution des marchés, assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par la règlementation des marchés publics ;

- procède à la signature et à la notification des protocoles transactionnels, le cas échéant ;

- en cas de réclamation indemnitaire, fait des propositions de provisions pour risques ;

- établit les comptes rendus des réunions à chaque phase de l'opération telles que : lancement des diagnostics, synthèse des diagnostics, questions/réponses, commissions techniques, négociations / séances de dialogue, mise au point du projet ;

- de manière générale, établit les comptes rendus de toutes les réunions signalées auxquelles il participe, avec ou hors présence du maître d'ouvrage ;

- s'approprie les résultats de l'ensemble des diagnostics liés à l'opération, y compris ceux dont il n'a pas assuré la passation et/ou l'exécution ;

- participe aux réunions de chantier (réunion de « maîtrise d'ouvrage » comprise) ;

- organise, chaque mois pendant les travaux, une réunion de « maîtrise d'ouvrage » entre le maître d'ouvrage, l'utilisateur, la maîtrise d'œuvre et lui-même, et en établit le compte rendu (hors réunions de chantier et OPC) ;

- prépare la réunion semestrielle d'évaluation sur le suivi de l'opération avec le maître d'ouvrage, sur convocation de ce dernier, en établissant les documents suivants : le calendrier de l'opération à jour, le bilan financier provisoire actualisé de l'opération, un échéancier des dépenses de l'opération, le rapport d'avancement des études, des travaux et plus généralement de tous les marchés en cours et la synthèse des difficultés éventuelles rencontrées ainsi que les solutions envisagées pour y remédier. Le responsable de l'opération assiste à la réunion semestrielle. Il en établit le compte-rendu qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage ;

- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;

- s'assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d'Ile de France » ;

- fait une note de bilan des réclamations gérées pendant l'opération ;

- s'engage à transmettre au Maitre d'ouvrage l'ensemble des pièces nécessaires pour déposer les dossiers de demande de certificats d'économies d'énergie (attestations de fin de travaux et d'engagement pour les CEE conformément à l'arrêté du 29/12/2010 « éléments d'une demande de CEE »). Documents listés en annexe 6 du présent document.

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées du **6.1** au **6.5** ci-dessous, étant précisé que l'exécution du marché global de performance est elle-même divisée en trois périodes (une période « études », une période « travaux » et une période « exploitation-maintenance »).

Chaque phase doit être réalisée conformément aux délais fixés à l'***annexe 1B*** de la présente convention.

Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'***annexe 1B***. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que projets d'avis d'appel public à concurrence, dossier de consultation des candidats, dossier de consultation des entreprises admises à présenter une offre, comptes-rendus, pièces administratives ou financières, ceci dans des conditions décrites dans les procédures régionales (cf. : site http://marchespublics.iledefrance.fr/).

A l'intérieur de chacune de ces phases, le mandataire est tenu de respecter des délais fixés pour ces «missions encadrées». En cas de non-respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » qui serait imputable au mandataire, donne lieu à pénalités dans des conditions fixées à l'***article 12.1.1*** de la présente convention.

Le maître d'ouvrage est également tenu pour ce qui le concerne par les délais fixés à l'***annexe 1B***.

6.1 – De la notification de la convention de mandat à la notification des marchés de prestations intellectuelles

6.1.1 Prise de connaissance du dossier – réalisation si nécessaire de diagnostics complémentaires

Le mandataire prend connaissance du dossier d'opération remis par la Région d'Ile de France.

Il lui appartient d'engager et de suivre les études préalables nécessaires à la constitution du dossier de consultation et à la désignation du groupement titulaire du marché global de performance.

Il assure en particulier la passation des marchés, selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage, et le suivi des études suivantes :
- sondages de sol, le cas échéant,
- diagnostics géotechnique du sous-sol et de pollution, le cas échéant,
- diagnostic biodiversité, le cas échéant,
- et tout autre diagnostic nécessité par l'objet de l'opération.

Sur la base du dossier d'opération remis par le maître d'ouvrage, il apprécie la nécessité de toute autre étude non inscrite dans la liste ci-dessus et en réfère au maître d'ouvrage.

Il établit les projets de cahier des charges, accompagnés d'une estimation financière pour chaque étude et d'une proposition de procédure d'attribution.

Avec l'accord du maître d'ouvrage, il lance la consultation pour les marchés correspondants dans les supports appropriés, selon les modes et les procédures réglementaires propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il réceptionne les candidatures et les offres, les analyse et s'assure de la conformité des études remises. Il s'assure que les conclusions de celles-ci sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il reprend ses conclusions techniques et financières dans une note de synthèse qui accompagne la remise de l'ensemble des diagnostics finalisés.

6.1.2 : Passation des autres marchés d'études

Le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :
- AMO d'exécution (ATMO).
- études techniques nécessaires au travail de la commission technique ;
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant ;
- ordonnancement et pilotage de chantier (OPC) le cas échéant ;

- études de sécurité publique (ESP) le cas échéant.

Il appartient au mandataire d'anticiper sur les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.

A cet effet, il mobilise tout accord-cadre à bons de commande préalablement passé par IDF CD au nom et pour le compte de la Région Île-de-France pour ces missions.

Le cas échéant, il rédige les marchés et, après l'accord du maître d'ouvrage sur ces marchés, lance les consultations correspondantes dans les supports appropriés, selon les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il procède notamment à l'analyse des candidatures et des offres ; la soumet, pour approbation, au maître d'ouvrage.

6.2 – De la préparation de l'AAC du marché de conception réalisation exploitation à la notification du marché global de performance

6.2.1 : Assistance pour le choix du titulaire du marché global de performance

Le marché global de performance est passé selon une procédure de dialogue compétitif. Il comprend les missions de conception, réalisation, exploitation et maintenance.

En lien avec l'ATMO, le mandataire assure la constitution du dossier de consultation (DC) des candidats et rédige l'avis d'appel à concurrence (AAC) pour le marché global de performance.

Le mandataire soumet à l'accord du maître d'ouvrage, pour validation :
- l'ensemble des diagnostics finalisés (dont le paiement ne sera pas soldé auparavant),
- le projet de règlement de consultation,
- le DC complet et finalisé.

Il envoie aux publications l'AAC du marché global de performance dès qu'il est validé par le maître d'ouvrage dans les supports appropriés selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire élabore, en coordination et sous le contrôle du maître de l'ouvrage, la procédure de sélection des candidats à l'attribution du marché global de performance conformément aux procédures prévues par la réglementation des marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage :

_ il réceptionne les candidatures et les ouvre lors de sa propre commission interne des marchés. Il transmet le procès-verbal d'ouverture à la Direction des Opérations.

_ il établit les demandes, réceptionne et vérifie les certificats et pièces mentionnées à l'article R2144 du code de la commande publique.

_ Le cas échéant, il les fait compléter suivant les conditions posées par les articles R2142 et R2144 du code de la commande publique.

_ il établit le rapport d'analyse des candidatures selon les modalités suivantes demandées par le maître d'ouvrage :

- contexte de l'opération : présentation de l'opération, objectifs du projet, nature et montant prévisionnel des travaux ;
- déroulement de la procédure avec la publication des avis d'appel publics à la concurrence ;
- présentation des équipes candidates : recevabilité administrative et références (sur les supports souhaités par le maître d'ouvrage), vérification de l'adéquation au regard du marché des niveaux de capacités professionnelle, technique et financière présentés par les candidats puis préparation de la sélection des candidats admis à présenter une offre au regard des critères mentionnés dans l'AAC.

Et recueille la validation du rapport auprès du Pôle Lycées et auprès du PAPCPJ.

_ il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de sélection ou de 1ère phase :

- il finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http://marchespublics.iledefrance.fr/)

- il assure la présentation orale de l'opération et des candidatures devant le jury

_ il procède à la rémunération des membres du jury dans le respect des dispositions de la délibération CR n°89-07 du 28/09/2007 ;

_ il assure l'information des candidats non retenus à l'issue de la première phase de sélection de candidature ;

_ il finalise le DCE comportant notamment le programme de l'opération, au sens de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 qu'il soumet à l'accord préalable du maître d'ouvrage selon les procédures régionales en vigueur ;

_ il gère l'ensemble de la consultation dans le respect de l'égalité de traitement des candidats :
- transmet gratuitement le DCE complet et validé suivant la procédure régionale en vigueur aux équipes concurrentes ;
- organise et est présent aux visites du site (une visite par concurrent retenu) ;
- transmet au maître d'ouvrage par voie dématérialisée, à l'issue des réponses aux questions des candidats, les fichiers informatiques sous format word, excel ou pdf du DCE finalisé (y compris réponses aux questions et modificatifs ou rectificatifs engendrés par celles-ci) ;

_ il participe à la réunion d'ouverture des offres des candidats admis à l'issue de la première phase de sélection de candidature. Il établit et finalise le tableau d'ouverture des offres et le transmet au secrétariat de la CAO et au Pôle Lycée.

_ il conduit les phases de dialogue avec les candidats retenus ;

_ il réunit la commission technique et s'assure de la présence des « experts » ;

_ il réalise la synthèse des travaux de la commission technique et rédige le rapport d'analyse des offres selon les modalités définies par le maître d'ouvrage, à savoir :
- rappel de l'opération : site, bâti, programme, objectifs, procédures, indemnités et règlement de consultation,
- présentation de chaque projet à partir des documents remis par les candidats,
- analyse détaillée de chacun des projets et notamment l'analyse architecturale, urbanistique, fonctionnelle, technique, réglementaire, environnemental, phasage des travaux, économique, en accord avec les critères énoncés dans l'AAC et/ou le règlement de consultation.

Et recueille la validation du rapport suivant la procédure régionale en vigueur.

_ il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de 2ème phase (PV d'examen des prestations et d'audition des candidats et avis motivé) :
- il finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http://marchespublics.iledefrance.fr/) ;
- il assure une présentation orale de qualité de l'ensemble des travaux de la commission technique à l'attention du jury ;
- il assiste le maître d'ouvrage dans la rédaction du procès-verbal de délibération du jury et le communique au Pôle Lycées afin que celui-ci l'officialise et le transmette au Pôle Achats, Performance, Commande Publique et Juridique ;

_ il prépare les éventuelles demandes de clarification ou précisions sur les offres

_ il rédige le rapport d'analyse des offres reprenant le procès-verbal du jury et demande l'inscription en CAO ;

_ il assure une présentation orale du rapport d'analyse des offres auprès des membres de la CAO qui ont compétence pour attribuer le marché global de performance

_ le cas échéant, il assiste le maître d'ouvrage pour la mise au point du marché.

_ il assure l'information des candidats non retenus ;

_ il procède à la rémunération des membres du jury dans le respect des dispositions de la délibération CR n°89-07 du 28/09/2007 ;

_ il procède au versement des primes aux candidats suivant la décision du jury ;

_ il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité puis notifie le marché et publie l'avis d'attribution.

6.3 – De la notification du marché global de performance à la réception des travaux

6.3.1 : Suivi des études réalisées par le titulaire du marché global de performance

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur le dossier d'avant projet détaillé.

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers APD et PRO à l'ensemble des personnes concernées et amenées à émettre un avis. Il adresse au maître d'ouvrage, dès réception, un exemplaire des dossiers.

Le mandataire effectue une analyse exhaustive et détaillée, sur l'ensemble des aspects fonctionnels, techniques et financiers des dossiers. Il contrôle notamment l'adéquation du projet, aux différents stades, avec le contenu du programme et son enveloppe financière.

Il remet au maître d'ouvrage ses propositions motivées et la synthèse des différents avis émis sur les documents par le coordonnateur sécurité protection santé, le contrôleur technique, le coordonnateur système de sécurité incendie, les services d'incendie et de secours, les utilisateurs de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses observations au mandataire.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au groupement titulaire du marché global de performance la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

Il est précisé qu'à cette phase, le mandataire est aidé par l'assistant technique du maître d'ouvrage (ATMO) qui sera chargé notamment des revues de projet stade APD et stade PRO remis par le titulaire du marché global de performance comprenant :

- la vérification de la prise en compte des remarques formulées en phase APS,
- la vérification du respect des prescriptions techniques du programme.

6.3.2 : Permis de construire et autorisations administratives

Au cours de la phase APD, selon les spécificités de l'opération et en concertation avec le maître d'ouvrage, le mandataire fait préparer le permis de construire et toutes autres autorisations administratives.

Il compulse, en concertation avec le groupement titulaire du marché global de performance, les dossiers de demande de permis de construire et éventuellement de permis de démolir puis transmet à la signature du maître d'ouvrage ces demandes.

Il dépose ces dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à l'obtention de ces permis.

Il transmet les arrêtés au groupement titulaire du marché global de performance et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Il prend également en charge dans le montant de l'opération tous les frais liés au permis (le cas échéant, les recherches archéologiques, la participation au branchement à l'assainissement…).

Il est précisé qu'à cette phase, le mandataire est aidé par l'assistant technique du maître d'ouvrage (ATMO) qui sera chargé notamment de formuler un avis sur les dossiers de demande d'autorisations administratives

(y compris PC et PD) remis par le groupement titulaire du marché global de performance afin d'en vérifier la cohérence avec les pièces remises précédemment par le groupement.

6.3.3 : Réception des études

Après accord du maître d'ouvrage, la réception des études est prononcée par le mandataire.

Il est assisté pour cette phase par l'ATMO.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du titulaire du marché global de performance qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception. Il notifie sa décision au groupement attributaire du marché global de performance dans un délai de 2 mois à compter de la date de remise des études.

La remise des études au maitre d'ouvrage intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception.

Le mandataire se charge également de constater que le groupement titulaire du marché global de performance a obtenu le permis de construire et/ou les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage et prépare l'ordre de service spécifique prescrivant le démarrage de la période « travaux ».

Le cas échéant, le mandataire assiste le maître d'ouvrage pour mettre un terme, de manière anticipée, au marché global de performance : rédaction de la décision d'arrêter l'exécution des prestations.

6.3.4 : Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.

Il participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant d'un suivi rigoureux du montant des travaux et assure la maîtrise des dérives liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Il tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable du maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux, et notamment les documents suivants :
- actes spéciaux de désignation de sous-traitants en cours de travaux ;
- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- mise en demeure.

Il est précisé qu'à cette phase, le mandataire est aidé par l'assistant technique du maître d'ouvrage (ATMO) qui sera chargé notamment de :

- une présence aux réunions de chantier et aux réunions spécifiques sur les thèmes techniques ou économiques,
- un examen avec formulation d'un avis sur les documents d'exécution,
- un examen avec formulation d'un avis sur des échantillons et témoins réalisés sur le chantier.

6.4 : De la Réception de l'ouvrage à la levée des réserves et mise disposition des ouvrages – fin du parfait achèvement

6.4.1 Réception de l'ouvrage

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités décrites dans le marché global de performance.

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Il est assisté pour cette phase par l'ATMO (assistant technique du maître d'ouvrage). Cet ATMO devra à cette phase réaliser les missions suivantes :

- participer aux opérations préalables à la réception des équipements techniques, VRD et infrastructures,
- vérifier les PV de réception établis par le groupement global de performance,
- vérifier la levée des réserves techniques.

Par ailleurs, il sera demandé à l'ATMO de formuler un avis sur les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) remis par le groupement en fin de chantier.

Après les opérations préalables à la réception, le mandataire organise avec l'aide de l'ATMO une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le groupement titulaire du marché global de performance, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu établi par l'ATMO qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et/ou le mandataire, et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du groupement titulaire du marché global de performance qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision au groupement titulaire du marché global de performance dans les trente jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables de réception.

La remise de l'ouvrage au maitre d'ouvrage intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant au maître d'ouvrage.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié au groupement titulaire du marché global de performance et au maître d'ouvrage.

6.4.2 : Prestations de déménagement, gardiennage et fourniture du premier équipement du lycée

Sur la base des référentiels régionaux, le mandataire organise et coordonne la passation et le suivi des marchés de mobilier, de déménagement et de gardiennage au regard du phasage de l'opération.

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Il organise en lien avec les utilisateurs les interventions sur site, met en place toute action visant le bon déroulement de ces marchés (réunion sur site avec les prestataires, réunion d'information avec les utilisateurs, inventaire, état des lieux,…) et effectue un contrôle qualité.

Il veille au respect des délais contractuels et à la bonne coordination des intervenants en fonction des impératifs liés au calendrier scolaire, tels que les périodes d'examen ou de fermeture d'établissement.

En cas de difficulté, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Il assure la réception des opérations.

6.4.3 : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement.
Cette garantie de parfait achèvement aura une durée de trois ans à compter de la date de réception des travaux.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du groupement titulaire du marché global de performance après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

Durant cette phase, les contacts, relations et demandes faites avec le lycée seront gérés exclusivement par le Pôle Lycées de la Région d'Ile de France. Le Pôle Lycées de la Région d'Ile de France aura la charge d'informer IDF CD des problèmes signalés par le lycée qui relèveraient du parfait achèvement. IDF CD ayant, uniquement, la responsabilité de la gestion des désordres qui relèveraient du parfait achèvement du marché.

6.4.4 Suivi exploitation

La phase d'exploitation du marché global de performance s'étale pendant une durée de trois ans à compter de la date de réception des travaux.
Pendant cette phase, le suivi technique est réalisé par le maître d'ouvrage ; IDF CD n'intervient en aucune mesure sur ce suivi.
En parallèle, IDF CD continue à assurer le suivi administratif et financier des marchés jusqu'à la notification des décomptes généraux de chacun des marchés.

Pendant cette phase, le Pôle Lycées de la Région Île-de-France, assurant le suivi technique, tient informé IDF CD de toutes difficultés qu'il rencontre avec le titulaire du marché global de performance notamment quant au respect de ses objectifs en matière de consommation d'énergie fixés dans son marché afin d'envisager l'application éventuelle de mesures coercitives.

Durant cette phase, les contacts, relations et demandes faites avec le lycée seront gérés exclusivement par le Pôle Lycées de la Région d'Ile de France.

Dans l'hypothèse de réclamation de la part du titulaire du marché global de performance, le Pôle Lycées de la Région d'Ile de France fournit à IDF CD tous les éléments techniques nécessaires à l'établissement d'un projet de réponse.

6.5 Etablissement du BFM et du quitus

Cette phase est réalisée dans les conditions définies à l'article 15 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

7.1 - Conditions d'approbation des marchés par le maître d'ouvrage

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire. Cette signature, par délégation de la Présidente de la Région Ile-de-France, ne peut intervenir qu'une fois que celui-ci en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.
Le/la président(e) de la Région, par délégation du conseil régional, est chargé(e), pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des

marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire, par délégation du/de la président(e) de la Région Ile-de-France. Cette signature ne peut intervenir qu'une fois que le/la président(e) de la Région en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

Le mandataire rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente, dans le respect de la réglementation et conformément aux procédures régionales.

En application de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix du groupement titulaire du marché global de performance. Cette approbation intervient dans le respect des procédures régionales.

7.2 – Modifications aux marchés

Les modifications aux marchés doivent respecter les dispositions des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Elles sont, avant tout début d'exécution :
- négociées avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;
- le cas échéant, approuvées préalablement par la CAO du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- transmises par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signées et notifiées au titulaire du marché par le mandataire.

7.3 - Informations sur les marchés

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement ainsi que les autres pièces contractuelles, les avenants, les actes de sous-traitance…)*.

Il lui communique, de plus, le bilan du marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 – Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants.

8.2 – Police dommage ouvrage et tous risques chantier

La souscription du contrat d'assurance « Dommage Ouvrage » est soumise à l'accord préalable express du maître d'ouvrage. Cet accord intervient dans un délai de 30 jours à compter de la saisine du mandataire.

Le cas échéant, le mandataire souscrit pour le compte de la Région, maître d'ouvrage, le contrat d'assurance Dommage Ouvrage de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui

transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.

Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.

Le mandataire règle les primes dans les délais prévus au contrat.

8.3 – Assurances des intervenants à la construction

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :

- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – Conditions des avances de fonds versées au mandataire

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour trois mois de mission.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'acte d'engagement et à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – Versement des avances de fonds

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :
1 - le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
2 - Le budget prévisionnel de l'opération ;
3 - les ***annexes 2A*** (bilan de l'autorisation de programme) ; ***2B*** (demande d'avance de fonds/rémunération), ***2B bis*** (planning détaillé des dépenses prévisionnelles) et ***2B ter*** (décompte des paiements effectués par le mandataire) sous format excel.

4 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées en 2 exemplaires.

Pour les avances de fonds relevant de l'exploitation, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :
1 - les ***annexes 2D*** (bilan de l'autorisation d'engagement) ; ***2D bis*** (demande d'avance de fonds/rémunération), ***2D ter*** (décompte des paiements effectués par le mandataire) sous format excel.
2 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées en version dématérialisée.

9.3 – Rejet des demandes d'avances de fonds

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre de l'opération objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;

- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel) ;

- non réponse du mandataire dans un délai de trois mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

- en cas de désaccord sur la demande d'avance au regard des dépenses prévues

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire d'IDF CD dédié aux opérations du Pôle Lycées. Ils sont reversés annuellement à la Région Île-de-France accompagnés d'un extrait du relevé de compte bancaire sur lequel ils sont versés.

ARTICLE 11 : EVALUATION ET CONTROLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant l'opération.

11.1 – Evaluation

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué notamment sur les critères suivants :

- Respect des dispositions de la convention de mandat et du budget de l'opération
- Maîtrise des délais
- Continuité du suivi
- Information du maître d'ouvrage
- Qualité du suivi technique
- Présence et coordination sur le chantier
- Propositions de solutions et documents de synthèse
- Comptes-rendus des réunions
- Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http://marchespublics.iledefrance.fr/)
- Rapports d'analyse des candidatures
- Rapports d'analyse des offres

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué, notamment sur les critères suivants :

- Respect des dispositions du contrat de mandat et du budget de l'opération
- Maîtrise des délais
- Continuité du suivi
- Information du maître d'ouvrage ; les propositions de solutions et documents de synthèse ; les comptes rendus des réunions
- Qualité du suivi technique : préparation de l'analyse des phases et rapport de synthèse au niveau APS, APD, PRO, DCE ainsi qu'en phase de réalisation
- Présence et coordination sur le chantier
- Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ; la qualité des rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

11.2 – Contrôle financier et comptable

11.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour l'opération, objet de la présente convention, sur le compte bancaire de IDF CD dédié aux opérations du Pôle Lycées.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

11.2.2 : Bilan annuel

Avant le 15 mai de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage :
- un certificat attestant l'état d'avancement de l'opération effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements (cf. ***annexe 3***).
- un échéancier prévisionnel de l'opération faisant apparaître les dépenses pluriannuelles des crédits de paiements.

11.3 – Reporting de suivi

Durant toute la durée de sa mission, le mandataire s'engage à fournir de façon trimestrielle au maître d'ouvrage les données suivantes (sur la base de 2 tableaux différents qui seront communiqués par la région):

Tableau n°1 : Données permettant le suivi des délais de paiement :
- Nom de votre structure
- Nom de l'opération
- Numéro du contrat
- Donneur d'ordres (Pôle Lycées / Enseignement supérieur / autre)
- Numéro de la facture
- Raison sociale du tiers payé
- Siret du tiers payé
- Date de réception de la facture
- Date de règlement de la facture
- Montant payé TTC

Ce tableau sera à renvoyer par mail au service contrôle de gestion de la Région Île-de-France : valerie.torres@iledefrance.fr ; quentin.ordonez@iledefrance.fr

Tableau n°2 : Données permettant le suivi de la dépense

- Raison sociale du tiers payé
- Siret du tiers payé
- code APE du tiers payé
- adresse postale avec n° du code postal du tiers payé
- dépenses trimestrielles par tiers en euros TTC
- Montant total des dépenses payées en euros TTC

Ce tableau sera à renvoyer par mail à la direction des achats de la Région Île-de-France : isabelle.clamens@iledefrance.fr

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION

12.1 – Pénalités applicables au mandataire

12.1.1 – Pénalités

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes:

- **Respect du cadre calendaire de l'opération**

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'***annexe 1B***, il est fait application d'une pénalité de 100 € pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

- **Maintien de la structure opérationnelle**

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non respect des obligations décrites à l'***article 4*** de la présente convention, il est fait application d'une pénalité de 150 € par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

- **Présence aux réunions de chantier**

En cas d'absence à une des réunions de chantier, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par absence.

- **Pénalité pour absence aux rendez-vous ou réunions**

Pour toute absence non excusée à un rendez-vous ou une réunion auquel il aurait été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €). Elle est défalquée de l'acompte correspondant à phase en relation avec le rendez-vous ou la réunion manqué.

- **Transmission du DOE vérifié**

En cas de remise d'un DOE incomplet résultant d'une absence de vérification et de diligence de sa part, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euro (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir la preuve de sa diligence.

- **Transmission des comptes rendus et synthèses**

En cas de défaut de remise des comptes rendus ou des synthèses demandés par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard 15 jours après la mise en demeure.

- **Ajournement ou réfaction de prix en cas de remises de dossiers incomplets**

Dans le cas de production de rapport, compte-rendu, synthèse ou tout autre dossier incomplet, en quantité et/ou en qualité, mais nécessitant des compléments, améliorations ou mises au point, le maître d'ouvrage peut en prononcer l'ajournement.
Si les documents produits ne sont que partiellement exploitables, le maître d'ouvrage peut décider d'une réfaction déterminée en rapport avec le travail accompli et exploitable. La décision d'ajournement ou de réfaction, qui s'exprime en un montant forfaitaire HT, sont notifiées au mandataire.

- **Transmission des pièces pour les demandes d'avances**

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Bilan financier annuel**

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel), le mandataire sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de 800 € par mois de retard.

- **Transmission des documents visés à l'annexe 4**

En cas de non remise des documents prévus à l'***annexe 4***, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Transmission des pièces pour ester en justice**

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 13*** (capacité d'ester en justice), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :
- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;
- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;
- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;
- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier.

12.1.2 – Frais exclus du budget d'opération

- **Charge des intérêts moratoires**

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

- **Charge des frais financiers**

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge du mandataire.

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira le Pôle Lycées et le Pôle Achats, Performance, Commande Publique et Juridique de la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :
- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;
- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;
- les différents courriers (groupement titulaire, OPC, mandataire, etc.) qui auraient un objet avec la survenance des faits ou avec la réclamation et qui permettraient d'éclairer l'analyse des dossiers ;
- le cas échéant, le mandataire assistera le maître de l'ouvrage dans la négociation et la rédaction du protocole transactionnel.

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants au Pôle Achats, Performance, Commande Publique et Juridique :

- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
    - . permis de construire,
    - . permis de démolir (si besoin),
    - . plan masse,
    - . plan d'implantation,
    - . relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),
    - . toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, de se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :

- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (Directeur de Projet) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;
- transmission du dossier au Pôle Achats, Performance, Commande Publique et Juridique dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête au Pôle Achats, Performance, Commande Publique et Juridique pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 - Propriété des études

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

14.2 - Dispositions fiscales

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions définies par celle ci. Le quitus doit être adressé au mandataire dans un délai de trois (3) mois à compter de la reddition des comptes. A défaut d'observation ou de décision prise par le maître d'ouvrage dans ce délai, le quitus est réputé être acquis, de manière tacite.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :

- réception des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- mise à disposition des ouvrages ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie;
- expiration de la période d'exploitation du marché d'une durée de trois ans à compter de la réception des travaux ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. ***art.7.3 de la présente convention ;***
- transmission du dossier de fin d'opération visé en annexe 4 : dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents de l'annexe 4 peut être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation. Ces documents sont délivrés par le mandataire à la demande du maître d'ouvrage à l'issue de la réception des travaux.

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission : cf. ***annexe 2C***
  Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- un compte-rendu du déroulement de l'opération par le mandataire avec son analyse, en particulier, du calendrier de l'opération.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si, à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Le maître d'ouvrage peut refuser de délivrer le quitus pour le cas où à la date du quitus, il subsiste encore des litiges avec les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération.

Si le maître d'ouvrage accepte de délivrer le quitus bien qu'il subsiste encore des litiges liés à l'opération alors le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments utiles pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 16 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier de l'opération et l'ensemble des documents visés en ***annexe 4***.

16.1- Défaillance du mandataire

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

16.2 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite de l'opération telle que définie en ***annexe 1A***, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 5% des rémunérations restant dues après remise du bilan financier de l'opération et de l'ensemble des documents visés à l'***annexe 4***.

16.3 – Non obtention des autorisations administratives

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.
Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération sont, dans les cas exposés aux ***articles 16.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 16.3*** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

ARTICLE 17 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

1 – Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié – dénonciation – injonction

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, le mandataire s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.
Conformément aux dispositions du deuxième alinéa des articles L. 8222-6 et R. 8222-3 du Code du travail et sans préjudice des dispositions figurant à l'article suivant, la Région, saisie d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint le mandataire, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations. Le mandataire, en réponse à cette injonction, transmet à la Région tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours.

2 – Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans les délais indiqués à l'article 19 ci-après, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera une pénalité de 10.000 €. Le délai d'application des pénalités prend fin le jour même où l'entrepreneur apporte la preuve qu'il a régularisé la situation du travail dans son entreprise et en a informé l'agent chargé de son contrôle.
Le montant total de la pénalité susmentionnée ne pourra toutefois excéder 10% du montant HT du marché, ce dans la limite du montant des amendes prévues aux articles L.8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail ou 10% du montant du marché, première des deux limites atteinte.
En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

Fait en 1 exemplaire original

Le
Pour IDF CD
Le Directeur général

Mathias DOQUET-CHASSAING

(*Signature et cachet*)

Le
Pour la Région d'Ile-de-France

NOTIFICATION DE LA CONVENTION :

Reçu NOTIFICATION de la convention le : ……

Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : ……
_____

Le titulaire :

ANNEXE 1A

PROGRAMME DE L'OPERATION

ANNEXE 1B

CADRE CALENDAIRE DE L'OPERATION

La mission du mandataire est divisée en cinq phases :

Phase 1 : De la notification de la convention de mandat à la notification des marchés de prestations intellectuelles
Phase 2 : De la préparation de l'AAC du marché de conception réalisation exploitation à la notification du marché global de performance
Phase 3 : De la notification du marché global de performance à la réception des travaux
Phase 4 : De la Réception de l'ouvrage à la levée des réserves et mise disposition des ouvrages – fin du parfait achèvement
Phase 5 : Etablissement du BFM et du quitus

Délais par phases : comptabilisés en mois calendaires

Délais par missions encadrées : en jours ouvrables :
M = délai maximum
m = délai minimum

Phases concernées	**Délai global par phase**	**Missions encadrées**	**Délai des missions encadrées à respecter**	**Délai applicable au maître d'ouvrage**
Phase 1 De la notification de la convention de mandat à la notification des marchés de prestations intellectuelles **(les phases 1 et 2 sont concomitantes)**	mois	- remise du dossier par le maître d'ouvrage / remise d'une proposition de diagnostics (liste, évaluation, procédure, calendrier, AAPC)	15 jours M	-
		1) Diagnostics ou marchés de prestations intellectuelles hors CAO -validation propositions de diagnostics / remise des cahiers des charges diagnostics	15 jours M	-
		- accord du maître d'ouvrage sur le cahier des charges des diagnostics (y compris pièces administratives)	Sans objet	1er retour sous 7 jours
		- lancement de la consultation de diagnostics après accord du maître d'ouvrage sur le cahier des charges des diagnostics	3 jours M	-
		- remise du rapport d'analyse des offres à compter de la date de remise des offres	25 jours M	-
		- validation du rapport d'analyse pour le choix des prestataires à retenir	Sans objet	1er retour sous 7 jours
		- notification des marchés à compter de la validation du rapport d'analyse pour le choix des prestataires à retenir	21 jours M	-
		2) Diagnostics ou marchés de prestations intellectuelles avec CAO (compris ATMO le cas échéant) -validation propositions de diagnostics / remise des cahiers des charges diagnostics	15 jours M	

		- accord du PL puis du PAPCPJ sur le cahier des charges des diagnostics (y compris pièces administratives)	Sans objet	Pour le PL 7 jours puis 1er retour du PLYC sous 7 jours à compter de la validation par le PL
		- lancement de la consultation à compter de la validation de l'AAPC par le PAPCPJ	3 jours M	-
		- analyse des offres à compter de l'ouverture des offres	15 jours M	
		- validation du RAO par le PL puis par le PAPCPJ. Attribution par la CAO		Pour le PAPCPJ 7 jours puis 1er retour du PAPCPJ 14 jours à compter de la validation par le PL
Phase 2 De la préparation de l'AAC du marché de conception réalisation exploitation à la notification du marché global de performance	mois	- validation de l'AAPC de MPGP (conception-réalisation) par le PL puis le PAPCPJ	Sans objet	1er retour sous 7 jours
		- lancement de la consultation à compter de la validation de l'AAPC de MPGP (conception-réalisation) par le PL puis le PAPCPJ - remise du projet de rapport d'analyse des candidatures par rapport à la date de remise des candidatures puis validation par le PL et le PAPCPJ	3 jours M 21 jours M	- 1er retour sous 7 jours
		- remise du rapport d'analyse des candidatures avant jury de 1ère phase	19 jours M y compris délai du dépôt	
		- transmission arrêté du jury par PAPCPJ	Sans objet	21 jours
		- élaboration et envoi des courriers aux non retenus après validation du PAPCPJ	5 jours M pour élaboration à compter de la réception de l'arrêté du jury de 1ère phase 5 jours M pour envoi des courriers à compter validation par le PAPCPJ	1er retour sous 7 jours M sur les projets de courriers à compter de l'envoi des projets
		- établissement du DCE programme par IDF CD puis transmission du DCE au PL puis au PAPCPJ pour validation	15 jours à compter du démarrage de la phase	Pour le PL 7 jours puis 1er retour sous 14 jours de le PAPCPJ à compter de la validation par UL
		- remise du DCE programme aux candidats admis à remettre une offre à compter de la transmission de l'arrêté de jury de 1ère phase	7 jours M	-
		- date ouverture des offres / 1ère commission technique	5 jours M à compter remise des offres	-

		- Dialogue compétitif (applicable à chaque tour le cas échéant) 1. Remise analyse des offres initiales 2. Organisation de la séance de dialogue 3. PV de la séance de dialogue 4. Adaptation du DCE programme pour demande de remise d'offre finale	1. 30 jours M 2. 7 jours 3. 5 jours 4. 14 jours	1. et 4. Pour le PL 7 jours puis 1er retour sous 7 jours du PAPCPJ à compter de la validation
		- remise du projet de rapport de synthèse (analyse des offres après dialogue) avant jury de 2ère phase	30 jours M	Pour le PL 7 jours puis 1er retour sous 14 jours de le PAPCPJ à compter de la validation par le PL
		- transmission du PV du jury d'attribution et du compte rendu des auditions nécessaires au rapport de désignation du titulaire du marché de conception réalisation en vue du passage en CAO	Sans objet	21 jours M
		- élaboration et envoi des courriers aux non retenus après validation du PAPCPJ	5 jours M pour élaboration à compter de la réception du PV de la CAO d'attribution 5 jours M pour envoi des courriers à compter validation par UL	1er retour sous 7 jours M pour validation des projets de courriers à compter de l'envoi des projets par SAERP
		- transmission du marché de MPGP (conception-réalisation) au PAPCPJ pour le contrôle de légalité à compter de la signature du marché	5 jours M	-
		- réception de l'AR préfecture / notification du MPGP (conception-réalisation)	3 jours M	-
Phase 3 De la notification du marché global de performance à la réception des travaux	mois (*)	- transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'APD ou sur le Projet	25 jours M	-
		- accord du PL sur l'APD ou le Projet à compter de la réception de l'analyse de l'APD ou du Projet	Sans objet	15 jours
		- proposition de réception des études à Région à compter de la réception des propositions de réception par le groupement titulaire du marché de MPGP (conception-réalisation)	5 jours	-
		- Accord sur la proposition de réception des études	Sans objet	21 jours
		- Notification de la décision de réception au groupement attributaire du MPGP (conception-réalisation) à compter de la date d'accord de la Région	3 jours	-
		En cas d'avenant : - analyse et transmission d'une proposition d'avenant au maître d'ouvrage à compter de la réception proposition d'avenant(s) par le maître d'œuvre - le cas échéant, présentation en CAO	10 jours M	-
		- Après validation suivant la procédure régionale en vigueur, envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité à compter de la notification de la délibération	5 jours M	-
		- notification avenant à compter de la réception de l'AR préfecture	3 jours M	-

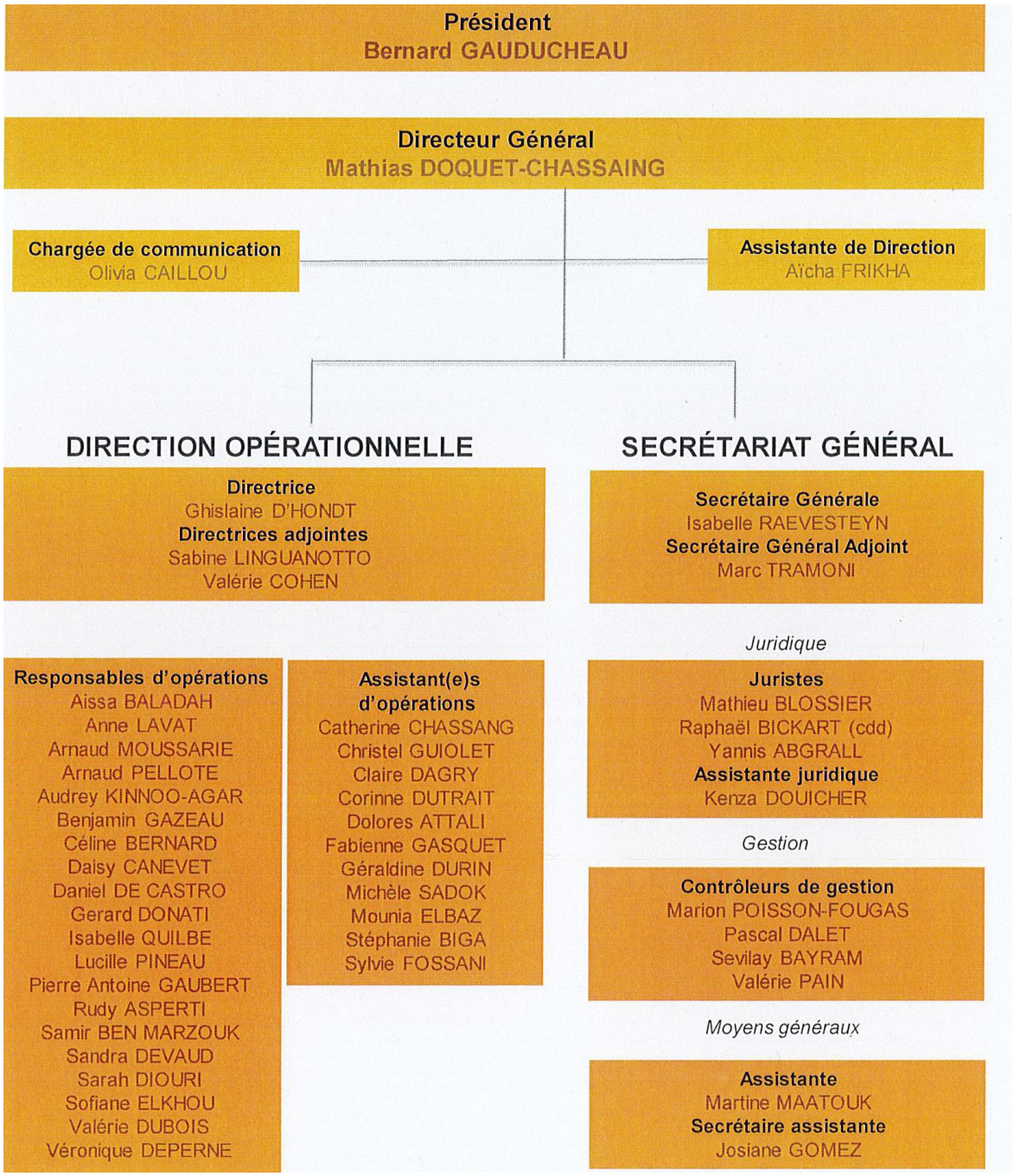
Phase 4 De la Réception de l'ouvrage à la levée des réserves et mise disposition des ouvrages – fin du parfait achèvement	mois	- proposition de réception à Région à compter de la réception des propositions de réception par le groupement titulaire du MPGP (conception-réalisation)	5 jours	-
		- Accord sur la proposition de réception	Sans objet	20 jours
		- Notification de la décision de réception à entreprise à compter de la date d'accord de la Région	3 jours	-
Phase d'exploitation	36 mois (dont les 12 premiers mois sont communs aux 12 mois de la phase 4)	Pas de délais encadrés		
Phase 5 Etablissement du BFM et du quitus	3 mois	- transmission de l'ensemble des éléments relatifs au quitus d'opération à compter de la notification de la fin du parfait achèvement	3 mois M	-

(*) ***hors avenant***

ANNEXE 1C

STRUCTURE ET ORGANISATION

MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE



ANNEXE 1D

PLANNING PREVISIONNEL DE L'OPERATION

(A compléter)

ANNEXE 2A

BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

DELIBERATIONS	AP votées	CP mandatées			AP disponibles
		Rémunération	Avance	Total	
CP n° du …….	€	€	€	€	€
CP n° du …….	€	€	€	€	€
TOTAL					

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE
€

Le mandataire en la personne de la _____ s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le **Le**

Pour la présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Pour le mandataire

ANNEXE 2B

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS
N°

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis)**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

Le

(Cachet et signature du mandataire)

Cadre réservé aux services de la Région

Pour la Présidente du Conseil régional

Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de

Imputation budgétaire :
N° engagement :
N° pré mandat :
Le

ANNEXE 2B BIS

PLANNING PREVISIONNEL DETAILLE DES DEPENSES :

En Euros TTC	***Cumul des dépenses antérieures***	***Année N***				***N+1***	***N+2***	***N+3***
Désignation lignes budgétaires		***Mois 1***	***Mois 2***	***Mois 3***	***Total année N***			
Sous-total dépenses								

Le

(Cachet et signature du mandataire)

ANNEXE 2B TER DECOMPTE DES PAIEMENTS EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE

FICHE NAVETTE

CUMUL ANTERIEUR				MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL	OBSERVATIONS
							Lycée xxx à xxx
DATE	**OBJET**	**FOURNISSEURS**	**N° FACTURE**	**MONTANT EUROS**	**Rémunération en EUROS**	**OBSERVATIONS**	

TOTAL GENERAL	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

ANNEXE 2C

BILAN FINANCIER D'OPERATION VALANT BILAN DE FIN DE MISSION

Fiche récapitulative

AP AFFECTEES			MONTANTS TTC
CP n°	DU	AP affectée n°	
CP n°	DU	AP affectée n°	
TOTAL DES AP AFFECTEES			0,00 €
RELIQUAT D'AP			0,00 €
AP A DESAFFECTER (reliquat d'AP - rémunération due au quitus)			#VALEUR!

	AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX	MONTANTS TTC
N°1	DU	
N°2	DU	
N°3	DU	
N°4	DU	
N°5	DU	
N°6	DU	
N°7	DU	
N°8	DU	
N°9	DU	
N°10	DU	
N°11	DU	
N°12	DU	
N°13	DU	
N°14	DU	
N°15	DU	
TOTAL DES AVANCES DE FONDS (1)		- €

CUMUL DES PAIEMENTS TTC EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX	
CUMUL DES ENGAGEMENTS TTC PRIS PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX (2)	
TRÉSORERIE SUR AVANCES DE FONDS (1-2)	- €

ACOMPTES VERSES PAR LA REGION AU TITRE DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE			MONTANTS TTC
N° Facture	PHASES	DATE	
F1	Validation du DCC		- €
F2	Notification du marché de maîtyrise d'œuvre		
F3	Validation de l'APS		
F4	Notification de l'avenant au marché de Maîtrise d		
F5	lancement de l'AAPC travaux		
F6	Notification du marché de travaux		
F7	Direction de l'exécution des travaux		
F8	Direction de l'exécution des travaux		
F9	Direction de l'exécution des travaux		
F10	Direction de l'exécution des travaux		
F11	Direction de l'exécution des travaux		
F12	Levée des réserves		
TOTAL DES ACOMPTES VERSES (3)			- €

REMUNERATION TTC DUE AU MANDATAIRE AJUSTEE SUR LES DEPENSES EFFECTUEES (4)	[(A*B)+TVA(A*B)]+C
Taux (A) : % Montant réel des travaux (B) : 0,00 €	
Forfait pour désignation du MOE TTC (C) :	#VALEUR!
TROP PERCU EN REMUNERATION (3-4)	#VALEUR!
REMUNERATION DUE A LA DELIVRANCE DU QUITUS (4-3)	#VALEUR!

PRODUITS FINANCIERS	MONTANTS TTC
CUMUL PRODUIT FINANCIERS (5)	
PRODUITS FINANCIERS DEJA VERSES (6)	
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER (5-6)	- €

TITRES DE RECETTES A EMETTRE PAR LA REGION	MONTANTS TTC
TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX	- €
TROP PERCU EN REMUNERATION	#VALEUR!
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER	0,00 €
TOTAL DES TITRES DE RECETTES	#VALEUR!

ANNEXE 2D1

BILAN DE L'AUTORISATION D'ENGAGEMENT

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations d'engagement suivantes :

DELIBERATIONS	AE VOTEES	CP MANDATES			AE DISPONIBLES
		REMUNERATION	AVANCE	TOTAL	
		- €	- €	- €	- €
TOTAL	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE
€

Le mandataire en la personne d'IDF CD s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Le

Pour le mandataire

ANNEXE 2D2

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS
N°

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations d'engagement votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

Le
(Cachet et signature du mandataire)

Cadre réservé aux services de la Région

Pour la Présidente du Conseil régional

Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de

Imputation budgétaire :
N° engagement :
N° pré mandat :
Le

ANNEXE 2D TER DECOMPTE DES PAIEMENTS EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE

FICHE NAVETTE

EXPLOITATION

CUMUL ANTERIEUR				MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL	OBSERVATIONS
							Lycée xxx à xxx
DATE	**OBJET**	**FOURNISSEURS**	**N° FACTURE**	**MONTANT EUROS**	**Rémunération en EUROS**	**OBSERVATIONS**	

TOTAL GENERAL	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

ANNEXE 3

BILAN FINANCIER ANNUEL

Mandataire :

Date de mise à jour :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	Observa-tions
Cumul avances reçues avant 200_	Cumul avances reçues en 200_	Cumul des avances Versées (1 + 2)	Paiements effectués hors rémunération avant 200_	Paiements effectués hors rémunération en 200_	Cumul des paiements hors rémunération (4 + 5)	Ecart entre avances et paiements (3 – 6)	Cumul rémunération reçue avant 200_	Cumul rémunération reçue en 200_	Total des rémunérations versées (8 + 9)	Total général des versements (3 + 10)	Cumul produits financiers avant 200_	Cumul produits financiers en 200_	Total produits financiers (12+13)	

"Le comptable atteste être en possession de toutes les pièces justificatives et de paiement et certifie l'exactitude des paiements indiqués pour l'année 201_."

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de l'année 201_ ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

Le :

Cachet et signature du comptable :

BILAN FINANCIER

Liste des dépenses

ANNEXE 3 page 2 sur 2

POSTE DE DEPENSE	NOM DU TITULAIRE	MONTANT DU MARCHE INITIAL EN € HT	MONTANT DE L'AVENANT N°1 *	MONTANT DE LA REVISION EN € HT	CUMUL DES REGLEMENTS EN € HT	MONTANT DE LA TVA ACQUITTEE	CUMUL DES REGLEMENTS EN € TTC	EXERCICE BUDGETAIRE
ETUDES							0,00	
Total études spéciales et complémentaires :							0,00	
Etude topographique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol complémentaire - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Total diagnostics techniques :							0,00	
Diagnostic : amiante - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Diagnostic : plomb - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total indemnités de concours							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de maîtrise d'oeuvre - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de contrôle technique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SPS - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SSI - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché OPC							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TRAVAUX							0,00	
Total marché(s) de travaux - marché n°							0,00	
Marché de travaux lot n°1 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°2 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°3 - marché n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Total frais de concessionnaires							0,00	
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ..							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
ASSURANCES							0,00	
Total Assurance construction							0,00	
Assurance : TRC - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Assurance : DO - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
DIVERS							0,00	
Total frais de reprographie							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total frais de publications							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total référé préventif							0,00	
Facture n°								
MANDATAIRE							0,00	
Total honoraires ** - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								

TOTAL 0,00

LEGENDE :

* Ajouter autant de colonnes qu'il y a eu d'avenants

** Rémunération totale et finale du mandataire intégrant la facture du quitus

VISA DU COMPTABLE :

ANNEXE 4

Dossier de fin d'opération à transmettre par le titulaire

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission selon le repérage suivant:
-Pôle Lycées/Direction de la Performance/SCC: dossier complet nécessaire à la délivrance du quitus
Le plan d'archivage sera transmis pour validation avant tout envoi de pièces à la Direction de la Performance
Ce versement viendra en complément du dépôt des pièces dans la DATA BOX de l'opération, conformément aux indications de l'annexe n°5 et devra respecter la charte graphique de la Région Ile-de-France

N°	Dossier	Sous-dossier	Document	DUA(1)	Point de départ du délai(2)	Nb d'exemplaires	Format
1	**Diagnostics, Concours et Etudes**	A	Diagnostics	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
		B	Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR(4) si DUA 5 ans non dépassée)			1ex	papier
		C	Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE			1ex	papier
2	**Marché de maîtrise d'œuvre**		AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
3	**Marché de Contrôle technique**	A	AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
4	**Marché de Coordonnateur SSI**						
5	**Marché de Coordonnateur SPS**	B	Publicité, Réception et examen des offres	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
6	**Marché d'OPC**						
7	**Marché HQE**	C	Offres non retenues, offres sans suite(4)	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
8	**Marché d'Assurance**						
9	**Autres marchés hors Travaux**	D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
10	**Lettre de Commande**		Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
11	**Marché de Travaux**	A	AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance	30 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
		B	Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
		C	Offres non retenues, offres sans suite(4)	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
		D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
12	**Autorisations administratives**	A	Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives		Vie du bâtiment(3)		
		B	Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives				
		C	Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux				
		D	Arrêté du permis de construire et ses attendus			1ex	papier
		E	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier				
		F	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité				
		G	Arrêté d'ouverture du Maire				
		H	Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, ...)				
13	**Pièces techniques(5)**	A	Compte-rendus de réunions de chantier		Vie du bâtiment(3)	1ex	papier
		B	Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution			1ex	papier
		C	Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination			1ex	papier
		D	Rapports du contrôleur technique			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		E	Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		F	Bilan des surfaces construites			1ex	papier
		G	Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements,plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		H	Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		I	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		J	DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		K	DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recolement des ouvrages)			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
14	**Dossier contentieux**		Dossier référé préventif, pré-contententieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel,...)		Vie du bâtiment(3)	1ex	papier

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration
(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs
(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)
(4)Le titulaire est autorisé par le service des archives à éliminer les pièces grisées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région

ANNEXE 5

L'annexe présente la charte graphique à respecter par le titulaire pour toute transmission de documents et les modalités de gestion documentaire via une DATA BOX dédiée à l'opération.

CHARTE GRAPHIQUE

Cahier des charges pour la réalisation de plans numériques

1. PRESENTATION

La Région Ile de France met en place une base de gestion patrimoniale (documentaire et descriptive) et assure la mise à jour et l'exploitation des plans des 471 lycées dont elle est en charge pour l'entretien, la rénovation, et la construction.

Elle contient des plans, photos, documents techniques et réglementaires, état des surfaces, occupations des locaux et données descriptives du patrimoine.

L'ensemble de ces documents et informations serviront de base de travail pour les différents intervenants notamment dans les opérations de restructuration ou de maintenance.

Les versions numériques des plans des établissements seront constituées pour l'essentiel dans le cadre des opérations.

Un soin particulier y sera apporté :

- fiabilité des informations, notamment qualité des DOE et plans de récolement
-
- respect des règles de format et d'organisation des informations, précisées dans la présente charte graphique

2. PRINCIPE D'APPLICATION

Il a été choisi d'imposer les prescriptions de la Charte Graphique dans le cadre des marchés et éléments de mission suivants :

Géomètres :

Les commandes de relevés de terrains et bâtiments devront prendre en compte la Charte Graphique.

Maîtrise d'œuvre :

Compte tenu de la durée d'une opération les plans de P.C. et D.C.E. seront structurés selon les prescriptions de la charte graphique et livrés sous forme informatique à la Région Ile de France, y compris en cours d'opération.
En amont (esquisse, A.P.S…) l'application de la charte est recommandée.

Maîtrise d'œuvre et entreprises :

Nous souhaitons renforcer l'exigence de qualité concernant les D.O.E. livrés en fin d'opération.
Ces D.O.E. devront impérativement refléter la réalité du bâtiment réceptionné et être formalisés selon les prescriptions de la charte graphique.

L'ensemble des pièces constituant les DOE seront réunies et organisées sur un support informatique (CD Rom) et livrés à la Région Ile-de-France :

- Tableaux Excel (liste des documents, notices…),
- Fichiers Autocad pour les plans et schémas,
- Documents WORD ou fichiers TIF de documents Scannés pour les notices.

Cette contrainte sera insérée, soit comme un article spécifique, soit venir compléter un article existant sur les "documents à fournir", des CCTP des marchés concernés, la Charte Graphique venant en annexe à ces CCTP.

3. CONTROLE

Le respect de ces prescriptions sera contrôlé par le mandataire.

Le mandataire transmettra copie des CD-Roms contenant les documents, après contrôle, pour avis à la Région Ile-de-France, au service connaissance du patrimoine de la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Afin de faciliter l'application de ces prescriptions, il est souhaitable d'encourager les titulaires de marchés concernés à prendre contact en amont de l'exécution de leur mission avec le correspondant de la Région pour une assistance à l'application de la charte et pour des contrôles intermédiaires avant finalisation des dossiers

Concernant la Charte Graphique le contact à la Région Ile de France est :

Service Ressources Techniques Bâti et Foncier
Région Ile-de-France
Pôle Lycées
Direction des opérations
2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen sur Seine

Contact : **connaissance.patrimoine@iledefrance.fr**

La CHARTE GRAPHIQUE Version V2.0.1 d'octobre 2016 se compose des 2 éléments suivants, assemblés dans un dossier *CHARTE GRAPHIQUE + ANNEXES V2.0.1*, à transmettre systématiquement :

- Document *CHARTE GRAPHIQUE - version* 2.0.1 d'octobre 2016
- Les annexes contenant les fichiers prototypes *ANNEXES-PROTO CHG V2.0.1*

4. STRUCTURATION DES FICHIERS DU DCC

Afin de pouvoir être intégrés dans la GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques), les fichiers DCC, ceux-ci doivent respecter un certain nombre de règles. L'ensemble du dossier doit être décomposé en 2 dossiers :

♦ 1er dossier : **Définition de l'opération** contenant 8 fichiers distincts au format .pdf :

- **RPC** : Règlement particulier de concours *(pièce N°1)*
- **Marché MOE** : contenant les documents suivants – AE ; CCAP ; CCTP ; Annexes au CCTP *(pièces N° 2 ; 2.1 ; 2.2 ; 2.3)*
- **Objectifs du MOA** *(pièce N°3)*
- **Programme fonctionnel** *(pièce N°4.1)*
- **Programme Technique** *(pièce N°4.2)*
- **Programme Environnemental** : contenant les documents suivants – diagnostic ; cahier des charges ; annexes *(pièce N°4.3)*
- **Documents d'urbanisme, situation** *(pièces N°5, 5.1 ; 5.2, 5.3, 5.4)*
- **Réponses aux questions**

♦ 2ème dossier : **Diagnostics techniques** contenant 1 fichier distinct par diagnostic au format .pdf

- **Diagnostic sondage de sol**
- **Diagnostic structures et fondations**
- **Diagnostic clos/couvert**
- **Diagnostic aménagement intérieur**
- **Diagnostic fluides et réseaux**
- **Diagnostic sécurité incendie**
- **Diagnostic alarme anti-intrusion**
- **Diagnostic des espaces extérieurs, phytosanitaire et biodiversité**
- **Autres…**

DATA BOX

La Direction des opérations a mis en place des plateformes de gestion documentaire pour chaque opération du Plan Pluriannuel d'Investissement. Elles sont créées dans l'outil GEDIF (application « alfresco »).

L'objectif de ces « data box » est de constituer un espace partagé entre tous les intervenants de l'opération, y compris les mandataires et maîtres d'œuvre. Chaque intervenant aura la possibilité de consulter les documents mais également de déposer des documents afin de les mettre à disposition de tous.

En fonction des missions de chacun, des droits d'accès en écriture/lecture sont affectés.
Une invitation d'accès aux communautés GEDIF sera envoyée à chaque utilisateur. Il conviendra de les accepter pour pouvoir accéder aux espaces documentaires.

Une notice d'utilisation de ces espaces sera remise à chaque titulaire lors de la réunion de lancement de l'opération. Les renseignements complémentaires sont à prendre à l'adresse :
connaissance.patrimoine@iledefrance.fr

ANNEXE 6

Certificats d'économie d'énergie (CEE) – Liste des documents à fournir à la réception des ouvrages

Annexe 2 à la délibération: Convention type IDF CD

CONVENTION DE MANDAT

N° XX

OPERATION :

OBJET DE LA CONVENTION : **MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE**

MAITRE D'OUVRAGE : **REGION ILE-DE-FRANCE**
Pôle lycées
2 rue Simone Veil
93400 Saint – Ouen sur Seine

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisée par la délibération de la commission permanente n° ,

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et **ÎLE DE FRANCE CONSTRUCTION DURABLE** (IDF CD), société publique locale, sise Cité Régionale de l'Environnement d'Ile de France, 90-92 avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, représentée par Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, son Directeur Général, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 13 février 2018.

ci-après dénommé " *le mandataire* ",

d'autre part

Sont convenus de ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

ARTICLE 8 : ASSURANCES

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

ARTICLE 11 : EVALUATION ET CONTROLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

La présente convention porte sur l'opération de **XX**, comportant les missions définies aux articles 2422-1 et suivants du code de la commande publique relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans les conditions prévues à la présente convention, sur la base du programme figurant à l'***annexe 1A*** et du cadre calendaire figurant à l'***annexe 1B*** de la présente convention.

L'enveloppe financière est fixée à XX euros, toutes dépenses confondues. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération).

Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations de programme qui seront notifiés au mandataire selon les modalités prévues à l'***annexe 2A***.

Elle est définitivement arrêtée à l'approbation par le maître d'ouvrage de l'avant-projet définitif, ou, à défaut, du projet.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1A : Programme de l'opération
- Annexe 1B : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 1C : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 2A : Bilan de l'autorisation de programme
- Annexe 2B : Demande d'avance de fonds, Planning prévisionnel détaillé des dépenses 2B bis, Décompte des paiements effectués par le mandataire 2B ter,
- Annexe 2C : Bilan financier de l'opération
- Annexe 3 : Bilan financier annuel
- Annexe 4 : Charte graphique et ses annexes
- Annexe 5 : Documents techniques à remettre par le mandataire au pôle lycées au cours de l'opération
- Annexe 6 : Plan d'archivage

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

3.1 – Le prix

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération basée sur le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues, hors sa rémunération.
Ce montant, hors taxe, résulte de l'application d'un taux sur le montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues, hors rémunération du mandataire.

Ce montant de rémunération est calculé selon la formule suivante :

Montant HT = [A x B] / [1 + (B x TVA en vigueur)]

A = Montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues

B = Taux de rémunération

Le taux de rémunération est fixé à : XX%

3.2 Ajustement de la Rémunération

Il est convenu que lorsque le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues (hors rémunération du mandataire) augmente par rapport au montant initial, la rémunération du mandataire est ajustée en conséquence, notamment lors des différentes phases de facturation de la rémunération du mandataire.

Une telle augmentation est constatée lorsque l'autorisation de programme de l'opération excède le montant d'origine de l'opération, toutes dépenses confondues (rémunération du mandataire comprise).

La rémunération est également ajustée, lors du bilan de fin de mission, sur la base des règlements effectués. A ce stade, le montant de la rémunération ne pourra cependant pas être inférieur au montant résultant du taux indiqué dans la présente convention appliqué à l'estimation initiale du maître d'ouvrage, à l'exception toutefois de l'application éventuelle de pénalité(s) en cours d'exécution du contrat ou encore à l'exception de la résiliation de ce contrat. Tout avenant éventuel sera comptabilisé en sus de cette rémunération minimum garantie.

3.3 – Acomptes

Le règlement de la rémunération du mandataire est fractionné selon les étapes suivantes :

Phase	Rémunération du mandataire	% en fonction de l'étape de l'opération
Phase 1	Remise au MO de la note de synthèse des diagnostics finalisés et publication de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	3%
	Publication de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	2%
	Validation du rapport d'analyse du jury 1	2%
	Validation du dossier de consultation des concepteurs	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 2	Démarrage des commissions techniques	2%
	Validation du rapport d'analyse du jury 2	5%
	Notification du marché de maîtrise d'œuvre	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 3	Transmission esquisse	2%
	Transmission du rapport APS	5%
	Validation APS	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 4	Transmission de l'APD	2%
	Validation de l'APD	4%
	Notification de l'avenant au MOE en phase APD	4%
	Sous-total	**10%**
Phase 5	Validation du PRO	3%
	Validation du DCE	3%
	Validation du RAO	4%
	Sous-total	**10%**
Phase 6	Exécution des travaux	40%
	Sous-total	**40%**
Phase 7	Réception	2,5%
	Levées des réserves / Mise à disposition des ouvrages	2,5%
	Sous-total	**5%**
Phase 8	Etablissement du BFM	2,5%
	Quitus	2,5%
	Sous-total	**5%**

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire, calculés selon les modalités définies ci-dessus, font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

Les missions qui ont données lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes sous réserve de la validation du service fait par le service opérationnel de la Région.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la transmission d'une facture dématérialisée est possible sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : https://chorus-pro.gouv.fr.

3.4 – Paiement

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Le délai de paiement cours à compter de la réception des justificatifs et dossier complet fournis par le mandataire conformément à la présente convention.

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (***annexe 1C***) et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe. L'interlocuteur de la Région, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération, aura un niveau équivalent au diplôme d'ingénieur avec une expérience professionnelle de 3 ans au minimum.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement du responsable d'opération et/ou de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération ainsi agréé par le maître d'ouvrage est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'***article 12.1*** de la convention.

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La convention prend effet à compter de sa notification au mandataire. Elle expire lors de la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite de l'opération. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage ;
- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, l'équipe de maîtrise d'œuvre, les entreprises et autres intervenants de l'opération ;
- s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière de l'opération et fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget de l'opération actualisé ;
- s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de l'opération, établi en accord avec le maître d'ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini en ***annexe 1B*** de la présente convention. A cet effet, il dresse et tient à jour le calendrier opérationnel (Diagramme de Gant) et ses évolutions tout au long de l'opération. Il doit être en capacité de le transmettre au maître d'ouvrage à tout moment ;
- pilote, la démarche Qualité Environnementale pour les opérations concernées et notamment la procédure de certification lorsque celle-ci s'applique à l'opération ;
- assiste, en tant que de besoin, le maître d'ouvrage dans le cadre de la concertation ;
- gère, le cas échéant, la mise en œuvre du 1% artistique ;
- procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de l'opération, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;
- applique, pour ce faire, les procédures prévues par le code de la commande publique relatif aux marchés publics et leurs textes d'application, et celles exigées par le maître d'ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région (http : // marchespublics.iledefrance.fr). Il assure la dématérialisation des procédures, le suivi de la passation et le cas échéant des avenants, en utilisant l'outil informatique spécifique du maître d'ouvrage. Il rend compte des marchés qu'il a passé ;
- gère l'exécution des marchés, assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par la règlementation des marchés publics ;
- procède à la signature et à la notification des protocoles transactionnels, le cas échéant ;
- en cas de réclamation indemnitaire, fait des propositions de provisions pour risques ;
- établit les comptes rendus des réunions à chaque phase de l'opération telles que : lancement des diagnostics, synthèse des diagnostics, questions/réponses, commissions techniques, négociations, mise au point du projet (APS, APD, PRO, DCE….) ;
- de manière générale, établit les comptes rendus de toutes les réunions signalées auxquelles il participe, avec ou hors présence du maître d'ouvrage ;
- s'approprie les résultats de l'ensemble des diagnostics liés à l'opération, y compris ceux dont il n'a pas assuré la passation et/ou l'exécution.
- participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage ;
- organise, chaque mois pendant les travaux, une réunion de « maîtrise d'ouvrage » entre le maître d'ouvrage, l'utilisateur, la maîtrise d'œuvre et lui-même, et en établit le compte rendu (hors réunions de chantier et OPC) ;
- prépare la réunion semestrielle d'évaluation sur le suivi de l'opération avec le maître d'ouvrage, sur convocation de ce dernier, en établissant les documents suivants : le calendrier de l'opération à jour, le bilan financier provisoire actualisé de l'opération, un échéancier des dépenses de l'opération, le rapport d'avancement des études, des travaux et plus généralement de tous les marchés en cours et la synthèse des difficultés éventuelles rencontrées ainsi que les solutions envisagées pour y remédier. Le responsable de l'opération assiste à la réunion semestrielle. Il en établit le compte-rendu qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage ;
- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- s'assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d'Ile de France » ;

- fait une note de bilan des réclamations gérées pendant l'opération.

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées du **6.1** au **6.5** ci-dessous.

Chaque phase doit être réalisée conformément aux délais fixés à l'***annexe 1B*** de la convention.

Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'***annexe 1B***. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que projets d'avis d'appel public à concurrence, dossier de consultation des concepteurs, dossier de consultation des entreprises, comptes-rendus, pièces administratives ou financières, ceci dans des conditions décrites dans les procédures régionales (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics).

A l'intérieur de chacune de ces phases, le mandataire est tenu de respecter des délais fixés pour ces « missions encadrées ». En cas de non respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » donne lieu à pénalité dans des conditions fixées à l'***article 12.1*** de la convention.

6.1 – De la notification de la convention de mandat à l'envoi de l'AAPC de maîtrise d'œuvre

Le maitre d'ouvrage lui remet les diagnostics et études préalables qu'il a fait réaliser, ainsi que tous les référentiels Région, les différents programmes de l'opération et les objectifs du maître d'ouvrage.
Sous cinq jours, il rend une note de compréhension de l'opération qui intègre également son analyse financière et un calendrier de mise en œuvre qu'il tiendra à jour tout au long de l'opération.

Le mandataire assure la constitution du dossier de consultation (DCC) des concepteurs et rédige l'avis d'appel public à concurrence (AAPC) pour le marché de maîtrise d'œuvre.

Le maitre d'ouvrage lui remet les diagnostics et études préalables qu'il a fait réaliser, ainsi que tous les référentiels Région, les différents programmes de l'opération et les objectifs du maître d'ouvrage.
Sous cinq jours, il rend une note de compréhension de l'opération qui intègre également son analyse financière et un calendrier de mise en œuvre qu'il tiendra à jour tout au long de l'opération.

Sur la base du dossier d'opération remis par le maître d'ouvrage, le mandataire apprécie la nécessité de réaliser le cas échéant toute autre étude non réalisée par le maître d'ouvrage et en réfère au maître d'ouvrage.
Avec l'accord du maître d'ouvrage, il lance la consultation pour les marchés correspondants dans les supports appropriés, selon les modes et les procédures réglementaires propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il réceptionne les offres, les analyse et s'assure de la conformité des études remises. Les résultats des diagnostics sont alors analysés par le mandataire au regard de la fiche financière que le maître d'ouvrage lui a remis au début de l'opération. Il lui appartient d'alerter le maître d'ouvrage sur les difficultés techniques et de les confronter avec le budget de l'opération, de proposer des solutions.

Le mandataire soumet à l'accord du maître d'ouvrage, pour validation :
- le projet de règlement de consultation de maîtrise d'œuvre,
- le DCC complet et finalisé.

Concomitamment à la constitution du DCC, le mandataire rédige le projet d'AAPC pour le marché de maîtrise d'œuvre qu'il soumet également à l'accord du maître d'ouvrage.

Le mandataire remet le DCC (y compris les questions-réponses) au maître d'ouvrage selon les prescriptions de ce dernier (cf. annexe 5 : arborescence et codification).

Il envoie aux publications l'AAPC de maîtrise d'œuvre dès qu'il est validé par le maître d'ouvrage dans les supports appropriés selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage.

6.2 – De l'envoi de l'AAPC de maîtrise d'œuvre à la notification du marché de maîtrise d'œuvre

6.2.1 : Assistance pour le choix du maître d'œuvre

Le mandataire assure, en coordination et sous le contrôle du maître de l'ouvrage, la procédure de sélection des maîtres d'œuvre et la négociation du marché de maîtrise d'œuvre conformément aux procédures prévues par la réglementation relative aux marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage :

- il rédige et publie l'AAPC et les éventuels avis rectificatif sur les supports appropriés.

- il établit le rapport d'analyse des candidatures selon les modalités suivantes demandées par le maître d'ouvrage :
  - contexte de l'opération : présentation de l'opération, objectifs du projet, nature et montant prévisionnel des travaux ;
  - déroulement de la procédure avec la publication des avis d'appel publics à la concurrence ;
  - présentation des équipes candidates : recevabilité administrative et technique intégrant une analyse détaillée des candidatures au regard des critères de l'AAPC avec une proposition de classification (sur les supports souhaités par le maître d'ouvrage).

- il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de sélection ou de 1ère phase :
  - finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http : //www. iledefrance.fr/marches-publics/) ;
  - assure la présentation orale de l'opération devant le jury ;
  - rédige et envoie les courriers d'attribution et de rejets aux candidats.

- il gère l'ensemble de la consultation dans le respect de l'anonymat et de l'égalité de traitement des candidats :
  - transmet le DCC complet et validé aux équipes concurrentes ;
  - organise et est présent à la (les) visite(s) du site ;
  - à l'issue des réponses aux questions des candidats, transmet, en deux exemplaires, sur CDROM les fichiers informatiques sous format pdf du DCC finalisé (y compris réponses aux questions et modificatifs ou rectificatifs engendrés par celles-ci) ;
  - organise et est présent à la (aux) réunion(s) d'information ;
  - organise et est présent aux commissions techniques ;

- il réalise la synthèse des travaux de la commission technique et rédige le rapport d'analyse selon les modalités définies par le maître d'ouvrage, à savoir :
  - rappel de l'opération : site, bâti, programme, objectifs, procédures, indemnités et règlement de consultation,
  - présentation de chaque projet à partir des documents remis par les candidats,
  - analyse détaillée de chacun des projets et notamment l'analyse architecturale, urbanistique, fonctionnelle, technique, réglementaire, environnemental, phasage des travaux, économique, en accord avec les critères énoncés dans l'AAPC et le RPC.

- il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de désignation du ou des lauréats, ou jury de 2ème phase :
  - finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ;
  - s'assure de la présence des « experts » de la commission technique ;
  - assure une présentation orale de qualité de l'ensemble des travaux de la commission technique à l'attention du jury ;
  - rédige le procès-verbal du jury qu'il soumet pour approbation au maître d'ouvrage ;
  - rédige et envoie les courriers d'attribution et de rejets motivés

- il assiste le maître d'ouvrage pour la négociation du marché de maîtrise d'œuvre, transmet le rapport de la commission technique au lauréat, analyse les propositions de l'équipe lauréate (taux de complexité, taux de rémunération), rédige les comptes rendu de réunion de négociation ;

- il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité puis notifie le marché et publie l'avis d'attribution ;

- le cas échéant, il règle les indemnités aux personnalités qualifiées membres du jury.

6.2.2 : Passation des autres marchés d'études

Aux différents stades des études, le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :
- études techniques nécessaires au travail de la commission technique ;
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant ;
- ordonnancement et pilotage de chantier (OPC) le cas échéant ;

Il appartient au mandataire d'anticiper sur les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.

Il rédige les marchés et, après l'accord du maître d'ouvrage sur ces marchés, lance les consultations correspondantes dans les supports appropriés, selon les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il procède notamment à l'analyse des candidatures et des offres ; la soumet, pour approbation, au maître d'ouvrage (Cf. article 7.2 de la présente convention).

6.3 – De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la validation du dossier d'avant-projet

6.3.1 : Suivi des études de maîtrise d'œuvre

En application de l'article L2422-6 du code de la commande publique, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projet.

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers APS, APD, PRO et DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :
- CSPS
- Contrôleur technique
- CSSI
- Assistant câblage
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire des dossiers APS, APD, PRO ou DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :
- programmation fonctionnelle et technique
- sécurité incendie
- qualité environnementale
- énergie
- Autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase pour le soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage.

Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

La synthèse des documents à remettre à chaque phase au maître d'ouvrage (services opérationnels de la Région, lycées, outil de gestion du patrimoine) est présentée à l'annexe 5.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

En phase de validation d'APD, le mandataire effectue un contrôle de la cohérence avec les objectifs et du programme initial, amandée le cas échéant, des remarques de la commission technique du jury de concours reprises lors des négociations avec l'équipe de maîtrise d'œuvre.
Dans ce cadre, il vérifie notamment le respect des éléments suivants : le maintien des objectifs, le respect de programme fonctionnel et environnemental, le respect des surfaces et des fiches techniques du programme. Il rend une note synthèse au maître d'ouvrage dans laquelle il fait des propositions de correction des éventuels écarts.

Le mandataire joint à son analyse du dossier APD le projet d'avenant au marché de maîtrise d'œuvre qui arrête l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Ce projet d'avenant est accompagné d'un rapport de présentation. Ce projet est, le cas échéant, soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante du maître d'ouvrage. Le mandataire notifie au maître d'œuvre l'avenant à son marché dans les plus courts délais.

6.3.2 : Permis de construire et autorisations administratives

Au cours de la phase APS ou APD, selon les spécificités de l'opération et en concertation avec le maître d'ouvrage, le mandataire prépare le permis de construire et toutes autres autorisations administratives.

Il compulse, en concertation avec le maître d'œuvre, les dossiers de demande de permis de construire et éventuellement de permis de démolir puis transmet à la signature du maître d'ouvrage ces demandes.

Il dépose ces dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à l'obtention de ces permis.
Il transmet les arrêtés au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Il remet l'ensemble des demandes d'autorisation (permis de construire, permis de démolir, dossier Loi sur l'eau, Installations classées, etc) en y annexant les avis ou rapports d'instruction correspondants sous un fichier PDF unique regroupant les pièces scannées au service ressources techniques bâti et foncier de la Direction des opérations du Pôle Lycées.

6.4 – Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux

6.4.1 : De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC Travaux

Suivi des études de maîtrise d'oeuvre

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers PRO/DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :

- CSPS
- CSSI le cas échéant
- Contrôleur technique
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire du dossier PRO/DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :

- sécurité incendie
- amiante, plomb
- autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase pour le soumettre à l'approbation du maître d'Ouvrage.

Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

Autorisations administratives

Il transmet les arrêtés liés aux autorisations administratives au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Elaboration et passation des marchés de travaux

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises de travaux, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Dès la phase d'élaboration du DCE, il prépare l'ensemble du dossier marché et rédige l'AAPC. L'ensemble des documents sont soumis pour approbation au maître d'ouvrage.

6.4.2 : Du lancement de l'AAPC Travaux à la notification des marchés Travaux

A compter de l'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, le mandataire transmet les DCE aux candidats qui en font la demande, assiste le maître d'ouvrage dans la préparation et lors des séances de la commission d'appel d'offres.

Il exerce le suivi de l'analyse réalisée par le maître d'œuvre et compulse le dossier final d'analyse.

Il assure la mise au point du ou des marchés de travaux.

Il prépare le dossier nécessaire à la transmission du dossier marché au contrôle de légalité. Il ne notifie le marché qu'après communication de l'accusé réception par la préfecture.

Il informe sans délai le maître d'ouvrage de la date de notification des marchés et lui transmet le marché et publie l'avis d'attribution.

6.5 – De la notification des marchés de travaux à la fin de la garantie de parfait achèvement

6.5.1 : Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.

Il participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant d'un suivi rigoureux du montant des travaux et assure la maîtrise des dérives liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Il tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable au maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux, et notamment les documents suivants :
- actes spéciaux de désignation de sous-traitants en cours de travaux ;
- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- mise en demeure.

6.5.2 : Réception de l'ouvrage

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités prévues aux articles 41 et 42 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'Arrêté du 8 septembre 2009 (NOR: ECEM0916617A publié au JORF n°0227 du 1 octobre 2009).

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Après les opérations préalables à la réception, il organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du maître d'œuvre qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision à ou aux entrepreneurs dans les délais prévus à l'article 41.3 du CCAG travaux.

La remise de l'ouvrage à la Région intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Région.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié à l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

6.5.3 : Prestations de déménagement, gardiennage et fourniture du premier équipement du lycée

Sur la base des référentiels régionaux, le mandataire organise et coordonne la passation et le suivi des marchés de mobilier, de déménagement et de gardiennage au regard du phasage de l'opération.

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Il organise en lien avec les utilisateurs les interventions sur site, met en place toute action visant le bon déroulement de ces marchés (réunion sur site avec les prestataires, réunion d'information avec les utilisateurs, inventaire, état des lieux,…) et effectue un contrôle qualité.

Il veille au respect des délais contractuels et à la bonne coordination des intervenants en fonction des impératifs liés au calendrier scolaire, tels que les périodes d'examen ou de fermeture d'établissement.

En cas de difficulté, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Il assure la réception des opérations.

6.5.4 : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du maître d'œuvre après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

Les missions du mandataire en lien avec le quitus de l'opération sont détaillées à l'article 15 ci-après.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

7.1 : Conditions d'approbation des marchés par le maître d'ouvrage

Le/la président(e) de la Région, par délégation du conseil régional, est chargé(e), pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire, par délégation du/de la président(e) de la Région Ile-de-France. Cette signature ne peut intervenir qu'une fois que le/la président(e) de la Région en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

Le mandataire rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente, dans le respect de la réglementation et conformément aux procédures régionales.

En application de l'article L2422-6 du code de la commande publique, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix du maître d'œuvre et des entrepreneurs. Cette approbation intervient dans le respect des procédures régionales.

7.2 : Passation et exécution des marchés

Pour tous les marchés et accords-cadres dont il a la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Il applique les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse les candidatures et offres, il rédige le(s) rapport(s) d'analyse. Il mène, le cas échant, les négociations. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation selon les procédures régionales. Il inscrit et assure la présentation devant la commission d'appel d'offre du maître d'ouvrage le cas échéant. Le cas échant, il fait la mise au point des marchés.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Ces projets de courrier sont soumis au maître d'ouvrage pour approbation selon les procédures régionales. Il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité qu'il transmet, le cas échéant, avec la totalité du dossier d'appel d'offre au Pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) pour transmission en préfecture. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution et en vérifie la parution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passé. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût de l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

7.3 : Modifications aux marchés

Les modifications aux marchés doivent respecter les dispositions des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Elles sont, avant tout début d'exécution :
- négociées avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;
- le cas échéant, approuvées préalablement par la CAO du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- transmises par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signées et notifiées au titulaire du marché par le mandataire.

7.4 : Informations sur les marchés

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance…).*

Il lui communique, de plus, le bilan de chaque marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 – Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants ».

8.2 – Police dommage ouvrage et tous risques chantier

La souscription des contrats d'assurances « Dommage Ouvrage » est soumise à l'accord préalable et express du maître d'ouvrage qui se prononce au vu des informations transmises par le mandataire portant notamment sur le montant de l'opération, sa complexité technique, les risques spécifiques identifiés, le nombre de macro lots et l'existence de locaux d'habitation.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire souscrit pour le compte de la Région, maître d'ouvrage, les contrats d'assurances Dommage Ouvrage de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.

Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de la garantie, il déclare et assure la gestion des sinistres survenus pendant la durée d'exécution et de parfait achèvement du chantier. Il en rend compte au maître d'ouvrage.

Le mandataire règle les primes dans les délais prévus aux contrats.

8.3 – Assurances des intervenants à la construction

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :

- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – Conditions des avances de fonds versées au mandataire

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour trois mois de mission.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – Versement des avances de fonds

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :

1 - le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
2 - Le budget prévisionnel de l'opération ;
3 - les annexes 2A (bilan de l'autorisation de programme) ; 2B (demande d'avance de fonds / rémunération), 2B bis (planning détaillé des dépenses prévisionnelles) et 2B ter (fiche navette : la liste des factures relatives aux dépenses de la dernière demande d'avance et le total des dépenses de l'opération) en format Excel. Les factures acquittées en 3 exemplaires.
4 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées en 2 exemplaires.

9.3 – Rejet des demandes d'avances de fonds

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre de l'opération objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;
- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel) ;
- non réponse du mandataire dans un délai de trois mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire d'IDF CD dédié aux opérations du Pôle lycées.
Ils sont reversés annuellement à la Région accompagnés d'un extrait du relevé de compte bancaire sur lequel ils sont versés.

ARTICLE 11 : EVALUATION ET CONTROLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant l'opération.

11.1 – Evaluation

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué, notamment sur les critères suivants :

- Respect des dispositions du contrat de mandat et du budget de l'opération
- Maîtrise des délais
- Continuité du suivi
- Information du maître d'ouvrage ; les propositions de solutions et documents de synthèse ; les comptes rendus des réunions
- Qualité du suivi technique : préparation de l'analyse des phases et rapport de synthèse au niveau APS, APD, PRO, DCE ainsi qu'en phase de réalisation
- Présence et coordination sur le chantier
- Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ; la qualité des rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

11.2 – Contrôle financier et comptable

11.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour l'opération, objet de la présente convention, sur le compte bancaire d'IDF CD dédié aux opérations du Pôle Lycées.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

11.2.2 : Bilan annuel

Avant le 15 mai de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage :
- un certificat attestant l'état d'avancement de l'opération effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements (cf. ***annexe 3***).
- un échéancier prévisionnel de l'opération faisant apparaître les dépenses pluriannuelles des crédits de paiements.

11.3 – Reporting de suivi

Durant toute la durée de sa mission, le mandataire s'engage à fournir de façon trimestrielle au maître d'ouvrage les données suivantes (sur la base de 2 tableaux différents qui seront communiqués par la région):

Tableau n°1 : Données permettant le suivi des délais de paiement :
- Nom de votre structure
- Nom de l'opération
- Numéro du contrat
- Donneur d'ordres (Pôle Lycées / Enseignement supérieur / autre)
- Numéro de la facture
- Raison sociale du tiers payé
- Siret du tiers payé
- Date de réception de la facture
- Date de règlement de la facture
- Montant payé TTC

Ce tableau sera à renvoyer par mail
-au service contrôle de gestion de la Région Île-de-France : Sylvie.TOULOTTE@iledefrance.fr ; quentin.ordonez@iledefrance.fr
-à la Direction des opérations : le Directeur de projet associé à l'opération et sa cheffe de service

Tableau n°2 : Données permettant le suivi de la dépense
- Raison sociale du tiers payé
- Siret du tiers payé
- code APE du tiers payé
- adresse postale avec n° du code postal du tiers payé
- dépenses trimestrielles par tiers en euros TTC
- Montant total des dépenses payées en euros TTC

Ce tableau sera à renvoyer par mail à la direction des achats de la Région Île-de-France : isabelle.clamens@iledefrance.fr ; quentin.ordonez@iledefrance.fr

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

12.1 – Pénalités

- **Respect du cadre calendaire de l'opération**

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'***annexe 1B***, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

- **Maintien de la structure opérationnelle**

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non-respect des obligations décrites à l'***article 4*** de la présente convention, le mandataire est passible d'une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

- **Transmission des comptes rendus et synthèses**

En cas de défaut de remise des comptes rendus ou des synthèses demandés par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard 15 jours après la mise en demeure.

- **Ajournement ou réfaction de prix en cas de remises de dossiers incomplets**

Dans le cas de production de rapport, compte-rendu, synthèse ou tout autre dossier incomplet, en quantité et/ou en qualité, mais nécessitant des compléments, améliorations ou mises au point, le maître d'ouvrage peut en prononcer l'ajournement.
Si les documents produits ne sont que partiellement exploitables, le maître d'ouvrage peut décider d'une réfaction déterminée en rapport avec le travail accompli et exploitable. La décision d'ajournement ou de réfaction, qui s'exprime en un montant forfaitaire HT, sont notifiées au mandataire.

- **Pénalité pour absence aux rendez-vous ou réunions**

Pour toute absence non excusée à un rendez-vous ou une réunion auquel il aurait été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €). Elle est défalquée de l'acompte correspondant à phase en relation avec le rendez-vous ou la réunion manqué.

- **Présence aux réunions de chantier**

En cas d'absence du mandataire à une des réunions de chantier, celui-ci est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de quatre cents euros (400 €) par absence.

- **Transmission des pièces pour les demandes d'avances**

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Bilan financier annuel**

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de huit cents euros (800 €) par mois de retard.

- **Transmission des documents visés à l'annexe 5**

En cas de non remise des documents prévus à l'***annexe 5*** le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Transmission des pièces pour ester en justice et des pièces nécessaires à la gestion des précontentieux et contentieux**

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 13*** (capacité d'ester en justice) et de l'***article 6.6***, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de deux cents euros (200 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Transmission du DOE vérifié**

En cas de remise d'un DOE incomplet résultant d'une absence de vérification et de diligence de sa part, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euro (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir la preuve de sa diligence.

- **Transmission des pièces du quitus**

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 15*** (délivrance du quitus), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;

- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;

- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;

- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier,

- les cas de force majeure : tous les événements exceptionnels non imputables au mandataire et n'ayant pu ni être prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir ses engagements.

12.2 – Frais exclus du budget d'opération

- **Charge des intérêts moratoires**

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

- **Charge des frais financiers**

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge du mandataire.

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira le pôle opérationnelle en charge de l'opération et le pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) de la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :
- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;
- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants au PAPCPJ :
- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
  - permis de construire,
  - permis de démolir (si besoin),
  - plan masse,
  - plan d'implantation,
  - relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),
  - toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :
- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (chargé d'opération) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;
- transmission du dossier au PAPCPJ dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête au PAPCPJ pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 - Propriété des études

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

14.2 - Dispositions fiscales

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 17.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :

- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. : ***art.7.4 de la présente convention.***

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission : cf. : ***annexe 2C***

Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- Un compte-rendu synthétique du déroulement de l'opération par le mandataire avec son analyse, en particulier du respect ou non du calendrier et du coût de l'opération ;

- Le dossier de fin d'opération visé en ***annexe 6*** : dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents de l'***annexe 6*** peut être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Le maître d'ouvrage peut refuser de délivrer le quitus pour le cas où à la date du quitus, il subsiste encore des litiges avec les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération.

Si le maître d'ouvrage accepte de délivrer le quitus bien qu'il subsiste encore des litiges liés à l'opération alors le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments utiles pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

16.1- Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié – dénonciation – injonction

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, IDF CD s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 16.2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de la société, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.
Le mandataire, IDF CD, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans la société, dans un délai de 15 jours.

16.2- Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 10.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier de l'opération et l'ensemble des documents visés en ***annexe 6***.

17.1- Défaillance du mandataire

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

17.2 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite de l'opération telle que définie en ***annexe 1A***, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 5% en cas de résiliation des rémunérations restant dues après remise du bilan financier de l'opération et de l'ensemble des documents visés à l'***annexe 6***.

17.3 – Non obtention des autorisations administratives

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération sont, dans les cas exposés aux ***articles 17.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 17.3*** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

Fait en 1 exemplaire original

Le
Pour Île de France Construction Durable
Le Directeur Général

Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING

(*signature et cachet*)

Le
Pour la Région d'Ile-de-France

NOTIFICATION DE LA CONVENTION :

Reçu NOTIFICATION de la convention le : ……

Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : ……

_____

Le titulaire :

ANNEXE 1A

CONVENTION DE MANDAT N° XX

PROGRAMME DE L'OPERATION

ANNEXE 1B

CONVENTION DE MANDAT N° XX

CADRE CALENDAIRE DE L'OPERATION

La mission du mandataire est divisée en huit phases :

Phase 1 : De la notification de la convention de mandat à la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre
Phase 2 : De la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage à la notification du marché de maîtrise d'œuvre
Phase 3 : De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD
Phase 4 : De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux
Phase 5 : Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux
Phase 6 : De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux
Phase 7 : De la réception des travaux à la fin de la GPA
Phase 8 : De la fin de la GPA au quitus

Délais par phases : comptabilisés en mois calendaires

Délais par missions encadrées : en jours ouvrables :
M = délai maximum
m = délai minimum

Phases concernées	**Délai global par phase**	**Missions encadrées**	**Délai des missions encadrées à respecter**
Phase 1 De la notification de la convention de mandat à la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	mois	- remise du dossier par le maître d'ouvrage / remise d'une proposition de diagnostics (liste, évaluation, procédure, calendrier, AAPC)	15 jours M
		1) Diagnostics hors CAO - De la validation propositions de diagnostics / A la remise des cahiers des charges diagnostics	15 jours M
		De l'accord du maître d'ouvrage sur le cahier des charges du diagnostic / Au lancement de la consultation	3 jours M
		- Du lancement de la consultation / A la remise du rapport d'analyse des offres	25 jours M
		- De la validation du rapport d'analyse pour le choix des prestataires à retenir / A la notification des marchés	12 jours M
		OU	
		2) Diagnostics avec CAO - De la validation propositions de diagnostics / A la remise des cahiers des charges diagnostics	15 jours M
		- De l'accord du PL sur le cahier des charges du diagnostic / A l'envoi de l'AAPC pour validation au PAPCPJ	3 jours M
		- De la validation de l'AAPC par le PAPCPJ / Au lancement de la consultation	3 jours M
		- Du lancement de la consultation / A la remise du rapport d'analyse des offres	25 jours M
			12 jours M

		- De la transmission du PV de CAO / A la notification des marchés	
Phase 2 De la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage à la notification du marché de maîtrise d'œuvre	mois	- De la date de notification de la réception des plis / A la remise du projet de rapport d'analyse des candidatures	30 jours M
		- De la remise du projet provisoire de rapport d'analyse des candidatures / A la validation du rapport d'analyse par le PL	10 jours M
		- De la validation du rapport d'analyse par le PL/ A la transmission du rapport numérisé et de 10 exemplaires (papier+clé USB)	14 jours m avant la date de jury
		- De la transmission arrêté de jury de 1ère phase / A la remise du DCC au concepteur	12 jours M
		- De la transmission des projets anonymisés/ A la communication des documents aux membres de la commission technique - De la fin des commissions techniques/ A la transmission du projet provisoire de rapport d'analyse au PL	3 jours M 30 jours M
		- De la remise du projet provisoire de rapport de synthèse / A la validation du rapport d'analyse de la commission technique par le PL	15 jours m
		- De la transmission du rapport validé en 10 exemplaires (papier + clé USB) + 1 envoi numérisé / A la 2ème phase du jury	14 jours m
		- De la transmission du PV du jury d'attribution / Aux négociations et mise au point du marché - De la validation de la mise au point du marché / A la transmission du marché de maîtrise d'œuvre au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	12 jours M 5 jours M
		- De la réception de l'AR préfecture / A la notification du marché de maîtrise d'œuvre	3 jours M
Phase 3 De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD	mois (*)	- De la réception de l'APS/ A la transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'APS - De la réception de l'APD / A la transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'APD pour l'avenant APD	25 jours M 25 jours M
		- De la notification de la délibération / A l'envoi de l'avenant pour contrôle de légalité	5 jours M
		- De la réception AR préfecture / A la notification de l'avenant	3 jours M
Phase 4 De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux	mois (*)	- De la réception du projet et DCE / A l'analyse et transmission des documents formalisés au PL	20 jours M
		- De la validation du DCE par le PL / A la transmission de l'AAPC au PAPCPJ	5 jours M
		- De la validation de l'AAPC par le PAPCPJ / A l'envoi de l'AAPC aux publications	3 jours M

Phase 5 Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux	mois	- De la transmission du PV de CAO d'ouverture / A la transmission du RAO (entreprise générale) OU - De la transmission du PV de CAO d'ouverture / A la transmission du RAO (lots séparés)	30 jours 40 jours
		- De la transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération d'autorisation à signer le(s) marché(s) / A la transmission du(des) marché(s) au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	15 jours M
		- De la réception de l'AR préfecture / A la notification marché	5 jours M
Phase 6 De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux	mois	En cas d'avenant : - De la réception proposition d'avenant(s) par le maître d'œuvre / A l'analyse et transmission d'une proposition d'avenant au maître d'ouvrage	10 jours M
		- De la notification de la délibération / A l'envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	5 jours M
		- De la réception de l'AR préfecture / A la notification avenant	3 jours M
Phase 7 De la réception à la fin de la GPA	mois (**)	- Du constat d'un désordre par l'établissement / Au déclenchement de l'intervention de l'entreprise	5 jours M
Phase 8 De la fin de la GPA au quitus	mois	- De l'échéance de la période de parfait achèvement / A la transmission de l'ensemble des éléments relatifs au quitus d'opération	3 mois M

(*) ***hors avenant de maîtrise d'œuvre supplémentaire***

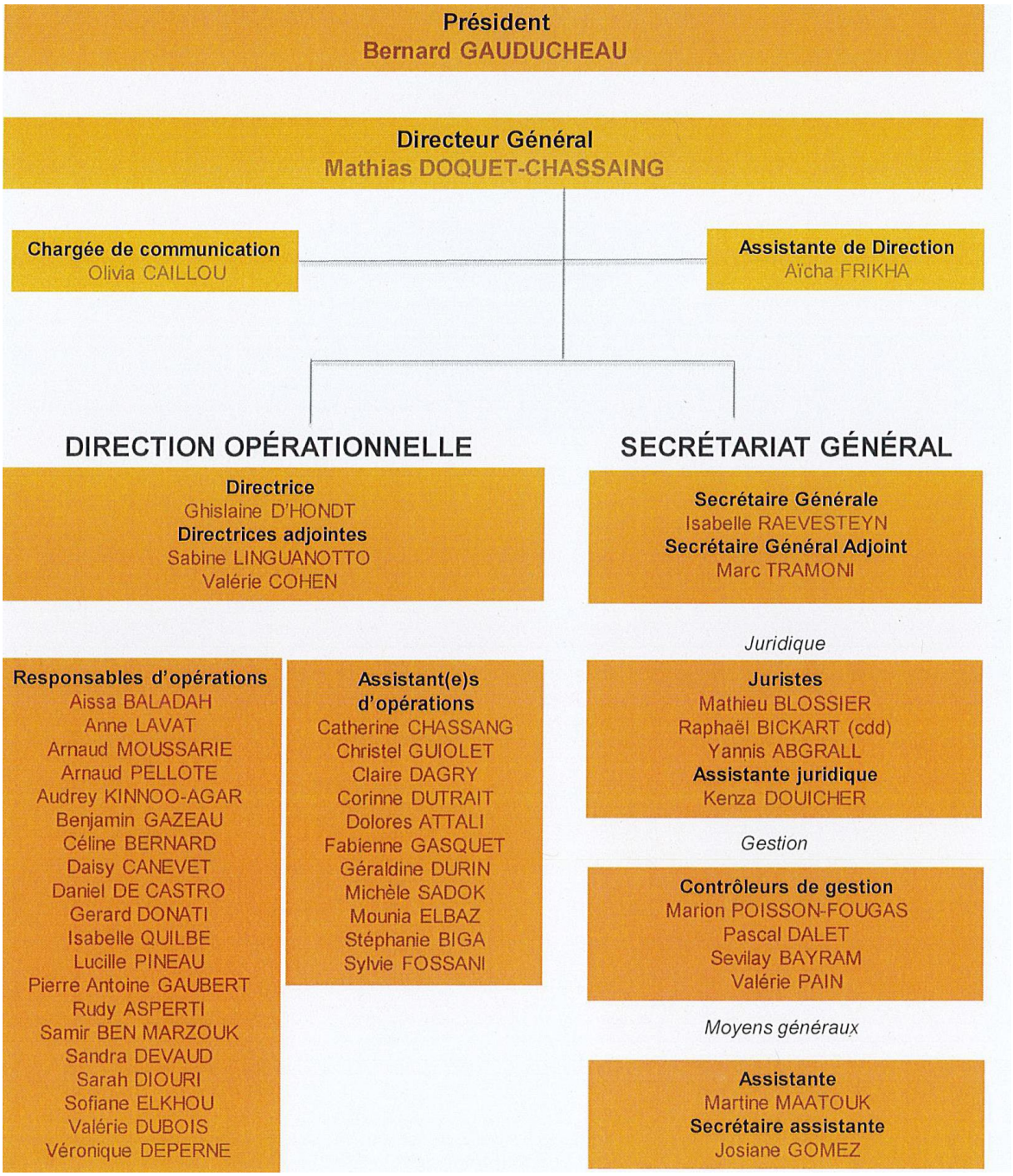
(**) ***sous réserve d'une prolongation éventuelle de la GPA***

ANNEXE 1C

CONVENTION DE MANDAT N° XX

STRUCTURE ET ORGANISATION

MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE



ANNEXE 2A

CONVENTION DE MANDAT N° XX

BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

DELIBERATIONS	**AP votées**	**CP mandatées**			**AP disponibles**
		Rémunération	Avance	Total	
CP n° du …….	€	€	€	€	€
CP n° du …….	€	€	€	€	€
TOTAL					

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE
€

Le mandataire en la personne de la _____ s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le **Le**

Pour la présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Pour le mandataire

ANNEXE 2B

CONVENTION DE MANDAT N° XX

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS
N°

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis)**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

Le (Cachet et signature du mandataire)	***Cadre réservé aux services de la Région*** Pour la Présidente du Conseil régional Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de Imputation budgétaire : N° engagement : N° pré mandat : Le

ANNEXE 2B bis

CONVENTION DE MANDAT N° XX

PLANNING PREVISIONNEL DETAILLE DES DEPENSES :

Désignation lignes budgétaires en euros TTC	*Cumul des dépenses antérieures*	*Année N*				*N+1*	*N+2*	*N+3*
		Mois 1	*Mois 2*	*Mois 3*	*Total année N*			
Sous-total dépenses								

Le

(Cachet et signature du mandataire)

ANNEXE 2B ter

FICHE NAVETTE

Décompte des paiements effectués par le mandataire

CONVENTION DE MANDAT N° XX

CUMUL ANTERIEUR	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL	OBSERVATIONS
			-	Lycée XXX à XXXXXX

DATE	OBJET	FOURNISSEURS	N° FACTURE	MONTANT EUROS	Rémunération en EUROS	OBSERVATIONS

	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL
TOTAL GENERAL			

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

ANNEXE 2C

CONVENTION DE MANDAT N° XX

BILAN FINANCIER D'OPERATION VALANT BILAN DE FIN DE MISSION

Fiche récapitulative

AP AFFECTEES			MONTANTS TTC
CP n°	DU	AP affectée n°	
CP n°	DU	AP affectée n°	
TOTAL DES AP AFFECTEES			0,00 €
RELIQUAT D'AP			0,00 €
AP A DESAFFECTER (reliquat d'AP - rémunération due au quitus)			**#VALEUR!**

AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX		MONTANTS TTC
N°1	DU	
N°2	DU	
N°3	DU	
N°4	DU	
N°5	DU	
N°6	DU	
N°7	DU	
N°8	DU	
N°9	DU	
N°10	DU	
N°11	DU	
N°12	DU	
N°13	DU	
N°14	DU	
N°15	DU	
TOTAL DES AVANCES DE FONDS (1)		**- €**

CUMUL DES PAIEMENTS TTC EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX	
CUMUL DES ENGAGEMENTS TTC PRIS PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX (2)	
TRÉSORERIE SUR AVANCES DE FONDS (1-2)	**- €**

ACOMPTES VERSES PAR LA REGION AU TITRE DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE			MONTANTS TTC
N° Facture	PHASES	DATE	
F1	Validation du DCC		- €
F2	Notification du marché de maîtyrise d'œuvre		
F3	Validation de l'APS		
F4	Notification de l'avenant au marché de Maîtrise d		
F5	lancement de l'AAPC travaux		
F6	Notification du marché de travaux		
F7	Direction de l'exécution des travaux		
F8	Direction de l'exécution des travaux		
F9	Direction de l'exécution des travaux		
F10	Direction de l'exécution des travaux		
F11	Direction de l'exécution des travaux		
F12	Levée des réserves		
TOTAL DES ACOMPTES VERSES (3)			**- €**

REMUNERATION TTC DUE AU MANDATAIRE AJUSTEE SUR LES DEPENSES EFFECTUEES (4)			[(A*B)+TVA(A*B)]+C
Taux (A) :	%	Montant réel des travaux (B) : 0,00 €	**#VALEUR!**
Forfait pour désignation du MOE TTC (C) :			
TROP PERCU EN REMUNERATION (3-4)			#VALEUR!
REMUNERATION DUE A LA DELIVRANCE DU QUITUS (4-3)			#VALEUR!

PRODUITS FINANCIERS	MONTANTS TTC
CUMUL PRODUIT FINANCIERS (5)	
PRODUITS FINANCIERS DEJA VERSES (6)	
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER (5-6)	**- €**

TITRES DE RECETTES A EMETTRE PAR LA REGION	MONTANTS TTC
TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX	- €
TROP PERCU EN REMUNERATION	#VALEUR!
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER	0,00 €
TOTAL DES TITRES DE RECETTES	**#VALEUR!**

ANNEXE 3

CONVENTION DE MANDAT N° XX

BILAN FINANCIER ANNUEL

Mandataire :

Date de mise à jour :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	Observa-tions
Cumul avances reçues avant 201_	Cumul avances reçues en 201_	Cumul des avances versées (1 + 2)	Paiements effectués hors rémunération avant 201_	Paiements effectués hors rémunération en 201_	Cumul des paiements hors rémunération (4 + 5)	Ecart entre avances et paiements (3 - 6)	Cumul rémunération reçue avant 201_	Cumul rémunération reçue en 201_	Total des rémunérations versées (8 + 9)	Total général des versements (3 + 10)	Cumul produits financiers avant 201_	Cumul produits financiers en 201_	Total produits financiers (12+ 13)	

"Le comptable atteste être en possession de toutes les pièces justificatives et de paiement et certifie l'exactitude des paiements indiqués pour l'année 201_."

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de l'année 201- ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

Le :

Cachet et signature du comptable :

BILAN FINANCIER

Liste des dépenses

ANNEXE 3 page 2 sur 2

POSTE DE DEPENSE	NOM DU TITULAIRE	MONTANT DU MARCHE INITIAL EN € HT	MONTANT DE L'AVENANT N°1 *	MONTANT DE LA REVISION EN € HT	CUMUL DES REGLEMENTS EN € HT	MONTANT DE LA TVA ACQUITTEE	CUMUL DES REGLEMENTS EN € TTC	EXERCICE BUDGETAIRE
ETUDES							0,00	
Total études spéciales et complémentaires :							0,00	
Etude topographique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol complémentaire - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Total diagnostics techniques :							0,00	
Diagnostic : amiante - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Diagnostic : plomb - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total indemnités de concours							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de maîtrise d'œuvre - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de contrôle technique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SPS - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SSI - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché OPC							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TRAVAUX							0,00	
Total marché(s) de travaux - marché n°							0,00	
Marché de travaux lot n°1 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°2 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°3 - marché n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Total frais de concessionnaires							0,00	
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
ASSURANCES							0,00	
Total Assurance construction							0,00	
Assurance : TRC - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Assurance : DO - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
DIVERS							0,00	
Total frais de reprographie							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total frais de publications							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total référé préventif							0,00	
Facture n°								
MANDATAIRE							0,00	
Total honoraires ** - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								

TOTAL	0,00

LEGENDE :

* Ajouter autant de colonnes qu'il y a eu d'avenants

** Rémunération totale et finale du mandataire intégrant la facture du quitus

VISA DU COMPTABLE :

ANNEXE 4

CONVENTION DE MANDAT N° XX

L'annexe présente la charte graphique à respecter par le titulaire pour toute transmission de documents et les modalités de gestion documentaire via une DATA BOX dédiée à l'opération.

CHARTE GRAPHIQUE

Cahier des charges pour la réalisation de plans numériques

1. PRESENTATION

La Région Ile de France met en place une base de gestion patrimoniale (documentaire et descriptive) et assure la mise à jour et l'exploitation des plans des 471 lycées dont elle est en charge pour l'entretien, la rénovation, et la construction.

Elle contient des plans, photos, documents techniques et réglementaires, état des surfaces, occupations des locaux et données descriptives du patrimoine.

L'ensemble de ces documents et informations serviront de base de travail pour les différents intervenants notamment dans les opérations de restructuration ou de maintenance.

Les versions numériques des plans des établissements seront constituées pour l'essentiel dans le cadre des opérations.

Un soin particulier y sera apporté :

- fiabilité des informations, notamment qualité des DOE et plans de récolement
-
- respect des règles de format et d'organisation des informations, précisées dans la présente charte graphique

2. PRINCIPE D'APPLICATION

Il a été choisi d'imposer les prescriptions de la Charte Graphique dans le cadre des marchés et éléments de mission suivants :

Géomètres :
Les commandes de relevés de terrains et bâtiments devront prendre en compte la Charte Graphique.

MAITRISE D'ŒUVRE :

Compte tenu de la durée d'une opération les plans de P.C. et D.C.E. seront structurés selon les prescriptions de la charte graphique et livrés sous forme informatique à la Région Ile de France, y compris en cours d'opération.

En amont (esquisse, A.P.S…) l'application de la charte est recommandée.

Maîtrise d'œuvre et entreprises :

Nous souhaitons renforcer l'exigence de qualité concernant les D.O.E. livrés en fin d'opération.

Ces D.O.E. devront impérativement refléter la réalité du bâtiment réceptionné et être formalisés selon les prescriptions de la charte graphique.

L'ensemble des pièces constituant les DOE seront réunies et organisées sur un support informatique (CD Rom) et livrés à la Région Ile-de-France :

- Tableaux Excel (liste des documents, notices…),
- Fichiers Autocad pour les plans et schémas,
- Documents WORD ou fichiers TIF de documents Scannés pour les notices.

Cette contrainte sera insérée, soit comme un article spécifique, soit venir compléter un article existant sur les "documents à fournir", des CCTP des marchés concernés, la Charte Graphique venant en annexe à ces CCTP.

3. CONTROLE

Le respect de ces prescriptions sera contrôlé par le mandataire.
Le mandataire transmettra copie des CD-Roms contenant les documents, après contrôle, pour avis à la Région Ile-de-France, au service connaissance du patrimoine de la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Afin de faciliter l'application de ces prescriptions, il est souhaitable d'encourager les titulaires de marchés concernés à prendre contact en amont de l'exécution de leur mission avec le correspondant de la Région pour une assistance à l'application de la charte et pour des contrôles intermédiaires avant finalisation des dossiers

Concernant la Charte Graphique le contact à la Région Ile de France est :
Service Ressources Techniques Bâti et Foncier

Région Ile-de-France

Pôle Lycées

Direction des opérations

2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen sur Seine

Contact : **connaissance.patrimoine@iledefrance.fr**

La CHARTE GRAPHIQUE Version V2.0.1 d'octobre 2016 se compose des 2 éléments suivants, assemblés dans un dossier *CHARTE GRAPHIQUE + ANNEXES V2.0.1*, à transmettre systématiquement :

- Document *CHARTE GRAPHIQUE - version* 2.0.1 d'octobre 2016
- Les annexes contenant les fichiers prototypes *ANNEXES-PROTO CHG V2.0.1*

4. STRUCTURATION DES FICHIERS DU DCC

Afin de pouvoir être intégrés dans la GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques), les fichiers DCC, ceux-ci doivent respecter un certain nombre de règles. L'ensemble du dossier doit être décomposé en 2 dossiers :

- 1er dossier : **Définition de l'opération** contenant 8 fichiers distincts au format .pdf :

  - **RPC** : Règlement particulier de concours *(pièce N°1)*
  - **Marché MOE** : contenant les documents suivants – AE ; CCAP ; CCTP ; Annexes au CCTP *(pièces N° 2 ; 2.1 ; 2.2 ; 2.3)*
  - **Objectifs du MOA** *(pièce N°3)*
  - **Programme fonctionnel** *(pièce N°4.1)*
  - **Programme Technique** *(pièce N°4.2)*
  - **Programme Environnemental** : contenant les documents suivants – diagnostic ; cahier des charges ; annexes *(pièce N°4.3)*
  - **Documents d'urbanisme, situation** *(pièces N°5, 5.1 ; 5.2, 5.3, 5.4)*
  - **Réponses aux questions**

- 2ème dossier : **Diagnostics techniques** contenant 1 fichier distinct par diagnostic au format .pdf

  - **Diagnostic sondage de sol**
  - **Diagnostic structures et fondations**
  - **Diagnostic clos/couvert**
  - **Diagnostic aménagement intérieur**
  - **Diagnostic fluides et réseaux**
  - **Diagnostic sécurité incendie**
  - **Diagnostic alarme anti-intrusion**
  - **Diagnostic des espaces extérieurs, phytosanitaire et biodiversité**
  - **Autres…**

DATA BOX

La Direction des opérations a mis en place des plateformes de gestion documentaire pour chaque opération du Plan Pluriannuel d'Investissement. Elles sont créées dans l'outil GEDIF (application « alfresco »).

L'objectif de ces « data box » est de constituer un espace partagé entre tous les intervenants de l'opération, y compris les mandataires et maîtres d'œuvre. Chaque intervenant aura la possibilité de consulter les documents mais également de déposer des documents afin de les mettre à disposition de tous.

En fonction des missions de chacun, des droits d'accès en écriture/lecture sont affectés.
Une invitation d'accès aux communautés GEDIF sera envoyée à chaque utilisateur. Il conviendra de les accepter pour pouvoir accéder aux espaces documentaires.

Une notice d'utilisation de ces espaces sera remise à chaque titulaire lors de la réunion de lancement de l'opération. Les renseignements complémentaires sont à prendre à l'adresse : connaissance.patrimoine@iledefrance.fr

ANNEXE 5

CONVENTION DE MANDAT N° XX

DOCUMENTS TECHNIQUES A REMETTRE PAR LE MANDATAIRE AU PÔLE LYCEES AU COURS DE L'OPERATION

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et déposées dans la DATA BOX afférente à l'opération, selon le repérage suivant :

		Maître d' Ouvrage			**Mandataire**
		Service concerné par la transmission	**Document version n° _ en date du _**	**Date de dépôt sur GEDIF**	**A faire**
N°	**Désignation des pièces**			**le**	
A	Extrait du rapport en CP	DO/ DP			
B	Description de l'opération *(fiches CP)* et enveloppe financière opération	DO/DP			
E	Etude de faisabilité	DO/DP			
O	Objectifs du maître d'ouvrage	DO/DP			
P	Eléments de programmation :				
P1	· *Programme fonctionnel du projet*	DO/ PROG			
P2	· *Programme technique et environnemental détaillé*	DO/ SQE			
P3	● *Fiches techniques par local*	DO/ PROG			
P_4	· *Programme fonctionnel et technique du phasage et des bâtiments provisoires*	DO/ PROG/ SQE			
R	Documents administratifs :				
R1	· *Modèle d'AAPC concours*	*DCP/ CAO-jury*			
R2	· *Règlement particulier de concours type*	*DCP/ CAO-jury*			
R_3	· *Modèle de présentation des 5 références (sommaire, fiches..) à l'attention du mandataire*	*DCP/ CAO-jury*			

R4	· *Modèle rapport d'analyse candidatures jury 1ère phase*	*DCP/ CAO-jury*			
	· *Annexe 1 liste des candidats*				
	· *Annexe 2 grilles d'analyse et candidats*				
	· *Modèle de grilles de références architecturales à l'attention des architectes candidats*				
R5	· *Documents administratifs types marché de maîtrise d'œuvre avec ou sans QE : A.E, C.C.T.P, C.C.A.P*	*DCP/ SCPA*			
R6	· *Modèles de lettre de rejet des candidatures jury 1 et jury 2*	*DCP/ CAO-jury*			
R_7	· *Documents administratifs types consultation assistance technique QE : C.C.T.P*	DO/ SQE			
R_8	· *Documents types consultations membres commissions Techniques (C.C.T.P) : fiches missions*	*DO/ DP*			
	Economiste - Contrôleur technique				
R_9	· *Documents types consultations (C.C.T.P) : fiches missions*	*DO/ DP*			
	Audiovisuel - Maquettiste				
R10	· *Tableau récapitulatif des étapes d'un marché de maitrise d'œuvre – concours de maitrise d'œuvre – désignation de maitrise d'œuvre selon l'article 74.III du CMP*	DO/ DP			
C	<u>Cahiers des charges Région :</u>				
C_1	● *Note sur la qualité environnementale*	*DO/ SQE*			
C_2	· *Cahier des charges Région des câblages ET1 parties I – II –III*	DPM / ICATS			
	· *Cahier des charges (pour installation téléphonique guide PABX)*				
	· *Note de cadrage sur le suivi du câblage multimédia assuré par les Assistants Techniques Câblage*				
C_3	· *Charte régionale graphique pour les relevés de géomètre*	*DO/ SRTBF*			

	· *Note sur structuration des fichiers DDC – RPC pour intégration sur GEDIF*				
C_4	· *Note sur l'organisation des commissions techniques*	DO/DP			
C_5	· *Note sur les concours (organisation et déroulement)*	*DCP/ CAO-jury*			
C_6	· *Cadre de décomposition du coût*	DO/DP			
D	Diagnostics techniques :				
D1	· *Sondages de sol*	DO/DP			
D2	· *Fondations / Structure*				
D3	· *Clos / couvert*				
D4	· *Aménagements intérieurs / second œuvre*				
D5	· *Fluides et réseaux*				
D_6	· *DOE Electricté*	*DPM/Service Energie*			
D_7	● *Dispositions constructives et moyens de secours – Alarme / anti-intrusion*	DO/DP			
D_8	● *Espaces extérieurs - étude phytosaniataire - biodiversité*	DO/ SQE			
D_9	· *Accessibilité des personnes handicapées*	DO/ HAND			
D_{10}	· *Assainissement*	DO/DP			
D_P	· *Plomb*	DPM/service amiante et plomb			
DA	· *Amiante*	DPM/service amiante et plomb			
	Flocages, calorifugeages et faux – plafonds				
	Recherches étendues				
DQE	*AES - analyse environnementale de site*	DO/ SQE			
U	Documents d'urbanisme *réglementaire*				
U1	· Plan Locaux d'Urbanisme (PLU)	DO/DP			
F	Documents fonciers :				
F1	· *Plan cadastral*	DO/ SRTBF			

F1'	● *PV de bornage - arrêté de délimitation*	DO/ SRTBF			
F2	· *PV de mise à disposition à la Région - Acte de transfert*	DO/ SRTBF			
Go	Relevés de géomètre :				
Go1	· *Plan topographique / Plans / coupes / Façades*	DO/ SRTBF			
Go2	· *Tableaux de surfaces*	DO/ SRTBF			
Go3	● *Maquette 3 D*	DO/ SRTBF			
Gr	*Documents graphiques autres :*				
Gr1	· *Photographies aériennes*	DO/ SRTBF			
Gr2	· *Photographies du site*	DO/ SRTBF			
I	Carnet d'identité et de santé du patrimoine	DPM/ Antenne			
S	PV de commissions de sécurité	DO/DP			
V	Rapport des services vétérinaires	DO/DP			
X	Autres documents et comptes rendus :				
X1	● *Tableau suivi des réunions de synthèse des phases études*	DO/DP			
X2	● *Cahier des charges communication chantier*	DO/DP			
X3	● *Note de présentation de la databox GEDIF*	DO/ SRTBF			

ANNEXE 6

PLAN D'ARCHIVAGE

CONVENTION DE MANDAT N° XX

Dossier de fin d'opération à transmettre par le mandataire

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission selon le repérage suivant:
-Pôle Lycées/Direction de la Performance/SCC: dossier complet nécessaire à la délivrance du quitus
Le plan d'archivage sera transmis pour validation avant tout envoi de pièces à la Direction de la Performance budgétaire et contractuelle
Ce versement viendra en complément du dépôt des pièces dans la DATA BOX de l'opération, conformément aux indications de l'annexe n°4, et devra respecter la charte graphique de la Région Ile-de-France

N°	Dossier	Sous-dossier	Document	DUA[1]	Point de départ du délai[2]	Nb d'exemplaires	Format
1	**Diagnostics, Concours et Etudes**	A	Diagnostics	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
		B	Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR[4] si DUA 5 ans non dépassée)			1ex	papier
		C	Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE			1ex	papier
2	**Marché de maîtrise d'œuvre**		AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
3	**Marché de Contrôle technique**	A	AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
4	**Marché de Coordonnateur SSI**						
5	**Marché de Coordonnateur SPS**	B	Publicité, Réception et examen des offres	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
6	**Marché d'OPC**						
7	**Marché HQE**	C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
8	**Marché d'Assurance**						
9	**Autres marchés hors Travaux**	D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
10	**Lettre de Commande**		Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
11	**Marché de Travaux**	A	AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance	30 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
		B	Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
		C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
		D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
12	**Autorisations administratives**	A	Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives		Vie du bâtiment[3]		
		B	Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives				
		C	Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux				
		D	Arrêté du permis de construire et ses attendus			1ex	papier
		E	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier				
		F	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité				
		G	Arrêté d'ouverture du Maire				
		H	Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, ...)				
13	**Pièces techniques[5]**	A	Compte-rendus de réunions de chantier		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier
		B	Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution			1ex	papier
		C	Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination			1ex	papier
		D	Rapports du contrôleur technique			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		E	Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		F	Bilan des surfaces construites			1ex	papier
		G	Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements,plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		H	Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		I	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		J	DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		K	DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recolement des ouvrages)			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
14	**Dossier contentieux**		Dossier référé préventif, pré-contententieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel, ...)		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration
(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs
(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)
(4)Le titulaire est autorisé par le service des archives à éliminer les pièces grisées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région

Annexe 3 à la délibération: Récapitulatif des autorisatoins de programme et d'engagement

Libellé pôle LYCEES
Commission Commission permanente du 1er juillet 2020

Numéro de rapport	Dossier - Code	Dossier	Type de décision	Montant proposé de la décision	Type d'opération - Code	Code de l'enveloppe	Chapitre	Fonction	Programme	Action
CP2020-321	D1700324	94 CHEVILLY LARUE LYCEE PAULINE ROLAND - EXTENSION DE CAPACITE 400 PLACES	Revalorisation	500 000,00	OPPJ	HP222-003	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22003 - Construction des lycées neufs	12200301 - Construction des lycées neufs
CP2020-321	D1700378	95 CORMEILLE EN PARISIS LYC NEUF PPI CONSTRUCTION	Affectation	34 608 000,00	OPPJ	HP222-003	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22003 - Construction des lycées neufs	12200301 - Construction des lycées neufs
CP2020-321	D1800518	94 VINCENNES LYCEE NEUF	Affectation	36 256 000,00	OPPJ	HP222-003	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22003 - Construction des lycées neufs	12200301 - Construction des lycées neufs
CP2020-321	D2000369	75 PARIS RABELAIS DEMOLITION RECONSTRUCTION LYCEE	Affectation	7 000 000,00	OPPJ	HP222-003	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22003 - Construction des lycées neufs	12200301 - Construction des lycées neufs
			Sous-total	**78 364 000,00**						
CP2020-321	D1100530	PPI / PPR 2011 - EPINAY SUR SEINE LYC JACQUES FEYDER P 4	Revalorisation	1 000 000,00	OPPJ	HP222-004	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
CP2020-321	D1200473	78 ST GERMAIN LAYE DE VINCI DEMOLITION CONSTRUCTION	Affectation	1 500 000,00	OPPJ	HP222-004	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
CP2020-321	D1000600	77 TOURNAN EN BRIE LYCEE CLEMENT ADER	Affectation	1 330 000,00	OPPJ	HP222-004	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
CP2020-321	D1100086	92 ASNIERES SUR SEINE LYCEE PRONY	Affectation	1 000 000,00	OPPJ	HP222-004	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
			Sous-total	**4 830 000,00**						
CP2020-321	D1800518	94 VINCENNES LYCEE NEUF	Affectation	1 700 000,00	OPPJ	HP222-005	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22005 - Grosses réparations dans les lycées publics	12200501 - Grosses réparations dans les lycées publics
CP2020-321	D2000379	94 VINCENNES LYCEE NEUF	Affectation	2 331 502,00	OPPJ	HP222-018	932 - Enseignement	222 - Lycées publics	22018 - Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires	12201802 - Prestations liées aux travaux
CP2020-321	D2000204	75 PARIS J.DECOUR RG	Affectation	10 000 000,00	OPPJ	HP224-035	902 - Enseignement	224 - Participation à des cités mixtes	22035 - Rénovation des cités mixtes régionales	12203501 - Rénovation des cités mixtes régionales
			TOTAL	**97 225 502,00**						

Annexe 4 à la délibération: Protocole transactionnel

PROTOCOLE D’ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES

La REGION ILE DE FRANCE
Domiciliée 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Représentée par sa Présidente en exercice dûment habilitée par une délibération de la Commission permanente n° _____en date du _____**☯Annexe n°1☸**

ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

La société BELLIARD, SAS enregistrée au SIRET sous le numéro 433 998 358 00017, domiciliée ZI Route de Fougères – BP 32 – 53 120 GORRON
Représentée par son Président en exercice

ci-après dénommée « la société Belliard»

D’AUTRE PART,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Rappel des faits et de la procédure

Par un acte d'engagement n°0850820R-02 notifié le 28 septembre 2009, la société BELLIARD s'est vue confier le Macro Lot n°2 du marché de restructuration d'ensemble et d'extension du lycée de Prony situé 2/4 rue de Bretagne et 7 rue du Maine à Asnières sur Seine (92600) portant sur les travaux de Charpente et Bardage Bois, Bardage et Couverture Zinc et Étanchéité).

Les travaux ont été divisés en 5 macro-lots et attribués au mois de septembre 2009 pour un démarrage des travaux fixé au 16 octobre 2009 pour un délai global de 41 mois. La dernière phase (3) des sites Maine et Bretagne devait ainsi être livrée le 15 mars 2013.

L'acte d'engagement fixait le montant du marché à la somme de 3 862 901,14 euros HT.

Par un avenant n°1, le montant du marché a été augmenté de 33 376,26 euros HT portant le montant du marché à la somme de 3 896 277,40 euros HT.

La réception n'a finalement été prononcée que le 25 août 2017 prolongeant de plus de 53 mois la durée d'exécution du marché.

C'est dans ce contexte que par une première réclamation adressée le 20 mars 2012, la société BELLIARD a sollicité une rémunération complémentaire de 673 352 euros HT au titre de l'indemnisation du « bouleversement général de la programmation et de la planification contractuelle sur la période d'octobre 2009 à décembre 2011 ».

La réclamation se décomposait de la manière suivante :

Chefs de réclamations mars 2012	**Réclamation BELLIARD**
Perte d'industrie sur les exercices 2010 et 2011	361 423,15 €
Immobilisation du personnel d'encadrement sur la période mi-octobre 2010 à décembre 2011	47 300,00 €
Pertes de rendement sur la période 2010 / 2011	50 646,00 €
Renforcement des moyens pour la réalisaton des études d'exécution ayant nécessité un projeteur de plus pendant 8 mois sur la période 2010 / 2011	48 000,00 €
Renforcement des moyens par la mise à disposition d'un chariot élévateur spécifique sur 6 mois sur la période 2010 / 2011	69 000,00 €
Renforcement des moyens par la mise à disposition d'un chef de chantier de plus sur le site pour palier la désorganisation pendant 10 mois sur la période 2010 / 2011	70 000,00 €
Prolongation de la durée de maintien des installations de chantier sur la période 2010 / 2011	9 600,00 €
Sous total	655 969,15 €
Frais financiers	*17 383,18 €*
TOTAL	**673 352,33 €**

A la suite du rejet de cette réclamation, la société BELLIARD a saisi le Comité consultatif de règlement amiable des différents en matière de marché public (CCIRA) de Versailles par un courrier du 12 décembre 2012.

Par un avis rendu le 30 septembre 2013, le CCIRA a estimé que la réclamation de la société BELLIARD pouvait être admise, dans un souci de conciliation et d'équité, à hauteur de 400 000 euros HT :

Chefs de réclamations mars 2012	**Réclamation BELLIARD**	**AVIS CCIRA**
Perte d'industrie sur les exercices 2010 et 2011	361 423,15 €	270 000,00 €
Immobilisation du personnel d'encadrement sur la période mi-octobre 2010 à décembre 2011	47 300,00 €	
Pertes de rendement sur la période 2010 / 2011	50 646,00 €	
Renforcement des moyens pour la réalisaton des études d'exécution ayant nécessité un projeteur de plus pendant 8 mois sur la période 2010 / 2011	48 000,00 €	
Renforcement des moyens par la mise à disposition d'un chariot élévateur spécifique sur 6 mois sur la période 2010 / 2011	69 000,00 €	60 000,00 €
Renforcement des moyens par la mise à disposition d'un chef de chantier de plus sur le site pour palier la désorganisation pendant 10 mois sur la période 2010 / 2011	70 000,00 €	70 000,00 €
Prolongation de la durée de maintien des installations de chantier sur la période 2010 / 2011	9 600,00 €	0,00 €
Sous total	655 969,15 €	400 000,00 €
Frais financiers	*17 383,18 €*	*0,00 €*
TOTAL	**673 352,33 €**	**400 000,00 €**

Aucune suite n'a été donnée à cet avis.

Toutefois et compte tenu du dérapage de ce chantier, la Région Ile-de-France a saisi le juge des référés expertise du Tribunal administratif de Cergy Pontoise par une requête enregistrée le 25 août 2014.

Par une ordonnance rendue le 14 janvier 2015, le juge des référés a désigné un expert judiciaire qui a remis son rapport le 12 août 2016.

Ce rapport est malheureusement empreint de nombreuses insuffisances et incohérences.

Néanmoins, les échanges au cours des opérations d'expertise ont permis d'établir que la cause essentielle des retards résultait des nombreuses et graves défaillances de l'entreprise FAYOLLE, titulaire du marché du macro-lot n°1, tout au long de l'opération.

La société BELLIARD a produit son projet de décompte final au mois de novembre 2017.

Ce décompte est accompagné d'un mémoire de réclamation chiffrant la demande de rémunération complémentaire à la somme de **4 231 626,43 euros TTC** décomposée comme suit :

1)	Travaux supplémentaires et modificatifs non régularisés :	262 305,54 € HT

la rupture des enchaînements, les transferts à répétition, l'utilisation non rationnelle de l'atelier et des équipes sont avérées et à l'origine de surcoûts d'immobilisation et de pertes de rendement récapitulés ci-après :

2)	Perte d'industrie :	941 310,16 € HT
3)	Surcoût d'immobilisation d'encadrement :	47 300,00 € HT
4)	Pertes de rendement :	1 268 911,50 € HT
5)	Renforcement des moyens :	856 019,69 € HT
6)	Surcoût des dépenses communes :	57 800,00 € HT
7)	Frais financiers :	92 708,47 € HT
MONTANT TOTAL DE LA DEMANDE DE REGLEMENT COMPLEMENTAIRE		**3 526 355,36 € HT**
	TVA 20 %	**705 271,07 € HT**
	MONTANT TOTAL	**4 231 626,43 € TTC**

L'exécution de ce marché a donc occasionné à la société BELLIARD un préjudice très important.

Cette situation fragilise évidemment financièrement la société BELLIARD.

C'est dans ce contexte que les parties ont engagé des discussions afin de trouver une issue amiable et négociée au litige les opposant.

Dans le respect de leurs intérêts et après concessions réciproques, les parties ont donc décidé de régler à l'amiable et sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du code civil, le différend qui les oppose et portant sur les préjudices subis par la société BELLIARD au **31 décembre 2011.**

Il est, en effet, apparu possible de s'accorder sur ces préjudices en s'en remettant à l'avis rendu par le CCIRA le 30 septembre 2013.

C'est dans ces conditions qu'un premier protocole d'accord transactionnel a été signé entre les parties le 16 juillet 2018.

Les parties avaient convenu, pour le surplus, de soumettre leur différend au CCIRA avant d'envisager une éventuelle transaction pour les préjudices subis sur la période courant du 1er janvier 2012 à la réception des travaux le 25 août 2017.

Par un avis émis le 2 juillet 2019, le CCIRA de Versailles a estimé la réclamation de la société BELLIARD fondée à hauteur de 1 997 652,95 euros HT augmentée des intérêts moratoires.

C'est sur ces fondements que les parties à la présente se sont rencontrées et ont convenu de ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET DU PRÉSENT PROTOCOLE

Le présent protocole a pour but de mettre un terme définitif au litige né entre les parties portant les conditions d'exécutiuons du marché de travaux (Macro-Lot 2) notifié à la société BELLIARD le 28 septembre 2009 pour la rénovation et l'extension du Lycée de Prony à Asnières sur Seine (92).

Les parties conviennent que le présent protocole se referme sur son objet et n'interdit pas à la Région Ile-de-France de rechercher la responsabilité de la société BELLIARD en cas de dommages, désordres ou malfaçons survenant sur les ouvrages dans les conditions prévues par le contrat, la loi ou les dispositions réglementaires applicables.

ARTICLE 2 : CONCESSIONS RÉCIPROQUES

Sans aucune reconnaissance de responsabilité, la Région accepte d'indemniser la société BELLIARD des préjudices subis dans le cadre de l'exécution de ce marché de travaux.
De son côté, la société BELLIARD renonce définitivement à toute procédure contentieuse contre toute personne ayant participé à l'opération de travaux ayant pour objet l'indemnisation des préjudices subis dans le cadre de l'exécution du marché de travaux mentionné à l'article 1er. La société BELLIARD renonce ainsi à demander l'indemnisation de tout préjudice complémentaire ayant pour origine les conditions d'exécution de ce marché. La société BELLIARD accepte, expressément, dans les condifitions de l'article 1346-1 du code civil que la Région soit subrogée dans l'ensemble de ses droits.

ARTICLE 3 : INDEMNISATION

L'indemnisation due à la société BELLIARD s'établit d'un commun accord à

- La somme de 120 820,11 euros HT, soit 144 984,13 euros TTC au titre du solde du marché ;

- La somme de 716 200,87 euros en indemnisation des préjudices subis du fait des retards (hors champ d'application de la TVA) décomposée comme suit :

Postes préjudice	Montant admis CCIRA	Montants retenus protocole	Coefficients appliqués en négociation
Perte industrie	460 959,47 €	322 671,63 €	70,00%
Perte rendement	787 058,49 €	393 529,24 €	50,00%
TOTAL	**1 997 652,95 €**	**716 200,87 €**	

La Région s'engage, ainsi, à verser à la société BELLIARD une somme totale de **un millions trois mille sept cent dix sept euros et deux centimes (1 003 717,02 euros)** en règlement total et définitif de ce marché, intérêts moratoires compris calculés conformément aux dispositions du décret n°2002-

232 du 21 février 2020 modifié par le décret n°2008-1550 du 31 décembre 2008.

Les parties s'accordent à considérer que le point de départ des intérêts moratoires est fixé au 5 mars 2018, soit 45 jours après l'expiration du délai de 45 jours octroyé au maître de l'ouvrage pour notifier le décompte général.

Les parties s'accordent également à constater qu'au 5 mars 2018, le taux des intérêts moratoires s'établissait à 7%.

Ainsi et pour un paiement effectué le 15 juillet 2020, le montant des intérêts moratoires s'établit à la somme de **142 532,02 euros.** Le montant des intérêts moratoires sera recalculé en cas de paiement postérieur au 15 juillet 2020.

Les parties conviennent expressément que cette somme couvre l'ensemble des préjudices subis et tient compte de l'analyse du CCIRA.

ARTICLE 4 : CLAUSE SUBROGATOIRE

La société BELLIARD accepte expressément et irrévocablement que la Région Ile-de-France soit subrogée dans l'ensemble de ses droits et actions liés aux conditions d'exécution du marché litigieux et singulièrement dans les droits et actions dont elle dispose contre la société FAYOLLE.

Conformément aux articles 1346 et suivants du code civil, la Région Ile-de-France sera subrogée à la société BELLIARD dans ses droits et actions permettant d'obtenir l'indemnisation des préjudices subis consécutivement aux conditions d'exécution du marché litigieux.

La Région Ile-de-France pourra ainsi poursuivre celui ou ceux qui seront regardés comme responsables des préjudices subis par la société BELLIARD afin d'obtenir l'indemnisation des préjudices subis dans la limite des sommes réglées en application de l'article 3 du présent protocole.

Le présent protocole sera, par conséquent, conformément aux dispositions de l'article 1346-5 du code civil, notifié à la société FAYOLLE.

ARTICLE 5 : CLAUSE DE GARANTIE

Pour assurer à la société BELLIARD le caractère définitif de la présente transaction, la Région Ile-de-France s'engage à la relever et garantir indemne de toute condamnation qui serait prononcée à son encontre à l'égard de l'un quelconque des intervenants à l'acte de construire, et en particulier de la société FAYOLLE, dans le cadre d'une action récursoire de leur part consécutivement aux prétentions indemnitaires qu'elle dirigerait contre eux.

La garantie ici stipulée est limitée aux seules sommes versées à la société BELLIARD en application du présent protocole dans l'hypothèse où la Région Ile-de-France arriverait à obtenir qu'elles soient mises à la charge de la société FAYOLLE ou de tout autre intervenant. Ce n'est que dans cette hypothèse et si la ou les sociétés concernées obtenaient une condamnation de la société BELLIARD à leur rembourser tout ou partie de la somme visée l'article 3 du présent protocole, que la présente garantie serait susceptible de s'appliquer.

La société BELLIARD s'engage à informer la Région Ile-de-France dans le mois qui suit l'introduction d'une action. L'information se fera par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au siège de la Région Ile-de-France et comprendra une copie de l'acte introductif d'instance, les pièces qui y sont jointes ainsi que les références de l'instance introduites (nom de la juridiction et n° d'instance). Le non respect de cette formalité essentielle privera d'effet la clause de garantie.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE NON-RECOURS

Le présent accord est une transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil et met fin au litige ayant trait à l'indemnisation due dans le cadre de l'exécution du marché de travaux (Macro-Lot 2) de la société BELLIARD notifié le 28 septembre 2009 pour la rénovation et l'extension du Lycée de Prony à Asnières sur Seine (92), sous réserve de l'exécution effective des obligations qu'il comporte.

En conséquence la société BELLIARD renonce de manière irrévocable et définitive à toute instance, recours, revendication ou action de quelque nature que ce soit, passée, en cours ou future, au titre du marché litigieux contre toute participant à l'opération de travaux.

Elle renonce, également, à toute contestation de toute nature portant sur le montant et les modalités de calcul de l'indemnité versée par la Région Ile-de-France en application des stipulations de l'article 3 du présent protocole.

ARTICLE 7 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le versement des sommes dues sera réalisé par virement sur le compte bancaire de la société BELLIARD ☯**Annexe n°2**☸.

Le paiement interviendra dans un délai maximal de 30 jours suivant l'entrée en vigueur du présent protocole conformément aux dispositions réglementaires applicables.

ARTICLE 8 : RÉSERVES A LEVER

La société BELLIARD s'engage à réaliser les travaux nécessaires à la levée de la réserve subsistante émise lors de la réception des travaux.

Les travaux en cause concernent la végétalisation des terrasses des bâtiments Maine et Bretagne.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de **6 mois** à compter du paiement des sommes dues en exécution du présent protocole. La société BELLIARD rappelle que ces travaux sont à réaliser pendant une période de vacances scolaires.

A défaut de réaliser des travaux litigieux, les parties s'accordent sur l'application par la Région Ile-de-France d'une réfaction pour réserve non levée d'un montant de 40.000 € (quarante mille euros) qui sera recouvré par l'émission d'un titre de recettes exécutoire.

ARTICLE 9 : COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION

Les parties conviennent, conformément aux dispositions légales, que tout litige relatif à l'exécution du présent protocole relèvera de la compétence du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 10 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par la Région au titulaire, après accomplissement des formalités de transmission en préfecture, conformément aux dispositions des articles L. 4141-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITÉ

Les parties s'engagent à conserver au différend exposé et au présent accord un caractère strictement confidentiel, sauf pour celles-ci à se prévaloir de cet accord devant les tribunaux pour en exiger le respect des termes ou demander à ce que soit sanctionné leur non-respect.

Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas pour le cas où l'une ou l'autre des parties aurait besoin de justifier auprès de l'administration fiscale des écritures passées en exécution du présent accord.

Elle ne s'applique pas non plus aux experts comptables, commissaires aux comptes ou assureurs des parties, ceux-ci étant soumis au secret professionnel à l'égard de leur client.

Cette obligation de confidentialité ne s'oppose pas à la communication de la présente convention aux élus du Conseil Régional conformément aux

dispositions des articles L. 4132-17 et suivants du CGCT ou de tout autre texte faisant obligation à la Région d'en assurer communication ni à sa notification à la société FAYOLLE conformément aux stipulations de l'article 4.

Fait en trois exemplaires originaux

A Paris, le_____

Pour la société BELLIARD **Pour la Région Ile-de-France**

ANNEXES :

Annexe 1 – Délibération de la Commission permanente de la Région Ile de France n°_____ en date du_____ ;

Annexe 2 – RIB de la société BELLIARD.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-323

DU 1 JUILLET 2020

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DES ASSOCIATIONS POUR DÉVELOPPER LE LIEN ENTRE LES LYCÉES ET LES ENTREPRISES - 2ÈME RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'Education ;
VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie pour 2007-2013 ;
VU La délibération n° CR 06-08 du 26 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;
VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à la réussite des élèves, « paroles de lycéen-ne-s », la suite de la consultation ;
VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 94-16 du 19 mai 2016 portant sur l'ouverture des lycées sur le monde de l'entreprise ;
VU La délibération n° CP 16-441 du 21 septembre 2016 relatif au développement du lien entre les lycées et les entreprises ;
VU La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-323 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique

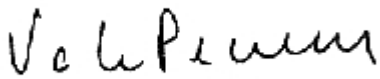
Décide de participer au titre du dispositif « Ouvrir les lycées sur le monde de l'entreprise » au financement des projets détaillés dans les fiches-projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 476 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n°CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et

n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 476 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme : HP 28-005 « Schéma des formations » - Action 12800501 « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182000-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050071 - CROISSANCE RESPONSABLE - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-65738-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	103 000,00 € TTC	19,42 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DE FRANCE
Adresse administrative : 23 QUAI DE CONTI
75006 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur David TEILLET, Directeur général des services

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 septembre 2020 - 15 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet a pour but de favoriser les échanges entre le monde enseignant et le monde de l'entreprise. Il s'agit concrètement, par l'intermédiaire de leurs enseignants, de mieux préparer les élèves à une orientation positive et à une insertion professionnelle de qualité. Il s'agit également d'améliorer la connaissance du terrain scolaire par les chefs d'entreprise et de leur permettre des recrutements plus ouverts . Le projet est fondé sur l'idée générale que des échanges plus nombreux et plus précoces seront déterminants pour préparer la vie professionnelle des jeunes.

Stages en entreprise pour les enseignants et les acteurs du monde éducatif.
Journées d'immersion en milieu scolaire pour les chefs d'entreprise.
Colloques et rencontres et débats à destination des élèves et des acteurs du monde de l'entreprise.

Thèmes abordés :

Savoir être :
Découverte des comportements attendus dans le monde du travail et en particulier dans l'entreprise : ponctualité, assiduité, savoir s'insérer dans une équipe, savoir être une force de proposition
Découverte du fonctionnement et des impératifs auxquels sont soumises les entreprises;

Nbre établts : 200
Classes concernées : 5ème, 4ème, 3ème, Seconde, Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 6 000

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (documentation, location de salles, honoraires prestations…)	60 000,00	58,25%
Services extérieurs	20 000,00	19,42%
Frais de communication	13 000,00	12,62%
Organisation de manifestations (forums, colloques, …)	10 000,00	9,71%
Total	103 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	19,42%
Autres apports (mécénat; crowfunding…)	83 000,00	80,58%
Total	103 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX049963 - ENACTUS FRANCE - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	142 500,00 € TTC	28,07 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENACTUS FRANCE SIFE FRANCE
Adresse administrative : 204 RUE DE CRIM E
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Rym ROY-KROURI, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le parcours pédagogique "Mon Projet ESS" proposé aux lycéens, de filières professionnelles et essentiellement en Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) leur permet de développer les savoir-être et les savoir-faire pour devenir entrepreneur de leur vie et citoyen engagé sur leur territoire. Il encourage la prise d'initiative et le développement de la créativité des élèves qui sont amenés à pousser leur réflexion, penser à la conception d'un projet solidaire et réfléchir aux moyens pour le développer. Durant ce parcours les élèves rencontrent plusieurs professionnels et font une visite d'entreprise. Par conséquent, ce parcours contribue à l'orientation des élèves en leur ouvrant le champ des possibles et in fine favorise leur insertion professionnelle.

Il se décline en douze ateliers, durant lesquels les élèves sont amenés à découvrir l'ESS lors d'un événement de lancement, rencontrer des acteurs de l'ESS, identifier les besoins de leur territoire et à travailler en équipes pour faire émerger leur projet d'entrepreneuriat social. Les élèves présentent leur projet devant un jury de professionnels du monde académique et de l'entreprise au cours d'une cérémonie de clôture organisée pour célébrer leur engagement.

Thèmes abordés :
À travers un parcours spécialement conçu de 12 ateliers, animé en milieu scolaire :
- Développer de nouvelles aptitudes et compétences comme la prise d'initiative, la créativité, la connaissance, de soi, etc.
- Découvrir des métiers avec des rencontres avec des professionnels de l'entreprise (visite d'entreprises

du territoire, coaching en classe) ;
- Élaborer un projet d'ESS et travailler en équipe : définir et structurer un projet collectif, apprendre à travailler en équipe, savoir présenter son projet et convaincre ;
- Découvrir l'Économie sociale et solidaire (ESS) : comprendre ses principes, ses acteurs et ses métiers, identifier les enjeux de société de son territoire.

Nbre établts : 10
Classes concernées : Seconde, Première
Nbre élèves concernés : 480

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	27 000,00	18,95%
Charges de personnel	83 000,00	58,25%
Autres charges de gestion courante (Frais de fonctionnement, bureau, assurance, Bureautique)	13 000,00	9,12%
Frais de communication	3 000,00	2,11%
Organisation de manifestations (forums, colloques, …)	10 500,00	7,37%
Achats de matériels et fournitures (Matériel et outils pédagogiques)	5 000,00	3,51%
Autres dépenses (Logistique et transports des formateurs pour se rendre dans les lycées de la Région)	1 000,00	0,70%
Total	142 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	28,07%
Subvention Etat (Ministère de l'Education Nationale)	3 333,00	2,34%
Subvention Etat (ANCT)	42 167,00	29,59%
Financement(s) privé(s) (Fondation KPMG, Fondation SNCF, Fondation)	57 000,00	40,00%
Total	142 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX049966 - ASSOCIATION C'POSSIBLE - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	37 500,00 € TTC	80,00 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : C POSSIBLE
Adresse administrative : 12 AVENUE DE LOWENDAL
75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François VACHEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 2 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des lycéens des filières professionnelle et technologique. Des actions sont menées en collaboration avec les équipes pédagogiques des lycées partenaires pour parfaire les connaissances des élèves sur le monde de l'entreprise, son fonctionnement et ses métiers. Des professionnels interviennent en classe afin de témoigner sur leur parcours professionnels et conseiller les jeunes qui recherchent des stages ou un emploi après leur Bac ou leur BTS. Des projets pédagogiques sont mis en place avec les entreprises partenaires de C'Possible, qui parrainent des classes pendant toute une année scolaire et les accueillent pendant des journées en immersion.

Les actions menées dans le cadre de ce projet suivent plusieurs modalités :
- Des interventions en classe interactives basées sur les échanges entre intervenants et élèves
- Des journées d'immersion en entreprise permettant aux élèves de participer à des ateliers « vis ma vie » avec les collaborateurs, afin de découvrir les différents métiers
- Des mini stages-découverte de 2 ou 3 jours en entreprise
- Des forums des métiers organisés en partenariat avec les lycées et les entreprises.

Thèmes abordés :
1.Connaissance de l'entreprise : les bénévoles interviennent en classe pour échanger sur le fonctionnement d'une entreprise, ses métiers, son développement et ses missions. Des ateliers de création d'entreprise sont organisés par des entrepreneurs. .

2.Connaissance des métiers : des ateliers de présentation des métiers sont animés en classe par des professionnels des métiers de la Logistique, de la communication, du commercial, des ressources humaines, du Marketing ou du Numérique.
3. Préparation aux entretiens d'embauche :

Nbre établts : 38
Classes concernées : Seconde, Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 5 000

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	2 000,00	5,33%
Charges de personnel	19 000,00	50,67%
Autres charges de gestion courante (Frais de déplacement des élèves et des bénévoles)	2 000,00	5,33%
Frais de communication (Mises à jour site internet , édition de plaquettes de présentation, tournage de vidéos lors des projets pédagogiques en entreprise)	8 500,00	22,67%
Organisation de manifestations (organisation de forum des métiers, workshop entre professeurs, entreprises et bénévoles de l'association)	3 000,00	8,00%
Achats de matériels et fournitures : jeu pédagogique "Le Jeu des Possibles", sur la recherche d'une voie professionnelle et d'un métier.	3 000,00	8,00%
Total	37 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	80,00%
Financements privés : Taxe d'apprentissage, cotisations adhérents	7 500,00	20,00%
Total	37 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX049967 - BOUTIQUES DE GESTION PARIS ILE DE FRANCE - BGE PARIF - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	50 000,00 € TTC	80,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF
Adresse administrative : 18 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danielle DESGUEES, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de sensibiliser à l'entrepreneuriat des lycéens franciliens décrocheurs ou proches du décrochage scolaire afin de :
- Les ouvrir à l'esprit d'initiative et d'entreprendre
- Leur faire découvrir le métier d'entrepreneur
- Les familiariser à la conduite de projets en stimulant leurs qualités entrepreneuriales souvent ignorées
- Faire vivre à des groupes de jeunes le parcours d'un entrepreneur, ainsi qu'une présentation devant un jury
- Les initier à la gestion d'entreprise en milieu concurrentiel
- Leur faire découvrir le marketing

L'éducation est primordiale dans la construction de chaque individu et est un puissant vecteur d'intégration et d'égalité des chances. Malheureusement, chaque année, de nombreux jeunes sortent du système scolaire sans diplôme et certains décrochent en cours de scolarité.
En échec scolaire, les jeunes ciblés par ce programme cumulent des lacunes, ne sont pas sûrs d'eux et développent d'énormes complexes qui les empêchent d'avancer, d'avoir confiance et donc de croire en leur avenir.

Il s'agit de réaliser 4 animations différentes :
J'entreprends, Je gère, Je vends, interventions personnalisées

Nbre établts : 26
Classes concernées : Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 370

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (Electricité/EDF)	190,00	0,38%
Services extérieurs	10 650,00	21,30%
Charges de personnel	38 160,00	76,32%
Autres charges de gestion courante (dotation aux amortissements)	750,00	1,50%
Documentation	10,00	0,02%
Frais de communication	130,00	0,26%
Achats de matériels et fournitures (fournitures administratives, fournitures informatiques)	110,00	0,22%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	80,00%
Autres recettes (BGE)	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050007 - ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE ILE DE FRANCE - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	320 250,00 € TTC	15,61 %	50 000,00 €
		Montant total de la subvention	50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : La Filature
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Kalya THEVATHASAN, Directrice générale adjointe

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 9 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Mini Entreprise permet aux jeunes de découvrir de façon concrète l'organisation d'une entreprise et les métiers qui la composent. Cette expérience les aide à mieux choisir leur orientation voire à insuffler chez eux un esprit d'entrepreneuriat. La rencontre avec un mentor issue du monde de l'entreprise leur ouvre de nouvelles perspectives concernant leur avenir professionnel. Les jeunes sont amenés à se présenter et à s'exprimer sur leur projet. Ils acquièrent une aisance relationnelle et se préparent à la prise de parole en public. Les Mini Entrepreneurs s'approprient les codes de l'entreprise, tels que le comportement à avoir ou la tenue vestimentaire à adopter. La Mini Entreprise les incite aussi à prendre des initiatives, à gagner en autonomie et à avoir confiance en leurs capacités. A travers ce projet, les jeunes acquièrent des connaissances qui leur seront nécessaires dans leur vie professionnelle future : rédaction d'un CV et d'une lettre de motivation, maitrise des outils de bureautique et numérique, langage professionnel, présentation orale.

Thèmes abordés :
-découvrir le monde économique
-développer son esprit citoyen
-analyser son environnement pour bâtir un projet découvrir des familles de métiers faire monter en compétences
-découvrir et développer ses compétences professionnelles
-passer d'une idée a un produit prendre la parole en public

-une meilleure orientation professionnelle valoriser les filières

Nbre établts : 75
Classes concernées : 3ème, Seconde, Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 1 700

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (petits matériels, fournitures de bureau)	525,00	0,16%
Services extérieurs	19 425,00	6,07%
Charges de personnel	241 500,00	75,41%
Autres charges de gestion courante	1 575,00	0,49%
Documentation	2 100,00	0,66%
Frais de communication	2 625,00	0,82%
Organisation de manifestations (forums, colloques, …)	1 050,00	0,33%
Autres dépenses (accompagnement des projets par des prestataires ; les frais de déplacements et de missions ; les frais postaux, télécom)	51 450,00	16,07%
Total	320 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	15,61%
Subvention Etat	94 375,00	29,47%
Subvention Département Seine-et-Marne	12 640,00	3,95%
Financements privés entreprises partenaires via le RSE et la Fédération Entreprendre pour Apprendre France	112 875,00	35,25%
Autres apports (mécénat; crowfunding…)	6 500,00	2,03%
Autres recettes (cotisation établissements)	31 500,00	9,84%
Agglomération Grand Paris Seine & Oise	12 360,00	3,86%
Total	320 250,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050030 - JOB IN REAL LIFE - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	150 340,00 € TTC	26,61 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JOBIN REAL LIFE
Adresse administrative : 10 RUE DE VILLIERS
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christelle MESLE -GENIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 2014, l'association JobIRL met en œuvre le programme "Connecte-toi à ton avenir" (CTA) dans des établissements scolaires sur les huit départements du territoire. La plateforme www.jobirl.com est utilisée en appui des interventions pour connecter les élèves avec les milliers de professionnels (aujourd'hui 5 000) engagés pour les aider à découvrir les métiers et les formations, à relire leur CV et leur lettre de motivation et à argumenter leurs choix d'orientation.
Les objectifs de ce programme sont multiples :
- Permettre aux chefs d'établissements et aux enseignants de mettre en oeuvre plus facilement le Parcours Avenir en proposant des actions "clés en main", innovantes et complémentaires de celles déjà réalisées dans l'établissement
- Accompagner les élèves dans la construction d'un projet d'orientation éclairé grâce au contact direct et fréquent avec le monde professionnel
- Favoriser le lien Ecole-Entreprise en concrétisant la volonté des nombreuses entreprises du territoire de s'engager pour la réussite scolaire et l'insertion professionnelle de la jeunesse francilienne

Thèmes abordés :
Le catalogue d'actions du programme CTA est proposé aux équipes pédagogiques, avec qui l'association détermine les actions à mener en début d'année :
- Diversité du monde professionnel
- C'est quoi une entreprise ?
- Je crée mon entreprise

- Accompagnement renforcé à la recherche de stage
- Préparation à l'entrée en stage (attendus et codes)
- Métiers, secteurs d'activités et entreprises
- Formations, filières d'études et écoles
- Explorer les métiers en échangeant avec les professionnels de JobIRL
- Explorer les formations en échangeant avec les étudiants de JobIRL
- Stéréotypes sur le monde professionnel
- Stéréotypes sur les études
- Aide à la rédaction des Projet de Formation Motivés
- Rencontres métiers Happy JobIRL

Nbre établts : 15
Classes concernées : 5ème, 4ème, 3ème, Seconde, Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 3 000

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels et fournitures	650,00	0,43%
Services extérieurs (Dépenses web et hébergement, consultants, locaux,...)	35 350,00	23,51%
Charges de personnel	112 670,00	74,94%
Déplacements	1 670,00	1,11%
Total	150 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	26,61%
Agence Nationale de la Cohésion des Territoires	30 000,00	19,95%
Fondation Pierre Bellon, Fondation JP Morgan	30 000,00	19,95%
Mécénat d'entreprise	30 000,00	19,95%
Taxe d'apprentissage	20 340,00	13,53%
Total	150 340,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050067 - RÉSEAU NATIONAL DES ENTREPRISES POUR L'EGALITÉ DES CHANCES DANS L'EDUCATION NATIONALE - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	54 000,00 € TTC	66,67 %	36 000,00 €
	Montant total de la subvention		36 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSO RESEAU NATIONAL ENTREPRISE EDUCATION
Adresse administrative : 32 BOULEVARD PAUL VAILLANT COUTURIER 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALEXANDRE VARLET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les « Jumelages d'échanges solidaires » est un programme mis en oeuvre par « Le Réseau », en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale et permet de renforcer de manière pérenne les liens locaux entre École et Entreprise. Suivant le même principe que les jumelages intercommunaux, ce programme consiste à jumeler un
lycée professionnel à une entreprise locale ou une structure locale d'entreprise (point de vente, de production, d'activité commerciale ou industrielle, siège social ou administratif national ou local…) disposant d'une implantation proche de celui-ci afin d'établir un programme « d'échanges solidaires » sur l'année scolaire.

Thèmes abordés :
-Sensibiliser les élèves in situ à l'environnement technologique, économique et professionnel,
-Lutter contre les préjugés et l'autocensure dans la construction des parcours d'orientation des élèves,
-Promouvoir l'égalité femmes-hommes au sein du monde professionnel,
-Lutter contre le décrochage scolaire,
-Lutter contre toutes les formes de radicalisme et faire respecter les valeurs de laïcité au sein du monde professionnel,
-Former les élèves à la maîtrise de la prise de parole en public ,
-Permettre à chaque élève de développer son réseau personnel et professionnel,

-Permettre à chaque élève d'enrichir sa connaissance des métiers et des secteurs d'activité,
-Développer l'apprentissage des codes du savoir être en entreprise (ponctualité, politesse, apparence...),
-Former les élèves aux règles du "savoir voyager" et développer leurs compétences en matière de mobilité.

Nbre Etablissements concernés : 45
Classes concernés : Seconde, Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 2 500

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	1 000,00	1,85%
Charges de personnel	36 000,00	66,67%
Autres charges de gestion courante	6 000,00	11,11%
Frais de communication	6 500,00	12,04%
Organisation de manifestations (forums, colloques, …)	3 000,00	5,56%
Achats de matériels et fournitures	1 500,00	2,78%
Total	54 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	36 000,00	66,67%
Financements privés (cotisations entreprises adhérentes)	18 000,00	33,33%
Total	54 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050069 - MOUVEMENT DES ENTREPRISES DU VAL D'OISE - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	12 500,00 € TTC	80,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEVO MOUVEMENT ENTREPRISES VAL D'OISE
Adresse administrative : 84 Boulevard Héloïse
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Claire HAMONIC, Responsable de service

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le MEVO propose l'organisation d'actions de formation et de visites d'entreprises à destination des lycéens et du personnel éducatif afin de leur permettre une meilleure connaissance du monde de l'entreprise, des codes comportementaux adaptés, des filières professionnelles et des méthodes de recherche de stage et d'emploi.

Le MEVO propose, sur le temps scolaire, des présentations de métiers dans des secteurs porteurs d'emploi par des professionnels et des ateliers sur différents thématiques décrites ci-dessous ainsi que l'organisation de visites d'entreprises. Les lycées sélectionnent les interventions qui les intéressent dans la limite des budgets alloués au MEVO. Les présentations des métiers sous forme de conférence interactive et les ateliers sont réalisés par un professionnel expert du sujet (éventuellement en co-animation avec un 2nd expert) et toujours en présence du professionnel référent du lycée. Concernant la visite d'entreprise, les ateliers de connaissance de l'entreprise et des codes comportementaux adaptés et de préparation de la visite sont des ateliers préalables obligatoires.

Thèmes abordés:
Le MEVO propose, sur le temps scolaire, des présentations de métiers dans des secteurs porteurs d'emploi par des professionnels experts : métiers de l'hôtellerie/restauration, les métiers des sciences et de l'industrie au féminin, les métiers de la vente, les métiers de l'automobile, un atelier de sensibilisation à

l'entreprenariat, un atelier sur la connaissance de l'entreprise et des codes comportementaux adaptés, des ateliers thématiques sur les outils de recherche de stage et d'emploi (CV, lettres de candidatures, l'entretien de recrutement, l'identification des entreprises de mon secteur, préparation de la visite d'entreprise), des ateliers de tutorat et l'organisation de visites d'entreprises.

Nbre établts : 4
Classes concernées : Première, terminale
Nbre élèves concernés : 120

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	5 500,00	44,00%
Services extérieurs	6 000,00	48,00%
Documentation	500,00	4,00%
Achats de matériels et fournitures	500,00	4,00%
Total	12 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	80,00%
Subvention commune d'Argenteuil	2 500,00	20,00%
Total	12 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050072 - UGOP - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	36 989,00 € TTC	27,04 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UGOP
Adresse administrative : 12 RUE TOURNEUX
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Oswald MAVOUNGOUD

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association propose d'organiser des conférences, forums des métiers artistiques, ateliers et des portes ouvertes au sein des lycées (ouvertes à tous les élèves de l'établissement).

Le projet vise à faire mieux appréhender et comprendre le fonctionnement des entreprises artistiques.
Les lycéens en manque de réseaux seront conseillés et accompagnés dans la recherche d'un stage et future emploi par des tuteurs: création de cv vidéo, visite d'entreprises partenaires : TF1, CANAL + France télévision,
Théâtre de la Ville de Paris, Accor Aréna, Radio France.
Zénith de Paris, Théâtre Les Bouffes du Nord, Centre Paris Anim'. des armées aux Forums de l'emploi.
Au programme :
Rencontres avec des professionnels qui présenteront leurs métiers et les débouchés en île de France :
Armée : métiers autour du pilotage de Drone, TF1, CANAL +.
Journées portes ouvertes pour présenter les métiers dans les locaux d'UGOP et les lycées.

Thèmes abordés :
Comment choisir un métier artistique via le numérique dans un secteur d'avenir et porteur en France ?
Quelle formation choisir ?
Comment financer sa formation ?
Comment élargir son réseau professionnel ?
Comment trouver un stage durant ses études?

Comment trouver un emploi après et pendant ses études en rapport avec son projet professionnel?
Comment régider un cv personnalisé avec les outils numériques et les plateformes de recherches de stages et d'emplois.

Nbre établts : 10
Classes concernées : 5ème, 4ème, 3ème, Seconde, Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 250

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (Matériels de projection, tablettes numériques pour les forums des métiers, les portes ouvertes dans les lycées, les visites en entreprises)	1 800,00	4,87%
Services extérieurs	2 574,00	6,96%
Charges de personnel	15 230,00	41,17%
Autres charges de gestion courante	1 765,00	4,77%
Documentation	2 434,00	6,58%
Frais de communication	3 980,00	10,76%
Organisation de manifestations (forums, colloques, …)	5 375,00	14,53%
Achats de matériels et fournitures (ordinateurs portables, véhicule déplacement avec le matériel)	3 831,00	10,36%
Total	36 989,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	27,04%
CAF Paris	8 000,00	21,63%
Préfecture de Paris	7 200,00	19,47%
Ville de Paris	4 789,00	12,95%
Française des jeux	7 000,00	18,92%
Total	36 989,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050073 - CREE TON AVENIR !!! - FRANCE - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	79 600,00 € TTC	37,69 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CREE TON AVENIR ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 5 RUE ALPHONSE BERTILLON
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARITXU ARAN, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Crée ton Avenir -France, œuvre pour l'orientation et l'autonomie des jeunes, se donne pour objectif d'accompagner les collégiens et les lycéens, en priorité fragilisés (habitants en quartiers prioritaires, en difficultés scolaires, en situation de prédécrochage, …, en situation de handicap) dans la construction de leur projet d'orientation professionnelle afin de les rendre entrepreneurs de leur vie.
2 objectifs majeurs :
• Inscrire les jeunes dans un processus apprenant visant à devenir autonome dans la construction de leur projet professionnel et à faire face aux phases de transition au collège et au lycée.
• Développer leur capacité à s'orienter, utile tout au long de leur vie.
Ce processus apprenant est composé de 5 modules interdépendants :
• 3 étapes de choix : domaines professionnels, filières de formation, établissements de formation
• 6 typologies d'actions
• La mobilisation d'un écosystème
• Un dispositif de pilotage de la construction du projet d'orientation à différents niveaux
• Le développement et valorisation de la capacité à s'orienter basée sur un référentiel de compétences.
Ce processus est décliné en parcours spécifiques par public bénéficiaire :
• Parcours Collégiens (de la 4ème à la 3ème) Objectif :
Faire des choix d'orientation post 3ème
• Parcours Lycéens aux lycées généraux et technologiques (de la seconde à la terminale). Objectif : Faire des choix d'orientation post Bac.
Chaque parcours comprend :

• Un outil digital "Parcours Orientation"
• Un accompagnement des enseignants (formation et suivi)
• Des actions présentielles ou semi présentielles

Le club explorateurs CTA est un groupe de lycéens volontaires réunis autour d'un dispositif pédagogique sur une année académique, sous la forme d'un challenge avec des défis à relever.

Nbre établts : 15
Classes concernées : seconde, première
Nbre élèves concernés : 600

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	20 000,00	25,13%
Charges de personnel	59 600,00	74,87%
Total	79 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	37,69%
Fondation SNCF	20 000,00	25,13%
Fonds Autosphère	10 000,00	12,56%
Autres partenaires	19 600,00	24,62%
Total	79 600,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050077 - MOI DANS 10 ANS - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	60 000,00 € TTC	41,67 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOI DANS 10 ANS
Adresse administrative : 1 RUE DES SABOTIERS
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HOLY SICARD-RAZAKA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Moi dans 10 ans, partenaire de l'entreprise sociale Myfuture, ambitionne d'aider les jeunes qui n'ont pas de réseau à construire leur projet professionnel.
L'association a créé une plateforme de mise en relations de jeunes de 15 à 20 ans avec des professionnels pour réaliser des immersions courtes en entreprise (stages de 3e, mini-stages, visites d'entreprise).
Aujourd'hui, près de 2000 offres de stage sont disponibles dans la région.
Le projet vise à répondre à trois objectifs :
- Accroître notre base d'offres de stage accessibles aux jeunes ;
- Renforcer l'accompagnement des jeunes en difficulté (jeunes de quartiers prioritaires, de territoires ruraux et jeunes femmes) ;
- Apporter un soutien aux équipes pédagogiques et encadrants associatifs.

Le projet prévoit :
- une plateforme de mise en relation de jeunes souhaitant découvrir le monde professionnel avec des entreprises ;
- des ateliers de formation des équipes pédagogiques et des encadrants associatifs pour prendre en main la plateforme ;
- des entretiens téléphoniques de préparation à la semaine d'immersion ;
- la diffusion de supports pédagogiques pour les jeunes (pdf et vidéos) ;
- à la demande des établissements scolaires, des ateliers en classe sur les codes de l'entreprise.

Thèmes abordés :
Sensibilisation aux codes de l'entreprise tels que choisir une tenue convenable pour se rendre à son stage, un rappel des règles de conduite à adopter en milieu professionnel, ou comment construire un réseau professionnel. Une aide est également apportée aux élèves en situation d'enclavement géographique à construire leur itinéraire pour se rendre sur leur lieu de stage. Pour les élèves de QPV, il est prévu de construire avec eux un itinéraire en transports en commun, et pour les jeunes de milieux ruraux, de les oriente vers des solutions de mobilité alternative (transports partagés, covoiturages…).
Développement de compétences utiles tout au long de la vie professionnelle : 1er CV, 1ère lettre de motivations, apprendre à interagir avec un professionnel, etc.
Découverte de métiers de façon concrète en immersion, et de la diversité des secteurs d'activité existants en Ile-de-France.
Pour les jeunes femmes en particulier : découverte du secteur du numérique et présentation de ses métiers.

Nbre établts : 50
Classes concernées : 3ème, Seconde, Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 800

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (frais de bouche, déplacement ; frais techniques (logiciels) liés à la plateforme)	1 000,00	1,67%
Services extérieurs	3 000,00	5,00%
Charges de personnel	51 000,00	85,00%
Frais de communication	5 000,00	8,33%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	25 000,00	41,67%
Préfecture Seine et Marne	10 000,00	16,67%
Agence Nationale de la Cohésion des Territoires	10 000,00	16,67%
Fondation Femmes numériques	10 000,00	16,67%
ORPEA	5 000,00	8,33%
Total	60 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050078 - ESPOIRS JEUNES - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	80 000,00 € TTC	18,75 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPOIRS JEUNES
Adresse administrative : 131 AVENUE DE LA R PUBLIQUE
93150 LE BLANC MESNIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur RIAD MAHDJOUBI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet « Boss Ton Avenir » s'adresse aux jeunes lycéens provenant de Réseaux d'Éducation Prioritaires (REP).
L'objectif principal est de permettre l'amélioration de leur insertion, et de mieux les préparer au monde professionnel.
L'idée est de permettre à chaque élève d'acquérir les principales clés de compréhension du monde professionnel qui leur permettront de construire leur projet d'orientation scolaire et professionnelle.
Pour ce faire, l'association Espoirs Jeunes compte profiter de son réseau local et ainsi

Le projet « Boss Ton Avenir » s'appuie sur différents points :
• Rencontre entre élèves participants au projet et acteurs du monde professionnel
• Visite d'entreprises et de collectivités
• Participation à un projet pédagogique basé sur l'esprit d'initiative (concours de création d'entreprise)
• Formations Prévention des risques professionnels (santé et sécurité au travail)
• Forum des métiers
• Stages en entreprises

Le projet « Boss Ton Avenir » s'articule en 6 modules :
Module 1 : « Un professionnel en classe »
Module 2 : « Montre-moi ton job »
Module 3 : « Concours de création »

Module 4 : « Formations Prévention des risques professionnels »
Module 5 : « Forum des métiers Ateliers CV et lettres de motivation »
Module 6 : « Accueil de stagiaires »
accueillir 5 stagiaires.
Thèmes abordés :
Entreprenariat
• Salariat
• Prévention des risques professionnels
• Secourisme
• Incendie
• Métiers
Nbre établts : 10
Classes concernées : 3ème, Seconde, Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 750

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels secourisme, formation incendie, procédure INRS, COVID 19, denrées alimentaires, lots à gagner concours, publicité,...)	25 000,00	31,25%
Services extérieurs	30 000,00	37,50%
Documentation	5 000,00	6,25%
Frais de communication	5 000,00	6,25%
Organisation de manifestations (forums, colloques, …)	15 000,00	18,75%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	18,75%
Subvention Département Seine-Saint-Denis	30 000,00	37,50%
Subvention Commune Blanc Mesnil	15 000,00	18,75%
INEPS	20 000,00	25,00%
Total	80 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050081 - LES ENTRETIENS DE L'EXCELLENCE- CLUB 21ÈME SIÈCLE - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	60 000,00 € TTC	16,67 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ENTRETIENS DE L'EXCELLENCE
CLUB XXI E SIECLE
Adresse administrative : 9 BIS RUE VEZELAY
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE SARROIS, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
'Tournée de l'Excellence' en Ile de France : il s'agit de faire se rencontrer des jeunes, issus prioritairement des zones REP, RE+ ou QPV , avec des intervenants professionnels, au cours d'ateliers thématiques, un samedi après-midi..

Cette rencontre entre jeunes, professionnels et bénévoles a plusieurs objectifs:
- Lutter contre l'autocensure, apprendre à oser,
- Susciter des vocations, des envies et des questionnements,
- Guider et illustrer par l'exemple, par la variété des parcours et des sensibilités de chacun,
- Répondre aux questions et susciter des interrogations et des prises de conscience.

Cette rencontre se tient dans un lieu de l'enseignement supérieur durant tout un samedi après-midi, durant lequel les jeunes peuvent participer à deux ateliers thématiques de leur choix.

Il existe une douzaine de thèmes abordés lors des ateliers de l'après-midi comme :
-métiers du droit et de la Justice
-métiers de la santé
-banque comptabilité finance
-métiers de l'art et du design
-défense police sécurité

-architecture bâtiment construction
-enseignement recherche
-engagement solidarité humanitaire
-environnement
-haute fonction publique
-gastronomie, patrimoine, tourisme
Les élèves doivent choisir lors de leur inscription, deux ateliers auxquels ils participeront durant l'après-midi

Nbre établts : 300
Classes concernées : Pemière, terminale
Nbre élèves concernés : 2 000

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS
- SACLAY
- CACHAN
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (Coûts directs sur les 4 événements : achat déjeuner des intervenants et goûter offert aux élèves)	12 000,00	20,00%
Services extérieurs (transport des élèves par bus, remboursements de déplacements des intervenants, nettoyage final des locaux, gardiennage sécurité…)	18 000,00	30,00%
Charges de personnel	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	16,67%
Subvention Département Essonne	5 000,00	8,33%
Subvention Département Val d'Oise	5 000,00	8,33%
Subvention commune de Colombes	2 500,00	4,17%
Subvention commune de Gagny	2 500,00	4,17%
Financement privé (entreprises)	20 000,00	33,33%
Mécénat, crowfunding	5 000,00	8,33%
Ressources propres	10 000,00	16,67%
Total	60 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050084 - ARTICLE 1 - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	158 682,00 € TTC	15,75 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARTICLE 1
Adresse administrative : 29 BOULEVARD BOURDON
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CélineTHEBAUD, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Article 1 accompagne les lycéens et étudiants issus de milieux populaires depuis le lycée jusqu'à leur insertion professionnelle.

Pour permettre à chaque jeune adulte de s'épanouir, Article 1 met en place des dispositifs innovants d'accompagnement et de mentorat, qui tissent des liens entre les jeunes issus de milieux populaires et des bénévoles, étudiants ou professionnels. Ces dispositifs reposent sur la mobilisation et l'engagement des acteurs locaux : entreprises qui mobilisent leurs collaborateurs, établissements d'enseignement secondaire et supérieur, collectivités territoriales.
Le programme « Inspire » s'adresse aux classes de première et terminale et se compose d'un volet digital et d'un autre présentiel. Il répond au manque d'informations des lycéens sur l'enseignement supérieur, et les aide à se projeter grâce à des rencontres avec des bénévoles.
La démarche se compose de 4 formats d'ateliers et d'outils pour leurs enseignants. Le programme s'appuie sur une plateforme web www.inspireorientation.org, accessible par l'ensemble de la population lycéenne. Cette plateforme, utilisée dans le cadre des ateliers, vise à donner facilement accès aux informations sur les pistes d'études possibles après le bac, grâce à un algorithme personnalisé et la mise en contact avec des étudiants bénévoles.
1) Atelier "Codes professionnels: Compétences transversales, Communication verbale et non verbale, Simulation d'un entretien d'embauche
2) Atelier secondes : La notion de stéréotypes, les stéréotypes sur les études supérieures et le monde professionnel, les métiers du 21e siècle, découverte de ses propres qualités pour faire des choix qui nous

correspondent
3) Atelier “Vers le Sup’ : Réflexions sur les motivations à faire des études
supérieures, la vie quotidienne de l’étudiant, le monde des études supérieures, des outils pour explorer les filières d'études
4) Evénement Déclic : les filières d’études et le monde des études supérieures, le budget de l’étudiant, les compétences transversales.

Nbre établts : 25
Classes concernées : Seconde, Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 4 250

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (Frais de déplacement, frais d'animation de la communauté bénévole)	1 000,00	0,63%
Services extérieurs	10 000,00	6,30%
Charges de personnel	108 640,00	68,46%
Autres charges de gestion courante	29 042,00	18,30%
Frais de communication	10 000,00	6,30%
Total	158 682,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	25 000,00	15,75%
Subvention Etat (ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation)	30 000,00	18,91%
Financement(s) privé(s) (Entreprises et fondation partenaires (Crédit Agricole d'ile-de-France, Fondation Alpha et Omega, Fondation Nexity...)	78 682,00	49,58%
Autres recettes (Organismes paritaires : CCI de l’Ile-de-France, AGEFOS PME et OPCALIA)	25 000,00	15,75%
Total	158 682,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050085 - LES RENCONTRES ENTREPRISES ENSEIGNANTS - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	29 142,00 € TTC	51,47 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES RENCONTRES ENTREPRISES ENSEIGNANTS
Adresse administrative : 6 voie des Prés Neufs
91310 LONGPONT-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie Hosiane USABAZAHABWA, Chargée de mission

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le but de ce projet est d'accompagner les professeurs de la voie pro dans leur nouvelle mission d'orientation (265 h sur 3 ans) en motivant leurs élèves à travers un concours permettant de gagner des stages dans des entreprises renommées en rapport avec leur formation.
La démarche vise à permettre aux lycéens de la voie professionnelle d'acquérir les techniques de recherche de stages et d'emplois et de se créer un réseau d'acteurs d'entreprises dès la seconde afin qu'il leur soit utile tout au long de leur parcours scolaire et professionnel.
Les enseignants sont formés par des professionnels RH, au sein d'entreprises partenaires, aux techniques de recherches de stage et d'emploi, et à l'élaboration d'un profil, pour construire un réseau professionnel.

Organisation pour les enseignants de journées de formation en présentiel et à distance dans des entreprises partenaires avec des conférences le matin et des ateliers pratiques l'après midi.
Production d'outils pour les enseignants et les élèves en o-construction avec les professionnels des RH (Kit réseau pro)
Organisation de séances de coaching des élèves en classe par des professionnels du recrutement en co-animation avec les professeurs
Organisation de visites dans les entreprises partenaires.
Thèmes abordés :
1- Former les enseignants de la voie pro aux techniques de recherche de stage et d'emploi et à l'utilisation

d'un réseau social professionnel de type Linkedin ou Viadéo,
2- Les enseignants grâce à cette formation en entreprise et aux kits pédagogiques fournis forment les lycéens à ces techniques afin que chaque élève construise son profil professionnel en ligne adapté à sa formation.
3- Les prix du concours sont des stages en entreprise
Nbre établts : 50
Classes concernées : Seconde, première, terminale
Nbre élèves concernés : 3 000

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (location de bus, tickets RER)	4 218,00	14,47%
Services extérieurs	2 000,00	6,86%
Charges de personnel	9 424,00	32,34%
Frais de communication	3 000,00	10,29%
Organisation de manifestations (forums, colloques, …)	6 000,00	20,59%
Achats de matériels et fournitures (kit réseau pro 3000 élèves support numérique)	4 500,00	15,44%
Total	29 142,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	51,47%
Financement(s) privé(s) (Figaro classified, IBM syntec numérique,…)	14 142,00	48,53%
Total	29 142,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050092 - PROMÉTHÉE EDUCATION - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	15 000,00 € TTC	66,67 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROMETHEE EDUCATION
Adresse administrative : 8 rue du Général Renault
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MOHAMED SLIM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 28 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Prométhée Education propose aux lycéens, mais également aux collégiens, participant aux actions de l'association, un programme visant à placer chaque élève en position d'acteur de son projet professionnel.
Dans cet objectif, l'association propose aux élèves des immersions au sein d'entreprises de différents secteurs mais également des ateliers sur les codes professionnels, la rédaction de CV / lettre de motivation et de simulation d'entretien d'embauche.
Toutes ces actions s'inscrivent dans une volonté de renforcer l'interaction entre les élèves et avec les intervenants.
En particulier, les immersions seront organisées de façon à placer chaque élève en position d'acteur en leur permettant de réaliser des cas pratiques / mises en situation avec des collaborateurs de l'entreprise.

Pour mener à bien le projet, Prométhée Education déploiera des actions articulées autour de 5 volets :
-Conférences (les Entretiens de l'ambition organisés par Prométhée Education au sein des lycées et hors lycées en faveur des élèves)
-Forum de l'orientation
-Ateliers sur les codes professionnels et l'aide à la rédaction du CV / de la lettre de motivation
-Simulations d'entretiens
-Immersions en entreprise

Thèmes abordés :
-Découvrir les métiers

-Apprendre le fonctionnement des entreprises
-Connaître les différents secteurs d'activité
-Construire son parcour professionnel
-Aborder son projet professionnel avec confiance

Nbre établts : 9
Classes concernées : 4ème, 3ème, Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 800

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (denrées alimentaires/goûters/immersion en entreprises et ateliers)	1 160,00	7,73%
Services extérieurs	3 000,00	20,00%
Autres charges de gestion courante (frais assurance)	140,00	0,93%
Documentation	2 000,00	13,33%
Frais de communication	3 000,00	20,00%
Organisation de manifestations (forums, colloques, …)	2 400,00	16,00%
Achats de matériels et fournitures	3 300,00	22,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	66,67%
Autres apports (Mécénat Groupe ADP)	5 000,00	33,33%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050094 - RESEAU PROACTIF - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	17 000,00 € TTC	58,82 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU PROACTIF
Adresse administrative : 50 RUE LOUIS BLANC
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mehmet TALAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 7 septembre 2020 - 28 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet "Jeune et Ambitieux" est un programme d'accompagnement de jeunes lycéens pour une insertion professionnelle réussie.
Le programme est composé d'ateliers, d'événements et d'un suivi personnalisé sur plusieurs mois.

La démarche consiste à préparer les lycéens au monde professionnel en leur donnant la chance de rencontrer des professionnels de secteurs variés et des entrepreneurs, en réalisant des visites d'entreprises, en les préparant à la prise de parole en public, en leur apprenant les techniques de recherches d'emplois et de préparation d'entretiens.
L'objectif est de leur inculquer toutes les compétences nécessaires, y compris les soft skills, qui seront recherchées à l'avenir par les entreprises.
Un autre aspect important est de préparer du contenu digital, facile à comprendre et partager, pour présenter les métiers et entreprises.

Programme :
- des ateliers (prise de parole en public, préparation de cv et lm, techniques de recherche de stage/emploi, etc.)
- des séminaires réguliers avec des professionnels
- des visites d'entreprises de toutes tailles (grand groupe, PME ou startups)
- préparation de vidéos avec jeux de rôles
- un grand forum annuel

- Développer un outil digital de mise en relation lycéen/professionnel sous forme de réseau social.

Thèmes abordés :
-entrepreneuriat
-emploi
-entreprise
-monde professionnel
-hiérarchie
-processus
-prise de parole
-CV
-lettre de motivation
-insertion professionnelle
-orientation professionnelle
-stage

Nbre établts : 5
Classes concernées : Seconde, première, terminale
Nbre élèves concernés : 100

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (logiciels, caméra)	700,00	4,12%
Services extérieurs	5 500,00	32,35%
Charges de personnel	8 000,00	47,06%
Documentation	400,00	2,35%
Frais de communication	1 000,00	5,88%
Organisation de manifestations (forums, colloques, …)	1 400,00	8,24%
Total	17 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	58,82%
Commune de Courbevoie	2 000,00	11,76%
Financement privé : dons membres	3 000,00	17,65%
Autres apports (campagne de crowdfunding via Helloasso)	2 000,00	11,76%
Total	17 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050101 - 100000 ENTREPRENEURS - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	354 100,00 € TTC	11,30 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 100 000 ENTREPRENEURS
Adresse administrative : 32 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sarah LAMOUREUX, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à organiser des témoignages d'entrepreneurs au profit des jeunes franciliens de 13 à 25 ans scolarisés au collège, au lycée (toutes filières confondues), les CFA et l'enseignement supérieur. Les témoignages, en séance interactive de 2 heures, sont organisés dans les établissements scolaires et également hors les murs de l'école. Ils sont gratuits pour les établissements. Ils permettent aux jeunes de découvrir le monde professionnel et son fonctionnement pour mieux s'y projeter, comprendre l'utilité des matières enseignées et leur permettre d'élargir leurs horizons.
Méthodologie propre : formation des intervenants, préparation des jeunes par les enseignants, plateforme digitale de la mise en relation et évaluation.

-Témoignage individuel : un entrepreneur dans une classe.
- Témoignage collectif (speed-meeting) : plusieurs entrepreneurs rencontrent toutes les 30 minutes différents groupes de jeunes.
- Opération de sensibilisation pour toucher le même jour ou la même semaine l'ensemble des élèves d'un niveau scolaire d'un établissement donné.
- Evénement de sensibilisation sectorielle : numérique, développement durable, ESS, métiers en tension…
- Visites d'entreprise, sites de production, lieux d'innovation

Thèmes abordés :
-L'égalité des chances pour chaque jeune. En intervenant de manière privilégiée dans les QPV et en mobilisant des hommes et des femmes de tous horizons, accessibles mais extérieurs, le projet permet de

renforcer la confiance des jeunes dans leurs capacités de réussite afin de lutter contre l'autocensure et les déterminismes sociaux et territoriaux.
- La promotion de la mixité dans le monde professionnel en donnant aux jeunes des rôles modèles féminins. A ce titre, nous avons initié depuis 2013 les Semaines de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin en partenariat avec le Secrétariat d'Etat en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes. - La sensibilisation au monde de demain en lien avec les transitions numérique, écologique, sociétale et organisationnelle pour présenter aux jeunes les nouvelles filières d'opportunités, les métiers en tension, élargir le champ des possibles et leur permettre de faire des choix d'orientation éclairés.

Nbre établts : 350
Classes concernées : 4ème, 3ème, Seconde, Première, Terminale
Nbre élèves concernés : 20 000

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	57 600,00	16,27%
Charges de personnel	281 400,00	79,47%
Frais de communication	14 000,00	3,95%
Achats de matériels et fournitures	1 100,00	0,31%
Total	354 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	11,30%
Subvention Etat (DGESCO, DGCS, DGESIP)	15 750,00	4,45%
Subvention Etat (French Tech Tremplin, Caisse des Dépôts et Consignations)	23 800,00	6,72%
Subvention Département Seine et Marne	3 000,00	0,85%
Financements privés : BpiFrance, Fondation Entreprendre, Fondation Adecco Group, BNP Paribas, Google, EY, BP Paris)	266 600,00	75,29%
Autres apports : Collecte du solde de la Taxe d'apprentissage	4 950,00	1,40%
Total	354 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-323

DOSSIER N° EX050103 - ECOLE ET VIE LOCALE - Développer le lien entre les lycées et les entreprises - 2020/2021

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	35 000,00 € TTC	57,14 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE ET VIE LOCALE
Adresse administrative : 5 DE VILLARCEAUX
95000 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henri ALLEMAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Des professionnels en activité ou retraités animent des interventions pendant le temps scolaire .Les échanges, interactifs entre apprenants et intervenants s'appuient sur des expériences et des exemples vécus. Des temps de travail en sous-groupe permettent aux élèves de verbaliser et de s'approprier le résultat de leur réflexion.

L'action a lieu sous forme de conférences (connaissance de l'entreprise), de forum métiers, d'ateliers de techniques et mises en situation professionnelle (recherche de stage ou emploi), et visites d'entreprises.

Les ateliers ont lieu dans les établissements, sur le temps scolaire. Ils ont une durée de 2 à 3h. Un ou deux intervenants, bénévoles, interviennent en présence d'un professeur.

Thèmes abordés :
Connaissance de l'environnement professionnel connaissance de soi
Savoir être en entreprise
Techniques de recherche de stage ou d'emploi techniques de réussite d'un entretien tables ronde ou forum métiers préparation et visites d'entreprisses
Participation à la semaine d'intégration retour d'expérience sur les périodes de formation en entreprise (PFMP)

-Nbre établts concernés : 20

-Classes concernés :
3ème
Seconde
Première
Terminale
Nbre élèves concernés : 1 600

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de matériel	500,00	1,43%
Location bureau	7 000,00	20,00%
Assurances	500,00	1,43%
Adhésion et cotisations	500,00	1,43%
Charges du personnel	20 000,00	57,14%
Prestation comptable	2 800,00	8,00%
Déplacement des bénévoles	1 800,00	5,14%
Frais postaux et tel	400,00	1,14%
Documentation	100,00	0,29%
Achats matériel et fournitures	1 400,00	4,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	57,14%
Subvention commune Cergy	2 000,00	5,71%
Subvention St Ouen l'Aumône	2 500,00	7,14%
Subvention commune d'Eragny	500,00	1,43%
Subvention commune de Pontoise	500,00	1,43%
Subvention commune d'Argenteuil	300,00	0,86%
Subvention commune de Taverny	200,00	0,57%
Adhésions individuelles et entreprises	5 000,00	14,29%
Fondations et dons	4 000,00	11,43%
Total	35 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-236

DU 1 JUILLET 2020

SOUTIEN AUX ACTIONS CITOYENNES ET MÉMORIELLES - 2ÈME AFFECTATION POUR 2020 - ANNÉE SCOLAIRE 2020-2021

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la commande publique ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative aux actions « Agir pour la réussite des élèves » ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;

VU La délibération n° CR 143-16 du 8 juillet 2016 relative au plan régional de lutte pour la défense de la laïcité, des valeurs de la République et l'engagement dans la prévention de la radicalisation modifiée par la délibération n° CP 2018-141 du 16 mars 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU La délibération n° CR 2020-018 du 4 mars 2020 relative à l'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 2019-246 du 3 juillet 2019 relative au soutien aux actions citoyennetés et mémorielles - 2ème affectation pour 2019 – Année scolaire 2019-2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-045 du 31 janvier 2020 relative aux parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels 2019-2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-046 du 31 janvier 2020 relative à la 1ère attribution de subvention dans le cadre d'actions de sensibilisation au devoir de mémoire – année scolaire 2019-2020 ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU le rapport n°CP 2020-236 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Décide de participer au titre du dispositif « Actions de sensibilisation citoyenne », au financement des projets détaillés dans les fiches-projets en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **958 862,00 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 958 862,00 € disponible sur les chapitres suivants :

- Pour les actions destinées aux lycéens : un montant de 880 040,00 € pour les actions destinées aux lycéens, chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) ;

- Pour les actions destinées aux apprentis et des jeunes issus de missions locales : un montant de 78 822,00 € pour les actions destinées aux apprentis des CFA et/ou des jeunes issus de missions locales, chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 « Qualification par l'apprentissage » (112003), Action « Accompagnement de la politique d'apprentissage » (11200302) ;

du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention objet de la fiche-projet n° 20004124 à compter du 2 janvier 2020, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2 : Sensibilisation à l'histoire du XXe siècle, à l'éducation à la paix et à la citoyenneté avec le mémorial de Caen

Décide d'affecter, pour la deuxième année du marché, un montant d'autorisation d'engagement de **54 000,00 €** afin de mettre en œuvre « l'opération de sensibilisation des lycéens et des apprentis à l'histoire du XXe siècle, à l'éducation à la paix et à la citoyenneté à travers la visite du Mémorial de Caen », sur le budget 2020 de la façon suivante :

- pour les lycées : un montant de 49 000,00 € prélevé sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) ;

- pour les CFA et les missions locales : un montant de 5 000,00 € prélevé sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 « Qualification par l'apprentissage » (112003), Action « Accompagnement de la politique d'apprentissage » (11200302) ;

du budget 2020.

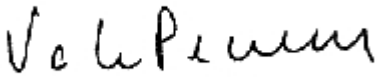
Article 3 : Désaffectation de crédits

Désaffecte une autorisation d'engagement globale de **64 834,00 €** répartis comme suit :

- 29 834,00 €, affectés par la CP 2020-045 du 31 janvier 2020 et figurant sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » (12800501) du budget 2020.

- 35 000,00 €, affectés par la CP 2020-046 du 31 janvier 2020 et figurant sur le sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme: HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » (12800501) du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc179083-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES-PROJETS

DOSSIER N° 20007054 - CONCOURS DE LANGUE ET CULTURE GRECQUE AVEC L'ASSOCIATION ATHENA POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	22 825,00 € TTC	80,00 %	18 260,00 €
	Montant total de la subvention		18 260,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS UNIVERSITAIRE ATHENA
Adresse administrative : 274 RUE CREQUI
69007 LYON
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à organiser un concours, destiné aux élèves hellénistes des classes de 2nde, de 1ère et de terminale, dont la récompense sera un voyage en Grèce l'été qui suivra l'année scolaire concernée. Le thème, différent chaque année, sera donné en septembre 2020 aux enseignants volontaires, et l'épreuve, organisée fin février dans les établissements eux-mêmes, consistera en la rédaction d'un écrit d'appropriation sur le thème choisi. Un texte en grec ancien, accompagné de sa traduction, devra être obligatoirement utilisé en appui dans la réalisation de ce travail d'écriture. La langue et la culture grecques seront donc ainsi mobilisées dans une même épreuve.
Le concours, d'une durée de trois heures, aura lieu dans chaque établissement, sous la surveillance de l'enseignant volontaire, et en temps limité.
Le thème (qui sera modifié chaque année) et un sujet zéro sera envoyé dès septembre 2020 dans les lycées franciliens qui proposent l'option « grec ancien ».
Le texte grec et sa traduction seront envoyés par mail le matin du concours, le premier mercredi au retour des vacances de février 2021. Les élèves auront 3 heures pour rédiger et les copies seront envoyées avant le soir même (cachet de la poste faisant foi) à l'association ATHENA pour correction par un jury, dans un premier temps. Dans un second temps, les 40 meilleures copies seront relues par un grand jury et départagées pour que 15 lauréats soient désignés et bénéficient du voyage en Grèce qui leur sera offert.

Nombre d'élèves concernés par le projet : Dans l'idéal, tous les élèves hellénistes franciliens

Nombre d'élèves touchés par rayonnement du projet : Tous les élèves, hellénistes ou non, qui entendront parler du concours dans leur lycée
Nombre d'établissements : En fonction des inscriptions reçues
Nombre de classes : En fonction des inscriptions reçues
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Secrétariat / administration (1 mois d'ETP)	1 800,00	7,89%
Communication (1/2 mois d'ETP)	900,00	3,94%
Bénévolat (accompagnement du groupe)	1 000,00	4,38%
Voyage pour les lauréats (15 x 1175€)	17 625,00	77,22%
Bénévolat (conception, rédaction du sujet et correction des copies)	1 500,00	6,57%
Total	22 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	18 260,00	80,00%
Fonds propres de la structure	4 565,00	20,00%
Total	22 825,00	100,00%

DOSSIER N° 20006926 - PROJET "TERRORISME, ET SI ON ECOUTAIT LES VICTIMES ?" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021 AVEC L'AFVT

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	123 338,00 € TTC	31,62 %	39 000,00 €
	Montant total de la subvention		39 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFVT ASSOCIATION FRANCAISE DES VICTIMES DU TERRORISME
Adresse administrative : 130 RUE CARDINET
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GUILLAUME DENOIX DE SAINT MARC, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 15 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les attentats commis en France depuis janvier 2015 ont modifié la perception du terrorisme de l'ensemble de la population en France : la proximité géographique fait que chacun se sent concerné, mais il demeure difficile pour un élève en cours de formation intellectuelle de penser un phénomène aussi complexe et violent et de se défendre contre toutes sortes d'impostures, des plus bégnines et finalement inoffensives et passagères aux plus dangereuses. L'intervention d'une victime en milieu scolaire permet d'humaniser sans entrer dans le sensationnel des images (télévisées ou colportées massivement sur les réseaux sociaux, très populaires pour un jeune public).
Le témoignage de deux ou trois victimes dans chaque lycée, suivi d'un dialogue avec les lycéens. Chacune de ces rencontres est préparée en amont avec les équipes éducatives (cours, ateliers d'écriture et de recherches documentaires, ateliers artistiques, sorties).

Modalités de l'action :
• durée de l'intervention : entre 1 h30 et 2h00
• panel de 2 à 3 victimes
• présence d'un modérateur
• en option : projection d'un témoignage audiovisuel (entre 5' et 8') complémentaire
• session de questions/réponses avec les élèves
• évaluation de la conférence-débat par les élèves et l'équipe pédagogique

Organisation détaillée :
• réunion(s) préparatoire(s) avec les équipes pédagogiques
• coordination et logistique avec les intervenants (agenda, déplacements...)
• animation des rencontres entre victimes du terrorisme et lycéens
• suivi en aval des demandes des enseignants et/ou des élèves

Nombre d'élèves : 400 - 500
Nombre d'établissements : 8
Nombre de classes : 15 à 25 classes
Nombre d'adultes (membres des équipes éducatives) : 3
Niveaux des élèves : seconde, première et terminale

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Action I - Ateliers (témoignages et débats) : Rémunération de personnel (258 jours à 250€)	64 500,00	52,30%
Action I - Ateliers (témoignages et débats) : Charges fixes de fonctionnement (15%)	11 565,00	9,38%
Action I - Ateliers (témoignages et débats) : Frais de mission équipe pédagogique, grands témoins et équipe AfVT	10 200,00	8,27%
Action I - Ateliers (témoignages et débats) : Budget pour les différentes activités de sensibilisation	1 800,00	1,46%
Action I - Ateliers (témoignages et débats) : Documentation spécifique à chacune des actions	600,00	0,49%
Action II - Pièce de théâtre ZITOUNA : Rémunération du personnel (71 jours à 250€)	23 250,00	18,85%
Action II - Pièce de théâtre ZITOUNA : Charges fixes de fonctionnement (15%)	4 523,00	3,67%
Action II - Pièce de théâtre ZITOUNA : Captation de la représentation et montage	3 500,00	2,84%
Action II - Pièce de théâtre ZITOUNA : Frais de mission troupe pour les représentations	2 500,00	2,03%
Action II - Pièce de théâtre ZITOUNA : Autoédition de la pièce de théâtre (50 exemplaires)	550,00	0,45%
Action II - Pièce de théâtre ZITOUNA : Costumes	350,00	0,28%
Total	123 338,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	39 000,00	31,62%
Ministère de l'Education Nationale	47 500,00	38,51%
Mécénats ou fonds propres de la structure	18 838,00	15,27%
Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise	10 000,00	8,11%
Fonds propres de la structure	8 000,00	6,49%
Total	123 338,00	100,00%

DOSSIER N° 20006924 - ACTION PEDAGOGIQUE AUPRES DES LYCEENS POUR MENER A UNE CITOYENNETE ACTIVE ET RESPONSABLE AVEC L'ASSOCIATION MEMOIRE 2000 POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	26 400,00 € TTC	34,09 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEMOIRE 2000
Adresse administrative : 12 RUE JEAN RICHEPIN
75116 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à organiser une projection de films mensuelle, suivie d'un débat sur le thème déterminé et touchant au racisme, aux droits de l'homme, à la laïcité, à toutes les formes d'injustice et de discrimination.
Les débats sont animés par des spécialistes invités à cet effet Les séances sont gratuites pour les lycées. Les enseignants qui inscrivent leurs élèves reçoivent avant chaque projection, un dossier de documentation sur le thème traité, afin qu'ils puissent préparer leurs élèves au débat. L'action peut également être menée dans certains établissements scolaires à la demande des professeurs qui ne peuvent pas se déplacer avec leurs élèves. Les élèves sont aussi invités à donner leurs impressions après les projections en envoyant des comptes rendus qui sont publiés dans le journal trimestriel de l'association.

Nombre d'élèves concernés par le projet : environ 1000 par an
Nombre d'élèves touchés par rayonnement du projet : estimé à 7000 environ
Nombre d'établissements : une quinzaine par an
Nombre de classes : à peu près 60 classes par an
Nombre d'adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : une dizaine

En raison des conditions matérielles d'accueil et d'encadrement, la négociation a abouti à l'impossibilité, pour la structure, d'accueillir un stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, à déroger à la délibération n° CR 08.16 du 18 février 2016.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement : fournitures, affranchissements, télécom etc...	2 000,00	7,58%
Salaires et charges sociales	20 000,00	75,76%
Déplacements, voyages sur les lieux de mémoire	1 500,00	5,68%
Frais bancaires	300,00	1,14%
Locations salles, films, documentations, publicités, vie associatives	2 600,00	9,85%
Total	26 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	9 000,00	34,09%
Direction régionale des finances publiques d'Île-de-France de Paris	4 000,00	15,15%
Mécénats : Adhésions cotisations, dons	10 200,00	38,64%
Mécénats : Fondation Unitiative	2 000,00	7,58%
Fonds propres de la structure	1 200,00	4,55%
Total	26 400,00	100,00%

DOSSIER N° 20006923 - ACTIONS D'INFORMATION SUR L'EUROPE EN FAVEUR DES LYCEENS - CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION JEAN MONNET - ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	49 050,00 € TTC	80,00 %	39 240,00 €
	Montant total de la subvention		39 240,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEAN MONNET
Adresse administrative : 7 RUE DU VIEUX PRESSOIR
78490 BAZOCHES-SUR-GUYONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Maurice BRAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide pour la mise en place des actions d'information sur l'Europe en faveur des lycéens, des apprentis et des jeunes issus des missions locales.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 6 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Grâce au soutien renouvelé de la Région Île-de-France, l'Association Jean Monnet met en œuvre depuis 1995 un programme, connu et reconnu des établissements, de sensibilisation à la citoyenneté européenne auprès des lycées d'Île-de-France. Ce programme se déroule en deux temps :

ACTION 1. 3 Journées de sensibilisation à destination des équipes pédagogiques des établissements (chefs d'établissements, enseignants, documentalistes etc…) afin de leur présenter des outils et du matériel pédagogique pour aborder l'Union Européenne avec leurs élèves et de leur permettre d'améliorer l'ouverture européenne et internationale de leur établissement. Toutes les sessions commencent par une visite guidée de la Maison Jean Monnet et se terminent par la distribution d'un kit pédagogique, sous forme de clé USB, à l'ensemble des participants, contenant de nombreuses ressources pédagogiques dématérialisées.

- Durée : 10h-16h (journée entière)
- Lieu : Maison Jean Monnet
- Nombre maximum de participants par session : 25
- Transport et repas sont pris en charge

ACTION 2. Journées ou demi-journées de sensibilisation à l'Union Européenne à travers l'animation de conférences/ateliers pédagogiques à destination des lycéens franciliens. Ces ateliers se dérouleront, pour la majorité d'entre eux à la Maison Jean Monnet, et s'accompagneront alors d'une visite guidée de la

Maison Jean Monnet mais ils peuvent également avoir lieu dans les locaux de l'établissement demandeur. (70 conférences/ateliers créatifs)

- Durée : Environ 2h30 (matinée, après-midi ou journée entière)
- Lieu : Maison Jean Monnet ou dans l'établissement demandeur
- Nombre maximum de participants par session : 30
- Transport et repas ne sont pas pris en charge

- Nombre d'élèves : 2 450 (sur la base d'environ 35 élèves par conférence/atelier)
- Nombre d'adultes (membre des équipes éducatives) : 195
- Nombre d'établissements : entre 60 et 70
- Nombre de classes : entre 70 et 80 (en fonction des inscriptions), allant de la Seconde à la Terminale
- Nombre d'élèves touchés par le rayonnement du projet : 7 350 (chaque étudiant ayant participé à un atelier/une conférence est susceptible de sensibiliser 3 camarades de son entourage)
- Nombre d'adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : 45 membres des équipes pédagogiques participant aux journées de sensibilisation - chefs d'établissements, enseignants, documentalistes (sur la base de 15 participants par journée de formation) et 120 enseignants accompagnants les élèves lors des conférences et ateliers (sur la base de 2 accompagnateurs par groupe)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
3 journées de sensibilisation pour les équipes éducatives	6 450,00	13,15%
70 conférences / ateliers	24 500,00	49,95%
Kit pédagogique	3 100,00	6,32%
Ateliers pédagogiques	10 000,00	20,39%
Frais de gestion du programme	5 000,00	10,19%
Total	49 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBENTION REGIONALE 2020	39 240,00	80,00%
Subvention du Parlement Européen	7 500,00	15,29%
Fonds propres de la structure	2 310,00	4,71%
Total	49 050,00	100,00%

DOSSIER N° 20006922 - CONCOURS REGIONAL "ALTER EGO RATIO" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021 AVEC LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	63 220,00 € TTC	63,27 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ENS FEDERAT PARIS MVT EDUC POP
Adresse administrative : 167 BD DE LA VILLETTE 75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc ROIRANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 août 2020 - 15 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
" Alter Ego Ratio " est un concours éducatif régional, axé sur les valeurs citoyennes et républicaines, et ouvert à toutes les classes des lycées franciliens. Il s'agit de la 5ème édition pour l'année scolaire 2020/2021. Il rassemble des projets imaginés et élaborés collectivement par des élèves de la Seconde à la Terminale sur l'une des quatre thématiques suivantes : la laïcité, les rapports Hommes – Femmes, la prévention de la radicalisation et la lutte contre les discriminations.
Le projet peut être réalisé par un groupe d'élèves, une classe ou plusieurs, et dans divers cadres (projets interdisciplinaires, inter-établissements, CVL-MDL…). La réalisation des élèves peut prendre différentes formes créatives : un essai, un dossier, un documentaire audiovisuel ou radiophonique, une production artistique (littéraire, graphique, plastique, théâtrale, cinématographique, chorégraphique,…)
Chaque établissement inscrit dans le cadre du concours peut bénéficier d'un accompagnement pour faciliter la réflexion et la création des élèves (intervention d'experts sur le fond ou la mise en forme de leur production, sorties pédagogiques, outils pédagogiques et conseils méthodologiques).
Tous les projets déposés sont soumis à l'avis d'experts de la thématique et de représentants éducatifs et institutionnels en fin d'année scolaire et valorisés sur le site internet du concours. Ce jury désigne un projet lauréat par catégorie thématique : les classes concernées sont alors invitées à présenter leur projet sur scène lors d'une cérémonie de remise des prix.

4 entrées thématiques proposées : Laïcité pour la diversité, Des Femmes à l'initiative, Contre la radicalisation + Halte aux discris (nouveau) pour lutter contre le racisme, l'antisémitisme, les discriminations relatives à l'apparence physique et la haine anti-LGTB+

Niveaux des élèves : de la Seconde à la Terminale

Nombre d'élèves concernés par le projet : 1500 environ
Nombre d'élèves touchés par rayonnement du projet : 2500-3000 environ
Nombre d'établissements : 40-50 environ
Nombre de classes : 50-60 environ
Nombre d'adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : 60-70 environ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel (Chargée de mission (10 mois) + coordination par le directeur adjoint du service)	44 400,00	70,23%
Actions d'accompagnement : intervenants ponctuels (experts) 25 interventions de 2 heures, outils pédagogiques	5 000,00	7,91%
Jury et Lauréats : réunion jury, prix pour lauréats, animation cérémonie finale	4 500,00	7,12%
Communication et développement site internet (Actualisation supports, impression, outils pédagogiques…)	4 100,00	6,49%
Frais généraux	5 220,00	8,26%
Total	63 220,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	40 000,00	63,27%
Fonds propres de la structure	23 220,00	36,73%
Total	63 220,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-236

DOSSIER N° 20006921 - CYCLOFERENCES SUR LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME - CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION ADN'S POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	27 000,00 € TTC	80,00 %	21 600,00 €
	Montant total de la subvention		21 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADN S
Adresse administrative : 300 RUE ADOLPHE PAJEAUD
92160 ANTONY
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 7 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Cycloférence est un spectacle vivant.

Elle se pose comme un outil de lutte contre le racisme, l'antisémitisme, contre toutes les formes de rejet de l'autre, de radicalisation de la pensée. C'est un partage de connaissances, qui participe à la déconstruction des représentations et comportements discriminants, radicaux, violents. Un fabuleux voyage dans le temps pour mieux comprendre nos histoires. Elle promeut science, réflexion et valeurs républicaines.

- La forme : un triptyque de 3 x 2h (à une semaine d'intervalle)
- Les moyens : un comédien, un pupitre, un projecteur vidéo
- Les besoins : 1 tableau ou paper-board
- Publics : Groupes constitués. Lycéens et professeurs

Les lycéens franciliens :
- Nombre de lycées : entre 5 et 10
- Nombre de lycéens : 450 lycéens
- Nombre de classes : 15
- Nombre d'adulte de l'équipe pédagogique : entre 40 et 50

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	21 300,00	78,89%
Déplacements	700,00	2,59%
Droits d'auteur	3 500,00	12,96%
Missions réceptions	1 000,00	3,70%
Frais administratifs	500,00	1,85%
Total	27 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	21 600,00	80,00%
Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH), Comité opérationnel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme (CORA)	3 400,00	12,59%
Commune d'Herblay (95)	1 000,00	3,70%
Commune de Champigny (94)	1 000,00	3,70%
Total	27 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-236

DOSSIER N° 20006919 - PROGRAMME CITOYEN "ENSEMBLE C'EST TOUT !" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021 AVEC CITOYENNETE JEUNESSE

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	65 000,00 € TTC	76,92 %	50 000,00 €
		Montant total de la subvention	50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITOYENNETE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS
Adresse administrative : 27 RUE DELIZY
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Michel Gourden, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'engager les jeunes dans un parcours de réflexion et d'expérience autour des enjeux de la citoyenneté et des valeurs de la République, travailler sur la parole des jeunes, leur place active dans la cité et leur engagement présent et futur en tant que citoyen (transformer les colères, les sentiments d'injustice, en engagement politique et citoyen.

- Rencontres avec les établissements volontaires pour organiser les interventions auprès des jeunes, envoi d'une proposition personnalisée en fonction des objectifs et du calendrier scolaire. Ensuite le projet s'articule au choix : Format minimum : intervention de philosophe et/ou ethnologue (3 séances de 2 heures) ou pour aller plus loin : programme d'interventions pour déployer le thème choisi (4 séances), 2/3 sorties culturelles en lien avec l'axe choisi, témoignages d'acteurs de la société civile ou rencontres avec des professionnels de l'axe abordé, ateliers de pratique artistique pour travailler avec des artistes ou journalistes les matériaux collectés et les questionnements soulevés en classe (5 séances de 2h).

Nombre d'élèves : 375
Nombre d'adultes (membre des équipes éducatives) : 40
Nombre d'établissements : 5
Nombre de classes : 15
Niveaux des élèves : élèves en lycée général, professionnel ou technologie / Tous niveaux
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Interventions et ateliers de pratique	15 000,00	23,08%
Billetterie	6 000,00	9,23%
Matériel / Restitution / Valorisation / Communication	6 000,00	9,23%
Conception projets, suivi administratif et logistique	30 000,00	46,15%
Transports et déplacements	5 000,00	7,69%
Assurances et locaux	3 000,00	4,62%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	50 000,00	76,92%
Fonds propres de la structure	15 000,00	23,08%
Total	65 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20006918 - PROGRAMME "CITOYENNETE, LAICITE, EGALITE" AVEC L'ASSOCIATION FEMMES SOLIDAIRES - ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	43 620,00 € TTC	68,78 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION FEMMES SOLIDAIRES
Adresse administrative	:	3 RUE D ALIGRE 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Sabine SALMON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En partant de la parole des élèves, l'association co-construit une culture de l'égalité, du respect par laquelle les élèves nourrissent leur parcours citoyen. Ils échangent ensemble lors de débats pour revisiter collectivement les concepts fondateurs de notre République. Dans ce cycle d'interventions, ils proposent aux personnels éducatifs et aux élèves des temps d'échanges pour ré-apprendre l'écoute de l'autre et développer des valeurs de respect et de collaboration.
Pour ce faire, l'association insiste sur différentes thématiques (détaillée ci-après) avec des méthodes dynamiques et interactives, mobilisatrices pour les lycéens.
Dans ces cycles d'intervention, plusieurs modules sont proposés. Toutes les séances peuvent se combiner et l'enseignant choisit entre 1 et 3 séances par classe. La première séance constitue un tronc commun entre tous les modules. Pour les formules longues (qui correspondent à 3 séances), il est proposé une production collective réalisée par la classe sous forme de débats développés à partir d'outils pédagogiques (films, expositions, power point, jeux…).
Au choix donc :

- Cycle normale : 1 séance de 2 heures

ou

- Cycle long : 3 séances de deux heures + 1 séance création d'un support vidéo/ou audio ou numérique ou papier

Les thématiques :

- les violences (cyberviolences),
- la radicalisation,
- la lutte contre les préjugés et les discriminations,
- la laïcité,
- l'égalité fille/garçon,
- l'éducation aux médias et à internet,
- la théorie du complot,
- l'histoire des droits des femmes (matrimoine, invisibilité des femmes dans l'Histoire).

Nombre d'élèves concernés par le projet : entre 250 et 300 élèves
Nombre de classes : 10 classes de la 2nde à la Terminale (enseignement professionnel, technologique et général) ainsi que des classes de CAP ou de BEP.
Nombre d'adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : environ 20 personnes des équipes éducatives.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel charges comprises : rémunérations, impôts et taxes	24 750,00	56,74%
Intervenants extérieurs : honoraires et éditions matériels	6 100,00	13,98%
Communication : achats magazines, documentation	1 650,00	3,78%
Transport logistique : déplacements, fournitures	2 000,00	4,59%
Frais administratifs : téléphone, frais postaux	3 300,00	7,57%
Services externes : location, assurances, frais exceptionnels	5 820,00	13,34%
Total	43 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	30 000,00	68,78%
Ministère de l'Education Nationale	4 000,00	9,17%
Fonds propres de la structure	9 620,00	22,05%
Total	43 620,00	100,00%

DOSSIER N° 20006917 - PROGRAMME DE SENSIBILISATION A LA CITOYENNETE POUR LES LYCEENS AVEC L'ASSOCIATION EVEIL POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	31 600,00 € TTC	80,00 %	25 280,00 €
	Montant total de la subvention		25 280,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EVEIL ASSOCIATION
Adresse administrative : 105 CHEMIN DE RONDE
78290 CROISSY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Maris BURELLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à mener une campagne de sensibilisation et d'éducation à la citoyenneté en faveur des lycéens de la Région Ile-de-France. Il s'agit de créer un espace de paroles et un temps d'échanges entre un intervenant extérieur et les lycéens pour mener un débat. Afin de satisfaire aux exigences variées des établissements, il est proposé plusieurs options pour répondre aux besoins spécifiques de chaque classe :

1. Un débat sur le thème de la laïcité ou des réseaux sociaux ou de l'engagement citoyen
2. Un temps d'échange interactif avec un conférencier, des jeunes citoyens engagés dans la vie associatives (membres du comité jeune citoyen Éveil) ou services civique etc...
3. L'association propose pour les établissements qui le souhaitent la mise en place d'un atelier en groupe et un jeu de rôle sur l'engagement citoyen.

La mise en œuvre du projet est commanditée en accord avec les CPE, infirmières scolaires qui travaillent en relais avec toutes les équipes pédagogiques pour cibler un maximum d'élèves et d'enseignants. Les séances s'organisent sur deux heures et permettent aux enseignants à tour de rôle de bénéficier de l'intervention.

Thèmes abordés dans le cadre du projet (lister les différentes thématiques) :

- La citoyenneté
- Les valeurs de la république
- Les cyber violences et les réseaux sociaux
- La laïcité

Nombre d'élèves concernés par le projet : 2 700
Nombre d'élèves touchés par rayonnement du projet : 10 800
Nombre d'établissements : 30 à 45
Nombre de classes : Au minimum de 90 classes
Nombre d'adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : Enseignants + CPE+ Infirmières scolaires : minimum 120 Adultes
Niveaux des élèves : de la Seconde à la Terminale

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivi et recherche documentaire, rédaction du contenu, validation, contact établissement (mailing et e-mailing)	3 500,00	11,08%
Mise en place des outils de communication : document de présentation, page dédiée sur le site internet	1 200,00	3,80%
Concertation éducation nationale	850,00	2,69%
Elaboration du bilan à partir des commentaires et diffusion du bilan de l'action	3 000,00	9,49%
Sélection et formation des intervenants	1 000,00	3,16%
Réalisation d'au moins 90 interventions et des séances équipe pédagogique (salaire intervenants) 90 X 200	18 000,00	56,96%
Frais de déplacement (90 X 45)	4 050,00	12,82%
Total	31 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	25 280,00	80,00%
Fonds propres de la structure	6 320,00	20,00%
Total	31 600,00	100,00%

DOSSIER N° 20006916 - Programme de sensibilisation des lycéens aux pratiques responsables des outils numériques 2020-2021 avec l'association e-Enfance

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	70 000,00 € TTC	64,29 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E ENFANCE
Adresse administrative : 11 RUE DES HALLES
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yann PADOVA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 6 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les usages numériques changent et sont de plus en plus présents dans la vie des adolescents. Ceux-ci ont besoin d'une éducation aux médias et aux outils numériques adaptée aux nouvelles problématiques qu'ils rencontrent. Ils doivent être accompagnés afin de mieux appréhender les risques liés à leur utilisation d'internet et des réseaux sociaux.
Le programme se compose d'un premier temps de compréhension de ces risques à travers un aspect théorique. Dans un second temps, des mises en situation et des débats auront lieu entre les élèves et avec l'intervenant, afin de comprendre la portée et les enjeux des usages numériques. Le module d'intervention est présenté sous la forme d'un Powerpoint moderne, pertinent et efficace. L'objectif est d'avoir un impact sur le comportement numérique des élèves et de rendre leurs usages quotidiens responsables et éclairés. L'intervention a aussi pour objectif de lutter contre le mal-être des jeunes sur les réseaux sociaux. Leur utilisation favorise le narcissisme, l'anxiété, la solitude, le harcèlement… et peut mener dans les cas les plus graves au suicide.

Les thématiques abordées lors des interventions sont :
- Les pratiques des jeunes en ligne
- Le temps de connexion (prise de conscience et gestion du temps) et surexposition
- Le cyberharcèlement
- Les préjugés et les discriminations
- Les relations amoureuses et sexuelles en ligne
- La désinformation et les fake news

- La mise en danger de soi (défis et challenges)
- Les risques pour la santé (lumière bleue, concentration, sommeil, mal être…)
- L'utilisation et l'addiction aux jeux vidéo
- Vers un usage citoyen et responsable des outils numériques (respect de la loi, se respecter et respecter les autres…)
- Présentation de la ligne Net Ecoute 0800 200 000, numéro national de protection des mineurs sur internet

Nombre d'élèves concernés par le projet : 3 000
Nombre d'élèves touchés par rayonnement du projet : 9 000
Nombre d'établissements : 25
Nombre de classes : 75
Nombre d'adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : 25

Niveaux des élèves : Seconde, Première et Terminale de toutes filières.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	55 000,00	78,57%
Rémunération d'intermédiaires	14 000,00	20,00%
Frais pédagogiques	1 000,00	1,43%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	45 000,00	64,29%
Ministère de l'Education Nationale	20 000,00	28,57%
Fonds propres de la structure	5 000,00	7,14%
Total	70 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-236

DOSSIER N° 20006915 - Programme de théâtre interactif pour la promotion des valeurs citoyennes dans les lycées avec l'Association Entrées de Jeu pour l'année scolaire 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	62 500,00 € TTC	80,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTREES DE JEU
Adresse administrative : 35 VLA D'ALESIA
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cette action permet de faire réfléchir et débattre durant deux heures des groupes élargis d'élèves (3 classes de même niveau – 100 jeunes) sur un des thèmes du programme, par le biais d'un débat théâtral interactif, pour aborder de front les sujets à travers des situations problématiques concrètes. Dans ce cadre, les jeunes sont amenés à tester sur scène des propositions de résolution des problèmes en improvisant avec les comédiens et à échanger avec ses pairs des recherches de solutions.
La séance conduite par un meneur de jeu se déroule dans une alternance entre les moments d'improvisations / propositions et des moments d'échanges verbaux qui permettent de compléter, de relativiser et de mettre en perspective ce qui vient de se passer sur scène.
Ces représentations sont prolongées dans l'établissement par des associations locales qui viennent donner des points de repère supplémentaires sur le sujet et /ou par les enseignants référents des classes qui aident les élèves à poursuive la réflexion et à la médiatiser dans l'établissement par le biais d'affiches, d'expositions, de journal numérique, etc.

Thématiques des débats théâtraux de prévention proposés :
- Les discriminations : Alter égaux
- Les violences, le respect et la tolérance : Coups de pression
- Les mauvais usages du numérique : Accrocs d'écrans
- Le harcèlement en milieu scolaire : Trop c'est trop
- Le cybersexisme : Ondes de choc
- La laïcité et le vivre ensemble : En toute(s) conscience(s)

- L’éducation affective et sexuelle : Pas si simple…
- Les risques dans les usages de drogues : #TakeCare
- Les phénomènes d’alcoolisation aiguë : Jusqu'à plus soif
- Les inégalités filles/garçons : Tu vois le genre ?

Nombre d’élèves concernés par le projet : entre 4 400 et 6 600 élèves de la 2nde à la terminale (entre 60 et 100 jeunes par représentation)
Nombre d’établissements : entre 30 et 56 lycées en fonction des spectacles choisis
Nombre de classes : entre 132 et 168 classes (en moyenne 3 classes par représentation)
Nombre d’adultes participant au projet : au minimum 4 adultes de la communauté éducative par lycée, soit entre 176 et 280 adultes.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (accessoires spécifiques pour les spectacles à destination des lycées, petit matériel technique pour les représentations...) et frais de stationnement	500,00	0,80%
Services extérieurs	2 208,00	3,53%
Autres services extérieurs	5 377,00	8,60%
Impôts et taxes (sur rémunération)	655,00	1,05%
Rémunération des personnels	37 556,00	60,09%
Charges sociales	15 567,00	24,91%
Charges exceptionnelles	75,00	0,12%
Frais d'amortissement des immobilisations (voitures, matériels informatiques,...)	562,00	0,90%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	50 000,00	80,00%
Fonds propres de la structure	12 500,00	20,00%
Total	62 500,00	100,00%

DOSSIER N° 20006914 - PROGRAMME "JEUNES, CITOYENNETE ET VIVRE EN SOCIETE" AVEC L'ADRIC POUR LES LYCEENS - ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	65 800,00 € TTC	68,39 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADRIC AGENCE DE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INTERCULTURELLES POUR LA CITOYENNETE
Adresse administrative : 7 RUE DU JURA
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine KRIEGEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme «JCVE» se déroule dans les établissements scolaires des différents départements d'Ile-de-France, équitablement répartis sur les trois académies (Académie de Versailles, de Créteil et de Paris). Une attention particulière est donnée pour proposer le projet à des établissements s'inscrivant dans des contextes géographiques variés : quartiers prioritaires de la ville, territoires urbains, péri-urbains, isolés, etc. Il s'agit de renforcer le dialogue autour des valeurs citoyennes et républicaines afin de mieux faire face aux situations complexes qui voient les jeunes confronté-e-s à des situations d'inégalités et de discriminations.

Thèmes abordés dans le cadre du projet (lister les différentes thématiques) :
- le sens et la fonction sociale des valeurs et principes de la citoyenneté que sont la liberté, l'égalité dont l'égalité filles-garçons, la solidarité et la laïcité,
- les comportements discriminants, la déconstruction des préjugés et des stéréotypes, le cumul des discriminations notamment liées à l'origine (réelle ou supposée), aux croyances et au sexe,
- la dimension interculturelle de la société, la multiplicité des identités et la prévention des replis identitaires,
- la culture citoyenne et les enjeux du « vivre ensemble » : la tolérance et l'attitude de respect à l'égard de soi, des autres et des lois, dans la vie réelle et virtuelle,
- les violences agies et subies (psychologique, physique, sociale, sexuelle, verbale, et le harcèlement) et leurs conséquences sur le bien-être des jeunes.

Pour chaque établissement, le projet s'articule autour de quatre étapes :
1) Une réunion de travail préalable avec les équipes pédagogique et éducative du lycée impliqué.

2) Des séances de sensibilisation en direction des jeunes et des adultes. La sensibilisation des jeunes se déroule sur deux séances de 2 heures chacune pour chaque classe (ou groupe) impliquée. En s'appuyant sur des méthodes de pédagogie coopérative, elles permettent aux élèves de réfléchir au rôle des valeurs de la citoyenneté démocratique dans leur vie scolaire, sociale, et collective. La sensibilisation des enseignant-e-s se déroule sur une séance de 2 heures sous forme d'exposé-débat.
3) La conception d'un outil transférable à partir d'ateliers de création, organisés auprès de deux groupes d'élèves ayant participé à l'étape précédente du projet.
4) Une restitution en fin d'année scolaire réunissant tous les lycéen-ne-s participant-e-s, les équipes éducatives et les financeurs.

Nombre d'élèves concernés par le programme : environ 650.
Nombre d'élèves touchés par rayonnement du programme : environ 2500
Nombre d'établissements : environ 10 lycées.
Nombre de classes : 30 classes.
Nombre d'adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : environ 100

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de prestations (prestations facturées pour la réalisation de séances, ateliers et outil)	15 800,00	24,01%
Frais de mission des intervenants	1 000,00	1,52%
Frais postaux, télécommunications / Fournitures de bureau, petites fournitures / Assurance / Location immobilière	3 500,00	5,32%
Documents pédagogiques, guides, questionnaires, photocopies, émargements, bilans d'évaluation	900,00	1,37%
Frais de personnel : pilotage, coordination, organisation, communication, interventions, gestion du projet et comptabilité	44 600,00	67,78%
Total	65 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	45 000,00	68,39%
Préfecture du Val-de-Marne	5 000,00	7,60%
Conseil départemental 91	7 000,00	10,64%
Mairie de Paris	5 000,00	7,60%
Fonds propres de la structure	3 800,00	5,78%
Total	65 800,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-236

DOSSIER N° 20006913 - Programme "Vrai du Faux, le programme de proximité présentiel et digital sur la citoyenneté" avec le CIDJ pour l'année 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	69 045,00 € TTC	72,42 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDJ CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE
Adresse administrative : 101 QUAI BRANLY
75740 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie RICHARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 20 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le CIDJ propose le programme "LE VRAI DU FAUX". Ce programme permet de réaliser des sessions d'ateliers auprès des lycées franciliens. Au cours de différentes étapes d'animations, les lycéens sont invités à démêler le Vrai du Faux. Une phase de décryptage/correction adaptée selon les publics permet de manière interactive et ludique de s'interroger sur sa manière de « consommer » l'information, d'aborder certaines techniques de manipulation de l'image, des chiffres ou de la vidéo, ou d'évoquer certains mécanismes de la théorie du complot. L'outil est animé par des professionnels du réseau Information Jeunesse préalablement formés à cet outil d'Éducation aux Médias et à l'Information.
Les ateliers d'une durée d'1h30 à 2h par groupe de 15 lycéens sont proposés sur les thématiques suivantes :

- L'éducation aux médias et à internet
- La citoyenneté
- Les violences
- La radicalisation
- Les addictologies

Déroulé prévisionnel d'une séance, pouvant parfaitement être adapté en fonction des besoins et du public :

1. Présentation de l'intervenant et de sa structure (5 min).
2. Échange avec les participants autour de leur consommation de l'information (5 min).
3. Lecture du Vrai du Faux par les participants / Phase de vérification de l'information à l'aide d'internet (20 min).

4. Phase de décryptage et de correction assurée par l'animateur (60 à 90 min).

Nombre d'élèves touchés par rayonnement du projet : 150 lycées x 36 élèves = 5 400
Nombre d'établissements : 150
Nombre de classes ou de groupes : 300
Nombre d'adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : 150

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel : ingénierie de formation, animation de sessions et coordination du projet	34 945,00	50,61%
Animation de sessions par des intervenants extérieurs (80 interventions d'1h30 x 150€)	12 000,00	17,38%
Publicité, promotion	5 000,00	7,24%
Frais de fonctionnement	14 700,00	21,29%
Frais de reproduction de 3000 cahiers d'activités d'Education aux médias et d'information du réseau information jeunesse	2 400,00	3,48%
Total	69 045,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	50 000,00	72,42%
Fonds propres de la structure	19 045,00	27,58%
Total	69 045,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-236

DOSSIER N° 20006912 - PROJET "LE PARCOURS CITOYEN" POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021 AVEC L'ASSOCIATION EXPRESSION DE FRANCE

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	60 000,00 € TTC	58,33 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION EXPRESSIONS DE FRANCE
MAISON DES ASSOCIATIONS
Adresse administrative : 8 RUE DU GENERAL RENAULT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Ismaël M'BAYE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association permet aux lycéens d'engager un travail spécifique sur les enjeux de la citoyenneté nationale et européenne avec des ateliers (de 2 séances de 3h) portant sur les thématiques de l'engagement démocratique et la participation civique, selon des méthodes dynamiques et interactives, mobilisatrices pour tous les jeunes acteurs de la vie locale.

- Les droits et les devoirs du citoyen (définition et qu'est-ce l'engagement ?)
- La responsabilisation du citoyen en lien avec le projet d'établissement (lutter contre les discriminations, préserver la nature), lutte contre le harcèlement et effets (isolement, burn out etc.)
- Liberté (d'expression), égalité (femme-homme, devant la loi, de traitement etc.), fraternité (solidarité), laïcité (interprétation, liberté de conscience), quel sens pour nous lycéens ?

- Organisation détaillée (déroulement, différentes étapes) :

1. Atelier d'échange (espace de débat) avec les lycéens, avec la participation de l'équipe éducative.
2. Participation au forum d'orientation professionnel (selon la demande des établissements, contribution des membres de l'association avec la diversité de leurs profils professionnels).
3. Exposition des élèves (en classe et lors de la fête du lycée) sur leur apprentissage citoyen et sur la visite des institutions
4. Participation au magazine de l'association et contribution à la rédaction du livret laïcité.

Nombre d'élèves concernés par le projet : 750.
Nombre d'élèves touchés par rayonnement du projet : plus de 4500 élèves
Nombre d'établissements : 15 minimum
Nombre de classes : tous les délégués et suppléants des 2sd, 1ère et Ter + les élus du Conseil de Vie Lycéennes (CVL)
Nombre d'adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : entre 45 et 70

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Interventions citoyennes et visite des institutions	37 500,00	62,50%
Production de support/ fournitures pour les interventions, d'un documentaire sur le parcours citoyen, d'une fiche restitution pour les lycéens (livrets laïcité et parcours citoyen	3 500,00	5,83%
Colloque et dîner-débat avec les délégués et les équipes éducatives	10 000,00	16,67%
Divers : organisation d'ateliers de 2h à la demande sur des thèmes bien précis (toujours lié à la citoyenneté et à l'application ou à l'interprétation des principes ou valeurs de la République)	7 500,00	12,50%
Matériel d'impression divers : flyers, invitation, communication etc.	1 500,00	2,50%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	35 000,00	58,33%
Préfecture de Paris	3 000,00	5,00%
Préfecture de l'Essonne	5 000,00	8,33%
Mairie de Paris	1 000,00	1,67%
Société Uperlink	2 000,00	3,33%
Dons particuliers	2 000,00	3,33%
Commission Européenne dans le cadre du Règlement européen pour promouvoir la citoyenneté européenne : l'Europe pour les citoyens)	3 000,00	5,00%
Ministère de l'Education Nationale	2 000,00	3,33%
Ministère du Sport	2 000,00	3,33%
Ministère des Affaires Etrangères	2 000,00	3,33%
Fonds propres de la structure	3 000,00	5,00%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20006911 - PROJET "PARCOURS PEDAGOGIQUE AUTOUR DE L'ENGAGEMENT INTITULE "DANS LES PAS DE CHARLES DE GAULLE" POUR L'ANNEE 2020-2021 AVEC LA FONDATION CHARLES DE GAULLE)

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	60 000,00 € TTC	50,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION CHARLES DE GAULLE
Adresse administrative : 5 RUE DE SOLFERINO
75007 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Animation de parcours pédagogiques consacrés au thème de l'engagement en travaillant sur celui du générale de Gaulle. Chaque atelier s'organise autour d'un domaine d'engagement et s'appuie sur l'exemple du général de Gaulle à travers l'histoire. L'atelier s'intègre aux programmes scolaires en histoire et en éducation morale et civique. Des ateliers ont lieu en dehors des classes pour inscrire le parcours dans une expérience concrète et vivante. Tout au long de l'année, les élèves travaillent sur un discours sur l'engagement en interdisciplinarité Lettres-Histoire, en travaillant éventuellement des pratiques théâtrales.

Atelier 1 : la notion d'engagement: le général de Gaulle et les guerres mondiales
Projection du film De Gaulle en avant-première et débat avec les élèves et enseignants.
Atelier 2 : visite de Colombey, le Mémorial et la Boissière. Participation aux commémorations du 9 novembre à Colombey-les-2-Eglises.
Atelier 3 : Visite de la Fondation Charles de Gaulle
Atelier 4 : L'engagement politique
Atelier 5 : Les discours du Général de Gaulle, préparation du concours d'éloquence avec une comédienne.

- Thèmes abordés dans le cadre du projet : Engagement, seconde guerre mondiale, résistance, liberté, République, valeurs, héritage, patrimoine, mémoire, institutions.

Le projet s'adresse à toutes les classes de lycée francilien, toutes sections générales, technologiques et professionnelles de 1ère et Terminale :

- Nombre d'élèves : 150
- Nombre d'adultes (membres des équipes pédagogiques) : 5 à 10
- Nombre d'établissements : 5
- Nombre de classes : 5

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matériels et fournitures	4 000,00	6,67%
Documentation	3 000,00	5,00%
Déplacements, mission dont transports (bus pour les visites) et billetterie des lieux gaulliens	7 500,00	12,50%
Rémunération des personnels (professeur agrégé, webmaster, stagiaires)	23 000,00	38,33%
Charges sociales	20 000,00	33,33%
Frais organisation exposition	2 500,00	4,17%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	30 000,00	50,00%
Fonds propres de la structure	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20006910 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA SHOAH CONVENTION AVEC LE MEMORIAL DE LA SHOAH - ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	504 434,00 € TTC	65,80 %	331 905,00 €
	Montant total de la subvention		331 905,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEMORIAL DE LA SHOAH
Adresse administrative : 17 RUE GEOFFROY L ASNIER
75004 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Eric DE ROTHSCHILD

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Programme de sensibilisation des lycéens et apprentis à l'histoire de la Shoah.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

• Action 1 à 6 sur le devoir de Mémoire : en faveur des lycées et CFA
1. Sensibilisation des professeurs, formateurs et chefs d'établissements et documentalistes : voyage d'études d'une durée de 3 jours comprend la visite du camp d'Auschwitz-Birkenau et de l'ancien quartier juif de Cracovie + 2 jours au Mémorial de la Shoah à Paris consacrée à l'histoire de la Shoah
2. Accueil des jeunes au Mémorial : 1/2 journée comportant une visite des expositions + débat ou travail sur documents, encadrés par un conférencier
3. Parcours de mémoire en Ile-de-France : Mémorial de la Shoah, Drancy, le Mont Valérien, accompagnés d'un guide et de plusieurs témoins (résistants, anciens déportés…).
4. Mise à disposition d'expositions : exposition itinérante, nouvellement créée chaque année sur la Shoah.
5. Cycle de projections de films + débats avec des témoins, cinéastes ou historiens : au Forum des Images, en partenariat avec la vidéothèque de Paris, sur la seconde guerre mondiale (pour les adultes et les jeunes)
6. Voyages à Auschwitz : 4 journées de visite à Auschwitz (24 lycées franciliens et 5 CFA) avec des anciens déportés + projet pédagogique.

• Action 7 sur le devoir de Mémoire : en faveur des lycées uniquement
7. Parcours de mémoire hors Île-de-France au CERCIL : visite de l'ancien camp de Pithiviers sur les enjeux des lieux de mémoire au XXIème siècle + déjeuner au mess des officiers de la gendarmerie + ateliers pédagogiques au Musée-Mémorial

• Action 8 à 10 sur les valeurs de la République : en faveur des lycées uniquement
8. Sensibilisation des professeurs et chefs d'établissements à l'enseignement de la laïcité et des valeurs

de la République, de l'histoire de la Shoah et des génocides, aux ressorts du racisme, de l'antisémitisme et l'histoire du complotisme.
9. Ateliers de citoyenneté : développer le sens critiques des lycéens sur la prévention de la radicalisation
10. Expositions itinérantes au sein des établissements scolaires permettant ainsi une continuité dans l'action éducative et une ouverture d'esprit quant aux sujets traités

Pour les lycéens (action 1 à 10) ainsi que les apprentis et jeunes des missions locales (action 1 à 6) franciliens :

- Nombre de jeunes : environ 10 000 jeunes : lycéens, apprentis et jeunes des missions locales franciliens sur toutes les actions confondues.
- Nombre d'adultes : environ 1 200 membres des équipes éducatives des établissements franciliens concernés par le programme

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Action 1 : Sensibilisation des formateurs et chefs d'établissement (Mémoire)	22 430,00	4,45%
Action 2 : Accueil des jeunes (Mémoire)	58 400,00	11,58%
Action 3 : Parcours de mémoire en Île-de-France (Mémoire)	19 850,00	3,94%
Action 4 : Mise à disposition d'expositions (Mémoire)	25 300,00	5,02%
Action 5 : Cycles de projections de films (Mémoire)	7 070,00	1,40%
Action 6 : Voyages à Auschwitz-Birkenau (Mémoire)	307 060,00	60,87%
Action 7 : Parcours de mémoire hors Île-de-France : CERCIL / Pithiviers (Mémoire)	13 824,00	2,74%
Action 8 : Sensibilisation des professeurs et chefs d'établissements (Valeurs de la République)	15 600,00	3,09%
Action 9 : Ateliers citoyenneté (Valeurs de la République)	28 000,00	5,55%
Action 10 : Expositions itinérantes (Valeurs de la République)	6 900,00	1,37%
Total	504 434,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020 POUR LES LYCEES	331 905,00	65,80%
SUBVENTION REGIONALE 2020 POUR LES CFA	71 642,00	14,20%
Fonds propres de la structure	100 887,00	20,00%
Total	504 434,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-236

DOSSIER N° 20004124 - Organisation d'un Spectacle-atelier avec des lycéens franciliens pour la cérémonie d'hommage aux fusillés du Mont Valérien en 2020

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 300,00 € TTC	40,57 %	2 150,00 €
	Montant total de la subvention		2 150,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS SOUVENIR FUSILLE MT VALERIEN I D F
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Georges DUFFAU-EPSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de démarrage correspond au début de la préparation du spectacle pour la cérémonie du samedi 6 juin 2020 avec les lycéens (démarrage des séances-ateliers 'Théâtre' avec les comédiens de la troupe des Tréteaux de France)

Description :
L'association organise, tous les ans depuis 1946, une cérémonie d'hommage aux fusillés du Mont Valérien. Cette année, celle-ci était programmée pour le samedi 6 juin 2020 au Mont-Valérien, sur le thème « 1940, entrer en résistance : Comprendre, refuser, résister ». Son déroulement était le suivant :

1) Spectacle : évocation historique jouée par des élèves du lycée Darius Milhaud au Kremlin-Bicêtre (94).
1. Les textes sont écrits et mis en scène par des auteurs et comédiens des Tréteaux de France sous la responsabilité de Robin RENUCCI, qui prévoit d'être présent pour lire un texte en préambule du spectacle.
2) Dépôts de gerbes en présence de personnalités, devant le mémorial de la France Combattante. Il est prévu plus de 40 gerbes. La fanfare des gardiens de la paix de la Préfecture de Police assurera la partie musicale.
3) Dans la clairière des fusillés, lecture de lettres de fusillés et interprétation de chants par la chorale.
4) Recueillement devant le Monument du souvenir des Fusillés.

5) Ravivage de la flamme à l'Arc de Triomphe à Paris.

Mais suite à la pandémie du coronavirus (Covid-19) et aux mesures de confinement à compter du 16 mars 2020, malgré tous les efforts de l'association pour essayer de maintenir la commémoration, celle-ci a dû être annulée. L'association en a informé la Région Île-de-France le 16 avril 2020.

Pour autant, le programme a démarré dès le mois de janvier 2020 (démarrage anticipé) et des dépenses ont bien été réalisées au titre de cette action. Comme prévu :

- la pièce a été écrite par une auteure de la troupe des Tréteaux de France
- les interventions de l'atelier « Théâtre » avec les élèves du lycée Darius Milhaud au Kremlin-Bicêtre ont été réalisées de janvier jusqu'à la décision gouvernementale de fermer les établissements scolaires (confinement), sous la direction de Robin Renucci par des séances hebdomadaires avec les auteurs et concepteurs du spectacle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistes et spectacle	4 500,00	84,91%
Communication	500,00	9,43%
Estrade et sono	0,00	0,00%
Chorale et autocar	0,00	0,00%
Divers	300,00	5,66%
Total	5 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020	2 150,00	40,57%
Conseil départemental 94	250,00	4,72%
Ville de Nanterre 92	1 000,00	18,87%
Ville d'Ivry 94	200,00	3,77%
Ville de Suresnes 92	200,00	3,77%
Ville de Paris 75	1 000,00	18,87%
Ville de Vitry-sur-Seine	500,00	9,43%
Total	5 300,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-236

DOSSIER N° 20006909 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET DES APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 932-28-65735-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	32 640,00 € TTC	57,00 %	18 605,00 €
	Montant total de la subvention		18 605,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA DU PAYS DE MEAUX
Adresse administrative : PL DE HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS COPE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 6 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Musée de la Grande Guerre, plus grand musée 14/18 en Europe, a conçu un programme destiné aux lycées et aux CFA de la Région Ile-de-France afin d'accueillir les élèves et les enseignants de ces structures durant l'année scolaire 2020/2021. Le programme se compose en deux temps :

- le premier (ACTION I) consiste à accueillir les équipes pédagogiques des établissements (chefs d'établissement, documentalistes, enseignants) pour une session de sensibilisation axée sur les outils éducatifs du musée.
- le second (ACTION II) consiste à accueillir les élèves des lycées et des CFA d'Ile-de France au Musée de la Grande Guerre dans le cadre pédagogique suivant : visites guidées, visites guidées et ateliers, circuits sur les champs de batailles, visites guidées à distances.

Les publics concernés sont les élèves provenant des lycées généraux, des CFA et des lycées professionnels :

Nombre d'élèves concernés par le projet : 3 000
Nombre d'élèves touchés par rayonnement du projet : 3 000
Nombre d'établissements : 50
Nombre de classes : 100

Nombre d'adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : 60

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie musée (5€ par élève x 2000 élèves lycées / 1000 élèves apprentis)	15 000,00	45,96%
Sensibilisations enseignants (850€ pour l'auditorium + 120€ pour VG pour 25 pers.) = 970€ x 2	1 940,00	5,94%
Ateliers pédagogiques (50€/classe x 20 créneaux lycées / 30 créneaux CFA)	2 500,00	7,66%
Visites guidées (80€/classe x 70 créneaux lycées / 50 créneaux CFA)	9 600,00	29,41%
Circuits (80€/classe x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA)	1 600,00	4,90%
Visites guidées à distance (100€/classe x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA)	2 000,00	6,13%
Total	32 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020 POUR LES LYCEES	18 605,00	57,00%
SUBVENTION REGIONALE 2020 POUR LES CFA	7 180,00	22,00%
Communauté d'agglomération du Pays de Meaux	6 855,00	21,00%
Total	32 640,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-236

DOSSIER N° 20007084 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA SHOAH CONVENTION AVEC LE MEMORIAL DE LA SHOAH - ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 931-12-6574-112003-400
Action : 11200302- Accompagnement de la politique d'apprentissage

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	504 434,00 € TTC	14,20 %	71 642,00 €
		Montant total de la subvention	71 642,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEMORIAL DE LA SHOAH
Adresse administrative : 17 RUE GEOFFROY L ASNIER
75004 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Eric DE ROTHSCHILD

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
• Action 1 à 6 sur le devoir de Mémoire : en faveur des lycées et CFA
1. Sensibilisation des professeurs, formateurs et chefs d'établissements et documentalistes : voyage d'études d'une durée de 3 jours comprend la visite du camp d'Auschwitz-Birkenau et de l'ancien quartier juif de Cracovie + 2 jours au Mémorial de la Shoah à Paris consacrée à l'histoire de la Shoah
2. Accueil des jeunes au Mémorial : 1/2 journée comportant une visite des expositions + débat ou travail sur documents, encadrés par un conférencier
3. Parcours de mémoire en Ile-de-France : Mémorial de la Shoah, Drancy, le Mont Valérien, accompagnés d'un guide et de plusieurs témoins (résistants, anciens déportés…).
4. Mise à disposition d'expositions : exposition itinérante, nouvellement créée chaque année sur la Shoah.
5. Cycle de projections de films + débats avec des témoins, cinéastes ou historiens : au Forum des Images, en partenariat avec la vidéothèque de Paris, sur la seconde guerre mondiale (pour les adultes et les jeunes)
6. Voyages à Auschwitz : 4 journées de visite à Auschwitz (24 lycées franciliens et 5 CFA) avec des anciens déportés + projet pédagogique.
Pour les lycéens (action 1 à 10) ainsi que les apprentis et jeunes des missions locales (action 1 à 6) franciliens :

- Nombre de jeunes : environ 10 000 jeunes : lycéens, apprentis et jeunes des missions locales franciliens sur toutes les actions confondues.
- Nombre d'adultes : environ 1 200 membres des équipes éducatives des établissements franciliens concernés par le programme

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Action 1 : Sensibilisation des formateurs et chefs d'établissement (Mémoire)	22 430,00	4,45%
Action 2 : Accueil des jeunes (Mémoire)	58 400,00	11,58%
Action 3 : Parcours de mémoire en Île-de-France (Mémoire)	19 850,00	3,94%
Action 4 : Mise à disposition d'expositions (Mémoire)	25 300,00	5,02%
Action 5 : Cycles de projections de films (Mémoire)	7 070,00	1,40%
Action 6 : Voyages à Auschwitz-Birkenau (Mémoire)	307 060,00	60,87%
Action 7 : Parcours de mémoire hors Île-de-France : CERCIL / Pithiviers (Mémoire)	13 824,00	2,74%
Action 8 : Sensibilisation des professeurs et chefs d'établissements (Valeurs de la République)	15 600,00	3,09%
Action 9 : Ateliers citoyenneté (Valeurs de la République)	28 000,00	5,55%
Action 10 : Expositions itinérantes (Valeurs de la République)	6 900,00	1,37%
Total	504 434,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020 POUR LES LYCEES	331 905,00	65,80%
SUBVENTION REGIONALE 2020 POUR LES CFA	71 642,00	14,20%
Fonds propres de la structure	100 887,00	20,00%
Total	504 434,00	100,00%

DOSSIER N° 20007082 - SENSIBILISATION DES LYCEENS ET DES APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Dispositif : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (n° 00000060)
Délibération Cadre : CR06-08 du 27/06/2008
Imputation budgétaire : 931-12-65738-112003-400
Action : 11200302- Accompagnement de la politique d'apprentissage

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	32 640,00 € TTC	22,00 %	7 180,00 €
	Montant total de la subvention		7 180,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA DU PAYS DE MEAUX
Adresse administrative : PL DE HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS COPE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 6 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Musée de la Grande Guerre, plus grand musée 14/18 en Europe, a conçu un programme destiné aux lycées et aux CFA de la Région Ile-de-France afin d'accueillir les élèves et les enseignants de ces structures durant l'année scolaire 2020/2021. Le programme se compose en deux temps :

- le premier (ACTION I) consiste à accueillir les équipes pédagogiques des établissements (chefs d'établissement, documentalistes, enseignants) pour une session de sensibilisation axée sur les outils éducatifs du musée.
- le second (ACTION II) consiste à accueillir les élèves des lycées et des CFA d'Ile-de France au Musée de la Grande Guerre dans le cadre pédagogique suivant : visites guidées, visites guidées et ateliers, circuits sur les champs de batailles, visites guidées à distances.

Les publics concernés sont les élèves provenant des lycées généraux, des CFA et des lycées professionnels :

Nombre d'élèves concernés par le projet : 3 000
Nombre d'élèves touchés par rayonnement du projet : 3 000
Nombre d'établissements : 50
Nombre de classes : 100
Nombre d'adultes participant au projet (membres des équipes éducatives) : 60

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie musée (5€ par élève x 2000 élèves lycées / 1000 élèves apprentis)	15 000,00	45,96%
Sensibilisations enseignants (850€ pour l'auditorium + 120€ pour VG pour 25 pers.) = 970€ x 2	1 940,00	5,94%
Ateliers pédagogiques (50€/classe x 20 créneaux lycées / 30 créneaux CFA)	2 500,00	7,66%
Visites guidées (80€/classe x 70 créneaux lycées / 50 créneaux CFA)	9 600,00	29,41%
Circuits (80€/classe x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA)	1 600,00	4,90%
Visites guidées à distance (100€/classe x 10 créneaux lycées / 10 créneaux CFA)	2 000,00	6,13%
Total	32 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2020 POUR LES LYCEES	18 605,00	57,00%
SUBVENTION REGIONALE 2020 POUR LES CFA	7 180,00	22,00%
Communauté d'agglomération du Pays de Meaux	6 855,00	21,00%
Total	32 640,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-C16

DU 1 JUILLET 2020

AIDE EXCEPTIONNELLE AUX ÉLÈVES BOURSIERS DANS LE CADRE DU COVID-19 - 2ÈME RAPPORT - JUILLET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'éducation, et notamment ses articles L.533-1 et L.821-1 alinéa 2 ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération du conseil régional CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU la délibération n° CP 2020-C09 du 27 mai 2020 Aide exceptionnelle aux boursiers demi-pensionnaires dans le cadre de la crise du covid 19 - mai 2020 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C16 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve, dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19, le principe de porter à **100 euros** l'aide exceptionnelle forfaitaire créée au bénéfice des élèves boursiers demi-pensionnaires pré bac et post bac des lycées publics et privés sous contrat d'association avec le ministère de l'Education nationale, par délibération n° CP 2020-C09 du 27 mai 2020 et d'étendre cette mesure aux élèves boursiers externes et internes pré et post bac.

Article 2 :

Approuve, en application de l'article 1, les dotations complémentaires aux établissements publics locaux d'enseignement franciliens pour un montant de **6 956 260 €,** conformément à l'annexe I à la délibération.

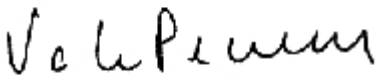
Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 6 956 260 **€** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle », action (12800407) « Aide aux élèves boursiers-Covid 19 » du budget 2020.

Article 3:

Approuve, en application de l'article 1, les dotations complémentaires aux établissements privés d'enseignement sous contrat d'association avec le ministère de l'Education nationale pour un montant de **543 980 €,** conformément à l'annexe II à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 543 980 **€** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle », action (12800407) « Aide aux élèves boursiers-Covid 19 » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc185345-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE I

ANNEXE I

DOTATIONS AUX LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3230	0750558Z	LPO	PAUL-POIRET	19 RUE DES TAILLANDIERS	75011	PARIS 11EME	1 540 €
R3367	0750612H	LT	ENSAAMA	63 RUE OLIVIER DE SERRES	75015	PARIS 15EME	15 220 €
R3406	0750647W	LGT	TURGOT	69 RUE DE TURBIGO	75003	PARIS 03EME	41 260 €
R3407	0750648X	LG	VICTOR-HUGO	27 RUE DE SEVIGNE	75003	PARIS 03EME	4 600 €
R3354	0750650Z	LPO	ALEMBERT (D')	22 SNTE DES DOREES	75019	PARIS 19EME	23 780 €
R3408	0750651A	LGT	SIMONE-WEIL	7 RUE DE POITOU	75003	PARIS 03EME	15 880 €
R3412	0750652B	LG	CHARLEMAGNE	14 RUE CHARLEMAGNE	75004	PARIS 04EME	15 620 €
R3411	0750653C	LGT	SOPHIE-GERMAIN	9 RUE DE JOUY	75004	PARIS 04EME	14 720 €
R3415	0750654D	LG	HENRI IV	23 RUE CLOVIS	75005	PARIS 05EME	30 760 €
R3413	0750655E	LG	LOUIS-LE-GRAND	123 RUE SAINT JACQUES	75005	PARIS 05EME	18 480 €
R3414	0750656F	LG	LAVOISIER	17 RUE HENRI BARBUSSE	75005	PARIS 05EME	9 560 €
R3418	0750657G	LG	MONTAIGNE	17 RUE AUGUSTE COMTE	75006	PARIS 06EME	17 160 €
R3416	0750658H	LG	SAINT-LOUIS	44 BD SAINT MICHEL	75006	PARIS 06EME	25 360 €
R3417	0750660K	LG	FÉNELON	2 RUE DE L'EPERON	75006	PARIS 06EME	15 740 €
R3419	0750662M	LG	VICTOR-DURUY	33 BOULEVARD DES INVALIDES	75007	PARIS 07EME	6 780 €
R3422	0750663N	LGT	CHAPTAL	45 BD DES BATIGNOLLES	75008	PARIS 08EME	21 400 €
R3421	0750664P	LGT	RACINE	20 RUE DU ROCHER	75008	PARIS 08EME	15 880 €
R3423	0750667T	LG	CONDORCET	8 RUE DU HAVRE	75009	PARIS 09EME	15 380 €
R3429	0750668U	LG	JACQUES-DECOUR	12 AVENUE TRUDAINE	75009	PARIS 09EME	20 460 €
R3425	0750669V	LG	JULES-FERRY	77 BOULEVARD DE CLICHY	75009	PARIS 09EME	13 240 €
R3426	0750670W	LG	LAMARTINE	121 RUE DU FG POISSONNIERE	75009	PARIS 09EME	6 480 €
R3424	0750671X	LPO	EDGAR-QUINET	63 RUE DES MARTYRS	75009	PARIS 09EME	25 680 €
R3428	0750673Z	LG	COLBERT	27 RUE DE CHATEAU LANDON	75010	PARIS 10EME	8 020 €
R3430	0750674A	LT	JULES-SIEGFRIED	12 RUE D'ABBEVILLE	75010	PARIS 10EME	21 340 €
R3435	0750675B	LGT	VOLTAIRE	101 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	75011	PARIS 11EME	20 280 €
R3433	0750676C	LPO	DORIAN	74 AVENUE PHILIPPE AUGUSTE	75011	PARIS 11EME	15 380 €
R3440	0750677D	LPO	ELISA-LEMONNIER	20 AVENUE ARMAND ROUSSEAU	75012	PARIS 12EME	27 000 €
R3439	0750679F	LG	PAUL-VALERY	38 BOULEVARD SOULT	75012	PARIS 12EME	22 780 €
R3438	0750680G	LGT	ARAGO	4 PL DE LA NATION	75012	PARIS 12EME	16 240 €
R3445	0750682J	LG	RODIN	19 RUE CORVISART	75013	PARIS 13EME	9 540 €
R3446	0750683K	LG	CLAUDE-MONET	1 RUE DU DOCTEUR MAGNAN	75013	PARIS 13EME	13 200 €
R3452	0750684L	LG	GABRIEL-FAURÉ	81 AVENUE DE CHOISY	75013	PARIS 13EME	8 440 €
R3364	0750685M	LGT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	11 RUE PIRANDELLO	75013	PARIS 13EME	45 380 €
R3376	0750688R	LGT	RABELAIS	9 RUE FRANCIS DE CROISSET	75018	PARIS 18EME	27 660 €
R3455	0750689S	LG	PAUL-BERT	7 RUE HUYGHENS	75014	PARIS 14EME	5 820 €
R3456	0750690T	LGT	FRANCOIS-VILLON	10 AV MARC SANGNIER	75014	PARIS 14EME	13 860 €
R3453	0750691U	LPO	RASPAIL	5 BIS AVENUE MAURICE D OCAGNE	75014	PARIS 14EME	19 440 €
R3454	0750692V	LGT	EMILE-DUBOIS	14 RUE EMILE DUBOIS	75014	PARIS 14EME	22 180 €
R3462	0750693W	LG	BUFFON	16 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS 15EME	12 280 €
R3384	0750694X	LG	CAMILLE-SEE	11 RUE LEON LHERMITTE	75015	PARIS 15EME	2 280 €
R3385	0750695Y	LPO	FRESNEL	31 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS 15EME	8 560 €
R3381	0750696Z	LGT	VERLOMME	24 RUE FONDARY	75015	PARIS 15EME	8 160 €
R3759	0750697A	LT	BÂTIMENT (DU)	7, RUE CLAVEL	75019	PARIS 19EME	9 820 €
R3386	0750698B	LGT	CLAUDE-BERNARD	1 AVENUE DU PARC DES PRINCES	75016	PARIS 16EME	12 420 €
R3387	0750699C	LG	JANSON-DE-SAILLY	106 RUE DE LA POMPE	75116	PARIS 16EME	26 640 €
R3388	0750700D	LGT	JEAN-BAPTISTE-SAY	11 BIS RUE D'AUTEUIL	75016	PARIS 16EME	7 980 €
R3389	0750702F	LG	JEAN-DE-LA-FONTAINE	1 PL DE LA PORTE MOLITOR	75016	PARIS 16EME	2 720 €
R3390	0750703G	LG	MOLIERE	71 RUE DU RANELAGH	75016	PARIS 16EME	7 740 €
R3371	0750704H	LG	CARNOT	145 BOULEVARD MALESHERBES	75017	PARIS 17EME	13 100 €
R3372	0750705J	LGT	HONORÉ-DE-BALZAC	118 BD BESSIERES	75849	PARIS 17EME	24 540 €
R3370	0750707L	LT	ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE	70 BOULEVARD BESSIERES	75017	PARIS 17EME	80 780 €
R3800	0750708M	LPO	JEAN-DROUANT	20 RUE MEDERIC	75017	PARIS 17EME	7 480 €
R3379	0750710P	LT	AUGUSTE-RENOIR	24 RUE GANNERON	75018	PARIS 18EME	3 800 €
R3351	0750711R	LG	HENRI-BERGSON	27 RUE EDOUARD PAILLERON	75019	PARIS 19EME	8 000 €
R3350	0750712S	LPO	DIDEROT	61 RUE DAVID D'ANGERS	75019	PARIS 19EME	25 500 €
R3363	0750714U	LG	HÉLÈNE-BOUCHER	75 COURS DE VINCENNES	75020	PARIS 20EME	20 780 €
R3358	0750715V	LGT	MAURICE-RAVEL	89 CRS DE VINCENNES	75020	PARIS 20EME	25 860 €
R3409	0750770E	LP	ABBÉ-GRÉGOIRE (L')	70 BIS RUE DE TURBIGO	75003	PARIS 03EME	9 020 €
R3432	0750775K	LP	GUSTAVE-FERRIE	7 RUE DES ECLUSES ST MARTIN	75010	PARIS 10EME	7 860 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3431	0750776L	LP	MARIE-LAURENCIN	114 QUAI DE JEMMAPES	75010	PARIS 10EME	4 120 €
R3436	0750778N	LP	TURQUETIL	18 PASSAGE TURQUETIL	75011	PARIS 11EME	3 300 €
R3441	0750783U	LP	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	33 AVENUE LEDRU ROLLIN	75012	PARIS 12EME	1 900 €
R3442	**0750784V**	**LP**	**METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT**	**9 RUE PIERRE BOURDAN**	75012	**PARIS**	560 €
R3447	0750785W	LP	GALILÉE	28 RUE DE PATAY	75013	PARIS 13EME	5 400 €
R3449	0750787Y	LP	ARTS-GRAPHIQUES	61 RUE CORVISART	75013	PARIS 13EME	3 400 €
R3437	0750788Z	LP	MARCEL-DEPREZ	39 RUE DE LA ROQUETTE	75011	PARIS 11EME	8 880 €
R3380	0750793E	LP	BEAUGRENELLE	62 RUE SAINT CHARLES	75015	PARIS 15EME	10 360 €
R3461	0750794F	LP	BRASSAÏ	8 RUE QUINAULT	75015	PARIS 15EME	1 040 €
R3378	0750800M	LP	EDMOND-ROSTAND	15 RUE DE L'EVANGILE	75018	PARIS 18EME	4 120 €
R3355	0750802P	LP	HECTOR-GUIMARD	19 RUE CURIAL	75019	PARIS 19EME	11 320 €
R3360	0750808W	LP	ETIENNE-DOLET	7 RUE D'EUPATORIA	75020	PARIS 20EME	7 660 €
R3698	0750828T	EREA	EDITH-PIAF	316 RUE DE BELLEVILLE	75020	PARIS 20EME	1 100 €
R3383	0751708Z	LPO	LOUIS-ARMAND	319 RUE LECOURBE	75015	PARIS 15EME	20 520 €
R3451	0751710B	LP	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	13 AV BOUTROUX	75013	PARIS 13EME	4 220 €
R3349	0752608C	LP	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	135 RUE BELLIARD	75018	PARIS 18EME	4 260 €
R3353	0752700C	LP	ARMAND-CARREL	45 RUE ARMAND CARREL	75019	PARIS 19EME	8 980 €
R3366	0752799K	EREA	CROCÉ-SPINELLI	1 RUE CROCE SPINELLI	75014	PARIS 14EME	5 220 €
R3459	0752846L	LP	ERIK-SATIE	2 RUE PIERRE CASTAGNOU	75014	PARIS 14EME	8 200 €
R3420	0752961L	LP	GUSTAVE-EIFFEL	1 RUE DU GENERAL CAMOU	75007	PARIS 07EME	5 240 €
R3444	0753268V	LPO	JEAN-LURCAT	48 AVENUE DES GOBELINS	75013	PARIS 13EME	61 500 €
R3460	0754475G	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	20 RUE BOURSEUL	75015	PARIS 15EME	5 340 €
R3357	0754476H	LPO	GUILLAUME-TIREL	237 BOULEVARD RASPAIL	75014	PARIS 14EME	6 040 €
R3362	0754530S	LPO	MARTIN-NADAUD	23 RUE DE LA BIDASSOA	75020	PARIS 20EME	19 000 €
R3210	0754684J	LG	GEORGES-BRASSENS	40 BIS RUE MANIN	75019	PARIS 19EME	1 900 €
R3251	0770342D	EREA	LEOPOLD-BELLAN	DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN	77260	CHAMIGNY	240 €
R3284	0770687D	ERPD	SAINT-MAMMES	13 RUE DU CAPITAINE BALLOT	77670	SAINT-MAMMES	2 980 €
R3250	0770918E	LPO	URUGUAY-FRANCE	1 AVENUE DES MARRONNIERS	77211	AVON	25 140 €
R3252	0770920G	LPO	LAFAYETTE	PLACE DES CELESTINS	77430	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	12 240 €
R3254	0770922J	LGT	GASTON-BACHELARD	32 AVENUE DE L'EUROPE	77505	CHELLES	28 880 €
R3259	0770924L	LPO	JULES-FERRY	4 RUE HENRI DUNANT	77527	COULOMMIERS	18 320 €
R3262	0770926N	LGT	FRANCOIS-COUPERIN	ROUTE HURTAULT	77305	FONTAINEBLEAU	12 700 €
R3263	0770927P	LG	FRANÇOIS-1ER	11 RUE VICTOR HUGO	77300	FONTAINEBLEAU	7 900 €
R3270	0770930T	LGT	HENRI-MOISSAN	20 COURS DE VERDUN	77100	MEAUX	25 620 €
R18495	0770931U	LGT	PIERRE-DE-COUBERTIN	CHAUSSÉE DE PARIS	77100	MEAUX	16 660 €
R3269	0770932V	LP	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSION	CHAUSSÉE DE PARIS	77100	MEAUX	4 260 €
R3272	0770933W	LGT	JACQUES-AMYOT	6 BIS RUE MICHELET	77000	MELUN	13 020 €
R3273	0770934X	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	2 BIS RUE EDOUARD BRANLY	77011	MELUN	33 100 €
R18497	0770938B	LPO	ANDRÉ-MALRAUX	AVENUE DU LYCEE	77130	MONTEREAU-FAULT-YONNE	34 420 €
R3704	0770940D	LPO	ETIENNE-BEZOUT	31 AVENUE ETIENNE DAILLY	77796	NEMOURS	14 520 €
R3715	0770942F	LPO	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	3 RUE DU COLLEGE	77160	PROVINS	11 200 €
R3265	0770943G	LP	BENJAMIN-FRANKLIN	RUE DE LA FORET - LA ROCHETTE	77000	LA ROCHETTE	2 800 €
R3285	0770944H	LP	AUGUSTE-PERDONNET	1 ALLÉE DU CHATEAU	77400	THORIGNY-SUR-MARNE	5 280 €
R3290	0770945J	LP	GUSTAVE-EIFFEL	4 AVENUE D'ORMES	77130	VARENNES-SUR-SEINE	3 700 €
R3261	0771027Y	LPO	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	168 RUE F JOLIOT CURIE	77196	DAMMARIE-LES-LYS	25 760 €
R3699	0771171E	LP	LOUIS-LUMIÈRE	04 RUE LOUIS LUMIERE	77504	CHELLES	23 260 €
R3282	0771336J	LPO	PANNEVELLES (LES)	ROUTE DE CHALAUTRE LA PETITE	77487	PROVINS	13 180 €
R3667	0771357G	LEGTF	BRETONNIÈRE (LA)	La Bretonnière	77120	CHAILLY-EN-BRIE	7 020 €
R3668	0771436T	LEGTF	BOUGAINVILLE	DOM DE SANSALLE RN 19	77257	BRIE-COMTE-ROBERT	220 €
R3264	0771512A	LGT	VAN-DONGEN	45 RUE JEAN MERMOZ	77400	LAGNY-SUR-MARNE	10 520 €
R3258	0771658J	LPO	GUÉ-A-TRESMES (DU)	DOMAINE DU GUE A TRESMES	77440	CONGIS-SUR-THEROUANNE	3 940 €
R3266	0771663P	LGT	GEORGE-SAND	RUE DE LA MARE AU DIABLE	77350	LE MEE-SUR-SEINE	16 860 €
R3283	0771763Y	LGT	CHARLES-LE-CHAUVE	4 RUE J. BODIN DE BOISMORTIER	77680	ROISSY-EN-BRIE	17 260 €
R3271	0771880A	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	BOULEVARD DU CHEVALIER BAYARD	77333	MEAUX	9 100 €
R3268	0771940R	LPO	GÉRARD-DE-NERVAL	89 COURS DES ROCHES-NOISIEL	77186	NOISIEL	12 820 €
R3267	0771941S	LPO	RENÉ-CASSIN	1 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE	77186	NOISIEL	10 500 €
R3255	0771995A	LP	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	71 RUE PASTEUR	77410	CLAYE-SOUILLY	6 060 €
R3276	0771996B	LPO	HONORÉ-DE-BALZAC	AVENUE PAUL LANGEVIN	77290	MITRY-MORY	18 520 €
R3256	0771997C	LP	JACQUES-PRÉVERT	7 AVENUE JEAN JAURES	77385	COMBS-LA-VILLE	7 600 €
R3287	0772120L	LGT	JEAN-MOULIN	6 AVENUE JEAN MOULIN - TORCY	77200	TORCY	22 300 €
R3257	0772127U	LGT	GALILÉE	AVENUE ANDRE MALRAUX	77385	COMBS-LA-VILLE	11 280 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3108	0772188K	LGT	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	11 AVENUE DE L'EUROPE	77176	SAVIGNY-LE-TEMPLE	18 760 €
R15359	0772223Y	LPO	RENE-DESCARTES	4 BOULEVARD COPERNIC	77420	CHAMPS-SUR-MARNE	12 100 €
R3203	0772225A	LP	LINO-VENTURA	AVENUE MARCEL PAGNOL	77834	OZOIR-LA-FERRIERE	9 660 €
R15277	0772228D	LPO	CHARLES DE GAULLE	6 PLACE JEAN MERMOZ	77230	LONGPERRIER	8 380 €
R15275	0772229E	LGT	JEAN-VILAR	83 AVENUE SALVADOR ALLENDE	77100	MEAUX	19 240 €
R15059	0772230F	LPO	BLAISE-PASCAL	15 ALLÉE DU COMMANDANT GUESNET	77253	BRIE-COMTE-ROBERT	4 240 €
R15273	0772243V	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	PLACE ANYAMA	77347	PONTAULT-COMBAULT	11 420 €
R3286	0772244W	LP	ANTONIN-CARÈME	1 PLACE GUSTAVE COURBET	77176	SAVIGNY-LE-TEMPLE	8 200 €
R19205	0772277G	LPO	HENRI-BECQUEREL	1 BOULEVARD HENRI ROUSSELLE	77370	NANGIS	5 980 €
R19061	0772292Y	LGT	MARTIN-LUTHER-KING	21 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	77600	BUSSY-SAINT-GEORGES	10 340 €
R3235	0772294A	LGT	EMILY-BRONTË	10 BIS MAIL LE CORBUSIER	77185	LOGNES	10 860 €
R20737	0772295B	LPO	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	RUE DE VILPRES	77540	ROZAY-EN-BRIE	2 920 €
R19203	0772296C	LPO	MARE-CARRÉE (DE LA)	RUE DU LYCEE	77552	MOISSY-CRAMAYEL	15 440 €
R3236	0772310T	LPO	SIMONE-SIGNORET	PLACE DU 14 JUILLET	77000	VAUX-LE-PENIL	8 100 €
R3279	0772312V	LPO	FLORA-TRISTAN	12 AVENUE DU 8 MAI 1945	77130	MONTEREAU-FAULT-YONNE	11 680 €
R3205	0772332S	LPO	SONIA-DELAUNAY	1 RUE DU LYCEE	77240	CESSON	7 360 €
R3289	0772342C	LPO	CLÉMENT-ADER	74 RUE GEORGES CLEMENCEAU	77220	TOURNAN-EN-BRIE	7 540 €
R3983	0772685A	LGT	SAMUEL-BECKETT	19 RUE DU LION	77260	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	6 780 €
R3919	0772688D	LPO	EMILIE-DU-CHÂTELET	35 COURS DU DANUBE	77700	SERRIS	7 280 €
P0023981	0772751X	LPO	CHARLOTTE-DELBO	2 AVENUE ROBERT BADINTER	77230	DAMMARTIN-EN-GOELE	2 980 €
R3665	0780004F	LEGTA	AGRICOLE	ROUTE FORESTIERE DES PRINCESSES	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	1 040 €
R3689	0780273Y	LP	LOUIS-BLÉRIOT	1 RUE LEO LAGRANGE	78197	TRAPPES	5 240 €
R3310	0780422K	LGT	FRANCOIS-VILLON	RUE SALVADOR ALLENDE	78133	LES MUREAUX	22 080 €
R3298	0780486E	ERPD	BATELLERIE (LA)	36 QUAI DE LA REPUBLIQUE	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	4 380 €
R3311	0780515L	LGT	SEPT-MARES (LES)	13 RUE DE LA BEAUCE	78310	MAUREPAS	7 660 €
R3674	0780582J	LGT	JEAN-VILAR	1033 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	78375	PLAISIR	8 980 €
R3690	0780584L	LP	HENRI-MATISSE	55 RUE DE MONTFORT	78196	TRAPPES	9 060 €
R3691	0781297L	LGT	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	3 PLACE NAGUIB MAHFOUZ	78190	TRAPPES	27 760 €
R3672	0781512V	LGT	DESCARTES	6 BOULEVARD DESCARTES	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	5 620 €
R3301	0781578S	LPO	HÔTELLERIE-ET-TOURISME	PLACE FRANCOIS RABELAIS	78042	GUYANCOURT	5 240 €
R18986	0781819D	LPO	EMILIE-DE-BRETEUIL	3 RUE DU CANAL	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	10 140 €
R3305	0781839A	LPO	JEAN-MONNET	PLACE DE L EUROPE	78940	LA QUEUE-LES-YVELINES	6 920 €
R3300	0781845G	LGT	JULES-FERRY	7 RUE BOUYSSEL	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	11 660 €
R3722	0781859X	LPO	VINCENT-VAN-GOGH	RUE JULES FERRY	78410	AUBERGENVILLE	8 300 €
R3723	0781860Y	LPO	PIERRES-VIVES (LES)	1 RUE DES ALOUETTES	78420	CARRIERES-SUR-SEINE	5 360 €
R8267	0781861Z	LGT	LOUIS-DE-BROGLIE	1 AVENUE JEAN BERANGER	78160	MARLY-LE-ROI	1 620 €
R15879	0781883Y	LPO	DUMONT-D'URVILLE	2 AVENUE DE FRANCHE COMTE	78310	MAUREPAS	10 640 €
R15875	0781884Z	LPO	CONDORCET	ALLÉE CONDORCET	78520	LIMAY	10 720 €
R18229	0781898P	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	10 RUE GUSTAVE EIFFEL	78306	POISSY	7 820 €
R3664	0781948U	LPO	LAVOISIER	40 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	3 860 €
R19046	0781949V	LGT	VILLAROY (DE)	2 RUE E VIOLLET LE DUC	78041	GUYANCOURT	5 020 €
R3718	0781950W	LPO	LOUISE-WEISS	201 AVENUE DU GAL DE GAULLE	78260	ACHERES	11 540 €
R16239	0781951X	LPO	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	PLACE PIERRE BEREGOVOY	78200	MAGNANVILLE	9 200 €
R3675	0781983G	LPO	ADRIENNE-BOLLAND	62 BOULEVARD DEVAUX	78300	POISSY	5 360 €
R3309	0781984H	LPO	VAUCANSON	14 RUE ALBERT THOMAS	78132	LES MUREAUX	17 520 €
R3229	0782132U	LGT	JEANNE-D'ALBRET	6 RUE GIRAUD TEULON	78101	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	9 340 €
R3669	0782539L	LGT	SAINT-EXUPÉRY	8 RUE MARCEL FOUQUE	78201	MANTES-LA-JOLIE	44 100 €
R3708	0782540M	LPO	JEAN-ROSTAND	66 RUE FERNAND BODET	78200	MANTES-LA-JOLIE	23 080 €
R3676	0782546U	LGT	LE-CORBUSIER	88 RUE DE VILLIERS	78300	POISSY	12 300 €
R3313	0782549X	LPO	LOUIS-BASCAN	5 AVENUE DU GAL LECLERC	78513	RAMBOUILLET	10 600 €
R3317	0782556E	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	2 BOULEVARD HECTOR BERLIOZ	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5 660 €
R3710	0782557F	LPO	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	72 RUE LEON DESOYER	78101	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	15 680 €
R3692	0782562L	LG	HOCHE	73 AVENUE DE ST CLOUD	78000	VERSAILLES	8 000 €
R3693	0782563M	LGT	LA-BRUYÈRE	31 AVENUE DE PARIS	78000	VERSAILLES	7 500 €
R3712	0782565P	LPO	JULES-FERRY	29 RUE DU MARECHAL JOFFRE	78000	VERSAILLES	12 260 €
R3694	0782567S	LGT	MARIE-CURIE	70 AVENUE DE PARIS	78002	VERSAILLES	17 440 €
R3308	0782568T	LG	ALAIN	25 ROUTE DE LA CASCADE	78110	LE VESINET	2 240 €
R3673	0782587N	LPO	VIOLLET-LE-DUC	1 ROUTE DE SEPTEUIL	78640	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	7 260 €
R3314	0782593V	LP	JEAN-PERRIN	1 RUE LUCIEN SAMPAIX	78210	SAINT-CYR-L'ECOLE	3 220 €
R3306	0782602E	LP	JEAN-MOULIN	18 RUE DU DOCTEUR AUDIGIER	78150	LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	6 080 €
R3695	0782603F	LP	JACQUES-PRÉVERT	88 AVENUE DES ETATS UNIS	78000	VERSAILLES	3 240 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3304	0782822U	LGT	CORNEILLE	1 AVENUE PIERRE CORNEILLE	78170	LA CELLE-SAINT-CLOUD	3 780 €
R3319	0782924E	LGT	EVARISTE-GALOIS	8, RUE EVARISTE GALOIS	78500	SARTROUVILLE	21 280 €
R3312	0783140P	LGT	JULES-HARDOUIN-MANSART	26 RUE VICTORIEN SARDOU	78210	SAINT-CYR-L'ECOLE	6 480 €
R3677	0783213U	ERPD	HÉRIOT	RUE DU COMMANDANT HERIOT	78125	LA BOISSIERE-ECOLE	1 720 €
R3303	0783214V	LP	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	49 AVENUE MAURICE DE HIRSCH	78170	LA CELLE-SAINT-CLOUD	1 860 €
R3307	0783259U	ERPD	ERPD LA-VERRIERE	2 RUE GEORGES LAPIERRE	78320	LA VERRIERE	6 280 €
R3755	0783431F	LPO	JULES-VERNE	2 RUE DE LA CONSTITUANTE	78500	SARTROUVILLE	9 460 €
R3761	0783447Y	LPO	SIMONE-WEIL	RUE DU VAL D'OISE	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	8 160 €
R3671	0783533S	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	21 RUE DE LA LYRE	78711	MANTES-LA-VILLE	6 120 €
R3233	0783548H	LG	LYCEE FRANCO-ALLEMAND	5 RUE COLLIN MAMET	78530	BUC	80 €
R3231	0783549J	LG	LYCEE INTERNATIONAL	RUE DU FER A CHEVAL	78101	SAINT GERMAIN EN LAYE	960 €
R3703	0910620E	LPO	ROBERT-DOISNEAU	95 BOULEVARD JEAN JAURES	91107	CORBEIL-ESSONNES	55 600 €
R3705	0910622G	LPO	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	2 AVENUE GEOFFROY SAINT HILAIRE	91150	ETAMPES	24 200 €
R3324	0910623H	LGT	MARCEL-PAGNOL	AVENUE DE LA TERRASSE	91205	ATHIS-MONS	17 760 €
R3544	0910625K	LGT	ROSA-PARKS	2 PLACE DE L EUROPE	91230	MONTGERON	27 940 €
R3546	0910626L	LGT	BLAISE-PASCAL	18 RUE ALEXANDRE FLEMING	91406	ORSAY	3 380 €
R3552	0910627M	LGT	JEAN-BAPTISTE-COROT	9 PLACE DAVOUT	91605	SAVIGNY-SUR-ORGE	34 180 €
R3322	0910628N	LP	PAUL-BELMONDO	23 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC	91290	ARPAJON	6 640 €
R3335	0910629P	LP	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	2 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	91450	ETIOLLES	3 180 €
R3339	0910630R	LP	ALEXANDRE-DENIS	CHÂTEAU MONTMIRAULT AV CARNOT	91590	CERNY	3 760 €
R3338	0910631S	LP	JEAN-MONNET	51 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	91260	JUVISY-SUR-ORGE	11 020 €
R3345	0910632T	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	91300	MASSY	3 600 €
R3325	0910676R	LPO	CLÉMENT-ADER	37 BIS RUE G.ANTHONIOZ DE GAULL	91200	ATHIS-MONS	9 000 €
R3344	0910687C	LGT	FUSTEL-DE-COULANGES	11 RUE DES MIGNEAUX	91300	MASSY	16 640 €
R3343	0910715H	LP	JEAN-PERRIN	26 RUE LEONTINE SOHIER	91163	LONGJUMEAU	11 080 €
R3346	0910727W	LPO	PARC-DE-VILGÉNIS	80 RUE DE VERSAILLES	91305	MASSY	39 500 €
R3332	0910755B	LP	NADAR	42 BIS RUE CHARLES MORY	91210	DRAVEIL	6 600 €
R3554	0910756C	LP	LOUIS-ARMAND	9 RUE PIERRE DE COUBERTIN	91330	YERRES	9 320 €
R3714	0910975R	LPO	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	4 RUE HENRI DOUARD	91220	BRETIGNY-SUR-ORGE	13 840 €
R3327	0911021R	LGT	TALMA	1 RUE DES CERFS	91805	BRUNOY	11 700 €
R3545	0911037H	LP	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	12 BIS ROUTE DU BOIS POMMIER	91390	MORSANG-SUR-ORGE	3 260 €
R3336	0911251R	LGT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES	91012	EVRY-COURCOURONNES	33 000 €
R3337	0911254U	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	AVENUE DE LA LIBERTE	91000	EVRY-COURCOURONNES	12 060 €
R15795	0911343R	LP	AUGUSTE-PERRET	1 AVENUE DE LA LIBERTE	91024	EVRY-COURCOURONNES	4 980 €
R3550	0911346U	LGT	ALBERT-EINSTEIN	AVENUE DE LA LIBERTE	91706	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	23 320 €
R3347	0911353B	EREA	JEAN-ISOARD	4 RUE RAYMOND PAUMIER	91230	MONTGERON	2 460 €
R3333	0911401D	LP	NELSON-MANDELA	8 RUE JULIEN PRANVILLE	91150	ETAMPES	3 440 €
R18509	0911492C	LPO	ESSOURIAU (DE L')	AVENUE DE DORDOGNE	91940	LES ULIS	23 400 €
R3548	0911493D	LP	LES-FRÈRES-MOREAU	RUE DE BRUNOY	91480	QUINCY-SOUS-SENART	3 860 €
R3342	0911577V	LGT	JACQUES-PRÉVERT	23 RUE JULES FERRY	91162	LONGJUMEAU	10 300 €
R3549	0911578W	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	AVENUE DE L AUNETTE	91133	RIS-ORANGIS	9 440 €
R3323	0911632E	LGT	RENÉ-CASSIN	17 RUE JEAN MOULIN	91294	ARPAJON	6 600 €
R3329	0911828T	LPO	GEORGES-BRASSENS	8 RUE GEORGES BRASSENS	91080	EVRY-COURCOURONNES	29 080 €
R3321	0911913K	LGT	VALLÉE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	8 RUE DE MADRID	91192	GIF-SUR-YVETTE	2 300 €
R3200	0911927A	LGT	MAURICE-ELIOT	RUE DE PROVENCE	91860	EPINAY-SOUS-SENART	12 280 €
R3724	0911937L	LPO	FRANCOIS-TRUFFAUT	RUE GEORGES POMPIDOU	91072	BONDOUFLE	17 120 €
R3725	0911938M	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	17 RUE ROBESPIERRE	91120	PALAISEAU	1 440 €
R15365	0911945V	LPO	MARGUERITE-YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	91423	MORANGIS	10 820 €
R15431	0911946W	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	1 PLACE LEONARD DE VINCI	91240	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	18 420 €
R18145	0911961M	LGT	EDMOND-MICHELET	5 BOULEVARD ABEL CORNATON	91290	ARPAJON	3 360 €
R16853	0911962N	LPO	MARIE-LAURENCIN	51 RUE PAUL CEZANNE	91542	MENNECY	8 340 €
R3014	0911983L	LGT	JULES-VERNE	49 RUE D'ARPAJON	91470	LIMOURS	300 €
R3742	0912142J	LPO	GASPARD-MONGE	1 PLACE GASPARD MONGE	91600	SAVIGNY-SUR-ORGE	10 080 €
R3754	0912163G	LPO	PAUL-LANGEVIN	RUE PAUL LANGEVIN	91706	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	17 580 €
R3547	0912251C	LPO	HENRI-POINCARÉ	36 RUE LEON BOURGEOIS	91122	PALAISEAU	9 100 €
P003747	0912364A	LPO	NIKOLA-TESLA	15/21 CHEMIN DU CHAMP DE COURSE	91410	DOURDAN	9 200 €
R3615	0920130S	LGT	DESCARTES	1 AVENUE LAVOISIER	92761	ANTONY	9 160 €
R3556	0920131T	LGT	AUGUSTE-RENOIR	137 RUE DU MENIL	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	22 840 €
R3560	0920132U	LGT	ALBERT-CAMUS	131 RUE PIERRE JOIGNEAUX	92270	BOIS-COLOMBES	10 960 €
R3563	0920134W	LGT	JACQUES-PRÉVERT	163 RUE DE BILLANCOURT	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	15 420 €
R3565	0920135X	LGT	EMMANUEL-MOUNIER	35 RUE DES PRES HAUTS	92290	CHATENAY-MALABRY	12 120 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3570	0920136Y	LPO	NEWTON-ENREA	1 PLACE JULES VERNE	92110	CLICHY	35 660 €
R3573	0920137Z	LGT	GUY-DE-MAUPASSANT	52 RUE ROBERT SCHUMAN	92701	COLOMBES	34 820 €
R3577	0920138A	LGT	PAUL-LAPIE	5 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND	92401	COURBEVOIE	15 900 €
R3592	0920141D	LGT	JOLIOT-CURIE	92 AVENUE FREDERIC ET IRENE JOLIOT CURIE	92022	NANTERRE	62 560 €
R3595	0920142E	LG	PASTEUR	17 BOULEVARD D'INKERMANN	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	4 040 €
R3597	0920143F	LG	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	41 RUE DE LONGCHAMP	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	6 400 €
R3598	0920144G	LGT	AGORA (L')	120 RUE DE VERDUN	92816	PUTEAUX	10 300 €
R3604	0920145H	LGT	LAKANAL	3 AVENUE PDT FRANKLIN ROOSEVELT	92331	SCEAUX	12 780 €
R3605	0920146J	LG	MARIE-CURIE	1 RUE CONSTANT PILATE	92331	SCEAUX	6 600 €
R3607	0920147K	LGT	PAUL-LANGEVIN	2 RUE PAYRET DORTAIL	92150	SURESNES	26 160 €
R3609	0920149M	LGT	MICHELET	5 RUE JULLIEN	92174	VANVES	14 820 €
R3558	0920150N	LP	PRONY (DE)	4 RUE DE BRETAGNE	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	10 160 €
R3583	0920158X	LP	TOURNELLE (LA)	87 BOULEVARD NATIONAL	92250	LA GARENNE-COLOMBES	13 720 €
R3586	0920163C	LP	LOUIS-GIRARD	85 RUE LOUIS GIRARD	92240	MALAKOFF	520 €
R3590	0920164D	LP	JEAN-MONNET	128 AVENUE JEAN JAURES	92120	MONTROUGE	1 360 €
R3596	0920166F	LP	VASSILY-KANDINSKY	96 BOULEVARD BINEAU	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	3 160 €
R3606	0920170K	LP	FLORIAN	9 BIS RUE DE LA MARNE	92330	SCEAUX	11 660 €
R3561	0920680P	LP	LÉONARD-DE-VINCI	5 AVENUE HENRI BARBUSSE	92220	BAGNEUX	1 880 €
R3587	0920798T	LGT	RABELAIS	6 RUE GEORGES LANGROGNET	92190	MEUDON	3 840 €
R3601	0920799U	LGT	RICHELIEU	64 RUE GEORGE SAND	92501	RUEIL-MALMAISON	13 640 €
R3602	0920801W	LGT	ALEXANDRE-DUMAS	112 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	92210	SAINT-CLOUD	7 100 €
R3844	0920802X	LGT	JEAN-PIERRE-VERNANT	21 RUE DU DR LEDERMANN	92310	SEVRES	10 260 €
R3579	0920810F	EREA	JEAN-MONNET	106 BOULEVARD RAYMOND POINCARE	92380	GARCHES	1 660 €
R3580	0921156G	LPO	GALILÉE	79 AVENUE CHANDON	92230	GENNEVILLIERS	33 080 €
R3566	0921166T	LPO	JEAN-JAURÈS	280 AVENUE JEAN JAURES	92291	CHATENAY-MALABRY	13 160 €
R3575	0921229L	LP	ANATOLE-FRANCE	130 BOULEVARD DE VALMY	92700	COLOMBES	4 660 €
R3585	0921230M	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	4 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92304	LEVALLOIS-PERRET	26 360 €
R3589	0921399W	LGT	MAURICE-GENEVOIX	29 AVENUE DU FORT	92120	MONTROUGE	19 440 €
R3599	0921500F	LP	VOILIN	26 RUE LUCIEN VOILIN	92800	PUTEAUX	2 660 €
R3610	0921505L	LP	DARDENNE	25 RUE LOUIS DARDENNE	92170	VANVES	7 780 €
R3567	0921555R	LGT	JACQUES-MONOD	46 RUE DU FORT	92140	CLAMART	10 320 €
R3588	0921592F	LP	COTES-DE-VILLEBON (LES)	3 RUE HENRI ETLIN	92360	MEUDON	3 460 €
R15803	0921594H	LGT	MICHEL-ANGE	2 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92390	VILLENEUVE-LA-GARENNE	30 500 €
R3562	0921595J	LP	DANIEL-BALAVOINE	7 RUE MARCEAU DELORME	92270	BOIS-COLOMBES	7 460 €
R3578	0921625S	LP	PAUL-PAINLEVÉ	5 RUE DE LA MONTAGNE	92400	COURBEVOIE	5 080 €
R3593	0921626T	LP	CLAUDE-CHAPPE	54 RUE DES ALOUETTES	92000	NANTERRE	4 040 €
R3614	0921676X	LP	THÉODORE-MONOD	26 AVENUE LEON JOUHAUX	92160	ANTONY	5 560 €
R3611	0921935D	EREA	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	131 AVENUE DE LA CELLE ST CLOUD	92420	VAUCRESSON	2 040 €
R3572	0922149L	LPO	RENÉ-AUFFRAY	23 RUE FERNAND PELLOUTIER	92582	CLICHY	17 720 €
R3584	0922249V	LPO	MONTESQUIEU	21 RUE DU CAPITAINE FACQ	92350	LE PLESSIS-ROBINSON	7 500 €
R3603	0922276Z	LPO	SANTOS-DUMONT	39 RUE PASTEUR	92210	SAINT-CLOUD	3 900 €
R3612	0922277A	LPO	CHARLES-PETIET	65 BOULEVARD GALLIENI	92391	VILLENEUVE-LA-GARENNE	8 340 €
R20735	**0922287L**	**EREA**	**JACQUES-BREL**	**104 Bis boulevard Raymond Poincaré**	92380	**GARCHES**	5 700 €
R3743	0922397F	LPO	EUGÈNE-IONESCO	152 AVENUE DE VERDUN	92130	ISSY-LES-MOULINEAUX	8 580 €
R3745	0922398G	LPO	GUSTAVE-EIFFEL	78 AVENUE DU PDT POMPIDOU	92500	RUEIL-MALMAISON	12 960 €
R3753	0922427N	LPO	CLAUDE-GARAMONT	69 RUE DE L'INDUSTRIE	92701	COLOMBES	2 000 €
R3762	0922443F	LPO	ETIENNE-JULES-MAREY	154 RUE DE SILLY	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	12 940 €
R3779	0922464D	LPO	LOUISE-MICHEL	11 BOULEVARD DU MIDI	92000	NANTERRE	6 640 €
R3981	0922615T	LG	LUCIE-AUBRAC	13 RUE DE L'INDUSTRIE	92400	COURBEVOIE	7 460 €
P003849	0922801V	LGT	LYCEE NEUF TRAPEZE	6 PLACE JULES GUESDE	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	4 420 €
R3619	0930116W	LGT	HENRI-WALLON	146 RUE DES CITES	93300	AUBERVILLIERS	41 080 €
R3616	0930117X	LGT	LE-CORBUSIER	44 RUE LEOPOLD RECHOSSIERE	93533	AUBERVILLIERS	70 060 €
R3627	0930118Y	LGT	JEAN-RENOIR	11 RUE FREMIN	93141	BONDY	51 440 €
R3630	0930119Z	LPO	EUGENE-DELACROIX	4 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	93700	DRANCY	55 880 €
R3633	0930120A	LGT	JACQUES-FEYDER	10 RUE HENRI WALLON	93806	EPINAY-SUR-SEINE	58 680 €
R3648	0930121B	LGT	JEAN-JAURES	1 RUE DOMBASLE	93105	MONTREUIL	55 760 €
R18521	0930122C	LGT	CONDORCET	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL	22 300 €
R15801	0930123D	LGT	OLYMPE-DE-GOUGES	Rue de Montreuil à Claye	93130	NOISY-LE-SEC	42 820 €
R3655	0930124E	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	110 AVENUE JEAN JAURES	93500	PANTIN	23 880 €
R3660	0930125F	LGT	PAUL-ELUARD	15 AVENUE JEAN MOULIN	93206	SAINT-DENIS	79 320 €
R3543	0930126G	LPO	AUGUSTE-BLANQUI	54 RUE CHARLES SCHMIDT	93404	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	33 060 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3539	0930127H	LGT	GEORGES-CLEMENCEAU	130 RUE DE NEUILLY	93250	VILLEMOMBLE	27 660 €
R3637	0930128J	LP	DENIS-PAPIN	34 AVENUE MICHELET	93120	LA COURNEUVE	10 260 €
R3628	0930129K	LP	MADELEINE-VIONNET	1 RUE JULES GUESDE	93140	BONDY	15 140 €
R3949	0930130L	LP	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL	7 020 €
R15799	0930133P	LP	THEODORE-MONOD	187 RUE DE BREMENT	93130	NOISY-LE-SEC	22 240 €
R3656	0930135S	LP	SIMONE-WEIL	121 AVENUE JEAN LOLIVE	93500	PANTIN	17 920 €
R3645	0930136T	LP	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	1 BOULEVARD DE PARIS	93320	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	9 580 €
R3662	0930138V	LP	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	12 RUE DE LA LIBERTE	93200	SAINT-DENIS	27 340 €
R3643	0930830X	LGT	ALBERT-SCHWEITZER	11 ALLÉE VALERE LEFEBVRE	93342	LE RAINCY	31 860 €
R3641	0930831Y	LP	ARISTIDE-BRIAND	120 AVENUE ARISTIDE BRIAND	93155	LE BLANC-MESNIL	9 560 €
R3622	0930833A	LGT	JEAN-ZAY	AVENUE DU MARECHAL JUIN	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	36 980 €
R3620	0930834B	LGT	VOILLAUME	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	77 040 €
R18517	0930846P	LP	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	11 860 €
R3618	0931024H	LP	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	103 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	93300	AUBERVILLIERS	22 320 €
R3540	0931193S	LP	HÉLÈNE-BOUCHER	70 AVENUE GILBERT BERGER	93290	TREMBLAY-EN-FRANCE	15 160 €
R3625	0931198X	LP	ALFRED-COSTES	146 AVENUE HENRI BARBUSSE	93000	BOBIGNY	7 380 €
R3636	0931233K	LP	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	25 RUE DES TROIS NOYERS	93220	GAGNY	4 100 €
R3635	0931272C	LGT	GUSTAVE-EIFFEL	16 CHEMIN DE LA RENARDIERE	93220	GAGNY	26 980 €
R3639	0931430Z	LGT	JACQUES-BREL	4 RUE DULCIE SEPTEMBER	93120	LA COURNEUVE	49 540 €
R3652	0931565W	LGT	FLORA-TRISTAN	27 RUE DES HAUTS ROSEAUX	93166	NOISY-LE-GRAND	21 920 €
R3537	0931584S	LPO	JEAN-ROSTAND	8 RUE PIERRE AUDAT	93420	VILLEPINTE	48 540 €
R3646	0931585T	LGT	ANDRÉ-BOULLOCHE	18 BOULEVARD GUTENBERG	93190	LIVRY-GARGAN	18 900 €
R3624	0931613Y	LGT	LOUISE-MICHEL	70 AVENUE JEAN JAURES	93000	BOBIGNY	55 940 €
R3634	0931735F	LP	LOUISE-MICHEL	12 RUE JEAN BAPTISTE CLEMENT	93800	EPINAY-SUR-SEINE	18 640 €
R3638	0931738J	LP	ARTHUR-RIMBAUD	112 AVENUE JEAN JAURES	93120	LA COURNEUVE	14 460 €
R3658	0931739K	LP	JEAN-MOULIN	2 RUE MISSAK MANOUCHIAN	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	18 500 €
R1331	0931779D	LPO	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE-JEAN	16 RUE PAUL DOUMER	93512	MONTREUIL	3 820 €
R15267	0932026X	LPO	ALFRED-NOBEL	20 ALLÉE DE GAGNY	93390	CLICHY-SOUS-BOIS	63 180 €
R15269	0932030B	LPO	MAURICE-UTRILLO	152 RUE JEAN DURAND	93240	STAINS	51 520 €
R15357	0932031C	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	102 RUE LAVOISIER	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	16 460 €
R15427	0932034F	LGT	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	10 AVENUE CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC-MESNIL	36 240 €
R17099	0932046U	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	115 ROUTE DES PETITS PONTS	93290	TREMBLAY-EN-FRANCE	17 840 €
R18858	0932047V	LPO	EVARISTE-GALOIS	32 AVENUE MONTAIGNE	93165	NOISY-LE-GRAND	19 000 €
R19063	0932048W	LPO	BLAISE-CENDRARS	12 AVENUE LEON JOUHAUX	93270	SEVRAN	31 520 €
R3644	0932073Y	LPO	PAUL-ROBERT	2 RUE DU CHATEAU	93260	LES LILAS	19 640 €
R3542	0932074Z	LPO	MARCEL-CACHIN	11 RUE MARCEL CACHIN	93400	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	23 780 €
R3650	0932116V	LPO	EUGÉNIE-COTTON	58 AVENUE FAIDHERBE	93100	MONTREUIL	16 460 €
R3654	0932117W	LPO	LUCIE-AUBRAC	51 RUE VICTOR HUGO	93500	PANTIN	25 360 €
R3640	0932118X	LPO	JEAN-MOULIN	2 AVENUE CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC-MESNIL	24 540 €
R3623	0932119Y	LPO	EUGÈNE-HÉNAFF	55 AVENUE RASPAIL	93170	BAGNOLET	23 160 €
R3647	0932120Z	LPO	HENRI-SELLIER	73 AVENUE DU COLONEL FABIEN	93190	LIVRY-GARGAN	18 680 €
R3661	0932121A	LPO	SUGER	6 AVENUE LE ROY DES BARRES	93200	SAINT-DENIS	43 500 €
R3768	0932122B	LPO	ALEMBERT (D')	7 RUE DU COMMANDANT L'HERMINIER	93300	AUBERVILLIERS	19 740 €
R3731	0932123C	LPO	ANDRE-SABATIER	140 RUE DE LA REPUBLIQUE	93000	BOBIGNY	8 800 €
R3632	0932126F	LPO	FRANCOIS-RABELAIS	RUE FRANCOIS RABELAIS	93440	DUGNY	2 640 €
R3663	0932129J	LPO	ENNA (L')	PLACE DU 8 MAI 1945	93203	SAINT-DENIS	13 320 €
R3757	0932221J	LPO	BLAISE-PASCAL	18 RUE MARC VIEVILLE	93250	VILLEMOMBLE	8 180 €
R3642	0932222K	LPO	RENÉ-CASSIN	16 ALLÉE DES BOSQUETS	93340	LE RAINCY	4 580 €
R3631	0932229T	LPO	PAUL-LE-ROLLAND	136 AVENUE DE CASTELNAU	93700	DRANCY	10 480 €
R3730	0932260B	LPO	GEORGES-BRASSENS	RUE DES BANCS PUBLICS	93420	VILLEPINTE	18 660 €
R3756	0932267J	LPO	LIBERTE	27 A RUE DE LA LIBERTE	93230	ROMAINVILLE	14 340 €
R3781	0932282A	LPO	LEO-LAGRANGE	2 RUE COMPAGNON	93140	BONDY	12 840 €
R3812	0932291K	LPO	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	55 BOULEVARD LOUIS ARMAND	93330	NEUILLY-SUR-MARNE	14 500 €
P002870	0932577W	LGT	GERMAINE-TILLION	48 BIS RUE ANIZAN CAVILLON	93350	LE BOURGET	25 860 €
P003346	0932638M	LPO	LYCEE INTERNATIONAL DE L'EST PARI	1 promenade Marco Polo	93160	NOISY-LE-GRAND	5 700 €
P003607	0932667U	LPO	PLAINE-COMMUNE	70 AVENUE GEORGE SAND	93200	SAINT-DENIS	36 400 €
R3531	0940112L	LGT	LOUISE-MICHEL	7 RUE PIERRE MARIE DERRIEN	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	17 740 €
R3530	0940113M	LPO	LANGEVIN-WALLON	126 AVENUE ROGER SALENGRO	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	25 340 €
R3521	0940114N	LPO	SAINT-EXUPÉRY	2 RUE HENRI MATISSE	94000	CRETEIL	47 580 €
R3507	0940115P	LGT	ROMAIN-ROLLAND	17 RUE LUCIEN NADAIRE	94200	IVRY-SUR-SEINE	20 420 €
R3488	0940116R	LGT	EUGENE-DELACROIX	5 RUE PIERRE CURIE	94704	MAISONS-ALFORT	16 060 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3493	0940117S	LPO	EDOUARD-BRANLY	8 RUE BAUYN DE PERREUSE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	5 520 €
R3490	0940118T	LPO	LOUIS-ARMAND	173 BOULEVARD DE STRASBOURG	94130	NOGENT-SUR-MARNE	17 600 €
R18533	0940119U	LPO	PAUL-DOUMER	2 RUE PAUL DOUMER	94170	LE PERREUX-SUR-MARNE	13 440 €
R3497	0940120V	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	6 BOULEVARD MAURICE BERTEAUX	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	19 300 €
R3498	0940121W	LGT	ARSONVAL (D')	65 RUE DU PONT DE CRETEIL	94107	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	9 860 €
R3510	0940122X	LPO	CONDORCET	1 AVENUE CONDORCET	94210	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	8 540 €
R3500	0940123Y	LGT	GUILLAUME-APOLLINAIRE	42 RUE DU PAVE DE GRIGNON	94320	THIAIS	33 420 €
R3504	0940124Z	LGT	HECTOR-BERLIOZ	106 AVENUE DE PARIS	94307	VINCENNES	13 960 €
R3503	0940126B	LPO	MAXIMILIEN-PERRET	PLACE SAN BENEDETTO DEL TRONTO	94142	ALFORTVILLE	22 520 €
R3478	0940129E	LPO	JEAN-MACÉ	34 RUE JULES FERRY	94407	VITRY-SUR-SEINE	48 800 €
R3529	0940132H	LP	GABRIEL-PÉRI	41 AVENUE BOILEAU	94500	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	9 520 €
R3516	0940134K	LP	VAL-DE-BIÈVRE	15 RUE D'ARCUEIL	94257	GENTILLY	2 260 €
R3491	0940137N	LP	LA-SOURCE	54 AVENUE DE LA SOURCE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	6 160 €
R3495	0940138P	LP	ARMAND-GUILLAUMIN	RUE PIERRE CORNEILLE	94310	ORLY	10 360 €
R3511	0940140S	LP	GOURDOU-LESEURRE	50 BOULEVARD DE CHAMPIGNY	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	4 820 €
R3517	0940141T	LP	JACQUES-BREL	90 AVENUE D'ALFORTVILLE	94600	CHOISY-LE-ROI	2 180 €
R3505	0940143V	LP	JEAN-MOULIN	8 RUE DU DOCTEUR LEBEL	94307	VINCENNES	9 860 €
R3479	0940145X	LP	CAMILLE-CLAUDEL	4 RUE DES CARRIERES	94400	VITRY-SUR-SEINE	12 120 €
R3534	0940171A	EREA	STENDHAL	6 RUE DESIRE DAUTIER	94380	BONNEUIL-SUR-MARNE	1 140 €
R3494	0940319L	EREA	FRANÇOIS-CAVANNA	3 AVENUE DE JOINVILLE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	80 €
R3533	0940580V	LGT	LYC DE CACHAN	61 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	94230	CACHAN	82 060 €
R3496	0940585A	LPO	FRANCOIS-MANSART	25 AVENUE DE LA BANQUE	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	9 240 €
R3464	0940742W	LPO	GUILLAUME-BUDÉ	2 VOIE GEORGES POMPIDOU	94456	LIMEIL-BREVANNES	27 240 €
R3502	0940743X	LPO	GEORGES-BRASSENS	12 AVENUE LE FOLL	94290	VILLENEUVE-LE-ROI	19 120 €
R18527	0941018W	LPO	EDOUARD-BRANLY	33 RUE DU PETIT BOIS	94000	CRETEIL	21 200 €
R3518	0941232D	LPO	JEAN-MACÉ	103 RUE MIRABEAU	94600	CHOISY-LE-ROI	10 500 €
R3476	0941294W	LPO	ADOLPHE-CHERIOUX	195 RUE JULIAN GRIMAU	94408	VITRY-SUR-SEINE	30 140 €
R3524	0941298A	LP	MICHELET	1 RUE MICHELET	94120	FONTENAY-SOUS-BOIS	6 120 €
R3525	0941301D	LPO	FRÉDÉRIC-MISTRAL	7 RUE FREDERIC MISTRAL	94260	FRESNES	23 960 €
R3523	0941347D	LGT	PABLO-PICASSO	2 AVENUE PABLO PICASSO	94120	FONTENAY-SOUS-BOIS	24 120 €
R3487	0941355M	LPO	PAUL-BERT	1 RUE DU GUE AUX AUROCHS	94700	MAISONS-ALFORT	15 760 €
R3522	0941413A	LPO	LÉON-BLUM	5 RUE JEAN GABIN	94000	CRETEIL	25 000 €
R3526	0941470M	LGT	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	61 RUE DES BORDES	94430	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	18 940 €
R3515	0941474S	LPO	DARIUS-MILHAUD	80 RUE DU PROFESSEUR BERGONIE	94276	LE KREMLIN-BICETRE	44 300 €
R18525	0941604H	LP	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFESSION	61 RUE DES BORDES	94430	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	9 680 €
R16037	0941918Z	LPO	CHRISTOPHE-COLOMB	154 RUE DE BOISSY	94370	SUCY-EN-BRIE	9 800 €
R19129	0941930M	LPO	GUTENBERG	16 RUE DE SAUSSURE	94000	CRETEIL	37 320 €
R3528	0941951K	LPO	MARX-DORMOY	500 RUE DU PROFESSEUR MILLIEZ	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	23 500 €
R3501	0941952L	LPO	FRANCOIS-ARAGO	36 AVENUE DE L'EUROPE	94190	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	26 260 €
R3508	0941972H	LPO	FERNAND-LÉGER	15 AVENUE HENRI BARBUSSE	94200	IVRY-SUR-SEINE	11 260 €
R3527	0941974K	LPO	ROBERT-SCHUMAN	2 RUE DE L'EMBARCADERE	94220	CHARENTON-LE-PONT	4 960 €
R3234	0941975L	LPO	PIERRE-BROSSOLETTE	5 RUE PIERRE BROSSOLETTE	94270	LE KREMLIN-BICETRE	5 900 €
R3499	0942130E	LPO	PARC-MONTALEAU	2 BIS RUE PIERRE SEMARD	94372	SUCY-EN-BRIE	1 240 €
P001562	0942269F	LPO	PAULINE-ROLAND	17 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	94550	CHEVILLY-LARUE	11 320 €
R3484	0950640E	LGT	JULIE-VICTOIRE-DAUBIÉ	9 RUE LOUIS MASSIGNON	95100	ARGENTEUIL	25 160 €
R18539	0950641F	LPO	JEAN-JAURÈS	25 RUE CHARLES LECOQ	95100	ARGENTEUIL	32 920 €
R3684	0950645K	LGT	VAN-GOGH	RUE DU GENERAL DECAEN	95123	ERMONT	22 540 €
R3687	0950646L	LGT	RENÉ-CASSIN	7 AVENUE FRANCOIS MITTERRAND	95500	GONESSE	29 380 €
R3393	0950647M	LGT	GÉRARD-DE-NERVAL	PLACE DE L'EUROPE	95270	LUZARCHES	1 360 €
R3394	0950648N	LGT	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	20 RUE DE JAIGNY	95160	MONTMORENCY	8 360 €
R3397	0950649P	LPO	CAMILLE-PISSARRO	1 RUE HENRI MATISSE	95300	PONTOISE	20 160 €
R18545	0950650R	LPO	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	2 RUE J J ROUSSEAU	95200	SARCELLES	61 000 €
R3403	0950651S	LGT	JACQUES-PRÉVERT	23 CHEMIN VERT DE BOISSY	95150	TAVERNY	9 180 €
R3680	0950656X	LP	LE-CORBUSIER	2 RUE PAUL BLOCH	95240	CORMEILLES-EN-PARISIS	2 640 €
R3365	0950658Z	LP	CHÂTEAU-D'EPLUCHES	45 AVENUE DU CHATEAU	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	5 240 €
R3486	0950666H	LPO	GEORGES-BRAQUE	21 RUE VICTOR PUISEUX	95100	ARGENTEUIL	32 560 €
R18617	0950667J	LPO	ROMAIN-ROLLAND	21 AVENUE DE MONTMORENCY	95190	GOUSSAINVILLE	51 480 €
R3468	0950709E	LP	VIRGINIA-HENDERSON	100 AVENUE CHARLES VAILLANT	95400	ARNOUVILLE	8 800 €
R3402	0950947N	LPO	TOURELLE (DE LA)	8 RUE FERNAND LEGER	95200	SARCELLES	25 900 €
R3396	0950949R	LP	JEAN-MERMOZ	21 RUE EMILE COMBRES	95560	MONTSOULT	3 860 €
R3400	0950983C	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 ALLÉE DE CORMEILLES	95110	SANNOIS	500 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3405	0951090U	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	1 RUE DE GOUSSAINVILLE	95400	VILLIERS-LE-BEL	4 060 €
R3399	0951104J	LPO	JEAN-PERRIN	2 RUE DES EGALISSES	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	12 440 €
R3392	0951147F	LGT	FRAGONARD	ALLÉE LE NOTRE	95290	L'ISLE-ADAM	5 700 €
R3395	0951281B	LP	TURGOT	3 PLACE AU PAIN	95162	MONTMORENCY	3 080 €
R3679	0951282C	LP	VEXIN (DU)	2 RUE JEAN HAMON	95750	CHARS	2 740 €
R3473	0951399E	LGT	ALFRED-KASTLER	26 AVENUE DE LA PALETTE	95011	CERGY	2 220 €
R3683	0951618T	LP	AUGUSTE-ESCOFFIER	77 RUE DE PIERRELAYE	95610	ERAGNY	3 560 €
R3474	0951637N	LGT	GALILÉE	11 AVENUE DU JOUR	95801	CERGY	18 600 €
R3686	0951673C	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 ALLÉE JEAN DE FLORETTE	95120	ERMONT	5 660 €
R3678	0951710T	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	AVENUE FEDERICO GARCIA LORCA	95490	VAUREAL	15 160 €
R3726	0951722F	LPO	JEAN-MONNET	RUE JEAN MONNET	95131	FRANCONVILLE	18 680 €
R3729	0951723G	LGT	MONTESQUIEU	165 RUE EMILE ZOLA	95220	HERBLAY-SUR-SEINE	6 900 €
R3728	0951727L	LPO	CHARLES-BAUDELAIRE	13 RUE DU GRAND TREMBLAY	95470	FOSSES	12 760 €
R8263	0951728M	LPO	EDMOND-ROSTAND	75 RUE DE PARIS	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	14 940 €
R3469	0951748J	LPO	EVARISTE-GALOIS	14 BOULEVARD LEON BLUM	95260	BEAUMONT-SUR-OISE	16 700 €
R16193	0951753P	LGT	LÉONARD-DE-VINCI	2 RUE ROBQUIN	95470	SAINT-WITZ	1 960 €
R18856	0951756T	LPO	JULES-VERNE	1 RUE MICHEL STROGOFF	95800	CERGY	10 200 €
R3404	0951763A	LPO	LOUIS-JOUVET	26 RUE DE ST PRIX	95152	TAVERNY	13 860 €
R18171	0951766D	LGT	SIMONE-DE-BEAUVOIR	171 AVENUE DE STALINGRAD	95141	GARGES-LES-GONESSE	31 680 €
R3475	0951787B	LPO	ARTHUR-RIMBAUD	99 AVENUE DE LA DIV LECLERC	95140	GARGES-LES-GONESSE	8 620 €
R19249	0951788C	LPO	GEORGE-SAND	AVENUE DU LYCEE	95331	DOMONT	13 680 €
R3466	0951811C	LPO	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	7 ALLÉE F ET N LEGER	95104	ARGENTEUIL	23 320 €
R3209	0951824S	LPO	HAUTIL (DE L')	1 RUE GABRIEL FAURE	95280	JOUY-LE-MOUTIER	8 220 €
R3214	0951922Y	LGT	CAMILLE-SAINT-SAENS	18 RUE GUYNEMER	95170	DEUIL-LA-BARRE	18 740 €
R3215	0951937P	LPO	PAUL-EMILE-VICTOR	116 RUE DE LIVILLIERS	95520	OSNY	5 380 €
R3744	0951974E	LPO	LOUIS-ARMAND	32 RUE STEPHANE PROUST	95600	EAUBONNE	11 580 €
P003050	0952173W	LPO	BEZONS (DE)	5 RUE MARCEL LANGLOIS	95875	BEZONS	19 140 €
P003414	0952196W	LPO	GUSTAVE-MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	95880	ENGHIEN-LES-BAINS	22 700 €
						TOTAL	6 956 260 €

ANNEXE II

ANNEXE II

LYCEES PRIVES

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotation
R3161	0750330B	LYC TECHNO	ECOLE-TECHNIQUE-SUPERIEURE-LA	95 RUE DU DESSOUS DES BERGES	75013	PARIS 13EME	**5 800 €**
R3135	0751883P	LYC TECHNO	INSTITUT-SUPERIEUR-CLORIVIERE	119 BOULEVARD DIDEROT	75012	PARIS 12EME	**12 200 €**
R3144	0752937K	LYC GENE	EIB-ETOILE	9 RUE VILLARET DE JOYEUSE	75017	PARIS 17EME	**180 €**
R3179	0753217P	LYC POLYV	SAINTE-THERESE-FONDATION-D'AUT	40 RUE LA FONTAINE	75016	PARIS 16EME	**1 080 €**
R3194	0753231E	LYC GENE	SINAI	2 RUE TRISTAN TZARA	75018	PARIS 18EME	**1 140 €**
R3190	0753384W	LYC GENE	BETH-YACOV	50 BIS RUE DES PRAIRIES	75020	PARIS 20EME	**220 €**
R3189	0753537M	LYC TECHNO	ECOLE-SUP-TECHNIQUES-BIOLOGIE-	56 RUE PLANCHAT	75020	PARIS 20EME	**8 000 €**
R3125	0753598D	LYC GENE	COLLEGE SEVIGNE	28 RUE PIERRE NICOLE	75005	PARIS 05EME	**180 €**
R3127	0753647G	LYC GENE	ALSACIENNE	109 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS 06EME	**960 €**
R3137	0753809H	LYC GENE	PAUL-CLAUDEL D'HULST	118 RUE DE GRENELLE	75007	PARIS 07EME	**320 €**
R3121	0753815P	LYC GT	COURS-DES-PETITS-CHAMPS	28 RUE DU PLATEAU	75019	PARIS 19EME	**700 €**
R3122	0753820V	LYC GT	FRANCS-BOURGEOIS	21 RUE SAINT ANTOINE	75004	PARIS 04EME	**1 700 €**
R3123	0753824Z	LYC GENE	MASSILLON	2 BIS QUAI DES CELESTINS	75004	PARIS 04EME	**600 €**
P0000971	0753825A	2D CYC SPE	MORVAN	68 RUE DE LA CHAUSSEE D'ANTIN	75009	PARIS 09EME	**1 200 €**
R3124	0753827C	LYC GENE	LOUISE-DE-MARILLAC	32 RUE GEOFFROY SAINT HILAIRE	75005	PARIS 05EME	**2 600 €**
R3126	0753834K	LYC GENE	YABNE	29 AVENUE LEON BOLLEE	75013	PARIS 13EME	**1 220 €**
P0037430	0753838P	LYC GENE	SAINT-SULPICE	68 RUE D'ASSAS	75006	PARIS 06EME	**2 480 €**
R3132	0753840S	LYC GENE	STANISLAS	22 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS 06EME	**5 880 €**
R3129	0753842U	LYC GT	NOTRE-DAME-DE-SION	61 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS 06EME	**300 €**
R3130	0753844W	LYC GT	SAINTE-GENEVIEVE	64 RUE D'ASSAS	75006	PARIS 06EME	**4 940 €**
R3136	0753849B	LYC GENE	ALMA	12 AVENUE BOSQUET	75007	PARIS 07EME	**80 €**
R3141	0753850C	LYC GENE	SAINT-THOMAS-D'AQUIN	44 RUE DE GRENELLE	75007	PARIS 07EME	**1 700 €**
R3139	0753851D	LYC GENE	LA-ROCHEFOUCAULD	90 BIS RUE SAINT DOMINIQUE	75007	PARIS 07EME	**500 €**
R3140	0753852E	LYC GT	SAINTE-JEANNE-ELISABETH	8 RUE MAURICE DE LA SIZERANNE	75007	PARIS 07EME	**560 €**
R3145	0753873C	LYC GENE	FENELON-SAINTE-MARIE-LA-PLAINE-	47 RUE DE NAPLES	75008	PARIS 08EME	**860 €**
R3166	0753874D	LYC GENE	ACTIVE-BILINGUE-JEANNINE-MANUEL	70 RUE DU THEATRE	75015	PARIS 15EME	**40 €**
R3152	0753883N	LYC GENE	EDGAR-POE	2 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE	75010	PARIS 10EME	**700 €**
R3153	0753885R	LYC GENE	ROCROY-SAINT-VINCENT-DE-PAUL	106 RUE DU FAUBOURG POISSONIERE	75010	PARIS 10EME	**5 840 €**
R3150	0753887T	LYC GENE	BOSSUET-NOTRE-DAME	17 RUE YVES TOUDIC	75010	PARIS 10EME	**2 500 €**
R3156	0753890W	LYC GT	CHARLES-PEGUY	80 AVENUE PARMENTIER	75011	PARIS 11EME	**6 100 €**
R3157	0753897D	LYC GENE	SAINT-MICHEL-DE-PICPUS	53 RUE DE LA GARE DE REUILLY	75012	PARIS 12EME	**2 720 €**
R3158	0753898E	LYC GENE	ENSEMBLE SCOLAIRE SAINT-PIERRE	13 RUE DE PRAGUE	75012	PARIS 12EME	**3 200 €**
R3163	0753902J	LYC GENE	NOTRE-DAME-DE-FRANCE	63 RUE DE LA SANTE	75013	PARIS 13EME	**320 €**
R3167	0753915Y	LYC GENE	ECOLE NORMALE CATHOLIQUE BLON	5 RUE BLOMET	75015	PARIS 15EME	**1 960 €**
R3168	0753916Z	LYC GENE	SAINTE-ELISABETH	112 RUE DE LOURMEL	75015	PARIS 15EME	**740 €**
R3174	0753919C	LYC GENE	PASCAL	33 BOULEVARD LANNES	75016	PARIS 16EME	**140 €**
R3177	0753933T	LYC GENE	SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE	12 RUE BENJAMIN FRANKLIN	75016	PARIS 16EME	**1 540 €**
R3149	0753935V	LYC GENE	ENIO-GEORGES-LEVEN	30 BOULEVARD CARNOT	75012	PARIS 12EME	**1 040 €**
R3171	0753941B	LYC GENE	GERSON	31 RUE DE LA POMPE	75016	PARIS 16EME	**240 €**
R3178	0753943D	LYC GENE	LA-TOUR	86 RUE DE LA TOUR	75016	PARIS 16EME	**500 €**
R3173	0753946G	LYC GENE	NOTRE-DAME-DES-OISEAUX	12 RUE MICHEL ANGE	75016	PARIS 16EME	**1 520 €**
R3175	0753947H	LYC GENE	SAINT-JEAN-DE-PASSY	72 RUE RAYNOUARD	75016	PARIS 16EME	**480 €**
R3170	0753948J	LYC GENE	ASSOMPTION	6 RUE DE LUBECK	75016	PARIS 16EME	**1 340 €**
R3180	0753959W	LYC GENE	ENSEMBLE SCOLAIRE BATIGNOLLES	35 AVENUE DE SAINT OUEN	75017	PARIS 17EME	**1 500 €**
R3187	0754015G	LYC POLYV	LYCEE TECHNOLOGIQUE PRIVE JULE	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS 19EME	**1 700 €**
R3186	0754016H	LYC POLYV	INITIATIVE (L')	24 RUE BOURET	75019	PARIS 19EME	**7 000 €**
R3133	0754025T	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	108 RUE DE VAUGIRARD	75006	PARIS 06EME	**5 160 €**
R3134	0754029X	LYC POLYV	CARCADO-SAISSEVAL	121 BOULEVARD RASPAIL	75006	PARIS 06EME	**12 260 €**
R3143	0754030Y	LYC POLYV	ALBERT-DE-MUN	2 RUE D'OLIVET	75007	PARIS 07EME	**12 820 €**
R3146	0754037F	LYC TECHNO	FENELON-SAINTE-MARIE-LA-PLAINE-	19 BOULEVARD DE COURCELLES	75008	PARIS 08EME	**4 500 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotation
R3160	0754042L	LYC POLYV	LE-REBOURS	44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI	75013	PARIS 13EME	9 200 €
R3164	0754045P	LYC POLYV	CATHERINE-LABOURE	29 RUE GASSENDI	75014	PARIS 14EME	2 740 €
R3775	0754081D	LYC GENE	SAINTE-URSULE-LOUISE-DE-BETTIGN	25 RUE DAUBIGNY	75017	PARIS 17EME	300 €
R3182	0754086J	LYC GT	CHARLES-DE-FOUCAULD	5 RUE DE LA MADONE	75018	PARIS 18EME	11 020 €
R3184	0754239A	LYC POLYV	SAINT-JEAN-DE-MONTMARTRE	31 RUE CAULAINCOURT	75018	PARIS 18EME	8 280 €
R3773	0754325U	LYC GENE	BETH-HANNA	49 RUE PETIT	75019	PARIS 19EME	2 900 €
R3228	0754479L	LYC GENE	OZAR-HATORAH	34 RUE DU MOULIN JOLY	75011	PARIS 11EME	2 860 €
R3242	0754666P	LYC GT	PASSY-SAINT-HONORE	117 AVENUE VICTOR HUGO	75016	PARIS 16EME	8 840 €
R3783	0754860A	LYC GENE	THERESE-CHAPPUIS	52 RUE VANEAU	75007	PARIS 07EME	220 €
R3162	0754924V	LYC POLYV	GROUPE SCOLAIRE SAINT-VINCENT-I	49 RUE BOBILLOT	75013	PARIS 13EME	11 740 €
R3766	0754965P	LYC GT	LUCIEN-DE-HIRSCH	70 AVENUE SECRETAN	75019	PARIS 19EME	1 220 €
R3782	0755025E	LYC GENE	HEIKHAL-MENAHEM-SINAI	110 BOULEVARD DE MENILMONTANT	75020	PARIS 20EME	960 €
R40442	0755352K	LYC GENE	N'R'HATORAH	3 RUE HENRI TUROT	75019	PARIS 19EME	820 €
P0014706	0755537L	LYC GT	ALLIANCE-RACHI	2-6 RUE EMILE BOREL	75017	PARIS 17EME	720 €
P0034150	0755709Y	LYC GENE	SAINTE-LOUISE	29 RUE DES ENVIERGES	75020	PARIS 20EME	2 520 €
R3003	0771200L	LYC POLYV	BLANCHE-DE-CASTILLE	42 BIS RUE DU CHATEAU	77300	FONTAINEBLEAU	4 200 €
R3002	0771232W	LYC GENE	SAINT-ASPAIS-JEANNE-D'ARC	18 BOULEVARD ANDRE MAGINOT	77300	FONTAINEBLEAU	540 €
R3007	0771237B	LYC GT	SAINT-LAURENT-LA-PAIX-NOTRE-DAM	43 RUE ALFRED BREBION	77400	LAGNY-SUR-MARNE	1 440 €
R3010	0771238C	LYC POLYV	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	36 RUE SAINT BARTHELEMY	77007	MELUN	6 280 €
R3008	0771246L	LYC GENE	INSTITUT-BOSSUET	12 RUE DE LA VISITATION	77109	MEAUX	3 460 €
R3000	0771720B	LYC GENE	GASNIER GUY-SAINTE-BATHILDE	28 RUE DU TIR	77500	CHELLES	1 040 €
R19044	0772151V	LYC PROF	LES-SINOPLIES	10 BIS RUE JOSEPH BODIN BOISMORT	77680	ROISSY-EN-BRIE	720 €
R3009	0772153X	LYC POLYV	JEAN-ROSE	20 RUE DE CHAAGE	77109	MEAUX	3 960 €
R19991	0772275E	LYC POLYV	MAURICE-RONDEAU	1 PLACE DU CLOS SAINT GEORGES	77600	BUSSY-SAINT-GEORGES	1 080 €
R3777	0772290W	LYC GENE	SAINTE-CROIX	1 RUE DES JACOBINS	77160	PROVINS	1 600 €
R19979	0772324H	LYC GT	ECST SAINTE-THERESE	AVENUE ERASME - ROND PT DE L'EUR	77330	OZOIR-LA-FERRIERE	1 140 €
R3793	0772602K	LYC GENE	SAINTE-CELINE	29 RUE PIERRE MARX	77260	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	800 €
P0036045	0772840U	LYC GENE	LA SALLE-SAINTE MARIE	3 BIS CHEMIN DE LA MESSE	77140	SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS	720 €
R18561	0781581V	LYC PROF	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE (PR	15 RUE DES LOUVIERS	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	360 €
R18563	0781582W	LYC PROF	NOTRE-DAME-DU-GRANDCHAMP (PR	97 RUE ROYALE	78000	VERSAILLES	480 €
R3018	0781664K	LYC GT	SAINTE-THERESE	7 RUE BEZIEL	78120	RAMBOUILLET	880 €
R18585	0781856U	LYC PROF	SAINT-EREMBERT (PROFESSIONNEL)	5 RUE SALOMON REINACH	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	900 €
R3774	0781899R	LYC GT	SAINT-FRANCOIS-D'ASSISE	6 PLACE CLAUDEL	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	1 440 €
R19981	0781974X	LYC GT	SAINT-EXUPERY	11 RUE MICHAEL FARADAY	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	840 €
R3772	0782100J	LYC PROF	LES-CHATAIGNIERS (PROFESSIONNE	11 BIS AVENUE JEAN JAURES	78000	VERSAILLES	1 580 €
R3026	0783053V	STS , CPGE	SAINTE-GENEVIEVE	2 RUE DE L ECOLE DES POSTES	78000	VERSAILLES	5 160 €
R3013	0783282U	LYC GT	BLANCHE-DE-CASTILLE	1 AVENUE DE LA BRETECHE	78150	LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	880 €
R3015	0783283V	LYC GT	ERMITAGE (L')	24 RUE DES COTES	78600	MAISONS-LAFFITTE	180 €
R3019	0783286Y	LYC GT	SAINT-EREMBERT	5 RUE SALOMON REINACH	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	540 €
R3021	0783288A	LYC POLYV	NOTRE-DAME	3 RUE DE TEMARA	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	1 640 €
R3016	0783289B	LYC GT	NOTRE-DAME	5 RUE DE LA SANGLE	78200	MANTES-LA-JOLIE	1 840 €
R3027	0783293F	LYC GT	LES-CHATAIGNIERS	11 BIS AVENUE JEAN JAURES	78000	VERSAILLES	620 €
R3023	0783297K	LYC GT	LE-BON-SAUVEUR	6 RUE HENRI CLOPPET	78110	LE VESINET	1 020 €
R3020	0783323N	LYC TECHNO	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE	15 RUE DES LOUVIERS	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	1 300 €
R3029	0783325R	LYC PROF	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	44 AVENUE DE SAINT CLOUD	78000	VERSAILLES	2 500 €
R16729	0783330W	LYC PROF	ROULLEAU	42 RUE DE TESSANCOURT	78250	MEULAN	700 €
R3022	0783344L	LYC GT	NOTRE-DAME-LES-OISEAUX	106 GRANDE RUE	78480	VERNEUIL-SUR-SEINE	4 140 €
R3030	0783350T	LYC GT	SAINT-JEAN-HULST	26 RUE MAL DE LATTRE DE TASSIGN	78000	VERSAILLES	400 €
R3025	0783351U	LYC GT	NOTRE-DAME-DU-GRANDCHAMP	97 RUE ROYALE	78000	VERSAILLES	2 540 €
P0007093	0783537W	LYC PROF	NOTRE-DAME (PROFESSIONNEL)	15 RUE DE STRASBOURG	78200	MANTES-LA-JOLIE	1 400 €
P0033799	0783657B	LYC GENE	SAINT-AUGUSTIN	39 RUE GRANDE FONTAINE	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	400 €
R3031	0910808J	LYC GT	SAINT-CHARLES	2 RUE G.ANTHONIOZ DE GAULLE	91200	ATHIS-MONS	8 100 €
R3034	0910815S	LYC GT	INSTITUTION-JEANNE-D'ARC	11 BOULEVARD HENRI IV	91150	ETAMPES	300 €

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotation
R3037	0910819W	LYC GT	COURS-SECONDAIRE-D'ORSAY	11 RUE DE COURTABOEUF	91400	ORSAY	300 €
R3038	0910823A	LYC GT	ILE-DE-FRANCE	7 RUE DU BARON DE NIVIERE	91140	VILLEBON-SUR-YVETTE	440 €
R3036	0910824B	LYC GT	SACRE-COEUR	2 RUE DU GAIZON	91620	LA VILLE-DU-BOIS	680 €
R3039	0910826D	LYC GT	SAINT-LOUIS-SAINT-CLEMENT	1 RUE MARGOT	91170	VIRY-CHATILLON	2 940 €
R3771	0910838S	LYC POLYV	BETH-RIVKAH	43 RUE RAYMOND POINCARE	91330	YERRES	2 320 €
R3096	0910843X	LYC POLYV	SAINT-PIERRE INSTITUT (PROFESSIO	70 RUE DE MONTGERON	91800	BRUNOY	6 760 €
R3033	0911264E	LYC POLYV	INSTITUT ET CENTRE D'OPTOMETRIE	134 ROUTE DE CHARTRES	91440	BURES-SUR-YVETTE	3 600 €
R3041	0911844K	LYC GENE	STEINER	62 RUE DE PARIS	91370	VERRIERES-LE-BUISSON	40 €
R3197	0912117G	LYC POLYV	NOTRE-DAME-DE-SION	1 AVENUE RATISBONNE	91000	EVRY-COURCOURONNES	1 440 €
R3751	0912161E	LYC POLYV	SAINT-LEON	8 QUAI DE L ESSONNE	91100	CORBEIL-ESSONNES	3 560 €
R16604	0912321D	LYC POLYV	SAINT-MARTIN	36 AVENUE DU 8 MAI 1945	91120	PALAISEAU	1 440 €
R3207	0912342B	LYC GT	LA SALLE IGNY	10 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC	91430	IGNY	480 €
P0040350	0912384X	LYC GT	JEANNE-D'ARC	31 RUE ALFRED LEBLANC	91220	BRETIGNY-SUR-ORGE	680 €
R3061	0920875B	LYC GT	SAINTE-MARIE	24 BOULEVARD VICTOR HUGO	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	660 €
R3043	0920889S	LYC GT	SAINTE-GENEVIEVE	19 RUE DE LA STATION	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	280 €
R3044	0920894X	LYC GT	SAINT-GABRIEL (Apprentis d'Auteuil)	21 RUE DE LA LISETTE	92220	BAGNEUX	7 720 €
R3045	0920897A	LYC GT	NOTRE-DAME-DE-BOULOGNE	1 AVENUE CHARLES DE GAULLE	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	5 300 €
R3046	0920898B	LYC GT	RAMBAM	11 RUE DES ABONDANCES	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	460 €
R3042	0920904H	LYC GT	SAINTE-MARIE	2 RUE DE L ABBAYE	92160	ANTONY	1 400 €
R3047	0920906K	LYC GT	NOTRE-DAME	65 AVENUE DU GENERAL LECLERC	92340	BOURG-LA-REINE	2 180 €
R3048	0920907L	LYC GT	SOPHIE-BARAT	50 RUE DES GRILLONS	92290	CHATENAY-MALABRY	500 €
R3049	0920908M	LYC GT	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE	1646 AVENUE ROGER SALENGRO	92370	CHAVILLE	40 €
R3055	0920916W	LYC GT	LA-SOURCE	11 RUE ERNEST RENAN	92190	MEUDON	180 €
R3056	0920917X	LYC GT	NOTRE-DAME	24 RUE ALEXANDRE GUILMANT	92190	MEUDON	820 €
R3058	0920918Y	LYC GT	JEANNE-D'ARC	44 RUE GABRIEL PERI	92120	MONTROUGE	220 €
R3060	0920919Z	LYC GT	NOTRE-DAME-DE-SAINTE-CROIX	30 AVENUE DU ROULE	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	1 180 €
R3062	0920921B	LYC GT	SAINT-DOMINIQUE	23 QUATER BOULEVARD D ARGENSON	92203	NEUILLY-SUR-SEINE	440 €
R3064	0920928J	LYC GT	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL	50 AVENUE OTIS MYGATT	92508	RUEIL-MALMAISON	560 €
R3066	0920937U	LYC GT	SUGER	8 RUE YVES DU MANOIR	92420	VAUCRESSON	320 €
R3053	0920963X	LYC PROF	SAINT-FRANCOIS-D'ASSISE	33 BIS-35 RUE BORIS VILDE	92260	FONTENAY-AUX-ROSES	1 000 €
P0042497	0920985W	LYC POLYV	LA-TRINITE (ex-Georges-Guerin)	5 RUE DEVES	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	1 980 €
R3063	0921365J	LYC GT	MADELEINE-DANIELOU	61 RUE DU GENERAL MIRIBEL	92500	RUEIL-MALMAISON	520 €
R3051	0921484N	LYC POLYV	MONTALEMBERT	238 BOULEVARD SAINT DENIS	92400	COURBEVOIE	5 940 €
R3050	0921663H	LYC GT	JEANNE-D'ARC	9 BOULEVARD DE VALMY	92700	COLOMBES	1 520 €
R18567	0921932A	LYC PROF	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL (PROFE	50 AVENUE OTIS MYGATT	92508	RUEIL-MALMAISON	320 €
R3733	0922653J	LYC POLYV	LA-SALLE-SAINT-NICOLAS	19 RUE VICTOR HUGO	92132	ISSY-LES-MOULINEAUX	6 760 €
P0040351	0922691A	LYC GENE	HAUTEFEUILLE	26 RUE PIERRE JOIGNEAUX	92270	BOIS-COLOMBES	40 €
R3073	0930929E	LYC PROF	JEANNE-LA-LORRAINE	3 BOULEVARD DU NORD	93340	LE RAINCY	3 720 €
R3071	0930933J	LYC POLYV	ASSOMPTION	12 AVENUE DE VERDUN	93140	BONDY	3 640 €
R3069	0930936M	LYC POLYV	SAINT-BENOIST-DE-L'EUROPE	82 AVENUE GAMBETTA	93172	BAGNOLET	6 900 €
R3081	0930946Y	LYC PROF	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	25 RUE ALBERT WALTER	93200	SAINT-DENIS	4 060 €
R21207	0930960N	LYC PROF	ORT (PROFESSIONNEL)	39/45 RUE RASPAIL	93107	MONTREUIL	2 000 €
R3068	0930961P	LYC GENE	ESPERANCE (L')	35 RUE ANATOLE FRANCE	93600	AULNAY-SOUS-BOIS	6 800 €
R3070	0930962R	LYC GENE	CHARLES-PEGUY	216 AVENUE HENRI BARBUSSE	93000	BOBIGNY	7 260 €
R3076	0930965U	LYC GENE	HENRI-MATISSE	88 BIS RUE JULES GUESDE	93100	MONTREUIL	2 780 €
R3085	0930974D	LYC GENE	BLANCHE-DE-CASTILLE	1 PLACE CHARLES DE GAULLE	93250	VILLEMOMBLE	2 420 €
R3067	0931026K	LYC POLYV	PROTECTORAT-SAINT-JOSEPH	36 RUE JACQUES DUCLOS	93600	AULNAY-SOUS-BOIS	5 620 €
R3077	0931369H	LYC PROF	FRANCOISE-CABRINI (PROFESSIONN	20 RUE DU DOCTEUR SUREAU	93167	NOISY-LE-GRAND	2 980 €
R3788	0931464L	LYC GENE	MERKAZ-HATORAH (GARCONS)	92 CHEMIN DES BOURDONS	93220	GAGNY	680 €
R3072	0931573E	LYC PROF	ROBERT-SCHUMAN (PRO)	5 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	93440	DUGNY	1 800 €
P0024190	0931796X	LYC GT	ORT DANIEL MAYER	39/45 RUE RASPAIL	93107	MONTREUIL	5 640 €
R3084	0931799A	LYC GENE	FENELON	1 RUE DE MONTAUBAN	93410	VAUJOURS	2 540 €
R3074	0931812P	LYC GENE	SAINT-LOUIS-SAINTE-CLOTILDE	37 ALLEE DE LA FONTAINE	93340	LE RAINCY	3 680 €

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotation
R3087	0931813R	LYC GENE	GROUPE-SCOLAIRE-ALLIANCE	35 ALLEE ROBERT ESTIENNE	93320	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	**1 000 €**
R18569	0932036H	LYC GT	FRANCOISE-CABRINI	20 RUE DU DOCTEUR SUREAU	93167	NOISY-LE-GRAND	**1 800 €**
P0015938	0932110N	LYC GENE	CHNE-OR	17 RUE DU CLOS BENARD	93300	AUBERVILLIERS	**1 680 €**
R3787	0932303Y	LYC GENE	MERKAZ-HATORAH (FILLES)	67 BOULEVARD DU MIDI	93340	LE RAINCY	**1 460 €**
P0033801	0932619S	LYC GENE	SAINT-GERMAIN	103 RUE SADI CARNOT	93700	DRANCY	**6 500 €**
P0036046	0932653D	LYC GENE	SAINT-JOSEPH-LA SALLE	12 RUE DU 8 MAI 1945	93500	PANTIN	**5 180 €**
P0035974	0932654E	LYC GENE	SAINTE-MARIE	7 RUE JEAN CHARDAVOINE	93240	STAINS	**4 380 €**
P0039969	0932721C	LYC PROF	MARCEL-LAMY	91-129 RUE EDOUARD RENARD	93000	BOBIGNY	**1 500 €**
R18575	0940821G	LYC GT	GREGOR-MENDEL	205 RUE DE FONTENAY	94300	VINCENNES	**8 600 €**
R3106	0940822H	LYC GT	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS	30 RUE DE LA PAIX	94307	VINCENNES	**8 340 €**
R3089	0940823J	LYC PROF	FOYER-DE-CACHAN (PROFESSIONNE	36 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	94234	CACHAN	**7 760 €**
R3103	0940853S	LYC PROF	CLAUDE-FRANCOIS-POULLART-DES-F	3 BOULEVARD DE STALINGRAD	94320	THIAIS	**920 €**
R3104	0940877T	LYC GENE	NOTRE-DAME-DE-LA-PROVIDENCE	41 RUE DE FONTENAY	94307	VINCENNES	**700 €**
R3101	0940878U	LYC GT	TEILHARD-DE-CHARDIN	2 PLACE D'ARMES	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**12 340 €**
R3095	0940880W	LYC GENE	ALBERT-DE-MUN	5 AVENUE GEORGES CLEMENCEAU	94736	NOGENT-SUR-MARNE	**300 €**
R3097	0940881X	LYC GENE	MONTALEMBERT	28 BOULEVARD GAMBETTA	94736	NOGENT-SUR-MARNE	**300 €**
P0040171	0940882Y	LYC GT	SAINT-MICHEL	10 TER RUE JEANNE D'ARC	94165	SAINT-MANDE	**1 400 €**
R3090	0940885B	LYC GENE	SAINT-ANDRE	12 AVENUE LEON GOURDAULT	94600	CHOISY-LE-ROI	**5 720 €**
R3102	0940891H	LYC GENE	PETIT-VAL	12 AVENUE ALBERT PLEUVRY	94370	SUCY-EN-BRIE	**1 160 €**
R3092	0941407U	LYC PROF	CE3P	5 RUE RENE ROBIN	94200	IVRY-SUR-SEINE	**3 200 €**
R3091	0941711Z	LYC GENE	OZAR-HATORAH (FILLES)	65 RUE SAINT SIMON	94000	CRETEIL	**1 640 €**
R3107	0941719H	LYC GT	EPIN	19 AVENUE EUGENE PELLETAN	94400	VITRY-SUR-SEINE	**1 820 €**
P0034217	0941722L	LYC PROF	GREGOR MENDEL	205 RUE DE FONTENAY	94300	VINCENNES	**1 300 €**
R3106	0941724N	LYC PROF	CLAUDE-NICOLAS LEDOUX (EBTP)	30 RUE DE LA PAIX	94301	VINCENNES	**1 220 €**
R18573	0941877E	LYC GENE	NOTRE-DAME-DES-MISSIONS	4 RUE DU PRESIDENT KENNEDY	94220	CHARENTON-LE-PONT	**1 100 €**
R15299	0941909P	LYC GENE	COURS-BERNARD-PALISSY	2 RUE MERCIERE	94470	BOISSY-SAINT-LEGER	**640 €**
R3213	0941943B	LYC GENE	OZAR-HATORAH (GARCONS)	2 VOIE FELIX EBOUE	94000	CRETEIL	**1 820 €**
P0034151	0942354Y	LYC GT	ENSEMBLE SAINTE-MARIE	22 AVENUE DE VERDUN	94000	CRETEIL	**4 040 €**
R18571	0942355Z	LYC PROF	ENSEMBLE SAINTE-MARIE	6 RUE DE L'EGLISE	94340	JOINVILLE LE PONT	**3 020 €**
P0036558	0942376X	LYC GENE	COURS DU HAMEAU	19 RUE JEAN FRANCOIS MARMONTEL	94320	THIAIS	**680 €**
P0042118	0942443V	LYC GT	SAINT-JOSEPH	55 RUE DE VERDUN	94800	VILLEJUIF	**820 €**
R3112	0950753C	LYC GT	NOTRE-DAME-DE-LA-PROVIDENCE	7 BOULEVARD SADI CARNOT	95880	ENGHIEN-LES-BAINS	**4 700 €**
R3114	0950759J	LYC GT	BURY-ROSAIRE	1 AVENUE GEORGES POMPIDOU	95580	MARGENCY	**3 900 €**
R3115	0950761L	LYC POLYV	NOTRE-DAME-DE-LA-COMPASSION	8 PLACE NICOLAS FLAMEL	95300	PONTOISE	**2 200 €**
R3116	0950762M	LYC GT	SAINT-MARTIN-DE-FRANCE	1 AVENUE DE VERDUN	95300	PONTOISE	**1 220 €**
R3117	0950785M	LYC GT	NOTRE-DAME	106 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	95110	SANNOIS	**4 700 €**
R3119	0950786N	LYC GT	LA-SALLE-SAINT-ROSAIRE	53 RUE PIERRE BROSSOLETTE	95200	SARCELLES	**10 000 €**
R3111	0950800D	LYC PROF	FONDATION-COGNACQ-JAY	20 RUE DE LA LIBERTE	95100	ARGENTEUIL	**10 080 €**
R20911	0950804H	LYC PROF	SAINT-STANISLAS	2 RUE DES PATIS	95520	OSNY	**600 €**
R3118	0950805J	LYC PROF	SAINT-JEAN (APPRENTIS D'AUTEUIL)	ROND-POINT DE LA TOUR DU MAIL	95117	SANNOIS	**1 260 €**
R3113	0950812S	LYC POLYV	JEANNE-D'ARC	2 BIS BOULEVARD TOUSSAINT LUCAS	95130	FRANCONVILLE	**5 800 €**
R3227	0951048Y	LYC GT	TORAT-EMET	14 AVENUE CHARLES PEGUY	95200	SARCELLES	**1 540 €**
R3216	0951221L	LYC POLYV	VAUBAN	23 PLACE DU PETIT MARTROY	95300	PONTOISE	**1 000 €**
R3217	0951940T	LYC GT	OZAR-HATORAH	1 RUE JEAN LURCAT	95200	SARCELLES	**680 €**
R3778	0951994B	LYC POLYV	ORT	32 AVENUE DE CHOISEUL	95400	VILLIERS-LE-BEL	**5 940 €**
R3776	0951998F	LYC POLYV	GARAC	3 BOULEVARD GALLIENI	95102	ARGENTEUIL	**3 760 €**
P0033802	0952126V	LYC GENE	APPRENDRE AUTREMENT	9 RUELLE DES JARDINS	95360	MONTMAGNY	**500 €**
P0018658	0952158E	LYC GT	INSTITUT-PAUL-RICOEUR	85 RUE DE PARIS	95380	LOUVRES	**1 100 €**
P0035975	0952208J	LYC GT	SAINT-JOSEPH	127 AVENUE DU MARECHAL JOFFRE	95100	ARGENTEUIL	**2 400 €**
						TOTAL	**543 980 €**

Région îledeFrance

Conseil régional

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS
20 OCT. 2020
Service des collectivités locales
et du contentieux

Rapport pour la commission permanente du conseil régional JUILLET 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

INFORMATION SUR L'USAGE PAR LA PRÉSIDENTE DE LA DÉLÉGATION POUR SIGNER LES MARCHÉS ET LEURS AVENANTS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 4231- 8 DU CGCT - JUILLET 2020

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....4
Liste des marchés et des avenants....5

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet, en application de l'article L.4231-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'informer la commission permanente sur la passation des marchés pour lesquels la présidente a reçu délégation par délibération CR 93 -15 du 18 décembre 2015.
La liste, jointe en annexe, est établie par pôle, direction et mandataire et par seuil de procédure et informe de la passation d'un marché ou d'un avenant signé par la personne ayant reçu délégation de la présidente.

Conformément au même texte, il en sera rendu compte au prochain conseil régional.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Liste des marchés et des avenants

LES MARCHES PASSES PAR LES SERVICES DE LA REGION

Commission permanente du 01/07/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché	Seuil de procédure	Montant HT*	Date de notification	Nom de l'attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire
1900875	Evaluation environnementale stratégique du programme opérationnel régional 2021-2027	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	31 600,00 €	03/03/20	TERITEO/ALISEA	34000	MONTPELLIER	Pôle Affaires Européennes, Coopération Internationale et Tourisme
1900859	Mission d'appui à l'amorçage et au lancement opérationnel d'une SEM patrimoniale	[90 000 € HT et 209 000 € HT]	180 000,00 €	08/03/20	Groupement SERVICES CONSEILS EXPERTISES TERRITOIRES / ERNST AND YOUNG ADVISORY	75612	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1900831	Marché de ''visibilité'' pour l'évènement Bio Europe	[90 000 € HT et 209 000 € HT]	94 700,00 €	28/02/20	MEDICEN	75014	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
2000049	Marché "Hébergement d'une plateforme numérique de mise en relation et maintien/ renouvellement du nom de domaine"	< 25 000 € HT	2 640,00 €	25/02/20	SYNALABS	75002	PARIS	Pôle Entreprises et Emploi
2000144	Marché mission accompagnement pour la rédaction de l'appel à manifestation d'intérêt du concours Smart City -Vivatech	< 25 000 € HT	12 500,00 €	19/03/20	MissB AGENCY	75015	PARIS	Pôle Entreprises et Emploi
1900775	Achat d'un système d'information de gestion des risques	> 221 000 € HT	260 000,00 €	06/04/20	ARENGI	75009	Paris	Pôle Finances
2000053	Marché subséquent n°1 relatif à la réalisation d'un « Audit du GIP emploi Roissy» (Lot 3 - AC 1700310)	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	33 570,00 €	19/02/20	KPMG S.A.	92066	PARIS LA DEFENSE	Pôle Finances
2000079	Prestation d'assistance à l'actualisation du programme Euro Medium Term Notes (EMTN) de la Région Ile-de-France.	< 25 000 € HT	20 000,00 €	02/03/20	GIDE LOYRETTE NOUEL A.A.R.P.I.	75008	PARIS	Pôle Finances
2000138	PACK MAPA ONLINE - Forfait de 1 à 100 unités de publications pour tous les lycées d'Ile-de-France - INFOPRO - GROUPE MONITEUR	< 25 000 € HT	7 260,00 €	06/03/20	INFOPRO - GROUPE MONITEUR	92186	ANTONY	Pôle Lycées

2000013	Mission de MOE hors Loi MOP pour travaux rénovation des douves au lycée JB Corot à Savigny-sur-Orge (91)	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	56 390,00 €	20/03/20	Groupement Daniel CLERIS / SEREB CONCEPT	94210	LA VARENNE SAINT HILAIRE	Pôle Lycées
2000024	Réalisation d'un audit relatif à l'opération de transport de : Schéma Directeur d'Accessibilité (SDA) - (Marché subséquent n°3 du lot 2 de l'Accord-Cadre n°1700310 : Audit d'opérations de transport)	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	28 050,00 €	05/03/20	ALENIUM CONSULTANTS SA	75009	PARIS	Pôle Logement Transports
1900640	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour un marché négocié "concept design du CDI du futur des lycées franciliens" en vue d'un aménagement sur 6 sites pilotes	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	46 562,50 €	27/01/20	Groupement TALENTS & CO (Mandataire)/ EDUCATION & TERRITOIRES	75009	PARIS	Pôle Lycées
1900752	Accompagnement à l'organisation d'un « Green Hackathon » pour les lycées d'Île-de-France.	[90 000 € HT et 209 000 € HT]	120 000,00 €	13/02/20	AIRE PUBLIQUE	75010	PARIS	Pôle Lycées
1900878	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition, la rédaction, la passation et le pilotage de contrats de concession de restauration scolaire de lycées publics régionaux	[90 000 € HT et 221 000 € HT]	200 800,00 €	18/02/20	Groupement AGRIATE Conseil et LLC / associés	75008	PARIS	Pôle Lycées
2000183	Séparation de réseau HTA du Poste LYCEE LAGNY avec accès à deux têtes de câble. Heures ouvrées. Lycée VAN DONGEN à Lagny-sur-Marne (77)	< 25 000 € HT	1 304,04 €	18/03/20	ENEDIS IDF EST DR	77002	MELUN	Pôle Lycées
1900778	MOE Moe hors loi MOP - Travaux d'adaptation pédagogique de 3 salles de cours et circulation en rez-de-jardin et fournitures et poses de serrures électroniques au Lycée Jean-Moulin au Chesnay (78)	< 25 000 € HT	20 460,00 €	25/02/20	SCP FOURNIER-BATHELIER	92140	CLAMART	Pôle Lycées
1900828	MOE Mission de Maîtrise d'œuvre (hors Loi MOP) pour les travaux de restructuration de 2 blocs sanitaires en RDC des bâtiments A et B, travaux divers dans la salle des professeurs et dans les 8 logements au Lycée Jean Rostand à Mantes la Jolie (78)	< 25 000 € HT	22 795,21 €	02/03/20	TEOCALLI MME LAURE VAN DE WALLE	75015	PARIS	Pôle Lycées
1900558-01	Travaux de fermeture du parvis ouvert et travaux connexes du Lycée Sonia Delaunay à Villepreux (78)_ Lot 1 : Maçonnerie-Revêtements de sols et murs extérieurs	> 221 000 € HT	302 865,70 €	16/03/20	EUROVIA	78320	LA VERRIERE	Pôle Lycées

1900558-02	Travaux de fermeture du parvis ouvert et travaux connexes du Lycée Sonia Delaunay à Villepreux (78)_ Lot 2 : Aménagement des espaces extérieurs- Eclairage extérieur- Clôtures-Métallerie - Travaux Connexes	> 221 000 € HT	252 187,59 €	16/03/20	ENVIRONNEMENT SERVICES	77410	VILLEVAUDE	Pôle Lycées
1900660	Travaux de réfection et sécurisation des terrasses des bâtiments A et B du lycée Émilie de Breteuil à Montigny-le-Bretonneux (78)	> 221 000 € HT	257 040,07 €	10/03/20	FRANCE ETANCHEITE	94470	BOISSY SAINT LEGER	Pôle Lycées
1900573-01	Travaux de sécurisation des espaces extérieurs et de rénovation des V.R.D et des espaces végétalisés du lycée Gourdou Leseurre de Saint Maur des Fosses (94) - Lot 1 V.R.D / Maçonnerie / Espaces verts	> 5 548 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	321 354,00 €	09/03/20	TPM	93360	NEUILLY PLAISANCE	Pôle Lycées
1900573-02	Travaux de sécurisation des espaces extérieurs et de rénovation des V.R.D et des espaces végétalisés du lycée Gourdou Leseurre de Saint Maur des Fosses (94) - Lot 2 Serrurerie	> 5 548 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	310 680,00 €	13/03/20	RIM	94380	BONNEUIL SUR MARNE	Pôle Lycées
1900573-03	Travaux de sécurisation des espaces extérieurs et de rénovation des V.R.D et des espaces végétalisés du lycée Gourdou Leseurre de Saint Maur des Fosses (94) - Lot 3 Electricité / Contrôle d'accès / Vidéosurveillance / Eclairage	> 5 548 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	95 260,00 €	09/03/20	NC2E	77540	LE PLESSIS FEU AUSSOUS	Pôle Lycées
1900709R	Marché subséquent à l'accord-cadre EPSILON (affaire 2019-02) Fourniture en mode Saas d'un organisateur de ressources numériques pour les établissements de la Région Île-de-France	> 209 000 € HT	415 200,00 €	26/03/20	BROCELIAND	75002	PARIS	Pôle Lycées
1900970	Les Olympiades des Métiers Finale nationale	[90 000 € HT et 214 000 € HT]	142 000,00 €	02/04/20	SAS TOUREA THASSOLINE	32600	L'ISLE JOURDAIN	Pôle Lycées
1900865	Prestations de transport par taxis des agents et élus de la Région Ile de France	[90 000 € HT et 221 000 € HT]	200 000,00 €	27/02/20	G7	92110	CLICHY	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900948	Maintenance des installations de sûreté sur les sites administratifs de la région Ile-de-France	> 221 000 € HT	1 293 634 €	07/04/20	CEGELEC TERTIAIRE IDF	92563	RUEIL-MALMAISON	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900580	Maintenance des équipements audiovisuels de la salle PCK	< 25 000 € HT	24 999,00 €	22/10/19	VIDEOLINE	93210	LA PLAINE SANT-DENIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900678	Achats de barrières anti camions bélier	< 25 000 € HT	9 390,00 €	10/09/19	ISR INNOVATION	6610	LA GAUDE	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900695	Prestations de régisseurs	< 25 000 € HT	24 999,00 €	23/10/19	OCTALINO	77090	COLLEGIEN	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux

1900725	Prestations de responsable unique de sécurité (RUS)	< 25 000 € HT	19 000,00 €	22/10/19	GNPS	93160	NOISY LE GRAND	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900749	Travaux de raccordement fibre optique Iinfluence1 Influenc2	< 25 000 € HT	5 595,99 €	04/10/19	INEO Tertiaire IDF	93400	SAINT OUEN	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900826	Achat de matériels de cuisine	< 25 000 € HT	16 758,82 €	03/12/19	CUISINE 3C	95170	DEUIL LA BARRE	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900867	Achat de mobiliers pour l'espace cafeteria	< 25 000 € HT	24 999,00 €	11/12/19	RBC MOBILIER PARIS	75015	PARIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
2000197	Abonnement numérique aux services d'information spécialisés d'AEF info	< 90 000 € HT	33 982,29 €	30/03/20	AEF	75007	PARIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
2000199	Contrat d'abonnement base de données CDG Grande Couronne	< 25 000 € HT	3 438,00 €	19/02/20	CDG GRANDE COURONNE	78000	VERSAILLES	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
2000200	Redevance CFC (centre français d'exploitation du droit de copie)	< 25 000 € HT	10 000,00 €	20/02/20	CFC	75006	PARIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
2000201	Abonnement base de données juridiques LEXIS NEXIS	< 90 000 € HT	45 884,30 €	19/02/20	LEXISNEXIS	75015	PARIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
2000203	Abonnement presse - Éditions Maréchal - Le Canard Enchainé	< 25 000 € HT	58,77 €	19/02/20	LES EDITIONS MARECHAL LE CANARD (pour SERVICE PRESSE)	75001	PARIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900653	Traduction d'un cahier des charges stade nautique olympique	< 25 000 € HT	1 051,00 €	22/08/19	LUDWIG FLORENCE TRADUCTION	77400	LAGNY SUR MARNE	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
1900740	Interventions de sécurisation de locaux vacants situés sur l'île de loisirs de la Corniche des Forts (93)	< 25 000 € HT	2 845,00 €	21/11/19	ABSL	93370	MONTFERMEIL	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000187	Visite d'installation d'un vidéoprojecteur sur l'île de loisirs de Vaires Torcy	< 25 000 € HT	62,40 €	30/12/19	UGAP	77420	CHAMPS SUR MARNE	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000012	Mission AMO accompagnement et rédaction CCTP inventaire faune flore pour l'aménagement du site de Vaires Torcy	< 25 000 € HT	3 112,50 €	07/01/20	CDC BIODIVERSITE ENVIRONNEMENT	75002	PARIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
1900758	Travaux de sauvegarde du bâtiment "métairie" sur l'île de loisirs de Vaires Torcy (77)	< 25 000 € HT	17 746,50 €	30/01/20	WCB -WEISROCK CONSTRUCTION BOIS	91490	MILLY LA FORET	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000066	Mission MOE pour les travaux de reprise des fondations du gymnase sur le CREPS	< 25 000 € HT	4 900,00 €	30/01/20	SARL DETERMINANT France	75008	PARIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000075	Maintenance des réseaux d'assainissement du pôle baignade sur l'ile de loisirs de Vaires Torcy	< 25 000 € HT	4 450,00 €	30/01/20	TGP ASSAINISSEMENT TRAVAUX	93600	AULNAY SOUS BOIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000060	Fourniture d'obstacles mobiles modulaires pour le stade nautique d'Ile de France	< 25 000 € HT	24 029,60 €	10/02/20	FFCK - Fédération française de canoé kayak	94340	JOINVILLE LE PONT	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation

2000080	Acquisition d'une horloge chronomètre pour le stade nautique sur l'île de loisirs de Vaires Torcy (77)	< 25 000 € HT	1 478,65 €	17/02/20	STRAMATEL	44850	LE CELLIER	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000081	Prestations topographiques pour le stade nautique sur l'île de loisirs de Vaires Torcy (77)	< 25 000 € HT	4 677,04 €	17/02/20	RENFER ET VENANT	92703	COLOMBES	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000068	Fourniture de mires de chronométrage pour le bassin d'eaux vives du stade nautique d'Île De France	< 25 000 € HT	24 840,00 €	19/02/20	SARL HANSEN	77430	OZOIR LA FERRIERE	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000082	Acquisition d'un boitier de liaison chronométrage pour le stade nautique sur l'île de loisirs de Vaires Torcy (77)	< 25 000 € HT	3 715,00 €	19/02/20	RADIOCOMS SYSTEMES	73355	LE BOURGET DU LAC	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000083	Acquisition d'un système de cellules de chronométrage pour le stade nautique sur l'île de loisirs de Vaires Torcy (77)	< 25 000 € HT	2 420,00 €	19/02/20	MATSPORT	38330	SAINT ISMIER	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000110	Fourniture et pose des 8 coffrets électriques "évènementiel" pour le stade d'eaux vives sur l'ile de loisirs de Vaires Torcy	< 25 000 € HT	20 121,05 €	27/02/20	GIPEO	93160	NOISY LE GRAND	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
1900937	Championnat du monde de kickboxing	< 25 000 € HT	4 000,00 €	18/03/20	TBZT The Benzaquen Team	92140	CLAMART	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000209	Traduction cahier de charges Ile de loisirs de Vaires Torcy	< 25 000 € HT	406,00 €	25/03/20	LUDWIG FLORENCE TRADUCTION	77400	LAGNY SUR MARNE	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000034	Conception, réalisation et envoi d'une newsletter RH	< 40 000 € HT	25 000,00 €	21/02/20	FROM SCRATCH	34330	MARSEILLAN	Pôle Ressources Humaines
2000158	Création de 10 podcasts internes et formation des agents sur la production de podcasts	< 25 000 € HT	19 440,00 €	11/03/20	SAS L'OFFICINE	94220	CHARENTON-LE-PONT	Pôle Ressources Humaines
1800835-02	Marché portant sur des prestations de formation et d'accompagnement individuel des parcours professionnels - Lot 2 : Bilans professionnels	> 209 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	75 000,00 €	23/12/19	SENANQUE	75010	PARIS	Pôle Ressources Humaines
1800835-03	Marché portant sur des prestations de formation et d'accompagnement individuel des parcours professionnels - Lot 3 : Coaching individuel et d'équipe	> 209 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	150 000,00 €	23/12/19	ASSET TEAM	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	Pôle Ressources Humaines
2000105	Labélisation égalité homme/femme par AFNOR	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	27 450,00 €	06/03/20	AFNOR CERTIFICATIONS	93571	LA PLAINE SANT-DENIS	Pôle Ressources Humaines

1900916R	Assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de l'animation régionale et la coordination du déploiement territorial du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) au sein des bassins d'emploi franciliens	[90 000 € HT et 221 000 € HT]	110 625,00 €	30/03/20	GIP CARIF Ile de France	93400	SAINT OUEN SUR SEINE	Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux
1900561	Marché relatif à la production d'un rapport de veille hebdomadaire de mesure de l'opinion sur Internet et prestations annexes	> 221 000 € HT	319 000,00 €	14/01/20	ANTIDOX	75008	Paris	Direction de la Communication
1900707-01	Fourniture, marquage, stockage, le conditionnement et la livraison des objets promotionnels de la Région Île-de-France Lot 1: Gamme textile, Gamme bagagerie, gamme multimédia, gamme loisirs-détente	[90 000 € HT et 221 000 € HT] (pour l'ensemble des lots)	140 000,00 €	12/03/20	BALLARD	77380	COMBS LA VILLE	Direction de la Communication
1900707-02	Fourniture, marquage, stockage, le conditionnement et la livraison des objets promotionnels de la Région Île-de-France Lot 2: (marché Réservé) - Gamme bureau/papeterie	[90 000 € HT et 221 000 € HT] (pour l'ensemble des lots)	60 000,00 €	12/03/20	ASSOCIATION ENTRAIDE UNIVERSITAIRE	75014	PARIS	Direction de la Communication
2000030	La Région Île-de-France partenaire des évènements et salons franciliens organisés par le groupe AEF INFO – Saisons 2020-2021-2022.	[90 000 € HT et 214 000 € HT]	210 000,00 €	12/03/20	GROUPE AEF INFO	75007	PARIS	Direction de la Communication
1900658	Mise en œuvre et coordination du dispositif lycéens et apprentis au cinéma en Île-de-France	> 221 000 € HT	3 374 720,00 €	01/04/20	ACRIF/CIP	75020	PARIS	Direction de la Culture
1900078	Expertise dans le cadre de la modernisation du SI RH de la région Île-de-France (MS n°2 de l'AC 1800074 LOT3)	[90 000 € HT et 221 000 € HT]	153 150,00 €	03/03/20	ARTIMON	75009	PARIS	Direction des Systèmes d'Informations

*Montant HT à renseigner selon le type de marché
Prix forfaitaire : Prix attribué toutes tranches x nombre de reconductions
Accord-cadre avec maximum: Montant maximum x nombre de reconductions
Accord-cadre sans maximum : Montant DQE x nombre de reconductions ou (*) budget annuel alloué
Accord-cadre sans maximum ni DQE : Inscrire sans maxi

LES AVENANTS PASSES PAR LES SERVICES DE LA REGION

Commission permanente du 01/07/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché initial	Montant HT du marché initial	N° de l'avenant	Objet de l'avenant	Montant HT de l'avenant	Date de notification de l'avenant	Nom de l'attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire
1500396-0090049	Programme Régional "Cap Compétences"	912 046,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	21/10/2019	ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PÉDAGOGIE DE L'INDIVIDUALISATION (ADPI)	75020	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1500396-0100055	Programme Régional "Cap Compétences"	904 026,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	04/11/2019	LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE VAN DONGEN (GRETA MTE 77)	77505	CHELLES	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1500396-0110077	Programme Régional "Cap Compétences"	941 526,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	21/10/2019	LYCEE POLYVALENT ROBERT DOISNEAU	91100	CORBEIL-ESSONNES	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1500396-0120078	Programme Régional "Cap Compétences"	941 526,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	21/10/2019	LYCEE POLYVALENT ROBERT DOISNEAU	91100	CORBEIL-ESSONNES	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1500396-0140029	Programme Régional "Cap Compétences"	779 664,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	21/10/2019	LYCEE GUSTAVE EIFFEL (GRETA MTI 93)	93220	GAGNY	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1500396-0150021	Programme Régional "Cap Compétences"	914 574,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	30/10/2019	AFPA ILE DE FRANCE	93108	MONTREUIL	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0010131	Programme Régional de Formations Transversales - Compétences de base	11 729 340,00 €	3*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	12/11/2019	GIDEF	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0020110	Programme Régional de Formations Transversales - Compétences de base	11 354 400,00 €	3*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	08/11/2019	LYCEE BACHELARD - GRETA MTE 77	77400	LAGNY-SUR-MARNE	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation

1600190-0030073	Programme Régional de Formations Transversales - Compétences de base	9 728 123,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	FREE COMPETENCES	91042	EVRY	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0040134	Programme Régional de Formations Transversales - Compétences de base	10 023 750,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	LYCEE POLYVALENT ROBERT DOISNEAU - GRETA DE L'ESSONE	91100	CORBEIL ESSONNES	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0050107	Programme Régional de Formations Transversales - Compétences de base	8 939 700,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	ACOFORM	75020	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0060151	Programme Régional de Formations Transversales - Compétences de base	16 846 313,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	08/11/2019	NUEVO CONSEIL ET FORMATION	93330	NEUILLY-SUR-MARNE	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0070126	Programme Régional de Formations Transversales - Compétences de base	10 805 603,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	FREE COMPETENCES	91042	EVRY	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0080141	Programme Régional de Formations Transversales - Compétences de base	10 113 750,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	12/11/2019	GIDEF	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0090102	Programme Régional de Formations Transversales - Anglais à visée professionnelle	2 550 600,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	12/11/2019	EMPLOI SERVICE FORMATION	75019	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation

1600190-0100143	Programme Régional de Formations Transversales - Anglais à visée professionnelle	2 074 464,00 €	3*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	12/11/2019	LYCEE BACHELARD - GRETA DE SEINE ET MARNE	77400	LAGNY-SUR-MARNE	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0110148	Programme Régional de Formations Transversales - Anglais à visée professionnelle	2 039 184,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	LYCEE VIOLLET LE DUC	78640	VILLIERS ST-FREDERIC	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0120133	Programme Régional de Formations Transversales - Anglais à visée professionnelle	2 384 928,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	LYCEE R. DOISNEAU - GRETA DE L'ESSONE	91100	CORBEIL ESSONNES	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0130077	Programme Régional de Formations Transversales - Anglais à visée professionnelle	1 706 400,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	AFEC	75011	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0140136	Programme Régional de Formations Transversales - Anglais à visée professionnelle	2 461 536,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	08/11/2019	NUEVO CONSEIL ET FORMATION	93330	NEUILLY-SUR-MARNE	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0150137	Programme Régional de Formations Transversales - Anglais à visée professionnelle	2 110 752,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	12/11/2019	LYCEE LANGEVIN WALLON - GRETA MTE 94	75011	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0160078	Programme Régional de Formations Transversales - Anglais à visée professionnelle	2 127 312,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	AFEC	93100	MONTREUIL	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation

1600190-0170038	Programme Régional de Formations Transversales - Formations bureautiques	1 535 760,00 €	2*	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	12/11/2019	AFPA Ile de France	93101	MONTREUIL	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0180057	Programme Régional de Formations Transversales - Formations bureautiques	1 069 200,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	AFPA Ile de France	93102	MONTREUIL	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0190058	Programme Régional de Formations Transversales - Formations bureautiques	940 896,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	AFPA Ile de France	93103	MONTREUIL	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0200059	Programme Régional de Formations Transversales - Formations bureautiques	929 232,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	AFPA Ile de France	93104	MONTREUIL	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0210060	Programme Régional de Formations Transversales - Formations bureautiques	1 059 480,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	AFPA Ile de France	93105	MONTREUIL	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0220061	Programme Régional de Formations Transversales - Formations bureautiques	1 875 960,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	AFPA Ile de France	93106	MONTREUIL	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1600190-0230062	Programme Régional de Formations Transversales - Formations bureautiques	1 100 304,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	AFPA Ile de France	93107	MONTREUIL	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation

1600190-0240063	Programme Régional de Formations Transversales - Formations bureautiques	1 127 520,00 €	3	Modification de la nomenclature des niveaux Précisions sur les Obligation du titulaire relatives au cofinancement FSE Modification des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	0,00 €	07/11/2019	AFPA Ile de France	93108	MONTREUIL	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1800113	Mise à disposition d'une plateforme d'apprentissage des langues à destination des Franciliens pour le compte de la Région	5 222 396,00 €	5	Remplacer le portugais "brésilien" par le portugais (suite à la décision d'ajouter 2 nouvelles langues - avenant 4)	0,00 €	17/03/2020	Groupement HUMENSIS - ENGLISH ATTACK/ ENTERTAINEMENT LEARNING - GLOBAL EXAM - LEARN PERFECT/WRM	75014	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1900039	Marché de mise à disposition d'une plateforme web d'organisation de rendez vous d'affaires: prolongation	14 850,00 €	1	Prolongation	0,00 €	07/02/2020	PROXIMUM	92370	CHAVILLE	Pôle Entreprises et Emploi
1700702-0260166	Programme Régional de Formation pour l'Emploi Lot 26 - Coiffure-Esthétique	411 264,00 €	2	Modification du CAP Esthétique	0,00 €	17/03/2020	INSTITUT DE MEDIATION ET D'EDUCATION PERMANENTE DE PANTIN	93500	PANTIN	Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage
1700702-0270193	Programme Régional de Formation pour l'Emploi Lot 27 - Coiffure-Esthétique	210 600,00 €	2	Modification du CAP Esthétique	0,00 €	17/03/2020	INSTITUT DE MEDIATION ET D'EDUCATION PERMANENTE DE PANTIN	93500	PANTIN	Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage
1700702-0270736	Programme Régional de Formation pour l'Emploi Lot 27 - Coiffure-Esthétique	351 000,00 €	2	Modification du CAP Esthétique	0,00 €	17/03/2020	LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE GUSTAVE EIFFEL	93220	GAGNY	Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage
1600238-0010499	Programme Régional Formation Métiers Lot 1-Coiffure Esthétique	440 400,00 €	3	Modification du CAP Esthétique	3 160,50 €	08/04/2020	INSTITUT DE MEDIATION ET D'EDUCATION PERMANENTE DE PANTIN	93500	PANTIN	Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage
1800054-01	Travaux de mise en sécurité et remplacement du système de sécurité incendie du lycée Le CORBUSIER à POISSY (78) Lot n°1 : Courant Faible	250 667,08 €	1	Travaux modificatifs	-19 524,14 €	10/02/2020	SONALARME	95500	GONESSE	Pôle Lycées
1700546R-01	Travaux d'électricité et de faux plafonds dans les E.P.L.E de la Région Ile de France Accord cadre multi attributaires à marchés subséquents pour des opérations programmées de travaux d'électricité et de faux plafonds - Lot 1 : Seine Saint Denis, Seine et Marne, Essonne et Val de Marne	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre à tous les bâtiments régionaux du secteur concerné	0,00 €	16/03/2020	TESLA 2	95500	GONESSE	Pôle Lycées

1700546R-01	Travaux d'électricité et de faux plafonds dans les E.P.L.E de la Région Ile de France Accord cadre multi attributaires à marchés subséquents pour des opérations programmées de travaux d'électricité et de faux plafonds - Lot 1 : Seine Saint Denis, Seine et Marne, Essonne et Val de Marne	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre à tous les bâtiments régionaux du secteur concerné	0,00 €	19/03/2020	SATELEC	92160	ANTONY	Pôle Lycées
1700546R-02	Travaux d'électricité et de faux plafonds dans les E.P.L.E de la Région Ile de France Accord cadre multi attributaires à marchés subséquents pour des opérations programmées de travaux d'électricité et de faux plafonds - Lot 2 : Yvelines, Hauts de Seine, Paris et Val d'Oise	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre à tous les bâtiments régionaux du secteur concerné	0,00 €	24/03/2020	TESLA 2	93190	LIVRY-GARGAN	Pôle Lycées
1700546R-02	Travaux d'électricité et de faux plafonds dans les E.P.L.E de la Région Ile de France Accord cadre multi attributaires à marchés subséquents pour des opérations programmées de travaux d'électricité et de faux plafonds - Lot 2 : Yvelines, Hauts de Seine, Paris et Val d'Oise	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre à tous les bâtiments régionaux du secteur concerné	0,00 €	19/03/2020	SATELEC	92160	ANTONY	Pôle Lycées
1700546R-03	Travaux d'électricité et de faux plafonds dans les E.P.L.E de la Région Ile de France Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour des petits travaux d'électricité et de faux plafonds hors programme de maintenance - Lot 3 ; Départements de la Seine Saint Denis et de la Seine et Marne	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre à tous les bâtiments régionaux du secteur concerné	0,00 €	24/03/2020	ETI	93320	PAVILLONS-SOUS-BOUS	Pôle Lycées
1700546R-04	Travaux d'électricité et de faux plafonds dans les E.P.L.E de la Région Ile de France Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour des petits travaux d'électricité et de faux plafonds hors programme de maintenance - Lot 4 : Départements de l'Essonne et du Val de Marne	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre à tous les bâtiments régionaux du secteur concerné	0,00 €	17/03/2020	NC2E	77540	PLESSIS-FEU-AUSSOUS	Pôle Lycées
1700546R-05	Travaux d'électricité et de faux plafonds dans les E.P.L.E de la Région Ile de France Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour des petits travaux d'électricité et de faux plafonds hors programme de maintenance - Lot 5 : Départements des Yvelines et des Hauts de Seine	Sans maxi	2	Elargissement du périmètre à tous les bâtiments régionaux du secteur concerné	0,00 €	17/03/2020	TESLA 2	93190	LIVRY-GARGAN	Pôle Lycées

1900555	Marché subséquent Travaux de remplacement du SSI du lycée Monnet à La Queue Lez Yvelines (78)	115 910,00 €	2	Autoriser des interventions le samedi afin de garantir la livraison dans les délais de la demi-pension du lycée avec un S.S.I opérationnel	0,00 €	19/03/2020	AVISS	78190	TRAPPES	Pôle Lycées
1900212-01	Travaux de rénovation des façades et de sécurisation de l'entrée principale du lycée Delacroix de Maisons-Alfort (94) Lot 1 : Traitement des façades – Métallerie	466 447,00 €	1	Autoriser des travaux supplémentaires et prolongeant la durée du marché	4 950,00 €	30/03/2020	Entreprise CAVANNA	92230	GENNEVILLIERS	Pôle Lycées
18000333	Travaux de remplacement du SSI au lycée Viollet Le Duc à VILLIERS SAINT FREDERIC (78)	325 640,65 €	1	Remplacement de BAES (vétusté des BAES) - Localisation : Bâtiments A, B, C, D, E, F, G, H ,I ,L - 60% des blocs restent encore à remplacer	29 479,62 €	12/11/2019	ELSIA ASTEM-RIE	79320	LA VERRIERE	Pôle Lycées
1900523	Travaux de remplacement du SSI avec remplacement des fonctions de mise en sécurité des établissements à la CMR VOLTAIRE à PARIS (75011)	469 801,50 €	1	Régularisation erreur matérielle article CCAP	0,00 €	21/01/2020	SONALARME	95500	GONESSE	Pôle Lycées
1700539	fourniture et la pose de mobiliers sur les sites Influence 1 & 2 de la Région Ile de France – Lot 2 : rangements	120 800,00 €	1	Dans le cadre de l'emménagement des agents parisiens sur le site Influence 2, Mise en place de casiers connectés dans le socle du second bâtiment	9 383,18 €	09/01/2020	CLUB SERVICES CONCIERGERIE	59260	HELLEMMES LILLE	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900736	Etude sur les impacts de la consommation de pornographie chez les jeunes et la perception des parents	31 825,00 €	1	Prolongation de la durée du marché de 4 mois	0,00 €	26/02/2020	Groupement OPINION WAY	75003	PARIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation
2000105	Labélisation égalité homme/femme par AFNOR	27 450,00 €	1	Correction de l'acte d'engagement, en raison d'une erreur matérielle entre les montants HT et TTC (taux de TVA différents selon les postes)	0,00 €	27/03/2020	AFNOR CERTIFICATIONS	93571	LA PLAINE SANT DENIS	Pôle Ressources Humaines
1500440	Conception et la réalisation de vidéos : reportages journalistiques et création audiovisuelle ou multimédia. (COM EXTERNE)	800 000,00 €	1	Prolongation de la durée du marché de 6 mois et augmentation du montant du marché	20 000,00 €	19/02/2020	PARKER WAYNE PHILIPS	75004	PARIS	Direction de la Communication

N° de l'avenant : pour les numéros marqués par " * ", une erreur matérielle a conduit à cette nouvelle numérotation

LES MARCHES PASSES PAR LES MANDATAIRES

Commission permanente du 01/07/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché	Seuil de procédure	Montant HT*	Date de notification	Nom de l'attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire
2000221	Lycée Alfred Costes à Bobigny (93) Bornage nouvel alignement	< 25 000 € HT	855,00 €	16/03/20	ALTIUS	93701	DRANCY	AMENAGEMENT 77
1900069R2	Marché de travaux de fournitures et d'installation d'équipements numériques audiovisuels et de visioconférence du GED au Campus Condorcet à Aubervilliers (93)	[90 000 € HT et 5 548 000 € HT]	389 226,00 €	19/02/20	EV CORP	93200	SAINT DENIS	IDF CD
1800573R	Accord-cadre à bon de commande pour la réalisation de missions d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) dans le cadre des opérations immobilières confiées par contrat de mandat à Ile-de-France Construction Durable. Lots géographiques 1-2-3-4	> 221 000 € HT	Sans maxi	03/03/20	OTCI	94518	RUNGIS	IDF CD
1800573R	Accord-cadre à bon de commande pour la réalisation de missions d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) dans le cadre des opérations immobilières confiées par contrat de mandat à Ile-de-France Construction Durable. Lots géographiques 1-2-3-4	> 221 000 € HT	Sans maxi	03/03/20	CONPAS	92320	CHATILLON	IDF CD
1800573R	Accord-cadre à bon de commande pour la réalisation de missions d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) dans le cadre des opérations immobilières confiées par contrat de mandat à Ile-de-France Construction Durable. Lots géographiques 1-2-3-4	> 221 000 € HT	Sans maxi	03/03/20	GLOBAL	75012	PARIS	IDF CD
1800757	Marché global de performance pour l'opération de démolition et reconstruction du lycée Marcel Cachin de Saint Ouen (93).	> 5 548 000 € HT	46 646 257,78 €	16/03/20	BOUYGUES BATIMENT IDF	78061	SAINT QUENTIN YVELINES	IDF CD

1900538-1	Marché de travaux de rénovation des toitures de neuf lycées dans le département de l'Essonne (91). Lot 1: lycée R. Doisneau à Corbeil Essonnes lycée G. Brassens à Courcouronnes	[90 000 € HT et 5 225 000 € HT]	1 169 505,56 €	16/03/20	ETANDEX	91978	COURTABOEUF CEDEX	IDF CD
1900538-2	Marché de travaux de rénovation des toitures de neuf lycées dans le département de l'Essonne (91). Lot 2: lycée L. DE VINCI à Saint Michel sur Orge lycée P. Belmondo à Arpajon lycée E. Michelet à Arpajon	[90 000 € HT et 5 225 000 € HT]	789 315,56 €	16/03/20	ETANDEX	91979	COURTABOEUF CEDEX	IDF CD
1900538-3	Marché de travaux de rénovation des toitures de neuf lycées dans le département de l'Essonne (91). Lot 3: lycée C. Baudelaire et lycée A. PERRET à Evry lycée F.J. Talma à Brunoy lycée L. Armand à Yerres	[90 000 € HT et 5 225 000 € HT]	1 862 381,15 €	16/03/20	ETANDEX	91980	COURTABOEUF CEDEX	IDF CD
1900036	Marché de maîtrise d'œuvre pour l'extension de capacité du lycée Pierre Mendès France à Villiers le Bel (95).	> 221 000 € HT	1 928 178,44 €	19/03/20	ATELIERS O-S ARCHITECTES	75010	Paris	IDF CD
1900954-1	Marché de travaux de rénovation globale et extension pour augmentation de capacité de 250 places du lycée E. Galois à Sartrouville (78). Lot 1: VRD - Fluides et réseaux	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	43 148,75 €	01/04/20	SATES	91450	SOISY SUR SEINE	IDF CD
1900954-2	Marché de travaux de rénovation globale et extension pour augmentation de capacité de 250 places du lycée E. Galois à Sartrouville (78). Lot 2: Structure	< 25 000 € HT	10 413,00 €	10/04/20	STRUCTURE ET REHABILITATION	93170	BAGNOLET	IDF CD

*Montant HT à renseigner selon le type de marché
Prix forfaitaire : Prix attribué toutes tranches x nombre de reconductions
Accord-cadre avec maximum: Montant maximum x nombre de reconductions
Accord-cadre sans maximum : Montant DQE x nombre de reconductions ou (*) budget annuel alloué
Accord-cadre sans maximum ni DQE : Inscrire sans maxi

LES AVENANTS PASSES PAR LES MANDATAIRES

Commission permanente du 01/07/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché initial	Montant HT du marché initial	N° de l'avenant	Objet de l'avenant	Montant HT de l'avenant	Date de notification de l'avenant	Nom de l'attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire
1120701-2.1	Restructuration partielle et extension du Lycée Jacques Prévert à Longjumeau (91) Lot 2.1 - Menuiseries intérieurs, doublages, plafonds	748 593,68 €	1	Travaux supplémentaire et aléas	105 676,60 €	05/03/20	ROUX FRERE	75017	PARIS	ICADE
1120701-2.3	Restructuration partielle et extension du Lycée Jacques Prévert à Longjumeau (91) Lot 2.3 - Revêtements de sols souples, carrelage, faïences et peinture	501 114,05 €	1	Travaux supplémentaire et aléas	94 550,88 €	03/03/20	I.T.B	93360	NEUILLY PLAISANCE	ICADE
1100701-4	Restructuration partielle et extension du Lycée Jacques Prévert à Longjumeau (91) Lot 4 - Electricité, CFO/CFA	838 687,20 €	1	Travaux supplémentaire et aléas	40 230,52 €	04/03/20	SEEDG	91700	VILLIERS SUR ORGE	ICADE
1100701-5	Restructuration partielle et extension du Lycée Jacques Prévert à Longjumeau (91) Lot 5 - Equipements de cuisine	371 266,96 €	1	Travaux supplémentaire et aléas	3 995,82 €	03/03/20	FROID 77	77240	VERT SAINT DENIS	ICADE
1600006-1.3	Restructuration partielle et extension du Lycée Jacques Prévert à Longjumeau (91) Lot 1.3 - Cuisine Provisoire	546 044,12 €	1	Travaux supplémentaire et aléas	55 451,02 €	03/03/20	CTLV	77610	FONTENAY TRESIGNY	ICADE
1500112-1.2	Restructuration partielle et extension du Lycée Jacques Prévert à Longjumeau (91) Lot 1.2 - Gros Œuvre, charpente métallique, clos couverts, VRD	85 000,00 €	1	Travaux supplémentaire et aléas	2 619,62 €	10/03/20	VERDOIA	77176	SAVIGNY LE TEMPLE	ICADE
1500112-3	Restructuration partielle et extension du Lycée Jacques Prévert à Longjumeau (91) Lot 3 - Plomberie, Chauffage, Ventilation	1 684 566,20 €	1	Travaux supplémentaire et aléas	60 706,36 €	03/03/20	CHARPENTIER SAS	91220	BRETIGNY SUR ORGE	ICADE
1500185-15	Marché de travaux pour le développement du site sportif de l'ile de Vaires-Torcy (77) Lot 15: VRD - Terrassements généraux	7 655 095,00 €	5	Travaux supplémentaires Arrêt du nouveau montant du marché	-16 195,94 €	07/02/20	DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION	77400	ST THIBAULT DES VIGNES	IDFCD
1600424-2	Marché de travaux de restructuration globale et extension du lycée Darius Milhaud au Kremlin-Bicêtre (94) Lot 2 : Parachèvement	4 162 150,00 €	1	Travaux modificatifs Travaux supplémentaires Arrêt du nouveau montant du marché Prolongation durée du marché	37 420,98 €	10/02/20	EIFFAGE CONSTRUCTION EQUIPEMENTS	92110	CLICHY	IDFCD
1600424-6	Marché de travaux de restructuration globale et extension du lycée Darius Milhaud au Kremlin-Bicêtre (94) Lot 6: VRD- Espaces extérieurs	2 329 253,86 €	1	Travaux supplémentaires Arrêt du nouveau montant du marché Prolongation durée du marché	42 344,78 €	10/02/20	Groupement VTMPT/EUROVERT/ENVIRONNEMENT SERVICES	94450	LIMEIL-BREVANNES	IDFCD

1600424-4	Marché de travaux de restructuration globale et extension du lycée Darius Milhaud au Kremlin-Bicêtre (94) Lot 4: Plomberie - Sanitaires - Chauffage - Ventilation - Equipements spécialisés	3 106 467,00 €	2	Travaux modificatifs Travaux supplémentaires Arrêt du nouveau montant du marché Prolongation durée du marché	32 806,35 €	11/02/20	SPIE BATIGNOLLES ENERGIE-SESAR	91140	VILLEBON - SUR-YVETTE	IDFCD
1300113	Marché d'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage pour la restructuration du service de restauration du collège et du lycée Voltaire à Paris 11ème Lot 1: Contrôle technique	12 910,00 €	2	Prolongation de la durée du marché (de 3 mois)	3 450,00 €	11/02/20	BTP CONSULTANTS	92110	CLICHY	IDFCD
1300113	Marché d'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage pour la restructuration du service de restauration du collège et du lycée Voltaire à Paris 11ème Lot 1: Contrôle technique	12 910,00 €	1	Prolongation de 3 mois de la mission Prise en compte de la rémunération complémentaire	690,00 €	11/02/20	BTP CONSULTANTS	92110	CLICHY	IDFCD
1500185-1	Marché de travaux pour le développement du site sportif de l'ile de Vaires-Torcy (77). Lot 1: Gros œuvre Bâtiments : désamiantage, démolition, installations de chantier, fondations profondes, charpente bois et métallique	14 526 964,00 €	4	Travaux supplémentaires Arrêt du nouveau montant du marché	52 302,43 €	12/02/20	DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION	77400	ST THIBAULT DES VIGNES	IDFCD
1500185-7	Marché de travaux pour le développement du site sportif de l'ile de Vaires-Torcy (77) Lot 7: Electricité	2 418 951,90 €	4	Travaux supplémentaires Arrêt du nouveau montant du marché	204 508,57 €	12/02/20	SATELEC	91170	VIRY CHATILLON	IDFCD
1600453	Marché d'étude de sécurité publique dans le cadre de l'opération de restructuration globale avec extension de capacité du lycée Albert Camus à Bois Colombes (92)	11 700,00 €	1	Prestations complémentaires Arrêt du nouveau montant du marché	5 529,00 €	05/03/20	SOLUTIONS CONSEILS	77700	SERRIS	IDFCD
1600497	Marché de maitrise d'œuvre pour l'opération de rénovation globale avec extension de capacité du lycée Pierre Mendes France à Ris Orangis (91)	2 892 060,00 €	2	Modification du programme de l'opération et du coût prévisionnel des travaux Fixation du forfait définitif de rémunération	10 677,31 €	20/03/20	ARCHI 5 PROD	93100	MONTREUIL	IDFCD
1600424-1	Marché de travaux de restructuration globale et extension du lycée Darius Milhaud au Kremlin-Bicêtre (94) Lot 1 : Gos-oeuvre étendu	14 388 000,00 €	1	Travaux modificatifs Travaux supplémentaires Arrêt du nouveau montant du marché Prolongation durée du marché	712 604,73 €	24/03/20	DEMATHIEU&BARD BATIMENT IDF	94450	CHEVILLY LARUE	IDFCD

1600119-1	Marché de prestations intellectuelles dans le cadre de l'opération de construction d'un internant de 150 places aux lycées G. Bachelard et L. Lumière à Chelles (77) Lot 1: Contrôle technique	25 750,00 €	1	Prolongation du marché Prise en compte d'une rémunération complémentaire	7 885,68 €	26/03/20	BTP CONSULTANTS	93160	NOISY LE GRAND	IDFCD
1700524-1	Marché de travaux de construction d'un internant de 150 places aux lycées G. Bachelard et L. Lumière à Chelles (77) Lot 1: Terrassements généraux - Gros œuvre - Charpente métallique - Maçonnerie chape sol minéral	2 393 598,23 €	2	Travaux supplémentaires Prolongation durée du marché	12 545,77 €	27/03/20	CONSTRUCTION MODERNE IDF	77164	FERRIERES EN BRIE	IDFCD
1400808	Marché d'Assistance Maîtrise d'Ouvrage en Qualité Environnementale dans le cadre de l'opération de construction d'un internant de 150 places aux lycées G. Bachelard et L. Lumière à Chelles (77)	39 800,00 €	1	Prestations complémentaires Rémunération complémentaire	2 018,09 €	27/03/20	H3C	38240	MEYLAN	IDFCD
1600119-2	Marché de prestations intellectuelles dans le cadre de l'opération de construction d'un internant de 150 places aux lycées G. Bachelard et L. Lumière à Chelles (77). Lot 2: Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)	13 930,00 €	1	Prolongation du marché Prise en compte d'une rémunération complémentaire	3 341,25 €	27/03/20	DEGOUY COORDINATION	77185	LOGNES	IDFCD
1600421-3	Marché de prestations intellectuelles dans le cadre de l'opération de restructuration globale avec extension de capacité et création d'un internant de 100 places du lycée A. Camus à Bois Colombes (92) Lot 3: Coordination des Systèmes de Sécurité	17 500,00 €	1	Prestations complémentaires Arrêt du nouveau montant du marché	3 500,00 €	27/03/20	DELTA INGENIERIE	62118	MONCHY LE PREUX	IDFCD
1200517-1	Marché de travaux de démolition et reconstruction sur site du lycée L. De Vinci à Saint Germain en Laye (78) Lot 1: Gros œuvre étendu	12 411 443,00 €	5	Travaux supplémentaires	600 000,00 €	27/03/20	COLAS IDF NORMANDIE	78772	MAGNY LES HAMEAUX	IDFCD

1700524-2	Marché de travaux de construction d'un internant de 150 places aux lycées G. Bachelard et L. Lumière à Chelles (77) Lot 2: Etanchéité	180 593,19 €	2	Travaux supplémentaires Prolongation durée du marché	14 637,76 €	30/03/20	AXE ETANCHEITE	93111	ROSNY SOUS BOIS	IDFCD
1700524-6	Marché de travaux de construction d'un internant de 150 places aux lycées G. Bachelard et L. Lumière à Chelles (77) Lot 6: Serrurerie - Métallerie	78 589,70 €	2	Travaux supplémentaires Prolongation durée du marché	3 301,00 €	30/03/20	CHAUVIN	77200	TORCY	IDFCD
1600185	Marché de travaux de restructuration d'ensemble et d'extension du lycée Gabriel Péri à Champigny sur Marne (94).	19 227 371,33 €	3	Travaux supplémentaires de désamiantage Arrêt du nouveau montant du marché	972 400,50 €	31/03/20	URBAINE de TRAVAUX	91170	VIRY CHATILLON	IDFCD
1700297-2	Marché de maitrise d'œuvre pour la mise en accessibilité de 24 établissements franciliens nécessitant une intervention dite souple "sous famille A5" Lot 2: 12 établissements dans le 77-91-94	450 627,54 €	1	Fixation du coût prévisionnel des travaux Fixation forfait définitif de rémunération du MOE	9 760,34 €	09/04/20	CRAFT ARCHITECTES	91330	YERRES	IDFCD

LES MARCHES LIES AU COVID-19

Commission permanente du 01/07/2020

Numéro BC	Objet du marché	Seuil de procédure	Montant € HT	Date de notification	Nom de l'attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire
	Achat de 165 000 tests sérologiques	Marché sans publicité ni mise en concurrence passé sur la base de l'Article R2122-1 du CCP	1 479 060,00 €	20/05/20	AAZ			
	Achat de 235 200 masques chirurgicaux	Marché sans publicité ni mise en concurrence passé sur la base de l'Article R2122-1 du CCP	136 474,80 €	11/05/20	L2A INTERNATIONAL			
	Achat de 50 000 tests sérologiques	Marché sans publicité ni mise en concurrence passé sur la base de l'Article R2122-1 du CCP	275 000 USD	14/04/20	FirstMovers			
	Achat de 100 000 tests sérologiques	Marché sans publicité ni mise en concurrence passé sur la base de l'Article R2122-1 du CCP	650 000,00 €	13/04/20	BIFP			

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-185

DU 1 JUILLET 2020

FINANCEMENT AUPRÈS DE L'ASSOCIATION EPSILON DE LA QUOTE-PART 2020 DE LA RÉGION POUR LES SOLUTIONS DE GESTION DES ACTIONS DE FORMATION PROFESSIONNELLE (ZEFIR ET PROSPER)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attributions du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017.relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-14 de création de l'association Epsilon ;

VU la délibération n° CP 15-250 de validation de la convention-cadre avec l'association Epsilon ;

VU la délibération n° CP 2019-318 d'acquisition auprès d'Epsilon des application ZEFIR et PROSPER ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

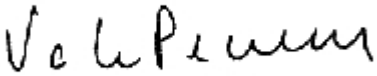
VU le rapport n°CP 2020-185 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide de valider le financement à Epsilon de la quote-part de la Région pour l'année 2020 selon l'annexe à la délibération ci-jointe pour les applications ZEFIR et PROSPER.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc177277-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Avenant n°1 à l'annexe détaillée de la Région Île de France relative au projet ZEFIR Tierce Maintenance Applicative (TMA) de la solution ZEFIR pour la Formation Professionnelle

Centrale d'Achat Informatique
Hôtel de Région
Tour 2000
14, rue François de Sourdis
33077 BORDEAUX CEDEX

Avenant n°1 à l'annexe détaillée de la Région Ile de France relative au projet ZEFIR
Tierce Maintenance Applicative (TMA) de la solution ZEFIR pour la Formation Professionnelle

Préambule

Quatre Régions membres de la centrale d'achat informatique Epsilon, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la Région Centre-Val de Loire, la Région Nouvelle-Aquitaine et la Région Occitanie sont associées dans le cadre mutualisé d'Epsilon pour assurer la maintenance corrective de la suite ZEFIR. Trois d'entre elles financeront les évolutions de l'année 4.

Epsilon a notifié le 26 octobre 2016 au prestataire AXYUS SAS un accord-cadre pour une durée de 2 ans afin de maintenir les briques applicatives COFORM, SAM, EOS de ZEFIR en conditions opérationnelles. Cet accord-cadre a été reconduit jusqu'au 26 octobre 2019.

Chaque Région membre a validé son engagement du 26 octobre 2016 au 26 octobre 2020 en faisant voter l'annexe détaillée ZEFIR puis des avenants à l'annexe détaillée définissant notamment les conditions de sa participation et les montants financiers pour les 2 dernières années.

La Région Ile de France a rejoint le projet ZEFIR au mois de juillet 2019 en cours d'année 3 compte tenu de son objectif de mutualisation de l'outil de prescription Prosper V2, la Région de la Réunion au mois d'octobre 2019 et la Région des Hauts de France au mois de décembre 2019 pour participer au projet en année 4.

L'accord-cadre a été reconduit en octobre 2019 pour la 4ème et dernière année et comme prévu à l'annexe détaillée de la Région Ile de France, il convient de rédiger le présent avenant n°1 qui détaille le nombre des Régions engagées sur le projet ZEFIR ainsi que les engagements financiers qui en découle pour la Région Ile de France tant en maintenance qu'en termes d'évolutions.

Article 1 Objet

Le présent avenant vise à redéfinir les dispositions financières du projet, le périmètre des prestations attendues restant inchangé.

Article 2 Conditions de poursuite de participation au projet

La poursuite de la participation de chaque Région membre au projet ZEFIR est soumise à une décision formelle d'approbation de cet avenant, selon la forme juridique adaptée à son arrêté de délégation de signature. Une copie de l'acte portant cette décision sera alors transmise à l'association EPSILON, une fois le retour des services du Contrôle de Légalité effectif.

Chaque Région est alors engagée pour sa réalisation dans la limite des montants indiqués pour sa propre part, à l'article 3. Elle s'engage à inscrire concomitamment à son budget ladite enveloppe financière.

De même, l'association EPSILON est engagée sur ce projet au prix fixé à ce même article.

Article 3 Dispositions financières du projet

3.1 Dockérisation de la suite ZEFIR

Pour installer la suite plus rapidement dans le SI de la Région des Hauts de France, une prestation de dockérisation correspondant à la mise en œuvre d'une nouvelle technologie visant à faciliter l'installation et le déploiement des sources, des applications et des configurations (hors base de données) peut être fournie pour un montant de 34 200 €HT à partager entre les Régions entrantes à savoir la Région des Hauts de France, la Région Ile-de-France et la Région de la Réunion.

11 200 €HT par Région (1/3) *(Révision de prix estimée intégrée)*

Les prestations de dockérisation seront alors réalisées dans le cadre de la procédure A de la convention-cadre.

3.2 Maintenance corrective et assistance au forfait-Enveloppe financière, clé de répartition

Cette prestation a déjà donné lieu à une commande jusqu'au 13/01/2020 sur le fondement de l'accord-cadre.

L'engagement financier de chacune des 7 Régions sera égal pour la maintenance corrective et l'assistance (incluant la maintenance supplémentaire au-delà de la période de garantie et les révisions de prix) du 13/01/2020 au 13/01/2021 soit pour la 4ème et dernière année à :

27 500 €HT par Région (1/7) *(Révision de prix estimée intégrée)*

Cette participation fixée entre 7 Régions ne tient pas compte de l'éventuel partage et de la réduction des coûts à opérer si d'autres membres d'EPSILON se positionnent sur le projet ZEFIR à compter de la 4ème année.

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la procédure A de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

3.3 Maintenance adaptative et évolutions de la suite logicielle – réversibilité sortante - Enveloppes financières, clé de répartition

3.3.1 Evolutions mutualisées entre plusieurs Régions

Une fois identifiées collectivement les principales évolutions attendues pour la 4ème année, EPSILON pourra lancer d'autres commandes ou marchés subséquents mutualisant des prestations pour ZEFIR.

Les Régions concernées par une évolution particulière pourront participer conjointement à la mise en œuvre de ce chantier, avec une répartition du coût sur le principe de calcul suivant :

Coût/Région : coût prévisionnel chantier mutualisé/n Régions avec n>=2

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la **procédure A** de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

3.3.2 Evolutions individualisées par Région membre

Des situations particulières et des besoins spécifiques peuvent apparaitre au sein de chaque Région.

Chaque Région pourra commander des prestations d'évolution spécifiques dans le cadre de la **procédure B** de la convention-cadre.

3.3.3 Enveloppe financière liée à la fois aux évolutions <u>mutualisées et individualisées</u>

L'enveloppe que la Région autorise **sur la 4ème et dernière année de l'accord-cadre** en prévoyant de disposer des fonds correspondants dans son budget est de :

220 000 €HT

3.3.4 Enveloppe financière liée à la transition sortante

L'enveloppe que la Région autorise **au titre de la transition sortante** en prévoyant de disposer des fonds correspondants dans son budget est de :

6 500 €HT (1/7) *(Révision de prix estimée intégrée)*

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-250

DU 1 JUILLET 2020

AFFECTATION POUR UNE SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT AU GIP MAXIMILIEN (AFFECTATION 2020)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Commande Publique ;

VU la délibération n° CR 125-09 du 27 novembre 2009 relative à l'approbation de la création d'une association de préfiguration relative à la mise en place d'un dispositif commun pour les marchés publics d'Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 100-12 du 22 novembre 2012 portant approbation de la création du Groupement d'Intérêt Public (GIP) poursuivant l'objet de l'association MAXIMILIEN ;

VU la délibération n° CP 13-350 du 30 mai 2013 portant octroi et affectation de financement à l'association MAXIMILIEN ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 modifiée portant désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-250 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer financièrement au fonctionnement global du GIP MAXIMILIEN pour l'année 2020, pour le fonctionnement d'un dispositif commun pour les marchés publics d'Ile-de-France, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximal de 200 000 €.

Approuve la convention de subvention globale de fonctionnement entre la Région et le GIP MAXIMILIEN figurant en annexe n°1 de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention par le bénéficiaire.

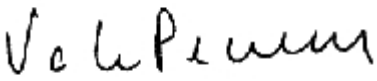
Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 200 000 € prélevée sur le Chapitre 930 « Services généraux », Code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », Programme HP0202-016 « Subventions à divers organismes, Action 10201601 « Divers organismes » du budget régional 2020 au profit du GIP.

Article 2 :

Décide de verser une contribution de 17 850 € au GIP MAXIMILIEN au titre de l'année 2020.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 17 850 € prélevée sur le Chapitre 930 « Services généraux », Code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », Programme HP0202-016 « Subventions à divers organismes, Action 10201601 « Divers organismes » du budget régional 2020, au bénéfice du GIP MAXIMILIEN au titre de la contribution de la Région à son fonctionnement pour l'année 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc179473-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

CONVENTION DE SUBVENTION ENTRE LA REGION ET LE GIP MAXIMILIEN

Conseil régional

CONVENTION DE SUBVENTION N°20006906
ENTRE LA REGION ET LE GIP MAXIMILIEN

Présentation des parties signataires de la convention

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-250 du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

L'organisme dénommé : GIP « MAXIMILIEN »,
dont le statut juridique est : Groupement d'Intérêt Public
dont le n° SIRET est :130018450-00010
dont le siège social est situé au : 35 boulevard des Invalides 75007 Paris
ayant pour représentant : Monsieur Jean-François LEGARET, Président du GIP
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Par la délibération CR 125-09 du 27 novembre 2009, il a été décidé la création d'une association de préfiguration relative à la mise en place d'un dispositif commun pour les marchés publics d'Ile-de-France.

Par délibération CR 100-12 du 22 novembre 2012, la convention constitutive d'un Groupement d'Intérêt Public poursuivant l'objet de l'association MAXIMILIEN a été approuvée. Il est à noter que l'ensemble des droits et obligations de l'association sont repris par le GIP y compris les subventions régionales et les conventions de subvention.

Par assemblée générale extraordinaire de l'association de préfiguration et assemblée générale constitutive du GIP MAXIMILIEN le 5 décembre 2013, il a été approuvé la constitution du GIP. Le GIP est entré en vigueur au 1er janvier 2014.

Véritable soutien aux TPE et PME, ce projet numérique est l'occasion pour tous les membres du GIP de porter ensemble un projet de politique publique visant à réduire la fracture numérique éprouvée par les entreprises et les collectivités les plus isolées.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes et du règlement budgétaire et financier de la Région adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Par ailleurs, cette convention met également en œuvre l'obligation pour le GIP MAXIMILIEN d'accueillir au moins 3 stagiaires pendant une période de deux mois minimum, créée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-250 du 1er juillet 2020, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'activité globale du GIP MAXIMILIEN.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire **une subvention globale de fonctionnement dont le montant prévisionnel s'élève à 200 000 € pour 2020.**

Le budget prévisionnel de l'année 2020 est détaillé dans l'annexe dénommée « Budget primitif » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, toute action correspondant à son objet.

Article 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme https://mesdemarches.iledefrance.fr selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées, d'une part, des instances de décision et, d'autre part, de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;

- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc...) dans leur déroulement ;

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Article 2.4 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats de l'action subventionnée (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.
  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

- Dans le cas où la première demande de versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention globale de fonctionnement régionale, au titre de la présente convention, est effectué sur appel de fond que lui aura adressé le GIP.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut effectuer une ou plusieurs demandes d'avance à valoir sur les paiements prévus, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Chaque demande d'avance se fait dans la limite de 30 % du montant total de la subvention et sur présentation :

- du formulaire de demande de versement de subvention ;

- d'un plan de trésorerie annuel, justifiant d'une insuffisance de trésorerie, daté et signé par le représentant légal.

Cette opération peut être répétée jusqu'au versement de 80 % du montant total de la subvention.

Article 3.2.2 : Versement du solde

Le solde est versé après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production :

- des comptes annuels de l'organisme sur l'année 2020, clos et certifiés, comportant la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire et celle de l'expert-comptable ou commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté) ;

- d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ;

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par le bénéficiaire. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.2 (versement du solde) dans le délai de trois années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020.

Elle prend fin une fois expirée lors du versement du solde de la subvention régionale ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire des comptes annuels.

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « budget primitif » adoptées par délibération N° CP 2020-250 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le.....	Le.....
Le Président du GIP MAXIMILIEN	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Jean-François LEGARET	Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 : BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2020

BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2020

Première section - fonctionnement / Dépenses Comptes budgétaires et intitulés	Budget Primitif 2018	Budget Primitif 2019	Budget Primitif 2020
FONC Fonctionnement	**758 695,03**	**942 340,00**	**1 060 300,00**
60 ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	*43 400,00*	*4 500,00*	*8 800,00*
602 ACHATS STOCKES ET AUTRES APPROVISIONEMENTS	800,00	0,00	2 500,00
6022 FOURNITURES CONSOMMABLES	800,00	0,00	2 500,00
60225 FOURNITURES DE BUREAU	800,00		2 500,00
606 Achats non stockés de matières et fournitures : matériel informatique	42 600,00	4 500,00	6 300,00
61 ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS	*85 598,00*	*134 200,00*	*128 260,00*
613 LOCATIONS	83 042,00	85 000,00	125 960,00
616 ASSURANCES	2 556,00	4 200,00	2 300,00
6168 Autres asssurances			
613 DIVERS INFORMATIQUE	0,00	45 000,00	
62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS	*556 076,03*	*606 840,00*	*768 740,00*
621 PERSONNEL EXTERIEUR A L'ETABLISSEMENT	111 870,39	0,00	0,00
6214 PERSONNEL MIS A DISPOSITION OU PRÊTE	111 870,39	0,00	
622 REMUNERATION D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	58 964,00	50 000,00	72 600,00
6226 honoraires	18 964,00	50 000,00	67 600,00
6228 Formations portail MAXIMILIEN, logiciel comptable, outil E-mailing	40 000,00	0,00	5 000,00
623 PUBLICITE PUBLICATIONS RELATIONS PUBLIQUES	24 460,00	10 000,00	25 500,00
625 DEPLACEMENTS,MISSIONS,RECEPTIONS	6 700,00	8 000,00	16 000,00
626 FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TELECOMMUNICATION	2 071,00	2 000,00	10 000,00
627 SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	50,00	0,00	
628 DIVERS	351 960,64	536 840,00	644 640,00
6281 Divers Partenariat -Plateformes externes	20 920,00	0,00	
6282 Divers Adhésion CIG/CNFPT	0,00	12 200,00	
6287 Prestations extérieures d'informatique	1 080,00	16 000,00	54 640,00
6288 AUTRES PRESTATIONS EXTERIEURES Portail MAXIMILIEN & LOCIEL COMPTABLE	329 960,64	508 640,00	590 000,00
62881 Prestation logiciel comptable	0,00	29 240,00	
62889 Abonnement Base de données, veille (BIP, ...)	0,00	14 400,00	
63 IMPOTS,TAXES,ET VERSEMENTS ASSIMILES	*3 250,00*	*39 000,00*	*50 500,00*
631 Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération	0,00	39 000,00	50 500,00
6311 TAXES SUR LES SALAIRES	0,00	35 000,00	45 000,00
6313 PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A LA FORMATION PROFESSIONNELLES CONTINUE	0,00	4 000,00	5 500,00
633 IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SUR REMUNERATIONS	3 250,00	0,00	
66 CHARGES FINANCIERES	*0,00*	*800,00*	*0,00*
661 CHARGES D'INTERETS	0,00	800,00	
6611 Intérets des emprunts et des dettes			
66116 Intérêts des emprunts et des dettes assimilées			
68 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	*70 371,00*	*157 000,00*	*104 000,00*
681 DOTATIONS AUX AMORT-PROVISIONS, CHARGE D'EXPLOITATION	70 371,00	157 000,00	104 000,00
6811 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	70 371,00	150 000,00	104 000,00
68111 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	70 371,00	0,00	
681112 Dotations aux amortissements imobilier incorporels	70 371,00	0,00	
686 DOTATION AUX AMORT ET PROV DES CHARGES FINANCIERES	0,00	7 000,00	
6865 DOTATION AUX PROV POUR RISQUE-CHARGE FIANCIERS	0,00	7 000,00	
PERS Dépenses de personnel	**293 710,85**	**529 564,00**	**620 000,00**
64 CHARGES DE PERSONNEL	*293 710,85*	*529 564,00*	*620 000,00*
641 REMUNERATION DU PERSONNEL	200 454,80	385 236,00	440 000,00
6411 TRAITEMENTS, COMMISSIONS ET REMISES	0,00	370 236,00	
6413 INDEMNITES RESIDENTIELLES	0,00	15 000,00	
645 CHARGES DE SECUTITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE	83 058,58	135 216,00	168 000,00
6452 Cotisations aux mutuelles	0,00	1 200,00	
647 Autres charges sociales (oeuvres sociales, médecin du travail)	3 197,47	9 112,00	2 000,00
6474 Oeuvres sociales (CNAS)	0,00	1 500,00	2 000,00
6475 médecine du travail	0,00	1 200,00	
648 Autres charges de personnel	7 000,00	10 000,00	10 000,00
6488 Autres charges de personnel - Restauration (admission, subvention denrées)	7 000,00	0,00	10 000,00
Total Première section - fonctionnement / Dépenses	**1 052 405,88**	**1 471 904,00**	**1 680 300,00**

BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2020

Première section - fonctionnement / Recettes Comptes budgétaires et intitulés	Budget Primitif 2018	Budget Primitif 2019	Budget Primitif 2020
70 VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES ET MARCHANDISES	**27 600,00**	**0,00**	**0,00**
706 PRESTATIONS DE SERVICES	*27 600,00*	*0,00*	*0,00*
7062 Prestations de services membres du GIP MAXIMILIEN	27 600,00	0,00	
74 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	**954 434,88**	**1 331 904,00**	**1 577 580,00**
741 ETAT	*40 284,27*	*104 000,00*	*136 330,00*
7411 subventions ANR	0,00	104 000,00	14 000,00
7418 MINSITERE DE TUTELLE (TITRE VI DU BUDGET DE L'ETAT)	40 284,27	0,00	122 330,00
74188 AUTRES	40 284,27	0,00	122 330,00
744 COLLECTIVITES PUBLIQUES ET ORGANISMES INTERNATIONNAUX	*332 517,61*	*434 991,00*	*358 800,00*
7441 Subvention d'exploitation -Subvention de fonctionnement	253 000,00	64 400,00	200 000,00
7442 Subvention d'exploitation - Subvention emploi d'avenir (ASP)	0,00	200 000,00	
7443 Fonds social européen	79 517,61	0,00	
7446 Subvention Union Européenne (FSE)	0,00	170 591,00	158 800,00
748 AUTRES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	*581 633,00*	*792 913,00*	*1 082 450,00*
7488 AUTRES	581 633,00	792 913,00	1 082 450,00
74880 Mise à disposition locaux	81 633,00	82 000,00	100 000,00
74881 Contributions annuelles membres fondateurs du GIP MAXIMILIEN	148 000,00	137 500,00	212 450,00
74882 Contributions annuelles membres du GIP MAXIMILIEN	352 000,00	573 413,00	770 000,00
78 REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	**70 371,00**	**150 000,00**	**104 000,00**
781 REPRISES SUR AMORTISSEMENT ET PROVISION D'EXPLOIT	*70 371,00*	*150 000,00*	*104 000,00*
7811 REPRISES SUR AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	0,00	150 000,00	104 000,00
7813 Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	70 371,00	0,00	
Total Première section - fonctionnement / Recettes	**1 052 405,88**	**1 481 904,00**	**1 681 580,00**

BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2020

Deuxième section - operation en kal / Dépenses Comptes budgétaires et intitulés	Budget Primitif 2018	Budget Primitif 2019	Budget Primitif 2020
INV Investissement	**200 400,00**	**507 000,00**	**221 400,00**
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	*200 400,00*	*502 000,00*	*200 000,00*
208 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	200 400,00	502 000,00	200 000,00
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	*0,00*	*5 000,00*	*21 400,00*
218 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00	5 000,00	21 400,00
2183 MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	0,00	5 000,00	21 400,00
Total Deuxième section - operation en kal / Dépenses	**200 400,00**	**507 000,00**	**221 400,00**

BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2020

Première section - fonctionnement / Recettes Comptes budgétaires et intitulés	Budget Primitif 2018	Budget Primitif 2019	Budget Primitif 2020
10 CAPITAL ET RESERVES	**18 801,00**	**0,00**	**0,00**
104 Financements rattachés à des actifs déterminés – État	*18 801,00*	*0,00*	*0,00*
1041 Valeur initiale des financements rattachés à des actifs - État	18 801,00	0,00	0,00
13 SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	**158 700,00**	**642 000,00**	**13 120,00**
131 SUBVENTION D'EQUIPEMENT	*38 700,00*	*642 000,00*	*13 120,00*
1312 REGIONS	0,00	130 000,00	
1313 DEPARTEMENTS	0,00	300 000,00	
1314 COMMUNES ET GROUPEMENTS DE COMMUNES	0,00	2 000,00	
1315 AUTRES COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLIQUES	0,00	10 000,00	
1316 UNION EUROPEENE	38 700,00	0,00	8 200,00
1317 AUTRES ORGANISMES	0,00	200 000,00	4 920,00
134 Financements rattachés à des actifs déterminés - Tiers autres que	*120 000,00*	*0,00*	*0,00*
1341 Valeur initiale des financements rattachés à des actifs Tiers autres	120 000,00	0,00	0,00
16 Emprunt et dette assimilés			**0,00**
164 - Emprunt auprès d'un établissement de crédit			
168 - Autres emprunts et dettes assimiliées			
1681 - Autres emprunts			
Total Première section - fonctionnement / Recettes	**177 501,00**	**642 000,00**	**13 120,00**

BUDGET PRIMITIF
EXERCICE 2020

DEPENSES	BP2019	RECETTES	BP2019
Fonctionnement	1 060 300,00	74 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	1 577 580,00
Dépenses de personnel	620 000,00	78 REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	104 000,00
TOTAL DES DEPENSES	**1 680 300,00**	**TOTAL DES RECETTES**	**1 681 580,00**
Résultat prévisionnel : bénéfice	1 280,00	Résultat prévisionnel : perte	0,00
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel	**1 681 580,00**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel**	**1 681 580,00**
EMPLOIS	**BP2019**	**RESSOURCES**	**BP2020**
** Insuffisance d'autofinancement	208 280,00	** Capacité d'autofinancement	
Investissement	221 400,00	13 SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	13 120,00
TOTAL DES EMPLOIS	**429 680,00**	**TOTAL DES RESSOURCES**	**13 120,00**
APPORT au FONDS DE ROULEMENT	**0,00**	**PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT**	**208 280,00**

ANNEXE 2 : PLAN D'ACTIONS 2020

maximilien
LE PORTAIL DE L'ADMINISTRATION NUMÉRIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE

Demande de Subventions 2020 – 2021

Après une année 2019 de transition avec la mise en place de ses nouveaux services, en 2020, le GIP Maximilien devra maîtriser la gestion de sa stratégie de développement. En effet, Maximilien est aujourd'hui reconnu pour son expertise en matière de transformation Numérique de l'administration Publique et d'achats responsables au-delà de l'Ile de France en termes de couverture géographique et au-delà de ces compétences en matière de commande publique et d'actions sur les clauses sociales.
Le GIP Maximilien doit ainsi étudier **la question de son périmètre géographique**, aller plus loin sur **ses actions en matière d'achats responsables** en apportant un accompagnement des acheteurs publics sur les aspects environnementaux et circulaires de la commande publique. Enfin, le GIP devra suivre le **plan national de transformation numérique de la commande publique**, porté au niveau national par l'Etat et qui aura de nombreuses incidences sur les profils acheteurs comme le nôtre et **travailler sur la donnée** qui constitue, pour les acheteurs, un outil indispensable et performant de pilotage de leur politique achat.

Pour répondre à ces nombreux enjeux, le GIP Maximilien aura besoin de ressources humaines et financières. Notre fonctionnement repose aujourd'hui sur une équipe très resserrée, en sous-effectif par rapport aux besoins exprimés ci-dessus. La pandémie actuelle va susciter un besoin accru et massif de la part de nos membres d'aller plus loin vers une dématérialisation de l'administration.

Depuis sa création en 2014, le GIP Maximilien s'est développé de manière très rapide. Depuis janvier 2018, la croissance de Maximilien est la suivante : + 87% de nouveaux adhérents, soit 340 adhérents au 1er avril 2020; + 50% de création de comptes entreprises en 2 ans, soit aujourd'hui plus de 50 000 entreprises inscrites sur le portail Maximilien, 72 000 comptes utilisateurs, 10 000 marchés publiés en 2019 et environ 11 Milliards d'euros de contrats attribués par nos adhérents en 2019 dont les ¾ sont signés avec des entreprises franciliennes. Plus de 80% des marchés publics franciliens sont publiés ou visibles sur notre plateforme. Cela permet aux entreprises, et en particulier aux TPE/PME franciliennes, d'avoir quasiment l'ensemble des avis publiés sur le site https://marches.maximilien.fr.
La mise en œuvre de nouveaux services a permis, aux collectivités utilisatrices, de réduire leurs coûts mais occasionne pour le GIP un surcroit de travail tant dans déploiement que l'accompagnement et la formation, auxquels l'équipe actuelle aura de plus en plus de mal à faire face sans recrutement.

Le GIP Maximilien sollicite ainsi la Région Ile de France, à l'initiative de ce bel outil régional pour poursuivre ensemble les nombreux projets. Il en résultera une visibilité accrue de ce projet initié en Ile-de-France et contribuera à faire de notre territoire une SMART Région.

Le présent plan d'actions présenté ci-dessous, en appui de la demande de subvention de fonctionnement répond à un double objectif pour le GIP Maximilien :

- Poursuivre et compléter les actions proposées en 2019 dans le cadre de la contribution du GIP à la mise en œuvre du Small Business Act de la Région Île-de-France,
- Etre un outil au service des orientations stratégiques du GIP Maximilien votées en AG en décembre 2018 (Délibération n°20181206-4_Orientations stratégiques) qui fixent les axes de travail pour les 4 prochaines années (2019-2023) :
    - Développer le maillage territorial
    - Mettre en œuvre le plan national de transformation de la commande publique de l'Etat
    - Accompagner les acteurs du territoire autour de l'achat public responsable

Ce plan d'actions se découpe en 3 axes :

- Répondre à la mise en œuvre du Small Business Act de la Région Île-de-France
- Déployer de bout en bout la dématérialisation de la chaine d'achat
- Mettre en place une mission régionale dédiée à l'intégration des aspects environnementaux et d'économie circulaire dans les achats publics

Siège social : GIP MAXIMILIEN, 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
SIRET 130 018 450 000 10- www.maximilien.fr – contact@maximilien.fr

- **I - Répondre à la mise en œuvre du Small Business Act de la Région Île-de-France**

---

1. Axe 1. Faciliter l'accès des TPE/PME à la commande publique

Réponse à l'Objectif du SBA « Simplifier l'accès à la commande publique » :

1. **Poursuivre ses actions de maillage territorial et développer les adhésions** pour que les opérateurs économiques retrouvent sur un seul site toute la commande publique francilienne :
    - Des actions de communication communes seront développées entre le GIP Maximilien et la Région Île-de-France, notamment auprès des élus et des organismes associés par la présence sur le stand de la Région au Salon AMIF en juillet 2020.
    - Le GIP Maximilien est à disposition des services de la Région pour organiser la présentation des services aux membres de la CAO
    - Le GIP Maximilien propose de mettre une campagne d'information en place auprès de tous les élus régionaux
    - Le GIP propose de former les agents de la région, à la Direction de l'action territoriale pour qu'ils puissent être des relais auprès des collectivités qu'ils accompagnent.
    - Le GIP Maximilien étudiera en 2020 l'extension de son périmètre géographique. Cette ouverture du périmètre géographique permettrait également à Maximilien d'augmenter ses ressources financières.

Concernant l'assise territoriale de Maximilien, le GIP est régulièrement sollicité par des entités non franciliennes. Une ouverture du périmètre géographique permettrait à Maximilien d'augmenter ses ressources financières (avec un modèle économique spécifique, plus couteux que celui proposé aux acteurs franciliens). Le conseil d'Administration a donné, dans ce sens son accord en décembre 2109, pour étudier l'opportunité d'une transformation du GIP actuel en GIP national. Il en résultera une visibilité accrue de ce projet initié en Ile-de-France sur tout le territoire français.

2. **Le Document Unique de Marché Européen (DUME) :** Depuis fin 2014, le GIP Maximilien a beaucoup œuvré pour la simplification tant côté acheteurs que côté opérateurs économiques. Depuis juillet 2018, le DUME électronique a été généralisé pour l'ensemble des acheteurs et le programme "Dites-le-nous une fois" est systématiquement mis en avant.

3. Travailler en collaboration avec le Pôle achats, via le comité éditorial Maximilien, pour faciliter **l'usage du clausier** (fonctionnalité de rédaction administrative des marchés) et adapter son contenu aux remontées des entreprises et aux expériences et expertises des agents de la Région, notamment son besoin de document unique pour les marchés de moins de 40 000 euros. *Cette harmonisation permet à l'entreprise de gagner en lisibilité, et de bénéficier rapidement des avancées du SBA de la Région sur les avances ou d'une meilleure compréhension des variantes, levier d'innovation.* Dans ce cadre, le GIP Maximilien pourra, en 2020, en fonction des besoins exprimés, former les agents de la Région sur la nouvelle version du Clausier qui sera disponible courant 2020.

Siège social : GIP MAXIMILIEN, 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
SIRET 130 018 450 000 10- www.maximilien.fr – contact@maximilien.fr

4. **Moderniser et sécuriser la messagerie sécurisée** de la plateforme de Marchés Publics pour améliorer les échanges entre entreprises et acheteurs.

5. Mettre en œuvre d'une **plateforme de type Echanges Fichiers** pour la transmission sécurisée de pièces volumineuses liées à une consultation donnée, que ce soit coté Acheteurs ou entreprises.

Réponse à l'Objectif du SBA « Mieux informer les TPE-PME sur la commande publique et favoriser le contact entre acheteurs publics et entreprises» :

1. Renforcer **la transparence de la commande publique** : participer aux travaux de la Région sur la data :
   - Participer à l'alimentation de la plateforme open data de la Région Île-de-France avec les données de la commande publique
   - Participer aux travaux de la plateforme Smartidf.services en l'alimentant notamment avec des données clauses sociales, marchés publics et données essentielles.

La donnée représente pour le territoire une opportunité dans l'émergence de nouveaux services plus efficaces et plus efficients. Dans un contexte d'ouverture progressive des données, la mise en conformité avec le cadre règlementaire national et l'acculturation des tous les acteurs aux enjeux de la donnée semble nécessaire. Ce nouvel élan favorisera ainsi les stratégies de territoires intelligents et le GIP Maximilien pourrait travailler avec les acteurs voire alimenter la plateforme open data de la Région Île-de-France. En parallèle, le GIP Maximilien travaille sur un observatoire des données (consultations et contrats) de la commande publique francilienne en partenariat avec ETALAB (data.gouv.fr) et l'OECP (Observatoire économique de la commande publique) de Bercy.

2. Fournir un **appui à la Région pour l'organisation des manifestations** qu'elle pourrait organiser pour :
   - Mettre en avant la programmation achats de la Région présentée par le Pôle achats et les actions de sensibilisation sur la réponse à un marché public
   - Etre un soutien d'évènements, comme la journée Innov'Achat réalisée en 2018 où le GIP Maximilien a contribué en faisant de la mise en relation avec les acheteurs publics membres, en gérant les outils de gestion des RV et en faisant la promotion de la rencontre sur son site web et ses réseaux sociaux, ou en apportant un retour d'expérience sur la dématérialisation.

3. **Utiliser la plateforme Maximilien pour valoriser la programmation achat** de la Région (publication annuelle sur Maximilien, avis d'intentions d'achats). Dans ce cadre, le GIP Maximilien développe en 2020 un nouveau site internet institutionnel qui valorisa les actualités du GIP et de ses membres et permettra un partage de ces informations sur les réseaux professionnels tels que Twitter et LinkedIn.

4. Le GIP Maximilien s'engagera en 2020 à lancer une **expérimentation d'une plateforme de sourcing cognitive**.

5. **Renforcer les liens avec les têtes de réseau et les partenaires de l'Instance Consultative Economique et Sociale** (ICES) pour qu'ils soient un relais vers les entreprises qu'elles fédèrent.

6. Co organiser avec le Pôle achats de la Région **une séance d'information à destination des élus de la CAO sur le service Maximilien i-delibre** qui permet de fournir aux élus un outil itinérant de gestion des séances, permettant de récupérer les documents nécessaires à leur déroulement, de les annoter, et de pouvoir récupérer le compte-rendu de la délibération (les documents finaux), le tout sur un ordinateur ou une tablette.

7. **Organiser une journée régionale de la Démat, le 1er octobre 2020**, qui sera un évènement phare de l'année 2020 et sera l'opportunité de présenter à de nombreux acheteurs (agents et élus), partenaires et entreprises les services proposés. Des tables rondes et ateliers seront proposés et seront basés sur les retours d'expériences d'utilisateurs.

Réponse à l'Objectif du SBA « Faciliter la constitution de GME » :

1. Maximilien poursuivra la **promotion de la fonctionnalité de la bourse à la co-traitance** proposée sur son Portail avec les spécificités développées en 2017 pour les acteurs de l'ESS.
2. Appuyer la Région, via le recensement de bonnes pratiques et la **rédaction de clauses de marchés adaptées,** et notamment ses travaux sur la Mission d'appui au développement des clauses sociales, pour qu'elle puisse offrir des conditions favorables à la constitution de GME.
3. **Faire la promotion d'initiatives telles que celles proposées par les fédérations professionnelles** autour des GME (CPME Paris Île-de-France, CAPEB Grand Paris, FFB Grand Paris), ou d'alternatives comme les coopératives d'entreprises (CAPEB Grande Couronne), des tutoriels ou vidéos témoignages mis à disposition sur le site internet Maximilien. Le GIP Maximilien suivra notamment les travaux menés par la CAPEB Grand Paris sur CAPECOBAT, portail de la rénovation énergétique des logements sociaux.
4. **Suivre les retours d'expériences de la Région** et faire le relais avec l'ICES pour proposer des pistes d'améliorations.

2. Axe 2 : Optimiser la chaîne des achats publics

Réponse à l'Objectif du SBA « Améliorer les délais de paiement aux fournisseurs »

Depuis 2019, de nouveaux services d'administration numérique ont été mis en œuvre. Ce nouveau périmètre permet collectivement de répondre aux exigences du plan de transformation de la commande publique de la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) de Bercy. Le choix du prestataire (Worldline avec comme sous-traitants ATEXO pour le profil acheteur et les outils de dématérialisation et Libriciel Scop pour la partie signature et échange des flux) a aussi été basé sur l'amélioration de la robustesse de la plateforme et la qualité de l'assistance technique (hotline).
Dans ce cadre, le GIP Maximilien proposera en 2020 :

- La poursuite des formations des agents de la Région à S²low pour la **dématérialisation des procédures de contrôle de légalité (Module ACTES).**
- Un accompagnement sera proposé pour le déploiement du **parapheur électronique**. Des formations au parapheur seront programmées.
- En fonction des besoins exprimés, **le module d'exécution administrative des contrats sera présenté (Module Exec).** Un accompagnement à la mise en place et des formations seront présentés et indispensable si la Région souhaite le déployer.
- Maximilien va intégrer sur sa plateforme un **connecteur avec Chorus Pro et les gestions financières,** ce qui permettra l'interconnexion des outils sur les données nécessaires à la

facturation, ce qui participera à la réduction des délais de paiements.
- **Le pack marché** sera mis en œuvre en 2020 et disponible pour faciliter les échanges de données Marchés Publics vers les applications métiers.

Ainsi, aujourd'hui, un adhérent peut traiter sur la plateforme l'ensemble des étapes liées à un marché. Il peut faire du sourcing, rédiger les pièces administratives, passer, organiser sa CAO, attribuer, signer électroniquement et suivre l'exécution de son marché sur la plateforme et enfin envoyer aux services de l'Etat (Contrôle de Légalité et Trésorerie) l'ensemble des pièces de marchés ainsi que d'autres flux.

Réponse à l'Objectif du SBA «Développer le principe d'allotissement »

1. **Les outils Maximilien permettent de rappeler aux acheteurs la nécessité de justifier l'absence d'allotissement et de mesurer l'allotissement**, un retour sur l'impact de ces outils sera organisé afin d'identifier les éventuelles pistes d'amélioration.
2. Maximilien déploiera en 2020 **un mécanisme sur la plateforme de dématérialisation des marchés d'import de lots en masse** et développera **un connecteur entre MPE et l'orchestrateur Pastell** afin d'alimenter automatiquement le Pack Marché et mettre à disposition des acheteurs les pièces de marchés et les métadonnées pour alimenter une GED ou autres applicatifs métiers.

3. Axe 3 : Promouvoir le développement durable

Réponse à l'Objectif du SBA « Soutenir l'emploi des travailleurs handicapés et défavorisés »

Sur le volet social, poursuivre la complémentarité des actions entre la Région et le GIP Maximilien autour de la Mission d'appui au développement des clauses sociales dans les marchés publics confiée par la Direccte Île-de-France et le FSE au GIP :

- **Remonter les bonnes pratiques de la Région** pour réaliser la boîte à outils clauses sociales : partage de méthodologie, gestion prévisionnelle, clauses sociales types, élaboration d'une cartographie des familles d'achats
- **Mettre à disposition de la Région des outils pour atteindre les objectifs du PNAAPD** de 25% de marchés publics comportant des aspects sociaux et 30% des marchés publics comportant des aspects environnementaux à l'horizon 2020.
- **Mettre en relation la Région avec les têtes de réseaux de structures de l'ESS**
- Accompagner la Région, en fonction des besoins, au démarrage des marchés, en organisant **de manière semestrielle une rencontre avec les coordinations départementales des clauses sociales** pour le calibrage de ses clauses sociales.
- Organiser si besoin **un point d'étape de la MACS à destination notamment des élus** franciliens dans les locaux de la Région.
- Dans le cadre des travaux de la MACS et notamment dans le cadre de l'animation de l'équipe projet, **assurer un échange téléphonique régulier avec l'interlocuteur désigné par la Région**.
- **Promouvoir l'Opendata des clauses sociales** de la Région en lien avec les travaux de la Région Île-de-France sur l'Opendata
- **Animation de l'observatoire régional** des clauses sociales basé sur un entrepôt de données mutualisé et des outils de « data visualisation ».
- **Intégrer la Région dans les actions menées par le GIP** sur la pleine exploitation des données essentielles des marchés publics : organisation d'évènements, accompagnement des agents dans l'exploitation des données, mise à disposition d'outils.

Réponse à l'Objectif du SBA « Expérimenter les achats innovants »

1. **Valoriser les expériences de la Région Île-de-France sur les achats innovants**, notamment

lors des Ateliers Achats responsables du GIP.

2. Poursuivre la collaboration avec les acteurs de l'innovation, tel que le Pôle Systematic Paris Région autour du projet SOLAINN
3. Recenser les bonnes pratiques autour des achats innovants via des témoignages, promouvoir l'innovation au sens large, notamment dans les domaines et champ d'intervention de l'ESS (via les Openmap ESS) et du secteur de l'économie circulaire.

En complément,

4. Le GIP Maximilien **lancera un groupe de travail dédié aux achats innovants** qui consistera à la fois en un accompagnement juridique (prise en main du Guide de la DAJ) et de la présentation d'offres sur des familles d'achats déterminés par les membres.
5. Le GIP Maximilien **expérimentera une solution basée sur de l'intelligence artificielle** permettant de répondre à la nécessité croissante d'exploiter les données essentielles afin de « rester compétitives dans une économie de plus en plus numérisée ». Cette solution, à destination des acheteurs publics, permettrait à des non-spécialistes, ayant des connaissances métiers (connaissance du marché, etc.), de participer à la mise en place de projets « data » et d'être mieux outillés dans la préparation de leurs marchés. Cette « expérimentation fera l'objet d'un retour d'expérience en Conseil d'Administration et s'il est concluant pourrait faire l'objet d'un nouveau service proposés aux membres.

II - Déployer de bout en bout la dématérialisation de la chaine d'achat

La plateforme Maximilien est devenue une référence au niveau de l'Etat (DAJ) qui nous associe très régulièrement à ses travaux et notamment dans le cadre du Plan de Transformation Numérique de la Commande Publique (TNCP)**.**
Un des projets retenus dans le cadre de l'appel à projet TNCP est le projet de Transformation Numérique de la Commande publique porté par la DAJ, la DAE et l'AIFE qui vise à dématérialiser, au niveau national, l'ensemble de la chaine de la commande publique en rendant interopérables les plateformes de consultation et de passations de marchés publics.
Le GIP Maximilien est fortement sollicité pour son exemplarité car elle a été la première plateforme à rendre interopérable l'ensemble de ses services avec les autres plateformes et applications métiers.
Ce projet comporte différentes ambitions :

- Pour les acheteurs, l'objectif affiché est de faciliter la visibilité des consultations, **d'augmenter le nombre de réponses et de développer l'environnement concurrentiel** optimisant le prix d'achat et ainsi la gestion des deniers publics.
- Pour les utilisateurs, la cible est bien évidemment la **réduction des ressaisies**.
- Pour les éditeurs, la définition d'un cadre d'interopérabilité favoriserait le développement d'applications dont l'interconnexion serait facile à mettre en place. L'interopérabilité est déclinée dans ses dimensions juridiques, métier, fonctionnelle, applicative et technique. Si la notion d'échange est récurrente, la réalisation des interopérabilités métier, fonctionnelle et technique paraissent devoir s'appuyer une un commun définit par un cadre normatif, qu'il s'agisse de standards ou de règles juridiques
- Pour les opérateurs économiques, l'interopérabilité vise à favoriser l'accès à la Commande Publique et l'identification d'opportunités, et à augmenter ainsi le taux de réponse aux consultations. Par ailleurs, elle vise à réduire la charge administrative des petites et moyennes entreprises en facilitant le dépôt d'une offre depuis n'importe quel profil d'acheteurs, quel que soit le profil d'acheteurs utilisé pour la publication. Elle rend possible l'implémentation d'un « profil d'opérateur économique » : un portail proposant toutes les

fonctions nécessaires aux opérateurs économiques pour participer à une consultation, quelle qu'en soit l'entité publique émettrice.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, le GIP Maximilien :

- Installera en 2020 **un outil de vérification et de signature des documents** de marchés qui sera maintenu par l'Etat plus sécurisé que l'outil actuel.
- Proposera à ses membres **un outil de publicité**, développé dans le cadre du Fond de Transformation de l'Action Publique (FTAP) porté par l'Etat, permettant de diffuser des annonces de publicité au **BOAMP et au JOUE sans surcout**.

III - Mettre en place une mission régionale dédiée à l'intégration des aspects environnementaux et d'économie circulaire dans les achats publics

Les achats publics responsables sont un levier majeur pour la généralisation de la transition écologique. Ils sont vecteurs d'actions concrètes et d'exemplarité, impulsent l'action et le développement des autres acteurs sur les territoires, en particulier les entreprises, et favorisent l'évolution des pratiques vers l'économie circulaire. Ils constituent un outil important pour atteindre les objectifs de la politique environnementale relatifs à l'utilisation des ressources, à la consommation et à la production durable, et au changement climatique.

Au-delà du rôle d'exemplarité du territoire francilien, les volumes d'affaires engagés impactent directement l'offre économique globale et les pratiques des fournisseurs. En utilisant leur pouvoir d'achat pour choisir des biens, des services et des travaux qui ont une incidence réduite sur l'environnement, les autorités publiques peuvent contribuer de manière significative aux objectifs locaux, régionaux et nationaux en matière de durabilité. L'amélioration de la performance de la commande publique en matière d'environnement peut être un important moteur d'innovation et inciter réellement les fournisseurs à mettre au point des produits et services écologiques.

Les récentes réformes de la commande publique en France et en Europe réaffirment le rôle incitatif des marchés publics, qui doivent être mis au service des politiques publiques, notamment en matière de développement durable. Il s'agit également de répondre aux exigences règlementaires de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire promulguée le 10 février 2020, qui comporte des obligations en termes d'achats réemployés ou intégrant des matières premières recyclées ainsi qu'au plan national d'action pour des achats publics durables fixant quant à lui les objectifs suivants d'ici 2020 :

- 30 % des marchés publics doivent avoir une disposition environnementale
- 60 % des organisations publiques (services de l'État, établissements publics, collectivités locales et établissements publics locaux, établissements hospitaliers) sont signataires de la charte pour l'achat public durable en 2020.
- Dès l'étape de la définition du besoin, 100 % des marchés font l'objet d'une analyse approfondie, visant à définir si les objectifs du développement durable peuvent être pris en compte dans le marché.

À l'heure d'un mouvement global, européen et national, de transition vers l'économie circulaire soutenu par la récente publication de la Feuille de Route nationale vers l'Économie Circulaire (FREC) et la loi économie circulaire en cours de préparation par l'État, la Région Ile-de-France elle-aussi se mobilise pour porter cette dynamique sur le territoire francilien, en initiant les travaux d'élaboration de la stratégie régionale d'économie circulaire.

Le Groupement d'Intérêt Public Maximilien, ayant une vocation régionale, fédérant près de 350

acheteurs publics franciliens, jouant un rôle d'ensemblier et d'animation du réseau francilien des achats responsables, et à l'appui de son expérience sur la Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales (MACS) a été sollicité en 2019 pour répondre, aux demandes des acteurs franciliens et ainsi accompagner et faciliter la montée en compétence des acheteurs publics et des entreprises en Ile-de-France.

En partenariat avec la Région, le GIP Maximilien s'engage à développer son action sur l'intégration des aspects environnementaux et d'économie circulaire dans toute la filière des achats publics franciliens dans la mesure où il obtient les cofinancements nécessaires.

Cette nouvelle mission pourrait notamment comprendre les actions suivantes :

- Identifier les secteurs d'activités et marchés qui peuvent être concernés et notamment ceux qui ont des externalités positives sur d'autres marchés ;
- Outiller les acheteurs : diagnostic des besoins, guides, cahiers des charges, formations, référencement des acteurs et des bonnes pratiques, etc. ;
- Mettre les entreprises franciliennes en capacité pour répondre aux marchés publics en lien avec l'environnement et l'économie circulaire : sensibilisation, mise en relation, etc. ;
- Réfléchir au développement d'infrastructures pour promouvoir les pratiques de réemploi /réutilisation : plateforme numérique et physique facilitant la logistique et le stockage, etc. ;
- Consolider une démarche territoriale pour la participation aux Engagements pour la Croissance Verte.

Le premier semestre sera consacré à l'étude de faisabilité de la mise en place de ce projet et à la recherche de financement.

Cette étude portera sur :

- Une proposition de périmètre pour la MACCE
- Un plan d'actions pour la MACCE à minima pour les années 2020 2021 intégrant un calendrier de mise en œuvre des actions et des propositions d'objectifs à atteindre
- Une cartographie des acteurs et ressources mobilisables/à mobiliser
- Des indicateurs pour suivre la bonne réalisation du plan d'actions
- Un budget prévisionnel pour la réalisation de ce plan d'actions

A partir de septembre, la mission sera lancée si le tour de table financier est obtenu.

Financement du plan d'actions :

Pour mener à bien ce plan d'actions, Maximilien a besoin de ressources humaines et financières. Notre fonctionnement repose aujourd'hui sur une équipe très resserrée, en sous-effectif par rapport aux besoins exprimés ci-dessus.

Sur le plan financier, le budget de Maximilien est de 1,6 Millions d'euros dont plus de 60% financées par les contributions des membres (980K€ prévus en 2020) et 7,5 ETP. En comparaison, Territoire Numérique BFC (GIP e-bourgogne) a un budget de 6 Millions d'Euros financés à 70% par des subventions (Région : 1 Million par an, Etat 150 000 € et chaque département donne en moyenne 250 000 € par an) et 20 ETP. Mégalis Bretagne a aussi un budget proche de Territoire Numérique BFC pour 26 ETP.
La forte augmentation des contributions aux budgets 2019 et 2020 couvre uniquement les coûts d'exploitation de la plateforme, ce qui avait été anticipé et prévu.
Tout nouveau projet nécessite un financement supplémentaire.

Nous estimons à environ 350 000 € les besoins d'investissement pour les deux prochaines années et 100 000 € de subvention de fonctionnement annuelle en complément du soutien existant de 200 000€ annuel (40000€ en 2020 et 60000€ en 2021).

Investissement :

Pour 2020 et 2021, la sollicitation des 350 000 € se décompose de la manière suivante :

2020 : Dépenses prévues à hauteur de 200 000 € :

- **Investissements continus** sur la plateforme Maximilien en tenant compte des licences achetées et de son maintien en condition opérationnelle et évolutive.
- Construction un **connecteur entre orchestrateur de données et le profil acheteur** avec un envoi unitaire ou en masse de fichiers pour traitement automatisé dans une application métier (parapheur, délibération, etc.) mais aussi permettre l'envoi des archives de consultation à des fins d'archivage intermédiaire dans une application tierce de type GED (Exemple : Alfresco) ou à des fins d'archivage pérenne.
- Création d'un **espace documentaire de la consultation** pour permettre la gestion des échanges de documents avec des applications tierces et centraliser l'ensemble des documents échangés dans le cadre d'une procédure (DCE, publicités, réponses électroniques, pièces externes).
- Mise en œuvre du « **Pack Marchés** » qui propose un ensemble de flux, et de glaneurs traitant l'ensemble des pièces de marchés susceptibles d'être traitées :
    - en tant que pièces de marchés ;
    - en tant que PES Pjs dans la première phase d'entrée en vigueur du PES Marchés ;
    - et également le PES Marché en tant que tel.
- Expérimentation **d'une plateforme pour analyser les documents et la donnée des marchés publics**, et développer des **méthodes prédictives** dans l'étude et la planification de marchés publics futurs intégrant comme périmètre géographique l'Île-de-France.
- Construction d'un **modèle prédictif sur la planification des marchés récurrents** en utilisant une approche de prévision des séries temporelles et tirer parti des résultats prévus pour aider l'ensemble des acheteurs du GIP Maximilien à mieux s'organiser afin de maximiser la planification des marchés des adhérents permettant ainsi au PME/TPE de mieux s'organiser et de n'avoir pas à répondre dans le même lapse de temps à des marchés similaires.

Siège social : GIP MAXIMILIEN, 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
SIRET 130 018 450 000 10- www.maximilien.fr – contact@maximilien.fr

2021 : Dépenses prévues à hauteur de 150 000 € :

- **Investissements continus** sur la plateforme Maximilien en tenant compte des licences achetées et de son maintien en condition opérationnelle et évolutive.
- Développement d'une « **API Tiers certificateur** » afin de disposer d'un mode intégré entre MPE et e-Attestations.
- Construction d'un système **d'évaluation « fournisseurs »,** interne à la collectivité par saisie des critères et de notations des prestations avec un système d'étoiles et ajouter des pièces jointes pour y communiquer par exemple des comptes rendus.
- Expérimentation d'une **plateforme de sourcing** basée sur l'**Intelligence Artificielle** et **l'analyse des données** au service de la fonction achats pour améliorer la performance et la maitrise des risques.
- Expérimentation de **Machines-Learning** visant à renforcer notre capacité en matière d'élasticité, de gouvernance des données en s'appuyant sur les données essentielles pour permettre et favoriser la collaboration entre plusieurs types d'adhérents.

Pour chacune des expérimentations, le GIP Maximilien montera un groupe de travail avec les adhérents et ces tests feront l'objet d'un audit pour valider les résultats obtenus, la pertinence et le modèle économique associé à chaque plateforme. A l'issue des audits, si les expérimentations sont validées, ces plateformes seront ajoutées à la liste des services proposés par le GIP Maximilien.

Fonctionnement :

Pour 2020, la sollicitation se décompose de la manière suivante :

- 200 000€ pour la mise en œuvre du plan d'action présenté ci-dessus
- 40 000€ pour la mission Clauses Environnementales et circulaires

Pour 2021, la sollicitation se décompose de la manière suivante :

- 200 000€ pour la mise en œuvre du plan d'action présenté ci-dessus
- 60 000€ pour la mission Clauses Environnementales et circulaires

Siège social : GIP MAXIMILIEN, 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
SIRET 130 018 450 000 10- www.maximilien.fr – contact@maximilien.fr

Ci-après le plan de financement détaillé du GIP Maximilien entre 2017 et 2021 :

Budget Macro Annuel Maximilien

	2017	2018	2019	2020	Prév 2021
	Ancienne Plateforme		**Transition**	**Nouvelle Plateforme**	
Nombre Adhérents	175	260	313	360	400
Effectifs (ETP)	7,00	8,00	8,00	8,80	10,00
Budget Annuel	995 700	1 072 000	1 402 500	1 680 000	1 750 000
RECETTES					
Cotisations	460 000	536 000	700 000	980 000	1 000 000
Vente de Certificats	4 200	3 400	2 000		
Subventions CRIDF :					
Investissement	-	-	250 000	200 000	150 000
Fonctionnement	182 500	200 000	200 000	240 000	260 000
Autres subventions :					
Investissement		312 000			
Fonctionnement	349 000		250 000	355 000	415 000
Total Recettes	995 700	1 051 400	1 402 000	1 775 000	1 825 000
DEPENSES					
Plateforme					
Investissement		10 000	565 000	200 000	150 000
Fonctionnement	385 000	375 000	254 000	685 000	685 000
RH	340 000	438 000	450 000	640 000	740 000
Autres Charges	232 500	248 000	100 000	250 000	250 000
Total Dépenses	957 500	1 071 000	1 369 000	1 775 000	1 825 000
Resultat	38 200	- 19 600	33 000	-	-

Contacts :

- Daniel COISSARD – Directeur du GIP Maximilien – daniel.coissard@maximilien.fr
- Sandrine BOUSQUET – Directrice Adjointe – sandrine.bousquet@maximilien.fr

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-287

DU 1 JUILLET 2020

AFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION EN FAVEUR DE LA SECRIF

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.4135-22 à L.4135-25 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CP 2018-051 du 24 janvier 2018 approuvant la convention entre la région Île-de-France et la SECRIF ;

VU la délibération n° CP 2020-079 du 31 janvier 2020 relative à l'attribution d'un premier acompte de subvention en faveur de la SECRIF ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

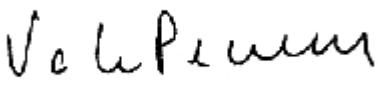
VU le rapport n°CP 2020-287 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'attribuer à la SECRIF un montant de 280 000 euros de subvention correspondant au solde de la dotation inscrite au budget 2020 et d'affecter une autorisation d'engagement de même montant, disponible sur le chapitre 930, code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP021-019 (102019) « Société d'entraide des conseillers régionaux », action 10201901 « SECRIF » du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

02/07/2020 10:17:18

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181809-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-320

DU 1 JUILLET 2020

AFFECTATIONS PROVISIONNELLES ET SPÉCIFIQUES D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DE PROGRAMME SUR LES CHAPITRE 930 ET 900 "SERVICES GÉNÉRAUX". DEUXIÈME RAPPORT 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 20-070 du 31 janvier 2020 relative aux affectations des autorisations de programme et d'engagement sur les chapitres 900 et 930 « Services généraux »,

VU le budget de la région pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-320 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 11 642 400 euros disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux » du budget 2020 pour les dépenses de fonctionnement des services, répartie sur les programmes suivants :

- Programme HP 0202-011 « Charges liées aux immeubles » pour un montant provisionnel de 11 003 400 euros,

- Programme HP 0202-012 « Fonctionnement des services » pour un montant provisionnel de 553 000 euros,

- Programme HP 0202-013 « Véhicules » pour un montant provisionnel de 86 000 euros.

Article 2 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 1 200 euros disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 022 « Conseil économique, social et environnemental régional », programme HP 022-023 « Fonctionnement général du CESER » du budget 2020 pour les dépenses liées au fonctionnement du CESER.

Article 3 :

Affecte une autorisation de programme de 846 000 euros disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-001 « Moyens des services (hors informatique) » pour les dépenses de travaux et d'équipement de la collectivité, dont 73 400 euros à titre provisionnel et 772 600 euros affectés spécifiquement .

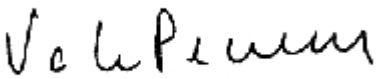
Le montant affecté spécifiquement se répartit comme suit :

- Action 10200101 « Travaux» : 642 600 euros pour la réalisation de travaux d'aménagement, d'adaptation et de mise aux normes sur les bâtiments régionaux,

- Action 10200103 « Matériel et Mobilier » : 130 000 euros pour le mobilier, l'équipement et les matériels techniques régionaux.

.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181917-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-360

DU 1 JUILLET 2020

ATTRIBUTION D'UNE ALLOCATION FORFAITAIRE TÉLÉTRAVAIL POUR LA PÉRIODE DE CONFINEMENT ET D'UNE PRIME COVID-19 - SECTEUR RH

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

CONSIDERANT la mise en télétravail à raison de cinq jours par semaine, à compter du 17 mars 2020 de tous les agents du siège ayant des fonctions télétravaillables ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'article 20 ;

VU la loi n° 84-53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 modifiée d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, notamment l'article 11 ;

VU le décret n° 2016-151 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature, notamment ses articles 6 et 7 ;

VU le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU la délibération n° CR 2017-203 du 20 décembre 2017 portant sur la mise en place du télétravail pour les agents de la région Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-360 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Modifie les dispositions de l'article 3 de la délibération n° CR 2017-203 en ajoutant l'alinéa suivant :
« Décide, au titre de la prise en charge par l'employeur des coûts découlant directement de la systématisation exceptionnelle du télétravail pendant la crise liée au Covid-19, du versement d'une allocation forfaitaire de 100 euros pour participer aux frais des agents de droit public qui ont exercé leurs missions en télétravail pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire ».

Sont concernés les agents de droit public en fonction, et dont l'entrée dans la collectivité est intervenue au plus tard le 1er avril 2020.

Ce versement interviendra en une fois au mois d'août 2020.

Les autres dispositions de la délibération n° CR 2017-203 demeurent inchangées.

Article 2 :

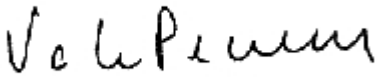
Décide d'instaurer une prime exceptionnelle d'un montant de 200 euros en faveur des agents de droit public pour les sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services pendant l'état d'urgence sanitaire, soit du 24 mars au 10 juillet 2020 : les agents des lycées qui se sont portés volontaires pour préparer les internats faisant l'objet d'une réquisition préfectorale, et les agents du siège et des lycées présents sur site qui ont participé à ou permis la réception et la distribution de produits sanitaires ou alimentaires,

La prime est versée en une seule fois.

Elle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

La Présidente est autorisée à fixer par arrêté la liste des agents concernés et les modalités de versement (en un versement en août 2020) dans le respect des principes définis ci-dessus.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc186073-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-235

DU 1 JUILLET 2020

RAPPORT DONNANT MANDATS SPÉCIAUX AUX ÉLUS RÉGIONAUX - JUILLET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements despersonnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant notamment dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU les arrêtés d'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, notamment l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 04-16 du 22 janvier 2016 relative aux conditions d'exercice du mandat régional et aux conditions de fonctionnement des groupes d'élus ;

VU la délibération n° CP 2020-070 du 31 janvier 2020 portant affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 «Services généraux» ;

VU le budget de la Région pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-235 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

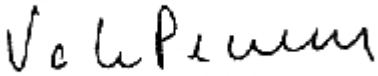
Décide de donner mandat spécial à chaque conseiller régional, mentionné au sein du tableau annexé à la présente délibération, pour représenter la collectivité régionale dans les conditions prévues au sein de ce même tableau.

Autorise la prise en charge, par le budget régional, des dépenses afférentes à ces déplacements et détaillées au sein de ce même tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Les dates de départ et de retour indiquées dans le tableau joint en annexe sont susceptibles d'être ajustées de plus ou moins une journée pour tenir compte des impératifs de début et de fin de mission sur place ainsi que des disponibilités de transport.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc179099-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Tableau annexe CP juillet 2020

TABLEAU CP DU 1er JUILLET 2020

MANDATS SPECIAUX
PROPOSES AU VOTE DE LA COMMISSION PERMANENTE

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSPORT SUR SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
MESADIEU	Anne-Louise	France	Angoulême	Rencontres culturelles dans le cadre de la politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel	28-août-20	02-sept.-20	x	x	x			x
PORTELLI	Florence	France	Angoulême	Rencontres culturelles dans le cadre de la politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel	28-août-20	02-sept.-20	x	x	x			x
DENIZIOT	Pierre	France	Bordeaux	Congrès de l'Union des HLM	21-sept.-20	24-sept.-20	x	x	x			x
MESADIEU	Anne-Louise	Haïti	Port aux Princes	Mission à vocation humanitaire visant notamment à la distribution de masques et de tests	22-juil.-20	31-juil.-20	x	x	x			x
VON EUW	Stéphanie	Allemagne	Sarrebruck	Séminaire Landers Allemands et Régions Francaises	9-sept.-20	10-sept.-20	x	x	x			x

* éventuellement au regard des conditions prévues à la délibération CR 04-16

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-292

DU 1 JUILLET 2020

INTERVENTION RÉGIONALE EN MATIÈRE D'APPRENTISSAGE : SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LES ORGANISMES DE FORMATION, 2ÈME AFFECTATION 2020 ET DIVERSES MESURES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juillet 2007 portant adoption du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 pour une politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-147 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage ;

VU la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018 relative à la modification des conventions types investissement travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis ;

VU la délibération n° CP 2020-110 du 4 mars 2020 relative à l'aide régionale aux investissements dans les organismes de formation – 1ère affectation 2020 et diverses mesures ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-292 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Construction et travaux dans les organismes de formation dispensant des actions de formation par apprentissage

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 031 045,18 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement travaux » adoptée par la délibération n° CP 2020-110 du 4 mars 2020 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 031 045,18 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » – code fonctionnel 12 « apprentissage», programme HP 12-001 (112001) « Construction et travaux dans les CFA », action 11200101 « Construction et travaux dans les CFA » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Convention de transfert de la subvention attribuée par délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018 et dont le versement était subordonné à la convention n° CP 2018-552 06 relative aux travaux d'aménagement des locaux du CFA Rungis Académie

Décide de transférer à l'Association de gestion de Rungis Académie la subvention attribuée antérieurement à l'Association de préfiguration de Rungis Académie pour des travaux d'aménagement des locaux par délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018 susvisée.

Approuve la convention de transfert jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de cette convention et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

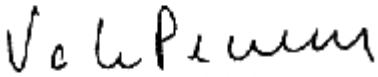
Article 3 : Convention de transfert de la subvention attribuée par délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018 et dont le versement était subordonné à la convention n° CP 2018-552 27 relative à l'acquisition d'équipements pédagogiques pour le CFA Rungis Académie

Décide de transférer à l'Association de gestion de Rungis Académie la subvention attribuée antérieurement, par la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018 susvisée, à l'Association de préfiguration de Rungis Académie pour l'acquisition d'équipements pédagogiques.

Approuve la convention de transfert jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de cette convention et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181380-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets travaux dans les organismes de formation dispensant des actions de formation en apprentissage

Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP 2020-292

DOSSIER N° 20006568 - CFA DE L'AFFIDA - ETUDES, HONORAIRES ET FRAIS DIVERS AVANT TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE NOUVEAUX LOCAUX

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP2020-110 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	300 000,00 € TTC	80,00 %	240 000,00 €
	Montant total de la subvention		240 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION FRANCILIENNE DE FORMATION INTERPROFESSIONNELLE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE (AFFIDA)
Adresse administrative	:	84 BOULEVARD HELOISE 95100 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique	:	Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : études, honoraires et frais divers avant travaux d'aménagement de nouveaux locaux.

Dates prévisionnelles : 2 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : nécessité de prendre en compte les factures relatives aux études, honoraires et frais divers.

Description :

Le CFA AFFIDA forme actuellement environ 465 apprentis pour des formations en commerce, vente, comptabilité et gestion sur deux sites de formation : Argenteuil (95) et La Verrière (78) dont il est locataire. Le CFA se voit contraint, avant septembre 2020, de quitter le site de La Verrière avec 200 apprentis, 30 formateurs et du personnel administratif, car les bâtiments qu'il occupe seront démolis dans le cadre d'un projet d'aménagement urbain par la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la réalisation d'une voie sur l'emprise du CFA. En vue de trouver un nouveau site et de réaliser des travaux d'aménagement de nouveaux locaux, des études, honoraires et frais divers seront pris en charge.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA VERRIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, honoraires et frais divers	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	240 000,00	80,00%
Organisme gestionnaire : emprunt	60 000,00	20,00%
Total	300 000,00	100,00%

Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP 2020-292

DOSSIER N° 19005851 - CENTRE EUROPEEN DE FORMATION PAR ALTERNANCE ET EN APPRENTISSAGE (CEFAA) - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP2020-110 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	137 903,00 € TTC	80,00 %	110 322,00 €
	Montant total de la subvention		110 322,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CENTRE EUROPEEN DE FORMATION PAR ALTERNANCE ET D'APPRENTISSAGE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME (CEFAA)
Adresse administrative	:	22 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux d'aménagement des locaux.

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre d'un projet d'établissement sur la période 2017-2021, le Centre Européen de Formation par Alternance et en Apprentissage (CEFAA) doit pour l'année 2020 réaliser des travaux de sécurité et d'économie d'énergie. Ces travaux concerneront la rénovation et la sécurisation de la verrière, la rénovation des couloirs et des salles de cours, le remplacement des luminaires ainsi que l'intégration d'un système de production d'eau chaude sanitaire dans le cadre du raccordement au réseau de chaleur de Villepinte.

Ces travaux représentent un montant total investissement de 137 903 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le

financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et matériel étanchéité verrière	43 238,00	31,35%
Travaux rénovation couloirs et salles de cours	58 384,00	42,34%
Travaux rénovation luminaires	24 093,00	17,47%
Système production eau chaude	12 188,00	8,84%
Total	137 903,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	110 322,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	27 581,00	20,00%
Total	137 903,00	100,00%

Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP 2020-292

DOSSIER N° 20004169 - CFA PHARMACIE PARIS/ILE-DE-FRANCE - TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE ET DE SECURITE DU RESEAU DE CABLAGE INFORMATIQUE

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP2020-110 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	55 744,00 € TTC	70,00 %	39 021,00 €
	Montant total de la subvention		39 021,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION DES COURS PROFESSIONNELS ET DE PERFECTIONNEMENT POUR LES EMPLOYES ET LES PREPARATEURS EN PHARMACIE (ACPPP)
Adresse administrative	:	59 RUE PLANCHAT 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de mise en conformité et de sécurité du réseau de câblage informatique.

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le CFA de la pharmacie Paris/Ile-de-France, situé à Paris 20ème, forme chaque année plus de 860 jeunes en contrat d'apprentissage et en contrat de professionnalisation. Suite à un audit de l'infrastructure informatique, le CFA doit réaliser des travaux de mise en conformité et en sécurité de son réseau. Ces travaux permettront la sécurisation de la gestion des données, l'alimentation électrique de l'informatique et des vidéos projecteurs ainsi que la couverture wifi et ethernet.

Cet investissement représente un montant de 83 200 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (67 %), est de 55 744 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 55 744 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de câblage informatique	55 744,00	100,00%
Total	55 744,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	39 021,00	70,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	16 723,00	30,00%
Total	55 744,00	100,00%

Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP 2020-292

DOSSIER N° 20004299 - CFA DE L'ASSOCIATION DE FORMATION INTERPROFESSIONNELLE DE POISSY ET ENVIRONS (AFIPE) - TRAVAUX DE RENOVATION DES VERRIERES

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP2020-110 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	176 200,00 € TTC	80,00 %	140 960,00 €
	Montant total de la subvention		140 960,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION DE FORMATION INTERPROFESSIONNELLE DE POISSY ET ENVIRONS (AFIPE)
Adresse administrative	:	7 BIS, ENCLOS DE L'ABBAYE 78300 POISSY
Statut Juridique	:	Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de rénovation des verrières.

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : nécessité de prendre en compte la facture relative à la publication de l'appel d'offres.

Description :

Le CFA de l'AFIPE est situé à Poissy (78). La structure du CFA est constituée de bâtiments entre deux verrières. La première verrière, construite en même temps que le bâtiment principal en 1995, présente de nombreux points d'infiltration d'eau de pluie du fait d'un défaut d'étanchéité général et la seconde verrière, construite en 2006, lors de l'extension du bâtiment, présente également des défauts d'étanchéité qui engendrent des dégradations importantes sur la structure elle-même. L'investissement concernera les frais de publication de l'appel d'offres, la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage et les travaux de rénovation pour un montant total de 176 200 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais publication appel d'offres	2 076,00	1,18%
Mission AMO	5 760,00	3,27%
Travaux de rénovation	168 364,00	95,55%
Total	176 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	140 960,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	35 240,00	20,00%
Total	176 200,00	100,00%

Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP 2020-292

DOSSIER N° 20004486 - CFA DUCRETET ILE-DE-FRANCE - TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN SECURITE DES LOCAUX

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP2020-110 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	150 705,00 € TTC	80,00 %	120 564,00 €
	Montant total de la subvention		120 564,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LA FORMATION DANS LA DISTRIBUTION ET L'INDUSTRIE DES PRODUITS DE L'ELECTRONIQUE GRAND PUBLIC (FODIPEG)
Adresse administrative : 84 RUE VILLENEUVE 92110 CLICHY
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux d'aménagement et de mise en sécurité des locaux.

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le CFA Ducretet est situé à Clichy (92) et forme des apprentis de niveaux 5 à 3 pour les métiers du commerce, de la vente, de l'électricité et de l'électronique.

Le CFA n'ayant pas réalisé de travaux depuis 2001, l'objectif sera l'augmentation de la capacité d'accueil dans les salles de formation passant de 14 places à 20 places par salles (réduction du nombre de salles de 14 à 12 salles), la création d'un plateau pédagogique sur les métiers de la domotique, la création d'un plateau pédagogique sur les métiers de la fibre, la création de 2 salles informatiques permettant la tenue de cours magistraux, la création d'une salle de repos pour les salariés et une salle de repos pour les alternants et la modification de la circulation pour se mettre aux normes de sécurité.

Les travaux comprendront la modification des cloisons et de la circulation du bâtiment, la gestion et modification du câblage électrique et réseaux, le changement complet des luminaires par des dalles led, le changement du revêtement au sol d'environ 80 % de la surface des locaux et la mise en peinture de l'ensemble des cloisons.

Cet investissement est d'un montant total de 177 300 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (85 %), est de 150 705 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 150 705 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cloison et circulation du bâtiment	45 080,00	29,91%
Câblage électrique et réseaux	19 830,00	13,16%
Modification luminaires et pose dalles Led	22 045,00	14,63%
Revêtement de sols	54 770,00	36,34%
Peinture cloisons	8 980,00	5,96%
Total	150 705,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	120 564,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	30 141,00	20,00%
Total	150 705,00	100,00%

Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP 2020-292

DOSSIER N° 20005675 - CFA POUR L'EXPERTISE COMPTABLE - TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE MAITRISE ENERGETIQUE

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP2020-110 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	67 600,00 € TTC	80,00 %	54 080,00 €
	Montant total de la subvention		54 080,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION DES COMPTABLES ENSEIGNEMENT (ACE)
Adresse administrative	:	40 RUE DE LIEGE 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux d'aménagement et de maîtrise énergétique.

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le CFA de l'expertise comptable, situé à Paris 18ème, doit réaliser des travaux d'aménagement des sols et de maîtrise énergétique concernant l'eau et l'électricité afin de maîtriser ses coûts. Les travaux concerneront la rénovation des sols (actuellement recouverts de moquette) pour quelques salles informatiques afin de limiter les coûts d'entretien. Afin de limiter un usage excessif de l'eau, des travaux de plomberie seront réalisés avec l'installation de robinets à boutons poussoirs et le réglage des débits pour une consommation optimale. Enfin, des travaux électriques concerneront la pose d'ampoules led ainsi que les mises aux normes des sonneries du bâtiment (plan particulier de mise en sûreté et incendie) et le système d'accès. Cet investissement représente un montant total de 67 600 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux aménagement des sols	24 000,00	35,50%
Travaux de plomberie	4 000,00	5,92%
Travaux d'électricité	39 600,00	58,58%
Total	67 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	54 080,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	13 520,00	20,00%
Total	67 600,00	100,00%

DOSSIER N° 20009463 - CFA DE LA LIBRAIRIE ET DE LA PAPETERIE DE DETAIL - HONORAIRES ET TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE NOUVEAUX LOCAUX A MAISONS-ALFORT (94)

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP2020-110 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	543 486,96 € TTC	60,00 %	326 098,18 €
	Montant total de la subvention		326 098,18 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INFL (INSTITUT NATIONAL POUR LA FORMATION DE LA LIBRAIRIE)
Adresse administrative : 12 RUE DE VINCENNES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : honoraires et travaux d'aménagement de nouveaux locaux à Maisons-Alfort (94).

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : nécessité de prendre en compte les factures relatives à la publication des appels d'offres.

Description :
Le CFA de la librairie et de la papeterie de détail forme aujourd'hui environ 170 apprenti-e-s aux techniques de l'imprimerie et de l'édition, ainsi qu'aux formations de vente et commerce. Il est situé dans la tour Orion à Montreuil (93) dans des locaux trop petits et vétustes pour l'activité quotidienne de l'école (654 m2).
Le conseil d'administration de l'Institut national pour la formation de la librairie (INFL), organisme gestionnaire du CFA, a décidé de rechercher de nouveaux locaux afin de développer l'apprentissage et la formation continue.
Suite à un projet de librairie-école avec la ville de Maisons-Alfort (94), la commune a proposé des locaux dans le quartier Vert-de-Maisons, dans un immeuble de 4 étages où le CFA disposerait des étages 3 et 4 avec un loyer légèrement inférieur à celui de Montreuil pour une surface plus importante d'environ 1030 m2.
Cet investissement concerne les honoraires et les travaux d'aménagement (maçonnerie, platrerie, faux-plafonds, sols et menuiserie ainsi que l'électricité, plomberie et sanitaires).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires Avocat spécialisé (accompagnement du projet)	13 440,00	2,47%
Honoraires Bureau de contrôle	7 308,00	1,34%
Honoraires SPS (Sécurité et Protection de la Santé)	3 600,00	0,66%
Travaux d'aménagement Lot 1 : installations de chantier, démolitions, cloisons, faux plafonds, sols, menuiseries intérieures	296 763,27	54,60%
Travaux d'aménagement Lot 2 : éléctricité, plomberie, sanitaires	214 310,89	39,43%
Travaux informatiques	8 074,80	1,49%
Total	543 496,96	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	326 098,18	60,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	217 398,78	40,00%
Total	543 496,96	100,00%

Annexe 2 : Convention de transfert de la subvention attribuée par la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018 et dont le versement était subordonné à la convention n° CP 2018-552 06 relative aux travaux d'aménagement des locaux du CFA Rungis Académie

CONVENTION DE TRANSFERT DE LA SUBVENTION ATTRIBUEE PAR DELIBERATION N° CP 2018-552 DU 21 NOVEMBRE 2018 ET DONT LE VERSEMENT ETAIT SUBORDONNE A LA CONVENTION N° CP 2018-552 06 RELATIVE AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX DU CFA RUNGIS ACADEMIE

La région Île-de-France,
dont le siège est situé au 2, rue Simone-Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP 2020-xxx du xxxx
ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

L'Association de Gestion de RUNGIS ACADEMIE
dont le siège est situé au : 3, rue du Caducée – 94154 Rungis Cedex
représentée par Monsieur Stéphane LAYANI en vertu de sa qualité de Président
ci-après dénommé « l'organisme »

D'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

La région Île-de-France et l'association de préfiguration de Rungis Académie ont signé une convention d'investissement (délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018), ayant pour objet l'attribution d'une aide financière régionale d'un montant de 1 709 781 € en faveur du CFA Rungis Académie pour des travaux d'aménagement des locaux.

Les statuts de l'association de préfiguration de Rungis Académie, signés en février 2018, étaient provisoires lors du vote du soutien régional en attendant la création de l'association de gestion de Rungis Académie. Les statuts définitifs de l'association de gestion de Rungis Académie ont été signés le 24 juillet 2018 et l'enregistrement de l'association a été effectué auprès de la préfecture de l'Haÿ-les-Roses le 2 octobre 2018.

Les parties s'entendent pour signer une convention de transfert reprenant les stipulations de la convention d'investissement n° CP 2018-552 06 conclue entre la Région et l'association de préfiguration de Rungis Académie pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert de la subvention à l'association de gestion de Rungis Académie pour un montant de 1 709 781 € correspondant au montant de la subvention initiale.

La présente convention de transfert est rédigée dans le respect des conditions rappelées au règlement d'intervention, adopté par délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016, relatif au dispositif « aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » en vigueur au moment de l'attribution initiale de la subvention ainsi que des règles fixées par le règlement budgétaire et financier du conseil régional prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de transférer la convention d'investissement n° CP 2018-552 06 du 29 janvier 2020 de l'association de préfiguration de Rungis Académie vers l'association de gestion de Rungis Académie.

Le projet des travaux d'aménagement des locaux du CFA, initialement porté par l'association de préfiguration de Rungis Académie, est désormais porté par l'association de gestion de Rungis Académie, qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par la convention d'investissement n° CP 2018-552 06 du 29 janvier 2020.

Article 2 : Références administratives et financières de l'Association de gestion de Rungis Académie

Le versement de la subvention sera effectué sur le compte :

Etabli au nom de : ……

Ouvert à : ……..

RIB : ……

Article 3 : Clauses financières

Les demandes de règlement seront effectuées sous l'entête de l'Association de gestion de Rungis Académie à compter de la date de notification de la présente convention.

Article 4 : Caducité

Les délais de caducité courent à compter de la date d'attribution de la subvention par délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018.

Article 5 :

A compter de la date du transfert, l'association de gestion de Rungis Académie s'engage à reprendre et à respecter les droits et obligations de l'association de préfiguration de Rungis Académie à l'égard de la région Île-de-France conformément aux dispositions de la convention d'investissement n° CP 2018-552 06 du 29 janvier 2020.

Dans tous les articles de la convention n° CP 2018-552 06 du 29 janvier 2020 et de ses annexes, le terme « bénéficiaire » désigne l'association de gestion de Rungis Académie.

Article 6 :

La présente convention prend effet à compter de la date de signature des parties.

Annexe :

- Convention d'investissement n° CP 2018-552 06 du 29 janvier 2020

Fait en 2 exemplaires originaux.

Le _____*(date de signature)*

Pour l'Association de gestion
de Rungis Académie
Le Président

signature revêtue du cachet
de l'organisme bénéficiaire

Le _____*(date de signature)*

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Annexe 3 : Convention de transfert de la subvention attribuée par la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018 et dont le versement était subordonné à la convention n° CP 2018-552 27 relative à l'acquisition d'équipements pédagogiques pour le CFA Rungis Académie

CONVENTION DE TRANSFERT DE LA SUBVENTION ATTRIBUEE PAR DELIBERATION N° CP 2018-552 DU 21 NOVEMBRE 2018 ET DONT LE VERSEMENT ETAIT SUBORDONNE A LA CONVENTION N° CP 2018-552 27 RELATIVE A L'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES POUR LE CFA RUNGIS ACADEMIE

La région Île-de-France,
dont le siège est situé au 2, rue Simone-Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP 2020-xxx du xxxx
ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

L'Association de Gestion de RUNGIS ACADEMIE
dont le siège est situé au : 3, rue du Caducée – 94154 Rungis Cedex
représentée par Monsieur Stéphane LAYANI en vertu de sa qualité de Président
ci-après dénommé « l'organisme »

D'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

La région Île-de-France et l'association de préfiguration de Rungis Académie ont signé une convention d'investissement (délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018), ayant pour objet l'attribution d'une aide financière régionale d'un montant de 287 800 € en faveur du CFA Rungis Académie pour l'acquisition d'équipements pédagogiques.

Les statuts de l'association de préfiguration de Rungis Académie, signés en février 2018, étaient provisoires lors du vote du soutien régional en attendant la création de l'association de gestion de Rungis Académie. Les statuts définitifs de l'association de gestion de Rungis Académie ont été signés le 24 juillet 2018 et l'enregistrement de l'association a été effectué auprès de la préfecture de l'Haÿ-les-Roses le 2 octobre 2018.

Les parties s'entendent pour signer une convention de transfert reprenant les stipulations de la convention d'investissement n° CP 2018-552 27 conclue entre la Région et l'association de préfiguration de Rungis Académie pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert de la subvention à l'association de gestion de Rungis Académie pour un montant de 287 800 € correspondant au montant de la subvention initiale.

La présente convention de transfert est rédigée dans le respect des conditions rappelées au règlement d'intervention, adopté par délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016, relatif au dispositif « aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » en vigueur au moment de l'attribution initiale de la subvention ainsi que des règles fixées par le règlement budgétaire et financier du conseil régional prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de transférer la convention d'investissement n° CP 2018-552 27 du 29 janvier 2020 de l'association de préfiguration de Rungis Académie vers l'association de gestion de Rungis Académie.

Le projet d'acquisition d'équipements pédagogiques, initialement porté par l'association de préfiguration de Rungis Académie, est désormais porté par l'association de gestion de Rungis Académie, qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par la convention d'investissement n° CP 2018-552 27 du 29 janvier 2020.

Article 2 : Références administratives et financières de l'Association de gestion de Rungis Académie

Le versement de la subvention sera effectué sur le compte :

Etabli au nom de : ……

Ouvert à : ……..

RIB : ……...

Article 3 : Clauses financières

Les demandes de règlement seront effectuées sous l'entête de l'Association de gestion de Rungis Académie à compter de la date de notification de la présente convention.

Article 4 : Caducité

Les délais de caducité courent à compter de la date d'attribution de la subvention par délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018.

Article 5 :

A compter de la date du transfert, l'association de gestion de Rungis Académie s'engage à reprendre et à respecter les droits et obligations de l'association de préfiguration de Rungis Académie à l'égard de la région Île-de-France conformément aux dispositions de la convention d'investissement n° CP 2018-552 27 du 29 janvier 2020.

Dans tous les articles de la convention n° CP 2018-552 27 du 29 janvier 2020 et de ses annexes, le terme « bénéficiaire » désigne l'association de gestion de Rungis Académie.

Article 6 :

La présente convention prend effet à compter de la date de signature des parties.

Annexe :

- Convention d'investissement n° CP 2018-552 27 du 29 janvier 2020

Fait en 2 exemplaires originaux.

Le _____*(date de signature)*

Pour l'Association de gestion de Rungis
Académie
Le Président

signature revêtue du cachet
de l'organisme bénéficiaire

Le _____*(date de signature)*

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-193

DU 1 JUILLET 2020

PRIME RÉGIONALE POUR LES EMPLOYEURS D'APPRENTIS POUR 2020 ET AIDE À L'ENTRÉE EN APPRENTISSAGE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, notamment l'article 27 ;

VU le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles ;

VU la délibération n° CR 87-11 du 7 avril 1987 relative à la politique régionale de formation professionnelle et d'apprentissage ;

VU la délibération n° CR 31-06 du 17 mars 2006 relative au dispositif cadre de la prime régionale aux employeurs d'apprentis ;

VU la délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable (investissement, fonctionnement des CFA, primes aux employeurs d'apprentis) ;

VU la délibération n° CR 43-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable (barème, aide aux apprentis, mobilité internationale, développeurs, contrats de développement durable, expérimentations) ;

VU la délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 relative à la réforme de la prime régionale aux employeurs d'apprentis ;

VU la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015 : « La Région s'engage pour l'emploi : aide au recrutement d'apprentis » ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 portant nouvel engagement pour l'apprentissage : plan d'action ;

VU la délibération n° CP 16-268 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage : aide à l'entrée en apprentissage (avances et soldes), ateliers d'animation éducative, mobilité internationale des apprentis (désaffectations de subventions) ;

VU la délibération n° CP 2017-456 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage : aide à l'entrée en apprentissage (avances et soldes) ;

VU la délibération n° CP 2018-438 du 17 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage : aides aux apprentis (avances et soldes), subvention à l''URHAJ (convention), modification de coefficient ;

VU la délibération n° CP 2019-357 du 20 novembre 2019 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage – Aide à l'entrée en apprentissage - Convention portant création de CFA ;

VU la délibération n° CP 2020-007 du 31 janvier 2020 relative à la prime régionale pour les employeurs d'apprentis pour 2020 : 1ère affectation pour l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1ère affectation et à la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-193 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le versement des primes régionales aux employeurs d'apprentis par l'intermédiaire de l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Article 2 :

Affecte un montant de **5 000 000 €** prélevé sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », sous-fonction 12 « apprentissage », programme HP 12-004 (112004) « Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprentis», Action 11200401 « Indemnité Compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis » du budget 2020.

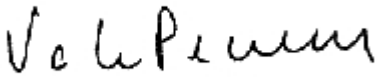
Article 3 :

Décide, au titre du dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage, de verser, aux organismes gestionnaires de CFA mentionnés dans l'annexe à la présente délibération, les soldes correspondant aux années scolaires précisées dans l'annexe précitée.

Affecte une autorisation d'engagement de **388 528 €** disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage», programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage », du budget régional 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, en fonction de l'année scolaire visée à l'annexe à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc178192-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Tableau soldes aide à l'entrée en apprentissage

Aide à l'entrée en apprentissage

SOLDES DE L'ANNEE SCOLAIRE 2013-2014

Organismes gestionnaires	Etablissements	N° de tiers IRIS	montant estimé de la subvention	avance versée	montant réel de la subvention	Nombre d'apprentis	montant du solde	N dossier Iris
AGCFA Saint-Jean	CFA Saint Jean	R18233	30 080,00	24 064,00	32 320,00	110	8 256,00	13014102
			30 080,00	**24 064,00**	**32 320,00**	**110,00**	**8 256,00**	

1 dossiers

SOLDES DE L'ANNEE SCOLAIRE 2015-2016

Organismes gestionnaires	Etablissements	N° de tiers IRIS	montant estimé de la subvention	avance versée	montant réel de la subvention	Nombre d'apprentis concernés	montant du solde	N dossier Iris
AGCFA Saint-Jean	CFA Saint Jean	R18233	30 080,00	24 064,00	26 240,00	84	2 176,00	15009630
			30 080,00	**24 064,00**	**26 240,00**	**84,00**	**2 176,00**	

1 dossiers

SOLDES DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

Organismes gestionnaires	Etablissements	N° de tiers IRIS	montant estimé de la subvention	avance versée	montant réel de la subvention	Nombre d'apprentis concernés	montant du solde	N dossier Iris
AGCFA Saint-Jean	CFA Saint Jean	R18233	26 880,00	21 504,00	28 800,00	90	7 296,00	16009935
			26 880,00	**21 504,00**	**28 800,00**	**90**	**7 296,00**	

1 dossiers

SOLDES DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

Organismes gestionnaires	Etablissements	N° de tiers IRIS	montant estimé de la subvention	avance versée	montant réel de la subvention	Nombre d'apprentis	montant du solde	N dossier Iris
AGCFA Saint-Jean	CFA Saint Jean	R18233	28 800,00	23 040,00	27 840,00	87	4 800,00	17012048
			28 800,00	**23 040,00**	**27 840,00**	**87,00**	**4 800,00**	

1 dossiers

SOLDES DE L'ANNEE SCOLAIRE 2018-2019

Organismes gestionnaires	Etablissements	N° de tiers IRIS	montant estimé de la subvention	avance versée	montant réel de la subvention	Nombre d'apprentis concernés	montant du solde	N dossier Iris
EBP	CFA de la Boulangerie et de la Patisserie	R18894	43 200,00	34 560,00	44 480,00	143	9 920,00	18012640
CEZ	CFA centre d'enseignement zootechnique	R3857	18 840,00	15 072,00	17 520,00	63	2 448,00	18012743
GARAC	CFA du GARAC	R7752	60 340,00	48 272,00	66 140,00	283	17 868,00	18012626
ACPPP	CFA de la Pharmacie Paris Ile de France	R1604	91 200,00	72 960,00	79 360,00	253	6 400,00	18012665
ACE	CFA pour l'Expertise Comptable - ACE	R17933	16 400,00	13 120,00	14 460,00	153	1 340,00	18012675
AUUE	CFA Union des universites	R13011	6 300,00	5 040,00	9 000,00	90	3 960,00	18012624
MECAVENIR	CFAI Mecavenir	R10346	4 000,00	3 200,00	4 000,00	41	800,00	18012680
AFMDCC	CFA Danse Chant Comedie	R25655	19 520,00	15 616,00	22 080,00	69	6 464,00	18012707
IGS	CFA IGS	R1601	30 280,00	24 224,00	28 760,00	283	4 536,00	18012649
PARIS ACADEMIE ENTREPRISES	CFA Paris academie entreprises	R7755	72 200,00	57 760,00	62 980,00	379	5 220,00	18012706
ECO CAMPUS DU BATIMENT - GRAND PARIS	CFA de l'Equipement Electrique (Delepine)	P0036409	45 340,00	36 272,00	42 720,00	156	6 448,00	18012630
AEPO	CFA de l'Optique	R1303	15 680,00	12 544,00	12 800,00	161	256,00	18012634
APHRL	CFA des metiers de l'hotellerie - Mederic	R7387	121 700,00	97 360,00	122 920,00	456	25 560,00	18012667
EPLEA - Lycee agricole et horticole de Saint Germain en Laye - Chambourcy	CFA des Metiers de l'Horticulture et du Cheval	R3665	50 620,00	40 496,00	42 120,00	184	1 624,00	18012662
Animal Pro Formation	CFA Sante Animale	P0017000	30 400,00	24 320,00	29 760,00	103	5 440,00	18012720
Chambre d'apprentissage de la peinture	CFA GPPF Formation (Peinture, vitrerie et du revêtement) - gestes formation	R1625	22 760,00	18 208,00	25 320,00	94	7 112,00	18012625
FORMASUP	CFA Formasup Paris	R9478	5 300,00	4 240,00	7 100,00	71	2 860,00	18012714
CSF	CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris	R1612	77 440,00	61 952,00	65 280,00	214	3 328,00	18012614
AFJS	CFA Omnisports Ile de France	R11427	28 260,00	22 608,00	23 680,00	74	1 072,00	18012669
Association Ingénieurs 2000	CFA Ingenieurs 2000	R17725	6 000,00	4 800,00	5 600,00	56	800,00	18012685
ADMT - EPMTTH	CFA des Metiers de la Table	R8449	144 020,00	115 216,00	120 260,00	538	5 044,00	18012639
CIFCA	CFA des Commerces de l'Alimentation	R1606	24 760,00	19 808,00	26 680,00	115	6 872,00	18012691
CCI Seine et Marne	CFA UTEC de la Chambre de commerce et de l'industrie de Seine et Marne (5 Sites)	R1967	113 320,00	90 656,00	92 020,00	615	1 364,00	18012736
BTP CFA Ile-de-France	CFA du bâtiment Nangis	R1620	63 100,00	50 480,00	52 180,00	190	1 700,00	18012621
BTP CFA Ile-de-France	CFA du bâtiment Brétigny-sur-Orge	R1620	59 520,00	47 616,00	51 520,00	180	3 904,00	18012628
BTP CFA Ile-de-France	CFA du bâtiment Rueil Malmaison	R1620	55 360,00	44 288,00	47 360,00	179	3 072,00	18012651
BTP CFA Ile-de-France	CFA du bâtiment Saint Denis	R1620	38 080,00	30 464,00	37 120,00	148	6 656,00	18012615
BTP CFA Ile-de-France	CFA du bâtiment Noisy-le-Grand	R1620	57 920,00	46 336,00	54 080,00	197	7 744,00	18012643
AIJF Association pour l'insertion des jeunes dans le secteur ferroviaire	CFA ferroviaire	P0016635	51 540,00	41 232,00	62 880,00	238	21 648,00	18012733
AFTRAL	CFA des métiers de la logistique et du transport	R21703	99 480,00	79 584,00	94 980,00	421	15 396,00	18012735
CMA du Val de Marne 94	CFA de la chambre de metiers et de l'artisanat du Val de Marne	R5782	143 760,00	115 008,00	156 200,00	530	41 192,00	18012668
AGEFA PME IDF	CFA AGEFA PME Apprentissage	P0036940	20 820,00	16 656,00	17 600,00	205	944,00	18012650
AFUNA	CFA SUP 2000	R18387	60 200,00	48 160,00	48 400,00	608	240,00	18012620
AFMAE	CFA des Metiers de l'Aerien	R5959	94 320,00	75 456,00	113 300,00	389	37 844,00	18012664
ADFC	CFA Stephenson	R1300	72 360,00	57 888,00	61 400,00	340	3 512,00	18012617
GIP - FCIP	CFA Versailles Académie Avenir Apprentissage - V3A	R25568	110 080,00	88 064,00	151 000,00	700	62 936,00	18012732
AGCFA Saint-Jean	CFA Saint Jean	R18233	27 840,00	22 272,00	30 080,00	102	7 808,00	18012689
AFGD	CFA Commerce, distribution, services - CODIS	R18332	20 700,00	16 560,00	20 860,00	188	4 300,00	18012683
CPOA	CFA des Metiers du BTP - CFM BTP	R22164	17 020,00	13 616,00	16 000,00	103	2 384,00	18012715
IFPM	CFA de l'institut de formation et de perfectionnement aux metiers	R18648	102 500,00	82 000,00	83 860,00	368	1 860,00	18012661
CMA du Val d'Oise 95	CFA de la Chambre de Metiers et de l'Artisanat du Val d'Oise	R7279	212 400,00	169 920,00	181 820,00	729	11 900,00	18012678
INFL	CFA de la Librairie et de la Papeterie de Detail	R1608	22 720,00	18 176,00	22 400,00	74	4 224,00	18012641
			2 377 600,00	**1 902 080,00**	**2 268 080,00**	**10 483,00**	**366 000,00**	

42 dossiers	**Total des avances versées**	**1 994 752,00**
	Total des aides versées aux apprentis	**2 383 280,00**
46 dossiers	**Total des soldes à verser**	**388 528,00**
	Nombre total d'apprentis concernés	**10 854**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-275

DU 1 JUILLET 2020

AFFECTATION POUR UNE SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT AU GIP CARIF DÉFI MÉTIERS, 2ÈME AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au Schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 ;

VU la délibération n° CR 45-13 du 20 juin 2013 relative à l'engagement de la Région pour la formation et au développement de partenariats : chéquier unique VAE avec Pôle emploi, groupement de commandes avec Agefiph, convention constitutive de Défi Métiers ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et au projet éducatif régional;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du contrat de plan État-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelles et à la mobilisation et au renouvellement des conventions : Pôle emploi Île-de-France, Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, Association Régionale des Missions Locales – Formalisation des modalités d'aides aux stagiaires – Mobilisation des espaces de dynamique d'insertion dans le cadre du plan 500 000 ;

VU la délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 portant approbation de la Stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelles 2017-2021 : une ambition pour l'emploi et la croissance, et portant approbation du contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles - CPRDFOP ;

VU la délibération n° CP 2020-024 du 31 janvier 2020 approuvant la Convention d'objectifs et de moyens 2020 entre la Région et le CARIF Défi Métiers et relative à l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement au GIP CARIF Défi Métiers ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU le rapport n°CP 2020-275 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide de participer au financement du GIP CARIF Défi Métiers par l'attribution d'une seconde affectation d'un montant prévisionnel maximum de 584 400 € au titre de la subvention globale de fonctionnement pour l'exercice 2020.

L'ensemble des affectations mentionnées au sein de cet article relève du contrat de plan 2015-2020 :

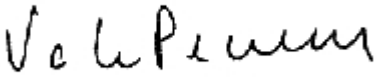
- Volet 5 « Innovation, filières d'avenir et usine du futur ».
- Sous-volet 51 « Filières d'avenir et d'emploi ».
- Projet 51101 « GIP Défi métiers ARACT Ile-de-France et actions sectorielles GPEC ».

Affecte à cet effet trois autorisations d'engagement décomposées comme suit :

- Première autorisation d'engagement d'un montant de 495 600 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 10 « Services communs », programme PR 10-002 (410002) « Mesures transversales », code action 410002085 « Défi métiers » du budget régional 2020.
- Seconde autorisation d'engagement d'un montant de 60 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme PR 28-005 (428005) « Schéma des formations », code action 428005015 « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » du budget régional 2020.
- Troisième autorisation d'engagement d'un montant de 28 800 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme PR 13-003 (413003) « Mesures diverses », code action 413003015 « Mesures diverses » du budget régional 2020.

Ces trois autorisations d'engagement font l'objet de l'annexe annuelle technique et financière à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020

02/07/2020 10:09:21

(référence technique : 075-237500079-20200701-lmc180918-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe annuelle technique et financière

Détail des subventions attribuées
ANNEE 2020 - 2ème affectation

	CP 2020-275 du 1er juillet 2020
Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage	495 600 €
Pôle Lycées	60 000 €
Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **Direction des formations sanitaires et sociales**	28 800 €
TOTAL	584 400 €

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-212

DU 1 JUILLET 2020

NOUVELLE MESURE DU PACTE RÉGIONAL D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPÉTENCES (PRIC) - ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION AGCNAM 2020-2021

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

VU le régime d'aide exempté n° SA.40207, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la Liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la délibération n° CR 59-08 du 17 octobre 2008 relative à la promotion sociale et la sécurisation des parcours professionnels ;

VU la délibération n° CR 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 26 mars 2018 relative à la mise en œuvre du Plan investissement compétence : approbation de la convention et mobilisation du programme acquisition des savoirs de base ;

VU la délibération n° CP 2018-256 du 17 octobre 2018 relative au CNAM – convention triennale 2018-2021 – subvention 2018-2019 et aux actions territorialisées 1e affectation et expérimentales 3e affectation ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-236 du 3 juillet 2019 portant attribution de la subvention ARCNAM 2019-2020 ;

VU la délibération n° CP 2019-353 du 18 septembre 2019 portant diverses mesures pour l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2019-421 du 17 octobre 2019 relatif au programme compétences + : lauréats de l'appel à projet pacte régional investissement dans les compétences (PRIC) ;

VU la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1ère affectation, convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CR 2020-017 du 11 juin 2020 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et convention cadre région Île-de-France - Pôle Emploi 2020/2023 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-212 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le dispositif « Aide à la formation vers un métier en tension » dont le règlement d'intervention en annexe 1 à la présente délibération entre en vigueur le 1er septembre 2020.

Article 2 :

Affecte pour la mesure « Aide à la formation vers un métier en tension » une autorisation d'engagement de 8 000 000 € au titre du Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 115 « Rémunération des stagiaires », programme HP 115-008 (111 008) « Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 111 008 02 « Mesures d'accompagnement des stagiaires », du budget régional 2020.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif "Actions de formation hors-temps de travail et/ou à distance des centres d'enseignement franciliens du Conservatoire National des Arts et Métiers" mises en œuvre par l'AGCNAM Île-de-France, détaillé en annexe 2 à la présente délibération, conformément à la répartition de la subvention figurant en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **2 000 000 €**.

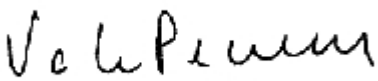
Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention figurant à l'annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte à ce titre, en faveur de l'AGCNAM Île-de-France, une autorisation d'engagement de 2 000 000 €, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-007 (111 007) « Formation des salariés », action 111 007 01 « Formation des salariés » du budget régional 2020, axe de territorialité « Île-de-France ».

Article 4 :

Approuve l'avenant à la convention entre la Région et Social Builder dans le cadre du dispositif « Compétences + » figurant à l'annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc178401-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Règlement d'intervention Aide à la Formation

DISPOSITIF EXPERIMENTAL D'AIDE A LA FORMATION VERS UN METIER EN TENSION
Règlement d'intervention

1) Objectifs

Les formations qualifiantes de certains domaines d'activité souffrent de problèmes récurrents de recrutement du fait de la non-attractivité des métiers. Par ailleurs, certains domaines de formation se révèlent stratégiques au regard de l'évolution des besoins en emploi et compétences sur le territoire régional, notamment au regard des projets à court et moyen termes facteurs d'activité et de croissance pour les entreprises franciliennes et créateurs d'emplois pour les franciliens : Jeux Olympiques et paralympiques, Grands travaux, etc.

Par ailleurs, si la région Île-de-France a dépassé les objectifs d'entrées prévus en 2019 au titre du PRIC, réalisant ainsi 88 733 entrées sur les 70 205 escomptées, pour autant, les acteurs et nombreuses études s'accordent à constater que le nombre de personnes formées chaque année est insuffisant pour couvrir les besoins de compétences ne pouvant être satisfaits par la main d'œuvre qualifiée sur le territoire.

Il est donc essentiel d'inciter les publics les plus éloignés de l'emploi à se former sur des métiers nécessaires à l'activité de ces secteurs, leur garantissant l'accès à l'emploi. Dans le cadre du volet expérimental du PRIC (Pacte régional d'investissement dans les compétences), il est proposé une action nouvelle d'aide à l'entrée en formation, afin de :

- développer l'attractivité des formations sur les domaines souffrant de problématiques de recrutement et/ou identifiés comme créateurs d'emplois pour les franciliens ;
- d'apporter une aide incitative pour les stagiaires rémunérés par la Région au titre du livre III de la sixième partie du Code du travail.

2) Champ des formations couvertes

Les formations visées par cette nouvelle mesure relèvent des domaines d'activité suivants du Programme régional de formation pour l'emploi (PRFE) :

- le bâtiment et les travaux publics ;
- l'industrie ;
- la sécurité ;
- l'hôtellerie-restauration-tourisme ;
- le numérique (informatique) ;
- le sanitaire et social ;
- l'agriculture.

L'ensemble des actions proposées dans le marché PRFE rattachées à l'un de ces secteurs est pris en compte dans le champ des actions éligibles. Elles sont constituées par les lots des organismes de formation mandatés dans ce cadre.

3) Champ des bénéficiaires

Cette aide s'adresse :

- Aux stagiaires du « Programme régional de formation pour l'emploi » (PRFE),
- Dont le 1er jour de formation dans l'un des domaines d'activité susvisés est effectué à compter du 1er septembre 2020 et,
- Rémunérés par la Région au titre du livre III de la sixième partie du Code du travail."

Ces trois conditions sont cumulatives.

4) Modalités de versement de l'aide forfaitaire

Le montant de l'aide s'élève au plus à **1 000 €**. L'aide est versée dans la limite des crédits disponibles.

Pour les stagiaires éligibles dont la formation est d'une durée inférieure ou égale à 600h ou 4 mois (de date à date), une aide de 300 € est versée lors du versement du 1er mois de rémunération stagiaire suivant le 1er jour de formation.

Pour les stagiaires éligibles dont la formation est d'une durée supérieure à 600h ou 4 mois (de date à date), l'aide est versée en deux temps :

- un premier versement de 300€ lors du versement du 1er mois de rémunération stagiaire suivant le 1er jour de formation;
- un second versement d'un montant de 700€ versés à l'issue du dernier jour de la formation et donc lors du versement de la dernière rémunération perçue par le stagiaire au titre de ladite formation.

Ne pouvant être notifiée et versée à titre rétroactif sur des formations déjà démarrées à la date de mise en place de l'aide, la mesure s'applique à toute personne entrant sur l'une des formations considérées à compter du 1er jour d'application du présent règlement.
Elle ne peut être versée qu'une seule fois au bénéficiaire, quel que soit le nombre d'actions suivis dans le cadre du parcours de la personne.

Elle ne donne pas lieu à récupération en cas d'abandon à l'issue du premier versement mais le second versement du solde n'est dans ce cas pas versé.

Cette absence de récupération ne concerne pas les cas de fausses déclarations ayant conduit au versement de l'aide et concernant l'ensemble des aides perçues.

La Région peut décider de ne pas procéder au second versement en cas de d'absences non justifiées pour une durée excédant 15 jours consécutifs ou non sur la durée de la formation ou en cas de manquements au règlement intérieur de l'organisme de formation constatés à deux reprises.

Les versements sont effectués directement aux stagiaires par l'ASP (Agence de Services et de Paiement) en charge pour le compte de la Région du règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle.

5) Modalités de suivi/évaluation

Les stagiaires bénéficiant de cette aide s'engagent à répondre à l'enquête réalisée 6 mois après la formation pour connaître la situation face à l'emploi.

L'ASP s'engage à communiquer la liste anonymisée des bénéficiaires de l'aide tous les 6 mois comprenant les éléments disponibles dans le cadre du présent dispositif :

- situation à l'entrée en formation ;
- nombre d'aides versées par formation ;
- taux de 2nd versement réalisé (pour les formations de plus de 600h).

Une mesure des taux de saturation des places de formation sur les domaines visés par cette nouvelle intervention sera effectuée comparativement aux taux de saturation observé sur les douze/ trente-six mois précédant la mise en œuvre du dispositif afin d'évaluer l'impact de cette aide sur les recrutements.

Annexe 2 : Fiche-projet AGCNAM

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-212

DOSSIER N° 20007166 - Programme régional de formations du CNAM 2020-2021

Dispositif : Soutien des centres régionaux d'enseignement du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) (n° 00000443)
Délibération Cadre : CR59-08 du 17/10/2008
Imputation budgétaire : 931-114-65738-111007-400
Action : 11100701- Formation des salariés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des centres régionaux d'enseignement du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM)	5 911 971,00 € TTC	33,83 %	2 000 000,00 €
		Montant total de la subvention	2 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AGCNAM ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	9 COUR DES PETITES ECURIES 75010 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur SYLVAIN PASCAL, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le financement régional du CNAM permet de financer les 9 centres d'enseignement franciliens, pour accueillir un effectif prévisionnel annuel de 5 007 auditeurs prévisionnels en cours du soir en présentiel et/ou en formation ouverte et à distance, représentant un total de 420 588 unités d'enseignement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Un mode de financement spécifique a été instauré dès l'origine au titre du financement des activités du CNAM en Ile-de-France. Celui-ci s'appuie sur le coût d'enseignement des formations dispensées (titre ingénieurs, licences, masters, doctorats, certificats professionnels labelisés CNAM) ainsi que sur l'effectif prévisionnel d'auditeurs accueilis par les centres relevant de chaque convention.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel enseignant	1 409 499,00	23,84%
Personnel non enseignant	2 152 170,00	36,40%
Fonctionnement	2 350 302,00	39,75%
Total	5 911 971,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Contributions des auditeurs	1 433 242,00	24,24%
Participation de la Région	2 000 000,00	33,83%
Conventions et autres versements entreprises	2 478 729,00	41,93%
Total	5 911 971,00	100,00%

Annexe 3 : Répartition de la subvention AGCNAM

Répartition de la subvention régionale 2020-2021 par centre d’enseignement

Centre d’enseignement	Effectif prévisionnel d'auditeurs	Nombre d'heures moyen par auditeur	Nombre total d'heures	Total UE prévisionnel	Répartition de subvention par centre
Versailles	514	84	43 176	1 028	260 000 €
Cergy-Pontoise	500	84	42 000	1 000	260 000 €
Noisy le Grand	1048	84	88 032	2 096	260 000 €
Saint-Denis	1028	84	86 352	2 056	230 000 €
Fontainebleau-Avon	75	84	6 300	150	160 000 €
Mantes-la-Jolie	69	84	5 796	138	170 000 €
Evry	480	84	40 320	960	260 000 €
Nanterre	1172	84	98 448	2 344	230 000 €
Goussainville	121	84	10 164	242	170 000 €
Total	**5 007**		**420 588**	**10 014**	**2 000 000 €**

Annexe 4 : Convention AGCNAM

CONVENTION N°

Convention de formation professionnelle

Année universitaire	**2020-2021**
Opération	**Programme régional du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM)**

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération n° CP 2020-212 du 1er juillet 2020, ci-après dénommée « la Région »

d'une part, et

La structure gestionnaire :

AGCNAM Ile-de-France

dont le statut juridique est : Association régie par la loi du 1er juillet 1901, publiée au JO du 18 mars 1966

dont le n° SIRET et code APE sont : 785 150 624 / 8559A

dont le siège social est situé au : 9 cours des Petites Ecuries – 75010 Paris

ayant pour représentant : Monsieur Sylvain Pascal, Directeur AGCNAM Île-de-France

ci-après dénommée, « structure gestionnaire »,

d'autre part.

PREAMBULE

Avec sa triple mission de formation, de recherche et de diffusion de la culture scientifique et technique, le CNAM contribue au développement des compétences, au partage des savoirs et à l'innovation.

Le CNAM, grand établissement public de l'État à caractère scientifique, culturel et professionnel, remplit 3 missions :

- la formation tout au long de la vie ;
- la recherche technologique et l'innovation ;
- la diffusion de la culture scientifique et technique.

Depuis les premières lois de décentralisation, la Région Île-de-France participe au financement des programmes d'enseignement du CNAM, mis en œuvre au sein des centres d'enseignement franciliens, en faveur des publics qu'elle a définis.

A noter que, demeurant sous la tutelle pleine et entière du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le Centre d'Enseignement de Paris ainsi que l'ensemble de ses émanations ne sont pas concernés par la présente convention.

De plus, la Région est particulièrement attachée au maintien du principe de territorialisation des centres d'enseignement qui prévaut actuellement. La permanence et la pérennité des différents centres régionaux d'enseignement du CNAM permettent de garantir une couverture cartographique équitable sur l'ensemble du territoire francilien.

La Région veillera à l'application de ce principe dans le suivi de l'exécution de la présente convention afin d'offrir à chaque auditeur francilien la possibilité d'accéder à un centre d'enseignement à moins de 20 minutes de son lieu de résidence ou de son lieu de travail.

Faisant ici l'objet de la présente convention, la structure gestionnaire a sollicité la Région Île-de-France afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional « programme régional du CNAM » adopté par délibération du conseil régional n° CR 59-08 du 16 octobre 2008, relatif à « la promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels ».

L'attribution d'une subvention par la Région ainsi que son versement sont effectuées conformément aux dispositions adoptées en conseil régional (délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Île-de-France), et dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-212 du 1er juillet 2020, la Région a décidé de soutenir, la structure gestionnaire AGCNAM Île-de-France au titre du programme de promotion sociale du CNAM hors-temps de travail et/ou sous forme de Formation Ouverte et à Distance, à destination des franciliens.

La subvention versée à la structure gestionnaire correspond à 33,83% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel en fonctionnement s'élève à 5 911 971,00€.

En conséquence, la Région Île-de-France attribue à la structure gestionnaire susvisée, une subvention d'un montant maximal prévisionnel représentant un montant de 2 000 000,00€, sous réserve de l'agrément délivré par le CNAM, Grand Etablissement Public, sous tutelle du Ministère *de* l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à la structure gestionnaire précitée.

Cette subvention spécifique est répartie à titre prévisionnel et indicatif entre les centres d'enseignement dont la structure gestionnaire a la charge, de la manière suivante :

STRUCTURE GESTIONNAIRE	CENTRE REGIONAL D'ENSEIGNEMENT CNAM [1]	MONTANT PREVISIONNEL DE LA SUBVENTION en €
ARCNAM Île-de-France	CNAM de Versailles	260 000€
	CNAM de Cergy Pontoise	260 000€
	CNAM de Noisy le Grand	260 000€
	CNAM de Saint Denis	230 000€
	CNAM de Fontainebleau-Avon	160 000€
	CNAM de Mantes la Jolie	170 000€
	CNAM de Evry	260 000€
	CNAM de Nanterre	230 000€
	CNAM de Goussainville	170 000€
TOTAL		*2 000 000€*

[1] La structure gestionanire consigne dans le tableau, l'ensemble des centres d'enseignement dont elle a charge en réservant une ligne par centre.

La structure gestionnaire est donc autorisée à répartir le montant de la subvention régionale entre les centres d'enseignement conformément à cette répartition.

A l'exception d'ajustements effectués à la discrétion de la structure gestionnaire dans la stricte limite de 15 % (hausse ou baisse) des montants prévisionnels indiqués pour chaque centre d'enseignement et dans le respect de l'enveloppe financière globale votée, toute autre modification financière de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

En outre, cette modulation ne peut s'effectuer que dans la limite du taux de 80 % du montant global du projet, et en conformité avec les dispositions du règlement d'intervention régional (n°CR 59-08 « Promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels » du 16 octobre 2008), inhérentes au présent programme.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE LA STRUCTURE GESTIONNAIRE

Article 2.1 : obligations relatives au projet subventionné

La structure gestionnaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, l'opération dont le contenu est précisé dans les annexes dénommées « fiche signalétique »

Article 2.2 : obligations relatives a la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

9

Article 2.3 : obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

Article 2.4 : obligations administratives et comptables

- Informer la Région au démarrage de l'opération, en retournant le formulaire prévu à cet effet, ainsi que toute modification relative aux statuts ou relative à l'organisation de l'opération : changement des personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargée(s) de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- Aviser la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière, susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention (ex : perte de l'agrément du CNAM) ;
- Mettre en œuvre les outils de suivi, nécessaires au contrôle de l'utilisation du soutien de la Région aux actions de formation du CNAM dispensées hors-temps de travail et/ou à distance ;
- Transmettre à la Région en fin d'exercice budgétaire, le récapitulatif budgétaire et comptable global et propres à chacun des centres d'enseignement franciliens. Au-delà de la limite de 15 % de variation entre le montant prévisionnel affecté à chaque centre d'enseignement et les dépenses réelles constatées en cours d'exécution de la présente convention, la structure gestionnaire devra saisir la Région afin de procéder à l'adoption d'avenants ;
- Se conformer aux modalités de versement du soutien de la Région aux actions de formation du CNAM dispensées hors-temps de travail et/ou à distance, définies à l'article 3 « dispositions financières » de la présente convention ;
- Concerter la Région, pour tout projet d'implantation d'antenne ou de lieu de formation ouvert, même à titre temporaire, par le centre d'enseignement principal ;
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur ;

- Communiquer à la Région dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes, chargé de certifier les comptes ;
- Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration ;
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou toute personne habilitée à cet effet sur pièces ou sur place, au sujet de la réalisation de l'opération et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- Conserver l'ensemble des documents administratifs et comptables relatifs à l'opération ainsi que toutes les pièces justificatives pendant une durée minimale de 10 ans à compter de l'expiration de la présente convention ;
- Tenir une comptabilité analytique propre à chacun des centres d'enseignement mais aussi globale relatives aux opérations faisant l'objet de la présente convention ;
- Saisir l'ensemble des informations statistiques relatives à l'exécution de la présente convention ainsi qu'à générer la facturation par le biais du système d'information régional SAFIR2.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Article 2.5 : obligations en matière de communication

Afin de participer, à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, la structure gestionnaire s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logotype régional conformément à la charte graphique régionale.

La structure gestionnaire autorise à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats de l'opération subventionnée (publications, y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale de l'opération est interdite.

Si le pourcentage de la subvention régionale est supérieur ou égal à 50 % du budget total de l'opération en fonctionnement, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres financeurs.

Les services concernés de la Région Île-de-France sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller la structure gestionnaire dans sa démarche.

De la même façon, la présence du logotype de la Région Île-de-France est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde de chacun des supports de presse ou d'information, à l'exception des plaquettes.

Toutes correspondances (notamment celles vis-à-vis des auditeurs participant à l'action de formation), mentionnent explicitement l'implication de la Région au financement du fonctionnement du programme de formation.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région Île-de-France est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'action subventionnée, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres financeurs.

De plus, à l'entrée de ses locaux ou sur sa façade, la structure gestionnaire s'engage à faire figurer à côté de sa propre enseigne (son logotype) : « programme régional du CNAM », en y adjoignant le logo de la Région Île-de-France de manière visible.

[2] Suivi des Actions de Formation et d'Insertion en Région

En cas de non-respect de ces obligations par la structure gestionnaire, celle-ci sera contrainte de procéder, à ses frais, à l'ensemble des régularisations demandées par la Région, notamment sous la forme d'article ou de communiqué rectificatif respectant les dispositions du présent article.

Article 2.6 : obligations à l'égard des auditeurs

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à :

- Respecter les dispositions énoncées dans le règlement d'intervention au titre du « programme régional du CNAM », visé dans la délibération susvisée et faisant l'objet de la présente convention ;
- Appliquer les principes adoptés dans le cadre du Service Public Régional de Formation et d'Insertion Professionnelles (SPRFIP) ;
- Respecter également les formalités relatives au suivi des auditeurs accueillis en formation (en présentiel ou sous forme de FOAD). Les feuilles d'émargement utÎles au suivi administratif des auditeurs pendant leur formation, font l'objet d'un traitement centralisé dans le cadre des bilans pédagogiques liés au programme ;
- Remettre à chacun des auditeurs accueillis, le règlement intérieur du centre régional d'enseignement du CNAM, conformément aux dispositions énoncées à l'article L.6352-4 du Code du travail ;
- Permettre aux auditeurs, à l'issue de la réalisation d'accéder aux modalités certificatives permettant de valider leur cursus de formation ;
- S'assurer de la protection sociale des auditeurs
- Respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.
- Respecter les clauses de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel décrites dans l'annexe à la présente convention.

Le responsable de traitement au sens de l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil est la Région Île-de-France, représentée par la présidente du conseil régional, Mme Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la structure gestionnaire est responsable du traitement de données afférentes aux auditeurs accueillis.

Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, les auditeurs bénéficient d'un droit d'accès et de certification aux informations qui les concernent. S'ils souhaitent exercer ce droit pour obtenir communication des informations les concernant, ils doivent en faire la demande par courrier à Pôle Développement - Direction de la Formation Professionnelle, 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Le non-respect par la structure gestionnaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Concernant le plan de financement prévisionnel, la structure gestionnaire s'engage à informer la Région, des autres subventions reçues au titre des actions faisant l'objet de la présente convention et relatives à l'exécution du présent programme de promotion sociale hors-temps de travail et/ou sous forme de FOAD.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, la structure gestionnaire n'a pas transmis à l'administration régionale, de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si la structure gestionnaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage du programme de formation ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, la structure gestionnaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 3.2 : modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande de la structure gestionnaire, par le biais du système d'information régional SAFIR.
- La structure gestionnaire effectue sa demande de versement de subvention à l'aide des formulaires, édités par le biais du système d'information régional SAFIR, dûment complétés, datés, signés et revêtus de son cachet. Elle certifie la réalité de la dépense ainsi que l'affectation de cette dernière à l'action subventionnée.
- Le compte rendu financier est revêtu de la signature du représentant légal de la structure gestionnaire, et de celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes, chargé de certifier les comptes.

Article 3.2.1 : versement d'acomptes

La structure gestionnaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite d'un taux maximal d'acomptes équivalent à 70 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Le montant maximum prévisionnel de la subvention régionale finançant le programme constituant un plafond, la Région Île-de-France ne prendra à sa charge d'éventuels surcoûts.

Le versement d'un acompte est subordonné à la production d'un accusé réception reçu lors du dépôt de l'offre de stage sur la PAR, d'une liste des auditeurs globale et par centre, de bilans d'activité intermédiaires (global et par centre) ainsi que d'un compte rendu financier intermédiaire global.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 70 % du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.2 : versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par la structure gestionnaire de l'achèvement et de la réalisation complète de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production de la convention de stage ou du contrat de travail dument signé(e) téléchargé(e) sur la PAR ou joint à la demande de solde, de comptes rendus financiers (global et par centre) de l'action spécifique subventionnée, des bilans d'activité finals (global et par centre), des listes des auditeurs (globale et par centre).

Les comptes rendus financiers comportent la signature du représentant légal de la structure gestionnaire ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Ces documents doivent être communiqués dans un délai maximal de trois mois à compter de la fin de la période de référence.

Le versement du solde est également subordonné à la présentation d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 3.3 : révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 3.4 : éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'adoption du projet en Commission permanente jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 01/07/2020

Sans préjudice des articles 2.4 et 2.5, elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par la structure gestionnaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à la structure gestionnaire la décision de résiliation.

Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de la structure gestionnaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité du programme de formations réalisé.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par la structure gestionnaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, la structure gestionnaire est invitée à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme sont à la charge de cette dernière.

ARTICLE 7 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent :

- la présente convention,
- la fiche projet,
- le plan de financement global prévisionnel afférent à l'exercice.

ARTICLE 8 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le règlement de tout litige survenant dans l'exécution des dispositions de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

La structure gestionnaire (Nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire) :

Le.....

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Annexe 5 : Avenant Social Builder

AVENANT N°1 A LA CONVENTION S19PRIC94003NR RELATIVE AU PACTE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPETENCES

ENTRE

La région Île de France,
représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France,
agissant en exécution de la délibération n° CP XX du ,
ci-après dénommée « La Région » ;

et

SOCIAL BUILDER
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET est :
dont le siège social est situé au
ayant pour représentant :

ci-après dénommée « le bénéficiaire »

Après avoir rappelé :

Considérant *Rappeler le contexte et les raisons pour lesquelles les parties concluent un avenant à la convention*

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 :

Le présent avenant a pour objet d'autoriser le reversement de la subvention octroyée à SOCIAL BUILDER par la délibération n° CP 2019-545 du 20 novembre 2019

Par conséquent, il modifie les articles 1 et 3 de la convention.

ARTICLE 2 :

L'article 1er est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le bénéficiaire de la subvention SOCIAL BUILDER est autorisé à reverser la subvention à son partenaire dans le cadre du consortium constitué pour la réalisation du projet cité à l'alinéa 1 dans les conditions précisées à l'article 3. »

ARTICLE 3 :

L'article 3 « dispositions financières » est modifié comme suit.

Il est inséré un article 3.0 « Reversement de la subvention» ainsi rédigé :

« La région Île-de-France autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale votée par délibération n° CP 2019-545 du 20 novembre 2019.

L'article 3.2.1 « versement d'un acompte » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le bénéficiaire peut demander le versement d'un acompte à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux d'intervention énoncé à l'article 1.
La demande de versement de l'acompte porté par le bénéficiaire de la subvention précise, dans un état récapitulatif, pour chacun des partenaires membres du consortium :

- Le montant total des dépenses déjà réalisées par chacun des partenaires,
- La nature de la prestation réalisée par le partenaire,
- Le montant de la subvention reversée par le bénéficiaire au titre des prestations réalisées et la date de reversement de la subvention par le bénéficiaire au partenaire.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Cette demande est accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par chacun des partenaires, précisant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le versement de l'acompte est, en plus, subordonné à la production (3 documents) :
- de la demande de versement d'acompte, générée à partir du système d'information de la Région,
- du compte-rendu financier intermédiaire,
- rapport d'activité intermédiaire.

Ces documents doivent comporter la signature du représentant du bénéficiaire de la subvention, le cachet ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté).

Le cumul de l'avance et de l'acompte ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention. »

L'article 3.2.2 « Versement du solde » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le versement du solde de la subvention est effectué sur appel de fonds, signé par le représentant habilité du bénéficiaire, qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération.

Le versement du solde est subordonné à la production :
- des états récapitulatifs prévus à l'article 3.2.1 pour le versement des acomptes,
- de la demande de versement du solde, générée à partir du système d'information de la Région
- du compte rendu financier final,
- du rapport d'activité final.

Ces documents doivent être signés par le représentant habilité du bénéficiaire et l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté).

Ces documents seront adressés à la Région. Ils présenteront la modélisation de principes d'organisation et de fonctionnement de l'action et leur extension possible à d'autres programmes régionaux, à d'autres structures financées par la Région.

Le montant total de la subvention ne dépassera en aucun cas le montant prévisionnel fixé par la convention.

Le comptable assignataire est l'Agence de Services et de Paiement, Délégation régionale Île-de-France, 12 rue Henri Rol-Tanguy, 93555 MONTREUIL cedex. »

L'article 3.4 « éligibilité des dépenses subventionnables » est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Les versements sont effectués sur le compte du bénéficiaire. »

ARTICLE 5 : DATE DE PRISE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de signature.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

Fait à Paris, en X exemplaires, le

Le représentant légal du cocontractant,	La présidente du conseil régional d'Île-de-France

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-280

DU 1 JUILLET 2020

SOUTIEN RÉGIONAL À L'ASSOCIATION RÉGIONALE DES MISSIONS LOCALES ET AUX MISSIONS LOCALES - ÉVOLUTION DU RÉSEAU ET GRATUITÉ DES TRANSPORTS POUR LES JEUNES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment ses articles L.5314-1 et suivants, L.6121-1 et R.5131-6 ;

VU la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 modifiée relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle;

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 modifiée généralisant le revenu de solidarité active et reformant les politiques d'insertion ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au Schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ; prorogée par délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formations des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville : orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif uniques des forfaits Navigo, Navigo solidarité et Imagine R « étudiant » toutes zones ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle : mobilisation et renouvellement des conventions : Pôle emploi Île-de-France, Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, Association Régionale des Missions Locales. Formalisation des modalités d'aides aux stagiaires – Mobilisation des espaces de dynamique d'insertion dans le cadre du plan 500 000 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité ;

VU la délibération n° CP 11-526 du 7 juillet 2011 relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU la délibération n° CP 14-768 du 20 novembre 2014 relative au soutien régional aux missions locales, avance des subventions 2015 et ajustement 2014 ;

VU la délibération n° CP 15-464 du 9 juillet 2015 relative à l'aide au transport des jeunes en insertion : nouvelle convention entre la Région, le STIF, la RATP, SNCF-TRANSILIEN, et l'OPTILE relative aux modalités de financement et de distribution des chèques mobilité ;

VU la délibération n° CP 16-614 du 13 décembre 2016 relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion : renouvellement du conventionnement pour 2017-2019 ;

VU la délibération n° CP 2018-206 du 30 mai 2018 relative au soutien régional aux missions locales, 2ème affectation, évolution du réseau, prorogation de la convention chèque mobilité ;

VU la délibération n° CP 2019-107 du 22 mai 2019 portant approbation du renforcement de la performance dans le pilotage et le financement des missions locales, seconde affectation 2019, et convention constitutive du GIP Ivry-Vitry ;

VU la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 relative au soutien régional à l'Association Régionale des Missions Locales et aux missions locales : conventions, avances et avenant de transfert Hub de la réussite ;

VU la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1ère affectation, convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CP 2020-114 du 4 mars 2020 portant mesures pour la mobilité des jeunes : gratuité des transports - Développeurs de l'apprentissage territorial ;

VU la décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du 6 juillet 2011, portant sur la gratuité des transports pour les jeunes suivis dans le cadre d'un dispositif d'insertion de la région d'Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-280 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Attribution d'une subvention de fonctionnement aux missions locales

Attribue aux missions locales, au titre de l'affectation du solde la subvention globale de fonctionnement 2020, les subventions indiquées en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **10 247 500, 63 €** sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres » programme HP 116-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « Soutien aux missions locales », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1er janvier 2020, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Avenant à la convention triennale 2020-2022, recrutement de stagiaires

Accorde aux missions locales une dérogation exceptionnelle pour réduire le nombre de stagiaires à recruter au titre des subventions accordées par la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 susvisée dans les proportions indiquées dans l'annexe 1 à la présente délibération.

Approuve en conséquence l'avenant à la convention triennale 2020-2022 joint en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 3 : Attribution d'une subvention au titre du dispositif « parrainage »

Attribue aux missions locales, au titre de la seconde affectation 2020 du dispositif « Parrainage », les subventions indiquées en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **275 110 €** sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres » programme HP 116-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « Soutien aux missions locales », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1er janvier 2020, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 : désaffectation de subvention

Désaffecte la totalité de l'autorisation d'engagement d'un montant de 900 000 € prélevée sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres » programme HP 116-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « Soutien aux missions locales », du budget 2020.

Article 5 : Attribution d'une subvention au titre du dispositif « chèque mobilité »

Attribue aux missions locales, au titre de l'affectation 2020 du dispositif « Chèque mobilité », les subventions indiquées en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 1 500 000 € sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres » programme HP 116-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100404 « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1er janvier 2020, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 6 : Approbation de l'avenant de transfert de la mission locale Vitacité

Approuve l'avenant de transfert de la mission locale ViTaCiTé vers la mission locale VITA-LIS, présenté en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Subordonne le versement des subventions initialement attribuées à la mission locale ViTaCiTé à la signature de l'avenant approuvé à l'alinéa 1 du présent article.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1er janvier 2020, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 7 : Approbation de l'avenant de transfert de la mission locale Les Ulis

Approuve l'avenant de transfert de la mission locale Les Ulis vers la mission locale VITA-LIS présenté en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Subordonne le versement des subventions initialement attribuées à la mission locale Les Ulis à la signature de l'avenant approuvé à l'alinéa 1 du présent article.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1er janvier 2020, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 8 : Subvention de fonctionnement ARML

Affecte, au titre la subvention allouée à l'ARML par l'article 2 de la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 susvisée, une deuxième autorisation d'engagement de 180 000 €, disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 116 « Autres », programme HP 116-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation » - Action 11100401 « Soutien aux missions locales » du budget 2020, telle que détaillée dans la fiche-projet jointe en annexe 5 à la présente délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention à compter du 1er janvier 2020 à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 9 : ARML : Avenant à la convention d'objectif et de moyens 2020

Accorde à l'ARML une dérogation exceptionnelle pour réduire le nombre de stagiaires à recruter au titre de la subvention qui lui a été accordée par la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 susvisée.

Modifie la fiche-projet correspondante, telle que figurant en annexe 5 de la présente délibération.

Approuve en conséquence l'avenant figurant en annexe 6 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer

Article 10 : Approbation de l'avenant à la convention triennale 2020-2022, développeur de l'apprentissage

Approuve l'avenant à la convention triennale 2020-2022 relatif au versement de la subvention dédiée au financement du dispositif « Développeur de l'apprentissage », figurant en annexe 7 à la présente délibération.

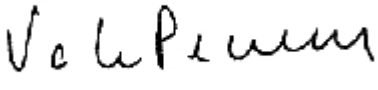
Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant à la convention triennale 2020-2022 joint en annexe 7 à la présente délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1er janvier 2020, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 11 : Gratuité des transports pour les jeunes en insertion

Affecte au titre de l'acompte de la subvention 2020 allouée à Île-de-France Mobilité (ex STIF) pour la mise en œuvre de la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » une autorisation d'engagement de **3 115 460,80** € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 116 « Autres », programme HP 116-004 (111004) « accès à l'information et à l'orientation» - Action 11100404 « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181130-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Tableau financier

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Subvention de fonctionnement 2020 avant application du bonus / malus	Classe	Montant du bonus / malus	Solde de la subvention de fonctionnement 2020 à affecter	Nombre de places parrainage Solde 2020	Solde de la subvention parrainage 2020 à affecter	Solde du plafond "chèques mobilité 2020" à affecter (part Région)	Plafond total Solde 2020 "chèques mobilité" (part Région + STIF)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour 2020 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour le Solde 2020	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages, modifié suite à la situation liée au coronavirus
Mission Locale de Paris	20R75MLPARISF	75	Association Loi 1901	1 268 708,97 €	A	- 49 377,52	1 219 331,45 €	*10*	3 050,00 €	58 740,99 €	*83 915,71 €*	*1 222 381,45 €*	**1 281 122,44 €**	2
Mission Locale du Bassin Chellois	20R77MLCHEF	77	Association Loi 1901	80 511,51 €	C	- 3 160,06	77 351,45 €	*15*	4 575,00 €	4 726,29 €	*6 751,84 €*	*81 926,45 €*	**86 652,74 €**	1
Mission Locale de la Brie et des Morins	20R77MLMORF	77	Association Loi 1901	108 555,74 €	C	-	108 555,74 €	*39*	11 895,00 €	2 163,72 €	*3 091,03 €*	*120 450,74 €*	**122 614,46 €**	1
Mission Locale des Boucles de la Marne	20R77MLBOUF	77	Association Loi 1901	98 445,98 €	C	- 3 810,37	94 635,62 €	*0*	0,00 €	3 485,94 €	*4 979,92 €*	*94 635,62 €*	**98 121,56 €**	1
Maison de l'emploi et de la formation Nord-Est 77 / Département mission locale	20R77MLMEAF	77	Association Loi 1901	149 680,24 €	C	-	149 680,24 €	*7*	2 135,00 €	5 881,68 €	*8 402,40 €*	*151 815,24 €*	**157 696,92 €**	1
Mission Locale du Sud Ouest Seine et Marne / Mission Emploi-Insertion Melun Val de Seine	20R77MLMELF	77	Association Loi 1901	163 193,45 €	C	- 6 618,48	156 574,97 €	*0*	0,00 €	4 160,19 €	*5 943,13 €*	*156 574,97 €*	**160 735,17 €**	1
Mission Locale de la Plaine de France	20R77MLPLAF	77	Groupement d'Interet Public (GIP)	87 544,32 €	C	- 7 100,90	80 443,42 €	*0*	0,00 €	6 068,31 €	*8 669,02 €*	*80 443,42 €*	**86 511,73 €**	1
Maison de l'emploi et de la formation de Sénart / activité mission locale	20R77MLSENF	77	Association Loi 1901	116 889,42 €	D	- 9 481,14	107 408,29 €	*0*	0,00 €	6 188,02 €	*8 840,03 €*	*107 408,29 €*	**113 596,31 €**	1
Mission Locale du Bassin Economique de Montereau	20R77MLMONF	77	Association Loi 1901	90 671,65 €	C	- 7 354,56	83 317,09 €	*48*	14 640,00 €	1 885,62 €	*2 693,74 €*	*97 957,09 €*	**99 842,71 €**	1
Mission Locale de la Seine et du Loing	20R77MLSEIF	77	Association Loi 1901	109 238,98 €	C	- 8 860,59	100 378,38 €	*17*	5 185,00 €	3 242,70 €	*4 632,42 €*	*105 563,38 €*	**108 806,08 €**	1
Mission Locale du Provinois	20R77MLPROF	77	Association Loi 1901	75 864,55 €	C	- 3 076,76	72 787,79 €	*15*	4 575,00 €	3 766,11 €	*5 380,16 €*	*77 362,79 €*	**81 128,90 €**	1
Mission Locale pour l'emploi du Plateau de Brie	20R77MLBRIF	77	Association Loi 1901	112 403,27 €	C	-	112 403,27 €	*15*	4 575,00 €	3 479,95 €	*4 971,35 €*	*116 978,27 €*	**120 458,21 €**	1
ML Paris Vallée de la Marne (ex Mission Locale pour l'Emploi de Marne la Vallée - Val Maubuée)	20R77MLTORF	77	Association Loi 1901	155 537,87 €	D	-	155 537,87 €	*39*	11 895,00 €	9 305,88 €	*13 294,11 €*	*167 432,87 €*	**176 738,74 €**	1
Mission Locale de Saint Quentin en Yvelines et des Environs - SQYWAY 16/25	20R78MLQUEF	78	Association Loi 1901	225 156,02 €	D	17 888,69	243 044,72 €	*0*	0,00 €	15 156,77 €	*21 652,53 €*	*243 044,72 €*	**258 201,49 €**	1
Mission Locale du Mantois	20R78MLMANF	78	Association Loi 1901	217 163,86 €	C	8 520,64	225 684,50 €	*0*	0,00 €	11 361,93 €	*16 231,33 €*	*225 684,50 €*	**237 046,43 €**	1
Mission Locale Intercommunale des Mureaux	20R78MLMURF	78	Association Loi 1901	98 543,11 €	C	3 996,52	102 539,62 €	*0*	0,00 €	7 273,14 €	*10 390,20 €*	*102 539,62 €*	**109 812,76 €**	1
Mission Locale Intercommunale de Poissy - Conflans Sainte Honorine - MLIPC	20R78MLPOIF	78	Association Loi 1901	174 745,91 €	C	6 915,63	181 661,53 €	*0*	0,00 €	8 289,23 €	*11 841,75 €*	*181 661,53 €*	**189 950,76 €**	1
Mission Locale Intercommunale de Rambouillet	20R78MLRAMF	78	Association Loi 1901	66 793,08 €	C	5 417,72	72 210,80 €	*0*	0,00 €	2 837,14 €	*4 053,06 €*	*72 210,80 €*	**75 047,94 €**	1
Mission Locale de Saint Germain en Laye et des communes environnantes	20R78MLGERF	78	Association Loi 1901	54 300,02 €	A	2 142,81	56 442,83 €	*7*	2 135,00 €	2 701,33 €	*3 859,04 €*	*58 577,83 €*	**61 279,16 €**	1
Mission Locale de Sartrouville, Houilles, Maisons-Lafitte, Montesson, Carrières-sur-Seine, Le Mesnil-le-Roi	20R78MLSARF	78	Association Loi 1901	89 628,40 €	C	6 863,22	96 491,62 €	*10*	3 050,00 €	3 993,15 €	*5 704,49 €*	*99 541,62 €*	**103 534,76 €**	1

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Subvention de fonctionnement 2020 avant application du bonus / malus	Classe	Montant du bonus / malus	Solde de la subvention de fonctionnement 2020 à affecter	Nombre de places parrainage Solde 2020	Solde de la subvention parrainage 2020 à affecter	Solde du plafond "chèques mobilité 2020" à affecter (part Région)	Plafond total Solde 2020 "chèques mobilité" (part Région + STIF)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour 2020 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour le Solde 2020	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages, modifié suite à la situation liée au coronavirus
Mission Locale Intercommunale de Versailles	20R78MLVERF	78	Association Loi 1901	97 934,68 €	A	- 7 810,23	90 124,45 €	*25*	7 625,00 €	3 811,05 €	*5 444,36 €*	*97 749,45 €*	**101 560,50 €**	1
Mission Locale Nord-Essonne	20R91MLNORF	91	Association Loi 1901	137 314,67 €	C	5 423,37	142 738,04 €	*43*	13 115,00 €	10 471,93 €	*14 959,90 €*	*155 853,04 €*	**166 324,97 €**	1
Mission Locale des Trois Vallées	20R91MLVALF	91	Association Loi 1901	196 276,24 €	C	15 920,36	212 196,61 €	*0*	0,00 €	10 800,99 €	*15 429,98 €*	*212 196,61 €*	**222 997,60 €**	1
Mission Intercommunale Vers l'Emploi (MIVE)	20R91MLCORF	91	Association Loi 1901	107 225,98 €	D	8 697,32	115 923,29 €	*67*	20 435,00 €	4 928,34 €	*7 040,49 €*	*136 358,29 €*	**141 286,63 €**	1
Mission Locale Sud-Essonne	20R91MLSUDF	91	Association Loi 1901	82 448,86 €	C	6 687,59	89 136,46 €	*20*	6 100,00 €	3 489,96 €	*4 985,66 €*	*95 236,46 €*	**98 726,42 €**	1
Mission Locale d'Evry / DYNAMIQUE EMPLOI	20R91MLEVRF	91	Association Loi 1901	128 880,39 €	D	- 5 138,84	123 741,55 €	*70*	21 350,00 €	7 191,63 €	*10 273,76 €*	*145 091,55 €*	**152 283,18 €**	1
Mission Locale de Grigny	20R91MLGRIF	91	Association Loi 1901	65 481,45 €	B	- 2 655,67	62 825,78 €	*0*	0,00 €	7 076,36 €	*10 109,08 €*	*62 825,78 €*	**69 902,14 €**	1
VITA-LIS au titre de Vitacité	20R91MLVITF	91	Association Loi 1901	189 216,70 €	D	- 15 093,06	174 123,64 €	*0*	0,00 €	2 759,16 €	*3 941,65 €*	*174 123,64 €*	**176 882,79 €**	1
Mission Locale du Val d'Orge	20R91MLORGF	91	Association Loi 1901	117 198,33 €	D	9 506,19	126 704,52 €	*29*	8 845,00 €	10 695,60 €	*15 279,43 €*	*135 549,52 €*	**146 245,13 €**	1
Insertion et Développement (I.D.) du Val d'Yerres Val de Seine	20R91MLYERF	91	Association Loi 1901	151 080,97 €	C	- 6 093,38	144 987,59 €	*0*	0,00 €	13 325,98 €	*19 037,12 €*	*144 987,59 €*	**158 313,57 €**	1
VITA-LIS au titre de la mission Locale Les Ulis	20R91MLVITF	91	Association Loi 1901	95 952,41 €	D	7 782,89	103 735,30 €	*22*	6 710,00 €	8 756,47 €	*12 509,24 €*	*110 445,30 €*	**119 201,77 €**	1
GIP Emploi Vallée Sud Grand Paris	20R92MLEVSF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	241 463,88 €	A	- 19 585,62	221 878,26 €	*0*	0,00 €	14 921,80 €	*21 316,85 €*	*221 878,26 €*	**236 800,05 €**	1
GIP - Mission Locale Intercommunale Asnières sur Seine, Villeneuve La Garenne	20R92MLASVF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	91 313,23 €	D	7 262,22	98 575,45 €	*0*	0,00 €	4 539,14 €	*6 484,48 €*	*98 575,45 €*	**103 114,59 €**	1
Mission Locale de Clichy - Mission Clichoise pour l'Insertion Sociale Professionnelle des Jeunes	20R92MLCLIF	92	Association Loi 1901	72 931,72 €	A	5 717,70	78 649,42 €	*0*	0,00 €	8 091,60 €	*11 559,43 €*	*78 649,42 €*	**86 741,02 €**	1
Mission Locale de Colombes - Association Colombienne pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes de 16 à 25 ans	20R92MLCOLF	92	Association Loi 1901	75 933,05 €	D	3 027,13	78 960,18 €	*9*	2 745,00 €	3 219,53 €	*4 599,32 €*	*81 705,18 €*	**84 924,70 €**	1
Partenaires pour l'emploi - Mission locale Rives de Seine	20R92MLCOUF	92	Association Loi 1901	141 367,72 €	A	10 825,12	152 192,84 €	*0*	0,00 €	3 947,27 €	*5 638,96 €*	*152 192,84 €*	**156 140,11 €**	1
Mission Locale pour l'Insertion Professionnelle et Sociale des Jeunes de Gennevilliers	20R92MLGENF	92	Association Loi 1901	63 008,13 €	B	- 5 110,72	57 897,42 €	*12*	3 660,00 €	1 981,50 €	*2 830,72 €*	*61 557,42 €*	**63 538,92 €**	1
Seine Ouest Entreprise et Emploi / Maison des Entreprises et de l'Emploi / activité Mission locale	20R92MLARSF	92	Association Loi 1901	127 896,92 €	A	- 4 896,80	123 000,12 €	*0*	0,00 €	8 603,80 €	*12 291,14 €*	*123 000,12 €*	**131 603,92 €**	1
Maison de l'emploi et de la formation de Nanterre / activité mission locale	20R92MLNANF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	112 705,27 €	B	4 570,88	117 276,14 €	*10*	3 050,00 €	5 747,54 €	*8 210,77 €*	*120 326,14 €*	**126 073,68 €**	1
Maison de l'Emploi Rueil, Suresnes / activité mission locale	20R92MLRUEF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	52 829,47 €	A	2 022,89	54 852,36 €	*0*	0,00 €	2 970,58 €	*4 243,69 €*	*54 852,36 €*	**57 822,94 €**	1
Mission Locale d'Aubervilliers - A.I.S.P.J.A.	20R93MLAUBF	93	Association Loi 1901	140 514,24 €	B	11 397,39	151 911,63 €	*0*	0,00 €	6 571,48 €	*9 387,83 €*	*151 911,63 €*	**158 483,11 €**	1

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Subvention de fonctionnement 2020 avant application du bonus / malus	Classe	Montant du bonus / malus	Solde de la subvention de fonctionnement 2020 à affecter	Nombre de places parrainage Solde 2020	Solde de la subvention parrainage 2020 à affecter	Solde du plafond "chèques mobilité 2020" à affecter (part Région)	Plafond total Solde 2020 "chèques mobilité" (part Région + STIF)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour 2020 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour le Solde 2020	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages, modifié suite à la situation liée au coronavirus
MDE Convergence Entrepreneurs - Maison de l'Emploi Convergence Entrepreneurs	20R93MLAULF	93	Association Loi 1901	114 200,38 €	B	4 631,51	118 831,89 €	*0*	0,00 €	5 682,15 €	*8 117,35 €*	*118 831,89 €*	**124 514,04 €**	1
Mission Locale Intercommunale de la MIRE Bobigny, Drancy, Le Blanc-Mesnil	20R93MLMIRF	93	Association Loi 1901	294 718,70 €	B	22 917,58	317 636,28 €	*32*	9 760,00 €	12 677,85 €	*18 111,22 €*	*327 396,28 €*	**340 074,13 €**	1
Mission Locale pour l'Emploi de Bondy	20R93MLBONF	93	Association Loi 1901	116 762,63 €	B	- 9 274,09	107 488,54 €	*4*	1 220,00 €	7 395,16 €	*10 564,51 €*	*108 708,54 €*	**116 103,70 €**	1
Mission Locale pour l'Emploi de la Dhuys	20R93MLDHUF	93	Association Loi 1901	132 009,82 €	D	- 5 353,79	126 656,02 €	*5*	1 525,00 €	2 435,78 €	*3 479,69 €*	*128 181,02 €*	**130 616,81 €**	1
Mission Locale Intercommunale de La Courneuve, Le Bourget, Stains et Dugny	20R93MLCOUF	93	Association Loi 1901	120 559,36 €	B	9 714,13	130 273,49 €	*0*	0,00 €	5 991,25 €	*8 558,93 €*	*130 273,49 €*	**136 264,74 €**	1
Mission Intercommunale pour l'Insertion des Jeunes (MIIJ)	20R93MLEPIF	93	Association Loi 1901	138 061,35 €	B	11 198,44	149 259,78 €	*21*	6 405,00 €	20 315,47 €	*29 022,10 €*	*155 664,78 €*	**175 980,25 €**	1
Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93	20R93MLMONF	93	Association Loi 1901	220 753,74 €	D	- 16 904,03	203 849,70 €	*0*	0,00 €	17 124,77 €	*24 463,96 €*	*203 849,70 €*	**220 974,48 €**	1
Mission Locale pour l'Emploi Sud 93	20R93MLSUDF	93	Association Loi 1901	74 573,21 €	D	- 3 024,39	71 548,82 €	*7*	2 135,00 €	8 291,63 €	*11 845,19 €*	*73 683,82 €*	**81 975,45 €**	1
Mission Locale de la Lyr - Pantin, Le Pré St Gervais, Les Lilas	20R93MLLYRF	93	Association Loi 1901	86 485,29 €	D	- 6 622,54	79 862,75 €	*0*	0,00 €	4 564,17 €	*6 520,24 €*	*79 862,75 €*	**84 426,92 €**	1
Mission Locale de la Marne aux Bois	20R93MLROSF	93	Association Loi 1901	105 173,39 €	D	- 4 265,41	100 907,98 €	*12*	3 660,00 €	6 979,32 €	*9 970,46 €*	*104 567,98 €*	**111 547,30 €**	1
Mission Locale Intercommunale de St Denis, Pierrefitte - OBJECTIF EMPLOI	20R93MLDENF	93	Association Loi 1901	229 359,79 €	B	8 781,52	238 141,31 €	*0*	0,00 €	20 591,66 €	*29 416,66 €*	*238 141,31 €*	**258 732,97 €**	1
Mission Locale Intercommunale de Sevran, Tremblay en France, Villepinte	20R93MLTREF	93	Association Loi 1901	156 324,63 €	B	- 6 287,32	150 037,31 €	*0*	0,00 €	16 787,00 €	*23 981,42 €*	*150 037,31 €*	**166 824,31 €**	1
Mission Locale de Gagny, Villemomble, Les Pavillons sous Bois	20R93MLVILF	93	Association Loi 1901	81 185,28 €	D	3 174,39	84 359,67 €	*10*	3 050,00 €	4 755,18 €	*6 793,11 €*	*87 409,67 €*	**92 164,85 €**	1
Mission Locale du Plateau Briard	20R94MLPLAF	94	Association Loi 1901	56 175,19 €	C	4 301,57	60 476,75 €	*5*	1 525,00 €	7 259,53 €	*10 370,75 €*	*62 001,75 €*	**69 261,28 €**	1
Mission Locale Intercommunale du Nord Ouest du Val de Marne (INNOVAM)	20R94MLVALF	94	Association Loi 1901	139 043,30 €	D	5 639,04	144 682,35 €	*15*	4 575,00 €	17 919,58 €	*25 599,40 €*	*149 257,35 €*	**167 176,93 €**	1
Mission Locale d'Orly, Choisy Le Roi, Villeneuve le Roi, Ablon sur Seine (MLOCVA)	20R94MLORLF	94	Association Loi 1901	95 830,27 €	D	- 3 854,77	91 975,50 €	*0*	0,00 €	8 614,67 €	*12 306,67 €*	*91 975,50 €*	**100 590,17 €**	1
A.I.F.P. Mission Locale de la Plaine Centrale du Val de Marne	20R94MLCENF	94	Association Loi 1901	176 322,49 €	D	13 501,75	189 824,24 €	*0*	0,00 €	13 875,68 €	*19 822,40 €*	*189 824,24 €*	**203 699,92 €**	1

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Subvention de fonctionnement 2020 avant application du bonus / malus	Classe	Montant du bonus / malus	Solde de la subvention de fonctionnement 2020 à affecter	Nombre de places parrainage Solde 2020	Solde de la subvention parrainage 2020 à affecter	Solde du plafond "chèques mobilité 2020" à affecter (part Région)	Plafond total Solde 2020 "chèques mobilité" (part Région + STIF)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour 2020 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour le Solde 2020	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages, modifié suite à la situation liée au coronavirus
Mission Locale des Villes du Nord du Bois	20R94MLVNBF	94	Association Loi 1901	61 643,48 €	A	- 2 425,16	59 218,32 €	*15*	4 575,00 €	6 288,94 €	*8 984,20 €*	*63 793,32 €*	**70 082,26 €**	1
Mission Locale de Bièvre Val de Marne	20R94MLBIEF	94	Association Loi 1901	108 802,78 €	D	- 4 387,53	104 415,25 €	*7*	2 135,00 €	4 922,84 €	*7 032,62 €*	*106 550,25 €*	**111 473,09 €**	1
Mission Locale Intercommunale de Maisons Alfort, Charenton Le Pont, Saint-Maur des Fossés, Saint-Maurice	20R94MLALFF	94	Association Loi 1901	84 843,25 €	A	6 881,81	91 725,06 €	*0*	0,00 €	4 405,10 €	*6 292,99 €*	*91 725,06 €*	**96 130,15 €**	1
Mission Locale Intercommunale des Bords de Marne	20R94MLBORF	94	Association Loi 1901	165 206,32 €	C	13 262,39	178 468,70 €	*19*	5 795,00 €	7 450,94 €	*10 644,20 €*	*184 263,70 €*	**191 714,64 €**	1
GIP-Mission Locale Intercommunale de Villeneuve St Georges, Valenton - VIVA	20R94MLVILF	94	Groupement d'Interet Public (GIP)	59 166,28 €	B	- 4 682,00	54 484,28 €	*27*	8 235,00 €	2 718,97 €	*3 884,24 €*	*62 719,28 €*	**65 438,25 €**	1
Mission Locale des Portes de la Brie	20R94MLPORF	94	Association Loi 1901	68 469,31 €	C	- 5 553,68	62 915,62 €	*15*	4 575,00 €	2 846,17 €	*4 065,96 €*	*67 490,62 €*	**70 336,79 €**	1
Mission Locale Intercommunale d'Ivry-Vitry / GIP d'Ivry-Vitry	20R94MLIVRF	94	Groupement d'Interet Public (GIP)	169 593,99 €	D	- 13 432,74	156 161,25 €	*83*	25 315,00 €	7 570,77 €	*10 815,39 €*	*181 476,25 €*	**189 047,02 €**	1
Hub de la Réussite - Mission Locale Nord Val D'Oise	20R95MLBEAF	95	Association Loi 1901	98 493,05 €	C	3 994,49	102 487,53 €	*17*	5 185,00 €	3 530,47 €	*5 043,53 €*	*107 672,53 €*	**111 203,00 €**	1
Mission Locale Argenteuil-Bezons	20R95MLABEF	95	Association Loi 1901	168 599,03 €	D	6 455,17	175 054,20 €	*12*	3 660,00 €	14 163,15 €	*20 233,07 €*	*178 714,20 €*	**192 877,34 €**	1
Mission Locale Agir pour la Valorisation par l'Emploi et les Compétences - A.V.E.C.	20R95MLCERF	95	Association Loi 1901	206 715,17 €	D	8 198,08	214 913,26 €	*0*	0,00 €	10 750,14 €	*15 357,34 €*	*214 913,26 €*	**225 663,40 €**	1
Mission Locale de la Vallée de Montmorency	20R95MLMONF	95	Association Loi 1901	187 826,10 €	C	- 14 427,57	173 398,53 €	*0*	0,00 €	8 318,75 €	*11 883,93 €*	*173 398,53 €*	**181 717,28 €**	1
Mission Locale SeinOise	20R95MLSEIF	95	Association Loi 1901	119 235,36 €	C	4 835,71	124 071,07 €	*19*	5 795,00 €	12 122,42 €	*17 317,74 €*	*129 866,07 €*	**141 988,49 €**	1
A.I.S.P.J. - Mission Locale Val d'Oise Est	20R95MLVALF	95	Association Loi 1901	323 164,45 €	B	- 12 527,31	310 637,13 €	*38*	11 590,00 €	19 960,13 €	*28 514,47 €*	*322 227,13 €*	**342 187,26 €**	1
Mission Locale de Taverny - G.I.P. Insertion	20R95MLTAVF	95	Groupement d'Interet Public (GIP)	58 151,96 €	C	- 2 326,17	55 825,79 €	*10*	3 050,00 €	5 080,57 €	*7 257,95 €*	*58 875,79 €*	**63 956,36 €**	1
totaux							10 247 500,63 €	*902*	275 110,00 €	600 000,00 €	857 142,81 €	10 522 610,63 €	**11 122 610,63 €**	73

Annexe 2 : Avenant à la convention triennale 2020-2022, recrutement des stagiaires

REGION ILE DE FRANCE
Pôle Formation Professionnelle Apprentissage
Direction des Parcours Professionnels

Avenant à la convention triennale 2020-2022
Recrutement de stagiaires

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-280 du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé :
dont le statut juridique est : .....
dont le n° SIRET est .....
dont le siège social est situé au : .....
.....
ayant pour représentant (nom et qualité) : .....
.....
ci-après dénommé « la structure bénéficiaire »

d'autre part,

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;
VU la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 relative au soutien régional aux Missions Locales ;
VU la délibération n° CP 2020-280 du 1er juillet 2020 relative au soutien régional à l'Association Régionale des Missions locales et aux Missions Locales, et gratuité des transports pour les jeunes

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Pour l'année 2020, à titre exceptionnel, et en raison des difficultés de recrutement des stagiaires, le nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de l'obligation relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » est modifié comme indiqué dans l'annexe 5 technique et financière à la convention triennale.

ARTICLE 2

Toutes les autres dispositions de la convention et de l'avenant n°1 non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

Fait en 3 exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le ..... Le .....
Pour la Structure ([1]) La présidente du conseil régional,

(Nom du signataire, titre, signature
et cachet de la structure support)

Annexe 3 : Avenant de transfert ML ViTaCiTé

SOUTIEN REGIONAL AUX MISSIONS LOCALES

AVENANT DE TRANSFERT

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen Sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-280 du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : **VITACITÉ, LA MISSION LOCALE** .....
dont le statut juridique est une : Association loi 1901 .....
dont le n° SIRET est 379.070.568.000.17
dont le siège social est situé au : 10 avenue du Noyer Lambert 91300 MASSY .....
ayant pour représentant : Madame Fabienne SCHREMPP, Directrice .....
ci-après dénommé « la structure bénéficiaire »

L'organisme dénommé : **, VITA-LIS, MISSION LOCALE PARIS SACLAY** .....
dont le statut juridique est une : Association loi 1901 .....
dont le n° SIRET est 879 255 685 000 15
dont le siège social est situé au : Parc Club Orsay Université 1 rue Jean Rostand 91400 ORSAY....
ayant pour représentant : Madame Alexandra VIDAL, Directrice .....
ci-après dénommé « la structure bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Dans le prolongement de la politique conduite par l'Etat et la Région Ile de France, depuis 2016, sur la restructuration des Missions Locales, la Communauté d'agglomération Paris-Saclay a réaffirmé, en 2019, sa volonté de parvenir à une organisation territoriale et fonctionnelle plus efficiente, grâce à la mise en commun des moyens des Missions Locales.

Dans cette perspective, VITA-CITE, la Mission Locale et la Mission locale des ULIS ont convenu du transfert de leurs activités d'insertion sociale et professionnelle des jeunes au profit d'une Mission Locale unique, VITA-LIS, MISSION LOCALE PARIS SACLAY, créée à cette fin.

Aussi, les missions locales « VITACITE la mission locale » et la MISSION LOCALE DES ULIS ont conclu un traité de fusion avec l'association VITA-LIS Mission Locale Paris Saclay. Le présent avenant porte sur le traité de fusion entre la mission locale « VITACITE, la mission locale » et l'association VITA-LIS, Mission locale Paris Saclay.

Le présent avenant de transfert porte sur la mission locale « VITACITE la Mission locale ».

VU la délibération n° CP 20-058 du 31 janvier 2020 par laquelle la Région a renouvelé la convention triennale relative au soutien régional aux missions locales, de partenariat et de financement 2020-2022, convention **N° 20R91MLMASF** signée le 25 février 2020 par Madame Fabienne SCHREMPP, Directrice, par délégation du Président de VITACITE, la mission locale, Monsieur Pierre COSTI ;

Vu la délibération n° CR 185-16 du 17 novembre 2016 par laquelle la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2017 ;

Vu la délibération n° CP 2017-219 du 17 mai 2017 par laquelle la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2017 ;

Vu la délibération n° CP 2017-563 du 22 novembre 2017 par laquelle la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2018 ;

Vu la délibération n° CP 2018-206 du 30 mai 2018 par laquelle la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2018 ;

Vu la délibération n° CP 2018-535 du 21 novembre 2018 par laquelle la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2019 ;

Vu la délibération n° CP 2019-107 du 22 mai 2019 par laquelle la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2019 ;

Vu la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 par laquelle la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2020 ;

Vu la délibération n° CP 2020-114 du 04 mars 2020 par laquelle la Région a intégré le dispositif « développeurs de l'apprentissage » dans la convention triennale 2020-2022 ;

Vu la délibération n° CP 2020-XXdu 1er juillet 2020 par laquelle la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2019 ;

Vu la délibération de l'assemblée générale extraordinaire de l'association VITACITE, la Mission locale du 27 février 2020 ;

Vu la délibération de l'assemblée générale extraordinaire l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay du 27 février 2020 ;

Vu le traité de fusion du 27 février 2020 conclu entre l'association VITACITE, la Mission locale et l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay, entériné par leur assemblées générales extraordinaires respectives en date du 27 février 2020,;

Vu le traite de fusion du 27 février 2020 conclu entre l'association VITACITE, la mission locale et l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay par lequel l'association VITACITE, la mission locale est dissoute de plein droit et sans liquidation, d'une part, et les actes portant reprise des compétences et des subventions précédemment attribuées à l'association VITACITE, la Mission locale sont transférés à l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay à compter du 1er mars 2020, d'autre part ;

Vu les statuts de l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay adoptés lors de l'Assemblée Générale extraordinaire du 27 février 2020 (récépissé n° W913012556 de déclaration de l'association auprès de la sous-préfecture de l'Essonne du 16/10/2019 et publication au Journal officiel le 19 octobre 2019) ;

La Région et la structure bénéficiaire sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1

Le présent avenant porte sur le traité de fusion conclu entre l'association VITACITE, la mission locale et l'association VTA-LIS Mission locale Paris Saclay.

La Région prend en compte les conséquences résultant du traité de fusion précité conclu entre l'association VITACITE, la mission locale et l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay.

- l'association VITACITE, la Mission locale transfère l'ensemble de ses droits et obligations à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention triennale 2020-2022 n° 20R91MLMASF et ses avenants, à l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay qui les reprend et s'engage à les respecter ;

- le périmètre d'intervention de l'association VITACITE, la mission locale est transféré à l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay qui s'engage à y exercer ses missions conformément aux dispositions de la convention triennale 2020-2022 et ses avenants précités ;

- le transfert des subventions attribuées et non encore versées à l'association VITACITE, la Mission locale au titre de la convention triennale 20R91MLMASF à l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay avant l'entrée en vigueur de la fusion au 1er mars 2020.

ARTICLE 2

Les subventions étant en cours d'exécution, le paiement des subventions faisant l'objet du présent avenant seront payés par l'Agence de Services et de Paiement.

ARTICLE 3

Les conditions d'exécution administrative, pédagogique et financière des conventions prévues initialement demeurent inchangées.

ARTICLE 4

Le présent avenant de transfert :
- subit toutes les clauses non modifiées par les articles précédents applicables aux subventions d'origine auxquels il se rattache directement ;
- constitue une pièce contractuelle ;
- opère une continuité matérielle absolue avec les conventions originales.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France et par délégation

Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire

et cachet du bénéficiaire)

Annexe 4 : Avenant de transfert Les Ulis

SOUTIEN REGIONAL AUX MISSIONS LOCALES

AVENANT DE TRANSFERT

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen Sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-280 du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : **LA MISSION LOCALE DES ULIS** .....
dont le statut juridique est une : Association loi 1901 .....
dont le n° SIRET est 387 916 661 000 29
dont le siège social est situé au : 1 rue de l'Aube 91940 LES ULIS .....
ayant pour représentant : Madame Alexandra VIDAL, Directrice .....
ci-après dénommé « la structure bénéficiaire »

L'organisme dénommé : **, VITA-LIS, MISSION LOCALE PARIS SACLAY** .....
dont le statut juridique est une : Association loi 1901 .....
dont le n° SIRET est 879 255 685 000 15
dont le siège social est situé au : Parc Club Orsay Université 1 rue Jean Rostand 91400 ORSAY....
ayant pour représentant : Madame Alexandra VIDAL, Directrice .....
ci-après dénommé « la structure bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Dans le prolongement de la politique conduite par l'Etat et la Région Ile de France, depuis 2016, sur la restructuration des Missions Locales, la Communauté d'agglomération Paris-Saclay a réaffirmé, en 2019, sa volonté de parvenir à une organisation territoriale et fonctionnelle plus efficiente, grâce à la mise en commun des moyens des Missions Locales.

Dans cette perspective, VITA-CITE, la Mission Locale et la Mission locale des ULIS ont convenu du transfert de leurs activités d'insertion sociale et professionnelle des jeunes au profit d'une Mission Locale unique, VITA-LIS, MISSION LOCALE PARIS SACLAY, créée à cette fin.

Aussi, les missions locales « VITACITE la mission locale » et la MISSION LOCALE DES ULIS ont conclu un traité de fusion avec l'association VITA-LIS Mission Locale Paris Saclay. Le présent avenant porte sur le traité de fusion entre la mission locale des Ulis et l'association VITA-LIS, Mission locale Paris Saclay.

Le présent avenant de transfert porte sur la mission locale des Ulis.

VU la délibération n° CP 20-058 du 31 janvier 2020 par laquelle la Région a renouvelé la convention triennale relative au soutien régional aux missions locales, de partenariat et de financement 2020-2022, convention **N° 20R91MLULIF** signée le 8 avril 2020 par Monsieur BABACAR FALL, Président de la mission locale des Ulis;

Vu la délibération n° CR 185-16 du 17 novembre 2016 par laquelle la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2017 ;

Vu la délibération n° CP 2017-219 du 17 mai 2017 par laquelle la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2017 ;

Vu la délibération n° CP 2017-563 du 22 novembre 2017 par laquelle la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2018 ;

Vu la délibération n° CP 2018-206 du 30 mai 2018 par laquelle la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2018 ;

Vu la délibération n° CP 2018-535 du 21 novembre 2018 par laquelle la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2019 ;

Vu la délibération n° CP 2019-107 du 22 mai 2019 par laquelle la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2019 ;

Vu la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 par laquelle la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2020 ;

Vu la délibération n° CP 2020-114 du 04 mars 2020 par laquelle la Région a intégré le dispositif « développeurs de l'apprentissage » dans la convention triennale 2020-2022 ;

Vu la délibération n° CP 2020-XXdu 1er juillet 2020 par laquelle la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2019 ;

Vu la délibération de l'assemblée générale extraordinaire de la mission locale des Ulis du 27 février 2020 ;

Vu la délibération de l'assemblée générale extraordinaire l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay du 27 février 2020 ;

Vu le traité de fusion du 27 février 2020 conclu entre l'association VITACITE, la Mission locale et la Mission locale des Ulis entériné par leur assemblées générales extraordinaires respectives en date du 27 février 2020,

Vu le traite de fusion du 27 février 2020 conclu entre la mission locale des Ulis et l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay par lequel la mission locale des Ulis est dissoute de plein droit et sans liquidation, d'une part, et les actes portant reprise des compétences et des subventions précédemment attribuées à la mission locale des Ulis sont transférés à l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay à compter du 1er mars 2020, d'autre part ;

Vu les statuts de l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay adoptés lors de l'Assemblée Générale extraordinaire du 27 février 2020 (récépissé n° W913012556 de déclaration de l'association auprès de la sous-préfecture de l'Essonne du 16/10/2019 et publication au Journal officiel le 19 octobre 2019) ;

La Région et la structure bénéficiaire sont convenues de ce qui suit :
ARTICLE 1

Le présent avenant porte sur le traité de fusion conclu entre la mission locale des Ulis et l'association VTA-LIS Mission locale Paris Saclay.

La Région prend en compte les conséquences résultant du traité de fusion précité conclu entre la mission locale des Ulis et l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay.

- la Mission locale des Ulis transfère l'ensemble de ses droits et obligations à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention triennale 2020-2022 n° 20R91MLULIF et ses avenants, à l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay qui les reprend et s'engage à les respecter ;

- le périmètre d'intervention de la Mission locale des Ulis est transféré à l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay qui s'engage à y exercer ses missions conformément aux dispositions de la convention triennale 2020-2022 et ses avenants précités ;

- le transfert des subventions attribuées et non encore versées à la Mission locale des Ulis au titre de la convention triennale 20R91MLULIF à l'association VITA-LIS Mission locale Paris Saclay avant l'entrée en vigueur de la fusion au 1er mars 2020

ARTICLE 2

Les subventions étant en cours d'exécution, le paiement des subventions faisant l'objet du présent avenant seront payés par l'Agence de Services et de Paiement.

ARTICLE 3

Les conditions d'exécution administrative, pédagogique et financière des conventions prévues initialement demeurent inchangées.

ARTICLE 4

Le présent avenant de transfert :
- subit toutes les clauses non modifiées par les articles précédents applicables aux subventions d'origine auxquels il se rattache directement ;
- constitue une pièce contractuelle ;
- opère une continuité matérielle absolue avec les conventions originales.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France et par délégation

Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Annexe 5 : Fiche-projet ARML

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-280

DOSSIER N° 20000192 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2020 ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES - SOLDE

Dispositif : Soutien à l'association régionale des missions locales ARML IDF (n° 00000852)
Délibération Cadre : CP2020-058 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 931-116-6574-111004-400
Action : 11100401- Soutien aux missions locales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'association régionale des missions locales ARML IDF	1 412 000,00 € TTC	12,75 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOC REGIONALE MISSIONS LOCALES PAIO
Adresse administrative	:	22 RUE DEPARCIEUX 75014 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jacques CROSNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : en raison de la nature de la subvention, subvention de fonctionnement, le démarrage anticipé est pris en compte dès le 01/01/2020. En tant que tête de réseau régionale des missions locales, il n'y a pas de rupture d'activité dans le cadre des missions confiées à l'ARML par la Région sur le champ de l'animation régionale de missions locales.

Description :
L'ARML assure un rôle de représentation du réseau des missions locales d'Ile-de-France vis-à-vis des partenaires et financeurs. Elle a en charge les relations institutionnelles ainsi que la communication vers et pour le réseau des missions locales en Ile-de-France. Elle assure le portage de dossiers thématiques, avec pour objectifs prioritaires pour 2020 :

- Faciliter l'appropriation du contenu de l'offre de formation de la Région par les missions locales afin d'améliorer les prescriptions sur dispositifs de la Région ;
- Favoriser l'exploitation des données des systèmes d'information utilisés par les missions locales ;
- Transmettre régulièrement des données quantitatives relatives aux orientations et aux entrées des jeunes suivis par les missions locales dans les dispositifs de formation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La délibération CP n° 2020-058 du 31 janvier 2020 a fixé le montant de la subvention annuelle de l'ARML à 600 000 € et a voté une première affectation de 420 000 €. La seconde autorisation d'engagement est de 180 000 €. La taux d'intervention global est de 42,5% des dépenses du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

Recettes				Dépenses			
		Montant	%			Montant	%
60	Achats et fournitures	403 940	28,61 %	74	Subvention au conseil régional	600000	42,49 %
611	Achats et sous traitance	16 000	1,13 %	74-1	Autres subventions Etat et collectivités territoriales	747 000	52,90 %
612	Location, crédit bail et charges locatives	80 000	5,67 %	75	Cotisations aux membres	45 000	3,19 %
615	Entretiens et réparations	10 000	0,71 %	75-1	Autres produits (autres que cotisations)	20 000	1,42 %
616	Assurances	2 000	0,14 %		TOTAL	1 412 000	100 %
621	Personnels extérieurs à l'entreprise	33 800	2,39 %				
623	Publicités, publications	59 000	4,18 %				
624	Déplacements, missions de réception	37 000	2,62 %				
626	Frais postaux et de télécommunications	7 300	0,52 %				
627	Services bancaires, autres	5 300	0,38 %				
631	Impôts et taxes sur le revenu	15 000	1,06 %				
641	Rémunération des personnels	464 741	32,91 %				
645	Charges sociales	269 446	19,08 %				
65	Autres charges	473	0,03 %				
66	Charges financières	2 000	0,14 %				
6811	Dotations aux amortissements	6 000	0,42 %				
	TOTAL	1 412 000	100 %				

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Annexe 6 : Avenant ARML 2020

Pôle Formation Professionnelle Apprentissage
Direction des Parcours Professionnels

AVENANT À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2020

Entre :

La région d'Île-de-France, Située 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération CP 2020-280 du 1er juillet 2020,
Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

L'Association Régionale des Missions Locales d'Île-de-France
dont le statut juridique est : association loi 1901
dont le n° SIRET est 450 001 870 00044
dont le siège social est situé au MDA 14ème, 22 rue Deparcieux, 75014 Paris
ayant pour représentant Monsieur Jacques CROSNIER, en sa qualité de Président
Ci-après dénommée « ARML Ile-de-France »

d'autre part,

VU la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 relative au soutien régional aux Missions Locales
VU la délibération n° CP 2020-280 du 1er juillet 2020 relative au soutien régional à l'Association Régionale des Missions locales et aux Missions Locales, mesure gratuité

Il est expressément convenu ce qui suit :

Article unique :

L'article 3 de la convention d'objectifs et de moyens 2020 est modifié de la manière suivante :

3.2.2 : Les obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter, au titre de l'année 2020, **1 stagiaire** ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « Mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Il doit ensuite enregistrer les conventions signées dans l'outil.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux

Le.....

Pour l'Association Régionale des Missions Locales d'Île-de-France
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Annexe 7 : Avenant à la convention triennale 2020-2022, développeur de l'apprentissage

REGION ILE DE FRANCE
Pôle Formation Professionnelle Apprentissage
Direction des Parcours Professionnels

Avenant à la convention triennale 2020-2022
Développeur de l'apprentissage

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-280 du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé :
dont le statut juridique est : .....
dont le n° SIRET est .....
dont le siège social est situé au : .....
.....
ayant pour représentant (nom et qualité) : .....
.....
ci-après dénommé « la structure bénéficiaire »

d'autre part,

VU la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 relative au soutien régional aux Missions Locales
VU la délibération n° CP 2020-114 du 4 mars 2020 portant mesures pour la mobilité des jeunes : gratuité des transports - Développeurs de l'apprentissage territorial
VU la délibération n° CP 2020-280 du 1er juillet 2020 relative au soutien régional à l'Association Régionale des Missions locales et aux Missions Locales, et gratuité des transports pour les jeunes

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

La partie du Titre 3 « Dispositifs d'accompagnement » de la convention triennale 2020-2022 modifiée, relative au dispositif « Développeur de l'apprentissage » est complétée comme suit :

Modalités de versement de la subvention

La subvention est versée après réception de l'appel de fonds correspondant. Ce document est signé par le représentant légal de l'organisme ou par toute personne disposant d'une délégation de signature à cet effet.

Les versements s'établissent comme suit :
- une avance de 50% est mandatée dans le mois suivant la notification de la convention à l'organisme par la Région, et après réception d'un appel de fonds auquel sont jointes les pièces suivantes :
  - ✓ le contrat de travail signé liant le développeur de l'apprentissage et l'organisme,
  - ✓ le plan de trésorerie sur 12 mois de l'organisme, qui doit démontrer le besoin de trésorerie ;

- le solde est mandaté sur appel de fonds, à l'achèvement de l'action sur un exercice, et après examen du « bilan financier » et de la « fiche financière de réalisation » qui doivent être adressés à la Région au maximum dans les trois mois suivant la fin de l'exercice considéré. Son montant est fixé en fonction de la durée d'occupation du poste de développeur de l'apprentissage territorial pendant la campagne considérée.

Délais de caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, l'organisme n'a pas transmis à la Région un appel de fonds, ladite subvention est en conséquence caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration de ce délai, que le retard dans le recrutement du développeur, objet de la présente convention, ne lui est pas imputable.
A compter de la date de demande de premier versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération.

Restitution éventuelle de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas d'inexécution ou d'utilisation des fonds non conformes à leur objet La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des missions réalisées par le développeur, de même en cas de non production par l'organisme du bilan d'activité et du bilan financier du poste subventionné..
En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard du prorata de la durée réelle d'affectation du poste

ARTICLE 2

Toutes les autres dispositions de la convention et de l'avenant n°1 non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

Fait en 3 exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le ..... Le .....

Pour la Structure ([1])
(Nom du signataire, titre, signature
et cachet de la structure support)

La présidente du conseil régional,

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-271

DU 1 JUILLET 2020

ÉCOLES DE LA DEUXIÈME CHANCE : 2ÈME AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision n° 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380), texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

VU la décision de la Commission européenne n° C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Île-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n° 1303/2013 ;

VU le code de l'éducation, notamment l'article L. 214-14 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles : politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 18-10 du 18 juin 2010 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles – Dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (espace de dynamique d'insertion) – Écoles de la deuxième chance – Aide au permis de conduire ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CP 2018-393 du 17 octobre 2018 relative au conventionnement 2019-2022 avec les Écoles de la deuxième chance ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-353 du 18 septembre 2019 portant diverses mesures sur l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 portant adoption de la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) – Année 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-037 du 31 janvier 2020 relative au financement des Écoles de la deuxième chance en Île-de-France – Avance 2020 ; convention de transfert au Hub de la réussite ; subvention action expérimentale ;

VU la délibération n° CP 2020-044 du 5 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1e affectation et à la convention entre la Région et l'agence des services de paiement (ASP).

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-271 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du soutien aux actions Écoles de la deuxième chance d'Île-de-France, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération (fiches projets), par l'attribution de compensations et de financements à la performance d'un montant total de 7 859 110,41 € pour l'année 2020.

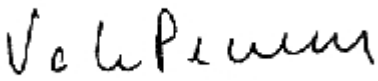
Subordonne le versement de ces financements à la signature, avec chaque bénéficiaire, de l'avenant annuel type joint en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 3 098 862,54 € au titre de la seconde affectation et du financement à la performance, dont 433 894,00 € au titre du au titre du Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020, disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi», programme HP 111-005 (111 005) « Mesure d'insertion professionnelle », action 11100502 « Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées » du budget 2020.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions de l'article 1 à compter du 1er janvier 2020, par dérogation prévue à l'article 29 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc180836-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Avenant annuel type

«Bénéficiaire»
«Code_SIRET»
«N_Action_Safir»

AVENANT N° 1

A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS NOTIFIE LE «Date_notification_COM»

Article 1 : ***Objet***

Le présent avenant a pour objet de fixer le montant maximal de la juste compensation financière annuelle allouée à l'«Bénéficiaire» au titre de l'année 2020 conformément aux dispositions de la convention d'objectifs et de moyens adoptée par la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CP 2018-393 du 17/10/2018.

Article 2 : ***Montant de la juste compensation financière annuelle***

Le montant maximum de la juste compensation financière annuelle, octroyée par la région Île-de-France au titre de l'année 2020 est fixé à «montant_total_affectations» €.

Une part de la juste compensation financière annuelle au titre de 2020 correspond à des financements complémentaires s'élevant à XXX € au titre du PACTE régional d'investissement dans les compétences. L'attribution de ce financement est conditionnée à la signature par la région d'un PACTE régional d'investissement dans les compétences au titre de l'année de signature du présent avenant, sans préjuger de la nature et des montants financiers finalement retenus dans ce cadre.

La juste compensation financière annuelle au titre de l'année 2020 se décompose en :
- une compensation annuelle de «Montant_total_de_la_subvention» €, représentant «TIR»% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de «Montant_maxi_bonus» €, conditionnée à l'atteinte des objectifs définis à l'article 3 ;

La juste compensation annuelle fait l'objet de deux versements :

- Une avance de «Montant_de_lavance» € déjà versée suite à la délibération n° CP 2020-037 du 31/01/2020 ;
- Un solde de «Montant_du_solde» € compte tenu du montant de la juste compensation financière annuelle au titre de 2020 arrêté au premier alinéa du présent article, conformément à la délibération n° «Numéro_de_rapport» du «Date_de_délibération».

Article 3 : ***Modalités de calcul du bonus lié au plan d'amélioration de service***

Ce bonus est calculé en fonction de l'atteinte d'objectifs fixés lors du comité de pilotage. Il est divisé en trois parts :

- Part 1, versée en fonction de l'atteinte des objectifs en termes de niveau des jeunes à l'entrée, correspondant à 30% du montant total du bonus, soit XXXXX € maximum ;
- Part 2, versée en fonction de l'atteinte des objectifs en termes de taux

d'abandons, correspondant à 30% du montant total du bonus, soit XXXXX € maximum ;
- Part 3, versée en fonction de l'atteinte des objectifs en termes de taux de sorties positives, correspondant à 40% du montant total du bonus, soit XXXXX € maximum.

Le calcul du montant du bonus pouvant être versé pour chaque objectif s'effectue au regard de l'atteinte de résultats précisés dans le tableau figurant dans la fiche projet annexée au présent avenant (annexe n°1).

Article 4 : ***Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants dans le cadre de la mesure 100 000 stages***
Le bénéficiaire s'engage à recruter «Nb_stagiaires_100_000_stages» stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur « mes démarches » selon les modalités qui lui seront communiquées par la Région.
Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Article 5 : ***Obligations en lien avec la loi informatique et libertés***
Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter :

- la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.
- les clauses de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel décrites dans l'annexe à la présente convention.

Le responsable de traitement au sens de l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil est la région Île-de-France, représentée par la présidente du conseil régional, Mme Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la structure gestionnaire est responsable du traitement de données afférentes aux auditeurs accueillis.
Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, les auditeurs bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. S'ils souhaitent exercer ce droit pour obtenir communication des informations les concernant, ils doivent en faire la demande par courrier à Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage - Direction des Parcours Professionnels, 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Le non-respect par la structure gestionnaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 9 de la convention d'objectifs et de moyens notifiée le xxxxxxx.

Le bénéficiaire de la compensation s'engage à signer les clauses de sous-traitance relatives à la protection des données à caractère personnel annexées au présent avenant (annexe 2)

Article 6 ***: Restitution de la compensation***
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la compensation versée au regard de la qualité des actions réalisées, et notamment en cas de sous-

réalisation significative de l'objectif de jeunes accueillis. Le contrôle des réalisations est effectué à partir des données renseignées par les E2c dans les systèmes d'information de la Région (SAFIR, mes démarches), ainsi que lors des contrôles sur pièces ou sur place.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la compensation versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
En cas de surcompensation, la Région procèdera à la récupération des aides trop perçues.

Article 7 : ***Date d'effet de l'avenant***
Le présent avenant prend effet à compter de la date d'attribution, par l'assemblée délibérante, de la compensation à la structure bénéficiaire, sauf mention contraire prévue par la délibération.

La présidente de la région Île-de-France **Le président de l'«Bénéficiaire»**

ANNEXE N°1

FICHE PROJET

Annexe 2

Clauses de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) décrit dans l'extrait de la fiche de registre ci-jointe.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

☒ Collecte de données

☒ Enregistrement de données

☐ Organisation de données

☐ Structuration de données

☒ Conservation de données

☒ Adaptation ou modification de données

☐ Extraction de données

☒ Consultation de données

☐ Utilisation de données

☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)

☐ Rapprochement de données

☐ Interconnexion de données

☐ Limitation de données

☒ Effacement de données

☒ Destruction de données

La ou les finalité(s) du traitement sont la gestion de la formation professionnelle (Passation des marchés publics de la formation et gestion des subventions associées, suivi des actions de formation, récupération des données pédagogiques et financières, processus d'amélioration continue).

Les données à caractère personnel traitées sont :
Données non sensibles

☒ Etat civil, identité, données d'identification, images

☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes…)

☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale…)

☒ Données de connexion (logs, adresse IP…)

☐Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM…)

Données à caractère sensible

☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique

☐ Données révélant des opinions politiques

☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques

☐ Données révélant l'appartenance syndicale

☐ Données génétiques

☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne

☐ Données concernant la santé

☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle

☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions

☒ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

Les **catégories de personnes** concernées sont

☐ Agents régionaux

☒ Stagiaires de la formation professionnelle

☐ Lycéens

☐ Etudiants

☐ Bénéficiaires des fonds structurels

☐ Personnes morales

☐ Particuliers

☐Autres, préciser

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : guide de procédures, charte de récolte de données, modèle contrat de formation…

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance

2. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement

2.1 Devoir de conseil :
Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement.

2.2 Devoir d'information
Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la **confidentialité, l'intégrité et la disponibilité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat:

- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'i**nformation** et la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
-

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance**
Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***le sous-traitant ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d'information des personnes concernées**
Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de

données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. **Exercice des droits des personnes**
Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).
Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.
Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**
Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :
- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. **Mesures de sécurité**
Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « Obligations du titulaire à l'égard du stagiaire » du marché.

12. **Sort des données**
Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. **Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le..... Le.....

L’organisme nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire	**La présidente du conseil régional d’Île-de-France**

Annexe 2 : Fiches projets E2c

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-271

DOSSIER N° 19011644 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE- SOLDE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 255 780,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	E2C 92 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE
Adresse administrative	:	51 RUE PIERRE 92110 CLICHY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Claude SENEQUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2C 92 est constituée de deux sites pédagogiques sur le département des Hauts-de-Seine : l'un dans le nord, à Clichy-la-Garenne, l'autre dans le sud, à Bagneux. L'École de la deuxième chance des Hauts-de-Seine s'engage à accueillir 270 jeunes sur l'année avec un taux de 60 % de sorties positives sur les fins de parcours.
Les jeunes souhaitant intégrer un parcours à l'E2C 92 doivent s'inscrire dans une dynamique volontaire d'insertion professionnelle. Afin de mesurer l'adéquation entre la candidature et le parcours proposé, le jeune a une période d'essai où les aptitudes et le comportement sont observés sur site et en entreprise. Un parcours dure au maximum 1 400 heures. Basé sur l'alternance, il offre une remise à niveau individualisée et permet l'acquisition de compétences et savoirs-faire grâce aux stages dans les entreprises.
Le rythme exigeant du dispositif apporte aux stagiaires une maturité socio-profesionnelle qui doit les amener à intégrer des formations diplômantes ou qualifiantes, accéder à un emploi ou commencer un apprentissage.

En 2020, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 270 jeunes accueillis.

Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2020 est fixé à 639 450,00 €.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 609 000,00 € représentant 36 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 30 450,00 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 383 670,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-037 du 31 janvier 2020 ;
- Une affectation de 255 780,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-271 du 1er juillet 2020, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2020
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 40	100%	9 135,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 38 et inférieur à 40	75%	6 851,25 €	
	Résultat supérieur ou égal à 36 et inférieur à 38	50%	4 567,50 €	
	Résultat supérieur ou égal à 34 et inférieur à 36	25%	2 283,75 €	
	Résultat inférieur à 34	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2020
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et	Résultat inférieur ou égal à 45	100%	9 135,00 €	
	Résultat supérieur à 45 et inférieur ou égal à 46	75%	6 851,25 €	
	Résultat supérieur à 46 et inférieur ou égal à 47	50%	4 567,50 €	
	Résultat supérieur à 47 et inférieur ou égal à 48	25%	2 283,75 €	
	Résultat supérieur à 48	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2020
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et	Résultat supérieur ou égal à 55	100%	12 180,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 54 et inférieur à 55	75%	9 135,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 53 et inférieur à 54	50%	6 090,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 52 et inférieur à 53	25%	3 045,00 €	
	Résultat inférieur à 52	0%	- €	

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	23 800,00	1,41%
Services extérieurs	364 750,00	21,53%
Autres services extérieurs	124 530,00	7,35%
Impôts, taxes et versements assimilés	76 887,00	4,54%
Charges de personnel	1 085 619,00	64,09%
Autres charges de gestion courante	13 194,00	0,78%
Charges financières	5 000,00	0,30%
Total	1 693 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	338 756,00	20,00%
Autres fonds publics	546 000,00	32,24%
Entreprises et OPCA	181 400,00	10,71%
Autres recettes	18 624,00	1,10%
Compensation	609 000,00	35,96%
Total	1 693 780,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-271

DOSSIER N° 19011645 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES YVELINES-SOLDE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-6574-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 449 159,76 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HUB DE LA REUSSITE
Adresse administrative	:	10 AVENUE DE L'ENTREPRISE 95863 CERGY PONTOISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2C 78 vise à mettre en œuvre, dans le département des Yvelines, un programme d'éducation et de formations individualisées en direction des jeunes publics, sans diplôme ni qualification ayant quitté le système scolaire depuis au moins 1 an.
Ce programme a pour finalité la construction, par chacun des stagiaires, d'un projet professionnel choisi devant déboucher, soit sur une formation qualifiante, soit sur un retour à l'emploi durable.
Les caractéristiques de cette action sont :
- Un parcours en alternance (durée max 10,5 mois) par périodes de 3 semaines destiné à la fois à la remise à niveau et à faire connaissance avec le monde de l'entreprise, découvrir des métiers, confirmer ou infirmer un choix professionnel, se constituer une expérience professionnelle.
- Un mode de fonctionnement calqué sur celui de l'entreprise tant dans le domaine des horaires (35h /semaine) que dans celui du fonctionnement interne (période d'essai, gestion des absences, rémunération des stagiaires, relationnel, ...) et des outils utilisés (bureautique, internet, annuaires professionnels, …)
- Un parcours de formation individualisé tant dans le domaine de la remise à niveau dans les savoirs de base (français, mathématiques, bureautique) que dans la connaissance du monde professionnel et l'élaboration du projet professionnel.

En 2020, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 480 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites.
Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2020 est fixé à 1 179 977,40 €.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 1 123 788,00 € représentant 38 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 56 189,40 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

La compensation annuelle comprend un financement complémentaire de 203 700,00 € au titre du PACTE régional d'investissement des compétences.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 730 817,64 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-037 du 31 janvier 2020 ;
- Une affectation de 449 169,76 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-271 du 1er juillet 2020, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2020
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 39	100%	16 856,82 €	
	Résultat supérieur ou égal à 37 et inférieur à 39	75%	12 642,62 €	
	Résultat supérieur ou égal à 35 et inférieur à 37	50%	8 428,41 €	
	Résultat supérieur ou égal à 33 et inférieur à 35	25%	4 214,21 €	
	Résultat inférieur à 33	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2020
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et	Résultat inférieur ou égal à 45	100%	16 856,82 €	
	Résultat supérieur à 45 et inférieur ou égal à 46	75%	12 642,62 €	
	Résultat supérieur à 46 et inférieur ou égal à 47	50%	8 428,41 €	
	Résultat supérieur à 47 et inférieur ou égal à 48	25%	4 214,21 €	
	Résultat supérieur à 48	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2020
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et	Résultat supérieur ou égal à 55	100%	22 475,76 €	
	Résultat supérieur ou égal à 54 et inférieur à 55	75%	16 856,82 €	
	Résultat supérieur ou égal à 53 et inférieur à 54	50%	11 237,88 €	
	Résultat supérieur ou égal à 52 et inférieur à 53	25%	5 618,94 €	
	Résultat inférieur à 52	0%	- €	

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	82 800,00	2,80%
Services extérieurs	400 596,00	13,55%
Autres services extérieurs	119 500,00	4,04%
Impôts, taxes et versements assimilés	133 215,00	4,50%
Charges de personnel	1 785 346,00	60,37%
Autres charges de gestion courante	368 781,00	12,47%
Charges financières	2 100,00	0,07%
Dotations aux amortissements et aux provisions	10 000,00	0,34%
Valeurs inactives	55 000,00	1,86%
Total	2 957 338,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	400 000,00	13,53%
Autres fonds publics	964 375,00	32,61%
Entreprises et OPCA	319 147,00	10,79%
Mises à disposition	55 000,00	1,86%
Autres recettes	95 028,00	3,21%
Compensation	1 123 788,00	38,00%
Total	2 957 338,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 19011646 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE ESSONNE-SOLDE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 319 830,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN ESSONNE
Adresse administrative	:	11 AV I ET F JOLIOT CURIE 91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Dominique FONTENAILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'objectif central du projet est de permettre à des jeunes sortis définitivement du système scolaire sans diplôme ni qualification ;
- d'acquérir ou ré-acquérir les savoirs fondamentaux du socle de base des connaissances et compétences ;
- de définir et construire un projet professionnel ;
- de découvrir et s'approprier les compétences sociales, en vue d'accéder à une formation qualifiante ou à un emploi stabilisé.

Les actions conduites par l'E2c 91 répondent à deux besoins qu'il convient de mettre en concordance :
- le besoin d'insertion sociale et professionnelle des jeunes visés, d'une part, et les besoins d'une économie départemental qui offre des opportunités d'insertion professionnelle que le public visé n'est pas encore en mesure de saisir quand il intègre l'E2c, d'autre part.

En 2020, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 290 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites.

Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE

inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2020 est fixé à 799 575,00 €.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 761 500,00 € représentant 37 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 38 075,00 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 479 745,00 € € attribués lors de la commission permanente n° 2020-037 du 31 janvier 2020 ;
- Une affectation de 319 830,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-271 du 1er juillet 2020, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2020
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 40	100%	11 422,50 €	
	Résultat supérieur ou égal à 38 et inférieur à 40	75%	8 566,88 €	
	Résultat supérieur ou égal à 36 et inférieur à 38	50%	5 711,25 €	
	Résultat supérieur ou égal à 34 et inférieur à 36	25%	2 855,63 €	
	Résultat inférieur à 34	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2020
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et	Résultat inférieur ou égal à 50	100%	11 422,50 €	
	Résultat supérieur à 50 et inférieur ou égal à 51	75%	8 566,88 €	
	Résultat supérieur à 51 et inférieur ou égal à 52	50%	5 711,25 €	
	Résultat supérieur à 52 et inférieur ou égal à 53	25%	2 855,63 €	
	Résultat supérieur à 53	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2020
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et	Résultat supérieur ou égal à 55	100%	15 230,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 54 et inférieur à 55	75%	11 422,50 €	
	Résultat supérieur ou égal à 53 et inférieur à 54	50%	7 615,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 52 et inférieur à 53	25%	3 807,50 €	
	Résultat inférieur à 52	0%	- €	

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	31 000,00	1,51%
Services extérieurs	384 000,00	18,70%
Autres services extérieurs	210 000,00	10,22%
Impôts, taxes et versements assimilés	81 000,00	3,94%
Charges de personnel	1 235 000,00	60,13%
Autres charges de gestion courante	11 000,00	0,54%
Charges exceptionnelles	40 000,00	1,95%
Dotations aux amortissements et aux provisions	62 000,00	3,02%
Total	2 054 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	370 500,00	18,04%
Autres fonds publics	650 000,00	31,65%
Entreprises et OPCA	262 000,00	12,76%
Autres recettes	10 000,00	0,49%
Compensation	761 500,00	37,07%
Total	2 054 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-271

DOSSIER N° 19011647 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS-SOLDE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 341 460,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	E2C PARIS ECOLE DE LA 2E CHANCE DE PARIS
Adresse administrative	:	47 RUE D AUBERVILLIERS 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Denis BOUCHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2C Paris vise à accompagner 430 jeunes dans l'élaboration de leur projet professionnel et personnel au travers de trois axes principaux :
- Permettre l'acquisition des connaissances ouvrant l'accès à l'emploi choisi ou à une formation ;
- Aider à la définition, puis à la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance "École / Entreprises";
- Offrir un lieu d'éducation, de rencontres et d'apprentissage de la vie sociale et citoyenne.

Les matières enseignées sont pratiquées sous forme individualisée, à partir d'un positionnement et adaptées en fonction du projet du jeune. Ainsi chacun des apprenants progresse à son rythme, selon son niveau et son objectif. Ces matières permettent la maîtrise des savoir de base : lire, écrire, s'exprimer en public, compter utiliser les outils multimédia et de communication actuels, mais aussi, connaître le monde contemporain autant que le terrain social et professionnel.
La succession de 4 à 7 stages, sur un parcours moyen de 6.5 mois, dans des entreprises diverses, complétée par des présentations de métiers assurées tant par des CFA que par des professionnels en activité chez nos partenaires, permettent la maturation d'un projet réaliste et choisi, plutôt que contraint.
L'E2c remet, en fin de parcours, une Attestation de Compétences Acquises qui établit la liste des compétences ou savoirs acquis – scolaires, professionnels, sociaux – validés tout au long du parcours.
En 2019, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 430 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites.

Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été

voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2020 est fixé à 853 650,00 € .
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 813 000,00 € représentant 29 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 40 650,00 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 512 190,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-037 du 31 janvier 2020 ;
- Une affectation de 341 460,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-271 du 1er juillet 2020, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2020
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 50	100%	12 195,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 48 et inférieur à 50	75%	9 146,25 €	
	Résultat supérieur ou égal à 46 et inférieur à 48	50%	6 097,50 €	
	Résultat supérieur ou égal à 44 et inférieur à 46	25%	3 048,75 €	
	Résultat inférieur à 44	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2020
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et	Résultat inférieur ou égal à 28	100%	12 195,00 €	
	Résultat supérieur à 28 et inférieur ou égal à 29	75%	9 146,25 €	
	Résultat supérieur à 29 et inférieur ou égal à 30	50%	6 097,50 €	
	Résultat supérieur à 30 et inférieur ou égal à 31	25%	3 048,75 €	
	Résultat supérieur à 31	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2020
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et	Résultat supérieur ou égal à 55	100%	16 260,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 54 et inférieur à 55	75%	12 195,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 53 et inférieur à 54	50%	8 130,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 52 et inférieur à 53	25%	4 065,00 €	
	Résultat inférieur à 52	0%	- €	

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	101 400,00	3,60%
Services extérieurs	145 762,00	5,17%
Autres services extérieurs	275 892,00	9,79%
Impôts, taxes et versements assimilés	104 020,00	3,69%
Charges de personnel	1 552 880,00	55,08%
Autres charges de gestion courante	29 600,00	1,05%
Charges financières	400 000,00	14,19%
Charges exceptionnelles	4 000,00	0,14%
Dotations aux amortissements et aux provisions	15 000,00	0,53%
Valeurs inactives	190 704,00	6,76%
Total	2 819 258,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	400 000,00	14,19%
Autres fonds publics	915 554,00	32,47%
Entreprises et OPCA	500 000,00	17,74%
Mises à disposition	190 704,00	6,76%
Compensation	813 000,00	28,84%
Total	2 819 258,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-271

DOSSIER N° 19011648 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE ET MARNE - SOLDE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 365 481,76 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HUB DE LA REUSSITE
Adresse administrative	:	10 AVENUE DE L'ENTREPRISE 95863 CERGY PONTOISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'e2C 77, portée par l'association Hub de la réussite depuis 2020, a démarré son activité en 2007 avec l'ouverture du site de Montereau-Fault-Yonne. Elle s'est progressivement développée sur l'ensemble du département avec l'implantation de 2 autres sites (Melun en 2009 et Chelles en 2013) accompagnée de l'augmentation des places d'accueil. Un projet d'ouverture de site à Meaux est en cours de construction, financé par le plan d'investissement dans les compétences.

L'E2C propose un accompagnement global pour insérer socialement et professionnellement de jeunes adultes (16 à 25 ans) sortis sans qualification et sans diplôme du système scolaire.

Le succès de ce dispositif réside d'une part dans la volonté du jeune à « vouloir s'en sortir » et d'autre part, dans l'individualisation du suivi du parcours mené en alternance – à part égale – entre des périodes au sein des Écoles elles-mêmes (remise à niveau des savoirs de base et activités d'ouverture vers l'extérieur) et des expériences en entreprise.

Deux axes forts charpentent le modèle de ce cursus : la stabilisation du parcours des jeunes et le développement de liens étroits avec les acteurs économiques locaux.
L'E2c 77 accueille près de 400 jeunes adultes Seine-et-Marnais sur ses 3 sites.
Ces jeunes adultes bénéficient d'une rémunération, versée par la Région Ile-de-France selon leur situation sociale et familiale.
À l'issue de cette formation qui alterne périodes d'apprentissage (3 semaines) et périodes d'immersion en entreprises (5 semaines), 60% des bénéficiaires de l'E2C 77 accèdent à l'autonomie sociale et

professionnelle.
En 2020, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 440 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites.
Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2020 est fixé à 913 704,40 €.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 870 194,70 € représentant 33 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 43 509,70 € conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

La compensation annuelle comprend un financement complémentaire de 70 194,00 € au titre du PACTE régional d'investissement des compétences.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 548 222,64 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-037 du 31 janvier 2020 ;
- Une affectation de 365 481,76 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-271 du 1er juillet 2020, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2020
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 39	100%	13 052,91 €	
	Résultat supérieur ou égal à 37 et inférieur à 39	75%	9 789,68 €	
	Résultat supérieur ou égal à 35 et inférieur à 37	50%	6 526,46 €	
	Résultat supérieur ou égal à 33 et inférieur à 35	25%	3 263,23 €	
	Résultat inférieur à 33	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2020
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et	Résultat inférieur ou égal à 38	100%	13 052,91 €	
	Résultat supérieur à 38 et inférieur ou égal à 39	75%	9 789,68 €	
	Résultat supérieur à 39 et inférieur ou égal à 40	50%	6 526,46 €	
	Résultat supérieur à 40 et inférieur ou égal à 41	25%	3 263,23 €	
	Résultat supérieur à 41	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2020
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et	Résultat supérieur ou égal à 55	100%	17 403,88 €	
	Résultat supérieur ou égal à 54 et inférieur à 55	75%	13 052,91 €	
	Résultat supérieur ou égal à 53 et inférieur à 54	50%	8 701,94 €	
	Résultat supérieur ou égal à 52 et inférieur à 53	25%	4 350,97 €	
	Résultat inférieur à 52	0%	- €	

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	62 500,00	2,34%
Services extérieurs	360 940,00	13,51%
Autres services extérieurs	141 500,00	5,30%
Impôts, taxes et versements assimilés	172 660,00	6,46%
Charges de personnel	1 744 461,00	65,31%
Autres charges de gestion courante	162 883,70	6,10%
Dotations aux amortissements et aux provisions	26 000,00	0,97%
Total	2 670 944,70	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	502 000,00	18,79%
Autres fonds publics	973 750,00	36,46%
Entreprises et OPCA	295 000,00	11,04%
Autres recettes	30 000,00	1,12%
Compensation	870 194,70	32,58%
Total	2 670 944,70	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-271

DOSSIER N° 19011649 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE SAINT DENIS - SOLDE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 560 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	E2C ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE E2C93
Adresse administrative	:	6 MAIL MAURICE DE FONTENAY 93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Marie-Christine DURAND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2c 93 vise à amener des jeunes adultes de 16 à 25 ans, sans diplôme ni qualification, vers l'insertion durable : emploi direct (CDI ou CDD de plus de 6 mois), alternance (contrat de professionnalisation – contrat d'apprentissage) ou formation diplômante / qualifiante.
L'E2c fonctionne sur une pédagogie individualisée, permettant d'établir un plan de formation personnalisé pour chaque jeune accueilli. Le parcours se décompose en deux temps principaux : les ateliers en centre de formation et l'immersion en entreprise. Après un positionnement initial, chaque stagiaire travaille sur les savoirs de base (maths, français, bureautique), les compétences sociales (théâtre, philosophie, activités sportives, conseil des stagiaires, projets collectifs, etc.) et les stages en entreprises, sur des métiers choisis par les stagiaires.
Les entrées et les sorties sont permanentes et le travail de l'E2c s'inscrit dans une démarche de partenariat avec les Missions Locales en amont et les centre de formation, CFA, en aval, dans une logique de scrutation des parcours.

En 2020, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 624 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites.

Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE

inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2020 est fixé à 1 400 000,00 €.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 1 333 334,00 € représentant 35 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 66 666,00 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 840 000,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-037 du 31 janvier 2020 ;
- Une affectation de 560 000,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-271 du 1er juillet 2020, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2020
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 43	100%	19 999,80 €	
	Résultat supérieur ou égal à 41 et inférieur à 43	75%	14 999,85 €	
	Résultat supérieur ou égal à 39 et inférieur à 41	50%	9 999,90 €	
	Résultat supérieur ou égal à 37 et inférieur à 39	25%	4 999,95 €	
	Résultat inférieur à 37	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2020
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et	Résultat inférieur ou égal à 52	100%	19 999,80 €	
	Résultat supérieur à 52 et inférieur ou égal à 53	75%	14 999,85 €	
	Résultat supérieur à 53 et inférieur ou égal à 54	50%	9 999,90 €	
	Résultat supérieur à 54 et inférieur ou égal à 55	25%	4 999,95 €	
	Résultat supérieur à 55	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2020
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et	Résultat supérieur ou égal à 55	100%	26 666,40 €	
	Résultat supérieur ou égal à 54 et inférieur à 55	75%	19 999,80 €	
	Résultat supérieur ou égal à 53 et inférieur à 54	50%	13 333,20 €	
	Résultat supérieur ou égal à 52 et inférieur à 53	25%	6 666,60 €	
	Résultat inférieur à 52	0%	- €	

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	50 752,00	1,33%
Services extérieurs	596 157,00	15,64%
Autres services extérieurs	221 557,00	5,81%
Impôts, taxes et versements assimilés	163 700,00	4,29%
Charges de personnel	2 545 519,00	66,79%
Autres charges de gestion courante	5 200,00	0,14%
Charges financières	8 000,00	0,21%
Valeurs inactives	220 600,00	5,79%
Total	3 811 485,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	398 000,00	10,44%
Autres fonds publics	1 507 551,00	39,55%
Entreprises et OPCA	352 000,00	9,24%
Mise à disposition	220 600,00	5,79%
Compensation	1 333 334,00	34,98%
Total	3 811 485,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-271

DOSSIER N° 19011650 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL DE MARNE - SOLDE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 318 719,53 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	E2C 94 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	87 AV DE LA VICTOIRE 94310 ORLY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Claude SAMSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2c 94 a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes du Val-de-Marne, âgés de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification depuis au moins 1an.
Elle propose des parcours de formation individualisés et en alternance visant la définition d'un projet professionnel, le développement des savoirs de base, l'acquisition de compétences sociales et professionnelles.
L'E2c 94 est constituée de deux sites dans le Val-de-Marne, le premier sur la commune d'Orly et le second sur la commune de Créteil.
S'appuyant sur la motivation forte des jeunes accueillis – critère principal de leur inscription – l'E2C 94 propose un parcours de formation individualisé pouvant aller jusqu'à 10 mois (1400 heures) et qui vise :
- l'acquisition de compétences ouvrant l'accès à l'emploi qualifié en français, mathématiques, bureautique et culture générale ;
- la définition puis la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance école / entreprises (3 semaines/3 semaines) ;
- l'apprentissage de la vie sociale et citoyenne par des activités culturelles et sportives.
Chaque stagiaire est accompagné par un référent unique, et le programme de formation est adapté aux besoins de chacun, selon son rythme et son niveau.
Une Attestation de Compétences Acquises, remise à chaque stagiaire, établit les compétences scolaires, sociales et professionnelles validées tout au long du parcours.
Pour mener à bien sa mission, l'E2c 94 développe des partenariats étroits avec le monde économique, facilitant les périodes de mise en situation professionnelle et l'accès à l'emploi à l'issue du parcours de

formation. Elle travaille également en réseau avec les acteurs de l'orientation (en particulier les Missions Locales) et de la formation (en particulier les CFA).

En 2020, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 330 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites.

Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2020 est fixé à 796 798,81 €.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 758 856,01 € représentant 32 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 37 942,80 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 478 079,28 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-037 du 31 janvier 2020 ;
- Une affectation de 318 719,53 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-271 du 1er juillet 2020, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2020
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 50	100%	11 382,84 €	
	Résultat supérieur ou égal à 48 et inférieur à 50	75%	8 537,13 €	
	Résultat supérieur ou égal à 46 et inférieur à 48	50%	5 691,42 €	
	Résultat supérieur ou égal à 44 et inférieur à 46	25%	2 845,71 €	
	Résultat inférieur à 44	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2020
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et	Résultat inférieur ou égal à 47	100%	11 382,84 €	
	Résultat supérieur à 47 et inférieur ou égal à 48	75%	8 537,13 €	
	Résultat supérieur à 48 et inférieur ou égal à 49	50%	5 691,42 €	
	Résultat supérieur à 49 et inférieur ou égal à 50	25%	2 845,71 €	
	Résultat supérieur à 50	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2020
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et	Résultat supérieur ou égal à 55	100%	15 177,12 €	
	Résultat supérieur ou égal à 54 et inférieur à 55	75%	11 382,84 €	
	Résultat supérieur ou égal à 53 et inférieur à 54	50%	7 588,56 €	
	Résultat supérieur ou égal à 52 et inférieur à 53	25%	3 794,28 €	
	Résultat inférieur à 52	0%	- €	

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	64 724,00	2,75%
Services extérieurs	397 082,00	16,85%
Autres services extérieurs	260 230,00	11,05%
Impôts, taxes et versements assimilés	95 025,00	4,03%
Charges de personnel	1 448 170,01	61,47%
Autres charges de gestion courante	13 720,00	0,58%
Dotations aux amortissements et aux provisions	77 000,00	3,27%
Total	2 355 951,01	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	275 000,00	11,67%
Autres fonds publics	658 920,00	27,97%
Entreprises et OPCA	663 175,00	28,15%
Compensation	758 856,01	32,21%
Total	2 355 951,01	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 19011651 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL D'OISE-SOLDE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 488 431,49 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HUB DE LA REUSSITE
Adresse administrative	:	10 AVENUE DE L'ENTREPRISE 95863 CERGY PONTOISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2c 95 a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle et la remise à niveau des connaissances en vue d'une insertion professionnelle stable, selon deux principes :
- Alternance entre formation en centre et stages en entreprise.
- Accompagnement professionnel individualisé et élaboration d'un parcours d'accès à l'emploi ou en formation qualifiante.
Chaque matière dispensée possède sa propre grille de suivi pour évaluer les progressions du stagiaire en fonction de son niveau d'entrée.
À la fin du parcours une attestation de compétences est remise au stagiaire.
En 2020, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 600 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites.

Le nombre de stagiaires devant être accueilli par la structure au titre de la mesure 100 000 stages a été voté lors de l'attribution de l'avance.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2020 est fixé à 1 275 954,80 €.
Elle se décompose en :
- une compensation annuelle de 1 215 195,00 € représentant 38 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 60 759,80 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

La compensation annuelle comprend un financement complémentaire de 160 000,00 €
au titre du PACTE régional d'investissement des compétences.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :
- Une avance de 787 523,31 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-037 du 31 janvier 2020 ;
- Une affectation de 488 431,49 € attribués lors de la commission permanente n° 2020-271 du 1er juillet 2020, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1	Montant	Résultat 2020
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau Vbis et VI	Résultat supérieur ou égal à 49	100%	18 227,94 €	
	Résultat supérieur ou égal à 47 et inférieur à 49	75%	13 670,96 €	
	Résultat supérieur ou égal à 45 et inférieur à 47	50%	9 113,97 €	
	Résultat supérieur ou égal à 43 et inférieur à 45	25%	4 556,99 €	
	Résultat inférieur à 33	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2	Montant	Résultat 2020
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 43	100%	18 227,94 €	
	Résultat supérieur à 43 et inférieur ou égal à 44	75%	13 670,96 €	
	Résultat supérieur à 44 et inférieur ou égal à 45	50%	9 113,97 €	
	Résultat supérieur à 45 et inférieur ou égal à 46	25%	4 556,99 €	
	Résultat supérieur à 46	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3	Montant	Résultat 2020
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 55	100%	24 303,92 €	
	Résultat supérieur ou égal à 54 et inférieur à 55	75%	18 227,94 €	
	Résultat supérieur ou égal à 53 et inférieur à 54	50%	12 151,96 €	
	Résultat supérieur ou égal à 52 et inférieur à 53	25%	6 075,98 €	
	Résultat inférieur à 52	0%	- €	

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	73 500,00	2,30%
Services extérieurs	352 000,00	11,01%
Autres services extérieurs	107 000,00	3,35%
Impôts, taxes et versements assimilés	147 392,00	4,61%
Charges de personnel	1 907 767,00	59,66%
Autres charges de gestion courante	393 514,00	12,31%
Charges financières	2 000,00	0,06%
Dotations aux amortissements et aux provisions	35 000,00	1,09%
Valeurs inactives	179 710,00	5,62%
Total	3 197 883,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	391 000,00	12,23%
Autres fonds publics	1 081 000,00	33,80%
Entreprises et OPCA	254 258,00	7,95%
Mise à disposition	179 710,00	5,62%
Autres recettes	76 720,00	2,40%
Compensation	1 215 195,00	38,00%
Total	3 197 883,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-221

DU 1 JUILLET 2020

SOUTIEN À LA CONSTRUCTION, LA RÉNOVATION ET LA SÉCURISATION DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES EN ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire, article 2-1 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, telle que modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du conseil régional » ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 212-16 du 18 novembre 2016 établissant la convention Etat-Région relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2020-009 du 5 mars 2020 « soutien à la sécurisation et à l'agrandissement des établissements pénitentiaires en Île-de-France » ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-221 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

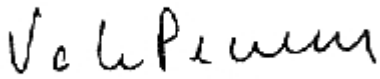
Décide de participer au titre du dispositif « soutien à la sécurisation et à l'agrandissement des établissements pénitentiaires » au bénéfice de l'Etat (ministère de la Justice) au financement des opérations de construction, de rénovation et de sécurisation détaillées dans les fiches projets en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 947 500 €.

Affecte une autorisation de programme de 2 947 500 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « bouclier de sécurité », action 15700108 « soutien à la sécurisation et à l'agrandissement des établissements pénitentiaires » du budget 2020.

Article 2 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc178525-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-221

DOSSIER N° 20004543 - Renforcement du maillage de films anti-hélicoptère - Centre pénitentiaire de Fresnes - Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis

Dispositif : Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires (n° 00001201)
Délibération Cadre : CR2020-009 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 905-57-204112-157001-300
Action : 15700108- Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires	1 475 000,00 € HT	50,00 %	737 500,00 €
	Montant total de la subvention		737 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE LA JUSTICE
Adresse administrative : 13 PLACE VENDOME
75001 PARIS CEDEX 01
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Madame NICOLE BELLOUBET, Ministre

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Dans le cadre du renforcement de la sécurité des établissements que conduit la direction de l'administration pénitentiaire, un recensement des couvertures en filins des établissements pénitentiaires sensibles a été réalisé sur l'ensemble du parc.
Concernant les établissements d'Île-de-France, outre le centre pénitentiaire Sud francilien de Réau, dont le maillage a d'ores et déjà été renforcé, un complément de maillage prioritaire s'avère nécessaire sur la cour d'honneur du centre pénitentiaire de Fresnes et sur la rotonde de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis.

Détail du calcul de la subvention :
Sont retenus au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, les investissements immobiliers et les équipements, éligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :

- FLEURY-MEROGIS
- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Renforcement du maillage de filins anti-hélicoptère	1 475 000,00	100,00%
Total	1 475 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Ministère de la Justice	737 500,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	737 500,00	50,00%
Total	1 475 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-221

DOSSIER N° 20004545 - Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Porcheville - Sécurisation du domaine

Dispositif : Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires (n° 00001201)
Délibération Cadre : CR2020-009 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 905-57-204112-157001-300
Action : 15700108- Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires	1 100 000,00 € HT	50,00 %	550 000,00 €
	Montant total de la subvention		550 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE LA JUSTICE
Adresse administrative : 13 PLACE VENDOME
75001 PARIS CEDEX 01
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Madame NICOLE BELLOUBET, Ministre

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
L'établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) de Porcheville, inauguré en 2008, compte 60 places.

L'opération projetée permettra de renforcer la sécurité de l'établissement sur trois points sensibles : la sécurité périmétrique (clôture), la sécurisation de l'entrée du domaine et du parking (clôture, mise en place d'un nouveau portail et vidéo-surveillance), la sécurisation de l'arrière du domaine et du bassin de rétention (clôture).

Détail du calcul de la subvention :
Sont retenus au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, les investissements immobiliers et les équipements, éligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :

- PORCHEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux, hors honoraires, de sécurisation de l'établissement pénitientiaire pour mineurs de Porcheville	1 100 000,00	100,00%
Total	1 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Ministère de la Justice	550 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	550 000,00	50,00%
Total	1 100 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-221

DOSSIER N° 20004548 - Sécurisation des fenêtres de détention - Centre pénitentiaire de Fresnes

Dispositif : Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires (n° 00001201)
Délibération Cadre : CR2020-009 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 905-57-204112-157001-300
Action : 15700108- Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires	1 185 000,00 € HT	50,00 %	592 500,00 €
	Montant total de la subvention		592 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE LA JUSTICE
Adresse administrative : 13 PLACE VENDOME
75001 PARIS CEDEX 01
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Madame NICOLE BELLOUBET, Ministre

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Afin de renforcer la sécurité de l'établissement, notamment suite à divers incidents récents liés à la vulnérabilité des ouvrants des cellules, les fenêtres en détention doivent être mises aux normes.

Le projet consiste à remettre en état les barreaux et à remplacer les caillebottis sur la totalité des cellules et des locaux accessibles aux détenus.

Détail du calcul de la subvention :
Sont retenus au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, les investissements immobiliers et les équipements, éligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :
- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux, hors honoraires, de sécurisation des fenêtres de détention du centre pénitentiaire de Fresnes	1 185 000,00	100,00%
Total	1 185 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Ministère de la Justice	592 500,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	592 500,00	50,00%
Total	1 185 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20004549 - Sécurisation des accès de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris

Dispositif : Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires (n° 00001201)
Délibération Cadre : CR2020-009 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 905-57-204112-157001-300
Action : 15700108- Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires	285 000,00 € HT	50,00 %	142 500,00 €
	Montant total de la subvention		142 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MINISTERE DE LA JUSTICE
Adresse administrative	:	13 PLACE VENDOME 75001 PARIS CEDEX 01
Statut Juridique	:	Ministère
Représentant	:	Madame NICOLE BELLOUBET, Ministre

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le siège de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris se situe sur le domaine du centre pénitentiaire de Fresnes. Le siège étant composé de plusieurs bâtiments hétérogènes, les services ne bénéficient pas d'une sécurité optimale et la porosité de l'accès fragilise la sécurisation de l'ensemble du site.
Le projet consiste en la sécurisation complète de l'entrée, via la mise en place d'un contrôle des accès (vidéoprotection, interphonie et visiophonie) et un réaménagement des espaces (création d'un sas et d'un bureau d'accueil sécurisé).

Détail du calcul de la subvention :
Sont retenus au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, équipements immobiliers et équipements, éligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :

- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux, hors honoraires, de sécurisation des accès de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris	285 000,00	100,00%
Total	285 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Ministère de la Justice	142 500,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	142 500,00	50,00%
Total	285 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-221

DOSSIER N° 20004550 - Restructuration de l'entrée du domaine et du poste de police du centre pénitentiaire de Fresnes

Dispositif : Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires (n° 00001201)
Délibération Cadre : CR2020-009 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 905-57-204112-157001-300
Action : 15700108- Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires	1 850 000,00 € HT	50,00 %	925 000,00 €
	Montant total de la subvention		925 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MINISTERE DE LA JUSTICE
Adresse administrative	:	13 PLACE VENDOME 75001 PARIS CEDEX 01
Statut Juridique	:	Ministère
Représentant	:	Madame NICOLE BELLOUBET, Ministre

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le centre pénitentiaire de Fresnes a ouvert en 1898 et compte, au 1er octobre 2019, 2 458 détenus pour 1 603 places, dont 2 199 détenus pour 1 320 places au quartier maison d'arrêt.
L'entrée actuelle du domaine pénitentiaire ne permet pas de filtrer de manière satisfaisante les accès sur le domaine, des dégradations régulières sur les véhicules des agents étant constatées à la suite d'intrusions. Le projet ambitionne donc de renforcer la sécurité de l'entrée principale du domaine et d'améliorer la gestion du trafic et les conditions de circulation : rénovation de l'accès véhicules pour les agents pénitentiaires et les visiteurs, sécurisation de l'accès piéton, mise en place d'un giratoire, démolition - reconstruction du poste de Police et sécurisation de l'accès sur le domaine (vidéoprotection, lecteur de plaque, etc.).
Ce projet vient en complément des travaux déjà réalisés en termes de sécurisation périmétrique du domaine (clôture de l'ensemble du site et déploiement de vidéoprotection).

Détail du calcul de la subvention :
Sont retenus au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, investissements immobiliers et équipements, éligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :

- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux, hors honoraires, de restructuration de l'entrée du domaine et du poste de police du centre pénitentiaire de Fresnes	1 850 000,00	100,00%
Total	1 850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Ministère de la Justice	925 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	925 000,00	50,00%
Total	1 850 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-224

DU 1 JUILLET 2020

BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 3ÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;
VU la délibération modifiée n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Île-de-France ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération modifiée n° CP 16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en oeuvre du bouclier de sécurité, et adoptant les règlements d'intervention régionaux « soutien à l'équipement en vidéoprotection » et « soutien à l'équipement des polices municipales » ;
VU la délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection et affectant des crédits à ce titre ;
VU la délibération cadre n° CR 212-16 du 18/11/16 concernant la « convention ETAT-REGION relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Île de France » ;
VU la délibération n° CP 2017-073 du 8 mars 2017 adoptant la convention type relative au soutien à l'équipement immobilier des polices municipales ;
VU la délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité et adoptant le règlement d'intervention « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » ;
VU la délibération n° CP 2019-532 du 20 novembre 2019 relative au soutien à la construction, la rénovation et la sécurisation des commissariats de police nationale et casernes de gendarmerie nationale en ïle-de-France. Abondement départemental du dispositif régional « bouclier de sécurité » ;
VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-224 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement en vidéoprotection », au financement des projets d'équipement détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **942 595 €.**

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **942 595 €**, disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « bouclier de sécurité », action 15700103 « soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics », au financement d'équipements détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **760 511 €**.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 relative à la mise en oeuvre du bouclier de sécurité et adoptant le règlement d'intervention « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **760 511 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « bouclier de sécurité », action 15700104 « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » du budget 2020.

Article 3 :

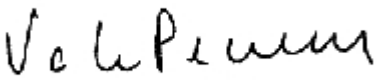
Décide, suite à une erreur matérielle dans le dossier n°17011135, approuvé par délibération n°CP 2019-532 du 20 novembre 2019 de modifier le nom du bénéficiaire « CA Gd Paris Sud Seine Essonne Sénart Régie le Plan Grand Paris Sud » par « CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart ». Le montant maximum de la subvention reste inchangé (soit 500 000 €), la base subventionnable est modifiée et passe de 10 382 745 € HT à 5 980 704 € HT et le taux d'intervention passe de 4,82% à 8,36%.

Approuve en conséquence la nouvelle fiche projet telle qu'elle figure en annexe 2 de la présente délibération.

Article 4 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

01/07/2020 17:51:25

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc178629-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX047403 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DES MUREAUX

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	442 554,00 € HT	37,27 %	164 940,00 €
	Montant total de la subvention		164 940,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MUREAUX
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François GARAY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune des Mureaux

Dates prévisionnelles : 5 octobre 2019 - 10 octobre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le projet concerne le remplacement de certains liens hertziens par l'utilisation de la fibre optique, ainsi que la dépose de 71 caméras analogiques, dont certaines sont actives depuis la création du service, et l'installation de caméras à haute définition. Il est également prévu d'installer 6 nouvelles caméras de voie publique sur le réseau.

Les travaux pour les 77 caméras sont prévus en trois phases :
Phase 2019 / 2020 :
- refonte de trois relais radios saturés remplacés par de la fibre optique ;
- remplacement d'antennes relais ;
- installation des serveurs et de la baie de stockage ;
- remplacement de 23 caméras analogiques par de la Full HD.

Phase 2020 / 2021 :
- changement des antennes relais sur trois secteurs par des antennes nouvelle génération ;
- remplacement des antennes relais anciennes générations par des antennes en réserve dans le stock de maintenance ;
- remplacement de 23 caméras analogiques par de la Full HD ;

- pose de 6 caméras Full HD.
Phase 2021 / 2022 :
- installation de 25 caméras Full HD.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection et d'un remplacement de caméras obsolètes, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% pour 21 caméras hors ZSP et 40% pour 56 caméras en ZSP, soit un taux moyen de 37,27%.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 6 caméras et remplacement de 71 caméras pour passage en full HD	246 339,00	55,66%
Refonte du réseau hertzien	89 850,00	20,30%
Travaux de génie civil,...	106 365,00	24,03%
Total	442 554,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	164 940,00	37,27%
Subvention Etat FIPD (obtenue)	16 040,00	3,62%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	261 574,00	59,11%
Total	442 554,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048276 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE MARLES-EN-BRIE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	80 643,00 € HT	19,70 %	15 889,00 €
		Montant total de la subvention	15 889,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MARLES-EN-BRIE
Adresse administrative	:	PLACE DE LA MAIRIE 77610 MARLES-EN-BRIE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Stéphane BONNEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Marles-en-Brie

Dates prévisionnelles : 13 janvier 2020 - 1 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
L'installation comprend la fourniture et pose de 18 caméras dont 7 caméras de vidéoprotection sur la voie publique, 1 caméra fixe au niveau des entrées de l'école mixte, 1 caméra mobile PTZ 360° sur le stade Jacques Sabatier et 1 caméra fixe multidirectionnelle 360° sur la Place de la Mairie. Les caméras seront reliées à la mairie par une boucle locale radio (B.L.R.) à un poste de sécurité situé dans les locaux de la mairie sécurisés par un système de contrôle d'accès par digicode et détection intrusion. Le stockage des informations n'excédera pas 15 jours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une création hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.
Ne sont pas éligibles la formation et les Dossiers d'Ouvrages Executés (DOE) pour 1 200 €.

Localisation géographique :

- MARLES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (18 caméras)	35 055,00	42,83%
Logiciels	6 800,00	8,31%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	32 588,00	39,82%
Ecrans de contrôle	5 600,00	6,84%
Etudes, Formations, AMO, DOE, … (non éligibles)	1 200,00	1,47%
Autres (panneaux d'information)	600,00	0,73%
Total	81 843,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 889,00	19,41%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	16 368,00	20,00%
D.E.T.R. (sollicitée)	49 586,00	60,59%
Total	81 843,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048355 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE SUCY EN BRIE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	168 333,00 € HT	29,41 %	49 500,00 €
	Montant total de la subvention		49 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY-EN-BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Sucy-en-Brie

Dates prévisionnelles : 14 janvier 2020 - 1 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
En 2020 et dans la continuité de la sécurisation des espaces publics, la commune de Sucy-en-Brie procède à une extension et une amélioration du réseau de vidéoprotection par l'intermédiaire de l'installation de 11 caméras.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 49 500€ pour 11 caméras, représentant 30% de 165 000€.
Ne sont pas éligibles les études, formations, AMO, DOE, ... pour 9 030€.

Localisation géographique :

- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (11 caméras)	93 221,00	52,56%
Logiciels	3 226,00	1,82%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	71 886,00	40,53%
Etudes, Formations, AMO, DOE, … (non éligibles)	9 030,00	5,09%
Total	177 363,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	49 500,00	27,91%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	13 500,00	7,61%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	114 363,00	64,48%
Total	177 363,00	100,00%

DOSSIER N° EX048429 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE BERNAY VILBERT

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	67 053,00 € HT	35,00 %	23 468,00 €
		Montant total de la subvention	23 468,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BERNAY-VILBERT
Adresse administrative	:	MAIRIE 77540 BERNAY-VILBERT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Patrick STOURME, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Bernay-Vilbert

Dates prévisionnelles : 21 janvier 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Afin de compléter l'ensemble des dispositions prises pour améliorer la sécurité sur le territoire de la commune de Bernay-Vilbert, la municipalité souhaite mettre sous protection :
- les installations sportives municipales du City Stade ;
- les abords des bâtiments municipaux, la Mairie, le CTM, l'Ecole Maternelle et la salle des fêtes ;
- les principales entrées et sorties du village.

Les implantations des 18 caméras ont été validées par les principaux acteurs de la sécurité de la Commune élus en concertation avec la Gendarmerie Nationale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une création hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention

est de 35%.
Ne sont pas éligibles les études, formations, AMO, DOE, contrat d'entretien ... pour 2 590 €.

Localisation géographique :

- BERNAY-VILBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (18 caméras)	67 053,00	96,28%
Etudes, Formations, AMO, DOE, contrat d'entretien, ... (non éligibles)	2 590,00	3,72%
Total	69 643,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	23 468,00	33,70%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	18 318,00	26,30%
DETR (sollicitée)	27 857,00	40,00%
Total	69 643,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048489 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE BAGNEUX

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	144 832,00 € HT	18,64 %	27 000,00 €
	Montant total de la subvention		27 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAGNEUX
Adresse administrative : 57 AVENUE HENRI RAVERA
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Bagneux

Dates prévisionnelles : 3 février 2020 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Bagneux souhaite étendre son système de vidéoprotection à l'aide de 6 caméras supplémentaires. Ce dispositif a pour objectifs de :
- favoriser la protection des personnes et des biens sur le territoire ;
- dissuader le passage à l'acte délinquant ;
- lutter contre le trafic de produits stupéfiants dans les secteurs ciblés ;
- renforcer les moyens d'investigation des forces de police.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 27 000€ pour 6 caméras, représentant 30% de 90 000€.

Localisation géographique :

- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (6 caméras)	93 175,00	64,33%
Logiciels	2 013,00	1,39%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	49 644,00	34,28%
Total	144 832,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	27 000,00	18,64%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	60 100,00	41,50%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	57 732,00	39,86%
Total	144 832,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048490 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE LONGPERRIER

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	184 007,00 € HT	30,00 %	55 202,00 €
	Montant total de la subvention		55 202,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LONGPERRIER
Adresse administrative : 2 RUE DE MAINCOURT
77230 LONGPERRIER
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel MOUTON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Longperrier

Dates prévisionnelles : 3 février 2020 - 1 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Longperrier étend son système de vidéoprotection à l'aide de 16 caméras. Le développement du dispositif a pour objectifs de :
- lutter contre les cambriolages et autres méfaits ;
- aider à la lutte contre les décharges sauvages ;
- prévenir les atteintes à la sécurité des personnes, des biens et des commerces ;
- lutter contre le trafic de stupéfiants et les conduites addictives.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :

- LONGPERRIER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (16 caméras)	131 056,00	71,22%
Aménagement du CSU (Mini baie + serveur enregistrement + poste exploitation + réutilisation mobilier existant...)	52 951,00	28,78%
Total	184 007,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	55 202,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	128 805,00	70,00%
Total	184 007,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048516 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	254 391,00 € HT	30,00 %	76 317,00 €
		Montant total de la subvention	76 317,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Arnaud PERICARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Saint-Germain-en-Laye

Dates prévisionnelles : 7 février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Depuis 2005, la ville de Saint-Germain-en-Laye a déployé 65 caméras pour assurer la protection des citoyens, pour lutter contre la délinquance de voie publique, notamment les cambriolages. Les principaux objectifs du déploiement de ces caméras sont la sécurisation des personnes et des biens, et la réponse à une problématique ciblée de troubles de l'ordre public. Malgré le nombre de caméras actuellement déployées, de nombreuses réquisitions judiciaires n'ont pu être traitées par manque de caméras. L'extension prévoit 18 nouvelles caméras.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de 18 caméras	88 872,00	34,94%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	165 519,00	65,06%
Total	254 391,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	76 317,00	30,00%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	76 317,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	101 757,00	40,00%
Total	254 391,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048520 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - MAIRIE DE VILLENEUVE LE COMTE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	142 734,00 € HT	35,00 %	49 956,00 €
		Montant total de la subvention	49 956,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE-LE-COMTE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77174 VILLENEUVE LE COMTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel CHEVALIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Villeneuve-le-Comte

Dates prévisionnelles : 7 février 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le projet porte sur la création d'un dispositif de vidéoprotection comportant 27 caméras, situées à des endroits stratégiques, qu'il s'agisse des entrées de village ou de lieux fréquentés (mairie, bâtiment technique, stade, salle des fêtes, places centrales, citystade, parking cabinet médical). Les images seront stockées dans un local spécifique sécurisé au sein de la mairie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une création hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.
Ne sont pas éligibles, les études, formation, assistance à la maîtrise d'ouvrage, ... pour 9 405 €.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-LE-COMTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (27 caméras)	50 516,00	33,20%
Logiciels	5 265,00	3,46%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	70 015,00	46,02%
Ecrans de contrôle	16 938,00	11,13%
Etudes, Formations, AMO, DOE, … (non éligibles)	9 405,00	6,18%
Total	152 139,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	49 956,00	32,84%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	102 183,00	67,16%
Total	152 139,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048681 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE MONTLHERY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	382 656,00 € HT	14,11 %	54 000,00 €
	Montant total de la subvention		54 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTLHERY
Adresse administrative : 1 RUE BLANCHE DE CASTILLE
91310 MONTLHERY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude PONS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Montlhéry

Dates prévisionnelles : 18 février 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La ville de Montlhéry a décidé de s'engager dans l'extension de son dispositif de vidéoprotection en s'équipant de 12 nouvelles caméras. Cette extension répond à trois principaux objectifs :
- la sécurité des personnes et des biens,
- la protection des bâtiments publics et leurs abords,
- la gestion du domaine public.

Il s'agit de réaliser les travaux de génie civil, la fourniture et l'installation des supports de caméras nécessaires au déploiement des 12 caméras réparties sur le territoire communal, avec redimensionnement des antennes-relais si nécessaire et leur exploitation, la pose et le paramétrage des équipements.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention

s'établit à 30% des dépenses éligibles hors études, AMO, DOE...pour 4 294 €.
Cependant, le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 54 000 € pour 12 caméras.

Localisation géographique :

- MONTLHERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose de 12 caméras	33 350,00	8,62%
Logiciels	4 406,00	1,14%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	299 900,00	77,50%
Ecrans de contrôle	45 000,00	11,63%
Etudes, Formations, AMO, DOE, … (dépenses non éligibles)	4 294,00	1,11%
Total	386 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	54 000,00	13,96%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	216 733,00	56,01%
Subvention Département (sollicitée)	54 000,00	13,96%
Autres (préciser)	62 217,00	16,08%
Total	386 950,00	100,00%

DOSSIER N° EX048724 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE GUITRANCOURT

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	87 520,00 € HT	35,00 %	30 632,00 €
	Montant total de la subvention		30 632,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GUITRANCOURT
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
78440 GUITRANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick DAUGE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Guitrancourt

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
A la suite d'une recrudescence de vols et de cambriolages, la commune de Guitrancourt souhaite rassurer sa population, sécuriser les sites, dissuader et appréhender les auteurs d'actes délictueux, en installant un système de vidéoprotection permettant l'identification des individus.
Le projet repose sur l'implantation de 16 caméras, dont 4 multi objectifs sur la commune représentant 28 vues, filmant les contextes et situations du coeur de ville, ainsi que les entrées et sorties de la ville. Un centre de supervision urbain sera installé à la Mairie et permettra l'enregistrement des images de toutes les caméras.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention est de 35% des seules dépenses éligibles (87 520 €), soit un montant de subvention

proposé de 30 632 €, hors dépenses inéligibles d'études, formation, etc. pour 1 150 €.

Localisation géographique :

- GUITRANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose de 16 caméras	87 520,00	98,70%
Etudes, Formations, AMO, DOE,… (dépenses non éligibles)	1 150,00	1,30%
Total	88 670,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 632,00	34,55%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	31 437,00	35,45%
Subvention Département (sollicitée)	26 601,00	30,00%
Total	88 670,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048750 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D'ORLY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	25 039,00 € HT	30,00 %	7 511,00 €
	Montant total de la subvention		7 511,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORLY
Adresse administrative : 7 AVENUE ADRIEN RAYNAL
94319 ORLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine JANODET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Orly

Dates prévisionnelles : 21 février 2020 - 1 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le projet a pour objectif d'étendre le dispositif de vidéoprotection à l'aide de 4 caméras supplémentaires sur la rue Bréguet, la rue Docteur Calmette et l'avenue Marcel Cachin. Ce périmètre traverse des quartiers sensibles nécessitant des interventions régulières pour des actes délictueux et couvre des établissements scolaires (école primaire, école maternelle et collège) ainsi qu'un parc municipal ouvert sur deux quartiers sensibles (Les Aviateurs et les Tilleuls).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :

- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (4 caméras)	16 943,00	67,67%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	8 096,00	32,33%
Total	25 039,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 511,00	30,00%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	10 016,00	40,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	7 512,00	30,00%
Total	25 039,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048932 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D'ORMESSON SUR MARNE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	116 193,00 € HT	30,00 %	34 857,00 €
		Montant total de la subvention	34 857,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORMESSON-SUR-MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE WLADIMIR D'ORMESSON
94490 ORMESSON SUR MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Christine SEGUI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Ormesson-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 26 février 2020 - 1 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La ville d'Ormesson-sur-Marne, souhaite pour l'année 2020, étendre son système de vidéoprotection à l'aide de 13 caméras supplémentaires. La commune connait un fort développement démographique. Les faits de délinquance notamment de cambriolages et de vols à la fausse qualité se multiplient. De plus, une hausse de vols de véhicules de près de 20% accentue le sentiment d'insécurité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :

- ORMESSON-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (13 caméras)	116 193,00	100,00%
Total	116 193,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	34 857,00	30,00%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	58 097,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	23 239,00	20,00%
Total	116 193,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048965 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - MAIRIE DE JOUY LE MOUTIER

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	120 224,00 € HT	30,00 %	36 067,00 €
	Montant total de la subvention		36 067,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOUY-LE-MOUTIER
Adresse administrative : 56 GRANDE RUE
95280 JOUY-LE-MOUTIER
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Christophe VEYRINE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Jouy-le-Moutier

Dates prévisionnelles : 21 février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La ville de Jouy-le-Moutier souhaite étendre son dispositif de vidéoprotection par le biais de 10 caméras supplémentaires, portant sur un total de 50 caméras pour la vidéoprotection sur la voie publique. La mise en place de ce dispositif s'inscrit dans le cadre du développement de la politique de prévention de la ville, et vise à satisfaire les objectifs suivants :
- la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou de trafic de stupéfiant ;
- la protection des bâtiments, des installations publiques et de leurs abords.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- JOUY-LE-MOUTIER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose de 10 caméras	83 486,00	69,44%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	36 738,00	30,56%
Total	120 224,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	36 067,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	55 416,00	46,09%
Subvention Département (sollicitée)	28 741,00	23,91%
Total	120 224,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX049030 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE YEBLES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	37 523,00 € HT	30,00 %	11 256,00 €
	Montant total de la subvention		11 256,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE YEBLES
Adresse administrative : 3 GRANDE RUE
77390 YEBLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marieme TAMATA-VARIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Yèbles

Dates prévisionnelles : 6 mars 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Yèbles souhaite étendre son dispositif de vidéoprotection à l'aide de 9 caméras afin :
- d'aider la police dans le cadre d'enquêtes,
- de lutter contre les dégradations des biens et la délinquance,
- de rassurer et protéger les personnes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :
- YEBLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (9 caméras)	37 523,00	100,00%
Total	37 523,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	11 256,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	26 267,00	70,00%
Total	37 523,00	100,00%

DOSSIER N° EX049284 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D'AULNAY SOUS BOIS

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	1 021 218,00 € HT	29,96 %	306 000,00 €
	Montant total de la subvention		306 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AULNAY-SOUS-BOIS
Adresse administrative : 14-16 BOULEVARD F LIX FAURE
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno BESCHIZZA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Aulnay-sous-Bois

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune d'Aulnay-sous-Bois procède en 2020 à l'extension de son système de vidéoprotection à l'aide de 68 caméras supplémentaires.
Ce dispositif vise à :
- améliorer la sécurité et la tranquillité publique de l'ensemble des administrés,
- lutter efficacement contre la délinquance, les actes d'incivilité et de violence,
- sécuriser les équipements publics,
- lutter contre le terrorisme, …

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention

est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 306 000€ pour 68 caméras, représentant 30% de 1 020 000€.
Ne sont pas élgibles les études, assistance à la maîtrise d'ouvrage, ... pour 23 200 €.

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (68 caméras)	539 655,00	51,67%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	481 563,00	46,11%
Etudes, Formations, AMO, DOE, … (non éligibles)	23 200,00	2,22%
Total	1 044 418,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	306 000,00	29,30%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	417 767,20	40,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	216 209,00	20,70%
Etat - DSIL (sollicitée)	104 441,80	10,00%
Total	1 044 418,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX047477 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	27 111,00 € HT	30,00 %	8 133,00 €
	Montant total de la subvention		8 133,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON
Adresse administrative : RUE RENE DECLE
91180 SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Norbert SANTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Saint-Germain-lès-Arpajon

Dates prévisionnelles : 16 octobre 2019 - 29 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Pour la ville de Saint-Germain-les-Arpajon, la lutte contre les cambriolages reste la priorité des actions à mener en l'année 2020 et les années suivantes. De même, les infractions liées à l'automobile (vols de véhicules, vols à la roulotte, dégradations de véhicules,…) continuent à faire l'objet d'une attention soutenue. La ville souhaite donc équiper ses policiers municipaux de 2 bâtons de défense, 4 caméras piétons et d'un nouveau véhicule Kia Niro hybride, en remplacement de l'ancien véhicule datant de 2000.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 2 bâtons de défense	56,00	0,21%
Achat de 4 caméras piétons	1 322,00	4,88%
Achat d'un véhicule Kia Niro hybride	25 733,00	94,92%
Total	27 111,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 133,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	18 978,00	70,00%
Total	27 111,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX047736 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE QUINCY-SOUS-SENART

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	5 514,00 € HT	30,00 %	1 654,00 €
	Montant total de la subvention		1 654,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE QUINCY-SOUS-SENART
Adresse administrative : 5 RUE COMBS LA VILLE
91480 QUINCY-SOUS-SENART
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine GARNIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Quincy-sous-Sénart

Dates prévisionnelles : 31 octobre 2019 - 15 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Dans le cadre des actions menées pour améliorer les conditions de travail et de protection de ses agents de police municipale, la commune de Quincy-sous-Sénart souhaite acquérir 8 gilets pare-balles et 8 terminaux portatifs de radiocommunication. La police municipale participe à la lutte contre les incivilités, mais aussi contre la petite et moyenne délinquance. Pour mener à bien tous ces objectifs, les agents de la police municipale doivent se protéger face à tous ces problèmes rencontrés sur le territoire. Par conséquent, il est prévu de se munir de :
- 8 gilets pare-balles : les gilets actuellement en possession de la police municipale sont obsolètes ;
- 8 terminaux portatifs de radiocommunication : actuellement la police municipale n'en possède pas.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- QUINCY-SOUS-SENART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 8 gilets pare-balles	3 864,00	70,08%
Achat de 8 terminaux portatifs de radiocommunication	1 650,00	29,92%
Total	5 514,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 654,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	2 427,00	44,02%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	1 433,00	25,99%
Total	5 514,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048196 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	13 606,00 € HT	30,00 %	4 082,00 €
	Montant total de la subvention		4 082,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT
Adresse administrative : 26 AVENUE ANDR MORIZET
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Boulogne-Billancourt

Dates prévisionnelles : 24 décembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le projet consiste à renouveler les équipements de radiocommunication de la police municipale de la commune de Boulogne-Billancourt (30 terminaux).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
30 Terminaux portatifs de radiocommunication	13 606,00	100,00%
Total	13 606,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	4 082,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	9 524,00	70,00%
Total	13 606,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048288 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DES MUREAUX

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	46 883,00 € HT	35,00 %	16 409,00 €
	Montant total de la subvention		16 409,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MUREAUX
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François GARAY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune des Mureaux

Dates prévisionnelles : 14 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune des Mureaux mobilise des moyens importants pour protéger les biens et les personnes. Avec le soutien de la Région, elle a pu initier le renouvellement des équipements utilisés par les 28 agents que compte sa Police municipale. La poursuite de ce renouvellement concerne :
- 17 gilets pare-balles,
- 1 véhicule Citroën Berlingo,
- 1 VTT électrique Focus Whistler,
- 18 caméras piétons.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire en ZSP, le taux appliqué est de 35%.

Localisation géographique :

- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 17 gilets pare-balles	7 503,00	16,00%
Achat de 18 caméras piétons	17 320,00	36,94%
Achat d'un véhicule Citroën Berlingo	20 675,00	44,10%
Achat d'un VTT électrique Focus Whistler2	1 385,00	2,95%
Total	46 883,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	16 409,00	35,00%
Subvention Etat (sollicitée)	8 850,00	18,88%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	21 624,00	46,12%
Total	46 883,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048363 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE ROISSY-EN-BRIE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	4 948,00 € HT	29,99 %	1 484,00 €
	Montant total de la subvention		1 484,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROISSY-EN-BRIE
Adresse administrative : 9 RUE PASTEUR
77680 ROISSY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François BOUCHART, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Roissy-en-Brie

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2020 - 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Afin d'améliorer sa capacité opérationnelle la police municipale de Roissy-en-Brie procède à l'acquisition de 9 gilets-pare-balles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- ROISSY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
9 Gilets pare-balles	4 948,00	100,00%
Total	4 948,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 484,00	29,99%
Subvention Etat (sollicitée)	2 250,00	45,47%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	1 214,00	24,54%
Total	4 948,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048426 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE ROSNY SUR SEINE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	23 217,00 € HT	30,00 %	6 965,00 €
	Montant total de la subvention		6 965,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROSNY-SUR-SEINE
Adresse administrative : RUE NATIONALE
78710 ROSNY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Yves DUMOULIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Rosny-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 22 janvier 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Suite à l'embauche de 2 policiers municipaux, la commune de Rosny-sur-Seine souhaite acquérir un véhicule Citroën Berlingo, 2 bâtons de défense et 2 gilets pare-balles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- ROSNY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 2 gilets pare-balles	1 168,00	5,03%
Achat de 2 bâtons de défense	328,00	1,41%
Achat d'un véhicule Citroën Berlingo	21 721,00	93,56%
Total	23 217,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 965,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	16 252,00	70,00%
Total	23 217,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048500 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE SEVRAN

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	818,00 € HT	34,96 %	286,00 €
	Montant total de la subvention		286,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SEVRAN
Adresse administrative	:	28 AVENUE DU GENERAL LECLERC 93270 SEVRAN
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Stéphane BLANCHET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Sevran

Dates prévisionnelles : 30 janvier 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Sevran procède à l'acquisition de 7 bâtons de défense pour sa police municipale afin d'équiper des agents nouvellement recrutés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire en ZSP, le taux maximum est de 35%.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
7 Bâtons de défense	818,00	100,00%
Total	818,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	286,00	34,96%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	532,00	65,04%
Total	818,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048541 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE SEVRAN

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	1 660 464,00 € HT	35,00 %	581 162,00 €
	Montant total de la subvention		581 162,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SEVRAN
Adresse administrative : 28 AVENUE DU GENERAL LECLERC
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane BLANCHET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Sevran

Dates prévisionnelles : 11 février 2020 - 1 mai 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Sevran va construire un nouveau local en centre-ville pour sa police municipale afin d'améliorer la sécurisation des agents. Ces changements concernent notamment :
- L'amélioration de l'efficacité et des interactions entre systèmes (intrusion, vidéo, incendie, alarmes techniques…) avec les services concernés (Police nationale, Pompiers, services techniques…),
- Le contrôle et la maîtrise des accès par badge électronique,
- Le contrôle des visiteurs, prestataires et intervenants temporaires,
- L'accès facilité des véhicules prioritaires (pompiers, police, élus, salariés…) par la reconnaissance de plaques minéralogiques ou des badges longue distance.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire ZSP, le taux maximum est de 35%.
Ne sont pas éligibles, les études, assistance à la maîtrise d'ouvrage, formation, ... pour 279 106 €.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 660 464,00	85,61%
Etudes, assistance à la maîtrise d'ouvrage, formation, ... (non éligibles)	279 106,00	14,39%
Total	1 939 570,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	581 162,00	29,96%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	1 358 408,00	70,04%
Total	1 939 570,00	100,00%

DOSSIER N° EX048556 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE CROISSY SUR SEINE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	27 377,00 € HT	30,00 %	8 213,00 €
	Montant total de la subvention		8 213,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CROISSY-SUR-SEINE
Adresse administrative : 8 AVENUE DE VERDUN
78290 CROISSY SUR SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Roger DAVIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Croissy-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 11 février 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Croissy-sur-Seine souhaite renforcer la sécurité de ses agents de la police municipale, en les équipant afin d'assurer leur sécurité.
Le véhicule de la Police municipale de la commune étant en état de vetusté, son remplacement est devenu nécessaire pour permettre aux agents de travailler dans des conditions optimales. La commune souhaite donc acquérir :
- 1 véhicule neuf (Skoda Karoq) avec les équipements dédiés ;
- 2 terminaux portatifs de radiocommunication ;
- 2 gilets pare-balles ;
- 4 bâtons de police télescopiques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%, hors dépenses inéligibles de carte grise et malus pour 560 €.

Localisation géographique :
- CROISSY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 2 gilets pare-balles	1 049,00	3,75%
Achat de 4 bâtons de défense	599,00	2,14%
Achat d'un véhicule Skoda Karoq	24 639,00	88,19%
Carte grise + malus (dépenses non éligibles)	560,00	2,00%
Achat de 2 terminaux portatifs de radiocommunication	1 090,00	3,90%
Total	27 937,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 213,00	29,40%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	19 724,00	70,60%
Total	27 937,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048587 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'ASNIERES-SUR-SEINE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	83 320,00 € HT	35,00 %	29 162,00 €
	Montant total de la subvention		29 162,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'ASNIERES-SUR-SEINE
Adresse administrative	:	1 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE 92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Manuel AESCHLIMANN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Asnières-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Afin d'améliorer la sécurisation de ses policiers municipaux, la commune d'Asnières-sur-Seine va effectuer des travaux de construction d'une armurerie au sein des locaux de la police municipale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire en ZSP, le taux maximum est de 35%.

Localisation géographique :

- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction d'une armurerie dans les locaux de la police municipale	83 320,00	100,00%
Total	83 320,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	29 162,00	35,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	54 158,00	65,00%
Total	83 320,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048592 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MONTGERON

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	4 611,00 € HT	29,99 %	1 383,00 €
	Montant total de la subvention		1 383,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTGERON
Adresse administrative : 112 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
91230 MONTGERON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie CARILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Montgeron

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Acquisition par la commune de Montgeron d'un gilet pare-balles pour un agent récemment recruté, et acquisition de cinq radios numériques dernière génération.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un gilet pare-balles	559,00	12,12%
Achat de 5 terminaux portatifs de radiocommunication	4 052,00	87,88%
Total	4 611,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 383,00	29,99%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	3 228,00	70,01%
Total	4 611,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048629 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'OLLAINVILLE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	37 072,00 € HT	30,00 %	11 121,00 €
	Montant total de la subvention		11 121,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OLLAINVILLE
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MAIRIE
91340 OLLAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Ollainville

Dates prévisionnelles : 18 février 2020 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune d'Ollainville dispose d'une police municipale composée de 3 agents, située dans des locaux exigus et inadaptés à leurs missions. Dans sa volonté de garantir la sécurité de ses agents, la municipalité a décidé d'installer le nouveau poste dans un bâtiment communal libre.
Pour ce faire, des travaux de sécurisation et de mise aux normes sont nécessaires :
- mise aux normes de l'installation électrique ;
- création d'un SAS d'entrée afin d'assurer la sécurité des agents ;
- remplacement du système de détection intrusion...

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux immobiliers nécessaires au renforcement de la sécurité des agents de police municipale	37 072,00	100,00%
Total	37 072,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	11 121,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	25 951,00	70,00%
Total	37 072,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048728 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE FONTAINEBLEAU

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	24 619,00 € HT	30,00 %	7 385,00 €
	Montant total de la subvention		7 385,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative	:	40 RUE GRANDE 77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Frédéric VALLETOUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Fontainebleau

Dates prévisionnelles : 25 mars 2019 - 1 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La Police Municipale de Fontainebleau souhaite moderniser ses équipements et participer à la sécurisation des espaces publics. Dans ce contexte, l'effectif de ce service a été augmenté, ce qui nécessite donc de nouveaux équipements.
L'achat d'un nouveau véhicule (Peugeot Rifter) répond à une nécessité de service afin de pouvoir, dans les mêmes créneaux horaires, effectuer plusieurs patrouilles à la fois (ex : surveillance devant un établissement scolaire dans le cadre du plan Vigipirate en même temps qu'une surveillance sur les parkings forestiers).
Enfin, lors des manifestations (nombreuses sur la commune) la présence d'un deuxième véhicule est plus que nécessaire afin d'encadrer et contrôler le périmètre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 véhicule Peugeot Rifter équipé (hors frais d'immatriculation et de mise en service)	24 619,00	100,00%
Total	24 619,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région ïle-de-France (sollicitée)	7 385,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	17 234,00	70,00%
Total	24 619,00	100,00%

DOSSIER N° EX048782 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE VILLEPINTE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	86 824,00 € HT	30,00 %	26 047,00 €
	Montant total de la subvention		26 047,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VILLEPINTE
Adresse administrative	:	VILLEPINTE 93420 VILLEPINTE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Martine VALLETON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Villepinte

Dates prévisionnelles : 24 février 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le projet consiste à fournir ou à renouveler le matériel destiné à l'ensemble des effectifs de la Police Municipale afin de garantir la sécurité et la protection du personnel, d'améliorer les conditions de travail et d'exercice des missions au quotidien grâce à des matériels adaptés, en nombre suffisant, de qualité et en bon état.
Les acquisitions concernent :
- 5 gilets pare-balles
- 5 bâtons de défense
- 1 Skoda Kodiaq équipé PM
- 35 radios

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
5 Gilets pare-balles	1 938,00	2,23%
5 Bâtons de défense	864,00	1,00%
1 Véhicule équipé PM : Skoda Kodiaq (hors frais d'immatriculation et de mise en service)	34 751,00	40,02%
35 Terminaux portatifs de radiocommunication	49 271,00	56,75%
Total	86 824,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	26 047,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	6 438,00	7,42%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	54 339,00	62,59%
Total	86 824,00	100,00%

DOSSIER N° EX048784 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MANTES LA JOLIE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	61 384,00 € HT	35,00 %	21 484,00 €
	Montant total de la subvention		21 484,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MANTES-LA-JOLIE
Adresse administrative	:	31 RUE GAMBETTA 78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Raphaël COGNET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Mantes-la-Jolie

Dates prévisionnelles : 21 mars 2019 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Mantes-la-Jolie souhaite renforcer les moyens des agents de sa police municipale afin de contribuer à assurer la sécurité des habitants mais aussi des usagers de la ville (salariés, commerçants, chalands, touristes, ...), d'optimiser la sécurité des agents de Police Municipale, de prévenir les incidents au cours des interventions.
Dans ce contexte, la commune procède à l'acquisition de 24 caméras piétons et 2 véhicules équipés (Renault Kangoo et Renault Mégane Estate).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire ZSP, le taux maximum est de 35%.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
24 Caméras piétons	21 033,00	34,26%
2 Véhicules (hors frais d'immatriculation et de mise en service)	40 351,00	65,74%
Total	61 384,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	21 484,00	35,00%
Subvention Etat (sollicitée)	4 000,00	6,52%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	35 900,00	58,48%
Total	61 384,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048921 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE LESIGNY

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	20 766,00 € HT	30,00 %	6 229,00 €
	Montant total de la subvention		6 229,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LESIGNY
Adresse administrative : 6 RUE DE VILLARCEAU
77150 LESIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel PAPIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Lésigny

Dates prévisionnelles : 26 février 2020 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La police municipale de Lésigny comprenant 6 agents dispose de 2 véhicules dont un nécessitant son remplacement. Pour ce faire, la commune procède à l'acquisition d'un Dacia Duster.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- LESIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 Véhicule Dacia Duster (hors frais d'immatriculation et de mise en service)	20 766,00	100,00%
Total	20 766,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 229,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	14 537,00	70,00%
Total	20 766,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX048947 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'EPONE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	7 025,00 € HT	29,99 %	2 107,00 €
	Montant total de la subvention		2 107,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPONE
Adresse administrative : 90 AVENUE EMILE SERGENT
78680 EPONE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Epone

Dates prévisionnelles : 14 novembre 2019 - 29 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Dans le cadre de sa politique de prévention et de tranquillité publique, la ville d'Epône souhaite renforcer l'action menée par le service de Police municipale en matière de surveillance de la voie publique, en instaurant une présence dissuasive et attentive des différents quartiers des trois communes qui composent la police pluri-communale.
L'achat de 8 terminaux portatifs de radiocommunication contribue à :
- renforcer la sécurisation des policiers en intervention par la transmission d'informations rapides et précises sur les ondes,
- être en capacité d'émettre des appels d'urgence,
- agir rapidement auprès de la population dans le cadre des manifestations et évènements sur la voie publique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :
- EPONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 8 terminaux portatifs de radiocommunication	7 025,00	100,00%
Total	7 025,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	2 107,00	29,99%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	4 918,00	70,01%
Total	7 025,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-224

DOSSIER N° EX049249 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'OZOIR LA FERRIERE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	69 755,00 € HT	30,00 %	20 926,00 €
	Montant total de la subvention		20 926,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OZOIR-LA-FERRIERE
Adresse administrative : 45 AV DU GENERAL DE GAULLE
77330 OZOIR LA FERRIERE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François ONETO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Ozoir-la-Ferrière

Dates prévisionnelles : 13 mars 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Afin d'améliorer la capacité opérationnelle de sa police municipale, la commune d'Ozoir-la-Ferrière procède à l'acquisition de :
- 4 gilets pare-balles
- 18 bâtons de défense
- 6 radios
- un véhicule Peugeot 308 SW sérigraphié
- un véhicule Dacia Duster sérigraphié
- une moto Yamaha MT 09 Tracer sérigraphié

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- OZOIR-LA-FERRIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
4 Gilets pare-balles	2 125,00	3,05%
18 Bâtons de défense	2 669,00	3,83%
3 Véhicules : Peugeot 308 SW, Dacia Duster, Yamaha MT 09 Tracer (hors frais d'immatriculation et de mise en service)	60 568,00	86,83%
6 Terminaux portatifs de radiocommunication	4 393,00	6,30%
Total	69 755,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 926,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	1 000,00	1,43%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	47 829,00	68,57%
Total	69 755,00	100,00%

DOSSIER N° EX049332 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE COURDIMANCHE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	20 929,00 € HT	30,00 %	6 279,00 €
	Montant total de la subvention		6 279,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE COURDIMANCHE
Adresse administrative	:	RUE VIEILLE SAINT-MARTIN 95800 COURDIMANCHE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Elvira JAOUËN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Courdimanche

Dates prévisionnelles : 20 mars 2020 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Pour permettre la réalisation d'interventions en dehors du secteur urbanisé de la commune de Courdimanche, notamment vis à vis de la lutte contre les dépôts sauvages dans la frange agricole, mais aussi pour permettre la surveillance des espaces naturels préservés, il apparait nécessaire à la commune de remplacer le véhicule d'intervention de son service de police municipale, en l'acquisition d'un véhicule Renault Dacia Duster, à la garde au sol surélevée, et présentant une plus grande capacité de franchissement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%, hors dépenses de carburant. de redevance d'envoi, de taxe de gestion et de certificat d'immatriculation pour 296 € HT.

Localisation géographique :

- COURDIMANCHE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un véhicule Dacia Duster	20 929,00	98,61%
Carburant, redevance d'envoi, taxe de gestion, certificat d'immatriculation (dépenses non éligibles)	296,00	1,39%
Total	21 225,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 279,00	29,58%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	10 701,00	50,42%
Département du 95 (sollicitée)	4 245,00	20,00%
Total	21 225,00	100,00%

ANNEXE 2 : FICHE PROJET 17011135 MODIFIEE

Commission permanente du 20 novembre 2019 - CP2019-532

DOSSIER N° 17011135 - Construction de la caserne de gendarmerie de Saint-Germain Lès Corbeil

Dispositif : Aide à l'implantation des forces de sécurité (n° 00000786)
Délibération Cadre : CR212-16 du 18/11/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204142-157001-300
Action : 15700101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	5 980 704,00 € HT	8,36 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 505 PLACE DES CHAMPS ELYSEES
91054 EVRY-COURCOURONNES CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement de la construction de la caserne de gendarmerie de Saint-Germain Lès Corbeil

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le projet présente les principales caractéristiques suivantes :
- Ensemble de bâtiments sur un terrain clos et sécurisé comprenant plusieurs entités fonctionnelles : Brigade Territoriale de Proximité et pôle judiciaire classé en ERP de type W, Brigade Motorisée et autres locaux de services et techniques classés en code du travail, 38 logements en base et 1 T2 réversible en studios pour les gendarmes adjoints volontaires (GAV), soit un total de 40 logements de fonction classés en habitation, et locaux annexes.
- Classement EFFINERGIE + label THPE (objectifs de -20% de consommations par rapport à la RT 2012).
- Surfaces : terrain : 18369 m2, bâtiments : 3177 m2 de logements + 803 m2 de bureaux et locaux techniques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont retenues au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, éligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction de la caserne de gendarmerie de Saint-Germain Lès Corbeil	5 980 704,00	100,00%
Total	5 980 704,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CA GD PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART REGIE LE PLAN GRAND PARIS SUD	5 480 704,00	91,64%
Subvention Région (sollicitée)	500 000,00	8,36%
Total	5 980 704,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-327

DU 1 JUILLET 2020

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME "CONSTRUIRE AU FUTUR, HABITER LE FUTUR" (TIGA) ET DE LA STRATÉGIE SMART RÉGION, 3ÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative aux Programme d'investissements d'avenir, telle que modifiée par la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et par la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;

VU la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;

VU l'arrêté du 19 novembre 2018 relatif à l'approbation du cahier des charges de l'appel à projets « Territoires d'innovation » ;

VU la convention du 10 mai 2017 modifiée entre l'État et la Caisse des Dépôts et Consignations relative au Programme d'investissements d'avenir Territoires d'Innovation ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2018-052 du 22 novembre 2018 relative au Programme Smart Région ;

VU la délibération n° CR 2019-070 du 22 novembre 2019 relative à la création de l'association « Construire au futur, Habiter le futur » dans le cadre de l'appel à projets Territoires d'Innovation ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-327 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Participation régionale au fonds de capital-investissement Axeleo Proptech 1

Approuve le principe de la participation de la région Île-de-France au capital du fonds de capitalisation Axeleo Proptech 1.

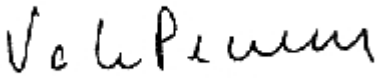
Autorise la Présidente à mener toutes démarches nécessaires et à signer tous actes relatifs à la participation de la région Île-de-France au capital du fonds de capitalisation Axeleo Proptech 1, notamment la lettre d'engagement annexée à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de 1 000 000 € sur le chapitre 909, « Développement économique », code fonctionnel 92, « Recherche et innovation », programme HP 92-009 « Smart Région, (modernisation et innovation territoriale) », action 19200901 « Smart Région avenir numérique » du budget 2020, pour la mise en œuvre de la participation de la région Île-de-France au capital de ce fonds.

Article 2 : Affectation pour l'accélération du Programme Smart Région dans le cadre de la relance

Affecte une autorisation de programme de 1 000 000 € sur le chapitre 909, « Développement économique », code fonctionnel 92, « Recherche et innovation », programme HP 92-009 « Smart Région, (modernisation et innovation territoriale) », action 19200901 « Smart Région avenir numérique » du budget 2020, pour la mise en œuvre du programme Smart Région.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182569-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Lettre d'engagement fonds Axeleo Proptech 1

axeleo
CAPITAL

A Paris, le date 4 mai 2020

Madame la Présidente

Région Île-de-France

2, rue Simone Veil

93400 Saint-Ouen

Monsieur,

Cette lettre (la « **Lettre** ») est établie en relation avec l'investissement par la Région Île-de-France (l'« **Investisseur** ») dans Axeleo Proptech 1 (le « **Fonds** »), un fonds professionnel de capital investissement français représenté par sa société de gestion, Axeleo Capital SAS (la « **Société de Gestion** »), à travers la souscription de un million (1.000.000) parts de catégorie A du Fonds, soit un investissement de un million (1.000.000) euros (l'« **Investissement** »). Sauf s'il en est disposé autrement par les présentes, les termes de la présente Lettre commençant par une majuscule renvoient aux définitions contenues dans le règlement du Fonds en date du 4 mai 2020 (le « **Règlement** »), tel que modifié, amendé ou complété ultérieurement le cas échéant.

Dans le cadre de l'Investissement par l'Investisseur dans le Fonds et afin d'inciter l'Investisseur à effectuer cet Investissement, la Société de Gestion, d'une part, et l'Investisseur, d'autre part, s'accordent sur les stipulations suivantes :

1. Comité Stratégique. L'Investisseur est en droit de nommer un censeur au Comité Stratégique du Fonds.

L'Investisseur a vocation à rester représenté par un censeur du Comité Stratégique tant que l'Investisseur respecte les conditions stipulées à l'article 19 du Règlement.

2. Comité Innovation. L'Investisseur est en droit de nommer un membre permanent au Comité Innovation tant que l'Investisseur est un porteur de parts du Fonds.

Il est précisé que le « **Comité Innovation** » désigne un comité ad hoc constitué par la Société de Gestion et ayant pour rôle de présenter et d'échanger, lors de réunions physiques, téléphoniques ou par visioconférence (ou par tout autre moyen) avec les membres sur i) l'évolution du dealflow et les opportunités d'intérêt, ii) l'actualité du portefeuille, iii) les tendances de marchés. Il est composé de membres nommés par la Société de Gestion. Il n'a aucun pouvoir de gestion à l'égard du Fonds. Ses avis et recommandations éventuels ne lieront donc pas la Société de Gestion.

3. Deal flow. La Société de Gestion s'engage à présenter trimestriellement à l'Investisseur, dans un format à convenir prochainement entre l'Investisseur et la Société de Gestion lors de réunions physiques ou téléphoniques, ou par visioconférence, ou par tout autre moyen, aux dates et lieux convenus entre

l'Investisseur et la Société de Gestion, les Entreprises répondant à la politique d'investissement du Fonds (le(s) « **Revue(s) Trimestrielle(s)** ») actives sur la Région Île-de-France ainsi que l'évolution des sociétés du portefeuille et ce afin de permettre à l'Investisseur de pouvoir discuter de partenariats stratégiques potentiels avec ladite Entreprise.

Par la signature de cette Lettre, l'Investisseur reconnait que les informations contenues dans tout document transmis présentant des informations relatives aux Entreprises répondant à la politique d'investissement sont des informations confidentielles soumises aux dispositions de l'article 30 du Règlement.

4. Transfert. En cas de Transfert de ses Parts par l'Investisseur à une Affiliée, la Société de Gestion accepte que la présente Lettre puisse bénéficier à toute Affiliée de l'Investisseur qui viendrait acquérir la totalité ou une partie des Parts détenues par ce dernier pour autant que ladite Affiliée concernée remplisse les conditions visées à l'article 5.5.7. du Règlement pour bénéficier des termes d'une Side Letter.

Pour éviter toute ambiguïté, il est précisé que le droit de l'Affiliée de nommer ou de conserver un représentant au Comité Stratégique du Fonds sera soumis aux mêmes conditions que celles listées à l'article 1 de la présente Lettre et notamment au fait que cette Affiliée seule ou avec l'Investisseur et/ou les autres Affiliées de l'Investisseur, respecte(ent) les conditions prévues à l'article 19 du Règlement ; étant rappelé que le nombre de représentants nommés par l'Investisseur (et/ou l'Affiliée ou l'entité gérant cette dernière) au Comité Stratégique sera en tout état de cause limité à un (1) membre.

5. Conflits. La présente Lettre constitue un engagement qui lie valablement la Société de Gestion, pour son propre compte et pour celui du Fonds. En cas de conflit entre, d'une part, les stipulations du Règlement ou du Bulletin de souscription et, d'autre part, celles de la présente Lettre, les stipulations de la présente Lettre prévaudront entre la Société de Gestion et l'Investisseur.

6. Divers :

L'Investisseur et la Société de Gestion s'engagent à garder strictement confidentiel le contenu de la présente Lettre.

L'Investisseur reconnaît qu'en application des stipulations prévues à l'article 5.5.7. du Règlement, la Société de Gestion pourra être dans l'obligation de communiquer le contenu de cette Lettre aux autres investisseurs du Fonds dans le cadre de leur investissement dans le Fonds et consent à une telle communication.

La présente Lettre est régie par, et s'interprète conformément à, la loi française. L'Investisseur et la Société de Gestion acceptent irrévocablement que tout litige relatif à la présente Lettre soit soumis à la compétence exclusive de la juridiction des tribunaux français compétents.

Les termes de la présente Lettre entreront en vigueur à la date à la date à laquelle l'Investisseur aura libéré le montant réclamé par la Société de Gestion au titre de la Tranche Initiale correspondant à un pourcentage de son Engagement.

Cette Lettre sera résiliée à la première des quatre dates suivantes : (i) le commun accord écrit des signataires de la présente Lettre, (ii) le jour de clôture des opérations de liquidation du Fonds, (iii) la date à laquelle l'Investisseur cesse de détenir les parts de catégorie A auxquelles il a souscrit ou (iv) la date à laquelle l'Investisseur devient un Porteur Défaillant, à moins qu'il ne remédie à la situation de défaut conformément à l'article 10 du Règlement.

Nous vous remercions de bien vouloir nous retourner un exemplaire de la présente Lettre dûment signé ci-dessous si les termes prévus ci-dessus reflètent nos accords.

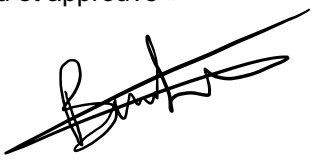
Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

AXELEO CAPITAL

Représentée par : Eric BURDIER

Titre : Président

« Lu et approuvé »



Lu et approu

REGION ÎLE-DE-FRANCE

Représentée par : Valérie PECRESSE

Titre : Présidente

« Lu et approuvé »

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-C14

DU 1 JUILLET 2020

AIDES AUX ENTREPRISES : PM'UP COVID-19, 2ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

VU le régime d'Aide d'État SA.56985 (2020/N) – France – Covid-19 relatif au Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 modifié ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les articles 60 à 64 de la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions

VU l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 modifiée relative à la Banque Publique d'Investissement, à la société anonyme Bpifrance et à sa filiale, la société anonyme Bpifrance Financement ;

VU l'ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation ;

VU l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 ;

VU le décret n° 2013-637 en date du 12 juillet 2013 approuvant les statuts de la société anonyme Bpifrance Financement et portant diverses dispositions relatives à son fonctionnement ;

VU le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation ;

VU la délibération n° CR 56-00 des 13 et 14 décembre 2000 relative à la ligne 48 " financement et développement de l'entreprise " – Création d'un Fonds de garantie régional ;

VU la délibération n° CP 11-046 du 27 janvier 2011 : « Favoriser l'accès au crédit des PME franciliennes – Fonds Régionaux de Garantie OSEO et SIAGI » ;

VU la délibération n° CP 11-187 du 10 mars 2011 portant diverses mesures d'ordre économique ;

VU la délibération n° CP 12-071 du 26 janvier 2012 : « Favoriser l'accès au financement des PME franciliennes : dotation 2012 du Fonds Régional de Garantie OSEO Île-de-France partenariat Etat-Région pour l'instruction des appels a projet PM'up » ;

VU la délibération n° CP 12-496 du 12 juillet 2012 : « Favoriser l'accès au financement des PME franciliennes : dotation 2012 du Fonds Régional de Garantie OSEO Île-de-France » ;

VU la délibération n° CP 13-182 du 4 avril 2013 : « favoriser l'accès au financement des PME franciliennes - dotation 2013 du Fonds Régional de Garantie OSEO Île-de-France – Dotation 2013 du Fonds Régional de Garantie SIAGI Île-de-France » ;

VU la délibération n° CP 13-726 du 17 octobre 2013 : « Favoriser l'accès des PME franciliennes au crédit et aux fonds propres – Dotation du Fonds Régional de Garantie Île-de-France – dotation du Rebond prévention, augmentation de capital du fonds régional de co-investissement et soutien aux réseaux de business angels – Lancement d'un marché pour la réalisation d'une étude ex ante préalable à la mise en place d'outils d'ingénierie financière bénéficiant de fonds FEDER du programme 2014-2020 » ;

VU la délibération n° CP 14-126 du 30 janvier 2014 relative à la dotation du Fonds Régional de Garantie Île-de-France Bpifrance Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 15-326 du 17 juin 2015 relative à la gamme régionale de financement : attributions de subventions dans le cadre des politiques régionales de soutien aux associations de prêts d'honneur – Modification des modalités de fonctionnement du Fonds Régional de Garantie (FRG) Bpifrance Île-de-France relatives au prêt participatif d'amorçage ;

VU la délibération n° CP 15-660 du 8 octobre 2015 : « Favoriser l'accès au crédit des PME franciliennes : dotation du Fonds Régional de Garantie Bpifrance Île-de-France » ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 110-16 du 16 juin 2016 relative au Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2 (FRG2) et au prêt TPE ;

VU la délibération n° CP 16-373 du 12 juillet 2016 relative au Fonds Régional de Garantie et Prêt Croissance TPE – adoption des conventions entre la Région Île-de-France et Bpifrance et affectation de crédits pour 2016 ;

VU la délibération n° CP 2017-052 du 27 janvier 2017 PARIS RÉGION UP mise en place et adaptation des aides INNOV'up, PM'up ET TP'up, attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, TP'up et BACK up ;

VU la délibération n° CP 2017-496 du 18 octobre 2017 PARIS RÉGION UP attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, TP'up et BACK up, INNOV'up Proto, augmentation du capital du fonds régional de co-investissement d'Ile-de-France et dotation au dispositif de prêts d'amorçage ;

VU la délibération n° CP 2017-576 du 22 novembre 2017 PARIS RÉGION UP, attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up et TP'up, soutien aux réseaux franciliens de business angels, dotation au dispositif du Prêt Croissance TPE, dotation au fonds Equisol ;

VU la délibération n° CP 2019-334 du 18 septembre 2019 PARIS RÉGION UP - aides PM'up, TP'up, INNOV'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 5ème rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2020-C01 du 2 avril 2020 relative aux modalités d'organisation des séances de la commission permanente par téléconférence pendant la période de l'état d'urgence sanitaire ;

VU la délibération n° CP 2020-C02 du 3 avril 2020 portant diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CP 2020-C03 du 3 avril 2020 relative aux aides aux entreprises : fonds de solidarité pour les entreprises et extension du dispositif PM'up ;

VU la délibération n° CR 2020-029 du 11 juin 2020 relative à la participation de la Région au Fonds Résilience Île-de-France&Collectivités ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C14 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectation pour des aides PM'up Covid-19 dont les décisions d'octroi sont déléguées à la Présidente

Affecte une autorisation de programme de 1 000 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400112 « PM'up Covid-19 » du budget 2020.

Article 2 : Désaffectation PM'up Covid-19

Désaffecte une autorisation d'engagement d'un montant de 3 000 000 € sur un montant total de 4 000 000€ affectés par la CP 2020-C03 du 03 avril 2020 et figurant sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400111 « PM'up – Covid-19 » du budget 2020.

Article 3 : Désignation de 28 bénéficiaires PM'up Covid-19

Décide de participer au titre du dispositif PM'up Covid-19, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 6 561 400 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 2020-C03 du 3 avril 2020 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 6 561 400 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400112 « PM'up Covid-19 » du budget 2020.

Dans l'annexe 1 à la délibération « projets détaillés 28 bénéficiaires PM Up – Covid 19 », sont ajoutées 3 fiches projets.

Article 4 : Seconde participation régionale au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

Décide de participer au financement du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation.

Affecte une autorisation de programme de 80 000 000€ disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400110 « Fonds de solidarité - Covid 19 », du budget 2020.

Autorise la présidente du conseil régional à signer la convention avec l'État pour la poursuite du financement du fonds.

Article 5 : Mission d'audit pour la mise en œuvre du Fonds Résilience

Décide de financer une mission d'audit dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds Résilience Île-de-France&Collectivités.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 40 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services», programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400114 « Fonds Résilience Covid-19 », du budget 2020.

Article 6 : Adoption de la convention pour la création du Prêt Rebond – Mesure exceptionnelle Covid-19 en région Île-de-France

Adopte la convention entre la Région Île-de-France et Bpifrance Financement pour la création du Prêt Rebond – Mesure exceptionnelle Covid-19 en région Île-de-France figurant en annexe 2 à la présente délibération et dont le projet détaillé figure en annexe 3 à la présente délibération.

Autorise la présidente du conseil régional à signer cette convention.

Article 7 : Affectation de crédits destinés à la mise en oeuvre du Prêt Rebond

Affecte une autorisation de programme de 21 000 000 € au bénéfice de Bpifrance Financement prélevée sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100106 « Prêt Rebond - Covid-19 » du budget 2020.

Article 8 : Adoption de la convention relative au fonds de bonification du Prêt Rebond

Adopte la convention entre la Région Île-de-France et Bpifrance Financement relative au « fonds de bonification du Prêt Rebond » figurant en annexe 4 à la présente délibération et dont le projet détaillé figure en annexe 5 à la présente délibération.

Autorise la présidente du conseil régional à signer cette convention.

Article 9 : Affectation de crédits destinés au fonds de bonification du Prêt Rebond

Affecte une autorisation d'engagement de 9 000 000 € au bénéfice de Bpifrance Financement prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100108 « Prêt Rebond - Covid-19 » du budget 2020.

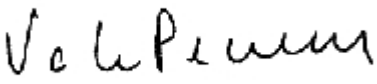
Article 10 : Adoption d'un avenant au Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2

Adopte l'avenant n° 6 de la convention pluriannuelle relative au Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2, en annexe 4 à la présente délibération, prévoyant de redéployer les disponibilités du Fonds Régional de Garantie 1 Île-de-France en extinction au profit du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2 pour garantir notamment le Prêt Rebond, et autorise la Présidente à le signer. Cet avenant est sans incidence financière.

Article 11 : Avenant n°1 à la convention sur la participation régionale au fonds Résilience Île-de-France&Collectivités

Adopte l'avenant n° 1 à la convention sur la participation régionale au fonds Résilience Île de France&Collectivités adoptée par délibération n° CR 2020-029 du 11 juin 2020 et signée le 18 juin 2020, tel que figurant en annexe n° 7 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

02/07/2020 16:45:34

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc183049-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Projets détaillés 28 bénéficiaires PM'up - Covid-19

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050598 - PM'up covid-19 - CARTONNAGES ET PLASTIQUES WIMBEE

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	436 000,00 € HT	51,15 %	223 000,00 €
	Montant total de la subvention		223 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CARTONNAGES ET PLASTIQUES WIMBEE
Adresse administrative : 47 RUE SAINT NICOLAS
77260 LA FERTE SOUS JOUARRE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur François WINBEE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mai 2020 - 15 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : mesure d'urgence sanitaire covid-19

Description :
aménagement (électricité, compresseurs, adaptation des moules) pour mise en place d'un nouvel atelier avec une machine disponible pour répondre à la demande des clients
permettra de produire 194 000 flacons jour
les flacons sont offerts à la mairie de JOUARRE, qui en contrepartie, leur fournit des masques pour leurs salariés

Localisation géographique :
- JOUARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil	50 000,00	11,19%
Investissement matériel	311 000,00	69,57%
Investissement immatériel	50 000,00	11,19%
Recrutement	25 000,00	5,59%
Autres dépenses non éligibles	11 000,00	2,46%
Total	447 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	223 000,00	49,89%
Autres financements	224 000,00	50,11%
Total	447 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050606 - PM'up covid-19 - SOCOS SERVICES

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	500 000,00 € HT	50,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCOS SERVICES
Adresse administrative : 1223 AVENUE SAINT JUST
77000 VAUX LE PENIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur PASCAL LE BRIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 mars 2020 - 30 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : mesure d'urgence sanitaire covid-19

Description :
remplissage, mise en conditionnement et récupération de flacons de solutions hydroalcooliques

Localisation géographique :
- VAUX-LE-PENIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	500 000,00	47,07%
Autres dépenses non prises en compte	562 140,00	52,93%
Total	1 062 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	250 000,00	23,54%
Dettes(Préciser auprès de quel organisme)	200 000,00	18,83%
Autofinancement	62 140,00	5,85%
Autres financements	550 000,00	51,78%
Total	1 062 140,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050607 - PM'up covid-19 - SUNNY

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	70 000,00 € HT	50,00 %	35 000,00 €
		Montant total de la subvention	35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SUNNYCARE
Adresse administrative : 10 RUE DES QUATRE VENTS
75006 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MAXIME DUPONT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 mars 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : mesure d'urgence sanitaire covid-19

Description :
développement d'une borne de prévention virale qui éduque aux gestes barrières et distribuent du gel hydro-alcoolique

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	30 000,00	42,86%
R&D	15 000,00	21,43%
Recrutement	25 000,00	35,71%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	35 000,00	50,00%
Autres financements	35 000,00	50,00%
Total	70 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050608 - PM'up covid-19 - SITOUR

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	160 000,00 € HT	50,00 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SITOUR
Adresse administrative : 15 RUE GEORGES MELIES
95240 CORMEILLES EN PARISIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame EVE STOCKEL, Présidente directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 avril 2020 - 30 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : mesure d'urgence sanitaire covid-19

Description :
production de visières en PET recyclable certifiées APAVE, ALIENOR
production de masques en plastique rigide, à filtre, réutilisables, certifiés APAVE et ALIENOR
achat de moules pour production par injection de visières
achat imprimante 3D pour production de masques plastiques

Localisation géographique :
- CORMEILLES-EN-PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	133 000,00	83,13%
R&D	2 000,00	1,25%
Recrutement	25 000,00	15,63%
Total	160 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	80 000,00	50,00%
Autres financements	80 000,00	50,00%
Total	160 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050609 - PM'up covid-19 - APF ENTREPRISES 93

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	800 000,00 € HT	100,00 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APF FRANCE HANDICAP
Adresse administrative : 1 RUE GRACCHUS BABEUF
93130 NOISY LE SEC
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERIC CHANEL, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 avril 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : mesure d'urgence sanitaire covid-19

Description :
production de masques DGA2, parois en plexiglass, visières

Localisation géographique :
- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil	30 000,00	3,75%
Investissement matériel	445 000,00	55,63%
Investissement immatériel	110 000,00	13,75%
R&D	140 000,00	17,50%
Recrutement	75 000,00	9,38%
Total	800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	800 000,00	100,00%
Total	800 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050616 - PM'up covid-19 - MAKAGENCY

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	45 000,00 € HT	66,67 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAKAGENCY
Adresse administrative : 1 RUE AUGUSTE RENOIR
93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MEHDI MAIZATE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 mars 2020 - 18 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : mesure d'urgence sanitaire covid-19

Description :
production de visières offertes au personnel médical et paramédical
conception et production d'ouvertures de portes non manuelles

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	8 000,00	17,78%
Investissement immatériel	37 000,00	82,22%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	30 000,00	66,67%
Autres financements	15 000,00	33,33%
Total	45 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050617 - PM'up covid-19 - MITHRANDIR FUND

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	660 000,00 € HT	50,00 %	330 000,00 €
	Montant total de la subvention		330 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MITHRANDIR FUND
Adresse administrative : 88 AVENUE DES TERNES
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MICHAEL PIRON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 mars 2020 - 15 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : mesure d'urgence sanitaire covid-19

Description :
tester les eaux usées (via un test cire sur papier multicouche) et créer un SI pour cartographier les réseaux d'eau contaminés

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Brevet	21 000,00	3,18%
Investissement matériel	30 000,00	4,55%
Investissement immatériel	278 200,00	42,15%
R&D	255 800,00	38,76%
Recrutement	75 000,00	11,36%
Total	660 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	330 000,00	50,00%
Autofinancement	231 000,00	35,00%
Autres financements	99 000,00	15,00%
Total	660 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050733 - PM'up Covid-19 - NENUPHAR SAS

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	19 065,00 € HT	69,76 %	13 300,00 €
	Montant total de la subvention		13 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NENUPHAR GROUPE FINANCEA
Adresse administrative : 8 RUE GUSTAVE EIFFEL
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur SYLVAIN WEILER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 avril 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
fabrication bénévole de centaines de blouses lavables et de tabliers jetables et envisage ainsi pérenniser cette activité en salariant des personnes

Localisation géographique :
- NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	19 065,00	100,00%
Total	19 065,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	13 300,00	69,76%
Autres financements	5 765,00	30,24%
Total	19 065,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050734 - PM'up Covid-19 - ASSOCIATION AURORE

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	15 900,00 € HT	60,38 %	9 600,00 €
	Montant total de la subvention		9 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : 34 BOULEVARD DE SEBASTOPOL
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FLORIAN GUYOT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
production de masques grand public, en tissu, lavables jusqu'à 20 fois

Localisation géographique :
- CHAUMES-EN-BRIE
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	15 900,00	100,00%
Total	15 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	9 600,00	60,38%
Autres financements	6 300,00	39,62%
Total	15 900,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050735 - PM'up Covid-19 - EMMAÜS DÉFI

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	137 500,00 € HT	60,00 %	82 500,00 €
	Montant total de la subvention		82 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS DEFI
Adresse administrative : 6 RUE ARCHEREAU
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Rémi TRICART, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
production de masques grand public en tissu

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	120 000,00	87,27%
Investissement immatériel	17 500,00	12,73%
Total	137 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	82 500,00	60,00%
Autres financements	55 000,00	40,00%
Total	137 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050737 - PM'up Covid-19 - FIBA

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	1 127 540,00 € HT	50,02 %	564 000,00 €
	Montant total de la subvention		564 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FIBA
Adresse administrative : 325 CHEMIN DU PARC
95480 PIERRELAYE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur YOUSSEFF BAKHTAOUI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
production de gel hydro alcoolique mis gracieusement à disposition des personnels de santé et personnes dans le besoin

Localisation géographique :
- PIERRELAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil	172 000,00	15,25%
Investissement matériel	867 100,00	76,90%
R&D	13 440,00	1,19%
Recrutement	75 000,00	6,65%
Total	1 127 540,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	564 000,00	50,02%
Autres financements	563 540,00	49,98%
Total	1 127 540,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050738 - PM'up Covid-19 - GEOTWIN

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	161 000,00 € HT	50,00 %	80 500,00 €
	Montant total de la subvention		80 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GEOTWIN
Adresse administrative : 17 RUE CAMPAGNE PREMIERE
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame GOKNUR SIRIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 mai 2020 - 29 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
développement d'un tableau de bord et d'une application mobile covid-19 pour réguler la mobilité

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Brevet	15 000,00	9,32%
R&D	20 000,00	12,42%
Investissement matériel	85 000,00	52,80%
Investissement immatériel	41 000,00	25,47%
Total	161 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	80 500,00	50,00%
Autres financements	80 500,00	50,00%
Total	161 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050739 - PM'up Covid-19 - KBL EVENTS

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	278 000,00 € HT	56,47 %	157 000,00 €
	Montant total de la subvention		157 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KBL EVENTS
Adresse administrative : 159 CHEMIN DE LA BORDE
78360 MONTESSON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur KEVIN BORNHEIM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 mars 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
production de masques chirugicaux

Localisation géographique :
- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil	33 000,00	11,87%
Investissement matériel	207 000,00	74,46%
Investissement immatériel	13 000,00	4,68%
Recrutement	25 000,00	8,99%
Total	278 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	157 000,00	56,47%
Autres financements	121 000,00	43,53%
Total	278 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050740 - PM'up Covid-19 - MADICOB

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	112 000,00 € HT	50,00 %	56 000,00 €
	Montant total de la subvention		56 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MADICOB
Adresse administrative : 16 AVENUE DU VERT GALANT
95310 SAINT OUEN L AUMONE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur FREDERIC ANFRAY, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
fabrication de protection de bureau en plexiglas "caisson-tête" pour les hôpitaux
fabrication de cache extincteur incluant un distributeur de gel hydro-alcoolique
production de protections en plexiglas pour les entreprises et les commerces
a distribué gratuitement dans les hôpitaux du 95 des caissons en plexiglas pour les médecins anesthésistes et réanimateurs

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN-L'AUMONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil	36 000,00	32,14%
Investissement matériel	76 000,00	67,86%
Total	112 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	56 000,00	50,00%
Autres financements	56 000,00	50,00%
Total	112 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050741 - PM'up Covid-19 - QUALIVRAC

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	106 000,00 € HT	50,00 %	53 000,00 €
	Montant total de la subvention		53 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : QUALIVRAC
Adresse administrative : 4B ALLEE DES TERRES ROUGES
95830 CORMEILLES EN VEXIN
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur MATTHIEU REUMAUX, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
fabrication de distributeurs en bois de gel, norme EN1476, EN 13727, et de savons pour les mains bio

Localisation géographique :
- CORMEILLES-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Brevet	6 000,00	5,66%
Conseil	15 000,00	14,15%
Investissement matériel	30 000,00	28,30%
R&D	30 000,00	28,30%
Recrutement	25 000,00	23,58%
Total	106 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	53 000,00	50,00%
Autres financements	53 000,00	50,00%
Total	106 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050742 - PM'up Covid-19 - QUOS

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	210 000,00 € HT	52,38 %	110 000,00 €
	Montant total de la subvention		110 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : QUOS
Adresse administrative : 2 BIS RUE ALFRED NOBEL
77420 CHAMPS-SUR-MARNE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JULIAN JOUMOUILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 mars 2020 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
solution de mesure de l'indice de confinement d'une piece, avec capteurs autonomes sans fil

Localisation géographique :
- CHAMPS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	43 000,00	20,48%
Investissement immatériel	40 000,00	19,05%
R&D	77 000,00	36,67%
Recrutement	50 000,00	23,81%
Total	210 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	110 000,00	52,38%
Autres financements	100 000,00	47,62%
Total	210 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050902 - PM'up Covid-19 - A.I.A (ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ADAPTÉES)

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	58 000,00 € HT	60,34 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIA
Adresse administrative : 13 RUE LOUIS ARMAND
92600 ASNIERES SUR SEINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JEAN-YVES DOISY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 avril 2020 - 15 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
production de masques grand public en tissu

Localisation géographique :
- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	58 000,00	100,00%
Total	58 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	35 000,00	60,34%
Autres financements	23 000,00	39,66%
Total	58 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050904 - PM'up Covid-19 - INTER CUISINES

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	1 250 000,00 € HT	60,00 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INTER CUISINES
Adresse administrative : 55 RUE DE SEINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur WEILE MA, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 12 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
production de masques FFP2

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	1 150 000,00	92,00%
Investissement immatériel	50 000,00	4,00%
R&D	50 000,00	4,00%
Total	1 250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	750 000,00	60,00%
Autres financements	500 000,00	40,00%
Total	1 250 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050912 - PM'up Covid-19 - SOS BAGGAGE

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	193 300,00 € HT	50,18 %	97 000,00 €
	Montant total de la subvention		97 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS BAGGAGE
Adresse administrative : 1 RUE DE LA HAYE
95733 ROISSY CHARLES DE GAULLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur MAHDI BARKA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2020 - 1 août 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
production de masque avec filtre réutilisable

Localisation géographique :
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Brevet	10 000,00	5,17%
Conseil	3 000,00	1,55%
Investissement matériel	49 300,00	25,50%
Investissement immatériel	46 000,00	23,80%
R&D	10 000,00	5,17%
Recrutement	75 000,00	38,80%
Total	193 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	97 000,00	50,18%
Autres financements	96 300,00	49,82%
Total	193 300,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX050914 - PM'up Covid-19 - IMPEX DZ TRADING GROUP

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	499 000,00 € HT	50,10 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMPEX DZ TRADING GROUP MARCAFLO
Adresse administrative : 26 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur FARID BELMAHI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 mai 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
production de masques chirurgicaux filtration 1 micron

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil	7 000,00	1,40%
Investissement matériel	376 000,00	75,35%
Investissement immatériel	41 000,00	8,22%
Recrutement	75 000,00	15,03%
Total	499 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	250 000,00	50,10%
Autres financements	249 000,00	49,90%
Total	499 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX051280 - PM'up Covid-19 - HELLOSANTE

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	210 000,00 € HT	50,00 %	105 000,00 €
	Montant total de la subvention		105 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HELLOSANTE
Adresse administrative : 14 RUE SOLEILLET
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur NICOLAS BAUDELOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
La solution permet de trouver le professionnel de santé disponible le plus proche du patient car la solution est basée sur la géolocalisation et la disponibilité en temps réel des professionnels de santé.
Aussi, Medicalib veut accélérer le développement de son interface, spécialement dédiée aux établissements de santé, afin qu'ils puissent réaliser des demandes de soins pour leurs patients et qu'ils aient un suivi en temps réel et global des recherches et de l'allocation des demandes de soins. Médicalib a passé un partenariat avec l'APHP pour mettre à disposition et adapter sa plateforme aux établissements de santé de l'APHP en vue de coordonner la sortie des patients et leur retour à domicile.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil	40 000,00	19,05%
R&D	120 000,00	57,14%
Recrutement	50 000,00	23,81%
Total	210 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	105 000,00	50,00%
Autres financements	105 000,00	50,00%
Total	210 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX051281 - PM'up Covid-19 - ABC SIGN

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ABC SIGN
Adresse administrative : 423 ROUTE DE CONFLANS
95220 HERBLAY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame AMINA ABDELMOUMEN GHOUL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Paroi de protection sur mesure vendus aux taxis, transports. produit consiste en un système en forme de carapace totalement hermétique, qu'on installe dans les voitures
de transport de personne, il permet l'isolation total du chauffeur et du client , et empêcher toute transmission .Ce dispositif permet une protection pour le chauffeur et le client, Côté sécurité :conforme au norme de sécurité :anti-feu , incassable, fabriqué d'une matière souple et transparente. Côté technique: un produit adapté à chaque modèle de voiture Quelques prototypes ont été installés, le produit a eu un
très grand succès.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	100 000,00	50,00%
Autres financements	100 000,00	50,00%
Total	200 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX051282 - PM'up Covid-19 - LABORATOIRE INDUSTRIELS GYBEM

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LABORATOIRES INDUSTRIELS GYBEM
Adresse administrative : 69 RUE DES FRERES LUMIERE
93330 NEUILLY SUR MARNE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame AUDREY HAZZIZA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 mai 2020 - 22 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Mise au point d'une solution hydro-alcoolique; innovation en termes de parfum et packging, contenant (version enfants, spray de sac à mains, etc..)

Localisation géographique :
- NEUILLY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil	50 000,00	25,00%
Investissement matériel	150 000,00	75,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	100 000,00	50,00%
Autres financements	100 000,00	50,00%
Total	200 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX051284 - PM'up Covid-19 - BFORCURE

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	1 270 000,00 € HT	50,00 %	635 000,00 €
	Montant total de la subvention		635 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BFORCURE
Adresse administrative : 14 RUE DE LA BEAUNE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Maël LE BERRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 15 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Accélérer la mise sur le marché d'appareill connecté et mobile : permettant de faire des prélèvement et d'obtenir un resultat du test Covid en 10 minutes, sans dépendance à 1 laboratoire et en réduisant les faux négatifs. Puis commercialisation de puces pour détecter le virus (via prélèvements) dans un lieu , sans avoir recours à un expert analyste médical.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Brevet	35 000,00	2,76%
Investissement matériel	640 000,00	50,39%
R&D	545 000,00	42,91%
Recrutement	50 000,00	3,94%
Total	1 270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	635 000,00	50,00%
Autres financements	635 000,00	50,00%
Total	1 270 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX051424 - PM'up Covid-19 - EURASIA GROUPE

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	840 000,00 € HT	95,24 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EURASIA GROUPE SA
Adresse administrative	:	28/34 RUE THOMAS EDISON 92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HSUEH SHENG WANG, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : mesure d'urgence sanitaire covid-19

Description :
Le projet COVID 19 a pour but d'installer dans nos locaux trois chaînes de production de masques, dont deux de type NF EN 149 (dit masques chirurgicaux) et une de N 95; lesquelles chaînes seront livrées pour plus de capacité avec deux chargeurs et deux soudeurs sur la première chaîne et un chargeur et soudeur supplémentaire sur la chaîne des N 95.
Ces trois chaines permettront d'atteindre une production de masques de

- 4.145.400 mensuellement selon la répartition suivante
- 617.400 de N 95
- 3.528.000 de NF EN 149
-

Cette activité permettra de procéder à l'embauche immédiate de 30 personnes avec une capacité d'emploi de 41, à l'horizon 2023.
Le coût de projet est de 2 310 000€ dont 800 000€ de subvention sur une assiette éligible de 840 000 € et 1 510 000€ d'autofinancement.

Localisation géographique :

- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil	90 000,00	3,90%
Recrutement	25 000,00	1,08%
Investissement matériel	685 000,00	29,65%
Autres dépenses non prises en compte	1 510 000,00	65,37%
Total	2 310 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	800 000,00	34,63%
Autofinancement	1 510 000,00	65,37%
Total	2 310 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1er juillet 2020 -

DOSSIER N° EX051469 - PM'up Covid-19 - SYNHELIX SAS

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	260 000,00 € HT	76,92 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNHELIX SAS
Adresse administrative : 3 RUE PIERRE FONTAINE
91000 EVRY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame IRINA GBALOU, Présidente directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
SynHelix grâce à son bioréacteur à ADN de nouvelle génération, souhaite participer fortement à la production des aptamères (fragments d'ADN) et ainsi participer à l'élaboration d'un vaccin. C'est une solution innovante en matière de génétique pour les laboratoires pharmaceutiques et biotechnologiques.

Le financement de la Région portera sur l'acquisition de machines (spectromètre de masse ; appareil d'électrophorèse) permettant l'industrialisation de la mise en production d'aptamères.

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Brevet	15 000,00	5,77%
Investissement matériel	230 000,00	88,46%
conseil	15 000,00	5,77%
Total	260 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	200 000,00	76,92%
Autres souces de financements	60 000,00	23,08%
Total	260 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1er juillet 2020 -

DOSSIER N° EX051472 - PM'up Covid-19 - PRODWARE SA

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	482 226,00 € HT	49,98 %	241 000,00 €
	Montant total de la subvention		241 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PRODWARE SA
Adresse administrative : 45 QUAI DE LA SEINE
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur ALAIN CONRARD, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 28 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Dans un contexte Covid, Prodware SA souhaite expérimenter une solution de gestion d'analyse de distanciation sociale qui s'adresse en priorité aux commerçants et aux commerces de détails (Retail), puis élargit aux espaces publics. Elle a pour finalité d'aider les commerçants dans leur prise de décision au regard des indicateurs portant sur le respect des gestes barrières. Cette solution porte sur un dispositif de caméras embarquant des algorithmes d'IA préconfigurés et créant, à partir d'une analyse vidéo temps-réel, des marqueurs géométriques de distanciation sociale entre individus. Au-delà de ces barrières de savoir, le dispositif simple qu'ils envisagent d'employer se veut de pouvoir protéger la santé des personnes tout en accompagnant la relance économique des entreprises frappées par le contexte du Covid19.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	9 250,00	1,92%
R&D	472 976,00	98,08%
Total	482 226,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	241 000,00	49,98%
Autres sources de financements	241 226,00	50,02%
Total	482 226,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14

DOSSIER N° EX051471 - PM'up Covid-19 - KANDINSKY FRANCE SARL

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	624 244,00 € HT	59,99 %	374 500,00 €
	Montant total de la subvention		374 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KANDINSKY FRANCE SARL
Adresse administrative : 90 RUE DE GARCHE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE MELIN, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire Covid19

Description :
Le projet consiste à accompagner la création d'une ligne de production de de masques grand public à usage unique de grande performance (composite 5 couches, filtration 92%, très léger et respirant, à un prix inférieur à 0,15 €, jusqu'à 0,08 €).

Localisation géographique :
- HOUDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	400 000,00	64,08%
Investissement immatériel	212 244,00	34,00%
R&D	12 000,00	1,92%
Total	624 244,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	374 500,00	59,99%
Autres sources de financements	249 744,00	40,01%
Total	624 244,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Annexe 2 : Convention création Prêt Rebond

Convention pour la création du « Prêt Rebond »
mesure exceptionnelle covid-19 en région Île-de-France

Entre :

La Région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente du Conseil Régional, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 1er juillet 2020,

ci-après dénommée **« la Région »,**
d'une part,

et

Bpifrance Financement, Société Anonyme au capital de 839 907 320 euros, dont le siège est à MAISONS-ALFORT (94710), 27-31, avenue du Général Leclerc, identifiée sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, représentée par Madame Anne GUÉRIN, Directrice Exécutive,

ci-après dénommée **« Bpifrance Financement »,**
d'autre part**,**

dénommées ensemble **« les Parties ».**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1511-1 et L. 1511-2 ;

Vu la loi nº 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu la circulaire nº NOR INTB1531125J relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de l'application de la loi nº 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu le règlement (UE) nº 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides *de minimis* ;

Vu les articles 60 à 64 de la loi nº 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière ;

Vu l'ordonnance nº 2005-722 du 29 juin 2005 modifiée relative à la Banque Publique d'Investissement, à la société anonyme Bpifrance et à sa filiale, la société anonyme Bpifrance Financement ;

Vu le décret nº 2013-637 en date du 12 juillet 2013 approuvant les statuts de la société anonyme Bpifrance Financement et portant diverses dispositions relatives à son fonctionnement ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Régional en date du 1er juillet 2020.

PRÉAMBULE

Dans le contexte de crise sanitaire majeure liée au covid-19, la Région Île-de-France souhaite s'associer à la mise en place d'un dispositif d'aide au développement économique, initié par Bpifrance, au profit des petites et moyennes entreprises (PME selon la définition européenne en vigueur) situées sur son territoire ou s'y installant, ayant fait la preuve de leur modèle économique mais rencontrant un besoin de trésorerie lié à une difficulté conjoncturelle ou une situation de fragilité temporaire liée notamment aux mesures de cantonnement prises dans le cadre du covid-19.

Bpifrance Financement prévoit ainsi la mise en place, sur ses fonds propres, d'une formule de Prêt Participatif (articles L. 313-13 et suivants du Code Monétaire et Financier) : le « Prêt Rebond » au profit des entreprises qui réunissent les conditions définies par Bpifrance Financement en accord avec la Région. Ces prêts participatifs sont consentis à taux zéro, en raison du versement d'une dotation par la Région à Bpifrance Financement conformément aux dispositions des articles L. 1 511-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

La dotation de la Région à l'attention de Bpifrance Financement sera utilisée pour la distribution du prêt, la bonification du taux d'intérêt, le traitement et la gestion des dossiers de prêt et la couverture du risque.

La Région ne souscrit aucun autre engagement au titre de ces prêts, y compris en cas de défaillance d'entreprise(s) bénéficiaire(s).

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'octroi et caractéristiques financières principales des « Prêt Rebond », ainsi que les conditions d'interventions respectives des parties.

ARTICLE 2 : OPÉRATIONS ÉLIGIBLES

Ces prêts doivent bénéficier à des petites et moyennes entreprises (au sens de la réglementation européenne) :

- de plus d'un an d'ancienneté,
- quelle que soit leur forme juridique (à l'exclusion des entreprises individuelles),
- éligibles à la garantie de Bpifrance Financement,
- exerçant l'essentiel de leur activité en Île-de-France ou s'y installant,

Le « Prêt Rebond » finance les projets de renforcement de la structure financière et principalement :

- les besoins de trésorerie liés à la situation conjoncturelle ;
- l'augmentation du besoin en fonds de roulement ;
- les investissements immatériels ;
- les investissements corporels à faible valeur de gage.

Ne sont pas éligibles au « Prêt Rebond » :

- les opérations relatives au financement de la création (entreprises de moins d'un an d'ancienneté), ou de la transmission d'entreprise ;
- les investissements immobiliers et immobiliers par destination, les acquisitions de titres ou de fonds de commerce sont exclues de l'assiette du prêt.

L'entreprise, emprunteur, bénéficiaire d'un « Prêt Rebond » et son programme de dépenses doivent être éligibles aux dispositions du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, ou du Règlement (UE) n°717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture JOUE 28.6.2014 L 190/45, ou du Règlement (UE) n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture 24.12.2013 L 352/9.

ARTICLE 3 : CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES PRÊTS

Les principales caractéristiques du « Prêt Rebond » sont les suivantes :

- **Montant du prêt :**
  Montant plafonné à celui des fonds propres ou quasi fonds propres de l'entreprise, emprunteur, (y compris les apports) avec un minimum de 10.000 euros et un maximum de 300.000 euros par dossier, à l'intérieur d'un encours par bénéficiaire de 300.000 euros toutes formules de Prêt Participatif de Développement proposées par Bpifrance Financement confondues.

  Pour les prêts de moins de 50 000 euros les exigences de fonds propres ne sont pas bloquantes.

- **Taux du prêt :** en conformité avec l'article L. 1511-2 du Code général des collectivités territoriales qui précise que les prêts devront être octroyés à des conditions plus favorables que les conditions du marché, « Prêt Rebond » est un prêt à taux zéro.

- **Durée du prêt :** 7 ans.

- **Différé d'amortissement du capital :** 24 mois.

- **Périodicité** : échéances trimestrielles constantes à terme échu ou mensuelle pour les prêts de moins de 50 000 euros distribué par la plateforme digitale.

- **Garantie :** Aucune garantie personnelle ou sûreté réelle n'est exigée. Une assurance décès-invalidité pourra être requise pour les entreprises à coefficient personnel élevé (entreprises fortement dépendantes de leur dirigeant, personne physique).

Etant précisé que le « Prêt Rebond » est un produit de cofinancement, un partenariat financier est recherché à raison de 1 pour 1. Ce cofinancement doit porter sur le même programme réalisé depuis moins de 6 mois par l'entreprise bénéficiaire, ou son groupe d'appartenance, et être d'un montant au moins équivalent. Il peut prendre la forme :

- soit d'un concours bancaire d'une durée de 4 ans minimum ;
- soit d'apports des actionnaires et/ou des sociétés de capital-risque ;
- soit d'apports en quasi fonds propres (prêts participatifs, obligations convertibles en

actions).

Ce co-financement ne peut prendre la forme d'une aide directe de la Région.

ARTICLE 4 : TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRÊT

4.1 La règlementation européenne des aides d'Etat :

L'entreprise, emprunteur et bénéficiaire, reçoit une aide sous forme d'un prêt consenti à des conditions préférentielles, réduisant la charge de remboursement du prêt.

S'agissant d'une aide d'Etat, celle-ci doit être conforme aux dispositions des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne et aux textes subséquents.

Conformément aux dispositions du Règlement UE n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 ou du Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 ou du Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013, les entreprises demandant un « Prêt Rebond » doivent remplir l'imprimé, annexé au dossier de prêt, récapitulant les aides *de minimis* déjà perçues ou octroyées lors de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices précédents. Lors de l'instruction du « Prêt Rebond », Bpifrance Financement procède à la détermination du montant de l'Equivalent Subvention Brut (ESB) et vérifie que la demande respecte la réglementation des aides dites *de minimis*.

4.2 Les modalités d'instruction des demandes de prêt :

Bpifrance Financement assurera, la constitution et l'instruction des dossiers en vérifiant notamment l'éligibilité de l'entreprise et de l'opération envisagée en application de la présente convention, étant entendu que le représentant légal de l'entreprise aura préalablement autorisé par écrit Bpifrance Financement à transmettre à la Région les données d'identification le concernant ainsi que les informations nécessaires à l'instruction de la demande de « Prêt Rebond ».

La décision d'octroi des prêts est prise comme suit :

- afin d'assurer la distribution rapide de ces prêts, Bpifrance prendra la décision sur chacune des opérations. Bpifrance informera régulièrement la Région des prêts accordés,

- en cas d'accord, une notification faisant apparaître le logo de la Région sera envoyée par Bpifrance Financement à l'entreprise bénéficiaire. Bpifrance Financement assurera la mise en place de l'opération puis sa gestion. La notification informera, en outre, cette entreprise du caractère *de minimis* de l'aide constituée par la réduction de charge de remboursement et en précisera l'équivalent subvention brut, conformément au règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 ou du Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 ou du Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013,

- en cas de refus d'octroi du prêt, celui-ci sera notifié à l'entreprise par Bpifrance Financement.

4.3 Suivi du dispositif :

Bpifrance Financement transmet chaque semaine à la Région la liste des prêts accordés sur l'enveloppe dédiée au territoire régional.

Bpifrance Financement communiquera à la Région, jusqu'au terme de la dernière période de remboursement, une situation arrêtée annuelle retraçant les prêts engagés sur la période et le niveau de consommation de l'enveloppe dédiée au territoire régional.

Des états seront par ailleurs mis trimestriellement à disposition des personnes habilitées à la Région via l'extranet sécurisé « Portail Régional de Services » accessible à l'adresse : https://regions.bpifrance.fr.

4.4 Comité de pilotage :

Un comité de pilotage composé des représentants de la Région et de la direction régionale de Bpifrance se réunira au moins une fois par an, pour évaluer le fonctionnement et les résultats du dispositif. Il permettra le cas échéant de déterminer le montant d'une dotation complémentaire ou d'une restitution à effectuer en fonction des choix prioritaires de la Région.

Toute modification du montant de la dotation ou de la limite globale d'accords en résultant devra faire l'objet d'un avenant.

4.5 Clause de revoyure :

Bpifrance s'engage à réaliser, annuellement un bilan sur le niveau de sinistralité du portefeuille de « Prêt Rebond ».

Dans l'hypothèse où, 7 ans après l'octroi du dernier concours, le taux de sinistralité constaté est inférieur au taux de sinistralité prévu de 33 %, le montant des dotations non engagées au titre des « Prêt Rebond », pour la part uniquement relative au risque[1], pourra être reversé à la Région Île-de-France ou redéployé dans des dispositifs partenariaux de soutien aux entreprises du territoire.

ARTICLE 5 : GESTION DE LA DOTATION

Bpifrance Financement pourra accorder des prêts pour l'ensemble des opérations visées à l'article 2 des présentes, dans la limite globale d'un montant fixé à 55 650 000 euros.

Ledit montant pourra être augmenté ou diminué par accord des Parties formalisé par voie d'avenant.

Afin de permettre aux entreprises de bénéficier du « Prêt Rebond » à taux zéro compte tenu de la durée et de la nature du concours, de son coût de gestion, du différé d'amortissement, de l'absence de garantie et du risque de telles opérations, au regard des caractéristiques générales de ces derniers visées à l'article 3, la Région s'engage à verser à Bpifrance Financement une dotation de 21 000 000 euros au titre de l'aide destinée aux entreprises bénéficiaires. Sous réserve des dispositions de l'article 4.5, la quote-part de la dotation affectée aux prêts (soit 37,7% du montant principal des sommes engagées) sera définitivement acquise à compter du jour du décaissement du prêt.

Cette somme de 21 000 000 € sera versée à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITÉ - SECRET BANCAIRE – SECRET DES AFFAIRES

[1] Voir Annexe 2

6.1 Obligations de la Région

La Région est dûment informée que les informations communiquées dans le cadre de la présente convention, peuvent être couvertes par le secret des affaires, des accords de confidentialité et/ou par le secret bancaire, conformément à l'article L 511-33 du Code Monétaire et Financier et les textes subséquents.

La Région s'engage à garder le secret le plus absolu sur les informations, documents, données auxquels elle aura accès et qui sont couverts par lesdits secrets. Elle s'engage à empêcher, par tous les moyens, la reproduction et l'utilisation des documents, données ou informations liées expressément ou non aux travaux confiés dans le cadre de la présente convention et s'interdit de les transmettre à des tiers sans l'autorisation expresse et préalable de Bpifrance Financement.

La Région doit s'assurer notamment que ces informations ne seront accessibles qu'aux seules personnes ayant à en connaître et veiller à ce que les personnes concernées soient dûment et préalablement averties de ces obligations légales.

Elle appliquera cette limitation d'accès aux informations confidentielles et cette obligation d'avertissement à l'ensemble de ses personnels, préposés et sous-traitant, ainsi qu'aux personnels ou préposés de ces derniers.

La Région s'engage, en son nom, au nom de ses agents, sous-traitants, et plus généralement toute personne qui lui serait liée à quelque titre que ce soit, à respecter sans aucune limite de temps, le secret bancaire et le secret des affaires. Cette obligation perdurera, nonobstant la fin de l'avenant pour quelque cause que ce soit, à moins que les informations concernées soient tombées dans le domaine public.

En cas d'injonction par une autorité de contrôle ou d'une autorité judiciaire habilitée demandant communication de tout ou partie des informations couvertes par le secret bancaire, le secret des affaires et des engagements contractuels, la Région devra informer Bpifrance Financement de cette injonction dans les plus brefs délais. Les modalités de communication de ces informations confidentielles seront décidées en concertation.

6.2. Obligations des Parties

Chacune des Parties s'oblige, en ce qui concerne la teneur des dispositions de la présente convention, ainsi que les informations de l'autre Partie dont elle peut avoir connaissance dans le cadre de la négociation et de l'exécution de ladite convention, dès lors que ces informations ont un caractère sensible notamment sur un plan financier, déontologique, économique, technique, commercial, ou qu'elles sont déclarées comme tel par l'autre Partie ou à raison de leur caractère personnel, à :

- les garder strictement confidentielles et s'abstenir de les communiquer à quiconque, sauf aux fins strictement nécessaires à la bonne exécution de l'avenant,
- s'abstenir de les exploiter, directement ou indirectement ou permettre leur exploitation par un tiers sous leur contrôle, à toute fin autre que la bonne exécution de l'avenant.

Chacune des Parties s'engage en particulier à garder strictement confidentielles toutes les informations recueillies du fait de la présence dans les locaux de l'autre Partie et à observer la plus grande discrétion quant aux techniques, moyens et procédés de l'autre Partie, dont elle aurait été amenée à partager la connaissance du fait de l'exécution de l'avenant.

Il ne saurait cependant y avoir engagement de confidentialité pour les informations :

- qui sont déjà régulièrement en possession des Parties, ou
- qui sont publiquement disponibles au moment où elles sont portées à la connaissance des Parties, ou
- rendues postérieurement publiques par des tiers ou déclarées explicitement comme non confidentielles.

6.3. Protection des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la présente convention et son exécution sont obligatoires pour le traitement et la gestion de l'opération en cause et en particulier pour son traitement informatique effectué sous la responsabilité de Bpifrance Financement.

Bpifrance, ou toute autre entité du Groupe Bpifrance, pourra utiliser les données à des fins de reporting.

Elles pourront également, de convention expresse, être utilisées ou communiquées aux partenaires, ou tiers intervenant pour l'exécution des prestations concernées.

Conformément à la réglementation applicable, notamment le Règlement européen 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD) et les dispositions nationales relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition, pour motifs légitimes, aux informations les concernant.

Ces droits peuvent être exercés par l'envoi d'un courrier, à Bpifrance, DCCP, Délégué à la protection des données, au 27-31 avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex.

Enfin, les personnes disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

6.4. Clause de lutte contre la corruption

Le Bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Anti-Corruption et à ne pas utiliser le prêt accordé dans des opérations qui constituent ou concourent à un acte de corruption ou de trafic d'influence.

Dans la mesure où il est soumis aux dispositions de l'article 17 de la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, le Bénéficiaire déclare avoir pris toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et mis en œuvre des procédures et codes de conduite adéquats afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence.

Réglementations Anti-Corruption signifie (i) l'ensemble des dispositions légales applicables françaises relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, notamment celles contenues au Livre IV, Titre III "Des atteintes à l'autorité de l'Etat" et Titre IV "Des atteintes à la confiance publique" du Code pénal et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption à portée extraterritoriale, notamment américaine (Foreign Corrupt Practices Act) et britannique (UK Bribery Act) dans la mesure où celles-ci sont applicables.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa date de signature. Ses dispositions s'appliquent également aux prêts rebonds remplissant les caractéristiques de l'article 3 qui ont été consentis par Bpifrance à des entreprises franciliennes à compter du 5 mai 2020. La durée de la convention s'achève 6 mois après l'extinction du dernier concours. Le dernier concours est octroyé au plus tard au 31 décembre 2020.

Les Parties conviennent d'ores et déjà d'un commun accord que la durée de la convention pourra être prorogée pour une durée qui ne saurait dépasser la durée contractuelle initiale, sauf dénonciation de la présente convention par l'une ou l'autre des parties, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La dénonciation de la convention prend effet 3 mois après la date de l'accusé de réception de la lettre de dénonciation. Tous les engagements pris antérieurement à cette décision resteront soumis à la présente convention.

En cas de dénonciation de la convention dans les conditions définies aux alinéas précédents, la quote-part de la dotation versée par la Région et non utilisée par Bpifrance Financement, sera restituée par cette dernière à la Région après émission d'un titre de recettes. Dans cette perspective, les sommes remboursables correspondront à la différence entre (i) le montant de la dotation effectivement versée à Bpifrance Financement dans les conditions définies à l'article 5 et (ii) la quote-part définitivement acquise à cette dernière telle que définie à l'article 5.

ARTICLE 8 : MODIFICATIONS DE LA PRÉSENTE CONVENTION.

La présente convention n'est modifiable que par voie d'avenant.

ARTICLE 9 : RÈGLEMENT DES LITIGES.

Tout litige relatif à l'application de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Paris, ce que chaque Partie accepte expressément, s'il s'avère que les voies de conciliation n'arrivent pas à leurs fins, en dépit d'avoir fait preuve de leurs meilleurs efforts.

ARTICLE 10 : CONTENU DE LA CONVENTION.

Cette convention comprend 10 articles et 2 annexes.

Fait à , le

En deux exemplaires originaux.

Pour la Région Île-de-France	Pour Bpifrance Financement
Valérie Pécresse **Présidente du Conseil Régional**	**Anne Guérin** **Directrice Exécutive**

Annexe 1

« Prêt Rebond » / Mesure exceptionnelle covid-19

Objet	Renforcement de la trésorerie des entreprises Sont exclues les opérations de création et de transmission
Bénéficiaires	🕐 PME selon la définition européenne en vigueur rencontrant un besoin de financement lié à une difficulté conjoncturelle (et non structurelle) ou une situation de fragilité temporaire (contexte de marché défavorable ou en mutation, nécessité de faire évoluer le modèle économique (transition digitale, écologique…), BFR ne permettant pas des conditions d'exploitation normales, 🕐 créées depuis plus de 1 an présentant 1 bilan, 🕐 exerçant l'essentiel de leurs activités sur le territoire de la Région ou s'y installant, 🕐 tout secteur d'activité, à l'exclusion : - des activités d'intermédiation financière (NAF : section K64 sauf 64-2 pour les achats d'entreprises), - des activités de promotion et de locations immobilières (NAF : section L68-1, L68-2 et F41-1), - des entreprises du secteur de la pêche ayant un code NAF 4638A, 0321Z, - les entreprises des secteurs agricoles ayant un code NAF section A01, et section A02 dont le chiffre d'affaires est inférieur à 750 000 €, à l'exception des codes NAF 02.20Z et 02.40Z (entreprises forestières) 🕐 Sont exclues du dispositif les SCI et les affaires individuelles.
Modalités	**L'assiette du** « Prêt Rebond » est constituée prioritairement par : 🕐 **les besoins de trésorerie liés à la situation conjoncturelle** 🕐 **l'augmentation du besoin en fonds de roulement** 🕐 **des investissements immatériels** : coûts de mise aux normes (environnement, sécurité), recrutement et formation de l'équipe commerciale, frais de prospection, dépenses de publicité… 🕐 **des investissements corporels ayant une faible valeur de gage** : matériel conçu/réalisé par l'entreprise pour ses besoins propres, matériel informatique, ... Les dépenses immobilières ou immobilières par destination, ainsi que l'acquisition de titres ou de Fonds de Commerce sont exclues de l'assiette. **Montant :** Le montant du prêt est au plus, égal au montant des fonds propres et quasi fonds propres de l'emprunteur : • Minimum : 10.000 € • Maximum : 300.000 € **Durée/amortissement :** • 7 ans, dont 2 ans de différé d'amortissement en capital. • Amortissement financier du capital.

Conditions Financières	**Tarification :** Taux zéro **Garantie :** Aucune garantie sur les actifs de l'entreprise, ni sur le patrimoine du dirigeant. Une assurance décès-invalidité peut être proposée au dirigeant. **Prêt relevant des aides dites de minimis et* **Conformément à l'article L. 1511-2 du CGCT*
Partenariats financiers	**Financiers :** Un partenariat financier est recherché, à raison de 1 pour 1, sous forme soit : • de concours bancaire d'une durée de 4 ans minimum. • d'apports des actionnaires et/ou des sociétés de capital-risque • d'apports en quasi fonds propres (Prêts Participatifs, obligations convertibles en actions). Ces partenariats financiers ne peuvent pas être constitués par une aide directe de la Région. Ils doivent porter sur le même programme réalisé depuis moins de 6 mois, ce délai pouvant exceptionnellement être porté à 12 mois sur dérogation. Les financements bancaires associés pourront bénéficier d'une intervention en garantie de Bpifrance Financement.
Réglementation	Ce prêt bénéficie d'une aide de la Région au sens de la réglementation relevant des aides *de minimis.* Bpifrance Financement informera le bénéficiaire du montant de l'Equivalent Subvention Brut à déclarer.
Coefficient multiplicateur	Coefficient de 2,65

Annexe 2 : Conditions de mise en œuvre de la clause de revoyure

Bpifrance s'engage à réaliser, annuellement, un bilan sur le niveau de sinistralité du portefeuille de « Prêt Rebond ».

Dans l'hypothèse où, 7 ans après l'octroi du dernier concours, le taux de sinistralité constaté est inférieur au taux de sinistralité prévu de 33 %, le montant des dotations non engagées au titre des « Prêt Rebond », pour la part uniquement relative au risque, pourra être reversé à la Région ou redéployé dans des dispositifs partenariaux de soutien aux entreprises du territoire.

Le calcul de la dotation non engagée ne pourra être réalisé qu'après extinction du dernier encours, permettant ainsi de calculer le taux de sinistralité réelle du dispositif.

La quote-part de la dotation relative au risque non consommée pourra alors être recalculée.

Pour exemple :

	Hypothèse pour 33,3% de sinistralité	**Hypothèse pour 20% de sinistralité**
Dotation (M€)	21,00	21,00
Capacité d'engagement (M€)	55,65	55,65
Coût du risque (M€)	18 545 835	11 130 000
Coûts de gestion (€)	2 454 165	2 454 165
Application de la clause 4.5 : estimation de la dotation non engagée pour la part relative au risque	0	7 231 450

Annexe 3 : Fiche détaillée - Fonds de Prêts Rebond

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° 20009574 - Fonds de Prêts Rebond - BPIFRANCE FINANCEMENT

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
Action : 19100106- Prêt rebond - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	21 000 000,00 € HT	100,00 %	21 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		21 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BPIFRANCE FINANCEMENT
Adresse administrative : 27 AVENUE DU GENERAL LECLERC
94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique : Société Anonyme

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Des Prêts Rebond sont servis depuis le 5 mai 2020.

Description :
Le fonds de Prêt Rebond permet de servir des prêts du type Rebond : prêts à taux zéro, sans garantie, dont la durée de remboursement sur 7 ans comporte un différé de remboursement de 2 ans.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Annexe 4 : Convention Fonds de bonification Prêt Rebond

CONVENTION ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET BPIFRANCE FINANCEMENT RELATIVE AU « FONDS DE BONIFICATION DU PRET REBOND »

Entre :
La Région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente du Conseil Régional, Madame Valérie PECRESSE dûment habilitée par la délibération n° CP 2020-… du 1er juillet 2020.

ci-après dénommée **« la Région »,**

d'une part,

et

Bpifrance Financement, Société Anonyme au capital de 839 907 320 euros, dont le siège est à MAISONS-ALFORT (94710), 27-31, avenue du Général Leclerc, identifiée sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, représentée par Madame Anne GUERIN, directrice exécutive,

ci-après dénommée **« Bpifrance Financement »,**

d'autre part**,**

dénommées ensemble **« les Parties ».**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1511-1 et L. 1511-2 ;
Vu les articles 60 à 64 de la loi no 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière ;
Vu l'ordonnance no 2005-722 du 29 juin 2005 modifiée relative à la Banque publique d'investissement, à la société anonyme Bpifrance et à sa filiale, la société anonyme Bpifrance Financement ;
Vu le décret no 2013-637 du 12 juillet 2013 approuvant les statuts de la société anonyme Bpifrance Financement et portant diverses dispositions relatives à son fonctionnement ;
Vu l'aide d'Etat no SA.56985 (2020/N) relative au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises dans le cadre du COVID 19 du 20 avril 2020 ;
Vu la convention relative au Fonds Régional de Garantie Île-de-France no10024658 signée le 17 février 2011 et ses avenants no 1 à 8 ;
Vu la convention pluriannuelle relative au Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2 signée le 22 octobre 2015 et ses avenants no 1 à 4 ;
Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Régional en date du 1er juillet 2020 ;
Vu l'avenant no 5 au Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2 en date du…2020 ;

PRÉAMBULE

Dans un contexte de crise sanitaire lié au « Coronavirus » qui ébranle actuellement l'économie mondiale, les entreprises franciliennes sont particulièrement confrontées à des difficultés croissantes de financement et de trésorerie, tandis qu'elles sont les premières créatrices d'emplois et les moteurs de l'innovation et de la croissance.

La Région Île-de-France a souhaité s'associer à Bpifrance dans cette conjoncture difficile en élargissant à titre « exceptionnel » le champ d'action du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2 permettant le financement du « Prêt Rebond » garanti au titre du Fonds Régional à 40% et au titre du Fonds national Renforcement de la Trésorerie à 40% et ci-après dénommé le « Prêt ».

Afin d'accompagner les bénéficiaires de ce prêt dans les meilleures conditions, il a été décidé également de proposer le Prêt avec une bonification.

La bonification du Prêt est assurée par un fonds de bonification (ci-après nommé le « Fonds de Bonification des Prêts Rebond ») dont les modalités de couverture sont décrites par la présente convention (ci-après dénommée la « Convention »).

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente Convention a pour objet d'organiser le partenariat entre les Parties pour la mise en place et la bonification du Prêt Rebond tel que défini par l'annexe n°2 de l'avenant n°5 à la convention du FRG Île-de-France 2 et à cet effet, définir ses caractéristiques ainsi que le fonctionnement du Fonds de Bonification du Prêt Rebond.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DU PRET REBOND

2.1 Bénéficiaires du Prêt :

Peuvent bénéficier du Prêt :

- des petites et moyennes entreprises (au sens de la réglementation européenne),
- de plus d'un an d'ancienneté,
- quelle que soit leur forme juridique (à l'exclusion des entreprises individuelles),
- éligibles à la garantie de Bpifrance Financement,
- exerçant l'essentiel de leur activité dans la région Île-de-France ou s'y installant,

Sont exclues :

- des activités d'intermédiation financière (NAF : section K 64, sauf 64-2 pour les achats d'entreprises),
- des activités de promotion et de locations immobilières (NAF : section L 68-1, L 68-2 et F 41-1), à l'exception des SCI finançant des acquisitions immobilières destinées à être louées à une entreprise, elle-même éligible, dont des associés sont titulaires du capital de la SCI,
- des entreprises agricoles (NAF : section A01 et A02) réalisant moins de 750 000 euros de chiffre d'affaires,
- des entreprises en difficultés au 31/12/2019 au sens de la réglementation européenne en vigueur,
- des entreprises individuelles.

2.2 Objet du Prêt :

Le Prêt finance les projets de renforcement de la structure financière et principalement :

- les besoins de trésorerie liés à la situation conjoncturelle ;
- l'augmentation du besoin en fonds de roulement ;
- les investissements immatériels ;
- les investissements corporels à faible valeur de gage.

Sont exclus :

- les opérations relatives au financement de la création (entreprises de moins d'un an d'ancienneté), ou de la transmission d'entreprise ;
- les investissements immobiliers et immobiliers par destination, les acquisitions de titres ou de fonds de commerce sont exclues de l'assiette du prêt.

Le Prêt est commercialisé entre le 5 mai 2020 et le 31 décembre 2020.

2.3 Partenariat financier :

Le Prêt est un produit de cofinancement. Sans être obligatoire, un partenariat financier est recherché à raison de 1 pour 1. Ce cofinancement doit porter sur le même programme réalisé depuis moins de 6 mois par l'entreprise bénéficiaire, ou son groupe d'appartenance, et être d'un montant au moins équivalent. Il peut prendre la forme de :

- concours bancaire ;
- apports en capital des actionnaires et/ou des sociétés de capital-risque ;
- apports en quasi fonds propres (prêts participatifs, obligations convertibles en actions).

Ce co-financement ne peut prendre la forme d'une aide directe de la Région.

2.4 Montant du Prêt :

Le Prêt est au plus égal au montant des fonds propres et quasi-fonds propres de l'emprunteur (y compris les apports) :

- Minimum : 10.000 €
- Maximum : 300.000 €.

L'encours maximum par bénéficiaire est de 300.000 euros

2.5 Durée du Prêt :

Le Prêt est d'une durée de 7 ans, avec un différé d'amortissement du capital de 2 ans.
Les échéances sont trimestrielles, à terme échu avec un amortissement linéaire.

2.6 Rémunération :

Le taux du prêt est proposé à un taux fixe bonifié conformément à l'article 5.2 de la présente Convention, selon un barème défini mensuellement par Bpifrance Financement. Le taux intègre une commission de garantie annuelle au titre de la garantie régionale Île-de-France et de la garantie Nationale Renforcement de la trésorerie.

2.7 Sûretés :

Le Prêt n'est assorti d'aucune sûreté personnelle ou réelle.

Une assurance décès-invalidité peut être requise pour les entreprises à coefficient personnel élevé (entreprises fortement dépendantes de leur dirigeant, personne physique).

ARTICLE 3 : MISE EN PLACE DU PRÊT

La promotion du dispositif est assurée conjointement par la Région Île-de-France et Bpifrance. La constitution et l'instruction des dossiers sont effectuées par le réseau Bpifrance Financement qui vérifie l'éligibilité du projet de l'entreprise au Prêt ainsi que l'autorisation formelle préalable du représentant légal de l'entreprise bénéficiaire permettant à Bpifrance Financement de transmettre à la Région Île-de-France les données d'identification le concernant ainsi que les informations nécessaires à l'instruction de la demande de Prêt.

La décision d'octroi des prêts bonifiés est prise comme suit :

- Compte tenu de la situation d'urgence dans laquelle se trouvent les entreprises, la Région Île-de-France délègue à Bpifrance la décision d'octroi de prêt bonifié. Bpifrance informera de façon hebdomadaire la Région des prêts accordés :
    - En cas d'accord, un courrier de notification sera envoyé par Bpifrance Financement à l'entreprise bénéficiaire lui indiquant que le Prêt lui est consenti à un taux préférentiel et sans sûreté personnelle ou réelle grâce à la participation de la Région Île-de-France ;
- en cas de refus, celui-ci sera notifié à l'entreprise par Bpifrance Financement.

ARTICLE 4 : CONSTITUTION DU FONDS DE BONIFICATION DU PRET REBOND

Le Fonds de Bonification du Prêt Rebond est constitué auprès de Bpifrance Financement qui en assume la gestion. La Région prévoit de déléguer à ce titre une dotation à Bpifrance Financement de 9 millions d'euros dénommée la « Dotation ».

La Dotation est calibrée aux conditions de taux de rémunération du Prêt calculées à la date de signature pour bonifier une capacité d'engagement maximum de 57 millions d'euros de prêts garantis par le FRG dans les conditions prévues par l'avenant N°5 au Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 du XXX 2020 susmentionné. Les conditions de taux de rémunération dépendent du barème défini mensuellement par Bpifrance Financement conformément à l'article 2.6.

La Dotation sera versée dans les conditions suivantes. 5 jours ouvrés après la signature de la présente Convention, la Région effectue en une seule fois sur le compte de Bpifrance Financement.

Bpifrance Financement s'engage à utiliser la Dotation pour la seule réalisation des objectifs et activités définis dans la présente Convention.

Le Fonds Régional de bonification du prêt Rebond est créé dans la comptabilité de Bpifrance financement à compter de la date de signature de la présente convention.

Bpifrance Financement crédite le fonds d'un montant correspondant aux dotations de la Région, et débite le fonds des bonifications des prêts accordés,

Les fonds ne seront pas placés compte tenu qu'ils seront décaissés de manière massive et rapide, afin de répondre à la crise covid-19 invoquée sur le fondement de l'urgence impérieuse et ne génèreront donc ni intérêts ni gains.

Article 5 : REGLEMENT DU FONDS DE BONIFICATION DU PRET REBOND

5.1 Durée de la bonification

La bonification est accordée pour la durée du Prêt. Elle relève pour la Région Ile-de-France de crédits inscrits en section de fonctionnement.

5.2 Capacité de bonification

Les Parties conviennent expressément de se revoir à la constatation de 70% de consommation de la dotation sous forme de bonification, ou à tout moment sur demande du Conseil Régional (ci-après dénommé le « Rendez-vous ») pour examiner :

i) les conditions de clôture du fonds ;

ii) les conditions d'un abondement du Fonds de Bonification du Prêt Rebond du montant nécessaire pour continuer d'assurer un taux zéro à tous les bénéficiaires sur la base des conditions de taux en date du Rendez-vous (ci-après dénommée la « Dotation Complémentaire ») sous réserve d'un vote de l'assemblée délibérante ; ou

iii) les conditions d'une éventuelle bonification fixe applicable à l'ensemble des Prêts qui seront contractés après le Rendez-vous permettant une bonification partielle si le taux de bonification retenu est inférieur au barème défini mensuellement par Bpifrance Financement.

Le total des Prêts accordés, exprimés en montant de bonification, ne pourra pas dépasser la Dotation ou la Dotation Complémentaire, le cas échéant.

Bpifrance présente un rapport justifiant la décomposition de la part de la Dotation consommée, et comportant un tableau listant les prêts attribués et identifiant par prêt le montant de bonification accordé, à la date du Rendez-vous ainsi que l'estimation de la Dotation Complémentaire nécessaire pour continuer à engager les Prêts à taux zéro sur la base des conditions de taux à la date du Rendez-vous.

5.3 Affectation du solde éventuellement disponible

A l'issue du décaissement de l'ensemble des Prêts, le solde de la dotation du Fonds de Bonification éventuellement disponible est reversé à la Région Île-de-France. Bpifrance informe par courrier la Région du montant disponible au plus tard 1 mois après la fin de la période d'octroi.

ARTICLE 6 : REPORTING

Bpifrance transmet chaque semaine par email à la Région :
- la liste des prêts accordés sur l'enveloppe régionale

Bpifrance transmet mensuellement par email à la Région :
- le taux barème défini mensuellement par Bpifrance Financement
- le montant de la bonification du prêt découlant du taux barème susmentionné en tenant compte de l'ensemble des caractéristiques du prêt définis dans la fiche produit en annexe 1 à la présente convention

- la liste des prêts accordés sur l'enveloppe régionale, précisant pour chaque prêt le montant de la bonification accordée incluant les coordonnées de chaque entreprise. La communication des coordonnées de chaque entreprise est conditionnée à l'accord express de son dirigeant et réalisée dans le respect des dispositions du RGPD.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE

Il est rappelé que Bpifrance Financement est soumis au secret professionnel bancaire conformément aux dispositions de l'article L511-33 du code monétaire et financier et des textes subséquents, ainsi qu'au secret des affaires conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables

En conséquence, les Parties s'engagent à :

- Respecter la plus stricte confidentialité des informations, y compris des données à caractère personnel, (ci –après dénommées les Informations »), conformément et selon les modalités des textes législatifs et réglementaires applicables ;
- Faire respecter cette obligation de confidentialité par toutes les personnes qui leur sont liées directement ou indirectement ;
- Ne pas divulguer ces Informations sauf :
    - o accord écrit de l'autre Partie et de la personne sur laquelle portent ces Informations
    - o obligation légale ou réglementaire,
- Assurer l'intégrité et la sécurité des Informations sur tout support durable, informatique ou autre quel qu'il soit, en mettant tout en œuvre pour empêcher que celles-ci ne soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

L'obligation de confidentialité subsiste conformément aux règles légales, et ce, nonobstant la fin de la convention, tant que les Informations ne sont pas tombées dans le domaine public sans fait ou faute d'une des Parties.
La Région s'engage irrévocablement à indemniser les préjudices qui pourraient naître au détriment de Bpifrance ou de l'un de ses dirigeants ou de l'un de ses préposés, à la suite du non-respect de ses obligations de confidentialité de sa part ou de la part de personnes qui accèderaient de son fait aux Informations et dans la mesure où ces préjudices seront constatés soit d'un commun accord entre les Parties soit par décision judiciaire.

ARTICLE 8 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent contrat et son exécution sont obligatoires pour le traitement et la gestion de l'opération en cause et en particulier pour son traitement informatique effectué sous la responsabilité de Bpifrance.
Bpifrance, ou toute autre entité du Groupe Bpifrance, pourra utiliser les données à des fins de prospection commerciale, notamment pour informer sur les nouveaux produits ou les changements de produits existants.

Elles pourront également, de convention expresse, être utilisées ou communiquées aux partenaires, ou tiers intervenant pour l'exécution des prestations concernées.
Conformément à la réglementation applicable, notamment le Règlement européen 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD) et les dispositions nationales relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition, pour motifs légitimes, aux informations les concernant.

Ces droits peuvent être exercés par l'envoi d'un courrier, à Bpifrance, DCCP, Délégué à la protection des données, au 27-31 avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex.
Enfin, les personnes disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

ARTICLE 9 : ETHIQUE COMMERCIALE, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE BLANCHIMENT DU TERRORISME-RESPECT DES REGLEMENTATIONS SANCTIONS ECONOMIQUES :

Respect des Règlementations Sanctions économiques

Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions.
Les Parties, leurs filiales, et, à leur connaissance, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions et/ou (ii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

Réglementation Sanctions signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de *l'Office of Foreign Assets Control* (OFAC) du Trésor américain et/ou le *Bureau of Industry and Security* (BIS) du Département du commerce américain et/ou le Royaume-Uni au travers de *Her Majesty's Treasury* (HMT) du Ministère des finances britannique et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Lutte contre la corruption
Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations Anti-Corruption.

Réglementations Anti-Corruption signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, notamment celles contenues au Livre IV, Titre III "*Des atteintes à l'autorité de l'Etat*" et Titre IV "*Des atteintes à la confiance publique*" du Code pénal et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption à portée extraterritoriale, notamment américaine (*Foreign Corrupt Practices Act*) et britannique (*UK Bribery Act*) dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme

Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme.

Réglementations relatives à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

10.1 Entrée en vigueur de la Convention :

La présente Convention prend effet à compter de sa date de signature. Ses dispositions s'appliquent également aux Prêts Rebond remplissant les caractéristiques de l'article 2 qui ont été consentis par Bpifrance Financement à des entreprises franciliennes à compter du 5 mai 2020 et sous réserve de la validation de l'avenant n° 5 à la Convention de Fonds Régional de Garantie Île-de-France.

10.2 Durée de la Convention :

La Convention prend fin après l'épuisement du Fonds de Bonification du Prêt Rebond ou reversement du solde de la dotation dans les conditions prévues à l'article 5.4 de la présente Convention, et au plus tard trois mois après la date d'octroi du dernier prêt susceptible d'être attribuée dans le cadre des prêts Rebond garantis par l'avenant n°5 à la convention du fonds régional de garantie Île-de-France 2.

La dénonciation de la convention prendra effet 3 mois après la date de l'accusé de réception de la lettre de dénonciation. Tous les engagements pris antérieurement à cette décision resteront soumis à la présente Convention.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DE LA PRÉSENTE CONVENTION.

La présente convention n'est modifiable que par voie d'avenant.

ARTICLE 12 : LOI APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES.

La loi applicable à la présente Convention est la loi française.
Tout litige relatif à l'application de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Paris, ce que chaque Partie accepte expressément, s'il s'avère que les voies de conciliation n'arrivent pas à leurs fins dans un délai raisonnable, en dépit d'avoir fait preuve de leurs meilleurs efforts.

Fait à , le

En deux exemplaires originaux.

Pour la Région Île-de-France	**Pour Bpifrance Financement**
Valérie PECRESSE, Présidente	Anne GUERIN, Directrice exécutive

ANNEXE 1 FICHE PRODUIT PRET REBOND

« Prêt Rebond » / Mesure exceptionnelle COVID 19

Objet	Renforcement de la trésorerie des entreprises Sont exclues les opérations de création et de transmission
Bénéficiaires	🕐 PME selon la définition européenne en vigueur rencontrant un besoin de financement lié à une difficulté conjoncturelle (et non structurelle) ou une situation de fragilité temporaire (contexte de marché défavorable ou en mutation, nécessité de faire évoluer le modèle économique (transition digitale, écologique…), BFR ne permettant pas des conditions d'exploitation normales) 🕐 Créées depuis plus de 1 an présentant 1 bilan. 🕐 Exerçant l'essentiel de leurs activités sur le territoire de la Région ou s'y installant. 🕐 Tout secteur d'activité, à l'exclusion : - des activités d'intermédiation financière (NAF : section K64 sauf 64-2 pour les achats d'entreprises), - des activités de promotion et de locations immobilières (NAF : section L68-1, L68-2 et F41-1), - des entreprises du secteur de la pêche ayant un code NAF 4638A, 0321Z, - les entreprises des secteurs agricoles ayant un code NAF section A01, et section A02 dont le chiffre d'affaires est inférieur à 750 000 €, à l'exception des codes NAF 02.20Z et 02.40Z (entreprises forestières) 🕐 Sont exclues du dispositif : les SCI, les affaires individuelles
Modalités	**L'assiette du** « Prêt Rebond » est constituée prioritairement par : 🕐 **Les besoins de trésorerie liés à la situation conjoncturelle** 🕐 **L'augmentation du besoin en fonds de roulement** 🕐 **Des investissements immatériels** : coûts de mise aux normes (environnement, sécurité), recrutement et formation de l'équipe commerciale, frais de prospection, dépenses de publicité… 🕐 **Des investissements corporels ayant une faible valeur de gage** : matériel conçu/réalisé par l'entreprise pour ses besoins propres, matériel informatique, ... Les dépenses immobilières ou immobilières par destination, ainsi que l'acquisition de titres ou de Fonds de Commerce sont exclues de l'assiette. **Montant :** Le montant du prêt est au plus, égal au montant des fonds propres et quasi fonds propres de l'emprunteur : • Minimum : 10.000 € • Maximum : 300.000 € **Durée/amortissement :** • 7 ans, dont 2 ans de différé d'amortissement en capital. • Amortissement financier du capital.

Conditions Financières	**Tarification :** Taux zéro **Garantie :** Aucune garantie sur les actifs de l'entreprise, ni sur le patrimoine du dirigeant. Une assurance décès-invalidité peut être proposée au dirigeant. *
Partenariats financiers	**Financiers :** Un partenariat financier est recherché, à raison de 1 pour 1, sous forme soit : • de concours bancaire d'une durée de 4 ans minimum. • d'apports des actionnaires et/ou des sociétés de capital-risque • d'apports en quasi fonds propres (Prêts Participatifs, obligations convertibles en actions). Ces partenariats financiers ne peuvent pas être constitués par une aide directe de la Région. Ils doivent porter sur le même programme réalisé depuis moins de 6 mois, ce délai pouvant exceptionnellement être porté à 12 mois sur dérogation. Les financements bancaires associés pourront bénéficier d'une intervention en garantie de Bpifrance Financement.
Réglementation	Ce prêt bénéficie d'une aide de la Région adossée au régime cadre temporaire pour le soutien des entreprises dans le cadre du COVID 19 du 20 avril 2020 n°SA.56985 (2020/N)

ANNEXE 2 Modalités de calcul du barème du taux bonifié

Le taux barème défini mensuellement par Bpifrance Financement est composé du coût de recrutement de la ressource financière sur les marchés financiers, du coût du risque associé aux prêts, des éventuelles commissions d'assurance décès-invalidité, des frais de gestion, ainsi que du niveau de rémunération des fonds propres de Bpifrance Financement tels que validés par les instances de gouvernance compétentes.

Le montant de la bonification du prêt découle du taux barème décrit ci-dessus en tenant compte de l'ensemble des caractéristiques du prêt définis dans la fiche produit en annexe 1 à la présente convention.

Annexe 5 : Fiche détaillée - Fonds de bonification Prêts Rebond

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° 20009572 - Fonds de bonification Prêt Rebond - BPIFRANCE FINANCEMENT

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100108- Prêt rebond - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	9 000 000,00 € HT	100,00 %	9 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BPIFRANCE FINANCEMENT
Adresse administrative : 27 AVENUE DU GENERAL LECLERC
94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique : Société Anonyme

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les prêts Rebond sont de fait servis depuis le 5 mai 2020.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Annexe 6 : Avenant no 5 Convention FRG 2 Ile-de-France

Avenant nº5 à la Convention Pluriannuelle relative au Fonds Régional de Garantie Île-de-France

Entre :

La Région Île-de-France, située 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine représentée par la Présidente du Conseil Régional, Madame Valérie PECRESSE dûment habilitée par la délibération n° CP 2020-… du 1er juillet 2020 ;
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

et

Bpifrance Régions, société anonyme au capital de 4.800.000 €, identifiée sous le numéro 319.997.466, RCS Créteil, dont le siège social est à Maisons-Alfort 94710, 27/31, avenue du Général Leclerc, représentée par Monsieur Arnaud CAUDOUX, agissant en qualité de Directeur Général,
ci-après dénommée « Bpifrance »,

d'autre part.

Vu la convention relative au Fonds Régional de Garantie Île-de-France 1 n° 10024658 adoptée par délibération CR 56-00 en date du 13 décembre 2000 signée le 17 février 2011 et ses avenants n°1 à 8,

Vu la convention pluriannuelle relative au Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2 adoptée par délibération CP 15-660 en date du 8 octobre 2015 signée le 22 octobre 2015 et ses avenants n°1 à 4, ci-après dénommée la « Convention de référence »,

Vu la convention de création du « Fonds de Bonification des Prêts Rebonds en Île-de-France» adoptée par délibération CP 2020-XX du 1er juillet 2020 signée le…2020.

PREAMBULE

Dans un contexte de crise sanitaire lié au « Coronavirus » qui ébranle actuellement l'économie mondiale, les entreprises françaises sont particulièrement confrontées à des difficultés croissantes de financement et de trésorerie, tandis qu'elles sont les premières créatrices d'emplois et les moteurs de l'innovation et de la croissance.

La Région Île-de-France a souhaité s'associer à Bpifrance Régions dans cette conjoncture difficile en élargissant à titre « exceptionnel » le champ d'action du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2 par :

(i) l'augmentation de sa quotité à 80% pour les prêts de trésorerie accordés par les banques privées françaises aux entreprises affectées par les conséquences du Coronavirus,
(ii) la création d'un volet « Rebonds » permettant de garantir jusqu'à 80% des prêts à taux préférentiel, la bonification de ces prêts étant assurée par un Fonds de Bonification prévu par convention séparée avec Bpifrance Financement.

Le présent avenant à la Convention de référence a donc pour objet de préciser les modalités d'interventions de ces mesures exceptionnelles, d'actualiser l'article relatif à la protection des données à caractère personnel et de créer l'article relatif à la lutte contre le blanchiment.

Article 1 : Modification de la constitution du fonds régional de garantie Île-de-France 2 – création d'un 4ème volet du fonds : « Rebonds »

L'article 1er alinéa 5 de la convention FRG 2 est modifié comme suit :

Un nouveau volet comptable dénommé « Rebonds » est créé au sein du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2. Les caractéristiques de ce nouveau prêt sont décrites en annexe 2 du présent avenant.

« le fonds régional de garantie comporte 4 volets :
(i) un volet dénommé « général » dans les termes de la convention ;
(ii) un volet dénommé « spécifique » ;
(iii) un volet « back up prévention » ;
(iv) un volet « Rebonds ».

Ce 4ème volet « Rebonds » est créé pour une durée temporaire qui sera précisé à l'article 8.

Article 2 : Redéploiement des disponibilités au sein du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2

Il est prévu d'abonder le Fonds Régional de Garantie à hauteur d'un montant de 16 503 632 euros pour l'année 2020.

Cette dotation provient des disponibilités du FRG 1 Île-de-France constatées à l'arrêté des comptes du 31/12/2019.

Cette dotation disponible est affectée entre les trois dispositifs « Volet Général », « Spécifique-Prêts d'Amorçage » et « Rebonds » selon les modalités de l'annexe financière nº1 jointe au présent avenant.

Article 3 : Modification de l'article 2 de la Convention de référence intitulé « règles générales d'éligibilité et de traitement des dossiers » au titre du Fonds régional de garantie Île-de-France 2.

L'article 2.2 « Règles de décision » de la Convention de référence est modifié et désormais rédigé comme suit :

« Article 2.2 Règles générales de décision

Les demandes de garantie sont soumises aux représentations régionales de Bpifrance. La décision d'accorder une garantie au titre du Fonds Régional de Garantie Île-de-France est prise par Bpifrance Régions, après avis d'un représentant des Services de la Région.

Dans le cadre des mesures exceptionnelles prises pour le soutien des entreprises pendant la crise sanitaire, la Région confère à Bpifrance Région un pouvoir de délégation de décision d'octroi de garantie sur le volet «Rebonds » uniquement et sans qu'il ne soit nécessaire de saisir au préalable un représentant de la Région »

Article 4 : Modification de l'article 3 de l'annexe 1 « modalités d'intervention du volet général » de la Convention de référence

L'article 3 « Quotité de garantie » est modifié et désormais rédigé comme suit :

« Article 3 Quotité de garantie

A compter de la signature de cet avenant, pour les opérations de renforcement de la trésorerie, la quotité de garantie pourra être portée au maximum à 40% dans la limite d'une quotité globale – au titre du Fonds Régional de Garantie Île-de-France constitué auprès de Bpifrance Régions et des fonds nationaux constitués auprès de Bpifrance Financement – de 80%. »

Article 5 : Création d'une Annexe 6 « Modalités d'intervention du volet Rebonds »

Dans le cadre de la crise sanitaire il a été décidé de mettre en place des financements spécifiques à destination des entreprises franciliennes, garantis au titre du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2.

Les modalités d'intervention des prêts Rebonds, garantis au titre du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2, sont reprises en annexe n°2 du présent avenant.

Article 6 : Modification de l'article 6.3 « Protection des données à caractère personnel »

L'article 6. 3 « Protection des données à caractère personnel » est modifié comme suit :

« Article 6.3 Protection des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent contrat et son exécution sont obligatoires pour le traitement et la gestion de l'opération en cause et en particulier pour son traitement informatique effectué sous la responsabilité de Bpifrance.
Bpifrance, ou toute autre entité du Groupe Bpifrance, pourra utiliser les données à des fins de prospection commerciale, notamment pour informer sur les nouveaux produits ou les changements de produits existants.
Elles pourront également, de convention expresse, être utilisées ou communiquées aux partenaires, ou tiers intervenant pour l'exécution des prestations concernées.
Conformément à la réglementation applicable, notamment le Règlement européen 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD) et les dispositions nationales relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition, pour motifs légitimes, aux informations les concernant.
Ces droits peuvent être exercés par l'envoi d'un courrier, à Bpifrance, DCCP, Délégué à la protection des données, au 27-31 avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex.
Enfin, les personnes disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). »

Article 7 : Création d'un article - Respect des règlementations, sanctions économiques, lutte contre la corruption, et lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement des activités terroristes - dans la Convention de référence

Le nouvel article 6.4 est rédigé comme suit :

« Article 6 .4 Respect des règlementations, sanctions économiques, lutte contre la corruption, et lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement des activités terroristes

6.4.1 Respect des Règlementations Sanctions économiques
Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions.
Les Parties, leurs filiales, et, à leur connaissance, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions et/ou (ii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

Réglementation Sanctions *signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou le Bureau of Industry and Security (BIS) du Département du commerce américain et/ou le Royaume-Uni au travers de Her Majesty's Treasury (HMT) du Ministère des finances britannique et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.*

6.4.2 Lutte contre la corruption
Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations Anti-Corruption.

Réglementations Anti-Corruption *signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, notamment celles contenues au Livre IV, Titre III "Des atteintes à l'autorité de l'Etat" et Titre IV "Des atteintes à la confiance publique" du Code pénal et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption à portée extraterritoriale, notamment américaine (Foreign Corrupt Practices Act) et britannique (UK Bribery Act) dans la mesure où celles-ci sont applicables.*

6.4.3 Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme
Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme.

Réglementations relatives à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme *signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.*

Article 8 : Durée de vie du volet « Rebonds »

Le volet « Rebonds » est créé pour une durée temporaire. Il sera possible d'octroyer des garanties sur ce volet jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 9 : Novation

Les autres dispositions de la convention du 22 octobre 2015 et de ses avenants n°1 à 4 non modifiées par le présent avenant restent inchangées**.**

Fait à Paris, le
En deux exemplaires originaux.

Pour la Région Île-de-France,	**Pour Bpifrance Régions,**
La Présidente du Conseil Régional	**Le Directeur Général**
Valérie PECRESSE	**Arnaud CAUDOUX**

Annexe financière n°1 de l'avenant n°5 à la convention du FRG Île-de-France 2

Volets du FRG 2 Ile-de-France	Dotation FRG 2	Transferts issus des redéploiements du volet général du FRG 1 au 31/12/2019	Total
Volet Général	0	4 503 632	4 503 632
Volet spécifique	0	2 000 000	2 000 000
Volet Prêts Back Up Prévention	0	0	0
Volet REBONDS	0	10 000 000	10 000 000
Total	**0**	**16 503 632**	**16 503 632**
Commission d'assurance	0		

Annexe nº 2 de l'avenant nº 5 à la convention du FRG Île-de-France 2

Il est créé une Annexe 6 à la Convention de référence rédigée comme suit :

« ANNEXE 6 MODALITES D'INTERVENTION DU VOLET « REBONDS »

1. Modalités d'interventions du Prêt Rebonds

Bpifrance met à disposition un « Prêt Rebonds » pour les entreprises saines qui ont pu être fragilisées par un choc conjoncturel et qui engagent un projet de développement permettant de sauvegarder des emplois.

i. Entreprises, secteurs d'activité et finalités éligibles

Pour pouvoir faire l'objet d'une garantie de Bpifrance Régions au titre du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2, les concours financiers doivent être accordés :

- à des PME ou TPE respectant la définition européenne en vigueur, quelle que soit leur forme juridique et leur secteur d'activité, localisées dans la région Île-de-France, à l'exclusion :
  - (i) des activités d'intermédiation financière (NAF : section K 64, sauf 64-2 pour les achats d'entreprises),
  - (ii) des activités de promotion et de locations immobilières (NAF : section L 68-1, L 68-2 et F 41-1), à l'exception des SCI finançant des acquisitions immobilières destinées à être louées à une entreprise, elle-même éligible, dont des associés sont titulaires du capital de la SCI,
  - (iii) des entreprises agricoles (NAF : section A01 et A02) réalisant moins de 750 000 euros de chiffre d'affaires,
  - (iv) des entreprises en difficultés au sens de la réglementation européenne en vigueur,
  - (v) des entreprises individuelles.

- dans le but de permettre le financement des programmes d'investissement nécessaires au renforcement de la structure financière.

ii. Montant et durée du Prêt Rebonds

Le montant unitaire du Prêt Rebonds, par entreprise ou groupe d'entreprises, est au maximum de 300 000 euros, sous réserve du respect du montant maximal d'encours de risque tel que défini à l'article 2 ci-dessous.

La durée de remboursement du prêt est de 7 ans dont 2 ans de différé de remboursement en capital.

2. Montant du plafond de risque maximum du volet « Rebonds »

Le montant maximal d'encours de risque de Bpifrance Régions au titre du volet « Rebonds » du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2, par entreprise ou groupe d'entreprises, est fixé à 120 000 euros, dans la limite des encours de risque maximum de Bpifrance Financement, tous Fonds de garantie, régionaux et nationaux, confondus.

3. Quotité de garantie sur le volet « Rebonds »

La quotité de garantie qui s'applique au capital restant dû est au maximum de 40 % dans la limite d'une quotité globale – au titre du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2 constitué auprès de Bpifrance Régions et des fonds nationaux constitués auprès de Bpifrance Financement – de 80 %.

4. Coefficient multiplicateur du Volet « Rebonds »

Le coefficient multiplicateur du volet « Rebonds » du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2 est fixé à 2,5 pour la génération 2020.

5. Coût de la garantie sur le volet « Rebonds »

Pour chaque concours garanti par Bpifrance Régions à hauteur d'une quotité maximum de 40% au titre du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2, Bpifrance Régions perçoit une commission annuelle au plus égale à 0,48%.

Le non-paiement de cette commission entraîne la déchéance de la garantie. »

Annexe 7 : Avenant n° 1 à la Convention de dotation du Fonds Résilience Île de France&Collectivités

Avenant n°1 à la Convention de dotation du Fonds Résilience Île de France&Collectivités

ENTRE

La **Région Île-de-France**, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n°CP 2020-C14 du 1er juillet 2020.

Ci-après dénommée la « Région »,

ET

La **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L 518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est sis 56 rue de Lille, 75007 Paris, représentée par Madame Marianne Louradour, en sa qualité de Directrice Régionale Île-de-France agissant en vertu d'un arrêté portant délégation de signature du Directeur général en date du 1 juin 2020,

Ci-après dénommée la « Caisse des Dépôts »,

La Région et la Caisse des Dépôts étant désignées ensemble les « Contributeurs ».

ET

L'association InitiActive Ile-de-France, dont le siège est situé 36, rue des Petits Champs 75002 Paris, représentée par ses co-présidents, Monsieur Loïc Dupont et Monsieur Lionnel Rainfray,

Ci-après dénommée « l'Association »,

La Région, la Caisse des Dépôts et l'Association sont désignées ensemble les « Parties », et individuellement une « Partie ».

Vu la convention relative à la dotation du Fonds Résilience Île de France&Collectivités adoptée par délibération n°CR 2020-029 en date du 11 juin 2020 signée le 18 juin 2020

PREAMBULE

Dans le contexte de la crise sanitaire impactant fortement le tissu économique francilien, l'Association a souhaité créer un fonds à l'attention des petites entreprises et des structures de l'ESS et a proposé d'abonder ce fonds sur la base de l'article L. 1511-7 du code général des collectivités territoriales en vue d'apporter une réponse responsable, efficace et coordonnée, et d'assurer une équité de traitement sur l'ensemble du territoire régional.

La Région, par le versement d'une subvention, et la Banque des Territoires, par voie d'apports associatifs avec droit de reprise (calculés sur une base forfaitaire de deux euros par habitant), vont contribuer de manière égale, à un fonds d'avances remboursables intitulé Fonds Résilience. Le fonds ainsi créé interviendra en subsidiarité des dispositifs de soutien déjà mis en place par les pouvoirs publics dans le cadre de la crise Covid-19.

Le présent avenant à la Convention de référence a donc pour objet de préciser les modalités d'interventions de ce fonds, d'actualiser l'article relatif à la clause de publicité et à la protection des données personnelles.

A l'article 4 : Caractéristiques générales des avances remboursables et opérations éligibles

- Dans l'alinéa C/, il est proposé de remplacer la première phrase par :

« - Les structures répondant à la définition de l'entreprise en difficulté au 31 décembre 2019 dans les conditions définies par le régime SA 56985 modifié. »

- Dans le paragraphe « Modalités de remboursement», il est ajouté :

« En cas de rééchelonnement, la fin de la période de remboursement de l'avance ne pourra excéder la date butoir du 31/12/2028. »

A l'article 10 : Condition de reprise et de restitution

Il est ajouté un paragraphe à la fin de l'article :

« La Région et Initiactive IDF s'engagent à informer la Caisse des Dépôts dès qu'elles ont connaissance de l'existence d'un évènement de nature à affecter le fonctionnement du Fonds et, notamment les recours administratifs ou judicaires contre le projet par tout tiers. En cas de survenance d'un évènement de nature à affecter le fonctionnement du Fonds, la Caisse des dépôts pourra solliciter un remboursement anticipé de sa contribution déjà versée ou en cours de reversement jusqu'à la date de restitution des fonds par Initiactive IDF. »

Les dispositions de l'article 13 **Clause de Publicité** sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Communication par l'Association

L'Association s'engage à mentionner le soutien apporté par les contributeurs dans les actions de communication et les publications relatives à la mise en œuvre de la présente convention.

L'ensemble des actions qui nécessitent la reproduction des logos de la Région Île-de-France devront être effectuées conformément à la charte graphique et aux maquettes de logos fournies par celles-ci (annexes X et X).

S'agissant des actions nécessitant la reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, l'Association s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype « Banque des Territoires » en version identitaire selon les modalités visées ci-après, et à faire mention du soutien de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts et lors de toutes les interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisées dans le cadre de la Convention, pendant toute la durée de la convention.

A ce titre et aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations susvisées, la Caisse des Dépôts autorise l'Association pour les actions nécessitant la reproduction des logos de la Caisse des Dépôts et de la Banque des Territoires, à utiliser :

- la marque française semi-figurative « Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts » n° 19/4.524.153 (version identitaire du logotype Banque des Territoires) ; et
- en cas de contraintes techniques, et dans ce seul cas, la version carrée du logotype Banque des Territoires à savoir la marque française semi-figurative « Banque des Territoires & logo » n° 18/4.456.087, conformément aux représentations jointes en annexe

La Caisse des Dépôts autorise ainsi en outre l'Association à utiliser dans ce cadre, la marque française semi-figurative ‘'Groupe Caisse des Dépôts » et logo n° N°19/4.519.996 dans les conditions visées en annexe X.

Les documents définitifs, sur lesquels seront reproduits les logos de la Banque des Territoires et de la Région, seront soumis à leur accord préalable écrit (l'accord pouvant s'effectuer par mail).
A l'extinction des obligations susvisées, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts et de la Région, sauf accord exprès contraire écrit de celles-ci.
De manière générale, l'Association s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts et de la Banque des Territoires.
Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Banque des Territoires, la Caisse des Dépôts et de la Région par l'Association, non prévue à la présente convention, est interdite.

Communication par la Caisse des Dépôts

Toute action de communication, écrite ou orale, impliquant l'Association ou la Région fera l'objet d'un accord de principe par l'Association et la Région. La demande sera soumise à la Région et à l'Association dans un délai de 2 jours ouvrés. La Région et l'Association s'engagent à répondre dans un délai de 4 jours ouvrés.
De manière générale, la Caisse des Dépôts s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de l'Association Initiactive IDF et de la Région. »

A l'annexe 1 à la convention : Règlement du fonds Île de France&Collectivités

Article 8 – Structures éligibles au « Fonds Résilience Île-de-France & Collectivités »

Dans le quatrième alinéa, il est proposé de remplacer :

« Les structures répondant à la définition d'entreprise en difficulté au 31 décembre 2019 au sens de l'article 2 §18 RGEC. »

par

« - Les structures répondant à la définition de l'entreprise en difficulté au 31 décembre 2019 dans les conditions définies par le régime SA 56985 modifié. »

L'annexe 6 : **Clause relative à la protection des données à caractère personnel**

est remplacée par l'annexe suivante :

ANNEXE N°6

Clause relative à la protection des données à caractère personnel

L’association InitiActive Île-de-France, les **collectivités franciliennes contributrices** et La **Région Île-de-France** partagent des données dans le cadre du « Fonds Résilience Île-de-France & Collectivités ». Elles communiquent des données traitées dans le cadre du « Fonds Résilience Île-de-France & Collectivités » à la Caisse des dépôts et consignations.
L’association InitiActive Île-de-France assure l’instruction des demandes d’avances remboursables avec l’appui des acteurs franciliens du soutien à la création et au développement d’entreprises - plateformes Initiative et associations territoriales France Active d’Ile de France, de l’ADIE et des associations du réseau Entreprendre - **la validation** de l’instruction et de l’octroi, **le versement**, le recouvrement de l’avance remboursable, ainsi qu’une information aux contributeurs du fonds, financeurs publics du fond résilience, représentants locaux et aux collectivités des territoires concernés pour prise de contact.

1. Objet

L’association InitiActive Île-de-France et La **Région Île-de-France** sont considérées dans le cadre du traitement de données comme **responsables de traitement conjoints pour les opérations suivantes :**

☒ Collecte de données

☒ Enregistrement de données

☒ Organisation de données

☒ Structuration de données

☒ Conservation de données

☐ Adaptation ou modification de données

☒ Extraction de données

☒ Consultation de données

☒ Utilisation de données

☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)

☒ Rapprochement de données

☐ Interconnexion de données

☐ Limitation de données

☒ Effacement de données

☒ Destruction de données

Elles conviennent que les données à caractère personnel traitées concernent les candidatures ci-dessus évoquées sont des :

Données de type 1 (données non sensibles n'ayant pas un impact fort sur les personnes)

☒ Etat civil, identité, données d'identification, images

☒ Données de connexion (logs, adresse IP…)

Données de type 2 (données non sensibles ayant un impact fort sur les personnes)

☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes…)

☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale…)

☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM…)

Les catégories de personnes concernées sont :

☒ Personnes morales

☒ Autoentrepreneurs

☒ Associations

Les durées de conservation sont de 8 ans en base active, 10 ans en base intermédiaire. Les données font selon le cas ensuite l'objet d'une anonymisation ou d'une suppression selon les contraintes légales qui pèsent sur elles.

La Caisse des dépôts et consignations est destinataire de ces données, dans le cadre de son traitement « assurer les besoins de financement ».

2. Obligations convenues entre l'association InitiActive Île-de-France, et La Région Île-de-France en leur qualité de responsable conjoint de traitement

2.1 Obligations des parties conjointement responsables de traitement dans le cadre du « Fonds Résilience Île-de-France & Collectivités »

Les parties conjointement responsables de traitement dans le cadre du « Fonds Résilience Île-de-France & Collectivités » s'engagent :

- à ne pas transférer tout ou partie des donnés hors UE. En cas de transfert hors UE, les partenaires informent préalablement la Région et indique les garanties qu'il compte apporter dans ce cas au dit transfert. Ces mesures doivent faire l'objet d'une approbation de la Région.
- à garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention et pouvoir retracer l'accès à ces données
- à mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires pour la garantie des droits et libertés des personnes physiques protégées dans le cadre du RGPD.
- à veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat (y compris sous-traitants de chaque responsable de traitement):
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent l'information et la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut
- à notifier à l'autre partie dans les 24 heures après en avoir pris connaissance de toute violation de données à caractère personnel collectées à l'occasion de la présente convention. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'autre responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente
  - contact Région : alertergpd@iledefrance.fr
  - contact Association InitiActive Île-de-France **:** resilienceidf@initiactiveidf.fr

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

2.2. Droit d'information des personnes concernées

La partie qui collecte des données informera les personnes concernées de la communication de leurs données personnelles à la Région, du critère de licéité du traitement, les durées de conservation des données et les droits ouverts concernant ces données notamment conformément aux articles 12 à 14 du RGPD.

2.3. Exercice des droits des personnes

Chaque partie s'engage à transmettre à l'autre toute demande d'exercice de droit au responsable de traitement conjoint et à répondre dans les meilleurs délais à toute demande recevable d'exercice de droits ouverts par le critère de licéité.

Par ailleurs, la partie assurant l'exercice des droits s'engage à assurer la propagation des demandes d'exercice de droits dès lors que les données détenues par la Région doivent être mises à jour.

2.4. Sort final des données

Au terme de la présente convention, les responsables de leur traitement procèderont à l'archivage ou à la suppression des données personnelles conformément à la règlementation en vigueur.

3. Obligations convenues entre la Caisse des dépôts et consignations d'une part et l'association InitiActive Île-de-France, La Région Île-de-France d'autre part

Les Parties s’engagent à respecter la réglementation nationale et européenne en vigueur et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le Règlement Européen sur la protection des Données ») incluant les obligations relatives à la sécurisation des données par le Responsable de Traitement (Article 5 du RGPD).

Chaque Partie s’engage à communiquer aux autres Parties le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s’il en a désigné un conformément à l’article 37 du Règlement Européen sur la protection des données.

Les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant restent inchangées**.**

Fait en trois exemplaires originaux,

Le, XX/06/2020 à XXX

Pour le Conseil régional	Pour la Banque des Territoires
Valérie Pécresse	Marianne Louradour
Pour InitiActive IDF	Pour InitiActive IDF
Lionnel Rainfray	Loïc Dupont

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-304

DU 1 JUILLET 2020

PARIS RÉGION UP : AIDES PM'UP, TP'UP ET AUTRES DISPOSITIFS MOBILISÉS POUR LES ENTREPRISES FRANCILIENNES, 4ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises : PM'up – Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative au Grand Paris Région Up tome 1 - Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, Innov'up Proto et TP'up ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à #Leader stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France – Adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 – Débat sur le rapport relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la Stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce ;

VU la délibération n° CP 2018-333 du 4 juillet 2018 relative au Paris Région UP : subventions PM'up et TP'up ;

VU la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 relative au Paris Région UP : subventions PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

VU la délibération n° CP 2018-484 du 17 octobre 2018 relative au Paris Région UP – Attribution des subventions PM'up, TP'up, Innov'up Proto, ajustement des modalités de TP'up et d'Innov'up Leader PIA et cession d'Île-de-France capital ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-304 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Désignation de 16 nouveaux bénéficiaires PM'up

Décide de participer au titre du dispositif PM'up, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de **2 665 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 990 000 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **675 000 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400107 « PM'up industrie » du budget 2020.

Article 2 : Désignation de 8 nouveaux bénéficiaires TP'up

Décide de participer, au titre du dispositif TP'up, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de **267 450 €.**

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

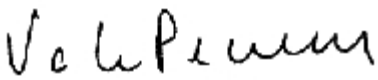
Affecte une autorisation de programme de **267 450 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 «TP'up » du budget 2020.

Article 3 : Autorisation donnée à la Ville de Paris et la CA Roissy Pays de France pour participer au financement de régimes d'aide régionaux

Décide d'autoriser la Ville de Paris et la CA Roissy Pays de France à participer au financement des régimes d'aide régionaux « Prix », « Aide pour les projets à utilité sociale », « Innov'up », « Politique de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation » et « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME ».

Subordonne ces autorisations à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 modifiée et susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181630-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Désignation des bénéficiaires PM'up

désignation de 16 bénéficiaires PM'up

jury du 30 avril 2020

raison sociale	filière	ville	subvention attribuée	date de prise en compte des dépenses	nombre de stagiaires
ASSOCONNECT	Numérique	PARIS	150 000 €	09/07/2019	3
ATROIS	Autre	PARIS	130 000 €	06/12/2019	3
DOLEAD	Numérique	PARIS	120 000 €	08/08/2019	3
LA HULOTTE	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	MONTREUIL	230 000 €	07/03/2019	3
MY GENIUS	Numérique	ASNIÈRES SUR SEINE	150 000 €	16/12/2019	3
QMCB SAS	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	AUBERVILLIERS	200 000 €	28/11/2019	3
VALUEIN	Numérique	NEUILLY SUR SEINE	150 000 €	17/12/2019	3

jury du 12 juin 2020

raison sociale	filière	ville	subvention attribuée	date de prise en compte des dépenses	nombre de stagiaires
BERLARIC	Tourisme, sports, loisirs	LEVALLOIS-PERRET	160 000 €	02/09/2019	3
BUSITEL	Autre	CHAMPLAN	190 000 €	24/09/2019	3
D&N ASSOCIES	Numérique	BOULOGNE BILLANCOURT	150 000 €	09/12/2019	3
GOSHABA	Numérique	PARIS	120 000 €	11/12/2019	3
LIVEHAPPIER	Numérique	PARIS	130 000 €	17/12/2019	3
MARKENTIVE	Numérique	PARIS 09	150 000 €	12/03/2020	3
MEDGO	Numérique	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	150 000 €	30/10/2019	3
SIEGEAIR	Autre	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	235 000 €	13/02/2020	3
WANDERCRAFT SAS	Santé	PARIS	250 000 €	31/01/2020	3

Annexe 2 : Désignation des bénéficiaires TP'up

désignation de 8 entreprises bénéficiaires TP’up

Raison sociale	Filière	Ville	Fonctionnement	Investissement	Total subvention attribuée	Date transmission de la demande	Nbre de stagiaires
MAMIE FOODIE	Autre	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	0	26 000 €	26 000 €	05/07/2019	2
YES SIR FILMS	Autre	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	0	30 000 €	30 000 €	25/10/2019	2
ATELIER PARTICULIER	Numérique	PARIS 4E ARRONDISSEMENT	0	44 500 €	44 500 €	26/12/2019	2
CONNECTED PHYSICS	Santé	ORSAY	0	7 650 €	7 650 €	14/01/2020	1
CULTURES EN VILLE	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	CACHAN	0	42 800 €	42 800 €	05/02/2020	2
ALGOCHEM	Santé	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	0	30 500 €	30 500 €	14/02/2020	2
L.A GROUP	Numérique	NEUVILLE SUR OISE	0	55 000 €	55 000 €	26/02/2020	2
AJSTAGE	Numérique	VERSAILLES	0	31 000 €	31 000 €	14/04/2020	2

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-223

DU 1 JUILLET 2020

ARTISANAT, ENTREPRENEURIAT ET AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187/1 modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE le 26 juin 2017 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de commerce ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CP 07-989 du 29 novembre 2007 relative au soutien aux acteurs associatifs des TIC ;

VU la délibération n° CP 12-577 du 12 juillet 2012 relative à l'adhésion au syndicat mixte « Seine-et-Marne Numérique » ;

VU la délibération n° CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à la politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement du numérique ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-612 du 13 décembre 2016 relative au financement de l'entrepreneuriat ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à #LEADER Stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Ile-de-France – Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 adoptant les actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie # Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce ;

VU la délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 relative aux mesures en faveur de l'entrepreneuriat : soutien à la création et reprise d'entreprise, soutien aux points d'accueil et à la création d'entreprise ;

VU la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2018-139 du 16 mars 2018 relative à l'Entrepreneuriat et autres actions de développement économique ;

VU la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 relative à l'aménagement numérique et actions en faveur du développement économique ;

VU la délibération n° CR 2018-043 du 20 septembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce 2018-2021 ;

VU la délibération n° CP 2018-513 du 21 novembre 2018 relative au soutien aux tiers-lieux, lieux d'innovation et autres affaires économiques ;

VU la délibération n° CP 2018-564 du 21 novembre 2018 relative au déploiement du programme Entrepreneur #Leader 2018-2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-135 du 22 mai 2019 relative à l'entrepreneuriat et au soutien à l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2019-306 du 3 juillet 2019 relative au soutien à l'économie sociale et solidaire et à l'entrepreneuriat QPV ;

VU la délibération n° CP 2019-377 du 18 septembre 2019 relative à l'international, l'entrepreneuriat et le design ;

VU la délibération n° CR 2019-043 du 19 septembre 2019 portant adoption du règlement d'intervention du chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens ;

VU la délibération n° CP 2019-410 du 17 octobre 2019 relative à la politique régionale en faveur de l'aménagement numérique du territoire et des lieux d'innovation ;

VU la délibération n° CP 2019-439 du 17 octobre 2019 relative à la politique régionale en faveur de l'innovation : Challenge IA santé 2019 et autres affaires économiques ;

VU la délibération n° CP 2019-501 du 20 novembre 2019 relative au soutien à l'innovation et l'entrepreneuriat ;

VU la délibération n° CP 2020-147 du 4 mars 2020 relative à l'entrepreneuriat, déploiement du dispositif Entrepreneur#Leader ;

VU la délibération n° CR 2020-007 du 5 mars 2020 relative à la création de la société d'économie mixte « Île-de-France Territoires et Investissements » ;

VU la délibération n° CP 2020-162 du 27 mai 2020 relative à Paris Région Up - Aides Pm'up Covid-19, Pm'up, Tp'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 3ème rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-256 du 27 mai 2020 relative à la SEM Île-de-France Territoires et Investissements : adoption du pacte d'actionnaires ;

VU la délibération n° CR 2020-028 du 11 juin 2020 portant adoption du budget supplémentaire 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-223 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dotation des fonds de prêts d'honneur pour l'entrepreneuriat

Décide d'attribuer au titre des dispositifs respectifs « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » et « Soutien aux associations de prêt d'honneur », une dotation aux projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, pour l'abondement des fonds de prêt d'honneur d'un montant maximum de **300 000 €** au titre de l'année 2020 aux structures suivantes :

N° IRIS	Plateformes TPE classiques	Territoire	Dotations aux fonds de prêts d'honneurs 2020
20006505	Initiative Essonne	91	100 000 €
	Total réseau Initiative		**100 000 €**

N° IRIS	Plateformes TPE à potentiel	Territoire	Dotations aux fonds de prêts d'honneurs 2020
20003076	Réseau Entreprendre 92	92	200 000 €
	Total Réseau Entreprendre Île-de-France		**200 000 €**

Affecte une autorisation de programme de **300 000 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique » - code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100101 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Adopte l'avenant-type n° 5 figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'un avenant à la convention triennale, adoptée par la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 2 : Cotisation à une association du numérique (AVICCA)

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant prévisionnel de 7 465 € au titre de la cotisation à l'AVICCA pour l'année 2020. Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la Communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Evénements et acteurs numériques » du budget 2020.

Article 3 : Aide au développement du territoire numérique - contribution annuelle au syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique

Décide du versement de la contribution annuelle 2020 au Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant prévisionnel de 100 000 €. Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la Communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Evénements et acteurs numériques » du budget 2020.

Article 4 : Aide à la création de tiers-lieux

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien à l'émergence et au développement des lieux d'innovation », au financement des projets de tiers-lieux de la SCIEGE (pour l'espace de coworking « Hubstart Center ») et de Pause Travail, détaillés dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 300 000 €.

Subordonne le versement des subventions visées à l'alinéa premier à la signature de la convention conforme à la convention-type, adoptée par la délibération n° CP 2019-410 du 17 octobre 2019 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 100 000 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300107 « Espaces de travail collaboratifs » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de 200 000 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme PR 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 456001054 « Tiers-lieux » du budget 2020.

Cette action relève du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 :
Volet CPER 2015-2020 4
Sous-volet CPER 2015-2020 41
Type d'action CPER 2015-2020 411 456001054
Opération CPER 2015-2020 41102

Article 5 : Affectation pour la mise en œuvre du Chèque numérique (volet 1)

Affecte une autorisation d'engagement de 900 000 € pour le volet 1 du chèque numérique « pour un commerce connecté », disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400202 « TP'up » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de 650 000 € pour le volet 1 du chèque numérique « pour un commerce connecté », disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 « TP'up » du budget 2020.

Décide de confier la gestion du volet 1 du chèque numérique à un établissement public, conformément à l'article L.1511-2 alinéa 3 du CGCT.

Affecte pour le lancement du marché relatif à la gestion du volet 1 du chèque numérique une autorisation d'engagement de 75 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400202 « TP'up » du budget 2020.

Article 6 : Convention de partenariat avec la CRMA sur le Fonds Résilience Île-de-France et Collectivités

Adopte la convention de partenariat telle que figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 7 : Réaffectation dossier 18003245 CP2018-139 du 16 mars 2018 « LE PHARES : des coopératives éphémères pour les jeunes issus des QPV 2018 »

Décide de participer, à la suite de la caducité du dossier 18003245 CP 2018-139 du 16 mars 2018 et au titre du dispositif de sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises, à hauteur d'un montant de 45 000 € afin de soutenir CITE PHARES et son projet « LE PHARES : des coopérations éphémères pour les jeunes issus des QPV 2018 ».

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention figurant en annexe 4 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **45 000 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique » - code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet figurant en annexe 1 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 8 : Avenant n° 1 à la convention de partenariat - Appels à projets conjoints - « Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville » 2017-2019 - Bpifrance Financement – région Île-de-France

Adopte l'avenant à la convention de partenariat à la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 susvisée, telle que figurant en annexe 5 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régionale à le signer.

Décide de modifier, à la suite d'une erreur matérielle, le taux d'intervention de la convention n° 19007575 entre la Région et BGE PaRIF, adoptée par la délibération n° CP 2019-439 du 17 octobre 2019 susvisée, à 48,79%, tel que décrit dans la fiche projet figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 9 : Fonds de soutien aux artisans et commerçants du marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret

Décide d'abroger l'article 13 de la délibération n° CP 2019-377 du 18 septembre 2019 approuvant l'avenant n°2 à la convention du fonds de soutien aux commerçants et artisans franciliens entre la région Île-de-France, la Ville de Paris, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Île-de-France et la Chambre Régionale de Métiers et d'Artisanat d'Île-de-France, décidant d'étendre aux artisans et commerçants touchés par l'incendie du marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret son fonds de soutien régional. Cet avenant est abrogé car la Ville de Paris a refusé de le signer.

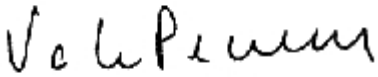
Adopte la convention spécifique, figurant en annexe n°6 à la présente délibération, relative au fonds de soutien aux artisans et commerçants du marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret et autorise la Présidente à la signer.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe n° 6 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de 200 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 « TP'up » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage figurant en annexe n°6 à la présente délibération par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc180972-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-223

DOSSIER N° 20006505 - INITIATIVE ESSONNE-ABONDEMENTS FONDS DE PRETS D'HONNEURS 2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement) (n° 00001057)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
Action : 19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement)	1 974 015,00 € TTC	5,07 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE ESSONNE CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE
Adresse administrative : 2 CRS MONSEIGNEUR ROMERO 91000 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe GIRARD, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Dotations de fonds de prêts d'honneurs 2020

Description :
Initiative Essonne propose un accompagnement et un financement à la création/reprise de TPE en Essonne.

Initiative Essonne propose une offre de prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie à des créateurs/repreneurs d'entreprises.

La Région s'engage à octroyer une aide en investissement à Initiative Essonne pour abonder son fonds de prêts d'honneurs.

Le fonds de prêts d'honneurs de Initiative Essonne est abondé par plusieurs partenaires : Bpifrance, Région, revitalisation....

Les prêts d'honneurs font l'objet de remboursements qui permettent de reconstituer de nouveaux apports nécessaires au financement d'autres projets et pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région et Bpifrance constituent les financeurs les plus importants des plateformes de prêts d'honneurs.
Aussi de façon à répondre au plus près des besoins de ces structures, la Région et Bpifrance travaillent conjointement dans l'objectif d'attribuer des dotations de façon complémentaire et efficiente.
La Région et Bpifrance interviennent en dotations en tenant compte à la fois de l'activité, réalisée et prévisionnelle mais aussi du montant des dotations perçues et des remboursements à venir.
Le montant de la Trésorerie (N+1) est calculé de façon normative et est égal à 4 mois d'activité de l'année (n+1) afin de permettre à la structure de financer son activité en attente des nouvelles dotations.
La Région s'engage sous la forme de dotation aux fonds de prêts d'honneurs dans la limite de 50 % du total des apports.
En 2019, Initiative Essonne a décaissé 124 prêts d'honneurs pour 97 entreprises.
En 2020, la plateforme se fixe l'objectif de financer 150 prêts d'honneurs pour 125 entreprises.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant prévisionnel de prêts décaissés	1 625 000,00	82,32%
Perte	40 000,00	2,03%
Trésorerie N+1	309 015,00	15,65%
Total	1 974 015,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotation Région	100 000,00	5,07%
Dotations Bpifrance	100 000,00	5,07%
Revitalisation	35 000,00	1,77%
Trésorerie N-1	809 015,00	40,98%
Remboursements	930 000,00	47,11%
Total	1 974 015,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent pour un montant de 100 000 €.

DOSSIER N° 20003076 - RESEAU ENTREPRENDRE 92 -DOTATION AUX FONDS DE PRÊTS d'HONNEURS 2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement) (n° 00001057)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
Action : 19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement)	1 559 000,00 € TTC	12,83 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 92 ENTREPRENDRE
Adresse administrative : TOUR FIRST/KWERK 1 PLACE DES SAISONS
92048 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GUY MANDIAUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Versement de la dotation de la région Île-de-France au fonds de prêts pour 2020

Description :
Réseau Entreprendre 92 propose un accompagnement et un financement à la création/reprise de TPE en Essonne.

Réseau Entreprendre 92 propose une offre de prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie à des créateurs/repreneurs d'entreprises.

La Région s'engage à octroyer une aide en investissement au Réseau Entreprendre 92 pour abonder son fonds de prêts d'honneurs.

Le fonds de prêts d'honneurs de Réseau Réseau Entreprendre 92 est abondé par plusieurs partenaires : Bpifrance, Région, revitalisation....

Les prêts d'honneurs font l'objet de remboursements qui permettent de reconstituer de nouveaux apports nécessaires au financement d'autres projets et pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région et Bpifrance constituent les financeurs les plus importants des plateformes de prêts d'honneurs.
Aussi de façon à répondre au plus près des besoins de ces structures, la Région et Bpifrance travaillent conjointement dans l'objectif d'attribuer des dotations de façon complémentaire et efficiente.
La Région et Bpifrance interviennent en dotations en tenant compte à la fois de l'activité, réalisée et prévisionnelle mais aussi du montant des dotations perçues et des remboursements à venir.
Le montant de la Trésorerie (N+1) est calculé de façon normative et est égal à 4 mois d'activité de l'année (n+1) afin de permettre à la structure de financer son activité en attente des nouvelles dotations.
La Région s'engage sous la forme de dotation aux fonds de prêts d'honneurs dans la limite de 50 % du total des apports.

La Région a déjà octroyé à la plateforme une dotation de 150 000 € en 2019 (CP2019-501/ fiche projet N° :19010139).

En 2019, le Réseau Entreprendre 92 a décaissé 68 prêts d'honneurs à 41 entreprises.

En 2020, l'association prévoit de décaisser 82 prêts d'honneurs à 52 entreprises.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant décaissés	902 000,00	57,86%
Trésorerie N+1	107 000,00	6,86%
Pertes du Fonds	150 000,00	9,62%
Restes à décaisser	400 000,00	25,66%
Total	1 559 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotations régionales 2020	200 000,00	12,83%
Dotations régionales 2019	150 000,00	9,62%
Revitalisation	60 000,00	3,85%
Bpifrance 2020	200 000,00	12,83%
Bpifrance 2019	150 000,00	9,62%
Remboursements	550 000,00	35,28%
Trésorerie N-1	249 000,00	15,97%
Total	1 559 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent pour un montant de 200 000 €.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-223

DOSSIER N° 20006654 - Aide à la création de tiers-lieux - SCIEGE - HUBSTART CENTER

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 905-56-20421-456001-400
Action : 456001054- Tiers lieux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	499 000,00 € HT	40,08 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIEGE SOCIETE CONSULAIRE IMPLANTATION ENTREPRISES GESTION ENTREPOTS
Adresse administrative : 27 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Christophe Poupart

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Association HUBSTART (initialement créée avec le soutien de la région Île-de-France notamment) a pour objectif le développement économique du territoire élargi du Grand Roissy-Le Bourget. Elle a confié l'exploitation du site HUBSTART CENTER, propriété de la Société Aéroports de Paris, à la société SCIEGE, filiale de la CCI Paris Ile de France.

Le tiers-lieu correspond à un profond renouvellement de l'offre de l'ancienne pépinière. Le projet souhaite apporter une solution d'hébergement plus en phase avec les souhaits et les besoins des entrepreneurs du territoire à la recherche de locaux flexibles et modernes. L'animation du site sera confiée à SCIEGE qui jouit d'une importante expérience dans les domaines de la gestion immobilière de biens dédiés à l'entrepreneuriat et du conseil en développement économique. Une large gamme d'actions individuelles et collectives permettant d'assurer une dynamique communautaire sera proposée aux coworkers (ex : MeetUp, Accélérateur, Training session…)

Sur une surface de 3 032 m² répartie sur deux étages, Hubstart Center offira 22 bureaux fermés, 7 postes de travail nomades, 3 salles de réunion, des locaux de stockage ainsi qu'une kitchenette.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Avec une base éligible de 499 000 € HT et un taux d'intervention de 40,08%, le montant de la subvention régionale s'élève à 200 000€.

Localisation géographique :
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : NUMERIQUE/Soutien aux projets numériques

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement intérieur	141 000,00	28,26%
Equipement	324 000,00	64,93%
Etudes	34 000,00	6,81%
Total	499 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention	200 000,00	40,08%
Fonds propres	299 000,00	59,92%
Total	499 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-223

DOSSIER N° 20006655 - Aide à la création de tiers-lieux : coworking à Saint Gratien - PAUSE TRAVAIL

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 19/05/2017
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300107- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	316 280,00 € HT	31,62 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAUSE TRAVAIL
Adresse administrative : 16 ALLEE DES FAUVETTES
95320 SAINT-LEU-LA-FORET
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame CAROLINA RODRIGUEZ, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pause Travail avait déjà obtenu une subvention régionale d'un montant de 100 000 € en novembre 2018 pour son projet situé à Taverny, dans une zone du Val d'Oise peu dotée en tiers-lieux. Le local de Taverny, initialement envisagé n'étant plus disponible, le projet, dont les ambitions restent similaires, a dû se relocaliser dans une ville voisine, à Saint Gratien.

Pause travail sera un espace coworking de 345 m² destiné aux indépendants, aux télétravailleurs et aux porteurs de projet. Souhaitant favoriser le lien humain, ce tiers-lieu mettra à disposition de ses coworkers un espace de travail en open-space, des salles de réunion, des bureaux tout en bénéficiant d'un l'espace de détente afin de travailler dans un esprit « comme à la maison ».

Doté de 17 postes de travail, Pause Travail offrira un studio son, vidéo et photo, des permanences juridiques et de conseils, des ateliers sur les thèmes variés (commercial, Ressources humaines, marché public…) des animations sportives (stretching, renforcement musculaire…) ou de bien-être (sophrologie, massage…), de divertissements (œnologie…) et des soirées thématiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Avec une base éligible de 316 280 €HT, la subvention régionale s'élève à 100 000, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 31,62 %

Localisation géographique :

- SAINT-GRATIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement intérieur	130 000,00	38,81%
Equipement	167 880,00	50,12%
Etudes	18 400,00	5,49%
Autres dépenses non-éligibles	18 650,00	5,57%
Total	334 930,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention	100 000,00	29,86%
Fonds propres	29 930,00	8,94%
Prêt bancaire	180 000,00	53,74%
Prêt d'honneur	25 000,00	7,46%
Total	334 930,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20008561 - Réaffectation 18003245 CP2018-139 du 16 mars 2018 - LE PHARES: DES COOPERATIVES EPHEMERES POUR LES JEUNES ISSUS DES QPV 2018

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	181 089,00 € TTC	24,85 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITE PHARES
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Arthur Lauvergnier, chargé de développement

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation dossier 18003245 - CP2018-139 du 16 mars 2018

Description :

Le PHARES est reconnu comme pôle territorial de coopération économique (PTCE) en Ile-de-France depuis 2011. C'est au titre des PTCE qu'il a bénéficié d'un co-financement de la région Ile-de-France de 2014 à 2016. Géré par une SARL structurée en société coopérative d'intérêt collectif, le PHARES fédère aujourd'hui une vingtaine de structures de l'économie sociale et solidaire, des TPE et des universités autour d'un projet de développement local favorisant l'insertion des personnes éloignées de l'emploi et l'écologie.

Le projet s'inspire du modèle des coopératives jeunesses de services (CJS) qui sont nées au Québec il y a près de trente ans. LE PHARES envisage de créer 13 coopératives éphémères sur la période 2017-2019 et ainsi toucher entre 150 et 200 jeunes des quartiers. 1 coopérative éphémère sera ouverte à partir du 23 octobre 2017 jusqu'au 19 janvier 2018 sur Plaine Commun.
Ils prévoient ensuite d'ouvrir 6 coopératives éphémères sur d'autres territoires en 2018 et 6 en 2019.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures	6 000,00	3,31%
Fournitures administratives ou d'entretien	6 000,00	3,31%
Locations	8 000,00	4,42%
Entretien et réparations	3 000,00	1,66%
Primes d'assurance	3 000,00	1,66%
Autres (formation séminaire....)	12 000,00	6,63%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	92 664,00	51,17%
Transports de biens et transports collectifs du personnel	1 805,00	1,00%
Frais postaux et frais de télécommunications	960,00	0,53%
Rémunération des personnels	47 660,00	26,32%
Total	181 089,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	45 000,00	24,85%
Etat - Crédit Politique de la Ville	15 000,00	8,28%
DDJSCS	10 000,00	5,52%
CDC	20 000,00	11,04%
Départements (91.92.93)	30 000,00	16,57%
Intercommunalité(s) : EPCI (Plaine Commune, Est Ensemble, Paris Terre d'Envol, MGP etc.)	20 000,00	11,04%
Communes (Saint-Denis, Paris, Clichy la Garenne, Evry)	10 000,00	5,52%
FSE	23 830,00	13,16%
Autres (fondations Crédit Coopératif, Vinci, Chèque déjeuner, etc.)	7 259,00	4,01%
Total	181 089,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

DOSSIER N° 19007575 - COUVEUSE GEAI - APPUI AUX NOUVEAUX ENTREPRENEURS A L'ESSAI DE 15 ANTENNES DE COUVEUSE - VERSEMENT SOLDE - CP 2019-439 du 16 octobre 2019 modifiée par la CP 2020-223 du 1er juillet 2020.

Dispositif : Subvention spécifique développement économique, agriculture et ruralité (fonctionnement) (n° 00001090)
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique développement économique, agriculture et ruralité (fonctionnement)	1 157 924,00 € HT	48,79 %	225 500,00 €
	Montant total de la subvention		225 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUP ENTREPRENEURS ACCOMPAGNES INDIVID
Adresse administrative : 18 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE 75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danielle DESGUEES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2015 - 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation de solde pour un projet voté en CP 2015-098 du 29 janvier 2015.

Description :
Avant l'entrée en couveuse
- Information sur la couveuse et comparaison des avantages de la couveuse avec le statut d'auto-entrepreneur.
- Diagnostic pour situer l'état d'avancement de son projet.

Lors du test en couveuse
- Gestion de la prise de risque
- Faciliter la charge administrative des couvés en assumant tous les aspects comptables, sociaux, fiscaux
- Un accompagnement individuel pour faciliter le take off de l'activité : 4h/mois par couvé

Panel de 200 formations et ateliers thématiques par an :
Des formations premières à la commercialisation et à la gestion, des ateliers thématiques par filière métier, des showrooms pédagogiques, des rencontres avec les professionnels, des échanges de savoirs

Un réseau de 1000 anciens couvés et dix années de construction de partenariat avec les professionnels de la création d'entreprise (financement, hébergement…) mais également ceux des filières métiers (professionnels de la mode, du design, de l'innovation, du développement durable, de la distribution, des RH etc)

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème d'une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 45 000 € par antenne, soit :

Antennes territoriales :
- Antenne Paris 18e : 23 nouveaux EAE x 2000 = 46 000 € plafonné à 45 000 €
- Antenne Paris 11 : 23 nouveaux EAE x 2000 = 46 000 € plafonné à 45 000 €
- Antenne Paris 14 : 20 nouveaux EAE x 2000 = 40 000 €
- Antenne Grigny : 23 nouveaux EAE x 2000 = 46 000 € plafonné à 45 000 €
- Antenne Courtaboeuf : 15 nouveaux EAE x 2000 = 30 000 €
- Antenne Evry-Corbeil : 10 nouveaux EAE x 2000 = 20 000 €
- Antenne Sud 92: 23 nouveaux EAE x 2000 = 46 000 € plafonné à 45 000 €
- Antenne Nord 92: 10 nouveaux EAE x 2000 = 20 000 €
- Antenne Saint Denis: 23 nouveaux EAE x 2000 = 46 000 € plafonné à 45 000 €
- Antenne Noisy le Grand- Bagnolet-Montreuil: 10 nouveaux EAE x 2000 = 20 000 €

Antennes spécialisées :
- Antenne "Métiers de l'innovation" : 23 nouveaux EAE x 2000 = 46 000 €, plafonné à 45 000 €
- Antenne "métiers de la création": 23 nouveaux EAE x 2000 = 46 000 €, plafonné à 45 000 €
- Antenne "services à la personne »: 20 nouveaux EAE x 2000 = 40 000 €
- Antenne IDEES « Initiatives Durables, Equitables, Ethiques et Solidaires »: 23 nouveaux EAE x 2500 = 57 500 €, plafonné à 50 000 €
- Antenne "insertion par l'activité économique" : 12 nouveaux EAE x 2500 = 30 000 €

Les subventions accordées par antenne sont non fongibles entre les antennes.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FRAIS DE PERSONNEL	615 928,00	53,19%
FRAIS DE SIEGE	138 610,00	11,97%
ACHATS	10 636,00	0,92%
CHARGES EXTERNES	254 272,00	21,96%
AUTRES CHARGES EXTERNES	54 200,00	4,68%
IMPOTS ET TAXES DIRECTEMENT LIES A L'OPERATION	64 049,00	5,53%
AUTRES CHARGES	20 229,00	1,75%
Total	1 157 924,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	565 000,00	48,79%
MAIRIE DE PARIS	138 826,00	11,99%
AGEFOS	128 847,00	11,13%
FRAIS DE GESTION DES COUVES	74 021,00	6,39%
FONDATION ESH	192 775,00	16,65%
AUTOFINANCEMENT BGE PARIF	25 455,00	2,20%
MAIRIE DE GENNEVILLIERS EC	4 000,00	0,35%
MAIRIE D ASNIERES	6 000,00	0,52%
CAPS EC	7 500,00	0,65%
CAEE EC	7 500,00	0,65%
SSANOFI	8 000,00	0,69%
Total	1 157 924,00	100,00%

Annexe 2 : Avenant n° 5 Fonds PH 2020

AVENANT N°5 A LA CONVENTION RELATIVE A l'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNE VERS LA CREATION ET REPRISE D'ENTREPRISES
ABONDEMENTDES FONDS DE PRÊTS D'HONNEURS 2020

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération CP 2020-223 du 1ere juillet 2020.
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'association XXXXXXX
N° SIRET : XXXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXX
ayant pour représentant le XXXXXX

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibération N° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 relative au soutien de la création/reprise des entreprises franciliennes, la région Île-de-France a décidé d'apporter des solutions de financement aux créateurs d'entreprises pour favoriser la création d'entreprise en Île-de-France et pérenniser leur activité.
Dans ce cadre, le consortium « Financer son projet » ayant pour chef de file INITIACTIVE IIe de France et composé des 8 fonds territoriaux du réseau France active, des 13 plateformes du réseau Ile de France Initiative, de l'ADIE et des 8 plateformes du Réseau Entreprendre en Ile de France est sélectionné à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt qui a été lancé le 6 juillet 2017. Dans ce cadre le consortium INITIACTIVE Ile de France apportera des solutions de financement aux créateurs/repreneurs d'entreprises dans le programme Entrepreneur # Leader.

Dans ce cadre, il est convenu d'apporter un soutien régional aux plateformes du réseau Entreprendre, du réseau Initiative et de l'ADIE.

Dans la convention 2017-2019, seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2017 correspond à la dotation du fonds de prêts d'honneurs de la première année d'exécution de la convention.

Par délibération CP 2018-564 du 21 novembre 2018, sous la forme d'un avenant N°1, la région Île-de-France décide de poursuivre son soutien à l'ADIE et aux plateformes TPE classiques de fonds de prêts d'honneurs pour 2018. Dans ce cadre, la région Île-de-France décide également de poursuivre son soutien à Scientipôle Initiative, plateforme de TPE technologiques pour 2019 et 2020.

Par délibération CP 2019-135 du 22 mai 2019, sous la forme d'un avenant N°2 précise le régime d'aides d'Etat qui sera applicable par les 13 plateformes du réseau Initiative Ile de

France, par l'ADIE et les 8 plateformes du réseau Entreprendre au profit de leurs bénéficiaires finaux.

Par délibération CP 2019-501 du 20 novembre 2019, sous la forme d'un avenant N°3, la région Île-de-France décide de poursuivre son soutien à l'ADIE et aux plateformes TPE classiques de fonds de prêts d'honneurs pour 2019 (réseau Initiative et réseau Entreprendre).

Par délibération CP 2020-147 du 4 mars 2020, sous la forme d'un avenant N°4, la région Île-de-France décide de poursuivre son soutien à l'ADIE et aux plateformes TPE classiques de fonds de prêts d'honneurs du réseau Initiative Ile de France et du réseau Entreprendre Ile-de-France pour 2020.

Par délibération CP 2020-223 du 1ere juillet 2020, sous la forme d'un avenant N°5, la région Île-de-France décide de poursuivre son soutien à aux plateformes TPE classiques de fonds de prêts d'honneurs du réseau Initiative Ile de France et du réseau Entreprendre Ile-de-France pour 2020.

ARTICLE 1

La Région soutient le bénéficiaire par des dotations en investissement qui serviront de ressources *pour les prêts d'honneur.*
La contribution de la Région permet d'accroître le *montant du fonds de prêts d'honneur Ce montant diminue en fonction des prêts accordés et est progressivement reconstitué par les remboursements.*

- *Dotation pour les membres du réseau Initiative Ile-de-France et du réseau Entreprendre :*

Pour les plateformes TPE classiques fonds de prêts d'honneurs :

- *Dotation aux plateformes de prêts d'honneurs franciliennes affiliées à France Initiative Réseau :*

La Région octroie au titre de 2020 une dotation d'un montant maximum de XXXX € pour accroître le fonds de prêts d'honneurs de la plateforme XXXXXX, affiliée à France Initiative Réseau.

- *Dotation aux plateformes de prêts d'honneurs franciliennes affiliées au Réseau Entreprendre :*

La Région octroie au titre de 2020 une dotation d'un montant maximum de XXXX € pour accroître le fonds de prêts d'honneurs de la plateforme XXXXXX, membre du Réseau Entreprendre, dédié aux projets de création/reprise ayant un potentiel de création d'emploi.

ARTICLE 2

Il convient d'ajouter dans l'article 2.1 dans l'alinéa présentant les « obligations relatives aux aides d'Etat » par l'alinéa suivant :

Ce financement régional est octroyé conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent.
Le bénéficiaire est chargé de répercuter l'intégralité du financement régional sous forme de prêts d'honneur. Pour cela, il respecte la règlementation des aides d'Etat lors de l'octroi de chaque prêt d'honneur aux bénéficiaires finaux.
La règlementation applicable au niveau des bénéficiaires finaux peut notamment être le règlement de minimis n°1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis soit le régime d'aide jeune pousse (SA 40390 : sur les jeunes pousses) soit le régime d'aide SA 40453 relatif aux aides en faveur des PME dans la catégorie des aides aux jeunes pousses. Le bénéficiaire est chargé de vérifier le respect de l'ensemble des règles prévues par la règlementation applicable, notamment s'agissant de l'éligibilité des bénéficiaires finaux, des plafonds d'aides ainsi que des déclarations des aides perçues.

Lorsque cela est nécessaire, le bénéficiaire calcule le montant d'équivalent-subvention brut (ESB) des prêts d'honneur. L'ESB est calculé par application de la méthode de calcul de l'ESB des prêts publics rappelée dans le régime N677/A/2007.

Le bénéficiaire envoie, à la demande de la Région, des documents de reporting permettant de justifier que l'intégralité de la subvention régionale a été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme de prêts d'honneur. Ainsi, le bénéficiaire se soumet aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la règlementation européenne relative aux aides d'Etat, le bénéficiaire transmet annuellement à la Région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant du prêt octroyé et son ESB si celui-ci a été calculé, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

Le bénéficiaire conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 3

Cet avenant vient modifier l'article 3-2 de la convention « Modalités de versement de la subvention » :
Lors de la demande d'avance ou de solde de la dotation, l'association justifiera sa demande en présentant le tableau complété en annexe de cet avenant.
Le calcul de la capacité d'engagement sera désormais :
Capacité d'engagement = situation de trésorerie – montant des prêts accordés non encore décaissés + X % remboursements attendus + dotations octroyés restant à percevoir

ARTICLE 4

Cet avenant vient modifier l'article 4 de la convention –Restitution de la subvention :

La Région pourra exercer un droit de reprise par notification de sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans les cas suivants :
-dissolution de la structure bénéficiaire,
-dénonciation de la convention dans les conditions de l'article 5 de l'avenant,
-abandon de l'activité de prêts d'honneurs à la création et reprise d'entreprises non conforme à l'objet actuel du bénéficiaire,
-non-respect d'une ou plusieurs clauses de la présente convention et en particulier emploi des fonds non conforme à l'article 1 de la convention.

La restitution de l'apport qui interviendra dans les cas susvisés s'effectuera dans les conditions suivantes :

-Le montant de l'apport qui ne fait pas l'objet d'une utilisation devra être restitué immédiatement,

-Le montant de l'apport utilisé pour l'octroi de prêts devra être restitué au fur et à mesure de leur remboursement par les bénéficiaires de prêts d'honneurs

Le montant de reprise sera diminué des sinistres constatés à la date à laquelle l'apport sera restitué à la Région. Il est expressément entendu, dans cette perspective :

-d'une part que ne pourront être comptabilisés en tant que sinistres, que les créances au titre de prêts d'honneurs définitivement irrécouvrables après mise en jeu des garanties , exercice et épuisement de toutes voies de recours,

-d'autre part, que l'imputation de tout sinistre sur le montant de la reprise ne pourra s'exercer qu'à concurrence de la quote-part représentée par le montant de l'apport régional rapporté aux abondements initiaux du fonds.

ARTICLE 5

Cet avenant vient modifier l'article 6 de la convention – Résiliation de la convention

Le présent avenant est exécutoire à sa notification par la Région au bénéficiaire de l'aide.
La convention prend fin à la restitution totale de l'apport par le bénéficiaire à la Région selon les conditions fixées par la résiliation de la convention à l'initiative du bénéficiaire rennonçant ou par résiliation unilatérale et de plein droit par la Région dans le cas où les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le bénéficiaire.
Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire de l'aide.
La résiliation mettra fin à l'aide apportée par la Région qui pourra exiger le reversement des sommes non encore engagées par le bénéficiaire.

ARTICLE 6

A l'article 8, les pièces contractuelles sont complétées.

Il convient donc de lire :

« Les pièces contractuelles comprennent l'avenant N°5 proprement dit et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP 2020-223 du 1ere juillet 2020».

ARTICLE 7

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

XXXXXXXX

Pour la présidente du conseil régional
D'Île-de-France et par délégation
La directrice générale adjointe des entreprises et de l'emploi

Marie ESNAULT-BERTRAND

ANNEXE A L'AVENANT

Case blanche : à saisir
Case grisée : calcul automatique - aucune de saisie requise

Exercice actuel (saisir l'année en cours)	2019

	Depuis l'origine au 31.12 2017	Réalisé 2018	Depuis l'origine au 31.12 2018	Prévisionnel 2019	Prévisionnel au 31.12 2019	Prévisionnel 2020	Prévisionnel au 31.12 2020
Indicateurs activités							
Nombre de prêts décaissés			0		0		0
Nombre d'entreprises financées			0		0		0
Montant des PH décaissés (en €)			0		0		0
Montant moyen par prêt (en €)	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Indicateurs financiers							
Dotations brutes perçues	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
dont Région Île-de-France			*0*		*0*		*0*
dont Financeur principal 2 (à renseigner)			*0*		*0*		*0*
dont Financeur principal 3 (à renseigner)			*0*		*0*		*0*
dont Financeur principal 4 (à renseigner)			*0*		*0*		*0*
dont Autres financeurs			*0*		*0*		*0*
Pertes sur prêts d'honneur			0		0		0
Frais de fonctionnement du fonds de PH*	0	0	0	0	0	0	0
dont frais bancaires			*0*		*0*		*0*
dont commissions garanties			*0*		*0*		*0*
A renseigner			*0*		*0*		*0*
A renseigner			*0*		*0*		*0*
A renseigner			*0*		*0*		*0*
Dotations nettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Encours de prêts			0		0		0
Décaissements		*0*		*0*		*0*	
Remboursements							
Restes à décaisser en N+1 sur N							
Trésorerie disponible	**0**		**0**		**0**		**0**

**commissions garanties Bpi, frais bancaires, etc. nets des éventuels produits de trésorerie*

Annexe 3 : Convention CRMA Fonds résilience

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

La Région Ile-de-France

Et

La Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,

Ci-après désigné « la Région »,

Et

La Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France dont le siège est au 72 rue de Reuilly, Paris 12ème, représentée par sa Présidente, Elisabeth DETRY, et qui, par délibération de l'AG du 9 mars 2020, a pouvoir pour représenter les 8 chambres des métiers et de l'artisanat départementales dans le cadre de cette convention,

Ci-après désignée « la CRMA IDF »,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'artisanat représente 550 000 actifs en Ile-de-France répartis dans 240 000 entreprises début 2020. Il regroupe ainsi 10% de la population active francilienne. Son développement est puissant : près de 40 000 entreprises artisanales ont été créées au cours de l'année 2019 sur le territoire régional. Cependant, cette dynamique de création risque d'être mise à mal par la crise qui se dessine, et les cessations d'activités pourraient se multiplier sans une action forte des pouvoirs publics.

Dans ce contexte et afin de soutenir et relancer l'économie francilienne dans toutes ses composantes, y compris l'artisanat, la Région et le réseau des Chambres de Métiers et de l'Artisanat (CMA) partagent la volonté de mettre en place un fond de soutien baptisé « Résilience » et de le faire connaître aux entreprises qui en ont besoin.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention de partenariat (« Convention » ou « Partenariat ») porte sur :

- la mise en place d'un dispositif de valorisation du Fonds Résilience piloté par la Région Ile-de-France,
- l'engagement dans l'élaboration d'une convention plus large de partenariat entre la Région Ile-de-France et le réseau des CMA franciliennes.

Elle s'inscrit dans le cadre de la Stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce adoptée par délibération CR2018-043 le 21 septembre 2018 par la Région Ile-de-France.

Les axes du partenariat, objet de la présente convention, sont définis à l'Article 2 ci-après.

ARTICLE 2. OBLIGATIONS DES PARTIES

Le partenariat est construit autour de 2 axes :

Article 2.1 – Valorisation du fonds Résilience

Rôle de la Région :

- Participation à la mise en place d'un fonds régional d'aide aux entreprises touchées par la crise du covid-19, notamment par une contribution au fonds de 25 millions d'euros
- Prise en compte des contraintes des entreprises artisanales dans la définition des critères d'éligibilité aux financements distribués par ce fond

Rôle de la CRMA IDF et des CMA qu'elle représente :

- Appui à la Région Ile-de-France dans la valorisation du fonds « Résilience » en direction des entreprises auxquelles il est destiné, dans une logique de « sourcing » :
    - Transmission d'informations sur l'existence et les conditions d'accès à ce fonds aux 12 000 entreprises artisanales ayant fait appel à la cellule d'urgence des CMA franciliennes au cours de la crise : campagne email, téléphone…
    - Information systématique des entreprises qui participent aux activités organisées par les CMA : formations, réunions de clubs d'entreprises, entretiens individuels dans le cadre des prestations de conseil proposées par les CMA en matière de création d'entreprise, de transition numérique, de développement durable, de ressources humaines…
    - Publication dans *Le Monde des Artisans*, revue du réseau des CMA franciliennes distribuée à 150 000 artisans franciliens
    - Publications en page d'accueil sur les sites web de la CRMA IDF et des 8 CMA départementales, ainsi que sur les réseaux sociaux de ces 9 établissements (Facebook, Instagram, Twitter, Linkedin)

- Poursuite de la promotion des dispositifs régionaux d'appui aux entreprises, à la suite de ce qui a été initié dans le cadre de la cellule d'urgence des CMA franciliennes.

Article 2.2 – Convention globale de partenariat

La région et le réseau des CMA franciliennes travailleront sur une convention globale de partenariat dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce et des actions de rebond face à la crise sanitaire.

ARTICLE 3. MODALITES DE SUIVI ET DE MISE EN OEUVRE

Pilotage et suivi

La mise en œuvre de la convention fera l'objet d'un suivi par les deux parties. Au terme précisé dans l'article 4, un bilan de l'action en cours et de nouvelles thématiques de travail pourront être identifiées.

Dans un objectif d'anticipation et de bonne articulation de leurs actions respectives, la Région et les Chambres de Métiers et de l'Artisanat franciliennes conviennent de se tenir régulièrement informées de leurs stratégies d'intervention ainsi que de l'avancement des projets auxquels elles sont parties prenantes.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente Convention entre en vigueur à sa date de signature. Elle est conclue pour la période de mise en œuvre du fonds résilience, jusqu'à la fin de l'année 2020.

ARTICLE 5 : INFORMATIONS, CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Sont exclues de cet engagement les informations :

- qui seraient déjà dans le domaine public ;
- que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux (2) ans à compter de l'arrivée du terme de la Convention pour quelque cause que ce soit.

En tout état de cause, les Parties veilleront à ne pas transmettre des informations susceptibles de porter atteinte à l'égalité entre des candidats dans le cadre d'éventuelles procédures de mise en concurrence organisées par la Région ou les autres personnes amenées à intervenir et soumises aux règles de la commande publique.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Mention de la Région Ile-de-France et du réseau consulaire

La Région Ile-de-France et les Chambres de Métiers et de l'Artisanat franciliennes s'obligent réciproquement à soumettre à l'autorisation préalable et écrite de l'autre Partie, dans un délai minimal de quinze (15) jours avant sa divulgation au public, le contenu de tout projet de publication ou d'action de communication écrite ou orale relative au partenariat, objet des présentes. La Région Ile-de-France et les chambres de Métiers et de l'Artisanat franciliennes pourront, pendant ce délai, demander des modifications, s'opposer ou demander à ce que son soutien soit mentionné.

Dans ce dernier cas, les Chambres de Métiers et de l'Artisanat franciliennes et la Région Ile-de-France s'engagent à apposer en couleur, ou à faire apposer en couleur, le logotype de la Région et celui des chambres, et à ce qu'il soit fait mention par les chambres du soutien de la Région ou par la Région du soutien des chambres, sous une forme préalablement déterminée par écrit entre les Parties sur les supports de communication, d'information et de promotion, et lors des interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisées lors de l'exécution des présentes et ce, pendant toute la durée de la Convention.

Dans ce cas, le format et l'emplacement des mentions visées par l'article seront déterminés d'un commun accord entre les Parties. En tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions attribuées aux chambres et à la Région Ile-de-France

De manière générale, la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat s'engage à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Région Ile-de-France et réciproquement.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Région Ile-de-France par les chambres ou des chambres par la Région Ile-de-France non prévue par le présent article, est interdite.

ARTICLE 7 : STIPULATIONS DIVERSES

Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la présente Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles relativement à leur partenariat et se substitue à tout accord antérieur, écrit ou verbal, relatif au même sujet.

Modification de la Convention

Les Parties apporteront tout leur soin à la bonne exécution des présentes. Les aménagements nécessités par la survenance d'aléas dans cette exécution seront convenus entre les Parties par voie d'avenants, en tant que nécessaire.

Résiliation

La convention peut être dénoncée avant le terme contractuel par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Fait à Paris , le 2020, en deux exemplaires originaux

La Présidente de la Chambre régionale de Métiers et de l'Artisanat Ile-de-France	La Présidente de la Région Ile-de-France
Mme Elisabeth DETRY	**Mme Valérie PECRESSE**

Annexe 4 : Convention 20008561

CONVENTION N°20008561
Réaffectation dossier 18003245 adopté par la délibération n° CP2018-139 du 16 mars 2018
« LE PHARES: DES COOPERATIVES EPHEMERES POUR LES JEUNES ISSUS DES QPV 2018 »

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-223 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CITE PHARES
dont le statut juridique est : Société à Responsabilité Limitée
N° SIRET : 808829485 00016
Code APE : 82.99Z
dont le siège social est situé au : 6 RUE ARNOLD GERAUX 93450 L'ILE-SAINT-DENIS
ayant pour représentant : Monsieur Arthur Lauvergnier, chargé de développement
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-141 du 6 juillet 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Le domaine de CITE PHARES et son projet de coopératives éphémères pour les jeunes issus des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) constitue pour la Région une mission d'intérêt général visant à répondre aux enjeux spécifiques d'accompagnement des publics issus des territoires fragiles. Le projet fait émerger une solution d'accompagnement innovante et adaptée, de nature à lever les freins à l'entrepreneuriat et au développement de l'emploi dans les quartiers de la politique de la ville. Ainsi, le projet bénéficie aux publics issus de ces quartiers, notamment les jeunes et les femmes.

De plus, le projet permet développe des actions visant à l'acquisition de compétences entrepreneuriales et permettant d'étudier la faisabilité du projet pour créer et développer l'activité des porteurs de projet de création.

Par conséquent, la Région précise que l'aide régionale octroyée au titre de ce dispositif à des bénéficiaires dont le champ d'activité concerné constitue une activité économique, à but lucratif ou non, l'est sur le fondement du règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8).

APRES AVOIR RAPPELE **:**

1. l'établissement de la convention n° 17014776 adoptée par délibération n° CP2017-488 du 18 octobre 2017 entre le bénéficiaire et la région Île-de-France ;

2. l'attribution par délibération n° CP2018-139 du 16 mars 2018 d'une subvention de 45 000,00€ de la région Île-de-France au bénéficiaire afin de soutenir le projet « LE PHARES: DES COOPERATIVES EPHEMERES POUR LES JEUNES ISSUS DES QPV 2018 »
3. la caducité de la subvention sus-référencée ;
4. l'arrivée à échéance au 31 décembre 2019 de la convention sus-référencée.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2020-223 du 1er juillet 2020, la région Île-de-France a décidé de réaffecter la subvention du dossier 18003245 adopté par délibération n° CP2018-139 du 16 mars 2018 à CITE PHARES pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : LE PHARES: DES COOPERATIVES EPHEMERES POUR LES JEUNES ISSUS DES QPV 2018 (référence dossier n°20008561).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 24,85 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 181 089,00 €, soit un montant maximum de subvention de 45 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au

titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- les justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 janvier 2018 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la

lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2020-223 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
CITE PHARES

Annexe 5 : Avenant de prorogation AAP QPV 2017 2019 CRIF BPI

Avenant n°1 à la convention de partenariat
Appels à projets conjoints
« Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville »
2017-2019

Bpifrance Financement – Région Île-de-France

Entre

Bpifrance Financement, société anonyme au capital de 839 907 320 euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 320 252 489, dont le siège social est à Maisons-Alfort 94710, 27/31 avenue du Général Leclerc, représentée par Marie ADELINE-PEIX, agissant en qualité de Directrice Exécutive, dument habilitée aux présentes

Ci-après dénommée « Bpifrance »

D'une part,

Et

La région Île-de-France
Collectivité territoriale, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-223 du 1er juillet 2020,

Ci-après dénommée « la Région »

D'autre part,

Ci-après désignées ensemble les « Parties » ou individuellement une « Partie ».

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

L'ensemble des missions jusqu'ici, assurées par **l'Agence France Entrepreneur** et par la Caisse des Dépôts en matière de soutien aux entreprises et à l'entrepreneuriat ont été transférées à **Bpifrance au 1er janvier 2019** qui assure à ce jour, le suivi et le financement des réseaux d'accompagnement à la création d'entreprise.

Les Parties ont signé une convention de partenariat appels à projets conjoints – Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville, ci-après dénommée la « Convention » dont la date d'effet est fixée au 06/07/17 et la date d'expiration au 30/06/20.

Les Parties se sont rapprochée et sont convenues de :

- prolonger la durée de cette Convention de 6 (six) mois, soit jusqu'au 31/12/20
- d'actualiser les stipulations de la Convention précitée.

En conséquence de quoi :

ARTICLE 1 - MODIFICATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION

Article 4 : Les dispositions de l'article 4 de la Convention « durée de la convention et calendrier prévisionnel » sont modifiées par la rédaction suivante :

La Convention prend effet au 06/07/17 et se termine à la date du versement du solde du soutien financier de Bpifrance Financement aux appels à projets, soit au plus tard le 31/12/20, sous réserve des droits et obligations qui se poursuivent après l'échéance normale ou anticipée de la Convention.

ARTICLE 2 – ACTUALISATION DE LA CONVENTION

En considération du transfert de l'activité de soutien aux entreprises et à l'entrepreneuriat au profit de Bpifrance à compter du 1er Janvier 2019, il conviendra de lire dans la Convention « Bpifrance Financement » à la place de l'« AFE ».

Article 11 : Les dispositions de l'article 11 de la convention « confidentialité » sont complétées par la rédaction suivante :

Article 11 : confidentialité

Article 11.1: Protection des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent contrat et son exécution sont obligatoires pour le traitement et la gestion de l'opération en cause et en particulier pour son traitement informatique effectué sous la responsabilité de Bpifrance.
Bpifrance, ou toute autre entité du Groupe Bpifrance, pourra utiliser les données à des fins de reporting, d'évaluations et de statistiques. Elles pourront également, de convention expresse, être utilisées ou communiquées aux partenaires, ou tiers intervenant pour l'exécution des prestations concernées.
Conformément à la réglementation applicable, notamment le Règlement européen 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD) et les dispositions nationales relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition, pour motifs légitimes, aux informations les concernant.
Ces droits peuvent être exercés par l'envoi d'un courrier, à Bpifrance, DCCP, Délégué à la protection des données, au 27-31 avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex.
Enfin, les personnes disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Article 11.2 : Ethique commerciale, lutte contre la corruption, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme- Respect des règlementations, sanctions économiques.

1 - Respect des Règlementations Sanctions économiques

Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions.
Les Parties, leurs filiales, et, à leur connaissance, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions et/ou (ii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

Réglementation Sanctions signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de *l'Office of Foreign Assets Control* (OFAC) du Trésor américain et/ou le *Bureau of Industry and Security* (BIS) du Département du commerce américain et/ou le Royaume-Uni au travers de *Her Majesty's Treasury* (HMT) du Ministère des finances britannique et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

2 - Lutte contre la corruption

Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations Anti-Corruption.

Réglementations Anti-Corruption signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, notamment celles contenues au Livre IV, Titre III "*Des atteintes à l'autorité de l'Etat*" et Titre IV "*Des atteintes à la confiance publique*" du Code pénal et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption à portée extraterritoriale, notamment américaine (*Foreign Corrupt Practices Act*) et britannique (*UK Bribery Act*) dans la mesure où celles-ci sont applicables.

3 - Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme

Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme.

Réglementations relatives à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

ARTICLE 4- : DATE D'EFFET

L'avenant rentrera en vigueur à la date de signature des Parties

Les autres dispositions de la Convention non modifiées par la présente, restent inchangées.

Fait à Maisons-Alfort, le XXX

Pour Bpifrance Financement
Marie ADELINE-PEIX
Directrice exécutive

Pour la Collectivité XXX

Annexe 6 : Fonds de soutien aux artisans et commerçants du marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret

Fonds de soutien aux

commerçants et artisans du marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret

Entre :

- **la Région Ile-de-France**, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 2020-223-, en date du1er juillet 2020,
  ci-après dénommée la « **Région** »

- **la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Ile-de-France (CCIR), Etablissement Public Administratif régi notamment par les articles L.710-1 et suivants du Code de commerce,** dont le siège est 27 avenue de Friedland, 75 008 Paris, représentée par son Président, M. Didier KLING, ci-après dénommée la « **CCI PIdF** »,

- **la Chambre régionale de Métiers et d'Artisanat de l'Ile-de-France**, dont le siège est 1 boulevard de la Madeleine, 75 009 Paris, identifié sous le SIRET n°187 512 371 00027, représentée par son Président, M. Laurent MUNEROT, ci-après dénommée la « **CRMA IdF** »,

Vu le règlement *de minimis*, (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides *de minimis*,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée,

Vu la délibération du conseil d'administration de la CCI PIdF en date du XXX approuvant la présente convention,

Vu la délibération du conseil d'administration de la CRMA IdF en date du XXX, approuvant la présente convention.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région a créé par délibération de la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 2019-148 en date du 19 mars 2019 un **fonds d'urgence pour les artisans et commerçants ayant subi des dégradations matérielles survenues dans le cadre des manifestations des « gilets jaunes » et de l'explosion de la rue de Trévise.**

Dans la nuit du samedi 17 août au dimanche 18 août 2019, un incendie a partiellement détruit le marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret. Ce sont **plus de 70 artisans et commerçants qui ont été fortement affectés par ce terrible incendie** qui a ravagé le marché couvert (stands, vitrines et conteneurs isothermes détruits, etc.).

Dans un avenant n°2 à la convention initiale, voté lors de la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 2019-377 du 18 septembre 2019, la Région a décidé d'étendre aux artisans et commerçants touchés par l'incendie du marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret son fond de soutien, doté de 1 M€**.**

La Ville de Paris a refusé de signer cet avenant. Afin de permettre le soutien des artisans et commerçants du marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret impactés par son incendie, il est donc proposé de conclure a présente convention.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre d'un fonds de soutien aux commerçants et aux artisans du marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret, abondé par la Région Ile-de-France, et opéré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Ile-de-France et la Chambre régionale de Métiers et de l'Artisanat d'Ile-de-France (en lien avec les chambres consulaires départementales).

ARTICLE 2 – CONSTITUTION DU FONDS

2.1 La Région décide d'intervenir pour soutenir les commerçants et artisans impactés par l'incendie du marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret suvenu entre le 17 et le 18 août 2019 à hauteur de 200 000 euros.

2.2 L'instruction des aides est déléguée à la CCI PIdF et la CRMA IdF, la décision d'attribution est prise par le comité de sélection régional prévu par l'art. 4.1 de la présente convention.

2.3 La Région est chargée de la notification aux bénéficiaires des aides attribuées..

2.4 La Région versera directement les aides attribuées au titre de son budget.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU FONDS DE SOUTIEN AUX COMMERCANTS ET ARTISANS DU MARCHE HENRI-BARBUSSE DE LEVALLOIS-PERRET

3.1. Objectifs poursuivis

Le fonds de soutien vise à aider financièrement sous la forme de subvention d'équipement les commerçants et les artisans ayant subi des dégradations matérielles dans le cadre de l'incendie survenu dans la nuit du samedi 17 août au dimanche 18 août 2019 sur le marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret.

Cette action combinée de la Région, de la CCI PIdF et de la CRMA IdF, vise à permettre aux professionnels franciliens touchés de maintenir leur activité de proximité, dynamique et accueillante, indispensable à l'animation d'une vie de quartier..

Afin d'assurer une bonne articulation avec les autres dispositifs régionaux accessibles aux commerçants et aux artisans, notamment TP'up, le prêt croissance aux TPE et le Fonds régional de garantie (opérés avec BPI France), le fonds de soutien aux commerçants et artisans se limite à intervenir sur les dégradations survenues sur la période précisée ci-dessus impliquant des dépenses immobilisables.

3.2. Sélection des bénéficiaires

3.2.1. Nature du processus de sélection

Les bénéficiaires potentiels ont été informés par courrier de la Région. Les décisions se prennent au sein du comité de sélection régional prévu par l'article 4.1 de la présente convention.

3.2.2. Critères d'éligibilité et de sélection des projets

Publics éligibles :

- Avoir une activité économique en tant que commerçant ou artisan ;
- Avoir entre 0 et 50 salariés ;
- Avoir son établissementà Levallois-Perret;

- Avoir un lieu d'activité ayant subi des dégradations (vitrines détruites, traces de fumée, magasins pillés et saccagés, etc.) constituant des dommages qui conduisent à des dépenses immobilisables (travaux de réparation des locaux, achat de mobiliers ou d'équipement informatique nécessaires à la poursuite de l'activité, etc.) laissant, après intervention des assurances, un reste à charge s'élevant au moins au montant de l'aide forfaitaire envisagé du fait notamment de la franchise indiquée par les documents des assureurs, et/ou justifié sur présentation de factures non prises en charge pour tout ou partie par les assureurs ;

- Compléter le dossier de candidature comprenant : une déclaration initiale de sinistre, un extrait D1 ou extrait de KBis, un RIB, les pièces justificatives (factures, documents des assureurs indiquant la/les franchise(s) restant à charge), une attestation sur l'honneur de régularité sociale et fiscale, une attestation sur l'honneur indiquant les aides *de minimis* octroyées et à venir.

3.3. Nature des aides

Les aides accordées aux bénéficiaires le sont sous forme de subventions d'équipement attribuées par le comité de sélection régional, présidé par la Région Ile-de-France. Les aides seront notifiées par la Région..

L'aide à chaque bénéficiaire est d'un montant forfaitaire de 1 000 €, 2 000 €, 3 000 €, 4 000 €, 5 000 €, 6 000 € ou 7 000 € selon le reste à charge pour le commerçant ou l'artisan. Le montant de l'aide forfaitaire ne doit pas excéder le reste à charge pour le commerçant ou l'artisan, du fait notamment de la franchise indiquée par les documents des assureurs, et/ou justifié sur présentation de factures non prises en charge pour tout ou partie par les assureurs. L'aide est plafonnée à 7 000 € par dossier présenté.

ARTICLE 4 - GOUVERNANCE

4.1. Le comité de sélection régional

Le comité de sélection régional est composé d'un représentant technique de la Région, de la CCI PIdF et la CRMA IdF. La CCI PIdF et la CRMA Idf en assurent conjointement le secrétariat en préparant les dossiers pour le comité de sélection.

Il réalise les missions suivantes :

- analyse des dossiers déposés ;
- sélectionne les dossiers de professionnels pouvant être financés ;
- valide le montant de l'aide publique intervenant sous forme de subvention, compte tenu des critères énoncés aux articles 3.2.2 – 3.3 et **dans la limite de l'enveloppe globale du fonds défini à l'art. 2.1.**

Les décisions de sélection et de financement du comité de sélection régional sont prises à l'unanimité. Elles peuvent être prises de façon dématérialisée.

Le processus de sélection peut comporter une audition par le comité de sélection régional. Cette audition peut être organisée à la demande du comité de sélection régional. En tant que de besoin, le comité de sélection régional peut décider d'associer des participants externes à ces auditions.

4.2. Obligations contractuelles de la CCI PIdF et CRMA IdF

La CCI PIdF et la CRMA IdF sont responsables de :

- communiquer auprès des commerçants et artisans potentiellement bénéficiaires ;
- instruire les dossiers pour le compte du comité de sélection régional ;
- transmettre à la Région les éléments nécessaires au versement effectif de l'aide, de manière dématérialisée, à savoir : la liste des bénéficiaires retenus selon un format précisé par la Région, la notification de l'aide, le RIB du bénéficiaire, les factures acquittées justifiant le reste à charge, les documents des assureurs justifiant l'absence de prise en charge de tout ou partie des factures présentées, le document de prise en charge de l'assureur faisant état du montant de la franchise à la charge du bénéficiaire.

ARTICLE 5 - PROCESSUS DE SELECTION

Le processus de sélection est le suivant :

1. **Réception des projets** : les projets sont recueillis directement par la CCI PIdF et la CRMA IdF auprès des artisans et commerçants du marché.

2. **Instruction** : l'instruction des dossiers est conduite par la CCI PIdF ou la CRMA IdF dans un délai maximal de 10 jours suivant la réception du dossier.

   Pendant l'instruction, la CCI PIdF et la CRMA IdF sont chargées de :

   - Proposer l'attribution d'une subvention de 1 000 €, 2 000 €, 3 000 €, 4 000 €, 5 000 €, 6 000 € ou 7 000 € sur la base du constat d'un reste à charge d'un montant au moins équivalent au montant d'aide envisagé découlant de dommages matériels ayant touché le lieu de vente ou d'activité des commerçants et artisans, justifié par des factures non prises en charge pour tout ou partie par les assureurs, ainsi que le montant d'éventuelles franchises restant à la charge des intéressés intervenant dans le cadre de leur contrat d'assurance.

3. **Présentation au comité de sélection régional** : à l'issue de l'instruction, la CCI PIdF ou la CRMA IdF présente son instruction et sa proposition de soutien lors d'une réunion du comité de sélection régional qui se tient chaque quinzaine (comité dématérialisé possible). Les décisions doivent faire l'objet d'un avis motivé.

La CCI PIdF et la CRMA IdF tiennent à disposition des représentants de la Région les documents constitutifs des dossiers déposés.
Le comité de sélection régional peut demander à auditionner les porteurs de projets.

4. **Décision** : le comité de sélection régional sélectionne les projets qui seront financés dans le cadre du fonds de soutien et détermine les subventions attribuées. La CCI PIdF et la CRMA IdF transmettent à la Région la liste et les coordonnées des bénéficiaires afin d'établir les lettres de notification. En cas de refus, la CCI PIdF et la CRMA IdF informent le demandeur par courrier ou mail dans un délai de 10 jours. La Région doit être tenue informée des décisions de refus avant leur notification au bénéficiaire.

5. **Notification :** sur la base de la décision du comité de sélection régional, la Région adresse une lettre de notification informant le bénéficiaire de l'aide attribuée.,..

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA REGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT

L'intervention au titre du fonds de soutien aux commerçants et artisans se fait dans le respect des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne relatifs aux aides d'Etat, et en particulier du règlement *de minimis*, (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013.

La CCI PIdF et la CRMA IdF seront chargées d'appliquer cette règlementation auprès de chaque bénéficiaire. Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité du commerçant ou de l'artisan à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide. Les professionnels, candidats à l'obtention de l'aide, complètent, au moment de dépôt de demande d'aide, une attestation sur l'honneur indiquant les aides *de minimis* octroyées et à venir.

La CCI PIdF et la CRMA IdF conservent l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

7.1 Versement des aides régionales en subventions

La Région a mobilisé à cette fin 200 000 € de crédits d'investissement en 2020.

Les versements sont effectués selon les modalités suivantes :

- La CCI PIdF et la CRMA IdF adressent par voie dématérialisée les pièces listées à l'article 4.3 à l'issue de chaque comité de sélection régional ;

- La Région procède au paiement des aides auprès de chaque bénéficiaire sur le compte indiqué par chaque bénéficiaire. Ces versements feront l'objet d'un virement sur les comptes bancaires de chaque bénéficiaire dont les RIB seront adressés à la Région par la CCI PIdF et la CRMA IdF comme précisé à l'art. 4.3.

7.2 Organisation du suivi administratif de la CCI PIdF et de la CRMA IdF

Dans ce cadre, la CCI PIdF et la CRMA IdF prévoient un suivi des aides demandées, attribuées et pour lesquelles la demande de versement a été adressée à la Région.

7.3 Frais de gestion de la CCI PIdF et de la CRMA IdF

Cette mission sera assurée gratuitement, sans frais de gestion par la CCI PIdF et la CRMA IdF.

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE

8.1 Obligations des Parties

Chaque Partie s'oblige, en ce qui concerne la teneur des dispositions de la présente convention ainsi que des informations dont chacune pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la convention, dès lors que ces informations ont un caractère sensible notamment sur le plan financier, économique, déontologique, technique, commercial, ou déclarées tel quel ou à raison de leur caractère personnel, à :

- Les garder strictement confidentielles et s'abstenir de les communiquer à quiconque, sauf aux fins nécessaires à la bonne exécution de la présente convention et au respect des conditions de reporting spécifiques au fonds de soutien ;

- S'abstenir de les exploiter, directement ou indirectement, ou permettre leur exploitation par un tiers, à une fin autre que la bonne exécution de la convention.

8.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque Partie de la présente convention est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès dans l'exécution de la convention.
Chaque Partie s'engage à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel qu'elle aura à traiter dans le cadre de la convention en mettant tout en œuvre afin que celles-ci ne soient pas déformées ou que des tiers non autorisés y aient accès.
Un accord, précisant la répartition des rôles entre les signataires de la convention sur ce sujet (collecte des informations, exercice des droits respectifs, etc.) et répondant aux obligations du RGPD, sera présenté COPIL régional.
Les Parties conviennent qu'elles procèdent aux formalités relatives au traitement des données à caractère personnel conformément aux obligations résultant de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

Dans tous les documents et communications (sites internet, plaquettes,…) portant sur des projets financés au titre de la présente convention, les signataires s'engagent à préciser que les opérations retenues sont réalisées dans le cadre du fonds de soutien pour les commerçants et artisans du marché Henri-Barbusse de Levallois-Perretfinancé par la Région Ile-de-France et opéré par la CCI PIdF et la CRMA IdF. La communication doit viser à rappeler l'objectif de l'action concernée et à la valoriser.

ARTICLE 10 – SUIVI ET EVALUATION

La CCI PIdF et la CRMA IdF fournissent à la Région - mensuellement et à la fin de la convention - un bilan du fonds de soutien comprenant le récapitulatif des aides sollicitées, des dossiers acceptés et des dossiers refusés. Une analyse qualitative sera également réalisée par la Région, la CCI PIdF et la CRMA. Ce bilan mensuel sera accompagné d'un fichier au format Excel comportant la liste des entreprises aidées, raison sociale, Siret, adresse conforme à la base adresse nationale, du montant de l'aide accordée, du montant du reste à charge pris en considération, de la date de décision formulée par le comité régional de sélection.

La CCI PIdF et la CRMA IdF tiennent également à disposition des membres du comité de sélection régional, à leur demande, toute information complémentaire liée aux projets sélectionnés.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et reste en vigueur pour une durée de 6 mois Les obligations résultant des dispositions relatives au contrôle et à la confidentialité stipulées aux articles ci-dessus demeurent en vigueur au-delà de la durée conventionnelle.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

A tout moment il pourra être procédé à une révision de la présente convention.

La partie demanderesse devra alors saisir par lettre recommandée avec accusé de réception son cocontractant, trois mois au moins avant la date d'effet souhaité des modifications.

Toute modification ne pourra intervenir que par la signature d'un avenant qui, pour la Région, devra être dûment approuvée par son assemblée délibérante.

ARTICLE 13 – RESILIATION

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai d'un mois minimum suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

Ce délai court à compter de la date de réception postale de la mise en demeure qui doit être dûment motivée.

Au cours de cette période, les deux parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

La résiliation devient effective, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un commencement d'exécution,

- l'inexécution des obligations est consécutive à un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code Civil.

Dans le cas de non-exécution d'une obligation résultant d'un cas de force majeure, la partie défaillante devra en informer immédiatement l'autre partie afin de prévoir conjointement toutes mesures nécessaires pour en limiter les conséquences.

Dans l'hypothèse où le cas de force majeure dépasse trois mois consécutifs, l'autre partie pourra résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention.

Par ailleurs, à tout moment les parties pourront s'entendre pour mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

La résiliation pourra notamment être prononcée par la Région en cas d'abandon des actions concernées par la présente convention.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

En 3 exemplaires originaux

La Présidente
du Conseil régional

Valérie PECRESSE

Le Président de la Chambre Régionale de Métiers et d'Artisanat d'Ile-de-France

Elisabeth DETRY

Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Paris Ile-de-France

Didier KLING

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-305

DU 1 JUILLET 2020

SOUTIEN À CHOOSE PARIS REGION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la délibération n° CP 11-596 du 7 juillet 2011 relative au soutien à divers organismes contribuant au développement économique et à l'emploi régional ;

VU la délibération n° CR 03-14 du 13 février 2014 relative à la mise en œuvre de la SRDEI : création de Paris Région Entreprises ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France – Adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CP 2018-409 du 19 septembre 2018 adoptant la convention d'objectifs et de moyens de Paris Région Entreprises ;

VU la délibération n° CR 2019-050 du 21 novembre 2019 modifiée portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes – Novembre 2019 ;

VU la délibération n° CP 2020-010 du 31 janvier 2020 relative au soutien à Choose Paris Region, anciennement dénommée Paris Région Entreprises – 1ère affectation 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-305 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

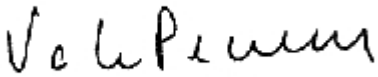
Article unique : Versement du solde de la subvention à Choose Paris Region

Décide de verser à Choose Paris Region, le solde de la subvention globale de fonctionnement soit 2 389 900 € et le solde de la subvention d'investissement soit 42 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 2 389 900 € prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-013 (191013) « Paris Région Entreprises (PRE) », action 19101301 « Paris Région Entreprises (PRE) », du budget régional 2020.

Affecte une autorisation de programme de 42 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-013 (191013) « Paris Région Entreprises (PRE) », action 19101302 « Paris Région Entreprises (PRE) », du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181680-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-285

DU 1 JUILLET 2020

ACTIONS EN FAVEUR DE L'INNOVATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187/1 modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40391 relatif aux aides à la recherche au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la commission européenne le 17 juin 2014 modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE le 26 juin 2017 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de commerce ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative à l'emploi et aux filières pour favoriser le développement des PME-PMI franciliennes ;

VU la délibération n° CR 69-10 du 18 novembre 2010 relative à l'adoption de la politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement ;

VU la délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 adoptant les actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2017-130 du 6 juillet 2017 portant adoption de la Stratégie Smart Industrie 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entreprenariat, l'artisanat et le commerce ;

VU la délibération n° CR 2018-043 du 20 septembre 2018 adoptant la Stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce 2018-2021 ;

VU la délibération n° CP 05-1004 du 16 décembre 2005 relative au soutien aux projets coopératifs 2005 pôle de compétitivité MÉDITECH SANTÉ PARIS-RÉGION ;

VU la délibération n° CP 09-982 du 22 octobre 2009, relative au soutien aux projets coopératifs 2009 des pôles de compétitivité ADVANCITY, ASTECH PARIS-REGION, CAP DIGITAL PARIS-REGION, MEDICEN PARIS-REGION, MOV'EO ET SYSTEM@TIC;

VU la délibération n° CP 14-689 du 20 novembre 2014 relative au soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité ASTECH, ADVANCITY, CAP DIGITAL, MEDICEN, MOVEO, SYSTEMATIC ;

VU la délibération n° CP 16-348 du 12 juillet 2016 relative au soutien 2016 au cluster francilien du jeu vidéo CAPITAL GAMES;

VU la délibération n° CP 16-357 du 12 juillet 2016 relative au soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité ASTECH PARIS-REGION, ADVANCITY PARIS REGION, CAP DIGITAL PARIS-REGION, ELASTOPOLE, FINANCE INNOVATION, MEDICEN PARIS REGION, MOV'ÉO, SYSTEMATIC PARIS-REGION, et VITAGORA ;

VU la délibération n° CP 2017-322 du 5 juillet 2017 relative au soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité ASTECH PARIS-REGION, ADVANCITY PARIS REGION, CAP DIGITAL PARIS-REGION, COSMETIC VALLEY, FINANCE INNOVATION, MEDICEN PARIS REGION, MOVEO, SYSTEMATIC PARIS-REGION ;

VU la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à La mise en œuvre du programme Smart Region initiative, Soutien aux Paris Region Smart Weeks Events 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-027 du 24 janvier 2018, relatives au soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité ASTECH PARIS REGION, CAP DIGITAL PARIS REGION, COSMETIC VALLEY, FINANCE INNOVATION, MOV'EO, SYSTEMATIC PARIS REGION ;

VU la délibération n° CP 2018-139 du 16 mars 2018 relative à l'entreprenariat et aux autres actions économiques ;

VU la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 relative à l'aménagement numérique et aux actions en faveur du développement économique ;

VU la délibération n° CP 2019-163 du 19 mars 2019 relative au soutien de la Région aux grands projets de R&D ;

VU la délibération n° CP 2019-184 du 22 mai 2019 relative au soutien aux lieux d'innovation et THD ;

VU la délibération n° CP 2019-194 du 22 mai 2019 relative au soutien à l'innovation dans l'industrie ;

VU la délibération n° CP 2019-390 du 18 septembre 2019 relative à l'innovation dans l'industrie ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-285 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux pôles de compétitivité

Approuve la convention-type jointe en annexe à la présente délibération.

Décide de participer , au titre du dispositif « de soutien aux structures d'interface et d'appui à l'innovation », au financement des projets 2020 des 6 pôles de compétitivité détaillés en annexe 1 à la présente délibération, à l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **3 100 205 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention « Etat-Région Pôles de compétitivité » approuvée lors du rapport CP 2020-162 du 27 mai 2020.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de conventions-type, conforme à la convention-type jointe en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **3 100 205 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92005 « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200501 « Gouvernance des pôles de compétitivité », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Soutien aux projets PSPC-Régions

Décide de soutenir les projets collaboratifs de recherche et développement (appel à projets PSPC-Régions 2020) des pôles de compétitivité ASTECH PARIS REGION, CAP DIGITAL PARIS REGION, FINANCE INNOVATION, MEDICEN PARIS REGION, et SYSTEMATIC PARIS REGION figurant en annexe 3 à la présente délibération, par l'octroi de subventions réparties comme suit :

Pôles concernés	Projet - Acronyme	Partenaire	Type	Département	Assiette de l'aide	Taux d'aide	Montant maximum de la subvention
ASTech Cap Digital	MASC	INEO DEFENSE	Grande entreprise	78	2 299 859,22 €	25%	574 964,81 €
		UNIVERSITÉ PARIS OUEST NATERRE	Laboratoire	92	272 714,01 €	100%	272 714,01 €
		IXBLUE	ETI	94	880 797,79 €	35%	308 279,23 €
Cap Digital	CYTHON +	ABILIAN	PME	75	257 080,00 €	50%	128 540,00 €
		TERALAB	PME	75	323 120,00 €	50%	161 560,00 €
		INRIA	Laboratoire	91	215 934,00 €	100%	215 934,00 €
Finance Innovation	WIZARD	DOME	ETI	92	952 386,00 €	35%	333 335,10 €
		QUEMATECH	PME	75	773 360,00 €	50%	386 680,00 €
		LTCI TÉLÉCOM PARISTECH	Laboratoire	75	150 112,00 €	100%	150 112,00 €
Medicen	BIOPAH	STEM-T	PME	78	1 292 514,00 €	50%	646 257,00 €
Systematic	SECPB2	GREEN COMMUNICATION	PME	91	593 016,00 €	50%	296 508,00 €
		GANDI	PME	75	727 800,00 €	50%	363 900,00 €
	B2BT	SYSTEREL	PME	92	1 050 005,00 €	50%	525 002,50 €
	SMARTV2I	EKTACOM	PME	91	890 200,00 €	50%	445 100,00 €
				TOTAL	10 678 898,02 €		4 808 886,65 €

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Approuve la convention-type Projets coopératifs de Recherche et Développement en annexe 4 à la présente délibération, subordonne le versement de ces subventions à la signature de cette convention, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte au titre du financement des projets collaboratifs listés à l'alinéa 1 une autorisation de programme d'un montant total de 4 808 886,65 € sur le chapitre 909 « Action Economique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-005 « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2020.

Article 3 : Soutien aux Grands Projets de R&D en nanoélectronique

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien de la Région aux grands projets de R&D » au financement des Grands Projets de R&D figurant en annexe 5 à la délibération, par l'octroi de subventions réparties comme suit :

Partenaire	Type	Département	Assiette de l'aide	Taux d'aide	Montant maximum de la subvention
NANOXPLORE	PME	92	4 004 000,00 €	43,91%	1 758 000,00 €
NEXDOT	PME	93	2 289 594,00 €	44,46%	1 018 000,00 €
ESIEE	Laboratoire	93	91 800,00 €	100,00%	91 800,00 €
		TOTAL	**6 385 394,00 €**		**2 867 800,00 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération CP 2019-194 du 22 mai 2019 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 2 867 800 € au titre du dispositif « Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation », prélevée sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-005 « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2020.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 : Soutien à France Digitale

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **150 000 €** à France Digitale dont le projet est détaillé en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion entre la Région et le bénéficiaire d'une convention figurant en annexe 7 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 € sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat commerce et autres services », programme HP 94001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires », du budget 2020.

Article 5 : Soutien à l'EIT Health pour le projet de Venture Center of Excellence

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 200 000 € à l'EIT Health dont le projet est détaillé en annexe 8 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion entre la Région et le bénéficiaire d'une convention figurant en annexe 9 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 200 000 € sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat commerce et autres services », programme HP 94001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires », du budget 2020.

Article 6 : Paris Region Incubateurs 2018-2020 - subvention 2020

Décide de participer au titre du dispositif « soutien à l'émergence et au développement des lieux d'innovation », au financement des projets détaillés en annexe 10 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **498 000 €.**

Approuve l'avenant à la convention 19004104 et la modification de la fiche-projet figurant en annexe 12 à la présente délibération et subordonne le versement de la subvention à la signature de l'avenant avec C19 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant à la convention 19004103 et la modification de la fiche-projet figurant en annexe 13 à la présente délibération, subordonne le versement de la subvention à la signature de l'avenant avec l'ENSAM et autorise la présidente à le signer.

Approuve la convention-type « Incubateurs » telle qu'elle figure en annexe 11 de la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions visées à l'alinéa premier à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à cette convention-type, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 498 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200203 « Structures d'appui à l'innovation » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet, par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier.

Article 7 : Convention de partenariat pour le AI for Industry Challenge 2020

Approuve la convention de partenariat avec la société Dassault Aviation jointe en annexe 14 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 8 : Soutien au cluster Silver Valley

Décide de participer, au titre du dispositif « de soutien aux structures d'interface et d'appui à l'innovation » au financement des actions 2020 de Silver Valley détaillées dans la fiche projet jointe en annexe 15 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 145 500 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 16-348 du 12 juillet 2016, modifiée et susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 145 500 € au titre du dispositif « politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement », prélevée sur le chapitre 939 « Action économique » code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 : « Soutien à l'innovation », action 19200203 « Structures d'appui à l'innovation » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2020 par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 9 : Soutien au cluster Cancer Campus

Décide de participer, au titre du dispositif « de soutien aux structures d'interface et d'appui à l'innovation » au soutien du cluster francilien Cancer Campus, tel que décrit dans la fiche projet jointe en annexe 15 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 97 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-348 du 12 juillet 2016, modifiée et susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 97 000 € au titre du dispositif « politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement », prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200203 « Structures d'appui à l'innovation » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2020 par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 10 : Soutien au cluster Capital Games

Décide de participer, au titre du dispositif « de soutien aux structures d'interface et d'appui à l'innovation » au soutien du cluster francilien du jeu vidéo CAPITAL GAMES, tel que décrit dans la fiche-projet jointe en annexe 15 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 60 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-348 du 12 juillet 2016, modifiée et susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 60 000 € au titre du dispositif « politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement », prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200203 « Structures d'appui à l'innovation » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2020 par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 11 : Réattribution de subvention (Projet SCANVISION, FUI 18)

Décide d'attribuer une subvention de 103 044,34 € à la société ERTE correspondant au solde de la subvention attribuée initialement à cette société pour le projet SCANVISION par délibération n° CP 14-689 du 20 novembre 2014 susvisée, tel que détaillé en annexe 16 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 17 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer

Affecte pour ce faire une autorisation de programme d'un montant de 103 044,34 € sur le chapitre 909 « Action Economique», code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-005 « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504, « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2020.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche-projet en annexe 16 à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 12 : Achat de visibilité sur l'Evènement Game Connection

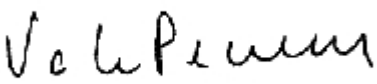
Affecte une autorisation d'engagement de 100 000 € afin d'acheter de la visibilité sur l'évènement Game Connection. Cette autorisation sera prélevée sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2020.

Article 13 : Correction d'une erreur matérielle sur l'avenant à la convention relative au projet de R&D AMMICO du pôle CAP DIGITAL établie avec le CNRS

Approuve l'avenant de transfert figurant en annexe 18 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention au CNRS - Délégation Paris-Centre à la signature de cet avenant et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182112-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets Pôles

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20007374 - POLE ASTECH 2020 bis

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 160 000,00 € HT	26,28 %	304 847,00 €
	Montant total de la subvention		304 847,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ASTECH PARIS REGION
Adresse administrative : 1 ALLEE DE BRUXELLES
93350 LE BOURGET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean PERROT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention permet de financer un programme d'action annuel.

Description :
ASTech est le pôle de compétitivité francilien dédié aux secteur de l'aéronautique, du spatial et de la défense. L'île-de-France est la première région aéronautique française avec près de 30% des effectifs du secteur et 105 000 salariés. Elle compte 2000 établissements du secteur, dont près de 1400 PME.

Le soutien régional à ASTech s'inscrit dans les objectifs de la phase 4 de la politique des pôles de compétitivité :
- faire émerger davantage de projets de R&D collaboratifs européens, notamment dans le cadre des appels à projets d'Horizon 2020 (puis Horizon Europe) en capitalisant sur leur capacité à mobiliser leurs écosystèmes d'innovation ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales d'innovation de l'Etat via leur participations aux instances nationales (CSF, AIF…) ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques d'innovation des Régions.

Ces objectifs sont détaillées en annexe de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE ASTech

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 HT	en %
Salaires et charges	***655 000 €***	***50,00%***
Contribution des membres et bénévoles*	***150 000 €***	***11,45%***
Achats de prestations	***240 000 €***	***18,32%***
communication/promotion/supports	50 000 €	
Réflexion stratégique / expertise	150 000 €	
Animations Membres / Réunions	40 000 €	
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***265 000 €***	***20,23%***
Loyers et charges	90 000 €	
Equipement, Assurance	35 000 €	
Consommable	22 000 €	
Frais divers de gestion	38 000 €	
Frais déplacemnt	80 000 €	
TOTAL DEPENSES	**1 310 000 €**	**100%**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**1 160 000 €**	

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés		***770 453 €***	***58,81%***
Cotisations privées		448 300 €	
Services		172 153 €	
Contribution des membres		150 000 €	
Financements publics		***539 547 €***	***41,19%***
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France	*234 700 €*	
	Etat		
	DIRECCTE	*304 847 €*	
	TOTAL RECETTES	**1 310 000 €**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2020	Montant en €		
	Achat de prestations + frais de fonctionnement	**Salaires et charges**	**TOTAL**
Mission socle 1 (missions de type A et B - guide DGE)	**370 800 €**	**330 566 €**	**701 366 €**
Mission socle 2 (missions de type B - guide DGE) -	**1 920 €**	**9 000 €**	**10 920 €**
Mission socle 3 (missions de type B - Guide DGE)	**640 €**	**3 000 €**	**3 640 €**
Missions spécifiques (ESA BIC Nord France)	**7 040 €**	**5 000 €**	**12 040 €**
Missions spécifiques (organisation Act In Space)	**37 040 €**	**5 000 €**	**42 040 €**
Missions organisées pour le compte de l'Etat	**87 560 €**	**302 434 €**	**389 994 €**
TOTAL	**505 000 €**	**655 000 €**	**1 160 000 €**

	Missions	Actions	Indicateurs (cible)
0	Missions exercées par le pôle pour le compte de l'Etat et du Consiel regional d'Ile-de-France	Organisation et administration de la gouvernance	AG (1), CA (2), BE (8), rapport d'activité annuel (1), bilan comptable (1).
		Management de l'équipe, gestion des contrats, facturations et recouvrements, gestion des locaux, gestion du SI	Nbre de salarié.e.s (6), Nbre de factures émises (400)
	Organiser les relations avec les ministères, les Régions et collectivités territoriales, ainsi qu'avec les autres acteurs de l'écosystème d'innovation.	Relations avec l'Etat	Interactions avec la DGA, DGAC, DGE, DIRECCTE, AID, Préfecture
		Relations avec la Région Ile-de-France	Convention dédiée avec la Région IdF
		Relations inter-régionales	Partenariat NAE, ALTYTUD, ELASTOPOLE, AERIADE, AEROCENTRE
		Relations avec autres structure de l'écosystème	CETIM, GIFAS, MEDEF, CCE, COFACE, …
1	Moteur d'écosystèmes d'innovation	Accompagnement pré-labellisation	Nbre de dossiers soumis au Pôle (10)
		Labellisation des projets	Nbre de projets labellisés (6)
		Accompagnement post-labellisation et ante-financement	Nbre de projets financés (4)
		Accompagnement des projets post-financement	Nbre de rdv de suivi de projet (15)
		Valorisation des projets, accélération vers le produit	Nbre de projet faisant l'objet d'une communication ou d'une présentation (10)
		Organiser et animer le réseau d'experts	Nbre de réunions (18)
		Construction des relations européennes	Mission a Bruxelles (1)
		Montage des projets européens du pôle	Nbre de réponses à des projets européens impliquant l'association (2) Nombre de nouveaux projets européens gagnés par le pôle en 2020 (1) Nombre de structures accompagnées par le pôle (2) Nombre de propositions déposées impliquant une structure accompagnée par le pôle (2) Nombre de propositions financées impliquant une structure accompagnée par le pôle (1)
2	Services aux membres et recrutement	Recruter de nouveaux membres Startups et PME, qualifier leurs besoins	Nbre de nouveaux membres reçus (30)
		Mieux connaitre les membres Startups et PME,	Nbre de Startups et PME rencontrées (50) Nbre de Startups accompagnées en incubateur ou accélérateur (2)
		Animer les communautés et faire émerger des projets collectifs	Nbre de Réunions/groupes de travail/webinairs (6-10)
3	Structuration de la filière spatiale en Ile-de-France	Act In Space	Nbre de participants (80)
		ESA BIC	Nbre de start-up incubées (2)
		Booster Seine Espace	Nbre de projets labellisés (2)
		Paris Space Week	Nbre de participants (500)
4	Communication et evenementiel	Organiser et participer à des événements nationaux	Nbre d'événements organisés, co-organisés ou ayant une participation effective d'ASTech (2) ; Nbre d'événements de l'écosystème relayés faisant l'objet d'un partenariat en visibilité (5) Nbre de participants aux événements organisés par ASTech (500)
		Construire la communication du pôle	Nombre de Newsletter par an (10) Nombre de Newsletter R&D par an (10)
5	Développement international (Europe) : Missions, délégations, ...	Missions a l'international	Relais des missions internationales (5-10) Participation (ou participation de nos membres sur des mission Création et mise en réseau dans le cadre d'un "club Europe" (2 réunions)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20007426 - PÖLE CAP DIGITAL 2020 bis

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	2 583 586,00 € HT	33,18 %	857 347,00 €
	Montant total de la subvention		857 347,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK COCQUET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention permet de financer un programme d'action annuel

Description :
Cap Digital est le pôle francilien de la transition numérique et écologique. Avec plus de 1000 membres il rassemble un écosystème large composé de tous les acteurs de l'innovation : start-up, laboratoires de recherche, petites, moyennes et grandes entreprises, ETI, écoles, universités et investisseurs.

Le soutien régional à Cap Digital s'inscrit dans le cadre des objectifs de la phase 4 de la politique des pôles de compétitivité :
- faire émerger davantage de projets de R&D collaboratifs européens, notamment dans le cadre des appels à projets d'Horizon 2020 (puis Horizon Europe) en capitalisant sur leur capacité à mobiliser leurs écosystèmes d'innovation ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales d'innovation de l'Etat via leur participations aux instances nationales (CSF, AIF…) ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques d'innovation des Régions.

Les missions, actions et indicateurs cibles du pôle pour 2020 sont présentés ci-dessous.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

	Missions	Actions	Indicateurs (cible)
1	Opérer l'association, sa gouvernance et organiser l'équipe opérationnelle.	Organisation de la gouvernance	AG (1), CA (6), BE (12), rapport d'activité intermédiaire (1), rapport d'activité annuel (1), bilan comptable (1).
		Management de l'équipe, gestion des contrats, facturations et recouvrements, gestion des locaux, gestion du SI	Nbre de salarié.e.s (40), Nbre de factures émises (1300), Rapport d'activité intermédiaire (1), rapport d'activité annuel (1), bilan comptable (1).
2	Organiser les relations avec les ministères, les Régions et collectivités territoriales, ainsi qu'avec les autres acteurs de l'écosystème d'innovation.	Relations avec l'Etat	Interactions avec la DGE, le MTES et le CGDD (ville durable)
		Relations avec la Région Ile-de-France	Convention dédiée avec la Région IdF
		Relations inter-régionales	Relation avec les Haut-de-France suite à la reprise de Picom. Coordination sur projet EDIH "Sustainable & Human city"
		Relations avec autres structure de l'écosystème	Partenariats avec autres structures et coordination avec les autres pôles de compétitivité franciliens.
3	Travailler au développement européen du pôle et de ses membres.	Construction des relations européennes	Participation à diverses structures et associations européennes : EIT Health, EIT Digital, NEM, PCN NGI… Nbre de partenaires européens actifs (70)
		Montage des projets européens du pôle	Nbre de réponses à des projets européens impliquant l'association (18) Nombre de nouveaux projets européens gagnés par le pôle en 2020 (6) Nombre de structures accompagnées par le pôle (36) Nombre de propositions déposées impliquant une structure accompagnée par le pôle (12) Nombre de propositions financées impliquant une structure accompagnée par le pôle (4)
4	Connaître les Startups et PME innovantes des domaines couverts par le pôle, les accélérer dans leur développement, et organiser des communautés partageant les mêmes domaines ou les mêmes centres d'intérêt.	Recruter de nouveaux membres Startups et PME, qualifier leurs besoins	Nbre de nouveaux membres reçus (150 à 200)
		Mieux connaitre les membres Startups et PME, les accélérer	Nbre de Startups et PME rencontrées, diagnostiquées, suivies (300) Nbre de Startups et PME accompagnées en programme accélération (16)
		Animer les communautés et faire émerger des projets collectifs	Nbre de Réunions/groupes de travail/webinairs (50)
5	Faire émerger des projets de R&D et d'innovation et les accompagner	Sensibilisation et informations	Nbre de réunions collective (12)
		Diagnostic personnalisé	Nbre de rdv individualisés
		Accompagnement pré-labellisation	Nbre de dossiers soumis au Pôle (150)
		Labellisation des projets	Nbre de projets labellisés (75)
		Accompagnement post-labellisation et ante financement	Nbre de projets financés (25)
		Accompagnement des projets post-financement	Nbre de rdv de suivi de projet
		Valorisation des projets, accélération vers le produit	Nbre de projet faisant l'objet d'une communication ou d'une présentation
		Organiser et animer le réseau d'experts	Nbre d'experts (120+)
6	Communiquer et structurer une animation éditoriale mettant en valeur les acteurs de l'innovation, la Région et les territoires.	Susciter le débat prospectif et produire des publications	Nbre de publications
		Construire la communication du pôle	Nombre de visiteurs uniques par mois sur le site de Cap Digital (6000) Nombre de vidéos vues (Dailymotion & You Tube) (150000) Nombres de fans sur Facebook (10000) Nombre d'abonnés au groupe Linkedin (5000) Nombre de followers sur Twitter (40000) Nombre de références à Cap Digital dans la presse y compris web (800)
		Organiser des événements nationaux	Nbre d'événements organisés, co-organisés ou ayant une participation effective de Cap Digital(150) ; Nbre d'événements de l'écosystème relayés faisant l'objet d'un partenariat en visibilité (60) ; Nbre de participants aux événements organisés par Cap Digital (20000) Nbre de références à Cap Digital dans la presse y compris web (800)
		Organiser des événements internationaux	Nbre de références à Cap Digital dans la presse étrangère (80)
7	Accompagner la transformation numérique et écologique des entreprises et du secteur public.	Recrutement et suivi de la relation avec les grands comptes	Nbre de grands-comptes membres (70)
		Construire des programmes de transformation Grands Comptes	Nombre de grands comptes, ETI et PME entrant dans un programme, learning tour, atelier d'acculturation (6) Nombre de PME innovantes mises en relation avec un grand-compte (40)
		Construire des programmes de transformation par filière	1 programme avec le R3ILab adressant 4 à 6 PME traditionnelles
8	Développer des projets sur la thématique de la ville durable avec les acteurs des territoires.	Proposer aux acteurs de la ville des projets d'innovation impliquant des Startups et PME.	Nombre de propositions de projets (4) Nombre de projets retenus (2)

Annexe financière

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE CAP DIGITAL
Actions Etat Ile-de-France
Période : 1/1/2020 au 31/12/2020

DEPENSES	BP 2020 HT	en %
Salaires et charges	***1 662 336 €***	***64,34%***
Contribution des membres et bénévoles*		
Achats de prestations	***550 250 €***	***21,30%***
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais) (1)	***371 000 €***	***14,36%***
Loyers et charges		
Télécom		
TOTAL DEPENSES	**2 583 586 €**	
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**2 583 586 €**	

(1) Part applicable sur le budget Etat Ile-de-France

RECETTES	Montant en €	en %
Financements privés	***1 193 389 €***	***46,19%***
Cotisations privées	900 000	
Services aux entreprises	293 389	
Financements publics	***1 390 197 €***	***53,33%***
Région Ile de France (2)	482 850	
Région IdF sur crédits Etat	857 347	
CG93	50 000	
TOTAL RECETTES	**2 583 586 €**	**100%**

(2) les missions A Ile-de-France ne sont pas comptabilisées dans le budget ni en dépense, ni en recette

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS	Montant en €		
	Achat de prestations	**Salaires et charges + frais de fonctionnement (3)**	**TOTAL**
Mission A		**554 045 €**	**554 045 €**
Mission B	**550 250 €**	**1 479 291 €**	**2 029 541 €**
TOTAL			**2 583 586 €**

3) Les frais de fonctionnement sont répartis en proportion des salaires

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20007460 - soutien Finance innovation 2020 bis

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	2 040 178,00 € HT	19,48 %	397 347,00 €
	Montant total de la subvention		397 347,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EUROPLACE
Adresse administrative : PL DE LA BOURSE
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Augustin de ROMANET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention permet de financer un programme d'actions annuel.

Description :
Finance innovation est le pôle francilien dédié à l'innovation dans le domaine de la finance. Avec plus de 450 membres il rassemble un écosystème large composé de tous les acteurs de l'innovation : start-up, laboratoires de recherche, petites, moyennes et grandes entreprises, ETI, écoles, universités et investisseurs.

Le soutien régional à Finance innovation s'inscrit dans le cadre des objectifs de la phase 4 de la politique des pôles de compétitivité :
- faire émerger davantage de projets de R&D collaboratifs européens, notamment dans le cadre des appels à projets d'Horizon 2020 (puis Horizon Europe) en capitalisant sur leur capacité à mobiliser leurs écosystèmes d'innovation ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales d'innovation de l'Etat via leur participations aux instances nationales (CSF, AIF…) ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques d'innovation des Régions.

Ces objectifs sont détaillés en annexe de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE FINANCE INNOVATION

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 HT	en %
Salaires et charges	***1 560 000 €***	***62,5%***
Contribution des membres et bénévoles*	***0 €***	***0,0%***
Achats de prestations	***724 325 €***	***29,0%***
Etudes / Amorçage de projets	345 573 €	
Marketing / Offre / Prospection	34 213 €	
Animations Membres / Editions	235 953 €	
Services juridiques et comptables	28 443 €	
Cotisations - Déplacements	80 142 €	
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***210 083 €***	***8,4%***
Loyers et charges	169 560	
Frais bancaires + Amortissements	22 844	
Télécom	17 679	
TOTAL DEPENSES	**2 494 407 €**	**100%**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**2 040 178 €**	

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés		***1 761 980 €***	***70,64%***
Fondateurs		70 000 €	
Cotisations privées		1 441 980 €	
Sponsorship		250 000 €	
Financements publics		***732 427 €***	***29,36%***
	Collectivités Territoriales		
	Région IDF	*62 080 €*	
	Projets européens	*273 000 €*	
	Part Etat via IDF	397 347 €	
	TOTAL RECETTES	**2 494 407 €**	**100,00%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2020	Montant en €		
	Achat de prestations	**Salaires et charges (y/c frais de fonctionnement)**	**TOTAL**
Mission socle 1 (missions de type A - guide DGE)	**211 666 €**	**353 378 €**	**565 044 €**
Mission socle 2 (missions de type B - guide DGE) -	**552 587 €**	**922 548 €**	**1 475 135 €**
TOTAL	**764 253 €**	**1 275 926 €**	**2 040 178 €**

Missions	**Actions**	**Objectifs 2020 (indicateurs)**
Opérer l'association, sa gouvernance et organiser l'équipe opérationnelle.	Organisation de la gouvernance	1 AG, 2 Conseils d'Administration (Bureau), 5 Comités exécutifs, 1 rapport d'activité intermédiaire, 1 rapport d'activité annuel, 1 bilan comptable Réunion hebdomadaire de l'équipe
	Management de l'équipe, gestion des contrats, facturations et recouvrements, gestion des locaux, gestion du SI	15 salariés, 1 rapport d'activité intermédiaire, 1 rapport d'activité annuel, 1 bilan comptable
Organiser les relations avec les ministères, les Régions et collectivités territoriales, ainsi qu'avec les autres acteurs de l'écosystème d'innovation	Relations avec l'Etat	Interactions avec la DIRECCTE IdF, la DGE
	Relations avec la Région Ile-de-France	Convention dédiée avec la Région IdF
	Relations inter-régionales	Convention avec la Meuse, création du label FINANCE INNOVATION à Lyon et Niort
	Relations avec autres structure de l'écosystème	Partenariats avec autres structures (incubateurs, accélérateurs, fédérations et associations professionnelles) et coordination avec les autres pôles de compétitivité franciliens
Travailler au développement européen du pôle et de ses membres	Construction des relations européennes	Participation à diverses structures et associations européennes : EIT Digital, AFPC, BDVA, le Pôle est répertorié à l'ECCP, membre des consortium UFO et INFINITECH Nbre de partenaires européens actifs (2 consortium)

	Montage des projets européens du pôle	7 réponses à des projets européens impliquant l'association 2 nouveaux projets européens gagnés par le pôle en 2020 8 structures accompagnées par le pôle 4 propositions déposées impliquant une structure accompagnée par le pôle 1 propositions financées impliquant une structure accompagnée par le pôle
Axe 1 – Développer une usine à projets innovants et à haute valeur ajoutée dans le secteur financier, projets portés par des start-up, des PME/PMI/ETI, des grandes entreprises et des chercheurs.		
Labelliser et accompagner les entreprises innovantes	Faire émerger les projets innovants de la finance au travers des Appels à projets (AAP)	2 appels à projets par an sur les 6 filières (janvier et juin)
		4 dossiers R&D soumis au Pôle 200 dossiers Startup soumis au Pôle
		2 projets R&D labellisés 80 projets startup labellisés
		1 projets R&D financé en France et 3 projets financés en Europe
	Soutien à la recherche de business/premiers clients	400 Mises en relation ciblées entre les fintechs et grands groupes et investisseurs privés
		Accompagnement ciblé des fintechs au travers du programme ***« Programme Fintech Croissance*** »
	Faciliter l'accès à des fonds publics ou privés	Mises en relation avec des financeurs publics, yc les Collectivités (notamment Région Île-de-France)
	Accélérer l'émergence de projets collaboratifs R&D	2 Clubs/an sur les projets R&D et AAP, y compris sur les financements européens
	Labelliser des projets collaboratifs et ANR	3-4 projets R&D à labelliser et accompagner par an : ANR, FUI, PIA et financements européens type H2020
Soutenir les Fintech au travers des levées de fonds	Mise en place d'un Comité investisseurs	Organisation de 2 réunions du Club Investisseurs
Connaître les Startups et PME innovantes des domaines couverts par le pôle, les accélérer dans leur développement, et organiser des communautés partageant les mêmes domaines ou les mêmes centres d'intérêt.	Recruter de nouveaux membres Startups, PME et grands groupes	40 nouveaux membres
	Mieux connaitre les membres Startups et PME, les accélérer	150 Startups et PME rencontrées, diagnostiquées, suivies 30 Startups et PME accompagnées de manière ciblée (comité investisseurs, diagnostics ciblés)
Développement à l'international de l'écosystème du pôle et de ses membres	Organisation de sessions d'information sur des marchés internationaux	Organisation de sessions sur les principaux marchés ciblés par les Fintech : Asie, Amérique du Nord, Europe
	Missions à l'international	2 missions dans l'année avec des partenaires de type Business France, French Tech, Paris EUROPLACE
		Partenariat avec clusters ou incubateurs étrangers

Axe 2 – Animer des groupes de réflexion et Livres blancs afin de contribuer à la prospective et à la construction de l'économie et de la finance de demain		
Publication de Livres blancs (LB) prospectifs pour la finance de demain	Capitaliser sur le Livre blanc *« Intelligence artificielle, blockchain et technologies quantiques au service de la finance de demain »* publié en 2019 au travers d'événements et communications	4 événements abordant les thématiques du Livre blanc
	Présentation en décembre 2020 du Livre blanc « Nouveaux usages et modèles économiques pour une ville durable et intelligente »	1 événement majeur de présentation du Livre blanc avec 150 participants 2000 téléchargements en ligne du Livre blanc
Animation de groupes thématiques afin de d'accompagner la transformation numérique et écologique pour publier des Livres blancs	Animation des travaux du Livre blanc « Nouveaux usages et modèles économiques pour une ville durable et intelligente »	16 réunions des groupes de travail
		10 à 15 pilotes (cadres dirigeants d'entreprises, chercheurs, institutionnels) pour chaque Livre blanc
	Des participants aux groupes thématiques représentatifs de l'ensemble de l'écosystème visé (startups, grands groupes, académiques, chercheurs, institutionnels, investisseurs, etc)	150 à 200 participants aux travaux
Axe 3 – Animer l'écosystème de l'innovation dans le secteur financier afin de créer une dynamique forte de développement et croissance des acteurs du secteur de la finance		
Apporter du contenu de haut niveau sur les tendances du secteur tout en animant la communauté des membres du Pôle afin de favoriser les rencontres et partenariats, notamment business ou capitalistiques	Création de Clubs au sein de chacune des filières afin d'animer des réseaux ciblés de startups	6 clubs pour les 6 filières du Pôle (Banque, Assurance, Gestion d'actifs, Immobilier, Finance durable/ESS, Métiers du Chiffre et du conseil)
	Organisation d'événements ciblés sur les filières et les thèmes clés de l'écosystème du Pôle	30 clubs thématiques, dont une grande partie en Webinars
		60 participants en moyenne
	Organisation d'événements majeurs	Organisation de la « Insurtech Business Week », la semaine dédiée à l'innovation dans l'assurance : entre 500 et 800 participants, 70 insurtechs
		Deux éditions du « Fintech Business Day », les « speed dating » de la finance française, avec plus de 300 RDV ciblés en une journée, entre fintechs et grand groupes et investisseurs

	Cérémonies officielles de remise des LABELS	2 Cérémonies par an de mise en valeur des LABELS par filière
		Entre 70 et 100 speakers, entre 700 et 1000 participants
	Apporter du contenu technique aux membres du Pôle	3 Workshop techniques et Sessions élargies sur des enjeux pour les entreprises (financement, stratégie, marketing, etc) et sur des enjeux plus larges des filières (transformation digitale des secteurs, enjeux RH, etc)
	Rendre visibles le Pôle et ses membres via les réseaux sociaux et médias	Accélération de la visibilité des Fintech et actions du pôle et de ses membres via :
		12 newsletter généralistes (1/mois)
		3500 visiteurs uniques par mois sur le site de FI 50 000 vues pour 150 vidéos sur les vidéos (Dailymotion, Facebook, Twitter, LinkedIn, & YouTube) 7000 abonnés au groupe Linkedin 16 000 followers sur Twitter 50 références à FI dans la presse y compris web

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20007434 - SOUTIEN MEDICEN 2020 bis

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 070 000,00 € HT	44,38 %	488 180,00 €
	Montant total de la subvention		488 180,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDICEN PARIS REGION
Adresse administrative : 3 IMPASSE REILLE
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian LAJOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention permet de financer un programme d'action annuel

Description :
Medicen est le pôle francilien dédié à l'innovation dans le doamine de la santé. Avec plus de 400 membres il rassemble un écosystème large composé de tous les acteurs de l'innovation : start-up, laboratoires de recherche, petites, moyennes et grandes entreprises, ETI, écoles, universités et investisseurs.

Le soutien régional à Medicen s'inscrit dans le cadre des objectifs de la phase 4 de la politique des pôles de compétitivité :
- faire émerger davantage de projets de R&D collaboratifs européens, notamment dans le cadre des appels à projets d'Horizon 2020 (puis Horizon Europe) en capitalisant sur leur capacité à mobiliser leurs écosystèmes d'innovation ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales d'innovation de l'Etat via leur participations aux instances nationales (CSF, AIF…) ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques d'innovation des Régions.

Ces objectifs sont détaillées en annexe de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE MEDICEN PARIS I

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 HT	en %
Salaires et charges	***700 000***	***51%***
Contribution des membres et bénévoles*	***300 000***	***22%***
Achats de prestations	***210 000***	***15%***
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***160 000***	***12%***
Loyers et charges		
Télécom		
TOTAL DEPENSES	**1 370 000**	**100%**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**1 070 000**	

*** Hors assiette éligible**

RECETTES	Montant en €	en %
Financements privés	***581 820***	***55 %***
Fondateurs		
Cotisations privées		
Sponsorship		
Financements publics	***488 180***	45 %
Collectivités Territoriales		
Région Ile de France		
DIRECCTE	488 180	
TOTAL RECETTES	**1 070 000**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS	Montant en €		
	Achat de prestations	**Salaires et charges + frais de fonctionnement**	**TOTAL**
Mission A	**30 000**	**325 000 €**	**355 000 €**
Mission B	**155 000**	**445 000 €**	**600 000 €**
Mission C	**25 000 €**	**90 000 €**	**115 000 €**
TOTAL			**1 070 000 €**

	Actions	Indicateurs
Objectif 1	Veille sur les appels à projets, les appels à manifestation d'intérêt	Information sur les AAP et AMI lors des commissions DAS (30 à 40 réunions)
Innovation	Identification et structuration des projets	70 à 100 projets déposés
	Labellisation en Comité d'Evaluation	50 à 70 projets labellisés
	Recherche de financement	20 à 30 projets financés
	Recherche de financement européen	10% de projets européens
Objectif 2	Stratégie et croissance	15 Scan 360 réalisés
Croissance	Gestion des RH et compétences	Nombre de rendez-vous expert
	Déploiement de l'offre du Club des partenaires	30 à 40 mises en relation
Objectif 3	Aide aux PME à développer leur marché à l'international	Nombre de missions à l'international
Internationalisation	Valorisation de l'attractivité de l'Ile de France à l'international avec la mise en valeur de l'écosystème francilien	50 PME accompagnées Participation aux salons internationaux en fonction des possibiltés de déplacement
	Accueil de délégations étrangères	Nombre de délégation accueillis à préciser en fonction des possibilités de déplacement
Objectif 4	Actions territoriales	
Territoire	Animation des écosystèmes locaux	Partenariats avec les EPT
	Cartographies des acteurs	Lancement d'un module de cartographie en ligne
	Mobilisation au sein du CSF	Participation aux réunions du BOARD et du COPIL
	Pilotage de l'axe prioritaire « Bioproduction »	Accompagnement du projet Urgo RID
Objectif 5	Ateliers mensuels de présentation d'un investisseur privé (*Meet My Investor*)	6 à 10 événements
Investissement	Constitution d'une base de données d'investisseurs privés	Nombre et qualité des mises en relation qualifiées
	Actions auprès des investisseurs privés internationaux	Accompagnement de 3 à 6 PME

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20007333 - MOVEO 2020 bis

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 245 357,00 € HT	13,33 %	165 970,00 €
	Montant total de la subvention		165 970,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOV'EO
Adresse administrative : AVENUE GALILEE
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Remi BASTIEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention permet de financer un programme d'action annuel.

Description :
Dédié à l'automobile et, plus largement, aux mobilités, MOV'EO couvre les Régions Normandie et l'Île-de-France. L'île-de-France est la première région automobile française avec près de 19% des effectifs de l'industrie automobile française et 40 099 salariés en 2017. En termes de nombre d'établissements, avec 190 établissements, elle se classe seconde après la région Auvergne-Rhône Alpes.

Le soutien régional à Mov'eo s'inscrit dans les objectifs de la phase 4 de la politique des pôles de compétitivité :
• faire émerger davantage de projets de R&D collaboratifs européens, notamment dans le cadre des appels à projets d'Horizon 2020 (puis Horizon Europe) en capitalisant sur leur capacité à mobiliser leurs écosystèmes d'innovation ;
• contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales d'innovation de l'Etat via leur participations aux instances nationales (CSF, AIF…) ;
• contribuer à la mise en œuvre des politiques d'innovation des Régions.

Ces objectifs sont détaillés en annexe de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE MOV'EO

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 HT	en %
Salaires et charges	***729 357 €***	
Contribution des membres et bénévoles*	***210 000 €***	
Achats de prestations	***310 500 €***	
Communication/promotion/supports	190 000 €	
Réflexion stratégique / expertise	105 500 €	
Animations Membres / Réunion	15 000 €	
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***205 500 €***	
Loyers et charges	38 000 €	
Equipement	7 000 €	
Consommables	6 000 €	
frais divers de gestion	85 000 €	
frais déplacement	69 500 €	
TOTAL DEPENSES	**1 455 357 €**	
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**1 245 357 €**	

*** Hors assiette éligible**

RECETTES	Montant en €	en %
Financements privés		
Cotisations privées	438 100 €	30,10%
Services	27 046 €	1,86%
Contribution des membres	210 000 €	14,43%
Financements publics		
Collectivités Territoriales		
Région Ile de France	173 322 €	11,91%
Région Normandie	250 645 €	17,22%
part Etat via IDF	165 970 €	11,40%
part Etat via Normandie	187 792 €	12,90%
DGA	2 482 €	0,17%
TOTAL RECETTES	**1 455 357 €**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS ASSIETTE ELIGIBLE		Montant en €
	Achat de prestations	**Salaires et charges**
Mission A	**209 900**	**262 547**
Mission B	**306 100**	**466 810**
Mission C		
Missions D		
Missions E		
TOTAL	**516 000**	**729 357**

Annexe : Plan d'action 2020

Plan d'actions de l'Objectif Stratégique 1 : Stimuler et amplifier l'écosystème

Condition importante du développement et du rayonnement en France et à l'international du pôle, la consolidation de l'écosystème d'innovation de Mov'eo passe par un renforcement de son ancrage sur l'axe Seine et un élargissement du cercle des acteurs de la filière Automobile et Mobilités. A cet effet, un ensemble d'actions et d'initiatives complémentaires et cohérentes sera déployé en 2020 :

Actions de fidélisation et de prospection :

- Poursuivre le plan de fidélisation avec comme objectif d'avoir 80% des membres rencontrés et/ou actifs
- Assurer un meilleur suivi de nos membres grâce à l'évolution de notre CRM
- Elargir le plan de prospection à d'autres acteurs de la mobilité et des services (opérateurs de transports, télécom, infrastructures) et aux collectivités.
- Intégrer les membres de l'ARIA Normandie et du RAVI (soit plus de 300 établissements membres) et revoir le barème des cotisations

L'objectif en 2020 sera de faire évoluer le nombre d'établissements membres consolidé entre Mov'eo, le RAVI et l'ARIA Normandie à 650.

Actions d'animation et de promotion de l'écosystème :

- Organiser 2 événements de dimension internationale : Convention annuelle (juin) et Imagine Mobility Meetings (Novembre)
- Maintenir et faire évoluer nos outils de communication : sites web, réseaux sociaux, newsletters, supports de communication (rapport d'activité, plaquettes, book des produits et success stories, vidéos)
- Poursuivre les actions de relations presse (plus de 400 retombées presse)
- Renforcer les relations avec les autres pôles et clusters, notamment par l'organisation de rencontres inter-filières (notamment avec le pôle Systematic, le pôle ASTech, le pôle TES, le pôle Novalog, l'inter-pôles Smart Energy Alliance, la filière NAE, la filière Normandie Energies)
- Poursuivre le déploiement de la plateforme Cl'eo et faire évoluer la charte graphique et les thématiques (plus de 1000 abonnés à la plateforme)
- Optimiser notre programmation évènementielle et participer à l'attractivité de nos territoires en présentant la force de l'écosystème sur des salons et conférences dédiés à la mobilité (CES, Autonomy, Normandy Industry Job Tour, Mobilité@VEDECOM, SIA Powertrain, Movin'On, European Mobility Expo…)

Actions liées à la vie de l'association :

- Organiser les réunions statutaires (Bureaux, Conseils d'Administration, Assemblées Générales)
- Organiser des événements d'accueil des nouveaux membres et de présentation de start-ups de la mobilité (3 événements)

Plan d'actions de l'Objectif Stratégique 2 : Générer des projets d'innovation

Mov'eo doit être reconnu comme le lieu privilégié où naissent les coopérations fructueuses, comme le référent incontournable sur les technologies et usages relatifs à la mobilité innovante et responsable, en lien constant avec les priorités de la filière et les activités de nos membres. En 2020, les actions suivantes seront déployées :

Actions d'animation des comités thématiques :

- Animer 5 comités d'experts qui fixent la stratégie thématique, qui assurent une veille active, qui aident à l'émergence des projets, les accompagnent et les expertisent :
    - 4 comités existants : CTGE (Chaines de Traction et Gestion de l'Energie), M2E (Matériaux, Manufacturing et Environnements), SUR (Sécurité des Usagers de la Route), SMI (Solutions de Mobilité Intelligentes)
    - 1 comité en création dans le cadre de la fusion avec les ARIA : E2I (Excellence et Innovation Industrielle)
- Faire évoluer les comités d'experts : renouvellement des experts, travail en mode projet agile sur des sujets générateurs de projets appelés « INITIATIVES » (3 initiatives lancées)
- Organiser des événements thématiques (plénières, ateliers, webinars) permettant de générer de projets sur les sujets mobilité (1 événement par comité thématique)
- Décliner les besoins d'innovation de la filière sur les territoires et participer à la démarche « Open innovation PFA » en contribuant aux webinars (2 webinars) et en initiant un projet sur un besoin prioritaire de la PFA
- Assurer une veille sur les dispositifs de financement (régionaux, nationaux et européens) et organiser des sessions d'information sur les différents AAP (3 webinars organisés)

Actions de montage et d'accompagnement de projets innovants :

- Mettre en place un plan de génération de projets avec la PFA et les grands groupes
- Assurer le processus de labellisation en accompagnant les projets (régionaux, nationaux et européens) sur les thématiques du pôle : montage, enrichissement, expertise, structuration, labellisation (selon la charte de labellisation des projets des pôles de compétitivité)
- Organiser les expertises et le Comité Opérationnel.
- Gérer le portefeuille des projets déjà labellisés : assurer le suivi, valoriser les résultats, remonter les indicateurs et mesurer les retombées

L'objectif en 2020 sera de labelliser 25 projets (sous réserve de publication des AAP prévus, notamment le PSPC Région)

Plan d'actions de l'Objectif Stratégique 3 : Booster la croissance des entreprises

Les transformations en cours ne doivent pas être une menace mais une opportunité pour les PME et start-ups de notre secteur d'activité. L'enjeu est de mettre les entreprises innovantes à haut potentiel dans les meilleures conditions de développement. Notamment en créant les rencontres qui favoriseront leur croissance et leur attractivité. Nous privilégions les actions suivantes pour 2020 :

Actions sur les groupements d'entreprises :

- Poursuivre l'animation et l'accompagnement de 3 groupements de PME (28 PME groupées)
    - Groupement ADAS sur les systèmes d'assistance à la conduite et le véhicule autonome
    - Groupement AI4Cities (ex INI) sur l'intelligence artificielle au service de la ville
    - Groupement PLASTEO sur l'améliorer les performances des pièces plastiques
- Favoriser le « business collaboratif » et la génération de CA complémentaire (1 M€ de CA complémentaire pour les PME groupées)
- Identifier 1 nouveau groupement sur une thématique à définir

Actions d'accompagnement et de promotion des PME :

- Animer le comité d'experts marché MBA « Mov'eo Business Accelerator » qui aide les PME à lever leurs freins d'accès au marché (5 comités organisés – 12 PME accompagnées)
- Organiser des Challenge Open Innovation (1 Challenge Mov'eo + 2 Challenges Bpifrance "IA et Mobilité")

- Promouvoir les réalisations et les activités des membres PME dans les supports du pôle (site / book / vidéo succès stories)
- Accompagner les membres PME sur des salons/conférences pour améliorer leur visibilité (accompagnement sur 4 salons/conférences)
- Mettre en œuvre la phase 1 du projet Démo-ICIM (Démonstrateur d'Intégration Collaborative des Innovations de Mobilité) financé dans le cadre du CPIER

Plan d'action de l'Objectif Stratégique 4 : Se déployer durablement en Europe et à l'international

La dimension européenne et internationale est inscrite dans l'ADN de Mov'eo. L'ambition de faire de la Mobility Valley un cœur névralgique des nouvelles solutions de mobilité passe par une stratégie agile de déploiement à l'international et un renforcement de notre positionnement européen.

Actions d'accompagnement des membres vers les dispositifs européens :

- Informer, sensibiliser, aider à la recherche de partenaires, aider au montage de leurs projets (2 workshops organisés, 10 projets accompagnés)
- Assurer une veille active sur les instruments de financements européens et les projets dans les thématiques du pôle (mise en place d'un VIE à Bruxelles)

Actions de positionnement du pôle à l'Europe :

- Poursuivre la contribution de Mov'eo dans les projets européens dont le pôle est partenaire (BRAVE, E2DRIVER, RECIPE4MOBILITY, INTONOMOUS)
- Impliquer Mov'eo dans de nouveaux projets européens en tant que porteur ou partenaire (10 projets déposés)
- Participer activement aux réseaux européens en France (PCN Transport, GTN Transport, Commission EU de l'AFPC, etc…) et en Europe (EEN, EGVIA, ERTRAC, etc…)
- Contribuer au montage des PPP dans le cadre d'Horizon Europe (CCAM, 2ZERO)
- Mobiliser les experts des comités thématiques de Mov'eo pour proposer des sujets d'appels à projets européens
- Assurer des relations durables avec les clusters européens partenaires et promouvoir le pôle dans les différentes instances européennes
- Animer un Club Europe

Actions internationales et d'attractivité :

- Organiser des missions à l'international en lien avec nos clusters partenaires et les grands événements de la filière : CES, ITS, EVS, Movin'On… (3 missions, 20 membres accompagnés)
- Assurer le lien avec la « Team France Export »
- Accompagner les membres PME dans leur réflexion export et les orienter vers les dispositifs appropriés (5 PME accompagnées)
- Accueillir des délégations étrangères en leur proposant des visites et des rencontres avec les membres (1 learning expedition)

Plan d'actions de l'Objectif Stratégique 5 : Apporter des solutions pour les territoires

Les mutations actuelles imposent un décloisonnement des acteurs et une collaboration renforcée avec les territoires. Par ses atouts géographiques, économiques, scientifiques et industriels, la Mobility Valley offre un environnement idéal pour stimuler, organiser et mettre en place des solutions concrètes répondant aux enjeux de mobilité des territoires. Un plan d'actions ambitieux est prévu en 2020 pour accompagner les collectivités de la Mobility Valley dans leurs réflexions sur les nouvelles mobilités :

- Prospecter les collectivités pour leur proposer de rejoindre le pôle (+ 2 collectivités membres)
- Intégrer des territoires dans les instances du pôle et dans les projets (1 représentant collectivité au Bureau + Intégrer 2 territoires dans les projets)
- Favoriser l'expérimentation de solutions en conditions réelles (2 projets d'expérimentations)
- Accompagner les territoires dans leur recherche de financement pour leurs projets mobilité, notamment dans le cadre du dispositif TENMOD (2 territoires accompagnés)
- Contribuer à l'initiative France Mobilité (participation à la plateforme des solutions, identification des financements, événements…).
- Participer, en tant que partenaire, au Territoire d'Innovation « Rouen Normandie – Mobilités Intelligentes Pour Tous » : participation au Comité Scientifique, au Living Lab et dans le GT dédié au Véhicule Autonome
- Contribuer au dispositif « Territoires d'industrie » en étant porteur ou partenaire de fiches actions (implication dans 2 fiches actions)
- Animer 2 comités régionaux (Normandie et Ile-de-France) composés de membres représentatifs de l'écosystème et chargé de définir la feuille de route du pôle sur chaque région

Plan d'actions de l'Objectif Stratégique 6 : Soutenir l'innovation et l'excellence industrielle

La compétitivité de la filière repose sur deux piliers : sa capacité à innover et l'amélioration continue de sa performance industrielle. Le rapprochement de Mov'eo avec les ARIA permet de mutualiser nos actions au service des entreprises industrielles et de renforcer l'accompagnement pour les aider à faire face aux mutations. Le plan d'action 2020 reprend les actions portées par les ARIA en déclinaison du programme « Performance Industrielle » de la PFA sur nos territoires :

- Accompagner les mutations industrielles, notamment celles liées au développement du véhicule électrique.
- Contribuer à l'accompagnement des entreprises en difficulté sur les mutations technologiques de la filière (AAP PIAVE Auto)
- Déployer l'industrie 4.0 dans l'écosystème : digitalisation de l'usine via les innovations dans le processus de production : recrutement d'un Chef de Projet Industrie 4.0 (10 entreprises accompagnées)
- Proposer des formations sur la qualité et les outils d'amélioration de la performance industrielle, comme le lean management (10 formations)
- Accompagner l'industrialisation des solutions innovantes issues des projets des membres du pôle sur le territoire (2 projets industrialisés sur le territoire).
- Mettre en place un comité d'experts « Excellence Industrielle »
- Lancer la réalisation du projet E-mobility Academy financé dans le cadre du projet PIA ACE de la PFA

- Gérer une partie des fonds de revitalisation automobile sur le 78, le 95 et le 92, au bénéfice des projets de nos membres

Plan d'actions de l'Objectif Stratégique 7 : Eclairer l'évolution des compétences par l'innovation

Il est essentiel d'anticiper l'évolution des besoins en compétences et emplois qui permettront de répondre aux défis de la mobilité de demain. C'est en s'appuyant sur l'innovation que Mov'eo contribuera à cet enjeu en faisant naître de nouvelles formations et de nouvelles vocations, également en participant à une action plurielle et coordonnée pour un renforcement constant de l'attractivité de la filière :

- Accompagner et labelliser de nouvelles formations adaptées aux mutations de la filière (labellisation de 2 formations)
- Participer au salon PhD Talents Career Fair (présence de 6 PME membres)
- Poursuivre la participation à la chaire pédagogique d'excellence avec le Groupement ADAS et l'INSA Rouen Normandie
- Organiser un évènement compétence
- Poursuivre notre implication en tant que partenaire du projet ACE « Actions Compétences et Emploi » porté par la PFA dans le cadre du PIA : soutien à l'ingénierie pédagogique de formations répondant aux besoins en compétences de la filière (recrutement d'un Responsable projets emplois & compétences).
- Poursuivre notre participation dans les Campus des Métiers et Qualifications Automobile en Normandie et Ile-de-France.
- Contribuer au montage et déposer le projet européen ACES (suite de Skillful)

Actions du Défi Organisationnel « implémenter les rapprochements »

Pour renforcer la cohérence de l'écosystème territorial et national de la Mobility Valley, la stratégie de renforcement des partenariats sera poursuivie en 2020, avec les acteurs de la filière et des acteurs clés d'autres filières afin de faire émerger davantage de projets et de mutualiser certaines actions :

La fusion avec l'ARIA Normandie et le RAVI :

- Née d'une volonté commune de consolidation de la filière sur les régions Normandie et Île-de-France, de renforcement des synergies et d'optimisation de l'ensemble du dispositif d'animation la fusion-absorption dans Mov'eo du RAVI et de l'ARIA Normandie a été finalisée fin 2019. L'année 2020 sera l'année transitoire permettant de consolider la nouvelle structure : nouveau Bureau, nouvelle organisation interne, nouvelle identité…

Actions avec les acteurs de la filière :

- Poursuivre la coordination de l'inter-pôle Automobile et Mobilités (CARA, ID4CAR, PVF, MOV'EO) en implémentant la feuille de route commune prévue dans nos candidatures phase 4 sur les axes suivants : Réseaux, Europe & International, Innovation, Compétences, Accompagnement des entreprises, Performance industrielle.
- Renforcer les synergies avec VEDECOM : mutualisation sur certains événements, projets européens, participation à la gouvernance (Bureaux et CA)
- Participer activement aux actions de la PFA et décliner le contrat stratégique de filière en région (réunions mensuelles des DG des pôles avec le Directeur R&D de la PFA, séminaires PFA-Pôles-ARIA)

Actions avec d'autres pôles et filières :

- Coopérer avec Systematic sur la thématique « Numérique pour la mobilité intelligente & la mobilité durable » (1 événement commun + 1 projet commun)

- Coopérer avec ASTech et NAE sur la thématique « Systèmes embarqués à forte criticité » (1 comité commun + 1 événement commun + 1 projet commun)
- Coopérer avec l'inter-pôles Smart Energy Alliance sur la thématique « Smart Grid » (1 événement commun + 1 coordination sur l'Europe)
- Poursuivre les actions ponctuelles avec les pôles de nos territoires, en particulier les ateliers thématiques communs, les participations aux inter-pôles et inter-filières (TES, Novalog, Normandie Energie, Cap Digital…)
- Contribuer activement à l'AFPC : membre du Bureau et Présidence de la Commission « Ambition France »

Actions du Défi Organisationnel « faire évoluer le business model et la gouvernance »

Mov'eo maintiendra une gouvernance resserrée, active et proche des territoires dans le cadre de la phase IV. La baisse annoncée du financement de l'Etat pousse le pôle à accélérer la transition de son business model vers une part de plus en plus importante de recettes privées.

Actions sur la gouvernance :

- Faire évoluer la gouvernance suite à la fusion avec les ARIA tout en maintenant une représentativité de chaque typologie de membres et un équilibre entre les 2 régions (mise en place Bureau début 2020)
- Poursuivre la démarche d'amélioration continue dans le cadre du système de management de la qualité (certification ISO 9001) et faire évoluer les processus pour tenir compte des nouveaux objectifs. Audit ISO prévu fin juin.
- Consolider l'équipe permanente suite à la fusion

Actions sur le business model :

- Formaliser une offre de services et de prestations individuelles
- Systématiser les évènements payants, l'offre de pavillons sur les grands salons et le sponsoring
- Proposer un service d'Assistance à la Maitrise d'Ouvrage pour les collectivités (proposition expérimentée avec SNA dans le cadre du projet NIMFEA)
- Répondre en tant que porteur ou partenaire à des AAP afin d'obtenir des financements spécifiques sur projet (Europe, CPIER, PIA)
- Développer l'offre de formations (obtention du référencement DATADOCK)

Note : le plan de financement proposé dans le dossier de candidature prévoit une augmentation des recettes privées de +20% en 2020 sous réserve du maintien de la valorisation du temps passé par les experts.

Evaluation du programme d'actions

Dans le cadre du Rapport d'Activité 2020, une présentation synthétique du programme d'actions détaillé ci-dessus sera réalisée. Elle reprendra le contexte, le plan de financement, les objectifs initiaux et les résultats obtenus. Elle proposera également une analyse de l'opération : points forts, axes d'améliorations, évolutions souhaitées…

Les principaux indicateurs de suivi sont ceux demandés dans le cadre de la phase 4 :

- Nombre de membre et sa progression
- Part de financement privé
- Nombre de projets accompagnés (sur les dispositifs nationaux et européens)
- Nombre de projets européens dans lesquels le pôle est impliqué (coordinateur ou partenaire)

DOSSIER N° 20007428 - POLE SYSTEMATIC 2020 bis

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	3 560 469,00 € HT	24,90 %	886 514,00 €
	Montant total de la subvention		886 514,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYSTEMATIC PARIS REGION
Adresse administrative : 8 AVENUE DE LA VAUVE
91127 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC BEYLAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente subvention permet le financement d'un programme d'actions annuel commencé en janvier 2020.

Description :
SYSTEMATIC PARIS REGION est le pôle de compétitivité francilien dédié aux DEEP TECHS.

Le soutien régional à SYSTEMATIC PARIS REGION s'inscrit dans les objectifs de la phase 4 de la politique des pôles de compétitivité :
- faire émerger davantage de projets de R&D collaboratifs européens, notamment dans le cadre des appels à projets d'Horizon 2020 (puis Horizon Europe) en capitalisant sur leur capacité à mobiliser leurs écosystèmes d'innovation ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales d'innovation de l'Etat via leur participations aux instances nationales ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques d'innovation des Régions.

Ces objectifs sont détaillées en annexe de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Type de Missions	Objectifs stratégiques (niveau 2)	Actions	Indicateurs
Missions A : actions exercées pour le compte de l'Etat	Élaborer, actualiser et suivre la stratégie du pôle	Organisation des instances et de la vie institutionnelle DSI Management, gestion opérationnelle & RH Séminaires stratégiques, concertation et mise à jour des feuilles de route, du plan stratégique, veille et prospective… Enquête besoins/satisfaction du Pôle Réponses aux sollicitations institutionnelles Promotion de la politique de l'Etat	Nombre AG, Directoires, Bureaux Exécutifs Suivi du SI, Suivi équipes, CSE, recrutements... 1 Séminaire stratégique annuel Mise à jour annuelle des roadmaps Hubs et Enjeux 1 Enquête besoins/satisfaction du Pôle annuelle Nombre de réponses aux sollicitations institutionnelles Nombre d'actions de promotion de la politique de l'Etat (CSF, French Tech, French Fab...)
Missions A : actions exercées pour le compte de l'Etat	Maintenir le moteur d'innovation lié à la labellisation des projets collaboratifs de R&D nationaux et européens et les travaux préparatoires associés	Suivi des Appels à Projets nationaux et européens Mises en relation de partenaires potentiels de projets Processus de labellisation des projets Suivi de projets Participation aux appels à projets soutenus par le PSPC et PSPC-Régions, l'ANR, ADEME, RAPID, ASTRID, ainsi que tout autre appel pertinent Communication amplifiée sur les guichets d'appel à projets existants, et renforcement du processus de montage et qualification de projets pour ces guichets. Renforcement des collaborations avec l'environnement scientifique et technologique national et régional	Nombre AAP suivis par an Nombre de projets reçus pour labelisation Nombre de projets labelisés Sessions de présentation des AAP Nombre de collaborations avec l'environnement académique
Missions A : actions exercées pour le compte de l'Etat	Assurer le rayonnement et la promotion de la filière numérique et des Deep Tech	Missions de nature institutionnelle sur la sollicitation de l'État Relais d'informations Outils de communication Promotion des pépites de l'écosystème Elaboration de Livre blanc Renforcement des liens avec les acteurs européens	Implication du pôle dans les filières et dispositifs d'Etat Nombre de newsletters sur la filière Deep Tech Enrichissement et suivi des outils : web, réseaux sociaux,… Nombre de Champions / an Elaboration d'un Livre blanc Deep Tech Nombre de coopérations avec des partenaires européens (PCN, clusters, associations...)
Missions B : actions pour stimuler l'innovation, favoriser la recherche et le développement collaboratif entre les entreprises et les laboratoires et aider la valorisation des résultats des projets de R&D	Connaître l'écosystème du Pôle	Détection des PME à potentiel Adhésion	Suivi des entreprises via sessions de présentation du Pôle, événements, label EIP,… Présentation des nouveaux adhérents et PME à potentiel lors des Comités de pilotage et Bureaux Exécutifs Nombre de nouveaux adhérents du Pôle / an (entrées)
Missions B : actions pour stimuler l'innovation, favoriser la recherche et le développement collaboratif entre les entreprises et les laboratoires et aider la valorisation des résultats des projets de R&D	Animer l'écosystème du Pôle	Animation d'un programme d'accompagnement technologique des entreprises PME et ETI Accompagnement sur tous les leviers de développement des PME Sessions thématiques en liens avec les Hubs et les Enjeux Comités de pilotage Animation des partenariats technologiques	Nombre de mise en avant d'offreurs de solutions PME et ETI du pôle Nombre d'entreprises accompagnées sur le volet Financement, avec le Label Entreprise Innovante des Pôles et l'animation du Collège des Investisseurs Nombre de Challenges animés pour le compte de l'Etat Nombre de CFS dans lesquels Systematic est impliqué Nombre de partenariats et participation à des interpôles thématiques Nombre de Sessions thématiques en liens avec les Hubs et les
Missions B : actions pour stimuler l'innovation, favoriser la recherche et le développement collaboratif entre les entreprises et les laboratoires et aider la valorisation des résultats des projets de R&D	Fédérer l'écosystème du Pôle	Convention annuelle Participation à l'animation territoriale pour faire de Paris-Saclay un « territoire d'innovation ». Promouvoir à l'international les écosystèmes d'excellence du Pôle Accueillir des délégations étrangères	Organisation de la Convention annuelle du Pôle Nombre d'événements sur le territoire de Paris-Saclay auxquels Systematic est associé Nombre de représentations du Pôle à l'international : salons, conférences, ... Nombre de délégations étrangères accueillies par le pôle
Missions B : actions pour stimuler l'innovation, favoriser la recherche et le développement collaboratif entre les entreprises et les laboratoires et aider la valorisation des résultats des projets de R&D	Anticiper les besoins en compétences de l'écosystème	Évolutions des besoins en compétences via la réalisation d'une enquête RH Programme Reconversion 1000	Nombre de candidats accompagnés dans la reconversion aux métiers du numérique Nombre d'entreprises aidées dans leur recrutement Nombre d'actions avec Pôle Emploi

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE SYSTEMATIC PARIS REGION

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 HT	en %
Salaires et charges	***2 627 006 €***	***60,2%***
Contribution des membres et bénévoles*	***800 000 €***	***18,3%***
Achats de prestations	***535 000 €***	***12,3%***
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***398 463 €***	***9,1%***
Loyers et charges		
Frais bancaires + Amortissements		
Télécom		
TOTAL DEPENSES	**4 360 469 €**	**100%**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**3 560 469 €**	**82%**

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés		***1 434 205 €***	***32,9%***
Fondateurs			
Cotisations privées			
Sponsorship			
Contribution des membres et bénévoles*		***800 000 €***	***18,3%***
Financements publics		***2 126 264 €***	***48,8%***
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France	918 750 €	
	Départements / Agglomérations	216 000 €	
	Etat		
	CRIF - ETAT régionalisé	886 514 €	

	DGA - AID	105 000 €	
	TOTAL RECETTES	**4 360 469 €**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2020		**Montant en €**	
	Achat de prestations	**Salaires et charges**	**TOTAL**
Mission de type A (Guide DGE)	**64 275 €**	**470 719 €**	**534 994 €**
Mission de type B (Guide DGE)	**869 188 €**	**2 156 288 €**	**3 025 476 €**
Mission de type C (Guide DGE)			**0 €**
TOTAL	**933 463 €**	**2 627 006 €**	**3 560 469 €**

Annexe 2 : Convention pôles de compétitivité

CONVENTION ANNUELLE

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE POLE DE COMPETITIVITE x

Entre

La Région Île-de-France, située au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération N° CP2020-XXXX du XX juillet 2020

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

Le pôle X
Association régie par la loi de 1901

N° SIRET : x

Sis()e : x

Représentée par son Président, **Monsieur xxxx,** dûment habilité

Ci-après dénommée **« xxxxx »,**

D'autre part,

Ci-après dénommés ensemble « les **Parties** »,

LE PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ PREAMBULE :

<u>Pour le pôle :</u>

Dans le cadre l'appel à projet national, l'association X a été labellisée par l'Etat comme pôle de compétitivité. Cette labellisation reconnait la légitimité du pôle X et le positionne comme un acteur moteur dans l'animation de l'écosystème d'innovation francilien sur la thématique XXX. Elle confirme également les résultats de la mission d'étude confiée par la Région aux

cabinets CMI et Inno concernant le rôle des pôles de compétitivité pour le tissu économique francilien.

Pour la Région :

Dans le cadre de la stratégie #Leader - schéma régional de développement économique, d'internationalisation et d'innovation (SRDEII), la Région a identifié 7 filières prioritaires :

- Automobile et Mobilités
- Aéronautique, spatial, défense
- Numérique (deeptech, fintech, industries culturelles et créatives,…)
- Ville Durable
- Santé, biotechnologies
- Tourisme, sports, loisirs
- Agriculture, agroalimentaire et nutrition, sylviculture

De façon complémentaire, les verticales technologiques suivantes ont été identifiées comme prioritaires pour la Région :

- La robotique
- L'intelligence artificielle
- La cyber sécurité
- La fabrication additive.

En 2018, la Région a réorienté son approche du soutien à l'innovation au travers des principes suivants :

- une réorientation du financement vers la phase aval et la mise sur le marché dans l'optique de transformer les projets d'innovation en réussite économiques, créatrices d'emplois pour le territoire ;
- la structuration d'une offre pour favoriser les projets d'innovation dans les domaines prioritaires (Innov'up, Paris Region Venture Fund, Challenges deeptechs) ;
- un soutien à des projets fédérateurs et à forte visibilité (grands projets et grands lieux d'innovation).

Ce soutien fait l'objet d'une convention quadriennale (2019 – 2022).

Par ailleurs, à la demande des Régions, l'Etat a engagé la régionalisation complète de la gouvernance et du financement de la politique des pôles de compétitivité, selon un calendrier prévoyant un versement à chaque Région, dès 2020, de la part correspondante des crédits de gouvernance de l'Etat, fixés conformément à la trajectoire prévue au cahier des charges de la phase IV : 15M€ en 2020, 12M€ en 2021, 9M€ en 2022.

Ce financement des pôles sera ainsi dégressif entre 2020 et 2022 tel que prévu dans les engagements de l'Etat.

Pour l'Ile-de-France, ce versement correspond en 2020 à 3 100 205 € destinés à financer le fonctionnement des 6 Pôles de compétitivité franciliens : Astech, Cap Digital, Finance Innovation, Medicen, Mov'eo, Systematic. **La convention actant du transfert des crédits Etat- Région a été approuvée en CP 2020-162 du 27 mai 2020.**

En conséquence de quoi les **Parties** ont décidé de conclure la présente Convention d'objectifs et de moyens.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de cette convention d'objectifs et de moyens a pour objet de préciser les engagements respectifs du pôle de compétitivité X et de la Région Ile-de-France, ainsi que les conditions de suivi et d'évaluation des missions et des actions du pôle de compétitivité X sur la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DU PÔLE DE COMPETITIVITE

2.1. La réalisation d'un plan annuel d'actions

Le pôle de compétitivité X s'engage à réaliser le plan d'action défini d'un commun accord avec la Région et présenté en annexe 1 à la fiche projet.

A cette fin, il s'engage à adresser à la Région les grandes lignes du plan d'actions de l'année dans le cadre de l'instance de coordination Région/Pôle prévu à l'article 5.1.

La réalisation du plan annuel d'actions de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée.

2.2. Les objectifs du plan d'actions

Pour l'année 2020, le plan d'action du pôle devra s'inscrire dans le cahier des charges de la phase IV de la politique des pôles de compétitivité qui fixe les objectifs suivants :

- faire émerger davantage de projets de R&D collaboratifs européens, notamment dans le cadre des appels à projets d'Horizon 2020 (puis Horizon Europe) en capitalisant sur leur capacité à mobiliser leurs écosystèmes d'innovation ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales d'innovation de l'Etat via leur participations aux instances nationales (CSF, AIF…) ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques d'innovation des Régions.

Chaque objectif, chaque action et les dépenses qui lui sont liées devront être fléchés vers le régime d'aide d'Etat pertinent conformément à l'annexe 3 jointe à la convention.

Pour les années suivantes, sous réserve d'une confirmation des engagements financiers de l'Etat, ces objectifs seront repositionnés afin d'être en cohérence avec les orientations de la politique régionale en faveur des pôles de compétitivité.

2.3. Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.4. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n° CR 08-16 du 18 février 2016, le pôle de compétitivité X s'engage à recruter au moins 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois par année d'exécution de la présente

convention. Le pôle de compétitivité X saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Le pôle de compétitivité X informe la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) à la mise en œuvre de cette obligation.

2.5. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le pôle de compétitivité X s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien le pôle de compétitivité prend la forme de la mention « action cofinancée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la Charte graphique régionale.

Pour les opérations ayant une dimension internationale ou le justifiant, la marque de territoire « Paris Region » pourra se substituer à celui de la Région Ile-de-France.

Le pôle autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication, sauf utilisation de la marque territoriale.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logo sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France, sauf utilisation de la marque territoriale. Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Lorsque le projet subventionné comprend la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, ou tout autre support), le bénéficiaire s'engage à :

- échanger en amont avec les services régionaux sur les principaux documents de communication ;
- mettre à disposition de la Région au maximum 1% de la quantité produite pour chaque type de supports réalisés ;

- laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle prenne charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles l'organisme s'engage en application du présent article.

2.6. Obligations administratives

Le pôle de compétitivité X s'engage à :

- conserver et archiver, pendant 10 ans, l'ensemble des documents et données produits ou reçus dans le cadre de son activité, lesquels relèvent du régime juridique des archives publiques dès leur création (Code du Patrimoine, art. L211-4). Passée leur durée d'utilité administrative une partie de ces archives a vocation à être versée aux archives régionales pour conservation définitive ou historique, (périmètre défini par la Région - Service des archives régionales- en lien le pôle de compétitivité X). Les archives hors de ce périmètre devront être éliminées dans les règles propres aux archives publiques Pour ce faire, le pôle de compétitivité X s'engage à contacter la Région (service des archives régionales). En cas de conservation des données et documents chez un tiers archiveur, le pôle de compétitivité X s'engage à faire appel à un prestataire agréé pour la conservation d'archives publiques dont la liste est disponible sur le site des Archives de France https://francearchives.fr/fr/section/24437377. En tant qu'organisme produisant des archives publiques, le pôle de compétitivité X s'engage à stocker et traiter ses données sur le territoire français ;
- respecter les dispositions de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics et soumettant les marchés de fournitures, services, travaux aux règles de publicité et de mise en concurrence prévue par ladite ordonnance ou par le code des marchés publics ;
- respecter la réglementation relative aux aides d'Etat pour chaque typologie de mission réalisée (notamment les articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) et pour les aides (quel que soit leur forme) qu'elle fournit aux entreprises ;
- faire précéder tous les déplacements de son personnel d'un ordre de mission écrit et signé par le Président de l'organisme ou par son délégataire ;
- rembourser à son personnel les frais de mission et de représentation, sous réserve de la production d'un compte rendu de la mission, et dans le respect des procédures internes à le pôle de compétitivité X ;
- définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (compte bancaire, régie d'avance, carte bancaire, etc.).

2.7. Obligations d'information et d'accès aux documents

Le pôle de compétitivité X s'engage à :

- faire parvenir à la Région, 7 jours au moins avant les réunions du Conseil d'Administration et 15 jours au moins avant les réunions de l'Assemblée Générale, les documents figurant à l'ordre du jour et à produire les procès-verbaux des dites réunions ;

- répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- fournir semestriellement les indicateurs dont la liste est décrite en annexe de la fiche projet ;
- informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- faire parvenir à la Région, le cas échéant, la liste des instances internes à l'organisme susceptibles d'orienter et de mettre en œuvre la politique de l'organisme ou l'engagement des dépenses ;
- informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme de recouvrement (administration fiscale, URSSAF) et communiquer les notifications.

2.8 Le cadre budgétaire et comptable

Le pôle de compétitivité X s'engage à :

- respecter les dispositions en vigueur quant à l'utilisation des fonds publics ;
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations ;
- adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison de ses missions en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 2 et en annexe ;
- fournir annuellement à la Région, dès leur approbation :
    - l'avant-projet de budget de l'année à venir ;
    - le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;
    - et au plus tard avant le 30 juillet de l'année N, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce, et notamment un compte emploi ressources si l'organisme fait appel à la générosité du public ;
    - dans les délais utiles, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes ;
    - et au plus tard avant le 30 juillet de l'année N, le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

ARTICLE 3 : Engagements de la Région

3.1. La réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement le pôle de compétitivité X pour la réalisation du programme d'actions défini par le présent partenariat. Ce soutien prend la forme d'une subvention annuelle.

La Région s'engage à communiquer régulièrement au pôle de compétitivité X les informations sur :

- les délibérations en lien avec ses missions ;
- les évolutions du règlement budgétaire et financier de la Région l'impactant.

La Région s'engage en outre à :

- associer le pôle de compétitivité X à l'ensemble des instances régionales mises en place dans le cadre de la stratégie régionale d'innovation et de filière ;
- informer le pôle de compétitivité X des travaux engagés dans le cadre du déploiement des politiques économiques régionales.

3.2. Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

L'association dispose d'un délai maximum de 12 mois à compter de la délibération, pour présenter un premier appel de fonds. Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région.

Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

Le versement des sommes dues s'effectuera, pour la Région, selon l'échéancier suivant :

- un premier acompte à valoir sur les dépenses déjà effectuées (selon le modèle proposé en annexe et signé par le représentant légal) ou une première avance, à valoir sur les paiements prévus, si l'association justifie ne pas disposer de trésorerie (production d'un plan de trésorerie de 12 mois de la structure tel que proposé en annexe), en proportion du taux de la subvention, le cumul de l'acompte et de l'avance ne pouvant excéder 80% du montant de la subvention annuelle,
- le solde sera versé après la production :
    - d'un rapport d'activité,
    - des comptes annuels de l'association certifiés par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes (si l'association en est dotée)
    - d'une présentation du budget annuel réalisé - dans un format similaire au budget prévisionnel annexé à la fiche projet - signé par le représentant de l'association (par nature de dépense – ex. modèle proposé en annexe).
    - d'un relevé analytique des dépenses par mission subventionnée (conformément au programme annuel) précisant l'objet et le montant des dépenses au titre de l'action subventionnée. Il est signé et certifié sincère par le représentant de l'association (selon le modèle proposé en annexe).

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ainsi que d'un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Il est rappelé que la subvention régionale demeure globale, par application du taux d'intervention régional au regard du budget annuel réalisé conformément au programme subventionné.

Il appartient aux pôles de compétitivité de respecter notamment l'ensemble des règles prévues par le régime RDI SA 40391 – pôle d'innovation.

Il appartient aux pôle de veiller au respect des taux d'intervention publics identifiés par mission dans l'annexe à la fiche projet et conformément à la réglementation des aides d'Etat (notamment les articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) et en cohérence avec le guide de financement des pôles de compétitivité produit par la Direction Générale des Entreprises.

Au moment du versement du solde de la subvention, la Région doit être en possession des informations et documents mentionnés à l'article 2.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

3.3. Restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis dans l'article 2, et après mise en demeure de justification de le pôle de compétitivité X, de retard significatif ou de modification substantielle sans validation de la Région des conditions d'exécution de la convention par le pôle de compétitivité X, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 4 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, la Région et le pôle de compétitivité X s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « *le règlement européen sur la protection des données* »).

ARTICLE 5 : Suivi et évaluation des actions

5.1 Coordination stratégique entre la Région et le pôle de compétitivité

Deux instances de coordination permettront au pôle et à la Région d'articuler leurs actions et de suivre l'avancement respectif des partenaires.

Un comité opérationnel se réunira de façon trimestrielle a minima :

- Passer en revue les actualités (Communication, sollicitation prise de parole Région,…)
- Avancement des actions de la convention et nouveaux projets soumis par le pôle
- Echange et alertes sur la filière et les grands comptes.

Un comité stratégique se réunira une à deux fois par an pour :

- Réaliser un point global sur la convention

- Présenter les éléments marquant dans la vie du pôle et les nouvelles politiques régionales
- Retour d'expérience et évolution de la convention le cas échéant
- Présentation et préparation des objectifs de la convention en n + 1.

5 .2 Evaluation des actions et suivi des indicateurs

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par le pôle de compétitivité X au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs tels que précisés en annexe à la fiche projet, et de tout autre dispositif d'enquête et de suivi des bénéficiaires d'actions de le pôle de compétitivité X.

Ceux-ci sont susceptibles d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région et/ou du pôle de compétitivité X. Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la Région dans le cadre de l'instance de suivi.

Les indicateurs de suivi sont transmis à la Région sur une base semestrielle dans les trente jours suivant la fin du semestre précédent. Les indicateurs consolidés de l'année N doivent être transmis au plus tard dans les trente jours suivant le premier trimestre de l'année N+1. Ces indicateurs sont assortis le cas échéant de commentaires pour faciliter la compréhension des résultats obtenus.

L'analyse de ces indicateurs doit constituer une base afin de :

- disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme ;
- mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'organisme.

ARTICLE 6 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention, conclue pour une période annuelle, prend effet à compter du 1er janvier 2020. Elle expire le 31 décembre 2021 , sans préjudice des dispositions des articles 2.6 et 3.2.

ARTICLE 7 : Contrôle de la Région

À tout moment, le pôle de compétitivité X s'engage à faciliter le contrôle sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 8 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional et des instances du pôle. Celui-ci précisera explicitement les éléments modifiés de la convention.

ARTICLE 9 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le pôle de compétitivité X. Dans ce cas, la Région adresse au pôle de compétitivité X une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse au pôle de compétitivité X la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au pôle de compétitivité X par la Région.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le ……

Pour la Région,
La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,
Valérie PECRESSE

Pour le pôle
Le Président

Annexe 1 : Présentation du plan d’actions et d’objectifs

Annexe 2 : annexe financière

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE XX

Période :

DEPENSES	BP 2020 HT	en %
Salaires et charges		
Contribution des membres et bénévoles*		
Achats de prestations		
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)		
Loyers et charges		
Télécom		

TOTAL DEPENSES			
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE			

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés			
Fondateurs			
Cotisations privées			
Sponsorship			
Financements publics			
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France		
	DIRECCTE		
	TOTAL RECETTES	**0 €**	**0%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS		Montant en €	
	Achat de prestations	**Salaires et charges**	**TOTAL**
Mission A			
Mission B			
Mission C			
Missions D			
Missions E			
TOTAL			

Annexe 3 : Tableau de synthèse des régimes d'aide par type de mission

Mission	Références à utiliser
A : Missions relevant de l'exercice de l'autorité publique, exercées par le pôle pour le compte de la puissance publique	Pas d'aide d'Etat
B : Missions exercées au bénéfice de l'ensemble des membres du pôle	*Se référer également à la note méthodologique relative au financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises.* **Régime SA.40391 relatif aux aides à la RDI**, conditions générales + point 5.2.3 « aides aux pôles d'innovation »
C : Missions conduites en faveur d'un ou plusieurs bénéficiaires ciblés et qui ne sont pas proposées à l'intégralité des adhérents au pôle.	*Se référer également à la note méthodologique relative au financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises.* **Régime SA 40391 relatif aux aides à la RDI**, conditions générales + 5.2.4 « aides à l'innovation en faveur des PME » ; 5.2.1 « aides aux projets de recherche et de développement » et « aides aux études de faisabilité » et 5.2.5 « aide en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation » **Régime SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME :** 6.2 « services de conseil en faveur des PME » 6.3 « aides à la participation des PME aux foires ». 6.5 « aides en faveur des jeunes pousses ». **Régime SA.40207 relatif aux aides à la formation** **Règlement CE n°1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis*** et la circulaire relative à l'application du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis[1].
D : Prestations commerciales n'ayant pas vocation à être subventionnées	Aucune aide publique
E : Actions financées par l'Union européenne	Pas de notion d'aide d'Etat pour les **projets soutenus directement par des programmes de l'Union européenne de type Cosme, H2020, Interreg…** **Fonds structurels** : *cf.* missions A, B ou C

[1] http://circulaire.legifrance.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=1&retourAccueil=1&r=40085

Annexe 3 : Annexes techniques

Dans le cadre de collaborations structurées autour de projets d'innovation de rupture ambitieux, les projets PSPC-Régions attendus sont des projets de R&D collaboratifs conduits par un consortium rassemblant au moins deux partenaires industriels ou de services, dont une PME ou une ETI, et un partenaire de recherche. Obligatoirement piloté par une entreprise, leur budget total doit être compris entre 1 et 4 millions d'euros.

Afin de favoriser des projets territoriaux proches du marché, la Région Île-de-France a par ailleurs décidé de soutenir des projets courts, avec un nombre limité de partenaires et tous franciliens.

Les pôles de compétitivité franciliens ont ainsi labellisé 17 projets, dont 13 étaient entièrement éligibles aux critères de la Région. 9 des projets ont été auditionnés par l'État.

À la fin du process, seuls 5 projets franciliens ont été sélectionnés par l'État, sur 36 projets retenus à l'échelle nationale, soit 14 % des projets, alors même que l'Île-de-France concentre 40 % des activités de R&D françaises. .** Ces résultats paraissant en décalage avec le potentiel d'innovation du tissu économique de la région et avec la qualité des projets labellisés par les pôles franciliens, il a été décidé que deux projets supplémentaires seraient financés par la Région, sans le concours de l'État. **Il est donc proposé que la Région intervienne sur ces 7 projets, pour un montant total de subventions de 4 808 886,65 €.

NB : les montants pourront être revus à la baisse dans le cadre des conventions signées avec chacun des bénéficiaires en fonction des éléments complémentaires qui pourraient être recueillis.
Conformément au régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 et au cahier des charges du 25ème appel à projets du Fonds Unique Interministériel (FUI) – Régions, la subvention régionale maximale est calculée selon les modalités suivantes :

- *25 % de l'assiette éligible HT pour les grands groupes,*
- *35 % de l'assiette éligible HT pour les ETI (établissements de taille intermédiaire),*
- *50 % de l'assiette éligible HT pour les PME, dont le projet est labellisé par un pôle de compétitivité*
- *100 % des coûts marginaux TTC pour les laboratoires ou assimilés.*

1. Annexes financières et techniques relatives aux projets collaboratifs d'ASTECH PARIS REGION

Projet MASC

Pôle porteur : ASTech Paris Region
Co-label : Cap Digital Paris Region
Thématiques : Smart Systems – Capteurs, Connectivité, Données et Essais
Montant du projet : 3 453 347,02 €
Subvention demandée au CRIDF : 1 155 958,05 €
Date de démarrage : 01/09/2020
Date de fin : 30/04/2022
Durée du projet : 20 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
ETI : IXBLUE (94)
Laboratoires : UNIVERSITÉ PARIS OUEST NATERRE (92)
Grands groupes : ENGIE INEO DEFENSE (78)

Objectifs et contenu :
Le projet MASC vise le développement d'une antenne extra-plate (<100mm) en bande Ka pour télécommunications par satellite à partir de mobiles (terrestres, aériens et

maritimes) à un prix objectif 2 fois inférieur à celui du marché actuel. Cela permettra de développer des services numériques à hauts débits, vers des marchés tels que des pays ne disposant que d'une faible infrastructure terrestre (mobiles terrestres des pays en voie de développement, absence de réseau lors d'une catastrophe naturelle), l'aérien avec les grands intégrateurs (Airbus, Boeing, Dassault, …), ou encore les forces armées.

Retombées :
Le projet mobilisera 18 personnes pour le développement de la technologie. Une fois développé, le produit permettra le maintien de 17 emplois à horizon 2023.
L'augmentation progressif du volume d'affaires lié à cette technologie permettra de créer plus de 130 emplois d'ici 2026.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)
INEO DEFENSE	grande entreprise	421	78140	Velizy-Villacoublay	10	10	2 299 859,22 €	27019
Université Paris Oue...	laboratoire de recherche	37000	92410	Ville d'Avray	3	3	272 714,01 €	5447
IXBLUE	ETI	668	94380	bonneuil sur marne	5	5	880 797,79 €	13880
Totaux		38089			18	18	3 453 371,02 €	

2. Annexes financières et techniques relatives aux projets collaboratifs de CAP DIGITAL PARIS REGION

Projet CYTHON +

Pôle porteur : Cap Digital Paris Region
Co-label :
Thématiques : Logiciel, Codage
Montant du projet : 1 620 354 €
Subvention demandée au CRIDF : 506 034 €
Date de démarrage : Mars 2020
Date de fin : Décembre 2020
Durée du projet : 18 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :

PME : Abilian, Terralab
Laboratoires : INRIA

Objectifs et contenu :

Le projet "Cython+" vise à rendre le langage de programmation européen "Python" cent fois plus rapide et économe en énergie sur des micro-processeurs multi-cœurs. Langage préféré des développeurs, enseigné dans le secondaire en France ou en Chine, c'est le langage de référence de l'intelligence artificielle et d'un écosystème européen de centaines d'éditeurs d'applications.

Retombées :

Face à la concurrence de Google avec golang, Cython+ maintient l'avance technologique de python et préserve une alternative souveraine et communautaire. 50 emplois seront créés en six ans au sein d'un nouvel éditeur de logiciels chargé de commercialiser Cython+ pour un chiffre d'affaires cumulé de 12 millions d'euros

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)
Nexedi	PME	31	75016	Paris	0	0	824 220,00	6,0
Abilian	PME	0	75013	Paris	0	0	257 080,00	2,2
INRIA	laboratoire de recherch	0	91120	Palaiseau	0	0	215 934,00	1,4
Teralab (IMT TRANSFE...	PME	7	75014	Paris	0	0	323 120,00	2,0

3. Annexes financières et techniques relatives au projet collaboratif de FINANCE INNOVATION

Projet WIZARD

Pôle porteur : Finance Innovation
Co-label : Cap Digital Paris Region
Thématiques : dépendance, Silver Economie, Dépendance, Intelligence Artificielle,

Montant du projet : 1 875 858 €
Subvention demandée au CRIDF : 870 127,10 €
Date de démarrage : juin 2020
Date de fin : décembre 2021
Durée du projet : 18 mois
Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
PME : QUEMATECH (75)
ETI : DOME (92)
Laboratoire : Telecom Paris Tech (75)

Objectifs et contenu :
Le suivi de la dépendance au domicile des personnes âgées est actuellement empirique. Le ""GIR"" de la personne est par exemple souvent évalué annuellement. Pourtant les données existent... dans les logiciels de gestion des aides à domicile. Et elles sont maintenant complétées par les données d'une ""grille sociale"" administrée par 1500 aides à domicile chez plus de 8000 seniors. Le projet WIZARD vise grâce à de l'IA et des techniques de datavisualisation , à proposer aux aides à domicile le meilleur suivi prédictif et les meilleures actions pour retarder la dépendance. Le groupe UP, et sa filiale Dôme portent le projet, tandis que Quematech pour l'intelligence artificielle et l'Institut Mines Télécom pour les techniques de datavisualisation apporteront leur expertise. Le projet est soutenu par l'UNA, première fédération de France, qui compte plus de 800 structures gérant la dépendance à domicile .Le déploiement des outils mis en place sera national dès 2021, et permettra déjà de retarder l'évolution de la dépendance de chaque senior pris en charge.

Retombées :
Le projet Wizard est stratégique, parce qu'il se propose de construire un indicateur d'évolution de la dépendance à travers la détection de signaux faibles jusqu'à lors ignoré et,

dès lors, d'apporter une réponse attendue par l'ensemble des acteurs du secteur. Il offrira de nouveaux outils à même d'offrir une véritable visibilité sur le choc humain et financier du vieillissement global de notre population .Le chiffre d'affaires de la solution, de 44 millions d'euros, et les 43 recrutements visés chez le groupe UP / Dôme et chez Quematech sont un premier bénéfice. Le second, encore plus conséquent, consiste à retarder la dépendance de milliers de seniors, sur l'ensemble du territoire, et par voie de conséquence, à contenir les dépenses publiques afférentes de l'APA.
Enfin, l'introduction de l'IA dans le secteur porteur d'avenir des Services à la Personne va entraîner une série de nouveaux usages et dynamiser le marché.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

PSPC-Régions-n°1 -

Récapitulatif des partenaires du projet wizard

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)
DOME	ETI	8	92230	Gennevilliers	3	4	952386	13874
QUEMATECH	PME	2	75009	Paris	2	3	773360	4356
TELECOM ParisTech	laboratoire d'école	0	75634	Paris Cedex 13	0	0	150112	3359
Totaux		10			5	7	1875858	

4. Annexes financières et techniques relatives aux projets collaboratifs de MEDICEN PARIS REGION

Projet BIOPAH

Pôle porteur : Medicen Paris Region
Co-label :
Thématiques : Biotherapie
Montant du projet : 2 766 682 €
Subvention demandée au CRIDF : 646 257 €
Date de démarrage : 28/05/2020
Date de fin : 28/11/2021
Durée du projet : 18 mois

Acteur soutenu par la Région Ile-de-France :

PME : STEM Cell Vet Therapeutics (93)

Objectifs et contenu :

Le projet vise à développer et industrialiser deux biothérapies à destination du marché vétérinaire avec l'ouverture, en Seine-Saint-Denis (93), de la première « usine à cellules » dédiée à la santé animale. Les technologies déployées reposent sur l'utilisation des cellules souches mésenchymateuses canines obtenues à partir de tissus adipeux.

Pour y parvenir, des travaux de développement en biotechnologie et en bioproduction seront réalisés en île-de-France. Ils porteront sur a) la caractérisation protéomique des biothérapies développées b) la démonstration de la sécurité (étude de tolérance) et de l'efficacité du produit au bénéfice de chiens atteints de pathologies articulaires et d'affections oculaires et c) le passage à l'échelle industrielle des procédés de production.

Retombées :

Les retombées économiques se manifesteront par la mise sur le marché d'une biothérapie novatrice dans les 18 mois du lancement du projet, la création directe de 12 emplois (4 en R&D et 8 en production) sur le territoire de la Seine-Saint-Denis.

Le consortium vise 5% de part de marché des pathologies cibles chez le chien ; générant des ventes dès septembre 2021 ; avec un chiffre d'affaire cible en 2025 à 7,5 M€.

Les retombées scientifiques profiteront tant à la santé animale (applications translationnelles directes) que, potentiellement, à la santé humaine. En effet, la preuve de concept de ces biothérapies sur des modèles canins d'arthrose et de lésions oculaires alimenteront la recherche au profit de personnes humaines souffrant des mêmes pathologies.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)
Stem-T	PME	4	93000	bobigny	2	8	1 292 514,00	12,4
Univ. ParisXIII	établissement public	1900	93017	Bobigny Cedex	2	5	358 168,00	3,8
Dômes Pharma	ETI	360	75014	PARIS	11	11	1 116 000,00	8,4
Totaux		2264			15	24	2 766 682,00	

5. Annexes financières et techniques relatives aux projets collaboratifs de SYSTEMATIC PARIS REGION

5.1. <u>Projet SECPB2</u>

Pôle porteur : Systematic Paris Region
Co-label :
Thématiques : Blockchain, Machines Virtuelles
Montant du projet : 2 282 227€
Subvention demandée au CRIDF : 660 408€
Date de démarrage : 01/06/2020
Date de fin : 01/02//2022
Durée du projet : 18 mois

Acteur soutenu par la Région Ile-de-France :

<u>PME</u> : Gandi, Green Communications

Objectifs et contenu :

L'objectif de ce projet est la conception d'une solution fondée sur la blockchain pour sécuriser les machines virtuelles et leur migration chez un opérateur et entre opérateurs. Les membres du consortium souhaite commercialiser les résultats de cette recherche et développement sont 3 formes: commercialisation de la plate-forme, intégration de la plate-

forme dans un cadre plus générale de sécurisation des machines virtuelles et enfin, intégration de la plate-forme chez le fournisseur de Cloud GANDI pour apporter une option de sécurité supplémentaire à ses clients.

Retombées :

L'objectif du projet est de commercialiser une solution de blockchain pour sécuriser les machines virtuelles des datacenters Cloud, Fog, Mec, etc.
Le chiffre d'affaires devrait augmenter de 5 M€ à 10 M€ sur 6 ans après la fin du projet. De même le nombre d'emplois créés est dans le même temps de l'ordre de 10 à 15 par industriel 6 ans après la fin du projet

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)
GREEN COMMUNICATIONS	PME	9	91400	Orsay	0	0	593 016,00 €	96336
Gandi	PME	89	75013	Paris	0	0	727 800,00 €	8900
SQUAD	PME	0	75001	PARIS	0	0	630 611,00 €	8143
TELECOM ParisTech	laboratoire d'école	0	75634	Paris	0	0	330 800,00 €	7436
Totaux		98			0	0	2 282 227,00 €	

5.2. Projet SMARTV2I

Pôle porteur : Systematic Paris Region
Co-label : Cap Digital Paris Region
Thématiques : StreaMing et décodAge vidéo RobusTe pour les applications Véhicule à Infrastructure sur les réseaux de la prochaine génération
Montant du projet : 2 204 142€
Subvention demandée au CRIDF : 445 100€
Date de démarrage : 01/06/2020
Date de fin : 01/02//2022
Durée du projet : 18 mois

Acteur soutenu par la Région Ile-de-France :

PME : Ektacom

Objectifs et contenu :

SMART-V2I a comme objectif l'étude, le développement, l'optimisation et l'expérimentation d'un système temps réel de diffusion vidéo vers l'infrastructure au travers de réseaux cellulaires, 4G puis 5G, comprenant des informations de situation des véhicules connectés professionnels, et la collecte de ces informations utilisant des formats ouverts et interopérables, à destination de différents usages au sein d'une plateforme de service avec des cibles commerciales identifiées.

La caractéristique fondamentale d'un tel système, composé d'un système embarqué et d'une plateforme au niveau de l'infrastructure, est d'utiliser la vidéo augmentée de métadonnées synchrones en provenance du véhicule grâce à l'utilisation de formats issus des standards internationaux. SMART-V2I conduira à de nouveaux produits (système vidéo et métadonnées pour les véhicules) et un nouveau service de collecte et fourniture de données

de véhicules professionnels connectés.
SMART-V2I permettra une utilisation de type multi-rôle des données selon l'usage et le besoin de connaissance permettant d'envisager de nombreuses applications de supervision et de maintenance et gestion de l'espace urbain ou peri-urbain. Ces applications pourront se connecter à la plateforme via une interface de données, standardisée. La transmission robuste et temps réel de ces données de haute qualité, à datation et au synchronisme préservé est la clé de ces différentes applications et présente des verrous technologiques qui seront adressés par le projet SMART-V2I.
Le projet aboutira à des expérimentations sur terrain d'essai, avant un déploiement expérimental impliquant des utilisateurs regroupés au sein d'un comité utilisateur. SMART-V2I permettra aux entreprises impliquées d'acquérir un avantage concurrentiel dans le domaine de la transmission vidéo entre véhicules et infrastructures routières permettant le développement d'architectures innovantes avec des cibles commerciales très clairement identifiées.

Retombées :

Les retombées de SMART V2I comportent 4 emplois créés à court terme, et 12 sur le long terme chez les 2 PME présentes dans le projet. Sur un secteur en pleine effervescence, l'impact économique est évalué prudemment à une hausse du CA entre 600k et 2M€ annuel pour le coordinateur EKTACOM qui ambitionne d'exploiter toute la chaîne de captation et traitement et un CA de 2M€ annuel pour le partenaire VITEC sur sa gamme de codeurs vidéo.
Pour le L2S et VEDECOM, partenaires recherches, les ambitions portent sur le développement des activités recherche/enseignement pour les véhicules intelligents, la participation aux activités de normalisation MPEG (VVC) et le dépôt de brevets et valorisation de la propriété intellectuelle.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)
Ektacom	PME	6	91940	Les Ulis	6	9	890 200,00 €	12482
VITEC Multimédia	PME	81	92324	Chatillon	69	72	926 702,00 €	14608
CENTRALE SUPELEC	laboratoire d'école	172	91192	Gif-sur-Yvette	163	165	158 400,00 €	4300
VEDECOM	laboratoire de recherch	0	78000	Versailles	200	200	228 840,00 €	7205
Totaux		259			438	446	2 204 142,00 €	

5.3. Projet B2BT

Pôle porteur : Systematic Paris Region
Co-label :
Thématiques : Industrie, automatisme, méthodes formelles, model checking, optimisation
Montant du projet : 1 694 189€
Subvention demandée au CRIDF : 525 002,5€
Date de démarrage : 30/03/2020
Date de fin : 30/10//2021
Durée du projet : 18 mois

Acteur soutenu par la Région Ile-de-France :

PME : SYSTEREL

Objectifs et contenu :

Le B2BT vise à automatiser la génération de tests vérifiant avec une forte confiance la cohérence entre un système réel (matériel et logiciel) et un modèle de design ou de vérification. Les tests sont générés à partir de l'analyse d'un modèle formel (jumeau numérique) axée sur la couverture de défaillances élémentaires observables au moyen d'un jeu de test de taille raisonnable.
La nouvelle solution développée réduira significativement le délai et le coût de déploiement ou de rénovation d'infrastructures d'énergie, de transport collectif ou d'installations industrielles, tout en améliorant le niveau de confiance. Elle ambitionne de contribuer à l'allongement de la durée de vie d'installations, à la maîtrise de composants sur étagère, au déploiement optimisé d'applications distribuées d'automatisme.
Le projet permet de démocratiser les méthodes formelles pour répondre au besoin d'optimiser la validation de systèmes industriels.
Il offre aux partenaires Systerel, List (institut du CEA Tech) et Schneider Electric une diversification stratégique et/ou un maintien de leur chiffre d'affaires et renforce leur leadership en ingénierie et sûreté de fonctionnement des systèmes..

Retombées :

Pour Schneider Electric, prise de parts de marchés supplémentaires en offrant le premier une solution de mise en oeuvre industrielle : 100M€ et création en France d'un pôle d'expertise Pour Systerel et le CEA, génération de nouveaux débouchés industriels en service, vente de produits à concurrence de 1-2 M€ et création de 7-8 ETP .

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)
Systerel	PME	0	92240	Malakoff	0	0	1 050 000,00 €	15768
CEA - Centre de Sacl...	EPIC type entreprise	0	91191	GIF SUR YVETTE CEDI	0	0	444 189,00 €	5113
SCHNEIDER ELECTRIC I...	grande entreprise	0	92506	Rueil Malmaison	0	0	200 000,00 €	2200
Totaux		0			0	0	1 694 189,00 €	

Annexe 4 : Convention type projets PSPC

CONVENTION N°
entre la région Ile-de-France et xxxxxxxxxx
relative au Projet coopératif de Recherche et Développement xxxxxxxxx
du pôle xxxxxxxx

Entre :

La région Ile-de-France,
Sise au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilitée à signer la convention par délibération N°CP – en date du ,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

[Dénomination sociale de la personne morale/établissement public dont relève le Laboratoire] ou [Dénomination sociale de l'entreprise]
[Forme juridique de la personne morale ou de la SOCIETE]
N° SIRET : --- --- --- --- ---
Code APE :
Sise : [Adresse de l'établissement]
Représentée par M/Mme --- --- ---, agissant en qualité de --- --- ---
Pour les laboratoires : Agissant au nom et pour le compte de/du [Nom du Laboratoire],
Dirigé par Mlle / Mme / M. [prénom et nom du directeur du Laboratoire]

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le Projet soutenu doit viser à développer un produit, un service, un procédé… hautement innovant dont les travaux de R&D sont réalisés sur le territoire d'un pôle de compétitivité en garantissant des retombées économiques pour le territoire régional.

Le Projet collaboratif réunit plusieurs partenaires : entreprises, laboratoires et organismes de recherche ou de formation qui y contribuent par la réalisation de leur programme respectif.

Des revues de projet sont organisées à fréquence annuelle au minimum dans le cadre du comité de de suivi auquel la Région sera nécessairement invitée.

L'aide accordée relève du régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, sous-catégorie « Aides aux projets de recherche et de développement ».

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le BENEFICIAIRE s'engage à réaliser dans les délais définis à l'article 3, le programme correspondant à sa participation au Projet suivant : [intitulé du projet et description sommaire]----------

---
---------- et tel que décrit à l'annexe technique.

Ce programme sera exécuté à :

[Nom du Laboratoire ou du site, ou nom de l'établissement pour les SOCIETES
[Adresse]
Pour les laboratoires : Représenté par --- --- ---, agissant en qualité de --- --- ---, sous la responsabilité scientifique de Mlle / Mme / M. [nom du responsable].

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région accorde au BENEFICIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 5, une aide d'un montant maximum de ---------- €, sur la base suivante :

- Dépenses du programme du BENEFICIAIRE, telles que définies en annexe financière :
  ---------- € Hors Taxe ou TVA incluse.
- Assiette de l'aide retenue : ----------€ Hors Taxe ou TVA incluse.
- Taux d'intervention : ---------- %

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE [clause à retirer si le bénéficiaire est une personne morale de droit public)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région

ARTICLE 5 – DELAIS DE REALISATION

En contrepartie de cette aide, le BENEFICIAIRE s'engage à :

- réaliser le programme présenté dans un délai de ----- mois, à compter du --------, date de démarrage du Projet, telle que présentée en annexe technique au Projet et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,
- maintenir ses compétences / ses effectifs en Ile-de-France et favoriser la création de nouveaux emplois.
- affecter exclusivement l'aide accordée aux dépenses prévues dans le programme.

ARTICLE 6 – CARACTERE COLLABORATIF DU PROJET

Le Projet défini ci-dessus sera exécuté en partenariat avec les entités présentées en annexe technique et annexe financière du Projet.

Le BENEFICIAIRE de la présente aide intervient en qualité de partenaire dudit projet.

L'entreprise **[dénomination sociale de la société chef de file du projet]** a été désignée en qualité de chef de file du Projet. A ce titre, elle est chargée d'organiser des revues de projets, au minimum, à périodicité annuelle et à transmettre un rapport d'avancement du projet et à la Région. Ce rapport

pourra être demandé par la Région lors des versements intermédiaires, tout comme l'accord de consortium.

ARTICLE 7 – MODALITES DE VERSEMENTS

Les versements de la subvention régionale sont effectués dans le respect des dispositions suivantes.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du BENEFICIAIRE.

7.1 Pour les versements intermédiaires :

7.1.1 Demande d'avance

Le BENEFICIAIRE peut demander une avance dans la limite de 50 % de la subvention à compter de la notification de la présente convention

Les pièces à fournir

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un plan de trésorerie du laboratoire ou de la PME daté et signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

- 7.1.2 *Les demandes d'acomptes* :

Le BENEFICIAIRE peut effectuer une demande d'acompte sur la base des dépenses effectivement réalisées et acquittées. Les pièces à fournir sont les suivantes :

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le total des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

7.2 Pour le versement du solde :

Le solde est versé à l'achèvement des travaux, après constat de fin de programme par la Région prononcé conformément aux stipulations de l'article 9.

La demande de solde du BENEFICIAIRE, adressée à la Région, **est accompagnée des documents suivants** qui, pour permettre le versement du solde de l'aide, devront être jugés satisfaisants par la Région, à savoir :

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE et revêtu du nom et de la qualité

du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Pour les bénéficiaires de droit public, la signature du comptable public est requise,

- pour les bénéficiaires de droit privé, un compte-rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du BENEFICIAIRE et est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, ainsi que la signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- Pour les centres de recherche publics, la désignation parmi eux d'un **mandataire unique** chargé de la gestion et de la valorisation des résultats communs ou leur part de résultats communs qu'ils obtiendront au titre du projet concerné, conformément aux dispositions du décret n°2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique.

  Sauf accord contraire des parties copropriétaires dans le délai d'un mois suivant l'obtention des résultats communs concernés, le mandataire unique sera l'institution ayant la contribution inventive la plus importante. A contributions égales, le mandataire unique sera l'institution ayant notifié en premier aux autres parties copropriétaires sa décision de protéger et / ou valoriser les résultats communs concernés.

  La preuve de la désignation du mandataire unique pourra se faire à travers un document formel validé par l'ensemble des parties concernées : convention de copropriété, accord de consortium visé à l'article 10.5

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 4 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Enfin, les structures bénéficiaires de droit privé transmettent un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

En cas d'opérations menées par des unités mixtes de recherche sous tutelle d'organismes publics, la globalité des dépenses, engagées par ces différents organismes, dans le cadre de l'opération de recherche mentionnée à l'article 1, et certifiées exactes par les agents comptables désignés auprès de ces organismes, sont prises en compte.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BENEFICIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées, le BENEFICIAIRE s'engageant à reverser sans délai l'indu éventuellement constaté.

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visé à l'article 12 ci-après vient à se produire.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le BENEFICIAIRE de cette situation dans les meilleurs délais.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 8 : CADUCITE DE LA SUBVENTION

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le BENEFICIAIRE n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la région Ile-de-France, si le BENEFICIAIRE établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date du premier appel de fonds, le BENEFICIAIRE dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 9 – RAPPORTS INTERMEDIAIRES ET CONSTAT DE FIN DE PROGRAMME

9.1.- Le BENEFICIAIRE adresse, à l'occasion des revues de projet prévues en préambule, un rapport intermédiaire sur l'état d'avancement de ses travaux à la Région pour lui permettre de procéder à un suivi régulier de la mise en place des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du programme et de ses résultats.

9.2.- Le constat de fin de programme peut être demandé par le BENEFICIAIRE, de manière anticipée, à la Région en cas d'abandon de sa participation au Projet.

En cas de déroulement normal du Projet le constat de fin de programme est remis au plus tard un an après la fin du Projet, telle que prévue en article 3.

9.3.- Au vu des documents fournis par le BENEFICIAIRE pour le solde du Projet :

- soit la Région constate l'achèvement du programme et versera le solde de l'aide dans les conditions prévues en article 7.2,
- soit la Région constate l'inachèvement ou l'abandon du programme et, dans ce cas, il sera fait application des stipulations de l'article 9.4.

9.4.- En application des stipulations de l'article 12, la Région peut, à sa seule initiative, demander la restitution immédiate de tout ou partie du montant de l'aide versée, en cas de défaillance du BENEFICIAIRE dans les situations suivantes :

- absence de demande de constat de fin de programme dans le délai fixé à l'article 9.2,
- non remise à la Région de tout ou partie des documents précisés à l'article 9.3,
- inachèvement, abandon ou modification du programme tel qu'il est défini dans la fiche projet et constaté par la Région.

ARTICLE 10– OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales et s'engage en outre :

10.1.- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du programme sans en informer au préalable la Région,

10.2.- à tenir la Région immédiatement informée :

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme et du Projet,
- des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes technique et financière :
    - Modification de plein droit : à la double condition que les services de la Région n'aient pas fait opposition dans le délai d'un mois à compter de leur réception et que leur incidence sur chacun des postes de la répartition soit inférieure à 5 % du montant total du programme,
    - Modification après l'obtention d'un avis favorable des services de la Région : sur demande du BENEFICIAIRE, lorsque l'incidence de la modification, tout en excédant les seuils visés ci-dessus, reste inférieure, pour chaque poste concerné, à 15 % du montant total du programme.

Dans l'hypothèse où le programme subit des modifications successives, le respect ou le dépassement des pourcentages fixés ci-dessus est apprécié en fonction du cumul des variations de montants induites par chacun des ajustements considérés.

Dans tous les cas, le remplacement d'un ou plusieurs équipements mentionnés aux annexes technique et financière par d'autres équipements pourra entraîner, sur décision des services opérationnels de la Région, leur exclusion de l'assiette de l'aide.

10.3 - à fournir un accord de consortium définitif dûment visé par l'ensemble des partenaires. En l'absence de cet accord, les versements intermédiaires pourront ne pas être octroyés. La Région devra valider formellement cet accord de consortium dans la mesure où il conditionne la réussite économique du projet.

10.4 - à fournir, concomitamment à la demande de solde :

- un rapport de fin de programme commun à tous les partenaires du consortium et visé par le coordonnateur du consortium, rendant compte :

    - de son exécution technique et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes)

    - de l'évolution des effectifs des sites concernés par le programme, en spécifiant les évolutions directement liées au projet

- une attestation actualisée de régularité de sa situation fiscale et sociale

- document formel validé par l'ensemble des parties concernées (convention de copropriété, accord de consortium visé à l'article…) désignant un mandataire unique parmi les centres de recherche publics associés au projet

- seulement si la Région le juge utile et le demande expressément : les derniers bilans, comptes de résultat et annexes du BENEFICIAIRE, depuis la date d'enregistrement de la demande d'aide, approuvés par le commissaire aux comptes ou par un expert-comptable agréé.

10.5 - à tenir une comptabilité sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses effectuées conformément à l'assiette de l'aide (factures externes et documents analytiques internes). Cette comptabilité, ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de l'aide,

10.6 - à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique, et administratif et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. Ainsi, le bénéficiaire conserve l'ensemble des informations et des pièces justificatives relatives à la mise en œuvre de la subvention et les tient à la disposition des agents en charge de la réalisation de ces contrôles ou audits (locaux, nationaux ou européens)

10.7 - à ne pas procéder à l'aliénation, la cession, la concession, l'apport ou la transmission à titre quelconque, directement ou indirectement, à titre gratuit, à titre onéreux ou même à titre de réciprocité, des moyens nécessaires soit à la réalisation du programme aidé, spécialement des brevets, procédés de fabrication ou résultats techniques divers, soit à l'exploitation des résultats de ce programme, sans avoir obtenu l'accord préalable de la Région,

10.8 - à participer aux revues de Projet et comité de suivi, en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, et de l'évaluation des actions subventionnées.

10.9 - à respecter les obligations européennes résultant des réglementations des aides d'État et notamment à attribuer les aides sur le fondement des régimes d'aides d'État définis par la Région.

10.10 - à communiquer à la Région toutes les aides qu'il aurait versées sur le fondement d'un régime d'aide d'Etat, conformément à l'article L.1511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 11 – EVALUATION DES RETOMBEES DU PROJET – DUREE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

La Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du Projet dans un délai maximum de dix ans à compter de la date de notification de la subvention par la Région. Cette évaluation sera réalisée à la charge de la Région. Le BENEFICIAIRE sera informé

préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par la Région. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le BENEFICIAIRE et l'expert.

ARTICLE 12 – RESTITUTION EVENTUELLE

12.1.- Restitution de l'aide :

A la seule initiative de la Région, la présente aide donne lieu à la résiliation de plein droit de la présente convention et à la restitution de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFICIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes,
- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- si le BENEFICIAIRE renonce à valoriser industriellement ou commercialement les résultats du projet aidé. Cette clause pourra être appliquée s'il apparaît que le BENEFICIAIRE, même s'il ne renonce pas officiellement à cette exploitation, ne fait pas en pratique ses meilleurs efforts pour en assurer le succès,
- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFICIAIRE sur le lieu de réalisation du programme ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur le site francilien concerné par le Projet.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée aux structures de droit privé en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le Projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre du présent contrat serait réduite à due proportion par le non-versement, en partie ou en totalité du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires

12.2.- Remise en cause du caractère collaboratif du Projet :

Le Projet étant mené en collaboration par plusieurs partenaires, le BENEFICIAIRE s'engage à informer la région Ile-de-France, en particulier lorsque l'un des partenaires décide d'abandonner les tâches de recherche, de développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les participants souhaitent qu'un nouveau partenaire prenne part au Projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au Projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux ou abandon du projet par l'un d'entre eux, La Région se réserve le droit de réexaminer l'aide accordée pour l'ensemble du Projet. La Région déterminera les conditions dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère collaboratif du Projet,
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause,
- du respect des obligations contractuelles.

12.3.- Modalités applicables :

Dans les cas prévus par l'article 12 ainsi que les articles 9.4, le reversement immédiat est de droit si la Région l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. La somme à verser est alors égale au montant versé, à compter de la réception du courrier par le BENEFICIAIRE.

Les sommes versées au BENEFICIAIRE ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de deux ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel la Région se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article 10.

ARTICLE 13 – AUTORISATION DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Le BENEFICIAIRE autorise la Région à communiquer à la Commission Européenne tous les éléments d'information nécessaires à l'exercice de son contrôle en matière d'aides d'Etat.

ARTICLE 14 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prendra fin 5 ans à compter de la date de clôture du projet, ou en tout état de cause, par application des règles de caducité figurant à l'article 8 de la convention.

ARTICLE 15 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont :

- la présente convention
- les conditions générales de la convention d'application
- l'annexe technique
- l'annexe financière

ARTICLE 16 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le règlement de tout litige survenant dans l'exécution des dispositions de la présente convention, le tribunal administratif territorialement compétent est celui de Paris.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux, le ---------

M.	**La présidente de la région Ile-de-France**
	ou son représentant
Agissant en qualité de XXXXXX	

Conditions générales de la convention d'application

ARTICLE 1 : Suivi du projet

Afin d'assurer le suivi du Projet ; il est instauré un comité de suivi associant l'ensemble des partenaires et financeurs du projet collaboratif auquel contribue le partenaire. Le comité de suivi se réunira **une fois par an** à l'initiative du chef de file du consortium et peut être réuni à la demande de l'une ou l'autre des parties en cas de besoin, notamment dans les cas de modifications substantielles visés à l'article 2. Chaque réunion donnera lieu à un compte-rendu qui sera diffusé aux membres du comité.

Il veille au bon déroulement du Projet. Il peut acter des modifications de ce dernier qui n'emportent pas modification de l'équilibre général de la convention.

Il est chargé de suivre :

- la réalisation scientifique et technique du programme,
- la réalisation financière du programme,
- l'impact sur l'emploi (industriel et académique) du projet (impact direct et impact indirect),
- le partenariat avec les PME, industriels et les laboratoires publics participants,
- les retombées fiscales induites pour les collectivités territoriales.

Le BENEFICIAIRE adresse les documents techniques relatifs à l'exécution du projet au secrétaire du comité de suivi.

Le BENEFICIAIRE s'engage en outre à adresser à la Région les comptes rendus que celui-ci pourra demander sur l'état d'avancement du Projet et sur ses conséquences techniques et commerciales, et ce jusqu'au règlement final de la convention.

Un comité de suivi final précèdera toute demande de constat de fin de programme.

ARTICLE 2 : Modification du programme

Les modifications du programme altérant les délais, et/ou la correcte exécution de la présente convention sont notifiées par écrit (courrier électronique ou courrier postal) par le BENEFICIAIRE à la Région et sont avalisées :

- par un avis favorable du comité de suivi du projet, lorsqu'il s'agit d'une demande de report de fin de programme
- par un avenant à la présente convention pour toute autre modification dès lors qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle portant sur un élément essentiel de la convention.

Faute de conclusion d'un tel avenant ou de l'avis favorable du comité de suivi, la convention est soldée en l'état.

ARTICLE 3 : Sous-traitance

Sauf dérogation prévue dans les conditions particulières de la convention, il ne peut y avoir de sous-traitance entre partenaires d'un même projet ; les financeurs n'interviennent en rien dans les rapports que le BENEFICIAIRE entretient avec les sous-traitants éventuels du projet aidé, et leur responsabilité contractuelle ne saurait être engagée à ce titre.

ARTICLE 4 : Protection des résultats

Les opérations suivantes engagées dans le cadre du Projet conduit au titre de la présente convention, donnent lieu à information du comité de suivi :

- dépôt de brevets ;
- dépôt de certificat d'utilité ;
- dépôt de certificat d'addition ;
- cession de brevet ;

- licences octroyées à titre onéreux ou gratuit sur les brevets déposés, dans un délai de 5 ans après le dépôt de ces derniers / dans le délai du projet.

La Région se réserve le droit, à compter d'un an après l'information donnée au comité de suivi, de demander toute information complémentaire sur toute opération présentée au comité de suivi. Si une telle opération lui apparaît contraire à l'objectif de valorisation commerciale ou industrielle des résultats des travaux réalisés au titre de la présente convention, après avis du comité de suivi, le Conseil Régional peut exiger le reversement de tout ou partie des aides reçues au titre de la présente convention.

Dans le cas où la gestion des brevets, certificats d'utilité, certificat d'addition ou licences sur ces derniers ne serait pas mise en œuvre directement par le BENEFICIAIRE, ce dernier s'engage par ailleurs à ce que les informations délivrées au comité de suivi soient les plus fidèles, les plus exhaustives et les plus correctes possibles.

ARTICLE 5 : Publicité

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Ile-de-France, le BENEIFICIAIRE s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le BENEFICIAIRE autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication liés au projet subventionné.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le BENEFICIAIRE s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations relevant de la présente convention et de conseiller le BENEFICIAIRE dans sa démarche.

ARTICLE 6 : Avenants

Toute modification aux présentes, à l'exception de celles prévues aux articles 2. des conditions générales, devra faire l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des signataires de la présente convention, après approbation de l'assemblée délibérante de la Région. .

Annexe 5 : Fiches projets nanotechnologies

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20006519 - SOUTIEN AU PLAN NANO 2022 - SOCIETE NANOXPLORE

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)
Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192005-400
Action : 19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	4 004 000,00 € HT	43,91 %	1 758 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 758 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NANOXPLORE
Adresse administrative : 1 AVENUE DE LA CRISTALLERIE
92310 SEVRES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur EDOUARD LEPAPE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Certains investissements stratégiques ont dû être réalisés par NANOXPLORE, indépendemment du projet lui-même.

Description :
L'objectif du projet est d'améliorer significativement les performances de l'environnement logiciel de programmation des FPGA (puces électroniques qui peuvent être reconfigurées après leur fabrication) de NanoXplore tout en rajoutant les fonctionnalités manquantes par rapport à l'état de l'art.

NanoXplore souhaite profiter du soutien de la Région afin d'améliorer l'outil NanoXmap qui est critique pour la compétitivité de son offre FPGA. Sans un outil performant, l'utilisateur final ne peut pas correctement optimiser ses applications voir atteindre l'objectif visé.

La variante FPGA NG-ULTRA nécessite un logiciel de programmation beaucoup plus performant en termes d'utilisation de ressources informatiques et de fonctionnalités que la version actuelle de NanoXmap. C'est dans cette optique, qu'une nouvelle génération du logiciel NanoXmap est nécessaire.

Le projet aura des retombées économiques directes en commençant par la création d'emplois chez NX : 15 emplois seront créés d'ici 2021, et 25 d'ici 2025.
Par ailleurs, le projet devrait permettre une multpilication par 5 du chiffre d'affaires de la société d'ici 2021.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel	2 805 000,00	70,05%
Frais généraux et achats	561 000,00	14,01%
Prestations et sous-traitance	288 000,00	7,19%
Autres dépenses	350 000,00	8,74%
Total	4 004 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	1 758 000,00	43,91%
Fonds propres	2 246 000,00	56,09%
Total	4 004 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20006525 - SOUTIEN AU PLAN NANO 2022 - SOCIETE NEXDOT

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)
Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192005-400
Action : 19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	2 289 594,00 € HT	44,46 %	1 018 000,00 €
		Montant total de la subvention	1 018 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NEXDOT BIOTECH
Adresse administrative : 102 AVENUE GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MAURICE GUILLOU

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Certains investissements stratégiques ont dû être réalisés par NEXDOT, indépendemment du projet lui-même.

Description :
Le projet consiste à développer un nouveau type de capteurs qui détecte les photons pour des applications grand public. Ces capteurs sont plus performants que la technologie existante. Une première phase de développement a montré une faisabilité très prometteuse avec une efficacité 5 fois plus élevée que la technologie à base de silicium.

Ce projet poursuit le développement de cette technologie en ayant pour objectif de
l'intégrer dans la technologie CMOS, c'est-à-dire de fabriquer un photo-détecteur en intégrant la technologie Nexdot sur un wafer CMOS et de l'amener jusqu'à son industrialisation.

Dans la phase d'étude du projet qui s'étale en tout sur 30 mois, 12 ingénieurs et techniciens vont être embauchés.
Dans sa phase de production, compte tenu des volumes escomptés les embauches devraient dépasser les 30 personnes.
A l'horizon 2024, ce projet devrait générer 20 millions d'euros de CA

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel	1 146 380,00	50,07%
Frais généraux et achats	454 499,00	19,85%
Equipements de R&D	651 178,00	28,44%
Autres dépenses	37 537,00	1,64%
Total	2 289 594,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	1 018 000,00	44,46%
Fonds propres	1 271 594,00	55,54%
Total	2 289 594,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20006548 - SOUTIEN AU PLAN NANO 2022 - ESIEE - PROJET CODEGAN

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)
Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192005-400
Action : 19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	91 800,00 € TTC	100,00 %	91 800,00 €
	Montant total de la subvention		91 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CCIR CHAMBRE DE COMMERCE ET INDUSTRIE REGION PARIS IDF ESIEE PARIS
Adresse administrative	:	2 BD BLAISE PASCAL 93160 NOISY LE GRAND CEDEX
Statut Juridique	:	établissement public administratif
Représentant	:	Monsieur Jean MAIRESSE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet qui mplique des partenaires non financés par la Région a commencé avant la date de la commission permanente

Description :
Le projet vise la caractérisation des propriétés thermiques du Nitrure de Gallium (GaN) sur substrats en silicium sur isolant, ainsi que la capacité de composants électroniques à base de ce matériau à dissiper la chaleur. Enfin, il permettra de proposer des solutions optimisées de refroidissement passif de ces composants afin de réduire leur échauffement en fonctionnement et d'améliorer leur robustesse et leur durée de vie.

Le projet s'inscrit dans le cadre du développement de composants 5G NR (New Radio) une nouvelle technologie d'accès radio pour les réseaux mobiles de cinquième génération (5G) offrant des débits de transfert de données plus importants, une densité d'équipements connectés par unité de surface plus importante, et des temps de latence réduits. Pour offrir ces nouvelles possibilités, la 5G NR devra recourir à une bande passante plus large et des ondes millimétriques (jusqu'à 400 MHz) ce qui induit l'augmentation du nombre d'ondes sous-porteuses. Les filtres doivent par conséquent être plus modulables et adaptables à une bande de fréquence plus large, ce qui induit des pertes élevées sous forme de chaleur et un échauffement accrus des composants électroniques utilisés. L'intégration de ces composants dans des conditions opérationnelles impliquant des densités de puissance élevées, requiert

une optimisation de la gestion thermique dès la phase de conception. C'est l'objectif principal du présent projet.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EQUIPEMENTS DE R&D	91 800,00	100,00%
Total	91 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE	91 800,00	100,00%
Total	91 800,00	100,00%

Annexe 6 : Fiche-projet France Digitale

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20007356 - SOUTIEN 2020 FRANCE DIGITALE

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-94-6574-194001-400
Action : 19400103- Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	360 000,00 € TTC	41,67 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FD FRANCE DIGITALE
Adresse administrative	:	12 RUE VIVIENNE 75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur NICOLAS BRIEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
France digital mettra en oeuvre 2 actions:

Action 1: Promouvoir et organiser la collaboration TPE/PMEs- Startups innovantes

Dans le cadre de la volonté d'acculturation digitale des TPE et PME traditionnelles, France digitale favorisera les échanges entre ces entreprises et les startups innovantes adhérentes afin de mettre en valeur et de dynamiser, via la co-création, les secteurs de l'industrie. L'idée est ici de faire correspondre les besoins des TPE/PMEs avec l'expertise technologique des startups afin qu'elles puissent collaborer et moderniser le fonctionnement du secteur privé. L'un des moyens principaux de cette mise en relation, que l'on veut aussi fournie que possible, est le développement et l'opération d'une plateforme de matchmaking entre ces deux acteurs, permettant un dialogue constant, et entraînant développement d'activité et création d'emplois. D'autres moyens sont envisagés comme des sessions de rencontre ultra-qualifiées entre startups et SMEs lors d'évènements (comme le FD Day notamment, le 15 septembre prochain).

Action 2: Track AI4Health - Co-créer la e-santé

AI4Health est un groupe de travail s'engageant à mobiliser les ressources de l'intelligence artificielle pour permettre de nombreuses avancées médicales, dans le cadre de la Paris AI Week (semaine du 16 novembre). La Paris AI Week, au-delà d'être un rendez-vous clé international, invite tous les acteurs de l'IA et les pouvoirs publics à travailler ensemble en amont pour présenter des solutions concrètes aux défis du secteur médical. Le groupe AI4Health réunit startups, grands groupes, TPE et PME, universitaires, chercheurs, et professionnels de la santé (hôpitaux, médecins) pour alimenter la puissance de la e-santé. Concrètement, ce groupe de travail permet aux parties prenantes d'échanger sur leurs pratiques, apporter leur savoir-faire, collaborer pour trouver des solutions communes, et faire preuve de complémentarité dans le déploiement des solutions. Ce groupe de travail est d'ailleurs particulièrement actif dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Ce sera l'objectif de la rencontre TPE-PME-Startup-Corporate-Pouvoirs publics qui aura lieu le 16 novembre prochain pendant la France is AI conférence.

Indicateurs (communs aux deux actions)

- Nombre de rencontres qualifiées Startups techno / TPE-PME => 350 par événement, +1000 sur la plateforme
- Nombre de collaborations initiées: + 400
- Développement d'une plateforme de matchmaking pour la collaboration au fil de l'eau et une autre spécifiquement pour le FD Day
- Nombre de création d'emplois: + 150
- Organisation de 3 évènements d'animation de la communauté (FD Day, Paris AI week, plus une rencontre spécifique)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	144 000,00	40,00%
Prestations externes	96 000,00	26,67%
Communication, médias, Dév d'outils d'animation ou de mutualisation	63 600,00	17,67%
Evènementiel (location salle, matériel, achat de fournitures, documents de communication, logistique)	56 400,00	15,67%
Total	360 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Sponsorship	147 000,00	40,83%
Entrées	63 000,00	17,50%
SSubvention Region	150 000,00	41,67%
Total	360 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 7 : Convention France Digitale

Convention n° 20007356
entre la Région Ile-de-France et
l'association France Digitale

La région Île-de-France,
sise au 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen sur Seine
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE,**
en vertu de la délibération N°2020-285 – en date du 1er juillet,
ci-après dénommée **la Région,**

d'une part,

et

L'association France Digitale
Association régie par la loi de 1901
N° SIRET : XXXXXXX
Sise : 12 rue Vivienne – 75002, PARIS
Représentée par son Président, Monsieur Nicolas Brien, dûment habilité
ci-après dénommée le bénéficiaire**,**

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- les objectifs de la Région en matière d'innovation et de soutien au développement économique afin de renforcer les PME/PMI d'Île-de-France, notamment dans le secteur de la santé, d'encourager leur création, leur transmission, leur reprise, et leur croissance, par des outils et moyens adaptés,
- la valorisation du potentiel d'innovation régional, pour la satisfaction des besoins économiques, sociaux et sociétaux,

  Notamment par le soutien au développement et au financement de jeunes entreprises

- Le régime d'aide SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif aux aides en faveur des pôles d'innovation

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'attribuer une subvention de fonctionnement de 150 000 € à l'association France Digitale, soit 41,67% des dépenses éligibles, pour favoriser l'acculturation et la transformation numérique des TPE/PME traditionnelles, et le déploiement des outils de l'intelligence artificielle, notamment, auprès des entreprises de la filière de la santé.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les subventions soient affectées, pour la durée de la présente convention, à la réalisation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à disposition de la Région les données collectées relatives aux ETI sur le territoire francilien.

Toutes modifications substantielles du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur l'année civile (du 1er janvier au 31 décembre).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage recruter 1 stagiaire ou alternant pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. Le bénéficiaire saisira l'offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

- Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- **Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.**

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews…) indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux projets subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être

exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES
Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES
Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE
Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
  - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
  - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité
- un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau

d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 2 juillet 2020 jusqu'au 1er Juillet 2021.

ARTICLE 4 – DUREE ET DATE D'EFFET

La présente convention couvre la période du 2 juillet 2020 au 1er Juillet 2021. Elle prend effet à compter de sa notification et expire au versement du solde des flux financiers dus au titre des présentes, ou par application des règles de caducité prévues à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-285 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le/la) Président(e) de l'association xxx

La Présidente du
Conseil régional d'Ile-de-France
ou son représentant

Annexe 8 : Fiche-projet VCoE

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20006605 - SOUTIEN AU VENTURE CENTER OF EXCELLENCE (EIT HEALTH)

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-94-6574-194001-400
Action : 19400103- Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	736 000,00 € HT	27,17 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EIT HEALTH FRANCE
Adresse administrative : 4 PLACE JUSSIEU BC 240
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc Bourez, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 1 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Venture Centre of Excellence (VCoE) est un programme européen de co-investissement en santé et sciences de la vie, lancé par l'EIT Health, en coopération avec le Fonds Européen d'Investissement (FEI).

Objectifs Généraux	Actions Concrètes, Liés aux Actions Eligibles 2.3	Indicateurs de Suivi	Livrables
Le VCoE favorise la mise en relation entre PME et startups de la filière de la santé avec d'une part, les investisseurs du réseau pan-européen de partenaires de l'EIT Health, et, d'autre part, le réseau de fonds de capital-risque européens dans lequel le Fond Européen d'Investissement investit.	- Analyse de la nature du marché de l'investissement dans les start-ups, PMEs, et ETIs des sciences de la vie, et des difficultés actuelles - Recrutement de membres investisseurs du programme en région IDF, en France, et à travers l'europe - Création du programme autour des besoins des investisseurs de différents type, pour créer une communauté de co-investissement en soutien des start-ups et PMEs - Assemblage des réseaux complémentaires de EIT Health et du Fond Européen d'Investissement pour s'assurer de la qualité des membres de cette communauté	- Lancement du programme en 2020 - 5 membres du programme en 2020, 10 en 2021	- L'organisation biannuelle d'évènements de haut niveau rassemblant tous les membres du VCoE (laboratoires, industriels, investisseurs de capital-risque) et les VCs participant au programme: (1) l'un à Paris, siège opérationnel du VCoE (2) l'autre en parallèle du EIT Health Summit, rendez-vous annuel clé de l'écosystème santé européen et dont le pays d'accueil change chaque année. En 2020 le Summit se tiendra à Stockholm, en Suède, ce qui favorisera un programme de discussion en lien avec la feuille de route pour la coopération bilatérale franco-suédoise en matières des sciences de la vie.
Le VCoE crée de nouvelles possibilités d'investissements accessibles aux membres du programme, grâce à l'injection de financements de la Commission Européenne et du Fonds Européen d'Investissement, à l'amélioration et à la facilitation des liens entre les acteurs, et à l'outil exclusif d'intelligence artificielle de syndication co-développé par EIT Health et Skopai.	- EIT Health a soutenu, entre 2016 et 2019, plus de 600 start-ups dans le domaine des sciences de la vie qui pourraient potentiellement bénéficier d'un accès facilité aux financements ainsi qu'aux partenariats stratégiques. Ces start-ups sont regroupées dans un réseau de "start-up alumni". - Création et opération des systèmes de partage d'opportunités d'investissements par les membres, notamment grâce à la communauté sur la plateforme d'intelligence artificielle créée par Skopai, et grâce à l'accompagnement à l'ingénierie financière du programme. - Actions de mise en relation entre membres du programme, start-ups, PMEs, et acteurs institutionels menées par l'équipe VCoE installé à Paris aidés par "l'équipe supplémentaire" mentionée dans la fiche action: les "Business Creation Managers" et le directeur des affaires publiques, lors d'évènements, compétitions, colloques, etc. auxquels EIT Health participe en IDF, en France, et partout en Europe. - Collecte des sources de financement du programme (Fonds Européen d'Investissement, Commission Européenne (EFSI), Fonds de capital risque, Fonds industriels / corporates)	- Investissements dans des start-ups résultant du programme VCoE: 5 à 10 pour fin 2021 - Valeur totale d'investissements dans des start-ups résultant du programme VCoE: EUR 50-100m pour fin 2021 - Nombre de start-ups évaluées: plus de 250 pour fin 2021	- Une équipe opérationnelle dédiée qui mènera des actions de sensibilisation à propos du VCoE à l'écosystème au cours des nombreux événements auxquels EIT Health participe en Île-de-France.
En installant son siège opérationnel à Paris, le VCoE contribue à amplifier le rayonnement européen et international de la Région Île-de-France dans les sciences du vivant et la santé. Il facilite l'accès aux financements pour les entreprises franciliennes, françaises, et européennes dans le domaine des sciences de la vie, de manière à faciliter leur développement en amplifiant leur capacité à lever des fonds.	- Installer le siège opérationel du VCoE à Paris au plus tard Q4 2020 (Locaux pré-identifiés). - Etablir un partenariat avec Health Tech For Care (le fonds de dotation organisant le Health Tech Innovation Days à Paris). - Inclure dans l'édition 2020 les opportunités d'échanges entre investisseurs, dédiées aux membres du VCoE en tant que co-organisateuur des HTIDs 2020 à Paris, et durant le Sommet Européen EIT Health. - Afficher la Région comme un des pôle de financement européen dans le domaine de la santé et des sciences de la vie - Attirer les investisseurs en Île-de-Francew en représentant les membres, start-ups, PMEs basés dans la région auprès du sphère publique et institutionnel. Concrètement notre réseau: - Comporte 100 "Start-up Alumni" françaises ayant déjà été sélectionné dans nos programmes depuis 2016. A cela s'ajoute l'écosystème de plus de 500 start-ups en France qu'EIT Health France est capable de mobiliser, ainsi que celles venant de notre réseau de partenaires (industriels, académiques, clusters, pôles de compétitivité, incubateurs, etc.) établis dans la Région Île-de-France, y compris des membres potentiels du VCoE. - Ce réseau sera animé grâce aux actions de l'équipe mobilisée, ainsi que lors des évènements animés par EIT Health France auprès de nos partenairs Franciliens et Français en Île-de-France et ailleurs en France.	- Ouverture du siège du VCoE à Paris en 2020, et organisation d'une conférence de presse - Organisation d'une rencontre au Secrétariat Général pour l'investissement avec le FEI pour promouvoir auprès du Cabinet du Premier Ministre le lancement du VCoE - 2 évènements annuels dédiés au VCoE, dont 1 à Paris - 1 partenariat avec un acteur clé de soutien à l'innovation en IDF (Health Tech For Care - France BioTech)	- Un rapport annuel dédié à l'impact du VCoE en Région Île-de-France - L'organisation d'une réunion de pilotage au démarrage de la subvention - La production d'un rapport d'activités après 1 an de subventionnement

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Dépenses	**2020-2021**
Frais de déplacements	
Plateforme digitale Skopai (frais de licence, de support et de maintenance)	
Salaires et charges employeur (18.3% du temps homme dédié au programme sur les actions listées dans le cadre de la subvention, 9/2020-3/2022)	110 000 €
Loyer locaux (Chevaleret + Campus Jussieu)	170 000 €
Marketing et Communication	146 000 €
Gestion communautaire (mise en relation des membres, partenariat Health Tech For Care, évènements, etc.)	310 000 €
Total des dépenses	**736 000 €**

Ressources	**2020-2021**
Subvention Région Ile-de-France	200 000 €
Autre sources de financements (Contributions du Fonds Européen d'Investissement, etc.)	536 000 €
Total ressources	**736 000 €**

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 9 : Convention VCoE

Convention n° 20006605
entre la région Île-de-France et
l'association EIT Health France

La région Île-de-France,
sise au 2 rue Simone Veil – 93400 Saint Ouen sur Seine
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE,**
en vertu de la délibération N°2020-285 – en date du 1er juillet,
ci-après dénommée **la Région,**

d'une part,

et

L'association EIT Health France
Association régie par la loi de 1901
N° SIRET : XXXXXXX
Sise : xxxxxx– CP VILLE
Représentée par son Président, Monsieur Serge Fdida, dûment habilité(e)
ci-après dénommée le bénéficiaire**,**

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- les objectifs de la Région en matière d'innovation et de soutien au développement économique afin de renforcer les PME/PMI d'Île-de-France, notamment dans le secteur de la santé, d'encourager leur création, leur transmission, leur reprise, et leur croissance, par des outils et moyens adaptés,
- la valorisation du potentiel d'innovation régional, pour la satisfaction des besoins économiques, sociaux et sociétaux,
- la concertation régionale de la filière de la santé initiée en septembre 2019 et qui a fait apparaitre un besoin structurel de financement de la part des PME du secteur

  Notamment par le soutien au développement et au financement de jeunes entreprises

- Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'attribuer une subvention de fonctionnement de 200 000 € à l'association EIT Health France, soit 27,17% des dépenses éligibles, pour mettre en place l'équipe opérationnelle du Venture Center of Excellence, et le programme associé qui vise à :

- favoriser la mise en relation entre PME et startups de la filière de la santé avec d'une part, les investisseurs du réseau pan-européen de partenaires de l'EIT Health, et, d'autre part,

le réseau de fonds de capital-risque européens dans lequel le Fond Européen d'Investissement investit

- promouvoir le financement et le développement des PME et startups de la filière de la santé à l'échelle de la région francilienne par la réalisation d'actions telles que décrit dans la fiche projet en annexe 1 ci-joint.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les subventions soient affectées, pour la durée de la présente convention, à la réalisation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à disposition de la Région les données collectées relatives aux ETI sur le territoire francilien.

Toutes modifications substantielles du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur l'année civile (du 1er janvier au 31 décembre).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage recruter 1 stagiaire ou alternant pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. Le bénéficiaire saisira l'offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

- Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- **Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.**

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews…) indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux projets subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
  - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
  - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité

- un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er septembre 2020 jusqu'au 1er mars 2022.

ARTICLE 4 – DUREE ET DATE D'EFFET

La présente convention couvre la période du 1er septembre 2020 au 1er mars 2022. Elle prend effet à compter de sa notification et expire au versement du solde des flux financiers dus au titre des présentes, ou par application des règles de caducité prévues à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du

compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-285 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le/la) Président(e) de l'association xxx

La Présidente du
Conseil régional d'Ile-de-France
ou son représentant

Annexe 10 : Fiches projets Incubateurs

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20007188 - 2018-2020 INCUBATEURS - 104 CENT QUATRE - SUBVENTION 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-65738-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	229 774,32 € HT	7,83 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 104 CENT QUATRE
Adresse administrative : 104 RUE D'AUBERVILLIERS
75019 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur José-Manuel GONCALVES, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Des dépenses suvbentionnables sont engagées depuis le 1 er janvier 2020

Description :
104 Factory est l'incubateur du CentQuatre, centre culturel du nord parisien. Il intervient dans la filière des industries culturelles et créatives, et prévoit de se spécialiser autour de 3 thématiques principales: les exepérinces immersives, le bien être et la musique.

La présence de l'incubateur dans le CentQuatre constitue un pivot du programme d'accompagnement des projets incubés, par le biais de protocoles d'expérimentations, qui permettent aux startups de tester leurs produits auprès du public.

Labellisé French Tech Visa, le 104 Factory prévoit en 2020 de consolider ses partenariats internationaux, en particulier avec les acteurs québecquois Zù et Centre Phi

Pour 2020, il prévoit l'accompagnement de 15 nouveaux projets.

La présente aide est la troisième subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020"

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Indicateurs mis à jour :

	2018	2019	2020p
Nombre de nouveaux projets/entreprises accompagnés, dont :	12	11	15
- **Dans les murs**	10	10	13
- **Hors les murs**	2	1	2
- **Projets/entreprises internationaux**	1	2	2
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	4	4	6
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	2	0	2
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**	1	0	2
- **Entreprises créées**	2	2	
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises**	14	36	

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes	169 641,00	23,05%
Prestations externes	14 768,00	2,01%
Frais de mission	8 509,00	1,16%
Communication	36 856,00	5,01%
Dépenses non retenues	506 177,00	68,78%
Total	735 951,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	386 267,00	52,49%
Région Ile-de-France	18 000,00	2,45%
Ministère de la culture	15 000,00	2,04%
Financements privés	316 684,00	43,03%
Total	735 951,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20004346 - 2018-2020 INCUBATEURS - AGORANOV - SUBVENTION 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	590 000,00 € TTC	15,25 %	90 000,00 €
	Montant total de la subvention		90 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGORANOV
Adresse administrative : 96 BIS BOULEVARD RASPAIL
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Charles POMEROL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Accompagnement de startups porteuses d'innovations deeptech et de rupture à fort potentiel de création d'emplois et en lien avec la recherche publique.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2020.

Description :
Incubateur dit "Allègre", Agoranov a été créé en 2000 par l'UPMC, Paris Dauphine, l'ENS, l'association ParisTech, rejoints par l'INRIA.

C'est un incubateur de référence dans l'accompagnement de projets en maturation qui proposent des technologies de rupture, notamment dans les domaines du numérique et de la santé/biotech.

Fort de son expertise reconnue, il apporte une contribution en termes d'accompagnement, d'animation et de formation au service de programmes d'incubation d'autres structures d'accompagnement telles que le 104 ou l'ESPCI.

Agoranov a pour objectif d'incuber 35 nouveaux projets en 2020 et d'accompagner ainsi plus de 60 projets de création d'entreprise en lien avec la recherche académique.

En 2020, l'équipe de l'incubateur intensifiera ses actions de sensibilisation au sein des établissements partenaires notamment afin de contribuer à promouvoir l'entrepreneuriat innovant auprès du public

féminin et grâce à son module de Formation à l'Entrepreneuriat Innovant organisé au moins 2 fois l'an. Agoranov accentuera également son programme de renforcement managérial et d'intégration de compétences, Jeunes Entrepreneurs en Résidence (JER).

A l'international, outre une recherche de visibilité auprès des fonds d'investissement internationaux, Agoranov est très actif dans les réseaux européens auprès des KICs.

La présente aide est la troisième et dernière subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020".

Indicateurs mis à jour :

	2018	2019	2020p
Nombre de nouveaux projets/entreprises accompagnés, dont :	32	32	35
- **Dans les murs**	21	21	23
- **Hors les murs**	11	11	12
- **Projets/entreprises internationaux**	8	13	14
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	9	8	11
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	14	13	15
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**	12	14	15
- **Entreprises créées depuis la création de la structure**	369	433	
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises depuis la création de la structure**	9056	12 000	

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes d'accompagnement (salaires...)	470 000,00	33,57%
Frais de mission, réception, événementiel	25 000,00	1,79%
Communication	95 000,00	6,79%
Dépenses non retenues	810 000,00	57,86%
Total	1 400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	165 000,00	11,79%
MESRI	505 000,00	36,07%
FSE	250 000,00	17,86%
Ville de Paris	320 000,00	22,86%
Autre financement public	70 000,00	5,00%
Région Ile-de-France	90 000,00	6,43%
Total	1 400 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l’intermédiaire transparent.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20007197 - 2018-2020 INCUBATEURS - CREATIVE VALLEY - SUBVENTION 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	476 939,00 € HT	10,06 %	48 000,00 €
	Montant total de la subvention		48 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CVG CREATIVE VALLEY HOLDING
Adresse administrative : 11 RUE CARNOT
94270 KREMLIN-BICETRE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur YANN GOZLAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Incubateurs à vocation internationale de la filière numérique (IoT, IA, réalité virtuelle, création digitale, jeu vidéo, e-sport, etc.)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2020.

Description :
Creative Valley s'est fixé pour objectif de créer un écosystème de référence pour favoriser l'entrepreneuriat et l'innovation en Ile-de-France.

Il est positionné sur la filière numérique, et ses déclinaisons selon les programmes. En l'occurrence le Creative QI a une spécialisation jeux vidéo/e-sport.

La valeur ajoutée de son accompagnement repose sur les nombreux partenariats institutionnels et académiques qu'il parvient à développer sur le territoire et dans sa filière.

En 2020, Creative Valley poursuit son développement avec l'ouverture à Vélizy d'un nouveau centre d'innovation dédié aux startups sur la thématique des 'Smart Cities' et à Fontenay aux Roses dédié aux sciences du vivant.

A l'international Creative Valley prevoit l'ouverture de nouveaux bureaux à Séoul et Dakar.

La présente aide est la troisième subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020"

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Indicateurs mis à jour :

	2018	2019	2020p
Nombre de nouveaux projets/entreprises accompagnés, dont :	74	189	250
- **Dans les murs**	69	100	150
- **Hors les murs**	5	89	100
- **Projets/entreprises internationaux**	10	22	35
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	26	86	100
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	15	19	25
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**		21	30
- **Entreprises créées**	26	30	
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises**	51	50	

Localisation géographique :

- T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes	222 000,00	21,94%
Prestations externes	25 000,00	2,47%
Frais de mission, réception, évènementiel	85 000,00	8,40%
Communication	126 139,00	12,46%
Dépenses non retenues	553 854,00	54,73%
Total	1 011 993,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	963 993,00	95,26%
Région Ile-de-France	48 000,00	4,74%
Total	1 011 993,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20004362 - 2018-2020 INCUBATEURS - DD&I - INCUBATEUR DESCARTES - SUBVENTION 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	180 500,00 € TTC	9,97 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DDI - DESCARTES DEVELOPPEMENT & INNOVATION
Adresse administrative : 2BIS RUE ALFRED NOBEL
77420 CHAMPS-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Christophe DE TAUZIA, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Accompagnement à la maturation de projets innovants en lien avec les Ecotech/ville durable, renforcement de l'attractivité internationale de l'incubateur

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2020.

Description :
Créé en 2010, l'incubateur Descartes est le principal incubateur de Seine-et-Marne. Il est implanté au sein du cluster Descartes à Marne-la-Vallée, en lien avec l'écosystème d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation local (Université Gustave Eiffel, ESIEE, école des Ponts, IFSTTAR, UPEM...).

Pour des raisons de simplification, l'association "Marne La Vallée Descartes Innovation" qui avait été créée pour porter l'incubateur Descartes a été absorbée (ainsi que l'association Fablab Descartes) en 2019 par l'association l'Agence Marne-La-Vallée Descartes Développement, rebaptisée Descartes Développement et Innovation (cf. délibérations CP 19-428 du 20/11/2019). En son sein, l'activité d'incubation est désormais dénommée "DD&I Incubateur Descartes".

DD&I Incubateur Descartes est positionné sur une thématique Ville durable qui correspond à la filière de référence du territoire, réaffirmée par le SRDEII. A ce titre, l'incubateur a pour objectif d'accueillir un minimum de 50% de projets se rattachant à la thématique écotech / ville durable.

Il a intégré dès son ouverture début 2018 la Maison de l'Entreprise Innovante, nouvel équipement IPHE (incubateur-pépinière-hôtel d'entreprise) soutenu par la Région.

Pour sa stratégie internationale, DD&I Incubateur Descartes, labellisé BIC/EBN, s'appuie sur des collaborations avec PRE et Business France, ainsi que sur des partenariats européens dont 2 projets pilotes de la Commission européenne, l'un avec l'Inde, l'autre avec le Kenya.

La présente aide est la troisième et dernière subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020"

Indicateurs mis à jour :

	2018	**2019**	**2020p**
Nombre de nouveaux projets/entreprises accompagnés, dont :	15	17	30
- **Dans les murs**	4	1	15
- **Hors les murs**	11	16	15
- **Projets/entreprises internationaux**	2	0	6
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	4	6	15
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	0	3	10
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**	3	6	8
- **Entreprises créées**	10	5	
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises**	44	24	

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes (salaires...)	143 500,00	41,63%
Autres prestations externes (services, prestations intellectuelles...)	29 000,00	8,41%
Frais de mission, réception, événementiel	6 000,00	1,74%
Communication	2 000,00	0,58%
Dépenses non retenues	164 200,00	47,64%
Total	344 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	64 200,00	18,62%
CA Paris Vallée de la Marne	200 000,00	58,02%
Région Ile-de-France	18 000,00	5,22%
Seine et Marne Attractivité	35 000,00	10,15%
Université Paris Est	20 000,00	5,80%
Financements privés	7 500,00	2,18%
Total	344 700,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l’intermédiaire transparent.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20004360 - 2018-2020 INCUBATEURS - HEC PARIS - SUBVENTION 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	237 000,00 € TTC	20,25 %	48 000,00 €
	Montant total de la subvention		48 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HEC PARIS
Adresse administrative : 8 AVENUE DE LA PORTE DE CHAMPERRET
75017 PARIS
Statut Juridique : Etablissement d'Enseignement Supérieur Consulaire
Représentant : Monsieur Peter TODD, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Accompagner la maturation de projets innovants, contribuer à enrichir l'attractivité de la Région IDF en élargissant à l'international l'offre d'accompagnement des projets innovants.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2020.

Description :
L'incubateur HEC est l'un des programmes du Centre d'Entrepreneuriat HEC Paris. Basé à la Station F à Paris, il propose un programme de 3 mois renouvables qui s'appuie sur l'important réseau d'experts HEC (professeurs, alumni...), ainsi que de ses partenaires de l'enseignement supérieur et de la recherche. C'est un programme reconnu (taux de sélection de 5%). L'incubateur porte un projet d'extension de ses surfaces en dehors de Station F pour accroître sa capacité d'accueil actuellement saturée.

L'incubateur bénéficie d'une visibilité internationale par la notoriété et le réseau de l'école ainsi que par sa localisation à Station F. Des partenariats sont noués pour l'accueil de startups étrangères en 2020 (Maroc, Corée du Sud...) ou en discussion (Liban). L'incubateur développe également des projets de création d'incubateurs à l'étranger, en partenariat avec des établissements locaux d'enseignement supérieur et de recherche (Chine en 2020, Côte d'Ivoire en 2022).

La présente aide est la troisième et dernière subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020".
Indicateurs mis à jour :

	2018	2019	2020p
Nombre de projets/entreprises accompagnés, dont :	101	92	95
- **Dans les murs**	78	78	81
- **Hors les murs**	23	14	14
- **Projets/entreprises internationaux**	10	2	12
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	33	35	38
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	2	4	4
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**	0	2	2
- **Entreprises créées**	8	10	
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises**	En cours	En cours	

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes (salaires...)	30 000,00	2,33%
Prestations externes (services, prestations intellectuelles...)	175 000,00	13,60%
Frais de mission, réception, événementiel	10 000,00	0,78%
Communication	22 000,00	1,71%
Dépenses non retenues	1 049 560,00	81,58%
Total	1 286 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres (vente de prestations, loyers...)	970 000,00	75,39%
Région Ile-de-France	48 000,00	3,73%
Autofinancement	268 560,00	20,87%
Total	1 286 560,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

DOSSIER N° 20004347 - 2018-2020 INCUBATEURS - INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIERE - SUBVENTION 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	533 680,00 € HT	5,62 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIERE
Adresse administrative	:	47 BOULEVARD DE L'HOPITAL 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Fondation reconnue d'utilité publique
Représentant	:	Monsieur Alexis BRICE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Consolidation du Grand Lieu Intégré d'Innovation ICM (Institut du Cerveau et de la Moelle épinière) et de son incubateur iPEPS dans leur stratégie de croissance, notamment à l'international.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2020.

Description :
Positionné sur la santé, une filière stratégique de la Stratégie#Leader, l'iPEPS accompagne des projets dans le domaine des neurosciences, en biotech, medtech et en e-santé.

iPEPS-ICM est l'incubateur de l'Institut du Cerveau et de la Moëlle (ICM), fondation de recherche en neurosciences créée en 2005 à Paris. Il bénéficie ainsi des plateformes de l'ICM, ainsi que de l'accès à une communauté de 700 chercheurs et 250 cliniciens.
Son activité s'est étendue mi 2017 avec l'animation de l'espace santé de la Station F où l'iPEPS a vocation à accompagner principalement des startups dans les solutions digitales en santé. Fin 2020, il va ouvrir un 3ème lieu d'incubation de 1500 m² sur le site de « Chevaleret », dédié aux solutions medtech et/ou d'intelligence artificielle en santé. Ce nouvel équipement bénéficie d'un soutien régional (délibération CP 19-293 du 3/7/2019).

Labellisé Carnot, l'incubateur a des collaborations renforcées avec des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, tels que l'INSERM, le CNRS, l'APHP, Sorbonne Université.

Pour sa stratégie internationale, l'incubateur s'appuie notamment sur EIT Health.

En 2020, l'iPEPS prévoit d'accompagner 60 projets.

La présente aide est la troisième et dernière subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020"

Indicateurs mis à jour :

	2018	2019	2020p
Nombre de projets/entreprises accompagnés, dont :	51	58	60
- **Dans les murs**	50	57	60
- **Hors les murs**	1	1	0
- **Projets/entreprises internationaux**	3	5	8
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	13	7	10
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	30	29	35
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**	0	0	
- **Entreprises créées**	3	1	
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises**	370	450	

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes (salaires...)	466 680,00	34,68%
Autres prestations externes (services, prestations intellectuelles...)	45 000,00	3,34%
Frais de mission, réception, événementiel	10 000,00	0,74%
Communication	12 000,00	0,89%
Dépenses non retenues	812 000,00	60,34%
Total	1 345 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	838 020,00	62,27%
Etat	366 670,00	27,25%
Région IDF	30 000,00	2,23%
Financements privés	110 990,00	8,25%
Total	1 345 680,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

DOSSIER N° 20004361 - 2018-2020 INCUBATEURS - INCUBALLIANCE - SUBVENTION 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	973 580,00 € HT	9,24 %	90 000,00 €
	Montant total de la subvention		90 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INCUBALLIANCE
Adresse administrative : 86 RUE DE PARIS
91400 ORSAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Corinne BOREL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : IncubAlliance est un lieu d'innovation destiné à accueillir et accompagner la maturation des projets et le développement des entreprises innovantes.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2020.

Description :
Créé en 2000 dans le cadre de la loi Allègre, Incuballiance est l'incubateur de référence sur le plateau de Saclay pour l'accompagnement de projets deeptech.

Outre son lien originel avec des acteurs de la recherche publique, Incuballiance développe des liens étroits avec d'autres partenaires de l'innovation et de la recherche.

Son offre de service complète intègre notamment une phase intensive de pré-incubation, Genesis-Lab, des avances financières et l'accès aux nombreux partenaires de l'incubateur.

Son programme d'action prévoit 36 nouveaux projets accompagnés sur Orsay en 2020, avec un renforcement du sourcing de projets au sein des laboratoires et chez les étudiants grâce à un partenariat renforcé avec UPSaclay, ainsi que la poursuite des actions lancées en 2019 avec Pole emploi pour encourager les rapprochements entre demandeurs d'emploi et les fondateurs de startups.

La présente aide est la troisième et dernière subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de

l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020".

Indicateurs mis à jour :

	2018	2019	2020p
Nombre de nouveaux projets/entreprises accompagnés (Orsay), dont :	39	34	36
- **Dans les murs**	28	4	5
- **Hors les murs**	11	30	31
- **Projets/entreprises internationaux**	6	5	5
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	5	8	8
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	3	6	8
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**	5	1	5
- **Entreprises créées**	11	10	
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises**	19	10	

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes (salaires...)	655 670,00	32,86%
Autres prestations externes (services, prestations intellectuelles...)	262 080,00	13,13%
Frais de mission, réception, événementiel	55 830,00	2,80%
Dépenses non retenues	1 022 060,00	51,21%
Total	1 995 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
MESRI	400 000,00	20,04%
CA Paris Saclay	60 000,00	3,01%
Région Ile-de-France	90 000,00	4,51%
FEDER	100 000,00	5,01%
Ressources propres	1 345 640,00	67,43%
Total	1 995 640,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation.

DOSSIER N° 20007201 - 2018-2020 INCUBATEURS - LA RUCHE - SUBVENTION 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	573 044,00 € HT	5,24 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L ACADEMIE DES RUCHES
Adresse administrative : 24 RUE DE L EST
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bruno HUMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : La Ruche anime et développe des tiers-lieux permettant la création, le développement et la croissance d'entreprises créatrices d'emplois et d'impacts positifs - au service des territoires.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 01/01/2020

Description :
La Ruche est un acteur de référence pour l'accueil et l'accompagnement de projets d'innovation sociale et sociétale, en cohérence avec la politique ESS de la Région.
La structure s'appuie sur 3 métiers: incubation, animation de communauté et évènementiel.

Basé à Paris, ses lieux d'accueil ont vocation à s'étendre en France. En Ile-de-France on compte 3 implantations: 2 à Paris et 1 à Saint Germain en Laye.

La Ruche propose différents types de programmes dont certains, les Audacieuses et les Ambitieuses, sont dédiés aux femmes entrepreneures.
Une offre spécifique est par ailleurs proposée pour les entrepreneurs sociaux de la francophonie, en particulier du Québec (avec l'OFQJ) et du Luxembourg (avec le Nyuko).

En 2020, La Ruche prévoit une montée en charge significative de leur activité d'incubation, et du nombre de projets accompagnés

la Ruche va ouvrir de nouveaux espaces afin d'accueillir des structures présentes à une échelle

internationale, tels que LaFAAC et Girafon Bleu.

La présente aide est la troisième subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020"

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Indicateurs mis à jour :

	2018	2019	2020p
Nombre de projets/entreprises hébergés et accompagnés, dont :	234	395	454
- **Dans les murs**	196	244	274
- **Hors les murs**	38	151	180
- **Projets/entreprises internationaux**	20	106	115
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	123	241	281
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	2	6	7
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**	12	0	10
- **Entreprises créées**	70	84	100
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises**	176	202	240

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes	331 844,00	48,58%
Prestations externes	204 000,00	29,86%
Frais de mission, réception, évènementiel	17 200,00	2,52%
Communication	20 000,00	2,93%
Dépenses non retenues	110 106,00	16,12%
Total	683 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	220 890,00	32,33%
Région Ile-de-France	30 000,00	4,39%
Mairie de Paris	10 000,00	1,46%
DRDFE IDF	10 000,00	1,46%
Pôle Emploi	159 650,00	23,37%
Financements privés	252 610,00	36,98%
Total	683 150,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

DOSSIER N° 20007202 - 2018-2020 INCUBATEURS - LOOK FORWARD / SHOWROOMPRIVE - SUBVENTION 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	289 600,00 € HT	10,36 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SHOWROOMPRIVE COM
Adresse administrative : 1 RUE DES BLES
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Thierry Petit, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Candidature à l'appel Incubateur 2018-2020 : Développement international de l'incubateur Look Forward du Groupe Showroomprivé

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2020.

Description :
Look Forward est l'incubateur de la société Showroomprivé.com.
Situé au sein des locaux de la société mère à Saint-Denis (93) sur 600m², son modèle repose sur le partage des compétences des collaborateurs de Showroomprivé en marketing ou production audiovisuelle.

L'une des valeurs ajoutée de LookForward est également l'accès au réseau de Showroomprivé.com, en particulier des investisseurs et les marques partenaires de la société.

Il est positionné sur une filière mode, beauté et distribution pour laquelle il participe à fédérer les acteurs franciliens.

Pour la dimension internationale, Look Forward possède une implantation à Madrid pour l'accompagnement de projets locaux, et initie la réation de nouveaux partenariats internationaux afin de sourcer de nouveaux projets.

En 2020 l'incubateur accompagnera pendant 12 mois 20 startups dont 5 projets internationaux.

La présente aide est la troisième subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020"

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Indicateurs mis à jour :

	2018	**2019**	**2020p**
Nombre de nouveaux projets/entreprises accompagnés, dont :	16	20	22
- **Dans les murs**	7	9	10
- **Hors les murs**	9	11	11
- **Projets/entreprises internationaux**	3	5	5
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	10	10	10
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	0	1	1
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**	0	1	2
- **Entreprises créées**	1		
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises**	82	80	

Localisation géographique :

- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes	250 000,00	53,68%
Prestations externes	4 480,00	0,96%
Frais de mission, réception, évènementiel	24 000,00	5,15%
Communication	22 200,00	4,77%
Dépenses non retenues	165 080,00	35,44%
Total	465 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	435 760,00	93,56%
Région Ile de france	30 000,00	6,44%
Total	465 760,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20004363 - 2018-2020 INCUBATEURS - TELECOM PARIS NOVATION CENTER - SUBVENTION 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-65738-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	642 920,00 € HT	9,33 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TELECOM PARIS
Adresse administrative : 19 PLACE MARGUERITE PEREY
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur NICOLAS GLADY, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Actions de maturation de projets innovants de l'incubateur Telecom Paris Novation Center (Télécom Paris)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2020.

Description :
Incubateur adossé à l'école d'ingénieurs Télécom Paris, Telecom Paris Novation Center (ex Telecom ParisTech Entrepreneurs) est spécialisé dans l'accompagnement de projets innovants qui développent des technologies numériques avec une priorité donnée aux innovations liées à l'IoT, Cybersécurité, IA, Machine learning, Big data, Réalité virtuelle, Industrie du futur.

Son accompagnement ainsi que sa capacité à faciliter les collaborations entre les projets d'une part et les étudiants et chercheurs de l'école d'autre part sont reconnus. Il est bien implanté dans l'écosystème R&D (IMT, réseau Paris Tech, Moveo, Systematic, Cap Digital..).

L'incubateur est partie prenante du projet Institut Polytechnique de Paris, avec des projets en cours visant à renforcer les liens entre les écoles impliquées et les collaborations entre incubateurs (un groupe de travail "entrepreneuriat" a été créé à cette fin en 2019). Le changement de nom de l'incubateur s'inscrit

dans cette dynamique.

La présente aide est la troisième et dernière subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020".

Indicateurs mis à jour :

	2018	2019	2020p
Nombre de nouveaux projets/entreprises accompagnés, dont :	31	33	32
. Dans les murs*	28	23	22
. Hors les murs *	3	10	10
. Projets/entreprises internationaux	18	18	15
. Projets/entreprises portés par des femmes	12	11	10
. Projets/entreprises portés par des chercheurs	6	15	10
. Projets/entreprises portés par des étudiants	5	4	5
. Entreprises créées	22	19	
. Nombre d'emplois créés par les entreprises	25	26	

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes (salaires...)	443 720,00	33,42%
Autres prestations externes (services, prestations intellectuelles...)	122 000,00	9,19%
Frais de mission, réception, événementiel	37 000,00	2,79%
Communication	40 200,00	3,03%
Dépenses non retenues	684 800,00	51,58%
Total	1 327 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	360 000,00	27,11%
Ville de Paris	25 000,00	1,88%
Région Ile-de-France	60 000,00	4,52%
Financements privés	100 000,00	7,53%
Autofinancement	762 720,00	57,45%
Autre financement public	20 000,00	1,51%
Total	1 327 720,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20007190 - 2018-2020 INCUBATEURS - WILLA - SUBVENTION 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	688 825,00 € HT	5,23 %	36 000,00 €
	Montant total de la subvention		36 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INCUBATEUR AU FEMININ
Adresse administrative : 35 RUE DU SENTIER
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie GEORGES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Appel à projets Paris Région - Incubateurs 2018-2010

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2020.

Description :
Willa, anciennement Paris Pionnières, est un incubateur généraliste dédié aux femmes entrepreneures situé dans le 2ème arrondissement de Paris. Il compte 100 postes de travail sur 600m², mais la plupart des projets sont accompagnés hors les murs.

Il propose 3 programmes d'accompagnement destinés à différentes phases de développement des projets de la sensibilisation au développement. De ce fait ce sont plus de 100 projets que Willa touche chaque année, dont une cinquantaine sur des programmes de plus de 6 mois.

Il développe des collaborations avec d'autres structures d'accompagnement afin de favoriser l'entrepreneuriat féminin dans des filières où les femmes sont peu représentées: sport, énergies renouvelable, deeptech et fintech.

Labellisé French Tech Visa, Willa poursuit l'internationalisation de son offre par ses supports de communication et le développement de partenariats qui doivent lui permettre d'accueillir plusieurs projets internationaux en soft landing.

La présente aide est la troisième subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020".

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Indicateurs mis à jour :

	2018	2019	2020p
Nombre de nouveaux projets/entreprises accompagnés, dont :	126	105	120
- **Dans les murs**	74	68	76
- **Hors les murs**	52	37	44
- **Projets/entreprises internationaux**	2	2	2
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	126	105	120
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	0	15	15
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**	6	10	8
- **Entreprises créées**	52	65	
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises**	25	28	

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes	415 400,00	37,68%
Prestations externes	188 400,00	17,09%
Frais de mission, réception, évènementiel	38 250,00	3,47%
Communication	46 775,00	4,24%
Dépenses non retenues	413 672,00	37,52%
Total	1 102 497,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	551 000,00	49,98%
Ville de Paris	87 500,00	7,94%
Préfecture de Seine-Saint-Denis	20 000,00	1,81%
Région Ile-de-France	36 000,00	3,27%
Fongep	7 100,00	0,64%
Financements privés	400 897,00	36,36%
Total	1 102 497,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 11 : Convention type incubateurs 2020

CONVENTION DE SOUTIEN
AUX LIEUX D'INNOVATION
en fonctionnement

Entre

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN SUR SEINE
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération CP n°2020-XXX du ……

Ci-après dénommée « La Région »,

Et

XXXX……,
Statut juridique :
Dont le numéro SIRET est : …….
Dont le siège social est situé au ……
Ayant pour représentant …….. , (qualité)……..
En vertu de la délibération de la [collectivité …….] du ……

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

VU, le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et publié au JOUE le 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement UE 2017/1084 de la commission du 14 juin 2017, publié au JOUE le 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation n° SA.40391, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1511-2, 1511-7 et 1511-8 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications.

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région en 2020 afin d'obtenir son soutien financier dans le cadre de l'appel à projets « Paris Region - Incubateurs 2018-2020 ».

La Région s'est engagée sur un soutien allant jusqu'à 36 mois au maximum au regard du programme d'action annuel et d'un bilan détaillé de l'année précédente, sachant que les montants de subvention sont soumis chaque année au vote des élus régionaux.

Des subventions ont été attribuées au titre des années 2018 et 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP …… du …….., la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet dont le descriptif complet figure dans la fiche annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- ……% de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à …… € HT,
- soit un montant maximum de subvention de …….. €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans la fiche projet annexée à la présente convention.

S'agissant d'un soutien trisannuel, la présente convention est relative à la troisième subvention, attribuée au titre de l'année 2020. .

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans la fiche projet annexée à la présente convention.
- Affecter la subvention à la réalisation du projet présenté dans la fiche projet et affecter les moyens humains et financiers pour mener à bien le projet précité.
- Convier la Région aux comités de sélection des projets et lui fournir en amont de leurs tenues, les présentations des projets sollicitant une entrée dans la structure.
- Répondre auprès de la Région de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement du projet.
- Solliciter préalablement l'accord écrit de la Région pour toute modification substantielle de la nature des dépenses définies dans la fiche projet.
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

- Fournir sur demande de la Région des informations relatives aux projets et entreprises accompagnées au format demandé.
- Les lauréats du présent appel à projet intégreront le réseau des incubateurs initié par la Région, et s'engageront à en être un membre actif pendant la durée de la convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Cet article ne s'applique pas aux personnes morales de droit public, ni aux personnes morales de droit privé chargées d'une mission de service public.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le Bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s)s ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le Bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région :
    - dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et document à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changement de personnes chargées des instances de décision ou de l'administration, statuts, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, changement de numéro d'immatriculation, changement de domiciliation bancaire.
    - des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc) dans leur déroulement.
    - des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention.
- Fournir à la Région, avant le 1er mars de l'année suivant l'attribution de la subvention :
    - Les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert-comptable ou la personne habilitée à certifier les comptes;
    - Le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées pour lequel la Région fournira une trame.

- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 3 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori. En effet, pour chaque projet subventionné, un contrôle technique et financier peut être exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Appliquer, dans le cas où il y serait soumis, l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

OPTION A CHOISIR PAR LE SERVICE OPERATIONNEL LORS DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC CHAQUE BENEFICIAIRE :

OPTION 1 : Pour les subventions attribuées sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent :

- Le bénéficiaire est chargé de répercuter le montant de l'aide sur les bénéficiaires finaux sous forme de rabais de prix ;
- Le bénéficiaire sera chargé d'appliquer la règlementation des aides d'Etat (ex : règlement de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Il devra ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide ;
- Le bénéficiaire envoie chaque année à la région la liste des bénéficiaires, le montant de leurs aides et la base juridique choisie ;
- Le bénéficiaire se soumettra aux contrôles de la région concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide n'est pas reversée, la région demandera la récupération de la part de l'aide non répercutée.

OPTION 2 : Pour les subventions attribuées sur le fondement du régime d'aide exempté n° SA 40391 relatif aux aides à la RDI (aides en faveur des pôles d'innovation):

- Les prix pratiqués auprès des utilisateurs du pôle correspondent au prix du marché ;
- L'accès aux locaux, installations et activités proposés est ouvert à plusieurs utilisateurs et sur une base transparente et non discriminatoire ;
- L'aide a été calculée conformément aux modalités visées aux § 5.2.3 du régime précité

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Ile-de-France, le co-contractant s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication liés au projet subventionné.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations relevant de la présente convention et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration du délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et donc annulée.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Bénéficiaire, et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- d'un rapport d'activité correspondant au bilan final du projet et comprenant le nombre et la description des projets et entreprises accueillis dans l'espace,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- d'un rapport d'activité correspondant au bilan final du projet et comprenant le nombre et la description des projets et entreprises accueillis dans l'espace,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés, uniquement dans le cas où l'article 2.2 s'applique,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Concernant les bénéficiaires de subventions attribuées sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent, si l'intégralité de l'aide n'est pas reversée aux bénéficiaires finaux, la région demandera la récupération de la part de l'aide non répercutée (cf. article 2.4).

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte du … au ….

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, soit le XX.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : EVALUATION DES REALISATIONS ET RESULTATS

La Région procèdera, avant le 31 mars de l'année suivant l'attribution de la subvention, à une évaluation des réalisations et des résultats de la structure soutenue, sur la base du rapport d'activité détaillé évoqué à l'article 2.4. Sur cette base sera également organisée une réunion de suivi portant sur les réalisations de la structure et son programme d'action pour l'année suivante.

Le renouvellement du soutien régional au terme des programmes d'action n'est pas garanti : il est soumis à une analyse des réalisations et résultats obtenus par la structure tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

Le soutien de la Région est également déterminé, par année, au regard :

- du programme d'actions que se fixe la structure pour atteindre les objectifs fixés,
- de l'intérêt régional du projet,
- des règles de dégressivité indiquées dans le règlement de l'appel à projets.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution :

- de tout ou partie de la subvention versée en cas non-respect des obligations du bénéficiaire ou d'utilisation des fonds non conforme à leur objet,
- de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée,
- de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité pour les Bénéficiaires concernés (voir article 2.2),
- de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
- de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées,

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et son annexe dénommée « fiche projet ».

Fait à Saint-Ouen sur Seine, en 2 exemplaires originaux, le XXX

Pour la structure,	**Pour le Conseil régional d'Ile-de-France,**
Son représentant,	**La Présidente,**

Annexe 12 : Avenant n° 1 à la convention 19004104_C-19

Avenant n°1 à la convention n°19004104

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-184 modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020-285

Entre

La Région Ile-de-France
2, rue Simone Veil
93 400 Saint Ouen-sur-Seine
Dûment représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CP 2020-285 du 1er juillet 2020

Et
C 19
dont le statut juridique est : association
dont le siège social est situé 19 COURS BLAISE PASCAL 91000 EVRY
Représentée en la personne de Nassim Khider, son représentant légal, dûment habilité.
Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Après avoir rappelé :

La subvention a été attribuée, par la délibération CP 2019-184 du 22 mai 2020, conformément aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, et dans le respect du RI du dispositif Lieux d'innovation voté en n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relatif aux actions en faveur de l'émergence et du développement des lieux d'innovation.

L'article 3.4 de la convention 19004104 votée par délibération CP 2019-184 du 22 mai 2020 prévoit que les dépenses subventionnables sont prises en compte du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Le projet du C19 a pris du retard pour plusieurs raisons : délai pour l'obtention d'un permis de construire, republication d'un marché public suite à la défaillance d'un prestataire, administration provisoire de son principal fondateur, l'Ecole Nationale Supérieure d'Informatique pour l'Industrie et l'Entreprise (ENSIIE) pendant 8 mois suite au terme le 1er août 2018 du second mandat du directeur de l'école. Cela a généré plus d'un an de retard dans le projet du C19 à la fois concernant les investissements pour l'extension des locaux et pour le fonctionnement (surfaces limitées), avec en particulier un effectif restreint en charge de l'accompagnement.

Considérant ces motifs, la commission permanente de la Région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2020-285 du 1er juillet 2020, décidé de prolonger la prise en compte des dépenses subventionnables jusqu'au 31 décembre 2020.

Les parties s'entendent pour signer un avenant à la convention initiale conclue entre la Région et le C19, pour acter la prolongation de la durée de prise en compte des dépenses subventionnables du projet.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE LA PERIODE DE PRISE EN COMPTE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE LA FICHE PROJET

La partie « Présentation du projet » de la fiche projet n°19004104, annexée à la délibération n° CP 2019-184 du 22 mai 2020 est modifiée comme suit :

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2020

ARTICLE 3 :

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature reste inchangée.

Les pièces contractuelles comprennent le présent avenant, la fiche projet approuvés par délibération CP 2020-285 et la convention n°19004104 conclue entre la Région et le C 19 approuvée par délibération n° CP 2019-181 du 22 mai 2019.

L'avenant à la convention prend effet à compter de sa signature.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires, le

Le représentant légal
du bénéficiaire,

La présidente du Conseil
régional d'Ile-de-France

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-184 modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020-285

DOSSIER N° 19004104 - 2018-2020 INCUBATEURS - C-19 - SUBVENTION 2019

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	183 836,00 € TTC	30,46 %	56 000,00 €
	Montant total de la subvention		56 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : C 19
Adresse administrative : 19 COURS BLAISE PASCAL
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NASSIM KHIDER, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Développer le réseau national et international du C-19. Attirer des projets d'entreprises et favoriser leur développement et leur maintien sur le territoire dans un écosystème unique et original.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2019.

Description :
L'association C-19 a été créée en juillet 2017 à l'initiative de l'ENSIIE (Ecole Nationale Supérieure d'Informatique pour l'Industrie et l'Entreprise) pour porter les activités d'un cluster "jeux vidéo et interactions numériques". L'activité d'incubation est développée au sein des locaux de l'ENSIIE à Evry (91) sur cette même thématique, et s'appuie sur l'expertise de l'incubateur IMT Starter (incubateur mutualisé de Telecom Sud Paris, de l'Institut Mines-Télécom Business School (IMT-BS) et de l'ENSIIE)

Depuis sa création, le C-19 s'inscrit dans la dimension internationale exigée par la thématique jeux vidéo. Il peut s'appuyer pour cela sur le réseau de l'école et de ses partenaires, ainsi que sa participation à des salons internationaux. En lien avec l'ENSIIE, des discussions sont en cours pour des partenariats (en 2019 : Belgique, Suède, Liban, Sénégal), comprenant l'accueil d'étudiants et/ou de start-up.

Indicateurs mis à jour :

	2018	2019p	2020p
Nombre de nouveaux projets/entreprises accompagnés, dont :	20	25	30
- **Dans les murs**	18	22	23
- **Hors les murs**	2	3	7
- **Projets/entreprises internationaux**	2	3	5
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	1	2	5
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	0	1	2
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**	11	12	18
- **Entreprises créées**	8	10	
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises**	34	35	

La présente aide est la deuxième subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020", qui est destinée en l'espèce à soutenir l'émergence de cette nouvelle structure.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes (salaires chargés...)	75 500,00	33,65%
Autres prestations externes (services, prestations intellectuelles...)	45 000,00	20,06%
Frais de mission, réception, événementiel	51 336,00	22,88%
Communication	12 000,00	5,35%
Dépenses non retenues	40 500,00	18,05%
Total	224 336,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	56 000,00	24,96%
Etat	70 000,00	31,20%
Autre financement public	5 000,00	2,23%
Financements privés	5 000,00	2,23%
Ressources propres (cotisations, loyers...)	88 336,00	39,38%
Total	224 336,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Annexe 13 : Avenant n° 1 à la convention 19004103_ENSAM

Avenant n°1 à la convention n°19004103

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-184 modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020-285

Entre

La Région Ile-de-France
2, rue Simone Veil
93 400 Saint Ouen-sur-Seine
Dûment représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CP 2020-285 du 1er juillet 2020

Et
L'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers (ENSAM)
dont le statut juridique est : Etablissement public scientifique, culturel et professionnel
dont le siège social est situé 151 Boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris
Représentée en la personne de Laurent Champaney, son représentant légal, dûment habilité.
Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Après avoir rappelé :

La subvention a été attribuée, par la délibération CP 2019-184 du 22 mai 2020, conformément aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, et dans le respect du RI du dispositif Lieux d'innovation voté en n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relatif aux actions en faveur de l'émergence et du développement des lieux d'innovation.

L'article 3.4 de la convention 19004103 votée par délibération CP 2019-184 du 22 mai 2020 prévoit que les dépenses subventionnables sont prises en compte du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Le projet de l'incubateur de l'ENSAM a pris du retard du fait du renouvellement de l'équipe d'animation de l'incubateur, ce qui a généré du sous-effectif, une baisse du nombre de projets accompagnés et des animations proposées.

Considérant ces motifs, la commission permanente de la Région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2020-285 du 1er juillet 2020, décidé de prolonger la prise en compte des dépenses subventionnables jusqu'au 31 décembre 2020.

Les parties s'entendent pour signer un avenant à la convention initiale conclue entre la Région et l'ENSAM, pour acter la prolongation de la durée de prise en compte des dépenses subventionnables du projet.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE LA PERIODE DE PRISE EN COMPTE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE LA FICHE PROJET

La partie « Présentation du projet » de la fiche projet n°19004103, annexée à la délibération n° CP 2019-184 du 22 mai 2020 est modifiée comme suit :

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2020

ARTICLE 3 :

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature reste inchangée.

Les pièces contractuelles comprennent le présent avenant, la fiche projet approuvés par délibération CP 2020-285 et la convention n°19004103 conclue entre la Région et l'ENSAM approuvée par délibération n° CP 2019-181 du 22 mai 2019.

L'avenant à la convention prend effet à compter de sa signature.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires, le

Le représentant légal
du bénéficiaire,

La présidente du Conseil
régional d'Ile-de-France

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-184 modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020-285

DOSSIER N° 19004103 - 2018-2020 INCUBATEURS - ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS - SUBVENTION 2019

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-65738-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	115 000,00 € HT	40,00 %	46 000,00 €
	Montant total de la subvention		46 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS
Adresse administrative : 151 BD DE L'HOPITAL 75013 PARIS 13
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Monsieur Laurent CHAMPANEY, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : L'Incubateur Arts et Métiers accompagne les créateurs des entreprises innovantes porteuses d'avenir et créatrices d'emplois. Il contribue à affirmer la position de Paris en tant que capitale innovante

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2019.

Description :
L'incubateur de l'Ecole Nationale des Arts et Métiers a été créé en 2011 au sein du campus situé à Paris 13. Il bénéficie ainsi des ressources matérielles et immatérielles de l'école : chercheurs, laboratoires, fablab, réseau d'alumni....

Il est positionné dans l'accueil de projets ou d'entreprises développant des produits technologiquement innovants, en lien avec la vocation de l'établissement dans les matériaux.

Il comprend un préincubateur, qui permet d'accompagner en amont des projets d'étudiants entrepreneurs.

La présente aide est la deuxième subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020"

Indicateurs mis à jour :

	2018	2019p	2020p
Nombre de projets/entreprises accompagnés, dont :	30	33	33
- **Dans les murs**	28	28	28
- **Hors les murs**	2	5	5
- **Projets/entreprises internationaux**	1	3	5
- **Projets/entreprises portés par des femmes**	3	3	5
- **Projets/entreprises portés par des chercheurs**	1	3	5
- **Projets/entreprises portés par des étudiants**	10	15	20
- **Entreprises créées**	10	12	
- **Nombre d'emplois créés par les entreprises**	50	58	

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes (salaires chargés...)	109 000,00	74,15%
Autres prestations externes (services, prestations intellectuelles...)	5 000,00	3,40%
Frais de mission, réception, événementiel	1 000,00	0,68%
Dépenses non retenues	32 000,00	21,77%
Total	147 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres (ventes de prestations, loyers...)	80 000,00	54,42%
Région Ile-de-France	46 000,00	31,29%
Autofinancement	21 000,00	14,29%
Total	147 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 14 : Convention Challenge AI for Industry 2020

CONVENTION DE PARTENARIAT N° XXX

Relative à l'organisation du Paris Region Challenge AI for Industry 2020

ENTRE

La Région d'Ile-de-France
Ayant son siège 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse
agissant en vertu de la délibération n° CP ….. du xxx

ci-après dénommée la « **Région** ».

De Première Part,

Et

DASSAULT AVIATION
Société de droit français dont le siège social est situé 9, Rond-point des Champs-Élysées-Marcel Dassault, 75008 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 712 042 456,
Représentée par ……., Monsieur……..

Ci-après dénommée « **DASSAULT AVIATION** ».

De Deuxième Part,

Et

ASTECH PARIS REGION,
Ayant son siège 1-3 allée de Bruxelles, Aéroport de Paris Le Bourget, 93350 Le Bourget,
Représenté par son Président, Monsieur Jean Perrot

Ci-après dénommée « **ASTECH** ».

De Troisième Part,

Et

SYSTEMATIC PARIS REGION,
Ayant son siège dans le Bâtiment 863, 8 Avenue de la Vauve, 91127 Palaiseau,
Représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc Beylat

Ci-après dénommée « **SYSTEMATIC** ».

De Quatrième Part,

Et

STARTUP INSIDE,
Ayant son siège 92 avenue des Champs Elysées, 75008 Paris

Représenté par son CEO, Monsieur Damien Gromier

Ci-après dénommée « **STARTUP INSIDE** ».

De Cinquième Part,

La Région et DASSAULT AVIATION sont ci-après dénommées collectivement par les « **Organisateurs** ».

ASTECH, SYSTEMATIC ET STARTUP INSIDE sont ci-après dénommées collectivement par les « **Partenaires** ».

DASSAULT AVIATION, la Région, ASTECH, SYSTEMATIC ET STARTUP INSIDE sont dénommées collectivement par les « **Parties** » et individuellement par la « **Partie** ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La Région a adopté un plan en faveur du développement de l'intelligence artificielle dans lequel elle souhaite mettre cette technologie au service la compétitivité des entreprises industrielles franciliennes et l'utiliser comme levier de réindustrialisation du territoire.

Dans cette optique, la Région met en œuvre des Challenges dédiés à l'Intelligence Artificielle ouverts à toute entreprise ou structure du territoire francilien sur une base transparente et non discriminatoire.

Avec plus de 10 000 avions militaires et civils livrés dans plus de 90 pays depuis un siècle, DASSAULT AVIATION dispose d'un savoir-faire et d'une expérience reconnus dans la conception, le développement, la vente et le support de tous les types d'avion, depuis l'appareil de combat Rafale jusqu'à la famille de business jets haut de gamme Falcon en passant par les drones militaires et les systèmes spatiaux.

ASTECH est le Pôle de compétitivité francilien dédié à l'aéronautique, au spatial et à la défense.

SYSTEMATIC est le Pôle de compétitivité francilien dédié aux Deep Techs et dont l'intelligence artificielle est au cœur de sa feuille de route stratégique des prochaines années.

STARTUP INSIDE, association proposant notamment la mise en place de programmes intrapreneurs, Labs d'open innovation dans les entreprises ainsi que des Conférences d'écosystème.

Ces pôles sont les lieux où travaillent ensemble PMEs et startups, grands acteurs industriels, recherche académique et professionnels pour créer de la valeur économique et mettre sur le marché des solutions innovantes notamment au service du secteur aéronautique et spatial.

L'objectif des Parties à travers la présente Convention de partenariat est d'organiser une compétition sur l'usage de l'intelligence artificielle en réponse aux grands défis industriels, afin de sélectionner un Lauréat pouvant mener un projet scientifique en collaboration avec DASSAULT AVIATION, si DASSAULT AVIATION le souhaite.

Les Parties se sont donc rapprochées, en vue de négocier les présentes.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les Parties entendent donner la signification suivante aux termes employés avec une lettre majuscule ci-après, étant entendu que les mots au pluriel peuvent s'entendre au singulier et réciproquement :

« **Affiliée** » signifie pour une Partie donnée, (i) toute personne morale dont la Partie détient directement ou indirectement plus de cinquante pourcent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette personne morale, ou plus de cinquante pourcent (50 %) des droits de vote ordinaires de cette personne morale ou (ii) toute personne morale qui, au moment de cette détermination, détient directement ou indirectement plus de cinquante pourcent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette Partie, ou au moins cinquante pourcent (50 %) des droits de vote de ladite Partie.

« **Convention** » signifie la présente convention de partenariat, ses annexes et ses avenants éventuels.

« **Challenge** » signifie l'ensemble du processus permettant de répondre aux questions industrielles sur la base des données mises à disposition par DASSAULT AVIATION, et comprenant, notamment, l'ensemble des tâches décrites en Annexe 1.

« **Informations Confidentielles** » signifie toute information et/ou toute donnée de toute nature, incluant notamment les informations de nature technique, scientifique, opérationnelle, administrative, financière, économique, commerciale, comptable, juridique ou autre, sous quelle que forme que ce soit, brevetable ou non, divulguée par une Partie à une ou plusieurs autres Parties au titre de la Convention et (i) qui sera confirmée comme étant confidentielle par l'apposition d'une mention « confidentiel » sur le support matériel de l'information divulguée, ou (ii) qui est raisonnablement considérée comme confidentielle de par sa nature ou (iii) s'il s'agit d'une information divulguée oralement ou visuellement, qui aura été confirmée par écrit par la Partie divulgatrice comme étant confidentielle, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de sa communication orale ou visuelle. Jusqu'à l'expiration de ce délai de quinze (15) jours calendaires, les informations concernées seront considérées comme des Informations Confidentielles. En tout état de cause, et sans qu'une telle confirmation écrite soit nécessaire, les connaissances propres appartenant (en totalité ou en partie) à une autre Partie, lesquels incluent entre autres tout matériel et toutes données, de même que le contenu de la Convention seront d'emblée considérés comme des Informations Confidentielles. Cette notion s'appliquera selon ce qui est prévu à la Convention, plus particulièrement dans son article 4 ci-après.

« **Responsables de Challenge** » : signifie les responsables de Challenge des Parties désignés par chaque Partie en Annexe 1.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet :

- de définir les conditions de réalisation par les Parties du Challenge ;

- de déterminer la répartition des tâches afférentes au partenariat objet de la présente Convention telles que définies en Annexe 1 ;
- de définir le calendrier du Challenge tel que décrit en Annexe 2 ;
- de définir le règlement du Challenge auquel les candidats devront adhérer tel que défini en Annexe 3 ; et
- de définir les modalités du traitement des données à caractère personnel, en respect de la règlementation RGPD.

ARTICLE 3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE ET ORGANISATION

3.1 Chacune des Parties mettra en œuvre tout le savoir-faire, toute la compétence et tous les moyens nécessaires à la bonne exécution du Challenge, objet de la Convention. Les responsabilités propres à chacune des Parties sont définies dans l'Annexe 1.

3.2 Les Parties se tiendront régulièrement informées de l'évolution du Challenge. Dans cette optique, les Responsables du Challenge des Parties se concerteront et organiseront des réunions périodiques en vue d'examiner les points suivants :

- suivi du déroulement du Challenge, sa réorientation éventuelle ;
- propositions de communication selon les stipulations de la Convention ;
- propositions de solutions en cas de litiges d'ordre technique ou autre, selon les stipulations de la Convention.

Ces réunions de travail et de suivi auront lieu à la demande de l'une quelconque des Parties.

3.3 En outre, les Parties s'informeront en cas de difficultés ou incidents quelconques pouvant survenir et susceptibles de compromettre ou de retarder la réalisation du Challenge.

3.4 Nonobstant toute disposition contraire, toute décision des Responsables du Challenge, le contenu de tout compte-rendu ou le contenu de tout échange, oral ou écrit, entre les Responsables du Challenge qui modifierait ou affecterait les droits et/ou les obligations des Parties au titre des présentes ne sera valide et opposable qu'après avoir été constaté par voie d'un avenant écrit signé des Parties.

ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITE

4.1 Chacune des Parties, dans la limite de ses droits, transmettra aux autres Parties les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à la poursuite des objectifs de la présente Convention par ces autres Parties. Les Parties s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité s'agissant du contenu du Challenge et des Informations Confidentielles et à ne les communiquer à aucun tiers sans l'accord préalable et écrit de la Partie ayant communiqué lesdites Informations Confidentielles.

4.2 La Partie qui reçoit une Information Confidentielle d'une autre Partie s'engage à ce que les Informations Confidentielles qu'elle reçoit :

- soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles de même importance ;

- ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui de la Convention, sans le consentement préalable et écrit de la Partie qui en est propriétaire ;
- ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été spécifiquement autorisées par écrit par la Partie qui en est propriétaire.

Le non-respect par l'une des Parties ou ses préposés de l'obligation de confidentialité et de restriction d'utilisation telles que décrites dans le présent article entraînera la mise en jeu de sa responsabilité contractuelle vis-vis de la Partie propriétaire des Informations Confidentielles considérées.

Toute Partie réceptrice d'Informations Confidentielles s'engage à ne communiquer ces Informations Confidentielles qu'aux membres de son personnel ayant à en connaitre à raison de leurs fonctions aux fins d'exécuter la présente Convention.

Toute Partie réceptrice d'Informations Confidentielles s'engage à obtenir de ceux de ses Affiliées, employés, préposés, consultants ou des personnes placées sous sa responsabilité, qui seront amenés à connaître tout ou partie de ces Informations Confidentielles, dans les conditions du présent article, l'adhésion pleine et entière à un engagement de confidentialité au moins identique dans l'étendue et dans ses dispositions au présent Article, et s'engage à assumer, vis-à-vis de la Partie ayant communiqué lesdites Informations Confidentielles, l'entière responsabilité de tout manquement à ces obligations.

4.3 La présente obligation de confidentialité ne s'appliquera pas à toute information ou élément d'Information Confidentielle dont la Partie réceptrice est en mesure d'établir :

a) qu'elle était accessible au public à la date de sa communication par la Partie lui ayant communiqué l'Information Confidentielle, ou viendrait à l'être sans faute de la Partie réceptrice ;

b) qu'elle était déjà connue de la Partie réceptrice au moment de la communication de l'Information Confidentielle par la Partie émettrice ;

c) qu'elle lui a été transmise sans obligation de confidentialité par un tiers détenant l'Information Confidentielle légitimement ;

d) qu'elle a été obtenue par la Partie réceptrice par des développements indépendants entrepris de bonne foi par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à l'Information Confidentielle ;

e) qu'elle est tenue de divulguer en application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision de justice définitive ou d'une décision d'une autorité administrative, sous réserve (i) d'informer préalablement par écrit la Partie ayant communiqué l'Information Confidentielle d'une telle divulgation, (ii) qu'elle mette en œuvre tous les moyens nécessaires afin de limiter l'étendue d'une telle divulgation à ce qui est strictement nécessaire et (iii) que la confidentialité des Informations Confidentielles soit par ailleurs strictement maintenue.

4.4 Les dispositions du présent article s'appliqueront pendant la durée de la Convention et survivront pendant une période de cinq (5) ans à compter de l'expiration ou de la résiliation de la Convention et ce quelle qu'en soit la cause.

4.5 Il est expressément convenu entre les Parties que la divulgation par les Parties entre elles d'Informations Confidentielles, au titre de la Convention, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie qui les

reçoit un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur ces Informations Confidentielles.

ARTICLE 5 - COMMUNICATIONS

Il est convenu que la communication du Challenge sera co-pilotée par la Région et DASSAULT AVIATION. En particulier, toute opération de communication dans les domaines suivants (sans que cela soit limitatif) sera prise par la Région et DASSAULT AVIATION d'un commun accord :

- (i) médiatisation, création et diffusion des supports, détermination et exécution du plan d'engagement des Parties ;

- (ii) de l'IT (création, hébergement et gestion du site web dédié au Concours, gestion des candidatures, etc.) ;

- (iii) logistique (lieux dans lesquels seront notamment organisés les pitchs et les cérémonies) ;

- (iv) choix des média partenaires ; et

- (v) toute autre communication dans le cadre du Challenge.

ARTICLE 6 - GARANTIE - RESPONSABILITÉ

6.1 Pendant toute la durée de la Convention, chaque Partie est responsable selon les règles de droit commun des dommages directs résultant de sa faute et/ou de sa négligence et/ou de celles de son personnel, qui pourraient être causés aux personnes et aux biens.

6.2 Chaque Partie s'engage à respecter et faire respecter toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables, existantes et futures, qui lui incombent lors de la réalisation de sa part de travaux au titre du Challenge.

6.3 Les Parties ne seront pas responsables les unes envers les autres des dommages indirects qu'elles pourraient se causer en application de la Convention, notamment de tous dommages immatériels tels que pertes de chiffre d'affaires, de marge, de clientèle, de chance, préjudice d'image ou coûts d'interruption d'activité économique, sauf si ces pertes, préjudice ou coûts résultent du non-respect de l'article 4 (« CONFIDENTIALITE »), ou d'une négligence ou d'une faute, auquel cas ils ne seront pas concernés par la présente exclusion.

6.4 Chacune des Parties prend en charge, pour ce qui la concerne, la couverture de ses personnels ou des personnes agissant pour son compte et intervenant dans le cadre de la présente Convention, conformément à la législation applicable, notamment la législation du travail et des maladies professionnelles et procède aux formalités légales qui lui incombent, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. La réparation des dommages éventuels subis par ces personnes s'effectuera notamment en tenant compte de leur statut propre.

Chacune des Parties est responsable, dans les conditions du droit commun des dommages qu'elle pourrait causer aux personnes ou aux biens, à l'occasion ou du fait de l'exécution de la Convention.

Chaque Partie reconnaît, au regard de son statut et pour ce qui la concerne (i) être son propre assureur ou (ii) prendre en charge la souscription et le maintien des polices d'assurance nécessaires à la couverture de ses responsabilités dans le cadre de l'exécution de la Convention.

ARTICLE 7 - FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne sera tenue responsable d'un manquement à ses obligations définies à la présente Convention résultant d'une cause de force majeure définie par l'article 1218 du Code Civil et de la jurisprudence.

En cas de force majeure, aucune autre Partie ne pourra réclamer des dommages et intérêts pour non-exécution de ses obligations par la Partie affectée par l'événement de force majeure, définies dans la présente Convention.

Pour se prévaloir de la force majeure, la Partie qui en est affectée doit notifier aux autres Parties l'événement de force majeure, dès que possible à compter de sa survenance, en indiquant une estimation de sa durée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dès que celui-ci prend fin, la Partie empêchée le notifie aux autres Parties et doit reprendre l'exécution de ses obligations.

Dans le cas où cet événement se prolongerait pendant une période excédant trois (3) mois et ne permettrait pas l'exécution des clauses essentielles de la présente Convention, les Parties se réuniront afin de déterminer, de bonne foi, les conditions dans lesquelles la présente Convention pourra être poursuivie ou résiliée.

ARTICLE 8 - DUREE

La Convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par toutes les Parties et restera en vigueur sauf résiliation anticipée telle que prévue à l'article 9 ci-dessous, pour une durée de douze (12) mois.

Toute extension ou prolongation de la durée de la Convention se fera par voie d'avenant signé par les Parties précisant notamment l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de son financement.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION

Toute violation des obligations contractuelles par l'une des Parties entraînera la résiliation de plein droit de la Convention et ce, dans les délais précisés dans la mise en demeure restée sans effet dans un délai de trente (30) jours et adressée par la lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Partie défaillante qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de la prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la(les) Partie(s) plaignante(s) du fait de la résiliation anticipée de la Convention.

La présente Convention pourra être résiliée d'un commun accord par voie d'un simple courrier cosigné des Parties.

Nonobstant l'arrivée à échéance de la Convention ou sa résiliation anticipée, les dispositions de l'Article 4 demeureront applicables aux Parties pendant les durées visées audit article.

ARTICLE 10 - GENERALITES

10.1 La Convention et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties. Tout accord préalable, écrit ou oral, exprès ou tacite, relatif à l'objet de la Convention est caduc et est nul et non avenu.

10.2 Toute modification portant exclusivement sur le calendrier du Challenge (Annexe 2) devra faire l'objet d'un accord écrit signé par les Parties, sans nécessité de nouveau vote en Commission Permanente du Conseil Régional. Toute autre modification de la convention nécessite la conclusion d'un avenant signé entre les parties.

ARTICLE 11- CESSION - TRANSFERT DE CONVENTION

11.1 Les Parties déclarent que la Convention est conclu « *intuitu-personae* ». En conséquence, elle est personnelle aux Parties, incessible et intransmissible.

11.2 Aucune des Parties ne pourra céder ou transférer en tout ou partie à quiconque, de quelque manière que ce soit, les droits et obligations résultant de la Convention, sans l'autorisation préalable et écrite des autres Parties. Le successeur éventuel s'engage à respecter l'ensemble des termes de la Convention.

11.3 En cas de consentement à la cession ou au transfert de la Convention à un tiers, il est d'ores et déjà entendu que ledit tiers sera, en tout état de cause, soumis aux mêmes obligations que celles mises à la charge de la Partie à laquelle il succède dans la présente Convention à moins que les Parties restantes en conviennent ensemble autrement. Un avenant à la présente Convention entre les Parties restantes et le tiers concerné devra être élaboré, ce dernier définira les obligations respectives desdites Parties, conformément à l'alinéa précédent.

ARTICLE 12 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chacune des Parties s'engage à respecter et à se conformer à toutes les dispositions qui leur sont applicables au titre du Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « **RGPD** ») et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés (ci-après collectivement désignés la « **Législation sur les Données à Caractère Personnel** »).

Pour les besoins du présent Article 12. « Données à Caractère Personnel », les termes « **Données à Caractère Personnel** », « **Personne Concernée** », « **Traitement** », « **Responsable du Traitement** », « **Responsables Conjoints du Traitement** », « **Violation de Données à Caractère Personnel** » ont la même signification que celle prévue au titre de la Législation sur les Données à Caractère Personnel.

Il est entendu que les obligations de chacune des Parties, au titre des présentes, ne peuvent faire l'objet d'une quelconque limitation ou exclusion de responsabilité.

1. Traitement de coordonnées professionnelles des Parties

Les Parties peuvent traiter, chacune en tant que Responsable du Traitement, les coordonnées du personnel des autres Parties intervenant au titre de la Convention et ce uniquement à des fins de gestion administrative et dans le cadre de l'exécution de la Convention.

À ce titre, chacune des Parties s'engage à respecter la Législation sur les Données à Caractère Personnel et à fournir aux Personnes Concernées la mention d'information, figurant en Annexe 4 « Notice d'Information » des présentes, fournie par les autres Parties afin de permettre à cette dernière d'être conforme avec l'article 14 du RGPD.

2. <u>Responsables Conjoints du Traitement</u>

Par ailleurs, au titre de la Convention, les Parties sont amenées à déterminer conjointement les finalités et les moyens de traitement relatifs à l'organisation et au déroulement du Challenge, au sens de la Législation sur les Données à Caractère Personnel en qualité de Responsables Conjoints du Traitement au sens de l'article 26 du RGPD.

À ce titre, la présente section a pour objet de définir les termes et conditions dans lesquelles les Parties effectueront les traitements considérés ainsi que leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences de la Législation sur les Données à Caractère Personnel.

Au titre des présentes les termes :

- « **Participant(s)** » signifie la (ou les) personne(s) physique(s) ayant rempli un dossier de candidature au Challenge pour le compte d'un (ou des) Candidat(s) tels que définis à l'Article 2.3 du Règlement figurant en Annexe 3.

- « **Participant(s) Sélectionné(s)** » signifie la (ou les) personne(s) physique(s) participant au Challenge pour le comte d'un (ou des) Candidat Sélectionnés, tels que définis à l'Article 2.3 du Règlement figurant en Annexe 3.

- « **Représentants des Candidats** » signifie les représentants des Candidats.

- « **Employés des Candidats** » signifie les employés des Candidats en ce inclus les Participants.

<u>Les Parties définissent les caractéristiques des traitements comme suit</u> :

- La (ou les) finalité(s) du (ou des) Traitement(s) est (sont) de permettre :
  - L'étude de la conformité des dossiers des Candidats par rapport aux critères d'éligibilité fixés dans le règlement
  - La prise de contact auprès des Candidats Sélectionnés afin notamment de leur transmettre les informations sur les prochains jalons du Challenge
  - L'utilisation de citations, d'images ou de captations vidéo des Représentants et/ou Employés des Candidats à des fins de communication, médiatisation (dossiers de presse notamment) par les Organisateurs et/ou les Partenaires. Pour cette dernière finalité, un consentement spécifique sera demandé au Candidat. La Région IDF fait son affaire de la mise en œuvre de ce consentement auprès des Candidats.
- La (ou les) nature(s) du (ou des) Traitement(s) réalisé(s) est (sont): tenue du registre des Candidats, communication et médiatisation autour des Représentants et/ou Employés des Candidats.
- Le (ou les) Traitement(s) susvisés est (sont) réalisé(s) par : les Organisateurs et les Partenaires, notamment les Responsables de Challenge.
- La (ou les) catégorie(s) de Données à Caractère Personnel collectées est (sont): relatives à l'état civil, l'identité et autres données d'identification ainsi qu'à l'image soit les noms, prénoms, adresses emails, numéros de téléphone et le cas échéant photographies et/ou captations vidéos des Représentants et des Employés des Candidats.
- La (ou les) catégorie(s) de Personnes Concernées par le(s) Traitement(s) est (sont):les Participants, les Participants Sélectionnés, les Représentants de Candidats et les Employés des Candidats.
- La (ou les) durée(s) de conservation des Données à Caractère Personnel est (sont) de: 6 mois à compter de l'ouverture de la plateforme d'inscription au Challenge à l'exclusion de

l'utilisation visée par les dispositions de l'article 15 « Droit d'image » du Règlement du Concours.
- La (ou les) zone(s) géographique(s) où est (sont) réalisé(s) le(s) Traitement(s) de Données à Caractère Personnel: France à l'exclusion de l'utilisation visée par les dispositions de l'article 15 « Droit d'image » du Règlement du Concours.
.
- Les mesures de sécurité relatives au(x) Traitement(s) sont les suivantes : les mêmes que les mesures de sécurité relatives au traitement des données des Organisateurs.
- La (ou les) collecte(s) des Données à Caractère Personnel est (sont) effectuée(s) par les Organisateurs.
- La mention d'information relative au(x) Traitement(s) est portée à la connaissance des Personnes Concernées par : les Organisateurs. La formulation et le format de la mention information figurent dans le Règlement du Challenge, Annexe 3 de la présente Convention.
- Les grandes lignes de cette section sont mises à la disposition des Personnes Concernées au titre du Règlement du Challenge.

Il est rappelé que les Personnes Concernées peuvent exercer les droits que le RGPD leur confère à l'égard de et contre chacun des responsables du traitement. À ce titre, les Parties désignent comme point de contact pour les Personnes Concernées:

Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de DASSAULT AVIATION :
- Par courrier électronique : RGPD@dassault-aviation.com
- Par adresse postale :
  Dassault Aviation
  À l'attention du Délégué à la Protection des Données Personnelles
  78, Quai Marcel Dassault
  92210 Saint-Cloud

ET/OU

Le correspondant à la protection des Données à Caractère Personnel désigné par la Région :
Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de la Région Ile de France
- Par courrier électronique : dpo@iledefrance.fr
- Par adresse postale :
  Région Ile-de-France
  À l'attention du Délégué à la Protection des Données
  2 rue Simone Weil
  93400 Saint-Ouen

ARTICLE 13 - DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES

La Convention est régie par le droit français.

En cas de difficultés quant à l'interprétation, l'exécution, l'expiration ou la résiliation de la Convention et à ses suites, les Parties feront leur possible pour trouver de façon amiable, un terrain d'entente et un accord sous un délai de trois (3) mois. En cas de désaccord persistant, la Partie la plus diligente saisira le tribunal administratif de Paris auquel il est fait attribution exclusive de compétence.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Annexes

Sont annexés à la Convention, pour en faire partie intégrante, les documents suivants :

Annexe 1 : Responsables de Challenge et Partage des tâches

Annexe 2 : Calendrier

Annexe 3 : Règlement du Challenge

Annexe 4 : Notice d'Information

14.2 Indépendance des Parties

Les Parties agissent en tant que contractants indépendants. La Convention ne peut être interprétée comme faisant d'une Partie le représentant, l'agent ou le mandataire d'une (ou des) autre(s) Partie(s) ni comme établissant un partenariat ou une société commune entre les Parties, toute responsabilité solidaire à l'égard des tiers ou entre les Parties étant formellement exclue. Ainsi, chaque Partie s'engage à ne rien faire qui puisse induire en erreur un tiers à cet égard, ni prendre aucun engagement, ni offrir une quelconque garantie au nom d'une ou plusieurs autre(s) Partie(s), ni à utiliser de quelque manière que ce soit les noms et marques d'une autre Partie sans l'accord préalable écrit de celle-ci.

14.3 Le fait pour une des Parties d'omettre, en une ou plusieurs occasions, de se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions de la Convention, ne pourra en aucun cas être interprété comme une renonciation par la Partie intéressée à s'en prévaloir ultérieurement.

14.4 Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des dispositions de la Convention serait contraire à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feront les amendements nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres dispositions resteront en vigueur et les Parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution acceptable, tant sur le plan économique que juridique, dans l'esprit de la Convention.

14.5 Toutes les clauses et conditions de la Convention, en ce compris l'exposé préalable et l'Annexe 1 qui en fait partie intégrante, sont de rigueur. Chacune d'elles est une condition déterminante de la Convention sans laquelle les Parties n'auraient pas contracté, sous réserve des stipulations ci-dessus relatives à la validité.

Fait à Saint-Ouen en quatre (4) exemplaires originaux,

Pour la Région Ile-de-France Valérie Pécresse Présidente	Pour DASSAULT AVIATION [TBD]
Pour STARTUP INSIDE [TBD]	Pour ASTECH [TBD]
Pour SYSTEMATIC Jean-Luc Beylat Président	

Convention de partenariat – Paris Region Challenge AI for Industry 2020

Annexe 1 : Responsables de Challenge et Partage des tâches

Responsables de Challenge

- Pour la Région : MM. Samy Jousset, Chargé de Mission Deep Techs et Mathias Gato, Chargé de Mission Aéronautique, Spatial Défense
- Pour DASSAULT AVIATION : MM. Fabrice Lebeau, Chief Data Officer et Dominique Morin Auzary, Responsable Innovation.
- Pour ASTECH : Mme Séverine Coupé, Directrice Générale Adjointe.
- Pour SYSTEMATIC : Mme Salma Essafi, Responsable des Opérations.
- Pour STARTUP INSIDE : Stéphanie Trang, Directrice

Partage des tâches

Les tâches et responsabilités des Parties impliquées dans le Challenge sont les suivantes :

Région Ile-de-France

- Contribue au pilotage et à l'ingénierie du projet,
- Pilote la communication.

Phase 1 (Challenge) :

- Publie l'appel à projet,
- Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles,
- Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection,
- Consolide le dossier de presse,
- Met à disposition et tient à jour le site internet du Challenge,
- Participe aux évènements de promotion/réunion d'information dédiés,
- Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature et sélectionne dix (10) candidats ainsi que cinq (5) candidats de réserve,
- Participe au jury de sélection du Lauréat avec un droit de véto,
- Délivre le prix au Lauréat en proposant aux élus régionaux une subvention en faveur du Lauréat.

Phase 2 (Projet du lauréat) :

- Subventionne le projet du Lauréat, projet mené en collaboration avec DASSAULT AVIATION si DASSAULT AVIATION et le Lauréat en décident ainsi suite au Challenge.

Phase 3 (Post Projet, retour d'expérience et communication) :

- Communication autour des résultats : communiqués de presse,
- Recueil des suggestions d'amélioration.

DASSAULT AVIATION

- Contribue au pilotage et à l'ingénierie du projet,
- Contribue au pilotage de la communication.

Phase 1 (Challenge) :

- Identifie le défi industriel à proposer,
- Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles,
- Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection,
- Contribue à l'élaboration d'un dossier de presse,
- Contribue aux éléments de communication utilisés sur le site internet du Challenge et pour les évènements de promotion/réunion d'information dédiés,
- Co-instruit et co-évalue avec la Région Ile de France les dossiers de candidature et sélectionne dix (10) candidats ainsi que cinq (5) candidats de réserve,
- Participe aux évènements de promotion/réunion d'information dédiés,
- Recueille, prépare, labellise l'ensemble des données qui seront mises à disposition des candidats sélectionnés,
- Fournit un accompagnement technique raisonnable des candidats sélectionnés,
- Participe au jury de sélection du Lauréat avec un droit de véto.

Phase 2 (Projet du Lauréat) :

- Si DASSAULT AVIATION et le Lauréat décident de collaborer suite au Challenge, ils mettent en place le cadre juridique de cette collaboration et DASSAULT AVIATION fournit au Lauréat un accompagnement technique pendant le temps du projet.

Phase 3 (Post Projet, retour d'expérience et communication) :

- Communication autour des résultats : communiqués de presse, soumission à des revues scientifiques pertinentes au regard des résultats obtenus.
- Recueil des suggestions d'amélioration,
- Bilan et suivi des perspectives de développement.

ASTECH

Phase 1 (Challenge) :

- Réalise la promotion du Challenge sur la base des informations fournies par les Parties,
- Co-organise les évènements de promotion/réunion d'information dédiés,
- Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles,
- Fournit sur demande de la Région ou de DASSAULT AVIATION un avis consultatif pour la sélection des dix (10) candidats sélectionnés et des cinq (5) en réserve,
- Co-conseille les candidats sélectionnés sur le montage de leur dossier scientifique, voire les candidats en réserve en cas de désistement de candidats sélectionnés,
- Participe au jury de sélection du Lauréat,
- Sur demande des candidats sélectionnés pendant le Challenge ou avant le 30 juin 2021, pourra fournir un suivi relatif au développement de leur activité.

Phase 2 (Projet du Lauréat) :

- Sur demande du Lauréat, fournit un accompagnement pour le développement de son activité pendant toute la durée du projet.

Phase 3 (Post Projet, retour d'expérience et communication) :

- Assure le relai des communiqués de presse des Organisateurs,

- Promotion des solutions développées et mise en relation des candidats avec des donneurs d'ordres potentiels.

SYSTEMATIC

Phase 1 (Challenge) :

- Réalise la promotion du Challenge sur la base des informations fournies par les Parties,
- Co-organise les évènements de promotion/réunion d'information dédiés,
- Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles,
- Fournit sur demande de la Région ou de DASSAULT AVIATION un avis consultatif pour la sélection des dix (10) candidats sélectionnés et des cinq (5) en réserve,
- Co-conseille les candidats sélectionnés sur le montage de leur dossier scientifique, voire les candidats en réserve en cas de désistement de candidats sélectionnés,
- Participe au jury de sélection du Lauréat,
- Sur demande des candidats sélectionnés pendant le Challenge ou avant le 30 juin 2021, pourra fournir un suivi relatif au développement de leur activité.

Phase 2 (Projet du Lauréat) :

- Sur demande du lauréat, fournit un accompagnement pour le développement de son activité pendant toute la durée du projet.

Phase 3 (Post Projet, retour d'expérience et communication) :

- Communication autour des résultats : relais des communiqués de presse des Organisateurs
- Promotion des solutions développées et mise en relation des candidats avec des donneurs d'ordres potentiels.

STARTUP INSIDE

Phase 1 (Challenge)

- Effectue la promotion et relaie le challenge dans les newsletters auprès de l'écosystème européen de startups sur la base des informations fournies par les Organisateurs (au moins 2 fois: à l'annonce de l'ouverture des candidatures, pour rappel avant fin des candidatures),
- Promotion sur leur(s) site(s) internet,
- Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles,
- Annonce du lancement du Challenge lors de l'événement « AI for Industry » et dans les évènements ultérieurs organisés ou co-organisés par Startup Inside,
- Participe au jury.

Phase 3 (Post Projet): Retour d'expérience et communication:

- Communication autour des résultats des projets (dont communiqués de presse),
- Annonce préférentielle de la désignation des lauréats dans les évènements organisés par Startup Inside,
- Promotion des solutions développées et mise en relation des candidats avec des donneurs d'ordres potentiels.

Convention de partenariat - Paris Region Challenge AI for Industry 2020

Annexe 2 : Calendrier

- Ouverture du site internet d'inscription au Challenge le 06 octobre 2020,
- Soumission des dossiers de candidature sur le site internet d'inscription au Challenge avant le 22 novembre 2020 à 23h59 (horodatage informatique faisant foi),
- Sélection de dix (10) candidats et d'une liste de réserve de cinq (5) candidats par les Organisateurs le 11 décembre 2020,
- Signature de l'engagement de confidentialité et envoi informatique & courrier par les dix (10) candidats sélectionnés au plus tard le 18 décembre 2020,
- Ouverture de la plateforme d'analyse des données du Challenge pour les dix (10) candidats sélectionnés le 06 janvier 2021,
- En cas de désistement(s) de candidat(s) sélectionné(s) et au plus tard le 18 janvier 2021, appel à autant de candidat(s) de la liste de réserve que de désistement(s), dans la limite de cinq (5). Les candidat(s) appelés sont soumis à l'obligation de signature de l'engagement de confidentialité et envoi informatique & courrier sous deux (2) jours après appel par les Organisateurs. Ouverture de la plateforme d'analyse des données du Challenge à ce(s) candidat(s) dès réception de leur engagement de confidentialité signé,
- Soumission au jury par chaque candidat sélectionné d'un dossier scientifique au plus tard le 14 mars 2021 à 23h59,
- Audition des candidats sélectionnés et sélection du Lauréat par le jury la semaine du 22 mars 2021,
- Validation et vote de la subvention au Lauréat par la Commission Permanente du Conseil Régional en juillet 2021,
- Annonce officielle du Lauréat lors du salon du Bourget,
- Lancement éventuel des travaux avec les équipes de DASSAULT AVIATION en septembre 2021.

Convention de partenariat - Paris Region Challenge AI for Industry 2020

Annexe 3 : Règlement

REGLEMENT DU CONCOURS

Paris Region Challenge 2020 « AI for Aeronautics »

Contexte

La Région Ile-de-France a adopté le 15 octobre 2018 son plan IA2021 visant, notamment, à valoriser l'excellence des entreprises franciliennes dans ce domaine, et à leur donner les moyens de prendre des positions dans la compétition internationale, tout en contribuant à faire progresser des enjeux économiques, sociaux et sociétaux.

ARTICLE 1 : ORGANISATION

Dans le cadre de son plan IA2021, la Région Île-de-France met en place un challenge IA pour l'Industrie intitulé « *Paris Region AI Industry Challenge 2020*» (le « **Challenge** »).

La Région Île-de-France souhaite ainsi contribuer à l'émergence de solutions innovantes pour l'industrie, et soutenir le développement de champions d'envergure internationale dans le domaine de l'IA appliquée à l'Industrie.

Les modalités du Challenge sont définies dans le présent règlement (le « **Règlement** »). Le Challenge est organisé par la Région Île-de-France, en partenariat avec DASSAULT AVIATION (« **DASSAULT AVIATION** ») dont le siège social est situé 9, Rond-point des Champs-Élysées-Marcel Dassault, 75008 Paris (France).

Ci-après dénommées les « **Organisateurs** ».

Sont également impliquées dans le Challenge, en tant que support, les organisations suivantes :

- ASTECH, STARTUP INSIDE et SYSTEMATIC Paris Région, associations dont les sièges sont situés respectivement au 1-3 allée de Bruxelles, Aéroport de Paris Le Bourget, 93350 Le Bourget, [adresse startup inside] et Bâtiment 863, 8 Avenue de la Vauve, 91127 Palaiseau (« **ASTECH, STARTUP INSIDE et SYSTEMATIC**»).

Ci-après dénommées les « **Partenaires** ».

ARTICLE 2 : OBJECTIF, DESCRIPTION ET CALENDRIER DU CHALLENGE

2.1. Objectif

Le Challenge a pour vocation de sélectionner les Très Petites Entreprises (TPE), Petites et Moyennes Entreprises (PME), Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) et laboratoires de recherche académiques associés à une entreprise (les **« Groupements »),** ayant les

propositions les plus pertinentes pour répondre au défi industriel posé par DASSAULT AVIATION dans le domaine de l'aéronautique.
Ce défi consiste à développer et valider un algorithme prédisant la réponse temporelle, au cours d'un vol, de jauges de contrainte présentes uniquement sur avion d'essai. Cette prédiction est à établir à partir des signaux temporels générés par un ensemble de capteurs fonctionnels présents sur tous les avions de la flotte.
Cet algorithme permettra de contribuer aux enjeux de DASSAULT AVIATION en termes de maintenance prédictive, en particulier sur les éléments structuraux des aéronefs de sa gamme civile (Falcon).

2.2. Bases de données

Les données proviendront de capteurs et jauges d'un avion d'essai, acquises lors de vols d'essais. Ces vols présentent plusieurs séquences caractéristiques telles que des phases au sol avec virage, freinage, décollage et atterrissage, et des phases en vol avec des manœuvres. Pendant ces phases, des séquences sollicitant la structure de l'avion peuvent se produire telles que des rafales de vent ou des turbulences. Ces phases et évènements forment des classes de séquences de vol déséquilibrées, avec notamment une surreprésentation des phases de vol en palier. Un équilibrage des classes de séquences de vol sera effectué pour l'évaluation de la justesse de la prédiction.

Un premier échantillon-test (« **Starting Kit** ») sera fourni via la plateforme du Challenge. Il correspond à l'ensemble des capteurs et jauges d'un nombre réduit de vols. Deux autres échantillons (ci-après les « **Données d'apprentissage** » et « **Données d'évaluation** ») seront non visibles des candidats sélectionnés et observable uniquement par l'algorithme d'apprentissage sur la plateforme du challenge. Ils correspondent à l'ensemble des capteurs et jauges d'un nombre important de vols.

Ces données seront uniquement accessibles aux candidats sélectionnés par les Organisateurs selon les modalités ci-après.

2.3. Modalités de participation

Les candidats souhaitant concourir au Challenge (les « **Candidats** ») remplissent un dossier de candidature sur le site internet d'inscription au Challenge. Les Organisateurs sélectionnent parmi eux dix (10) Candidats (les « **Candidats Sélectionnés** ») qui auront alors accès au Starting Kit. Ils pourront analyser ces données pour concevoir la méthodologie à mettre en place pour répondre au défi industriel proposé. Une fois la méthodologie implémentée dans un code de programmation, les Candidats Sélectionnés pourront le soumettre sur la plateforme du Challenge.

La plateforme utilisera la fonction d'apprentissage développée pour exploiter les Données d'apprentissage et générer un modèle de réponse. Ce modèle de réponse généré sera testé sur les Données d'évaluation pour comparer la réponse de l'algorithme et la réponse-cible sur ces données et évaluer l'aptitude de la méthode et du modèle à répondre au défi industriel posé.

Pour le défi industriel proposé, les Candidats Sélectionnés pourront pré-entraîner, s'ils le souhaitent, leurs algorithmes sur des données extérieures, notamment des bases de données publiques.

Parmi les Candidats Sélectionnés, un jury (le « **Jury** ») dont la composition est définie ci-après choisira le lauréat du Challenge (le « **Lauréat** »).

2.4. Calendrier

- Recueil des candidatures :
  - Les inscriptions sont ouvertes à partir du 06 octobre 2020 ;
  - Les dossiers de candidatures sont à poster avant le 22 novembre 2020 à 23h59 (horodatage informatique faisant foi).
- Sélection de dix (10) Candidats par les Organisateurs le 11 décembre 2020, qui devront impérativement retourner l'engagement de confidentialité de DASSAULT AVIATION signé au plus tard le 18 décembre 2020. Mise en liste de réserve de cinq (5) Candidats supplémentaires susceptibles d'être appelés en cas de désistement(s) de Candidat(s) Sélectionné(s).
- Ouverture de l'accès aux données du Challenge à compter du 06 janvier 2021, jusqu'au 14 mars 2021 à 23h59 (horodatage informatique faisant foi) pour les Candidats Sélectionnés.
- En cas de désistement(s) de Candidat(s) Sélectionné(s) et au plus tard le 18 janvier 2021, appel à autant de candidat(s) de la liste de réserve que de désistement(s), dans la limite de cinq (5). Les candidat(s) appelés seront considérés comme des Candidats Sélectionnés et sont soumis à l'obligation de signature de l'engagement de confidentialité et envoi informatique & courrier sous deux (2) jours après appel par les Organisateurs. Ouverture de la plateforme d'analyse des données du Challenge à ce(s) candidat(s) dès réception de leur engagement de confidentialité signé,
- Soumission au Jury par chaque Candidat Sélectionné d'un dossier scientifique au plus tard le 14 mars 2021 à 23h59 (horodatage informatique faisant foi)
- Audition des Candidats Sélectionnés par le Jury durant la semaine du 22 mars 2021. Sélection du Lauréat par le Jury et annonce aux Candidats Sélectionnés deux (2) semaines au plus tard après la dernière audition.
- Annonce officielle du Lauréat lors du salon du Bourget 2021.
- Validation et vote de la subvention au Lauréat par la Commission Permanente du Conseil Régional en juillet 2021.
- Éventuel lancement du projet collaboratif avec les équipes de DASSAULT AVIATION en septembre 2021.

Pour toute demande d'information complémentaire, contactez : aichallenge@parisregion.eu

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Le Challenge est ouvert aux :

- TPE et PE (entreprises de moins de 50 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros) ;
- ME (entreprises de moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros) ;
- ETI (entreprise de taille intermédiaire) ; et aux
- Groupements associant soit un laboratoire public et une (ou plusieurs) entreprise(s) privée(s), soit plusieurs entreprises de type TPE, PE, ME ou ETI.

Le Challenge est ouvert aux entreprises ou Groupements de l'Union Européenne, ou de Suisse, déjà constitués et ayant leur siège social ou l'établissement permanent qui participera aux travaux relatifs au Challenge situé dans la Région Île-de-France ou ayant un projet d'implantation en Île-de-France dans un délai de six (6) mois maximum à partir de la date d'ouverture du Challenge (ce projet d'implantation devant être significatif en termes de moyens et ressources humaines).

Conformément au droit européen et à l'article 2 du RGEC, les entreprises en difficulté ne seront pas éligibles au Challenge.

ARTICLE 4 : DOSSIER DE CANDIDATURE ET CRITÈRES DE SÉLECTION

4.1. Dossier de candidature

Les entreprises et laboratoires souhaitant concourir au Challenge devront déposer un dossier de candidature sur le site du Challenge à l'adresse suivante : https://aichallenge.parisregion.eu (le « **Site** »).

Une candidature est portée par une seule entreprise au nom et pour le compte d'un Groupement.

Tout dossier de candidature devra être signé et déposé par voie électronique par le représentant légal du Candidat sur le Site.

Le dossier de candidature du Candidat comprendra le formulaire de candidature dûment complété (l'ensemble des champs obligatoires devant être remplis).

Il appartient à chaque Candidat de prendre connaissance du présent Règlement (accessible sur le Site) préalablement au dépôt de son dossier de candidature. A ce titre, un dossier de candidature ne pourra être déposé que si le représentant légal du Candidat (au nom et pour le compte du Candidat), en cochant les cases correspondantes, déclare avoir lu et accepter sans réserve les conditions du présent Règlement.

Au-delà de deux cents (200) candidatures, les Organisateurs se réservent toutefois la possibilité de clôturer par anticipation les inscriptions au Challenge.

La participation d'un Candidat sera prise en compte au moment où il aura déposé son dossier de candidature, sous réserve du respect des termes du présent Règlement.

Les dossiers de candidature non complets ou soumis après la date de clôture des inscriptions (y compris en cas de clôture des inscriptions par anticipation) ne seront pas pris en compte.

Les Organisateurs ne sauraient être tenus responsables au cas où un (ou plusieurs) Candidat ne parvient pas à se connecter sur le Site, du fait de tout défaut technique ou de tout problème lié, notamment, et non limitativement, à l'encombrement du réseau, une erreur humaine ou d'origine électrique, une intervention malveillante, un dysfonctionnement de logiciel ou de matériel ou un cas de force majeure.

Les Candidats s'engagent à communiquer des informations exactes dans leur dossier de candidature. Les Organisateurs se réservent la possibilité de réclamer aux Candidats toute justification des informations mentionnées dans le dossier de candidature. Les Organisateurs ne sauraient être tenus pour responsables de l'inexactitude des informations communiquées par les Candidats.

4.2. Critères de sélection

Pour la sélection des Candidats, les Organisateurs apprécieront leur valeur notamment au regard des critères suivants, cités sans ordre croissant ou décroissant d'importance :

- Expériences & compétences du candidat dans le domaine aéronautique ;
- Expériences & compétences du candidat dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Pour le choix du Lauréat, les membres du Jury apprécieront le classement des modèles développés par les Candidats Sélectionnés et visible sur la plateforme du Challenge, et la valeur de la réponse apportée dans le dossier scientifique des Candidats Sélectionnés. Les critères suivants seront notamment pris en compte, cités sans ordre d'importance :

- Classes de séquences de vols couvertes par la prédiction (Sol / Vol / Manœuvre / Turbulences atmosphériques) ;
- Justesse de la prédiction sur chaque classe;
- Justesse de la prédiction sur des séquences critiques pour l'avion ;
- Explicabilité des résultats ;
- Bonne compréhension de la physique sous-jacente ;
- Frugalité de l'apprentissage ;
- Retours sur les données d'apprentissage ;
- Perspectives en termes de développement économique et de création d'emploi.

4.3 Droit de veto

Chaque Organisateur disposera d'un droit de veto sur les Candidats Sélectionnés et sur le Lauréat.

Ce droit lui permettant de s'opposer à la sélection d'un Candidat ou à la désignation d'un Lauréat incompatible avec ses choix stratégiques.

Les membres du Jury s'engagent à se déporter lors de la sélection des Candidats et la désignation du Lauréat dans lequel il détiendrait directement ou indirectement une participation.

ARTICLE 5 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour les besoins du présent Article 5. « Données à Caractère Personnel », les termes « **Données à Caractère Personnel** », « **Traitement** », « **Responsable du Traitement** », « **Responsables Conjoints du Traitement** », « **Personnes Concernées** » ont la même signification que celle prévue au titre du Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD ») et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés (ci-après collectivement désignés la « **Législation sur les Données à Caractère Personnel** »).

Au titre des présentes les termes :

- « **Participant(s)** » signifie la (ou les) personne(s) physique(s) ayant rempli un dossier de candidature au Challenge pour le compte d'un (ou des) Candidat(s).

- « **Participant(s) Sélectionné(s)** » signifie la (ou les) personne(s) physique(s) participant au Challenge pour le comte d'un (ou des) Candidat Sélectionnés, tels que définis à l'Article 2.2 du présent Règlement.

- « **Représentants des Candidats** » signifie les représentants des Candidats.

- « **Employés des Candidats** » signifie les employés des Candidats en ce inclus les Participants.

1. Responsable du Traitement

Conformément à la Législation sur les Données à Caractère Personnel, les Données à Caractère Personnel des Participants, Représentants et Employés des Candidats font l'objet de Traitements par les Organisateurs et les Partenaires, agissant en qualité de Responsables Conjoints du Traitement. À ce titre, les Organisateurs et les Partenaires déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement relatifs à l'organisation et au déroulement du Challenge.

Pour toute demande relative aux Traitements de ses Données à Caractère Personnel, tout Participants, Représentants et Employés des Candidats peut contacter:

Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de DASSAULT AVIATION :
- Par courrier électronique : RGPD@dassault-aviation.com
- Par adresse postale :
  Dassault Aviation
  A l'attention du Délégué à la Protection des Données Personnelles
  78, Quai Marcel Dassault
  92210 Saint-Cloud

ET/OU

Le correspondant à la protection des Données à Caractère Personnel désigné par la Région :
Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de la Région Ile de France
- Par courrier électronique : dpo@iledefrance.fr
- Par adresse postale :
  Région Ile-de-France
  A l'attention du Délégué à la Protection des Données
  2 rue Simone Weil
  93400 Saint-Ouen

2. Collecte et Traitement des Données à Caractère Personnel des Candidats

Les Données à Caractère Personnel relatives à l'état civil, l'identité et autres données d'identification, ainsi qu'à l'image soit les noms, prénoms, adresses emails, numéros de téléphone et le cas échéant photographies et/ou captations vidéos des Représentants et des Employés Candidats sont collectées par les Organisateurs et font l'objet d'un Traitement par les Organisateurs et les Partenaires, pour les besoins des finalités suivantes :
- Étude de la conformité des dossiers des Candidats par rapport aux critères d'éligibilité fixés dans le présent règlement.
- Prise de contact auprès des Candidats Sélectionnés afin notamment de leur transmettre les informations sur les prochains jalons du Challenge.
- Utilisation de citations, d'images ou de captations vidéo des Représentants et/ou Employés des Candidats à des fins de communication, médiatisation (dossiers de presse notamment) par les Organisateurs et/ou les Partenaires

Lesdites Données à Caractère Personnel sont conservées, de façon sécurisée, pour une durée de 6 mois, à l'exclusion de l'utilisation visée au titre des dispositions de l'article 15 « Droit d'image » du présent Règlement.

En participant au Challenge, les Participants, Représentants et Employés des Candidats consentent au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel par les Organisateurs et les Partenaires, dans le respect des conditions telles que précisées au sein de la présente section.

La Région vous informe que :

Vos données sont collectées afin d'assurer le fonctionnement et le déroulement du Challenge. Le traitement de données est mis en œuvre par la région Ile-de-France, Pôle Développement Économique et Emploi, Direction des Politiques Économiques Régionales, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen, qui en est le responsable de traitement.

Vos données:

Sont-elles transmises à d'autres structures (destinataires) ?		☒Oui	☐Non
☒ Structures travaillant avec la région pour l'accomplissement de la politique	Partenaires et Organisateurs du Challenge		

Sont –elles transférées hors de l'Union Européenne ou auprès d'une organisation internationale ?	☐Oui	☒Non
Et en cas de transfert hors Union Européenne, il existe une décision d'adéquation rendue par la Commission européenne	☐Oui	☒Non

3. Droits des Candidats relatifs à l'utilisation de leurs Données à Caractère Personnel

En tout état de cause, chacune des Personnes Concernées dispose du droit d'accéder à ses Données à Caractère Personnel. Les Personnes Concernées ont aussi la possibilité de demander à ce que leurs Données à Caractère Personnel soient modifiées ou supprimées. Les Personnes Concernées peuvent s'opposer au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel, demander la limitation de celui-ci ou exercer leur droit à la portabilité de leurs Données à Caractère Personnel.

Les Personnes Concernées sont également informés de leur droit de retirer leur consentement au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel, à tout moment. La fourniture de certaines desdites Données à Caractère Personnel étant nécessaire à la validation de la participation des Candidats au Challenge, leur participation au Challenge s'en trouvera annulée le cas échéant.

En synthèse, et conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016-679 et à la loi informatique et libertés n°78-17 modifiée par la loi 2018-493 du 26 juin 2018 toute Personne Concernée dispose des droits suivants :

d'un droit d'accès à vos données personnelles
d'un droit de rectification de vos données
d'un droit à la limitation du traitement de vos données.
d'un droit d'opposition au traitement de vos données. Dans ce cas, votre demande de participation au challenge sera rejetée.
d'un droit à l'effacement de vos données (droit à l'oubli)
d'un droit à la portabilité de vos données

Pour toute demande liée à l'exercice de leurs droits, les Personnes Concernées peuvent contacter le DPD de DASSAULT AVIATION ou le correspondant à la protection des Données à Caractère Personnel désigné par la Région, dont les coordonnées sont communiquées au sein de la section « 1. Responsable du traitement » du présent Article.

Les Personnes Concernées disposent également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle nationale compétente, à savoir la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (« CNIL ») à l'adresse suivante : https://www.cnil.fr/fr/plaintes/

Ces droits peuvent être exercés à l'adresse électronique : donnees-personnelles@iledefrance.fr.

La non-fourniture des données nécessaires au traitement entraîne l'arrêt de la procédure que vous avez commencée via le formulaire.
Pour toute information complémentaire, vous pouvez joindre le délégué à la protection des données pour ce traitement, M. Manuel BEGUIER, par courriel à l'adresse suivante : cil@iledefrance.fr.

Par ailleurs, si la base légale etant le consentement (case le traitement relève de votre consentement cochée), vous pouvez le retirer à tout moment. Ceci ne retira pas le fait que les traitements effectués avant d'avoir retiré votre consentement l'ont été avec votre accord si bien qu'ils resteront licites. A réception de votre refus de consentement, vos données ne seront plus traitées et cela aura pour conséquence le rejet de votre demande de participation au Challenge

Ce traitement fait l'objet d'une prise de décision automatisée : ☐Oui ☒ Non

ARTICLE 6 : UTILISATION DE LA PLATEFORME

Les Candidats Sélectionnés obtiendront l'accès à la plateforme d'analyse des données du Challenge du 06 janvier 2021 au 14 mars 2021 à 23h59. Cette plateforme permettra d'accéder aux données Starting Kit, de soumettre leur développement pour évaluation, de visualiser le classement, d'accéder aux résultats de leurs soumissions, et de soumettre le dossier scientifique. Cette plateforme ne permet pas de télécharger les données autres que les données Starting Kit en local, et dispose d'une capacité de calcul CPU/GPU pour chaque Candidat Sélectionné. La plateforme du concours sera équipée d'une quantité raisonnable de ressources en puissance de calcul et en stockage. Toutefois, il n'est pas possible de garantir que la plateforme fournira un créneau d'exécution immédiat pour tous les Candidats Sélectionnés à tout moment, en particulier dans les situations d'utilisation intensive. Il est probable qu'il y aura une utilisation intensive vers la date et l'heure de clôture de la soumission. Les Candidats Sélectionnés sont donc encouragés à tester leur logiciel tôt et non le dernier jour avant la date limite de soumission.

ARTICLE 7 : PROPOSITION AU LAURÉAT

Le Challenge est doté d'une enveloppe maximum de cinq cent mille euros (500 000 euros).

Un Candidat sera choisi comme « **Lauréat** » et s'il en fait la demande pourra se voir attribuer par la Région Île-de-France une subvention sous réserve d'un vote favorable de la Commission Permanente de la Région Île-de-France. Celle-ci s'appuiera sur le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à

l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, dans la mesure où le projet et les dépenses présentés pourront être considérées éligibles (LIEN INTERNET).

Le Lauréat pourra, pour finaliser ses travaux, travailler en collaboration avec DASSAULT AVIATION, si celle-ci l'estime opportun, et accéder à une plus grande partie de la base de données de DASSAULT AVIATION, à la discrétion de cette dernière.

La subvention portera, sous réserve du vote favorable des élus de la Commission Permanente de la Région Île de France :
- soit sur les travaux collaboratifs qui pourraient avoir lieu après le Challenge entre le Lauréat et DASSAULT AVIATION ;
- soit sur le projet présenté par le Lauréat à la Région Île de France indépendamment de DASSAULT AVIATION, si DASSAULT AVIATION et/ou le Lauréat ne souhaitait(aient) pas engager une collaboration.

En aucun cas les ressources engagées par les Candidats dans le cadre du Challenge ne pourront être sujettes à un financement de la part de la Région Île de France ou de DASSAULT AVIATION.

Le Règlement d'Intervention régional utilisé pour le soutien à ces projets est le règlement « AIDE AUX GRANDS PROJETS DE RECHERCHE DEVELOPPEMENT et INNOVATION » (délibération cadre : CP 2019-163).

A titre d'information, dans le cadre d'un projet collaboratif, soumis à la réglementation européenne en vigueur, à savoir le régime cadre exempté d'aide à la recherche, au développement et à l'innovation RDI SA 40391, adoptée sur la base du RGEC n°651/2014 adopté par la commission européenne 17 juin 2014 modifiée par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE le 26 juin 2017, le règlement d'intervention (LIEN INTERNET) prévoit des taux de subventionnement maximum de :

- 60% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les TPE et PE ;
- 50% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les ME ;
- 40% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les ETI.

Les laboratoires associés à une entreprise pourront recevoir un financement de 100 % dans la limite de 120 000 € sous réserve du respect de la règlementation européenne des aides d'Etat applicables à ces structures..

ARTICLE 8 : SELECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DU LAUREAT

Les dossiers de candidature des Candidats seront évalués par les Organisateurs sur la base des critères d'éligibilité et de sélection mentionnés aux articles 3 et 4.2 du Règlement.

Les Organisateurs se réservent le droit de ne pas étudier le dossier d'un Candidat s'il ne remplit pas l'ensemble des critères d'éligibilité prévus à l'article 3 du Règlement.

Le cas échéant, afin de pouvoir évaluer les dossiers de façon plus précise, les Organisateurs se réservent le droit de solliciter les Candidats pour toute demande de précisions ou de justificatifs et/ou pour répondre à toute(s) question(s) complémentaire(s).

À partir de ces dossiers, les Organisateurs sélectionneront les dix (10) Candidats qui pourront concourir sur les données du Challenge, et composeront une liste de réserve de cinq (5) Candidats, en cas de désistement de Candidats Sélectionnés dans les deux

(2) premières semaines après ouverture de l'accès aux données du Challenge. S'ils le souhaitent, les Organisateurs pourront consulter ASTECH et/ou SYSTEMATIC pour réaliser cette sélection.

Les Organisateurs n'ont pas dans l'obligation de motiver leurs décisions, qui sont sans recours.

Les Candidats Sélectionnés bénéficieront d'un accompagnement technique raisonnable de DASSAULT AVIATION jusqu'au vote du Jury.

Le Jury sera en charge du processus de sélection du Lauréat parmi les Candidats Sélectionnés. Les Candidats Sélectionnés soumettront un dossier scientifique au Jury et feront une présentation de leurs résultats devant le Jury.

Le Jury est composé de trois (3) représentants de la Région Île de France, de trois (3) représentants de DASSAULT AVIATION, de deux (2) représentants scientifiques, d'une (1) personne de SYSTEMATIC, d'une (1) personne d'ASTECH et d'une (1) personne de STARTUP INSIDE.

Le Lauréat sera choisi par le Jury sur la base des critères mentionnés aux articles 3 et 4.2 du Règlement. Le Jury annoncera le nom du Lauréat dans un délai d'environ deux (2) semaines après la dernière présentation.

Le cas échéant, afin de pouvoir évaluer les dossiers de façon plus précise, le Jury se réserve le droit de solliciter les Candidats Sélectionnés pour toute demande de précision(s) ou de justificatif(s) et/ou pour répondre à toute(s) question(s) complémentaire(s).

Le Jury n'est pas dans l'obligation de motiver ses décisions, qui sont sans recours.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ

9.1. Obligations du Jury, des Organisateurs et des Partenaires

Le Jury, les Organisateurs, les Partenaires et tout agent, consultant, sous-traitant, employé des Organisateurs et des Partenaires s'engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance lors de l'examen des dossiers de candidature.

Ces informations ne pourront être divulguées sans accord préalable écrit des Candidats.

Néanmoins, les Organisateurs et les Partenaires sont autorisés à communiquer à la presse et à publier le nom des Candidats et du Lauréat ainsi que le Prix obtenu par celui-ci.

Le Lauréat du Challenge peut autoriser la publication dans les documents de communication des Organisateurs et des Partenaires et la communication à la presse d'un extrait de son dossier de candidature, à charge pour lui de fournir cet extrait qui ne devra plus contenir d'information confidentielle du point de vue du Lauréat.

Les Organisateurs, les Partenaires et les membres du Jury s'engagent à ne faire aucun usage des informations confidentielles portées à leur connaissance dans un autre but que celui du Challenge et de la sélection du Lauréat.

9.2. Obligations des Candidats

Les Candidats s'engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance lors du Challenge. Ces informations incluent notamment, mais ne sont pas limités à, toute données pseudonymisées et/ou anonymisées, toute information relative au défi industriel ainsi qu'aux Organisateurs.

Les Candidats Sélectionnés s'engagent à signer un engagement de confidentialité remis par DASSAULT AVIATION pour leur participation au Challenge et à le retourner dans les délais mentionnés à l'Article 2.4.

Tout Candidat Sélectionné n'ayant pas préalablement signé cet engagement dans les délais ne pourra plus participer au Challenge.

ARTICLE 10 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1. Propriété intellectuelle des Candidats

DASSAULT AVIATION et la Région Île de France souhaitent promouvoir la valorisation des travaux de recherche réalisés dans le cadre du Challenge.

Les Candidats ne peuvent prétendre à un droit quelconque, exprès ou implicite, sur les savoir-faire, les brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposés, de droit d'auteur, les données et bases de données détenus par les Organisateurs.

Tout droit de propriété intellectuelle généré par un Candidat Sélectionné dans le cadre du Challenge sera la propriété dudit Candidat.

Pour chaque Candidat Sélectionné tout projet d'exploitation des résultats générés dans le cadre du Challenge devra faire l'objet d'une information préalable et écrite à DASSAULT AVIATION. DASSAULT AVIATION pourra s'y opposer si cette exploitation est contraire à ses intérêts légitimes.

Toute exploitation des résultats à laquelle DASSAULT AVIATION ne se sera pas opposée devra se faire dans le respect des obligations de l'engagement de confidentialité qui aura été signé entre DASSAULT AVIATION et le Candidat Sélectionné concerné.

10.2. Propriété intellectuelle du Lauréat

Il est entendu que le présent Règlement ne peut être considéré comme concédant, au Lauréat un droit quelconque, exprès ou implicite, sur le savoir-faire, les brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposées, le droit d'auteur, les données et bases de données détenus par les Organisateurs.

Le Lauréat concède à DASSAULT AVIATION une licence gratuite, non exclusive, sous-licenciable, d'utilisation de tous les droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats obtenus par le Lauréat dans le cadre du Challenge, en ce inclus les droits patrimoniaux d'auteur. Ces droits comprendront le droit de reproduction et de représentation et notamment d'utilisation, d'adaptation, de modification, d'incorporation, de diffusion et de commercialisation desdits résultats et ce, pour la durée de validité desdits droits, pour tous pays, et pour une exploitation directe ou indirecte, sans limitation d'étendue ni de destination.

Un accord de collaboration pourra être négocié entre DASSAULT AVIATION et le Lauréat, sans qu'il y ait obligation pour l'un ou l'autre de conclure un tel accord.

Le Lauréat aura également la possibilité de se faire accompagner par les Partenaires.

10.3. Garantie

Le Candidat garantit détenir toutes les autorisations pour participer au Challenge. Il garantit notamment qu'il n'enfreint aucun droit de propriété intellectuelle/secret d'affaires de tiers.

Le Candidat garantit DASSAULT AVIATION et la Région Île de France contre toute réclamation, opposition, demande de dommages et intérêts, action (incluant mais non limité aux actions en contrefaçon et en concurrence déloyale) exercé par un tiers du fait de la participation du Candidat au Challenge. Les indemnisations, dommages et intérêts, amendes ainsi que tous frais engagés par DASSAULT AVIATION, résultant des éléments précités seront pris en charge par le Candidat. Le Candidat garantit que la solution au défi industriel qu'il communique dans le cadre du Challenge n'est soumise à aucune obligation qui pourrait limiter sa participation au Challenge ou sa potentielle exploitation future.

10.4. Marques et logos

Toute demande d'utilisation des marques et/ou logos des Organisateurs et/ou des Partenaires par les Candidats devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite des Organisateurs et/ou Partenaires concernés.

Les Candidats Sélectionnés et le Lauréat autorisent les Organisateurs et les Partenaires, à titre gratuit, à utiliser leur marque, logo, la présentation de leur solution dépourvue d'informations confidentielles, sur tout type de support pendant toute la durée du Challenge et trois (3) ans après la clôture de celui-ci.

ARTICLE 11 : ANNULATION

Les Organisateurs se réservent le droit d'annuler ou de modifier partiellement ou en totalité le Challenge ainsi que le présent Règlement sans préavis et sans avoir à justifier cette décision et ne pourront, en aucun cas être tenus pour responsables.

ARTICLE 12 : ENGAGEMENTS DES CANDIDATS

Tout Candidat au Challenge s'engage à :

- prendre connaissance et accepter sans réserve le présent Règlement ;
- détenir les droits de propriété intellectuelle des éléments en relation avec sa candidature ou être autorisé par les détenteurs (ou codétenteurs) desdits droits à candidater et participer au Challenge ;
- renoncer à tout recours à l'encontre des Organisateurs et Partenaires notamment concernant le Challenge et ses conditions d'organisation, les résultats et les décisions des Organisateurs et du Jury, tout manque éventuel de réactivité ou autre pendant la phase d'accompagnement technique par DASSAULT AVIATION, tout dommage, matériel ou immatériel causé à l'occasion du Challenge et de ses suites, aux Candidats, à leurs équipements informatiques et aux données qui y sont stockées et aux conséquences pouvant en découler sur leur activité personnelle, professionnelle ou commerciale ;
- s'interdire toute réclamation ou demande de dédommagement en cas de modification, report ou annulation de la manifestation de lancement ou de remise du prix du Challenge ;

- autoriser par avance et à titre gracieux, les Organisateurs du Challenge, à reproduire et représenter son nom, adresse et photographie, sur tout support qui pourraient être utilisé dans toute manifestation, conformément aux dispositions de l'article 15.

ARTICLE 13 : ENGAGEMENTS DES ORGANISATEURS ET PARTENAIRES

Les Organisateurs et Partenaires du Challenge s'engagent à répondre dans la limite du raisonnable et de leurs ressources humaines disponibles, le plus rapidement possible aux questions, besoins des Candidats pendant le déroulement du Challenge.

ARTICLE 14 : NON-RESPECT DU REGLEMENT

Le non-respect d'un des articles du présent Règlement entraîne l'exclusion définitive du Candidat du Challenge.

ARTICLE 15 : DROITS D'IMAGE

En s'inscrivant au Challenge, les Candidats et leurs représentants ou employés acceptent la prise de leur image (sous toute forme et sur tout support) lors du Challenge ainsi que la reproduction, l'utilisation et la diffusion de leur image, y compris lors du Challenge ou lors de la remise du prix par les Organisateurs, notamment à titre promotionnel pour la promotion du Challenge ou pour tout événement ultérieur organisé par les Organisateurs, dans le cadre de leur développement et mise en œuvre futurs.

Les Candidats et leurs représentants ou employés cèdent sans contrepartie leur droit à l'image, quels que soient la forme (telles que photographies, enregistrements, sans que cette liste soit exhaustive) et le support (tel que numérique, graphique, papier sans que cette liste soit exhaustive), en intégralité ou par extraits, aux Organisateurs et aux Partenaires en vue, notamment, des utilisations suivantes :

1. la reproduction des photographies et/ou films, en intégralité ou par extraits, par tous procédés connus et inconnus à ce jour et sur tous supports ;

2. la représentation des photographies et/ou films, en intégralité ou par extraits, par tous procédés de communication au public connus et inconnus à ce jour.

Cette autorisation est consentie à titre gracieux pour le monde entier et sans limite de temps.

ARTICLE 16 : UTILISATION DU SITE

Les Candidats s'engagent à :

- respecter les droits afférents aux contenus diffusés sur le Site ;
- ne pas détourner ou tenter de détourner le Site de son usage normal

ARTICLE 17 : DIVERS

Les Organisateurs pourront annuler tout ou partie des participations au Challenge s'il apparaît que des fraudes sont intervenues sous quelque forme que ce soit, notamment de manière informatique dans le cadre de la participation et/ou du déroulement du Challenge.

Ils se réservent, dans cette hypothèse, le droit de poursuivre devant les juridictions compétentes les auteurs de ces fraudes. Les Organisateurs et les Partenaires ne sauraient toutefois encourir aucune responsabilité d'aucune sorte vis-à-vis des Candidats du fait des fraudes commises.

Le présent Règlement est soumis exclusivement à la loi française. Tout litige né à l'occasion du présent Règlement et qui ne pourrait être réglé à l'amiable, sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Convention de partenariat - Paris Region Challenge AI for Industry 2020

Annexe 4 : Notice d'Information

TRAITEMENT DES COORDONNEES PROFESSIONNELLES DES PARTIES

Notice d'information de ASTECH

La protection de vos données à caractère personnel est d'une grande importance pour ASTECH PARIS REGION, aussi ASTECH PARIS REGION prend toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que vos données à caractère personnel sont traitées en toute sécurité.

Dans le cadre de l'exécution de la Convention de Partenariat N° XXX (ci-après le « **Projet** »), ASTECH PARIS REGION, ayant son siège social 1-3 allée de Bruxelles, Aéroport de Paris Le Bourget, 93350 Le Bourget, agissant en tant que responsable de traitement, traitera vos nom, prénom, numéro de téléphone et adresses e-mail et postale professionnelles, afin d'assurer le suivi de l'exécution du Projet.

Pour cette finalité, vos données à caractère personnel seront donc conservées pour la durée d'exécution du Projet.

En tout état de cause, vous détenez le droit d'accéder à vos données à caractère personnel. Vous avez aussi la possibilité de demander à ce que vos données à caractère personnel soient modifiées ou supprimées. Vous pouvez aussi vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel ou demander la limitation de celui-ci.

Pour toute demande ou réclamation, veuillez envoyer un courrier électronique à COURRECH Sébastien <sebastien.courrech@pole-astech.org>. Vous pouvez aussi contacter le Délégué à la Protection des Données en envoyant un courrier à l'attention du Délégué Général de ASTECH PARIS REGION - 1-3 allée de Bruxelles, Aéroport de Paris Le Bourget, 93350 Le Bourget

Notice d'information de SYSTEMATIC

La protection de vos données à caractère personnel est d'une grande importance pour SYSTEMATIC PARIS REGION, aussi SYSTEMATIC PARIS REGION prend toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que vos données à caractère personnel sont traitées en toute sécurité.

Dans le cadre de l'exécution de la Convention de Partenariat N° XXX (ci-après le « **Projet** »), SYSTEMATIC PARIS REGION, ayant son siège social Bâtiment 863, 8 Avenue de la Vauve, 91127 Palaiseau, agissant en tant que responsable de traitement, traitera vos nom, prénom, numéro de téléphone et adresses e-mail et postale professionnelles, afin d'assurer le suivi de l'exécution du Projet.

Pour cette finalité, vos données à caractère personnel seront donc conservées pour la durée d'exécution du Projet.

En tout état de cause, vous détenez le droit d'accéder à vos données à caractère personnel. Vous avez aussi la possibilité de demander à ce que vos données à caractère personnel soient modifiées ou supprimées. Vous pouvez aussi vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel ou demander la limitation de celui-ci.

Pour toute demande ou réclamation, veuillez envoyer un courrier électronique à Rodrigue Germany, Rodrigue.germany@systematic-paris-région.org
. Vous pouvez aussi contacter le Délégué à la Protection des Données en envoyant un courrier à l'attention du DPO de SYSTEMATIC PARIS REGION Bâtiment 863, 8 Avenue de la Vauve, 91127 Palaiseau

Notice d'information de STARTUP INSIDE

La protection de vos données à caractère personnel est d'une grande importance pour STARTUP INSIDE, aussi STARTUP INSIDE prend toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que vos données à caractère personnel sont traitées en toute sécurité.

Dans le cadre de l'exécution de la Convention de Partenariat N° XXX (ci-après le « **Projet** »), STARTUP INSIDE, ayant son siège social Bâtiment 863, 8 Avenue de la Vauve, 91127 Palaiseau, agissant en tant que responsable de traitement, traitera vos nom, prénom, numéro de téléphone et adresses e-mail et postale professionnelles, afin d'assurer le suivi de l'exécution du Projet.

Pour cette finalité, vos données à caractère personnel seront donc conservées pour la durée d'exécution du Projet.

En tout état de cause, vous détenez le droit d'accéder à vos données à caractère personnel. Vous avez aussi la possibilité de demander à ce que vos données à caractère personnel soient modifiées ou supprimées. Vous pouvez aussi vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel ou demander la limitation de celui-ci.

Pour toute demande ou réclamation, veuillez envoyer un courrier électronique à Damien Gromier. Vous pouvez aussi contacter le envoyer un courrier à l'attention de Damien Gromier CEO de STARTUP INSIDE au 92 avenue des Champs Elysées, 75008 Paris

Notice d'information de DASSAULT AVIATION

La protection de vos données à caractère personnel est d'une grande importance pour DASSAULT AVIATION, aussi DASSAULT AVIATION prend toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que vos données à caractère personnel sont traitées en toute sécurité.

Dans le cadre de l'exécution de la Convention de Partenariat N° XXX (ci-après le « **Projet** »), DASSAULT AVIATION, ayant son siège social au 9 Rond-point des Champs-Élysées-Marcel Dassault 75008 Paris (France), agissant en tant que responsable de traitement, traitera vos nom, prénom, numéro de téléphone et adresses e-mail et postale professionnelles, afin d'assurer le suivi de l'exécution du Projet.

Pour cette finalité, vos données à caractère personnel seront donc conservées pour la durée d'exécution du Projet.

En tout état de cause, vous détenez le droit d'accéder à vos données à caractère personnel. Vous avez aussi la possibilité de demander à ce que vos données à caractère personnel soient modifiées ou supprimées. Vous pouvez aussi vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel ou demander la limitation de celui-ci.

Pour toute demande ou réclamation, veuillez envoyer un courrier électronique à RGPD@dassault-aviation.com. Vous pouvez aussi contacter le Délégué à la Protection des Données en envoyant un courrier à l'attention du Délégué à la Protection des Données de DASSAULT AVIATION - 78, quai Marcel Dassault 92 210 Saint Cloud.

Vous avez également le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle à savoir de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (« CNIL »).

Annexe 15 : Fiches projets Soutien 2020 aux clusters

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20002715 - SOUTIEN SILVER VALLEY 2020

Dispositif : Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement (n° 00000604)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	720 500,00 € TTC	20,19 %	145 500,00 €
	Montant total de la subvention		145 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SILVER VALLEY
Adresse administrative : 54 RUE DE MOLIERE
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LAURENCE LAFFONT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2020

Description :
Silver Valley est le bras armé de la filière Silver Economie en Ile-de-France. En tant que filière, Silver Valley traite des sujets tels :
- Economie, finances, politiques publiques
- Grande consommation
- Technologie
- Habitat (parcours résidentiel et maintien au domicile) et promotion immobilière
- Mobilité et transport
- Handicap, santé, autonomie
- Agroalimentaire
- Lien social
- Aides aux aidants

L'objectif de Silver Valley est de faire de ses startups des TPE-PME innovantes, pérennes et consolidées qui ont la capacité d'être implantées internationalement et qui sont aptes à répondre à la demande industrielle de grands groupes comme Orange, La Poste, EDF, la SNCF, Microsoft ou encore AG2R La Mondiale, HSBC…
Silver Valley prend également en charge tous les projets d'innovation émanant de grands groupes (via

leurs intrapreneurs par exemple) afin de les accompagner dans la création de nouveaux marchés et dans la compréhension de la mutation sociétale liée au vieillissement de la population.

Bilan 2019

Silver Valley a rempli l'ensemble de ses obligations au titre de la convention 2019. Son travail s'est articulé autour de 3 axes :

- L'animation de l'écosystème : matinales, afterworks, rendez-vous d'affaires de la Silver économie, événements de networking, soirée annuelle
- La mise à disposition d'expertises : ateliers d'accompagnement, Coup de Pouce, Coup de Boost, appel à projets pour les Bourses Charles Foix qui ont permis à Silver Valley de démontrer son expertise en matière de sélection et d'accompagnement de projets innovants, et d'acquérir une visibilité nationale et internationale, Open Lab (Cf. ci-dessous) et programme d'accompagnement des porteurs de projet Etre Entrepreneur, financé intégralement pas HSBC France)
- La mutualisation de moyens : groupes de travail, presse…

A noter, l'effort porté au rapprochement des grands groupes avec les PME/Startups est réel. Il constitue un axe transverse de l'animation du cluster. De manière spécifique, on peut souligner :
- Les Bourses Charles-Foix qui donnent une réelle visibilité aux nominés et lauréats.
- Les Rendez-vous d'affaires, notamment durant les journées Silver Valley, (+600 rendez-vous en 2018, et 2019), avec la participation, notamment, de Lapeyre, Groupe SNCF, EDF, Engie, Groupe Casino, Europ Assistance, Acorus, Notre temps, Microsoft, Ag2R La Mondiale, La Poste, EY, Transdev etc… et d'une centaine + de PME
- Les Matinales thématiques (habitat, nutrition, dépendance…) et les Afterworks

Les activités de Silver Valley

Silver Valley conduit 3 axes stratégiques en 2020 qui sont supportés et mis en oeuvre par une offre de services et d'actions événementielles.

Le Programme Être Entrepreneur/Intrapreneur de la Silver Economie s'inscrit dans l'objectif d'accélérer le développement et la mise sur le marché de solutions innovantes pour favoriser le mieux-vieillir en accompagnant les porteurs de projet, qu'ils soient entrepreneurs ou intrapreneurs, sur les différentes étapes clés de la structuration du projet à sa mise sur le marché et sa distribution.

Le Dispositif Open Lab (communauté de 9000 séniors qui co-construisent les solutions, les testent avec les entrepreneurs) répond aux enjeux de préparation de la société de la longévité via 3 axes principaux :
1. la co-création des solutions innovantes pour le mieux-vieillir,
2. l'expérimentation express de solutions innovantes en situation de vie réelle,
3. l'étude et la recherche sur la vie quotidienne et les difficultés rencontrées avec l'avancée en âge.

Le programme événementiel de Silver Valley s'articule en différents temps forts comme la Bourse Charles Foix (concours innovation), la Silver Award (concours étudiants dédié Silver Economie), les Silver Week (journées dédiées à la formation, aux rencontres, aux tests de solutions d'innovation auprès de séniors), My Silver Valley (soirée annuelle de gala).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

'La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation'

BUDGET PREVISIONNEL PÔLE SILVER VALLEY

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 TTC	en %
Salaires et charges	**511 500 €**	***71,0%***
Salaires brut chargés (Cotisations sociales incluant mutuelle)	*500 500 €*	
Tickets restaurant	*10 000 €*	
Médecine du travail	*1 000 €*	
Achats de prestations	***180 000 €***	***25,0%***
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***29 000 €***	***4,0%***
Loyers et charges	*20 000 €*	
TOTAL DEPENSES	**720 500 €**	
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE		

*** Hors assiette éligible**

RECETTES	Montant en €	en %
Financements privés	***365 000 €***	***50,7%***
Cotisations	140 000 €	
Conventions privées	150 000 €	
Prestations de service	70 000 €	
Produits Silver Valley	5 000 €	
Financements publics		
Collectivités Territoriales	***355 500 €***	***49,3%***
Région Ile de France	145 500 €	*20,19%*
CNAV	115 000 €	
EPT Grand Orly Seine Bièvre	85 000 €	
Conseil départemental 94	10 000 €	
TOTAL RECETTES	**720 500 €**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2020	Montant en €	TOTAL
Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	**700 500 €**	
Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	420 500 €	
Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,...) + Organisation d'évènements dédiés		
Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets ?		
Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques		
Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	220 000 €	
Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)		
Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles		
Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	60 000 €	
Appuyer la Région, dans la mise en relation entre rentre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes.		
Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière	**20 000 €**	
Transmettre, a minima de façon bimensuelle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	20 000 €	
TOTAL	**720 500 €**	

Objectifs généraux	Objectifs stratégiques (niveau 2)	Actions	Actions Silver Valley et indicateurs 2020 proposés
Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Informer les entreprises de la Silver économie sur les aides publiques nationales et européennes les concernant et les orienter vers les guichets adéquates, tels que les dispositifs régionaux de la gamme Up et le dispositif Grands Projets	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,…)	2 Newsletters par mois / Medias / Publications / Participation salons + présence / intervention Région lors des Silver Week pour présenter les dispositifs Région + Logo Région apposé sur tous les supports de communication "corporate" Silver Valley
		Favoriser l'émergence de projets d'innovation	Organisation d'un concours d'innovation primant 3 lauréats, "la Bourse Charles Foix" avec 60 projets auditionnés et accompagnés par un jury de plus de 30 experts de la filière succeptibles d'être éligibles aux dispositifs de la Région / Présence des logos Région IDF sur supports visuels et renvoi vers les sites Région
		Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques et les orienter, notamment vers Innov'up Expé	Audition de 10 entrepreneurs lors des Open Lab et 40 projets lors des "Mercredi de l'entrepreneur" avec 3 dossiers à présenter ou à faire candidater à Innov Expé
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	Organisation de 3 évènements filières en partenariat avec la Région et avec participation d'environ 150 entreprises par évenements (2 Silver Week et 1 soirée dédiée à la filière My SilverValley) + Mise à disposition de l'expertise Silver Valley sur la silver économie, l'innovation et la société de la longévité (plateforme smart services IDF) et pour toutes les manifestations pertinentes organisées par la région + Audition auprès du CESER IDF aboutissant à une note de préconisations sur la filière
		Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles	Organisation de concours (type Silver Awards) : concours regroupant entreprises, etudiants et seniors aboutissant à un projet de R&D sur la thématique silver eco + accompagnement des projets par des acteurs de la filière type grands comptes ou entrepreneur pour débouché industriel (50 participants)
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes.	Selection de 3 starts up pertinentes pour participer aux challenges regionaux notamment Santé et ESS / liens entre grands comptes Silver Valley et start up issus des challenges régionaux
Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre, a minima de façon bimensuelle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	Transmission de 3 notes/annuelles + alertes avec informations majeures entreprises de la filière / implantation majeure en IDF ou creation d'emplois ou levée de fond ou difficultés…etc

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 20002728 - SOUTIEN 2020 CANCER CAMPUS

Dispositif : Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement (n° 00000604)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	265 000,00 € TTC	36,60 %	97 000,00 €
	Montant total de la subvention		97 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAMPUS DE CANCEROLOGIE DE VILLEJUIF
Adresse administrative : 39 RUE CAMILLE DESMOULINS 94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Franck LE BOHELLEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2020

Description :

Cancer campus a rempli l'ensemble de ses obligations au titre de la convention 2019

Il a, en particulier, œuvré à développer, à Villejuif, un bio-cluster regroupant sur un même site recherche, clinique, formation et entreprises dans le domaine de la cancérologie pour renforcer l'innovation médicale sur une pathologie majeure, en valorisant les compétences fortes et la visibilité nationale et le rayonnement international du site du fait, notamment, de la présence de Gustave Roussy.

Au total l'action de Cancer Campus en 2019 a contribué au développement économique, à l'attractivité et aux dynamiques d'innovation du territoire francilien.

En 2020, Cancer Campus travaillera sur les axes suivants :

1. Renforcer le rôle de promotion du cluster et de prospection à l'international en étroite collaboration avec les acteurs de l'écosystème.

- élaborer l'argumentaire économique du Bioparc Cancer Campus, et le décliner dans des supports ciblés répondant aux besoins des prospects et des clients ;
- lancer une opération de prospection mutualisée pour identifier des porteurs de projets et entreprises pour le Bioparc, en partenariat avec les promoteurs et les investisseurs des différents projets immobiliers ;
- mener une mission commune d'influence et de prospection en partenariat avec Business France et Choose Paris Region en 2020.
- participer aux manifestations internationales en sciences de la vie (BIO Etats-Unis et Europe…) ;

2. Accélérer les actions en faveur de l'entrepreneuriat
a/ Les programmes OncoEntrepreneur® et OncoNumérique.L'enjeu de ces programmes est triple :
- créer à Villejuif un vivier de jeunes acteurs de l'innovation, interagissant avec des entreprises plus importantes, des laboratoires académiques, des ressources cliniques et de formation afin de dynamiser l'entrepreneuriat, la créativité et des projets communs. L'implantation et le développement d'entreprises innovantes sur le cluster (et à terme contribuer à remplir le bioparc Cancer Campus) est l'objectif principal d'OncoEntrepreneur/OncoNumérique.
- sensibiliser et inciter les étudiants, doctorants et jeunes diplômés à entreprendre dans une thématique, l'oncologie, où le potentiel de création de valeur est important. Les partenariats avec Creative Valley et Orange permettent d'élargir aux technologies numériques ayant un potentiel d'applications en santé
- promouvoir le site et plus généralement mettre en valeur notre écosystème afin qu'OncoEntrepreneur/OncoNumérique devienne à terme l'opération de référence nationale sur le sujet.

b/ Le programme Reboot est l'association de cinq établissements d'enseignement supérieur (l'ENSIIE, l'UEVE, Télécom Ecole de Management et Telecom Sud-Paris à Evry et l'ENSAD) et de cinq lieux inspirants (Cancer Campus, Creative Valley, La Paillasse, le C19 et l'IMT Etoile). Reboot regroupe des équipes comprenant des étudiants (grandes Ecoles et Universités) de toutes disciplines. Ces équipes sont placées en immersion dans un écosystème de référence pour y découvrir les codes et les enjeux, les modes de fonctionnement et les limites….
Il a été convenu avec l'EFREI (Villejuif) de proposer aux étudiants en licence E-Commerce et Marketing Numérique de travailler sur un cas réel :
- le maquettage du site Web Cancer Campus en tenant compte de la singularité et l'identité de Cancer Campus,
- et le Marketing digital (propositions de stratégie de communication, réseaux sociaux, etc.…).

3. Animation du cluster
- ateliers mixant jeunes pousses et chercheurs, séminaires spécialisés, lancement d'expérimentations…
- organisation de manifestations en partenariat étroit avec les acteurs scientifiques, économiques et politiques.

4. Communication et Marketing
La communication vient en appui de toutes les actions proposées ci-dessus, à chaque fois que la promotion et la visibilité du campus sont nécessaires et que des outils (documents, site Internet…) doivent être réalisés ou actualisés, y compris le développement de relations presse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du règlement de minimis n°1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013).

BUDGET PREVISIONNEL PÔLE Campus de Cancérologie de Villejuif-

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	**BP 2020 TTC**
Salaires et charges 2 ETP	**100 000**
Achats de prestations	***125 000 €***
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***40 000 €***
TOTAL DEPENSES	**265 000 €**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		**Montant en €**	**en %**
Financements privés		***73 000 €***	***27,5%***
Financements publics			
	Collectivités Territoriales	*192 000 €*	
	Région Ile de France	97 000 €	36,60%
	EPT12	55 000 €	21%
	Département CD94		0%
	Ville de Villejuif	*40 000 €*	15%
	Gustave Roussy		0%
	TOTAL RECETTES	**265 000 €**	**100%**

DEPENSES PAR ACTIONS 2020	**Montant en €**
Action 1: Promotion du cluster	3 180
Action 2: Prospection	3 180
Action 3: Entrepreneuriat	169 600
Action 4: Animation du cluster	42 400
Action 5 : Communication/marketin	46 640
TOTAL	**265 000 €**

DOSSIER N° 20002729 - SOUTIEN 2020 A CAPITAL GAMES

Dispositif : Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement (n° 00000604)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	365 000,00 € HT	16,44 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL CAPITAL GAMES
Adresse administrative : 8 PAS BRULON
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hélène DELAY, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2020

Description :
Capital Games a rempli l'ensemble de ses obligations au titre du soutien régional en 2019:

Le programme de mentorat, proposé en complément de l'avance remboursable de la Région, a permis d'aider une première promotion de 3 jeunes studios. Grâce à cet accompagnement deux d'entre eux sont en cours de signature avec des éditeurs majeurs. Capital games a également promu le programme et on constate une nette augmentation du nombre de dossiers déposés à la Région.

Le programme d'export, proposé pour 4 événements auprès des membres, a donné lieu à l'envoi d'une délégation de 6 studios en Suède à l'occasion d'une convention business, et à 1 signature de contrat connue et confirmée.

Les éditions 2019 des événements ont portés d'excellents résultats :
-IndieCade Europe : affluence en augmentation de 50% (3000 personnes). Cette 4e édition a confirmé l'efficacité et la popularité de la formule, qui a bénéficié à 270 entreprises en termes d'exposition, de conférences et de networking au niveau international.
- Jeux Made in France : l'édition 2019 a été extrêmement bien accueillie par le public (+5000 personnes) et les exposants, grâce à un meilleur plateau de diffusion live (26 influenceurs, 18000 spectateurs), et à

une mise en lumière percutante. Plus de la moitié des exposants faisaient partie du réseau francilien du jeu vidéo.
- Game Connection Europe : 11512 rendez-vous et 476 acheteurs présents (1750 participants), au bénéfice des nombreuses sociétés franciliennes participantes, grâce au soutien de la Région.

Fin 2019, l'association compte 102 adhérents, un record

En 2020 Capital Games travaillera sur 4 axes de travail:

Axe 1 : Animer des événements internationaux en île-de-france
Capital Games porte depuis de nombreuses années les trois plus importants salons professionnels du Jeu vidéo français. Parmis ceux-ci, Jeux Made in France, le pavillon de 600m² organisé par Capital Games au coeur de la Paris Games week devient le passage incontournable de l'événement et la vitrine de la Paris Games week. Cette image de marque permet désormais d'y inviter de nombreux influenceurs, précieux pour les studios.

Objectifs 2020 :
- Réaliser 600m² d'espace de démonstration
- Présenter 30 Studios sur le pavillon
- Organiser la visite de 20 influenceurs sur le pavillon

Axe 2 : Former les professionnels franciliens
Le jeux vidéo est un domaine à la pointe de l'innovation qui évolue extrêmement rapidement. Afin de rester compétitif, il est nécessaire de s'actualiser en permanence. Pour cela, Capital va organiser des cycles de conférences et workshops pour les entreprises franciliennes.

Objectifs 2020 :
- 4 Workshop métiers
- 9 Conférences métier
- 30 Conférences Grand Public

Axe 3 : Exporter les créations franciliennes
Le programme export 2020 de Capital Games par d'un constat simple : Des dizaines d'entreprises Francilienne expérimentée se rendent chaque année sur différents événements internationaux. Capital Games met donc en commun les ressources des entreprises Franciliennes pour maximiser les couts et les résultats de ces événements.

Objectifs 2020 :
- Organisation de deux délégations export
- Envois de 20 entreprises franciliennes sur des événements internationaux étranger

Axe 4 : Accompagner les professionnels franciliens
Le financement des productions de jeux vidéo est la problématique de gestion la plus courante. Dans la continuité de son nouveau programme de mentoring, capital games mettra en place un programme de structuration de la filière jeux vidéo. Une ressource supplémentaire sera intégrée à l'équipe pour:
- Collecter les besoins des éditeurs/investisseurs
- Accompagner les studios franciliens dès le début de leurs productions
- Permettre aux studios de réaliser des opérations de publishing/investissement

La performance de cet axe se mesure sur un programme de structuration 2020-2023 Sur les six premiers mois du programme (Juillet 2020 - Juillet 2021) les résultats attendus sont :
- Signer 7 contrats de publishing/distribution pour des studios franciliens
- Mobiliser 5M€ pour les productions franciliennes
- Pérenniser 50 emplois franciliens

La réalisation de ces actions implique le paiement de salaires, l'achat de prestations et le paiement de frais de fonctionnement (loyers, charges, télécom...)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

BUDGET PREVISIONNEL DE CAPTIAL GAMES

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	**BP 2020 HT**	**en %**
Salaires et charges	***69 000 €***	***18,9%***
Achats de prestations	***274 000 €***	***75,1%***
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***22 000 €***	***6,0%***
TOTAL DEPENSES	**365 000 €**	
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**365 000 €**	

RECETTES	**Montant en €**	**en %**
Financements privés	***255 000 €***	***69,9%***
Cotisation membres	29 000 €	*7,9%*
Sponsoring événments	37 000 €	*10,1%*
Contribution Volontaire / Apport Industriel	189 000 €	*51,8%*
Financements publics	***110 000 €***	***30,1%***
Collectivités Territoriales		
Région Ile de France - Fonctionnement	*60 000 €*	16,4%
Etat		
CNC	*50 000 €*	14%
TOTAL RECETTES	**365 000 €**	

Annexe 16 : Fiche-projet ERTE (projet SCANVISION)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-285

DOSSIER N° 14017938 - ERTE - PROJET SCANVISION - POLE ASTECH - FUI 18

Dispositif : Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens (n° 00000302)
Délibération Cadre : CR56-08 du 16/10/2008
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192005-400
Action : 19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	1 144 935,00 € HT	9,00 %	103 044,34 €
		Montant total de la subvention	103 044,34 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERTE ETUDES ET REALISATIONS DE TRAVAUX ELECTRONIQUES-ETSA
Adresse administrative : 20 AVENUE DE VERRIERES
91300 MASSY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JUVELINO DA SILVA, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2014 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet a déjà été réalisé - suite à avis du médiateur – Attribution du solde

Description :
Afin de sécuriser les sites à forte affluence de public, tels que les aéroports, il est nécessaire de déployer rapidement des nouveaux équipements utilisant des techniques d'imagerie plus performantes que les détecteurs de métaux en place actuellement.
C'est en réponse à cet enjeu que les partenaires du projet SCANVISION souhaitent développer un scanner à ondes millimétriques innovant pour les postes d'inspection filtrage (aéroports, administration, stades, et plus généralement tout lieu recevant du public comme par exemple les grands centres commerciaux, etc.), plus performant que les solutions existantes et qui répondra aux objectifs suivants :
- renforcer le niveau de sécurité grâce à une détection haute performance
- respecter les normes de santé (exposition aux champs électromagnétiques et radioprotection)
- optimiser la fluidité des contrôles grâce à une imagerie à 360° dans le mouvement
- permettre une classification automatiques des objets (métaux, penthrite…) ainsi que la définition de leurs caractéristiques (contours, constante diélectrique, épaisseur) tout en optimisant le compromis fausse alerte / détection, par le développement d'algorithmes novateurs de traitement du signal et de l'image
- suivre les dernières recommandations en vigueur de la CNIL de l'ANSES en présentant une imagerie avec préservation d'intimité (« avatar »)

- réduire les coûts et l'encombrement (système compatible avec les emplacements existants) afin de mettre sur le marché un produit compétitif par l'utilisation opportune de dispositifs développés pour des applications nécessitant de gros volumes de production (radar automobile) et le développement d'une antenne scanner innovante.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de R&D	1 144 935,00	100,00%
Total	1 144 935,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention déjà touchée	412 176,41	36,00%
Solde dû	103 044,34	9,00%
Fonds propres	629 714,25	55,00%
Total	1 144 935,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Recherche industrielle

Annexe 17 : Convention ERTE (Projet SCANVISION).pdf

CONVENTION N° XXXXXX
entre la région Île-de-France et ERTE
relative au projet coopératif SCANVISION du pôle ASTECH

Entre :

La région Île-de-France,
Sise au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilitée à signer la convention par délibération N° CP 2020-285 du 1er juillet 2020

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :
L'entreprise ERTE
Sise :
SIRET :
Code APE :
Représentée par Monsieur **,** dûment habilitée

Désignée ci-après par le « BENEFICIAIRE

VU Le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1511-1 à L1511-5,

VU La délibération du conseil régional relative aux contrats de performance des pôles de compétitivité labellisés,

VU Le règlement budgétaire et financier de la Région n°CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La délibération n° CP 14-689 en date du 20 novembre 2014, et la convention n°14018506 entre la Région et SCREENCELL relative au projet EXPEVIVO du pôle MEDICEN

VU le Projet EXPEVIVO, ci-après désigné « le Projet »,

APRES AVOIR RAPPELE :

1. l'attribution par délibération n° CP 14-689 en date du 20 novembre 2014, d'une subvention d'investissement de 481 669,52 € de la région Ile-de-France au bénéficiaire afin de soutenir le projet « EXPEVIVO » ;
2. l'établissement de la convention n°14018506 entre le bénéficiaire et la région Ile-de-France relative au projet sus référencé ;
3. Les versements d'une avance et d'acomptes pour un montant total de 385 335,52 €;
4. la caducité du solde de la subvention pour des raisons de délais de traitement de la demande de versement du solde ;
5. l'arrivée à échéance de la convention sus-référencée le 28 janvier 2019,
6. l'avis du médiateur de la région Ile-de-France.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le projet « SCANVISION » qui a pour objectif de développer un scanner à ondes millimétriques innovant pour les postes d'inspection filtrage (aéroports, administration, stades, et plus généralement tout lieu recevant du public comme par exemple les grands centres commerciaux, etc.), plus performant que les solutions existantes, et tel que décrit dans l'annexe technique.

Ce programme sera exécuté à :

ERTE - 14, de la truie qui file - Zone des prés basques

91 400 SACLAY

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région s'engage à verser le montant correspondant au solde du projet de recherche désigné à l'article 1. Ce solde est calculé sur la base des dépenses éligibles mentionnées dans l'annexe financière, déduction faite des acomptes de 412 176,41 € déjà versés au titre des travaux effectués dans le cadre du projet.

Le montant de 103 044,34 € constitue le plafond de la subvention.

ARTICLE 3 – DELAIS DE REALISATION

En contrepartie de cette aide, le BENEFICIAIRE s'engage à :

- réaliser le programme présenté dans un délai de 36 mois, à compter du 19 janvier 2015, date de démarrage du projet, telle que présentée dans la fiche projet et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,
- maintenir ses compétences / ses effectifs en Ile-de-France et favoriser la création de nouveaux emplois.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DU SOLDE

Le solde est versé à l'achèvement des travaux, après constat de fin de programme par BPI France (pour les projets « FUI ») et les collectivités territoriales financeurs.

La demande de solde du BENEFICIAIRE, adressée à la Région, **est accompagnée des documents suivants** qui, pour permettre le versement du solde de l'aide, devront être jugés satisfaisants par la Région, à savoir :

- un état récapitulatif des dépenses acquittées, certifié exact, daté et signé (précisant les noms et qualités des signataires) par, le BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et par l'agent comptable pour les laboratoires
- une attestation actualisée de régularité de la situation fiscale et sociale du BENEFICIAIRE,
- un état récapitulatif de l'ensemble des aides publiques obtenues par le BENEFICIAIRE (incluant le solde à percevoir) pour tout ou partie du programme quelles qu'en soient leur forme (prêt, aide remboursable, subvention, exonération de charges, etc…) et leur origine (Commission Européenne, Etat, collectivités territoriales…) certifié exact par le BENEFICIAIRE,

- seulement si la Région le juge utile et le demande expressément : les derniers bilans, comptes de résultat et annexes du BENEFICIAIRE, depuis la date d'enregistrement de la demande d'aide, approuvés par un expert-comptable ou le commissaire aux comptes si l'organisme en est doté.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BENEFICIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées, le BENEFICIAIRE s'engageant à reverser sans délai l'indu éventuellement constaté.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le Projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre du présent contrat serait réduite à due proportion par le non versement, en partie ou en totalité du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires.

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visé à l'article 10 ci-après vient à se produire ou si BPI France estime que l'évolution de la capacité technique et/ou financière du BENEFICIAIRE ne lui permet pas de mener à bien l'exécution du programme.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le BENEFICIAIRE de cette situation dans les meilleurs délais.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la région Ile-de-France.

ARTICLE 5 : CADUCITE DE LA SUBVENTION

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le BENEFICIAIRE n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la région Ile-de-France, si le BENEFICIAIRE établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date du premier appel de fonds, le BENEFICIAIRE dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales et s'engage en outre :

6.1.- à affecter exclusivement l'aide accordée par les présentes aux dépenses prévues dans le programme et réalisées postérieurement à la date du communiqué de presse interministériel visée à l'exposé,

6.2.- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du programme sans en informer au préalable la Région,

6.3.- à tenir la Région immédiatement informée

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme et du Projet,

- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,

6.4. - à fournir concomitamment à la demande de solde, un rapport de fin de programme commun à tous les partenaires du consortium et visé par le coordonnateur du consortium, rendant compte:

- de son exécution technique et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes).

- de l'évolution des effectifs des sites concernés par le programme,

6.5. - à tenir une comptabilité sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses effectuées conformément à l'assiette de l'aide (factures externes et documents analytiques internes). Cette comptabilité, ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de l'aide,

6.6.- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. Les bénéficiaires solidaires sont engagés au même titre que le BENEFICIAIRE à se soumettre au présent contrôle,

6.7. - à ne pas procéder à l'aliénation, la cession, la concession, l'apport ou la transmission à titre quelconque, directement ou indirectement, à titre gratuit, à titre onéreux ou même à titre de réciprocité, des moyens nécessaires soit à la réalisation du programme aidé, spécialement des brevets, procédés de fabrication ou résultats techniques divers, soit à l'exploitation des résultats de ce programme, sans avoir obtenu l'accord préalable de la Région,

ARTICLE 7 – EVALUATION DES RETOMBEES DU PROJET – DUREE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

La Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du Projet dans un délai maximum de dix ans à compter de la date du vote de la délibération. Cette évaluation sera réalisée à la charge de la Région. Le BENEFICIAIRE sera informé préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par la Région. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le BENEFICIAIRE et l'expert.

ARTICLE 8 – RESILIATION ET RESTITUTION

8.1.- Résiliation :

A la seule initiative de la Région, la présente aide donne lieu à la résiliation de plein droit de la présente convention et à répétition de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFICIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes,
- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- si le BENEFICIAIRE, renonce à valoriser industriellement ou commercialement les résultats du projet aidé. Cette clause pourra être appliquée s'il apparaît que le BENEFICIAIRE, même s'il ne renonce pas officiellement à cette exploitation, ne fait

pas en pratique ses meilleurs efforts pour en assurer le succès,

- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFICIAIRE sur le lieu de réalisation du Programme ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur le site francilien concerné par le Projet.

8.2.- Restitution (pour la remise en cause du caractère collaboratif du projet) :

Le Projet étant mené en collaboration par plusieurs partenaires, le BENEFICIAIRE s'engage à informer BPI France et les collectivités financeurs de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de ce Projet, en particulier lorsque l'un des partenaires décide d'abandonner les tâches de recherche, de développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les participants souhaitent qu'un nouveau partenaire prenne part au Projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au Projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux, BPI France se réserve le droit en accord avec les collectivités territoriales financeurs de réexaminer l'aide accordée pour l'ensemble du Projet. BPI France et les collectivités détermineront les conditions dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère collaboratif du Projet,
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause,
- du respect des obligations contractuelles.

8.3.- Modalités applicables :

Dans les cas prévus par l'article 9 ainsi que les articles 7.7, le reversement immédiat est de droit si la Région l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. La somme à verser est alors égale au montant versé, à compter de la réception du courrier par le BENEFICIAIRE.

Les sommes versées au BENEFICIAIRE ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de dix ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel la Région se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article 7.6.

ARTICLE 9 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont : la présente convention, la fiche projet, l'annexe financière du programme et le modèle d'état récapitulatif des dépenses.

ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal administratif de Paris.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux, le ---------

ERTE

La Présidente
de la région Ile-de-France
ou son représentant

Annexes :

- Annexe Financière du programme
- La fiche Projet

FUI-AAP18 - SCAN VISION - ERTE - Annexe entreprise.

Tableau 1 : dépenses de personnel (4) (comptes éligibles du PCG (5) : 6247, 631, 633, 641, 645, 647, 648)

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Directeur Système	65,00	1500	97 500,00
1b	Ingénieur de recherche	55,00	2800	154 000,00
1c	Ingénieur prototype	50,00	3100	155 000,00
1d	Ingénieurs Bureau d'études	45,00	3500	157 500,00
1e				
			Total T1 :	564 000,00

Tableau 2 : amortissement d'équipements de R&D (comptes éligibles du PCG (5) : 6122, 6135, 6811)

Code ligne	Description	Année d'acquisition	Valeur d'acquisition	Durée de l'amortissement (en année)	Ammortissement annuel	Durée d'utilisation (en années)	Coût total (€ HT)
2a	Amortissements Simulation, Test , Mesure	2014	25 000,00	5	5 000,00	3	15 000,00
2b							
2c							
2d							
2e							
						Total T2 :	15 000,00

Tableau 3 : dépenses de sous-traitance (compte éligible du PCG (5) : 611)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Etudes Electroniques Antenne	25 000,00
3b	Etudes Electroniques Radar	35 000,00
3c	Etudes électroniques développement	42 000,00
3d		
3e		
	Total T3 :	102 000,00

Tableau 4 : frais de mission (comptes éligibles du PCG (5) : 6251, 6256)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Déplacements et réunions	7 500,00
4b		
4c		
4d		
4e		
	Total T4 :	7 500,00

Tableau 5 : autres dépenses comptabilisées (comptes éligibles du PCG (5) : 601, 6021, 6022, 604, 605, 617, 621, 651)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a	Achats matériels mécaniques	25 000,00
5b	Achats matériels éléctroniques	18 000,00
5c	Achats composants	17 000,00
5d		
5e		
	Total T5 :	60 000,00

Tableau 6 : dépenses liées à l'utilisation d'autres équipements de R&D que ceux du tableau 2 (6)

Code ligne	Description	Coût unitaire (€ HT)	Nombre d'unités	Coût total (€ HT)
6a				
6b				
6c				
6d				
6e				
			Total T6 :	

Tableau 7 : autres dépenses (6)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
7a		
7b		
7c		
7d		
7e		
	Total T7 :	

Tableau 8 : dépenses forfaitaires

Code ligne			Coût total (€ HT)
8a	Encadrement/Assistance	T1 x 20%	112 800,00
8b	Part assise sur les dépenses de personnel	(T1 + 8a) x 40%	270 720,00
8c	Part assise sur les autres dépenses	(T2 + ... + T5) x 7%	12 915,00
		Total T8 :	396 435,00

Total des dépenses prévues	T1 +...+ T8 =	1 144 935,00
	Subvention	515 220,75
	Déjà versé	412 176,41
	Solde	103 044,34

(1)	Catégories de personnel pour le tableau 1
(2)	L'unité est l'heure pour les tableaux 1 et 6, l'annuité d'amortissement d'un équipement pour le tableau 2.
(3)	Le coût total est égal au produit du coût unitaire par le nombre d'unités, pour les tableaux 1,2 et 6; il est rempli directement pour les tableaux 3,4,5 et 7
(4)	Personnel directement affecté au projet (cf. la ligne 8a pour la prise en compte des dépenses de personnel relatives à l'encadrement ou à l'assistance) : préciser une catégorie par ligne (ex : ingénieur de recherche), exprimée en H/an (équivalent temps plein); Taux horaire direct = salaires bruts annuels (figurant sur la DAS) + charges patronales/1600 heures.
(5)	Plan comptable général.
(6)	A la différence de celles des tableaux 1 à 5, les lignes des tableaux 6 et 7 relèvent de facturations internes.

Annexe 18 : Avenant Convention CNRS - Projet Ammico

AVENANT N°1
A LA CONVENTION N°12009942

AVENANT DE TRANSFERT

Entre :

La Région d'Ile-de-France,
Sise au 2, rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN SUR SEINE
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilitée à signer l'avenant par délibération N° CP2020-XXX en date du 1 juillet 2020,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

CNRS- Délégation Ile de France Villejuif
Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique
N° SIRET : 18008901307812
Code APE : 7220Z
Sise : 7 rue Guy Moquet, 94200 Villejuif
Représentée par Madame Clarisse LEFORT-DAVID, agissant en qualité de Déléguée régionale Ile de France Villejuif

Désigné(e) ci-après par le « Cédant »

Et :
CNRS – Délégation Paris-Centre
Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique
N° SIRET : 180 089 013 03282
Code APE : 7219Z
Sise : 16 rue Pierre et Marie Curie, 75005 Paris
Représentée par Madame Véronique DEBISSCHOP, agissant en qualité de Déléguée Régionale de la Délégation Paris-Centre

Désigné(e) ci-après par le « Cessionnaire »

D'autre part,

Vu la délibération du Conseil régional N°CP n° 2020-285 en date du 1er juillet 2020;

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération N°CP 12-568 du 12 juillet 2012, la Région a accordé au CNRS (SIGMA - UMR7084) – Délégation Régionale Paris A une subvention de 257 472 € (convention n°12009942) correspondant à 100% des dépenses éligibles estimées, pour sa participation au projet de R&D collaboratif AMMICO, qui vise le développement d'un système innovant d'assistance à la visite de musées intégrant pour la première fois des technologies d'ingénierie des connaissances, géolocalisation, recommandation et réseaux sociaux dans des dispositifs nouveaux dans le monde culturel combinant pertinence sémantique et innovation dans le champ de l'ingénierie sociale et de la contribution.

Suite à une réorganisation interne au CNRS en date du 27 janvier 2015, le laboratoire en charge des travaux dans le cadre du projet AMMICO est aujourd'hui rattaché au CNRS – Délégation Paris-Centre.

Afin d'assurer la poursuite des obligations issues de la convention initiale entre la Région Ile-de-France et CNRS – Délégation Ile de France Villejuif (anciennement Paris A), il est proposé de signer un avenant pour acter du transfert des obligations et du reliquat de subvention, soit 163 131,92 €

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : La convention n°12009942 conclue entre la Région Ile-de-France et le CNRS – Délégation régionale Ile de France Villejuif est transférée au CNRS – Délégation Paris-Centre à compter du 27 janvier 2015.

ARTICLE 2 : Le cédant a obtenu le versement d'un acompte d'un montant de 94 340,08 €. Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés tous deux inchangés, le montant maximum de subvention à verser au cessionnaire s'élève à 163 131,92 €.

ARTICLE 3 : La convention est modifiée selon les modalités suivantes :

Nom du bénéficiaire : CNRS – Délégation Paris-Centre
Adresse de l'organisme : 16 rue Pierre et Marie Curie, 75005 Paris

N° de Siret : 180 089 013 03282

Nom, prénom et qualité du signataire de l'avenant : Madame Véronique DEBISSCHOP, agissant en qualité de Déléguée Régionale de la Délégation Paris-Centre

ARTICLE 4 : Le cessionnaire s'engage à reprendre et respecter l'ensemble des droits et obligations du cédant à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention n°12009942.

ARTICLE 5 : Le présent avenant de transfert subit toutes les clauses non modifiées par les articles précédents applicables de la convention d'origine à laquelle il se rattache directement et devient pièce contractuelle.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en deux exemplaires, le

La Présidente du

Conseil régional d'Ile-de-France

Le représentant légal

du cédant

Le représentant légal

du cessionnaire

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-242

DU 1 JUILLET 2020

SOUTIEN À DIVERS ORGANISMES ÉCONOMIQUES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1511-1 à L.1511-8 ;

VU le code du travail ;

VU la Loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

VU la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 avril 2013 n° 2013120-0002 portant dissolution d'un groupement d'intérêt public et approbation de la convention constitutive du nouveau groupement d'intérêt public « Emploi Roissy Charles de Gaulle » ;

VU la délibération n° CP 04-15 du 29 janvier 2004 relative à l'adhésion de la Région à l'ORIE ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 154-16 du 8 juillet 2016 portant demande d'adhésion de la Région au syndicat mixte ouvert d'études de la Cité de la gastronomie Paris-Rungis et de son quartier ;

VU la délibération n° CP 16-475 du 16 novembre 2016 relative au soutien et à l'adhésion à divers organismes contribuant au développement économique et à l'emploi régional : Syndicat mixte de la Cité de la Gastronomie ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à mise en œuvre du programme Smart Région Initiative ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 : « Région Île-de-France, Région solidaire » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-242 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Cotisation 2020 au Syndicat Mixte ouvert de la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis

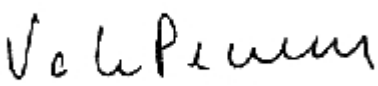
Décide de verser 70 000 €, au titre de l'année 2020, au Syndicat mixte ouvert de la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis et de son quartier dont la Région est membre.

Affecte une autorisation d'engagement de 70 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action Economique », code fonctionnel 91 « Interventions Economiques transversales », programme HP 91-006 (191006) « Développement économique des territoires », action 19100602 « Divers organismes de développement économique » du budget 2020.

Article 2 : Cotisation ORIE 2020

Affecte une autorisation d'engagement de 2 300 € au bénéfice l'Observatoire Régional de l'Immobilier d'Entreprises (ORIE) sur le Chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP91-006 (191006) « Développement économique des territoires », Action 19100602 « Divers organismes de développement économique » du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc179382-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-284

DU 1 JUILLET 2020

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA FORÊT ET LE BOIS : 2ÈME AFFECTATION 2020 ET SOUTIEN AUX PETITES SCIERIES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 800/2008 de la Commission européenne publié au JOUE du 9 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie) ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne publié au JOUE du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* ;

VU le règlement (UE) général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne publié au JOUE du 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le régime cadre exempté de notification n°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement n° 2017/1084 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification n°SA.40957 relatif aux aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier pris sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014, publié au JOUE le 1er juillet 2014 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA 9252 relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code forestier ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L.1511-2 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité *;*

VU la délibération n° CP 2017-506 du 20 septembre 2017 relative à la déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » avec les départements franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-185 du 23 novembre 2017, portant adoption de la stratégie régionale pour la forêt et le bois 2018-2021 ;

VU la délibération n° CP 2018-137 du 16 mars 2018, relative à la stratégie régionale pour la forêt et le bois (SRFB) 2018-2021 : règlement d'intervention et conventions cadre / MAEC (1ère affectation) ;

VU la délibération n° CP 2018-228 du 30 mai 2018 relative à la mise en œuvre de la stratégie pour la forêt et le bois 2018-2021 : règlement d'intervention réflexe bois-biosourcés ;

VU la délibération n° CR 2018-048 du 22 novembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale pour l'essor des filières de matériaux et produits bio-sourcés en Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-284 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte le règlement d'intervention **« Soutien aux petites scieries »** pour la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la forêt et le bois 2018-2021, approuvée par la délibération n° CR 2017-185 susvisée du 23 novembre 2017, figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 :

Approuve la convention-type relative à ce règlement d'intervention, figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 3 :

Approuve **l'avenant n° 2 à la convention entre la Fédération nationale des communes forestières et la Région**, figurant en annexe 3 à la présente délibération, afin de poursuivre l'animation d'un réseau de référents forêt-territoire des collectivités franciliennes.

Décide de participer au titre du dispositif **« Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés »,** au financement du projet figurant en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 80 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de cet avenant et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », programme HP 93-005 (1903005) « Forêt et éco-matériaux », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie Forêt et éco-matériaux », action 19300502 « Forêt, bois et matériaux biosourcés », du budget 2020.

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif **« Réflexe bois-biosourcés »,** au financement de 4 projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération.

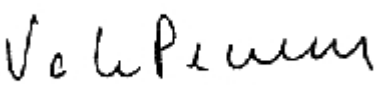
Subordonne le versement de chaque subvention à la signature avec son bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type, approuvée par la délibération CP 2018-228 du 30 mai 2018 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **148 583 €,** disponible sur le chapitre 909 « Action économique», code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-005 (193005) « Forêt et éco-matériaux », action 19300501 « Forêt, bois et matériaux biosourcés », du budget 2020.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet figurant en annexe 4 à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181609-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Règlement d'intervention soutien aux petites scieries

AIDE A L'INVESTISSEMENT DES PETITES SCIERIES

REGLEMENT D'INTERVENTION

La délibération n° CR 2017-185 du 23 novembre 2017 relative à la Stratégie régionale pour la forêt et le bois[1] (SRFB) définit 5 orientations stratégiques :

1. Dynamiser et territorialiser la gestion forestière ;
2. Structurer la filière forêt-bois à l'échelle régionale et interrégionale ;
3. Stimuler le marché de la construction bois ;
4. Rapprocher la recherche, l'enseignement et le marché ;
5. Faire de l'Île-de-France une région exemplaire.

Le présent règlement d'intervention contribue au deuxième axe de cette stratégie en instaurant un soutien au secteur de la 1ère transformation du bois qui a quasiment disparu du territoire francilien. L'objectif est de reconstituer une capacité de production de sciages franciliens, à partir d'essences régionales (constituées à plus de 90% de bois feuillus), en soutenant la modernisation, le développement, et l'implantation de scieries artisanales et semi industrielles positionnées sur des marchés franciliens (charpentiers, constructeurs bois, menuisiers, ébénistes, …).

Contexte

Sur près du quart du territoire francilien (260 000 ha), les forêts fournissent des services environnementaux et sociaux indissociables de la production de bois. En moyenne, chaque année, 750 000 m³ de bois sont prélevés en forêt. Cela représente 50% de la production biologique annuelle de la forêt.
La ressource forestière francilienne est essentiellement constituée de bois feuillus (chêne, châtaigner, etc.). Seulement 17,5 % du volume prélevé est valorisé en tant que bois d'œuvre pour la construction, la menuiserie, les aménagements, etc. La sous-valorisation des bois de qualité s'est aggravée ces 10 dernières années en Île-de-France : la récolte en bois énergie a connu une très forte augmentation (170 000 m³ de plus entre 2006 et 2016) alors que celle en bois d'œuvre a diminué de 3% par an.
Dans le même temps, les scieries en capacité de valoriser les bois d'œuvre franciliens ont quasiment disparu du territoire régional : moins de 1% du bois d'œuvre issu des forêts franciliennes est transformé en Île-de-France. Le bois est scié pour 80% des volumes dans les régions périphériques (essentiellement Picardie, Normandie, Centre-Val de Loire) ou à l'étranger pour 20% des volumes (essentiellement Chine et Europe du Sud[2]). En quatre décennies, le volume de bois scié en Ile-de-France est passé de 70 000 m³ à environ 3 000 m³.

Le présent règlement d'intervention vise à développer la 1ère transformation des bois en soutenant un maillon stratégique pour la reconstitution d'une filière complète sur le territoire francilien : les scieries artisanales et semi-industrielles.

Ainsi, ce dispositif doit avoir pour effet de :

- valoriser la ressource francilienne en bois d'œuvre, principalement feuillu, et capter la valeur ajoutée liée à la transformation du bois francilien ;
- maintenir et développer les emplois non délocalisables ;
- développer l'offre de sciages franciliens positionnée sur des marchés de niche et de proximité.

[1] https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/mariane/RAPCR2017-185RAP.pdf
[2] *Les potentialités et la structuration de la filière bois en Île-de-France*, Ernst & Young (2013)

1. Projets éligibles

Les projets éligibles concernent **la modernisation, le développement et la création d'entreprises de première transformation des bois**, avec une priorité accordée à la transformation de feuillus provenant des forêts franciliennes.

Ils peuvent comporter le type d'opérations suivantes :

- **Investissements matériels** concernant :
  - la production de sciages, y compris l'achat de logiciels de gestion ou de production ;
  - l'immobilier d'entreprise ;
- **Investissements immatériels**.

Les opérations suivantes sont exclues :

- **l'achat de foncier** : l'identification et l'acquisition de foncier pourra le cas échéant être accompagnée par les services de la Région.
- **les prestations concernant la recherche et le développement de produits ou procédés :** le porteur de projet peut éventuellement bénéficier d'un accompagnement du booster bois-biosourcés d'Île-de-France.

2. Bénéficiaires

Le dispositif est destiné aux **entreprises relevant de la catégorie des PME** telles que définies en annexe 1 du règlement général d'exemption par catégorie CE 800/2008 du 6 août 2008, soit des entreprises de moins de 250 ETP et qui réalisent un chiffre d'affaire annuel de moins de 50 M€. Les entreprises en difficulté sont exclues.

3. Dépenses éligibles

Les dépenses suivantes sont éligibles à la participation financière de la Région :

Les investissements – matériels et immatériels – concourant à la production et à la valorisation de sciages :

- Le stockage, la préparation, le tri des bois sur le site de l'entreprise, en amont d'une activité de première transformation *(cela comprend notamment le billonnage et l'écorçage des grumes, le cubage, le tri, le classement et l'étuvage des bois, ainsi que la détection des inclusions métalliques) ;*
- Les matériels roulants pour la manutention des bois ronds (pelle à grappin, pont roulant,…) ;
- La transformation de grumes aboutissant à la fourniture de bois sciés, tranchés, déroulés ou fraisés ;
- Le classement et le marquage des sciages ;
- Le contrôle qualité, l'automatisation et le développement technologique ;
- La valorisation des sciages (c*ela comprend notamment le séchage, l'étuvage, le rabotage, la préservation, la présentation des sciages, l'aboutage, la lamellation, le panneautage, le rainurage, le collage, le montage des palettes et des produits d'emballage, ainsi que tous les investissements susceptibles d'adapter les produits de la scierie à la demande des industries de l'aval) ;*
- L'acquisition de progiciels spécialisés de gestion ou de production, y compris l'assistance à leur paramétrage, ainsi que les achats de brevets ;

Le matériel d'occasion peut être éligible, dans les conditions suivantes :

- une attestation du vendeur signée et datée d'un expert-comptable qui confirme que le matériel n'a pas fait l'objet d'une aide nationale ou communautaire de moins de 5 ans. Le cas échéant, le concessionnaire doit disposer de cette attestation;
- le vendeur du matériel doit l'avoir acquis neuf (exception faite d'un concessionnaire qui peut acheter du matériel de 1ère main). Il fournit une copie de la facture initiale relative à l'achat du matériel neuf ;
- le matériel doit avoir les caractéristiques techniques requises pour l'opération et être conforme aux normes. Il fait l'objet d'un certificat de révision, dont le détail des interventions et coûts induits sont délivrés, le prix du matériel d'occasion, majoré du coût de sa révision, doit en tout état de cause être inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf. Cette condition est justifiée sur la base d'au moins deux devis de matériel neuf équivalent.

Les investissements concernant l'immobilier d'entreprise : la construction, l'aménagement, et le génie-civil sont éligibles à condition que les constructions présentent une structure et une charpente en bois et qu'ils soient financés par l'entreprise (les systèmes de location-vente et de crédit-bail immobilier sont exclus).

Les services de conseil réalisés ponctuellement (les services réguliers de conseil fiscal, juridique et de publicité sont exclus) : études de faisabilité, études de marché sauf pour la création d'une activité (les études devant être réalisées préalablement et jointes au dossier de candidature).

Le montant des dépenses éligibles est défini comme suit :
- pour les investissements, sur présentation de 2 devis, le montant retenu étant le moins élevé ;
- pour les services de conseil, sur présentation de 2 devis, le montant retenu étant le moins élevé et dans la limite de 1 200 € / jour HT.

4. Modalités de soutien

La subvention régionale est attribuée conformément aux bases juridiques suivantes :
- Régime cadre exempté SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME ;
- Régime d'aide SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) :
- Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides *de minimis*.

Le taux de subvention régionale est défini dans les limites prévues au régime le plus favorable (cadre exempté, *de minimis*) appliqué pour l'octroi de l'aide. Il peut s'appliquer jusqu'à 50 % du plafond HT des dépenses éligibles, la subvention régionale étant plafonnée à 500 000 € maximum par projet.

Les projets doivent à *minima* répondre aux conditions suivantes :
- Présenter des garanties de pérennité et des perspectives de développement fiables ;
- Transformer un volume significatif (au moins 1 000 m^3 chaque année) d'essences feuillues présentes en Ile-de-France (chêne, châtaignier …).

Pour l'analyse des candidatures, des avis circonstanciés peuvent être recueillis auprès :
- de partenaires institutionnels et de la filière forêt-bois francilienne, pour l'analyse économique et technique des projets ;
- du service de la Région en charge du soutien aux entreprises, pour l'analyse économique et financière du projet, et pour une orientation éventuelle vers des dispositifs complémentaires de soutien.

Le respect de ces conditions ne vaut pas attribution de la subvention.

Le soutien de la Région est décidé par son assemblée délibérante, à partir de l'analyse et des propositions des services, et sous réserve des fonds régionaux disponibles.

5. Modalités de demande de subvention

Les dossiers sont déposés de façon dématérialisée sur la plateforme des aides régionales (https://mesdemarches.iledefrance.fr/).

Pour être recevable, les dossiers doivent comporter les éléments suivants :

- Identification de l'entreprise, avec le numéro de SIRET et l'activité ;
- Présentation du projet comportant a minima :
  - Sa localisation ;
  - Son calendrier prévisionnel de réalisation ;
  - Un plan de développement de l'activité à 3 ans, précisant le type de produits commercialisés avec une étude de marché, les objectifs de création ou de maintien d'emploi, l'augmentation du CA, l'amélioration de la marge, etc.
  - Un plan de financement prévisionnel précisant les principaux postes de dépenses (avec devis à l'appui), et le détail des recettes (subvention, emprunt, fonds propres, apports en capital, autres, etc.) ;
  - Un plan d'approvisionnement précisant le type d'essences valorisées, leur provenance et les projections de volume traités annuellement.
- Liasses fiscales (bilan et compte de résultat) des 3 dernières années, pour les entreprises de plus de trois ans d'activité ;
- Liste des partenaires associés au projet, en particulier les acteurs de l'amont forestier (des lettres de soutien sont autant que possible jointes au dossier) ;
- Courrier de demande de subvention adressé à la Présidente du Conseil Régional ;
- Attestation de non récupération de la TVA signée par le responsable de l'entreprise ;
- Lettre d'engagement concernant l'accueil de stagiaires dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;
- Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité signée.

Seuls les dossiers complets et conformes au présent règlement d'intervention sont susceptibles d'être présentés au vote de l'assemblée délibérante, dans un délai minimum de trois mois après la prise en charge du dossier sur la plateforme mes démarches.

Le présent dispositif est permanent : il est ouvert dans le cadre de la Stratégie régionale forêt-bois, dans la limite du budget régional disponible. Il concourt au plan de relance de l'économie francilienne impactée par la crise du COVID-19.

Pour toute question, le porteur de projet peut contacter le service forêt, énergie, matériaux biosourcés de la Région à l'adresse suivante : foret_energie_biosources@iledefrance.fr.

6. Engagements du bénéficiaire

L'attribution de la subvention régionale est subordonnée à la conclusion d'une convention par laquelle le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région par e-mail (foret_energie_biosources@iledefrance.fr) :
  - de l'avancement du projet et de toute modification, report ou abandon du projet ;
  - de tout soutien sollicité et / ou obtenu en complément de la subvention régionale ;
- Mentionner la participation de la Région sur les panneaux du chantier, et dans toute action de communication, en apposant le logo de la Région Île-de-France : une photo du

panneau devra être fournie dès la première demande de versement de subvention et conditionnera son paiement ;

- Prévenir les services de la Région en charge du dispositif de toute inauguration ou manifestation concernant l'opération subventionnée ;
- Recruter un ou plusieurs stagiaires, conformément à la délibération du Conseil régional n° CR 08-16 du 18 février 2016 sur la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » (le nombre de stagiaires à recruter dépend du montant de la subvention régionale attribuée[3] et sera communiqué au porteur de projet suite à l'analyse de son projet) ;
- Respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, conformément à la délibération du Conseil régional n° CR 2017-51, et dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Si l'opération n'aboutit pas ou n'a pas respecté les engagements initiaux sans que la Région en ait été préalablement informée, la Région peut demander le remboursement partiel ou total de la subvention.

[3] Subvention sollicitée inférieure à 23 000€ : 1 stagiaire / entre 23 000,01 € et 100 000 € : 2 stagiaires / entre 100 000,01 € et 500 000 € : 3 stagiaires / Au-delà : à négocier.

Annexe 2 : Convention type soutien aux petites scieries

CONVENTION TYPE « SOUTIEN AUX PETITES SCIERIES»

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « XXXX » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CRXXX du XXXXX.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n° XXX.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à X% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX €, soit un montant maximum de subvention de XX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Suite à la subvention versée par la Région, communiquer annuellement aux services concernés de la Région, pendant 5 années consécutives, le nombre d'emplois (ETP), le chiffre d'affaire (€), et le volume de sciages produits (m^3) générés par l'opération subventionnée.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire s'engage de plus à prévenir la Région de toute inauguration ou manifestation concernant l'opération, et à mentionner la participation de la Région sur les panneaux du chantier, en apposant le logo de la Région Île-de-France : une photo du panneau devra être fournie dès la première demande de versement de subvention et conditionnera son paiement.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de

demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signature, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme ;
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXX.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action

subventionnée, ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le bénéficiaire

Valérie PECRESSE

Annexe 3 : Avenant n° 2 programme FNCOFOR

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION CADRE ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION NATIONALE DES COMMUNES FORESTIERES (FNCOFOR)

CONSTITUTION ET ANIMATION D'UN RESEAU D'ELUS REFERENTS FORET -TERRITOIRE DES COLLECTIVITES FRANCILIENNES

STRATEGIE REGIONALE POUR LA FORET ET LE BOIS 2018-2021

Entre

La région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil - 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP2020-284 du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : La Fédération nationale des communes forestières (FNCOFOR)
dont le statut juridique est : Association
N°SIRET : 7841796632
Code APE : 9411Z
dont le siège social est situé : 13 rue du Général Bertrand - 75007 PARIS,
Ayant pour représentant Monsieur Dominique JARLIER président, ci-après dénommée «*FNCOFOR*».

d'autre part,

ARTICLE 1 – Objet de l'avenant

Par délibération n° CP2018-137 du 16 mars 2018 relative à la Stratégie régionale pour la forêt et le bois pour 2018-2021, la Région Île-de-France a approuvé la convention cadre avec la FNCOFOR pour la constitution et l'animation d'un réseau régional de référents forêt-territoire (action 1.2 de la SRFB).

Le présent avenant a pour objet de reconduire cette convention pour une deuxième année, conformément à l'article 2 de la convention cadre qui fait l'objet d'une modification.

De ce fait, est accordée au bénéficiaire une subvention correspondant à 80% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 100 000,00 €, soit un montant maximum de subvention régionale de 80 000,00 €.

ARTICLE 2 – Modification de l'article 2 de la convention cadre

Le premier alinéa de l'article 2 de la convention cadre est modifié comme suit :
- Le programme d'actions, ci annexé, pour lequel est conclue la présente convention, doit être réalisé sur une année à compter de son approbation par l'assemblée délibérante régionale.
- La présente convention prend effet à compter du 16 mars 2018.

ARTICLE 3 – Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter du 1er juillet 2020.

ARTICLE 4- Confidentialité et respect des normes en matière de traitement des données à caractère personnel

La Région est le responsable de traitement dans la limite des textes pour lesquels cette responsabilité est prévue.
La FNCOFOR, au titre de la convention cadre, est considérée comme sous-traitant au sens de l'article 28 du Règlement (UE) 2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

1. Objet
Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.
Dans le cadre de la convention, objet du présent avenant, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** »).

2. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance
Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser l'animation d'un réseau régional de référents forêt-territoire (action 1.2 de la SRFB).
Les opérations réalisées sur les données sont la collecte des données, la vérification de la validité des données, le traitement des données, l'archivage ou la suppression des données.
La ou les finalité(s) du traitement sont décrites aux articles 1 et 3 de la convention cadre, objet du présent avenant.
Les catégories de données à caractère personnel traitées sont les données d'identification des bénéficiaires du réseau régional de référents forêt-territoire, ainsi que celles des partenaires de ce réseau (nom, prénom, adresse physique, adresse électronique, numéros de téléphones, autres identifiants).
Les catégories de personnes concernées sont les personnes en charge d'un mandat électif au sein des collectivités du réseau, les agents de ces collectivités, ainsi que les partenaires de ces collectivités.
Pour l'exécution de l'action objet du présent avenant, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations à sa disposition et nécessaires pour en assurer le traitement.

3. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement
Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
    - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

4. **Droit d'information des personnes concernées**

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

5. **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée.

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

6. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par messagerie électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Une adresse mail d'alerte sera fournie à la FNCOFOR par le responsable du traitement.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données (à compter de sa désignation) ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

7. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

8. **Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par sa propre PSSI (Politique de sécurité des systèmes d'information).

9. **Sort des données**

Au terme du traitement des données relatives à la convention objet du présent avenant, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.

Sauf cadre règlementaire spécifique lié notamment à la compatibilité et à l'archivage public, le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

10. **Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, dès sa désignation conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

11. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit depuis mai 2018, un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, 19 paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

12. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. En cas de niveau de confidentialité important, les documents demandés seront consultés exclusivement dans les locaux de la FNCOFOR.

13. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

ARTICLE 5 - Maintien des dispositions de la convention cadre

Les dispositions de la convention cadre initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent applicables.

Le programme d'actions 2020-2021 est annexé au présent avenant établi en 2 exemplaires originaux.

A Saint-Ouen, le

Pour la région Île-de-France
La Présidente

Valérie PECRESSE

Pour la FNCOFOR régional
Le Président

Dominique JARLIER

CONVENTION CADRE entre la Région et la Fédération nationale des communes forestières « Constitution et animation d'un réseau de référents forêt – territoire des collectivités franciliennes »

PROPOSITION DE PROGRAMME D'ACTIONS 2020-2021

Il est important de préciser en préambule que toutes les actions proposées ci-dessous s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat fort aussi bien politiquement que techniquement entre la FNCOFOR et la Région Ile-de-France et qu'elles seront mises en œuvre sous réserve de la validation d'une feuille de route par le réseau d'élus référents forêt-territoire des collectivités franciliennes.

Synthèse du programme d'actions 2020-2021

Le programme d'actions 2000-2021 comporte 3 axes :

AXE 0 : Pilotage de l'action et coordination avec le plan d'actions de la SRFB

Action 1 : tenir des réunions de suivi de la convention et présenter l'avancement de l'action au comité de pilotage de la SRFB

AXE 1 : Poursuivre et conforter la dynamique "élus référents » en Ile-de-France

Action 1 : Rencontre des « nouveaux » élus, échanges sur leurs visions et attentes vis-à-vis de la forêt et du bois, action de sensibilisation et d'information

Action 2 : Organiser 2 réunions du réseau : une réunion « technique » sur le terrain (2nd semestre 2020) et une réunion "agora" (1er semestre 2021).

Action 3 : Accompagner les élus référents et leurs collectivités sur des thématiques spécifiques pour répondre aux besoins identifiés par le réseau.

- ➔ Thématique 1 : Améliorer le foncier forestier et faciliter la gestion forestière
- ➔ Thématique 2 : Faire de la forêt des collectivités franciliennes, un atout pour la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique
- ➔ Thématique 3 : Valoriser le bois local en circuit de proximité

AXE 2 : Dynamiser l'approche territoriale et concertée de la forêt

Action 1 : Poursuivre la détection, le développement et l'accompagnement méthodologique des chartes forestières de territoire en veillant à la multifonctionnalité des actions et à une bonne gouvernance par les élus des territoires

Action 2 : Mettre en valeur les territoires forestiers franciliens et les connecter avec le réseau national

Sa mise en œuvre repose sur 3 indicateurs avec les cibles suivantes (fin de la durée de l'avenant) :

- nombre d'élus qui adhérent au réseau **(objectif 50)** ;
- nombre de collectivités accompagnées dans une démarche de Charte forestière de territoire ou toute autre approche territoriale concertée de la forêt **(objectif 10)** ;
- nombre de candidatures à l'appel à projets "stratégie locale de développement forestier" **(objectif 5).**

AXE 0 : Pilotage de l'action et coordination avec le plan d'actions de la SRFB

Action 1 : tenir des réunions de suivi de la convention et présenter l'avancement de l'action au comité de pilotage de la SRFB

Livrables :
Ordre du jour, comptes - rendus des réunions et liste des participants

Partenaires
Région Ile-de-France et organismes associés dont AEV, DRIAAF, ONF, CRPF, Interprofession IDF…

AXE 1 : Poursuivre et conforter la dynamique "élus référents » en Ile-de-France

Dans le contexte particulier des élections municipales de 2020, ce premier axe vise à non seulement poursuivre la dynamique initiée avec les élus référents déjà identifiés, mais également à sensibiliser aux enjeux de la forêt et de la filière bois, les élus des communes et intercommunalités entrant en responsabilité. Le rôle de médiateur des élus sur les questions forestières sera particulièrement important à considérer dans le contexte francilien.

Action 1 : Rencontre des « nouveaux » élus, échanges sur leurs visions et attentes vis-à-vis de la forêt et du bois, action de sensibilisation et d'information

Détails de l'action :

- Organiser avec l'appui des territoires structurés ou des collectivités, des sessions de sensibilisation / information/ formation pour les nouveaux élus sur leurs prérogatives et leurs rôles importants sur les questions forestières
- Répondre aux sollicitations d'appui et de conseils des collectivités
- Elaborer des outils sous forme de fiches pratico-pratiques et thématiques pour les élus

Livrables :

- Annuaire des élus référents mis à jour
- Module de sessions de formation/sensibilisation/information
- Catalogue des fiches pratico-pratiques
- Invitation, programme, liste des invités, liste des participants des sessions organisées
- Comptes - rendus de RDV incluant les réponses aux sollicitations des collectivités

Partenaires :
Les territoires porteurs de SLDF, les PNR, les organismes de la forêt privée, partenaires techniques et institutionnels (AEV, DRIAAF, ONF, CRPF, SAFER, interprofession IDF) …

Action 2 : Organiser 2 réunions du réseau : une réunion « technique » sur le terrain (2nd semestre 2020) et une réunion "agora" (1er semestre 2021). Format 1/2 journée

En s'appuyant sur les membres du réseau des élus référents d'Ile de France, les réunions organisées dans le cadre de cette seconde action permettront de créer du lien entre les élus référents. Il s'agit en effet pour ces élus, de sortir de leur sentiment de solitude face aux problématiques forestières et de réfléchir à des solutions de mutualisation ou des actions collectives pouvant être mise en œuvre.
Détails de l'action :

- Réunion 1 : Sous forme de réunion de terrain, un des élus du réseau accueillera ses collègues sur son territoire en fonction d'une thématique préalablement définie. L'objectif est ainsi d'aborder une thématique spécifique en l'illustrant de manière concrète. C'est aussi l'occasion de faire intervenir d'autres partenaires de la filière en fonction de la thématique choisie pour rapprocher et faciliter le dialogue entre les élus et les professionnels régionaux. La date de cette réunion de terrain sera fixée tenant compte des disponibilités de la Vice-Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.

- Réunion 2 : Co-présidé par la Région Ile-de-France et la FNCOFOR, sous forme d'une réunion en salle en format « agora », l'objectif de cette seconde rencontre est d'échanger sur les actions du réseau, d'intégrer et de présenter les nouveaux élus référents et de partages des retours d'expériences. Il s'agit aussi de traiter de l'actualité forestière régionale et de signer la Charte pour les nouveaux élus référent. Les invitations seront envoyées conjointement par la Région et la FNCOFOR.

- Pour les 2 réunions organisées et de manière générale pour toutes les actions du réseau des élus référents d'Ile-de-France, mettre en valeur par la communication sur le site, la revue de la FNCOFOR et tout autre vecteur pertinent. Inciter les élus référents à être les porte-paroles de leurs pairs et les faire intervenir lors d'événements régionaux de la filière forêt/bois telles que les assises régionales par exemple.

Le réseau d'élus pourra être associé par la Région à la réflexion en cours sur l'implantation possible d'une scierie industrielle et autres outils industriels de transformation du bois en en Île-de-France.

Livrables
- Invitations, programmes, liste des invités, liste des participants.
- Comptes-rendus des échanges
- Copie de la Charte d'engagement des élus référents signée

Indicateur : Nombre de collectivités qui adhèrent au réseau.

Partenaires :
Divers organismes et intervenants selon les thématiques : AEV, ONF, Francîlbois, Forestons, scieurs, exploitants de chaufferies bois…

Action 3 : Accompagner les élus référents et leurs collectivités sur des thématiques spécifiques pour répondre aux besoins identifiés par le réseau.

➔ **Thématique 1 : Améliorer le foncier forestier et faciliter la gestion forestière**

Au regard des actions initiées en 2018 et 2019 par la FNCOFOR et des échanges ayant eu lieu lors des dernières Commissions Régionales de la Forêt et du Bois, il ressort indéniablement que le foncier forestier est un véritable enjeu d'aménagement du territoire pour les collectivités franciliennes. La mise en valeur des espaces boisés aujourd'hui non gérés est un axe de travail important pouvant s'attacher à la multifonctionnalité de la forêt et à tous ses services écosystémiques.

Sous-action 1 : Impliquer les élus sur le sujet du foncier forestier en s'appuyant sur les communes propriétaires de forêt

L'objectif de cette action est dans un premier temps, d'investir la thématique du foncier forestier par une approche globale de la forêt publique et privée à l'échelle de la commune, permettant ainsi de

dresser un diagnostic pour que dans un second temps, les élus puissent faire des choix politiques d'aménagement et de gestion des espaces tels que la (re)mise en gestion de certaines parcelles forestières, favoriser le regroupement ou l'échange de parcelles …

Détails de l'action

- Identifier les communes pertinentes au regard de leur foncier forestier et de la motivation des élus,
- Apporter un accompagnement méthodologique aux collectivités en s'appuyant sur des de fiches pratiques thématiques sur le droit de préemption, le droit de préférence, les biens vacants et sans maîtres, le regroupement forestier…

Livrables :

- fiches pratiques thématiques sur le foncier forestier
- Liste des communes pertinentes et motivées
- Trames d'accompagnement et d'actions pour les communes intéressées

Partenaires :

ONF, Services de l'Etat, organismes de la forêt privée, collectivités partenaires (PNR, CD, GAL 77), SAFER …

Sous-action 2 : Améliorer le foncier identifié et faciliter la gestion des forêts publiques et privées

Une fois les diagnostics élaborés à l'échelle des communes, les élus pourront prendre des voies différentes en fonction des enjeux et objectifs identifiés.
Ainsi, cette seconde action pourra prendre plusieurs formes.

Détails de l'action

- Accompagner les élus pour favoriser le dialogue avec les propriétaires privés de leur commune en vue de les inciter à gérer leur forêt de manière durable, à envisager des regroupements avec d'autres propriétaires privés ou publics…
- Aider les élus à utiliser les outils à leur disposition pour améliorer le confier et faciliter les échanges fonciers : droit de préférence, de préemption, échanges…
- Travailler, en partenariat avec l'ONF et les services de l'Etat pour valoriser les surfaces forestières publiques actuellement hors régime forestier (constituer une équipe projet pour trouver collectivement des outils pertinents au regard de la législation et des objectifs de mise en valeur des collectivités)
- Elaborer des fiches pratiques pour accompagner les actions des élus : sur la gestion forestière, les associations de gestions (ASL, ASGF, ASA ...), le plan simple de gestion, le règlement type de gestion ...
- Se faire le relai des appels à projets régionaux tels que " renouvellement des peuplements", desserte forestière…

Livrables

- liste des actions accompagnées et mises en œuvre par les communes
- fiches pratiques thématiques élaborées
- Synthèse des conclusions de l'équipe projet sur les outils de mise en valeur des parcelles forestières publiques actuellement hors régime forestier.

Partenaires

ONF, Services de l'Etat, organismes de la forêt privée, collectivités partenaires (PNR, CD, GAL 77), SAFER …

➔ **<u>Thématique 2 : Faire de la forêt des collectivités franciliennes, un atout pour la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique</u>**

Cette thématique s'inscrit dans la continuité des actions menées en 2019 qui ont permis de sensibiliser les collectivités réalisant les diagnostics de leur PCAET sur les enjeux de la forêt et de la filière bois au regard des objectifs de transition énergétique. Il s'agit maintenant d'accompagner les élus pour rendre opérationnel leurs plans d'actions PCAET. Cette action sera élargie aux collectivités engagées dans la labellisation Cit'ergie.

Sous-action 1 : Développer des actions dans les PCAET en s'appuyant sur les atouts de la forêt et du bois

Détails de l'action
De manière similaire à l'accompagnement des territoires forestiers, cette action vise à accompagner les collectivités ayant identifié des actions en lien avec la forêt et le bois dans leur programme PCAET pour les mener à bien :

- Faciliter le relationnel avec les organismes spécifiques de la filière forêt/bois,
- Accompagner méthodologiquement et techniquement les élus selon les actions retenues,
- Co-organiser avec les territoires des actions de sensibilisation/formation des élus autour des thèmes impliquant les élus et mis en exergue à l'issue de la phase de diagnostic (exemples : la séquestration et le stockage du carbone, le développement du bois énergie en circuit de proximité, la construction publique en bois local, l'adaptation des essences face aux changements climatiques…)

Livrables
- Liste des PCAET ayant des actions en lien avec la forêt et/ou le bois
- Nombre de sessions de sensibilisation / formation dispensées

Partenaires :
Le service en charge du suivi des PCAET de la Région Ile-de-France, AREC, DRIEE …

Sous-action 2 : Pour les territoires toujours en cours d'élaboration de leur PCAET, sensibiliser les élus sur les rôles importants de la forêt et du bois dans la transition énergétique

Détails de l'action
Identifier, sensibiliser, accompagner des collectivités en cours d'élaboration pour expliquer le rôle et les enjeux de la prise en compte de la filière forêt et du bois dans les PCAET (stockage, séquestration, substitution, adaptation des essences etc..) :

- Dispenser le module de sensibilisation spécial ELUS sur forêt bois PCAET élaboré en 2019
- Actions de sensibilisation des élus avec ce module dans le cadre des rencontres thématiques des CTDE

Livrables
- Sessions du module de sensibilisation spécial élus
- nombre d'interventions dans les CTDE

Partenaires :
Le service en charge du suivi des PCAET de la Région Ile-de-France, AREC, DRIEE …

Sous-action 3 : favoriser la mobilisation de dispositifs financiers liés au Carbone pour dynamiser la plantation et la gestion de forêts en s'appuyant sur les peuplements forestiers en impasse sylvicole.

Dans cette action, il s'agit d'identifier les peuplements forestiers en impasse sylvicole sur les collectivités motivées pour éventuellement envisager des actions de compensation Carbone par la plantation et la remise en gestion avec un objectif de production de bois d'œuvre séquestrant et stockant sur le long terme le CO2.

Détails de l'action

- Informer les collectivités sur les différents dispositifs de compensation carbone existants (mécénat compensation volontaire bas carbone, reforest'action ...) en relation étroite avec Francîlbois qui prévoit de mettre en place un guichet unique ;
- identifier les parcelles des collectivités potentiellement éligibles selon les opportunités
- aide au montage des dossiers des collectivités

Livrables

- Synthèse des différents dispositifs de compensation carbone existants
- Liste des collectivités informées et accompagnées

Partenaires :

ONF, organismes de la forêt privée (CRPF, Syndicats, experts, coopératives…), services de l'Etat

➔ **<u>Thématique 3 : Valoriser le bois local en circuit de proximité</u>**

Sous-action 1 : sensibiliser aux atouts du bois (local) et accompagner les collectivités à construire, rénover et/ou aménager en bois local

A partir de cette année 2020, cette action s'inscrit dans un véritable partenariat avec l'interprofession régionale Francîlbois. Il s'agit de constituer un binôme FNCOFOR/Francilbois pour sensibiliser et accompagner techniquement les collectivités franciliennes en mettant en exergue les complémentarités des deux structures : Pour la FNCOFOR, sa forte expérience de développement territorial permettant de valoriser la ressource bois locale et d'appui aux élus au regard notamment du code de la commande publique (déclinaison du programme national « 100 constructions publiques en bois local ») ; et pour Francîlbois, sa bonne connaissance du tissu d'entreprises régionales et ses compétences techniques en matière de construction bois.

Détails de l'action

- Identifier, sensibiliser et accompagner des collectivités
- Accompagnement de la collectivité dans les différentes étapes :
    - phase projet l'idée : exemples, visites, mise en réseau, aide à la rédaction du programme
    - choix de la maîtrise d'œuvre : conseils à la rédaction de la consultation et à l'analyse des offres
    - conception : vérification de l'adéquation entre ressource bois et solutions techniques proposées
    - réalisation : conseil à la rédaction des documents de marché publics des produits bois
    - promotion : communication, valorisation du projet
- Communication sur les appels à projet régionaux comme par exemple "réflexe bois - biosourcés"

Livrables

- Documents de sensibilisation élaborés
- Liste des collectivités sensibilisées
- Liste et synthèse des projets accompagnés

Partenaires :
Interprofession Francîlbois

AXE 2 : Dynamiser l'approche territoriale et concertée de la forêt

Action 1 : Poursuivre la détection, le développement et l'accompagnement méthodologique des chartes forestières de territoire en veillant à la multifonctionnalité des actions et à une bonne gouvernance par les élus des territoires

Détails de l'action
Dans la continuité des actions menées en 2019, cette action se déclinera de deux manières :

- Pour les territoires lauréats de l'AAP SLDF 2019, il s'agira de les accompagner méthodologiquement et techniquement sur des actions spécifiques préalablement définies lors des réponses à l'AAP, à savoir :
    - Faciliter la collecte des données forêt-bois
    - Participer aux comités techniques et de pilotage :
    - Co-organiser avec les territoires des actions de sensibilisation/formation des élus autour des thèmes impliquant les élus et mis en exergue à l'issue de la phase de diagnostic et de concertation de la SLDF (exemples : les prérogatives des élus relatives à la forêt et au bois, la restructuration du foncier forestier, la construction publique en bois local…)

- Sur le reste de l'Ile-de-France, l'action consistera à **:**
    - Identifier des territoires pertinents et les motiver,
    - Accompagner les collectivités par des réunions dédiées avec les élus ou l'animation de réunion de sensibilisation,
    - Se faire le relai et accompagner les collectivités vers des dispositifs régionaux de stratégies locales de développement forestier (aide à l'élaboration de la candidature et aux étapes clés de la démarche). Un nouvel appel à projets devrait être ouvert courant juin 2020 avec une date de dépôt limite au 31 octobre 2020. Cette nouvelle version de l'AAP sera limitée à la phase d' « élaboration », contrairement à la version précédente. La partie « mise en œuvre » basculera sur la prochaine programmation.
    - Outre les SLDF, accompagner les démarches locales de concertation.

Au-delà de ces démarches de concertation, la FNCOFOR accompagnera et informera les collectivités des dispositifs régionaux permettant de soutenir des projets sur le territoire (réflexe bois-biosourcés, AAP PDR, futur AAP scieries, AAP PIA3, etc.).

Livrables

- Synthèse des actions menées sur chacun des territoires lauréats
- Liste des territoires motivés et réflexions sur les programmes d'actions

Indicateur de résultat : Nombre de collectivités accompagnées, nombre de dossiers déposés

Partenaires
Les territoires retenus dans l'AAP SLDF de 2019 et les autres collectivités intéressées

Action 2 : Mettre en valeur les territoires forestiers franciliens et les connecter avec le réseau national

Détails de l'action

- A l'occasion des rencontres nationales des territoires forestiers qui auront lieu au cours du 1er semestre 2021 à Figeac, organiser un déplacement collectif permettant non seulement de développer des relations et des échanges entre les territoires d'Ile de France, mais également, de faciliter les échanges, voire les partenariats avec d'autres territoires forestiers français.

Livrables

- Listes des territoires participant aux rencontres nationales
- Pistes d'actions de coopération intra et inter-régionales

Partenaires
Les territoires forestiers mais également les partenaires, organismes et institutionnels de la filière régionale, intéressés pour participer à ces rencontres nationales.

Annexe 4 : Fiches-projet

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-284

DOSSIER N° 20004481 - Conception et réalisation d'un collège en bois-biosourcés à Ivry - Conseil Départemental Val de Marne

Dispositif : Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (investissement) (n° 00001096)
Délibération Cadre : CR2017-185 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 909-93-204132-193005-1700
Action : 19300501- Forêt, bois et matériaux biosourcés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (investissement)	206 286,00 € HT	30,00 %	61 886,00 €
	Montant total de la subvention		61 886,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 septembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet candidat à la première relève de l'édition 2020 du dispositif Réflexe bois biosourcés, clôturée le 30 avril, et dont le démarrage est prévu au 1er juin.

Description :
Dans le cadre de la construction d'un 5ème collège à Ivry qui doit permettre d'accueillir 650 à 780 élèves à la rentrée de septembre 2023, le programme établi pour sa conception et sa réalisation (procédure de marché global de performance) fixe des objectifs élevés en terme de performance environnementale :
- obtention du label bâtiment passif,
- certification HQE bâtiment durable,
- conception au niveau 1 du label biosourcés,
- ACV et analyse à 20 ans du coût global....

Les solutions bois et biosourcés permettant d'atteindre ces objectifs, il est prévu d'attribuer le marché à un groupement d'entreprises (AMO, BET, architecte, entreprise de construction, ...) attestant toutes de compétences bois et biosourcés.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le soutien est proposé à hauteur de 30% de la base subventionnable (le plafond pouvant atteindre 38,78% pour un montant de 80 000 €).

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation d'AMO pour la conception/réalisation du collège en bois-biosourcés	206 286,00	100,00%
Total	206 286,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	61 886,00	30,00%
Autofinancement	144 400,00	70,00%
Total	206 286,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-284

DOSSIER N° 20007358 - ETUDES DE FAISABILITE POUR LA PROGRAMMATION DE L'OPERATION PILOTE BOIS-BIOSOURCES CHAPELLE CHARBON - Paris et Métropole Aménagement

Dispositif : Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (investissement) (n° 00001096)
Délibération Cadre : CR2017-185 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 909-93-204182-193005-1700
Action : 19300501- Forêt, bois et matériaux biosourcés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (investissement)	182 950,00 € HT	30,00 %	54 885,00 €
	Montant total de la subvention		54 885,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL PARIS ET METROPOLE AMENAGEMENT
Adresse administrative : 12 PASSAGE SUSAN SONTAG 75019 PARIS
Statut Juridique : Société publique locale
Représentant : Monsieur Jean-François DANON, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Une opération pilote bois-biosourcés est proposée dans le cadre de l'aménagement de la ZAC de la Chapelle Charbon (Paris Nord-Est).
Afin de prescrire et d'atteindre la neutralité carbone visée par le plan climat air énergie et la norme RT 2020, l'optimisation de l'intégration de matériaux biosourcés est étudiée pour la construction des lots logements (35 000 m2 DSP) dont la commercialisation est prévue en 2021 et la livraison en 2025.
Pour mener à bien cette opération pilote, la SPL Paris et Métropole aménagement propose de lancer des études de faisabilité « bois biosourcés » visant à déterminer les qualités et les performances (thermique, consommation en énergie, ACV, bilan carbone) de 5 modes constructifs : béton bas carbone (scénario de référence promoteur, 100 % bois (scénario aménageur), bois mixte 1, bois mixte 2, bois biosourcés. Ces études viabilisent les niveaux de performance du cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales de la ZAC qui figurera dans le cahier de cession des terrains. Elles reposent sur deux prestations complémentaires :
Une mission confiée à une équipe de spécialistes bois – biosourcés, placée au côté de l'architecte, portant sur les études comparatives de faisabilité technico-économique des lots bâtis ;

Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage environnementale portant sur la mesure des impacts carbone et climat de chaque cas comparé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le soutien est proposé à hauteur de 30% de la base subventionnable (le plafond pouvant atteindre 80 000 €, soit 36,44%).

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
étude de faisabilité technico-économique	67 500,00	36,90%
AMO impact carbone et climat des 6 cas comparés	115 450,00	63,10%
Total	182 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	54 885,00	30,00%
Fonds propres	128 065,00	70,00%
Total	182 950,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-284

DOSSIER N° 20007360 - EXPERIMENTATION D'UNE DEMARCHE "A QUATRE" POUR UNE OPERATION DE 58 LOGEMENTS MIXTE BOIS-BETON A TORCY (77) - EPAMARNE

Dispositif : Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (investissement) (n° 00001096)
Délibération Cadre : CR2017-185 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 909-93-204182-193005-1700
Action : 19300501- Forêt, bois et matériaux biosourcés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (investissement)	34 040,00 € HT	30,00 %	10 212,00 €
	Montant total de la subvention		10 212,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETS PUBLIC AMENAGEMENT VILLE NOUVELLE EPA MARNE
Adresse administrative : 5 BOULEVARD PIERRE CARLE 77186 NOISIEL
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur LAURENT GIROMETTI, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 juin 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage de la mission d'AMO est prévu en mai 2020 pour lancer la consultation du groupement en juillet 2020.

Description :
Dans le cadre de ses objectifs de construction de 50% de logements en bois visant à réduire l'empreinte carbone de son activité, l'Etablissement Public d'Aménagement de Marne-le-Vallée PAMARNE souhaite expérimenter une consultation innovante, la « démarche à quatre », pour une opération de 58 logements bois-béton (3 400 m2 SDP) localisée sur la commune de Torcy (77).
Cette démarche doit permettre d'intégrer une part importante de bois avec la constitution d'un groupement associant un promoteur, un architecte, un constructeur bois et un scieur, dès les premières phases de conception du projet. Elle doit favoriser la maîtrise des coûts, la performance énergétique et la bonne mise en œuvre de la construction bois. Parmi les exigences minimales, le projet devra obtenir le label Bâtiment Biosourcés (niveau à définir), garantir 100% du bois certifié, ainsi que la traçabilité de la provenance des bois.
Pour mener à bien cette expérimentation, EPAMARNE propose de lancer une mission d'AMO portant sur 3 phases :

1.Définition des directives sur le volet bois et énergie-carbone ;
2.Accompagnement phase concours ;
3.Assistance et accompagnement dans les phases clefs du projet jusqu'à la livraison.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention est proposée à hauteur de 30% de la base subventionnable (le taux maximum d'intervention étant de 70%).

Localisation géographique :
- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO CONSTRUCTION DURABLE : Bois et carbone	24 840,00	72,97%
AMO CONSTRUCTION DURABLE : Etude filière et territoire	9 200,00	27,03%
Total	34 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 212,00	30,00%
Autofinancement	23 828,00	70,00%
Total	34 040,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-284

DOSSIER N° 20004493 - Programme pour la construction en hors site et biosourcés de logements sociaux - Immobilière 3F

Dispositif : Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (investissement) (n° 00001096)
Délibération Cadre : CR2017-185 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 909-93-20422-193005-1700
Action : 19300501- Forêt, bois et matériaux biosourcés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (investissement)	43 200,00 € TTC	50,00 %	21 600,00 €
	Montant total de la subvention		21 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet candidat à la 1ère relève de l'édition 2020 du dispositif, clôturée le 30 avril, et dont le démarrage est prévu au 1er juin.

Description :
Dans le cadre de sa stratégie bas carbone, le groupe 3F souhaite massifier la construction en hors site et en matériaux biosourcés de ses programmes (8 000 nouveaux logements /an dont la moitié est construite en Ile-de-France). Pour changer ses pratiques et monter en compétence, la première phase consiste à élaborer un programme cadre, dans le cadre d'une mission d'AMO reposant sur les 4 axes d'analyses du Réflexe bois biosourcés (démarche environnementale, intégration de biosourcés, origine des produits, approche circulaire). Ce programme vise également des constructions à coût constant par rapport aux pratiques actuelles. Il est pensé dans un objectif d'amélioration de la qualité d'usages pour les habitants.
En se dotant d'un programme cadre pour les constructions bois et biosourcés en hors site, le groupe 3 F devrait avoir un impact non négligeable sur le développement du marché du bois construction francilien. L'effet levier de la subvention régionale devrait ainsi être optimal.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le soutien est proposé à hauteur de 50 % de la base subventionnable (le taux maximal d'intervention étant de 70%).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO programme cadre construction en hors site et en biosourcés de logements sociaux	43 200,00	100,00%
Total	43 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	21 600,00	50,00%
Autofinancement	21 600,00	50,00%
Total	43 200,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux études environnementales

DOSSIER N° 20007342 - CONSTITUTION ET ANIMATION D'UN RESEAU DE REFERENTS FORÊT TERRITOIRE - AVENANT N°2 - RECONDUCTION ANNUELLE DE LA CONVENTION - FNCOFOR

Dispositif : Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (fonctionnement) (n° 00001095)
Délibération Cadre : CR2017-185 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 939-93-6281-193005-1700
Action : 19300502- Forêt, bois et matériaux biosourcés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (fonctionnement)	100 000,00 € TTC	80,00 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION NATIONALE DES COMMUNES FORESTIERES
Adresse administrative : 13 RUE DU GENERAL BERTRAND 75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique JARLIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Par délibération n° CP 2018-137 du 16 mars 2018 relative à la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la forêt et le bois pour 2018-2021, adoptée par délibération n° CR 2017-185, la Région Île-de-France a approuvé la convention cadre avec la Fédération nationale des communes forestières pour la constitution et l'animation d'un réseau régional de référents forêt-territoire (action #1.2 de la SRFB).
Conformément aux dispositions de cette convention, il est proposé de reconduire cette convention, pour un an, par avenant, afin de poursuivre l'animation du réseau.
Le programme d'actions ci-annexé comporte 3 axes :
1 - Pilotage de l'action et coordination avec le plan d'actions de la SRFB ;
2 - Poursuivre et conforter la dynamique "élus référents » en Ile-de-France ;
3 - Dynamiser l'approche territoriale et concertée de la forêt.
La mise en oeuvre de ce programme repose sur les indicateurs suivants :
- nombre d'élus qui adhérent au réseau (objectif 50) ;
- nombre de collectivités accompagnées dans une démarche de Charte forestière de territoire ou toute autre approche territoriale concertée de la forêt (objectif 10) ;

- nombre de candidatures à l'appel à projets "stratégie locale de développement forestier" (objectif 5).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention intervient à hauteur de 80% de la dépense éligible.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION ILE DE FRANCE	80 000,00	80,00%
AUTOFINANCEMENT	20 000,00	20,00%
Total	100 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40957 (2015/XA) (agriculture, RDI) pris sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 adopté par la Commission européenne le 25 juin 2014 et publié au JOUE le 1er juillet 2014, relatif à : aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-184

DU 1 JUILLET 2020

BÂTI RURAL AGRICOLE : 1ÈRE AFFECTATION 2020 - PNR : 2ÈME AFFECTATION 2020 - COMMERCES DE PROXIMITÉ EN MILIEU RURAL : 3ÈME AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU les lignes directrices de la communauté concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole (JOUE du 27/12/2006 – 2006/C 319/01) ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la commission européenne publié au JOUE du 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU la circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 333-1 et suivants et R. 333-1 et suivant ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret du 30 juillet 2008 portant classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU le décret n° 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2011-1430 du 3 novembre 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU le décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2018-750 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU le décret n° 2018-751 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2018-752 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU la délibération n° CR 34-03 du 25 septembre 2003 relative à l'adhésion à la Fédération des parcs naturels régionaux de France ;

VU la délibération n° CR 125-07 du 16 novembre 2007 relative au renouvellement du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU la délibération n° CR 53-10 du 1er octobre 2010 relative au Parc naturel régional du Gâtinais français : approbation du projet de charte révisée et renouvellement du classement du parc ;

VU la délibération n° CR 02-11 A du 10 février 2011 portant approbation du projet de charte révisée du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse et demande de renouvellement de classement ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du Contrat de plan État-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan État-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CP 15-491 du 9 juillet 2015 relative à l'affectation de crédits en faveur des Parcs naturels régionaux de la Haute Vallée de Chevreuse, du Vexin français, du Gâtinais français et Oise – Pays de France - conventions transitoires relatives aux programmes d'actions 2015 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 relative au doublement des aides aux territoires ruraux ;

VU la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée relative à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et à la contribution des parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural ;

VU la délibération n° CP 2017-413 du 20 septembre 2017 portant adoption de la convention relative au programme d'actions 2017 ; affectations de crédits relatifs au programme d'actions 2017 et seconde affectation des frais de structure 2017 en faveur des Parcs naturels régionaux du Gâtinais français, de la Haute Vallée de Chevreuse, d'Oise – Pays de France et du Vexin français.

VU la délibération n° CP 2017-565 du 22 novembre 2017 relative à la convention entre la Région et l'ASP ;

VU la délibération n° CR 2017-184 du 23 novembre 2017 relative aux orientations régionales des nouveaux contrats de parcs naturels régionaux (2018-2020) ;

VU la délibération n° CP 2018-043 du 24 janvier 2018 relative aux parcs naturels régionaux PNR – contrats de parcs – Frais de structure – Convention type – PNR du Gâtinais et de la Haute Vallée de Chevreuse – Subventions réaffectation ;

VU la délibération n° CP 2018-269 du 4 juillet 2018 relative à l'affectation de crédits relatifs au programme d'actions 2018 des parcs naturels régionaux et versement de la cotisation annuelle à la Fédération nationale des parcs naturels régionaux de France ;

VU la délibération n° CR 2019-006 du 20 mars 2019 relative au Parc naturel régional du Vexin français : engagement de la procédure de renouvellement de classement ;

VU la délibération n° CP 2019-196 du 22 mai 2019 relative aux parcs naturels régionaux : programmes d'actions 2019 – dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : deuxième affectation 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-297 du 3 juillet 2019 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 3ème affectation 2019 – Modification du règlement d'intervention – Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole : règlement d'intervention ;

VU la délibération n° CP 2020-043 du 31 janvier 2020 relative aux PNR : frais de structure 2020 - convention et avenant – dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural ;

VU la délibération n° CP 2020-097 du 4 mars 2020 relative aux PNR : programmes d'actions 2020 – dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 1ère affectation 2020

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU le rapport n°CP 2020-184 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du **« Soutien aux parcs naturels régionaux »,** de participer au financement des actions détaillées en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français, de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 36 500 €.

Affecte au titre du programme d'actions 2020 en faveur du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français :

- un montant total d'autorisations de programme de 30 000 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002046 « Soutien aux programmes d'investissement », du budget 2020 ;
- un montant total d'autorisations d'engagement de 6 500 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002056 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan État-Région 2015-2020, volet 6 « Volet territorial », sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 2 :

Décide au titre du **« Soutien aux parcs naturels régionaux »,** de participer au financement supplémentaire des frais de structure du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse détaillé dans la fiche-projet figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 91 186 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 91 186 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002066 « Soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2020.

Approuve la convention relative à cette affectation supplémentaire au bénéfice du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention définie ci-dessus à la signature de cette convention avec le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Cette affectation relève du Contrat de Plan État-Région 2015-2020, volet 6 « Volet territorial », sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 3 :

Décide au titre du **« Soutien aux parcs naturels régionaux »,** de participer au financement des actions en fonctionnement du PNR du Vexin français détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 4 502,89 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 4 502,89 €, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002056 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR », du budget 2020.

Cette affectation relève du Contrat de Plan État-Région 2015-2020, volet 6 « Volet territorial », sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 4 :

Décide au titre du **« Soutien aux parcs naturels régionaux »,** de participer au financement de la révision de la charte du PNR du Vexin français détaillée dans les fiches-projet figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 60 000 €.

Approuve la convention relative à la révision de la charte du Parc naturel régional du Vexin français figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention définie ci-dessus à la signature de cette convention avec le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Vexin français et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 60 000 €, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002056 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR », du budget 2020.

Cette affectation relève du Contrat de Plan État-Région 2015-2020, volet 6 « Volet territorial », sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 5 :

Approuve la modification de la fiche-projet n°15010379 adoptée par la délibération n° CP 15-491 du 9 juillet 2015 susvisée telle que présentée en annexe 1 à la présente délibération.

Article 6 :

Approuve la modification des fiches-projet suivantes afin de les adapter au contexte de la pandémie - Covid-19 :

- la fiche-projet n° 17012443 adoptée par la délibération n° CP 2017-413 du 20 septembre susvisée telle que présentée en annexe 1 à la présente délibération ;
- la fiche-projet n° 18008023 adoptée par la délibération n° CP 2018-269 du 4 juillet 2018 susvisée telle que présentée en annexe 1 à la présente délibération ;
- la fiche-projet n° 19002133 adoptée par la délibération n° CP 2019-196 du 22 mai 2019 susvisée telle que présentée en annexe 1 à la présente délibération ;
- la fiche-projet n° 20002111 adoptée par la délibération n° CP 2020-097 du 4 mars 2020 susvisée telle que présentée en annexe 1 à la présente délibération.

Article 7 :

Décide de verser, au titre de 2020, la cotisation annuelle à **la Fédération des Parcs naturels régionaux de France.**

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 19 638 €, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel » programme PR 76-002 (476002) « Parcs Naturels Régionaux », action 476002066 « Soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2020.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015-2020, volet 6 « Volet territorial », sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 8 :

Décide de participer, au titre du dispositif **« Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural »**, au financement des projets portés par des entreprises détaillés dans les fiches-projet correspondantes figurant en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de chaque subvention à la signature avec son bénéficiaire d'une convention, conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 50 997,22 €, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300108 «Sauvegarde des commerces de proximité», du budget 2020.

Article 9 :

Décide de participer, au titre du dispositif **« Réhabilitation du bâti agricole en milieu rural »**, au financement des projets portés par les exploitations agricoles détaillés dans les fiches-projet correspondantes figurant en annexe 5 à la présente délibération.

Subordonne le versement de chaque subvention à la signature avec son bénéficiaire d'une convention, conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 2019-297 du 3 juillet 2019 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 116 066 €, disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-004 (193004) « Agriculture et environnement », action 19300408 «Travaux pour le logement des salariés agricoles», du budget 2020.

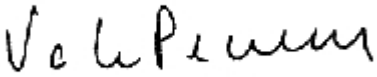
Article 10 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 et à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 11 :

Accorde, au titre du dispositif de **« Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural »,** une dérogation à la mesure « 100 000 stages » pour les bénéficiaires des projets portés par des entreprises détaillés dans les fiches-projet correspondantes en annexe 6 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182647-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches-projet PNR

DOSSIER N° 20004176 - ACTION N°26F : RENFORCER LE PARTENARIAT AVEC LES INTERCOMMUNALITES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	30 000,00 € TTC	100,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l'action 26F de la mesure 26 échangeons et expérimentons avec d'autres territoires et des organismes de recherche (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions relevant de la charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Le parc mettra en place un accompagnement des intercommunalités afin de renforcer la lisibilité et complémentarité des actions de chacun. Cet accompagnement, en lien avec les priorités de la charte, portera notamment sur l'élaboration de leurs documents cadres et la réalisation d'étude foncières et d'étude pré-opérationnelle avant travaux (aménagement paysagers, rénovation de bâtiments appartenant aux collectivités, éclairage public, etc.).
Dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et des contrats de parcs, les PNR se sont engagés à recruter des stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Dans ce cadre, pour l'année 2020, le Parc naturel régional du Gâtinais français s'engage à recruter 3 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes suivies de travaux, travaux	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Commission permanente du 9 juillet 2015
Modifiée par la Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° 15010422 - OPERATION N°2015-860 : ACCOMPAGNEMENT DES ACTIONS MENEES EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE - REAFFECTATION DU SOLDE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	1 098,00 € TTC	100,00 %	1 098,00 €
	Montant total de la subvention		1 098,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2015 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Description :
La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP 15-491 du 9 juillet 2015 d'un soutien régional à hauteur de 6 000 €. Le montant déjà versé sur la subvention initialement attribuée est de 4 701,98 €. La subvention est redimensionnée suite à une sous-exécution de l'opération en raison d'un solde à coût moindre.
Le Parc organise des conférences, visites de sites et sessions de formations menées par des spécialistes. Ces interventions sont destinées à divers publics (techniciens des communes, élus, grand public). Des supports pédagogiques sont édités et diffusés.
Cette fiche permet l'organisation de sessions de formation dans le domaine de la préservation de la biodiversité et des trames écologiques en accompagnement des actions de financement dans le même domaine.
Dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et des contrats de parcs, les PNR se sont

engagés à recruter des stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Dans ce cadre, pour l'année 2020, le Parc naturel régional du Vexin français s'engage à recruter 3 stagiaires.

Localisation géographique :

- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR VEXIN	1 098,00	100,00%
Total	1 098,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 098,00	100,00%
Total	1 098,00	100,00%

Commission permanente du 9 juillet 2015
Modifiée par la Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° 15010523 - OPERATION N°2015-849 : OPERATION COLLECTIVE DE MODERNISATION DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE ET DES SERVICES (OCMACS) - VOLET FONCTIONNEMENT - REAFFECTATION DU SOLDE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	3 404,89 € TTC	100,00 %	3 404,89 €
	Montant total de la subvention		3 404,89 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2015 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Description :
La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP 15-491 du 9 juillet 2015 d'un soutien régional à hauteur de 24 000 €. Le montant déjà versé sur la subvention initialement attribuée est de 3 492,20 €. La subvention est redimensionnée suite à une sous-exécution de l'opération en raison d'une moindre sollicitation de l'aide.
L'objectif est de revitaliser le tissu économique local en incitant les artisans et commerçants à réhabiliter ou moderniser leur outil de travail ou de production. Le programme d'action se décline en 18 opérations sur 3 tranches. La subvention de l'Etat via le FISAC pour le lancement de la première tranche a été accordée au PNR le 10 octobre 2014. Il s'agit maintenant de mobiliser les financements des autres partenaires de la démarche (Région et départements).
Les coûts de fonctionnement de cette première tranche permettront la réalisation :

- diagnostics au sein des entreprises pour un coût de 15 000 € ;
- une aide à la mise en œuvre des plans d'actions et de formation des professionnels, à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences pour un coût de 20 000 € ;
- la communication sur l'opération globale pour un montant de 5 000 €.
Dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et des contrats de parcs, les PNR se sont engagés à recruter des stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Dans ce cadre, pour l'année 2020, le Parc naturel régional du Vexin français s'engage à recruter 3 stagiaires.

Localisation géographique :
- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR DU VEXIN	3 404,89	100,00%
Total	3 404,89	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	3 404,89	100,00%
Total	3 404,89	100,00%

DOSSIER N° 20002091 - ACTION 8A : DEVELOPPER LES PRATIQUES DE CO-VOITURAGE ET D'AUTO-STOP ORGANISE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	6 500,00 € TTC	100,00 %	6 500,00 €
	Montant total de la subvention		6 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation des actions de la fiche n° 8A de la mesure 8 : accompagnons le développement des moyens de transport durables (fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions relevant de la charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Le Parc s'est donné l'objectif de réduire l'impact de la mobilité sur l'environnement, de renforcer le lien social et de faciliter les déplacements des habitants du territoire. Le Parc a ainsi choisi de développer sur son territoire un réseau d'autostop de proximité, organisé et sécurisé.
A travers cette action de développement des pratiques de co-voiturage et auto-stop organisé, le parc souhaite :
- mobiliser les partenaires pour communiquer sur le dispositif,
- faire connaître le dispositif et travailler sur les changements de comportements en matière de déplacements,
- animer le dispositif,

- réaliser le déploiement du dispositif sur l'ensemble du territoire et accompagner les territoires voisins dans le déploiement du réseau pour avoir un maillage efficace.
Dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et des contrats de parcs, les PNR se sont engagés à recruter des stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Dans ce cadre, pour l'année 2020, le Parc naturel régional du Gâtinais français s'engage à recruter 3 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

- PRINGY
- SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
- ARBONNE-LA-FORET
- BARBIZON
- CELY
- CHAILLY-EN-BIERE
- FLEURY-EN-BIERE
- PERTHES
- SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
- SAINT-MARTIN-EN-BIERE
- SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
- VILLIERS-EN-BIERE
- ACHERES-LA-FORET
- AMPONVILLE
- BOISSY-AUX-CAILLES
- BOULANCOURT
- BURCY
- BUTHIERS
- LA CHAPELLE-LA-REINE
- CHATENOY
- CHEVRAINVILLIERS
- FROMONT
- GARENTREVILLE
- GUERCHEVILLE
- LARCHANT
- NANTEAU-SUR-ESSONNE
- ORMESSON
- RECLOSES
- RUMONT
- TOUSSON
- URY
- LE VAUDOUE
- VILLIERS-SOUS-GREZ
- COURANCES
- DANNEMOIS
- MILLY-LA-FORET
- MOIGNY-SUR-ECOLE
- ONCY-SUR-ECOLE
- SOISY-SUR-ECOLE
- BAULNE
- CERNY
- CHAMPCUEIL
- CHEVANNES
- LA FERTE-ALAIS
- AUVERS-SAINT-GEORGES
- BOISSY-LE-CUTTE
- BOURAY-SUR-JUINE
- CHAMARANDE
- JANVILLE-SUR-JUINE
- VILLENEUVE-SUR-AUVERS
- BOUVILLE
- LA FORET-SAINTE-CROIX
- PUISELET-LE-MARAIS
- VALPUISEAUX
- BOIGNEVILLE
- BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
- BROUY
- BUNO-BONNEVAUX
- CHAMPMOTTEUX
- COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
- D'HUISON-LONGUEVILLE
- GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
- GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
- MAISSE
- MONDEVILLE
- ORVEAU
- PRUNAY-SUR-ESSONNE
- VAYRES-SUR-ESSONNE
- VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de petit matériel ; événements, communication	6 500,00	100,00%
Total	6 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	6 500,00	100,00%
Total	6 500,00	100,00%

DOSSIER N° 20004431 - ETUDES DE CARACTERISATION DU PAYSAGE ET DU PATRIMOINE NATUREL

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	40 000,00 € TTC	50,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre des actions de fonctionnement en lien avec la révision de la charte

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions relevant du renouvellement de classement du parc, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Les études portent sur le paysage et le patrimoine naturel et doivent contribuer à l'actualisation des connaissances et des enjeux concernant les 20 communes des Yvelines du Parc actuel dont 5 sont partiellement classées et à la caractérisation des 9 nouvelles communes du périmètre d'étude de la révision de la charte. Ces études s'appuieront sur l'analyse des documents existants et éventuellement sur un travail de photo-interprétation. Un travail de terrain viendra compléter et conforter ces données.
Dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et des contrats de parcs, les PNR se sont engagés à recruter des stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Dans ce cadre, pour l'année 2020, le Parc naturel régional du Vexin français s'engage à recruter 3 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre d'une démarche partenariale, le Conseil départemental du 78 co-finance cette action. La participation de la Région est donc de 50%.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de caractérisation du paysage et du patrimoine naturel (prestataire)	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	50,00%
Subvention Département des Yvelines	20 000,00	50,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° 20004439 - CONCERTATION ET COMMUNICATION DANS LE CADRE DE LA REVISION DE LA CHARTE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	40 000,00 € TTC	100,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre des actions de fonctionnement en lien avec la révision de la charte

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions relevant du renouvellement de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Plusieurs périodes de concertation ou de co-construction avec les habitants et les acteurs du territoire sont prévues tout au long de l'élaboration du projet de Charte. Il s'agit de partager le bilan, les éléments du diagnostic et recueillir les aspirations du territoire pour la période 2022-2037 à travers : « Les cafés des idées » ; « Une journée Séminaire » ; « Les ateliers habitants » ; « Les ateliers thématiques » ; « La conférence du Vexin ». La subvention permettra notamment de financer les prestataires mobilisés ainsi que des dépenses de maquettage et l'impression des outils de communication tels qu'affiches et flyers.
Dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et des contrats de parcs, les PNR se sont engagés à recruter des stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Dans ce cadre, pour l'année 2020, le Parc naturel régional du Vexin français s'engage à recruter 3 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
La Région participe à hauteur de 100% de cette action.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Concertation (prestataire)	30 000,00	75,00%
Communication (prestataire)	10 000,00	25,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° 20004447 - AFFECTATION COMPLEMENTAIRE 2020 AU TITRE DES FRAIS DE STRUCTURE DU PNR DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)
Délibération Cadre : CR09-15 du 18/02/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	91 186,00 € TTC	100,00 %	91 186,00 €
	Montant total de la subvention		91 186,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative	:	CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : affectation complémentaire 2020 au titre des frais de structure du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse.

Description :
En complément du montant attribué au PNR de la Haute Vallée de Chevreuse au titre de ses frais de structure pour l'année 2020, la Région propose une affectation complémentaire pour le poste de direction, d'un montant global de 91 186 €.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre de l'évolution de l'équipe du Parc, une affectation complémentaire est accordée par la région Île-de-France au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR de Haute Vallée de Chevreuse.

Localisation géographique :
- CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1er juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° 15010379 - OPERATION N°2015-837 : AIDE A LA REALISATION DE L'ECO-HAMEAU DU CHAMP FOULON A SAINT-CYR-EN-ARTHIES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	174 000,00 € TTC	100,00 %	174 000,00 €
		Montant total de la subvention	174 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2015 - 27 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la charte, il est proposé un démarrage anticipé

Description :
La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP 15-491 du 9 juillet 2015 d'un soutien régional à hauteur de 174 000 €. La modification de la fiche projet vise à prendre en compte le changement d'opérateur et le maintien de la subvention à hauteur des 174 000 € initialement attribués. S'agissant d'une opération d'urbanisme exemplaire à plus d'un titre (participation citoyenne, utilisation rationnelle de l'espace, approche éco-paysagère, architecture durable, etc.) soutenue depuis 2010 par le PNR et ses partenaires, la subvention régionale, à hauteur de 174 000 €, permettra le financement des coûts induits par les exigences environnementales et participatives du projet. Le coût total du projet s'élève à 800 000 € pour l'aménagement et 2 900 000 € pour les constructions. Les opérateurs engagés (dans un premier temps, la SEMAVO et Val d'Oise Habitat et à partir de 2020, la SCIA (société civile immobilière d'attribution) formée par les futurs habitants) partagent les mêmes ambitions d'exemplarité environnementale, de sobriété, de mixité sociale et fonctionnelle, et de solidarités. Sur le montant total de l'opération, 41 573 € ont été versés au bénéfice de la SEMAVO/Val d'Oise Habitat (acompte du 21 juillet 2017 de 17 822,61 €, acompte du 3 mai 2018 de 23 750,69 €), ce qui a permis de conduire les études

environnementales du projet (niveau APS et PC). Ces études portaient sur le dimensionnement du système extensif de gestion des eaux de pluies exceptionnelles, sur la conception du système d'assainissement non collectif écologique), l'écoconception des bâtiments pour réduire les déperditions, etc. L'équipe de maîtrise d'œuvre a favorisé la participation en mettant en débat ses études pour permettre une co-construction du projet avec le collectif des futurs habitants à travers une vingtaine d'ateliers. Le solde de 132 426 € sera versé au bénéfice de la SCIA pour réaliser les aménagements d'assainissement écologique et de gestion extensive des eaux pluviales.

Localisation géographique :
SAINT-CYR-EN-ARTHIES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Soutien à l'aménagement de l'assainissement écologique et de gestion extensive des eaux pluviales	174 000,00	100,00%
Total	174 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	174 000,00	100,00%
Total	174 000,00	100,00%

Commission permanente du 20 septembre 2017 - CP2017-413
Modifié par la Commission permanente du 1er juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° 17012443 - FICHE 891 P : DIAGNOSTIC D'ENTREPRISES, METIERS D'ART, GESTION ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES, RECONVERSION DE ZAE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	45 000,00 € TTC	60,00 %	27 000,00 €
	Montant total de la subvention		27 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73 78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 891 P : DIAGNOSTIC D'ENTREPRISES, METIERS D'ART, GESTION ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES, RECONVERSION DE ZAE

Dates prévisionnelles : 3 avril 2017 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP 2017-413 d'un soutien régional à hauteur de 27 000 €. La modification de la fiche projet vise la prise en compte du contexte sanitaire de pandémie COVID-19 et le maintien de la subvention à hauteur des 27 000 € initialement attribués. Sur ce montant un premier acompte de 867,98 € a été sollicité le 17 septembre 2018, il reste donc 26 132,02 € à mandater.

- Accompagner les Petites et Moyennes Entreprises vers la transition énergétique :
Le PNR entend encourager les PMI-PME à améliorer leur situation énergétique et à réduire leurs dépenses énergétiques. Ces diagnostics visent notamment à mesurer la performance énergétique des bâtiments (analyse des déperditions thermiques) et des process, analyser les consommations énergétiques (électricité, gaz, fuel) et d'eau, optimiser les contrats de fourniture d'énergie et à préconiser

des solutions d'économies d'énergie : identification de solutions techniques spécifiques, chiffrage du niveau d'investissement et des économies en retour. Le PNR accompagnera ensuite les PMI-PME dans la recherche de financement et l'intégration architecturale des projets d'investissement. Le montant proposé permettra la prise en charge de 4 diagnostics énergétiques de PMI-PME pour un coût moyen de 3570€ / diagnostic (prise en charge à 50%).

- Déploiement des « Boutiques à l'essai »
Cette opération ayant pour but de permettre, pendant une durée de 6 mois (renouvelable), à un porteur de projet de tester son commerce dans un local vacant. L'objectif final étant de pérenniser ces installations au-delà de la phase d'essai.
Le PNR a adhéré au dispositif permettant aux communes de bénéficier de la marque « Boutique à l'essai », d'outils méthodologiques et juridiques et d'un accompagnement pendant 3 ans (conseils, retours d'expériences des autres collectivités). Le dispositif est actuellement expérimenté dans la commune de Magny-les-Hameaux et doit être déployé dans les autres communes du PNR.

Pour ce faire, le PNR en partenariat avec les organismes professionnels du territoire (Chambres consulaires, BGE) met en place l'accompagnement des candidats à l'installation (business plan, financement, suivi). Déploiement du dispositif dans 3 communes. Coût unitaire=500€. Le dispositif prévoit également des opérations de communication (plaquette, publicité) destinées à trouver des candidats à la reprise.

- Diagnostics économiques des entreprises artisanales :
Depuis la création de sa mission Développement économique en 1999, le PNR a subventionné les investissements de création ou de développement de 400 entreprises artisanales et commerciales. Cet appui participe à la préservation et à la dynamisation du tissu économique local. Avec la mise en place du Pacte rural pour les commerces de proximité, le PNR souhaite maintenir, conformément à ces engagements auprès de l'Etat à travers le FISAC, un fonds d'aides à destination des artisans (non éligibles au Pacte rural).

Les aides financières sont assorties de diagnostics techniques réalisés par les Chambres consulaires. Ces diagnostics servent de conseil aux entreprises et de base préalable aux délibérations pour les subventions. Ils sont réalisés sur rendez-vous en entreprise avec un agent consulaire et représentent 1 à 2 jours du temps de travail. Ce montant permettra d'aider 5 diagnostics d'entreprises.

- Appui au développement des filières d'artisanat d'art :
Le PNR encourage et contribue au développement des métiers d'art, particulièrement depuis 2002 avec la création d'une association (l'AAArt) ayant pour vocation de regrouper et promouvoir les artisans d'art professionnels. Avec le concours du PNR, l'association organise deux Salons annuels des Métiers d'Art (35 exposants et 1000 visiteurs/édition) et participe à des manifestations de référence (Journées nationales des Métiers d'Art, Carrousel du Louvre des Métiers d'art et de Création-31 000 visiteurs).
Aujourd'hui, le territoire du PNR est reconnu pour la vitalité économique du secteur des métiers d'art, le PNR de Chevreuse est à ce titre le référent national de la Fédération des Parcs sur cette thématique et il conseille les autres PNR dans leur stratégie de développement de métiers d'art. Avec ce programme, le PNR entend poursuivre l'accompagnement des artisans d'arts et de conforter sa spécificité territoriale.
L'opération prévoit le financement de salons professionnels pour 10 artisans d'art (montant forfaitaire 500€) et le montage et le cofinancement de 3 espaces collectifs PNR dans les salons de métiers d'art (Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Gambais, Versailles). Parallèlement, le PNR souhaite accompagner les artisans d'art dans des actions de marketing et de formation afin de valoriser leurs savoir-faire.

- Etudes de requalification écologique et paysagère de sites d'activités :
La Charte 2011-2023 du PNR prévoit un travail important sur les espaces d'activités, en termes de requalification paysagère et environnementale comme en termes de dynamisation de l'activité économique locale. Ce travail s'effectue en lien avec les intercommunalités compétentes en matière de gestion des zones d'activités.

Cette opération a pour objectifs de financer :
- une étude de requalification paysagère, environnementale et énergétique,
- une étude de faisabilité économique préalable à l'implantation d'éco-projets et de filière écoenvironnementale,

En complément de ces études, le parc souhaite utiliser le reste à mandater de cette fiche pour passer commande d'une mission d'étude pour l'installation d'un ou plusieurs espaces de coworking sur son territoire afin de maintenir l'activité d'entreprises en difficultés liées à la pandémie de Covid-19.
Cet espace de travail, partagé entre plusieurs entreprises et travailleurs apporte une véritable alternative dans la consommation des ressources et des espaces, dans le sens où ceux-ci sont mutualisés mais permet également de réduire les émissions de gaz à effets de serre soit parce que la voiture est délaissée au profit des modes de transport plus écologiques et économes, soit parce que les distances à parcourir en voiture sont moindres. De même ces espaces permettent d'utiliser à plusieurs une seule et même imprimante, les cuisines, les éclairages, les chauffages et d'autres produits à faibles émissions. Le parc souhaite par la commande de cette étude permettre une relance de l'activité économique sur son territoire mais aussi une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Détail du calcul de la subvention :
Participation de la Région, inscrite dans les statuts du SMAG.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
LA BOISSIERE-ECOLE
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SAINT-HILARION
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LA HAUTEVILLE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
ANGERVILLIERS
BOULLAY-LES-TROUX
BRIIS-SOUS-FORGES
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LIMOURS
LES MOLIERES
PECQUEUSE
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN
LE VAL-SAINT-GERMAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostics d'entreprises, métiers d'art, gestion environnementale des entreprises, reconversion de ZAE	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CR Ile de France	27 000,00	60,00%
CD Yvelines	15 178,50	33,73%
CD Essonne	2 821,50	6,27%
Total	45 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 juillet 2018 - CP2018-269
Modifié par la Commission permanente du 1er juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° 18008023 - 920P : ACTIONS EDUCATIVES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	12 167,00 € TTC	100,00 %	12 167,00 €
	Montant total de la subvention		12 167,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative	:	CHE JEAN RACINE BP 73 78160 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réalisation des actions éducatives de la fiche 920P (fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP 2018-269 d'un soutien régional à hauteur de 12 167 €. La modification de la fiche projet vise la prise en compte du contexte sanitaire de pandémie COVID-19 et le maintien de la subvention à hauteur des 12 167 € initialement attribués. Sur ce montant un premier acompte de 464,79 € a été sollicité le 27 juin 2019, il reste donc 11 702,21 € à mandater.

Cette fiche relative aux actions éducatives du Parc regroupe plusieurs projets :
Projets fédérateurs : Le Parc organise et soutient des actions fédératrices à dimension éducatives dont l'opération « Ma commune dans le Parc ». Ces opérations ont notamment pour but d'amener les publics à découvrir les patrimoines et à participer au projet de territoire.

Création/acquisition de supports pédagogiques : Le Parc propose différents supports pédagogiques pour soutenir et enrichir les projets visant à faciliter la compréhension par le public des enjeux ou problématiques du territoire. Par ailleurs, le Parc doit renouveler le matériel à destination des partenaires qui animent des actions éducatives sur le territoire. Ce matériel est disponible en prêt selon leurs besoins.

Formation des acteurs éducatifs : Le Parc accompagne les acteurs éducatifs professionnels et bénévoles en proposant des formations qui doivent contribuer à la mise en place de projets éducatifs. Des formations sont ainsi organisées pour les enseignants de l'éducation Nationale, pour les animateurs communaux, pour les membres des associations engagées dans une démarche active d'éducation à l'environnement, …

Soutien financier aux projets éducatifs : Le Parc apporte un soutien financier aux projets éducatifs scolaires et portés par des structures jeunesse. Les dossiers de demande d'aide sont évalués et sélectionnés par la commission restreinte Education. Le financement est réservé aux établissements du territoire et des villes portes et concerne les dépenses liées à l'achat de matériel et/ou de ressources pédagogiques en lien avec l'environnement et le développement durable ainsi que les dépenses liées aux animations réalisées par des structures éducatives et/ou par des intervenants en lien avec l'environnement.

En complément de ces actions, le parc souhaite utiliser le reste à mandater de cette fiche pour passer commande d'un atelier d'éducation pour fabrication de produit ménager, bac à compost etc… afin de maintenir l'activité d'entreprises connaissant des difficultés liées à la pandémie de Covid-19. Ces ateliers visent à faciliter la compréhension par le public cible des enjeux liés à l'environnement et au développement durable.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

Magny-les-Hameaux	Bonnelles	Bazoches-sur-Guyonne	Gambaiseuil
Clairefontaine-en-Yvelines	Bullion	Janvry	Grosrouvre
Hermeray	La Celle-les-Bordes	Les Molières	Levis-Saint-Nom
Poigny-la-Forêt	Cernay-la-Ville	Saint-Jean-de-Beauregard	Longvilliers
Raizeux	Chateaufort	Forges-les-Bains	Mareil-le-Guyon
Rambouillet	Chevreuse	Boullay-les-Troux	Méré
Sonchamp	Choisel	Gometz-la-Ville	Le Mesnil-Saint-Denis
Vieille-Église-en-Yvelines	Dampierre-en-Yvelines	Saint-Rémy-lès-Chevreuse	Les Mesnuls
Jouars-Pontchartrain	Galluis	Saint-Rémy-L'Honoré	Milon-la-chapelle
Auffargis	Gambais	Senlisse	Montfort-L'amaury
Les Bréviaires	Vaugrigneuse	Le Tremblay-sur-Mauldre	La queue-les-Yvelines
Les Essarts-le-Roi	Gif-sur-Yvette	Saint-Lambert	Rochefort-en-Yvelines
Le Perray-en-Yvelines	Courson-Monteloup	Saint-Forget	Fontenay-les-Briis
Saint-Leger-en-Yvelines			

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACTIONS EDUCATIVES	12 167,00	100,00%
Total	12 167,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	12 167,00	100,00%
Total	12 167,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-184

DOSSIER N° 20002111 - CP4 - P30 - OPERATION 1025 - DES APPELS A PROJETS EN DIRECTION DU JEUNE PUBLIC

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	45 000,00 € TTC	100,00 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANÇAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP 2020-097 d'un soutien régional à hauteur de 45 000 €. La modification de la fiche projet vise la prise en compte du contexte sanitaire de pandémie COVID-19 impliquant la fermeture des établissements scolaires et des structures de loisirs et le maintien de la subvention à hauteur des 45 000 € initialement attribués. S'agissant d'une opération visant la sensibilisation des jeunes publics, il est proposé d'étendre les bénéficiaires de l'action en y intégrant le public familial. Cette fiche projet était initialement orientée vers des enfants des établissements scolaires et des structures de loisirs, elle est étendue aux enfants venant avec leurs parents.
L'opération n'a pas encore fait l'objet d'acompte, 45 000 € restent à mandater.

Sur les thématiques de la biodiversité, de l'alimentation, du patrimoine culturel et des paysages, du cadre de vie et des mobilités, il est proposé de :
- favoriser la sensibilisation à l'environnement dans les établissements scolaires et les accueils de loisirs du Parc et des villes portes, en accompagnant les projets des enseignants et des animateurs par la mise en place d'ateliers, la rencontre de professionnels et de chercheurs, la visite de sites naturels et industriels.

- Favoriser la sensibilisation à l'environnement des jeunes publics en proposant aux familles des ateliers, la visite de sites naturels et industriels, des animations nature.
- développer des séjours expérimentaux sur le territoire pour inciter les établissements scolaires, notamment du secondaire d'Île-de-France, à mener des courts séjours.
- organiser des journées éco-citoyennes réunissant des classes d'établissements du primaire et du secondaire ayant mené un projet avec le Parc
- accompagner les restitutions des classes et des structures d'accueil qui ont mené un projet avec le Parc par l'édition de livrets, d'affiches, de panneaux d'exposition
- édition d'un livret pour présenter les actions éducatives aux établissements scolaires et aux accueils de loisirs.

Dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et des contrats de parcs, les PNR se sont engagés à recruter des stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Dans ce cadre, pour l'année 2020, le Parc naturel régional du Vexin français s'engage à recruter 3 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations d'éducation à l'environnement, prestation de graphisme et édition, prestations d'acquisition de matériels pédagogiques… Location matériel. Transport enfants…	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Commission permanente du 22 mai 2019 – CP 2019-196
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-184

DOSSIER N° 19002133 - CP4 - P30 - OPERATION 957 - DES APPELS A PROJETS EN DIRECTION DU JEUNE PUBLIC

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANÇAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 29 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé

Description :
La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP 2019-196 d'un soutien régional à hauteur de 50 000 €. La modification de la fiche projet vise la prise en compte du contexte sanitaire de pandémie COVID-19 impliquant la fermeture des établissements scolaires et des structures de loisirs et le maintien de la subvention à hauteur des 50 000 € initialement attribués. S'agissant d'une opération visant la sensibilisation des jeunes publics, il est proposé d'étendre les bénéficiaires de l'action en y intégrant le public familial. Cette fiche projet était initialement orientée vers des enfants des établissements scolaires et des structures de loisirs, elle est étendue aux enfants venant avec leurs parents.
Sur le montant total de la subvention, un premier acompte de 24 393, 61 € le 25 novembre 2019, il reste donc 25 606, 39 € à mandater.

Sur les thématiques de la biodiversité, de l'alimentation, du patrimoine culturel et des paysages, du cadre de vie et des mobilités, il est proposé de :
- favoriser la sensibilisation à l'environnement dans les établissements scolaires et les accueils de loisirs du Parc et des villes portes, en accompagnant les projets des enseignants et des animateurs par la mise

en place d'ateliers, la rencontre de professionnels et de chercheurs, la visite de sites naturels et industriels.
- favoriser la sensibilisation à l'environnement des jeunes publics en proposant aux familles des ateliers, la visite de sites naturels et industriels, des animations nature.
- développer des séjours expérimentaux sur le territoire pour inciter les établissements scolaires, notamment du secondaire d'Île-de-France, à mener des courts séjours.
- organiser des journées éco-citoyennes réunissant des classes d'établissements du primaire et du secondaire ayant mené un projet avec le Parc
- accompagner les restitutions des classes et des structures d'accueil qui ont mené un projet avec le Parc par l'édition de livrets, d'affiches, de panneaux d'exposition
- éditer un livret pour présenter les actions éducatives aux établissements scolaires et aux accueils de loisirs.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

Ableiges
Cormeilles-en-Vexin
Hodent
Omerville
Aincourt
Courcelles-sur-Viosne
Jambville
Parmain
Ambleville
Drocourt
Juziers
Ronquerolles
Amenucourt
Ennery
La Chapelle-en-Vexin
Sagy
Arronville
Epiais-Rhus
La Roche-Guyon
Sailly
Arthies
Evecquemont
Labbeville
Saint-Clair-sur-Epte
Auvers-sur-Oise
Follainville-Dennemont
Lainville-en-Vexin
Saint-Cyr-en-Arthies
Avernes
Fontenay-Saint-Père
Le Bellay-en-Vexin
Saint-Gervais
Banthelu
Frémainville
Le Heaulme
Saint-Martin-la-Garenne
Berville
Frémécourt
Le Perchay
Santeuil
Boissy-l'Aillerie
Frouville
Livilliers
Seraincourt
Bray-et-Lû
Gaillon-sur-Montcient
Longuesse
Tessancourt-sur-Aubette
Bréançon
Gargenville
Magny-en-Vexin
Théméricourt
Brignancourt
Genainville
Marines
Theuville
Brueil-en-Vexin
Génicourt
Maudétour-en-Vexin
Us
Buhy
Gommecourt
Ménouville
Vallangoujard
Butry-sur-Oise
Gouzangrez
Mézy-sur-Seine
Valmondois
Champagne-sur-Oise
Grisy-les-Plâtres
Montalet-le-Bois
Vaux-sur-Seine
Charmont
Guernes
Montgeroult
Vétheuil
Chars
Guiry-en-Vexin
Montreuil-sur-Epte
Vienne-en-Arthies
Chaussy
Guitrancourt
Moussy
Vigny
Chérence
Haravilliers
Nesles-la-Vallée
Villers-en-Arthies
Cléry-en-Vexin
Haute-Isle
Neuilly-en-Vexin
Wy-dit-Joli-Village
Commeny
Hédouville
Nucourt
Condécourt
Hérouville
Oinville-sur-Montcient

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CP4 - P30 - OPERATION 957 - DES APPELS A PROJETS EN DIRECTION DU JEUNE PUBLIC	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION 100% - VOLET SOCLE CP4 2018-2020	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Annexe 2 : Convention de financement avec le PNR de la Haute Vallée de Chevreuse

SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE - CONVENTION - FRAIS DE STRUCTURE COMPLEMENTAIRES POUR L'ANNEE 2020

La **région Île-de-France** dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, en vertu de la délibération n° 2020-184 du 1er juillet 2020,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

Le **syndicat mixte d'aménagement et de gestion** du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse**,** dont le siège est situé au Château de la Madeleine, 78 460 Chevreuse représenté par son Président, Monsieur Yves VANDEWALLE, autorisé par délibération du Comité syndical du _____,

ci-après dénommé « *le SMAG* »

d'autre part.

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

La charte du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse approuvée par la délibération n° CR 02-11 A du 10 février 2011 et notamment ses axes prioritaires d'intervention, dans laquelle la présente convention s'inscrit :

Axe 1 : Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien.
Axe 2 : Un territoire périurbain responsable face au changement climatique
Axe 3 : Valoriser un héritage exceptionnel et encourager une vie culturelle rurbaine et rurale
Axe 4 : Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole
Axe transversal : Continuer d'être innovant ensemble

Le Contrat de plan État-Région (CPER) 2015 – 2020, approuvé par la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015, prévoit la poursuite du soutien financier régional aux PNR, et d'établir de nouveaux contrats jusqu'en 2020, de manière à accompagner les missions des parcs de façon dynamique et pluriannuelle sur la mandature, tout en respectant la temporalité du CPER à laquelle les financements sont adossés.

En parallèle de ce contrat de parc, dont les orientations régionales ont été validées par délibération du conseil régional de novembre 2017 (n° CR 2017-184) ; il est nécessaire d'organiser pour 2020, de façon bipartite, le soutien financier complémentaire apporté au Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse au titre de ses frais de structure (financement d'un poste de direction).

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Afin de répondre aux objectifs ci-dessus rappelés, le Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse a défini dans son budget

prévisionnel 2020 un montant de frais de structure à hauteur de 2 287 000 € dont 91 186 € pour un poste de direction complémentaire afin de permettre l'organisation d'un tuilage temporaire au sein de l'équipe de direction du parc.

Article 2 : ENGAGEMENTS DU PARC POUR 2020

Le Parc s'engage à déployer les moyens nécessaires à la mise en œuvre de sa Charte et à :

- Porter à la connaissance de la région Île-de-France, tous les projets de modifications concernant les statuts du parc.

- Fournir à la région Île-de-France, dans les six mois de l'année suivante, un bilan des crédits consommés au cours de l'année écoulée (compte administratif et compte de gestion).

- Faciliter le contrôle par la région Île-de-France ou par toute personne habilitée à cet effet de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

- Faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées aux dépenses de structure faisant l'objet de la présente convention.

Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dans le cadre du budget de la région Île-de-France pour 2020, la Région s'engage à soutenir financièrement le parc pour la réalisation de ses objectifs définis dans sa Charte, en participant à la dépense complémentaire relative aux frais de structure estimés à 91 186 € pour l'année 2020.

La subvention correspondante, au titre de l'année 2020, est versée en une seule fois.

Article 4 : SUIVI DE LA CONVENTION

En complément des réunions financeurs, la bonne exécution de la convention sera assurée dans le cadre des réunions de travail organisées en commun.

Article 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention est versée selon les modalités définies par le règlement budgétaire et financier de la Région prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Ainsi, à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, et en l'absence de demande de versement par le bénéficiaire à l'administration régionale, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Le versement de la subvention intervient après appel de fonds du bénéficiaire sur présentation des comptes annuels de N-1 de l'organisme visés par le représentant légal du Parc et le comptable public.

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom du SMAG :
Code banque : .....

Code guichet : .....
N° compte : .....
Clé RIB : .....
Domiciliation : .....

Le comptable assignataire est, pour la région Île-de-France, le Directeur Régional des Finances Publiques de la région Île-de-France et de Paris.

Le montant total de l'autorisation d'engagement correspondante sera affecté sur le chapitre 937 « environnement » code fonctionnel 76 « patrimoine naturel » programme (PR 76-002) « parcs naturels régionaux », action 476002066 « soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2020.

Article 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé selon les mêmes formes d'approbation de la présente convention.

Article 7 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

Il est procédé à la restitution de la subvention versée en cas de résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

Article 8 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020, elle expire 30 jours ouvrés après la transmission à la Région du compte d'emploi de la subvention définie à l'article 2 ci-dessus.

Article 9 : RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas, il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

La présente convention comporte une annexe : obligations en matière de communication.

Fait en 2 exemplaires originaux
A Saint-Ouen, le _____

Pour la région Île-de-France, *La présidente du conseil régional*	Pour le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse, *Le Président*
Valérie PÉCRESSE	**Yves VANDEWALLE**

ANNEXE UNIQUE : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région, le SMAG du parc naturel régional s'engage à faire apparaître la contribution de la Région dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le SMAG s'engage à apposer la mention « Action financée par « nom du financeur» » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …).
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale, qui lui est communiquée à sa demande par les services de la Région. La maquette des documents et supports concernés devant être transmise à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Évènements :
Le SMAG s'engage à mettre en place et à transmettre régulièrement aux services de la Région un calendrier prévisionnel de l'ensemble des manifestations publiques et actions de communication liées à la présente convention.
Pour tous les événements organisés liés à l'aide attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le SMAG est tenu d'en informer préalablement les partenaires financeurs de l'opération et de leur soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes, l'État et la Présidence de la Région et en réservant à ces derniers ou leurs représentants la place qui leur revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le SMAG s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.
Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication des partenaires financeurs de l'opération dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc.
Le SMAG s'engage à apposer de façon systématique le logotype de la Région, selon les principes de la charte graphique en vigueur. Pour les actions relevant de la maîtrise d'ouvrage du SMAG, la réalisation du panneau en fonction des normes, sa pose, et son entretien sont de son ressort.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région, en lien avec l'objet de la convention.
Le SMAG s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par la Région, (en

fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité de la Région, …
Dans ce cadre, le SMAG autorise à titre gracieux la Région, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : la Région devra pouvoir valider l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention avant fabrication et/ou diffusion
- En aval : le SMAG s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Annexe 3 : Convention relative à la révision de la charte du PNR du Vexin français

CONVENTION 2020
EN FAVEUR DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANÇAIS
RELATIVE A LA REVISION DE LA CHARTE 2022 - 2037

La région Île-de- France, sise à Saint-Ouen (93400) – 2, rue Simone Veil ; représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2020-184 en date du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « *la région Île-de-France* »

d'une part,

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Vexin français, sis à Théméricourt (95450) - Maison du Parc, représenté par son Président, Monsieur Marc GIROUD, autorisé par délibération du Comité syndical du 25 novembre 2019, ci-après dénommé « *le parc* »

d'autre part.

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

La nécessité d'organiser pour l'année 2020 le soutien financier apporté au Parc naturel régional du Vexin français par la région Île-de-France pour le renouvellement de sa charte. En effet, le Parc naturel régional du Vexin français a engagé sa procédure de renouvellement de classement suite à la délibération n° CR 2019-006 du 20 mars 2019 du conseil régional et doit désormais mener à bien les travaux et concertations nécessaires à cette procédure.

La loi n° 2016-1087 du 8 aout 2016 confirme la compétence de la Région dans la procédure. La Région est responsable de l'élaboration de la nouvelle charte et prescrit la révision de la charte et la définition du périmètre d'étude. Elle confie la procédure de renouvellement de classement au Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR du Vexin français, arrête le projet de charte et propose un périmètre de classement.

L'aménagement et la gestion du Parc naturel régional du Vexin français intéressent l'Etat, la région Île-de-France, ainsi que les Départements du Val d'Oise et des Yvelines et quatre-vingt-dix-huit communes, conformément aux dispositions de la charte constitutive.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine les engagements de la région Île-de-France pour la mise en œuvre de la révision de la charte du parc, ainsi que les modalités d'intervention et de coopération des signataires, le montant des subventions allouées au parc, selon les opérations définies en annexe.

ARTICLE 2- OBJECTIFS STRATEGIQUES POURSUIVIS PAR LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

Il est rappelé les priorités régionales suivantes s'appuyant sur les fondamentaux des parcs qui sont à l'origine de leur création :

- La préservation et la sauvegarde du paysage, du patrimoine naturel et des espaces ouverts ;
- Le soutien à l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts et le développement des filières de bio-matériaux ;
- La maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- Le développement des éco-mobilités ;
- La sensibilisation à l'environnement.

ARTICLE 3- ENGAGEMENTS DU PARC

Le parc s'engage à déployer les moyens nécessaires à la révision de sa charte et à :

- Porter à la connaissance de la région Île-de-France, de l'Etat et des Départements concernés tous les projets de modifications concernant la procédure de révision.
- Informer la région Île-de-France des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exécution de la présente convention.
- Fournir à la région Île-de-France le bilan des opérations réalisées.
- Faciliter le contrôle, par la région Île-de-France, ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

3.1 Promotion et communication

Le parc s'engage à assurer la promotion de la participation de la Région aux opérations subventionnées, conformément à l'annexe détaillant les obligations en matière de communication.

3.2 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants

Conformément à la délibération n° CP 2020-097 du 4 mars 2020, le parc s'est engagé à recruter, dans le cadre de son programme d'actions 2020, un nombre global de 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le parc saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (https://mesdemarches.iledefrance.fr) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Le parc s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 4– ENGAGEMENTS DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

La région Île-de-France s'engage à soutenir financièrement le parc pour la réalisation des objectifs définis à l'article 2 par le versement de subventions dont le montant maximum s'élève à **60 000 €** au titre des opérations de révision de la charte définies en annexe à la présente convention sur un montant total subventionnable de 80 000€. Le taux de participation de la Région au financement de ces opérations est de 50% pour les études de caractérisation du paysage et du patrimoine naturel, cofinancées par le département des Yvelines, et de 100% pour la concertation et la communication.

La subvention versée en fonctionnement, sous maîtrise d'ouvrage parc, s'élève à 60 000 € pour 2 opérations :

- 20 000 € pour les études de caractérisation du paysage et du patrimoine naturel, pour un montant total subventionnable de 40 000 €
- 40 000 € pour la concertation et la communication dans le cadre de la révision de la charte

La Région s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre de cette révision de charte, sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante et dans la limite de leur disponibilité.

La mise en œuvre de cette procédure de renouvellement de classement est conditionnée par la mise à disposition des crédits correspondants par la région Île-de-France.

ARTICLE 5 – SUIVI DE LA CONVENTION

La révision de la charte fait l'objet d'un suivi par la Région, dans le cadre des comités techniques.

Pour chaque opération :

- Le PNR fournit une fiche-projet par opération :
  - Notice descriptive et exhaustive de l'opération (contexte de l'opération, choix du parti d'aménagement et nature des travaux / études à réaliser),
  - Si l'opération concerne une étude, projet de cahier des clauses techniques particulières,
  - Estimation prévisionnelle HT et TTC (présentant les différents postes de dépenses),
  - Plan de financement prévisionnel complet,
  - Calendrier prévisionnel des demandes de versements,

- Le PNR réalise une fiche bilan à chaque fin d'opération présentant notamment l'historique de la mise en œuvre de l'action, tout commentaire synthétique facilitant le suivi de l'action ainsi qu'un exemplaire des publications réalisées dans ce cadre et des photographies illustrant l'action.

Le suivi des actions liées à la procédure de révision est réalisé dans le cadre d'un groupe de travail associant la DRIEE et l'Institut Paris Region. Ce groupe de travail se réunit autant que de besoin et a minima une fois par trimestre. Le secrétariat est pris en charge par le PNR.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Afin de percevoir le versement de la subvention, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région les documents suivants, signés par le représentant légal dûment habilité :

Pour des acomptes :

- Un état récapitulatif des dépenses précisant le montant et la nature des dépenses par opération.

Pour le versement du solde de la subvention :

- Un état récapitulatif des dépenses et des recettes précisant le montant et la nature des dépenses par opération visé par le percepteur ;
- Un bilan de l'exécution des opérations et des indicateurs de suivi par opération ;
- Un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires mentionné à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signée).

ARTICLE 7 – MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Les subventions régionales versées au titre de la présente convention sont régies par les dispositions du règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016. Les dispositions de ce règlement relatives à la caducité sont intégralement applicables dans le cadre de cette convention, à savoir :

- pour les subventions de fonctionnement : si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de versement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut-être exceptionnellement prolongé de un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

Les versements seront effectués par les services régionaux et interviendront comme suit :

- Les acomptes sont versés, après validation de constatation du service fait par les services régionaux sur les pièces énumérées à l'article 6.
  Le montant cumulé des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.
- Le solde de la subvention sera versé après validation de constatation du service fait par les services régionaux sur les pièces énumérées à l'article 6.

Le montant de la subvention régionale est assis sur des dépenses subventionnables. Si la dépense subventionnable réelle de l'opération s'avère inférieure au montant de la dépense subventionnable prévisionnelle, la subvention sera révisée sur la base du taux de participation de la Région.
Si la dépense subventionnable réelle est supérieure à la dépense subventionnable prévisionnelle, la subvention restera égale au montant prévu dans la délibération.

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom du parc :
Code banque : 30001 .....
Code guichet : 00651 .....
N° compte : D9580000000 .....
Clé RIB : 76 .....
Domiciliation : BANQUE DE FRANCE PARIS..

Le comptable assignataire est, pour la région Île-de-France, le Directeur Régional des Finances Publiques de la région Île-de-France et de Paris.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé selon les mêmes formes d'approbation de la présente convention.

ARTICLE 9 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale des subventions au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020, et couvre la période 2020-2021 pour l'élaboration de la nouvelle charte, telle que définies dans les fiches-projet ci-annexées.

ARTICLE 10 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au parc qui s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le parc pour les activités non conformes à celles qui sont définies aux articles 1 et 2 de la présente convention ou si le parc ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention ;
- en cas de résiliation de la présente convention selon les cas énumérés à l'article 11 de la présente convention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

ARTICLE 11 – <u>RESILIATION</u>

La région Île-de-France peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

La région Île-de-France peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

ARTICLE 12 – <u>REGLEMENT DES LITIGES</u>

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif.

Au titre de la révision de la charte **du Parc naturel régional du Vexin français** pour l'année 2020, la présente convention comporte en annexe les fiches-projet suivantes : étude de caractérisation du paysage et du patrimoine naturel et concertation et communication dans le cadre de la révision de la charte.

Fait à Saint Ouen en 2 exemplaires originaux

Le _____

Pour la région Île-de-France,	Pour le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Du Vexin français,
la présidente du conseil régional, **Valérie PÉCRESSE**	*le président du Syndicat mixte**,*** **Marc Giroud**

ANNEXE 1 A LA CONVENTION :
OBLIGATIONS DU PNR EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région, le parc naturel régional s'engage à faire apparaître la contribution de la Région dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le parc s'engage à apposer la mention « Action financée par « nom du financeur» » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …).
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale, qui lui est communiquée à sa demande par les services de la Région. La maquette des documents et supports concernés devant être transmise à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Évènements :
Le parc s'engage à mettre en place et à transmettre régulièrement aux services de la Région un calendrier prévisionnel de l'ensemble des manifestations publiques et actions de communication liées à la présente convention.
Pour tous les événements organisés liés à l'aide attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le parc est tenu d'en informer préalablement les partenaires financeurs de l'opération et de leur soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes, l'État et la Présidence de la Région et en réservant à ces derniers ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le parc s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.
Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication des partenaires financeurs de l'opération dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc.
Le parc s'engage à apposer de façon systématique le logotype de la Région, selon les principes de la charte graphique en vigueur. Pour les actions relevant de la maitrise d'ouvrage du parc, la réalisation du panneau en fonction des normes, sa pose, et son entretien sont de son ressort.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région, en lien avec l'objet de la convention.
Le parc s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par la Région, (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité de la Région, …
Dans ce cadre, le parc autorise à titre gracieux la Région, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : la Région devra pouvoir valider l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention avant fabrication et/ou diffusion,
- En aval : le parc s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ANNEXE 2 A LA CONVENTION : FICHES-PROJET

Annexe 4 : Fiches-projet commerces

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° EX049740 - SARL KERJAN - AMENAGEMENT ET MODERNISATION D'UNE BOULANGERIE/PATISSERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	33 702,50 € HT	30,00 %	10 110,75 €
	Montant total de la subvention		10 110,75 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KERJAN
Adresse administrative : 8 GRAND PLACE
95450 SAGY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur REMI KERJAN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement et modernisation d'une boulangerie/pâtisserie

Dates prévisionnelles : 17 août 2020 - 30 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de l'aménagement et de la modernisation d'une boulangerie/pâtisserie dans la commune rurale de Sagy (1 140 habitants) dans le Val d'Oise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles est de 33 702.50 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 10 110.75 €.

Localisation géographique :
- SAGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'investissements (aménagement, travaux,etc.)	33 702,50	100,00%
Total	33 702,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale (sur investissements)	10 110,75	30,00%
Autofinancement	23 591,75	70,00%
Total	33 702,50	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX049741 - LE FORGEOIS - ACQUISITION D'UN FONDS DE COMMERCE POUR UN BAR TABAC

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	60 800,00 € HT	30,92 %	18 800,00 €
	Montant total de la subvention		18 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE FORGEOIS
Adresse administrative : 6 RUE GRANDE
77130 FORGES
Statut Juridique : Entreprise individuelle
Représentant : Madame CATHERINE BALLOT, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un fonds de commerce pour un bar/tabac

Dates prévisionnelles : 17 avril 2020 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois d'avril 2020, avant la commission permanente du 1er juillet 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet d'acquisition d'un fonds de commerce pour un bar/tabac dans la commune rurale de Forges (485 habitants en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 18 800 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 60 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 18 000 €.

- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- FORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	60 000,00	98,68%
Achats d'études et prestations de services	800,00	1,32%
Total	60 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	32 000,00	52,63%
Autofinancement	10 000,00	16,45%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	18 000,00	29,61%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	1,32%
Total	60 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° EX049742 - JUBEE SAS - MISE AUX NORMES, RENOVATION ET AMENAGEMENTS D'UN COMMERCE DE PHOTOS

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	32 277,16 € HT	30,00 %	9 683,15 €
		Montant total de la subvention	9 683,15 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JUBEE SAS
Adresse administrative : 2 PLACE DU MEMORIAL
77260 LA FERTE SOUS JOUARRE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Julien LARMINIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mise aux normes, rénovation et aménagement d'un commerce de photos

Dates prévisionnelles : 30 avril 2020 - 15 mai 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois d'avril 2020, avant la commission permanente du 1er juillet 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de mise aux normes, modernisation, aménagement et équipement d'un commerce de photos dans la commune rurale de La Ferté-sous-Jouarre (9 703 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles est de 32 277,16 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 9 683,15 €.

Localisation géographique :

- LA FERTE-SOUS-JOUARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	32 277,16	100,00%
Total	32 277,16	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	20 000,00	61,96%
Subvention régionale sur investissements	9 683,15	30,00%
Autofinancement	2 594,01	8,04%
Total	32 277,16	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° EX049834 - CMF BIO - REPRISE D'UN FONDS DE COMMERCE D'ALIMENTATION BIOLOGIQUE, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS DU COMMERCE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	41 344,40 € HT	30,00 %	12 403,32 €
	Montant total de la subvention		12 403,32 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CMF BIO
Adresse administrative : 35 BIS ROUTE DE VERSAILLES
78114 MAGNY LES HAMEAUX
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur FLORENC HASA, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Reprise d'un fonds de commerce d'alimentation biologique, aménagements et équipements de la boutique

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 9 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois d'avril 2020, avant la commission permanente du 1er juillet 2020.

Description :
Il s'agit de la reprise d'un fonds de commerce d'alimentation biologique destiné à distribuer essentiellement les produits de culture maraichère en circuit court, dans la commune rurale de Magny-les-Hameaux (9 491 habitants) dans le PNR de la Haute Vallée de Chevreuse dans les Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles de 41 344.40 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 12 403.32 €.

Localisation géographique :

- MAGNY-LES-HAMEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	38 000,00	91,91%
Achats de matériels, équipements et travaux	3 344,40	8,09%
Total	41 344,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	28 941,08	70,00%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	12 403,32	30,00%
Total	41 344,40	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 5 : Fiches-projet réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° EX048964 - SCEA DE BEAUVAL - CREATION D'UN LOGEMENT INDIVIDUEL

Dispositif : Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole (n° 00001172)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-1700
Action : 19300408- Travaux pour le logement des salariés agricoles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole	56 629,00 € HT	42,01 %	23 791,00 €
	Montant total de la subvention		23 791,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCEA DE BEAUVAL
Adresse administrative : 1 ROUTE DE TROCY BEAUVAL
77440 LE PLESSIS PLACY
Statut Juridique : Société Civile d'Exploitation Agricole
Représentant : Monsieur JEAN-BAPTISTE BENOIST, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'un projet de réhabilitation d'une grange située à Plessis-Placy, en Seine-et-Marne (272 habitants).
La réhabilitation de ce bâti inoccupé datant du 16ème siècle va permettre de lui donner une nouvelle fonctionnalité en proposant un logement individuel au salarié de l'exploitation et ainsi pérenniser son embauche.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant total de 23 791 € se décompose de la manière suivante :
- un montant de 3 800 € HT relatif aux études pré-opérationnelles, auquel s'applique un taux d'intervention de 70 %, soit une subvention de 2 660 €
- un montant d'investissements éligibles de 52 829 € HT auquel s'applique un taux d'intervention de 40 %, soit une subvention de 21 131 €.

Localisation géographique :
- LE PLESSIS-PLACY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles (obligatoire)	3 800,00	6,71%
Travaux (maçonnerie, électricité, peinture...)	52 829,00	93,29%
Total	56 629,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	23 791,00	42,01%
Autofinancement	3 674,35	6,49%
Emprunt	29 163,65	51,50%
Total	56 629,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-184

DOSSIER N° EX049021 - E.A.R.L. MAISON GAILLARD - CREATION DE LOGEMENTS INDIVIDUELS

Dispositif : Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole (n° 00001172)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-1700
Action : 19300408- Travaux pour le logement des salariés agricoles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole	288 606,00 € HT	31,97 %	92 275,00 €
	Montant total de la subvention		92 275,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL MAISON GAILLARD
Adresse administrative : 110 ROUTE ROYALE
78580 LES ALLUETS LE ROI
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur DOMINIQUE GAILLARD, GERANT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'un projet de réhabilitation de bâti rural agricole situé aux Alluets Le Roi, dans les Yvelines (1 237 habitants).
Le projet comporte d'une part, la rénovation d'un local vétuste qui accueille actuellement les saisonniers et qui permettra, à terme, le logement d'un salarié permanent, d'autre part, la création, dans un ancien local d'exploitation (atelier, local phyto et petit matériel), d'un second logement pour un salarié permanent.
L'exploitation, spécialisée dans la culture fruitière traditionnelle (pommes, poires, ...), et engagée en agriculture bio, a recours à plus de main d'œuvre que la filière conventionnelle et prévoit de recruter un nouveau salarié.
Les produits sont commercialisés en vente directe à la ferme, via de nombreuses AMAP, et à la coopérative bio Ile-de-France pour la restauration collective et les magasins spécialisés.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant total de 92 275 € se décompose de la manière suivante :
- un montant de 3 250 € HT relatif aux études pré-opérationnelles, auquel s'applique un taux d'intervention de 70 %, soit une subvention de 2 275 €
- un montant d'investissements éligibles de 285 356 € HT auquel s'applique un taux d'intervention de 40 %, soit une subvention de 90 000 € (montant plafond).

Localisation géographique :

- LES ALLUETS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (couverture, plomberie, ...)	285 356,00	98,87%
Etudes pré-opérationnelles	3 250,00	1,13%
Total	288 606,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	92 275,00	31,97%
Emprunt	140 881,00	48,81%
Subvention Etat (sollicitée)	55 450,00	19,21%
Total	288 606,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 6 : Fiches-projets dérogations stages

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-196
Modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-184

DOSSIER N° EX044564 - PHAREMOUTIERS MAREE - CREATION D'UNE POISSONNERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	85 932,00 € HT	30,00 %	25 779,00 €
	Montant total de la subvention		25 779,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAS PHAREMOUTIERS MAREE
Adresse administrative : 9 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
77515 FAREMOUTIERS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Ophélie MICHON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une poissonnerie - investissements en matériels professionnels

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, la bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission Permanente.

Description :
Il s'agit de a création d'une poissonnerie/traiteur de la mer/épicerie de la mer, située dans la commune rurale de Faremoutiers (2 797 habitants en Seine-et-Marne).
Ce projet nécessite l'acquisition d'équipements et de matériels professionnels d'une part et d'équipements destinés à la sécurisation du commerce d'autre part.
Dans un premier temps, ce commerce créera un emploi au-delà du couple de dirigeants qui ne se versera pas de salaires.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 25 779 €, soit 30 % du montant total des investissements éligibles (85 932 €) .

Localisation géographique :

- FAREMOUTIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	85 932,00	100,00%
Total	85 932,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	55 000,00	64,00%
Autofinancement	5 153,00	6,00%
Subvention régionale sur investissements	25 779,00	30,00%
Total	85 932,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-196
Modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-184

DOSSIER N° EX044537 - L'ATELIER D'OLIVIER - CREATION D'UN COMMERCE DE FLEURS

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	10 531,00 € HT	30,00 %	3 159,00 €
	Montant total de la subvention		3 159,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ATELIER D'OLIVIER
Adresse administrative : 31 RUE DE CORBEIL
91840 SOISY-SUR-ECOLE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur OLIVIER COURAULT, Associé

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 1 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, la bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, l'équipement et l'aménagement de la boutique avant la Commission Permanente le 22 mai.

Description :
Il s'agit de créer un commerce de vente de fleurs en signant les réalisations par un travail artistique de grande facture et un service client attentif.
Ce commerce est situé dans la commune rurale du Perthes-en-Gâtinais (2 029 habitants) en Seine-et-Marne.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 3 159 €, soit 30 % du montant total des investissements éligibles (10 531 €).

Localisation géographique :
- PERTHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	10 531,00	100,00%
Total	10 531,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	7 372,00	70,00%
Subvention régionale	3 159,00	30,00%
Total	10 531,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013, relatif à : Règlement de minimis 1407/2013

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-297
Modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-184

DOSSIER N° EX045062 - LE PASSAGE - REPRISE D'UN COMMERCE D'ACHAT/VENTE DE BIJOUX ET OBJETS DE DECORATION

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	126 218,12 € HT	29,64 %	37 405,43 €
	Montant total de la subvention		37 405,43 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SASU LE PASSAGE
Adresse administrative : 55 GRANDE RUE
78550 HOUDAN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame INGRID ARBLADE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Reprise d'un fonds de commerce d'achat/vente de bijoux et d'objets de décoration

Dates prévisionnelles : 13 mai 2019 - 10 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, la bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission Permanente.

Description :
Il s'agit de la reprise d'un commerce d'achat/vente de bijoux et d'objets de décoration, de meubles et d'accessoires divers. Ce commerce est situé dans la commune rurale de Houdan (3 687 habitants) dans les Yvelines.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 37 405,43 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 122 018,12 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 36 605,43 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à une prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :

- HOUDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	25 000,00	19,81%
Achats de matériels, équipements et travaux	97 018,12	76,87%
Ingénierie du projet	4 200,00	3,33%
Total	126 218,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	67 112,69	53,17%
Autofinancement	21 700,00	17,19%
Subvention régionale (investissements)	36 605,43	29,00%
Subvention régionale (ingénierie)	800,00	0,63%
Total	126 218,12	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-245

DU 1 JUILLET 2020

MISE EN OEUVRE DU PACTE AGRICOLE : 2ÈME AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;

VU le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 ;

VU le code général des collectivités territoriales **;**

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

VU le Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 modifié ;

VU la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 modifiée relative à la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 relative au programme de développement rural (FEADER) : agriculture et environnement, agriculture périurbaine ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016 relative à la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité : 5ème affectation 2016 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-192 du 17 mai 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité : 2ème affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité : 4ème affectation 2017 ;

VU la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 portant adoption du Pacte Agricole : un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;

VU la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018 relative à une agriculture durable et de proximité : 2ème affectation 2018, et à la mise en œuvre du Pacte Agricole : adoption de 4 règlements d'intervention ;

VU la délibération n° CP 2018-449 du 21 novembre 2018 relative à la 4ème affectation 2018 pour une agriculture durable et de proximité et aux 1ères affectations dans le cadre du Pacte Agricole ;

VU la délibération n° CP 2019-093 du 19 mars 2019 relative à la mise en œuvre du Pacte Agricole : règlement d'intervention et conventions avec les partenaires ;

VU la délibération n° CP 2019-396 du 17 octobre 2019 relative à la mise en œuvre du Pacte Agricole : 4ème affectation 2019 ;

VU la délibération n° CP 2020-085 du 4 mars 2020 relative à la mise en œuvre du Pacte Agricole : 1ère affectation 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-245 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif **« Mise en œuvre du PLAN BIO 2014-2020 »,** au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 353 298 €.

Affecte une autorisation d'engagement de **353 298 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », action 19300308 « Agriculture biologique », du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif, **« Mise en œuvre de la convention « Chambres »,** au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 550 000 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, une autorisation d'engagement de **550 000 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », action 19300308 « Agriculture biologique », du budget 2020.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif **« Convention GAB Île-de-France »,** au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 365 000 €.

Affecte, en faveur du GAB Île-de-France, une autorisation d'engagement de **365 000 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », action 19300308 « Agriculture biologique », du budget 2020.

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif **« Mise en œuvre de la Convention Chambres »** au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 58 000 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France, une autorisation d'engagement de **58 000 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 19300112 « Soutien aux filières », du budget 2020.

Article 5 :

Subordonne le versement des subventions définies aux articles 1 à 4 ci-dessus à la conclusion avec son bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016, modifiée et susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 6 :

Décide de participer, au titre du dispositif de l'« **Aide à la certification à l'agriculture biologique** », au financement des exploitations agricoles figurant en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 25 348,78 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **25 348,78 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », action 19300308 « Agriculture biologique », du budget 2020.

Article 7 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Agrément des structures de conseil à l'installation-transmission** », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 16 500 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme à la convention-type, adoptée par la délibération n° CP 2020-085 du 4 mars 2020 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer

Affecte à la Chambre d'Agriculture de région Île-de-France une d'autorisation d'engagement d'un montant de **16 500 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie», programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire», action 1930011 « Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles », du budget 2020.

Article 8 :

Approuve la convention cadre triennale Contrat de Filière **« Champignons 2020-2022 »** entre la région Île-de-France, la SAFER et ÎledeFrance Terre de Saveurs, figurant en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 9 :

Approuve la convention-type relative à la mise en œuvre des actions de la Convention cadre triennale dans le cadre du contrat de filières « Champignons 2020-2022 », figurant en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 10 :

Décide de participer, au titre du dispositif Contrat de Filières **« Champignons 2020-2022 »,** au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 30 054 €.

Subordonne l'attribution de ces subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention-type définie à l'article 9 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **30 054 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie», programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 19300112 « Soutien aux filières », du budget 2020.

Article 11 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Contrat de Filières »,** au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 293 240 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-449 du 21 novembre 2018 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **293 240 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie», programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 19300112 « Soutien aux filières », du budget 2020.

Article 12 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Soutien aux investissements dans les exploitations agricoles** », dans le cadre des appels à projets « Bâtiments agricoles » et « Diversification », par l'attribution d'une subvention d'un montant total de 1 000 000 €.

Affecte en faveur de l'ASP une autorisation de programme d'un montant de **1 000 000 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, Pêche, Agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Agriculture et agro-alimentaire », action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits », du budget 2020.

Article 13 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Soutien aux investissements dans les exploitations agricoles »**, dans le cadre de l'appel à projets « Investissements environnementaux », par l'attribution d'une subvention d'un montant total de 100 000 €.

Affecte en faveur de l'ASP une autorisation de programme d'un montant de **100 000 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, Pêche, Agro-industrie », programme HP 93-004 (193004) « Agriculture et environnement », action 19300405 « Agriculture et environnement », du budget 2020.

Article 14 :

Approuve l'avenant n° 1 à la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS adoptée par délibération n° CP 2019-396 du 17 octobre 2019, figurant en annexe 5 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 15 :

Approuve l'avenant n° 2 à la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et La Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France adoptée par délibération n° CP 2019-093 du 19 mars 2019, figurant en annexe 6 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 16 :

Décide de transférer à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France (organisme consulaire), la subvention attribuée antérieurement à l'Etablissement Régional de l'Elevage pour la « CONVENTION AXE 2 VOLET PLAN BIO - PROGRAMME D'ACTIONS 2017 » par la délibération n° CP 2017-192 du 17 mai 2017 susvisée.

Article 17 :

Décide de transférer à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France (organisme consulaire), la subvention attribuée antérieurement à l'Etablissement Régional de l'Elevage pour le « PASS'FILIERES ELEVAGE VOLET VIANDE - ANIMATION 2017 » par la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 susvisée.

Article 18 :

Décide de transférer à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France (organisme consulaire), la subvention attribuée antérieurement à l'Etablissement Régional de l'Elevage pour le « PASS'FILIERES ELEVAGE VOLET VIANDE – MISE EN OEUVRE 2017 » par la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 susvisée.

Article 19 :

Décide de transférer à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France (organisme consulaire), la subvention attribuée antérieurement à l'Etablissement Régional de l'Elevage pour le « PASS'FILIERES ELEVAGE VOLET LAIT - ANIMATION 2017 » par la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 susvisée.

Article 20 :

Décide de transférer à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France (organisme consulaire), la subvention attribuée antérieurement à l'Etablissement Régional de l'Elevage pour le « PASS'FILIERES ELEVAGE VOLET LAIT – MISE EN OEUVRE 2017 » par la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 susvisée.

Article 21 :

Décide de transférer à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France (organisme consulaire), la subvention attribuée antérieurement à l'Etablissement Régional de l'Elevage pour la « CONVENTION AXE 2 VOLET ELEVAGE - PROGRAMME D'ACTIONS 2017 » par la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 susvisée.

Article 22 :

Décide de transférer à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France (organisme consulaire), la subvention attribuée antérieurement à l'Etablissement Régional de l'Elevage pour la « CONVENTION AXE 3 - PROGRAMME D'ACTIONS 2017 » par la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 susvisée.

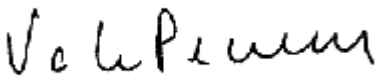
Article 23 :

Approuve les avenants de transferts susvisés aux articles 19 à 23 joints en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à les signer.

Article 24 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc179350-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches-projet

DOSSIER N° 20004208 - SOUTIEN AUX PRESTATIONS DE CONSEIL A L'INSTALLATION-TRANSMISSION - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Agrément des structures de conseil à l'installation-transmission (n° 00001184)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300111- Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Agrément des structures de conseil à l'installation-transmission	26 400,00 € HT	62,50 %	16 500,00 €
	Montant total de la subvention		16 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de démarrer les diagnostics d'exploitation durant le premier semestre 2020.

Description :
Les subventions attribuées dans le cadre de la fiche projet concernent le volet suivant :
volet 3 « suivi du nouvel exploitant »

Dans ce cadre, il est proposé d'accompagner 11 candidats à l'installation-transmission.

Volet 3 "suivi du nouvel exploitant" _ prestation de niveau 1 (3 jours de conseil sur une année) :
DUCLOUD Lionel de l'EARL DUCLOUD ; HAUTEFEUILLE Nicolas ; PUSSEMIER Nicolas ; CHAUSSIER Nicolas de l'EARL CHAUSSIER ; DELALANDE Jonas de l'EARL DELALANDE ; LEPRINCE Vincent ; DELATTRE Louise de l'EARL FAMILLE DELATTRE ; DALLIER Mélanie de la SCEA DALLIER père et filles ; FREMIN Antoine de l'EARL FREMIN ; BLIN Sébastien du GAEC DE LA PLAINE ; BOULLAND Cédric de l'EARL DE LA TOUR.

Dans le cadre d'une convention grand compte, le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 11 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
80% du coût de la prestation individuelle, plafonnée à 1500€ par bénéficiaire final (candidat à l'installation-transmission bénéficiant de la prestation)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de conseil VOLET 3	26 400,00	100,00%
Total	26 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	16 500,00	62,50%
Candidats à l'installation	9 900,00	37,50%
Total	26 400,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40833 (2015/XA) (agriculture, PME) adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014, relatif à : aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020

DOSSIER N° 20007887 - CONVENTION "ACTION 3.2" VOLET BIO : PROGRAMME D'ACTIONS 2020 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	116 000,00 € HT	50,00 %	58 000,00 €
	Montant total de la subvention		58 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
Suite à l'intégration des services de l'Etablissement Régional de l'Elevage en janvier 2019, la Chambre d'agriculture devient le partenaire privilégié des éleveurs bios d'Île-de-France sur les aspects techniques et règlementaires. En 2020, l'accent sera mis sur le développement de conseil spécifique pour les éleveurs bio en matière d'alimentation des animaux.

Dans le cadre d'une convention grand compte, le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 11 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 50% des dépenses éligibles

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coûts jours	116 000,00	100,00%
Total	116 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	58 000,00	50,00%
Autofinancement	58 000,00	50,00%
Total	116 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-245

DOSSIER N° 20006937 - CONTRAT DE FILIERES IAA AXE B.2 "ACTIONS COLLECTIVES" ANNEE 2020 - ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	10 000,00 € HT	50,00 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS
Adresse administrative : 43 BOULEVARD HAUSSMANN
75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
- Mise au point d'un outil d'autodiagnostic de performance globale
- Lancement et promotion de l'espace entreprise du site internet en refonte d'Île-de-France Terre de saveurs
- Campagne d'information et d'emailing des entreprises
- Restitution collective des résultats et recommandations aux entreprises

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Par convention-cadre triennale du 17 octobre 2019, le bénéficiaire s'est engagé à prendre un nombre global de 2 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Taux de 50% défini dans le RI Contrats de filières - Axe B.2 Conseil collectif

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Promotion de l'espace entreprise	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 000,00	50,00%
Autofinancement	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40453 (PME) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux services de conseil en faveur des PME

DOSSIER N° 20006938 - CONTRAT DE FILIERES IAA AXE A "ANIMATION" ANNEE 2020 - ARIA ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	62 979,00 € TTC	80,00 %	50 383,00 €
		Montant total de la subvention	50 383,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARIA IDF ASS REGIONALE INDUS AGRO ALIMENT IDF
Adresse administrative : 36 RUE GUTENBERG
91070 BONDOUFLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis JULLEMIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
- Suivi des données sectorielles
- Diagnostic de filière baromètre COVID
- Préparation, suivi du plan d'action et organisation des comités de pilotage et de filière
- Communication vers et entre les entreprises dont les veilles COVID
- Implantation des productions en Île-de-France
- Développement des filières locales amont-aval
- Mise en place du réseau "Alim'Île-de-France"

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
- Nombre de comités mis en place
- Nombre de newsletters
- Suivi des entreprises, projets et territoires

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 80%, défini dans le RI Contrat de filières - Axe A Animation

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	36 113,00	57,34%
Autres coûts internes	19 866,00	31,54%
Dépenses prestations	7 000,00	11,11%
Total	62 979,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 383,00	80,00%
Autofinancement	12 596,00	20,00%
Total	62 979,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40979 (2015/XA) (agriculture) adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014, relatif à : aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020

DOSSIER N° 20006939 - CONTRAT DE FILIERES IAA AXE B.2 "ACTIONS COLLECTIVES" ANNEE 2020 - ARIA ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	35 000,00 € TTC	50,00 %	17 500,00 €
		Montant total de la subvention	17 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARIA IDF ASS REGIONALE INDUS AGRO ALIMENT IDF
Adresse administrative : 36 RUE GUTENBERG
91070 BONDOUFLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis JULLEMIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civiile.

Description :
1 _ Mutualisation commerciale et force de vente mutualisée
° Organisation d'une rencontre avec les entreprises intéressées par des forces de vente mutualisées
° Création d'une bourse aux besoins commerciaux à mutualiser et accompagnement des entreprises dans la constitution des grappes

2 _ Mutualisation logistique
° Développement de solutions de mutualisations logistique et élaboration collective des opportunités de solutions
° Veille de solutions logistiques
° Organisation d'ateliers de présentation de solutions logistiques

3 _ Mutualisation des compétences
° Poursuite de la sensibilisation des entreprises avec un atelier de mise en relation des entreprises avec les acteurs du temps partagé
° Animation d'une bourse aux compétences
° Développement des partenariats
° Organisation d'une rencontre avec les acteurs de l'emploi et du temps partagé

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
- Animation bourse aux besoins commerciaux et diffusion
- Nombre d'ateliers et webinaires organisés
- Organisation d'une rencontre d'entreprises avec les acteurs de l'emploi et du temps partagé

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

En raison du faible potentiel d'accueil dans la structure en 2020 (contexte COVID), l'ARIA s'engage à recruter 1 stagiaire dans le cadre du contrat filière.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% défini dans le RI Contrats de filières - Axe B.2 Conseil collectif

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de prestations	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	17 500,00	50,00%
Autofinancement	17 500,00	50,00%
Total	35 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40979 (2015/XA) (agriculture) adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014, relatif à : aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020

DOSSIER N° 20006941 - CONTRAT DE FILIERES IAA AXE D.1 "ACTIONS DE PROMOTION" ANNEE 2020 - ARIA ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	43 249,00 € TTC	50,00 %	21 624,50 €
		Montant total de la subvention	21 624,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARIA IDF ASS REGIONALE INDUS AGRO ALIMENT IDF
Adresse administrative : 36 RUE GUTENBERG
91070 BONDOUFLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis JULLEMIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
Mise en relation commerciale :
° Organisation de rencontre d'affaire avec mise en avant systématique des entreprises "Produit en IDF" auprès de grands comptes (grandes distribution, distribution spécialisée, grossistes…)
° Sensibilisation des entreprises pour entrer dans la démarche "Produit en IDF"

Catalogue numérique de produits franciliens à destination des B2B et du e-commerce :
° Elaboration de préconisations adaptées aux différents marchés
° Atelier de présentation des principaux catalogues existants

Opération commerciale en magasin :
° Organisation d'opération collective d'animation commerciale en point de vente
° Elaboration d'outils promotionnels élaborés par ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS en collaboration avec les entreprises et l'ARIA IDF

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

En raison du faible potentiel d'accueil dans la structure en 2020 (contexte COVID), l'ARIA s'engage à recruter 1 stagiaire dans le cadre du contrat filière.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% défini dans le RI Contrat de filières - axe D. Promotion

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération	3 283,00	7,59%
Autres coûts internes	1 806,00	4,18%
Dépenses de prestation	38 160,00	88,23%
Total	43 249,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	21 624,50	50,00%
Autofinancement	21 624,50	50,00%
Total	43 249,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.39677 (2014/N) (agriculture) autorisé par lettre de la Commission européenne du 23 juin 2015 (réf. C(2015) 4208 final), relatif à : aides aux actions de promotion des produits agricoles

DOSSIER N° 20006942 - CONTRAT DE FILIERES IAA AXE.D.4 "ACTIONS DE PROMOTION" ANNEE 2020 : IFRIA

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	21 065,00 € HT	50,00 %	10 532,50 €
		Montant total de la subvention	10 532,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IFRIA INST FORM REG IN DUS AGRO ALIMENTAIRES
Adresse administrative : 44 RUE D'ALESIA 75014 PARIS 14 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Lysiane BEAUJARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme se déroule sur l'année civile.

Description :
Promotion et attractivité des métiers de la filière alimentaire

1 _ Intervention dans les collèges et lycées franciliens
Intervention en présentiel ou en visio dans des établissements scolaires franciliens afin de sensibiliser aux métiers alimentaires (lycées généraux, professionnels, IUT)

2 _ Intervention dans des structures emploi et formation
Intervention en visio et/ou info call auprès de structures de l'emploi franciliennes (Pôle Emploi, Missions locales, EPIDE- établissement pour l'insertion dans l'emploi)

3 _ Participation salons et forums
Participation à des salons nationaux ou locaux (Salon de l'Apprentissage et de l'Alternance, Salon de l'environnement et l'AgroAlimentaire, Salon de l'Etudiant, Sup'Alternance, SIA…)

4 _ Rencontre des jeunes au plus près de leurs lieux de vie
Développement de solutions innovantes de présentation des métiers : acquisition et réalisation d'outil de présentation des entreprises agroalimentaires au plus près des lieux de vie (vidéos immersives 360°)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% défini dans le RI Contrats de filières - Axe D. Promotion

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération	17 220,00	81,75%
Autres coûts internes	1 120,00	5,32%
Dépenses de prestation	2 725,00	12,94%
Total	21 065,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 532,50	50,00%
Autofinancement	10 532,50	50,00%
Total	21 065,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40453 (PME) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux services de conseil en faveur des PME

DOSSIER N° 20006943 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE PEPINIERES AXE A "ANIMATION" ANNEE 2020 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	22 800,00 € HT	80,00 %	18 240,00 €
	Montant total de la subvention		18 240,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
1 _ Constituer et animer le Comité technique et le Comité de filière _ 15 jours prévus
° Centralisation des besoins de la filière et traduction sous forme d'objectifs et d'actions et organisation et animation des réunions
° Rédaction des comptes rendus de ces réunions, coordination des acteurs du contrat de filière et validation de ces comptes rendus et mise en ligne.

2 _ Coordonner la mise en œuvre du Contrat de filière _ 10 jours prévus
° Suivi des actions et de la stratégie définie dans la convention cadre et dans les programmes annuels votés par la Région
° Suivi de la mise en œuvre de l'année en cours et bilan des actions de l'année 2020
° Evaluation du dispositif qu'est le Contrat de filière et transmission au financeur des indicateurs de résultat des actions menées dans le cadre du Contrat de filière

3 _ Animer la filière _ 10 jours prévus
° Accompagner la signature de la Charte pour la promotion de la filière horticole ornementale et des aménagements paysagers d'Île-de-France : promotion auprès des élus et paysagistes (le suivi de la mise en oeuvre de cette charte sera réalisée les années suivantes)

° Développer les échanges au sein de la filière pour améliorer la connaissance des besoins dans l'optique de mettre en adéquation l'offre et la demande (une étude de marché devra être envisagée les années suivantes)

° Développer les stratégies de marché local et les circuits-courts par la consolidation de la filière Végétal local

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
- Nombre de structures représentées et de participants aux réunions
- Document de synthèse sur les enjeux de la filière en Île-de-France et analyse AFOM de la filière
- Nombre de réunions
- Compte-rendu des différentes réunions et discussions organisées

Dans le cadre d'une convention grand compte, le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 11 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 80%, défini dans le règlement d'intervention "Contrats de filière" adopté à la CP n° 2018-151 du 19 septembre 2018

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Constituer et animer les comités	7 600,00	33,33%
Coordonner la mise en oeuvre	7 600,00	33,33%
Animer la filière	7 600,00	33,33%
Total	22 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	18 240,00	80,00%
Autofinancement	4 560,00	20,00%
Total	22 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40979 (2015/XA) (agriculture) adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014, relatif à : aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020

DOSSIER N° 20006944 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERE AXE B.1 "ACTIONS DE CONSEIL INDIVIDUEL" ANNEE 2020 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	18 240,00 € HT	50,00 %	9 120,00 €
		Montant total de la subvention	9 120,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
1 _ Evolution économique : conseil individuel économique, stratégique et projets de développement des entreprises _ 16 jours prévus
° Travail avec les responsables d'entreprise sur les orientations et les projets de développement des entreprises
° Accompagnement des entreprises dans les réflexions stratégiques et les orientations de marchés, notamment dans le cadre de la crise sanitaire de 2020.
° Suivi des projets de développement des entreprises

2 _ Evolution des gammes vendues par les professionnels _ 8 jours prévus
° Conseil de production sur les techniques culturales à mettre en place pour le développement de cultures innovantes : itinéraires techniques des cultures, moyens humains nécessaires. Concernant les jeunes plants aromatiques et médicinales, les huiles essentielles, les vivaces et le végétal local.

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
- Nombre d'entreprises suivies en conseil économique par rapport à l'année précédente
- Nombre de productions de nouvelles gammes mises en place

Dans le cadre d'une convention grand compte, le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 11 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% ; coût horaire plafonné à 95€/h (RI Contrats de filières)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil économique et stratégique	12 160,00	66,67%
Conseil cultures innovantes	6 080,00	33,33%
Total	18 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 120,00	50,00%
Autofinancement	9 120,00	50,00%
Total	18 240,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40453 (PME) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux services de conseil en faveur des PME

DOSSIER N° 20006945 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERE AXE B.2 "ACTIONS DE CONSEIL COLLECTIF" ANNEE 2020 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	18 240,00 € HT	50,00 %	9 120,00 €
		Montant total de la subvention	9 120,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
1 _ Evolution économique, stratégique et développement des entreprises : conseil collectif _ 7 jours prévus
° Recherche de solution de réduction de la pénibilité et d'augmentation de la productivité pour pallier aux problèmes de recrutement des producteurs (journées techniques)
° Conseil aux commerciaux pour démarchage des collectivités

2 _ Evolution de gammes vendues par les professionnels : conseil collectif _ 15 jours prévus
° Développement d'une filière de production de jeunes plantes aromatiques et médicinales Bio ou conventionnel pour la production d'huile essentielle
° Développement de gammes de végétaux pour espaces contraints en zone urbaine
° Identification et mise en œuvre d'une production de vivaces en réponse au marché local

3 _ Emergence et développement de circuits courts : conseil collectif _ 2 jours prévus
° Développement de circuits courts pour que les franciliens aient accès aux productions horticoles régionales
° Suivi du développement des projets en circuits courts

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
- Nombre de participants aux journées techniques
- Nombre de fournisseurs partenaires
- Nombre de gammes émergentes développées
- Nombre de groupes impliqués dans les gammes émergentes
- Volume produits dans les gammes émergentes
- Nombre de producteurs engagés pour les gammes émergentes
- Nombre de producteurs accompagnés en circuit court

Dans le cadre d'une convention grand compte, le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 11 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% (RI Contrat de filière - volet B.2 Conseil collectif)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil économique et stratégique	5 320,00	29,17%
Conseil en nouvelles gammes	11 400,00	62,50%
Développement de circuits courts	1 520,00	8,33%
Total	18 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 120,00	50,00%
Autofinancement	9 120,00	50,00%
Total	18 240,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40979 (2015/XA) (agriculture) adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014, relatif à : aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020

DOSSIER N° 20006946 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERE AXE D.1 "ACTIONS DE PROMOTION" ANNEE 2020 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	12 930,00 € HT	50,00 %	6 465,00 €
		Montant total de la subvention	6 465,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
1 _ Développement de la Charte Régionale _ 4 jours prévus
° Présence au Salon vert pour renforcer les actions de communication autour de la Charte
° Renforcement des actions de communication de la filière francilienne post crise sanitaire
° Communication sur la Charte auprès des donneurs d'ordre publics et privés

2_ Développement d'outils de promotion du végétal d'origine d'Île-de-France _ 8 jours prévus
° Actualisation et promotion des producteurs franciliens par la diffusion de l'annuaire des pépiniéristes et horticulteurs d'Île-de-France
° Participation au Salon vert pour promouvoir la filière francilienne
° Evolution de la marque "Plante d'Île-de-France" en la marque régionale "PRODUIT EN Île-de-France" (mis en place par îledefrance Terre de saveurs)

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
- Nombre de nouveaux signataires de la charte en 2020
- Nombre d'articles de presses diffusés
- Nombre d'exemplaires de l'annuaire diffusés
- Nombre d'exemplaires de l'annuaire téléchargé
- Nombre de producteurs présents sur le Salon Vert
- Constitution d'un répertoire géo localisé des entreprises régionales du secteur.

Dans le cadre d'une convention grand compte, le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 11 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% (RI Contrat de filières)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement de la Charte	3 040,00	23,51%
Promotion des producteurs via l'annuaire	4 560,00	35,27%
Participation au Salon vert	1 520,00	11,76%
Edition de la Charte	1 500,00	11,60%
Annuaires des pépiniéristes	1 200,00	9,28%
Coût interne de préparation Salon vert	1 110,00	8,58%
Total	12 930,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 465,00	50,00%
Autofinancement	6 465,00	50,00%
Total	12 930,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40453 (PME) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux services de conseil en faveur des PME

DOSSIER N° 20006947 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERES AXE C.1 "ACTIONS D'EXPERIMENTATION" ANNEE 2020 : ASTREDHOR SEINE-MANCHE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	136 486,00 € HT	70,00 %	95 540,00 €
	Montant total de la subvention		95 540,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AREXHOR IDF - HTE NORMANDIE
Adresse administrative : RTE DES PRINCESSES
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier ANQUETIL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
1 _ Recherche de systèmes alternatifs _ 74 jours prévus
° Test de différentes conditions de culture pour limiter la maladie Phytophtora chez le Choysia

2 _ Végétalisation et agriculture en milieu urbain _ 64 jours prévus
° Evaluation des performances agronomiques, environnementales et économiques de mélanges de substrats issus de résidus urbains pour obtenir des références utilisables en agriculture conventionnelle

3 _ Horticulture et pépinière connectée _ 50 jours prévus
° Utilisation d'outils connectés pour faciliter la gestion des cultures en serre et en plateforme pépinière
° Evaluation de sondes (irrigation, pH, température, hygrométrie) en serre et à l'extérieur

4 _ Diversification de gamme et développement de nouveaux usages _ 159 jours prévus
° Recherche de nouvelles gammes répondant à de nouveaux usages (plantes aromatiques, médicinales, ...) en partenariat avec le CNPMAI
° Test d'une quinzaine d'espèces en culture biologique aux phases de multiplication de jeunes plants, itinéraire technique et vente

5 _ Développement de la filière de production francilienne labellisée "Végétal local" _ 41 jours prévus
    ° Travail collaboratif avec le CNPMAI pour le développement des gammes : herbacées et ligneux
    ° Déploiement d'un parc à bouture et d'un verger à graines

6 _ Actions de transfert de connaissances _ 35 jours prévus
    ° Organisation d'une journée technique sur le végétal, une ressource aux usages multiples

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
- Nombre d'essais réalisés pour chaque axe numéroté ci-dessus
- Fiches de synthèse rédigées pour chacun des essais mis en place
- Nombre de partenaires identifiés pour le test des sondes
- Nombre d'outils connectés testés et leurs fiches d'utilisation rédigées
- Nombre de gammes diversifiées développées
- Nombre d'espèces/essences récoltées et identifiées pour le végétal local
- Nombre d'espèces/essences mises en culture
- Nombre de participants aux journées techniques et les bulletins et fiches rédigées

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 70% (RI Contrat de filière - volet C Expérimentation-transfert)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Recherche de systèmes alternatifs	17 157,00	12,57%
Végétalisation et agriculture en milieu urbain	11 822,00	8,66%
Horticulture connectée	10 930,00	8,01%
Diversification de gamme et nouveaux usages	29 100,00	21,32%
Développement de filière Végétal local	10 913,00	8,00%
Transfert de connaissances	9 004,00	6,60%
Autres coûts internes liés à ces actions	47 560,00	34,85%
Total	136 486,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	95 540,00	70,00%
Autofinancement	40 946,00	30,00%
Total	136 486,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40957 (2015/XA) (agriculture, RDI) pris sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 adopté par la Commission européenne le 25 juin 2014 et publié au JOUE le 1er juillet 2014, relatif à : aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier

DOSSIER N° 20006948 - CONTRAT DE FILIERE HORTICULTURE-PEPINIERE AXE A "ANIMATION" ANNEE 2020 - ASTREDHOR SEINE-MANCHE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	5 520,00 € HT	80,00 %	4 912,00 €
		Montant total de la subvention	4 912,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AREXHOR IDF - HTE NORMANDIE
Adresse administrative : RTE DES PRINCESSES
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier ANQUETIL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
1 _ Constituer et animer le Comité technique et le Comité de filière _ aucun jour prévu
° Centralisation des besoins de la filière et traduction sous forme d'objectifs et d'actions et organisation et animation des réunions
° Rédaction des compte-rendu de ces réunions, coordination des acteurs du contrat de filière et validation de ces compte-rendu et mise en ligne.

2 _ Coordonner la mise en œuvre du Contrat de filière _ aucun jour prévu
° Suivi des actions et de la stratégie définie dans la convention cadre et dans les programmes annuels votés par la Région
° Suivi de la mise en œuvre de l'année en cours et bilan des actions de l'année 2020
° Evaluation du dispositif qu'est le Contrat de filière et transmission au financeur des indicateurs de résultat des actions menées dans le cadre du Contrat de filière

3 _ Animer la filière _ 12 jours prévus
° Accompagner la signature de la Charte pour la promotion de la filière horticole ornementale et des aménagements paysagers d'Île-de-France : promotion auprès des élus et paysagistes (le suivi de la mise en œuvre de cette charte sera réalisée les années suivantes) _ aucun jour prévu

° Développer les échanges au sein de la filière pour améliorer la connaissance des besoins dans l'optique de mettre en adéquation l'offre et la demande (une étude de marché devra être envisagée les années suivantes) _ 4 jours prévus

° Développer les stratégies de marché local et les circuits-courts par la consolidation de la filière Végétal local _ 8 jours prévus

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
- Nombre de contacts pris
- Nombre de réunions de lobbying organisées
- Nombre d'expériences locales (B2B ou B2C) référencées

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 80% (RI Contrats de filières - volet Animation)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Renforcer la connaissance des métiers et les échanges au sein de la filière	3 100,00	50,49%
Coordonner la mise en place de la filière Végétal local	3 040,00	49,51%
Total	6 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 912,00	80,00%
Autofinancement	1 228,00	20,00%
Total	6 140,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40979 (2015/XA) (agriculture) adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014, relatif à : aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-245

DOSSIER N° 20006949 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERE AXE D.2 "ACTIONS DE PROMOTION" ANNEE 2020 - ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	9 000,00 € HT	50,00 %	4 500,00 €
		Montant total de la subvention	4 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS
Adresse administrative : 43 BOULEVARD HAUSSMANN
75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
Changement de la marque « Produit en Île-de-France »
- Ajout de la classe correspondante au dépôt de marque
- Création d'une annexe au règlement d'usage
- Mise en place d'un questionnaire simplifié

Outils de communication
- Actualisation visuelle de la Charte Horti-pépi
- Harmonisation des outils existants
- Création de nouveaux outils : bâche, voile, kit de bienvenue, bandeaux emails
- Impression unique des outils et mise à disposition au format numérique

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Par convention-cadre triennale du 17 octobre 2019, le bénéficiaire s'est engagé à prendre un nombre global de 2 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% (RI Contrat de filières)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Outils de communication (graphiste et imprimeur)	9 000,00	100,00%
Total	9 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 500,00	50,00%
Autofinancement	4 500,00	50,00%
Total	9 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40453 (PME) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux services de conseil en faveur des PME

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-245

DOSSIER N° 20006950 - CONTRAT DE FILIERES HORTICULTURE-PEPINIERES AXE C.2 "ACTIONS D'EXPERIMENTATION" ANNEE 2020 - CNPMAI

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	23 557,00 € HT	70,00 %	16 490,00 €
		Montant total de la subvention	16 490,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNPMAI CONSERV NAT PLANTES MEDICINALES AROM INDUST
Adresse administrative : ROUTE DE NEMOURS
91490 MILLY LA FORET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Agnès LE MEN, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
1 _ Sélection d'espèces végétales aromatiques et médicinales pour une diversification de gamme adaptée au marché parisien _ 16 jours prévus

° Permettre la réalisation d'essais techniques de culture sur des espèces spécifiques

° Produire une synthèse technique et ethnobotanique pour chacune des espèces concernées (taux de germination, mode de multiplication, règlementation, ...) sous la forme d'un livret d'accompagnement

° Multiplication et production des plants

° Concertation et animation de l'action avec les partenaires associés

2 _ Consolidation d'une filière de production francilienne labellisée "Végétal local" et "Vraies messicoles" _ 89 jours prévus

° Semis et préparation des terrains

° Implantation d'un essai de production de semences pour les espèces dont la quantité de semences récoltées en 2019 permet le respect du cahier des charges du label

° Prospection et récoltes de graines pour les espèces herbacées et 5 espèces ligneuses par aire biogéographique

° Séchage et triage des lots récoltés par le CNPMAI et par Astredhor SM

° Stockage des semences

° Mise en place d'action de communication et de sensibilisation
° Construire et animer un groupe de travail avec les entreprises de la filière naissante : développer les marchés et la production

° Réaliser une étude de faisabilité du développement de la filière Végétal local en Île-de-France (état des lieux, freins, préconisations et perspectives) en prenant en compte les contraintes du territoire (3 régions biogéographiques, concurrence d'autres régions, forme des plants, ...) et en différenciant ligneux et herbacées

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
Partie 1 _ :
- Nombre de plantes sélectionnées pour faire partie des gammes à l'issue des essais
- Nombre de fiches synthèse techniques et ethnobotanique contenues dans le livret des espèces testées
- Nombre de réunions organisées sur la sélection des espèces médicinales et aromatiques
Partie 2 _
- Nombre de stations prospectées et de lots récoltés
- Nombre d'espèces ligneuses et d'espèces herbacées récoltées

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 70% (RI Contrat de filières)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sélection d'espèces végétales aromatiques et médicinales	3 858,00	16,38%
Consolidation de la filière végétal local	19 699,00	83,62%
Total	23 557,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	16 490,00	70,00%
Autofinancement	2 356,00	10,00%
DRIEE	4 711,00	20,00%
Total	23 557,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40957 (2015/XA) (agriculture, RDI) pris sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 adopté par la Commission européenne le 25 juin 2014 et publié au JOUE le 1er juillet 2014, relatif à : aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier

DOSSIER N° 20007028 - CONTRAT DE FILIERES CHAMPIGNONS FRANCILIENS AXE A "ANIMATION" ANNEE 2020 - SAFER

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	27 352,00 € HT	80,00 %	21 882,00 €
		Montant total de la subvention	21 882,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAFER ILE-DE-FRANCE - SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS 08
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Pierre MARCILLE, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme se déroule sur l'année civile.

Description :

L'Île-de-France accueille un grand pôle de producteurs de champignons de Paris. Ce champignon est particulièrement emblématique de l'excellence des produits de terroir cultivés dans notre région. Les producteurs s'inscrivent dans une dynamique de prestige et d'innovation. Mais les lieux de production sont impactés par une pression foncière importante, des projets d'aménagement, des départs en retraite multiples, … L'enjeu est de consolider et d'ancrer durablement la filière auprès des consommateurs franciliens.

1 _ Mise en place du Contrat de filière champignon
- ° Engager le programme d'action et le calendrier de réalisation
- ° Mettre à jour le diagnostic de filière

2 _ Animation du Contrat de filière
- ° Animer les instances de gouvernance : comité de filière et comité technique
- ° Rendre compte de la mise en place des actions

° Mobiliser et fédérer les acteurs de la filière sur l'ensemble des problématiques inhérentes à la filière et favoriser le développement de nouveaux partenariats : identifier les besoins et difficultés spécifiques des producteurs, défendre les intérêts de la filière et participer à susciter des vocations en étant ambassadeur du Contrat de filière et coordonner les actions de communication, notamment autour du "champignon de cave"

° Réaliser une étude de faisabilité dans l'optique d'améliorer la distribution en circuit de proximité et approvisionner la restauration collective

° Animer et coordonner la recherche de main d'œuvre fidèle

Au total, ce sont 54 jours prévus sur ces 2 parties.
Indicateurs de résultats des actions réalisées :
- Nombre de participants au comité de filière
- Nombre d'actions du programme engagées
- Réalisation d'une étude de faisabilité
- Mise à jour du diagnostic
- Nombre d'actions de sensibilisation/promotion engagées
- Nombre de partenaires potentiels sensibilisés
- Nombre de salariés ou structure mobilisées

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 80%, défini dans le règlement d'intervention "Contrats de filière" adopté à la CP n° 2018-151 du 19 septembre 2018

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	20 628,00	75,42%
Coûts internes	1 350,00	4,94%
Frais des structure	4 374,00	15,99%
Autres dépenses	1 000,00	3,66%
Total	27 352,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	21 882,00	80,00%
Autofinancement	5 470,00	20,00%
Total	27 352,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40979 (2015/XA) (agriculture) adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014, relatif à : aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020

DOSSIER N° 20007141 - CONTRAT DE FILIERES CHAMPIGNONS FRANCILIENS AXE D "ACTIONS DE PROMOTION ANNEE 2020 - ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	10 000,00 € HT	50,00 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS
Adresse administrative : 43 BOULEVARD HAUSSMANN
75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme se déroule sur l'année civile.

Description :
1 _ Déterminer avec les producteurs et acteurs de la filière les moyens et outils de communication à développer

2 _ Mettre en place un kit de communication digital : logo, leaflet, affiches, pique prix, kakemono, campagne de bandeaux pour les temps forts de l'année de la filière, ...

3 _ Mettre en place une campagne de communication digitale pour la promotion des champignonnières : idées de recettes, réseaux sociaux, sites internet, ...

4 _ Produire une vidéo pédagogique pour mettre en avant les savoir-faire et spécificités régionales de la filière champignon francilienne (année 2021)

5 _ Accompagner les producteurs de champignons pour l'adhésion à la marque PRODUIT EN Île-de-France
° Dépôt de la marque spécifique à la filière Champignons
° Accompagnement des producteurs

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
- Dépôt de la marque spécifique INPI
- Nombre d'outils constituant le kit digital
- Envoi du kit aux acteurs de la filière
- Nombre de contacts générés par la communication digitale

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Par convention-cadre triennale du 17 octobre 2019, le bénéficiaire s'est engagé à prendre un nombre global de 2 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% (RI Contrat de filières)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Graphiste	3 000,00	30,00%
Frais d'avocat	2 000,00	20,00%
Communication digitale	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 000,00	50,00%
Autofinancement	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40453 (PME) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux services de conseil en faveur des PME

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-245

DOSSIER N° 20007153 - CONTRAT DE FILIERES IAA AXE D.2 "ACTIONS DE PROMOTION" ANNEE 2020 - ARIA ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	34 356,00 € TTC	50,00 %	17 178,00 €
		Montant total de la subvention	17 178,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARIA IDF ASS REGIONALE INDUS AGRO ALIMENT IDF
Adresse administrative : 36 RUE GUTENBERG
91070 BONDOUFLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis JULLEMIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
Forum de l'agroalimentaire en Île-de-France

- Préparation de l'organisation : comités de pilotage, préparation de la communication, relations presse
- Organisation logistique : recherche et relation prestataires, exposants, coordination
- Préparation des interventions : recherche des intervenants, animateurs, échanges et préparations
- Bilan de l'évènement : synthèse des tables rondes, ...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

En raison du faible potentiel d'accueil dans la structure en 2020 (contexte COVID), l'ARIA s'engage à recruter 1 stagiaire dans le cadre du contrat filière.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% défini dans le RI Contrat de filières - axe D. Promotion

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération	13 132,00	38,22%
Autres coûts internes	7 224,00	21,03%
Prestations	14 000,00	40,75%
Total	34 356,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	17 178,00	50,00%
Autofinancement	17 178,00	50,00%
Total	34 356,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.39677 (2014/N) (agriculture) autorisé par lettre de la Commission européenne du 23 juin 2015 (réf. C(2015) 4208 final), relatif à : aides aux actions de promotion des produits agricoles

DOSSIER N° 20007154 - CONTRAT DE FILIERE IAA AXE D.3 "ACTIONS DE PROMOTION" ANNEE 2020 - ARIA ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	7 270,00 € TTC	50,00 %	3 635,00 €
		Montant total de la subvention	3 635,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARIA IDF ASS REGIONALE INDUS AGRO ALIMENT IDF
Adresse administrative : 36 RUE GUTENBERG
91070 BONDOUFLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis JULLEMIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
Promotion des métiers et formation

- Actualisation des données : actualisation annuelle et adaptation des outils de communication partagés avec l'IFRIA IDF

- Organisation d'une mise en avant des métiers pendant la Semaine de l'Industrie : visite d'entreprise avec intervention auprès d'un public qualifié (prescripteurs de l'emploi, de la formation et élus)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

En raison du faible potentiel d'accueil dans la structure en 2020 (contexte COVID), l'ARIA s'engage à recruter 1 stagiaire dans le cadre du contrat filière.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% défini dans le RI Contrat de filières - axe D. Promotion

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération	4 690,00	64,51%
Autres coûts internes	2 580,00	35,49%
Total	7 270,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	3 635,00	50,00%
Autofinancement	3 635,00	50,00%
Total	7 270,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40453 (PME) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux services de conseil en faveur des PME

DOSSIER N° 20007382 - CONTRAT DE FILIERES CHAMPIGNONS FRANCILIENS AXE B.1 "CONSEIL INDIVIDUEL" ANNEE 2020 - SAFER

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	2 440,00 € HT	50,00 %	1 220,00 €
		Montant total de la subvention	1 220,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAFER ILE-DE-FRANCE - SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS 08
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Pierre MARCILLE, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme se déroule sur l'année civile

Description :
1 _ Mettre en place une campagne de sécurisation des lieux de production et de prospection de nouveaux sites potentiels
° Prise de contact avec les propriétaires fonciers
° Sensibilisation et négociation auprès des propriétaires (privés ou collectivités territoriales)
° Prospection des opportunités foncières identifiées par les producteurs

2 _ Assurer la pérennité de la filière à long terme et anticiper l'évolution de la filière et des exploitations
° Constituer des références technico-économiques
° Identifier les conditions idéales pour la reprise des carrières
° Faciliter la mise en lien des porteurs de projets et des professionnels pour concrétiser leurs objectifs

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
- Nombre de sites sécurisés
- Nombre de sites prospectés
- Nombre de porteurs de projets accompagnés

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% ; coût horaire plafonné à 95€/h (RI Contrats de filières)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais de personnel	1 910,00	78,28%
Coûts internes	125,00	5,12%
frais de structure	405,00	16,60%
Total	2 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 220,00	50,00%
Autofinancement	1 220,00	50,00%
Total	2 440,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40957 (2015/XA) (agriculture, RDI) pris sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 adopté par la Commission européenne le 25 juin 2014 et publié au JOUE le 1er juillet 2014, relatif à : aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier

DOSSIER N° 20007383 - CONTRAT DE FILIERES CHAMPIGNONS FRANCILIENS AXE B.2 "CONSEIL COLLECTIF" ANNEE 2020 - SAFER

Dispositif : Contrats de filières (n° 00001126)
Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de filières	3 904,00 € HT	50,00 %	1 952,00 €
		Montant total de la subvention	1 952,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAFER ILE-DE-FRANCE - SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS 08
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Pierre MARCILLE, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
1 _ Structurer un réseau de diffusion d'information
° Diffusion d'information sous format mailing, newsletter
° Recensement des partenaires et financement mobilisables, aspects juridiques à l'exploitation des carrières, ...

2 _ Encourager et accompagner les champignonnistes pour faire du tutorat

3 _ Valoriser le métier et rechercher de futurs porteurs de projets
° Identification des besoins de formation
° Recherche d'organismes de formation, conseillers techniques, appel à candidatures, animation de réunions de sensibilisation
° Recensement des formations et étude de l'opportunité de créer une formation en format MOOC pour les champignonnistes

Indicateurs de résultat des actions réalisées :
- Nombre de newsletters, mails, lettres d'information réalisées et diffusées
- Liste des formations existantes

- Nombre de partenariats avec les organismes de formation existante
- Nombre de porteurs de projets identifiés

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'aide de 50% (RI Contrat de filière - volet B.2 Conseil collectif)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	3 056,00	78,28%
Autres coûts internes	200,00	5,12%
Frais de structure	648,00	16,60%
Total	3 904,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	1 952,00	50,00%
Région Île-de-France	1 952,00	50,00%
Total	3 904,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40957 (2015/XA) (agriculture, RDI) pris sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 adopté par la Commission européenne le 25 juin 2014 et publié au JOUE le 1er juillet 2014, relatif à : aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-245

DOSSIER N° 20006640 - MISE EN OEUVRE DU PLAN BIO AU TITRE DE L'ANNEE 2020 - ARVALIS

Dispositif : Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020 (n° 00000239)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020	76 596,00 € HT	50,00 %	38 298,00 €
	Montant total de la subvention		38 298,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARVALIS INST DU VEGETAL
Adresse administrative : 3 RUE JOSEPH ET M HACKIN
91720 BOIGNEVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe TERRAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Etude d'un système Bio Céréaliers autonome intégrant les nouvelles technologies du numérique en Ile-de-France : DIGIFERME

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :
Acteur principal du groupe thématique « Recherche et Innovation » du Plan Bio 2014 – 2020, Arvalis – institut du végétal travaille sur l'étude d'un système biologique céréalier, sans apport azoté extérieur sur le long terme au sein de sa Digiferme® de Boigneville (91).

Le système étudié repose sur une rotation longue avec des légumineuses performantes associées à des cultures rémunératrices à destination de l'alimentation humaine pour répondre à la forte demande des consommateurs franciliens. L'étude des nouvelles technologies qui est associée à ce dispositif permettra d'identifier les innovations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 50% des dépenses éligibles

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	45 395,00	59,27%
Frais divers (semences...)	31 201,00	40,73%
Total	76 596,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	38 298,00	50,00%
Autofinancement	38 298,00	50,00%
Total	76 596,00	100,00%

DOSSIER N° 20006641 - MISE EN OEUVRE DU PLAN BIO AU TITRE DE L'ANNEE 2020 - LES CHAMPS DES POSSIBLES

Dispositif : Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020 (n° 00000239)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020	230 000,00 € HT	50,00 %	115 000,00 €
	Montant total de la subvention		115 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CHAMPS DES POSSIBLES
Adresse administrative : HAMEAU DE TOUSSACQ
77480 VILLENAUXE-LA-PETITE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Sylvain PECHOUX, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
Les Champs des Possibles poursuivent leur travail d'animation et de développement du dispositif régional de test d'activités agricoles préalable à l'installation en agriculture biologique. Cet outil d'accompagnement à l'installation est passé de 4 sites d'accueil à 14 début 2019 avec un élargissement important du spectre des activités et productions agricoles « testables » (élevage, polyculture, arboriculture). En 2020, la coopérative étudie les problématiques de commercialisation (organisation des débouchés, gammes, logistique, contractualisation, etc.) pour les produits issus des filières ovines, caprines et avicoles biologiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 50% des dépenses éligibles

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	157 350,00	68,41%
Autres frais	72 650,00	31,59%
Total	230 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	115 000,00	50,00%
AESN	82 340,00	35,80%
Département 77	7 500,00	3,26%
Département 91	5 000,00	2,17%
Département 94	4 000,00	1,74%
Autofinancement	16 160,00	7,03%
Total	230 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-245

DOSSIER N° 20006642 - MISE EN OEUVRE DU PLAN BIO AU TITRE DE l'ANNEE 2021 : RESEAU DES AMAP EN ILE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020 (n° 00000239)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020	300 000,00 € HT	50,00 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMAP IDF RESEAU ASSOCIATIONS POUR MAINTIEN AGRICULTURE PAYSANNE IDF
Adresse administrative : 47 AVENUE PASTEUR 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sodeh HAMZEHLOUYAN

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Programme d'actions du Réseau des AMAP en Ile de France pour maintenir et développer une agriculture biologique locale, économiquement viable, socialement équitable et écologiquement soutenable

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les actions du Réseau des AMAP s'articulent plus spécifiquement autour de l'accompagnement des groupes et des fermes en AMAP (installation et pérennisation) dans le but de promouvoir une alimentation de proximité et de qualité pour les franciliens tout en développant une économie équitable et locale pour les agriculteurs de la région commercialisant en AMAP.

Par ailleurs, face à une demande très importante d'accompagnement des partenariats et aux nombreuses interrogations sur l'accessibilité alimentaire dans la région, le Réseau AMAP IdF a décidé de créer 2 nouveaux emplois pour travailler sur ces problématiques en complément des 4 postes existant au sein de la structure.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 50% des dépenses éligibles

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	225 830,00	75,28%
Autres frais	74 170,00	24,72%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	50,00%
Etat-DRIAAF	36 350,00	12,12%
AESN	28 800,00	9,60%
Département 77	7 500,00	2,50%
Département 91	6 250,00	2,08%
Département 94	10 000,00	3,33%
Autofinancement	61 100,00	20,37%
Total	300 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20006644 - MISE EN OEUVRE DU PLAN BIO AU TITRE DE L'ANNEE 2020 - TERRE DE LIENS ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020 (n° 00000239)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERRE DE LIENS ÎLE DE FRANCE
Adresse administrative : 47 AVENUE PASTEUR
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre-François WEBER

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Programme d'action pour mobiliser et faciliter l'accès au foncier agricole pour des projets en agriculture biologique

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
Terre de Liens développe et anime une veille foncière citoyenne sur tout le territoire francilien grâce à 8 groupes locaux constitués de bénévoles formés par l'association. Acteur majeur du groupe thématique « Foncier et Installation » du Plan Bio 2014 – 2020, Terre de Liens travaille aussi sur l'accès au foncier agricole pour des projets en agriculture biologique en accompagnant les propriétaires privés et publics franciliens dans la mise à disposition de leurs biens agricoles.

En 2020, Terre de Liens continue à accompagner la transmission des exploitations avec maintien ou conversion des surfaces en agriculture biologique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 50% des dépenses éligibles

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	89 500,00	89,50%
Autres frais	10 500,00	10,50%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	50,00%
DRIAAF	10 000,00	10,00%
AESN	15 000,00	15,00%
Département 77	4 500,00	4,50%
Département 91	4 500,00	4,50%
Département 94	4 500,00	4,50%
Autres collectivités	4 500,00	4,50%
Autofinancement	7 000,00	7,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-245

DOSSIER N° 20006645 - CONVENTION "ACTION 3.3" VOLET PLAN BIO : PROGRAMME D'ACTIONS 2020- CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION IDF

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	785 714,29 € HT	70,00 %	550 000,00 €
	Montant total de la subvention		550 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développer l'Agriculture Biologique en Ile-de-France

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
La Chambre d'agriculture organise des réunions d'information, tours de plaine et formations à destination des agriculteurs conventionnels afin de sensibiliser tous les exploitants franciliens au mode de production biologique. L'établissement public réalise principalement des études technico-économiques de conversions et assure un accompagnement technique des agriculteurs biologiques ou en conversion. Suite à l'intégration des services de l'Etablissement Régional de l'Elevage en janvier 2019, la Chambre d'agriculture devient aussi le partenaire privilégié des éleveurs bio d'Île-de-France sur les aspects techniques et règlementaires.

Dans le cadre d'une convention grand compte, le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 11 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 70% des dépenses éligibles

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	767 214,29	97,65%
Autres frais	18 500,00	2,35%
Total	785 714,29	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	550 000,00	70,00%
Autofinancement	235 714,29	30,00%
Total	785 714,29	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-245

DOSSIER N° 20006646 - MISE EN OEUVRE DU PLAN BIO AU TITRE DE L'ANNEE 2021 - GAB IDF

Dispositif : Mise en œuvre de la convention GAB IDF (n° 00000900)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention GAB IDF	521 428,57 € HT	70,00 %	365 000,00 €
	Montant total de la subvention		365 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GPT AGRI BIO BIODYNAMIQ REG ILE FRANCE
Adresse administrative : 5 RUE DE PARIS
77220 TOURNAN-EN-BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques FRINGS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : projet transversal d'accompagnement et de développement de l'AB en Ile-de-France

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Groupement des Agriculteurs Biologiques (GAB) accompagne les conversions et les installations grâce notamment à des groupes et réseaux d'agriculteurs biologiques. Le GAB travaille également sur la structuration des filières bio régionales et sécurise les débouchés biologiques sur les circuits courts et longs, en accompagnant les producteurs et opérateurs économiques vers une contractualisation amont/aval, avec notamment la SCIC Coop Bio Île-de-France. Le développement des outils filières manquants localement, aussi bien au niveau des fermes qu'au niveau collectif, afin d'adapter l'offre à la demande est aussi un axe de travail à venir important pour la structure.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Par convention-cadre triennale du 19 mars 2019**,** le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'aide maximum est de 70% des dépenses éligibles

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	426 828,57	81,86%
Autres frais	94 600,00	18,14%
Total	521 428,57	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	365 000,00	70,00%
DRIAAF & AESN	73 068,22	14,01%
Département 77 et 91	28 517,50	5,47%
Autres financements	54 842,85	10,52%
Total	521 428,57	100,00%

Annexe 2 : Aide à la certification à l'agriculture biologique

Affectations au titre de la certification à l'agriculture biologique (dispositif d'aide approuvé par la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014)

Le soutien au développement de l'agriculture biologique passe par la prise en charge des coûts de certification des exploitations agricoles qui sont obligées de faire contrôler leurs pratiques et certifier leurs produits par des organismes de certification agréés par le Ministère de l'Agriculture à partir de la norme EN 45011.

L'aide régionale à la certification biologique prend en charge 80 % maximum du montant HT du coût de la certification annuelle en agriculture biologique

Le montant d'aide le moins élevé est de 203,00 € et le plus élevé est de 665,83 €. La moyenne des 63 subventions s'élève à 408,85 €.

Il est ainsi proposé d'affecter **25 348,78 €** en faveur de 62 bénéficiaires (exploitations agricoles).

Annexe 3 : Convention cadre triennale contrat de filières "Champignons 2020-2022" entre la région Île-de-France, la SAFER et ÎledeFrance Terre de saveurs

CONVENTION CADRE TRIENNALE
CONTRAT DE FILIERE CHAMPIGNONS 2020-2022
ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, LA SAFER ET ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS

Entre

La région Île-de-France, sise au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP XX du XX 2020 et ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La SAFER de l'Île-de-France,
sise 19, rue d'Anjou, 75008 PARIS, représentée par Monsieur Pierre MARCILLE, son Président Directeur Général,
ci-après dénommée « la SAFER »

L'Association ÎledeFrance Terre de saveurs,
sise au 43, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS, représentée par Monsieur Gérard HEBERT, son Président
ci-après dénommée « ÎledeFrance Terre de saveurs »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La structuration des filières agricoles franciliennes est une priorité du Pacte Agricole, adopté par délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018, qui institue les contrats de filières agricoles et alimentaires comme levier pour encourager et formaliser les démarches collectives et interprofessionnelles pour les productions franciliennes.

L'Île-de-France accueille un grand pôle de producteurs de champignons de Paris. Elevé dans d'anciennes carrières qui ont servi à la construction des plus prestigieux monuments franciliens, ce champignon est particulièrement emblématique de l'excellence des produits de terroir cultivés dans notre région. Les producteurs franciliens s'inscrivent dans une dynamique de prestige et d'innovation approvisionnant des grands restaurants, développant des productions Bio, de nouvelles variétés, … Mais cette filière d'exception est menacée par la pression foncière impactant les sites de production et la coopérative de production de compost indispensable à la filière, l'âge avancé des exploitants, les difficultés de recrutement de main d'œuvre, les canaux de distributions à moyenne voire faible rémunération et le manque de différenciation et de communication du produit sur un marché fortement concurrentiel.

Les champignonnistes sont accompagnés depuis 2015 par la SAFER dans le cadre de projets fonciers menaçant les champignonnières. La SAFER a réalisé un diagnostic des pressions pesant sur l'ensemble de la filière financé en partie par la région Île-de-France. Ce travail a permis d'identifier les conditions de maintien et de développement de la filière champignons en Île-de-France tout en mobilisant les acteurs de l'amont à l'aval.

Afin d'aller plus loin dans la dynamique engagée et de répondre aux enjeux essentiels des acteurs de la filière de la production aux consommateurs, le contrat de filière Champignons 2020-2022 se construit autour d'un programme d'actions ciblées sur la coordination du réseau d'acteurs et la mise en place d'actions concrètes permettant de maintenir la dynamique collective impulsée, de mieux structurer la filière pour la consolider et l'ancrer durablement sur le territoire francilien.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La SAFER et ÎledeFrance Terre de saveurs ont pour objectif la structuration de la filière Champignons en Île-de-France.

Des actions seront conduites suivant les objectifs suivants :

- Structurer une filière d'exception en renforçant la coordination entre les différents acteurs de la filière.
- Coordonner les efforts pour augmenter structurellement la vente en circuit de proximité, en renouvelant notamment les circuits de distribution.
- Ancrer durablement la filière champignon en Île-de-France en identifiant de nouveaux sites de production et des porteurs de projet pour conforter la filière.
- Soutenir l'innovation et l'investissement dans l'atelier de compostage coopératif pour sécuriser la filière traditionnelle des champignons de Paris.
- Déployer une communication ambitieuse autour du champignon francilien, au travers de la marque PRODUIT EN Île-de-France, de campagnes de publicité, d'évènements de dégustation.

Le détail des actions est présenté en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 2 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

Un programme annuel d'actions opérationnel, conforme aux objectifs ci-dessus, est arrêté chaque année d'un commun accord entre les signataires de la présente convention au sein du Comité de filière (cf. article 5), sur la base des programmes d'actions annuels de chaque bénéficiaire signataire, présentés par la structure en charge de l'animation du contrat de filière Champignons.

Ce programme est présenté sous la forme d'une synthèse par axe, préparée par la SAFER, des programmes détaillés préparés par chaque bénéficiaire de la convention. Ces programmes par bénéficiaire, qui serviront à la mise en œuvre de la subvention, sont annexés à la synthèse et font partie intégrante du programme annuel.
Le programme est soumis annuellement à l'approbation de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France et fait l'objet d'une affectation de crédits au titre de l'année concernée.

La trame des éléments que doivent comprendre les programmes d'actions annuels de chaque bénéficiaire est détaillée dans le règlement d'intervention « Contrats de filières agricoles et alimentaires », adopté par délibération de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA SAFER ET D'ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS

La SAFER et ÎledeFrance Terre de saveurs s'engagent à :

- **Exécution du programme annuel d'actions**

> Décliner chaque année dans un programme d'actions annuel les objectifs figurant à l'article 1, chacun en fonction de ses compétences. A cette fin, ils s'engagent à adresser à la Région, via la SAFER qui assure la coordination du programme global, leurs propositions respectives pour le programme d'actions de l'année, accompagnées d'un pré-bilan du programme de l'année précédente. Ces propositions sont examinées dans le cadre du comité de filière cité à l'article 5, avec l'appui du comité technique cité au même article.

> Mobiliser les moyens humains et mettre en œuvre les moyens techniques nécessaires à la réalisation des programmes annuels qui seront adoptés chaque année, tant pour les missions de terrain que pour le secrétariat technique et l'animation. En particulier, ils s'engagent à désigner les chargés d'étude compétents pour le pilotage et la coordination de la mise en œuvre des programmes annuels et à mettre en place les groupes d'experts (acteurs de la recherche et des instituts techniques et de transfert) prévus pour suivre les expérimentations le cas échéant.

> La SAFER, en tant que coordinatrice, réunira au moins une fois par an le comité de filière de la présente convention tel que décrit à l'article 5.
Elle en assure le secrétariat et l'animation. Les ordres du jour et propositions à examiner lors des comités sont préalablement discutés sur la base des propositions de la SAFER et d'ÎledeFrance Terre de saveurs avec la Région, amendés et validés.

> Chaque année, chaque établissement réalise un compte rendu d'activité technique et financier en mentionnant l'ensemble des partenaires financiers sur le programme annuel qui le concerne.

> La réalisation du programme de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région, sur la base des indicateurs de suivi définis dans la présente convention (annexe 1).

Article 4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention Action financée par la région Île-de-France sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la région Île-de-France (www.îledefrance.fr).

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles de tous les événements liés à l'aide régionale attribuée et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci devront respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance de la Région Île-de-France (Référent communication du Pôle Cohésion territoriale) les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

5.1. Soutien à la réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement la SAFER et ÎledeFrance Terre de saveurs par le versement de subventions pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 2, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à chaque signataire par la commission permanente du conseil régional, en fonction des programmes d'actions annuels présentés par chaque organisme.

Les modalités de soutien financier : taux, plafonds de subventions et dépenses éligibles sont définies dans le Règlement d'intervention « Contrats de filières agricoles et alimentaires », adopté par délibération de la commission permanente n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018.

La Région soutient ces organismes essentiellement au titre du fonctionnement, mais peut aussi soutenir certaines acquisitions nécessaires à l'accomplissement des actions au titre de l'investissement au travers d'appels à projets. Ces appels à projets sont lancés par la Région dans le cadre du RI Contrats de filières.
Chaque appel à projet s'inscrit dans un ou plusieurs domaines mentionnés à l'article 1.

5.2. Attribution des subventions

L'attribution des subventions par la commission permanente de la Région donne lieu, pour chaque subvention, à l'approbation d'une fiche projet par la commission permanente, qui décrit précisément l'action subventionnée et le calcul de la subvention. Chaque fiche projet a une valeur contractuelle entre la Région et le bénéficiaire.

5.3. Modalités de versement des subventions

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, modifié par délibération du conseil régional n° CR 01-13 du 21 janvier 2016 et des conditions suivantes.

Les subventions sont imputées sur :

- le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire » action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits » ;
- le chapitre 939 « Action économique » code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 19300112 « Soutien aux filières ».

Ces subventions sont versées sur les comptes ouverts au nom des établissements :
- Pour la SAFER
- Pour ÎledeFrance Terre de saveurs

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

- CADUCITE

Pour les dépenses de fonctionnement :

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente du conseil régional d'Île-de-France, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Pour les dépenses d'investissement :

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président du Conseil Régional, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

- MODALITES DE VERSEMENT

Versement d'avance

Si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, il peut demander le versement d'une avance, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 30 % du montant total de la subvention prévisionnelle, et sur présentation :

- d'un appel de fonds signé par le représentant habilité du bénéficiaire,
- d'un plan de trésorerie de la structure porteuse démontrant son besoin d'avance, sur un an, à compter de la date de l'appel de fonds,
- d'un plan de dépenses prévisionnelles spécifiquement sur le projet financé.

Ces plans sont signés par le représentant habilité de la structure porteuse.

Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention. Le cumul de l'avance et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée, selon les modalités fixées ci-avant.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonnée à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des paiements effectués au titre de l'action, le nom du bénéficiaire et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

5.4. Eligibilité des demandes subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2020 pour les dépenses de fonctionnement et de la sélection des projets d'investissement dans le cadre de l'appel à projet prévu, et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.3 de la présente convention.

5.5. Révision du montant subventionné

Pour les dépenses de fonctionnement

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le Bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'annexe 3 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Pour les dépenses d'investissement

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'annexe 3 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 6 : COMITE DE PILOTAGE ET COMITE TECHNIQUE DE SUIVI DE LA CONVENTION

6.1 : Comité de filière

Le comité de filière Champignons est l'instance partenariale centrale du contrat de filière. Il est composé :

- de la vice-présidente en charge de l'agriculture et les services de la direction en charge de l'agriculture
- du président du comité de filière, des représentants de l'ensemble de la filière, de la production à la transformation, et des organismes de recherche et d'expérimentation.

Il examine les comptes rendu d'activités techniques et financiers des travaux réalisés et les projets de programme annuel.

Il se réunit au minimum une fois par an, pour la constitution et la validation du programme de travail de l'année et le bilan des actions de l'année précédente.
Il peut aussi être réuni à la demande de l'un de ses membres pour orienter la mise en œuvre de la présente convention.

La SAFER prépare les réunions du comité de pilotage en lien avec ÎledeFrance Terre de saveurs et les services de la Région, et assure son secrétariat.

6.2 Comité technique :

Un comité technique est réuni avant chaque comité de filière, particulièrement en phase de finalisation du programme ou de révision à mi-parcours. Il a pour fonction de préparer les comités de filière et de traiter en amont les éventuels points de difficulté dans la mise en œuvre ou la préparation des programmes.

Ce comité technique est composé :

- du Président du comité de filière,
- de représentant des services de la Région en charge de l'agriculture,
- de représentant d'ÎledeFrance Terre de saveurs Paris Île-de-France,
- de représentants de la filière,
- du ou des animateurs de la filière.

La SAFER et ÎledeFrance Terre de saveurs préparent les réunions du comité technique en lien avec les services de la Région, et assurent son secrétariat.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2020.
Elle expire après le versement du solde de l'ensemble des subventions qui y sont rattachées. Aucune nouvelle subvention ne sera attribuée au-delà du 31 décembre 2022.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Pour les subventions d'investissement :
Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire de l'équipement subventionné, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :
Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant soumis à l'approbation de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis de 3 mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :
- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure;

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêté définitif des comptes, et la restitution, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES

Dans le cadre de l'attribution des subventions régionales, les pièces contractuelles comprennent la présente convention, ainsi que la fiche projet approuvée concomitamment à chaque affectation budgétaire dans les conditions décrites à l'article 5.2.

ARTICLE 12 : CLAUSE RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

Le responsable de traitement au sens de l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil est la région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Mme Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen

Les sous-traitants au sens de l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil sont :
La SAFER de l'Île-de-France, représentée par Monsieur Pierre MARCILLE, son Président Directeur Général, sise 19, rue d'Anjou, 75008 PARIS,

L'Association ÎledeFrance Terre de saveurs, représentée par Monsieur Gérard HEBERT, son Président, sise au 43, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS,

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles les sous-traitants s'engagent à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Les sous-traitants sont autorisés à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) décrit dans l'extrait de la fiche de registre ci-jointe.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

☒ Collecte de données
☒ Enregistrement de données
☒ Organisation de données
☒ Structuration de données
☒ Conservation de données
☒ Adaptation ou modification de données
☒ Extraction de données
☒ Consultation de données
☒ Utilisation de données
☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)

☒ Rapprochement de données
☐ Interconnexion de données
☐ Limitation de données
☒ Effacement de données
☒ Destruction de données

La ou les finalité(s) du traitement sont [...].

Les données à caractère personnel traitées sont :
Données de type 1 (données non sensibles n'ayant pas un impact fort sur les personnes)
☒ Etat civil, identité, données d'identification, images
☒ Données de connexion (logs, adresse IP…)

Données de type 2 (données non sensibles ayant un impact fort sur les personnes)
☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes…)
☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale…)
☐Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM…)

Données de type 3 (données particulières au sens de l'article 9 du RGPD)
☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique
☐ Données révélant des opinions politiques
☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques
☐ Données révélant l'appartenance syndicale
☐ Données génétiques
☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne
☐ Données concernant la santé
☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle
☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions
☐ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

Les **catégories de personnes** concernées sont
☐ Agents régionaux
☐ Stagiaires de la formation professionnelle
☐ Lycéens
☐ Etudiants
☐Bénéficiaires des fonds structurels
☒ Personnes morales
☒ Particuliers
☐ Autres, préciser […].

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes […].

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Les sous-traitants s'engagent à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance

2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement

2.1 Devoir de conseil :

Au titre de son devoir de conseil, si les sous-traitants considèrent qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement.

2.2 Devoir d'information

Au titre de son devoir d'information, si les sous-traitants sont tenus de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel ils sont soumis, il doivent informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. garantir la **confidentialité, l'intégrité et la disponibilité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat:

- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'i**nformation** et la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance**

Les sous-traitants peuvent faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***les sous-traitants ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, ils informent préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, les sous-traitants initial demeurent pleinement responsables devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d'information des personnes concernées**

Les sous-traitants, au moment de la collecte des données, doivent fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenues avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. **Exercice des droits des personnes**

Dans toute la mesure du possible, les sous-traitants doivent aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).
Les sous-traitants doivent répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.
Les sous-traitants informent systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Les sous-traitants notifient au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Les sous-traitants aident le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Les sous-traitants aident le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. **Mesures de sécurité**

Les sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « sécurité » de la convention.

En cas de risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, les sous-traitant s'engagent à suivre les mesures de sécurité complémentaires suivantes :

- Plan d'Assurance Sécurité

Les sous-traitants formaliseront et transmettront au Conseil régional d'Île-de-France le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) applicable aux missions réalisées dans le cadre de la convention triennale et de ses avenants. Le Plan d'Assurance Sécurité comportera notamment les éléments suivants :

- les modalités de gestion du cycle de vie du Plan d'Assurance Sécurité qui permettent de le faire évoluer et de valider ses modifications ;
- l'inventaire des procédures et des processus de sécurité applicables dans le cadre des services ;
- la procédure de traitement des attaques recensant notamment l'ensemble des intervenants, le processus d'alerte et de remontée des informations, le cas échéant les SLA spécifiques au traitement des alertes de sécurité ;
- l'échelle de gravité des incidents de sécurité et les procédures de traitement associées ;
- la description des mesures de protection répondant aux exigences de sécurité de la présente convention.

Le PAS s'appliquera tout au long de la convention triennale. Une fois validé, le PAS pourra être révisé à la demande du Conseil régional d'Île-de-France. La révision du PAS sera en particulier déclenchée en cas d'incident grave de sécurité.
Le PAS doit être porté à la connaissance de chaque personne et de chaque intervenant impliqué dans la fourniture des prestations dans le cadre de la présente convention.

- Obligations du titulaire

Chaque sous-traitant reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier, il s'engage à informer le Conseil régional d'Île-de-France des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.
Outre le respect de ses obligations au titre de la convention, il informera préalablement le Conseil régional d'Île-de-France de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité ou une dégradation des performances du système.

Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte. Le titulaire de la présente convention s'engage à suivre et corriger dans les délais les plus brefs les vulnérabilités présentes dans les systèmes dont il assure la gestion. Il devra à minima traiter les alertes et prendre en compte les recommandations émises par le CERT-FR (https://www.cert.ssi.gouv.fr/).
De façon générale, chaque sous-traitant est responsable pendant toute la durée de la prestation du maintien en conditions opérationnelles et du maintien en conditions de sécurité de l'ensemble des infrastructures, des équipements, des systèmes, des applications, etc. qu'il gère pour le compte du Conseil régional d'Île-de-France ainsi que l'ensemble de ses systèmes propres impliqués dans l'infogérance (ex : réseaux, postes d'administrations, serveurs, applications, etc.).

- Responsabilité
Chaque sous-traitant est responsable des moyens mis en œuvre pour répondre aux exigences de sécurité, afin d'éviter tout préjudice pour le Conseil régional d'Île-de-France dans le cadre de la fourniture des services.

- Protection des données personnelles
Chaque sous-traitant est responsable de la protection des données personnelles qu'il sera amené à traiter pour exécuter les prestations. En complément des mesures de sécurité générales énoncées, le titulaire prendra toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données personnelles et pour que ces données ne puissent être accédées et manipulées que par des personnes explicitement autorisées et uniquement dans le but de fournir les services convenus dans le cadre de la présente convention.

Chaque sous-traitant est soumis à une obligation de résultat pour assurer la protection des données qui lui sont confiés dans le cadre de la présente convention et qui sont stockées, manipulées et traitées par les systèmes qu'il met en œuvre. Il doit notamment garantir une isolation effective des données du Conseil régional d'Île-de-France ainsi que des systèmes de traitement mis en œuvre vis-à-vis de ses autres clients.
Le Conseil régional d'Île-de-France demande que les données dont la gestion est confiée au sous-traitant dans le cadre de la présente convention soient protégées par des mécanismes de chiffrement. Si une telle protection n'est pas possible ou n'est pas préconisée par le sous-traitant (par exemple pour des questions de performances), il mettra en œuvre des contrôles de sécurité complémentaires pour garantir un niveau de protection équivalent.

- Organisation de la sécurité
Chaque sous-traitant doit disposer d'une organisation lui permettant de s'assurer de la mise en œuvre des exigences de sécurité définies dans la convention. Le système de management de sécurité mis en œuvre par le sous-traitant suivra idéalement la norme ISO 27001 et ses déclinaisons (sans nécessairement être certifié conforme ISO 27001).

Chaque sous-traitant décrit dans le Plan d'Assurance Sécurité cette organisation, son fonctionnement, ses pratiques, les moyens dont il dispose, les interactions avec le Conseil régional d'Île-de-France, ainsi que les éventuels prérequis nécessaires pour la tenue des engagements en matière de sécurité.

- Gestion des risques

Chaque sous-traitant de la présente convention élabore et déploie un processus d'amélioration continue de la sécurité dont les objectifs sont :

- l'identification de tous les risques de sécurité pouvant impacter la qualité, la disponibilité, la performance des services ;
- la gestion des risques identifiés afin que ceux-ci n'aient aucun impact sur la qualité, la disponibilité et la performance des services fournis dans le cadre de la convention triennale ;
- la réduction des risques de sécurité des SI pesants sur le Conseil régional d'Île-de-France et sur ses activités.

Chaque sous-traitant identifie les risques et estime leur impact pour la fourniture des services dans le cadre de la présente convention. Il a la responsabilité de mesurer le niveau d'exposition aux risques. Il doit reporter l'ensemble des risques potentiels ou avérés dont il a connaissance afin de décider des mesures opérationnelles et/ou organisationnelles à prendre pour traiter les risques identifiés. Il notifie sans délais au responsable de la convention et le RSSI du Conseil régional d'Île-de-France des risques critiques et majeurs. La notification des autres risques sera effectuée à l'occasion du comité de sécurité ou du comité de suivi de la convention. Il informe ensuite le comité de pilotage du suivi et de la mise en œuvre du plan d'actions de traitement de ces risques.

- Gestion des ressources humaines

Avant toute intervention d'un collaborateur (ou d'un personnel ou d'un sous-traitant) dans le cadre de la convention triennale, chaque sous-traitant doit procéder à la vérification de probité et des compétences de cette personne. Le sous-traitant doit s'assurer en particulier :

- que le collaborateur possède les connaissances et les compétences suffisantes pour exécuter les tâches qui lui sont confiées ;
- de l'absence notoire d'actions contraires à la déontologie attribuables au collaborateur ;
- de l'exhaustivité et l'exactitude du CV du collaborateur ;
- des diplômes et des qualifications du collaborateur.

Tout collaborateur intervenant dans le cadre de la convention triennale doit avoir reçu :

- une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information ;
- une formation particulière concernant son domaine d'intervention (développement sécurisé applicable aux technologies utilisées, administration sécurisée, conception sécurisée, etc.).

Documentation de sécurité des systèmes d'information

Chaque sous-traitant est en charge de créer et de maintenir à jour l'ensemble de la documentation d'exécution de la convention triennale et notamment la documentation de sécurité, à minima :

- réglementations applicables ;
- normes et guides de bonnes pratiques applicables ;
- Plan d'Assurance Sécurité ;
- éventuelles politiques et procédures internes non inclues dans le PAS et permettant le respect des exigences de sécurité de la présente convention ;
- documents de suivi d'application des mesures de sécurité ;
- documentations relatives aux incidents de sécurité survenus, à leur impact, leur portée, leur traitement et leur résolution ;
- schémas, cartographies, matrices des flux ;
- inventaire des actifs utilisés dans le cadre de la prestation objet de la présente convention.

Le Conseil régional d'Île-de-France pourra demander à tout moment au sous-traitant la fourniture de ces documents, en particulier dans le cadre d'un audit.

- Audits de sécurité

Le Conseil régional d'Île-de-France pourra, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par les sous-traitants. Il mandatera à cette fin un organisme indépendant et qualifié pour procéder à un audit de sécurité du système (et qui, dans la mesure du possible, n'est pas un concurrent direct du titulaire de la convention).
L'audit pourra concerner l'organisation ou l'architecture mises en place, les configurations déployées ou se faire sous une forme de test d'intrusion. Les tests d'intrusion seront encadrés par une charte commune signée entre le sous-traitant, le Conseil régional d'Île-de-France et la société mandatée pour l'audit.

Les audits de sécurité pourront être effectués de façon planifiée avec une fréquence maximale d'une fois par an, ou suite à un incident grave de sécurité survenu sur les systèmes du Conseil régional d'Île-de-France (qu'il s'agit ou non des systèmes rentrant dans le cadre de la convention triennale).
Le sous-traitant sera prévenu au minimum 30 jours en avance. En cas d'indisponibilité justifiée des personnes clés chez le sous-traitant, il pourra demander de décaler l'audit d'un délai d'un mois maximum. Cependant, un audit pourra être effectué sans délai en cas d'urgence engendrée par un incident grave de sécurité en cours.
Suite à cet audit, le sous-traitant devra prendre à sa charge et corriger toute vulnérabilité ou non-conformité découverte. Les vulnérabilités ou non-conformités majeurs ou critiques devront être corrigés dans les plus brefs délais.

- Localisation des données

Lorsque des données appartenant au Conseil régional d'Île-de-France ou collectées dans le cadre de la convention triennale sont hébergées par le sous-traitant, leur localisation en France, ou, à minima, à l'intérieur de l'Union européenne doit être privilégiée.
Chaque sous-traitant fournira au Conseil régional d'Île-de-France la liste des sites hébergeant les données dans le cadre de la convention triennale.
Si l'architecture technique mise en œuvre par le sous-traitant ne permet pas la localisation précise des données en permanence, il s'engage à localiser les données, a posteriori. Cette localisation des données pourra lui être demandée à tout moment et en particulier suite à un incident.

- Sécurité des développements applicatifs

Chaque sous-traitant est tenu d'assurer la sécurité des développements conformément à l'état de l'art dans chacune des technologies mises en œuvre. En particulier, il doit :

- mettre en place un environnement de développement sécurisé et contrôlé ;
- s'assurer que tout collaborateur intervenant dans le projet de développement ou en TMA ait reçu une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information et une formation particulière concernant le développement sécurisé applicable aux technologies utilisées dans le cadre de la convention triennale ;
- s'assurer de la sécurité des outils utilisés dans le cadre du développement, en particulier du respect des recommandations des éditeurs concernant la maintenance de l'environnement applicatif, l'application des correctifs, le contrôle d'accès, la traçabilité des actions, etc. ;
- implémenter des contrôles rigoureux des entrées utilisateurs ou des données transmises par des systèmes tierces, en particulier s'assurer de l'absence des erreurs de développement permettant des injections ou exécutions de code (débordements, etc….), des requêtes SQL, de scripts (Cross-Site Scripting, Cross-Site Request Forgery), dépassements des capacités, etc. ;

- s'assurer de l'implémentation du principe du moindre privilège ;
- protéger les accès aux fonctions d'administration ;
- lors des installations des systèmes, des applications, des bibliothèques, etc. : installer le stricte minimum de composants nécessaires au bon fonctionnement et à l'administration ;
- s'interdire l'utilisation de mots de passe dans le code et l'utilisation ou le stockage des mots de passe non chiffrés (en clair) ;
- pour les applications web s'interdire la transmission des identifiants et des mots de passe dans les URL ;
- mettre en œuvre une gestion efficace des erreurs. Les erreurs affichées aux utilisateurs ne doivent pas présenter d'informations pouvant être utilisées à des fins malveillantes, par exemple des traces des piles d'exécution (ces traces doivent être dirigées vers un fichier de debuggage uniquement accessible aux exploitants du système), présence d'un compte d'utilisateur, versions des composants, etc.

Les développements web devront suivre et implémenter les recommandations de l'OWASP (Open Web Application Security Project).

- Gestion des évolutions

Les évolutions fonctionnelles ou techniques ne doivent pas remettre en cause le respect des exigences de sécurité ou compromettre une éventuelle opération de réversibilité.
En cas d'évolution, le sous-traitant devra vérifier que sa mise en œuvre est conforme aux exigences contractuelles et en apporter la justification auprès du donneur d'ordres, avant validation par ce dernier.

- Journalisation, conservation et analyse des traces

Chaque sous-traitant doit mettre en place une journalisation des événements système et des évènements liés à la sécurité (accès, déconnexions, utilisation des privilèges, échecs des traitements, etc.). Cette journalisation doit être activée sur tous les équipements impliqués dans la prestation et sur les équipements d'exploitation associés.

La collecte des évènements doit être réalisée en respectant les meilleures pratiques actuelles. Les traces doivent être horodatées avec une référence de temps unique, fiable, et permettant leur corrélation avec d'autres évènements externes au titulaire (en particulier d'autres évènements collectés par le Conseil régional d'Île-de-France). Afin de garantir leur complétude et de faciliter leur exploitation, les traces doivent être centralisées de façon continue.
Le Conseil régional d'Île-de-France doit pouvoir accéder aux journaux le concernant, idéalement en temps réel. Si l'accès en temps réel n'est pas possible, le sous-traitant doit procéder aux extractions des traces demandées au plus tard 24 heures suivants la demande. Ce délai pourra être raccourci à 1 heure en cas d'urgence signalée (par exemple, en cas d'attaque en cours).
Chaque sous-traitant doit garantir une stricte confidentialité des traces collectées et notamment leur isolation vis-à-vis de ses autres clients.
Le sous-traitant de la présente convention doit procéder à l'analyse des traces collectées. Outre l'amélioration permanente du service rendu, cette analyse des traces a pour but de détecter les incidents de sécurité.
Ces traces devront être préservées pour une durée maximale légalement autorisée ou, par défaut, pendant un an.

- Traitement des attaques

Chaque sous-traitant doit mettre en place des mécanismes techniques et organisationnels de détection, de prévention et de traitement des attaques sur le périmètre des prestations d'infogérance et d'hébergement des données ou des systèmes. Il doit informer sans délais, selon la procédure formalisée dans le PAS, le Conseil régional d'Île-de-France en cas de survenue d'une attaque susceptible de lui porter préjudice.

- Traitement des incidents de sécurité

Chaque sous-traitant doit avertir sans délais le responsable de la convention triennale au Conseil régional d'Île-de-France de la survenue d'un incident de sécurité.

Les incidents de sécurité envisageables dans le cadre de la convention triennale et les procédures de leur traitement seront formalisés dans le PAS.

Pour traiter et résoudre un incident survenu, le Conseil régional d'Île-de-France pourra mandater un organisme indépendant et qualifié (et qui, dans la mesure du possible, n'est pas un concurrent direct du titulaire de la convention) ou demander au sous-traitant de mandater un tel organisme. Ce prestataire en charge du traitement de l'incident doit pouvoir procéder à un contrôle total de l'environnement de la ressource à des fins d'analyse, en particulier :

- prélever tout élément nécessaire à l'analyse conformément aux règles de l'art ;
- analyser tout système impliqué dans l'incident ;
- préconiser les actions de confinement de l'incident, de réduction d'impact, etc. et de remise en fonctionnement nominal, dont la décision reste prérogative du Conseil régional d'Île-de-France.

- Protection antivirale

Une politique antivirale stricte devra être mise en place par le sous-traitant pour la totalité des équipements supportant les missions inscrites dans la convention triennale et ses annexes (serveurs, stations d'administration, stations de développement, postes de travail, etc.). La mise à jour des signatures devra être automatique et d'une fréquence élevée (par exemple toutes les 30 minutes).

La politique antivirale appliquée sur le système d'information du titulaire devra être précisée dans le PAS.

Un contrôle de non contamination des serveurs Web devra être effectué périodiquement. Le sous-traitant précisera les modalités de mise en œuvre de ce contrôle.

- Sauvegardes et restauration

Chaque sous-traitant doit prendre toutes les mesures qui s'imposent en termes de sauvegarde et de restauration pour se conformer au niveau de service exigé.

Les copies de sauvegarde ne doivent pas être soumises aux mêmes risques que les données en production (que ces risques soient d'origine accidentelle ou de malveillance).

Un exemplaire des sauvegardes devra idéalement être conservé dans des locaux physiquement séparés du centre informatique hébergeant les données et/ou l'application. En cas de sauvegarde externalisée, les sauvegardes doivent être chiffrées avant leur transfert et la clé de chiffrement doit être protégée.

Le sous-traitant doit prendre des mesures permettant de garantir la confidentialité des données relatives aux sauvegardes :

- confidentialité des flux lors des opérations de sauvegardes ;
- stockage sécurisé des sauvegardes.

Chaque sous-traitant formalisera dans le Plan d'Assurance Sécurité le processus de sauvegarde et de restauration des données.

Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

- Continuité d'activité

Chaque sous-traitant est soumis à une obligation de résultat pour assurer la disponibilité du système d'information, conformément aux exigences définies dans la clause relative au niveau de service exigé.

Les soumissionnaires indiqueront dans leur mémoire technique les mesures techniques, organisationnelles, procédurales qu'ils s'engagent à prendre pour assurer la continuité d'activité du système, ou en cas de sinistre la reprise d'activité conformément aux exigences définies dans la clause sur la convention de service. Ces mesures seront ensuite intégrées au Plan d'Assurance Sécurité et au Plan d'Assurance Qualité.
Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

- Mises à jour, correctifs de sécurité
Chaque sous-traitant appliquera les correctifs de sécurité recommandés par les fournisseurs de solutions matérielles ou logicielles (logiciels système ou applicatifs, logiciels embarqués) sur tous les matériels impliqués dans les missions concernées par la convention triennale et ses avenants.
En cas d'alerte grave (attaque d'envergure, faille critique) annoncée par le CERT-FR, le correctif devra être appliqué de manière urgente (idéalement dans un délai de 24 heures) sur les infrastructures hébergeant les systèmes accessibles depuis Internet (serveurs, pare-feux, routeurs ouverts vers l'extérieur).
Le traitement des alertes mineures pourra intervenir durant les périodes de maintenance planifiés.
Le sous-traitant précisera les modalités de déploiement des correctifs de sécurité dans le Plan d'Assurance Sécurité.

- Confidentialité et intégrité des flux
Tous les flux d'accès des utilisateurs et tous les flux d'administration et de façon générale tous les échanges de données doivent être chiffrés par des procédés fiables (SSH, SSL, Ipsec,etc.), permettant d'assurer leur confidentialité et leur intégrité. Le candidat indiquera l'ensemble des mécanismes et des mesures mis en œuvre pour garantir la confidentialité et l'intégrité.
Les interfaces avec les applications hébergées par le Conseil régional d'Île-de-France se feront au travers d'un tunnel Ipsec.
Le choix et le dimensionnement des algorithmes cryptographiques doivent être effectués conformément aux règles et recommandations du RGS.

- Résiliation et pénalités
Dans le cadre d'un manquement grave par le sous-traitant (ou, le cas échéant, un de ces sous-traitants) à l'une des obligations de sécurité mises à sa charge dans le présent contrat, le Conseil régional d'Île-de-France pourra le mettre en demeure de réparer ce manquement dans un délai donné.
À l'issue de ce délai, si le manquement n'est pas réparé, le Conseil régional d'Île-de-France pourra résilier de plein droit le contrat et enclencher l'opération de réversibilité au frais du sous-traitant.
De façon générale, tout manquement aux clauses de sécurité entraîne l'application des pénalités prévues dans le cadre de la convention triennale.

12. **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, les sous-traitants s'engagent à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. **Délégué à la protection des données**

Chaque sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Chaque sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir aux sous-**traitants** les données visées au II des présentes clauses

2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant

3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part des sous-traitants

4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès des sous-traitants

Fait en 3 exemplaires à Saint-Ouen,

Le _____

Pour la SAFER,
le Président Directeur Général,

Pierre MARCILLE

Le _____

Pour ÎledeFrance Terre de saveurs,
Le Président,

Gérard HEBERT

Le _____

Pour la région Île de France,
la Présidente,

Valérie Pécresse

ANNEXE 1 : Programme d’actions 2020-2022

ANNEXE 2 : Liste des structures membres du comité de filière

Annexe 4 : Convention financière relative à la mise en oeuvre des actions de la convention cadre dans le cadre du contrat de filières "Champignons 2020-2022"

CONVENTION FINANCIERE
relative à la mise en œuvre des actions « INTITULE DE LA/DES ACTION(S) » de la Convention cadre triennale entre la région Île-de-France, la SAFER et ÎledeFrance Terre de Saveurs dans le cadre du Contrat de Filière « Champignons » 2020-2022

La région Île-de-France, sise au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° **XX du XX** et ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Le Bénéficiaire
Statut juridique
sis au adresse
représenté par nom du représentant,
et ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La délibération CR 2018-014 du 31 mai 2018 – Le Pacte agricole, un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;

Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France approuvé par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010, modifié par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

La volonté de la Région de soutenir le développement des filières agricoles et alimentaires en Île-de-France à travers notamment la Convention cadre triennale entre la Région Ile-de-France, la SAFER et Île-de-France Terre de Saveurs

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet de définir les engagements respectifs de la région Île-de-France et de « le Bénéficiaire » pour la mise en œuvre des axes A, B, C et D de la convention cadre triennale entre la région Île-de-France, de la SAFER et de ïledeFrance Terre de Saveurs, dans le cadre du Contrat de Filière « Champignons » 2020-2022.

Par délibération n° CP **XX du XX**, la région Île-de-France décide d'accorder une subvention au Bénéficiaire pour la réalisation des actions décrites dans la/les annexe(s) dénommée(s) « fiche(s) projet » correspondant à :

- Pour la mise en œuvre de l'Axe A :

80% maximum de la dépense subventionnable, dont le montant prévisionnel s'élève à XX€.

- Pour la mise en œuvre de l'Axe B :

50% maximum de la dépense subventionnable, dont le montant prévisionnel s'élève à XX€.

- Pour la mise en œuvre de l'Axe C :

70% maximum de la dépense subventionnable, dont le montant prévisionnel s'élève à XX€.

- Pour la mise en œuvre de l'Axe D :

50% maximum de la dépense subventionnable, dont le montant prévisionnel s'élève à XX€.

Les plans de financement prévisionnels des opérations, précisant les montants HT et TTC, sont détaillés dans l'annexe dénommé « fiche projet » de la présente convention.

Des subventions complémentaires peuvent être attribuées jusqu'en 2022, sous réserve d'une part du vote des crédits correspondants dans le cadre du budget régional de l'année considérée et d'autre part de l'attribution des subventions par l'assemblée régionale. L'objet et le montant de ces subventions font l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 - OBLIGATIONS CONCERNANT L'OPERATION SUBVENTIONNEE

Le bénéficiaire s'engage à :

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre la réalisation du projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » et dont elle assurera l'animation, la gestion, l'encadrement et le suivi ;
- Fournir un rapport d'activité ainsi qu'au moins un livrable par axe ;
- Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ;
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet ;
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
    - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
    - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention Action financée par la région Île-de-France sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la région Île-de-France (www.iledefrance.fr).

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles de tous les événements liés à l'aide régionale attribuée et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci devront respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance de la région Île-de-France (Référent communication du Pôle Cohésion territoriale) les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Protection des données

Des données sont collectées afin d'instruire administrativement la demande du bénéficiaire ainsi qu'à des fins de communication externe. Un traitement de données est mis en œuvre par la région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen, qui en est le responsable de traitement.
Ce traitement est à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie la région.
La durée de conservation des données est limitée à 10 ans révolus à compter du dernier paiement de la Région au bénéficiaire. A l'issue de ces durées de conservation, après des opérations de tri, une partie de ces données pourra être conservée à des fins archivistiques dans l'intérêt public, afin notamment de permettre des travaux de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques. Les données sélectionnées seront conservées dans un système d'archivage dédié, sécurisé. Les règles de confidentialité s'appliquant à ces données sont celles définies par le livre II du code du patrimoine.
Vous disposez, conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016-679 d'un droit d'accès et de rectification ainsi que d'un droit d'opposition et d'un droit à l'effacement de vos données (droit à l'oubli).

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.1 : VERSEMENT D'AVANCE

Si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, il peut demander le versement d'une avance, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 30 % du montant total de la subvention prévisionnelle, et sur présentation :

- d'un appel de fonds signé par le représentant habilité du bénéficiaire,
- d'un plan de trésorerie de la structure porteuse démontrant son besoin d'avance, sur un an, à compter de la date de l'appel de fonds,
- d'un plan de dépenses prévisionnelles spécifiquement sur le projet financé.

Ces plans sont signés par le représentant habilité de la structure porteuse.

ARTICLE 4.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention. Le cumul de l'avance et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente

convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention définies à l'article 4.1 ci-dessus.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention régionale au bénéficiaire. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour un motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir ses obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêté définitif des comptes, et la restitution, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet

subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la convention fera l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil Régional.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée en délibération n° CP xx du xx.

Fait à Saint-Ouen
En 2 exemplaires originaux

Le _____	Le _____
Pour le Bénéficiaire, *le Représentant,*	Pour la région Île de France, *la Présidente,*
Nom du représentant	Valérie PECRESSE

Annexe 5 : Avenant n° 1 à la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et ÎledeFrance Terres de saveurs

AVENANT N°1 A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET ÎLEDEFRANCE TERRE DE SAVEURS

La région Île-de-France, située 2, rue Simone Veil 93400 SAINT OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse en vertu de la délibération n° CP 2020-XX du XX 2020,

Ci-après dénommée la « Région »,

D'une part,

ÎledeFrance Terre de saveurs, association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901, modifiée, relative au contrat d'association et de son décret, modifié, d'application du 16 août 1901,
Dont le n°SIRET est le 49774328600021
Dont le siège social est situé, 43 boulevard Haussmann 75009 PARIS,
Ayant pour représentant Gérard HEBERT, Président,

Ci-après dénommé « le sous-traitant »,

D'autre part

APRES AVOIR RAPPELE

La convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et ÎledeFrance Terre de saveurs adoptée par délibération CP n° 2019-396 du 17 octobre 2019 et signée le 16 janvier 2020 ;

Le volet Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) de la convention est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

Le responsable de traitement au sens de l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil est la région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Mme Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen

Le sous-traitant au sens de l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil est ÎledeFrance Terre de saveurs représentée par Gérard HEBERT, sis 43 boulevard Haussmann 75009 PARIS.

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) décrit dans l'extrait de la fiche de registre ci-jointe.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

☒ Collecte de données
☒ Enregistrement de données
☒ Organisation de données
☒ Structuration de données
☒ Conservation de données
☒ Adaptation ou modification de données
☒ Extraction de données
☒ Consultation de données
☒ Utilisation de données
☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
☒ Rapprochement de données
☐ Interconnexion de données
☐ Limitation de données
☒ Effacement de données
☒ Destruction de données

La ou les finalité(s) du traitement sont [...].

Les données à caractère personnel traitées sont :
Données de type 1 (données non sensibles n'ayant pas un impact fort sur les personnes)
☒ Etat civil, identité, données d'identification, images
☒ Données de connexion (logs, adresse IP…)

Données de type 2 (données non sensibles ayant un impact fort sur les personnes)
☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes…)
☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale…)
☐Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM…)

Données de type 3 (données particulières au sens de l'article 9 du RGPD)
☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique

☐ Données révélant des opinions politiques
☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques
☐ Données révélant l'appartenance syndicale
☐ Données génétiques
☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne
☐ Données concernant la santé
☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle
☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions
☐ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

Les **catégories de personnes** concernées sont
☐ Agents régionaux
☐ Stagiaires de la formation professionnelle
☐ Lycéens
☐ Etudiants
☒ Bénéficiaires des fonds structurels
☒ Personnes morales
☒ Particuliers
☐ Autres, préciser […].

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes […].

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance

2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement

2.1 Devoir de conseil :

Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement.

2.2 Devoir d'information

Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. garantir la **confidentialité, l'intégrité et la disponibilité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat:

- s’engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l’i**nformation** et la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s’agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***le sous-traitant ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l’ajout ou le remplacement d’autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l’identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d’un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s’assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l’exécution par l’autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d’information des personnes concernées**

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l’information relative aux traitements de données qu’il réalise. La formulation et le format de l’information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. **Exercice des droits des personnes**

Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s’acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d’exercice des droits des personnes concernées : droit d’accès, de rectification, d’effacement et d’opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l’objet d’une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).
Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d’exercice de leurs droits, s’agissant des données faisant l’objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.
Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. **Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « sécurité » de la convention.

En cas de risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le sous-traitant s'engage à suivre les mesures de sécurité complémentaires suivantes :

- Plan d'Assurance Sécurité

Le sous-traitant formalisera et transmettra au conseil régional d'Île-de-France le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) applicable aux missions réalisées dans le cadre de la convention triennale et de ses avenants. Le Plan d'Assurance Sécurité comportera notamment les éléments suivants :

- les modalités de gestion du cycle de vie du Plan d'Assurance Sécurité qui permettent de le faire évoluer et de valider ses modifications ;

- l'inventaire des procédures et des processus de sécurité applicables dans le cadre des services ;
- la procédure de traitement des attaques recensant notamment l'ensemble des intervenants, le processus d'alerte et de remontée des informations, le cas échéant les SLA spécifiques au traitement des alertes de sécurité ;
- l'échelle de gravité des incidents de sécurité et les procédures de traitement associées ;
- la description des mesures de protection répondant aux exigences de sécurité de la présente convention.

Le PAS s'appliquera tout au long de la convention triennale. Une fois validé, le PAS pourra être révisé à la demande du conseil régional d'Île-de-France. La révision du PAS sera en particulier déclenchée en cas d'incident grave de sécurité.
Le PAS doit être porté à la connaissance de chaque personne et de chaque intervenant impliqué dans la fourniture des prestations dans le cadre de la présente convention.

- Obligations du titulaire

Le sous-traitant reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier, il s'engage à informer le conseil régional d'Île-de-France des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.
Outre le respect de ses obligations au titre de la convention, il informera préalablement le conseil régional d'Île-de-France de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité ou une dégradation des performances du système.
Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte. Le titulaire de la présente convention s'engage à suivre et corriger dans les délais les plus brefs les vulnérabilités présentes dans les systèmes dont il assure la gestion. Il devra à minima traiter les alertes et prendre en compte les recommandations émises par le CERT-FR (https://www.cert.ssi.gouv.fr/).
De façon générale, le sous-traitant est responsable pendant toute la durée de la prestation du maintien en conditions opérationnelles et du maintien en conditions de sécurité de l'ensemble des infrastructures, des équipements, des systèmes, des applications, etc. qu'il gère pour le compte du conseil régional d'Île-de-France ainsi que l'ensemble de ses systèmes propres impliqués dans l'infogérance (ex : réseaux, postes d'administrations, serveurs, applications, etc.).

- Responsabilité

Le sous-traitant est responsable des moyens mis en œuvre pour répondre aux exigences de sécurité, afin d'éviter tout préjudice pour le conseil régional d'Île-de-France dans le cadre de la fourniture des services.

- Protection des données personnelles

Le sous-traitant est responsable de la protection des données personnelles qu'il sera amené à traiter pour exécuter les prestations. En complément des mesures de sécurité générales énoncées, le titulaire prendra toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données personnelles et pour que ces données ne puissent être accédées et manipulées que par des personnes explicitement autorisées et uniquement dans le but de fournir les services convenus dans le cadre de la présente convention.

Le sous-traitant est soumis à une obligation de résultat pour assurer la protection des données qui lui sont confiés dans le cadre de la présente convention et qui sont stockées, manipulées et traitées par les systèmes qu'il met en œuvre. Il doit notamment garantir une isolation effective des données du conseil régional d'Île-de-France ainsi que des systèmes de traitement mis en œuvre vis-à-vis de ses autres clients.
Le conseil régional d'Île-de-France demande que les données dont la gestion est confiée au sous-traitant dans le cadre de la présente convention soient protégées par des mécanismes de chiffrement. Si une telle protection n'est pas possible ou n'est pas préconisée par le sous-traitant (par exemple pour des questions de performances), il mettra en œuvre des contrôles de sécurité complémentaires pour garantir un niveau de protection équivalent.

- Organisation de la sécurité
Le sous-traitant doit disposer d'une organisation lui permettant de s'assurer de la mise en œuvre des exigences de sécurité définies dans la convention. Le système de management de sécurité mis en œuvre par le sous-traitant suivra idéalement la norme ISO 27001 et ses déclinaisons (sans nécessairement être certifié conforme ISO 27001).

Le sous-traitant décrit dans le Plan d'Assurance Sécurité cette organisation, son fonctionnement, ses pratiques, les moyens dont il dispose, les interactions avec le conseil régional d'Île-de-France, ainsi que les éventuels prérequis nécessaires pour la tenue des engagements en matière de sécurité.

- Gestion des risques
Le sous-traitant de la présente convention élabore et déploie un processus d'amélioration continue de la sécurité dont les objectifs sont :

- l'identification de tous les risques de sécurité pouvant impacter la qualité, la disponibilité, la performance des services ;
- la gestion des risques identifiés afin que ceux-ci n'aient aucun impact sur la qualité, la disponibilité et la performance des services fournis dans le cadre de la convention triennale ;
- la réduction des risques de sécurité des SI pesants sur le conseil régional d'Île-de-France et sur ses activités.

Le sous-traitant identifie les risques et estime leur impact pour la fourniture des services dans le cadre de la présente convention. Il a la responsabilité de mesurer le niveau d'exposition aux risques. Il doit reporter l'ensemble des risques potentiels ou avérés dont il a connaissance afin de décider des mesures opérationnelles et/ou organisationnelles à prendre pour traiter les risques identifiés. Il notifie sans délais au responsable de la convention et le RSSI du conseil régional d'Île-de-France des risques critiques et majeurs. La notification des autres risques sera effectuée à l'occasion du comité de sécurité ou du comité de suivi de la convention. Il informe ensuite le comité de pilotage du suivi et de la mise en œuvre du plan d'actions de traitement de ces risques.

- Gestion des ressources humaines
Avant toute intervention d'un collaborateur (ou d'un personnel ou d'un sous-traitant) dans le cadre de la convention triennale, le sous-traitant doit procéder à la vérification de probité et des compétences de cette personne. Le sous-traitant doit s'assurer en particulier :

- que le collaborateur possède les connaissances et les compétences suffisantes pour exécuter les tâches qui lui sont confiées ;
- de l'absence notoire d'actions contraires à la déontologie attribuables au collaborateur ;
- de l'exhaustivité et l'exactitude du CV du collaborateur ;
- des diplômes et des qualifications du collaborateur.

Tout collaborateur intervenant dans le cadre de la convention triennale doit avoir reçu :

- une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information ;
- une formation particulière concernant son domaine d'intervention (développement sécurisé applicable aux technologies utilisées, administration sécurisée, conception sécurisée, etc.).

Documentation de sécurité des systèmes d'information

Le sous-traitant est en charge de créer et de maintenir à jour l'ensemble de la documentation d'exécution de la convention triennale et notamment la documentation de sécurité, à minima :

- réglementations applicables ;
- normes et guides de bonnes pratiques applicables ;
- Plan d'Assurance Sécurité ;
- éventuelles politiques et procédures internes non inclues dans le PAS et permettant le respect des exigences de sécurité de la présente convention ;
- documents de suivi d'application des mesures de sécurité ;
- documentations relatives aux incidents de sécurité survenus, à leur impact, leur portée, leur traitement et leur résolution ;
- schémas, cartographies, matrices des flux ;
- inventaire des actifs utilisés dans le cadre de la prestation objet de la présente convention.

Le conseil régional d'Île-de-France pourra demander à tout moment au sous-traitant la fourniture de ces documents, en particulier dans le cadre d'un audit.

- Audits de sécurité

Le conseil régional d'Île-de-France pourra, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par le sous-traitant. Il mandatera à cette fin un organisme indépendant et qualifié pour procéder à un audit de sécurité du système (et qui, dans la mesure du possible, n'est pas un concurrent direct du titulaire de la convention).
L'audit pourra concerner l'organisation ou l'architecture mises en place, les configurations déployées ou se faire sous une forme de test d'intrusion. Les tests d'intrusion seront encadrés par une charte commune signée entre le sous-traitant, le conseil régional d'Île-de-France et la société mandatée pour l'audit.

Les audits de sécurité pourront être effectués de façon planifiée avec une fréquence maximale d'une fois par an, ou suite à un incident grave de sécurité survenu sur les systèmes du conseil régional d'Île-de-France (qu'il s'agit ou non des systèmes rentrant dans le cadre de la convention triennale).
Le sous-traitant sera prévenu au minimum 30 jours en avance. En cas d'indisponibilité justifiée des personnes clés chez le sous-traitant, il pourra demander de décaler l'audit d'un délai d'un mois maximum. Cependant, un audit pourra être effectué sans délai en cas d'urgence engendrée par un incident grave de sécurité en cours.
Suite à cet audit, le sous-traitant devra prendre à sa charge et corriger toute vulnérabilité ou non-conformité découverte. Les vulnérabilités ou non-conformités majeurs ou critiques devront être corrigés dans les plus brefs délais.

- Localisation des données

Lorsque des données appartenant au conseil régional d'Île-de-France ou collectées dans le cadre de la convention triennale sont hébergées par le sous-traitant, leur localisation en France, ou, à minima, à l'intérieur de l'Union européenne doit être privilégiée.
Le sous-traitant fournira au conseil régional d'Île-de-France la liste des sites hébergeant les données dans le cadre de la convention triennale.

Si l'architecture technique mise en œuvre par le sous-traitant ne permet pas la localisation précise des données en permanence, il s'engage à localiser les données, a posteriori. Cette localisation des données pourra lui être demandée à tout moment et en particulier suite à un incident.

- Sécurité des développements applicatifs

Le sous-traitant est tenu d'assurer la sécurité des développements conformément à l'état de l'art dans chacune des technologies mises en œuvre. En particulier, il doit :

- mettre en place un environnement de développement sécurisé et contrôlé ;
- s'assurer que tout collaborateur intervenant dans le projet de développement ou en TMA ait reçu une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information et une formation particulière concernant le développement sécurisé applicable aux technologies utilisées dans le cadre de la convention triennale ;
- s'assurer de la sécurité des outils utilisés dans le cadre du développement, en particulier du respect des recommandations des éditeurs concernant la maintenance de l'environnement applicatif, l'application des correctifs, le contrôle d'accès, la traçabilité des actions, etc. ;
- implémenter des contrôles rigoureux des entrées utilisateurs ou des données transmises par des systèmes tierces, en particulier s'assurer de l'absence des erreurs de développement permettant des injections ou exécutions de code (débordements, etc .), des requêtes SQL, de scripts (Cross-Site Scripting, Cross-Site Request Forgery), dépassements des capacités, etc. ;
- s'assurer de l'implémentation du principe du moindre privilège ;
- protéger les accès aux fonctions d'administration ;
- lors des installations des systèmes, des applications, des bibliothèques, etc. : installer le stricte minimum de composants nécessaires au bon fonctionnement et à l'administration ;
- s'interdire l'utilisation de mots de passe dans le code et l'utilisation ou le stockage des mots de passe non chiffrés (en clair) ;
- pour les applications web s'interdire la transmission des identifiants et des mots de passe dans les URL ;
- mettre en œuvre une gestion efficace des erreurs. Les erreurs affichées aux utilisateurs ne doivent pas présenter d'informations pouvant être utilisées à des fins malveillantes, par exemple des traces des piles d'exécution (ces traces doivent être dirigées vers un fichier de debuggage uniquement accessible aux exploitants du système), présence d'un compte d'utilisateur, versions des composants, etc.

Les développements web devront suivre et implémenter les recommandations de l'OWASP (Open Web Application Security Project).

- Gestion des évolutions

Les évolutions fonctionnelles ou techniques ne doivent pas remettre en cause le respect des exigences de sécurité ou compromettre une éventuelle opération de réversibilité.

En cas d'évolution, le sous-traitant devra vérifier que sa mise en œuvre est conforme aux exigences contractuelles et en apporter la justification auprès du donneur d'ordres, avant validation par ce dernier.

- Journalisation, conservation et analyse des traces

Le sous-traitant doit mettre en place une journalisation des événements système et des évènements liés à la sécurité (accès, déconnexions, utilisation des privilèges, échecs des traitements, etc.). Cette journalisation doit être activée sur tous les équipements impliqués dans la prestation et sur les équipements d'exploitation associés.

La collecte des évènements doit être réalisée en respectant les meilleures pratiques actuelles. Les traces doivent être horodatées avec une référence de temps unique, fiable, et permettant leur corrélation avec d'autres évènements externes au titulaire (en particulier d'autres évènements collectés par le conseil régional d'Île-de-France). Afin de garantir leur complétude et de faciliter leur exploitation, les traces doivent être centralisées de façon continue.
Le conseil régional d'Île-de-France doit pouvoir accéder aux journaux le concernant, idéalement en temps réel. Si l'accès en temps réel n'est pas possible, le sous-traitant doit procéder aux extractions des traces demandées au plus tard 24 heures suivants la demande. Ce délai pourra être raccourci à 1 heure en cas d'urgence signalée (par exemple, en cas d'attaque en cours).
Le sous-traitant doit garantir une stricte confidentialité des traces collectées et notamment leur isolation vis-à-vis de ses autres clients.
Le sous-traitant de la présente convention doit procéder à l'analyse des traces collectées. Outre l'amélioration permanente du service rendu, cette analyse des traces a pour but de détecter les incidents de sécurité.
Ces traces devront être préservées pour une durée maximale légalement autorisée ou, par défaut, pendant un an.

- Traitement des attaques
Le sous-traitant doit mettre en place des mécanismes techniques et organisationnels de détection, de prévention et de traitement des attaques sur le périmètre des prestations d'infogérance et d'hébergement des données ou des systèmes. Il doit informer sans délais, selon la procédure formalisée dans le PAS, le conseil régional d'Île-de-France en cas de survenue d'une attaque susceptible de lui porter préjudice.

- Traitement des incidents de sécurité
Le sous-traitant doit avertir sans délais le responsable de la convention triennale au conseil régional d'Île-de-France de la survenue d'un incident de sécurité.
Les incidents de sécurité envisageables dans le cadre de la convention triennale et les procédures de leur traitement seront formalisés dans le PAS.
Pour traiter et résoudre un incident survenu, le conseil régional d'Île-de-France pourra mandater un organisme indépendant et qualifié (et qui, dans la mesure du possible, n'est pas un concurrent direct du titulaire de la convention) ou demander au sous-traitant de mandater un tel organisme. Ce prestataire en charge du traitement de l'incident doit pouvoir procéder à un contrôle total de l'environnement de la ressource à des fins d'analyse, en particulier :

- prélever tout élément nécessaire à l'analyse conformément aux règles de l'art ;
- analyser tout système impliqué dans l'incident ;
- préconiser les actions de confinement de l'incident, de réduction d'impact, etc. et de remise en fonctionnement nominal, dont la décision reste prérogative du conseil régional d'Île-de-France.

- Protection antivirale
Une politique antivirale stricte devra être mise en place par le sous-traitant pour la totalité des équipements supportant les missions inscrites dans la convention triennale et ses annexes (serveurs, stations d'administration, stations de développement, postes de travail, etc.). La mise à jour des signatures devra être automatique et d'une fréquence élevée (par exemple toutes les 30 minutes).
La politique antivirale appliquée sur le système d'information du titulaire devra être précisée dans le PAS.
Un contrôle de non contamination des serveurs Web devra être effectué périodiquement. Le sous-traitant précisera les modalités de mise en œuvre de ce contrôle.

- Sauvegardes et restauration
Le sous-traitant doit prendre toutes les mesures qui s'imposent en termes de sauvegarde et de restauration pour se conformer au niveau de service exigé.
Les copies de sauvegarde ne doivent pas être soumises aux mêmes risques que les données en production (que ces risques soient d'origine accidentelle ou de malveillance).

Un exemplaire des sauvegardes devra idéalement être conservé dans des locaux physiquement séparés du centre informatique hébergeant les données et/ou l'application. En cas de sauvegarde externalisée, les sauvegardes doivent être chiffrées avant leur transfert et la clé de chiffrement doit être protégée.
Le sous-traitant doit prendre des mesures permettant de garantir la confidentialité des données relatives aux sauvegardes :
- confidentialité des flux lors des opérations de sauvegardes ;
- stockage sécurisé des sauvegardes.

Le sous-traitant formalisera dans le Plan d'Assurance Sécurité le processus de sauvegarde et de restauration des données.
Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

- Continuité d'activité
Le sous-traitant est soumis à une obligation de résultat pour assurer la disponibilité du système d'information, conformément aux exigences définies dans la clause relative au niveau de service exigé.
Les soumissionnaires indiqueront dans leur mémoire technique les mesures techniques, organisationnelles, procédurales qu'ils s'engagent à prendre pour assurer la continuité d'activité du système, ou en cas de sinistre la reprise d'activité conformément aux exigences définies dans la clause sur la convention de service. Ces mesures seront ensuite intégrées au Plan d'Assurance Sécurité et au Plan d'Assurance Qualité.
Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

- Mises à jour, correctifs de sécurité
Le sous-traitant appliquera les correctifs de sécurité recommandés par les fournisseurs de solutions matérielles ou logicielles (logiciels système ou applicatifs, logiciels embarqués) sur tous les matériels impliqués dans les missions concernées par la convention triennale et ses avenants.
En cas d'alerte grave (attaque d'envergure, faille critique) annoncée par le CERT-FR, le correctif devra être appliqué de manière urgente (idéalement dans un délai de 24 heures) sur les infrastructures hébergeant les systèmes accessibles depuis Internet (serveurs, pare-feux, routeurs ouverts vers l'extérieur).
Le traitement des alertes mineures pourra intervenir durant les périodes de maintenance planifiés.
Le sous-traitant précisera les modalités de déploiement des correctifs de sécurité dans le Plan d'Assurance Sécurité.

- Confidentialité et intégrité des flux
Tous les flux d'accès des utilisateurs et tous les flux d'administration et de façon générale tous les échanges de données doivent être chiffrés par des procédés fiables (SSH, SSL, Ipsec,etc.), permettant d'assurer leur confidentialité et leur intégrité. Le candidat indiquera l'ensemble des mécanismes et des mesures mis en œuvre pour garantir la confidentialité et l'intégrité.
Les interfaces avec les applications hébergées par le conseil régional d'Île-de-France se feront au travers d'un tunnel Ipsec.

Le choix et le dimensionnement des algorithmes cryptographiques doivent être effectués conformément aux règles et recommandations du RGS.

- Résiliation et pénalités
Dans le cadre d'un manquement grave par le sous-traitant (ou, le cas échéant, un de ces sous-traitants) à l'une des obligations de sécurité mises à sa charge dans le présent contrat, le conseil régional d'Île-de-France pourra le mettre en demeure de réparer ce manquement dans un délai donné.
À l'issue de ce délai, si le manquement n'est pas réparé, le conseil régional d'Île-de-France pourra résilier de plein droit le contrat et enclencher l'opération de réversibilité au frais du sous-traitant.
De façon générale, tout manquement aux clauses de sécurité entraîne l'application des pénalités prévues dans le cadre de la convention triennale.

12. **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. **Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses

2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant

3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant

4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

Fait en deux exemplaires,

Le _____ Le _____

Pour ÎledeFrance Terre de Saveurs
le Président,

Gérard HEBERT

Pour la région d'Île de France,
la Présidente,

Valérie PECRESSE

Annexe 6 : Avenant n° 2 à la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et la chambre d'Agriculture de Région Île-de-France

AVENANT N°2 A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

La région Île-de-France, située 2, rue Simone Veil 93400 SAINT OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse en vertu de la délibération n° CP 2020-XX du XX 2020,
Ci-après dénommée la « Région »,

D'une part,

La Chambre d'agriculture de région Île-de-France, située 19, rue d'Anjou 75008 Paris et ayant pour représentant Monsieur Christophe HILLAIRET, son président.
Ci-après dénommée « la Chambre d'agriculture »
Ci-après dénommé « le sous-traitant »,

D'autre part

APRES AVOIR RAPPELE

La convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France signée le 14 août 2019 ;

Le volet Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) de la convention est intégré au présent avenant.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

Le responsable de traitement au sens de l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil est la région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Mme Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen

Le sous-traitant au sens de l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil est la Chambre d'agriculture de Région représentée par Monsieur Christophe HILLAIRET, son président, dont le siège est au 19, rue d'Anjou 75008 Paris.

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) décrit dans l'extrait de la fiche de registre ci-jointe.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

☒ Collecte de données
☒ Enregistrement de données
☒ Organisation de données
☒ Structuration de données
☒ Conservation de données
☒ Adaptation ou modification de données
☒ Extraction de données
☒ Consultation de données
☒ Utilisation de données
☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
☒ Rapprochement de données
☐ Interconnexion de données
☐ Limitation de données
☒ Effacement de données
☒ Destruction de données

La ou les finalité(s) du traitement sont [...].

Les données à caractère personnel traitées sont :
Données de type 1 (données non sensibles n'ayant pas un impact fort sur les personnes)
☒ Etat civil, identité, données d'identification, images
☒ Données de connexion (logs, adresse IP…)

Données de type 2 (données non sensibles ayant un impact fort sur les personnes)
☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes…)
☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale…)
☐Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM…)

Données de type 3 (données particulières au sens de l'article 9 du RGPD)
☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique

☐ Données révélant des opinions politiques
☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques
☐ Données révélant l'appartenance syndicale
☐ Données génétiques
☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne
☐ Données concernant la santé
☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle
☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions
☐ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

Les **catégories de personnes** concernées sont
☐ Agents régionaux
☐ Stagiaires de la formation professionnelle
☐ Lycéens
☐ Etudiants
☒ Bénéficiaires des fonds structurels
☒ Personnes morales
☒ Particuliers
☐ Autres, préciser […].

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes […].

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance

2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement

2.1 Devoir de conseil :

Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement.

2.2 Devoir d'information

Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. garantir la **confidentialité, l'intégrité et la disponibilité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat:

- s’engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l’i**nformation** et la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s’agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***le sous-traitant ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l’ajout ou le remplacement d’autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l’identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d’un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s’assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l’exécution par l’autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d’information des personnes concernées**

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l’information relative aux traitements de données qu’il réalise. La formulation et le format de l’information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. **Exercice des droits des personnes**

Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s’acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d’exercice des droits des personnes concernées : droit d’accès, de rectification, d’effacement et d’opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l’objet d’une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).
Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d’exercice de leurs droits, s’agissant des données faisant l’objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.
Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. **Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « sécurité » de la convention.

En cas de risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le sous-traitant s'engage à suivre les mesures de sécurité complémentaires suivantes :

- Plan d'Assurance Sécurité

Le sous-traitant formalisera et transmettra au Conseil régional d'Île-de-France le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) applicable aux missions réalisées dans le cadre de la convention triennale et de ses avenants. Le Plan d'Assurance Sécurité comportera notamment les éléments suivants :

- les modalités de gestion du cycle de vie du Plan d'Assurance Sécurité qui permettent de le faire évoluer et de valider ses modifications ;

- l'inventaire des procédures et des processus de sécurité applicables dans le cadre des services ;
- la procédure de traitement des attaques recensant notamment l'ensemble des intervenants, le processus d'alerte et de remontée des informations, le cas échéant les SLA spécifiques au traitement des alertes de sécurité ;
- l'échelle de gravité des incidents de sécurité et les procédures de traitement associées ;
- la description des mesures de protection répondant aux exigences de sécurité de la présente convention.

Le PAS s'appliquera tout au long de la convention triennale. Une fois validé, le PAS pourra être révisé à la demande du Conseil régional d'Île-de-France. La révision du PAS sera en particulier déclenchée en cas d'incident grave de sécurité.
Le PAS doit être porté à la connaissance de chaque personne et de chaque intervenant impliqué dans la fourniture des prestations dans le cadre de la présente convention.

- Obligations du titulaire

Le sous-traitant reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier, il s'engage à informer le Conseil régional d'Île-de-France des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.
Outre le respect de ses obligations au titre de la convention, il informera préalablement le Conseil régional d'Île-de-France de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité ou une dégradation des performances du système.
Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte. Le titulaire de la présente convention s'engage à suivre et corriger dans les délais les plus brefs les vulnérabilités présentes dans les systèmes dont il assure la gestion. Il devra à minima traiter les alertes et prendre en compte les recommandations émises par le CERT-FR (https://www.cert.ssi.gouv.fr/).
De façon générale, le sous-traitant est responsable pendant toute la durée de la prestation du maintien en conditions opérationnelles et du maintien en conditions de sécurité de l'ensemble des infrastructures, des équipements, des systèmes, des applications, etc. qu'il gère pour le compte du Conseil régional d'Île-de-France ainsi que l'ensemble de ses systèmes propres impliqués dans l'infogérance (ex : réseaux, postes d'administrations, serveurs, applications, etc.).

- Responsabilité

Le sous-traitant est responsable des moyens mis en œuvre pour répondre aux exigences de sécurité, afin d'éviter tout préjudice pour le Conseil régional d'Île-de-France dans le cadre de la fourniture des services.

- Protection des données personnelles

Le sous-traitant est responsable de la protection des données personnelles qu'il sera amené à traiter pour exécuter les prestations. En complément des mesures de sécurité générales énoncées, le titulaire prendra toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données personnelles et pour que ces données ne puissent être accédées et manipulées que par des personnes explicitement autorisées et uniquement dans le but de fournir les services convenus dans le cadre de la présente convention.

Le sous-traitant est soumis à une obligation de résultat pour assurer la protection des données qui lui sont confiés dans le cadre de la présente convention et qui sont stockées, manipulées et traitées par les systèmes qu'il met en œuvre. Il doit notamment garantir une isolation effective des données du Conseil régional d'Île-de-France ainsi que des systèmes de traitement mis en œuvre vis-à-vis de ses autres clients.
Le Conseil régional d'Île-de-France demande que les données dont la gestion est confiée au sous-traitant dans le cadre de la présente convention soient protégées par des mécanismes de chiffrement. Si une telle protection n'est pas possible ou n'est pas préconisée par le sous-traitant (par exemple pour des questions de performances), il mettra en œuvre des contrôles de sécurité complémentaires pour garantir un niveau de protection équivalent.

- Organisation de la sécurité
Le sous-traitant doit disposer d'une organisation lui permettant de s'assurer de la mise en œuvre des exigences de sécurité définies dans la convention. Le système de management de sécurité mis en œuvre par le sous-traitant suivra idéalement la norme ISO 27001 et ses déclinaisons (sans nécessairement être certifié conforme ISO 27001).

Le sous-traitant décrit dans le Plan d'Assurance Sécurité cette organisation, son fonctionnement, ses pratiques, les moyens dont il dispose, les interactions avec le Conseil régional d'Île-de-France, ainsi que les éventuels prérequis nécessaires pour la tenue des engagements en matière de sécurité.

- Gestion des risques
Le sous-traitant de la présente convention élabore et déploie un processus d'amélioration continue de la sécurité dont les objectifs sont :

- l'identification de tous les risques de sécurité pouvant impacter la qualité, la disponibilité, la performance des services ;
- la gestion des risques identifiés afin que ceux-ci n'aient aucun impact sur la qualité, la disponibilité et la performance des services fournis dans le cadre de la convention triennale ;
- la réduction des risques de sécurité des SI pesants sur le Conseil régional d'Île-de-France et sur ses activités.

Le sous-traitant identifie les risques et estime leur impact pour la fourniture des services dans le cadre de la présente convention. Il a la responsabilité de mesurer le niveau d'exposition aux risques. Il doit reporter l'ensemble des risques potentiels ou avérés dont il a connaissance afin de décider des mesures opérationnelles et/ou organisationnelles à prendre pour traiter les risques identifiés. Il notifie sans délais au responsable de la convention et le RSSI du Conseil régional d'Île-de-France des risques critiques et majeurs. La notification des autres risques sera effectuée à l'occasion du comité de sécurité ou du comité de suivi de la convention. Il informe ensuite le comité de pilotage du suivi et de la mise en œuvre du plan d'actions de traitement de ces risques.

- Gestion des ressources humaines
Avant toute intervention d'un collaborateur (ou d'un personnel ou d'un sous-traitant) dans le cadre de la convention triennale, le sous-traitant doit procéder à la vérification de probité et des compétences de cette personne. Le sous-traitant doit s'assurer en particulier :

- que le collaborateur possède les connaissances et les compétences suffisantes pour exécuter les tâches qui lui sont confiées ;
- de l'absence notoire d'actions contraires à la déontologie attribuables au collaborateur ;
- de l'exhaustivité et l'exactitude du CV du collaborateur ;
- des diplômes et des qualifications du collaborateur.

Tout collaborateur intervenant dans le cadre de la convention triennale doit avoir reçu :

- une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information ;
- une formation particulière concernant son domaine d'intervention (développement sécurisé applicable aux technologies utilisées, administration sécurisée, conception sécurisée, etc.).

Documentation de sécurité des systèmes d'information

Le sous-traitant est en charge de créer et de maintenir à jour l'ensemble de la documentation d'exécution de la convention triennale et notamment la documentation de sécurité, à minima :

- réglementations applicables ;
- normes et guides de bonnes pratiques applicables ;
- Plan d'Assurance Sécurité ;
- éventuelles politiques et procédures internes non inclues dans le PAS et permettant le respect des exigences de sécurité de la présente convention ;
- documents de suivi d'application des mesures de sécurité ;
- documentations relatives aux incidents de sécurité survenus, à leur impact, leur portée, leur traitement et leur résolution ;
- schémas, cartographies, matrices des flux ;
- inventaire des actifs utilisés dans le cadre de la prestation objet de la présente convention.

Le Conseil régional d'Île-de-France pourra demander à tout moment au sous-traitant la fourniture de ces documents, en particulier dans le cadre d'un audit.

- Audits de sécurité

Le Conseil régional d'Île-de-France pourra, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par le sous-traitant. Il mandatera à cette fin un organisme indépendant et qualifié pour procéder à un audit de sécurité du système (et qui, dans la mesure du possible, n'est pas un concurrent direct du titulaire de la convention).
L'audit pourra concerner l'organisation ou l'architecture mises en place, les configurations déployées ou se faire sous une forme de test d'intrusion. Les tests d'intrusion seront encadrés par une charte commune signée entre le sous-traitant, le Conseil régional d'Île-de-France et la société mandatée pour l'audit.

Les audits de sécurité pourront être effectués de façon planifiée avec une fréquence maximale d'une fois par an, ou suite à un incident grave de sécurité survenu sur les systèmes du Conseil régional d'Île-de-France (qu'il s'agit ou non des systèmes rentrant dans le cadre de la convention triennale).
Le sous-traitant sera prévenu au minimum 30 jours en avance. En cas d'indisponibilité justifiée des personnes clés chez le sous-traitant, il pourra demander de décaler l'audit d'un délai d'un mois maximum. Cependant, un audit pourra être effectué sans délai en cas d'urgence engendrée par un incident grave de sécurité en cours.
Suite à cet audit, le sous-traitant devra prendre à sa charge et corriger toute vulnérabilité ou non-conformité découverte. Les vulnérabilités ou non-conformités majeurs ou critiques devront être corrigés dans les plus brefs délais.

- Localisation des données

Lorsque des données appartenant au Conseil régional d'Île-de-France ou collectées dans le cadre de la convention triennale sont hébergées par le sous-traitant, leur localisation en France, ou, à minima, à l'intérieur de l'Union européenne doit être privilégiée.
Le sous-traitant fournira au Conseil régional d'Île-de-France la liste des sites hébergeant les données dans le cadre de la convention triennale.

Si l'architecture technique mise en œuvre par le sous-traitant ne permet pas la localisation précise des données en permanence, il s'engage à localiser les données, a posteriori. Cette localisation des données pourra lui être demandée à tout moment et en particulier suite à un incident.

- Sécurité des développements applicatifs

Le sous-traitant est tenu d'assurer la sécurité des développements conformément à l'état de l'art dans chacune des technologies mises en œuvre. En particulier, il doit :

- mettre en place un environnement de développement sécurisé et contrôlé ;
- s'assurer que tout collaborateur intervenant dans le projet de développement ou en TMA ait reçu une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information et une formation particulière concernant le développement sécurisé applicable aux technologies utilisées dans le cadre de la convention triennale ;
- s'assurer de la sécurité des outils utilisés dans le cadre du développement, en particulier du respect des recommandations des éditeurs concernant la maintenance de l'environnement applicatif, l'application des correctifs, le contrôle d'accès, la traçabilité des actions, etc. ;
- implémenter des contrôles rigoureux des entrées utilisateurs ou des données transmises par des systèmes tierces, en particulier s'assurer de l'absence des erreurs de développement permettant des injections ou exécutions de code (débordements, etc .), des requêtes SQL, de scripts (Cross-Site Scripting, Cross-Site Request Forgery), dépassements des capacités, etc. ;
- s'assurer de l'implémentation du principe du moindre privilège ;
- protéger les accès aux fonctions d'administration ;
- lors des installations des systèmes, des applications, des bibliothèques, etc. : installer le stricte minimum de composants nécessaires au bon fonctionnement et à l'administration ;
- s'interdire l'utilisation de mots de passe dans le code et l'utilisation ou le stockage des mots de passe non chiffrés (en clair) ;
- pour les applications web s'interdire la transmission des identifiants et des mots de passe dans les URL ;
- mettre en œuvre une gestion efficace des erreurs. Les erreurs affichées aux utilisateurs ne doivent pas présenter d'informations pouvant être utilisées à des fins malveillantes, par exemple des traces des piles d'exécution (ces traces doivent être dirigées vers un fichier de debuggage uniquement accessible aux exploitants du système), présence d'un compte d'utilisateur, versions des composants, etc.

Les développements web devront suivre et implémenter les recommandations de l'OWASP (Open Web Application Security Project).

- Gestion des évolutions

Les évolutions fonctionnelles ou techniques ne doivent pas remettre en cause le respect des exigences de sécurité ou compromettre une éventuelle opération de réversibilité.

En cas d'évolution, le sous-traitant devra vérifier que sa mise en œuvre est conforme aux exigences contractuelles et en apporter la justification auprès du donneur d'ordres, avant validation par ce dernier.

- Journalisation, conservation et analyse des traces

Le sous-traitant doit mettre en place une journalisation des événements système et des évènements liés à la sécurité (accès, déconnexions, utilisation des privilèges, échecs des traitements, etc.). Cette journalisation doit être activée sur tous les équipements impliqués dans la prestation et sur les équipements d'exploitation associés.

La collecte des évènements doit être réalisée en respectant les meilleures pratiques actuelles. Les traces doivent être horodatées avec une référence de temps unique, fiable, et permettant leur corrélation avec d'autres évènements externes au titulaire (en particulier d'autres évènements collectés par le Conseil régional d'Île-de-France). Afin de garantir leur complétude et de faciliter leur exploitation, les traces doivent être centralisées de façon continue.
Le Conseil régional d'Île-de-France doit pouvoir accéder aux journaux le concernant, idéalement en temps réel. Si l'accès en temps réel n'est pas possible, le sous-traitant doit procéder aux extractions des traces demandées au plus tard 24 heures suivants la demande. Ce délai pourra être raccourci à 1 heure en cas d'urgence signalée (par exemple, en cas d'attaque en cours).
Le sous-traitant doit garantir une stricte confidentialité des traces collectées et notamment leur isolation vis-à-vis de ses autres clients.
Le sous-traitant de la présente convention doit procéder à l'analyse des traces collectées. Outre l'amélioration permanente du service rendu, cette analyse des traces a pour but de détecter les incidents de sécurité.
Ces traces devront être préservées pour une durée maximale légalement autorisée ou, par défaut, pendant un an.

- Traitement des attaques
Le sous-traitant doit mettre en place des mécanismes techniques et organisationnels de détection, de prévention et de traitement des attaques sur le périmètre des prestations d'infogérance et d'hébergement des données ou des systèmes. Il doit informer sans délais, selon la procédure formalisée dans le PAS, le Conseil régional d'Île-de-France en cas de survenue d'une attaque susceptible de lui porter préjudice.

- Traitement des incidents de sécurité
Le sous-traitant doit avertir sans délais le responsable de la convention triennale au Conseil régional d'Île-de-France de la survenue d'un incident de sécurité.
Les incidents de sécurité envisageables dans le cadre de la convention triennale et les procédures de leur traitement seront formalisés dans le PAS.
Pour traiter et résoudre un incident survenu, le Conseil régional d'Île-de-France pourra mandater un organisme indépendant et qualifié (et qui, dans la mesure du possible, n'est pas un concurrent direct du titulaire de la convention) ou demander au sous-traitant de mandater un tel organisme. Ce prestataire en charge du traitement de l'incident doit pouvoir procéder à un contrôle total de l'environnement de la ressource à des fins d'analyse, en particulier :

- prélever tout élément nécessaire à l'analyse conformément aux règles de l'art ;
- analyser tout système impliqué dans l'incident ;
- préconiser les actions de confinement de l'incident, de réduction d'impact, etc. et de remise en fonctionnement nominal, dont la décision reste prérogative du Conseil régional d'Île-de-France.

- Protection antivirale
Une politique antivirale stricte devra être mise en place par le sous-traitant pour la totalité des équipements supportant les missions inscrites dans la convention triennale et ses annexes (serveurs, stations d'administration, stations de développement, postes de travail, etc.). La mise à jour des signatures devra être automatique et d'une fréquence élevée (par exemple toutes les 30 minutes).
La politique antivirale appliquée sur le système d'information du titulaire devra être précisée dans le PAS.
Un contrôle de non contamination des serveurs Web devra être effectué périodiquement. Le sous-traitant précisera les modalités de mise en œuvre de ce contrôle.

- Sauvegardes et restauration
Le sous-traitant doit prendre toutes les mesures qui s'imposent en termes de sauvegarde et de restauration pour se conformer au niveau de service exigé.
Les copies de sauvegarde ne doivent pas être soumises aux mêmes risques que les données en production (que ces risques soient d'origine accidentelle ou de malveillance).

Un exemplaire des sauvegardes devra idéalement être conservé dans des locaux physiquement séparés du centre informatique hébergeant les données et/ou l'application. En cas de sauvegarde externalisée, les sauvegardes doivent être chiffrées avant leur transfert et la clé de chiffrement doit être protégée.
Le sous-traitant doit prendre des mesures permettant de garantir la confidentialité des données relatives aux sauvegardes :
- confidentialité des flux lors des opérations de sauvegardes ;
- stockage sécurisé des sauvegardes.

Le sous-traitant formalisera dans le Plan d'Assurance Sécurité le processus de sauvegarde et de restauration des données.
Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

- Continuité d'activité
Le sous-traitant est soumis à une obligation de résultat pour assurer la disponibilité du système d'information, conformément aux exigences définies dans la clause relative au niveau de service exigé.
Les soumissionnaires indiqueront dans leur mémoire technique les mesures techniques, organisationnelles, procédurales qu'ils s'engagent à prendre pour assurer la continuité d'activité du système, ou en cas de sinistre la reprise d'activité conformément aux exigences définies dans la clause sur la convention de service. Ces mesures seront ensuite intégrées au Plan d'Assurance Sécurité et au Plan d'Assurance Qualité.
Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

- Mises à jour, correctifs de sécurité
Le sous-traitant appliquera les correctifs de sécurité recommandés par les fournisseurs de solutions matérielles ou logicielles (logiciels système ou applicatifs, logiciels embarqués) sur tous les matériels impliqués dans les missions concernées par la convention triennale et ses avenants.
En cas d'alerte grave (attaque d'envergure, faille critique) annoncée par le CERT-FR, le correctif devra être appliqué de manière urgente (idéalement dans un délai de 24 heures) sur les infrastructures hébergeant les systèmes accessibles depuis Internet (serveurs, pare-feux, routeurs ouverts vers l'extérieur).
Le traitement des alertes mineures pourra intervenir durant les périodes de maintenance planifiés.
Le sous-traitant précisera les modalités de déploiement des correctifs de sécurité dans le Plan d'Assurance Sécurité.

- Confidentialité et intégrité des flux
Tous les flux d'accès des utilisateurs et tous les flux d'administration et de façon générale tous les échanges de données doivent être chiffrés par des procédés fiables (SSH, SSL, Ipsec,etc.), permettant d'assurer leur confidentialité et leur intégrité. Le candidat indiquera l'ensemble des mécanismes et des mesures mis en œuvre pour garantir la confidentialité et l'intégrité.
Les interfaces avec les applications hébergées par le Conseil régional d'Île-de-France se feront au travers d'un tunnel Ipsec.

Le choix et le dimensionnement des algorithmes cryptographiques doivent être effectués conformément aux règles et recommandations du RGS.

- Résiliation et pénalités
Dans le cadre d'un manquement grave par le sous-traitant (ou, le cas échéant, un de ces sous-traitants) à l'une des obligations de sécurité mises à sa charge dans le présent contrat, le Conseil régional d'Île-de-France pourra le mettre en demeure de réparer ce manquement dans un délai donné.
À l'issue de ce délai, si le manquement n'est pas réparé, le Conseil régional d'Île-de-France pourra résilier de plein droit le contrat et enclencher l'opération de réversibilité au frais du sous-traitant.
De façon générale, tout manquement aux clauses de sécurité entraîne l'application des pénalités prévues dans le cadre de la convention triennale.

12. **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. **Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses

2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant

3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant

4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

Article 3 – Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Les autres annexes à la convention demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires,

Le _____ Le _____

Pour la Chambre d'Agriculture de région Île-de-France,
le Président,

Pour la région d'Île de France,
la Présidente,

Christophe HILLAIRET

Valérie PECRESSE

Annexe 7 : Avenants de transfert

CONVENTION AXE 2 « VOLET PLAN BIO » :
Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)

AVENANT N°1
de TRANSFERT à « LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE »

La **région Île-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2, rue Simone Veil, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP2020-245 du 1er/07/2020,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

La **Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,** organisme consulaire, sise à 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS**,** Siret n° 130 023 815 00017, représentée par son Président, Monsieur Christophe HILLAIRET

ci-après dénommée « *La Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France* »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2017-192 du 17 mai 2017, la Région a décidé de participer au financement du projet « Convention AXE 2 « Volet Plan Bio » au titre de l'année 2017, ce qui a donné lieu à la conclusion de la convention correspondante avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE).
Montant initial de la subvention : 62 400 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR10-15 modifiée du 13/02/2015 relatif au dispositif « Convention cadre triennale avec les Chambres d'Agricultures », ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

À la suite de la dissolution de l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE), lors de l'assemblée extraordinaire du conseil d'administration du 14 novembre 2018, l'Etablissement régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) et la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France ont fusionné.

Consid*érant la reprise du projet Convention Axe 2 « Volet Plan Bio »* au titre de l'année 2017 par « la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France.», la commission permanente de la région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020, décidé de lui transférer la convention initiale.

C'est l'objet du présent avenant.
SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1

Les droits et obligations de la convention conclue avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) conformément à la délibération n° CP 2017-192 du 17 mai 2017, et portant l'intégralité de cette convention, sont transférés à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France ci-dessus désignée.

Article 2

Pour la réalisation de l'opération Convention Axe 2 « Volet Plan Bio » au titre de l'année 2017, la Région, par délibération n° CP 2017-192 du 17 mai 2017 précitée, a attribué à « l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)» une subvention correspondant à 70 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 89 142,86 € HT, soit un montant maximum de subvention régionale de **62 400 €**. Cette subvention est transférée à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France qui reprend ce projet.

Article 3

Le montant maximum de la subvention à transférer à « la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » s'élève donc à 62 400 €.

Les versements à effectuer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :
la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
N° de Siret : 130 023 815 00017
N° de compte : 10071 75000 00001000962 07
Nom de la Banque : Trésor Public
Code Banque : TRPUFRP1

Article 4 :

Les dépenses éligibles effectuées par la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » seront prises en compte à partir du 1er janvier 2017.

Article 5 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°17006441 annexée à la délibération n° CP 2017-192 du 17 mai 2017 est modifiée comme suit :
Dénomination : Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
Adresse du siège social : 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

Article 6 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :

1. La fiche-projet approuvée par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020, telle que modifiée par le présent avenant
2. La convention entre la région Île-de-France et « l'Etablissement Régional de l'Elevage Île-de-France (ERE)» approuvée par délibération n° CP 2017-192 du 17 mai 2017 transférée à la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France» par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,
Le président

Christophe HILLAIRET
(Signature revêtue du cachet de l'organisme)

Le

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional

Valérie PÉCRESSE

Commission permanente du 17 mai 2017 - CP2017-192

DOSSIER N° 17006441 - CONVENTION "AXE 2 VOLET PLAN BIO " PROGRAMME D'ACTIONS 2017- CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300308- Agriculture biologique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	89 142,86 € HT	70,00 %	62 400,00 €
	Montant total de la subvention		62 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :
Groupe thématique 1 : Territoire et accès au foncier (animation SAFER)

L'ERE n'est pas directement impliquée dans ce groupe. Elle travaille en étroite relation avec les Chambres d'Agriculture qui sont des acteurs essentiels. Elle pourra répondre aux demandes d'information ou de participation émanant de la part des uns ou des autres.

Groupe thématique 2 : Appui technique, expérimentation et recherche (animation Chambres d'agriculture)

L'ERE est l'interlocuteur principal sur les aspects techniques et réglementaires, des éleveurs bio et intervient dans les domaines suivants :
- Technique
Mise en œuvre de diagnostics "prairies". Amélioration de la gestion des prairies
Appui technique pour les éleveurs en conversion à l'agriculture biologique
Appui sanitaire et vétérinaire (phytothérapie)
Développement de conseil spécifique pour les éleveurs bio notamment en matière d'alimentation des animaux
- Développement d'outils d'analyse
Elaboration de fiches technico économiques afin de suivre l'impact de la conversion bio sur le

revenu des éleveurs
- Animation des filières de productions
Organisation de visites
Rédaction de documents techniques
- Conseils à l'installation spécifique pour les éleveurs bio
- Formation
Formations spécifiques bio, ou conventionnelles ouvertes au bio, avec des spécificités prévues pour les éleveurs biologiques
- Réglementaire
Conseils et accompagnement dans la mise en place d'ateliers d'élevage, et de transformation.

Groupe thématique 3 : Filières et marchés

Actuellement, il n'existe pas une filière bio élevage indépendante et structurée en Ile de France. Les éleveurs bio sont aujourd'hui intégrés aux circuits et filières de l'élevage classique et bénéficient par conséquent du travail de structuration engagé sur les filières. L'ERE intègre dans ses travaux l'identification et la mise en valeur du segment bio. L'ERE accompagne les éleveurs sur l'ensemble des filières.
- Filière laitière
Veille sur les projets collectifs d'éleveurs ayant pour objectif la transformation et la commercialisation des produits laitiers.
Structuration du segment bio dans la commercialisation des produits.
Accompagnement des éleveurs bios qui travaillent en vente directe et qui transforment à la ferme
Appui vétérinaire renforcé
- Filière viande
Suivi de la mise en place de journées d'abattage traditionnel à l'abattoir de Meaux (77).
Accompagnement des éleveurs bio qui travaillent en vente directe et qui transforment à la ferme.
Accompagnement des éleveurs bio sur les autres formes de commercialisation.
Appui vétérinaire renforcé
- Toutes filières
Accompagnement des éleveurs dans la mise aux normes sanitaire de leurs installations de conditionnement et de transformation.
Conseil techniques et technologiques pour la transformation des produits

Groupe thématique 4 : Accompagnement et formation

L'ERE propose différentes formations à destination des éleveurs de l'ensemble des filières qui, pour la plupart intéressent les éleveurs bio, un volet sur l'agriculture biologique y étant développé.
Certaines formations spécifiques bios sont également mises en place.
Animation "réseau du territoire francilien" assurée par un coordinateur global qui encadre l'ensemble des techniciens assurant l'accompagnement des éleveurs bio, chacun dans leur branche de production
L'ERE a rejoint le pôle régional de compétitivité bio, dont le pilote est la Chambre d'Agriculture de Seine et Marne. Ainsi, il participe au réseau régional, et optimise l'accompagnement de tout porteur de projet

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	89 142,86	100,00%
Total	89 142,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	62 400,00	70,00%
Autofinancement	26 742,86	30,00%
Total	89 142,86	100,00%

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION RELATIVE A L'ANIMATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D'ACTION 2015-2017 DES PASS'FILIERES LAIT ET VIANDE: Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)

AVENANT N°1
de TRANSFERT à « LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE »

La **région Ile-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2, rue Simone Veil, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP2020-245 du 1er/07/2020,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

La **Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,** organisme consulaire, sise à 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS**,** Siret n° 130 023 815 00017, représentée par son Président, Monsieur Christophe HILLAIRET

ci-après dénommée « *La Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France* »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, la Région a décidé de participer au financement du projet « Animation globale du Pass'Filière Viande » au titre de l'année 2017, ce qui a donné lieu à la conclusion de l'avenant n° 2 à la convention correspondante avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE).
Montant initial de la subvention : 40 000 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR10-15 modifiée du 13/02/2015 relatif au dispositif « Convention cadre triennale avec les Chambres d'Agricultures », ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

À la suite de la dissolution de l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE), lors de l'assemblée extraordinaire du conseil d'administration du 14 novembre 2018, l'Etablissement régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) et la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France ont fusionné.

Consid*érant la reprise du projet «* Animation globale du Pass'Filière Viande *»* au titre de l'année 2017 par la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, la commission permanente de la région d'Île-de-France a, par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020, décidé de lui transférer la convention initiale.

C'est l'objet du présent avenant.
SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1

Les droits et obligations de la convention conclue avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) conformément à la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, et portant l'intégralité de cet avenant n° 2 à la convention, sont transférés à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France ci-dessus désignée.

Article 2

Pour la réalisation de l'opération *«* Animation globale du Pass'Filière Viande*»* au titre de l'année 2017, la Région, par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 précitée, a attribué à « l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)*»* une subvention correspondant à 35,90 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 111 420 € HT, soit un montant maximum de subvention régionale de **40 000 €**. Cette subvention est transférée *à* la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France qui reprend ce projet.

Article 3

Le montant maximum de la subvention à transférer à « la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » s'élève donc à 40 000 €.

Les versements à effectuer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :
la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
N° de Siret : 130 023 815 00017
N° de compte : 10071 75000 00001000962 07
Nom de la Banque : Trésor Public
Code Banque : TRPUFRP1

Article 4 :

Les dépenses éligibles effectuées par la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » seront prises en compte à partir du 1er janvier 2017.

Article 5 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°17012681 annexée à la délibération n° CP 2017-377 du 20/09/17 est modifiée comme suit :
Dénomination : Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
Adresse du siège social : 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

Article 6 :

Toutes les stipulations de l'avenant n°2 à la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :

1. La fiche-projet approuvée par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020, telle que modifiée par le présent avenant
2. L'avenant n° 2 à la convention entre la région Île-de-France et « l'Etablissement Régional de l'Elevage Île-de-France (ERE)» approuvée par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 transféré à la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France» par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,
Le président

Christophe HILLAIRET
(Signature revêtue du cachet de l'organisme)

Le

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional

Valérie PÉCRESSE

DOSSIER N° 17012681 - PASS'FILIERE ELEVAGE VOLET VIANDE - ANIMATION 2017

Dispositif : PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action (n° 00000206)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	111 420,00 € HT	35,90 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	111 420,00	100,00%
Total	111 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	40 000,00	35,90%
Autofinancement	71 420,00	64,10%
Total	111 420,00	100,00%

AVENANT N°2 A LA CONVENTION RELATIVE A L'ANIMATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D'ACTION 2015-2017 DES PASS'FILIERES LAIT ET VIANDE: Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)

AVENANT N°1
de TRANSFERT à « LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE »

La **région Ile-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2, rue Simone Veil, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP2020-245 du 1er/07/2020,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

La **Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,** organisme consulaire, sise à 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS**,** Siret n° 130 023 815 00017, représentée par son Président, Monsieur Christophe HILLAIRET

ci-après dénommée « *La Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France* »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, la Région a décidé de participer au financement du projet « Mise en œuvre des actions A1, A2, A3, B1, B2 et C2 du Pass'Filière Viande » au titre de l'année 2017, ce qui a donné lieu à la conclusion de l'avenant n° 2 à la convention correspondant avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE).
Montant initial de la subvention : 76 137 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR10-15 modifiée du 13/02/2015 relatif au dispositif « Convention cadre triennale avec les Chambres d'Agricultures », ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

À la suite de la dissolution de l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE), lors de l'assemblée extraordinaire du conseil d'administration du 14 novembre 2018, l'Etablissement régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) et la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France ont fusionné.

Considérant la reprise du projet « Mise en œuvre des actions A1, A2, A3, B1, B2 et C2 du Pass'Filière Viande » au titre de l'année 2017 par la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, la commission permanente de la région Île-de-France a, par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020, décidé de lui transférer la convention initiale.

C'est l'objet du présent avenant.
SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1

Les droits et obligations de la convention conclue avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) conformément à la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, et portant l'intégralité de cet avenant n° 2 à la convention, sont transférés à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France ci-dessus désignée.

Article 2

Pour la réalisation de l'opération *«* Mise en œuvre des actions A1, A2, A3, B1, B2 et C2 du Pass'Filière Viande *»* au titre de l'année 2017, la Région, par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 précitée, a attribué à « l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)*»* une subvention correspondant à 30 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 253 790 € HT, soit un montant maximum de subvention régionale de **76 137 €**. Cette subvention est transférée *à* la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France qui reprend ce projet.

Article 3

Le montant maximum de la subvention à transférer à « la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » s'élève donc à 76 137 €.

Les versements à effectuer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :
la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
N° de Siret : 130 023 815 00017
N° de compte : 10071 75000 00001000962 07
Nom de la Banque : Trésor Public
Code Banque : TRPUFRP1

Article 4 :

Les dépenses éligibles effectuées par la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » seront prises en compte à partir du 1er janvier 2017.

Article 5 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°17012686 annexée à la délibération n° CP 2017-377 du 20/09/17 est modifiée comme suit :
Dénomination : Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
Adresse du siège social : 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

Article 6 :

Toutes les stipulations de l'avenant n°2 à la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :

1. La fiche-projet approuvée par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020, telle que modifiée par le présent avenant
2. L'avenant n° 2 à la convention entre la région Île-de-France et « l'Etablissement Régional de l'Elevage Île-de-France (ERE)» approuvé par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 transféré[CP1] à la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France» par délibération n CP 2020-245 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,
Le président

Christophe HILLAIRET
(Signature revêtue du cachet de l'organisme)

Le

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional

Valérie PÉCRESSE

Commission permanente du 20 septembre 2017 - CP2017-377

DOSSIER N° 17012686 - PASS'FILIERE ELEVAGE - VOLET VIANDE - MISE EN OEUVRE 2017

Dispositif : PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action (n° 00000206)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	253 790,00 € HT	30,00 %	76 137,00 €
		Montant total de la subvention	76 137,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile

Description :
AXE A : CONFORTER ET DEVELOPPER UN ENVIRONNEMENT DE CONSEIL PERFORMANT AU SERVICE DES ELEVEURS FRANCILIENS

Conforter un socle d'accompagnement technique performant pour la production :
L'objectif est de faire monter en gamme l'offre d'accompagnement technique actuelle de la Maison Régionale de l'Élevage. Il s'agit de proposer aux éleveurs un conseil technique adapté à leurs besoins et aux difficultés du contexte francilien (faible densité d'élevage, temps de transport).
L'activité de conseil en élevage doit être repensée afin que la MRE (Maison Régionale de l'Elevage puisse :
1. maintenir les missions régaliennes,
2. assurer le socle de services nécessaires à l'élevage
3. faire monter en gamme le conseil technique
4. diversifier les formes de conseil pour répondre à la diversité des attentes

Développer un conseil plus systémique, collectif et individuel :
Proposer aux éleveurs un conseil qui tienne compte de l'ensemble de leur exploitation et fasse le lien entre les enjeux techniques et économiques
Utiliser l'approche « Coûts de production » et les outils de diagnostic technico-économiques « ateliers » construits au niveau national.

Produire et diffuser des références élevage :
Permettre aux éleveurs d'analyser les caractéristiques technico-économiques de leur exploitation, de se situer parmi les systèmes d'élevage. Aider la prise de décision pour l'évolution de leur exploitation en fonction du contexte.
Augmenter la visibilité des systèmes de polyculture-élevage pour les projets de création ou de diversification d'entreprise. Donner aux candidats à l'élevage des repères.
Pouvoir donner aux organismes des références sur les systèmes d'élevage existant en Île de France, afin d'argumenter en faveur des projets d'élevage.

AXE B : GENERER UNE DYNAMIQUE DE FILIERE POUR ANCRER LA VALEUR

Repérer, accompagner et faire connaitre les projets innovants en élevage :
Faire connaitre les innovations portées par des éleveurs ou des transformateurs
Favoriser l'innovation

Accompagner la production d'outils aval et l'organisation logistique :
Accompagner les éleveurs en circuit court sur des projets d'abattage ou de transformation à la ferme,
Accompagner le développement d'outils collectifs qui permettent de maintenir l'activité en Ile de France

AXE C : PROVOQUER LA DEMANDE EN PRODUITS D'ELEVAGE FRANCILIENS

Faire connaitre l'élevage et ses intérêts :
- Au grand public
- Aux candidats à l'installation et aux agriculteurs en place, pour les sensibiliser aux opportunités offertes par les ateliers d'élevage.
Faire connaitre les produits d'élevage au grand public et aux professionnels de la filière pour inciter les consommateurs (franciliens et touristes) à consommer local

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	253 790,00	100,00%
Total	253 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	76 137,00	30,00%
Autofinancement	177 653,00	70,00%
Total	253 790,00	100,00%

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION RELATIVE A L'ANIMATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D'ACTION 2015-2017 DES PASS'FILIERES LAIT ET VIANDE: Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)

AVENANT N°1
de TRANSFERT à « LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE »

La **région Ile-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2, rue Simone Veil, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP2020-245 du 1er/07/2020,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

La **Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,** organisme consulaire, sise à 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS**,** Siret n° 130 023 815 00017, représentée par son Président, Monsieur Christophe HILLAIRET

ci-après dénommée « *La Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France* »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, la Région a décidé de participer au financement du projet « Animation globale du Pass'Filière Lait » au titre de l'année 2017, ce qui a donné lieu à la conclusion de l'avenant n° 2 à la convention correspondante avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE).
Montant initial de la subvention : 40 000 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR10-15 modifiée du 13/02/2015 relatif au dispositif « Convention cadre triennale avec les Chambres d'Agricultures », ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

À la suite de la dissolution de l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE), lors de l'assemblée extraordinaire du conseil d'administration du 14 novembre 2018, l'Etablissement régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) et la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France ont fusionné.

Consid*érant la reprise du projet «* Animation globale du Pass'Filière Lait *»* au titre de l'année 2017 par la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, la commission permanente de la région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020, décidé de lui transférer la convention initiale.

C'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1

Les droits et obligations de la convention conclue avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) conformément à la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, et portant l'intégralité de cet avenant n° 2 à la convention, sont transférés à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France ci-dessus désignée.

Article 2

Pour la réalisation de l'opération *«* Animation globale du Pass'Filière Lait *»* au titre de l'année 2017, la Région, par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 précitée, a attribué à « l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)*»* une subvention correspondant à 43,08 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 92 850 € HT, soit un montant maximum de subvention régionale de **40 000 €**. Cette subvention est transférée *à* la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France qui reprend ce projet.

Article 3

Le montant maximum de la subvention à transférer à « la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » s'élève donc à 40 000 €.

Les versements à effectuer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :
la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
N° de Siret : 130 023 815 00017
N° de compte : 10071 75000 00001000962 07
Nom de la Banque : Trésor Public
Code Banque : TRPUFRP1

Article 4 :

Les dépenses éligibles effectuées par la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » seront prises en compte à partir du 1er janvier 2017.

Article 5 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°17012691 annexée à la délibération n° CP 2017-377 du 20/09/17 est modifiée comme suit :
Dénomination : Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
Adresse du siège social : 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

Article 6 :

Toutes les stipulations de l'avenant n°2 à la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :

1. La fiche-projet approuvée par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020, telle que modifiée par le présent avenant
2. L'avenant n° 2 à la convention entre la région Île-de-France et « l'Etablissement Régional de l'Elevage Île-de-France (ERE)» approuvée par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 transférée à la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France» par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,
Le président

Christophe HILLAIRET
(Signature revêtue du cachet de l'organisme)

Le

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional

Valérie PÉCRESSE

DOSSIER N° 17012691 - PASS'FILIERE ELEVAGE - VOLET LAIT - ANIMATION 2017

Dispositif : PASS Filière - Animation du plan d'action (n° 00000220)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PASS Filière - Animation du plan d'action	92 850,00 € HT	43,08 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	92 850,00	100,00%
Total	92 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	40 000,00	43,08%
Autofinancement	52 850,00	56,92%
Total	92 850,00	100,00%

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION RELATIVE A L'ANIMATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D'ACTION 2015-2017 DES PASS'FILIERES LAIT ET VIANDE: Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)

AVENANT N°1
de TRANSFERT à « LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE »

La **région Ile-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2, rue Simone Veil, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP2020-245 du 1er/07/2020,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

La **Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,** organisme consulaire, sise à 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS**,** Siret n° 130 023 815 00017, représentée par son Président, Monsieur Christophe HILLAIRET

ci-après dénommée « *La Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France* »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, la Région a décidé de participer au financement du projet « Mise en œuvre des actions A1, A2, A3, B1, B2, B3 et C2 du Pass'Filière Lait » au titre de l'année 2017, ce qui a donné lieu à la conclusion de l'avenant n° 2 à la convention correspondant avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE).
Montant initial de la subvention : 134 304 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR10-15 modifiée du 13/02/2015 relatif au dispositif « Convention cadre triennale avec les Chambres d'Agricultures », ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

À la suite de la dissolution de l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE), lors de l'assemblée extraordinaire du conseil d'administration du 14 novembre 2018, l'Etablissement régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) et la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France ont fusionné.

Consid*érant la reprise du projet «* Mise en œuvre des actions A1, A2, A3, B1, B2, B3 et C2 du Pass'Filières Lait *»* au titre de l'année 2017 par la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, la commission permanente de la région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020, décidé de lui transférer la convention initiale.

C'est l'objet du présent avenant.
SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1

Les droits et obligations de la convention conclue avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) conformément à la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, et portant l'intégralité de cet avenant n° 2 à la convention, sont transférés à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France ci-dessus désignée.

Article 2

Pour la réalisation de l'opération *«* Mise en œuvre des actions A1, A2, A3, B1, B2, B3 et C2 du Pass'Filière Lait *»* au titre de l'année 2017, la Région, par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 précitée, a attribué à « l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)*»* une subvention correspondant à 30 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 447 680 € HT, soit un montant maximum de subvention régionale de **134 304 €**. Cette subvention est transférée *à* la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France qui reprend ce projet.

Article 3

Le montant maximum de la subvention à transférer à « la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » s'élève donc à 134 304 €.

Les versements à effectuer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :
la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
N° de Siret : 130 023 815 00017
N° de compte : 10071 75000 00001000962 07
Nom de la Banque : Trésor Public
Code Banque : TRPUFRP1

Article 4 :

Les dépenses éligibles effectuées par la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » seront prises en compte à partir du 1er janvier 2017.

Article 5 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°17012693 annexée à la délibération n° CP 2017-377 du 20/09/17 est modifiée comme suit :
Dénomination : Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
Adresse du siège social : 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

Article 6 :

Toutes les stipulations de l'avenant n°2 à la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :

1. La fiche-projet approuvée par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020, telle que modifiée par le présent avenant
2. L'avenant n° 2 à la convention entre la région Île-de-France et « l'Etablissement Régional de l'Elevage Île-de-France (ERE)» approuvé par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 transféré à la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France» par délibération n° CP 2020-245 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,
Le président

Christophe HILLAIRET
(Signature revêtue du cachet de l'organisme)

Le

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional

Valérie PÉCRESSE

Commission permanente du 20 septembre 2017 - CP2017-377

DOSSIER N° 17012693 - PASS'FILIERE ELEVAGE - VOLET LAIT - MISE EN OEUVRE 2017

Dispositif : PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action (n° 00000206)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	447 680,00 € HT	30,00 %	134 304,00 €
	Montant total de la subvention		134 304,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile

Description :
AXE A : CONFORTER ET DEVELOPPER UN ENVIRONNEMENT DE CONSEIL PERFORMANT AU SERVICE DES ELEVEURS FRANCILIENS

Conforter un socle d'accompagnement technique performant pour la production :
Cette action a pour objectif de faire monter en gamme l'offre d'accompagnement technique actuelle de la Maison Régionale de l'Élevage. Il s'agit de proposer aux éleveurs un conseil technique adapté à leurs besoins et aux difficultés du contexte francilien (faible densité d'élevage, temps de transport).
L'activité de conseil en élevage doit être repensée afin que la MRE (Maison Régionale de l'Elevage) puisse :
1. maintenir les missions régaliennes,
2. assurer le socle de services nécessaires à l'élevage
3. faire monter en gamme le conseil technique
4. diversifier les formes de conseil pour répondre à la diversité des attentes

Développer un conseil plus systémique, collectif et individuel :
Proposer aux éleveurs un conseil qui tienne compte de l'ensemble de leur exploitation et fasse le lien entre les enjeux techniques et économiques
Utiliser l'approche « Coûts de production » et les outils de diagnostic technico-économiques « ateliers » construits au niveau national.

Produire et diffuser des références élevage :
Permettre aux éleveurs d'analyser les caractéristiques technico-économiques de leur exploitation, de se situer parmi les systèmes d'élevage. Aider la prise de décision pour l'évolution de leur exploitation en fonction du contexte.
Augmenter la visibilité des systèmes de polyculture-élevage pour les projets de création ou de diversification d'entreprise. Donner aux candidats à l'élevage des repères.
Pouvoir donner aux organismes des références sur les systèmes d'élevage existant en Île de France, afin d'argumenter en faveur des projets d'élevage.

AXE B : GENERER UNE DYNAMIQUE DE FILIERE POUR ANCRER LA VALEUR

Repérer, accompagner et faire connaitre les projets innovants en élevage :
Faire connaitre les innovations portées par des éleveurs ou des transformateurs
Favoriser l'innovation

Accompagner les éleveurs en circuit court sur des projets d'abattage ou de transformation à la ferme,
Accompagner le développement d'outils collectifs qui permettent de maintenir l'activité en Ile de France

AXE C : PROVOQUER LA DEMANDE EN PRODUITS D'ELEVAGE FRANCILIENS

Faire connaitre l'élevage et ses intérêts :
- Au grand public
- Aux candidats à l'installation et aux agriculteurs en place, pour les sensibiliser aux opportunités offertes par les ateliers d'élevage.
Faire connaitre les produits d'élevage au grand public et aux professionnels de la filière pour inciter les consommateurs (franciliens et touristes) à consommer local

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	447 680,00	100,00%
Total	447 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	134 304,00	30,00%
Autofinancement	313 376,00	70,00%
Total	447 680,00	100,00%

CONVENTION AXE 2 « VOLET ELEVAGE » : Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)

AVENANT N°1
de TRANSFERT à « LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE »

La **région Île-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2, rue Simone Veil, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP2020-245 du 1er/07/2020,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

La **Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,** organisme consulaire, sise à 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS**,** Siret n° 130 023 815 00017, représentée par son Président, Monsieur Christophe HILLAIRET

ci-après dénommée « *La Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France* »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, la Région a décidé de participer au financement du projet « Convention AXE 2 « Volet Elevage » au titre de l'année 2017, ce qui a donné lieu à la conclusion de la convention correspondante avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE).
Montant initial de la subvention : 69 446,50 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR10-15 modifiée du 13/02/2015 relatif au dispositif « Convention cadre triennale avec les Chambres d'Agricultures », ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

À la suite de la dissolution de l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE), lors de l'assemblée extraordinaire du conseil d'administration du 14 novembre 2018, l'Etablissement régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) et la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France ont fusionné.

Consid*érant la reprise du projet Convention Axe 2 « Volet Elevage »* au titre de l'année 2017 par « la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France.», la commission permanente de la région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2020-245 du 1er/07/20, décidé de lui transférer la convention initiale.

C'est l'objet du présent avenant.
SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1

Les droits et obligations de la convention conclue avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) conformément à la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, et portant l'intégralité de cette convention, sont transférés à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France ci-dessus désignée.

Article 2

Pour la réalisation de l'opération Convention Axe 2 « Volet Elevage » au titre de l'année 2017, la Région, par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 précitée, a attribué à « l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)» une subvention correspondant à 50 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 138 893 € HT, soit un montant maximum de subvention régionale de **69 446,50 €**. Cette subvention est transférée *à* la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France qui reprend ce projet.

Article 3

Le montant maximum de la subvention à transférer à « la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » s'élève donc à 69 446,50 €.

Les versements à effectuer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :
la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
N° de Siret : 130 023 815 00017
N° de compte : 10071 75000 00001000962 07
Nom de la Banque : Trésor Public
Code Banque : TRPUFRP1

Article 4 :

Les dépenses éligibles effectuées par la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » seront prises en compte à partir du 1er janvier 2017.

Article 5 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°17011787 annexée à la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 est modifiée comme suit :
Dénomination : Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
Adresse du siège social : 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

Article 6 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :

3. La fiche projet approuvée par délibération n° CP 2020-245 du 1er/07/20, telle que modifiée par le présent avenant
4. La convention entre la région Île-de-France et « l'Etablissement Régional de l'Elevage Île-de-France (ERE)» approuvée par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 transférée à la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France» par délibération n° CP 2020-245 du 1er/07/2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,
Le président

Christophe HILLAIRET
(Signature revêtue du cachet de l'organisme)

Le

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional

Valérie PÉCRESSE

Commission permanente du 20 septembre 2017 - CP2017-377

DOSSIER N° 17011787 - CONVENTION AXE 2- VOLET ELEVAGE - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
Action : 19300306- Agriculture et environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	138 893,00 € HT	50,00 %	69 446,50 €
	Montant total de la subvention		69 446,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

.
Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme se déroule sur l'année civile

Description :
Engagement dans les systèmes de certification HVE (Haute Valeur Environnementale) :
Cette action s'est avérée être une action nouvelle et pionnière en 2015.

Après avoir informé les éleveurs de l'existence de ces dispositifs, la Maison de l'Elevage reste à cis position des éleveurs pour les accompagner dans cette démarche, avant de participer à la certification finale. Cette démarche, réalisée en partenariat avec les chambres d'agriculture, est effectuée suite à la demande des éleveurs.
L'objectif pour cette seconde année est l'accompagnement de 1 à 2 exploitations.

Action 2 : Engagement dans le plan ECOANTIBIO
L'anti bio résistance est un phénomène de plus en plus préoccupant en élevage. D'autre part, les industriels sont de plus en plus exigeants au niveau des résidus d'antibiotiques trouvés au niveau des produits issus des activités d'élevage, et infligent des sanctions financières aux éleveurs concernés (les producteurs de lait sont très impactés).

En interne, la Maison de l'Elevage continue, par des sessions collectives d'une journée, d'informer ses conseillers terrains, afin d'orienter leurs conseils. Elle poursuit également par une ou deux sessions des formations à l'intention des éleveurs. Un message d'information est régulièrement ajouté au bulletin trimestriel, bulletin distribué à l'ensemble des éleveurs professionnels et des détenteurs particuliers, soit 1500 exemplaires.
Les vétérinaires, au travers de chacune de leur prestation conseil à la carte, ou au travers de la réalisation des plans annuels sanitaires d'élevage (PSE), orientent les éleveurs dans ce sens.
49 éleveurs bovins lait et viande, 21 éleveurs d'ovins, 8 éleveurs caprins et 16 éleveurs ont souscrit un PSE.
L'ensemble des éleveurs de la région est potentiellement concerné par les interventions des vétérinaires.

Action 3 : Développement et maintien des prairies naturelles
La cible est l'ensemble des éleveurs bovins, ovins et caprins, ainsi que les professionnels du monde du cheval.
Les conseils sont réalisés majoritairement par du conseil individualisé, soit intégré dans le cadre des forfaits annuels de contrôle de performance, soit à la prestation ponctuelle. Il s'agit notamment d'aider les éleveurs à conduire leurs pâtures, à choisir les espèces et variétés adaptées à leurs parcelles et objectifs, à optimiser les rendements fourragers, à préserver le capital « prairies », à optimiser les entretiens mécaniques.
D'autre part, depuis deux ans, une action collective a été mise en place par le biais d'un groupe "herbe", dans l'objectif d'échanger entre éleveurs, de monter un groupe thématique, d'organiser des formations et des visites.
Les conseillers peuvent également intervenir pour le compte de collectivités ou organismes au titre de partenaire ou d'expert.
Les partenaires principaux de cette action sont les parcs régionaux (PNR Vexin, Chevreuse, Gâtinais), les chambres d'agricultures, le GAB.

Action 4 : Autonomie alimentaire, préservation du bilan carbone et économie d'énergie

Action 5 : Animation et certification des exploitations dans le dispositif « Chartes des Bonnes Pratiques d'Elevage en élevage Bovin» et « Code Mutuel Caprin"

Action 6 : Collecte et recyclage des déchets

Action 7 : Amélioration du bien être animal

Action 8 : Préservation et amélioration de la qualité sanitaire des cheptels
Face à des exigences de plus en plus importantes, le GRDS (Le Groupement Régional de Défense Sanitaire d'Ile de France) développe ses actions liées au respect des nouvelles réglementations sanitaires, s'engage dans les différentes certifications qualifiant les cheptels et accompagne les éleveurs tout au long de l'année. C'est une activité qui va s'accroître et qui demandera de plus en plus de présence. Le GRDS a été reconnu, par décret, comme le seul organisme agréé pour l'organisation de la question sanitaire animale sur la région Ile de France (Organisme à Vocation Sanitaire animal)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
"Toutes les autres actions"

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges salariales	138 893,00	100,00%
Total	138 893,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional	69 446,50	50,00%
Autofinancement	69 446,50	50,00%
Total	138 893,00	100,00%

CONVENTION AXE 3: Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)

AVENANT N°1
de TRANSFERT à « LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE »

La **région Île-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2, rue Simone Veil, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP2020-245 du 1er/07/2020,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

La **Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,** organisme consulaire, sise à 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS**,** Siret n° 130 023 815 00017, représentée par son Président, Monsieur Christophe HILLAIRET

ci-après dénommée « *La Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France* »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, la Région a décidé de participer au financement du projet « Convention AXE 3 au titre de l'année 2017*,* ce qui a donné lieu à la conclusion de la convention correspondante avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE).
Montant initial de la subvention : 8 047 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR10-15 modifiée du 13/02/2015 relatif au dispositif « Convention cadre triennale avec les Chambres d'Agricultures », ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

À la suite de la dissolution de l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)*,* lors de l'assemblée extraordinaire du conseil d'administration du 14 novembre 2018, l'Etablissement régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) et la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France ont fusionné.

Consid*érant la reprise du projet Convention Axe 3* au titre de l'année 2017 par « la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France.*»*, la commission permanente de la région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2020-245 du 1er/07/20, décidé de lui transférer la convention initiale.

C'est l'objet du présent avenant.
SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1

Les droits et obligations de la convention conclue avec l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE) conformément à la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017, et portant l'intégralité de cette convention, sont transférés à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France ci-dessus désignée.

Article 2

Pour la réalisation de l'opération Convention Axe 2 « Volet Elevage » au titre de l'année 2017, la Région, par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 précitée, a attribué à « l'Etablissement Régional de l'Elevage de l'Île-de-France (ERE)» une subvention correspondant à 50 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 16 094 € HT, soit un montant maximum de subvention régionale de **8 047 €**. Cette subvention est transférée *à* la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France qui reprend ce projet.

Article 3

Le montant maximum de la subvention à transférer à « la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » s'élève donc à 8 047 €.

Les versements à effectuer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :
la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
N° de Siret : 130 023 815 00017
N° de compte : 10071 75000 00001000962 07
Nom de la Banque : Trésor Public
Code Banque : TRPUFRP1

Article 4 :

Les dépenses éligibles effectuées par la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France » seront prises en compte à partir du 1er janvier 2017.

Article 5 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°17012122 annexée à la délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 est modifiée comme suit :
Dénomination : Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France
Adresse du siège social : 19, rue d'Anjou – 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

Article 6 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :

5. La fiche projet approuvée par délibération n° CP 2020-245 du 1er/07/20, telle que modifiée par le présent avenant
6. La convention entre la région Île-de-France et « l'Etablissement Régional de l'Elevage Île-de-France (ERE)» approuvée par délibération n° CP 2017-377 du 20 septembre 2017 transférée à la « Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France» par délibération n° CP 2020-245 du 1er/07/2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France,
Le président

Christophe HILLAIRET
(Signature revêtue du cachet de l'organisme)

Le

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional

Valérie PÉCRESSE

DOSSIER N° 17012122 - CONVENTION AXE 3 – CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	16 094,00 € HT	50,00 %	8 047,00 €
		Montant total de la subvention	8 047,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 20 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme se déroule sur l'année civile

Description :
Action 9: Appui sanitaire à la filière apicole

La filière apicole à l'instar des autres filières animales doit s'adapter aux évolutions de la demande sanitaire toujours croissante. Historiquement indépendante, ces nouvelles exigences vont entraîner un rapprochement de cette filière vers la Maison de l'Elevage et le GRDS (Groupement Régional de Défense Sanitaire des Animaux d'Île-de-France), seul organisme reconnu pour le sanitaire animal sur la région.

Ainsi la Maison de l'Elevage collabore avec cette filière en mettant à sa disposition un certain nombre de moyens. La filière apicole représente près de 2000 ruchers en Ile de France, avec un enjeu biodiversité important. A ce jour, le Groupement Régional de Défense Sanitaire des Animaux d'Île-de-France représente au niveau national notre région par la participation au réseau national, ainsi qu'un niveau du réseau APCA (Assemblée permanente des Chambres d'agriculture).

Action 10 : Appui à la filière équine
Les actions conseil et animation à la filière sont historique au sein de la Maison de l'Elevage. En effet, cette filière animale présente la caractéristique d'être constamment en développement et occupe une certaine part de l'espace agricole régional. Les professionnels de la filière, que ce soit en élevage, ou dans des activités de pension sont amenés à exprimer des besoins de conseil, tant technique que juridique.

La Maison de l'Elevage a choisi de poursuivre cette mission en mettant à disposition un conseiller à temps partiel, qui puisse également servir de référence aux différentes instances régionales.

Détail du calcul de la subvention :
"Toutes les autres actions"

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	16 094,00	100,00%
Total	16 094,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	8 047,00	50,00%
Autofinancement	8 047,00	50,00%
Total	16 094,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-260

DU 1 JUILLET 2020

CONTRATS RURAUX : AVENANTS ET 4ÈME AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation du règlement des contrats ruraux ;

VU la délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010 portant approbation de contrats ruraux (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise) ;

VU la délibération n° CP 11-406A du 19 mai 2011 portant approbation de contrats ruraux et d'avenants (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise);

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 portant affectations pour la mise en œuvre de la politique contractuelle et aux dispositions pour achèvement d'opérations diverses en faveur des territoires ruraux - Troisième affectation 2016 ;

VU la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 portant approbation du nouveau contrat rural (CoR) ;

VU la délibération n° CP 2017-312 du 5 juillet 2017 portant affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux et sur des contrats antérieurement conclus – Contrat rural, contrat régional territorial, contrat régional, nouveau contrat rural – Deuxième affectation de 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-542 du 22 novembre 2017 portant affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux et sur des contrats antérieurement conclus – Quatrième affectation de 2017 ;

VU la délibération n° CP 2018-112 du 16 mars 2018 relative aux nouveaux contrats ruraux – Décisions d'affectations sur les dispositifs nouveaux contrats ruraux, fonds régional d'intervention exceptionnelle ;

VU la délibération n° CP 2018-197 du 30 mai 2018 relative aux nouveaux contrats ruraux – Troisième affectation 2018 – Avenant à un contrat rural ;

VU la délibération n° CP 2018-384 du 19 septembre 2018 relative aux contrats ruraux – Cinquième rapport pour 2018 – Affectations sur les dispositifs contrats ruraux ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU le rapport n°CP 2020-260 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre des dispositifs **« contrat rural »** et **« nouveau contrat rural»**,

d'une part, de conclure avec chaque commune figurant en annexe 1 à la présente délibération, pour les opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération, un contrat rural conforme au nouveau contrat rural type approuvé par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 susvisée ;

et d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération et inscrites dans le nouveau contrat rural défini ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération, d'un montant total de **175 000,00 €**, prélevés sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux », du budget 2020.

Article 2 :

Approuve les avenants de prorogation au nouveau contrat rural (COR) des communes d'Andelu (78), et de Bouqueval (95), figurant en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

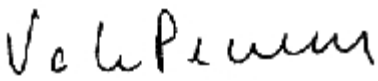
Article 3 :

Décide d'accorder, à titre exceptionnel, une dérogation à la mesure « 100 000 stages » au titre des contrats *(Contrats ruraux ou nouveaux contrats ruraux)*, concernant les collectivités suivantes :

- Communes de Soindres (78), de Thieux (77) approuvés par la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 susvisée.
- Commune de Voulangis (77), approuvé par la délibération n° CP 2018-112 du 16 mars 2018 susvisée.
- Commune de Marolles-en-Brie (77), approuvé par la délibération n° CP 2018-112 du 30 mai 2018 susvisée.
- Commune de Breuil-bois-Robert (78), approuvé par la délibération n° CP 2018-384 du 19 septembre 2018 susvisée.

Autorise les versements des soldes de subventions attribuées à ces structures communales au titre des dispositifs « contrat rural » et « nouveau contrat rural » pour les opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 4 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181005-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Tableau récapitulatif

COLLECTIVITES	FICHES PROJETS	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/ AFFECTATIONS EN €
95 VAL D'OISE			
US	**EX049693**	Aménagement des espaces publics du centre-bourg	108 000,00
	20007101	Aménagement et sécurisation de la rue Henri Clément	40 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
		TOTAL GENERAL	**148 000,00**

Annexe 2 : Fiches-projet "Contrats ruraux"

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-260

DOSSIER N° 18010171 - CRUR CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LES SERVICES TECHNIQUES - SOINDRES (78)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	60 000,00 € HT	45,00 %	27 000,00 €
	Montant total de la subvention		27 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOINDRES
Adresse administrative : 3 RTE DE MANTES
78200 SOINDRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacky LAVIGOGNE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Soindres (678 habitants INSEE 2017) propose l'opération suivante : "Construction d'un bâtiment pour les services techniques". La commune ne dispose que d'un petit local sans sanitaire, sans vestiaire et sans coin repas pour les services techniques. De plus, les différents matériels et matériaux sont stockés sur différents sites éparpillés dans la commune, non appropriés et souvent non clos (cours de la mairie, ancien lavoir et parfois même chez l'habitant). Il est donc nécessaire de construire un bâtiment adapté qui sera composé d'un garage d'une surface de 150m², d'un atelier d'une surface de 20m² et enfin d'un local vestiaires-sanitaires d'une surface de 22,5 m ².

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°16012985.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 174 140 € HT, plafonné à 60 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :
- SOINDRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	151 102,00	86,77%
HONORAIRES	23 038,00	13,23%
Total	174 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	27 000,00	15,50%
DEPARTEMENT 78	21 000,00	12,06%
COMMUNE	126 140,00	72,44%
Total	174 140,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-260

DOSSIER N° EX049693 - COR - AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU CENTRE-BOURG - COMMUNE D'US (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	270 000,00 € HT	40,00 %	108 000,00 €
	Montant total de la subvention		108 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'US
Adresse administrative : RUE DE LA LIBERATION
95450 US
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Édith ANDOUVLIE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Us (1 322 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Aménagement des espaces publics du centre-bourg » :
Les travaux seront situés à Us dans le Vexin français en centre bourg, sur la rue Henri Clément et la rue Jean Jaurès. En effet, la voirie y est considérablement dégradée par le passage de réseaux, les réparations diverses, les effets climatiques.
La déformation de la chaussée engendre de gros problèmes de sécurité liés à la vitesse excessive des véhicules et au fait que les trottoirs ne disposent pas d'une largeur règlementaire.
Ce nouvel aménagement vise donc à concilier l'amélioration des usages existants (en terme de sécurité et de parcours) et l'harmonisation du site.
Pour cela, les travaux consisteront à :
- créer un espace de représentation et un lieu de vie et de rassemblement pour le village,
- assurer la continuité et la sécurité des parcours piétonniers sur l'ensemble du site,
- ancrer d'avantage l'église dans son socle en travaillant qualitativement ses abords de la sacristie jusqu'à l'escalier,
- dissocier l'identité de la zone de stationnement au pied des remparts de celle de la route avec un vocabulaire plus piétonnier et paysager (offrir l'image d'une vraie place de village),
- donner plus d'aménité à l'espace public au pied des bâtiments et commerces rue Jean Jaurès (rendant possible l'installation par exemple de terrasse) et améliorer la liaison avec une vraie zone de stationnement à l'arrière de l'église.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 339 200 €, plafonné à 270 000 €. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- US

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	308 390,00	90,92%
HONORAIRES	30 810,00	9,08%
Total	339 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	108 000,00	31,84%
DEPARTEMENT 95 sollicité	81 000,00	23,88%
COMMUNE	150 200,00	44,28%
Total	339 200,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-260

DOSSIER N° 20007101 - COR - AMENAGEMENT ET SECURISATION DE LA RUE HENRI CLEMENT - COMMUNE D'US (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	100 000,00 € HT	40,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'US
Adresse administrative : RUE DE LA LIBERATION
95450 US
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Édith ANDOUVLIE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 1 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Us (1 322 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Aménagement et sécurisation de la rue Henri Clément » :
Les travaux seront situés à Us dans le Vexin français en centre bourg, sur la rue Henri Clément et la rue Jean Jaurès. En effet, la voirie y est considérablement dégradée par le passage de réseaux, les réparations diverses, les effets climatiques.
La déformation de la chaussée engendre de gros problèmes de sécurité liés à la vitesse excessive des véhicules et au fait que les trottoirs ne disposent pas d'une largeur règlementaire.
Ce nouvel aménagement vise donc à concilier l'amélioration des usages existants (en terme de sécurité et de parcours) et l'harmonisation du site.
Pour cela, les travaux consisteront à créer :
- une zone de stationnement longitudinale,
- un trottoir élargi aux normes P.M.R.,
- un espace sécurisé pour les piétons autour des commerces existants,
- des aménagements spécifiques ayant pour but de limiter la vitesse des véhicules,
- un embellissement de l'espace public par l'utilisation de matériaux nobles et la végétalisation.

Comme sur la fiche n°EX049693, dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 149 355 €, plafonné à 100 000 €. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- US

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	135 775,00	90,91%
HONORAIRES	13 580,00	9,09%
Total	149 355,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	40 000,00	26,78%
DEPARTEMENT 95 sollicité	30 000,00	20,09%
COMMUNE	79 355,00	53,13%
Total	149 355,00	100,00%

Annexe 3 : Avenant de prorogation à un nouveau contrat rural

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL D'ANDELU (78)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la présidente, Mme Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération CP 2020-260 du 1er juillet 2020,

ET

Le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental,

ET D'AUTRE PART :

La commune d'Andelu, représentée par le maire.

Après avoir rappelé :
- la délibération du conseil municipal d'Andelu du 14 juin 2017,
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-542 du 22 novembre 2017 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2017-CD-6-5678 du 22 décembre 2017 ;
- le contrat rural de la commune d'Andelu signé le 7 juin 2018 ;
- la demande formalisée par courrier de la commune d'Andelu en date du 10 avril 2020 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2020-CD-XXXX du 26 juin 2020 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-260 du 1er juillet 2020.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année du fait de contraintes opérationnelles.

Article 1 :

Le présent contrat est prorogé d'un an à compter de l'adoption de cet avenant par la dernière assemblée délibérante.

Article 2 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Andelu, le	A Versailles, le	A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la commune d'Andelu	Pour le département des Yvelines	Pour la région Île-de-France
le maire	*le président du conseil départemental*	*la présidente du conseil régional*
Olivier RAVENEL	**Pierre BEDIER**	**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL
DE BOUQUEVAL (95)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la présidente, Mme Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération CP 2020-260 du 1er juillet 2020,

ET

Le conseil départemental du Val d'Oise, représenté par la présidente du conseil départemental,

ET D'AUTRE PART :

La Commune de Bouqueval, représentée par le maire.

Après avoir rappelé :
- la délibération du conseil municipal de Bouqueval du 5 avril 2017,
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-312 du 5 juillet 2017
- la délibération du conseil départemental n° 2-62 du 20 octobre 2017,
- le contrat rural de Bouqueval signé le 8 décembre 2017, notifié le 15 janvier 2018,
Et
- la demande formalisée par courrier de la commune d'Andelu en date du 17 mars 2020
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-260 du 1er juillet 2020 ;
- la délibération du conseil départemental du 10 juillet 2020 ;
- la délibération du conseil municipal de Bouqueval du XX XXXX 2020

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année du fait de contraintes opérationnelles.

Article 1 :

L'article 1 du contrat initial est modifié comme suit :

Tableau initial

BOUQUEVAL (95)

OPERATIONS	MONTANTS PROPOSES EN € HT	MONTANTS RETENUS PAR REGION/ DEPARTEMENT	ECHEANCIER DE REALISATION			SUB REGION (40%)	SUB DEPARTEMENT (30%)
			2017	2018	2019		
Restauration générale de l'église Saint-Jean-Baptiste de Bouqueval	460 213,96	370 000	123 333,33	123 333,33	123 333,34	148 000	111 000
total	**460 213,96**	**370 000**	**123 333,33**	**123 333,33**	**123 333,34**	**148 000**	**111 000**
	subvention région		**49 333,33**	**49 333,33**	**49 333,34**		
	subvention département		**37 000**	**37 000**	**37 000**		

Tous les montants sont indiqués en € HT sauf la subvention régionale ferme et forfaitaire

Tableau modifié

BOUQUEVAL (95)

OPERATIONS	MONTANTS PROPOSES EN € HT	MONTANTS RETENUS PAR REGION/ DEPARTEMENT	ECHEANCIER DE REALISATION			SUB REGION (40%)	SUB DEPARTEMENT (30%)
			2019	2020	2021		
Restauration générale de l'église Saint-Jean-Baptiste de Bouqueval	460 213,96	370 000	115 000	123 333	131 667	148 000	111 000
total	**460 213,96**	**370 000**	**115 000**	123 333	131 667	**148 000**	**111 000**
	subvention région		**0**	**95 333**	**52 667**		
	subvention département		**46 000 €**	**37 000**	**28 000**		

Tous les montants sont indiqués en € HT sauf la subvention régionale ferme et forfaitaire

Article 2 :
Le présent contrat est prorogé d'un an à compter de l'adoption de cet avenant par la dernière assemblée délibérante.

Article 3 :
Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Bouqueval, le
Pour la commune de Bouqueval
le maire

Francis MALLARD

A Cergy, le
Pour le département du Val d'Oise
la présidente du conseil départemental

Marie-Christine CAVECCHI

A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la région Île-de-France
la présidente du conseil régional

Valérie PECRESSE

Annexe 4 : Fiches-projet modifiées relatives aux "100 000 stages"

Commission permanente du 16 novembre 2016 – CP 2016-622
Modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020 - CP 2020-260

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015074

Objet : CONSTRUCTION D'UN PREAU - THIEUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	103 175,00 €	45,00 %	46 428,75 €
	Montant Total de la subvention		46 428,75 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300201- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE THIEUX
Adresse administrative : 17 GRANDE RUE
77230 THIEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno BAHIN, Maire

N° SIRET : 21770462600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 15 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de sa politique d'évolution et de maintien de la scolarité sur la commune et de l'amélioration du cadre de vie; la commune poursuit son programme de travaux sur le groupe scolaire. Elle prévoit notamment la mise aux normes PMR des abords (action n°2) , la réhabilitation de l'ancien préau (objet de la présente action) et l'extension de l'école (action n°3); mais également la disparition d'un préfabriqué accueillant actuellement une classe pour proposer des équipements de qualité, sécurisés et répondant aux normes actuelles.

Compte tenu de l'évolution récente de la population de la commune de Thieux ainsi que des besoins liés aux modifications des rythmes scolaires, l'agrandissement et la mise aux normes en vigueur (notamment de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite) des locaux scolaires est devenu prioritaire.

La première action est le déplacement du préau à l'autre extrémité de l'école, sous la forme d'une extension qui sera reliée au bâtiment et à la circulation principale desservant les classes,

Description :
L'école comprend actuellement un préau qui nécessite une transformation en salle de motricité. Afin de permettre le bon fonctionnement des nouveaux locaux de l'école, la commune envisage la réorganisation des accès à l'école et la création d'un nouveau préau communicant directement avec la nouvelle entrée principale.

Matériaux utilisés seront :
- structure principale en maçonnerie traduite par des murs en béton revêtus de pierre de parement
- poteaux métalliques galvanisés supportant la charpente en bois lamellé collé et la couverture en tuiles de terre cuite, identique à celle de la toiture existante
- serrurerie extérieure métallique composée de panneau de méthacrylate afin de minimiser les effets des vents et de conserver les vues sur les paysages extérieurs

Les travaux seront conformes à la règlementation en vigueur.

Intérêt régional :

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- THIEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DES TRAVAUX	171 925,00	100,00%
Total	171 925,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	46 428,75	27,01%
DEPARTEMENT 77	36 111,25	21,00%
COMMUNE	89 385,00	51,99%
Total	171 925,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	36 428,75 €
2018	10 000,00 €

Commission permanente du 22 novembre 2017 - CP2017-542
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 - CP 2020-260

DOSSIER N° 16015076 - CRUR : REHABILITATION ET EXTENSION DE L'ECOLE - THIEUX (77)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	125 390,00 € HT	45,00 %	56 425,50 €
	Montant total de la subvention		56 425,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE THIEUX
Adresse administrative : 17 GRANDE RUE
77230 THIEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno BAHIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2018 - 30 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de sa politique d'évolution, de maintien de la scolarité sur la commune et de l'amélioration du cadre de vie, la commune poursuit son programme de travaux sur le groupe scolaire.
Elle prévoit notamment la mise aux normes PMR des abords (action n°2), la réhabilitation de l'ancien préau (action n°1) et l'extension de l'école, objet de la présente action. De plus, le préfabriqué accueillant une classe sera démoli. La commune sera dotée d'un équipement de qualité, sécurisé et répondant aux normes actuelles.

Les locaux supplémentaires créés ou modifiés dans le bâtiment comprennent :
- la création d'une salle de motricité pour répondre aux effectifs de l'école, accessible depuis l'extérieur, depuis les classes et aussi depuis les bureaux du directeur et des enseignants
- la création d'une salle pour les enseignants
- la réfection des accès côté bibliothèque
- La transformation de la salle de motricité actuelle en salle de classes.

Comme pour la fiche-projet n°16015074, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- THIEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	261 855,00	100,00%
Total	261 855,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	56 425,50	21,55%
DEPARTEMENT 77 attribué	43 883,50	16,76%
COMMUNE	161 546,00	61,69%
Total	261 855,00	100,00%

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP 2016-622
Modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020 - CP 2020-260

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015075

Objet : AMENAGEMENT DE L'ACCESSIBILITE PMR ET REFECTION DES ABORDS IMMEDIATS DE L'ECOLE - THIEUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	71 435,00 €	45,00 %	32 145,75 €
	Montant Total de la subvention		32 145,75 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300201- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE THIEUX
Adresse administrative : 17 GRANDE RUE
77230 THIEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno BAHIN, Maire

N° SIRET : 21770462600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 15 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de sa politique d'évolution et de maintien de la scolarité sur la commune et de l'amélioration du cadre de vie; la commune poursuit son programme de travaux sur le groupe scolaire. Elle prévoit notamment la mise aux normes PMR des abords de l'école (objet de la présente action) mais également la disparition d'un préfabriqué accueillant actuellement une classe pour proposer des équipements de qualité, sécurisés et répondant aux normes actuelles.

Le besoin de locaux supplémentaires et la réorganisation des espaces qui en découle amènent à une nouvelle définition de l'accès à l'école afin de garantir un accès sécurisé au regard de la circulation automobile. Celui-ci va se trouver déplacé à l'opposé de son emplacement actuel.

Description :
Les travaux à réaliser :

- L'aménagement de l'accès PMR sera traduit par la réalisation d'une rampe. De plus il sera effectué des travaux de mise aux normes des espaces récréatifs ainsi que la réfection des abords et espaces alternants.
- La création d'un accueil parents couvert ;

- La pose de clôtures pour sécuriser l'accès à l'école.

Comme pour la fiche-projet n°16015074, la Région exempte la commune de l’obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- THIEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	140 185,00	100,00%
Total	140 185,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	32 145,75	22,93%
DEPARTEMENT 77	25 002,25	17,84%
COMMUNE	83 037,00	59,23%
Total	140 185,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 145,75 €
2018	10 000,00 €

Commission permanente du 19 septembre 2018 - CP2018-384
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 - CP 2020-260

DOSSIER N° 18010494 - COR REHABILITATION DE LA MAIRIE - BREUIL-BOIS-ROBERT (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	107 830,00 € HT	40,00 %	43 132,00 €
	Montant total de la subvention		43 132,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BREUIL-BOIS-ROBERT
Adresse administrative	:	MAIRIE 78930 BREUIL-BOIS-ROBERT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Didier LEBRET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 octobre 2017 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Breuil-Bois-Robert (723 habitants INSEE 2015) propose l'opération "Réhabilitation de la mairie".

La mairie construite à la fin du XIXème siècle est vétuste. L'aspect extérieur est dégradé, les huisseries extérieures sont d'origine et sont source de grande déperdition de chaleur.
Le projet consiste à :
- remplacer toutes les huisseries extérieures,
- ravaler les façades,
- peindre les grilles extérieures,
- sécuriser la salle d'archives contre l'incendie.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de

l’obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- BREUIL-BOIS-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	95 300,00	88,38%
HONORAIRES	12 530,00	11,62%
Total	107 830,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	43 132,00	40,00%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	32 349,00	30,00%
COMMUNE	32 349,00	30,00%
Total	107 830,00	100,00%

Commission permanente du 19 septembre 2018 - CP2018-384
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 - CP 2020-260

DOSSIER N° 18010495 - COR RESTAURATION DE L'EGLISE (TRANCHE 1) - BREUIL-BOIS-ROBERT (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	92 812,00 € HT	40,00 %	37 124,80 €
	Montant total de la subvention		37 124,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUIL-BOIS-ROBERT
Adresse administrative : MAIRIE
78930 BREUIL-BOIS-ROBERT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier LEBRET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 octobre 2017 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Breuil-Bois-Robert (723 habitants INSEE 2015) propose l'opération "Restauration de l'église (tranche 1)".

L'église qui date de la fin du XIXème siècle n'a jamais fait l'objet de grandes réparations depuis sa construction. La commune a fait faire un diagnostic complet qui met en évidence un certain nombre de désordres qui n'affectent pas la pérennité de l'édifice. Le coût des travaux étant trop lourd à supporter pour la commune en une seule fois, il a été décidé d'effectuer ces réparations par tranche. La première tranche de travaux inscrite au présent contrat rural comprend la restauration des vitraux, le traitement parasitaire d'une partie des bancs et la pose de grilles de ventilation.

Comme porté par la fiche IRIS n° 18010494, la Région exempte la collectivité de l'obligation de

recrutement d’un stagiaire.

Localisation géographique :

- BREUIL-BOIS-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	82 500,00	88,89%
HONORAIRES	10 312,00	11,11%
Total	92 812,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	37 124,80	40,00%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	27 844,00	30,00%
COMMUNE	27 843,20	30,00%
Total	92 812,00	100,00%

Commission permanente du 19 septembre 2018 - CP2018-384
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 - CP 2020-260

DOSSIER N° 18010496 - COR CONSTRUCTION D'ATELIERS MUNICIPAUX - BREUIL-BOIS-ROBERT (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	56 652,00 € HT	40,00 %	22 660,80 €
	Montant total de la subvention		22 660,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUIL-BOIS-ROBERT
Adresse administrative : MAIRIE
78930 BREUIL-BOIS-ROBERT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier LEBRET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2018 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Breuil-Bois-Robert (723 habitants INSEE 2015) propose l'opération "Construction d'ateliers municipaux".

Les ateliers municipaux sont actuellement situés au centre du village entre l'école, la cantine, la garderie et la bibliothèque. Ils sont constitués d'un atelier-garage équipé d'un coin sanitaire et douche au confort rudimentaire, d'un hangar de rangement de matériel, d'un espace repas-vestiaire. Le hangar de rangement doit être détruit pour permettre l'agrandissement de l'école. Cette démolition n'est pas intégrée dans la présente opération.

La commune a le projet de construire un centre technique municipal neuf en périphérie du village près de la salle polyvalente qui vise à améliorer les conditions de travail et de sécurité des employés communaux.

Les travaux doivent commencer cet été.

Comme sur la fiche IRIS n° 18010494, la Région exempte la collectivité de l'obligation de recrutement d'un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération (travaux + honoraires) est estimé à 264 209 € HT, plafonné à 56 652 € HT.

Localisation géographique :
- BREUIL-BOIS-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	240 100,00	90,88%
HONORAIRES	24 109,00	9,12%
Total	264 209,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	22 660,80	8,58%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	16 995,00	6,43%
GPS&O - Sollicité	100 000,00	37,85%
COMMUNE	124 553,20	47,14%
Total	264 209,00	100,00%

Commission permanente du 16 novembre 2016 – CP 2016-622
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 - CP 2020-260

DOSSIER N° 16012985 - CONSTRUCTION D'UNE CANTINE SCOLAIRE - SOINDRES

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	180 000,00 € HT	45,00 %	81 000,00 €
		Montant total de la subvention	81 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOINDRES
Adresse administrative : 3 RTE DE MANTES
78200 SOINDRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacky LAVIGOGNE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2016 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Un terrain, propriété communal à proximité de l'école sera utilisé pour la construction de la cantine scolaire sur une surface 200 m² environ.
Celle-ci comprendra une salle de préparation culinaire (liaison froide), une salle de restauration, un local poubelle clos et couvert en extérieur.
La charpente sera en laméllé collé, recouverte d'une toiture en tuiles.
Les menuiseries seront en aluminium gris clair, double vitrage.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- SOINDRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	49 975,00	12,05%
TRAVAUX	364 882,00	87,95%
Total	414 857,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	81 000,00	19,52%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (78)	63 000,00	15,19%
COMMUNE	270 857,00	65,29%
Total	414 857,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-040
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 - CP 2020-260

DOSSIER N° 18010170 - CRUR RESTAURATION DE LA PLACE CENTRALE (MAIRIE-CIMETIERE-EGLISE) - SOINDRES (78)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	60 000,00 € HT	45,00 %	27 000,00 €
	Montant total de la subvention		27 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOINDRES
Adresse administrative : 3 RTE DE MANTES
78200 SOINDRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacky LAVIGOGNE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Soindres (672 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Restauration de la place centrale (mairie-cimetière-église)". La place centrale de la commune située devant la mairie, le cimetière et l'église est vétuste et doit être rénovée. Les marches très vétustes nécessitent une réhabilitation afin d'accéder en toute sécurité à l'église et au cimetière. De plus, il est indispensable de créer un accès adapté pour les personnes à mobilité réduite.

Comme sur la fiche IRIS n°16012985 la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 134 837 € HT, plafonné à 60 000 € HT.

Localisation géographique :
- SOINDRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	127 337,00	94,44%
HONORAIRES	7 500,00	5,56%
Total	134 837,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	27 000,00	20,02%
DEPARTEMENT 78	21 000,00	15,57%
COMMUNE	86 837,00	64,40%
Total	134 837,00	100,00%

Commission permanente du 16 mars 2018 - CP2018-112
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 - CP 2020-260

DOSSIER N° EX030636 - COR - MAIRIE : ADAPTATION DE L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE (PMR) - VOULANGIS (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	18 597,00 € HT	40,00 %	7 438,80 €
	Montant total de la subvention		7 438,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VOULANGIS
Adresse administrative	:	MAIRIE 77580 VOULANGIS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Franz MOLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Voulangis (1 532 habitants - INSEE 2015) propose l'opération « Adaptation de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR) de la mairie ».

L'aménagement d'un accès de la mairie adapté aux personnes en situation de handicap fait partie d'une action globale de revalorisation du centre-bourg de la commune.
En effet, l'entrée de la mairie est actuellement assurée par un escalier en pierre, peu éloigné de la route.
Il est prévu de créer un sas vitré muni de portes automatiques et d'aménager deux plans inclinés de part et d'autre du sas.
Les deux pans s'inscriront latéralement le long du bâtiment de la mairie, initiant une pente douce vers un parvis envisagé pour faciliter et sécuriser le cheminement des piétons.
Le coût de l'opération pris en compte dans ce contrat correspond essentiellement aux travaux de maçonnerie nécessaires à l'aménagement des plans inclinés et à la reconstruction de l'escalier.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Les deux opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :

- l'adaptation de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR) de la mairie : le coût est estimé à 18 597,00 € HT ;
- la requalification de la rue du Bout d'en Haut : le coût est estimé à 353 225,80 € HT, plafonné à 351 403,00 € HT.

Localisation géographique :

- VOULANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	18 597,00	100,00%
Total	18 597,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	7 438,80	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	5 579,10	30,00%
COMMUNE	5 579,10	30,00%
Total	18 597,00	100,00%

Commission permanente du 16 mars 2018 - CP2018-112
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 - CP 2020-260

DOSSIER N° 18002315 - COR - REQUALIFICATION DE LA RUE DU BOUT D'EN HAUT - VOULANGIS (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	351 403,00 € HT	40,00 %	140 561,20 €
	Montant total de la subvention		140 561,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VOULANGIS
Adresse administrative	:	MAIRIE 77580 VOULANGIS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Franz MOLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2016 - 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Voulangis (1 532 habitants - INSEE 2015) propose l'opération « Requalification de la rue du Bout d'en Haut ».

Cette opération s'inscrit dans une action globale de revalorisation du centre-bourg de la commune : la rue du Bout d'en Haut est un axe secondaire pénétrant qui s'étend sur environ 500 m. Caractéristique des routes rurales, cette voie est étroite et enclavée. Le stationnement s'y fait de manière anarchique et les piétons ne disposent pas d'espace délimité et sécurisé pour circuler.

Après la démolition de l'existant, les travaux prévus comporteront notamment le reprofilage de la voie avec la création d'un trottoir sur un des côtés pour assurer la continuité de la circulation piétonne, ainsi qu'un aménagement pour un abri bus.

Les travaux de voirie comprendront également, au travers de la mise en oeuvre de revêtements divers

(enrobés, pavés, stabilisés...), la délimitation de 36 places de stationnement et d'une chaussée permettant à la fois la circulation urbaine à vitesse limitée et le passage des engins agricoles, incluant des aménagements de sécurité de type ilot central en entrée d'agglomération et passage piéton surélevé.

Comme sur la fiche IRIS n°EX030636 la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Les deux opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- l'adaptation de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR) de la mairie : le coût est estimé à 18 597,00 € HT ;
- la requalification de la rue du Bout d'en Haut : le coût est estimé à 353 225,80 € HT, plafonné à 351 403,00 € HT.

Localisation géographique :
- VOULANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	320 000,00	90,59%
HONORAIRES	33 225,80	9,41%
Total	353 225,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	140 561,20	39,79%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	105 420,90	29,85%
COMMUNE	107 243,70	30,36%
Total	353 225,80	100,00%

Commission permanente du 30 mai 2018 - CP2018-197
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 - CP 2020-260

DOSSIER N° EX033516 - COR OPERATION DE VOIRIES - MAROLLES EN BRIE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAROLLES EN BRIE 77
Adresse administrative : 3 PL DE LA MAIRIE
77120 MAROLLES-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine GUILLETTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 février 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Marolles-en-Brie (404 habitants - INSEE 2015) propose l'opération « voiries ».

En effet, des problèmes de sécurité, liés à l'augmentation du trafic routier sont aggravés par le passage de véhicules lourds (engins agricoles et cars scolaires).

Des travaux sont envisagés sur plusieurs tronçons de voirie étroite et dégradée. Il s'agit :
- sur la route de Ferrière, de renforcer la chaussée par la pose d'un enrobé sur 2 700 m² et de plusieurs avaloirs des eaux de ruissellement, et de créer un sens unique au niveau d'un virage à angle droit qui sera élargi ;
- sur la route de Maison Rouge, de renforcer la chaussée avec un tapis d'enrobé de 3 500 m², d'améliorer l'écoulement des eaux pluviales, et de créer une zone de croisement après abattage d'un bosquet ;
- sur la rue de la Cressonnière, de poser 800 m² d'un nouvel enrobé et de renforcer les accotements ;
- au carrefour de l'Orgère, de créer 150 m² de chaussée supplémentaire pour sécuriser les girations des

bus scolaires ;
- au hameau de Ranchien, de renforcer 800 m de chaussée et d'élargir la voirie dans toute la partie agglomérée du hameau.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- MAROLLES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	400 600,00	95,35%
HONORAIRES	19 550,00	4,65%
Total	420 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	35,23%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	111 000,00	26,42%
COMMUNE	161 150,00	38,36%
Total	420 150,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-182

DU 1 JUILLET 2020

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - DEUXIÈME AFFECTATION - CNAM SYNERGIE 2 - CIUP - UPEC - SORBONNE UNIVERSITE - AVENANT PUIS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CP 01-806 du 20 décembre 2001 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage relative à l'opération du bâtiment Synergie à Saint-Denis pour le CNAM ;

VU la délibération n° CR 31-07 du 16 février 2007 adoptant le Contrat de Plan Etat-Région 2007-2013 ;

VU la délibération n° CP 08-753 du 10 juillet 2008 relative à l'ouverture d'une autorisation de programme pour le financement des études de programmation en faveur de l'opération de la Maison de l'Île de France à la Cité Internationale Universitaire de Paris. ;

VU la délibération n° CP 08-1255 du 27 novembre 2008 approuvant l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage relative à l'opération du bâtiment Synergie à Saint-Denis pour le CNAM ;

VU la délibération n° CP 09-670 du 9 juillet 2009 décidant le financement de l'opération et affectant une autorisation de programme de 3 761 150 € relative à l'opération de la Maison de l'Île de France à la Cité Internationale Universitaire de Paris. ;

VU La délibération n° CP 10-692 du 14 octobre 2010 autorisant le Président à signer les demandes de permis de démolir et de construire relative à l'opération du bâtiment Synergie à Saint-Denis pour le CNAM ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 ;

VU la délibération n° CR 39-11 du 23 juin 2011 relative aux ajustements apportés au Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 ;

VU la délibération n° CP 11-718 du 20 octobre 2011 autorisant le Président à signer la demande de permis de construire relative à l'opération de la Maison de l'Île de France à la Cité Internationale Universitaire de Paris ;

VU la délibération n° CP 12-267 du 29 mars 2012 relative à l'opération du bâtiment Synergie à Saint-Denis pour le CNAM et autorisant le Président à signer l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage, l'avenant n°4 à la convention de mandat passée avec ICADE, à signer la demande du permis de démolir ;

VU la délibération n° CP 12-839 du 21 novembre 2012 affectant une autorisation de programme de 17 168 850€ et autorisant le président à lancer et signer les marchés de travaux, relatif à l'opération de la Maison de l'Île de France à la Cité Internationale Universitaire de Paris ;

VU la délibération n° CR 110-13 du 21 novembre 2013 portant prorogation du Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 pour l'année 2014 ;

VU la délibération n° CP 14-539 du 24 septembre 2014 relative à l'opération du bâtiment Synergie à Saint-Denis pour le CNAM et autorisant le Président à signer l'avenant n°3 à la convention de maîtrise d'ouvrage ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 adoptant le Contrat de Plan Etat – Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par délibération n° CP 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 16 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 relative à la révision du CPER 2015- 2020 ;

VU la délibération n° CP 2017-098 du 8 mars 2017 approuvant la convention type figurant en annexe 2 à la délibération relative au financement des projets immobiliers inscrits dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CP 2017-305 du 5 juillet 2017 autorisant la Présidente à signer la demande de permis de construire et de démolir relative à l'opération de construction du bâtiment de recherche « Synergie 2 » à Saint-Denis ;

VU la délibération n° CP 2017-375 du 20 septembre 2017 affectant une autorisation de programme de 55 000 € pour le suivi des performances environnementales, relative à l'opération de la Maison de l'Île de France à la Cité Internationale Universitaire de Paris. ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation 2017-2021 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-182 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Construction du bâtiment « SYNERGIE 2 » : avenant n°4 à la convention de maîtrise d'ouvrage et convention de cofinancement avec le CNAM.

Adopte l'avenant n°4 à la convention de maîtrise d'ouvrage jointe en annexe n°1 et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer ;

Adopte la convention de cofinancement avec le CNAM jointe en annexe n°2 et autorise la Présidente du Conseil Régional à signer cette convention de cofinancement.

Affecte une autorisation de programme de 1 500 000 €, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP23-002 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 12300201 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2020.

Article 2 : Suivi environnemental de la Maison de l'Île-de-France

Affecte une autorisation de programme d'un montant 13 000 € permettant la prorogation d'une année du suivi des performances environnementales de la Maison de l'Île de France à la Cité Internationale Universitaire de Paris, prélevée sur le chapitre 902 «Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR 23-002 «Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2020.

Cette affectation relève du Contrat de projets 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 21 « Enseignement supérieur, recherche »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21103 «Maison de l'Île de France, fin travaux et mobilier»
Axe de territorialité : région Ile-de-France
Localisation : Paris (75)

Article 3 : Affectation d'autorisation de programme Université Paris Est Créteil – bâtiment pour la recherche biomédicale

Décide de participer au titre du CPER 2015-2020 au financement des études pour la construction d'un bâtiment pour la recherche biomédicale à Créteil tel que détaillé dans la fiche projet en annexe n°3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par la délibération CP 2017-098 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 000 000 € pour l'Université Paris Est Créteil sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme PR 23-002 (423002) « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2020.

Cette affectation relève du Contrat de plan 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 21 « Enseignement supérieur, recherche »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21127 : « Construction d'un bâtiment pour la recherche biomédicale »

Axe de territorialité : Région Ile-de-France.
Localisation : Créteil (94)

Article 4 : Affectation d'autorisation de programme – Sorbonne Université : Rénovation bâtiment la Pitié Salpêtrière

Décide de participer au titre du CPER 2015-2020 au financement des travaux du bâtiment 105 boulevard de l'Hôpital de la Pitié-Salpétrière tel que détaillé dans la fiche projet en annexe n°4 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 2 000 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par la délibération CP 2017-098 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

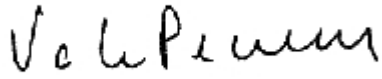
Affecte une autorisation de programme d'un montant de 2 000 000 € pour Sorbonne Université prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR23-002 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2020.

Cette affectation relève du Contrat de projets 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 21 « Enseignement supérieur, recherche »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21107 « Facultés de médecine : projets Lariboisière, St-pères et la Pitié-salpêtrière »
Axe de territorialité : région Ile-de-France.
Localisation : Paris

Article 5 : Avenant n°1 à la convention PUIS avec l'Université Paris-Saclay

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 14 ES 10 correspondant à la fiche projet n°17003253 tel que présenté en annexe n°5 à la présente délibération et autorise la Présidente à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc179113-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération : Avenant n° 4 CNAM/SYNERGIE

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS PÔLE SYNERGIE

AVENANT N°4 A LA CONVENTION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

ENTRE

L'ETAT – MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE - représenté par le préfet de la région Ile-de-France, assisté de Monsieur le recteur de la région académique Ile-de-France, chancelier des universités, et le recteur de l'Académie de Créteil, ci-après dénommé « l'ETAT »,

D'UNE PART,

ET

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE représentée par la présidente du conseil régional d'Ile-de-France, dûment habilitée par délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP xxxx-xxx du xx/xx/xxxx, ci-après dénommée « la REGION »,

D'AUTRE PART.

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

- l'article L 211-7 du Code de l'éducation relatif à la possibilité donnée à l'Etat de confier la maîtrise d'ouvrage de construction d'enseignement supérieur aux collectivités territoriales ;
- le Contrat de plan signé le 18 Mai 2000 entre l'Etat et la Région Ile-de-France pour la période 2000-2006 ;
- la circulaire interministérielle (Budget, Enseignement supérieur et recherche) du 16 Janvier 1995 relative à la déconcentration des investissements exécutés par l'Etat et des subventions d'investissements accordées par l'Etat ;
- les décisions ministérielles d'expertise en date du 6 décembre 2000 et 19 février 2002 ;
- l'accord de principe donné à la Région Ile-de-France par le préfet de région, par lettre du 4 Mai 2001 ;
- la convention de cofinancement n° 02DASES 04 entre le CNAM et la Région Ile-de-France signée le 10 avril 2002 ;
- la convention de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat et la Région Ile-de-France signée le 4 septembre 2002 relative à l'opération de restructuration-réhabilitation d'un bâtiment pour le Conservatoire National des Arts et métiers – Pôle SYNERGIE ;
- le courrier du CNAM, daté du 7 juin 2004, approuvant le transfert du budget, prévu pour le premier équipement, dans l'enveloppe travaux consacrée à la réhabilitation ainsi que la limitation des prestations au 3°étage du bâtiment, qui sera livré ''blanc''
- le Contrat de projets signé le 23 mars 2007 entre l'Etat et la Région Ile-de-France pour la période 2007-2013 ;
- l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage relative à l'opération de restructuration – réhabilitation d'un bâtiment pour le CNAM – Pôle SYNERGIE signé le 1er avril 2009 ;
- le courrier du Président de la Région, daté du 18 mai 2011, demandant l'avis du Préfet de Région sur la proposition de renoncer au projet de réhabilitation du bâtiment et de procéder à une démolition – construction ;
- le courrier du Préfet de Région, daté du 12 juillet 2011, validant la proposition de la Région de renoncer au projet de réhabilitation du bâtiment et de procéder à une démolition – construction ;

- le courrier du CNAM, daté du 28 septembre 2011, validant la proposition de la Région de renoncer au projet de réhabilitation du bâtiment et de procéder à une démolition – construction ;
- le courrier de France Domaine, daté du 14 décembre 2011, validant la proposition de la Région de renoncer au projet de réhabilitation du bâtiment et de procéder à une démolition – construction ;
- le courrier de la Région adressé au Préfet de Région en date du 26 janvier 2012, confirmant le souhait de la Région de continuer à exercer la maîtrise d'ouvrage de l'opération dans sa nouvelle configuration de démolition-construction ;
- l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage relative à la décision de renoncer au projet de réhabilitation du bâtiment et de procéder à une démolition – construction ;
- l'avenant n°3 à la convention de maîtrise d'ouvrage portant le périmètre d'intervention de la Région et les conditions d'exercice de la maîtrise d'ouvrage par la Région Île-de-France,
- la délibération du Conseil d'Administration du Conservatoire National des Arts et Métiers du 8 mars 2018 acceptant de co-financer l'opération à hauteur de 1,5M€,
- le courrier en date du 8 juin 2019 du Conservatoire National des Arts et Métiers confirmant sa participation financière d'1,5 M€ et la prise en charge du 1er équipement,
- la délibération du Conseil d'Administration du Conservatoire National des Arts et Métiers du XX/XX 2020 autorisant son administrateur général à signer la convention de cofinancement avec la Région,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'avenant n°4

L'objectif des signataires est de construire des locaux destinés à des laboratoires de recherche du Conservatoire National des Arts et Métiers.

Les études de maîtrise d'œuvre ont mis en évidence un dépassement budgétaire de 2,5 M€ HT de l'enveloppe travaux, lié aux contraintes de construction du bâtiment sur une infrastructure existante.

La structure du parking existant ne peut être conservée en totalité et son renfort est nécessaire. De plus, la forte technicité des laboratoires nécessite une densité d'équipements inhabituelle également facteur de surcoût, malgré les efforts d'optimisation et de mutualisation consentis. Par ailleurs, le laboratoire « Génie des Procédés » a été retiré du projet, le projet optimisé (réduction des surfaces, suppression d'un niveau entier, suppression des patios et de la double circulation).

Le Conservatoire National des Arts et Métiers s'engage à participer au financement de cette opération pour un montant de 1,5 millions d'euros et à prendre en charge le 1er équipement à hauteur de 400 000 €.

Article 2 - Lieu d'implantation

Le bâtiment H, « Synergie », propriété de l'Etat, d'une superficie d'environ 11 900 m² SHON (R+3 sur deux niveaux de sous-sol), est situé au sein de la ZAC Montjoie sur le territoire de la

commune de Saint-Denis (93). L'emprise actuelle de ce bâtiment est restreinte au lot 10 au sein d'une copropriété ayant fait l'objet d'une division en volume. Cette copropriété, dans son ensemble, s'étend sur les parcelles suivantes :

- CR n° 28 pour 38 m² au 16 impasse de la Montjoie ;
- CR n° 58 pour 4 508 m² au 12 rue de la Procession ;
- CR n° 68 pour 55 m² à l'impasse de la Montjoie ;
- CJ n° 81 pour 8 m² rue du Landy ;
- CJ n° 83 pour 361 m² rue du Landy ;
- CJ n° 86 pour 146 m² à l'impasse de la Montjoie ;
- CJ n° 93 pour 3 205 m² au 13 rue des Blés ;
- CJ n° 100 pour 119 m² au 11 rue de la Procession ;
- CJ n° 103 pour 5 m² rue des Fillettes ;
- CJ n° 128 pour 782 m² à l'impasse de la Montjoie ;
- CJ n° 129 pour 7 m² à l'impasse de la Montjoie ;

Le lot 10 est composé de 17 sous-volumes dont l'emprise en plan n'inclut pas, au vu du plan cadastral, les parcelles CJ n°83, CJ n°93 et CJ n°103.

Article 3 – Financement

L'enveloppe financière prévisionnelle de la nouvelle construction s'élevait à 16 541 091 € toutes dépenses confondues. Augmentée de la participation du CNAM de 1,5M€, elle s'élève désormais à 18 041 091€. De plus, le CNAM prend en charge le 1er équipement estimé à 400 000 €.

Le maître d'ouvrage supporte les risques du fait des aléas administratifs, techniques ou économiques hors le cas d'une absence de mobilisation des cofinancements attendus du (ou des) partenaire(s) sur l'opération.

Article 4 - Programme technique de construction

Le programme technique de construction de l'opération, fixant les objectifs et la consistance du projet a été mis au point avec l'établissement d'enseignement supérieur et le représentant du recteur de l'Académie de Créteil. Comme indiqué en préambule, ce programme a fait l'objet d'adaptations importantes dans le cadre des études de maîtrise d'œuvre.

La présente convention de mandat s'appuie par conséquent sur les objectifs et la consistance du projet tels qu'ils ont été définis au stade Avant-Projet Détaillé, qui a fait l'objet d'un avis du recteur de l'Académie de Créteil par courrier du 14 juin 2019.

Article 5 - Maîtrise d'ouvrage

L'opération est menée par la Région sur la base des caractéristiques du projet fixées dans la décision préfectorale approuvant le dossier d'expertise ainsi que dans la décision d'approbation du programme technique de construction.

Le maître d'ouvrage s'engage à associer étroitement à la mise en œuvre de l'opération, le préfet de région Ile de France, le recteur de la région académique Ile-de-France, chancelier des universités, le recteur de l'académie de Créteil, ou leurs représentants respectifs ainsi que le chef de l'établissement d'enseignement supérieur ou son représentant. L'avis préalable et explicite de l'État est sollicité lors des différentes phases d'études, et notamment au stade de l'avant-projet, avant leur approbation par le maître d'ouvrage.

L'État et l'établissement public d'enseignement supérieur sont notamment représentés avec voix délibérative au sein du jury de sélection de l'équipe de maîtrise d'œuvre. La participation des utilisateurs est également prévue au sein de la commission technique d'analyse des projets de maîtrise d'œuvre.

Pendant le déroulement de l'opération, les services de l'État ne peuvent pas intervenir directement auprès de la maîtrise d'œuvre ou des entreprises. Toutes les remarques utiles doivent être adressées au maître d'ouvrage. À cette fin, des réunions de travail sont organisées régulièrement entre le maître d'ouvrage et les services compétents de l'État.

Article 6 - Remise des immeubles à l'État

La réception des travaux est prononcée par la Région, maître d'ouvrage qui veille à ce que les représentants de l'État et de l'établissement d'enseignement supérieur assistent aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Une ampliation du procès-verbal des opérations préalables à la réception, des propositions du maître d'œuvre et de la décision de réception prise par le maître d'ouvrage est adressée au Recteur d'académie, service de l'ingénieur régional de l'équipement.

Les ouvrages sont remis gratuitement et en pleine propriété à l'État après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que la Région ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage. La remise en pleine propriété à l'État intervient conformément aux dispositions de l'article 7 ci-après.

Toute remise partielle correspondant à une mise en fonctionnement fractionnée des bâtiments ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

La remise des ouvrages à l'État ne peut être acceptée qu'après l'obtention de l'avis favorable d'ouverture au public de la commission de sécurité et d'accessibilité compétente.

Un procès-verbal de prise de possession est établi entre les représentants de l'Etat, la Région et l'affectataire. Il précise les responsabilités de l'affectataire relatives à la sécurité des biens et des personnes ainsi qu'à l'entretien des installations pour la période comprise entre la prise de possession de l'équipement, dès la réception des travaux, et la remise officielle de l'ouvrage.

La remise à l'État des bâtiments doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal de remise signé par la Région et l'État représenté par le Préfet de région.

Au procès-verbal de remise à l'État est annexé, en deux exemplaires, un dossier constitué des pièces suivantes :

a. Pièces administratives :

- arrêté de permis de construire et ses annexes ;
- marchés de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique, de coordination sécurité-santé et de travaux;
- procès-verbaux de réception ;
- attestation d'assurance des maîtres d'œuvre et entreprises titulaires des marchés.

b. Pièces techniques :

- plans des ouvrages exécutés ;
- bilan des surfaces réalisées : utiles, dans œuvre et hors œuvre nettes ;
- procès-verbaux des réunions de chantier ;
- plans de récolement des VRD ;
- notices de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des divers équipements ;
- procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre.

c. Pièces relatives à la sécurité :

- plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité du bâtiment ;
- rapport final du contrôle technique relatif à la sécurité des personnes ;
- dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage ;
- avis de la commission de sécurité et d'accessibilité compétente.

La remise des ouvrages transfère à l'État (ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche) les droits et obligations du propriétaire à l'exception de ce qui est prévu au paragraphe suivant.

Entrent dans la mission de la collectivité territoriale, maître d'ouvrage, la levée des réserves de réception et le règlement de tout litige lié aux travaux dont elle a eu la maîtrise, avec des tiers ou avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre, fournisseurs et prestataires intervenants, ainsi que les actions qui lui incombent jusqu'à l'expiration de la période de parfait achèvement, à l'exception des actions en garantie biennale et décennale qu'il appartiendra à l'État, propriétaire, d'engager.

Article 7 - Propriété des ouvrages

Les ouvrages construits sur terrain appartenant à l'État deviennent propriété de ce dernier en vertu du droit d'accession.

Article 8 – Eligibilité au FCTVA

Conformément à l'article L.211-7 du code de l'éducation et en application des modalités d'intervention portées au contrat de projets, la dépense exposée par la Région au titre de cette opération est éligible au fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée.

Article 9. Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant cosigné par les parties en présence, adopté préalablement par la Commission permanente du Conseil Régional.

Article 10. Durée de la convention

La présente convention prend effet dès signature par l'ensemble des parties. Elle prend fin avec la remise du compte-rendu définitif des recettes et des dépenses signés par le représentant de la Région et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité.

Fait à Paris, en deux exemplaires,

Le

Pour la Région Ile-de-France

La présidente du conseil régional d'Ile de France

Le

Pour l'Etat,
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Le Préfet de la région Ile de France

Annexe 2 à la délibération : Convention de financement CNAM/SYNERGIE

Région îledeFrance

le cnam

Direction générale des services

Direction générale adjointe
Valorisation du patrimoine
immobilier

CONVENTION DE COFINANCEMENT

Entre les soussignés :

Le Conservatoire National des Arts et Métiers (Cnam) 292, rue Saint Martin – 75141 Paris cedex 03, représenté par son Administrateur général en exercice, Monsieur Olivier FARON, ci-après désigné par le **Cnam**,

D'une part,

ET

La Région Ile de France, représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, dûment habilitée par délibération de la commission permanente du conseil régional n° XXXXXXXXXXXXXXXX, ci-après dénommée la **Région ou « le bénéficiaire »**,

D'autre part,

PREAMBULE :

Dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2000-2006 pour la contractualisation des investissements publics, l'État a signé, avec la Région Ile-De-France une convention de maîtrise d'ouvrage pour le Cnam. Cette convention a pour objet initial la réhabilitation d'un immeuble, propriété de l'État, dit « Synergie », destiné à l'implantation de pôles de formation et de recherche technologique à dominante industrielle du Cnam à Saint-Denis (93)- sis 12, rue de la Procession.

Il a été convenu entre ces parties que l'État confie la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Région, cette dernière devant y associer le Préfet de Région, le Recteur de l'académie ainsi que l'Administrateur général du Cnam en exercice. La répartition financière initiale du coût des travaux est prévue par l'article III de la convention de maîtrise d'ouvrage signée le 4 septembre 2002 entre l'Etat et la Région Ile-de-France qui stipule que la quasi- totalité de l'opération est financée par la Région, avec une contribution financière mineure du Cnam (pour rappel à l'époque 1 829 388.21 € sur un total de 16 464 493.86 €).

Un avenant n°1 en date du 1er avril 2009 entérine la modification du montant total ainsi que le programme de l'opération et acte une modification de la clé de répartition des

financements et de leurs modalités de versement. Un avenant n°2, en date du 30 juillet 2012, modifie l'objet de la convention initiale en renonçant à la réhabilitation du bâtiment Synergie et en décidant de procéder à une démolition-reconstruction de ce même bâtiment et acte de la prise en charge financière de la totalité de cette opération par la Région. Enfin, un dernier avenant n°3, en date du 20 octobre 2015, fixe le nouveau périmètre d'intervention de cette opération ainsi que les conditions d'exercice de la maîtrise d'ouvrage par la Région, l'objectif des signataires étant de construire des locaux destinés à des laboratoires de recherche du Cnam. Ces diverses modifications et travaux ont conduit le maître d'ouvrage à redéfinir l'enveloppe financière dévolue à un montant de 16 541 091 €, toutes dépenses confondues. Les études engagées en juillet 2017, marquées au stade APS (avant-projet sommaire) par un dépassement de 1,34 M€ HT soit près de 30 % du budget alloué aux travaux obligent le Cnam à envisager à nouveau une participation financière afin de permettre la réalisation du projet.

En date du 8 mars 2018, le Conseil d'Administration du Cnam a voté une participation financière de 1,5 M€ TTC à destination des équipements scientifiques et a renoncé à l'enveloppe de 1er équipement d'un montant de 400.000 € prévue par l'Etat.

En date du 12 décembre 2019, le Conseil d'Administration a adopté la modification de destination des fonds suivant la proposition suivante : « Le conseil d'administration du Cnam, dans sa séance plénière du 12 décembre 2019, donne un avis favorable à la modification de destination de la participation financière de l'établissement, votée par le CA du 8 mars 2018, pour le projet de construction du bâtiment Synergie II à hauteur de 1,5 M€ TTC ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : **Objet**

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de versement à la Région, Maître d'ouvrage, de la participation de cofinancement du CNAM à la construction du bâtiment « SYNERGIE II » à Saint-Denis.

Le montant total toutes dépenses confondues de l'opération et son équipement, est estimé à 18 051 091 €.

Article 2 : **Montant du cofinancement**

Le CNAM s'engage à participer au financement de la construction du bâtiment « SYNERGIE II » à Saint-Denis à hauteur de 1 500 000 € TTC.

Cette somme dédiée aux travaux de construction et d'équipements scientifiques du bâtiment ci-dessus mentionné sera prélevé sur classe 2 (crédits d'investissements) en accord avec la CDU (convention d'utilisation) conclue entre l'Etat et le Cnam sous la référence 093-2016-033 qui en son article 2 précise que : « *L'ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis 12 rue de la Procession. Le site a été démoli excepté les 2 niveaux de sous-sols qui donnent les surfaces suivantes : 1er sous-sol 1754 m² ; 2ème sous-sol 1648m² soit une surface en sous-sol de 3 402m². Le terrain d'une surface de 5 290m². Ce site est inscrit sous le numéro d'inventaire CHORUS sous la référence* ***163903/435977***.

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus ».

Le Cnam s'engage à inscrire dans son budget les crédits nécessaires à la réalisation de l'opération étant entendu que cette participation au cofinancement est soumise à la construction effective du bâtiment « SYNERGIE II ».

Article 3 : **Engagement de la Région**

La Région, Maître d'ouvrage, tel que prévu au Contrat particulier 2007-2013, a affecté un montant d'Autorisation de Programme de 16 541 091 € pour la réalisation de cet ouvrage.

La Région tient le Cnam informé de toute difficulté ou évènement important imprévu susceptible de modifier, de retarder l'opération, voire d'interrompre ou d'abandonner le projet et/ou les travaux.

Article 4 : **Modalités de versement du cofinancement**

Le Cnam s'engage à effectuer, conformément à l'avancement prévu et aux besoins de paiement estimés et justifiés, selon l'échéancier suivant :

1er versement : 600 000 €, soit 40% du montant total, à la notification du dernier marché de travaux

2ème versement : 450 000 €, soit 30 % du montant total, à la mise hors d'eau du bâtiment

3ème versement : 450 000 €, soit 30% représentants le solde, à réception du bâtiment

Ces règlements interviennent au vu des pièces justifiant l'état d'avancement des travaux, transmises par le mandataire, certifiées par le Maître d'ouvrage et communiquées au Cnam par la Région avant chaque versement dans un délai de 45 jours maximum.

Article 5 : **Versement des crédits**

Les sommes dues par le Cnam, au titre de sa participation au cofinancement de la construction du bâtiment, sont acquittées après réception des pièces justifiant l'avancement de l'opération, sur production de titres de perception émis par les services compétents de la Région, sur le compte établi au nom de :

Monsieur le Directeur Régional des Finances publiques
DRFIP Ile-de-France
94 rue de Réaumur
75002 PARIS Cedex

Coordonnées bancaires :

CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° COMPTE	CLE RIB
30001	00064	R7500000000	86
Identification internationale			
IBAN FR46 3000 1000 64R7 5000 0000 086			

Article 6 : **Restitution de la participation au cofinancement**

Dans le cas où le projet viendrait à être abandonné ou ne serait pas mené à terme, la Région s'engage à restituer la totalité des crédits perçus pour l'opération.

Article 7 : **Publicité du soutien du Cnam**

Dès l'ouverture du chantier, un panneau d'information mentionnant la participation du Cnam sera implanté par la Région sur le site de l'opération. La Région en garantit le maintien dans de bonnes conditions de visibilité pendant toute la durée des travaux.

Les partenaires s'engagent en outre, chaque fois qu'ils font une opération de relations publiques en direction de la presse ou du public sur leur participation au financement du bâtiment « SYNERGIE II », à faire mutuellement mention de leur participation commune et de leur collaboration dans ces domaines et à y intégrer les logos des deux partenaires.

Les partenaires s'autorisent mutuellement à utiliser l'image du bâtiment dans le cadre de leur communication propre (brochure, bilan d'activité, communications diverses…) en rapport avec ce projet.

Article 8 **: Durée de la convention**

La présente convention prend effet le jour de sa notification à la Région. Elle expire après versement du solde, conformément à l'échéancier fixé à l'article 4.

Article 9 **: Modification de la convention**

S'il survient des circonstances exceptionnelles le justifiant, l'échéancier peut être modifié par avenant à la présente convention soumis pour approbation au Conseil d'Administration du Cnam ainsi qu'à la Commission Permanente de la Région.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 10 : **Résiliation de la convention**

En cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs de ses obligations, sur demande expresse et motivée de l'autre partie, la présente convention sera résiliée de plein droit dans les conditions fixées aux alinéas suivants.

La résiliation ne peut intervenir qu'après que la partie défaillante aura été mise en demeure par l'autre partie d'accomplir ses obligations, dans un délai de 3 mois fixé par la mise en demeure.

Au cours de cette période, les deux parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

Le délai court à compter de la notification de la mise en demeure expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

La résiliation est effective à l'expiration du délai de préavis sauf si, dans ce délai :

- les obligations citées dans la notification ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Article 11 : **Litige**

Les parties conviennent qu'avant toute saisine judicaire, les différends qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation de la présente convention, feraient l'objet de tentatives de règlement amiable entre elles.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, le

Pour le CNAM
L'Administrateur général,

Olivier FARON

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Ile de France
La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Annexe 3 à la délibération : Fiche-projet UPEC Bâtiment recherche

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-182

DOSSIER N° 20007454 - Université Paris Est Créteil- Construction d'un bâtiment de recherche biomédicale

Dispositif : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche (n° 00000252)
Délibération Cadre : CR123-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-1800
Action : 423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	2 012 000,00 € HT	49,70 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative : 61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean-Luc DUBOIS-RANDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet de la construction du Bâtiment de Recherche Biomédicale (BRB) situé sur le campus Henri Mondor à Créteil, vise le développement de l'un des principaux pôles de recherche biomédicale de l'Est parisien avec un rayonnement national et international en réponse aux défis majeurs de notre siècle :
• L'étude des effets de la pollution sur les organismes vivants (notamment en liaison avec les maladies cardio-vasculaires),
• La mise au point de vaccins et antiviraux contre le VIH et le VHB.
Le dossier d'expertise a été validé par le Conseil d'administration de l'université le 4 mars 2020 et a reçu un avis favorable du rectorat qui l'a transmis au Préfet. L'université assure la maitrise d'ouvrage de cette opération.
Le bâtiment de 4050 m2 de surface utile (SU) comprend un accueil, hall d'entrée d'environ 250m2 avec salles de réunion et espaces de convivialité qui dessert 2 grands ensembles fonctionnels :
- zone de 4 plateformes mettant des équipements spécifiques à disposition de chercheurs de l'IMRB mais

aussi de l'extérieur pour 755m2
- zone de recherche pour l'administration du VRI et pour 3 équipes de l'IMRB, des laboratoires pour manipulations classiques pour un total de 2640m2.
Les espaces logistiques et techniques nécessaires au fonctionnement de la recherche et du bâtiment comprennent 405m2.
Le bâtiment vise une qualité environnementale ambitieuse et recourt au BIM dès la conception du bâtiment avec pour objectif le management des données pendant tout le cycle de vie du batiment.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet global Etudes et travaux du bâtiment de recherche biomédicale est évalué à 19M € HT TDC. S'agissant essentiellement de recherche l'université récupère la TVA. Compte-tenu du calendrier de l'opération il est envisagé de financer dans le cadre du CPER 2015-2020 la partie "Honoraires, Etudes" à hauteur de 1M€ par la Région et de reporter le financement de la partie travaux dans le prochain CPER dans le cadre des reprogrammations.
Le montant de la base subventionnable correspond à la part "Honoraires" du projet, évaluée à 2012 000 € HT. Les frais de concours ne sont pas intégrés dans la partie Honoraires qui comprend uniquement les missions de maîtrise d'œuvre, de l'OPC (ordonnancement pilotage coordination), SSI (sûreté et sécurité incendie), bureau de contrôle et CSPS (coordinateur sécurité et protection de la santé).

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Construction ens. immo pour la recherche biomédicale -faculté de médecine à Créteil

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires : Etudes MOE, OPC, SSI,CSPS, bureau de contrôle	2 012 000,00	100,00%
Total	2 012 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
UPEC	1 012 000,00	50,30%
Région Île-de-France	1 000 000,00	49,70%
Total	2 012 000,00	100,00%

Annexe 4 à la délibération : fiche projet La pitié Salpêtrière

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-182

DOSSIER N° 20007425 - Sorbonne Université-La Pitié-Salpêtrière-projet PITIE-105 Boulevard de l'Hôpital

Dispositif : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche (n° 00000252)
Délibération Cadre : CR123-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-1800
Action : 423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	8 727 000,00 € TTC	22,92 %	2 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE
Adresse administrative : 21 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur JEAN CHAMBAZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet immobilier PITIE porte sur la restructuration partielle du bâtiment de la faculté de médecine de la Sorbonne Université, situé au 105 Boulevard de L'hôpital pour sur 6 niveaux. Cette restructuration doit permettre la remise aux normes des installations techniques du bâtiment, l'amélioration de sa performance énergétique, l'optimisation de ses coûts de fonctionnement et d'exploitation ainsi que le regroupement du Centre de Recherche en Myologie.
L'opération concerne :
Des travaux d'aménagement intérieur afin de regrouper les équipes Myologie dans le bâtiment dont :
– Le réaménagement architectural total de l'étage 4 du bâtiment 105.
– Le réaménagement architectural de 220m² de locaux tertiaires au niveaux 2 et 3.
Des travaux d'amélioration énergétique dont :
– La reprise complète de la façade et de l'étanchéité de la toiture.
– Les remplacements des menuiseries et stores extérieures, l'isolation thermique par l'extérieur
– La mise aux normes des installations techniques.

De travaux de mise en sécurité et en accessibilité dont :
– La réfaction des sanitaires du bâtiment.
– La mise en accessibilité du site et du bâtiment.
Les interventions intérieures prévues dans le cadre de l'opération concernent également l'ensemble des sanitaires du bâtiment et les circulations verticales de tous les niveaux.
L'activité des autres niveaux doit être maintenue pendant toute la durée des travaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant global du projet tel que présenté dans le dossier d'expertise s'élève toutes dépenses confondues à 10 225 000€ TDC calculé avec une base TVA à 13,6%. Sorbonne Université bénéficie d'une TVA mixte compte-tenu de ses activités d'enseignements et de recherche. Cette base varie chaque année.
Des études préalables, diagnostics et études de programmation ont été réalisées pour ce projet et ne sont donc plus éligibles. Les études de conception et suivi des travaux peuvent être prises en compte par l'université sur ces fonds propres. Aussi le montant retenu de la base subventionnable correspond au montant des travaux soit 8 727 000 € TTC en base TVA à 13,6%.
Le financement du CPER prévoit un financement total de 8,725 M € dont 6,725 € de l'Etat et 2 M€ de la Région.

Localisation géographique :
- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Projets santé pour Lariboisière - Pitié-Salpêtrière - Saints-Pères

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préalables, diagnostics, programmation Non éligibles	223 000,00	2,18%
Etudes de conception et de suivi des travaux	1 275 000,00	12,47%
Travaux et divers	8 727 000,00	85,35%
Total	10 225 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres Université	1 500 000,00	14,67%
Etat	6 725 000,00	65,77%
Région Île-de-France	2 000 000,00	19,56%
Total	10 225 000,00	100,00%

Annexe 5 à la délibération : Avenant n°1 à la convention PUIS

Avenant n°1 à la convention n° 14ES10 fiche projet n°17003253
ETUDES DE PROGRAMMATION D'UN POLE UNIVERSITAIRE
INTERDISCIPLINAIRE DE SANTE (PUIS)

entre

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen
Représentée par la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France**,** Madame Valérie Pécresse
Dûment habilitée par la délibération de la Commission permanente N° CP 2020-XXX du 1er juillet 2020
ci-après dénommée la Région

D'une part,

Et

L'Université Paris Saclay
Domicilié Immeuble Technologie entrée B, Route de l'Orme aux merisiers 91190 Saint-Aubin
dont le statut juridique est celui d'établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel
dont le N° SIRET est 130 026 024 00013
Représentée par sa Présidente dûment habilitée, Madame Sylvie Retailleau
ci-après dénommée le maître d'ouvrage,

D'autre part,

Après avoir rappelé :

- Par délibération n° CP 2017-098 du 8 mars 2017, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'Université Paris Sud pour le financement de l'opération relative aux études sur la construction du pôle universitaire interdisciplinaire de sante sur le site de la Redoute à Villejuif.

- Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100% du montant de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 200.000 € TTC €, soit un montant maximum de subvention de 200.000 €.

- Le montant de la subvention constitue un plafond. La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

- La convention a été signée le 14 septembre 2017, le descriptif du projet figurant dans la « fiche projet » annexée à convention.

- L'Université Paris Sud devenue l'Université Paris Saclay a signifié à la Région que son projet avait évolué du fait de l'abandon par les pouvoirs publics du projet de construction du Pôle Universitaire Interdisciplinaire de Santé (PUIS) sur le site de La Redoute à Villejuif, au printemps 2019 (Compte-rendu du comité de pilotage du Contrat d'Intérêt National (CIN) Santé/Vallée Scientifique de la Bièvre du lundi 6 mai 2019). Ainsi l'Université, en concertation avec ses partenaires, a été contrainte de repenser sa stratégie tout en conservant les objectifs initiaux. Ainsi, dans un souci d'économie et de rationalisation de l'occupation du parc immobilier, elle privilégie désormais un scénario de

réinvestissement de locaux existants au sein de la faculté de médecine du Kremlin-Bicêtre, (Compte-rendu du comité de pilotage du Contrat d'Intérêt National (CIN) Santé/Vallée Scientifique de la Bièvre du lundi 6 novembre 2019)

Il a été décidé ce qui suit :

ARTICLE 1

La fiche projet n° **17003253** relative à la subvention attribuée à Paris Sud pour les études de programmation d'un pôle universitaire interdisciplinaire de santé (PUIS) figurant en annexe à la convention est remplacée par la fiche projet annexée au présent avenant.

ARTICLE 2

Modifie l'article 8 comme suit

Les pièces contractuelles comprennent la convention, l'avenant à la convention proprement dit tel qu'adopté par délibération N°CP 2020-XXX du 1er juillet 2020 et l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 3

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en deux exemplaires

Le.....	Le.....
La Présidente de l'Université Paris Saclay **Sylvie RETAILLEAU**	La Présidente du Conseil Régional d'Ile de France **Valérie PECRESSE**

Commission permanente du 1er juillet 2020- CP2020-XXX

DOSSIER N° 17003253 – Université PARIS-SACLAY – Etudes de programmation d'un Pôle Universitaire Interdisciplinaire de santé (PUIS)

Dispositif : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche (n° 00000252)
Délibération Cadre : CR123-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-1800
Action : 423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	200 000,00 €	100 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS-SACLAY
Adresse administrative : Immeuble Technologie entrée B, Route de l'Orme aux merisiers 91190 Saint-Aubin
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Sylvie RETAILLEAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 mars 2017 – 22 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le 8 mars 2017 correspond à la date de l'attribution de la subvention en 2017

Description :

La création d'un « pôle universitaire interdisciplinaire de santé », est un projet qui a été reformulé par l'Université et relocalisé dans les bâtiments existants de la Faculté de médecine, restructurés pour augmenter les capacités et permettre l'accueil des fonctionnalités du pôle universitaire interdisciplinaire de santé : plate forme de simulation, locaux de formations.... Ce nouveau projet de PUIS est envisagé sur le site actuel de la Faculté de médecine, notamment dans les locaux libérés par le déménagement de laboratoires de recherche vers la nouvelle extension (opération financée par le CPER 2015-2020). Il comprend donc des travaux de réhabilitation des locaux libérés ainsi que des travaux de restructuration des espaces intérieurs de la Faculté (4500 à 5500 m2 SU au total)"

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Compte tenu de son ampleur, l'étude de faisabilité a été évaluée à 400 000 € TTC avec un financement réparti entre l'État (200 000 € TTC) et la Région Île-de-France (200 000 € TTC).

Localisation géographique :

- Kremlin-Bicêtre (94)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/EPCS - Construction d'un pôle universitaire Interdisciplinaire de santé – Etudes (PUIS)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Études de programmation	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	200 000,00	100,00 %
Total	200 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-187

DU 1 JUILLET 2020

APPUI À LA DIFFUSION DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE (CSTI) EN ÎLE-DE-FRANCE ET DIVERS TRANSFERTS DE SUBVENTIONS SUR LE SECTEUR SOUTIEN À LA RECHERCHE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'éducation et notamment son article L. 214-2 ;

VU le Code de la commande publique ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 « Enseignement supérieur recherche » ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche modifiée par la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 portant ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du Conseil régional n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-547 du 16 novembre 2016 relative notamment au soutien au programme 2016 du DIM Cerveau et Pensée ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative au Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 portant ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération n° CP 2019-388 du 17 octobre 2019 relative notamment aux lauréats des chaires d'excellence internationale Blaise Pascal 2019 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-187 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : « La science pour tous » - dispositif de soutien au partage de la culture scientifique, technique et industrielle en Île-de-France

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne au financement des 37 projets détaillés en annexe n°1 à la présente délibération (fiches projets), par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **650 000 €** en fonctionnement et **129 450 €** en investissement.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type figurant en annexe n°2 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **650 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-007 (192007) « Soutien au dialogue Sciences-Société », Action 19200701« Diffusion de la culture scientifique et technique » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **129 450 €** disponible sur le chapitre budgétaire 909 Action économique, Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », », Programme HP 92-007 (192007) « Soutien au dialogue Sciences-Société », Action 19200701« Diffusion de la culture scientifique et technique » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 25 janvier 2020 – lendemain de la date initiale de clôture de l'appel à projet, conformément au texte de l'appel à projets – et ce par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2 : Marché de prestations de service

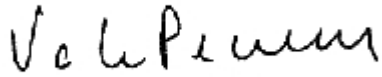
Affecte une autorisation de programme de **115 000 €** disponible chapitre budgétaire 909 Action économique, Code fonctionnel 92 «Recherche et Innovation», Programme HP 92-009 (192009) Smart Région, modernisation et innovation territoriale », action 19200901 « Smart Région avenir numérique » du budget 2020 en vue d'un marché de prestations de service, destiné à la réalisation d'un service numérique dédié à l'information scientifique des publics.

Article 3 : Chaires Blaise Pascal – transfert d'une partie de subvention

Décide de transférer à l'Ecole d'Economie de Paris, une partie de la subvention, soit 132 000€, accordés initialement, par délibération CP2019-388 du 17 octobre 2019, à l'Université Paris 1, afin de permettre le recrutement d'un lauréat des chaires Blaise Pascal 2019 et la réalisation de son projet de recherche selon les annexes n° 3 et 4 à la présente délibération.

Subordonne le transfert et versement de cette subvention à la signature avec l'Ecole d'Economie de Paris et l'Université Paris 1, de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n°CP2019 - 388 du 17 octobre 2019 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc179468-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Fiches projets - La science pour tous 2020

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049157 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION FRANÇAISE D'ASTRONOMIE

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	31 810,00 € HT	25,15 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: AFA ASS FRANCAISE ASTRONOMIE
Adresse administrative	: 17 RUE EMILE DEUTSCH DE LA MEURTHE 75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Olivier LAS VERGNAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
« Sous le ciel d'Île-de-France » est un programme d'actions proposé par l'Association Française d'Astronomie en 2020-2021.

Il se compose de 2 événements :

- les **Nuits des étoiles en Île-de-France auront lieu les 7 et 8 août 2020**. La coordination régionale des Nuits des étoiles (l'AFA est coordinateur national des Nuits des étoiles) lancera la dynamique sur la thématique de Mars et la recherche de la Vie ;

- le **festival des 2 infinis (f2i) se déroulera sur une période de 3 semaines en octobre 2020**. Il proposera diverses actions de médiation autour de la découverte de l'astronomie, de l'astrophysique ou de la planétologie, parmi lesquelles des conférences, des randonnées d'observation, des visites d'équipements, des soirées d'observation, des concours (« ma thèse en 5'» associant une quinzaine de

participants) ainsi que des rencontres entre chercheurs, amateurs et le grand public. Une journée spéciale junior sera également organisée sous le thème « C'est interdit aux plus de 15 ans » :

Public ciblé : 2 à 3 000 personnes plus 5 000 internautes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- MONTROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	23 000,00	72,30%
Frais d'animation	3 200,00	10,06%
Frais de communication	3 200,00	10,06%
Frais de transport	500,00	1,57%
Frais de restauration	650,00	2,04%
Frais de gestion numérique	780,00	2,45%
Divers	480,00	1,51%
Total	31 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	8 000,00	25,15%
Fonds propres	3 600,00	11,32%
DJEPVA	2 500,00	7,86%
Paris	15 000,00	47,15%
IN2P3	2 000,00	6,29%
Union européenne	710,00	2,23%
Total	31 810,00	100,00%

DOSSIER N° EX049143 - La science pour tous 2020 - SAINT QUENTIN EN YVELINES

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-65734-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	14 972,00 € TTC	40,07 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative	: BP 10118 78192 TRAPPES
Statut Juridique	: Communauté d'Agglomération
Représentant	: Monsieur Jean-Michel FOURGOUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2020 - 11 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :

Organisation du Village des sciences les 09, 10 et 11 octobre 2020 dans le cadre de la Fête de la Science à la Commanderie d'Elancourt pour la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (12 communes).

Une trentaine d'acteurs scientifiques du territoire seront réunis durant trois après-midis (associations scientifiques amateurs, services de l'agglomération, laboratoires, universités, entreprises). Chaque intervenant proposera des expériences et des manipulations sur un thème lié à l'événement.

Au programme de l'édition 2020, l'Observation, thème de la Fête de la Science 2020 en Île-de-France), ainsi que les grands défis scientifiques (IA, robotique, climat, etc.) et des thèmes spécifiques à chaque intervenant, ainsi que la découverte des métiers scientifiques et techniques.

Une exposition réalisée avec l'INRA, intitulée "PerceptionS de la Recherche", permettra une immersion du

public au sein d'un laboratoire de recherche. Le DIM Respore devrait également participer à ce Village des sciences et animer un stand. Un document sur les associations de sciences sera également disponible. Enfin, une scène sera installée pour proposer des mini conférences en histoire des sciences, des contes scientifiques, des spectacles « danse et sciences » ainsi que des interventions « poésie et sciences ».

Depuis 2018, le Village des Sciences enregistre une fréquentation croissante (+ 60% en 3 ans et 2 307 visiteurs lors de l'édition 2018) ainsi qu'un élargissement progressif de son public (en 2019, 70 % du public était issu des 12 communes de l'agglomération mais 17% d'autres communes des Yvelines et 3% d'autres départements franciliens).

Public ciblé pour l'édition 2020 : 2500 personnes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ELANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	4 472,00	29,87%
Fournitures et consommables	1 000,00	6,68%
Prestation des associations de culture scientifique et technique	6 000,00	40,07%
Frais de communication	1 000,00	6,68%
Frais de transport	800,00	5,34%
Frais de restauration	700,00	4,68%
Divers	1 000,00	6,68%
Total	14 972,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 000,00	40,07%
Communauté d'agglomération Saint Quentin en Yvelines	6 972,00	46,57%
MESRI / DRRT	2 000,00	13,36%
Total	14 972,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049145 - La science pour tous 2020 - E.P.T. EST ENSEMBLE

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-65734-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 € TTC	80,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EST ENSEMBLE
Adresse administrative	:	100 AVENUE GASTON ROUSSEL 93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique	:	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant	:	Monsieur GERARD COSME, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2020 - 10 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :

Organisation du festival « Sciences Infuses » porté par les bibliothèques du territoire Est Ensemble - Bondy, Les Lilas, Le Pré Saint-Gervais, Montreuil, Noisy-Le-Sec, Pantin - du 15 septembre au 10 octobre 2020.

Créé en 2016 pour faire écho à la Fête de la Science, le festival propose des actions variées pour répondre à la diversité des publics du territoire : ateliers pour les enfants, conférences pour les adultes, temps de débats à destination d'un public adolescent, etc.

Les éditions précédentes ont porté sur les thèmes de l'évolution, de la santé, des mathématiques et des énergies. Les formats participatifs sont privilégiés et les équipes des bibliothèques associent différents partenaires à chaque édition.

Pour 2020, la thématique retenue est celle du monde végétal.

Parmi les activités qui seront proposées :
- un atelier ludique avec l'association L'Oiseau Lyre et l'inauguration de la "grainothèque" de la bibliothèque des Lilas ;
- une "grainothèque" dans le parc jouxtant la bibliothèque de Bondy ;
- un atelier cuisine sur le thème de la cuisine végétale ; une conférence sur les relations entre l'homme et le végétal ;
- une exposition autour des collections de végétaux type grand herbier national, banque de graines du MNHN ;
- des ciné-conférences, rencontres-débats, ateliers parents/enfants, etc.
- sans oublier une demi-journée de formation à destination des professionnels des médiathèques pour les sensibiliser à la diffusion des sciences en bibliothèque.

Le public ciblé est le suivant :
- 400 enfants
- 200 adolescents
- 400 adultes

Soit 1000 personnes au total.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BONDY
- LES LILAS
- MONTREUIL
- NOISY-LE-SEC
- PANTIN
- LE PRE-SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	10 600,00	70,67%
Frais d'animation	3 400,00	22,67%
Divers	1 000,00	6,67%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 000,00	20,00%
Région Île-de-France	12 000,00	80,00%
Total	15 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049151 - La science pour tous 2020 - PLAINE COMMUNE - FESTIVAL SAVANTE BANLIEUE

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-65734-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	134 000,00 € TTC	14,93 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PLAINE COMMUNE
Adresse administrative	:	21 AVENUE JULES RIMET 93200 SAINT DENIS
Statut Juridique	:	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant	:	Monsieur PATRICK BRAOUEZEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 octobre 2020 - 9 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :

En raison de la crise Covid19, la 20ème édition du Festival Savante Banlieue sera intégralement dématérialisée. Elle aura lieu dans le cadre de la Fête de la Science (8 et 9 octobre 2020) et sera organisée, comme chaque année, en partenariat avec les campus de Sorbonne Paris Nord.

L'opération « Savante Banlieue » est organisée chaque année dans le cadre de la Fête de la science par Plaine Commune, en partenariat avec les campus de Sorbonne Paris Nord, Paris 8 et le CNRS (à Villetaneuse et à Saint-Denis).

Salon de la science pluridisciplinaire (30 stands) rythmé par de grandes conférences élaborées à partir d'un thème principal, l'opération accueille des dizaines de miniconférences pluridisciplinaires et des animations destinées aux collégiens et lycéens, ainsi qu'aux scolaires étudiants et apprentis d'Île-de-

France.

La mutualisation avec différents acteurs (laboratoires de recherche et associations) est recherchée ainsi que le partenariat avec les lycées et les collèges, afin que les élèves participent activement lors de leur visite en tant que conférenciers, exposants ou accompagnateurs.

Savante Banlieue se déroulera les jeudi 8 et vendredi 9 octobre 2020 sur les deux campus de Sorbonne Paris Nord, à Villetaneuse et Bobigny. Les 20 ans de Savante Banlieue seront célébrés.

Public attendu : 6500 personnes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLETANEUSE
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	12 000,00	8,96%
AMO Venue des publics et conférenciers	20 000,00	14,93%
Fournitures	2 000,00	1,49%
Frais de communication	14 000,00	10,45%
Installation des stands	23 000,00	17,16%
Frais de transport	30 000,00	22,39%
Sécurité, sureté, électricité du site	15 000,00	11,19%
Frais de restauration	10 000,00	7,46%
Divers	8 000,00	5,97%
Total	134 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	57 000,00	42,54%
CD93	15 000,00	11,19%
Argenteuil	5 000,00	3,73%
FAFIEC	6 000,00	4,48%
SGP	3 000,00	2,24%
Fondation Total	3 000,00	2,24%
SNCF	3 000,00	2,24%
Engie	3 000,00	2,24%
L'Oréal	3 000,00	2,24%
CNRS	6 000,00	4,48%
MESRI	10 000,00	7,46%
Région Île-de-France	20 000,00	14,93%
Total	134 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049133 - La science pour tous 2020 - SORBONNE UNIVERSITÉ (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-65738-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	120 000,00 € TTC	16,67 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE
Adresse administrative : 21 RUE DE L'ECOLE DE M DECINE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur JEAN CHAMBAZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 octobre 2020 - 11 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :

La Fête de la Science est devenue le principal rendez-vous science / société de Sorbonne Université. En 2019, près de 15 000 visiteurs et 160 classes sont venus à la rencontre des scientifiques, dans les laboratoires et sur le Village des Sciences. Ce dernier propose plus de 1500 m2 de stands scientifiques sur le parvis du campus Pierre et Marie Curie, auquel s'ajoutent les conférences en amphithéâtre, un espace de rencontre en plein air, un nouvel espace d'exposition et les collections patrimoniales.

La Fête de la science 2020 a pour ambition de continuer à proposer une grande diversité de formats, d'activités et de rencontres avec les scientifiques. Tout sera entrepris pour permettre à toutes les disciplines des facultés de Sorbonne Université (sciences, lettres et médecine) d'être présentes lors de cette manifestation. Une attention particulière sera portée sur l'accessibilité des ateliers aux personnes

souffrant de troubles auditifs ou visuels.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	33 500,00	26,80%
Frais d'animation	17 500,00	14,00%
Frais de communication	18 500,00	14,80%
Frais de restauration	14 000,00	11,20%
Aménagement technique des espaces (électricité, sécurité, location de tentes et de mobilier)	35 000,00	28,00%
Divers	1 500,00	1,20%
Equipements informatiques et son (INV)	5 000,00	4,00%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	80 000,00	64,00%
MESRI / DRRT	10 000,00	8,00%
Mairie de Paris	10 000,00	8,00%
Région Île-de-France (FONC)	20 000,00	16,00%
Région Île-de-France (INV)	5 000,00	4,00%
Total	125 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049144 - La science pour tous 2020 - UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY - Fête de la Science

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-65738-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	18 000,00 € TTC	38,89 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE PARIS SACLAY
Adresse administrative	:	RUE DE L'ORME AUX MERISIERS 91190 SAINT AUBIN
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Madame Sylvie RETAILLEAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 02 octobre 2020 - 12 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :

Programmation sur 3 jours de la Fête de la Science à l'Université Paris-Saclay proposée par une quarantaine de laboratoires de la Faculté des Sciences, mettant en avant les différentes disciplines de recherche explorées sur le campus.

Au programme 2020, de nombreuses animations et activités de médiation variées parmi lesquelles des expériences et ateliers ludiques, des visites de laboratoires, des conférences-débats, des expositions, des circuits découverte, du théâtre etc. Cette année, les visiteurs pourront par exemple :
- voyager sur la surface de Mars à bord d'une comète à l'Institut d'Astrophysique d'Orsay ;
- reconstruire des climats du passé à l'aide de sédiments déposés au fond des océans au laboratoire de Géosciences ;

- découvrir les spécimens étranges du cabinet de curiosités de l'Agrégation Sciences de la Terre ;
- écouter un concert de tambours liquides lumineux avec l'IUT de Cachan ;
- vivre un vol virtuel sur A320 dans des conditions réelles avec Polytech Paris-Saclay ; - apprendre à fabriquer et programmer un robot avec le Laboratoire de Recherche Informatique ;
- observer des insectes à l'échelle nanométrique au Centre de nanosciences et de nanotechnologie ;
- découvrir le patrimoine instrumental historique avec l'association Science-ACO qui leur présentera l'Anneau de collisions d'Orsay, ancêtre du synchrotron SOLEIL;
etc.

La journée du vendredi 9 octobre sera consacrée aux scolaires et le dimanche 11 sera ouvert au grand public. La journée du jeudi 08 octobre sera consacrée aux étudiants, leur permettant de visiter les plateformes technologiques du campus.

En 2019, cet évènement a permis d'accueillir plus de 6 000 visiteurs sur 2 jours (2 489 élèves ayant participé aux visites, ateliers et expériences proposés, soit 39 classes de primaires, 31 classes de collèges et 20 classes de lycées et 3 305 visiteurs dont 70% extérieur à la commune et 20% extérieur au département).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	1 000,00	5,56%
Frais d'animation	8 500,00	47,22%
Frais de communication	3 000,00	16,67%
Frais de transport	3 500,00	19,44%
Divers	2 000,00	11,11%
Total	18 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 000,00	38,89%
MESRI / DRTT	3 000,00	16,67%
Communauté d'agglomération Paris-Saclay	3 000,00	16,67%
Fonds propres	5 000,00	27,78%
Total	18 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049193 - La science pour tous 2020 - INSERM

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-65738-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	17 500,00 € TTC	20,00 %	3 500,00 €
	Montant total de la subvention		3 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE DR PARIS 6
Adresse administrative	: BIOPARK BAT A 75013 PARIS
Statut Juridique	: Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant	: Madame CAMILLE CHAUDONNERET, DELEGUEE REGIONALE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Conçu par des scientifiques du Centre d'Immunologie et des Maladies Infectieuses de Paris (CIMI) de l'INSERM, en collaboration avec des spécialistes de la médiation, "CLASH-anticorps" a été inauguré lors de l'édition 2017 de la Fête de la Science sur le Village de la Science de Sorbonne-Université. Ce jeu de plateau éducatif vise à sensibiliser les publics (cible initiale = enfants de 8 ans) aux grands enjeux sociétaux tels que la vaccination, la résistance aux antibiotiques, l'hygiène, etc.

Le projet consiste à passer du prototype au développement à grande échelle du jeu (plusieurs centaines d'exemplaires), en vue de son utilisation dans les espaces de vie et d'accueil possible d'ateliers ludo-éducatifs (établissements scolaires, ludothèques, médiathèques, centres socio-culturels, centres de loisirs, maisons de retraite, etc.).

Le jeu sensibilise à une meilleure compréhension et connaissance des microbes et de leurs relations avec les hommes, arbitrées par les défenses de l'organisme et le système immunitaire. Chaque équipe de joueurs a pour mission d'éliminer un microbe pathogène (virus, bactérie, champignon ou parasite) en répondant correctement à des questions, ce qui lui permet de gagner des anticorps et des cellules pour se défendre.

Les publics cibles sont tout d'abord les scolaires ainsi que le personnel éducatif du CE2 à la 1ère, et en particulier les collèges des réseaux d'éducation prioritaire (REP et REP+). Dans un deuxième temps, c'est le grand public qui est visé (à partir de 7/8 ans) au sein d'espaces socio-culturels et de médiation, ainsi que lors d'évènements ponctuels comme la Fête de la Science, la nuit européenne des chercheurs ou d'autres animations à médiation scientifique à destination des enfants et/ou des adultes, des familles en particulier.

Le nombre de personnes bénéficiaires du projet est estimé à 10000.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	6 000,00	34,29%
Frais de communication	2 500,00	14,29%
Frais de production du jeu	8 000,00	45,71%
Divers	1 000,00	5,71%
Total	17 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres (CIMI)	3 500,00	20,00%
Fonds propres (INSERM)	3 500,00	20,00%
Ville de Paris	3 500,00	20,00%
Sorbonne Université	3 500,00	20,00%
Région Île-de-France	3 500,00	20,00%
Total	17 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049321 - La science pour tous 2020 - CNRS - Institut de Biologie Paris Seine

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-65738-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 € HT	50,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY200 PARIS CENTRE
Adresse administrative : 7-9 QUAI SAINT BERNARD
75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Madame VERONIQUE DEBISSCHOP, Directeur général des services

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
L'Institut de biologie Paris-Seine (IBPS - FR3631) propose de poursuivre son projet pédagogique et de médiation scientifique intitulé « Vis ma vie de chercheur », initié avec le soutien de la Région en 2017. Ce programme s'adresse à des lycéens de première et terminale des filières scientifiques (S et STL) accueillis au laboratoire pour réaliser des travaux pratiques ludiques (enquête policière ou médicale) et encadrés par des doctorants de 2ème et 3ème année de thèse dans le cadre de demi missions doctorales (16j/an).

Avec « Vis ma vie de chercheur », il s'agit à la fois de familiariser les lycéens avec les métiers de la recherche et la démarche scientifique mais également d'offrir aux jeunes chercheurs (8 doctorants) l'occasion de se former à la diffusion scientifique en rendant accessibles leurs travaux.

Le calendrier du projet est le suivant :

- été 2020 : recrutement des doctorants/encadrants, élaboration/amélioration des TP, réalisation du site web de préinscription

- septembre 2020 : communication sur le projet aux établissements des académies de Paris, Créteil et Versailles ; ouverture des préinscriptions ; sélection des établissements selon les critères suivants :

1) Classification éducation prioritaire
2) Localisation (équilibre entre les trois académies)
3) Niveau des classes (équilibre Première/Terminale)
4) Disponibilité aux dates proposées
5) Effectif des classes (accueil maximum de 66 élèves par session)
6) Non-participation à VMVDC une année précédente (nous privilégierons les établissements n'ayant pas encore participé).

- octobre 2020 à avril 2021 : accueil de classes sur le campus Pierre et Marie Curie de Sorbonne Université à raison de 8 classes sur 2 jours, soit 28 sessions d'une demi-journée permettant d'accueillir 56 classes, soit potentiellement 1792 élèves.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	15 000,00	75,00%
Fournitures et consommables	1 800,00	9,00%
Frais de communication	200,00	1,00%
Location de salles	2 000,00	10,00%
Divers	1 000,00	5,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Mairie de Paris	9 000,00	45,00%
Sorbonne Université	1 000,00	5,00%
Région Île-de-France	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049111 - La science pour tous 2020 - PARCOURS DES SCIENCES (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 800,00 € TTC	27,78 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES PARCOURS DES SCIENCES DITE PARCOURS DES SCIENCES
Adresse administrative	:	21 PLACE DU PANTHEON 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame GINETTE GABLOT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
L'association Parcours des sciences, créée il y a plus d'une vingtaine d'années, propose de lancer en 2020 le premier festival de promenades scientifiques en Île-de-France. Parrainé par Axel Khan, ce projet consiste à proposer 24 promenades-conférences dans différents lieux franciliens hautement chargés en patrimoine scientifique, sur 4 après-midi de samedi ou dimanche du mois de juin 2020 - en raison du Covid19, ce lancement est reporté à mai/juin 2021.

Ce festival permettra notamment de valoriser la place de la chimie, de la géologie et de la botanique dans le 5ème arrondissement de Paris et en Essonne. Ces visites guidées seront accessibles à tous, sur inscription. Le public ciblé représente 500 à 600 personnes au total.

A l'aide d'une iconographie historique rare, il s'agit de donner sens à un patrimoine local, à travers l'observation de la signalétique urbaine, de l'architecture, de l'urbanisme et des éléments de communication apposés dans l'espace public. Les contenus sont élaborés par l'association Parcours de sciences en partenariat avec diverses associations telles que l'Association française d'astronomie, Afac_sciences, le Groupe d'histoire de la chimie de la Société Française de Chimie ou encore le Comité Quartier Latin pour le Festival 2020.

Outre l'organisation des promenades scientifiques, l'association Parcours des sciences souhaite créer une application mobile, afin de rendre accessible au visiteur isolé les lieux d'enseignement et de recherche et d'inscrire ainsi la communauté scientifique dans son environnement. Conçues pour les Journées du patrimoine et la Fête de la science 2020, cette application numérique sera testée auprès des lycéens et étudiants. Les deux premières visites numériques proposées seront consacrées au quartier scientifique autour de la rue d'Ulm où la Maison Poincaré dédiée aux mathématiques ouvrira sur le campus Curie en 2021, ainsi qu'à l'Université Pierre et Marie Curie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	3 500,00	32,41%
Prestations guides-conférenciers	3 200,00	29,63%
Documentation et fournitures	600,00	5,56%
Prestation comédien	500,00	4,63%
Frais de communication	2 200,00	20,37%
Frais de transport	200,00	1,85%
Divers et imprévus	600,00	5,56%
Total	10 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 500,00	13,89%
Région Île-de-France	3 000,00	27,78%
CNRS	2 000,00	18,52%
Ville de Paris	2 000,00	18,52%
Arkéma	2 300,00	21,30%
Total	10 800,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049112 - La science pour tous 2020 - SCIENCE OUVERTE (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	121 330,00 € TTC	16,48 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE
Adresse administrative : 30 RUE ARMAND CARREL
93700 DRANCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS GAUDEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Le projet Science Ouverte vise à créer un contact direct entre les publics les plus éloignés de la science en Seine-Saint-Denis et la science vivante, en train de se faire, et ses enjeux. Il s'adresse en priorité aux jeunes de Drancy et du quartier de l'avenir parisien à Bobigny, mais les activités à destination des lycéens rayonnent désormais sur l'ensemble de la Seine-Saint-Denis voire au-delà.

Le programme proposé pour l'année scolaire 2020-2021 comporte de très nombreuses actions parmi lesquelles :

- des actions éducatives : organisation d'une douzaine de stages scientifiques pendant les congés scolaires ; conçus et assurés par des chercheurs et des scientifiques, ces stages proposent une ouverture culturelle aux sciences avec des travaux de recherche et d'exploration, des restitutions orales, des conférences et discussions avec des scientifiques et des sorties dans des lieux liés aux sciences (laboratoires, Palais de la Découverte, etc.) ;

- des séances d'orientation : organisation de 6 séances d'orientation avec intervention d'étudiants, d'anciens de l'association en activité, de représentants de divers métiers scientifiques et techniques ;

- une participation à l'opération « Mat'les vacances », colonie de vacances organisée par une association partenaire PEASTEL ;

- une participation à l'opération « Maths en Jeans » au lycée Louise Michel de Bobigny et à l'Université Paris 13 ; les participants à ces ateliers présenteront les résultats de leurs travaux au congrès Maths.en.Jeans prévu en mars 2021 ;

- le développement du Fab Lab abrité par l'association Science Ouverte au château de Ladoucette, en collaboration avec l'association TRACES et l'accueil des jeunes pour des activités régulières autour des nouvelles technologies numériques (initiation au dessin sur ordinateur, utilisation d'imprimantes 3D et de découpeuse laser pour fabriquer des objets personnalisés, découverte de la réalité virtuelle et de la réalité augmentée, etc.) ;

- des mises en débat, notamment à travers un cycle de conférences dit Scientifik Park (généralement 4 par année) à l'Université Paris 13 ;

- des expositions temporaires ; celle de 2020 a pour thème la génétique ("ADN, la clé de la vie").

- une participation au Festival d'Astronomie de Fleurance, où Science Ouverte organise la venue et l'hébergement d'étudiants et de lycéens franciliens ;

- des participations à de nombreux évènements organisés en Région, notamment le Salon des Jeux Mathématiques, la Journée de la Terre, le Salon du développement durable de la Ville de Drancy, le festival Savante Banlieue organisé par Plaine Commune ou diverses actions organisées dans le cadre de la Fête de la Science ;

- des interventions dans les établissements scolaires – ex : conférence de Jacques Moreau, directeur de recherche honoraire en biologie moléculaire et explorateur de l'Arctique, et de François Gaudel, prix Diderot Curien de la communication scientifique, sur des thèmes mathématiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	95 355,00	78,65%
Frais d'animation	8 078,00	6,66%
Frais de communication	2 000,00	1,65%
Frais de transport	3 700,00	3,05%
Frais d'hébergement	2 500,00	2,06%
Frais de restauration	8 000,00	6,60%
Divers	1 600,00	1,32%
Total	121 233,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	16,50%
CGET	30 000,00	24,75%
Fonjep	4 700,00	3,88%
DDCS - Partenariat JEP	10 000,00	8,25%
Ville de Drancy	30 533,00	25,19%
Paris Terre d'Envol	6 000,00	4,95%
Fondations mathématiques et scientifiques	12 000,00	9,90%
CNRS	1 500,00	1,24%
VCAF	6 500,00	5,36%
Total	121 233,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049118 - La science pour tous 2020 - TERRE AVENIR (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	41 271,00 € TTC	36,35 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERRE AVENIR
Adresse administrative : BRASSEAUX
77560 VILLIERS-SAINT-GEORGES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe RAYER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Sciences en territoire est une action de sensibilisation aux grands enjeux de société qui met en avant le rôle des sciences. Son volet "décode la science et le développement durable" se déroule sur l'ensemble du département de Seine et Marne, en itinérance, au plus près des publics.

En 2020-2021, le projet comportera 2 volets :

- organisation au cours de l'année scolaire 2020-2021 de 50 conférences sur 4 thèmes liés au développement durable (eau, air, énergie, climat) et de 15 à 20 visites d'entreprises et/ou laboratoires permettant des rencontres avec des ingénieurs, techniciens ou chercheurs. Cette action prend la forme de conférences interactives sur des thèmes de société à forts enjeux tels que l'eau, l'énergie, l'air ou le climat. Elles sont complétées par la rencontre de chercheurs, d'ingénieurs, de visites d'entreprises ou de sites naturels.

. public cible : 80 classes issues de 25 d'établissements d'enseignement général ou technique soit 2400 élèves du CD77 pour les conférences dont 600 participeront également aux visites de sites.

- organisation d'un volet « grand public » sous forme de 10 cafés des sciences proposés dans les médiathèques de Seine-et-Marne afin de favoriser la rencontre entre le grand public et des scientifiques, mais aussi de faire clairement obstacle aux « infox », notamment au sujet de l'énergie, l'évolution du climat, la vaccination, l'intelligence artificielle, la qualité de l'air, le vieillissement, ou encore la génétique.

. public cible : 200 personnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	31 071,00	73,50%
Frais de transport	8 000,00	18,93%
Frais de restauration	300,00	0,71%
Divers	1 900,00	4,49%
Equipement (ordinateur et enceinte)	1 000,00	2,37%
Total	42 271,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 271,00	12,47%
CD77	3 000,00	7,10%
Fondation C'Génial	5 000,00	11,83%
Groupe Avril	3 000,00	7,10%
Eau de Paris	7 000,00	16,56%
MESRI	3 000,00	7,10%
Région Île-de-France (FONC)	15 000,00	35,49%
Région Île-de-France (INV)	1 000,00	2,37%
Total	42 271,00	100,00%

DOSSIER N° EX049119 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION F-HOU - L'UNIVERS A PORTEE DE LA MAIN (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	19 000,00 € TTC	78,95 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ASS F-HOU L'UNIVERS A PORTEE DE LA MAIN
Adresse administrative	: 5 VILLA VIRGINIE 75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur EMMANUEL ROLLINDE DE BEAUMONT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Le projet ASTRE consiste à promouvoir une compréhension globale des objets du ciel et des questions actuelles de recherche autour de trois grandes thématiques : les météorites, les exo-planètes et les trous noirs.

Les objectifs du projet sont multiples :
- diffuser les connaissances fondamentales de l'astronomie en Île-de-France pour les scolaires et le grand public ;
- souligner la diversité des carrières impliquées dans la recherche en astronomie et valoriser l'implication des femmes dans la science ;
- renforcer les liens avec les mairies et les écoles en vue de développer des projets pédagogiques en classe ;

- rassembler les acteurs francophones de l'astronomie pour l'éducation et favoriser la synergie des acteurs locaux en Île-de-France à travers chaque événement.

Plusieurs actions seront organisées :

1) une conférence internationale, associant chercheurs, médiateurs et enseignants franciliens, ainsi que les laboratoires LDAR et IRAP (Toulouse), plusieurs associations d'astronomie française et le collège interdisciplinaire et l'Institut d'Etudes Avancées de l'Université de Cergy-Pontoise.
2) 4 événements à destination des scolaires et du grand public, pour favoriser la découverte des météorites, des exoplanètes et des trous noirs : une première journée sera dédiée à l'accueil des scolaires et le week-end sera dédié au grand public. Les activités prévues sont des ateliers ludiques et interactifs (Quoi), des conférences et expositions (Pourquoi) ainsi que des descriptions d'expériences actuelles et des actions de science participative permettant à chaque citoyen de participer à l'avancée de la recherche sur certaines questions précises (Comment).

Public cible : 2 800 personnes - 1 000 scolaires, 1 600 personnes pour le grand public (familles) et 200 professionnels (chercheurs, médiateurs et acteurs de l'enseignement).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PONTCARRE
- CHANTELOUP-LES-VIGNES
- HOUDAN
- CERNAY-LA-VILLE
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	11 000,00	38,39%
Frais d'animation	2 000,00	6,98%
Frais de communication et de publication	4 000,00	13,96%
Frais de restauration	1 000,00	3,49%
Equipement (achat de 3 planétaires imprimés, tablettes et valises Vigie-Ciel)	9 650,00	33,68%
Divers	1 000,00	3,49%
Total	28 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 000,00	10,47%
IMPMC	1 000,00	3,49%
Région Île-de-France (FONC)	15 000,00	52,36%
Région Île-de-France (INV)	9 650,00	33,68%
Total	28 650,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049120 - La science pour tous 2020 - LES PETITS DEBROUILLARDS ÎLE-DE-FRANCE (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	45 250,00 € TTC	50,83 %	23 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LES PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE
Adresse administrative	: BOITE ET ACC S AU 74 75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame Marie BODEUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 1 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Fort du succès des actions menées en 2019-2020 avec le soutien de la Région, sur le territoire francilien, la branche Île-de-France de l'association Les Petits Débrouillard propose de poursuivre le « Science Tour », une série de 4 festivals scientifiques de 2 jours proposés avec les moyens d'un camion-laboratoire, sur des territoires franciliens particulièrement éloignés des sciences (Champs-sur-Marne, Nanterre, Garges-Lès-Gonesse + 1 autre territoire à identifier, probablement dans le sud de l'Essonne).

Ces évènements, organisés entre juin et décembre 2020, mettront en avant les acteurs professionnels, scientifiques et associatifs, ainsi que les producteurs de science et contribueront à la lutte contre la propagation des « fake news ». Ils feront également la promotion des femmes scientifiques et de la préservation de la biodiversité locale. La campagne de sensibilisation aux fausses informations intitulée « Il paraît que ! » Soutenue par Google – YouTube assurera un complément de visibilité au projet mais

aussi un cofinancement de ces évènements.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	35 500,00	78,45%
Frais d'animation	2 600,00	5,75%
Frais de transport	2 400,00	5,30%
Frais administratifs	2 500,00	5,52%
Divers	2 250,00	4,97%
Total	45 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	23 000,00	50,83%
Champs-sur-marne	750,00	1,66%
Nanterre	750,00	1,66%
CD 91	750,00	1,66%
EPCI Grand Paris Sud	750,00	1,66%
Garges-Les-Gonesse	750,00	1,66%
Milly-La Forêt	750,00	1,66%
Google	3 750,00	8,29%
AMI	11 000,00	24,31%
CAF	3 000,00	6,63%
Total	45 250,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049122 - La science pour tous 2020 - EDUCABOT (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	22 400,00 € TTC	44,64 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EDUCABOT
Adresse administrative : 16 RUE DE PICPUS
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Adrien PAYET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
EDUCABOT est l'organisateur agréé pour la France de la « First Lego League Junior », un défi robotique international éducatif consacré à la découverte de la robotique et destiné aux enfants de 7 à 9 ans et organisé dans 50 pays du monde (28 000 équipes, soit 169 000 enfants) sur la même période (sur une année scolaire, soit de début octobre à fin mai).

Le challenge consiste à réaliser un défi robotique en équipe sur un thème de Sciences et Vie de la Terre, défini chaque année et commun à l'ensemble des pays participants. A l'issue du défi, une restitution des projets est effectuée entre les équipes du territoire, à laquelle assistent les parents, les coachs et le grand public. La restitution nationale est organisée chaque année en mai-juin à la Cité des Sciences et de l'Industrie de Paris.
Le défi 2019/2020 est « Conçois la ville du futur » et le thème pour l'année 2020-2021 sera connu en juillet 2020.

Le projet consiste à élargir la participation des jeunes franciliens à ce défi robotique. Chaque équipe est composée de 6 enfants qui se réunissent pour une douzaine de séances d'une heure. L'équipe réalise une maquette en LEGO dont une construction devra être robotisée. Au fur et à mesure de la conception et de la réalisation, les jeunes développent des compétences de base en génie et en programmation à l'aide du robot WEDO 2.0. Les enfants doivent également documenter leur travail et partager leurs découvertes à travers une affiche de présentation, qui pourra servir de base à leur présentation devant le jury, lors de la restitution publique.

Public visé : 300 enfants de 7 à 9 ans de la région Île-de-France (priorité sera donnée aux territoires politique de la ville), en plus des 500 déjà inscrits, soit 800 enfants concernés; 50 mentors (enfants de 10 à 14 ans accompagnant les équipes) et 50 coachs.
Public indirect : 2000 accompagnants et visiteurs (qui s'ajouteront aux 4000 personnes suivant déjà le défi).

Restitution finale prévue en mai 2021 à la Cité des Sciences et de l'Industrie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- BOIS-D'ARCY
- RUEIL-MALMAISON
- SEVRAN
- ARGENTEUIL
- ROISSY-EN-FRANCE
- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	11 700,00	34,51%
Kits défis + Trophées / Médailles + Coupes + Cordons + Goodies + Tee shirts organisateurs de rencontres	7 600,00	22,42%
Frais de communication, reprographie, poste, fournitures administratives	3 150,00	9,29%
Frais de transport	950,00	2,80%
Dépenses d'investissement (outils robotiques - WEDO 2.0, SPIKE, EV3/ avec batteries et chargeurs)	9 500,00	28,02%
Divers	1 000,00	2,95%
Total	33 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 200,00	21,24%
Walt Disney Company	7 200,00	21,24%
Région Île-de-France (FONC)	10 000,00	29,50%
Région Île-de-France (INV)	9 500,00	28,02%
Total	33 900,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049125 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION TRACES (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	43 700,00 € HT	50,34 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF
Adresse administrative	:	23 RUE DES BALKANS 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CLAUDIA AGUIRRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Le projet "Les jeunes, éducateurs d'algorithmes" propose de faire monter en compétence les Franciliens et particulièrement les jeunes sur la question de l'Intelligence Artificielle et des algorithmes. Un parcours de 7 ateliers sera proposé à des classes de collège/lycée pour les faire réfléchir à la présence et à l'impact des algorithmes dans la vie quotidienne. Les élèves exploreront la thématique puis produiront des objets culturels (une pièce de théâtre, un conte, un film, etc.) dont le public serait les
algorithmes : quelles données leur semblent-elles importantes de transmettre à ces programmes ?

Deux temps forts encadreront le projet : la Nuit Européenne des Chercheurs, permettant la mise en débat publique sur la thématique, et un événement final, permettant à tous les participants de se rencontrer et de présenter leurs productions à des chercheurs.

Les publics sont à la fois les adolescents et le grand public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	34 700,00	79,41%
Fournitures, consommables, papeterie	2 500,00	5,72%
Frais de communication	1 500,00	3,43%
Divers	5 000,00	11,44%
Total	43 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Mairie de Paris	2 000,00	4,58%
ESPCI	5 000,00	11,44%
Union européenne	14 700,00	33,64%
Région Île-de-France	22 000,00	50,34%
Total	43 700,00	100,00%

DOSSIER N° EX049126 - La science pour tous 2020 - L'ARBRE DES CONNAISSANCES - APSR (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	97 740,00 € TTC	30,69 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: APSR - L'ARBRE DES CONNAISSANCES ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE
Adresse administrative	: CLARA BELLOC 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame Valérie LALLEMAND-BREITENBACH, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Déploiement du dispositif Apprentis Chercheurs en Île-de-France au cours de l'année 2020-2021. Né en 2004 à l'initiative de chercheurs de l'hôpital Saint-Louis à Paris, ce dispositif déployé dans un premier temps en Île-de-France et désormais à l'échelle nationale permet à des binômes composés de collégiens de classe de 3eme et de lycéens de 1re d'être accueillis dans des laboratoires de recherche situés à proximité de leurs établissements scolaires un à deux mercredi après-midi par mois (30h au total). Encadrés par des acteurs de la recherche tant publique que privée (chercheurs, doctorants, post-doctorants, ingénieurs), les jeunes mènent un projet de recherche, s'initient à la démarche expérimentale en laboratoire et aux enjeux actuels de la recherche.

Le projet concernera en 2020-2021, 260 franciliens de 13 à 18 ans dont 180 filles - issus des

départements suivants : 75, 78, 91, 93, 94. Il engagera également 250 chercheurs franciliens, dont 70 ayant été formés à la médiation scientifique, ainsi que 55 enseignants de science.

En mai-juin 2021, les jeunes présenteront lors du Congrès des Apprentis Chercheurs leurs travaux devant familles, camarades, partenaires éducatifs et élus locaux (1350 personnes attendues au total). Grâce à l'implication de leurs enseignants, les Apprentis Chercheurs deviennent également de véritables ambassadeurs de la recherche au sein de leur établissement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- ELANCOURT
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
- TRAPPES
- VERSAILLES
- VIROFLAY
- VELIZY-VILLACOUBLAY
- GIF-SUR-YVETTE
- ORSAY
- PALAISEAU
- VILLETANEUSE
- AULNAY-SOUS-BOIS
- BOBIGNY
- BONDY
- LE BOURGET
- ARCUEIL
- LE KREMLIN-BICETRE
- CRETEIL
- MANDRES-LES-ROSES
- CHARENTON-LE-PONT
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES
- THIAIS
- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	87 433,00	85,10%
Rémunération des intervenants (formation à la médiation scientifique)	1 200,00	1,17%
Frais de communication	4 607,00	4,48%
Frais de restauration	4 000,00	3,89%
Divers	500,00	0,49%
Frais d'équipement (INV)	5 000,00	4,87%
Total	102 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 800,00	3,70%
Ministère de la Culture	8 850,00	8,61%
MESRI	8 260,00	8,04%
Mairie de Paris	10 000,00	9,73%
Entreprises ou Fondations	6 230,00	6,06%
RSE	27 600,00	26,86%
Labex Inflamex (Paris Diderot)	3 000,00	2,92%
Région Île-de-France (FONC)	30 000,00	29,20%
Région Île-de-France (INV)	5 000,00	4,87%
Total	102 740,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049134 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	239 134,00 € TTC	14,64 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION
Adresse administrative	:	204 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS 75013 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Fabrice ESTEVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 octobre 2020 - 28 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Depuis 2005, PARISCIENCE, le Festival International du film scientifique est organisé en octobre au Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) et à l'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP). Il présente gratuitement une sélection du meilleur de la production documentaire scientifique française et internationale récente, dans toutes les durées et tous les formats (documentaires de télévision, longs ou courts métrages, fictions, animations, films en réalité virtuelle, chaînes scientifiques sur YouTube, etc.).

Pendant 13 jours, la 16ème édition du Festival Pariscience organisera la rencontre du public avec plus de 160 intervenants, autour d'une sélection d'environ 80 oeuvres, en 2 temps :

- du 08 au 16 octobre 2020 : le Pariscience des scolaires accueillera 2800 élèves du CP jusqu'à la Terminale. 2 prix seront désignés par 6 classes jury, encadrées par 2 binômes de parrains (1 scientifique,

1 producteur) parmi 6 films en compétition : le Prix des Collégiens et le Prix des Lycéens de la Région Île-de-France. Pour la deuxième année consécutive, la Région Île-de-France parrainera le Prix des Lycéens.

- du 17 au 21 octobre 2020 : le festival Pariscience accueillera le grand public autour de 40 projections-débats dont 7 pour les familles et 3 pour le public sourd et malentendant, autour de disciplines scientifiques variées et différents formats audiovisuels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	144 296,00	60,34%
Fournitures et consommables	12 000,00	5,02%
Prestations de service	30 648,00	12,82%
Prix Pariscience	15 000,00	6,27%
Frais de communication	10 135,00	4,24%
Frais de transport	4 550,00	1,90%
Frais d'hébergement	1 800,00	0,75%
Frais de restauration	19 105,00	7,99%
Divers	1 600,00	0,67%
Total	239 134,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	35 000,00	14,64%
Fonds propres	6 134,00	2,57%
Ministère de la Recherche	25 000,00	10,45%
Ville de Paris	35 000,00	14,64%
CNC	27 000,00	11,29%
ARTE	10 000,00	4,18%
Organisme de recherche (CNRS, CEA, CNES, IRD, Synchrotron)	75 000,00	31,36%
RMC découverte	5 000,00	2,09%
Science & Vie	10 000,00	4,18%
Ushuaïa TV	11 000,00	4,60%
Total	239 134,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049135 - La science pour tous 2020 - SEINERGY LAB (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	80 480,00 € HT	24,85 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PLATE FORME EFFICACITE ENERGETIQUE SEINE AVAL
Adresse administrative	:	53 AVENUE PAUL RAOULT 78130 LES MUREAUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur François GARAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Acteur de référence de la transition énergétique sur le territoire de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, Seinergy Lab réunit 40 entités publiques et privées réparties en 3 collèges : collectivités territoriales, établissements d'enseignement et de recherche, petites et grandes entreprises.

Le projet proposé vise à développer l'attractivité des métiers liés à la transition écologique et comporte les actions suivantes :
- organisation de la "Journée des métiers de demain" qui permet de valoriser les filières et les métiers de l'énergie, du BTP, de la mobilité et de l'industrie, utiles à la transition énergétique ;
- organisation de visites et de travaux pratiques (TP) au Seinergy Lab (ateliers de sensibilisation aux écogestes, à la gestion des déchets, et aux métiers liés à l'énergie grâce aux équipements techniques présents dans les locaux de l'association) ;
- expositions itinérantes dans le domaine des sciences et de la nature ;

- challenges scientifiques.

Ces actions s'adressent au public scolaire et étudiant des Mureaux et de GPSEO. Une attention particulière sera apportée aux jeunes filles ainsi qu'au public en insertion ou en décrochage scolaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	54 620,40	67,87%
Fournitures et consommables	4 450,00	5,53%
Location exposition	5 300,00	6,59%
Frais de communication	8 500,00	10,56%
Location de salle	7 000,00	8,70%
Divers	609,99	0,76%
Total	80 480,39	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 746,00	15,84%
ODD	1 310,00	1,63%
ADEME	7 243,00	9,00%
Energies solidaires	2 600,00	3,23%
MESRI	36 581,00	45,45%
Région Île-de-France	20 000,00	24,85%
Total	80 480,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049139 - La science pour tous 2020 - THE CONVERSATION FRANCE

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	44 918,00 € TTC	77,92 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THE CONVERSATION FRANCE
Adresse administrative : 8 RUE CHARLES V
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CAROLINE NOURRY, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet s'inscrit sur l'ensemble de l'année civile 2020. Conformément au texte de l'appel à projet, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Lancé en 2015, The Conversation France est un média en ligne qui a pour ambition d'enrichir le paysage de l'information et d'éclairer le débat public grâce aux universitaires et chercheurs. Chaque jour sur son site internet et par newsletter, The Conversation propose des articles d'expertise, d'analyse et de commentaire de l'actualité, rédigés à destination du grand public par des universitaires et des chercheurs spécialistes du domaine, chercheurs accompagnés dans la rédaction par une équipe de journalistes expérimentés.

Le projet consiste à publier une série d'articles au cours de l'année 2020 en vue de :

- mettre en avant les travaux menés par les domaines de recherche d'intérêt majeurs (DIM) de la Région, en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation, à travers des articles publiés par les enseignants/chercheurs ;

- valoriser le travail des doctorants financés sur crédits régionaux en publiant des articles issus de leurs

travaux, écrits par eux en collaboration avec leurs directeurs de thèse ;

- valoriser les programmes de recherche de pointe développés en Île-de-France et leur offrir une large visibilité dans les médias.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	43 598,00	97,06%
Frais techniques	1 320,00	2,94%
Total	44 918,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	35 000,00	77,92%
Fonds propres	9 918,00	22,08%
Total	44 918,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049140 - La science pour tous 2020 - AGORANOV

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	95 000,00 € TTC	26,32 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGORANOV
Adresse administrative : 96 BIS BOULEVARD RASPAIL
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Charles POMEROL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Conscient du remarquable vivier en matière scientifique, technique et industrielle constitué par la communauté de ses startups incubées, Agoranov lance en 2015 le programme « Startups à l'Ecole », grâce à un financement Programme Investissement d'Avenir (PIA).

Les Startups à l'Ecole rapprochent publics scolaires et startups autour de projets pédagogiques imaginés dans des disciplines scolaires variées. Les projets sont principalement orientés vers l'innovation scientifique et technologique. Quels que soient leur parcours et leur niveau scolaire, les élèves ont ainsi l'occasion de rencontrer des scientifiques qui ont décidé de transformer les résultats de leurs recherches en entreprise innovante. Les élèves découvrent les sciences autrement et accèdent à tout un écosystème innovant. Ils sont invités à étudier des problématiques réelles, à imaginer et à concevoir des solutions et parfois même à créer et à réaliser des maquettes et des prototypes.

En 2019-2020, la région Île-de-France a soutenu le projet qui devait toucher près de 600 élèves et, du fait

du succès du programme, a été déployé en partenariat avec le 104 factory et Paris Biotech Santé. Des partenariats avec la Maison d'initiation et de sensibilisation aux sciences (M.I.S.S. à Orsay), l'Arbre des Connaissances et l'Ecole Polytechnique ont également été initiés.

En 2020-2021, Agoranov propose de poursuivre ces collaborations et de déployer le programme auprès de 500 élèves. Parmi les résultats attendus : au moins 2 projets auront été réalisés dans un établissement REP ou situé dans un quartier bénéficiaire de la Politique de la Ville ; au moins 3 projets auront été réalisés avec une entrepreneuse afin de montrer aux jeunes filles que l'entrepreneuriat et la recherche au féminin sont une réalité. Enfin, un « cas vidéo » sera développé et testé, afin de faire découvrir aux élèves une thématique scientifique, de rencontrer un entrepreneur et de travailler sur une problématique concrète, par le biais de la vidéo.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	54 000,00	56,84%
Fournitures, consommables, supports documentaires d'animation, papeterie	8 000,00	8,42%
Frais de communication et de publication	8 500,00	8,95%
Location de salle	5 000,00	5,26%
Frais de transport	14 000,00	14,74%
Frais d'hébergement	1 000,00	1,05%
Frais de restauration	3 500,00	3,68%
Divers	1 000,00	1,05%
Total	95 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	35 000,00	36,84%
Région Île-de-France	25 000,00	26,32%
Ville de Paris	35 000,00	36,84%
Total	95 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049142 - La science pour tous 2020 - ANIMATH

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	43 000,00 € TTC	30,23 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ANIMATH ASS POUR ANIMATION MATHEMATIQUE
Adresse administrative	:	11 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 75231 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur FABRICE ROUILLIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
L'association pour l'animation mathématique (Animath) organise depuis 1998 de nombreuses activités pour permettre à des jeunes de découvrir les mathématiques sous un angle complémentaire de l'enseignement scolaire. Environ 50 000 jeunes participent à ses activités chaque année. Et la Région soutient Animath depuis une dizaine d'années.

Le projet 2020 comporte 2 volets : les « Rendez-vous des Jeunes Mathématiciennes » et le « Tournoi Français des Jeunes Mathématiciennes et Mathématiciens », deux actions d'initiation à la recherche mathématique à destination des lycéennes et lycéens et aux publics les plus éloignés de la science.

Chaque Rendez-vous des jeunes mathématiciennes (RJM) réunit une vingtaine de lycéennes pendant deux jours. Les participantes travaillent sur des problèmes ouverts et sur la place que les mathématiques peuvent avoir dans leurs études. L'objectif est de les encourager à affirmer leur intérêt pour les

mathématiques.

Le Tournoi français des jeunes mathématiciennes et mathématiciens (TFJM²) est une initiation à la recherche en mathématiques pour lycéens. Les équipes travaillent sur un temps long et les problèmes n'admettent pas de solution complète. Les résultats sont présentés et débattus devant un jury de chercheurs. Deux tournois régionaux sont organisés en Île-de-France.

Le calendrier du projet est le suivant :

- octobre et novembre 2020 : 5 rendez-vous des Jeunes Mathématiciennes (École normale supérieure de Paris, INRIA Paris, ENSTA Paris, INRIA Saclay, École des Ponts Paris)
- 13 janvier 2021 : ouverture des inscriptions au Tournoi français des jeunes mathématiciennes et mathématiciens
- avril et mai 2021 : phase régionale du TFJM² en Île-de-France
- 22-23 mai 2021 : finale nationale du TFJM² (ENSTA Paris)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	2 750,00	6,40%
Fournitures, consommables, supports, documentaires,papeteries, etc	700,00	1,63%
Frais de communication et de publication	2 200,00	5,12%
Frais de transport	3 500,00	8,14%
Frais d'hébergement	16 800,00	39,07%
Frais de restauration	12 050,00	28,02%
Divers	5 000,00	11,63%
Total	43 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	13 000,00	30,23%
Fonds propre	4 700,00	10,93%
Fondation Blaise Pascal	6 000,00	13,95%
SNCF	1 000,00	2,33%
Ecole Normale Supérieure de Paris	3 000,00	6,98%
ENSTA Paris	2 000,00	4,65%
Fondation Mathématique Jacque Hadamard	3 000,00	6,98%
Inria Paris	2 500,00	5,81%
Inria Saclay	2 000,00	4,65%
Centre de mathématiques Laurent Schwartz	1 000,00	2,33%
Centrale Supélec	1 000,00	2,33%
Ecole des Ponts ParisTech	1 300,00	3,02%
MESRI	2 500,00	5,81%
Total	43 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049146 - La science pour tous 2020 - ETHNOART

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 273,00 € TTC	49,11 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETHNOART
Adresse administrative : 39 RUE DES CASCADES
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Pierre JULIEN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Association composée de médiateurs scientifiques, d'ethnologues et d'artistes engagés, EthnoArt propose des espaces de dialogue originaux autour de l'interculturalité, à destination de publics variés (milieu scolaire, professionnel, carcéral et socio-culturel). L'objectif est de permettre à chacun de développer son esprit critique en s'appropriant les méthodes et connaissances de l'ethnologie.

Le projet proposé s'organise autour de 4 actions :
- 2 parcours « regards croisés scientifiques et artistiques » : des ateliers de débats en classe, une visite de musées, de laboratoire et des ateliers de gravures sont prévus autour de problématiques environnementales, soit 20 séances pour 2 classes parisiennes.

- 2 parcours « enquête ethnographique : ethnographier la nature en ville » : observer et problématiser la manière dont les espaces naturels sont pensés dans les villes d'aujourd'hui grâce à des séances de travail, des rencontres avec des chercheurs et une visite guidée du Musée de l'Homme, soit 20 séances

pour 2 classes parisiennes.

- 1 formation à destination des professionnels, soit une session de 2 jours pour 15 participants.

- 1 conférence grand public autour du thème « Médiation scientifique et engagement citoyen : la science hors les murs », soit 3h pour une trentaine de participants.

Les collèges touchés sont principalement en réseau d'éducation prioritaire ou réseau d'éducation prioritaire renforcé (REP+)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	10 671,00	69,87%
Fournitures, consommables	300,00	1,96%
Frais de communication	500,00	3,27%
Frais de transport	1 000,00	6,55%
Frais de restauration	800,00	5,24%
Loyer, impression, matériel administratif	1 264,00	8,28%
Divers	738,00	4,83%
Total	15 273,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 500,00	49,11%
Ville de Paris	6 000,00	39,29%
Fondation IPSEN	1 000,00	6,55%
FONJEP/DRJSCS	773,00	5,06%
Total	15 273,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049147 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION SCIENCE TECHNOLOGIE SOCIÉTÉ (ASTS)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	19 500,00 € TTC	79,49 %	15 500,00 €
	Montant total de la subvention		15 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ASTS SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE
Adresse administrative	: 54 AVENUE EDISON 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur GERARD HATAB, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Création par l'Association Science Technologie Société d'un jeu semi-collaboratif sur l'énergie afin de permettre à un large public de mieux comprendre cet élément essentiel de la vie quotidienne et ses enjeux pour la société et la planète. La méthodologie fait appel à l'intermédiation.

Ce projet connaîtra 4 phases :

1 - constitution d'un comité scientifique (LIED, E2S, HT2S Cnam, Hesam, ALEC-MVM) - mai 2020 ;

2 - co-création du jeu, avec les citoyens et les jeunes, tests, puis intégration des jeunes au comité scientifique - juin 2020 ;

3 - réalisation et conception du jeu (graphiste, éditeur de jeu OPLA), à partir de fin juin 2020 ;

4 - diffusion du jeu à travers une cinquantaine de sessions de médiation dans les îles de loisir d'Île-de-France, ainsi que dans les lycées, collèges et médiathèques à partir de novembre 2020. Seront également organisées des visites-découverte de lieux de production d'énergies durables (AREC) et des visites au laboratoire des énergies de demain (LIED).

Public ciblé : 1 750 personnes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	14 500,00	74,36%
Fournitures, consommables, papeterie	1 300,00	6,67%
Frais de communication	1 200,00	6,15%
Frais de transports	1 250,00	6,41%
Frais de restauration	250,00	1,28%
Divers	1 000,00	5,13%
Total	19 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 000,00	20,51%
Région Île-de-France	15 500,00	79,49%
Total	19 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049148 - La science pour tous 2020 - L'ESPRIT SORCIER

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	43 750,00 € TTC	80,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ESPRIT SORCIER
Adresse administrative : 64 RUE RAYMOND RIDEL
92250 LA GARENNE COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric COURANT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Le projet « Aime ta Science ! » présenté par le média associatif « L'esprit sorcier » propose aux classes et au grand public de découvrir les grands défis de la science, rencontrer les chercheurs qui la font progresser et partager avec eux, l'envie de comprendre le monde, à l'occasion de 3 journées-événements organisées sur 3 sites d'Île-de-France parmi lesquelles une commune du Val d'Oise, une autre de Seine et Marne et une troisième des Yvelines (sites polyvalents, salles communales ou îles-de-loisir - le choix définitif pourra se faire en concertation avec la Région Île-de-France).

Ces journées-événements seront composées de jeux associant publics et scientifiques, d'expériences réalisées en direct, de rencontres et de débats. Elles permettront également aux plus jeunes de découvrir les métiers de la science en Île-de-France, notamment à travers les Domaines de recherche d'Intérêt Majeur (DIM). Afin d'accroître l'audience, ces événements publics seront captés et diffusés en direct, puis en replay, sur la chaîne de l'Esprit Sorcier et des partenaires de l'opération.

Le projet s'adresse à différents types de publics. Dans un premier temps, il veut toucher en journée le public scolaire grâce à l'accueil de 300 à 400 élèves issus des écoles, collèges et lycées d'Île-de-France. En début de soirée, l'événement est dédié au grand public (familles), soit 300 à 400 personnes. La cible des internautes est également visée. Les retransmissions sur la chaîne de l'Esprit Sorcier génèrent en général entre 10 000 et 30 000 vues en direct (Science En Direct - Samedi 5 octobre / Transit de Mercure - 11 novembre) puis continue à générer des vues en replay, jusqu'à 170 000 vues (Michel Viso au Cabaret de la Science 2018).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	18 850,00	43,09%
Frais de captation vidéo des évènements	11 000,00	25,14%
Frais de communication et de publication	2 500,00	5,71%
Location de salles	6 000,00	13,71%
Frais de transport	1 500,00	3,43%
Frais de restauration	900,00	2,06%
Frais administratifs	2 000,00	4,57%
Divers	1 000,00	2,29%
Total	43 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 750,00	20,00%
Région Île-de-France	35 000,00	80,00%
Total	43 750,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049152 - La science pour tous 2020 - ARKÉOMÉDIA

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	50 040,00 € TTC	17,99 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARKEOMEDIA
Adresse administrative : 15 AVENUE STRATHKELVIN
91100 CORBEIL ESSONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SEBASTIEN PESCE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 28 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :

Poursuite du projet « 7,2 milliards d'humains : et moi, et moi, émois » présenté par l'association de médiation en archéologie Arkéomédia, adossée au laboratoire ARSCAN du CNRS (UMR 7041 - Archéologies et Sciences de l'Antiquité) et déjà soutenu en 2019.

En s'appuyant sur les connaissances actuelles en Histoire, Archéologie, Ethnologie, Biologie et Génétique des populations, il s'agit de démontrer que le racisme repose sur des fondements idéologiques et non scientifiques. A travers le débat et les échanges sur la notion de race humaine, il permet de prendre conscience de l'impact que cette notion a aujourd'hui sur la capacité des individus à vivre ensemble.

L'association Arkéomédia interviendra auprès de 99 classes de 3ème (2475 élèves) et 40 enseignants, dont 70 % d'élèves issus de collèges situés en zones rurales ou QPV de l'Essonne.

Le projet se déroulera à chaque fois en 6 étapes :

1) Selon les élèves, que signifient les mots « race » et « racisme » ?
2) Découverte de la paléoanthropologie grâce à un atelier sur l'évolution de l'homme. Découverte de l'unité de l'espèce humaine et déconstruction du mot race.
3) Découverte de la diversité de l'espèce humaine et de son origine, grâce à la biologie.
4) Si il n'y a pas de race, pourquoi y a-t-il du racisme ? Atelier histoire.
5) Comment est construit le racisme ? Déconstruction des préjugés.
6) Débat.

Au cours du projet, l'exposition « Tous parents, Tous différents » sera également installée au Centre de Documentation et d'Information du collège.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	44 587,00	89,10%
Frais d'animation	2 051,00	4,10%
Frais de transport	2 402,00	4,80%
Divers	1 000,00	2,00%
Total	50 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune d'Etampes	2 052,00	4,10%
CD91	4 104,00	8,20%
DILCRAH Essonne	4 104,00	8,20%
Grand Paris Sud	8 208,00	16,40%
P.147 (CGET) Etampes, Corbeil-Essonnes, Grigny, Sénart, Evry	22 572,00	45,11%
Région Île-de-France	9 000,00	17,99%
Total	50 040,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049153 - La science pour tous 2020 - ILE DE SCIENCE PARIS-SACLAY

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	19 180,00 € TTC	52,14 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ILE DE SCIENCE PARIS SACLAY
Adresse administrative	: ROUTE DEPARTEMENTALE 128 91190 SAINT-AUBIN
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur FRANCOIS MOLHO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 octobre 2020 - 4 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Organisation du Village des Sciences Paris-Saclay » dans le cadre de l'édition 2020 de la Fête de la Science. Sous la houlette de l'association Île-de-Science seront réunis les laboratoires de la recherche publique et privée du plateau de Saclay et de son environnement. Sur 3 jours, une soixantaine d'ateliers et de stands seront proposés.

Comme chaque année, plusieurs centaines de scolaires, du primaire au lycée, le vendredi et plusieurs milliers de visiteurs pourront ainsi découvrir le temps d'un week-end l'exceptionnelle diversité des activités de recherche menées dans de nombreux domaines par les laboratoires du cluster Paris-Saclay.

En 2020, ce Village des Sciences se tiendra pour la première fois dans les locaux de l'Ecole CentraleSupélec.

Par ailleurs, une opération conjointe des DIM Respore, Matériaux anciens et patrimoniaux, SIRTEQ,

ELICIT et QI² sera organisée (tenue d'un stand commun et activités de médiation proposée).

Public attendu : 3 500 visiteurs en 3 jours, dont 900 élèves pour la journée consacrée aux scolaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	2 000,00	10,43%
Prestation Animation	1 930,00	10,06%
Fournitures, consommables	400,00	2,09%
Frais de communication	2 200,00	11,47%
Location de bureau	650,00	3,39%
Frais de restauration	5 000,00	26,07%
Sécurité et divers	7 000,00	36,50%
Total	19 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 000,00	52,14%
Fonds propres	1 180,00	6,15%
CD91	5 000,00	26,07%
Communauté d'Agglomération du Plateau de Saclay	2 000,00	10,43%
MESRI / DRRT	1 000,00	5,21%
Total	19 180,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049154 - La science pour tous 2020 - ATMOSPHERES 21

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	210 000,00 € TTC	11,90 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATMOSPHERES 21
Adresse administrative : 73 RUE GAULTIER
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARTIN MEISSONNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Organisation du Festival Atmosphères à La Défense et Courbevoie à l'occasion de la Fête de la Science 2020 par l'association Atmosphères 21.

Ce Festival, soutenu par la Région depuis 2018, réunit près de 15 000 participants dont 2 500 scolaires et lycéens sur 5 jours, à l'occasion de projections, ateliers et animations autour de la science et de l'environnement en particulier. Entièrement gratuit, il s'adresse à un public familial, scolaires, collégiens, lycéens, étudiants, jeunes en difficulté. Il fédère autour d'une thématique partagée les différents acteurs scientifiques, artistiques, éducatifs du territoire dans un contexte festif.

Du 6 au 11 octobre 2020 le Festival Atmosphères fêtera ses dix ans, une édition anniversaire exceptionnelle qui réunira un grand nombre de personnalités des arts et de la science à Paris La Défense et Courbevoie. Le comité scientifique est composé de Jean Jouzel, de Hubert Reeves de Michel Spiro, ou encore l'astrophysicienne Hélène Courtois qui souhaite proposer une soirée scientifique 100 % féminine.

De nombreux partenariats scientifiques ont été développés au cours des précédentes éditions, notamment avec l'ESA, l'ESO, les délégations du CNRS en Île-de France, l'Ademe, l'Office Français de la Biodiversité (ex-AFB), le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation, ainsi que des chercheurs issus de différents laboratoires tant publics que privés. Ces derniers participeront au projet sous forme d'animations, de débats, de projections, événements particuliers. L'équipe organisant le Festival a également noué de très nombreux partenariats notamment avec France Télévisions, France Inter, Télérama, Ushuaia, l'ADN, Pour la Science, ou encore Cerveau et Psycho.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOIS-COLOMBES
- COURBEVOIE
- NANTERRE
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	151 700,00	72,24%
Frais d'animation	8 500,00	4,05%
Frais de communication	41 600,00	19,81%
Frais de transport	1 000,00	0,48%
Frais de restauration	6 200,00	2,95%
Divers	1 000,00	0,48%
Total	210 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	25 000,00	11,90%
Ville de Courbevoie	80 000,00	38,10%
Métropole du Grand Paris	10 000,00	4,76%
AG2R	20 000,00	9,52%
COVEA	10 000,00	4,76%
CALQ	10 000,00	4,76%
ADEME	35 000,00	16,67%
SACEM	5 000,00	2,38%
Fête de la science	5 000,00	2,38%
Mission développement durable	5 000,00	2,38%
Ministère de la transition écologique et solidaire	5 000,00	2,38%
Total	210 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049155 - La science pour tous 2020 - PLANETE SCIENCES

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	29 000,00 € TTC	44,83 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLANETE SCIENCES
Adresse administrative : 16 PLACE JACQUES BREL
91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GUY PREAUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Après avoir reçu le soutien de la Région en 2019 pour le développement du projet de sciences participatives « Open Radiation », l'association Planète Sciences propose d'accompagner, en 2020 le déploiement en Île-de-France d'un autre projet de sciences participatives : "Vigie Ciel - FRIPON".

Porté par le Muséum National d'Histoire Naturelle, Vigie-Ciel associe des chercheurs issus de différentes institutions scientifiques telles que l'Observatoire de Paris, l'Université Paris -Saclay ou encore Universcience. Vigie-Ciel fait partie du projet "65 millions d'observateurs" qui a été financé de 2014 à 2018 dans le cadre du programme des investissements d'avenir (PIA).

Vigie-Ciel vise à encourager le grand public à observer les étoiles filantes, rechercher des météorites et répertorier les cratères d'impact et apporte à tous les citoyens qui souhaitent participer au programme des outils d'observation et de recensement.

Vigie-Ciel est adossé à un autre programme scientifique porté par le MNHN et intitulé "FRIPON", dont l'objectif est la détection des bolides qui entrent dans l'atmosphère, afin de retracer leur origine et d'identifier les zones de chute d'éventuelles météorites.

En tant que relais régional du programme "Vigie-Ciel FRIPON" en Île-de-France, Planète Sciences sera chargé de déployer le programme, de coordonner la formation de professionnels (médiateurs, enseignants) et du grand public, et de maintenir et assurer l'itinérance de la mallette pédagogique confiée par le MNHN.

Le projet comportera deux types d'actions :

- des actions de sensibilisation aux connaissances actuelles et à la recherche en cours sur les météorites et plus largement sur le système solaire et la planétologie ;

- des actions de formation et d'accompagnement aux sciences participatives Vigie-Ciel en vue de recruter des participants/contributeurs aux programmes de recherche associés et de les fidéliser.

Nombre de bénéficiaires attendu : 660 personnes

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- BUTHIERS
- RIS-ORANGIS
- BRUNOY
- TREMBLAY-EN-FRANCE
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	23 500,00	81,03%
Frais d'animation	1 400,00	4,83%
Frais de communication	700,00	2,41%
Frais de transport	1 600,00	5,52%
Frais d'hébergement	400,00	1,38%
Frais de restauration	400,00	1,38%
Divers	1 000,00	3,45%
Total	29 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	13 000,00	44,83%
Fonds propres	4 000,00	13,79%
Ville de Paris	1 080,00	3,72%
Ville de Ris-Orangis	1 080,00	3,72%
Ville de Tremblay-en-France	1 000,00	3,45%
Fondation Fontaine	3 000,00	10,34%
MESRI	3 000,00	10,34%
FDVA	2 000,00	6,90%
Vente de produit ou service aux individuels	840,00	2,90%
Total	29 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049156 - La science pour tous 2020 - F93

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	25 000,00 € TTC	80,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ACPST F93 ATELIER DES SCIENCES
Adresse administrative	: 70 RUE DOUY DELCUPE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Daniel VERON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Après la bioéthique en 2018 et le journalisme scientifique en 2019, l'association F93 propose cette année un programme d'éducation dédié à la Fabrique de l'Histoire et à l'histoire « contrefactuelle » en particulier.

Ce programme d'accompagnement-découverte de 30h s'adresse à 8 classes de lycéens (250 à 300 élèves) de Seine-Saint-Denis (93), Seine-et-Marne (77) et du Val-de-Marne (94), avec éventuellement un établissement parisien. Une attention particulière sera portée à la recherche d'enseignants proposant des élèves en filière technique, professionnelle, agricoles, ou encadrant des groupes d'élèves en soutien.

Encadrés par de jeunes historiens-chercheurs, les élèves collaboreront à un projet de recherche en histoire, selon un angle original. Les chercheurs échangeront avec des lycéens et seront confrontés à leurs attentes légitimes envers les sciences humaines. L'encadrement sera notamment assuré par Quentin Delueremoz et Pierre Singaravelou, co-auteurs de « Pour une histoire des possibles », Le seuil (2016).

Après avoir présenté le concept d'uchronie (« Napoléon à Waterloo », « la victoire des Maures à Poitiers », « Si Hitler avait gagné la guerre », etc.), l'intervenant proposera aux élèves une série d'évènements historiques à travailler, accompagnés d'archives, afin de repérer les moments de basculements pour tenter de reconstituer des scénarios alternatifs.

Une présentation argumentée, soulignant les implications politiques, morales, scientifiques et techniques de ces futurs non advenus sera proposée lors d'une restitution finale à la Sorbonne en mai 2021.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	17 600,00	70,40%
Frais d'animation	3 000,00	12,00%
Frais de communication	800,00	3,20%
Frais de transport	2 200,00	8,80%
Frais de restauration	400,00	1,60%
Divers	1 000,00	4,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	80,00%
Fonds propres	5 000,00	20,00%
Total	25 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049158 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION SCIENCES ESSONNE

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	13 200,00 € TTC	37,88 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SCIENCES ESSONNE
Adresse administrative	: 5 RUE HENRI DESBRUERES 91000 EVRY
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame FRANCOISE BELLANGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Le projet présenté par Sciences Essonne vise à donner le goût des sciences aux scolaires et à encourager les filles à se tourner vers les carrières scientifiques. Il participe de la mise en réseau des milieux éducatifs et du monde de la recherche à l'échelle d'un territoire, l'Essonne.

Le projet qui se déroulera en 2020-2021 se décline en 2 volets :

- un stage de découverte des laboratoires pour des élèves de 3ème de collèges REP+ (entre 40 et 50 d'élèves et 15 à 20 labos) ;

- un débat autour d'une question d'actualité, permettant à plusieurs classes (2 à 4 classes, soit de 60 à 120 élèves) d'un établissement scolaire et au grand public (100 participants) de rencontrer et d'échanger avec des chercheur ; chaque intervention est précédée d'ateliers ou d'animations sur le sujet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	7 300,00	55,30%
Frais de transport	4 300,00	32,58%
Frais de restauration	600,00	4,55%
Divers	1 000,00	7,58%
Total	13 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 000,00	37,88%
Fonds propres	8 200,00	62,12%
Total	13 200,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049194 - La science pour tous 2020 - S[cube] - SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	49 100,00 € TTC	30,55 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE POLE DIFFUSION CULTURE SCIENTIFIQUE ILE DE FRANCE SUD
Adresse administrative	: 26 RUE JEAN ROSTAND 91400 ORSAY
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Jean-Claude ROYNETTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Réalisation d'une "enquête immersive" dans un espace fermé scénographié sur le thème de l'usage des terres émergées. Ce projet s'appuiera sur le rapport spécial du GIEC sur « Les changements climatiques et les terres émergées » diffusé en août 2019 et qui fait état de l'évolution négative de l'état des terres, causée directement ou indirectement par les actions humaines. De ce travail complet réunissant des scientifiques mondiaux, et coordonné par des scientifiques du territoire francilien, l'association S[cube] souhaite créer une expérience unique d'appropriation des savoirs et des méthodes scientifiques. Le dispositif itinérant et démontable à la manière des tentes ou dômes plongera le visiteur seul ou en groupe dans une enquête immersive mettant en jeu les éléments scientifiques, les scientifiques eux-mêmes en tant qu'experts et des ressources documentaires (des objets d'expériences et des analyses de données).

Seront proposés plusieurs scénarios sur différentes thématiques et adaptés à des âges différents. Les murs serviront de décors et de supports de jeu. L'enquête sera jouable grâce à une tablette tactile qui servira de maître du jeu. La technologie employée est mise à disposition gratuitement par Lucky Duck Games, éditeur de jeu de société et partenaire du projet.

Lors de la résolution de l'enquête, les visiteurs seront amenés à utiliser une démarche scientifique, à analyser des preuves, des données en vérifiant les sources des informations.

Public cible : famille et adolescents (collèges, MJC, médiathèques, etc.), soit 8000 personnes en 2021.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	37 000,00	75,36%
Fournitures, consommables, supports documentaires, papeterie	1 700,00	3,46%
Prestations de service	1 500,00	3,05%
Frais de communication	5 400,00	11,00%
Frais de transport	1 000,00	2,04%
Frais de restauration	1 500,00	3,05%
Divers	1 000,00	2,04%
Total	49 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 100,00	14,46%
Communauté Paris-Saclay	10 000,00	20,37%
Université Paris-Saclay	2 000,00	4,07%
Région Île-de-France	15 000,00	30,55%
Fondation Humus	4 000,00	8,15%
Fondation Carasso	7 000,00	14,26%
Fondation Bonduelle	4 000,00	8,15%
Total	49 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049195 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE - EXPLORADÔME (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	140 100,00 € TTC	39,26 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME
Adresse administrative	:	18 AVENUE HENRI BARBUSSE 94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Goëry DELACÔTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
L'association Savoir Apprendre mène depuis 20 ans des activités pédagogiques à destination de publics très variés (enfants, adolescents, adultes, enseignants…), notamment à travers son espace ouvert au public, l'Exploradôme, à Vitry-sur-Seine, le seul musée où il est "interdit de ne pas toucher".

Les activités de l'association ont pour ambition de rendre accessibles les sciences à tous, et en particulier aux publics issus des quartiers défavorisés, en difficulté scolaire, en situation de fracture sociale ou susceptibles d'une moindre intégration.

Fort de son expérience, l'Exploradôme propose pour 2020-2021 le programme « Sciences en partage », un ensemble de 6 actions phares à l'image de sa capacité à développer des projets sur mesure pour chaque public cible :

- des événements grand public ;
- de nouvelles manips originales ;
- des ateliers de médiation sur des technologies innovantes (IA) ;
- des clubs scientifiques ;
- des découvertes des métiers scientifiques et techniques en collèges et lycées ;
- de l'éducation au numérique pour les jeunes des quartiers prioritaires.

Public ciblé : 22 000 personnes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	117 000,00	83,51%
Fournitures, consommables, papeterie	10 000,00	7,14%
Frais de communication	5 600,00	4,00%
Frais de transport	300,00	0,21%
Frais de restauration	2 200,00	1,57%
Divers	5 000,00	3,57%
Total	140 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	55 000,00	39,26%
Fonds propres	18 100,00	12,92%
CD94	3 000,00	2,14%
EPT 12	10 000,00	7,14%
Vitry sur Seine	5 000,00	3,57%
Fondation SNCF	20 000,00	14,28%
Fondation C'Génial	5 000,00	3,57%
Microsoft	22 000,00	15,70%
MESRI / DRRT	2 000,00	1,43%
Total	140 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049196 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION DE L'ESJ LILLE & BONDY BLOG

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	18 901,00 € TTC	79,36 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ESJ ASSOCIATION DE L ECOLE SUPERIEURE DE JOURNALISME DE LILLE
Adresse administrative	: 50 RUE GAUTHIER DE CHATILLON 59046 LILLE
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur PIERRE SAVARY, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Le Bondy Blog et l'Ecole supérieure de journalisme de Lille s'associent pour concevoir un déroulé ludique et pédagogique dédié à l'information scientifique et le tester, dans un premier temps, dans 10 structures socio-culturelles et établissements de Seine-Saint-Denis. Le Bondy Blog a développé un savoir-faire reconnu dans l'information dans les quartiers d'Île-de-France. L'ESJ Lille a, pour sa part, 25 ans d'expérience dans la formation des journalistes scientifiques en France. Ce projet est le fruit d'un partenariat ancien entre les deux structures.

Le projet se décline en 2 actions :
- conception d'un contenu pédagogique original et ludique visant à développer l'esprit critique des jeunes, avec un focus sur l'information scientifique ;
- déploiement en Île-de-France à travers 10 sessions tests organisées pour sensibiliser les jeunes

de 14 à 20 ans aux enjeux du traitement des données scientifiques dans un contexte de généralisation des « fake news ». Sur un volume horaire d'environ deux séances de 2 heures, les jeunes et les élèves seront amenés, à travers des exercices ludiques tels que des quizz, des jeux de rôles, ou encore des énigmes à identifier les éléments qui permettent de qualifier et vérifier une information et plus particulièrement d'interpréter une information scientifique (données, chiffres, proportions, échantillons, origines, etc.). Ils pourront également repérer l'origine des informations scientifiques et évaluer leur fiabilité. Ou encore analyser l'usage des données scientifiques et ses dérives, rechercher des informations « fantaisistes », repérer les biais cognitifs.

Public cible : 8 classes de lycéens d'Île-de-France (240 scolaires) et 2 groupes de jeunes (20 au total) fréquentant des structures socioculturelles et issus de zones REP ou REP+.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	16 494,00	87,27%
Frais de transport	900,00	4,76%
Frais de restauration	507,00	2,68%
Divers	1 000,00	5,29%
Total	18 901,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	79,36%
Fonds propres ESJ	2 736,00	14,48%
Fonds propres Bondy blog	1 165,00	6,16%
Total	18 901,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049197 - La science pour tous 2020 - PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	60 000,00 € TTC	50,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLANETE SCIENCES ILE DE FRANCE
Adresse administrative : A RODROME DE PARIS-VILLAROCHE
77550 LIMOGES FOURCHES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier PONGE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Avec plus de 35 ans d'expérience, Planète Sciences Ile-de-France propose cette année une mise en forme innovante de diffusion de la culture scientifique à travers la conception d'une « escape box » scientifique à destination de jeunes de 11 à 17 ans. Conçu comme un jeu de société immersif, cette « escape box » fera appel aux sciences et aux techniques issues de très nombreuses disciplines, impliquera 17 partenaires franciliens et ciblera en particulier les franciliens éloignés socialement et/ou géographiquement des sciences (1 500 personnes).

Toutes les expériences scientifiques seront figurées par un système de cartes à jouer et des tablettes. Les participants pourront retracer l'aventure de la recherche en mobilisant des connaissances et en suivant une démarche expérimentale en autonomie ou en manipulant des expériences en présence d'animateurs. Le jeu complet sera découpé en 30 séances d'une heure pour les besoins d'ateliers à l'année ou être réduit en privilégiant certaines parties. Le concept permettra par ailleurs de s'ajuster à des événements type village des sciences et fête de la science. Outre des d'interventions sur le temps scolaire, le

programme prévoit un déploiement en différents lieux de nombreuses villes des 4 départements de la grande couronne parisienne.

Programme de déploiement :

- Février 2020 : séances de test à l'OMAC de Torcy
- Mars à Juin : séances de test aux Ulis
- Avril : séances de test à Savigny-le-Temple
- Juillet : Village des sciences aux Ulis
- Août : Melun, Savigny et Torcy 5 séances de 2h pendant une semaine de vacances
- De Septembre 2020 à Juin 2021 : Ateliers de 2h hebdomadaire à Melun, à Grigny, aux Ulis, Corbeil-Essonnes, à Longjumeau, Trappes, Les Mureaux, Carrières-sur-Seine, Goussainville, hors temps scolaire
- Octobre 2020 : Fête de la Science à l'aérodrome de Paris-Villaroche
- Sur chaque période de vacances de l'été 2020 à l'été 2021 : 5 séances de 2h pendant une semaine de vacances à Massy, Torcy, Savigny-le-Temple, Melun, Longjumeau, aux Ulis, Trappes, Goussainville, aux Mureaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais personnel	41 150,00	68,58%
Frais d'animation	5 250,00	8,75%
Frais de communication	1 150,00	1,92%
Frais de transport	7 500,00	12,50%
Frais de restauration	750,00	1,25%
Frais administratifs	1 200,00	2,00%
Divers	3 000,00	5,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	50,00%
Communes, départements	15 000,00	25,00%
MESRI	15 000,00	25,00%
Total	60 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049324 - La science pour tous 2020 - LA BÊTA-PI (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	14 500,00 € TTC	51,72 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA BETA-PI
Adresse administrative : AVENUE MARCELIN BERTHELOT
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JULIEN ROL MALHERBE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 octobre 2020 - 12 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :

Il s'agit d'organiser en plein air et sur les terrasses de l'Observatoire de Paris à Meudon le 2ème festival STAR's UP dédié à la science, à l'aérospatiale et à l'innovation. Initialement prévu fin juin 2020, le festival a été reprogrammé pour s'inscire dans le cadre de la Fête de la Science et se tiendra le premier samedi à savoir le 3 octobre 2020.

Résolument grand public et créatif, ce festival est conçu comme un outil fédérateur sur le territoire de la ville de Meudon : s'y rencontrent les spécialistes – tant publics que privés - des sciences de l'espace et le grand public.

Il participe au décloisonnement des savoirs et des spécialités dans l'esprit d'un cluster éphémère.

Le Festival Stars'Up est soutenu par le CNRS de Meudon, l'Observatoire de Paris, la Société

Astronomique de France, l'Université Paris-Saclay, l'entreprise HP et a réuni pour sa première édition en 2019 et en dépit de températures caniculaires plus de 8 300 participants.

Le programme de cette année prévoit :

- une scène avec 16 speakers + un temps conférence spécial jeunes & enfants ;
- un village des sciences avec plus de 25 ateliers ou stands ;
- une journée dédiée aux scolaires (750 participants) ;
- une projection de documentaire scientifique en plein air ;
- des observations du ciel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	13 600,00	93,79%
Frais d'animation	200,00	1,38%
Divers	700,00	4,83%
Total	14 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 500,00	51,72%
Fonds propres	2 000,00	13,79%
MAIF	3 000,00	20,69%
DDCS92	2 000,00	13,79%
Total	14 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° EX049328 - La science pour tous 2020 - CITOYENS POUR LE CLIMAT - PARIS (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	23 780,00 € TTC	42,05 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CITOYENS POUR LE CLIMAT PARIS
Adresse administrative	: 36 AVENUE EDISON 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame CLEMENTINE NORDON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :

Le collectif Citoyens pour le Climat - Paris propose "Le climat en 60 secondes par jour », un projet de sensibilisation aux enjeux climatiques et la création d'une communauté Instagram sur les sciences du climat à destination des jeunes (adolescents).

Le projet consiste, dans un premier temps, en la mise en place d'ateliers scientifiques dans les établissements scolaires (de la 5ème à la Terminale) par des médiateurs scientifiques bénévoles, utilisant le « Kiosque des Sciences ». Le but est de sensibiliser et d'expliquer ce qu'est une démarche scientifique en utilisant les exemples concrets liés aux sciences du climat.

La seconde partie du projet a pour vocation de créer une « communauté du climat » sur le réseau social Instagram.

L'interaction des adolescents sur cette communauté virtuelle permettra de continuer à bénéficier de contenus de qualité (vidéos, quizz, interviews de chercheurs). Ce groupe sera l'occasion d'échanger sur le sujet et de devenir acteurs dans la lutte contre le dérèglement climatique. Ceci afin de rendre les sciences du climat plus visibles dans l'espace public "virtuel" en accroissant l'accessibilité des contenus éducatifs scientifiques sur le réseau social favori de cette tranche d'âge.

Le publics cibles sont les collégiens (de la 5ème à la 3ème) et les lycéens d'Île-de-France.

Dans un premier temps, des ateliers de sensibilisation aux enjeux climatiques seront réalisés dans 20 établissements scolaires d'Ile-de-France auprès de 2 classes ou plus (>70 élèves / établissement). Au total, il s'agit de faire participer directement, au minimum 1400 élèves. Dans le meilleur des cas, ce chiffre pourrait atteindre plus de 2000 élèves.

Concernant la communauté du climat sur Instagram, l'objectif est une adhésion de l'ensemble des élèves ayant participé aux ateliers de sensibilisation, puis un élargissement de proche en proche. Les établissements scolaires seront choisis afin de couvrir au mieux l'ensemble de l'Ile-de-France (au moins les départements de Paris, des Hauts de Seine, du Val de Marne, du Val d'Oise et de la Seine-Saint-Denis).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	17 961,00	75,53%
Frais d'animation (fresque du climat)	470,00	1,98%
Frais de communication	4 000,00	16,82%
Frais de transport	400,00	1,68%
Frais administratifs	400,00	1,68%
Divers	549,00	2,31%
Total	23 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 000,00	42,05%
Collectivités locales	2 500,00	10,51%
Entreprise EPSA	2 000,00	8,41%
Fondation Européenne pour le Climat	8 980,00	37,76%
Fonds propres	300,00	1,26%
Total	23 780,00	100,00%

DOSSIER N° 20005639 - La science pour tous 2020 - ETABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-204181-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	7 000,00 € TTC	100,00 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DOREE
Adresse administrative : 293 AVENUE DAUMESNIL 75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Madame Hélène ORAIN, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
En raison de la crise Covid19, la 4ème édition de la Fête de l'océan a été organisée en version intégralement dématérialisée du 4 au 7 juin 2020 par l'Aquarium tropical du Palais de la Porte Dorée. La 5ème édition sera organisée début juin 2021.

Unique manifestation proposée au grand public à Paris pour ce rendez-vous annuel consacré à l'Océan, le thème 2020 retenu par l'Aquarium tropical est : « Un océan de vie ».

Ce thème fait écho aux grands rendez-vous de l'année 2020 sur la biodiversité : congrès mondial de l'UICN en juin à Marseille, COP15 de la convention sur la diversité biologique en octobre en Chine, Assises nationales de la Biodiversité à Massy en octobre 2020.

La Fête de l'océan 2020 proposera de nombreux ateliers avec des partenaires scientifiques, des activités

artistiques, des spectacles et performances pour tous les publics y compris scolaires. Le programme prévisionnel inclue les activités suivantes :

- le Forum interacadémique Tara, 4 juin : 15 classes du second degré des académies de Paris, Créteil et Versailles viendront présenter le résultat de leurs recherches dans le cadre des expéditions de Tara, le voilier d'expéditions scientifiques ;

- le Congrès des Petits Mammifères Marins, 5 juin : 15 classes des académies de Paris et de Créteil, inscrites à cet appel à projet, viendront présenter leur production sur les mammifères marins, réalisée en classe dans le cadre de l'exposition Baleinopolis, en présence de scientifiques spécialistes des cétacés;

- le Forum de l'océan, 6 et 7 juin composé de :
- activités pratiques, mises en situation, ateliers, jeux proposés par 14 partenaires experts de la biodiversité océanique et de sa protection (organismes de recherche, ONG, associations, ets.);
- ateliers artistiques et scientifiques proposés par des médiateurs;
- spectacle audio à partir des extraits du Journal de bord de David Wahl, écrits lors de la campagne scientifique MOMARSAT 2017 de l'Ifremer;
- représentation théâtrale de Moby Dick.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement scénographique (éclairage, signalétique, mobilier)	6 000,00	85,71%
Autres équipements	1 000,00	14,29%
Total	7 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 000,00	100,00%
Total	7 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005645 - La science pour tous 2020 - SORBONNE UNIVERSITÉ (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-204181-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 € TTC	100,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE
Adresse administrative : 21 RUE DE L'ECOLE DE M DECINE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur JEAN CHAMBAZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 octobre 2020 - 11 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
La Fête de la Science est devenue le principal rendez-vous science / société de Sorbonne Université. En 2019, près de 15 000 visiteurs et 160 classes sont venus à la rencontre des scientifiques, dans les laboratoires et sur le Village des Sciences. Ce dernier propose plus de 1500 m2 de stands scientifiques sur le parvis du campus Pierre et Marie Curie, auquel s'ajoutent les conférences en amphithéâtre, un espace de rencontre en plein air, un nouvel espace d'exposition et les collections patrimoniales.

La Fête de la science 2020 a pour ambition de continuer a proposer une grande diversité de formats, d'activités et de rencontres avec les scientifiques. Tout sera entrepris pour permettre à toutes les disciplines des facultés de Sorbonne Université (sciences, lettres et médecine) d'être présentes lors de cette manifestation. Une attention particulière sera portée sur l'accessibilité des ateliers aux personnes souffrant de troubles auditifs ou visuels.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ordinateur portable i9 avec carte graphique	2 000,00	40,00%
Système de son directionnel pour les conférences de plein air	2 000,00	40,00%
Autres équipements	1 000,00	20,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20005631 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION F-HOU - L'UNIVERS A PORTEE DE LA MAIN (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	9 650,00 € TTC	100,00 %	9 650,00 €
	Montant total de la subvention		9 650,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS F-HOU L'UNIVERS A PORTEE DE LA MAIN
Adresse administrative : 5 VILLA VIRGINIE
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur EMMANUEL ROLLINDE DE BEAUMONT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Le projet ASTRE consiste à promouvoir une compréhension globale des objets du ciel et des questions actuelles de recherche autour de trois grandes thématiques : les météorites, les exo-planètes et les trous noirs.

Les objectifs du projet sont multiples :
- diffuser les connaissances fondamentales de l'astronomie en Île-de-France pour les scolaires et le grand public ;
- souligner la diversité des carrières impliquées dans la recherche en astronomie et valoriser l'implication des femmes dans la science ;
- renforcer les liens avec les mairies et les écoles en vue de développer des projets pédagogiques en classe ;

- rassembler les acteurs francophones de l'astronomie pour l'éducation et favoriser la synergie des acteurs locaux en Île-de-France à travers chaque événement.

Plusieurs actions seront organisées :

1) une conférence internationale, associant chercheurs, médiateurs et enseignants franciliens, ainsi que les laboratoires LDAR et IRAP (Toulouse), plusieurs associations d'astronomie française et le collège interdisciplinaire et l'Institut d'Etudes Avancées de l'Université de Cergy-Pontoise.
2) 4 événements à destination des scolaires et du grand public, pour favoriser la découverte des météorites, des exoplanètes et des trous noirs : une première journée sera dédiée à l'accueil des scolaires et le week-end sera dédié au grand public. Les activités prévues sont des ateliers ludiques et interactifs (Quoi), des conférences et expositions (Pourquoi) ainsi que des descriptions d'expériences actuelles et des actions de science participative permettant à chaque citoyen de participer à l'avancée de la recherche sur certaines questions précises (Comment).

Public cible : 2 800 personnes - 1 000 scolaires, 1 600 personnes pour le grand public (familles) et 200 professionnels (chercheurs, médiateurs et acteurs de l'enseignement).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PONTCARRE
- CHANTELOUP-LES-VIGNES
- HOUDAN
- CERNAY-LA-VILLE
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
3 planétaires imprimés	5 500,00	56,99%
5 tablettes	1 500,00	15,54%
Valises Vigie Ciel	2 000,00	20,73%
Autre équipement	650,00	6,74%
Total	9 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 650,00	100,00%
Total	9 650,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005632 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE - EXPLORADÔME (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	19 000,00 € TTC	78,95 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME
Adresse administrative	: 18 AVENUE HENRI BARBUSSE 94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Goëry DELACÔTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
L'association Savoir Apprendre mène depuis 20 ans des activités pédagogiques à destination de publics très variés (enfants, adolescents, adultes, enseignants…), notamment à travers son espace ouvert au public, l'Exploradôme, à Vitry-sur-Seine, le seul musée où il est "interdit de ne pas toucher".

Les activités de l'association ont pour ambition de rendre accessibles les sciences à tous, et en particulier aux publics issus des quartiers défavorisés, en difficulté scolaire, en
situation de fracture sociale ou susceptibles d'une moindre intégration.

Fort de son expérience, l'Exploradôme propose pour 2020-2021 le programme « Sciences en partage », un ensemble de 6 actions phares à l'image de sa capacité à développer des projets sur mesure pour chaque public cible :

- des événements grand public ;
- de nouvelles manips originales ;
- des ateliers de médiation sur des technologies innovantes (IA) ;
- des clubs scientifiques ;
- des découvertes des métiers scientifiques et techniques en collèges et lycées ;
- de l'éducation au numérique pour les jeunes des quartiers prioritaires.

Public ciblé : 22 000 personnes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ordinateurs et systèmes de vidéo projection mobile	17 000,00	89,47%
Autres équipements	2 000,00	10,53%
Total	19 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 000,00	21,05%
Région Île-de-France (INV)	15 000,00	78,95%
Total	19 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005633 - La science pour tous 2020 - LES PETITS DEBROUILLARDS ÎLE-DE-FRANCE (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : BOITE ET ACC S AU 74
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie BODEUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 1 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Fort du succès des actions menées en 2019-2020 avec le soutien de la Région, sur le territoire francilien, la branche Île-de-France de l'association Les Petits Débrouillard propose de poursuivre le « Science Tour », une série de 4 festivals scientifiques de 2 jours proposés avec les moyens d'un camion-laboratoire, sur des territoires franciliens particulièrement éloignés des sciences (Champs-sur-Marne, Nanterre, Garges-Lès-Gonesse + 1 autre territoire à identifier, probablement dans le sud de l'Essonne).

Ces évènements, organisés entre juin et décembre 2020, mettront en avant les acteurs professionnels, scientifiques et associatifs, ainsi que les producteurs de science et contribueront à la lutte contre la propagation des « fake news ». Ils feront également la promotion des femmes scientifiques et de la préservation de la biodiversité locale. La campagne de sensibilisation aux fausses informations intitulée « Il paraît que ! » Soutenue par Google – YouTube assurera un complément de visibilité au projet mais

aussi un cofinancement de ces évènements.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005634 - La science pour tous 2020 - PARCOURS DES SCIENCES (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	12 000,00 € TTC	25,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES PARCOURS DES SCIENCES DITE PARCOURS DES SCIENCES
Adresse administrative : 21 PLACE DU PANTHEON
75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame GINETTE GABLOT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
L'association Parcours des sciences, créée il y a plus d'une vingtaine d'années, propose de lancer en 2020 le premier festival de promenades scientifiques en Île-de-France. Parrainé par Axel Khan, ce projet consiste à proposer 24 promenades-conférences dans différents lieux franciliens hautement chargés en patrimoine scientifique, sur 4 après-midi de samedi ou dimanche du mois de juin 2020 - en raison du Covid19, ce lancement est reporté à mai/juin 2021.

Ce festival permettra notamment de valoriser la place de la chimie, de la géologie et de la botanique dans le 5ème arrondissement de Paris et en Essonne. Ces visites guidées seront accessibles à tous, sur inscription. Le public ciblé représente 500 à 600 personnes au total.

A l'aide d'une iconographie historique rare, il s'agit de donner sens à un patrimoine local, à travers l'observation de la signalétique urbaine, de l'architecture, de l'urbanisme et des éléments de communication apposés dans l'espace public. Les contenus sont élaborés par l'association Parcours de sciences en partenariat avec diverses associations telles que l'Association française d'astronomie, Afac_sciences, le Groupe d'histoire de la chimie de la Société Française de Chimie ou encore le Comité Quartier Latin pour le Festival 2020.

Outre l'organisation des promenades scientifiques, l'association Parcours des sciences souhaite créer une application mobile, afin de rendre accessible au visiteur isolé les lieux d'enseignement et de recherche et d'inscrire ainsi la communauté scientifique dans son environnement. Conçues pour les Journées du patrimoine et la Fête de la science 2020, cette application numérique sera testée auprès des lycéens et étudiants. Les deux premières visites numériques proposées seront consacrées au quartier scientifique autour de la rue d'Ulm où la Maison Poincaré dédiée aux mathématiques ouvrira sur le campus Curie en 2021, ainsi qu'à l'Université Pierre et Marie Curie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement de l'application mobile	12 000,00	100,00%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 000,00	66,67%
CNRS	1 000,00	8,33%
Région Île-de-France (INV)	3 000,00	25,00%
Total	12 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005635 - La science pour tous 2020 - SCIENCE OUVERTE (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 € TTC	100,00 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE
Adresse administrative	: 30 RUE ARMAND CARREL 93700 DRANCY
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur FRANCOIS GAUDEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Le projet Science Ouverte vise à créer un contact direct entre les publics les plus éloignés de la science en Seine-Saint-Denis et la science vivante, en train de se faire, et ses enjeux. Il s'adresse en priorité aux jeunes de Drancy et du quartier de l'avenir parisien à Bobigny, mais les activités à destination des lycéens rayonnent désormais sur l'ensemble de la Seine-Saint-Denis voire au-delà.

Le programme proposé pour l'année scolaire 2020-2021 comporte de très nombreuses actions parmi lesquelles :

- des actions éducatives : organisation d'une douzaine de stages scientifiques pendant les congés scolaires ; conçus et assurés par des chercheurs et des scientifiques, ces stages proposent une ouverture culturelle aux sciences avec des travaux de recherche et d'exploration, des restitutions orales, des conférences et discussions avec des scientifiques et des sorties dans des lieux liés aux sciences (laboratoires, Palais de la Découverte, etc.) ;

- des séances d'orientation : organisation de 6 séances d'orientation avec intervention d'étudiants, d'anciens de l'association en activité, de représentants de divers métiers scientifiques et techniques ;

- une participation à l'opération « Mat'les vacances », colonie de vacances organisée par une association partenaire PEASTEL ;

- une participation à l'opération « Maths en Jeans » au lycée Louise Michel de Bobigny et à l'Université Paris 13 ; les participants à ces ateliers présenteront les résultats de leurs travaux au congrès Maths.en.Jeans prévu en mars 2021 ;

- le développement du Fab Lab abrité par l'association Science Ouverte au château de Ladoucette, en collaboration avec l'association TRACES et l'accueil des jeunes pour des activités régulières autour des nouvelles technologies numériques (initiation au dessin sur ordinateur, utilisation d'imprimantes 3D et de découpeuse laser pour fabriquer des objets personnalisés, découverte de la réalité virtuelle et de la réalité augmentée, etc.) ;

- des mises en débat, notamment à travers un cycle de conférences dit Scientifik Park (généralement 4 par année) à l'Université Paris 13 ;

- des expositions temporaires ; celle de 2020 a pour thème la génétique ("ADN, la clé de la vie").

- une participation au Festival d'Astronomie de Fleurance, où Science Ouverte organise la venue et l'hébergement d'étudiants et de lycéens franciliens ;

- des participations à de nombreux évènements organisés en Région, notamment le Salon des Jeux Mathématiques, la Journée de la Terre, le Salon du développement durable de la Ville de Drancy, le festival Savante Banlieue organisé par Plaine Commune ou diverses actions organisées dans le cadre de la Fête de la Science ;

- des interventions dans les établissements scolaires – ex : conférence de Jacques Moreau, directeur de recherche honoraire en biologie moléculaire et explorateur de l'Arctique, et de François Gaudel, prix Diderot Curien de la communication scientifique, sur des thèmes mathématiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Renouvellement du parc informatique (Espace @venir)	8 000,00	100,00%
Total	8 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 000,00	100,00%
Total	8 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005636 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION - INV

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	20 000,00 € TTC	75,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION
Adresse administrative : 204 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS 75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabrice ESTEVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 octobre 2020 - 28 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Depuis 2005, PARISCIENCE, le Festival International du film scientifique est organisé en octobre au Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) et à l'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP). Il présente gratuitement une sélection du meilleur de la production documentaire scientifique française et internationale récente, dans toutes les durées et tous les formats (documentaires de télévision, longs ou courts métrages, fictions, animations, films en réalité virtuelle, chaînes scientifiques sur YouTube, etc.).

Pendant 13 jours, la 16ème édition du Festival Pariscience organisera la rencontre du public avec plus de 160 intervenants, autour d'une sélection d'environ 80 oeuvres, en 2 temps :

- du 08 au 16 octobre 2020 : le Pariscience des scolaires accueillera 2800 élèves du CP jusqu'à la Terminale. 2 prix seront désignés par 6 classes jury, encadrées par 2 binômes de parrains (1 scientifique, 1 producteur) parmi 6 films en compétition : le Prix des Collégiens et le Prix des Lycéens de la Région Île-

de-France. Pour la deuxième année consécutive, la Région Île-de-France parrainera le Prix des Lycéens.

- du 17 au 21 octobre 2020 : le festival Pariscience accueillera le grand public autour de 40 projections-débats dont 7 pour les familles et 3 pour le public sourd et malentendant, autour de disciplines scientifiques variées et différents formats audiovisuels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Refonte du site internet	15 000,00	75,00%
Matériel informatique	5 000,00	25,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	25,00%
Région Île-de-France	15 000,00	75,00%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005637 - La science pour tous 2020 - CITOYENS POUR LE CLIMAT - PARIS (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	800,00 € TTC	100,00 %	800,00 €
	Montant total de la subvention		800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITOYENS POUR LE CLIMAT PARIS
Adresse administrative : 36 AVENUE EDISON
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLEMENTINE NORDON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Le collectif Citoyens pour le Climat Paris propose "Le climat en 60 secondes par jour », un projet de sensibilisation aux enjeux climatiques et la création d'une communauté Instagram sur les sciences du climat à destination des jeunes (adolescents).

Le projet consiste, dans un premier temps, en la mise en place d'ateliers scientifiques dans les établissements scolaires (de la 5ème à la Terminale) par des médiateurs scientifiques bénévoles, utilisant le «Kiosque des Sciences ». Le but est de sensibiliser et d'expliquer ce qu'est une démarche scientifique en utilisant les exemples concrets liés aux sciences du climat.

La seconde partie du projet a pour vocation de créer une « communauté du climat » sur le réseau social Instagram. L'interaction des adolescents sur cette communauté virtuelle permettra de continuer à bénéficier de contenus de qualité (vidéos, quizz, interviews de chercheurs). Ce groupe sera l'occasion d'échanger sur le sujet et de devenir acteurs dans la lutte contre le dérèglement climatique. Ceci doit

permettre de rendre les sciences du climat plus visibles dans l'espace public "virtuel" en accroissant l'accessibilité des contenus éducatifs scientifiques sur le réseau social favori de cette tranche d'âge.

Le publics cibles sont les collégiens (de la 5ème à la 3ème) et les lycéens d'Île-de-France.

Dans un premier temps, des ateliers de sensibilisation aux enjeux climatiques seront réalisés dans 20 établissements scolaires d'Ile-de-France auprès de 2 classes ou plus (>70 élèves / établissement). Au total, il s'agit de faire participer directement, au minimum 1400 élèves. Dans le meilleur des cas, ce chiffre pourrait atteindre plus de 2000 élèves.

Concernant la communauté du climat sur Instagram, l'objectif est une adhésion de l'ensemble des élèves ayant participé aux ateliers de sensibilisation, puis un élargissement de proche en proche. Les établissements scolaires seront choisis afin de couvrir au mieux l'ensemble de l'Ile-de-France (au moins les départements de Paris, des Hauts de Seine, du Val de Marne, du Val d'Oise et de la Seine-Saint-Denis).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Téléphone portable + abonnement 12 mois (usage community manager)	550,00	68,75%
Divers dépenses d'équipement	250,00	31,25%
Total	800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	800,00	100,00%
Total	800,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005638 - La science pour tous 2020 - EDUCABOT (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	9 500,00 € TTC	100,00 %	9 500,00 €
	Montant total de la subvention		9 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EDUCABOT
Adresse administrative : 16 RUE DE PICPUS
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER THIAIS, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
EDUCABOT est l'organisateur agréé pour la France de la « First Lego League Junior », un défi robotique international éducatif consacré à la découverte de la robotique et destiné aux enfants de 7 à 9 ans et organisé dans 50 pays du monde (28 000 équipes, soit 169 000 enfants) sur la même période (sur une année scolaire, soit de début octobre à fin mai).

Le challenge consiste à réaliser un défi robotique en équipe sur un thème de Sciences et Vie de la Terre, défini chaque année et commun à l'ensemble des pays participants. A l'issue du défi, une restitution des projets est effectuée entre les équipes du territoire, à laquelle assistent les parents, les coachs et le grand public. La restitution nationale est organisée chaque année en mai-juin à la Cité des Sciences et de l'Industrie de Paris.
Le défi 2019/2020 est « Conçois la ville du futur » et le thème pour l'année 2020-2021 sera connu en juillet 2020.

Le projet consiste à élargir la participation des jeunes franciliens à ce défi robotique. Chaque équipe est composée de 6 enfants qui se réunissent pour une douzaine de séances d'une heure. L'équipe réalise une maquette en LEGO dont une construction devra être robotisée. Au fur et à mesure de la conception et de la réalisation, les jeunes développent des compétences de base en génie et en programmation à l'aide du robot WEDO 2.0. Les enfants doivent également documenter leur travail et partager leurs découvertes à travers une affiche de présentation, qui pourra servir de base à leur présentation devant le jury, lors de la restitution publique.

Public visé : 300 enfants de 7 à 9 ans de la région Île-de-France (priorité sera donnée aux territoires politique de la ville), en plus des 500 déjà inscrits, soit 800 enfants concernés; 50 mentors (enfants de 10 à 14 ans accompagnant les équipes) et 50 coachs.
Public indirect : 2000 accompagnants et visiteurs (qui s'ajouteront aux 4000 personnes suivant déjà le défi).

Restitution finale prévue en mai 2021 à la Cité des Sciences et de l'Industrie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- BOIS-D'ARCY
- RUEIL-MALMAISON
- SEVRAN
- ARGENTEUIL
- ROISSY-EN-FRANCE
- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Outils robotiques pour le challenge FLL Junior (WEDO 2.0, SPIKE, EV3 / avec batteries et chargeurs)	8 500,00	89,47%
Autres équipements	1 000,00	10,53%
Total	9 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 500,00	100,00%
Total	9 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005640 - La science pour tous 2020 - LA BÊTA-PI (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 600,00 € TTC	100,00 %	8 600,00 €
	Montant total de la subvention		8 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA BETA-PI
Adresse administrative : AVENUE MARCELIN BERTHELOT
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JULIEN ROL MALHERBE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 octobre 2020 - 12 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :

Il s'agit d'organiser en plein air et sur les terrasses de l'Observatoire de Paris à Meudon le 2ème festival STAR's UP dédié à la science, à l'aérospatiale et à l'innovation. Initialement prévu fin juin 2020, le festival a été reprogrammé pour s'inscire dans le cadre de la Fête de la Science et se tiendra le premier samedi à savoir le 3 octobre 2020.

Résolument grand public et créatif, ce festival est conçu comme un outil fédérateur sur le territoire de la ville de Meudon : s'y rencontrent les spécialistes – tant publics que privés - des sciences de l'espace et le grand public.

Il participe au décloisonnement des savoirs et des spécialités dans l'esprit d'un cluster éphémère.

Le Festival Stars'Up est soutenu par le CNRS de Meudon, l'Observatoire de Paris, la Société

Astronomique de France, l'Université Paris-Saclay, l'entreprise HP et a réuni pour sa première édition en 2019 et en dépit de températures caniculaires plus de 8 300 participants.

Le programme de cette année prévoit :

- une scène avec 16 speakers + un temps conférence spécial jeunes & enfants ;
- un village des sciences avec plus de 25 ateliers ou stands ;
- une journée dédiée aux scolaires (750 participants) ;
- une projection de documentaire scientifique en plein air ;
- des observations du ciel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Enceinte portative et micro	2 100,00	24,42%
Ecran de projection et vidéoprojecteur	2 200,00	25,58%
Ordinateurs portables pour l'animation	3 300,00	38,37%
Autres équipements	1 000,00	11,63%
Total	8 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 600,00	100,00%
Total	8 600,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005641 - La science pour tous 2020 - L'ARBRE DES CONNAISSANCES - APSR (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 € TTC	100,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	APSR - L'ARBRE DES CONNAISSANCES ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE
Adresse administrative	:	CLARA BELLOC 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Valérie LALLEMAND-BREITENBACH, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Déploiement du dispositif Apprentis Chercheurs en Île-de-France au cours de l'année 2020-2021. Né en 2004 à l'initiative de chercheurs de l'hôpital Saint-Louis à Paris, ce dispositif déployé dans un premier temps en Île-de-France et désormais à l'échelle nationale permet à des binômes composés de collégiens de classe de 3eme et de lycéens de 1re d'être accueillis dans des laboratoires de recherche situés à proximité de leurs établissements scolaires un à deux mercredi après-midi par mois (30h au total). Encadrés par des acteurs de la recherche tant publique que privée (chercheurs, doctorants, post-doctorants, ingénieurs), les jeunes mènent un projet de recherche, s'initient à la démarche expérimentale en laboratoire et aux enjeux actuels de la recherche.

Le projet concernera en 2020-2021, 260 franciliens de 13 à 18 ans dont 180 filles - issus des départements suivants : 75, 78, 91, 93, 94. Il engagera également 250 chercheurs franciliens, dont 70

ayant été formés à la médiation scientifique, ainsi que 55 enseignants de science.

En mai-juin 2021, les jeunes présenteront lors du Congrès des Apprentis Chercheurs leurs travaux devant familles, camarades, partenaires éducatifs et élus locaux (1350 personnes attendues au total). Grâce à l'implication de leurs enseignants, les Apprentis Chercheurs deviennent également de véritables ambassadeurs de la recherche au sein de leur établissement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- ELANCOURT
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
- TRAPPES
- VERSAILLES
- VIROFLAY
- VELIZY-VILLACOUBLAY
- GIF-SUR-YVETTE
- ORSAY
- PALAISEAU
- VILLETANEUSE
- AULNAY-SOUS-BOIS
- BOBIGNY
- BONDY
- LE BOURGET
- ARCUEIL
- LE KREMLIN-BICETRE
- CRETEIL
- MANDRES-LES-ROSES
- CHARENTON-LE-PONT
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES
- THIAIS
- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel informatique et logiciel, matériel de prise de vue, installation des postes de travail des chargés de projet Apprentis chercheurs etc…)	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005642 - La science pour tous 2020 - PLANETE SCIENCES ILE-DE-FRANCE (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 € TTC	100,00 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLANETE SCIENCES ILE DE FRANCE
Adresse administrative : A RODROME DE PARIS-VILLAROCHE
77550 LIMOGES FOURCHES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier PONGE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Avec plus de 35 ans d'expérience, Planète Sciences Ile-de-France propose cette année une mise en forme innovante de diffusion de la culture scientifique à travers la conception d'une « escape box » scientifique à destination de jeunes de 11 à 17 ans. Conçu comme un jeu de société immersif, cette « escape box » fera appel aux sciences et aux techniques issues de très nombreuses disciplines, impliquera 17 partenaires franciliens et ciblera en particulier les franciliens éloignés socialement et/ou géographiquement des sciences (1 500 personnes).

Toutes les expériences scientifiques seront figurées par un système de cartes à jouer et des tablettes. Les participants pourront retracer l'aventure de la recherche en mobilisant des connaissances et en suivant une démarche expérimentale en autonomie ou en manipulant des expériences en présence d'animateurs. Le jeu complet sera découpé en 30 séances d'une heure pour les besoins d'ateliers à l'année ou être réduit en privilégiant certaines parties. Le concept permettra par ailleurs de s'ajuster à des événements type village des sciences et fête de la science. Outre des d'interventions sur le temps scolaire, le

programme prévoit un déploiement en différents lieux de nombreuses villes des 4 départements de la grande couronne parisienne.

Programme de déploiement :

- Février 2020 : séances de test à l'OMAC de Torcy
- Mars à Juin : séances de test aux Ulis
- Avril : séances de test à Savigny-le-Temple
- Juillet : Village des sciences aux Ulis
- Août : Melun, Savigny et Torcy 5 séances de 2h pendant une semaine de vacances
- De Septembre 2020 à Juin 2021 : Ateliers de 2h hebdomadaire à Melun, à Grigny, aux Ulis, Corbeil-Essonnes, à Longjumeau, Trappes, Les Mureaux, Carrières-sur-Seine, Goussainville, hors temps scolaire
- Octobre 2020 : Fête de la Science à l'aérodrome de Paris-Villaroche
- Sur chaque période de vacances de l'été 2020 à l'été 2021 : 5 séances de 2h pendant une semaine de vacances à Massy, Torcy, Savigny-le-Temple, Melun, Longjumeau, aux Ulis, Trappes, Goussainville, aux Mureaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel informatique (tablettes, PC, vidéoprojecteur)	7 000,00	87,50%
Autres équipements	1 000,00	12,50%
Total	8 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 000,00	100,00%
Total	8 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005643 - La science pour tous 2020 - S[cube] - SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	11 000,00 € TTC	72,73 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE POLE DIFFUSION CULTURE SCIENTIFIQUE ILE DE FRANCE SUD
Adresse administrative : 26 RUE JEAN ROSTAND 91400 ORSAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Claude ROYNETTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Réalisation d'une "enquête immersive" dans un espace fermé scénographié sur le thème de l'usage des terres émergées. Ce projet s'appuiera sur le rapport spécial du GIEC sur « Les changements climatiques et les terres émergées » diffusé en août 2019 et qui fait état de l'évolution négative de l'état des terres, causée directement ou indirectement par les actions humaines. De ce travail complet réunissant des scientifiques mondiaux, et coordonné par des scientifiques du territoire francilien, l'association S[cube] souhaite créer une expérience unique d'appropriation des savoirs et des méthodes scientifiques. Le dispositif itinérant et démontable à la manière des tentes ou dômes plongera le visiteur seul ou en groupe dans une enquête immersive mettant en jeu les éléments scientifiques, les scientifiques eux-mêmes en tant qu'experts et des ressources documentaires (des objets d'expériences et des analyses de données).

Seront proposés plusieurs scénarios sur différentes thématiques et adaptés à des âges différents. Les murs serviront de décors et de supports de jeu. L'enquête sera jouable grâce à une tablette tactile qui servira de maître du jeu. La technologie employée est mise à disposition gratuitement par Lucky Duck Games, éditeur de jeu de société et partenaire du projet.

Lors de la résolution de l'enquête, les visiteurs seront amenés à utiliser une démarche scientifique, à analyser des preuves, des données en vérifiant les sources des informations.

Public cible : famille et adolescents (collèges, MJC, médiathèques, etc.), soit 8000 personnes en 2021.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Vidéoprojecteurs (2)	4 500,00	40,91%
Tablettes tactiles (8)	3 600,00	32,73%
Bornes vidéo (2)	1 400,00	12,73%
Ecrans (2)	500,00	4,55%
Matériel son connecté (2)	500,00	4,55%
Autres équipements	500,00	4,55%
Total	11 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 000,00	9,09%
EDF	2 000,00	18,18%
Région Île-de-France	8 000,00	72,73%
Total	11 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005644 - La science pour tous 2020 - SEINERGY LAB (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	43 000,00 € HT	30,00 %	12 900,00 €
	Montant total de la subvention		12 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PLATE FORME EFFICACITE ENERGETIQUE SEINE AVAL
Adresse administrative	:	53 AVENUE PAUL RAOULT 78130 LES MUREAUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur François GARAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Acteur de référence de la transition énergétique sur le territoire de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, Seinergy Lab réunit 40 entités publiques et privées réparties en 3 collèges : collectivités territoriales, établissements d'enseignement et de recherche, petites et grandes entreprises.

Le projet proposé vise à développer l'attractivité des métiers liés à la transition écologique et comporte les actions suivantes :
- organisation de la "Journée des métiers de demain" qui permet de valoriser les filières et les métiers de l'énergie, du BTP, de la mobilité et de l'industrie, utiles à la transition énergétique ;
- organisation de visites et de travaux pratiques (TP) au Seinergy Lab (ateliers de sensibilisation aux écogestes, à la gestion des déchets, et aux métiers liés à l'énergie grâce aux équipements techniques présents dans les locaux de l'association) ;
- expositions itinérantes dans le domaine des sciences et de la nature ;

- challenges scientifiques.

Ces actions s'adressent au public scolaire et étudiant des Mureaux et de GPSEO. Une attention particulière sera apportée aux jeunes filles ainsi qu'au public en insertion ou en décrochage scolaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier et fournitures immobilisables	39 000,00	90,70%
Matériel informatique et vidéo (3 modules)	3 000,00	6,98%
Autres équipements	1 000,00	2,33%
Total	43 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (INV)	12 900,00	30,00%
ADEME	15 050,00	35,00%
MESRI	6 450,00	15,00%
Fonds propres	8 600,00	20,00%
Total	43 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005646 - La science pour tous 2020 - TERRE AVENIR (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	1 000,00 € TTC	100,00 %	1 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERRE AVENIR
Adresse administrative : BRASSEAUX
77560 VILLIERS-SAINT-GEORGES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe RAYER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Sciences en territoire est une action de sensibilisation aux grands enjeux de société qui met en avant le rôle des sciences. Son volet "décode la science et le développement durable" se déroule sur l'ensemble du département de Seine et Marne, en itinérance, au plus près des publics.

En 2020-2021, le projet comportera 2 volets :

- organisation au cours de l'année scolaire 2020-2021 de 50 conférences sur 4 thèmes liés au développement durable (eau, air, énergie, climat) et de 15 à 20 visites d'entreprises et/ou laboratoires permettant des rencontres avec des ingénieurs, techniciens ou chercheurs. Cette action prend la forme de conférences interactives sur des thèmes de société à forts enjeux tels que l'eau, l'énergie, l'air ou le climat. Elles sont complétées par la rencontre de chercheurs, d'ingénieurs, de visites d'entreprises ou de sites naturels

Public cible : 80 classes issues de 25 d'établissements d'enseignement général ou technique soit 2400 élèves du CD77 pour les conférences dont 600 participeront également aux visites de sites.

- organisation d'un volet « grand public » sous forme de 10 cafés des sciences proposés dans les médiathèques de Seine-et-Marne afin de favoriser la rencontre entre le grand public et des scientifiques, mais aussi de faire clairement obstacle aux « infox », notamment au sujet de l'énergie, l'évolution du climat, la vaccination, l'intelligence artificielle, la qualité de l'air, le vieillissement, ou encore la génétique

Public cible : 200 personnes.

Soit Public cible total : 2600 personnes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
0rdinateur et enceinte son	7 000,00	95,89%
Autres équipements	300,00	4,11%
Total	7 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 000,00	100,00%
Total	1 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20005647 - La science pour tous 2020 - ASSOCIATION TRACES (INV)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 000,00 € HT	100,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF
Adresse administrative	:	23 RUE DES BALKANS 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CLAUDIA AGUIRRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
Le projet "Les jeunes, éducateurs d'algorithmes" propose de faire monter en compétence les Franciliens et particulièrement les jeunes sur la question de l'Intelligence Artificielle et des algorithmes. Un parcours de 7 ateliers sera proposé à des classes de collège/lycée pour les faire réfléchir à la présence et à l'impact des algorithmes dans la vie quotidienne. Les élèves exploreront la thématique puis produiront des objets culturels (une pièce de théâtre, un conte, un film, etc.) dont le public serait les
algorithmes : quelles données leur semblent-elles importantes de transmettre à ces programmes ?

Deux temps forts encadreront le projet : la Nuit Européenne des Chercheurs, permettant la mise en débat publique sur la thématique, et un événement final, permettant à tous les participants de se rencontrer et de présenter leurs productions à des chercheurs.

Les publics sont à la fois les adolescents et le grand public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tablettes ou petits postes informatiques (prototypage)	2 000,00	66,67%
Autres équipements	1 000,00	33,33%
Total	3 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	3 000,00	100,00%
Total	3 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049121 - La science pour tous 2020 - ETABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE (FONC)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-65738-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	65 907,00 € TTC	37,93 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ETABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DOREE
Adresse administrative	: 293 AVENUE DAUMESNIL 75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant	: Madame Hélène ORAIN, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dates prévisionnelles de démarrage et de fin des actions sont indiquées ci-dessus. Toutefois, afin de tenir compte des préparatifs et comme indiqué dans le texte de l'appel à projets, les dépenses seront prises en compte à partir du 25 janvier 2020 (lendemain de la date de clôture de l'appel à projets).

Description :
En raison de la crise Covid19, la 4ème édition de la Fête de l'océan a été organisée en version intégralement dématérialisée du 4 au 7 juin 2020 par l'Aquarium tropical du Palais de la Porte Dorée. La 5ème édition sera organisée début juin 2021.

Unique manifestation proposée au grand public à Paris pour ce rendez-vous annuel consacré à l'Océan, le thème 2020 retenu par l'Aquarium tropical est : « Un océan de vie ».

Ce thème fait écho aux grands rendez-vous de l'année 2020 sur la biodiversité : congrès mondial de l'UICN en juin à Marseille, COP15 de la convention sur la diversité biologique en octobre en Chine, Assises nationales de la Biodiversité à Massy en octobre 2020.

La Fête de l'océan 2020 proposera de nombreux ateliers avec des partenaires scientifiques, des activités

artistiques, des spectacles et performances pour tous les publics y compris scolaires. Le programme prévisionnel inclue les activités suivantes :

- le Forum interacadémique Tara, 4 juin : 15 classes du second degré des académies de Paris, Créteil et Versailles viendront présenter le résultat de leurs recherches dans le cadre des expéditions de Tara, le voilier d'expéditions scientifiques ;

- le Congrès des Petits Mammifères Marins, 5 juin : 15 classes des académies de Paris et de Créteil, inscrites à cet appel à projet, viendront présenter leur production sur les mammifères marins, réalisée en classe dans le cadre de l'exposition Baleinopolis, en présence de scientifiques spécialistes des cétacés;

- le Forum de l'océan, 6 et 7 juin composé de :
- activités pratiques, mises en situation, ateliers, jeux proposés par 14 partenaires experts de la biodiversité océanique et de sa protection (organismes de recherche, ONG, associations, ets.);
- ateliers artistiques et scientifiques proposés par des médiateurs;
- spectacle audio à partir des extraits du Journal de bord de David Wahl, écrits lors de la campagne scientifique MOMARSAT 2017 de l'Ifremer;
- représentation théâtrale de Moby Dick.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	8 000,00	12,14%
Prestations de service liées à l'animation	10 760,00	16,33%
Fournitures et consommables	400,00	0,61%
Achats de spectacles	23 887,00	36,24%
Frais de communication	20 000,00	30,35%
Frais de restauration	500,00	0,76%
Divers	2 360,00	3,58%
Total	65 907,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	40 907,00	62,07%
Région Île-de-France	25 000,00	37,93%
Total	65 907,00	100,00%

Convention type - La science pour tous 2020

CONVENTION N°

Relative au soutien régional en matière de
Partage de la culture scientifique technique et industrielle
« La science pour tous »

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-187 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « La science pour tous » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2020-187 du 1er juillet 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-187 du 1er juillet 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : titre du projet (référence dossier).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire :

- une subvention de fonctionnement correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de fonctionnement de €

et (le cas échéant)

- une subvention d'investissement correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention d'investissement de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Il est responsable du bon fonctionnement du projet.
Le bénéficiaire est encouragé à participer activement à la Fête de la Science et à proposer à cette occasion des actions en direction du grand public.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 4 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif d'une activité en lien avec la diffusion de la culture scientifique.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Lorsqu'il s'agit d'une personne morale de droit privé, le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la visibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Île-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos, etc.).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Le bénéficiaire s'engage à autoriser la Région à poser sur son site un panneau d'information ou un panneau de chantier réalisé par la Région et fourni par ses soins.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale, etc.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données, etc.) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété

intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus,

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier ;

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, etc.) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Pour la subvention de fonctionnement :

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Pour la subvention d'investissement :

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie suffisante pour démarrer son projet, et ce dans les conditions suivantes :

Pour les dépenses de fonctionnement :

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un **plan de trésorerie** daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Pour les dépenses d'investissement :

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un **plan de trésorerie** daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un **état récapitulatif des dépenses** doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée. Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un **état récapitulatif des dépenses** qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Pour les personnes morales de droit public, cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Il doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Pour les personnes morales de droit privé, cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- un **compte-rendu d'exécution** du projet, signé par le représentant légal du bénéficiaire (modèle disponible). Ce compte-rendu devra comporter les éléments quantitatifs et qualitatifs relatifs à la réalisation de l'action. Il présentera, le cas échéant, le différentiel entre le prévisionnel et le réalisé (calendrier, nature et nombre des actions, publics et territoires cibles, partenariats mis en œuvre, etc.). Enfin, il comportera un bilan critique des résultats obtenus au regard des objectifs poursuivis et, si possible, une évaluation de l'impact du projet, tant sur les bénéficiaires que sur les territoires ciblés.

- X **justificatif(s) de recrutement** conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- enfin, pour les personnes morales de droit privé, un **compte-rendu financier** de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **25 janvier 2020** – lendemain de la clôture de l'appel à projets – et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante : Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention - durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention).

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante : Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention - durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 2020-187 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Fiche projet Paris 1

Commission permanente du 17 octobre 2019 - CP2019-388

DOSSIER N° EX046307 - Chaires d'excellence internationale "Blaise Pascal" - UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE

Dispositif : Chaires Blaise Pascal (n° 00000474)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-65738-192001-1800
Action : 19200107- Allocations de recherche et Chaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Chaires Blaise Pascal	38 000,00 € HT	100,00 %	38 000,00 €
		Montant total de la subvention	38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE
Adresse administrative : 12 PLACE DU PANTHEON
75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Georges HADDAD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Hervé MOULIN, professeur de l'Université de Glasgow mondialement reconnu pour ses travaux de recherche en économie mathématique, notamment dans les domaines du choix social et de la théorie des jeux.

Son projet porte sur la prise de décision collective (notamment, la démocratie directe) et allocation de ressources via des mécanismes numériques. En parallèle avec son projet de recherche, le chercheur mettra en œuvre un programme pédagogique (au moins dix enseignements, au moins un séminaire à destination des étudiants et jeunes chercheurs d'Île-de-France, une conférence grand public de présentation des recherches menées).

Le lauréat sera accueilli par deux établissements : l'Université Paris 1 (Centre d'économie de la Sorbonne) et à l'Ecole d'économie de Paris. En raison de la limite d'âge dans les établissements publics le lauréat de cette chaire Blaise Pascal ne peut pas être recruté directement par l'Université Paris 1. Afin de permettre la réalisation du projet de recherche, le recrutement du chercheur sera assuré par l'Ecole d'économie de Paris (personne morale de droit privé à but non lucratif).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Pour la réalisation du projet dans son ensemble, la Région Ile-de-France attribue une subvention d'un montant maximum de 170 000 €. Ce montant correspond à 100% des dépenses éligibles, à savoir la rémunération du chercheur (132 000 €) et les moyens de fonctionnement nécessaires à la réalisation de son projet (38 000 €). Afin de permettre le recrutement du lauréat par l'Ecole d'économie de Paris, la subvention est répartie sur les deux organismes gestionnaires : 132 000 € sont attribués à l'Ecole d'économie de Paris et les 38 000 € restants sont attribués à l'Université Paris 1.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Université Paris 1 : frais de fonctionnement liés à la réalisation du projet (en dehors du salaire du lauréat)	38 000,00	22,35%
Ecole d'économie de Paris : frais de salaire	132 000,00	77,65%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	170 000,00	100,00%
Total	170 000,00	100,00%

Fiche projet EEP

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20006599 - Chaires d'excellence internationale "Blaise Pascal" - Ecole d'économie de Paris Paris School of Economics

Dispositif : Chaires Blaise Pascal (n° 00000474)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192001-1800
Action : 19200107- Allocations de recherche et Chaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Chaires Blaise Pascal	132 000,00 € TTC	100,00 %	132 000,00 €
	Montant total de la subvention		0,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE D'ECONOMIE DE PARIS
PARIS SCHOOLS OF ECONOMICS
Adresse administrative : 48 BD JOURDAN
75014 PARIS 14
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Madame Marie PHILIPON, Secrétaire générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Hervé MOULIN, professeur de l'Université de Glasgow mondialement reconnu pour ses travaux de recherche en économie mathématique, notamment dans les domaines du choix social et de la théorie des jeux.

Son projet porte sur la prise de décision collective (notamment, la démocratie directe) et allocation de ressources via des mécanismes numériques. En parallèle avec son projet de recherche, le chercheur mettra en œuvre un programme pédagogique (au moins dix enseignements, au moins un séminaire à destination des étudiants et jeunes chercheurs d'Île-de-France, une conférence grand public de présentation des recherches menées).

Le lauréat sera accueilli par deux établissements : l'Université Paris 1 (Centre d'économie de la Sorbonne) et à l'Ecole d'économie de Paris. En raison de la limite d'âge dans les établissements publics le lauréat de cette chaire Blaise Pascal ne peut pas être recruté directement par l'Université Paris 1. Afin de permettre la réalisation du projet de recherche, le recrutement du chercheur sera assuré par l'Ecole d'économie de Paris (personne morale de droit privé à but non lucratif).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Pour la réalisation du projet dans son ensemble, la Région Ile-de-France attribue une subvention d'un montant maximum de 170 000 €. Ce montant correspond à 100% des dépenses éligibles, à savoir la rémunération du chercheur (132 000 €) et les moyens de fonctionnement nécessaires à la réalisation de son projet (38 000 €). Afin de permettre le recrutement du lauréat par l'Ecole d'économie de Paris, la subvention est répartie sur les deux organismes gestionnaires : 132 000 € sont attribués à l'Ecole d'économie de Paris et les 38 000 € restants sont attribués à l'Université Paris 1.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Université de Paris : frais de fonctionnement liés à la réalisation de projet (en dehors du salaire)	38 000,00	22,35%
Ecole d'économie de Paris : frais de salaire	132 000,00	77,65%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	170 000,00	100,00%
Total	170 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-296

DU 1 JUILLET 2020

SOUTIEN AU DAEU, À LA MOBILITÉ INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS ET À L'ANIMATION DES RÉSIDENCES ÉTUDIANTES AU TITRE DE L'ANNÉE 2020-2021

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 59-08 du 16 octobre 2008 « Promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels » ayant adopté le règlement d'intervention pour les subventions de fonctionnement DAEU ;

VU La délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016, modifiée par la délibération n° CP 2020-C07 du 27 mai 2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative au dispositif 100 000 stages ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 relative à la politique régionale pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU La délibération n° CP 16-416 du 21 septembre 2016 relative aux aides à la mobilité internationale des étudiants (AMIE) pour l'année universitaire 2016-2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-511 du 22 novembre 2017, modifiant les règlements d'intervention des dispositifs « Aide régionale au mérite » et « Aide au passage du diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) »;

VU La délibération n° CR 2019-011 du 4 avril 2019 relative au Pacte régional pour l'investissement dans les compétences (PRIC) ;

VU La délibération n° CP 2019-299 du 3 juillet 2019, modifiant le règlement d'intervention du dispositif de soutien à la formation préparant au DAEU et adoptant la convention type, et relative aux « Bourses Mobilité Ile-de-France – étudiants DUT-Licence-Master» pour l'année 2019-2020 ;

VU les délibérations n° CP 2020-073 du 31 janvier 2020 et CP n° 2020-138 du 04 mars 2020 relative à l'attribution des aides régionales au DAEU pour l'année 2019-2020 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-296 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires -DAEU – subventions de fonctionnement 2020-2021

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux actions de préparation au « Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires », au financement des projets détaillés en annexe n°1 à la délibération (fiches projet), par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 156 977 €.**

Approuve la convention-type présentée en annexe n° 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type objet du précédent alinéa et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement d'un montant de 969 017 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-008 (123-008) « Accompagnement des conditions de vie et d'étude des étudiants », action 12300802 « Développement de l'accès à l'enseignement supérieur » du budget 2020.

Affecte à ce titre, dans le cadre du Pacte Régional Investissement Compétences (PRIC), une autorisation d'engagement d'un montant de 187 960 €, disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 113-006 (111 006) « Formations qualifiantes et métiers », Action 11100608 « Aides individuelles régionales (AIRE)» du budget 2020.

Article 2 : Attributions complémentaires « Aides régionales au DAEU » - Année 2019-2020

Décide, au titre du dispositif « Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) » pour l'année universitaire 2019-2020, de soutenir 10 étudiants en reprise d'études, par l'attribution d'une aide financière d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 € par bénéficiaire, dont la liste est présentée en annexe n°3 à la délibération. Cette décision est sans incidence budgétaire.

Article 3 : « Bourses Mobilité IDF étudiants en DUT-Licence-Master » - Année 2020-2021

Décide de participer au titre du dispositif d'aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens (Bourses Mobilité IDF étudiants en DUT-Licence-Master), par l'attribution de subventions aux 93 établissements selon le tableau présenté en annexe n°4 à la présente délibération, dont le montant total prévisionnel est de **3 126 100 € maximum**.

Approuve la convention-type présentée en annexe n°5 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type objet du précédent alinéa et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 3 126 100 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » - programme HP 23-004 (123-004) « Actions en faveur de la mobilité internationale» - Action 12300401 « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens » du budget 2020.

Article 4: Réaffectation d'autorisations d'engagement

Affecte une autorisation d'engagement de **6 890,00 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » - programme HP 23-004 (123-004) « Actions en faveur de la mobilité internationale» - Action 12300401 « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens » du budget 2020, pour couvrir le montant du solde restant à verser à l'Université Paris 8 sur le dispositif AMIE 2016-2017, convention EX012845, adoptée par la délibération n° CP 2016-416 du 21 septembre 2016.

Article 5 : Poursuite du soutien régional au programme MA1SON à l'initiative de l'association Article 1- Année 2, 2020-2021

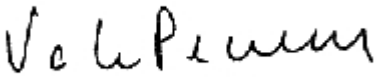
Décide de participer au financement du projet MA1SON détaillé en annexe n°6 à la présente délibération (fiche projet), par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 70 392 €.

Approuve la convention présentée en annexe n°7 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention conforme à la convention ad hoc objet du précédent alinéa et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement d'un montant de **70 392 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » Programme HP 23-009 Orientation et Formations supérieures, Action 12300903 Orientation et formation supérieures du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182128-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 LA DELIBERATION : FICHES-PROJETS DAEU ET DAEU/PRIC - ANNEE 2020-2021

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX050008 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	320 568,00 € TTC	28,08 %	90 000,00 €
	Montant total de la subvention		90 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS NANTERRE
Adresse administrative : 200 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS BALAUDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Université Paris Nanterre propose le DAEU A en présentiel pour un effectif prévisionnel de 215 étudiants. Depuis l'année universitaire 2019-2020, elle propose par ailleurs un enseignement exclusivement ou partiellement à distance via l'inscription à des modules de formation, afin de prendre en compte des situations particulières de candidats ne pouvant suivre totalement la formation en présentiel.

La formation du DAEU A comporte obligatoirement 4 modules: Français, langue vivante niveau B1 (Anglais ou Espagnol) et deux options à choisir parmi Biologie, Histoire,
Géographie, Littérature, Mathématiques, langue vivante 2, éventuellement langue vivante 3 (Espagnol, Allemand, Arabe, Chinois, Italien, Portugais, Russe).

Chaque module représente 60 heures de formation, réparties sur 24 semaines d'octobre à début juin pour le rattrapage, à raison de 2,5 heures par semaine. Le niveau visé est celui d'une fin de terminale. La dizaine d'enseignants intervenant au DAEU est composée d'enseignants du secondaire vacataires, de deux PRAG et de deux maîtres de conférence. Le premier interlocuteur des stagiaires est le chargé de la formation, disponible aux horaires de bureau durant la semaine : il informe les stagiaires tout au long de l'année, soir par mél, soit par l'intermédiaire de la plate-forme électronique et a souvent également un rôle de soutien. La Responsable pédagogique propose également des cours de soutien individuels ou collectifs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiairesvou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	145 980,00	45,54%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	45 628,00	14,23%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	70 140,00	21,88%
Frais de fonctionnement pédagogiques	7 060,00	2,20%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	51 760,00	16,15%
Total	320 568,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	106 800,00	33,32%
Participation des employeurs/OPCA	4 800,00	1,50%
Financement Pôle emploi	4 800,00	1,50%
Fonds propres	61 270,00	19,11%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée), dont 52 898 € au titre du PRIC	142 898,00	44,58%
Total	320 568,00	100,00%

DOSSIER N° 20007224 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE - COMPLEMENT PRIC

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400
Action : 11100608- Aides individuelles régionales (AIR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	320 568,00 € TTC	16,50 %	52 898,00 €
	Montant total de la subvention		52 898,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS NANTERRE
Adresse administrative : 200 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS BALAUDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 – 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Université Paris Nanterre propose le DAEU A en présentiel pour un effectif prévisionnel de 215 étudiants (cf. fiche projet EX050008).

En 2019-2020, l'Université de Nanterre a initié l'ouverture de modules d'enseignement du DAEU A à distance. Ce projet pédagogique a reçu le soutien de la Région Ile-de-France par une subvention spécifique dans le cadre du PRIC 2019-2022. L'objectif visé était un effectif de 55 étudiants, inscrits partiellement ou totalement à l'un ou plusieurs des quatre modules d'EAD (enseignement à distance) proposés : français, anglais, histoire, biologie. L'objectif de cette mixité pédagogique est de mieux accompagner les stagiaires dans l'impossibilité de suivre le cursus présentiel en totalité, pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé. Elle permet également de développer des pratiques plus interactives dans la pédagogie, en tirant partie de façon plus variée de la plateforme électronique, ce qui bénéficie également, à terme, aux stagiaires du présentiel. Les modules proposés permettent de revoir les bases nécessaire à l'acquisition d'un titre de niveau IV et, de façon informelle et interdisciplinaire, participent à la formation aux compétences-clés (1,2, 3, 4, 5, 7). Un dispositif de tutorat, mis en commun avec celui du présentiel, permet aux stagiaires uniquement en EAD d'être en contact avec l'ensemble de la promotion, les relations entre pairs étant l'un des points positifs régulièrement cité par les lauréats.

Trente étudiants se sont inscrits en 2019-2020 à 83 modules d'EAD, selon la répartition suivante : 13

étudiants inscrits pour les quatre matières (formation complètement à distance), 10 étudiants inscrits pour une matière, 2 pour deux matières et 5 pour 3 matières.

L'Université de Nanterre poursuivra cette offre pédagogique supplémentaire en 2020-2021 avec un objectif renouvelé de 83 inscriptions à ces modules d'EAD par 30 étudiants. Ils permettent à la fois d'ouvrir la formation à un nouveau public, mais aussi de mieux accompagner le public existant en lui permettant d'achever dans de bonnes conditions son année de formation.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel enseignant interne à l'Université (rémunérations et charges)	145 980,00	45,54%
Frais de personnel externe à l'Université (rémunérations et charges)	45 628,00	14,23%
Frais de personnel hors enseignement (administratif, intervenants extérieurs)	70 140,00	21,88%
Frais de fonctionnement pédagogique	7 060,00	2,20%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	51 760,00	16,15%
Total	320 568,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription spécifiques	106 800,00	33,32%
Participation des employeurs/OPCA	4 800,00	1,50%
Financement Pôle Emploi	4 800,00	1,50%
Fonds propres	61 270,00	19,11%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée) dont 52 898 € au titre du PRIC	142 898,00	44,58%
Total	320 568,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX050138 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - UNIVERSITÉ DE PARIS

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	564 952,00 € TTC	34,57 %	195 291,00 €
	Montant total de la subvention		195 291,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE DE PARIS
Adresse administrative	:	85 BOULEVARD SAINT-GERMAIN 75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Madame Christine CLERICI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Université de Paris (fusion des ex-Universités Paris Descartes et Paris Diderot) propose l'ensemble des DAEU existants : A et B, en présentiel et à distance, pour un effectif prévisionnel de 345 étudiants. Les enseignements sont proposés sur les deux campus pré-existants.

Pour le DAEU A, l'offre d'enseignement est répartie :
- sur des cours du jour (9h de cours par semaine en présentiel) avec les matières suivantes : Français obligatoire + une langue vivante obligatoire au choix (Espagnol ou Anglais) + une première option au choix (Droit civil et Economie, Géographie, Histoire contemporaine, Lettres et Arts, Mathématiques, Philosophie, Psychologie) + une seconde option au choix (Anglais, Arabe, biologie, espagnol, Géographie, Histoire contemporaine, Lettres et Arts, Mathématiques, Philosophie, Psychologie)

- Cours du soir : 225h (Français et Anglais obligatoire, options H, Géo ou Mathématiques, 2 au choix)

Pour le DAEU B, l'offre d'enseignement comprend :
- 16h de cours par semaine en présentiel.
- Français obligatoire + Mathématiques obligatoire + deux options dont au moins une parmi Physique, Chimie, Biologie.

Cours du soir : 300h (Mathématiques et Français obligatoires, option Physique, Chimie, SVT au choix.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	289 747,00	51,29%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	149 599,00	26,48%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	90 331,00	15,99%
Frais de fonctionnement pédagogiques	30 775,00	5,45%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	4 500,00	0,80%
Total	564 952,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	64 940,00	11,49%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	74 200,00	13,13%
Participation des employeurs/OPCA	5 220,00	0,92%
Financement Pôle emploi	3 678,00	0,65%
Fonds propres	130 117,00	23,03%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée), dont 79 782,00 au titre du PRIC	275 073,00	48,69%
taxe d'apprentissage	11 724,00	2,08%
Total	564 952,00	100,00%

DOSSIER N° 20007363 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - UNIVERSITE DE PARIS - COMPLEMENT PRIC

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400
Action : 11100608- Aides individuelles régionales (AIR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	564 952,00 € TTC	14,12 %	79 782,00 €
	Montant total de la subvention		79 782,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE PARIS
Adresse administrative : 85 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Christine CLERICI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : subvention de fonctionnement DAEU 2019-2020.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 – 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'université de Paris (fusion des ex-universités Paris Diderot et Paris Descartes) propose le DAEU A et B en présentiel pour un effectif prévisionnel total de 345 étudiants.

Soutien régional dans le cadre du PRIC 2019-2022 :

Depuis 1974, le site Diderot de la nouvelle Université Paris forme chaque année, environ 250 personnes détenues dans quatre établissements pénitenciers franciliens: Maison d'arrêt de Fresnes, Maison centrale de Poissy, Maison d'arrêt de Paris La Santé, Maison centrale d'Osny.

En 2019-2020, avec le soutien du financement régional spécifique dans le cadre du PRIC, l'Université a ouvert un nouveau DAEU pour des personnes incarcérées à prison de la santé (effectif de 30 étudiants), en plus des 95 personnes formées les années précédentes dans les maisons d'arrêt de Fresnes, Osny et Poissy). 110 étudiants incarcérés ont bénéficié de cette préparation au DAEU. La subvention DAEU PRIC a par ailleurs permis de proposer un module de FLE (Français Langue Etrangère) complémentaire pour 35 migrants inscrits en DAEU (et inscrits en pré-DAEU en 2018-2019).

Dans l'objectif du DAEU qui constitue une seconde chance de reprise d'études pour des personnes en

quête d'évolution personnelle et professionnelle, l'Université de Paris sollicite à nouveau le PRIC en 2020-2021 pour poursuivre les deux objectifs suivants :
- enseignement du DAEU A en milieu carcéral au bénéfice d'un effectif prévisionnel de 120 étudiants,
- proposition d'un module de FLE (56 heures annuelles) au bénéfice de 15 étudiants migrants ou dont le français ne constitue pas la langue d'usage dans le milieu familial.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel enseignant interne à l'université (rémunérations et charges)	289 747,00	51,29%
Frais de personnel enseignant externe à l'université (rémunérations et charges)	149 599,00	26,48%
Frais de personnel non enseignant (administratif et intervenants extérieurs)	90 331,00	15,99%
Frais pédagogiques	30 775,00	5,45%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	4 500,00	0,80%
Total	564 952,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires	64 940,00	11,49%
Droits d'inscription spécifiques DAEU	74 200,00	13,13%
Participation des employeurs/OPCA	5 220,00	0,92%
Financement Pôle Emploi	3 678,00	0,65%
Fonds propres	130 117,00	23,03%
Taxe d'apprentissage	11 724,00	2,08%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée), dont 79 782 € au titre du PRIC	275 073,00	48,69%
Total	564 952,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX050139 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - UNIV PARIS XIII PARIS-NORD VILLETANEUSE (SORBONNE PARIS NORD)

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	370 762,00 € TTC	35,06 %	130 000,00 €
	Montant total de la subvention		130 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIV PARIS XIII PARIS-NORD VILLETANEUSE
Adresse administrative : 99 AVENUE JB CLEMENT 93430 VILLETANEUSE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ASTRUC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Université Paris XIII Villetaneuse (Sorbonne Paris Nord) propose les quatre DAEU : A et B en présentiel et à distance, pour un effectif prévisionnel de 260 étudiants.
Il s'agit de la seule université francilienne membre du consortium du DAEU à distance SONATE regroupant par ailleurs les universités suivantes : Le Havre Normandie, Lorraine, Haute-Alsace, Grenoble, Aix-Marseille, Toulon, Nice, La Réunion, Université Numérique Ingénierie et Technologie (UNIT). Ce réseau a signé des conventions avec des tiers-lieux dont le réseau RITLES (Digitales Académies) et Hub de la réussite (Ecoles Seconde Chance), ainsi qu'avec l'association DaradJa pour le coaching du projet professionnel.

Les modalités d'enseignement sont les suivantes :
- DAEU A présentiel, 313 heures (225 h de cours, 8h de méthodologie, 80 h de soutien)
obligatoires : Français - Anglais, options : Histoire, Géographie, Civilisation de l'islam, Mathématiques, Sciences sociales, Droit.

- DAEU B présentiel, 388 heures (300 h de cours, 8 h de méthodologie, 80 h de soutien).
Matières obligatoires : Mathématiques - Français. Options : Physique, Chimie, Biologie

- DAEU A à distance, 300 heures + soutien et méthodologie. Matières obligatoires : Francais - Langue (Anglais, Allemand, Espagnol, Portugais au choix). Matières en option : Histoire, Géographie, Mathématiques, Philosophie, Comptabilité, Finances d'entreprise, Travail social, Métiers de la santé.

- DAEU B à distance, 300 heures + soutien et méthodologie. Matières obligatoires : Mathématiques-Français. Matières en option : Physique, Chimie, SVT, Comptabilité, Finances d'entreprise, Travail social, Métiers de la santé, Programmation

Ces quatre DAEU représentent un total de 1301 heures d'enseignement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	100 036,00	26,98%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	81 150,00	21,89%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	128 816,00	34,74%
Frais de fonctionnement pédagogiques	34 200,00	9,22%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	26 560,00	7,16%
Total	370 762,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	34 544,00	9,32%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	109 917,00	29,65%
Participation des employeurs/OPCA	22 950,00	6,19%
Financement Pôle emploi	2 140,00	0,58%
Fonds propres	15 931,00	4,30%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée), dont 55 280 € au titre du PRIC	185 280,00	49,97%
Total	370 762,00	100,00%

DOSSIER N° 20007364 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 UNIVERSITE PARIS 13 (SORBONNE PARIS NORD) - COMPLEMENT PRIC

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400
Action : 11100608- Aides individuelles régionales (AIR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	370 762,00 € TTC	14,91 %	55 280,00 €
	Montant total de la subvention		55 280,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS XIII -NORD
Adresse administrative : 99 AVENUE JEAN-BAPTISTE CLEMENT
93430 VILLETANEUSE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ASTRUC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Université Paris 13 propose les 4 DAEU : A et B en présentiel et à distance, pour en effectif prévisionnel de 260 étudiants.

Le DAEU à distance SONATE existe depuis 2002, dans le cadre des Campus Numériques. Ce consortium, initialement baptisé Pegasus, était constitué de 8 universités en France. Le DAEU Sonate (Solidarité Numérique et Attractivité des Territoires) succède au DAEU Pegasus et bénéficie d'un Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) IDEFI-n (Initiatives d'Excellence en Formations Innovantes Numériques). Il regroupe 10 universités françaises, dont Paris 13/Sorbonne Paris Nord qui demeure toujours la seule de l'Ile de France.

Soutien régional au titre du PIC 2019-2022 :

En 2019-2020, l'université Paris 13/Sorbonne Paris Nord a bénéficié d'une subvention spécifique dans le cadre du PRIC pour la mise en œuvre des projets pédagogiques supplémentaires suivants :
Pour le DAEU à distance
- 40 places d'accès dans les tiers-lieux franciliens (budget moyen de 400 euros par place)
- 90 h de coaching du projet professionnel et 30h de soutien par les pairs
- 48 h de regroupements de soutien en présentiel les samedis

Pour le DAEU en présentiel
- 60 h de coaching du projet professionnel

La période de fermeture des universités et de confinement n'a pas permis d'atteindre tous les objectifs fixés initialement. Une nouvelle dynamique a cependant été enclenchée par la signature de nouvelles conventions avec des tiers-lieux et les heures de coaching ont été réalisées.

Pour l'année universitaire 2020-2021, l'université Paris 13/Sorbonne Paris Nord sollicite le budget spécifique PRIC pour développer les projets pédagogiques suivants :
- 40 places supplémentaires à distance (30 en A et 10 en B),
- 20 places d'accès et d'accompagnement dans les tiers lieux franciliens,
- 40 h de coaching du projet professionnel, 30h de parrainage par les pairs et 48 h de regroupements (samedi)
- 10 séances (soit 30 heures) de coaching du projet professionnel en présentiel

Cette pédagogie, mixant enseignement présentiel et à distance, est très complémentaire et adaptée à plusieurs catégories de publics : jeune public motivé mais en manque de confiance en soi, peu habitué à l'enseignement à distance (et par conséquent un risque de nouveau décrochage), salariés en situation précaire et en quête d'évolution, publics trop éloignés géographiquement des universités, en particulier en grande couronne. Enfin, certains étudiants préfèrent suivre une formation à distance, en raison d'handicaps physiques ou cognitifs.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) interne à l'université	100 036,00	26,98%
Frais de personnel (rémunérations et charges) externes à l'université	81 150,00	21,89%
Frais de personnel (rémunérations et charge) hors enseignant (administratif, intervenants extérieurs)	128 816,00	34,74%
Frais de fonctionnement pédagogique	34 200,00	9,22%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	26 560,00	7,16%
Total	370 762,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires	34 544,00	9,32%
Droits d'inscription spécifiques DAEU	109 917,00	29,65%
Participation des employeurs/OPCA	22 950,00	6,19%
Financement Pôle Emploi	2 140,00	0,58%
Fonds propres	15 931,00	4,30%
Subvention Région (sollicitée), dont 55 280 € au titre du PRIC	185 280,00	49,97%
Total	370 762,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX049926 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - SORBONNE NOUVELLE PARIS 3

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	135 417,00 € TTC	32,30 %	43 740,00 €
	Montant total de la subvention		43 740,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE
Adresse administrative	:	17 RUE DE LA SORBONNE 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Monsieur JAMIL JEAN-MARC DAKHLIA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle propose le DAEU A en présentiel et à distance pour un effectif prévisionnel de 105 étudiants.

Le stagiaire doit suivre deux matières obligatoires (Français et Anglais) et choisir deux matières optionnelles parmi :

o Histoire
o Mathématiques
o Littérature
o Analyse d'image

Des cours de soutien sont aussi proposés en Français (36h) et en Anglais (24h).

Le stagiaire doit rendre des devoirs sur tables et réaliser des examens finaux dans chaque matière 2 fois dans l'année.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	17 673,00	13,05%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	59 059,00	43,61%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	54 985,00	40,60%
Frais de fonctionnement pédagogiques	3 700,00	2,73%
Total	135 417,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	17 850,00	13,18%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	66 255,00	48,93%
Participation des employeurs/OPCA	7 572,00	5,59%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	43 740,00	32,30%
Total	135 417,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX049968 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	167 734,00 € TTC	48,83 %	81 900,00 €
	Montant total de la subvention		81 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE
Adresse administrative	:	12 PLACE DU PANTHEON 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Monsieur Georges HADDAD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Université Panthéon Sorbonne propose le DAEU A en présentiel pour un effectif prévisionnel de 140 étudiants et un volume horaire de 487 heures.

Les modules obligatoires sont le français, la culture générale et une langue étrangère au choix (anglais ou espagnol). Deux matières optionnelles sont au choix parmi l'histoire, la géographie, la philosophie, la comptabilité et gestion d'entreprise, l'économie-droit-management, ou les mathématiques appliquées aux sciences sociales.

La formation propose des cours exclusivement en TD (Travaux Dirigés) privilégiant les groupes réduits et les activités pratiques. Les cours s'appuient également sur des espaces pédagogiques interactifs mettant à disposition des cours en ligne et rendant
possible des échanges entre professeurs et stagiaires. Le planning des cours propose des créneaux horaires variés pour s'adapter aux impératifs personnels et professionnels des stagiaires tout en privilégiant les cours du soir.

L'équipe pédagogique de la formation au DAEU est composée de 12 enseignants et d'un responsable

pédagogique, intervenant également comme enseignant

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	25 292,00	15,08%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	59 942,00	35,74%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	79 000,00	47,10%
Frais de fonctionnement pédagogiques	2 300,00	1,37%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	1 200,00	0,72%
Total	167 734,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	85 834,00	51,17%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	81 900,00	48,83%
Total	167 734,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX050114 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - UNIVERSITÉ PARIS EST CRÉTEIL VAL DE MARNE

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	326 951,00 € TTC	28,61 %	93 525,00 €
	Montant total de la subvention		93 525,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Monsieur Jean-Luc DUBOIS-RANDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'UPEC propose le DAEU A en présentiel et à distance et le DAEU B en présentiel pour un effectif prévisionnel de 157 étudiants.
- DAEU A Créteil : 250 h environ pour 4 modules (2 obligatoires, 2 optionnels) dont Journée de pré rentrée (2 h de cours) + Stage de prérentrée (11 h de cours) + cours de soutien (selon demande des enseignants) auxquels s'ajoutent 14 h d'épreuves écrites partielles (janvier à mars),+ Examen final (14 h en mai/ juin).
- DAEU A Sénart : 250 heures environ - 4 modules - 14 h d'épreuves écrites partielles (janvier à mars),+ Examen final (14 h en mai/ juin)
- DAEU B : moyenne 284 h - épreuves écrites partielles (janvier à mars),+ Examen final (en mai/ juin)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	92 945,00	28,43%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	78 393,00	23,98%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	110 618,00	33,83%
Frais de fonctionnement pédagogiques	16 160,00	4,94%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	28 835,00	8,82%
Total	326 951,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	30 100,00	9,21%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	42 196,00	12,91%
Fonds propres	161 130,00	49,28%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	93 525,00	28,61%
Total	326 951,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX050115 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	85 190,00 € TTC	52,29 %	44 550,00 €
	Montant total de la subvention		44 550,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CY CERGY PARIS UNIVERSITE
Adresse administrative : 33 BOULEVARD DU PORT
95011 CERGY-PONTOISE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur François GERMINET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CY Paris Cergy Université propose le DAEU A en présentiel pour un effectif prévisionnel de 85 étudiants.

Deux matières sont obligatoires : Français et Anglais. Deux matières optionnelles sont à choisir parmi : Histoire, Economie-sociologie, Géographie et Mathématiques. L'assiduité est obligatoire, avec un régime de contrôle continu de fin septembre à début juin, comprenant une session d'examen en décembre (25% de la note finale), une autre en mars (25% de la note finale) et une session finale en juin (50% de la note finale).

Les cours du soir sont de 18h à 20h, du lundi au jeudi (rattrapage le vendredi), avec 56 h de cours par module (obligatoire). Des cours de soutien et un module d'aide à la construction du projet professionnel sont proposés aux étudiants volontaires. En vue d'une évaluation indicative, des devoirs et exercices sont proposés d'une séance à l'autre, mais non imposés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	22 429,00	26,33%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	27 828,00	32,67%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	26 233,00	30,79%
Frais de fonctionnement pédagogiques	8 700,00	10,21%
Total	85 190,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	37 400,00	43,90%
Participation des employeurs/OPCA	3 240,00	3,80%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	44 550,00	52,29%
Total	85 190,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX050116 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - UNIVERSITÉ D'EVRY VAL D'ESSONNE

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	81 900,00 € TTC	54,52 %	44 650,00 €
	Montant total de la subvention		44 650,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE
Adresse administrative	:	23 BOULEVARD FRANCOIS MITTERRAND 91000 EVRY
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Monsieur Patrick CURMI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Université d'Evry-Val-d'Essonne propose le DAEU A en présentiel et à distance pour un effectif prévisionnel de 65 étudiants.

La durée moyenne de la formation est de 225 h réparties sur deux matières obligatoires : français et anglais et deux matières optionnelles : histoire/géographie, histoire/mathématiques ou géographie/mathématiques.
En français, les cours portent sur le résumé de texte, l'analyse de texte littéraire et la dissertation. En anglais : compréhension d'un texte, développement d'une argumentation et expression écrite. En histoire : comprendre et analyser les faits historiques du monde contemporain. En géographie : cartographies et compréhension du monde actuel (méthode de dissertation). En mathématiques : techniques élémentaires de calculs algébriques, fonctions numériques, suites arithmétiques et géométriques, notions de base de l'analyse. Des remises à niveau et du soutien sont mis en place en anglais et en mathématiques.

La pédagogie favorise l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, supports filmiques, supports vidéo, plate-forme e-campus, mise en place de quizz/QCM pour réviser de façon ludique, amphi/laboratoire de langue/bibliothèque/centre de ressources, conférences et débats ouverts aux étudiants du DAEU.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	20 500,00	25,03%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	49 800,00	60,81%
Frais de fonctionnement pédagogiques	3 000,00	3,66%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	8 600,00	10,50%
Total	81 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	11 050,00	13,49%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	23 500,00	28,69%
Participation des employeurs/OPCA	1 500,00	1,83%
Financement Pôle emploi	800,00	0,98%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	44 650,00	54,52%
Autres participations/subventions (précisez en cliquant sur l'icône "bulle" à côté du montant)	400,00	0,49%
Total	81 900,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX050127 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	100 036,00 € TTC	57,07 %	57 094,00 €
	Montant total de la subvention		57 094,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS SACLAY
Adresse administrative : RUE DE L'ORME AUX MERISIERS
91190 SAINT AUBIN
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Sylvie RETAILLEAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Université Paris Saclay propose le DAEU A en présentiel et à distance et le DAEU B en présentiel pour un effectif prévisionnel total de 55 étudiants.

En DAEU A, le stagiaire suit 4 modules (225 h par stagiaire) : Français, Anglais, Histoire, Géographie (la philosophie est proposée pour le public suivant la formation à distance). Chaque module est dispensé trois heures par semaine.

En DAEU B, le stagiaire doit suivre deux modules obligatoires (Français et Mathématiques) et au moins deux modules parmi les trois proposés (chimie, Physique, Biologie) pour une durée totale de 360 h de formation (modules de 90 h cours en travaux dirigés). Il n'est pas obligatoire de suivre tous les modules la même année. L'enseignement se déroule en matinée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	19 364,00	19,36%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	51 858,00	51,84%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	15 484,00	15,48%
Frais de fonctionnement pédagogiques	6 130,00	6,13%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	7 200,00	7,20%
Total	100 036,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	9 350,00	9,35%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	26 250,00	26,24%
Fonds propres	7 342,00	7,34%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	57 094,00	57,07%
Total	100 036,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX050129 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - SORBONNE UNIVERSITÉ

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	186 723,00 € TTC	59,00 %	110 166,00 €
	Montant total de la subvention		110 166,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE
Adresse administrative : 21 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur JEAN CHAMBAZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le DAEU B est constitué de 4 modules capitalisables :
- 2 modules obligatoires : mathématiques 152 h et français 84 h
- 2 modules au choix parmi les suivants : Physique 90 h, chimie 90 h, sciences de la nature et de la vie 90 h. Les heures indiquées correspondent à l'enseignement présentiel soit 500 heures environ.

Pour s'adapter aux besoins de formation hors temps de travail des salariés, 2 types de parcours sont proposés :
- Parcours 1 : La préparation a lieu en cours du soir du lundi au vendredi ou en cours du jour le mardi et jeudi, à raison de 14 h par semaine pendant 28 semaines.
- Parcours 2 : La préparation est organisée en partie à distance par correspondance, en partenariat avec le CNED, et comporte 84 h de regroupements, essentiels pour guider les personnes et limiter les abandons. Les regroupements sont assurés par Sorbonne Université, en cours du soir, à raison de 3 h par semaine pendant 28 semaines.
Nombre total d'heures dispensées par les enseignants : 840 heures.

Dans ces deux parcours, les stagiaires sont encadrés par des enseignants expérimentés, connaissant les difficultés que pose la reprise d'études scientifiques et sachant s'adapter à l'auditoire en proposant à ceux

qui rencontrent des difficultés liées à un manque de méthode ou à un niveau faible, le soutien nécessaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	45 261,00	24,24%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	90 532,00	48,48%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	15 630,00	8,37%
Frais de fonctionnement pédagogiques	10 740,00	5,75%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	24 560,00	13,15%
Total	186 723,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	72 000,00	38,56%
Participation des employeurs/OPCA	2 557,00	1,37%
Fonds propres	2 000,00	1,07%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	110 166,00	59,00%
Total	186 723,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX050136 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - UNIVERSITÉ GUSTAVE EIFFEL

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	37 335,00 € TTC	28,01 %	10 457,00 €
	Montant total de la subvention		10 457,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL
Adresse administrative	:	5 BD DESCARTES 77454 MARNE-LA-VALLEE CEDEX 2
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Madame Hélène JACQUOT-GUIMBAL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Université Gustave Eiffel (ex-UPEM) propose le DAEU A en présentiel pour un effectif prévisionnel de 30 étudiants.

Le DAEU comprend l'enseignement des modules suivants :
-Français : 100h
-Anglais : 77h
-Mathématiques appliquées : 28h
-Option Histoire : 35h
-Option Géographie : 35h

Les cours ont lieu les lundis en présentiel (7h par jour). Une salle avec vidéo projecteur est mise à leur disposition. Les stagiaires ont aussi accès à la bibliothèque, en
présentiel sur le site de Val d'Europe ainsi qu'aux ressources en ligne. Quinze heures supplémentaires de tutorat sont proposées pour le Français et l'Anglais, pour les stagiaires en difficultés dans ces matières. Le corps professoral est composé d'universitaires (Professeurs d'Universités, Maîtres de conférences, agrégés, doctorants et vacataires). Un secrétariat est à la disposition des étudiants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	11 882,00	31,83%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	6 591,00	17,65%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	6 542,00	17,52%
Frais de fonctionnement pédagogiques	8 000,00	21,43%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	4 320,00	11,57%
Total	37 335,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	9 600,00	25,71%
Participation des employeurs/OPCA	1 800,00	4,82%
Financement Pôle emploi	1 800,00	4,82%
Fonds propres	13 678,00	36,64%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 457,00	28,01%
Total	37 335,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° EX050137 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2020-2021 - UNIVERSITÉ VERSAILLES-SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Dispositif : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)
Délibération Cadre : CP2019-299 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
Action : 12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	105 084,00 € TTC	64,37 %	67 644,00 €
	Montant total de la subvention		67 644,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative	:	55 AVENUE DE PARIS 78035 VERSAILLES
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Monsieur Alain BUI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines propose les DAEU A et B en présentiel pour un effectif prévisionnel de 57 étudiants.

Pour le DAEU A, le volume total est de 230 heures, réparties ainsi : Français 60 h, Anglais 70h, Géographie 45 h, Méthodologie 10 h. et une discipline au choix entre Histoire 45h ou Economie 45 h. Les cours de 2 heures ont lieu tous les jours de 18 h à 20 h

Pour le DAEU B, le volume total est de 300 h réparties ainsi : Français 60 h, Mathématiques 60 h, Physique 60 h, Chimie 60 h et Biologie 60 h. Les cours de 2 heures ont lieu tous les jours de 16h45 à 18h45.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	21 428,00	20,39%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	41 876,00	39,85%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants	20 890,00	19,88%
Frais de fonctionnement pédagogiques	7 980,00	7,59%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	12 910,00	12,29%
Total	105 084,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	9 690,00	9,22%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	25 850,00	24,60%
Financement Pôle emploi	1 900,00	1,81%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	67 644,00	64,37%
Total	105 084,00	100,00%

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : CONVENTION-TYPE DAEU

Convention de mise en œuvre du dispositif régional
« Soutien au Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires » (DAEU)
Année Universitaire XXXX-XXXX

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XX-XXX du XX XXX XXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

(partie à compléter par la structure)
L'organisme dénommé : …….
dont le statut juridique est : ……..
N° SIRET : ……..
dont le siège social est situé : ……
ayant pour représentant : ……
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :
Le bénéficiaire a sollicité la participation financière de la Région au titre du dispositif régional de «soutien au Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires » (DAEU), adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2019- 299 du 3 juillet 2019, relative à la promotion de l'égalité des chances et de l'accès à l'enseignement supérieur.

L'attribution d'une subvention par la Région et son versement sont effectués dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XX-XXX du XX/XX/XXXX, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir **«Sigle_organisme»** pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : «Numéro_de_convention».

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à «TIR»% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à «Budget_total_de_laction_» €, soit un montant maximum de subvention de «TOTAL_SUBV__» €.

Le cas échéant : au titre du PRIC 2019-2022, une subvention spécifique est attribuée à **«Sigle_organisme»**l pour la réalisation de la même opération dont le descriptif figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention «Numéro_de_convention».

Dans cet objectif, la Région Ile-de-France accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à «TIR»% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à «Budget_total_de_l'action_» €, soit un montant maximum de subvention de «TOTAL_SUBV__» €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter **«Nbre_stagiaire_à_recruter»** stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (https://mesdemarches.iledefrance.fr) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région, dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc..) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication, du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

En cas de subvention spécifique au titre du PRIC 2019-20222, les obligations de communication par le Haut-Commissariat et se traduisent comme suit au plan régional :

- Apposition du logo de la Région Ile-de-France, de la Préfecture de la Région, avec la mention « avec le soutien de », sur tous les documents de présentation de leur action ;
- Apposition du label Plan d'investissement dans les compétences, sur tous les documents de présentation de leur action ;
- Information pour validation de la région, préalablement à toute communication publique mettant le projet sélectionné en avant.

ARTICLE 2.5 : INSCRIPTION DANS LA BASE DE DONNEES « DOKELIO » :
L'offre de formation dispensée dans le cadre du présent programme est diffusée sur le site de Défi-métiers (CARIF-OREF francilien)[1].
En conséquence, la structure bénéficiaire a pour obligation de déclarer et de mettre à jour ses données (dates des sessions, objectifs, contenu, pré-requis, etc) sur DOKELIO Ile-de-France (https://dokelio-idf.fr).
Cette obligation a pour objectif d'apporter une meilleure lisibilité à l'action de formation auprès des stagiaires et des prescripteurs. En effet, l'information fiabilisée dans DOKELIO Ile-de-France est destinée à alimenter différents systèmes d'information du service public de l'orientation et de l'emploi dont le site de Défi métiers.
Défi métiers vous accompagne dans la saisie et l'utilisation de DOKELIO Ile-de-France : base-offre@defi-metiers.fr.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

[1] Centres d'Animation, de Recherche et d'Information sur la Formation **(CARIF)** - Observatoires Régionaux de l'Emploi et de la Formation **(OREF)**

Au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la structure gestionnaire est responsable du traitement de données afférentes aux auditeurs accueillis.

Le non-respect par la structure gestionnaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement complète, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention et **dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.**
Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée. La demande de solde doit être accompagnée d'un **bilan qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée** selon des modèles transmis par la Région Ile-de-France.

Le cas échéant, les publics concernés par des projets soutenus dans le cadre d'une subvention régionale spécifique attribuée au titre du Pacte régional pour l'investissement dans les compétences (PRIC), signé entre la Région Ile-de-France et l'Etat le 4 avril 2019, devront faire l'objet **d'un bilan et suivi individuel et nominatif** auprès des services de l'Etat.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et de l'agent comptable.

Le versement du solde est également subordonné à la production des justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention, à savoir le XX/XX/XXX [*date de la CP*] et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir XX/XX/XXX [*date de la CP*].
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut par l'application des règles de caducité de la subvention énoncées à l'article 3.1 de la présente convention.
La période d'exécution de l'action subventionnée est précisée dans la fiche projet.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en

demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION
Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES
Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XX-XXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux.

Le.....

L'organisme

(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional d'Ile de France

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : LISTE COMPLEMENTAIRE BENEFICIAIRES AIDES REGIONALES AU DAEU - ANNEE 2019-2020

Liste non diffusable des bénéficiaires de l'aide au passage du DAEU - Année universitaire 2019-2020 (liste complémentaire)

à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

ANNEXE N°4 A LA DELIBERATION : TABLEAU RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS BOURSES MOBILITE IDF POUR L'ANNEE 2020-2021

Dispositif régional "Bourses Mobilité Ile-de-France - étudiants en DUT, Licence, Master"

Subventions aux 93 établissements partenaires pour l'année 2020-2021

Réf. IRIS	Noms des établissements	Type d'établissement	*Subventions attribuées en 2019-2020*	Montants des subventions pour l'année universitaire 2020-2021
EX049975	**CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ**	Université	*136 700 €*	**141 700 €**
EX050019	**SORBONNE NOUVELLE PARIS 3**	Université	*105 625 €*	**105 625 €**
EX049980	**SORBONNE UNIVERSITÉ**	Université	*315 625 €*	**315 625 €**
EX05055	**UNIVERSITÉ D'EVRY VAL D'ESSONNE**	Université	*97 450 €*	**90 000 €**
EX050099	**UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL**	Université	*117 150 €*	**108 800 €**
EX050043	**UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE**	Université	*208 625 €*	**207 500 €**
EX050035	**UNIVERSITÉ PARIS 2 PANTHÉON ASSAS**	Université	*117 450 €*	**116 450 €**
EX050095	**UNIVERSITE PARIS 8-VINCENNES-SAINT-DENIS**	Université	*123 050 €*	**115 000 €**
EX050013	**UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE**	Université	*75 625 €*	**75 625 €**
EX050038	**UNIVERSITE DE PARIS** (fusion Universités Paris Descartes et Paris Diderot)	Université	*274 125 €*	**260 000 €**
EX049998	**UNIVERSITÉ PARIS EST CRÉTEIL VAL DE MARNE**	Université	*230 675 €*	**230 675 €**
EX049995	**UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE**	Université	*223 775 €*	**223 775 €**
EX050037	**UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY**	Université	*164 700 €*	**164 700 €**
EX050033	**UNIVERSITÉ SORBONNE PARIS NORD - PARIS 13**	Université	*204 000 €*	**204 000 €**
EX050034	**UNIVERSITÉ VERSAILLES SAINT QUENTIN EN YVELINES**	Université	*111 225 €*	**111 225 €**
			15 Universités - Montant total =	***2 470 700 €***
EX050027	**AGRO PARIS TECH INSTITUT SCIENCES INDUSTRIES VIVANT ET ENVIRONNEMENT**	Grand établissement	*15 450 €*	**15 450 €**
EX049977	**CENTRALESUPELEC**	Grand établissement	*7 700 €*	**7 700 €**
EX049993	**ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE PARIS SACLAY**	Grand établissement	*18 850 €*	**18 850 €**
EX050044	**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS - ENSAM**	Grand établissement	*11 350 €*	**11 350 €**
EX050097	**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS**	Grand établissement	*5 250 €*	**6 000 €**
EX049988	**ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE PARIS**	Grand établissement	*16 650 €*	**16 650 €**
EX050009	**ECOLE POLYTECHNIQUE**	Grand établissement	*10 150 €*	**10 150 €**
EX049973	**EHESS - ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES**	Grand établissement	*5 250 €*	**5 250 €**
EX050074	**FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES**	Grand établissement	*67 850 €*	**67 850 €**
EX050025	**INALCO**	Grand établissement	*36 100 €*	**36 100 €**
EX050016	**INSTITUT MINES-TÉLÉCOM BUSINESS SCHOOL**	Grand établissement	*7 600 €*	**7 600 €**
EX049992	**MNHN MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE**	Grand établissement	*7 700 €*	**7 700 €**
EX05018	**OBSERVATOIRE DE PARIS**	Grand établissement	*néant*	**3 500 €**
EX050011	**TELECOM PARIS**	Grand établissement	*5 000 €*	**6 300 €**
EX050104	**TÉLÉCOM SUDPARIS**	Grand établissement	*6 900 €*	**6 900 €**
			15 grands établissements - - Montant total =	***227 350 €***

EX050040	**ESIEE - ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS EN ELECTRONIQUE ET ELECTROTECHNIQUE DE PARIS (CCIR)**	Ecole publique	*7 700 €*	**7 700 €**
EX050060	**CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR D'ART DRAMATIQUE - CNSAD**	Ecole publique	*5 000 €*	**3 200 €**
EX049990	**CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE PARIS**	Ecole publique - **nouvel établissement partenaire**	*néant*	**5 000 €**
EX050051	**ECOLE DES INGÉNIEURS DE LA VILLE DE PARIS - EIVP**	Ecole publique	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050041	**ECOLE DU LOUVRE**	Ecole publique	*9 700 €*	**11 700 €**
EX049997	**ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSÉES**	Ecole publique	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050062	**ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE MARNE LA VALLEE** (LA VILLE ET DE TERRITOIRES PARIS-EST)	Ecole publique	*5 000 €*	**6 750 €**
EX050111	**ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS BELLEVILLE**	Ecole publique	*10 150 €*	**10 150 €**
EX049983	**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS LA VILLETTE**	Ecole publique	*14 200 €*	**14 200 €**
EX050091	**ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE VERSAILLES**	Ecole publique	*11 950 €*	**11 950 €**
EX050001	**ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE PARIS VAL DE SEINE**	Ecole publique	*14 200 €*	**14 200 €**
EX049979	**ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE PARIS-MALAQUAIS**	Ecole publique	*6 100 €*	**8 000 €**
EX049974	**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DE CERGY**	Ecole publique	*5 000 €*	**6 000 €**
EX050022	**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE PARIS**	Ecole publique	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050032	**ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE PAYSAGE**	Ecole publique	*10 150 €*	**6 000 €**
EX050090	**ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE TECHNIQUES AVANCÉES - ENSTA**	Ecole publique	*7 700 €*	**7 700 €**
EX050056	**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS - ENSAD**	Ecole publique	*5 000 €*	**7 000 €**
EX050050	**ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT - ENVA**	Ecole publique	*8 700 €*	**8 700 €**
EX049996	**ENS LOUIS-LUMIERE**	Ecole publique	*5 000 €*	**7 000 €**
EX050105	**ENSAE PARIS, CREST, ENSAE-ENSAI**	Ecole publique	*5 000 €*	**5 400 €**
EX049981	**ENSBA ECOLE NATIONALE SUPERIEURE BEAUX ARTS**	Ecole publique	*7 700 €*	**9 700 €**
EX050017	**ENSCI ECOLE NAT SUPER CREATION INDUSTRIELLE**	Ecole publique	*7 700 €*	**7 700 €**
EX050026	**ENSEA ECOLE NAT SUP ELECTRONIQUE APPLICATION**	Ecole publique	*14 200 €*	**14 200 €**
EX050087	**ENSIIE**	Ecole publique	*7 700 €*	**7 700 €**
EX050022	**ESCP EUROPE**	Ecole publique	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050466	**ESPCI**	Ecole publique	*6 100 €*	**6 100 €**
EX050012	**FERRANDI PARIS**	Ecole publique	*5 000 €*	**7 300 €**
EX050106	**FONDATION EPF**	Ecole publique	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050036	**IGN INSTITUT NATIONAL DE L INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE**	Ecole publique	*5 000 €*	**5 400 €**
EX049976	**INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL - INA**	Ecole publique	*2 700 €*	**2 700 €**
EX050031	**INSTITUT NATIONAL DU PATRIMOINE - INP**	Ecole publique	*6 900 €*	**8 900 €**
EX050102	**ISMP INST SUP MECA PARIS**	Ecole publique	*11 350 €*	**11 350 €**
EX050054	**LPO PAUL POIRET PARIS 11EME**	Ecole publique - **nouvel établissement partenaire**	*néant*	**1 800 €**
EX050049	**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS APPLIQUES ET DES METIERS D'ARTS -ENSAAMA**	Ecole publique	*6 100 €*	**8 100 €**

EX049987	**LYCEE DES METIERS BOULLE ESAA**	Ecole publique	*10 150 €*	**7 000 €**
EX050061	**LYCEE TECHNOLOGIQUE ESTIENNE ESAIG**	Ecole publique	*5 000 €*	**7 000 €**
EX050057	**PÔLE SUPÉRIEUR D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PARIS - BOULOGNE-BILLANCOURT (PSPBB)**	Ecole publique	*5 000 €*	**7 000 €**
			37 écoles publiques - Montant total =	***279 600 €***
EX050125	**3IS SUP - INSTITUT INTERNATIONAL DE L'IMAGE ET DU SON**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 000 €**
EX050023	**AGILEPS**	Ecole privée	*5 000 €*	**10 000 €**
EX050159	**ASS GESTION ECOLE CENTR ELECTRONIQ - ECE**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050107	**ASS. EUROPEAN BUSINESS SCHOOL**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 000 €**
EX050096	**ASSO E.P.I.T.A "ECOLE POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNIQUES AVANCEES"**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050353	**ASSOCIATION - INSTITUT POLYTECHNIQUE DES SCIENCES AVANCEES - IPSA**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX049985	**ASSOCIATION ECOLE SPECIALISEE TRAVAUX PUBLICS BATIMENT INDUSTRIE - ESTP**	Ecole privée	*9 700 €*	**9 700 €**
EX050068	**ASSOCIATION LEONARD DE VINCI**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050294	**ASSOCIATION NOUVELLE EDC**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050048	**CESI**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050046	**EBI - ECOLE DE BIOLOGIE INDUSTRIELLE**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050047	**ECOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DES TRAVAUX DE LA CONSTRUCTION DE PARIS - ESITC**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050004	**EFREI PARIS**	Ecole privée	*5 600 €*	**6 250 €**
EX049986	**EPMI ECOLE ELEC PROD METHODES INDUSTRIELLES**	Ecole privée	*néant*	**5 000 €**
EX050028	**ESIEA ECOLE SUP INFORMATIQUE ELECTRON AUTOMAT**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX049978	**ESME SUDRIA**	Ecole privée	*néant*	**5 000 €**
EX050000	**ESTACA**	Ecole privée	*5 650 €*	**6 500 €**
EX050053	**ICAM PARIS SENART**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050059	**INSEEC INST ETUDE ECONOMIQUES COMMERCIALES**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 000 €**
EX049982	**INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050042	**INSTITUT SUPERIEUR COMMERCE PARIS**	Ecole privée	*néant*	**5 000 €**
EX050083	**INSTITUT SUPÉRIEUR DES BIOTECHNOLOGIES DE PARIS**	Ecole privée - **nouvel établissement partenaire**	*néant*	**5 000 €**
EX049969	**IPAG INST PREP ADM GESTION ENTREPRISES**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050045	**ISEP ASSOCIATION ISEP EDOUARD BRANLY**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050070	**ISIT - INSTITUT DE MANAGEMENT ET DE COMMUNICATION INTERCULTURELS**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
EX050076	**SKEMA BUSINESS SCHOOL**	Ecole privée	*5 000 €*	**5 400 €**
			26 écoles privées - Montant total =	***148 450 €***
			Total des affectations :	**3 126 100 €**

ANNEXE N°5 A LA DELIBERATION : CONVENTION-TYPE BOURSES MOBILITE ILE-DE-FRANCE - ANNEE 2020-2021

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'ETABLISSEMENT «Tiers» RELATIVE A L'AIDE REGIONALE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS « BOURSE MOBILITE ILE-DE-FRANCE »

CONVENTION N° «Dossier__Code»
ANNEE UNIVERSITAIRE 2020-2021

La Région Ile de France

dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° «CP_n» du «Date_Délib»,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : «Tiers»

dont le statut juridique est : «Etablissement__Statut»

dont le n° SIRET est : «Code_SIRET»

dont le siège social est situé au : «Adresse_administrative__Rue_partie_1» _ «Adresse_administrative__Rue_partie_2» «Adresse_administrative__Code_postal» «Adresse_administrative__Ville»

ayant pour représentant, «Représentant_légal__Genre» «Représentant_légal__Prénom» «Représentant_légal__Nom», «Représentant_légal__Qualité»

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif d'aide à la mobilité internationale des étudiants, dénommé « Bourse Mobilité Ile-De-France (IDF) », adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 72-10 du 18 novembre 2010 (référence dossier n°«Dossier__Code»).

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et modalités de gestion par l'établissement de la subvention accordée par délibération *«CP_n» du* «Date_Délib» au bénéficiaire dans le cadre du dispositif régional « **Bourse Mobilité IDF** » pour l'année universitaire 2020-2021.

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention dont le montant prévisionnel maximum s'élève à **«Montant_subvention_voté»** correspondant à **100%** de la dépense subventionnable.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE RELATIVES AU DISPOSITIF REGIONAL

Art 2.1 : Obligations liées à l'information sur le dispositif

Le bénéficiaire doit respecter les conditions générales du dispositif précisées ci-après.

Le bénéficiaire doit assurer à tous ses étudiants une information complète et transparente sur la nature et les objectifs du programme régional « Bourse Mobilité IDF » mis en œuvre par le financement de la Région. Il leur garantit un égal accès à l'aide en s'appuyant notamment sur les supports d'information mis en place par la Région.Le bénéficiaire précise que le dispositif régional constitue une aide et non un droit, ouvert à tout étudiant remplissant les critères d'éligibilité : critères de ressources et de séjour de formation à l'étranger (nature, durée et destination).

Le bénéficiaire s'engage à désigner une personne référente pour l'exécution de la présente convention, qui sera identifiée comme l'interlocutrice privilégiée des étudiants boursiers et des services de la Région. Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le bénéficiaire doit en aviser immédiatement son correspondant à la Région. Obligation lui est faite de désigner alors un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sans délai.

Art 2.2 : Conditions d'éligibilité des étudiants

Art 2.2.1 : Critère social applicable à la candidature

Le niveau de ressources de l'étudiant est évalué sur la base du dernier avis d'imposition sur le revenupersonnel, ou celui des parents ou tuteurs s'il n'est pas indépendant financièrement.

En cas d'indépendance financière déclarée, la situation de l'étudiant est appréciée sur production d'une quittance justifiant d'un domicile distinct du foyer familial et justification de ressources personnelles correspondant au minimum à 50% du SMIC brut annuel (hors pension alimentaire). Si ces deux conditions cumulatives ne sont pas réunies, seul l'avis d'imposition des parents ou tuteurs sera pris en compte.

Dans l'impossibilité de fournir l'ensemble des pièces demandées, l'étudiant sera considéré comme dépendant financièrement de ses parents ou tuteurs et devra fournir les pièces requises.

En cas d'événement exceptionnel survenu entre l'avis d'imposition attendu et la date de dépôt de la candidature, entraînant une diminution durable et notable de ses ressources, l'étudiant pourra demander sa prise en compte sous réserve de produire des éléments

justifiant à la fois du changement et permettant un calcul de la perte de ressources correspondantes.

Sur la base de ces informations, sont déclarées éligibles les candidatures d'étudiant justifiant d'une non-imposition ou dont le quotient familial, résultant de la division du revenu brut global par le nombre de parts fiscales, est inférieur à 19.190 euros.

A noter : Si la situation de l'étudiant nécessite l'étude d'une dérogation après instruction de son dossier par l'établissement, ce dernier devra le soumettre à l'avis de l'administration régionale (Service Vie étudiante). Ces demandes de dérogation doivent néanmoins rester exceptionnelles.

Art 2.2.2 : Niveau d'étude du candidat

Le candidat doit être inscrit dans une formation initiale, hors apprentissage, alternance et année de césure :

- dès la première année de préparation au diplôme universitaire de technologie,
- à partir du niveau Licence jusqu'à Master (y compris les seconds cycles d'études médicales) selon la terminologie du schéma européen des diplômes.

Les étudiants inscrits dans les formations sanitaires et sociales financées par la Région au titre de sa compétence sont éligibles au dispositif « Bourses Mobilité IDF », à partir du moment où ils sont également inscrits dans une université.

Sont exclus du dispositif régional « Bourses Mobilité IDF » les étudiants inscrits en doctorat et les étudiants inscrits en section de techniciens supérieurs (STS) qui peuvent par ailleurs bénéficier d'un autre dispositif régional d'aide à la mobilité internationale.

Art 2.2.3 : Séjours de mobilité concernés

La période de formation effective à l'étranger doit être d'une durée minimale d'un mois. Il peut s'agir d'un séjour d'études ou d'un stage.

Elle doit être réalisée dans le cadre d'un accord inter-établissements (partenariat d'échange entre établissements d'enseignement, convention de stage avec un organisme public ou privé), quelle qu'en soit la destination à l'étranger (à l'exception des collectivités locales d'outre-mer). En revanche, un étudiant ne pourra pas bénéficier de l'aide régionale s'il part en mobilité dans un lieu de formation rattaché à son établissement francilien (de campus à campus).

La durée du séjour est déterminée en fonction des dates effectives de début et de fin de formation, attestées dans l'accord de partenariat signé avec l'établissement d'accueil ou dans la convention de stage fournis par l'étudiant à l'appui de sa candidature.

Art 2.3 : Montant de l'aide à l'étudiant

L'étudiant éligible peut bénéficier d'un accompagnement compris entre 250 et 450 euros par mois de formation à l'étranger, dans la limite de 10 mois sur une même année universitaire.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES TRANSMISES A LA REGION ILE-DE-FRANCE

Art. 3.1 : Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le ***sous-traitant*** **(=bénéficiaire)** s'engage à effectuer pour le compte du ***responsable de traitement*** **(=Région)** les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

Art. 3.2 : Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service décrit dans l'extrait de la fiche de registre ci-après.

La nature des opérations réalisées sur les données est :
☒ Collecte de données
☒ Conservation de données
☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
☒ Destruction de données

Les finalités du traitement sont l'instruction, l'attribution et le versement d'aides régionales à la mobilité internationale « Bourses Mobilité IDF ».

Les données à caractère personnel traitées sont :
☒ Etat civil, identité: nom, prénom, adresses postale et électronique
☒ Vie personnelle (diplômes…) : domaine, niveau d'études, diplôme visé, pays de mobilité, nature du séjour (stage ou études), dates de début et de fin de formation à l'étranger
☒ Informations d'ordre économique et financier (situation fiscale…) : quotient familial, montant de l'aide versée

Les catégories de personnes concernées sont des étudiants ; les parents de ces étudiants.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : maquette-type sous format EXCEL pour la remontée des données communiquées.

Art. 3.3 : Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour les seules finalités** qui font l'objet de la sous-traitance

2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement

2.1 *Devoir de conseil :*

Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement.

2.2 *Devoir d'information :*

Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3. garantir la **confidentialité, l'intégrité et la disponibilité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat:

- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'i**nformation** et la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***le sous-traitant ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de

données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. Exercice des droits des personnes

Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des données concernées par la présente convention, dans le respect du règlement mentionné à l'article 3.1.

12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- ou à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement
- ou à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Art. 3.4 : Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant

2. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant

3. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- En application de l'article 3.1, fournir des éléments de suivi et de bilan de mise en œuvre du dispositif sur l'année universitaire.

Conformément aux modèles transmis par la Région au moment de la notification de subvention et signature de la convention, **l'établissement doit obligatoirement transmettre les coordonnées des étudiants bénéficiaires dès la décision d'attribution** des aides arrêtée.

IMPORTANT : Les coordonnées des étudiants bénéficiaires de l'aide régionale doivent obligatoirement être également transmises au Service Vie étudiante de la Région, via une plateforme d'échanges de documents sécurisé (Wetransfer, Filesender…), dans un format exploitable (Word ou Excel).

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Art. 5.1 : Communication liée au dispositif régional « Bourses Mobilité – Ile-de-France »

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Art. 5.2 : Notification aux étudiants bénéficiaires de l'aide régionale

Le bénéficiaire est responsable de l'information des étudiants sur la décision d'attribution de l'aide régionale et doit impérativement joindre à sa propre lettre de notification, le courrier de notification transmis par la Région Ile-de-France dès validation de la décision d'attribution.

Art. 5.3 : Contribution aux Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Ile-de-France

La Région a initié en 2018 un nouveau dispositif sous la forme d'un concours : « les Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Ile-de-France ». Ce réseau est constitué d'étudiants franciliens partant pour un séjour de mobilité à l'international, dont les étudiants bénéficiaires de l'aide régionale « Bourse Mobilité Ile-de-France ».

L'établissement partenaire s'engage à diffuser les informations transmises par la Région sur ce concours auprès de leurs étudiants correspondant au public-cible, et à communiquer les coordonnées de ces étudiants aux services de la Région (Service Vie étudiante) en vue de les tenir informés du prochain concours qui sera lancé pour l'année 2020-2021.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 6.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de 1 an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Art. 6.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes, sur demande du représentant habilité du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Les demandes de versement doivent être adressées à la Direction de la Comptabilité de la Région, tenant compte des modalités précisées ci-après.

Art 6.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.
Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 80% du montant de la subvention.

Art 6.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués. Chaque versement de subvention est effectué sur demande de l'organisme. La demande précise notamment, pour chaque bénéficiaire, les références, dates et montants des actes payés au titre de l'opération.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Art 6.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public ou privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants *(selon les modèles transmis par la Région)* :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des actes payés aux étudiants. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme. Il doit comporter en outre la signature, le nom, la qualité et le cachet de l'agent comptable (comptable public, expert-comptable ou commissaire aux comptes si l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, ou, à défaut, trésorier de l'organisme subventionné). Ce dernier certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée, sauf en cas de demande de versement unique de la subvention. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et de l'agent comptable.
- un bilan financier daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme ainsi que des signature, nom, qualité et cachet de l'agent comptable.
- un rapport d'activités daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

IMPORTANT : En parallèle de la transmission de votre demande de solde auprès de la Direction de la comptabilité, vous devez obligatoirement transmettre le rapport d'activité et le bilan financier au Service Vie étudiante, via une plateforme d'échanges de documents sécurisée (Wetransfer, Filesender…), dans un format exploitable (Excel). **Le versement du solde est conditionné à la transmission de ces documents.**

Art. 6.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Art. 6.4 : Éligibilité des séjours

Sont éligibles les séjours en mobilité internationale dont les départs sont compris entre le 1er juillet 2020 et le 30 juin 2021, à compter de l'année universitaire soutenue.

ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE REGIONALE APPLICABLES EN CAS DE FORCE MAJEURE

Un cas de force majeure est une situation exceptionnelle liée à un événement extérieur, imprévisible et irrésistible dans ses effets.

En cas de force majeure, et après accord entre les signataires de la présente convention, les mesures applicables pour le versement des aides aux étudiants sont les suivantes :

- Pour les étudiants bénéficiaires de l'aide régionale qui voient leur mobilité internationale écourtée : le bénéfice de l'aide régionale est maintenu à hauteur du montant attribué par l'établissement, quelque que soit la durée du séjour effectivement réalisée.
- Pour les étudiants bénéficiaires de l'aide régionale dont le séjour est annulé : le bénéfice de l'aide régionale est maintenu à hauteur des frais réellement et déjà engagés par l'étudiant qui ne peuvent être par ailleurs remboursés, et dans la limite du montant attribué par l'établissement.
- Pour les étudiants devant reporter leur séjour à l'étranger à une date ultérieure, au-delà du 30 juin 2021 : l'aide régionale est maintenue et les dépenses liées sont prises en compte sur la dotation attribuée à l'établissement pour l'année universitaire d'obtention de l'aide régionale, soit 2020-2021. Le report du départ en mobilité ne peut aller au-delà du 30 juin 2022.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par la Commission permanente du Conseil régional. Elle prend fin lors du versement du solde ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.1 de la présente convention.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 10 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations prévues dans la présente convention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du bilan financier, le rapport d'activités et les coordonnées des étudiants bénéficiaires de l'action subventionnée.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Pour l'établissement,

«Tiers»
«Représentant_légal__Qualité»,

«Représentant_légal__Prénom»
«Représentant_légal__Nom»

Le

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

ANNEXE N°6 A LA DELIBERATION : FICHE-PROJET PROGRAMME MA1SON / ARTICLE 1 - ANNEE 2 - ANNEE 2020-2021

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-296

DOSSIER N° 20007367 - POURSUITE DU SOUTIEN AU PROGRAMME MA1SON EN ILE-DE-FRANCE POUR L'ENGAGEMENT ET LA REUSSITE ETUDIANTE – Année 2 – 2020-2021

Dispositif : Subvention spécifique enseignement supérieur et recherche (fonctionnement) (n° 00001162)
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique enseignement supérieur et recherche (fonctionnement)	251 817,00 € TTC	27,95 %	70 392,00 €
	Montant total de la subvention		70 392,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARTICLE 1
Adresse administrative : 29 BOULEVARD BOURDON
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Boris WALBAUM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Article 1 œuvre depuis 15 ans en faveur des jeunes de milieux populaires, pour que l'orientation, la réussite dans les études et l'insertion professionnelle ne dépendent pas des origines sociales, économiques ou culturelles.

Cette association mène depuis 2014 une expérimentation au sein de résidences sociales étudiantes à travers son programme de formation et d'animation de communautés d'apprentissage : le programme MA1SON. Avec ce programme, son objectif est d'apporter aux étudiants issus de milieux populaires (boursiers entre 18 et 25 ans) un accès privilégié à un logement social et le transformer en espace de socialisation, d'apprentissage et d'engagement destiné à favoriser leur responsabilité citoyenne, leur réussite et leur insertion professionnelle.

Afin de poursuivre la dynamique initiée par le soutien en 2019-2020, il est proposé de soutenir le déploiement du programme MA1SON en Ile-de-France pour l'année universitaire 2020-2021 avec les objectifs suivants proposés par l'association Article 1:
- Poursuivre l'animation du programme : en 2019-2020 169 étudiants bénéficient de ce programme au sein de 5 résidences, auxquels s'ajoutent 25 étudiants supplémentaires dans une sixième résidence dès la rentrée 2020-2021 sur le campus de la Cité Descartes,
- Animer une communauté de 70 ambassadeurs MA1SON, vecteurs du déploiement du programme, par

un programme d'action-formation intensif,
- Poursuivre les partenariats initiés en 2020 dans l'objectif de déployer le programme en septembre 2021 au sein de deux nouvelles résidences sur les campus de Cergy et de Saclay, en partenariat avec le CROUS de Versailles,
- Consolider et approfondir des scenarii d'essaimage par la proposition d'un modèle économique et organisationnel de nature à renforcer l'attractivité de l'offre du programme MA1SON, en vue d'un plan de développement sur 3 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	222 792,00	88,47%
Achats de matériel et fournitures nécessaires à l'animation des résidences	5 850,00	2,32%
Locations espaces coworking	1 875,00	0,74%
Achats de prestation et services (intervenants extérieurs, communication, déplacements, événements)	21 300,00	8,46%
Total	251 817,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Université Gustave Eiffel	17 833,00	7,08%
Campus Condorcet	9 808,00	3,89%
COVIVIO	30 000,00	11,91%
Fondation HSBC pour l'éducation	15 000,00	5,96%
ARPEJ	13 577,00	5,39%
Mécénat d'entreprises (France Media Monde, Icade)	25 000,00	9,93%
Fondation Entreprendre	40 000,00	15,88%
Programme PIN'S	10 507,00	4,17%
Marie de Paris	9 700,00	3,85%
Fonds propres	10 000,00	3,97%
Subvention Région (sollicitée)	70 392,00	27,95%
Total	251 817,00	100,00%

ANNEXE N°7 A LA DELIBERATION / CONVENTION PROGRAMME MA1SON / ARTICLE 1

Pôle TRESOR
Direction de l'Enseignement Supérieur et de l'Orientation
Service Vie Etudiante

Convention de mise en œuvre du projet « POURSUITE DE LA PARTICIPATION AU PROGRAMME MA1SON EN ILE-DE-FRANCE POUR LA REUSSITE ET L'ENGAGEMENT DES ETUDIANTS – Année 2, 2020-2021»

CONVENTION N° 20007367

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2019-299 du 3 juillet 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ARTICLE 1
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 499 381 812 00050
dont le siège social est situé au : 29 BOULEVARD BOURDON - 75004 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Boris WALBAUM, Co-Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'une subvention de fonctionnement spécifique enseignement supérieur et recherche (procédure ad hoc).

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2020-296 du 1er juillet 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE 1 pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : " POURSUITE DE LA PARTICIPATION AU PROGRAMME MA1SON EN ILE-DE-FRANCE POUR LA REUSSITE ET L'ENGAGEMENT DES ETUDIANTS – Année 2, 2020-2021 ».

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 27,95 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 251 817 €, soit un montant maximum de subvention de 70 392 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (https://mesdemarches.iledefrance.fr/) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un rapport d'activités du projet subventionné,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 2 justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 3 juillet 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de

la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-296 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
ARTICLE 1
Monsieur Boris WALBAUM, Co-Président

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-307

DU 1 JUILLET 2020

SOUTIEN AU RÉSEAU ACC&SS PARIS ÎLE-DE-FRANCE 2020 ET À LA CRÉATION D'UN LIEU D'INNOVATION, AVENANT À LA CONVENTION PIA3 RÉGIONALISÉ AXE FILIÈRES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la Région Ile-de-France - Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU les délibérations n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 et n° CP 2018-574 du 21 novembre 2018 relatives à la labellisation des Domaines d'Intérêt Majeur pour la période 2017-2020 et au règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

VU la délibération n° CP 2017-071 du 8 mars 2017 relative au soutien aux nouveaux domaines d'intérêt majeur 2017-2020 et aux subventions d'amorçage 2017 ;

VU la délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative au soutien aux lieux d'innovation, modifiée par délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative au Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU la délibération CP 2017-446 du 20 septembre 2017 relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat étudiant ;

VU la délibération n° CP 2018-053 du 24 janvier 2018 relative notamment à la convention de partenariat entre BPI et la Région « Filières PIA » ;

VU la délibération n° CP 2018-144 du 16 mars 2018 relative notamment à la dotation au PIA3 régionalisé ;

VU la délibération n° CP 2018-527 du 21 novembre 2018 portant attribution de subvention dans le cadre de la politique régionale de soutien aux équipements scientifiques et dotation au PIA3 régionalisé ;

VU la délibération n° CP 2019-064 du 24 janvier 2019 relative notamment à la troisième dotation

au PIA3 régionalisé « Filières » ;

VU la délibération n° CP2019-136 du 19 mars 2019 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du soutien aux programmes 2019 des domaines d'intérêt majeur ;

VU la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 portant ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération n° CP 2019-208 du 22 mai 2019 relative à l'attribution de subventions pour l'accueil des chercheurs en mobilité et à l'avenant à la convention financière PIA3 régionalisé axe « Filières » ;

VU la délibération n° CP 2019-317 du 3 juillet 2019 portant allocations de recherche Paris Région PhD 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-383 du 18 septembre 2019 relative à la politique de soutien à l'entreprenariat étudiant ;

VU la délibération n° 2019-410 du 17 octobre 2019 relative au soutien des grands lieux d'innovation objet de la convention financière PIA 3 régionalisé axe « Filières » ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-307 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien au réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France »

Décide de participer au titre du dispositif de « soutien régional en faveur de l'accueil et de l'accompagnement des talents étrangers (réseau ACC&SS) », au financement du programme d'activités 2020 du réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France» détaillé en annexe à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de :

- **400 000 €** à la Fondation Nationale de la Cité Internationale Universitaire de Paris,
- **100 000 €** à l'association Science Accueil.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions figurant, respectivement, en annexes 1 et 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 500 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique», sous-fonction 92 « Recherche et innovation», programme HP 92-001 «Soutien aux compétences scientifiques et technologiques», action 19200102 «Accueil et accompagnement des chercheurs» du budget 2020.

Article 2 : Démarrages anticipés

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions visées en article 1, à compter du 1er janvier 2020, ce qui correspond à la date de début des activités du programme du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France», par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de

l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 7 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 : Soutien au projet Espace Makers de l'Université Paris Dauphine

Décide de soutenir, dans le cadre du dispositif « Lieux d'innovation », le projet porté par l'Université Paris Dauphine, dont la description figure dans la fiche projet en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 200 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec l'Université Paris Dauphine de la convention figurant en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 200 000 €, prélevée sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-008 (192008) « Soutien aux transferts de technologie », action 19200802 « Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus» du budget 2020.

Article 4 : Avenant à la Convention financière PIA3 régionalisé axe Filières

Approuve l'avenant n°5 à la convention financière PIA3 régionalisé axe Filières, tel que présenté en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve l'attribution au bénéfice de Bpifrance Financement d'une dotation de 1 996 250€, dont 1950 000 € pour abondement du Fonds PIA 3 Ile-de-France, action « accompagnement et transformation des filières » et 46 250€ pour la prise en charge des frais de gestion.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme de 975 000 € au fonds « Filières PIA », disponible sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », sous fonction 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-008 (192008) « Soutien aux transferts de technologie », Action (19200801) « Soutien aux projets de transfert de technologie des laboratoires et des établissements ESR » du budget régional 2020 pour les subventions.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme de 975 000 € au fonds « Filières PIA », disponible sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », sous fonction 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-008 (192008) « Soutien aux transferts de technologie », Action (19200801) « Soutien aux projets de transfert de technologie des laboratoires et des établissements ESR » du budget régional 2020 pour les avances remboursables.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 46 250 € au titre du dispositif « politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement », prélevée sur le Chapitre 939 « Action économique » Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation » Programme HP 92-008 : « Soutien aux Transferts de Technologie » Action 19200803 « Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert » du budget 2020 pour les frais de gestion.

Article 5 : Transfert de la subvention PEPITE

Décide le transfert à l'Université de Paris de la subvention de 17 700€ initialement accordée à la COMUE USPC par délibération n°CP 2019-383 du 18 septembre 2019.

Subordonne le transfert et le versement de cette subvention à la signature avec l'Université de Paris d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-446 du 20 septembre 2017 (avec la fiche projet en annexe 5 à la présente délibération) et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 6 : Avenant à la convention PRPhD

Approuve l'avenant à la convention n°19006495 adoptée par délibération CP 2019-317 du 3 juillet 2019 joint en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

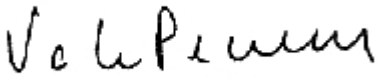
Article 7 : Avenant à la convention DIM

Approuve l'avenant à la convention n°19002377 adoptée par délibération n° CP 2019-136 du 19 mars 2019 joint en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 8 : Avenant à la convention LES ENTREPRENEURIALES

Approuve l'avenant à la convention n°19007373 adoptée par délibération n° CP 2019-383 du 18 septembre 2019 joint en annexe 8 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182066-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention CiuP

Convention n° 20007229
relative au soutien régional à l'accueil et à l'accompagnement des talents étrangers pour 2020

Entre

La région Ile-de-France,
sise au 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
désignée ci-après **la Région**
représentée par sa présidente, **Madame Valérie PECRESSE**
en vertu de la délibération n° CP 2020-307 du 1 juillet 2020,

d'une part,

et

La Fondation nationale de la Cité Internationale Universitaire de Paris,
Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 6 juin 1925,
sise au 17 boulevard Jourdan, 75014 Paris,
désignée ci-après **la CIUP**
représentée par son président, **Monsieur Jean-Marc SAUVE,**
habilité par délibération du conseil d'administration du 20 octobre 2017

d'autre part,

Après avoir rappelé que :

- La région Île-de-France est la première région française d'accueil de chercheurs et d'étudiants étrangers. L'accueil de ces talents et de ces compétences, leur apport et leur contribution à la qualité de la recherche francilienne et à l'ouverture internationale des laboratoires, représentent des enjeux stratégiques majeurs en matière d'attractivité internationale et de visibilité du territoire francilien.
- Depuis sa création en 2005, le réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » (Accueil, Accompagnement et Services Supports), coordonné par la Cité internationale universitaire de Paris propose une assistance gratuite et personnalisée aux chercheurs en mobilité entrante en Ile-de-France et à leurs familles. La région Île-de-France est particulièrement attachée à la coordination régionale de cet accueil, à la conservation de l'identité et de la marque « Acc&ss ».

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n°CP 2020-307 du 1 juillet 2020 la Région a décidé de soutenir les activités 2020 du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » en faveur de l'accueil et du suivi des chercheurs et étudiants en mobilité telles que décrites dans la présente convention et la fiche projet en annexe en attribuant une subvention maximale en fonctionnement de 400 000 € à la CIUP.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DE LA CIUP

A/ Obligations concernant l'opération subventionnée

La CIUP a pour obligations de :

- mettre en œuvre les objectifs du programme du réseau « Acc&ss Paris île-de-France », à savoir :

- favoriser l'accueil des chercheurs étrangers en leur offrant des services d'accueil adaptés à leurs besoins et correspondant aux standards EURAXESS (plateforme multiservices, recherche et réservation de logement, aide aux formalités de séjour et à l'installation, aide à l'emploi pour les conjoints, à la scolarisation des enfants, à l'apprentissage de la langue française, programmes culturels, rencontres et échanges, etc…) ;
- encourager les initiatives destinées à améliorer la qualité de l'accueil des talents étrangers compte tenu de leurs besoins, telles que le développement de services de proximité (type guichets uniques) et de services d'accompagnement à distance, etc. ;
- renforcer l'attractivité internationale des campus universitaires et de recherche de la région Île-de-France et la visibilité de la marque « Acc&ss ».

Plus spécifiquement pour l'année 2020 :

<u>La CIUP s'engage à :</u>

- Consolider l'offre numérique qui permet aux chercheurs d'accéder, à distance et en amont de leur arrivée en France, à un bouquet d'informations et de services en relation avec leur profil et leurs attentes, notamment :
  - poursuivre le développement du portail acc&ss (access.ciup.fr) comme outil de référence en la matière et prévoir sa traduction dans différentes langues, dont l'anglais en priorité,
  - optimiser l'articulation et la complémentarité du portail acc&ss avec d'autres offres numériques : plateforme régionale développée par l'Université numérique d'Ile-de-France, espace numérique pour les accompagnants, etc.

- Contribuer au développement de pôles d'accueil des talents internationaux sur le territoire francilien et de leur mise en réseau avec pour objectif :
  - une meilleure couverture territoriale par les services d'accueil en Île-de-France,
  - un équilibre entre l'offre numérique et les services d'accueil physique,
  - une visibilité et mise en valeur de la marque « Acc&ss ».

Dans le cadre de cette démarche, la CIUP propose un accompagnement aux établissements d'enseignement supérieurs et de recherche et à leurs regroupements en matière d'accueil et d'accompagnement des chercheurs internationaux en mobilité, sous forme de transfert de compétences et d'expertise (formations, partage de fiches thématiques et multilingues, groupes de travail thématiques, missions d'expertise et de consultation, etc…) ;

- Reconduire la plateforme multiservices type guichet unique (Welcome Desk Paris) en l'adaptant à la dématérialisation croissante des procédures administratives ;

- Poursuivre les actions qui visent à faciliter l'insertion professionnelle des chercheurs en mobilité ; telles que services d'aide administrative et de suivi pour l'insertion professionnelle des doctorants et post doctorants ; l'organisation d'événements et de rencontres avec des organismes de développement de carrière et des entreprises, activités destinées aux doctorants et post-doctorants afin de valoriser leurs travaux de recherche et de leur permettre de se constituer un réseau (avec l'aide du club des chercheurs notamment), actions liées à l'intégration socio-professionnelle des conjoints de chercheurs.

- Renforcer l'accompagnement sur mesure aux lauréats du dispositif régional des Chaires d'excellence internationale Blaise Pascal : mise à disposition de l'information en anglais nécessaire pour préparer l'arrivée en France en fonction du profil du chercheur, accompagnement dans la recherche de logement, référent sur place, etc.

-Mettre en place des actions spécifiques qui visent à soutenir les résidents internationaux à la CIUP, notamment la distribution d'aides humanitaires et alimentaires à destination de ces publics, une aide au logement.

Le partenaire s'engage par ailleurs à :

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation du programme défini à l'article 2 ci-dessus
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :

- au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale notamment par l'organisation de réunions de suivi du programme avec la Région, à raison d'au moins une réunion par an, ainsi que par la mise en place d'indicateurs de suivi liés à la réalisation des objectifs définis ci-dessus (nombre de chercheurs accueillis, nombre de réunions d'animation, type de prestations proposées…)
- au calcul des coûts du programme faisant l'objet de la présente convention.

B/Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

C/ Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

La CIUP s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

D/ Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme :
  - à la réglementation en vigueur, pour un organisme public,
  - au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé,
- Appliquer les textes relatifs aux marchés publics
- Communiquer à la Région le nom et les coordonnées de la personne habilitée à certifier les comptes
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
  - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert-comptable ou la personne habilitée à signer;
  - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.
  - un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.
- Tenir la Région informée des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exercice de la présente convention sur l'objet de la convention.

- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 4 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Fournir en fin de projet un compte rendu d'exécution du projet subventionné.
- Porter à la connaissance de la Région toutes modifications concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Un contrôle technique et financier pourra être exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.

E/ Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, la CIUP s'engage à :

- Renforcer la présence de la marque « Acc&ss » et réaliser en 2020 des actions de communication afin d'améliorer la visibilité du réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France » auprès du public et des acteurs franciliens de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- Faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
- La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
- Les correspondances et les communications écrites ou orales relatives à l'objet de la convention indiquent explicitement l'implication de la Région.
- Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.
- L'invitation et l'intervention orale d'un représentant de la Région aux évènements officiels organisés par le réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France », ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.
- Il est également demandé à ce que le bénéficiaire s'assure de l'insertion de documents de présentation de la politique de la Région en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation (tel que la brochure de présentation du SRESRI) dans les documents distribués à l'occasion de ces évènements ; ainsi que de la mise en place de panneaux d'exposition présentant les actions de la Région.

- Il est mentionné le soutien de la Région dans les locaux destinés à l'accueil du public pour la mise en œuvre de l'action relevant de la présente convention par tous les moyens nécessaires (affichage papier et numérique, etc…).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers. Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Région. Par ces dispositions, la région Ile-de-France se réserve la possibilité d'assurer la communication relative aux activités du réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France » par la convention et n'entend pas retirer le moindre avantage direct. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle.

Les services concernés du Pôle TRESOR sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le co-contractant dans sa démarche.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement les actions du programme 2020 du réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France », telles que définies dans la présente convention et dans la fiche-projet en annexe, par le versement d'une subvention à la CIUP qui est chargée de sa réalisation.

Les dépenses prévisionnelles de la CIUP liées à la réalisation et la coordination du programme d'activités du réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France », s'élèvent à 1 085 974,00 € pour l'année 2020. La participation de la Région à la part du programme 2020 géré par la CIUP s'élève à 400 000 €, ce qui représente un taux d'intervention régional de 36,83%.

Au global, la participation prévisionnelle de la Région aux activités 2020 du réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France » s'élève à 500 000 €.

Les montants des subventions constituent des plafonds. Si les dépenses justifiées par l'organisme bénéficiaire des subventions sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du taux prévu. La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts. Seules les dépenses directement gérées par l'organisme bénéficiaire ouvrent droit au paiement des subventions dans les conditions prévues à l'article 4 ci-après.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT ET CADUCITE DES SUBVENTIONS REGIONALES

Dépenses éligibles :

La subvention régionale pourra couvrir les dépenses de fonctionnement liées aux activités du réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France » et engagées par le bénéficiaire sur l'exercice 2020 à compter du 1er janvier 2020.

Modalité de versement de la subvention :

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Avances :

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% du montant de la subvention.

Solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de laïcité. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- 3 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du Département de Paris.

Caducité de subvention :

Si, à l'expiration du délai de un an, à compter de la délibération d'attribution de la subvention (*date de la commission permanente*), le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'une année supplémentaire par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le

démarrage des opérations ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération subventionnée. Passé ce délai les autorisations d'engagement rendues disponibles sont désengagées et désaffectées par décision de la Présidente.

Références bancaires des bénéficiaires :

Le versement des subventions est effectué à l'ordre des comptes :

Titulaire du compte : Fondation nationale CIUP
Banque : Paribas
Agence : 19 boulevard Jourdan 75014 PARIS
Code banque : 30004
Code guichet : 00062
Compte n° : 00020003459 clé RIB 28

Le comptable assignataire de la Région est le Receveur Général des finances de Paris, Trésorier payeur Général de la Région Ile de France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DU PROGRAMME PROJETE

La CIUP s'engage à signaler par écrit à la Région, documents à l'appui, toute difficulté ou évènement susceptibles de modifier, retarder voire interrompre le programme projeté et donc de perturber la bonne exécution de leurs engagements dans la présente convention.

Dès lors, la Région se réserve le droit de revoir à la baisse le montant de la subvention en conséquence. Le non-respect de cette obligation d'information peut être sanctionné par la résiliation de la convention par la Région prévue à l'article 7 de la présente convention. Aucun surcoût ne sera supporté par la Région.

ARTICLE 6 – RESTITUTION EVENTUELLE DES SUBVENTIONS

Les sommes qui n'auraient pas été utilisées ou auraient été utilisées pour un objectif qui n'a pas été prévu par la présente convention, sont restituées à la Région.

En cas de non-respect des présentes obligations contractuelles par les bénéficiaires, la Région se réserve le droit de suspendre le versement de tout ou partie des subventions régionales, voire d'en demander le remboursement après mise en demeure.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Par ailleurs, en cas d'inexécution des engagements du bénéficiaire ou d'utilisation des fonds non conforme à leur objet, de non-respect des obligations contractuelles par le porteur de projet, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessous.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 7 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou de plusieurs de leurs obligations par les bénéficiaires de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse aux bénéficiaires une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse aux bénéficiaires la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 8 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Elle est conclue pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 9 – PIECES CONTRACTUELLES

- la présente convention ;
- la fiche-projet.

Fait en 2 exemplaires, à Paris, le

Le Président de la Fondation nationale de la CIUP	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Jean-Marc SAUVE	**Valérie PECRESSE**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-307

DOSSIER N° 20007229 - SOUTIEN AU RESEAU ACC&SS PARIS ILE-DE-FRANCE - CIUP

Dispositif : Soutien à l'accueil des étudiants et chercheurs étrangers (n° 00000476)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192001-1800
Action : 19200102- Accueil et accompagnement des chercheurs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'accueil des étudiants et chercheurs étrangers	1 085 974,00 € TTC	36,83 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIUP CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE DE PARIS
Adresse administrative : 17 BD JOURDAN 75014 PARIS 14 CEDEX
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Jean-Marc SAUVE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La prise en compte des dépenses éligibles à compter du 1er janvier 2020, ce qui correspond à la date de début des activités du programme du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France», par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 7 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Description :
Depuis 2005, la Cité Internationale Universitaire de Paris (CiuP) assure la coordination du réseau Acc&ss Paris Ile-de-France et la gestion de trois centres de services implantés en Ile-de-France : Acc&ss Paris Nord (Saint-Denis et Cergy), Acc&ss Paris Centre (à la Cité internationale universitaire de Paris), Acc&ss Paris Est (Champs-sur-Marne et Créteil). Ce réseau a pour vocation de soutenir l'attractivité territoriale de la Région en facilitant notamment la mobilité scientifique entrante grâce à une ingénierie de l'accueil et des services d'accompagnement de qualité.

Le réseau assure une assistance gratuite et personnalisée aux scientifiques en mobilité et à leur famille en leur offrant des services suivants : recherche de logement ; aide administrative personnalisée avant l'arrivée et pendant le séjour (visa, titre de séjour) ; mise en place d'une couverture maladie ; aide à la souscription d'assurances ; aide à la scolarisation des enfants ;

ouverture d'un compte bancaire ; cours de français langue étrangère et ateliers de méthodologie , programme culturel ; soirée d'accueil et autres moments de convivialité ; bulletin de liaison et d'information bilingue ; aide pour l'accès aux loisirs ; aide pour l'accès aux activités sportives ; soutien psychologique, pédagogique et accompagnement social (par le Relais Social International).

Le réseau met en place des initiatives destinées à améliorer la qualité de l'accueil des chercheurs et étudiants en mobilité compte tenu du contexte actuel et des besoins spécifiques de ces publics : développement de services de proximité (type guichets uniques) et de services d'accompagnement à distance (portail acc&ss). Pour 2020, la CiuP met en place des actions spécifiques qui visent à soutenir les résidents à la CiuP.

Les trois centres de services d'Acc&ss Paris Ile-de-France pilotés par la CiuP sont labellisés « centres de services EURAXESS » et sont membres du réseau mondial EURAXESS. Ils sont également membres du réseau national EURAXESS France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'intervention financière régionale consiste en une participation de 400 000 € aux dépenses de fonctionnement de la CIUP pour la réalisation des activités du réseau Acc&ss Paris Ile-de-France, sur la base d'un taux d'intervention de 36,83 %.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	9 500,00	0,87%
Déplacements et réceptions	6 500,00	0,60%
Documentation/abonnements	2 000,00	0,18%
Fournitures administratives	20 800,00	1,92%
Frais postaux et frais de télécommunications	400,00	0,04%
Prestations aux publics, dont le soutien des résidents CiuP	53 094,00	4,89%
Salaires/charges/taxes (portage CiuP)	993 679,00	91,50%
Total	1 085 973,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	400 000,00	36,83%
Ville de Paris	188 000,00	17,31%
Contribution Université Paris Est	20 000,00	1,84%
MESR quadriennal (fonctionnement)	20 000,00	1,84%
MESR quadriennal (travaux)	35 000,00	3,22%
Quota part des produits de partenaires	272 916,00	25,13%
Autres produits divers	88 318,00	8,13%
Contribution CiuP	61 739,00	5,69%
Total	1 085 973,00	100,00%

Convention Science Accueil

Convention n° 20007230
relative au soutien régional à l'accueil et à l'accompagnement des talents étrangers pour 2020

Entre

La Région Ile-de-France,
sise au 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
désignée ci-après **la Région**
représentée par sa présidente, **Madame Valérie PECRESSE**
en vertu de la délibération n° CP 2020-307 du 1 juillet 2020

d'une part

et

L'association Science Accueil,
dont le siège social est situé au 6 Bd Dubreuil, 91400 Orsay,
désignée ci-après **Science Accueil**
représentée par son président, **Monsieur Jean BERTSCH**
habilité par délibération du conseil d'administration du 8 octobre 2014

d'autre part,

Après avoir rappelé que :

- La Région Ile-de-France est la première région française d'accueil de chercheurs et d'étudiants étrangers. L'accueil de ces talents et de ces compétences, leur apport et leur contribution à la qualité de la recherche francilienne et à l'ouverture internationale des laboratoires, représentent des enjeux stratégiques majeurs en matière d'attractivité territoriale et de visibilité du territoire francilien.
- Depuis sa création en 1997, l'association Science Accueil propose une assistance personnalisée aux chercheurs en mobilité entrante en Ile-de-France et à leur famille. Science Accueil est plus particulièrement le centre de mobilité de l'Île-de-France Sud qui assure l'accueil des chercheurs en mobilité appelés à séjourner sur le territoire sud francilien.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n°CP 2020-307 du 1 juillet 2020 la Région a décidé de soutenir les activités 2020 de l'association Science Accueil en faveur de l'accueil et de l'accompagnement des chercheurs et chercheuses en mobilité pour l'Île-de-France Sud telles que décrites dans la présente convention et la fiche projet en annexe en attribuant une subvention maximale en fonctionnement de 100 000 € à l'association Science Accueil.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION SCIENCE ACCUEIL

A/ Obligations concernant l'opération subventionnée

Science accueil a pour obligations de :

- mettre en œuvre les objectifs du programme d'activités du centre de mobilité de l'Ile-de-France Sud, à savoir :

- favoriser l'accueil des chercheurs étrangers en leur offrant des services d'accueil adaptés à leurs besoins et correspondant aux standards EURAXESS (plateforme multiservices, recherche et réservation de logement, aide aux formalités de séjour et à l'installation, aide à l'emploi pour les conjoints, à la scolarisation des enfants, à l'apprentissage de la langue française, programmes culturels, rencontres et échanges, etc…) ;
- encourager les initiatives destinées à améliorer l'accueil des chercheurs en mobilité, telles que le développement de services de proximité (type guichets uniques) et de services d'accompagnement à distance, etc. ;
- renforcer l'attractivité internationale des campus universitaires et de recherche de la région Île-de-France et la visibilité de la marque « Acc&ss ».

Plus spécifiquement pour l'année 2020 :

<u>Science Accueil s'engage à :</u>

- poursuivre la démarche de mise en place d'une plateforme multiservices d'accueil des scientifiques, salariés et étudiants étrangers sur le plateau de Saclay (Guichet d'Accueil des Talents Etrangers - GATE) avec sa reconduction en 2020 ;

- poursuivre la démarche d'ouverture d'une antenne à Versailles/Saint Quentin-en-Yvelines avec l'ouverture d'une implantation permanente encadrée par le personnel Science Accueil ;

- développer les services d'accompagnement à distance : faire évoluer le contenu du site Internet avec la traduction des pages pour les scientifiques internationaux ; assurer la mise à jour régulière du site et de la réglementation concernant les démarches administratives, développement du contenu en matière d'offre de logement, etc.... ;

- afin de poursuivre l'amélioration de la qualité du logement pour les chercheurs, développer les services d'accompagnement à la recherche de logement en tenant compte de l'élargissement du maillage territorial (sur les secteurs d'Evry et de Versailles notamment) ;

- reconduire le programme de cours de Français Langue Etrangère pour des chercheurs et conjoints de chercheurs, et le programme de visites culturelles qui vise à sensibiliser les chercheurs internationaux à des points remarquables de la culture française ;

- amplifier le programme "Réassurance" pour les chercheurs confrontés au stress et à la solitude, poursuivre l'organisation d'événements et de conférences qui visent à améliorer l'intégration des chercheurs internationaux en France ;

- assurer la visibilité de la marque « Acc&ss » dans des actions d'accompagnement, d'expertise et de formation en matière d'accueil des chercheurs internationaux ;

-proposer un accompagnement sur mesure aux lauréats du dispositif des Chaires d'excellence internationale Blaise Pascal hébergés dans des établissements situés sur le périmètre d'intervention de Science Accueil : mise à disposition de l'information en anglais nécessaire pour préparer l'arrivée en France en fonction du profil du chercheur, accompagnement dans la recherche de logement, référent sur place, etc.

Le partenaire s'engage par ailleurs à :

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation du programme défini à l'article 2 ci-dessus

- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet

- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :

- au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale notamment par l'organisation de réunions de suivi du programme avec la région, à raison d'au moins une réunion par an, ainsi que par la mise en place d'indicateurs de suivi liés à la réalisation des objectifs définis ci-dessus (nombre de chercheurs accueillis, nombre de réunions d'animation, type de prestations proposées…)
- au calcul des coûts du programme faisant l'objet de la présente convention.

B/Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

C/ Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des aides régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

D/ Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme :
    - à la réglementation en vigueur, pour un organisme public,
    - au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé.
- Appliquer les textes relatifs aux marchés publics
- Communiquer à la Région le nom et les coordonnées de la personne habilitée à certifier les comptes.
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
    - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert-comptable ou la personne habilité à signer;
    - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.
    - un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.
- Tenir la Région informée des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exercice de la présente convention sur l'objet de la convention.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 4 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Fournir en fin de projet un compte rendu d'exécution du projet subventionné.

- Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Un contrôle technique et financier pourra être exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.

E/ Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à :

- Mettre en place les actions de communication destinées à renforcer la visibilité du programme d'activités du centre de mobilité de l'Île-de-France Sud et de la marque « Acc&ss ».
- Faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
- La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
- Les correspondances et les communications écrites ou orales relatives à l'objet de la convention indiquent explicitement l'implication de la Région.
- Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.
- L'invitation et l'intervention orale d'un représentant de la Région aux évènements officiels organisés par le réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France », ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.
- Il est également demandé à ce que le bénéficiaire s'assure de l'insertion de documents de présentation de la politique de la Région en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation dans les documents distribués à l'occasion de ces évènements ; ainsi que de la mise en place, si possible, de panneaux d'exposition présentant les actions de la Région.
- Il est mentionné le soutien de la Région dans les locaux destinés à l'accueil du public pour la mise en œuvre de l'action relevant de la présente convention par tous les moyens nécessaires (affiches, plaques…).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers. Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Région. Par ces dispositions, la Région Ile-de-France entend se réserve la seule possibilité d'assurer la communication relative aux activités du réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France »

par la convention et n'entend pas retirer le moindre avantage direct. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle.

Les services concernés du Pôle TRESOR sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le co-contractant dans sa démarche.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement les actions du programme 2020 de l'association Science Accueil telles que définies dans la présente convention et dans la fiche-projet en annexe, par le versement d'une subvention à Science Accueil qui est chargée de sa réalisation.

Les dépenses prévisionnelles de Science Accueil liées à la réalisation du programme d'activités de l'antenne sud-francilienne du réseau Acc&ss Paris Île-de-France s'élève à 584 392€ pour l'année 2020. La participation de la Région à la part du programme 2020 géré par Science Accueil s'élève à 100 000 €, ce qui représente un taux d'intervention régional de 17,11 %.

Au global, la participation prévisionnelle de la Région aux activités 2020 du réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France » s'élève à 500 000 €.

Le montant de la subvention constitue un plafond. Si les dépenses justifiées par l'organisme bénéficiaire de la subvention sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du taux prévu. La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts. Seules les dépenses directement gérées par l'organisme bénéficiaire ouvrent droit au paiement des subventions dans les conditions prévues à l'article 4 ci-après.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT ET CADUCITE DES SUBVENTIONS REGIONALES

Dépenses éligibles :

La subvention régionale pourra couvrir les dépenses de fonctionnement liées aux activités de l'association Science Accueil engagées par le bénéficiaire sur l'exercice 2020 à compter du 1er janvier 2020.

Modalité de versement de la subvention :

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Avances :

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% du montant de la subvention.

Solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de laïcité. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du Département de Paris.

Caducité de subvention :

Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention (*date de la commission permanente*), le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'une année supplémentaire par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage des opérations ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération subventionnée. Passé ce délai les autorisations d'engagement rendues disponibles sont désengagées et désaffectées par décision de la Présidente.

Références bancaires des bénéficiaires :

Le versement des subventions est effectué à l'ordre des comptes :

Titulaire du compte : Science Accueil
Banque : Société générale
Agence : 1 place de l'église 91190 Gif-sur-Yvette
Code banque : 30003
Code guichet : 02223
Compte n° : 00037284987
Clé RIB : 76

Le comptable assignataire de la Région est le Receveur Général des finances de Paris, Trésorier payeur Général de la Région Ile de France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DU PROGRAMME PROJETE

Science Accueil s'engage à signaler par écrit à la Région, documents à l'appui, toute difficulté ou évènement susceptible de modifier, retarder voire interrompre le programme projeté et donc de perturber la bonne exécution de leurs engagements dans la présente convention.

Dès lors, la Région se réserve le droit de revoir à la baisse le montant de la subvention en conséquence. Le non-respect de cette obligation d'information peut être sanctionné par la résiliation de la convention par la Région prévue à l'article 7 de la présente convention. Aucun surcoût ne sera supporté par la Région.

ARTICLE 6 – RESTITUTION EVENTUELLE DES SUBVENTIONS

Les sommes qui n'auraient pas été utilisées ou auraient été utilisées pour un objectif qui n'a pas été prévu par la présente convention, sont restituées à la Région.

En cas de non-respect des présentes obligations contractuelles par les bénéficiaires, la Région se réserve le droit de suspendre le versement de tout ou partie des subventions régionales, voire d'en demander le remboursement après mise en demeure.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Par ailleurs, en cas d'inexécution des engagements du bénéficiaire ou d'utilisation des fonds non conforme à leur objet, de non-respect des obligations contractuelles par le porteur de projet, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessous.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 7 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de leurs obligations par les bénéficiaires de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse aux bénéficiaires une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse aux bénéficiaires la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 8 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Elle est conclue pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 9 – PIECES CONTRACTUELLES

- la présente convention ;
- le fiche-projet.

Fait en 2 exemplaires, à Paris, le

Le Président de l'Association Science Accueil	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Jean BERTSCH	**Valérie PECRESSE**

DOSSIER N° 20007230 - SOUTIEN ACC&SS SCIENCE ACCUEIL 2020

Dispositif : Soutien à l'accueil des étudiants et chercheurs étrangers (n° 00000476)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192001-1800
Action : 19200102- Accueil et accompagnement des chercheurs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'accueil des étudiants et chercheurs étrangers	584 392,00 € TTC	17,11 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENCE ACCUEIL
Adresse administrative : 18 MAIL PIERRE POTIER
91190 GIF-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Jean BERTSCH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La prise en compte des dépenses éligibles à compter du 1er janvier 2020, ce qui correspond à la date de début des activités du programme du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France», par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 7 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Description :
Science Accueil, association loi 1901 créée le 20 avril 1999, assure la gestion du centre d'accueil Acc&ss Paris Sud, pour les chercheurs en mobilité en Essonne et dans les Yvelines.

Science Accueil a pour objet d'améliorer l'accueil des personnes appelées à séjourner dans la région Ile-de-France de façon temporaire et pour des raisons professionnelles et s'adresse, entre autres, aux chercheurs internationaux en visite dans les centres de recherche, les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises de la Région.

Science Accueil a pour mission de rassembler l'ensemble des informations relatives à l'accueil en Ile-de-France Sud (assistance administrative, logement, cours de français, loisirs...), de coordonner et de promouvoir les initiatives des associations locales et nationales en matière d'accueil des talents étrangers. Elle propose un accompagnement bilingue personnalisé et gratuit aux chercheurs en

mobilité. Cet accompagnement se fait à distance (via un site internet) ou sur place, dans le cadre d'une plateforme multi-services d'accueil, Guichet d'Accueil des Talents Etrangers (GATE), co-pilotée par Science Accueil en partenariat avec la Sous-Préfecture de Palaiseau et l'Université Paris-Saclay. Science Accueil met en place des actions qui visent à améliorer l'intégration des chercheurs internationaux en France (cours de FLE, visites culturelles, etc.).
L'association est labellisée Centre de mobilité Euraxess.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'intervention financière régionale consiste en une participation de 100 000 € au budget global de la structure sur la base d'un taux d'intervention de 17,11%.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel : salaires, taxes formation professionnelle, médicine de travail, tickets restaurant	421 701,00	72,16%
Frais de collaborateurs (commissaire aux comptes, cabinet juridique et comptable)	8 386,00	1,43%
Fournitures et informatique	16 900,00	2,89%
Missions et déplacements	5 100,00	0,87%
Communication	19 400,00	3,32%
Programmes (cours de FLE, événementiel)	73 000,00	12,49%
Autres frais	39 905,00	6,83%
Total	584 392,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	100 000,00	17,11%
Cotisations	309 107,00	52,89%
Programmes	100 250,00	17,15%
Autres	75 035,00	12,84%
Total	584 392,00	100,00%

Convention Université Paris Dauphine

CONVENTION 20001063

de soutien aux lieux d'innovation en investissement

Entre

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération n° CP 2020-307 du 1/07/2020

Ci-après dénommée « La Région »,

L'Université Paris Dauphine
Statut juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Dont le numéro SIRET est : 19754692200018
Dont le siège social est situé : Place du Maréchal de Lattre de Tassigny, 75775 Paris cedex 16
Ayant pour représentant Isabelle Huault, présidente

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

VU, le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU, la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France - Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 101-17 du 18 mai 2017 relative au soutien aux lieux d'innovation, modifiée par délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU, le Code de la construction et de l'habitation ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1511-2 et L 1511-7 et L 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

PREAMBULE :

En application du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI), la Région intervient sur les lieux d'innovation portés par des Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche (CR 2017-101).

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier en vue de la création d'Espaces Makers, de nouveaux espaces dédiés à l'innovation pédagogique et au travail collaboratif.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-307 du 1er juillet 2020, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour des espaces Makers dont le descriptif complet figure dans la fiche projet annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- 100% de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à 1 200 000 TTC,
- soit un montant maximum de subvention de 1 200 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC est détaillé dans la fiche projet annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- **maintenir pendant une durée de 10 ans** l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité dont les caractéristiques sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention. Toute modification de la vocation du bâtiment ou de la nature de ses occupants doit être préalablement portée à la connaissance de la Région. Ce changement doit donner lieu à délibération et à la passation d'un avenant.
- constituer et à présider un Comité de Pilotage au moins une fois par an composé des financeurs de l'opération dont la Région et de personnalités qualifiées. Le Bénéficiaire remet aux membres de ce comité le compte-rendu annuel d'activités du lieu.
- assurer ce suivi pendant la durée d'affectation des biens à l'usage précisé ci-devant.
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.

ART. 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le Bénéficiaire y assure les prestations matérielles correspondant à :

- l'accueil et l'hébergement,
- des services généraux partagés,
- l'accès aux équipements mutualisés,
- l'entretien des locaux, etc.

ART. 2.3 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le Bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- à tenir la Région immédiatement informée :
    - dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
    - des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
    - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
    - de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Fournir sur demande de la Région le bilan d'activités de la gestion du projet.

ART. 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le Bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la

présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logo type :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le Bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le Bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Ile-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou à son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le Bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Panneau d'information :

Pendant toute la durée des travaux, le Bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France ».

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention

Le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'environnement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du Bénéficiaire par les services de la Région :

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- En aval : le Bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ART. 3.2.2 : VERSEMENTS D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est

daté et signé par le représentant légal du Bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du Bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er juillet 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette

décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et la fiche projet.

Fait à Saint-Ouen sur Seine en 2 exemplaires originaux

Pour l'Université Paris Dauphine,	**Pour la Présidente du Conseil régional**
Sa représentante,	**et par délégation, la directrice de la**
	Recherche et des Transferts de technologie
Isabelle Huault	**Cendrine Cruzille**

DOSSIER N° 20001063 - ESPACE MAKERS - UNIVERSITE PARIS DAUPHINE - 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 909-92-204181-192008-1800
Action : 19200802- Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	1 200 000,00 € TTC	100,00 %	1 200 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS DAUPHINE
Adresse administrative : PL DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
75016 PARIS 16E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Isabelle HUAULT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Situés au sixième étage de la nouvelle aile, les Espaces Makers concernés par le soutien régional sont :
- La Créative Zone (170 m², dont 50 m² en mezzanine) accueille des manifestations, échanges dédiés à l'innovation, comme des ateliers de créativité, des rencontres université-entreprises, pour les étudiants, enseignants et personnels de l'Université et pour les partenaires de l'Université. Créative Zone comprend une partie plus équipée, dédiée à l'expérimentation pédagogique (Teach Lab, 35 m²) : vidéo-projection et écrans. En mezzanine (50 m²), Creative Zone peut héberger également des machines digitales (Fab Lab). L'ensemble peut constituer une zone d'exposition temporaire.
- Les 2 salles d'apprentissage du digital de demain disposent d'un équipement informatique puissant et d'un fablab sur 20 m² chacune. La première permet d'apprendre le fonctionnement des marché financiers et peut être utilisée pour des simulations et expérimentations (stratégie, management, marketing...). La seconde est dédiée aux présentations.
- La salle de brainstorming et de visualisation (60 m²) permet des travaux en plus petits groupes. Cette salle est davantage équipée en matériel digital, pour des travaux à distance notamment. Des espaces de visualisation répondent aussi à des besoins de création et

d'affichage de la recherche sur grand écran ou sur des combinaisons d'écrans : ils sont destinés à l'exploitation des big data, aux projets numériques, aux activités ludiques ou nécessitant l'accès à de l'imagerie à grande échelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale couvre 100% des coûts de gros oeuvre, aménagements intérieurs et équipements / mobilier des espaces.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre	378 000,00	31,50%
Aménagement intérieur	582 000,00	48,50%
Equipements / Mobilier	240 000,00	20,00%
Total	1 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
conseil régional Ile-de-France	1 200 000,00	100,00%
Total	1 200 000,00	100,00%

Avenant PIA3 SESAME Filières

CONVENTION FINANCIERE REGIONALE n°

« PROGRAMME INVESTISSEMENT D'AVENIR – PIA 3 »

Accompagnement et transformation des filières

« SESAME Filières PIA »

EN REGION ILE-DE-FRANCE

AVENANT N°5 - n° à la convention n° 18002602

La Région Ile-de-France,

sise, 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE,

dûment habilitée à l'effet des présentes, en vertu de la délibération n° CP 2020-307,

ci-après désignée « la Région »,

D'une part,

Et

Bpifrance Financement, société anonyme au capital de 839 907 320 euros, identifiée sous le numéro 320 252 489, RCS Créteil, dont le siège social est à Maisons-Alfort 94710, 27/31 avenue du Général Leclerc - représentée par Arnaud CAUDOUX, agissant en qualité de Directeur Exécutif,

ci-après dénommée «Bpifrance»,

D'autre part,

ci-après dénommées chacune individuellement « le partenaire » et collectivement « les partenaires ».

Vu les Conventions du 7 avril 2017 entre l'Etat et Bpifrance relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action « Accompagnement et transformation des filières ») ;

Vu courrier de la Région du 29 avril 2017 en réponse à l'appel à candidatures ;

Vu notification du Premier Ministre du 7 juin 2017 ;

Vu la « Convention Régionale Tripartite » entre l'Etat, la Région, l'EPIC Bpifrance, et Bpifrance Financement relative à l'Action « Accompagnement et transformation des filières » ;

Vu la délibération N° CP 2018-144 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 16 mars 2018 approuvant la convention financière « Accompagnement et transformation des Filières » signée le 4 juin 2018 ;

Vu la Convention financière régionale n° 18002602 « PIA 3 - Accompagnement et transformation des filières » signée le 4 juin 2018 ;

Vu la délibération N° CP 2018-527 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 21 novembre 2018 relative notamment à l'avenant N°1 à la convention financière PIA 3 « Accompagnement et transformation des filières ».

Vu l'avenant n°1 à la convention financière n° 18002602 « « PIA 3 - Accompagnement et transformation des filières » signé le 13 décembre 2018 ;

Vu la délibération n° CP 2018-449 de la Commission Permanente du Conseil régional en date du 21 novembre 2018, relative à la convention financière PIA 3 « Accompagnement et transformation des filières » - Structuration des filières agricoles et forestières franciliennes

Vu la délibération N° CP 2019-064 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 24 janvier 2019 relative notamment à l'avenant N°2 à la convention financière PIA 3 « Accompagnement et transformation des filières » - SESAME Filières PIA.

Vu la délibération N° CP 2019-208 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 22 mai 2019 approuvant l'avenant N°3 à la convention financière PIA 3 « Accompagnement et transformation des filières » - SESAME Filières PIA.

VU la délibération n° 2019-410 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 17 octobre 2019 approuvant l'avenant N°4 à la convention financière PIA 3 « Accompagnement et transformation des filières » - Grands lieux d'innovation PIA 3 Filières ;

Vu la délibération N° CP 2020-307 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 1er juillet 2020 approuvant le présent avenant N°5 à la convention financière PIA 3 « Accompagnement et transformation des filières » - SESAME Filières PIA.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, relative aux Programmes d'Investissement d'Avenir, prévoit une dotation de 250 M€, en subventions et avances récupérables, spécifiquement fléchée vers l'action en faveur du développement territorial des PME. Cette enveloppe permet à chaque Région de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'Etat, une déclinaison spécifique d'actions susceptibles d'être sectorisées en fonction de leurs priorités.

Le PIA 3 propose aux Régions de définir des appels à projets territorialisés sur deux actions opérées par Bpifrance, pour lesquelles une approche territoriale parait particulièrement pertinente :

- « Concours d'innovation », dénommé « Projets d'innovation » dans un contexte régional ;
- « Accompagnement et transformation des filières ».

Les Conventions Régionales Tripartites signées entre l'Etat, la Région Ile-de-France et Bpifrance sur les actions « Projets d'innovation » et « Accompagnement et Transformation des Filières » prévoient les conditions dans lesquelles ces deux actions seront mises en œuvre. Elle confie notamment à Bpifrance la gestion des ressources mobilisées par les financeurs (Etat et Région) sur ces deux actions.

Par courrier du 27 avril 2017, en réponse à l'appel à candidatures, la REGION a indiqué qu'elle souhaitait mobiliser jusqu'à 19 294 496 Euros sur l'action « accompagnement et transformation des filières ». Par courrier du 7 juin 2017, le Premier Ministre a notifié son accord sur cette proposition confirmant ainsi la mobilisation globale de 38 588 992€ pour cette action.

Ont déjà été mobilisés par la REGION :

- 1 000 000 € pour le 1er appel à projets SESAME Filières PIA 3 ouvert en 2018,
- 2 000 000 € pour le 2nd appel à projets SESAME Filières PIA 3 ouvert en 2019,
- 1 000 000 € pour le 3ème appel à projets SESAME Filières PIA 3 ouvert en 2019

La présente convention est destinée à définir les modalités de gestion des ressources régionales sur l'action « Accompagnement et transformation des filières ».

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

La Région a décidé de mobiliser 1 996 250 € supplémentaires pour l'Appel à Projets « SESAME Filières PIA 3 » au regard des demandes croissantes des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Les dispositions de l'article 4.1 de la convention financière régionale n° 18002602 – PIA 3 « Accompagnement et transformation des filières » du 4 juin 2018, sont donc modifiées comme suit :

« 4.1 Dotation du Fonds

La dotation de la Région est fixée pour 2019-2020 à la somme totale de 8 000 000 euros au titre de l'action « accompagnement et transformation des filières », composés de :

- 1 000 000 euros mobilisés pour le 1er appel à projets « SESAME Filières PIA 3 » dont :
    - 1 000 000 euros actés par la convention initiale approuvée par délibération n° CP 2018-144 composés de :

        ♣ 487 500 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;

        ♣ 487 500 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;

        ♣ 25 000 euros de frais de gestion ;

    Versés selon les modalités suivantes :

    ♣ 487 500 euros dès la signature des présentes, affectés à hauteur de 243 750 euros sur le volet Subventions et à hauteur de 243 750 euros sur le volet Avances Récupérables et 12 500 euros pour le volet frais de gestion ;

    ♣ le solde, soit 487 500 euros, dès qu'il sera constaté une utilisation de la dotation versée à hauteur de 80%, sur la base des aides accordées et sur production d'un état récapitulatif faisant apparaître les montants accordés, signés, versés et restant à verser, les noms des bénéficiaires, ainsi que le montant des frais de gestion et 12 500 euros pour le volet frais de gestion.

- 2 000 000 euros mobilisés pour le 2ème appel à projets « SESAME Filières PIA » dont :
    - 1 000 000 euros actés par l'avenant n° 1 approuvés par la délibération n° CP 2018-527 composés de :

        ♣ 487 500 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;

        ♣ 487 500 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;

        ♣ 25 000 euros de frais de gestion

    Versés selon les modalités suivantes :

    ♣ 487 500 euros dès la signature des présentes, affectés à hauteur de 243 750 euros sur le volet Subventions et à hauteur de 243 750 euros sur le volet Avances Récupérables et 12 500 euros pour le volet frais de gestion ;

    ♣ le solde, soit 487 500 euros, dès qu'il sera constaté une utilisation de la dotation versée à hauteur de 80%, sur la base des aides accordées et sur production d'un état récapitulatif faisant apparaître les montants accordés, signés, versés et restant à verser, les noms des bénéficiaires, ainsi que le montant des frais de gestion et 12 500 euros pour le volet frais de gestion.

    - 1 000 000 euros actés par l'avenant 2 approuvé par la délibération n° CP 2019-064 composés de :

♣ 487 500 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;

♣ 487 500 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;

♣ 25 000 euros de frais de gestion

Versés selon les modalités suivantes :

♣ 487 500 euros dès la signature des présentes, affectés à hauteur de 243 750 euros sur le volet Subventions et à hauteur de 243 750 euros sur le volet Avances Récupérables et 12 500 euros pour le volet frais de gestion ;

♣ le solde, soit 487 500 euros, dès qu'il sera constaté une utilisation de la dotation versée à hauteur de 80%, sur la base des aides accordées et sur production d'un état récapitulatif faisant apparaître les montants accordés, signés, versés et restant à verser, les noms des bénéficiaires, ainsi que le montant des frais de gestion et 12 500 euros pour le volet frais de gestion.

- 1 000 000 euros mobilisés pour le 3ème appel à projets « SESAME Filières PIA » dont :
  - 1 000 000 euros actés par l'avenant n°3 approuvé par délibération n° CP2019-208 composé de :

    ♣ 487 500 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;

    ♣ 487 500 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;

    ♣ 25 000 euros de frais de gestion

    Versés pour chacune des natures d'intervention (subventions, avances récupérables et frais de gestion) selon les modalités suivantes :

    ♣ 487 500 euros dès la signature des présentes, affectés à hauteur de 243 750 euros sur le volet Subventions et à hauteur de 243 750 euros sur le volet Avances Récupérables et 12 500 euros pour le volet frais de gestion ;

    ♣ le solde, soit 487 500 euros, dès qu'il sera constaté une utilisation de la dotation versée à hauteur de 80%, sur la base des aides accordées et sur production d'un état récapitulatif faisant apparaître les montants accordés, signés, versés et restant à verser, les noms des bénéficiaires, ainsi que le montant des frais de gestion et 12 500 euros pour le volet frais de gestion.

- 4 000 000 euros mobilisés pour l'appel à projets « Grands Lieux d'Innovation Leader PIA » dont :
  - 4 000 000 euros actés par l'avenant n°4 approuvé par la délibération n°CP2019-410 composé de :

    ♣ 1 950 000 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;

    ♣ 1 950 000 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;

    ♣ 100 000 euros de frais de gestion

    Versés pour chacune des natures d'intervention (subventions, avances récupérables et frais de gestion) selon les modalités suivantes :

    ♣ 1 950 000 euros dès la signature des présentes, affectés à hauteur de 975 000 euros sur le volet Subventions et à hauteur de 975 000 euros sur le volet Avances Récupérables et 50 000 euros pour le volet frais de gestion ;

    ♣ le solde, soit 1 950 000 euros, dès qu'il sera constaté une utilisation de la dotation versée à hauteur de 80%, sur la base des aides accordées et sur production d'un état récapitulatif faisant apparaître les montants accordés, signés, versés et restant à verser,

les noms des bénéficiaires, ainsi que le montant des frais de gestion et 50 000 euros pour le volet frais de gestion.

- 1 996 250 euros mobilisés pour le 4ème appel à projets « SESAME Filières PIA » dont :
    - 1 996 250 euros actés par l'avenant n°5 approuvé par la délibération n° CP 2020-307 composés de:
        - ♣ 975 000 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;
        - ♣ 975 000 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;
        - ♣ 46 250 euros de frais de gestion.

    Versés pour chacune des natures d'intervention (subventions, avances récupérables et frais de gestion) selon les modalités suivantes :

        - ♣ 975 000 euros dès la signature des présentes, affectés à hauteur de 487 500 euros sur le volet Subventions et à hauteur de 487 500 euros sur le volet Avances Récupérables et 23 125 euros pour le volet frais de gestion ;
        - ♣ le solde, soit 975 000 euros, dès qu'il sera constaté une utilisation de la dotation versée à hauteur de 80%, sur la base des aides accordées et sur production d'un état récapitulatif faisant apparaître les montants accordés, signés, versés et restant à verser, les noms des bénéficiaires, ainsi que le montant des frais de gestion et 23 125 euros pour le volet frais de gestion.

Ces versements feront l'objet d'un virement sur le compte bancaire de Bpifrance Financement dont le RIB sera adressé à la Région. »

Les autres dispositions de la convention financière régionale – PIA 3 « Accompagnement et Transformation des filières » signée le 4 juin 2018 non modifiées par la présente restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine, le … /… /…

En 2 exemplaires originaux.

La Présidente	**Le Directeur Exécutif**
de la Région Ile-de-France	**Bpifrance Financement**
Valérie PECRESSE	**Arnaud CAUDOUX**

Fiche projet PEPITE CREAJ IDF

Commission permanente du 18 septembre 2019 - CP2019-383

DOSSIER N° 19007905 - Soutien aux projets du PEPITE CREAJ IDF - Université de Paris - PROGRAMME 2019

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-92-65738-192008-1800
Action : 19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	29 500,00 € TTC	60,00 %	17 700,00 €
	Montant total de la subvention		17 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE DE PARIS
Adresse administrative	:	85 BOULEVARD SAINT-GERMAIN 75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Madame VALERIE LE MOUEL, Responsable de service

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 1 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le motif du transfert de subvention à l'Université de Paris est justifié par la dissolution de la COMUE USPC.

Ce dispositif a vocation à répondre aux besoins en financement des étudiants entrepreneurs du PEPITE CREAJ IDF. Le manque de fonds est en effet un réel frein au développement des projets et les nombreux retours terrain font état d'un besoin important en financement pour les étudiants, afin de financer du développement, des frais d'avocats, de marketing, d'accès à un fablab…
Ce dispositif permettra de financer les prestations suivantes:
- matériels pour du prototypage,
- prestations techniques (découpe laser, confection des pièces en ateliers, prestations design),
- rédaction des statuts d'entreprise,
- développement d'une application,
- frais de référencement sur le web,
- achat matériaux,

- études de marchés,
- frais de recrutement…

Le PEPITE CREAJ IDF sélectionnera les lauréats via un appel à projet et associera un représentant Région au comité de sélection. Le PEPITE CREAJ IDF a également la possibilité d'organiser une cérémonie de remise de prix à laquelle un représentant Région pourra être associé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce dispositif s'inscrit dans le soutien de la Région Ile de France à la création d'entreprises par les étudiants Entrepreneurs au sein des campus franciliens et vise à apporter un soutien plus conséquent aux projets des étudiants en leur apportant des moyens de financement complémentaires.

A cet effet, une douzaine étudiants entrepreneurs bénéficieront de prestations externes à hauteur de 2000€ environ leur permettant d'accéder à un fablab, des prestations de propriété intellectuelle, de design, de formation, de prestations juridiques et financières....

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses/prestations externes	17 000,00	57,63%
Organisation/gestion	1 000,00	3,39%
Communication/événements	4 000,00	13,56%
Personnel	7 500,00	25,42%
Total	29 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	17 700,00	60,00%
Autofinancement	11 800,00	40,00%
Total	29 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Avenant PRPhD

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION N°19006495
FINANCEMENT D'ALLOCATIONS DOCTORALES
DIM LONGEVITE ET VIEILLISSEMENT
PARIS REGION PHD

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la CP 2020-307 du 1 juillet 2020,

ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

et

L'association GEROND'IF, n° SIRET : 822452181 – 00016,

dont le siège social est situé au : 3 avenue Victoria, 75004 Paris, ayant pour représentant, Monsieur Olivier HANON, Président,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

Après avoir rappelé que :

- la Région a attribué, au titre du dispositif Allocations de recherche Paris Region PhD, une subvention de fonctionnement de 100 000€ à l'association GEROND'IF le financement du projet VIRTUAGE par délibération n° CP 2019-317 du 3 juillet 2019,
- Le règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016,

Afin de rectifier une erreur matérielle relative au régime du bénéficiaire par rapport à la TVA,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

l'article 1 de la CONVENTION est modifié comme suit :

« …La Région accorde au bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de 100 000 €, TTC par allocation doctorale « Paris Region PhD …»

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

L'avenant à la convention prend effet à compter de sa signature.

Fait à Saint-Ouen, le … /… /…

En 2 exemplaires originaux.

Le représentant légal du bénéficiaire	La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Avenant DIM Math'Innov

AVENANT N° 1

A LA CONVENTION N°19002377

relative au soutien au programme 2019 du DIM MATH'INNOV

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu des délibérations n° CP 2019-136 du 19 mars 2019 et CP 2020-307 du 1 juillet 2020,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

La Fondation Sciences Mathématiques de Paris, dont le statut juridique est : Fondation, N° SIRET : 498720317 – 00011, dont le siège social est situé au : 11 rue Pierre et Marie Curie - 75231 PARIS Cedex 05, ayant pour représentant :Madame Isabelle Gallagher, Directrice,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Après avoir rappelé que:

- par délibération n° CP 2019-136 du 19 mars 2019 la Région a attribué, au titre du dispositif Soutien aux domaines d'intérêt majeur, une subvention de fonctionnement de 1 450 000€ à la Fondation Sciences Mathématique de Paris pour financer le programme de 2019 du DIM Math'Innov,
- l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016,

Afin de rectifier une erreur matérielle relative au régime du bénéficiaire par rapport à la TVA,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'annexe technique à la convention n°19002377 est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant.

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.
L'avenant à la convention prend effet à compter de sa signature.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine, le … /… /…

En 2 exemplaires originaux.

Le représentant légal
du bénéficiaire,

La présidente du conseil
régional d'Île-de-France

ANNEXE TECHNIQUE DIM Math'Innov

Budget prévisionnel

Budget de fonctionnement	**Montant prévisionnel (en €, TTC)**
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau*…	
TOTAL	**1 450 000 €**

*****Les frais de gestion ne peuvent pas dépasser 15% de la subvention régionale attribuée en fonctionnement

Axes scientifiques de recherche

DIM Math'Innov
Energie
Banque, finance et assurance
Industrie
Santé
Réseaux, information, transport et télécommunications
Développement des villes

Avenant Les Entrepreneuriales

AVENANT N° 1

A LA CONVENTION N°19007373

relative au soutien au programme 2019-2020 des Entrepreneuriales en Ile-de-France

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, en vertu de la délibération N° CP2019-383 du 18 septembre 2019,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LES ENTREPRENEURIALES PARIS ILE DE FRANCE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 822566980 00014 Code APE : 94.99Z , dont le siège social est situé au : 32 RUE DU PERE KOMITAS 92370 CHAVILLE, ayant pour représentant Monsieur DOMINIQUE SARRAN, Président

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Après avoir rappelé que:

- par délibération n° CP 2019-383 du 18 septembre 2019 la Région a attribué, au titre du dispositif **« Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) »**, une subvention de fonctionnement de 20 000€ à l'association **LES ENTREPRENEURIALES PARIS ILE DE FRANCE** pour financer le programme de 2019-2020 visant à la sensibilisation des étudiants à l'entrepreneuriat,
- l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016,

Afin de rectifier le taux d'intervention initialement voté lors de la commission permanente du 18 septembre 2019,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

La fiche projet à la convention n°19007373 est substituée par la fiche projet figurant en annexe au présent avenant.

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.
L'avenant à la convention prend effet à compter de sa signature.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine, le … /… /…

En 2 exemplaires originaux.

Le représentant légal
du bénéficiaire,

La présidente du conseil
régional d'Île-de-France

Commission permanente du 18 septembre 2019 - CP2019-383

DOSSIER N° 19007373 - LES ENTREP' EN ILE-DE-FRANCE 2019 - ASSOCIATION LES ENTREPRENEURIALES ILE-DE-FRANCE

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192008-1800
Action : 19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	45 000,00 € TTC	44,44 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ENTREPRENEURIALES PARIS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 32 RUE DU PERE KOMITAS 92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DOMINIQUE SARRAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet démarre dès le début de l'année universitaire

Description :
L'Association Les Entrepreneuriales en Ile-de-France (ALEIDF), créée en 2016, met en œuvre en Ile-de-France le programme de l'Association Nationale Les Entrepreneuriales (ANLE) appelé « Les Entrepreneuriales », qui a pour objectif de diffuser largement la culture entrepreneuriale et le métier d'entrepreneur auprès de jeunes étudiants, de tout établissement d'enseignement supérieur à partir de Bac +2 en cours.

L'association a fait l'objet d'une aide de la Région pour les trois premières promotions 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, qui a concerné sur Paris et la petite couronne avec le soutien des PEPITE PSL, PON et Creaj IDF, 48 étudiant(e)s réunis en 18 équipes la première année puis 76 étudiants pour 26 équipes l'année dernière après l'ouverture de ses activités au plateau de Saclay et enfin 19 équipes pour 63 bénéficiaires l'année dernière. Ce léger tassement s'explique par un changement complet de l'équipe animatrice qui a repris

l’action de l’association tardivement (été 2018) suite au départ soudain des précédents coordinateurs.
Les relations consolidées en 2018-2019 avec le monde post-bac (universités et écoles) permet de nourrir de raisonnables ambitions de croissance pour la promo 2019-2020 et ceci pour un budget de l’association du même niveau (100 à 120 étudiants participants)

L’année particulièrement perturbée qu'a connue l'association (gilets jaunes et grèves dans un premier temps puis Covid plus récemment) a conduit les financeurs privés à ne pas renouveler leur soutien. Ce fut le cas de tous les établissements bancaires (Cdt Agr et BNPP) mais aussi de plus petits contributeurs de type cabinets d’audit. L'association a ainsi décidé de réduire son niveau de dépense et est parvenu à les limiter au coût des coordinateurs soit un montant total de 45K€. Il ressort de cette situation que le poids relatif de la Région pour 2020 ressortira à 44,44%, bien au-delà des 30,30% conventionnels. Cette rectification est sans incidence budgétaire

Le projet « Les Entrepreneuriales » pour 2019-2020 sera intégré à l’offre d’actions proposées par le réseau de 5 PEPITEs (PSL, PON, HESAM, PEIPS, CREAJ IDF) à leurs étudiants sur deux territoires : Paris et petite couronne d’une part, plateau de Saclay d’autre part.

Les relations consolidées en 2018-2019 avec le monde post-bac (universités et écoles) permet de nourrir de raisonnables ambitions de croissance pour la promo 2019-2020 et ceci pour un budget de l’association du même niveau avec pour objectif d'accompagner 100 étudiants répartis sur 32 équipes.

Les objectifs pour l’étudiant(e) :
- démystifier l’acte de créer son entreprise,
- intégrer la création d’entreprise comme une voie professionnelle réelle au même titre que le salariat,
- appréhender par l’action terrain les éléments de réflexion et de comportement pour monter son entreprise,
- acquérir des connaissances pratiques en management de projet et création d’entreprise,
- se découvrir ou conforter ses capacités entrepreneuriales,
- obtenir un certificat professionnel en entrepreneuriat pour son CV,
- se créer un premier réseau professionnel,
- apprendre à entreprendre par l’acte de faire,
- intégrer l’éco système entrepreneurial francilien pour poursuivre le projet.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La dépense "Valorisation temps passé coachs, parrains et experts bénévoles" n'est pas prise en compte dans le calcul de l'assiette éligible.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	45 000,00	59,06%
Charges non éligibles (valorisation temps passé, coachs, parrains et experts bénévoles)	31 200,00	40,94%
Total	76 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 000,00	26,25%
BPI	10 000,00	13,12%
Autres agglomérations	8 000,00	10,50%
ANLE	7 000,00	9,19%
Valorisation du temps passé coachs, parrains et experts bénévoles (hors AE)	31 200,00	40,94%
Total	76 200,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-311

DU 1 JUILLET 2020

TROPHÉES ORIANE 2020 DE L'INNOVATION NUMÉRIQUE : 5 PROJETS MOBILISÉS POUR RÉPONDRE À LA CRISE SANITAIRE ET SES CONSÉQUENCES.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail ;

VU le règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la délibération n° CR 33-15 du 10 juillet 2015 adoptant les principes de mise en œuvre du Service Public Régional de l'Orientation en Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 adoptant le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2019-023 du 28 mai 2019 adoptant la stratégie régionale de l'information et de l'orientation tout au long de la vie ;

VU la délibération n° CP 2019-356 du 17 octobre 2019 adoptant le règlement d'intervention des Trophées Oriane de l'Information et de l'Orientation tout au long de la vie ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-311 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

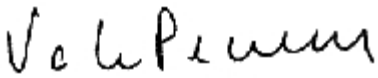
Décide de participer, au titre du dispositif des Trophées de l'orientation Oriane, au financement des 5 projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel de **200 000 €.**

Approuve la convention-type figurant en annexe 2 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec chacun des bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **200 000** € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement Supérieur », Programme HP 23-009 (123009) « Orientation et formations supérieures », action « Orientation et formations supérieures» (12300903) du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181857-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

annexe 1 : Fiches projets Trophées Oriane

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-311

DOSSIER N° EX049875 - Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie - Projet : Métiers 360 - Inclusion

Dispositif : Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2019-356 du 17/10/2019
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie	61 990,00 € TTC	66,14 %	41 000,00 €
	Montant total de la subvention		41 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLUS EDITIONS SAS
Adresse administrative : 8 RUE LA BRUYERE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur VINCENT OLIVIER, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 août 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Métiers 360 est un outil existant depuis 2018 de découverte des métiers en réalité virtuelle qui propose un catalogue de 70 métiers autour de 25 environnements professionnels. Les vidéos sont réalisées en co-production avec des fédérations professionnelles (travaux public, bâtiment, commerce, propreté, hôtellerie-restauration, ...).

Le projet Métiers - 360 Inclusion ici proposé se propose d'enrichir le catalogue d'expériences d'immersion relatives à l'emploi de personnes en situation de handicap. Son ambition est de contribuer à l'accompagnement des jeunes en situation de handicap en leur donnant également des situations de projections professionnelles. Ce public, déjà en difficulté d'orientation professionnelle, voit sa situation se compliquer encore davantage dans le contexte de crise sanitaire.

Le projet consiste à produire 6 vidéos permettant de présenter des environnements de travail adaptées pour des personnes en situation de handicap correspondant au six handicaps reconnus par la loi de 2005 - fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, polyhandicap.

Chaque vidéo permettra également de souligner les réalisations d'entreprises du territoire francilien en matière d'inclusion et pourra être présentée comme ressource sur le portail Oriane, en particulier sur les

segments consacrés au handicap.

Ce projet pourra être relayé auprès des publics concernés tant par la délégation régionale de l'Agefiph que par le réseau des Cap Emploi, membre du Service Pubic Régional de l'Orientation. Projet d'ampleur, il touchera potentiellement les 7% de franciliens reconnus travailleurs handicapés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses RH équipe dédiée	51 190,00	82,58%
Location de matériel de production, montage et	7 300,00	11,78%
Provision pour frais de déplacement et séjour	3 500,00	5,65%
Total	61 990,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	41 000,00	66,14%
Autofinancement	10 000,00	16,13%
Affectation en fonds propres au titre de la RSE	10 990,00	17,73%
Total	61 990,00	100,00%

Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-311

DOSSIER N° EX049877 - Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie - Projet : Diagoriente

Dispositif : Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2019-356 du 17/10/2019
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie	170 144,00 € TTC	29,39 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT SYSTEME ID6
Adresse administrative	:	75 RUE LEON GAMBETTA - ID6 LA GRAPPE 59800 LILLE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur PASCAL CHAUMETTE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Diagoriente – projet initialement incubé par la Direction Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et la Direction du Numérique - est une application web permettant aux jeunes – notamment ceux les plus éloignés de l'emploi, décrocheurs, NEETs (jeunes ni en formation scolaire ou continue, ni en emploi - de construire activement leur orientation professionnelle. Cette application est conçue comme un service public numérique de l'orientation qui vient, le cas échéant, s'articuler avec l'accompagnement des jeunes par des conseillers d'orientation. Dans la période qui s'ouvre, ce type d'outil, outre ses qualités techniques, offre la potentialité d'une orientation à distance, qu'elle soit ou non accompagnée par un professionnel.

Sur la base d'une approche réflexive par les compétences transversales, Diagoriente propose à ses jeunes utilisateurs de faire le point et de valoriser leurs expériences personnelles comme professionnelles: ce profil compétenciel est consultable et partageable sous la forme d'une carte de compétences. Après un bilan explorant cette fois leurs intérêts professionnels, les jeunes se voient proposer des pistes-métiers qu'ils peuvent directement tester par le biais d'un moteur de recherche d'immersions professionnelles géolocalisées ou de pistes de formations en apprentissage également géolocalisées.

Ce projet prend appui sur le réseau des acteurs de l'accompagnement (Missions Locales, E2C, Epide, CIDJ, établissements scolaires, chercheurs de l'Inetop (CNAM.)): conçue comme partie intégrante de dispositifs d'accompagnement, Diagoriente permettra ainsi également aux conseillers du Service Public Régional de l'Orientation, dont le déploiement est en cours dans les 25 bassins d'emploi franciliens, d'utiliser un outil numérique unique au service de différentes missions d'accompagnement leur incombant pour :
- construire un projet professionnel ;
- identifier et valoriser les compétences transversales ;
- faciliter la recherche de mise en situation professionnelle (PMSMP) permettant au jeune de confirmer ou d'infirmer son projet professionnel et / ou de développer son employabilité.
- développer l'apprentissage

Le porteur du projet propose plusieurs solutions techniques d'interopérabilité avec oriane.info.

Le projet vise à terme plus de 1 500 000 franciliens, ce qui en fait un projet de grande ampleur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses RH - équipe dédiée de 5 personnes	50 144,00	29,47%
Frais de prestations	45 000,00	26,45%
Dépenses de communication/ publicité "reseaux sociaux" et de diffusion du guide de prise en main, frais d'inscription aux salons d'orientation	75 000,00	44,08%
Total	170 144,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région sollicitée	50 000,00	29,39%
Autres ressources 1 Cette ressource est issue du financement des	120 144,00	70,61%
Total	170 144,00	100,00%

Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-311

DOSSIER N° EX049911 - Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie - Projet : Jexplore

Dispositif : Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2019-356 du 17/10/2019
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie	107 227,00 € TTC	39,17 %	42 000,00 €
	Montant total de la subvention		42 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEXPLORE
Adresse administrative : 3 PLACE ALICE GUY
75014 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur GUENNADIY PAK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 août 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Jexplore est une solution d'orientation qui propose aux jeunes – notamment les décrocheurs et les NEETs - de découvrir le monde professionnel grâce à des expériences en réalité virtuelle – à l'aide de casques dédiés gratuitement fournis aux bénéficiaires. Son point fort est d'avoir été testé en Collèges et en Missions locales, notamment en Seine Saint Denis où le porteur de projet dispose de partenariats pertinents avec le Conseil Général, les Etablissements Publics Territoriaux et Unicités – service civique.

Dans le contexte actuel de confinement et distanciation physique, ce projet entend faciliter les démarches d'orientation des jeunes souhaitant « visiter » différents milieux professionnels et confronter leurs projets à la réalité des métiers. La mise en place d'un contenu accessible sur PC ou mobile à distance sera un outil supplémentaire parmi les solutions d'Oriane dans l'accompagnement de jeunes.

Les immersions des métiers seront co-produites avec les entreprises du territoire d'Île-de-France. En proposant un contenu immersif adapté et personnalisé aux jeunes, le parcours d'orientation sera complété par la fonctionnalité de géolocalisation du portail Oriane des formations, salons et services d'orientation adaptés pour aider les lycéens, apprentis et étudiants à aller plus loin dans leur recherche. La présentation par débouchés en temps réel et secteur d'activité, coordonnera parfaitement l'offre d'information pour les jeunes qui auront des besoins immédiats en matière d'orientation, ce qui, dans la

période actuelle, apparait particulièrement précieux.

Ce projet touchera dès la fin de l'année 2020, 2200 jeunes, notamment de Seine Saint Denis le plus souvent via les Missions locales, ce qui permettra de l'affiner. En 2021, l'ensemble des acteurs du SPRO francilien pourra se l'approprier portant l'ampleur du projet à plusieurs dizaines de milliers de bénéficiaires, la cible principale étant dans un premier temps le public des jeunes décrocheurs et celui des jeunes ni scolarisés, ni en emploi ni en formation - NEETs. A terme, le public potentiel est celui de toutes les personnes en réorientation ou transition professionnelle, notamment les plus éloignés de l'emploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel en développement et	33 500,00	31,24%
Dépenses de développement du contenu pédagogique	67 628,00	63,07%
Dépenses de communication, consommables	6 099,00	5,69%
Total	107 227,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	42 000,00	39,17%
Banque Publique d'Investissement	42 000,00	39,17%
Grand Paris, Fondations Deloitte et Vinci	8 227,00	7,67%
Autofinancement	15 000,00	13,99%
Total	107 227,00	100,00%

Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-311

DOSSIER N° EX049951 - Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie - Projet : Les forums numériques de l'orientation en Île-de-France

Dispositif : Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2019-356 du 17/10/2019
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie	49 400,00 € TTC	50,61 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMPALA
Adresse administrative : 6 VILLA DES ENTREPRENEURS
75015 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur HECTOR BALAS, A préciser

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 7 septembre 2020 - 13 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet part d'un constat : Le contexte actuel de crise sanitaire et sociale risque de déboucher sur une annulation massive des salons et des forums métiers d'Île-de-France pendant plusieurs mois. Face à cette situation, ce sont des milliers de jeunes qui ne pourront plus venir s'informer directement auprès de professionnels ou d'étudiants. Deux réalités émergent dans cette période, qui peuvent paraître paradoxales :
- Le recours nécessaire au numérique pour assurer la continuité pédagogique, y compris pour s'informer sur l'orientation.
- L'exacerbation de la fracture sociale et numérique.

Dans ce contexte et afin de participer à la continuité pédagogique et de permettre à chaque jeune de pouvoir continuer à construire son projet d'orientation, Impala et la PEEP souhaitent mettre en place à travers ce projet des "Forums numériques de l'Orientation".

Pour ce faire, ils souhaitent développer des rencontres en live et en visioconférence entre des jeunes et des professionnels. Ces rencontres se feront à travers une programmation ouverte, collaborative et régulière autour des métiers et des parcours :
- Ouverte, car destinées à tous les jeunes d'Île-de-France - 13 à 25 ans.

- Collaborative, car tout le monde pourra poser ses questions via une messagerie en direct et une animation live qui sera modérée par un professionnel.
- Régulière, car la fréquence sera hebdomadaire.

Chaque semaine sera dédiée à des métiers et des parcours différents. Plusieurs intervenants viendront présenter leur métier et leur parcours.

Les jeunes pourront accéder aux pages d'inscription des lives depuis Oriane.info.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses RH - équipe dédiée au projet	48 400,00	97,98%
Dépenses de communication numérique et flyers	1 000,00	2,02%
Total	49 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région sollicitée	25 000,00	50,61%
Autofinancement	24 400,00	49,39%
Total	49 400,00	100,00%

Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-311

DOSSIER N° EX050120 - Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie - Projet : L'orientation collaborative sur Oriane.info

Dispositif : Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie (n° 00001113)
Délibération Cadre : CP2019-356 du 17/10/2019
Imputation budgétaire : 932-23-6574-123009-1800
Action : 12300903- Orientation et formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Trophées Oriane de l'Innovation pour l'orientation tout au long de la vie	90 720,00 € TTC	46,30 %	42 000,00 €
	Montant total de la subvention		42 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JOBIN REAL LIFE
Adresse administrative : 10 RUE DE VILLIERS
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHRISTELLE MESLE-GENIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association JobIRL anime une communauté de jeunes et de professionnels qui échangent sur les métiers et les formations afin d'accompagner les jeunes dans leur orientation et la construction d'un projet professionnel ambitieux et réaliste. Basée sur la solidarité intergénérationnelle et la volonté des professionnelles de partager la passion de leur métier, JobIRL s'est construire autour de la conviction que personne ne peut parler de son métier mieux qu'un professionnel.
En Ile de France, actuellement 2 000 professionnels volontaires ont déjà rejoint la communauté de JobIRL et répondent aux questions des jeunes sur les métiers.
JobIRL propose ici à la Région Ile de France d'intégrer sur chacune des 585 pages métiers du site oriane.info, des profils de professionnels afin que les internautes du site oriane.info puissent interroger au moins un professionnel du métier afin de mieux comprendre son activité et découvrir les opportunités d'emplois pour ce métier sur son bassin de vie et d'emploi. L'échange est totalement gratuit.

JobIRL propose ainsi une interopérabilité totale avec le portail Oriane. Dans le cadre de son programme "Connecte-toi à ton avenir" JobIRL touchera plus de 6 000 jeunes franciliens (collégiens,
lycéens, étudiants) en 2020-2021 qui seront invités à visiter le portail Oriane et bénéficieront du présent projet. De même, les visiteurs du portail Oriane pourront se connecter à la communauté professionnelle animée par l'association. Ce projet entre dans la nouvelle compétence régionale d'information des

scolaires, étudiants et apprentis sur les formations et les métiers. Il touche potentiellement tous les jeunes franciliens en orientation initiale et également en réorientation, ce qui fonde son caractère d'ampleur en termes de bénéficiaires touchés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses RH - équipe dédiée aux 371 jours du projet	84 000,00	92,59%
Prestations de développement informatique / Oriane	6 720,00	7,41%
Total	90 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	42 000,00	46,30%
Taxe d'apprentissage	20 000,00	22,05%
Mécénat d'entreprises	28 720,00	31,66%
Total	90 720,00	100,00%

Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

annexe 2 : Convention type

Région îledeFrance
Pôle TRESOR
Direction de l'Enseignement Supérieur et de l'Orientation
Service Orientation et Formations Supérieures

Convention type de mise en œuvre du dispositif « Trophées Oriane de l'Information et de l'Orientation tout au long de la vie»

CONVENTION N°

Projet : XXXXXXXXXXXXXXXXXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XXXX du DATE DU VOTE
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS
N° SIRET : XXXXXXXX
Code APE : XXXXXXXX
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE, PRENOM, NOM, FONCTION
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Les Trophées Oriane de l'information et de l'Orientation tout au long de la vie » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2019-356 du 17 octobre 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXXX du DATE DU VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX DE LA SUBVENTION % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT DE LA SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE **(si concerné)**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S) **(si concerné)**

Le bénéficiaire s'engage à recruter XXXX stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'**un délai de 1 an** à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de **3 années** pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention (DVS) est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCE

Le bénéficiaire peut solliciter une avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie, daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention prévue.

Le bénéficiaire peut effectuer cet appel de fonds dès la notification de la présente convention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes et de l'avance ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- Pour les bénéficiaires concernés, un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- un bilan qualitatif et quantitatif de l'action.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- Pour les bénéficiaires concernés, un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- un bilan qualitatif et quantitatif de l'action.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **DATE DU VOTE** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir **le DATE DU VOTE.**

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subvention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXXXXX du DATE DE VOTE DE LA SUBVENTION.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le (date de la signature par la région)

La Présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le (date de la signature par le bénéficiaire)

Le Bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM FONCTION

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-316

DU 1 JUILLET 2020

SOUTIEN À L'EMPLOI SCIENTIFIQUE : ALLOCATIONS DE RECHERCHE PARIS REGION PHD 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 « Enseignement supérieur recherche » ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche modifiée par la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 portant ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU La délibération n°CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative à la mise en œuvre du SRDEI : Ajustement de la politique régionale en faveur du développement du numérique ;

VU la délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 34-16 du 17 mars 2016 relative à la mise en place du nouveau Conseil Scientifique Régional (CSR) ;

VU la délibération n° CP 16-547 du 16 novembre 2016 relative notamment au soutien au programme 2016 du DIM Cerveau et Pensée ;

VU La délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux Domaines d'intérêt majeur pour la période 2017-2020 et au règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

VU La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017, relative à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité modifiée ;

VU La délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ;

VU la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 relative à l'ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-316 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 : Paris Region PhD 2020

Décide de participer au titre du dispositif « Allocations de Recherche PARIS REGION PhD 2020 », au cofinancement des 21 projets présentés en annexe 1 à la présente délibération et attribue pour ce faire 21 subventions d'un montant maximum chacune de 100 000 €.

Précise qu'en cas d'abandon d'un projet de recherche par un établissement de rattachement et/ou par le partenaire socioéconomique, la subvention est accordée à l'établissement d'Enseignement Supérieur et de Recherche de rattachement du projet classé en position suivante sur la liste complémentaire établie et jointe en annexe 1 à la présente délibération.

Approuve la convention type jointe en annexe 2 et subordonne le versement de ces subventions à chacun des organismes bénéficiaires à la signature de conventions conformes à cette convention type et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 100 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP92-001 « Soutien aux compétences scientifiques et technologiques », action 19200107 « Allocations de recherche et chaires » du budget 2020.

Article 2 : Transfert d'une partie de subvention - DIM Cerveau et Pensée

Décide de transférer une partie de la subvention d'un montant de 369 256,53€ accordée initialement, par délibération N° CP 16-547 du 16 novembre 2016, à l'École des Neurosciences de Paris (ENP), gestionnaire du DIM Cerveau et Pensée, soit un montant de 69 256,53 € à Sorbonne Université, de 132 000 € au CNRS et de 168 000€ à l'INSERM, suite à la dissolution de l'ENP.

Subordonne le transfert et le versement de ces subventions, telles que présentées dans les fiches projets jointes en annexe 3 à la présente délibération, à la signature avec chacun des 3 bénéficiaires, d'une convention propre, par dérogation exceptionnelle au RI DIM ne permettant pas la reprise de la gestion par la Région.

Autorise la présidente du conseil régional à signer les conventions présentées en annexe 4 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020

01/07/2020 18:50:04

(référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182107-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération projets sélectionnés

PRPHD 2020- Projets sélectionnés

DIM ELICIT

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement employeur du doctorant
Intelligence Artificielle pour le phénotypage dans des cribles haut contenu par vidéo-microscopie	621	Centre de Bio-Informatique (CBIO)	WALTER Thomas	Thomas WALTER	CAIRNBIO	Amin FEHRI		ARMINES
Imagerie quantitative de signaux bioluminescents sur des souris libres en mouvement	130	Unité d'analyse d'images biologiques (BIA)	Jean-Christophe Olivo-Marin	Jean-Christophe Olivo-Marin	Biospace Lab	Anikitos GAROFALAKIS		Institut Pasteur
Surveillance dynamique et continue améliorée par apprentissage automatique de l'organisation spatio-temporelle cellulaire	626	Laboratoire d'Hydrodynamique (LadHyX)	Emmanuel de Langre	Abdul BARAKAT	Sensome	Gor LEBEDEV		École polytechnique
Apport des techniques d'apprentissage (profond) à la microscopie holographique pour applications médicales	626	SAMOVAR	Desbouvries françois	Bernadette DORIZZI	TRIBVN	Jacques KLOSSA		Telecom Sud Paris

DIM ONE HEALTH

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement employeur du doctorant
Apport des approches d'apprentissage profond à l'identification par spectrométrie de masse des agents fongiques impliqués en pathologie humaine, animale et végétale	393	IPLESP- Institut Pierre Louis d'Epidemiologie et de Santé Publique	Fabrice Carrat	Piarroux Renaud	AMASAI	Marie LANGE		Sorbonne Université
Prédiction des états de pluripotence cellulaire par des données multi-omics unicellulaire et son application pour le phénotypage ex vivo de caractères de santé	577	GABI UMR1313-Génétique Animale et Biologie Intégrative	Rogel-Gaillard Claire	Acloque Hervé	IFIP- Institut du Porc	Marie-José Mercat		INRAE

DIM Thérapie Génique

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat	Établissement employeur du doctorant
Evaluate of the integration profile of AAVs to develop next generation vectors with improved persistence and safety profile	577	UMR_S951- Integrated genetic approaches in therapeutic discovery for rare diseases (INTEGRARE)	Galy Anne	Giuseppe Ronzitti	WHITELAB GENOMICS	Julien COTTINEAU & Kevin CHEESEMAN		INSERM

DIM ACAV+

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat	Établissement employeur du doctorant
Technologies habilitantes pour l'acquisition et le traitement en temps-réel de gros volumes de données et leurs applications aux télescopes astronomiques géants et aux systèmes radars	127	LESIA-Laboratoire d'Étude Spatiale et d'Instrumentation pour l'Astrophysique	Vincent Coudé Du Foresto	Damien GRATADOUR	THALES LAS FRANCE SAS	Lionel Matias		Observatoire de Paris

DIM STCN

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement employeur du doctorant
Propage	234	Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP), Département d'Economie	Mayer Thierry	Cage Julia	Institut National de l'Audiovisuel (INA)	HERVÉ Nicolas		Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP)
Traitement automatique de l'influence par le discours politique (TAI-DP): détection des discours idéologiques et changements de thèmes au cours du temps	284	Institut des humanités numériques (IDHN)	Julien Longhi	Julien Longhi	PERTIMM	Patrick Constant		CY Cergy Paris Université

DIM RFSI

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement employeur du doctorant
Graphes d'intégration expressive et efficace de données hétérogènes	626	INRIA- Saclay Île-de-France	Jean-Yves Berthou	Ioana Manolescu	WeDoData	Karen Bastien		INRIA
Intégration d'un moteur IA de recherche d'images par le contenu dans une base d'images radiologiques (iaPACS)	130	Laboratoire Informatique de Paris Descartes (LIPADE)	PALPANAS Themis	CLOPPET Florence	Philips France -	OLIVIER Antoine		Université de Paris
Utilisation des méthodes d'intelligence artificielle pour l'amélioration de la prise en charge du cancer du sein : Apprentissage et aide à la décision thérapeutique des cas complexes	393	Laboratoire d'Informatique Médicale et d'Ingénierie des Connaissances en e-Santé (LIMICS UMR_S 1142)	JAULENT Marie-Christine	SEROUSSI	INSTITUT ROCHE	SHIRVANI Hamasseh	REDJDAL Akram	Sorbonne Université
Irregular : conception d'algorithmes parallèles efficaces pour des applications irrégulières sur des systèmes de vision embarqués	130	Laboratoire Informatique de Paris 6 (LIP6)	Fabrice Kordon	Lionel LACASSAGNE	Lheritier	Patrice Ménard		Sorbonne Université

DIM Math'Innov

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement employeur du doctorant
Towards Interpretable and Versatile Machine Learning	574	Centre Borelli (CBO)	VAYATIS Nicolas	MOUGEOT Mathilde	Bertin IT	Samir Bennacef	Mérida Montes de Oca Anthea	ENS Paris Saclay
MALMOCAP-LS : MAchine Learning et MOtion CApture pour lanalyse de la Langue des Signes	574	LaMME-Laboratoire de Mathématiques et Modélisation d'Evry	Agathe Guilloux	BRUNEL Nicolas	Mocaplab	BRUN, Rémi		Université d'Evry Val d'Essonne
L'apprentissage profond au service de la simulation numérique des réservoirs géologiques	386	LJLL- Laboratoire J.L. Lions (UMR7598)	Emmanuel Trélat	Nataf Frédéric	IFPEN	Sylvain Desroziers		Sorbonne Université
Détection automatique et en ligne de la falsification d'images et de vidéos par analyse fine du bruit résiduel	574	Centre Borelli	Nicolas Vayatis	MOREL JEAN-MICHEL	Agence France Presse	Teyssou Denis	Marina Paola Gardella Oddone	ENS Paris Saclay

DIM Longévité et vieillissement

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement employeur du doctorant
EXOCARE : Déterminants de l'usage d'exosquelettes par le personnel soignant intervenant en gérontologie.	566	Complexité, Innovations, activités motrices et sportives (CIAMS).	Michel-Ange Amorim	Hamaoui Alain	RESAH	POTEL Louis		Université Paris-Saclay

DIM QI²

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat	Établissement employeur du doctorant
Caractérisation de la variabilité spatio-temporelle des profils de vent et de turbulence dans la couche limite atmosphérique de la région parisienne pour la qualité de l'air, la météorologie urbaine et les futures applications du transport aérien	626	Laboratoire de Météorologie Dynamique, Institut Pierre Simon Laplace (LMD-IPSL)	DROBINSKI Philippe	HAEFFELIN Martial	Société Leosphere	PREISSLER Jana		Ecole polytechnique
Développement d'un modèle numérique de qualité de l'air multi-échelle pour le milieu urbain	531	Centre d'Enseignement et de Recherche en Environnement Atmosphérique (CEREA)	Bernardara Pietro	Roustan Yelva	AIRPARIF	Dugay Fabrice		École Nationale des Ponts et Chaussées

LISTE COMPLEMENTAIRE

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat	Établissement employeur du doctorant
Contrôle sensori-moteur bio inspiré d'un agent animé pour la production de gestes co-verbaux expressifs	405	Équipes Traitement de l'Information et Systèmes (ETIS)	Romain Olivier	Mostafaoui Ghiles	2 minutes	Jean-Michel Spiner	Bout Clément	CY Cergy Paris Université

Annexe 2 à la délibération - Convention type

CONVENTION N°xxxxxx

FINANCEMENT D'ALLOCATIONS DOCTORALES DIM XXXX

PARIS REGION PHD

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche 2011-2016 ;

VU La délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux Domaines d'intérêt majeur pour la période 2017-2020 et au règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

VU La délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ;

VU la délibération CP 2019-142 du 19 mars 2019, relative à l'ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche, et notamment le dispositif Paris Region PhD.

PREAMBULE :

Après avoir rappelé que :

- les enjeux sociaux, scientifiques et économiques, liés à la recherche dans les domaines du Domaine d'Intérêt Majeur sont prioritaires pour la Région ;
- la Région fait du soutien à l'emploi scientifique ainsi que de la reconnaissance et de la valorisation du doctorat une priorité pour améliorer les conditions de formation des doctorants et de développement des carrières des jeunes chercheurs par le biais d'un système d'allocations de recherche attractif,
- le dispositif « Paris Region PhD » vise à renforcer, les compétences scientifiques des laboratoires franciliens, avec le recrutement de jeunes chercheurs, mais aussi assurer

leur immersion dans le tissu socio-économique francilien, tout en stimulant la recherche dans les sciences et technologies du numérique,

- la Région a pour objectif de soutenir 100 allocations doctorales, d'ici 2022, sur le périmètre des Domaines d'Intérêt Majeur, en partenariat avec le secteur socio-économique et culturel, de façon à contribuer à l'innovation et à répondre aux besoins des partenaires sur des enjeux numériques.

Et que :

- le bénéficiaire a été désigné par les porteurs de projets d'allocations de recherche dites « Paris Region PhD » pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale ;
- un contrat d'objectifs et de moyens pour la durée de la labellisation du DIM a été signé entre la Région et le bénéficiaire ;
- le financement des allocations Paris Region PhD s'appuie sur les domaines d'intérêt majeur.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP xxxx en date du xxxx, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de projets détaillés dans le tableau en annexe à cette convention.

Chaque allocation doctorale «Paris Region PhD » d'une durée maximale de 36 mois vise à réaliser le projet de recherche retenu à l'issue de l'appel à projets « Paris Region PhD xxxx» lancé le xxxxx et clos le xxxxx.

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de 100 000 € par allocation doctorale « Paris Region PhD » correspondant à 100 % de la dépense subventionnable et sera affecté soit intégralement à la rémunération du doctorant, soit à la rémunération du doctorant et à des coûts environnés (5 000 € maximum) s'ils ne sont pas pris en charge par le partenaire socio-économique.

Un cofinancement pourra être apporté par le partenaire socio-économique tel qu'indiqué dans le plan de financement du dossier de candidature.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE :

Le bénéficiaire s'assure de :

- de l'éligibilité du candidat à l'allocation doctorale selon les conditions fixées par la Région,
- de l'encadrement scientifique du doctorant dans ses laboratoires,
- de l'« encadrement » par un référent chez le partenaire socio-économique et d'une période de présence,
- de l'apport par le partenaire socio-économique des moyens financiers et/ou extra-financier (notamment formation extra-académique liée à son insertion professionnelle au cours de son contrat de travail doctoral) tels que décrits dans le dossier de candidature (hors assiette éligible des dépenses),

- de la bonne réalisation d'actions environnant le travail de recherche du doctorant, telles que des formations, des missions, des inscriptions à des colloques ou abonnements à des banques documentaires, etc.,
- de la signature du contrat de partenariat entre l'établissement de recherche ou d'enseignement supérieur bénéficiaire de la subvention et le partenaire socio-économique au plus tard un an après le début des travaux du projet Paris Region PhD soumis au financement régional,
- de l'évaluation avec la Région, à l'issue de la présente convention, de l'insertion professionnelle des doctorants ayant participé au projet subventionné et de l'impact du programme sur les partenaires socio-économiques impliqués,
- de l'invitation des responsables du suivi de ce programme à la Région à la soutenance de thèse.

Le bénéficiaire sensibilise le doctorant à l'importance de participer à des actions de culture scientifique auprès du grand public telles que la Fête de la Science.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer le suivi et réaliser ou faire réaliser les actions dont le contenu est précisé dans l'annexe technique. Il associe également la Région au Comité de suivi du projet (ou organe équivalent) du Réseau.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des projets et met en œuvre les outils de suivi nécessaires :

- au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale ;
- au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

Concernant le suivi des allocations doctorales, le bénéficiaire s'engage à adresser à la Région (selon les modèles fournis) :

- Au 12e mois après le début des travaux de thèse des projets, le contrat de partenariat signé entre l'établissement de recherche ou d'enseignement supérieur bénéficiaire de la subvention et le partenaire socio-économique.
- au 24ème mois après le début des travaux de thèse des projets, un rapport d'activité intermédiaire synthétisant les premiers résultats obtenus.
- au terme du contrat de travail, un rapport d'activités final (ou provisoire en vue de la soutenance si celle-ci n'a pas eu lieu) du projet de recherche.

Ces rapports pourront donner lieu à une présentation accessible au grand public par le doctorant.

Toute modification substantielle du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci (notamment en cas de défection ou de difficulté du partenaire socio-économique).

Les modifications non substantielles ne modifiant pas les montants et taux de la subvention régionale ainsi que les objectifs et la nature des projets peuvent être actées par le comité de suivi identifié dans la convention d'objectifs et de moyens du DIM.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Dans le cadre d'actions menées par des unités mixtes de recherche sous tutelles d'organismes publics ou dans le cadre d'opérations co-organisées par plusieurs organismes publics ou privés identifiés dans l'annexe technique, la globalité des dépenses engagées par ces différents organismes dans le cadre des actions subventionnées seront prises en comptes.

La subvention de la Région ne prend pas en charge les frais de gestion ou toutes autres dépenses non directement liées au salaire du doctorant ou aux coûts environnés précisés en article 2.

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire ou les membres du Réseau peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 4.2 « modalités de versement » de la présente convention.
- Pour les centres de recherche publics, la désignation parmi eux d'un mandataire unique chargé de la gestion et de la valorisation des résultats communs ou leur part de résultats communs qu'ils obtiendront au titre du projet concerné, conformément aux dispositions du décret 2020-24 du 3 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique.

  Sauf accord contraire des parties copropriétaires dans le délai d'un mois suivant l'obtention des résultats communs concernés, le mandataire unique sera l'institution ayant la contribution inventive la plus importante. A contributions égales, le mandataire unique sera l'institution ayant notifié en premier aux autres parties copropriétaires sa décision de protéger et / ou valoriser les résultats communs concernés.
- La preuve de la désignation du mandataire unique pourra se faire à travers un document formel validé par l'ensemble des parties concernées : convention de copropriété, accord de consortium…

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

[*le cas échéant*] Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 3.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Allocation Doctorale « Paris Region PhD » financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans les cas où les résultats seront susceptibles de conduire au dépôt d'un brevet, le secret sera maintenu par les parties qui s'y engagent jusqu'au dépôt de celui-ci. Dans ce cas, les parties bénéficiaires pourront déposer des brevets en leur nom et à leur charge.

La Région sera tenue informée, par écrit, de tout dépôt de brevet directement lié à l'objet de la subvention régionale.

La présence du logotype de la Région, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la Région Ile-de-France » ou « This work was supported by grants from Région Ile-de-France » dans les publications françaises et internationales, et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale pour les présentations orales. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles d'ouverture et/ou de clôture de la manifestation, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Il est également demandé à ce que le bénéficiaire s'assure de l'insertion de documents de présentation de la politique de la Région en matière d'enseignement supérieur et de recherche dans les documents distribués aux participants à la manifestation ; ainsi que de la mise en place, si possible, de panneaux d'exposition présentant les actions de la Région.

L'organisme s'engage à veiller à ce que chaque laboratoire accueillant un doctorant dans le cadre de ce programme lui fasse connaître le soutien apporté par la Région Ile-de-France.

Cette aide devra être mentionnée dans toute communication ou article publié sur un travail lié à ce programme.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION REGIONALE

Le financement régional est accordé aux structures coordonnatrices des DIM qui le reversent aux établissements employeurs des doctorants retenus.

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention (DVS) est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité des dépenses à engager ou déjà engagées et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.1: VERSEMENT DES SALAIRES ET COUTS ENVIRONNES :

Les versements seront effectués selon les modalités suivantes :

- **Une avance à la notification** de la présente convention, sur production d'un état prévisionnel, certifié sincère par le représentant légal de l'organisme de recherche, des 12 premiers mois de salaire et coûts environnés du doctorant précisant le détail mensuel prévisionnel des montants nets et bruts à la charge de l'établissement ainsi que le nom du doctorant et le titre du projet de recherche, et d'une copie du contrat de travail signé entre l'organisme et le doctorant,
- **Au 12ème mois, une avance couvrant 12 mois de salaire**, sur production, d'une part, d'un état prévisionnel des 12 mois à verser et, d'autre part, d'un état des dépenses effectuées pour les 12 premiers mois, certifiés sincères par le représentant légal de l'organisme de recherche. La demande précise notamment les références, dates et montants des salaires (bruts et nets) déjà payés au titre de l'action, le nom du doctorant bénéficiaire et le titre du projet de recherche effectué.
- **Au 24ème mois, une avance couvrant les 12 derniers mois de salaire**, sur production, d'une part, d'un état prévisionnel des 12 mois à verser et, d'autre part, d'un état des dépenses effectuées sur les 12 mois précédents, certifiés sincères par le

représentant légal de l'organisme de recherche. La demande précise notamment les références, dates et montants des salaires (bruts et nets) déjà payés au titre de l'action, le nom du doctorant bénéficiaire et le titre du projet de recherche effectué.

La dernière demande d'avance sera plafonnée à 80% en application du règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France.

Au terme du contrat de travail, la demande de **versement de solde** sera adressée à la Région pour justification de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Elle sera accompagnée :

- de la liste détaillée mois par mois des salaires (bruts et nets) versés, signée par l'agent comptable, l'expert-comptable, le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, dans le cas contraire par la/le trésorier) qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement ;
- des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé, la Charte de la Laïcité mentionnée à l'article 3.3. de la présente convention, si le bénéficiaire est un organisme de droit privé).
- des justificatifs correspondant au versement du coût environné de l'allocation doctorale (formation, missions, etc.).

ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du xxxxx (CP n° xxxx) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le « date de la CP ».

Elle est conclue pour une durée de 6 ans.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en

tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « Projets sélectionnés » adoptée par délibération CP n° xxxx du xxxxx.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

Le bénéficiaire	**La présidente du Conseil régional d'Ile de France** **Valérie Pécresse**

Annexe 3 à la délibération - fiches projets SU-INSERM- CNRS

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20006958 - DIM CERVEAU ET PENSEE PROJET BRAINTEGRATION 2016

Dispositif : Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement) (n° 00000350)
Délibération Cadre : CR229-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 909-92-204182-192006-1800
Action : 19200601- Soutien aux domaines d'intérêt majeur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	254 545,00 € HT	66,00 %	69 256,53 €
		Montant total de la subvention	0,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE
Adresse administrative : 21 RUE DE L'ECOLE DE M DECINE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Établissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur RENAUD PIARROUX, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 juin 2016 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En vertu de la délibération cadre CR 72-10 de novembre 2010, les dépenses éligibles sont prises en compte à partir de la date de communication au DIM du budget 2016 par la Région.

Description :
Le projet BRAINTEGRATION initialement géré par l'École des neurosciences de Paris (ENP) est repris en gestion par la Région suite à la dissolution de l'ENP. Il vise à combiner plusieurs technologies de pointe pour constituer une plateforme expérimentale unique incorporant imagerie fonctionnelle par nappe de lumière, inférence de réseaux en temps réel, manipulations optogénétiques et enregistrements électro physiologiques. La méthodologie sera adaptée à la larve de poisson zèbre exprimant des marqueurs calciques encodés génétiquement et qui constitue à ce jour le seul modèle vertébré adapté à l'imagerie fonctionnelle (imagerie calcique) in-toto.
Il s'agit de se doter d'un Microscope à nappe de lumière avec plusieurs éléments complémentaires dont un module d'optogénétique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Projet BRAINTEGRATION : Microscope à nappe de lumière avec plusieurs éléments complémentaires dont module d'optogénétique	254 545,00	100,00%
Total	254 545,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	168 000,00	66,00%
Autres organismes de recherche	86 545,00	34,00%
Total	254 545,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20006960 - DIM CERVEAU ET PENSEE PROJET BRAINSCOPES 2016

Dispositif : Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement) (n° 00000350)
Délibération Cadre : CR229-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 909-92-204182-192006-1800
Action : 19200601- Soutien aux domaines d'intérêt majeur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	201 000,00 € HT	65,67 %	132 000,00 €
	Montant total de la subvention		0,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNRS MOY400 ILE-DE-FRANCE GIF-SUR-YVETTE
Adresse administrative : AVENUE DE LA TERRASSE
91190 GIF-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Établissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame MARIE-H L NE PAPILLON, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 juin 2016 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En vertu de la délibération cadre CR 72-10 de novembre 2010, les dépenses éligibles sont prises en compte à partir de la date de communication au DIM du budget 2016 par la Région.

Description :
Le projet Brainscopes initialement géré par l'École des neurosciences de Paris (ENP) est repris en gestion par la Région suite à la dissolution de l'ENP. Il s'inscrit dans la perspective du futur Institut des Neurosciences Paris-Saclay (Neuro-PSI). Il a pour objectif de favoriser le développement et l'implémentation de méthodes et d'équipements d'imagerie cellulaire capables d'analyser l'organisation et l'activité du système nerveux à plusieurs échelles, de la molécule aux réseaux de neurones. Il permettra également d'accroitre la synergie entre les compétences des équipes en neurosciences de Paris-Saclay, et le savoir-faire établi par les physiciens dans les méthodes d'imagerie émergentes. De ce fait ce projet favorisera les développements méthodologiques et les collaborations interdisciplinaires.
Il s'agit de se doter d'un Ultramicroscope II LaVision Biotec et de ses éléments associés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Projet Brainscope : Ultramicroscope II LaVision Biotec et de ses éléments associés.	201 000,00	100,00%
Total	201 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	132 000,00	65,67%
Autres organismes de recherche	69 000,00	34,33%
Total	201 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-187

DOSSIER N° 20006961 - DIM CERVEAU ET PENSEE PROJET NEUROPSY 2016

Dispositif : Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement) (n° 00000350)
Délibération Cadre : CR229-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 909-92-204182-192006-1800
Action : 19200601- Soutien aux domaines d'intérêt majeur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	432 000,00 € HT	38,89 %	168 000,00 €
	Montant total de la subvention		0,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE PARIS DR5
Adresse administrative	:	2 RUE D'ALESIA 75014 PARIS
Statut Juridique	:	Établissement Public Administratif
Représentant	:	Monsieur François CHAMBELIN, Délégué régional

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 juin 2016 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En vertu de la délibération cadre CR 72-10 de novembre 2010, les dépenses éligibles sont prises en compte à partir de la date de communication au DIM du budget 2016 par la Région.

Description :
Le projet Neuropsy initialement géré par l'École des neurosciences de Paris (ENP) est repris en gestion par la Région suite à la dissolution de l'ENP. Il s'inscrit dans le cadre de la restructuration de deux plates-formes de l'institut de Psychiatrie et Neurosciences (Saint-Anne) et son emménagement dans un nouveau bâtiment fin 2016.
Il s'agit de doter la plateforme d'Imagerie cellulaire et tissulaire et de la plate-forme EOfUS (électrophysiologie, opto-génétique et imagerie cérébrale fUS), d'un microscope à illumination structurée pour l'imagerie quadri-couleur super résolutive dit Ultramicroscope à Feuille de Lumière et éléments d'acquisition, de saisie et de traitement des données.
L'ensemble des équipements demandés est nécessaire au développement de projets d'envergure internationale dans les domaines du neuro-développement, de la psychiatrie et des pathologies neurodégénératives développées par les équipes associées à la demande et contribueront à la mise à niveau nécessaire de l'infrastructure technologique du Centre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PROJET NEUROPSY : microscope à illumination structurée pour l'imagerie quadri-couleur super résolutive dit Ultramicroscope à Feuille de Lumière et éléments d'acquisition, de saisie et de traitement de	4 320 008,00	100,00%
Total	4 320 008,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	168 000,00	38,89%
Autres organismes de recherche	264 008,00	61,11%
Total	432 008,00	100,00%

Annexe 4 à la délibération - Convention équipements scientifiques de laboratoire SU- INSERM-CNRS

CONVENTION N° 20006958 relative au soutien aux équipements scientifiques du programme 2016

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° CP 2020-187 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et
Sorbonne Université
N° SIRET :
Dont le siège social est situé au : 21 rue de l'école de médecine 75006 Paris
Ayant pour représentant : **Monsieur RENAUD PIARROUX**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- Le décret de création de la Fondation de coopération scientifique -École des neurosciences de Paris Ile-de-France du 21 mars 2007
- la labellisation de « Cerveau et Pensée : Neurosciences, Neurobiologie, Psychiatrie, Cognition » comme Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) par délibération n° CR 97-11 du 18 novembre 2011,
- le soutien transitoire aux acteurs des Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) labellisés pour la période 2012-2015 par délibération CR 34-16 du 17 mars 2016,
- les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, politiques liés à la recherche dans les domaines des neurosciences, de la neurobiologie, de la psychiatrie et de la cognition,
- que l'École des Neurosciences a été désigné comme bénéficiaire par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale,
- que de ce fait, les engagements pris par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses de fonctionnement et d'équipements,
- la délibération N° CP 16-547 du 16 novembre 2016 relative au soutien de la Région aux équipements du programme 2016 du DIM Cerveau et Pensée,
- la convention de reversement numéro 16015951 entre l'ENP et Sorbonne Université (UPMC) pour le projet Braintegration,
- La décision de dissolution présentée au CA de la FSC- ENP du 12 décembre 2019,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2020-187 du 27 mai 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir les équipements mi-lourds du projet Braintégration, dont le descriptif figure dans la fiche projet jointe à la présente convention, par le transfert d'une subvention d'investissement d'un montant de **69 256,53 €.**

Les montants de ce projet sont détaillés dans l'annexe technique à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX PROJETS SUBVENTIONNES

Le bénéficiaire s'engage à assurer le suivi et réaliser ou faire réaliser les actions dont le contenu est précisé dans l'annexe technique. Il associe également la Région au processus de sélection des projets de recherche.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des projets et met en œuvre les outils de suivi nécessaire :

- au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale ;
- au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les équipements subventionnés soient affectés, pour la durée de la présente convention, à des activités de recherche et d'innovation s'inscrivant dans les domaines d'intérêt majeur de la Région.

Dans le cadre d'opérations menées par des unités mixtes de recherche sous tutelles d'organismes publics ou dans le cadre d'opérations co-organisées par plusieurs organismes publics ou privés identifiés dans l'annexe technique, la globalité des dépenses engagées par ces différents organismes dans le cadre des actions subventionnés seront prises en comptes.

Toutes modifications substantielle du projet doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification du projet.

Les modifications non substantielles ne modifiant pas les montants et taux de la subvention régionale ainsi que les objectifs et la nature du projet peuvent être actées par le comité de suivi identifié à l'article 4.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

L'organisme gestionnaire s'engage à s'assurer que les établissements bénéficiaires d'une subvention régionale s'engagent à recruter pour chaque projet retenu 1 stagiaire ou alternant pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.
Les établissements bénéficiaires saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Mettre en place avec les organismes mentionnés dans l'annexe technique une convention de contractualisation afin de permettre la réalisation des actions subventionnées.

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire ou les membres du Réseau peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés que les établissements bénéficiaires pourraient rencontrer (absence de candidats, etc…) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

S'assurer que les organismes bénéficiaires deviennent propriétaires des équipements mentionnés dans l'annexe technique à la présente convention et en assurent le maintien et l'entretien sur la durée de la convention.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, Les correspondances et les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews, …) relatives à la manifestation, objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Pour les opérations d'investissement, le soutien régional est mis en évidence comme suit :
- dans le cas d'une opération de construction (action immobilière…), un panneau mentionnant le soutien de la Région est implanté sur le(s) site(s) dans de bonnes conditions de visibilité dès le commencement et pendant toute la durée des travaux ;
- dans le cas d'une opération d'équipement, le logo régional doit apparaître sur les équipements subventionnés.

Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux équipements subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement soit le 02 mai 2019, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. La date caducité de cette

subvention correspond à la date de caducité initiale, le bénéficiaire doit présenter le solde de l'opération avant le 02 mai 2023. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Pour les équipements mi-lourds

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné) ;
- **un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).**

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 24 juin 2016 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : SUIVI

Il est instauré un comité de suivi, présidé par la Région, afin de s'assurer du bon déroulement du programme, il regroupera des représentants du bénéficiaire et de la Région.

Chaque réunion donnera lieu à un compte-rendu.

Il veille au bon déroulement du programme, et peut acter des modifications non substantielles de ce dernier qui n'emportent pas modification de l'équilibre général de la convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 27 mai 2020. Elle est conclue pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, la fiche projet et l'annexe technique jointe à la convention

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France **Valérie PECRESSE**	Le Le Président de Sorbonne Université **RENAUD PIARROUX**

Annexe technique à la convention n° 20006958
entre la Région Ile-de-France et Sorbonne Université
relative au soutien aux équipements du projet Braintegration

La Région attribue, au titre du programme 2016, une subvention de **69 256,53 €** à Sorbonne Université qui a la charge de fournir à la Région les justificatifs demandés aux fins de contrôle.

Dans les conditions ci-dessus exposées, sont éligibles à l'aide de la Région les dépenses d'investissement se rapportant au projet suivant :

Annexe technique Projet BRAINTEGRATION Sorbonne université

Tableau récapitulatif des équipements du projet Braintegration

Titre du projet	Établissement gestionnaire de la convention	Principaux équipements demandés	Nom du laboratoire pilote	Nom du responsable scientifique du projet	Assiette des dépenses HT	Subvention régionale	TIR	Montant restant à verser
BRAINTEGRATION	Université Pierre et Marie Curie	Microscope à nappe de lumière avec plusieurs éléments complémentaires dont module d'optogénétique.	Laboratoire Jean Perrin	Raphaël CANDELIER	254 545€	168 000€	66%	69 256,53€

CONVENTION N° 20006960 relative au soutien aux équipements scientifiques du programme 2016

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° CP 2020-187 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

CNRS MOY400 ILE-DE-FRANCE GIF-SUR-YVETTE
N° SIRET :
Dont le siège social est situé à l'avenue de la terrasse 91190 GIF-SUR-YVETTE
Représenté par sa Directrice générale **Madame Marie Hélène PAPILLON**
ci-après dénommée « le bénéficiaire »

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- Le décret de création de la Fondation de coopération scientifique -École des neurosciences de Paris Ile-de-France du 21 mars 2007
- la labellisation de « Cerveau et Pensée : Neurosciences, Neurobiologie, Psychiatrie, Cognition » comme Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) par délibération n° CR 97-11 du 18 novembre 2011,
- le soutien transitoire aux acteurs des Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) labellisés pour la période 2012-2015 par délibération CR 34-16 du 17 mars 2016,
- les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, politiques liés à la recherche dans les domaines des neurosciences, de la neurobiologie, de la psychiatrie et de la cognition,
- que l'École des Neurosciences a été désigné comme bénéficiaire par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale,
- que de ce fait, les engagements pris par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses de fonctionnement et d'équipements,
- la délibération N° CP 16-547 du 16 novembre 2016 relative au soutien de la Région aux équipements du programme 2016 du DIM Cerveau et Pensée,
- la convention de reversement numéro 16015951 entre l'ENP et le CNRS pour le projet Brainscopes,
- La décision de dissolution présentée au CA de la FSC- ENP du 12 décembre 2019,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2020-187 du 27 mai 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir les équipements mi-lourds du projet Brainscopes, dont le descriptif figure dans la fiche projet jointe à la présente convention, par l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de **132 000 €.**

Les montants de ce projet est détaillé dans l'annexe technique à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX PROJETS SUBVENTIONNES

Le bénéficiaire s'engage à assurer le suivi et réaliser ou faire réaliser les actions dont le contenu est précisé dans l'annexe technique. Il associe également la Région au processus de sélection des projets de recherche.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des projets et met en œuvre les outils de suivi nécessaire :

- au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale ;
- au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les équipements subventionnés soient affectés, pour la durée de la présente convention, à des activités de recherche et d'innovation s'inscrivant dans les domaines d'intérêt majeur de la Région.

Dans le cadre d'opérations menées par des unités mixtes de recherche sous tutelles d'organismes publics ou dans le cadre d'opérations co-organisées par plusieurs organismes publics ou privés identifiés dans l'annexe technique, la globalité des dépenses engagées par ces différents organismes dans le cadre des actions subventionnés seront prises en comptes.

Toutes modifications substantielle du projet doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification du projet.

Les modifications non substantielles ne modifiant pas les montants et taux de la subvention régionale ainsi que les objectifs et la nature du projet peuvent être actées par le comité de suivi identifié à l'article 4.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

L'organisme gestionnaire s'engage à s'assurer que les établissements bénéficiaires d'une subvention régionale s'engagent à recruter pour chaque projet retenu 1 stagiaire ou alternant pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.
Les établissements bénéficiaires saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Mettre en place avec les organismes mentionnés dans l'annexe technique une convention de contractualisation afin de permettre la réalisation des actions subventionnées.

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire ou les membres du Réseau peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés que les établissements bénéficiaires pourraient rencontrer (absence de candidats, etc…) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

S'assurer que les organismes bénéficiaires deviennent propriétaires des équipements mentionnés dans l'annexe technique à la présente convention et en assurent le maintien et l'entretien sur la durée de la convention.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, Les correspondances et les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews, …) relatives à la manifestation, objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Pour les opérations d'investissement, le soutien régional est mis en évidence comme suit :
- dans le cas d'une opération de construction (action immobilière…), un panneau mentionnant le soutien de la Région est implanté sur le(s) site(s) dans de bonnes conditions de visibilité dès le commencement et pendant toute la durée des travaux ;
- dans le cas d'une opération d'équipement, le logo régional doit apparaître sur les équipements subventionnés.

Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux équipements subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement soit le 02 mai 2019, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. La date caducité de cette

subvention correspond à la date de caducité initiale, le bénéficiaire doit présenter le solde de l'opération avant le 02 mai 2023. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Pour les équipements mi-lourds

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné) ;
- **un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).**

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 24 juin 2016 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : SUIVI

Il est instauré un comité de suivi, présidé par la Région, afin de s'assurer du bon déroulement du programme, il regroupera des représentants du bénéficiaire et de la Région.

Chaque réunion donnera lieu à un compte-rendu.

Il veille au bon déroulement du programme, et peut acter des modifications non substantielles de ce dernier qui n'emportent pas modification de l'équilibre général de la convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 27 mai 2020. Elle est conclue pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, la fiche projet et l'annexe technique jointe à la convention.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France **Valérie PECRESSE** Le	La Directrice Générale du CNRS MOY400 ILE-DE-FRANCE GIF-SUR-YVETTE **Marie Hélène PAPILLON** Le

Annexe technique à la convention n° 20006960
entre la Région Ile-de-France et le CNRS
relative au soutien aux équipements du projet Brainscopes

La Région attribue, au titre du programme 2016, une subvention de **132 000 €** au CNRS qui a la charge de fournir à la Région les justificatifs demandés aux fins de contrôle.

Dans les conditions ci-dessus exposées, sont éligibles à l'aide de la Région les dépenses d'investissement se rapportant au projet suivant :

Annexe technique Projet BRAINSCOPES CNRS

Tableau récapitulatif des équipements du projet Brainscopes

N°	Titre du projet	Établissement gestionnaire de la convention	Principaux équipements demandés	Nom du laboratoire pilote	Nom du responsable scientifique du projet	Assiette des dépenses HT	Subvention régionale	TIR	Montant restant à verser
7	BRAINSCOPES	CNRS	Ultramicroscope II LaVision Biotec et éléments associés	Institut des Neurosciences Paris-Saclay (Neuro-PSI)	Gilles FORTIN	201 000€	132 000€	65.67%	132 000€

CONVENTION N° 20006961 relative au soutien aux équipements scientifiques du programme 2016

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-187 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
N° SIRET : 180036048 - 00015
dont le siège social est situé au : 101 RUE DE TOLBIAC 75013 Ville : PARIS
Ayant pour représentant son Président Directeur Général, monsieur Gilles BLOCH
et par délégation Monsieur François Chambelin,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- Le décret de création de la Fondation de coopération scientifique -École des neurosciences de Paris Ile-de-France du 21 mars 2007
- la labellisation de « Cerveau et Pensée : Neurosciences, Neurobiologie, Psychiatrie, Cognition » comme Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) par délibération n° CR 97-11 du 18 novembre 2011,
- le soutien transitoire aux acteurs des Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) labellisés pour la période 2012-2015 par délibération CR 34-16 du 17 mars 2016,
- les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, politiques liés à la recherche dans les domaines des neurosciences, de la neurobiologie, de la psychiatrie et de la cognition,
- que l'École des Neurosciences a été désigné comme bénéficiaire par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale,
- que de ce fait, les engagements pris par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses de fonctionnement et d'équipements,
- la délibération N° CP 16-547 du 16 novembre 2016 relative au soutien de la Région aux équipements du programme 2016 du DIM Cerveau et Pensée,
- la convention de reversement numéro 16015951 entre l'ENP et l'INSERM pour le projet Neuropsy,
- La décision de dissolution présentée au CA de la FSC- ENP du 12 décembre 2019,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2020-187 du 27 mai 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir les équipements mi-lourds du projet Neuropsy, dont le descriptif figure dans la fiche projet jointe à la présente convention, par l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de **168 000€.**

Les montants de ce projet est détaillé dans l'annexe technique à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX PROJETS SUBVENTIONNES

Le bénéficiaire s'engage à assurer le suivi et réaliser ou faire réaliser les actions dont le contenu est précisé dans l'annexe technique. Il associe également la Région au processus de sélection des projets de recherche.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des projets et met en œuvre les outils de suivi nécessaire :

- au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale ;
- au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les équipements subventionnés soient affectés, pour la durée de la présente convention, à des activités de recherche et d'innovation s'inscrivant dans les domaines d'intérêt majeur de la Région.

Dans le cadre d'opérations menées par des unités mixtes de recherche sous tutelles d'organismes publics ou dans le cadre d'opérations co-organisées par plusieurs organismes publics ou privés identifiés dans l'annexe technique, la globalité des dépenses engagées par ces différents organismes dans le cadre des actions subventionnés seront prises en comptes.

Toutes modifications substantielle du projet doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification du projet.

Les modifications non substantielles ne modifiant pas les montants et taux de la subvention régionale ainsi que les objectifs et la nature du projet peuvent être actées par le comité de suivi identifié à l'article 4.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

L'organisme gestionnaire s'engage à s'assurer que les établissements bénéficiaires d'une subvention régionale s'engagent à recruter pour chaque projet retenu 1 stagiaire ou alternant pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.
Les établissements bénéficiaires saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Mettre en place avec les organismes mentionnés dans l'annexe technique une convention de contractualisation afin de permettre la réalisation des actions subventionnées.

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire ou les membres du Réseau peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés que les établissements bénéficiaires pourraient rencontrer (absence de candidats, etc…) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

S'assurer que les organismes bénéficiaires deviennent propriétaires des équipements mentionnés dans l'annexe technique à la présente convention et en assurent le maintien et l'entretien sur la durée de la convention.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, Les correspondances et les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews, …) relatives à la manifestation, objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Pour les opérations d'investissement, le soutien régional est mis en évidence comme suit :
- dans le cas d'une opération de construction (action immobilière…), un panneau mentionnant le soutien de la Région est implanté sur le(s) site(s) dans de bonnes conditions de visibilité dès le commencement et pendant toute la durée des travaux ;
- dans le cas d'une opération d'équipement, le logo régional doit apparaître sur les équipements subventionnés.

Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux équipements subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement soit le 02 mai 2019, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. La date caducité de cette

subvention correspond à la date de caducité initiale, le bénéficiaire doit présenter le solde de l'opération avant le 02 mai 2023. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Pour les équipements mi-lourds

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné) ;
- **un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).**

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 24 juin 2016 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : SUIVI

Il est instauré un comité de suivi, présidé par la Région, afin de s'assurer du bon déroulement du programme, il regroupera des représentants du bénéficiaire et de la Région.

Chaque réunion donnera lieu à un compte-rendu.

Il veille au bon déroulement du programme, et peut acter des modifications non substantielles de ce dernier qui n'emportent pas modification de l'équilibre général de la convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 27 mai 2020. Elle est conclue pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, la fiche projet et l'annexe technique jointe à la convention.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France **Valérie PECRESSE** Le	Le délégué Régional de l'INSERM –DR 5 **François CHAMBELIN** Le

Annexe technique à la convention n° 20006961
entre la Région Ile-de-France et l'INSERM
relative au soutien aux équipements du projet Neuropsy

La Région attribue, au titre du programme 2016, une subvention de **168 000 €** à l'INSERM qui a la charge de fournir à la Région les justificatifs demandés aux fins de contrôle.

Dans les conditions ci-dessus exposées, sont éligibles à l'aide de la Région les dépenses d'investissement se rapportant au projet suivant :

Annexe technique Projet NEUROPSY- INSERM

Tableau récapitulatif des équipements du projet Neurospy

N°	Titre du projet	Établissement gestionnaire de la convention	Principaux équipements demandés	Nom du laboratoire pilote	Nom du responsable scientifique du projet	Assiette des dépenses HT	Subvention régionale	TIR	Montant restant à verser
6	NEUROPSY	INSERM	microscope à illumination structurée pour l'imagerie quadri-couleur super résolutive dit Ultramicroscope a Feuille de Lumière et éléments d'acquisition, de saisie et de traitement des données.	Centre de Psychiatrie et Neurosciences INSERM U894	Thierry GALLI	432 008€	168 000€	38.89%	168 000€

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-241

DU 1 JUILLET 2020

CPIER VALLÉE DE LA SEINE - PREMIÈRE AFFECTATION 2020 COTISATION 2020 AU FORUM MÉTROPOLITAIN DU GRAND PARIS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales

VU la délibération n° CR 161-08 du 15 décembre 2008 relative à la création du syndicat mixte ouvert d'études « Paris Métropole » et portant adhésion de la Région à ce dernier ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 modifiée portant approbation du CPER, du CPIER Vallée de la Seine et du projet de CPIER Plan Seine 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° 2016-24 du 16 décembre 2016 portant transformation du nom du syndicat mixte Paris Métropole en syndicat mixte Forum Métropolitain du Grand Paris ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-269 du 5 juillet 2017 relative au financement d'actions dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine – premières affectations 2017 portant approbation des conventions de réalisation-type pour les subventions spécifiques de fonctionnement et d'investissement dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine et de la convention-cadre 2017-2020 entre l'Etat, les Régions Île-de-France et de Normandie et l'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles ;

VU la délibération n° CP 2018-262 du 4 juillet 2018 portant approbation de la convention-cadre 2018-2020 entre l'Etat, les Régions Île-de-France et de Normandie et les cinq agences d'urbanisme de la vallée de la Seine ;

VU la délibération n° CP 2019-476 du 20 novembre 2019 approuvant l'avenant 2019-2020 à la convention-cadre 2018-2020 entre l'État, les Régions Île-de-France et Normandie et la coopération des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine ;

VU la délibération n° 2020-04 du 18 février 2020 du comité syndical du syndicat mixte « Forum Métropolitain du Grand Paris » portant adoption de son budget primitif ;

VU les statuts du syndicat mixte ouvert Forum métropolitain du grand Paris définis par arrêté préfectoral du 13 février 2017 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la réforme territoriale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU le rapport n°CP 2020-241 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer, **au titre du CPIER Vallée de la Seine**, au financement de la démarche détaillée dans la fiche-projet n° 20006386 figurant en annexe 1, par l'attribution d'une subvention à l'Institut Paris Region d'un montant prévisionnel de 28 146 €.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée à l'article 4 de la délibération n° CP 2017-269 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 28 146 €, disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR 041-018 (404018) « Aménagement et développement durable – coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales », du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région, volet S « CPER 2015-2020- CPIER Plan Seine et Vallée de la Seine », sous-volet S3 « axe 1 : gestion de l'espace et développement durable », action S 31 « dispositif pérenne d'observation, d'études et de prospective », projet S 3101 « dispositif pérenne d'observation, d'études et de prospective ».

Article 2

Approuve **la convention d'application 2020-2021 de la convention-cadre 2017-2020 pour la mise en œuvre du volet paysager du CPIER Vallée de la Seine**, figurant en annexe 2, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 3

Décide de participer, **au titre du CPIER Vallée de la Seine**, au financement de la démarche détaillée dans la fiche-projet n° 2006387 figurant en annexe 1, par l'attribution d'une subvention à l'Ecole nationale supérieure de paysage (ENSP) d'un montant prévisionnel de 33 381,67 €.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée à l'article 4 de la délibération n° CP 2017-269 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 33 381,67 €, disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR 041-018 (404018) « Aménagement et développement durable – coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales », du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 : volet S « CPER 2015 - 2020 – CPIER Plan Seine et Vallée de la Seine, Sous-volet S3 « axe 1 : gestion de l'espace et développement durable », action S 33 « connaissance des paysages et de leur évolution », projet S 3301 « programme de travail 2018-2019 de l'Ecole nationale de paysage de Versailles ».

Article 4

Décide de participer, **au titre du CPIER Vallée de la Seine**, au financement du projet détaillé dans la fiche-projet n° 20006509 figurant en annexe 1, par l'attribution d'une subvention à la CCI des Yvelines d'un montant total prévisionnel de 10 000 €.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée à l'article 4 de la délibération n° CP 2017-269 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 10 000 €, disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR 041-018 (404018) « Aménagement et développement durable – coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales », du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région, volet S « CPER 2015-2020-CPIER Plan Seine et Vallée de la Seine », sous-volet S 5 « développement économique, enseignement supérieur et recherche », action S 53 « tourisme et culture », projet S 5301 « tourisme et culture ».

Article 5

Décide de participer, **au titre du CPIER Vallée de la Seine**, au financement du projet détaillé dans la fiche-projet n° 20007008 figurant en annexe 1, par l'attribution d'une subvention à l'association « La Seine en Partage » d'un montant total prévisionnel de 15 000 €.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée à l'article 4 de la délibération n° CP 2017-269 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 15 000 €, disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR 041-018 (404018) « Aménagement et développement durable – coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales », du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région, volet S « CPER 2015-2020-CPIER Plan Seine et Vallée de la Seine », sous-volet S 5 « développement économique, enseignement supérieur et recherche », action S 53 « tourisme et culture », projet S 5301 « tourisme et culture ».

Article 6

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe n°1 à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 7

Le montant de l'assiette de dépenses éligibles du projet « label performances logistiques durables 6PL » adopté par la délibération n° CP 2017-269 du 5 juillet 2017 est modifié, entrainant une augmentation du taux de la subvention sans impact sur le montant de subvention voté, comme détaillé dans la fiche-projet n° 170102275 figurant en annexe 3.

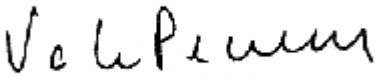
Subordonne cette modification à la signature d'un avenant à la convention conforme à la convention-type approuvée à l'article 4 de la délibération n° CP 2017-269 susvisée et signée entre la Région et le bénéficiaire en application de la décision du même rapport et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 8

Décide d'attribuer, **au titre de la cotisation pour l'année 2020**, 100 000 € au Forum Métropolitain du Grand Paris.

Affecte à cet effet, une autorisation d'engagement d'un montant de 100 000 €, disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-008 (150008) « Stratégies métropolitaines et métropole francilienne », action 15000801 « Stratégies métropolitaines », du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 1 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181081-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 - FICHES PROJET

DOSSIER N° 20006387 - CPIER 2020 École nationale supérieure de paysage - Programme de travail 2020 - 2021

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement (n° 00000941)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 930-041-65738-404018-1700
Action : 40401801S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	211 300,00 € TTC	15,80 %	33 381,67 €
		Montant total de la subvention	33 381,67 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ENSP ECOLE NATIONALE SUPERIEURE PAYSAGE POTAGER DU ROI
Adresse administrative	:	10 RUE DU MAR CHAL JOFFRE 78000 VERSAILLES
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant	:	Monsieur Vincent PIVETEAU, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pour cette dernière année d'exécution du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020, l'accent est mis sur la capitalisation des acquis de la démarche et la diffusion de la méthodologie et des outils mis en place.
C'est pourquoi aux missions récurrentes de communication, d'animation, de réalisations d'évènements pédagogiques et professionnels destinées à la consolidation du réseau des acteurs du paysage et du cluster de compétences paysage de la vallée de la Seine sont ajoutés de nouvelles actions destinées à étendre le réseau des acteurs du paysage :

- Une série d'interventions ponctuelles dans des structures partenaires et dans des collectivités territoriales,
- La mise en place de la « caravane des paysages », projet itinérant entre Cherbourg et Paris composé d'une série de rencontres (soirées cinéma-débat, table-ronde, discussions), conçue pour faire découvrir ces territoires et aller à la rencontre de ceux qui en façonnent les paysages ;
- La réalisation et l'édition d'un ouvrage de présentation de la méthodologie de l'animation du réseau des acteurs, les résultats obtenus, les acquis et connaissances obtenus, ainsi qu'un ensemble d'opérations d'aménagements illustrant les objectifs recherchés et les valeurs prônées. Cet ouvrage sera co-écrit par des enseignants chercheurs de l'ENSP, l'équipe d'animation de la démarche paysage, et une cinquantaine d'acteurs du paysage de la Vallée de la Seine ;
- La réalisation d'une représentation graphique des paysages de la Vallée de la Seine à l'horizon

2040.
Ces missions supplémentaires nécessitent un renforcement ponctuel de l'équipe de l'ENSP qui entraine une participation plus élevée que pour les années précédentes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Connaissance des paysages et de leur évolution

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme de travail 2020-2021 (animation, communication, organnisation d'événements	211 300,00	100,00%
Total	211 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (FNADT)	79 312,00	37,54%
Région Normandie	56 346,33	26,67%
Région Île-de-France	33 381,67	15,80%
Fonds propres	42 260,00	20,00%
Total	211 300,00	100,00%

DOSSIER N° 20006509 - CPIER VDS - CCI 78 -Structuration du pôle touristique territorial Seine Aval (SPôTT Seine aval)

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement (n° 00000941)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 930-041-65738-404018-1700
Action : 40401801S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	162 583,00 € TTC	6,15 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG
Adresse administrative	:	CCI PARIS-IDF 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Etablissement Public Administratif
Représentant	:	Monsieur JERÔME BACHELIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 30 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le présent rapport est le 1er rapport d'affectation pour l'année 2020.

Description :
Le contrat SPOTT Seine aval est lauréat de l'appel à projet lancé en 2015 par le secrétariat d'Etat chargé du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Economie sociale et solidaire pour valoriser les territoires et mettre en avant leur excellence touristique par un accompagnement dans la structuration d'une offre de proximité de qualité.
Le travail de la CCI 78, subventionné par l'Etat au titre du CPIER Vallée de la Seine en 2017, a porté ses fruits et a vocation aujourd'hui à se déployer vers le Val d'Oise et le Vexin normand, en collaboration avec la CCI des Portes de l'Eure.

Les « fiches-actions » co-financées sont les suivantes :

1. Fédérer le réseau des acteurs du tourisme de l'axe Seine par la diffusion d'indicateurs et par des réunions de travail interdépartementales (Eure, Yvelines, et Val d'Oise). Pour valoriser l'offre du territoire auprès des tours-opérateurs dans une dimension axe Seine (de Rueil Malmaison aux Andelys), les actions financées à ce titre doivent structurer et développer une nouvelle offre qualitativement homogène grâce à la mise en place d'une chaine coordonnée de services et

d’outils marketings communs ;

2. Créer et déployer un Club escales pour fédérer les professionnels (dont les commerçants) autour des escales « portes d’entrée du territoire » : Le Pecq, Conflans, Poissy, Mantes, La Roche Guyon, Vernon, Les Andelys et en déployer la méthodologie dans l’Eure et le Val d’Oise, avec sensibilisation aux filières terroirs et circuits-courts ;
3. Assurer un transfert de savoir-faire entre de grandes entreprises et 10 PME/TPE pour développer leurs compétences (selon une méthodologie conçues par les CCI qui a fait ses preuves).

Des groupes de travail spécifiques seront constitués pour chaque fiche-action et animés, selon les cas, par la CCI 78 ou la CCI des Portes de l’Eure.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES
- VAL D'OISE
- EURE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Tourisme et Culture

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses pour les actions SPôTT (salaires, communication, publications, organisations de rencontres et autres évènements...)	162 583,00	100,00%
Total	162 583,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 000,00	6,15%
Région Normandie	10 000,00	6,15%
Etat	50 015,00	30,76%
CU Grand Paris Seine & Oise	18 057,00	11,11%
CA Saint Germain Boucles de Seine	16 055,00	9,87%
CC Portes de l'Île-de-France	1 206,00	0,74%
CA Versailles Grand Parc	1 206,00	0,74%
Autofinancement CCI 78	18 713,00	11,51%
Autofinancement CCI Portes de Normandie	22 211,00	13,66%
Vente de produits finis, marchandises, prestations de service	15 120,00	9,30%
Total	162 583,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-241

DOSSIER N° 20006386 - CPIER VDS - PARTICIPATION DE L'INSTITUT PARIS REGION AUX TRAVAUX DES AGENCES D'URBANISME - Solde de la subvention pour 2019-2020

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement (n° 00000941)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 930-041-6574-404018-1700
Action : 40401801S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	60 830,00 € TTC	46,27 %	28 146,00 €
	Montant total de la subvention		28 146,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	INSTITUT PARIS REGION (IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF)
Adresse administrative	:	15 RUE FALGUIERE 75015 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Fouad AWADA, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit du reliquat de la subvention nécessaire pour assurer le programme de travail 2019-2020. Cette subvention est versée en 2 étapes : 11 418 € affectés par la CP n° 2019-476 du 20 novembre 2019 et le complément de 28 146 € correspondant à la partie 2020 du programme.

Description :
L'avenant 2019-2020 à la convention-cadre entre les cosignataires du CPIER et les agences d'urbanisme précise le programme de travail des agences pour chacun des grands objectifs qui leur sont assignés :
1. en matière de développement d'une expertise et d'un socle de connaissances communs, les agences consolident et élargissent le socle d'indicateurs des dynamiques territoriales et organisent la pérennisation du dispositif de suivi. Les résultats, dont l'outil cartographique interactif enrichi et les données clé du territoire, sont communiqués aux financeurs. Les agences poursuivent également l'enrichissement du centre de ressources qu'elles ont mis en place et l'animation du site vdseine.fr principal vecteur de communication du CPIER Vallée de la Seine, ainsi que son ouverture aux travaux d'autres acteurs de la vallée de la Seine. Le site internet vdseine.fr est administré et mis à jour par l'Institut Paris Region.
2. en matière de réponse collective aux sollicitations des financeurs du CPIER, les agences ont engagé, dès juillet 2019, par un atelier inter-agences, une vaste démarche d'étude prospective sur le développement de la vallée de la Seine, qui a nécessité, notamment, la réalisation de quatre ateliers

prospectifs sur des sujets choisis avec les co-financeurs. Chaque atelier a donné lieu à une synthèse puis à un document d'ensemble qui a été diffusé aux financeurs au mois d'avril 2020. Les agences réunissent les ressources géomatiques et statistiques sur les thèmes retenus.
3. La rencontre annuelle destinée à faire vivre le partenariat et promouvoir une culture commune du territoire et du projet présentera le fruit de ce travail. Elle devrait se tenir à Rouen en octobre 2020.
Le montant de la présente subvention correspond aux besoins de l'Institut Paris Region pour l'année 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Dispositif pérenne d'observation d'études et de prospective

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Participation de l'Institut Paris Region aux travaux des agences d'urbanisme pour la période	60 830,00	100,00%
Total	60 830,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (2020)	28 146,00	46,27%
Fonds propres	32 684,00	53,73%
Total	60 830,00	100,00%

DOSSIER N° 20007008 - CPIER 2020 - PARTICIPATION AU PROGRAMME D'ACTION 2020 DE "LA SEINE EN PARTAGE"

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement (n° 00000941)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 930-041-6574-404018-1700
Action : 40401801S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	83 935,00 € TTC	17,87 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEINE EN PARTAGE HOTEL DE VILLE
Adresse administrative : 54 RUE JEAN-JAURES
77130 MONTEREAU FAULT YONNE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur James CHERON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le présent rapport est le 1er rapport d'affectation pour la CPIER Vallée de la Seine pour 2020

Description :
La vocation de l'association est de sensibiliser et mobiliser les élus et leurs administrés à la nécessité de préserver ce bien partagé qu'est la Seine de toute forme de pollution.

Comme chaque année, elle organise les deux évènements suivants :
- l'opération « berges saines », grande manifestation « écocitoyenne et festive » proposée à l'ensemble des communes riveraines, depuis 2012, au cours de laquelle les citoyens volontaires évacuent et trient les déchets abandonnés. L'association se charge de fournir aux collectivités participantes toute l'aide administrative et matérielle nécessaire (affiches, tracts, banderoles, modèles d'articles, de lettres, ABC du participant, gants, T-Shirts, sacs poubelle, etc.). Quelques semaines plus tard a lieu la cérémonie des trophées qui récompense les communes dans différentes catégories. Le succès de l'opération va croissant ;
- le colloque d'automne, qui réunit, sur un sujet différent chaque année, les élus riverains, les structures responsables de l'entretien et du devenir du fleuve et de ses affluents, des dirigeants d'entreprises riveraines et des experts du thème de l'année (en 2019, le colloque « La Seine se prépare pour les JOP » a réuni plus 200 personnes).

Cette année, l'association lance par ailleurs trois importantes campagnes de sensibilisation : « les Incivilités », « Ne mégotez plus », « Ici, commence la mer ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Tourisme et Culture

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses du programme d'action 2020 (supports de communication, kits de ramassage des déchets, location de salle pour la remise des Trophées, salaires...	83 935,00	100,00%
Total	83 935,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 000,00	17,87%
Etat	20 000,00	23,83%
Etablissements publics	30 000,00	35,74%
Département	1 000,00	1,19%
Fonds propres	17 935,00	21,37%
Total	83 935,00	100,00%

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2018	10 000,00 €

ANNEXE N°2 - CONVENTION D'APPLICATION 2020-2021 DE LA CONVENTION-CADRE 2017-2020 POUR LA MISE EN OEUVRE DU VOLET PAYSAGER DU CPIER DE LA VALLÉE DE LA SEINE

Convention d'application 2020-2021 de la convention-cadre 2017-2020 pour la mise en œuvre du volet paysager du CPIER de la vallée de la Seine

Entre l'État,

Les Régions Île-de-France et Normandie,

Et l'École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles

Fiche 1.3 du CPIER Vallée de la Seine

L'État représenté par le Préfet de Normandie, Préfet coordonnateur des actions de l'État pour l'aménagement la Vallée de la Seine, Monsieur Pierre-André DURAND,

En présence du délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine, Monsieur François PHILIZOT,

La Région Île-de-France, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE dûment habilitée par la délibération CP n°2020-XXX du XX XX 2020,

La Région Normandie, représentée par son Président, Monsieur Hervé MORIN, dûment habilité par délibération de la commission permanente du conseil régional en date XXXXXXXXX,

D'une part

Et

L'École nationale supérieure de Paysage de Versailles, représentée par son Directeur, Monsieur Vincent PIVETEAU

Et

L'Agence d'urbanisme de la Région du Havre et de l'Estuaire de la Seine, représentée par son Président, Jean-Baptiste GASTINNE,

D'autre part

Il est exposé :

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

L'État, les Régions Île-de-France, Haute et Basse-Normandie ainsi que l'École nationale supérieure de Paysage de Versailles (ENSP) ont signé le 16 décembre 2015, une convention-cadre afin de préciser les modalités de leur partenariat, d'établir les conditions de coordination des travaux de l'école sur la vallée de la Seine et de définir le niveau de soutien financier de l'État et des Régions.

La durée de cette première convention-cadre a été fixée à trois ans, sur la période 2015-2017.

Au vu de la qualité des actions menées par l'ENSP au cours de cette première période, une nouvelle convention-cadre a été mise place pour la période 2017-2020 afin de poursuivre les travaux engagés au titre de la fiche action 1.3 jusqu'au terme du contrat de plan interrégional État-Régions (CPIER) de la Vallée de la Seine (VdS).

Cette convention donne pour mission à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles de mettre en œuvre la fiche 1.3 du contrat de plan interrégional de la vallée de la Seine à partir de trois objectifs :

1. Proposer et réaliser de nouveaux ateliers pédagogiques dédiés à l'innovation et à l'expérimentation sur des enjeux paysagers de la Vallée de la Seine. Ils s'inscrivent dans une démarche de construction de la Seine vue comme un monument libre et vivant prônant un développement interrégional et durable de ce territoire. Leur objectif est de concourir à l'accompagnement des acteurs locaux pour faire émerger différents projets de paysage faisant ressortir les valeurs monumentales de la Vallée de la Seine et instituer une démarche paysagère dynamique et ambitieuse qui promeut la connaissance partagée et les projets concertés.

2. Organiser et encourager les rencontres et échanges de compétences pour conforter l'émergence d'un réseau « paysage » réunissant les acteurs institutionnels, économiques, de l'enseignement et de la recherche, pour porter des démarches paysagères s'inscrivant dans la dynamique de la Vallée de la Seine.

3. Contribuer à structurer l'ingénierie paysagère à l'échelle de la Vallée de la Seine via des échanges et actions communes, notamment dans le cadre des études et investissements financés au titre du CPIER Vallée de la Seine.

EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le programme de travail de l'École nationale supérieure de Paysage de Versailles, avec le concours de l'Agence d'urbanisme de la région du Havre (AURH), pour l'année universitaire 2020-2021 et de préciser les engagements financiers des différentes parties.

Article 2 : Programme de travail

L'année universitaire 2020-2021 sera consacrée à la poursuite de la capitalisation et à la diffusion de la vision paysagère élaborée par les acteurs et partenaires du CPIER de la Vallée de la Seine. Les actions réalisées visent à toucher de nouveaux publics pour élargir le réseau, à sensibiliser davantage les élus à la démarche Vallée de la Seine, et à mobiliser les acteurs pilotes en vue d'une éventuelle poursuite de la contractualisation en faveur de la Vallée de la Seine.

Le programme de travail a été arrêté comme suit :

2.1 Mettre en place et piloter le déroulement d'un atelier pédagogique adapté à un espace appartenant à la Vallée de la Seine « monument libre » pour l'année scolaire 2020-2021. Il a pour objectif d'aider les acteurs à entrer dans une démarche paysagère durable. Les choix du format et du sujet seront fait en accord avec le copil.

2.2 Poursuivre, en la renforçant, l'animation du cluster de compétences en « paysage », notamment au travers de la définition d'outils nécessaires à son bon fonctionnement et à une consolidation de la mise en réseau des acteurs.

En s'appuyant sur les travaux effectués les années précédentes et sur les problématiques identifiées, l'ENSP établit des propositions relatives à :

a. Des moyens de représentation de l'évolution du réseau et de ses acteurs (calendrier pluriannuel des actions du réseau « paysage », une adaptation de la cartographie de « l'écosystème d'acteurs » mettant en évidence leur localisation, leurs spécialités et domaines d'intervention, …) ;

b. La poursuite des entretiens avec les acteurs institutionnels, du monde universitaire/écoles, des grands maîtres d'ouvrage sur la vallée de la Seine (État, Société du Grand Paris, SNCF Réseau, VNF, HAROPA, les collectivités) pour rencontrer de nouveaux acteurs susceptibles de participer aux événements organisées par l'ENSP et l'AURH et élargir le réseau à des membres qui souhaitent s'investir dans la démarche. Souvent ces entretiens se font individuellement, ou en binôme ou trinôme, à la demande de l'ENSP.

La pérennisation de la stratégie de communication dédiée à la fiche 1.3, en lien avec la fiche action 1.1 (diffusion des travaux, publicité sur les événements, identification des réseaux auprès desquels communiquer, ligne graphique, définition d'un calendrier, etc.), est menée avec les services communication de l'AURH, des deux Régions et de l'État. Celle-ci pourra être, par la suite, déclinée à d'autres projets dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine.

2. 3 Continuer à structurer l'ingénierie paysagère à l'échelle de la vallée de la Seine. L'ambition est de structurer le réseau des acteurs par la poursuite de l'organisation d'événements et de rencontres, de manière à favoriser l'émergence d'une culture commune et interrégionale des paysages de la Vallée de la Seine, mais aussi d'une vision paysagère de la Seine et de ses affluents, baie de Seine incluse, **représentée graphiquement, à l'horizon 2040**. L'ENSP et l'AURH s'engagent à organiser une année de diffusion basée sur les actions suivantes :

une caravane des paysages sera organisée par l'ENSP et l'AURH, avec l'appui des membres du réseau, pour rencontrer de nouveaux acteurs sur les territoires normands et franciliens. Cet événement itinérant, entre Cherbourg et Paris, doit s'articuler autour de micro-événements organisés au cœur des territoires (de type soirée cinéma-débat, table-ronde, discussions ouvertes autour de la représentation graphique, conférences, etc.). Sur le modèle des ateliers itinérants étudiants des années précédentes, chaque journée est conçue pour permettre de découvrir un nouveau territoire et toucher des acteurs locaux qui souvent ne se déplacent pas pour participer aux événements Vallée de la Seine. Il s'agit de mobiliser des élus, des techniciens de collectivités, voire même le grand public selon les événements et la communication locale. Cet atelier itinérant vise à élargir le réseau, à diffuser les connaissances sur la démarche vallée de la Seine et à trouver de de nouvelles thématiques et nouveaux territoires d'accueil des événements d'un éventuel futur CPIER. Il se déroulera au Printemps 2021 après la réception de l'ouvrage imprimé, ainsi qu'après les périodes électorales des municipales et des régionales. Le planning et le contenu de ces événements/rencontres autour des paysages seront proposés, en amont, à la validation du comité de pilotage.

a. un **événement fédérateur,** inspiré des voyages-ateliers professionnels, destiné à poursuivre le travail d'animation du réseau paysage auprès du cluster afin de consolider les liens entre les différents acteurs et de les responsabiliser comme référents et ambassadeurs des grands enseignements issus du CPIER. Il est ouvert à tous les membres du réseau, ainsi qu'aux personnes souhaitant se joindre à la démarche. Cet événement pivot, animé par l'ENSP et l'AURH, sera organisé après l'événement itinérant comme une sorte de clôture du CPIER avant l'été 2021. Il peut prendre la forme d'une journée sur le terrain de randonnée à pied et/ou à vélo à la rencontre d'acteurs d'un territoire encore peu visité. Cela pourrait se dérouler sur la limite Normandie-Île-de-France, sur un itinéraire nord-sud en traversant la Seine. Le format précis ainsi que le planning restent à déterminer avec le comité de pilotage.

b. des **rencontres** pour valoriser les travaux réalisés par l'équipe d'animation et par les étudiants des ateliers pédagogiques et favoriser leur appropriation par les acteurs du territoire (rentrée du réseau, restitution de l'atelier 8, réunion de présentation des ateliers pédagogiques auprès des acteurs locaux).

2.4 L'objectif est également de poursuivre le travail de capitalisation des expériences. En complément du travail de représentation graphique élaboré pour construire une vision globale et paysagère de la Seine de demain, l'équipe d'animation propose la **réalisation d'un livre**. Cet ouvrage doit présenter la méthodologie de l'animation du réseau, ses productions et résultats, et répertorier une série d'opérations qui font référence en Vallée de la Seine et ont contribué à son identité paysagère. Cet ouvrage doit mobiliser un grand nombre d'acteurs, membres du réseau, ou n'en faisant pas encore partie, ainsi que l'ensemble de l'équipe d'animation. Cet important travail rend nécessaire le renforcement de l'équipe pour en assumer la charge qui s'ajoute aux diverses missions menées chaque année et qui se poursuivent sur la période 2020-2021.

À la rentrée 2020, le comité de pilotage validera la préface, l'introduction, deux parties ainsi que la liste finale des titres de l'ouvrage. La version finale sera validée par les partenaires financiers par maquettage.

2.5 En parallèle, l'équipe d'animation s'engage à accompagner le comité technique de la vallée de la Seine (COTECH VdS), dans la réflexion autour d'une éventuelle poursuite de la contractualisation en faveur de la Vallée de la Seine, dans l'optique d'y intégrer un volet paysage adapté aux ambitions de valorisation de la démarche et d'accompagnement des territoires dans une prise en compte paysagère engagée face au changement climatique.

Le renforcement de l'équipe est nécessaire pour assurer les missions suivantes :

- contribuer à la production de l'ouvrage,
- garantir la transmission des nouveaux outils de communication pour diffuser la démarche,
- proposer des interventions ciblées sur le paysage auprès des partenaires.

Article 3 : Modalités financières

Le coût global du programme s'élève à 250 362 €.

Le montant total des subventions est arrêté à 200 290 € répartis comme suit : 169 040 € au bénéfice de l'ENSP et 31 250 € au bénéfice de l'Agence d'Urbanisme de la Région du Havre.

La participation de l'État, de la Région Normandie et de la Région Île-de-France s'élève respectivement à 100 145 €, 66 763, 33 € et 33 381, 67 € selon une clé de répartition précisée en annexe à la présente convention.

La production de l'ouvrage présenté dans l'article 2.4, à hauteur de 1 200 exemplaires, est financée sous la forme de préachat auprès d'un éditeur normand ou francilien. Le nombre d'exemplaires remis à chaque financeur est indiqué en annexe 2.

Article 4 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année universitaire 2020-2021. La prise en compte des dépenses sera effective à partir du 01 septembre 2020 jusqu'au 31 août 2021.

Article 5 : Résiliation :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à……., le …….

Le Préfet de la région Normandie, Préfet coordonnateur des actions de l'État pour l'aménagement de la Vallée de la Seine,	***Le Délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine,***
Pierre-André DURAND	**François PHILIZOT**
Pour la Région Normandie,	**Pour la Région Île-de-France,**
Hervé MORIN ***Président***	**Valérie PECRESSE** ***Présidente***
Pour l'Agence d'Urbanisme de la région du Havre,	**Pour l'École nationale supérieure de paysage de Versailles,**
Jean-Baptiste GASTINNE ***Président***	**Vincent PIVETEAU** ***Directeur***

Annexe 1 - financière

La présente annexe présente l'intégralité de l'opération, conduite conjointement par l'ENSP et l'AURH* :

RECETTES 2020-2021					
Financements	**Montant ENSP**		**Montant AURH**	**%**	**Total**
État (FNADT)	79 312,00 €		20 833,00 €	50%	100 145,00 €
Région Normandie	56 346,33 €		10 417,00 €	2/3 de 50%	66 763,33 €
Région Île-de-France	33 381,67 €		0,00 €	1/3 de 50%	33 381,67 €
Total subventions	**169 040,00 €**		**31 250,00 €**	**80%**	**200 290,00 €**
Autofinancement	42 260,00 €		7 812,00 €	20%	50 072,00 €
Total de l'opération	**211 300,00 €**		**39 062,00 €**	**100%**	
Coût total de l'opération	**250 362 €**				

DÉPENSES 2020-2021			
Activités	**Dépenses ENSP**		**Dépenses AURH**
Animation du cluster 2020-2021	93 600 €		5 250,00 €
Atelier pédagogique	30 000 €		
Communication	55 200 €		11 550,00 €
Événements 2020-2021	32 500 €		22 262,00 €
Total dépenses	211 300 €		39 062,00 €
Coût total de l'opération	**250 362 €**		

*Il sera établi avec chacun des deux partenaires du programme, l'ENSP d'une part et l'AURH d'autre part, des conventions financières distinctes.

Annexe 2 - répartition du nombre d'ouvrages

La répartition des ouvrages entre les financeurs sera précisée lors du prochain comité de pilotage de la fiche 1.3 du CPIER.
Pour le moment, l'ENSP et l'AURH envisagent la répartition suivante des ouvrages au sein du réseau :
- ENSP : 20
- AURH : 30
- membres du réseau "investis" : 150
- 2 ouvrages par auteur : 140
- diffusion possible par les auteurs des articles à leur propre réseau* : 140
- diffusion par l'ENSP aux acteurs rencontrés lors de l'atelier itinérant en 2021 : 120

* les auteurs des articles peuvent recevoir deux ouvrages supplémentaires à diffuser à leur propre réseau, notamment à leur maître d'ouvrage, ou au maire du village où le projet s'est implanté, ou à un organisme partenaire du projet. Avant tout envoi, les auteurs soumettront leur proposition de diffusion à l'ENSP pour que les propositions soient validées en réunion de communication.

Annexe 3 - répartition du nombre de représentation graphique

Le format de la représentation graphique n'étant pas encore fixé, la répartition entre les financeurs du nombre de représentation graphique sera faite au prorata des financements de chacun dès que des devis auront pu être demandés.

ANNEXE N°3 - FICHE PROJET MODIFIEE SANS INCIDENCE FINANCIERE

Commission permanente du 5 juillet 2017 - CP2017-269
Modifiée par la CP2020-241 du 1er juillet 2020

DOSSIER N° 17010275 - PROJET LABEL PERFORMANCES LOGISTIQUES DURABLES - LSN

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement (n° 00000941)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 930-041-6574-404018-1700
Action : 40401801S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	388 094,00 € TTC	22,14 %	85 918,00 €
		Montant total de la subvention	85 918,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LSN LOGISTIQUE SEINE NORMANDIE
Adresse administrative	:	50 RUE ETTORE BUGATTI 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Alain VERNA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le jury qui a retenu ce projet s'est réuni en septembre 2016. Ce projet n'entrait pas dans la programmation financière régionale 2016 et a été repoussé en 2017. Il était inscrit dans le premier rapport d'affectations en faveur du CPIER de l'année 2017.

Description :
Lauréat de l'AMI 2016 organisé par l'ADEME dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine, le projet « Label performances logistiques durables – 6PL », porté par Logistique Seine Normandie en consortium avec l'ASLOG, le club logistique du Havre et Opal Research, vise à mettre en place une labellisation de la performance RSE des chaînes logistiques.

La démarche de labellisation comprend un accompagnement des entreprises désireuses d'évaluer et analyser leur processus logistique afin d'améliorer leur performance RSE. Les démarches RSE initiées par les entreprises pourront bénéficier d'une reconnaissance valorisable auprès de leurs clients. Il est prévu d'accompagner 40 entreprises issues des deux Régions Normandie et Île-de-France dans la phase de développement du label.

Ce label pourra être généralisé à l'échelle nationale et compléter le programme Objectif CO2 qui accompagne déjà les transporteurs sur l'optimisation de leurs flux logistiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEVELOPPEMENT LABEL PERFORMANCES LOGISTIQUES DURABLES	388 094,00	100,00%
Total	388 094,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	85 918,00	22,14%
REGION NORMANDIE	85 918,00	22,14%
ETAT (ADEME)	114 558,00	29,52%
RECETTES DE PRESTATIONS	101 700,00	26,20%
Total	388 094,00	100,00%

ANNEXE N°4 - AVENANT A LA CONVENTION DE FONCTIONNEMENT RELATIVE AU PROJET 6PL, LABEL PERFORMANCES LOGISTIQUES DURABLES

AVENANT A LA CONVENTION DE FONCTIONNEMENT

RELATIVE AU PROJET DE LABEL PERFORMANCES LOGISTIQUES DURABLES

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-241 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LSN Logistique Seine Normandie
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 449572882 00040
dont le siège social est situé au : 50 rue Ettore Bugatti, 76800 – Saint-Etienne du Rouvray
ayant pour représentant Monsieur Alain VERNA, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 53-15 du 18 juin 2015.

Par délibération N° CP 2017-269 du 5 juillet 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LSN Logistique Seine Normandie pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : projet label performances logistiques durables.

Dans cet objectif, elle avait accordé au bénéficiaire une subvention correspondant à 13,55 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élevait à 634 244 €, soit un montant maximum de subvention de 85 918 € et conclu une convention de fonctionnement à cet effet.

ARTICLE 1

Le 1er article de la convention de réalisation de fonctionnement signé entre le bénéficiaire et la Région Île-de-France est modifié comme suit :

La région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 22,14 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 388 094 €, soit un montant maximum de subvention de 85 918 €.

ARTICLE 2

Les dispositions non modifiées demeurent en vigueur et applicables aux parties.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

A Saint-Etienne du Rouvray, le	A Paris, Le
Pour LSN Logistique Seine Normandie	Pour la Région Ile-de-France
Le Président	La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France
Alain VERNA	Valérie PECRESSE

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-160

DU 1 JUILLET 2020

POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - INVESTISSEMENT - 2ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du sport ;

VU la délibération n° CR 04-06 du 30 juin 2006 relative à la convention constitutive de l'Institut Régional de Développement du Sport (IRDS) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée, relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « La Région s'engage pour l'emploi : 100.000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 modifiée, portant les nouvelles ambitions pour le sport en Île-de-France – Première partie ;

VU la délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 relative au « Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international » - Deuxième partie ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 16-244 du 15/06/2016 relative à la l'attribution d'autorisation de programme dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017 relative à l'attribution d'autorisations de programme et d'engagement dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France – Dispositif d'aide à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées – Dispositif Terrains synthétiques de grand jeu – Dispositif Equipements sportifs de proximité – Dispositif d'aide à l'achat d'équipements spécifiques pour les personnes en situation de handicap – Dispositif des Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme – Adoption de nouvelles conventions type suite aux votes des délibérations cadre de décembre 2016 et mars 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-393 du 20 Septembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique en faveur de tous les publics en Île-de-France – Conventions pluriannuelles pour l'olympiade 2017-2021 Affectations 2017 ;

VU la délibération n° CP 2019-151 du 22 mai 2019 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 3ème rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-242 du 3 juillet 2019 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif des clubs d'Excellence d'Île-de-France, saison sportive 2019 – 2020 ;

VU la délibération n° CP 2019-363 du 18 septembre 2019 relative au soutien au dispositif des clubs d'Excellence ;

VU la délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 1er rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-55 du 31 Janvier 2020 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île--de-France - Fonctionnement - 1er rapport pour 2020 et approuvant la convention relative au dispositif « Soutien aux clubs d'excellence d'Île-de-France » ;

VU la délibération n° CP 2020-084 du 4 mars 2020 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Fonctionnement – 2ème rapport pour 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-160 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32001 «Equipements sportifs d'intérêt régional»

1.- Dispositif « Equipements sportifs de proximité »

Décide de participer au titre du dispositif «Équipements sportifs de proximité» au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n°2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **2 239 646,37 €.**

Affecte une autorisation de programme de **2 239 646,37 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action «Équipements sportifs de proximité» (13200110) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

2.- Dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux »

Décide de participer au titre du dispositif «Terrains synthétiques de grands jeux» au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n°2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **261 132,63 €.**

Affecte une autorisation de programme de **261 132,63 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001

(132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action «Équipements sportifs de proximité» (13200110) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

3.- Dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional »

Décide de participer au titre du dispositif « Équipements sportifs d'intérêt régional » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n° 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **817 426,56 €.**

Affecte une autorisation de programme de **817 426,56 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Équipement sportifs d'intérêt régional », action « Équipements sportifs de niveau régional » (13200101) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Subordonne le versement de la subvention à la commune de Boulogne-Billancourt (dossier IRIS n°EX049205) à la signature de la convention spécifique jointe en annexe n°3 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

4.- Dispositif « Equipements sportifs mis à disposition des lycées »

Décide de participer au titre du dispositif « Équipements sportifs mis à disposition des lycées » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n° 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 206 752,06 €.**

Affecte une autorisation de programme de **1 206 752,06 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Équipement sportifs d'intérêt régional », action «Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens» (13200106) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

5.- Dispositif « Plan piscines régional »

Décide de participer au titre du dispositif « Plan piscines régional » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n° 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 220 000 €.**

Affecte une autorisation de programme de **1 220 000 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Équipement sportifs d'intérêt régional », action «Plan piscines» (13200103) du budget

régional 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Subordonne le versement de la subvention à la commune de Viroflay (dossier IRIS n°EX049028) à la signature de la convention spécifique jointe en annexe n°4 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

6.- Dispositif « Achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique des personnes en situation de handicap »

Décide de participer au titre du dispositif « Achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique des personnes en situation de handicap » au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe n° 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **20 360 €.**

Affecte une autorisation de programme de **20 360 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Équipement sportifs d'intérêt régional », action «Achat d'équipements en faveur du handisport» (13200102) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe n°2 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3, de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 : Hors dispositif

Décide d'attribuer une subvention hors dispositif d'un montant maximum prévisionnel de **68 000 €** pour le financement du projet détaillé dans la fiche projet jointe en annexe n°5 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **68 000 €** disponibles sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Équipement sportifs d'intérêt régional », action «Equipements sportifs de proximité» (13200110) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention jointe en annexe n°6 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Décide d'attribuer une subvention hors dispositif d'un montant maximum prévisionnel de **500 000 €** pour le financement du projet détaillé dans la fiche projet jointe en annexe n°5 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **500 000 €** disponibles sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Équipement sportifs d'intérêt régional », action « Équipements sportifs de niveau régional » (13200101) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention jointe en annexe n°7 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 4 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **108 000 €** au bénéfice de l'IRDS (Institut Régional de Développement du Sport) disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2020.

Article 5 : Dispositif Terrains synthétiques de grands jeux

Décide d'attribuer une subvention de **114 318 €** à la commune de Montreuil correspondant au solde de la subvention attribuée initialement à cette commune par délibération n° CP 16-244 du 15/06/2016.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **114 318 €** sur le 903 « Culture, Sport et Loisirs », Code fonctionnel : 32 « Sports », programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget 2020.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe n°8 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3, de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR01- 16 du 21 janvier 2016.

Article 6 :

Approuve la fiche projet n°EX044214 telle qu'elle figure en annexe n°9 de la délibération.

Décide de transférer à GPSEA le reliquat de la subvention initialement attribuée à la commune de Marolles-en-Brie par délibération n° CP 2019-151 du 22 mai 2019 d'un montant de **134.413,75 €** tel que cela figure dans l'annexe n°10 de la délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de l'avenant n°1 tripartite joint en annexe n°11 et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe n°9 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 7 : Modification du dispositif Clubs d'Excellence

Approuve le règlement d'intervention modifié du dispositif « Soutien aux Clubs d'excellence d'Ile-de-France », approuve la nouvelle convention type pour le dispositif « Soutien aux Clubs d'excellence d'Ile-de-France – Clubs Premium », et approuve la nouvelle convention type pour le dispositif « Soutien aux Clubs d'excellence d'Ile-de-France – Clubs Elite », tels qu'ils figurent dans les annexes n°12, 13 et 14 de la présente délibération.

Article 8 : Retrait, désaffectation et nouvelles affectations dans le cadre du dispositif Clubs d'Excellence

Décide de retirer les subventions n°19008608, n°EX044884, n°19006489, n°EX044928 et n°EX045063, accordées respectivement par délibérations n° CP 2019-242 du 3 Juillet 2019 et n° CP 2019-363 du 18 Septembre 2019.

Désaffecte en conséquence, les autorisations d'engagement correspondantes d'un montant total de **50 000 €** disponible sur 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2020.

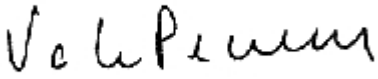
Décide de participer au titre du dispositif Club excellence d'Île-de-France – Club Premium, au financement des projets détaillés en annexe n°15 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **50 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type Club Premium approuvée à l'article 7 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponibles sur le chapitre 933 «Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 1er Septembre 2019 par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc175372-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 - Récapitulatif des subventions

RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS PAR DISPOSITIF D'INVESTISSEMENT			
Département	**Commune / Bénéficiaire**	**Libellé / type de projet**	**Subvention maximum**
EQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITE			**2 239 646,37 €**
77	Roissy en Brie	Création d'une station de CROSS FIT en accès libre	11 786,50 €
92	Rueil Malmaison	Rénovation de 3 courts de tennis à Buzenval	16 520,25 €
91	Wissous	Rénovation du sol sportif du complexe omnisport Cucheron	23 626,00 €
94	Sucy en Brie	Réhabilitation des blocs vestiaires du parc des sports	56 029,31 €
94	Maisons Alfort	Remplacement des éclairages des terrains de tennis du stade Cubizolles	17 144,48 €
77	Boissy-aux-Cailles	Création d'un parcours santé	11 542,50 €
92	Puteaux	Réfection de l'éclairage en led du gymnase Raymond DOT	15 000,00 €
92	Puteaux	Remplacement de quatre mâts et éclairage en leds stade Léon Rabot	15 000,00 €
78	EquiEvent à Rambouillet	Rénovation de l'écurie avec création d'un barn de 8 boxes et espaces de soins	22 223,41 €
77	SAINT-AUGUSTIN	Création d'un city stade	45 700,00 €
78	Vernouillet	Construction de 3 courts de tennis couverts sur le site des Buissons	187 932,32 €
78	Gargenville	Construction de 2 courts de tennis extérieurs dans le square des Merisiers	15 393,42 €
94	Villejuif	Construction d'un gymnase à la Halle des sports Colette Besson	200 000,00 €
91	AIC Idées Haras du Launay à Moigny sur Ecole	Création d'un ronde longe et d'un marcheur couvert avec arrosage automatique	50 000,00 €
78	Epône	Rénovation du stade des Aulnes	437 000,00 €
95	Epinette de Boisemont	Aménagement des installations (couverture d'un manège, installation stabulations, réfection vestiaires et sanitaires)	102 415,18 €
78	Saint Leger en Yvelines	Réfection de 2 courts de tennis : transformation béton poureux en terre artificielle	8 047,93 €
91	Etampes	Transformation de deux terrains de football non normés en sol stabilisé par du gazon synthétique espace sportif Jo Bouillon	18 480,60 €
78	Club Hippique du Haut Buc	Rénovation des écuries, du parre bottes et de l'éclairage	7 174,22 €
91	Palaiseau	Construction de 2 terrains de padels stade Georges Collet	32 220,00 €
94	St Maur des Fossés	Réhabilitation d'un court de tennis, création d'un court, couverture gonflable, éclairage et local tehnique	92 477,00 €
78	Montigny le Bretonneux	Rénovation et extension du mur d'escalade gymnase Pierre de Coubertin	3 580,00 €
94	Nogent sur Marne	Rénovation du sol sportif gymnase Watteau	15 432,40 €
94	Bry sur Marne	Remplacement d'une couverture par une bulle de deux terrains de tennis	32 876,00 €
77	Pringy	Construction de vestiaires sportifs	40 000,00 €

91	Ollainville	Création d'un parcours santé au parc de l'Ardrouillère	5 462,40 €
91	Marcoussis	Réhabilitation d'une piste d'athlétisme et création de couloirs de course avec aire de réception stade du Moulin	40 000,00 €
78	St Germain en Laye	Rénovation des 8 courts de tennis au stade Georges Lefèvre, au complexe des sports Kennedy	58 218,00 €
78	Carrières sur Seine	Construction dd'un équipement multisports Foot - tennis	109 440,00 €
77	Communauté de communes du Pays de l'Ourcq	Construction d'un équipement couvert : 3 courts de tennis et annexes fonctionnelles	200 000,00 €
77	Communauté de communes du Pays de l'Ourcq	Construction de 2 courts de tennis et 1 court padel extérieurs, construction semi couverte d'un padel, et éclairage pour l'ensemble des courts	92 409,64 €
94	Noiseau	Création d'une halle de tennis comprenant 2 courts couverts et 1 annexe pour les vestiaires	100 000,00 €
77	Torcy	Création d'un terrain multisport en accès libre - quartier Arche Guédon	80 000,00 €
92	Association de Brimborion à Sèvres	Rénovation de la toiture du manège et réfection des éclairages d'une carrière	46 852,29 €
77	Guignes	Construction d'un city stade	27 455,00 €
91	Linas	Remplacement des projectuers de 2 courts de Tennis extérieurs en leds	2 207,52 €
TERRAINS SYNTHETIQUES DE GRANDS JEUX			**261 132,63 €**
94	Sucy en Brie	Réhabilitation du terrain synthétique pour la pratique du football et rugby	11 307,60 €
91	Marcoussis	Transformation du terrain de foot en pelouse synthétique	90 000,00 €
78	Les Mureaux	Rénovation d'un terrain synthétique	79 825,03 €
95	Argenteuil	Rénovation terrain football stabilisé en terrain synthétique, stade auguste Delaune	80 000,00 €
ESIR			**817 426,56 €**
94	Fédération Française Ski Nautique et Wakeboard	Implantation du Centre Technique National de la Fédération Française de Ski nautique et Wakeboard en Ile-de-France	400 010,70 €
92	Boulogne Billancourt	Aménagement du gymnase de la Biodiversité du centre d'hébergement et de formation de l'équipe de basket	417 415,86 €
EQUIPEMENTS SPORTIFS MIS A DISPOSITION DES LYCEES			**1 206 752,06 €**
78	St Cyr l'Ecole	Création d'un complexe sportif dans la Zac Renard	350 000,00 €
92	Vaucresson	Création de 2 terrains synthétiques éclairés au Haras Lupin	350 000,00 €
95	Osny	Travaux d'étanchéité du gymnase Roger Moritz	6 752,06 €
77	Communauté de communes du Pays de l'Ourcq	Construction d'un gymnase de type C à vocation arts martiaux et multiactivités, salle de musculation et annexes fonctionnelles	500 000,00 €

PLAN PISCINES REGIONAL			**1 220 000,00 €**
94	Charenton le Pont	Réhabilitation de la piscine Telemaco-Gouin	800 000,00 €
78	Viroflay	Reconstruction de la piscine des Bertisettes après démolition de celle existante	420 000,00 €
ACHAT EQUIPEMENT ET MATERIEL POUR LA PRATIQUE HANDISPORT			**20 360,00 €**
75	Ligue Golf Paris	Achat d'un para-golfeur	20 360,00 €
SUBVENTIONS SPECIFIQUES HORS CADRE			**568 000,00 €**
77	Annet-sur-Marne	Construction d'un local couvert d'accueil des spectateurs intégré à l'ensemble vestiaires-tribunes du stade municipal	68 000,00 €
93	Red Star FC 1897	Rénovation du centre de formation sur le iste de Marville à la Courneuve : terrain d''honneur, terrain d'entraînement et bâtiment sous ancienne tribune	500 000,00 €

Annexe n°2 - Fiches projets

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049205 - BOULOGNE-BILLANCOURT (92) : Aménagement du gymnase de la Biodiversité et du centre d'hébergement et de formation de l'équipe de basket-ball

Dispositif : Equipements sportifs d'intérêt régional (n° 00000036)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200101- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	1 391 386,19 € HT	30,00 %	417 415,86 €
		Montant total de la subvention	417 415,86 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT
Adresse administrative	:	26 AVENUE ANDR MORIZET 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement du gymnase de la Biodiversité et du centre d'hébergement et de formation de l'équipe de basket-ball

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Vu la nature te les délais des travaux, la commune a souhaité démarrer les études et les travaux en vue d'une ouverture pour la saison 2020/2021.

Description :
Contexte :
La ville de Boulogne-Billancourt souhaite profiter de l'opportunité des Jeux Olympiques de Paris 2024 pour développer une politique sportive plus ambitieuse et vertueuse. Dans ce cadre, elle va développer un programme « Boulogne-Billancourt 2024 » qui permettra d'accompagner les talents boulonnais (sport et carrière) et ses sections sportives vers le plus haut niveau, en mobilisant le tissu économique local.
•La construction d'un palais des sports prévu pour la saison 2022/2023, doit permettre d'installer durablement l'équipe professionnelle de basket des Metropolitans 92.
•Cette nouvelle enceinte connectée pourra accueillir 5000 personnes, avec des loges pour les VIP ainsi que des salles de réception (après-match, séminaires…). Elle offrira au club un rayonnement national et international.
•La Ville de Boulogne a par ailleurs manifesté sa volonté de faire évoluer les ressources du club. Cette montée en puissance des ressources du club aura pour effet un recrutement de qualité et de meilleurs résultats avec des effets positifs sur la visibilité du club.
•Le club sera en outre doté d'une politique de communication et de marketing digitale avec le recrutement

de trois ETP dédiés et la mise en places de dispositifs digitaux de marketing (application…) permettant d'augmenter les recettes de billetterie et de sponsoring.rand
•Une synergie va être mise en place avec les 7 autres clubs du territoire Grand Paris Seine Ouest, afin de faciliter la progression des jeunes et la formation des cadres.

Descriptif du projet
L'aménagement du gymnase de l'école BIO-DIVERSITE
-Mise en oeuvre d'un parquet réglementaire pour la pratique de compétition officielle dans le respect du règlement de la Fédération Internationale de Basket (F.I.BA.) niveau fédéral y compris dépose du revêtement existant et adaptations des interfaces entre la salle et les locaux et dégagements contigus
-Mise en place de 2 paniers de basket de part et d'autre du terrain du gymnase.
-Mise en place de 4 paniers de basket répartis sur les côtés latéraux du terrain du terrain du gymnase
- Mise en oeuvre d'un marquage au sol pour terrain de basket conforme aux règles de la Fédération Française du Basket (F.F.B.),
-Mise aux normes de l'éclairage du terrain pour le respecter des normes d'éclairement de la Fédération Française du Basket (F.F.B.),
-Création 2 salles de musculation dans les locaux de stockages (école + badminton)
-Création des espaces de stockages dans les alcôves du gymnase
-Mise aux normes de ventilation pour le terrain et les salles de musculation

Réhabilitation et réaménagement du centre d'hébergement et de formation des jeunes espoirs lycéens du club:
-Mise en sécurité incendie
-Création d'un hall d'entrée et d'escaliers d'accès indépendants
-Aménagement d'un foyer-logement pour basketteurs pour des courtes et moyennes périodes.
- Réhabilitation complète du 1er étage du centre d'hébergement avec 8 chambres de 2 lits, 1 chambre accompagnateurs, 2 bureaux centraux, une salle de convivialité, une cuisine et un espace repas.

Objectifs du centre de formation
•La création d'un centre de formation est un élément prépondérant du projet. La mission principale sera de proposer une formation de qualité pour les jeunes joueurs
•Accompagner les jeunes vers un projet professionnel dans les métiers du sport (joueurs, entraîneurs, préparateurs physiques, directeurs sportifs, managers, kinésithérapeutes…) ou vers d'autres secteurs. Une collaboration avec les entreprises, pour ouvrir les portes du monde professionnel aux jeunes en formation, sera créée.
•Cette structure sera en lien avec l'organisme « Seine Ouest Entreprise et Emploi » qui permettra aux jeunes d'être suivis et d'optimiser leur accès au monde du travail après leurs années au centre de formation ou après leurs carrières de basketteur.
•Les éducateurs en charge des équipes jeunes seront diplômés .
•L'élargissement du champ d'action vers les clubs voisins franciliens et les écoles constituera un des éléments de la réussite du projet.
•Le centre d'hébergement pourra accueillir une quinzaine de jeunes dès la rentrée 2020,
•Le gymnase est situé en face du centre d'hébergement pour accueillir les jeunes sportifs, de façon optimale.

Le montage du projet :
•Les travaux du gymnase de la biodiversité sont confiés à la SPL Val de Seine par délégation de maîtrise d'ouvrage.
•Les travaux du centre d'hébergement des basketteurs sont confiés à la SPL Seine Ouest Aménagement par délégation de maîtrise d'ouvrage.

La commune a établi 2 conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage de type loi MOP.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipement sportif d'intérêt régional

Montant HT des travaux : 1 441 315,54 €
Montant HT des travaux éligibles : 1 391 386,19 € (sont exclues les dépenses relatives aux aléas et aux faris annexes d'un montant de 49 929,35 €)
Taux maximum ciblé dans le RI : 30 %
Montant de la subvention appliquée : 417 415,86 €

Le montant de la subvention appliquée représente 30% du montant HT des travaux éligibles, soit 28,96% du montant HT du projet

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux Gymnase	356 226,00	24,72%
Travaux Centre hébergement et formation	619 557,50	42,99%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	223 515,70	15,51%
Etudes et maitrise Oeuvre	230 908,69	16,02%
Frais annexes	11 106,65	0,77%
Total	1 441 314,54	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	417 415,86	28,96%
Subvention Commune (sollicitée)	1 023 898,68	71,04%
Total	1 441 314,54	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX050144 - FEDERATION FRANCAISE SKI NAUTIQUE WAKEBOARD (FFSNW) - Implantation du Centre technique National en Ile-de-France

Dispositif : Equipements sportifs d'intérêt régional (n° 00000036)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200101- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	1 333 369,00 € HT	30,00 %	400 010,70 €
	Montant total de la subvention		400 010,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFSNW - FEDERATION FRANCAISE DE SKI NAUTIQUE ET DE WAKEBOARD
Adresse administrative : 9-11 RUE DU BORREGO 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICE MARTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : implantation du Centre technique National en Ile-de-France

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet poursuit les objectifs suivants :
- Rationaliser les moyens et de la structuration de la Fédération avec la réunion des moyens et outils sur un même site ;
- Proposer le meilleur accueil des pratiquants en termes de qualité et de sécurité ;
- Dynamiser le territoire francilien avec une activité attrayante et accessible ;
- Faire rayonner l'Ile-de-France à l'international via l'organisation de compétitions internationales ;
- Accueillir les publics éloignés de la pratique ;
- Accueillir des établissements scolaires franciliens dans le cadre de cycles EPS et sections sportives ;

Ce projet est la pierre angulaire d'un vaste programme conçu par la FFSNW visant à répondre au mieux aux enjeux de développement, d'encadrement et de promotion des disciplines de la Fédération dans la perspective, essentielle à ses yeux, de participer à l'intérêt général, c'est-à-dire au bien-être social, au mieux-vivre ensemble, à la cohésion du territoire, ainsi qu'au rayonnement économique, touristique et culturel de la Région Ile-de-France.

L’infrastructure proposée par la FFSNW constitue l’offre la plus complète en matière de téléski nautique eu égard au projet fédéral et aux nouvelles attentes des pratiquants. En effet, il s’agit de réunir sur un même site les deux types d’installation proposés par les constructeurs.

Le site sera muni d’un grand téléski de cinq poulies ainsi qu’un second de deux poulies (système aller/retour idéal pour l’initiation des débutants et les cours particuliers de perfectionnement), afin d’accueillir l’ensemble des formations existantes. Cette configuration permettra ainsi de proposer une offre de pratique adaptée à chacun : du débutant au sportif de haut niveau, touchant à tous les domaines de la formation, à l’évènementiel, en passant par l’entraînement et l’organisation de compétitions.

L’implantation finale du parcours, d’environ huit cents mètres, permettra la pratique simultanée de onze pratiquants dans des conditions de sécurité et d’encadrement idéales, garantissant un flux important et maîtrisé. L’ambition de la Fédération d’accès pour tous à la pratique se traduira par un effort particulier vis-à-vis des publics prioritaires dans une démarche de réduction des inégalités.

Concernant le matériel et l’équipement principal, la FFSNW prévoit de recourir aux meilleurs fournisseurs mondiaux pour la mise en place d’une infrastructure haut de gamme, évolutive, innovante, fiable et ultra-attractive auprès de l’élite des athlètes internationaux.

La stratégie définie ainsi par la Fédération comprend l’acquisition d’un ambitieux parc de modules (rampes et tremplins flottants permettant la réalisation de sauts et de figures sur le modèle des skate-parks) renouvelé régulièrement afin de proposer une offre riche et variée aux pratiquants tout en favorisant la recherche et développement au sein même du centre technique fédéral.

Outre l’installation des pylônes sur le plan d’eau, chaque téléski nécessite un local d’accueil et un ponton de départ spécifique. D’autres aménagements complémentaires seront également prévus avec un bureau, un espace de stockage du matériel et des équipements, un atelier mécanique, un espace de formation comprenant du matériel audiovisuel et des salles de cours, des sanitaires, des vestiaires avec casiers individuels ainsi qu’un espace de restauration. Enfin, l’ouverture d’une salle dédiée à la préparation physique complètera le Centre et lui permettra de répondre à tous les besoins d’une pratique de haut niveau.

Dans ces conditions, la Fédération sera en mesure d’assurer une capacité d’accueil importante, une excellente qualité de service et d’encadrement, ainsi qu’un fonctionnement moderne à la hauteur de ses ambitions et des nouveaux enjeux du monde du sport.

Étant donné sa situation géographique en Ile-de-France, ce site devrait être le plus important de France en matière de fréquentation et du nombre de services proposés, et couvrir ainsi toutes les composantes d’une discipline en plein essor.

Sa gestion en direct par la Fédération permettra d’en faire un véritable laboratoire d’expérimentation pour l’ensemble des futures politiques fédérales. La FFSNW testera, au sein du Centre technique, un nouveau programme de développement des relations avec les téléskis, et y développera ses offres, produits et outils pédagogiques (memento, Pass Sport Gliss’, support vidéo, cours particuliers tous niveaux, matériel des partenaires, licences, titres de participation, vidéo photo souvenir, suivi entrainement personnalisé, etc.) pour une amélioration permanente de ses services.

Le projet présente l'avantage d'être ouvert à tous les publics de tous niveaux.
Ainsi, les compétiteurs régionaux, nationaux et internationaux pourront s'entrainer sur site et trouver les ressources pour se former et construire leur saison.
De même, les débutants issus de tous milieux pourront découvrir l'activité en toute sécurité que ce soit en famille, en groupe, dans le cadre de centre de vacances ou de comités d'entreprises, avec leur établissement scolaire, par l'intermédiaire de leur association...
L'ouverture du site est prévu de manière à satisfaire tous les publics en fonction des contraintes qui sont les leurs et notamment avec des créneaux dédiés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Centre technique

Montant HT des travaux éligibles : 1 333 369 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 30 %
Montant de la subvention attribuée : 400 010,70 €

Localisation géographique :

- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	628 856,00	47,16%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	610 346,00	45,77%
Maitrise d'œuvre (Phase APS)	94 167,00	7,06%
Total	1 333 369,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	400 010,70	30,00%
CNDS	324 542,00	24,34%
Participation Ligue, Comité régional ou Fédération	608 816,30	45,66%
Total	1 333 369,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX050261 - Achat d'équipements spécifique en faveur des PSH - ASSOCIATION LIGUE GOLF PARIS

Dispositif : Achat d'équipement en faveur du handisport (n° 00000040)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20421-132001-300
Action : 13200102- Achat d'équipements en faveur du handisport

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Achat d'équipement en faveur du handisport	25 450,00 € TTC	80,00 %	20 360,00 €
	Montant total de la subvention		20 360,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION LIGUE GOLF PARIS
Adresse administrative	:	1 AV DU GOLF 78114 MAGNY-LES-HAMEAUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Claude PERCEROU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : achat d'un para-golfeur

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Achat d'un équipement appelé paragolfeur par la Ligue de Golf Paris. Il permettra à des personnes en situation de handicap en fauteuil de pratiquer le sport de golf et d'intégrer le projet Handigolf de l'Association de Maisons Laffite qui permet la réinsertion sociale et/ou professionnelle par le golf. Aujourd'hui les personnes en fauteuil sont exclues de ce projet par manque de l'équipement paragolfeur.
Cet achat s'inscrit en effet dans le cadre du projet Handigolf lancé par l'ASG Maisons Laffite et visant par le sport de golf à la réinsertion sociale et professionnelle de personnes en situation de handicap. Le but est d'élargir le projet actuellement limité au handicap debout pour pouvoir aussi intégrer des personnes en fauteuil.
Ayant eu de nombreuses demandes pour des personnes en situation de handicap en fauteuil et ayant validé que le projet donnait des résultats avec des personnes en situation de handicap debout, pour la Ligue, c'est investissement dans un paragolfeur est incontournable.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MAGNY-LES-HAMEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un para golfeur	25 450,00	100,00%
Total	25 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 360,00	80,00%
Ligue Golf Paris	5 090,00	20,00%
Total	25 450,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX048931 - Charenton-le-Pont (94) : réhabilitation-extension de la piscine Telemaco-Gouin

Dispositif : Plan Piscines Régional (n° 00000085)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200103- Plan piscines

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 000 000,00 € HT	10,00 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHARENTON LE PONT
Adresse administrative : 48 RUE DE PARIS
94220 CHARENTON-LE-PONT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur HERV GICQUEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation-extension de la piscine Telemaco-Gouin

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Depuis 2017, le petit et le grand bassin ont dû être fermés en raison d'importantes fuites sur les canalisations d'alimentation et de recyclage des eaux et par la suite la fosse de plongée dès juin 2018.
Compte tenu de la particularité de l'équipement et de sa complexité technique, la Ville a été contrainte de revoir à plusieurs reprises son projet de réhabilitation, entraînant une fermeture prolongée du site.
Compte tenu de la fermeture de l'équipement depuis plus de deux ans, la Ville souhaite engager les travaux le plus tôt possible, à savoir dès janvier 2020

Description :
La piscine Télémaco-Gouin est un site implanté au sous-sol du complexe sportif TELEMACO GOUIN sous le marché.
Le site présente d'importantes problématiques de gros entretien, de pertes d'eau sur les alimentations et évacuations au niveau des bassins, des problématiques fonctionnelles et d'usages. Une réhabilitation globale du site est aujourd'hui souhaitée par le Ville et plus spécifiquement en ce qui concerne la piscine.

Fermée depuis février 2017, la Collectivité souhaite aujourd'hui pouvoir rouvrir ses bassins au public. Pour cela, il est envisagé une rénovation et une modification des bassins complétée d'une extension des espaces d'accueil, vestiaires, sanitaires. La démarche intègre bien entendu, l'étude et le traitement de certains points techniques spécifiques comme le traitement de la ventilation, mais également la mise en accessibilité du site au plus grand nombre.

Plus précisément, le projet consiste :
- Réhabilitation lourde du R-1 : Il s'agit de rénover, de modifier les bassins pour augmenter la superficie d'eau et de réaménager les vestiaires, les sanitaires, etc.
- Extension de l'entrée : Cette opération donne l'opportunité d'affirmer l'identité de la Piscine souterraine par une intervention sur le domaine public avenue Jean Jaurès. L'extension pallie ainsi à son défaut de visibilité en infrastructure en ménageant un accueil vitré sur rue, un accès pour personnes valides et PMR.
- Aménagement des abords : La création d'un parvis, et la requalification des trottoirs et des stationnements véhicules permettent de redonner une plus grande place aux piétons et de clarifier les accès.

Le projet a notamment pour objectifs principaux de :
-De rendre l'équipement aux normes d'accès PMR et d'optimiser l'accès d'une manière générale,
-De développer des activités sportives dédiées aux personnes dont la mobilité serait réduite, telle qu'une section Handisport ;
-De favoriser l'inclusion sociale par le sport ;
-D'agir sur la prévention santé ;
-De développer la pratique sportive du plus jeune au plus âgé ;
-De pérenniser la structure du bâtiment et de réhabiliter techniquement l'équipement afin de réduire les consommations d'eau et d'énergie tout en améliorant le confort des usagers et du personnel (qualité d'air, acoustique, éclairage),
-D'améliorer le confort d'usage de l'équipement, notamment l'espace vestiaires,
- D'augmenter les surfaces d'eau du bassin pour une amélioration de l'usage (bassin d'apprentissage de 15 m3).

Les clubs résidents utilisateurs de cette piscine avant sa fermeture proposaient une pratique mixte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation avec extension

Montant HT du projet : 9 618 700€ (7 856 500 € de travaux, 1 369 400€ Etudes/MO et 392 800€ d'aléas Mo)
Plafond HT des travaux éligibles : 8 000 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 10 %
Montant de la subvention appliquée : 800 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 10% du plafond HT des travaux soit 8,32 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :
- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	7 856 500,00	81,68%
Etudes et maîtrise d'œuvre	1 369 400,00	14,24%
Autres dépenses (préciser)	392 800,00	4,08%
Total	9 618 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	800 000,00	8,32%
Subvention Commune sollicitée :Mairie St Maurice)	1 000 000,00	10,40%
ANS	71 800,00	0,75%
Mairie Charenton-le-Pont	7 746 900,00	80,54%
Total	9 618 700,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049028 - VIROFLAY (78) : reconstruction de la piscine des Bertisettes après démolition de celle existante

Dispositif : Plan Piscines Régional (n° 00000085)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200103- Plan piscines

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 200 000,00 € TTC	10,00 %	420 000,00 €
		Montant total de la subvention	420 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIROFLAY
Adresse administrative : 2 PL DU GENERAL DE GAULLE
78220 VIROFLAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier LEBRUN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : reconstruction de la piscine des Bertisettes après démolition de celle existante

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite rendre opérante au plus vite cet équipement (fermeture de l'ancienne piscine depuis juillet 2017 et carence de ce type d'équipement dans les alentours).

Description :
La piscine municipale des Bertisettes, datant de 1966 est fermée depuis juillet 2017. C'est un équipement vieillissant, qui nécessite de gros travaux de rénovation pour le remettre en état et prolonger sa vie pour une quinzaine d'années. Le coût de cette réhabilitation lourde a été jugé trop important pour un résultat peu satisfaisant. La Collectivité a souhaité donc reconstruire une piscine sur le site actuel après démolition de la piscine existante.

Publics cibles : tout public, sportifs, pratiquants de loisirs et groupes scolaires. Club résident Union Sportive Municipale de Viroflay, section natation, plongée.

Descriptif du projet :
Vrai pôle sportif et de bien-être, il est composé :
- d'un hall d'accueil avec vue panoramique sur la halle des bassins,
- d'un grand bassin de compétition de six couloirs,
- d'un bassin d'apprentissage de quatre couloirs
- d'un bassin de loisirs avec une banquette bouillonnante, des jets massants à différentes hauteurs,

permettant tout un parcours bienêtre, des cols de cygne, des plaques à bulles et une buse de nage à contre-courant
- d'une pataugeoire
- d'un espace balnéo-détente composé de trois saunas extérieurs, d'un hammam, d'un espace douches massantes-relaxantes et d'une zone de repos en accès direct avec une terrasse solarium et un jardin zen offrant des vues sur la forêt de Meudon.
- d'une zone cardio-musculation fitness

Montage du projet
Pour ce projet, la commune a choisi de conclure un contrat de concession de service public. La société choisie OPALIA a en charge le financement, la démolition, la conception, la construction et la maintenance de l'équipement. Une fois ces travaux effectués, le Délégataire sera chargé de la gestion de l'équipement dans les conditions fixées dans le contrat conclu pour une durée de 25 ans en mars 2019.

Le foncier reste propriété de la Ville. Les biens deviendront propriété de la Ville après 23 ans.

Coût pour la Collectivité
La Collectivité participe à l'effort d'investissement en versant une subvention de 4,2 M€ au délégataire en phase de construction, selon un calendrier de versement défini au contrat à partir d'un coût d'investissement engageant, ferme et définitif, à 16 463 000 € HT
De son côté, le délégataire va verser à la Collectivité, à compter de la mise en service du nouvel équipement, une redevance d'occupation du domaine public. Cette redevance contient (art 46 et 47 du contrat) :
- Une part fixe donc garantie d'un montant de 52 875 € HT valeur 2018.
- Une part variable, qui consiste en une redistribution d'une quote part (30%) du résultat supplémentaire que ferait le délégataire si le résultat effectif est supérieur au résultat prévisionnel. Ainsi, la Collectivité sera intéressée à une économie du contrat qui serait éventuellement meilleure que prévue.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction

Montant TTC des travaux : 4 200 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 10 %
Montant de la subvention appliquée : 420 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 10% du montant TTC des travaux éligibles.

Localisation géographique :
- VIROFLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'opération	4 200 000,00	100,00%
Total	4 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	420 000,00	10,00%
Commune Viroflay	3 780 000,00	90,00%
Total	4 200 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048628 - SAINT-CYR-L'ECOLE (78) - Création d'un complexe sportif (Pierre Mazeaud) dans la Zac Renard

Dispositif : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées (n° 00000316)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	2 500 000,00 € HT	14,00 %	350 000,00 €
	Montant total de la subvention		350 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SAINT CYR L'ECOLE
Adresse administrative	:	SQUARE DE L'H TEL DE VILLE 78210 SAINT-CYR-L'ECOLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Sonia BRAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un complexe sportif (Pierre Mazeaud) dans la Zac Renard

Dates prévisionnelles : 31 juillet 2019 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir les objectifs de livraison de l'équipement courant 1er trimestre 2021, la commune a sollicité un démarrage anticipé des travaux.

Description :
Au regard de la forte croissance démographique et d'un constat réalisé sur le patrimoine existant, la ville de Saint-Cyr-L'École a décidé de créer équipement sportif afin de répondre aux nouveaux et futurs besoins de l'ensemble de la population.
Ainsi, de nombreuses activités, salles et équipements spécialisés composent le projet de complexe ou « pôle » sportif de niveau régional, comprenant 11 salles sportives spécialisées.
La faisabilité de cette programmation a été confirmée dans une nouvelle étude de programmation urbaine.
Ce futur équipement améliorera qualitativement et quantitativement l'offre sportive de la commune pour l'ensemble des usagers scolaires et associatifs.

D'une surface de plancher d'environ 5 880 m², il comprendra :
- une salle multisports de niveau régional avec 400 places en tribune,

- une structure artificielle d'escalade, de niveau départemental (seulement 3 dans les yvelines)
- une salle de gymnastique spécialisée,
- trois dojos,
- une salle de boxe,
- une salle de musculation,
- une salle de tennis de table et d'escrime,
- une salle de danse,
- une salle polyvalente,
- un espace convivialité
- vestiaires, sanitaires, espaces de rangement, locaux techniques, loge de gardien.

Un parking aérien paysager de 48 places dont 4 PMR complètera le programme.

L'équipement sera mis à disposition du lycée Mansart situé à St Cyr l'Ecole, et ce, gratuitement et pour une durée de 20 ans. Le lycée prévoit une utilisation de 30h hebdomadaires sur les salles de tennis de table, et gymnastique et structure d'escalade.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : gymnases

Montant HT des dépenses : 9 880 000 €
Montant plafond HT des dépenses : 2 500 000 €
Taux d'intervention Ri maximum : 25%
Taux d'intervention ramené à : 14%
Montant de la subvention : 350 000 €

La participation régionale correspond à 14% du montant plafond des travaux éligibles, soit 3,54% du coût global de l'opération.

Localisation géographique :
- SAINT-CYR-L'ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	8 887 609,00	89,96%
Maitrise d'œuvre (Phase APS)	992 391,00	10,04%
Total	9 880 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	350 000,00	3,54%
Subvention Département (sollicitée)	500 000,00	5,06%
Participation Ligue, Comité régional ou Fédération	12 000,00	0,12%
Fonds propres de la commune	4 095 784,00	41,46%
Participation Grand Paris Aménagement	4 922 216,00	49,82%
Total	9 880 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048967 - OSNY (95) : Travaux d'étanchéité du gymnase Roger Moritz

Dispositif : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées (n° 00000316)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	19 291,60 € HT	35,00 %	6 752,06 €
	Montant total de la subvention		6 752,06 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'OSNY
Adresse administrative	:	14 RUE WILLIAM THORNLEY 95520 OSNY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean-Michel LEVESQUE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux d'étanchéité du gymnase Roger Moritz

Dates prévisionnelles : 20 avril 2020 - 30 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent commencer au mois d'avril afin de bénéficier de la période estivale pour leur réalisation dans de bonnes conditions.

Description :
Le projet de réhabilitation du gymnase Roger Moritz consiste à :
- supprimer les infiltrations d'eau sur les façades Nord et Sud,
- éviter la détérioration des parois et des revêtements de sol,
- supprimer les risques de chutes liées au revêtement de sol.

630 élèves du lycée Paul Emile Victor utilisent le gymnase (1 554 heures par an) ; la mise à disposition du gymnase permet la préparation des lycéens aux épreuves du baccalauréat, de proposer des activités de loisirs et de compétition dans le cadre de l'union nationale du sport scolaire, d'animer des journées de sensibilisation au sport adapté et au handisport…
Le gymnase est également utilisé par les associations de tir à l'arc, de volley ball, d'athlétisme, de majorettes, ainsi que lors de stages sport-loisir pour les enfants et par l'Accueil de Loisirs sans Hébergement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : opération ciblée en fonction de la nature du projet présenté

Montant HT des travaux : 26 261,22 €
Montant HT des travaux éligibles : 19 291,60 € (sont exclues les dépenses relatives à la dépose d'étanchéité, dépose d'habillage et la location d'un camion benne)
Taux maximum ciblé dans le RI : 25 % + 10%
Taux d'intervention ramené à : 35 % (le taux de base bénéficie d'une majoration de 10% si la collectivité met gratuitement à disposition des lycées d'autres équipements sportifs pour un volume horaire hebdomadaire de 30 heures)
Montant de la subvention attribuée : 6 752,06 €

Le montant de la subvention appliquée représente 35% du montant HT des travaux éligibles, soit 25,71% du montant HT du projet.

Localisation géographique :
- OSNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	26 261,22	100,00%
Total	26 261,22	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 752,06	25,71%
Subvention Commune (sollicitée)	19 509,16	74,29%
Total	26 261,22	100,00%

DOSSIER N° EX049017 - VAUCRESSON (92) - Création de 2 terrains synthétiques avec éclairages au Haras Lupin

Dispositif : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées (n° 00000316)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 000 000,00 € HT	35,00 %	350 000,00 €
	Montant total de la subvention		350 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VAUCRESSON
Adresse administrative	:	8 GRANDE RUE 92420 VAUCRESSON
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Virginie MICHEL-PAULSEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de 2 terrains synthétiques et éclairages au Haras Lupin

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de son programme de valorisation et de renouvellement de ses installations sportives extérieures, la ville de Vaucresson, après la création d'un nouveau terrain de rugby entouré d'une piste d'athlétisme sur les terrains Yves du Manoir, a lancé la création de 2 terrains synthétiques éclairés sur le site du Haras Lupin.
Le Haras Lupin est un site sportif de 75 000 m2 qui comprend un centre sportif, un terrain de pétanque, un city stade, deux terrains de football, deux terrains de rugby et un terrain stabilisé.
La construction de deux nouveaux terrains est motivée par des difficultés de fonctionnement avec les terrains en herbe surtout en cas de conditions météos difficiles, qui entrainent systématiquement des opérations et travaux préventifs et curatifs.

La mise à disposition gratuite des équipements sera au bénéfice des lycées Toulouse Lautrec et Jean Monet à Vaucresson.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipement extérieur

Montant HT des dépenses : 1 369 883,33 €
Montant HT des dépenses éligibles (plafond travaux HT) : 1 000 000 €
Taux d'intervention maximum RI : 30%
Bonus pour mise en oeuvre rétention granulats : +5%
Taux d'intervention appliqué : 35%
Montant de la subvention : 350 000 €

La participation régionale représente 35% des dépenses éligibles, soit 25,55% du coût globale de l'opération.

Localisation géographique :

- VAUCRESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux terrains	1 040 000,00	75,92%
Maitrise d'œuvre (Phase APS)	72 083,33	5,26%
Travaux récupération granulats	20 000,00	1,46%
Travaux pour éclairages terrains	220 800,00	16,12%
Travaux équipements annexes	17 000,00	1,24%
Total	1 369 883,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	350 000,00	25,55%
Subvention Département (sollicitée)	438 362,67	32,00%
Fonds propres	581 520,66	42,45%
Total	1 369 883,33	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049697 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OURCQ (77) : Construction d'un gymnase de type C à vocation arts martiaux et multiactivités, salle musculation et annexes fonctionnelles

Dispositif : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées (n° 00000316)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	2 000 000,00 € HT	25,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L OURCQ BRUIT DE LIZY
Adresse administrative : 2 AVENUE LOUIS DELAHAYE 77440 OCQUERRE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Pierre EELBODE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un gymnase de type C à vocation arts martiaux et multi activités, salle musculation et annexes fonctionnelles

Dates prévisionnelles : 1 avril 2018 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais de travaux la communauté de communes envisage une ouverture de cet équipement en septembre 2022. Elle a lancé le démarrage du projet en conséquence.

Description :
Descriptif de l'équipement :
- gymnase d'une superficie de 3 600m2, sera aménagée en deux aires de combat de 8 m x 8 m séparées par un mur amovible + gradins
- Protection de chaque aire d'évolution par un capitonnage des obstacles de toute nature (murs, piliers, dispositifs de chauffage, angles saillants) situés à une distance inférieure à 1 m de l'aire d'évolution et ce, sur une hauteur de 2 m
- Les aires de tatamis sont démontables pour une pratique sportive plus polyvalente, avec un sol sportif conforme aux normes NF P90-202 et NF EN 14904

- Éclairage naturel zénithal et artificiel 300 lux au droit de l'aire d'évolution (aire de combat + zone de sécurité)
- Séparation de la salle par un mur mobile toute hauteur avec affaiblissement acoustique de 50 Db Rw, afin d'accueillir 2 clubs ou 2 classes simultanément
- Salle de musculation attenante au gymnase d'une superficie de 50m2

Accueil des spectateurs
- 100 personnes y compris places réglementaires réservées aux personnes à mobilité réduite
- Tribunes mobiles 3 rangs équipées de roulettes en partie arrière permettant un rangement vertical
- Les aires d'évolution seront séparées des tribunes par une main courante amovible

En complément :
- locaux rangement
- vestiaires , douches, sanitaires
- bureaux associatifs et arbitres
- infirmerie

Objectifs du projet:
- Permettre la pratique du judo et des autres disciplines associées des arts martiaux
- Permettre la pratique des APS en milieu scolaire

Utilisateurs :
L'équipement sera ouvert aux collèges, lycée et CFA .
Il est envisagé une utilisation de l'équipement par le lycée du GUÉ A TRESMES à hauteur de 30h par semaine répartis sur 4 jours sur les périodes scolaires. La communauté de communes s'engage à mettre à disposition cet équipement gratuitement et prendre en charge les frais de fonctionnement afférents à l'utilisation par le lycée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : gymnase type C

Montant HT des travaux : 2 124 862,32 €
Plafond HT des travaux : 2 000 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 25%
Montant de la subvention appliquée : 500 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 25% du montant HT des travaux éligibles, soit 23,53% du montant HT du projet.

Localisation géographique :
- OCQUERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 724 497,90	81,16%
Maitrise d'œuvre (Phase APS)	217 488,10	10,24%
Autres dépenses (test, assurance, controles, matériel sportif)	81 692,40	3,84%
Révision prix 2020	101 183,92	4,76%
Total	2 124 862,32	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	500 000,00	23,53%
Subvention Etat DETR	71 660,00	3,37%
Subvention Département Seine et Marne (sollicitée)	442 142,00	20,81%
Fonds propres	1 111 060,32	52,29%
Total	2 124 862,32	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048463 - SUCY EN BRIE (94) - Réhabilitation du terrain synthétique pour la pratique du football et du rugby au sein du parc des Sports

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	75 384,00 € HT	15,00 %	11 307,60 €
	Montant total de la subvention		11 307,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY-EN-BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du terrain synthétique pour la pratique du football et du rugby au sein du parc des Sports

Dates prévisionnelles : 6 avril 2020 - 24 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite le démarrage anticipé des travaux car les travaux doivent se faire en période de vacances scolaires, période durant laquelle l'équipement n'est pas utilisée.

Description :
Afin de pouvoir accueillir les associations sportives et les Sucyciens dans de bonnes conditions de pratique sportive, la Ville de SUCY EN BRIE souhaite réhabiliter le terrain synthétique au sein du Parc des Sports.

Le Parc des Sports est un espace de 47 hectares ouvert au public avec un secteur « sportif » : terrains de football, rugby, beach volley, piste d'athlétisme, courts de tennis et un secteur « détente » : la plaine, accueillant un plan d'eau, forêt, pelouses et une gloriette avec des tables de pique-nique ainsi que des aires de jeux pour enfants et une aire de street-workout.
Au préalable à cette réhabilitation, différentes étapes ont été élaborées (diagnostic, étude des besoins et travaux envisagé) et sont décrites ci-dessous :

Diagnostic de l'existant :

-Le club de rugby est monté d'une division grâce à ses résultats de la saison dernière. Le terrain ne correspond plus aux exigences de ce niveau en termes de sécurité pour les joueurs.

-Le terrain est homologué football.
-Une fréquentation du terrain en forte hausse depuis la montée de division du rugby.
-Un pare-ballon défectueux qui laisse passer les ballons.

Besoins :
-Un terrain homologué football et rugby par les fédérations respectives pour l'organisation de rencontres de haut-niveau.
-Améliorer la sécurité aux abords du terrain.
-Stopper la course des ballons perdus.

Description des travaux décomposés de la manière suivante :
-Changer le pare-ballon existant et le grillage.
-Décaler la main courante existante.
-Pose d'une pelouse synthétique pour combler l'espace laissé par le décalage de la main courante.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : terrains synthétiques (autres garnissages que granulats de caoutchouc)

Montant HT des dépenses : 75 384 €
Montant HT des dépenses éligibles : 75 384 €
Taux d'intervention RI maximum : 15%
Montant de la subvention : 11 307,60 €

Localisation géographique :
- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de terrassement	8 357,05	11,09%
Pose et fourniture gazon synthétique garnissage sable	12 975,28	17,21%
Pose et fournitures équipements et matériels sportifs	54 051,67	71,70%
Total	75 384,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	64 076,40	85,00%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	11 307,60	15,00%
Total	75 384,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX049707 - MARCOUSSIS (91) : transformation du terrain de foot en pelouse synthétique

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	942 804,00 € TTC	9,55 %	90 000,00 €
	Montant total de la subvention		90 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MARCOUSSIS
Adresse administrative : 5 RUE ALFRED DUBOIS
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier THOMAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation du terrain de foot en pelouse synthétique

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 15 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le terrain doit être achevé afin d'accueillir la reprise de la saison en septembre 2020.

Description :
Le projet porte sur la transformation d'un terrain de football en pelouse naturelle et terrain de football en terrain synthétique, ainsi que sur la réfection et la mise aux normes de l'éclairage et la création d'une piste d'athlétisme.
Cet aménagement permettra d'allonger le temps d'utilisation du terrain de football (de 10h par semaine à 60 h).
La création d'une piste d'athlétisme, permettra à l'association d'athlétisme et aux scolaires de s'entraîner dans de bonnes conditions. La réfection de l'éclairage en LED et la mise aux normes permettront de répondre aux critères de la FFF et à la mise en sécurité des sportifs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : opération ciblée dans le règlement d'intervention en fonction de la nature du projet présenté.

Montant TTC des travaux : 942 804 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %
Taux d'intervention ramené à : 9,55 %
Montant de la subvention attribuée : 90 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 9,55% du montant TTC des travaux éligibles.

Localisation géographique :

- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'oeuvre	23 760,00	2,52%
Travaux	919 044,00	97,48%
Total	942 804,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile de France	90 000,00	9,55%
Commune	812 804,00	86,21%
FFF	40 000,00	4,24%
Total	942 804,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049856 - ARGENTEUIL (95) : Rénovation du terrain de football stabilisé en terrain synthétique, stade Auguste Delaune

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	700 000,00 € HT	11,43 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARGENTEUIL
Adresse administrative : 12-14 BOULEVARD LEON FEIX
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GEORGES MOTHRON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du terrain de football stabilisé en terrain synthétique, stade Auguste Delaune

Dates prévisionnelles : 17 juin 2019 - 30 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a souhaité une ouverture du terrain pour le lancement de la saison sportive 2019/2020. Les travaux ont été programmés en conséquence, sur la période estivale pour limiter l'impact de fermeture pour les clubs et les scolaires.

Description :
Objectifs :
-augmenter le temps de pratique et par la même occasion soulager les autres terrains de la ville.
- diminuer carence en équipement sportif sur le quartier d'Orgemont, quartier situé en périphérie immédiate d'un QPV.

Descriptif terrain :

Terrain synthétique de grands jeux, remplissage en TPE, élastomère thermoplastique, (Zéro HAP), 100% recyclable. Garnissage fabriqué à partir de polyéthylène. Le TPE est idéalement durable, non polluant et parfaitement recyclable. Il rallie actuellement la majorité des fabricants et des chercheurs les plus sérieux.

La collectivité a attesté respecter les exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire le critère de provenance et de traçabilité des produits de remplissage. Les normes de toxicité et environnementales seront portées à la connaissance des utilisateurs.

Le terrain synthétique est conforme aux normes de la Fédération Française de Football avec une homologation en classement 6 SYE, pouvant accueillir des compétitions.

Ce terrain est éclairé et dispose de vestiaires.

Utilisateurs

En journée principalement pour les scolaires (primaires, collège et lycée) et en fin de journée et le weekend pour les associations sportives de la ville et les animations de quartier, avec l'objectif d'une pratique féminine

Les clubs de football utilisateurs sont :
- RFCA (Racing Football Club d'Argenteuil)
- FAF (Fédération Algérienne de Football)
- CCPPVEA (Centre Culturel Portugais Paix Vivre Ensemble Argenteuil)
- AFPA (Association Formation Continue Argenteuil)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : terrain synthétique de grands jeux

Montant HT des travaux éligibles : 700 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %
Taux d'intervention ramené à : 11,47 %
Montant de la subvention appliquée : 80 000€

Le montant de la subvention appliquée représente 11,47% du montant HT des dépenses éligibles, soit 11,43% du montant HT du projet.

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	181 460,00	25,92%
Installation chantier	19 760,00	2,82%
Terrain de football	440 260,00	62,89%
Aménagement bords terrains et équipement sportif	58 520,00	8,36%
Total	700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	165 000,00	23,57%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	80 000,00	11,43%
Subvention Etat (sollicitée)	415 000,00	59,29%
Participation Ligue ou Fédération	40 000,00	5,71%
Total	700 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX050191 - LES MUREAUX (78) - Réhabilitation du terrain synthétique de football A du stade Léo Lagrange

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	319 300,10 € HT	25,00 %	79 825,03 €
	Montant total de la subvention		79 825,03 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MUREAUX
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François GARAY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du terrain synthétique de football A du stade Léo Lagrange

Dates prévisionnelles : 16 avril 2020 - 16 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune des MUREAUX sollicite le démarrage anticipé des travaux afin de pouvoir utiliser le terrain réhabilité dès le début de la prochaine saison sportive et ne pas perdre l'homologation fédérale en 2021 compte-tenu de l'état actuel de celui-ci. En outre, le futur chantier du pôle Léo Lagrange, projet mitoyen du stade, rend nécessaire de débuter les travaux du terrain de football au mois de juillet.

Description :
Ce terrain synthétique a été inauguré en 2010 et connait un taux d'occupation très élevé tant par les scolaires que par le mouvement sportif. Aujourd'hui, le terrain ne présente plus les conditions optimales d'utilisation dans le cadre d'une pratique fédérale du fait de la saturation de son utilisation.

Le principal utilisateur est l'Olympique Football Club Les Mureaux, doté de plus de 800 licenciés dont l'équipe sénior évolue actuellement en National 3.

Le projet consiste principalement à reprendre la couche drainante du terrain actuel, remplacer le gazon synthétique par un gazon synthétique de type monofilament de 60 mm de hauteur, remplacer l'ensemble des clôture, barreaudages et filets pare-ballons de façon à renforcer la sécurisation de l'accès au site.

Il est en outre prévu de mettre en place une solution environnementale pour la rétention des granulats.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation d'un terrain synthétique de grands jeux

Montant HT des dépenses : 366 865 €
Montant HT des dépenses éligibles : 319 300,10 € (sont exclues les dépenses liées aux travaux de dépose)
Taux d'intervention : 25% (ce qui correspond au taux maximum du RI en intégrant la majoration de 10% en cas de présence d'un dispositif de rétention des granulats)
Montant de la subvention proposée : 79 825,03 €

La participation régionale représente 25 % du montant des dépenses éligibles, soit 21,76 % du coût global de l'opération.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation du terrain	244 121,60	66,54%
Travaux de serrurerie et de sécurisation	75 178,50	20,49%
Travaux de dépose	47 564,90	12,97%
Total	366 865,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	265 039,97	72,24%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	79 825,03	21,76%
Participation Ligue ou Fédération (sollicitée)	22 000,00	6,00%
Total	366 865,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048183 - ROISSY EN BRIE (77) - Création d'une station CROSS FIT en accès libre

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	23 573,00 € HT	50,00 %	11 786,50 €
		Montant total de la subvention	11 786,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROISSY-EN-BRIE
Adresse administrative : 9 RUE PASTEUR
77680 ROISSY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRANCOIS BOUCHART, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une station CROSS FIT en accès libre

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en la création d'une station de CROSS FIT en accès libre à proximité du skate park existant. Cette station contient 14 postes de travail musculaire qui permet de muscler l'ensemble du corps (pont de singe, bancs abdominaux, anneaux, barre de pompe, barre de tractions, poignées dips, plateau de pliométrie...). Différents appareils de travail cardio sont également implantés (squat machine, push-pull, marcheur double, patineur, rameur).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipement sportif en accès libre

Montant HT des travaux éligibles : 23 573 €
Taux d'intervention RI appliqué : 50%
Montant de la subvention : 11 786,50 €

Localisation géographique :

- ROISSY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux sur dalle	9 103,00	38,62%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	14 470,00	61,38%
Total	23 573,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	11 786,50	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	11 786,50	50,00%
Total	23 573,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048287 - RUEIL MALMAISON (92) - Rénovation de 3 courts de tennis à Buzenval

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	110 135,00 € HT	15,00 %	16 520,25 €
		Montant total de la subvention	16 520,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON
Adresse administrative	:	13 BLD FOCH 92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Patrick OLLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de 3 courts de tennis à Buzenval

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 - 29 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité un démarrage anticipé des travaux afin qu'ils soient réalisés durant l'été, en période de vacances scolaires et de période de basse fréquentation des terrains.

Description :
Le projet consiste à remplacer, sur trois courts, le revêtement synthétique en textile aiguilleté polypropylène avec remplissage en brique pilée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'équipements extérieurs

Montant HT des dépenses : 116 135 €
Montant HT des dépenses éligibles : 110 135 € (sont exclues les dépenses liées à la dépose)
Taux d'intervention RI maximum : 15%
Montant de la subvention : 16 520,25 €

La participation régionale correspond à 15% du montant des dépenses éligibles, soit 14,23% du coût

global des travaux.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	18 225,00	15,69%
Travaux plates formes	7 660,00	6,60%
Pose et fourniture des revêtements synthétiques	66 525,00	57,28%
Pose réseau d'arrosage	17 755,00	15,29%
Travaux annexes (pose et fournitures matériel)	5 620,00	4,84%
DOE	350,00	0,30%
Total	116 135,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	88 001,25	75,77%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	16 520,25	14,23%
Participation Ligue ou Fédération	11 613,50	10,00%
Total	116 135,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX048411 - WISSOUS (91) - Rénovation du sol sportif du complexe omnisport Cucheron

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	118 130,00 € TTC	20,00 %	23 626,00 €
		Montant total de la subvention	23 626,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE WISSOUS
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
91320 WISSOUS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Richard TRINQUIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du sol sportif du complexe omnisport Cucheron

Dates prévisionnelles : 14 octobre 2019 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a programmé les travaux avec anticipation, à savoir pendant des périodes de congés scolaire en raison de la fermeture et inoccupation de l'équipement.

Description :
Le projet de rénovation consiste en la pose d'un sol sport hétérogène collé en Pvc sur grille de verre 100% recyclable et conforme à la norme EN 14 904. La salle concernée est la salle principale du complexe multisport du gymnase Cucheron construit en 1991. Elle accueille des activités sportives comme le handball, basketball, volley-ball et des cours d'éducation physique et sportive à partir de l'école primaire. Les clubs évoluent à ce jour à des niveaux pré-nationaux et inférieurs.
Occasionnellement, la salle accueille le forum des associations et des galas où sont installés du mobilier léger sur le revêtement, comme des tables et chaises. Une fois par an, le sol est aménagé en patinoire publique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : pose sols sportifs intérieurs amovibles

Montant TTC des dépenses : 127 806 €
Montant TTC des dépenses éligibles : 118 130 € (sont exclues les dépenses liées à la dépose)
Taux d'intervention RI : 20%
Montant de la subvention : 23 626 €

La participation régionale représente 20% du montant des dépenses éligibles, soit 16,92% du coût global de l'opération.

Localisation géographique :

- WISSOUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	120 297,60	94,13%
Etudes et maîtrise d'œuvre	7 508,40	5,87%
Total	127 806,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	115 993,00	83,08%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	23 626,00	16,92%
Total	139 619,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048430 - SUCY EN BRIE (94) - Réhabilitation des blocs vestiaires du parc des sports

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	140 073,28 € HT	40,00 %	56 029,31 €
		Montant total de la subvention	56 029,31 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY-EN-BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation des blocs vestiaires du parc des sports

Dates prévisionnelles : 24 juin 2019 - 28 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des périodes d'utilisation des vestiaires et des contraintes de planning de l'entreprise en charge des travaux, la commune a sollicité une autorisation de démarrage anticipé des travaux.

Description :
Afin de pouvoir accueillir les associations sportives et les Sucyciens dans de bonnes conditions, la Ville de SUCY EN BRIE souhaite réhabiliter les blocs vestiaires situé au sein du parc des Sports.
Le Parc des Sports est un espace de 47 hectares ouvert au public avec un secteur « sportif » : terrains de football, rugby, beach volley, piste d'athlétisme, courts de tennis et un secteur « détente » : la plaine, accueillant un plan d'eau, forêt, pelouses et une gloriette avec des tables de pique-nique ainsi que des aires de jeux pour enfants et une aire de street-workout.
Au préalable à cette réhabilitation, différentes étapes ont été élaborées (diagnostic, étude des besoins et travaux envisagés) et sont décrites ci-dessous :

Diagnostic de l'existant :
-Hausse constante de fréquentation du parc des sports avec de nombreuses rencontres sportives organisées.
-Vestiaires vétustes, portes rongées par la rouille et l'humidité, peintures murales qui se craquèlent.
-Problème d'eau stagnante dans les douches.
-Carrelage en très mauvais état et non adapté aux pratiques sportives du parc.

Besoins :
-Des vestiaires aux normes et capable d'accueillir les pratiquants dans de bonnes conditions.
-Remise à neuf des vestiaires.

Description des travaux de réhabilitation - Les travaux de réhabilitation se décomposent de la manière suivante :
-Carrelage des vestiaires et des douches
-Peinture des menuiseries, portes, plafonds, murs, radiateurs et sols
-Menuiseries
-Pose de caniveaux pour améliorer l'évacuation des eaux et éviter les problèmes d'eau stagnante.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction de vestiaires

Montant HT des dépenses : 161 269 €
Montant HT des dépenses éligibles : 140 073,28 € (sont exclues les frais liés à la dépose ou démolition d'équipements/matériels existants)
Taux d'intervention RI maximum : 40%
Montant de la subvention : 56 029,31 €

La participation régionale correspond à 40% du montant des dépenses éligibles, soit 34,74% du coût global de l'opération.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture radiateurs pour vestiaires	7 184,00	4,45%
Travaux vestiaires	154 085,18	95,55%
Total	161 269,18	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	105 239,87	65,26%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	56 029,31	34,74%
Total	161 269,18	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048523 - MAISONS ALFORT (94) - Remplacement des éclairages des terrains de tennis du stade Cubizolles

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	85 722,38 € TTC	20,00 %	17 144,48 €
		Montant total de la subvention	17 144,48 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAISONS ALFORT
Adresse administrative : 118 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94700 MAISONS ALFORT CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur OLIVIER CAPITANIO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement des éclairages des terrains de tennis du stade Cubizolles

Dates prévisionnelles : 4 novembre 2019 - 28 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité le démarrage anticipé des travaux par rapport au plan de charge et à la disponibilité de l'entreprise de travaux.

Description :
Les terrains de tennis du stade Cubizolles bénéficient d'un éclairage ancien et non performant. C'est pourquoi, il a été décidé de remplacer les projecteurs existants à lampe par des projecteurs à leds plus efficaces et plus économes.
Le projet consiste en la dépose des projecteurs existants compris platine en pieds de mat, fourniture, pose, adaptation et raccordement de projecteurs à leds type LX-FL06 ou similaire de 4 courts en terre battue et 2 cours en quick.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réfection ou création d'éclairages pour équipements sportifs

Montant TTC des dépenses : 88 100,11 €
Montant TTC des dépenses éligibles : 85 722,38 € (sont exclues les dépenses liées aux frais de déposes

des équipements existants)
Taux d'intervention maximum RI : 20%
Montant de la subvention : 17 144,48 €

La participation régionale représente 20% des dépenses éligibles, soit 19,46% du montant global de l'opération.

Localisation géographique :

- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux Bulle 1 , 2 et 3	88 100,11	100,00%
Total	88 100,11	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	70 955,63	80,54%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	17 144,48	19,46%
Total	88 100,11	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048580 - BOISSY-AUX-CAILLES (77) : Création d'un parcours santé

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	15 390,00 € HT	75,00 %	11 542,50 €
		Montant total de la subvention	11 542,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY AUX CAILLES
Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE
77760 BOISSY AUX CAILLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick POCHON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un parcours santé

Dates prévisionnelles : 20 mars 2020 - 15 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite que le parcours de santé soit opérationnel avant l'été, afin que les administrés puissent en profiter pleinement dès cette année.

Description :
Petite commune de 300 habitants, sans équipement sportif, Boisy-aux-Cailles dispose d'un terrain en bordure de forêt sur lequel va être créé un espace spécifique dédié à la pratique du sport, accessible à tous et respectant l'environnement.

Description détaillée du projet :
Parcours de santé composé de:
. 14 agrès en pin autoclave classe IV, dont 3 spécialement dédiés aux enfants
. 14 panneaux d'information
. 1 panneau d'information générale avec toiture et plan
. Certificat de conformité délivré par bureau de contrôle

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 15 390 €
Montant HT des travaux éligibles : 15 390 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 75 % (commune sans équipement sportif)
Montant de la subvention appliquée : 11 542,50 €

Le montant de la subvention appliquée représente 75% du montant HT des travaux éligibles, soit 75% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- BOISSY-AUX-CAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	15 390,00	100,00%
Total	15 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	3 847,50	25,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	11 542,50	75,00%
Total	15 390,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048658 - PUTEAUX (92): Réfection de l'éclairage en LEDS dans le gymnase Raymond DOT

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	75 000,00 € HT	20,00 %	15 000,00 €
		Montant total de la subvention	15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUTEAUX
Adresse administrative : 131 RUE DE LA R PUBLIQUE
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection de l'éclairage en LEDS dans le gymnase Raymond DOT

Dates prévisionnelles : 21 octobre 2019 - 15 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour optimiser les dépenses des fluides a réalisé les travaux sans de courts délais.

Description :
Le projet consiste à remplacer en LED l'ensemble des luminaires existants dans le gymnase Raymond DOT.

Des projecteurs MULTIRAY seront installés dans la grande salle de gymnastique permettant aux pratiquants un confort visuel optimal et permettra au public lors des
compétitions de pouvoir bénéficier d'un éclairage agréable.

Des éclairages LED seront également utilisés dans les circulations, les sanitaires et les vestiaires, et les escaliers et paliers du gymnase. Des détecteurs de mouvement seront installés dans les vestiaires/sanitaires et dans les escaliers afin que les Led ne s'allument qu'en cas de présence des utilisateurs.

L'éclairage de salle de danse sera également modifié par des LED.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif

Montant HT des travaux : 98 316 €
Plafond HT: 75 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %
Montant de la subvention appliquée : 15 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20% du plafond HT des travaux, soit 15.26% du montant HT du projet

Localisation géographique :

- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	98 316,00	100,00%
Total	98 316,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	83 316,00	84,74%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	15,26%
Total	98 316,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048682 - PUTEAUX (92) : Remplacement de quatre mâts et éclairage en LEDS stade Léon Rabot

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	75 000,00 € HT	20,00 %	15 000,00 €
		Montant total de la subvention	15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUTEAUX
Adresse administrative : 131 RUE DE LA R PUBLIQUE
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de quatre mâts et éclairage en LEDS stade Léon Rabot

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet de remplacement des mâts et des éclairages sportifs du stade de football Léon Rabot vise à améliorer l'équipement et à répondre aux exigences de la Fédération Française de Football (FFF) pour l'homologation du terrain de football pour les compétitions sportives de niveau 5 et 6.

La très grande flexibilité de la technologie LED permettra ainsi :
- de dispenser une meilleure qualité de lumière,
- un allumage et un rallumage instantané du projecteur,
- de graduer instantanément les niveaux d'éclairement à l'aide de contrôles et de commandes associés,
- d'obtenir une durée de vie exceptionnelle par rapport aux sources conventionnelles, réduisant ainsi les opérations de maintenance.

Les mâts positionnés sur la tribune posséderont une hauteur de 21,70 mètres et les mâts sur massif au sol une hauteur de 26 mètres.
Les nouveaux projecteurs seront de type LED avec une source lumineuse de 1400W.
Ces nouveaux projecteurs LED fourniront une excellente qualité d'éclairage, tout en assurant sécurité et confort visuel. Ce système d'éclairage permettra ainsi une réduction de la consommation d'énergie et offrira une plus grande flexibilité (allumage instantané, niveaux d'éclairage programmables selon le besoin).

Ces projecteurs innovants garantiront un rendement optique optimal et une distribution précise de l'éclairage avec une lumière diffuse réduite au minimum. Ils permettront aussi de réaliser des économies sur l'entretien.
La rénovation de l'éclairage contribuera à la modernisation de l'équipement, dont les tribunes vont être rénovées.
Les publics concernés par ce changement d'éclairage sont les écoles primaires de la ville, le lycée Voilin, les écoles municipales de sports, l'association sportive "CSMP Football" comptant plus de 560 adhérents.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif

Montant HT des travaux : 249 251 €
Plafond HT: 75 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %
Montant de la subvention appliquée : 15 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20% du plafond HT des travaux, soit 6,02% du montant HT du projet

Localisation géographique :
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	249 251,00	100,00%
Total	249 251,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	219 251,00	87,96%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	6,02%
Participation Ligue ou Fédération	15 000,00	6,02%
Total	249 251,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048910 - SAINT AUGUSTIN (77) : Création d'un city stade

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	91 400,00 € HT	50,00 %	45 700,00 €
	Montant total de la subvention		45 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT AUGUSTIN
Adresse administrative : 6 PLACE DU 27 AO T
77515 SAINT AUGUSTIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur S BASTIEN HOUDAYER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city stade

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite lancer les travaux au printemps, afin que l'équipement soit accessible durant les congés d'été.

Description :
La commune de Saint Augustin souhaite mettre en place un city stade afin de développer l'activité physique et sportive sur son territoire et de créer un lieu de convivialité. Les travaux consisteront en la pose d'une dalle en béton de 42 m sur 22 et la fourniture et la pose d'un city stade de 30 mètres sur 15.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipement en accès libre

Montant HT des travaux : 91 400 €
Montant HT des travaux éligibles : 91 400 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %
Taux d'intervention appliqué : 50 %
Montant de la subvention attribuée : 45 700 €

Localisation géographique :

- SAINT-AUGUSTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	91 400,00	100,00%
Total	91 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	26 380,00	28,86%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 700,00	50,00%
Subvention Département (sollicitée)	19 320,00	21,14%
Total	91 400,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048912 - VERNOUILLET (78) - Construction de trois courts de tennis couverts sur le site des Buissons

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	1 879 323,18 € TTC	10,00 %	187 932,32 €
		Montant total de la subvention	187 932,32 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERNOUILLET
Adresse administrative : 9 RUE PAUL DOUMER
78540 VERNOUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal COLLADO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de trois courts de tennis couverts sur le site des Buissons

Dates prévisionnelles : 4 novembre 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité le démarrage anticipé des travaux afin de réceptionner et mettre à disposition l'équipement pour la prochaine rentrée sportive 2020-2021.

Description :
A ce jour, les 2 terrains couverts sont obsolètes (sol fissuré et étanchéité du toit plus assurée). Les conditions de jeux au sein du Club ne sont plus réunies pour homologuer les terrains aux diverses compétitions. Les réservations en libre-service sont saturées et ne permettent plus de répondre à la demande croissante.
Par conséquent, la ville souhaite soutenir le Club dans son développement et notamment sur la formation des jeunes en construisant 3 courts couverts (structure comprenant des vestiaires, sanitaires et locaux techniques), soit une surface de plus de 2000 m². Cette construction est prévue sur un terrain jouxtant les tenis extérieurs qui ce qui en facilitera la gestion tant pour la ville que pour l'association.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'équipement couvert

Montant TTC des dépenses : 1 895 368,39 €
Montant TTC des dépenses éligibles : 1 879 323,18 € (sont exclues les dépenses liées à la démolition)
Taux d'intervention RI maximum : 10%
Montant de la subvention : 187 932,32 €

La participation régionale représente 10% du montant éligible des dépenses, soit 9,92% du coût global de l'opération.

Localisation géographique :

- VERNOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux extérieurs	360 720,55	19,03%
Travaux sols sportifs	120 495,84	6,36%
Fondations Maçonnerie	186 954,00	9,86%
Charpente et structure bois	490 549,20	25,88%
Couverture et bardage métallique	323 140,80	17,05%
Menuiseries extérieures	82 738,80	4,37%
Electricité chauffage	163 410,00	8,62%
Cloisons, doublages, faux plafonds	44 004,00	2,32%
Menuiseries intérieures	37 088,40	1,96%
Plomberie, sanitaires, sols souples, peinture	86 266,80	4,55%
Total	1 895 368,39	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	1 707 436,07	90,08%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	187 932,32	9,92%
Total	1 895 368,39	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048923 - GARGENVILLE (78) - Construction de deux courts de tennis extérieurs dans le square des merisiers

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	102 622,80 € HT	15,00 %	15 393,42 €
	Montant total de la subvention		15 393,42 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE GARGENVILLE
Adresse administrative	:	15 PLACE DU 11 NOVEMBRE 1918 78440 GARGENVILLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean LEMAIRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de deux courts de tennis extérieurs dans le square des merisiers

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 1 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les anciens courts de tennis étant devenus impraticables suite à des affaissements de terrain, et le Club de tennis étant engagé dans l'organisation de compétitions, la ville a dû entamer les travaux par anticipation pour que l'évènement puisse se dérouler au printemps 2020.

Description :
Le projet consiste à créer 2 courts, sur un terrain stable, avec une mise en œuvre parfaitement conforme aux règles de l'art.
Les deux nouveaux courts sont implantés plus à l'Est du square des Merisiers, sur un fond de forme parfaitement compacté, et un drainage performant, des surfaces de jeu.
Le club pourra ainsi de nouveau, organiser des compétitions à domicile, avec un nombre suffisant de courts.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'équipements sportifs extérieurs

Montant HT des dépenses : 102 622,80 €
Montant HT des dépenses éligibles : 102 622,80 €
Taux d'intervention maximum RI : 15%
Montant de la subvention proposée : 15 393,42 €

Localisation géographique :

- GARGENVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux terrassement et plateforme	29 091,20	28,35%
Travaux de revêtement, clôture, installation accessoires...	73 531,60	71,65%
Total	102 622,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation régionale	15 393,42	15,00%
Fonds propres de la commune	87 229,38	85,00%
Total	102 622,80	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049014 - VILLEJUIF (94) - Construction d'un gymnase à la Halle des sports Colette Besson

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 000 000,00 € HT	10,00 %	200 000,00 €
		Montant total de la subvention	200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VILLEJUIF
Adresse administrative	:	ESPLANADE PIERRE-YVES COSNIER 94800 VILLEJUIF
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Franck LE BOHELLEC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un gymnase à la Halle des sports Colette Besson

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité un démarrage anticipé des travaux afin de tenir les délais de livraison de l'équipement qui s'inscrit dans un programme globale de développement des installations sportives sur son territoire.

Description :
Situé dans les quartiers Sud de Villejuif, l'environnement immédiat du projet de halle des sports est essentiellement constitué de logements sociaux collectifs (quartier des Lozaits à l'ouest du site), de pavillons (à l'est du site) et d'équipements publics.
Le quartier est situé à moins de 10 minutes à pied de la station Villejuif Louis Aragon, terminus de la ligne 7 du métro reliant Villejuif à Paris et du terminus du tramway T7 reliant Villejuif à l'aéroport d'Orly. Cette station où convergent déjà de nombreuses lignes de transports en commun se transformera en un véritable pôle multimodal avec l'arrivée de la gare du Grand Paris Express (mise en service de la ligne 15 prévue en 2020).
Depuis la transformation d'anciens locaux sportifs au profit d'un collège, la suppression des terrains de tennis pour l'implantation d'un collège provisoire, ces quartiers du sud de
la ville se trouvent sous dotés en équipements sportifs pour satisfaire aux besoins d'une population de près de 11 500 habitants dont 1 450 élèves scolarisés dans trois groupes scolaires et 450 élèves au collège.
En effet, ce territoire ne comprend plus dans son périmètre, qu'un seul espace couvert, le gymnase Paul Langevin rue Jean Mermoz, un terrain de grands jeux, le stade Karl Marx et un terrain de proximité rue

Lamartine auquel il faut bien entendu ajouter le stade nautique Youri Gagarine.

Ainsi le projet consiste en la construction d'un nouveau gymnase d'une surface de jeux de 27 m par 47 m sur 9 m de hauteur libre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'un équipement couvert

Montant HT des dépenses : 6 555 509 €
Montant HT des dépenses éligibles (plafond travaux HT) : 2 000 000 €
Taux d'intervention maximum RI : 10%
Montant de la subvention attribuée : 200 000 €

La participation régionale représente 10% des dépenses éligibles, soit 3,05% de l'opération globale.

Localisation géographique :

- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 214 464,45	33,78%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	260 373,00	3,97%
Etudes et maîtrise d'œuvre	270 208,13	4,12%
Autres dépenses (préciser)	3 810 463,42	58,13%
Total	6 555 509,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	3 766 299,00	57,45%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	200 000,00	3,05%
Subvention Département (sollicitée)	1 980 000,00	30,20%
CNDS	609 210,00	9,29%
Total	6 555 509,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX049022 - EPONE (78) : Rénovation du stade des Aulnes

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	1 285 000,00 € HT	34,01 %	437 000,00 €
	Montant total de la subvention		437 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPONE
Adresse administrative : 90 AVENUE EMILE SERGENT
78680 EPONE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du stade des Aulnes

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite réaliser les travaux en vue d'une livraison dès janvier 2021 et limiter le temps de fermeture impactant les pratiquants du site.

Description :
Objectifs du projet :
-Développer la politique sportive de la Ville grâce à des équipements adaptés et de qualité aux utilisateurs actuels et futurs (aujourd'hui 35 associations sportives sur la commune)
-Encourager l'accès aux personnes handicapées
-Développer la pratique sportive féminine
-La création d'un club d'athlétisme

Programme du projet:

1ere phase : Visionnerie + rénovation anciens vestiaires :
- création d'une salle de formation et de convivialité de 75 m², sanitaires H/F accessibles PMR, aire de stockage + création de bureaux, d'une réserve, de 2 vestiaires avec
douches H/F, de 2 WC H/F accessible PMR

2ème phase : création de terrains de sport de plein air en accès libre
- 1 terrain de « five » synthétique, 2 terrains multi sports + piste d'athlétisme et aire de lancer

3ème phase : création de nouveaux vestiaires + gradins :
- démolition des anciens vestiaires préfabriqués,
- création de 4 vestiaires joueurs et 2 vestiaires arbitres,
- création de gradins 100 places
- création d'un espace de stockage sous les gradins

Public(s) cible(s) : Tous les publics sont ciblés

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

1ère phase : rénovation visonnerie et anciens vestiaires

Visonnerie : type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert
Montant HT des travaux : 315 000 €
Montant HT des travaux éligibles : 315 000 € (à exclure les dépenses relatives aux frais de démolition)
Taux maximum ciblé dans le RI : 10 %
Montant de la subvention appliquée : 31 500 €

Anciens vestiaires : type d'opération : réhabilitation ou construction de vestiaires
Montant HT des travaux : 180 000 €
Montant HT des travaux éligibles : 180 000 € (à exclure les dépenses relatives aux frais de démolition)
Taux maximum ciblé dans le RI : 40 %
Montant de la subvention appliquée : 72 000 €

2ème phase : rénovation terrains extérieurs

Terrain "five" en synthétique : type d'opération : réhabilitation ou construction d'un terrain en accès libre
Montant HT des travaux : 430 000 €
Plafond HT des travaux éligibles : 200 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %
Montant de la subvention appliquée : 100 000 €

2 Terrains multisports : type d'opération : réhabilitation ou construction d'un terrain en accès libre
Montant HT des travaux : 250 000 €
Plafond HT des travaux éligibles : 200 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %
Montant de la subvention appliquée : 100 000 €

Equipement athlétisme (piste + aire lancer) : type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur
Montant HT des travaux : 90 000 €
Montant HT des travaux éligibles : 90 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %
Montant de la subvention appliquée : 13 500€

Réseau technique /voirie : 150 000€ (dépenses NE)

3ème phase : création de nouveaux vestiaires + gradins

Type d'opération : réhabilitation ou construction de vestiaires
Montant HT des travaux : 900 000 €
Plafond HT des travaux éligibles : 300 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 40 %
Montant de la subvention appliquée : 120 000 €

Projet dans sa totalité
Montant HT des travaux du projet : 2 315 000 € (hors frais d'études et MO d'un montant de 215 000€ en l'absence de justification de démarrage anticipé de projet)
Montant HT des travaux éligibles : 1 285 000€ (hors frais d'études et MO d'un montant de 215 000€ non comptabilisés pour le calcul de l'aide régionale à la demande du porteur du projet), sont exclus les dépenses réseaux et voirie d'un montant de 150 000€ HT et les dépenses plafonnées d'un montant de 880 000€ HT.
Taux d'intervention : 34,01%
Montant de la subvention appliquée : 437 000 €

Localisation géographique :

- EPONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux visonnerie + anciens vestiaires	495 000,00	19,57%
Travaux terrains extérieurs, dont réseaux techniques voirie	920 000,00	36,36%
Travaux nouveaux vestiaires + gradins	900 000,00	35,57%
Etudes et Maitrise Ouvrage	215 000,00	8,50%
Total	2 530 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	2 093 000,00	82,73%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	437 000,00	17,27%
Total	2 530 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049174 - SAINT-LEGER-EN-YVELINES (78) : Réfection de 2 courts de tennis

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	53 652,84 € TTC	15,00 %	8 047,93 €
		Montant total de la subvention	8 047,93 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT LEGER EN YVELINES
Adresse administrative : 6 PLACE DE LA MAIRIE
78610 SAINT-LEGER-EN-YVELINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE GHIBAUDO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection de 2 courts de tennis

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 15 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite démarrer les travaux pour une ouverture pour la période estivale et la rentrée sportive 2020/2021

Description :
Descriptif des travaux :

Reprise totale du revêtement des deux courts extérieurs pour la transformation de deux Bétons Poreux par la mise en place d'une Terre Artificielle + incrustation des lignes de jeux en peinture bi-composante.

Utilisateurs : Association tennis USY + scolaires

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant TTC des travaux : 55 212,84 €

Montant TTC des travaux éligibles : 53 652.84 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de nettoyage , décrassage d'un montant de 1 560€ TTC)
Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %
Montant de la subvention proposée : 8 047.93 €

Le montant de la subvention appliquée représente 15% du montant TTC des travaux éligibles, soit 14.58% du montant TTC du projet.

Localisation géographique :

- SAINT-LEGER-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	55 212,84	100,00%
Total	55 212,84	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	47 164,91	85,42%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 047,93	14,58%
Total	55 212,84	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX049280 - ETAMPES (91) : Transformation de deux terrains de football non normés en sol stabilisé par du gazon synthétique espace sportif Jo Bouillon

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	92 403,00 € HT	20,00 %	18 480,60 €
	Montant total de la subvention		18 480,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES
Adresse administrative : 4 RUE SAINT ANTOINE
91152 ETAMPES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard LAPLACE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation de deux terrains de football non normés en sol stabilisé par du gazon synthétique sur l'Espace Sportif Jo Bouillon.

Dates prévisionnelles : 15 juin 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent etre réalisés en période estivale, en raison du planning de la saison sportive.

Description :
L'objectif de ces travaux est de permettre d'augmenter les créneaux horaires d'utilisation et la capacité d'accueil des pratiquants, et d'utiliser les infrastructures sportives de plein air toute l'année.
Terrain 1 : dimension 19 x 32 m, soit 608 m²
- travaux préparatoires de chantier,
- travaux de terrassement du terrain existant en stabilisé,
- travaux d'assainissement et de drainage,
- pose de la nouvelle surface en gazon synthétique,
- fourniture et pose des équipements sportifs (2 buts de football à 7),
- fourniture et pose des équipements de serrurerie (main courante et portillon de main courante).

Terrain 2 : dimension 15 x 24 m, soit 360 m²
- travaux préparatoires de chantier
- travaux de terrassement du terrain existant en stabilisé,
- travaux d'assainissement et de drainage,
- pose de la nouvelle surface en gazon synthétique,
- fourniture et pose des équipements sportifs (1 but de football à 11),

- fourniture et pose des équipements de serrurerie (main courante et portillon de main courante).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipement extérieur

Montant HT des travaux : 101 919 €
Montant HT des travaux éligibles : 92 403 € (sont exclues les dépenses relatives à la dépose et à la purge)
Taux maximum ciblé dans le RI : 20 % (15% + 5% de majoration liée à la réalisation des dispositifs permettant la rétention des granulats de caoutchouc sur la surface dédiée au terrain synthétique)
Taux d'intervention ramené à : 20 %
Montant de la subvention appliquée : 18 480,60 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20 % du montant HT des travaux éligibles, soit 18,13% du montant HT du projet.

Localisation géographique :
- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	101 919,00	100,00%
Total	101 919,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	83 438,40	81,87%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	18 480,60	18,13%
Total	101 919,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX049301 - PALAISEAU (91) : construction de deux terrains de padel stade Georges Collet

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	214 800,00 € TTC	15,00 %	32 220,00 €
		Montant total de la subvention	32 220,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PALAISEAU
Adresse administrative : 91 RUE DE PARIS
91120 PALAISEAU CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GR GOIRE DE LASTEYRIE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de deux terrains de padel stade Georges Collet

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux d'aménagement devrait intervenir en mai 2020, pour une ouverture de l'équipement en juillet 2020.

Description :
Le projet s'inscrit dans le cadre d'une dynamique de développement du club de tennis communal et de diversification des pratiques sportives.
Le Tennis Club de Palaiseau est l'un des plus grand clubs du département avec près de 500 adhérents.
Les installations se situent dans l'enceinte du Parc des Sports Georges Collet et comprennent 11 courts de tennis, un club house, des vestiaires et des locaux de rangement.
Le tennis club a développé diverses activités, baby-tennis, mini-tennis, école de tennis, tennis scolaire, cours pour adultes, compétitions, fit-tennis, etc.
L'association et la mairie envisagent la création de deux terrains de padel ; le terrain d'assiette du projet situé à Villebon, appartient à la ville de Palaiseau.
Les deux terrains de padels extérieurs sont implantés entre le club house et les courts extérieurs en terre battue.
Le dimensionnement et la conception des installations sont conformes au cahier des charges fédéral établi par la Fédération Française de Tennis en juin 2018.
Les installations sont implantées en bord d'Yvette, en zone orange du PPRI correspondant à un risque moyen d'expansion des crues

Les travaux comprennent :
- terrassements,
- création d'un mur de soutènement au droit de la terrasse du club house,
- aménagements divers extérieurs : escalier, cheminements, garde-corps terrasse, etc,
- réalisation d'une dalle béton et de longrines périphériques pour l'assise des terrains de padel,
- évacuation des EP,
- réalisation de 2 courts de padel modèle classique en version zone 2 de vent, avec structure métallique, parois pleines vitrées et panneaux grillagés, filets de protection
- revêtement de sol sportif et équipements divers,
- éclairage des courts par des mâts d'éclairage led intégrés à la structure métallique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : opération ciblée dans le règlement d'intervention en fonction de la nature du projet présenté

Montant TTC des travaux : 224 000 €
Montant TTC des travaux éligibles : 214 800 € (sont exclues les dépenses relatives à la démolition)
Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %
Taux d'intervention ramené à : 15 %
Montant de la subvention appliquée : 32 220 €

Le montant de la subvention appliquée représente 15 % du montant TTC des travaux éligibles, soit 14,36 % du montant TTC du projet (hors frais de démolition)

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	212 400,00	94,65%
Etudes et maîtrise d'œuvre	12 000,00	5,35%
Total	224 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	192 180,00	85,64%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	32 220,00	14,36%
Total	224 400,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049377 - MONTIGNY LE BRETONNEUX (78) : rénovation et extension du mur d'escalade gymnase Pierre de Coubertin

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	35 800,00 € HT	10,00 %	3 580,00 €
		Montant total de la subvention	3 580,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Adresse administrative : 66 RUE DE LA MARE-AUX-CARATS
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame ANNE AURELIE TAISNE, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation et extension du mur d'escalade gymnase Pierre de Coubertin

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 1 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux ont été réalisés en raison de la nécessité d'ouverture de l'équipement pour la saison sportive.

Description :
La commune souhaite rénover et procéder à une extension du mur d'escalade au gymnase Pierre de Coubertin.
L'escalade se développe essentiellement grâce à la création de salle et de structures artificielles d'escalade et la demande est grandissante.
Le projet consiste en la réfection du mur béton par un coffrage bois et une extension du mur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation équipement couvert

Montant HT des dépenses : 35 800 €
Montant HT des dépenses éligibles : 35 800 €

Taux d'intervention RI : 10%
Montant de la subvention proposée : 3 580 €

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
-

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	35 800,00	100,00%
Total	35 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	32 220,00	90,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 580,00	10,00%
Total	35 800,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049413 - NOGENT SUR MARNE (94) : rénovation du sol sportif du gymnase Watteau

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	77 162,00 € TTC	20,00 %	15 432,40 €
	Montant total de la subvention		15 432,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOGENT SUR MARNE
Adresse administrative : 6 AVENUE MADELEINE SMITH CHAMPION
94130 NOGENT SUR MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques MARTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du sol sportif du gymnase Watteau

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la gestion des ERP municipaux, les gymnases ne peuvent être fermés durant les périodes de vacances scolaires à l'exception des congés estivaux.
La progression du classement des équipes féminines de Volleyball et de Basket (qui évoluent au niveau de compétition régionale au sein du gymnase Watteau) justifie le choix de la collectivité de programmer la rénovation (pendant l'été 2019) du sol sportif pour le confort des joueuses et des deux clubs résidents. L'objectif sportif étant de pouvoir répondre au besoin d'un sol de compétition de niveau régional pour les clubs dès la nouvelle saison sportive 2019-2020.

Description :
Le projet consiste en la rénovation du sol sportif du gymnase Watteau situé 33 rue Lesquesne afin d'accompagner le développement des compétions de volleyball et de basket ball de niveau régionale féminine avec club résident.
Le terrain est conforme à la norme ERP « type C » et à la réglementation fédérale des salles multisports pour le niveau de classement interrégional : (44m x 22m). La surface totale du sol sportif est de 968 m2. Il s'agit d'un sol souple 3.45 mn Omnisport de chez TARKETT.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : opération ciblée dans le règlement d'intervention en fonction de la nature du projet présenté

Montant TTC des travaux : 77 162 €
Montant TTC des travaux éligibles : 77 162 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %
Taux d'intervention appliquée : 20 %
Montant de la subvention appliquée : 15 432,40 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20 % du montant TTC des travaux éligibles, soit 22,22 % du montant TTC du projet.

Localisation géographique :
- NOGENT-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	77 162,00	100,00%
Total	77 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	54 014,00	77,78%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 432,40	22,22%
Total	69 446,40	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX049426 - BRY SUR MARNE (94) : Remplacement d'une couverture par une bulle de deux terrains de tennis

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	164 380,00 € HT	20,00 %	32 876,00 €
		Montant total de la subvention	32 876,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRY-SUR-MARNE
Adresse administrative : 1 GRANDE RUE CHARLES DE GAULLE
94360 BRY SUR MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre SPILBAUER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement d'une couverture (par une bulle) de deux terrains de tennis

Dates prévisionnelles : 24 octobre 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la commune souhaite que les terrains soient accessibles aux joueurs pendant la période hivernale et doit donc démarrer les travaux dès l'automne.

Description :
L'opération porte sur le remplacement d'une couverture (par une bulle) de deux terrains de tennis mitoyens (ERP catégorie 5, type X), la bulle actuelle étant vétuste.
Le remplacement de cette bulle à double court comprend une entrée principale (porte tambour PMR), deux sorties de secours, une toile simple membrane (accrochée sur longrines périphériques), un filet intermédiaire entre les deux courts (tenu par des poteaux sur massifs), des mâts d'éclairage sur massifs, une machinerie de soufflerie principale, une machinerie de soufflerie de secours suralimentation gazole et un grillage périphérique.
Les courts sont utilisés par les joueurs de tennis (à partir de 4 ans) adhérents ou non au club de tennis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : opération ciblée dans le règlement d'intervention en fonction de la nature du projet

présenté.

Montant HT des travaux : 166 180 €
Montant HT des travaux éligibles : 164 380 € (sont exclues les dépenses relatives à la dépose et l'évacuation des installations existantes).
Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %
Taux d'intervention appliqué : 20 %
Montant de la subvention appliquée : 32 876 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20% du montant HT des travaux éligibles, soit 19,78% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- BRY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	149 700,00	90,08%
Etudes et maîtrise d'œuvre	16 480,00	9,92%
Total	166 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	116 704,00	70,23%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	32 876,00	19,78%
Participation Ligue ou Fédération	16 600,00	9,99%
Total	166 180,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049441 - OLLAINVILLE (91) - Création d'un parcours de santé au parc de l'Ardrouillère

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	10 924,80 € TTC	50,00 %	5 462,40 €
		Montant total de la subvention	5 462,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OLLAINVILLE
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MAIRIE
91340 OLLAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un parcours de santé au parc de l'Ardrouillère

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 17 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La ville a sollicité un démarrage anticipé des travaux, le présent projet représentant la fin d'un programme global 2019 du parc de l'Ardrouillère.

Description :
La Commune d'Ollainville possède sur son territoire une mare nommée « Mare la Fosse » qui se situe à proximité du parc de l'Ardrouillère, parc communal d'environ 3 ha.

La commune d'Ollainville en partenariat avec les membres du comité de quartier de la Roche ainsi que les élus du Conseil Municipal d'Enfants, a décidé de valoriser ce site et a engagé à ce titre des travaux de restauration de la mare et du parc qui ont débuté en 2017.

La commune d'Ollainville a été accompagnée par les services du Conseil Départemental qui ont établi un diagnostic et préconisé des orientations de valorisation écologique de cette mare.

En 2017, une première tranche de travaux a été programmée et réalisée qui a consisté à re profiler les berges et curer la mare.

La 2ème tranche de travaux programmée sur 2018 a consisté à :
- Abattre 4 peupliers situés à proximité de la mare et dont la chute des feuilles réduisait à néant les travaux de valorisation de la mare

- Réalisation d’un cheminement et d’un ponton en bois
- En partenariat avec le SIREDOM, la plantation d'un verger pédagogique

Le parcours de santé, objet de la demande de subvention, est le dernier volet du programme d'investissement de ce site.

Le projet consiste en l'installation d'un parcours de santé composé de 7 agrès. Une application de coaching freetness gratuite sera également proposée aux utilisateurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements sportifs en accès libre

Montant TTC des dépenses : 10 924,80 €
Montant TTC des dépenses éligibles : 10 924,80 €
Taux d'intervention maximum RI : 50%
Montant de la subvention proposée : 5 462,40 €

Localisation géographique :

- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	10 924,80	100,00%
Total	10 924,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	5 462,40	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	5 462,40	50,00%
Total	10 924,80	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX049444 - PRINGY (77) : construction de vestiaires sportifs

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	100 000,00 € HT	40,00 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PRINGY
Adresse administrative : 1 BIS RUE DES ECOLES
77310 PRINGY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric BONNOMET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de vestiaires sportifs

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les vestiaires actuels datent de 1985 et se situent au niveau du stade de Football de la commune. Ils ne répondent plus aux exigences d'accessibilité et de conformité avec la réglementation ERP (5ème catégorie). Ils sont vétustes et ne sont plus adaptés aux besoins du club de football, ni à ceux d'autres associations sportives. Au vu de l'augmentation du nombre de logements à Pringy, les équipements publics, et notamment sportifs, doivent être rapidement mis en adéquation avec la projection d'une hausse significative de la population et en l'occurrence d'un nombre en augmentation des futurs licenciés du club de football. Le projet pour lequel la subvention de soutien aux équipements sportifs de proximité du Conseil Régional est sollicitée porte sur un équipement de quatre vestiaires qui permettront d'accueillir les équipes sportives dans un équipement répondant aux normes de sécurité, d'accessibilité et de confort. Le lancement des travaux est souhaité rapidement pour une livraison en 2020.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : opération ciblée dans le règlement d'intervention en fonction de la nature du projet présenté

Montant HT des travaux : 246 430 €
Montant HT des travaux éligibles : 100 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 40 %
Taux d'intervention ramené à : 16,23%
Montant de la subvention attribuée : 40 000 €

Localisation géographique :

- PRINGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	235 930,00	95,74%
Etudes et maîtrise d'œuvre	10 500,00	4,26%
Total	246 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	63 215,00	25,65%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	40 000,00	16,23%
Subvention Etat (sollicitée)	123 215,00	50,00%
Participation Ligue ou Fédération	20 000,00	8,12%
Total	246 430,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049559 - MARCOUSSIS (91) : réhabilitation d'une piste d'athlétisme et création de couloirs de course avec aire de réception stade du Moulin

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	435 679,00 € TTC	9,18 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MARCOUSSIS
Adresse administrative : 5 RUE ALFRED DUBOIS
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier THOMAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation d'une piste d'athlétisme et création de couloirs de course avec aire de réception stade du Moulin

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 8 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'équipement doit être opérationnel pour la rentrée de septembre, afin de ne pas pénaliser les utilisateurs.

Description :
Les travaux consisteront en la réhabilitation de la piste de 400m autour du terrain de football, la création de trois couloirs en revêtement synthétique avec une aire de réception de saut.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : opération ciblée dans le règlement d'intervention en fonction de la nature du projet présenté

Montant TTC des travaux : 435 679 €
Montant TTC des travaux éligibles : 435 679 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %

Taux d'intervention ramené à : 9,18%
Montant de la subvention attribuée : 40 000 €

Localisation géographique :

- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	411 919,00	94,55%
Etudes et maîtrise d'œuvre	23 760,00	5,45%
Total	435 679,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	395 679,00	90,82%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	9,18%
Total	435 679,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049663 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78) - Rénovation des 8 courts de tennis au stade Georges Lefèvre au complexe des sports Kennedy

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	388 120,00 € HT	15,00 %	58 218,00 €
		Montant total de la subvention	58 218,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Arnaud PERICARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation des 8 courts de tennis au stade Georges Lefèvre au complexe des sports Kennedy

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité un démarrage anticipé des travaux afin de pouvoir mettre à disposition 4 terrains sur 8 dès le printemps 2020; la suite étant prévue à la rentrée de septembre.

Description :

Le projet consiste en :

Tranche ferme : rénovation de 4 courts en terre battue avec remplacement de l'arrosage et mobilier
Tranche conditionnelle 1 : rénovation de 4 courts en terre battue avec remplacement de l'arrosage et mobilier
Tranche conditionnelle 2 : remplacement de toutes les clôtures et portillons des 8 courts en terre battue

Les travaux de mise en œuvre d'un nouveau revêtement se décomposent comme suit :
- décapage de la couche de calcaire polluée;
- création de caniveaux en parties périphériques;
- rechargement en calcaire sain sur une épaisseur homogène de 6 cm;
- réalisation de l'ensemble des opérations de remise en état d'une terre battue traditionnelle, et notamment d'une pente en "toit" pour éviter la stagnation de l'eau en cas de pluie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements extérieurs

Montant HT des dépenses : 401 920 €
Montant HT des dépenses éligibles : 388 120 € (sont exclues les dépenses liées à la dépose, démolition...)
Taux d'intervention maximum RI : 15%
Montant de la subvention proposée : 58 218 €

La participation régionale représente 15% des dépenses éligibles, soit 14,48% du coût global de l'opération.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	217 120,00	54,02%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	17 000,00	4,23%
Etudes et maîtrise d'œuvre	13 500,00	3,36%
Travaux de serrurerie 8 courts	154 300,00	38,39%
Total	401 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	343 702,00	85,52%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	58 218,00	14,48%
Total	401 920,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX049667 - CARRIERES SUR SEINE (78) : construction d'un équipement multisports foot - tennis

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	1 094 400,00 € TTC	10,00 %	109 440,00 €
	Montant total de la subvention		109 440,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CARRIERES-SUR-SEINE
Adresse administrative : 1 RUE VICTOR HUGO
78420 CARRIERES SUR SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Arnaud DE BOURROUSSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un équipement multisports foot - tennis

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les sections football et tennis de la commune respectivement 579 et 576 adhérents. Les projets portent sur :
-Tennis : construction d'un court supplémentaire.
Une étude montre un manque de terrain en comparaison des autres villes de la CASGBS. Avec sept terrains (2 couverts et 5 extérieurs), l'offre proposée aux adhérents de la section tennis est en dessous de ce qui est proposé dans les villes avoisinantes. Les 5 terrains de tennis extérieurs sont en accès libre pour les adhérents de la section. Afin de compenser ce manque la ville met à la disposition du club de tennis toutes les salles omnisports de la ville ce qui entraine une saturation de ces salles au détriment d'autres pratiques sportives.
La construction du terrain de tennis supplémentaire permettra de :
- libérer des créneaux dans les salles,
- favoriser le développement du club de tennis particulièrement l'hiver lorsque les terrains extérieurs ne sont pas jouables.
Football : construction d'une tribune intégrant un club house (non éligible)
La section football a connu une importante progression de ses effectifs ces deux dernières années. Elle est passée de 470 licenciés en janvier 2017 à 579 en janvier 2019 ; cette évolution s'explique notamment par le développement de l'école de football et par la création d'une section de football féminin. La section football s'est vue décerner fin 2017 deux labels par le District des Yvelines de foot et la Ligue de Paris, les

labels Jeunes et Ecole du Foot féminin. Actuellement la section ne dispose d'aucun lieu de convivialité leur permettant d'accueillir les parents et équipes lors des matchs et tournois. La construction de la tribune club house est un critère retenu pour permettre au club d'obtenir à nouveau les labels.
Le projet prévoit également l'aménagement extérieur de l'équipement (sente piétonne, parking, voirie...non éligible).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant TTC des travaux : 2 359 000 €
Montant TTC des travaux éligibles : 1 094 400 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 10 %
Montant de la subvention appliquée : 109 440 €

Le montant de la subvention appliquée représente 10 % du montant TTC des travaux éligibles, soit 4,64 % du montant TTC du projet.

Localisation géographique :
- CARRIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 099 000,00	88,98%
Etudes et maîtrise d'œuvre	260 000,00	11,02%
Total	2 359 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	568 560,00	24,10%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	109 440,00	4,64%
Subvention Etat (sollicitée)	1 235 600,00	52,38%
Subvention Département (sollicitée)	445 400,00	18,88%
Total	2 359 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049706 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OURCQ (77) : Construction d'un équipement couvert : 3 courts de tennis + annexes fonctionnelles

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 000 000,00 € HT	10,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L OURCQ BRUIT DE LIZY
Adresse administrative : 2 AVENUE LOUIS DELAHAYE 77440 OCQUERRE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Pierre EELBODE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un équipement couvert : 3 courts de tennis + annexes fonctionnelles

Dates prévisionnelles : 1 avril 2018 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la communauté de commune envisage l'ouverture de l'équipement pour la saison sportive 2022/2023. Elle a lancé le démarrage du projet en conséquence.

Description :

DESCRIPTIF DE L'EQUIPEMENT COUVERT
- 3 Courts de tennis pour jeu double 23,77 m x 10,07 m avec un recul de 6,10 m derrière chaque ligne de fond de court, et un dégagement minimum de 3,50 m de chaque côté.
- 3 courts juxtaposés, circulation latérale et espace longitudinal entre 2 courts de 5 m permettant d'accueillir des tribunes mobiles (50 places y compris places réglementaires réservées aux personnes à mobilité réduite) et peut servir également de zone d'échauffement
- surface de jeu : type résine coulée avec tapis résilient sur une structure imperméable composée de grave, et d'un enrobé imperméable de 6 cm en deux couches.
- séparation entre deux courts : filets de séparation sur toute la longueur du terrain et sur une hauteur de 3,50 m tendus sur câbles entre deux courts.
- les équipements des terrains de tennis seront conformes à la norme NF S 52-311.
- un éclairage LEDS

LOCAUX RANGEMENTS TENNIS COUVERTS
2 locaux d'une surface totale de 35 m2 pour recevoir le matériel (lance balles, chariots, raquettes, matériel de jeux etc...)

BUREAU ENCADRANTS CLUBS DE TENNIS

UTILISATEURS
L'équipement sera mis à disposition de l'ensemble des écoles et du mouvement sportif du territoire, dont notamment le club de tennis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 2 636 655,84 €
Plafond HT des travaux éligibles : 2 000 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 10 %
Montant de la subvention appliquée : 200 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 10% du plafond HT des travaux éligibles, soit 7,59% du montant HT du projet

Localisation géographique :
- OCQUERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 139 859,80	81,16%
Etudes et maîtrise d'œuvre	269 872,20	10,24%
Autres dépenses (test, assurances, controles, matériel sportifs)	101 368,80	3,84%
révision prix entre 2018 et 2020	125 555,04	4,76%
Total	2 636 655,84	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	1 734 099,84	65,77%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	7,59%
Subvention Etat DETR (sollicitée)	88 920,00	3,37%
Subvention Département Seine et Marne (sollicitée)	548 636,00	20,81%
Participation Ligue ou Fédération	65 000,00	2,47%
Total	2 636 655,84	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049729 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OURCQ (77) : Construction de 2 courts de tennis et 1 court padel extérieurs + construction semi couverte d'un padel + éclairage pour l'ensemble des courts

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	555 286,62 € HT	16,64 %	92 409,64 €
	Montant total de la subvention		92 409,64 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L OURCQ BRUIT DE LIZY
Adresse administrative : 2 AVENUE LOUIS DELAHAYE 77440 OCQUERRE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Pierre EELBODE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de 2 courts de tennis et 1 court padel extérieurs + construction semi couverte d'un padel + éclairage pour l'ensemble des courts

Dates prévisionnelles : 1 avril 2018 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la communauté de communes projete une ouverture de l'équipement pour la saison sportive 2022/2023. Elle a lancé le démarrage du projet en conséquence.

Description :
DESCRIPTIF :

- 2 courts de tennis pour jeu de double , soit pour chaque terrain 23,77 x 10,97 m de largeur.
- 1 court pour le padel , soit 10,00 m x 20,00 m
- Les dimensions et les spécifications techniques du filet de tennis seront conformes à la norme NF S 52-311.
- 2 courts juxtaposés, circulation latérale et espace longitudinal entre 2 courts de tennis et le padel permettra d'accueillir des tribunes mobiles (50 places y compris places réglementaires réservées aux personnes à mobilité réduite) et peut servir également de zone d'échauffement

Surfaces de jeux:
- pour les tennis : béton poreux sur fond de forme comprenant drainage, bordurage des terrains, couche

anti contaminante, fondation et dallage béton
- pour le padel : gazon synthétique sablé ou semi sablé sur fond de forme comprenant drainage des terrains, couche anti contaminante, fondation et dallage béton

Pour le padel :
- les caractéristiques techniques et dimensionnelles des parois seront conformes au cahier des charges la fédération française de tennis le padel sera couvert par une structure autoportante qui permettra :
- d'éviter le soleil direct pendant les heures critiques de la journée
- de jouer par temps de pluie
- d'éviter la rosée matinale sur le terrain
- de couvrir les couloirs périmétraux au terrain

LOCAL RANGEMENT TENNIS EXTERIEUR + PADEL
1 locaLd'une surface totale de 18 m2 pour recevoir le matériel (lance balles, chariots, raquettes, matériel de jeux etc...)

ECLAIRAGE
Eclairage artificiel 250 Lux

UTILISATEURS
Scolaire et Club de tennis

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Pour les 2 courts de tennis + le court de padel

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur
Montant HT des travaux : 372 953,70 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %
Montant de la subvention appliquée : 55 943,06 €

Pour la couverture du court de padel

Type d'opération : couverture d'équipements extérieurs
Montant HT des travaux : 123 133,92 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %
Montant de la subvention appliquée : 24 626,78 €

Pour l'éclairage des 2 courts de tennis et du court de padel

Type d'opération : création d'un éclairage pour un équipement sportif
Montant HT des travaux : 59 199,00 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %
Montant de la subvention appliquée : 11 839,80€

Montant HT du projet : 555 286,62€
Montant totale de la subvention du projet appliquée : 92 409,64€

Le montant de la subvention appliquée représente 16,64% du montant HT du projet

Localisation géographique :

- OCQUERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	451 459,40	81,30%
Etudes et maîtrise d'œuvre	56 936,60	10,25%
Autres dépenses (tests, contrôles, assurances, matériel sportif..)	46 890,62	8,44%
Total	555 286,62	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	328 667,98	59,19%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	92 409,64	16,64%
Subvention Etat DETR (sollicitée)	105 109,00	18,93%
Subvention Département (sollicitée)	29 100,00	5,24%
Total	555 286,62	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049895 - GUIGNES (77) : Construction d'un city stade

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	54 910,00 € HT	50,00 %	27 455,00 €
	Montant total de la subvention		27 455,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GUIGNES
Adresse administrative : RUE DE MEAUX
77390 GUIGNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean BARRACHIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un city stade

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la collectivité souhaite une mise en service rapide à la fin de l'année 2020 pour la population, et plus particulièrement les enfants et les jeunes.

Description :
Contexte :
La Commune de Guignes a connu en quelques années un fort développement de sa population, le dernier recensement. Forte de ce constat la Municipalité a souhaité orienter les projets d'investissement 2020 vers des travaux favorisant la pratique sportive, notamment les sports collectifs, les espaces de loisirs et de détente, en

Descriptif :
City stade en accès libre situé à proximité du stade municipal
Dimension : 27,5m x 14m avec revêtement synthétique de type Gazon Field, marquage permanent pour pratique football, handball, basket et volley
Poteaux multi activités + multi buts basket/foot et fronton.

Utilisateurs :
Les clubs sportifs de la Commune dont le club de football qui regroupe plus de 200 adhérents dont un très grand nombre d'enfants et d'adolescents.

Pour le grand public : activités « en libre-service » multisports, et intergénérationnelles,

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou création d'équipements en accès libre

Montant HT des travaux éligibles : 54 910 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %
Montant de la subvention appliquée : 27 455 €

Localisation géographique :

- GUIGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	24 500,00	44,62%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	30 410,00	55,38%
Total	54 910,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	27 455,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	27 455,00	50,00%
Total	54 910,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049899 - LINAS (91) : remplacement des projecteurs en LEDS des 2 courts de tennis extérieurs

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	11 037,60 € TTC	20,00 %	2 207,52 €
		Montant total de la subvention	2 207,52 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LINAS
Adresse administrative : 1 PL ERNEST PILLON
91310 LINAS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François PELLETANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement des projecteurs en LEDS des 2 courts de tennis extérieurs

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La ville de Linas compte 3 terrains de tennis dont 2 connaissent une véritable problématique d'éclairage due à la vétusté des projecteurs en place.
Les conditions nécessaires à la pratique du tennis en compétition ne sont plus réunies d'un part mais a dégradation ne permet plus réellement la pratique du tennis en loisirs non plus.
A ce jour, seul le 3ème court de tennis couvert permet d'accueillir les sportifs de l'association (422 adhérents) et les participants aux compétitions annuelles dans des conditions adéquates.
Afin de limiter l'impact de cette problématique sur le fonctionnement de l'association, la commune a souhaité démarrer les travaux rapidement.

Description :
Le projet est de passer le parc de projecteurs à ampoules incandescentes, sur un éclairage LED plus performant et économique en matière de consommation

Le public cible se compose en grande majorité par les 422 adhérents du Club de Tennis de Linas qui couvre toutes les tranches d'âge (école de Tennis) et une valorisation de la pratique sportive féminine (Projet : Ecole des Femmes).

Descriptif :
Eclairage du double tennis extérieurs par des projecteurs de type :
RODIO 1898 ASYMETRIQUES 196W 21050 LUMENS 4000K IRC80

IP66 IK08 CLASSE 2
NORME ENEC
529 LUX MOYEN 0.71 D'UNIFORMITE

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réfection ou création d'un éclairage pourun équipement sportif

Montant TTC des travaux éligibles : 11 037,60 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 20%
Montant de la subvention appliquée : 2 207,52 €

Localisation géographique :

- LINAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	11 037,60	100,00%
Total	11 037,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	8 830,08	80,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	2 207,52	20,00%
Total	11 037,60	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX049947 - NOISEAU (94) - Création d'une halle de tennis

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	965 000,00 € HT	10,36 %	100 000,00 €
		Montant total de la subvention	100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISEAU
Adresse administrative : 2 RUE PIERRE VIENOT
94880 NOISEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yvan FEMEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une halle de tennis

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune de Noiseau a sollicité le démarrage anticipé des travaux afin, d'une part de permettre au Tennis Club de Noiseau d'anticiper l'augmentation de ses adhérents pour la nouvelle saison sportive, et d'autre part, d'attribuer les créneaux libérés par le Tennis Club au sein du gymnase Léo Lagrange à de nouvelles associations.

Description :
La commune de Noiseau dispose aujourd'hui de 2 courts extérieurs de tennis mais d'aucun court de tennis couvert, ce qui contraint le Tennis Club de Noiseau à utiliser la salle multisports du gymnase de la commune. Cela ne suffit aujourd'hui ni à répondre à la demande pour l'école de tennis ni à permettre l'accueil des compétitions "à domicile" qui se déroulent en partie sur la commune de Créteil.
Dès lors, la création d'un nouvel équipement dédié au tennis permettrait à la fois de répondre à la demande en tennis mais aussi à libérer des créneaux pour d'autres associations sportives dans le gymnase.

Le projet consiste en la création d'une halle couverte composée principalement d'une grande salle permettant la pratique du tennis sur deux courts. Elle est couverte en bac acier double peau (toiture « clécon ») afin de garantir l'isolation thermique, le tout sur une ossature en bois lamellé collé. Une ventilation mécanique est prévue ainsi qu'un traitement anti condensation de la toiture.
Les 2 courts de tennis disposeront d'un sol sportif en enrobé recouvert d'une résine type « green set » et bénéficieront d'un système d'éclairage LED.

Un bâtiment en bois à vocation de vestiaires est également prévu au projet composé d'un hall d'entrée, d'un espace vestiaires, de deux sanitaires adaptés aux normes PMR et de locaux d'entretien et de stockage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opérations :

Construction d'un équipement couvert

Montant HT des dépenses : 890 000 €
Montant HT des dépenses éligibles : 885 000 € (sont exclues les dépenses liées aux diagnostics - ici études de sols)
Taux d'intervention : 10% (correspondant au taux maximum visé dans le RI)
Montant de la subvention proposée : 88 500 €

Construction de vestiaires

Montant HT des dépenses : 80 000 €
Montant HT des dépenses éligibles : 80 000 €
Taux d'intervention : 14,375%
Montant de la subvention proposée : 11 500 €

Le cumul des deux subventions est de 100 000 €, ce qui représente une participation régionale moyenne de 10,36% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :
- NOISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux bâtiment principal	807 000,00	83,20%
Eclairage LED 2 courts	13 000,00	1,34%
Etudes et maîtrise d'œuvre	70 000,00	7,22%
Travaux batiment annexe	80 000,00	8,25%
Total	970 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	870 000,00	89,69%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	100 000,00	10,36%
Total	970 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX050006 - TORCY (77) - Création d'un terrain multisports en accès libre - quartier Arche Guédon

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	40,00 %	80 000,00 €
		Montant total de la subvention	80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TORCY
Adresse administrative : MAIRIE DE TORCY
77200 TORCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guillaume LE LAY-FELZINE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un terrain multisports en accès libre - quartier Arche Guédon

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ville de Torcy et ses services techniques ont réalisé, courant du mois de mai 2019, une étude de faisabilité d'un tel projet.

Pour la mener à bien, elle a réalisé 3 visites sur place et s'est enquit des besoins exprimés par le Service des Sports sur les éléments techniques minimaux à intégrer à ce chantier.

L'objectif est de réaliser un terrain d'animation en accès libre 22 m x 13 m destiné à la pratique du football à 5 contre 5 avec palissade pour éviter que le ballon ne sorte de l'aire de jeu, portillon d'accès et d'entretien.
L'aire de jeu sera réalisée en gazon synthétique pour en faciliter la pratique et diminuer les dangers liés aux chutes.
Les travaux comprendront la réalisation d'un fond de forme, la mise en œuvre d'une sous-couche en matériau bitumineux, d'un drainage, la fourniture et la pose d'un revêtement sportif de type gazon synthétique, d'une clôture adaptée à l'utilisation, de mobiliers sportifs, le réaménagement des abords immédiats, les missions de contrôle.
Le cahier des charges intégrera des clauses environnementales (gestion de l'eau, gestion des déchets).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'un équipement en accès libre

Montant HT des dépenses : 220 050,38 €
Plafond HT des dépenses : 200 000 €
Taux d'intervention maximum RI : 50%
Taux d'intervention ramené à : 40%
Montant subvention proposée : 80 000 €

La participation régionale représente 40% des dépenses éligibles soit 36,36% du coût global de l'opération.

Localisation géographique :

- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	220 050,38	100,00%
Total	220 050,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	140 050,38	63,64%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	80 000,00	36,36%
Total	220 050,38	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049407 - CLUB HIPPIQUE DU HAUT BUC à BUC (78) - Rénovation des écuries, du parre bottes et réfection de l'éclairage

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	14 348,44 € TTC	50,00 %	7 174,22 €
	Montant total de la subvention		7 174,22 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS CLUB HYPPIQUE DU HAUT BUC
Adresse administrative : 20 CHEMIN DE LA GENESTE
78530 BUC
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARTINE ROCCARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation des écuries, du pare bottes et réfection de l'éclairage

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison d'assurer la sécurité électrique des infrastructures, l'association a démarré les travaux avec anticipation.

Description :
Le projet consiste à :
- renforcer le mur de l'écurie des doubles poneys et reboucher des fissures;
- rénover un second mur des écuries chevaux fissuré et très décrépi;
- réfection de l'éclairage.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : centre équestre

Montant TTC des dépenses : 14 348,44 €
Montant TTC des dépenses éligibles : 14 348,44 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention proposée : 7 174,22 €

Localisation géographique :

- BUC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	13 322,93	92,85%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	1 025,51	7,15%
Total	14 348,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 174,22	50,00%
Fonds propres	7 174,22	50,00%
Total	14 348,44	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX050123 - ASSOCIATION DE BRIMBORION à SEVRES (92) - Rénovation de la toiture du manège et réfection des éclairages d'une carrière

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	93 704,58 € HT	50,00 %	46 852,29 €
		Montant total de la subvention	46 852,29 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PONEY CLUB DE BRIMBORION
Adresse administrative : 21 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC
92310 SEVRES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE AUDIGE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de la toiture du manège et réfection des éclairages d'une carrière

Dates prévisionnelles : 27 mars 2019 - 15 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le Club a sollicité un démarrage anticipé des travaux afin de pourvoir accueillir les cavaliers dans de bonnes conditions matérielles; ainsi les travaux ont été faits pendant l'été, en période de l'arrêt des cours; une facture d'acompte des travaux a été éditée dès mars 2019.

Description :
Le projet consiste en :
- la réfection de la toiture du manège qui a 30 ans d'âge et présente d'importantes fuites;
- la réfection de l'éclairage d'une carrière avec pose de mats équipés de LEDS, en lieu et place de vieux mats métalliques de récupération rouillés et équipés de vieilles ampoules énergivores.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction ou réhabilitation centre équestre

Montant HT des dépenses : 101 998,80 €
Montant HT des dépenses éligibles : 93 704,58 € (sont exclues les dépenses liées à la dépose)
Taux d'intervention maximum RI : 50%
Montant de la subvention : 46 852,20 €

La participation régionale représente 50% des dépenses éligibles, soit 45,93% du coût total de l'opération.

Localisation géographique :

- SEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	77 621,00	76,10%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	18 013,00	17,66%
Autres dépenses (préciser)	6 364,80	6,24%
Total	101 998,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	46 852,29	45,93%
Fonds propres	55 146,51	54,07%
Total	101 998,80	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048785 - SCEA EQUIEVENT à RAMBOUILLET (78) - Rénovation de l'écurie avec création d'un barn 8 boxes et espaces de soins

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	44 446,81 € HT	50,00 %	22 223,41 €
		Montant total de la subvention	22 223,41 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCEA EQUI EVENT
Adresse administrative : 4 RUE FELIX LORIN
78120 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Société Civile d'Exploitation Agricole
Représentant : Monsieur EMILIEN GOUTMANN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de l'écurie avec création d'un barn 8 boxes et espaces de soins

Dates prévisionnelles : 4 novembre 2019 - 24 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour la santé des équidés et leur confort, et notamment en raison des conditions météo très humides, le bénéficiaire a sollicité un démarrage anticipé des travaux de l'écurie.

Description :
Le projet consiste en la création d'un barn 8 boxes, avec deux espaces de soins (douche et lieu de pensage). Ainsi le curage est simplifié car regroupé et les chevaux concentrés au même endroit; ces travaux d'amélioration avec des abreuvoirs et une distribution du foin et des rations automatiques, permettent de gagner du temps sur la manutention globale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction centre équestre

Montant HT des dépenses : 44 446,81 €

Montant HT des dépenses éligibles : 44 446,81 €
Taux d'intervention RI maximum : 50%
Montant de la subvention : 22 223,41 €

Localisation géographique :

- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	22 015,00	49,53%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	22 431,81	50,47%
Total	44 446,81	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	22 223,41	50,00%
Fonds propres	22 223,40	50,00%
Total	44 446,81	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048966 - ASSOCIATION AIC IDEES - Haras du Launay à Moigny sur Ecole (91) - Création d'un rond de longe et d'un marcheur couvert avec arrosage automatique

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	148 369,00 € TTC	33,70 %	50 000,00 €
		Montant total de la subvention	50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AIC IDEES
Adresse administrative : ROUTE DE LA FERTE ALAIS
91880 BOUVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe ISSELIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un rond de longe et d'un marcheur couvert avec arrosage automatique

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à installer un arrosage automatique et un espace de travail complémentaire appelé rond de longe et marcheur couvert.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction centre équestre

Montant TTC des dépenses : 148 369 €
Montant TTC des dépenses éligibles : 148 369 €
Taux d'intervention maximum RI : 50%
Taux d'intervention ramené à : 33,70%
Montant de la subvention proposée : 50 000 €

Localisation géographique :

- MOIGNY-SUR-ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	148 369,00	100,00%
Total	148 369,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	50 000,00	33,70%
Fonds propres	98 369,00	66,30%
Total	148 369,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX049079 - Centre équestre EPINETTE DE BOISEMONT (95) - Aménagement des instamlations (couverture de manège, installations stabulation, réfection sanitaires et vestiaires)

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	209 660,75 € HT	48,85 %	102 415,18 €
	Montant total de la subvention		102 415,18 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'EPINETTE DE BOISEMONT
Adresse administrative : 32 RUE DE VAUREAL
95000 BOISEMONT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE ROEDERER, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement des installations (couverture de manège, installations stabulation, réfection sanitaires et vestiaires)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le propriétaire a commencé les travaux de manière anticipée pour ce qui est de la création d'un abris de 21m pour qu'un maximum de cavaliers puissent préparer et panser leurs chevaux à l'abris durant la période hivernale car les écuries sont saturées dans ces moments, qui augmente considérablement le risque d'accidents. Il a également dû faire les modifications nécessaires en ce qui concerne les sanitaires pour pouvoir répondre aux besoins des cavaliers et licenciés.

Description :
La clientèle se développant, la structure souhaite pouvoir couvrir sa carrière et ainsi améliorer les conditions de pratique sur le site. Le climat en Ile de France étant majoritairement pluvieux en hiver, un manège serait un gain de confort pour les cavaliers. De plus, les cours arrivant à saturation dans un seul manège, disposer d'un nouvel espace couvert permettrait au personnel de bénéficier de meilleures conditions de travail. L'installation de ce nouveau manège, permettrait aux personnes actives de venir pratiquer l'équitation le soir après le travail, grâce à un espace couvert et éclairé.

Dans cette démarche d'amélioration de l'accueil sur la structure, le propriétaire et gérant souhaite réaménager l'espace sanitaire pour le confort des cavaliers et du public accompagnant. Un changement qui va de pair avec l'installation de douches et de vestiaires.

Afin de garantir le confort des chevaux logeant au sein des écuries, le projet prévoir d'installer, sur la

continuité de la structure, des stabulations libres. L'objectif est de loger durant les saisons hivernales, des chevaux vivant au pré, mais aussi de proposer une nouvelle prestation plus favorable aux personnes handicapées et aux enfants, avec un endroit plus grand et sécurisé pour la préparation des chevaux. Ces stabulations permettront de répondre à de meilleures conditions d'hébergement des chevaux, dans des installations ouvertes. Elles aménageront les paddocks grâce à leurs abreuvoirs automatiques, et leurs abris.

Enfin, dans un souci d'optimisation totale de l'hygiène des écuries, il est également prévu de réhabiliter la fumière. A ce jour, l'implantation donnée ne pouvant être conservée, l'objectif serait de pouvoir stocker en toute propreté et sans pollution ni gaspillage, le fumier.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction de centre équestre

Montant HT des dépenses : 209 660,75 €
Montant HT des dépenses éligibles : 209 660,75 €
Taux d'intervention maximum RI : 50% jusqu'à 200 000 € puis 25% au-delà de 200 000 €
Montant de la subvention : 100 000 € + 2 415,18 €, soit 102 415,18 €

La participation régionale représente 48,85% du coût du projet.

Localisation géographique :
- BOISEMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	209 660,75	100,00%
Total	209 660,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	102 415,18	48,85%
Fonds propres	107 245,57	51,15%
Total	209 660,75	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX049380 - LA VIE AU GRAND AIR DE SAINT MAUR (94) : réhabilitation d'un court de tennis, création d'un court, couverture gonflable, éclairage et local technique

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	489 500,00 € TTC	18,89 %	92 477,00 €
	Montant total de la subvention		92 477,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA VIE AU GRAND AIR DE SAINT MAUR
Adresse administrative : 8 AVENUE DU NORD
94100 ST MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-FRAN OIS BEDU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation d'un court de tennis, création d'un court, couverture gonflable, éclairage et local technique

Dates prévisionnelles : 1 février 2019 - 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent être réalisés durant la période estivale.

Description :
Le projet de l'association porte sur :
- la réhabilitation et déplacement d'un court en terre battue (finition court, terrassement, maçonnerie,...),
- la création d'un nouveau court attenant (fondations, terrassements, maçonnerie enterrée, dalle, clôture...),
- la couverture des deux courts créés par une structure gonflable (commande bulle...)
- l'éclairage et arrosage automatique des courts (équipement local eau, finition caniveaux, arroseurs, caniveau central...),
- la création du local technique nécessaire au fonctionnement de l'ensemble (générateur chaleur, soufflerie, peinture, électricité...).

Le besoin des deux courts fait suite à la disparition d'un autre club sur la ville et à la nécessité de pouvoir répondre à l'accueil du public qui en résulte.

Le public attendu est composé de :
- enfants de l'école de tennis,
- adultes loisirs (y compris handicapés),

- section féminine du club,
- compétiteurs.

L'ensemble est intégré dans une structure dédiée à la terre battue qui passera ainsi de 4 à 6 courts couverts.

Le club de tennis (club historique de la ville) fêtera en 2019 ses 75 ans d'existence.

Les locaux se situent dans l'enceinte du stade Chéron, lui-même composé :
- d'un terrain de football homologué en troisième catégorie,
- d'une piste d'athlétisme de niveau régional,
- d'une salle de danse,
- et de deux gymnases.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opérations :

Montant TTC des dépenses : 489 500 €
Montant TTC des dépenses éligibles : 489 500 €

Réhabilitation d'un court + création d'un court :
Montant TTC éligible : 108 460 TTC
Taux RI maximum : 15%, soit une subvention proposée de 16 269 €

Eclairage :
Montant TTC éligible : 4 790 €
Taux RI maximum : 20%, soit une subvention proposée de 958 €

Couverture des courts :
Montant TTC éligible : 376 250 €
Taux RI maximum : 20%, soit une subvention proposée de 75 250 €

Le cumul des subventions représente un total d'aides de 92 477 €, soit un taux de 18,89% de participation régionale sur le coût global du projet TTC.

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	464 500,00	94,89%
Etudes et maîtrise d'œuvre	25 000,00	5,11%
Total	489 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	92 477,00	18,89%
Participation Ligue ou Fédération	67 000,00	13,69%
Fonds propres	330 023,00	67,42%
Total	489 500,00	100,00%

Annexe n°3 - Convention spécifique Boulogne Billancourt

DISPOSITIF DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS D'INTÉRET RÉGIONAL

CONVENTION ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET LA COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Dossier d'aide n° EX049205

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020 -160 du 1er juillet 2020

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La commune de Boulogne-Billancourt dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville, 26 rue André Morizet 92600 Boulogne-Billancourt représenté par Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Maire
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

Ainsi, elle s'engage dans une dynamique de soutien au développement des équipements sportifs d'intérêt régional qui s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par les fédérations, et concerne les seules disciplines faisant déjà l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » avec la Région.

Dans ce cadre, le dispositif de soutien au développement des « Equipements Sportifs d'Intérêt Régional » (ESIR) permet d'offrir au mouvement sportif francilien des infrastructures de haut niveau facilitant le regroupement des athlètes, la tenue des formations et, le cas échéant, de compétitions.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de la commune de Boulogne-Billancourt, au titre du développement des équipements sportifs d'intérêt régional, conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement de l'aménagement du gymnase de la Biodiversité et du centre d'hébergement et de formation de l'équipe de basket.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

2.1 - LA RÉALISATION DU PROJET EN MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE

Le bénéficiaire s'engage à :

- faire réaliser le projet de l'équipement sportif d'intérêt régional visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;
- inscrire annuellement sur son budget les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération, sa mise en service et son entretien conformément au plan de financement prévu par son mandataire ;
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3 - MISE A DISPOSITION DE L'ÉQUIPEMENT

Le bénéficiaire communiquera à la Région, avant ouverture de l'équipement, l'ensemble des créneaux réservés aux différentes catégories d'utilisateurs.

En outre, le bénéficiaire opposera un refus à toutes les demandes qui visent à instaurer un traitement discriminatoire – fondé sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, les différences entre hommes et femmes – dans un lieu dévolu à l'accueil des usagers, et formera son personnel en conséquence.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.)

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),

- pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de 30 % du montant global ». A ce titre, la Région peut fournir, sur demande du bénéficiaire, des panneaux d'information et de communication sur sa participation,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
- Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

La Région peut fournir au bénéficiaire des panneaux d'information et de communication sur sa participation.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de l'aménagement du gymnase de la Biodiversité et du centre d'hébergement et de formation de l'équipe de basket (voir article 1) à Boulogne-Billancourt.

Conformément à la délibération n° 2020-160 du 1er juillet 2020, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de 417 415,86 €, représentant 30 % du coût total des travaux éligibles à 1 391 386,19 € HT.

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé, pour les collectivités territoriales, à partir des dépenses hors TVA et pour le mouvement sportif à partir des dépenses TTC.

3.2 - RÉVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire de la subvention peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versements. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

Chaque demande de versement :

- indique les dates et les montants des décaissements réalisés au titre de l'opération. Ces décaissements seront attestés par les services comptables du bénéficiaire confirmé en fin d'année par son commissaire au compte ;

- précise par le biais d'une attestation du maître d'oeuvre, l'avancement des travaux confirmé par les services techniques de la collectivité ;

- est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de l'avancement de l'opération.

4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le solde de la subvention est versé sur présentation des justificatifs de l'achèvement de l'opération, de son paiement complet et de la copie du procès-verbal de mise à disposition levé des réserves qui auraient pu être émises à cette occasion.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

4.4 – RÈGLES DE CADUCITÉ

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

ARTICLE 5 : DÉLAIS DE VALIDITÉ DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION ÉVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas du non-respect du maintien du bien dans sa destination tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, calculée de la façon suivante :

  Subvention restituée = subvention versée x [(durée initiale du maintien du bien dans sa destination – durée effective du maintien) ÷ durée initiale du maintien)].

- si l'opération subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;
- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- **en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant l'obligation relative au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;**
- en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement ou de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

8.2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.4 de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTRÔLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le reversement total ou partie de la subvention est exigé :

- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire,

- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION

Si trois ans après la date de la délibération d'attribution de la subvention, aucune demande de paiement n'est adressée à la Région, la convention est résiliée de plein droit.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

En outre, à la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en courrier recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter leurs obligations contractuelles respectives.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le :

Pour la commune de
Boulogne-Billancourt
Le Maire

Pierre-Christophe BAGUET

Annexe n°4 - Convention spécifique Viroflay EX049028

DISPOSITIF DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES PISCINES EN ILE-DE-FRANCE

CONVENTION ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET LA COMMUNE DE VIROFLAY

Dossier d'aide n° EX049028

Entre

La Région Ile-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-160 du 1er juillet 2020.
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La commune de Viroflay, dont le siège est situé au 2 place du Général de Gaulle 78 220 Viroflay représenté(e) par Monsieur Olivier LEBRUN
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ QUE :

Soucieuse de réduire ce déficit et d'augmenter les créneaux horaires d'utilisation pour tous les publics, la Région Ile-de-France a simplifié les conditions d'éligibilité au Plan Piscines de manière à soutenir activement la construction et la réhabilitation d'équipements aquatiques. Dans le même temps, dans les cas où cette condition ne serait pas remplie, elle incite à l'implantation d'un club résident possédant si possible une section féminine.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de la commune de Viroflay. au titre du Plan piscines régional, conformément au dossier d'Avant-Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement de la reconstruction de la piscine des Bertisettes après démolition de celle existante.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

Dans le cadre de la concession de service public, le bénéficiaire s'engage à :

- faire réaliser le projet de l'équipement aquatique visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;

- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région ;
- assurer avec son concessionnaire le complément de financement, y compris tout dépassement financier éventuel par rapport à l'estimation globale ;
- inscrire sur son budget d'investissement, en cas de participation financière à l'opération prévue dans le contrat de concession de service public, les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation des opérations ;
- répercuter intégralement la subvention régionale sur l'usager du service public ;
délégué par une baisse des tarifs perçus par le concessionnaire - permettre tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, du respect des stipulations de la présente convention, par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- transmettre à la Région tout document financier contractuel (convention initiale, avenant…) montrant la prise en compte de l'intégralité de la subvention dans la fixation des tarifs payés par l'usager sur la durée de la concession de service public. La transmission de ce document devra se faire au plus tard lors de la première demande de versement de la subvention ;
- s'assurer que la subvention régionale versée à son cocontractant ne puisse être qualifiée de surcompensation illégale au sens des articles 106 et 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

2.2 - MISE A DISPOSITION DE L'ÉQUIPEMENT

Après mise en service de l'équipement quel que soit le mode de gestion, le bénéficiaire s'engage à réserver des créneaux horaires, à des conditions tarifaires privilégiées aux lycées, et à favoriser l'ouverture de l'équipement aux clubs de sports aquatiques en implantant un club résident, possédant si possible une section féminine.

Le bénéficiaire communique à la Région, avant ouverture de l'équipement puis au début de chaque saison scolaire et sportive, l'ensemble des créneaux réservés aux lycées et clubs de sports aquatiques ainsi que les dispositions tarifaires appliquées. Un bilan concernant ces créneaux et tarifications sera adressé à la Région à la fin de chaque saison.

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

2.3 – OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCÈS AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.).

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de 10 % du montant subventionnable ». A ce titre, la Région peut fournir, sur demande du bénéficiaire, des panneaux d'information et de communication sur sa participation,
- le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation sont obligatoires. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale,
- Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de la reconstruction de la piscine des Bertisettes après démolition de celle existante (voir article 1) à Viroflay.

Conformément à la délibération n° 2020 – 160 du 1er juillet 2020, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de 420 000 € représentant 10 % du coût total des travaux éligibles à 4 200 000 € TTC.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

4.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé à partir des dépenses hors TVA.

4.2 - RÉVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

4.3 – RÈGLES DE CADUCITÉ

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

4.4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement financier de la Région.

4.4.1 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versements. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la

subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

Pour chaque demande de versement :

- indique les dates et les montants des décaissements réalisés au titre de l'opération. Ces décaissements seront attestés par les services comptables du bénéficiaire confirmé en fin d'année par son commissaire au compte ;

- précise par le biais d'une attestation du maître d'œuvre, l'avancement des travaux confirmé par les services techniques de la collectivité ;

- est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de l'avancement de l'opération.

4.4.2 - VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le solde de la subvention est versé sur présentation des justificatifs de l'achèvement de l'opération, de son paiement complet et de la copie du procès verbal de mise à disposition levé des réserves qui auraient pu être émises à cette occasion.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas du non-respect du maintien du bien dans sa destination tel que prévu à l'article 2.1.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, calculée de la façon suivante :

> Subvention restituée = subvention versée x [(durée initiale du maintien du bien dans sa destination – durée effective du maintien) ÷ durée initiale du maintien)].

- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement ;
- **en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants** ;
- en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.2 de la présente convention.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

7.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

7.2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.2 de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention respectent leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

<u>ARTICLE 11</u> : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le

Pour ……
Le……..

……..

Annexe n°5 - Fiches projets Hors dispositifs

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° EX048484 - ANNET-SUR-MARNE (77) : Construction d'un local couvert d'accueil des spectateurs intégré à l'ensemble vestiaires-tribunes du stade de football municipal

Dispositif : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement) (n° 00001071)
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement)	198 863,35 € TTC	34,19 %	68 000,00 €
	Montant total de la subvention		68 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANNET-SUR-MARNE
Adresse administrative : 38 RUE PAUL VALENTIN
77410 ANNET SUR MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian MARCHANDEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un local couvert d'accueil des spectateurs intégré à l'ensemble vestiaires-tribunes du stade de football municipal

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : lancement des travaux dès le printemps pour une livraison souhaitée dès la rentrée 2020/2021

Description :
Objectif :Disposer d'un lieu d'accueil pour les sportifs, les spectateurs et les parents accompagnants, étant précisé le caractère excentré du Stade et la nécessité d'encadrer
les mineurs, notamment pour les entrainements.

Description : Réalisation d'une construction constituée d'une véranda de 40 m2 fermée, abritée et chauffée, fixée sur une partie de la terrasse des vestiaires.

Public(s) cible(s) : Scolaires; Sportifs (adultes et enfants) du club de football résident, accompagnateurs (parents) et spectateurs

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Montant TTC des travaux : 204 096 €
Montant TTC des travaux éligibles : 198 863,35 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de dépose d'un montant de 5 232,65 € TTC)
Taux d'intervention appliqué : 34,19%
Montant de la subvention appliquée : 68 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 34,19% du montant TTC des travaux éligibles, soit 33,32% du montant TTC du projet.

Localisation géographique :
- ANNET-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	186 390,00	91,32%
Etudes et maîtrise d'œuvre	17 706,00	8,68%
Total	204 096,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	136 096,00	66,68%
Région Ile-de-France (sollicitée)	68 000,00	33,32%
Total	204 096,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX048917 - SA RED STAR FOOTBALL CLUB 1897 (93) - Rénovation du centre de formation sur le site de Marville à la Courneuve

Dispositif : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement) (n° 00001071)
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200101- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement)	2 078 281,00 € HT	24,06 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RED STAR FOOTBALL CLUB 1897
Adresse administrative : 92 RUE DU DOCTEUR BAUER
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrice HADDAD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du centre de formation sur le site de Marville à la Courneuve

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : vu le délai et la nature des travaux, la société souhaite finaliser les travaux avant la rentrée scolaire 2020/2021.

Description :
LE CONTEXTE DU PROJET :

La Seine-Saint-Denis, et plus généralement l'Ile de France, sont des viviers exceptionnels pour le football. La majorité des joueurs professionnels français est issue de ce territoire. Mais à défaut d'une offre formation complète, ces apprentis footballeurs partent très tôt dans des centres hors Ile-de-France, loin de leur environnement familial.

Ce déracinement est une cause d'échec et même dans les centres de formation les plus performants, peu ont la chance d'atteindre le statut professionnel. Pour ceux qui échouent, l'insertion professionnelle s'avère difficile. Et pour ceux qui réussissent, la reconversion en fin de carrière est également très difficile.

LE PROJET

Le projet du Red Star est de rénover le centre de formation sur le site de Marville et notamment le terrain

d'honneur, le terrain d'entrainement et la tribune historique

Le terrain d'honneur dimension 105 x 68m : remplacement de la pelouse naturelle, mise en place d'un nouveau système d'arrosage, remplacement des sports lumineux et réfection de l'installation électrique

Le terrain d'entrainement dimension 105 x 68m : remplacement de la pelouse existante, mise en place d'un nouveau système d'arrosage, mise en place de 4 mats d'éclairage

La tribune : réfection des gradins, mise ne place de nouveaux sièges, création de 4 nouveaux accès sur la tribune

La façade extérieure : réfection des vitrages cassés et nettoyage

Les niveaux sous-sol, rez de chaussée, demi-niveau et R+1, de la tribune historique sont composés de vestiaires, bureaux, locaux, salles diverses... : rénovation complète (sols, murs, plafond, électricité..)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Montant HT des travaux : 2 197 130 €
Montant HT des travaux éligibles : 2 078 281 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de défrichage, d'évacuation de végétaux, de démolition d'un montant de 118 849€ HT)
Taux d'intervention appliqué : 24,06%
Montant de la subvention attribuée : 500 000 €

Le montant de la subvention représente 24,06% du montant HT des travaux éligibles, soit 22,76% du montant HT du projet.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux terrain d'honneur	451 368,00	20,54%
Travaux terrain d'entrainement	465 166,00	21,17%
Travaux tribunes	84 547,00	3,85%
Travaux Façade	45 000,00	2,05%
Travaux intérieurs sous-sol	187 539,00	8,54%
Travaux intérieurs RDC	466 339,00	21,22%
Travaux demi niveau et R+1	347 806,00	15,83%
Installations, frais de chantier	149 365,00	6,80%
Total	2 197 130,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	500 000,00	22,76%
SA Red Star FC 1897	1 697 130,00	77,24%
Total	2 197 130,00	100,00%

Annexe n°6 - Convention spécifique Annet sur Marne EX048484

CONVENTION ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET LA COMMUNE D'ANNET-SUR-MARNE

Dossier d'aide n° EX048484

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-160 du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La Commune d'Annet-sur-Marne, Hôtel de Ville, 38 rue Paul Valentin 77410 Annet-sur-Marne représenté(e) par Christian MARCHANDEAU
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

A cet effet, et pour répondre à la carence généralisée en équipements sportifs, la Région a décidé d'innover et de soutenir désormais le développement d'équipements sportifs structurants de proximité qui offriront à tous des lieux d'expression de la mixité des pratiques, compétitives ou de loisirs, pour le dépassement de soi ou pour le simple bien-être dans une démarche de sport-santé.

L'équipement sportif objet de la présente convention permettra de répondre aux nouvelles formes de pratiques émergentes, licenciées ou non. Dans cette logique, cet équipement bénéficie d'un financement régional.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de la commune d'Annet-sur-Marne, en vue de la construction d'un local couvert d'accueil des spectateurs intégré à l'ensemble vestiaires-tribunes du stade de football municipal conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA RÉALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement,
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien des équipements réalisés,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 10 ans à compter de sa réalisation.
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

2.2 – OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3 - MISE À DISPOSITION DE L'ÉQUIPEMENT

Le bénéficiaire communiquera à la Région, avant ouverture de l'équipement, l'ensemble des créneaux réservés aux différentes catégories d'utilisateurs.

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Il s'engage également à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.).

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de 34,19 % du montant subventionnable ». A ce titre, la Région peut fournir, sur demande du bénéficiaire, des panneaux d'information et de communication sur sa participation,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
- Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation sont obligatoires. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports.
- Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de construction d'un local couvert d'accueil des spectateurs intégré à l'ensemble vestiaires-tribunes du stade de football municipal (voir article 1) à Annet-sur-Marne.

Conformément à la délibération n°2020-160 du 1er juillet 2020. la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de 68 000 €, représentant 34,19 % du coût total des travaux éligibles à 198 863,35 € TTC.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

4.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé, pour les collectivités territoriales, EPCI et syndicats mixtes, à partir des dépenses hors TVA et pour le mouvement sportif à partir des dépenses TTC.

4.2 - RÉVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

4.3 – RÈGLES DE CADUCITÉ

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

4.4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versement. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas du non-respect du maintien du bien dans sa destination tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, calculée de la façon suivante :

  Subvention restituée = subvention versée x [(durée initiale du maintien du bien dans sa destination – durée effective du maintien) ÷ durée initiale du maintien)].

- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
  en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants ;
- en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.
- en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

7.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

7.2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention respectent leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen deux exemplaires originaux, le

Pour la commune
d'Annet-sur-MArne
Le maire

Christian MARCHANDEAU

Annexe n°7 - Convention spécifique RED STAR EX048917

CONVENTION ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET LA
SA RED STAR FOOTBALL CLUB 1897 (93)

Dossier d'aide n° EX048917

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020 -160 du 1er juillet 2020

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La SA RED STAR FOOTBALL CLUB 1897 dont le siège social est situé au 92 rue du Docteur Bauer, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par Monsieur Monsieur Patrice HADDAD, le président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

Ainsi, elle s'engage dans une dynamique de soutien au développement des équipements sportifs d'intérêt régional qui s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par les fédérations, et concerne les seules disciplines faisant déjà l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » avec la Région.

L'équipement sportif objet de la présente convention permet d'offrir au mouvement sportif francilien des infrastructures de haut niveau facilitant le regroupement des athlètes, la tenue des formations et, le cas échéant, de compétitions. Dans cette logique, cet équipement bénéficie d'un financement régional.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région pour la saison sportive 2019/2020, au profit de la SA RED STAR FOOTBALL CLUB 1897, conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement de la rénovation du centre de formation sur le site de Marville à la Courneuve

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE /MAÎTRE D'OUVRAGE

2.1 - LA RÉALISATION DU PROJET

Agissant en qualité de Maître d'ouvrage, le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement,
- respecter le titre du code du sport (art. L.113-2 et R.113-1) relatif au montant maximal des subventions publiques reçues y compris celles qui sont versées dans le cadre de contrats de prestations de services, sur la saison 2019/2020,

  Les subventions publiques perçues à date au titre de la saison 2019-2020 sont décomposées comme suit :

  - ✓ une subvention de la part du Conseil Départemental de Seine Saint Denis, d'un montant total de 320 000€ au titre du programme des clubs d'excellence du 93. En raison du COVID 19, le moment perçu à date est de 260 000€ au titre de cette subvention, un solde de 60k€ restant à percevoir.

  inscrire sur son budget d'investissement et de fonctionnement les subventions publiques reçues sur la saison 2019-2020.
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien des équipements réalisés,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation ;
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 25 ans à compter de sa réalisation.

2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3 - MISE A DISPOSITION DE L'ÉQUIPEMENT

Le bénéficiaire communiquera à la Région, avant ouverture de l'équipement, l'ensemble des créneaux réservés aux différentes catégories d'utilisateurs.

En outre, le bénéficiaire opposera un refus à toutes les demandes qui visent à instaurer un traitement discriminatoire – fondé sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, les différences entre hommes et femmes – dans un lieu dévolu à l'accueil des usagers, et formera son personnel en conséquence.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.)

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de 24,06 % du montant subventionnable ». A ce titre, la Région peut fournir, sur demande du bénéficiaire, des panneaux d'information et de communication sur sa participation,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
- Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

La Région peut fournir au bénéficiaire des panneaux d'information et de communication sur sa participation.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de rénovation du centre de formation sur le site de Marville (voir article 1), à la Courneuve.

Conformément à la délibération n° 2020-160 du 1er juillet 2020, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de 500 000 €, représentant 24,06 % du coût total des travaux éligibles à 2 078 281,00 € HT.

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé, pour les collectivités territoriales, à partir des dépenses hors TVA et pour le mouvement sportif à partir des dépenses TTC.

3.2 - RÉVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Les subventions publiques perçues à date au titre de la saison 2019-2020 sont décomposées comme suit :

- ✓ une subvention de la part du Conseil Départemental de Seine Saint Denis, d'un montant total de 320 000€ au titre du programme des clubs d'excellence du 93. En raison du COVID 19, le moment perçu à date est de 260 000€ au titre de cette subvention, un solde de 60k€ restant à percevoir.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire de la subvention peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il

justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versements. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

S'agissant des subventions attribuées à des bénéficiaires disposant d'un comptable public, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

4.4 – RÈGLES DE CADUCITÉ

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné

lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

ARTICLE 5 : DÉLAIS DE VALIDITÉ DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION ÉVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas du non-respect du maintien du bien dans sa destination tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, calculée de la façon suivante :

  Subvention restituée = subvention versée x [(durée initiale du maintien du bien dans sa destination – durée effective du maintien) ÷ durée initiale du maintien)].

- si l'opération subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;
- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- **en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant l'obligation relative au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;**
- en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement ou de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

8.2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.4 de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTRÔLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le reversement total ou partie de la subvention est exigé :

- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire,
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION

Si trois ans après la date de la délibération d'attribution de la subvention, aucune demande de paiement n'est adressée à la Région, la convention est résiliée de plein droit.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée

et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

En outre, à la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en courrier recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter leurs obligations contractuelles respectives.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le :

Pour la SA RED STAR FC 1897
Le Président

Patrice HADDAD

Annexe n°8 - Fiche projet Montreuil

Commission permanente du 1 juillet 2020 -

DOSSIER N° 20003987 - Réaffectation suite caducité totale du dossier EX012434 - MONTREUIL (93) : Transformation du terrain en gazon naturel Robert Legros, en terrain synthétique

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	762 120,00 € HT	15,00 %	114 318,00 €
		Montant total de la subvention	114 318,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MAIRIE COMMUNE DE MONTREUIL
Adresse administrative	:	PL JEAN JAURES 93105 MONTREUIL CEDEX
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur PATRICE BESSAC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation du terrain en gazon naturel Robert Legros, en terrain synthétique

Dates prévisionnelles : 8 juin 2016 - 31 août 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (114 318 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 16-244 du 15 juin 2016 dont le compte rendu d'exécution final nécessaire n'a pas pu être transmis avant l'échéance de caducité, en raison de la non réception par les services régionaux de la demande de versement envoyée par voie postale dès décembre 2017 par la commune.

Description :
Les installations du stade Robert Legros (21 Rue des Grands Pêchers, Montreuil), dont le terrain sportif (6 500m2), sont aujourd'hui vétustes. Elles comprennent un terrain de football avec une aire de jeu de 100 × 65 m en gazon naturel, une tribune de 500 places, des vestiaires et des sanitaires et quatre mats d'éclairage.Selon la décision de la CRTIS du 18/12/2014, ces installations ne sont plus adaptées pour un niveau de classement 4.
Les vestiaires ne sont plus dans les normes puisque la réglementation actuelle préconise une superficie minimum de 25m2, par pièce, hors sanitaires. Les douches ne sont pas assez nombreuses et les sanitaires pour le public sont trop vétustes et pas adaptés aux personnes à mobilité réduite.
Sur cette installation sportive, il n'y a pas d'accès pour les personnes à mobilité réduite.
Depuis cette commission, ce stade est classé de niveau 5.

Etude préalable de la commune :

Des grands enjeux ont amené la Ville à engager un projet de transformation du terrain :

A) La transformation progressive du stade pour passer en homologation niveau 4
Le club de Montreuil vient de passer en homologation 4. L'agrandissement du terrain de 100 x 65m actuel en terrain naturel à des dimensions normées de 105 x 68 en gazon synthétique, permettrait au club de bénéficier d'un terrain supplémentaire pour l'entraînement.
Ces premières transformations accompagnées par la réfection ultérieure des équipements permettrait de regagner l'homologation niveau 4 du terrain Legros.

B) La sur-utilisation des installations
Les installations sont ouvertes au public de 8 h 30 à 23 h tous les jours.
La sur-utilisation du terrain ne permet pas de période de repos pour le gazon naturel, engendrant une importante dégradation du sol.
Le terrain actuel ne permet pas de répondre à la demande des équipes sportives du quartier (primaires, collèges, clubs, etc.) et son état de dégradation n'est pas adapté à la pratique d'activités sportives (rugby, foot, etc.).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Lors de la CP 16-244 du 15 juin 2016, une subvention avait été allouée de 114 318 € sur la base d'une dépense subventionnable de 762 120 € HT pour un taux de participation régional de 15%.

Le compte rendu d'exécution final nécessaire n'ayant pas pu être transmis avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet de la présente opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 114 318 €.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transformation du terrain	762 120,00	100,00%
Total	762 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FFF	100 000,00	13,12%
Conseil Départemental 93	180 000,00	23,62%
CNDS	100 000,00	13,12%
Région Ile-de-France	114 318,00	15,00%
Ville de Montreuil	267 802,00	35,14%
Total	762 120,00	100,00%

Annexe n°9 - Fiche projet Marolles en Brie

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-151
Modifiée Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-160

DOSSIER N° EX044214 - MAROLLES-EN-BRIE (94) - Transformation d'un terrain stabilisé (schiste) en gazon synthétique + réfection et mise aux normes de l'éclairage

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	11 500 € HT	22,12 %	2 543,80 €
	Montant total de la subvention		2 543,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MAROLLES-EN-BRIE
Adresse administrative	:	PLACE CHARLES DE GAULLE 94440 MAROLLES-EN-BRIE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Sylvie GERINTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation d'un terrain stabilisé (schiste) en gazon synthétique, et réfection et mise aux normes de l'éclairage

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2018 – 18 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : vu la nature des travaux, la collectivité a souhaité lancer les études par l'AMO, afin de programmer une ouverture de l'équipement pour l'année 2020 et limiter le temps de fermeture de l'équipement pour les pratiquants.

Description :
La commune de Marolles-en-Brie souhaite optimiser ses installations sportives et envisage la transformation du terrain de football actuellement en stabilisé.
Cette transformation consiste à proposer en lieu et place dudit terrain, d'une part un équipement en gazon synthétique, et d'autre part une réfection et une mise au norme de l'éclairage, en conformité avec les FFF pour un terrain de jeu maximum de niveau 5.

Outre un aspect sportif très important, ce programme a un réel attrait social car il permettra d'accueillir et/ou de faire cohabiter les publics aussi divers que :
- club de football (compétitions et loisirs)
- les établissements scolaires
- la pratique féminine
- la pratique pour les personnes en situation de handicap

- les jeunes en difficulté

La commune de Marolles-en-Brie s'engage dans ce projet à répondre aux exigences particulières de protection des pratiquants et à mettre en place une solution de rétention des granulats sur la surface dédiée au terrain synthétique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention du projet:
Type d'opération : terrains synthétiques de grands jeux

Pour la transformation du terrain (dont AMO):
Montant HT des travaux : 624 629 €
Montant HT des travaux éligibles : 619 209 € (sont exclues les dépenses relatives à l'entretien mensuel des installations et aux déposes des équipements)
Taux d'intervention : 25% (15% correspondant au taux maximum ciblé dans le RI + majoration 10% pour la réalisation d'un dispositif permettant la rétention des granulats sur la surface dédiée au terrain synthétique)
Montant de la subvention appliquée : 154 802.25 €

Les dépenses non éligibles (l'entretien mensuel des installations et aux déposes des équipements) sont de : 5 420€.

Pour la réfection de l'éclairage :
Montant HT des travaux : 56 000 €
Montant HT des travaux éligibles : 56 000 €
Taux d'intervention : 15% (correspondant au taux maximum ciblé dans le RI)
Montant de la subvention appliquée : 8 400 €

Montant total de la subvention calculée est de : 163 202.25€ = (154 802.25 € + 8400 €).
Montant total de la subvention rabaissée à : 136 957.55€, pour garantir les 20% de financement par la commune. Elle représente 20.12% du montant total HT des travaux ou 22.12% du montant total HT des travaux éligibles

Engagement pour Marolles-en-Brie :

Montant HT du : 11 500 €
Taux d'intervention : 22,12%
Montant de la subvention appliquée à Marolles-en-Brie: 2 543,80 €

Localisation géographique :
- MAROLLES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Divers (Etudes, Maitrise d'oeuvre,)	11 500,00	100,00%
Total	11 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	8 956 ,20	77,88%
Région Ile-de-France	2 543,80	22,12%
Total	11 500,00	100,00%

Annexe n°10 - Fiche projet GPSEA

DOSSIER N° 20007335 - EPT GRAND PARIS SUD EST AVENIR (GPSEA) (94) - Transformation d'un terrain stabilisé (schiste) en gazon synthétique + réfection et mise aux normes de l'éclairage

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	607 709,00 € HT	22,12 %	134 413,75 €
		Montant total de la subvention	0,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GRAND PARIS SUD EST AVENIR
Adresse administrative	:	14 RUE EDOUARD LE CORBUSIER 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Etablissement Public de Coopération Intercommunautaire
Représentant	:	Monsieur LAURENT CATHALA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation d'un terrain stabilisé (schiste) en gazon synthétique + réfection et mise aux normes de l'éclairage

Dates prévisionnelles : 19 juin 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Vu la nature des travaux, la collectivité a souhaité lancer les travaux et programmer une ouverture de l'équipement pour l'année 2020, afin de limiter le temps de fermeture de l'équipement pour les pratiquants.

Description :
La commune de Marolles-en-Brie souhaite optimiser ses installations sportives et envisage la transformation du terrain de football actuellement en stabilisé.
Cette transformation consiste à proposer en lieu et place dudit terrain, d'une part un équipement en gazon synthétique, et d'autre part une réfection et une mise au norme de l'éclairage, en conformité avec les FFF pour un terrain de jeu maximum de niveau 5.

Outre un aspect sportif très important, ce programme a un réel attrait social car il permettra d'accueillir et/ou de faire cohabiter les publics aussi divers que :
- club de football (compétitions et loisirs)
- les établissements scolaires
- la pratique féminine
- la pratique pour les personnes en situation de handicap
- les jeunes en difficulté

La commune de Marolles-en-Brie s'engage dans ce projet à répondre aux exigences particulières de protection des pratiquants et à mettre en place une solution de rétention des granulats sur la surface dédiée au terrain synthétique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : terrains synthétiques de grands jeux

Pour la transformation du terrain (dont AMO):
Montant HT des travaux : 624 629 €
Montant HT des travaux éligibles : 619 209 € (sont exclues les dépenses relatives à l'entretien mensuel des installations et aux déposes des équipements)
Taux d'intervention : 25% (15% correspondant au taux maximum ciblé dans le RI + majoration 10% pour la réalisation d'un dispositif permettant la rétention des granulats sur la surface dédiée au terrain synthétique)
Montant de la subvention appliquée : 154 802.25 €

Les dépenses non éligibles (l'entretien mensuel des installations et aux déposes des équipements) sont de : 5 420€.

Pour la réfection de l'éclairage :
Montant HT des travaux : 56 000 €
Montant HT des travaux éligibles : 56 000 €
Taux d'intervention : 15% (correspondant au taux maximum ciblé dans le RI)
Montant de la subvention appliquée : 8 400 €

Montant total de la subvention calculée est de : 163 202.25€ = (154 802.25 € + 8400 €).
Montant total de la subvention rabaissée à : 136 957.55€, pour garantir les 20% de financement par la commune. Elle représente 20.12% du montant total HT des travaux ou 22.12% du montant total HT des travaux éligibles

Engagement pour GPSEA:

Montant HT du projet éligible : 607 709 €
Taux d'intervention : 22,12%
Montant de la subvention appliquée à GPSEA : 134 413,75 €

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation Chantier	33 920,00	5,07%
Travaux préparatoires	2 900,00	0,43%
Terrassements généraux	94 660,00	14,15%
Terrain de football 105 x 68	365 985,00	54,70%
Serrureries	41 300,00	6,17%
Surfaces minérales d'accompagnement	37 200,00	5,56%
Surfaces végétales d'accompagnement	7 800,00	1,17%
Divers (Etudes, Maitrise d'oeuve, SPS, contôle)	29 364,00	4,39%
Eclairage LEDS	56 000,00	8,37%
Total	669 129,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	127 169,60	19,01%
Région Ile-de-France	134 413,75	20,09%
Subvention Etat (sollicitée)	187 388,40	28,00%
Subvention Département (sollicitée)	68 062,90	10,17%
Participation Ligue ou Fédération	50 000,00	7,47%
Autres subventions publiques (préciser)	102 094,35	15,26%
Total	669 129,00	100,00%

Annexe n°11 - Avenant n°1 à la convention EX044214

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LA RÉGION

ILE-DE-FRANCE ET LA COMMUNE DE MAROLLES-EN-BRIE

N° EX044214

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé 2 rue Simone Veil 93200 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n°CP 2020-160 du 1er juillet 2020.

ci-après dénommée « la Région »

et

La commune de Marolles-en-Brie, dont le siège est situé place du Général de Gaulle 94440 Marolles-en-Brie représentée par son maire, Madame Sylvie GERINTE en vertu de la délibération n°

ci-après dénommée « la Commune »

et

L'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir, dont le siège social est situé 14 rue Edouard Le Corbusier 94 000 Créteil, représenté par son président, Monsieur Laurent CATHALA, en vertu de la délibération n°

ci-après dénommé « GPSEA »

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE :

Par délibération n° CP 2019-151 du 22 mai 2019, la Région Ile-de-France a attribué une subvention à la commune de Marolles-en-Brie pour la transformation d'un terrain stabilisé (schiste) en gazon synthétique, la réfection et la mise aux normes de l'éclairage du stade Didier Boutten.

Par délibération n°CT2019.3/080-1 du 19 juin 2019, le stade Didier Boutten, a été reconnu d'intérêt territorial et transféré à l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir.

La commune de Marolles-en-Brie s'est acquittée de dépenses à hauteur de 11 500 € HT correspondant aux premières études, et GPSEA s'acquitte des dépenses liées à la suite des études et aux travaux pour un montant HT prévisionnel de 669 129,00 €, soit un montant HT prévisionnel éligible de 607 709 €.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention attribuée à la Commune par délibération n°CP 2019-151 du 22 mai 2019, et de transférer le reliquat de cette subvention à GPSEA qui reprend le projet et assure la réalisation des travaux.

ARTICLE 2 :

Dans l'article 1, après les mots « au profit de la Commune de Marolles-en-Brie », sont insérés les mots : « et de l'EPT GPSEA ».

ARTICLE 3 :

Dans l'article 2, l'obligation de recrutement de stagiaires ou alternants est répartie comme suit :
- la commune de Marolles-en-Brie s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois ;
- l'EPT GPSEA s'engage à recruter de 2 stagiaires ou alternants pour une période minima de deux mois

ARTICLE 4 :
L'article 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de transformation d'un terrain stabilisé (schiste) en gazon synthétique + réfection et mise aux normes de l'éclairage, (voir article 1) du stade Didier Boutten situé sur la commune de Marolles-en-Brie et transféré à GPSEA.

Conformément à la délibération n° CP 2020-160 du 1er juillet 2020, le financement régional se répartit de la façon suivante :

- 2 542,80 € attribués à la Commune, représentant 22,12 % du montant des dépenses d'études éligibles fixé à 11 500 € et correspondant à une période allant du 15 octobre 2018 au 18 juin 2019 ;
- 134 413,75 € attribués à GPSEA, représentant 22,12 % du montant des travaux éligibles fixé à 607 709 € et correspondant à une période allant du 19 juin 2019 au 31 décembre 2019.

ARTICLE 5 :
Chacune des parties s'engage à réaliser à son initiative et sous sa responsabilité les opérations définies dans les fiches projets annexées.

Chacune des parties est tenue au respect de l'ensemble des obligations découlant de la convention.

ARTICLE 6 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant restent inchangées

Les pièces contractuelles comprennent la convention n°EX04214, le présent avenant n°1 à la convention et les fiches projets n° EX04214 et 20007335, approuvées par délibération n° CP 2020-160 du 1er juillet 2020.

Fait à St Ouen en 3 exemplaires originaux,

Le

Pour la commune de Marolles-en-Brie Le Maire	**Pour l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir Le Président**
Sylvie GERINTE	**Laurent CATHALA**

Pour la Région Ile-de-France

Annexe n°12 - Règlement d'intervention modifié Dispositif Clubs Excellence

IV – LES CLUBS EXCELLENCE D'ILE-DE-FRANCE

Objectifs du dispositif

Décide de renforcer son soutien en faveur des clubs, aussi bien féminins que masculins, qui représentent l'Ile-de-France au meilleur niveau départemental, régional ou national, afin de leur offrir les meilleures conditions d'évolution.

Ce dispositif a pour objectif de :

- soutenir les actions qui permettent une formation à l'excellence des sportifs et sportives ;
- favoriser l'accès des clubs vers le plus haut niveau ;
- permettre aux clubs de conforter et améliorer leur projet sportif ;
- soutenir les clubs labellisés par leur fédération.

Propriétaire du CREPS, centre d'excellence sportive, la Région facilite la mise en œuvre de partenariat entre l'établissement et les clubs afin de leur permettre de bénéficier d'un site offrant tout à la fois équipements sportifs, lieu d'hébergement, de restauration et centre de santé, notamment à l'occasion de stages de préparation.

Critères d'éligibilité

Deux types de clubs sont identifiés :

- **Clubs Élite** : clubs féminins franciliens amateurs ou professionnels évoluant au plus haut niveau national (1ère ou 2ème division nationale). Créés sous forme d'association sportive loi 1901 ou de sociétés sportives, ces clubs doivent être affiliés à une fédération sportive agréée. Le partenariat est conclu pour une période d'un an.

- **Clubs Premium** : clubs féminins ou masculins amateurs franciliens évoluant ou ayant des athlètes évoluant au meilleur niveau départemental, régional ou national. Créés sous forme d'association sportive loi 1901, ces clubs doivent être affiliés à une fédération sportive agréée. Le partenariat est conclu pour une période de deux ans.

Les Clubs Elite doivent offrir les conditions d'épanouissement de l'ensemble de leurs sportifs, et ce quel que soit leur niveau, en :

- favorisant le développement de leur pratique sportive et permettant notamment l'accès à la pratique sportive pour les femmes, les personnes en situation de handicap, les adolescents et les séniors ;
- formant des encadrants et des officiels à tous les niveaux de compétitions ;
- renforçant l'intervention des bénévoles ;
- s'attachant au respect de la laïcité et des valeurs républicaines, et en prévenant les risques de radicalisation ;
- présentant des équipes de niveau régional dans toutes les catégories ;
- jouant le rôle de club « pilote/ressource » de la discipline.
- ayant une école labellisée par leur fédération ou sa structure régionale dans la discipline concernée ;
- ayant une école d'arbitrage ou favorisant le développement de l'arbitrage par la mise en place d'une politique dédiée au sein du club ;
- en étant en pleine cohérence avec les plans de développement de la fédération et de la ligue ou du comité régional ;
- proposant un programme adapté de préparation des sportives et sportifs paralympiques.

Les clubs Premium doivent :

- Avoir une école labellisée dans la discipline concernée ;
- Mettre en place une école d'arbitrage ou favoriser le développement de l'arbitrage par la mise en place d'une politique dédiée au sein du club ;
- Développer l'école des jeunes sportifs ;
- Aider à la formation des cadres professionnels et bénévoles du club ;
- Intégrer, dans la mesure du possible, des nouvelles pratiques.

Nature des projets soutenus

Le projet prévoit un plan d'actions accompagnées d'un budget prévisionnel détaillé. Le club peut ainsi, et à titre d'exemple, développer des actions notamment en faveur d'un public défavorisé ou des personnes en situation de handicap.

Pour des clubs qui proviendraient de disciplines professionnelles, le projet devra aussi préciser l'évolution sportive, l'animation locale et territoriale et le suivi individualisé socio-professionnel des sportifs, présenter la situation de son centre de formation (résultats sportifs, suivi scolaire des jeunes, situation financière de la structure).

Modalités de calcul de l'aide

L'aide régionale est calculée sur la base d'un projet de club (ambitions sportives, programme prévisionnel d'actions, besoins matériels identifiés) et d'un budget prévisionnel proposé par les clubs retenus.

La participation financière de la Région est fixée de la manière suivante :

- Jusqu'à 50.000 € par club Elite pour les clubs féminins ;
- De 10.000 € par club Premium ;

La participation financière de la Région est annuelle et soumise au vote du budget de la Région et à l'affectation des crédits par sa commission permanente.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Annexe n°13 - Convention type modifiée Dispositif Clubs Excellence Clubs Premium

DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX CLUBS EXCELLENCE D'ÎLE-DE-FRANCE
CLUBS PREMIUM

CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET
…….

DOSSIER D'AIDE N°.....

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP…… du ……
ci-après dénommée « la Région »

Et

Le club dénommé :
dont le statut juridique est :.....
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont :
dont le siège social est situé au :
représenté par son dirigeant
habilité par .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Région capitale, l'Île-de-France concentre beaucoup de clubs de très haut niveau. Ils sont le rêve de tout pratiquant qui commence un jour dans une discipline sportive mais ils sont aussi une vitrine de l'excellence sportive du territoire francilien.

Désireuse de les accompagner dans leurs parcours compétitifs vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux ou également dans le développement de leurs disciplines respectives et leurs programmes de formation, la Région lance un dispositif leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution.

La Région Île-de-France décide de renforcer son soutien en faveur des clubs, aussi bien féminins que masculins, qui représentent l'Île-de-France au plus haut niveau national, afin de leur offrir les meilleures conditions d'évolution.

Propriétaire du CREPS, centre d'excellence sportive, la Région facilite la mise en œuvre de partenariat entre l'établissement et les clubs désignés afin de leur permettre de bénéficier d'un site offrant tout à la fois équipements sportifs, lieu d'hébergement, de restauration et centre de santé, notamment à l'occasion de stages de préparation.

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP ……, la Région Île-de-France a décidé de soutenir « Nom de l'association » pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

1.1 - DEFINITION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT

La Région soutient les clubs Premium : clubs féminins ou masculins amateurs franciliens évoluant ou ayant des athlètes évoluant au meilleur niveau départemental, régional ou national. Créés sous forme d'association sportive loi 1901, ces clubs doivent être affiliés à une fédération sportive agréée. Le partenariat est conclu pour une période de deux ans.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire des subventions correspondant aux annexes dénommées « Fiche projet » de la présente convention.

1.2 - CRITERES DES CLUBS D'EXCELLENCE (CLUBS PREMIUM)

Les clubs sont choisis par la Région et doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- Avoir une école labellisée dans la discipline concernée ;
- Mettre en place une école d'arbitrage ou favoriser le développement de l'arbitrage par la mise en place d'une politique dédiée au sein du club ;
- Développer l'école des jeunes sportifs ;
- Aider à la formation des cadres professionnels et bénévoles du club ;
- Intégrer, dans la mesure du possible, des nouvelles pratiques.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage :

- à informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes.
- à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- à informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- à adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

2.5 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense.

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.6 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …).
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le projet de (Nom de l'association) pour la saison sportive …… (voir article 1).

Conformément à la délibération n° CP ……, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de ……. €, représentant ….. % du coût total TTC du projet plafonné à …….. € TTC.

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

L'aide régionale est calculée sur la base d'un projet de club (ambitions sportives, programme prévisionnel d'actions, besoins matériels identifiés) et d'un budget prévisionnel proposé par les clubs retenus.

La Région s'engage à accompagner financièrement le bénéficiaire au titre de la saison sportive …….. Le montant de la participation régionale est fixé par délibération de la commission permanente du Conseil régional.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

3.2 - REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée pour les engagements du club, tels que définis à l'article 1.1 de la convention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux mentionnés dans la fiche projet.

Dans ce cas, elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Île-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués, diminués des acomptes et avances déjà versés.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire de la subvention peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.2- VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement du paiement complet de l'action subventionnée. Pour les personnes morales de droit privé et de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées signé par le représentant légal.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

<u>ARTICLE 5</u> – DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une 1ère demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- si l'action subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;

- en cas de fausse déclaration du bénéficiaire, la Région exigera la restitution de la totalité de la subvention. Le bénéficiaire remboursera la totalité de la subvention perçue lorsque la subvention n'aura pas été utilisée ou utilisée pour un objectif non prévu par la présente convention ;

- **en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les obligations relatives à la Chartre régionale des valeurs de la République et la laïcité;**

- **en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant l'obligation relative au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;**

- en cas de non-respect de l'article 2.6 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 8 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

8.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour les saisons sportives ……et ……...

La participation financière de la Région est annuelle et subordonnée au vote du budget et à l'affectation des crédits par sa commission permanente.

Le versement de la subvention régionale au titre de la saison sportive ….. , donne lieu à la signature d'un avenant adopté en commission permanente du conseil régional, sous réserve de l'affectation des crédits correspondants.

La convention prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale de la dernière année de son exécution ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 5.

ARTICLE 9 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 10 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux, le

Le Club	Pour la Présidente du Conseil Régional Île-de-France et par délégation,
(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)	(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)

Annexe n°14 - Convention type modifiée Dispositif Clubs Excellence Clubs Elite

DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX CLUBS EXCELLENCE D'ÎLE-DE-FRANCE
CLUBS ELITE

CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET
…….

DOSSIER D'AIDE N°.....

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP…… du ……
ci-après dénommée « la Région »

Et

Le club dénommé :
dont le statut juridique est :.....
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont :
dont le siège social est situé au :
représenté par son dirigeant
habilité par .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Région capitale, l'Île-de-France concentre beaucoup de clubs de très haut niveau. Ils sont le rêve de tout pratiquant qui commence un jour dans une discipline sportive mais ils sont aussi une vitrine de l'excellence sportive du territoire francilien.

Désireuse de les accompagner dans leurs parcours compétitifs vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux ou également dans le développement de leurs disciplines respectives et leurs programmes de formation, la Région lance un dispositif leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution.

La Région Île-de-France décide de renforcer son soutien en faveur des clubs, aussi bien féminins que masculins, qui représentent l'Île-de-France au plus haut niveau national, afin de leur offrir les meilleures conditions d'évolution.

Propriétaire du CREPS, centre d'excellence sportive, la Région facilite la mise en œuvre de partenariat entre l'établissement et les clubs désignés afin de leur permettre de bénéficier d'un site offrant tout à la fois équipements sportifs, lieu d'hébergement, de restauration et centre de santé, notamment à l'occasion de stages de préparation.

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP ……, la Région Île-de-France a décidé de soutenir « Nom de l'association ou de société sportive » pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

1.1 - DEFINITION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT

La Région soutient les clubs Élite : Clubs féminins franciliens amateurs ou professionnels évoluant au plus haut niveau national (1ère ou 2ème division nationale). Créés sous forme d'association sportive loi 1901 ou de sociétés sportives, ces clubs doivent être affiliés à une fédération sportive agréée. Le partenariat est conclu pour une période d'un an.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire des subventions correspondant aux annexes dénommées « Fiche projet » de la présente convention.

1.2 - CRITERES DES CLUBS D'EXCELLENCE (CLUBS ÉLITE)

Les clubs doivent offrir les conditions d'épanouissement de l'ensemble de leurs sportifs, et ce quel que soit leur niveau, en :

- favorisant le développement de leur pratique sportive et permettant notamment l'accès à la pratique sportive pour les femmes, les personnes en situation de handicap, les adolescents et les séniors ;
- formant des encadrants et des officiels à tous les niveaux de compétitions ;
- renforçant l'intervention des bénévoles ;
- s'attachant au respect de la laïcité et des valeurs républicaines, et en prévenant les risques de radicalisation ;
- présentant des équipes de niveau régional dans toutes les catégories ;
- jouant le rôle de club « pilote/ressource » de la discipline.
- ayant une école labellisée par leur fédération ou sa structure régionale dans la discipline concernée ;
- ayant une école d'arbitrage ou favorisant le développement de l'arbitrage par la mise en place d'une politique dédiée au sein du club ;
- en étant en pleine cohérence avec les plans de développement de la fédération et de la ligue ou du comité régional ;
- proposant un programme adapté de préparation des sportives et sportifs paralympiques.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTRE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Chartre régionale de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage :

- à informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes.
- à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- à informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- à adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

2.5 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense.

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.6 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. La présence d'un éditorial régional est obligatoire sur les supports papiers (programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, etc.) et supports numériques. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France (comités départementaux, clubs, licenciés…)

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la contribution régionale selon les dispositions définies ci-dessus. L'exécutif régional figure systématiquement comme force invitante.

La Région est invitée aux conférences de presse et actions de promotion du bénéficiaire. Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur, ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation, sont obligatoires.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

A l'issue de la saison sportive, le bénéficiaire transmet à la Région, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale (photo, éditorial, programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, site internet…).

La Région peut aussi mettre à la disposition des organisateurs des banderoles, drapeaux, adhésifs, rubalise et autres supports afin d'assurer la visibilité de la collectivité. Ces supports sont à retirer et à restituer, en particulier les banderoles et les drapeaux, auprès de la Région.

Le bénéficiaire s'engage également à :

- proposer au Conseil régional des invitations/accès à des événements portés par le bénéficiaire pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens, le personnel de l'association sportive et culturelle du personnel de la Région Ile-de-France (ASCRIF) et les représentants de l'institution régionale.

- à faire figurer le logo de la Région Île-de-France sur les maillots et autres tenues,

- faire la promotion de « l'Agenda 21 du Sport français » en faveur du développement durable,

- faire la promotion de « l'Agenda 22 » qui vise à assurer l'égalité des chances des personnes en situation de handicap. »

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le projet de (Nom de l'association ou société sportive) pour la saison sportive …… (voir article 1).

Conformément à la délibération n° CP ……, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de ……. €, représentant ….. % du coût total TTC du projet plafonné à …….. € TTC.

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

L'aide régionale est calculée sur la base d'un projet de club (ambitions sportives, programme prévisionnel d'actions, besoins matériels identifiés) et d'un budget prévisionnel proposé par les clubs retenus.

La Région s'engage à accompagner financièrement le bénéficiaire au titre de la saison sportive …….. Le montant de la participation régionale est fixé par délibération de la commission permanente du Conseil régional.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

3.2 - REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée pour les engagements du club, tels que définis à l'article 1.1 de la convention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux mentionnés dans la fiche projet.
Dans ce cas, elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Île-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués, diminués des acomptes et avances déjà versés.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire de la subvention peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.2- VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement du paiement complet de l'action subventionnée. Pour les personnes morales de droit privé et de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées signé par le représentant légal.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Chartre régionale des valeurs de la République et de la laïcité,

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 – DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

A l'exception des subventions inférieures à cinq mille euros et ayant fait l'objet d'un versement automatique lors de la notification, si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une 1ère demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- si l'action subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;

- en cas de fausse déclaration du bénéficiaire, la Région exigera la restitution de la totalité de la subvention. Le bénéficiaire remboursera la totalité de la subvention perçue lorsque la subvention n'aura pas été utilisée ou utilisée pour un objectif non prévu par la présente convention ;

- **en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les obligations relatives à la Chartre régionale des valeurs de la République et la laïcité;**

- **en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant l'obligation relative au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;**

- en cas de non-respect de l'article 2.6 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 8 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

8.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention couvre la saison sportive ….

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 10 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux, le

Le Club	Pour la Présidente du Conseil Régional Île-de-France et par délégation,
(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)	(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)

Annexe n°15 - Fiches projets Dispositif Clubs Excellence

Commission permanente du 1er Juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX044884 - ETOILE SPORTIVE DE TRAPPES - 1ERE ANNEE – SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	65 000,00 € TTC	15,38 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETOILE SPORTIVE DE TRAPPES
Adresse administrative : 15 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur ABDELRAZAK GUESSOUM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions durant la saison sportive 2019-2020 (Soit du 1er Septembre 2019 au 31 Août 2020).

Description :

L'Etoile Sportif de Trappes existe depuis 1933. Il a subi plusieurs mutations et les résultats reflètent la priorité sur l'Ecole, des U7 aux U19. Le club compte six équipes actuellement. Chaque équipe bénéficie de deux séances d'entrainements de deux heures par semaine, en plus des rencontres le week-end.

L'objectif est de continuer à structurer et consolider l'école de Football pour la section Féminine créée en 2015 et depuis, labellisée Fédération Française de Football en 2016). Lors de la dernière saison sportive, le District des Yvelines a renouvelé le Label qualité FFF pour son école de football (U6-U11). Ce label est décerné au club respectant le cahier des charges sur l'accueil, l'encadrement et le contenu pédagogique. De plus, le club a obtenu le Label Ecole de Football Féminines niveau Or.

L'axe majeur est de transmettre les fondamentaux du Football, développer un état d'esprit fondé sur la volonté de progresser, l'idée de performance, valoriser les valeurs de la République par le "loisir éducatif", autour de la citoyenneté, la laïcité, la mixité pour les jeunes filles issus des quartiers dit "sensibles" sur la commune de Trappes.

Objectifs et actions pour le développement du Club :

Le club de football a pour ambition de favoriser la mixité et d'accompagner le plus de filles possible. C'est ainsi que le club à la volonté de s'engager dans le développement du football joué par des féminines et de favoriser la mixité, voire la parité, au sein de ses effectifs.

Le club a la volonté d'inscrire les jeunes filles et des dirigeantes aux différentes formations d'éducatrices fédéraux et accompagnateurs d'équipes dispensées par la Ligue de Paris Île-de-France de Football.

Pour la saison sportive 2019-2020, le club a mis en place la 4ème édition de l'académie proposant un renforcement en Mathématiques et en Français en utilisant comme support l'activité football à 28 joueurs et joueuses de la catégorie U10 encadrés par les 3 salariés du club et 8 jeunes du service civique.

A travers programme d'accompagnement scolaire Puissance Foot, la Fondation du Football aide les clubs à structurer leurs actions d'accompagnement scolaire pour leur permettre de jouer un rôle dans la prévention de l'illettrisme et la lutte contre l'échec scolaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	9 800,00	15,08%
Frais de personnel	26 700,00	41,08%
Frais de formation	5 000,00	7,69%
Frais de déplacement	19 000,00	29,23%
Autres dépenses (préciser)	4 500,00	6,92%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	16 500,00	25,38%
Subvention Commune (attribuée)	15 000,00	23,08%
Subvention Département (attribuée)	4 000,00	6,15%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	15,38%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	16 500,00	25,38%
Autres recettes (préciser)	3 000,00	4,62%
Total	65 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044928 - OLYMPIQUE MONTMARTRE SPORTS - 1ERE ANNEE – SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	37 700,00 € TTC	26,53 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OLYMPIQUE MONTMARTRE SPORTS
Adresse administrative : 1 RUE MARCEL SEMBAT
75018 PARIS
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur AKIM BOUZIDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions durant la saison sportive 2019-2020 (Soit du 1er Septembre 2019 au 31 Août 2020).

Description :

L'Olympique Montmartre Sport est un club de foot basé dans le 18ème arrondissement de Paris. Le club est composé de sept équipes dont seulement trois engagées en championnat, les Séniors, les U19 et les U19. Toutes ces équipes évoluent dans le championnat départemental.

De plus le club possède une quarantaine de licenciées féminines qui sont réparties dans 3 catégories :
- Les 9-11 ans,
- 12-13 ans en football mixte,
- Les seniors dans la tranche d'âge 20-50 ans en foot loisirs.

Objectifs et actions de développement du club :

L'objectif des dirigeants est donc de pérenniser le football féminin en augmentant le nombre de licenciés pour les prochaines saisons.

Pour ce faire le club aimerait créer des équipes jeunes exclusivement féminines et ce dans toutes les catégories d'âge, de participer à des tournois féminin.

Afin de pérenniser la section féminine du club dans l'avenir, l'association sportive veut un staff féminin en

intégrant des éducatrices/éducateurs, faire du club un environnement convivial afin de fidéliser les membres du club.

Des journées portes ouvertes sont organisées afin de faire découvrir aux filles le football féminin, le club et ses infrastructures.

L'olympique de Montmartre veut également s'impliquer dans la formation des jeunes en les aidant à s'orienter vers les sports-études ou bien de suivre des formations dispensé par le district de Seine Saint-Denis qui est financé par le club.

Ainsi il est donc primordial de créer une école de football féminin en fidélisant l'ensemble des joueuses sur la durée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	23 000,00	61,01%
Frais liés au transport	7 000,00	18,57%
Equipement de football	2 000,00	5,31%
Frais liés à l'arbitrage	1 200,00	3,18%
Frais district et ligues de football	4 500,00	11,94%
Total	37 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	10 000,00	26,53%
Subvention Mairie de Paris	12 500,00	33,16%
Cotisations	15 200,00	40,32%
Total	37 700,00	100,00%

Commission permanente du 1er Juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° EX045063 - AMICALE SPORTIVE DE POISSY FOOTBALL – 2EME ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	289 000,00 € TTC	3,46 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AMICALE SPORTIVE DE POISSY FOOTBALL
Adresse administrative	:	PLACE DE LA REPUBLIQUE 78300 POISSY
Statut Juridique	:	ASSOCIATION
Représentant	:	Monsieur OLIVIER SZEWEZUCK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions durant la saison sportive 2019-2020 (Soit du 1er Septembre 2019 au 31 Août 2020).

Description :

L'Amicale Sportive de Poissy a été créé en 1904. L'équipe première a évolué dans les années 1970 en Ligue 2 ce qui fut le niveau le plus élevé jamais atteint depuis par le club. L'équipe première a atteint à plusieurs reprises les 32ème de finale de la coupe de France de football, atteignant même en 1972 les 8ème de finale de cette compétition.

L'équipe première évolue depuis maintenant plusieurs saisons en Championnat de France Amateur N2, 4ème niveau français. Ses équipes U19 ont également effectué à plusieurs reprises de très beaux parcours en Coupe Gambardella (coupe de France des jeunes). Le club a également formé des joueurs devenus professionnels et internationaux, ayant participés pour les meilleurs à des coupes du monde.
Le club a environ 850 adhérents et fait découvrir les joies du football aux enfants (filles et garçons) à partir de l'âge de 5 ans.

Actions et objectifs de développement du club :

A la suite de la journée "Passons le cap" organisé par le club le 24 mars 2019, qui a été une grande réussite, le club a décidé de créer une section sport adapté au début de cette nouvelle saison (CESIFOOT adultes et enfants).

Après les bons résultats obtenus sur les équipes de jeunes, les dirigeants veulent renforcer les équipes éducatives pour avoir encore de meilleurs résultats au point de vue formation.

L'organisation du club va continuer à se développer d'un point de vue administratif et de communication notamment afin de donner encore plus de visibilité au club.

Des joueurs vont être recrutés pour l'équipe fanion afin d'améliorer la compétitivité de leur équipe.
Lors de cette nouvelle saison, nous désirons développer notre commission d'arbitrage en faisant intervenir lors de nos réunions des acteurs de l'arbitrage français de haut niveau.

L'achat d'un minibus va permettre de transporter les équipes de jeunes et adultes afin de faciliter leurs déplacements.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	76 000,00	26,30%
Frais de personnel	76 000,00	26,30%
Frais de formation	10 000,00	3,46%
Frais de déplacement	78 000,00	26,99%
Autres dépenses (préciser)	49 000,00	16,96%
Total	289 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	80 000,00	27,68%
Partenaires privés	72 000,00	24,91%
Subventions diverses	40 000,00	13,84%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	3,46%
Autres subventions publiques (préciser)	75 000,00	25,95%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	12 000,00	4,15%
Total	289 000,00	100,00%

Commission permanente du 1er Juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° 19006489 - FOOTBALL CLUB ANTILLAIS DE PARIS 19EME – 2EME ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	13 500,00 € TTC	74,07 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FOOTBALL CLUB ANTILLAIS PARIS 19 EME
Adresse administrative : 18 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOCELYN BOISDUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions durant la saison sportive 2019-2020 (Soit du 1er Septembre 2019 au 31 Août 2020).

Description :

Le club « Antillais de Paris 19ème de Football » a été créé en Mars 1991 par des copains antillais d'origines différentes. L'objectif était de créer une équipe de domiens au Stade de Polygones. L'idée est de faire une association sportive et culturelle.

D'année en année, différentes catégories garçons se sont inscrits dans les championnats du district 93 et de la Ligue de Paris.

Chaque année, le club essaie de se démarquer des autres associations à travers différentes manifestation et les différents événements. A paques, une grande manifestation intitulée "Sport est Fête" est organisée en présence de milliers de personnes.

Lors de la dernière saison sportive, les dirigeants ont obtenu les résultats sportifs suivants :
- 3ème place du classement en U15 D3,
- Maintien en D3 U17,
- 4ème place en D3 U19.

Pour la première fois de l'histoire du club, deux joueurs ont atteint le 2ème tour régional de la détection pour intégrer le l'INF Clairefontaine.

Les Jeunes U9 ont remporté le 1er Mai 2018 un tournoi National.

Actions de développement du club :

Mise en place d'une section féminine

Le club veut regrouper des jeunes filles issues des écoles, des centres de loisirs et des centres d'animations. Plusieurs tournois ainsi que des journées de découvertes vont être proposées.

L'objectif est de promouvoir le football féminin en créant une section féminine. Différentes actions seront menés durant 2 ans afin de planifier des réunions, des rencontres avec les structures concernés ainsi que les parents et les jeunes filles.

Lors de la saison sportive 2019-2020, les dirigeants ont mis en place deux catégories Jeunes U14 et U16. Elles participeront aux différentes compétitions départementales et régionales

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements sportifs	5 500,00	40,74%
Achat de matériels pédagogiques	2 000,00	14,81%
Frais de déplacement	2 500,00	18,52%
Prestataires de services	1 500,00	11,11%
Interventions extérieurs	1 000,00	7,41%
Frais divers	1 000,00	7,41%
Total	13 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	10 000,00	74,07%
Fonds propres	3 500,00	25,93%
Total	13 500,00	100,00%

Commission permanente du 1er Juillet 2020 - CP2020-160

DOSSIER N° 19008608 - RACING CLUB DE FOOTBALL ARGENTEUIL – 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2019-2020 -

Dispositif : Clubs Excellence Ile-de-France (n° 00000717)
Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200201- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	95 000,00 € TTC	10,53 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RACING FOOTBALL CLUB ARGENTEUIL
Adresse administrative	:	37 B RUE ETIENNE CHEVALIER 95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur KEVIN LOWATA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2019 – 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions durant la saison sportive 2019-2020 (Soit du 1er Septembre 2019 au 31 Août 2020).

Description :

Le Racing Football Club d'Argenteuil est un club existant puis Mai 2010 et implanté dans le quartier du Val Nord à Argenteuil.

Lors de la saison sportive 2018/2019, le club compte plus de 930 licenciés et a ouvert une école de foot dans un autre quartier de la ville se trouvant également en quartiers Politique de la Ville: Joliot-Curie.

Le club compte 46 équipes masculines et féminines. Les équipes U15/U17/U19 (masculines) ont participé à la finale Crédit Mutuel de la Coupe du Val d'Oise et les U19 l'ont remporté.

La section féminine a un effectif de 140 licenciées avec :
- Une finale départementale en catégorie U11
- Une finale départementale en catégorie U13
- 8ème de la saison en Division 1 pour l'équipe Senior féminine,
- 2ème pour l'équipe U16.

Objectifs et actions spécifiques du club :

Le club prend en charge les licences des jeunes filles soit 280 € afin d'inciter les jeunes filles à venir pratiquer le football. Le club espère que la Coupe du Monde féminine de football va contribuer à augmenter le nombre des licenciées.

Lors de la saison sportive 2019-2020, le club souhaite organiser un tournoi spécifique autour du football féminin. Des journées découvertes pour les filles vont être organisés afin que les parents puissent venir découvrir la pratique féminine ainsi qu'une action lors du Forum des associations à la rentrée.

L'objectif du club est de mettre tout en œuvre pour avoir des équipes classées en Nationale voire en ligue 2.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériels et équipements sportifs	25 000,00	26,32%
Frais de personnel	12 000,00	12,63%
Frais de formation	3 000,00	3,16%
Frais de déplacement	5 000,00	5,26%
Autres dépenses (Licences gratuites pour les filles)	50 000,00	52,63%
Total	95 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	10,53%
Subvention Département	30 000,00	31,58%
Subvention commune	30 000,00	31,58%
Partenaires privés	15 000,00	15,79%
Fonds propres	10 000,00	10,53%
Total	95 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-203

DU 1 JUILLET 2020

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX ENFANTS, CITOYENNETÉ, VIE ASSOCIATIVE ET SOUTIEN AUX QUARTIERS POPULAIRES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la loi n° 83-635 du 13 juillet 1983 portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
VU la loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe ;
VU la loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
VU la loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations ;
VU la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité ;
VU la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;
VU la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations ;
VU la loi n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des Droits ;
VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
VU la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
VU la loi n° 2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale ;
VU la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;
VU la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-62 du 22 septembre 2017 ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;
VU la délibération n° CR 143-16 du 8 juillet 2016 modifiée relative au plan régional de lutte pour la défense de la laïcité, des valeurs de la République et l'engagement dans la prévention de la radicalisation ;
VU la délibération n° CR 100-16 du 22 septembre 2016 modifiée relative au soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
VU la délibération n° CR 167-16 du 13 octobre 2016 modifiée relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants ;
VU la délibération n° CR 161-16 du 13 octobre 2016 modifiée relative au soutien aux expressions citoyennes ;
VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU la délibération n° CR 2017-093 du 18 mai 2017 relative à la politique de la ville rénovée, modifiée par la délibération n° CP 2019-075 du 19 mars 2019 relative au soutien régional à la politique de la ville, aux têtes de réseau, concours les Chanté Nwel en Île-de-France ;
VU la délibération n° CP 2017-525 du 22 novembre 2017 relative au soutien régional aux quartiers en politique de la ville : projets destinés à favoriser la place des femmes dans l'espace public –

renforcer la cohésion sociale et territoriale – défendre les valeurs de la République et la citoyenneté ;
VU la délibération n° CP 2018-196 du 30 mai 2018 modifiée relative au soutien régional aux expressions citoyennes et aux radios locales d'Île-de-France - actions de prévention de la radicalisation ;
VU la délibération n° CP 2018-187 du 30 mai 2018 relative à la première affectation 2018 - lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes – lutte contre les violences faites aux femmes ;
VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée relative à la Région Ile-de-France, Région solidaire ;
VU la délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 relative au soutien régional à la politique de la ville, aux expressions citoyennes, aux têtes de réseaux, à la vie associative et à la lutte contre les discriminations ;
VU la délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019 relative au soutien régional à la citoyenneté, à la vie associative et à la jeunesse ;
VU la délibération n° CP 2019-391 du 17 octobre 2019 relative au soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux – premières affectations ;
VU la délibération n° CP 2019-448 du 20 novembre 2019 relative au soutien régional à la jeunesse, à la citoyenneté, à la lutte contre les discriminations et aux quartiers populaires.
VU la délibération n° CP 2020-022 du 31 janvier 2020 relative à la 1ère affectation du Centre Hubertine Auclert, à la jeunesse et à la citoyenneté ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-203 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer au titre du dispositif « *Soutien régional de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes* », au financement de deux associations dans le cadre de partenariats renforcés, pour la mise en place de projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **35 000 €**.

Approuve les conventions de partenariats renforcés présentées en annexe 1 à la présente délibération, à passer avec les associations **EVAD ET VIVRE ADULTE AVEC LA DREPANOCYTOSE** et **FLAG** au titre du « *Soutien régional de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes* ».

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de ces conventions et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **35 000 €**, disponible sur le budget 2020, chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional »,programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2020.

Article 2

Décide de participer au titre du dispositif « *Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants* », au financement de deux associations dans le cadre de partenariats renforcés, pour la mise en place de projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **60 000 €**.

Approuve les conventions de partenariats renforcés présentées en annexe 2 à la présente délibération, à passer avec les associations **ASSOCIATION COMITE ETHIQUE ET SPORT** et **IED INNOCENCE EN DANGER** au titre du « *Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants* ».

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de ces conventions et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **60 000 €**, disponible sur le budget 2020, chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional »,programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2020.

Article 3 :

Décide de participer au titre des dispositifs *« Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux »* et *« Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux »*, dans le cadre de la deuxième année du partenariat renforcé, au financement des projets de l'association CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant total de **150 000 €**.

Approuve l'avenant n°1 à la convention spécifique de partenariat renforcé conclue avec le CIDJ, adoptée par délibération N° CP 2019-150 du 22 mai 2019, tel que présenté en annexe 3.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par le bénéficiaire de l'avenant précité et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **100 000 €**, disponible sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 040 « Services communs », programme HP 40-001 « Développement de la vie associative », action 14000101 « Soutien aux réseaux solidaires, associations et bénévolat » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le budget 2020, chapitre budgétaire : 935 « Aménagement du territoire » Sous-fonction 51 « Politique de la ville », Programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », Action 15100308 « Actions en faveur des quartiers populaires ».

Article 4 :

Décide de participer au titre des « *Partenariats renforcés pour la défense des valeurs républicaines, du principe de laïcité et pour la prévention de la radicalisation* » au financement de la LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME - LICRA, dont le projet est détaillé en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **75 000 €**.

Approuve la convention présentée en annexe 4, subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention précitée et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **75 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930

« Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2020.

Article 5 :

Décide de participer au titre du dispositif « *Soutien régional pour la structuration de la vie associative et du bénévolat en Ile-de-France* » au financement du projet de la GUILDE EUROPENNE DU RAID détaillé en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **20 000 €**.

Approuve l'avenant présenté en annexe 5, subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire de l'avenant précité et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **20 000 €**, disponible sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP 40-001 « Développement de la vie associative », action 14000101 « Soutien aux réseaux solidaires, associations et bénévolat » du budget 2020.

Article 6 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux expressions citoyennes », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe 6 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **25 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type votée par délibération n° CP 2018-196 du 30 mai 2018 modifiée par avenant-type adopté par délibération n° CP 2018-428 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **25 000 €**, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2020.

Article 7 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux » au financement, **dans le cadre de partenariats renforcés**, des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 7 à la présente délibération par l'attribution de 10 subventions d'un montant total prévisionnel de **190 000€**.

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux » au financement, dans le cadre de l'appel à projets annuel adapté à la crise sanitaire, des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 12 à la présente délibération par l'attribution de **24 subventions** d'un montant total prévisionnel de **200 500€.**

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement :
- pour les subventions inférieures ou égales à 23 000 €, au respect par les bénéficiaires d'une annexe financière conforme à l'annexe financière type adoptée par la délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019 et autorise la présidente du conseil régional à la signer ;

- pour les subventions supérieures à 23 000 €, à la signature par les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **390 500€** disponible sur le budget 2020, chapitre budgétaire : 935 « Aménagement du territoire » Sous-fonction 51 « Politique de la ville », Programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », Action 15100308 « Actions en faveur des quartiers populaires ».

Article 8 :

Décide de transférer à l'AREB – Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUE, association déclarée, la subvention attribuée antérieurement à la Fondation Espérance Banlieues, abritée par la FONDATION POUR L'ECOLE pour son projet de soutien scolaire par la délibération n° CP 2017-525 du 22 novembre 2017, article n°1.

Approuve l'avenant de transfert de subvention n°1 à la convention n°CP2017-525 notifiée à la Fondation Espérance Banlieues, abritée par la FONDATION POUR L'ECOLE au bénéfice de l'AREB – Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUE dans le cadre du dispositif de « Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux », tel que présenté en annexe 8 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 9 :

Décide de participer au titre du dispositif de « Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux », au financement du projet détaillé en annexe 10 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **8 737,20 €**.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement au respect par le bénéficiaire, d'une annexe financière conforme à l'annexe financière type votée par délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **8 737,20 €** disponible sur le chapitre budgétaire : 935 « Aménagement du territoire » Sous-fonction 51 « Politique de la ville », Programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », Action 15100308 « Actions en faveur des quartiers populaires » du budget 2020.

Article 10

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes », au financement de l'association SOS RACISME en vue de la réalisation du projet « Logez-nous et sans discriminations » dont le projet est détaillé en annexe 11 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **25 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **25 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2020.

Article 11 :

Accorde aux associations FLAG, EVAD, VIVRE ADULTE AVEC LA DREPANOCYTOSE et COMITE ETHIQUE ET SPORT, et aux associations dont les projets figurent en annexe 12 une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire au titre de la subvention proposée dans la présente délibération.

Accorde aux associations COMPAGNIE LES REVES FOUS et LIBERATRICES une dérogation exceptionnelle au recrutement de stagiaires au titre des subventions qui leur ont été respectivement accordées par délibérations n° CP 2019-391 du 17 octobre 2019 et n° CP 2020-448 du 20 novembre 2019, relatives au dispositif de soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux, projets n° EX046319 et n°19011608.

Approuve en conséquence les fiches projet correspondantes modifiées, ainsi que les avenants à l'annexe financière et à la convention, figurant en annexe 9 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 12 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 13 :

Décide d'attribuer au Centre Hubertine Auclert francilien pour l'égalité femmes/hommes une affectation de la subvention de fonctionnement inscrite au budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **155 840 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200509 « Centre de ressources Egalité Femmes/Hommes - ORVF» du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc178529-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : PARTENARIATS RENFORCES - LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

CONVENTION ANNUELLE DE PARTENARIAT RENFORCE N°2020-203-03
Dossier 20004533

Au titre du Soutien régional à la lutte contre les discriminations et l'égalité entre les femmes et les hommes

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **EVAD ET VIVRE ADULTE AVEC LA DREPANOCYTOSE**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 833617889 00013
Code APE : 86.22C
dont le siège social est situé au : 53 RUE RODIER 75009 PARIS
ayant pour représentant Madame Dora BACHIR, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR100-16 du 22 septembre 2016 modifiée.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'EVAD ET VIVRE ADULTE AVEC LA DREPANOCYTOSE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : conception, élaboration, production et diffusion du Kit d'information sur la drépanocytose (référence dossier n°20004533).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 17,61 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 56 795,00 €, soit un montant maximum de subvention de 10 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation au fur et à mesure de la réalisation du projet, sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données permettant d'alimenter et de vérifier la réalisation de l'action subventionnée. L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit constituer une base afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ; de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus ainsi que les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Le bénéficiaire s'engage également à fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet subventionnée

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.
La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.
- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie et dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 avril 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale, à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Aussi, en cas de non-respect de l'article 2.4 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie PECRESSE

Par délégation,

La Directrice des Sports, des Loisirs et de la Citoyenneté
du Pôle des politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation
Madame Valérie BERGER-AUMONT

Le

Le bénéficiaire
EVAD ET VIVRE ADULTE AVEC LA DREPANOCYTOSE
Madame Dora BACHIR, Présidente

DOSSIER N° 20004533 - Conception, élaboration, production et diffusion du Kit d'information sur la drépanocytose

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	56 795,00 € TTC	17,61 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EVAD ET VIVRE ADULTE AVEC LA DREPANOCYTOSE
Adresse administrative : 53 RUE RODIER 75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Dora BACHIR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : conception, élaboration, production et diffusion du Kit d'information sur la drépanocytose

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à concevoir un kit d'information sur la drépanocytose et sur les discriminations que les victimes de la maladie peuvent subir, notamment dans les milieux professionnel et scolaire.

Il s'agit de constituer, en collaboration avec la communauté médicale et scientifique et les associations de malades, un outil d'information de référence et d'envergure nationale à destination du grand public et des publics ciblés (scolaires, paramédicaux) s'appuyant sur l'image et l'écrit.

Ce kit d'information sur la drépanocytose, sera constitué :
- d'un coffret d'information composé d'une pochette avec une clef USB contenant plusieurs films « Des faucilles dans les veines » 75', la série de programmes courts 20x3'« La drépanocytose, une maladie du sang » (tous récemment diffusés sur FranceO) et dix bonus vidéo thématiques de 7 à 20 minutes comme « Le parcours d'un greffé », « La vie quotidienne d'un enfant drépanocytaire »... Dans le coffret seront également insérées 10 fiches thématiques recto-verso centrées sur les thèmes suivants :

Origines et diffusion de la maladie, Prévenir, Se soigner, Vivre avec la maladie, Lutter contre la discrimination...
- d'un site internet dédié, afin de toucher, entre autre, un public plus jeune et connecté, qui abritera tous les films du coffret (téléchargeables et visibles en streaming) et les fiches thématiques (téléchargeables ou consultables en ligne). Ce site renverra aussi vers les sites internet des partenaires et inversement.

Une diffusion de ce kit sera assurée via les réseaux existants en s'appuyant sur les organismes compétents comme :
- la Filière de santé maladies constitutionnelles rares du globule rouge et de l'érythropoïèse (MCGRE)
- les équipes d'éducation thérapeutique du patient drépanocytaire (ETP) qui ont généralement des partenariats avec la communauté éducative et forment les personnels paramédicaux, ainsi que les étudiants en médecine
- les professions paramédicales
- les associations de malades.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à l'obligation de recrutement d'un stagiaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	2 250,00	3,96%
EDF, combustible et carburant	5 469,00	9,63%
Fournitures administratives	1 641,00	2,89%
Contrats, prestations de service avec des entreprises	14 580,00	25,67%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 800,00	15,49%
Transport, déplacement, mission	1 870,00	3,29%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 000,00	1,76%
Frais de personnel	21 185,00	37,30%
Total	56 795,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	17,61%
Région Guadeloupe	10 000,00	17,61%
ARS Guadeloupe	5 000,00	8,80%
Association SAMG	20 000,00	35,21%
Etablissement français du sang	5 000,00	8,80%
Fonds propres	6 795,00	11,96%
Total	56 795,00	100,00%

CONVENTION TRIENNALE DE PARTENARIAT RENFORCE N°2020-203-02
Dossier 20004429

Au titre du Soutien régional à la lutte contre les discriminations et l'égalité entre les femmes et les hommes

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **FLAG**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 494954050 00022
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 206 QUAI DE VALMY 75010 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Johan CAVIROT, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR100-16 du 22 septembre 2016 modifiée.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le FLAG pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : lutter contre les LGBTPhobies (référence dossier n°20004429).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 31,25 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 80 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 25 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation au fur et à mesure de la réalisation du projet ou du programme (convention pluriannuelle), sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données permettant d'alimenter et de vérifier la réalisation de l'action subventionnée. L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit constituer une base afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ; de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus ainsi que les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Le bénéficiaire s'engage également à fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet subventionnée

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.
La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.
- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie et dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 janvier 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action.

Aussi, en cas de non-respect de l'article 2.4 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie PECRESSE

Par délégation,

La Directrice des Sports, des Loisirs et de la Citoyenneté
du Pôle des politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation
Madame Valérie BERGER-AUMONT

Le

Le bénéficiaire
FLAG
Monsieur Johan CAVIROT, Président

DOSSIER N° 20004429 - Lutte contre les LGBTPhobies - Année 1 (PROGRAMME TRIENNAL)

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	80 000,00 € TTC	31,25 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FLAG
Adresse administrative : 206 QUAI DE VALMY
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Johan CAVIROT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lutter contre les LGBTPhobies

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à développer plusieurs actions de lutte contre les LGBTPhobies et d'accompagnement des victimes de discriminations.

1/ Développer une application "FLAG!" pour le signalement des LGBTphobies, sérophobies et violences conjugales au sein des couples LGBT. Les signalements seront réalisés par les victimes ou les témoins de LGBTphobies depuis l'application mobile ou le site internet de FLAG !. Ces signalements permettront également de dresser une cartographie des violences LGBTophobes sur le territoire francilien. Un accompagnement sera proposé à la victime suite à son signalement.

2/ Réalisation et exécution du projet Safe Place. Le projet consiste à identifier des lieux publics partenaires (magasin, commissariat, mairie, bibliothèque, etc ...) affichant un stickers "Safe Place". Le stickers permet à une victime de LGBTphobies dans la rue de savoir qu'elle peut aller demander de l'aide

sans risque d'être jugé/maltraité en particulier en cas d'agression LGBTphobes.

3/ Sensibiliser les forces de sécurité intérieur aux LGBTphobies et à la prise en charge des victimes (affichage dans les commissariats/gendarmeries, des écoles dans le cadre de la formation initiale, …)

4/ Procurer un accompagnement juridique aux victimes tout au long de la chaine pénale, notamment via des entretiens individuels.

5/ Sensibiliser le grand public, notamment dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie et dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre le sida ou via des campagnes d'affichages et sur les réseaux sociaux.

6/ Participer aux politiques publiques de lutte contre les LGBTphobies en participant aux différents groupes de travaux ou observatoires (Paris, Lyon, Bordeaux) mais également dans le cadre des réunions institutionnelles (DILCRAH, DDD, Ministère, …). Sur la base des signalements de l'application FLAG !, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès, un rapport sociologique sera produit en début d'année suivante. Les évolutions d'année en année seront soulignées.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à l'obligation de recrutement de stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	3 000,00	3,75%
Fournitures administratives	2 000,00	2,50%
Contrats, prestations de service	37 000,00	46,25%
Publicité, publications, relations publiques	10 000,00	12,50%
Fêtes, cérémonies, foire et expositions	5 000,00	6,25%
Catalogues, imprimés, publication	10 000,00	12,50%
Transport, déplacement, mission	10 000,00	12,50%
Frais postaux et frais de télécommunications	3 000,00	3,75%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DILCRAH	15 000,00	18,75%
Ministère de l'intérieur	11 000,00	13,75%
Région Ile-de-France	25 000,00	31,25%
Ressources propres	9 000,00	11,25%
Fonds privés	20 000,00	25,00%
Total	80 000,00	100,00%

ANNEXE 2 : PARTENARIATS RENFORCES - LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX ENFANTS

CONVENTION ANNUELLE DE PARTENARIAT RENFORCEE N°2020-203-04
Dossier 20004547

Au titre du Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **ASSOCIATION COMITE ETHIQUE ET SPORT**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 814987475 00013
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 107 BOULEVARD LEFEBVRE 75015 PARIS
ayant pour représentant Madame Véronique LEBAR, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR167-16 modifiée du 13 octobre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le ASSOCIATION COMITE ETHIQUE ET SPORT pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : programme francilien de lutte contre la maltraitance dans le milieu sportif (référence dossier n°20004547).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 47,17 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 84 800,00 €, soit un montant maximum de subvention de 40 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation au fur et à mesure de la réalisation du projet, sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données permettant d'alimenter et de vérifier la réalisation de l'action subventionnée. L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit constituer une base afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ; de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus ainsi que les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Le bénéficiaire s'engage également à fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet subventionnée

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.
La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.
- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie et dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du

taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 27 mai 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Aussi, en cas de non-respect de l'article 2.4 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie PECRESSE

Par délégation,

La Directrice des Sports, des Loisirs et de la Citoyenneté
du Pôle des politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation
Madame Valérie BERGER-AUMONT

Le

Le bénéficiaire
ASSOCIATION COMITE ETHIQUE ET SPORT
Madame Véronique LEBAR, Présidente

DOSSIER N° 20004547 - Programme francilien de lutte contre la maltraitance dans le milieu sportif

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	84 800,00 € TTC	47,17 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION COMITE ETHIQUE ET SPORT
Adresse administrative : 107 BOULEVARD LEFEBVRE 75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Véronique LEBAR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : programme francilien de lutte contre la maltraitance dans le milieu sportif

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 – 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à mettre en place un programme francilien de lutte contre les maltraitances infantiles dans le milieu sportif, via plusieurs actions :
- mise en place d'une plateforme professionnelle d'information et de sensibilisation ;
- formation des référents des comités et ligues (formation de 6H au CROSIF) intégrant théorie et mises en situations concrètes. Cette formation sera destinée à l'ensemble du public adulte : élus, bénévoles, cadres, dirigeants et parents et sportifs/ves
- animation du réseau des référents
- accompagnement des victimes via des cellules de crise et des procédures de signalement
- colloque et sensibilisation du public.

Le public cible est estimé à 250000 bénéficiaires directs

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à l'obligation de recrutement de deux stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- **REGION ILE DE FRANCE**

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	5 000,00	5,90%
Achats non stockés de matières et fournitures	5 600,00	6,60%
Combustible, carburant	2 000,00	2,36%
Fourniture administrative	8 000,00	9,43%
Contrats, prestations de services avec des entreprises	10 000,00	11,79%
Location	8 000,00	9,43%
Documentation générale et technique	8 200,00	9,67%
Frais de formation	5 000,00	5,90%
Frais de colloque et séminaire	3 000,00	3,54%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	10 000,00	11,79%
Publicité, publications, relations publiques	8 000,00	9,43%
Fêtes, cérémonies, foires et expositions	3 000,00	3,54%
Transports, déplacements, missions	3 000,00	3,54%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 000,00	1,18%
Catalogues, imprimés, publication	5 000,00	5,90%
Total	84 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	35 300,00	41,63%
Région Ile-de-France	40 000,00	47,17%
ARS	5 000,00	5,90%
ANS	2 500,00	2,95%
Fonds privés - fondation OAK	2 000,00	2,36%
Total	84 800,00	100,00%

CONVENTION ANNUELLE DE PARTENARIAT RENFORCE N°2020-203-04
Dossier 20004536

Au titre du Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **IED INNOCENCE EN DANGER**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 480689330 00052
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 66 AVENUE DES CHAMPS ELYSEES 75008 PARIS
ayant pour représentant Madame Homayra SELLIER, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR167-16 modifiée du 13 octobre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'IED INNOCENCE EN DANGER pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : campagne de sensibilisation aux violences faites aux enfants "Just a wall" (référence dossier n°20004536).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50,00 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 40 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 20 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation au fur et à mesure de la réalisation du projet, sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données permettant d'alimenter et de vérifier la réalisation de l'action subventionnée. L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit constituer une base afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ; de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus ainsi que les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Le bénéficiaire s'engage également à fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet subventionnée

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.
- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés,

photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie et dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

- 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 9 mars 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Aussi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie PECRESSE

Par délégation,

La Directrice des Sports, des Loisirs et de la Citoyenneté
du Pôle des politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation
Madame Valérie BERGER-AUMONT

Le

Le bénéficiaire
IED INNOCENCE EN DANGER
Madame Homayra SELLIER, Présidente

DOSSIER N° 20004536 - Campagne de sensibilisation aux violences faites aux enfants « Just a wall »

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	40 000,00 € TTC	50,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IED INNOCENCE EN DANGER
Adresse administrative	:	66 AVENUE DES CHAMPS ELYSEES 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Homayra SELLIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Campagne de sensibilisation aux violences faites aux enfants « Just a wall »

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 8 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à sensibiliser le grand public aux violences infantiles, aux possibilités de signalement et à l'existence du 119 via une campagne de sensibilisation intitulée "Just a wall". Il s'agit de constituer une vigilance citoyenne, de nombreuses violences infantiles se passant "à côté de chez soi".

Cette campagne sera constituée de décors de taille réelle mettant en scène un mur séparant 2 chambres : celle du voisin et celle de l'enfant victime. Ces murs seront reconstitués à l'identique de cas réels de violences infantiles médiatisés. Cette campagne a été conçue pour informer largement le public et sera située à Paris, au sein d'un endroit largement fréquenté.

Des outils éducatifs seront déployés, sous forme de brochures explicatives du rôle et de l'enjeu du signalement, de fiches mentionnant les signes principaux d'alertes à destination des voisins potentiels, d'un film, de vidéos et de contenus diffusés sur les réseaux sociaux…

Des informations sur la plateforme d'écoute "119" seront également prodiguées.

Le public cible est estimé à 6000 bénéficiaires directs et 20 000 bénéficiaires indirects.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	5 000,00	12,50%
Contrats prestations de services avec des entreprises	20 000,00	50,00%
Location (Bande son)	5 000,00	12,50%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 500,00	3,75%
Publicité, publications, PRINT	5 000,00	12,50%
Catalogues, imprimés, publications, LEAFLET	1 000,00	2,50%
Frais de personnel	2 500,00	6,25%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	50,00%
Ressources propres	20 000,00	50,00%
Total	40 000,00	100,00%

ANNEXE 3 : PARTENARIAT RENFORCE CIDJ

AVENANT N°1 A LA CONVENTION SPECIFIQUE DE PARTENARIAT RENFORCE ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE CIDJ – CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-203 du 1 juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CIDJ CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 775685605 00013
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 101 QUAI BRANLY 75015 PARIS 15 CEDEX
ayant pour représentant Madame Marie RICHARD, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

La délibération n° CR 2017-093 du 18 mai 2017 relative au soutien à la politique de la ville, modifiée par la délibération n° CP 2019-075 du 19 mars 2019 ;

La délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative au rapport cadre « Région Île-de-France, Région solidaire », adoptant le dispositif « Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux » ;

Le bénéficiaire a sollicité la Région Île-de-France afin d'obtenir son soutien financier au titre de la deuxième année de la convention de partenariat renforcé approuvé initialement par délibération N° CP2019-150 du 22 mai 2019 au titre des deux dispositifs susmentionnés.

La volonté de la Région Île-de-France de renforcer le partenariat avec le CIDJ pour l'information des jeunes :

- Action 1 – Partenariat renforcé pour l'information des jeunes (dans le cadre du dispositif « Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux » adopté par délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative à la Région Ile-de-France, Région solidaire, au titre des partenariats renforcés) - référence dossier n°20004541 ;
- Action 2 – Organisation du forum « Cet été, je taffe » (dans le cadre du dispositif « Soutien aux quartiers populaires et aux territoires ruraux » adopté par délibération n° CR 2017-93 du 18 mai 2017 modifiée par la délibération n° CP 2019-075 du 19 mars 2019) - référence dossier n°20004540 ;

L'attribution par la Région de subventions et de leurs versements dans le cadre de ces dispositifs et de ce partenariat se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n°CR33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n°CR01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions qui suivent.

L'article 4 de la convention de partenariat prévoit que les années 2 et 3 du programme pluriannuel doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'avenants qui fixeront les montants des subventions de l'action N+1 ou N+2 validés par la commission permanente.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Conformément à la délibération N° CP2020-203 du 1 juillet 2020, la Région Ile-de-France a décidé d'accorder les subventions suivantes au CIDJ, pour les 2 opérations détaillées dans les annexes dénommées « fiche projet » du présent avenant :

- pour la mise en œuvre de l'action 1 « Partenariat renforcé pour l'information des jeunes », dans le cadre du dispositif « Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux » adopté par délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative à la Région Ile-de-France, Région solidaire : **30,53 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **327 567 €** ; soit un montant maximum de subvention de **100 000 €**.

- pour la mise en œuvre de l'action 2 « Cet été, je taffe », dans le cadre du dispositif « Soutien aux quartiers populaires et aux territoires ruraux » adopté par délibération n° CR 2017-93 du 18 mai 2017 modifiée par la délibération n° CP 2019-075 du 19 mars 2019 : **46,60 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **107 307 €** ; soit un montant maximum de subvention de **50 000 €**.

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

Les plans de financement prévisionnels des opérations, précisant les montants HT et/ou TTC, sont détaillés dans les annexes dénommées « fiche projet » du présent avenant.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale des subventions pour l'année 2 des actions au bénéficiaire, à savoir le **1 juillet 2020**.

Le commencement d'exécution est réputé constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de la deuxième année de programme subventionné.

Il expire au plus tard après mandatement du solde des subventions ou, à défaut, à l'expiration des délais de caducité figurant à l'article 3.1 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DES TERMES DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale adoptée par délibération N° CP2019-150 du 22 mai 2019, le présent avenant et les annexes dénommées « fiche projet ».

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le / /

Le bénéficiaire
CIDJ CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE
Madame Marie RICHARD, Présidente

(signature et cachet)

Le / /

Pour la Présidente de la Région Ile-de-France
Madame Valérie PECRESSE

Et par délégation,

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20004541 - PARTENARIAT RENFORCE POUR L'INFORMATION DES JEUNES - ANNEE 2

Dispositif : Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux, et pour la structuration de la vie associative et du bénévolat (n° 00001121)
Délibération Cadre : CR2018-024 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
Action : 14000101- Soutien aux réseaux solidaires, associations et bénévolat

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux, et pour la structuration de la vie associative et du bénévolat	327 567,00 € HT	30,53 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDJ CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE
Adresse administrative : 101 QUAI BRANLY 75015 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie RICHARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : partenariat renforcé pour l'information des jeunes - année 2

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Création dès avril d'outils de communication à transmettre aux départements et territoires d'Outre-mer, dans le cadre de la phase préparatoire au départ.

Description :
Le projet se décline en 3 volets :

I- MOBIL'JEUNES : ACCUEIL DES ETUDIANTS ULTRAMARINS - OCTOBRE 2020
Depuis 2019, le CIDJ accueille et informe sur son site parisien de jeunes Ultramarins pour faciliter leur accès à l'information et à leurs droits. Cet accueil se déploie en 4 phases :
1/ En mai, préparation au départ des jeunes, via les centres d'Information jeunesse d'outre-mer, premiers prescripteurs grâce au concours du CIDJ et de la Région Ile-de-France.
2/ Accueil collectif au CIDJ : en octobre, un temps convivial d'informations sur les métiers, formations, logements, santé, mobilité, jobs, aides et outils de la Région (Oriane, QIOZ...) est organisé au CIDJ pour créer du lien et du réseau entre les jeunes.
3/ Parallèlement, des entretiens individuels avec un conseiller référent sont assurés pour mieux connaître

le parcours du jeune, ses projets, ses attentes et prévenir les risques de décrochage.
4/ Accompagnement individuel tout au long de l'année en présentiel ou à distance et organisation d'ateliers thématiques (techniques de recherche d'emploi). Un espace de co-studying équipé et connecté sera mis à leur disposition.
En 2020, afin de déployer plus largement l'action, des partenariats sont tissés avec des associations de jeunes d'Outre-Mer (Jeunesse Outre-Mer, Réseau Média Jeune, Sciences Ô) en vue d'intégrer davantage de jeunes au dispositif et de co-construire avec eux des temps conviviaux d'échanges, de retours d'expérience, de réseautage…

II - ORGANISATION DU FORUM DES SOLUTIONS POUR LA RENTREE - OCTOBRE 2020
De nombreux jeunes se retrouvent sans projet à chaque rentrée. L'alternance propose à la fois un emploi et un diplôme, du CAP au Bac+5 et constitue une solution, si elle est bien préparée.
Le forum Des solutions pour la rentrée proposera deux parcours (13h-15h/15h-17h) avec des ateliers-solutions : alternance, engagement, mobilité internationale, entreprenariat, etc.
La communication autour des offres d'alternance non pourvues sera renforcée après recensement complet des formations pour lesquelles des places sont disponibles, associées à un contrat en entreprise.
Parallèlement, un accompagnement sera proposé aux jeunes indécis : rencontres professionnelles, césure pour prendre le temps de conforter leurs projets (service civique, mobilité…), accompagnement renforcé par les conseillers du CIDJ.

III - QUAND LES JEUX VIDEO ET LE E-SPORT FACILITENT L'INSERTION DES JEUNES - NOVEMBRE 2020
En France, 92% des 15-18 ans jouent régulièrement aux jeux vidéo (95% des 10-14 ans), 22% étant considérés comme gros joueurs. Le CIDJ a élaboré un projet pour les jeunes ayant décroché ou en risque de décrochage, en utilisant les jeux vidéo pour recréer du lien et leur ouvrir des opportunités de formation, emploi, acquisition de nouvelles compétences.
Le point central sera la compétition de jeux vidéo. Durant les périodes de pause, les jeunes seront invités à participer à différents espaces :
- Espace quel métier, quelle formation pour moi ? Rencontres avec des professionnels du numérique et de l'informatique sur les opportunités de métiers, de formations et d'emplois liées à l'industrie du jeu vidéo, du numérique et de l'informatique. Les opportunités d'emploi dans ce secteur sont nombreuses et variées (programmation, design, commercialisation...) y compris pour des jeunes peu qualifiés.
- Des organismes de formation ;
- Des ateliers ludiques (codage…) ;
- Un espace prévention pour sensibiliser les jeunes aux risques d'addictions, animé notamment par des gamers.
Pour 2020, le CIDJ prévoit une montée en gamme sur le nombre de jeunes captés et le nombre d'animations autour des métiers en tension, dont ceux du codage. L'événement se tiendra sur 2 journées :
- sensibilisation des scolaires et groupes (collèges, lycée, Missions locales) aux métiers, formations et perspectives d'emploi (notamment auprès des filles) le vendredi ;
- finale e-sport au CIDJ en associant le réseau Information jeunesse le samedi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	12 500,00	3,82%
Prestations de service	15 000,00	4,58%
Locations	17 000,00	5,19%
Publicité, publications, relations publiques	7 000,00	2,14%
Transports, déplacements	1 700,00	0,52%
Frais de personnel	274 367,00	83,76%
Total	327 567,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	227 567,00	69,47%
Région Ile-de-France	100 000,00	30,53%
Total	327 567,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20004540 - FORUM "CET ETE, JE TAFFE" - ANNEE 2

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	107 307,00 € HT	46,60 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDJ CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE
Adresse administrative : 101 QUAI BRANLY 75015 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie RICHARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du forum Cet été, je taffe – année 2

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réservation dès avril 2020 d'un lieu pouvant accueillir 8000 participants

Description :
Décrocher un emploi d'été pour acquérir une première expérience professionnelle et un complément financier est un enjeu important. Pour des jeunes sans réseau, isolés ou fragilisés, décrocher un job d'été est difficile. L'objectif du forum Cet été, je taffe est double, notamment pour les jeunes issus des quartiers populaires :
- Provoquer des liens entre les jeunes et les entreprises (une place toute particulière sera faite aux entreprises qui n'exigent pas d'expériences mais misent sur les motivations et l'intérêt du jeune).
- Accompagner le jeune en amont, lever les freins pour qu'il soit plus en confiance pendant l'entretien avec l'entreprise (possibilité de retravailler le CV en amont et sur place, préparation de l'entretien, aide à la sélection d'entreprises en fonction de ses intérêts et compétences acquises…).
Les 213 structures Information Jeunesse, dont 50% sont implantées en quartier politique de la ville, seront particulièrement sollicitées pour informer, préparer et accompagner les jeunes en amont du forum.

Le Forum Cet été, je taffe a pour objectif de regrouper des entreprises (entre 40 et 50) proposant des offres d'emploi d'été.
Avec le soutien de Pôle emploi, environ 8000 offres sont proposées aux jeunes Franciliens. Suite aux difficultés rencontrées en 2020 du fait du confinement, l'édition 2021 comportera une déclinaison

numérique.

Parallèlement aux rencontres avec les entreprises, le CIDJ et ses partenaires informeront les jeunes sur des dispositifs et aides financières qu'ils connaissent peu :
- Espace Occupe ton été autrement essentiellement dédié aux jeunes mineurs : baby-sitting, BAFA, travailler en milieu agricole (cueillettes en Ile-de-France), engagements citoyens (volontariat, animation en séjour adapté, services civiques, SNU, ...).
- Espace S'ouvrir au monde : promotion des possibilités de jobs d'été dans le cadre d'une mobilité et information sur les dispositifs existants : VIE, corps européen de solidarité, programmes européens, bourses…
Les principaux partenaires du CIDJ (Erasmus, Eurodesk, OFAJ, OFQJ, Pôle emploi) proposeront également une sélection de jobs à l'étranger.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	27 700,00	25,81%
Locations	35 300,00	32,90%
Publicité, publications	5 000,00	4,66%
Charges de personnel	39 307,00	36,63%
Total	107 307,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	57 307,00	53,40%
Région Ile-de-France	50 000,00	46,60%
Total	107 307,00	100,00%

ANNEXE 4 : PARTENARIAT RENFORCE LICRA

CONVENTION TRIENNALE N°2020-203

Dossier 20003169

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-203 du 1 juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LICRA LIG INTER CONTR RACISM ANTISEM
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 784451684 00020
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 42 RUE DU LOUVRE 75001 PARIS
ayant pour représentant Monsieur MARIO STASI, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif **« Partenariats renforcés pour la défense des valeurs républicaines, du principe de laïcité et pour la prévention de la radicalisation »** adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 143-16 du 8 juillet 2016 modifiée.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Les conventions pluriannuelles participent au soutien de programmes biennaux ou triennaux eux-mêmes décomposés en projets/actions annuels.

L'ensemble des modalités ci-dessous s'entendent par projet/action.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2020-203 du 1 juillet 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir **la LICRA LIG INTER CONTR RACISM ANTISEM** pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Partenariat renforcé pour la défense des valeurs de la République - Programme triennal (Année 1) (référence dossier n°**20003169**).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **38,12 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **196 766,00 €**, soit un montant maximum de subvention de **75 000,00 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet ou du programme (convention pluriannuelle), sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif du projet subventionné (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires directs et indirects…). Cette évaluation est réalisée annuellement pour les programmes pluriannuels.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter **2** stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2 .4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Convention pluriannuelle : avant la mise œuvre des années 2 ou 3 du programme soutenu, la Région vérifiera que lesdites informations lui ont bien été communiquées.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention : Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur les documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype : La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur les supports d'information et de communication (brochures, affiches, invitations, emailing, newsletters, banderoles…).
Le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région. L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication/diffusion.

Evènements : Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale (première pierre, inauguration, manifestation bénéficiant d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation...). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques : Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la convention.

Il s'engage à faire expressément référence à l'implication de la Région dans les interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention : Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale. Pour exemple : autorisation de prise de vues/tournage, apposition de drapeaux, banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région : Les services sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la convention devra être transmis avant fabrication/diffusion au chargé de mission en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran sites web avec le logo de la Région, envoi des newsletters…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40% de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

- **2** justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les conventions pluriannuelles, les dispositions financières s'appliquent annuellement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **01 janvier 2020** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **1 juillet 2020**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale (ou solde de la subvention de la dernière année d'exécution du programme pour une convention pluriannuelle) ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Convention pluriannuelle : Les années 2 et 3 des programmes doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente. Le projet/action de l'année écoulée devra être soldé selon les modalités prévues par la convention avant toute continuité du programme.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Ainsi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2020-203 du 1 juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Madame Valérie PECRESSE

Et par délégation,

Le

Le bénéficiaire
LICRA LIG INTER CONTR RACISM ANTISEM

DOSSIER N° 20003169 - Partenariat renforcé pour la défense des valeurs de la République - Programme triennal (Année 1)

Dispositif : Partenariats renforcés pour la défense des valeurs républicaines, du principe de laïcité et pour la prévention de la radicalisation (n° 00001066)
Délibération Cadre : CR143-16 du 08/07/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Partenariats renforcés pour la défense des valeurs républicaines, du principe de laïcité et pour la prévention de la radicalisation	196 766,00 € TTC	38,12 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LICRA LIG INTER CONTR RACISM ANTISEM
Adresse administrative : 42 RUE DU LOUVRE 75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARIO STASI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Partenariat renforcé pour la défense des valeurs de la République - Programme triennal (Année 1)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet de la LICRA comporte 3 axes principaux :
1) Aide et assistance aux victimes
- Assistance aux victimes d'actes racistes, antisémites et discriminatoires : la LICRA apportera un appui juridique aux victimes et plaignants franciliens et aux réseaux associatifs soutenus par la Région Ile-de-France. Une aide psychologique pourra être apportée par son partenaire France Victimes si besoin.
- Appui au mouvement sportif à la suite de propos, comportements et/ou actes contraires aux valeurs de la République et à la laïcité (racisme, antisémitisme et discriminations) : à la demande d'un club, d'un district, d'un comité, d'une ligue, d'un joueur, d'un arbitre, d'un parent, la LICRA pourra apporter un conseil juridique sur les actions susceptibles d'être menées, avec une graduation suivant la gravité des faits reprochés. Elle pourra également être présente auprès de la commission de discipline et le cas échéant, proposer une mesure complémentaire ou alternative aux sanctions.

2) Appui aux acteurs associatifs et institutionnels
- La LICRA répondra à la demande des acteurs associatifs et des collectivités, d'organiser des temps de sensibilisation ou de formation sur les thèmes de la lutte contre le racisme et les discriminations, de la

prévention de la radicalisation, de la laïcité et de la gestion du fait religieux.
- Elle mettra à contribution son réseau de formateurs et ses experts au service de la Région Ile-de-France pour ses actions de sensibilisation et de formation auprès des collectivités locales.
- Elle organisera des actions éducatives et citoyennes dans les territoires et proposera des interventions dans les lycées franciliens situés en zones d'éducation prioritaire et politique de la ville.

3) Poursuite des actions d'appui pour la fonction « ressources »
- Animation de la « Commission Ile-de-France » qui a pour mission de développer les actions dans les territoires de la Région Ile-de-France et notamment les quartiers en difficulté.
- Développement de la mise en réseau des sections de la LICRA en Ile-de-France avec les collectivités et les institutions, création de nouvelles sections (Sarcelles) et d'antennes locales dans les territoires franciliens.
- Création d'un campus numérique antiraciste.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	1 440,00	0,73%
Achats non stockés de matières et fournitures	4 560,00	2,32%
Fournitures d'entretien - petit équipement	440,00	0,22%
Fournitures administratives	220,00	0,11%
Locations immobilières et mobilières	3 776,00	1,92%
Frais de formation	1 800,00	0,91%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	6 000,00	3,05%
Publicité, publications, relations publiques	1 870,00	0,95%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	1 500,00	0,76%
Catalogues, imprimés, publications	6 000,00	3,05%
Transports - déplacements - missions	6 050,00	3,07%
Frais postaux et frais de télécommunications	3 600,00	1,83%
Frais de personnel	157 510,00	80,05%
Rémunération stagiaires	2 000,00	1,02%
Total	196 766,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	75 000,00	38,12%
Ministère des sports	5 000,00	2,54%
Ministère de l'éducation	15 000,00	7,62%
Ministère de l'intérieur	15 000,00	7,62%
FONGEP	7 500,00	3,81%
Département de l'Essonne	14 000,00	7,12%
Ville de Paris	20 000,00	10,16%
Sarcelles	8 000,00	4,07%
Cotisations, dons manuels ou legs	37 266,00	18,94%
Total	196 766,00	100,00%

ANNEXE 5 : SOUTIEN A LA GUILDE EUROPENNE DU RAID

AVENANT A LA CONVENTION PLURIANNUELLE
DOSSIER 20004478 – ANNEE 3

Au titre du soutien régional pour la structuration de la vie associative et du bénévolat en Ile-de-France

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-203 du 1 juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : GUILDE EUROPEENNE DU RAID
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 316099597 00049
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 7 RUE PASQUIER 75008 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Vincent RATTEZ, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif **« Soutien régional pour la structuration de la vie associative et du bénévolat en Ile-de-France »** adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 « Région Ile-de-France, Région solidaire » ;

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

L'article 4 de la convention initiale (dossier n°19002993) approuvée par délibération N° CP2019-150 du 22 mai 2019 prévoit que les années 2 et 3 des programmes pluriannuels doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Par le présent avenant, conformément à la délibération N° CP2020-203 du 1 juillet 2020, le montant maximum de la subvention pour la **troisième** année du programme triennal s'élève à **20 000,00 €** représentant **17,48 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **114 400,00 €**.

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

Le plan de financement prévisionnel, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention pour l'année 3 de l'action au bénéficiaire, à savoir le **1 juillet 2020**.

Le commencement d'exécution est réputé constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de la deuxième année de programme subventionné.

Il expire au plus tard après mandatement du solde de la subvention ou, à défaut, à l'expiration des délais de caducité figurant à l'article 3.1 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DES TERMES DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale adoptée par délibération N° CP2019-150 du 22 mai 2019, le présent avenant et l'annexe dénommée « fiche projet ».

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le / /	Le / /
Le bénéficiaire GUILDE EUROPEENNE DU RAID **Monsieur Vincent RATTEZ, Président**	Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France **Madame Valérie PECRESSE**
(signature et cachet)	Et par délégation,

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20004478 - RENFORCEMENT DES COMPETENCES ET CAPACITES DES PORTEURS DE PROJETS ET ASSOCIATIONS D'ILE-DE-FRANCE - ANNEE 3 PROGRAMME TRIENNAL

Dispositif : Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux, et pour la structuration de la vie associative et du bénévolat (n° 00001121)
Délibération Cadre : CR2018-024 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
Action : 14000101- Soutien aux réseaux solidaires, associations et bénévolat

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux, et pour la structuration de la vie associative et du bénévolat	114 400,00 € TTC	17,48 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GUILDE EUROPEENNE DU RAID
Adresse administrative : 7 RUE PASQUIER
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Vincent RATTEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : RENFORCEMENT DES COMPETENCES ET CAPACITES DES PORTEURS DE PROJETS ET ASSOCIATIONS D'ILE-DE-FRANCE - ANNEE 3 PROGRAMME TRIENNAL

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
La Guilde Européenne du Raid, par le biais de son programme l'Agence des Micro Projets (AMP), contribue au renforcement des compétences et des capacités des petites associations franciliennes de solidarité internationale pour améliorer et augmenter l'impact de leurs microprojets sur différentes thématiques de l'aide au développement comme l'éducation, la santé, l'accès à l'eau, l'agriculture et l'environnement.
Les actions de l'AMP se déclinent en plusieurs axes :
1. Accompagnement et formations : l'AMP conduit des entretiens individuels gratuits auprès de porteurs de projets et associations sur la gestion de microprojets de solidarité internationale. Elle leur propose également des journées de formation sur la gestion de projets (diagnostic, planification, financement, mise en œuvre, suivi, évaluation) et met à disposition ses publications, guides, fiches pratiques ;

2. Financements : l'AMP attribue à des associations franciliennes de solidarité internationale de plus de 2 ans d'existence et moins de 130 000 euros de ressources annuelles des financements pouvant aller jusqu'à 10 000 euros par microprojet situé dans un pays éligible au Comité d'Aide au Développement de l'OCDE. Une plateforme de dépôt des demandes de financement en ligne a été créée pour cela : www.portailsolidaire.org. L'AMP aide également les associations à accéder à des co-financements de partenaires financiers ;
3. Suivi et évaluation : les équipes de l'AMP se rendent plusieurs fois par an pour suivre et évaluer les microprojets franciliens financés. Ces missions permettent de faire un point sur l'efficacité, l'efficience, les effets, la pérennité du projet soutenu ;
4. Capitalisation : les associations franciliennes bénéficient des publications de l'AMP postées sur la médiathèque des microprojets ainsi que de la cartographie qui géolocalise tous les microprojets financés à travers le monde ;
5. Evénements : l'AMP invite les petites associations franciliennes à participer à des événements, en Ile-de-France, mettant en lumière les initiatives : soirée des microprojets, forum Convergences, rencontres organisées par des collectivités territoriales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Contrats prestations de services avec des entreprises (Full digits)	20 000,00	17,48%
Frais de formation	4 000,00	3,50%
Frais de colloques et séminaires	4 000,00	3,50%
Transports - déplacements-missions	5 000,00	4,37%
Rémunération du personnel	81 400,00	71,15%
Total	114 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	17,48%
Agence Française de Développement	94 400,00	82,52%
Total	114 400,00	100,00%

ANNEXE 6 : FICHE PROJET EXPRESSIONS CITOYENNES

DOSSIER N° EX048930 - Promotion d'évènements culturels, sportifs et de partage afin de valoriser les initiatives solidaires citoyennes et associatives, sous le signe de la Fraternité

Dispositif : Soutien aux expressions citoyennes (n° 00000998)
Délibération Cadre : CR161-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	294 468,00 € TTC	8,49 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRATERNITE GENERALE
Adresse administrative : 11 SQUARE SAINTE CROIX DE LA BRETONN
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ABDENNOUR BIDAR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la promotion d'évènements culturels, sportifs et de partage afin de valoriser les initiatives solidaires citoyennes et associatives, sous le signe de la Fraternité.

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente

Description :
L'objectif des actions de l'association Fraternité Générale est de remettre au cœur du débat citoyen la valeur de Fraternité. Par ces actions, elle souhaite valoriser les "héros du quotidien", les "acteurs de l'ombre" qui s'engagent quotidiennement pour plus de partage, d'entraide, de solidarité. Elle agit en faveur de la promotion de la diversité et lutte contre l'exclusion, les discriminations, le racisme, l'homophobie, et toutes formes de haines et de rejet. Ces différentes actions tendent à la création d'un réseau des associations du vivre ensemble. De ce fait, comme chaque année, elle organise un grand temps fort événementiel en Ile-de-France, à l'occasion de la journée internationale du vivre ensemble, pour promouvoir l'engagement citoyen et rassembler les citoyens autour de la valeur de Fraternité.

Les axes principaux du projet 2020 sont :
- l'organisation, sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, du « dîner en couleurs ». L'objectif est de réunir les différents acteurs de la société française soucieux de porter haut et fort les valeurs de la fraternité et du vivre-ensemble. Cet évènement sera l'occasion de présenter le travail de nombreuses associations locales, animations culturelles, sportives, musicales, de rhétorique, de découverte autour d'un un grand repas à imaginer, cuisiner et partager. Initialement prévu le 16 mai, celui-ci se tiendra à la période estivale. La date du 16 mai sera cependant célébrée : l'association s'associera avec d'autres associations afin de donner de la visibilité à tous les engagements fraternels et de mettre en réseau dans un grand mouvement « le mouvement de la Fraternité Générale » (revue regroupant les initiatives, un baromètre de la fraternité, une fresque de dessins des « héros du quotidien »).

- l'organisation d'un tournoi de football (juillet ou automne 2020) pour valoriser les initiatives bénévoles et associatives dans le monde du sport et lutter contre les discours de haine. A travers le sport, l'émulation et la compétition, ce tournoi permettra à des personnes d'horizons différents de se rencontrer, d'échanger et de confronter leurs visions de la fraternité. Un moyen ludique de se connaître et de briser des préjugés.

- la mise en place d'une campagne de clips vidéo « Celles et ceux qui s'engagent » :14 clips vidéo de 45 secondes destinés à valoriser les initiatives de personnes qui œuvrent au quotidien pour des valeurs fraternelles et de partage, contre les discriminations, contre le communautarisme malsain et les discours de haine, contre le « chacun pour soi », pour la fraternité.

- la diffusion d'une campagne digitale tout au long de l'année pour faire rayonner les activités des partenaires et des projets soutenus par ces derniers. Le développement d'une stratégie digitale de grande ampleur permettra de valoriser les initiatives fraternelles sur tout le territoire national, notamment via les réseaux sociaux, et de susciter l'engagement de façon pertinente.

L'association se fixe comme objectifs de réunir jusqu'à 2000 personnes au « Dîner en couleurs » et 500 participants à l'événement sportif. Les clips vidéo mettront à l'honneur 14 associations représentées à travers la campagne de clips.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	10 000,00	3,40%
Assurances liées au projet	2 756,00	0,94%
Autres charges de gestion courante	4 800,00	1,63%
Charges de personnel	8 000,00	2,72%
Charges sociales et Frais de personnel	58 560,00	19,89%
Impôts et taxes sur rémunérations	500,00	0,17%
Locations (immobilières – mobilières)	7 000,00	2,38%
Publicité, publications, relations publiques, communication	16 000,00	5,43%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	68 232,00	23,17%
Rémunérations du personnel	110 520,00	37,53%
Services extérieurs	1 800,00	0,61%
Transports - déplacements - missions	6 300,00	2,14%
Total	294 468,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	468,00	0,16%
Subvention Aides privées (sollicitée)	24 000,00	8,15%
Subvention autre établissement public (attribuée)	90 000,00	30,56%
Subvention Département (sollicitée)	20 000,00	6,79%
Subvention Etat (sollicitée)	135 000,00	45,85%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	25 000,00	8,49%
Total	294 468,00	100,00%

ANNEXE 7 : PARTENARIATS RENFORCES QUARTIERS POPULAIRES ET TERRITOIRES RURAUX

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050240 - Projet Pluri'ELLES

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	54 116,00 € TTC	14,78 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AUDEO
Adresse administrative : 4 AVENUE BOURGNEUF
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame BINETA KANE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet Pluri'ELLES

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet qui se déroule sur l'année civile, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Dans l'optique d'une réelle intégration des filles dans la vie des quartiers, le projet Pluri'ELLES revendique à travers différents dispositifs spécifiquement dédiés aux filles, plus de pluralisme dans la ville, une meilleure intégration des jeunes filles dans la vie de la cité, et une amélioration de l'égalité femmes-hommes à l'échelle régionale.

Le Projet Pluri'ELLES s'organise autour de deux volets qui sont l'affirmation de soi et l'émancipation sociale et financière.
Dans ce cadre, les jeunes filles participantes se verront proposer un accompagnement en distanciel de minimum 1 an comprenant :
- Des moments d'échanges hebdomadaires, pour notamment permettre la libération de la parole sans tabous ni contraintes, débattre de l'actualité, et faire des propositions sur des événements à mettre en place dans le cadre de la vie de quartier.
- Des témoignages de professionnelles, afin de leur démontrer les opportunités de ces modèles de référence, faire naître de nouvelle vocation et développer entrepreneuriat.
- Des ateliers « prise de parole » et « préparation aux entretiens », avec l'intervention de spécialistes de

l'éloquence, la mise en place d'un club de lecture virtuel, la présentation des dispositifs d'orientation.
- Le financement du permis de conduire, afin de permettre une meilleure mobilité, un accès simplifié à l'emploi, et travailler sur l'émancipation et l'autonomie des jeunes filles.
- La participation à des chantiers éducatifs puisque dans le cadre du financement de leur permis de conduire, les jeunes filles devront effectuer des actions citoyennes à impact écologique et social favorable à leur ville, ce qui les rendra actrices de leur réussite.

Ainsi, l'objectif principal de ce projet global d'accompagnement est de donner la possibilité aux jeunes filles des quartiers populaires de s'ouvrir, de s'épanouir et de trouver leur place dans la société.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	18 000,00	33,26%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	2 000,00	3,70%
Contrats prestations de services avec des entreprises (coaching visio conférence)	8 000,00	14,78%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 500,00	2,77%
Fournitures administratives	500,00	0,92%
Frais postaux et frais de télécommunications (abonnement Zoom)	1 116,00	2,06%
Rémunération du personnel	23 000,00	42,50%
Total	54 116,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 000,00	14,78%
Ressources propres	15 116,00	27,93%
Subvention Commune (attribuée)	2 000,00	3,70%
Subvention Organismes sociaux (attribuée)	15 000,00	27,72%
Subvention Etat CGET	14 000,00	25,87%
Total	54 116,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20004561 - Favoriser le lien social et développer la pratique du futsal dans les quartiers populaires notamment auprès d'un public féminin

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	25 000,00 € TTC	40,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPORTING CLUB DE PARIS
Adresse administrative : 12 RUE GANDON
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOSE LOPEZ DE SOUSA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : favoriser le lien social et développer la pratique du futsal dans les quartiers populaires notamment auprès d'un public féminin

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet qui se déroule sur l'année civile, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le Sporting Club de Paris propose aux habitants de résidences situées en quartiers populaires des séances de découverte du Futsal en présence des joueurs de l'équipe fanion et encadrées par des éducateurs diplômés en partenariat avec ICF Habitat La Sablière, un bailleur social qui mène des actions de développement social et urbain.

Le club propose aux enfants et jeunes adultes de ces résidences de découvrir et pratiquer le Futsal à travers des séances animées au cœur même du quartier. Lors des matchs animés par les bénévoles et les joueurs de l'association, la convivialité et l'esprit du sport sont au rendez-vous.
De par leurs actions, le club et le bailleur contribuent activement aux différentes politiques visant à améliorer les situations économiques et sociales, et notamment aux politiques en faveur de l'amélioration du cadre de vie des habitants. Le bailleur étant présent dans tous les départements franciliens, les actions peuvent se dérouler sur l'ensemble de territoire régional. En retour, cette activité Futsal peut faire naître des vocations qui pourraient à terme se concrétiser par la création de nouveaux clubs supplémentaires et,

pourquoi pas, par l'émergence de nouveaux talents franciliens.

Par ailleurs, afin de favoriser le présence des femmes dans l'espace public, le Sporting Club de Paris s'engage à développer la pratique féminine du futsal et s'assure qu'il y ait, à chacune des séances proposées, une représentation féminine importante voire prépondérante. Des séances spécifiques réservées aux filles pourront être animées par des licenciées féminines du club.
L'effort sera donc principalement mis sur le jeune public féminin, les garçons ayant plus facilement et naturellement accès au futsal des quartiers populaires.

Depuis le début de l'année 2019, 4 manifestations ont été menées (Savigny, Villemomble, Bondy et Noisy le Grand) et une douzaine d'opérations sont envisagées en 2020 dans tous les départements franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Combustibles, carburants, alimentation	1 000,00	4,00%
Fournitures d'entretien - Petit équipement (chasubles, ballons, plots et autres ustensiles pour séances de futsal)	8 000,00	32,00%
Fournitures administratives (encre, ramettes, etc...)	5 000,00	20,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 500,00	14,00%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition (rassemblements, gouters et buffets, évènements)	5 000,00	20,00%
Transports – déplacements - missions	2 500,00	10,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	6 000,00	24,00%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	40,00%
Subvention ICF La Sablière (attribuée)	9 000,00	36,00%
Total	25 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20004571 - Valoriser les valeurs de la République, la citoyenneté et les mixités par le loisir éducatif à destination des enfants de quartiers populaires

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	40 000,00 € TTC	50,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PHARMACITOYEN
Adresse administrative : 43 RUE JEAN JAURES
78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mustapha LARBAOUI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : valoriser les valeurs de la République, la citoyenneté et les mixités par le loisir éducatif à destination des enfants de quartiers populaires

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet qui se déroule sur l'année civile, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association Pharmacitoyen a pour objectif principal de réinstaurer et valoriser l'esprit de Solidarité Nationale, et de promouvoir le rôle positif des habitants dans les quartiers populaires.

A travers son action à destination des jeunes et moins jeunes, filles et garçons, des quartiers populaires des communes de Trappes et La Verrière, l'association souhaite valoriser les valeurs de la République, la citoyenneté et les mixités par le biais du loisir éducatif.
Pour ce faire, la structure propose durant la semaine des ateliers d'apprentissage de l'estime de soi, de travail sur la concentration ou des actions sport/culture. Le weekend, des ateliers pédagogiques sont mis en place par une salariée et des bénévoles.

Parallèlement, afin de développer son action dans ces quartiers, elle organise des sorties, des rencontres et des débats comme par exemple :
- des sorties annuelles en bus vers des lieux historiques ou institutionnels (CESE, Assemblée Nationale,

Sénat, Elysée, Mémorial de la Shoah, Musée Carnavalet, Château de Breteuil, Ferme de Gally, Rambouillet, Versailles, …)
- des animations et manifestations favorisant les échanges entre jeunes et retraités, afin favoriser l'épanouissement citoyenne des premiers et briser l'isolement des seconds.
- des débats autour des valeurs de l'association.

L'objectif de cette action globale sur les villes de Trappes et La Verrière est de créer les conditions d'un véritable vivre ensemble, en particulier dans les quartiers populaires. L'association souhaite lutter contre le décrochage et favoriser la réussite scolaire, mais aussi permettre la transmission des valeurs de la République et de la citoyenneté, le développement de l'esprit critique, l'ouverture à l'autre et le dialogue.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TRAPPES
- LA VERRIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	1 500,00	3,75%
Fournitures informatiques	1 000,00	2,50%
Carburant	2 200,00	5,50%
Location mini bus	2 000,00	5,00%
Entretien et équipements informatique	1 000,00	2,50%
Dons, fleurs visites, cadeaux	1 000,00	2,50%
Visites des lieux de la République	5 000,00	12,50%
Déplacements (salariés et bénévoles)	2 900,00	7,25%
Frais postaux et frais de télécommunications	400,00	1,00%
Frais d'organisation (gouters, lotos, réunions, AG)	6 000,00	15,00%
Frais de personnel	17 000,00	42,50%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	50,00%
Dons de particuliers	5 000,00	12,50%
Aides privées Les cars Perrier	5 000,00	12,50%
Aides privées Entreprises locales	10 000,00	25,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20004579 - Parcours Personnalisé pour l'Emploi dans les quartiers Paris 17ème et 18ème

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	78 155,00 € TTC	31,99 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS GENERALE DES FAMILLES DES 17EME ET 18E ARR DE PARIS-AGF17-18
Adresse administrative : 26 RUE CARDINET
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine SCHAEFFER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du Parcours Personnalisé pour l'Emploi dans les quartiers Paris 17ème et 18ème

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet qui se déroule sur l'année civile, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association AGF 17-18 permet à des publics éloignés de l'emploi de retrouver une activité économique et de se réinsérer dans la société. Cette année, à travers son action dans le 17e et 18e arrondissement, elle envisage d'accompagner 140 personnes, notamment des femmes et des jeunes, afin de les aider à reprendre confiance en eux et de les préparer au retour à l'emploi.
Pour mener à bien son action, elle dispose de plusieurs outils d'accompagnement, collectifs ou individuels :
- Le forum emploi : pour des publics peu diplômés et en réinsertion professionnelle.
- Le parcours collectif "définition du parcours professionnel" : parcours de 4 semaines à l'issue duquel la plupart des participants sont prêts à se positionner sur le marché du travail.
- Dans le cas où le demandeur d'emploi souhaite travailler, mais ne sait pas quel métier exercer, l'association l'aide à définir un projet professionnel par une approche collective et individuelle grâce au "module définition de mon projet professionnel".

- Dans le cas où le demandeur a un métier/projet, mais ressent des difficultés, l'association l'accompagne en individuel et lui propose de participer à quelques ateliers collectifs en fonction des besoins identifiés.
- Dans le cas où le demandeur est très éloigné de l'emploi, l'association travaille en partenariat avec des structures d'accompagnement adaptées afin de lever les freins sociaux puis de poursuivre le travail sur l'employabilité.

L'objectif de l'association est de créer un réel parcours personnalisé et une passerelle entre les demandeurs d'emploi, les personnes en reconversion et les entreprises, notamment en organisant des sessions de recrutement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	300,00	0,38%
Achats matières premières et fournitures	250,00	0,32%
Autres fournitures	200,00	0,26%
Location (loyer)	5 000,00	6,40%
Entretien et réparations	1 600,00	2,05%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 500,00	5,76%
Déplacements, missions et réceptions	850,00	1,09%
Frais de personnel	55 905,00	71,53%
Frais administratifs et statutaires, cotisations	550,00	0,70%
Frais de personnel administratif	9 000,00	11,52%
Total	78 155,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention CGET	29 200,00	37,36%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	31,99%
Subvention Département Paris (attribuée)	1 500,00	1,92%
Subvention DASES/DDCS/PREF	1 500,00	1,92%
Subvention Commune Paris (attribuée)	15 000,00	19,19%
ASP	645,00	0,83%
Aides privées, mécènes (sollicités)	5 310,00	6,79%
Total	78 155,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20006589 - Festi Foot Citoyen sur le territoire de la Seine-Saint-Denis

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	130 000,00 € TTC	26,92 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DISTRICT DE LA SEINE ST-DENIS
Adresse administrative : 65 AVENUE JEAN MERMOZ
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Nasser GAMMOUDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet Festi Foot Citoyen sur le territoire de la Seine-Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 19 octobre 2020 - 23 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de son projet Festi Foot Citoyen, le District de la Seine-Saint-Denis souhaite favoriser la mixité dans le sport, notamment le football, et promouvoir les valeurs de la République sur 20 communes du territoire de la Seine-Saint-Denis.
Cette action s'adresse à des jeunes filles et garçons âgés de 12 à 15 ans, licenciés ou non, qui pourront pratiquer lors de ces journées festives leur passion grâce à l'organisation de matchs sur les différents terrains des villes participantes.

Parallèlement, cet évènement sera l'occasion de proposer des stands de sensibilisation qui seront animés tout au long de l'évènement par des éducateurs et éducatrices de la Fédération Alma et qui porteront sur différentes thématiques telles que la place de la femme dans l'espace public, les valeurs de la république, ou encore l'arbitrage.

Le stand « place des femmes dans l'espace public » donnera l'opportunité aux jeunes d'acquérir une meilleure compréhension du bien-fondé de la mixité et du danger des préjugés sexistes, notamment dans le sport, mais aussi en milieu scolaire et dans la société plus généralement. Des activités interactives et mixtes qui mobilisent le corps (saynètes théâtrales, mises en scène, jeux coopératifs) seront proposées afin notamment de briser les préjugés quant à la vision du corps féminin et la mixité.

Le stand « laïcité » permettra quant à lui aux participantes et participants d'acquérir une meilleure compréhension du principe de laïcité, de sa raison d'être et de son application quotidienne dans son environnement de vie afin d'y adhérer en connaissance de cause.

L'objectif de cette action sportive et citoyenne est de proposer une animation festive et ludique autour de la citoyenneté aux habitants des quartiers de Seine-Saint-Denis.
Le but est de partager les valeurs de solidarité, de respect et d'échange autour de la pratique sportive, tout en mettant en avant les valeurs de la République et en impliquant et fidélisant les jeunes filles et garçons licenciés dans les clubs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	30 000,00	23,08%
Combustibles, carburants, alimentation	10 500,00	8,08%
Fournitures d'entretien et petit équipement	1 500,00	1,15%
Fournitures administratives	1 500,00	1,15%
Locations	2 500,00	1,92%
Secouristes	10 000,00	7,69%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	50 000,00	38,46%
Publicité, publications, relations publiques	3 000,00	2,31%
Annonces, insertions	4 000,00	3,08%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	1 500,00	1,15%
Transports, déplacements, missions	500,00	0,38%
Frais postaux et frais de télécommunications	500,00	0,38%
Frais de personnel	14 500,00	11,15%
Total	130 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	80 000,00	61,54%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	26,92%
Subvention Département (sollicitée) Seine-Saint-Denis	15 000,00	11,54%
Total	130 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20007189 - Clémobile, une antenne mobile pour lutter contre l'illettrisme et l'illectronisme dans les quartiers populaires

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	35 000,00 € TTC	28,57 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLE COMPTER LIRE ECRIRE VAL ET FORET
Adresse administrative : 5 RUE UTRILLO
95120 ERMONT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Dominique ROUSSEAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet Clémobile, une antenne mobile pour lutter contre l'illettrisme et l'illectronisme dans les quartiers populaires

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
À travers son dispositif Clémobile, l'association Clé souhaite lutter contre l'illettrisme et l'illectronisme dans les quartiers populaires, où le public en difficulté est davantage représenté et dans lesquels la mobilité est aussi contrainte.
Grâce au camion ou dans les locaux de l'association, l'intérêt principal du projet est d'aller à la rencontre de ceux qui en ont le plus besoin, dans un premier temps sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Val Parisis, et de réussir à mettre en place un accompagnement.

Le projet se traduit par un accompagnement en face-à-face, ce que l'association appelle le binôme bénévole-formateur face à un apprenant, afin de sécuriser les personnes accompagnées fragiles et leur apporter une solution individualisée.

En parallèle ou à la suite du suivi individuel, l'association proposerait plus d'une douzaine d'ateliers pour renforcer les compétences en fonction des objectifs de chacun : informatique, activités dirigées multimédia, théâtre, prendre la parole en public, comprendre le code de la route, comprendre et gérer son budget familial, ouverture culturelle, lire, écrire et jouer avec les mots, et des ateliers thématiques

saisonniers pendant les vacances scolaires.

Par ailleurs, des permanences d'aide à la rédaction de courriers administratifs (écrivain public par bénévoles formés) et des interventions en milieu carcéral sont proposées par l'association.

Ce projet s'adresse à des adultes ou des jeunes francophones qui possèdent un niveau trop fragile pour suivre une formation intensive et collective, des personnes privées d'autonomie en lecture, écriture et calcul et des personnes en situation de remise à niveau, et qui nécessiteraient un accompagnement gratuit pour renforcer les compétences de base indispensables au retour ou au maintien dans l'emploi.

Ce projet est mis en œuvre avec des partenaires tels que la mission locale et Pôle Emploi du Val d'Oise afin de pouvoir organiser des actions communes sur le territoire et mutualiser l'expérience et les moyens notamment humains.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA VAL PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF et autres fournitures	600,00	1,71%
Combustible, carburants, alimentation	1 200,00	3,43%
Fournitures d'entretien - petit équipement	800,00	2,29%
Fournitures administratives	900,00	2,57%
Charges locatives	2 500,00	7,14%
Documentation	300,00	0,86%
Frais de formation	2 000,00	5,71%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 000,00	5,71%
Publicité, publications, relations publiques	500,00	1,43%
Transports, déplacements, missions	1 200,00	3,43%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 000,00	2,86%
Frais de personnel	22 000,00	62,86%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	28,57%
Subvention Intercommunalité EPCI (attribuée) Val Parisis	10 000,00	28,57%
Subvention Aides privées (sollicitée) BNP PARIBAS	9 000,00	25,71%
Dons et legs	1 000,00	2,86%
Subvention Autres établissements publics (sollicitée) Pole Emploi	5 000,00	14,29%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20007221 - Projet de job dating : du sport vers l'emploi 2024

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	64 000,00 € TTC	46,88 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FED FRSE ATHLETISME
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDRE GIRAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet de job dating : du sport vers l'emploi 2024

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 30 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet qui se déroule sur l'année civile, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet de Job dating « du stade vers l'emploi 2024 » porté par la Fédération Française d'Athlétisme porte sur une nouvelle forme novatrice d'accompagnement et de recrutement en faveur de l'insertion professionnelle, notamment dans les quartiers populaires.

Dans le cadre de ce projet de Job dating singulier, la Fédération Française d'Athlétisme propose un réel coaching à la fois sportif et professionnel.

Cela se traduit par la mise en place de journées composées :
- d'une part, d'ateliers de coaching sportif et de préparation aux entretiens, permettant aux demandeurs d'emplois de se préparer au job dating sportif ;
- d'autre part, d'une journée de job dating sportif, incluant une matinée d'activités sportives et un déjeuner sain.

Le principal objectif du projet est de permettre de réunir demandeurs d'emplois, représentants d'entreprises recruteuses, et conseillers pôles emplois.

Cela donne l'occasion aux demandeurs d'emplois parfois isolés, en manque de repères ou éloignés, d'avoir accès à une préparation sportive qui leur permet de développer leurs compétences, leur savoir-être, et leur confiance en soi. Le projet suscite également de nouvelles vocations pour celles et ceux qui souhaitent une reconversion.

Le projet est basé sur un dispositif mettant en valeur le savoir-être des candidats. L'esprit d'équipe, l'abnégation, la prise d'initiative et la capacité à collaborer sont des qualités recherchées tant sur un terrain qu'au sein d'une entreprise. Or, le sport contribue à développer ces compétences et permet de les valoriser.

Cette initiative vise donc à faciliter le recrutement sur des emplois de proximité, notamment pour des publics éloignés de l'emploi dans les quartiers populaires, en particulier des jeunes et des femmes.

C'est un projet innovant et efficace (50% des demandeurs d'emplois seraient recrutés), à fort impact pour le tissu territorial francilien, et en contact direct avec des publics discriminés par l'accès à l'emploi et au sport.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services (restauration, traiteurs)	14 000,00	21,88%
Fourniture d'entretien - petit équipement	1 000,00	1,56%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	14 000,00	21,88%
Transports, déplacements, missions	3 500,00	5,47%
Frais de personnel	31 500,00	49,22%
Total	64 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	34 000,00	53,13%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	46,88%
Total	64 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20007341 - Les journées Sports et Citoyennes dans les quartiers populaires

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	43 468,00 € TTC	23,01 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PUC VOLLEY BALL
Adresse administrative : 5 RUE LEREDDE
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabrice GAMBIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet Les journées Sports et Citoyennes dans les quartiers populaires

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En septembre 2019, le PUC volley-ball a engagé une démarche de développement durable, relevant des défis responsables comme le « 0 déchet » et lançant une campagne éco-responsable intitulée « Notre 6 pour la planète », pour une plus grande responsabilité sociétale, notamment à travers le sport.

Le projet proposé s'intègre pleinement dans cette démarche. Il consiste en l'organisation de « Journées Sports et Citoyennes », à destination d'élèves de classes de CM2, organisées dans différents quartiers populaires et territoires ruraux d'Ile-de-France, à compter du mois d'octobre 2020.

Les journées se composeront de 6 ateliers de 45 minutes animés par du personnel qualifié dans chaque thématique, agréé par les représentants départementaux de l'Éducation Nationale :
- Intervention d'une diététicienne sur la conception d'un repas équilibré (avec les produits offerts par le partenaire Franprix),
- Sensibilisation aux gestes de premiers secours : apprendre à porter secours et rappel des numéros d'urgence,
- Apprentissage des règles du tri-sélectif et des comportements écoresponsables à adopter dans le cadre de la pratique sportive,
- Initiation à la pratique du volley et découverte du volley assis, discipline paralympique,

- Échange avec un joueur professionnel du Paris Volley sur son parcours de sportif de haut-niveau.

À l'issue de l'étape, la structure invitera les enfants à assister à un match professionnel de volley.

Cette animation pédagogique destinée à un public élémentaire a pour but d'interpeller les enfants et les inciter à changer leurs habitudes et améliorer leurs comportements écoresponsables et écocitoyens, en prenant conscience qu'ils sont les acteurs environnementaux de demain et en incarnant pleinement leur citoyenneté. Elle renforce, impulse, optimise un réseau d'échanges, sans oublier la sensibilisation aux principes de l'équilibre alimentaire et à la pratique d'une activité physique régulière.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Contrats prestations de services avec des entreprises	300,00	0,69%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 700,00	6,21%
Transports, déplacements, missions	500,00	1,15%
Frais de personnel	13 568,00	31,21%
Achats d'études et prestations de services	11 000,00	25,31%
Achats non stockés de matières et fournitures	9 900,00	22,78%
Combustibles, carburants, alimentation	4 500,00	10,35%
Fournitures d'entretien - petit équipement	1 000,00	2,30%
Total	43 468,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide Service Civique	800,00	1,84%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	23,01%
Subvention Commune (sollicitée)	10 000,00	23,01%
Subvention Aides privées (attribuée) Malakoff Humanis	3 000,00	6,90%
Subvention Aides privées (attribuée) Franprix	4 500,00	10,35%
Subvention Aides privées (attribuée) Paris Volley	10 500,00	24,16%
Mécénat	4 668,00	10,74%
Total	43 468,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20007423 - Projet favorisant la pratique sportive dans les quartiers populaires, au bénéfice des structures de jeunesse régionales et à destination des jeunes filles en particulier

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	70 125,00 € TTC	14,26 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CROS ILE DE FRANCE COM REG OLYMPIQUE SPORTIF ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 1 RUE DES CARRIERES 94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EVELYNE CIRIEGI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre d'un projet favorisant la pratique sportive dans les quartiers populaires, au bénéfice des structures de jeunesse régionales et à destination des jeunes filles en particulier

Dates prévisionnelles : 7 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à mettre en place des actions au bénéfice des structures de jeunesse de la Région en faveur de la pratique sportive au sein des quartiers populaires, en particulier à destination des jeunes filles adolescentes.

Les jeunes sont initiés à une multitude d'activités sportives et participent à un forum citoyen où sont développées des notions de secourisme, d'éducation à la santé et de sensibilisation à la citoyenneté.
Dans ce cadre, il est proposé plusieurs opérations régulières annuelles. Ces sessions sont encadrées par les professionnels des Ligues et Comités régionaux.

Afin de permettre une rencontre entre sportifs de haut niveau et jeunes éloignés de la pratique sportive, les ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France participent à l'animation des ateliers tout en échangeant sur la réussite sportive.

À chaque session, le prix du bon comportement et de la bonne tenue est attribué à une structure de jeunesse ayant démontré sa motivation, son dynamisme et son implication au cours d'une des journées.

La récompense est remise à la mairie d'où est issue la structure en présence des élus et familles des jeunes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	5 367,00	7,65%
Achats non stockés de matières et fournitures (textiles et récompenses)	4 638,00	6,61%
EDF, autres fournitures	336,00	0,48%
Fournitures d'entretien - petit équipement	324,00	0,46%
Fournitures administratives	378,00	0,54%
Contrats prestations de services avec des entreprises (maintenance et entretien)	937,00	1,34%
Locations	13 269,00	18,92%
Charges locatives et de copropriété	440,00	0,63%
Frais de formation	201,00	0,29%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (ligues et comités)	19 860,00	28,32%
Publicité, publications, relations publiques	390,00	0,56%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	6 287,00	8,97%
Catalogues, imprimés, publications	900,00	1,28%
Transports, déplacements, missions	1 259,00	1,80%
Frais postaux et frais de télécommunications	509,00	0,73%
Frais de personnel	15 030,00	21,43%
Total	70 125,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	19 062,00	27,18%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	14,26%
Subvention État (attribuée) AnS	41 063,00	58,56%
Total	70 125,00	100,00%

DOSSIER N° 20009533 - Insertion professionnelle d'étudiants boursiers dans les métiers du journalisme

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	65 993,00 € TTC	48,49 %	32 000,00 €
	Montant total de la subvention		32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CHANCE POUR LA DIVERSITE DANS LES MEDIAS
Adresse administrative : 29 BD BOURDON 75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Marc EPSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : insertion professionnelle d'étudiants boursiers dans les métiers du journalisme
Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association « La Chance » aide des étudiants boursiers éloignés des médias, en particulier ceux issus des quartiers populaires et des zones rurales, à réaliser leur projet professionnel en journalisme, en les guidant vers une formation et en les accompagnant dans leur insertion professionnelle. L'association centre son action sur les quartiers populaires ; 1/3 des jeunes provient des quartiers les plus défavorisés (QPV).

La préparation aux concours des écoles de journalisme mise en œuvre chaque année s'étend de novembre à juin.
En Ile-de-France, elle comprend des sessions de formation hebdomadaires assurées bénévolement par des journalistes professionnels, des examens blancs, des cours d'anglais, un atelier de culture générale animé par des journalistes de l'Obs et un suivi personnalisé par des journalistes-tuteurs.
Ils ont par ailleurs développé durant la crise sanitaire des téléateliers qu'ils poursuivront toute l'année : rencontre avec des acteurs, conférence sur un thème d'actualité, échange avec les équipes des écoles de journalisme.
Outre ce système de coaching, La Chance aide financièrement ces étudiants à passer les concours et à régler leurs frais en fonction de leur échelon de bourse.

L'association continue à suivre les étudiants dans leur insertion professionnelle. En cas d'échec aux concours, elle les aide à retenter leur chance, ou à décrocher des contrats pro. En cas de réussite, elle favorise leur intégration dans les rédactions.
Une page privée sur le réseau social Facebook, où de nombreuses offres d'emplois et de stages sont

diffusées, sert de lieu d'échanges entre les étudiants et les bénévoles. Des ateliers de formations techniques (par exemple l'utilisation d'une caméra) sont organisés avec les partenaires médias pour renforcer les compétences des étudiants.

Comme pour le programme de préparation, l'association a expérimenté, ces derniers mois, la mise en place de téléateliers sur l'insertion professionnelle, en particulier des échanges d'expériences avec des anciens bénéficiaires implantés depuis plusieurs années dans la vie active. Chaque atelier a réuni entre 30 et 60 personnes, soit 45 en moyenne. Cette innovation permet de toucher un public plus large que lors des rencontres physiques. L'association souhaite faire perdurer cette pratique dans le temps.

Enfin, l'association réalise toute l'année un travail d'information, d'orientation et de soutien auprès des étudiants et lycéens et met en place des actions d'éducation aux médias dans les collèges REP et les lycées professionnels.

Le bénéficiaire s'engage à mettre en valeur son partenariat avec la Région Ile-de-France, et à soutenir tout particulièrement les étudiants en situation de handicap.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures administratives	720,00	1,09%
Locations	5 838,00	8,85%
Documentation technique	1 800,00	2,73%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (professeurs, formateurs)	16 800,00	25,46%
Publicité, publications, relations publiques	700,00	1,06%
Fêtes, cérémonies foire et exposition	3 000,00	4,55%
Catalogues, imprimés, publications	972,00	1,47%
Transports, déplacements, missions	200,00	0,30%
Frais postaux et frais de télécommunications	200,00	0,30%
Frais de personnel et stage	35 763,00	54,19%
Total	65 993,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 493,00	2,26%
Subvention Région (sollicitée)	32 000,00	48,49%
Ministère de la culture	10 000,00	15,15%
ANCT	5 000,00	7,58%
Subvention Commune (attribuée) Paris	5 000,00	7,58%
Subvention Aides privées (TF1, Nextradio, Google, Vivendi, Fondation Descarpentries)	12 500,00	18,94%
Total	65 993,00	100,00%

ANNEXE 8 : AVENANT DE TRANSFERT DE SUBVENTION AREB

AVENANT DE TRANSFERT RELATIF A LA CONVENTION N°CP2017-525
de l'organisme « Fondation Espérance Banlieues » initialement abrité par la FONDATION POUR L'ECOLE, à l'organisme AREB - Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUES

Identification des parties :

La Région Ile-de-France,
dont le siège est situé au 2, rue Simone-Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP 2020-203 du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »,

Bénéficiaire initial
Nom de l'organisme : **Fondation Espérance Banlieues,**
initialement abritée par la FONDATION POUR L'ECOLE
Adresse de l'organisme : 25 RUE SAINTE ISAURE 75018 PARIS
N° de Siret : 509436820 00021
Représenté par Monsieur Eric MESTRALLET, Président

Nouveau bénéficiaire:
Nom de l'organisme : **AREB - Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUES**
Adresse de l'organisme : 9 RUE DES GRANDS CHAMPS, 75020 PARIS
N° de Siret : 834686099 00013
Représenté par Monsieur Eric MESTRALLET, Président

Après avoir rappelé :

Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 applicable à tout versement de subvention par la Région y compris celle versée au titre de la présente convention,

Les termes de la délibération n° CR 2017-093 du 18 mai 2017 adopté par l'Assemblée délibérante et modifiée par la délibération n° CP 2019-075 du 19 mars 2019, portant règlement d'attribution de l'aide régionale du dispositif « Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux »,

Les termes de la délibération n° CP 2017-525 du 22 novembre 2017 adoptée par l'Assemblée délibérante par laquelle la Région Ile-de-France a décidé d'attribuer à la Fondation Espérance Banlieues, abritée par la FONDATION POUR L'ECOLE, une subvention d'un montant maximum de 50 000€, représentant 45,06% des dépenses éligibles estimées à 110 966€, afin que le bénéficiaire réalise son projet de soutien scolaire.

Les stipulations de la convention initiale n°CP2017-525 conclue le 13 avril 2018, entre la Région et la Fondation Espérance Banlieues, abritée par la FONDATION POUR L'ECOLE, tiers principal de l'affectation (Siret : 509436820 00021).

Considérant qu'en juillet 2017, du fait du développement du réseau des écoles Espérance banlieues, une association loi 1901 de pilotage et d'animation du réseau, l'AREB - Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUES, a été créée suite au déploiement des activités d'Espérance Banlieues, et à la croissance du réseau (8 établissements en 2017, 17 établissements aujourd'hui).

Qu'afin de préserver les vocations respectives de la FONDATION POUR L'ECOLE et du réseau Espérance Banlieues en croissance, il a été décidé lors d'une Assemblée Générale extraordinaire du 9 mai 2019, de rompre la convention liant les deux entités, la dissolution de la Fondation Espérance Banlieues et donc la prise d'autonomie de l'association AREB. L'activité de soutien aux associations et d'animation pédagogique du réseau est désormais assurée directement par l'AREB depuis sa création en 2017, devenu l'interlocuteur unique de la Région.

Considérant la reprise du projet de soutien scolaire par l'AREB - Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUES, il y a lieu par le présent avenant d'acter du changement de bénéficiaire de la convention de subventionnement n°CP2017-525 et du transfert du reliquat du solde de la subvention au nouveau bénéficiaire, l'AREB.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 :

Le présent avenant a pour objet de transférer le solde de la subvention attribuée par la délibération n° CP 2017-525 du 22 novembre 2017 à la Fondation Espérance Banlieues, abritée par la FONDATION POUR L'ECOLE, vers l'AREB - Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUES qui reprend le projet.
L'AREB - Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUES s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de Fondation Espérance Banlieues, auparavant abritée par la FONDATION POUR L'ECOLE, à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Pour la réalisation de ladite opération, la Région a attribué initialement à la Fondation Espérance Banlieues, abritée par la FONDATION POUR L'ECOLE une subvention correspondant à 45,06% du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 110 966 €, soit un montant maximum de subvention de 50 000 €.
Le bénéficiaire initial a obtenu le versement d'acomptes/avance d'un montant de 46 419,19 €.
Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés, le reliquat de la subvention à transférer au nouveau bénéficiaire s'élève à 31 921,70 €. Il lui sera versé dans les conditions précisées dans la convention transférée, sous réserve qu'il respecte l'ensemble des conditions fixées par la convention et le présent avenant.

ARTICLE 2 :

Le versement sera à effectuer à :

Nom de l'organisme : AREB - Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUE
Adresse de l'organisme : 9 RUE DES GRANDS CHAMPS, 75020 PARIS
Nom de la Banque : Crédit du Nord
Code Banque : 30076 - Code Guichet : 04323
N° de compte et Clé : 15931300200 24

ARTICLE 3 :

Dans tous les articles de la convention, le terme « bénéficiaire » désigne l'AREB - Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUES.

Les dispositions de la convention n°CP2017-525 du 13 avril 2018 non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 4 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n° EX024989 annexée à la délibération n° CP 2017-525 du 22 novembre 2017 est modifiée comme suit :

Dénomination : AREB - Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUES
Adresse administrative : 9 RUE DES GRANDS CHAMPS, 75020 PARIS
Statut Juridique : 9220 – Association déclarée
N° SIRET : 834686099 00013

ARTICLE 5 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale n°2017-525, le présent avenant, la fiche projet n°EX024989 telles que modifiées par le présent avenant.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Signé, le / /

LA FONDATION POUR L'ECOLE,
ex Fondation abritante de la Fondation Espérance Banlieues
(nom, qualité, cachet & signature)

Fait à Saint-Ouen sur Seine, le / /

Pour la Région Ile de France

Signé, le / /

L'AREB - Association RESEAU ESPERANCE BANLIEUES
(nom, qualité, cachet & signature)

ANNEXE 9 : FICHES PROJET MODIFICATIVES DEROGATION STAGIAIRES QUARTIERS POPULAIRES

AVENANT
A L'ANNEXE FINANCIERE
N°CP2019-391-64 du 17 octobre 2019

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « **la Région** »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **ASSOCIATION COMPAGNIE LES REVES FOUS**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 518385794 00020
Code APE : 90.01Z
dont le siège social est situé au : 38 RUE DES AMANDIERS 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
ayant pour représentant Monsieur Frédéric PIERSON, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif **« Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2019-075 du 19 mars 2019**, suite à la modification de la délibération n° CR 2017-093 du 18 mai 2017 concernant le dispositif « Soutien régional à la Politique de la Ville ».

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération N° CP2019-391 du 17 octobre 2019, la Région a attribué à l'ASSOCIATION COMPAGNIE LES REVES FOUS une subvention d'un montant maximum de 5 000 € représentant 41,67% de la dépense subventionnable (soit 12 000 €) pour la réalisation de l'action intitulée : Education à la citoyenneté des jeunes de quartiers prioritaires par le biais du théâtre et de l'audiovisuel (référence dossier n°EX046319).

Le présent avenant a pour objet de permettre au bénéficiaire d'obtenir une dérogation exceptionnelle quant à l'obligation de recrutement d'un stagiaire ou alternant.

ARTICLE 1 :

L'article 2.3 de l'annexe financière est supprimé.

ARTICLE 2 :

L'article 2.4 devient l'article 2.3 et son alinéa 5 « Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement » est supprimé.

ARTICLE 3 :

La mention « 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de l'annexe financière (convention de stage signée, contrat de travail signé) » de l'article 3.2.3 est supprimée.

ARTICLE 4 :

Au troisième alinéa de l'article 6, les mots « ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants » sont supprimés.

ARTICLE 5 :

Les autres dispositions de l'annexe financière demeurent inchangées.

ARTICLE 6 :

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 7 :

Les pièces contractuelles comprennent l'annexe financière initiale, le présent avenant et la fiche projet approuvée par délibération n° CP2020-203 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le / /

Pour la Présidente du
Conseil Régional d'Ile-de-France
Madame Valérie PECRESSE

Le / /

Le bénéficiaire
ASSOCIATION COMPAGNIE LES REVES FOUS

DOSSIER N° EX046319 - Education à la citoyenneté des jeunes de quartiers prioritaires par le biais du théâtre et de l'audiovisuel

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	12 000,00 € TTC	41,67 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION COMPAGNIE LES REVES FOUS
Adresse administrative : 38 RUE DES AMANDIERS
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric PIERSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Education à la citoyenneté des jeunes de quartiers prioritaires par le biais du théâtre et de l'audiovisuel

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en l'organisation d'ateliers tout au long de l'année qui contribuent à l'amélioration du vivre-ensemble par le biais d'outils artistiques. Les ateliers créent des espaces de dialogue autour du vivre-ensemble et de la lutte contre les préjugés. L'association mène particulièrement des actions d'éducation à la citoyenneté auprès des jeunes :

1) Education à l'image :
Soirées de projections-débat, sensibilisation au tournage et montage d'images, co-animées par un réalisateur et un psychologue, avec pour objectifs de lutter contre les a priori, les préjugés et les discriminations, à travers la découverte et analyse d'œuvres cinématographiques sur ces thématiques ; de développer le sens critique, les capacités d'analyse face aux images reçues : sensibiliser à tous les possibles de la construction filmique et la responsabilité engagée dans la diffusion d'images.

2) Représentations de théâtre participatif (soirées théâtre-forum) :
Construites à destination des jeunes et de leurs familles, elles offrent la possibilité de s'impliquer directement dans une problématique et de chercher ensemble des solutions aux situations (conflits, discrimination). Il s'agit de créer un espace de paroles et d'action, permettant aux jeunes et à leurs familles d'interagir directement sur scène avec les comédiens. Un buffet ou pot est organisé par la suite afin que chacun puisse échanger de manière conviviale et informelle. (Equipe de 5 à 6 artistes-pédagogues).

3) Contribution aux campagnes publiques telles que la semaine de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti LGBT, le mois du handicap : il s'agira d'alimenter une réflexion avec des jeunes sur les thématiques des préjugés et de l'intolérance à travers des projections-débat, des spectacles de théâtre-forum, des interventions sur les discriminations, le racisme etc.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	100,00	0,83%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	100,00	0,83%
Contrats prestations de services avec des entreprises : gestion administrative	500,00	4,17%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires : prestations artistiques	500,00	4,17%
Frais de personnel	10 800,00	90,00%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	41,67%
Subvention Etat - DILCRAH	2 000,00	16,67%
Subvention Etat - CGET	2 000,00	16,67%
Subvention Ville de Paris	2 000,00	16,67%
Subvention Mairie du 20ème arrondissement	1 000,00	8,33%
Total	12 000,00	100,00%

AVENANT
A LA CONVENTION
N° CP2019-448-47 du 20 novembre 2019

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-203 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « **la Région** »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **LIBERATRICES**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 828765495 00019
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 72 RUE DE LESSARD 76100 ROUEN
ayant pour représentant Madame Henda EL AYARI, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif **« Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2019-075 du 19 mars 2019**, suite à la modification de la délibération n° CR 2017-093 du 18 mai 2017 concernant le dispositif « Soutien régional à la Politique de la Ville ».

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération N° CP2019-448 du 20 novembre 2019, la Région a attribué à LIBERATRICES une subvention d'un montant maximum de 35 000 € représentant 49,37% de la dépense subventionnable (soit 70 900 €) pour la réalisation de l'action intitulée : Paroles libératrices, pour mieux vivre ensemble et pour l'égalité (référence dossier n°19011608).
Le présent avenant a pour objet de permettre au bénéficiaire d'obtenir une dérogation exceptionnelle quant à l'obligation de recrutement d'un stagiaire ou alternant.

ARTICLE 1 :

L'article 2.3 de la convention est supprimé.

ARTICLE 2 :

L'article 2.4 devient l'article 2.3 et son alinéa 5 « Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement » est supprimé.

ARTICLE 3 :

La mention « 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de l'annexe financière (convention de stage signée, contrat de travail signé) » de l'article 3.2.3 est supprimée.

ARTICLE 4 :

Au troisième alinéa de l'article 6, les mots « ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants » sont supprimés.

ARTICLE 5 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

ARTICLE 6 :

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 7 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet approuvée par délibération n° CP2020-203 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le / /

Pour la Présidente du
Conseil Régional d'Ile-de-France
Madame Valérie PECRESSE

Le / /

Le bénéficiaire
LIBERATRICES
Madame Henda EL AYARI, Présidente

Commission permanente du 17 octobre 2019 - CP2019-391

DOSSIER N° 19011608 - Paroles libératrices, pour mieux vivre ensemble et pour l'égalité

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	70 900,00 € TTC	49,37 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBERATRICES
Adresse administrative : 72 RUE DE LESSARD
76100 ROUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Henda EL AYARI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Paroles libératrices, pour mieux vivre ensemble et pour l'égalité.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet Paroles Libératrice vise à lutter contre les dérives sectaires liées à l'islamisme, en soutenant les femmes victimes de radicalisation, mariages forcées, voile imposé par exemple, dans leur démarche de réinsertion sociale et professionnelle.

Ce projet se place dans une dynamique déjà entreprise par l'association à savoir, organiser, participer à des événements et activités, recueillir des témoignages, accompagner des personnes en difficultés (qui ont été victimes de discriminations et/ou de diverses violences, ou en passe de radicalisation) dans leur processus de reconstruction sociale, professionnelle ou psychologique.

Afin d'atteindre ces objectifs, les actions suivantes seront mises en place :
- développer sur les réseaux sociaux, espace stratégique de conquête des opinions, le discours et les témoignages de femmes et d'hommes musulmans républicains, comme alternative solide, crédible, audible par le plus grand nombre, aux discours de l'islamisme radical ;
- toucher et sensibiliser les femmes et les hommes en «zone grise», cette situation dans laquelle se situent des dizaines de milliers de personnes tentées de basculer dans l'islamisme radical ou une conversion « radicalisante », à force de navigations sur Internet, de fréquentations et/ou de pressions du quartier, etc… ;
- donner une image positive de l'Islam, incarner les musulmans de France à travers de jeunes Français républicains de confession musulmane qui montreront la parfaite compatibilité de la foi ou de la culture musulmane avec la laïcité et l'adhésion aux valeurs de la République française.

L’association Libératrices veut ainsi devenir un pôle de recueil d’informations et de témoignages, émanant directement des femmes, voulant se libérer ou s’étant libérées du joug radical, ainsi qu’un intermédiaire avec les services publics.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d’un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	2 000,00	2,82%
Contrat prestations de services avec des entreprises	2 500,00	3,53%
Locations	3 500,00	4,94%
Etudes et recherches	2 890,00	4,08%
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	3 700,00	5,22%
Publicité, publications, relations publiques	9 900,00	13,96%
Organisation, opération, évènement, foire et exposition	5 800,00	8,18%
Catalogues, imprimés, publications	3 900,00	5,50%
Transports, déplacements, missions	4 630,00	6,53%
Frais postaux et frais de télécommunications	930,00	1,31%
Frais de personnel	28 050,00	39,56%
Frais de colloque et séminaire	3 100,00	4,37%
Total	70 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	49,37%
Subvention État (sollicitée) ACSE	15 000,00	21,16%
Subvention État (sollicitée) Délégation régionale aux droits des femmes	10 000,00	14,10%
Fonds privés	2 900,00	4,09%
Cotisations, dons manuels ou legs	3 000,00	4,23%
Collectes, dons	5 000,00	7,05%
Total	70 900,00	100,00%

ANNEXE 10 : REAFFECTATION SOLDE SPORT DANS LA VILLE

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20007357 - "L dans la Ville" - REAFFECTATION DU SOLDE

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	181 646,00 € TTC	4,81 %	8 737,20 €
	Montant total de la subvention		8 737,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE
Adresse administrative : 14 RUE DES JEUNEURS
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NICOLAS ESCHERMANN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lancement de nouvelles actions dans le cadre du projet L dans la Ville qui vise à favoriser la place des filles dans les quartiers populaires - REAFFECTATION DU SOLDE

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2018 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention (aide versée n° EX037324) de 15.000 € a été allouée à cette opération par délibération CP2018-494 du 21 novembre 2018. La demande de versement n'a pas pu donner lieu au versement total du solde de subvention suite à une erreur matérielle du bénéficiaire dans la justification de ses dépenses au regard des dates de projet initialement votées. Un versement de 6 262,80€ a été mandaté, la réaffectation est donc de 8 737,20€.

Description :
L dans la Ville est un projet qui vise à favoriser l'appropriation de l'espace public par les jeunes filles et femmes et à déconstruire les stéréotypes. L'association accompagne les jeunes filles dans leur épanouissement, leur émancipation et leur insertion professionnelle au travers de la pratique sportive. L'association souhaite étendre son programme à de nouveaux territoires en Ile-de-France. Des séances de football, de tennis et de danse sont ainsi proposées sur chaque centre pour les jeunes filles.

Le projet vise plusieurs objectifs :
1. Fédérer un large nombre de jeunes filles autour du programme « L dans la Ville » en utilisant la pratique sportive et la pratique de la danse comme accroches avec elle ;
2. Transmettre aux jeunes filles, à travers ces activités, des éléments de savoir-être et de confiance en soi afin qu'elles prennent toute leur place dans l'espace public et qu'elles s'approprient le terrain sportif ;
3. Associer les familles et les acteurs locaux à une démarche de valorisation des jeunes filles et de la place qu'elles peuvent occuper dans l'espace public et dans la société ;

4. Permettre aux jeunes filles de découvrir le monde professionnel et les suivre jusqu'à ce qu'elles accèdent à une formation et réussissent leur entrée dans la vie active.
5. Promouvoir la place de la femme dans la société. Des rencontres avec des personnalités féminines inspirantes pourront être organisées pour sensibiliser les inscrits à la problématique de l'égalité homme - femme. Des sessions de formation aux métiers du sport pourront être financées par l'association pour permettre aux filles de faire carrière dans le sport.

Une subvention (aide versée n° EX037324) de 15.000 € a été allouée à cette opération par délibération CP2018-494 du 21 novembre 2018. La demande de versement n'a pas pu donner lieu au versement total du solde de subvention suite à une erreur matérielle du bénéficiaire dans la justification de ses dépenses au regard des dates de projet initialement votées. Un versement de 6 262,80€ a été mandaté, la réaffectation proposée est donc de 8 737,20€.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures	590,00	0,19%
Achats d'accessoires, textiles, coupes et médailles)	5 270,00	1,69%
Locations	4 880,00	1,56%
Entretien et réparations	85 870,00	27,52%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	97 870,00	31,37%
Publicité, publications, relations publiques	7 400,00	2,37%
Déplacements et missions	15 800,00	5,06%
Rémunération du personnel	94 340,00	30,24%
Total	312 020,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Crédits Politique de la ville	10 500,00	3,37%
CNDS	16 500,00	5,29%
Région Ile-de-France	15 000,00	4,81%
Commune	78 000,00	25,00%
Entreprises	192 020,00	61,54%
Total	312 020,00	100,00%

ANNEXE 11 : FICHE PROJET SOS RACISME

Commission permanente du 1er juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° 20002575 - Logez-nous et sans discrimination ! Une nouvelle étape - REAFFECTATION

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	98 303,50 € TTC	25,43 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS RACISME TOUCHE PAS A MON POTE
Adresse administrative : 51 AV DE FLANDRE 75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique SOPO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Logez-nous et sans discrimination ! Une nouvelle étape - REAFFECTATION
Dates prévisionnelles : 1 juin 2018 - 31 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant de la réaffectation de la subvention sur un projet voté en CP n° 2018-187 du 30 mai 2018 (FPEX027642), il est nécessaire de prendre en compte la date d'éligibilité et de commencement d'exécution du projet visé par cette délibération soit le 01/06/2018.

Description :
L'action proposée à pour objectif général de Lutter contre les discriminations raciales dans le domaine du logement via trois axes principaux :
1. Établir un état des lieux des discriminations dans le secteur de la location de logements privés entre particuliers en Ile-de-France
2. Informer les particuliers de leurs droits et des moyens de faire sanctionner les discriminations dans le secteur du logement, les conseiller et les accompagner juridiquement
3. Interpeller les plateformes de mise en relation de particuliers et les pouvoirs publics sur la nécessité de prévenir et sanctionner les discriminations dans le secteur du logement privé entre particuliers

Description du projet :
1. Un état des lieux sera réalisé par une campagne de testing de masse concernant l'accès au secteur privé locatif en Ile-de-France via les plateformes de mise en relation de particuliers (Le bon coin, PAP, etc.), notamment spécialisées dans les colocations ou les courts-séjours (Airbnb).

2. Ces opérations de testing conduiront à la publication de rapports d'étapes et d'une étude finale en lien avec la Région d'Ile-de-France qui seront présentés lors d'une campagne de plaidoyer. Cette campagne permettra de rendre visibles ces discriminations, d'alerter les particuliers, les professionnels concernés et les pouvoirs publics sur l'état des discriminations et d'interroger les pratiques et les moyens de lutte pour prévenir et sanctionner ces discriminations. Deux demi-journées d'étude/séminaires seront notamment organisées.

3. Des actions d'accès aux droits et de soutien juridique des personnes victimes de discrimination dans l'accès au logement seront réalisées par la mise en place de trois permanences juridiques physiques notamment dans les quartiers populaires.

Le public visé est composé des pouvoirs publics, du monde de la recherche, des bailleurs, des plateformes de mise en relation des particuliers pour les locations longue durée, courte durée et les colocations ainsi que de l'ensemble des Franciliens en les sensibilisant aux enjeux de la non-discrimination en général.

SOS RACISME a obtenu une subvention de 25 000 € votée par délibération n° CP 2018-187 du 30 mai 2018 pour le projet détaillé ci-dessus. La structure a présenté sa demande de versement hors délais, ce qui a rendu la subvention caduque. Pour atténuer les difficultés que provoquerait pour l'association le non-versement de la subvention régionale, il est proposé de procéder à la réaffectation de la subvention.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - petit équipement	600,00	0,61%
Contrats de prestations de services avec des entreprises	3 277,00	3,33%
Locations	14 414,00	14,66%
Frais de formation	990,00	1,01%
Frais de colloques et séminaires	3 600,00	3,66%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 400,00	2,44%
Publicité, publications, relations publiques	3 300,00	3,36%
Catalogues, imprimés, publications	1 600,00	1,63%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 560,00	1,59%
Frais de Personnel	66 562,50	67,71%
Total	98 303,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la justice (SADJAV)	40 000,00	40,69%
Ministère du logement	15 000,00	15,26%
FONGEP	5 040,00	5,13%
Région Ile-de-France	25 000,00	25,43%
Fonds privés	3 263,50	3,32%
Dons et adhésions	10 000,00	10,17%
Total	98 303,50	100,00%

ANNEXE 12 : FICHES PROJET APPEL A PROJET QUARTIERS POPULAIRES (CRISE SANITAIRE)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050643 - Limiter l'impact de la pandémie COVID19 sur les familles des quartiers populaires

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	35 600,00 € TTC	28,09 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACI ASSOCIATION DE CONSEIL ET D'INSERTION
Adresse administrative	:	29 BOULEVARD MAURICE RAVEL 95200 SARCELLES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame FATIMA DAKI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : limiter l'impact de la pandémie COVID19 sur les familles des quartiers populaires

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Depuis le début de la pandémie, l'ACI se mobilise pour accompagner des familles parmi les plus fragiles. Pour l'association, il s'agit de mettre en place des activités de soutien et d'accompagnement renforcées à destination des familles et d'apporter des réponses adaptées aux besoins fondamentaux (alimentation, scolarité des enfants, santé, accès aux droits, logement...).

Ainsi, elle propose :
- des permanences téléphoniques assurées en semaine par des professionnels de l'action sociale et des juristes,
- de la médiation scolaire de proximité (documentation, méthodologie),
- un accompagnement dans l'accès et le maintien des droits sociaux,
- un lien social renforcé avec les plus en difficultés,
- une aide alimentaire exceptionnelle pour les familles en manque de ressources,

Après le confinement, l'association va renforcer son action globale et son suivi auprès des familles précaires du territoire grâce aux actions coordonnées de ses professionnels de l'intervention sociale.

L'objectif de l'association est de limiter les conséquences économiques et sociales de pandémie sur les familles, préserver les acquis sociaux de ces dernières, rompre l'isolement et ainsi favoriser le dialogue et la relation bienveillante au sein du foyer, notamment en impliquant davantage les parents.

L'action est interdépartementale puisqu'elle se déroule sur le territoire du Val d'Oise (95) et de la Seine-Saint-Denis (93).

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- GAGNY
- MONTREUIL
- NOISY-LE-GRAND
- LES PAVILLONS-SOUS-BOIS
- GARGES-LES-GONESSE
- SARCELLES
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	329,00	0,92%
Fournitures administratives	59,00	0,17%
Locations (Location, entretien et réparation)	868,00	2,44%
Documentation générale et technique	61,00	0,17%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (Comptabilité, CAC...)	480,00	1,35%
Publicité, publications, relations publiques, communication	63,00	0,18%
Transports - déplacements - missions	684,00	1,92%
Frais postaux et télécommunications	161,00	0,45%
Frais de personnel	32 672,00	91,78%
Charges locatives et de copropriété	223,00	0,63%
Total	35 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	28,09%
Ressources propres	2 000,00	5,62%
Subvention Etat (sollicitée)	15 000,00	42,13%
Subvention Département (sollicitée)(Département 95/93)	6 000,00	16,85%
Subvention autre établissement public (attribuée)	2 600,00	7,30%
Total	35 600,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050644 - Projet de maintien de la cohésion sociale face à la crise sanitaire

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	17 585,00 € TTC	42,65 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS DU CENTRE SOCIAL A MALRAUX
Adresse administrative : 1 AV ANDRE MALRAUX
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FABRICE BICHLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet de maintien de la cohésion sociale face à la crise sanitaire

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
À travers son projet dans un contexte de crise sanitaire, l'association du Centre Social André Malraux propose de renforcer son accompagnement auprès des familles tout en adaptant son action et ainsi maintenir le lien direct avec le public.

L'association propose :
- la diffusion d'informations utiles en lien avec la crise du Covid,
- des animations à distance pour les familles (jeux, animations créatives…),
- des entretiens téléphoniques réguliers avec les personnes âgées et les familles les plus fragiles notamment avec une psychologue de l'APCE 93,
- un accompagnement de la scolarité des enfants inscrits au centre social via le réseau WhatsApp pour certains,
- un accompagnement individuel sur la structure après déconfinement, pour les plus en difficultés,
- l'accompagnement des plus fragiles à l'accès aux droits, aide dans les démarches administratives courantes,
- la confection de masques pour les seniors et les personnes fragiles (ateliers coutures adaptés)

- après déconfinement, la relance des ateliers d'apprentissage de la langue française réunissant maximum 7 personnes.

L'objectif est ainsi, de prévenir des situations de précarité et d'isolement en essayant de maintenir le lien social.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	456,00	2,59%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	3 724,00	21,18%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	1 263,00	7,18%
Fournitures administratives	800,00	4,55%
Rémunérations du personnel	11 342,00	64,50%
Total	17 585,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 500,00	42,65%
Subvention Etat (attribuée) Contrat de ville	400,00	2,27%
Subvention Commune (attribuée) Villepinte	7 905,00	44,95%
Subvention Organismes sociaux (attribuée) CAF93 ET CNAV	1 780,00	10,12%
Total	17 585,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050646 - Développement de l'inclusion sociale au sein d'une population défavorisée

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	160 768,00 € TTC	6,22 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ANFRMI ASS NAT FEMMES RELAIS MEDIA INTERCULTURE
Adresse administrative	:	8 B RUE D OSLO 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Aminata BAH, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet de développement de l'inclusion sociale au sein d'une population défavorisée

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association a adapté et renforcé ses actions dans le cadre de la crise sanitaire à destination des familles et enfants qu'elle accompagne au quotidien.

Son projet d'intervention sociale globale se traduit par :
- la distribution de colis alimentaires à plus de 120 familles - distribution prolongée post confinement,
- la confection par des salariés et bénévoles de masques réutilisables en tissu, et la distribution de 2 masques par bénéficiaires de l'association,
- du soutien scolaire renforcé en réponse aux difficultés rencontrées pendant le confinement pour les 220 enfants inscrits (groupes de 10),
- un lien renforcé avec l'école pour rattraper les lacunes,
- un renforcement de la médiation sociale pour les familles,
- la mise en place de sessions de sensibilisation et prévention pour lutter contre le virus,

- des sorties pour rompre l'isolement.

L'objectif est de renforcer l'offre d'accompagnement et de socialisation en direction des populations en situation de précarité majoritairement des quartiers populaires de Bobigny.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	450,00	0,28%
EDF, autres fournitures	600,00	0,37%
Combustible, carburants, alimentation	16 900,00	10,51%
Fournitures d'entretien et petits équipements (masques, gel, produits entretien...)	12 080,00	7,51%
Locations	600,00	0,37%
Charges locatives	500,00	0,31%
Documentation	400,00	0,25%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (comptable)	4 100,00	2,55%
Publicité, publications, relations publiques	300,00	0,19%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	423,00	0,26%
Transports, déplacements, missions	860,00	0,53%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 400,00	0,87%
Frais de personnel	122 155,00	75,98%
Total	160 768,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	6,22%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	9 728,00	6,05%
Subvention Etat (attribuée) CGET	32 000,00	19,90%
Subvention Département (attribuée) 93	4 000,00	2,49%
Subvention Intercommunalité EPCI (attribuée) Est Ensemble	22 000,00	13,68%
Subvention Organismes sociaux (attribuée) CAF 93	16 580,00	10,31%
Subvention autre établissement public (attribuée) ASP	45 460,00	28,28%
Subvention Aides privées (attribuée) Engie et Veolia	16 000,00	9,95%
Autres (COTISATIONS ET DONS)	5 000,00	3,11%
Total	160 768,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050648 - Le Comptoir des Solidarités en temps d'épidémie

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	45 100,00 € TTC	17,74 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	E&S UNRPA PARIS ENSEMBLE ET SOLIDAIRES UNION NATIONALE RETRAITES ET PERSONNES AGEES FEDERATION DE PARIS
Adresse administrative	:	14 RUE DE TLEMCEN 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame FATIMA SADKI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet du Comptoir des Solidarités en temps d'épidémie

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
À travers son projet d'entraide de proximité « Le comptoir des solidarités en temps d'épidémie », l'UNRPA souhaite contribuer à la protection des habitants notamment des quartiers populaires, pour faire face à l'épidémie de Covid.

Cela se traduit par :
> la confection de 20 000 masques en tissus et de gel hydro alcoolique (prestation de service déléguée au SAAD Antinea qui embauche des salariés en insertion),
> la distribution de la moitié de ces masques gratuitement aux personnes à faibles revenus,
> la vente de l'autre moitié des masques au prix d'1€,
> l'équipement des intervenants (salariés et bénévoles) des associations du quartier afin de pouvoir reprendre les permanences administratives en condition de protection et prévention,
> la formation et l'information aux mesures d'hygiène et de sécurité auprès des auxiliaires de vie du SAAD

Antinea.

Le projet vise ainsi à répondre à la crise du Covid et aux situations d'urgence qu'elle entraîne pour les personnes les plus vulnérables et les professionnels du médico-social.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 63 540€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (- 17 000€), au regard du budget régional disponible.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture entretien petit équipement (fournitures atelier)	250,00	0,55%
Fournitures administratives	250,00	0,55%
Contrats prestations de services avec des entreprises (2.5 ETP - MAD)	5 000,00	11,09%
Locations (loyer)	1 800,00	3,99%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (honoraires infirmière hygiéniste + sous traitance)	21 480,00	47,63%
Rémunérations du personnel	16 320,00	36,19%
Total	45 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 000,00	17,74%
Subvention Etat (attribuée) (DDCS Paris IdF- PDV 147)	3 000,00	6,65%
Subvention Etat (sollicitée)(DDCS - FDVA)	9 000,00	19,96%
Subvention Département (attribuée) (Conférence des Financeurs 75 - affectation à ce projet de 8/12 de la subvention global)	8 700,00	19,29%
Subvention Commune (attribuée) (Paris - PDV + BVA)	1 500,00	3,33%
Subvention autre établissement public (attribuée) (ASP)	1 800,00	3,99%
Subvention Aides privées (Fondation de France)	3 500,00	7,76%
Subvention Autres établissements publics (attribuée) Bailleurs	9 600,00	21,29%
Total	45 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050649 - Actions exceptionnelles culturelles et sociales dans les quartiers populaires pendant et après la crise sanitaire

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	20 500,00 € TTC	36,59 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ANIMAKT
Adresse administrative : 1 RUE DU LIEUTENANT EMILE FONTAINE
91160 SAULX LES CHARTREUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE ARNOULD-LAURENT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la mise en oeuvre d'actions exceptionnelles culturelles et sociales dans les quartiers populaires pendant et après la crise sanitaire

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Depuis le début de la crise, l'association Animakt distribue des paniers alimentaires aux habitants de l'Essonne dans le besoin grâce à une action coordonnée de récupération des invendus à Rungis, en partenariat avec d'autres acteurs sociaux.

Dès le début du confinement, l'association a décidé d'envoyer un camion par jour à Rungis afin d'organiser des distributions sociales et solidaires sur l'ensemble du département, en créant un réseau de partenaires ad hoc pour cela : l'association Intermèdes Robinson à Longjumeau et Chilly-Mazarin, l'association Épautre à Juvisy, le centre social de Corbeil Essonne, le Centre Emmaüs Solidarité à Epinay sur Orge, l'association « Ensemble pour la Solidarité » aux Ulis, le Carrefour des Solidarités à Limours, le SAVS de Marcoussis par exemple.

Pour le déconfinement, Animakt souhaite :
- former ces partenaires sociaux à la récupération des invendus à Rungis afin qu'ils maîtrisent le

processus pour garantir des récupérations en quantité à l'avenir,
- lutter par la même occasion contre le gaspillage alimentaire et subvenir aux besoins alimentaires des personnes vulnérables,
- animer par ailleurs les quartiers populaires avec des représentations artistiques devant les immeubles (représentation d'une troupe de circassiens, des musiciens et chanteuses prévues à 10 reprises en juin).

L'objectif est de subvenir aux besoins des plus nécessiteux en apportant un peu de joie dans les quartiers, et par ailleurs maintenir et former un réseau d'acteurs pour une meilleure cohésion sociale et territoriale des quartiers.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 100,00	5,37%
Frais de personnel	18 190,00	88,73%
Transports, déplacements, missions	1 210,00	5,90%
Total	20 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 500,00	36,59%
Ressources propres (Apport bailleur social 3F)	10 500,00	51,22%
Subvention Organismes sociaux (attribuée) (part agrément EVS Caf de l'Essonne)	2 500,00	12,20%
Total	20 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX050650 - Les ateliers ECO-VID 19

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	25 300,00 € TTC	31,62 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FABRIQUE A
Adresse administrative : 41 BOULEVARD BEAUMARCHAIS
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Samia GASMI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre des ateliers ECO-VID 19

Dates prévisionnelles : 2 mai 2020 - 1 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Pour répondre à la pénurie de masques et accompagner les habitants de son territoire, l'association produit des masques solidaires à destination des caissières, des auxiliaires de vie, des personnes vulnérables, depuis le début de la crise sanitaire et du confinement.
En lien avec la ville de Gennevilliers, ses 40 bénévoles ont produit 20 000 masques distribués aux habitants.

L'association souhaite élargir son activité en organisant une trentaine d'ateliers « ECO-VID 19 », des ateliers par petits groupes de 5 personnes dans ses locaux, à raison d'une fois par semaine minimum, pour :
- créer des masques lavables, selon les tutoriels de création de l'AFNOR, plus écologiques et gratuits,
- créer du gel hydro-alcoolique et des lingettes réutilisables.
Ces ateliers sont l'occasion de rappeler l'importance des gestes barrières.
La Fabrique À propose déjà depuis longtemps des ateliers de conception de produits d'entretien plus écologiques pour permettre aux participants de limiter leurs frais tout en étant écologiques.

L'association souhaite par ailleurs organiser des ateliers « La boite à Outils de mon budget » pour aider les personnes à gérer au mieux leurs ressources financières qui ont pu être diminuées en cette période, à travers des actions concrètes : l'anti-gaspillage, la présentation d'outils pour mieux repérer, organiser, anticiper et suivre ses dépenses, la communication d'une liste de partenaires relais, etc.

Outre une réponse à la crise sanitaire, ce projet permet par ailleurs le développement du lien social à travers une action solidaire et de prévention entre les habitants les plus précaires, et favorise ainsi le désenclavement.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 25 300€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-7500€), au regard du budget régional disponible.

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	2 000,00	6,10%
EDF, autres fournitures	2 000,00	6,10%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	6 000,00	18,29%
Fournitures administratives	2 000,00	6,10%
Locations	2 500,00	7,62%
Documentation générale et technique	500,00	1,52%
Frais de formation	800,00	2,44%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 000,00	6,10%
Publicité, publications, relations publiques, communication	500,00	1,52%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	500,00	1,52%
Catalogues, imprimés, publications	500,00	1,52%
Transports - déplacements - missions	1 000,00	3,05%
Frais postaux et télécommunications	800,00	2,44%
Frais de personnel	11 700,00	35,67%
Total	32 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 500,00	47,26%
Ressources propres	17 300,00	52,74%
Total	32 800,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050652 - Préserver le lien social grâce au numérique au temps du confinement/déconfinement

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	22 000,00 € TTC	22,73 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMA ASSO ESPACE MULTIMEDIA ATHEGIEN ASSO
Adresse administrative : 9 B RUE DE L'ORME ROBINET 91200 ATHIS-MONS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JACQUES PRIOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : préserver le lien social grâce au numérique au temps du confinement/déconfinement

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à sensibiliser et former les habitants des quartiers de Noyer Renard à Athis-Mons et de Grand Vaux à Savigny sur Orge à l'utilisation des outils numériques en période de confinement et après.

Grâce à l'animation à distance d'un réseau d'habitant (1 groupe/quartier), l'action se traduit comme suit :
- création des groupes animés par quartier via Whats App,
- cours d'initiation aux démarches administratives en ligne, aux usages des smartphones et PC par visioconférences,
- présentation d'outils et application utiles,
- animation de petits débats entre parents sur différentes thématiques,
- partage des avis et expériences de chacun à travers des textes, des audios ou vidéos,
- sensibilisation contre les fake-news et initiation à la recherche d'une information sourcée et fiable.
- à terme, les contenus produits seront accessibles sur un espace en ligne gratuit « La tablette du vivre ensemble du quartier ».

Ce projet permet donc de maintenir le lien social entre les habitants et de lutter contre la solitude tout en les initiant au monde du numérique.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- ATHIS-MONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	400,00	1,82%
Combustible, carburants, alimentation	60,00	0,27%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	140,00	0,64%
Fournitures administratives	200,00	0,91%
Contrats prestations de services avec des entreprises	120,00	0,55%
Locations	300,00	1,36%
Charges locatives	520,00	2,36%
Documentation générale et technique	440,00	2,00%
Frais de formation	240,00	1,09%
Publicité, publications, relations publiques, communication	300,00	1,36%
Frais postaux et télécommunications	240,00	1,09%
Frais de personnel	19 040,00	86,55%
Total	22 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 000,00	22,73%
Subvention Etat (attribuée)	5 000,00	22,73%
Subvention Intercommunalité EPCI (attribuée)	7 000,00	31,82%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	5 000,00	22,73%
Total	22 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050653 - Faire du numérique une chance pour les publics les plus fragiles grâce au soutien à distance

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	22 900,00 € TTC	21,83 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIVICA
Adresse administrative : 13 BIS AVENUE DE LA MOTTE PICQUET
75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PAULO MARQUES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : faire du numérique une chance pour les publics les plus fragiles grâce au soutien à distance

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Face à l'éloignement de certaines populations, et notamment celles des quartiers populaires, vis-à-vis des moyens de communication audio-visuels, CIVICA propose un service d'assistance à distance assuré par deux ingénieurs informatiques afin de leur faciliter la vie quotidienne et pendant la crise sanitaire.

L'association s'appuie sur le réseau associatif du territoire et propose un rendez-vous aux habitants qui auraient besoin d'une assistance pour de la formation bureautique, de l'aide à la connexion, l'utilisation de supports visio, du dépannage à distance, de l'entretien, de la vérification de sécurité des systèmes, vérification des mises à jour, etc...

La structure cible près de 200 participants et souhaite, par cette action, favoriser l'accès aux équipements et à la connexion, pallier au manque de compétences numériques et atténuer la méconnaissance face aux nouvelles technologies.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	5 000,00	21,83%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	1 500,00	6,55%
Combustible, carburants, alimentation	500,00	2,18%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	1 500,00	6,55%
Contrats prestations de services avec des entreprises	7 500,00	32,75%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 200,00	5,24%
Catalogues, imprimés, publications	1 000,00	4,37%
Transports - déplacements - missions	200,00	0,87%
Frais postaux et télécommunications	500,00	2,18%
Frais de personnel	4 000,00	17,47%
Total	22 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 000,00	21,83%
Subvention Fonds européens (attribuée)	15 000,00	65,50%
Subvention Aides privées (sollicitée)	2 900,00	12,66%
Total	22 900,00	100,00%

DOSSIER N° EX050654 - Projet de Café numérique

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	50 500,00 € TTC	29,70 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EGENERATION
Adresse administrative : 4 PASSAGE DU POTEAU
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Idir CHABANE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'un Café numérique

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet de Egénération vise à aider les personnes isolées ou ayant des difficultés à effectuer leurs démarches via le numérique grâce à la mise en place d'un "Café numérique".

Cela se traduit par :
- la mise à disposition de 15 postes informatiques en libre-service dans ses locaux,
- un accompagnement personnalisé avec des tutoriels,
- des ateliers d'initiation en direction des exclus du numérique.

Du télétravail à la télémédecine en passant par les démarches administratives en ligne, l'association souhaite aider les personnes les plus exposées, notamment les seniors dans les quartiers populaires.

L'objectif est de développer l'usage des outils numériques, mais aussi de maintenir le lien social et prévenir la perte d'autonomie.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	4 000,00	7,92%
Locations (loyer)	11 000,00	21,78%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 200,00	2,38%
Frais postaux et télécommunications	500,00	0,99%
Frais de personnel	33 800,00	66,93%
Total	50 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	29,70%
Ressources propres	17 800,00	35,25%
Subvention Etat (attribuée)	17 700,00	35,05%
Total	50 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050655 - Projet AJDB solidaire

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	40 000,00 € TTC	25,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJDB ASSOCIATION DE JEUNES POUR LE DIVERTISSEMENT A BAGNOLET
Adresse administrative : 5 RUE PIERRE BROSSOLETTE 93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MOUSSA SYLLA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise oeuvre du projet AJDB solidaire

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Pour faire face aux difficultés scolaires et éducatives liées à la crise, l'association AJDB a renforcé son action d'accompagnement des jeunes et des familles sur le territoire de Bagnolet.

Cela se traduit par :
- la mise en place d'une plateforme d'accompagnement scolaire en ligne,
- la mobilisation d'un réseau de bénévoles via les résidences étudiantes notamment,
- la récolte d'une dizaine de PC pour venir en aide aux familles les plus précaires.

Suite à cette impulsion, la structure souhaite pérenniser l'action et propose un projet plus global de soutien scolaire à distance sur le long terme.

L'association ambitionne ainsi de mobiliser toutes les forces vives du territoire et les mettre au service d'un projet d'intérêt général afin de lutter contre la fracture numérique et favoriser la continuité scolaire durant la période de confinement et au-delà.

L’objectif est principalement de favoriser la réussite scolaire des jeunes en apportant un complément de ressources qu’ils ne trouvent pas nécessairement dans leur famille : écoute, accompagnement, disponibilité, mise à disposition de matériels de travail et de moyens pédagogiques diversifiés.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d’un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - Petit équipement (ordinateurs)	7 500,00	18,75%
Publicité, publications, relations publiques, communication	2 500,00	6,25%
Rémunérations du personnel	18 842,00	47,11%
Charges sociales et Frais de personnel	11 158,00	27,90%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	25,00%
Ressources propres	3 000,00	7,50%
Subvention Etat (attribuée)	1 500,00	3,75%
Subvention Commune (sollicitée)	5 000,00	12,50%
Subvention Aides privées (attribuée)	7 500,00	18,75%
Subvention Aides privées (sollicitée)	13 000,00	32,50%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050659 - Tutorat et accompagnement à la scolarité à distance pour des élèves en difficultés

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	22 500,00 € TTC	33,33 %	7 500,00 €
		Montant total de la subvention	7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	METIS
Adresse administrative	:	13 RUE GUILLAUME BRICONNET 77100 MEAUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Sylvie LASSUYT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place du projet de tutorat et d'accompagnement à la scolarité à distance pour des élèves en difficultés

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'action de Métis a pour objectif d'aider une partie des élèves, collégiens et lycéens de Meaux dans leurs travaux scolaires dans le cadre de l'école à distance pendant la crise sanitaire. Il s'agit principalement de renforcer l'accompagnement des élèves bénéficiant d'ores et déjà du suivi scolaire de l'association.

En ce sens, l'association accompagne les élèves en :
- faisant des groupes de 8 élèves en moyenne pour un intervenant,
- consacrant à chaque élève 2 heures/jours de suivi scolaire,
- aidant les élèves dans leurs travaux envoyés par leur établissement scolaire,
- proposant des entraînements de lecture, d'exercices et de jeux éducatifs,
- assurant un suivi des familles par la responsable administrative de l'association.

L'objectif est de lutter contre la déscolarisation que subissent les élèves depuis le confinement faute d'avoir un environnement éducatif adéquat pour poursuivre l'école à distance, de lutter donc contre les

inégalités et d’assurer la continuité du lien entre l’élève et son établissement scolaire.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d’un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	2 500,00	11,11%
Frais de personnel	20 000,00	88,89%
Total	22 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 500,00	33,33%
Subvention Commune (sollicitée) Meaux	15 000,00	66,67%
Total	22 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050662 - Infos solidaires

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	36 500,00 € TTC	20,55 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APPRENDRE ET ENTREPRENDRE SOLIDAIRE
Adresse administrative : 69 RUE DE LA ROSERAIE 77176 NANDY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROGER DISTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place du projet : Infos solidaires

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Pour accompagner les familles allophones des quartiers populaires face à la crise sanitaire et rompre leur isolement, l'association a lancé le projet « Infos Solidaires » qui comporte 3 volets :

- la mise en place de groupes WhatsApp bilingues (arabe, ourdou, turc, tamoul, russe, albanais, portugais, espagnol) : chaque groupe est animé par un interprète qui répond aux questions des parents, traduit les messages des enseignants, les informations en lien avec la crise sanitaire et propose des conseils et ressources pour accompagner les enfants dans les devoirs (sites internet éducatifs, histoires bilingues, activités ludiques, etc.).

- sur une chaîne YouTube, des pages Facebook et Instagram à vocation interculturelles, l'association partage et diffuse des outils et vidéos bilingues de compréhension de l'actualité et des messages institutionnels, traduits par des interprètes-médiateurs (présentation du plan de déconfinement par exemple, vidéos Santé Publique France, gestes barrières…).
Elle communique aussi sur des thématiques telles que la parentalité, l'éducation, les démarches administratives, le vivre ensemble.

- la création d'une base de données et d'outils à destination des professionnels de l'éducation et du secteur médico-social exerçant en milieu interculturel : collecte et traduction de supports à usage

récurrent.
Ils seront traduits à l'oral ou à l'écrit en plusieurs langues et réalisés en écriture FALC (Facile à Lire et à Comprendre) et avec des pictogrammes simples accessibles à tous.

L'objectif du projet Infos Solidaires est de contribuer à la cohésion sociale, notamment par la réduction des inégalités et la lutte contre les exclusions sur le territoire de l'Essonne (91) et la Seine-et-Marne (77).

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MOISSY-CRAMAYEL
- SAVIGNY-LE-TEMPLE
- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	1 090,00	2,99%
EDF, autres fournitures	100,00	0,27%
Combustible, carburants, alimentation	500,00	1,37%
Fournitures d'entretien - Petit équipement (informatique)	1 000,00	2,74%
Fournitures administratives	500,00	1,37%
Contrats prestations de services avec des entreprises	970,00	2,66%
Charges locatives	250,00	0,68%
Documentation générale et technique	390,00	1,07%
Frais de formation	1 000,00	2,74%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	7 000,00	19,18%
Publicité, publications, relations publiques, communication	500,00	1,37%
Transports - déplacements - missions	1 620,00	4,44%
Frais postaux et télécommunications (Frais téléphoniques, postaux et internet)	500,00	1,37%
Frais de personnel (Fondation BNP L'association l'Archipel des Utopies)	21 080,00	57,75%
Total	36 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 500,00	20,55%
Ressources propres	3 000,00	8,22%
Subvention Etat (sollicitée)	5 000,00	13,70%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée)	5 000,00	13,70%
Subvention Organismes sociaux (attribuée)	5 000,00	13,70%
Subvention Aides privées (sollicitée)	10 000,00	27,40%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services (Intervention des interprètes auprès des professionnels)	1 000,00	2,74%
Total	36 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050680 - Projet de chantier solidaire dans un contexte de crise sanitaire

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	170 854,00 € TTC	5,85 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COEUR DU FOUTA
Adresse administrative : 6 RUE BLAISE PASCAL
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Boubakar DEME, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet de chantier solidaire dans un contexte de crise sanitaire

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association Cœur du Fouta développe un projet citoyen et solidaire de lutte contre la propagation du COVID-19 par la fabrication et le don de masques sur le quartier des Physiciens à Mantes-la-Jolie.

Cela se traduit par :
- la mise en place d'un chantier d'insertion professionnelle sur une durée de 4 mois avec une permanence ouverte du lundi au samedi de 9h à 17h et une nocturne le vendredi soir, de 19h à 22h.
- puis la confection et la distribution gratuite de 30 000 masques sur une durée de 4 mois,

Un partenariat a été développé entre le Département des Yvelines, la Ville de Mantes-la-Jolie et le bailleur social Les Résidences Yvelines Essonne sur le Quartier du Val Fourré.

L'objectif du projet est de lutter contre la propagation du COVID par le biais d'une démarche citoyenne et solidaire tout en favorisant l'insertion professionnelle et l'activité économique du territoire, et ainsi limiter les conséquences de la crise sanitaire sur les populations vulnérables.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	67 624,00	39,58%
EDF, autres fournitures	3 980,00	2,33%
Locations (immobilières – mobilières)	5 204,00	3,05%
Publicité, publications, relations publiques, communication	5 000,00	2,93%
Frais de personnel	89 046,00	52,12%
Total	170 854,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	5,85%
Subvention Etat (sollicitée)	5 000,00	2,93%
Subvention Département (attribuée)	10 000,00	5,85%
Subvention Commune (attribuée)	32 666,00	19,12%
Subvention Organismes sociaux (attribuée)	35 000,00	20,49%
Autres (préciser) DIRECCTE (ACR)	73 188,00	42,84%
Aide privée	5 000,00	2,93%
Total	170 854,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050685 - Plateforme numérique d'accompagnement éducatif

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	23 500,00 € TTC	31,91 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITE TECH
Adresse administrative : 101 RUE DE SEVRES
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MONIA MAGANDA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'une plateforme numérique d'accompagnement éducatif

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Afin de lutter contre le décrochage scolaire et maintenir le lien avec les élèves des quartiers populaires en difficultés pendant et après la crise sanitaire, l'association Cité Tech propose ses services pour accompagner les élèves n'ayant pas accès à un bon équipement informatique ou à internet dans leur scolarité à distance.

Pour ce faire, l'association met en place :
- le développement d'une plateforme web donnant accès à des cours de soutien scolaire par visioconférence, soit de manière individuelle ou collective en fonction du niveau scolaire et de l'équipement à disposition de l'élève,
- un système de prêt de tablette pour élèves n'ayant aucun équipement (limite de 50),
- un programme d'ateliers collectifs, webinaires, de partage de savoirs et de connaissances.

Avec près de 12 millions d'élèves qui ont dû suivre l'école à distance pendant la crise, et malgré le retour progressif des enfants dans les établissements scolaires, l'association souhaite apporter son soutien à ceux qui font preuve de difficultés à suivre ces nouvelles méthodes d'organisation et de travail par le

numérique.
L'association prévoit d'aider environ 1500 jeunes sur le territoire de la Seine-Saint-Denis.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	5 000,00	21,28%
Fournitures administratives	500,00	2,13%
Contrats prestations de services avec des entreprises	3 500,00	14,89%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 200,00	17,87%
Publicité, publications, relations publiques, communication	5 000,00	21,28%
Frais de personnel	5 208,00	22,16%
EDF, autres fournitures	92,00	0,39%
Total	23 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 500,00	31,91%
Ressources propres	5 000,00	21,28%
Subvention Aides privées (sollicitée) Google	5 000,00	21,28%
Subvention Aides privées (attribuée) Crédit Agricole	2 500,00	10,64%
Subvention Département (attribuée) Seine-Saint-Denis	3 500,00	14,89%
Total	23 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050686 - Agir pour l'après : faciliter l'accueil émotionnel et les espaces de débats pour les jeunes franciliens

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	20 000,00 € TTC	50,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SEVE
Adresse administrative	:	84 RUE DU LYCEE 92330 SCEAUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur FREDERIC LENOIR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : projet Agir pour l'après : faciliter l'accueil émotionnel et les espaces de débats pour les jeunes franciliens

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet de l'association SEVE vise à faciliter l'accueil émotionnel et les espaces de débats et ainsi favoriser la parole et l'expression des sentiments des enfants et jeunes franciliens dans le cadre de la crise du Covid et pour l'après.

Pour ce faire, l'association propose :
- la création d'une mallette à outils « CovidAiles », développée en partenariat avec plusieurs associations, pleine de ressources numériques facilement appropriables, avec pour objectif de diffuser cette mallette au plus grand nombre de Franciliens en ciblant prioritairement les structures éducatives,
- la mise en place d'ateliers philosophiques en tant qu'activité périscolaire auprès des communes pour échanger sur des thématiques liées au covid19,
- l'adaptation de ces ateliers pour la reprise de septembre,
- le déploiement d'ateliers dans les établissements éducatifs dans le besoin ou dans des nouvelles structures,

- la mise en place d'espaces de débats et d'accueil émotionnel en Ile-de-France pour les enfants, les acteurs éducatifs et les familles, en partenariat avec les structures territoriales du secteur.

L'objectif est de diffuser et faciliter l'appropriation des outils de la mallette CovidAiles en Ile-de-France dans le cadre du retour en classe à partir de mai 2020 et pour la rentrée scolaire 2020-2021, et d'atteindre au moins 10% des directions des structures et 5% des équipes éducatives.

Ainsi, le projet vise à accompagner les familles et les professionnels de l'éducation et permettre aux jeunes de dialoguer et d'aborder la citoyenneté dans un contexte de solidarité nationale en période de crise.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	7 700,00	38,50%
Frais de formation	1 000,00	5,00%
Transports - déplacements - missions	500,00	2,50%
Frais de personnel	10 800,00	54,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	50,00%
Subvention Aides privées (attribuée) Primat, Suez	6 000,00	30,00%
Contribution des structures éducatives	4 000,00	20,00%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050687 - Nos quartiers accueillent des clubs de vacances

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	62 024,00 € TTC	24,18 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : QUARTIERS DANS LE MONDE
Adresse administrative : 13 RUE DU 11 NOVEMBRE 1918
94310 ORLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame GEORGIA SMITE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet : Nos quartiers accueillent des clubs de vacances

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Quartiers dans le Monde et son collectif composé de 15 associations, proposent d'offrir aux familles, enfants, jeunes adultes défavorisés ne partant pas en vacances pendant l'été, un programme estival comprenant :
- un accompagnement scolaire le matin : cahier de vacances et groupes de travail avec un système de tutorat assuré par des habitants en capacité d'aider selon le niveau requis,
- des petits déjeuners offerts aux enfants,
- une offre de sports et loisirs en après-midi,
- des rencontres inter-villes avec des challenges et événements,
- des événements nocturnes comme cinéma en plein air…

Cette action se déroulera sur 13 villes du Val de Marne, de la Seine-Saint-Denis, de l'Essonne et du département de Paris. Elle se déclinera à travers un socle commun d'activités et sera adaptée en fonction des communes (échelle d'un quartier, d'une ville selon la situation) en coordonnant ou en complétant une offre d'activités locales quand elle sera proposée.

L'objectif est de proposer une offre de loisirs sportifs et culturels, adossée à une action forte sur des aspects éducatifs, afin de contribuer à réduire les inégalités qui se sont accentuées lors de la période de confinement.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services (intervenants)	15 000,00	24,18%
Fournitures d'entretien - Petit équipement (cahier de vacances)	15 000,00	24,18%
Fournitures administratives	1 000,00	1,61%
Locations (cars)	8 000,00	12,90%
Publicité, publications, relations publiques, communication	3 000,00	4,84%
Transports - déplacements - missions	8 000,00	12,90%
Frais de personnel	12 024,00	19,39%
Total	62 024,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	24,18%
Ressources propres	6 024,00	9,71%
Subvention Département (sollicitée)	8 000,00	12,90%
Subvention Commune (sollicitée)	25 000,00	40,31%
Subvention Aides privées (sollicitée)	8 000,00	12,90%
Total	62 024,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050692 - Projet d'ateliers textiles de masques par et pour les femmes des quartiers populaires

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	32 000,00 € TTC	18,75 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEMMES ACTIVES
Adresse administrative : 39-41 ALLEE ANTOINE DE SAINT-EXUPERY
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-CAROLINE ROUSSET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : projet d'ateliers textiles de masques par et pour les femmes des quartiers populaires

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Pour faire face à la crise sanitaire, l'Association Femmes Actives adapte et réinvente son action afin de mettre en place des ateliers de récupération et de production-création textile pour ensuite concevoir une chaine de distribution solidaire à destination des habitants les plus démunis de Saint Denis, et notamment les femmes.

L'action présente :
- une phase de formation : tutoriels, maitrise des outils, respect des consignes.
- une phase de production : masques et autres produits textiles utiles pendant la crise, comme des blouses...
Le projet est monté en partenariat avec différents acteurs comme la ville, les associations de quartiers, les structures spécialisées sur la santé et l'accès aux droits et à l'information...

L'objectif est de sensibiliser les femmes aux bonnes pratiques et contre la circulation des fausses informations, mais aussi de créer un sentiment d'utilité et du lien avec les bénéficiaires de l'association.

Les femmes se professionnalise, tout en se sentant utiles en œuvrant pour la solidarité au cœur de leur quartier, ce qui renforce leur participation citoyenne.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	7 500,00	23,44%
EDF, autres fournitures	1 000,00	3,13%
Combustible, carburants, alimentation	500,00	1,56%
Contrats prestations de services avec des entreprises	1 000,00	3,13%
Charges locatives	5 500,00	17,19%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 500,00	4,69%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 000,00	3,13%
Transports - déplacements - missions	500,00	1,56%
Frais de personnel	13 500,00	42,19%
Total	32 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 000,00	18,75%
Ressources propres	2 500,00	7,81%
Subvention Etat (attribuée)	10 000,00	31,25%
Subvention Commune (attribuée)	1 500,00	4,69%
Subvention Organismes sociaux (attribuée)	7 000,00	21,88%
Subvention Aides privées (attribuée)	5 000,00	15,63%
Total	32 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050695 - Mise en place d'un numéro vert d'assistance à distance pour lutter contre l'exclusion numérique

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	16 000,00 € TTC	31,25 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CYBER ECRIVAIN PUBLIC
Adresse administrative : 33 BOULEVARD SERURIER
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCE GORGI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'un numéro vert d'assistance à distance pour lutter contre l'exclusion numérique

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
La crise du Covid ayant précipité la dématérialisation des démarches pour les tâches administratives auprès des services publics, certaines populations ont été et restent isolées et dépourvues d'autonomie numérique.

C'est pour aider ce public que Cyber Ecrivain Public a mis en place un guichet unique transformé en numéro vert ou en appel visioconférence pour la réalisation de tous types de démarches sur Internet, auprès des services publics et privés (demandes de logement, renouvellement de papiers, simulation des droits et demandes d'allocations, démarches pour l'emploi, recours, médiation…).

L'association a notamment mis en place 3 permanences : Paris 19, une en EPHAD et Paris 12.
À chaque appel, elle propose aux bénéficiaires du service :
- l'analyse du besoin et un premier diagnostic sur les aptitudes numériques de chacun,
- la constitution du dossier et l'aide à la réalisation des démarches administratives.

L’objectif est de pérenniser et professionnaliser l’accès à distance de ce guichet unique et ainsi étendre son impact, pour répondre à l’isolement qui empêche les personnes les plus faibles, défavorisées ou ne disposant pas d’un équipement numérique d’accéder à leurs droits ou de les maintenir.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d’un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s’élève à 16000€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-6000€), au regard du budget régional disponible.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services (Licences solutions informatiques)	10 000,00	45,45%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 000,00	4,55%
Frais de personnel	11 000,00	50,00%
Total	22 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	11 000,00	50,00%
Subvention Aides privées (attribuée)	10 000,00	45,45%
Autres (Dons manuels par des particuliers)	1 000,00	4,55%
Total	22 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050791 - Territoires solidaires : accompagnement scolaire et soutien à la parentalité

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	22 000,00 € TTC	34,09 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE ATHENA
Adresse administrative : 2 RUE PIERRE NICOLE
78114 MAGNY LES HAMEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean Paul MEHEUST, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre du projet « Territoires solidaires »

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet « Territoires solidaires » mis en œuvre pendant la crise sanitaire par le Centre Athéna comprend deux volets :
> mise en place de deux types de tutorats destinés aux écoliers, collégiens et lycéens :
- un tutorat d'accompagnement scolaire en direction des élèves d'écoles élémentaires, des collégiens et des lycéens,
- un tutorat de remobilisation scolaire en direction des collégiens ainsi que des lycéens.
Avant chaque tutorat, un questionnaire est à renseigner par les élèves sur leurs méthodes d'apprentissage ce qui permet d'évaluer leurs besoins et d'affiner un programme personnalisé d'aide scolaire (méthodologie d'apprentissage, moyens matériels à disposition pour travailler). Ce questionnaire inclue également une rubrique facultative portant sur les goûts et domaines d'intérêt de chaque jeune.

> accompagnement et soutien à la parentalité : rendez-vous téléphoniques ou à domicile, aide numérique, médiations intrafamiliales, aide administrative, relais auprès de partenaires (assistantes sociales, référents prévention, associations, etc).

Ce projet a fait l'objet d'une présentation aux partenaires des Réussites Éducatives, aux référents du Territoire d'Actions Sociales du département des Yvelines ainsi qu'aux chefs des établissements scolaires, afin qu'une concertation soit possible et que la réponse aux besoins des territoires impliqués soit ajustée au plus près.

Ce projet permet d'assurer un accompagnement pendant la crise auprès des familles les plus en difficultés, et de toujours garantir un relais sur le territoire en partenariat avec les acteurs locaux mobilisés.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	500,00	2,27%
Fournitures administratives	500,00	2,27%
Documentation générale et technique	150,00	0,68%
Transports - déplacements - missions	400,00	1,82%
Frais postaux et télécommunications	200,00	0,91%
Frais de personnel	20 250,00	92,05%
Total	22 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 500,00	34,09%
Subvention Etat (attribuée) CGET	2 500,00	11,36%
Subvention Département (attribuée) (Subvention du Département des Yvelines)	8 000,00	36,36%
Subvention Commune (sollicitée) (Communes d'Élancourt (2000 €) et commune de La Verrière (2000€))	4 000,00	18,18%
Total	22 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050793 - Permanences d'accompagnement administratif, juridique et numérique à distanciel et en présentiel

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	35 290,00 € TTC	21,25 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NOUVELLES VOIES
Adresse administrative	:	4 AVENUE ROBERT SCHUMANN 92360 MEUDON
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur PHILLIPPE GUILBAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet de permanences d'accompagnement administratif, juridique et numérique à distanciel et en présentiel

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à rétablir et renforcer les permanences d'accompagnement administratif, juridique et numérique de l'association au sein de ses structures de proximité partenaires.

Les bénéficiaires sont accueillis sur rendez-vous (env. 30 min) pour exposer leur situation à un chargé d'accompagnement expérimenté et formé. Après une écoute active, le chargé d'accompagnement apporte une analyse compétente, répond aux questions, et expose les différentes solutions possibles au bénéficiaire :
- aide à la rédaction de courriers,
- montage de dossier,
- aide aux démarches par voie numérique,
- prise de contact avec les administrations etc.

Si la démarche est complexe et urgente, un accompagnement spécifique est mis en place et une assistance particulière sera proposée au bénéficiaire.

Face à la crise, l'association a organisé des permanences à distance, par mail et téléphone, pour maintenir l'aide auprès des plus fragiles.
La structure souhaite désormais alterner son activité pendant de longues semaines, entre des permanences à distance limitant les contacts, et des permanences physiques sécurisées, ciblant les demandes qui nécessitent une rencontre, notamment pour les personnes en situation de totale fracture numérique.

La démarche repose sur un partenariat solide avec des acteurs locaux en charge de l'accueil et de l'orientation du public : mairies, centres sociaux, maisons de quartiers, points d'accès aux droits, CCAS.

Elle répond à un réel besoin d'accompagnement et permet le désenclavement des habitants les plus en difficultés avec les démarches administratives et numériques, permettant ainsi de lutter contre la fracture numérique.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	310,00	0,88%
Entretien et réparations	340,00	0,96%
Locations (immobilières – mobilières)	2 420,00	6,86%
Frais de formation	100,00	0,28%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 200,00	3,40%
Publicité, publications, relations publiques, communication	240,00	0,68%
Transports - déplacements - missions	1 920,00	5,44%
Frais postaux et télécommunications	170,00	0,48%
Frais de personnel	28 590,00	81,01%
Total	35 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 500,00	21,25%
Subvention Intercommunalité EPCI (attribuée) (CA Paris Saclay)	2 000,00	5,67%
Subvention Commune (sollicitée)	22 650,00	64,18%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée) CAF	3 140,00	8,90%
Total	35 290,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050901 - Quand les femmes changent leur ville en marchant

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	33 000,00 € TTC	15,15 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FIDAMURIS
Adresse administrative : 10 RUE LAVOISIER
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LOUIS VOGEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre du projet « Quand les femmes changent leur ville en marchant »

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association Fidamuris, qui a pour principale mission la médiation sociale dans les quartiers populaires de Melun, témoigne que la période de confinement a permis de faire émerger une citoyenneté active des habitants en favorisant un « mieux vivre-ensemble » sur le territoire. Pour faire suite à cette période, il leur a paru important de s'impliquer davantage lors du déconfinement et surtout auprès du public le plus fragilisé par cette crise selon elle : les femmes.

Le projet consiste en la mise en place de marches exploratoires, favorisant la reconquête de l'espace public par les femmes. Il s'agit de diagnostics de terrain menés par un groupe de femmes, accompagnées des médiateurs de l'association, dans leur quartier d'habitation. Ces « marcheuses » :
- identifient les éléments d'aménagement du territoire qui sont à l'origine d'un sentiment d'insécurité ;
- élaborent des propositions d'amélioration soumises aux décideurs locaux.

Ce projet doit permettre l'inclusion des femmes en valorisant leur potentiel et leurs compétences via une reconnaissance des acquis d'expériences bénévoles.

Par ailleurs, la démarche est animée par une réelle volonté de répondre concrètement aux besoins de sécurité et de sentiment de sécurité des citoyens et citoyennes.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 33 000€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-5000€), au regard du budget régional disponible.

Localisation géographique :

- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	2 500,00	6,58%
Publications	1 000,00	2,63%
Déplacements, missions et réceptions	5 000,00	13,16%
Frais postaux et frais de télécommunications	444,00	1,17%
Frais de personnel	29 056,00	76,46%
Total	38 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	26,32%
Subvention Commune (attribuée)	28 000,00	73,68%
Total	38 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050913 - Ose créer ton job

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	224 188,00 € TTC	6,69 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PPF POSITIVE PLANET FRANCE
Adresse administrative	:	1 PLACE VICTOR HUGO 92400 COURBEVOIE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jacques ATTALI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre du projet « Ose créer ton job »

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
À travers le projet « Ose créer ton job », Positive Planet France développe son activité de mobilisation des publics les plus vulnérables à travers une dynamique de création d'entreprise et de retour vers l'emploi, mais cette fois-ci adaptée à la crise sanitaire, en proposant de nouvelles méthodes d'accompagnement et de communication.

L'objectif est de :
- maintenir le programme d'apprentissage à l'attention des 200 potentiels futurs entrepreneurs en Île de France (ateliers collectifs à distance, moments d'échanges et témoignages d'entrepreneurs),
- maintenir le lien avec les partenaires du retour à l'emploi et communiquer largement sur ces nouveaux dispositifs,
- créer un réseau, une communauté d'entrepreneurs et ainsi lutter contre l'isolement des habitants des quartiers populaires n'ayant pas accès aux emplois.

Le but ultime est de redynamiser, après la crise, les quartiers défavorisés et ceux les plus touchés par la crise en y augmentant l'activité économique.

En 2019, l'association dit avoir accompagné, sur ses antennes de Paris et de Seine-Saint-Denis, 1075 personnes, ce qui aurait permis la création de 448 entreprises.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- CLICHY-SOUS-BOIS
- MONTFERMEIL
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	127 400,00	56,83%
Frais de personnel	96 788,00	43,17%
Total	224 188,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	6,69%
Subvention Fonds européens (sollicitée)	64 612,00	28,82%
Subvention Etat (attribuée)	96 033,00	42,84%
Subvention Aides privées (attribuée)	48 543,00	21,65%
Total	224 188,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050970 - Aide alimentaire et soutien scolaire face au COVID 19

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	13 508,00 € TTC	37,02 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR L UNITE ET LE DEVELOPPEMENT DU MALI
Adresse administrative : 1 RUE DE SREBENICA
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DALLA DRAME, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet d'aide alimentaire et de soutien scolaire face au COVID 19

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Dans le cadre de la crise sanitaire et pour apporter une aide directe aux personnes isolées des quartiers populaires (quartiers de la Tours du Pain et Saint-Blaise), l'Association pour l'Unité et le Développement du Mali propose :
- une aide alimentaire et la fourniture de produits d'hygiène aux personnes les plus fragiles pour limiter leurs déplacements, et à des personnes en manque de ressources,
- la mise en place d'un numéro pour les personnes souhaitant bénéficier de ces aides alimentaires,
- l'organisation de maraudes pour les sans-abris avec distribution de plats chauds, fruits, eau et produits d'hygiène,
- un soutien scolaire pour les élèves n'ayant pas accès à un équipement informatique,
- la récolte de dons en nature.

Il s'agit pour l'association de lutter principalement contre la précarité, l'isolement et l'échec scolaire.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 13 508€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-3000€), au regard du budget régional disponible.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	11 300,80	68,45%
Fournitures administratives	208,00	1,26%
Locations (immobilières – mobilières)	1 500,00	9,09%
Catalogues, imprimés, publications	500,00	3,03%
Rémunérations du personnel	3 000,00	18,17%
Total	16 508,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 000,00	48,46%
Autres	8 508,80	51,54%
Total	16 508,80	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-203

DOSSIER N° EX050656 - Accompagnement éducatif à distance afin d'assurer la continuité éducative et soutenir les familles fragiles

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	17 097,00 € TTC	35,09 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU MOM'ARTRE
Adresse administrative : 204 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Chantal MAINGUENE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement éducatif à distance afin d'assurer la continuité éducative et soutenir les familles fragiles

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Afin d'assurer une continuité pédagogique pour les élèves en difficulté ou en situation de décrochage scolaire, mais aussi pour soulager les parents et favoriser la reprise professionnelle pendant la crise du COVID et en période de déconfinement, le réseau Mom'artre a décidé de proposer un soutien individualisé à distance.

L'association met ce dispositif en place du 1er mai au 31 aout, et propose un soutien individualisé avec un adulte bénévole référent par téléphone pour les familles bénéficiaires à risques (audio ou vidéo quand les familles disposent d'un Smartphone) 2 à 3 fois par semaine. Le référent prend des nouvelles de l'ensemble de la famille et transmet au Réseau les besoins non couverts par son intervention.

La structure assurera l'aide aux devoirs, le soutien à la continuité pédagogique et des ateliers artistiques qui sont sa spécialité, grâce à la mobilisation d'un artiste pendant les activités en "live". L'artiste anime son atelier avec un petit groupe d'enfants pendant 30 à 45 minutes.

Cette action vise à pallier au désengagement scolaire qui ne cesse d'augmenter au fil des semaines, à d'autres freins à la continuité scolaire et aux difficultés d'échanges avec l'extérieur dans certaines familles. Elle vise une centaine d'enfants des quartiers populaires bénéficiant de l'accueil de l'association à l'année.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 17 097€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-4 000€), au regard du budget régional disponible.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- BONDY
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	2 550,00	12,09%
Rémunérations du personnel	18 547,00	87,91%
Total	21 097,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	47,40%
Subvention Aides privées (attribuée) (Fondation Chanel Fondation Vinci pour la Cité)	9 097,00	43,12%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	2 000,00	9,48%
Total	21 097,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-309

DU 1 JUILLET 2020

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT AU PROFIT DES ÎLES DE LOISIRS - 3ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU Le Code de l'urbanisme ;

VU Le Code de la commande publique ;

VU La délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU La délibération n° CR 28-96 du 28 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU La délibération N° CR 34-07 du 25 octobre 2007 concernant le fonds d'urgence des îles de loisirs ;

VU La délibération N° CR 2020-028 du 11 juin 2020 concernant l'acte I du plan de relance économique, écologique et solidaire ;

VU La délibération n° CP 97-503 du 18 décembre 1997 approuvant la convention type fixant les conditions de la mise à disposition des SMEAG, des biens immeubles des BPAL propriétés de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée

VU La délibération n° CR 2017-201 du 15 décembre 2017 relative à la délégation de service public de l'île de loisirs de Vaires-Torcy ;

VU Les statuts des SMEAG des îles de loisirs de Boucles de Seine, Saint-Quentin en Yvelines, Jablines-Annet, Cergy-Pontoise et du SMEG de la Corniche des Forts.

VU La convention de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Boucles de Seine, Saint-Quentin en Yvelines, Jablines-Annet, Cergy-Pontoise et de la Corniche des Forts

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-309 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs »

Aménagement

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, et au syndicat mixte d'études et de gestion de la Corniche des Forts de dotations à 100 % du coût des investissements, tel que cela figure dans l'annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **1.185.929 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre de l'action 13300102 «Aménagements », du budget 2020.

Démarrage anticipé d'opérations

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2 : Programme HP 37001 (137001) « Sécurité dans les propriétés régionales »

Décide de participer au financement des investissements relatifs à la sécurisation des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, tel que cela figure dans l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **326.200 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 37 « Sécurité », programme HP 37-001 (133001) «Sécurité dans les propriétés régionales», action 13700103 « Sécurisation des îles de loisirs », du budget 2020

Démarrage anticipé d'opérations

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n° CR

33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 : Île de loisirs de Vaires-Torcy (77)

- Affecte une autorisation de programme de **51.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 37 « Sécurité », programme HP37-001 (137001) « Sécurité dans les propriétés régionales », action 13700103 «Sécurisation des Iles de loisirs » du budget 2020, la Région étant maître d'ouvrage

- Affecte une autorisation de programme de **150.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Aménagements » du budget 2020, la Région étant maître d'ouvrage, en faveur de l'AEV, pour la remise en état des espaces naturels, au titre du contrat d'affermage pour la gestion de l'île de loisirs de Vaires-Torcy.

- Affecte une autorisation d'engagement de **195.000 €** disponible sur le chapitre 933 «Culture, sports et loisirs », programme HP 33-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs » action 13300201 «Frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire» du budget 2020, en faveur de l'AEV pour l'entretien des espaces naturels, au titre du contrat d'affermage pour la gestion de l'île de loisirs de Vaires-Torcy.

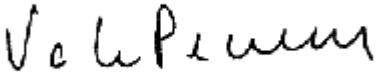
- Approuve l'avenant N° 3 à la convention avec l'AEV joint en annexe 3 et autorise la présidente du conseil régional à la signer

Article 4 : Fonds d'urgence des îles de loisirs (77)

- Décide, à titre transitoire jusqu'au 30 septembre 2020, de porter à 150 000 € le montant maximum de la subvention pouvant être attribuée par opération aux SMEAG des îles de loisirs au titre du « fonds d'urgence » adopté par délibération n°CR 34-07 du 25 octobre 2007

- Affecte une autorisation de programme prévisionnelle de **1.300.000 €** pour le fonds d'urgence en faveur des îles de loisirs. Cette somme disponible est affectée sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300105 « Fonds d'urgence îles de loisirs » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020

02/07/2020 09:37:31

(référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181891-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Fiches Aménagement

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20005744 - BOUCLES DE SEINE - ACQUISITION ET MISE EN PLACE DE BOUEES DE SECOURS

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	13 000,00 € TTC	100,00 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS 78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition et la mise en place de bouées de secours

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 25 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La prévention des noyades est une priorité sur l'ensemble des îles de loisirs disposant d'espaces dédiés à la baignade. Le risque est d'autant plus important lorsque ces baignades sont aménagées sur de vastes plans d'eau parfois difficiles à surveiller. La pose de bouées de repos, notamment en limite des zones de baignade, peut s'avérer un outil efficace pour permettre à des baigneurs égarés en dehors de la zone autorisée ou simplement atteints de malaise de trouver un refuge en attendant les secours ou simplement de reprendre leurs forces.

C'est pourquoi la Région a proposé aux îles de loisirs disposant de plans d'eau aménagés pour la baignade d'acquérir des bouées de repos dont le nombre est adapté à la configuration de chaque site.

L'île de loisirs des Boucles de Seine a répondu favorablement à cette sollicitation et propose l'acquisition de 5 bouées avec leur système d'ancrage.

Le montant total de l'opération a été estimé à 13.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bouées de secours	13 000,00	100,00%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	13 000,00	100,00%
Total	13 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006379 - BOUCLES DE SEINE - AMENAGEMENT ET PREMIER EQUIPEMENT (CHAMBRES ET PARTIES COMMUNES)

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	78 000,00 € TTC	100,00 %	78 000,00 €
	Montant total de la subvention		78 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS 78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'aménagement et un premier équipement (chambres et parties communes)

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 28 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet porte sur la requalification d'une première tranche de l'hébergement. Les travaux prévus portent sur la rénovation d'une partie des chambres ainsi que sur l'équipement en système de vidéo-protection des salles de réunion.

Le montant total de l'opération a été estimé à 78.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement chambres, parties communes	78 000,00	100,00%
Total	78 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	78 000,00	100,00%
Total	78 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20007438 - BOUCLES DE SEINE - CONTRIBUTION A LA RENOVATION DE LA STATION D'EPURATION DE MOISSON

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	22 429,00 € TTC	100,00 %	22 429,00 €
	Montant total de la subvention		22 429,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS 78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : contribution à la rénovation de la station d'épuration de Moisson

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 28 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération porte sur la prise en charge part du montant des travaux supportée par île de loisirs des boucles de Seine sur à la réhabilitation de la STEP de Moisson.

La convention passée entre le SMEAG et la communauté de communes des portes de France prévoir une participation du SMEAG à hauteur de 22 429 € (4,86% du coût total HT non subventionné des travaux, soit 461 517 € HT).

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Station d'épuration	22 429,00	100,00%
Total	22 429,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	22 429,00	100,00%
Total	22 429,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006374 - BOUCLES DE SEINE - TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN (INSTALLATION DE LEDS)

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	28 000,00 € TTC	100,00 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS 78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de gros entretien (installation de leds)

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 21 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin de réduire la facture énergétique et dans un objectif de développement durable le SMEAG souhaite installer des Panneaux LED dans l'ensemble des bâtiments administratifs, salles de réunion, hébergement et club house du Golf.

Le montant total de l'opération a été estimé à 28.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de leds	28 000,00	100,00%
Total	28 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	28 000,00	100,00%
Total	28 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006372 - BOUCLES DE SEINE - TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN (RADIATEURS)

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	33 500,00 € TTC	100,00 %	33 500,00 €
	Montant total de la subvention		33 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS 78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de gros entretien (radiateurs)

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 21 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin de réduire la facture énergétique et dans un objectif de développement durable le SMEAG souhaite remplacer l'ensemble des radiateurs existant par des radiateurs programmables d'une plus grande efficacité énergétique.

Le montant total de l'opération a été estimé à 33.500 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Radiateurs	33 500,00	100,00%
Total	33 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	33 500,00	100,00%
Total	33 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006567 - CERGY-PONTOISE - ACQUISITION ET MISE EN PLACE DE BOUEES DE REPOS

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	13 000,00 € TTC	100,00 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1 95000 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition et la mise en place de bouées de repos

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 25 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La prévention des noyades est une priorité sur l'ensemble des îles de loisirs disposant d'espaces dédiés à la baignade. Le risque est d'autant plus important lorsque ces baignades sont aménagées sur de vastes plans d'eau parfois difficiles à surveiller. La pose de bouées de repos, notamment en limite des zones de baignade, peut s'avérer un outil efficace pour permettre à des baigneurs égarés en dehors de la zone autorisée ou simplement atteints de malaise de trouver un refuge en attendant les secours ou simplement de reprendre leurs forces.

C'est pourquoi la Région a proposé aux îles de loisirs disposant de plans d'eau aménagés pour la baignade d'acquérir des bouées de repos dont le nombre est adapté à la configuration de chaque site.

L'île de loisirs de Cergy-Pontoise a répondu favorablement à cette sollicitation et propose l'acquisition de 5 bouées avec leur système d'ancrage.

Le montant total de l'opération a été estimé à 13.000 € TTC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bouées de repos	13 000,00	100,00%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	13 000,00	100,00%
Total	13 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006566 - CERGY-PONTOISE - ETUDES TECHNIQUES ET MISE EN PLACE D'UN PLAN DE LUTTE CONTRE LES CYANOBACTERIES

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	109 200,00 € TTC	100,00 %	109 200,00 €
	Montant total de la subvention		109 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1 95000 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : études techniques et de la mise en place d'un plan de lutte contre les cyanobactéries

Dates prévisionnelles : 11 mai 2020 - 28 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Opération urgente à réaliser avant la réouverture de la baignade pour la saison estivale 2020

Description :
Le SMEAG souhaite sollicite la Région pour réaliser des études et mettre en place un plan de lutte contre les cyanobactéries.

Le projet comprend :

- La réalisation des études techniques, levé bathymétrique, analyse des sédiments, identification des cyanobactéries présentes et mesure de leur évolution, identification des solutions techniques connues à ce jour pour lutter contre les efflorescences après avoir étudié la faisabilité sur le site et les coûts de la réalisation et d'exploitation...)

- l'expérimentation dès 2020 de la mise en œuvre des premières actions curatives sur la base des pré études sanitaires, à savoir la mise en place de 16 radeaux flottants de plantes hydrophytes avec la mise en mouvement de l'eau par 6 jets d'eau.

Le montant total de l’opération a été estimé à 109.200 € TTC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	109 200,00	100,00%
Total	109 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	109 200,00	100,00%
Total	109 200,00	100,00%

DOSSIER N° 20007440 - CERGY-PONTOISE - REHABILITATION DU PARKING P1 (PHASE 2)

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	430 000,00 € TTC	100,00 %	430 000,00 €
	Montant total de la subvention		430 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95000 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du parking P1 (phase 2)

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 28 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le parking principal nommé parking P1 et sa voie d'accès ont été aménagés à la fin des années 70. Des aménagements en 1995 ont permis de construire un giratoire et une gare de péage. Le parking et la sortie n'ont subi quant à eux aucune requalification. Du point de vue fonctionnel et paysager, ce parking obsolète ne répond plus aux exigences attendues notamment en matière de sécurité.

La fréquentation élevée en période estivale congestionne et freine sensiblement l'évacuation des véhicules au départ de ce parking. Ainsi l'île de loisirs ne parvient pas à les faire évacuer en moins de 2 heures 30 minutes. Dès lors, les agents du SMEAG impliquent les forces de police pour assurer le maintien de l'ordre durant les évacuations. Le SMEAG ambitionne de ramener ce temps d'évacuation à moins d'une heure maximum dans les contextes les plus difficiles.

Compte tenu de l'importance du projet, le SMEAG l'a scindé en 3 tranches sur 3 ans. La première tranche a été financée à la CP de novembre 2019. Cette demande constitue la deuxième tranche, et vise à créer une la voie de contournement du parking P1 et d'aménager le retournement au niveau des caisses parking

Le montant total de l’opération a été estimé à 430.000 € TTC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation parking P1	430 000,00	100,00%
Total	430 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	430 000,00	100,00%
Total	430 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006552 - CERGY-PONTOISE - SECURISATION DES EQUIPEMENTS DE LOISIRS

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	56 700,00 € TTC	100,00 %	56 700,00 €
	Montant total de la subvention		56 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95000 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de sécurisation des équipements de loisirs

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 15 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les berges de l'étang du téléski ne sont plus sécurisées car modifiées au fil des marnages. Il est proposé d'enrocher et de minéraliser les sorties de l'eau notamment pour permettre un accès facilité pour les jeunes publics

Le montant total de l'opération a été estimé à 56.700 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation équipements de loisirs	56 700,00	100,00%
Total	56 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	56 700,00	100,00%
Total	56 700,00	100,00%

DOSSIER N° 20006554 - CERGY-PONTOISE - TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ELECTRIQUE

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	42 900,00 € TTC	100,00 %	42 900,00 €
	Montant total de la subvention		42 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95000 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de mise aux normes électrique

Dates prévisionnelles : 11 mai 2020 - 21 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Travaux urgents de mises aux normes

Description :
Le SMEAG sollicite la Région pour financer ces travaux qui répondent aux nouvelles normes en matière électrique mais aussi relatives au code du travail. Ces travaux permettront également de créer une armoire électrique de forte puissance pour la tenue de compétitions nationales en Canoë-kayak notamment.

Le montant total de l'opération a été estimé à 42.900 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise aux normes électrique	42 900,00	100,00%
Total	42 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	42 900,00	100,00%
Total	42 900,00	100,00%

DOSSIER N° 20006569 - CERGY-PONTOISE - TRAVAUX DE SECURISATION DU PERSONNEL

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	33 700,00 € TTC	100,00 %	33 700,00 €
	Montant total de la subvention		33 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95000 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de sécurisation du personnel

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 15 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le SMEAG sollicite la Région pour des travaux urgents de mise aux normes qui concernent:

- la mise aux normes vis à vis du code du travail des ateliers du stade d'eau vive ;
- la mise en conformité du chemin de service du barrage du centre balnéaire, dangereux car vétuste (40 ans d'âge)
- La pose d'alarmes incendie qui font défaut dans différents points de restauration.
- la création d'une véritable mise à l'eau minéralisée des bateaux de secours pour éviter une charge physique importante chez les agents concernés.

Le montant total de l'opération a été estimé à 33.700 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de sécurisation	33 700,00	100,00%
Total	33 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	33 700,00	100,00%
Total	33 700,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006574 - CORNICHE DES FORTS - ETUDE DE PROGRAMMATION POUR LA RECHERCHE D'OPERATEURS (Accrobranche et poney-club)

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE LA CORNICHE DES FORTS
Adresse administrative : 4 RUE DE PARIS
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Stéphane WEISSELBERG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : une étude de programmation pour la recherche d'opérateurs pour les activités accrobranche et poney-club

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 21 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

En prévision de la prise en gestion des nouveaux espaces aménagés par la Région à partir de 2021, les SMEG de la Corniche des Forts a engagé une réflexion pour créer de nouvelles activités qui s'insèrent dans la vocation de promenade écologique du site tout en étant source de recettes indispensables pour gérer les espaces

A cet effet, il sollicite la Région pour engager une étude de faisabilité et de programmation sur la réalisation d'un poney-club et d'un accrobranche qui constitueront le cahier des charges pour une recherche d'opérateurs, en vue d'une mise en service dans le courant de l'année 2021

Le montant total de cette étude est estimé à 50.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de programmation	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006581 - CORNICHE DES FORTS - MISE AUX NORMES D'UNE FOSSE SEPTIQUE (40 bis rue des Carrières)

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	2 000,00 € TTC	100,00 %	2 000,00 €
		Montant total de la subvention	2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE LA CORNICHE DES FORTS
Adresse administrative : 4 RUE DE PARIS
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Stéphane WEISSELBERG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise aux normes de la fosse septique du 40 bis rue des Carrières

Dates prévisionnelles : 11 mai 2020 - 16 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Travaux urgents de mises aux normes

Description :
Le SMEG sollicite la Région pour des travaux de mise en conformité du réseau d'eaux usées d'une des maisons qui lui a été remises en gestion et sert de logement à son responsable technique.

Ces travaux comprennent le désengorgement d'une fosse septique et de ses canalisations.

Le montant total de l'opération a été estimé à 2.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :
- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise aux normes fosse septique	2 000,00	100,00%
Total	2 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	2 000,00	100,00%
Total	2 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006582 - CORNICHE DES FORTS - MISE EN SECURITE (abattage et replantation d'arbres)

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	45 000,00 € TTC	100,00 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE LA CORNICHE DES FORTS
Adresse administrative : 4 RUE DE PARIS
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Stéphane WEISSELBERG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en sécurité (abattage et replantation d'arbres)

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 15 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le SMEG de la Corniche des Forts a pour objectif de sécuriser les espaces actuellement ouverts au public par deux protocoles axés sur la gestion différenciée:

1. suppression des espèces végétales arborées (peupliers) sensibles au développement du gui entrainant la mort de l'hôte.
2. laisser place en grand nombre à d'autres espèces végétales arborées spontanées plus adaptées au site par la mise en place d'une gestion sélective.

Sur des zones prévues à cet effet il procédera à la replantation ainsi qu'à la conservation d'arbres poussant naturellement tels que des Chênes, Pruneliers, Charmes, Noisetiers, Erables.. Le nombre d'arbres abattus sera nettement inférieur à celui d'arbres replantés ou sélectionnés pour une pleine croissance spontanée.

Le montant total de l’opération a été estimé à 45.000 € TTC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Abattage et replantation d'arbres	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20005669 - JABLINES-ANNET - ACQUISITION D'UN ENGIN DE MANUTENTION

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	87 000,00 € TTC	100,00 %	87 000,00 €
	Montant total de la subvention		87 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET 77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition d'un engin de manutention

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 2 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Île de Loisirs de Jablines-Annet possède une très grande surface d'espaces verts et de berges à entretenir. L'acquisition d'un engin de manutention polyvalent affecté à l'entretien de ces espaces qui pourra également déplacer les matériels lourds lors des évènements ainsi que les ballots de paille du centre équestre lui permettra de soulager le travail des équipes et d'offrir offrir un gain de temps substantiel.

Le montant total de l'opération a été estimé à 87.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :
- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un engin de manutention	87 000,00	100,00%
Total	87 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	87 000,00	100,00%
Total	87 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20005690 - JABLINES-ANNET - ACQUISITION ET MISE EN PLACE DE BOUEES DE REPOS

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	13 000,00 € TTC	100,00 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET 77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition et la mise en place de bouées de repos

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 25 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La prévention des noyades est une priorité sur l'ensemble des îles de loisirs disposant d'espaces dédiés à la baignade. Le risque est d'autant plus important lorsque ces baignades sont aménagées sur de vastes plans d'eau parfois difficiles à surveiller. La pose de bouées de repos, notamment en limite des zones de baignade, peut s'avérer un outil efficace pour permettre à des baigneurs égarés en dehors de la zone autorisée ou simplement atteints de malaise de trouver un refuge en attendant les secours ou simplement de reprendre leurs forces.

C'est pourquoi la Région a proposé aux îles de loisirs disposant de plans d'eau aménagés pour la baignade d'acquérir des bouées de repos dont le nombre est adapté à la configuration de chaque site.

L'île de loisirs de Jablines-Annet a répondu favorablement à cette sollicitation et propose l'acquisition de 5 bouées avec leur système d'ancrage.

Le montant total de l'opération a été estimé à 13.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bouées de repos	13 000,00	100,00%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	13 000,00	100,00%
Total	13 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006546 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - ACQUISITION ET MISE EN PLACE D'UN RESEAU INFORMATIQUE SECURISE

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	18 500,00 € TTC	100,00 %	18 500,00 €
	Montant total de la subvention		18 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Pierre PLUYAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition et de la mise en place d'un réseau informatique sécurisé

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 21 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le SMEAG de Saint-Quentin-en-Yvelines dispose d'outils informatiques devant lui permettre d'assurer ses différentes missions. Depuis plusieurs années, des dysfonctionnements sont constatés dans le cadre des outils informatiques qui engendrent tant des difficultés de partage de l'information que la préservation même de ces données.

Ces données concernent tout l'historique de l'île de loisirs, les conventions, les outils de bilan, mais également toutes les données liées à la gestion du personnel et toutes les données comptables
Les besoins en termes de sécurisation et d'optimisation des outils informatiques ont été définis au regard de ces enjeux comme suit :

- Sauvegarde et récupération des données
- Mise en réseau des postes
- Stockage et partage des données
- Mise à jour automatique des postes

- Sécurisation des postes en lien avec notamment le trafic internet

A cet effet, l'île de loisirs doit acquérir deux serveurs destinés à répondre à ces besoins, les deux serveurs étant utilisés en relais pour les opérations de sauvegarde des données, chacun des deux serveurs étant ensuite dédiés à des opérations spécifiques.

Le montant total de l'opération qui inclut la formation du personnel a été estimé à 18.500 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réseau informatique sécurisé	18 500,00	100,00%
Total	18 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	18 500,00	100,00%
Total	18 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006542 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - SECURISATION DU PARCOURS DANS LES ARBRES

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	110 000,00 € TTC	100,00 %	110 000,00 €
	Montant total de la subvention		110 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Pierre PLUYAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sécurisation du parcours dans les arbres

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 21 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Suite aux intempéries, différents rapports d'experts ont mis en évidence la mauvaise qualité sanitaire d'une partie des arbres et la nécessité de sécuriser le parcours dans les arbres de l'île de loisirs.

la recherche d'opérateurs s'étant révélée infructueuse .Le SMEAG propose à la Région de financer la sécurisation du parcours existant. Ces travaux sont indispensables à la réouverture du parcours, les arbres existants ayant été fragilisés par les intempéries ils doivent être remplacés par des poteaux. Ils permettront également de créer des parcours supplémentaires accessibles aux personnes en situation de handicap.

Le montant total de l'opération a été estimé à 110.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Parcours dans les arbres	110 000,00	100,00%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	110 000,00	100,00%
Total	110 000,00	100,00%

Fiches Sécurité

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20005697 - JABLINES-ANNET - MISE EN PLACE D'UNE VIDEO PROTECTION (DERNIERE TRANCHE)

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)
Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003
Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
Action : 13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	135 000,00 € TTC	100,00 %	135 000,00 €
	Montant total de la subvention		135 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET 77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'une vidéo protection

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 15 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Par délibération N° CP 16-599 du 16 novembre 2016, la commission permanente du Conseil Régional a attribué une subvention de 465 108€TTC au SMEAG de l'île de loisirs de Jablines-Annet pour la première tranche de la vidéo-protection.

Ces travaux sont aujourd'hui achevés. Plus de trois kilomètres de réseau de fibre optique ont été réalisés et 90% des bâtiments sont fibrés et équipés de caméras. Des caméras ont été placées aux entrées de l'Ile de loisirs, sur les parkings principaux, au centre nautique et au port de plaisance, à la cafétéria ainsi qu'au centre équestre. L'installation de la vidéoprotection a apporté une véritable plus-value au niveau de la surveillance de l'Ile de loisirs. Ainsi, les images permettent d'intervenir avant les délits et de confondre les contrevenants plus facilement.

Le projet n'intégrait pas les plages et les zones d'activité les plus éloignées des bâtiments. Le succès de cette première réalisation et les impacts positifs en termes de fonctionnement dans tous les secteurs amène le SMEAG à proposer un projet d'extension de la vidéo-protection sur l'ensemble des zones encore non desservies.

Le montant total de l'opération a été estimé à 135.000 € TTC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Vidéo protection	135 000,00	100,00%
Total	135 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	135 000,00	100,00%
Total	135 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006543 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - SECURISATION DE LA VOIRIE

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)
Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003
Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
Action : 13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	70 000,00 € TTC	100,00 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Pierre PLUYAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sécurisation de la voirie

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 15 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les travaux prévus ont pour objectif de sécuriser les voiries de l'île de loisirs :

- Mise en protection des piétons en supprimant des stationnements gênants sur deux parties de chaussée et travaux permettant le passage des moyens de secours;

- Renforcement de la sécurité des publics (piétons et cyclistes) avec la mise en place de ralentisseurs de vitesse sur certains tronçons de route limités à 30 km/h;

- Mise en sécurité du public en aménageant le parking de la maison de la pêche pour éviter les accidents liés aux conflits d'usage piétons/automobilistes en mettant en place un sens de circulation Entrée/Sortie ;

- Renforcement de la sécurité du public piéton et cycliste grâce à l'installation d'un système de chicane pour ralentir l'arrivée des piétons/cyclistes venant du vélodrome ;

- Installation d'une barrière amovible pour empêcher les stationnements gênants vers le Relais des Canardières ou la Salle des Bernaches et permettre aux véhicules de secours d'intervenir rapidement en cas de besoin ;

- Reprise de la chaussée pour la sécurité des cyclistes, les motocyclistes et les cavaliers.

Le montant total de l'opération a été estimé à 70.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation voirie	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006557 - CERGY-PONTOISE - TRAVAUX DE SURETE DU PATRIMOINE BATI

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)
Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003
Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
Action : 13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	79 200,00 € TTC	100,00 %	79 200,00 €
	Montant total de la subvention		79 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95000 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de sureté du patrimoine bâti

Dates prévisionnelles : 11 mai 2020 - 12 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Travaux urgents de mises aux normes

Description :

Le SMEAG sollicite la Région pour des travaux de sécurité qui ont pour objectifs :

-d'équiper les bâtiments (centre multisports, salle omnisports, atelier) d'alarmes anti-intrusion avec un report des alertes vers le centre de supervision vidéo du veilleur de nuit,
-de clôturer les sites comme les terrains de basket, le royaume des enfants, les logements de fonction et de déplacer le portail de la zone du cirque, afin de prévenir des intrusions potentielles déjà maintes fois constatées;
-de rénover les portes des locaux techniques afin de les rendre anti-effractions;
-de procéder à la mise en place d'enrochements au pied du fort de l'étang de la folie pour éviter les baignades sauvages (un noyé en août 2016);
-de procéder à la démolition de l'ancien local abandonné de la prévention routière, qui présente un fort potentiel de vandalisme et de squat ainsi que des caractères d'insalubrité avancés.

Le montant total de l'opération a été estimé à 79.200 € TTC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de sureté	79 200,00	100,00%
Total	79 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	79 200,00	100,00%
Total	79 200,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20005755 - BOUCLES DE SEINE - ACQUISITION DE DRONES

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)
Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003
Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
Action : 13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	21 000,00 € TTC	100,00 %	21 000,00 €
	Montant total de la subvention		21 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS 78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition de drones

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 21 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de sa priorité donnée à la sécurisation des sites, la Région a proposé aux îles de loisirs l'acquisition de drones proactifs équipés de haut-parleur. Ce type d'équipement présente un double intérêt :
- Prévenir le risque de noyades en décelant les baigneurs situés dans les zones non autorisées et en les avertissant qu'ils sont en infraction ;
- Surveiller les secteurs éloignés moins fréquentés ou la présence humaine ne peut suffire et avertir les usagers et les personnels en charge de la surveillance des comportements à risques comme par exemple les départs de feu.

L'île de loisirs des Boucles de Seine a répondu favorablement à cette sollicitation et propose l'acquisition de 2 drones proactifs.

Le montant total de l'opération qui inclut la formation du personnel a été estimé à 21.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de drones	21 000,00	100,00%
Total	21 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	21 000,00	100,00%
Total	21 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-309

DOSSIER N° 20006545 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - ACQUISITION DE DRONES

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)
Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003
Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
Action : 13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	21 000,00 € TTC	100,00 %	21 000,00 €
	Montant total de la subvention		21 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Pierre PLUYAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition de drones

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 16 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Opération urgente à réaliser avant la saison d'été

Description :
Dans le cadre de sa priorité donnée à la sécurisation des sites, la Région a proposé aux îles de loisirs l'acquisition de drones proactifs équipés de haut-parleur. Ce type d'équipement présente un double intérêt :

- Prévenir le risque de noyades en décelant les baigneurs situés dans les zones non autorisées et en les avertissant qu'ils sont en infraction ;
- Surveiller les secteurs éloignés moins fréquentés où la présence humaine ne peut suffire et avertir les usagers et les personnels en charge de la surveillance des comportements à risques comme par exemple les départs de feu.

L'île de loisirs de Saint Quentin en Yvelines a répondu favorablement à cette sollicitation et propose l'acquisition de 2 drones proactifs.

Le montant total de l'opération qui inclut la formation du personnel a été estimé à 21.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de drones	21 000,00	100,00%
Total	21 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	21 000,00	100,00%
Total	21 000,00	100,00%

Convention Région-AEV avenant 3

AVENANT N°3 A LA CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
POUR LA GESTION
DES ESPACES NATURELS DE L'ILE DE LOISIRS DE VAIRES TORCY
GEREE PAR L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE
ANNÉES 2018-2020

ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège administratif est sis 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE dûment habilitée par la délibération du 2020.

Ci-après dénommée la « Région Île-de-France ».
ET

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège administratif est sis 90-92, Avenue du Général Leclerc - 93500 Pantin, agissant en vertu de l'article L. 4413-2 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente, Madame Anne CABRIT, dûment habilitée en vertu de la délibération n° ……. du ……

ci-après dénommée l' « AEV »,

PREAMBULE

Par délibération n°CP 2018-219 du 30 mai 2018, la Région a approuvé la convention avec l'Agence des Espace Verts concernant la définition des modalités techniques et financières d'intervention de l'AEV et de prise en charge, par la Région Île-de-France, des frais de fonctionnement et d'investissement liés à la gestion de l'île de loisirs de Vaires-Torcy.

Par délibération n°CP 2018-356 du 19 septembre 2018 la Région a approuvé l'avenant n°1 complétant cette convention sur 2 points :

- l'ajout en fonctionnement d'une prestation de faucardage du plan d'eau de Vaires
- d'autre part, la définition du programme pluriannuel d'investissement, prenant en compte la réalisation de mesures compensatoires liées à l'aménagement de l'île de loisirs de la Corniche des Forts.

Par délibération n°CP 2019-117 de mars 2019 la Région a approuvé l'avenant n°2 modifiant cette convention sur 2 points :

- la fixation du montant de fonctionnement pour l'année 2019.
- la définition du programme pluriannuel d'investissement, prenant en compte la réalisation de mesures compensatoires liées à l'aménagement de l'île de loisirs de la Corniche des Forts.

Le présent avenant vise à permettre à l'AEV de valider les propositions d'abattage d'arbres qui seraient émises par l'Office National des Forêts et à fixer, pour l'année 2020, le montant des dépenses de fonctionnement et d'investissement prises en charge par la Région et le programme d'investissements correspondant.

Ceci exposé il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1

A la fin de l'article 3.1 il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'AEV valide les propositions d'abattage qui seraient formulées par l'Office National des Forêts sur les parcelles soumises au régime forestier telles que définies par arrêté préfectoral n°2003 DAI 1 CV 150 du 16 octobre 2003. A ce titre, il revient également à l'AEV de valider ou non l'ensemble des modalités administratives nécessaires à l'abattage et à la vente des bois (destination des produits, type d'offre, modalités de mise en marché) après en avoir informé les services de la Région Île-de-France. Enfin, l'AEV veillera à être étroitement associé lors de la réalisation de l'exploitation afin de pouvoir rendre compte à la Région de son déroulé. »

ARTICLE 2 :

L'article 4.1 est ainsi modifié :

1° La dernière phrase du premier alinéa est remplacée par les dispositions suivantes :

« Au titre des dépenses de fonctionnement pour 2020 le montant de la participation de la Région relative à l'entretien et au nettoyage des espaces naturels est fixé à 195.000 €. »

2° Les deux derniers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Au titre des dépenses d'investissement pour 2020, la Région participe à hauteur d'un montant maximum de 150 000 € pour la réalisation du programme de sécurisation et de valorisation environnementale des espaces naturels du site de Torcy.

Le programme 2020 comprend :

- Le traitement de la roselière sur la berge nord du plan d'eau de Vaires ;
- La poursuite des mesures compensatoires de la Corniche des Forts et notamment:
  - création de clairière par abatage d'arbre et broyage,
  - reconstitution de lisières étagées;
  - réalisation d'éclaircies ;
  - diversification des classes d'âge.

- Le traitement des boisements dégradés sur le site de Vaires. »

Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux le.....

Pour la Région Île-de-France	Pour l’Agence des espaces verts de la région d’Ile-de-France

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-310

DU 1 JUILLET 2020

DÉVELOPPEMENT DE L'ACCÈS AUX LOISIRS ET AUX VACANCES .AFFECTATION D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT POUR L'ORGANISATION DES VILLAGES SPORTIFS ET CULTURELS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET POUR LE DISPOSITIF TICKETS LOISIRS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code des marchés publics ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 2017-55 du 9 mars 2017 relative à la nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux vacances ;

VU la délibération N° CR 2020-028 du 11 juin 2020 relative à l'acte 1 du plan de relance économique, écologique et solidaire ;

VU la délibération N° CR 2017-201 du 15 décembre 2017 relative à la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'île de loisirs de Vaires-Torcy ;

VU les délibérations N° CP 2019-120 du 19 mars 2019 et N° CP 2020-126 du 4 mars 2020 relatives à la mise en œuvre du dispositif ticket loisirs ;

VU les statuts du SMEAG des îles de loisirs de Bois-le-Roi, Buthiers, Cergy-Pontoise, Boucles de Seine, Jablines-Annet, Port aux Cerises, Etampes, Boucles de Seine, Saint-Quentin-en-Yvelines et Val de Seine et du SMEG de la Corniche des Forts ;

VU le contrat d'affermage du 16 septembre 2010 entre le SMEAG de l'île de loisirs de Bois le Roi et l'UCPA pour la gestion de l'île de loisirs de Bois le Roi ;

VU les conventions de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Bois-le-Roi, Buthiers, Cergy-Pontoise, Boucles de Seine, Jablines-Annet, Port aux Cerises, Etampes, Boucles de Saine, Saint-Quentin-en-Yvelines, Val de Seine et la Corniche des Forts ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-310 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Approuve le règlement d'intervention modifié relatif au dispositif des tickets-loisirs joint en annexe 1 à la présente délibération.

Approuve la modification de la convention-type figurant en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à signer, avec chaque bénéficiaire de tickets loisirs hors appel à projet, une convention conforme à cette convention-type.

Affecte une autorisation d'engagement de **1.300.000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-003 (133003) « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300301 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », nature 656 « Participations » du budget 2020..

Décide, à titre transitoire pendant les vacances d'été 2020 jusqu'au 31 août 2020, de porter à 85% des dépenses éligible le taux plafond de la participation régionale sous forme de tickets loisirs prévu à l'article 2.2.1 du règlement d'intervention pour les séjours sur les îles de loisirs (formules séjour groupes sport langues, au profit de familles franciliennes fragilisées et de femmes victimes de violences).

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de **882.279,30 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-003 «Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300301 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances » du budget 2020, pour l'organisation des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France sur les îles de loisirs de Boucles de Seine, Buthiers, Cergy-Pontoise, Jablines-Annet, Port aux Cerises, Etampes, Créteil, Saint-Quentin-en-Yvelines, Val de Seine et la Corniche des Forts.

Affecte une autorisation d'engagement de **106.500 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-003 «Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300301 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances » du budget 2020 pour l'organisation d'un village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy, dans le cadre d'un marché.

Affecte une autorisation d'engagement de **70.800 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-003 «Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300301 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances » du budget 2020, pour l'organisation d'un village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur l'île de loisirs de Bois le Roi, dans le cadre d'un marché.

Article 3 :

Approuve les conventions de mise à disposition de service avec les syndicats mixtes gestionnaires des îles de loisirs de Buthiers, Cergy-Pontoise, Boucles de Seine, Jablines-Annet, Port aux Cerises, Etampes, Saint-Quentin-en-Yvelines, Créteil, Val de Seine et la Corniche des Forts pour l'organisation des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France présentés en annexes à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 4 :

Approuve les 3 avenants aux conventions de mise à disposition de service jointes en annexe et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Article 5 :

Le conseil régional n'aide ni ne finance aucun cirque détenant ou mettant en scène des animaux tenus dans des conditions de captivité qui seraient cause de souffrances, de blessures ou d'accidents telles que précisées à l'article R 214-17 du code rural et de la pêche maritime.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181818-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Reglement intervention

REGLEMENT D'INTERVENTION TICKET-LOISIRS

Préambule

Les tickets-loisirs sont utilisables exclusivement sur les îles de loisirs d'Île-de-France :

- Seine et Marne : Bois-le-Roi, Buthiers, Jablines-Annet, Vaires-Torcy,
- Yvelines : Boucles de Seine, Saint-Quentin-en-Yvelines, Val de Seine,
- Essonne : Etampes, Le Port aux Cerises,
- Seine-Saint-Denis : La Corniche des Forts,
- Val de Marne : Créteil,
- Val d'Oise : Cergy-Pontoise.

Article 1 : Objectifs

- Réaffirmer la vocation sociale des îles de loisirs,
- Renforcer le lien entre les acteurs du sport et ces propriétés régionales,
- Favoriser le développement des activités sportives et de loisirs, et leur dimension éducative et sociale,
- Encourager la pratique sportive féminine et celle des personnes en situation de handicap,
- Promouvoir les îles de loisirs, et notamment les activités et offres de séjours qui y sont proposées,
- Soutenir des animations périphériques proposées en amont des grands évènements sportifs nationaux,
- Favoriser le tourisme de proximité.

Article 2 : Eligibilité

Article 2.1 : Bénéficiaires

Sont éligibles au dispositif des tickets-loisirs :

Bénéficiaires franciliens directs	**Publics cibles (franciliens)**
<u>Dans le cadre de l'appel à projets :</u>	
➢ **Communes, arrondissements de Paris, EPCI, départements** La commune, l'arrondissement ou l'EPCI se charge d'assurer la répartition des TL au sein de son territoire au profit des services jeunesse, services des sports, centres de loisirs, maisons de quartiers, associations, CCAS, centres sociaux, pour le public suivant : ⟶ Le département se charge d'assurer les tickets-loisirs pour les actions menées par ses services ou des structures départementales.	Jeunes franciliens âgés de 11 à 17 ans.
➢ **Hôpitaux et organismes à but non lucratif œuvrant au profit d'enfants ou d'adolescents hospitalisés**	Franciliens hospitalisés de moins de 18 ans et les accompagnants lors de sorties (dont les familles).
➢ **Organismes œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap**	Personnes franciliennes en situation de handicap (tout âge et tout type de handicap).
Organismes à but non lucratif, ayant un contact privilégié avec les publics cibles suivants : ⟶ ➢ **Communes et arrondissements de Paris** *(pour leurs propres comptes)***,**	<u>Pour des séjours uniquement</u> : Groupes de jeunes de moins de 18 ans et de 5 personnes minimum Familles franciliennes fragilisées, notamment en situation de précarité,

➢ **Associations de solidarité** *(de plus d'un an d'existence lors du lancement de l'appel à projets)***,** ➢ **Centres sociaux et maisons de quartiers** ➢ **Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)**	chômage ou rupture sociale et en priorité les familles monoparentales ou des jeunes de 18 à 25 ans en situation de précarité économique. Une priorité sera donnée à des primo-partants et aux habitants des territoires ruraux et des quartiers en politique de la ville. Femmes victimes de violences
<u>Dans le cadre de projets sportifs, pédagogiques ou de solidarité (hors appel à projets) :</u>	
➢ **Collectivités locales et leurs groupements** (EPCI)**,** ➢ **Associations loi 1901 et fondations,** de plus d'un an d'existence lors du lancement de l'appel à projets ➢ **Structures d'encadrement de jeunes animées par des forces de l'ordre ou de secours** (policiers, militaires, pompiers) ➢ **Forces de de l'ordre et services publics de secours** ➢ **Gestionnaires des îles de loisirs** ➢ **Mouvement sportif associatif** (fédérations, ligues, comités régionaux, coordinations régionales ou unions régionales, comités départementaux et clubs associatifs dans les disciplines conventionnées avec la Région) ➢ **Etablissements hospitaliers publics et privés et organisations professionnelles de soignants**	En fonction des actions : - Jeunes franciliens de 11 à 17 ans fréquentant des structures associatives ou communales - Grand public - Forces de l'ordre et services publics de secours franciliens - Orphelins mineurs - Personnes franciliennes en situation de handicap - Personnels de la Région Ile-de-France - Sportifs de haut niveau inscrits sur la liste ministérielle - **Familles fragilisées** - **Personnes vulnérables** - **Personnes en situation de précarité** - **Professionnels de santé(pour les séjours uniquement)**

Article 2.2 : Nature des projets soutenus sous la forme de tickets-loisirs

2.2.1 Dans le cadre de l'appel à projets

Les tickets-loisirs (TL) permettent, suivant les catégories de bénéficiaires, le financement des projets collectifs suivants :

Bénéficiaires	Projets
➢ **Communes et arrondissements de Paris** *(pour les services jeunesse, services des sports, centres de loisirs, maisons de quartiers, associations, CCAS, centres sociaux)* ➢ **EPCI et Départements** ➢ **Hôpitaux et organismes à but non lucratif œuvrant au profit d'enfants ou**	**<u>Sortie en groupe à la journée et cycles d'activités sportives sans hébergement</u>** ✓ Différentes formules proposées par les îles de loisirs, d'une valeur de 1 à 2 TL. Celles-ci comprennent l'entrée sur le site et une ou plusieurs activités libres ou encadrées. ✓ Financement d'une activité, d'une animation ou d'un projet hors formules : participation de la Région limitée à 2 TL par personne et par jour (3 TL pour un public en situation de handicap, si les conditions d'encadrement de l'activité proposée le justifient). ✓ Participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, limitée à 5 séances pour un cycle d'activités sportives organisé sur plusieurs jours, ✓ Les frais de transports, de restauration et d'encadrement du

d'adolescents hospitalisés ➢ **Organismes œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap**	groupe selon les normes en vigueur sont à la charge du bénéficiaire. Les dépenses liées à des sorties / animations scolaires ne sont pas éligibles au dispositif ticket-loisirs, à l'exclusion de celles organisées par les Fédérations sportives scolaires.
➢ **Mouvement sportif**	**<u>Actions développées en faveur des adhérents et licenciés de l'organisme</u>** Le soutien apporté vise à permettre l'accès à la pratique sportive au plus grand nombre et pour tous les publics, par le biais notamment d'actions favorisant : ✓ le développement des pratiques féminines ou mixtes, des adolescents, des personnes en situation de handicap notamment ; ✓ le développement des pratiques émergentes ; ✓ le développement du sport-santé ; ✓ la mise en place d'animations périphériques proposées en amont des grands évènements sportifs. Peuvent être soutenues les actions développées en faveur des adhérents et licenciés de l'organisme, dans les conditions suivantes : ✓ Soutien conditionné à la mise en œuvre gratuite, notamment dans le cadre des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France, d'animations sportives en lien avec les gestionnaires des îles de loisirs. L'action proposée devra être adaptée au public cible des villages, à savoir prioritairement des jeunes franciliens de 11 à 17 ans, accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…). La mise en place de cette action ne peut donner lieu à une facturation auprès des gestionnaires des îles de loisirs. ✓ Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'activités sportives et de loisirs, de locations (matériels, salles, locaux, espaces), d'hébergement, de restauration des bénévoles et encadrants, réalisées sur les îles de loisirs. ✓ Participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, plafonnée à : ▪ 30 % du coût des dépenses éligibles pour des actions organisées en dehors des vacances d'été, ▪ 15 % du coût des dépenses éligibles pour des actions organisées durant les vacances d'été.

Organismes à but non lucratif, ayant un contact privilégié avec le public cible de l'opération ➢ **Communes, arrondissements de Paris** (pour leurs seuls comptes) ➢ **Associations de solidarité** *(de plus d'un an d'existence lors du lancement de l'appel à projets)***,** ➢ **Centres sociaux,** ➢ **Maisons de quartiers** ➢ **Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)** ➢ **Organismes œuvrant en faveur du handicap**	**Séjours sur les îles de loisirs** **1/ Formule séjour groupes « sport-langues »** (10 nuitées maximum pour des groupes de jeunes de moins de 18 ans et de 5 personnes minimum) : ✓ Séjour incluant obligatoirement un projet pédagogique, comprenant l'apprentissage de l'anglais (2H par jour) et des gestes de premiers secours, ainsi que la pratique d'activités sportives libres ou encadrées. ✓ Sont éligibles les dépenses d'hébergement, de restauration (exclusivement demi-pension et pension compète), de location de salles et d'activités sportives ou de loisirs réalisées sur les îles de loisirs, ✓ Participation de la Région plafonnée à 50 % des dépenses éligibles pour les vacances d'été et 85% hors vacances d'été, dans la limite de 4 TL par personne et par jour. ✓ Les dépenses complémentaires, dont les frais de transports, d'encadrement du groupe, de mise en place de l'apprentissage de l'anglais sont à la charge de l'organisme bénéficiaire de la prestation. **2/ Formule séjours au profit de familles franciliennes fragilisées** ✓ Cette action vise à proposer une offre de week-ends (2 jours) et de séjours (3 à 8 jours) à des familles franciliennes à revenus modestes (familles/jeunes adultes), par l'intermédiaire d'organismes relais en contact avec ces publics. ✓ Effets recherchés pour les familles : o rupture du quotidien nécessaire aux effets remobilisateurs, o renforcement des liens familiaux et parentaux, o prise d'initiatives et meilleure autonomie dans l'organisation de leurs loisirs et des projets de vacances ✓ Une participation familiale correspondant à au moins 10% des dépenses éligibles est exigée. L'organisme bénéficiaire des tickets-loisirs en est garant. **3/ Formule séjours au profit des femmes victimes de violences** (15 nuitées maximum) **:** ✓ Cette action vise à proposer une offre de séjour à des femmes victimes de violences et à leurs enfants pour les éloigner de leur milieu de vie habituel et permettre leur reconstruction dans un environnement nouveau et apaisé. ✓ L'organisateur bénéficiaire devra prévoir un encadrement social et psychologique et un accompagnement visant à la pratique d'activités sportives libres ou encadrées. **Règles communes aux séjours organisés au profit des familles franciliennes fragilisées et des femmes victimes de violences** ✓ L'organisme bénéficiaire des tickets-loisirs s'engage à trouver le public bénéficiaire correspondant aux critères d'éligibilité. Il est l'interlocuteur unique des îles de loisirs et de la Région. Il assure l'interface avec les publics bénéficiaires des séjours. Il se charge de la réservation des séjours, des paiements, de la diffusion de toutes les informations utiles aux familles et aux femmes concernées par l'opération. Il s'engage à nommer un référent, chargé du suivi des inscriptions et du bon

	déroulement du séjour. ✓ Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'hébergement, de restauration (exclusivement demi-pension et pension compète) et d'activités sportives et de loisirs réalisées sur les îles de loisirs. ✓ La participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, est plafonnée à : ✓ 85 % des dépenses éligibles, pour des séjours organisés en dehors des vacances d'été, ✓ 50 % des dépenses éligibles, pour des séjours organisés durant les vacances d'été, ✓ dans la limite de 7TL par jour et par personne. Le transport du domicile à l'île de loisirs est à la charge des bénéficiaires.
➢ **Mouvement sportif** (fédérations, ligues, comités régionaux, coordinations régionales ou unions régionales, comités départementaux et clubs associatifs dans les disciplines conventionnées avec la Région)	**4/Formule séjours au profit des adhérents licenciés sportifs** Les séjours au profit des adhérents et licenciés sportifs sont éligibles dans les mêmes conditions que les sorties à la journée

2.2.2 Hors appel à projets

La Région pourra apporter un soutien, hors appel à projets, à des opérations spécifiques, développées en partenariat avec les îles de loisirs, à visée éducative, pédagogique, sportive ou solidaire, autres que ceux référencés à l'article 2.2.

Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'activités sportives et de loisirs, de locations (matériels, salles, locaux, espaces), d'hébergement et de restauration (exclusivement demi-pension et pension complète) réalisées sur les îles de loisirs.

La participation régionale, sous forme de tickets loisirs, pourra aller jusqu'à 100% des dépenses éligibles, suivant la nature des projets.

Article 2.3 : Les critères d'appréciation dans le cadre de l'appel à projets

Chaque demande de tickets-loisirs reçue est examinée selon une grille de lecture qui tient compte des éléments suivants :

- Population légale de la commune ou de l'EPCI suivant le dernier recensement de l'INSEE,
- Nombre d'organismes sollicitant des tickets au sein de la commune, de l'EPCI ou du Département
- Organisme œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap ou de Franciliens mineurs hospitalisés : nombre de personnes susceptibles d'être accompagnées sur les îles de loisirs,
- Projets portés par des territoires ruraux,
- Nature et qualité des projets envisagés,
- Taux de réalisation des actions et qualité du bilan (année N-1)
- Mise en valeur du soutien régional dans les supports de communication de la structure (année N-1)

<u>Critères spécifiques aux séjours:</u>

- Expérience et légitimité de l'organisme à porter le projet présenté,
- Proximité du porteur de projet avec le public cible,
- Critères et modalités du choix des bénéficiaires par l'organisme. Pour les familles fragilisées, une priorité est donnée à des primo-partants, notamment aux habitants des territoires ruraux et des quartiers en politique de la ville.
- Pertinence du projet, choix des durées de séjours au regard du public et des objectifs recherchés,
- Séjours groupes : qualité du projet pédagogique envisagé, notamment en matière d'apprentissage de l'anglais,
- Programme d'accompagnement des familles et des femmes mis en place par le porteur de projet (accompagnement prévu dans la préparation, l'organisation, en cours de séjour et dans la phase d'évaluation),
- Pour les séjours au profit des femmes victimes de violences : Encadrement social et psychologique et un accompagnement visant à la pratique d'activités sportives libres ou encadrées,
- Capacité à mobiliser les co-financements et à mener à bien le projet.

<u>Critères spécifiques au mouvement sportif :</u>

- Nombre de licenciés franciliens dans la discipline considérée,
- Nature, qualité (organisation, communication, partenariat développé avec l'IDL) et pertinence de l'action envisagée en faveur des licenciés,
- Nouvelle action ou reconduction d'une action existante,
- Action favorisant la pratique sportive du plus grand nombre et soutenant la pratique féminine et celle des personnes en situation de handicap,
- Ampleur et qualité de l'action proposée dans le cadre des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France. Sera appréciée la mise en place d'actions sur des îles de loisirs rurales et péri-urbaines. Ces critères seront importants dans la détermination du pourcentage de participation de la Région au projet porté par l'acteur sportif au profit de ses licenciés.
- Grand évènement sportif prévu, dans les 12 mois, dans la discipline considérée.
- Coût de l'action au regard de la fréquentation prévisionnelle,
- Taux de réalisation des actions et qualité du bilan (année N-1),
- Mise en valeur du soutien régional dans les supports de communication de la structure (année N-1)

Article 3 : Modalités de fonctionnement

Article 3.1 : Modalités de l'appel à projets

Deux appels à projets annuels distincts se feront par le biais de la plateforme des aides régionales PAR :

- un premier concernant les actions à la journée : sortie(s) en groupe à la journée, cycles d'activités sportives sans hébergement et actions sans hébergement développées en faveur de licenciés sportifs,
- un second portant sur les séjours : séjours « sport –langues », séjours destinés aux adhérents et licenciés sportifs, séjours au profit de familles franciliennes fragilisées et de femmes victimes de violences.

Seules les candidatures reçues via cette plateforme, dans les délais prévus par l'appel à projets, seront éligibles s'agissant des projets référencés à l'article 2.2.

La Région se réserve la possibilité de lancer un second appel à projets au cours de l'année, pour les différents types d'actions, si le nombre total de tickets-loisirs accordé suite au premier appel à projets est inférieur au nombre de tickets-loisirs susceptibles d'être émis au regard du montant d'autorisation d'engagement voté par la Commission Permanente pour la mise en œuvre du dispositif.

Le dossier transmis à la Région devra être établi conformément au document téléchargeable sous la rubrique « appel à projets » du site régional www.iledefrance.fr. Le dépôt d'une demande de tickets-loisirs, même complète, n'entraîne pas sa sélection automatique et l'octroi d'une aide régionale.

Article 3.2 : Modalités d'instruction (appel à projets et hors appel à projet)

Le service de la Région en charge des loisirs instruit les demandes formulées dans le cadre de l'appel à projets ou hors appels à projets. En tant que de besoin, la procédure d'instruction sollicite d'autres partenaires internes ou externes.

Article 3.3 : Engagements de la Région Ile-de-France, des bénéficiaires et des organismes gestionnaires des îles de loisirs (appel à projets et hors appel à projet)

L'attribution de tickets-loisirs fait l'objet d'une convention entre la Région et le bénéficiaire, quel que soit le mode de distribution.

S'agissant des services municipaux, des services des intercommunalités ou des associations locales en charge de la jeunesse, seule une convention sera signée avec la commune ou l'EPCI considérée comme tête de réseau à l'échelle de son territoire.

La mise en place du dispositif fait l'objet d'une convention entre la Région et les organismes gestionnaires des îles de loisirs. La Région s'engage à soutenir financièrement les îles de loisirs, pour la réalisation de l'opération tickets-loisirs, par l'attribution d'une subvention correspondant au produit de la valeur unitaire des tickets et du nombre de tickets collectés dûment tamponnés. Le montant total versé par la Région à l'ensemble des îles de loisirs concernées ne peut excéder la valeur correspondant au nombre de tickets émis par la Région, et aux crédits inscrits au budget voté par la Région.

La commission permanente de la Région Ile-de-France se prononce sur les périodes d'utilisation des tickets-loisirs et leur valeur unitaire.

Les tickets loisirs accordés, quel que soit le mode de distribution, ne peuvent être ni vendus, ni cédés à un autre organisme, ni distribués à des particuliers pour un usage individuel.

Article 3.4 : Evaluation du dispositif (appel à projets et hors appel à projets)

Un bilan quantitatif et qualitatif est transmis par le bénéficiaire dans les délais prévus dans la convention. La production de ces justificatifs conditionne l'attribution des tickets-loisirs à la structure concernée, en cas de reconduite du dispositif l'année N+1.

Si le taux d'utilisation des tickets-loisirs par l'organisme est :

- ✓ inférieur à 60 %, celui-ci sera exclu du dispositif l'année suivante, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées,
- ✓ compris entre 60 % et 90 %, le nombre de tickets susceptible d'être accordé l'année N+1 sera, au mieux, ajusté suivant la consommation constatée l'année N.

convention hors aap

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE
ET LES ORGANISMES BENEFICIAIRES
DES TICKETS-LOISIRS
(hors appel à projets)

ENTRE La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, en vertu de la délibération n° ……..,
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

ET « nom de l'organisme bénéficiaire »
représenté par ……
ci-après dénommé « l'organisme »,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties et de déterminer les conditions d'utilisation des tickets-loisirs, qui sont fournis à l'organisme par la Région Ile-de-France en vue de faire bénéficier les publics visés par le dispositif cadre voté par délibération en date du ..... et mentionné à l'article 3 de la présente convention, des activités et services proposés par les îles de loisirs.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DU DISPOSITIF

La Région souhaite mener sur ses îles de loisirs une politique volontariste de développement de l'accès au sport, aux loisirs et aux vacances, axée sur 3 volets :

- un volet social ;
- un volet loisirs-sportifs, culturel et éducatif accessibles à tous ;
- un volet touristique, jumelée à des loisirs récréatifs.

L'action proposée par l'organisme doit revêtir une dimension éducative et pédagogique et s'inscrire dans la logique d'animation des îles de loisirs.

ARTICLE 3 : PUBLICS VISÉS PAR LE DISPOSITIF

Les publics cibles de ce dispositif sont notamment les suivants :

- les jeunes Franciliens âgés de 11 à 17 ans.
- les personnes franciliennes en situation de handicap qui fréquentent des structures d'accueil,
- les forces de l'ordre et services publics de secours franciliens,
- les orphelins mineurs,
- les personnels de la Région Ile-de-France,
- le public fréquentant les îles de loisirs.
- les sportifs de haut niveau inscrits sur la liste ministérielle
- les familles fragilisées
- les personnes vulnérables ou en situation de précarité
- les professionnels de santé, pour les séjours uniquement

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

La Région s'engage à mettre gratuitement à disposition de l'organisme, dès notification de la présente convention, une dotation de ……. tickets-loisirs, d'une valeur unitaire de ….. €, destinée à la mise en œuvre du projet présenté en annexe à la présente convention. Les tickets-loisirs sont à retirer par l'organisme bénéficiaire à l'adresse choisie lors de l'appel à projets, à la date précisée dans le courrier d'attribution.

Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'activités sportives et de loisirs, de locations (matériels, salles, locaux, espaces), d'hébergement et de restauration (exclusivement demi-pension et pension compète) réalisées sur les îles de loisirs.

La participation régionale, sous forme de tickets loisirs, est plafonnée pour ce projet à X% *(fourchette de 0 à 100%)* des dépenses éligibles.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

5.1 - Engagements généraux

L'organisme s'engage à :

- mettre en œuvre le dispositif des tickets-loisirs conformément au règlement d'intervention annexé à la présente convention,
- utiliser les tickets-loisirs mis à disposition durant leur période de validité et à en faire bénéficier des publics répondant aux critères définis à l'article 3 de la présente convention. L'organisme veillera à tamponner les tickets-loisirs avant remise à l'île de loisirs,
- mettre en place le projet tel que défini en annexe à la présente convention,
- travailler à la mise en œuvre du projet en lien étroit avec le gestionnaire de l'île de loisirs ;
- participer à toute réunion d'information ou de concertation qui serait organisée par la Région ;
- restituer à la Région, dans les meilleurs délais, tout ou partie des tickets loisirs que l'organisme ne pourra pas utiliser dans les délais de validité, afin de permettre à d'autres organismes d'en bénéficier ;
- fournir à la Région, sous format papier et informatique, suivant un modèle transmis par la Région, un bilan quantitatif et qualitatif de l'utilisation des tickets-loisirs, aux périodes suivantes :
  - ✓ entre le 1er septembre et le 31 décembre de l'année N, si les projets prévus par l'organisme bénéficiaire sont réalisés. Les éventuels tickets-loisirs non utilisés seront alors retournés par courrier à la Région île de France, à l'attention du service loisirs.
  - ✓ au plus tard le 10 mars de l'année N+1 si l'organisme bénéficiaire utilise tout ou partie des tickets-loisirs octroyés sur la période allant du 1er janvier au 1er mars de l'année N+1.

  La production de ce justificatif dans les délais impartis conditionne le renouvellement de l'attribution des tickets-loisirs à la structure concernée, en cas de reconduite du dispositif.

Si le taux d'utilisation des tickets-loisirs par l'organisme est :

- ✓ inférieur à 60 %, celui-ci sera exclu du dispositif l'année suivante, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées,
- ✓ compris entre 60 % et 90 %, le nombre de tickets susceptible d'être accordé l'année N+1 sera, au mieux, ajusté suivant la consommation constatée l'année N.

En matière de communication, le bénéficiaire s'engage à :

- valoriser le soutien de la Région Île-de-France dans les différents supports de communication de la structure (site internet, programme d'activités proposées aux jeunes…)
- mentionner ce soutien de la Région, dans toutes les actions de communication et de promotion ayant trait aux sorties ou séjours organisés dans le cadre des tickets-loisirs, quel que soit le support, et à y apposer le logo de la Région dont les caractéristiques lui sont fournies, sur sa demande, par la direction de la communication de la Région.
- informer les bénéficiaires finaux des tickets-loisirs de ce soutien régional.

Le bilan des actions, transmis à la Région, devra intégrer une copie des supports de communication mettant en évidence le soutien régional.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DES TICKETS-LOISIRS

Les tickets loisirs accordés ne peuvent être ni vendus, ni cédés à un autre organisme, ni distribués à des particuliers pour un usage individuel.

En cas d'utilisation des tickets-loisirs non conforme à l'objet de la présente convention, il est procédé au reversement immédiat des tickets-loisirs non consommés et à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7.

ARTICLE 7 : RESILIATION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites, par la présente convention.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de quinze jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- L'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

<u>ARTICLE 8</u> : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet au XXXXXXX (année N) et expire le XXXXXX (année N+1).

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux, le :

Pour la Région Ile-de-France La Présidente du Conseil Régional	Pour l'organisme Le Représentant légal,
Valérie PECRESSE	

Convention Cergy-Pontoise - Annexes 1 et 2

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-…. du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Cergy-Pontoise**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région Île-de-France souhaite proposer aux jeunes Franciliens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles durant les vacances d'été, dans une ambiance ludique de plein air.

Cette opération relève du dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances», voté par délibération CR 2017-55 du 9 mars 2017.

Cette opération a pour cadre les îles de loisirs de la Région.

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France a pour objectifs de :

- favoriser les rencontres, les échanges et les liens sociaux ;
- rendre les pratiques sportives accessibles à tous les jeunes sans discrimination ;
- promouvoir les valeurs fédératrices du sport et encourager les jeunes à une pratique sportive régulière ;
- favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle ;
- proposer des initiatives aux gestes de premiers secours ;
- permettre aux jeunes de pratiquer l'anglais, en dehors du milieu scolaire.

Les publics cibles sont les jeunes franciliens garçons et filles âgés de 11 à 17 ans, principalement issus des territoires prioritaires de la politique de la ville.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-…… du 1er juillet 2020 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de 100 % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de 40 jours, du 6 juillet au 28 août 2020, dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de 100 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 128 000 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 128 000 € TTC.

Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant plafond de 77 480 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant plafond de 50 520 € TTC.

Le coût de fonctionnement du service est fixé sur 40 jours d'animation et comprend les unités de fonctionnement décrites dans le tableau figurant en annexe 2 de la convention. L'indication du coût horaire à la séance correspond au coût moyen horaire calculé en annexe dans ce tableau.

Le montant total des recettes perçues par le cocontractant au titre du village (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne pourra excéder le total des dépenses engagées pour la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 2 : CADRE DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES MIS A DISPOSITION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

La convention prend effet dès l'adoption de celle-ci par l'assemblée délibérante et prend fin par la réalisation de l'ensemble des missions incombant à l'organisme, conformément aux stipulations de la présente convention et de la procédure de règlement du solde financier de celle-ci.

2.1 : Organisation du concept de village

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités, il est implanté sur une zone délimitée et visible de l'île de loisirs et mise à disposition par elle.

L'agencement du village doit s'inscrire dans une ambiance chaleureuse, ludique, dynamique avec une identité moderne dans le respect des règles de communication prévues à l'article 2.9 de la présente convention.

Un plan d'implantation du village (espace accueil, activités) présenté par l'organisme et validé par la Région figure en annexe à la convention.

Espace central d'accueil

Cet espace central d'accueil sera le point d'entrée du village. Seront valorisées l'implication de la Région Île-de-France dans le projet, ainsi que dans l'organisation des JOP 2024.

Espaces dédiés aux activités

Les espaces d'activités sont clairement identifiés et délimités.

L'aménagement comprendra des panneaux expliquant les objectifs de l'opération, les modalités de déroulement des activités. Un espace couvert dédié à certaines activités pourra être proposé en cas d'intempérie.

2.2 : Personnel mis à disposition

Toutes les activités encadrées seront assurées par des cadres moniteurs ou éducateurs sportifs diplômés, selon la réglementation en vigueur. Un effort particulier sur la pédagogie sera mis en place. Les séances devront comprendre un moment d'échauffement, des séances de découverte et d'initiation.

La liste des encadrants par activité, avec leurs qualifications et expériences, sera communiquée à la Région avant l'ouverture du village.

2.3 : Les publics bénéficiaires

Le village s'adresse à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village devra répondre aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière sera apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine pourront être proposées.

2.4 : Modalités d'accueil

Le village est dédié prioritairement à l'accueil de groupes. Ceux-ci sont accueillis du lundi au vendredi sur des créneaux d'activité variables selon les activités.

Les activités collectives sont proposées au libre choix des groupes lors de l'inscription**.**

L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires. Elle pourra accueillir, de façon minoritaire, des individuels présents sur l'île de loisirs, en cas de créneaux disponibles.

2.5 : Programme d'activités

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2h). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…). Il est notamment demandé la réalisation d'au moins une activité ou animation en lien avec les Jeux Olympiques.

Le planning des activités est annexé à la présente convention.

2.6 : Partenariat avec le mouvement sportif régional

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs, fédérations). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. La liste des partenaires sera communiquée à la Région et les modalités du partenariat détaillées.

D'autre part, à travers la mise en œuvre des villages sportifs la Région peut faire la promotion des grands évènements sportifs qui se tiennent sur le territoire francilien.

2.7 : Communication et signalétique spécifiques au village sportif et culturel de la Région Île-de-France

2.7.1 Communication

- Visuels / supports de communication

La Région réalise la conception du visuel de l'opération village sportif et culturel de la Région Île-de-France, identique pour les différents villages, qu'elle mettra à disposition de l'île de loisirs, en amont de la campagne de mobilisation des publics. Ce visuel devra être décliné sur les différents supports de communication.

L'île de loisirs assurera la diffusion de ces supports (affiches, flyers) auprès des structures socio-éducatives franciliennes.

Tout autre support réalisé par l'île de loisirs doit respecter la charte régionale qui sera communiquée dès notification.

L'impression de l'ensemble des supports est à la charge de l'île de loisirs.

- Sites web

Des informations devront également figurer sur le site des partenaires de l'opération et sur le site de l'île loisirs concernée.

Concernant la communication du projet sur les sites web, la mention et le logotype de la Région sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France (les liens des pages concernées devront être transmis à la Région).

- Logo de la Région

La présence du logotype de la Région et la mention « l'île de loisirs est la propriété de la Région Île-de-France » sont obligatoires, en 1ère de couverture, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication ainsi que sur la signalétique, dans le respect de la charte graphique adoptée par la Région Ile-de-France.

- Promotion de l'opération

L'île de loisirs assurera une communication auprès de ses partenaires et mettra en ligne toute information nécessaire sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France selon le visuel régional défini. La Région devra y être citée en tant que commanditaire du projet.

L'information relative à l'action régionale prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Île-de-France et mise en œuvre par …» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

- Information et mobilisation des publics

L'île de loisirs formalise un dossier d'inscription au village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur la base du visuel régional qui doit comprendre une présentation du concept du village, la présentation des activités, les créneaux de réservation, les modalités d'inscription et d'annulation.

L'île de loisirs assure la diffusion auprès des structures municipales, sociales, éducatives, etc… sur la zone de chalandise de l'île de loisirs.

- Matériel mis à disposition

La Région fournira des banderoles intissées, des rouleaux de rubalise et des T-shirts frappés du logo de la Région Île-de-France, dans la limite des stocks disponibles, pour les encadrants du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Le matériel mis à disposition par la Région devra être enlevé par l'île de loisirs auprès des services de la Région.

- Contrôle par les services de la Région

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le cocontractant dans sa démarche.

2.7.2 Signalétique

La visibilité de la Région doit être assurée sur tous les supports : bannières drapeaux, banderoles, documents de communication et T-Shirts.

L'île de loisirs devra réaliser et mettre en place la signalétique (panneau de présentation de l'opération à l'entrée du village, fléchages et panneaux pour les activités).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à réaliser les missions de service dans les conditions fixées à l'article 2.

3.1 : Organisation

L'île de loisirs met en œuvre tous les moyens nécessaires à la mobilisation des publics cibles définis à l'article 2.3 de la présente convention. Elle gère les réservations et la gestion des inscriptions.
Le recours à un prestataire extérieur pour l'encadrement des activités est autorisé.

3.2 : Logistique et sécurité

L'île de loisirs s'engage, dans le cadre des activités mises à disposition du village, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Elle respectera les règles, normes et législations en vigueur.

Elle mettra en place les dispositifs de sécurité concernant notamment la lutte contre l'incendie, les moyens de communication pour contacter les secours et le plan d'accès des secours.

L'organisme mettra en place toutes les mesures de gardiennage nécessaires.

3.3 : Tarif d'accès au village
Le montant du droit d'accès au village pour les groupes est GRATUIT.

Le tarif d'accès au village doit être déterminé au regard du coût des activités proposées et ne doit en aucun cas être supérieur à la part restant à payer en complément des financements de la Région et d'autres recettes éventuellement perçues.

3.4 : Compte rendu d'exécution
Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu sous format électronique sera transmis à la Région Ile-de-France avec les indications suivantes :

- Une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…)
- La liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition filles / garçons, le nombre d'activité par jeune,
- Le nombre de participants par activité (individuels/groupes),
- Le nombre de personnes handicapées accueillies,
- Un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- Les documents financiers détaillés au 5.2.2.

Le compte rendu sera fourni dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à :

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 : Détermination du coût de fonctionnement du service
Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de 100 % des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement
La Région procède au remboursement de 100 % des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et frais généraux comme indiqué en article 1 de la présente convention.

Chaque demande de versement est effectuée par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs selon les modalités suivantes :

5.2.1 Versement d'une avance

L'organisme peut demander le versement d'une avance à hauteur de 50 % de la participation régionale dès la signature de la convention et sans avoir à fournir de justificatif.

5.2.2 Versement d'acomptes

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués.

Chaque versement est effectué sur présentation d'une demande de versement d'acompte précisant le montant des dépenses engagées pour la mise à disposition de service, et d'un récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures ou actes payées au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et figurant dans le décompte du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France du tableau annexé.

Ces documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

5.2.3 Versement du solde

Le versement du solde s'effectuera sur la base des documents listés ci-après :

- Une demande de versement précisant le montant total des frais de fonctionnement du service mis à disposition (A);
- Un bilan financier des coûts, joindre la copie du tableau de décompte du coût prévisionnel (B) ;
- Une attestation de frais de fonctionnement généraux, des frais de personnel et d'activités, mis à disposition par l'île de loisirs (C) ;
- Un état récapitulatif détaillé des paiements effectués (au profit de tiers) (D)
- Un compte rendu d'exécution qualitatif reprenant les informations demandées à l'article 3.4 et signé par le représentant légal (E).

Tous les documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

Les états récapitulatifs B et D sont cosignés par le représentant légal et le trésorier public.

5.3 : Révision du montant prévisionnel attribué à l'opération

Les dépenses de service mis à disposition sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente et prennent fin à l'achèvement de l'opération.

Le remboursement de 100 % du service mis à disposition par l'organisme gestionnaire est apprécié au vu du niveau d'exécution constaté, par application du coût de fonctionnement indiqué à l'article 1 de la présente convention, et du montant total des recettes de l'opération, celui-ci ne pouvant excéder le montant des dépenses engagées pour la mise en œuvre du service.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant plafond inscrit à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 2 juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde du remboursement des services objet de la présente convention dans la limite d'une année à compter de son adoption par la commission permanente.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de cette convention. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des paiements versés par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES SOMMES VERSEES PAR LA REGION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des sommes versées en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Avant toute décision régionale de révision du montant du versement ou avant toute demande de restitution de tout ou partie du versement, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du village sportif et culturel de la Région Île-de-France et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise sont à la charge de ce dernier.

<u>ARTICLE 9</u> : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ILE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE

Le fonctionnement du village sportif et culturel

Le village sportif d'été aura lieu du 06 juillet au 28 août dans le centre balnéaire de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise.

Il aura pour objectif de proposer aux jeunes franciliens la découverte et la pratique d'activités sportives et culturelles durant les vacances d'été dans une ambiance ludique et de plein air.

Cette action portera une attention particulière aux jeunes âgés de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant l'île de loisirs pourront profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village répondra aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Toutes les recommandations sanitaires liées à l'épidémie de COVID-19 seront prises.

Les objectifs du village sportif et culturel

- L'accessibilité à la pratique sportive à tous les jeunes sans discrimination
- Le développement des rencontres, échanges et lien sociaux
- La promotion des valeurs fédératrices du sport et de l'importance d'une pratique sportive régulière
- La sensibilisation des jeunes à la notion du développement durable et à une alimentation saine et équilibrée.

Comment s'inscrire

Chaque groupe pourra programmer et réserver préalablement sa venue en la contactant par téléphone ou par mail. Le coordinateur délivrera aux groupes une information complète qui proposera une offre avec les conditions de pratique sur chaque activité.

Les réservations seront possibles à partir du 06 juillet :

- Par mail à : **village.sportif@cergy-pontoise.iledeloisirs.fr**
- Par téléphone au : **06 03 52 01 96**.

Le déroulement sur place

Du 06 juillet au 28 août l'accueil se fera dans le Centre Balnéaire du lundi au vendredi de 10h à 12h et de 13h à 17h.

Le nombre de jeunes sur chaque activité est de 9 maximums. Chaque jeune aura la possibilité de pratiquer deux activités sportives ou éducatives. Les activités seront proposées sur une durée d'une heure. Chaque groupe pourra participer à 2 activités.

Le personnel encadrant

- **Un coordinateur** sera embauché du 04 juillet au 04/09 et il aura en charge :
- La mise en place du village,
- Le management des éducateurs sportifs, des comités partenaires et prestataires,
- De procéder à la réservation des groupes,
- D'accueillir, orienter et répertorier les groupes,
- De réaliser le bilan à l'issu.
- **Trois éducateurs sportifs** dont un spécialiste « Zumba » seront recrutés.
- **Des éducateurs des comités** de la boxe, du Sand Ball, du Beach-Volley et du Rugby seront mis à disposition sous convention.
- **Le beach basket :** 2 éducateurs du beach basket encadreront l'activité sur toute la durée du village sportif. En effet un partenariat entre la ligue Ile de France de Basket et l'Ile de loisirs de Cergy-Pontoise permettra de proposer cette animation à titre gracieux. En contrepartie environ 120 enfants, inscrits dans 3 camps d'été de basket d'une durée d'une semaine se déroulant à la l'Ile de loisirs de Cergy-Pontoise, participeront aux activités du village sportif. Ces jeunes sont issues de camps de basket déjà organisés dans des zones urbaine sensibles d'Ile de France comme les villes d'Ermont, d'Eaubonne, de Clamart, de Gennevilliers, des Ulis, des quartiers de Paris du 13ème & du 20ème, etc…

Préconisations du personnel pour se protéger et protéger les autres du COVID-19

- Aération des locaux (ouverture en grand des portes et fenêtres du bureau) en permanence en présence du personnel et à minima à l'arrivée, durant la pause repas et le soir pendant le nettoyage quotidien.
- Désinfection des postes de travail à l'arrivée et au départ et limitation de l'utilisation à un agent par jour.
- Désinfection systématique si utilisation par un autre agent.
- Nettoyage et désinfection régulière des surfaces et objets fréquemment touchés au minimum une fois par jour. (ex. poignées de porte, interrupteurs, robinets, toilettes, accoudoirs de chaises, tables, etc.).
- Vidage quotidien des poubelles.
- Limitation de la manipulation des poignées en laissant les portes ouvertes en présence de personnel.
- Port du masque lorsque le respect de la distanciation physique n'est pas possible.
- Lavage des mains à l'eau savonneuse (30s minimum) avec un séchage soigneux avec une serviette (en papier jetable ou à usage individuelle) à l'arrivée, à chaque manipulation de matériel partagé et/ou à minima toutes les heures / ou utilisation du gel hydro alcoolique.
- Effets personnels dans casier individuel nominatif fermé,
- Fournitures de bureau identifiées et à usage individuel (stylos, papiers, etc…).
- Repas pris en extérieur.

PROJET D'ACTIVITES

HORAIRES	ACTIVITES	EFFECTIFS
10h à 12h 2 créneaux d'1h par groupe (8 activités)	Beach Volley	9
	Sand Ball	9
	Beach Basket	9
	Beach Rugby	9
	Biathlon	9
	Handisport : Sarbacane	9
	Kayak	9
	Body Board	9
	Total enfants / 2 activités	**144**
13h à 17h 4 créneaux d'1h par groupe (11 activités)	Beach Volley	9
	Sand Ball	9
	Beach Basket	9
	Beach Rugby	9
	Boxe	9
	Biathlon	9
	V.T.T	9
	Handisport : Flu flu	9
	Kayak	9
	Zumba	9
	Sensibilisation aux gestes de premiers secours	9
	Total enfants / 2 activités	**198**
TOTAL ENFANTS JOUR 2 ACTIVITES		**342**

Les objectifs spécifiques par activité

Biathlon : Cette activité se pratique en alternance entre un tir laser et un parcours en course à pied.
Le parcours est adapté aux différents types de public (jeunes, adolescents, personnes handicapées).

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- Le matériel et les équipements :

Après chaque séance les carabines ainsi que les tapis seront désinfectés.

- Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :

1 participant par cible ce qui fera 5 tireurs espacés de 2 m. Les 4 autres restants seront derrières en attente de leur tour avec aussi une distanciation de 2m.

Kayak monoplace : Manipuler une pagaie pour se déplacer avec un kayak vers l'avant, latéralement et en arrière. Prendre en compte tous les éléments liés à la sécurité.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- Le matériel et les équipements :

Après chaque séance les gilets de sauvetage, les pagaies et les kayaks seront désinfectés.

- Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :

1- Pratique en embarcation individuelle sans contact direct ou indirect entre les participants.
2- Privilégier la pratique simultanée de plusieurs pagayeurs dans le respect des règles de distanciation physique.

V.t.t : Maîtriser le freinage, le passage de vitesses sur les différents reliefs, la position de sécurité dans les descentes et être bien équilibré dans des passages difficiles.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- Le matériel et les équipements :

Attribution individuelle du matériel et vérification visuelle de l'équipement du pratiquant par le moniteur (pas de contact physique).
Après chaque séance les casques, les poignées et les selles de chaque vtt seront désinfectés.

- Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :

Préconisation pour l'accueil de 8 stagiaires et d'un accompagnateur :
1- Il faudra baliser 9 places espacées de 1,5m devant le local,
2- L'espace de 10m entre chaque vtt.
3- Aucun dépassement ne sera possible lors de la séance.

Body Board (vague à surf) : Manipuler une Board sur une vague, apprentissage du déplacement sur le ventre, à genou et debout.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

Matériel :
Vestiaires fermés : Les usagers devront arriver en tenue adaptée et immédiatement repartir après leur pratique (pas de public aux abords du pôle glisse)
Attribution individuelle du matériel et vérification visuelle de l'équipement (serrage des sangles du casque) des pratiquants par les agents (pas de contact physique). Après chaque séance les casques et les board seront désinfectés.
Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :
Briefing en respectant la distanciation d'1 m entre chaque pratiquant.
Ecart d'une distance égale à 1 wakeboard minimum entre chaque pratiquant sur la zone de départ.

Boxe : Apprentissage de la garde, des déplacements à 2, des techniques du 1er niveau (directs, esquives, etc…). Motricité (appuis et déplacements), Gestuelle pieds/poings, Enchaînements pieds/poings.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- Le matériel et les équipements :

Après chaque séance le matériel sera désinfecté.
Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :
Pratique individuelle sans adversaire type « kata » sur des gestes spécifique avec une distance de 2 m entre chaque participant.

Sand Ball : Apprentissage des règles du jeu et des différents gestes techniques du handball sans rebond.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- Le matériel et les équipements :

Après chaque séance le matériel sera désinfecté.

Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :

Motricité général et spécifique en relation à plusieurs sans contact avec ou sans ballon et sans opposition.

Beach-Volley : Apprentissage des règles du jeu et des différents gestes techniques du volley.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- Le matériel et les équipements :

Après chaque séance le matériel sera désinfecté.

Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :

Motricité général et spécifique en relation à plusieurs sans contact avec ou sans ballon et sans opposition.

Beach-Basket : Apprentissage des règles du jeu et des différents gestes techniques du Basket sans rebond.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- Le matériel et les équipements :

Après chaque séance le matériel sera désinfecté.

Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :

Motricité général et spécifique en relation à plusieurs sans contact avec ou sans ballon et sans opposition.

Beach-Rugby : Apprentissage des règles du jeu et des différents gestes techniques du Rugby sans plaquage.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- Le matériel et les équipements :

Après chaque séance le matériel sera désinfecté.

Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :

Motricité général et spécifique en relation à plusieurs sans contact avec ou sans ballon et sans opposition.

Zumba : Sensibilisation à une animation chorégraphique basée sur le rythme et la maîtrise du corps.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- 2 mètres de distance constante entre chaque pratiquant,
- 4m² disponible pour chaque pratiquant,
- Effectif de 9 personnes maximum, chacune espacée de 2 mètres.

Flu-flu : Pré-découverte du tir à l'arc, manipuler un arc, apprentissage de la visée et des trajectoires tendues et courbes.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- Le matériel et les équipements :

Après chaque séance les arcs, les flèches et les protèges bras seront désinfectés.

- Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :

1 participant par cible ce qui fera 5 tireurs espacés de 2 m. Les 4 autres restants seront derrières en attente de leur tour avec aussi une distanciation de 2m.

Sarbacane : manipuler une sarbacane, apprentissage de la visée et des différentes trajectoires.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- Le matériel et les équipements :

Les sarbacanes seront désinfectés après chaque utilisation.

- Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :

1 participant par cible ce qui fera 5 tireurs espacés de 2 m. Les 4 autres restants seront derrières en attente de leur tour avec aussi une distanciation de 2m.

Premiers Secours : Sensibilisation aux gestes de premiers secours comme les 4 étapes pour porter secours, la PLS, l'utilisation d'un défibrillateur, etc.…

Support vidéo pour mettre en place la sensibilisation des gestes de 1er secours puis pratique sur un mannequin.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- Le matériel et les équipements

Les mannequins seront désinfectés après chaque utilisation.

- Le positionnement dans la pratique, par rapport aux autres pratiquants et dans l'espace de pratique :

Pendant la séance vidéo chaque participant sera espacé de 2 mètres et portera un masque.

Une personne en mises en situations par mannequin, les autres participants regardent à distance de minimum de 2 m.

Atelier d'anglais : Cette activité s'effectuera en deux parties :

- la première partie sera consacrée à l'apprentissage du vocabulaire durant laquelle l'intervenant proposera des animations en rapport avec les JO 2020 et 2024 (exposition, quizz, etc…).
- la deuxième partie se déroulera dans le cadre d'une activité sportive en utilisant le vocabulaire acquis.

Cet atelier sera associé chaque jour à une discipline olympique pour favoriser sa fréquentation.

Préconisations pour se protéger et protéger les autres du COVID-19 :

- 2 mètres de distance constante entre chaque pratiquant,
- 4 m² disponible pour chaque pratiquant,
- Effectif de 9 personnes maximum, chacune espacée de 2 mètres.

Description des modules pédagogiques et éducatifs

Les objectifs généraux des activités :

- Se familiariser avec différentes APPN, d'oppositions et de glisses,
- Développer de nouvelles conduites motrices spécifiques aux activités proposées,
- Respecter l'environnement,
- Utiliser un vocabulaire technique spécifique,
- Respecter des règles de sécurité liées aux activités,
- Respecter les autres, être solidaire,
- Echanger et coopérer,
- Responsabiliser les enfants de manière collective à travers des activités hors de leur environnement.

Actions valorisant la pratique féminine :

- Mise en place quotidienne :
D'animations chorégraphiques sur l'activité Zumba et animation féminine inter-structures sur une des activités de Beach (volley, hand, basket et rugby),

- Un temps fort :
Organisation d'une animation féminine multi-beach : (volley, hand, basket et rugby) sur la dernière semaine du village. Une promotion sera faite au niveau du bulletin d'inscription et dans l'enceinte du centre balnéaire.

Actions de communication concernant les personnes à besoins spécifiques :

Envoi d'un mailing à toutes les structures à besoin spécifique du val d'Oise, Yveline et Haute seine.

Animations concernant les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 :

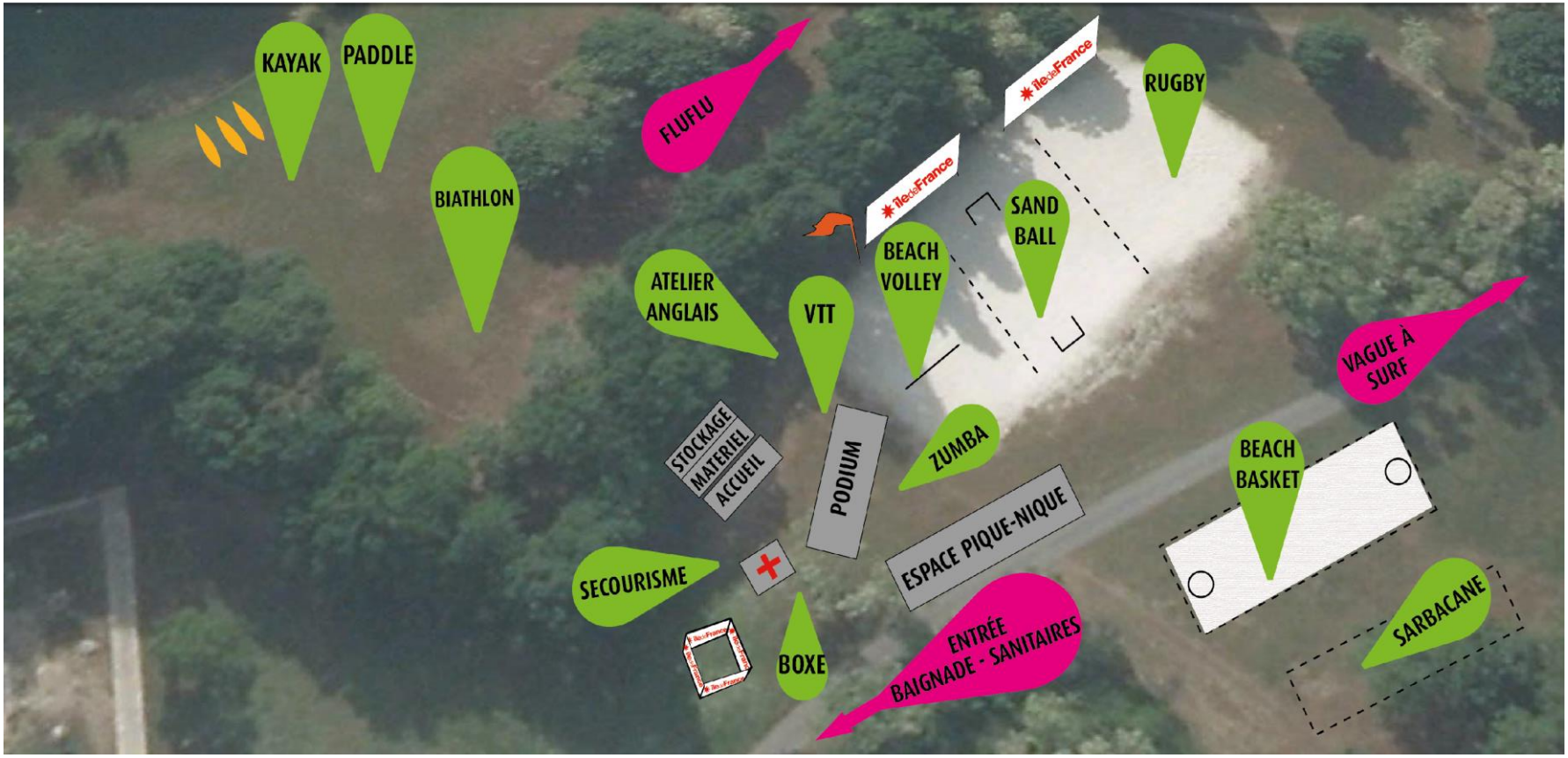
- Le village sportif présente 7 activités Olympiques qui peuvent accueillir un Ambassadeur du sport de la Région :

Basket, Rugby, Handball, Volley, V.T.T, Canoë et Tir.

- L'intervenant de l'atelier d'Anglais mettra en place des animations portant sur les J.O 2021 et 2024 (exposition, quizz, etc…).

Gérard SEIMBILLE président du SMEAG de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise

PLAN D'IMPLANTATION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL



Annexe 2 à la convention

BUDGET PREVISIONNEL 8 semaines - COUTS UNITAIRES DE FONCTIONNEMENT "village sportif et culturel de la Région Île-de-France"
de l'île de loisirs de CERGY - PONTOISE

ACTIVITES REALISEES	EQUIPEMENTS et MATERIELS						ANIMATION DES SEANCES D'ACTIVITES (masse salariale ou prestations externes)						Pour X jours d'animation du 6 juillet au 28 août				
	Mise à disposition par l'île de loisirs (service, équipements matériels)		Location d'équipements ou de matériels		Acquisitions		Nbre d'heures sur durée du village	Nb d'encadrants par séance	Coût total des séances sur la durée du village		Coût d'animation à l'heure de séance		COUT MENSUEL		COUT HORAIRE		COUT TOTAL
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC			HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	TTC
V.T.T							80	1	808 €	808 €	*10 €*	*10 €*	**808 €**	**808 €**	10 €	10 €	**1 616 €**
Biathlon							120	1	808 €	808 €	*7 €*	*7 €*	**808 €**	**808 €**	7 €	7 €	**1 616 €**
Handisport (sarbacane)							40	1	808 €	808 €	*20 €*	*20 €*	**808 €**	**808 €**	20 €	20 €	**1 616 €**
Flu flu							80	1	808 €	808 €	*10 €*	*10 €*	**808 €**	**808 €**	10 €	10 €	**1 616 €**
Kayak	1 600 €	3 200 €					120	1	808 €	808 €	*7 €*	*7 €*	**2 408 €**	**4 008 €**	20 €	33 €	**8 016 €**
Body Board	5 610 €	5 610 €					40	1	0 €	0 €	*0 €*	*0 €*	**5 610 €**	**5 610 €**	140 €	140 €	**11 220 €**
Beach Volley							120	1	1 400 €	1 400 €	*12 €*	*12 €*	**1 400 €**	**1 400 €**	12 €	12 €	**2 800 €**
Sand Ball							120	1	1 400 €	1 400 €	*12 €*	*12 €*	**1 400 €**	**1 400 €**	12 €	12 €	**2 800 €**
Beach Rugby							120	1	1 400 €	1 400 €	*12 €*	*12 €*	**1 400 €**	**1 400 €**	12 €	12 €	**2 800 €**
Boxe							120	1	3 400 €	3 400 €	*28 €*	*28 €*	**3 400 €**	**3 400 €**	28 €	28 €	**6 800 €**
Beach Basket							120	1	3 600 €	3 600 €	*30 €*	*30 €*	**3 600 €**	**3 600 €**	30 €	30 €	**7 200 €**
Secourisme							120	1	1 500 €	1 500 €	*13 €*	*13 €*	**1 500 €**	**1 500 €**	13 €	13 €	**3 000 €**
Zumba					6 686 €	8 358 €	80	1	3 200 €	3 200 €	*40 €*	*40 €*	**9 886 €**	**11 558 €**	124 €	144 €	**23 116 €**
Anglais							120	1	1 632 €	1 632 €	*14 €*	*14 €*	**1 632 €**	**1 632 €**	14 €	14 €	**3 264 €**
															Coût horaire moyen		
COUTS ACTIVITES	**7 210 €**	**8 810 €**	**0 €**	**0 €**	**6 686 €**	**8 358 €**	**1 400**	**14**	**21 572 €**	**21 572 €**	**213 €**	**213 €**	**35 468 €**	**38 740 €**	*34 €*	*36 €*	
							Nbre d'heures d'ouverture du village										
Fluides			1000	1000										**1 000 €**	8 €	8 €	**2 000 €**
Logistique / Sécurité			3272	4090										**4 090 €**	34 €	34 €	**8 180 €**
Communication								60	1 560 €	1 560 €				**1 560 €**	13 €	13 €	**3 120 €**
Personnel mis à disposition							120	430	11 800 €	11 800 €				**11 800 €**	98 €	98 €	**23 600 €**
Coordination								95	2 400 €	2 400 €				**2 400 €**	20 €	20 €	**4 800 €**
Modalités d'inscription			2010	2010				95	2 400 €	2 400 €				**4 410 €**	37 €	37 €	**8 820 €**
Assurances														**0 €**	0 €	0 €	**0 €**
Autres														**0 €**	0 €	0 €	**0 €**
															Coût horaire moyen frais généraux		**0 €**
FRAIS GENERAUX														**25 260 €**	30 €	30 €	**50 520 €**
TOTAUX						**8 358 €**								**64 000 €**	64 €	66 €	**128 000 €**

RECETTES	Recettes €TTC	%
Région Ile-de-France	**128 000 €**	*100%*
Participation du public		*0%*
Syndicat mixte		*0%*
Total TTC	**128 000 €**	*100%*

	TOTAL période
	128 000 €

Date et cachet de la structure

Gérard SEIMBILLE président du SMEAG L'île de loisirs de Cergy-Pontoise

COUT JOURNALIER	TTC
Coût journalier moyen des séances d'activités	1 614,2
Coût journalier moyen "frais généraux"	1 052,5
Cout journalier moyen du village	2 666,7

Convention Créteil - Annexes 1 et 2

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE CRETEIL

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-…. du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Créteil**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région Île-de-France souhaite proposer aux jeunes Franciliens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles durant les vacances d'été, dans une ambiance ludique de plein air.

Cette opération relève du dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances», voté par délibération CR 2017-55 du 9 mars 2017.

Cette opération a pour cadre les îles de loisirs de la Région.

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France a pour objectifs de :

- favoriser les rencontres, les échanges et les liens sociaux ;
- rendre les pratiques sportives accessibles à tous les jeunes sans discrimination ;
- promouvoir les valeurs fédératrices du sport et encourager les jeunes à une pratique sportive régulière ;
- favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle ;
- proposer des initiatives aux gestes de premiers secours ;
- permettre aux jeunes de pratiquer l'anglais, en dehors du milieu scolaire.

Les publics cibles sont les jeunes franciliens garçons et filles âgés de 11 à 17 ans, principalement issus des territoires prioritaires de la politique de la ville.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-…… du 1er juillet 2020 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de 86,02 % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de 40 jours, du 6 juillet au 28 août 2020, dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de 86,02 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 187 980 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 161 700 € TTC, arrondi à l'euro inférieur.

Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant plafond de 142 980 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant plafond de 45 000 € TTC.

Le coût de fonctionnement du service est fixé sur 40 jours d'animation et comprend les unités de fonctionnement décrites dans le tableau figurant en annexe 2 de la convention. L'indication du coût horaire à la séance correspond au coût moyen horaire calculé en annexe dans ce tableau.

Le montant total des recettes perçues par le cocontractant au titre du village (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne pourra excéder le total des dépenses engagées pour la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 2 : CADRE DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES MIS A DISPOSITION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

La convention prend effet dès l'adoption de celle-ci par l'assemblée délibérante et prend fin par la réalisation de l'ensemble des missions incombant à l'organisme, conformément aux stipulations de la présente convention et de la procédure de règlement du solde financier de celle-ci.

2.1 : Organisation du concept de village

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités, il est implanté sur une zone délimitée et visible de l'île de loisirs et mise à disposition par elle.

L'agencement du village doit s'inscrire dans une ambiance chaleureuse, ludique, dynamique avec une identité moderne dans le respect des règles de communication prévues à l'article 2.9 de la présente convention.

Un plan d'implantation du village (espace accueil, activités) présenté par l'organisme et validé par la Région figure en annexe à la convention.

Espace central d'accueil

Cet espace central d'accueil sera le point d'entrée du village. Seront valorisées l'implication de la Région Île-de-France dans le projet, ainsi que dans l'organisation des JOP 2024.

Espaces dédiés aux activités

Les espaces d'activités sont clairement identifiés et délimités.

L'aménagement comprendra des panneaux expliquant les objectifs de l'opération, les modalités de déroulement des activités. Un espace couvert dédié à certaines activités pourra être proposé en cas d'intempérie.

2.2 : Personnel mis à disposition

Toutes les activités encadrées seront assurées par des cadres moniteurs ou éducateurs sportifs diplômés, selon la réglementation en vigueur. Un effort particulier sur la pédagogie sera mis en place. Les séances devront comprendre un moment d'échauffement, des séances de découverte et d'initiation.

La liste des encadrants par activité, avec leurs qualifications et expériences, sera communiquée à la Région avant l'ouverture du village.

2.3 : Les publics bénéficiaires

Le village s'adresse à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village devra répondre aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière sera apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine pourront être proposées.

2.4 : Modalités d'accueil

Le village est dédié prioritairement à l'accueil de groupes. Ceux-ci sont accueillis du lundi au vendredi sur des créneaux d'activité variables selon les activités.

Les activités collectives sont proposées au libre choix des groupes lors de l'inscription**.**

L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires. Elle pourra accueillir, de façon minoritaire, des individuels présents sur l'île de loisirs, en cas de créneaux disponibles.

2.5 : Programme d'activités

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2h). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…). Il est notamment demandé la réalisation d'au moins une activité ou animation en lien avec les Jeux Olympiques.

Le planning des activités est annexé à la présente convention.

2.6 : Partenariat avec le mouvement sportif régional

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs, fédérations). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. La liste des partenaires sera communiquée à la Région et les modalités du partenariat détaillées.

D'autre part, à travers la mise en œuvre des villages sportifs la Région peut faire la promotion des grands évènements sportifs qui se tiennent sur le territoire francilien.

2.7 : Communication et signalétique spécifiques au village sportif et culturel de la Région Île-de-France

2.7.1 Communication

- Visuels / supports de communication

La Région réalise la conception du visuel de l'opération village sportif et culturel de la Région Île-de-France, identique pour les différents villages, qu'elle mettra à disposition de l'île de loisirs, en amont de la campagne de mobilisation des publics. Ce visuel devra être décliné sur les différents supports de communication.

L'île de loisirs assurera la diffusion de ces supports (affiches, flyers) auprès des structures socio-éducatives franciliennes.

Tout autre support réalisé par l'île de loisirs doit respecter la charte régionale qui sera communiquée dès notification.

L'impression de l'ensemble des supports est à la charge de l'île de loisirs.

- Sites web

Des informations devront également figurer sur le site des partenaires de l'opération et sur le site de l'île loisirs concernée.

Concernant la communication du projet sur les sites web, la mention et le logotype de la Région sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France (les liens des pages concernées devront être transmis à la Région).

- Logo de la Région

La présence du logotype de la Région et la mention « l'île de loisirs est la propriété de la Région Île-de-France » sont obligatoires, en 1ère de couverture, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication ainsi que sur la signalétique, dans le respect de la charte graphique adoptée par la Région Ile-de-France.

- Promotion de l'opération

L'île de loisirs assurera une communication auprès de ses partenaires et mettra en ligne toute information nécessaire sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France selon le visuel régional défini. La Région devra y être citée en tant que commanditaire du projet.

L'information relative à l'action régionale prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Île-de-France et mise en œuvre par …» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

- Information et mobilisation des publics

L'île de loisirs formalise un dossier d'inscription au village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur la base du visuel régional qui doit comprendre une présentation du concept du village, la présentation des activités, les créneaux de réservation, les modalités d'inscription et d'annulation.

L'île de loisirs assure la diffusion auprès des structures municipales, sociales, éducatives, etc… sur la zone de chalandise de l'île de loisirs.

- Matériel mis à disposition

La Région fournira des banderoles intissées, des rouleaux de rubalise et des T-shirts frappés du logo de la Région Île-de-France, dans la limite des stocks disponibles, pour les encadrants du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Le matériel mis à disposition par la Région devra être enlevé par l'île de loisirs auprès des services de la Région.

- Contrôle par les services de la Région

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le cocontractant dans sa démarche.

2.7.2 Signalétique

La visibilité de la Région doit être assurée sur tous les supports : bannières drapeaux, banderoles, documents de communication et T-Shirts.

L'île de loisirs devra réaliser et mettre en place la signalétique (panneau de présentation de l'opération à l'entrée du village, fléchages et panneaux pour les activités).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à réaliser les missions de service dans les conditions fixées à l'article 2.

3.1 : Organisation

L'île de loisirs met en œuvre tous les moyens nécessaires à la mobilisation des publics cibles définis à l'article 2.3 de la présente convention. Elle gère les réservations et la gestion des inscriptions.
Le recours à un prestataire extérieur pour l'encadrement des activités est autorisé.

3.2 : Logistique et sécurité

L'île de loisirs s'engage, dans le cadre des activités mises à disposition du village, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Elle respectera les règles, normes et législations en vigueur.

Elle mettra en place les dispositifs de sécurité concernant notamment la lutte contre l'incendie, les moyens de communication pour contacter les secours et le plan d'accès des secours.

L'organisme mettra en place toutes les mesures de gardiennage nécessaires.

3.3 : Tarif d'accès au village

Le montant du droit d'accès au village pour 12 jeunes est fixé à 9 € par jour et par personne pour les cours de voile et à 2 € par jour pour les autres activités.

Le tarif d'accès au village doit être déterminé au regard du coût des activités proposées et ne doit en aucun cas être supérieur à la part restant à payer en complément des financements de la Région et d'autres recettes éventuellement perçues.

3.4 : Compte rendu d'exécution

Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu sous format électronique sera transmis à la Région Ile-de-France avec les indications suivantes :

- Une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…)
- La liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition filles / garçons, le nombre d'activité par jeune,
- Le nombre de participants par activité (individuels/groupes),
- Le nombre de personnes handicapées accueillies,
- Un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- Les documents financiers détaillés au 5.2.2.

Le compte rendu sera fourni dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à :

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 : Détermination du coût de fonctionnement du service

Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de 86,02 % des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement

La Région procède au remboursement de 86,02 % des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et frais généraux comme indiqué en article 1 de la présente convention.

Chaque demande de versement est effectuée par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs selon les modalités suivantes :

5.2.1 Versement d'une avance

L'organisme peut demander le versement d'une avance à hauteur de 50 % de la participation régionale dès la signature de la convention et sans avoir à fournir de justificatif.

5.2.2 Versement d'acomptes

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués.

Chaque versement est effectué sur présentation d'une demande de versement d'acompte précisant le montant des dépenses engagées pour la mise à disposition de service, et d'un récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures ou actes payées au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et figurant dans le décompte du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France du tableau annexé.

Ces documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

5.2.3 Versement du solde

Le versement du solde s'effectuera sur la base des documents listés ci-après :

- Une demande de versement précisant le montant total des frais de fonctionnement du service mis à disposition (A);
- Un bilan financier des coûts, joindre la copie du tableau de décompte du coût prévisionnel (B) ;
- Une attestation de frais de fonctionnement généraux, des frais de personnel et d'activités, mis à disposition par l'île de loisirs (C) ;
- Un état récapitulatif détaillé des paiements effectués (au profit de tiers) (D)
- Un compte rendu d'exécution qualitatif reprenant les informations demandées à l'article 3.4 et signé par le représentant légal (E).

Tous les documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

Les états récapitulatifs B et D sont cosignés par le représentant légal et le trésorier public.

5.3 : Révision du montant prévisionnel attribué à l'opération

Les dépenses de service mis à disposition sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente et prennent fin à l'achèvement de l'opération.

Le remboursement de 86,02 % du service mis à disposition par l'organisme gestionnaire est apprécié au vu du niveau d'exécution constaté, par application du coût de fonctionnement indiqué à l'article 1 de la présente convention, et du montant total des recettes de l'opération, celui-ci ne pouvant excéder le montant des dépenses engagées pour la mise en œuvre du service.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant plafond inscrit à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 2 juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde du remboursement des services objet de la présente convention dans la limite d'une année à compter de son adoption par la commission permanente.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de cette convention. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des paiements versés par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES SOMMES VERSEES PAR LA REGION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des sommes versées en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Avant toute décision régionale de révision du montant du versement ou avant toute demande de restitution de tout ou partie du versement, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du village sportif et culturel de la Région Île-de-France et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs de Créteil sont à la charge de ce dernier.

<u>ARTICLE 9</u> : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE CRETEIL

1. OUVERTURE DU VILLAGE

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France sera mis en place sur l'île de loisirs de CRETEIL du 06 juillet 2020 au 28 août 2020.

Il sera ouvert du lundi au vendredi de 10h00 à 17h30.

2. IMPLANTATION

Le village est implanté en salle de réunion puis à l'Ecole de Voile et sur la plaine de jeux.

Plan d'organisation du village





3. PROGRAMME D'ACTIVITES

3.1 – Programme général

ACTIVITES	HORAIRES	DUREE DE CHAQUE CRENEAU	EFFECTIF PAR CRENEAU	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Cours d'anglais	10h à 12h	2h	12 jeunes	Apprentissage de l'anglais et sensibilisation aux JO 2024
Repas le midi	12h à 13h	2h	12 jeunes+1 professeur	
Mur d'escalade ou mini-golf ou trampoline	13h à 14h	1h	12 jeunes	Activités sportives
Cours de voile	14h à 16h30	2h30	12 jeunes	Apprendre à naviguer sur le lac et sensibilisation aux gestes de 1er secours.
Parcours aventure, ventryglisse ou paddle	16h30 à 17h30	1h	12 jeunes	Activités autour de l'eau

3.2 – Programme détaillé

Nombre d'activités proposées :

L'île de loisirs de Créteil propose 40 jours de stage à un public individuel (enfants de 13/14 ans) combinant :

- Enseignement de l'anglais de 10h à 12h,
- Restauration, boissons de 12h à 13h,
- Activités sportives : Mur d'escalade, mini-golf ou trampoline de 13h à 14h,
- La voile de 14h à 16h30 et gouter,
- Parcours d'aventure, ventryglisse ou paddle de 16h30 à 17h30.

Une attestation de natation de 25 mètres est obligatoire pour la pratique de la Voile.

Le stage accueil au maximum 12 enfants par jour.

3.3 – Fréquentation et tarification

La fréquentation maximale journalière est de 12 enfants. La fréquentation maximale hebdomadaire est de 60 enfants.

Actions menées pour favoriser la mixité des groupes et la participation de personnes en situation de handicap.

Le montant du droit d'accès au village pour 12 jeunes est fixé à 9€ par jour et par personne pour les cours de voile et 2€ par jour pour les autres activités.

4. ORGANISATION

4.1. Modalités de réservation, d'accueil, de fonctionnement

L'inscription se fait sur demande via l'adresse de l'île de loisirs de Créteil à contact@creteil.iledeloisirs.fr ou par téléphone au 01.48.98.44.56.

Les stagiaires sont pris en charge dès leur arrivée à 10h par le professeur d'anglais avec qui ils déjeunent. Pour l'activité voile, un moniteur de l'île de loisirs de Créteil est mis à leur disposition.

4.2. Personnel mis à disposition

Accueil : à l'Ecole de Voile
Communication : site internet, affiche à l'Ecole de voile + piscine
Encadrement des activités : par un professeur d'Anglais + 1 moniteur voile

5. ACTIONS DE COMMUNICATION

Mise en ligne d'un article sur le site internet de l'île de loisirs de Créteil.
Mailing personnalisé + annonce sur site des partenaires institutionnels.

Annexe 2 à la convention

BUDGET PREVISIONNEL - COUTS UNITAIRES DE FONCTIONNEMENT "VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE"
DE L'ÎLE DE LOISIRS DE CRETEIL - stage sport-anglais

ACTIVITES REALISEES	EQUIPEMENTS et MATERIELS						ANIMATION DES SEANCES D'ACTIVITES (masse salariale ou prestations externes)						Pour 40 jours d'animation du lundi au vendredi du 06/07/20 au 28/08/20			
	Mise à disposition par l'île de loisirs (service, équipements matériels)		Location d'équipements ou de matériels		Acquisitions		Nbre d'heures sur durée du village	Nb d'encadrants par séance	Coût total des séances sur la durée du village		Coût d'animation à l'heure de séance		COUT TOTAL		COUT HORAIRE	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC			HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
Cours d'anglais 10h à 12h salle de réunion							80	1	12 000 €	12 000 €	*150 €*	*150 €*	**12 000 €**	**12 000 €**	150 €	150 €
13h - 14h Mur d'esclade ou mini golfe ou trampoline			32 000 €	32 000 €			40	1	10 000 €	10 000 €	*250 €*	*250 €*	**42 000 €**	**42 000 €**	1 050 €	1 050 €
cours voile 14h-16h30 pour 12 jeunes + 1 stagiaire ou prof anglais	43 320 €	43 320 €					100	1	3 660 €	3 660 €	*37 €*	*37 €*	**46 980 €**	**46 980 €**	470 €	470 €
16h30 - 17h30 Parcours aventure ou ventryglisse ou paddle			32 000 €	32 000 €			40	1	10 000 €	10 000 €	*250 €*	*250 €*	**42 000 €**	**42 000 €**	1 050 €	1 050 €
COUTS ACTIVITES	**43 320 €**	**43 320 €**	**64 000 €**	**64 000 €**	**0 €**	**0 €**	**260**	**4**	**35 660 €**	**35 660 €**	**687 €**	**687 €**	**142 980 €**	**142 980 €**	*680 €*	*680 €*
							Nbre d'heures totales d'ouverture du village									
Logistique / Sécurité / gestion des flux			24 000 €	24 000 €			260							**24 000 €**		92 €
Communication	5 000 €	5 000 €												**5 000 €**		19 €
Personnel mis à disposition	4 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €										**8 000 €**		31 €
Coordination			4 000 €	4 000 €										**4 000 €**		15 €
Modalités d'inscription	4 000 €	4 000 €												**4 000 €**		15 €
Assurances														**0 €**		0 €
Autres														**0 €**		0 €
															Coût horaire moyen frais généraux	
FRAIS GENERAUX														**45 000 €**		25 €
TOTAUX						**0 €**								**187 980 €**		705 €

RECETTES	Recettes €TTC	%	
	Région Ile-de-France	**161 700 €**	
	Participation du public (9€ * 480pers)	**4 320 €**	
	Participation du public (2€ * 480pers)	**960 €**	
	Syndicat mixte	**21 000 €**	
	Total TTC	**187 980 €**	

Date et cachet de la structure

Signature du Président

COUT JOURNALIER	TTC
Coût journalier moyen des séances d'activités	5 957,5
Coût journalier moyen "frais généraux"	1 875,0
Cout journalier moyen du village	7 832,5

Convention Etampes - Annexes 1 et 2

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS D'ETAMPES

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-…. du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs d'Etampes**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région Île-de-France souhaite proposer aux jeunes Franciliens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles durant les vacances d'été, dans une ambiance ludique de plein air.

Cette opération relève du dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances», voté par délibération CR 2017-55 du 9 mars 2017.

Cette opération a pour cadre les îles de loisirs de la Région.

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France a pour objectifs de :

- favoriser les rencontres, les échanges et les liens sociaux ;
- rendre les pratiques sportives accessibles à tous les jeunes sans discrimination ;
- promouvoir les valeurs fédératrices du sport et encourager les jeunes à une pratique sportive régulière ;
- favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle ;
- proposer des initiatives aux gestes de premiers secours ;
- permettre aux jeunes de pratiquer l'anglais, en dehors du milieu scolaire.

Les publics cibles sont les jeunes franciliens garçons et filles âgés de 11 à 17 ans, principalement issus des territoires prioritaires de la politique de la ville.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-…… du 1er juillet 2020 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de 100 % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de 40 jours, du 7 juillet au 29 août 2020, dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de 100 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 89 981 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 89 981 € TTC.

Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant plafond de 61 473 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant plafond de 28 508 € TTC.

Le coût de fonctionnement du service est fixé sur 40 jours d'animation et comprend les unités de fonctionnement décrites dans le tableau figurant en annexe 2 de la convention. L'indication du coût horaire à la séance correspond au coût moyen horaire calculé en annexe dans ce tableau.

Le montant total des recettes perçues par le cocontractant au titre du village (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne pourra excéder le total des dépenses engagées pour la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 2 : CADRE DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES MIS A DISPOSITION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

La convention prend effet dès l'adoption de celle-ci par l'assemblée délibérante et prend fin par la réalisation de l'ensemble des missions incombant à l'organisme, conformément aux stipulations de la présente convention et de la procédure de règlement du solde financier de celle-ci.

2.1 : Organisation du concept de village

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités, il est implanté sur une zone délimitée et visible de l'île de loisirs et mise à disposition par elle.

L'agencement du village doit s'inscrire dans une ambiance chaleureuse, ludique, dynamique avec une identité moderne dans le respect des règles de communication prévues à l'article 2.9 de la présente convention.

Un plan d'implantation du village (espace accueil, activités) présenté par l'organisme et validé par la Région figure en annexe à la convention.

Espace central d'accueil

Cet espace central d'accueil sera le point d'entrée du village. Seront valorisées l'implication de la Région Île-de-France dans le projet, ainsi que dans l'organisation des JOP 2024.

Espaces dédiés aux activités

Les espaces d'activités sont clairement identifiés et délimités.

L'aménagement comprendra des panneaux expliquant les objectifs de l'opération, les modalités de déroulement des activités. Un espace couvert dédié à certaines activités pourra être proposé en cas d'intempérie.

2.2 : Personnel mis à disposition

Toutes les activités encadrées seront assurées par des cadres moniteurs ou éducateurs sportifs diplômés, selon la réglementation en vigueur. Un effort particulier sur la pédagogie sera mis en place. Les séances devront comprendre un moment d'échauffement, des séances de découverte et d'initiation.

La liste des encadrants par activité, avec leurs qualifications et expériences, sera communiquée à la Région avant l'ouverture du village.

2.3 : Les publics bénéficiaires

Le village s'adresse à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village devra répondre aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière sera apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine pourront être proposées.

2.4 : Modalités d'accueil

Le village est dédié prioritairement à l'accueil de groupes. Ceux-ci sont accueillis du lundi au vendredi sur des créneaux d'activité variables selon les activités.

Les activités collectives sont proposées au libre choix des groupes lors de l'inscription**.**

L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires. Elle pourra accueillir, de façon minoritaire, des individuels présents sur l'île de loisirs, en cas de créneaux disponibles.

2.5 : Programme d'activités

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2h). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…). Il est notamment demandé la réalisation d'au moins une activité ou animation en lien avec les Jeux Olympiques.

Le planning des activités est annexé à la présente convention.

2.6 : Partenariat avec le mouvement sportif régional

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs, fédérations). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. La liste des partenaires sera communiquée à la Région et les modalités du partenariat détaillées.

D'autre part, à travers la mise en œuvre des villages sportifs la Région peut faire la promotion des grands évènements sportifs qui se tiennent sur le territoire francilien.

2.7 : Communication et signalétique spécifiques au village sportif et culturel de la Région Île-de-France

2.7.1 Communication

- Visuels / supports de communication

La Région réalise la conception du visuel de l'opération village sportif et culturel de la Région Île-de-France, identique pour les différents villages, qu'elle mettra à disposition de l'île de loisirs, en amont de la campagne de mobilisation des publics. Ce visuel devra être décliné sur les différents supports de communication.

L'île de loisirs assurera la diffusion de ces supports (affiches, flyers) auprès des structures socio-éducatives franciliennes.

Tout autre support réalisé par l'île de loisirs doit respecter la charte régionale qui sera communiquée dès notification.

L'impression de l'ensemble des supports est à la charge de l'île de loisirs.

- Sites web

Des informations devront également figurer sur le site des partenaires de l'opération et sur le site de l'île loisirs concernée.

Concernant la communication du projet sur les sites web, la mention et le logotype de la Région sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France (les liens des pages concernées devront être transmis à la Région).

- Logo de la Région

La présence du logotype de la Région et la mention « l'île de loisirs est la propriété de la Région Île-de-France » sont obligatoires, en 1ère de couverture, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication ainsi que sur la signalétique, dans le respect de la charte graphique adoptée par la Région Ile-de-France.

- Promotion de l'opération

L'île de loisirs assurera une communication auprès de ses partenaires et mettra en ligne toute information nécessaire sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France selon le visuel régional défini. La Région devra y être citée en tant que commanditaire du projet.

L'information relative à l'action régionale prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Île-de-France et mise en œuvre par …» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

- Information et mobilisation des publics

L'île de loisirs formalise un dossier d'inscription au village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur la base du visuel régional qui doit comprendre une présentation du concept du village, la présentation des activités, les créneaux de réservation, les modalités d'inscription et d'annulation.

L'île de loisirs assure la diffusion auprès des structures municipales, sociales, éducatives, etc… sur la zone de chalandise de l'île de loisirs.

- Matériel mis à disposition

La Région fournira des banderoles intissées, des rouleaux de rubalise et des T-shirts frappés du logo de la Région Île-de-France, dans la limite des stocks disponibles, pour les encadrants du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Le matériel mis à disposition par la Région devra être enlevé par l'île de loisirs auprès des services de la Région.

- Contrôle par les services de la Région

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le cocontractant dans sa démarche.

2.7.2 Signalétique

La visibilité de la Région doit être assurée sur tous les supports : bannières drapeaux, banderoles, documents de communication et T-Shirts.

L'île de loisirs devra réaliser et mettre en place la signalétique (panneau de présentation de l'opération à l'entrée du village, fléchages et panneaux pour les activités).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à réaliser les missions de service dans les conditions fixées à l'article 2.

3.1 : Organisation

L'île de loisirs met en œuvre tous les moyens nécessaires à la mobilisation des publics cibles définis à l'article 2.3 de la présente convention. Elle gère les réservations et la gestion des inscriptions.
Le recours à un prestataire extérieur pour l'encadrement des activités est autorisé.

3.2 : Logistique et sécurité

L'île de loisirs s'engage, dans le cadre des activités mises à disposition du village, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Elle respectera les règles, normes et législations en vigueur.

Elle mettra en place les dispositifs de sécurité concernant notamment la lutte contre l'incendie, les moyens de communication pour contacter les secours et le plan d'accès des secours.

L'organisme mettra en place toutes les mesures de gardiennage nécessaires.

3.3 : Tarif d'accès au village

Le montant du droit d'accès au village pour les groupes est GRATUIT (accès à 2 activités maximum)

Le tarif d'accès au village doit être déterminé au regard du coût des activités proposées et ne doit en aucun cas être supérieur à la part restant à payer en complément des financements de la Région et d'autres recettes éventuellement perçues.

3.4 : Compte rendu d'exécution

Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu sous format électronique sera transmis à la Région Ile-de-France avec les indications suivantes :

- Une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…)
- La liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition filles / garçons, le nombre d'activité par jeune,
- Le nombre de participants par activité (individuels/groupes),
- Le nombre de personnes handicapées accueillies,
- Un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- Les documents financiers détaillés au 5.2.2.

Le compte rendu sera fourni dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à :

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 : Détermination du coût de fonctionnement du service

Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de 100 % des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement

La Région procède au remboursement 100 % des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et frais généraux comme indiqué en article 1 de la présente convention.

Chaque demande de versement est effectuée par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs selon les modalités suivantes :

5.2.1 Versement d'une avance

L'organisme peut demander le versement d'une avance à hauteur de 50 % de la participation régionale dès la signature de la convention et sans avoir à fournir de justificatif.

5.2.2 Versement d'acomptes

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués.

Chaque versement est effectué sur présentation d'une demande de versement d'acompte précisant le montant des dépenses engagées pour la mise à disposition de service, et d'un récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures ou actes payées au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et figurant dans le décompte du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France du tableau annexé.

Ces documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

5.2.3 Versement du solde

Le versement du solde s'effectuera sur la base des documents listés ci-après :

- Une demande de versement précisant le montant total des frais de fonctionnement du service mis à disposition (A);
- Un bilan financier des coûts, joindre la copie du tableau de décompte du coût prévisionnel (B) ;
- Une attestation de frais de fonctionnement généraux, des frais de personnel et d'activités, mis à disposition par l'île de loisirs (C) ;
- Un état récapitulatif détaillé des paiements effectués (au profit de tiers) (D)
- Un compte rendu d'exécution qualitatif reprenant les informations demandées à l'article 3.4 et signé par le représentant légal (E).

Tous les documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

Les états récapitulatifs B et D sont cosignés par le représentant légal et le trésorier public.

5.3 : Révision du montant prévisionnel attribué à l'opération

Les dépenses de service mis à disposition sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente et prennent fin à l'achèvement de l'opération.

Le remboursement de 100 % du service mis à disposition par l'organisme gestionnaire est apprécié au vu du niveau d'exécution constaté, par application du coût de fonctionnement indiqué à l'article 1 de la présente convention, et du montant total des recettes de l'opération, celui-ci ne pouvant excéder le montant des dépenses engagées pour la mise en œuvre du service.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant plafond inscrit à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 2 juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde du remboursement des services objet de la présente convention dans la limite d'une année à compter de son adoption par la commission permanente.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de cette convention. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des paiements versés par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES SOMMES VERSEES PAR LA REGION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des sommes versées en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Avant toute décision régionale de révision du montant du versement ou avant toute demande de restitution de tout ou partie du versement, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du village sportif et culturel de la Région Île-de-France et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs d'Etampes sont à la charge de ce dernier.

<u>ARTICLE 9</u> : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS D'ETAMPES

1. OUVERTURE DU VILLAGE

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France sera mis en place sur l'île de loisirs d'Etampes, du mardi 07 juillet au samedi 29 août 2020.

Il sera ouvert du mardi au samedi de 10H à 17H et mis en place pour des groupes de jeunes franciliens et franciliennes.

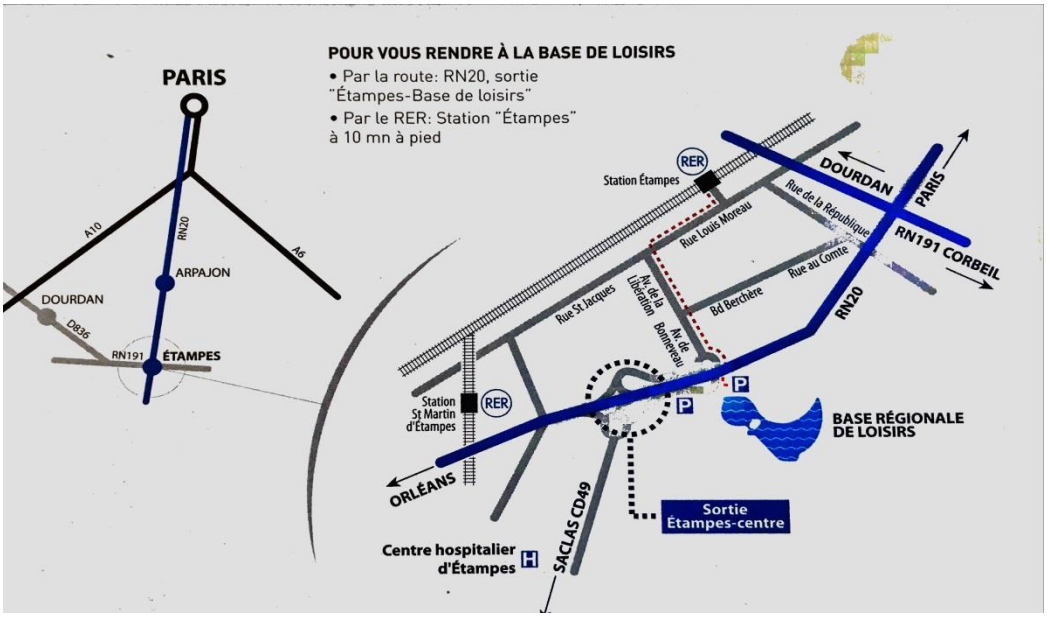
Il sera également ouvert au public se baladant sur l'Ile de loisirs.

2. IMPLANTATION

Le village est implanté sur l'espace au niveau du skate-park, situé du côté de l'entrée principale (parking bus et administration), il bénéficiera donc d'une visibilité importante de l'intérieur de l'ile et également vers l'extérieur puisque visible depuis la nationale 20 et de l'avenue Charles de Gaulle.
Les installations permettent de proposer des activités multiples et variées, aussi bien culturelle que sportive (sécurité routière, VTT et BMX, escalade, cirque, chant, course d'orientation…)

Le village sera délimité dans une zone protégée par des barrières forestières et de sécurité, ainsi que de la rubalise pour sécuriser au maximum le plateau d'évolution des différentes activités proposées.
Le site sera matérialisé avec des Oriflammes/bannières « Région Ile de France ».
Le matériel sportif et pédagogique sera sorti et rangé chaque jour et stocké dans les locaux de l'île de loisirs situés à proximité
Pour les structures plus conséquentes, elles devront rester sur site, jusqu'à la fin du dispositif.
Durant celui-ci, un agent de sécurité veillera sur les installations en dehors des temps d'exploitation.

Situation : L'Ile de loisirs est située à la sortie de la N 20 (visible depuis celle-ci), mais aussi par le RER C, gare se situe à 10min de marche.



Plan d’organisation du village

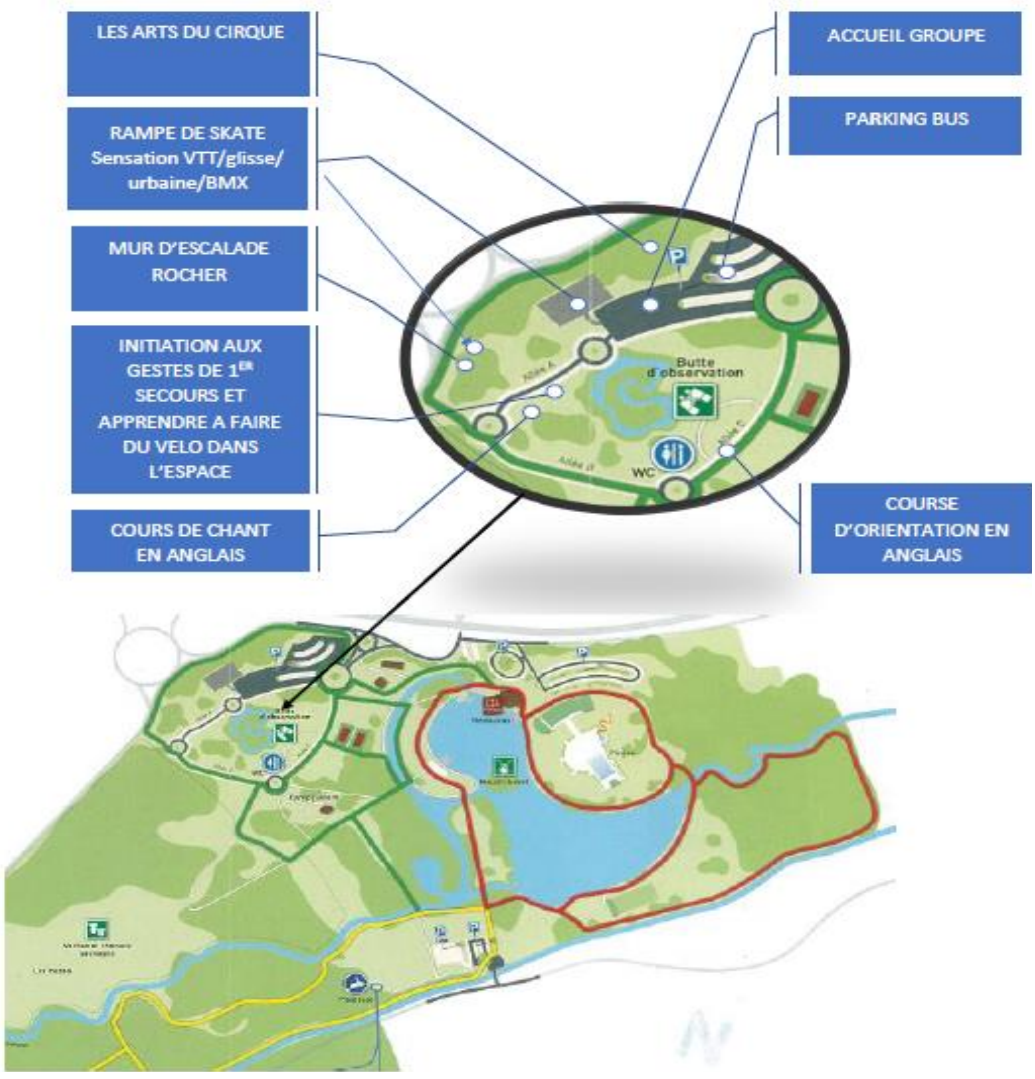
L’agencement du village se situe sur un domaine naturel et couper de la circulation s’inscrivant dans une ambiance dynamique, chaleureuse et ludique.
Les activités seront concentrées sur une même zone. Un espace d’accueil sera disposé à un point stratégique sur le chemin d’accès au village afin d’accueillir les groupes.
Cet espace mettra à disposition des informations sur la Région Île-de-France, permettant d’expliquer la mise en place de ce dispositif, l’organisation du village et les animations proposées, ainsi que les modalités de participation.

Sur le village deux tentes seront installées pour la pratique d’activités telles que le chant ou les premiers secours.
Elles permettront également de proposer des activités en cas de pluie.

île de Loisirs Étampes

Île-de-France

PLAN VILLAGE SPORTIF CULTUREL



3. PROGRAMME D'ACTIVITES

3.1 – Programme général

ACTIVITES	HORAIRES	DUREE DE CHAQUE CRENEAU	EFFECTIF PAR CRENEAU	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Les arts du cirque (Accès PMR)	10h-11h30 11h30-13h 14h-15h30 15h30-17h00	1h30	12	Comprendre la dimension artistique du corps. Perception dans l'espace
Sécurité routière + 1er secours (Accès PMR)	10h-11h30 11h30-13h 14h-15h30 15h30-17h00	1h30	12	Sensibiliser à la perception des risques routiers et au partage de la route. Réagir face à des situations courantes de la vie quotidienne
Cours de chant en anglais (Accès PMR)	10h-11h30 11h30-13h 14h-15h30 15h30-17h00	1h30	12	Initiation à la rythmique Apprentissage de la langue anglaise tout en musique
Mur d'escalade Rocher	10h-11h30 11h30-13h 14h-15h30 15h30-17h00	1h30	12	Gestion des différentes appréhensions : peur du vide, de la chute, de l'échec...
Sensation VTT / glisse urbaine/BMX	10h-11h30 11h30-13h 14h-15h30 15h30-17h00	1h30	12	Privilégié les sensations natures à la performance
Course d'orientation en anglais (Accès PMR)	10h-11h30 11h30-13h 14h-15h30 15h30-17h00	1h30	12	Apprentissage d'une langue tout en s'amusant

(Les effectifs indiqués ne tiennent pas compte des restrictions sanitaires à la date de l'envoi de ce programme. Ils seront adaptés en fonction de l'évolution des normes à l'ouverture du VSC.)

3.2– Programme détaillé

Le village sportif et culturel de la Région Ile de France mis en place sur l'Ile de loisirs d'Etampes proposera 5 activités encadrées par des moniteurs UCPA, diplômés et sensibilisés à ce type de projet, ainsi qu'une activité en accès libre.
Ceux-ci seront vigilants à la mixité des équipes et favoriseront la pratique des jeunes filles. Ils adapteront leurs séances aux capacités des publics et notamment aux personnes en situation de handicap.
Les séances seront adaptables et modulables, afin d'accueillir tout type de public.

Concernant l'activité en libre accès, le matériel sera remis à l'animateur du groupe et un briefing sera effectué par le coordinateur du village afin de présenter le fonctionnement, les objectifs et les consignes de sécurité à respecter.
Une fois le briefing terminé, l'activité se fera ensuite en pratique libre sous la responsabilité de l'animateur venu avec le groupe qui restituera le matériel au coordinateur à la fin de la séance**.**

La place réservée à l'apprentissage de l'anglais et des gestes qui sauvent

Nous proposons une course d'orientation, dont les consignes et les questions/réponses se feront en anglais**.**
Nous ferons aussi l'apprentissage du vélo dans l'espace urbain (matérialisé avec une structure gonflable) et l'initiation aux gestes de 1er secours, dans cette langue, afin de permettre à ce jeune public de pouvoir s'adapter et de réagir face à des situations de la vie quotidienne ou lors de leurs probables futurs voyages et séjours à l'étranger.

Une activité, orientée autour de cours de chant en anglais, sera aussi mis en place afin de leurs permettre de se familiariser avec la langue anglaise tout en travaillant la rythmique sonore et visuelle.

3.3 – Fréquentation et tarification

Le tableau ci-dessous, présente quelle serait la fréquentation maximale sur le site du village sportif et culturel de la Région Ile de France, sur une journée et sur une semaine.

Activités	**Nb créneaux par jour**	**Capacité maximu groupe**	**Fréquentation max**	**Jours**	**Fréquentation max par semaine**
Arts du cirque	4	12	48	5	240
Vélo +1er secours	4	12	48	5	240
Cours de chant en anglais	4	12	48	5	240
Mur escalade	4	12	48	5	240
Glisse urbaine	4	12	48	5	240
Course d'orientation	4	12	48	5	240
		TOTAL	**288**		**1200**

Le tableau suivant présente la fréquentation maximale sur la totalité de la durée du Village culturel et sportif (prévisionnel sur 8 semaines d'exploitation).
Nous nous accordons sur le fait, que ces chiffres pourront varier en fonction de la météo.

Activités	Fréquentation max / semaine (nb de personnes)	Fréquentation max Sur la totalité (8 semaines)
Arts du cirque	288	2304
Vélo+1er secours	288	2304
Tir à l'arc	288	2304
Mur escalade	288	2304
Glisse urbaine	288	2304
Course d'orientation	288	2304
TOTAL	**1728**	**18432**

Le montant du droit d'accès au village pour les groupes est GRATUIT (accès à 2 activités maximum)

4. ORGANISATION

4.1. Modalités de réservation, d'accueil, de fonctionnement

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France mis en place sur l'île de loisirs d'Etampes est destiné aux groupes de jeunes franciliennes et franciliens d'Île-de-France âgés de 11 à 17 ans.
Ces groupes devront effectuer une réservation par mail ou par téléphone pour réserver leurs créneaux d'activités en renvoyant le dossier d'inscription qui leur aura été préalablement envoyé et qui sera également à disposition sur le site internet de l'île de loisirs.
La validation de la réservation des activités se fera par une convention UCPA ou un bon de commande mairie correspondant aux droits d'entrée sur le village.

Si certains créneaux restent libres, le coordinateur du village pourra accueillir des groupes (sans réservation), ainsi que tout public présent sur l'île de loisirs.

Les groupes seront accueillis du mardi au samedi à partir de 10h.
Il leurs sera demandé de se présenter 15min avant le début de leurs activités

L'accueil des groupes se fera à l'entrée de l'espace d'évolution du village.
Chaque moniteur prendra en charge un groupe pour lui expliquer les consignes et les règles à respecter lors de l'activité par un petit briefing clair et concis.
A la fin de la séance, le groupe rejoindra un autre encadrant sportif ou culturel afin de pouvoir participer à sa deuxième activité.

4.2. Personnel mis à disposition

La coordination du dispositif sera assurée par un des moniteurs, encadrant l'activité des arts du cirque.
Il sera chargé de la répartition des groupes, de la gestion des moniteurs, de leurs plannings ainsi que du matériel utilisé pour le village.
L'accueil des groupes sera réalisé par une hôtesse d'accueil recruté pour l'occasion.
Elle pourra aussi proposer des créneaux libres au public présent sur l'Ile de loisirs.

Pour assurer l'encadrement des différentes activités misent en place sur le village, 5 moniteurs seront recrutés pour la durée complète du Village.
Ce sont tous des encadrants UCPA, titulaire d'un diplôme BP JEPS APT, Animations Culturelles ou STAPS afin d'assurer l'encadrement des activités sportives ou culturelles.

Toute l'équipe travaillera sous la tutelle du responsable de projet qui assurera la mis en place du Village sportif et culturel, prendra en charge la communication, les réservations et les facturations.

L'ensemble des intervenants seront sensibilisés au projet de la Région Île-de-France et favoriseront l'accessibilité au village à tous publics.

4.3. Partenariats

Pour la sécurité routière nous allons faire un partenariat avec la préfecture ministérielle qui nous mettra à dispositions du matériel pédagogique et intervenants suivant leurs disponibilités, afin de sensibiliser le jeune public fréquentant l'Ile de loisirs, à la perception des risques routiers et au partage de la route en utilisant une bicyclette.

Des partenariats sont en cours de négociation avec des acteurs du mouvement sportif associatif pour la mise en place d'activités supplémentaires sur le village. Nous privilégions les acteurs qui ont l'habitude de venir participer à des activités sur l'île de loisirs d'Etampes afin de pouvoir proposer des activités supplémentaires sur le village.

Listes des partenaires possibles :
- E3 escalade ESCASUD 91
- Vélo d'Etampes
- Massy BMX
- Office du tourisme de l'agglomération Etampoise
- FFCO pour la course d'orientation

L'île de loisirs s'engage à informer la Région Île-de-France de toute avancée concernant les activités qui pourraient se greffer à l'organisation du village.

5. ACTIONS DE COMMUNICATION

Afin de promouvoir cette deuxième édition du village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur l'île de loisirs d'Etampes et d'informer les groupes, le dispositif suivant sera mis en place :

- **Affiches Objectifs :**

Objectifs : Informer les groupes et le public présents sur l'Île de loisirs en amont et pendant le dispositif.
Diffusion : Affichage sur les différents lieux fréquentés de l'île de loisirs, dans les offices du tourisme ainsi que auprès des services jeunesses de l'agglomération Etampoise.

- **Livret de présentation du dispositif**

Objectifs : Informer les groupes et le public présents sur l'Île de loisirs en amont et pendant le dispositif.
Diffusion : Mise à disposition de tous à l'accueil de l'île de loisirs, distribution aux groupes en amont du dispositif.

- Dossier d'inscription et programme

Objectifs : Informer les structures et réaliser les réservations.
Diffusion : Mails et mise à disposition sur le site internet de l'île de loisirs.
Caractéristiques : Création de deux documents PDF par l'île de loisirs d'Etampes.

Enfin, pendant la durée du village, les éléments suivants permettront de mettre en avant l'implication de la Région Île-de-France dans la mise en place du village sportif et culturel à Etampes :

- **Pack staff**

Objectifs : Rendre reconnaissable les équipes participantes au village sportif et culturel.
Diffusion : Porté par les équipes pendant toute la durée du dispositif.
Caractéristiques : Habillements avec le logo de la Région Île de France.

- Aménagement village

Objectifs : Rendre visible le village et identifier la Région Île-de-France.
Diffusion : Installé sur le village pendant toute la durée du dispositif.
Caractéristiques : Banderoles et rubalises fournies par la Région Île-de-France.

- **Signalétique**

Objectifs : Accueillir et orienter les groupes.
Diffusion : Panneaux sur le village et fléchage sur l'île de loisirs, annonce sur les panneaux lumineux
Caractéristiques : Panneaux reprenant le visuel créé par la Région Île-de-France.

- Espace d'accueil

Objectifs : Accueillir et informer les groupes.
Diffusion : Espace d'accueil installé à l'entrée du village pendant toute la durée du dispositif.
Caractéristiques : Informations sur le déroulement du village, sur les activités misent en place et leur réservation, sur l'implication de la Région dans le projet.

Relais d'information par nos partenaires. Les associations qui participeront au Village seront invitées à diffuser les informations via leurs réseaux respectifs afin de favoriser le meilleur remplissage des créneaux proposés.

Contact Opérationnel :

Jérôme MOREL jmorel@ucpasl.com.
Info Public et réservations : reservations@etampes.iledeloisirs.fr / Tél : 01 69 78 33 06
LS ETAMPES filiale UCPA - Île de Loisirs d'Etampes 5, avenue Charles de Gaulle 91150 ETAMPES

Annexe 2 à la convention

BUDGET PREVISIONNEL - COUTS DE FONCTIONNEMENT "VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE" DE L'ÎLE DE LOISIRS D'ETAMPES

ACTIVITES REALISEES	EQUIPEMENTS et MATERIELS						ANIMATION DES SEANCES D'ACTIVITES (masse salariale ou prestations externes)						Pour 8 semaines d'animation du 7 juillet au 29 août 2020			
	Mise à disposition par l'île de loisirs (service, équipements matériels)		Location d'équipements ou de matériels		Acquisitions		Nbre d'heures sur durée du village	Nb d'encadrants par séance	Coût total des séances sur la durée du village		Coût d'animation à l'heure de séance		COUT TOTAL		COUT HORAIRE	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC			HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
arts du cirque						800 €	280	1	5 412 €	5 412 €	*19 €*	*19 €*	**5 412 €**	**6 212 €**	19 €	22 €
circuit vélo +1er secours		300 €			2 190 € 3 701 €	2 628 € 4 441 €	280	1	4 720 €	4 720 €	*17 €*	*17 €*	**6 910 €**	**12 089 €**	25 €	43 €
chant en anglais					333 €	400 €	280	1	6 212 €	6 212 €	*22 €*	*22 €*	**6 545 €**	**6 612 €**	23 €	24 €
mur escalade			10 000 €	12 000 €			280	1	4 720 €	4 720 €	*17 €*	*17 €*	**14 720 €**	**16 720 €**	53 €	60 €
glisse urbaine		300 €	8 167 €	9 800 €			280		4 720 €	4 720 €	*17 €*	*17 €*	**12 887 €**	**14 820 €**	46 €	53 €
course orientation		300 €					280	1	4 720 €	4 720 €	*17 €*	*17 €*	**4 720 €**	**5 020 €**	17 €	18 €
															Coût horaire moyen	
COUTS ACTIVITES	**0 €**	**900 €**	**18 167 €**	**21 800 €**	**6 224 €**	**8 269 €**	**1 680**	**5**	**30 504 €**	**30 504 €**	**109 €**	**109 €**	**51 194 €**	**61 473 €**	*30 €*	*37 €*
							Nbre d'heures d'ouverture du village									
Fluides					667 €	800 €								**800 €**		3 €
Logistique / Sécurité		10 000 €			1 333 €	1 600 €								**11 600 €**		41 €
Communication		2 000 €			500 €	600 €								**2 600 €**		9 €
Personnel mis à disposition		4 208 €												**4 208 €**		15 €
Coordination		3 500 €					280							**3 500 €**		13 €
Modalités d'inscription		3 800 €			167 €	200 €								**4 000 €**		14 €
Assurances					1 000 €	1 200 €								**1 200 €**		4 €
Autres					500 €	600 €								**600 €**		2 €
															Coût horaire moyen frais généraux	
FRAIS GENERAUX														**28 508 €**		14 €
TOTAUX						**8 869 €**								**89 981 €**		51 €
RECETTES													**Recettes €TTC**		**%**	
													Région Ile-de-France	**89 981 €**	*100%*	
													Participation du public (X€ * Xpers)	**0 €**	*0%*	
													UCPA LS Etampes	**0 €**	*0%*	
													Total TTC	**89 981 €**	*100%*	

Date et cachet de la structure
09-juin-20

Signature du Directeur
Nicolas PICHOL

LS ETAMPES
5 avenue Charles de Gaulle
91150 ETAMPES
Tél : 01 69 [illegible]
RCS 851 8[illegible] Evry
Code APE 93299

COUT JOURNALIER	TTC
Coût journalier moyen des séances d'activités	1 536,8 €
Coût journalier moyen "frais généraux"	712,7 €
Cout journalier moyen du village	2 249,5 €

Convention Buthiers - Annexes 1 et 2

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE BUTHIERS

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-…. du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Buthiers**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région Île-de-France souhaite proposer aux jeunes Franciliens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles durant les vacances d'été, dans une ambiance ludique de plein air.

Cette opération relève du dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances», voté par délibération CR 2017-55 du 9 mars 2017.

Cette opération a pour cadre les îles de loisirs de la Région.

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France a pour objectifs de :

- favoriser les rencontres, les échanges et les liens sociaux ;
- rendre les pratiques sportives accessibles à tous les jeunes sans discrimination ;
- promouvoir les valeurs fédératrices du sport et encourager les jeunes à une pratique sportive régulière ;
- favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle ;
- proposer des initiatives aux gestes de premiers secours ;
- permettre aux jeunes de pratiquer l'anglais, en dehors du milieu scolaire.

Les publics cibles sont les jeunes franciliens garçons et filles âgés de 11 à 17 ans, principalement issus des territoires prioritaires de la politique de la ville.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-……. du 1er juillet 2020 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de 100 % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de 58 jours, du 4 juillet au 30 août 2020, dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de 100 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 147 620 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 147 620 € TTC.

Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant plafond de 108 120 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant plafond de 39 500 € TTC.

Le coût de fonctionnement du service est fixé sur 57 jours d'animation et comprend les unités de fonctionnement décrites dans le tableau figurant en annexe 2 de la convention. L'indication du coût horaire à la séance correspond au coût moyen horaire calculé en annexe dans ce tableau.

Le montant total des recettes perçues par le cocontractant au titre du village (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne pourra excéder le total des dépenses engagées pour la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 2 : CADRE DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES MIS A DISPOSITION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

La convention prend effet dès l'adoption de celle-ci par l'assemblée délibérante et prend fin par la réalisation de l'ensemble des missions incombant à l'organisme, conformément aux stipulations de la présente convention et de la procédure de règlement du solde financier de celle-ci.

2.1 : Organisation du concept de village

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités, il est implanté sur une zone délimitée et visible de l'île de loisirs et mise à disposition par elle.

L'agencement du village doit s'inscrire dans une ambiance chaleureuse, ludique, dynamique avec une identité moderne dans le respect des règles de communication prévues à l'article 2.9 de la présente convention.

Un plan d'implantation du village (espace accueil, activités) présenté par l'organisme et validé par la Région figure en annexe à la convention.

Espace central d'accueil

Cet espace central d'accueil sera le point d'entrée du village. Seront valorisées l'implication de la Région Île-de-France dans le projet, ainsi que dans l'organisation des JOP 2024.

Espaces dédiés aux activités

Les espaces d'activités sont clairement identifiés et délimités.

L'aménagement comprendra des panneaux expliquant les objectifs de l'opération, les modalités de déroulement des activités. Un espace couvert dédié à certaines activités pourra être proposé en cas d'intempérie.

2.2 : Personnel mis à disposition

Toutes les activités encadrées seront assurées par des cadres moniteurs ou éducateurs sportifs diplômés, selon la réglementation en vigueur. Un effort particulier sur la pédagogie sera mis en place. Les séances devront comprendre un moment d'échauffement, des séances de découverte et d'initiation.

La liste des encadrants par activité, avec leurs qualifications et expériences, sera communiquée à la Région avant l'ouverture du village.

2.3 : Les publics bénéficiaires

Le village s'adresse à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village devra répondre aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière sera apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine pourront être proposées.

2.4 : Modalités d'accueil

Le village est dédié prioritairement à l'accueil de groupes. Ceux-ci sont accueillis du lundi au vendredi sur des créneaux d'activité variables selon les activités.

Les activités collectives sont proposées au libre choix des groupes lors de l'inscription**.**

L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires. Elle pourra accueillir, de façon minoritaire, des individuels présents sur l'île de loisirs, en cas de créneaux disponibles.

2.5 : Programme d'activités

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2h). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…). Il est notamment demandé la réalisation d'au moins une activité ou animation en lien avec les Jeux Olympiques.

Le planning des activités est annexé à la présente convention.

2.6 : Partenariat avec le mouvement sportif régional

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs, fédérations). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. La liste des partenaires sera communiquée à la Région et les modalités du partenariat détaillées.

D'autre part, à travers la mise en œuvre des villages sportifs la Région peut faire la promotion des grands évènements sportifs qui se tiennent sur le territoire francilien.

2.7 : Communication et signalétique spécifiques au village sportif et culturel de la Région Île-de-France

2.7.1 Communication

- Visuels / supports de communication

La Région réalise la conception du visuel de l'opération village sportif et culturel de la Région Île-de-France, identique pour les différents villages, qu'elle mettra à disposition de l'île de loisirs, en amont de la campagne de mobilisation des publics. Ce visuel devra être décliné sur les différents supports de communication.

L'île de loisirs assurera la diffusion de ces supports (affiches, flyers) auprès des structures socio-éducatives franciliennes.

Tout autre support réalisé par l'île de loisirs doit respecter la charte régionale qui sera communiquée dès notification.

L'impression de l'ensemble des supports est à la charge de l'île de loisirs.

- Sites web

Des informations devront également figurer sur le site des partenaires de l'opération et sur le site de l'île loisirs concernée.

Concernant la communication du projet sur les sites web, la mention et le logotype de la Région sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France (les liens des pages concernées devront être transmis à la Région).

- Logo de la Région

La présence du logotype de la Région et la mention « l'île de loisirs est la propriété de la Région Île-de-France » sont obligatoires, en 1ère de couverture, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication ainsi que sur la signalétique, dans le respect de la charte graphique adoptée par la Région Ile-de-France.

- Promotion de l'opération

L'île de loisirs assurera une communication auprès de ses partenaires et mettra en ligne toute information nécessaire sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France selon le visuel régional défini. La Région devra y être citée en tant que commanditaire du projet.

L'information relative à l'action régionale prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Île-de-France et mise en œuvre par …» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

- Information et mobilisation des publics

L'île de loisirs formalise un dossier d'inscription au village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur la base du visuel régional qui doit comprendre une présentation du concept du village, la présentation des activités, les créneaux de réservation, les modalités d'inscription et d'annulation.

L'île de loisirs assure la diffusion auprès des structures municipales, sociales, éducatives, etc… sur la zone de chalandise de l'île de loisirs.

- Matériel mis à disposition

La Région fournira des banderoles intissées, des rouleaux de rubalise et des T-shirts frappés du logo de la Région Île-de-France, dans la limite des stocks disponibles, pour les encadrants du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Le matériel mis à disposition par la Région devra être enlevé par l'île de loisirs auprès des services de la Région.

- Contrôle par les services de la Région

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le cocontractant dans sa démarche.

2.7.2 Signalétique

La visibilité de la Région doit être assurée sur tous les supports : bannières drapeaux, banderoles, documents de communication et T-Shirts.

L'île de loisirs devra réaliser et mettre en place la signalétique (panneau de présentation de l'opération à l'entrée du village, fléchages et panneaux pour les activités).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à réaliser les missions de service dans les conditions fixées à l'article 2.

3.1 : Organisation

L'île de loisirs met en œuvre tous les moyens nécessaires à la mobilisation des publics cibles définis à l'article 2.3 de la présente convention. Elle gère les réservations et la gestion des inscriptions.
Le recours à un prestataire extérieur pour l'encadrement des activités est autorisé.

3.2 : Logistique et sécurité

L'île de loisirs s'engage, dans le cadre des activités mises à disposition du village, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Elle respectera les règles, normes et législations en vigueur.

Elle mettra en place les dispositifs de sécurité concernant notamment la lutte contre l'incendie, les moyens de communication pour contacter les secours et le plan d'accès des secours.

L'organisme mettra en place toutes les mesures de gardiennage nécessaires.

3.3 : Tarif d'accès au village
Le montant du droit d'accès au village pour les groupes est GRATUIT.

Le tarif d'accès au village doit être déterminé au regard du coût des activités proposées et ne doit en aucun cas être supérieur à la part restant à payer en complément des financements de la Région et d'autres recettes éventuellement perçues.

3.4 : Compte rendu d'exécution
Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu sous format électronique sera transmis à la Région Ile-de-France avec les indications suivantes :

- Une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…)
- La liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition filles / garçons, le nombre d'activité par jeune,
- Le nombre de participants par activité (individuels/groupes),
- Le nombre de personnes handicapées accueillies,
- Un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- Les documents financiers détaillés au 5.2.2.

Le compte rendu sera fourni dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à :

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 : Détermination du coût de fonctionnement du service
Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de 100 % des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement
La Région procède au remboursement de 100 % des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et frais généraux comme indiqué en article 1 de la présente convention.

Chaque demande de versement est effectuée par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs selon les modalités suivantes :

5.2.1 Versement d'une avance

L'organisme peut demander le versement d'une avance à hauteur de 50 % de la participation régionale dès la signature de la convention et sans avoir à fournir de justificatif.

5.2.2 Versement d'acomptes

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués.

Chaque versement est effectué sur présentation d'une demande de versement d'acompte précisant le montant des dépenses engagées pour la mise à disposition de service, et d'un récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures ou actes payées au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et figurant dans le décompte du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France du tableau annexé.

Ces documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

5.2.3 Versement du solde

Le versement du solde s'effectuera sur la base des documents listés ci-après :

- Une demande de versement précisant le montant total des frais de fonctionnement du service mis à disposition (A);
- Un bilan financier des coûts, joindre la copie du tableau de décompte du coût prévisionnel (B) ;
- Une attestation de frais de fonctionnement généraux, des frais de personnel et d'activités, mis à disposition par l'île de loisirs (C) ;
- Un état récapitulatif détaillé des paiements effectués (au profit de tiers) (D)
- Un compte rendu d'exécution qualitatif reprenant les informations demandées à l'article 3.4 et signé par le représentant légal (E).

Tous les documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

Les états récapitulatifs B et D sont cosignés par le représentant légal et le trésorier public.

5.3 : Révision du montant prévisionnel attribué à l'opération

Les dépenses de service mis à disposition sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente et prennent fin à l'achèvement de l'opération.

Le remboursement de 100 % du service mis à disposition par l'organisme gestionnaire est apprécié au vu du niveau d'exécution constaté, par application du coût de fonctionnement indiqué à l'article 1 de la présente convention, et du montant total des recettes de l'opération, celui-ci ne pouvant excéder le montant des dépenses engagées pour la mise en œuvre du service.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant plafond inscrit à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 2 juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde du remboursement des services objet de la présente convention dans la limite d'une année à compter de son adoption par la commission permanente.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de cette convention. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des paiements versés par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES SOMMES VERSEES PAR LA REGION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des sommes versées en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Avant toute décision régionale de révision du montant du versement ou avant toute demande de restitution de tout ou partie du versement, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du village sportif et culturel de la Région Île-de-France et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs de Buthiers sont à la charge de ce dernier.

<u>ARTICLE 9</u> : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE BUTHIERS

Le village sportif et culturel de la Région Ile de France s'adresse aux jeunes de 11 à 17 ans. Il permettra de pratiquer des activités sportives et culturelles tout en développant des liens sociaux. Il facilitera la rencontre et les échanges. Une communication sera axée prioritairement en direction des structures Franciliennes. Le village répond aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Les objectifs du village sportif :

- Favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique, culturelle et sportive à tous les jeunes sans discrimination.
- Le développement des rencontres, échanges, mixité et lien sociaux.
- La promotion des valeurs fédératrices du sport et de l'importance d'une pratique sportive régulière.
- Développer la pratique sportive, notamment féminine et pour les personnes en situation de handicap.
- Promouvoir l'apprentissage des gestes de premier secours et de permettre aux jeunes de pratiquer les langues et notamment l'anglais en dehors du milieu scolaire.
- Sensibiliser les jeunes à l'importance de la candidature de Paris pour les J.O de 2024.

1. OUVERTURE DU VILLAGE

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France sera mis en place sur l'île de loisirs de Buthiers du samedi 4 juillet au dimanche 30 août 2020.
Il sera ouvert du lundi au dimanche de 13h à 19h

2. IMPLANTATION

Dispositions prises pour matérialiser l'espace et le sécuriser :

Le village est implanté à proximité du pôle sportif. Cet espace est adapté pour l'accueil de groupes qui pourra utiliser les infrastructures du pôle sportif : hall, vestiaires et sanitaires (hommes/femmes/PMR), salle de cours collectif de fitness, salle d'escalade et terrains de padel tennis. La proximité avec le parking apportera une grande visibilité au village.

Matériel pour le déroulement du village sportif :

- Deux grandes tentes
- Deux tentes pliantes aux couleurs de la Région Ile de France
- Signalétique : panneaux directionnels, rubalises
- Barrières vauban
- Tables et chaises
- Banderoles et drapeaux de la Région Ile-de-France
- Boxe : ring et matériel pédagogique
- Cycle : vtt ou vélos-funs, buggy casques
- Escalade : chaussons, crash-pads, baudriers, système d'assurage
- Arc : pas de tir, filet de protection, arc et flèches
- Secourisme : kit de formation
- Padel/Tennis : raquettes, balles.
- Atelier d'anglais : supports pédagogiques créés pour l'occasion
- Exposition : supports pédagogiques créés pour l'occasion

3. PROGRAMME D'ACTIVITES

3.1 – Programme général

ACTIVITES	HORAIRES	DUREE DE CHAQUE CRENEAU	EFFECTIF PAR CRENEAU	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Arc	13h00-19h00	1h	10	Règles de sécurité, Utilisation du matériel, Initiation
Secourisme	13h00-19h00	1h	10	Sensibilisation aux gestes de premiers secoures comme les 4 étapes pour porter secours, la PLS, l'utilisation d'un défibrillateur, etc….
Escalade	13h00-19h00	1h	10	Règles de sécurité propre à l'activité, découverte du matériel spécifique, initiation en SAE ou SNE
Atelier d'Anglais	13h00-19h00	1h	10	Apprentissage de l'anglais à travers des jeux sportifs
Paddel/Tennis	13h00-19h00h	1h	10	Initiation sports de raquettes / apprentissage tenue de raquette / Coups droits revers
Boxe	13h00-19h00	1h	10	Apprentissage des techniques du 1er niveau comme la garde, les déplacements à 2, les directs, parades et esquives.
Cycle	13h00-19h00	1h	10	Maîtriser le freinage, le passage de vitesses sur les différents reliefs, la position de sécurité dans les descentes et avoir le bonne équilibre dans des passages difficiles.
Exposition	13h00-19h00	1h	10	Sensibilisation JO 2024 / Olympisme

Activités ouvertes du lundi au vendredi, sous réserve de disponibilités.

L'île de loisirs de Buthiers se réserve le droit de modifier ce programme d'activité en cas d'intempéries ou de nécessité de service.

3.2 – Fréquentation et tarification

Fréquentation maximale journalière et hebdomadaire du village au regard des activités proposées, à raison de 2 activités pratiquées au minimum par jeune :

Le village pourra accueillir un maximum de 360 jeunes par jour.

HORAIRES	ACTIVITES	EFFECTIFS
13h00 à 14h00	Secourisme	10
	Escalade	10
	Padel/Tennis	10
	Boxe	10
	Cycle	10
	Exposition	10
14h00 à 15h00	Secourisme	10
	Escalade	10
	Padel/Tennis	10
	Boxe	10
	Cycle	10
	Exposition	10
15h00 à 16h00	Arc	10
	Escalade	10
	Atelier d'Anglais	10
	Padel/Tennis	10
	Cycle	10
	Exposition	10
16h00 à 17h00	Arc	10
	Escalade	10
	Atelier d'Anglais	10
	Padel/Tennis	10
	Cycle	10
17h00 à 18h00	Arc	10
	Escalade	10
	Atelier d'Anglais	10
	Padel/Tennis	10
	Cycle	10
	Exposition	10
18h00 à 19h00	Arc	10
	Escalade	10
	Atelier d'Anglais	10
	Padel/Tennis	10
	Cycle	10
	Exposition	10

Actions menées pour favoriser la mixité des groupes et la participation de personnes en situation de handicap :

- Envoi d'un mailing à toutes les structures à besoin spécifique.

Le montant du droit d'accès au village avec une entrée à la baignade pour un groupe est gratuit.

4. ORGANISATION

L'accueil et le déroulement sur place :

Chaque jeune aura la possibilité de pratiquer deux activités sportives ou éducatives. Les activités seront proposées sur une durée d'une heure trente.

L'accueil se fera chaque jour du lundi au dimanche du samedi 4 juillet au dimanche 30 août 2020 :

- Le matin de 10h à 12h,
- L'après-midi de 14h à 16h.

4.1. Modalités d'inscription

Chaque groupe peut programmer et réserver préalablement sa venue en contactant par téléphone ou par mail le coordinateur. Celui-ci délivrera une information complète puis proposera une offre avec les conditions de pratique sur chaque activité.

Chaque groupe sera informé qu'il devra payer pour chacun de ses jeunes la somme de 6 € donnant accès à deux activités et au centre aquatique.

Les réservations se feront à partir du 1er juin :
- Par mail à : contact@buthiers.iledeloisirs.fr
- Par téléphone au : 01 64 24 12 87.

4.2. Personnel mis à disposition

Coordination du dispositif :

Un coordinateur sera embauché du 22 juin 2020 et aura les missions suivantes :

- La mise en place du village,
- Le management des éducateurs, des comités partenaires et prestataires,
- De prendre la réservation des groupes,
- D'accueillir, orienter et répertorier les groupes,
- De réaliser le bilan.

Le personnel :

• 6 éducateurs sportifs
• 1 intervenant pour l'atelier d'anglais
• 1 moniteur de secourisme
• 1 agent pour l'accueil

4.3. Partenariats

Les partenaires et la nature de leur partenariat :

En cours

5. ACTIONS DE COMMUNICATION

- Campagne de communication Radio et presse papier régionale
- Site internet de l'île de loisirs de Buthiers,
- Facebook de l'île de loisirs de Buthiers,
- Affiches dans les accueils de l'île de loisirs de Buthiers,
- Envoi de la fiche d'inscription aux associations et services jeunesse inscrite dans la base de données de l'île de loisirs de Buthiers,
- Signalétique sur l'île de loisirs de Buthiers indiquant le village sportif et culturel régional d'été.
- Distribution de Flyer aux groupes déjà sur place.

Annexe 2 à la convention

BUDGET PREVISIONNEL - COUTS UNITAIRES DE FONCTIONNEMENT "village sportif et culturel de la Région Île-de-France" de l'île de loisirs de Buthiers

ACTIVITES REALISEES	EQUIPEMENTS et MATERIELS						ANIMATION DES SEANCES D'ACTIVITES (masse salariale ou prestations externes)						Pour 57 jours d'animation du 04/07/2020 au 30/08/2020			
	Mise à disposition par l'île de loisirs (service, équipements matériels)		Location d'équipements ou de matériels		Acquisitions		Nbre d'heures sur durée du village	Nb d'enca-drants par séance	Coût total des séances sur la durée du village		Coût d'animation à l'heure de séance		COUT TOTAL		COUT HORAIRE	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC			HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
arc	7 000,00 €	7 000,00 €			4 000,00 €	5 000,00 €	68	1	1 700,00 €	2 040,00 €	*25,00 €*	*30,00 €*	**11 232,00 €**	**14 040,00 €**		206,47 €
secourisme							68	1	1 700,00 €	2 040,00 €	*25,00 €*	*30,00 €*	**1 632,00 €**	**2 040,00 €**		30,00 €
escalade	7 000,00 €	7 000,00 €			20 000,00 €	24 000,00 €	171	1	4 275,00 €	5 130,00 €	*25,00 €*	*30,00 €*	**28 904,00 €**	**36 130,00 €**		211,29 €
Ateliers d'Anglais					4 000,00 €	5 000,00 €	68	1	1 700,00 €	2 040,00 €	*25,00 €*	*30,00 €*	**5 632,00 €**	**7 040,00 €**		103,53 €
Paddel / Tennis	7 000,00 €	7 000,00 €			4 000,00 €	5 000,00 €	68	1	1 700,00 €	2 040,00 €	*25,00 €*	*30,00 €*	**11 232,00 €**	**14 040,00 €**		206,47 €
Boxe							68	1	1 700,00 €	2 040,00 €	*25,00 €*	*30,00 €*	**1 632,00 €**	**2 040,00 €**		30,00 €
Cycles	7 000,00 €	7 000,00 €			12 000,00 €	15 000,00 €	136	1	3 400,00 €	4 080,00 €	*25,00 €*	*30,00 €*	**20 864,00 €**	**26 080,00 €**		191,76 €
Exposition					4 000,00 €	5 000,00 €	57	1	1 425,00 €	1 710,00 €	*25,00 €*	*30,00 €*	**5 368,00 €**	**6 710,00 €**		117,72 €
															Coût horaire moyen	
COUTS ACTIVITES	**28 000,00 €**	**28 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**48 000,00 €**	**59 000,00 €**	**704**		**17 600,00 €**	**21 120,00 €**		**240,00 €**	**86 496,00 €**	**108 120,00 €**		
							Nbre d'heures d'ouverture du village									
Fluides	4 500,00 €	4 500,00 €					704						**4 500,00 €**	**4 500,00 €**		6,39 €
Logistique / Sécurité	10 000,00 €	10 000,00 €											**10 000,00 €**	**10 000,00 €**		14,20 €
Communication	10 000,00 €	10 000,00 €											**10 000,00 €**	**10 000,00 €**		14,20 €
Personnel mis à disposition	10 000,00 €	10 000,00 €											**5 000,00 €**	**10 000,00 €**		14,20 €
Coordination	3 000,00 €	3 000,00 €											**1 000,00 €**	**3 000,00 €**		4,26 €
Modalités d'inscription	1 000,00 €	1 000,00 €											**1 000,00 €**	**1 000,00 €**		1,42 €
Assurances	1 000,00 €	1 000,00 €											**1 000,00 €**	**1 000,00 €**		1,42 €
Autres													**0,00 €**	**0,00 €**		0,00 €
															Coût horaire moyen frais généraux	
FRAIS GENERAUX														**39 500,00 €**		8,02 €
TOTAUX	**66 500,00 €**	**66 500,00 €**		**0,00 €**		**59 000,00 €**				**21 120,00 €**		**240,00 €**		**147 620,00 €**		8,02 €
RECETTES														**Recettes €TTC**		
														Région Ile-de-France	**147 620,00 €**	
														Participation du public (0€*4500pax)	**0,00 €**	
														Syndicat mixte	**0,00 €**	
														Total TTC	**147 620,00 €**	

Date et cachet de la structure

Signature du Président

COUT JOURNALIER	TTC
Coût journalier moyen des séances d'activités	1 896,8
Coût journalier moyen "frais généraux"	693,0
Cout journalier moyen du village	2 589,8

Convention Jablines-Annet - Annexes 1 et 2

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-…. du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Jablines-Annet**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région Île-de-France souhaite proposer aux jeunes Franciliens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles durant les vacances d'été, dans une ambiance ludique de plein air.

Cette opération relève du dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances», voté par délibération CR 2017-55 du 9 mars 2017.

Cette opération a pour cadre les îles de loisirs de la Région.

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France a pour objectifs de :

- favoriser les rencontres, les échanges et les liens sociaux ;
- rendre les pratiques sportives accessibles à tous les jeunes sans discrimination ;
- promouvoir les valeurs fédératrices du sport et encourager les jeunes à une pratique sportive régulière ;
- favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle ;
- proposer des initiatives aux gestes de premiers secours ;
- permettre aux jeunes de pratiquer l'anglais, en dehors du milieu scolaire.

Les publics cibles sont les jeunes franciliens garçons et filles âgés de 11 à 17 ans, principalement issus des territoires prioritaires de la politique de la ville.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-……. du 1er juillet 2020 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de 100 % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de 10 jours, du 20 au 31 juillet 2020, dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de 100 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 26 491 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 26 491 € TTC.

Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant plafond de 17 111 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant plafond de 9 380 € TTC.

Le coût de fonctionnement du service est fixé sur 10 jours d'animation et comprend les unités de fonctionnement décrites dans le tableau figurant en annexe 2 de la convention. L'indication du coût horaire à la séance correspond au coût moyen horaire calculé en annexe dans ce tableau.

Le montant total des recettes perçues par le cocontractant au titre du village (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne pourra excéder le total des dépenses engagées pour la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 2 : CADRE DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES MIS A DISPOSITION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

La convention prend effet dès l'adoption de celle-ci par l'assemblée délibérante et prend fin par la réalisation de l'ensemble des missions incombant à l'organisme, conformément aux stipulations de la présente convention et de la procédure de règlement du solde financier de celle-ci.

2.1 : Organisation du concept de village

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités, il est implanté sur une zone délimitée et visible de l'île de loisirs et mise à disposition par elle.

L'agencement du village doit s'inscrire dans une ambiance chaleureuse, ludique, dynamique avec une identité moderne dans le respect des règles de communication prévues à l'article 2.9 de la présente convention.

Un plan d'implantation du village (espace accueil, activités) présenté par l'organisme et validé par la Région figure en annexe à la convention.

Espace central d'accueil

Cet espace central d'accueil sera le point d'entrée du village. Seront valorisées l'implication de la Région Île-de-France dans le projet, ainsi que dans l'organisation des JOP 2024.

Espaces dédiés aux activités

Les espaces d'activités sont clairement identifiés et délimités.

L'aménagement comprendra des panneaux expliquant les objectifs de l'opération, les modalités de déroulement des activités. Un espace couvert dédié à certaines activités pourra être proposé en cas d'intempérie.

2.2 : Personnel mis à disposition

Toutes les activités encadrées seront assurées par des cadres moniteurs ou éducateurs sportifs diplômés, selon la réglementation en vigueur. Un effort particulier sur la pédagogie sera mis en place. Les séances devront comprendre un moment d'échauffement, des séances de découverte et d'initiation.

La liste des encadrants par activité, avec leurs qualifications et expériences, sera communiquée à la Région avant l'ouverture du village.

2.3 : Les publics bénéficiaires

Le village s'adresse à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village devra répondre aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière sera apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine pourront être proposées.

2.4 : Modalités d'accueil

Le village est dédié prioritairement à l'accueil de groupes. Ceux-ci sont accueillis du lundi au vendredi sur des créneaux d'activité variables selon les activités.

Les activités collectives sont proposées au libre choix des groupes lors de l'inscription**.**

L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires. Elle pourra accueillir, de façon minoritaire, des individuels présents sur l'île de loisirs, en cas de créneaux disponibles.

2.5 : Programme d'activités

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2h). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…). Il est notamment demandé la réalisation d'au moins une activité ou animation en lien avec les Jeux Olympiques.

Le planning des activités est annexé à la présente convention.

2.6 : Partenariat avec le mouvement sportif régional

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs, fédérations). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. La liste des partenaires sera communiquée à la Région et les modalités du partenariat détaillées.

D'autre part, à travers la mise en œuvre des villages sportifs la Région peut faire la promotion des grands évènements sportifs qui se tiennent sur le territoire francilien.

2.7 : Communication et signalétique spécifiques au village sportif et culturel de la Région Île-de-France

2.7.1 Communication

- Visuels / supports de communication

La Région réalise la conception du visuel de l'opération village sportif et culturel de la Région Île-de-France, identique pour les différents villages, qu'elle mettra à disposition de l'île de loisirs, en amont de la campagne de mobilisation des publics. Ce visuel devra être décliné sur les différents supports de communication.

L'île de loisirs assurera la diffusion de ces supports (affiches, flyers) auprès des structures socio-éducatives franciliennes.

Tout autre support réalisé par l'île de loisirs doit respecter la charte régionale qui sera communiquée dès notification.

L'impression de l'ensemble des supports est à la charge de l'île de loisirs.

- Sites web

Des informations devront également figurer sur le site des partenaires de l'opération et sur le site de l'île loisirs concernée.

Concernant la communication du projet sur les sites web, la mention et le logotype de la Région sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France (les liens des pages concernées devront être transmis à la Région).

- Logo de la Région

La présence du logotype de la Région et la mention « l'île de loisirs est la propriété de la Région Île-de-France » sont obligatoires, en 1ère de couverture, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication ainsi que sur la signalétique, dans le respect de la charte graphique adoptée par la Région Ile-de-France.

- Promotion de l'opération

L'île de loisirs assurera une communication auprès de ses partenaires et mettra en ligne toute information nécessaire sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France selon le visuel régional défini. La Région devra y être citée en tant que commanditaire du projet.

L'information relative à l'action régionale prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Île-de-France et mise en œuvre par …» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

- Information et mobilisation des publics

L'île de loisirs formalise un dossier d'inscription au village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur la base du visuel régional qui doit comprendre une présentation du concept du village, la présentation des activités, les créneaux de réservation, les modalités d'inscription et d'annulation.

L'île de loisirs assure la diffusion auprès des structures municipales, sociales, éducatives, etc… sur la zone de chalandise de l'île de loisirs.

- Matériel mis à disposition

La Région fournira des banderoles intissées, des rouleaux de rubalise et des T-shirts frappés du logo de la Région Île-de-France, dans la limite des stocks disponibles, pour les encadrants du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Le matériel mis à disposition par la Région devra être enlevé par l'île de loisirs auprès des services de la Région.

- Contrôle par les services de la Région

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le cocontractant dans sa démarche.

2.7.2 Signalétique

La visibilité de la Région doit être assurée sur tous les supports : bannières drapeaux, banderoles, documents de communication et T-Shirts.

L'île de loisirs devra réaliser et mettre en place la signalétique (panneau de présentation de l'opération à l'entrée du village, fléchages et panneaux pour les activités).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à réaliser les missions de service dans les conditions fixées à l'article 2.

3.1 : Organisation

L'île de loisirs met en œuvre tous les moyens nécessaires à la mobilisation des publics cibles définis à l'article 2.3 de la présente convention. Elle gère les réservations et la gestion des inscriptions.
Le recours à un prestataire extérieur pour l'encadrement des activités est autorisé.

3.2 : Logistique et sécurité

L'île de loisirs s'engage, dans le cadre des activités mises à disposition du village, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Elle respectera les règles, normes et législations en vigueur.

Elle mettra en place les dispositifs de sécurité concernant notamment la lutte contre l'incendie, les moyens de communication pour contacter les secours et le plan d'accès des secours.

L'organisme mettra en place toutes les mesures de gardiennage nécessaires.

3.3 : Tarif d'accès au village

Le montant du droit d'accès au village est gratuit après s'être affranchi des droits d'entrée de l'Ile de loisirs.

Le tarif d'accès au village doit être déterminé au regard du coût des activités proposées et ne doit en aucun cas être supérieur à la part restant à payer en complément des financements de la Région et d'autres recettes éventuellement perçues.

3.4 : Compte rendu d'exécution

Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu sous format électronique sera transmis à la Région Ile-de-France avec les indications suivantes :

- Une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…)
- La liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition filles / garçons, le nombre d'activité par jeune,
- Le nombre de participants par activité (individuels/groupes),
- Le nombre de personnes handicapées accueillies,
- Un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- Les documents financiers détaillés au 5.2.2.

Le compte rendu sera fourni dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à :

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 : Détermination du coût de fonctionnement du service

Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de 100 % des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement

La Région procède au remboursement de 100 % des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et frais généraux comme indiqué en article 1 de la présente convention.

Chaque demande de versement est effectuée par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs selon les modalités suivantes :

5.2.1 Versement d'une avance

L'organisme peut demander le versement d'une avance à hauteur de 50 % de la participation régionale dès la signature de la convention et sans avoir à fournir de justificatif.

5.2.2 Versement d'acomptes

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués.

Chaque versement est effectué sur présentation d'une demande de versement d'acompte précisant le montant des dépenses engagées pour la mise à disposition de service, et d'un récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures ou actes payées au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et figurant dans le décompte du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France du tableau annexé.

Ces documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

5.2.3 Versement du solde

Le versement du solde s'effectuera sur la base des documents listés ci-après :

- Une demande de versement précisant le montant total des frais de fonctionnement du service mis à disposition (A);
- Un bilan financier des coûts, joindre la copie du tableau de décompte du coût prévisionnel (B) ;
- Une attestation de frais de fonctionnement généraux, des frais de personnel et d'activités, mis à disposition par l'île de loisirs (C) ;
- Un état récapitulatif détaillé des paiements effectués (au profit de tiers) (D)
- Un compte rendu d'exécution qualitatif reprenant les informations demandées à l'article 3.4 et signé par le représentant légal (E).

Tous les documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

Les états récapitulatifs B et D sont cosignés par le représentant légal et le trésorier public.

5.3 : Révision du montant prévisionnel attribué à l'opération

Les dépenses de service mis à disposition sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente et prennent fin à l'achèvement de l'opération.

Le remboursement de 100 % du service mis à disposition par l'organisme gestionnaire est apprécié au vu du niveau d'exécution constaté, par application du coût de fonctionnement indiqué à l'article 1 de la présente convention, et du montant total des recettes de l'opération, celui-ci ne pouvant excéder le montant des dépenses engagées pour la mise en œuvre du service.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant plafond inscrit à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 2 juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde du remboursement des services objet de la présente convention dans la limite d'une année à compter de son adoption par la commission permanente.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de cette convention. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des paiements versés par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES SOMMES VERSEES PAR LA REGION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des sommes versées en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Avant toute décision régionale de révision du montant du versement ou avant toute demande de restitution de tout ou partie du versement, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du village sportif et culturel de la Région Île-de-France et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs de Jablines-Annet sont à la charge de ce dernier.

<u>ARTICLE 9</u> : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET

1. OUVERTURE DU VILLAGE

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France sera mis en place sur l'île de loisirs de Jablines-Annet du 20 au 31 juillet 2020.

Il sera ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h.

2. IMPLANTATION

Le village est implanté à proximité de l'espace baignade.

Préciser les dispositions prises pour matérialiser l'espace et le sécuriser.

Plan d'organisation du village



3. PROGRAMME D'ACTIVITES

3.1 – Programme général

ACTIVITES	HORAIRES	DUREE DE CHAQUE CRENEAU	EFFECTIF PAR CRENEAU	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Tir à l'arc Tag Archery	10h00 à 12h00	1h00	12	Découverte, initiation, transmission des valeurs sportives
Expression corporelle Zumba,	10h00 à 12h00 13h30 à 16h30	1h00	12	
Foot-cible	10h00 à 12h00	1h00	12	
Sport d'opposition (lutte-boxe)	10h00 à 12h00 13h30 à16h30	1h00	12	
Sand Ball	13h30 à 16h30	1h00	12	
Beach-Volley Beach Tennis Beach Soccer	13h30 à 16h30	1h00	12	
Teqball	10h00 à 12h00 13h30 à 16h30	1h00	12	
Accueil Handisport, animation JO 2020	10h00 à 12h00 13h30 à 16h30	1h00	12	
Course CO	10h00 à 12h00 13h30 à 16h3	1h00	12	
Secourisme	9h30 à 11h30	1h00	12	Les lundi, mercredi, vendredi
Création d'une fresque	10h00 à 12h00	1h00	12	Créer une fresque sur toile qui sera installée sur le village.

3.2 – Programme détaillé

Nombre d'activités proposées : 15 activités

Le village s'adresse prioritairement à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France.

Les visiteurs individuels fréquentant les sites auront également accès au village par petits groupes suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village répond aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

<u>Les objectifs du village sportif</u> :
- Favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique, culturelle et sportive à tous les jeunes sans discrimination,
- Le développement des rencontres, échanges, mixité et lien sociaux,
- La promotion des valeurs fédératrices du sport et de l'importance d'une pratique sportive régulière,
- Développer la pratique sportive féminine,
- Sensibiliser les jeunes à l'importance de la candidature de Paris pour les J.O de 2024.

Création d'une fresque sur le thème des JO 2024 :
Chaque groupe sera incité à l'élaboration d'une fresque sur le thème des JO2024, les œuvres devront s'inspirer de la valeur du sport, des symboles des JO, du sport au féminin et du handicap.

Des thématiques seront proposées à chaque groupe pour une illustration générale des jeux 2024 à travers le regard des jeunes franciliens.

La place réservée à l'apprentissage de l'anglais
Un animateur bilingue (Français-Anglais) est présent afin de dispenser un apprentissage de l'anglais par le jeu et le sport. L'activité jeu est orientée vers les connaissances des jeux olympiques de manière à sensibiliser les jeunes à l'évènement 2024. L'activité sport sera polyvalente, l'animateur aura une activité dominante, le foot cible, mais pourra intégrer avec un groupe l'ensemble des activités présentes sur le site.

Les gestes qui sauvent
Les Maîtres-nageurs se sont constitués en association de Loi 1901, agréée par la Croix Blanche. Ils interviennent en période scolaire dans les établissements scolaires pour sensibiliser les jeunes au secourisme. Avec du matériel adapté, ils prodigueront leur savoir-faire pendant le village sportif mais uniquement les lundis, mercredis et vendredis matin de 9h30 à 11h30

Les temps forts éventuellement mis en place
Le public du village sportif est constitué de groupes et leur présence varie au cours de la semaine. Proposer un temps fort en fin de semaine n'était pas opportun. Les temps forts seront l'après-midi lorsque l'Ile de Loisirs accueille un grand nombre de visiteurs et que les groupes évolueront tous ensemble et en musique et avec un animateur (Sonorisation prévue sur place).

3.3 – Fréquentation et tarification

Préciser la fréquentation maximale journalière et hebdomadaire du village au regard des activités proposées, à raison de 2 activités pratiquées au minimum par jeune.

Actions menées pour favoriser la mixité des groupes et la participation de personnes en situation de handicap.

Le montant du droit d'accès au village pour 2020 est gratuit après s'être affranchi des droits d'entrée de l'Ile de loisirs.

Le montant du droit d'accès au village pour 2020 est fixé à 0 €.

4. ORGANISATION

4.1. Modalités de réservation, d'accueil, de fonctionnement

Un agent du pôle séjours et activités est chargé de l'organisation du village sportif. Dans le cadre de leurs missions, ils sont chargés de l'accueil des groupes pour les activités sportives et de loisirs ainsi que l'accueil des groupes au camping. Avec ces prises de contact avec les responsables de groupes, la promotion du village sportif sera réalisée. Une promotion du village sportif sera également réalisée par mailing et par les réseaux sociaux.

Un coordinateur du village sportif est chargé d'accueillir les enfants et de les répartir sur les ateliers.

4.2. Personnel mis à disposition

Coordination du dispositif et accueil : un agent embauché sur cette spécificité
Communication : un agent de l'Ile de Loisirs
Encadrement des activités : 5 personnes sur la période avec des vacations de secouristes.
BPJEPS APT, Beesapt, professeur d'éducation physique, artiste

4.3. Partenariats

Les contacts se prennent avec les responsables de groupes qui fréquentent l'ile de loisirs.
Des partenariats sont réalisés avec la fédération de Boxe, de volley-ball et de lutte.

5. ACTIONS DE COMMUNICATION

La promotion du village sportif sera réalisée principalement par le pôle séjours et les responsable de groupes de toute l'ile de France.

Une promotion du village sportif sera également réalisée par mailing et par les réseaux sociaux.
Sur place des calicots de la Région Ile de France, des tee-shirts et casquettes seraient les bienvenus.

Le village sportif fait partie intégrante de nos événements annuels, il apparait donc dans le calendrier événementiel.

Un communiqué de presse est distribué dès le mois de mars auprès de la presse locale et redonnée durant le mois de juin.

Annexe 2 à la convention

BUDGET PREVISIONNEL - COUTS UNITAIRES DE FONCTIONNEMENT "VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE" DE L'ÎLE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET

ACTIVITES REALISEES	EQUIPEMENTS et MATERIELS						ANIMATION DES SEANCES D'ACTIVITES (masse salariale ou prestations externes)						Pour 10 jours d'animation du 20 au 31/07/2020			
	Mise à disposition par l'île de loisirs (service, équipements matériels)		Location d'équipements ou de matériels		Acquisitions		Nbre d'heures sur durée du village	Nb d'encadrants par séance	Coût total des séances sur la durée du village		Coût d'animation à l'heure de séance		COUT TOTAL		COUT HORAIRE	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC			HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
Tir à l'arc Tag Archery	100,00 €	120 €			1 219,03 €	1 462 €	30	1	575 €	690 €	*19 €*	*23 €*	**1 894 €**	**2 272 €**	63 €	76 €
Bubble foot Beach soccer	200 €	240 €				0 €	60	1	1 150 €	1 380 €	*19 €*	*23 €*	**1 350 €**	**1 620 €**	23 €	27 €
Foot cible anglais	150 €	180 €				0 €	60	1	1 150 €	1 380 €	*19 €*	*23 €*	**1 300 €**	**1 560 €**	22 €	26 €
Expression corporelle Zumba	150 €	180 €				0 €	60	1	0 €		*0 €*	*0 €*	**150 €**	**180 €**	3 €	3 €
Beah volley Beach tennis	200 €	240 €				0 €	60	1	1 150 €	1 380 €	*19 €*	*23 €*	**1 350 €**	**1 620 €**	23 €	27 €
Teq ball - course CO	150 €	180 €			3 586 €	4 303 €	60	1	1 150 €	1 380 €	*19 €*	*23 €*	**4 886 €**	**5 863 €**	81 €	98 €
Accueil animation	250 €	300 €			1 424 €	1 709 €	30	1	575 €	690 €	*19 €*	*23 €*	**2 249 €**	**2 699 €**	75 €	90 €
Secourisme	75 €	90 €				0 €	12	2	230 €	276 €	*19 €*	*23 €*	**305 €**	**366 €**	25 €	31 €
Oeuvre artistique	100 €	120 €				0 €	30	1	575 €	690 €	*19 €*	*23 €*	**675 €**	**810 €**	23 €	27 €
Sport d'opposition (lutte-boxe)	100 €	120 €				0 €	60	2	0 €		*0*		**100**	**120 €**		
															Coût horaire moyen	
COUTS ACTIVITES	**1 475 €**	**1 650 €**	**0 €**	**0 €**	**6 229 €**	**7 474 €**	**462**	**9**	**5 980 €**	**7 866 €**	**134 €**	**184 €**	**14 259 €**	**17 111 €**	*39 €*	*47 €*
							Nbre d'heures d'ouverture du village									
Fluides		100 €												**100 €**		#DIV/0!
Logistique / Sécurité		1 500 €												**1 500 €**		#DIV/0!
Communication		1 000 €												**1 000 €**		#DIV/0!
Personnel mis à disposition		3 000 €												**3 000 €**		#DIV/0!
Coordination		1 500 €												**1 500 €**		#DIV/0!
Modalités d'inscription		880 €												**880 €**		#DIV/0!
Assurances		100 €												**100 €**		#DIV/0!
Autres		1 300 €												**1 300 €**		#DIV/0!
															Coût horaire moyen frais généraux	
FRAIS GENERAUX														**9 380 €**		#DIV/0!
TOTAUX						**7 474 €**								**26 491 €**		#DIV/0!

RECETTES	Recettes €TTC	%
Région Ile-de-France	**26 491 €**	*100,00%*
Participation du public (1€ * 1000 pers)		*3,78%*
Syndicat mixte	**0 €**	*26,22%*
Total TTC	**26 491 €**	*130,00%*

Date et cachet de la structure

Signature du Président

COUT JOURNALIER	TTC
Coût journalier moyen des séances d'activités	713,0
Coût journalier moyen "frais généraux"	390,8
Cout journalier moyen du village	1 103,8

Convention Port aux Cerises - Annexes 1 et 2

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DU PORT AUX CERISES

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-…. du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs du Port aux Cerises**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région Île-de-France souhaite proposer aux jeunes Franciliens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles durant les vacances d'été, dans une ambiance ludique de plein air.

Cette opération relève du dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances», voté par délibération CR 2017-55 du 9 mars 2017.

Cette opération a pour cadre les îles de loisirs de la Région.

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France a pour objectifs de :

- favoriser les rencontres, les échanges et les liens sociaux ;
- rendre les pratiques sportives accessibles à tous les jeunes sans discrimination ;
- promouvoir les valeurs fédératrices du sport et encourager les jeunes à une pratique sportive régulière ;
- favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle ;
- proposer des initiatives aux gestes de premiers secours ;
- permettre aux jeunes de pratiquer l'anglais, en dehors du milieu scolaire.

Les publics cibles sont les jeunes franciliens garçons et filles âgés de 11 à 17 ans, principalement issus des territoires prioritaires de la politique de la ville.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-…… du 1er juillet 2020 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de 94,918 % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de 40 jours, du 6 juillet au 28 août 2020, dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de 94,918 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 98 369 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 93.369 € TTC, montant arrondi à l'euro inférieur.

Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant plafond de 75 086 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant plafond de 23 283 € TTC.

Le coût de fonctionnement du service est fixé sur 40 jours d'animation et comprend les unités de fonctionnement décrites dans le tableau figurant en annexe 2 de la convention. L'indication du coût horaire à la séance correspond au coût moyen horaire calculé en annexe dans ce tableau.

Le montant total des recettes perçues par le cocontractant au titre du village (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne pourra excéder le total des dépenses engagées pour la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 2 : CADRE DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES MIS A DISPOSITION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

La convention prend effet dès l'adoption de celle-ci par l'assemblée délibérante et prend fin par la réalisation de l'ensemble des missions incombant à l'organisme, conformément aux stipulations de la présente convention et de la procédure de règlement du solde financier de celle-ci.

2.1 : Organisation du concept de village

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités, il est implanté sur une zone délimitée et visible de l'île de loisirs et mise à disposition par elle.

L'agencement du village doit s'inscrire dans une ambiance chaleureuse, ludique, dynamique avec une identité moderne dans le respect des règles de communication prévues à l'article 2.9 de la présente convention.

Un plan d'implantation du village (espace accueil, activités) présenté par l'organisme et validé par la Région figure en annexe à la convention.

Espace central d'accueil

Cet espace central d'accueil sera le point d'entrée du village. Seront valorisées l'implication de la Région Île-de-France dans le projet, ainsi que dans l'organisation des JOP 2024.

Espaces dédiés aux activités

Les espaces d'activités sont clairement identifiés et délimités.

L'aménagement comprendra des panneaux expliquant les objectifs de l'opération, les modalités de déroulement des activités. Un espace couvert dédié à certaines activités pourra être proposé en cas d'intempérie.

2.2 : Personnel mis à disposition

Toutes les activités encadrées seront assurées par des cadres moniteurs ou éducateurs sportifs diplômés, selon la réglementation en vigueur. Un effort particulier sur la pédagogie sera mis en place. Les séances devront comprendre un moment d'échauffement, des séances de découverte et d'initiation.

La liste des encadrants par activité, avec leurs qualifications et expériences, sera communiquée à la Région avant l'ouverture du village.

2.3 : Les publics bénéficiaires

Le village s'adresse à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village devra répondre aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière sera apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine pourront être proposées.

2.4 : Modalités d'accueil

Le village est dédié prioritairement à l'accueil de groupes. Ceux-ci sont accueillis du lundi au vendredi sur des créneaux d'activité variables selon les activités.

Les activités collectives sont proposées au libre choix des groupes lors de l'inscription**.**

L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires. Elle pourra accueillir, de façon minoritaire, des individuels présents sur l'île de loisirs, en cas de créneaux disponibles.

2.5 : Programme d'activités

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2h). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…). Il est notamment demandé la réalisation d'au moins une activité ou animation en lien avec les Jeux Olympiques.

Le planning des activités est annexé à la présente convention.

2.6 : Partenariat avec le mouvement sportif régional

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs, fédérations). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. La liste des partenaires sera communiquée à la Région et les modalités du partenariat détaillées.

D'autre part, à travers la mise en œuvre des villages sportifs la Région peut faire la promotion des grands évènements sportifs qui se tiennent sur le territoire francilien.

2.7 : Communication et signalétique spécifiques au village sportif et culturel de la Région Île-de-France

2.7.1 Communication

- Visuels / supports de communication

La Région réalise la conception du visuel de l'opération village sportif et culturel de la Région Île-de-France, identique pour les différents villages, qu'elle mettra à disposition de l'île de loisirs, en amont de la campagne de mobilisation des publics. Ce visuel devra être décliné sur les différents supports de communication.

L'île de loisirs assurera la diffusion de ces supports (affiches, flyers) auprès des structures socio-éducatives franciliennes.

Tout autre support réalisé par l'île de loisirs doit respecter la charte régionale qui sera communiquée dès notification.

L'impression de l'ensemble des supports est à la charge de l'île de loisirs.

- Sites web

Des informations devront également figurer sur le site des partenaires de l'opération et sur le site de l'île loisirs concernée.

Concernant la communication du projet sur les sites web, la mention et le logotype de la Région sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France (les liens des pages concernées devront être transmis à la Région).

- Logo de la Région

La présence du logotype de la Région et la mention « l'île de loisirs est la propriété de la Région Île-de-France » sont obligatoires, en 1ère de couverture, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication ainsi que sur la signalétique, dans le respect de la charte graphique adoptée par la Région Ile-de-France.

- Promotion de l'opération

L'île de loisirs assurera une communication auprès de ses partenaires et mettra en ligne toute information nécessaire sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France selon le visuel régional défini. La Région devra y être citée en tant que commanditaire du projet.

L'information relative à l'action régionale prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Île-de-France et mise en œuvre par …» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

- Information et mobilisation des publics

L'île de loisirs formalise un dossier d'inscription au village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur la base du visuel régional qui doit comprendre une présentation du concept du village, la présentation des activités, les créneaux de réservation, les modalités d'inscription et d'annulation.

L'île de loisirs assure la diffusion auprès des structures municipales, sociales, éducatives, etc… sur la zone de chalandise de l'île de loisirs.

- Matériel mis à disposition

La Région fournira des banderoles intissées, des rouleaux de rubalise et des T-shirts frappés du logo de la Région Île-de-France, dans la limite des stocks disponibles, pour les encadrants du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Le matériel mis à disposition par la Région devra être enlevé par l'île de loisirs auprès des services de la Région.

- Contrôle par les services de la Région

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le cocontractant dans sa démarche.

2.7.2 Signalétique

La visibilité de la Région doit être assurée sur tous les supports : bannières drapeaux, banderoles, documents de communication et T-Shirts.

L'île de loisirs devra réaliser et mettre en place la signalétique (panneau de présentation de l'opération à l'entrée du village, fléchages et panneaux pour les activités).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à réaliser les missions de service dans les conditions fixées à l'article 2.

3.1 : Organisation

L'île de loisirs met en œuvre tous les moyens nécessaires à la mobilisation des publics cibles définis à l'article 2.3 de la présente convention. Elle gère les réservations et la gestion des inscriptions.
Le recours à un prestataire extérieur pour l'encadrement des activités est autorisé.

3.2 : Logistique et sécurité

L'île de loisirs s'engage, dans le cadre des activités mises à disposition du village, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Elle respectera les règles, normes et législations en vigueur.

Elle mettra en place les dispositifs de sécurité concernant notamment la lutte contre l'incendie, les moyens de communication pour contacter les secours et le plan d'accès des secours.

L'organisme mettra en place toutes les mesures de gardiennage nécessaires.

3.3 : Tarif d'accès au village

Le montant du droit d'accès au village pour 10 jeunes est fixé à 10 €, soit 1€ par personne. Cela comprend 2 activités sportives parmi les 10 proposées + une activité anglais ou 1ers secours + une activité hors village.

Le tarif d'accès au village doit être déterminé au regard du coût des activités proposées et ne doit en aucun cas être supérieur à la part restant à payer en complément des financements de la Région et d'autres recettes éventuellement perçues.

3.4 : Compte rendu d'exécution

Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu sous format électronique sera transmis à la Région Ile-de-France avec les indications suivantes :

- Une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…)
- La liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition filles/garçons, le nombre d'activité par jeune,
- Le nombre de participants par activité (individuels/groupes),
- Le nombre de personnes handicapées accueillies,
- Un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- Les documents financiers détaillés au 5.2.2.

Le compte rendu sera fourni dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à :

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 : Détermination du coût de fonctionnement du service

Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de 94,918 % des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement

La Région procède au remboursement de 94,918 % des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et frais généraux comme indiqué en article 1 de la présente convention.

Chaque demande de versement est effectuée par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs selon les modalités suivantes :

5.2.1 Versement d'une avance

L'organisme peut demander le versement d'une avance à hauteur de 50 % de la participation régionale dès la signature de la convention et sans avoir à fournir de justificatif.

5.2.2 Versement d'acomptes

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués.

Chaque versement est effectué sur présentation d'une demande de versement d'acompte précisant le montant des dépenses engagées pour la mise à disposition de service, et d'un récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures ou actes payées au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et figurant dans le décompte du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France du tableau annexé.

Ces documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

5.2.3 Versement du solde

Le versement du solde s'effectuera sur la base des documents listés ci-après :

- Une demande de versement précisant le montant total des frais de fonctionnement du service mis à disposition (A);
- Un bilan financier des coûts, joindre la copie du tableau de décompte du coût prévisionnel (B) ;
- Une attestation de frais de fonctionnement généraux, des frais de personnel et d'activités, mis à disposition par l'île de loisirs (C) ;
- Un état récapitulatif détaillé des paiements effectués (au profit de tiers) (D)
- Un compte rendu d'exécution qualitatif reprenant les informations demandées à l'article 3.4 et signé par le représentant légal (E).

Tous les documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

Les états récapitulatifs B et D sont cosignés par le représentant légal et le trésorier public.

5.3 : Révision du montant prévisionnel attribué à l'opération

Les dépenses de service mis à disposition sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente et prennent fin à l'achèvement de l'opération.

Le remboursement de 94,918 % du service mis à disposition par l'organisme gestionnaire est apprécié au vu du niveau d'exécution constaté, par application du coût de fonctionnement indiqué à l'article 1 de la présente convention, et du montant total des recettes de l'opération, celui-ci ne pouvant excéder le montant des dépenses engagées pour la mise en œuvre du service.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant plafond inscrit à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 2 juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde du remboursement des services objet de la présente convention dans la limite d'une année à compter de son adoption par la commission permanente.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de cette convention. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des paiements versés par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES SOMMES VERSEES PAR LA REGION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des sommes versées en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Avant toute décision régionale de révision du montant du versement ou avant toute demande de restitution de tout ou partie du versement, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du village sportif et culturel de la Région Île-de-France et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs du Port aux Cerises sont à la charge de ce dernier.

<u>ARTICLE 9</u> : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DU PORT AUX CERISES

1. OUVERTURE DU VILLAGE

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France sera mis en place sur l'île de loisirs du Port aux Cerises du Lundi 06 Juillet au Vendredi 28 Aout 2020.

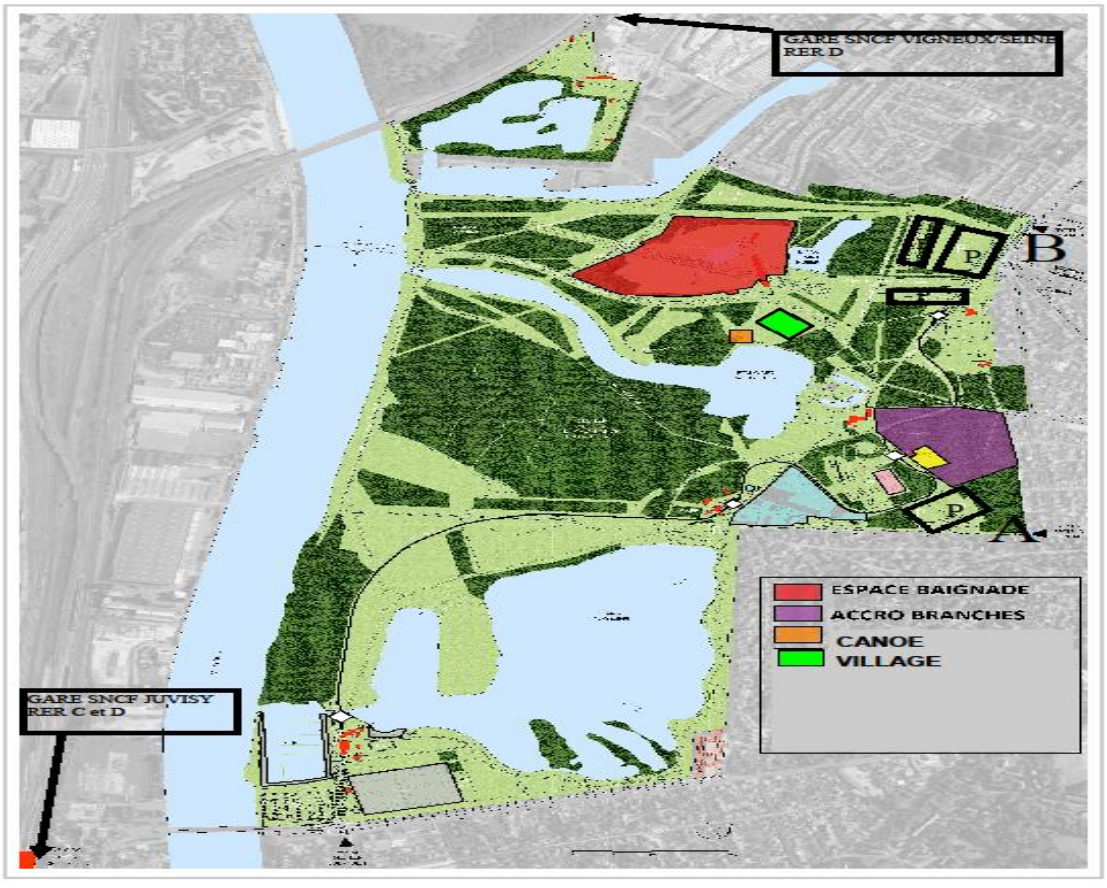
Il sera ouvert du lundi au vendredi de10 H à 17 H.

2. IMPLANTATION

Le village sera implanté sur la **plaine** entre l'étang des Mousseaux et l'espace baignade de l'île de loisirs du Port aux Cerises.

Il s'agit d'une zone dégagée et très visible. Cet espace est accessible par **deux parkings** (accès baignade et accès centre) et **les gares RER** de Vigneux-sur-Seine et Juvisy-sur-Orge à environ 20 min de marche. Il est situé à proximité des activités les plus fréquentées l'été par les groupes et le public, c'est-à-dire la piscine à vagues et l'accrobranche.

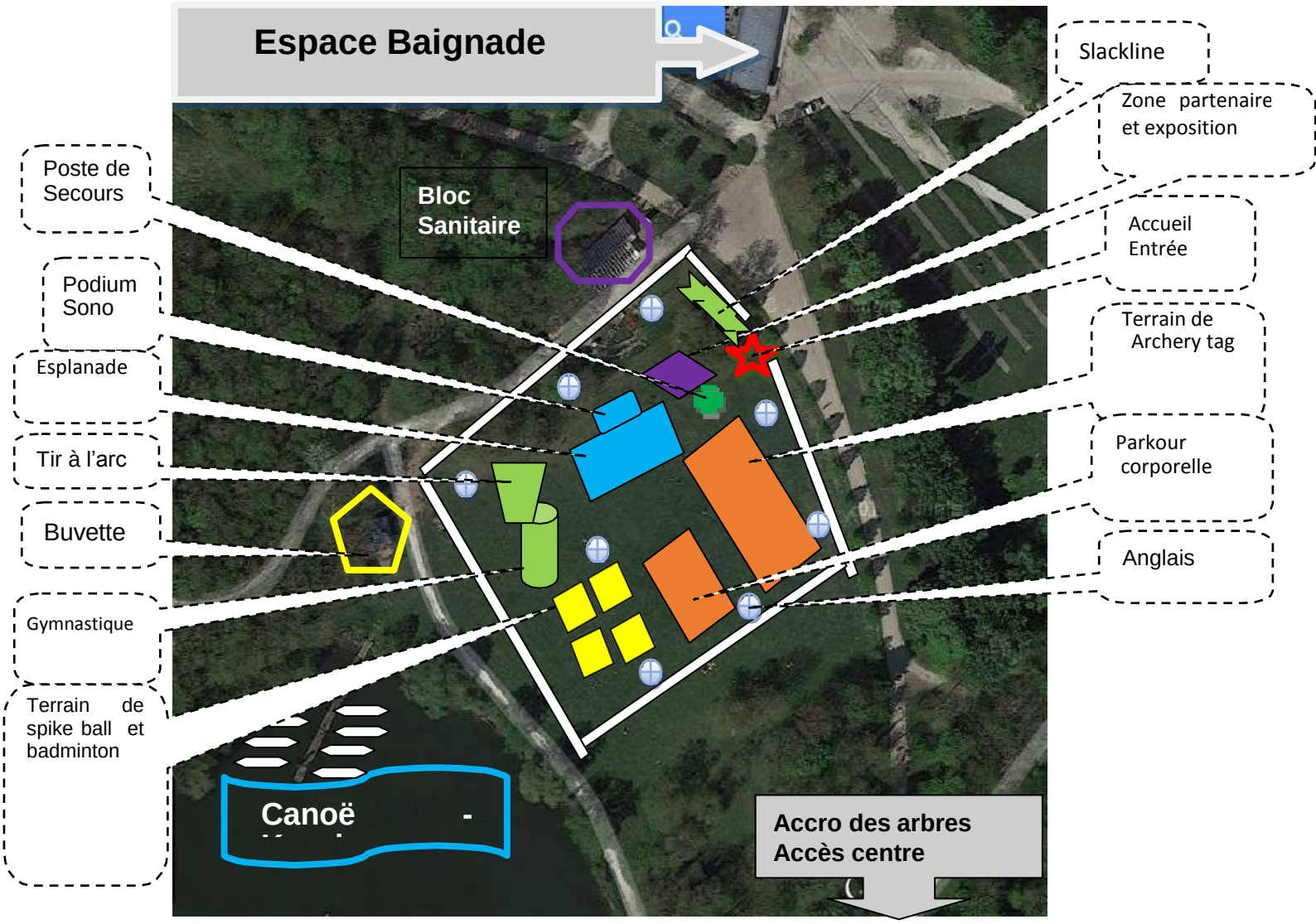
<u>Plan d'organisation du village</u>



Les activités seront concentrées sur la même zone : les activités du Village et l'activité spécifique de l'île de loisirs à proximité (espace baignade).

Le village sera délimité par des barrières et du balisage, tout en mettant en place un espace entrée/accueil visible par une grande arche. Il disposera d'une présentation de la Région Île-de-France et de son implication sur le projet, le village et les animations proposées, les modalités de participation, un plan d'implantation des différentes animations. Une restauration sera proposée par les buvettes de des espaces accrobranche et des canoës, à proximité.

Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour assurer la sécurité des biens et des personnes, à travers la mise en place d'un poste de secours, l'accessibilité au bloc sanitaire et les mesures de gardiennage nécessaire. Dans le respect des règlementations et consignes COVID 19, lesquelles peuvent nous obliger à adapter les formats proposés tant sur leur nature que leur contenu.



3. PROGRAMME D'ACTIVITES

3.1. – Programme général

ACTIVITES	HORAIRES	DUREE DE CHAQUE CRENEAU	EFFECTIF PAR CRENEAU	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Slackline	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	45 min à 1h	10	Equilibre, confiance en soi
Accrobranche	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	1h	10	Respect des consignes, souplesse, confiance, sensations
Gymnastique	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	45 min à 1h	10	Agilité, souplesse, maintien, connaissance de son corps
Tir à l'arc	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	45 min à 1h	10	Respect des consignes, maitrise de soi, respiration, précision
Archery tag	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	45 min à 1h	10	Découverte d'une nouvelle pratique. Esprit d'équipe, respect des règles, rapidité, adresse
Badminton	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	45 min à 1h	10	Respect des règles, technicité, rapidité, adresse
Canoé/Kayak	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	45 min à 1h	10	Respect des consignes, apprentissage d'une technique. Savoir diriger une embarcation.
Spike ball	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	45 min à 1h	10	Découverte d'une nouvelle pratique. rapidité, adresse.
VTT	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	45 min à 1h	10	Maitrise de la bicyclette sur différents terrains, découverte de l'environnement, gestion de l'effort.
Course d'orientation	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	45 min à 1h	10	Savoir se repérer dans son environnement, respecter des consignes
Initiation sports de combats	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	45 min à 1h	10	Contrôle de soi, respect, gérer une situation conflictuelle
Parkour	10h-11h / 11h-12h / 13h-14h / 14h-15h / 15h-16h / 16h-17h	45 min à 1h	10	Agilité, force, maitrise des mouvements

Anglais	10h-10h40 / 10h40-11h20 / 11h20-12h/12h-12h40	30 à 40 min	10	Ouverture d'esprit, améliorer son vocabulaire
1 ers secours	14h-14h40 / 14h40-15h20 / 15h20-16h/16h-16^{h}40	30 à 40 min	10	Gestes qui sauvent, esprit citoyen, entraide

L'ensemble des activités seront accessibles aux jeunes filles, avec l'objectif de garantir la mixité filles/garçons dans la constitution des groupes pour la pratique. Les activités proposées (Gymnastique, sports d'adresse et de précision, initiation aux sports de combat) permettront d'inculquer aux jeunes filles l'intérêt d'une pratique régulière pour la santé et leur donner confiance en elles.

Ces activités seront aussi accessibles aux personnes handicapées à travers des animations adaptées selon les capacités des pratiquants. Toutes nos activités sont accessibles aux personnes en situation de handicap sensoriel, social ou mental accompagnées par leurs éducateurs. Concernant les personnes à mobilité réduite, un grand nombre d'activités seront accessibles.

Des nouveautés seront introduites cette année : la gymnastique, nouvelles pratiques (Archery tag, Spike ball), et les sports de combat permettent d'améliorer les postures, son acuité et d'avoir une meilleure connaissance de son corps.

3.2 – Programme détaillé

Nombre d'activités proposées : 11 activités sportives + l'anglais + les 1ers secours + les activités partenaires dans le village, 1 activité hors village.

ACTIVITES	DEROULEMENT DE LA SEANCE	CONTENU
Slakline	Briefing/échauffement/initiation/phase ludique (jeu, défi)	Découverte de l'activité, apprentissage de l'équilibre sur un fil
Tir à l'arc	Briefing/échauffement/initiation/phase ludique (jeu, défi)	Découverte de l'activité, apprentissage des règles et méthodes de tir
Gymnastique	Briefing/échauffement/initiation	Découverte d'une activité en l'adaptant à toutes et tous.
Archery Tag	Briefing/échauffement/initiation/phase ludique (jeu, défi)	Découverte de l'activité, apprentissage des règles et techniques de tir et de précision.
Badminton	Briefing/échauffement/initiation/phase ludique (jeu, défi)	Découverte de l'activité, apprentissage des règles et techniques.
Canoé/Kayak	Briefing/échauffement/initiation/phase ludique (jeu, défi)	Découverte de l'activité, apprentissage des techniques, se diriger, parcours déterminé, maitriser l'embarcation.
Accrobranche	Briefing/échauffement/initiation/phase ludique.	Découverte de l'activité, apprentissage des consignes. Plusieurs parcours possibles
Spike ball	Briefing/échauffement/initiation/phase ludique (jeu, défi)	Découverte de l'activité, apprentissage des règles, des techniques.
VTT	Briefing/Prise en main du cycle/Phase ludique	Découverte de l'activité, de l'environnement de la base. Maitrise et entretien du matériel. Gestion de l'effort.
Parkour	Briefing/échauffement/initiation/phase ludique (jeu, défi)	Découverte de l'activité, apprentissage des règles et techniques de base
Initiation sports de combats	Briefing/échauffement/initiation/phase ludique (jeu, défi)	Découverte de l'activité, apprentissage des règles et techniques dans la maitrise de soi.

Course d'orientation	Briefing/consignes/phase ludique (défi)	Apprendre à lire une carte et à se repérer
1ers secours	Briefing/démonstration/répétition	Découverte des gestes de base
Cours d'anglais	Welcoming/training	Vocabulary about sports and nature
Animation partenaire		

- ⇨ Les cours d'anglais se dérouleront tous les matins, par tranche de 40mn. L'objectif sera de proposer une activité ludique permettant de faire participer le plus grand nombre. Apprentissage du vocabulaire associé aux Sports et à la Nature (environnement immédiat permettant la visualisation).
- ⇨ Les séances de 1ers secours se dérouleront tous les après-midis, par tranche de 40mn. Démonstration et apprentissage des gestes de base.
- ⇨ Les temps forts restent à définir, et seront axés sur le thème des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024

3.3. – Fréquentation et tarification

La programmation maximale permet une fréquentation de 66 créneaux par jour, soit 26 400 passages individuels possibles sur 8 semaines. Ce volume correspond à une capacité d'accueil de 600 jeunes par jour, à raison de 2 activités par jeune. Soit au total 26 400 passages possibles sur les 8 semaines pour un total de 13 200 jeunes pour les activités du village.

Concernant l'initiation à l'Anglais et les 1ers secours ; nous proposons 4 créneaux par jour pour chacune de ces activités soit un volume possible de 80 jeunes par jour, soit 3200 jeunes au total sur les 8 semaines.

De plus chaque groupe a la possibilité, en fonction des créneaux disponibles, de pratiquer une activité hors village (Accrobranche) en supplément. Cette activité complémentaire permettra d'accueillir 60 jeunes par jour, soit 2 400 jeunes au total sur les 8 semaines.

Il s'agit d'un scénario optimal comprenant une très bonne météo et un taux de réservation de 100 % sur l'ensemble des 8 semaines du dispositif. Cette programmation sera ajustée en fonction des réservations effectuées en amont, ainsi que de la météo de la saison.

Le Sport pour Tous : l'objectif sera de valoriser la pratique du sport pour tous les publics sans discrimination. Des animations seront mises en place autour du *sport en filles*, *sport en mixte*, du *sport handicap* et du *sport adapté*. Ces actions seront menées en partenariat avec le CROSIF, le SEMC (Sport, Education, Mixité, Citoyenneté), la FFSA (fédération française de sport adapté) et la FFH (fédération française handisport).

Le montant du droit d'accès au village pour 10 jeunes est fixé à 10 €, soit 1€ par personne. Cela comprend 2 activités sportives parmi les 10 proposées + une activité anglais ou 1ers secours + une activité hors village.

4. ORGANISATION

4.1. Modalités de réservation, d'accueil, de fonctionnement

L'ensemble du dispositif « Village Sportif et Culturel » du Port aux Cerises est destiné aux jeunes de 11 à 17 ans. Les activités sont accessibles sur réservation par téléphone ou par mail à l'administration du port aux cerises afin de fluidifier l'accueil des groupes et la qualité des séances.

Il sera demandé aux groupes de régler une participation de 30€ par groupe de 10 jeunes maximums. Le règlement devra être effectué dès la réservation, par bon de commande, chèque, carte bancaire ou espèces. Une facture sera éditée pour chaque règlement.

Si certains créneaux restent libres, les activités pourront accueillir des groupes sans réservation, à condition de prévenir sur site le coordinateur du VSC et de s'acquitter de la participation forfaitaire auprès de l'accueil central.

Les différentes activités permettent d'accueillir jusqu'à 360 jeunes par jour, à raison de 2 activités pratiquées au minimum par jeune.

Pour l'organisation du projet et la coordination du Village pendant les 8 semaines, 1 coordinateur sera recruté.

L'information et les réservations seront assurées par le pôle accueil central afin de diffuser et relayer au maximum la communication de l'évènement.
Une sensibilisation sur l'encadrement et l'accompagnement des animateurs de groupes sera faite afin de garantir la sécurité des jeunes (respect du règlement intérieur et de la réglementation en vigueur).

Journée type :

- Arrivée des moniteurs à 9h, puis installation du matériel et des activités.
- Accueil des jeunes à partir de 9h45.
- Pratique des activités de 10h-11h, 11h-12h, 13h-14h, 14h-15h, 15h-16h, 16h-17h

Les activités dureront de 45 min à 1h maximum, afin d'assurer le roulement sur les activités et de ne pas perturber le timing horaire.

- Les activités seront encadrées par des professionnels diplômés.

- La fin des activités se fera à 17h, suivi du rangement du matériel par les moniteurs/éducateurs avec la participation des jeunes.

Pour participer aux activités, les groupes devront au préalable réserver et remplir une fiche de renseignements.
Avant l'activité, l'animateur doit se présenter au village 10 minutes avant le début de la séance avec son groupe, afin de formaliser sa présence (sauf pour les activités hors village ou ils devront se présenter directement sur les sites dédiés).
Le coordinateur sera tenu informé pour comptabiliser leur présence.
Ensuite le groupe sera orienté vers son éducateur et son activité.

⇨ Pour l'ensemble des activités sportives du village, la séance sera constituée de :

- 5 min de briefing (présentation de l'activité, règles de sécurité…)
- 10 min d'échauffement (préparer l'organisme à l'effort …)
- 20 min d'initiation (découverte des techniques, fondamentaux de l'activité …)
- 10 min de jeux ludiques (opposition, match, challenge …)
- 5 min de retour au calme

L'objectif pédagogique général est de découvrir de nouvelles activités, pratiquer du sport en groupe, dans le respect de la distanciation et des gestes barrière et assimiler les règles de sécurité.

- ⇨ Pour les activités anglais et 1ers secours les séances dureront 30 à 40 minutes par groupe.

- ⇨ Pour l'activité hors village, la séance sera constituée de :

Accrobranche :

- 5 min de briefing (présentation de l'activité, règles de sécurité…)
- 10 min d'équipement.
- 10 min d'initiation (découverte des techniques, parcours d'initiation petite hauteur…)
- 30 min de parcours adapté.
- 5 min de déséquipement et retour au calme

Après avoir participé à une première activité, les groupes pourront profiter de jeux en autonomie avant de repartir sur une autre activité encadrée.

Les groupes pourront venir pour la matinée, l'après-midi voir même toute la journée.

4.2. Personnel mis à disposition

Coordination du dispositif : Coordinateur des activités VSC
Accueil : Séverine L + 3 hôtes/hôtesses
Communication : Clémentine R.
Encadrement des activités : 3 moniteurs diplômés seront recrutés (BP JEPS APT/AGFF/ Licence STAPS) pour encadrer sur 3 zones géographiques différentes. Les moniteurs Multi activités du Port aux Cerises seront également mis à disposition du VSC.
Autres : 1 comptable, pour le traitement des règlements et factures.

4.3. Partenariats

Une démarche de partenariat est menée avec le mouvement sportif local, départemental et régional (voire national), afin de proposer des activités sportives pour les jeunes sur le Village.

- Conseil régional (IDF),
- Conseil général (Essonne)
- DRJSCS (IDF), DDCS (91)
- CROSIF
- SMEAG
- CNDS
- CDOS
- Fédérations, Ligues et comités sportifs
- JAFE (Juvisy Académie de Football de l'Essonne)
- Comité Régional IDF de Judo, Boxe pieds/poings
- Clubs sportifs locaux (Volley ball…)

5. ACTIONS DE COMMUNICATION :

La communication sera assurée par le service communication et les accueils de l'Ile de Loisirs.

Dès que possible des réunions d'information à destination des services jeunesses des communes seront organisées.

Des mailings à destination des services concernés seront effectués, suivis d'un phoning le cas échéant.

Une fiche de présentation du VSC sera établie.

Le VSC sera aménagé avec des affichages d'information aux couleurs du Conseil Régional d'Ile de France.

Réseaux sociaux : Facebook…

Newsletters

Journaux municipaux

Site internet du Port aux Cerises, de Conseil Régional d'Ile de France

Journaux locaux, régionaux

Annexe 2 à la convention

BUDGET PREVISIONNEL - COUTS DE FONCTIONNEMENT "VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE" DE L'ÎLE DE LOISIRS DU PORT AUX CERISES du 06 Juillet au 28 Aout 2020.....

ACTIVITES REALISEES	EQUIPEMENTS et MATERIELS						ANIMATION DES SEANCES D'ACTIVITES (masse salariale ou prestations externes)						Pour X jours d'animation du au			
	Mise à disposition par l'île de loisirs (service, équipements matériels)		Location d'équipements ou de matériels		Acquisitions		Nbre d'heures sur durée du village	Nb d'encadrants par séance	Coût total des séances sur la durée du village		Coût d'animation à l'heure de séance		COUT TOTAL		COUT HORAIRE	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC			HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
Slackline					240 €	288 €	280	1	4 089 €	4 907 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**4 329 €**	**5 195 €**	15,5 €	18,6 €
Accrobranche							280	1	4 089 €	4 907 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**4 089 €**	**4 907 €**	14,6 €	17,5 €
Gymnastique H/F (JO)					2 096 €	2 127 €	280	1	4 089 €	4 907 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**6 185 €**	**7 034 €**	22,1 €	25,1 €
Tir à l'arc (JO)							280	1	4 089 €	4 907 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**4 089 €**	**4 907 €**	14,6 €	17,5 €
Archery Tag					2 100 €	2 520 €	280	1	4 089 €	4 907 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**6 189 €**	**7 427 €**	22,1 €	26,5 €
Initiation sports de combat (Boxe)					1 000 €	1 200 €	280	1	4 089 €	4 907 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**5 089 €**	**6 107 €**	18,2 €	21,8 €
Canoé/Kayak					1 250 €	1 500 €	280	2	8 178 €	9 814 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**9 428 €**	**11 314 €**	16,8 €	20,2 €
Spike ball					340 €	408 €	280	0,5	2 044 €	2 453 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**2 384 €**	**2 861 €**	8,5 €	5,1 €
Badminton					400 €	480 €	280	0,5	2 044 €	2 453 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**2 444 €**	**2 933 €**	8,7 €	10,5 €
VTT					500 €	600 €	280	1	4 089 €	4 907 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**4 589 €**	**5 507 €**	16,4 €	19,7 €
Course d'orientation							280	1	4 089 €	4 907 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**4 089 €**	**4 907 €**	14,6 €	17,5 €
Parkour					2 500 €	3 000 €	280	1	4 089 €	4 907 €	*14,6 €*	*17,5 €*	**6 589 €**	**7 907 €**	23,5 €	28,2 €
Cours d'Anglais							100	1	1 450 €	1 740 €	*14,5 €*	*17,4 €*	**1 450 €**	**1 740 €**	14,5 €	17,4 €
Cours 1ers secours					500 €	600 €	100	1	1 450 €	1 740 €	*14,5 €*	*17,4 €*	**1 950 €**	**2 340 €**	19,5 €	23,4 €
Coordinateur VSC	3 845 €	5 110 €												**5 110 €**		
															Coût horaire moyen	
COUTS ACTIVITES	**3 845 €**	**5 110 €**	**0 €**	**0 €**	**10 926 €**	**12 723 €**	**3560**	**14**	**51 967 €**	**62 363 €**	**204 €**	**245 €**	**62 893 €**	**75 086 €**	*16 €*	*19 €*
							Nbre d'heures d'ouverture du village									
Fluides														**0 €**		0 €
Logistique / Sécurité		5 000 €			2369	2843								**7 843 €**		28 €
Communication	3100	3 720 €												**3 720 €**		13 €
Personnel mis à disposition		4 250 €					280							**4 250 €**		15 €
Coordination	3725	4 470 €												**4 470 €**		16 €
Modalités d'inscription	2500	3 000 €												**3 000 €**		11 €
Assurances														**0 €**		0 €
Autres														**0 €**		0 €
															Coût horaire moyen frais généraux	
FRAIS GENERAUX	**9325**	**20 440 €**	**0 €**	**0 €**	**2 369 €**	**2 843 €**								**23 283 €**		12 €
TOTAUX	**13 170 €**	**25 550 €**	**0 €**	**0 €**	**13 295 €**	**15 566 €**	**3 560 €**	**14 €**	**51 967 €**	**62 363 €**	**204 €**	**245 €**	**62 893 €**	**98 369 €**		31 €
RECETTES														**Recettes €TTC**		
														93 369 €		
														5 000 €		
														98 369 €		

Région Ile-de-France

Participation du public (1€ * 5000pers)

Syndicat mixte

Total TTC

Date et cachet de la structure

Signature du Président

COUT JOURNALIER	TTC
Coût journalier moyen des séances d'activités	1 877,2
Coût journalier moyen "frais généraux"	582,1
Cout journalier moyen du village	2 459,2

Convention Corniche des Forts - Annexes 1 et 2

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE LA CORNICHE DES FORTS

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-…. du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de la Corniche des Forts**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région Île-de-France souhaite proposer aux jeunes Franciliens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles durant les vacances d'été, dans une ambiance ludique de plein air.

Cette opération relève du dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances», voté par délibération CR 2017-55 du 9 mars 2017.

Cette opération a pour cadre les îles de loisirs de la Région.

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France a pour objectifs de :

- favoriser les rencontres, les échanges et les liens sociaux ;
- rendre les pratiques sportives accessibles à tous les jeunes sans discrimination ;
- promouvoir les valeurs fédératrices du sport et encourager les jeunes à une pratique sportive régulière ;
- favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle ;
- proposer des initiatives aux gestes de premiers secours ;
- permettre aux jeunes de pratiquer l'anglais, en dehors du milieu scolaire.

Les publics cibles sont les jeunes franciliens garçons et filles âgés de 11 à 17 ans, principalement issus des territoires prioritaires de la politique de la ville.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-……. du 1er juillet 2020 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de 100 % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de 15 jours, du 4 au 18 juillet 2020, dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de 100 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 20 000 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 20 000 € TTC.

Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant plafond de 19 320 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant plafond de 680 € TTC.

Le coût de fonctionnement du service est fixé sur 15 jours d'animation et comprend les unités de fonctionnement décrites dans le tableau figurant en annexe 2 de la convention. L'indication du coût horaire à la séance correspond au coût moyen horaire calculé en annexe dans ce tableau.

Le montant total des recettes perçues par le cocontractant au titre du village (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne pourra excéder le total des dépenses engagées pour la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 2 : CADRE DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES MIS A DISPOSITION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

La convention prend effet dès l'adoption de celle-ci par l'assemblée délibérante et prend fin par la réalisation de l'ensemble des missions incombant à l'organisme, conformément aux stipulations de la présente convention et de la procédure de règlement du solde financier de celle-ci.

2.1 : Organisation du concept de village

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités, il est implanté sur une zone délimitée et visible de l'île de loisirs et mise à disposition par elle.

L'agencement du village doit s'inscrire dans une ambiance chaleureuse, ludique, dynamique avec une identité moderne dans le respect des règles de communication prévues à l'article 2.9 de la présente convention.

Un plan d'implantation du village (espace accueil, activités) présenté par l'organisme et validé par la Région figure en annexe à la convention.

Espace central d'accueil

Cet espace central d'accueil sera le point d'entrée du village. Seront valorisées l'implication de la Région Île-de-France dans le projet, ainsi que dans l'organisation des JOP 2024.

Espaces dédiés aux activités

Les espaces d'activités sont clairement identifiés et délimités.

L'aménagement comprendra des panneaux expliquant les objectifs de l'opération, les modalités de déroulement des activités. Un espace couvert dédié à certaines activités pourra être proposé en cas d'intempérie.

2.2 : Personnel mis à disposition

Toutes les activités encadrées seront assurées par des cadres moniteurs ou éducateurs sportifs diplômés, selon la réglementation en vigueur. Un effort particulier sur la pédagogie sera mis en place. Les séances devront comprendre un moment d'échauffement, des séances de découverte et d'initiation.

La liste des encadrants par activité, avec leurs qualifications et expériences, sera communiquée à la Région avant l'ouverture du village.

2.3 : Les publics bénéficiaires

Le village s'adresse à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village devra répondre aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière sera apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine pourront être proposées.

2.4 : Modalités d'accueil

Le village est dédié prioritairement à l'accueil de groupes. Ceux-ci sont accueillis du lundi au vendredi sur des créneaux d'activité variables selon les activités.

Les activités collectives sont proposées au libre choix des groupes lors de l'inscription**.**

L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires. Elle pourra accueillir, de façon minoritaire, des individuels présents sur l'île de loisirs, en cas de créneaux disponibles.

2.5 : Programme d'activités

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2h). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…). Il est notamment demandé la réalisation d'au moins une activité ou animation en lien avec les Jeux Olympiques.

Le planning des activités est annexé à la présente convention.

2.6 : Partenariat avec le mouvement sportif régional

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs, fédérations). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. La liste des partenaires sera communiquée à la Région et les modalités du partenariat détaillées.

D'autre part, à travers la mise en œuvre des villages sportifs la Région peut faire la promotion des grands évènements sportifs qui se tiennent sur le territoire francilien.

2.7 : Communication et signalétique spécifiques au village sportif et culturel de la Région Île-de-France

2.7.1 Communication

- Visuels / supports de communication

La Région réalise la conception du visuel de l'opération village sportif et culturel de la Région Île-de-France, identique pour les différents villages, qu'elle mettra à disposition de l'île de loisirs, en amont de la campagne de mobilisation des publics. Ce visuel devra être décliné sur les différents supports de communication.

L'île de loisirs assurera la diffusion de ces supports (affiches, flyers) auprès des structures socio-éducatives franciliennes.

Tout autre support réalisé par l'île de loisirs doit respecter la charte régionale qui sera communiquée dès notification.

L'impression de l'ensemble des supports est à la charge de l'île de loisirs.

- Sites web

Des informations devront également figurer sur le site des partenaires de l'opération et sur le site de l'île loisirs concernée.

Concernant la communication du projet sur les sites web, la mention et le logotype de la Région sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France (les liens des pages concernées devront être transmis à la Région).

- Logo de la Région

La présence du logotype de la Région et la mention « l'île de loisirs est la propriété de la Région Île-de-France » sont obligatoires, en 1ère de couverture, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication ainsi que sur la signalétique, dans le respect de la charte graphique adoptée par la Région Ile-de-France.

- Promotion de l'opération

L'île de loisirs assurera une communication auprès de ses partenaires et mettra en ligne toute information nécessaire sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France selon le visuel régional défini. La Région devra y être citée en tant que commanditaire du projet.

L'information relative à l'action régionale prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Île-de-France et mise en œuvre par …» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

- Information et mobilisation des publics

L'île de loisirs formalise un dossier d'inscription au village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur la base du visuel régional qui doit comprendre une présentation du concept du village, la présentation des activités, les créneaux de réservation, les modalités d'inscription et d'annulation.

L'île de loisirs assure la diffusion auprès des structures municipales, sociales, éducatives, etc… sur la zone de chalandise de l'île de loisirs.

- Matériel mis à disposition

La Région fournira des banderoles intissées, des rouleaux de rubalise et des T-shirts frappés du logo de la Région Île-de-France, dans la limite des stocks disponibles, pour les encadrants du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Le matériel mis à disposition par la Région devra être enlevé par l'île de loisirs auprès des services de la Région.

- Contrôle par les services de la Région

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le cocontractant dans sa démarche.

2.7.2 Signalétique

La visibilité de la Région doit être assurée sur tous les supports : bannières drapeaux, banderoles, documents de communication et T-Shirts.

L'île de loisirs devra réaliser et mettre en place la signalétique (panneau de présentation de l'opération à l'entrée du village, fléchages et panneaux pour les activités).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à réaliser les missions de service dans les conditions fixées à l'article 2.

3.1 : Organisation

L'île de loisirs met en œuvre tous les moyens nécessaires à la mobilisation des publics cibles définis à l'article 2.3 de la présente convention. Elle gère les réservations et la gestion des inscriptions.
Le recours à un prestataire extérieur pour l'encadrement des activités est autorisé.

3.2 : Logistique et sécurité

L'île de loisirs s'engage, dans le cadre des activités mises à disposition du village, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Elle respectera les règles, normes et législations en vigueur.

Elle mettra en place les dispositifs de sécurité concernant notamment la lutte contre l'incendie, les moyens de communication pour contacter les secours et le plan d'accès des secours.

L'organisme mettra en place toutes les mesures de gardiennage nécessaires.

3.3 : Tarif d'accès au village
Le montant du droit d'accès au village est gratuit.

Le tarif d'accès au village doit être déterminé au regard du coût des activités proposées et ne doit en aucun cas être supérieur à la part restant à payer en complément des financements de la Région et d'autres recettes éventuellement perçues.

3.4 : Compte rendu d'exécution
Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu sous format électronique sera transmis à la Région Ile-de-France avec les indications suivantes :

- Une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…)
- La liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition filles / garçons, le nombre d'activité par jeune,
- Le nombre de participants par activité (individuels/groupes),
- Le nombre de personnes handicapées accueillies,
- Un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- Les documents financiers détaillés au 5.2.2.

Le compte rendu sera fourni dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à :

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 : Détermination du coût de fonctionnement du service
Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de 100 % des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement
La Région procède au remboursement de 100 % des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et frais généraux comme indiqué en article 1 de la présente convention.

Chaque demande de versement est effectuée par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs selon les modalités suivantes :

5.2.1 Versement d'une avance

L'organisme peut demander le versement d'une avance à hauteur de 50 % de la participation régionale dès la signature de la convention et sans avoir à fournir de justificatif.

5.2.2 Versement d'acomptes

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués.

Chaque versement est effectué sur présentation d'une demande de versement d'acompte précisant le montant des dépenses engagées pour la mise à disposition de service, et d'un récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures ou actes payées au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et figurant dans le décompte du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France du tableau annexé.

Ces documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

5.2.3 Versement du solde

Le versement du solde s'effectuera sur la base des documents listés ci-après :

- Une demande de versement précisant le montant total des frais de fonctionnement du service mis à disposition (A);
- Un bilan financier des coûts, joindre la copie du tableau de décompte du coût prévisionnel (B) ;
- Une attestation de frais de fonctionnement généraux, des frais de personnel et d'activités, mis à disposition par l'île de loisirs (C) ;
- Un état récapitulatif détaillé des paiements effectués (au profit de tiers) (D)
- Un compte rendu d'exécution qualitatif reprenant les informations demandées à l'article 3.4 et signé par le représentant légal (E).

Tous les documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

Les états récapitulatifs B et D sont cosignés par le représentant légal et le trésorier public.

5.3 : Révision du montant prévisionnel attribué à l'opération

Les dépenses de service mis à disposition sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente et prennent fin à l'achèvement de l'opération.

Le remboursement de 100 % du service mis à disposition par l'organisme gestionnaire est apprécié au vu du niveau d'exécution constaté, par application du coût de fonctionnement indiqué à l'article 1 de la présente convention, et du montant total des recettes de l'opération, celui-ci ne pouvant excéder le montant des dépenses engagées pour la mise en œuvre du service.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant plafond inscrit à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 2 juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde du remboursement des services objet de la présente convention dans la limite d'une année à compter de son adoption par la commission permanente.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de cette convention. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des paiements versés par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES SOMMES VERSEES PAR LA REGION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des sommes versées en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Avant toute décision régionale de révision du montant du versement ou avant toute demande de restitution de tout ou partie du versement, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du village sportif et culturel de la Région Île-de-France et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs de la Corniche des Forts sont à la charge de ce dernier.

<u>ARTICLE 9</u> : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE CORNICHE DES FORTS

1. OUVERTURE DU VILLAGE

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France sera mis en place sur l'île de loisirs de la Corniche des Forts du 4 au 18 juillet 2020.

Il sera ouvert du lundi au dimanche de 14 H à 19H.

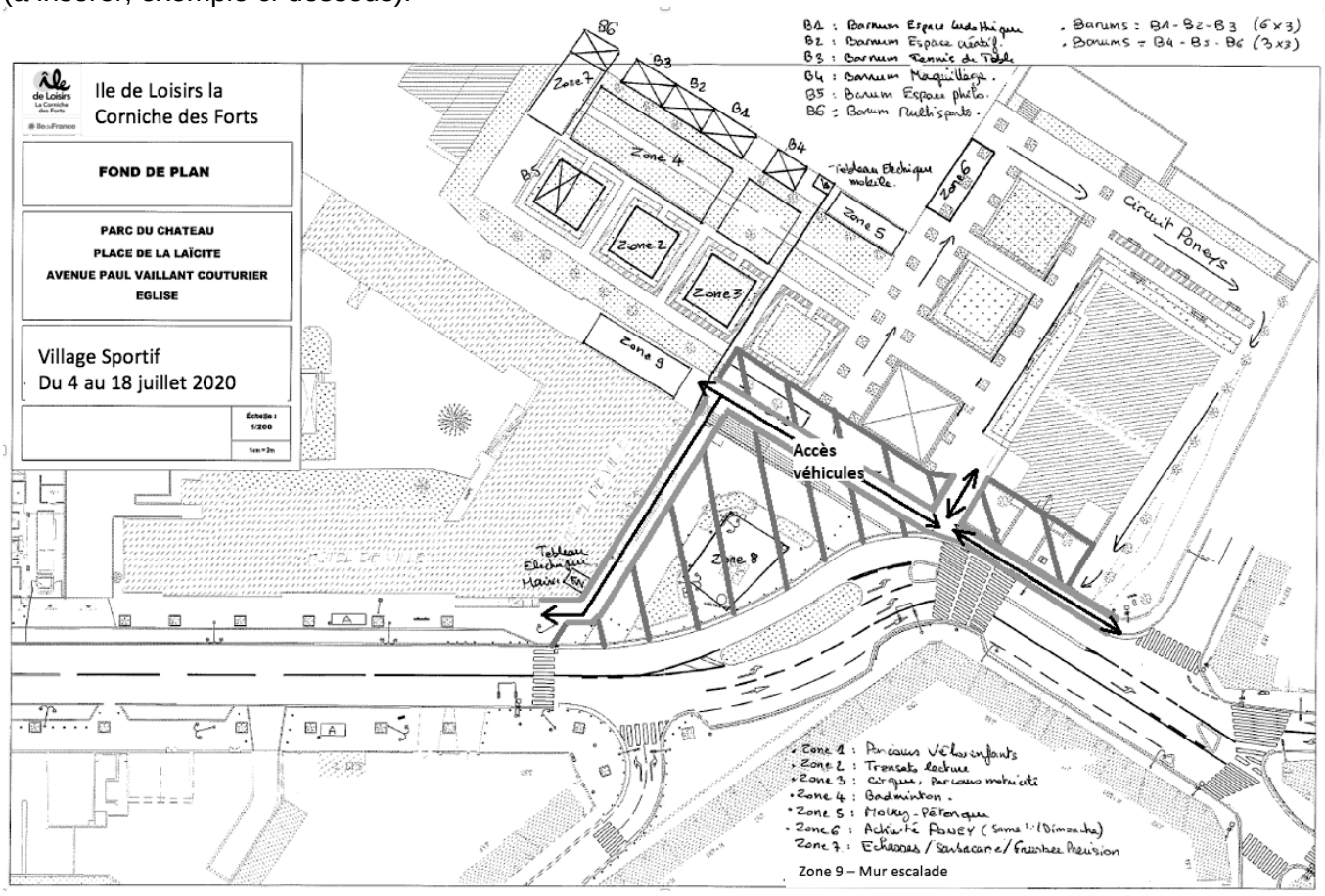
2. IMPLANTATION

Le village est implanté sur le square de l'église, place de la Laïcité à Romainville

Préciser les dispositions prises pour matérialiser l'espace et le sécuriser.

Le matériel est installé le matin et démonté le soir pour une partie. Les barnums restent sur place. Il est sous la responsabilité des prestataires. Il n'y a pas de gardiennage la nuit.

Plan d'organisation du village
(à insérer, exemple ci-dessous).



3. PROGRAMME D'ACTIVITES

3.1 – Programme général

ACTIVITES	HORAIRES	DUREE DE CHAQUE CRENEAU	EFFECTIF PAR CRENEAU	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Mur d'escalade	14h-19h		60 grimpeurs par heure	Initiation à l'escalade
Tour de poney	14h-19h			Initiation au poney
Jeux en bois	14h-19h			Découverte de jeux anciens
Découverte de la biodiversité	14h-19h			Découverte de la biodiversité et initiation au jardinage
Badminton	14h-19h			Initiation au badminton
Ping-Pong	14h-19h			Initiation au ping-pong
Conteurs	14h-19h			Découverte des contes
Espace multisports	14h-19h			Pratique de divers sports
Espace Ludothèque	14h-19h			Invitation à la lecture
Espace Pétanque	14h-19h			
Espace cirque	14h-19h			Parcours motricité
Espace créatif	14h-19h			
Espace Philo	14h-19h			
Transats lecture	14h-19h			
Echasses	14h-19h			Initiation à l'équilibre
Ateliers biodiversité	14h-19h			Inventaire faune flore

3.2 – Programme détaillé

Nombre d'activités proposées : 16

3.3 – Fréquentation et tarification

Préciser la fréquentation maximale journalière et hebdomadaire du village au regard des activités proposées, à raison de 2 activités pratiquées au minimum par jeune.

Actions menées pour favoriser la mixité des groupes et la participation de personnes en situation de handicap.

Fréquentation maximale : 80 personnes/jour
Le montant du droit d'accès au village est **gratuit.**

4. ORGANISATION

4.1. Modalités de réservation, d'accueil, de fonctionnement

Inscriptions sur place auprès des animateurs

Les activités sont en accès libre. Le public se présente devant les activités. Les animateurs les accueillent et les encadrent dans chacune des activités.

4.2. Personnel mis à disposition

Coordination du dispositif : **Sébastien Rochette**

4.3. Partenariats

Nous faisons appel à des prestataires, qui propose et encadre les activités proposées. Ces prestations sont payantes.

Partenariat avec la ville de Romainville.

5. ACTIONS DE COMMUNICATION

La communication du village sportif sera assurée auprès des partenaires du syndicat mixte.

Annexe 2 à la convention

BUDGET PREVISIONNEL - COUTS DE FONCTIONNEMENT "VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE" DE L'ÎLE DE LOISIRS DE LA CORNICHE DES FORTS

ACTIVITES REALISEES	EQUIPEMENTS et MATERIELS						ANIMATION DES SEANCES D'ACTIVITES (masse salariale ou prestations externes)						Pour 15 jours d'animation du 4/07 au 18/07/2020			
	Mise à disposition par l'île de loisirs (service, équipements matériels)		Location d'équipements ou de matériels		Acquisitions		Nbre d'heures sur durée du village	Nb d'enca-drants par séance	Coût total des séances sur la durée du village		Coût d'animation à l'heure de séance		COUT TOTAL		COUT HORAIRE	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC			HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
Mur d'escalade			10 500 €	12 600 €				1			*#DIV/0!*	*#DIV/0!*	**10 500 €**	**12 600 €**	#DIV/0!	#DIV/0!
Tour de poney			3 500 €	4 200 €			55	2			*0 €*	*0 €*	**3 500 €**	**4 200 €**	64 €	76 €
Jeux en bois			1 600 €	1 920 €			75	1			*0 €*	*0 €*	**1 600 €**	**1 920 €**	21 €	26 €
Animation Biodiversité					500 €	600 €	20	1			*0 €*	*0 €*	**500 €**	**600 €**	25 €	30 €
											#DIV/0!	*#DIV/0!*	**0 €**	**0 €**	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	*#DIV/0!*	**0 €**	**0 €**	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	*#DIV/0!*	**0 €**	**0 €**	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	*#DIV/0!*	**0 €**	**0 €**	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	*#DIV/0!*	**0 €**	**0 €**	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	*#DIV/0!*	**0 €**	**0 €**	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	*#DIV/0!*			#DIV/0!	#DIV/0!
															Coût horaire moyen	
COUTS ACTIVITES	**0 €**	**0 €**	**15 600 €**	**18 720 €**	**500 €**	**600 €**	**150**	**5**	**0 €**	**0 €**	**#DIV/0!**	**#DIV/0!**	**16 100 €**	**19 320 €**	*#DIV/0!*	*#DIV/0!*
							Nbre d'heures d'ouverture du village									
Fluides														**0 €**		#DIV/0!
Logistique / Sécurité														**0 €**		#DIV/0!
Communication														**0 €**		#DIV/0!
Personnel mis à disposition														**0 €**		#DIV/0!
Coordination																
Modalités d'inscription														**0 €**		#DIV/0!
Assurances														**0 €**		#DIV/0!
Autres					417	500								**680 €**		#DIV/0!
															Coût horaire moyen frais généraux	
FRAIS GENERAUX														**680 €**		#DIV/0!
TOTAUX						**600 €**								**20 000 €**		#DIV/0!

RECETTES	**Recettes €TTC**		**%**	
	Région Ile-de-France	**20 000 €**		
	Participation du public (X€ * Xpers)			
	Syndicat mixte			
	Total TTC	**20 000 €**		

Date et cachet de la structure

Signature du Président

COUT JOURNALIER	TTC
Coût journalier moyen des séances d'activités	805,0
Coût journalier moyen "frais généraux"	28,3
Cout journalier moyen du village	833,3

Convention Boucles de Seine - Annexes 1 et 2

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DES BOUCLES DE SEINE

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-…. du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs des Boucles de Seine**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région Île-de-France souhaite proposer aux jeunes Franciliens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles durant les vacances d'été, dans une ambiance ludique de plein air.

Cette opération relève du dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances», voté par délibération CR 2017-55 du 9 mars 2017.

Cette opération a pour cadre les îles de loisirs de la Région.

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France a pour objectifs de :

- favoriser les rencontres, les échanges et les liens sociaux ;
- rendre les pratiques sportives accessibles à tous les jeunes sans discrimination ;
- promouvoir les valeurs fédératrices du sport et encourager les jeunes à une pratique sportive régulière ;
- favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle ;
- proposer des initiatives aux gestes de premiers secours ;
- permettre aux jeunes de pratiquer l'anglais, en dehors du milieu scolaire.

Les publics cibles sont les jeunes franciliens garçons et filles âgés de 11 à 17 ans, principalement issus des territoires prioritaires de la politique de la ville.

<u>ARTICLE 1</u> : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-…… du 1er juillet 2020 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de 100 % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de 10 jours, du 20 au 31 juillet 2020, dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de 100 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 33 651 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 33 651 € TTC.

Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant plafond de 28 771 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant plafond de 4 880 € TTC.

Le coût de fonctionnement du service est fixé sur 10 jours d'animation et comprend les unités de fonctionnement décrites dans le tableau figurant en annexe 2 de la convention. L'indication du coût horaire à la séance correspond au coût moyen horaire calculé en annexe dans ce tableau.

Le montant total des recettes perçues par le cocontractant au titre du village (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne pourra excéder le total des dépenses engagées pour la mise en œuvre de l'opération.

<u>ARTICLE 2</u> : CADRE DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES MIS A DISPOSITION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

La convention prend effet dès l'adoption de celle-ci par l'assemblée délibérante et prend fin par la réalisation de l'ensemble des missions incombant à l'organisme, conformément aux stipulations de la présente convention et de la procédure de règlement du solde financier de celle-ci.

<u>2.1 : Organisation du concept de village</u>

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités, il est implanté sur une zone délimitée et visible de l'île de loisirs et mise à disposition par elle.

L'agencement du village doit s'inscrire dans une ambiance chaleureuse, ludique, dynamique avec une identité moderne dans le respect des règles de communication prévues à l'article 2.9 de la présente convention.

Un plan d'implantation du village (espace accueil, activités) présenté par l'organisme et validé par la Région figure en annexe à la convention.

<u>Espace central d'accueil</u>

Cet espace central d'accueil sera le point d'entrée du village. Seront valorisées l'implication de la Région Île-de-France dans le projet, ainsi que dans l'organisation des JOP 2024.

<u>Espaces dédiés aux activités</u>

Les espaces d'activités sont clairement identifiés et délimités.

L'aménagement comprendra des panneaux expliquant les objectifs de l'opération, les modalités de déroulement des activités. Un espace couvert dédié à certaines activités pourra être proposé en cas d'intempérie.

2.2 : Personnel mis à disposition

Toutes les activités encadrées seront assurées par des cadres moniteurs ou éducateurs sportifs diplômés, selon la réglementation en vigueur. Un effort particulier sur la pédagogie sera mis en place. Les séances devront comprendre un moment d'échauffement, des séances de découverte et d'initiation.

La liste des encadrants par activité, avec leurs qualifications et expériences, sera communiquée à la Région avant l'ouverture du village.

2.3 : Les publics bénéficiaires

Le village s'adresse à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village devra répondre aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière sera apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine pourront être proposées.

2.4 : Modalités d'accueil

Le village est dédié prioritairement à l'accueil de groupes. Ceux-ci sont accueillis du lundi au vendredi sur des créneaux d'activité variables selon les activités.

Les activités collectives sont proposées au libre choix des groupes lors de l'inscription**.**

L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires. Elle pourra accueillir, de façon minoritaire, des individuels présents sur l'île de loisirs, en cas de créneaux disponibles.

2.5 : Programme d'activités

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2h). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…). Il est notamment demandé la réalisation d'au moins une activité ou animation en lien avec les Jeux Olympiques.

Le planning des activités est annexé à la présente convention.

2.6 : Partenariat avec le mouvement sportif régional

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs, fédérations). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. La liste des partenaires sera communiquée à la Région et les modalités du partenariat détaillées.

D'autre part, à travers la mise en œuvre des villages sportifs la Région peut faire la promotion des grands évènements sportifs qui se tiennent sur le territoire francilien.

2.7 : Communication et signalétique spécifiques au village sportif et culturel de la Région Île-de-France

2.7.1 Communication

- Visuels / supports de communication

La Région réalise la conception du visuel de l'opération village sportif et culturel de la Région Île-de-France, identique pour les différents villages, qu'elle mettra à disposition de l'île de loisirs, en amont de la campagne de mobilisation des publics. Ce visuel devra être décliné sur les différents supports de communication.

L'île de loisirs assurera la diffusion de ces supports (affiches, flyers) auprès des structures socio-éducatives franciliennes.

Tout autre support réalisé par l'île de loisirs doit respecter la charte régionale qui sera communiquée dès notification.

L'impression de l'ensemble des supports est à la charge de l'île de loisirs.

- Sites web

Des informations devront également figurer sur le site des partenaires de l'opération et sur le site de l'île loisirs concernée.

Concernant la communication du projet sur les sites web, la mention et le logotype de la Région sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France (les liens des pages concernées devront être transmis à la Région).

- Logo de la Région

La présence du logotype de la Région et la mention « l'île de loisirs est la propriété de la Région Île-de-France » sont obligatoires, en 1ère de couverture, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication ainsi que sur la signalétique, dans le respect de la charte graphique adoptée par la Région Ile-de-France.

- Promotion de l'opération

L'île de loisirs assurera une communication auprès de ses partenaires et mettra en ligne toute information nécessaire sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France selon le visuel régional défini. La Région devra y être citée en tant que commanditaire du projet.

L'information relative à l'action régionale prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Île-de-France et mise en œuvre par …» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

- Information et mobilisation des publics

L'île de loisirs formalise un dossier d'inscription au village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur la base du visuel régional qui doit comprendre une présentation du concept du village, la présentation des activités, les créneaux de réservation, les modalités d'inscription et d'annulation.

L'île de loisirs assure la diffusion auprès des structures municipales, sociales, éducatives, etc… sur la zone de chalandise de l'île de loisirs.

- Matériel mis à disposition

La Région fournira des banderoles intissées, des rouleaux de rubalise et des T-shirts frappés du logo de la Région Île-de-France, dans la limite des stocks disponibles, pour les encadrants du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Le matériel mis à disposition par la Région devra être enlevé par l'île de loisirs auprès des services de la Région.

- Contrôle par les services de la Région

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le cocontractant dans sa démarche.

2.7.2 Signalétique

La visibilité de la Région doit être assurée sur tous les supports : bannières drapeaux, banderoles, documents de communication et T-Shirts.

L'île de loisirs devra réaliser et mettre en place la signalétique (panneau de présentation de l'opération à l'entrée du village, fléchages et panneaux pour les activités).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à réaliser les missions de service dans les conditions fixées à l'article 2.

3.1 : Organisation

L'île de loisirs met en œuvre tous les moyens nécessaires à la mobilisation des publics cibles définis à l'article 2.3 de la présente convention. Elle gère les réservations et la gestion des inscriptions.
Le recours à un prestataire extérieur pour l'encadrement des activités est autorisé.

3.2 : Logistique et sécurité

L'île de loisirs s'engage, dans le cadre des activités mises à disposition du village, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Elle respectera les règles, normes et législations en vigueur.

Elle mettra en place les dispositifs de sécurité concernant notamment la lutte contre l'incendie, les moyens de communication pour contacter les secours et le plan d'accès des secours.

L'organisme mettra en place toutes les mesures de gardiennage nécessaires.

3.3 : Tarif d'accès au village

Le tarif d'accès au village doit être déterminé au regard du coût des activités proposées et ne doit en aucun cas être supérieur à la part restant à payer en complément des financements de la Région et d'autres recettes éventuellement perçues.

L'accès au village est inclus dans le droit d'entrée de 4 € par personne et par jour.

3.4 : Compte rendu d'exécution

Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu sous format électronique sera transmis à la Région Ile-de-France avec les indications suivantes :

- Une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…)
- La liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition filles/garçons, le nombre d'activité par jeune,
- Le nombre de participants par activité (individuels/groupes),
- Le nombre de personnes handicapées accueillies,
- Un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- Les documents financiers détaillés au 5.2.2.

Le compte rendu sera fourni dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à :

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 : Détermination du coût de fonctionnement du service

Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de 100 % des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement

La Région procède au remboursement de 100 % des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et frais généraux comme indiqué en article 1 de la présente convention.

Chaque demande de versement est effectuée par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs selon les modalités suivantes :

5.2.1 Versement d'une avance

L'organisme peut demander le versement d'une avance à hauteur de 50 % de la participation régionale dès la signature de la convention et sans avoir à fournir de justificatif.

5.2.2 Versement d'acomptes

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués.

Chaque versement est effectué sur présentation d'une demande de versement d'acompte précisant le montant des dépenses engagées pour la mise à disposition de service, et d'un récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures ou actes payées au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et figurant dans le décompte du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France du tableau annexé.

Ces documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

5.2.3 Versement du solde

Le versement du solde s'effectuera sur la base des documents listés ci-après :

- Une demande de versement précisant le montant total des frais de fonctionnement du service mis à disposition (A);
- Un bilan financier des coûts, joindre la copie du tableau de décompte du coût prévisionnel (B) ;
- Une attestation de frais de fonctionnement généraux, des frais de personnel et d'activités, mis à disposition par l'île de loisirs (C) ;
- Un état récapitulatif détaillé des paiements effectués (au profit de tiers) (D)
- Un compte rendu d'exécution qualitatif reprenant les informations demandées à l'article 3.4 et signé par le représentant légal (E).

Tous les documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

Les états récapitulatifs B et D sont cosignés par le représentant légal et le trésorier public.

5.3 : Révision du montant prévisionnel attribué à l'opération

Les dépenses de service mis à disposition sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente et prennent fin à l'achèvement de l'opération.

Le remboursement de 100 % du service mis à disposition par l'organisme gestionnaire est apprécié au vu du niveau d'exécution constaté, par application du coût de fonctionnement indiqué à l'article 1 de la présente convention, et du montant total des recettes de l'opération, celui-ci ne pouvant excéder le montant des dépenses engagées pour la mise en œuvre du service.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant plafond inscrit à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 2 juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde du remboursement des services objet de la présente convention dans la limite d'une année à compter de son adoption par la commission permanente.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de cette convention. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des paiements versés par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES SOMMES VERSEES PAR LA REGION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des sommes versées en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Avant toute décision régionale de révision du montant du versement ou avant toute demande de restitution de tout ou partie du versement, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du village sportif et culturel de la Région Île-de-France et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs des Boucles de Seine sont à la charge de ce dernier.

<u>ARTICLE 9</u> : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DES BOUCLES DE SEINE.

1. OUVERTURE DU VILLAGE

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France sera mis en place sur l'île de loisirs des Boucles de Seine du 20 au 31 juillet 2020.

Il sera ouvert du lundi au vendredi de 10 H à 17h

2. IMPLANTATION

Le village est implanté Sur l'esplanade de l'Ile de Loisirs

Il sera clôturé par des barrières Vauban et rubalise

Plan d'organisation du village



3. PROGRAMME D'ACTIVITES

3.1 – Programme général

ACTIVITES	HORAIRES	DUREE DE CHAQUE CRENEAU	EFFECTIF PAR CRENEAU	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Cours d'anglais	10h 12h – 14h 17h	1H	10	Apprentissage ludique de l'anglais
Golf	10h 12h – 14h 17h	1H	10	Mise à disposition d'un practice pour s'initier au golf
Atelier 1er secours	14h 17h	1H	10	Apprentissage des premiers gestes et du passage de l'alerte
Marche Nordique	10h 12h – 14h 17h	1H	10	Initiation à la marche nordique, savoir manier les bâtons
Expo JO 2024	10h 12h – 14h 17h	1H	10	Exposition autour des JO
Boxe	10h 12h – 13h 17h	1H	10	Initiation la pratique de la Boxe
Basket-Tour	10h 12h – 13h 17h	1H	10	Intervention de la ligue IDF de Basket ball pour sensibiliser à la pratique avec de nombreux ateliers ludiques
Ecologie	10h 12h- 13h 17h	1H	10	Ateliers de découverte de l'écologie (tri des déchets, développement durable…)

3.2 – Programme détaillé

Nombre d'activités proposées : 7

Le programme par activité :

- **Anglais** : Activité pratiqué dans l'espace du Village sportif et culturel ou dans la salle de réunion mise à disposition par l'Ile de Loisirs. Elle est encadrée par une enseignante.

- **Golf** : Mise à disposition d'une structure gonflable par la Ligue de Golf. Elle est encadrée par un moniteur diplômé de Golf.

- **Atelier 1er secours** : Intervention de la Croix Blanche 78, Atelier d'une ou deux heures selon l'âge de l'enfant. Encadré par des responsables de l'association de la Croix Blanche

- **Marche Nordique** : Proposé par le Club des partenaires Epônois, encadrée par des moniteurs diplômés de la discipline. Achat de bâtons pour enfants pour pouvoir proposer cette activité aux plus jeunes

- **Expo JO 2024** : En collaboration avec la Mairie de Buchelay, l'expo sera positionnée sous les arcades du centre du village

- **Boxe** : proposé par l'association du CSMS, l'activité sera pratiquée dans un barnum au sein du village culturel

- **Basket Tour** : de nombreux ateliers seront installés par la Ligue IDl de basket ball afin de faire découvrir ce sport. Cela aura lieu sur l'esplanade au centre du village.

- **Ateliers écologie :** des activités ludiques seront proposées pour découvrir les bons gestes pour la protection de l'environnement.

Temps Forts mis en place :

1/ Le Basket Ball Tour
Organise par la Ligue IDF de basket Ball, le Basket Ball tour proposera des animations avec structures gonflables délimitant le terrain de basket avec son panier, encadré par des spécialistes de la discipline.

2/l'initiation à l'anglais :
L'initiation à l'anglais sera abordée par une enseignante de manière ludique et pourra attirer un public allant de la maternelle à l'adulte.

3.3 – Fréquentation et tarification

La capacité maximale du village sportif et culturel est de 280 personnes par jour.
Toutes nos activités seront préparées de façon à pouvoir accueillir des jeunes en situation de handicap moteur ou mental.

Un mailing spécifique sera envoyé aux structures concernées par ce public.

Le montant du droit d'accès au village pour la journée est fixé à 4 € par jeune.

4. ORGANISATION

4.1. Modalités de réservation, d'accueil, de fonctionnement

1/ remplir la fiche d'inscription jointe au dossier et la renvoyer avec la mention « bon pour accord » par mail ou par courrier à contact@bouclesdeseine.iledeloisirs.fr
Ile de Loisirs Boucles de Seine
RD 125
78840 MOISSON

2/ règlement de la participation au Village Sportif et Culturel.
Une participation de 4€ par personne et par jour est demandée pour profiter des ateliers du Village Sportif et Culture de l'Ile de Loisirs Boucles de seine

Les activités ont lieu par groupe maximum de 10.
En fonction de place disponible, l'organisation se réserve le droit de vous affecter sur des activités non sélectionnées.
Prévoir une tenue de sport adaptée. L'accompagnateur du groupe doit obligatoirement être présent au cours des activités.

3/ Accueil
En arrivant sur l'Ile de Loisirs, le responsable du groupe se présente à l'entrée de l'accueil, puis à la tente de l'activité concernée, pour signaler son arrivée et effectuer une ultime vérification du planning de la journée.
L'accueil des groupes se fait 15 min avant leur première activité.

4/ restauration
La restauration n'est pas incluse dans le village sportif et Culturel et sera proposé à la structure aux prix votés par l'Ile de Loisirs.

4.2. Personnel mis à disposition

Coordination du dispositif : un coordinateur sera en charge de :

- Promouvoir le Village Sportif et Culturel et diffuser l'information
- Gérer les réservations
- Assurer l'accueil et la coordination des groupes

Encadrement des activités : les activités seront encadrées par des moniteurs diplômés et le plus souvent spécialisés dans chacune des disciplines proposées.

4.3. Partenariats

La Ligue de Golf,
La ligue de Basket
La Croix Blanche
La Mairie de Buchelay

5. ACTIONS DE COMMUNICATION

- Site internet de l'Ile de Loisirs
- Réseaux sociaux numériques
- Signalétiques spécifiques fournies par la Région Ile de France
- Présentation du dispositif aux responsables de services jeunesse.

Annexe 2 à la convention

BUDGET PREVISIONNEL - COUTS DE FONCTIONNEMENT "VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE" DE L'ÎLE DE LOISIRS DES BOUCLES DE SEINE

ACTIVITES REALISEES	EQUIPEMENTS et MATERIELS						ANIMATION DES SEANCES D'ACTIVITES (masse salariale ou prestations externes)						Pour X jours d'animation du 20 au 31 juillet 2020			
	Mise à disposition par l'île de loisirs (service, équipements matériels)		Location d'équipements ou de matériels		Acquisitions		Nbre d'heures sur durée du village	Nb d'enca-drants par séance	Coût total des séances sur la durée du village		Coût d'animation à l'heure de séance		COUT TOTAL		COUT HORAIRE	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC			HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
Cours d'anglais		80 €				268 €	40	1		1 800 €	*0 €*	*45 €*	**0 €**	**2 148 €**	0 €	54 €
Golf		160 €				268 €	50	1		2 250 €	*0 €*	*45 €*	**0 €**	**2 678 €**	0 €	54 €
Atelier 1er secours		0 €				1 250 €	30	1		3 500 €	*0 €*	*117 €*	**0 €**	**4 750 €**	0 €	158 €
Marche Nordique		320 €				1 925 €	50	2		3 000 €	*0 €*	*60 €*	**0 €**	**5 245 €**	0 €	105 €
Expo JO 2024		0 €		1 500 €		5 472 €	25				*0 €*	*0 €*	**0 €**	**6 972 €**	0 €	279 €
Boxe		320 €				1 250 €	50	2		3 000 €	*0 €*	*60 €*	**0 €**	**4 570 €**	0 €	91 €
Basket		320 €				268 €	25	2			*0 €*	*0 €*	**0 €**	**588 €**	0 €	24 €
atelier écologie		320 €				0 €	25	2		1 500 €	*0 €*	*60 €*		**1 820 €**	0 €	73 €
															Coût horaire moyen	
COUTS ACTIVITES	**0 €**	**1 520 €**	**0 €**	**1 500 €**	**0 €**	**10 701 €**	**295**	**11**	**0 €**	**15 050 €**	**0 €**	**387 €**	**0 €**	**28 771 €**	*0 €*	*105 €*
							Nbre d'heures d'ouverture du village									
Fluides		**2 000 €**												**2 000 €**		
Logistique / Sécurité		**1 700 €**												**1 700 €**		
Communication														**0 €**		
Personnel mis à disposition														**0 €**		
Coordination														**1 180 €**		
Modalités d'inscription														**0 €**		
Assurances														**0 €**		
Autres														**0 €**		
															Coût horaire moyen frais généraux	
FRAIS GENERAUX														**4 880 €**		
TOTAUX						**10 701 €**								**33 651 €**		
RECETTES														**Recettes €TTC**	**%**	
														Région Ile-de-France	100 €	
														Participation du public (X€ * Xpers)	0 €	
														Syndicat mixte	0 €	
														Total TTC	**33 651 €**	

Date et cachet de la structure

Signature du Président

COUT JOURNALIER	TTC
Coût journalier moyen des séances d'activités	1 198,8
Coût journalier moyen "frais généraux"	203,3
Cout journalier moyen du village	1 402,1

Buthiers - Avenant N°1

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE BUTHIERS
Avenant N° 1

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-126 du 4 mars 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Buthiers**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération n° CP 2019-224 du 22 mai 2019, la commission permanente du Conseil Région d'Île-de-France a approuvé des conventions de mise à disposition de service pour la réalisation de villages sportifs et culturels sur les Îles de loisirs.

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier la rédaction de l'article 1 de ladite convention pour l'île de loisirs ci-dessus mentionnée.

Tel est l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1 :

Les alinéas 1 à 3 de l'article 1 sont modifiés comme suit :

« Par délibération n° CP 2019-224 du 22 mai 2019 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de 70 % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de 10 jours du 29 juillet au 9 août 2019, dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de 70 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 32.000 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 22 400 € TTC.

Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant de 21 250 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant de 10 750 € TTC.»

ARTICLE 2 :

Les articles 5.1 et 5.2 (1er alinéa) sont modifiés comme suit :

« 5.1 : Détermination du coût de fonctionnement du service

Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de 70 % des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement
La Région procède au remboursement de 70 % des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et frais généraux comme indiqué en article 1 de la présente convention. »

ARTICLE 3 :

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 4 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Saint Ouen, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

Convention Val de Seine - Annexes 1 et 2

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE VAL DE SEINE

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-…. du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Val de Seine**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région Île-de-France souhaite proposer aux jeunes Franciliens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles durant les vacances d'été, dans une ambiance ludique de plein air.

Cette opération relève du dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances», voté par délibération CR 2017-55 du 9 mars 2017.

Cette opération a pour cadre les îles de loisirs de la Région.

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France a pour objectifs de :

- favoriser les rencontres, les échanges et les liens sociaux ;
- rendre les pratiques sportives accessibles à tous les jeunes sans discrimination ;
- promouvoir les valeurs fédératrices du sport et encourager les jeunes à une pratique sportive régulière ;
- favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle ;
- proposer des initiatives aux gestes de premiers secours ;
- permettre aux jeunes de pratiquer l'anglais, en dehors du milieu scolaire.

Les publics cibles sont les jeunes franciliens garçons et filles âgés de 11 à 17 ans, principalement issus des territoires prioritaires de la politique de la ville.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-…… du 1er juillet 2020 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de 100 % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de 42 jours, du 20 juillet au 30 août 2020, dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de 100 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 99 996 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 99 996 € TTC.

Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant plafond de 78 496 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant plafond de 21 500 € TTC.

Le coût de fonctionnement du service est fixé sur 42 jours d'animation et comprend les unités de fonctionnement décrites dans le tableau figurant en annexe 2 de la convention. L'indication du coût horaire à la séance correspond au coût moyen horaire calculé en annexe dans ce tableau.

Le montant total des recettes perçues par le cocontractant au titre du village (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne pourra excéder le total des dépenses engagées pour la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 2 : CADRE DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES MIS A DISPOSITION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

La convention prend effet dès l'adoption de celle-ci par l'assemblée délibérante et prend fin par la réalisation de l'ensemble des missions incombant à l'organisme, conformément aux stipulations de la présente convention et de la procédure de règlement du solde financier de celle-ci.

2.1 : Organisation du concept de village

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités, il est implanté sur une zone délimitée et visible de l'île de loisirs et mise à disposition par elle.

L'agencement du village doit s'inscrire dans une ambiance chaleureuse, ludique, dynamique avec une identité moderne dans le respect des règles de communication prévues à l'article 2.9 de la présente convention.

Un plan d'implantation du village (espace accueil, activités) présenté par l'organisme et validé par la Région figure en annexe à la convention.

Espace central d'accueil

Cet espace central d'accueil sera le point d'entrée du village. Seront valorisées l'implication de la Région Île-de-France dans le projet, ainsi que dans l'organisation des JOP 2024.

Espaces dédiés aux activités

Les espaces d'activités sont clairement identifiés et délimités.

L'aménagement comprendra des panneaux expliquant les objectifs de l'opération, les modalités de déroulement des activités. Un espace couvert dédié à certaines activités pourra être proposé en cas d'intempérie.

2.2 : Personnel mis à disposition

Toutes les activités encadrées seront assurées par des cadres moniteurs ou éducateurs sportifs diplômés, selon la réglementation en vigueur. Un effort particulier sur la pédagogie sera mis en place. Les séances devront comprendre un moment d'échauffement, des séances de découverte et d'initiation.

La liste des encadrants par activité, avec leurs qualifications et expériences, sera communiquée à la Région avant l'ouverture du village.

2.3 : Les publics bénéficiaires

Le village s'adresse à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village devra répondre aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière sera apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine pourront être proposées.

2.4 : Modalités d'accueil

Le village est dédié prioritairement à l'accueil de groupes. Ceux-ci sont accueillis du lundi au vendredi sur des créneaux d'activité variables selon les activités.

Les activités collectives sont proposées au libre choix des groupes lors de l'inscription**.**

L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires. Elle pourra accueillir, de façon minoritaire, des individuels présents sur l'île de loisirs, en cas de créneaux disponibles.

2.5 : Programme d'activités

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2h). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…). Il est notamment demandé la réalisation d'au moins une activité ou animation en lien avec les Jeux Olympiques.

Le planning des activités est annexé à la présente convention.

2.6 : Partenariat avec le mouvement sportif régional

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs, fédérations). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. La liste des partenaires sera communiquée à la Région et les modalités du partenariat détaillées.

D'autre part, à travers la mise en œuvre des villages sportifs la Région peut faire la promotion des grands évènements sportifs qui se tiennent sur le territoire francilien.

2.7 : Communication et signalétique spécifiques au village sportif et culturel de la Région Île-de-France

2.7.1 Communication

- Visuels / supports de communication

La Région réalise la conception du visuel de l'opération village sportif et culturel de la Région Île-de-France, identique pour les différents villages, qu'elle mettra à disposition de l'île de loisirs, en amont de la campagne de mobilisation des publics. Ce visuel devra être décliné sur les différents supports de communication.

L'île de loisirs assurera la diffusion de ces supports (affiches, flyers) auprès des structures socio-éducatives franciliennes.

Tout autre support réalisé par l'île de loisirs doit respecter la charte régionale qui sera communiquée dès notification.

L'impression de l'ensemble des supports est à la charge de l'île de loisirs.

- Sites web

Des informations devront également figurer sur le site des partenaires de l'opération et sur le site de l'île loisirs concernée.

Concernant la communication du projet sur les sites web, la mention et le logotype de la Région sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France (les liens des pages concernées devront être transmis à la Région).

- Logo de la Région

La présence du logotype de la Région et la mention « l'île de loisirs est la propriété de la Région Île-de-France » sont obligatoires, en 1ère de couverture, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication ainsi que sur la signalétique, dans le respect de la charte graphique adoptée par la Région Ile-de-France.

- Promotion de l'opération

L'île de loisirs assurera une communication auprès de ses partenaires et mettra en ligne toute information nécessaire sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France selon le visuel régional défini. La Région devra y être citée en tant que commanditaire du projet.

L'information relative à l'action régionale prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Île-de-France et mise en œuvre par …» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

- Information et mobilisation des publics

L'île de loisirs formalise un dossier d'inscription au village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur la base du visuel régional qui doit comprendre une présentation du concept du village, la présentation des activités, les créneaux de réservation, les modalités d'inscription et d'annulation.

L'île de loisirs assure la diffusion auprès des structures municipales, sociales, éducatives, etc… sur la zone de chalandise de l'île de loisirs.

- Matériel mis à disposition

La Région fournira des banderoles intissées, des rouleaux de rubalise et des T-shirts frappés du logo de la Région Île-de-France, dans la limite des stocks disponibles, pour les encadrants du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Le matériel mis à disposition par la Région devra être enlevé par l'île de loisirs auprès des services de la Région.

- Contrôle par les services de la Région

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le cocontractant dans sa démarche.

2.7.2 Signalétique

La visibilité de la Région doit être assurée sur tous les supports : bannières drapeaux, banderoles, documents de communication et T-Shirts.

L'île de loisirs devra réaliser et mettre en place la signalétique (panneau de présentation de l'opération à l'entrée du village, fléchages et panneaux pour les activités).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à réaliser les missions de service dans les conditions fixées à l'article 2.

3.1 : Organisation

L'île de loisirs met en œuvre tous les moyens nécessaires à la mobilisation des publics cibles définis à l'article 2.3 de la présente convention. Elle gère les réservations et la gestion des inscriptions.
Le recours à un prestataire extérieur pour l'encadrement des activités est autorisé.

3.2 : Logistique et sécurité

L'île de loisirs s'engage, dans le cadre des activités mises à disposition du village, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Elle respectera les règles, normes et législations en vigueur.

Elle mettra en place les dispositifs de sécurité concernant notamment la lutte contre l'incendie, les moyens de communication pour contacter les secours et le plan d'accès des secours.

L'organisme mettra en place toutes les mesures de gardiennage nécessaires.

3.3 : Tarif d'accès au village

Le montant du droit d'accès au village est gratuit après s'être affranchi des droits d'entrée de l'Ile de loisirs.

Le tarif d'accès au village doit être déterminé au regard du coût des activités proposées et ne doit en aucun cas être supérieur à la part restant à payer en complément des financements de la Région et d'autres recettes éventuellement perçues.

3.4 : Compte rendu d'exécution

Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu sous format électronique sera transmis à la Région Ile-de-France avec les indications suivantes :

- Une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…)
- La liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition filles/garçons, le nombre d'activité par jeune,
- Le nombre de participants par activité (individuels/groupes),
- Le nombre de personnes handicapées accueillies,
- Un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- Les documents financiers détaillés au 5.2.2.

Le compte rendu sera fourni dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à :

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 : Détermination du coût de fonctionnement du service

Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de 100 % des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement

La Région procède au remboursement de 100 % des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et frais généraux comme indiqué en article 1 de la présente convention.

Chaque demande de versement est effectuée par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs selon les modalités suivantes :

5.2.1 Versement d'une avance

L'organisme peut demander le versement d'une avance à hauteur de 50 % de la participation régionale dès la signature de la convention et sans avoir à fournir de justificatif.

5.2.2 Versement d'acomptes

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués.

Chaque versement est effectué sur présentation d'une demande de versement d'acompte précisant le montant des dépenses engagées pour la mise à disposition de service, et d'un récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures ou actes payées au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et figurant dans le décompte du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France du tableau annexé.

Ces documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

5.2.3 Versement du solde

Le versement du solde s'effectuera sur la base des documents listés ci-après :

- Une demande de versement précisant le montant total des frais de fonctionnement du service mis à disposition (A);
- Un bilan financier des coûts, joindre la copie du tableau de décompte du coût prévisionnel (B) ;
- Une attestation de frais de fonctionnement généraux, des frais de personnel et d'activités, mis à disposition par l'île de loisirs (C) ;
- Un état récapitulatif détaillé des paiements effectués (au profit de tiers) (D)
- Un compte rendu d'exécution qualitatif reprenant les informations demandées à l'article 3.4 et signé par le représentant légal (E).

Tous les documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

Les états récapitulatifs B et D sont cosignés par le représentant légal et le trésorier public.

5.3 : Révision du montant prévisionnel attribué à l'opération

Les dépenses de service mis à disposition sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente et prennent fin à l'achèvement de l'opération.

Le remboursement de 100 % du service mis à disposition par l'organisme gestionnaire est apprécié au vu du niveau d'exécution constaté, par application du coût de fonctionnement indiqué à l'article 1 de la présente convention, et du montant total des recettes de l'opération, celui-ci ne pouvant excéder le montant des dépenses engagées pour la mise en œuvre du service.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant plafond inscrit à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 2 juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde du remboursement des services objet de la présente convention dans la limite d'une année à compter de son adoption par la commission permanente.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de cette convention. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des paiements versés par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES SOMMES VERSEES PAR LA REGION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des sommes versées en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Avant toute décision régionale de révision du montant du versement ou avant toute demande de restitution de tout ou partie du versement, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du village sportif et culturel de la Région Île-de-France et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs de Val de Seine sont à la charge de ce dernier.

<u>ARTICLE 9</u> : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DU VAL DE SEINE

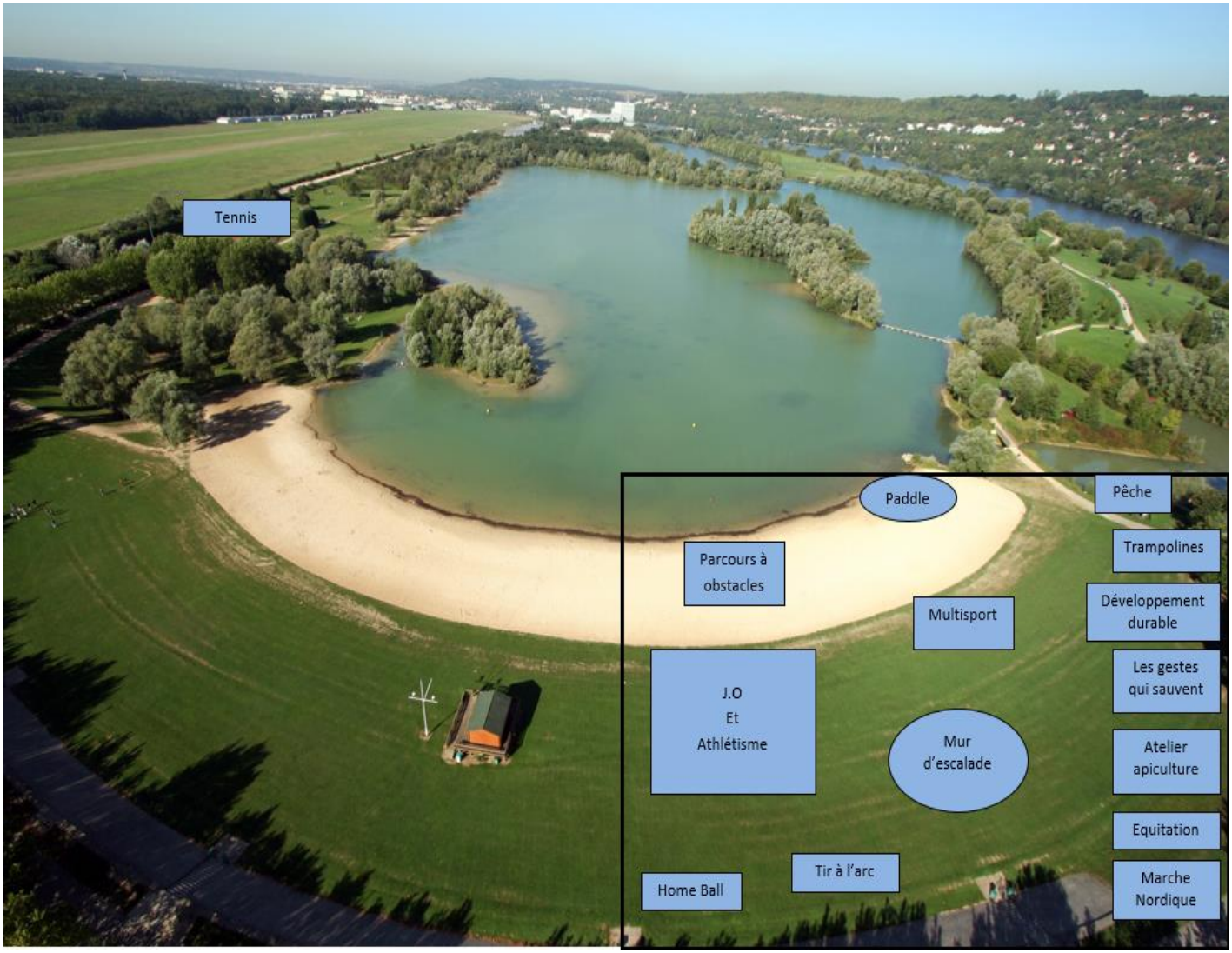
Ouverture du village :

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France sera mis en place sur l'Île de loisirs du Val de Seine, du lundi 20 juillet au dimanche 30 août 2020.

Implantation :

Le village sera implanté sur la partie gazonnée à proximité de la plage, la partie administrative sera effectuée à l'accueil de l'Île de loisirs.

Plan d'organisation du village :



Programme d'activité :

ACTIVITES	HORAIRES	DUREE DE CHAQUE CRENEAU	EFFECTIF PAR CRENEAU	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Les gestes qui sauvent	13h-16h	1h30	12	Initiation aux gestes de premiers secours : protéger, alerter, secourir.
Paddle	13h-16h	1h	10	Découverte de la pratique du paddle. Apprentissage des techniques d'équilibre et de propulsion.
Pêche	10h-13h	1h	12	Initiation à la pêche au coup. Découverte du matériel utilisé, des appâts et de la chaîne alimentaire.
Marche-nordique	13h-16h	1h	15	Apprentissage des techniques de la marche-nordique lors d'une randonnée autour du plan d'eau.
Atelier apiculture	13h-16h	1h	15	Découverte du monde des abeilles, fonctionnement d'une ruche. Observation d'une ruche vitrée.
Tennis	13h-16h	1h	20	Apprentissage des connaissances de base (vocabulaire, matériel), des différentes techniques de frappe, de déplacement.
Tir à l'arc	13h-16h	15min	5	Apprendre à manipuler un arc (techniques de visée, de respiration…).
Trampolines	13h-16h	15min	3	Activité ludique et sportive, travail de l'équilibre.
Multisport	10h-16h	1h	15	Apprentissage de la boxe. Découverte de la joute. Pratique de l'elastofoot et tir à l'élastique.
Mur d'escalade	10h-16h	20min	2	Apprentissage des techniques d'escalade et des règles de sécurité.
Parcours à obstacles	10h-16h	15min	4	Maîtriser son équilibre, franchir différent obstacles avec agilité.
Home Ball	10h-16h	30min	4	Apprentissage des règles du jeu et des techniques du home ball. Jeu en équipe.
Equitation	13h-16h	30min	10	Découverte de l'équitation, maîtriser et diriger le poney.
J.O et athlétisme	13h-16h	1h	15	Découverte des différentes disciplines de l'athlétisme.
Développement durable	13h-16h	1h	10	Education à l'environnement via des activités ludiques.

Fréquentation :

ACTIVITÉS	Matin	Après-midi
Les gestes qui sauvent	-	24
Paddle	-	30
Pêche	36	-
Marche-nordique	-	45
Atelier apiculture	-	45
Tennis	-	60
Tir à l'arc	-	60
Trampolines	-	36
Multisport	45	45
Mur d'escalade	18	18
Parcours à obstacles	48	48
Home Ball	24	24
Equitation	-	60
J.O et athlétisme	-	45
Développement durable	-	30
Effectif	171	570
Effectif par jour avec 2 activités/pers	741	

*Remarque : En vert, ces activités seront ponctuellement encadrées par des éducateurs n'ayant pas de groupe sur un créneau.

Actions menées pour favoriser la participation de personnes en situation de handicap :

- Les activités seront aménagées de façon à accueillir les jeunes en situation de handicap moteur ou mental ;
- Envoi d'un mailing d'information sur le village aux structures accueillant ou travaillant avec ce public ;

.

Organisation :

- Chaque groupe pourra programmer et réserver les activités qu'il souhaite en contactant par mail les services de réservation de l'Île de Loisirs : *contact@valdeseine.iledeloisirs.fr*
  Les réservations se feront à partir du lundi 22 juin 2020 ;
- Une feuille d'inscription aux activités devra être complétée et signée par les différents groupes afin de confirmer leur réservation ;
- Lors de l'arrivée du groupe, celui-ci devra se diriger à l'accueil de l'Île de Loisirs afin d'être orienté vers le village. Des brochures seront distribuées aux enfants ;
- Au sein du village, un animateur encadrant son groupe de 15 enfants maximum se dirigera vers l'activité choisie et sera accueilli par un éducateur.

Personnel mis à disposition :

Un coordinateur membre de l'équipe permanente assurera les missions suivantes :

- Promouvoir le village auprès des groupes ;
- Prendre les réservations des groupes et établir le planning des activités ;
- Assurer la mise en place du village sportif et culturel ;
- Accueillir, orienter et informer les groupes ;
- Manager l'équipe d'éducateurs recrutés pour une durée de 6 semaines ;
- Réaliser un bilan final.

Le recrutement pour le village sportif et culturel :

- Un secouriste formateur ;
- Un intervenant pour l'activité sur le développement durable ;
- Un intervenant du Centre équestre du Val de Seine ;
- Des éducateurs dans les pratiques de la pêche, tennis, marche nordique, paddle, athlétisme, tir à l'arc ;
- Clubs sportifs pour les initiations des JO 2024.
- 3 BPJEPS pour assurer l'animation quotidienne du village sportif.

Partenariats :

La priorité sera de se tourner vers les associations sportives environnantes afin qu'elles puissent encadrer nos activités moyennant une rémunération.
Plusieurs clubs sportifs seront présent afin d'initier et représenter les jeux olympiques 2024.

Actions de communication :

- Réseaux sociaux ;
- Affichage ;
- Presse.

Annexe 2 à la convention

BUDGET PREVISIONNEL - COUTS UNITAIRES DE FONCTIONNEMENT "VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE"
DE L'ÎLE DE LOISIRS DU VAL DE SEINE

ACTIVITES REALISEES	EQUIPEMENTS et MATERIELS						ANIMATION DES SEANCES D'ACTIVITES (masse salariale ou prestations externes)						DU LUNDI 20 JUILLET AU 30 AOÛT 2020			
	Mise à disposition par IDL (service, équipements matériels)		Location d'équipements ou de matériels		Acquisitions		Nbre d'heures sur durée du village	Nb d'enca-drants par séance	Coût total des séances sur la durée du village		Coût d'animation à l'heure de séance		COUT TOTAL		COUT HORAIRE	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC			HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
Les gestes qui sauvent					2 000 €	2 000 €	90	1	1 440 €	1 440 €	16 €	16 €	3 440 €	3 440 €	38 €	38 €
Paddle	2 000 €	2 000 €					126	1	2 016 €	2 016 €	16 €	16 €	4 016 €	4 016 €	32 €	32 €
Pêche					1 000 €	1 000 €	126	1	2 016 €	2 016 €	16 €	16 €	3 016 €	3 016 €	24 €	24 €
Marche nordique					1 000 €	1 000 €	126	1	2 016 €	2 016 €	16 €	16 €	3 016 €	3 016 €	24 €	24 €
Atelier apiculture							90	1	1 440 €	1 440 €	16 €	16 €	1 440 €	1 440 €	16 €	16 €
Tennis							126	1	2 016 €	2 016 €	16 €	16 €	2 016 €	2 016 €	16 €	16 €
Tir à l'arc			2 000 €	2 000 €									2 000 €	2 000 €		
Trampoline					1 500 €	1 500 €							1 500 €	1 500 €		
Multi-sport			3 500 €	3 500 €												
Mur d'escalade			3 500 €	3 500 €												
Parcours à obstacles			7 000 €	7 000 €			252	2	8 064 €	8 064 €	16 €	16 €	25 564 €	25 564 €	101 €	101 €
Home ball			3 500 €	3 500 €												
Equitation/Apprentissage anglais	4 000 €	4 000 €					126	2	4 032 €	4 032 €	16 €	16 €	8 032 €	8 032 €	64 €	64 €
JO et Athlétisme			2 000 €	2 000 €			126	1	2 016 €	2 016 €	16 €	16 €	4 016 €	4 016 €	32 €	32 €
Développement durable			1 500 €	1 500 €	500 €	500 €	90	1	1 440 €	1 440 €	16 €	16 €	3 440 €	3 440 €	38 €	38 €
Barnum					5 500 €	5 500 €							5 500 €	5 500 €		
Clôtures			5 500 €	5 500 €									5 500 €	5 500 €		
Groupe électrogène					6 000 €	6 000 €							6 000 €	6 000 €		
COUTS ACTIVITES	**6 000 €**	**6 000 €**	**28 500 €**	**28 500 €**	**17 500 €**	**17 500 €**	**1278**	**10**	**26 496 €**	**26 496 €**	**160 €**	**160 €**	**78 496 €**	**78 496 €**	**385 €**	**385 €**
Fluides	1 500 €	1 500 €											1 500 €	1 500 €		
Logistique / Sécurité	5 000 €	5 000 €	3 000 €	3 000 €									8 000 €	8 000 €		
Communication	3 000 €	3 000 €											3 000 €	3 000 €		
Personnel mis à disposition	3 000 €	3 000 €											3 000 €	3 000 €		
Coordination	2 500 €	2 500 €											2 500 €	2 500 €		
Modalités d'inscription																
Assurances																
Réseaux électriques à l'intérieur du VSC					3 500 €	3 500 €							3 500 €	3 500 €		
FRAIS GENERAUX	**15 000 €**	**15 000 €**	**3 000 €**	**3 000 €**	**3 500 €**	**3 500 €**							**21 500 €**	**21 500 €**		
TOTAUX													**99 996 €**	**99 996 €**		

RECETTES	Recettes €TTC	%	
	Région Ile-de-France	99 996 €	
	Participation du public (X€ * Xpers)	0 €	
	Syndicat mixte		
	Total TTC		

Date et cachet de la structure

Signature

COUT JOURNALIER	TTC
Coût journalier moyen des séances d'activités	3 270,67 €
Coût journalier moyen "frais généraux"	895,83 €
Cout journalier moyen du village	4 166,50 €

Convention Saint Quentin - Annexes 1 et 2

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-…. du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région Île-de-France souhaite proposer aux jeunes Franciliens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles durant les vacances d'été, dans une ambiance ludique de plein air.

Cette opération relève du dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances», voté par délibération CR 2017-55 du 9 mars 2017.

Cette opération a pour cadre les îles de loisirs de la Région.

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France a pour objectifs de :

- favoriser les rencontres, les échanges et les liens sociaux ;
- rendre les pratiques sportives accessibles à tous les jeunes sans discrimination ;
- promouvoir les valeurs fédératrices du sport et encourager les jeunes à une pratique sportive régulière ;
- favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle ;
- proposer des initiatives aux gestes de premiers secours ;
- permettre aux jeunes de pratiquer l'anglais, en dehors du milieu scolaire.

Les publics cibles sont les jeunes franciliens garçons et filles âgés de 11 à 17 ans, principalement issus des territoires prioritaires de la politique de la ville.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-…… du 1er juillet 2020 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de 100 % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de 20 jours, du 15 au 27 juillet et du 31 juillet au 14 août 2020, dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de 100 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 81 471,3 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 81 471,3 € TTC.

Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant plafond de 62 359,1 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant plafond de 19 112,2 € TTC.

Le coût de fonctionnement du service est fixé sur 20 jours d'animation et comprend les unités de fonctionnement décrites dans le tableau figurant en annexe 2 de la convention. L'indication du coût horaire à la séance correspond au coût moyen horaire calculé en annexe dans ce tableau.

Le montant total des recettes perçues par le cocontractant au titre du village (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne pourra excéder le total des dépenses engagées pour la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 2 : CADRE DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES MIS A DISPOSITION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

La convention prend effet dès l'adoption de celle-ci par l'assemblée délibérante et prend fin par la réalisation de l'ensemble des missions incombant à l'organisme, conformément aux stipulations de la présente convention et de la procédure de règlement du solde financier de celle-ci.

2.1 : Organisation du concept de village

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités, il est implanté sur une zone délimitée et visible de l'île de loisirs et mise à disposition par elle.

L'agencement du village doit s'inscrire dans une ambiance chaleureuse, ludique, dynamique avec une identité moderne dans le respect des règles de communication prévues à l'article 2.9 de la présente convention.

Un plan d'implantation du village (espace accueil, activités) présenté par l'organisme et validé par la Région figure en annexe à la convention.

Espace central d'accueil

Cet espace central d'accueil sera le point d'entrée du village. Seront valorisées l'implication de la Région Île-de-France dans le projet, ainsi que dans l'organisation des JOP 2024.

Espaces dédiés aux activités

Les espaces d'activités sont clairement identifiés et délimités.

L'aménagement comprendra des panneaux expliquant les objectifs de l'opération, les modalités de déroulement des activités. Un espace couvert dédié à certaines activités pourra être proposé en cas d'intempérie.

2.2 : Personnel mis à disposition

Toutes les activités encadrées seront assurées par des cadres moniteurs ou éducateurs sportifs diplômés, selon la réglementation en vigueur. Un effort particulier sur la pédagogie sera mis en place. Les séances devront comprendre un moment d'échauffement, des séances de découverte et d'initiation.

La liste des encadrants par activité, avec leurs qualifications et expériences, sera communiquée à la Région avant l'ouverture du village.

2.3 : Les publics bénéficiaires

Le village s'adresse à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village devra répondre aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière sera apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine pourront être proposées.

2.4 : Modalités d'accueil

Le village est dédié prioritairement à l'accueil de groupes. Ceux-ci sont accueillis du lundi au vendredi sur des créneaux d'activité variables selon les activités.

Les activités collectives sont proposées au libre choix des groupes lors de l'inscription**.**

L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires. Elle pourra accueillir, de façon minoritaire, des individuels présents sur l'île de loisirs, en cas de créneaux disponibles.

2.5 : Programme d'activités

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2h). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…). Il est notamment demandé la réalisation d'au moins une activité ou animation en lien avec les Jeux Olympiques.

Le planning des activités est annexé à la présente convention.

2.6 : Partenariat avec le mouvement sportif régional

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs, fédérations). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. La liste des partenaires sera communiquée à la Région et les modalités du partenariat détaillées.

D'autre part, à travers la mise en œuvre des villages sportifs la Région peut faire la promotion des grands évènements sportifs qui se tiennent sur le territoire francilien.

2.7 : Communication et signalétique spécifiques au village sportif et culturel de la Région Île-de-France

2.7.1 Communication

- Visuels / supports de communication

La Région réalise la conception du visuel de l'opération village sportif et culturel de la Région Île-de-France, identique pour les différents villages, qu'elle mettra à disposition de l'île de loisirs, en amont de la campagne de mobilisation des publics. Ce visuel devra être décliné sur les différents supports de communication.

L'île de loisirs assurera la diffusion de ces supports (affiches, flyers) auprès des structures socio-éducatives franciliennes.

Tout autre support réalisé par l'île de loisirs doit respecter la charte régionale qui sera communiquée dès notification.

L'impression de l'ensemble des supports est à la charge de l'île de loisirs.

- Sites web

Des informations devront également figurer sur le site des partenaires de l'opération et sur le site de l'île loisirs concernée.

Concernant la communication du projet sur les sites web, la mention et le logotype de la Région sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France (les liens des pages concernées devront être transmis à la Région).

- Logo de la Région

La présence du logotype de la Région et la mention « l'île de loisirs est la propriété de la Région Île-de-France » sont obligatoires, en 1ère de couverture, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication ainsi que sur la signalétique, dans le respect de la charte graphique adoptée par la Région Ile-de-France.

- Promotion de l'opération

L'île de loisirs assurera une communication auprès de ses partenaires et mettra en ligne toute information nécessaire sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France selon le visuel régional défini. La Région devra y être citée en tant que commanditaire du projet.

L'information relative à l'action régionale prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Île-de-France et mise en œuvre par …» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

- Information et mobilisation des publics

L'île de loisirs formalise un dossier d'inscription au village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur la base du visuel régional qui doit comprendre une présentation du concept du village, la présentation des activités, les créneaux de réservation, les modalités d'inscription et d'annulation.

L'île de loisirs assure la diffusion auprès des structures municipales, sociales, éducatives, etc… sur la zone de chalandise de l'île de loisirs.

- Matériel mis à disposition

La Région fournira des banderoles intissées, des rouleaux de rubalise et des T-shirts frappés du logo de la Région Île-de-France, dans la limite des stocks disponibles, pour les encadrants du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Le matériel mis à disposition par la Région devra être enlevé par l'île de loisirs auprès des services de la Région.

- Contrôle par les services de la Région

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le cocontractant dans sa démarche.

2.7.2 Signalétique

La visibilité de la Région doit être assurée sur tous les supports : bannières drapeaux, banderoles, documents de communication et T-Shirts.

L'île de loisirs devra réaliser et mettre en place la signalétique (panneau de présentation de l'opération à l'entrée du village, fléchages et panneaux pour les activités).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à réaliser les missions de service dans les conditions fixées à l'article 2.

3.1 : Organisation

L'île de loisirs met en œuvre tous les moyens nécessaires à la mobilisation des publics cibles définis à l'article 2.3 de la présente convention. Elle gère les réservations et la gestion des inscriptions.
Le recours à un prestataire extérieur pour l'encadrement des activités est autorisé.

3.2 : Logistique et sécurité

L'île de loisirs s'engage, dans le cadre des activités mises à disposition du village, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Elle respectera les règles, normes et législations en vigueur.

Elle mettra en place les dispositifs de sécurité concernant notamment la lutte contre l'incendie, les moyens de communication pour contacter les secours et le plan d'accès des secours.

L'organisme mettra en place toutes les mesures de gardiennage nécessaires.

3.3 : Tarif d'accès au village

Le tarif d'accès au village doit être déterminé au regard du coût des activités proposées et ne doit en aucun cas être supérieur à la part restant à payer en complément des financements de la Région et d'autres recettes éventuellement perçues.

L'accès au village est gratuit

3.4 : Compte rendu d'exécution

Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu sous format électronique sera transmis à la Région Ile-de-France avec les indications suivantes :

- Une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…)
- La liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition filles/garçons, le nombre d'activité par jeune,
- Le nombre de participants par activité (individuels/groupes),
- Le nombre de personnes handicapées accueillies,
- Un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- Les documents financiers détaillés au 5.2.2.

Le compte rendu sera fourni dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs s'engage à :

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 : Détermination du coût de fonctionnement du service

Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de 100 % des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement

La Région procède au remboursement de 100 % des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et frais généraux comme indiqué en article 1 de la présente convention.

Chaque demande de versement est effectuée par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs selon les modalités suivantes :

5.2.1 Versement d'une avance

L'organisme peut demander le versement d'une avance à hauteur de 50 % de la participation régionale dès la signature de la convention et sans avoir à fournir de justificatif.

5.2.2 Versement d'acomptes

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués.

Chaque versement est effectué sur présentation d'une demande de versement d'acompte précisant le montant des dépenses engagées pour la mise à disposition de service, et d'un récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures ou actes payées au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et figurant dans le décompte du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France du tableau annexé.

Ces documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

5.2.3 Versement du solde

Le versement du solde s'effectuera sur la base des documents listés ci-après :

- Une demande de versement précisant le montant total des frais de fonctionnement du service mis à disposition (A);
- Un bilan financier des coûts, joindre la copie du tableau de décompte du coût prévisionnel (B) ;
- Une attestation de frais de fonctionnement généraux, des frais de personnel et d'activités, mis à disposition par l'île de loisirs (C) ;
- Un état récapitulatif détaillé des paiements effectués (au profit de tiers) (D)
- Un compte rendu d'exécution qualitatif reprenant les informations demandées à l'article 3.4 et signé par le représentant légal (E).

Tous les documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

Les états récapitulatifs B et D sont cosignés par le représentant légal et le trésorier public.

5.3 : Révision du montant prévisionnel attribué à l'opération

Les dépenses de service mis à disposition sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente et prennent fin à l'achèvement de l'opération.

Le remboursement de 100 % du service mis à disposition par l'organisme gestionnaire est apprécié au vu du niveau d'exécution constaté, par application du coût de fonctionnement indiqué à l'article 1 de la présente convention, et du montant total des recettes de l'opération, celui-ci ne pouvant excéder le montant des dépenses engagées pour la mise en œuvre du service.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant plafond inscrit à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 2 juillet 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde du remboursement des services objet de la présente convention dans la limite d'une année à compter de son adoption par la commission permanente.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de cette convention. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des paiements versés par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES SOMMES VERSEES PAR LA REGION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des sommes versées en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Avant toute décision régionale de révision du montant du versement ou avant toute demande de restitution de tout ou partie du versement, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du village sportif et culturel de la Région Île-de-France et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines sont à la charge de ce dernier.

<u>ARTICLE 9</u> : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

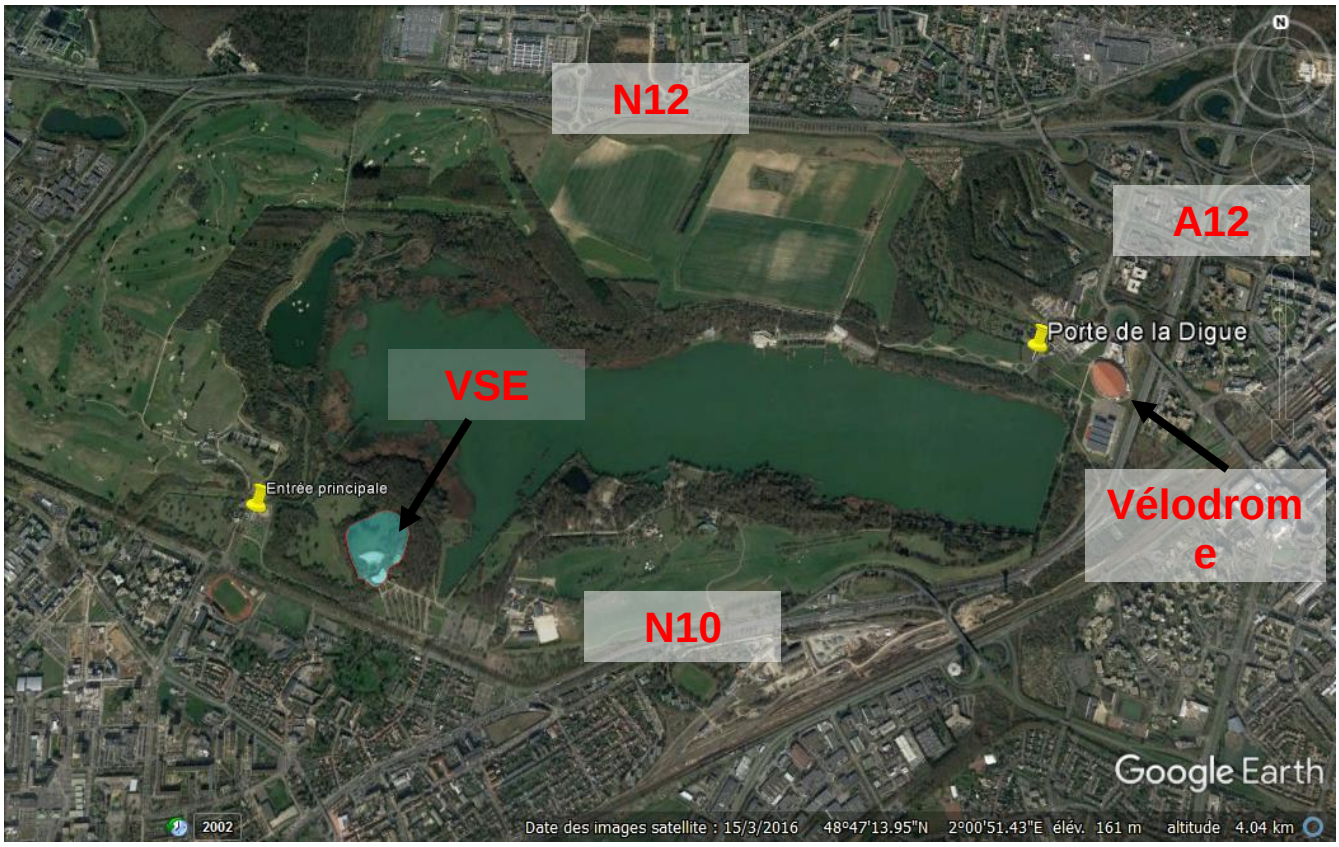
1. OUVERTURE DU VILLAGE

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France sera mis en place sur l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines du 15 juillet au 14 aout 2020.

Il sera ouvert du lundi au vendredi de 10H30 à 16H30 hors jours fériés. Le Village Sportif et Culturel sera interrompu le 28, 29 et 30 juillet 2020.

2. IMPLANTATION

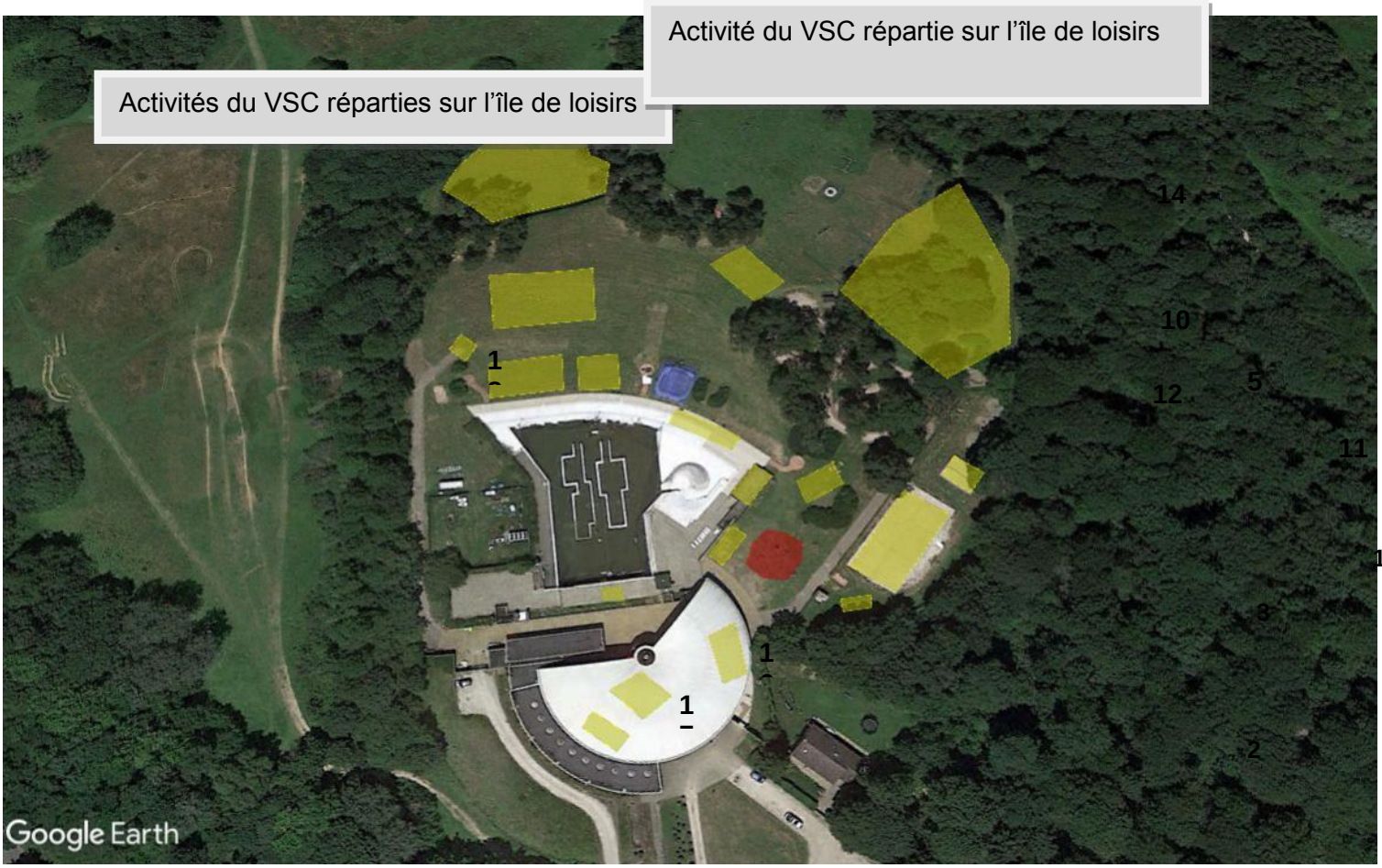
Le village est implanté au cœur de l'Espace Evénementiel. Doté de 4 hectares d'espaces verts et d'une zone couverte de 500 m² (en cas de pluie), l'équipement est parfaitement adapté à l'accueil de groupes d'usagers : vestiaires et sanitaires (hommes / femmes / accessibles PMR), de tables et espaces de pique-nique permettant aux groupes de rester sur place pendant la pause de midi, et de parkings.



L'espace est entièrement clôturé, l'entrée se faisant par la porte principale de l'Espace Evénementiel. Sur celle-ci est apposé un panneau géant (3m sur 2m) décrivant le dispositif VSC financé par le Conseil Régional IDF.

Activité du VSC répartie sur l'île de loisirs

Activités du VSC réparties sur l'île de loisirs



Légende :

1	Espace Accueil
2	Exposition sur les Jeux Olympiques
3	Initiation aux gestes qui sauvent
4	Disc-golf
5	Rugby à 5
6	Idance ou zumba
7	Homeball
8	Sandball
9	Pétanque, Mölky
10	Coxy Bola
11	Ventriglisse
12	Hockey sur gazon
13	Tchouk ball
14	Archery Tag
15	Volley
16	Tennis de Tables
17	BaseballFive
18	Escalade

Défi PARIS 2024



Espace Evénementiel : Village central du VSC et d'accueil des groupes

Parcours aventure dans les arbres

Centre de voile

Départ BaladEnigm/Parcours d'orientation/mini-golf

3. PROGRAMME D'ACTIVITES

3.1 – Programme général

ACTIVITES	HORAIRES	DUREE DE CHAQUE CRENEAU	EFFECTIF PAR CRENEAU	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Archery Tag	13H30-14h30	1h	12	Familiarisation avec le maniement d'un arc et réflexion stratégique
Initiation aux gestes qui sauvent	10H30-12H30	1h	12	Apprentissage des premiers gestes et du passage de l'alerte
Rugby à 5	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Apprentissage des règles du jeu, des gestes et de la stratégie
Volley	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Apprentissage des règles du jeu, savoir faire des passes et renvoyer la balle
Sandball	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Apprentissage des règles du jeu, savoir faire des passes et tirer
Ventriglisse	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Activité ludique et rafraîchissante.
Hockey sur gazon	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Apprentissage des règles du jeu, maniement de la raquette et perception de l'espace
Home-Ball	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Coordination de l'équipe et jeux collectif en espace réduit
Môlkky, pétanque, vortex	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Coordination des mouvements et perception de l'espace
Tchoukball	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Apprentissage des règles du jeu, savoir faire des passes et tirer, attraper un ballon
Judo Tour	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Intervention de la Ligue Ile de France de Judo pour sensibiliser à la pratique avec des athlètes de haut niveau.
CoxiBola	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Coordination des mouvements et perception de l'espace.
Disc-golf	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Apprendre à utiliser un frisbee. Savoir doser la force en conservant de la précision.
BaseballFive	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Coordination du mouvement avec la dynamique du mouvement de la balle et la stratégie du placement des partenaires
Parcours aventure dans les arbres	10H30-12H30 14h00 -16h00	2h	12	Coordination des mouvements dans l'espace et assimilation de l'appréhension à la hauteur
Voile	10H00-12H00 14H00-16H00	2h	12	Initiation à la voile
BaladEnigm	10H00-12H00 14H00-16H00	2h	12	Activité d'apprentissage culturel du patrimoine de l'île de loisirs de manière ludique et sportive
Course d'orientation	10H00-12H00 14H00-16H00	2h	12	Apprentissage de l'orientation dans l'espace de l'île de loisirs

Mini-golf	10H00-12H00 14H00-16H00	2h	12	Activité ludique pour appréhender la précision, la concentration
CDOS - expo sur les Jeux Olympiques + atelier autour des Jeux Olympiques de Tokyo	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Exposition autour des JO
Idance ou Zumba	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Être à l'écoute et coordonner ses mouvements en rythme.
Tennis de table	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Intervention du Comité Départemental 78 de Tennis de Table
Escalade	10H30-12H30 13H30-16H30	1h	12	Coordination des mouvements et perception de la hauteur

3.2 – Programme détaillé

Nombre d'activités proposées : 25
Nombre de projet événementiel des partenaires sportifs : 1 (Judo Tour)

Le programme par activité :

Archery Tag : Activité pratiquée sur un espace de 1000m² avec plaine et bosquet, au niveau de l'Espace Evènementiel. Elle est encadrée par un animateur de l'île de loisirs.

Initiation aux gestes qui sauvent : Activité encadrée par un animateur de l'île de loisirs, sur un espace couvert de l'Espace Evènementiel.

Rugby à 5 : Encadrée par le Comité Départemental des Yvelines de Rugby, cette activité se déroule sur les espaces verts situé au sein de l'Espace Evènementiel.

Volley : Activité autogérée proposée sur herbe. Le matériel pourra être emprunté au niveau de la tente accueil avec précision des règles du jeu avant le début du créneau.

Sandball : Activité encadrée par la ligue PIFO de Handball et mise en place sur le terrain de sports de plage.

Ventriglisse : Activité encadrée par un animateur de l'île de loisirs proposé sur un ventriglisse gonflable, de 20m de long et 10 de large, installé au sein de l'Espace Evènementiel.

Hockey sur gazon : Activité encadrée par le Comité Départemental des Yvelines de Hockey, sera proposé sur espace vert. Elle prend place au sein de l'Espace Evènementiel.

Home-Ball : Activité en pratique libre et en complément du sandball (initiation et échauffement), situé au sein de l'Espace Evènementiel, à côté du terrain de sports de plage. Elle se déroule dans une « cage » sur un terrain de 8,25m x 8,25 m.

Mölky, pétanque, vortex : Ces activités sont proposées en pratique libre au niveau des boulodromes de l'Espace Evènementiel et des différents espace verts libres. Le matériel pourra être emprunté au niveau de la tente accueil avec précision des règles du jeu avant le début du créneau.

Disc-golf : Activité encadré par le Comité Départemental 78 Sport en Milieu Rural, et proposée au sein de l'espace boisée de l'Espace Evènementiel. Un parcours de 6 paniers sera proposé.

Tchoukball : Encadrée par l'association ERA 93, cette activité est proposée sur les espace verts de l'Espace Evènementiel, sur un terrain adapté au nombre de participant et à leur âge, cadré par deux trampoline inclinés utilisés comme cible.

Coxi Bola : Activité proposée par le Comité Régional Sport pour Tous au niveau des espace verts de l'Espace Evènementiel, cette activité consiste à réaliser des échanges au-dessus d'un filet à l'aide d'un filet tendu entre deux baguettes et d'une balle.

Tennis de Table : Activité encadré par le Comité Départemental de Tennis de Table des Yvelines. Cela aura lieu dans un espace couvert de l'Espace Evènementiel.

Judo Tour : Mis en place d'une animation devant le solarium sur un espace de tatamis. Activité encadrée par le Comité d'Ile de France de Judo avec la participation de sportifs de haut niveau.

BaseballFive : Mis en place d'une initiation au BaseballFive. Activité encadrée par le club de Baseball de Montigny-le-Bretonneux dans un espace couvert de l'espace événementiel.

Idance ou zumba et escalade : Activité encadrée par l'UFOLEP au niveau du solarium de l'Espace Evènementiel.

Exposition sur les Jeux Olympiques et animation autour des Jeux Olympique de Tokyo : Exposition présentée et animée par le Comité Départemental Olympique et Sportif des Yvelines.

Parcours aventure dans les arbres : Activité encadré par un animateur de l'île de loisirs. Elle se déroulera au sein de l'espace ou sont réunis les activités de parcours aventure dans les arbres et de voile. A 10 minutes en véhicule de l'Espace Evènementiel.

Voile : Activité encadré par un animateur de l'île de loisirs directement sur l'étang de l'île de loisirs. Elle se déroulera au sein de l'espace ou sont réunis les activités de parcours aventure dans les arbres et de voile. A 10 minutes en véhicule de l'Espace Evènementiel.

BaladEnigm/Course d'orientation/mini-golf : Activité dont les consignes et le matériel de pratique seront remis par un agent de l'île de loisirs au niveau de l'accueil principal de l'île de loisirs (à 10 minutes à pied de l'Espace Evènementiel), point de départ de ces trois activités.

Temps forts mis en place :

a/ Les journées Défi : « En route vers 2024 »

Cet été encore, une journée par semaine sera consacrée à la journée « Défi en route vers 2024 » ! Sur cette journée, chaque groupe devra réaliser des épreuves permettant d'obtenir des points. Le système de points mis en place ne sera pas le résultat d'une opposition directe entre les groupes mais sera basée sur du chronométrage ou des jeux de cibles et d'adresse. En milieu d'après-midi, nous rassemblons tous les participants au cœur du village pour un moment festif et l'annonce des résultats du Défi.

Des prix seront remis aux vainqueurs : accès gratuit au parcours Branches & Loisirs et aux autres activités de l'île, ainsi que de multiples lots IDF et surprises !
Idéalement encadrée par un ambassadeur du sport francilien et de l'olympisme, cette journée est également et avant tout un moment de partage et de découverte d'univers ! Brice Leverdez, multiple champion de France de badminton et sélectionné aux Jeux Olympiques de Londres en 2012, a ainsi participé en 2014, 2015 et 2017 à l'animation de la finale autour d'échanges, de conseils, d'initiations et de dédicaces de posters VSE.

Actions développées pour mettre en œuvre l'organisation aux JO Paris 2024 :

Comme vu précédemment, les actions en lien avec l'organisation de Paris 2024 sont :

- Une journée défi « En route vers 2024 » par semaine.
- Une exposition sur les valeurs de l'Olympisme
- La venue d'ambassadeurs du sport de la région IDF.

b/ Le Judo Tour

Le Judo Tour fera étape une fois de plus sur l'île de loisirs, au cœur du VSE. Cet événement proposera aux jeunes de découvrir cette discipline autour d'initiations en plein air sur une surface en tatamis de 100 m² encadrée par une structure gonflable. Il permettra également la rencontre des jeunes franciliens avec des championnes et champions du judo français.

c/ L'anglais

L'initiation à l'anglais sera abordée lors de l'accueil des participants, par la mise en place d'une signalétique en anglais sur l'ensemble du Village Sportif et Culturel. En effet, lors des Jeux Olympiques Paris 2024, nous accueillerons du public du monde entier. L'objectif étant d'initier les participants au VSC afin qu'il puisse repartir avec des notions d'anglais sur les principes d'accueil, de renseignement, d'orientation.

3.3 – Fréquentation et tarification

Préciser la fréquentation maximale journalière et hebdomadaire du village au regard des activités proposées, à raison de 2 activités pratiquées au minimum par jeune.

La capacité maximale du VSE est de 564 jeunes par jour.

ACTIVITES	Matin	Après-midi
	10h30-12h30	13h30 - 16h30
Le 15, 16 et 17 juillet et du 3 au 14 aout 2020		
Archery Tag		12
Initiation aux gestes qui sauvent	12	
4 journées		
CDOS - expo + atelier	12	12
Du 15 au 14 aout du lundi au vendredi (en dehors du 28, 29 et 30 juillet)		
Rugby à 5	12	12
Volley	12	12
Sandball	12	12
Ventriglisse	12	12
Hockey sur gazon	12	12
Home-Ball	12	12
Môlkky,	12	12
Pétanque	12	12
Vortex	12	12
Disc-golf	12	12
Tchoukball	12	12
CoxiBola	12	12
Escalade	12	12
CDOS - expo + atelier	12	12
Tennis de Tables	12	12
BaseballFive	12	12
Idance ou zumba	12	12

Judo Tour*	0	0
ACTIVITES	Matin	Après-midi
	10h00-12h00	14h00 - 16h00
Parcours aventure dans les arbres	12	
Voile	12	12
BaladEnigm	12	12
Mini-golf	12	12
Course D'orientation	12	12
Effectif	288	276
Effectif maximum enfants/jour, avec 2 activités pratiquées :	564	

**Remarque : le judo tour ne seront pas présents sur les deux semaines.*
C'est pourquoi l'effectif apparaît en 0 dans le tableau.

En orange, le briefing de ces activités sera effectué par agent de l'île de loisirs. Le matériel de remis et retiré au même point d'accueil par l'agent de l'île de loisirs.

En bleu, les activités en accès libre. Elles seront animées ponctuellement par les éducateurs n'ayant pas de groupe sur un créneau, ou lors des journées Défi.

Actions menées pour favoriser la mixité des groupes et la participation de personnes en situation de handicap.

- Toutes les activités sont préparées de façon à pouvoir accueillir des jeunes en situation de handicap moteur ou mental.
- Un mailing spécifique sera envoyé aux structures accueillant ou travaillant avec ce public.

Le montant du droit d'accès prévisionnel au village pour la journée est fixé à 6€ par jeune (pas de nombre de participants minimum requis).

Une formule tickets loisirs sera mise en place pour l'accueil d'un groupe de 12 participants maximum.

4. ORGANISATION

4.1. Modalités de réservation, d'accueil, de fonctionnement

a. Remplir la fiche d'inscription jointe au dossier de présentation du VSC en précisant vos coordonnées complètes.

Dans le cas où vous souhaitez venir plusieurs fois, une fiche d'inscription avec vos souhaits d'inscription est nécessaire pour chaque date de venue au Village Sportif d'Été. Les premières demandes seront prioritaires.

b. Renvoyer la fiche signée avec la mention « bon pour accord » par courrier ou par mail

Adresse : (Rond-Point Éric Tabarly, RD 912 – 78190 TRAPPES-EN-YVELINES)
Mail : (contact.vse@saint-quentin-en-yvelines.iledeloisirs.fr), ou par fax (01.30.16.44.41).
Une confirmation d'inscription vous sera transmise en retour, dans les plus brefs délais.
La fiche d'inscription est présentée sous forme de devis.

c. Règlement de la participation au Village Sportif et Culturel

Une participation de 6€ par jeune et par jour est demandée pour profiter des 19 activités du Village Sportif d'Été de l'île de loisirs de Saint Quentin en Yvelines. Les activités ont lieu par groupe maximum de 12 jeunes sauf pour l'équitation (10 jeunes). En fonction des places disponibles, l'organisation se réserve le droit de vous affecter sur des activités non sélectionnées.
Prévoir une tenue de sport adaptée pour chaque jeune ainsi qu'un maillot de bain et une serviette. L'accompagnateur du groupe doit obligatoirement être présent au cours des activités.

d. Accueil

L'entrée de votre véhicule est offerte dans le cadre du Village Sportif et Culturel. En arrivant sur l'île de loisirs, le responsable du groupe se présente à l'entrée de l'Espace Evénementiel, puis à la tente accueil du Village Sportif et Culturel dans l'enceinte de celui-ci, pour signaler son arrivée et effectuer une ultime vérification du planning de la journée.
L'accueil des groupes se fait 15 min avant leur première activité. Un échauffement commun aura lieu à 13h15. Pensez à prévoir 10 minutes de déplacement pour rejoindre l'activité Equitation en partant du village.

e. Pratique et mesures sanitaires

L'ensemble des activités dans leur pratique tiendra compte des mesures gouvernementales dans le contexte de déconfinement et suivra l'évolution sanitaire ainsi que les recommandations qui nous seront transmises par les institutions spécialisées.

f. Restauration

La restauration n'est pas incluse dans le Village Sportif et Culturel.

g. Engagement/Retard/Annulation

L'envoi de la fiche d'inscription dument remplie formalise l'engagement de la structure sur l'événement.
En cas de retard important (supérieur à 20 minutes), l'organisation se réserve le droit d'attribuer le ou les créneaux d'activité à un autre groupe.
Dans le cas d'une annulation ou d'une modification de la réservation, merci de nous en informer au moins 48 heures à l'avance. Toute annulation doit être confirmée par mail ou par fax. Passé ce délai, le devis signé fera l'objet d'une facturation pleine.

4.2. Personnel mis à disposition

Coordination du dispositif : un coordinateur sera en charge de :
- Promouvoir le VSC et diffuser l'information auprès du public cible
- Finaliser et diffuser le dossier de présentation et la fiche d'inscription
- Gérer les réservations et donner les éléments pour assurer la facturation
- Assurer l'accueil et la coordination des groupes lors de leur venue.
- Manager l'équipe d'animateurs et veiller à la bonne tenue du village (propreté, supports de communication, etc.)
- Réaliser le dossier d'évaluation du dispositif.

Accueil : un premier accueil aura lieu au niveau du contrôle d'accès et/ou de l'accueil principal. Le coordinateur du VSC accueillera les groupes.

Communication : Le coordinateur s'appuiera sur le service communication de l'île de loisirs pour diffuser l'information sur tous les canaux disponibles (site Internet, Facebook, Twitter, panneaux d'affichage, sites relais (mission tourisme 78, Saint-Quentin-en-Yvelines, etc.).

Encadrement des activités : Les activités seront encadrées par des éducateurs diplômés et le plus souvent spécialisés dans chacune des disciplines proposées.

L'île de loisirs mobilise du personnel pour encadrer les activités gérées en directes.

4.3. Partenariats

Comité Départemental de Rugby 78 : le CD Rugby 78 est un partenaire historique de l'île de loisirs. Il participe à l'animation de l'espace Beach de la piscine à vagues depuis plus de 10 ans. Cette année encore, il participera au Village Sportif et Culturel sur un créneau d'après-midi de rugby à cinq. L'île de loisirs indemnisera le CD 78 à hauteur de 20 € net de l'heure, soit 2120 € au total.

Ligue Paris Ile de France Ouest de handball : autre partenaire historique, qui nous accompagne également depuis plus de 10 ans sur les différentes animations de l'île de loisirs (beach'O'soleil, Sentez-vous sport, VSC…). Elle animera le Sandball, et utilisera parfois le Home-Ball avec les plus petits, ou en atelier de tir. L'île de loisirs indemnisera la ligue PIFO à hauteur de 20 € par heure, soit 2120 € au total.

Comité Départemental des Yvelines de Hockey : partenaire fidèle depuis 1 ans. Il participera à l'animation du VSC avec des créneaux dédiés pendant deux semaines. L'île de loisirs indemnisera le CD Badminton à hauteur de 22.64 € par heure, soit 2399.95 € au total.

« Ecouter Réfléchir Agir 93 » : Era 93 est une association avec laquelle l'île de loisirs travaille depuis 5 ans. C'est une association dynamique, qui forme des citoyens à travers l'activité sportive et bien d'autre. Spécialisés dans le Tchoukball, les animateurs d'ERA 93 participent vivement à la convivialité régnante sur l'ensemble du village. L'île de loisirs indemnisera l'association à hauteur de 20 € par heure, soit 2120 € au total.

Comité Départemental Sport pour tous 78 : partenaire fidèle et dynamique de l'île de loisirs sur l'ensemble des événements organisés sur le site, et notamment très impliqué sur « Sentez-vous Sport », Sportpourtous 78 animera l'activité fun, originale : le CoxiBola. L'île de loisirs indemnisera l'association à hauteur de 25 € par heure, soit 2650 € au total.

Comité Départemental Ufolep 78 : partenaire fort de l'île de loisirs, l'Ufolep s'engage dans toutes les actions proposées par celle-ci. C'est aussi cette association qui a mis en place la première édition du Village Sportif d'Eté en 2012. Elle assurera cette année l'animation Idance ou de Zumba qui participe largement à l'ambiance vacances au sein de l'ensemble du VSC d'une part et de l'escalade pour la seconde année d'autre part. L'île de loisirs indemnisera l'association à hauteur de 30 € par heure, soit 3180 € au total.

Comité Départemental Sport en milieu rural 78 : le CD sport en milieu rural et l'île de loisirs travaillent sur un projet de développement du Disc-golf. Ce partenaire viendra pour animer quelques créneaux de cette activité au sein du VSC. L'île de loisirs indemnisera l'association à hauteur de 28 € par heure, soit 2968 € au total.

Comité Départemental Olympique et Sportif des Yvelines : partenaire incontournable du VSC depuis plus de 5 ans, le CDOS véhicule les valeurs de l'olympisme au sein du VSC à travers son exposition et des ateliers ludiques. L'île de loisirs indemnisera l'association à hauteur de 23 € par heure, soit 460 € d'animation et 1340 € de location d'exposition soit 1800 € au total.

Comité Départemental des Yvelines de Tennis de Table : Nouveau partenaire du VSC initiera l'activité du tennis de table aux jeunes enfants. L'île de loisirs indemnisera l'association à hauteur de 20 € par heure, soit 2120 € au total.

Montigny Baseball : Nouveau partenaire du VSC initiera l'activité du BaseballFive activité ludique qui peut être apparenté à une première étape à l'initiation au Baseball. L'île de loisirs indemnisera l'association à hauteur de 20 € par heure, soit 2120 € au total.

5. ACTIONS DE COMMUNICATION

- Intégration au planning d'événements annuel, envoyé à plus de 200 contacts (presse et partenaires)
- Site Internet de l'île de loisirs.
- Réseaux sociaux numériques (facebook, twitter).
- Affichage sur les points d'accueil de l'île de loisirs, les panneaux d'affichage extérieur répartis sur le site, les accueils des 12 communes de Saint-Quentin-en-Yvelines et les panneaux d'affiche extérieur de celles-ci.
- Distribution de flyers aux mêmes points d'accueil.
- Envoi du dossier d'information et de la fiche d'inscription à l'ensemble des structures Jeunesse déjà venues au moins une fois sur les éditions précédentes + envoi à l'ensemble des structures Jeunesse des Yvelines.
- Signalétique spécifique sur site.
- Envoi de communiqués de presse avant le début du dispositif.
- Présentation du dispositif lors d'une réunion spécifique dédiée aux responsables des services Jeunesse.

Date et cachet de la structure Signature du Président

Annexe 2 à la convention

BUDGET PREVISIONNEL - COUTS DE FONCTIONNEMENT "VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE" DE L'ÎLE DE LOISIRS DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

ACTIVITES REALISEES	EQUIPEMENTS et MATERIELS						ANIMATION DES SEANCES D'ACTIVITES (masse salariale ou prestations externes)						Pour 20 jours d'animation du 15 juillet au 14 aout 2020 (interruption du VSC du 28 au 30 juillet inclus)			
	Mise à disposition par l'île de loisirs (service, équipements matériels)		Location d'équipements ou de matériels		Acquisitions		Nbre d'heures sur durée du village	Nb d'encadrants par séance	Coût total des séances sur la durée du village		Coût d'animation à l'heure de séance		COUT TOTAL		COUT HORAIRE	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC			HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
Rugby à 5							106	1,0	2 120,0 €	2 120,0 €	*20,0 €*	*20,0 €*	**2 120,0 €**	**2 120,0 €**	20,0 €	20,0 €
Hockey							106	1,0	2 399,9 €	2 399,9 €	*22,6 €*	*22,6 €*	**2 399,9 €**	**2 399,95 €**	22,6 €	22,6 €
CoxiBola							106	1,0	2 650,0 €	2 650,0 €	*25,0 €*	*25,0 €*	**2 650,0 €**	**2 650,00 €**	25,0 €	25,0 €
Escalade							53	1,0	1 590,0 €	1 590,0 €	*30,0 €*	*30,0 €*	**1 590,0 €**	**1 590,00 €**	30,0 €	30,0 €
I Dance ou Zoumba							53	1,0	1 590,0 €	1 590,0 €	*30,0 €*	*30,0 €*	**1 590,0 €**	**1 590,00 €**	30,0 €	30,0 €
Sandball	300,0 €	360,0 €					106	2,0	2 120,0 €	2 120,0 €	*20,0 €*	*20,0 €*	**2 420,0 €**	**2 480,00 €**	22,8 €	23,4 €
Initiation aux gestes qui sauvent			500,0 €	500,0 €	185,4 €	222,5 €	33	1,0	650,0 €	650,0 €	*20,0 €*	*20,0 €*	**1 335,4 €**	**1 372,48 €**	41,1 €	42,2 €
Disc-golf	800,0 €	960,0 €					106	1,0	2 968,0 €	2 968,0 €	*28,0 €*	*28,0 €*	**3 768,0 €**	**3 928,00 €**	35,5 €	37,1 €
Exposition Jeux Olympique	450,0 €	450,0 €	1 340,0 €	1 340,0 €			20	1,0	460,0 €	460,0 €	*23,0 €*	*23,0 €*	**2 250,0 €**	**2 250,00 €**	112,5 €	112,5 €
Tchoukball							106	1,0	2 120,0 €	2 120,0 €	*20,0 €*	*20,0 €*	**2 120,0 €**	**2 120,00 €**	20,0 €	20,0 €
Tennis de table	431,1 €	517,3 €					106		2 120,0 €	2 120,0 €	*20,0 €*	*20,0 €*	**2 551,1 €**	**2 637,26 €**	24,1 €	24,9 €
Baseballfive							106		2 120,0 €	2 120,0 €	*20,0 €*	*20,0 €*	**2 120,0 €**	**2 120,00 €**	20,0 €	20,0 €
Parcours aventure dans les arbres							32	1,0	3 316,4 €	3 648,0 €	*17,3 €*	*19,0 €*	**3 316,4 €**	**3 648,00 €**	103,6 €	114,0 €
Voile							40	1,0	7 600,0 €	9 120,0 €	*14,5 €*	*14,5 €*	**7 600,0 €**	**9 120,00 €**	190,0 €	228,0 €
Archery Tag	648,3 €	778,0 €			577,0 €	692,4 €	20	1,0	390,0 €	390,0 €	20,0 €	20,0 €	**1 615,3 €**	**1 860,35 €**	82,8 €	95,4 €
BaladEnigm							80	1,0	2 400,0 €	2 400,0 €	30,0 €	30,0 €	**2 400,0 €**	**2 400,00 €**	30,0 €	30,0 €
Course d'orientation							80	1,0	1 920,0 €	1 920,0 €	24,0 €	24,0 €	**1 920,0 €**	**1 920,00 €**	24,0 €	24,0 €
Mini-golf							80	1,0	2 400,0 €	2 400,0 €	30,0 €	30,0 €	**2 400,0 €**	**2 400,00 €**	30,0 €	30,0 €
Volley	655,8 €	787,0 €					106	0,0	0,0 €	0,0 €	*0,0 €*	*0,0 €*	**655,8 €**	**787,00 €**	6,2 €	7,4 €
Ventriglisse	2 515,0 €	3 018,0 €					106	1,0	1 802,0 €	1 802,0 €	*17,0 €*	*17,0 €*	**4 317,0 €**	**4 820,00 €**	40,7 €	45,5 €
Home Ball	2 000,0 €	2 400,0 €					106	0,0	0,0 €	0,0 €	*0,0 €*	*0,0 €*	**2 000,0 €**	**2 400,00 €**	18,9 €	22,6 €
Mölkky, pétanque, vortex	550,0 €	660,0 €					106	0,0	0,0 €	0,0 €	*0,0 €*	*0,0 €*	**550,0 €**	**660,00 €**	5,2 €	6,2 €
Nouvelle activité (Teck, VTT…)					2 736,7 €	3 284,1 €	106	0,0	1 802,0 €	1 802,0 €	*17,0 €*	*17,0 €*	**4 538,7 €**	**5 086,05 €**	42,8 €	48,0 €
															Coût horaire moyen	
COUTS ACTIVITES	**8 350,2 €**	**9 930,3 €**	**1 840,0 €**	**1 840,0 €**	**3 499,1 €**	**4 198,9 €**	**1 868,0 €**	**18,0 €**	**44 538,3 €**	**46 389,9 €**	**448,4 €**	**450,1 €**	**58 227,6 €**	**62 359,1 €**	*42,5 €*	*46,0 €*
							Nbre d'heures d'ouverture du village									
Fluides	4 000,0 €	4 000,0 €											**4 000,0 €**	**4 000,0 €**		37,7 €
Logistique / Sécurité	3 281,7 €	3 938,0 €							1 056,1 €	1 056,1 €			**4 337,8 €**	**4 994,1 €**		47,1 €
Communication					3 540,0 €	4 248,0 €			389,0 €	389,0 €			**3 929,0 €**	**4 637,0 €**		43,7 €
Personnel mis à disposition							106,0 €						**0,0 €**	**0,0 €**		0,0 €
Coordination									3 695,5 €	3 695,5 €			**3 695,5 €**	**3 695,5 €**		34,9 €
Modalités d'inscription													**0,0 €**	**0,0 €**		0,0 €
Assurances													**0,0 €**	**0,0 €**		0,0 €
Autres (nettoyages)					1 488,0 €	1 785,6 €							**1 488,0 €**	**1 785,6 €**		16,8 €
															Coût horaire moyen frais généraux	
FRAIS GENERAUX														**19 112,2 €**		23,4 €
TOTAUX						**8 447 €**								**81 471,3 €**		69 €
														Recettes €TTC	**%**	
RECETTES													**Région Ile-de-France**	**81 471,3 €**	*100,0%*	
													Total TTC	**81 471,3 €**		

Date et cachet de la structure

Signature du Président

COUT JOURNALIER	TTC
Coût journalier moyen des séances d'activités	3 118,0
Coût journalier moyen "frais généraux"	955,6
Cout journalier moyen du village	4 073,6

Créteil - Avenant N°1

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE CRETEIL
Avenant N° 1

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-126 du 4 mars 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Créteil**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération n° CP 2019-224 du 22 mai 2019, la commission permanente du Conseil Région d'Île-de-France a approuvé des conventions de mise à disposition de service pour la réalisation de villages sportifs et culturels sur les Îles de loisirs.

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier la rédaction de l'article 1 de ladite convention pour l'île de loisirs ci-dessus mentionnée.

Tel est l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1 :

L'article 1 de la convention est ainsi modifié :

Dans le deuxième alinéa, le montant «16 621 €TTC » est remplacé par le montant « 16 620 € TTC » ;

L'annexe 2 à la convention est également modifiée en ce sens

ARTICLE 2 :

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Saint Ouen, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

Cergy - Avenant N°1

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Avenant N° 1

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-126 du 4 mars 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Cergy-Pontoise**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération n° CP 2019-224 du 22 mai 2019, la commission permanente du Conseil Région d'Île-de-France a approuvé des conventions de mise à disposition de service pour la réalisation de villages sportifs et culturels sur les Îles de loisirs.

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier la rédaction de l'article 1 de ladite convention pour l'île de loisirs ci-dessus mentionnée.

Tel est l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1 :

Le deuxième alinéa de l'article 1 de la convention, est ainsi modifié :

« La Région procède au remboursement de 70 % des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à 32.000 € TTC, soit un montant maximum de remboursement de 22 400 € TTC. »

ARTICLE 2 :

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Saint Ouen, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-C18

DU 1 JUILLET 2020

PLAN DE RELANCE SPORT : MON ÉTÉ, MA RÉGION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du sport ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CR 2020-028 du 11 juin 2020 relative au Budget supplémentaire 2020 Acte I du plan de relance économique, écologique et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2020-C02 du 3 avril 2020 portant diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CP 2020-178 du 27 mai 2020 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île--de-France - Fonctionnement - 1er rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 1er rapport pour 2020 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C18 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Approuve le règlement d'intervention ‘’Aide à l'organisation de stages d'été multisports tel qu'il figure en annexe n°1 de la présente délibération.

Décide d'attribuer aux Ligues et Comités sportifs régionaux franciliens une subvention de

fonctionnement pour les projets de stages d'été multisports pour la période du 6 juillet au 30 août conformément aux annexes n°2 et n°3 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque ligue ou comité bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type jointe en annexe n°4, et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 802.000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sport», programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200208 « Dispositions d'urgence – Covid 19 » du budget 2020.

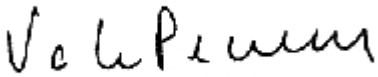
Article 2

Approuve le règlement d'intervention ''Aide à l'achat de jeux et d'espaces aquatiques'' tel qu'il figure en annexe n°5 de la présente délibération ainsi que la convention type correspondante jointe en annexe n°6 à la présente délibération.

Article 3

Décide d'accorder une dérogation exceptionnelle à l'obligation de recrutement des stagiaires aux bénéficiaires des subventions régionales attribuées au titre des dispositifs ' Aide à l'organisation de stages d'été multisports ' et ' Aide à l'achat de jeux et d'espaces aquatiques.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc186563-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Règlement d'intervention : Aide à l'organisation de stages d'été multisports

MON ÉTÉ, MA RÉGION
Aide à l'organisation de stages d'été multisports

Objectifs du dispositif

La crise sanitaire liée au Covid-19 a fragilisé le mouvement sportif francilien et en particulier les clubs sportifs. Du fait de cette crise, de nombreux jeunes franciliens ne partiront pas cet été. La période estivale sera donc primordiale pour les clubs sportifs qui pourront reprendre leurs activités en organiser de stages multisports à destination des jeunes franciliens.

Le dispositif régional consiste en une aide à l'organisation de stages d'été multisports en Île-de-France accessibles gratuitement aux jeunes franciliens âgés de 6 à 18 ans qui ne pourront partir en vacances. Pour ce faire, il est tenu compte du quotient familial. Une attention particulière sera portée aux jeunes issus des quartiers populaires et zones rurales.

Ces stages permettront de reprendre goût à sa discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire dans un club à la rentrée sportive.

Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre.

Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs ou encore le CREPS d'Île de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Critères d'éligibilité

Bénéficiaires

Sont éligibles les ligues sportives régionales franciliennes et les comités sportifs régionaux franciliens qui relèvent d'une fédération sportive agréée, habilitée ou ayant reçue délégation du ministère des sports, qui ont conclu avec la Région Île de France une convention pluriannuelle au titre du dispositif « développement de la pratique sportive ».

L'aide régionale est attribuée aux ligues et comités. S'il y a lieu, ils la redistribuent intégralement aux clubs organisateurs de stages.

Projets

Les projets de stages d'été multisports doivent :

- être organisés par une ligue ou comité régional, par un comité départemental ou par un club francilien affilié ;
- se dérouler en Île-de-France ;
- proposer une discipline autorisée à la reprise d'activités sportives sur la période du 6 juillet au 30 août 2020 ;
- respecter les recommandations sanitaires fixées par le ministère des sports à la reprise sportive post confinement lié à l'épidémie de Covid-19.

Les projets de stages d’été multisports bénéficiant d'une aide au titre des dispositifs régionaux des Tickets Loisirs et des Campus d’été, sont inéligibles au présent dispositif.

Modalités du dispositif

Les Ligues et les Comités sportifs régionaux identifient les stages d’été multisports en fonction de la qualité du projet et de l’intérêt qu’ils offrent pour les clubs sportifs qui sont très impactés par la crise sanitaire.

La liste des projets ainsi identifiés est transmise à la Région accompagnée d’un descriptif par action, un plan de financement pour l’ensemble des projets sélectionnés en précisant le nombre de jours de stage, le nombre de clubs et le nombre prévisionnel de jeunes.

L’aide régionale est forfaitaire et s’élève à 100 € par jour de stage. L’aide régionale doit permettre aux jeunes ayant un quotient familial inférieur ou égal à 600 euros de bénéficier de la gratuité du stage.

Le budget alloué à ce dispositif est de 802.000 €. Les aides sont donc octroyées dans la limite des crédits disponibles.

Les dépenses d’investissement sont exclues de la base subventionnable.

Annexe 2 : Tableau des affectations - Ligues et Comités sportifs régionaux

Plan de relance sport - Mon été, ma région
Aide à l'organisation des stages d'été multisports

CHAPITRE 933 "CULTURE, SPORTS ET LOISIRS"

CODE FONCTIONNEL 32 "SPORTS"

PROGRAMME HP 32-002 (132002) "DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE"

ACTION 13200201 "SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF"

MESURES D'URGENCE SANITAIRE COVID 19

COMITE, LIGUE	Nombre de jours de stages prévisionnels	Montant prévisionnel maximum de la subvention (forfait à 100 €/jour)	Dossier IRIS
LIGUE IDF AVIRON	**500**	**50 000,00 €**	20009595
LIGUE IDF BASEBALL	**20**	**2 000,00 €**	20009596
LIGUE IDF BASKET	**120**	**12 000,00 €**	20009597
COMITÉ IDF BOXE ANGLAISE	**120**	**12 000,00 €**	20010277
COMITÉ IDF CANOE KAYAK	**290**	**29 000,00 €**	20009598
COMITÉ IDF CLUBS OMNISPORTS	**60**	**6 000,00 €**	20010271
COMITÉ IDF CYCLISME	**450**	**45 000,00 €**	20010272
COMITÉ IDF EQUITATION	**2 400**	**240 000,00 €**	20009599
COMITE IDF ESCRIME	**75**	**7 500,00 €**	20010309
LIGUE IDF FSGT	**100**	**10 000,00 €**	20010313
LIGUE FSCF	**70**	**7 000,00 €**	20009600
LIGUE DE GOLF PARIS	**15**	**1 500,00 €**	20009601
LIGUE IDF DE GYMNASTIQUE	**100**	**10 000,00 €**	20010315
COMITE IDF HALTEROPHILIE	**100**	**10 000,00 €**	20010395
COMITÉ IDF HANDISPORT	**8**	**800,00 €**	20009602
LIGUE IDF HOCKEY SUR GAZON	**141**	**14 100,00 €**	20010273
LIGUE MONTAGNE, ESCALADE	**20**	**2 000,00 €**	20009604
COMITE IDF PENTATHLON MODERNE	**100**	**10 000,00 €**	20010307
LIGUE IDF ROLLER	**19**	**1 900,00 €**	20009605
LIGUE IDF RUGBY A XIII	**340**	**34 000,00 €**	20009606
LIGUE REGIONALE IDF RUGBY	**65**	**6 500,00 €**	20010275
LIGUE IDF SKI NAUTIQUE	**75**	**7 500,00 €**	20010269
LIGUE IDF SPORT ADAPTE	**42**	**4 200,00 €**	20010280
COMITÉ IDF SPORT EN MILIEU RURAL	**30**	**3 000,00 €**	20010316
COMITE REGIONAL SPORT POUR TOUS	**100**	**10 000,00 €**	20009607
LIGUE IDF TENNIS	**250**	**25 000,00 €**	20010274
LIGUE IDF DE TENNIS DE TABLE	**100**	**10 000,00 €**	20010308
COMITE IDF DE TIR A L'ARC	**100**	**10 000,00 €**	20010312
LIGUE IDF TRIATHLON	**1250**	**125 000,00 €**	20009608
COMITE IDF UFOLEP	**100**	**10 000,00 €**	20010311
LIGUE IDF VOILE	**10**	**1 000,00 €**	20010278
LIGUE IDF VOLLEY	**850**	**85 000,00 €**	20009609

32 ligues et comités sportifs **802 000,00 €**

Annexe 3 : Fiches projets Ligues et comités sportifs régionaux

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009595 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France Aviron

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF AVIRON
Adresse administrative : ROUTE DE TORCY
77360 VAIRES-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian VANDENBERGHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France Aviron, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

500 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-France d'Aviron.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009596 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Base Ball, Softball et Cricket

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	2 000,00 € TTC	100,00 %	2 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF BASEBALL SOFBALL CRICKET
Adresse administrative : 5 MAIL JP POQUELIN
95220 HERBLAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FREDERIC KERBECHE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Base Ball, Softball et Cricket, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

20 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-France de Base Ball, Softball et Cricket.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009597 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Basket ball

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	12 000,00 € TTC	100,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF BASKET BALL
Adresse administrative : 117 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS
75013 PARIS 13 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN AUGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Basket Ball, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

120 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-France de Basket Ball.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009598 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité Ile-de-France de Canoë Kayak

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	29 000,00 € TTC	100,00 %	29 000,00 €
	Montant total de la subvention		29 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTE REGIONAL ILE DE FRANCE DE CANOE KAYAK
Adresse administrative : 3 ROUTE DE TORCY
77360 VAIRES SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier VIVIEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité Ile-de-France de Canoë kayak, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

290 jours de stage seront organisés pour le Comité Ile-de-France de Canoë kayak.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009599 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité régional Ile-de-France d'Equitation

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	240 000,00 € TTC	100,00 %	240 000,00 €
	Montant total de la subvention		240 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMITE REGIONAL D'EQUITATION D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	56 RUE DES RENAUDES 75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Emmanuel FELTESSE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité régional Ile-de-France d'Equitation, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

2 400 jours de stage seront organisés pour le Comité régional Ile-de-France d'Equitation.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009600 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de la FSCF

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	7 000,00 € TTC	100,00 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRIDF FSCF COMITE REGIONAL D'ILE DE FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE
Adresse administrative : 38 RUE ROGER SALENGRO
94270 LE KREMLIN-BICETRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BRUNO GENDRON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de la FSCF, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

70 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-France de la FSCF.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009601 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue de Golf de Paris

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	1 500,00 € TTC	100,00 %	1 500,00 €
	Montant total de la subvention		1 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LIGUE GOLF PARIS
Adresse administrative : 1 AV DU GOLF
78114 MAGNY-LES-HAMEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Claude PERCEROU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et strcutures d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue de Golf de Paris, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

15 jours de stage seront organisés pour la Ligue de Golf de Paris.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009602 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité Ile-de-France Handisport

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	800,00 € TTC	100,00 %	800,00 €
	Montant total de la subvention		800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE HANDISPORT ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 44 RUE LOUIS LUMIERE
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Murielle VANDECAPPELLE-SICLIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité Ile-de-France Handisport, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

8 jours de stage seront organisés par le Comité Ile-de-France Handisport.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009604 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France Montagne, Escalade

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	2 000,00 € TTC	100,00 %	2 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CRIF FFME COM REG IDF MONTAGNE ESCALADE
Adresse administrative	:	FFME CENTRE OMNISPORTS 91300 MASSY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SANDRA BERGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Montagne, Escalade, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

20 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France Montagne, Escalade.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009605 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Roller Skating

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	1 900,00 € TTC	100,00 %	1 900,00 €
	Montant total de la subvention		1 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF ROLLER SKATING
Adresse administrative : LA MAISON DU CITOYEN
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FABIEN SAULNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Roller Skating, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

19 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de Roller Skating.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009606 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Rugby à XIII

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	34 000,00 € TTC	100,00 %	34 000,00 €
	Montant total de la subvention		34 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF RUGBY A XIII
Adresse administrative : 30 RUE DE L'ECHIQUIER
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CAROLE BRAVO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Rugby à XIII, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

340 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de Rugby à XIII.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009607 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité régional Ile-de-France du Sport pour tous

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CR SPT IDF COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 46 AVENUE DES FRERES LUMIERES 78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALBAN MOUTIER, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité régional Ile-de-France du Sport pour tous, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

100 jours de stage seront organisés pour le Comité régional Ile-de-France du Sport pour tous.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009608 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Triathlon

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	125 000,00 € TTC	100,00 %	125 000,00 €
	Montant total de la subvention		125 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE REG TRIATHLON
Adresse administrative : 2 RUE DU SENEGAL
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CEDRIC GOSSE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Triathlon, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

1 250 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de Triathlon.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20009609 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Volley Ball

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	85 000,00 € TTC	100,00 %	85 000,00 €
	Montant total de la subvention		85 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ILE-DE-FRANCE DE VOLLEY BALL
Adresse administrative : 36 RUE ETIENNE DOLET
94230 CACHAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN DE FABRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Volley Ball, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

850 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de Volley Ball.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010269 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Ski nautique

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	7 500,00 € TTC	100,00 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ILE DE FRANCE DE SKI NAUTIQUE
Adresse administrative : 17 RUE DU PUITS FLEURI
77590 CHARTRETTES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe DELACOUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Ski nautique, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

75 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de Ski nautique.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010271 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité Ile-de-France des Clubs Omnisports

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	6 000,00 € TTC	100,00 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRIFCO COMI REG IDF CLUBS OMNISPORTS
Adresse administrative : 4 RUE LEON SALAGNAC
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FERNAND ESCOBAR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée (1,5 M€) en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité Ile-de-France des Clubs Omnisports, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

60 jours de stage seront organisés pour le Comité Ile-de-France des Clubs Omnisports.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010272 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité Ile-de-France de Cyclisme

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	45 000,00 € TTC	100,00 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FFC CIF FEDERATION CYCLISME COMITE IDF
Adresse administrative	:	1 RUE LAURENT FIGNON 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-François MAILLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité Ile-de-France de Cyclisme, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

450 jours de stage seront organisés pour le Comité Ile-de-France de Cyclisme.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010273 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Hockey sur gazon

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	14 100,00 € TTC	100,00 %	14 100,00 €
	Montant total de la subvention		14 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ILE-DE-FRANCE DE HOCKEY SUR GAZON
Adresse administrative : 5 RUE DE L EGLISE
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FREDERIC NORDMANN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France Hockey sur gazon, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

141 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de Hockey sur Gazon.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010274 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Tennis

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	25 000,00 € TTC	100,00 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ILE DE FRANCE DE TENNIS
Adresse administrative : 2 AV GORDON BENNETT
75016 PARIS 16
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François JAUFFRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Tennis, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

250 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de Tennis

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010275 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Rugby

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	6 500,00 € TTC	100,00 %	6 500,00 €
	Montant total de la subvention		6 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE REGIONALE ILE DE FRANCE DE RUGBY
Adresse administrative : 9 RUE OMER TALON
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GRILL Florian, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et structures d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Rugby, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

65 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de Rugby.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010277 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité Ile-de-France de Boxe Anglaise

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	12 000,00 € TTC	0,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL DE L ILE DE FRANCE DE BOXE ANGLAISE
Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI 93500 PANTIN CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Claude QUELLEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité Ile-de-France de Boxe Anglaise, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

120 jours de stage seront organisés pour le Comité Ile-de-France de Boxe Anglaise.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS

d’Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010278 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Voile

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	1 000,00 € TTC	100,00 %	1 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE FRANCE DE VOILE
Adresse administrative : 60 RUE CASTAGNARY
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN LAIGLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Voile, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

10 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de Voile.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010280 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France du Sport adatpé

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	4 200,00 € TTC	100,00 %	4 200,00 €
	Montant total de la subvention		4 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE SPORT ADAPTE IDF
Adresse administrative : 182 RUE RAYMOND LOSSERAND
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BRUNO HENNEBELLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France du Sport adapté, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

42 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France du Sport adapté.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010305 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité Ile-de-France d'Haltérophilie

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMITE ILE DE FRANCE D'HALTEROPHILIE, MUSCULATION, CULTURISME
Adresse administrative	:	89 AV DE FLANDRE 75019 PARIS 19
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur BRUNO GIRARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité Ile-de-France Haltérophilie, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

100 jours de stage seront organisés pour le Comité Ile-de-France Haltérophilie.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS

d’Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010307 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité Ile-de-France de Pentathlon Moderne

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COM REG IDF FED FRANC PENTATHLON MODERNE
Adresse administrative : 86 AVENUE LENINE
94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GILBERT HERNANDEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité Ile-de-France de Pentathlon Moderne, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

100 jours de stage seront organisés pour le Comité Ile-de-France de Pentathlon Moderne.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010308 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Tennis de Table

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE REGIONALE ILE DE FRANCE TENNIS TABLE
Adresse administrative : 1-3 RUE DE LA POTERIE 93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK BEAUSSART, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Tennis de table, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

100 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de Tennis de table.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010309 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	7 500,00 € TTC	100,00 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE ILE-DE-FRANCE D'ESCRIME
Adresse administrative : 40 AV DU GENERAL LECLERC
78360 MONTESSON CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL DALSACE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité Ile-de-France d'Escrime, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

75 jours de stage seront organisés pour le Comité Ile-de-France d'Escrime.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010311 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité Ile-de-France UFOLEP

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL UFOLEP ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 3 RUE RECAMIER 75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lionel CASSES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité Ile-de-France UFOLEP, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

100 jours de stage seront organisés pour le Comité Ile-de-France UFOLEP.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010312 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité Ile-de-France de Tir à l'Arc

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMITE REGIONAL ILE DE FRANCE TIR A L ARC
Adresse administrative	:	AV CHAMPLAIN 94430 CHENNEVIERES-SUR-MARNE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur MAURICE LANGRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité Ile-de-France de Tir à l'Arc, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

100 jours de stage seront organisés pour le Comité Ile-de-France de Tir à l'Arc.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010313 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de la FSGT

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010313 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de la FSGT

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDER SPORTIVE GYMNIQUE DU TRAVAIL
Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI
93500 PANTIN CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AMINA ESSAIDI, Autre

PRESENTATION DU PROJET

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDER SPORTIVE GYMNIQUE DU TRAVAIL
Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI
93500 PANTIN CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur David CHEVAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de la FSGT, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

100 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de la FSGT.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010315 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Ligue Ile-de-France de Gymnastique

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRIFO COMI REG IDF GYMNASTIQUE
Adresse administrative : 1 ALLEE SCHEURER KESTNER
92150 SURESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Malika MESRAR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet à la Ligue Ile-de-France de Gymnastique, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

100 jours de stage seront organisés pour la Ligue Ile-de-France de Gymnastique.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C18

DOSSIER N° 20010316 - Plan de relance sport : Organisation de stages d'été multisports - Comité Ile-de-France du Sport en milieu rural

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	3 000,00 € TTC	100,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE ILE-DE-FRANCE DU SPORT EN MILIEU RURAL
Adresse administrative : 1 RUE DES CARRIERES 94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Geoffrey DUPLAIX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 septembre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du plan de relance économique, écologique et solidaire, lors du budget supplémentaire du 11 juin dernier, une mesure a été adoptée en faveur des clubs sportifs et des structures sportives d'Île-de-France pour l'organisation de stages d'été multisports.

Ce nouveau dispositif régional lancé dans le cadre de l'opération « Mon été, ma région » permet au Comité Ile-de-France du Sport en milieu rural, tête de réseau de ses clubs franciliens d'organiser des stages d'été durant l'été 2020 ; Ces stages sont accessibles gratuitement aux jeunes franciliens qui ne pourront pas partir en vacances. La Région confirme ainsi son soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France qui favorisent le développement de la pratique sportive pour tous et en particulier les publics prioritaires des jeunes franciliens.

30 jours de stage seront organisés pour le Comité Ile-de-France du Sport en milieu rural.

Ces stages permettront également de reprendre goût à la discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire peut-être dans un club à la rentrée sportive. Ils seront organisés au sein des clubs et associations sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre. Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs et le CREPS d'Ile de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une

offre de stages plus conséquente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Annexe 4 : Convention Type - Aide à l'organisation des stages d'été multisports

PLAN DE RELANCE SPORT : MON ETÉ, MA REGION
AIDE A L'ORGANISATION DE STAGES D'ÉTÉ MULTISPORTS
CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
ET LE COMITE OU LA LIGUE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP
ci-après dénommée « la Région »

Et

L'organisme dénommé :
dont le statut juridique est : Association Loi 1901..
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont :
dont le siège social est situé au :
représenté par son dirigeant
habilité par .....
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ QUE :

La France a fait face à une épidémie d'une ampleur inédite. Dans un contexte d'état d'urgence sanitaire, l'ensemble des Français, et avec eux les Franciliens, ont subi une phase de 8 semaines de confinement indispensable à la gestion d'une crise dont la Région Ile-de-France est la première victime à l'échelle nationale.

De nombreuses familles, en raison de la crise sociale, ne pourront pas partir cet été en vacances. C'est pourquoi la Région veut leur proposer ainsi qu'aux jeunes franciliens une offre élargie de loisirs sportifs et culturels.

Elle a donc présenté en CR 2020-028 du 11 juin 2020 un plan de relance économique, écologique et solidaire. L'acte 1 de ce plan « Mon Eté en Ile-de-France », porte notamment sur le soutien des familles franciliennes.

Le dispositif régional consiste en une aide à l'organisation de stages d'été multisports en Île-de-France accessibles gratuitement aux jeunes franciliens âgés de 6 à 18 ans qui ne pourront partir en vacances. Ces stages permettront de reprendre goût à sa discipline sportive non pratiquée durant plusieurs mois ou de découvrir une nouvelle discipline avant de s'inscrire dans un club à la rentrée sportive.

Ils seront organisés au sein des structures sportives dans l'ensemble des disciplines autorisées à reprendre.

Les équipements sportifs des lycées, les Iles de loisirs ou encore le CREPS d'Île de France pourront être mis à disposition gratuitement du mouvement sportif pour permettre une offre de stages plus conséquente.

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

La Région Île-de-France a décidé par délibération n° CP……. de soutenir les ligues et comités sportifs régionaux pour l'organisation de stages d'été multisports

Pour ce faire, elle accorde une aide régionale forfaitaire dont les conditions d'application sont indiquées dans le dispositif cadre « Aide à l'organisation de stages d'été multisports»

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée exceptionnellement dans le cadre des mesures COVID 19 prises par la Région pour l'été 2020.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA RÉALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage :

- à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans le dispositif cadre « Aide à l'organisation de stages d'été multisports »
  à fournir :
  - un descriptif des stages ;
  - un plan de financement pour l'ensemble des projets sélectionnés en précisant le nombre de stage par jour, le nombre de structures et le nombre de jeunes visés par chaque stage ;

2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », une dérogation exceptionnelle est accordée à tous les bénéficiaires afin de prendre en compte le contexte actuel lié au plan de relance régional de la crise sanitaire Covid -19.

2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage :

- à informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements

fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes.
- à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- à informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- à adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

2.5 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCÈS AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense.

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.6 – OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication. De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France. L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

2.7 REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

S'il y a lieu, le bénéficiaire est autorisé à reverser… à reverser l'intégralité de la subvention aux organisateurs de stages de sa discipline conformément aux modalités prévues dans le règlement d'intervention ainsi qu'à la répartition des stages par structure sportive tel qu'indiqué en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

La Région s'engage à soutenir financièrement la ligue ou le comité régional.

Conformément à la délibération n° CP…. la Région attribue à la ligue ou au Comité une subvention d'un montant forfaitaire maximal de …. € au titre des stages organisés conformément à l'annexe 1 de la présente convention.

Le montant de la subvention est normalement calculé à partir des dépenses « Hors TVA ».

Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

3.2 - RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Dans le cas où la dépense réelle engagée, telle que définie à l'article 3.1 de la convention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et de Paris.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

La subvention régionale est versée en appliquant le barème de la subvention aux stages réalisés et aux paiements effectués, diminués des acomptes et avances déjà versés.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du barème de la subvention totale accordée, si la structure (club organisateur ou le cas échant ligue ou comité en tant qu'organisateur de stages) justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie revêtu du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme, s'il existe.

4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du barème de la subvention.
Un état récapitulatif des dépenses acquittées par chaque structure (club organisateur ou le cas échant ligue ou comité en tant qu'organisateur de stages) au titre de l'organisation des stages d'été listés en annexe sera transmis, signé par le représentant légal de la structure, à l'appui de la demande d'acompte
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée. Le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées signé par le représentant légal de chaque structure (club organisateur ou le cas échant ligue ou comité en tant qu'organisateur de stages).

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,

ARTICLE 5 – DÉLAIS DE VALIDITÉ DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une 1ère demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- si l'action subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;

- en cas de fausse déclaration du bénéficiaire, la Région exigera la restitution de la totalité de la subvention. Le bénéficiaire remboursera la totalité de la subvention perçue lorsque la subvention n'aura pas été utilisée ou utilisée pour un objectif non prévu par la présente convention ;

- en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les obligations relatives à la Chartre régionale des valeurs de la République et la laïcité;

- en cas de non-respect de l'article 2.6 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 8 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

8.2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 5.

ARTICLE 9 : CONTRÔLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 10 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en

application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés aux Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux, le

La Ligue ou le Comité régional **Le Président**	**La Présidente de Région,**

Annexe : Répartition des stages par structures sportives

Nom de la structure organisateur	Nombre de jour de stage	Montant de la subvention

Annexe 5 : Règlement d'intervention : Achat de jeux et d'espaces aquatiques

MON ÉTÉ, MA REGION

Aide à l'achat de jeux et d'espaces aquatiques

La Région, mobilisée pour soutenir les familles franciliennes qui ne pourront pas partir en vacances, a décidé d'accompagner les collectivités locales dans la mise en place d'aires de jeux aquatiques et ludiques afin de multiplier les zones de loisirs et de détente durant cet été.

Objectifs du dispositif

Le dispositif régional consiste en une aide pour l'achat de jeux aquatiques et ludiques. Ces équipements ont vocation à être installés sur les espaces tels les parcs, jardins, plaines sportives, places urbaines durant l'été 2020.

Critères d'éligibilité

Bénéficiaires

Sont éligibles au dispositif : les collectivités territoriales et les EPCI dont les syndicats mixtes et les syndicats intercommunaux.

Le bénéficiaire peut être propriétaire, simple occupant ou locataire du terrain d'assiette. En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à maintenir le bien subventionné dans sa destination pendant une durée fixée dans la convention de subventionnement, à savoir la période estivale 2020,

Projets :

Les projets éligibles consistent en l'acquisition de matériels ou d'équipements (y compris pose et dépose et mise en service) relevant d'aires de jeux aquatiques (gonflables ou non), bassins aquatiques, pataugeoires, jeux d'eau, fontaines sèches, miroirs d'eau et aires de rafraîchissement venant compléter, ou non, des équipements de même nature déjà existants.

L'aide porte exclusivement sur l'achat de matériel et d'équipements aquatiques.

Le bénéficiaire doit respecter les recommandations sanitaires fixées par le ministère des sports à la reprise sportive post confinement lié à l'épidémie de Covid-19.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

Modalités de l’aide

Le montant de l’aide est de 50 000 € maximum, dans la limite de 50% des dépenses éligibles.

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l’organisme justifie, soit qu’il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu’il n’est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

Sont inéligibles les dépenses liées aux frais de sécurité et de gardiennage, frais d’entretien et de maintenance, frais de personnel et d’animation, l’aménagement des abords et du mobilier, frais des réseaux et fluides... Les dépenses de fonctionnement sont exclues de la base subventionnable '.

En application de la règle de non cumul des aides, un même projet ne pourra pas être financé par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des projets différents.

Dans le respect du Règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur, les dépenses prises en compte pour le calcul de la subvention ne peuvent être antérieures au 1er juillet 2020.

Annexe 6 : Convention type : Jeux et espaces aquatiques

PLAN DE RELANCE MON ÉTÉ, MA REGION
DISPOSITIF DE SOUTIEN A L' ACHAT DE JEUX ET D'ESPACES AQUATIQUES

CONVENTION ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET
……..

Dossier d'aide n° ……

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La ……..représenté(e) par ……,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ QUE :

La Région a présenté en CR 2020-028 du 11 juin 2020 un plan de relance économique, écologique et solidaire. L'acte 1 de ce plan « Mon Eté en Ile-de-France », porte notamment sur le soutien des familles franciliennes qui ne pourront pas partir en vacances.

A cet effet, la Région, a décidé d'accompagner les porteurs de projet dans la mise en place de jeux aquatiques et ludiques afin de multiplier les zones de loisirs et de détente durant l'été 2020.

Ces équipements ont vocation à être installés sur les espaces tels que notamment les parcs, jardins, plaines sportives, places urbaines durant l'été 2020.

Dans cette logique l'acquisition de matériels ou d'équipements aquatiques relevant d'aires de jeux aquatiques (gonflables ou non), bassins aquatiques, pataugeoires, jeux d'eau, fontaines sèches, miroirs d'eau et aires de rafraîchissement venant compléter, ou non, des équipements de même nature déjà existants, pourront bénéficier d'un financement régional.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit **« nom du bénéficiaire »** en vue de ……, conformément au dossier déposé lors de la demande de financement.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA RÉALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au dossier déposé lors de la demande de financement,
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien des équipements réalisés,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant la période estivale,
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

2.2 – OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », une dérogation exceptionnelle est accordée à tous les bénéficiaires afin de prendre en compte le contexte actuel lié au plan de relance régional de la crise sanitaire Covid -19.

2.3 - MISE À DISPOSITION DE L'ÉQUIPEMENT

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

2.4 - OBLIGATION D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.).

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de … % du montant global ». A ce titre, la Région peut fournir, sur demande du bénéficiaire, des panneaux d'information et de communication sur sa participation,

- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
- Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation sont obligatoires. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports.
- Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de …….. (voir article 1) à ……..

Conformément à la délibération n° ……du ……. la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de …… €, représentant ….. % du coût total HT des travaux plafonnés ou éligibles à …… € HT.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

4.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention est normalement calculé à partir des dépenses ' Hors TVA '.

Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses ' TVA incluse '.

4.2 - RÉVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

4.3 – RÈGLES DE CADUCITÉ

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

4.4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

4.4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versement. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la

subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et de Paris

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
  en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.
- en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

7.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

7.2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention respectent leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

<u>ARTICLE 11</u> : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen deux exemplaires originaux, le

Pour ……
Le……..

……

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-336

DU 1 JUILLET 2020

LANCEMENT DU DISPOSITIF RÉGIONAL DE GARANTIE IMMOBILIÈRE SOLIDAIRE : EN FINIR AVEC LES SURPRIMES D'ASSURANCE INJUSTES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des assurances ;

VU le code de la santé publique ;

VU la convention s'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS) 2019 ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n°CR 2019-086 du 14 décembre 2019 relative au lancement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) devant permettre la mise en oeuvre d'un dispositif solidaire destiné à soutenir les Franciliens souffrant de conditions aggravées de santé et relevant de la convention AERAS pour leur prêt immobilier ;

VU la délibération n°CR 2020-028 du 11 juin 2020 relative au budget supplémentaire ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-336 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'expérimenter le dispositif régional de garantie immobilière solidaire, pour une année, au profit des Franciliens ayant un risque aggravé de santé, conformément à la liste des maladies mentionnées dans la partie II de la grille de référence AERAS mise à jour au 3 juin 2019, en finançant le coût de la garantie immobilière pour les Franciliens éligibles au dispositif, auprès des partenaires assureurs retenus dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt.

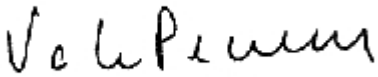
Approuve la convention de partenariat avec CNP Assurances et La Banque Postale et la convention de partenariat avec CNP Assurances, Banque Populaire Val de France, Banque Populaire Rives de Paris, Caisse d'Epargne et de Prévoyance présentées en annexes 1 et 2 de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 000 000 € disponible sur le programme HP41-009 (141 009) ' Garantie immobilière solidaire ' et action 14100901 ' Garantie immobilière solidaire ' de la sous fonction 41 ' Santé ' du chapitre 904 ' Santé et action sociale '.

Affecte une autorisation d'engagement de 500 000 € disponible sur le programme HP HP41-009 (141 009) ' Garantie immobilière solidaire ' et action 14100902 ' Garantie immobilière solidaire ' de la sous fonction 41 ' Santé ' du chapitre 934 ' Santé et action sociale '.

Affecte, en vue de financer l'expertise technique nécessaire au lancement du dispositif régional de Garantie Immobilière Solidaire, une autorisation d'engagement de 22 800 € disponible sur le programme HP HP41-009 (141 009) ' Garantie immobilière solidaire ' et action 14100902 ' Garantie immobilière solidaire ' de la sous fonction 41 ' Santé ' du chapitre 934 ' Santé et action sociale '.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc184068-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Convention CNP Assurances La Banque Postale

CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF D'AIDE REGIONALE DENOMMEE GARANTIE IMMOBILIERE SOLIDAIRE

La Région Ile-de-France,
Collectivité territoriale, dont le siège social est à Saint-Ouen-sur-Seine, 2, rue Simone Veil, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n°CP _____du _____.

Ci –après dénommée « La Région »

Et

CNP Assurances, société anonyme au capital de 686 618 477 € entièrement libéré, dont le siège est située 4, place Raoul Dautry -75716 PARIS cedex 15, immatriculé(e) au RCS de Paris sous le numéro B 341 737 062, représenté(e) par _____, habilité(e) aux fins des présentes

Ci-après dénommé « L'Assureur »

Et

La Banque Postale, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 6 585 350 218 euros, dont le siège est situé au 115 rue de Sèvres 75006 Paris, immatriculé(e) au RCS de Paris sous le numéro 421 100 645 représenté(e) par _____, habilité(e) aux fins des présentes par décision de _____ en date du _____,

Ci-après dénommée « La Banque » ou « le Distributeur »

Ci-après dénommée(s) individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties »
Résumé politique et procédure AMI.

Sont convenus de ce qui suit :

Préambule :

Faciliter l'accès au logement pour les personnes ayant des difficultés de santé est un objectif plus que jamais essentiel en Ile-de-France. En effet, si l'accession à la propriété des primo-accédants y est déjà difficile, elle se double parfois d'une exclusion de l'accès au crédit en raison de l'état de santé qui renchérit le coût de l'opération, voire empêche les Franciliens concernés, de souscrire des assurances emprunteurs et donc d'accéder à la propriété d'un logement

La délibération n° CR 2019-086 du 16 décembre 2019 a approuvé le principe de mise en œuvre d'un dispositif solidaire destiné à soutenir les Franciliens, primo accédants, souffrant de conditions aggravées de santé et relevant de la convention AERAS, dans le cadre de leur opération de prêt immobilier (ci-après dénommé le « Dispositif »). Pour ce faire, un Appel à Manifestations d'intérêts a été lancé auprès des établissements bancaires et assureurs.

C1 - Interne

En partenariat avec La Banque Postale, CNP Assurances s'est portée candidate et a présenté une offre le 31 janvier 2020. Sa candidature a été retenue par la Région.

La Banque Postale, créée le 1er janvier 2006, est une banque unique dans le paysage bancaire français. Elle est unique par son histoire, mais aussi par ses valeurs et sa capacité de développement et de transformation pour toujours mieux servir ses clients. Banque et Citoyenne, elle est une banque de service public, au cœur de l'économie locale.
Fidèle à ses valeurs postales de proximité et de services au plus grand nombre, La Banque Postale est guidée par un principe, l'accueil de tous, et une démarche, proposer à chacun de ses clients, quelle que soit sa situation, des produits et services bancaires et d'assurance responsables à un tarif raisonnable.

La Banque Postale accueille plus de 4,8 millions de clients en Ile de France dans plus de 1200 bureaux de poste. Implantée partout, des zones urbaines péri-urbaines aux plus rurales, elle sert une grande diversité de clients sur toute la région avec un revenu moyen d'environ 1200€ mensuel.

Il est convenu entre les Parties que le terme « garantie immobilière » correspond à une assurance sur le prêt et que pour les besoins de la promotion du dispositif, le terme « assurance solidaire » sera employé dans les différentes communications qui seront réalisées par les Parties.

Les Parties partagent le principe selon lequel, dans un premier temps, il s'agit uniquement d'une expérimentation, dont la durée est fixée à l'article 10.2 de la présente convention.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties mentionnées ci-dessus pour la mise en œuvre du dispositif d'aide régionale dénommé « garantie immobilière solidaire », décrit à l'article 2 ci-dessous.

Article 2 : Dispositif d'aide régionale

La Région intervient auprès de l'Assureur, cité dans la présente convention, en se substituant à l'emprunteur, qui remplit les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention (ci-après dénommé le(s) « Bénéficiaire(s) »), pour le paiement d'une partie de la prime d'assurance. A ce titre, elle prend en charge le règlement des surprimes d'assurance en couverture de prêts immobiliers contractés par des Bénéficiaires, après mise en œuvre du dispositif d'écrêtement des surprimes selon les modalités décrites dans la convention AERAS.

Article 3 : Conditions d'éligibilité au Dispositif et au contrat d'assurance

3.1 - Bénéficiaires

Le Bénéficiaire du Dispositif doit remplir les conditions suivantes :

- être une personne physique, éligible à une assurance-emprunteur au titre d'un crédit immobilier relevant de la convention AERAS au regard de ses conditions de santé,

C1 - Interne

- être primo-accédant à la propriété pour sa résidence principale en Ile-de- France, avec une demande de prêt adressée à La Banque Postale

- présenter un risque aggravé de santé, qui entraîne une surprime d'assurance sur son prêt immobilier et bénéficier du dispositif d'écrêtement des surprimes mis en œuvre entre tous les établissements bancaires et les compagnies d'assurances

En application de la convention AERAS, le Bénéficiaire doit donc remplir les conditions suivantes :

- sa demande de prêt ne doit pas excéder le montant de 320 000 €,
- le contrat d'assurance, auquel il adhère, doit arriver à échéance avant le 71ème anniversaire du Bénéficiaire,
- la prime d'assurance du prêt, après majoration pour risque aggravé de santé, doit représenter plus de 1,4 point dans le taux effectif global de l'emprunt.
- le revenu et le nombre de parts accordées au foyer fiscal au Bénéficiaire (aux termes de la législation fiscale en vigueur) doivent répondre aux conditions suivantes :
    - Revenu inférieur ou égal à 1 fois le plafond annuel de la sécurité sociale (PASS) lorsque le nombre de parts du foyer fiscal est de 1 ;
    - Revenu inférieur ou égal à 1,25 fois le PASS lorsque le nombre de parts du foyer fiscal est de 1,5 à 2,5 ;
    - Revenu inférieur ou égal à 1,5 fois le PASS lorsque le nombre de parts du foyer fiscal est de 3 et plus.

3.2 Conditions d'accès à l'aide régionale

3.2.1. Rôle de La Banque Postale

La Banque Postale agit en tant que Distributeur des produits d'assurance emprunteur proposés par CNP Assurances, ces produits garantissant le remboursement des prêts immobiliers qu'elle octroie à ses clients.
Dans ce cadre, les conseillers en bureau de Poste sont chargés de formaliser le devoir de conseil en assurance afin de proposer au Client une assurance adaptée à ses besoins.
Si le Client choisit d'avoir recours à l'assurance emprunteur proposée par CNP Assurances, le Centre Financier de Paris transmet à CNP Assurances les demandes d'assurance en couverture de prêt, qui sont hors de la délégation d'acceptation accordée par CNP Assurances à La Banque Postale, en application de la convention qui lie les deux sociétés.

Les modalités d'accès à l'aide régionale sont les suivantes :

- Le conseiller en bureau de Poste conduit son entretien sur le crédit immobilier et formalise le devoir de conseil en assurance. Le dossier est ensuite envoyé pour traitement au Centre Financier de Paris.

- Le centre financier de Paris de La Banque Postale adresse à CNP Assurances les demandes d'assurance en couverture de prêt des candidats à l'assurance.

3.2.2. Intervention de l'Assureur

C1 - Interne

- CNP Assurances évalue alors le risque assurable et détermine, si l'état de santé du candidat à l'assurance le nécessite, le niveau de surprime requis pour accepter la demande d'assurance. La procédure suivante est alors mise en œuvre :

  - Si les conditions décrites à l'article 3.1 ci-dessus sont respectées, lors de l'envoi des conditions particulières d'assurance au candidat à l'assurance, CNP Assurances lui demande de produire les pièces justificatives permettant de déterminer s'il peut bénéficier de l'écrêtement prévu par la convention AERAS, telles que décrites dans le document d'information relatif à l'éligibilité au Dispositif, ainsi que les pièces justificatives permettant d'attester qu'il s'agit d'une primo-accession sur le territoire de l'Ile de France,

  - Si, au retour des pièces justificatives visées ci-dessus, le candidat à l'assurance réunit les conditions lui permettant de bénéficier de l'écrêtement AERAS et de la prise en charge de la surprime par le Dispositif, de nouvelles conditions particulières d'assurance lui sont adressées, au tarif de base du contrat d'assurance auquel il va adhérer, par l'intermédiaire du centre financier de Paris de La Banque Postale. Le montant global de la surprime pris en charge par le Dispositif, en complément de l'écrêtement résultant de l'application de la convention AERAS, est communiqué au candidat à l'assurance pour information,

  - Si le candidat à l'assurance refuse cette proposition d'assurance, le processus d'entrée dans le Dispositif s'arrête. En revanche, s'il accepte la proposition, il conserve un exemplaire des conditions particulières d'assurance, et remet deux exemplaires des conditions particulières acceptées et signées au centre financier de Paris de la Banque Postale, qui en conserve un au dossier de prêt et transmet l'autre à CNP Assurances pour mise en gestion du contrat d'assurance,
  - A réception de l'exemplaire Assureur des conditions particulières acceptées et signées, CNP Assurances appelle auprès du Bénéficiaire la prime d'assurance correspondant au tarif normal du contrat d'assurance.

Article 4– Obligations de l'Assureur

4.1 – Mise en œuvre du Dispositif

L'Assureur s'engage à proposer le Dispositif aux Bénéficiaires durant la période d'expérimentation, telle que prévue à l'article 10.2 de la présente convention.

4.2– Actions de communication

L'Assureur s'engage à valoriser le Dispositif, notamment par les actions suivantes, correspondant à différents temps dans la relation avec la population cible :

4.2.1- Information générale sur l'existence du Dispositif :

- L'Assureur collabore avec les services de la Région pour communiquer sur le Dispositif auprès des Bénéficiaires. L'Assureur s'engage, dans le respect de sa politique de communication, à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

C1 - Interne

- L'Assureur veille à participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région autour du Dispositif ; il s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région.

4.2.2- Information des candidats respectant les critères d'éligibilité et des Bénéficiaires du Dispositif :

- Lors de l'instruction des dossiers selon les modalités décrites à l'article 3.2, l'Assureur informe chaque candidat éligible et chaque Bénéficiaire de l'existence du Dispositif. Cette information prend notamment la forme d'un courrier signé du représentant de la Région. L'information relative à ce soutien comporte notamment la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et la présence du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Il est convenu que toutes les actions de communication externe relatives à la présente convention devront être soumises au préalable et acceptées par chacune des Parties concernées.

4-3 – Reporting

Afin de garantir un suivi optimal du Dispositif, la Région est informée dans le cadre suivant :

Suivi statistique individuel de périodicité trimestrielle adressé à la Région au plus tard le 15 du mois suivant la fin du trimestre concerné :

Informations relatives aux entrants dans le dispositif :

L'Assureur doit transmettre à la Région un récapitulatif anonymisé ligne à ligne des nouveaux Bénéficiaires du dispositif comportant les informations renseignées suivantes :

- Commune du lieu de primo-accession
- Type de prêt (professionnel ou à destination de particulier)
- Âge du Bénéficiaire
- Capital emprunté
- Date de début du contrat d'assurance et durée initiale
- Niveau de la prime unique permettant d'évaluer le coût de la garantie pris en charge par la Région sans sortie anticipée

Informations relatives aux sorties du Dispositif par anticipation :

En cas de fin anticipée du contrat d'assurance en couverture de prêt l'Assureur doit transmettre à la Région un récapitulatif anonymisé ligne à ligne comportant les informations renseignées suivantes *:*

- Commune du lieu de primo-accession
- Type de prêt (professionnel ou à destination de particulier)
- Âge du Bénéficiaire
- Capital emprunté
- Date de début et de fin du contrat, durée initiale et durée effectivement constatée
- Niveau de la prime unique permettant d'évaluer le coût de la garantie pris en charge par la Région sans sortie anticipée
- Ecart entre le coût de garantie à la charge de la Région calculé à partir de la durée initialement prévue du prêt et le coût de garantie relatif à la durée effectivement constatée

C1 - Interne

Annuellement, l'Assureur adresse à la Région un suivi statistique anonyme dénombrant les Bénéficiaires entrés dans le Dispositif par groupe de pathologies.

Article 5 – Obligations du Distributeur

La Banque Postale s'engage à participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région autour du Dispositif en faisant apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

En particulier, La Banque Postale s'engage à communiquer largement sur le dispositif de la façon suivante :

- Un leaflet en bureau de Poste permettant au conseiller de valoriser le dispositif de la Région Ile de France
- Une information sur le site internet La Banque Postale et dans les réseaux sociaux
- Par tout moyen de valorisation disponible dont la manifestation « Les assises de la Banque citoyenne », évènement phare de La Banque Postale qui réunit chaque année, associations, institutionnels, représentants des Pouvoirs Publics.

A aucun moment, La Banque Postale n'est tenue d'avoir à sa connaissance, de la part du client, les informations qui sont nécessaires pour identifier l'éligibilité de celui-ci au dispositif de la Région Ile de France.
A posteriori, La Banque Postale ne pourra pas être tenue pour responsable de la transmission ou non transmission d'information individuelle par le client sur l'éligibilité au dispositif susvisé.

Article 6 – Obligations de la Région

La Région s'engage à verser à l'Assureur pour chaque dossier entrant dans le Dispositif : le montant du coût de la garantie correspondant au montant des surprimes d'assurance pour la durée totale du contrat d'assurance en couverture de prêt. Ce montant est révisé en cas de fin anticipée du contrat d'assurance en couverture de prêt.

A défaut de versement par la Région, le Bénéficiaire est alors tenu au paiement dû au titre de son contrat d'assurance.

Article 7 – Versement de la contrepartie régionale

7.1 – Versement au titre de la période d'expérimentation

Le versement de la contrepartie régionale est effectué à hauteur des surprimes dues au titre des dossiers éligibles au Dispositif enregistrés avant le 31 décembre 2020. La Région s'engage à verser à l'Assureur, le montant dû avant le 28 février 2021. Pour ce faire, l'Assureur lui précise le montant dû au plus tard le 10 janvier 2021.

Le montant dû au titre des dossiers éligibles au Dispositif enregistrés entre le 1er janvier 2021 et l'expiration de la période d'expérimentation, est versé par la Région, au plus tard 2 mois après la fin du dernier mois de cette expérimentation.

Le montant dû par la Région correspond au montant du coût de la garantie pour l'ensemble des dossiers entrant dans le dispositif de garantie immobilière solidaire. L'Assureur perçoit en fin d'expérimentation un montant correspondant au coût des surprimes sur la durée totale du contrat d'assurance.

C1 - Interne

7.2 – Versement post période d'expérimentation

Le versement de la contrepartie régionale a lieu en un versement unique, qui correspond à l'ensemble des surprimes constatées au titre de l'exercice ; ce versement est effectué au plus tard 2 mois après la fin de cet exercice.

7.3 – Modalités de perception de la contrepartie régionale

Pour percevoir la contrepartie régionale, l'Assureur doit fournir à la Région un récapitulatif, tel que prévu à l'article 4.3 de la présente convention.

En cas de fin anticipée du contrat d'assurance en couverture de prêt, l'Assureur doit transmettre à la Région un récapitulatif, tel que prévu à l'article 4.3 de la présente convention.

Article 8 – Remboursement par l'Assureur en cas de fin anticipée du contrat d'assurance en couverture de prêt

Sur le fondement du récapitulatif relatif aux fins anticipées de contrats d'assurance en couverture de prêt, transmis par l'Assureur tel que prévu à l'article 4.3 de la présente convention.
L'Assureur s'engage à rembourser à la Région chaque année, et ce y compris pour l'année d'expérimentation, la somme des écarts, pour chaque contrat concerné, entre le coût de garantie à la charge de la Région calculé à partir de la durée initialement prévue du prêt et le coût de garantie relatif à la durée effectivement constatée.

L'Assureur s'engage à rembourser la Région avant le 28 février de chaque année, au titre des contrats ayant été mis fin par anticipation l'année précédente.

Pour ce faire, la Région émettra annuellement, et ce y compris pour l'année d'expérimentation, une demande de remboursement.

Article 9 – Contrôle de la Région et de l'Assureur

La Région et l'Assureur disposent d'un droit de contrôle l'un sur l'autre au titre de la présente convention. Ce contrôle peut porter sur toute pièce liée à la convention, à l'exclusion de tout document relatif aux données de santé.

La Partie à l'initiative du contrôle s'engage à informer la Partie contrôlée de toute opération de contrôle au minimum un (1) mois à l'avance (sauf événement nécessitant une intervention à plus bref délai) par le biais d'un courrier en LRAR qui en précise les dates, la durée, le périmètre contrôlé et la composition de l'équipe de contrôle.

Les champs contrôlés sont précisés en annexe à la lettre de mission.

La Partie contrôlée s'engage, sans pouvoir opposer le secret professionnel, à faciliter le bon déroulement de la mission, en donnant aux contrôleurs de l'autre Partie, un accès à tous les documents et informations, notamment ceux ou celles issus du système informatique dédié à la gestion du Dispositif visé par la présente convention, à l'exception de toute information relative à des données de santé ou qui relèvent du secret professionnel, notamment tels que

C1 - Interne

les contrats de prêts, et en les autorisant à s'entretenir avec toutes les personnes susceptibles de les aider dans la réalisation de celle-ci.

Les membres de l'équipe de contrôle s'engagent à un strict devoir de réserve et sont tenus au secret professionnel vis-à-vis des tiers.

En fin de mission, un relevé des conclusions succinct est présenté à la direction de la Partie contrôlée.

Un rapport provisoire de conclusions sera effectué, sur base contradictoire, auprès de la direction de la Partie contrôlée. Celle-ci s'engage à rendre compte par écrit et auprès de l'équipe de contrôle, dans un délai d'un (1) mois suivant la réception du rapport provisoire, de ses observations éventuelles ainsi que des dispositions prises ou planifiées pour mettre en œuvre les préconisations formulées dans le rapport.
A l'issue de la mission, dans un délai de deux (2) mois, la Partie à l'initiative du contrôle communique un rapport par écrit à la Partie contrôlée.

Ce rapport comporte obligatoirement, selon la forme du contrôle :
- les liens contractuels unissant la Partie contrôlée au contrôleur, ainsi que les objectifs et le champ de la mission ;
- une synthèse de la mission ;
- les constats et risques potentiels relevés à l'occasion des analyses ;
- les recommandations et propositions d'actions à mener de façon obligatoire et/ou facultative.
- les Annexes et pièces jointes de nature à justifier les observations de l'équipe de contrôle ainsi qu'une copie de la lettre de mission.

La Partie contrôlée s'engage à rendre compte par écrit et auprès de l'équipe de contrôle, dans un délai d'un (1) mois suivant la réception du rapport validé par la Partie qui a procédé au contrôle, de ses observations éventuelles ainsi que des dispositions prises ou planifiées pour mettre en œuvre les actions correctives et curatives relatives aux préconisations formulées au rapport.

Si lors d'un de ses contrôles, un non-respect des obligations définies par la présente convention est constatée, la Partie à l'origine du contrôle, peut exiger de la Partie contrôlée de régulariser la situation, et à défaut, soit de reverser partiellement ou totalement le montant de la contrepartie correspondant à la surprime prise en charge sur les contrats d'assurance concernés, si la Partie défaillante est l'Assureur, soit de verser totalement ou partiellement le montant de la contrepartie correspondant à la surprime prise en charge sur les contrats d'assurance concernés, si la partie défaillante est la Région. Le montant de la contrepartie exigée est proportionné au défaut d'application démontré par le rapport de contrôle et fait l'objet d'un courrier motivé.

Article 10 - Durée, Période d'expérimentation et résiliation de la convention

10.1 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date la plus tardive de la signature des Parties. Elle cesse au plus tôt à la fin de la période d'expérimentation et au plus tard le 31 décembre 2021. Elle se renouvelle ensuite chaque 1er janvier pour une durée d'un (1) an, sauf résiliation par l'une ou l'autre des Parties.

C1 - Interne

En tout état de cause, elle poursuivra ses effets jusqu'à la date du terme du dernier contrat d'assurance, ayant fait l'objet pour les Bénéficiaires d'une prise en charge de la surprime par la Région.

10.2 – Période d'expérimentation

Les Parties ont convenu que le Dispositif est mis en œuvre pour une période qui débute le 25 août 2020 et s'achève le 31 décembre 2021.

A l'issue de cette période d'expérimentation et de son évaluation conformément à l'article 11 de la présente convention,

- soit il est mis fin au Dispositif ; la présente convention cesse alors conformément à son article 10.1
- soit le Dispositif se poursuit dans les mêmes conditions, après un accord exprès de chacune des Parties, donné avant le 1er décembre 2021.

Les contrats d'assurance souscrits dans le cadre de cette expérimentation se poursuivent jusqu'à leur terme.

10.3 – Résiliation

Chaque Partie peut mettre fin à la présente convention, au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, adressée à chacune des autres Parties, au moins deux (2) mois avant le 31 décembre de chaque exercice.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours, indiquée par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'une des Parties Cette résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis de 2 mois commençant à courir à compter de la notification d'une mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution. Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les Parties à la présente convention sont tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation prononcée en application du précédent alinéa n'ouvre droit à aucune indemnisation de la ou des Partie(s), qui n'a (n'ont) pas respecté ses(leurs) engagements.

Dans tous les cas, la contrepartie du montant des surprimes des contrats d'assurances ayant fait l'objet d'une prise en charge par le Dispositif est due par la Région pendant la durée des contrats en couverture des prêts immobiliers.

De même l'Assureur reste redevable de ses engagements au titre de l'article 8 de la présente Convention concernant le remboursement par l'Assureur en cas de fin anticipée du contrat d'assurance en couverture de prêt.

C1 - Interne

Article 11 – Pilotage et évaluation

La mise en œuvre de la présente convention prévoit l'organisation d'un comité de pilotage. A ce comité de pilotage, sont uniquement présents les représentants dûment désignés par les Parties à la convention.

Au plus tard le 1er octobre 2021, ce comité de pilotage procède à l'évaluation de la période d'expérimentation et rend un rapport. Sur la foi de ce dernier, chaque Partie dispose d'un délai pour faire part de sa décision de poursuivre ou non le Dispositif, sans avoir à motiver sa décision, les Parties s'engageant à échanger sur leurs intentions avant le 1er décembre 2021.

L'aide régionale fait l'objet d'une évaluation annuelle par la Région, avant toute décision de reconduction.

Les parties conviennent d'un examen conjoint de l'état de mise en œuvre du Dispositif deux fois par an sur la base des éléments statistiques fournis par l'Assureur au titre de l'article 4.3 de la présente convention.

Par ailleurs, la Région et l'Assureur conviennent d'étudier avant le 31 décembre 2020 dans le cadre du suivi du Dispositif la possibilité d'identifier des critères complémentaires d'évaluation du dispositif, en particulier sur le volet statistique.

Article 12 – Protection des données à caractère personnel

12.1 Définitions

Données à caractère personnel (ci-après : « les Données Personnelles ») : toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Traitement : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

Responsable du traitement : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.

12.2 Protection des données personnelles

Les Données Personnelles traitées dans le cadre de l'exécution de la présente Convention font l'objet d'un traitement pour lequel chaque Partie est responsable de traitement distinct de l'autre Partie, chacune pour ce qui la concerne, conformément au le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « Règlement européen sur la protection des données »).

C1 - Interne

La Banque est responsable de traitement pour l'étude, l'octroi et la gestion du prêt, l'Assureur est responsable de traitement lié à son activité d'assurances et la Région pour la prise en charge de la surprime et le contrôle de l'éligibilité au dispositif.
Les Parties reconnaissent, chacune en ce qui la concerne, être tenues à une obligation de sécurité et de confidentialité, et s'engagent, à cet effet, à prendre toutes les précautions utiles pour garantir la sécurité et la confidentialité des Données Personnelles qu'elles sont amenées à traiter, afin d'empêcher notamment qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. A ce titre, elles s'engagent à mettre en place les mesures techniques et organisationnelles permettant d'assurer, un niveau de sécurité et de confidentialité approprié au regard des risques présentés par le traitement et la nature des Données Personnelles traitées.
Enfin, les Parties s'engagent à se communiquer réciproquement, dans les meilleurs délais, toutes les informations permettant à l'une ou l'autre des Parties, chacune en ce qui la concerne, en sa qualité de responsable de traitement et au titre de la Convention, de satisfaire à la demande d'une personne concernée par le traitement de ses Données Personnelles, demande pouvant porter notamment tant sur la rectification, l'opposition, l'effacement, la portabilité et sur le droit d'accès aux Données Personnelles traitées, que sur l'opposition pour motifs légitimes.
En outre, aucune des Parties ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la Région.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité des Parties peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal. Les parties pourront alors prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Article 13- Intégralité de la convention

Les Parties reconnaissent que la présente convention ainsi que ses annexes constituent l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à toute offre, disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux.

En cas de contradiction entre les annexes susvisées et la présente convention, il est convenu que les termes de la convention prévalent.

Article 14 – Modification de la convention

Toute modification de la présente convention, quel qu'en soit l'objet, doit faire l'objet d'un avenant approuvé par les instances habilitées des Parties et dûment daté et signé.

Article 15 – Nullité et renonciation

Si l'une des stipulations de cette convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la convention.

Le fait qu'une des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne peut être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

C1 - Interne

Article 16 – Comité de règlement amiable des différends et des litiges, clause de juridiction.

Un comité de règlement amiable des différends et des litiges est constitué. Il est composé de deux représentants de la Région, d'un représentant de l'Assureur et d'un représentant de la Banque.

Le comité peut être saisi de tout différend ou litige survenu entre les Parties à la présente convention au cours de l'exécution de la présente convention en vue de définir et mettre en œuvre une solution amiable et équitable.

A défaut de solution amiable, les Parties conviennent que tout litige pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera tranché par le tribunal administratif de Paris.

Fait en trois exemplaires originaux à , le

Pour la Région Île-de-France	Pour CNP Assurances	Pour La Banque Postale
Valérie PECRESSE Présidente de la Région Île-de-France		

C1 - Interne

Annexe 2 - Convention CNP Assurances Groupe Banque Populaire Caisse d'Epargne

CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF D'AIDE REGIONALE DENOMMEE GARANTIE IMMOBILIERE SOLIDAIRE

La Région Ile-de-France,
Collectivité territoriale, dont le siège social est à Saint-Ouen-sur-Seine, 2, rue Simone Veil, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n°CP _____du _____.

Ci –après dénommée « La Région »

Et

CNP Assurances, société anonyme au capital de 686 618 477 € entièrement libéré, dont le siège est situé 4, place Raoul Dautry -75716 PARIS cedex 15, immatriculé(e) au RCS de Paris sous le numéro B 341 737 062, représenté(e) par _____, habilité(e) aux fins des présentes, agissant en sa qualité d'apériteur de la coassurance des contrats d'assurance relevant du périmètre de l'ADE collective, tant pour son propre compte que celui de

BPCE Vie, société anonyme au capital de 161 469 776 euros, dont le siège social est à Paris (75013), immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 349 004 341, en sa qualité de co-assureur des contrats d'assurance relevant du périmètre de l'ADE collective

Ci-après dénommés ensemble « L'Assureur »

Et

La **BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS**, société anonyme coopérative de banque populaire à capital variable, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 002 313, dont le siège est à Paris (75), 76-78 avenue de France,
Représentée par Monsieur Yves Gevin, en sa qualité de Directeur Général,

La **BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE**, société anonyme de Banque Populaire à capital variable, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 549 800 373 RCS Versailles, dont le siège social est situé 9 avenue Newton 78180 Montigny Le Bretonneux,
Représentée par Monsieur Luc Carpentier, Directeur Général,

La **Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France** - 26/28, rue Neuve Tolbiac - CS 91344 - 75633 Paris Cedex 13 - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à Directoire et à Conseil d'Orientation et de Surveillance - Siège social : 19, rue du Louvre – 75001 Paris - Capital : 2 375 000 000 € - 382 900 942 RCS Paris - Intermédiaire d'assurance immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 005 200
Représentée par

Ci-après dénommées ensemble « La Banque »

Ci-après dénommée(s) individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties ».

PREAMBULE

Faciliter l'accès au logement pour les personnes ayant des difficultés de santé est un objectif plus que jamais essentiel en Ile-de-France. En effet, si l'accession à la propriété des primo-accédants y est déjà difficile, elle se double parfois d'une exclusion de l'accès au crédit en raison de l'état de santé qui renchérit le coût de l'opération voire empêche les Franciliens concernés de souscrire des assurances emprunteurs et donc d'accéder à la propriété d'un logement

La délibération n° CR 2019-086 du 16 décembre 2019 a approuvé le principe de mise en œuvre d'un dispositif solidaire destiné à soutenir les Franciliens, primo accédants, souffrant de conditions aggravées de santé et relevant de la convention AERAS, dans le cadre de leur opération de prêt immobilier (ci-après dénommé le « Dispositif »), Pour ce faire, un Appel à Manifestations d'intérêts a été lancé auprès des établissements bancaires et assureurs.

En partenariat avec le Groupe BPCE, CNP Assurances s'est portée candidate et a présenté une offre le 31 janvier 2020. Sa candidature a été retenue par la Région.

CNP Assurances et BPCE vie ont signé le 1er janvier 2016 une convention de coassurance en Assurance des Emprunteurs Collective. A ce titre CNP Assurances agit en qualité d'apériteur des contrats d'assurance coassurés, auprès des candidats à l'assurance et des assurés au titre de ces contrats. Il représentera donc la coassurance auprès de la Région et de la Banque, dans la présente convention.

Les Parties partagent le principe selon lequel, dans un premier temps, il s'agit uniquement d'une expérimentation, dont la durée est fixée à l'article 9.2 de la présente convention.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties mentionnées ci-dessus pour la mise en œuvre du dispositif d'aide régionale dénommé « garantie immobilière solidaire », décrit à l'article 2 de la présente convention.

Article 2 : Dispositif d'aide régionale

La Région intervient auprès de l'Assureur, cité dans la présente convention, en se substituant à l'emprunteur, qui remplit les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention (ci-après dénommé le(s) « Bénéficiaire(s) »), pour le paiement d'une partie de la prime d'assurance. A ce titre, elle prend en charge le règlement des surprimes d'assurance en couverture de prêts immobiliers contractés par des Bénéficiaires, après mise en œuvre du dispositif d'écrêtement des surprimes selon les modalités décrites dans la convention AERAS.

Article 3 : Conditions d'éligibilité au Dispositif et au contrat d'assurance

3.1 - Bénéficiaires

Le Bénéficiaire du Dispositif doit remplir les conditions suivantes :

- être une personne physique, éligible à une assurance-emprunteur au titre d'un crédit immobilier relevant de la convention AERAS au regard de ses conditions de santé,
- être primo-accédant à la propriété pour sa résidence principale en Ile-de-France,

- présenter un risque aggravé de santé, qui entraîne une surprime d'assurance sur son prêt immobilier et bénéficier du dispositif d'écrêtement des surprimes mis en œuvre entre tous les établissements bancaires et les compagnies d'assurances.

En application de la convention AERAS, le Bénéficiaire doit remplir les conditions suivantes :

- sa demande de prêt ne doit pas excéder le montant de 320 000 €,
- le contrat d'assurance, auquel il adhère, doit arriver à échéance avant le 71ème anniversaire du Bénéficiaire,
- la prime d'assurance du prêt, après majoration pour risque aggravé de santé, doit représenter plus de 1,4 point dans le taux annuel effectif global de l'emprunt.
- le revenu et le nombre de parts accordées au foyer fiscal du Bénéficiaire (aux termes de la législation fiscale en vigueur) doivent répondre aux conditions suivantes :
    - Revenu inférieur ou égal à 1 fois le plafond annuel de la sécurité sociale (PASS) lorsque le nombre de parts du foyer fiscal est de 1 ;
    - Revenu inférieur ou égal à 1,25 fois le PASS lorsque le nombre de parts du foyer fiscal est de 1,5 à 2,5 ;
    - Revenu inférieur ou égal à 1,5 fois le PASS lorsque le nombre de parts du foyer fiscal est de 3 et plus.

3.2 Conditions d'accès à l'aide régionale

Les modalités d'accès à l'aide régionale sont les suivantes :

- La Banque adresse à CNP Assurances les demandes d'assurance en couverture de prêt des candidats à l'assurance.
- CNP Assurances évalue alors le risque assurable et détermine, si l'état de santé du candidat à l'assurance le nécessite, le niveau de surprime requis pour accepter la demande d'assurance. La procédure suivante est alors mise en œuvre :

    - Si les conditions décrites à l'article 3.1 ci-dessus sont respectées, lors de l'envoi des conditions particulières d'assurance au candidat à l'assurance, CNP Assurances lui demande de produire les pièces justificatives permettant de déterminer s'il peut bénéficier de l'écrêtement prévu par la convention AERAS, telles que décrites dans le document d'information relatif à l'éligibilité au Dispositif, ainsi que les pièces justificatives permettant d'attester qu'il s'agit d'une primo-accession sur le territoire de l'Ile de France,

    - Si, au retour des pièces justificatives visées ci-dessus, le candidat à l'assurance réunit les conditions lui permettant de bénéficier de l'écrêtement AERAS et de la prise en charge de la surprime par le Dispositif, de nouvelles conditions particulières d'assurance lui sont adressées, au tarif de base du contrat d'assurance auquel il va adhérer. Le montant global de la surprime pris en charge par le Dispositif, en complément de l'écrêtement résultant de l'application de la convention AERAS, est communiqué au candidat à l'assurance pour information,

    - Si le candidat à l'assurance refuse cette proposition d'assurance, le processus d'entrée dans le Dispositif s'arrête. En revanche, s'il accepte la proposition, il conserve un exemplaire des conditions particulières d'assurance, et retourne les conditions particulières acceptées à CNP Assurances pour mise en gestion du contrat d'assurance,

- A réception de l'exemplaire Assureur des conditions particulières acceptées et signées, CNP Assurances appelle auprès du Bénéficiaire la prime d'assurance correspondant au tarif normal du contrat d'assurance.

Article 4 – Obligations de l'Assureur et de la Banque

4.1 – Mise en œuvre du Dispositif

L'Assureur s'engage à proposer le Dispositif, aux Bénéficiaires, durant la période d'expérimentation, telle que prévue à l'article 9.2 de la présente convention.

4.2– Actions de communication

L'Assureur et la Banque s'engagent à valoriser le Dispositif, notamment par les actions suivantes, correspondant à différents temps dans la relation avec la population cible :

4.2.1- Information générale sur l'existence du Dispositif :

- La Banque et l'Assureur collaborent avec les services de la Région pour communiquer sur le Dispositif auprès des Bénéficiaires. Ils s'engagent, dans le respect de leur politique de communication, à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

- La Banque et l'Assureur veillent à participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région autour du Dispositif ; ils s'engagent à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région.

4.2.2- Information des candidats respectant les critères d'éligibilité et des Bénéficiaires du Dispositif :

- Lors de l'instruction des dossiers selon les modalités décrites à l'article 3.2, l'Assureur informe chaque candidat éligible et chaque Bénéficiaire de l'existence du Dispositif. Cette information prend notamment la forme d'un courrier signé du représentant de la Région. L'information relative à ce soutien comporte notamment la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et la présence du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Il est convenu que toutes les actions de communication externe relatives à la présente convention devront être soumises au préalable et acceptées par chacune des Parties concernées.

4-3 – Reporting

Afin de garantir un suivi optimal du Dispositif, la Région est informée dans le cadre suivant :

Suivi statistique individuel de périodicité trimestrielle adressé à la Région au plus tard le 15 du mois suivant la fin du trimestre concerné :

Informations relatives aux entrants dans le dispositif :

L'Assureur doit transmettre à la Région un récapitulatif anonymisé ligne à ligne des nouveaux Bénéficiaires du dispositif comportant les informations renseignées suivantes :

- Commune du lieu de primo-accession
- Type de prêt (professionnel ou à destination de particulier)
- Âge du Bénéficiaire
- Capital emprunté
- Date de début du contrat d'assurance et durée initiale
- Niveau de la prime unique permettant d'évaluer le coût de la garantie pris en charge par la Région sans sortie anticipée

Informations relatives aux sorties du Dispositif par anticipation :

En cas de fin anticipée du contrat d'assurance en couverture de prêt, l'Assureur doit transmettre à la Région un récapitulatif anonymisé ligne à ligne comportant les informations renseignées suivantes *:*

- Commune du lieu de primo-accession
- Type de prêt (professionnel ou à destination de particulier)
- Âge du Bénéficiaire
- Capital emprunté
- Date de début et de fin du contrat, durée initiale et durée effectivement constatée

Niveau de la prime unique permettant d'évaluer le coût de la garantie pris en charge par la Région sans sortie anticipée

- Ecart entre le coût de garantie à la charge de la Région calculé à partir de la durée initialement prévue du prêt et le coût de garantie relatif à la durée effectivement constatée

Annuellement, l'Assureur adresse à la Région un suivi statistique anonyme dénombrant les Bénéficiaires entrés dans le dispositif par groupe de pathologies.

Article 5 – Obligations de la Région

La Région s'engage à verser à l'Assureur pour chaque dossier entrant dans le Dispositif : le montant du coût de la garantie correspondant au montant des surprimes d'assurance pour la durée totale du contrat d'assurance en couverture de prêt. Ce montant est révisé en cas de fin anticipée du contrat d'assurance en couverture de prêt.

Article 6 – Versement de la contrepartie régionale

6.1 – Versement au titre de la période d'expérimentation

Le versement de la contrepartie régionale est effectué à hauteur des surprimes dues au titre des dossiers éligibles au Dispositif enregistrés avant le 31 décembre 2020. La Région s'engage à verser à l'Assureur, le montant dû avant le 28 février 2021. Pour ce faire, l'Assureur lui précise le montant dû au plus tard le 10 janvier 2021.

Le montant dû au titre des dossiers éligibles au Dispositif enregistrés entre le 1er janvier 2021 et l'expiration de la période d'expérimentation, est versé par la Région, au plus tard 2 mois après la fin du dernier mois de cette expérimentation.

Le montant dû par la Région correspond au montant du coût de la garantie pour l'ensemble des dossiers entrant dans le dispositif de garantie immobilière solidaire. L'Assureur perçoit en fin d'expérimentation un montant correspondant au coût des surprimes sur la durée totale du contrat d'assurance.

6.2 – Versement post période d'expérimentation

Le versement de la contrepartie régionale a lieu en un versement unique, qui correspond à l'ensemble des surprimes constatées au titre de l'exercice ; ce versement est effectué au plus tard 2 mois après la fin de cet exercice.

6.3 – Modalités de perception de la contrepartie régionale

Pour percevoir la contrepartie régionale, l'Assureur doit fournir à la Région un récapitulatif tel que prévu à l'article 4.3 de la présente convention.

En cas de fin anticipée du contrat d'assurance en couverture de prêt, l'Assureur doit transmettre à la Région un récapitulatif, tel que prévu à l'article 4.3 de la présente convention.

Article 7 – Remboursement par l'Assureur en cas de fin anticipée du contrat d'assurance en couverture de prêt

Sur le fondement du récapitulatif relatif aux fins anticipées de contrats d'assurance en couverture de prêt, transmis par l'Assureur tel que prévu à l'article 4.3 de la présente convention,
L'Assureur s'engage à rembourser à la Région chaque année, et ce y compris pour l'année d'expérimentation, la somme des écarts, pour chaque contrat concerné, entre le coût de garantie à la charge de la Région calculé à partir de la durée initialement prévue du prêt et le coût de garantie relatif à la durée effectivement constatée.

L'Assureur s'engage à rembourser la Région avant le 28 février de chaque année, au titre des contrats ayant été mis fin par anticipation l'année précédente.

Pour ce faire, la Région émettra annuellement, et ce y compris pour l'année d'expérimentation, une demande de remboursement.

Article 8 – Contrôle de la Région et de l'Assureur

La Région et l'Assureur disposent d'un droit de contrôle l'un sur l'autre au titre de la présente convention. Ce contrôle peut porter sur toute pièce liée à la convention, à l'exclusion de tout document relatif aux données de santé.

La Partie à l'initiative du contrôle s'engage à informer la Partie contrôlée de toute opération de contrôle au minimum un (1) mois à l'avance (sauf événement nécessitant une intervention à plus bref délai) par le biais d'un courrier en LRAR qui en précise les dates, la durée, le périmètre contrôlé et la composition de l'équipe de contrôle.

Les champs contrôlés sont précisés en annexe à la lettre de mission.

La Partie contrôlée s'engage, sans pouvoir opposer le secret professionnel, à faciliter le bon déroulement de la mission, en donnant aux contrôleurs de l'autre Partie, un accès à tous les documents et informations, notamment ceux ou celles issus du système informatique dédié à la gestion du Dispositif visé par la présente convention, à l'exception de toute information relative à des données de santé ou qui relèvent du secret professionnel, notamment tels que les contrats de prêts, et en les autorisant à s'entretenir avec toutes les personnes susceptibles de les aider dans la réalisation de celle-ci.

Les membres de l'équipe de contrôle s'engagent à un strict devoir de réserve et sont tenus au secret professionnel vis-à-vis des tiers.

En fin de mission, un relevé des conclusions succinct est présenté à la direction de la Partie contrôlée.

Un rapport provisoire de conclusions sera effectué, sur base contradictoire, auprès de la direction de la Partie contrôlée. Celle-ci s'engage à rendre compte par écrit et auprès de l'équipe de contrôle, dans un délai d'un (1) mois suivant la réception du rapport provisoire, de ses observations éventuelles ainsi que des dispositions prises ou planifiées pour mettre en œuvre les préconisations formulées dans le rapport.
A l'issue de la mission, dans un délai de deux (2) mois, la Partie à l'initiative du contrôle communique un rapport par écrit à la Partie contrôlée.

Ce rapport comporte obligatoirement, selon la forme du contrôle :

- les liens contractuels unissant la Partie contrôlée au contrôleur ainsi que les objectifs et le champ de la mission ;
- une synthèse de la mission ;
- les constats et risques potentiels relevés à l'occasion des analyses ;
- les recommandations et propositions d'actions à mener de façon obligatoire et/ou facultative.
- les Annexes et pièces jointes de nature à justifier les observations de l'équipe de contrôle ainsi qu'une copie de la lettre de mission.

La Partie contrôlée s'engage à rendre compte par écrit et auprès de l'équipe de contrôle, dans un délai d'un (1) mois suivant la réception du rapport validé par la Partie qui a procédé au contrôle, de ses observations éventuelles ainsi que des dispositions prises ou planifiées pour mettre en œuvre les actions correctives et curatives relatives aux préconisations formulées au rapport.

Si lors d'un de ses contrôles, un non-respect des obligations définies par la présente convention est constaté, la Partie à l'origine du contrôle, peut exiger de la Partie contrôlée de régulariser la situation, et à défaut, soit de reverser partiellement ou totalement le montant de la contrepartie correspondant à la surprime prise en charge sur les contrats d'assurance concernés, si la Partie défaillante est l'Assureur , soit de verser totalement ou partiellement le montant de la contrepartie correspondant à la surprime prise en charge sur les contrats d'assurance concernés, si la partie défaillante est la Région. Le montant de la contrepartie exigée est proportionné au défaut d'application démontré par le rapport de contrôle et fait l'objet d'un courrier motivé.

Article 9 - Durée, Période d'expérimentation et résiliation de la convention

9.1 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date la plus tardive de la signature des Parties. Elle cesse au plus tôt à la fin de la période d'expérimentation et au plus tard le 31 décembre 2021. Elle se renouvelle ensuite chaque 1er janvier pour une durée d'un (1) an, sauf résiliation par l'une ou l'autre des Parties.

En tout état de cause, elle poursuivra ses effets jusqu'à la date du terme du dernier contrat d'assurance ayant fait l'objet pour les Bénéficiaires d'une prise en charge de la surprime par la Région.

9.2 – Période d'expérimentation

Les Parties ont convenu que le Dispositif est mis en œuvre pour une période qui débute le 25 août 2020 et s'achève le 31 décembre 2021.

A l'issue de cette période d'expérimentation et de son évaluation conformément à l'article 10 de la présente convention,

- soit il est mis fin au Dispositif ; la présente convention cesse alors conformément à son article 9.1.
- soit le Dispositif se poursuit dans les mêmes conditions, après un accord exprès de chacune des Parties, donné avant le 1er décembre 2021.

Les contrats d'assurance souscrits dans le cadre de cette expérimentation se poursuivent jusqu'à leur terme.

9.3 – Résiliation

Chaque Partie peut mettre fin à la présente convention, au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, adressée à chacune des autres Parties, au moins deux (2) mois avant le 31 décembre de chaque exercice.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à 45 jours, indiquée par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'une des Parties. Cette résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis de deux (2) mois commençant à courir à compter de la notification d'une mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution. Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les Parties à la présente convention sont tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation prononcée en application du précédent alinéa n'ouvre droit à aucune indemnisation de la ou des Partie(s), qui n'a (n'ont) pas respecté ses(leurs) engagements.

Dans tous les cas, la contrepartie du montant des surprimes des contrats d'assurances ayant fait l'objet d'une prise en charge par le Dispositif, est due par la Région pendant la durée des contrats en couverture des prêts immobiliers.

De même l'Assureur reste redevable de ses engagements au titre de l'article 7 de la présente Convention concernant le remboursement par l'Assureur en cas de fin anticipée du contrat d'assurance en couverture de prêt.

Article 10 – Pilotage et évaluation

La mise en œuvre de la présente convention prévoit l'organisation d'un comité de pilotage. A ce comité de pilotage, sont uniquement présents les représentants dûment désignés par les Parties à la convention.

Au plus tard le 1er octobre 2021, ce comité de pilotage procède à l'évaluation de la période d'expérimentation et rend un rapport. Sur la foi de ce dernier, chaque Partie dispose d'un délai pour faire part de sa décision de poursuivre ou non le Dispositif, sans avoir à motiver sa décision, les Parties s'engageant à échanger sur leurs intentions avant le 1er décembre 2021.

L'aide régionale fait l'objet d'une évaluation annuelle par la Région avant toute décision de reconduction.

Les Parties conviennent d'un examen conjoint de l'état de mise en œuvre du Dispositif deux fois par an sur la base des éléments statistiques fournis par l'Assureur au titre de l'article 4.3 de la présente convention.

Par ailleurs, la Région et l'Assureur conviennent d'étudier avant le 31 décembre 2020 dans le cadre du suivi du Dispositif la possibilité d'identifier des critères complémentaires d'évaluation du dispositif, en particulier sur le volet statistique.

Article 11 – Protection des données à caractère personnel

11.1 Définitions

Données à caractère personnel (ci-après : « les Données Personnelles ») : toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Traitement : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

Responsable du traitement : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.

11.2 Protection des données personnelles

Les Données Personnelles traitées dans le cadre de l'exécution de la présente Convention font l'objet d'un traitement pour lequel chaque Partie est responsable de traitement distinct de l'autre Partie, chacune pour ce qui la concerne, conformément au le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « Règlement européen sur la protection des données »).

La Banque est responsable de traitement pour l'étude, l'octroi et la gestion du prêt, l'Assureur est responsable de traitement lié à son activité d'assurances et la Région pour la prise en charge de la surprime et le contrôle de l'éligibilité au dispositif.

Les Parties reconnaissent, chacune en ce qui la concerne, être tenues à une obligation de sécurité et de confidentialité, et s'engagent, à cet effet, à prendre toutes les précautions utiles pour garantir la sécurité et la confidentialité des Données Personnelles qu'elles sont amenées à traiter, afin d'empêcher notamment qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. A ce titre, elles s'engagent à mettre en place les mesures techniques et organisationnelles permettant d'assurer, un niveau de sécurité et de confidentialité approprié au regard des risques présentés par le traitement et la nature des Données Personnelles traitées.

Enfin, les Parties s'engagent à se communiquer réciproquement, dans les meilleurs délais, toutes les informations permettant à l'une ou l'autre des Parties, chacune en ce qui la concerne, en sa qualité de responsable de traitement et au titre de la Convention, de satisfaire à la demande d'une personne concernée par le traitement de ses Données Personnelles, demande pouvant porter notamment tant sur la rectification, l'opposition, l'effacement, la portabilité et sur le droit d'accès aux Données Personnelles traitées, que sur l'opposition pour motifs légitimes.

En outre, aucune des Parties ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la Région.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité des Parties peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal. Les parties pourront alors prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Article 12 - Intégralité de la convention

Les Parties reconnaissent que la présente convention ainsi que ses annexes constituent l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à toute offre, disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux.

En cas de contradiction entre les annexes susvisées et la présente convention, il est convenu que les termes de la convention prévalent.

Article 13 – Modification de la convention

Toute modification de la présente convention, quel qu'en soit l'objet, doit faire l'objet d'un avenant approuvé par les instances habilitées des Parties et dûment daté et signé.

Article 14 – Nullité et renonciation

Si l'une des stipulations de cette convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la convention.

Le fait qu'une des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne peut être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Article 15 – Comité de règlement amiable des différends et des litiges, clause de juridiction.

Un comité de règlement amiable des différends et des litiges est constitué. Il est composé de deux représentants de la Région, d'un représentant de l'Assureur et d'un représentant de la Banque.

Le comité peut être saisi de tout différend ou litige survenu entre les Parties à la présente convention au cours de l'exécution de la présente convention en vue de définir et mettre en œuvre une solution amiable et équitable.

A défaut de solution amiable, les Parties conviennent que tout litige pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera tranché par le tribunal administratif de Paris.

Fait en cinq exemplaires originaux à , le

Pour la Région Île-de-France	Pour CNP Assurances	Pour la Banque Populaire Rives de Paris
Valérie PECRESSE Présidente de la Région Île-de-France		

Pour la Banque Populaire Val de France	Pour la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Ile de France

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-281

DU 1 JUILLET 2020

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 4E RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8 modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 publié au JOUE L 313 du 10/12/2018 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 » ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 22 janvier 2016 « portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 » ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

VU la délibération n°CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région Solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 7e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 « Politique régionale en faveur du Handicap et des MDPH – 5eme affectation pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2019-193 du 22 mai 2019 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 3ème rapport pour 2019»

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-281 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement

Décide de participer, au titre du programme « Dispositif en faveur de la petite enfance », au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 31 437 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en fonctionnement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 31 437 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42-001 (142 001) « Dispositif en faveur de la petite enfance », action 14200102 « Soutien aux modes de gardes innovants pour la petite enfance », au titre du budget 2020.

Article 2 : Fonds d'urgence pour les quartiers populaires en fonctionnement

Décide de participer, au titre du « Fonds régional de soutien et de solidarité aux familles », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 114 800 €.

Approuve la convention-type jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type précitée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer

Affecte une autorisation d'engagement de 114 800 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2020.

Article 3 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Soutien aux Innovations sociales

Décide de participer, au titre du « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de

subventions d'un montant maximum prévisionnel de 355 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 355 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2020.

Article 4 : **Fonds d'urgence pour les quartiers populaires en investissement**

Décide de participer, au titre du « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement des projets détaillés en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 30 000 €.

Approuve la convention-type jointe en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions d'investissement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type précitée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 30 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2020.

Article 5 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif de soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Décide de participer, au titre du programme « Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance », au financement des projets détaillés en annexe 7 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 600 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 600 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-001 (142 001) « Dispositif en faveur de la petite enfance », action 14200101 « Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement » au titre du budget 2020.

Article 6 : Rectification d'opération

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention en investissement octroyée par délibération n°CP 2019-193 du 22 mai 2019, à compter du 01/01/2019 par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Décide de modifier en conséquence les dates de projet de la fiche n° 19002988 relative à la subvention attribuée au titre du dispositif Innovation sociale - investissement à l'ASSOCIATION DE L'ENTREPOT EST-FRANCILIENS DES RESTAURANTS DU CŒUR lors de la CP 2019-193 du 22 mai 2019, telle que présentée en annexe 8 à la présente délibération.

Article 7 : Convention de partenariat avec Les Restos du cœur

Approuve la convention de partenariat avec les Restos du coeur présentée en annexe 9 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 8 : Convention de partenariat avec le Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers de Nanterre

Approuve la convention de partenariat avec le Centre d'Accueil et de soins Hospitaliers de Nanterre présentée en annexe 10 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 9 : Modification des articles 8 et 50 du rapport cadre n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale

Les dispositions de l'article 8 de la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 relative aux maîtres d'ouvrages éligibles aux subventions de fonctionnement sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les bénéficiaires sont les associations relevant de la loi de 1901 ou les Groupements d'Intérêt Public (GIP) pouvant justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée, à l'exception des bénéficiaires du dispositif de l'article 50 de la présente délibération pour lequel sont plus largement éligibles toute personne morale de droit public ou de droit privé sans autres conditions. »

Afin d'augmenter le plafond de l'aide, les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 50 de la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes : « La subvention régionale est fixée à 50 % de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant de subvention de 80 000 €. »

Article 10 : Adoption du règlement d'intervention « La Région Île-de-France amie des animaux de compagnie »

Approuve le règlement d'intervention « La Région Île-de-France amie des animaux de compagnie » présenté en annexe 11 à la présente délibération.

Les subventions de fonctionnement sont imputées sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles ».

Les subventions d'investissement sont imputées sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale ».

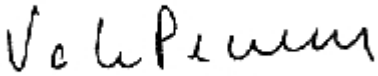
Article 11 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 12 : Dérogations exceptionnelles à la mesure 100.000 stages

Accorde aux associations Eklectik, La salle du temps, Melowdia, Vox populi, Jeunes et citoyenneté, une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire au titre de la subvention proposée dans la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181168-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - SOUTIEN AUX MODES DE GARDE INNOVANTS POUR LA PETITE ENFANCE EN FONCTIONNEMENT

DOSSIER N° EX048128 - Formation des professionnels intervenant au Lieu Accueil Enfants Parents de la ville

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement (n° 00001117)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 934-42-65734-142001-300
Action : 14200102- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement	2 875,00 € HT	49,98 %	1 437,00 €
	Montant total de la subvention		1 437,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY-EN-BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il était urgent, pour la commune, de pouvoir démarrer l'action.

Description :
Au sein d'un espace dédié à la parentalité, rattaché au Centre social de la Ville de Sucy-en-Brie, « Les p'tits Loups » est un lieu d'accueil, de rencontres qui vise à préparer la socialisation et l'autonomie de l'enfant. Ce lieu s'adresse aux enfants de moins de 4 ans accompagnés d'un adulte référent (parent, grands-parents). Il est également ouvert aux futurs parents.

Le projet présenté a pour objectif de former sept nouvelles professionnelles à l'accueil "Lieu Accueil Enfants Parents". Pour cela, il est envisagé de faire appel à un organisme privé de formation (l'Ecole des Parents et des Educateurs).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Divers services extérieurs (organisme de formation)	2 875,00	100,00%
Total	2 875,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 437,00	49,98%
Fonds propres	576,00	20,03%
Subventions et aides privées	862,00	29,98%
Total	2 875,00	100,00%

DOSSIER N° EX049379 - Dispositif intégré d'orientation vers l'emploi pour des familles en situation de grande précarité au sein d'un multi-accueil

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement (n° 00001117)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 934-42-65734-142001-300
Action : 14200102- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement	220 810,00 € TTC	13,59 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BOBIGNY
Adresse administrative	:	31 AV DU PRESIDENT SALVADOR ALLENDE 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Stéphane de PAOLI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un dispositif intégré d'orientation vers l'emploi pour des familles en situation de grande précarité au sein d'un multi-accueil

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet imaginé par la ville de Bobigny consiste en la création, au sein d'un multiaccueil de 40 places classique, situé dans le quartier prioritaire de la politique de la ville de l'Abreuvoir, une réserve de 8 places pour un public en insertion professionnelle. Chaque place donnera lieu à la signature d'un contrat tripartite entre la famille, la crèche, et un référent social, de 6 mois, qui donne des objectifs clairs : le parent dont l'enfant est gardé bénéficiera d'un suivi sur le plan de l'insertion professionnelle ainsi que d'un accompagnement à la parentalité.
Le projet est innovant dans la mesure où il permet l'inclusion de familles en situation de grande précarité dans un établissement classique, dans le cadre d'un tissu partenarial renforcé (RSA, Pole emploi, Mission locale, CAF, Service social, PMI, PLIE).
L'ensemble du personnel de la crèche suivra des formations sur l'accueil du public en insertion pour l'ensemble du personnel du multiaccueil.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations / Charge de personnel	157 563,00	71,36%
Achats	22 563,00	10,22%
Charges diverses de gestion courante	13 300,00	6,02%
Divers Services extérieurs	11 038,00	5,00%
Entretien et réparation	15 200,00	6,88%
Assurance	1 146,00	0,52%
Total	220 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	13,59%
Subventions et aides privées	24 100,00	10,91%
Fonds propres	166 710,00	75,50%
Total	220 810,00	100,00%

ANNEXE 2 - FICHES PROJETS FONDS D'URGENCE QUARTIERS POPULAIRES – FONCTIONNEMENT

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° 20006925 - Handi'dating

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	16 600,00 € TTC	60,24 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HANDI'VEIL
Adresse administrative : 13 PL JUPITER
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Ismail BELMOKHTAR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet Handi'dating

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association Handi'veil a pour objet l'aide à l'insertion des personnes à mobilité réduite, âgées ou défavorisées par des formations à l'outil informatique, de l'accessibilité, et des actions sociales.

Le projet Handi'dating de l'association Handi'veil vise à organiser des Job Dating en faveur des personnes handicapées sur les communes d'Aulnay, le Blanc-Mesnil, Villepinte et Sevran notamment.

Lors d'une soirée organisée, les entreprises et candidats échangeront autour d'un déjeuner d'une durée déterminée.
En effet, chaque candidat s'exprimera d'une table à l'autre au cours des différentes étapes du déjeuner, signalées par un son de cloche, l'idée étant de supprimer la barrière du handicap lors d'un moment convivial.

Les objectifs de l'action sont les suivants :
- Permettre l'insertion professionnelle des personnes touchées par un handicap
- Faciliter leur indépendance
- Sensibiliser les entreprises à l'embauche

- Favoriser l'entraide et recréer le lien social
- Faire perdurer les actions solidaires

L'action devrait mobiliser directement 10 à 25 femmes et hommes de 18 à 64 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS
- LE BLANC-MESNIL
- SEVRAN
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	13 000,00	78,31%
Achats non stockés de matières et fournitures	1 000,00	6,02%
Assurance	300,00	1,81%
Publicité, publications, relations publiques	1 000,00	6,02%
Déplacements, missions et réceptions	300,00	1,81%
Autres charges de gestion courante	1 000,00	6,02%
Total	16 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	60,24%
Subvention Commune (sollicitée) Aulnay-sous-Bois	500,00	3,01%
Subvention Commune (sollicitée) Blanc-Mesnil	500,00	3,01%
Subvention Commune (sollicitée) Sevran	500,00	3,01%
Subvention Commune (sollicitée) Villepinte	500,00	3,01%
Cotisations, dons manuels ou legs	1 600,00	9,64%
Subvention Aides privées (sollicitée)	3 000,00	18,07%
Total	16 600,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° 20006927 - Projet Moultipasse

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	19 168,00 € HT	52,17 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EKLECTIK
Adresse administrative : 87 RUE DU FBG DU TEMPLE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe DUVEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet Moultipasse

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'objet de l'association Eklectik est de faire connaitre la danse et la diffuser au plus grand nombre en initiant à l'histoire de la danse, en donnant des cours de danse et en créant des spectacles en milieu scolaire ou lors d'événements.

Le projet moultipasse permet à des élèves du collège République de découvrir une pratique artistique nouvelle avec six danseurs professionnels, 2 professeurs de danse, un chorégraphe et un professeur de français afin notamment de préparer un spectacle de fin d'année.

L'action devrait profiter à 23 bénéficiaires directs et à environ 2000 de façon indirecte à travers les élèves du collège notamment.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	991,00	5,17%
Contrats prestations de services avec des entreprises (assurance)	459,00	2,39%
Locations	2 333,00	12,17%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (honoraires comptables et travailleurs indépendants)	6 777,00	35,36%
Frais de personnel	8 608,00	44,91%
Total	19 168,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	52,17%
Ressources propres	3 568,00	18,61%
Subvention Département (sollicitée) MICACO	3 800,00	19,82%
Subvention Commune (sollicitée)	800,00	4,17%
Subvention Aides privées (sollicitée) Berger Levrault	1 000,00	5,22%
Total	19 168,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° 20006929 - Le Campus Moteur! : le campus de la confiance

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	30 000,00 € TTC	33,33 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOTEUR
Adresse administrative : CHEZ MME CAROLINE SENECLAUZE
75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Caroline SENECLAUZE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet Le Campus Moteur! : le campus de la confiance

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association Moteur! contribue à accélérer la promesse républicaine d'égalité des chances et à réparer l'ascenseur social en combattant l'autocensure, le déterminisme et l'isolement. Elle œuvre pour une société plus inclusive, pour une plus grande mixité sociale et une plus juste insertion professionnelle pour tous les jeunes. Trois piliers fondent cet engagement : donner confiance, mettre en lien et changer le regard de la société sur la jeunesse.

Le projet porté par l'association vise à développer "le Campus Moteur Île-de-France, campus confiance". Celui-ci prend la forme d'une session organisée sur quatre jours, en faveur notamment de jeunes lauréats du Concours Moteur! (concours consiste en la production d'un film d'1 minute 30, réalisé avec un smartphone sur une personne qui les inspire) et en priorité aux jeunes issus de milieux modestes, scolarisés dans des établissements situés en réseau d'éducation prioritaire ou sortis du système scolaire / décrocheurs.

Le campus, ouvert à 40 jeunes franciliens de 14 à 22 ans, leur permet :
- de se retrouver et de se créer un réseau, entre eux et avec différents intervenants
- de travailler l'art de l'éloquence, le slam, l'expression corporelle, au travers de multiples ateliers,

- de développer leur confiance en eux et leur leadership,
- de réfléchir à leurs parcours professionnels, de rencontrer et échanger avec des personnes inspirantes (comédiens, réalisateurs, journalistes, animateurs, danseurs…),
- de se dépasser individuellement et de se projeter avec confiance et détermination dans l'avenir.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services ext. (Locations, hébergement et salle)	8 180,00	27,27%
Service ext. (Restauration)	5 000,00	16,67%
Film vidéo du campus	4 000,00	13,33%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	500,00	1,67%
Transport, déplacement, missions	2 000,00	6,67%
Frais de communication (affiches, flyers, tee-shirts...)	1 000,00	3,33%
Frais de personnel	9 320,00	31,07%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	33,33%
Subvention Aides privées (sollicitée) Fondation Edmond de Rothschild	8 000,00	26,67%
Subvention Aides privées (sollicitée) Crédit Mutuel Nord Europe	12 000,00	40,00%
Total	30 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20006951 - Conjuguons la réussite

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	94 750,00 € TTC	10,55 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASAD ACTION SOLIDARITE POUR AUTONOMIE DURABLE
Adresse administrative : 13 MAIL MAURICE DE FONTENAY 93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Amar BELLILI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet Conjuguons la réussite

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 10 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CONJUGUONS LA RÉUSSITE est un projet global qui se décline en plusieurs volets afin de favoriser la réussite scolaire et sociale par l'épanouissement et la réalisation de soi :

- Conjuguons la scolarité, en proposant une diversité d'ateliers d'écriture, d'éloquence, de lecture,
- Conjuguons l'Excellence, en rencontrant des professionnels d'horizons divers, ayant réussi des parcours d'excellence,
- Conjuguons la Culture, à travers de nombreuses sorties culturelles et actions partenariales avec le Centre Pompidou...
- Conjuguons la citoyenneté, en favorisant le bénévolat et la découverte d'autres univers, en encourageant le volontariat par les services civiques, en informant de la nécessité "d'alerter et de secourir avant de filmer et partager". Conjuguons la Citoyenneté, c'est être acteur d'un monde où le vivre ensemble n'est pas un objectif mais bien une réalité.
- Conjuguons le sport : actions de proximité autour de la pratique sportive avec pour finalité la réinsertion scolaire, l'insertion professionnelle ou encore l'appropriation de l'espace public par les femmes.

Cette action devrait profiter à 170 bénéficiaires directs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	34 900,00	36,83%
Achats non stockés de matières et fournitures	15 300,00	16,15%
Combustible, carburants, alimentation	3 600,00	3,80%
Fournitures administratives	2 500,00	2,64%
Contrats prestations de services	4 700,00	4,96%
Locations	3 000,00	3,17%
Frais de formation (BAFA, PSC1 et Permis B)	27 000,00	28,50%
Publicité, publications, relations publiques	3 000,00	3,17%
Frais postaux et frais de télécommunications	750,00	0,79%
Total	94 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	7 250,00	7,65%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	10,55%
Subvention État (sollicitée) Contrat de ville	40 000,00	42,22%
Subvention Département (sollicitée) Seine-Saint-Denis AGIR	5 000,00	5,28%
Subvention Commune (sollicitée) La Courneuve	15 000,00	15,83%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée) CAF CLAS	7 500,00	7,92%
Dons et cotisations	10 000,00	10,55%
Total	94 750,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° 20006955 - L'Ecri'Créative

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	46 876,00 € TTC	21,33 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ENTRAIDE SOCIALE
Adresse administrative : 11 RUE CHARCOT
93150 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Salif MAIGA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet Ecri'Créative

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Entraide Sociale a pour objet l'insertion sociale et professionnelle des jeunes sans emploi, ni formation de 16 à 25 ans, ainsi que la lutte contre le décrochage scolaire au sein des collèges issus des quartiers populaires de la Ville du Blanc Mesnil.

Le projet l'Ecri'Créative de l'association vise à mettre en place des ateliers d'écriture sous forme d'exercice autobiographique pour les élèves en décrochage au sein du collège Nelson Mandela.

L'objectif est de leur redonner confiance en eux en favorisant le développement de leurs compétences. Ils participeront également, auprès d'un réalisateur qualifié et de son équipe, à la création de trois courts métrages de trois minutes, inspirés de leur vie quotidienne. L'intérêt est de mettre en place un parcours citoyen visant à lutter contre la délinquance. Environ 45 bénéficiaires directs devraient profiter de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - Petit équipement Ordinateur, Imprimante, materiel de vidéo	1 700,00	3,63%
Fournitures administratives	750,00	1,60%
Contrats prestations de services avec des entreprises : Coach en conseil en image	3 000,00	6,40%
Frais de formation	1 750,00	3,73%
Publicité, publications, relations publiques	1 800,00	3,84%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	1 500,00	3,20%
Catalogues, imprimés, publications	1 800,00	3,84%
Transports – déplacements - missions	2 500,00	5,33%
Frais postaux et télécommunications	676,00	1,44%
Exposition, montage vidéo, projection	1 900,00	4,05%
Frais de personnel	29 500,00	62,93%
Total	46 876,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 500,00	3,20%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services (ateliers)	1 064,00	2,27%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	21,33%
Subvention État (sollicitée) Contrat de ville	5 000,00	10,67%
Subvention Département (sollicitée) Seine-Saint-Denis	2 000,00	4,27%
Subvention Commune (sollicitée) Le Blanc Mesnil	2 000,00	4,27%
Subvention Autres établissements publics (sollicitée) ASP	19 112,00	40,77%
Subvention Aides privées (sollicitée) Fondation Harmonie Mutuelle	5 000,00	10,67%
Adhésions	1 200,00	2,56%
Total	46 876,00	100,00%

DOSSIER N° 20006959 - L'Escale Aventure

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	12 510,00 € TTC	79,94 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ESCALE
Adresse administrative : 14 RUE DE L'ARC EN CIEL
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ELEONORE LUHAKA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre du projet L'Escale Aventure

Dates prévisionnelles : 15 février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association L'Escale vise à favoriser la réinsertion sociale et économique des jeunes ainsi qu'à les sensibiliser à l'environnement et aux comportements éco-citoyens. L'association développe également l'accompagnement des mères de famille dans les démarches administratives, les montages de projet et l'organisation de sorties avec les jeunes.

Toutes les activités sont pensées afin d'aider les jeunes comme la cellule familiale à trouver ou retrouver sa place dans la société.

Le projet se traduit par l'organisation d'un périple pour 10 jeunes de 16 et 25 ans, d'une durée de 1 mois, où vont se mêler Sport, Ecologie, Humanitaire, Dépaysement, Découverte de soi et des autres, Apprentissage, Retransmission, Dépassement de soi. Durant cette période, les jeunes vont partager leur quotidien avec des animateurs dont les objectifs seront de leur redonner confiance et de redéfinir des bases solides nécessaires à une bonne réintégration.

Les jeunes suivront des ateliers pour travailler sur l'expression, l'identité, le sport et la découverte de techniques et méthodes et savoir-faire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location mini bus	3 570,00	28,54%
Frais carburant	850,00	6,79%
Déplacements, missions et réceptions	600,00	4,80%
Billets d'avion pour 14 personnes	4 760,00	38,05%
Location voiture - 2 véhicules	2 500,00	19,98%
Frais parking	70,00	0,56%
Frais péage	160,00	1,28%
Total	12 510,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	79,94%
Autres produits	2 510,00	20,06%
Total	12 510,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° 20006962 - Le cause café des parents et le coaching parental

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	36 204,00 € TTC	27,62 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPOIR
Adresse administrative : 2 RUE DES RESERVOIRS
78570 CHANTELOUP-LES-VIGNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mounir SATOURI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre du projet « Le cause café des parents et le coaching parental »

Dates prévisionnelles : 2 juin 2020 - 1 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association Espoir met à disposition des habitants de Chanteloup les Vignes, plus particulièrement dans le quartier la Noé, un accueil transgénérationnel, des animations en pied d'immeubles, des ateliers santé et bien-être, des présentations des acteurs locaux, des coaching de femmes pour l'emploi durable, des opérations de nettoyage du quartier ou encore des actions renforçant la fonction parentale comme le projet décrit ci-contre.

Ce projet spécifique vise à maintenir ou conforter les parents, même vulnérabilisés, dans une position de "premier responsable" du bien-être et de la réussite éducative de leur enfant.

A travers l'action collective "Le Cause Café des Parents", l'association propose un espace de parole destiné aux parents, un lieu ressource qui leur permet, grâce à sa dimension collective de se sentir moins seul face aux difficultés.
Il s'agirait d'un temps animé par un professionnel assurant un cadre bienveillant et non-culpabilisant, sur 2 heures par semaine, tout au long de l'année, hors vacances scolaires.
Par ailleurs, l'intervention pourra prendre la forme de "cellule de crise" en cas d'évènement particulier sur la commune (décès d'enfant, émeute urbaine...)

A travers l'action individuelle "Le coaching éducatif parental", l'association propose un accompagnement qui passe par une écoute individuelle et des conseils éducatifs. Les parents comprennent ainsi mieux la source du problème et trouvent des solutions centrées autour d'un objectif principal.
L'accompagnant a pour rôle de les aider à déculpabiliser et de leur apporter un soutien. Face à la diversité des conjonctures, il est nécessaire pour chaque situation de trouver une réponse adaptée. Il s'agirait donc d'un temps individuel assuré par un professionnel, 3 heures par semaine tout au long de l'année hors vacances scolaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHANTELOUP-LES-VIGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés matières et fournitures	1 000,00	2,76%
Fournitures d'entretien - Petit équipement (Mobilier adapté aux enfants, tables, chaises, bibliothèques, jeux société, éducatifs, créatifs, livres pour enfants…)	8 000,00	22,10%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (coach parentale et psychologue du cause café des parents)	26 000,00	71,82%
Frais de personnel	1 204,00	3,33%
Total	36 204,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	27,62%
Subvention État (sollicitée) ANCT BOP 147	10 000,00	27,62%
Subvention Département (sollicitée) 78	4 000,00	11,05%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée) CU Grand Paris Seine Ouest	7 500,00	20,72%
Subvention Commune (sollicitée) Chanteloup-les-Vignes	4 704,00	12,99%
Total	36 204,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° 20006963 - Une compilation musicale pour faire cesser la spirale de la violence dans les quartiers populaires

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	40 000,00 € TTC	25,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VOX POPULI
Adresse administrative : 31 VILLA CURIAL
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Armel MOMBOULI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Produire une compilation musicale intitulée « halte à la violence »

Dates prévisionnelles : 15 avril 2020 - 14 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association Vox Populi en partenariat avec le label Vox Muzika et Couleur Musique Publishing, souhaite mobiliser le monde artistique afin d'appeler à un sursaut républicain contre les violences (rixes, féminicides...), en échos aux actions menées par la « Fédération des mères combattantes » que l'association VOX POPULI soutient au quotidien. Il s'agit de produire une compilation musicale visant à faire cesser la spirale de la violence dans les quartiers populaires et au-delà, en faisant appel à des artistes connus.
La compilation intitulée « Halte à la violence » est la 1ère étape d'un mouvement plus large d'appel au sursaut citoyen de la jeunesse des quartiers populaires afin que la société tout entière se mobilise pour stopper le cycle de la haine.
L'association souhaite regrouper des artistes connus de Rap, Reggae, Pop-Rock etc.
Pour faire perdurer cette action, l'association s'appuiera sur certaines associations de terrains (Fédération des mères combattantes,...) afin de favoriser la naissance d'un mouvement civique et républicain, qui s'appellera « Halte à la violence ».
Le point d'orgue de cette compilation résultera dans l'organisation d'un Grand concert en île de France, fin 2020 afin de de se retrouver autour du projet et de manifester le vivre-ensemble souhaité par l'association.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	9 000,00	22,50%
Prestations de service	8 000,00	20,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 000,00	10,00%
Publicité, publications, relations publiques	6 000,00	15,00%
Catalogues, imprimés, publications	3 000,00	7,50%
Transports, déplacements, missions	3 000,00	7,50%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 000,00	2,50%
Rémunération des personnels	5 000,00	12,50%
Charges sociales et frais de personnels	1 000,00	2,50%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	12 000,00	30,00%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	25,00%
FIPR- Fonds interministériel de prévention de la radicalisation	13 000,00	32,50%
Ville de Paris	4 000,00	10,00%
Sponsoring	1 000,00	2,50%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° 20006967 - Organiser des reconstitutions de procès et des visites aux audiences correctionnelles du tribunal de Bobigny

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	13 800,00 € TTC	72,46 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEUNES ET CITOYENNETE
Adresse administrative : 191 RUE DE VERDUN
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Colette PRUDOT D'AVIGNY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Organiser des reconstitutions de procès au tribunal judiciaire et des visites aux audiences correctionnelles du tribunal de Bobigny

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet de l'association consiste à sensibiliser des jeunes au système judiciaire national à travers l'organisation de reconstitutions de procès en lien avec le tribunal de Bobigny.

Ce projet destiné à 135 collégiens et lycéens de Sevran, du Blanc-Mesnil et de Bagnolet, se déroulera sur plusieurs séquences pédagogiques : présentation du système judiciaire, visite du tribunal, constitution de dossiers d'enquête de police et création par équipe de personnages fictifs. Au terme de ce travail, les jeunes seront invités à restituer leur dossier d'instruction, à travailler réquisitoires et plaidoiries avant la représentation finale du procès fictif, en costume.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures administratives	200,00	1,45%
Location costumes	1 200,00	8,70%
Documentation	150,00	1,09%
Transports, déplacements, missions	600,00	4,35%
Frais postaux et frais de télécommunications	150,00	1,09%
Rémunération des personnels	7 500,00	54,35%
Charges sociales et frais de personnel	3 800,00	27,54%
Cotisation uniformation	200,00	1,45%
Total	13 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	72,46%
Subvention Commune de Bagnolet (sollicitée)	2 200,00	15,94%
Subvention Commune du Blanc-Mesnil (sollicitée)	300,00	2,17%
Subvention Commune de Sevran (sollicitée)	1 300,00	9,42%
Total	13 800,00	100,00%

DOSSIER N° 20009431 - Eveil la mélodie

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	6 000,00 € TTC	80,00 %	4 800,00 €
	Montant total de la subvention		4 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MELOW DIA
Adresse administrative : 55 RUE DU LAITON
77176 SAVIGNY LE TEMPLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Vina DEIGE-FOREZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : permettre aux jeunes des quartiers populaires de découvrir les arts musicaux à travers un stage d'éveil musical.

Dates prévisionnelles : 21 mai 2020 - 20 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet "éveil la mélodie" a pour but de permettre aux jeunes des quartiers populaires de découvrir les arts musicaux à travers un stage d'éveil musical. Ce projet d'identification et d'initiation aux instruments de musique, de découverte des métiers artistiques par des ateliers d'éveil musical, d'écriture et de chant a pour objectif une approche pédagogique, ludique et culturelle mais aussi un rôle social en intégrant la possibilité d'orienter et d'accompagner durant toute l'année une trentaine de jeunes ayant pour projet la réalisation d'une œuvre artistique. Ce projet sera précisément tourné vers les jeunes de 18 à 25 ans.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	2 316,00	38,60%
Fournitures administratives	30,00	0,50%
Locations	714,00	11,90%
Publicité, publications, relations publiques	320,00	5,33%
Catalogues, imprimés	390,00	6,50%
Transports, déplacements, missions	250,00	4,17%
Frais postaux et frais de télécommunications	180,00	3,00%
Frais de personnel (intervenants)	1 800,00	30,00%
Total	6 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	1 200,00	20,00%
Subvention Région (sollicitée)	4 800,00	80,00%
Total	6 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° 20009439 - Stage de perfectionnement au football sur l'île de loisirs de Buthiers

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	18 680,00 € TTC	53,53 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCCERSKILLS
Adresse administrative : 7 RUE CHARLES FLOQUET
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric Rabesandratana, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser un séjour sportif pour des jeunes de 10 à 15 ans sur l'île de loisirs de Buthiers.

Dates prévisionnelles : 24 août 2020 - 30 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à organiser un séjour sportif pour une cinquantaine de jeunes filles et garçons de 10 à 15 ans sur l'île de loisirs de Buthiers. Ce séjour sous forme de stage de perfectionnement à la pratique du football a pour objectifs une approche de la féminisation de ce sport, de l'accesiblité à travers la question du handicap et enfin la mixité sociale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien- petit équipement (ballons, maillots, chasubles)	690,00	3,69%
Contrats de prestations de services avec des entreprises (hébergement)	13 110,00	70,18%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 500,00	18,74%
Catalogues, imprimés, goodies	690,00	3,69%
Transports, déplacements, missions	690,00	3,69%
Total	18 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	8 680,00	46,47%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	53,53%
Total	18 680,00	100,00%

DOSSIER N° 20009462 - Flash mob des jeunes filles d'Île-de-France

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	24 650,00 € TTC	40,57 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARTS 93 COMMUNIQUE
Adresse administrative : 111 RUE DANIELLE CASANOVA
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Coryne BOULET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser un Flash mob des jeunes filles d'Île-de-France.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à organiser un Flash mob de danse de jeunes filles d'île de France.

La danse étant un art très prisé, l'association va se servir de cet événement pour :
- Valoriser les jeunes filles des quartiers politique de la ville in-situ et hors les murs.
- Identifier et développer les softs skills
- Sensibiliser au hard skills ainsi qu'à la culture d'entreprenariat
- Initier les jeunes filles au métier de professeur de danse
- Réaliser une charte de conduite avec les jeunes filles
- Investir positivement les espaces au coeur des QPV

Des ateliers de danse et de découverte auront lieux dans différentes structures.

Le flashmob se dansera au cœur des quartiers qui accueilleront l'événement.
Le flashmob de fin de saison se déroulera au Stade de France le 5 septembre 2020, lors du forum des associations sportives, organisé par l'office des sports de Saint-Denis.

Le projet mobilisera :

- Associations (de quartiers, de parents des QPV, les Associations pour le maintien d'une agriculture

paysanne (AMAP)
- Structures sociales pour jeunes (MJ, Antennes, Paris Anim , Espace Jeune, Mission Locale)
- Services des mairies : sport, culture, jeunesses, vie associative, communication
- Commerçants locaux de proximité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	9 000,00	36,51%
Achats non stockés de matières et fournitures	2 400,00	9,74%
Combustibles, carburant, alimentation	3 700,00	15,01%
Fournitures d'entretien - petit équipement	2 350,00	9,53%
Fournitures administratives	550,00	2,23%
Prestations de service avec des entreprises	300,00	1,22%
Locations	100,00	0,41%
Publicité, publications, relations publiques	4 100,00	16,63%
Catalogues, imprimés, publications	2 150,00	8,72%
Total	24 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	40,57%
Subvention commune Saint-Denis	2 000,00	8,11%
Subvention commune Pierrefitte	1 000,00	4,06%
Subvention commune Villetaneuse	500,00	2,03%
Subvention Aides privées (sollicitée) Total, Deloitte, ADLPARTNER et RATP	7 650,00	31,03%
Ressources propres	3 500,00	14,20%
Total	24 650,00	100,00%

ANNEXE 3 - CONVENTION TYPE FONDS D'URGENCE QUARTIERS POPULAIRES – FONCTIONNEMENT

CONVENTION ANNUELLE N°XX RELATIVE A LA PARTICIPATION REGIONALE AUX PROJETS « FONDS D'URGENCE AUX QUARTIERS POPULAIRES » - FONCTIONNEMENT

Dossier XXXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération CP**XX-XXX** du **XX**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **XX**
dont le statut juridique est : **X**
N° SIRET : **XX**
Code APE : **XX**
dont le siège social est situé au : **XX**
ayant pour représentant **XXXX**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier pour son projet XXX

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

L'ensemble des modalités ci-dessous s'entendent par projet/action.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°**XXX** du **XXX**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir **XXX** pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **XXX** (référence dossier n°**XXXXX**).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **XXX**% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **XXXXX** €, soit un montant maximum de subvention de **XXXXX** €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet ou du programme, sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif du projet subventionné (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires directs et indirects…).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter **X** stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2 .4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Permettre toute visite des locaux par les agents de la Région, ainsi que l'observation du déroulement des services mis en place dans le cadre du projet financé.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 80% de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution narratif qui détaillera la réalisation de l'action et précisera les types de bénéficiaires, le nombre de bénéficiaires, une évaluation de son impact, ainsi que les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce compte-rendu sera complété le cas échéant de tout autre justificatif (articles de journaux ou photos témoignant de l'action, flyers et plaquettes, liste mentionnant les dates et lieux des manifestations, programme et CD Rom…).
- **X** justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **XXX** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **XXX**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une

mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Ainsi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°**XXX** du **XXX**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le **XX/XX/XXXX**

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le **XX/XX/XXXX**

Le bénéficiaire

ANNEXE 4 - INNOVATION SOCIALE

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° EX048242 - Création d'un centre ressources dans le 18ème pour répondre aux besoins en faveur de l'accueil et de l'intégration des publics précaires

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	1 594 000,00 € HT	18,82 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMB ASSOCIATION MAISON BAKHITA
Adresse administrative : 10 RUE DU CLOITRE NOTRE DAME
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE ROSSIGNOL, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un centre ressources dans le 18ème pour répondre aux besoins en faveur de l'accueil et de l'intégration des publics précaires.

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
L'Association Maison Bakhita a pour mission de gérer et d'assurer le fonctionnement d'un centre ressources, la Maison Bakhita, dans le 18ème arrondissement pour répondre aux besoins en faveur de l'accueil et de l'intégration des publics en situation de grande vulnérabilité.

Ce projet transversal propose des ateliers innovants axés sur l'intégration des personnes migrantes et la formation professionnelle. Sont ainsi proposés des cours intensifs d'alphabétisation et cours intensifs de français langue étrangère niveau avancé, un accompagnement à la parentalité. Des ateliers conviviaux et professionnels (petites réparations, cuisine semi professionnelle, plomberie, couture, préparation de produits d'hygiène et d'entretien naturels) ainsi que des ateliers d'accompagnement vers les formations professionnelles et vers l'emploi sont également proposés.

Une cuisine ouverte le soir aux familles logées à l'hôtel est créée et une aide aux devoirs pour les écoles à proximité est proposée. Les habitants du quartier et, plus largement, de Paris qui déposeront leurs enfants à la micro-crèche, pourront ainsi s'arrêter dans l'espace de convivialité, participer à une activité dans la Maison Bakhita ou animer cette activité, assister à une conférence ou à un événement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 408 000,00	88,33%
Equipements mobiliers	186 000,00	11,67%
Total	1 594 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	300 000,00	18,82%
Subvention Mairie de Paris	200 000,00	12,55%
Subvention Fondation Notre Dame	500 000,00	31,37%
Fonds propres	594 000,00	37,26%
Total	1 594 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° EX048735 - Création d'une épicerie sociale et solidaire à Verneuil-sur-Seine (78)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	55 243,00 € TTC	50,00 %	15 000,00 €
		Montant total de la subvention	15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA P'TITE EPISOL
Adresse administrative : 3 RUE DES ERABLES
78540 VERNOUILLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur STEVEN CHARLES DAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une épicerie sociale et solidaire à Verneuil-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet a pour objectif de restructurer un local de 150m² afin d'y aménager une épicerie sociale et solidaire.
L'association a pour projet d'y développer des activités liées à :
- la vente en libre-service de produits frais issus de l'agriculture locale et si possible biologique, de produits d'épicerie et de produits d'hygiène, à des personnes momentanément démunies (adressées par les services sociaux du secteur).
- l'accompagnement de la personne fréquentant l'épicerie lors de ses achats et dans la réalisation de son projet, critère essentiel pour avoir accès à l'épicerie : en effet, le but est d'apporter aux personnes accueillies une aide ponctuelle d'une durée déterminée de 4 mois renouvelables en fixant avec elles un objectif individuel qu'elles devront mener à bien : achats nécessaires au bon fonctionnement du foyer (réfrigérateur, cuisinière ...), financement d'un prêt, acquisition d'un moyen de transport, participation des enfants à une sortie ...
- l'animation d'ateliers (cuisine, informatique, aide aux devoirs, coiffure).

La recherche d'autonomie des personnes dans la gestion de leur budget caractérise l'innovation sociale du projet.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE
- VERNOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	19 993,00	36,19%
Travaux et charges afférentes	12 750,00	23,08%
Acquisition de véhicules	22 500,00	40,73%
Total	55 243,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	27,15%
Subvention et aide privée (sollicitée)	40 243,00	72,85%
Total	55 243,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° EX049702 - Création de l'Air de repos, accueil de jour pour personnes très vulnérables

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	160 000,00 € TTC	25,00 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MU
Adresse administrative : 12 RUE D'ORAN
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DAVID GEORGES FRANCOIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de l'Air de repos, accueil de jour pour personnes très vulnérables

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En 2016, le collectif artistique MU a ouvert les portes de La Station - Gare des Mines, lieu de convivialité et laboratoire artistique situé Porte d'Aubervilliers, dans le cadre des Sites Artistiques Temporaires, démarche d'urbanisme transitoire initiée par SNCF Immobilier.
La Station - Gare des Mines accueille des activités en faveur des personnes exilées, ainsi qu'à destination des personnes précaires et/ou des publics dits "empêchés", notamment le public autiste ou en situation de handicap mental ou psychique.
Depuis deux ans, la Station a également développé un volet social en direction de personnes en grande précarité et notamment en situation d'exil (mineurs isolés).
L'association souhaite à présent créer un lieu de soin, de convivialité et de calme pour les personnes en situation de précarité.
La subvention a pour objet de financer une partie des investissements nécessaires à la conception, à la construction ainsi qu'à l'aménagement de ce nouvel espace.
Les dimensions ci-dessous caractérisent l'innovation sociale du projet :
- définition du projet par un processus de design collaboratif associant au cours d'une dizaine de rendez-vous l'écosystème du lieu, (salariés, clients, fournisseurs, partenaires, artistes résidents, animateurs bénévoles...) : l'Air de Repos sera co-conçu et co-construit avec ses futurs usagers.
- prise en charge d'un public en situation de grande précarité, mal pris en charge ailleurs (mineurs isolés exilés) dans un environnement urbain sensible et en mutation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	5 000,00	3,13%
Travaux et charges afférentes	110 000,00	68,75%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	45 000,00	28,13%
Total	160 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	20 000,00	12,50%
Autres recettes	20 000,00	12,50%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	25,00%
Subvention Commune (sollicitée)	30 000,00	18,75%
Subvention et aide privée (sollicitée)	50 000,00	31,25%
Total	160 000,00	100,00%

ANNEXE 5 - FICHES PROJETS FONDS D'URGENCE QUARTIERS POPULAIRES – INVESTISSEMENT

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° 20009441 - Achat de matériel de boxe pour la réalisation d'ateliers éducatifs

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (investissement) (n° 00001146)
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (investissement)	12 500,00 € TTC	80,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA SALLE DU TEMPS
Adresse administrative : 180 AVENUE JEAN JAURES
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric HERUBY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : investir dans du matériels de boxe pour la réalisation d'ateliers éducatifs.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à développer un axe d'accompagnement de jeunes de la commune d'Argenteuil en proposant une activité sportive régulière à moindre coût. L'objectif est de pouvoir rendre accessible une activité sportive de proximité, tout en développant le savoir-être. Ainsi, sera proposé un panel d'activités autour de la boxe pour différents niveaux de pratique, allant de l'initiation à la compétition et touchant des publics mixtes à partir de 6 ans.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique : ARGENTEUIL
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat petit matériel (gants, casques etc.)	7 210,00	57,68%
Achat gros équipements (ring, steps etc.)	5 290,00	42,32%
Total	12 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	80,00%
Cotisations, dons manuels ou legs	2 500,00	20,00%
Total	12 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° 20009492 - Acquisition d'un camion pour faciliter la distribution de repas aux familles dans le besoin

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (investissement) (n° 00001146)
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (investissement)	12 900,00 € TTC	77,52 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	REGIE D AULNAY SOUS BOIS
Adresse administrative	:	23 CHEMIN DE ROISSY EN FRANCE 93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Brigitte DANINO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition d'un camion pour faciliter la distribution de repas aux familles dans le besoin.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à acquérir un camion avec hayon pour à la fois récupérer des denrées alimentaires chez des distributeurs, soit 80 m3 par semaine, et ensuite assurer la distribution de colis individuels de marchandises aux familles nécessiteuses 2 à 3 fois par semaine.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat véhicule	12 900,00	100,00%
Total	12 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	77,52%
Ressources propres	2 900,00	22,48%
Total	12 900,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° 20009442 - Acquisition d'un minibus pour faciliter l'accès aux activités sportives et l'organisation de sorties culturelles

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (investissement) (n° 00001146)
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (investissement)	40 000,00 € TTC	25,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSN ASSOCIATION SPORTIVE ET SOCIALE NOISEENNE
Adresse administrative	:	12 RUE PAUL VERLAINE 93130 NOISY-LE-SEC
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Diambere CAMARA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition d'un minibus pour faciliter l'accès aux activités sportives et l'organisation de sorties culturelles.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet a pour objectif l'acquisition d'un minibus afin de faciliter l'accès aux activités sportives et l'organisation des sorties culturelles de l'association sportive et sociale noiséenne pour faire du football un vecteur d'émancipation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : NOISY-LE-SEC
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un minibus	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	2 000,00	5,00%
Commune de Noisy Le Sec	1 000,00	2,50%
Subvention Aides privées (sollicitée) Fédération Française de Football	20 000,00	50,00%
Cotisations, dons manuels ou legs	7 000,00	17,50%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	25,00%
Total	40 000,00	100,00%

ANNEXE 6 - CONVENTION TYPE FONDS D'URGENCE QUARTIERS POPULAIRES – INVESTISSEMENT

CONVENTION ANNUELLE N°XX
RELATIVE A LA PARTICIPATION REGIONALE AUX PROJETS « FONDS D'URGENCE AUX QUARTIERS POPULAIRES » - INVESTISSEMENT

Dossier XXXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°**XXX** du **XXX**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **XXX**
dont le statut juridique est : **XXX**
N° SIRET :**XXX**
Code APE : **XXX**
dont le siège social est situé au : **XXX**
ayant pour représentant **XXX**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier pour son projet XXX.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

L'ensemble des modalités ci-dessous s'entendent par projet/action.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°**XXX** du **XXX**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir **XXX** pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **XXX** (référence dossier n°**XXXXX**).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **XXX**% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **XXXXX** €, soit un montant maximum de subvention de **XXXXX** €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter **X** stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2 .4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Un organisme peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **XXX (date d'éligibilité sinon date du vote en Commission Permanente)** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **XXX**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Aussi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°**XXX** du **XXX**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le **XX/XX/XXXX**	Le **XX/XX/XXXX**
La présidente du conseil régional d'Île-de-France	Le bénéficiaire

ANNEXE 7 - SOUTIEN AUX MODES DE GARDE INNOVANTS POUR LA PETITE ENFANCE EN INVESTISSEMENT

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° EX048126 - Création d'une micro-crèche de 10 berceaux à Montlhéry (91)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	205 000,00 € TTC	19,51 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA PETITE RUCHE
Adresse administrative : 26 ALLEE DE LA HALLE
91310 MONTLHERY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Laurène GAUTHIER, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une micro-crèche de 10 berceaux à Montlhéry (91)

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le besoin d'ouvrir rapidement l'établissement justifie le démarrage urgent des travaux.

Description :
Ce projet consiste à créer une micro-crèche de 10 berceaux à Montlhéry (91), permettant de répondre à des besoins en accueil variés (réguliers, occasionnels, temps plein et temps partiel) avec une amplitude d'ouverture étendue pour un large public d'enfants de 4 mois à 3 ans.

Les traits permettant de caractériser l'innovation du projet sont les suivants :
• 30% d'enfants porteurs de handicap
• démarche d'engagement vers le développement durable
• priorité donnée à la parentalité et au maternage via des ateliers destinés aux familles.
La subvention a pour objet de participer aux frais d'aménagement du local.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- MONTLHERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	190 000,00	92,68%
Equipements	15 000,00	7,32%
Total	205 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	19,51%
Emprunt	130 000,00	63,41%
Fonds propres	35 000,00	17,07%
Total	205 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° EX048127 - Création d'un multi-accueil de 30 berceaux à Le Plessis-Robinson (92)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	1 600 000,00 € TTC	5,00 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RACING BABIES
Adresse administrative : 11 AVENUE PAUL LANGEVIN
92350 LE PLESSIS ROBINSON
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur ADRIEN PLANTE, Associé

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un multi-accueil de 30 berceaux à Le Plessis-Robinson (92).

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour permettre un accueil rapide des enfants, il a fallu démarrer les travaux en urgence.

Description :
Le projet de création d'un multi-accueil de 30 places dans la ville du Plessis-Robinson est porté par deux anciens joueurs professionnels de rugby, qui ont expérimenté la difficulté de trouver un mode de garde pour leurs enfants du fait de leurs nombreux déménagements.

Ils ont donc proposé au Racing Club 92 et à la ville du Plessis-Robinson de s'associer, et de créer une crèche multi-accueil destinée à accueillir les enfants des joueurs professionnels, permettant ainsi à leur compagne de rechercher un travail, ainsi que les enfants des familles habitant le quartier, afin de créer une mixité des publics au sein de la structure.
La crèche accueillera ainsi les familles du quartier et de la ville en favorisant les familles en recherche d'emploi ou ayant un projet de formation. Enfin, les enfants en situation de handicap seront accueillis dans le cadre d'un protocole individuel d'accueil.

Cette crèche sera bilingue et participative, et s'inspirera des techniques manageriales du sport. Le multi-accueil s'organisera autour d'un service d'accueil aux parents garantissant une écoute bienveillante tout

en partageant l'entraide et la solidarité, valeurs portées par le monde du rugby. Tout ceci caractérise l'innovation du projet.

La subvention a donc pour objet de participer au financement d'un équipement de 370 m2 en intérieur (dont 210 m2 dédié à l'accueil des enfants) et de 103 m2 d'espace extérieur, adossé au stade du Racing Club 92.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-ROBINSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	1 600 000,00	100,00%
Total	1 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	80 000,00	5,00%
Emprunt	848 000,00	53,00%
Fonds propres	200 000,00	12,50%
Autres subventions publiques	472 000,00	29,50%
Total	1 600 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° EX048240 - Création d'une micro-crèche de 10 lits dans le 18ème

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	332 000,00 € TTC	45,18 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMB ASSOCIATION MAISON BAKHITA
Adresse administrative : 10 RUE DU CLOITRE NOTRE DAME
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE ROSSIGNOL, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une micro-crèche de 10 lits dans le 18ème.

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
L'Association Maison Bakhita a pour mission de gérer et d'assurer le fonctionnement d'un centre ressources, la Maison Bakhita, dans le 18ème arrondissement pour répondre aux besoins en faveur de l'accueil et de l'intégration des personnes en situation de grande vulnérabilité.

Une micro-crèche de 10 lits est créée dans le cadre de ce projet. Celle-ci accueille des enfants du quartier et des enfants de femmes en situation de précarité participant aux activités de la Maison Bakhita. Un accompagnement des familles des enfants accueillis est proposé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	284 000,00	85,54%
Equipement	48 000,00	14,46%
Total	332 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	45,18%
Caisse d'Allocations Familiales (CAF)	182 000,00	54,82%
Total	332 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

DOSSIER N° EX048455 - Création d'une micro-crèche de 10 berceaux à Ablon-sur-Seine (94)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	200 000,00 € TTC	20,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES P TITS POUSSES
Adresse administrative : 13 RUE DE L INSURRECTION PARISIENNE
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur FAOUZI EL BECHARI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une micro-crèche de 10 berceaux à Ablon-sur-Seine (94)

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de démarrer urgemment les travaux compte tenu du besoin d'ouvrir rapidement l'établissement.

Description :
Le projet consiste en la création d'une micro-crèche qui pourra accueillir 10 jeunes enfants (de 4 à 36 mois) pour ainsi aider les familles à trouver un mode de garde pour leurs enfants. La micro-crèche accueillera les enfants du lundi au vendredi de 8h00 à 18h30.

La structure proposera tous les types d'accueil (régulier, occasionnel, temps plein, temps partiel et l'accueil d'urgence) afin de répondre aux besoins des familles.
La position idéale de la structure, face à la gare de RER d'Ablon-sur-Seine, permettra aux parents qui utilisent les transports en commun de faciliter leur organisation quotidienne.

Les familles accueillies proviendront de milieux socioéconomiques et culturels différents pour favoriser la mixité sociale. Les familles monoparentales seront aussi privilégiées et 10% des places seront réservées à des enfants en situation de handicap.
Toutes ces familles pourront bénéficier d'un tarif social de 4,5€/h. Après déductions des aides de la CAF, le reste à charge pour la famille sera seulement de 0.4€/h.

Enfin, les professionnels transmettront des valeurs d'éco responsabilité pour sensibiliser les enfants au respect de la nature et à la préservation de la planète en proposant des activités axés sur le développement durable (activités avec matériaux recyclés, jardin pédagogique...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ABLON-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	185 000,00	92,50%
Equipements	15 000,00	7,50%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	20,00%
Emprunt	130 000,00	65,00%
Fonds propres	30 000,00	15,00%
Total	200 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

DOSSIER N° EX048738 - Création d'une micro-crèche à caractère social de 10 berceaux à Trappes (78)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	405 720,00 € TTC	19,72 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DALA & CO
Adresse administrative	:	28 RUE DU DOCTEUR VAILLANT 78210 SAINT CYR L ECOLE
Statut Juridique	:	
Représentant	:	Madame LYDIE DUCHON, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une micro-crèche à caractère social de 10 berceaux à Trappes (78).

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à créer une micro-crèche dans le quartier de la politique de la ville Jaurès-Gare Macé.
Cette micro-crèche permettra d'accueillir tous les enfants qu'ils soient porteurs de handicap ou pas, qu'ils soient issus d'une famille percevant les minimas sociaux ou que les parents soient inscrits dans un parcours d'insertion professionnelle.
Ce local dispose d'un espace extérieur qui permet de proposer des jeux extérieurs et une activité de jardinage.
La subvention a pour objectif de participer au financement de l'achat du local et à son aménagement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	240 120,00	59,18%
Travaux et charges afférentes	165 600,00	40,82%
Total	405 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	80 000,00	19,72%
Emprunt	266 720,00	65,74%
Fonds propres	59 000,00	14,54%
Total	405 720,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° EX049387 - Aménagement d'une micro-crèche de 10 berceaux en vue d'y accueillir des enfants en situation de handicap à Saint-Denis (93)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	249 463,00 € TTC	20,04 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KNOUK
Adresse administrative : 19 JARDIN FATIMA BEDAR
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame ZINA BOUDJIRA, Présidente directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement d'une micro-crèche de 10 berceaux en vue d'y accueillir des enfants en situation de handicap à Saint-Denis (93).

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet a pour objectif d'offrir à des enfants porteurs de handicap la possibilité d'évoluer en collectivité pour se familiariser aux règles de vie en groupe dans le cadre d'un accueil mixte.
Différents professionnels (psychomotriciens, kinésithérapeutes...) interviendront au sein de la structure pour réduire la multiplicité des lieux de prise en charge, stressants pour les enfants et source de contraintes pour les parents.
25 % des places seront réservées aux enfants en situation de handicap.
Le projet pédagogique sera axé sur l'éveil artistique notamment par des sorties au 6B, lieu culturel voisin.
Le projet sera également axé sur l'éveil sensoriel et la relaxation avec la création d'un espace Snoezelen.
Les partenariats sont d'ores et déjà en place :
- avec le SESSAD déficience visuelle de Saint Denis, qui a déjà sollicité une place pour l'accueil d'une petite fille ;
- avec l'association le Silence des Justes, qui prend en charge des enfants porteurs de troubles du spectre autistique et voisine du local avec qui des temps mixtes seront organisés ;
- avec le service de pédopsychatrie de l'intersecteur de Seine-Saint-Denis et la Maison du Bébé qui

pourront également faire part des besoins d'accueil recensé et communiquer sur cette opportunité.
Ces différents traits caractérisent l'innovation du projet.
La subvention demandée a pour objectif d'aménager le local vide dans lequel la structure prévoit d'implanter la micro-crèche.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	18 640,00	7,47%
Travaux et charges afférentes	200 823,00	80,50%
Equipements	30 000,00	12,03%
Total	249 463,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	20,04%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée)	40 000,00	16,03%
Emprunt	90 000,00	36,08%
Fonds propres	40 000,00	16,03%
Subventions privées (sollicitée)	20 000,00	8,02%
Autres recettes	9 463,00	3,79%
Total	249 463,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° EX049402 - Création d'une halte-garderie de 10 places pour jeunes enfants au sein de la gare de Villiers-sur-Marne (94)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	480 000,00 € TTC	16,67 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ECOLOGIE UNIVERSELLE
Adresse administrative	:	96 RUE SAINT SEBASTIEN 78300 POISSY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame AMINATA SIDIBE, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une halte-garderie de 10 places pour jeunes enfants au sein de la gare de Villiers-sur-Marne (94).

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux ont dû démarrer en urgence afin de permettre l'accueil prochain des enfants.

Description :
Le projet, lauréat de l'appel à projets de la SNCF "Gare partagée", consiste à créer dans la gare RER de Villiers-sur-Marne, un espace de coworking parents-enfants : pendant que les parents pourront exercer leur activité professionnelle dans un lieu équipé, plus de 10 enfants pourront être accueillis de manière simultanée en atelier et en activité par une équipe de professionnels.

La SNCF met à disposition le lieu, que l'association Ecologie universelle doit aménager. La subvention a pour objectif de contribuer aux frais d'aménagement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- VILLIERS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	363 000,00	75,63%
Equipements	117 000,00	24,38%
Total	480 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	80 000,00	16,67%
Subvention Département (sollicitée)	78 000,00	16,25%
Subvention Commune (sollicitée)	2 000,00	0,42%
Emprunt	310 000,00	64,58%
Fonds propres	10 000,00	2,08%
Total	480 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-281

DOSSIER N° EX049701 - Création d'une micro-crèche éco-responsable aux horaires atypiques de 10 berceaux à Roinville (91)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	964 492,00 € TTC	8,29 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES UNIVERS Z'ENCHANTES
Adresse administrative	:	11 CHEMIN DES MURGERS 91410 ROINVILLE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame AURORE CAMILLE BOGAERT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une micro-crèche éco-responsable aux horaires atypiques de 10 berceaux à Roinville (91).

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La subvention a pour objectif de contribuer au financement de la construction d'une micro-crèche de 10 berceaux, en Essonne, aux horaires atypiques élargis, et aux objectifs environnementaux et éducatifs forts.
La crèche sera destinée en priorité aux "familles atypiques" c'est-à-dire travaillant en horaire décalé et/ou ayant des horaires de travail très aléatoires (soignants, forces de l'ordre…). L'ouverture de la crèche de 6hà22h 6j/7 et le dimanche sur réservation.
Le projet de construction intègre un espace modulable pour accueillir des activités parents-professionnels.
Le projet présente une forte dimension environnementale (construction bois, repas bio ou produits locaux), et met en oeuvre une pédagogie bienveillante basée sur les recherches récentes en neuro-sciences.
Ces différents traits caractérisent l'innovation du projet proposé.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ROINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	115 000,00	11,92%
Travaux et charges afférentes	804 492,00	83,41%
Equipements	45 000,00	4,67%
Total	964 492,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	80 000,00	8,29%
Emprunt	510 233,00	52,90%
Fonds propres	239 259,00	24,81%
Autres recettes	135 000,00	14,00%
Total	964 492,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

ANNEXE 8 - RECTIFICATION D'OPERATION

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-193

DOSSIER N° 19002988 - Relocalisation des entrepôts des Restos du Coeur de Rungis pour favoriser la réinsertion des publics précaires et la lutte contre le gaspillage alimentaire

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	320 000,00 € TTC	21,88 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ENTREPOT EST FRANCILIENS RESTAURANTS DU COEUR PLATEFORME LOGISTIQUE RUNGIS
Adresse administrative : PLATE-FORME LOGISTIQUE DE RUNGIS 94150 RUNGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry JACQUES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : relocalisation des entrepôts des Restos du Coeur de Rungis pour favoriser la réinsertion des publics précaires et la lutte contre le gaspillage alimentaire

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour des contraintes liées aux travaux, le projet à du débuter en urgence dès janvier 2019.

Description :
L'association de l'entrepôt EST-Francilien des Restos du Cœur, A2EF, permet la logistique, la préparation et le stockage des commandes au profit des Associations Départementales des Restos du 75, 77, 91, 94 et de leurs 73 centres de distribution. Sur la période 2017-2018, plus de 7 000 tonnes de denrées ont transité par l'entrepôt, permettant de distribuer près de 7 millions de repas. Afin de combiner cette activité de stockage à une activité d'insertion par le travail des publics les plus précaires, l'A2EF souhaite relocaliser l'entrepôt sur une surface plus grande à Rungis.
Cette relocalisation permettra, entre autre, de :
- Diminuer les coûts de traitement actuels,
- Favoriser la réinsertion des personnes très éloignée de l'emploi en créant une activité « Première Marche », en lien avec l'activité logistique,
- Favoriser la réinsertion des femmes et des personnes porteuses de handicap par l'activité économique spécialisée dans la valorisation des denrées alimentaires fraiches (fruits, légumes…),
- Favoriser la lutte contre le gaspillage alimentaire en reconditionnant les invendus du marché de

Rungis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat chambres froides	65 600,00	20,50%
Achat matériel de lavage	32 001,00	10,00%
Travaux d'agencement	184 004,00	57,50%
Equipement atelier de tri	38 395,00	12,00%
Total	320 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	70 000,00	21,88%
Fondation EDF	30 000,00	9,38%
Fonds propres	220 000,00	68,75%
Total	320 000,00	100,00%

ANNEXE 9 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES RESTOS DU COEUR

Convention de partenariat

ENTRE

La Région Île-de-France, située au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « La Région »,
D'une part,

ET

L'Association Restos du cœur, située au 42 rue de Clichy, 75009 Paris
Représentée par Monsieur Patrice Blanc, Président des Restos du cœur,
Ci-après dénommée « les Restos du cœur»,
D'autre part,

« La Région » et « Les Restos du cœur » sont communément dénommés « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Les Restos du cœur sont une association loi 1901, reconnue d'utilité publique depuis le 7 février 1992 sous le nom officiel "Les Restaurants du Cœur – Les Relais du Cœur". Elle apporte une assistance bénévole aux personnes démunies dans le domaine alimentaire par l'accès à des repas gratuits, par la participation à leur insertion sociale et économique, ainsi qu'à toute action contre la pauvreté sous toutes ses formes dans le cadre d'un accueil inconditionnel.

Si l'aide alimentaire que l'association déploie chaque année lors des campagnes hivernales est l'action historique des Restos du cœur, cette aide d'urgence représente surtout le point de contact privilégié pour favoriser l'inclusion sociale des plus démunis et les accompagner vers la réinsertion, en identifiant leurs besoins et en leurs proposant des réponses adaptées.

Ateliers et jardins d'insertion, accès au logement et hébergement d'urgence, maraudes, camions et points repas chauds, Restos Bébés du Cœur, départs en vacances, accès à la culture et aux loisirs, ateliers d'accompagnement scolaire et de lutte contre l'illettrisme, initiation à l'informatique, conseils budgétaires, accès aux droits et à la justice, soutien à la recherche d'emploi (SRE),

microcrédit personnel…sont autant d'actions mises en œuvre chaque année à l'adresse d'un grand nombre de Français et de Franciliens.

La Région Île-de-France est engagée dans un plan d'ampleur inédit qui intègre la solidarité au cœur même de ses politiques publiques et donc de son intervention sur le territoire francilien, avec l'objectif d'agir efficacement contre les fractures sociales et territoriales, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines. La Région Solidaire protège chacun sans distinction, n'oublie pas les invisibles et agit pour que personne ne soit isolé en faisant le lien entre les territoires et les générations, en aidant les Franciliens à être eux-mêmes les acteurs de la solidarité sur le territoire et en stimulant les initiatives innovantes en matière de solidarité.

Afin de poursuivre et de renforcer cette ambition solidaire, la Région s'appuie sur l'expertise de grands acteurs de la solidarité par une politique de contractualisation stable, dans un cadre pluriannuel.

Par ailleurs, l'épidémie du covid-19 a souligné l'importance des relations nouées entre la Région Île-de-France et les Restos du Cœur pour aider les plus vulnérables, premiers touchés par les conséquences de l'état d'urgence sanitaire. Pour pallier l'impact social de la crise sanitaire, notamment en termes d'aide alimentaire et de lutte contre l'isolement des plus précaires, des actions ont été entreprises par nos deux institutions et doivent être poursuivies et amplifiées sur le long terme.

Dans cette perspective, la présente convention de partenariat formalise l'engagement de la Région Île-de-France et des Restos du cœur à poursuivre des projets communs afin de réduire les inégalités sociales sur le territoire. Elle vient prolonger et élargir à différents champs d'intervention de la Région et des Restos du cœur, les actions d'ores et déjà engagées depuis plusieurs années. Cette convention cadre n'a pas d'impact sur les conventions sectorielles et dispositifs spécifiques éventuellement passés entre la Région et les Restos du cœur.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet et mise en œuvre de la convention

Les Restos du cœur et la Région Île-de-France s'engagent à travers la présente convention de partenariat à travailler conjointement pour une Région solidaire, au sein de laquelle la lutte contre les fractures territoriales et sociales et la pauvreté sont érigées au rang de priorité.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre la lutte contre la crise sociale d'ampleur inédite déclenchée par la crise sanitaire du covid-19.

Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour l'Île-de-France et les Franciliens, et tout particulièrement pour les populations pouvant faire face à des situations d'urgence, en matière de solidarité, de cadre de vie, d'insertion sociale, d'accès aux droits. Ce partenariat a ainsi pour objet de se nourrir mutuellement de points de vue et de projets concrets au service d'une région innovante et solidaire.

L'objectif est d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité, avec une méthode de travail partagée.

Les thématiques de partenariat entre les deux parties relèvent en particulier du champ de la lutte contre la pauvreté et la précarité, de l'aide alimentaire, de l'accès aux droits, de l'accès au logement, du numérique, de l'engagement citoyen à travers le bénévolat. Dans ces différents domaines, de façon transversale, la Région Île-de-France soutiendra des actions qui pourront s'intégrer dans le cadre de son ambition pour une Smart Région.

Ancré dans le cadre de la politique de Région Solidaire, ce partenariat s'articulera autour de quatre axes principaux :

- le soutien aux missions solidaires essentielles et fondamentales des Restos du cœur visant à lutter contre toute forme de pauvreté (notamment l'aide alimentaire, l'insertion sociale et économique, l'accès au logement) ;

- la lutte contre les zones blanches non couvertes en termes de solidarités de proximité et identifiées par les Restos du cœur. Dans le cadre de la démarche de Région Solidaire, ces territoires font l'objet d'une attention toute particulière afin de lutter contre les fractures qu'elles soient sociales, territoriales, environnementales ou encore scolaires et ainsi assurer un développement équilibré du territoire ;

- la prise en charge et l'accompagnement des mamans et leurs très jeunes enfants. La précarité touche de plus en plus de monde et en premier lieu les bébés. En effet, la Région concentre une grande partie de cette population démunie. Afin de répondre à l'augmentation de la fréquentation des centres de distribution par des jeunes mamans, les Restos Bébés du cœur proposent des lieux d'accueil spécifiques proposant aux parents une aide alimentaire adaptée, une aide matérielle ainsi qu'un espace de prévention, d'orientation et d'écoute.

- la lutte contre l'illectronisme pour faciliter l'accès à la formation, au retour à l'emploi et l'inclusion numérique. De manière transversale, l'objectif est de saisir les opportunités liées au développement du numérique pour que les plus démunis puissent également bénéficier de cette ressource.

ARTICLE 2 - Comité de suivi

La mise en œuvre de la présente convention s'appuie sur un comité de suivi, qui aura en charge l'exécution de la présente convention et le suivi des relations entre les Restos du cœur et sa délégation régionale Île-de-France et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, sur les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Le comité de suivi est présidé par la Vice-présidente en charge des solidarités, de la santé et de la famille.

ARTICLE 3 - Engagements de la Région Île-de-France

Dans le cadre de son action en faveur de la solidarité, la Région s'engage à :

- Informer les Restos du cœur des différents dispositifs de droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés pour ses actions dans les domaines des solidarités, de la famille et de l'enfance, du numérique, de l'aide alimentaire ;
- Associer les Restos du cœur aux dispositifs mis en place pour lutter contre la crise sanitaire et sociale liée à l'épidémie du covid-19.

- Soutenir en particulier l'engagement des Restos du cœur en faveur :
    - du développement de projets afin de réduire les inégalités, la grande pauvreté ;
    - de l'accueil inconditionnel et digne des personnes démunies dans le cadre de l'aide alimentaire et de l'accompagnement vers la réinsertion ;
    - d'actions spécifiques visant à lutter contre l'illectronisme ;
    - de la valorisation de l'engagement citoyen.
- Soutenir les interventions des Restos du cœur dans le cadre d'évènements particuliers touchant les plus vulnérables, notamment dans le cadre du plan Grand froid ;
- Informer les Restos du cœur des manifestations organisées par la Région Île-de-France en faveur de la solidarité, et autant que nécessaire les consulter et les associer.

ARTICLE 4 - Engagements des Restos du cœur

En contrepartie, les Restos du cœur s'engagent à :

- Participer à des projets communs avec l'institution régionale allant dans le sens d'une région solidaire à partir des thématiques prioritaires identifiées ;
- Développer des actions de solidarité dans les zones identifiées comme zones blanches ;
- Fournir régulièrement à la Région Île-de-France les bilans de son activité et notamment ses données quantitatives et qualitatives qui peuvent contribuer aux différentes politiques publiques régionales ;
- Se rendre disponible pour, sur les questions liées à son champ de compétences, alimenter les travaux de la Région par la production d'expertises et de propositions liées à la connaissance de terrain, afin de porter à connaissance les bonnes pratiques ;
- Informer la Région de ses projets d'événements et manifestations en lien avec la présente convention et si nécessaire la consulter et l'associer ; et s'associer aux projets, événements et projets régionaux relatifs à son secteur d'activités ;
- Transmettre à la vice-présidente en charge des Solidarités un bilan annuel des activités conduites au titre du comité de pilotage, de manière à en informer la commission thématique « Action sociale, santé, famille » et/ou l'assemblée régionale réuni en séance plénière.

ARTICLE 5 - Communication

Les deux parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication entrant dans le champ de la présente convention, et à s'entendre préalablement à toute diffusion par l'une ou par l'autre sur le contenu du message.

Les Restos du cœur s'engagent à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région et à assurer la présence du logo de la Région sur les supports d'information et de communication relatifs aux actions qu'elle soutient.

La Région Île-de-France s'engage à communiquer sur les actions menées par les Restos du coeur soutenues par la Région via le portail internet de la collectivité régionale.

ARTICLE 6 - Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans et prend effet le jour de sa signature par les parties.

ARTICLE 7 - Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente de la Région Île-de-France

Pour les Restos du coeur

Patrice BLANC
Président des Restos du coeur

ANNEXE 10 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CASH DE NANTERRE

Convention de partenariat

entre

la Région Île-de-France et le Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers de Nanterre

---

ENTRE

La Région Île-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen,
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « la Région Île-de-France »,
D'une part,

ET

Le centre d'accueil et de soins hospitaliers de Nanterre (CASH)– Hôpital Max Fourestier, situé 403 avenue de la République, 92000 Nanterre,
Représenté par Madame Luce LEGENDRE, directrice du CASH de Nanterre,
Ci-après dénommée « le CASH de Nanterre »,
D'autre part,

« La Région Ile-de-France » et « le CASH de Nanterre » sont communément dénommées «les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Le CASH de Nanterre est un établissement unique en France. La loi 89-18 du 13 janvier 1989 lui confère en effet une double vocation sanitaire et sociale, couvrant un bassin de population d'environ 250 000 habitants. En plus d'avoir un pôle hospitalier performant, tourné vers la ville, il comprend un pôle de formation et de recherche ainsi qu'un pôle social et médico-social assurant une mission d'hébergement et de prise en charge médico-sociale des personnes sans abri. Cet établissement est un acteur solidaire majeur avec un centre d'hébergement d'urgence (centre d'hébergement et d'accueil des personnes sans abri - CHAPSA), une consultation médicale, un accueil douche, une halte de jour, un service de domiciliation, une équipe de rue, des lits halte soins de santé (LHSS), un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS médico-social), un service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) et une résidence sociale.

La Région Île-de-France est résolument engagée dans la lutte contre les fractures territoriales et sociales et met en œuvre un programme d'ampleur inédit tendant à coordonner l'ensemble de ses politiques pour une Région plus solidaire, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines. Cette mobilisation conduit la Région Ile-de-France à développer des approches innovantes en matière de santé, de solidarité, de formation ou encore d'économie sociale et cela particulièrement en faveur des sans-abri. C'est ainsi que la Région a engagé une démarche tendant à la constitution d'un réseau de Maisons Région

Solidaires, lieux d'hébergement et de reconstruction permettant l'accueil et le prendre soin des sans-abri du métro. Au sein de ces Maisons Région Solidaire, la santé des personnes accueillies constitue une priorité, qu'il s'agisse de la santé mentale ou somatique, nécessitant la mobilisation de compétences spécifiques qui sont au cœur de l'expertise et du savoir-faire des équipes du CASH de Nanterre.

La présente convention de partenariat formalise l'engagement de la Région Île-de-France et du CASH de Nanterre à renforcer leur action en commun en faveur des solidarités, tout particulièrement des sans-abri du métro. Elle vient prolonger et élargir à différents champs d'intervention de la Région Île-de-France et du CASH de Nanterre, les actions d'ores et déjà engagées depuis plusieurs années.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le CASH de Nanterre et la Région Île-de-France s'engagent, à travers la présente convention de partenariat, à travailler conjointement pour une Région toujours plus solidaire, au sein de laquelle la lutte contre les fractures territoriales et sociales est érigée au rang de priorité.

Les Parties partagent une ambition et des objectifs communs pour l'Ile-de-France et les Franciliens, et tout particulièrement pour la lutte contre la grande précarité, l'exclusion sociale, les inégalités sociales et territoriales de santé. Ce partenariat a ainsi pour objet d'alimenter la réflexion commune et de conduire des actions concrètes et efficaces en faveur des sans-abri, actions susceptibles d'être déployées à plus large échelle.

L'objectif est ainsi d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité, et surtout offrira aux actions conduites un potentiel de réussite augmenté, avec une méthode de travail commune. Les thématiques de partenariat entre les deux parties relèvent en particulier de l'action dans le réseau des maisons Région Solidaire, de la lutte contre la grande précarité grâce à la position unique du CASH de Nanterre sur les volets sanitaire et social, et de la recherche sur la pauvreté, l'exclusion sociale, les inégalités sociales et territoriales de santé, la santé mentale, le vieillissement et le handicap.

ARTICLE 2 – Exécution de la convention

La mise en œuvre de la présente convention s'appuie sur un comité de pilotage, qui a en charge le suivi et l'évaluation des relations entre le CASH de Nanterre et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur la mise en œuvre de la convention, en particulier sur les actions de terrains repérées, de valoriser et d'alimenter la réflexion sur les dispositifs régionaux, et tout projet régional intéressant les Parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Le comité de pilotage est présidé par la vice-présidente en charge des Solidarités, de la Santé et de la Famille, avec la participation éventuelle d'autres vice-présidents, en fonction des thématiques concernées.

Le comité de pilotage, s'il le juge nécessaire, peut se réunir sous forme de groupes de travail thématiques réunissant les services de la Région et les équipes du CASH de Nanterre, pour approfondir les possibilités de partenariat sur des sujets émergents.

Le comité de pilotage est chargé de produire un état des réflexions partagées, qui est présenté aux instances régionales compétentes et aux instances du CASH de Nanterre en tant que de besoin.

ARTICLE 3 – Engagements de la Région Île-de-France

Dans le cadre de son action en faveur de la solidarité et de la protection des plus vulnérables, la Région s'engage à :

- Mettre en place et animer le comité de pilotage précité au minimum une fois par an.
- Informer le CASH de Nanterre des différents dispositifs de droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés pour ses actions dans le domaine de la santé et des solidarités.
- Soutenir les interventions conduites par le CASH de Nanterre au sein des maisons Région Solidaire, tout particulièrement pour la maison Région Solidaire de Clichy la Garenne avec l'opérateur Croix Rouge française.
- Soutenir le CASH de Nanterre dans la création et l'animation de sa fondation qui aura pour objet la recherche sur la pauvreté, l'exclusion sociale, les inégalités sociales et territoriales de santé, la santé mentale, le vieillissement et le handicap. Ce soutien permettra à la Région de guider, d'évaluer, et d'objectiver les résultats obtenus par les politiques publiques qu'elle mène en faveur des plus vulnérables.
- Informer le CASH de Nanterre des manifestations organisées par la Région Île-de-France en faveur de la solidarité, et autant que nécessaire la consulter et l'associer.

ARTICLE 4 –Engagements du CASH de Nanterre

En contrepartie, le CASH de Nanterre s'engage à :

- Désigner les interlocuteurs privilégiés de la Région Île-de-France pour la mise en œuvre et le suivi de la présente convention.
- A partir des thématiques prioritaires identifiées, participer à des projets communs avec l'institution régionale allant dans le sens d'une région plus solidaire.
- Proposer aux opérateurs intervenant dans le réseau des maisons Région Solidaire un partenariat privilégié en faveur de la santé des personnes accueillies notamment sur les volets psychiatrie, médecine générale et soins infirmiers. Ce partenariat permettra ainsi au CASH de Nanterre d'intervenir en faveur des sans-abri accueillis dans les maisons Région Solidaire et de contribuer à l'amélioration de leur état de santé.
- Fournir régulièrement à la Région Île-de-France les bilans de son activité et notamment ses données quantitatives et qualitatives qui peuvent contribuer aux différentes politiques publiques régionales.
- Se rendre disponible pour être auditionnée sur les questions liées à son champ de compétences, et alimenter les travaux de la Région par la production d'expertises et de propositions liées à la connaissance de terrain, afin de porter à connaissance les bonnes pratiques.
- Poursuivre son positionnement innovant sur le volet sanitaire et social permettant de lutter contre la grande précarité grâce à des offres coordonnées de prise en charge médicale et de réinsertion sociale.
- Proposer, grâce à l'expertise de sa fondation, des projets d'étude et d'enquête visant à améliorer le pilotage et l'évaluation des politiques publiques de la Région Île-de-France en particulier sur la précarité en milieu rural et la précarité des femmes sur le volet santé.
- Informer la Région Île-de-France de ses projets d'événements et manifestations en lien avec la présente convention et si nécessaire la consulter et l'associer ; et s'associer aux projets, événements et projets régionaux relatifs à son secteur d'activités.

ARTICLE 5 – Engagements réciproques

5.1 Communication

Les Parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication entrant dans le champ de la présente convention, ainsi qu'à s'entendre préalablement à toute diffusion par l'une ou par l'autre sur le contenu du message.

Le CASH de Nanterre s'engage à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région et à assurer la présence du logo de la Région sur l'ensemble des supports d'information et de communication traitant des actions soutenues par elle.

La Région Île-de-France s'engage à communiquer sur les actions du CASH de Nanterre soutenues par la Région via le portail internet de la collectivité régionale.

Les Parties s'engagent mutuellement à s'abstenir de tout acte susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, à l'image et à la réputation de l'une et de l'autre partie, par des publications ou diffusions inappropriées d'images ou de reportages, par des publications ou diffusions de propos, en interne ou en externe.

5.2 Confidentialité

Chaque partie s'interdit de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, expressément identifiées comme confidentielles ou non, qui lui auront été communiquées par l'autre partie ou dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

5.3 Intuitu personae

La présente convention est conclue intuitu personae.
En conséquence, elle ne pourra être ni cédée, ni transférée, que ce soit en tout ou partie.

ARTICLE 6 – Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 2 ans.
Elle prend effet le jour de sa signature par les Parties.

ARTICLE 7 – Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des Parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 – Droit applicable

La présente convention est soumise au droit français.

Toute contestation relative à la formation, à la validité, à l'interprétation, à l'exécution, à la résiliation ou à la cessation des présentes, sera soumise à la compétence du tribunal administratif du requérant.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente de la Région Île-de-France

Pour le CASH de Nanterre

Luce LEGENDRE
Directrice du CASH de Nanterre

ANNEXE 11 - REGLEMENT D'INTERVENTION LA REGION ILE-DE-FRANCE AMIE DES ANIMAUX DE COMPAGNIE

REGLEMENT D'INTERVENTION
REGION ÎLE-DE-FRANCE AMIE DES ANIMAUX DE COMPAGNIE

Objectifs du dispositif

Le programme Région Solidaire met tout particulièrement en perspective l'opportunité de faire de la Région un modèle dans la manière dont cohabitent les Franciliens et leurs animaux domestiques. A travers le présent règlement d'intervention, la Région entend se positionner comme un acteur engagé en faveur du bien-être des animaux de compagnie, de leur place dans l'espace public et de leur rôle auprès des Franciliens fragilisés.

1. Porteurs de projets éligibles aux subventions de fonctionnement et d'investissement

Sont éligibles aux aides visées par le présent règlement d'intervention toute personne morale de droit public ou de droit privé de plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et pouvant justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

2. Projets éligibles en fonctionnement et en investissement

Sont éligibles les projets ayant pour objectif de favoriser la santé et le bien-être des animaux de compagnie, de lutter contre la maltraitance et l'abandon, de promouvoir le partage de l'espace public et de permettre l'accueil des animaux de compagnie dans des structures adaptées en vue de leur adoption.

Sont également éligibles les projets créateurs de lien social et bénéfiques à l'économie locale, ainsi que les projets permettant de renforcer la place des animaux de compagnie auprès des personnes fragilisées (personnes isolées, personnes en situation de handicap, personnes sans-abris, personnes hospitalisées et atteintes de maladie chronique, personnes prises en charge dans les établissements médico-sociaux).

3. Dépenses éligibles et conditions d'attribution des subventions d'investissement

La subvention régionale s'élève à 50 % maximum de la dépense subventionnable du coût de l'action présentée, et à un montant plafond de 100 000 €.

Les dépenses éligibles aux subventions d'investissement se décomposent en dépenses relatives à la charge foncière, aux études pré-opérationnelles et honoraires correspondants, aux travaux, à l'équipement mobilier et matériel, aux véhicules et actions de type numérique.

Charge foncière

La dépense subventionnable porte sur l'acquisition de terrain et/ou de bâtiments et les frais notariaux afférents, y compris dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), sous réserve que la dépense ait été engagée dans un délai maximal de deux ans précédant le vote de la subvention correspondante.

Etudes pré-opérationnelles et honoraires

La dépense subventionnable porte sur les études pré-opérationnelles nécessaires au montage de l'opération (études de programmation, analyse du site, sondages et études de sol, études thermiques, hydrauliques, acoustiques, de matériaux, diagnostics) et les honoraires des divers intervenants, en phase programmation conception et réalisation, sous réserve que la dépense ait été engagée dans un délai maximal de deux ans précédant le vote de la subvention correspondante.

Travaux

La dépense subventionnable porte sur les travaux de création (construction, travaux d'aménagement des locaux et extension). Peuvent également être financés les travaux de restructuration de bâtiment, les travaux de démolition, dépollution, désamiantage et recherche de plomb, raccordements, VRD, ainsi que les révisions, actualisations et imprévus.

Sont exclus de la dépense subventionnable, les frais financiers, impôts, taxes, redevances, sujétions de voirie, et rémunérations internes diverses.

Equipement mobilier et matériel

La dépense subventionnable porte sur l'équipement mobilier et matériel, dont le matériel informatique, par établissement ou service, dans la limite maximale d'une seule demande par établissement ou service. Peuvent notamment être soutenues les solutions numériques concourant à la mise en réseau de différentes structures ou établissements.

Véhicules

La dépense subventionnable porte sur l'acquisition et l'aménagement de véhicules (véhicules d'accueil mobile et aménagés) dans la limite maximale de 5 véhicules par structure ou établissement.

Actions de type numérique

La dépense subventionnable porte sur toutes les actions nécessaires à la création de supports ou de services numériques, ce qui inclut également les honoraires et études pré-opérationnelles. Sont exclus de la dépense subventionnable, les frais financiers, impôts, taxes, redevances et rémunérations internes diverses.

Durée

Le porteur de projet s'engage à maintenir l'affectation des biens à l'usage exclusif de l'activité subventionnée pendant une durée de :

- 15 ans pour les biens immobiliers,

- 5 ans pour les biens mobiliers.

Le non-respect de cette obligation entraîne la restitution, par le bénéficiaire de la subvention ou de la personne s'y substituant, de tout ou partie des sommes versées au prorata de la durée d'affectation du bien restant à observer.

Les subventions accordées en application du présent article sont imputées sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale ».

4. Dépenses éligibles et conditions d'attribution des subventions de fonctionnement

Les dépenses éligibles aux subventions de fonctionnement se composent de dépenses de fonctionnement strictement liées au projet telles que les frais de personnel, les frais de mission (transports, restauration) et les dépenses de communication (conception de documents, de sites web, impression…), ainsi que des dépenses de petit équipement dès lors qu'elles sont indispensables à sa réalisation.

Sont exclus de la dépense subventionnable les frais financiers, les dotations aux amortissements et provisions, les salaires et charges afférents aux emplois tremplins régionaux, et les contributions volontaires en nature.

La subvention régionale s'élève à 50 % maximum de la dépense subventionnable du coût de l'action présentée, et à un montant plafond de 50 000 €.

Les subventions accordées en application du présent article sont imputées sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles ».

5. Conditions d'octroi des subventions

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la Commission Permanente, seule compétente à décider du soutien régional, dans la limite de la disponibilité des crédits.

Règlementation relative aux aides d'Etat

Les aides régionales entrant dans le champ de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne doivent respecter la règlementation européenne des aides d'Etat.

Charte des valeurs de la République et de la laïcité

Les bénéficiaires de droit privé doivent s'engager à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, adoptée par la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018.

Accueil de stagiaires

Obligation est faite pour les structures subventionnées d'accueillir, en fonction du montant de subvention prévu, au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum, en vertu de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Durée des projets

Les projets pourront être annuels. Ils pourront également s'inscrire dans la durée, dans le

cadre de conventions pluriannuelles. Ces projets ne pourront toutefois pas dépasser trois années, et chaque année devra faire l'objet d'une évaluation.

Ils devront démarrer partir du vote en commission permanente, sauf autorisation exceptionnelle de démarrage anticipé, conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier en vigueur.

Communication

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées au projet soutenu.

Non-cumul des aides

Un même projet ne peut être financé qu'une seule fois par an.

Contrôle et évaluation du soutien régional

Le contrôle d'exécution des projets sera effectué sur le fondement des règles régionales en vigueur, et notamment, le respect des règles prévues par le Règlement Budgétaire et Financier (délibération n° CR 33-10 prorogée par la délibération n° CR 01-16) :

- signature d'une convention entre la Région et le bénéficiaire ;

- remise de compte-rendu d'étape et de compte-rendu définitifs, sur la base des critères et indicateurs définis entre le bénéficiaire et la Région, et accompagnés des pièces justificatives qui conditionnent le mandatement des crédits.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-282

DU 1 JUILLET 2020

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 4ÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;

VU le Code de la commande publique ;

VU le Code civil ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 modifiée relative à la lutte contre les déserts médicaux ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative à l'approbation à « Région Île-de-France, Région solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2017-038 du 27 janvier 2017 relative à une nouvelle convention entre la Région et le GIP TSHIF ;

VU la délibération n° CP 2018-064 du 24 janvier 2018 relative à l'approbation de la COM entre la région et le CRIPS pour les années 2018, 2019 et 2020 ;

VU la délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 - la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2018 – approbation de la convention-type en investissement santé ;

VU la délibération n° CP 2018-433 du 17 octobre 2018 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-518 du 21 novembre 2018 - la politique régionale de santé 7ème affectation pour 2018

VU la délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 - la politique régionale de santé 1ère affectation pour 2019 – approbation de la convention-type en fonctionnement santé ;

VU la délibération n° CP 2019-081 19 mars 2019 - la politique régionale de santé en Île-de-France – Seconde affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 - la politique régionale de santé en Île-de-France – Troisième affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP2019-238 du 3 juillet 2019 - la politique régionale de santé en Île-de-France – Quatrième affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP2019-482 du 20 novembre 2019 relative à la politique régionale de

santé en Île-de- France – septième affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2020-042 du 31 janvier 2020 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de- France – 1ère affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-123 du 4 mars 2020 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de- France – 2ème affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-170 du 27 mai 2020 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Île-de- France – 3ème affectation pour 2020 ;

VU le budget de la Région pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-282 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé»

Décide de participer au titre du dispositif « *Fonds régional de résorption des déserts médicaux »* au financement des projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution de 14 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 871 945 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 871 945 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « *Renforcement de l'offre de soins* », action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2020.

Article 2 : Dispositif « Prévention santé jeunes »

Décide de participer au titre du dispositif « Prévention Santé - Jeunes » au financement de 3 projets détaillés en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **47 500 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **47 500 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2020.

Article 3 : Dispositif « Une région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé »

Décide de participer au titre du dispositif « Une région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé » au financement d'un projet en fonctionnement détaillé en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **10 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins » du budget 2020.

Article 4 : Dérogation pour démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR01-16 du 22 janvier 2016.

Article 5 : Affectation pour l'iPasscontraception

Décide d'affecter un montant de 25 000€ afin d'assurer la capacité opérationnelle et technique du site iPasscontraception.

Affecte une autorisation d'engagement de **25 000 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale », code fonctionnel 41 « santé », », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 10 « Développement régional de l'e-santé » du budget 2020.

Article 6 : Attribution de subventions aux organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés ci-dessous dénommés les soldes des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2020, selon les montants figurant ci-après :

- CRIPS (Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes),
- ORS (Observatoire régional de la santé),
- GIP TSHIF (Groupement d'intérêt public transport sanitaire héliporté en Île-de-France).

Affecte une autorisation d'engagement de **670 800 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-001 (141001) « prévention et éducation à la santé », action 14100102 « Île de France Prévention Santé Sida » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **179 600 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP40-004 (140004) « observatoires et organismes consultatifs », action 14000403 « observatoire régional de la santé » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-004 (141004) « transport aérien d'urgence », action 14100401 « GIP transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de-France » du budget 2020.

Article 7 : Convention avec l'association France Assos Santé Ile-de-France

Approuve la convention de partenariat avec l'association France Assos santé Île-de-France présentée en annexe 4 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 8 : rectification du plan de financement d'une fiche projet

Décide de rectifier le plan de financement de la fiche projet EX047494 relative à la subvention attribuée au titre du dispositif 'Soutien à la création de cabinet de groupe' à la SCI cabinet médical Gabriel Péri lors de la CP n° CP2020-042 du 31 janvier 2020, telle que présentée en annexe 5 à la présente délibération.

Article 9 – Prise de compte de 4 fiches-projet relatives au dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » de la CP 2020-170 du 27 mai

Approuve les 4 fiches-projet n° EX047894, EX048121, EX048148, EX048511 relatives au dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » dont les crédits ont été affectés à la CP 2020-170 du 27 mai 2020, tels que présentées en annexe 6 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 10 – Contrat de prêt de marchandises

Approuve le contrat de prêt de marchandises « masques de protection de type FFP1 » joint en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

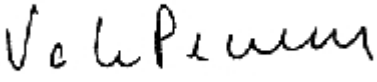
Article 11 – Étude sur la prostitution des mineurs

Décide de participer, au titre du dispositif « Prévention Santé - Jeunes », au financement d'une étude sur le phénomène de la prostitution des mineurs en Île-de-France par l'attribution d'une subvention d'un montant maximal prévisionnel de 62 000,00 € en faveur de l'association Centre de victimologie pour mineurs (CVM).

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération nº CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 62 000,00 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention Santé - Jeunes » du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

15/07/2020 12:20:00

Acte rendu exécutoire le 15 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 15 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182162-DE-1-1) et affichage ou notification le 15 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES-PROJET RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° EX049669 - Création d'un cabinet médical - BAGNOLET (93)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	653 674,00 € TTC	27,54 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI KALI KALLIA
Adresse administrative : 168 RUE ROBESPIERRE
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame KALLIOPI FLORADIS, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet médical - BAGNOLET (93)

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 1 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Création d'un cabinet médical à Bagnolet

- Zonage ARS : ZIP (Zone d'Intervention Prioritaire)
- Conventionnement des médecins généralistes en secteur 1

Depuis 2009, la commune a perdu 22 % de ses effectifs en médecine générale. Elle compte à ce jour, 20 médecins généralistes exclusifs, soit une densité de 5,6 médecins
pour 10 000 habitants contre 5,4 pour la Seine-Saint-Denis et 7,2 pour l'Ile-de-France.

Parmi les 20 médecins, 10 sont âgés de plus de 60 ans et sont amenés à prendre leur retraite dans les 5 prochaines années, soit 50 % des effectifs en médecine générale.

L' implantation de ce centre médical avec 3 médecins généralistes permet de pallier le déficit de l'offre de soins de la commune grâce à l'installation d'un primo installant notamment.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	419 000,00	64,10%
Travaux et charges afférentes	234 674,00	35,90%
Total	653 674,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	223 674,00	34,22%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	180 000,00	27,54%
ARS	250 000,00	38,25%
Total	653 674,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° EX048944 - Création d'un cabinet de groupe Pleyel - SAINT-DENIS (93)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	170 000,00 € TTC	30,00 %	51 000,00 €
	Montant total de la subvention		51 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET MEDICAL PLEYEL
Adresse administrative : 26 RUE DE SEINE
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Société Civile de Moyen
Représentant : Madame KARIMA OUHAINE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un cabinet de groupe Pleyel - SAINT-DENIS (93)

Dates prévisionnelles : 30 mai 2020 - 30 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :
Création d'un cabinet médical à Saint-Denis

- Zonage: ZIP (zone d'intervention prioritaire)
- 1 médecin généraliste conventionné secteur 1

Le quartier Pleyel dans lequel le cabinet se créée est actuellement dépourvu de centre médical et de consultations médicales.

Le cabinet regroupera 3 professionnels de santé : médecin généraliste, gynécologue et sage-femme.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et travaux	114 000,00	67,06%
Equipements	56 000,00	32,94%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	51 000,00	30,00%
Prêt	53 850,00	31,68%
ARS	65 150,00	38,32%
Total	170 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° EX048646 - Création d'un cabinet médical de 4 médecins généralistes primo installantes - MAISONS-ALFORT (94).

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	772 000,00 € TTC	25,91 %	200 000,00 €
		Montant total de la subvention	200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI LA ZATA
Adresse administrative : 7 RUE DE L'EPINETTE
94160 SAINT MANDE
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame FANNY ABEILLE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet médical de 4 médecins généralistes primo installantes - MAISONS-ALFORT (94).

Dates prévisionnelles : 21 janvier 2020 - 21 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Création d'un cabinet médical de groupe à Maisons-Alfort

- Zonage ARS : ZAC (zone d'action complémentaire)
- Médecins généralistes conventionnés en secteur 1

La commune compte actuellement 36 médecins généralistes exclusifs, ce qui représente une densité médicale de 6,5 médecins pour 10 000 habitants contre 7 dans le Val-de-Marne et 7,2 en Ile-de-France. Parmi ces médecins, 16 sont âgés de plus de 60 ans et sont donc amenés à prendre leur retraite dans les prochaines années à venir, ce qui représente 44 % des effectifs. L'offre de soins est donc menacée à court terme.

Les 4 médecins généralistes sont primo-installantes pour répondre à la demande de soins locale (environs 5000 habitants) en prévoyant :
- un accueil pluridisciplinaire (pédiatrie, gynécologie, sommeil, gériatrie)

- une action de santé publique auprès des patients
- la participation à la permanence des soins
- le travail en réseau avec l'ensemble des professionnels de santé du secteur
- la formation universitaire des générations à venir (accueil de stagiaires)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	760 000,00	98,45%
Travaux et charges afférentes	12 000,00	1,55%
Total	772 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	322 000,00	41,71%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	25,91%
Subvention et aide privée (sollicitée)	250 000,00	32,38%
Total	772 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° EX048567 - Extension du cabinet médical Winnicott - BALLANCOURT-sur-ESSONNE (91)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	238 800,00 € TTC	30,00 %	71 640,00 €
	Montant total de la subvention		71 640,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI PARESI
Adresse administrative : 8 RUE DES BERNACHES
91610 BALLANCOURT SUR ESSONNE
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur RENAUD SIBI-DUREUIL, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Extension du cabinet médical Winnicott - BALLANCOURT-sur-ESSONNE (91)

Dates prévisionnelles : 6 avril 2020 - 9 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :
Extension du cabinet médical Winnicott situé à Ballancourt-sur-Essonne (91)

- Zonage: Zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Médecins conventionnés secteur 1

Depuis 2009, la baisse des effectifs en médecine générale est de 29 %.
Actuellement, 4 médecins généralistes exclusifs (dont 1 de + de 60 ans) exercent à Ballancourt-sur-Essonne. La densité médicale est de 5,2 médecins pour 10 000 habitants contre 6,4 en Essonne et 7,2 en Ile-de-France.

L'extension de la structure permettra l'implantation de 2 médecins généralistes primo-installants ainsi qu'un autre professionnel de santé paramédical. Au total, seront réunis 7 professionnels : 4 généralistes, 2 ortophonistes et 1 pédicure-podologue.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- BALLANCOURT-SUR-ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	238 800,00	100,00%
Total	238 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	71 640,00	30,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	71 640,00	30,00%
ARS	95 520,00	40,00%
Total	238 800,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° EX047446 - Création d'un cabinet médical - CHILLY-MAZARIN (91)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 142 440,00 € HT	15,76 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAXEL
Adresse administrative : 17 AVENUE ERIC MORLET
91320 WISSOUS
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame CELINE MANSCOURT, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet médical - CHILLY-MAZARIN (91)

Dates prévisionnelles : 3 février 2020 - 3 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Création maison médicale à Chilly Mazarin

- Zonage ARS : ZAC
- Conventionnement des médecins généralistes en secteur 1

Depuis 2009, la commune a perdu 38 % de ses effectifs en médecine générale. Elle compte actuellement 10 médecins généralistes exclusifs, ce qui représente une
densité médicale de 5 médecins pour 10 000 habitants contre 6,4 en Essonne et 7,2 en Ile-de-France. Parmi ces 10 médecins généralistes, 5 sont âgés de 60 ans ou plus et devraient prendre leur retraite dans les prochaines années à venir, ce qui représente 50 % des
effectifs en médecine générale.

Ce cabinet médical réunit 3 nouveaux médecins généralistes et 4 professionnels paramédicaux (masseur-kinésithérapeute, sage-femme, psychomotricienne, ostéopathe) au sein d'une structure aux normes PMR. Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	403 500,00	35,32%
Travaux et charges afférentes	738 940,00	64,68%
Total	1 142 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	712 440,00	62,36%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	180 000,00	15,76%
ARS	250 000,00	21,88%
Total	1 142 440,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° EX047913 - Création d'un cabinet médical - LE MESNIL-SAINT-DENIS (78)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	563 000,00 € TTC	30,00 %	168 900,00 €
	Montant total de la subvention		168 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU MESNIL SAINT DENIS
Adresse administrative : 1 RUE HENRI HUSSON
78322 LE MESNIL SAINT DENIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Evelyne AUBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet médical - LE MESNIL-SAINT-DENIS (78)

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Création d'un cabinet médical au Mesnil-Saint-Denis

- Zonage: ZIP (zone d'intervention prioritaire)
- Conventionnement en secteur 1 des médecins généralistes

L'offre en médecine générale est menacée à court terme. Parmi les 4 généralistes de la commune, 3 sont âgés de 60 ans et plus (75% des effectifs) et sont amenés à prendre leur retraite dans les prochaines années.

La structure sera composée de 2 médecins généralistes et de 2 infirmiers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- LE MESNIL-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	335 000,00	59,50%
Travaux et charges afférentes	228 000,00	40,50%
Total	563 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	168 900,00	30,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	168 900,00	30,00%
Autres subventions publiques (préciser)	225 200,00	40,00%
Total	563 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047908 - Création d'un cabinet médical - SAINT GRATIEN (95)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	815 700,00 € TTC	22,07 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GRATIEN
Adresse administrative : 1 PLACE GAMBETTA
95210 SAINT GRATIEN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JULIEN BACHARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un cabinet médical - SAINT GRATIEN (95)

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :
Création d'un cabinet médical dans le quarter des Raguenets, reconnu Quartier Politique de Ville (QPV) à Saint-Gratien.

- Zonage: ZAC (zone d'action complémentaire)
- Conventionnement en secteur 1 des médecins généralistes

La commune compte aujourd'hui 12 médecins généralistes, soit une densité de 5,8 médecins pour 10 000 habitants contre 6,5 pour le département et 7,2 pour la région. Près de 20% des effectifs en médecine générale et 40% des spécialistes ont 60 ans et plus, l'offre se trouve donc menacée à court terme, d'autant que la demande de soins ne cesse d'augmenter.

Ce projet d'envergure représente à la fois l'opportunité de constituer un pôle médical de proximité tout en rompant l'isolement de l'unique généraliste du secteur.

Au total, ce seront 3 médecins généralistes dont deux primo-installants, 2 infirmiers et 1 chirurgien-dentiste qui seront regroupés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- SAINT-GRATIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	437 700,00	53,66%
Travaux et charges afférentes	378 000,00	46,34%
Total	815 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	246 100,00	30,17%
Subvention Département (sollicitée)	139 600,00	17,11%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	180 000,00	22,07%
Autres subventions publiques (préciser)	250 000,00	30,65%
Total	815 700,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° EX048123 - Création d'une unité médico-chirurgicale orientée soins non programmés à Belleville à PARIS (20ème)

Dispositif : Maisons médicales de garde (n° 00000807)
Délibération Cadre : CR 2018-024 du 3 juillet 2018
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Maisons médicales de garde	650 000,00 € TTC	29,23 %	190 000,00 €
	Montant total de la subvention		190 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEL URG HPMC
Adresse administrative : RUE CURIE
77177 BROU-SUR-CHANTEREINE
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JEREMY SEBAG, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une unité médico-chirurgicale orientée soins non programmés à Belleville à PARIS (20ème)

Dates prévisionnelles : 15 mars 2020 - 15 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Création d'une unité médico-chirurgicale dans le quartier de Belleville (Paris 20ème)

- Zonage: ZIP (zone d'intervention prioritaire)
- Conventionnement des médecins en secteur 1

Cabinet principalement orienté sur le soin non programmé. Objectif d'ouverture large (8 à 10h par jour). Il réunira 6 médecins généralistes et 2 infirmières.

L'équipe médicale accueille des étudiants en médecine (interne et externe) ainsi que des élèves infirmier(e)s.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre de la permanence des soins ambulatoires, maisons médicales de garde, réseaux d'aide médicale d'urgence, la Région peut participer :
- aux travaux : 30% de la dépense subventionnable, dans la limite de 100 000 €
- à l'équipement : 50% de la dépense subventionnable, dans la limite de 50 000 €
- à l'acquisition d'équipements de télémédecine : 70% de la dépense subventionnable, dans la limite de 50 000 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	250 000,00	38,46%
Equipement de télémédecine	50 000,00	7,69%
Travaux et charges afférentes	350 000,00	53,85%
Total	650 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	50 000,00	7,69%
Emprunt	300 000,00	46,15%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	190 000,00	29,23%
ARS	110 000,00	16,92%
Total	650 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° 20007231 - Installation d'un professionnel de santé (médecin-généraliste) - CLICHY (92)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	14 626,00 € TTC	50,00 %	7 313,00 €
	Montant total de la subvention		7 313,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ROBERT KEWIN
Adresse administrative : 6 AVENUE ANATOLE FRANCE
92110 CLICHY
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : Monsieur KEWIN ROBERT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'un professionnel de santé (médecin-généraliste) - CLICHY (92)

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Docteur Kewin ROBERT a du acquérir en urgence ses équipements afin de faire face aux besoins de santé de la population locale.

Description :
Installation d'un médecin généraliste à Clichy

- Zonage ARS : ZIP
- médecin conventionné secteur 1

Cette implantation permet de pallier le déficit de l'offre en médecine générale (31% des généralistes de la commune sont âgés de plus de 60 ans).

Détail du calcul de la subvention :
Participation de la Région aux travaux d'installation/acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou

informatiques) ou de véhicules : 50% maximum de la dépense subventionnable, plafond de 15 000€ par professionnel (ne peut être sollicité qu'une seule fois dans la limite de 30 000€ par cabinet médical).

Localisation géographique :

- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement	14 626,00	100,00%
Total	14 626,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	7 313,00	50,00%
Emprunt	7 313,00	50,00%
Total	14 626,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° 20007195 - Installation de professionnel de santé (médecin généraliste) - MEAUX 77

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	7 908,00 € TTC	50,00 %	3 954,00 €
	Montant total de la subvention		3 954,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LAPIERRE JULIE
Adresse administrative : 7RUE PRAGUE
77144 MONTEVRAIN
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame JULIE ZISSIS-LAPIERRE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation de professionnel de santé (médecin généraliste) - MEAUX 77

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'une jeune médecin généraliste à Meaux au sein d'un cabinet médical existant.

- Zonage ARS : ZAC (zone d'action complémentaire)
- Conventionnement secteur 1

Ce cabinet comprend deux autres médecins généralistes. Cette arrivée permet d'améliorer l'offre de soins de cette commune encore actuellement en déficit.

Détail du calcul de la subvention :
Participation de la Région aux travaux d'installation/acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) ou de véhicules : 50% maximum de la dépense subventionnable, plafond de 15 000€ par professionnel (ne peut être sollicité qu'une seule fois) dans la limite de 30 000€ par cabinet médical.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement	7 908,00	100,00%
Total	7 908,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	3 954,00	50,00%
Emprunt bancaire	3 954,00	50,00%
Total	7 908,00	100,00%

DOSSIER N° EX049078 - Acquisition d'une salle de radiologie télécommandée pour lecentre de santé Clavel - Paris (19ème)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	235 000,00 € TTC	50,00 %	117 500,00 €
		Montant total de la subvention	117 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION OEUVRE DE LA CROIX ST SIMON
Adresse administrative : 752376000PM75
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Madame Isabelle BOUVIER, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'une salle de radiologie télécommandée pour lecentre de santé Clavel - Paris (19ème)

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Amélioration des examens des patients pris en charge par le centre de santé Clavel à Paris (19ème) par l'acquisition d'une salle de radiologie télécommandée.

- zonage ARS : ZIP
- conventionnement des médecins en secteur 1

Le maintien des examens d'imagerie médicale réalisés actuellement est compromis par l'état avancé d'obsolescence du matériel actuel (pannes fréquentes et annulations de rendez-vous). Cette acquisition permettra une meilleure prise en charge des patients venant pour réaliser des échographies, des mammographies, des radiographies et panoramiques dentaires.

70% de la patientèle du centre de santé est migrante. Elle se caractérise par une faiblesse de la culture de la prévention. Elle est souvent porteuse de pathologies chroniques mal ou non suivie (diabète, HTA, infections bucco-dentaires particulièrement) avec des problématiques sociales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	235 000,00	100,00%
Total	235 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	117 500,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	117 500,00	50,00%
Total	235 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° EX048943 - Création d'une MSP - SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 022 495,00 € TTC	19,56 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI ASCLEPIOS
Adresse administrative : 14 BOULEVARD DE BELLECHASSE
94100 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame NATHALIE PERRODIN, Associée

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une MSP - SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94)

Dates prévisionnelles : 30 juin 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :
Création d'une maison médicale à Saint-Maur-des-Fossés (94)

- Zonage ARS : hors zonage
- Conventionnement en secteur 1 des médecins généralistes

La ville compte actuellement 56 médecins généralistes exclusifs. Dans les 5 prochaines années, la densité médicale risque de diminuer puisque 36 % des médecins généralistes et 32% des spécialistes sont âgés de 60 ans et plus.

Cette nouvelle maison prévoit l'installation de 4 jeunes médecins généralistes dont 3 sont primo installants. Un des praticiens travaillera plus spécifiquement à la santé de la femme et la gynécologie nécessaire dans une zone avec de moins en moins de gynécologues. La création d'un cabinet en psychiatrie remédie au déficit de cette spécialité dans ce secteur.

En plus des professions médicales, 5 professionnels paramédicaux y exerceront : 3 infirmiers, 1 psychomotricienne et 1 psychologue.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	830 831,00	81,26%
Travaux et charges afférentes	191 664,00	18,74%
Total	1 022 495,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	622 495,00	60,88%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	19,56%
Autres subventions publiques (ARS)	200 000,00	19,56%
Total	1 022 495,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° EX048518 - Création d'une maison de santé pluridisciplinaire au centre ville - BOIS-COLOMBES (92)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 479 000,00 € TTC	12,17 %	180 000,00 €
		Montant total de la subvention	180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MSPHDV
Adresse administrative : 29 RUE FELIX FAURE
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame VERONIQUE MARIE CLAIRE CONDAMIN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison de santé pluridisciplinaire au centre ville - BOIS-COLOMBES (92)

Dates prévisionnelles : 15 avril 2020 - 15 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :
Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Bois-Colombes

- Zonage: ZIP (Zone d'intervention prioritaire)
- Conventionnement en secteur 1 des médecins généralistes

La maison de santé regroupera 8 médecins généralistes et 5 professions paramédicales: infirmiers , diététicienne/éducatrice thérapeutique, podologue, ostéopathe et psychomotricienne.
Dans le cadre de ses missions de soins auprès de la population de Bois-Colombes, la maison de santé prévoit d'organiser des ateliers d'éducation et de prévention santé, de travailler en étroite collaboration avec les réseaux de santé et l'hôpital du territoire et de concourir à la formation d'étudiants en médecine et soins infirmier.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- BOIS-COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 006 000,00	68,02%
Equipements médicaux	47 000,00	3,18%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	55 000,00	3,72%
Travaux et charges afférentes	371 000,00	25,08%
Total	1 479 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	839 000,00	56,73%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	180 000,00	12,17%
Autres subventions publiques (préciser)	460 000,00	31,10%
Total	1 479 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° EX047902 - Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à ENGHIEN LES BAINS (95)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	580 901,00 € HT	24,38 %	141 638,00 €
		Montant total de la subvention	141 638,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ENGHIEN LES BAINS
Adresse administrative : 57 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95880 ENGHIEN-LES-BAINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe SUEUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison de santé pluriprofessionnelle - ENGHIEN LES BAINS (95)

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Enghien-les-Bains.

- Zonage ARS : Hors zonage. Le diagnostic local de santé fourni confirme le besoin sur ce territoire.
- Secteur : médecins généralistes conventionnés secteur 1

En 2010, on recensait près de 12 généralistes à Enghien. Aujourd'hui, il n'en reste plus que 4. La création d'une structure de regroupement de praticiens permettra de renforcer l'offre médicale sur le territoire.

La Ville sollicite la Région pour engager des travaux de réhabilitation d'une propriété communale afin d'accueillir 6 nouveaux cabinets médicaux en coeur de ville. Ces cabinets seront prioritairement dédiés à des médecins généralistes avec dès la conception, la priorité faite à l'accessibilité aux personnes en situation de handicap. Certains médecins généralistes pourront avoir une spécialité telle que la médecine liée à la pratique sportive.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	13 886,00	2,39%
Travaux et charges afférentes	567 015,00	97,61%
Total	580 901,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	119 555,00	20,58%
Subvention Département (sollicitée)	69 708,00	12,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	141 638,00	24,38%
Autres subventions publiques (préciser)	250 000,00	43,04%
Total	580 901,00	100,00%

ANNEXE 2 - FICHES PROJET RELATIVES A LA PREVENTION SANTE

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° 20004029 - Sensibiliser les jeunes à un usage numérique sans risque pour leur santé

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	50 000,00 € TTC	45,00 %	22 500,00 €
	Montant total de la subvention		22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E ENFANCE
Adresse administrative : 11 RUE DES HALLES
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yann PADOVA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Sensibiliser les jeunes à un usage numérique sans risque pour leur santé

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 30 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action prévue en année civile

Description :
L'action consiste en des interventions en lycées : les adolescents participent à un atelier de deux heures pendant lequel sont transmis des contenus d'information et de prévention au sujet des usages numériques. Ils sont notamment sensibilisés à l'importance de protéger leurs données personnelles ou encore à la notion de cookies. L'intervention laisse une grande place aux débats et aux questions afin que chacun puisse trouver des réponses individualisées. Les élèves apprennent, lors de ces ateliers, à éviter les risques de cyberharcèlement et de cyberviolence (envers eux ou autrui) et à lutter ainsi contre un potentiel mal être.
Les interventions éveillent l'esprit critique du lycéen, pour qu'il apprenne à décrypter les sources fiables d'informations, à mesurer leur valeur, à comprendre qui est l'auteur de l'information et à saisir son intention.
L'objectif n'est pas d'avoir un propos sévère ni d'interdire l'usage du numérique mais plutôt de l'expliquer pour que chaque adolescent comprenne l'importance d'un équilibre de vie sain entre monde extérieur et monde virtuel : privilégier une activité physique régulière, une alimentation saine, un bon rythme de sommeil et un environnement social stimulant. L'intervention offre à chacun une réflexion sur la manière et le temps passé devant les écrans afin d'en faire une utilisation libre et respectueuse de soi et des

autres.
Pour cette année, 2700 élèves sont visés au sein d'une trentaine d'établissements scolaires.
En raison de la crise sanitaire actuelle et de la fermeture des établissements scolaires décidées par le Ministère de l'Education nationale, les interventions de sensibilisation ont été interrompues depuis le 16 mars 2020. Avant cela, l'association était néanmoins intervenue dans 6 établissements pour cette année. Il reste 24 interventions à proposer dans les établissements. Il est supposé que des reports d'interventions auront lieu à partir de la rentrée de septembre 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures de bureau ou entretien	500,00	1,00%
Hébergement / Location	4 000,00	8,00%
Primes d'assurance	1 000,00	2,00%
Déplacements, missions et réceptions	500,00	1,00%
frais de personnels	44 000,00	88,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	22 500,00	45,00%
Education nationale	15 000,00	30,00%
Entreprises (Facebook)	12 500,00	25,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° 20004458 - Projet "Le suicide n'est pas une fatalité mais le prévenir est une nécessité"

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	55 200,00 € TTC	27,17 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ENTR'ACTES
Adresse administrative	:	5 BIS BOULEVARD DE VALMY 92700 COLOMBES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Christian LUJAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : projet Le suicide n'est pas une fatalité mais le prévenir est une nécessité : prévention - postvention

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet démarrant dès juin.

Description :
L'objet du projet est de répondre au mal-être (idéation suicidaire, marginalisation, conduites addictives, conflits et problèmes familiaux, troubles alimentaires, séparation, …) des personnes sur les territoires de la Boucle Nord des Hauts de Seine et de la Communauté de communes Haut Val d'Oise. Il s'agit de prévenir les troubles psychologiques et les conduites à risque et de favoriser l'accès aux soins. Environ 520 personnes sont visées, dont plus de 50% concernent un public jeune.

- Accueil, Ecoute et consultations (330 heures) : accueil et soutien à des personnes en crise suicidaire et/ou aux familles et à l'entourage, en lien avec les services de soins (Hôpitaux, médecins, réseau de soins).
- Information – sensibilisation (118 heures) : organisation de 3 manifestations à Colombes et à Beaumont/Oise (rencontres débats) ; intervention auprès de groupes de parole de parents sur la thématique du suicide et de la prévention des conduites à risque ; approfondissement sur le suicide et sa prévention auprès de deux groupes d'élèves de la Section ST2S et futurs professionnels paramédicaux et

sociaux ; informations collectives des professionnels des structures concernées par l'intervention communautaire.
- Interventions communautaire en préventions du suicide à Colombes (60 h d'intervention) : formation (action de sensibilisation auprès de professionnels de première ligne) ; animation du Comité de pilotage ; animation du réseau de référents.
- Appui aux acteurs de premières lignes du 92 et du 95 : accueil, soutien (20 heures).

Ce projet est présenté dans un contexte inédit de crise sanitaire et de crise économique et sociale liée aux réponses à la pandémie. L'impact sur les populations, et en particulier les jeunes, en termes de santé mentale et de comportement suicidaire est préoccupant.
La structure se mobilise ainsi pour informer, alerter, adapter ses actions et ses pratiques au contexte actuel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats (énergie, fournitures)	1 050,00	1,90%
Locations	4 800,00	8,70%
Assurance, documentation	300,00	0,54%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 500,00	2,72%
Publicité, publications, relations publiques	2 000,00	3,62%
Déplacements, missions et réceptions	1 200,00	2,17%
Autres services extérieurs	550,00	1,00%
Impôts et taxes	200,00	0,36%
frais de personnel	43 600,00	78,99%
Total	55 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	27,17%
ARS	12 000,00	21,74%
départements 92 et 95	9 000,00	16,30%
Commune	800,00	1,45%
Crédits politique de la ville	1 200,00	2,17%
Affaires sociales	5 000,00	9,06%
organismes semi-publics	6 400,00	11,59%
organismes privés	3 200,00	5,80%
autres prestations de service	2 600,00	4,71%
Total	55 200,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° 20004602 - offre de consultations gratuites aux collégiens et mineurs vivants en foyers

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	21 235,00 € TTC	47,09 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARADOXES
Adresse administrative : 50 RUE BICHAT
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Normand CHABOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : offre de consultations gratuites aux collégiens et mineurs vivants en foyer

Dates prévisionnelles : 14 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association PARADOXES répond à des demandes en proposant des prises en charge, d'accueil, d'orientation puis de consultations gratuites pour des adolescents en souffrance psychique dans un délai bref.
En plus des consultations, l'association intervient dans certains collèges du Nord-Est parisien autour de la problématique du harcèlement, du cyber-harcèlement, de la dignité de la parole. Enfin, la structure, en plus du travail en réseau, participe à une journée d'étude et de réflexion et propose des publications.
L'association a reçu 149 jeunes en 2019 (100 filles et 49 garçons) pour l'accueil et la consultation, et une quinzaine de jeunes pour les ateliers d'écriture individuels. Le public accueilli est principalement un public d'âge scolaire du nord parisien que les collèges et lycées orientent.

L'accès à des consultations téléphoniques a été ouvert le 20 mars ; les appels se sont multipliés au fur et à mesure des semaines de confinement. L'offre s'est également ouverte à un accompagnement des proches des jeunes : leur famille et les professionnels qui travaillent avec des jeunes.
7 psychologues clinicien.nes de l'équipe sont mobilisées et ont ouvert de nouvelles plages horaires.
Le choix a été fait de poursuivre cette offre à distance tout en réouvrant accueil, consultations et ateliers

en présence depuis le 11 Mai.
En plus de cette offre, l'association propose des Ateliers d'écriture individuels, ainsi que des ateliers collectifs à distance.
Enfin, il est proposé des analyses de pratique au bénéfice des différentes institutions et professionnels pour un travail de réunions ainsi qu'une offre de conversations cliniques à distance.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat énergie	220,00	1,04%
Locations	2 160,00	10,17%
Prime d'assurance	85,00	0,40%
Documentation	130,00	0,61%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	10 750,00	50,62%
Frais postaux et frais de télécommunications	120,00	0,57%
frais de personnel	7 070,00	33,29%
Autres charges de gestion courante (comptabilité, gestion administrative)	700,00	3,30%
Total	21 235,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	10 000,00	47,09%
ARS	4 735,00	22,30%
DASES	5 500,00	25,90%
Autres produits de gestion courante	1 000,00	4,71%
Total	21 235,00	100,00%

ANNEXE 3 - FICHE PROJET RELATIVE A L'ACCOMPAGNEMENT DES PROFESSIONNELS DE SANTE

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-282

DOSSIER N° 20004459 - Soutien à la création d'une application (Happymed) permettant l'évaluation du stress et de la qualité de vie au travail des soignants

Dispositif : Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité (n° 00001140)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100107- Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité	150 000,00 € TTC	6,67 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION MEDITATION ET SANTE
Adresse administrative	:	3 RUE MARGUERITE RENAUDIN 92330 SCEAUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Chrisitine ISNARD-BAGNIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les professionnels de santé sont en souffrance pour des raisons multiples. D'innonbrables études font état de la prévalence du burn out dans les lieux de soin. Aucune génération et aucun mode d'exercice n'est epargné et l'ensemble a des conséquences désastreuses sur la prise en charge des patients et le fonctionnement des établissements de soins. De plus, les soignants sont une population à risque historiquement identifiée par la pénibilité de leur travail (organisationnelle ou autre) et l'exposition émotionnelle intense et fréquente (confrontation avec la souffrance et la mort, prises en charge impliquant l'entrée dans l'intimité des patients, etc.). Les soignants ont rarement une offre d'accompagnement dans leur milieu professionnel pour prévenir les risques psychosociaux.

La subvention régionale permettra la création d'une application permettant l'évaluation du stress et de la qualité de vie au travail des soignants en leur proposant une approche interventionnelle personnalisée en ligne, basée sur la gestion du stress et la méditation.
Il s'agit de proposer un outil en ligne personnalisé offrant un espace privatif dédié à :
- l'évaluation des ressentis en lien avec le stress et l'anxiété
- l'estimation des besoins non couverts déterminants du prendre soin de soi (quantité de sommeil, activité physique, nutrition, consommation de tabac, anxiolytiques, relations sociales, loisirs, transports…)

- permettant de disposer d'une description précise des moments difficiles dans la vie des soignants.
Dans une première partie, les participants répondront à des questionnaires de suivi au cours de leurs journée de travail évaluant leur perception du stress et de l'anxiété. Ils renseigneront (à leur choix) un ou plusieurs questionnaires et échelles psychométriques permettant l'évaluation de scores de burn out, d'anxiété de stress perçu. Au bout d'une semaine d'observation, une proposition d'intervention en ligne leur sera proposée en fonction des données recueillies et adaptée chaque semaine pendant 12 semaines. Une évaluation sera réalisée en cours de programme et à la fin de programme par questionnaires auto administrés et pour un sous groupe de participants par entretiens qualitatifs avant et après la participation au programme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est plafonnée à 50% maximum de la dépense subventionnable dans une limite de 50 000€.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception du projet, des contenus et recherche	15 000,00	10,00%
Gestion du projet	20 000,00	13,33%
Développement de l'outil (design, graphisme)	30 000,00	20,00%
Enquête qualitative (2 intervenants, 20 entretiens etc ...)	30 000,00	20,00%
Communication	20 000,00	13,33%
Community managment	15 000,00	10,00%
Analyse quantitative (frais de publication, congrès articles etc...)	20 000,00	13,33%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	10 000,00	6,67%
ARS	30 000,00	20,00%
Autres AAP	20 000,00	13,33%
APHP (financement DMU QVT)	25 000,00	16,67%
Fonds propres	65 000,00	43,33%
Total	150 000,00	100,00%

ANNEXE 4 - CONVENTION AVEC FRANCE ASSOS SANTE ILE DE FRANCE

Convention de partenariat

Entre

La Région Île-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Ci-après dénommée « la Région »

D'une part, et

L'URAASS Ile-de-France, située 28 Bd Pereire 75017 Paris, représentée par son Président - Mr Vincent CLUZAUD, par délégation du Président de l'UNAASS - Mr Gérard RAYMOND

Ci-après dénommée **« France Assos Santé Île-de-France»,**

D'autre part,

« La Région » et «France Assos Santé Île-de-France» sont communément dénommés « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Pour France Assos Santé Île-de-France

France Assos Santé (UNAASS) est une Union d'Associations Agréées du Système de Santé, regroupant des associations de malades, de personnes souffrant de handicap, de personnes âgées et retraitées, de familles, de consommateurs, de personnes en situation de précarité et des associations agissant pour la qualité et la sécurité de la prise en charge des patients.

Elle est inscrite à l'Article 1 de la loi de modernisation de la santé du 26 janvier 2016. Elle compte un siège national et 17 délégations régionales (y compris la Corse et DOM-TOM). La Délégation Île-de-France de France Assos Santé a pour vocation d'être un lieu d'échanges, de confrontation et d'élaboration d'idées et d'actions en vue de contribuer à assurer efficacement :

- Promouvoir la démocratie en santé, la défense des intérêts et des droits des usagers du système de santé,
- Le suivi des politiques de santé afin de mettre en valeur l'évolution des besoins des personnes et revendiquer des changements,
- La formulation de propositions de réforme et la publicisation des dysfonctionnements,
- La vigilance sur l'accès aux soins, la promotion de la qualité et de la santé publique,
- L'information du grand public, de ses associations membres, des institutions, élus et professionnels de santé sur les enjeux en santé au sein de la région francilienne,
- La formation spécifique de ses membres, en particulier de ceux qui exercent des fonctions de représentation des usagers,
- Le soutien de ses associations membres et de leurs bénévoles.

Pour la Région Île-de-France

La Région Île-de-France a choisi depuis plus de 4 ans d'intégrer les problématiques de santé au cœur de ses politiques publiques et de développer de nouvelles approches pour répondre concrètement aux besoins des patients Franciliens. L'enjeu est de permettre l'accès de la santé pour tous en visant la simplification des parcours de santé y compris des populations les plus fragiles.

A travers son programme Région solidaire, la Région Île-de-France décline par de nombreuses mesures son engagement résolu et énergique dans la lutte contre les fractures territoriales et sociales de santé. Cet engagement n'a fait que se renforcer ces derniers mois sous l'effet de la crise sanitaire, qui confirme le besoin pour le Conseil Régional de promouvoir des actions en santé pleinement intégrées à l'ensemble des politiques et dynamiques régionales, de même que le besoin de porter ces politiques de santé en lien étroit avec les représentants des patients et des professionnels.

Parmi les actions structurantes conduites par la Région figurent :

- L'amélioration de l'accès aux soins dans toute l'Île-de-France par le financement massif de maisons et de centres de santé ainsi que le soutien à un modèle innovant de télémédecine pour agir en complémentarité de l'offre existante
- La promotion de l'interprofessionnalité et particulièrement les nouvelles formes d'exercice dans les systèmes de soins. La création notamment d'une solution de coordination des soins infirmiers pour permettre le maintien des patients à domicile ou dans des établissements médico-sociaux.
- Le soutien à des projets de prévention relatifs aux enjeux spécifiques de santé en Ile-de-France (santé des jeunes et des femmes, santé sexuelle, Sida, sommeil)
- La prise en compte de la parole du patient et de ses savoirs issus de la vie avec la maladie (du patient comme des aidants) et faire de son expérience une contribution à l'amélioration des parcours de soins

Cette approche de la santé portée par la Région Île-de-France la conduit à nouer un partenariat riche de sens avec France Assos Santé Ile-de-France dont la volonté est de travailler en synergie à la co-construction de politiques qui intègre pleinement l'expérience des patients Franciliens.

Pour la Région Île-de-France et France Assos Santé Île-de-France

La Région Île-de-France fait le choix de s'appuyer sur l'expertise de grands acteurs de la santé pour faire émerger des réponses adaptées aux grandes problématiques de santé du territoire de l'Île-de-France. Il s'agit d'une démarche inédite qui vise à faire de la santé un axe central des politiques et dynamiques régionales, dans un objectif d'une région plus solidaire, pour les patients comme pour les professionnels de santé.

Dans cette perspective, la Région Île-de-France et France Assos Santé Île-de-France souhaitent engager une coopération permettant de faire émerger, au sein des politiques et responsabilités régionales, la voix des usagers et d'engager un dialogue régulier. C'est l'objet de la présente convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet et mise en œuvre de la convention

France Assos Santé Île-de-France et la Région Île-de-France s'engagent, à travers la présente convention de partenariat, à travailler conjointement pour une Région solidaire en santé, au sein de laquelle la lutte contre les fractures territoriales et sociales de santé est une priorité.

Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour la région Île-de-France et les Franciliens, et tout particulièrement pour les personnes les plus vulnérables en matière d'accès aux droits et à la santé.

L'objectif est d'installer un dialogue et un partenariat durable, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité en Île-de-France.

Les thématiques de partenariat entre les deux parties relèvent du champ de la santé et des solidarités. Elles concernent toutes les populations ayant des problématiques de santé et les publics les plus précaires. Ce partenariat s'articulera autour de trois axes principaux :

- ✓ Faire exister la voix des usagers du système de santé auprès de la Région Île-de-France afin de toujours mieux prendre en compte leurs besoins et attentes
- ✓ Sensibiliser les élus aux questions et aux problématiques des usagers
- ✓ Instaurer un dialogue régulier

ARTICLE 2 – Comité de pilotage et suivi

La mise en œuvre de la présente convention s'appuie sur un comité de pilotage, dont le fonctionnement et la composition feront l'objet d'un accord écrit entre les parties. Il aura la charge du suivi des relations entre France Assos Santé Île-de-France et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et les projets en cours de chacune des Parties, les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les Parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Le comité de pilotage est présidé par la Vice-Présidente en charge des Solidarités, de la santé et de la famille, avec la participation éventuelle d'autres Vice-présidents, en fonction des thématiques concernées. La Vice-Présidence sera assurée par le Président de la délégation Ile-de-France de France Assos Santé avec la participation d'élus de France Assos Santé. Il se réunit à minima une fois par an.

L'équipe de la délégation locale de France Assos Santé Ile-de-France et celle de la Région Île-de-France assureront le suivi selon les axes de travail adoptés.

ARTICLE 3 – Engagements de la Région Île-de-France

Dans le cadre de son action en faveur de la santé, la Région s'engage à :

- Informer France Assos Santé Île-de-France des différents dispositifs régionaux menés dans les domaines de la santé.
- Soutenir en particulier l'engagement de France Assos Santé Île-de-France en faveur d'actions spécifiques dans le champ de la santé en particulier des personnes les plus vulnérables afin de favoriser l'accès à la santé au plus grand nombre dans le cadre des dispositifs existants.
- Mettre en place et animer un comité de pilotage, au minimum une fois par an.
- Informer France Assos Santé Île-de-France des manifestations organisées par la Région Île-de-France en faveur de la santé.
- Apporter son concours aux actions menées par France Assos Santé Île-de-France, notamment en organisant des événements communs qui pourront se tenir dans les locaux régionaux, sous réserve de disponibilité et de nécessité de service public.

ARTICLE 4 – Engagements de la France Assos Santé Île-de-France

France Assos Santé Île-de-France s'engage à, quant à elle à :

- Etudier les demandes d'auditions, et y répondre selon les disponibilités des élus bénévoles, sur des

questions des questions liées à son champ d'expertise et de compétences, afin d'alimenter les travaux de la Région et produire des propositions liées à la connaissance du terrain et l'expérience des parcours de santé,

- Echanger sur les projets communs portés par les deux parties
- Instaurer un dialogue régulier et participer si nécessaire aux côtés de la Région Île-de-France à développer une Région solidaire à partir de thématiques prioritaires et d'actions communes identifiées,
- En lien avec ses associations membres, sensibiliser les élus de la Région Île-de-France aux problématiques des usagers : évolution des besoins des personnes et changements de pratiques,
- Alerter la Région Île-de-France sur des dysfonctionnements ou des défaillances dans la prise en charge des franciliens, particulièrement les plus vulnérables, et proposer à la Région Île-de-France des initiatives en faveur de la représentation des usagers,
- Informer la Région Île-de-France de ses projets d'évènements et manifestations en lien avec la présente convention et éventuellement proposer de l'y associer.

ARTICLE 5 – Communication

Les deux parties se transmettront, pour information, leur communication sur les actions menées en commun.

Les parties proposent d'intégrer leur logo, sur les supports d'information et de communication traitant des actions développées en commun (colloques, séminaires…).

ARTICLE 6 – Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 – Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle prend effet le jour de sa signature par les parties.

ARTICLE 8 – Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional, du Bureau de France Assos Santé Ile-de-France avec avis du Bureau de l'UNAASS.

En cas de désaccord sur les modalités d'application de la convention, et qui ne peuvent être réglées entre les parties, ou en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant de mise en demeure.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France	**Pour France Assos Santé Ile-de-France** **Par délégation du Président de l'UNAASS**
Valérie Pécresse Présidente de la Région Île-de-France	Vincent CLUZAUD Président de France Assos Santé Île-de-France

ANNEXE 5 - RECTIFICATION DE LA FICHE PROJET EX047494

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° EX047494 - Création d'une maison médicale - Le Blanc Mesnil (93)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	407 820,00 € TTC	30,00 %	122 346,00 €
	Montant total de la subvention		122 346,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI CABINET MEDICAL G PERI
Adresse administrative : 13 PLACE GABRIEL PERI
93150 LE BLANC MESNIL
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame JESSICA SALINES, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison médicale - Le Blanc Mesnil (93)

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 15 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue, fin février 2020.

Description :
Création d'une maison médicale dans la commune du Blanc-Mesnil.

Depuis 2009, la commune a perdu 22 % de ses effectifs en médecine générale. Elle compte à ce jour, 33 médecins généralistes exclusifs. 15 sont âgés de plus de 60 ans et sont amenés à prendre leur retraite dans les 5 prochaines années.

Cette structure a vocation à accueillir l'activité de 3 médecins généralistes dont 2 primo-installants.

- Zonage : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Conventionnement des médecins généralistes : secteur 1

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions foncières et charges afférentes	346 020,00	84,85%
Travaux	61 800,00	15,15%
Total	407 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	122 346,00	30,00%
Région	122 346,00	30,00%
Subvention ARS-URPS	163 128,00	40,00%
Total	407 820,00	100,00%

ANNEXE 6 - PRISE EN COMPTE DE 4 FICHES-PROJET DONT LES CREDITS ONT ETE AFFECTES A LA CP 2020-170

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX048511 - Création de la nouvelle annexe du centre de santé d'ARCUEIL (94)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	43 224,12 € TTC	48,58 %	21 000,00 €
	Montant total de la subvention		21 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARCUEIL
Adresse administrative : 10 AVENUE PAUL DOUMER
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian METAIRIE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création de la nouvelle annexe du centre de santé d'ARCUEIL (94)

Dates prévisionnelles : 14 janvier 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'équipe a dû acquérir en urgence ses équipements afin de faire face aux besoins de santé de la population locale.

Description :
Création d'une annexe pour le centre de santé d'Arcueil.

Zonage ARS : hors zone. Le diagnostic local de santé fourni confirme le besoin sur ce territoire
Secteur : médecins en secteur 1

L'attractivité du centre entraîne une affluence grandissante nécessitant la création d'une annexe pour l'installation de 3 cabinets de médecine générale. La demande porte sur des travaux ainsi que l'acquisition de nouveaux équipements propres à cette nouvelle activité.

Le centre de santé actuel dispense des consultations de médecine générale, de médecine spécialisée, de dentaire, de radiologie, de soins infirmiers et un centre de Planification et d'éducation familiale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	21 792,00	50,42%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	1 080,00	2,50%
Travaux et charges afférentes	20 352,12	47,09%
Total	43 224,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (sollicitée)	22 224,12	51,42%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	21 000,00	48,58%
Total	43 224,12	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX048148 - Mise en place d'un système de radiologie numérisé pour le centre municipal de santé - L'HAY-LES-ROSES (94)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	10 210,00 € TTC	50,00 %	5 105,00 €
	Montant total de la subvention		5 105,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'HAY-LES-ROSES
Adresse administrative : 41 RUE JEAN JAUR S
94240 L'HAY-LES-ROSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Vincent JEANBRUN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'un système de radiologie numérisé pour le centre municipal de santé - L'HAY-LES-ROSES (94)

Dates prévisionnelles : 4 décembre 2019 - 14 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'équipe a dû acquérir en urgence ces équipements afin de maintenir la continuité des soins.

Description :
Le Centre Municipal de Santé (CMS) de L'Haÿ-les-Roses a pour objectif de faciliter l'accès aux soins pour tous. Il offre à l'ensemble de la population une médecine de qualité, en matière de soins, de prévention et d'éducation à la santé. En plus de la médecine générale, le CMS offre la possibilité de consulter de nombreux spécialistes qui évoluent dans des domaines très variés pour répondre au mieux aux besoins des patients.
La présente demande concerne les soins dentaires, avec:
- l'achat d'un logiciel permettant le développement et la lecture de la radiographie dentaire numérisée,
- l'acquisition de matériel informatique,
- l'acquisition d'un générateur à rayons X.

Ce centre est situé en zone d'intervention prioritaire (ZIP) selon le classement de l'ARS.
Les médecins exercent en secteur 1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- L HAY-LES-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	3 210,00	31,44%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	7 000,00	68,56%
Total	10 210,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (attribuée)	5 105,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 105,00	50,00%
Total	10 210,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX048121 - Acquisition de mobiliers, informatiques et professionnels pour le pôle médical municipal - MONTEREAU-FAULT-YONNE (77)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	55 706,00 € TTC	35,90 %	20 000,00 €
		Montant total de la subvention	20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES
77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur James CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition de mobiliers, informatiques et professionnels pour le pôle médical municipal - MONTEREAU-FAULT-YONNE (77)

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'équipe a dû acquérir en urgence ses équipements afin de faire face aux besoins de santé de la population locale.

Description :
La commune de Montereau demande le soutien de la Région pour l'ouverture d'un centre de santé répondant aux besoins identifiés sur le territoire d'accéder à des soins de qualité dans de bonnes conditions de proximité et de délais.

- Zonage : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Secteur : médecins généralistes conventionnés en secteur 1
- Situation du centre au sein du Quartier Prioritaire Politique de la Ville de Surville.

L'équipe du centre de santé municipal sera composé de 3 médecins généraliste et d'une orthophoniste.

Dans ce cadre, le centre de santé souhaite acquérir du mobilier, de l'équipement informatique et du matériel médical.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	16 501,00	29,62%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	39 205,00	70,38%
Total	55 706,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	10 706,00	19,22%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	35,90%
Autres subventions publiques (préciser)	25 000,00	44,88%
Total	55 706,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX047894 - Création d'une annexe à la Maison de santé pluridisciplinaire au sein du quartier Seine - JUVISY-SUR-ORGE (91)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	487 762,00 € HT	20,50 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JUVISY-SUR-ORGE
Adresse administrative : 6 RUE PIVER
91265 JUVISY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel PERRIMOND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une annexe à la Maison de santé pluridisciplinaire au sein du quartier Seine - JUVISY-SUR-ORGE (91)

Dates prévisionnelles : 23 décembre 2019 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Création d'une annexe à la Maison de santé pluridisciplinaire de Juvisy-sur-Orge dont l'implantation est prévue dans le quartier Seine.

- Zonage ARS: ZIP (zone d'intervention prioritaire)
- Conventionnement : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

Face à l'essor démographique que connait la commune de Juvisy-sur-Orge, le nombre de professionels de santé et particulièrement de médecins généralistes est insuffisant.

La MSP créée en 2016 avec le soutien de la Région et de la Ville a permis l'installation de 10 cabinets médicaux regroupant différents professionnels de santé dont des médecins généralistes, ophtalmologiste, psychiatre, sage-femme et des professionnels paramédicaux (infirmières, ostéopathe).

L'annexe que la MSP envisage de créer avec l'aide de la Région regroupe 3 nouveaux médecins

généralistes qui concouront à offrir un parcours de santé plus adapté aux patients et créer un dynamisme territorial en matière d'offre de soins en couvrant les 3 principaux quartiers de la Ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	276 000,00	56,58%
Equipements médicaux	7 880,00	1,62%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	20 549,00	4,21%
Travaux et charges afférentes	183 333,00	37,59%
Total	487 762,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	387 762,00	79,50%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	20,50%
Total	487 762,00	100,00%

ANNEXE 7 - CONTRAT DE PRET DE MARCHANDISES

CONTRAT DE PRET DE MARCHANDISES
MASQUES DE PROTECTION DE TYPE FFP1

(Articles 1892 et suivants du code civil)

ENTRE :

La région Ile-de-France, dont le siège est sis 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente du Conseil régional en exercice, Madame Valérie Pécresse, domiciliée en cette qualité audit siège, dûment habilitée par la délibération n°[●] du [●] juillet 2020 de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France

Ci-après désignée la « Région »,

d'une part,

ET :

La société Manutan SA, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Pontoise sous le numéro 334 668 852, dont le siège social est situé ZAC du Parc des Tulipes, avenue du 21ème Siècle, 95500 Gonesse, représentée par le Président du conseil d'administration – Directeur général, Xavier Guichard

Ci-après désignée « Manutan »,

d'autre part,

Ci-après conjointement dénommées les « Parties » ou individuellement une « Partie ».

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Pour faire face à la crise sanitaire, la centrale d'achat créée par la Région a élargi son offre de produits et services, et a permis aux collectivités publiques, associations et entreprises privées d'Ile-de-France de commander notamment des masques de protection.

La société Manutan n'a pas pu s'approvisionner en masques en quantité suffisante et dans les délais prévus pour fournir les acheteurs de la centrale d'achat, comme initialement envisagé par la Région et Manutan.

La Région disposait d'un stock d'environ 30 millions de masques achetés en avril 2020 auprès de fournisseurs chinois, notamment la société Zhejiang Bensen Trading Co LTD, au prix unitaire de 0,50 € hors taxes, pour les distribuer gratuitement aux franciliens.

Pour permettre aux collectivités publiques, associations et entreprises d'Ile-de-France de disposer rapidement de masques, la Région a alors décidé de livrer sept millions six cent soixante-cinq mille six cents (7 665 600) masques - parmi ceux de son stock existant - à Manutan, à charge pour cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité, entre le 19 et le 28 avril 2020, afin que la société soit en mesure d'assurer, dans les délais prévus, les prestations de transport, d'entreposage, et de distribution des masques au bénéfice des acheteurs ayant eu recours aux services de la centrale d'achat.

Manutan a ensuite, à partir du 5 mai 2020, restitué à la Région un volume de 7 665 600 masques identiques en espèce et qualité, achetés au même fournisseur et aux mêmes conditions.

Les Parties ont convenu que la mise à disposition de masques par chacune des Parties, à l'autre Partie, interviendrait dans le cadre d'un contrat de prêt de consommation de stock de masques, dans les conditions des articles 1892 et suivants du code civil et celles prévues ci-après.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET ET NATURE DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la Région a livré à Manutan sept millions six cent soixante-cinq mille six cents (7 665 600) masques de protection de type FFP1, à charge pour cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité, dans le cadre d'un contrat de prêt de consommation régi par les dispositions des articles 1892 et suivants du code civil.

En conséquence, la Région a concédé à titre de prêt de consommation à Manutan, emprunteur, sept millions six cent soixante-cinq mille six cents (7665600) masques de protection de type FFP1 pour une durée limitée.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

ARTICLE 2.1 – PRET A MANUTAN DE MASQUES ISSUS DE SON STOCK PAR LA REGION

La Région a livré, à titre de prêt de consommation, à Manutan un stock de sept millions six cent soixante-cinq mille six cents (7 665 600) masques de protection de type FFP1, conformes à la norme européenne EN 149 : 2001 + A1 : 2009, acquis auprès du fournisseur chinois Zhejiang Bensen Trading Co LTD aux mois de mars et d'avril 2020 (*annexes n°1 et n°4*).

Ce stock de masques a une valeur de trois millions huit cent trente-deux mille huit cents (3 832 800) euros hors taxes, soit un prix unitaire de cinquante centimes (0,50) d'euros hors taxes (*annexe n°1*). Ce stock de masques a été réceptionné par Manutan dans les conditions suivantes (*annexe n°2*):

- 3 511 200 masques réceptionnés le 19 avril 2020 ;
- 3 998 400 masques réceptionnés le 26 avril 2020 ;
- 156 000 masques réceptionnés le 28 avril 2020.

La Région a organisé, à ses frais, le transport des masques lui appartenant depuis l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle, jusque dans les entrepôts de Manutan à Gonesse. Les frais engagés par la Région pour le transport des masques demeurent à la charge de la Région.

ARTICLE 2.2 – RESTITUTION A LA REGION DE MASQUES PAR MANUTAN

Manutan a restitué à la Région un stock de sept millions six cent soixante-cinq mille six cents (7 665 600) masques de protection de type FFP1, conformes à la norme européenne EN 149 : 2001 + A1 : 2009 acquis auprès du même fournisseur chinois Zhejiang Bensen Trading Co LTD au mois de mai 2020 (*annexe n°4*).

Ce stock de masques a une valeur de trois millions huit cent trente-deux mille huit cents (3 832 800) euros hors taxes, soit un prix unitaire de cinquante centimes (0,50) d'euros hors taxes. Ce stock de masques a été réceptionné par la Région entre le 11 et le 29 mai 2020 (*annexe n°3*).

Manutan a organisé, à ses frais, le transport des masques depuis l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle jusque dans les locaux désignés par la Région. Les frais engagés par Manutan pour le transport des masques demeurent à la charge de Manutan.

Le stock de masques ainsi restitué par Manutan à la Région est identique à celui livré par cette dernière à Manutan, en espèce, en qualité et en coût.

ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES

Le présent prêt de consommation consenti par la Région à Manutan n'est pas rémunéré.

Les opérations de prêt et de restitution objet du présent contrat s'effectuent exclusivement en nature.

Aucune des Parties ne peut exiger de l'autre Partie un quelconque règlement financier au titre des biens prêtés et restitués. Le paiement de la TVA due par chaque Partie à l'autre Partie peut s'effectuer par compensation.

Chacune des Parties est responsable de la déclaration de la TVA et de son règlement

auprès de l'administration fiscale.

Toutefois, en cas de remise en cause, par l'administration fiscale, du traitement TVA appliqué au prêt de consommation objet du présent contrat, ou du formalisme y afférent, les Parties s'engagent à se rapprocher et à déterminer de bonne foi les modalités nécessaires afin qu'aucune d'entre elles n'ait à subir de préjudice financier définitif au titre de la TVA et de toute autre forme de majoration et/ou pénalité y afférente.

Chacune des Parties fait son affaire des autres impôts et taxes, notamment des droits de douane, relatifs à l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 4 – FIN DU CONTRAT

Le présent contrat prend fin à la complète et parfaite exécution par les Parties des obligations de livraison et de restitution visées au présent contrat.

ARTICLE 5 - LITIGES

Tout différend ou difficulté relatif à la conclusion, l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, qui n'a pas trouvé de solution amiable, relève en premier ressort de la compétence du Tribunal judiciaire de Paris.

Fait en deux exemplaires originaux, chaque Partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la Région Ile-de-France,	Pour Manutan SA,
Le ___ juillet 2020	Le ___ juillet 2020

ANNEXES

AU CONTRAT DE PRET DE MARCHANDISES

Annexe n°1 : Extrait du système d'information ERP de Manutan – masques achetés par la Région en Chine auprès de la société Zhejiang Bensen Trading Co LTD, fournis par la Région à Manutan ;

Annexe n°2 : Attestation de Manutan accusant bonne réception des 7 665 600 masques issus du stock de la Région, 16 juin 2020 ;

Annexe n°3 : Bons de livraison, à la Région, des masques achetés par Manutan en Chine auprès de la société Zhejiang Bensen Trading Co LTD, émis par le transitaire CID :

Annexe n°3-1 : [*Liste des bons de livraison à compléter*]

Annexe n°4 : Plaquette commerciale de présentation des masques de protection de type FFP1 achetés par la Région et par Manutan auprès de la société Zhejiang Bensen Trading Co LTD, prêtés puis restitués conformément au présent contrat.

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-290

DU 1 JUILLET 2020

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : INDEMNITÉS ÉTUDIANTS - SUBVENTION IFSI LYCÉE RABELAIS - PLACES NOUVELLES MASSEURS-KINÉ - CONVENTIONS UNIVERSITARISATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU le code du travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU le décret du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute ;

VU l'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU l'arrêté du 13 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat infirmier ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat infirmier ;

VU la délibération n° CP 2015-389 du 9 juillet 2015 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU la délibération n° CP 2017-354 du 20 septembre 2017 relative aux conventions de partenariat pour l'organisation de la formation masseur-kinésithérapeute ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU la délibération n° CP 2018-174 du 30 mai 2018 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2018-255 du 4 juillet 2018 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2019-276 du 3 juillet 2019 relatives aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2020-013 du 31 janvier 2020 relative aux formations sanitaires et

sociales : avances sur la subvention globale de fonctionnement 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-218 du 27 mai 2020 relative aux formations sanitaires et sociales : solde de la subvention globale de fonctionnement 2020 des formations sanitaires ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-290 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Indemnités de stage et frais de transport des étudiants au titre de l'année 2019-2020

Décide d'attribuer aux instituts de formation une dotation régionale d'aide aux étudiants en formation de masso-kinésithérapie et d'ergothérapie correspondant au remboursement des indemnités de stages et des frais de transport, tel que cela figure dans l'annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la dotation aux instituts de formation à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 2019-276 du 3 juillet 2019, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 503 775 € disponibles sur le chapitre budgétaire 931 «Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « Formations sanitaires », action 11300106 « Indemnités stages et remboursements transports masseur-kinésithérapeute et ergothérapeute » du budget 2020.

Article 2 : Indemnités de stage et frais de transport des étudiants, complément au titre de l'année 2018-2019

Décide d'attribuer à l'institut de formation en masso-kinésithérapie Saint-Michel (Paris 15ème) une dotation complémentaire d'aide aux étudiants de masseur-kinésithérapeute correspondant au remboursement des frais de transport de l'année 2018/2019 d'un montant de 16 107 €.

Approuve l'avenant type à la convention relative au remboursement des indemnités de stage et des frais de transport des étudiants en formation de masseur-kinésithérapeute ou d'ergothérapeute tel qu'il figure en annexe 2 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ce complément de solde à la signature, avec l'institut de formation Saint-Michel, d'un avenant conforme à l'avenant type visée à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 16 107 € disponibles sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « Formations sanitaires », action 11300106 « Indemnités stages et remboursements transports masseur-kinésithérapeute et ergothérapeute » du budget 2020.

Article 3 : Financement de l'institut de formation en soins infirmiers du lycée Rabelais (Paris 18ème)

Décide d'attribuer au Lycée Rabelais (Paris 18ème) une subvention globale 2020 d'un montant de 204 970 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le lycée Rabelais d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération n° CP 2019-276 du 3 juillet 2019, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 204 970 € disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « Formations sanitaires », action 11300102 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire » du budget 2020.

Article 4 : Financement des 29 places nouvelles de l'institut de formation en masso-kinésithérapie de l'Université Paris Est Créteil (77)

Décide d'attribuer un complément de solde de subvention globale de fonctionnement 2020 à l'UPEC d'un montant de 112 300 €, conformément au montant précisé en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement du complément de solde de la subvention globale de fonctionnement 2020 à la signature, avec l'Université Paris Est Créteil, de l'avenant joint en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 112 300 € disponibles sur le chapitre 931 «Formations professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « Formations sanitaires », action 11300102 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire » du budget 2020.

Article 5 : Avenant à la convention de partenariat pour l'organisation des formations en soins infirmiers en vue de la collation du grade de licence

Approuve l'avenant type à la convention de partenariat relative à l'organisation des formations conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier en vue de l'obtention d'un grade de licence présenté en annexe 5 à la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil Régional à signer un avenant conforme à l'avenant type approuvé à l'alinéa précédent avec chacun des organismes mentionnés en annexe 6 de la présente délibération.

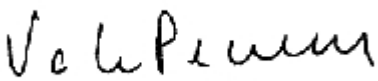
Article 6 : Avenant à la convention de partenariat avec l'université pour l'organisation des formations conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute

Approuve l'avenant à la convention de partenariat relative à l'organisation des formations conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute présentée en annexe 7 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer avec chaque institut de formation figurant en annexe 8 de la présente délibération.

Article 7 : Convention de partenariat pour la formation d'ergothérapeute entre l'ADERE (Paris 20ème) et Sorbonne Université

Approuve la convention de partenariat relative à l'organisation des formations conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat d'ergothérapeute en vue de l'obtention d'un grade de licence, avec l'ADERE et Sorbonne Université, présentée en annexe 9 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181649-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Récapitulatif par centre des indemnités de stage et frais de transport 2019-2020 des étudiants masseurs-kinésithérapeutes et ergothérapeutes

TABLEAU RECAPITULATIF DES AIDES REGIONALES POUR LE REMBOURSEMENT DES INDEMNITES DE STAGE ET DES FRAIS DE TRANSPORT - 2020

Centre de formation	Statut	Adresse	Commune et CP	Effectif 2019/2020*	Indemnités de stage	Frais de transport	Total (en €)	Rappel 2019	Code nature	n° tiers	Dossier Aide versée
IFMK de l'AP/HP Pitié Salpétrière	Public	44 rue Jenner	75013 PARIS	211	75 180	46 302	**121 482**	**116 442**	65738	R7592	20007203
Ecole Supérieure de Masseurs-Kinésithérapeutes - Ecole DANHIER	Privé	75 rue de Saint-Denis	93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE	320	114 690	190 000	**304 690**	**294 160**	6574	P0003139	20007204
ADERF Ecole de Kinésithérapie de Paris	Privé	107 rue de Reuilly	75012 PARIS	351	130 560	244 000	**374 560**	**221 940**	6574	P0003136	20007205
IFMK EFOM	Privé	118 bis rue de Javel	75015 PARIS	390	140 212	85 000	**225 212**	**218 154**	6574	P0016735	20007206
IFMK Ecole d'ASSAS	Privé	4/6, Villa Thoréton	75015 PARIS	500	171 330	161 260	**332 590**	**358 580**	6574	P0003137	20007208
IFMK Saint-Michel	Privé	68 rue du Commerce	75015 PARIS	204	75 240	61 000	**136 240**	**91 710**	6574	P0003141	20007209
IFMK CEERRF	Privé	36 rue Pinel	93200 SAINT-DENIS	329	123 000	133 543	**256 543**	**199 460**	6574	P0014469	20007211
IFMK de l'ENKRE - Hôpitaux de Saint-Maurice	Public	12 rue du Val d'Osne	94410 SAINT-MAURICE	418	149 520	85 680	**235 200**	**217 049**	65738	P0016634	20007212
IFMK Valentin Hauÿ	Privé	9 rue Duroc	75007 PARIS	75	26 940	13 030	**39 970**	**36 501**	6574	R1761	20007214
IFMK Paul Guinot	Privé	24-26 bd Chastenet de Géry	94814 VILLEJUIF	50	18 000	4 000	**22 000**	**15 780**	6574	R13937	20007215
IFMK du Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan-les-Mureaux	Public	1 rue du Fort	78250 MEULAN-LES-MUREAUX	118	42 600	66 603	**109 203**	**84 656**	65738	R20769	20007216
				2 966		**Sous-total masseur kiné**	**2 157 690**	**1 854 432**			
ADERE Institut de formation en ergothérapie	Privé	52 rue de Vitruve	75020 PARIS	162	64 176	31 463	**95 639**	**100 584**	6574	R30021	20007217
IFE ASSAS	Privé	4/6, Villa Thoréton	75015 PARIS	63	16 360	16 652	**33 012**	**9 625**	6574	P0003137	20007218
IFE du Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan-les-Mureaux	Public	1 rue du Fort	78250 MEULAN-LES-MUREAUX	111	41 168	39 287	**80 455**	**69 536**	65738	R20769	20007219
Institut de formation en ergothérapie de l'Université de Paris Est Créteil	Public	61 av. du Général de Gaulle	94010 CRETEIL	235	94 332	42 647	**136 979**	**110 338**	65735	R1467	20007220
				571		**Sous-total ergothérapeute**	**346 085**	**290 083**			
TOTAL				**3537**			**2 503 775**	**2 144 515**			

Masseur-kiné : effectif de 1ère à 4ème année
Ergothérateute : effectif des 3 années

Annexe 2 - Avenant type à la convention relative à l'aide aux étudiants en formation de masseur-kinésithérapeute ou ergothérapeute

AVENANT TYPE A LA CONVENTION N° …

relative à l'aide aux étudiants en formation de masseur-kinésithérapeute ou ergothérapeute : remboursement des indemnités de stage et des frais de transport

La région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération n° CP …

Ci-après dénommée « la Région »

ET

Nom du centre de formation :

Statut juridique :
Adresse du siège social : «adresse»
Représenté par :
Titre :
En vertu de .

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRES AVOIR RAPPELE :

La région Ile-de-France et le bénéficiaire ont conclu le [*date de la CP de la signature de la convention*] (CP n° …) une convention n° … relative à l'aide aux étudiants en formation de masseur-kinésithérapeute ou ergothérapeute : remboursement des indemnités de stage et des frais de transport.

Conformément à l'article 9 de la convention susvisée, un avenant modifiant la convention doit être approuvé pour permettre le versement d'une aide régionale complémentaire lorsque la dépense réalisée par le bénéficiaire s'avère supérieure au montant initialement prévu.

C'est l'objet du présent avenant.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 :

A la fin de l'article 3 - il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de dépassement du montant prévisionnel initialement prévu la Région s'engage à verser une aide complémentaire couvrant le montant des remboursements des indemnités de stage et des frais de transport suivant les états établis par le bénéficiaire conformément à l'article 2, et après validation de ces états par la Région.

Au titre de l'année scolaire …/… l'aide régionale complémentaire s'élève à … conformément à la délibération n° CP … du …. »

ARTICLE 2 :

A la fin de l'article 4.2 il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« En cas d'attribution d'une aide régionale complémentaire, il est procédé à son versement en une seule fois sur demande du bénéficiaire. »

ARTICLE 3 :

A la fin de l'article 4.3 il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Dans le cas où la dépense réalisée par le bénéficiaire s'avère supérieure au montant initialement prévu, l'aide régionale attribuée est révisée. Elle fait l'objet d'un versement complémentaire à la hauteur de la dépense réalisée et effectivement justifiée. »

ARTICLE 3 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de l'aide complémentaire au bénéficiaire, à savoir [*date de la CP d'attribution*].

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux.

Le	Le
Pour le bénéficiaire	La Présidente du Conseil régional,
(nom, qualité du signataire et cachet de l'organisme)	Par délégation

Annexe 3 - Tableau récapitulatif du complément de solde de subvention de fonctionnement des organismes de formation paramédialces et maïeutiques - 3ème affectation

Centres de formations paramédicaux et maïeutiques

Tableau récapitulatif des subventions au titre de l'année 2020 (complément de solde - 3ème affectation)

dpt	établissements	Subvention 2019	Formations paramédicales niveaux 6 et 7 (anciennement niveaux III, II et I)[1]					Total Subvention 2020 (4)	Montants affectés (CP 2020-013 du 31 janvier 2020 et CP 2020-218 du 27 mai 2020) saisie (5)	N° Dossiers IRIS EXTRANET	Reste à affecter (6 = 4-5)
			Sub 2019 niv III, II et I (dont LMD) (A)	Evolution du financement du fonctionnement des centres suite à la procédure contradictoire (1)	Augmentation effectifs (masseurs-kinésithérapeutes / ergothérapeutes) (2)	Augmentation charges 2019 exceptionnelles (3)	Subvention 2020 (4) [A + 1 + 2 + 3]				
94	Université Paris Est Créteil	280 000	280 000	15 000	112 300	9 000	416 300	**416 300**	304 000	20000071	112 300
Total 94		**280 000**	**280 000**	**15 000**	**112 300**	**9 000**	**416 300**	**416 300**	**304 000**		**112 300**
Total Ile-de-France		**280 000**	**280 000**	**15 000**	**112 300**	**9 000**	**416 300**	**416 300**	**304 000**		**112 300**

Annexe 4 - Avenant à la convention d'objectifs et de moyens de l'UPEC

Avenant n° 6
à la convention d'objectifs et de moyens n° 18-020-40-P
relative au financement des centres de formation dispensant des formations paramédicales et maïeutiques au titre de l'année 2020

La Région Ile de France
Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée en vertu de la délibération n° CP 2020-290 du 1er juillet 2020.

Ci-après dénommée « *la Région* »,

ET

Nom du bénéficiaire : UPEC - UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Statut juridique : ……
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du……..
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de : ……
Adresse du siège social : ……
Représenté par : ……
Titre : ……
En vertu de ……

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux « conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social »

VU la délibération n° CP 2020-013 du 31 janvier 2020 relative aux formations sanitaires et sociales au titre de l'année 2020,

VU la délibération n° CP 2020-218 du 27 mai 2020 relative aux formations sanitaires et sociales au titre de l'année 2020,

APRES AVOIR RAPPELE :

Le présent avenant a pour objet d'ajouter à la liste des formations dispensées par le bénéficiaire et financées par la Région, la formation de masseur-kinésithérapeute à compter de la rentrée 2020/2021 et d'actualiser le montant de la subvention annuelle 2020.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Au deuxième alinéa du point 4 de l'annexe 1, après les mots : « cadre de santé », sont insérés les mots : « masseur-kinésithérapeute »

ARTICLE 2

Conformément à l'article 3 de la convention, le montant de la subvention globale accordée au bénéficiaire au titre de l'année 2020 s'élève à 416 300 € répartis de la façon suivante :

- Annexe «1» de la convention d'objectifs et de moyens n° 18-020-40-P pour un montant de 416 300 €.

Le solde de la subvention globale de fonctionnement s'élève à 112 300 € (dossier Iris n° 20000071) et est versé en une seule fois, conformément à l'article 3.5 de la convention.

ARTICLE 3

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 4

Le présent avenant prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 1 exemplaire original.

Le

Pour le bénéficiaire,
UPEC - UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE

(*signature, nom et qualité du signataire et cachet de l'organisme*)

Le 1er juillet 2020

La Présidente du Conseil Régional,
Par délégation,

Annexe 5 - Avenant N°1 à la convention de partenariat pour la formation infirmier

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

relative à l'organisation des formations conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier en vue de la collation d'un grade de licence

Entre :

La région Ile-de-France représentée par sa Présidente Mme Valérie PECRESSE, et désignée ci-après « la Région »,

Le groupement de coopération sanitaire réunissant les établissements publics de santé supports des Instituts de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) publics et les IFSI associés ....., représenté par son administrateur, ...;

L'association d'IFSI de la FEHAP d'Ile-de-France réunissant les établissements privés supports des IFSI privés ....., représentée par..... ;

L'Institut Régional de Formation Sanitaire et Social de la Croix Rouge, représentant les IFSI ....., représenté par..... ;

L'Assistance Publique / Hôpitaux de Paris pour les IFSI de ....., représentée par ..... ;

Les centres de formation (ayant la personnalité morale)....., représentés par ..... ; et désigné(e)s ci-après « les IFSI»,

L'université coordonnatrice ....., comportant un secteur santé, représentée par ..., (et les universités....., représentées par leurs président-e-s respectif-ve-s), et désigné(e)s ci-après « l'(es) université(s)» ;

Ensemble dénommés « Les Parties »

VU l'arrêté du 13 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat infirmier,

VU l'arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat infirmier,

VU la délibération n° CP 2015-389 du 9 juillet 2015 relative aux formations sanitaires et sociales,

/…

APRES AVOIR RAPPELE :

Le présent avenant a pour objet de proroger la durée de la convention jusqu'à la fin de l'année universitaire 2020/2021 dans l'attente de l'adoption d'une nouvelle convention pluriannuelle.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

L'article 9 est remplacé par les dispositions suivantes :

La présente convention expire le 31 août 2021.

ARTICLE 2 :

Le présent avenant prend effet à compter du 1er août 2020.

Toutes les autres stipulations de la convention demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le 1er juillet 2020 en -- exemplaires

Pour la région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil régional

Valérie PECRESSE

Pour l'Université de ,
Le Président

Annexe 6 - Liste des IFSI par groupement universitaire

PARTENARIAT IFSI / UNIVERSITES

UNIVERSITES	IFSI
Université de Paris (ex-Paris Descartes 5)	IFSI Lycée Rabelais
	IFSI Ste-Anne
	IFSI de Saint Maurice
	IFSI Nanterre
	IFSI St-Joseph
	IFSI des Diaconesses
Sorbonne Université	FSI Charles Foix, Ivry
	IFSI Pitié-Salpêtrière
	IFSI Tenon
	IFSI Picpus
	IFSI Villeneuve Saint Georges
	IFSI Stell, Rueil Malmaison
	IFSI CRF Paris
	IFSI CRF Mantes la Jolie
	IFSI Léonie Chaptal, Sarcelles
	IFSI Franco Britannique, Levallois
	IFSI Croix Saint Simon, Montreuil
Université de Paris (ex-Paris Diderot-Paris 7)	IFSI Bichat
	IFSI Beaujon (ex-Lycée René Auffray), Clichy*
	IFSI Louis Mourier, Colombes
	IFSI St-Louis
	IFSI Argenteuil
	IFSI Beaumont/ Oise
	IFSI Eaubonne
	IFSI Gonesse
	IFSI Moiselles
	IFSI Pontoise
Université Versailles St-Quentin-en-Yvelines	IFSI Ambroise Paré, Boulogne
	IFSI Raymond Poincaré, Garches
	IFSI Meulan les Mureaux
	IFSI Poissy Saint Germain
	IFSI Rambouillet
	IFSI Versailles
	IFSI MGEN La Verrière
	IFSI Foch, Suresnes
Université Paris Saclay	IFSI Antoine Béclère, Clamart
	IFSI Kremlin Bicêtre,
	IFSI Paul Guiraud, Villejuif
	IFSI Barthélémy .Durand, Etampes
	IFSI Longjumeau
	IFSI Perray Vaucluse
	IFSI Sud Francilien
Université Paris Est Créteil	IFSI Emile Roux, Limeil Brevannes
	IFSI Henri Mondor, Créteil
	IFSI Les Murets, La Queue en Brie
	IFSI Coulommiers
	IFSI Fontainebleau
	IFSI Lagny Marne la Vallée
	IFSI Meaux
	IFSI Melun
	IFSI Provins
Paris 13	IFSI Avicenne, Bobigny
	IFSI Jean Verdier, Bondy
	IFSI R. Ballanger, Aulnay/Bois
	IFSI Delafontaine, Saint Denis
	IFSI Ville Evrard, Neuilly/Marne
	IFSI Théodore Simon, Neuilly/ Marne
	IFSI Louise Couvé, Aubervilliers

Légende :
Bleu : AP-HP
Vert : FHF
Violet : FEHAP
Rouge : Croix-Rouge
Noir : autres

Annexe 7 - Avenant N°1 à la convention de partenariat pour la formation masseur-kinésithérapeute

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

relative à l'organisation des formations conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute

Entre :

La région Ile-de-France représentée par sa Présidente Mme Valérie PECRESSE, et désignée ci-après « la Région »,

L'organisme gestionnaire de l'institut de formation de masseur-kinésithérapeute de …. représenté par ……,
et désigné ci-après « …»,

L'Université coordinatrice, …., comportant un secteur santé, représentée par son Président, …., et désignée ci-après « l'Université »,

Ensemble dénommés « Les Parties »

VU l'arrêté du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute,

VU la délibération n° CP 2017-354 du 20 septembre 2017 relative aux formations sanitaires et sociales,

VU la délibération n° CP 2020-290 du 1er juillet 2020 relative aux formations sanitaires et sociales,

APRES AVOIR RAPPELE :

Le présent avenant a pour objet de proroger la durée de la convention jusqu'à la fin de l'année universitaire 2020/2021 dans l'attente de l'adoption d'une nouvelle convention pluriannuelle.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

L'article 9 est remplacé par les dispositions suivantes :

La présente convention expire le 2 septembre 2021.

…/…

ARTICLE 2 :

Le présent avenant prend effet à compter du 2 septembre 2020 pour une durée d'un an.

Toutes les autres stipulations de la convention demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le 1er juillet 2020

Pour la région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil Régional
Par délégation

Pour l'organisme gestionnaire de l'Institut de Formation en masso-kinésithérapie …

Pour l'Université ….,

Annexe 8 - Liste des instituts de formation masseur-kinésithérapeute et des groupements universitaires

Partenariats LMD

Instituts de formation et groupements universitaires

FORMATION	Sorbonne Université	Université de Paris	Université Versailles Saint Quentin en Yvelines	Université Paris Saclay
MASSEUR-KINE	AP-HP, Paris	EFOM, Paris	Meulan les Mureaux	ENKRE, Saint-Maurice
	DANHIER, Saint-Ouen	ADERF, Paris	Saint-Michel, Paris	
			CEERRF, Saint-Denis	
			ASSAS, Paris et Montigny le Bretonneux	

Annexe 9 - Convention de partenariat pour la formation ergothérapeute de l'ADERE

CONVENTION DE PARTENARIAT

relative à l'organisation des formations dispensées dans un institut privé financé par la Région conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat d'ergothérapeute et du grade de licence

Entre :

La région Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, et désignée ci-après « la Région »,

L'organisme gestionnaire de l'Institut de Formation en Ergothérapie ADERE représenté par …, et désigné ci-après « IFE »,

L'Université coordinatrice, ……, comportant un secteur santé, représentée par …. et désignée ci-après « l'Université »,

Ensemble dénommés « Les Parties »

VU le code de la santé publique,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'éducation,

VU le code du travail,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 73,

VU le décret n° 85-906 du 23 août 1985 fixant les conditions de validations des études, des expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux différents niveaux de l'Enseignement supérieur,

VU le décret n° 2005-723 du 29 juin 2005 relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant d'établissements publics de santé et modifiant le code de la santé publique,

VU le décret n°2010-1123 du 23 septembre 2010 relatif à la délivrance du grade de licence aux titulaires de certains titres ou diplômes relevant du livre III de la quatrième partie du code de la sante publique,

VU le décret n°2012-907 du 23 juillet 2012 modifiant l'annexe du Décret n°2010-1123 du 23 septembre 2010 relatif à la délivrance du grade de licence aux titulaires de certains titres ou diplômes relevant du livre III de la quatrième partie du code de la sante publique

VU l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif aux autorisations des instituts de formation préparant au diplôme d'ergothérapeute,

VU l'arrêté du 5 juillet 2010 relatif au diplôme d'Etat d'ergothérapeute,

VU l'arrêté du 18 août 2010 relatif aux modalités d'organisation de la validation des acquis de l'expérience pour l'obtention du diplôme d'Etat d'ergothérapeute,

VU l'arrêté du 23 septembre 2014 relatif à la création d'une annexe «Supplément au diplôme» pour les formations paramédicales d'infirmier, d'ergothérapeute, de manipulateur d'électroradiologie médicale, de pédicure-podologue et d'infirmier anesthésiste,

VU l'arrêté du 12 août 2015 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2010 relatif au diplôme d'Etat d'ergothérapeute,

VU l'arrêté du 28 décembre 2015 relatif aux modalités d'organisation de la validation des acquis de l'expérience pour l'obtention du diplôme d'Etat d'ergothérapeute,

VU l'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux,

VU la délibération du conseil régional n° CR 72-14 en date du 21 novembre 2014,

VU la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 modifiée relative aux « conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social »,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'article 4 de l'arrêté du 31 juillet 2009 précise que « dans le cadre de l'intégration des formations paramédicales au processus licence, master, doctorat, les instituts de formation passent une convention avec l'Université déterminant les modalités de participation de l'Université à la formation ».

L'arrêté du 5 juillet 2010 relatif au diplôme d'Etat d'ergothérapeute fixe les modalités de la formation.

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales dans son article 73 dispose que la Région a la charge du financement du fonctionnement et de l'équipement des écoles et instituts mentionnés aux articles L.4383.3 et L.4151.7 du code de la santé publique lorsqu'ils sont publics. Elle peut participer au financement du fonctionnement et de l'équipement de ces établissements lorsqu'ils sont privés.

La Région élabore le Schéma des formations sanitaires et sociales et verse les aides aux étudiants.

La reconnaissance par le Ministère chargé de l'Enseignement supérieur du grade de licence suppose la signature d'une convention entre la Région, l'Institut de formation en ergothérapie et l'Université pour mettre en place les modalités pratiques de cette coopération. Un premier conventionnement a couvert la période 2015-2020, cette nouvelle convention s'inscrit dans la poursuite de ce partenariat.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention permettra aux étudiants ayant accompli leurs études, conformément aux règles régissant l'obtention du diplôme d'Etat, de se voir délivrer, conjointement au diplôme d'Etat, le grade de licence.

Elle détermine l'organisation du partenariat, et notamment les obligations respectives des parties dans le cadre de celui-ci.

Article 2 – Engagements des parties

Article 2 – 1 – Engagements de la Région

La Région décide chaque année de l'attribution et du montant d'une subvention régionale de fonctionnement par laquelle elle participe à la formation en ergothérapie, dans le respect des dispositions prévues par la délibération régionale n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 modifiée.

Elle peut participer au financement de l'équipement pédagogique des instituts par l'attribution d'une subvention d'investissement, dans le respect des dispositions prévues par la délibération régionale n° CR 72-14 du 21 novembre 2014 modifiée.

La Région a, en application de l'article L. 4383-3 du code de la santé publique, la compétence de la délivrance d'une autorisation pour la création ou l'extension des instituts de formation d'ergothérapie.

En vertu de cette compétence, elle participe à la coordination du dispositif partenarial de conventionnement pour la réforme du diplôme.

Article 2 – 2 – Engagements de l'IFE

L'IFE s'engage à mettre en œuvre les modalités d'obtention du diplôme telles que décrites dans l'arrêté du 5 juillet 2010 relatif au diplôme d'Etat d'ergothérapeute.

Il s'engage à communiquer à l'Université le référentiel de formation ainsi que son projet pédagogique.

Il s'engage à signer un contrat avec l'Université détaillant les modalités de mise en œuvre et de prise en charge du partenariat.

Article 2 – 3 – Engagements de l'Université

L'Université s'engage à mettre en place les enseignements des domaines sous responsabilité universitaire prévus à l'article 3 en collaboration avec l'IFE en vue de la reconnaissance du grade de licence à tous les titulaires du diplôme d'ergothérapeute, conformément aux textes réglementaires.

Article 2 – 4 – Dispositions communes

Les parties à la présente convention s'engagent à prendre conjointement des initiatives de nature à permettre aux étudiants de l'institut de formation de participer à des programmes d'échanges européens ou internationaux (programme Erasmus, etc.).

Article 3 - Organisation des enseignements universitaires

Article 3 – 1 – Domaines d'enseignements universitaires

Le référentiel de formation qui conduit à la délivrance du diplôme d'Etat d'ergothérapeute et à la reconnaissance du grade de licence requiert la dispensation d'une partie de la formation par des personnels enseignant dans les Universités ou habilités par celles-ci conformément aux stipulations de l'article 3 de la présente convention.

Dans le cadre de la présente convention, l'Université est responsable, en lien avec l'IFE, des domaines d'enseignement suivants :

- sciences humaines, sociales et droit ;
- sciences médicales ;
- méthodes de travail.

L'organisation des enseignements susmentionnés est décidée par l'Université en accord avec l'IFE.

Article 3 – 2 – Personnels enseignants concernés par les enseignements relevant de la présente convention

Les enseignements des domaines sous responsabilité universitaire sont assurés par des personnels enseignant dans les Universités ou des intervenants extérieurs, appartenant notamment aux catégories suivantes :

- des personnels en fonction à l'Université : des professeurs des universités-praticiens hospitaliers (PUPH), des maitres de conférences-praticiens hospitaliers (MCUPH) ou des chefs de clinique assistants (CCA) et des assistants hospitalo-universitaires (AHU), des enseignants-chercheurs ou enseignants du second degré en fonction dans une université,

- des intervenants extérieurs à l'Université : des praticiens hospitaliers, des chargés d'enseignement vacataires ou des attachés d'enseignement, personnalités recrutées en raison de leurs compétences par l'institut de formation, et formateurs permanents.
  Ils doivent, au préalable, avoir été habilités par l'Université, selon les modalités déterminées par cette dernière, en concertation avec l'IFE.

Article 4 – La participation de l'Université aux instances pédagogiques de l'IFE

L'Université désigne un représentant universitaire pour la participation à la commission d'attribution des crédits d'enseignement et un représentant à l'ICOGI (instance compétente pour les orientations générales de l'institut) de l'IFE, dans laquelle elle dispose d'une voix délibérative conformément à l'arrêté du 17 avril 2018.

Article 5 – Suivi du partenariat

Article 5 – 1 - Suivi pédagogique

Un bilan annuel pédagogique du partenariat est conjointement établi par l'Université et l'IFE. La synthèse est présentée en ICOGI

Article 5 – 2 - Comité régional de suivi

Un comité régional de suivi de la convention qui traite notamment des questions d'organisation des relations entre les partenaires, de la formation conduisant à la collation du grade de licence, et garantit l'équité entre les étudiants inscrits dans les IFE de la Région, est mis en place.

Il est composé :

- du Directeur de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant ;
- de la Présidente du Conseil régional ou son représentant ;
- du Président de chacune des Universités concernées par la formation d'ergothérapeute ou de son représentant;
- du Directeur de chacun des instituts de formation en ergothérapie ou son représentant ;
- d'un représentant de chaque organisme gestionnaire des instituts ;
- d'un représentant des étudiants en formation d'ergothérapie par institut.

Le comité de suivi se réunit quand de besoin à l'initiative de l'Agence Régionale de Santé ou de la Région. La présidence est assurée par l'Agence Régionale de Santé ou la Région en fonction de l'ordre du jour.

Article 6 - Evaluation

Article 6 – 1 - Evaluations internes

La formation fait l'objet d'un dispositif d'évaluation interne. L'Université est associée à la mise en place de ce dispositif.
Les résultats de ces évaluations sont discutés conjointement entre l'Université et l'IFE et présentés en ICOGI.

Article 6 – 2 - Evaluation nationale

La formation d'ergothérapie fait l'objet d'une évaluation nationale périodique, assurée par l'organisme national compétent pour l'enseignement supérieur, le Haut Conseil de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, conformément à l'article 3 du décret du 23 septembre 2010 précité. Les résultats de cette évaluation font l'objet d'une publicité auprès des différents partenaires associés dans ces formations.

Article 7 – Moyens dévolus au partenariat

Article 7 – 1 - Principes généraux du financement du partenariat

Le montant de la subvention régionale est fixé chaque année après examen des documents budgétaires des IFE.

Les dépenses engagées au titre de cette convention sont éligibles à la subvention régionale dans la limite du budget régional et du droit à compensation versé par l'Etat au titre de la réforme du diplôme et sont présentées en année civile. Elles sont éligibles à compter du 1er septembre 2020.

Les étudiants en formation d'ergothérapie s'acquittent d'un droit d'inscription dans l'IFE qui couvre les dépenses liées à la mise en œuvre de la formation. L'IFE fixe le montant de ces droits d'inscription.

Les étudiants en ergothérapie en formation initiale s'acquittent, dans les conditions prévues à l'article L.841-5 du code de l'éducation, de la CVEC (contribution de vie étudiante et de campus) auprès du centre régional des œuvres universitaires et scolaires.

Les étudiants peuvent bénéficier des services communs universitaires qui ne seraient pas financés par la CVEC (bibliothèque…) dans les conditions prévues par l'Université et dans le respect de la loi et des règlements.

Les étudiants régulièrement inscrits dans un institut de formation bénéficient d'une carte d'étudiant délivrée par leur institut sur laquelle peut figurer le logo de l'Université. Ils bénéficient d'un enregistrement administratif auprès de l'Université ayant passé une convention avec leur institut.

Article 7 – 2 - Modalités de prise en charge de l'intervention de l'Université

Les dépenses liées à l'intervention de l'Université sont imputées sur le budget de l'IFE et prises en charge selon les modalités définies dans le contrat cité à l'article 2-2.

Article 8 – Mesures d'accompagnement du partenariat

Article 8 – 1 - Développement de la recherche

L'Université s'engage à étudier la prise en compte de la formation en ergothérapie dans la recherche, dans le secteur de la santé et dans d'autres secteurs de l'activité universitaire.

Article 8 – 2 - Validation d'études et des acquis d'expérience

L'Université, en concertation avec l'IFE, met en place une commission chargée d'examiner les demandes de validation d'études et des acquis de l'expérience formulées par les ergothérapeutes diplômés d'Etat ayant obtenu leur diplôme avant l'entrée de la formation dans le système LMD.
Le directeur de l'IFE (ou son représentant) participe à cette commission.

Article 8 – 3 – Développement des compétences métier

L'Université s'engage à mener une réflexion en collaboration avec l'IFE sur l'intégration des ergothérapeutes dans des masters permettant l'évolution des compétences propres au métier.

Article 9 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2020 et expire le 16 octobre 2024.

Article 10 - Modifications et renouvellement

La présente convention peut faire l'objet de modifications par voie d'avenant, sur proposition d'une des parties signataires, pendant la durée de sa validité.

Le renouvellement de la convention doit donner lieu à un accord exprimé par les parties, et à une signature de celles-ci au plus tard 3 mois avant la date d'expiration de la convention en vigueur.

Article 11 - Dénonciation

La dénonciation de la convention par l'un des signataires, et son retrait de la convention, doit donner lieu à une notification par lettre recommandée à ses partenaires, et respecter un préavis de 3 mois à compter de cette date de notification, avant que celle-ci soit considérée comme effective.

Article 12 - Litige

En cas de difficultés liées à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à tenter de résoudre le différend par voie de règlement amiable.

A défaut de règlement amiable, le tribunal administratif du ressort de l'Université sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le …….. en 4 exemplaires

Pour la région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil régional

Valérie PECRESSE

Pour l'organisme gestionnaire de l'Institut de Formation en Ergothérapie,
…….. ,

Pour l'Université,

……..

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-289

DU 1 JUILLET 2020

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : SOLDE DE LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2020 DU SOCIAL - AGRÉMENT DES FORMATIONS SOCIALES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU le code du travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU le décret n°2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social ;

VU le décret n°2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplôme du travail social ;

VU la délibération n° CP 12-335 du 29 mars 2012 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU la délibération n° CR 2017-187 du 22 novembre 2017 adoptant le règlement d'intervention pour les agréments des établissements de formation en travail social ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU la délibération n° CP 2019-118 du 19 mars 2019 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2020-013 du 31 janvier 2020 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-289 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement des centres de formation dispensant des formations en travail social : affectation du solde

Décide d'attribuer aux centres de formation dispensant des formations en travail social, le solde de la subvention globale de fonctionnement 2020, conformément aux montants précisés en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement du solde de la subvention globale de fonctionnement 2020 à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération n° CP 12-335 du 29 mars 2012, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 10 653 097 € disponibles sur le chapitre 931 «Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « Formations sociales », action 11300202 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2020.

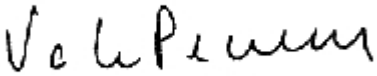
Article 2 : Modification de la convention d'objectifs et de moyens de l'IFSY

Autorise la Présidente du conseil régional à signer avec l'Institut de Formation Sociale des Yvelines (IFSY) situé à Versailles (78), mentionné en annexe 2 de la présente délibération, un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération N° CP 2019-118 du 19 mars 2019.

Article 3 : Modification du règlement d'agrément des formations en travail social

Approuve la modification du règlement d'agrément des formations en travail social tel qu'il figure en annexe n°3 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181623-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours

devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Tableau récapitulatif des soldes de subvention globale de fonctionnement 2020 des centres de formation en travail social

Centre de formation en travail social
Tableau récapitulatif des subventions globales de fonctionnement 2020

Etablissement		Subvention 2019	Evolutions de la subvention							Total subvention 2020	Montants affectés CP 2020-013 du 31/01/2020	Reste à affecter	n° dossier IRIS
			Evolution besoin financement	Impact lié à la baisse ou à la hausse des effectifs	Impact financier lié aux nouveaux agréments	Evolution du GVT	Mesures nouvelles	Subvention exceptionnelle	Total évolution subvention				
75	Association des Paralysés de France	84 425	6 075						6 075	90 500	59 098	31 402	20000082
	Ecole de Service Social de la CRAMIF	442 371	38 000	3 000				20 000	61 000	503 371	309 660	193 711	20000083
	Ecole de Formation Psycho-Pédagogique	2 084 625	15 320						15 320	2 099 945	1 459 238	640 707	20000084
	Ecole Normale Sociale - ENS	845 000			-20 000			0	-20 000	825 000	591 500	233 500	20000085
	ETSUP	2 457 491	45 491		24 000			-45 491	24 000	2 481 491	1 688 400	793 091	20000086
	Institut Supérieur "Clorivière"	154 250	-2 250						-2 250	152 000	107 975	44 025	20000087
	Centre de Formation Saint-Honoré	2 342 500	-108 749						-108 749	2 233 751	1 639 750	594 001	20000088
	Université de Paris	553 085	8 713						8 713	561 798	387 160	174 638	20000089
	IRTS "Parmentier"	6 267 126	22 710		11 290	28 000			62 000	6 329 126	4 386 989	1 942 137	20000090
Total 75		**15 230 873**	**25 310**	**3 000**	**15 290**	**28 000**	**0**	**-25 491**	**46 109**	**15 276 982**	**10 629 770**	**4 647 212**	
78	Sauvegarde de l'Enfance - Buc Ressources	2 641 170	5 184		33 174	19 016			57 374	2 698 544	1 848 819	849 725	20000092
	Institut de Formation Sociale des Yvelines	606 600		15 000	22 192	5 000			42 192	648 792	424 620	224 172	20000093
Total 78		**3 247 770**	**5 184**	**15 000**	**55 366**	**24 016**	**0**	**0**	**99 566**	**3 347 336**	**2 273 439**	**1 073 897**	
91	Centre de Formation de l'Essonne (solde non affecté)	618 000						-185 400	-185 400	432 600	432 600	0	20000094
	IRFASE	2 702 655	36 000	15 000	-103 000	20 000		23 000	-9 000	2 693 655	1 891 859	801 796	20000095
Total 91		**3 320 655**	**36 000**	**15 000**	**-103 000**	**20 000**	**0**	**-162 400**	**-194 400**	**3 126 255**	**2 324 459**	**801 796**	
92	Métiers de la Petite Enfance "l'Horizon"	1 047 295	10 000	15 000		7 000		39 000	71 000	1 118 295	733 107	385 188	20000096
	IRTS "Montrouge"	6 133 821			30 600			-30 600	0	6 133 821	4 293 675	1 840 146	20000097
	Initiatives Formation	275 000			-80 600				-80 600	194 400	192 500	1 900	20000098
Total 92		**7 456 116**	**10 000**	**15 000**	**-50 000**	**7 000**	**0**	**8 400**	**-9 600**	**7 446 516**	**5 219 282**	**2 227 234**	
93	CERPE	911 655	10 000			6 564			16 564	928 219	638 159	290 060	20000099
	CEMEA	1 198 595	11 000		-10 000	8 630			9 630	1 208 225	839 017	369 208	20000100
	CFLC - Centre de formation Louise Couvé	92 000			46 000				46 000	138 000	64 400	73 600	20000105
	Université Paris 13 - Nord	475 000	5 000						5 000	480 000	332 500	147 500	20000101
Total 93		**2 677 250**	**26 000**	**0**	**36 000**	**15 194**	**0**	**0**	**77 194**	**2 754 444**	**1 874 076**	**880 368**	
94	INFA	820 000	0		-40 000	10 000			-30 000	790 000	574 000	216 000	20000102
	Animation 94	80 000	0	-5 000	0				-5 000	75 000	56 000	19 000	20000103
Total 94		**900 000**	**0**	**-5 000**	**-40 000**	**10 000**	**0**	**0**	**-35 000**	**865 000**	**630 000**	**235 000**	
95	CPCV Ile-de-France	67 500							0	67 500	47 250	20 250	20000104
	Ecole Pratique de Service Social	2 445 000			33 840				33 840	2 478 840	1 711 500	767 340	20000091
Total 95		**2 512 500**	**0**	**0**	**33 840**	**0**	**0**	**0**	**33 840**	**2 546 340**	**1 758 750**	**787 590**	
Total Ile-de-France		**35 345 164**	**102 494**	**43 000**	**-52 504**	**104 210**	**0**	**-179 491**	**17 709**	**35 362 873**	**24 709 776**	**10 653 097**	

Annexe 2 - Places financées dans le cadre de l'agrément des formations de niveau 6 en travail social

Dépt	Organisme de formation bénéficiant d'un nombre de places financées en formation intiale et pour lequel un avenant à la convention d'objectifs et de moyens est à signer	DEASS
78	IFSY	35

Annexe 3 - Règlement d'agrément des formations en travail social

REGLEMENT D'AGREMENT DES FORMATIONS EN TRAVAIL SOCIAL

L'article L.451-1 du code de l'action sociale et des familles modifié par la loi du 5 mars 2014 et le décret d'application n° 2017-537 du 13 avril 2017 renforcent les compétences des Régions en leur confiant la responsabilité de délivrer des agréments d'autorisation à tout organisme désireux de dispenser une formation sociale, après avis de l'Etat (ci-après la DRJSCS). Désormais, les Régions assurent le pilotage de la carte des formations concernées.

Sur la base d'une analyse des travaux d'études réalisées par Défi-Métiers, des résultats d'insertion des formés (données nationales et expérimentation régionale), ainsi que des besoins en emploi exprimés par les représentants du secteur et des territoires, la Région a établi des préconisations sur l'offre de formation qui ont été adoptées dans le Schéma régional des formations sanitaires et sociales. Pour répondre à ces enjeux et à ces objectifs, la Région fixe, au travers du règlement d'intervention, des critères de sélection et de qualité pour agréer les établissements dispensant des formations en travail social. Ce règlement reprend les conditions et les modalités d'agrément prévues dans le décret n°2017-537 du 13 avril 2017[1], ainsi que les arrêtés[2] du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément et aux mentions figurant dans l'arrêté d'agrément.

Ce règlement d'intervention, tout en visant la réalisation des objectifs quantitatifs du schéma régional, permet :

- d'objectiver le choix des établissements agréés,
- de définir la carte des formations répondant aux enjeux et aux besoins en emploi des territoires,
- d'adapter aux besoins la répartition des places financées par la Région.

Ce règlement s'applique pour la délivrance d'agréments relative à :
- une nouvelle demande,
- une augmentation de l'offre de formation,
- un renouvellement.

Les demandes d'agrément sont déposées dans le cadre d'appels à projets publiés par la région Ile-de-France. Ne sont pas concernées par la procédure d'appel à projets, les demandes de places complémentaires par formation inférieures ou égales à 10 places par an.

[1] Hors article 3 – relatif à la période transitoire
[2] N°SSAA1717197A et N°SSAA1717207A

1- Le périmètre

Les formations concernées par le règlement d'intervention sont les suivantes :

Formations en travail social	**Durée moyenne** (année)	**Niveau**
- Accompagnant éducatif et social (AES) option : - « structure », - « domicile » - « éducation inclusive »	1	3
Assistant familial (AF)	18 à 24 mois	3
Moniteur éducateur (ME)	2	4
Technicien de l'intervention sociale et familiale (TISF)	2	4
Assistant de service social (ASS)	3	6
Conseiller en économie sociale et familiale (CESF)	1	6
Educateur spécialisé (ES)	3	6
Educateur technique spécialisé (ETS)	3	6
Educateur de jeunes enfants (EJE)	3	6
Médiateur familial (MF)	3	6
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	2	6
Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Directeur d'Établissement ou de Service d'intervention sociale (CAFDES)	2	7
Ingénierie sociale (IS)	3	7

2- La demande d’agrément des formations en travail social :

2.1 Dépôt du dossier

- L’agrément est demandé à la Région du lieu d’implantation du site de la formation.
- La demande d’agrément est adressée à la Région de préférence par voie électronique avec accusé de réception. A défaut, elle est adressée en 2 exemplaires, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Le dossier est déposé au plus tard 12 mois avant la date du début de la formation. Le délai peut être réduit par décision de la Région sans que celui-ci ne puisse être inférieur à quatre mois avant la date du début de la formation.
- La Région instruit les demandes d’agrément déposées conformément au décret n°2017-537 du 13 avril 2017. Toutefois, pour toute nouvelle ouverture de places elle peut lancer un appel à projets.

2.2 Composition du dossier de demande :

Les demandeurs doivent présenter un dossier par formation et par établissement.
La demande d'agrément est constituée :

- d'une **déclaration** par laquelle le gestionnaire s'engage à :
  - mettre à disposition des candidats, avant leur inscription aux épreuves d'admission, le règlement d'admission et le projet pédagogique de l'établissement,
  - présenter les candidats aux épreuves du diplôme à l'issue de la formation;
  - adresser chaque année à la Région du lieu d'implantation du site de la formation son rapport d'activité et les résultats de l'insertion professionnelle des diplômés;
  - renseigner, dans les délais impartis, les enquêtes statistiques portant sur les établissements de formation en travail social réalisées sous l'égide du ministère chargé des affaires sociales;
  - présenter la convention de partenariat signée avec l'université dès lors qu'un partenariat est conclu pour la mise en œuvre de la formation;

- d'un dossier composé des pièces suivantes :

PARTIE N°1

VOLET ADMINISTRATIF ET FINANCIER Conformément à l’arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d’agrément.	
Eléments à caractère administratif	
Le nom de la personne physique ou morale juridiquement responsable de l'établissement de formation et ses coordonnées (adresse postale, n° de téléphone, adresse électronique)	A indiquer
Les statuts lorsque la personne juridiquement responsable de l'établissement est une personne morale	A produire
La liste des administrateurs (noms, adresses, qualité, adresses électroniques) lorsque la personne juridiquement responsable de l'établissement est une personne morale	A produire
Les noms, adresses, qualité des personnes engageant, par délégation, la responsabilité de l'établissement	A indiquer

Le nom de l'établissement et ses coordonnées (adresse postale, n° de téléphone, adresse électronique)	A indiquer
L'adresse du site principal et le cas échéant des sites secondaires (au sein de la région du lieu d'implantation du site de la formation)	A indiquer
L'organigramme administratif et fonctionnel	A produire
Le numéro SIREN pour le gestionnaire de l'établissement	A produire
Le numéro SIRET pour l'établissement	A produire
L'attestation de déclaration d'activité et le code APE	A produire
Les justificatifs d'agrément d'autres pays européens	Facultatif
L'attestation d'assurance en vigueur au titre de la responsabilité civile couvrant les activités entrant dans le champ d'application de la demande d'agrément	A produire
Le contrat de bail ou une promesse de contrat de bail justifiant de la location actuelle ou future des locaux destinés à la formation ou le titre de propriété au nom du gestionnaire de l'établissement	A produire
Un tableau récapitulatif des surfaces, de leur affectation et de leur accessibilité aux personnes en situation de handicap	A produire
Les plans détaillés précisant la répartition et l'affectation des locaux	A produire
Dernier avis de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité	A produire
L'attestation d'assurance relative aux locaux de l'établissement de formation et éventuellement de ses annexes	A produire
Eléments à caractère financier	
Un budget prévisionnel retraçant l'ensemble des opérations d'investissement d'une part et les opérations d'exploitation d'autre part	A produire
Les modalités de financement attendues par voies de formation (formation initiale, formation continue, apprentissage)	A produire
Lorsqu'il est disponible, le compte de résultat de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices clos	A produire
Lorsqu'il est disponible, le bilan comptable de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices	A produire
La copie des jugements en cas de redressement judiciaire de la personne juridiquement responsable de l'établissement	A produire le cas échéant
Le montant prévisionnel des droits d'inscription et les frais de scolarité correspondant à la rémunération des services aux étudiants	A produire
La place de l'établissement dans le schéma régional des formations sociales	
Le positionnement de l'établissement de formation dans l'environnement économique et social de la région	Note à produire
La formation pour laquelle l'agrément est demandé au regard de l'offre de formation et des besoins identifiés dans le schéma régional des formations sociales	Note à produire
Le positionnement de l'établissement de formation dans les démarches de partenariat et de réseaux interprofessionnels	Note à produire
LE VOLET PÉDAGOGIQUE	
Eléments relatifs à l'action de formation programmée	
Le diplôme concerné	A indiquer
Les voies de formation prévues (formation initiale, formation continue, apprentissage)	A indiquer
La date prévue pour l'ouverture de la formation	A indiquer
L'effectif prévisionnel annuel maximum par promotion et par voie de formation	A indiquer

(formation initiale, formation continue, apprentissage)	
Le règlement d'admission précisant les conditions et les modalités de sélection des candidats pour chacune des voies de formation ainsi que les cas de dispense de certification	A produire
Un document exposant le projet pédagogique propre à la préparation du diplôme et les moyens pédagogiques choisis par l'établissement pour la mise en œuvre de cette formation ainsi que les moyens que l'établissement entend mettre à disposition des élèves et étudiants pour prendre connaissance de ce projet avant leur inscription en formation	A produire
Le programme de la formation précis détaillé et séquencé	A produire
Dans le cas où plusieurs établissements de formation sont associés, la (ou les) convention (s) de coopération détaillant leurs modalités d'association à la préparation du diplôme concerné	A produire
Le projet de professionnalisation par l'alternance propre au diplôme concerné ainsi que les modalités d'articulation et de partenariat prévues avec les sites qualifiants	A produire
La liste des structures d'accueil pour les sites qualifiants	A produire
Un document détaillant les modalités pédagogiques prévues pour permettre la prise en compte de parcours personnalisés de formation pour les personnes bénéficiant de dispense de certification ou d'allègement de formation	A produire
Un tableau détaillant l'organisation pédagogique de l'établissement pour la préparation au diplôme concerné faisant apparaître le nom du responsable, et en regard de chaque unité de formation, le nom du formateur qui en assure la charge	A produire
La liste des équipements et matériels pédagogiques utilisés pour la formation	A produire
Une note détaillant les modalités d'évaluation en cours de formation ou, le cas échéant, de contrôle continu	A produire
Une note sur les modalités d'organisation des épreuves de certification pour celles dont le cadre réglementaire du diplôme prévoit qu'elles sont organisées par les établissements de formation	A produire
Eléments relatifs à l'établissement de formation	
Un document exposant le projet pédagogique de l'établissement de formation	A produire
Un tableau présentant l'organisation pédagogique de l'établissement et faisant apparaître la répartition des différentes filières avec en regard le nom des responsables	A produire
Les missions du directeur et de l'équipe de direction	Produire les fiches de poste
Dans le cas où l'établissement dispense ou envisage de dispenser plusieurs formations sociales : - la liste des diplômes déjà préparés par l'établissement de formation en indiquant le nom du responsable de formation en précisant sa charge d'enseignement et le domaine concerné - le diplôme pour lequel l'agrément est demandé en indiquant le nom du responsable de formation et sa charge d'enseignement	A produire
Un document détaillant les articulations pédagogiques entre les formations préparant aux différents diplômes de travail social	A produire
Une note sur les modalités d'association envisagées des personnes accompagnées à la formation des étudiants	A produire
Une note sur la démarche qualité envisagée	A produire
Eventuellement, le dernier rapport d'évaluation interne	Facultatif
Eventuellement, le dernier rapport d'évaluation externe	Facultatif

Le directeur et l'équipe pédagogique	
Le directeur	
Titre ou diplôme au moins de niveau 6 homologué ou enregistré au répertoire national des certifications (RNCP) ou diplôme sanitaire ou social de niveau 6 inscrit au RNCP	A produire
Justificatifs de 5 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la pédagogie, de la gestion du secteur social, sanitaire ou médico-social, dans les 10 ans précédant la demande	A produire
Extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire national de moins de trois mois à la date de dépôt de la demande	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire
Le responsable de formation	
Pour les diplômes de niveau 7 et 6 :	
Diplôme ou titre homologué ou enregistré au RNCP au moins égal au niveau du diplôme préparé	A produire
Justificatifs de 3 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la pédagogie dans les 10 ans précédant la demande	A produire
Justificatifs d'une expérience professionnelle d'au moins trois années dans un établissement ou service social ou médico-social en rapport direct avec le diplôme préparé	A produire
Extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire national de moins de trois mois à la date de dépôt de la demande	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire
Pour les diplômes de niveau 4 et 3 :	
Diplôme ou titre homologué ou enregistré au répertoire national des certifications professionnelles au moins égal au niveau III pour les diplômes	A produire
Justificatifs d'une expérience professionnelle d'au moins trois années dans un établissement ou service social ou médico-social en rapport direct avec le diplôme préparé	A produire
Justificatifs de 3 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la pédagogie dans les 10 ans précédant la demande	A produire
Extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire national de moins de trois mois à la date de dépôt de la demande	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire
Les formateurs permanents	
Diplôme, titre ou tout autre justificatif attestant de la compétence dans le domaine enseigné	A produire
Justificatifs de trois années d'expérience professionnelle dans le domaine social, médico-social ou sanitaire	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire
Extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire national de moins de trois mois à la date de dépôt de la demande	A produire

Dans le volet administratif et financier, partie 1 « Eléments à caractère financier », il est demandé une attention particulière dans la manière de remplir l'item « **Les modalités de financement attendues par voies de formation (formation initiale, formation continue, apprentissage)** », la présentation doit être détaillée et montrer comment est atteint l'équilibre financier. Elle explique le cas échéant les évolutions en charges et en produits (identifier les financements envisagés) et l'impact de l'ouverture de la nouvelle formation sur le budget (en année N et en année N+1 et N+2 pour l'atteindre l'année de pleine charge).

Par ailleurs, dans la note relative à la démarche qualité envisagée, il est attendu a minima une précision sur la réalisation d'une enquête de satisfaction auprès des apprenants, le candidat pouvant par ailleurs fournir d'autres informations relatives à la démarche. Faute d'outils communs permettant d'assurer la fiabilité des résultats, les résultats de cette enquête ne seront pas analysés.

Les pièces demandées dans le volet pédagogique, partie 1 « Le directeur et l'équipe pédagogique » sont celles en vigueur à la date du dépôt.

D'autre part, dans la mesure où les agréments sont délivrés au vu du schéma régional des formations sociales, la région Ile-de-France demande à l'ensemble des établissements déposant un dossier, de fournir les éléments suivants :

PARTIE N°2

La place de l'établissement dans le schéma régional des formations sociales	
Une note présentant : - les sites qualifiant et les terrains de stage recensés en lien avec le référentiel de formation, - les liens ou partenariats avec les employeurs du secteur et l'organisation de la relation avec les employeurs : ratio nombre de conventions avec site qualifiant et lettres d'intention / nombre d'étudiants, - existence d'un référent stages ou employeurs avec le nombre d'étudiants suivis par référent, ratio nombre de convention de stages / nombre d'étudiants, - organisation journées sites qualifiants, organisation de Conseils Techniques Pédagogiques en présence de représentants d'employeurs, manifestations journées employeurs.	A produire avec les indicateurs
Une note présentant l'**information au public sur l'offre de formation** et qui précise : - nombre de supports ou évènements de communication, organisation de journées portes ouvertes, participation à des salons d'orientation, supports de communication utilisés, sites internet, communication sur les modalités de sélection, d'inscription et de financement	A produire
Un tableau présentant le taux de remplissage des formations par rapport aux agréments délivrés par la Région pour la formation (effectifs présents rentrée + 4 semaines). A défaut : Le remplissage d'autres formations ou les moyens mis en œuvre pour assurer ce remplissage (communication, liens avec les employeurs…)	A produire
Un tableau concernant les effectifs annuels par voie de formation : formation initiale, formation continue, apprentissage.	A produire
Un tableau concernant les effectifs annuels par financeur (Pôle emploi, OPCA, Fongecif, employeurs, Conseil départemental…).	A produire
Pour les formations concernées par l'arrêté du 27 mars 2017, un justificatif de	A produire

l'accréditation de l'établissement	

Les éléments demandés dans les tableaux de la partie 2, porteront sur les années qui seront définies dans le cadre de l'appel à projets.

Pour les établissements sollicitant un financement régional dans le cadre de la subvention globale de fonctionnement, il est demandé :

PARTIE N°3

Eléments à caractère financier	
Un tableau présentant le coût de formation (charges divisées par effectifs) par étudiant prévisionnel et réalisé (deux derniers exercices connus)	A produire
Eléments relatifs à l'établissement de formation	
Le cas échéant, un document relatif à l'information faite au public sur les conditions d'éligibilité à un financement de la formation par la Région, sur les tarifs de formation selon le statut des étudiants et sur les aides régionales aux étudiants.	A produire
Un tableau présentant le taux de remplissage par rapport aux places financées dans le cadre de la subvention régionale globale de fonctionnement (effectifs présents rentrée + 4 semaines).	A produire
Un tableau sur les taux de présentation à l'examen (ratio annuel des effectifs présents à l'entrée en formation (rentrée + 4 semaines) /nombre de présentés à l'examen)	A produire
Un tableau sur le nombre d'abandons (cet indicateur doit être apprécié au regard de la réalité socio-économique des territoires et en prenant en compte d'autres variables notamment les quartiers prioritaires de la ville. L'objectif n'est pas de tendre vers 0)	A produire
Un tableau sur les taux de réussite aux examens (ratio du nombre de diplômés sur la base des données de la DRJSCS et du SIEC par rapport au nombre de présentés à l'examen)	A produire
L'existence d'une enquête de satisfaction auprès des élèves et étudiants	A produire
Une note décrivant les moyens mis en œuvre pour ouvrir la formation aux innovations pédagogiques, pour le soutien à la recherche, et le partenariat entre les établissements, le décloisonnement.	A produire

Le tableau demandé dans la partie 3 (éléments à caractère financier) devra chiffrer la montée en charge du coût de formation selon le modèle défini dans l'appel à projets.

Par ailleurs, les éléments demandés dans les tableaux à produire de la partie 3, porteront sur les années qui seront définies dans le cadre de l'appel à projets.

3- L'instruction de la demande

3.1 Les agréments et les agréments financement

Il faut distinguer deux niveaux de l'agrément :

- **l'agrément de capacité d'accueil** (article L451-1 du Code de l'action sociale) qui est l'autorisation donnée par la Région à l'établissement de dispenser une formation en travail social pour un nombre de places défini à l'entrée en formation,
- **l'agrément financement** (articles L451-2 et L451-2-1 du Code de l'action sociale) qui autorise dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement, le financement

par la Région d'un nombre de places à l'entrée en formation précisé au niveau de l'agrément de capacité d'accueil. La convention d'objectifs et de moyens précise les modalités d'éligibilité du public et les modalités d'octroi de la subvention globale de fonctionnement.

L'établissement, qui a obtenu l'agrément, et dont la formation sociale initiale [3] est financée par la subvention globale de fonctionnement conformément aux articles L451-2 et L451-2-1 du Code de l'action sociale, conclut avec la Région une convention d'objectifs et de moyens.

3.2 Le circuit de la demande

- **Publicité :**

La Région publie sur son site Internet un appel à projets pour une ou plusieurs formations. Cet appel à projets est publié pour une durée déterminée. Toute demande qui arrive en dehors de la période d'ouverture n'est pas examinée.

L'appel à projets définit la période de réception des candidatures et d'instruction des dossiers, le volume de places, le calendrier.

Cette procédure ne concerne pas le cas exceptionnel de redéploiement des étudiants suite à une fermeture d'une formation, ni les demandes de places complémentaires par formation inférieures ou égales à 10 places par an.

- **Recevabilité :**

Le dossier complet, c'est-à-dire contenant toutes les pièces listées précédemment et les pièces complémentaires demandées, est adressé à la Région.

La Région vérifie la complétude du dossier et adresse, par voie électronique avec accusé de réception, au demandeur l'avis de réception d'un dossier complet ou, le cas échéant, la liste des pièces et informations manquantes et le délai raisonnable fixé pour leur production. Au-delà de ce délai, le dossier est considéré comme incomplet et non recevable. Il ne sera pas instruit

Un courrier notifie au demandeur la date de complétude à partir de laquelle prend effet le délai de réponse de la présidente du conseil régional, fixé à quatre mois. Dans le cas d'un dépassement du délai, le nouveau calendrier sera précisé dans le courrier de complétude.

La Région transmet le dossier complet à la DRJSCS qui doit rendre son avis circonstancié dans les 2 mois suivant la réception du dossier. Les services de l'Etat vérifient la capacité de l'établissement à préparer les candidats à l'obtention du diplôme et s'assurent des conditions de fonctionnement pédagogique et des moyens mis en œuvre pour y parvenir.

3.3 Les critères d'examen pour l'ensemble des dossiers :

Dans l'examen des dossiers une attention particulière est portée au respect des orientations et aux préconisations définies dans le Schéma des formations sanitaires et sociales 2016-2022, adopté en Conseil régional du 15 décembre 2016 (délibération CR 225-16).

[3] Telle que définie dans la convention d'objectifs et de moyens.

La Région statue sur la demande d'agrément, après examen des pièces du dossier. Chaque demande sera analysée en application des 3 critères suivants :

A. Qualité

- Le respect des dispositions réglementaires (décret et arrêté relatifs aux agréments des formations sociales) :
  - La DRJSCS vérifie la capacité de l'établissement à préparer les candidats à l'obtention du diplôme et s'assure des conditions de fonctionnement pédagogique et des moyens mis en œuvre pour y parvenir.
  - La Région contrôle les aspects relatifs à l'organisation.
- Densité du lien avec les employeurs
  - La DRJSCS vérifie la conformité des offres de stage par rapport au référentiel de formation.
  - La Région examine l'organisation du lien entre les organismes de formation, les employeurs et les sites qualifiants.
- Information du public
  - La Région étudie les moyens mis en œuvre pour délivrer l'information au public sur l'offre de formation.

B. Equilibre territorial

- prise en compte de l'offre de formation existante et des demandes reçues sur le territoire francilien et effet structurant de la demande d'agrément : maillage territorial
- remplissage des habilitations et agréments

Il s'agit d'assurer l'équilibre territorial de l'offre de formation en fonction des besoins en emplois identifiés dans le schéma des formations sanitaires et sociales mais aussi de l'existence historique de l'offre de formation et des nouveaux enjeux. La Région examine ce critère au regard des demandes d'agrément des formations.

C. Diversité des financements

La viabilité des financements prévus par le centre de formation (hors subvention régionale globale) est examinée pour mettre en œuvre la formation : projet d'apprentissage, de contrat de professionnalisation, de financement d'OPCA, OPACIF ou d'employeurs …

A noter :
L'analyse des critères s'arrête à ce stade pour les centres qui ont fait exclusivement une demande d'agrément d'autorisation de capacité d'accueil sans solliciter un agrément de financement.

3.4 Les critères d'examen pour les dossiers sollicitant un financement régional :

La demande d'agrément financement fait l'objet d'une procédure d'analyse complémentaire. Chaque demande sera analysée en application des 3 critères suivants :

A. Coût de formation par étudiant

B. Equilibre territorial de l'offre financée par la subvention régionale globale de fonctionnement

- Prise en compte de l'offre de formation faisant l'objet d'une demande de financement sur le territoire francilien et effet structurant de la demande d'agrément : maillage territorial
- Historique du remplissage de la formation si elle était financée par la Région dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement.

C. Qualité de la formation

- Parcours des élèves et étudiants au sein du centre de formation :
  - Information précise du public sur les conditions d'éligibilité à un financement de la formation par la Région, relative aux tarifs de formation selon le statut des étudiants et aux aides régionales pour les étudiants
  - résultats obtenus (taux de réussite aux examens et abandons)
  - prise en compte des appréciations rendues par les élèves et étudiants (ce que le centre prévoit de mettre en place s'il ne l'a pas encore instauré)
- Moyens mis en œuvre pour ouvrir la formation aux innovations pédagogiques, pour le soutien à la recherche, et le partenariat entre les établissements, le décloisonnement.

4- La délivrance de l'agrément

4.1 L'arrêté

La décision d'acceptation ou de rejet de la demande d'agrément est notifiée par la présidente du conseil régional à l'auteur de la demande. L'agrément est délivré par un arrêté de la présidente du conseil régional, conforme à un modèle fixé par arrêté du Ministre chargé des affaires sociales, et publié au recueil des actes administratifs de la Région.

4.2 Le rejet

En l'absence de réponse de la présidente du conseil régional au demandeur dans un délai de quatre mois à compter de la réception du dossier complet, la demande d'agrément est réputée rejetée. Toutefois, lorsque la complexité de la procédure de l'appel à projets lancé par la Région le justifie, un délai implicite de rejet supérieur à 4 mois peut être prévu expressément par la Région et signifié au demandeur lors de la notification de la complétude de son dossier.

4.3 La durée

L'agrément est attribué pour une durée de 5 ans. Toutefois, cette durée peut, à titre exceptionnel et dûment justifié, être réduite sans pouvoir être inférieure à un an.

5- Le contrôle, le retrait de l'agrément et la radiation

5.1 Le contrôle

La DRJSCS contrôle le respect des textes relatifs aux diplômes, la qualification du directeur, du responsable pédagogique et des formateurs de l'établissement ainsi que la qualité des enseignements délivrés. Il informe la présidente du conseil régional de tout manquement aux dispositions du III de l'article R. 451-2 et de l'article R. 451-3.

La Région contrôle le respect des textes relatifs à l'organisation, au financement.

La Région se réserve la possibilité de visiter, sur place, les centres de formation ayant déposé une demande, en complément de l'analyse des dossiers.

L'établissement dispensant une formation préparant à un diplôme de travail social sans être titulaire d'un agrément fait l'objet d'une mise en demeure de cessation d'activité par la présidente du conseil régional, qui en informe le représentant de l'Etat dans la région.

5.2 Le retrait de l'agrément

La présidente du conseil régional procède, après mise en demeure et par décision motivée, au retrait de l'agrément de l'établissement lorsque les conditions fixées au III de l'article R. 451-2 et à l'article R. 451-3 ne sont plus remplies, ou lorsque les obligations et interdictions prévues aux articles L. 6352-1 et L. 6352-2 du code du travail ne sont plus respectées, ou dans tout autre cas constitutif d'une faute grave.

Cette décision vaut opposition à la poursuite de la mise en œuvre de la formation. Elle est notifiée à la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation et au représentant de l'Etat dans la région. Elle est publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

En cas de retrait de l'agrément de l'établissement, les élèves et étudiants en cours de formation sont redéployés par la Région au sein des structures existantes.

5.3 La radiation

La cessation d'activité de l'établissement de formation est portée sans délai à la connaissance de la présidente du conseil régional par la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation. La présidente du conseil régional informe le représentant de l'Etat dans la région qui procède à la radiation de l'établissement du fichier national des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux.

Il est également procédé à cette radiation lorsque l'agrément de l'établissement est arrivé à échéance.

En cas de non-renouvellement de l'agrément ou de cessation de l'activité de l'établissement, les élèves et étudiants peuvent, sur décision de la présidente du conseil régional, être redéployés au sein de structures existantes. Les élèves et étudiants en cours de formation peuvent la poursuivre dans l'établissement de formation jusqu'à leur première présentation aux épreuves de certification.

6- La modification de l'agrément

Toute demande de modification de la décision d'agrément est déposée à la Région par la personne juridiquement responsable de l'organisme de formation.

En cas d'avis favorable, un arrêté modificatif est notifié à l'organisme ; cette modification est sans incidence sur la durée de l'agrément restant à courir.

7- Le renouvellement

A l'issue de la période de validité, l'agrément peut être renouvelé. Le dossier de demande de renouvellement est déposé dans les mêmes conditions qu'à l'article 2.1, au plus tard douze mois avant l'échéance de l'agrément.

Le dossier complémentaire pour toute demande de renouvellement d'agrément est constitué des éléments suivants :

RAPPORT D'ACTIVITÉ Il couvre la période de l'agrément arrivé à échéance.	
Eléments relatifs aux effectifs et aux résultats Ils sont renseignés conformément aux collectes réalisées par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et pour chaque année.	
Effectif total	
Répartition des inscrits par année d'étude et par promotion	A indiquer
Dont allègement de scolarité VAE	A indiquer
Dont allègement de scolarité hors VAE	A indiquer
Dont nouveaux inscrits (1re année ou entrés directement les années suivantes)	A indiquer
Sélection à l'entrée	
Nombre de sessions d'épreuves de sélection	A indiquer
Nombre de candidats aux épreuves de sélection par session ou ayant déposé un dossier	A indiquer
Nombre de lauréats aux épreuves de sélection par session	A indiquer
Diplômes délivrés	
Nombre d'élèves et étudiants présentés hors VAE	A indiquer
Nombre d'élèves et étudiants reçus hors VAE	A indiquer
Nombre d'élèves et étudiants présentés après VAE puis parcours de formation	A indiquer
Nombre d'élèves et étudiants reçus après VAE puis parcours de formation	A indiquer
Total des élèves et étudiants présentés au diplôme	A indiquer
Total des élèves et étudiants reçus au diplôme	A indiquer
Eléments relatifs à la formation délivrée	
Evaluation du projet pédagogique de la formation préparant au diplôme d'Etat faisant notamment apparaître : - les modalités d'association des personnes accompagnées à la formation des élèves et étudiants - les modes de professionnalisation par l'alternance propre au diplôme concerné ainsi que les modalités d'articulation et de partenariat avec les sites qualifiants - les modalités d'évaluation en cours de formation - les modalités d'organisation des épreuves de certification pour celles dont le cadre réglementaire prévoit qu'elles sont organisées par l'établissement de formation	A produire
La copie des conventions de partenariat pour l'accueil des stagiaires	A produire
La démarche qualité mise en œuvre et ses résultats	A produire
Les formations continues de l'équipe de direction, responsables de formation et formateurs permanents (nombre de jours et thématiques concernées)	A produire
ÉLÉMENTS FINANCIERS	
Le compte de résultat de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices clos	A produire
Le bilan comptable de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices	A produire
Effectif des personnels par catégorie	A produire
La copie des jugements en cas de redressement judiciaire de la personne juridiquement responsable de l'établissement	A produire

Par ailleurs, les éléments demandés, spécifiquement pour la région Ile-de-France, à l'ensemble des établissements déposant une demande d'agrément tels que décrits dans l'article 2.2 et dénommés « Partie n°2 », complètent le dossier. Ils entrent dans la composition du dossier recevable par la Région.

En outre, pour les établissements sollicitant un financement régional dans le cadre de la subvention globale de fonctionnement, il est demandé les éléments tels que décrits dans l'article 2.2 et dénommés « Partie n°3 ».

8- Entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement prend effet à compter du 27 mai 2020.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-297

DU 1 JUILLET 2020

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : AIDES EN FAVEUR DES ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS - 2ÈME AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, et R 6145-28 et suivants, L 4151-7 et D 451-18, D 4383-1 et suivants, R 6145-28 et suivants et les titres V du livre I, le titre IV du livre II et les titres I à VIII du livre III de sa quatrième partie ainsi que les articles D 4151-18, D 4383-1 et l'annexe 41-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et la démocratie sociale ;

VU le décret n° 2005-426 du 4 mai 2005 pris pour application des articles L.451-2 à L.451-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2016-1901 du 28 décembre 2016 relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé ;

VU le décret n° 2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social ;

VU le décret n° 2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU l'arrêté du 15 juillet 2019 portant sur les taux et barèmes des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour l'année universitaire 2019-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 modifiée du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 ;

VU la délibération n° CP 2020-050 du 31 janvier 2020 relative aux aides aux étudiants, première affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-230 du 27 mai 2020 relative à la modification du règlement régional des bourses ;

VU le budget de la Région pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU le rapport n°CP 2020-297 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **7 336 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 «formations sanitaires et sociales », programme HP 13-001 « formations sanitaires », action 11300101 « bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires » du budget 2020.

Article 2:

Décide d'affecter une d'autorisation d'engagement d'un montant de **708 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-002 « formations sociales», action 11300201 « bourses aux élèves et étudiants des formations sociales » du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **100 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale», action 11300401 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sanitaires» du budget 2020.

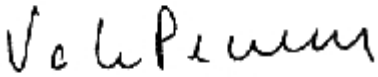
Article 4 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **100 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale », action 11300402 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sociales» du budget 2020.

Article 5 :

Décide d'ajouter la formation éducateur technique spécialisé à la liste des formations ouvrant droit à bourse dans le règlement régional des bourses approuvé par délibération n° CP 2020-230 du 27 mai 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181613-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-C17

DU 1 JUILLET 2020

DIVERSES MESURES RÉGIONALES EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES DANS LE CADRE DE LA CRISE COVID-19

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8 modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 publié au JOUE L 313 du 10/12/2018 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 » ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 22 janvier 2016 « portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 » ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 7e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 « Politique régionale en faveur du Handicap et des MDPH – 5eme affectation pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2020-C13 du 27 mai 2020 « DIVERSES MESURES RÉGIONALES DANS LE CADRE DE LA CRISE DU COVID-19 » ;

VU la délibération n° CR 2020-028 du 11 juin 2020 relative au « Budget supplémentaire 2020 » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C17 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Aide régionale aux projets solidaires dans le cadre de la crise covid-19 - fonctionnement

Décide de participer, au titre du « Fonds régional de soutien et de solidarité aux familles », au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 834 056 €.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 834 056 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2020.

Article 2 : Aide régionale aux projets solidaires dans le cadre de la crise covid-19 - investissement

Décide de participer, au titre du « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement des projets détaillés en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 626 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 626 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2020.

Article 3 : Soutien exceptionnel à l'association Emmaüs France

Décide de participer, au titre du « Fonds régional de soutien et de solidarité aux familles », au financement du projet détaillé en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 150 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la signature, avec l'association Emmaüs France, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2020.

Article 4 : Aide au départ en vacances

Décide de participer, au titre du « Fonds régional de soutien et de solidarité aux familles », au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 508 286 €.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 508 286 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2020.

Article 5 : Rectification d'opération

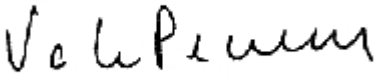
Approuve l'avenant à la CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT– Crise COVID19 relative à la subvention attribuée par délibération n°CP2020-C13 du 27 mai 2020, présenté en annexe 5 à la présente délibération, pour La Banque Alimentaire de Paris et d'Île-de-France pour renforcer les distributions alimentaires, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2020.

Article 6 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc185474-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Aide régionale aux projets solidaires dans le cadre de la crise covid-19 – fonctionnement

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050130 - COVID-19 SOLIDARITE - Distribuer des produits de première nécessité aux personnes démunies

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	100 000,00 € TTC	30,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGENCE DU DON EN NATURE
Adresse administrative : 78 RUE TAITBOUT
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN RINGUET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Donner accès à des produits et services de première nécessité aux personnes démunies.

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 et au confinement nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
L'Agence du Don en Nature collecte des produits non alimentaires invendus auprès de 130 entreprises et les distribue dans un réseau de plus de 800 associations en France (associations de l'hébergement, de la protection de l'enfance, accueils de jour, épiceries sociales et solidaires...).

Dans le contexte d'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19, le projet présenté par l'association vise à faciliter la mise à disposition de produits de première nécessité auprès des associations franciliennes :
-Achat de produits de première nécessite (lessive, fournitures, vêtements, produits d'hygiène...) pour des associations accueillant et hébergeant des personnes précaires.
-Transformation en kits des produits d'hygiène au sein d'un ESAT pour venir en aide aux personnes à la rue, vivant en hôtel ou en foyer.

Cette action est destinée à plus de 80 000 personnes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres fournitures	2 000,00	2,00%
Locations	3 000,00	3,00%
Entretiens et réparation	600,00	0,60%
Assurance	500,00	0,50%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	25 000,00	25,00%
Publicité, publications	2 000,00	2,00%
Charges sociales	2 880,00	2,88%
Rémunération des personnels	6 000,00	6,00%
Autres charges de personnel	500,00	0,50%
Autres charges de gestion courante	57 520,00	57,52%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits de tarification	60 000,00	60,00%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	30,00%
Aides privées (Crédit Municipal de Paris)	10 000,00	10,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050153 - COVID-19 SOLIDARITE - Organiser des maraudes

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	38 100,00 € HT	15,75 %	6 000,00 €
		Montant total de la subvention	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE LA RUE A LA SCENE
Adresse administrative : 140 AVENUE JEAN JAURES
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HEND ZOUARI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Organiser des maraudes.

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 et au confinement nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
L'association De la rue à la scène lutte contre l'exclusion et la pauvreté par des actions solidaires et culturelles et l'accompagnement à l'insertion des publics précaire ou défavorisé.

Dans le contexte d'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19, le projet présenté par l'association vise à :
-Organiser des maraudes journalières en point fixe avec une distribution alimentaire ;
-Distribuer des produits d'hygiène une fois par semaine ;
-Proposer une écoute active et une orientation par une assistante sociale.

Cette action est destinée à plus de 215 personnes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	36 185,00	94,97%
Autres fournitures	1 000,00	2,62%
Entretiens et réparation	100,00	0,26%
Assurance	215,00	0,56%
Documentation	100,00	0,26%
Publicité, publications	100,00	0,26%
Services bancaires, autres	50,00	0,13%
Autres charges de gestion courante	350,00	0,92%
Total	38 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	6 000,00	15,75%
Autres établissements publics	18 000,00	47,24%
Aides privées (fondation)	13 800,00	36,22%
Cotisations	300,00	0,79%
Total	38 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050155 - COVID-19 SOLIDARITE - Soutenir le déploiement et la mise à jour du Soliguide destiné aux personnes en situation de précarité

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	128 800,00 € TTC	23,29 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLINUM ASSOCIATION LOI 1901
Adresse administrative : 66 RUE ABBE DE L'EPEE
33000 BORDEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICKAEL COMMUNAL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Soutenir le déploiement et la mise à jour du Soliguide destiné aux personnes en situation de précarité.

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 et au confinement nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
L'association SOLINUM a développé un guide en ligne, qui a pour mission de faciliter l'accès aux services de première nécessité et à la réinsertion, en apportant une information de qualité aux personnes en difficulté.

Dans le contexte d'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19, et alors que de nombreuses structures sociales ont fermé ou modifié leurs activités et que des initiatives solidaires complémentaires se mettent en place, le projet présenté par l'association vise à :
-mettre à jour la totalité des informations répertoriées en rassemblant et diffusant les informations nécessaires ;
-développer des fonctionnalités spécifiques pour une coordination flexible et rapide avec les structures sociales qui utilisent les données ;
-recensement des structures existant en seconde couronne ;
-mettre en place une stratégie de communication d'urgence dans une démarche de sensibilisation multisupports, avec le soutien de partenaires et de bénévoles diffusant Soliguide en ligne, par téléphone ou autour de chez eux.

Depuis le 16 mars, un pic d'utilisation est enregistré :
- 154 352 pages vues sur Soliguide en Ile-de France, (+315%)
- 81 949 vues des listes des structures ouvertes sur solinum.org

Cette action est destinée à plus de 100 000 personnes en situation de précarité.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	3 636,00	2,82%
Locations	2 000,00	1,55%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	58 800,00	45,65%
Publicité, publications	16 800,00	13,04%
Charges sociales	15 886,00	12,33%
Rémunération des personnels	31 678,00	24,59%
Total	128 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	23,29%
Conseils départementaux	20 000,00	15,53%
Aides privées (fondation)	78 800,00	61,18%
Total	128 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050160 - COVID-19 SOLIDARITE - Aider les familles en situation de grande précarité

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	20 000,00 € HT	35,00 %	7 000,00 €
		Montant total de la subvention	7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFAPO EN FINIR AVEC LA POLYGAMIE
Adresse administrative : 10 BIS RUE OLIVIER BEAUREGARD
91380 CHILLY-MAZARIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Awa BA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Aider les familles en situation de grande précarité

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 et au confinement nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
L'association En finir avec la polygamie promeut l'égalité femme-homme, défend les droits des femmes, notamment des victimes de violences, et aide les familles en difficulté.

Dans le contexte d'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19, le projet présenté par l'association vise à :
-garantir l'approvisionnement alimentaire des familles en difficulté ;
-préparer des paniers alimentaires et organiser la distribution dans les hôtels sociaux ;
-organiser la fabrication et la distribution de masques pour permettre aux plus précaires de se protéger.

Cette action est destinée à plus de 200 personnes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures (Fabrication de paniers alimentaires. Achats de tissus et élastiques)	12 000,00	60,00%
Autres fournitures	600,00	3,00%
Assurance	100,00	0,50%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3 000,00	15,00%
Publicité, publications	500,00	2,50%
Autres services extérieurs (déplacements, transports)	1 600,00	8,00%
Charges sociales	550,00	2,75%
Rémunération des personnels	1 650,00	8,25%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	7 000,00	35,00%
Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	600,00	3,00%
L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	1 600,00	8,00%
Aides privées	10 800,00	54,00%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050163 - COVID-19 SOLIDARITE - Améliorer les conditions sanitaires pour les personnes en situation de grande précarité

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	1 672,37 € HT	49,99 %	836,00 €
	Montant total de la subvention		836,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYSTEME B (COMME BIDONVILLE)
Adresse administrative : 22 BIS RUE DE L'ABBE GLATZ
92270 BOIS COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame PASCALE JOFFROY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Améliorer les conditions sanitaires pour les personnes en situation de grande précarité.

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 et au confinement nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
L'association Système B aide à l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles.

Dans le contexte d'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19, le projet présenté par l'association vise à :
-distribuer des jerricans alimentaires permettant aux habitants des bidonvilles de s'approvisionner en eau potable, de se laver les mains et de stocker de l'eau dans de bonnes conditions d'hygiène pendant la crise sanitaire du Covid 19 ;
-expliquer les gestes barrières et poser des affichages en différentes langues sur la potabilité de l'eau et les gestes barrière.

Cette action est destinée à plus de 180 personnes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAMPS-SUR-MARNE
- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	1 393,64	83,33%
Autres impôts et taxes	278,73	16,67%
Total	1 672,37	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	836,00	49,99%
Cotisations	70,00	4,19%
Dons manuels - Mécénat	766,37	45,83%
Total	1 672,37	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050176 - COVID-19 SOLIDARITE - Distribuer des paniers alimentaires en Seine-Saint-Denis (93)

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	298 073,00 € HT	10,06 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LINKEE PARIS
Adresse administrative : 2 RUE DE CHOISEUL
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JULIEN MEIMON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Distribuer des paniers alimentaires en Seine-Saint-Denis (93).

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 et au confinement nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
L'association Linkee intervient sur le territoire francilien pour aider les personnes en situation de précarité tout en luttant contre le gaspillage alimentaire. Le système logistique de Linkee permet de récupérer les invendus des acteurs de la restauration et de les transmettre à des associations d'aide alimentaire partenaires.

Dans le contexte d'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19, le projet présenté par l'association vise à garantir et pérenniser l'accès à des repas de qualité pour les plus démunies en Seine-Saint-Denis.

Afin de répondre à cet objectif l'association mobilise des moyens logistiques importants pour gérer les stocks des restaurateurs et grossistes :
-flotte de vélos ;
-recrutement d'une équipe chargée de la création de nouveaux partenariats, du lien avec les structures d'aide alimentaire, de gestion logistique des collectes et de la mobilisation de la communauté bénévole ;
-mise à jour des fonctionnalités de l'application Linkee pour assurer un suivi optimal des dons et permettre

une répartition adéquate des produits dans les associations.

Cette action est destinée à plus de 10 000 personnes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	5 375,00	1,80%
Autres fournitures	7 650,00	2,57%
Locations	54 300,00	18,22%
Entretiens et réparation	3 400,00	1,14%
Assurance	2 370,00	0,80%
Documentation	1 800,00	0,60%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	6 800,00	2,28%
Publicité, publications	1 500,00	0,50%
Services bancaires, autres	875,00	0,29%
Impôts et taxes sur rémunération	137,00	0,05%
Autres impôts et taxes	583,00	0,20%
Charges sociales	115 301,00	38,68%
Rémunération des personnels	89 154,00	29,91%
Autres charges de personnel	1 028,00	0,34%
Autres charges de gestion courante	7 800,00	2,62%
Total	298 073,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits de tarification	118 073,00	39,61%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	10,06%
Autres établissements publics	150 000,00	50,32%
Total	298 073,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050183 - COVID-19 SOLIDARITE - Protéger de l'épidémie les personnes en situation précaire

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	165 000,00 € TTC	18,18 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PREMIERE URGENCE INTERNATIONALE
Adresse administrative : 2 RUE AUGUSTE THOMAS
92600 ASNIERES SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THIERRY MAURICET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Protéger de l'épidémie les personnes en situation précaire.

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 et au confinement nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
Première Urgence Internationale (PUI) a pour objet de venir en aide aux populations victimes de catastrophes naturelles, de conflits ou en situation de précarité.

Dans le contexte d'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19, le projet présenté par l'association vise à :
-protéger les personnes précaires vivant en squats, bidonvilles et en centre d'hébergement grâce à l'approvisionnement en eau portable et à la distribution de kits d'hygiène ;
-évaluer les symptômes covid-19 et sensibiliser ces populations grâce à deux équipes mobiles.

Cette action est destinée à plus de 1000 personnes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	75 941,61	46,03%
Autres fournitures	16 364,00	9,92%
Locations	11 900,00	7,21%
Rémunération des personnels	50 000,00	30,30%
Autres charges de gestion courante	10 794,39	6,54%
Total	165 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	18,18%
Aides privées (fondation)	135 000,00	81,82%
Total	165 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050566 - COVID-19 - Déployer en Ile-de-France le dispositif Solitud'écoute ligne téléphonique d'écoute pour les personnes souffrant d'isolement

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	100 526,00 € TTC	24,87 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PFP LES PETITS FRERES DES PAUVRES
Adresse administrative : 19 CITE VOLTAIRE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain VILLEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 - Déployer en Ile-de-France le dispositif Solitud'écoute ligne téléphonique d'écoute pour les personnes souffrant d'isolement.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
L'association Les Petites frères des pauvres accueille et accompagne des personnes en priorité de plus de 50 ans, souffrant de pauvreté, de solitude, d'exclusion, tout en promouvant le bénévolat.

Depuis 2007, les Petits Frères des Pauvres ont lancé Solitud'écoute : une ligne d'écoute et de soutien téléphonique gratuite destinée aux personnes de plus de 50 ans souffrant de solitude, d'isolement ou de mal-être.

En raison de la pandémie du coronavirus, de nombreuses personnes âgées se retrouvent de plus en plus isolées et angoissées. Depuis le 1er mars 2020, les appels ont été multipliés par deux et le service a ainsi étendu ses plages horaires d'écoute. Solitud'écoute est désormais ouvert de 15h à 20h (au lieu de 15h - 18h) afin d'apporter un soutien et une écoute au moment de la tombée de la nuit, source d'angoisse et de dépression pour beaucoup de personnes âgées. La plateforme est ouverte 7j/7, y compris les jours fériés.

La subvention proposée vise à participer au financement du dispositif Solitud'écoute sur le territoire francilien.

Cette action est destinée à environ 15 000 personnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	500,00	0,50%
Locations	15 400,00	15,32%
Entretiens et réparation	7 200,00	7,16%
Documentation	300,00	0,30%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5 533,00	5,50%
Charges sociales	21 635,00	21,52%
Rémunération des personnels	32 791,00	32,62%
Autres charges de gestion courante	17 167,00	17,08%
Total	100 526,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	25 000,00	24,87%
Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	7 333,00	7,29%
Dons manuels - Mécénat	68 193,00	67,84%
Total	100 526,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050795 - COVID19 - SOLIDARITE Apporter une aide alimentaire à des familles hébergées à l'hôtel en Seine-Saint-Denis (93)

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	101 553,00 € TTC	19,69 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BAPIF BANQUE ALIMENTAIRE DE PARIS ET ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 15 AVENUE JEANNE D'ARC 94117 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nicole FARLOTTI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID19 - SOLIDARITE Apporter une aide alimentaire à des familles hébergées à l'hôtel en Seine-Saint-Denis (93).

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
La Banque Alimentaire de Paris et d'Île-de-France agit contre la pauvreté et la précarité alimentaire et lutte contre le gaspillage alimentaire.

La crise du COVID-19 a entraîné une augmentation de 30% du nombre de familles aidées par l'association. Le projet présenté, « Distrib'hôtel », vise à apporter une aide alimentaire à des familles hébergées à l'hôtel en Seine-Saint-Denis avec une dotation alimentaire très insuffisante surtout pour les enfants en bas âge.

Cette action est destinée à environ 150 personnes en situation précaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	3 500,00	3,45%
Achats	50 000,00	49,24%
Charges diverses de gestion courante	1 553,00	1,53%
Divers services extérieurs	46 500,00	45,79%
Total	101 553,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	19,69%
Subvention et aide publique (attribuée)	25 000,00	24,62%
Subvention et aide publique (sollicitée)	20 000,00	19,69%
Fonds propres	36 553,00	35,99%
Total	101 553,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050802 - COVID-19 SOLIDARITE - Sécuriser les parcours d'insertion professionnelle des personnes hébergées ayant perdu leur emploi pendant la crise

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 934-42-65738-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	154 440,00 € TTC	50,00 %	77 220,00 €
	Montant total de la subvention		77 220,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAMU SOCIAL PARIS
Adresse administrative : 35 AVENUE COURTELINE
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Madame CHRISTINE LACONDE, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Sécuriser les parcours d'insertion professionnelle des personnes hébergées ayant perdu leur emploi pendant la crise.

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 1 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
Le Samusocial désigne une approche professionnelle de lutte contre la grande exclusion qui vise à apporter à tout moment une assistance sanitaire et sociale aux personnes sans domicile fixe et à rechercher la réponse la plus adaptée au besoin qu'elles expriment.

Les conséquences économiques de la pandémie COVID-19 aggravent la précarité des ménages les plus démunis qui ont subi d'importantes pertes de revenus. Dans ce contexte, le Samusocial souhaite mettre en place un dispositif permettant de sécuriser les parcours d'insertion professionnelle des personnes hébergées, notamment pour celles qui ont perdu leurs emplois pendant la crise et d'accentuer les efforts d'accompagnement pour les personnes déjà hébergées et qui sont en capacité d'occuper un emploi.

L'un des objectifs sera également d'être en capacité de répondre au besoin accru en termes de places d'hébergement et de pouvoir ainsi répondre aux besoins des nouveaux publics fragilisés par la crise.

Ce projet repose sur la mise en place d'une mission spécifique et transverse au Samusocial de Paris dont l'objectif sera d'impulser une dynamique d'insertion professionnelle de long terme en partenariat avec les entreprises du territoire.

Cette action est destinée à environ 150 personnes en situation précaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	4 200,00	2,72%
Autres fournitures	500,00	0,32%
Documentation	280,00	0,18%
Rémunération des personnels	149 460,00	96,78%
Total	154 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	77 220,00	50,00%
Dons manuels - Mécénat	77 220,00	50,00%
Total	154 440,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050555 - COVID-19 SOLIDARITE - Distribuer des produits de première nécessité aux plus démunis à Paris

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	139 000,00 € TTC	50,00 %	69 500,00 €
	Montant total de la subvention		69 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESTAUS DU COEUR LES RELAIS COEUR PARIS
Adresse administrative : 4 CITE D'HAUTEVILLE 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Antoine BOUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Distribuer des produits de première nécessité aux plus démunis à Paris.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
L'association Les restaurants du Coeur apporte une assistance bénévole aux personnes démunies notamment dans le domaine alimentaire par l'accès à des repas gratuits et dans l'insertion socioéconomique afin de lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes.

Les Restaurants du Coeur de Paris ont vu croitre de 25% depuis le début de la crise sanitaire le nombre de bénéficiaires se présentant soit aux repas servis, soit dans les centres de distribution de denrées alimentaires en raison de la dégradation des conditions économiques des personnes en situation précaire.

Le projet présenté vise à soutenir l'augmentation des capacités de distributions de repas aux plus démunis depuis le début de la crise sanitaire et à permettre la poursuite de ces actions durant les mois à venir notamment pendant la période estivale.

Cette action est destinée à environ 100 000 personnes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	105 000,00	75,54%
Autres fournitures	10 000,00	7,19%
Locations	15 000,00	10,79%
Entretiens et réparation	6 000,00	4,32%
Charges sociales	1 000,00	0,72%
Rémunération des personnels	2 000,00	1,44%
Total	139 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	69 500,00	50,00%
Conseils Départementaux	69 500,00	50,00%
Total	139 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050556 - COVID-19 SOLIDARITE - Renforcer les distributions alimentaires en Seine et Marne (77)

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	35 000,00 € TTC	100,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENTALE DES RESTAURANTS DU COEUR 77
Adresse administrative	:	1015 RUE DU MARECHAL JUIN 77000 VAUX LE PENIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Fabrice GOURHAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Renforcer les distributions alimentaires en Seine et Marne (77).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 1 octobre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Les restaurants du Coeur apporte une assistance bénévole aux personnes démunies notamment dans le domaine alimentaire par l'accès à des repas gratuits et dans l'insertion socioéconomique afin de lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes.

La crise sanitaire a eu pour conséquence d'augmenter fortement les besoins en aide alimentaire, ce qui implique une nécessaire adaptation des moyens mis en œuvre pour réaliser les distributions alimentaires. Le projet présenté par les Restos du cœur vise à louer un entrepôt afin de mieux répartir entre les centres de distribution, les dons et ramasses venant des plateformes et industriels. L'objectif est de favoriser la mutualisation et ainsi garantir la chaîne du froid dans la redistribution des denrées.

Cette action est destinée à environ 8 000 personnes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- QUINCY-VOISINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations	33 000,00	94,29%
Assurance	300,00	0,86%
Autres impôts et taxes liés au projet	1 700,00	4,86%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050559 - COVID-19 SOLIDARITE - Accueillir 20 personnes supplémentaires au sein du centre d'hébergement d'urgence La Péniche du Coeur (75)

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	167 000,00 € TTC	44,01 %	73 500,00 €
	Montant total de la subvention		73 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA PENICHE DU COEUR
Adresse administrative : QUAI SAINT-BERNARD
75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NICOLAS BOUQUET, Vice-président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Accueillir 20 personnes supplémentaires au sein du centre d'hébergement d'urgence La Péniche du Coeur (75).

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
La Péniche du Cœur est un centre d'hébergement d'urgence et d'insertion sociale situé à Paris.

Le confinement a bouleversé le fonctionnement de La Péniche du Cœur, l'association a dû revoir entièrement son organisation pour maintenir la continuité d'accueil des hébergés dans un contexte sanitaire exceptionnel.

Le projet présenté vise à pérenniser l'accueil de 20 personnes supplémentaires au sein de la structure.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	3 155,00	1,89%
Autres fournitures	34 645,00	20,75%
Entretiens et réparation	22 200,00	13,29%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	107 000,00	64,07%
Total	167 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	73 500,00	44,01%
Aides privées (fondation)	88 500,00	52,99%
Dons manuels - Mécénat	5 000,00	2,99%
Total	167 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050563 - COVID-19 SOLIDARITE - Renforcer les distributions alimentaires à Paris et en Seine-Saint-Denis (93)

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	1 253 716,00 € HT	15,95 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DE L'ARMEE DU SALUT
Adresse administrative : 60 RUE DES FRERES FLAVIEN
75976 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur ERIC YAPOUDJIAN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Renforcer les distributions alimentaires à Paris et en Seine-Saint-Denis (93)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
La Fondation de l'Armée du Salut intervient auprès des personnes fragilisées par des accidents de la vie, la dépendance ou la précarité afin de lutter contre l'exclusion et de promouvoir l'insertion par l'éducation, la formation, la culture, le logement et le travail.

Face à la pandémie du COVID-19 et à la crise sociale, la Fondation a complété ses dispositifs d'aide alimentaires pour répondre à l'urgence et à la très forte augmentation des besoins alimentaires (durant la période récente accroissement de 50% du nombre de repas distribués). Depuis mars, le CHU Mouzaïa de la Fondation de l'Armée du Salut a mis en place une plateforme de distribution alimentaire sur les sites les plus précarisés du nord parisien et de sa proche banlieue.

Le présent projet vise ainsi à prendre en charge des dépenses en fonctionnement afin de renforcer l'aide alimentaire auprès des sans domicile fixe et de poursuivre les actions montées lors du confinement afin d'intervenir auprès des foyers de précarités.

Cette action est destinée à environ 4 000 personnes en situation précaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	66 760,00	5,32%
Autres fournitures	119 400,00	9,52%
Locations	11 600,00	0,93%
Entretiens et réparation	9 000,00	0,72%
Assurance	1 000,00	0,08%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	925 000,00	73,78%
Impôts et taxes sur rémunération	3 624,00	0,29%
Charges sociales	25 971,00	2,07%
Rémunération des personnels	44 127,00	3,52%
Autres charges de personnel	1 108,00	0,09%
Charges financières	46 126,00	3,68%
Total	1 253 716,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
État : Drihl	293 000,00	23,37%
Subvention Région Ile-de-France	200 000,00	15,95%
L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	1 892,00	0,15%
Aides privées (fondation)	758 824,00	60,53%
Total	1 253 716,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050567 - COVID-19 SOLIDARITE Renforcer le soutien aux familles en situation de précarité en Ile-de-France

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	570 000,00 € TTC	35,09 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECOURS CATHOLIQUE
Adresse administrative : 106 RUE DU BAC
75341 PARIS 7E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VERONIQUE FAYET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE Renforcer le soutien aux familles en situation de précarité en Ile-de-France.

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
Le Secours Catholique lutte contre toutes les formes de pauvreté et d'exclusion et promeut la justice sociale.

Depuis le début de la crise sanitaire et sociale liée à l'épidémie de coronavirus, de nombreuses personnes se sont retrouvées sans ressources et sans protection. Le projet proposé par le Secours catholique vise à soutenir l'intervention sociale en faveur des personnes et familles en situation de précarité privées de tout ou partie de leurs revenus et/ou en situation de fragilité et de vulnérabilité d'accéder aux produits de première nécessité et de se protéger de manière efficace contre le virus. Ce dispositif permet une réponse concrète à la difficulté d'accès des plus démunis aux besoins les plus élémentaires et permet d'accompagner les personnes pour gérer leur budget alimentaire.

Cette action est destinée à environ 15 000 personnes en situation précaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres charges de gestion courante	570 000,00	100,00%
Total	570 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	200 000,00	35,09%
Subvention Autres établissements publics (sollicitée)	370 000,00	64,91%
Total	570 000,00	100,00%

Annexe 2 - Aide régionale aux projets solidaires dans le cadre de la crise covid-19 – investissement

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050560 - COVID-19 SOLIDARITE - Centre itinérant d'accueil des personnes vulnérables en Essonne (91)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	32 000,00 € TTC	50,00 %	16 000,00 €
		Montant total de la subvention	16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR DE L'ESSONNE
Adresse administrative : 5 AVENUE DE L'ORME A MARTIN 91080 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROLAND COTTON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Centre itinérant d'accueil des personnes vulnérables en Essonne (91).

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
L'association Les restaurants du Coeur apporte une assistance bénévole aux personnes démunies notamment dans le domaine alimentaire par l'accès à des repas gratuits et dans l'insertion socioéconomique afin de lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes.

La crise sanitaire a eu pour conséquence de renforcer l'isolement des populations en situation de précarité. Le projet présenté par les Restos du cœur Essonne vise à proposer un centre itinérant dans le département grâce à un véhicule spécialement adapté afin de récréer les mêmes conditions d'accueil et d'accompagnement que dans les centres fixes : accueil convivial, inscriptions, accompagnement social, distribution alimentaire, Point Numérique CAF.

L'objectif est de rompre l'isolement de populations particulièrement touchées par la pauvreté à cause de leur situation de santé, de l'impossibilité de rejoindre les structures fixes.

Ce projet sera mené en partenariat avec les communes pour détecter des familles dans le besoin et

permettre d'accueillir et d'accompagner ces publics "invisibles".

Cette action est destinée à environ 700 personnes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un véhicule	32 000,00	100,00%
Total	32 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	16 000,00	50,00%
Aides privées (fondation)	16 000,00	50,00%
Total	32 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050557 - COVID-19 SOLIDARITE - Renforcer les distributions alimentaires en Seine et Marne (77)

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	25 000,00 € TTC	100,00 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENTALE DES RESTAURANTS DU COEUR 77
Adresse administrative	:	1015 RUE DU MARECHAL JUIN 77000 VAUX LE PENIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Fabrice GOURHAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Renforcer les distributions alimentaires en Seine et Marne (77).

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
L'association Les restaurants du Coeur apporte une assistance bénévole aux personnes démunies notamment dans le domaine alimentaire par l'accès à des repas gratuits et dans l'insertion socioéconomique afin de lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes.

La crise sanitaire a eu pour conséquence d'augmenter fortement les besoins en aide alimentaire, ce qui implique une nécessaire adaptation des moyens mis en œuvre pour réaliser les distributions alimentaires. Le projet présenté par les Restos du cœur vise à équiper d'une chambre froide de 35 m2 leur entrepôt de Savigny le Temple afin de permettre le stockage des produits frais et de centraliser leur redistribution aux différents centres.

Cette action est destinée à environ 20 000 personnes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX050561 - COVID-19 SOLIDARITE - Renforcer les moyens logistiques pour les distributions alimentaires et l'aide aux plus démunis

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	70 000,00 € TTC	50,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : 34 BOULEVARD DE SEBASTOPOL
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FLORIAN GUYOT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Renforcer les moyens logistiques pour les distributions alimentaires et l'aide aux plus démunis.

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
L'association Aurore a pour mission d'accueillir et d'accompagner vers l'autonomie les personnes en situation de précarité ou d'exclusion, via l'hébergement, les soins et l'insertion professionnelle.

Depuis le début de la crise sanitaire, l'association Aurore a adapté son intervention aux besoins sanitaires et alimentaires. Le projet présenté vise à renforcer les moyens logistiques dédiés (acquisition de véhicules) pour transporter les équipes dans les meilleures conditions de sécurité sanitaire et assurer la distribution alimentaire dans les hébergements d'urgence.

Cette action est destinée à environ 15 000 personnes en situation précaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	50,00%
Aides privées (fondation)	35 000,00	50,00%
Total	70 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX050800 - COVID-19 SOLIDARITE - Renforcer l'offre d'accompagnement social avec des minibus modulables en permanence médicale, PMI, juridique, alimentaire.

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	550 000,00 € TTC	100,00 %	550 000,00 €
	Montant total de la subvention		550 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CROIX-ROUGE FRANCAISE
Adresse administrative : 2 RUE ALBERT GARRY
94450 LIMEIL BREVANNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FABIEN DESCOUBES, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 SOLIDARITE - Renforcer l'offre d'accompagnement social avec des minibus modulables en permanence médicale, PMI, juridique, alimentaire.

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 16 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence sanitaire et sociale liée à l'épidémie de COVID-19 nécessite de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
La Croix-Rouge française est une association d'aide humanitaire dont les missions fondamentales sont l'urgence, le secourisme, l'action sociale, la formation, la santé et l'action internationale.

Suite à la crise du COVID-19, la nécessité de réinventer les modes d'intervention de la Croix-Rouge est pleinement d'actualité. Le projet présenté vise ainsi à assurer un accompagnement social plus mobile et plus efficient en faveur des familles hébergées à l'hôtel par les numéros d'urgence sociale (115 Franciliens). A ce jour, l'accompagnement social est assuré par des visites dans les chambres d'hôtel et par échanges téléphoniques.

Ce dispositif repose sur l'acquisition de 10 minibus aménagés permettant un mode d'intervention par hôtel sous forme de permanence. Les minibus seront équipés d'un bureau pour les entretiens, d'un espace enfants, d'un espace informatique et seront modulables pour un accueil en consultation médicale ou PMI, espace prévention, distribution alimentaire, permanence juridique.

Ce projet innovant va permettre de moderniser l'offre de l'accompagnement social, de renforcer "l'aller

vers" et l'accès aux droits, et d'offrir des services adaptés à la demande en modulant les interventions grâce à un véhicule qui peut évoluer d'un bureau d'accueil à une permanence PMI, médicale, juridique, alimentaire. L'objectif de ce dispositif est également de décloisonner l'accompagnement social en réaffirmant, via un véhicule visible et identifié, que l'accompagnement social est au bénéfice de tous.

Ce dispositif est destiné à accompagner 4 000 familles précaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de véhicules	550 000,00	100,00%
Total	550 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	550 000,00	100,00%
Total	550 000,00	100,00%

Annexe 3 - Soutien exceptionnel à l'association Emmaüs France

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° 20009527 - Soutien exceptionnel à l'association Emmaüs France

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	150 000,00 € TTC	100,00 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS FRANCE CONFEDERATION EMMAUS FRANCE
Adresse administrative : 47 AVENUE DE LA RESISTANCE 93100 MONTREUIL SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe Deltombe, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : apporter un soutien exceptionnel à l'association Emmaüs

Dates prévisionnelles : 17 mars 2020 - 17 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de prendre en charge en urgence l'ensemble des dépenses depuis le début de la crise sanitaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Depuis 2017, la Région travaille avec Emmaüs France dans le cadre d'une convention de partenariat, ce qui a permis de renforcer les synergies dans les champs des solidarités, de l'économie sociale et solidaire, de l'environnement et du numérique, au service des personnes isolées, vulnérables, précaires et sans domicile.
Dans la poursuite de cet engagement régional auprès d'Emmaüs France, et compte tenu de la crise sanitaire liée au COVID-19 que nous traversons, la Région souhaite répondre à l'appel aux dons inédit que l'association a lancé, en attribuant une aide exceptionnelle d'un montant total de 250.000€, dont 150.000€ sur le secteur Solidarité, objet de la présente subvention, à Emmaüs France.
La subvention aura pour objet de contribuer à la pérennité des activités de l'association et permettra de poursuivre la collaboration en faveur des plus démunis.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prise en charge de salaires et dépenses de toutes natures	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Annexe 4 - Appel à projets Aide au départ en vacances

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX048978 - Séjour au ski au Mont-Dore pour des enfants atteints de cancer

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	40 800,00 € TTC	49,02 %	20 000,00 €
		Montant total de la subvention	20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION PRINCESSE MARGOT
Adresse administrative : 3 RUE DE L'ABBE POUCHARD
94160 SAINT MANDE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MURIEL HATTAB, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser un séjour au ski au Mont-Dore pour des enfants atteints de cancer

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'un séjour avec des enfants malades imposait un démarrage anticipé du projet.

Description :
Depuis 2012, l'association Princesse Margot, en partenariat avec 5 établissements hospitaliers d'Ile-de-France a pu accompagner 1000 familles, à travers environ 20 ateliers ludiques par mois réalisés par une centaine de bénévoles.

Bouleversement du rythme scolaire de l'enfant, dérèglement de l'activité professionnelle des parents, désocialisation : pour les enfants et leur famille, la survenue de la maladie impose immanquablement des transformations profondes du quotidien.
Pour la première fois, l'association a décidé d'organiser un voyage au ski permettant à ces familles de retrouver un souffle dans le combat contre la maladie. Les enfants partagent ainsi un moment de joie et de détente loin du milieu hospitalier. Ces enfants sont issus dans leur majorité de famille en situation de précarité.

49 enfants bénéficient d'un séjour au ski d'une semaine, en Auvergne.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	1 200,00	2,94%
Achats	26 925,00	65,99%
Charges diverses de gestion courante	11 930,00	29,24%
Divers services extérieurs	360,00	0,88%
Impôts et taxes liés au projet	385,00	0,94%
Total	40 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	49,02%
Subvention et aide privée (sollicitée)	11 800,00	28,92%
Fonds propres	8 500,00	20,83%
Participation des usagers	500,00	1,23%
Total	40 800,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX048979 - Séjours en famille hors de leur quartier pour des personnes en situation de précarité

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	8 500,00 € TTC	50,00 %	4 250,00 €
	Montant total de la subvention		4 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEASOISY 95
Adresse administrative : 81 RUE JEAN MERMOZ
95230 SOISY-SOUS-MONTMORENCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN CLAUDE GAUVIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de séjours en famille hors de leur quartier pour des personnes en situation de précarité

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée en urgence sa préparation.

Description :
Léa Soisy est une association entièrement bénévole, qui assure l'accompagnement social de familles en situation de précarité. L'association conduit un travail de fond d'accompagnement des familles.

L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi de maintenir le séjour envisagé, qui consiste pour 5 familles de 4 personnes, soit 20 personnes au total, de visiter pendant une semaine les châteaux de la Loire, au mois d'août prochain.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SOISY-SOUS-MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	120,00	1,41%
Frais postaux et télécommunications	30,00	0,35%
Autres types de dépenses (Frais d'organisation)	8 350,00	98,24%
Total	8 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	4 250,00	50,00%
Subvention et aide publique (sollicitée)	3 250,00	38,24%
Participation des usagers	1 000,00	11,76%
Total	8 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX048980 - Soutien aux Journées Bonheur, courts séjours pour enfants sans vacances

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	80 000,00 € TTC	50,00 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL REGIONAL I D F DU SPF
Adresse administrative : 6 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Louis DURAND-DROUHIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir aux Journées Bonheur

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'importance des moyens mis en oeuvre a nécessité un démarrage urgent des opérations.

Description :
L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce contexte, le Secours populaire français a dû annuler sa traditionnelle Journée des oubliés des vacances, et a conçu l'organisation de "journées Bonheur".
Ces sorties seront l'opportunité de partir à la découverte de la Région Île-de-France et de son patrimoine culturel et naturel. Elles pourront être composées d'activités sportives et ludiques au sein de parcs et forêts ou de visites guidées ou activités au sein de musées, de fermes pédagogiques.
L'objectif est d'offrir un large panel de choix de sorties et d'y intégrer le plus possible une partie « nature » au vu des mois de confinement passés enfermés. Suite à la proposition de la Région Île-de-France de camps d'été au sein des lycées franciliens, le SPF se positionne aussi sur l'utilisation des cours des lycées afin de proposer des sorties franciliennes supplémentaires et de proximité permettant aussi de mobiliser des intervenants et intermittents du spectacle.
Ces journées dans les lycées de la région pourront se composer d'ateliers, d'animations et de spectacles en fonction des publics mobilisés et dans l'optique de ne pas proposer simplementdes loisirs et du

divertissement mais des activités pédagogiques et éducatives.
4300 personnes seront concernées par les Journées Bonheur, qui auront lieu principalement cet été mais pourront se dérouler jusqu'en décembre.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	14 395,49	17,99%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	1 982,74	2,48%
Achats	3 992,52	4,99%
Charges diverses de gestion courante	23 348,24	29,19%
Divers Services extérieurs	33 925,23	42,41%
Charges locatives et de copropriété	185,84	0,23%
Entretien et réparations	213,21	0,27%
Frais postaux et frais de télécommunications	229,77	0,29%
Assurance	7,10	0,01%
Impôts et taxes liés au projet	56,09	0,07%
Autres types de dépenses	1 663,77	2,08%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	50,00%
Fonds propres	15 000,00	18,75%
Subvention Aides privées (sollicitée)	6 000,00	7,50%
Subvention Aides privées (attribuée)	2 000,00	2,50%
Cotisations, dons manuels ou legs	10 350,00	12,94%
Autres produits	6 250,00	7,81%
Participation des usagers	400,00	0,50%
Total	80 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX048981 - Soutien au Banquet des cheveux blancs et aux "Journées Bonheur"

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	45 000,00 € TTC	50,00 %	22 500,00 €
		Montant total de la subvention	22 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL REGIONAL I D F DU SPF
Adresse administrative : 6 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Louis DURAND-DROUHIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Error! Unknown op code for conditional.
Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'importance de l'organisation logistique nécessite le démarrage anticipé et urgent de l'action.

Description :
Le Secours populaire organise, depuis 2004, le Banquet des Cheveux Blancs, une journée festive pour 400 seniors des huit départements franciliens.

Compte tenu du succès de cette opération, et face au nombre croissant de seniors isolés qui sollicitent le SPF, le Secours populaire a pris la décision d'organiser un second banquet des cheveux blancs chaque année, un banquet d'hiver, avec un nombre de participants équivalent au premier. En 2020, ce banquet a eu lieu le 8 mars, avec un repas gourmand suivi d'un après-midi dansant.

Compte tenu de la crise sanitaire, le Banquet d'été a dû être annulé.
Cependant, comme l'accès aux loisirs et aux vacances constitue un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir le projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi, grâce à la présente subvention, d'organiser des "journées Bonheur", c'est-à-dire des sorties culturelles et récréatives organisées en petits groupes, dans le respect des gestes barrière, tout au long de l'année et jusqu'en décembre 2020.

400 séniors sur le banquet des Cheveux Blancs d'hiver, et 1300 personnes sur toutes les autres journées bonheur organisées devraient participer à ces manifestations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	5 668,65	12,60%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	1 169,82	2,60%
Achats	2 697,75	6,00%
Charges diverses de gestion courante	7 004,47	15,57%
Divers Services extérieurs	16 945,57	37,66%
Entretien et réparations	63,96	0,14%
Frais postaux et frais de télécommunications	68,93	0,15%
Assurance	2,13	0,00%
Impôts et taxes	16,83	0,04%
Autres types de dépenses	11 306,13	25,12%
Charges locatives et de copropriété	55,76	0,12%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	22 500,00	50,00%
Fonds propres	14 777,00	32,84%
Participation des usagers	1 600,00	3,56%
Subvention Aides privées (sollicitée)	3 400,00	7,56%
Cotisations, dons manuels ou legs	2 723,00	6,05%
Total	45 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX048983 - Séjours de vacances pour des familles en situation de précarité

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	101 690,00 € TTC	14,75 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENTALE DES RESTAURANTS DU COEUR 77
Adresse administrative : 1015 RUE DU MARECHAL JUIN 77000 VAUX LE PENIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabrice GOURHAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des séjours de vacances pour des familles en situation de précarité

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée en urgence sa préparation.

Description :
L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi :
- de maintenir les 3 séjours familles prévus du 4 au 11 juillet, en louant des cars supplémentaires pour respecter la distanciation sociale.
- de reporter du 3 au 8 octobre les séjours des personnes isolées prévu intialement du 13 au 18 juin.
Les séjours auront tous lieu en bord de mer : à l'Île-de-Ré, à l'Île-d'Oléron, et à St-Georges-de-Didonne.
185 personnes environ vont être amenées à y participer.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sur un budget total de 103.290€, sont exclues de la base subventionnable les dépenses liées à la valorisation du bénévolat, pour un montant de 1.600€, portant la base subventionnable à 101.690€.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges diverses de gestion courante	200,00	0,19%
Divers services extérieurs	100 890,00	97,68%
Frais postaux et télécommunications	600,00	0,58%
Personnel bénévole	1 600,00	1,55%
Total	103 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	14,52%
Subvention et aide privée (sollicitée)	36 600,00	35,43%
Subvention et aide publique (sollicitée)	23 500,00	22,75%
Subvention d'exploitation	9 300,00	9,00%
Fonds propres	10 490,00	10,16%
Bénévolat	1 600,00	1,55%
Participation des usagers	6 800,00	6,58%
Total	103 290,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX048991 - Soutien aux séjours de vacances

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	80 000,00 € TTC	50,00 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION DU VAL D'OISE SECOURS POPULAIRE FRANCAIS (SPF)
Adresse administrative : 4 RUE DE L INDUSTRIE
95310 SAINT-OUEN-L'AUMONE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK PASZKIEWIEZ, Secrétaire général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des séjours de vacances

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée en urgence sa préparation.

Description :
L'accès aux vacances pour tous est une des missions historiques du Secours Populaire français.
La crise sanitaire a contraint le Secours populaire français, comme l'ensemble des structures de vacances, à s'adapter : cela a consisté à étaler les départs des séjours entre cet été et cet hiver. L'accent est mis sur les départs en famille individuels, le financement d'une colonie COPAINS DU MONDE pour le département du Val d'Oise organisée à la Ferme Pédagogique d'Equancourt.
Les séjours peuvent durer de 5 à 8 jours et se dérouleront de juillet à décembre 2020. Ils sont réalisés au sein de centres de loisirs engagés dans l'accès au départ en vacances pour tous. Ces organismes partagent les valeurs fondatrices du SPF, ce qui permet d'avoir accès à des prix négociés. Les centres de vacances proposés aux familles sont des centres « classiques », ouverts à tous, et l'association limite à trois le nombre de familles du SPF au sein d'un même centre à la même période afin de favoriser un environnement de mixité sociale.
La subvention permettra le départ d'environ 47 familles soit 185 personnes, et 15 enfants pourront participer aux colonies de vacances.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclues de la base subventionnable les dépenses liées à la valorisation du bénévolat (20.150€).

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	13 840,00	13,82%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	3 295,00	3,29%
Achats	800,00	0,80%
Charges diverses de gestion courante	40 625,00	40,56%
Divers services extérieurs	20 670,00	20,64%
Frais postaux et télécommunications	500,00	0,50%
Impôts et taxes liés au projet	270,00	0,27%
Personnel bénévole	20 150,00	20,12%
Total	100 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	39,94%
Subvention et aide privée (attribuée)	26 000,00	25,96%
Subvention et aide publique (sollicitée)	4 850,00	4,84%
Bénévolat	20 150,00	20,12%
Participation des usagers	9 150,00	9,14%
Total	100 150,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX048993 - Vivre les Jeux Olympiques et ouvrir l'horizon

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	256 103,00 € TTC	15,62 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPORT A VIE ASSOCIATION DE L EDUCATION PAR LE SPORT
Adresse administrative : 50 RUE ABEL FAUVEAU
95170 DEUIL LA BARRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Rachid DJOUADI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser un séjour au Japon à l'occasion des Jeux Olympiques de Tokyo.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée d'urgence sa préparation.

Description :
L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet et d'organiser le départ pour les Jeux Olympiques de Tokyo qui ont été décalés à 2021.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi de faire partir des jeunes issus de familles défavorisées (notamment en situation de handicap) aux JO de Tokyo de 2021, en se mobilisant autour de 3 grands leviers : être responsable et s'impliquer, Sport et Santé, Culture et Citoyenneté. Le séjour durera 12 jours et concernera 120 jeunes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	254 303,00	99,30%
Divers services extérieurs	300,00	0,12%
Frais postaux et télécommunications	1 000,00	0,39%
Assurance	500,00	0,20%
Total	256 103,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	15,62%
Collectes	31 103,00	12,14%
Participation des usagers	185 000,00	72,24%
Total	256 103,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX048994 - Organisation d'un week-end en famille pour des enfants atteints d'une maladie grave et leur famille

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	72 500,00 € TTC	48,28 %	35 000,00 €
		Montant total de la subvention	35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L ENVOL POUR LES ENFANTS EUROPEENS
Adresse administrative : 216 AVENUE JEAN JAUR S
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame JOANNA JAMMES, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser un week-end en famille pour des enfants atteints d'une maladie grave et leur famille

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'un séjour avec des enfants malades imposait un démarrage anticipé du projet.

Description :
Association reconnue d'utilité publique, L'ENVOL organise des séjours adaptés et médicalisés pour les jeunes malades de 6 à 25 ans et leur famille.
Depuis 2016, L'Envol organise chaque année 2 Week-ends Familles, permettant d'accueillir gratuitement une quinzaine de familles d'enfants gravement malades (cancer, maladies rares, maladies chroniques...).
Au cours de chaque week-end, les parents et enfants sont invités à participer à diverses activités artistiques ou sportives visant à leur redonner la force de se battre contre la maladie. Une psychologue spécialisée dans l'accompagnement des familles touchées par la maladie est également présente afin de proposer des temps de parole ou de relaxation notamment aux parents.
La subvention demandée vise à financer l'organisation d'un week-end qui se déroulera du 13 au 15 novembre, dans le Val-de-Marne à Mandes-les-Roses, et qui concernera 80 personnes touchées par la maladie d'un enfant (malades de 6 à 25 ans et leur famille), en majorité issues de familles en situation de précarité.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclus de la base subventionnable les prestations en nature et bénévolat, correspondant à un montant de 10.000€, portant la base subventionnable à 72.500€.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	32 000,00	38,79%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	14 000,00	16,97%
Achats	8 750,00	10,61%
Charges diverses de gestion courante	3 000,00	3,64%
Divers services extérieurs	2 300,00	2,79%
Charge locatives et de copropriété	6 200,00	7,52%
Frais postaux et télécommunications	1 200,00	1,45%
Assurance	600,00	0,73%
Impôts et taxes liés au projet	700,00	0,85%
Personnel bénévole	10 750,00	13,03%
Charges exceptionnelles	3 000,00	3,64%
Total	82 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	35 000,00	42,42%
Subvention et aide privée (attribuée)	28 500,00	34,55%
Subvention et aide privée (sollicitée)	6 000,00	7,27%
Prestations en nature	5 000,00	6,06%
Bénévolat	5 000,00	6,06%
Collectes	2 000,00	2,42%
Cotisations, dons manuels ou legs	500,00	0,61%
Participation des usagers	500,00	0,61%
Total	82 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX048996 - Séjours de vacances pour des personnes en situation de précarité

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	174 500,00 € TTC	13,75 %	24 000,00 €
	Montant total de la subvention		24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECOURS CATHOLIQUE
Adresse administrative : 106 RUE DU BAC
75341 PARIS 7E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VERONIQUE FAYET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des séjours de vacances pour des personnes en situation de précarité

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée en urgence sa préparation.

Description :
L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi :
- de maintenir une grande partie des séjours familles : ces séjours dureront une semaine, à l'été 2020, et concerneront une centaine de familles, soit 350 à 400 personnes
- de substituer une partie des séjours destinés aux enfants par des séjours découvertes en Ile-de-France, ainsi que par des sorties à la journée. En effet, les familles sont plus réticentes à envoyer leurs enfants dans les familles d'accueil, et les familles d'accueil de province à les recevoir. Au total, 130 enfants devraient bénéficier de séjours cet été, les 230 autres enfants habituellement accompagnés profiteront des journées organisées en Île-de-France.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sur un budget total de 187.000€ sont exclues de la base subventionnable les dépenses liées à la valorisation du bénévolat (12.500€), portant la BS à 174.500€.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	3 700,00	1,98%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	2 000,00	1,07%
Achats	166 400,00	88,98%
Charges diverses de gestion courante	1 400,00	0,75%
Frais postaux et télécommunications	700,00	0,37%
Impôts et taxes liés au projet	300,00	0,16%
Personnel bénévole	12 500,00	6,68%
Total	187 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	24 000,00	12,83%
Subvention et aide privée (sollicitée)	47 000,00	25,13%
Subvention et aide publique (sollicitée)	36 000,00	19,25%
Fonds propres	45 000,00	24,06%
Bénévolat	12 500,00	6,68%
Participation des usagers	22 500,00	12,03%
Total	187 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX048999 - Soutien aux séjours en vacances pour les familles précaires de Seine-Saint-Denis

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	87 200,00 € TTC	45,87 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS
Adresse administrative : 27/31 RUE PIERRE CURIE
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VAL RIE MEALLIER, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des séjours de vacances pour les familles précaires

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée d'urgence sa préparation.

Description :
L'accès aux vacances pour tous est une des missions historiques du Secours Populaire français.
La crise sanitaire a contraint le Secours populaire français, comme l'ensemble des structures de vacances, à s'adapter : le SPF organisera ainsi des séjours familiaux en centres de vacances, mais également des séjours en colonies de vacances, des séjours Copains du monde, des séjours seniors. Ceux-ci pourront avoir lieu dans la durée ou à la journée, jusqu'en décembre.
La subvention permettra le départ d'environ 200 personnes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclus de la base subventionnable les dépenses liées à la valorisation du bénévolat

Localisation géographique :

- YVELINES
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	6 000,00	7,50%
Achats	1 700,00	2,13%
Charges de gestion courante	50 900,00	63,63%
Divers Services extérieurs	20 000,00	25,00%
Assurance	500,00	0,63%
Frais postaux et frais de télécommunications	900,00	1,13%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	50,00%
Subvention et aide publique (sollicitée)	15 000,00	18,75%
Cotisations, dons manuels ou legs	20 000,00	25,00%
Participation des usagers	5 000,00	6,25%
Total	80 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX049000 - Soutien aux séjours en vacances - SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS-FÉDÉRATION DU VAL-DE-MARNE

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	80 000,00 € TTC	50,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 19 RUE DE L EGLISE 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FREDDY CABRIMOL, Secrétaire général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des séjours de vacances pour des familles précaires

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée d'urgence sa préparation.

Description :
L'accès aux vacances pour tous est une des missions historiques du Secours Populaire français.
La crise sanitaire a contraint le Secours populaire français, comme l'ensemble des structures de vacances, à s'adapter : le SPF organisera ainsi des séjours familiaux en centres de vacances, mais également des séjours en colonies de vacances, des séjours Copains du monde, des séjours seniors. Ceux-ci pourront avoir lieu dans la durée ou à la journée, jusqu'en décembre.
La subvention permettra le départ d'environ 200 personnes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	6 000,00	7,50%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	500,00	0,63%
Charges diverses de gestion courante	50 000,00	62,50%
Divers services extérieurs	23 000,00	28,75%
Frais postaux et télécommunications	500,00	0,63%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	50,00%
Subvention et aide publique (sollicitée)	25 000,00	31,25%
Cotisations, dons manuels ou legs	10 000,00	12,50%
Participation des usagers	5 000,00	6,25%
Total	80 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX049001 - Séjour pour familles de quartiers prioritaires autour du "Vivre en Collectivité et en Convivialité"

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	101 000,00 € TTC	37,62 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOUTER REFLECHIR ET AGIR
Adresse administrative : 12 RUE EMILE CORDON
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FLORA ROMIEU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des séjours ruraux pour des familles précaires

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée d'urgence sa préparation.

Description :
Le projet initial de départ en vacances a permis de maintenir le lien avec les familles pendant le confinement.
L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi de maintenir les séjours, peut-être avec des volumes moindres de participants moindres (à l'origine, 70 familles, soit 280 personnes étaient prévues), en organisant des séjours dans l'Eure, en gîtes de groupe. Des intervenants sont recrutés pour organiser des activités extérieures, avec des coûts supplémentaires liés à la prise en compte des obligations liées à la crise sanitaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclus de la base subventionnable les dépenses liées à la valorisation du bénévolat

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	18 630,00	17,88%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	13 300,00	12,76%
Achats	59 400,00	57,01%
Charges diverses de gestion courante	2 600,00	2,50%
Divers services extérieurs	3 800,00	3,65%
Entretien et réparation	2 500,00	2,40%
Frais postaux et télécommunications	450,00	0,43%
Assurance	320,00	0,31%
Personnel bénévole	3 200,00	3,07%
Total	104 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	38 000,00	36,47%
Subvention et aide privée (sollicitée)	18 000,00	17,27%
Subvention et aide publique (attribuée)	3 000,00	2,88%
Subvention et aide publique (sollicitée)	15 000,00	14,40%
Subvention d'exploitation	7 500,00	7,20%
Prestations de services	6 000,00	5,76%
Financement participatif/Crowdfunding	1 000,00	0,96%
Fonds propres	500,00	0,48%
Bénévolat	3 200,00	3,07%
Participation des usagers	12 000,00	11,52%
Total	104 200,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX049002 - Week-end de découverte au Futuroscope et à la base de loisirs de Saint-Cyr

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	7 796,00 € TTC	38,48 %	3 000,00 €
		Montant total de la subvention	3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AUFEM ASSOCIER ET UNIR LES FEMMES DU MONDE
Adresse administrative : ESCALIER 14
92340 BOURG-LA-REINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame POUNEH URANI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser un week-end découvertes pour des personnes précaires

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée d'urgence sa préparation.

Description :
L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi de repousser à septembre le week-end initialement envisagé en juin. Ces familles (56 personnes, en priorité les apprenants des cours de français au Quotidien ainsi que leurs familles, les personnes isolées, personnes en situation de handicap et les familles du quartier défavorisé de la ville, les Bas-coquarts) vont découvrir le Futuroscope, avec journée libre dans le Parc. Elles seront par la suite hébergées sur la base de loisirs de Saint-Cyr, où elles passeront le dimanche.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclus de la base subventionnable les dépenses liées à la valorisation du bénévolat

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	656,00	6,59%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	270,00	2,71%
Achats	6 500,00	65,25%
Charges diverses de gestion courante	250,00	2,51%
Frais postaux et télécommunications	120,00	1,20%
Personnel bénévole	2 165,00	21,73%
Total	9 961,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 000,00	30,12%
Subvention et aide publique (sollicitée)	3 000,00	30,12%
Bénévolat	2 165,00	21,73%
Participation des usagers	1 796,00	18,03%
Total	9 961,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX049003 - Séjours de vacances familiales

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	424 000,00 € HT	9,43 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VACANCES ET FAMILLES L ACCUEIL EN PLUS
Adresse administrative : 14 RUE DE LA BEAUNE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DOMINIQUE MACAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de séjours de vacances familiales

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée en urgence sa préparation.

Description :
Vacances & Familles est à la fois un service de vacances familiales et solidaires et un organisme d'accompagnement des personnes dans une démarche d'inclusion sociale et d'intégration.
L'association accompagne les familles dans un projet de vacances tout au long de l'année, en partenariat avec les acteurs locaux (CAF…), et en proposant différents types de séjours.

L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi de maintenir les séjours envisagés, pour environ 500 personnes bénéficiaires, en adaptant les conditions d'accompagnement, pour des séjours durant une à deux semaines.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclues du budget les dépenses liées à aux dotations aux amortissements, portant la base subventionnable à 424.000€.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	60 000,00	14,08%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	19 000,00	4,46%
Achats	33 000,00	7,75%
Charges diverses de gestion courante	3 000,00	0,70%
Divers services extérieurs	255 000,00	59,86%
Charge locatives et de copropriété	48 000,00	11,27%
Frais postaux et télécommunications	5 650,00	1,33%
Assurance	350,00	0,08%
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 000,00	0,47%
Total	426 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	9,39%
Subvention et aide privée (sollicitée)	3 000,00	0,70%
Subvention et aide publique (attribuée)	6 000,00	1,41%
Subvention et aide publique (sollicitée)	137 000,00	32,16%
Subvention d'exploitation	150 000,00	35,21%
Fonds propres	18 000,00	4,23%
Cotisations, dons manuels ou legs	1 000,00	0,23%
Participation des usagers	71 000,00	16,67%
Total	426 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX049004 - Séjours pour personnes âgées isolées, dépendantes ou autonomes

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	284 801,00 € TTC	14,04 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PFP LES PETITS FRERES DES PAUVRES
Adresse administrative : 19 CITE VOLTAIRE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain VILLEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des séjours pour des personnes agées, en précarité ou en perte d'autonomie

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée d'urgence sa préparation.

Description :
L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi :
- d'ouvrir à partir du 15 juin ses structures d'hébergement, à 50% de leur capacité d'accueil.
En termes de frais liés à l'organisation, l'ensemble des moyen de personnel est maintenu, et du personnel de ménage supplémentaire sera recruté.
Les personnes concernées par le projet sont environ 350 personnes âgées de plus de 50 ans, isolées, souffrant de précarités multiples et/ou en perte d'autonomie, qui sans soutien ne partiraient pas ou ne pourraient plus partir, avec un accompagnement, notamment médical.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	48 760,00	17,12%
Charges diverses de gestion courante	16 700,00	5,86%
Divers services extérieurs	187 991,00	66,01%
Entretien et réparation	500,00	0,18%
Frais postaux et télécommunications	230,00	0,08%
Charges exceptionnelles	650,00	0,23%
Autres types de dépenses (Frais d'organisation)	29 970,00	10,52%
Total	284 801,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	14,04%
Subvention et aide publique (attribuée)	2 000,00	0,70%
Fonds propres	214 801,00	75,42%
Participation des usagers	28 000,00	9,83%
Total	284 801,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX049005 - Participation aux chantiers internationaux de jeunes bénévoles

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	51 079,00 € TTC	39,16 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SJMCP SOLIDARITES JEUNESSES MCP
Adresse administrative : 10 RUE DU 8 MAI 1945
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame STAMATIA DELIGIANNI, Déléguée

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des séjours en chantiers internationaux pour des jeunes issus de quartiers prioritaires

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée d'urgence sa préparation.

Description :
Ce projet propose la participation de 30 jeunes issus de quartiers populaires, à des chantiers internationaux de jeunes bénévoles, en France et en Europe, de préparer leur expérience, d'être accompagnés pendant leur chantier, et de se réunir pour revenir sur leur vécu, comprendre l'impact, et les compétences qu'ils ont pu y développer.
Les chantiers ont une durée de 15 jours à 21 jours.
L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi de maintenir le séjour pour sa dimension française, les jeunes participants internationaux étant ceux qui se trouvaient en France au début du confinement. 30 personnes participeront à l'initiative.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	14 972,00	29,31%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	5 240,00	10,26%
Divers services extérieurs	6 400,00	12,53%
Frais postaux et télécommunications	2 000,00	3,92%
Assurance	120,00	0,23%
Impôts et taxes liés au projet	1 347,00	2,64%
Charges exceptionnelles	6 750,00	13,21%
Autres types de dépenses (préciser)	14 250,00	27,90%
Total	51 079,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	39,16%
Fonds propres	29 879,00	58,50%
Participation des usagers	1 200,00	2,35%
Total	51 079,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX049007 - Mobiles Mémoires 2020 : séjours culturels à Marseille, Dieppe et Bordeaux

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	31 755,00 € TTC	33,07 %	10 500,00 €
		Montant total de la subvention	10 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTER NATIVES
Adresse administrative : 78 RU DUTOT
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric BRUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des séjours historiques dans des villes portuaires

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée d'urgence sa préparation.

Description :
Mobiles mémoires 2020 est un projet d'atelier créatif vidéo adressé à des jeunes Franciliens et de jeunes habitants issus de quartiers populaires de 3 villes portuaires maritimes de France qui témoignent de relations multiples avec d'autres continents. Pour les jeunes participants, il s'agira donc aussi de rencontrer des professionnels de la culture et de l'histoire, des habitants et des jeunes qui vivent dans d'autres lieux qu'eux.

L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association a pu rester en contact avec 35 des jeunes participants pendant le confinement (qui ont été appelés 2 fois par semaine, et à qui il a été proposé une réunion en visio tous les dimanches), afin de préparer le séjour.

L'association a également contacté les auberges de jeunesse pour obtenir des protocoles sanitaires à mettre en oeuvre.

Ces conditions permettent à l'association de maintenir les trois séjours dans l'été, et d'y faire participer 35 à 40 jeunes Franciliens.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	2 454,00	7,73%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	1 635,00	5,15%
Achats	5 490,00	17,29%
Charges diverses de gestion courante	5 100,00	16,06%
Charge locatives et de copropriété	16 176,00	50,94%
Assurance	300,00	0,94%
Autres types de dépenses (préciser)	600,00	1,89%
Total	31 755,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 500,00	33,07%
Subvention et aide publique (sollicitée)	18 510,00	58,29%
Fonds propres	2 245,00	7,07%
Participation des usagers	500,00	1,57%
Total	31 755,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX049008 - Séjour culturel au Festival de Najac "Sous les toiles"

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	31 950,00 € TTC	43,82 %	14 000,00 €
		Montant total de la subvention	14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAFEZOIDE
Adresse administrative : 92 B QUAI DE LA LOIRE
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Marie RODENAS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser un séjour culturel au festival de Najac

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée d'urgence sa préparation.

Description :
Le séjour consiste en la participation au festival de Najac "Sous les toiles " du 12 au 19 juillet 2020, en Aveyron, pour des familles de quartiers populaires.
Le projet prévoit la participation à un projet de films réalisés par les enfants et les adolescents et d'y associer leurs parents.
L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi de maintenir le séjour à l'identique, en veillant à la distanciation sociale entre les jeunes dans l'espace où ils seront hébergés. Le séjour durera une semaine et concernera 50 personnes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclues de la base subventionnable les dépenses liées à la valorisation du bénévolat.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	12 000,00	34,33%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	3 000,00	8,58%
Achats	6 000,00	17,17%
Charges diverses de gestion courante	1 500,00	4,29%
Divers services extérieurs	5 000,00	14,31%
Charge locatives et de copropriété	1 500,00	4,29%
Entretien et réparation	1 000,00	2,86%
Frais postaux et télécommunications	150,00	0,43%
Assurance	300,00	0,86%
Personnel bénévole	3 000,00	8,58%
Charges exceptionnelles	1 000,00	2,86%
Dotations aux amortissements et aux provisions	500,00	1,43%
Total	34 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	14 000,00	40,06%
Subvention et aide privée (attribuée)	14 000,00	40,06%
Produits divers de gestion courante et dons	1 500,00	4,29%
Fonds propres	2 500,00	7,15%
Cotisations, dons manuels ou legs	450,00	1,29%
Participation des usagers	2 500,00	7,15%
Total	34 950,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° EX049009 - Séjours de vacances pour des familles des Yvelines en situation de précarité

Dispositif : Aide au départ en vacances (n° 00001015)
Délibération Cadre : CP2018-063 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	63 990,00 € TTC	34,44 %	22 036,00 €
		Montant total de la subvention	22 036,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES RELAIS DU COEUR DES YVELINES
LES RESTAURANTS DU COEUR
Adresse administrative : 10 RUE DU PRESIDENT KENNEDY
78340 LES CLAYES SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur EMMANUEL NODE LANGLOIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des séjours de vacances pour des familles des Yvelines en situation de précarité

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation du séjour a nécessité que soit anticipée en urgence sa préparation.

Description :
L'accès aux loisirs et aux vacances constituant un temps essentiel de partage, de participation à un temps social commun et de repos et d'évasion pour tout un chacun, quelle que soit sa situation financière ou sociale, l'association a fait le choix de maintenir son projet en l'adaptant, en temps réels, aux obligations sanitaires liées à la crise du Covid.
Dans ce cadre, l'association projette ainsi :
- de décaler à l'automne les séjours qui n'ont pas pu se tenir au printemps ;
- d'organiser un séjour pour des séniors, prévu du 5 au 12 octobre 2020 ;
- de maintenir les séjours de vacances estivaux, en utilisant des transports individuels plutôt que les tranports collectifs, nombre de navettes entre les trains et les centres d'hébergement ayant été annulées. Le nombre de familles partantes pour l'été a été revu à la baisse en raison des conditions d'accueil dans les villages vacances ;
- d'organiser des séjours pour quelques enfants à la ferme cet été.

Au total, 100 personnes environ devraient bénéficier de ces séjours, toutes adressées par les 24 centres

de distribution alimentaire et résidant dans les Yvelines, afin de profiter d'un temps de repos et de dépaysement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclues de la base subventionnable les dépenses liées à la valorisation du bénévolat (5400€), portant la base subventionnable à 63.990€.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	63 990,00	92,22%
Personnel bénévole	5 400,00	7,78%
Total	69 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	22 036,00	31,76%
Subvention et aide publique (attribuée)	3 200,00	4,61%
Subvention et aide publique (sollicitée)	29 960,00	43,18%
Fonds propres	5 374,00	7,74%
Bénévolat	5 400,00	7,78%
Participation des usagers	3 420,00	4,93%
Total	69 390,00	100,00%

Annexe 5 - Avenant convention BAPIF

AVENANT
CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT– Crise COVID19

ENTRE

La Fédération Française des Banques Alimentaires, située au 15 rue du Val de Marne
94257 Gentilly,
Représentée par Monsieur Jacques BAILET, Président de la Fédération Française des Banques Alimentaires,
Ci-après dénommée « la FFBA »

D'une part

ET

La Banque Alimentaire de Paris et d'Île-de-France, située au 15 avenue Jeanne d'Arc
94110 Arcueil,
Représentée par Madame Nicole FARLOTTI, Présidente de la Banque Alimentaire de Paris et d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « la BAPIF »,

D'une part

ET

La Région Île-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen,
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « la Région »,

D'autre part,

Article 1

L'article 4 est modifié comme suit :

Le Conseil Régional d'Île-de-France s'engage à apporter un appui financier à la FFBA et à la BAPIF pour la mise en oeuvre de cette convention : la recherche de denrées alimentaires, le stockage, la préparation et la gestion des commandes ainsi que la coordination de ces opérations. La demande de subvention est de 100 000 € à destination de la BAPIF dont 20 000 € qui seront attribués à la FFBA par la BAPIF.

Article 2

Tous les autres articles de la convention sont inchangés.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en trois exemplaires originaux,

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur Général Adjoint
Pôle des politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

Le

Les bénéficiaires

La Fédération Française des Banques Alimentaires
Monsieur Jacques BAILET, Président de la Fédération Française des Banques

ET

La Banque Alimentaire de Paris et d'Île-de-France
Madame Nicole FARLOTTI, Présidente de la Banque Alimentaire de Paris et d'Île-de-France,

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C17

DOSSIER N° 20007442 - Covid19 - Distribution aide alimentaire - Subvention complémentaire

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) CP 2020-C13	50 000,00 €TTC	100,00%	50 000,00 €
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) CP 2020-C17	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BAPIF BANQUE ALIMENTAIRE DE PARIS ET ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 15 AVENUE JEANNE D'ARC 94117 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE RUBAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Covid19 - Distribution aide alimentaire.

Dates prévisionnelles : 30 avril 2020 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet a démarré de façon anticipé afin de répondre à la situation d'urgence sanitaire provoquée par le confinement, la perte d'emploi, la fermeture des établissements scolaires et la situation précaire des publics bénéficiaires dudit projet.

Description :
Parce que l'action solidaire francilienne est essentielle pour soutenir les publics vulnérables et les invisibles qui sont aujourd'hui les premiers touchés par la crise sanitaire et ses conséquences liées au COVID-19, l'exécutif régional, dans la droite ligne de sa politique de Région Solidaire engagée depuis plusieurs années, souhaite mobiliser de nouveaux moyens à la hauteur de la crise sociale que nous traversons.

Aujourd'hui force est de constater que le confinement combiné à la situation extrême du marché de l'emploi tendu et à la fermeture des établissements scolaires ont accentué les difficultés de certains publics franciliens pour s'alimenter : de nouvelles formes de précarités apparaissent, des familles viennent gonflées les rangs de l'aide alimentaire, la population dans les foyers est plus importante, des étudiants n'ont plus accès à la restauration, etc.

Face à cette situation inédite, les associations humanitaires et les services sociaux des villes sont débordés par l'ampleur de la demande et la diminution du nombre de bénévoles. Il devient extrêmement

difficile de répondre à la totalité de la demande.

C'est ainsi que la Région, conformément à sa volonté d'agir aux interstices de la solidarité, souhaite venir en soutien des villes et des associations en proposant une distribution d'aide alimentaire complémentaire, dans les zones non couvertes par les réseaux de solidarité habituels.

Concrètement, sur la période de mai à juin, sont organisées plusieurs fois par semaine des opérations de distribution de colis alimentaires à des personnes isolées, des familles et étudiants en situation de précarité, préalablement identifiés par les services sociaux des villes.

Cette opération solidaire de grande envergure a lieu grâce à une collaboration étroite entre la Région, les villes, le tissu associatif dont la Banque Alimentaire d'Île-de-France. Ce dernier fournit en quasi intégralité les denrées alimentaires distribuées aux personnes les plus fragiles.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention initiale de 50 000€ permet d'organiser plusieurs fois par semaine des opérations de distribution de colis alimentaires à des personnes isolées, des familles et étudiants en situation de précarité, préalablement identifiés par les services sociaux des villes.

Cette subvention complémentaire de 50 000€ permet de poursuivre les distributions alimentaires afin de répondre aux besoins des publics précaires qui continuent de croître sur le territoire francilien.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Denrées alimentaires	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée CP2020-C13)	50 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-C15

DU 1 JUILLET 2020

RENFORCEMENT DES AIDES AU MONDE DE LA CULTURE DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID 19

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la communication de la Commission relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (2020/C 91 I/01) du 20 mars 2020 et la décision de la Commission notifiée par la France sur le fondement de cet encadrement ;

VU le régime d'Aide d'Etat N°SA.56985 (2020/N) – France – COVID-19 relatif au Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 modifié ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU la délibération n° CP 2020-C02 du 3 avril 2020 diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CR 2020-028 du 11 juin 2020 relative au budget supplémentaire et l'Acte I du plan de relance économique, écologique et solidaire ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C15 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le règlement d'intervention « « AIDE EXCEPTIONNELLE D'URGENCE COVID-19 POUR LES COMMERCES CULTURELS » en annexe n°1 à la présente délibération.

Article 2 :

Approuve le règlement d'intervention « «Aide en Investissement pour les aménagements et équipements de protection Covid-19 » en annexe n°2 à la présente délibération.

Article 3 :

Décide de participer au financement de l'Association de soutien au théâtre privé par l'attribution d'une **subvention globale de fonctionnement** de **250 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention présentée en annexe n°3 de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 250 000, 00 € à cet effet prélevées sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs » : Code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques», Programme HP 312-005 (131005) « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue», action 13100501 « Soutien au spectacle vivant » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention à compter du 1er janvier 2020, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération CR 33- 10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4 :

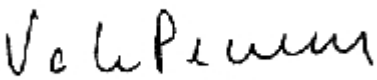
Modifie l'article 8 de la délibération n°CP 2020-C02 du 3 avril 2020 comme suit :

Au troisième alinéa, après les mots « à une date ultérieure » sont ajoutés les mots « ou annulé si l'impossibilité de report est attestée. »

Après ce troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé : « Cet article s'applique jusqu'au 31 décembre 2020. »

Modifie l'article 9 de la délibération n°CP 2020-C02 comme suit **:**
Les mots « Les articles 7 et 8 s'appliquent » sont remplacés par « L'article 7 s'applique ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc184934-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Aide exceptionnelle d'urgence Covid-19 pour les commerces culturels

REGLEMENT D'INTERVENTION
« AIDE EXCEPTIONNELLE D'URGENCE
COVID-19 POUR LES COMMERCES CULTURELS »

Cette aide a pour objet de contribuer au soutien des commerces culturels qui ont dû fermer leurs portes pendant la période liée à la crise sanitaire. Elle s'inscrit dans le cadre de la communication de la Commission relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (2020/C 91 I/01) du 20 mars 2020 et de la décision de la Commission européenne notifiée fondée sur cet encadrement.

1- Nature de l'aide
L'aide régionale spécifique vise à couvrir une partie de la perte d'exploitation des commerces culturels indépendants (librairies, disquaires salles de cinéma, galeries d'art, cabarets, cafés musicaux, etc.) répartis dans la diversité des territoires franciliens, pour les aider à affronter l'impact de leur fermeture.

2- Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont :
- les librairies indépendantes (réalisant la majorité du chiffre d'affaires avec la vente de livres neufs) ;
- les salles de cinéma indépendantes ;
- les disquaires indépendants ;
- les galeries d'art ;
- les cabarets ;
- les cafés musicaux ;
- etc.

Les bénéficiaires sont des personnes morales de droit public ou de droit privé, y compris les entreprises individuelles à responsabilité limitée, ayant leurs activités et leurs sièges sociaux situés en Île-de-France, et ayant été obligés de fermer leurs portes du fait de l'état d'urgence sanitaire déclaré par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et prolongé par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire.

3 - Forme, montant et versement de l'aide
L'aide régionale prend la forme d'une subvention spécifique destinée à compenser une partie de la perte d'exploitation.
Le montant forfaitaire de la subvention est de 5 000 €. ~~Elle est notifiée aux bénéficiaires par transmission d'un courrier de notification signé de la Présidente de la Région Ile-de-France.~~
L'aide est versée en une fois, dès sa notification effectuée.

4 - Instruction des demandes :

Le dossier de demande de subvention comprend :
- Lettre de demande de subvention adressée à la Présidente de la Région, signée par le représentant légal du commerce culturel, présentant la situation économique actuelle, avec une estimation de la perte d'exploitation, précisant les charges restant dues suite à la période de fermeture, ainsi que les aides sollicitées et obtenues auprès des différents partenaires (Etat, Adelc, fonds de solidarité, prêt garanti par l'Etat, etc.).
- L'attestation concernant les aides d'Etat (régime SA.56985).

Le dispositif n° CR 08-16 du 18 février relatif à 100 000 stages pour les jeunes franciliens ne s'applique pas pour l'octroi d'un soutien régional dans le cadre de ce règlement d'intervention.

Annexe 2 : Aide en Investissement pour les aménagements et équipements de protection Covid-19

Règlement Intervention
Lieux et commerces culturels - Aide en Investissement
pour les aménagements et équipements de protection Covid-19

Objectif de l'aide

La réouverture des lieux et commerces culturels se fait et va se poursuivre dans des conditions particulièrement contraintes et entrainer de lourdes dépenses d'aménagements pour des structures déjà fragilisées. Afin d'assurer la sécurité des employés, des spectateurs et des utilisateurs de ces lieux, la Région Ile-de-France met en place un dispositif exceptionnel de soutien en investissement.
L'aide régionale s'inscrit dans le cadre de la communication de la Commission relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (2020/C 91 I/01) du 20 mars 2020 et de la décision de la Commission européenne notifiée fondée sur cet encadrement.

Bénéficiaires :

Le dispositif permet de soutenir les projets d'aménagements, de travaux ou d'équipements pour les établissements culturels suivants :

- **les lieux de création et de diffusion du spectacle vivant** : théâtres, salles de concerts, lieux de fabrique…etc.
- **les librairies indépendantes** (réalisant la majorité du chiffre d'affaires avec la vente de livres neufs) ;
- **les salles de cinéma indépendantes** ;
- **les établissements d'enseignement artistique** et structures de pratique artistique (écoles associatives, studios de répétition…) ;
- **les disquaires indépendants** ;
- **les galeries d'art ;**
- **les cabarets ;**
- **les cafés musicaux ;**
- **etc...**

Les bénéficiaires de l'aide régionale peuvent être des personnes morales de droit privé ou public ayant au moins un an d'existence et ayant leurs activités et leurs sièges sociaux situés en Île-de-France.

Chaque bénéficiaire pourra solliciter la Région une seule fois au titre de l'Aide exceptionnelle en Investissement pour les aménagements et équipements de protection Covid-19.

Nature de l'aide

1 - Financer les aménagements et travaux permettant d'assurer l'accueil des publics dans des conditions de sécurité sanitaires optimum

Le demandeur devra présenter la liste détaillée et chiffrée des aménagements et travaux engagés et prévues et démontrer en quoi ils contribuent à une meilleure sécurité sanitaire : réagencement de l'accueil, modification des flux de circulation, restructuration du bâti, rénovation des toilettes (adaptation robinetteries), changement des portes d'accès, etc...

2 - Financer des équipements permettant de renforcer la protection des utilisateurs et des employés

Le demandeur devra présenter la liste détaillée et chiffrée des équipements engagés ou qu'il souhaite acquérir et justifier qu'ils contribuent directement à améliorer la sécurité sanitaire des personnes : dispositifs de protection pour respecter la distanciation physique, mobilier spécifique, , développement d'outils numériques (billetterie dématérialisée, captations numériques, plateformes, logiciels mutualisés…), distributeurs de gel désinfectant, de masques, système de condamnation de fauteuils, visières, plaque en plexiglas, TPE sans contact, etc...

L’ensemble de ces aménagements et équipements devront s’appuyer sur les recommandations des autorités publiques et des organismes de tutelle de la culture (CNC, Ministère de la Culture, Ministère du Travail, Ministère de la Santé)

Modalités du financement régional

1 - Les dépenses éligibles

Pour les aménagements et travaux, elles correspondent aux coûts des travaux et aux honoraires de maitrise d'œuvre à l'exclusion des dépenses suivantes : acquisitions foncières et frais s'y afférent, études préalables, assurance dommages ouvrage, travaux de démolition et de dépollution préalables des sols, travaux de voirie et réseaux divers (VRD).

Pour les équipements, elles correspondent aux coûts d'achat HT des équipements et de prestations réalisées.
Les dépenses éligibles pour les aménagements, travaux ou équipements seront définis dans le respect du régime d'assujettissement ou non de la TVA et après production par le bénéficiaire d'une attestation.
La période de référence des dépenses éligibles est comprise entre le **12 mars 2020 et le 31 décembre 2020.**

Les dépenses de fonctionnement sont exclues de la base subventionnable.

2 – Taux d'intervention et plafond de dépenses éligibles

Le montant de l'aide ne peut excéder **35 000 €**.
L'aide régionale correspond à un remboursement total sur factures et état récapitulatif pour des dépenses éligibles **strictement liées au Covid-19**.
Les factures prises en charge sont celles relatives à des dépenses d'équipement ou de travaux **engagées entre le 12 mars 2020 et le 31 décembre 2020.**

Le présent dispositif est compatible avec les autres dispositifs régionaux (pour des projets et des dépenses distinctes) dans la limite de la réglementation fixée par la Commission européenne concernant les aides d'Etat.

3 - Modalités de versement de l'aide

Le versement d'une avance de 70 % de la subvention régionale sera versé automatiquement à la notification de l'aide régionale.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter, pour les structures concernées, en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Pour les personnes morales de droit privé, un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée est également à joindre. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné. Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et de Paris

Critères techniques de recevabilité

Le dossier de demande de subvention devra obligatoirement comporter :

- Le projet complet précisant en quoi les investissements proposés offrent une solution sanitaire pérenne pour l'ouverture et l'accueil du public dans le contexte de la crise sanitaire ;

- Un descriptif détaillé des travaux/aménagements envisagés (plans et surfaces), et/ou des équipements ;
- Le budget prévisionnel détaillé et complet de l'opération précisant également les cofinancements éventuellement attendus et obtenus
- Le calendrier avec la date envisagée de début des travaux et/ou d'engagement de la dépense pour les équipements ;
- Une attestation concernant les aides d'Etat
- Une attestation sur l'assujettissement à la TVA ;
- Un RIB ;
- La Charte de la laïcité

A titre dérogatoire, le dépôt du dossier pourra intervenir après l'engagement ou le début des travaux ou de l'engagement des dépenses d'équipements.

Le dispositif n° CR 08-16 du 18 février relatif à 100 000 stages pour les jeunes franciliens ne s'applique pas pour l'octroi d'un soutien régional dans le cadre de ce règlement d'intervention.

Annexe 3 : Convention ASTP FUSV

CONVENTION ENTRE LA REGION ET L'ASSOCIATION DE SOUTIEN AU THEATRE PRIVE

N° CP 2020-C015

Entre

La Région d'Ile-de-France, sis au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, agissant en vertu de la délibération n° CP 2020-C15 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

L'Association pour le Soutien au Théâtre Privé,
dont le siège social se situe au 48 rue de Laborde 75008 PARIS,
N° Siret : 784 396 426 000 32
représentée par son président Monsieur Stéphane HILLEL,
dénommée « l'ASTP », d'autre part,
ci-après dénommée « l'association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Considérant l'action générale menée par l'Association pour le Soutien du Théâtre Privé (ASTP) ;

Fondée en 1964 à l'initiative conjointe du ministère de la Culture et des professionnels du secteur, l'Association pour le Soutien du Théâtre privé conduit à travers son action une mission de service public, répondant principalement aux objectifs suivants :
- L'encouragement à la prise de risques en matière de création et de production de spectacles d'art dramatique, lyrique ou chorégraphique, en faveur du renouvellement et de la diversité de l'offre proposée au public. 2
- La préservation d'une tradition culturelle, caractérisée par la permanence de la création, la recherche de nouveaux auteurs, l'excellence de l'interprétation et la diversité des programmations, dans le respect d'une totale neutralité artistique inhérente au caractère privé et à l'autonomie de gestion des entreprises de spectacles adhérentes de l'Association.
- L'exercice d'une véritable solidarité entre les productions de spectacles assujettis à la taxe, par les mécanismes redistributifs qu'elle autorise.
- La préservation et l'entretien du patrimoine des théâtres privés, garants de la qualité et de la sécurité d'accueil du public

L'action de l'Association pour le Soutien du Théâtre privé permet de soutenir la création théâtrale, la production de spectacles d'art dramatique, lyrique et chorégraphique, la promotion et la diffusion des oeuvres dramatiques, lyriques et chorégraphiques en direction du public le plus large possible, de contribuer à la réhabilitation et à l'entretien du patrimoine architectural et au maintien de la vocation artistique des théâtres respectant l'ensemble des obligations relevant de l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée, ou de toute autre législation ou réglementation qui s'y substituerait de plein droit.

Considérant également l'impact foudroyant de la crise sanitaire COVID 19 sur le secteur du spectacle vivant en particulier, et en complémentarité de l'aide exceptionnelle d'urgence COVID 19 pour le spectacle vivant adoptée par délibération n° CP 2020-C06 du 3 avril 2020, des mesures d'urgence pour le monde de la culture et les acteurs économiques franciliens (délibérations n° CP 2020-C02 et n° CP 2020-C03) et de l'effort supplémentaire budgétaire significatif annoncé lors Conseil régional du 11 juin 2020 (doublement du Fonds d'urgence de 10 à 20 M€) ;

Considérant enfin la complémentarité de l'action menée par l'ASTP avec les aides exceptionnelles d'urgence COVID 19 mises en place par la Région, la Région a décidé de soutenir l'ASTP pour son accompagnement des acteurs du spectacle vivant franciliens, dans le contexte de la crise sanitaire.

Le soutien régional et le versement de cette subvention se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et au regard des conditions ci-après.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION
La présente convention définit les conditions du soutien régional au bénéficiaire.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

MISE EN OEUVRE DU PROJET
L'association s'engage à mettre en œuvre ses missions et à mettre en place les outils de suivi permettant le contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES
L'association s'engage à :

- Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans son budget prévisionnel transmis à la Région.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE
L'association s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OUALTERNANT(S)
L'association s'engage à recruter chaque année au moins un stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
L'association saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION
Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (vernissage, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale… Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION
Dans le cadre de la présente convention, la Région s'engage à soutenir financièrement l'association dans les conditions définies à l'article 1 de la présente convention par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement de 250 000 € sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées dans la présente convention.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE VERSEMENT

CADUCITE
Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, l'association n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si l'association établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, l'association dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

MODALITES DE VERSEMENT
Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande de l'association.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, daté et signée par le représentant légal de l'association qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

VERSEMENT D'AVANCES
L'association peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus à hauteur de 80% de la subvention si elle justifie ne pas disposer de trésorerie. Cette justification se fera sous la forme d'un courrier d'appel de fonds du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie. Ces documents sont également revêtus du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme, s'il existe.

VERSEMENT DU SOLDE
Le versement du solde est subordonné à la production du bilan d'activités de l'année subventionnée et des comptes annuels de l'association. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en oeuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
Ce document comporte la signature du représentant de l'association ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes le cas échéant.
Le versement du solde est également subordonné à la production de(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 3.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE
Le montant définitif de la subvention accordée peut être revu à la baisse, sur la base des éléments financiers transmis par l'association. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels de l'association.

ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES
Les dépenses subventionnables annuelles sont prises en compte à compter du 1er janvier 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION
La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par la commission permanente. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION
La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'association de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse à l'association une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'association la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'association par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par l'association du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'association sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION
Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES
Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le Le Président de l'Association pour le soutien au théâtre privé Monsieur Stéphane HILLEL	Le La présidente du conseil régional d'Île-de-France

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-266

DU 1 JUILLET 2020

3ÈME AFFECTATION 2020 POUR LA RESTAURATION ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE EN ÎLE-DE-FRANCE
3ÈME AFFECTATION 2019 POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE EN RÉGION
1ÈRE CAMPAGNE D'ATTRIBUTION 2020 DU LABEL ' PATRIMOINE D'INTÉRÊT RÉGIONAL '

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de la propriété intellectuelle ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa Présidente en matière de marchés publics ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, modifiée par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-84 du 6 juillet 2017 approuvant l'évolution du soutien régional à la valorisation du patrimoine ; modifiée par délibération n° CP 2020-015 du 5 mars 2020 ;

VU la délibération n° CP 2017-506 du 20 septembre 2017 approuvant la déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » avec les départements franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la nouvelle politique d'investissement culturel régional ;

VU la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 relative à l'aménagement culturel approuvant la convention-type ;

VU la délibération n° CP 2018-244 du 30 mai 2018 approuvant la convention-type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CP 2018-507 du 21 novembre 2018 approuvant l'avenant de modification de la convention-type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CP 2019-316 du 3 juillet 2019 approuvant la convention de partenariat avec la Fondation du patrimoine ;

VU la délibération n° CP 2020-053 du 31 janvier 2020 approuvant la convention avec l'association Maison Jean Cocteau ;

VU la délibération n° CP 2020-177 du 4 mars 2020 approuvant la convention constitutive du GIP-MAISON JEAN COCTEAU À MILLY-LA-FORÊT ;

VU la délibération CR 2020-015 du 5 mars 2020 approuvant la convention FRAM ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-266 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à la restauration du patrimoine

Décide de participer au titre des dispositifs de soutien à la restauration du patrimoine au financement des projets détaillés en annexe 1 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de 1 349 475 €.

Subordonne le versement des subventions à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 349 475 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région », action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2020.

Article 2 : Soutien à la restauration de l'église Notre-Dame de Lorette de Paris

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à la restauration du patrimoine au financement du projet de restauration de l'église Notre-Dame-de-Lorette, détaillé en annexe 2 à la délibération, par l'attribution d'une subvention pour un montant maximum prévisionnel de 19 166 €.

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion d'une convention spécifique, présentée en annexe 2 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **19 166 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région », action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2020.

Article 3 : Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine » au financement des projets détaillés en annexe 1 à la délibération, par l'attribution d'une subvention pour un montant maximum prévisionnel de 85 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion d'une convention conforme à la convention type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine, approuvée par la délibération n° CP 2018-244 du 30 mai 2018, modifiée par les dispositions de la délibération CP 2018-507 du 21 novembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **85 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », Section 31 « Culture », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-004 « développement du patrimoine en Région », action 13100405 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2020.

Article 4 : 1ère campagne 2020 d'attribution du label « Patrimoine d'intérêt régional »

Approuve les candidatures déposées au titre du label pour les projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération.

Article 5 : Avenant n°1 à la convention de partenariat avec la Fondation du Patrimoine

Approuve l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec la Fondation du Patrimoine adoptée par délibération CP 2019- 316 du 3 juillet 2019 figurant en annexe 4 de la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 6 : Convention de partenariat avec la DRAC IDF pour la manifestation « Patrimoine en poésie »

Approuve la convention de partenariat avec le Ministère de la Culture et de la Communication figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 7 : Règlement du jeu concours pour la manifestation « Patrimoine en poésie »

Approuve le règlement du jeu-concours dans le cadre de la manifestation «Patrimoine en Poésie» figurant en annexe 6 à la présente délibération.

Article 8 : Convention de partenariat avec le Ministère de la Culture et de la Communication pour la réalisation de l'ouvrage sur les Lycées XXème

Approuve la convention de partenariat avec le Ministère de la Culture et de la Communication figurant en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 9 : Erreur matérielle concernant la date de démarrage anticipé du projet d'exposition du MUS-Musée d'Histoire Urbaine et Sociale de Suresnes

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°EX046576 adoptée par délibération n° CP 2019-535 du 20 novembre 2019 et la fiche projet figurant en annexe 8 à la présente délibération et autorise la présidente à le signer.

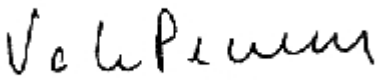
Article 10 : Avenant n°1 de prorogation a la convention n° 20001021 entre la Région et l'association maison Jean Cocteau à Milly-la-Forêt

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 20001021 d'objectifs et de moyens, adoptée par délibération n° CP 2020-053 du 31 janvier 2020 figurant en annexe 9 et autorise la présidente à le signer.

Article 11 : Dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182476-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° 20007172 - COMMUNE DE FONTAINEBLEAU - TRAVAUX DE RESTAURATION DU GRAND ORGUE DE L'EGLISE SAINT-LOUIS & DE LA CHAPELLE FRANCHARD

Dispositif : Investissement culturel - Construction et restauration des orgues (n° 00000149)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction et restauration des orgues	219 095,00 € HT	29,67 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : 40 RUE GRANDE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Frédéric VALLETOUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de restauration du grand orgue de l'Eglise Saint-Louis de Fontainebleau

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 1 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Décidée par Henri IV, l'église Saint-Louis a été construite sous le régence de Marie de Médicis pour les béllifontains. L'église Saint-Louis de Fontainebleau possède un buffet d'orgues offert par le roi Louis XIV. L'instrument a été construit entre 1666 et 1670 par Gabriel Bunel, puis François-Henri Clicquot qui le restaure en 1786. En 1884, Aristide Cavaillé-Coll y travaille. En 1925, l'orgue est transformé et agrandi par la Maison Mutin-Convers.

L'orgue a au cours du temps bénéficié de différentes phases de restauration. Ainsi, en 1958 une restauration est effectuée par la Maison Ruche de Lyon sous la direction de l'organiste titulaire de l'époque Geneviève de la Salle. Muet à partir de 1982, sous l'impulsion de son organiste titulaire nommée en 1974 Anne-Marie Barat, une réfection complète de l'instrument est entreprise par Benoist et Sarelot de 1989 à 1992. L'orgue est partiellement endommagé, notamment à cause de la suie, pendant l'incendie criminel du 10 janvier 2016. Le projet actuel porte sur le nécessaire relevage de l'orgue qui fait suite à l'incendie. Le principe est de permettre sa restauration, de manière à ce qu'il retrouve son état d'origine avec un état musicalement cohérent.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En vue de l'opération de restauration du grand orgue de l'église Saint-Louis, divers lots de travaux : électricité, mécanique, alimentation vent, pédalier, etc ont été nécessaires et traités séparément.
La demande actuelle concerne le relevage de l'orgue qui vient achever le programme de restauration de l'orgue.
Le montant des travaux s'élève à 219 095 €. Une subvention d'un montant de 65 000 € est proposée pour ce projet.

Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RELEVAGE ORGUE	219 095,00	100,00%
Total	219 095,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	65 000,00	29,67%
Département 77	43 819,00	20,00%
Fonds propres	110 276,00	50,33%
Total	219 095,00	100,00%

DOSSIER N° EX047926 - COMMUNE DE VILLENEUVE-LE-COMTE - TRAVAUX DE RESTAURATION DE L'EGLISE NOTRE-DAME DE LA NATIVITE - TRANCHE 3/3

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	489 009,00 € HT	20,00 %	97 800,00 €
	Montant total de la subvention		97 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE-LE-COMTE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77174 VILLENEUVE LE COMTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel CHEVALIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 3 : travaux de restauration des travées de la nef et des bas-côtés de la sacristie de l'église Notre-Dame de la Nativité

Dates prévisionnelles : 29 octobre 2019 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi, et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte les dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
L'église Notre-Dame de Villeneuve-le-Comte est un remarquable exemple de l'architecture du XIIIe siècle en Brie. Sa construction est liée à la fondation de la ville en 1203 par Gaucher de Châtillon, comte de Saint-Pol. L'église combine des traits locaux, comme les absidioles disposées en biais, et une élévation que l'on rattache généralement à l'influence de Notre-Dame de Paris. Contrairement à d'autres églises de la Brie, souvent construites en plusieurs temps, celle de Villeneuve-le-Comte constitue un ensemble homogène et très harmonieux. L'église Notre-Dame est classée au titre des Monuments Historiques depuis le 13 mars 1900.

La commune est engagée dans un lourd programme de travaux visant la restauration de l'église. La première tranche a démarré en 2014 sur le clocher, la nef, les bas-côtés et la sacristie. La seconde tranche a été mobilisée en 2018 pour des travaux de consolidation de la 3ème travée de la nef et du bas-côté sud attenant. 2020 voit se déployer la troisième tranche de travaux consacrée à la sacristie, à

l'achèvement de la restauration des maçonneries intérieures ainsi qu'à des interventions électriques sur la 3ème travée de la nef. Les travaux de cette ultime tranche engloberont également la remise aux normes des installations électriques de l'église, d'une alarme incendie dans les combles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La tranche 3 du programme de travaux de restauration de l'église Notre-Dame de la Nativité porte sur des travaux de maçonnerie, d'électricité, de mise aux normes sécurité et incendie, etc.
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 445 009 € HT. La base subventionnable s'élève à 489 009 € HT, honoraires de MOE compris. Une subvention de 97 800 € est proposée pour ce projet.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LE-COMTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure, extérieure	445 009,00	87,94%
Frais d'honoraires MOE	44 000,00	8,70%
Dépenses non subventionnables : mobilier	17 000,00	3,36%
Total	506 009,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	227 346,00	44,93%
DRAC (acquis)	90 863,00	17,96%
REGION ILE-DE-FRANCE	97 800,00	19,33%
DEPARTEMENT 77 (sollicitée)	90 000,00	17,79%
Total	506 009,00	100,00%

DOSSIER N° EX048285 - COMMUNE DE MONTFORT L'AMAURY (78) TRAVAUX EXTERIEURS DE L'EGLISE SAINT PIERRE - TRANCHE 2

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	900 000,00 € HT	17,00 %	153 000,00 €
		Montant total de la subvention	153 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTFORT L'AMAURY
Adresse administrative : 36 RUE DE PARIS
78490 MONTFORT-L'AMAURY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hervé PLANCHENAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : tranche 2 : travaux extérieurs sur la façade ouest, les bas-côtés, la nef, le clocher de l'église Saint-Pierre de Montfort-l'Amaury

Dates prévisionnelles : 8 mars 2019 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi, et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
Alors que le comté de Montfort est rattaché à la Bretagne, en 1491, Anne de Bretagne, après plusieurs tentatives pour sauver la Bretagne, épouse le Roi de France Charles VIII et lance la construction d'une nouvelle église. Celle-ci s'élève à l'emplacement d'une ancienne église romane devenue trop étroite pour y accueillir les fidèles de la commune.
A ce jour, les armes de la Bretagne sont encore visibles sur les voûtes des bas-côtés de l'église Saint-Pierre dont la construction s'est échelonnée dans le temps. L'édifice est classé depuis 1900.

Le diagnostic réalisé sur l'église Saint-Pierre a fait remonter la nécessité d'intervenir sur les différentes pathologies constatées sur les façades extérieures de l'édifice. L'ensemble des élévations sont fortement touchées nécessitant la réalisation de travaux pour enrayer les désordres observés. Le programme de travaux validé par la commune est dédié, dans sa globalité, à la restauration extérieure de l'église. La tranche 1 a bénéficié, à la commission permanente de mai 2019, d'une subvention régionale. L'objet de

l'actuelle demande porte sur la tranche 2 qui, dans la continuité de la première se poursuit sur les travaux extérieurs de la façade ouest, les bas-côtés, la nef, le clocher.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le programme global des travaux de l'église Saint-Pierre comprend deux phases. La phase 2 qui porte sur la restauration extérieure de l'église comprend différents lots, dont :
- Maçonnerie
- Menuiserie
- Vitraux - ferronnerie, etc.

Le montant de la tranche 2 des travaux s'élève à 900 000 € HT, honoraires de maitrise d'œuvre compris. Une subvention de 153 000 € est proposée pour la réalisation de ce projet.

Localisation géographique :
- MONTFORT-L'AMAURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	806 895,00	89,66%
Etudes et frais d'honoraires MOE	93 105,00	10,35%
Total	900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	171 000,00	19,00%
DRAC (attribuée)	450 000,00	50,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	153 000,00	17,00%
Département 78 (sollicitée)	126 000,00	14,00%
Total	900 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° 20004738 - COMMUNE DE CHATEAU-LANDON (77) - TRAVAUX DE RESTAURATION D'UNE ANCIENNE PORTE DE L'EGLISE NOTRE-DAME DE L'ASSOMPTION

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	31 772,00 € HT	19,83 %	6 300,00 €
		Montant total de la subvention	6 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATEAU LANDON
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77570 CHATEAU-LANDON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Valérie LAGILLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réouverture de l'ancienne porte de l'église Notre-Dame de l'Assomption de Château-Landon

Dates prévisionnelles : 13 novembre 2018 - 28 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi, et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
Notre-Dame de l'Assomption est une très belle église dont les éléments les plus anciens remontent au XIe siècle. Elle fait partie des plus anciennes églises existant en Ile-de-France. Au XIIe siècle, une grande campagne de travaux a permis la construction du chœur, du transept et du soubassement de la tour clocher. De fait, l'église offre un contraste étonnant de différents styles : roman, carolingien et gothique.
L'édifice a été restauré à plusieurs reprises, notamment au cours du XIXe siècle car la nef et le bas-côté étaient très abîmés. L'église Notre-Dame de l'Assomption a été classée sur la première liste des Monuments Historiques de 1840.

La commune de Château-Landon souhaite permettre aux personnes à mobilité réduite d'accéder dans l'église sans difficulté. Aujourd'hui les accès à l'église sont précédés d'importants emmarchements ou sont murés. Pour contourner cette complication la solution retenue est de procéder à la réouverture d'une

ancienne porte actuellement murée. Il s'agira de créer une porte en chêne en cohérence avec l'ensemble des huisseries existantes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des travaux annoncé par le maitre d'ouvrage s'élève à 31 772 € HT, honoraires de maîtrise d'œuvre compris. Une subvention de 6 300 € est proposée pour la réalisation de ce projet.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	31 772,00	100,00%
Total	31 772,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	6 300,00	19,83%
DRAC (attribué)	12 709,00	40,00%
FONDS PROPRES	12 763,00	40,17%
Total	31 772,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX049061 - COMMUNE DE COURTRY (77) - TRAVAUX INTERIEURS ET EXTERIEURS DE L'EGLISE SAINT-MEDARD - TRANCHE 1/3

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	236 780,00 € HT	19,85 %	47 000,00 €
		Montant total de la subvention	47 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURTRY
Adresse administrative : 52 RUE DU GENERAL LECLERC
77181 COURTRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Xavier VANDERBISE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 1 : réfection des parements intérieurs et extérieurs de l'église Saint-Médard de Courtry

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2019 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi, et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre

Description :
Pendant longtemps les historiens ont cru que l'église Saint-Médard avait été bâtie au XIIIe siècle, puis reconstruite au XVIe siècle, mais l'étude approfondie de deux piliers ronds a révélé l'utilisation d'une technique employée au XIe siècle. Elle est donc l'une des plus anciennes églises du département. En août 1944, l'église subit des dégâts dûs à l'explosion du Fort de Vaujours que les Allemands avaient détruit nécessitant la mise en œuvre d'importants travaux de restauration. L'édifice est inscrit depuis 1975 au titre des Monuments Historiques.

Le dernier diagnostic réalisé sur l'édifice a fait apparaître la nécessité d'entreprendre des travaux sur les parements intérieurs et extérieurs de l'église. Le programme de travaux est scindé en 3 tranches. Le projet de réfection des parements fait partie de la première tranche. Plus globalement le programme prévoit la reprise des charpentes, des maçonneries et des couvertures. La commune de Courtry est éligible au dispositif « petites communes » tel que défini par la DRAC.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'intervention sur l'église Saint-Médard porte sur la réfection des parements intérieurs et extérieurs de l'édifice. L'opération porte pour l'essentiel sur des travaux de maçonnerie.

Le montant de l'unique tranche de travaux s'élève à 236 780 € HT, honoraires de maitrise d'œuvre compris, représentant la base subventionnable. Une subvention de 47 000 € est proposée pour ce projet.

Localisation géographique :

- COURTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	217 000,00	91,65%
Frais d'honoraires MOE	19 780,00	8,35%
Total	236 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	47 712,00	20,15%
DRAC (acquis)	71 034,00	30,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	47 000,00	19,85%
Subvention Département (sollicitée)	71 034,00	30,00%
Total	236 780,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX049333 - COMMUNE DE BOUGIVAL (78) - TRAVAUX DE RESTAURATION INTERIEURE DE LA VILLA VIARDOT - TRANCHE 2/3

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	1 000 000,00 € HT	20,00 %	200 000,00 €
		Montant total de la subvention	200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOUGIVAL
Adresse administrative : 126 RUE DU MARECHAL JOFFRE
78380 BOUGIVAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Luc WATTELLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 2 : restauration intérieure des sols, façades et menuiseries de la Villa Viardot à Bougival

Dates prévisionnelles : 30 avril 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
Située sur les pentes de Bougival, la Villa Viardot devient, en 1874, la propriété de l'écrivain russe Ivan Tourgueniev et du couple Pauline Viardot (cantatrice) et Louis Viardot. Ensemble, ils en font un lieu de foisonnement intellectuel qui célèbre les idées pacifistes et l'amitié franco-russe. La villa est inscrite au titre des Monuments Historiques depuis 1980.
Fermée depuis des années, la Villa Viardot menaçait de tomber en ruine. La mobilisation financière de différents acteurs (Stéphane Bern, Europa Nostra, Région Ile-de-France, etc,) a permis sa réhabilitation.

La première tranche des travaux a été dédiée à la stabilisation des structures et une première phase de restauration sur les façades, les toitures de la villa. Elle a bénéficié en 2019, d'une subvention régionale. L'actuelle demande porte sur la tranche 2 de l'opération qui est dédiée aux travaux intérieurs de la villa et qui porteront pour l'essentiel sur 3 salons du rez-de-chaussée.

A l'issue de cette tranche, une ultime phase de travaux sera fléchée sur le R+1, R+2, ainsi que sur les espaces verts. Ainsi sera clos le programme d'opération des travaux de la Villa Viardot qui aura retrouvé son éclat d'origine et pourra être à nouveau ouverte au public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération de travaux intérieurs de la Villa Viardot fait intervenir différents lots, notamment :
- Travaux structurels, maçonnerie, peinture
- chaufferie

Le montant des travaux présentés par le maître d'oeuvre est de 1 041 191 € HT, plafonné à 1 000 000 € tel que défini par le règlement d'intervention du rapport cadre du Patrimoine. Une subvention de 200 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- BOUGIVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	985 111,00	94,61%
Frais d'honoraires MOE	56 080,00	5,39%
Total	1 041 191,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (attribuée)	416 477,00	40,00%
Subvention Région (sollicitée)	200 000,00	19,21%
Fonds propres	424 714,00	40,79%
Total	1 041 191,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX049341 - LES PAVILLONS-SOUS-BOIS (93) - RESTAURATION GLOBALE DU PAVILLON DE GARDE NORD

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	546 750,00 € HT	29,26 %	160 000,00 €
	Montant total de la subvention		160 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES PAVILLONS-SOUS-BOIS
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
93320 LES PAVILLONS-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Katia COPPI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de restauration du pavillon de garde Nord de la commune des Pavillons-sous-Bois

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2018 - 25 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
La commune de Pavillons-sous-Bois doit son nom aux deux pavillons qui matérialisent l'entrée de la ville. En 1639, le seigneur de Bondy achète la propriété d'un ancien seigneur du domaine du Raincy. Par la suite, le manoir est détruit et à sa place est érigé un château qui sera doté, en 1770, de deux pavillons de garde de portier. C'est en 1982, que les deux pavillons sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques. En 1986, la commune acquiert le pavillon nord, le désenclave et le restaure. Il en est de même pour le pavillon sud qui deviendra propriété de la commune en 2002.

Les pavillons présentent un état global de dégradation. En pied de mur, la présence de mousses indique une humidité constante du soubassement qui vient affecter les murs. De nombreuses fissures courent le long des corniches jusqu'au soubassement indiquant des mouvements de la structure. D'autres désordres sur les sols mais également les couvertures ont été relevés nécessitant qu'une opération de travaux soit déployée pour contenir l'ensemble des constructions. L'actuelle demande concerne le pavillon de garde

Nord qui sera restauré à l'identique de ce qu'il était au XVIIIe.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération de travaux de restauration intérieure et extérieure sur l'un des deux pavillons de garde englobe de nombreux lots :
- maçonnerie, pierre de taille,
- menuiserie,
- réparation de charpente et réfection des couvertures,
- électricité, etc

Le montant total des travaux annoncé par le maitre d'ouvrage s'élève à 546 750 € HT, honoraires de maîtrise d'œuvre compris. Une subvention de 160 000 € est proposée pour la réalisation de ce projet.

Localisation géographique :
- LES PAVILLONS-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	136 950,00	25,05%
Travaux de restauration extérieure	385 000,00	70,42%
Frais d'honoraires MOE	24 800,00	4,54%
Total	546 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	296 190,00	54,17%
DRAC (sollicité)	90 560,00	16,56%
REGION ILE-DE-FRANCE	160 000,00	29,26%
Total	546 750,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX049349 - COMMUNE DE PONTOISE(95) - RESTAURATION DES CASEMATES ET ANCIEN REMPART RUE DE LA COUTELLERIE (TRANCHE 1)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	246 950,00 € HT	30,00 %	74 085,00 €
	Montant total de la subvention		74 085,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : PONTOISE
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe HOUILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 1 : restauration des casemates et ancien rempart (du mur A et portion du mur B) rue de la coutellerie

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
Les casemates des anciennes fortifications se situent en centre-ville, entre la cathédrale et l'église Notre-Dame. Elles prennent place en contre-bas du jardin de la Ville, aménagé sur les fossés du rempart entre les anciennes portes "Chappelet" et "d'Ennery. Elles servent pour trois d'entre elles de parking privé fermés par des portes à basculement tandis que les deux autres sont fermées et désaffectées. Au-devant des anciennes casemates a été aménagé un parking public. On accède par le côté de l'ancien mur de rempart, au jardin de la Ville, soit par une rampe longeant une portion du mur des casemates, soit par un escalier.
Les vestiges de rempart et les casemates, rue de la Coutellerie, sont inscrits MH depuis 1954 au même titre que la portion de rempart située à l'est de la ville le long du boulevard Jean Jaurès qui a bénéficié en 2018 d'un financement régional d'un montant de 60 000 € suite à leur effondrement.

La restauration du rempart s'inscrit dans la politique de mise en valeur patrimoniale d'une ville d'Art et

d'Histoire et permet de garder la trace des anciennes défenses de la ville, témoins précieux de l'architecture militaire du XVIème siècle.
La restauration du rempart relève également d'une obligation de mise en sécurité. En effet la dégradation des parements, la désorganisation des arases la présence de nombreuses lézardes menacent la stabilité de l'ouvrage et donc la sécurité du public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération d'un montant total de 0,500 M€ comporte 3 tranches réparties sur les 3 prochaines années :
- Phase 1 (objet de la présente demande) : restauration du mur A et portion du mur B ainsi que l'entretien des espaces plantés au-dessus de cette portion de rempart
- Phase 2 en 2022 : restauration de la portion de mur B
- Phase 3 en 2023 : les façades C et D

Le montant total des travaux annoncé par le maitre d'ouvrage s'élève à 246 950 € HT, honoraires de maîtrise d'œuvre compris. Une subvention de 74 085 € est proposée pour la réalisation de ce projet.

Localisation géographique :
- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	213 000,00	86,25%
Frais d'honoraires MOE	33 950,00	13,75%
Total	246 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	74 085,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	49 390,00	20,00%
Subvention Région (sollicitée)	74 085,00	30,00%
Subvention Département (sollicitée)	49 390,00	20,00%
Total	246 950,00	100,00%

DOSSIER N° EX050080 - COMMUNE DE VILLENEUVE-LE-COMTE (77) RESTAURATION DE DEUX HUILES SUR TOILE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RESTAURATION DE L'EGLISE NOTRE-DAME DE LA NATIVITE

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine mobilier classé MH (n° 00001050)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine mobilier classé MH	19 550,00 € HT	20,00 %	3 910,00 €
	Montant total de la subvention		3 910,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE-LE-COMTE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77174 VILLENEUVE LE COMTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel CHEVALIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration des Huiles sur toile Saint Roch et l'Ange et de l'Adoration des bergers dans le cadre de l'opération de travaux de restauration de l'église Notre-Dame de la Nativité

Dates prévisionnelles : 5 octobre 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Conformément à l'autorisation de travaux que la commune a obtenu pour la réalisation de ses travaux de restauration de l'église Notre-Dame de la Nativité, l'opération d'intervention les travées de la nef et des bas-côtés de la sacristie vont pouvoir être honorés.
En parallèle à ces travaux, deux huiles sur toile datant du XVIIIe et représentant Saint Roch et l'Ange et l'Adoration des bergers sont protégées au titre du mobilier classé et inscrit. La peinture sur huile représentant l'Ange désignant la blessure de Saint-Roch, n'a pas de référence précise de son auteur. L'Adoration des bergers est une copie ancienne du peintre Jordaens. Installées dans l'église, elles sont la propriété de la commune et sont inclues dans le programme de restauration globale de l'église Notre-Dame de la Nativité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de restauration des deux tableaux est estimé à 19 550 € HT, frais du MOE inclus. Une subvention de 3 910 € est proposée.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-LE-COMTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres dépenses (préciser)	17 000,00	86,96%
Frais d'honoraires MOE	2 550,00	13,04%
Total	19 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 910,00	20,00%
Subvention Etat (attribuée)	7 820,00	40,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	3 910,00	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	3 910,00	20,00%
Total	19 550,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX049067 - CONSEIL DEPARTEMENTAL SEINE-SAINT-DENIS - REFECTION DES TOITURES DES BATIMENTS L ET M (ANCIENNE CONCIERGERIE) DU PARC FORESTIER DE LA POUDRERIE

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-204132-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	500 000,00 € HT	30,00 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réfection à l'identique des toitures des bâtiments de l'ancienne conciergerie du Parc forestier de la Poudrerie à Sevran

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention en raison du démarrage du chantier en juin et dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
L'implantation d'un site de production poudrière sur les communes de Sevran et Livry est décidée par un décret impérial en 1865. L'emplacement choisi est un vaste espace forestier au bord du canal de l'Ourcq et de la voie ferrée, présentant l'avantage d'être situé à proximité de Paris tout en restant à l'écart des zones urbanisées. L'ancienne poudrerie impériale, puis nationale de Sevran-Livry est, par la suite devenue le Parc forestier de la Poudrerie. Ce site emblématique a reçu le label "Patrimoine d'intérêt régional" en 2018.

Dans le cadre de la préservation et de la valorisation du patrimoine bâti, le Département prévoit la réfection à l'identique des toitures et corniches des bâtiments L et M situés à l'entrée principale du parc.

Les deux toitures rencontrent des problèmes d'étanchéité et les corniches s'effondrent - posant des problèmes de sécurité pour les usagers. Il est donc nécessaire de reprendre l'ensemble des couvertures et corniches afin de régler d'une part les problématiques d'imperméabilité et d'autre part la sécurisation pour les usagers.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
L'actuelle tranche de travaux a pour objet la réfection à l'identique des toitures des bâtiments de l'ancienne conciergerie. Il s'agit de la seconde opération du programme de réhabilitation de certains bâtiments et structures du Parc de la Poudrerie.

Le montant de l'opération s'élève à 500 000 € HT. Une subvention de 150 000 € est proposée pour la réalisation du projet.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	500 000,00	100,00%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	150 000,00	30,00%
FONDS PROPRES	350 000,00	70,00%
Total	500 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048786 - MAISONCELLES-EN-BRIE (77) - TRAVAUX DE RESTAURATION DES TOITURES DE L'EGLISE SAINT-SULPICE - TRANCHE 1

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	353 265,00 € HT	30,00 %	105 980,00 €
	Montant total de la subvention		105 980,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MAISONCELLES EN BRIE
Adresse administrative	:	3 RUE DE MEAUX 77580 MAISONCELLES EN BRIE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Alain BOURCHOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 1 : travaux de restauration des toitures de l'église Saint-Sulpice de Maisoncelles-en-Brie

Dates prévisionnelles : 30 mars 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet a fait l'objet d'un démarrage anticipé au regard de l'état des toitures après le passage de vents violents durant l'hiver 2019/2020. La commune a dû prendre en compte l'urgence a démarrer l'opération de travaux.

Description :
L'église Saint-Sulpice de Maisoncelles-en-Brie est un petit édifice de la campagne briarde, situé à une douzaine de kilomètres de Coulommiers. Représentatif des petites églises rurales médiales d'Île-de-France, elle est trop modeste pour bénéficier d'une protection au titre des Monuments historiques, mais elle porte le témoignage du maillage paroissial mis en place entre le XIe et le XIIIe siècle dans les campagnes franciliennes, alors en plein essor économique et démographique.
L'église St Sulpice a obtenu, à la commission permanente de novembre 2018, le label « Patrimoine d'intérêt régional ». Cette labellisation a permis de sauver l'édifice communal qui abrite des retables remarquables de la fin du XIIème siècle.

Par son caractère typique de son territoire d'implantation, l'église Saint-Sulpice a été distinguée par son inscription au label régional. A ce titre, les travaux qui doivent être réalisés sur les toitures de l'édifice sont

éligibles au soutien financier de la Région Ile-de-France. Les travaux doivent permettre de contenir les désordres apparus sur les toitures : tuiles vétustes, couverture de mousses et de lichens, etc. Par la suite de nouvelles interventions devraient pouvoir être déployées sur les parements extérieurs de l'église.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux qui vont être déployés pour l'église Saint-Sulpice constituent la tranche 1 et vont être mobilisés sur la toiture de l'édifice.
Le montant de l'opération s'élève à 353 265 € HT, honoraires de maitrise d'œuvre compris. Une subvention de 105 980 € est proposée pour la réalisation de ce projet.

Localisation géographique :
- MAISONCELLES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	301 100,00	85,23%
Honoraires de maîtrise d'œuvre et études	52 165,00	14,77%
Total	353 265,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	105 980,00	30,00%
Subvention Département (sollicitée)	70 653,00	20,00%
Fonds propres	176 632,00	50,00%
Total	353 265,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX049269 - COMMUNE DE MONTFERMEIL (93) - TRAVAUX DE RESTAURATION INTERIEURE ET EXTERIEURE DE L'EGLISE SAINT PIERRE SAINT PAUL

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	1 179 061,00 € HT	20,00 %	235 800,00 €
	Montant total de la subvention		235 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MONTFERMEIL
Adresse administrative	:	7-11 PLACE JEAN MERMOZ 93370 MONTFERMEIL
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Xavier LEMOINE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de restauration globale de l'église Saint-Pierre & Saint-Paul de Montfermeil

Dates prévisionnelles : 11 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi, et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte les dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
L'église Saint-Pierre-Saint-Paul est édifiée aux XIIIe-XVIe siècles. En très mauvais état avant la Révolution française, elle est reconstruite en 1820. Bien qu'étant l'édifice le plus ancien de Montfermeil et présentant un mobilier exceptionnel (3 objets classés et 12 objets inscrits MH), l'église Saint-Pierre-Saint-Paul n'est pas protégée. Cette singularité tient à son histoire : bâtie aux XIIIe et XVIe siècles, et déjà fortement endommagée avant la Révolution, elle a été vendue en 1799 et presque complètement démontée pierre à pierre par un marchand de biens, avant d'être reconstruite en 1817-1820, puis restaurée en 1929 par l'architecte Jules Formigé. Il en résulte une sorte de "patchwork" disparate de différentes époques. Malgré cette hybridation, l'église recèle de trésors peu connus, dont des vestiges archéologiques récemment mis au jour et des fragments d'un décor peint réalisé au XIXe siècle dans la nef et dans le chœur.

L'état sanitaire de l'édifice est très préoccupant : fort dévers du clocher, infiltrations, effondrement partiel des voûtes de la chapelle sud. La restauration de l'église, déjà engagée se décline en trois phases. La première est dédiée à la reprise de la structure, de la charpente, des couvertures, du beffroi, restauration des cloches et horloges. La seconde se concentrera sur les mises aux normes et accessibilité. La troisième, enfin, portera sur la restauration des intérieurs, dont un dégagement des peintures murales et un projet de restitution des décors peints de la nef et du chœur.

A l'issue de l'opération de travaux qui se distingue par son déploiement en tranche unique, l'église sera de nouveau ouverte au public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux de restauration globale de l'église Saint-Pierre et Saint-Paul sont majeurs. Ils intègrent différents lots.
La subvention régionale soutiendra la réalisation des lots suivants :
- maçonnerie, pierre de taille, consolidation,
- charpente,
- couvertures.

Le montant des travaux que la Région va soutenir au titre de cette opération s'élève à 1 179 061 HT, honoraires de maitrise d'œuvre et études liées compris. Une subvention de 235 800 € est proposée pour la réalisation de ce projet.

Localisation géographique :
- MONTFERMEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	992 500,00	84,18%
Honoraires de MOE et études	186 561,00	15,82%
Total	1 179 061,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	943 261,00	80,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	235 800,00	20,00%
Total	1 179 061,00	100,00%

DOSSIER N° EX048781 - SOCIETE ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE CHELLES - TRAVAUX DE RESTAURATION EXTERIEURE DE LA VILLA MAX - TRANCHE 2

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	74 400,00 € TTC	29,57 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SOC ARCHEOLOGIQUE & HISTORIQUE CHELLES
Adresse administrative	:	HOTEL DE VILLE DE CHELLES 77500 CHELLES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JEAN-PIERRE THORETTON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 2 : travaux de restauration de la Villa Max et de son jardin - Chelles

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 21 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention en raison du démarrage des chantiers en juin et dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
La Villa Max a été construite en 1889. Elle est emblématique du patrimoine de Chelles. La ville en est propriétaire depuis les années 90. L'ensemble de la villa constitué par la maison et son jardin a obtenu la reconnaissance "Label d'intérêt régional" lors de la commission permanente régionale du 4 juillet 2018. Le jardin de la villa qui se distingue par ses fabriques en rocailles de la fin du XIXe, possède un patrimoine végétal très varié dont quelques espèces sont remarquables.

Depuis plusieurs années, une opération de travaux d'assainissement général du bâtiment est déployée à travers des chantiers internationaux de bénévoles et des chantiers d'insertion. En mars 2019, la Région Ile-de-France a apporté son concours financier pour les travaux de restauration extérieure de la villa Max. Il convient aujourd'hui de poursuivre les travaux qui, pour la tranche 2, se concentreront sur la

restauration des façades Est et Nord et divers travaux qui devront à l'issue des interventions, permettre d'accueillir du public pour des actions de valorisation du lieu.
Pour le jardin une intervention d'étaiement doit être mise en place afin de sauvegarder le pigeonnier qui menace de s'effondrer. Par la suite la ville de Chelles va s'atteler à la reconstruction du mur d'adossement du volailler.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale pour ce projet est rendue possible par l'octroi du label "Patrimoine d'intérêt régional" à la villa Max. Pour la tranche 2, les travaux mobilisent pour l'essentiel des lots de :
- maçonnerie / ravalement
- menuiseries extérieures
- terrassements, etc.

Le montant total des travaux pour cette tranche s'élève à 74 400 € TTC. Une subvention de 22 000 € est proposée pour la réalisation des travaux.

Localisation géographique :
- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	74 400,00	100,00%
Total	74 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	23 728,00	31,89%
Subvention Etat (sollicitée)	4 200,00	5,65%
REGION ILE-DE-FRANCE	22 000,00	29,57%
Subvention Département (sollicitée)	21 112,00	28,38%
Autres apports (mécénat; crowfunding…) à préciser	3 360,00	4,52%
Total	74 400,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX049914 - THEATRE DE LA HUCHETTE PARIS (75) - RESTAURATION INTERIEURE DU THEATRE, DE SON DECOR ET DU MOBILIER

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	95 495,00 € HT	29,95 %	28 600,00 €
	Montant total de la subvention		28 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE DE LA HUCHETTE
Adresse administrative	:	23 RUE DE LA HUCHETTE 75005 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur GONZAGUE PHELIP, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration intérieure du théâtre de la Huchette, de son décor et du mobilier

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Niché dans l'une des plus vieille rue de Paris, le Théâtre de la Huchette, crée en 1947 est l'un des lieux les plus symboliques du Paris d'après-guerre. Le Théâtre a obtenu le label "Patrimoine d'intérêt régional" en mars 2019.

La Cantatrice chauve est créée en mai 1950 au Théâtre des Noctambules et La Leçon en février 1951 au Théâtre de Poche. En 1957, les deux spectacles d'Eugène Ionesco s'associent au Théâtre de la Huchette. Depuis, ces deux pièces sont jouées sans interruption. Cette longévité et ce succès unique dans l'histoire du théâtre (plus de 61 ans à l'affiche, le record mondial du spectacle joué sans interruption dans le même lieu) ont fait la renommée internationale de la petite salle de spectacle. Les directions successives ont ainsi tenu à conserver intact l'esprit des lieux en préservant l'ensemble de la salle et notamment les décors de scène d'origine créés par Jacques Noël.
Cette oeuvre conservée au théâtre de la Huchette est composée :
• d'un panneau central huile sur tôle de 35m2
• de 8 panneaux peints huile sur bois, représentants d'une part le décor de la «Cantatrice chauve » recto, le décor de "La Leçon" en verso

• de 20 tentures de 100m2 peintes du décor de tournée (17 pour le décor de la « Cantatrice chauve », 3 pour le décor de “La Leçon”)

Les décors et costumes font partie intégrante du Théâtre. Aujourd’hui, ces costumes, ces accessoires, ce décor, ce mobilier, nécessitent une restauration profonde.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le programme de restauration comprend :
- la restauration des 50 costumes de La Cantatrice chauve et de La Leçon créés par Jacques Noël en 1957,
- la restauration du décor et du mobilier des spectacles La Cantatrice chauve et La Leçon, créés par Jacques Noël en 1957
- la restauration du décor de tournée créé également par Jacques Noël en 1963.

Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 95 495 € HT.
Une subvention de 28 600 € est proposée .

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	75 495,00	79,06%
Travaux d'aménagement intérieur	10 000,00	10,47%
Travaux sur le mobilier meublant	10 000,00	10,47%
Total	95 495,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	46 895,00	49,11%
Subvention Etat (sollicitée)	10 000,00	10,47%
REGION ILE-DE-FRANCE	28 600,00	29,95%
Autres apports (mécénat; crowfunding…) à préciser	10 000,00	10,47%
Total	95 495,00	100,00%

DOSSIER N° EX049046 - DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS - EVENEMENT "LA POUDRERIE, UN PATRIMOINE QUI CARTONNE!" AU PARC DE LA POUDRERIE

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 933-313-65733-131004-300
Action : 13100405- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	50 375,00 € TTC	29,78 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Manifestation patrimoniale : La Poudrerie, un patrimoine qui cartonne !, construction monumentale participative en cartons d'Olivier Grossetête.

Dates prévisionnelles : 3 février 2020 - 25 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution.

Description :
Le parc forestier de la Poudrerie de Sevran-Livry, situé dans le département de la Seine-Saint-Denis, est une propriété de l'État. Situé sur les emprises de l'ancienne poudrerie nationale de Sevran, il fait l'objet d'une protection depuis 1994 au titre des Sites Classés pour son caractère « historique et pittoresque ». Il est intégré depuis 2006 au site Natura 2000 de la Seine-Saint-Denis et est labellisé « patrimoine d'intérêt régional » depuis 2018.

Pour mettre en lumière ce site remarquable, le Département de la Seine-Saint-Denis a souhaité s'adjoindre les compétences d'Olivier Grossetête qui a initié depuis plusieurs années des projets de construction monumentales éphémères en carton. Pour l'édition 2020, le site du parc forestier de la Poudrerie a été choisi pour organiser l'évènement : "La Poudrerie, un patrimoine qui cartonne!". L'idée forte du projet résidera dans la reconstruction éphémère d'une ou plusieurs parties du bâtiment de la Cartoucherie, qui a été partiellement détruit au moment de la reconversion de l'ancienne poudrerie en

parc.
L'évènement qui devrait se dérouler du 8 au 14 juin prochain va inviter les habitants du département autour de l'édification d'un bâtiment utopique, éphémère et dérisoire, pour vivre une expérience artistique partagée collectivement. Faite de cartons et de scotch, la construction est réalisée sans grue ni machine mais uniquement grâce à l'énergie humaine.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses liées à l'évènement conjointement montés par le Département de la Seine-Saint-Denis et l'artiste Olivier Grossetête portent principalement sur des coûts d'organisation, de communication. Elles incluent également des frais de droit d'auteur.

Le montant des dépenses liées à l'organisation de l'évènement s'élève à 54 550 € TTC. La base subventionnable représente 50 375 € TTC hors transport, hébergement et repas. Une subvention d'un montant de 15 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- LIVRY-GARGAN
- SEVRAN
- VAUJOURS
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	10 464,00	19,18%
Communication	12 684,00	23,25%
Action culturelle	11 402,00	20,90%
Honoraires et droits d'auteur pour la conception et la mise en oeuvre	15 825,00	29,01%
Dépenses non prises en charge : transport, hébergement et repas	4 175,00	7,65%
Total	54 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	39 550,00	72,50%
REGION ILE-DE-FRANCE	15 000,00	27,50%
Total	54 550,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX048783 - MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE PAUL ÉLUARD DE SAINT-DENIS - EXPOSITION PABLO PICASSO PAUL ELUARD UNE AMITIE SUBLIME

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 933-313-65734-131004-300
Action : 13100405- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	152 000,00 € TTC	9,87 %	15 000,00 €
		Montant total de la subvention	15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT DENIS
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent RUSSIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Exposition : Pablo Picasso, Paul Eluard, une amitié sublime, présentée du 23 avril au 27 juillet 2020 (dates reportées en raison de l'état sanitaire dû au Covid 19)

Dates prévisionnelles : 23 avril 2020 - 27 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution.

Description :
Le musée d'Art et d'Histoire Paul Éluard de Saint-Denis est un musée municipal, fondé en 1901. en 1981, il s'installe dans l'ancien carmel classé monument historique en 1978. Il organise des expositions destinées à mettre en valeur le fonds consacré au poète dont il a pris récemment le nom. Ce fonds, né d'un don du poète à sa ville natale en 1951 et aujourd'hui riche de plus de 2400 œuvres.

L'exposition Pablo Picasso, Paul Eluard, une amitié sublime, conçue en partenariat avec le musée Picasso de Barcelone, met en lumière les relations privilégiées de Paul Eluard et Pablo Picasso, qui se déploient avec intensité, dès le milieu des années1930, sur le plan personnel, artistique et politique.

Le parcours sera jalonné d'œuvres majeures, issues des collections de l'institution ou exceptionnellement mises à disposition par des prêteurs privés et publics, français et internationaux. Ainsi, les 16 portraits du poète réalisés par Pablo Picasso en 1941, dont l'un appartient au musée d'art et d'histoire Paul Eluard et

les 15 autres à deux collections particulières, seront présentés conjointement en France pour la première fois. L'exposition permettra également de réunir un collage de Picasso réalisé en 1943, ayant appartenu au poète et aujourd'hui conservé par une fondation catalane, et les trois photographies d'Eluard, chez lui, devant cette œuvre, réalisées par Georgette Chadourne et appartenant au musée de Saint-Denis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'exposition Pablo Picasso et Paul Eluard, une amitié sublime est la première exposition du genre. Il s'agit d'une exposition menée en partenariat avec le musée Picasso de Barcelone et les dépenses présentées comprennent le transport et le gardiennage des œuvres.
Pour ce projet le coût total de l'exposition s'élève à 152 000 € TTC. Une subvention de 15 000 € est proposée pour sa réalisation.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	95 000,00	62,50%
Publication	15 000,00	9,87%
Communication	25 000,00	16,45%
Action culturelle	10 000,00	6,58%
Frais de gardiennage	7 000,00	4,61%
Total	152 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	55 000,00	36,18%
Subvention Etat (sollicitée)	50 000,00	32,89%
REGION ILE-DE-FRANCE	15 000,00	9,87%
Subvention Département (sollicitée)	5 000,00	3,29%
Autres apports (mécénat, crowfunding...) (préciser)	27 000,00	17,76%
Total	152 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX049044 - MUSEE DES AVELINES DE SAINT-CLOUD (92) - EXPOSITION "LA PRINCESSE PALATINE" AUTOUR DU PORTRAIT D'ELISABETH DE BAVIERE

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 933-313-65734-131004-300
Action : 13100405- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	57 054,00 € HT	17,53 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-CLOUD
Adresse administrative : 13 PLACE CHARLES DE GAULLE
92210 SAINT CLOUD
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric BERDOATI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Exposition La princesse de Palatine au Musée des Avelines de Saint-Cloud, du 15 octobre 2020 au 28 février 2021, autour du portrait d'Elisabeth Charlotte de Bavière

Dates prévisionnelles : 8 octobre 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Musée des Avelines de Saint-Cloud, reconnu « Musée de France », propose de voyager à travers des peintures, gravures ou photographies, étoffées d'objets et de mobiliers sur les grands moments et célébrités qui ont écrit le passé de la ville ainsi que celui de la France.
Le Musée des Avelines se situe au cœur d'un jardin arboré, autrefois maison particulière d'un riche pharmacien. Ce musée de proximité, gratuit, a su tisser un lien fort avec la population locale et plus largement francilienne. À raison de deux expositions temporaires par an et des périodes consacrées à la valorisation des collections permanentes, la fréquentation du musée des Avelines se situe entre 17 000 et 20 000 visiteurs annuels.

Cette année le musée organise l'exposition La princesse de Palatine du 08 octobre 2020 au 28 février 2021, autour du portrait de d'Elisabeth Charlotte de Bavière qui en épousant le frère de Louis XIV en 1671, devient duchesse. Il s'agit de la première exposition du musée des Avelines sur la princesse Palatine.

L'exposition invite à suivre les traces de la princesse à travers une galerie de portraits, depuis son palatinat natal jusqu'à Versailles, en passant par les demeures de son époux, le Palais-Royal et le

château de Saint-Cloud.
L'exposition comportera une soixantaine d'œuvres dont des lettres originales de La Palatine, conservées à la BNF et dans une collection privée étrangère. Elle fera appel à des prêts prestigieux consentis entre autres par le musée national des châteaux de Versailles et de Trianon, la Bibliothèque nationale de France, le musée des Beaux-Arts de Nancy, le château royal de Blois, le musée du domaine départemental de Sceaux, le musée historique du domaine national de Saint-Cloud, le Mobilier national et des collectionneurs privés.
L'exposition est montée avec le commissariat scientifique d'Aurélie Chatenet-Calyste, maître de conférences en histoire moderne à l'université Rennes II. L'exposition sera accompagnée d'un catalogue de 136 pages imprimé à 900 exemplaires. Ce catalogue, richement illustré, fera appel à des contributions de plusieurs spécialistes de l'époque moderne pour des essais inédits.
Le musée des Avelines organisera une Journée d'étude sur La Palatine, épistolaire de son temps.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses liées au projet porte sur l'ensemble des frais d'organisation de l'exposition et la publication du catalogue.

Le montant total du projet s'élève à 57 054 € HT représentant la base subventionnable. Une subvention de 10 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	2 762,00	4,84%
Publication	6 942,00	12,17%
Communication	1 833,00	3,21%
Action culturelle	1 667,00	2,92%
Transport	29 583,00	51,85%
Commissariat	1 667,00	2,92%
Assurances	12 600,00	22,08%
Total	57 054,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	29 954,00	52,50%
Subvention Etat (sollicitée)	17 100,00	29,97%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	17,53%
Total	57 054,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX050089 - MUS-MUSEE D'HISTOIRE URBAINE ET SOCIALE DE SURESNES (92) - EXPOSITION "C'EST DU PROPRE ! L'HYGIENE ET LA VILLE"

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 933-313-65734-131004-300
Action : 13100405- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	53 152,00 € TTC	18,81 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Exposition du 15 octobre 2020 au 15 juin 2021 intitulée C'est du propre ! l'hygiène et la ville au MUS-Musée d'histoire Urbaine et Sociale de Suresnes

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 15 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution.

Description :
Le MUS – Musée d'Histoire Urbaine et Sociale de Suresnes, labellisé musée de France, a rouvert ses portes en juin 2013 dans l'ancienne gare de Suresnes- Longchamp entièrement réaménagée, après plus de 15 ans de fermeture. Le musée offre un parcours permanent consacré à l'urbanisme social de l'entre-deux-guerres dont la Cité-jardins et l'Ecole de Plein Air sont les exemples les plus significatifs. Le MUS, à mi-chemin entre musée et centre d'interprétation de l'architecture, met en place depuis son ouverture une programmation d'expositions temporaires, valorisant ces deux aspects. Ainsi les expositions temporaires alternent les thématiques de l'architecture et de l'urbanisme.

L'exposition du MUS "C'est du propre ! l'Hygiène et la ville" est prévue d'octobre 2020 à mars 2021.

L'exposition retracera la prise en compte de l'hygiène dans l'urbanisme de Paris et de sa banlieue et à l'intérieur des logements à partir du XIX° siècle jusqu'aux grands ensembles des années 1950-1960. Elle

présentera aussi les questions contemporaines autour de cette thématique dans un élément de scénographie et de médiation intitulé le Char d'Hygie, reprise d'un dispositif de sensibilisation du XX° siècle.
L'exposition présentera les éléments de prise de conscience privée, publique, scientifique, nationale et internationale et les moyens de prévention qui vont en découler à travers l'éducation dans les foyers et à l'école...

L'exposition va traiter d'un thème qui fait écho à la crise sanitaire mondiale. Cette thématique sur laquelle le MUS travaille depuis un an et demi permettra de mettre en perspective la période contemporaine dans une vision historique et d'interroger le rôle de l'hygiène dans nos sociétés. Les partenariats élaborés avec les institutions prêteuses et de recherche permettront de faire rayonner l'exposition dans toute la Région Ile-de- France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'exposition est estimé à 53 152 € TTC. Une subvention de 10 000 € est proposée pour l'exposition initiée par le Musée d'Histoire Urbaine et Sociale de Suresnes.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	46 900,00	88,22%
Communication	2 400,00	4,51%
Autres dépenses en fonctionnement liées au projet	3 862,00	7,26%
Total	53 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	14 162,00	26,64%
Subvention Etat (sollicitée)	9 000,00	16,93%
Subvention Région Ile-de-France au titre du dispositif concerné (sollicitée)	10 000,00	18,81%
Subvention Département (attribuée)	10 000,00	18,81%
Droits d'entrée	10 000,00	18,81%
Total	53 162,00	100,00%

DOSSIER N° EX049056 - GROUPEMENT REMPART ILE-DE-FRANCE - VALORISATION DES METIERS DU PATRIMOINE A TRAVERS L'ORGANISATION DE CHANTIERS BENEVOLES REPARTIS SUR 14 SITES FRANCILIENS

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 933-313-6574-131004-300
Action : 13100405- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	108 000,00 € TTC	18,52 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPT REMPART IDF
Adresse administrative : 11 RUE DE CLICHY
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre THORETTON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Action de valorisation des métiers du patrimoine à travers l'organisation de chantiers bénévoles repartis sur 11 sites franciliens

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention en raison du démarrage des chantiers en juin et dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Chaque année, le réseau Rempart organise une dizaine de chantiers bénévoles mobilisant essentiellement des publics jeunes afin de valoriser le patrimoine francilien, faire découvrir les techniques de restauration traditionnelle et l'histoire du territoire francilien. Ce dispositif pédagogique tourné vers la découverte des métiers de la restauration du patrimoine, mobilise essentiellement des jeunes âgés entre 17 et 25 ans.
L'association travaille étroitement avec les structures d'insertion sociale afin de faire connaitre et de valoriser les métiers de la restauration du patrimoine auprès de ce public. Chaque chantier permet à un groupe de bénévoles, pendant trois semaines, de participer à un projet de restauration du patrimoine (bâti, classé, inscrit ou non protégé), de s'initier aux techniques de restauration du patrimoine (taille de pierre, maçonnerie à la chaux, charpente, archéologie, etc…) et de découvrir des techniques et des outils. Ainsi, ces chantiers sont une manière originale de valoriser le patrimoine francilien et les métiers

associés. Les travaux portent sur la mise en valeur des sites sur lesquels les associations locales membres du réseau Rempart sont engagées. Ces chantiers font l'objet d'une publication nationale et d'un ensemble de supports de communication diffusés auprès des partenaires.

Ce dispositif est mis en place chaque année sur le territoire depuis la création du GRIF. Les sessions de chantiers sont de plus en plus nombreuses et « quadrillent» le territoire. Ces actions contribuent à l'animation de certains territoires très enclavés (La Chapelle Gauthier, Châteaubleau, Jouars Ponchartrain, Chauconin Neufmontiers, Crouy-sur-Ourcq).

En 2020, l'action concerne 14 sites franciliens répartis sur le territoire : 4 chantiers sont prévus dans le 77 au château médiéval de Brie-Comte-Robert, sur le site archéologique de Châteaubleau, au donjon de Crouy-sur-Ourcq, à l'église Saint Saturnin de Chauconin-Neufmontiers. Les autres chantiers sont prévus dans le 78, à la ferme d'Ithe à Jouars-Ponchartrain et à la Bergerie Nationale de Rambouillet, dans le 91 au Château de Montagu à Marcoussis, dans le 93 aux murs à pêches de Montreuil. Des chantiers sont enfin programmés aux cimetières de Paris et Levallois dans le 92.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération englobe les dépenses liées à l'organisation, aux animations qui viendront rythmées les chantiers bénévoles 2020 et aux supports de communication qui permettent une large diffusion de cette opération.

Pour ce projet, le coût total annoncé s'élève à 140 000 € TTC. La part des dépenses éligibles de fonctionnement liées au projet est de 18 000 € puisqu'elle ne peut dépasser 20% du budget du projet porté à 90 000 €. La base subventionnable représente 108 000 € TTC. Une subvention de 20 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- PARIS
- PARIS
- CROUY-SUR-OURCQ
- CHAUCONIN-NEUFMONTIERS
- LEVALLOIS-PERRET
- MONTREUIL
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES
- MARCOUSSIS
- BRIE-COMTE-ROBERT
- CHATEAUBLEAU
- RAMBOUILLET
- JOUARS-PONTCHARTRAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	80 000,00	57,14%
Publication	3 000,00	2,14%
Communication	2 000,00	1,43%
Action culturelle	5 000,00	3,57%
Dépenses en fonctionnement liées au projet (Alimentation, intendance, charges de personnel, déplacements et assurance)	18 000,00	12,86%
Part dépenses de fonctionnement (non éligible)	32 000,00	22,86%
Total	140 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	22 500,00	16,07%
Subvention Etat (sollicitée)	36 000,00	25,71%
Subvention Région IDF (sollicitée)	20 000,00	14,29%
Subvention Département (sollicitée)	20 000,00	14,29%
Subvention Commune (sollicitée)	16 500,00	11,79%
Droits d'entrée	15 000,00	10,71%
Participation bailleur	10 000,00	7,14%
Total	140 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX050239 - ASSOCIATION MUSEE RESISTANCE NATIONAL DE CHAMPIGNY - EXPOSITION TEMPORAIRE "MEMOIRE PHOTOGRAPHIQUE DES CAMPS NAZIS : LES PAYSAGES DE MICHAEL KENNA"

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 933-313-6574-131004-300
Action : 13100405- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	75 000,00 € TTC	20,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE
Adresse administrative : 88 AVENUE MARX DORMOY
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LUCIENNE NAYET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Exposition temporaire des photographies de Michael Kenna sur la mémoire des camps nazis (15 octobre 2020 au 25 février 2021)

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 15 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Musée de la Résistance Nationale (MRN) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, déclarée le 21 septembre 1998 et reconnue d'utilité publique par décret du 19 mars 2015. Héritier de l'Association pour la création d'un Musée de la Résistance, fondée en 1965, le MRN bénéficie depuis 2002 de l'appellation « Musée de France ». Le MRN est aujourd'hui un réseau national de 19 sites, situés dans toute la France.

De 1986 à 2000, le photographe Michael Kenna a développé un projet personnel basé sur la mémoire de la déportation. Pendant plus de 14 ans, il a arpenté et photographié les vestiges des camps nazis qui ont été montés dans toute l'Europe. De ce parcours de mémoire, il a effectué une série de 6 000 photographies de l'essentiel des camps de concentration et d'extermination nazis. Il a décidé que ce travail ne serait jamais commercialisé ni diffusé en agence ; et mis au service des actions pour la mémoire de la Déportation et du Génocide. Le Musée de la Résistance nationale conserve l'ensemble des presque 5 400 autres négatifs, ainsi que plus de 1 500 tirages de travail. L'exposition temporaire que le MRN organise du 15 octobre au 15 février prochains explique la campagne photographique de Michael Kenna et met en valeur ce patrimoine.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses de l'exposition temporaire porte sur l'ensemble des frais d'organisation, de communication et de publication du catalogue.
Le montant total du projet s'élève à 75 000 € TTC représentant la base subventionnable. Une subvention de 15 000 € est proposée.

Localisation géographique :

- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	64 000,00	85,33%
Publication	6 000,00	8,00%
Communication	5 000,00	6,67%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	30 000,00	40,00%
Ministère des Armées, DRAC (sollicité)	10 000,00	13,33%
REGION ILE-DE-FRANCE	15 000,00	20,00%
Droits d'entrée	3 000,00	4,00%
Autres recettes	2 000,00	2,67%
Fondation pour la Mémoire de la Shoah et Fondation pour	15 000,00	20,00%
Total	75 000,00	100,00%

ANNEXE 2 - CONVENTION ENTRE LA REGION ET LA FONDATION AVENIR DU PATRIMOINE A PARIS

CONVENTION RELATIVE A L'AMENAGEMENT CULTUREL
N° EX049057

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-266 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Fondation Avenir du Patrimoine à Paris
dont le statut juridique est : Fondation
N° SIRET : 393 739 594 00223
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 10 RUE DU CLOITRE NOTRE-DAME 75004 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Geoffroi DE SAINT CHAMAS, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

La Fondation Notre-Dame
dont le statut juridique est : Fondation
N° SIRET : 393 739 594 00157
Code APE : 94.92Z
dont le siège social est situé au : 10 RUE DU CLOITRE NOTRE-DAME 75004 PARIS
et ayant pour représentant Monsieur CHRISTOPHE ROUSSELOT, Délégué Général de la Fondation Notre-Dame, agissant en garantie des engagements de la Fondation abritée

PREAMBULE :

Le bénéficiaire, la Fondation Avenir du Patrimoine à Paris a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Restauration du patrimoine protégé (investissement) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-084 du 6 juillet 2017.

La Fondation Avenir du Patrimoine à Paris, sous l'égide de la Fondation Notre-Dame a pour mission de collecter des fonds privés et publics pour soutenir les chantiers d'aménagement et de restauration du patrimoine cultuel de la Ville de Paris.

La Ville de Paris a sollicité la Fondation Avenir du Patrimoine à Paris pour lui permettre d'achever le chantier de restauration des parties basses de la chapelle de la Vierge de l'église Notre-Dame –de-Lorette, édifice protégé au titre des Monuments Historiques dont elle est propriétaire. Une convention de mécénat, entre la Fondation Avenir du Patrimoine à Paris et la Ville de Paris, définissant le concours financier de la fondation à la réalisation de l'opération, sera présentée en Conseil de Paris.

Lauréat du vote du public de Paris, dans le cadre de l'opération « Sauvons nos Monuments », lancée par le journal Le Parisien et la plateforme de financement participatif Dartagnans, en partenariat avec la Région Île-de-France, le projet de restauration des parties basses de la chapelle de la Vierge de l'église Notre-Dame-de-Lorette porté par la Fondation Avenir du Patrimoine a bénéficié de cette campagne de financement participatif qui a permis de récolter 52 765 €.

Le montant de la subvention régionale demandé vient en complétement des fonds privés récoltés et de la participation financière de la Ville de Paris qui reste maître d'ouvrage de l'opération.

La Ville de Paris, en tant que maître d'ouvrage de l'opération, établit la justification des dépenses réalisées des travaux. La participation de la Fondation Avenir du Patrimoine à Paris aux travaux est versée après émission par la Ville de Paris d'un titre de recettes. Ces modalités impliquent l'évolution des dispositions financières liée à la production de justificatifs de versement complémentaires.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020 -266 du 1er juillet 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la Fondation Avenir du Patrimoine à Paris pour la réalisation de l'opération suivante : **la restauration des parties basses de la chapelle de la Vierge de l'église Notre-Dame-de-Lorette à Paris**, dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 10,89 % de la dépense subventionnable dont le montant est 176 018 €, soit un montant maximum de subvention de 19 166 €.
La Région Île-de-France autorise le bénéficiaire à verser la participation régionale à la Ville de Paris sous réserve de la réalisation des travaux prévue à la présente convention.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation du bien subventionné à l'usage exclusif de l'activité prévue dans la présente convention.

Article 2 : Obligations diverses

Article 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter **1 stagiaire ou alternant** pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.2.2 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Île-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication.
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.
Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale, le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.
Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.
Réalisation d'un panneau d'information ou pose d'un panneau de chantier réalisé par la Région :
Le bénéficiaire s'engage à autoriser la Région à poser sur son site un panneau de chantier fourni par ses soins.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

-en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion.
-en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire. Le bénéficiaire justifie le versement des sommes à la Ville de Paris sur production du titre de recette. La Ville de Paris certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Ces justificatifs sont revêtus du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des versements effectués par le bénéficiaire au profit de la Ville de Paris doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des versements sur production des titres de recette émis par la Ville de Paris. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
Un second état récapitulatif des dépenses acquittées par la Ville de Paris au titre du projet subventionné doit également être impérativement produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par la Ville de Paris, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Un état récapitulatif des versements effectués par le bénéficiaire au profit de la Ville de Paris doit impérativement être produit. Le bénéficiaire justifie le versement des sommes à la ville de Paris sur l'ensemble des titres de recette. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La Ville de Paris fournit, à l'achèvement de l'opération, un décompte définitif des ouvrages exécutés ainsi que la justification des dépenses réalisées au titre du projet subventionné, par la production d'un état récapitulatif des dépenses notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération,

le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal de la Ville de Paris, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des versements dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production du quitus du bénéficiaire qu'il aura délivré à la Ville de Paris.

Le versement du solde est subordonné à la production des justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 6 avril 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020.
Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-266 du 1er juillet 2020.

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux

Le .....

La présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Le.....

Le bénéficiaire,
La Fondation Avenir du Patrimoine à Paris

Monsieur Geoffroi DE SAINT CHAMAS, Président
(signature et cachet)

Le .....

La Fondation Notre-Dame

(signature et cachet du responsable légal)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX049057 - OPERATION "SAUVONS NOS MONUMENTS" - SOUTIEN AU PROJET LAUREAT DU 75 - RESTAURATION DES PARTIES BASSES DE LA CHAPELLE DE LA VIERGE DE L'EGLISE NOTRE-DAME-DE-LORETTE

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	176 018,00 € HT	10,89 %	19 166,00 €
	Montant total de la subvention		19 166,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FONDATION AVENIR DU PATRIMOINE
Adresse administrative	:	10 RUE DU CLOITRE NOTRE DAME 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Fondation
Représentant	:	Monsieur Geoffroi DE SAINT CHAMAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Opération Sauvons nos monuments - soutien à la restauration des parties basses de la chapelle de la Vierge de l'église Notre-Dame-de-Lorette à Paris

Dates prévisionnelles : 6 avril 2020 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, la nécessité de ne pas démonter les échafaudages posés lors de la phase 1, contraint le bénéficiaire à poursuivre les travaux de la phase 2 dès le 6 avril.

Description :
Dans le cadre de l'opération « Sauvons nos Monuments » lancée par le journal Le Parisien et la plateforme de financement participatif Dartagnans, en partenariat avec la Région Île-de-France, le chantier de la chapelle de la Vierge de l'église Notre-Dame-de-Lorette, a été retenu comme projet lauréat du vote du public pour Paris. Cette campagne de financement participatif, qui s'est achevée le 12 décembre 2019, a montré l'intérêt d'un public très large pour cette église, classée au titre des Monuments Historiques.

En septembre 2019, la Ville de Paris, propriétaire de l'église, avait lancé le chantier de restauration de la partie haute de la chapelle, qu'elle a intégralement financé. Elle a sollicité la Fondation Avenir du Patrimoine à Paris qui œuvre sous l'égide de la Fondation Notre-Dame afin de trouver les financements nécessaires permettant la restauration complète de la chapelle de la Vierge.
Les fonds récoltés par la fondation grâce à la campagne de financement participatif et le mécénat pour la

restauration de la partie basse de la chapelle de la Vierge de l'église et notamment des peintures murales, s'élèvent à 127 000 €. La présente demande permettrait à la Fondation d'apporter le complément nécessaire pour la réalisation de l'opération pour laquelle la ville de Paris reste maître d'ouvrage. Dans ce cadre, la Région Île-de-France autorise la Fondation Avenir du Patrimoine à Paris, bénéficiaire de la subvention à reverser la participation régionale à la Ville de Paris.

De par sa situation à mi-chemin entre la gare du Nord et la gare Saint-Lazare, adossée à la station de métro, et située dans l'axe où de nombreux touristes descendent de Montmartre par cette rue, l'église reçoit un grand nombre de visiteurs par an. L'église est aussi un pôle musical avec des organistes remarquables et un programme régulier de concerts.

A l'heure actuelle, les peintures murales sont dans un état critique dans la partie supérieure suite à une ancienne infiltration d'eau. Des zones entières de couche picturale se sont détachées de la paroi et d'autres menacent également de subir le même sort. Les papiers de protection, anciens, ne jouent plus leur rôle.
Cette restauration, après celle du Baptême, il y a 5 ans, permettra à Notre-Dame-de-Lorette d'offrir à ses visiteurs un ensemble de décors peints spectaculaires et réellement uniques à Paris et dans l'histoire de l'art et de renforcer ainsi son attractivité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération de travaux portera sur les biens protégés au titre des Monuments historiques:
- la réfection des peintures murales (constats et analyses, stabilisation des peintures, nettoyage, réintégration, reprise de la dorure de la coupole)
- le nettoyage des parties sculptées (sculpture de La Vierge et l'enfant en marbre, niche en mosaïque derrière la sculpture, autel, barrière Dallage de la nef)
- la mise en valeur de l'éclairage

Le montant total des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 176 018 € HT représentant la base subventionnable, hors honoraires de maitrise d'œuvre, ceux-ci étant inclus dans la phase 1 de l'opération. Une subvention de 19 166 € est proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Restauration des peintures murales (parties basses)	143 666,00	81,62%
Sculpture de la Vierge	29 852,00	16,96%
Mise en lumière de la chapelle	2 500,00	1,42%
Total	176 018,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	19 166,00	10,89%
Subvention Commune (attribuée)	29 852,00	16,96%
Financements participatifs campagne Dartagnans	52 765,00	29,98%
Mécénat	74 235,00	42,17%
Total	176 018,00	100,00%

ANNEXE 3 - FICHES LABEL

DOSSIER EX048031 - ESCALIER ET FRESQUES DU BÂTIMENT HISTORIQUE DE INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATION ORIENTALES, PARIS

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER



Dénomination :	Escalier et fresques du bâtiment historique de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales
Commune :	Paris
Département :	75
Datation :	XVIIIème siècle
Description synthétique :	
Identité du propriétaire :	France domaine

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Après avoir abrité, en 1823, les bureaux de la Maison du roi puis les services de la grande aumônerie, et devenu propriété de l'Etat en 1831, l'hôtel de Bernage est affecté en 1873 au ministère de l'instruction publique qui y installe en 1873, l'Ecole des langues orientales, actuel INALCO. Le bâtiment édifié dans les années 1760 est agrandi à deux reprises (entre 1886 et 1889 par l'architecte Faure-Dujarric qui y ajoute deux ailes, et en 1935 par Paul Barrias, auteur d'une 4e aile).
Plusieurs éléments patrimoniaux remarquables sont visibles dans les différents espaces de ce bâtiment historique : mosaïques de sol, grand escalier monumental, plafond orné, lustres et ferronnerie des anciens salons du 2e étage, ensemble de huit peintures et de bas-reliefs en rapport avec la destination de l'édifice (images d'un Indien, d'un Turc et d'un Persan).

Le bâtiment abrite aujourd'hui la direction de la recherche (14 équipes), l'école doctorale (300 doctorants), la direction valorisation et gestion de projets et les Presses de l'INALCO.

Un grand chantier de rénovation a été entrepris récemment depuis 2011 et se poursuivra jusqu'à 2021. Le bâtiment ouvrira ses portes au public début janvier 2020.

Divers projets de valorisation sont envisagés après sa réouverture : visites lors des journées du patrimoine, partenariat avec les antiquaires et galeristes du 7e arrondissement, expositions, cycles de « Conférences du samedi » ouvertes au public dans l'auditorium nouvellement créé.

DOSSIER EX045507 - HÔTEL DE VILLE, LA FERTE-SOUS-JOUARRE

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination :	Hôtel de ville
Commune :	La Ferte-sous-Jouarre
Département :	77
Datation :	1885
Description synthétique :	Hôtel de ville de style néo-gothique
Identité du propriétaire :	Commune de la Ferte-sous-Jouarre



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

L'hôtel de ville de La Ferté-sous-Jouarre a été construit en 1885 sur les plans de l'architecte Paul Héneux, également auteur de la mairie des Lilas en banlieue parisienne. L'édifice est tout à fait caractéristique de ces « maisons communes » de la IIIe République, édifiées pour exalter un pouvoir républicain encore récent. Il révèle également l'importance économique de la ville de La Ferté au XIXe siècle, florissante grâce à la production des pierres meulières qui étaient exportées dans les minoteries du monde entier.
Un grand soin a été apporté à la mise en œuvre architecturale et au décor intérieur, parfaitement préservé. Ce décor a notamment bénéficié du pinceau de Léon Glaize (1842-1931), auteur des peintures murales de la salle des mariages ainsi que de deux grandes toiles (récemment restaurées par la Ville) sur les murs de l'escalier d'honneur. L'un de ces tableaux est une esquisse préparatoire pour l'œuvre sans doute la plus célèbre de l'artiste : le Triomphe de la République, peint en 1891 sur les murs de la mairie du XXe arrondissement de Paris.
Outre le contexte politique, le décor de l'hôtel de ville de La Ferté-sous-Jouarre reflète aussi le goût néo-gothique de l'époque, avec en particulier de belles cheminées ornées de céramiques, des boiseries délicatement sculptées par le menuisier Deshayes et une « Chimère » tenant les armes de La Ferté, au pied de l'escalier d'honneur, due au sculpteur Maximilien Bourgeois.
Cet édifice constitute donc, par son architecture et par son décor intérieur, un très bel exemple de réalisation édilitaire de la IIIe République en Île-de-France ; il a d'ailleurs reçu à son époque un bon accueil critique, avec plusieurs articles parus dans des revues d'architecture.

DOSSIER EX047781 - CHAPELLE SAINT-NICOLAS, MAULETTE

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination :	Chapelle Saint-Nicolas
Commune :	Maulette
Département :	78
Datation :	XV ème siècle
Description synthétique :	Chapelle de style gothique flamboyant
Identité du propriétaire :	Commune de Maulette



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

La chapelle Saint-Nicolas est située dans le hameau de Thionville-sur-Opton, ancienne commune indépendante rattachée à celle de Maulette en 1964. C'est un charmant édifice à pans coupés, de style gothique flamboyant. Elle a conservé sa charpente d'origine, avec un élégant poinçon sculpté.
Il s'agissait à l'origine d'une église paroissiale dont l'existence est attestée depuis le XIe siècle, mais qui a été reconstruite vers 1500. De cet édifice, ne demeure plus que le chevet : la nef a en effet été détruite en 1821, car l'église menaçait ruine et a même manqué être totalement abandonnée, mais les habitants de Thionville s'opposèrent à la disparition de leur lieu de culte et parvinrent à conserver tout au moins une partie de l'édifice. Le réaménagement du chevet en chapelle a été mené suivant le projet établi par l'architecte de l'arrondissement de Mantes, Jean-Cyr-Marie Vivenel.
Bien que de taille modeste, cette chapelle est représentative des nombreuses reconstructions d'églises menées dans toute l'Île-de-France à la fin du XVe et au début du XVIe siècle, à la faveur de la reprise consécutive à la fin de la Guerre de Cent Ans.

DOSSIER EX048023 - EGLISE SAINT-NICOLAS, LES ALLUETS-LE-ROI

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER



Dénomination :	Eglise Saint-Nicolas
Commune :	Les Alluets-le-Roi
Département :	78
Datation :	XIIIème et XVIème siècle
Description synthétique :	Eglise médiévale édifiée XIIIe s. reconstruite après la Guerre de Cent Ans
Identité du propriétaire :	Commune des Alluets-le-Roi

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

L'église des Alluets-le-Roi, dédiée à Saint Nicolas, est un édifice médiéval qui s'organise selon un plan en croix latine, avec une nef à deux vaisseaux, un transept peu saillant et un chevet plat. Le bras nord du transept supporte un clocher élevé ; le village étant lui-même situé sur un plateau en hauteur, dominant la vallée de la Seine, ce clocher a servi pour dresser la carte de Cassini au XVIIIe siècle. Il est traditionnellement considéré comme la partie la plus ancienne de l'église (XIIe siècle). Mais il pourrait être contemporain de la principale campagne de construction, au XIIIe siècle ; c'est de cette période que datent l'enveloppe extérieure de l'église et l'arcature qui sépare le vaisseau central de la nef et le collatéral sud, avec ses beaux chapiteaux feuillagés surmontant une file de colonnes, disposition peut-être inspirée de l'architecture de Notre-Dame de Paris.

Le village des Alluets-le-Roi fut durement éprouvé par la guerre de Cent Ans, entre 1414 et 1448. Mais le retour de la prospérité a permis une seconde campagne de travaux sur l'église, au XVIe siècle : on a alors refait toutes les parties hautes (la charpente, les voûtes du chœur et du transept) et la baie d'axe du chœur, dans un style gothique flamboyant qui a donné lieu à la création d'un intéressant décor sculpté.
L'église possède également un très beau mobilier : fonts baptismaux du XVIe siècle, cloche du XVIIIe siècle, Vierge à l'enfant du XIVe siècle, etc.

En conclusion, l'église des Alluets-le-Roi reflète les deux grandes périodes de prospérité de l'Île-de-France médiévale : le XIIIe siècle, époque à laquelle ont été édifiées de nombreuses églises dans les riches campagnes franciliennes, et le XVIe siècle, période d'intense reconstruction après la Guerre de Cent Ans.

DOSSIER EX049678 - MOULIN D'ORS, CHATEAUFORT

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination :	Moulin d'Ors
Commune :	Chateaufort
Département :	78
Datation :	première moitié du XIXème siècle
Description synthétique :	Moulin à l'anglaise adossé au pont enjambant son cours d'eau, roue hydraulique
Identité du propriétaire :	Commune de Châteaufort



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Cet ancien moulin à blé, alimenté par la Mérantaise, dépendait du château d'Ors (détruit), aujourd'hui intégré à l'Espace naturel protégé du Domaine d'Ors. La première mention d'un moulin hydraulique date de 1651, mais aucun élément conservé (moulin, vestiges de roue et de système hydraulique) n'est antérieur au début du XIXe siècle. La morphologie et l'architecture du moulin se distinguent parmi les 88 moulins recensés dans le PNR de la Haute-Vallée de Chevreuse.

Au moins quatre singularités distinguent le moulin d'Ors parmi les 88 moulins recensés dans le PNR de la Haute-Vallée de Chevreuse. D'une part sa position pittoresque, à flanc de colline et contre le pont qui franchit son ancien déversoir ; d'autre part sa silhouette de « moulin à l'anglaise », élevé sur trois niveaux, dont la puissance relative s'explique par la présence, à cet endroit, d'une chute supérieure à trois mètres, permettant d'installer une roue "par-dessus" de rendement supérieur à celle des petits moulins ruraux ; ensuite la qualité de son architecture (meulière rocaillée, percement d'oculi et de demi-oculi) liée à son appartenance au domaine d'Ors ; enfin, la structure métallique de la roue hydraulique, unique élément de patrimoine technique heureusement conservé, est contemporaine du bâtiment.

Le moulin d'Ors cesse tout activité de mouture vers 1866. Le bâtiment principal et ses annexes sont alors convertis en habitations. La commune s'en porte acquéreur en 1989, avant d'en confier la gestion au PNR en 1995. Aujourd'hui restauré, l'ensemble abrite des bureaux, une salle de réunion et un espace d'expositions patrimoniales, artistiques et pédagogiques. Si le matériel de minoterie a disparu, l'ossature métallique de la roue offre la perspective d'une restauration conforme aux documents d'archives.

DOSSIER EX047777 - ANCIENNE VILLA DU COLLECTIONNEUR ROBERT DUBOIS-CORNEAU ABRITANT LE MUSÉE MUNICIPAL PORTANT SON NOM, BRUNOY

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination :	Musée municipal Robert Dubois-Corneau
Commune :	Brunoy
Département :	91
Datation :	1832, agrandi en 1876
Description synthétique :	Musée municipal labellisée Musée de France
Identité du propriétaire :	Commune de Brunoy



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Représentatif de l'architecture de villégiature héritée de la fin du 19ème siècle, la propriété Dubois-Corneau est située à l'emplacement des potagers et vergers du château du Comte de Provence établis entre 1722 et les années 1740.
Il s'agit d'une villa construite en 1911, caractéristique de la Belle Epoque et dotée d'un parc et de communs, destinée à être la résidence secondaire d'une famille de bourgeois aisés aidés d'une domesticité. Dans le même temps, le décor éclectique déployé sur les deux façades principales est parfaitement original et unique dans un ensemble constitué majoritairement d'architectures puisant aux sources historiques ou régionalistes.
Encore insérée dans son parc d'origine, avec ses décors intérieurs préservés et restaurés, cette propriété est un des rares témoins encore visitable de ce moment caractéristique de la villégiature en Ile-de-France. De plus, la propriété Dubois-Corneau s'inscrit dans un environnement cohérent de riches demeures appartenant à la même époque et visibles tout le long de la rue du Réveillon.
Devenue musée municipal en 1980 et animée par une programmation ambitieuse, cette propriété de la Ville de Brunoy possède un intérêt historique et architectural remarquable, qui justifie l'obtention du label Patrimoine d'Intérêt Régional.
.

DOSSIER EX049675 - MOULIN HUTTEAU - SITE DE L'ANCIENNE POUDRERIE D'ESSONNES, CORBEIL-ESSONNES

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER



Dénomination :	Moulin Hutteau - site de l'ancienne Poudrerie
Commune :	Corbeil-Essonnes
Département :	91
Datation :	troisième quart du XIXe siècle, années 1920 et années 1930
Description synthétique :	Moulin monumental à cylindres et ses extensions, sur une île de l'Essonne
Identité du propriétaire :	Commune de Corbeil-Essonnes

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Le moulin est construit sur une île (formée par l'Essonne et un canal de dérivation) qui sous l'Ancien régime appartenait à la vaste emprise de la poudrerie d'Essonnes. Aucun vestige de cet établissement ne subsiste plus à cet emplacement.
Après la fermeture de la poudrerie en 1822, la parcelle est occupée par une filature laine et une usine pour le laminage de cuivre, également détruites. Le moulin hydraulique conservé aujourd'hui date du quatrième quart du XIXe siècle. Elevé sur une chute offrant une puissance utile de 45 ch, il témoigne de la révolution industrielle survenue dans la meunerie après l'invention du broyeur à cylindres. Les trois niveaux de ce puissant bâtiment traduisent le process vertical de fabrication. Côté rue, sa façade ordonnancée en maçonnerie de meulière, rythmée de travées dont les baies sont fermées d'allèges en briques rouges, témoigne de l'ambition du propriétaire. Son couronnement est également traité avec soin : la corniche est ornée d'un fronton portant une table au nom de l'entreprise "Moulin S. Hutteau" (Sosthène Hutteau est propriétaire en 1895).
Au début du XXe siècle, une maison de maître et une maison de gardien complètent l'ensemble. Mais le Moulin Hutteau n'a cessé d'être adapté aux contraintes et soubresauts de l'industrie. C'est l'un de ses principaux intérêts. Au cours des années 1920, une première extension est construite à l'ouest ; son pignon à chevrons et sa toiture en appentis lui confèrent une forme atypique. Au début des années 1930, un groupe de silos à cellules apparentes en béton armé est accolé à l'arrière du moulin : il témoigne de l'essor et de la concentration de la branche minotière durant l'Entre-Deux-Guerres. Sosthène Hutteau maintient l'activité de meunerie jusqu'à la vente du moulin à M. Phalempin en 1939. Plusieurs activités se succèdent alors (chocolaterie et fabrique de produits d'entretien notamment) avant le rachat du site par la mairie de Corbeil-Essonnes en 1997. Il fait actuellement l'objet d'une étude en vue d'une reconversion en Centre National de l'Art Urbain.

DOSSIER EX049427 - EGLISE SAINTE MARIE MADELEINE DES MOLIÈRES, LES MOLIÈRES

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER



Dénomination :	Eglise Sainte-Marie-Madeleine
Commune :	Les Molières
Département :	91
Datation :	1933
Description synthétique :	Eglise primitive du XIe siècle,remaniée aux XIIIe et XIVe siècles
Identité du propriétaire :	Commune Les Molières

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

L'église primitive, édifiée au XIe siècle, est remaniée aux XIIIe et XIVe siècles, mais la majeure partie de l'édifice actuel date du XVIIe siècle. L'élément le plus remarquable est la tour-clocher de plan carré dont le dernier niveau, percé de quatre baies géminées, abrite une cloche (1620) classée MH. A l'intérieur, un ensemble décoratif de grande qualité est dû au peintre-verrier et mosaïste Raphaël Lardeur, auteur d'une œuvre abondante de style Art déco, en particulier dans les départements dévastés par la guerre de 1914-1918. L'autel de marbre rose, dessiné par l'artiste et fabriqué par la maison Chéret de Paris (Atelier d'Art liturgique) a été présenté à l'Exposition internationale d'Art sacré à Rome en 1934. Les vitraux (8 baies), commande du « curé-soldat » Hubert Volage qui a participé aux choix iconographiques, représentent des lieux précis du village à l'occasion des fêtes liturgiques : Angélus et Bénédicité rythmant la vie des paysans, procession de la Fête-Dieu à l'oratoire voisin, offrande de fleurs à la croix de chemin toujours existante. D'autres éléments de mobilier liturgique (retable en mosaïque, bénitier, chaire à prêcher, consoles) complètent cet ensemble Art déco, unique dans le département.

Un diagnostic sanitaire a été établi par l'agence Aedificio-Architectes du patrimoine (état calamiteux des élévations extérieures, celui des parements intérieurs proche de l'insalubrité, assez bon état de conservation des vitraux). La première tranche du projet de restauration sera réalisée en 2021 dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation du patrimoine.

DOSSIER EX049436 - SILO DU MOULIN DE BOIGNY, LE MÉRÉVILLOIS

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER



Dénomination :	Silo du moulin de boigny
Commune :	Le Mérévillois
Département :	91
Datation :	1907
Description synthétique :	Moulin à Silo à grain circulaire
Identité du propriétaire :	SCI L'Air du Moulin

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Le Moulin de Boigny possède une particularité architecturale remarquable : un silo à grain circulaire en béton armé, conçu en 1905 par le bureau d'études Hennebique, inventeur de ce procédé, et réalisé en 1907 par le constructeur étampois Emile Léauté. Comptant parmi les premiers bâtiments industriels en béton armé d'Ile-de-France – le brevet a été déposé en 1892 - il est aussi le premier modèle de silo appartenant à cette typologie.

D'une hauteur de 18 mètres et d'un diamètre extérieur de 6,45 mètres, il est formé de 4 compartiments (radier général de fondation sur pieux, poteaux, mamelles, parois, fosse d'élévateur et trémie d'alimentation).

Il est aujourd'hui reconverti en lieu culturel et artistique, animé depuis 1992 par l'association Farine de Froment, qui a su créer une réelle dynamique en partenariat avec les collectivités et les acteurs locaux. Une exposition numérique et un court métrage réalisés par l'association à partir du dossier de la construction du silo, conservé à l'Institut français d'architecture, retrace la grande aventure du béton armé Hennebique.

DOSSIER EX049671 - ENSEMBLE DU DOMAINE DIT "PARIS-JARDINS", DRAVEIL

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination :	Ensemble du domaine dit "Paris-jardins"
Commune :	Draveil
Département :	91
Datation :	1920
Description synthétique :	Cité-jardins
Identité du propriétaire :	La Cité coopérative Paris Jardins



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Première cité-jardin française créée en 1911 dans le parc du château de Draveil acquis par un groupe d'ouvriers parisiens, la cité coopérative Paris-Jardins est aussi la dernière dans son fonctionnement coopératif bénévole.

Témoignage original de l'histoire du mouvement social, elle se démarque en effet par l'originalité de ses structures, les sociétaires s'inspirant à la fois du modèle anglais et de l'idéal coopérateur opposé à toute forme de spéculation. Le plan de lotissement dessiné par l'architecte Jean Walter respecte les tracés et les différentes ambiances du parc dessiné aux XVIIIe et XIX siècles, tandis que pour les constructions le recours à un architecte est obligatoire. 322 pavillons - chiffre qui doit rester intangible - sont ainsi élevés par une quarantaine d'architectes. La ZPPAUP adoptée en 1997 a été transformée en SPR en 2018. C'est encore aujourd'hui une des plus belles cité-jardin d'Ile-de-France, musée d'architecture à ciel ouvert dans un parc paysager historique.

Les sociétaires de Paris-Jardins qui assurent l'entretien régulier du domaine prévoient quelques interventions sur le château, propriété commune (réfection des volets) et les espaces verts (consolidation des berges des étangs).

DOSSIER EX049268 - SITE DE LA MAISON SAINT-PHILIPPE DE MEUDON - ELEMENT REMARQUABLE HORLOGE ASTRONOMIQUE, MEUDON

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination :	Site de la Maison Saint-Philippe de Meudon
Commune :	Meudon
Département :	92
Datation :	1888
Description synthétique :	Site transformé en village éducatif accueillant des jeunes en difficulté
Identité du propriétaire :	Fondation apprentis d'Auteuil Maison Saint-Philippe



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Le 3 novembre 1888, l'Orphelinat Saint Philippe et la Maison de Retraite Saint Paul, dédiée aux Frères des Ecoles chrétiennes, sont inaugurés sur les hauteurs de Meudon. Ces deux bâtiments de style néo-gothique, situés dans un parc paysager de 14 hectares, dominent le Bassin parisien. Ils ont été construits à la demande de la Duchesse de Galliera.
La création de l'orphelinat nécessite des travaux colossaux. Ils vont durer 10 ans. Le terrain est difficile, pentu, instable et sablonneux. Des assises monumentales sont nécessaires pour édifier la grande terrasse qui doit soutenir le bâtiment. L'Orphelinat peut accueillir jusqu'à 300 enfants, la Maison de retraite, elle accueille 100 frères âgés ou infirmes. La Duchesse crée la Fondation Brignole-Galliera et en confie la direction à la congrégation des Frères des Ecoles chrétiennes. Un bassin de natation en plein air, un jardin horticole et paysager, des serres, complètent la propriété.
Après la Seconde Guerre mondiale, des négociations sont menées avec les Orphelins Apprentis d'Auteuil qui en reprennent la gestion officielle le 1er août 1946. En 1952, les Bénédictines quittent définitivement la Maison St Paul qui devient alors une école technique privée avec une section de dessin industriel, puis de la mécanique de précision. Doté aujourd'hui d'un collège, d'un lycée professionnel, d'un lycée horticole, de deux unités de formation en apprentissage, d'un internat scolaire, d'une maison d'enfants à caractère social, d'un accueil de jour, d'un service d'accueil d'urgence, le site reçoit, forme, éduque et insère presque 600 jeunes en difficulté. Il prolonge ainsi, depuis 131 ans, l'œuvre voulue par la Duchesse de Galliera.
La maison Saint-Philippe de Meudon constitue ainsi un ensemble patrimonial remarquable et unique en Île-de-France. Outre les bâtiments principaux, elle préserve plusieurs éléments d'origine exceptionnels dont le jardin horticole et ses serres, le bassin de natation ainsi qu'une horloge astronomique qui a été sélectionnée dans le cadre de l'opération « Sauvons nos monuments » menée en partenariat avec la start-up Dartagnans et le Parisien. Cette sélection implique de fait, telle que l'opération le prévoit, l'obtention du label. Par ailleurs, la qualité et la richesse de l'ensemble du site justifie à l'évidence cette labellisation..

DOSSIER EX049612 - ANCIENNE VILLA BRUNET ET SON JARDIN ABRITANT LE MUSÉE DES AVELINES, SAINT-CLOUD

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination :	Musée des Avelines, musée d'art et d'histoire de Saint-Cloud
Commune :	Saint-Cloud
Département :	92
Datation :	entre 1928 et 1935
Description synthétique :	Musée labellisée Musée de France
Identité du propriétaire :	Commune de Saint-Cloud



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

La Villa Brunet, qui abrite le musée des Avelines, est l'ancienne propriété d'Alfred Daniel-Brunet, riche industriel de l'industrie pharmaceutique et collectionneur d'art. Construite par l'architecte Louis Mourot sur le modèle de la villa Kerylos de Beaulieu-sur-Mer entre 1928 et 1935, cette villa à l'antique est située sur les hauteurs de la ville. Edifiée dans un environnement encore peu urbanisé, cette demeure témoigne des constructions de villégiature qui fleurissent aux alentours de Paris dans les années 1920-1930. Son architecture d'inspiration gréco-antique fait écho aux collections d'art antique et Empire dont elle était l'écrin. La pièce maitresse de cet ensemble architectural est l'atrium circulaire qui distribue les deux ailes du bâtiment. Surmonté d'une rotonde monumentale, il a valu à la villa le surnom de « petite maison blanche ». La villa est installée au cœur d'un magnifique parc ordonnancé comprenant un bassin, un temple de l'Amour, un kiosque de lecture et une orangerie.
En 1979, la ville de Saint-Cloud acquière la villa qui devient un temps le lieu de tournage de films, ce qui lui cause de nombreux dommages. En 1986, la villa est restaurée par François Hacq dans le but d'y installer le futur musée de la ville, qui est inauguré en 1988. Une seconde campagne de restauration, en 2009, réhabilite la rotonde dans l'esprit de l'ancienne villa et permet de recouvrer une grande partie des décors.
La villa Brunet et son parc constituent un des fleurons de l'architecture de villégiature d'IDF. Elle en est un des rares exemples ouvert au public. La qualité des restaurations entreprises par la ville garantit sa bonne conservation et son rayonnement sur le territoire

DOSSIER EX048129 - TEMPLE DU RAINCY, LE RAINCY

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination :	Temple du raincy
Commune :	Le Raincy
Département :	93
Datation :	1897
Description synthétique :	Patrimoine cultuel
Identité du propriétaire :	Association cultuelle de l'église protestante unie du Raincy et des environs



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Edifié en 1897 pour l'une des toutes premières communautés protestantes de l'actuel département de la Seine-Saint-Denis, le temple du Raincy est construit grâce à la générosité de nombreux donateurs réformés locaux, en particulier Hermann Hérold, citoyen suisse établi dans la commune, qui finance son ornementation et fait bâtir sur une parcelle attenante un orphelinat dit "les Petites Familles".
Il est remarquable par sa situation urbaine, sur une hauteur dominant la ville, son architecture (travail de la meulière) et surtout son mobilier et ses décors : un orgue symphonique à transmission pneumatique du facteur Joseph Merklin (1899), quatre cloches issues des ateliers Crouzet-Hildebrand, fondeurs de l'empereur Napoléon III, des boiseries d'une grande qualité et deux triptyques de vitraux réalisés en 1910 par le maître-verrier helvétique Nuscheler. Ces derniers ont la particularité, côté sud, de représenter les trois réformateurs Calvin, Luther et Zwingli dans des lieux liés à leur destin (la cathédrale de Genève, le cabinet de travail du couvent des Augustins d'Erfurt et le Grossmunster de Zurich) - une iconographie rare.

Le temple est globalement en bon état de conservation ; grâce à une souscription publique lancée en 2019 avec la Fondation du Patrimoine, l'orgue a été restauré et les toitures de l'édifice et du presbytère adjacent ont été refaites.

Le temple reçoit les fidèles une fois par semaine et propose une activité paroissiale vivante pour 14 communes du 93.
Au-delà de ces activités cultuelles, le temple est ouvert depuis plus de 10 ans pour les journées du Patrimoine avec visite guidée et expositions temporaires (historique du temple enrichi au fil du temps, Luther, ….) Des concerts de musique sont organisés 2 fois par mois, le samedi ou le dimanche.

DOSSIER EX049065 - EGLISE SAINT PIERRE SAINT PAUL, MONTFERMEIL

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER



Dénomination :	Eglise Saint Pierre Saint Paul
Commune :	Montfermeil
Département :	93
Datation :	XIIIème siècle
Description synthétique :	
Identité du propriétaire :	Commune de Montfermeil

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Bien que présentant un mobilier exceptionnel (trois objets classés dont un très beau calvaire du sculpteur François Rude, daté de 1848 et pas moins de douze objets inscrits), l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Montfermeil, pourtant la construction la plus ancienne de la commune, n'est pas protégée au titre des MH. Cette singularité tient à son histoire : édifiée aux 13e et 14e siècles, et déjà fortement endommagée avant la Révolution française, elle a été vendue en 1799 et presque complètement démontée pierre à pierre par un marchand de biens, avant d'être reconstruite en 1817-1820, puis restaurée en 1929 par l'architecte Jules Formigé. Il en résulte une sorte de "patchwork" assez disparate de différentes époques (quelques restes de maçonnerie du XIIIe siècle, des traces de baies ogivales bouchées, une nef et un porche néo-classiques, un choeur tronqué au XIXe siècle). Malgré cette hybridation, l'église recèle de trésors peu connus, dont des vestiges archéologiques récemment mis au jour et des fragments d'un décor peint réalisé au XIXe siècle qui devait s'étendre à l'ensemble de la nef et du choeur et qui mériterait d'être restitué. L'ensemble apparaît aujourd'hui peu lisible et dans un état sanitaire très préoccupant (fort dévers du clocher, infiltrations, effondrement partiel des voûtes de la chapelle sud). Or, il s'agit pour Montfermeil d'un équipement tout à fait structurant de part sa place dans le tissu ancien du bourg, que la ville travaille à préserver et à requalifier, et son emplacement, le long du futur tronçon du tram 4 qui, lorsqu'il sera prolongé, passera aux pieds du monument, en faisant ainsi une vitrine de la commune.

DOSSIER EX047785 - CLUB DE L'AVIRON MARNE ET JOINVILLE, JOINVILLE-LE-PONT

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DE L'ENSEMBLE A LABELLISER



Dénomination :	Club de l'aviron Marne et Joinville
Commune :	Joinville-le-Pont
Département :	94
Datation :	1878 et 1932
Description synthétique :	Patrimoine nautique des bords de Marne
Identité du propriétaire :	Association Club d'aviron Marne et Joinville

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

La base nautique de l'Aviron Marne et Joinville est occupé et utilisé par le club sportif "Aviron Marne Joinville". Mitoyen du bâtiment dit de l'Horloge, la base nautique avec sa façade spectaculaire d'architecture Art déco est certainement un des bâtiments le plus impressionnant des bords de Marne à Joinville. Il fait d'ailleurs partie du projet appelé « carré des canotiers ». Ce projet porté par la ville concerne directement 2 autres sites: le bâtiment dit de l'Horloge et le Chalet des Canotiers.
Le Chalet des Canotiers est à le point de départ patrimonial du projet. Les trois sites sont intimement liés à l'histoire des Bords de Marne et à la tradition du nautisme en rivière. Ils sont au cœur d'un projet ambitieux qui vise à créer un espace muséal, un centre d'interprétation et un pôle touristique autour des bords du Marne et en particulier du canotage. Ce projet est soutenu par le Comité Départemental du Tourisme dans le cadre de l'Itinéraire Culturel Européen (ICE).

DOSSIER EX047785 -BÂTIMENT DIT DE L'HORLOGE, JOINVILLE-LE-PONT

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination :	Le bâtiment dit de l'Horloge
Commune :	Joinville-le-Pont
Département :	94
Datation :	1882
Description synthétique :	Patrimoine nautique des bords de Marne
Identité du propriétaire :	Commune de Joinville-le-Pont



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Le bâtiment dit de l'Horloge est un ancien restaurant, aujourd'hui fermé. Il fut également le siège d'une société nautique «En douce », comme le rappellent les deux hangars à canots qui flanquent le bâtiment central, dont la façade historique sur le quai de la Marne est éminemment représentative de l'urbanisme des bords de la rivière.

Propriété de la commune de Joinville-le-Pont, le bâtiment est intégré au projet appelé « carré des canotiers ». Ce projet porté par la ville concerne directement 2 autres sites: la base nautique et le Chalet des canotiers. Le premier site appartient au du club sportif de Marne et Joinville. Ce bâtiment est mitoyen du bâtiment dit de l'Horloge. Le second appartient à un particulier.
Les trois sites sont intimement liés à l'histoire des Bords de Marne et à la tradition du nautisme en rivière. Ils sont au cœur d'un projet ambitieux qui vise à créer un espace muséal, un centre d'interprétation et un pôle touristique autour des bords du Marne et en particulier du canotage. Ce projet est soutenu par le Comité Départemental du Tourisme dans le cadre de l'Itinéraire Culturel Européen (ICE).

DOSSIER EX047785 – CHALET DES CANOTIERS, JOINVILLE-LE-PONT

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DE L'ENSEMBLE A LABELLISER



Dénomination :	Châlet des Canotiers
Commune :	Joinville-le-Pont
Département :	94
Datation :	1882/1885
Description synthétique :	Patrimoine nautique des bords de Marne s
Identité du propriétaire :	Monsieur Michel Riousset, particulier

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Le Chalet des Canotiers construit en 1882, servait de pied-à-terre à des Parisiens venus pratiquer le canotage sur les bords de Marne, pendant leurs jours de repos. Il se situe dans une propriété de M. Riousset, que ce dernier propose de céder à la commune de Joinville-le-Pont dans le cadre du projet appelé « carré des canotiers ». Situé au cœur d'un jardin, la ville propose d'y recréer une chambre de canotier (possibilité d'hébergement), une tonnelle et un espace de jardin afin de rappeler l'esprit de cette époque.

Le projet "carré des canotiers" porté par la ville concerne directement 2 autres sites: le bâtiment dit de l'Horloge et le club nautique.
Le Chalet des Canotiers est à le point de départ patrimonial du projet. Les trois sites sont intimement liés à l'histoire des Bords de Marne et à la tradition du nautisme en rivière. Ils sont au cœur d'un projet ambitieux qui vise à créer un espace muséal, un centre d'interprétation et un pôle touristique autour des bords du Marne et en particulier du canotage. Ce projet est soutenu par le Comité Départemental du Tourisme dans le cadre de l'Itinéraire Culturel Européen (ICE).

DOSSIER EX049676 - AXE MAJEUR CERGY-PONTOISE, CERGY

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER



Dénomination :	Axe majeur Cergy-Pontoise
Commune :	Cergy
Département :	95
Datation :	1984- les dernières réalisations ont été achevées, à ce stade, en 2010.
Description synthétique :	Œuvre d'art urbain jalonnant l'espace public
Identité du propriétaire :	Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Tout à la fois composition paysagère, parcours artistique et espace public, l'Axe Majeur de Cergy-Pontoise s'étend sur plus de 3 km, principalement sur la commune de Cergy mais également sur celle de Neuville-sur-Oise. La propriété de cette œuvre unique est partagée entre trois collectivités : la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, la Région Île-de-France (pour la partie base de loisirs) et le Département du Val d'Oise.
Elle est composée de douze stations, incluant une tour penchée, douze colonnes, un amphithéâtre, un bassin, une passerelle, une île astronomique ou encore une pyramide et un rayon laser survolant l'ensemble. L'ordre de ces stations correspond à leur position géographique, depuis la place Hubert Renaud située dans le quartier des Hauts de Saint-Christophe jusqu'au carrefour de Ham, qui marque l'entrée de Cergy-Pontoise depuis la Confluence Seine-Oise.

Cette commande hors norme, lancée en 1980 est le fruit de la rencontre entre un urbaniste (Michel Jaouën), un site (la colline de Saint-Christophe et un méandre de l'Oise), des volontés politiques convergentes et le travail d'un artiste israélien, le sculpteur Dani Karavan.
Devenu l'image de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise et l'un des symboles de l'art public en France et dans le monde, ce qui, dans les premières études d'aménagement, n'est encore désigné que sous le nom de "grande promenade", est une véritable séquence paysagère forgée par Karavan, conduisant le regard du promeneur jusqu'à La Défense, Paris et au-delà le Mont Valérien.
S'inscrivant dans la tradition des jardins à la française et des terrasses-belvédères d'Île-de-France (Saint--Cloud, Saint-Germain-en-Laye), cette oeuvre d'art totale, à taille cosmique et à taille humaine. Sa labellisation régionale permettrait d'en garantir la pérennité, en réunissant tous les acteurs de sa sauvegarde autour du plan de gestion. Dani Karavan âgé de 90 ans est toujours investi dans la promotion de ce qui demeure sans doute sa plus grande réalisation internationale.

ANNEXE 4 - AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA FONDATION DU PATRIMOINE

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FONDATION DU PATRIMOINE

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, dont le siège social situé 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, en application de la délibération n° CP 2020-266 du 1er juillet 2020,

Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

Et

La Fondation du Patrimoine, Fondation reconnue d'utilité publique dont le siège social est sis 23-25 rue Charles Fourier 75013 Paris, représentée par Monsieur Alain SCHMITZ , Délégué régional Ile-de-France

Ci-après dénommée « La Fondation »

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Région a souhaité dès 2017 s'engager dans un modèle de financement partenarial avec la Fondation du Patrimoine mobilisant ressources publiques et ressources privées, à parité. A cet effet, un fonds dédié à la restauration du patrimoine mobilier et immobilier non protégé a été constitué, sur la base de 1€ d'apport régional pour 1€ mobilisé par recours au mécénat ou à la finance participative. Afin d'avoir le meilleur effet de levier possible, à la fois sur le repérage des projets et l'organisation des souscriptions publiques, la Région a délégué à la Fondation la charge de l'instruction des dossiers bénéficiant de ce dispositif d'aide. Cela a permis à la Région de démultiplier son action par l'intervention de la Fondation reconnu pour son expertise.

Par délibération n° CP 2019-316 du 3 juillet 2019, une nouvelle convention de partenariat a été votée. L'enveloppe dédiée au dispositif est passée de 100 000 € à 300 000 €. Ce dispositif a permis de financer 18 projets en 2019.

Compte tenu du succès de ce partenariat, les deux parties souhaitent prolonger celui-ci dans le temps. C'est l'objet du présent avenant.

Ainsi il est décidé,

ARTICLE 1

Comme stipulé dans l'article 9 de la convention, la durée de la convention est prolongée d'un an à compter du 3 juillet 2020.

ARTICLE 2

Les dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en deux exemplaires,

Le .....

La présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Le .....

La Fondation du Patrimoine

Madame Valérie Pécresse, Présidente	**Monsieur Alain SCHIMTZ,** **Délégué régional Ile-de-France** (*signature et cachet*)

ANNEXE 5 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MINISTERE DE LA CULTURE POUR LA MANIFESTATION PATRIMOINE EN POESIE

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

ENTRE

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-266 du 1er juillet 2020 ;

Ci-après dénommée « la Région »,

ET

Le ministère de la Culture représenté par le Préfet de région, Préfet de Paris

Ci-après dénommé « l'administration »,

Ci-après dénommés ensemble les "Parties" ;

PRÉAMBULE

Initié en 2016 par la Région Île-de-France dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, *Patrimoines en poésie* est un concours dont l'objectif est de sensibiliser les enfants au patrimoine en les invitant à raconter et décrire leur patrimoine préféré en Île-de-France. Il a bénéficié, dès la première édition, du concours de la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France.
Cette opération d'éducation artistique et culturelle est unique sur le territoire national. Elle a été mise en place pour la première fois, à titre expérimental, en 2016, consolidée et amplifiée lors des éditions 2017 et 2018, et la quatrième édition en 2019 a été un vrai succès : 1155 enfants ont participé au jeu-concours grâce à l'implication de 157 structures culturelles et patrimoniales franciliennes (musées, médiathèques, maisons des Illustres…), avec 71 ateliers d'écriture organisés. Fort de ce succès, la Région et l'administration (Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France) souhaitent reconduire l'opération et la développer.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre les parties concernant la répartition des engagements réciproques par rapport à l'organisation et la coordination de cette manifestation.

La Région et l'administration respecteront l'ensemble des dispositions de la convention ainsi conclue.

ARTICLE 2 : ORGANISATION, ÉVALUATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

Le service Patrimoines et Inventaire de la Région et le service des musées de la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France collaborent à l'organisation de la cinquième édition du concours *« Patrimoines en poésie ».*

Des réunions entre les parties seront organisées régulièrement afin d'assurer la réussite de l'opération en lien avec sa préparation, son bilan et ses perspectives.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à :

- participer à la mobilisation des réseaux patrimoniaux, culturels et éducatifs ;
- élaborer l'identité visuelle de l'opération en concertation avec la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France, puis de la décliner sur les différents supports : flyer, affiche et insert-presse et assurer l'impression et le routage des supports de communication papier (flyer et affiches) ;
- créer la page web officielle pour l'opération sur le portail du conseil régional ;
- assurer en concertation avec le service communication de la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France, une communication média autour de l'opération ;
- financer les lots des lauréats du concours.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'ADMINISTRATION

L'administration (Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France) s'engage à :

- participer à la mobilisation des réseaux patrimoniaux, culturels et éducatifs
- prévoir d'inclure « Patrimoines en poésie » dans la communication des Journées européennes du patrimoine (insert presse dans le programme officiel des Journées européennes du patrimoine), en étroite collaboration avec la Région afin d'assurer une bonne visibilité de l'opération ;
- assurer l'impression du kit pédagogique et des « tote bags » ;
- prendre en charge l'organisation de la réception lors de la remise des prix du jeu-concours qui se tiendra au printemps 2021 dans un lieu patrimonial choisi en commun accord avec la Région.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS COMMUNS REGION ET ADMINISTRATION

Les deux parties s'engagent :

- à citer le partenariat entre la Région et la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France dans leurs communications, en précisant dans le dossier de presse que cette opération est à l'initiative du conseil régional avec le concours de la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France ;

- à faire partie du jury. Le choix des membres du jury se faisant conjointement ;

- à réaliser conjointement, à la suite de l'opération, un bilan et une évaluation de la manifestation.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au printemps 2021 à compter de sa date de signature jusqu'à la remise des prix des lauréats du concours.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITÉ ET SECRET PROFESSIONNEL

Hormis les actions de communication réalisées dans le cadre du projet, les parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leur personnel et sous-traitants éventuels.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION ET RÉVISION

En cas d'inexécution ou de violation par l'une des parties de quelconque des dispositions de la convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre partie, trente jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la partie défaillante.

La convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la convention.

La convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties.

ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différents sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois. Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal administratif compétent.

ARTICLE 10 : DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

La présente convention est régie par le droit français.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la convention sera, à défaut d'accord amiable, porté devant les tribunaux compétents territorialement.
La présente convention comporte 4 pages.

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux, le

La présidente du Conseil régional d'Île-de-France	**Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris**
Valérie PECRESSE	**Michel CADOT**

ANNEXE 6 - REGLEMENT D'INTERVENTION DE L'EVENEMENT PATRIMOINE EN POESIE

RÈGLEMENT COMPLET DU CONCOURS

« PATRIMOINES EN POÉSIE »

Article 1 : Organisation

Le conseil régional d'Île-de-France organise un jeu gratuit sans obligation d'achat du 19/09/2020 au 15/12/2020 minuit (jour inclus) « Patrimoines en poésie » est un concours de rédaction de poésie par courrier, à destination des enfants entre 8 et 12 ans. La Région est ci-après désignée sous le nom « L'organisatrice ».

Article 2 : Participants

Ce jeu gratuit sans obligation d'achat est exclusivement ouvert aux personnes mineures, résidant en France métropolitaine (Corse comprise) et DOM-ROM, ou tout autre pays. Les mineurs sont admis à participer à ce jeu, à condition qu'ils aient préalablement obtenu de leurs parents ou de la personne exerçant l'autorité parentale, l'autorisation expresse de le faire. Le fait pour eux de participer implique qu'ils aient obtenu cette autorisation.

Sont exclues du jeu les personnes ne répondant pas aux conditions ci-dessus et toute personne ayant directement ou indirectement participé à la conception, à la réalisation ou à la gestion du jeu ainsi que leur conjoint et les membres de leurs familles : ascendants et descendants directs ou autres parents vivant ou non sous leur toit. L'organisatrice se réserve le droit de demander à tout participant de justifier des conditions ci-dessus exposées. Toute personne ne remplissant pas ces conditions ou refusant de les justifier sera exclue du jeu et ne pourra, en cas de gain, bénéficier de son lot.

Il n'est autorisé qu'une seule participation par personne (même nom, même adresse). L'organisatrice se réserve le droit de procéder à toute vérification pour le respect de cette règle. La participation au jeu implique l'entière acceptation du présent règlement.

Article 3 : Modalités de participation

La participation se fait selon deux catégories :

1) La création d'un poème en individuel dans le cadre familial, niveau 8-10 ans ou 11-12 ans

2) La création d'un poème en individuel dans le cadre d'un atelier d'écriture, niveau 8-10 ans et 11-12 ans. Dans le cadre d'un atelier scolaire du CE2 à la classe de 5ème, les enfants ne rentrant pas dans la fourchette d'âge, dans le cas d'un saut de classe ou d'un redoublement, peuvent participer. Pour les Instituts Médico-Educatifs et les classes ULIS, les enfants peuvent participer jusqu'à l'âge de 16 ans.

L'enfant (si création dans le cadre familial) ou l'encadrant (si création en atelier) doit envoyer un courrier à l'adresse Région Île-de-France - Service Patrimoines et Inventaire - « Patrimoines en poésie » 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen contenant un poème rédigé par l'enfant ou le groupe, en lien avec un monument ou une œuvre du patrimoine culturel francilien. Il doit être rédigé en français. Si la forme du poème est enregistrée sur CD ou fichier numérique mp3, mp4 (mise en musique, création vidéo…), le CD ou les fichiers doivent s'accompagner du texte rédigé.

Pour une participation dans le cadre familial, doivent être indiqués : le nom de l'enfant, son prénom, sa date de naissance, son adresse postale, ainsi que le numéro de téléphone et l'adresse courriel d'un des deux parents.
Pour une participation dans le cadre d'un atelier, doivent être indiqués : le nom de l'encadrant, le nom de l'institution, son adresse postale, un numéro de téléphone et une adresse courriel. Au dos de chaque poème doivent être indiqués : les noms et prénoms de chaque participant et leur date de naissance.

Les frais d'affranchissement sont à la charge des participants au jeu-concours.

Toute participation effectuée contrairement aux dispositions du présent règlement rendra la participation invalide. Tout participant suspecté de fraude pourra être écarté du jeu-concours par L'organisatrice sans que celle-ci n'ait à en justifier. Toute identification ou participation incomplète, erronée ou illisible, volontairement ou non, ou réalisée sous une autre forme que celle prévue dans le présent règlement sera considérée comme nulle. La même sanction s'appliquera en cas de multi-participation.

L'organisatrice se réserve le droit de publier, sous forme de livre, un recueil des plus beaux poèmes d'enfants. La participation au concours entraine la cession des droits d'exploitation et l'autorisation pour l'organisateur de diffuser leur texte, pour publications imprimées ou digitales ou sur tout support visant à assurer la promotion du présent concours.

Article 4 : Nombre de gagnants et dotation

Les dotations mises en jeu sont réparties comme suit :

	individuel dans le cadre familial		**individuel dans le cadre d'un atelier**	
	8-10 ans	**11-12 ans**	**8-10 ans**	**11-12 ans**
1er prix	Chèques culture, abonnement ainsi que d'autres surprises pour un montant total de 200€ TTC par lauréat.			
2ème prix	Chèques culture, abonnement ainsi que d'autres surprises pour un montant total de 150€ TTC par enfant.			
3ème prix	Chèques culture, abonnement ainsi que d'autres surprises pour un montant total de 100€ TTC par enfant.			

Valeur totale : 1800 € TTC

La valeur des prix est déterminée au moment de la rédaction du présent règlement et ne saurait faire l'objet d'une contestation quant à leur évaluation. Tous les frais exposés postérieurement au jeu notamment pour l'entretien et l'usage de ces lots sont entièrement à la charge du gagnant.

Article 5 : Désignation des gagnants

Un jury composé de professionnels de la culture et de l'éducation sélectionnera les 12 plus beaux poèmes envoyés par les enfants.
Les critères d'évaluation des poèmes seront le style rédactionnel, l'originalité du traitement (description, émotion, mise en perspective historique, mise en perspective dans un lieu, mise en perspective dans une collection), l'originalité du thème (choix du type de patrimoine) et la mise en forme (illustration, format, support...) du poème.

Article 6 : Annonce des gagnants

Les lauréats seront contactés par courriel, à l'adresse indiquée lors de l'inscription.

Article 7 : Remise des lots

• Les lots seront envoyés aux coordonnées postales indiquées par les participants
• L'organisatrice se réserve le droit d'organiser une cérémonie de remise de prix à laquelle les lauréats seront invités à participer. En cas de retour non délivré, le lot restera à disposition du participant pendant 15 jours. Après ce délai, il ne pourra plus y prétendre.
Les gagnants s'engagent à accepter les lots tels que proposés sans possibilité d'échange notamment contre des espèces, d'autres biens ou services de quelque nature que ce soit ni transfert du bénéfice à une tierce personne. De même, ces lots ne pourront faire l'objet de demandes de compensation.
L'organisatrice se réserve le droit, en cas de survenance d'un événement indépendant de sa volonté, notamment lié à ses fournisseurs ou à des circonstances imprévisibles, de remplacer les lots annoncés, par des lots de valeur équivalente. Le gagnant sera tenu informé des éventuels changements.

Article 8 : Utilisation des données personnelles des participants

Les informations des participants sont enregistrées et utilisées par l'organisatrice pour mémoriser leur participation au jeu-concours et permettre l'attribution des lots. Les participants peuvent, pour des motifs légitimes, s'opposer à ce que leurs données personnelles communiquées dans le cadre de ce jeu fassent l'objet d'un traitement. Ils disposent également d'un droit d'opposition à ce qu'elles soient utilisées à des fins de prospection commerciale, en dehors de la participation à ce jeu-concours, qu'ils peuvent faire valoir dès l'enregistrement de leur participation en s'adressant par courrier à L'organisatrice dont l'adresse est mentionnée à l'article 1.

Le/les gagnant(s) autorisent l'organisatrice à utiliser à titre publicitaire ou de relations publiques leurs coordonnées (nom, prénom), sur quelque support que ce soit, sans que cela ne leur confère une rémunération, un droit ou un avantage quelconque, autre que l'attribution de leur lot. Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, tout participant a le droit d'exiger que soient rectifiées, complétées, clarifiées, mises à jour ou effacées, les informations le concernant qui seraient inexactes, incomplètes, équivoques ou périmées en s'adressant par courrier à l'organisatrice dont l'adresse est mentionnée à l'article 1.

Article 9 : Règlement du jeu

Le règlement sera consultable sur l'adresse internet : http://patrimoines.iledefrance.fr/pep2020

Il peut être adressé à titre gratuit à toute personne qui en fait la demande auprès de l'organisatrice. L'organisatrice se réserve le droit de prolonger, écourter, modifier ou annuler le jeu à tout moment, notamment en cas de force majeure, sans qu'il puisse être prétendu à aucune indemnité par les participants.

Article 10 : Propriété industrielle et intellectuelle

La reproduction, la représentation ou l'exploitation de tout ou partie des éléments composant le jeu, le présent règlement compris sont strictement interdites. Toutes les marques, logos, textes, images, vidéos et autres signes distinctifs reproduits sur le site ainsi que sur les sites auxquels celui-ci permet l'accès par l'intermédiaire de liens hypertextes, sont la propriété exclusive de leurs titulaires et sont protégés à ce titre par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et ce pour le monde entier. Leur reproduction non autorisée constitue une contrefaçon passible de sanctions pénales.

Toute reproduction, totale ou partielle, non autorisée de ces marques, logos et signes constitue une contrefaçon passible de sanctions pénales. La participation à ce jeu implique l'acceptation pleine et entière du présent règlement par les participants.

Article 11 : Responsabilité

La responsabilité de l'organisatrice ne saurait être engagée en cas de force majeure ou de cas fortuit indépendant de sa volonté. L'organisatrice ne saurait être tenue pour responsable des retards, pertes, vols, avaries des courriers, manque de lisibilité des cachets du fait des services postaux. Elle ne saurait non plus être tenue pour responsable et aucun recours ne pourra être engagé contre elle en cas de survenance d'événements présentant les caractères de force majeure (grèves, intempéries...) privant partiellement ou totalement les participants de la possibilité de participer au jeu et/ou les gagnants du bénéfice de leurs gains.

L'organisatrice ainsi que ses prestataires et partenaires ne pourront en aucun cas être tenus pour responsables des éventuels incidents pouvant intervenir dans l'utilisation des dotations par les bénéficiaires ou leurs invités dès lors que les gagnants en auront pris possession.

De même l'organisatrice, ainsi que ses prestataires et partenaires, ne pourront être tenus pour responsables de la perte ou du vol des dotations par les bénéficiaires dès lors que les gagnants en auront pris possession. Tout coût additionnel nécessaire à la prise en possession des dotations est à

l'entière charge des gagnants sans que ceux-ci ne puissent demander une quelconque compensation à l'organisatrice, ni aux sociétés prestataires ou partenaires.

Article 12 : Litige et réclamation

Le présent règlement est régi par la loi française.
L'organisatrice se réserve le droit de trancher sans appel toute difficulté pouvant survenir quant à l'interprétation ou à l'application du présent règlement, étant entendu qu'aucune contestation ne sera admise notamment sur les modalités du jeu, sur les résultats, sur les gains ou leur réception, un mois après la fin du jeu. Sauf en cas d'erreurs manifestes, il est convenu que les informations résultant des systèmes de jeu de l'organisatrice ont force probante dans tout litige quant aux éléments de connexion et au traitement informatique desdites informations relatives au jeu.
Toute réclamation doit être adressée dans le mois suivant la date de fin du jeu à l'organisatrice. Passée cette date, aucune réclamation ne sera acceptée. La participation au jeu entraîne l'entière acceptation du présent règlement.

Article 13 : Convention de preuve

De convention expresse entre le participant et l'organisatrice, les systèmes et fichiers informatiques de l'organisatrice feront seuls foi. Les registres informatisés, conservés dans les systèmes informatiques de l'organisatrice, dans des conditions raisonnables de sécurité et de fiabilité, sont considérés comme les preuves des relations et communications intervenues entre l'organisatrice et le participant. Il est en conséquence convenu que, sauf erreur manifeste, l'organisatrice pourra se prévaloir, notamment aux fins de preuve de tout acte, fait ou omission, des programmes, données, fichiers, enregistrements, opérations et autres éléments (tels que des rapports de suivi ou autres états) de nature ou sous format ou support informatiques ou électroniques, établis, reçus ou conservés directement ou indirectement par l'organisatrice, notamment dans ses systèmes informatiques.

Les éléments considérés constituent ainsi des preuves et s'ils sont produits comme moyens de preuve par l'organisatrice dans toute procédure contentieuse ou autre, ils seront recevables, valables et opposables entre les parties de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante que tout document qui serait établi, reçu ou conservé par écrit. Les opérations de toute nature réalisées à l'aide de l'identifiant et du code attribués à un participant, à la suite de l'inscription, sont présumées de manière irréfragable, avoir été réalisées sous la responsabilité du participant.

ANNEXE 7 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION-ILE-DE-FRANCE ET LA DRAC POUR UN OUVRAGE SUR LES LYCEES FRANCILIENS DU XXe SIECLE

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET LE MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION POUR LA REALISATION D'UN OUVRAGE SUR LES LYCEES FRANCILIENS DU XXème SIECLE

ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-266 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

ET

Le Ministère de la Culture représenté par le Préfet de la région, Préfet de Paris,
ci-après dénommée « l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles)»
ci-après dénommés ensemble les "Partenaires" ou les "Parties" ou isolément le "Partenaire" ou la "Partie".

PREAMBULE :

La Région Île-de-France a pour mission le recensement et l'étude des éléments du patrimoine qui présentent un intérêt culturel, historique ou scientifique, en vertu des articles 95 et 96 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Depuis la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, modifiée par la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985, la Région Île-de-France a reçu de l'Etat, par étapes successives et dans le cadre des politiques de décentralisation, la compétence en matière de lycées. A compter du 1er janvier 1986, elle a accueilli dans son patrimoine immobilier 470 de ces établissements scolaires, dont elle assure aujourd'hui la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement. La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 lui a également transféré la pleine propriété à titre gratuit des lycées appartenant à l'Etat à sa date d'entrée en vigueur.

C'est pour mieux les connaître et les gérer que la Région s'est engagée dans l'étude thématique des lycées franciliens du XXe siècle.

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une campagne de labellisation « *Architecture contemporaine remarquable* » (ex-label « *Patrimoine du XXe siècle* ») lancée en 2016 en collaboration avec la Direction Régionale des Affaires culturelles (DRAC) d'Île-de-France.

Créé en 1999 par le Ministère de la Culture, ce label a pour enjeu de distinguer des bâtiments remarquables du XXe siècle pour les transmettre aux générations futures. Il répond à la nécessité de sensibiliser le grand public, mais aussi les décideurs et les aménageurs, à une architecture que l'absence de recul historique ne permet pas encore d'apprécier pleinement, alors qu'elle est souvent menacée et fragilisée. Outil précieux de connaissance et de médiation, il favorise aussi les approches architecturales respectueuses de ces édifices, tout en intégrant la dimension nécessaire aux évolutions de leurs usages.

Devenu un axe fort des politiques patrimoniales du ministère de la Culture, la DRAC mène depuis 2004 une politique de labellisation par ensembles thématiques, favorisant ainsi une approche méthodique de l'abondante production architecturale francilienne. Précédemment impliquée dans des études relatives à l'architecture scolaire, la DRAC a impulsé ce partenariat avec la Région sur les lycées.

À l'automne 2019, cette campagne de labellisation s'est achevée par la sélection d'une quarantaine de lycées franciliens représentatifs. Ils ont été choisis sur la base de plusieurs

critères (importance historique, qualité architecturale, implantation urbaine, mode constructif, décor, etc.) élaborés par un comité scientifique et un groupe de travail interdisciplinaire (historiens de l'art, universitaires, architectes, archivistes, CAUE, services patrimoniaux des collectivités territoriales) réunis à l'initiative de la DRAC.

Cette sélection sera présentée le 30 juin prochain en Commission régionale du Patrimoine et de l'Architecture (CRPA) pour l'obtention définitive du label. Les établissements distingués recevront, après signature d'un arrêté préfectoral, la plaque « *Architecture contemporaine remarquable* » et pourront faire l'objet de différentes opérations de sensibilisation et de communication : parcours de visites lors des Journées européennes du Patrimoine et des Journées de l'Architecture, exposition itinérante dans les établissements, dispositifs d'éducation artistique et culturelle en direction du public lycéen – à l'image du partenariat noué avec l'Ecole nationale supérieure d'Architecture de Paris-Malaquais (ENSAPM) dans le cadre de l'appel à projets « *Il était une fois mon bahut* ».

Conformément à la méthodologie de l'Inventaire général du Patrimoine et à la politique de valorisation du patrimoine de la Région, les données scientifiques recueillies sur l'histoire et l'architecture de ces lycées seront publiées sous la forme de dossiers électroniques dans la base de données régionale sur le patrimoine[1]. Elles seront également versées sur la Plateforme Ouverte du Patrimoine (POP) du Ministère de la Culture, qui regroupe les contenus numériques du patrimoine français afin de les rendre accessibles et consultables au plus grand nombre.

Pour la valorisation de l'étude, la Région, avec le concours de la Direction régionale des Affaires Culturelles, a décidé de lui consacrer un ouvrage de la collection Patrimoines d'Île-de-France. Les modalités de la réalisation de ce livre sont l'objet de la présente convention.

Cet ouvrage, fidèle aux différentes étapes de l'enquête, proposera un panorama chronologique et typologique des lycées labellisés, depuis la Première Guerre mondiale jusqu'aux années 2000. Il s'attachera à retracer leur histoire en les replaçant dans la lignée des premiers lycées instaurés par la loi de 1802 et des modèles mis au point durant la seconde moitié du XIX^{e} siècle – en particulier des lycées bénéficiant déjà d'une protection au titre des Monuments historiques.

Il permettra de démontrer qu'une architecture spécifique à ces lieux de transmission du savoir s'est progressivement forgée grâce à une perpétuelle adaptation aux besoins des élèves et aux évolutions de la pédagogie. Il mettra aussi l'accent sur les nombreux décors et œuvres de 1 % artistique que l'étude, par sa démarche systématique, a permis de retrouver et de documenter. Une section spécifique sera consacrée aux rénovations, extensions et constructions conduites par la Région depuis 1986, avec les orientations que cette dernière a contribué à promouvoir : l'organisation de concours pour le choix des projets, l'utilisation de procédures novatrices (conception-construction et marché d'entreprise de travaux publics), la réduction de l'empreinte écologique des matériaux et la recherche d'une inscription toujours plus harmonieuse des lycées dans leur environnement. Une place importante sera également dévolue aux lycées techniques et professionnels, dont les programmes variés ont donné naissance à des architectures singulières, à la charnière du monde du travail et de l'enseignement.

Cet ouvrage sera abondamment illustré (photographies, schémas etc.) et visera le grand public. La sortie en librairie de l'ouvrage est prévue au premier trimestre 2021.

Il contribuera à une meilleure connaissance de l'architecture scolaire et au rayonnement du patrimoine régional. Sa parution dévoilera au grand public des établissements, qui bien que très visibles dans l'espace urbain ou péri-urbain, restent encore largement méconnus. Il mettra en valeur la démarche du Ministère de la Culture, visant à provoquer, grâce à

[1] Cette base de données est accessible au grand public depuis le site institutionnel de la Région Île-de-France dédié au patrimoine à l'adresse suivante : http://inventaire.iledefrance.fr/.

l'attribution du label ACR, une prise de conscience de la valeur de cette architecture de l'enseignement, souvent perçue comme uniquement efficace et « utilitaire ». Il sera enfin l'occasion de rappeler l'effort sans précédent mené par la Région depuis plus de trente ans pour que les jeunes franciliens bénéficient d'un patrimoine moderne, de qualité et d'avenir. L'attribution du label à une quarantaine d'entre eux permettra également un suivi qualitatif des travaux et des évolutions d'usage.

Il a été convenu ce qui suit

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la Région et l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles), dans le cadre de la réalisation, par la Région, d'un ouvrage consacré à l'architecture et aux décors des lycées franciliens construits au XXe siècle, ci-après dénommé « l'Ouvrage »).

Le contenu éditorial de l'ouvrage est fourni par la Région et l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) en tant que co-auteurs de l'ouvrage. L'ouvrage contiendra également des textes d'auteurs invités parmi le conseil scientifique qui a accompagné le dispositif de labellisation.

Il est préalablement rappelé que la Région est en charge de l'étude patrimoniale des lycées, des reportages photographiques, et de la réalisation de l'Ouvrage (rédaction d'une partie des textes de l'Ouvrage, négociation des cessions de droits, etc.). La coordination et le suivi éditorial de l'Ouvrage sont partagés également avec la DRAC.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ADMINISTRATION

Pour la réalisation de l'Ouvrage

L'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) s'engage à :

- codiriger la conception de l'ouvrage
- contribuer à la publication en versant les études conduites pour la labellisation des lycées
- donner accès à son fonds documentaire et autorise la Région à l'utiliser dans le cadre de la publication de l'Ouvrage, dans les conditions définies à l'article 4 de la présente convention.
- la rédaction et la coordination des contenus scientifiques et éditoriaux de l'ouvrage
- la commande de 800 exemplaires auprès de l'éditeur Lieux-Dits pour un montant de quatorze mille cent trente-deux euros hors taxes (14.132 euros HT) .

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à mettre en valeur le label Architecture contemporaine remarquable de l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) par les actions suivantes :

- La Région s'engage à faire figurer le logotype de l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) à côté du logotype de la Région en quatrième de couverture de l'Ouvrage. La Région s'engage à faire valider préalablement par l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) le BAT de la quatrième de couverture.
- La Région s'engage à insérer dans l'Ouvrage une Préface du Préfet de région et à mentionner ce partenariat avec l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) lors de ses actions de communication et de promotion de l'Ouvrage.

- La Région s'engage à faire intégralement valider le BAT de l'Ouvrage.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ACCES AU FONDS DOCUMENTAIRE DE L'ADMINISTRATION

L'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) est détenteur d'un fonds documentaire constitué de documents et de photographies d'archives (ci-après le "Fonds documentaire"). L'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) n'est pas détenteur de tous les droits de propriété intellectuelle pouvant être attachés aux documents et photographies d'archives du Fonds documentaire.

Dans le cadre de la réalisation de l'Ouvrage, l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) autorise la Région à accéder à son Fonds documentaire en vue de sa consultation afin de choisir les documents et photographies d'archives qu'elle souhaite intégrer au sein de l'Ouvrage. L'autorisation de reproduction accordée n'entraîne pas l'autorisation de réutilisation et n'implique pas la cession des droits de propriété intellectuelle, droits d'auteur et droits à l'image. La Région se charge d'obtenir les autorisations nécessaires à la reproduction de chaque document et photographie dans l'Ouvrage auprès des auteurs et de leurs ayant-droits. Sur demande de la Région, l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) fera ses meilleurs efforts pour lui transmettre les informations qui pourraient permettre à La Région d'entrer en relation avec les détenteurs des droits.

Chaque publication devra respecter le crédit du photographe ou de l'auteur du document en indiquant les mentions légales obligatoires ou toute autre information spécifique qui serait demandée par le détenteur des droits.

ARTICLE 5 : DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PHOTOGRAPHIES REALISEES PAR LA REGION ET AUTORISATION D'UTILISATION

Dans le cadre de l'étude et de la réalisation de l'Ouvrage, le service patrimoines et inventaire de la Région a réalisé plusieurs campagnes de prises de vue des lycées.

Les droits, notamment de propriété intellectuelle, attachés à ces photographies réalisés par le service patrimoines et inventaire sont détenus par la Région.

La Région garantit à l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) qu'elle a obtenu tous les droits nécessaires pour réaliser ces photographies.

La Région s'engage à mettre à disposition de l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) les fichiers en haute résolution de ces prises de vue, et autorise gratuitement l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) à réutiliser ces images pour ses propres besoins. L'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) informera au préalable la Région des réutilisations envisagées par simple courriel.

Les droits attachés à ces photographies ainsi cédés par la Région au bénéfice de l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) sont les droits de :

- reproduction, par tous moyens, sur tous supports, existants ou à venir, prévisibles ou imprévisibles et,
- représentation, par tous moyens et sur tous supports et/ou réseaux, existants ou à venir, prévisibles ou imprévisibles.

Les droits sont cédés à titre non exclusif, pour toute la durée légale des droits de propriété intellectuelle et pour le monde entier.

Toute reproduction ou représentation de ces photographies devra mentionner le copyright suivant : © nom du photographe, Région Île-de-France, année de prise de vue de l'image.

La Région garantit à l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) contre toute revendication éventuelle sur ces photographies, notamment des photographes ayant réalisé lesdites photographies.

ARTICLE 6 : AUTORISATION D'USAGE DU LOGO DE L'ADMINISTRATION

L'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles) accorde à la Région qui l'accepte un droit non exclusif et non cessible d'utiliser le logo enregistrée à l'INPI au sein de l'Ouvrage ainsi que sur les supports de communication désignés supra.

La Région reconnaît expressément que l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles), en tant que titulaire du logotype, conserve l'intégralité des droits d'exploitation sur celui-ci. Toute autre utilisation par la Région du logo de l'administration (Direction régionale des Affaires Culturelles), est soumise à l'accord préalable écrit de celui-ci.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

7.1 Responsabilité

Les Parties mettront en œuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires au bon accomplissement de la présente convention avec tout le soin en usage dans leur profession.

Chaque Partie est seule responsable de l'ensemble de ses contributions au titre de la présente convention, et ce, que les prestations soient effectuées directement par elle ou par un prestataire. Chaque Partie garantit à ce titre l'autre contre toute réclamation, demande, action ou poursuite d'un tiers fondées sur les actions ou manquement de la première. Chacune est responsable des prestataires qu'elle choisit afin d'exécuter les prestations dont elle a la charge au titre des présentes.

Chacune des Parties garantit que le contenu qu'elle fournit, sera conformes aux dispositions légales en vigueur (notamment relatives à la santé publique, à la concurrence, droit de la propriété intellectuelle, à la consommation, au respect de la langue française).

7.2 Assurances

Chaque Partie s'engage à souscrire, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, les assurances nécessaires pour couvrir sa responsabilité civile au titre de la présente convention et les conséquences pécuniaires pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs et/ou non consécutifs occasionnés aux tiers du fait de leur activité au titre de la présente convention, pour quelque cause que ce soit.

Les assurances sus visées devront être maintenues pendant toute la durée de la présente convention. Une attestation précisant les montants de garantie doit être remise par chacune des Parties sur simple demande de l'une des Parties. En aucun cas, les montants de garantie ne pourront constituer une limitation de responsabilité.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE

La convention prend effet à compter de la signature des Parties et, sans préjudice de la durée de la cession des droits définie à l'article 5, s'achèvera à la réalisation des engagements de chacune des parties.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux,

A……., le

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

A……., le

Pour le Préfet de la région Île-de-France, de Paris et par délégation

ANNEXE 8 - AVENANT N°1 A LA CONVENTION N° EX046576 AVEC LA COMMUNE DE SURESNES

AVENANT N°1 A LA CONVENTION N° EX046576

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, présidente du Conseil régional, dont le siège social situé 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, en application de la délibération n° CP 2020-266 du 1er juillet 2020,

Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

Et

Le bénéficiaire dénommé : COMMUNE DE SURESNES
dont le statut juridique est : Commune
N° SIRET : 219200730 00014
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : 2 RUE CARNOT 92150 SURESNES
ayant pour représentant Monsieur Christian DUPUY, Maire
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par délibération n° CP 2019-535 du 20 novembre 2019, la Région Île-de-France a accordé à la commune de Suresnes une subvention de12 742 € pour la réalisation de l'opération suivante :

Exposition intitulée Bâtir l'école, architecture et pédagogie (1830-1939) présentée au MUS-Musée d'Histoire Urbaine et Sociale de Suresnes du 13 novembre 2019 au 21 juin 2020 (référence dossier n°EX046576).

La date de démarrage du projet correspond à la date de lancement de l'exposition. Le commencement d'exécution du projet est antérieur à cette date en raison de la nécessaire préparation de l'événement en amont. Il convient de mettre en conformité la date de prise en compte des dépenses éligibles.

Cet avenant n'a aucune incidence financière sur le montant de la subvention.

ARTICLE 1

Modifie la date suivante, dans la convention initiale l'article 3.4 « Eligibilité des dépenses subventionnables de la convention » :

« Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 01/10/2018 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention ».

ARTICLE 2

Substitue la présente fiche projet à la fiche-projet initiale par le présent avenant.

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en deux exemplaires,

Le	**Le** .....
La présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	**Le bénéficiaire** **Commune de Suresnes**
	Monsieur Christian DUPUY, Maire

Commission permanente du 20 novembre 2019 - CP2019-535
Commission permanente du 1er juillet 2020 - CP2020-266

DOSSIER N° EX046576 - MUS DE SURESNES (92) - EXPOSITION TEMPORAIRE BATIR L'ECOLE ARCHITECTURE ET PEDAGOGIE (1830-1930)

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 933-313-65734-131004-300
Action : 13100405- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	63 712,00 € TTC	20,00 %	12 742,00 €
	Montant total de la subvention		12 742,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Le Musée d'Histoire Urbaine et Sociale de Suresnes propose du 13 novembre 2019 au 21 juin 2020 une exposition intitulée Bâtir l'école, architecture et pédagogie (1830-1939) puis proposée à l'itinérance.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2018 - 20 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution.

Description :
Le MUS – Musée d'Histoire Urbaine et Sociale de Suresnes, labellisé Musée de France, a rouvert ses portes en juin 2013 dans l'ancienne gare de Suresnes- Longchamp entièrement réaménagée, après plus de 15 ans de fermeture. Le musée offre un parcours permanent consacré à l'urbanisme social de l'entre-deux-guerres dont la Cité-jardins et l'Ecole de Plein Air sont les exemples les plus significatifs. Le MUS, à mi-chemin entre musée et centre d'interprétation de l'architecture, met en place depuis son ouverture une programmation d'expositions temporaires, valorisant ces deux aspects. Ainsi les expositions temporaires alternent les thématiques de l'architecture et de l'urbanisme.

Le Musée d'Histoire Urbaine et Sociale de Suresnes propose du 13 novembre 2019 au 21 juin 2020 une

exposition intitulée Bâtir l'école, architecture et pédagogie (1830-1939) puis proposée à l'itinérance. L'exposition se propose de raconter l'histoire de l'architecture scolaire de 1833 jusqu'en 1939. Elle présentera plus précisément les établissements de l'entre-deux-guerres, qui réalisés dans le sillage du rationalisme, restent encore aujourd'hui des équipements de la modernité. Elle montrera également comment le mouvement de l'Education nouvelle a transformé ces édifices.

L'exposition a pour ambition d'évoquer les groupes scolaires d'Ile-de-France créés entre 1830 et 1939. Les partenariats élaborés avec les institutions prêteuses permettront de faire rayonner l'exposition dans toute la région Ile-de-France. Des visites croisées seront organisées à l'école de plein air de Suresnes, celle de Pantin, le groupe scolaire Marius Jacotot réalisé par les frères Niermans de Puteaux, le groupe scolaire Jean Baptiste Clément conçu par Jacques Debat-Ponsan de Boulogne-Billancourt, l'école de la rue Kuss de Paris, et enfin le collège Karl Marx de Villejuif.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant global du projet s'élève à 63 712 € TTC, représentant la base subventionnable. Une subvention de 12 742 € est proposée pour soutenir l'exposition.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	43 712,00	68,61%
Publication	4 000,00	6,28%
Action culturelle	16 000,00	25,11%
Total	63 712,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	22 970,00	36,05%
Subvention Etat (sollicitée)	10 000,00	15,70%
Région IDF	12 742,00	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	10 000,00	15,70%
Droits d'entrée	8 000,00	12,56%
Total	63 712,00	100,00%

ANNEXE 9 - AVENANT N°1 A LA CONVENTION N°20009318 AVEC L'ASSOCIATION MAISON JEAN COCTEAU

AVENANT N°1 DE PROROGATION A LA CONVENTION N° 20001021 ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'ASSOCIATION MAISON JEAN COCTEAU A MILLY-LA-FORET

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, dont le siège social situé 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, en application de la délibération n° CP 2020-266 du 1er juillet 2020,

Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

Et

Le bénéficiaire dénommé : MAISON JEAN COCTEAU A MILLY LA FORET
dont le statut juridique est : Association Loi 1901
N° SIRET : 402451330-00037
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 15 rue du Lau - 91490 MILLY-LA-FORET
ayant pour représentant : Monsieur Louis GAUTIER, Président
ci-après dénommé « l'association »

D'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La donation de la Maison Jean Cocteau à la Région a été signée le 11 septembre 2019. Pour faciliter la gouvernance et le fonctionnement de cette maison d'artiste, la Région a souhaité créer un Groupement d'Intérêt Public (GIP). La convention de constitution du GIP a été votée par délibération n° CP 2020-177 du 4 mars 2020. La procédure est en cours.

Dans l'attente de la création effective de cette structure, l'association Maison Jean Cocteau a proposé de poursuivre sa mission. L'attribution d'une subvention de 150 000 € par délibération n° CP 2020-053 du 31 janvier 2020 a donné lieu à la conclusion d'une convention d'objectifs et de moyens avec l'association. Par cette convention, l'association continue en 2020 d'organiser le fonctionnement de la Maison Jean Cocteau. La durée de la convention conclue était de 6 mois à compter du 1er janvier 2020.
Compte tenu des circonstances actuelles liées à la crise sanitaire, la convention est prorogée jusqu'au 31 décembre 2020. En effet, la constitution du GIP ne pourra être effective avant le 30 juin 2020 date d'expiration de l'actuelle de la convention.
C'est l'objet du présent avenant

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – MODIFICATION
A compter du 1er juillet 2020, la convention ci-dessus rappelée est prorogée jusqu'au 31 décembre 2020 ou en tout état de cause jusqu'à la date de constitution effective du GIP.

ARTICLE 2 – AUTRES DISPOSITIONS
Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Fait à Paris en deux exemplaires,

Le	**Le** .....
La présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	**Le Président de l'Association Maison Jean Cocteau**
	(*signature et cachet*)

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-270

DU 1 JUILLET 2020

2ÈME AFFECTATION 2020 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIÉS À L'ACTION CULTURELLE RÉGIONALE AFFECTATION 2020 DOMAINE DE VILLARCEAUX

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CP 2018-057 du 24 janvier 2018 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens triennale entre la Région et le Chœur Vittoria ;

VU la délibération n° CP 2018-409 du 19 septembre 2018 relative à la convention d'adossement des activités de la Commission du Film Ile-de-France à l'agence Paris Region entreprises ;

VU la délibération n° CP 2020-027 du 31 janvier 2020 relative aux premières affectations 2020 en faveur des organismes associés à l'action culturelle et du domaine de Villarceaux, ainsi qu'à l'adoption d'une convention administrative et financière annuelle entre la Région et l'ONDIF ;

VU la délibération n° CP 2020-027 du 31 janvier 2020 relative aux premières affectations 2020 en faveur des organismes associés à l'action culturelle régionale, ainsi qu'à l'adoption d'une convention administrative et financière annuelle entre la Région et le FRAC ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-270 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectations en faveur des organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés à l'action culturelle régionale le solde de la dotation de fonctionnement pour l'année 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de 218 400 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques »,

Programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », Action 13100903 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du cinéma » du budget 2020.

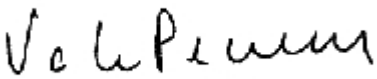
Affecte une autorisation d'engagement de 412 800 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-006 (131006) « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques », Action 13100602 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 471 180 € disponible sur le chapitre 933 - Culture, sports et loisirs, Code fonctionnel 312 – Activités culturelles et artistiques, Programme HP 312-005 (131005) – Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue, Action 13100503 – Soutien aux organismes associés du domaine de la scène du budget 2020.

Article 2 : Affectation Domaine de Villarceaux

Affecte une autorisation d'engagement de 102 000 €, disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 313 « Patrimoine », Programme HP 313-010 « Patrimoine régional à vocation culturelle », Action 13101005 « Patrimoine régional (Villarceaux et maison Cocteau)» du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182239-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-277

DU 1 JUILLET 2020

POLITIQUE D'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DANS LES LYCÉES ET CFA
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2020-2021

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CR92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n°CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par la délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n°CR 2017-189 du 23 novembre 2017 relative à « Pour une politique d'éducation artistique et culturelle ouverte, organisée et inclusive dans les lycées et CFA d'Ile-de-France » ;

VU la délibération n°CP 2019-408 du 18 septembre 2019 relative à la « Politique d'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA – Attribution de subventions pour l'année scolaire 2019-2020 » ;

VU la délibération n°CP 2020-125 du 4 mars 2020 relative à la « Politique d'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA – Affectations 2020 » ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-277 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

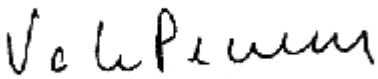
Article unique : **Aide à l'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA d'Ile-de-France : Appel à projets 2020-2021**

Décide de participer au titre du dispositif « Aide régionale à l'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA » au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 522 947 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par la délibération n°CP 2019-408 du 18 septembre 2019 relative à la « Politique d'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA – Attribution de subventions pour l'année scolaire 2019-2020 ».

Affecte une autorisation d'engagement de **1 522 947 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 «Activités culturelles et artistiques», programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire » Action 13101302 – « Education artistique des lycéens », du budget 2020 conformément aux projets présentés en annexe à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182346-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJET

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049211 - MON OEIL - LE BAL

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	170 500,00 € TTC	32,26 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE BAL
Adresse administrative : 6 IMPASSE DE LA DEFENSE
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick ZACHMANN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le BAL est une plateforme indépendante d'exposition, d'édition, de réflexion et de pédagogie, dédiée à l'image contemporaine sous toutes ses formes : photographie, vidéo, cinéma, nouveaux médias. Elle gère notamment un lieu d'exposition dans le 18ème arrondissement de Paris.
Le BAL propose de poursuivre le programme « Mon Œil ! » qui vise à éduquer les lycéens à l'image, à leur faire développer un regard construit et critique sur les images et à engager une réflexion autour de l'image photographique et cinématographique.
Pour la prochaine année scolaire, le BAL prévoit d'augmenter le nombre de lycées impliqués (10 contre 9 l'année précédente) et de se tourner vers la Grande Couronne (6 lycées contre 3 en 19-20). Il projette d'augmenter le nombre de classes impliquées à 3 par lycée contre 2 auparavant.
Le programme Mon Œil est basé sur un parcours de découverte culturelle de 3 ateliers : un premier autour d'une exposition au BAL, un deuxième autour d'une projection cinématographique et un troisième par le biais de la plateforme ERSILIA (plateforme numérique d'éducation à l'image développée par le BAL).
Ce parcours de découverte sera complété pour 10 classes par un parcours de création visuelle avec un artiste. Pour 10 autres classes, un parcours de création numérique sur ERSILIA, expérimenté en 19-20, sera proposé. Au total, chaque classe bénéficiera de 8 à 30 heures d'atelier selon les parcours suivis. 20 classes issues des différents lycées participants pourront aussi bénéficier d'une journée dédiée dans le lieu d'exposition du BAL.
Les restitutions prendront différentes formes : restitutions numériques sur ERSILIA, restitutions au BAL ou dans les lycées, exposition.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 170 500€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-15 000€), au regard du budget régional disponible et des coûts élevés de restitution.

Proposition faite pour 10 lycées (liste prévisionnelle) :
LGT Albert Einstein, Sainte-Geneviève-des-Bois (dans le programme 19-20)
LGT Guy de Maupassant, Colombes (dans le programme 19-20)
LPO Robert Schuman, Charenton-le-Pont (dans le programme 19-20)
LPO Gaspard Monge, Savigny-sur-Orge (dans le programme 19-20)
LGT Jacques Feyder, Epinay-sur-Seine (dans le programme 19-20)
LP Ferdinand Buisson, Ermont
LPO René Cassin, Noisiel
LPO Jean Jaurès, Argenteuil
LP / CFA Belliard, Paris 18ème
LG Coubertin, Meaux

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	66 500,00	35,85%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 000,00	0,54%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	13 600,00	7,33%
Fournitures, petit matériel	4 500,00	2,43%
Restitution du projet	33 500,00	18,06%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s) (ERSILIA)	29 500,00	15,90%
Transports des élèves	2 000,00	1,08%
Communication	3 300,00	1,78%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	31 600,00	17,04%
Total	185 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	70 000,00	37,74%
Etat (sollicitée)	21 000,00	11,32%
DRAC (sollicitée)	10 000,00	5,39%
Ministère de la Culture (sollicitée)	5 000,00	2,70%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	79 500,00	42,86%
Total	185 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049232 - LYCEENS FRANCILIENS TEMOINS D'HISTOIRE - ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE PARIS-MALAQUAIS

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	23 750,00 € TTC	42,11 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE NAT SUP ARCHITECTURE PARIS MALAQUAIS
Adresse administrative : 14 RUE BONAPARTE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Monsieur Luc LIOGIER, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'école Malaquais poursuit sa proposition conçue en 2018 d'inclure dans la formation des étudiants en architecture un module de médiation de la qualité architecturale et d'en faire bénéficier les lycéens franciliens. L'année scolaire prochaine, ce seront 10 lycées qui s'engageront dans le parcours suivant :
- lancement de l'enseignement auprès des étudiants, séances sur le patrimoine, l'architecture scolaire, la médiation, en lien avec le service patrimoine et inventaire de la Région
- détermination des binômes d'étudiants et affectation des lycées
- 1ère rencontre lors des Journées Nationales de l'Architecture : visite du site des Beaux-Arts et de l'école ENSAPM, par les étudiants, pour les lycéens qu'ils accompagneront tout le semestre
- 7 semaines (7 séances) dans les lycées d'ateliers autour des problématiques architecturales et sociétales du lycée (vocabulaire et photographie, éclairage artificiel et lumière naturelle des lieux, point de vue architectural, esthétique, technique, environnemental, analyse critique
- exposition publique avec édition d'un catalogue

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 23 750 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 5 000 €), des dépenses de fonctionnement dépassant le plafond des 20% du budget (-1 250€), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : Le projet ne respecte pas le cahier des charges sur le nombre de classes par lycée (deux requises) et le projet ne prévoit pas d'ouverture culturelle.

Proposition faite pour 10 lycées en cours de détermination, en lien avec la labellisation Architecture contemporaine remarquable.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	5 000,00	16,67%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	2 000,00	6,67%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	2 000,00	6,67%
Restitution du projet	5 000,00	16,67%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	4 000,00	13,33%
Communication	5 000,00	16,67%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	7 000,00	23,33%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	50,00%
Fonds propres	15 000,00	50,00%
Total	30 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049241 - A TABLE AU MUSEE DES ARTS DECORATIFS - MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	54 470,00 € TTC	62,42 %	34 000,00 €
		Montant total de la subvention	34 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUSEE DES ARTS DECORATIFS
Adresse administrative : 107 RUE DE RIVOLI
75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre-Alexis DUMAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La collection du Musée des Arts Décoratifs, une des plus importantes au monde, présente, du Moyen Âge à nos jours un panorama inégalé de l'histoire du meuble, du verre, de la céramique, de l'orfèvrerie, du bijou, du design, du textile et de la mode, du graphisme et de la publicité. Le projet "A table !" s'adresse aux lycéens et aux apprentis des métiers de l'Hôtellerie et de la Restauration en Ile-de-France. Autour d'une thématique renouvelée, cette année le trompe l'oeil, le projet s'appuie sur le bilan des deux précédentes éditions en proposant des temps de co-construction plus importants et une pédagogie du sensible plus affirmée. Le défi pour les élèves des métiers de l'Hôtellerie et de la Restauration, sera de réaliser de plats et des décors de table directement inspirés par les oeuvres du musée.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 54 470 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 8 580 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes :

quelques postes budgétaires élevés comme la restitution (10 920 €) et la communication (3 320 €).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	16 630,00	26,38%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 500,00	2,38%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	7 530,00	11,94%
Restitution du projet	10 920,00	17,32%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	12 150,00	19,27%
Transports des élèves	6 000,00	9,52%
Communication	3 320,00	5,27%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	5 000,00	7,93%
Total	63 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	42 580,00	67,53%
Fonds propres	20 470,00	32,47%
Total	63 050,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049242 - ECRITURE ET TERRITOIRE - MAISON DE LA POESIE

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	41 101,00 € HT	65,69 %	27 000,00 €
	Montant total de la subvention		27 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE LA POESIE
Adresse administrative : 161 RUE SAINT-MARTIN
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE NYSSEN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Maison de la Poésie propose un troisième programme d'EAC s'articulant autour d'atelier d'écriture et de sorties sur la structure ou d'autres lieux culturels franciliens. Les ateliers vont de 8 à 12 heures par classe avec un auteur. La restitution sur la scène de la Maison de la Poésie est un temps fort du projet. Chaque projet de classe se co construit avec les envies pédagogiques des enseignants, ainsi, la Maison de la Poésie propose donc à des auteurs, des dramaturges, des poètes d'intervenir sur des ateliers de créations et d'écriture en classe. Le projet s'adresse à 8 lycées répartis sur 5 départements franciliens.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 41 101 €et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-3 000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 8 lycées, 16 classes :

LP Jean Monnet, Juvisy-sur-Orge 91
LPO Frédéric Joliot-Curie, Dammarie-les-Lys 77
LGT Plaine de Neauphle, Trappes 78
LP Viollet-Le-Duc, Villiers-Saint-Frédéric 78
LPO Jules Vernes, Cergy 95
LP Aulnay-sous-Bois 93
LP Chennevière Malézieux, Paris 75
LP Gustave Ferrié, Paris 75

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	29 840,00	67,66%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	557,00	1,26%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 200,00	2,72%
Restitution du projet	350,00	0,79%
Transports des élèves	1 100,00	2,49%
Communication	4 554,00	10,33%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	6 500,00	14,74%
Total	44 101,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	68,03%
Fonds propres	10 101,00	22,90%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	4 000,00	9,07%
Total	44 101,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049244 - TOHU BAHUT - LA PENICHE OPERA

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	43 000,00 € HT	58,14 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA PENICHE OPERA
Adresse administrative : 46 QUAI DE LA LOIRE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur STEPHANE MALFETTES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce dispositif, composé d'un parcours d'art sonore et d'un parcours de pratique théâtrale, réunit deux à trois classes d'un même lycée autour d'un projet artistique pluridisciplinaire commun. Chaque classe suit un parcours comprenant 15 à 20 heures d'ateliers, deux sorties permettant d'approcher l'univers artistique des intervenants et une séance de restitution commune au sein de l'établissement. La première classe réalise un document sonore et poétique, imaginé et pensé à partir des sons mêmes de ce lieu ; le second groupe propose une mise en espace, une pièce in situ soulignant les perspectives du lieu, conçue à partir de la création sonore du premier groupe.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 43 000 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 16 500 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : le coût élève de 185 euros est élevé au vu de l'économie de l'EAC.

Proposition faite pour 5 lycées, 13 classes :

- LPO Privé, L'Initiative, Paris 19ème
- LPO, Gustave Eiffel, Rueil-Malmaison 78
- LP, Aristide Briand, Blanc-Mesnil 93
- LP, André Sabatier, Bobigny 93
- LP, Virgina Henderson, Arnouville 95

Localisation géographique :

- PARIS
- RUEIL-MALMAISON
- LE BLANC-MESNIL
- BOBIGNY
- ARNOUVILLE-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	31 250,00	52,52%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 800,00	3,03%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	4 000,00	6,72%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	2 500,00	4,20%
Restitution du projet	2 000,00	3,36%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	1 000,00	1,68%
Transports des élèves	1 700,00	2,86%
Communication	3 500,00	5,88%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	11 750,00	19,75%
Total	59 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	41 500,00	69,75%
Subvention Etat (rectorat de Versailles) - (sollicitée)	1 250,00	2,10%
DRAC	7 000,00	11,76%
Subvention Département 75 (sollicitée)	2 000,00	3,36%
Fonds propres	3 750,00	6,30%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	4 000,00	6,72%
Total	59 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX049245 - DANSER LE MONDE - ESCALES DANSE

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	55 235,00 € TTC	59,74 %	33 000,00 €
	Montant total de la subvention		33 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESCALES DANSE EN VAL D OISE
Adresse administrative : PLACE DES ARTS
95027 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANTONELLA JACOB, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Escales Danse est un réseau de seize structures culturelles du Val d'Oise, de Seine Saint-Denis et de Seine-et-Marne qui oeuvre au rayonnement de l'art chorégraphique sur le territoire. La force du collectif est de fonctionner sur le principe d'une approche globale du territoire, au bénéfice des publics par la mise en place d'actions artistiques et culturelles et en soutenant la création. La particularité de l'association est de réunir dans un collectif de travail majoritairement des théâtres de ville et trois scènes labellisées, seuls établissements labellisés du département : le Théâtre Paul Eluard à Bezons, scène conventionnée danse, le Centre des Arts d'Enghien-les-Bains, scène conventionnée arts et création et la scène nationale de Cergy-Pontoise / Val d'Oise Points communs. C'est en s'alliant et en co-portant des projets que les membres d'Escales Danse peuvent renforcer leurs actions, ensemble et en complémentarité, selon un principe fondamental d'équilibre et d'équité. Le projet d'éducation artistique et culturelle « Danser le monde » vise à la découverte de l'art chorégraphique et des cultures contemporaines Africaines à destination de 6 lycées du 95 et 77.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 55 235 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 17 000 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : le coût élève est de 207 euros, soit un coût élevé pour l'économie de l'EAC.

Proposition faite pour 6 lycées 12 classes :

LGT GÉRARD-DE-NERVAL, 95
LPO HONORÉ-DE-BALZAC, Mitry-Mory 77
LPO LYC METIER ROMAIN-ROLLAND, Goussainville 95
LPO JEAN-JAURÈS, Argenteuil 95
LPO DE LA TOURELLE, Sarcelles 95
LGT RENE CASSIN, Gonesse 95

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	24 480,00	33,89%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	7 588,80	10,51%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	9 912,00	13,72%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	1 500,00	2,08%
Restitution du projet	5 355,00	7,41%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	900,00	1,25%
Transports des élèves	12 000,00	16,61%
Communication	500,00	0,69%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	10 000,00	13,84%
Total	72 235,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	69,22%
DRAC	15 000,00	20,77%
Subvention Département 95 (attribuée)	7 235,80	10,02%
Total	72 235,80	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049247 - EN ITINERANCE... - TNO THEATRE NATIONAL DE L ODEON

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	84 940,00 € HT	41,21 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TNO THEATRE NATIONAL DE L ODEON
Adresse administrative : 2 RUE CORNEILLE
75006 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame BETHANIA GASCHET, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 2017, l'Odéon-Théâtre de l'Europe a développé un dispositif : une petite forme théâtrale itinérante, conçue en écho à la programmation du Théâtre, circule dans les lycées franciliens de la Grande couronne. En trois ans, le projet a grandement évolué, jusqu'à devenir un parcours d'éducation artistique et culturelle ponctué des différentes actions: sortie au Théâtre de l'Odéon pour assister au spectacle, représentation de la petite forme au lycée temps de rencontre avec les équipes artistiques et pratique théâtrale. Prenant appui sur les retours positifs des élèves mais aussi des équipes enseignantes, l'Odéon souhaite renouveler son action, tout en consolidant certains aspects du parcours : augmentation du nombre d'heures de pratique, temps de restitution plus conséquent, séance consacrée à l'analyse des spectacles.
Cette année, le spectacle qui sera proposé aux élèves est une adaptation des Frères Karamazov de Fiodor Dostoïevski, mise en scène par Sylvain Creuzevault (artiste associé), pièce à laquelle fera écho une petite forme théâtrale, mise en scène par Sylvain Creuzevault également : Le Grand Inquisiteur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 84 940 € et tient compte de la différence entre le

montant demandé et le montant proposé (- 32 000 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : le coût élève est élevé soit 192 euros ainsi que le coût de la petite forme pesant sur le budget et l'économie du projet d'EAC dans son ensemble.

Proposition faite pour 10 lycées, 20 classes :

LPO Nikola Tesla Dourdan 91
LPO Etienne Bezout Nemours 77
LP Paul Belmondo Arpajon 91
LPO Marie Laurencin Mennecy 91
LPO Jean-Jacques Rousseau Sarcelles 95
LP Turgot Montmorency 95
LPO Jean Monnet Queue-les-Yvelines 78
LPO Clément Ader Tournan-en-Brie 77
LPO Lycée Louis Bascan Rambouillet 78
LP Jean Mermoz Montsoult 95

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	60 022,50	51,33%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	13 318,40	11,39%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	7 200,00	6,16%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	2 000,00	1,71%
Restitution du projet	2 500,00	2,14%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	2 000,00	1,71%
Transports des élèves	8 000,00	6,84%
Communication	6 000,00	5,13%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	15 900,00	13,60%
Total	116 940,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	67 000,00	57,29%
Fonds propres	49 940,90	42,71%
Total	116 940,90	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049253 - A LA DECOUVERTE D'UNE BIBLIOTHEQUE PARLANTE - BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	23 130,00 € HT	64,85 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BNF BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
Adresse administrative : QUAI FRANCOIS MAURIAC
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Madame LAURENCE ENGEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Institution patrimoniale, à vocation encyclopédique et multi-culturelle, la Bibliothèque nationale de France a pour mission de collecter, conserver, enrichir et communiquer le patrimoine documentaire national. Le projet présente une offre articulée autour de plusieurs temps de visites, d'ateliers et de temps de lecture dans les établissements avec des comédiens (6 lycées du 91) et dans les espaces de la BNF ainsi que dans des lieux culturels proches des lycées. Il s'agit également de leur permettre d'appréhender toutes les formes artistiques représentées à la BnF et de réfléchir à la notion de collection du patrimoine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 23 130 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (-3 970 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : deux lycées ne présentent qu'une seule classe et ne répondent pas en ce point au cahier des charges. La subvention a donc été calculée pour 6 établissements avec deux classes chacun.

Proposition faite pour 6 lycées, 12 classes :

- LP Pierre Mendès France Ris Orangis 91
- LP André Marie Ampère Morsang sur orge 91
- LP Nadar Draveil 91
- LGT Albert Einstein Sainte Geneviève des Bois 91
- Lycée Polyvalent Robert Doisneau Corbeil-Essonnes 91
- Lycée des métiers Louis Armand Yerres 91

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	9 800,00	36,16%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	300,00	1,11%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	2 600,00	9,59%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	2 800,00	10,33%
Restitution du projet	300,00	1,11%
Transports des élèves	7 000,00	25,83%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	4 300,00	15,87%
Total	27 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	18 970,00	70,00%
Fonds propres	8 130,00	30,00%
Total	27 100,00	100,00%

DOSSIER N° EX049737 - COURTS-CHUTE ET PAPIERS-MOUVANTS - THEATRE 71

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	47 650,00 € HT	52,47 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE 71
Adresse administrative : 3 PL DU ONZE NOVEMBRE
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel PENAGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Théâtre 71 Scène Nationale Malakoff est implanté sur le territoire de Vallée Sud Grand Paris. Il développe une activité de création de spectacles vivants pluridisciplinaires et notamment la marionnette. Il diffuse des spectacles, accueille des compagnies en résidence au Théâtre 71 et à La Fabrique des Arts. Le Théâtre 71 gère également le Cinéma Marcel Pagnol. Le projet "courts-chute et papiers-mouvants" réunira cinq lycées dont deux établissements situés dans son agglomératio (Montrouge), deux sur l'Établissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest (Vanves et Meudon) et un à Étampes, en Essonne. Ce projet s'articulera pleinement autour des trois piliers de l'éducation artistique et culturelle : un parcours de trois spectacles au théâtre, la projection d'un film au Cinéma Marcel Pagnol et des ateliers de sensibilisation aux mouvements, à la création plastique, à l'image filmique ou à l'écriture de scènes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 47 650 € et tient compte de la différence entre le

montant demandé et le montant proposé (- 5 000 €), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 5 lycées, 13 classes :

LP JEAN MONNET MONTROUGE 92
LYCEE MAURICE GENEVOIX MONTROUGE 92
LYCEE MICHELET VANVES 92
LYCEE RABELAIS MEUDON 92
LYCEE GEOFFROY SAINT HILAIRE ETAMPES 91

Localisation géographique :

- ETAMPES
- MEUDON
- VANVES
- MONTROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	22 815,00	43,33%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	5 500,00	10,45%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	11 525,00	21,89%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	1 000,00	1,90%
Restitution du projet	2 500,00	4,75%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	1 000,00	1,90%
Transports des élèves	2 800,00	5,32%
Communication	1 000,00	1,90%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	4 510,00	8,57%
Total	52 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	56,98%
Fonds propres	22 650,00	43,02%
Total	52 650,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049739 - VENUS D'AILLEURS - MUSEE DU LOUVRE

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	52 000,00 € TTC	67,31 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE
Adresse administrative : 75058 PARIS CEDEX 01
75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur ADEL ZIANE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cette année le musée du Louvre a intégré 20 établissements, tous issus de la voie professionnelle (LP, LPO), dans son programme EAC sur les territoires des 3 académies franciliennes. Le projet "Venus d'ailleurs : art et cultures plurielles" permet à chaque lycée de se partager 18 heures d'ateliers et permet également entre 1 à 2 sorties au musée du Louvre le lus souvent dans la Petite Galerie. La Petite Galerie sera le lieu d'une rencontre sensible des élèves avec les oeuvres, mais aussi avec des professionnels et des artistes. Par ailleurs, la pratique, faite dans les lycées, donnera l'occasion d'une rencontre avec un artiste contemporain, la découverte d'un ou plusieurs champs artistiques, et le travail en interdisciplinarité autour d'un projet unique (parfois dans l'optique du chef-d'oeuvre du bac pro).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 52 000 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 5 000 €), au regard du budget régional disponible d'une demande dépassant légèrement le plafond des 70% et des remarques suivantes : le lycée Benjamin Franklin de La Rochette (77) est retiré du calcul de la subvention du fait du financement de la Préfecture du 77 pour le même projet sur ce territoire.

Proposition faite pour 19 lycées, 51 classes :

LPO Jean Rostand, Mantes-la-Jolie (78)
LPO Parc de Vilgénis, Massy (91)
LP Louis Armand, Yerres (91)
LPO Jules-Etienne Marey, Boulogne-Billancourt (92)
LP Virginia Henderson, Arnouville (95)
LPO Arthur Rimbaud, Garges-lès-Gonesse (95)
LP Jean Mermoz, Montsoult (95)
LP Lucas de Nehou, Paris 19ème
LP Hector Guimard, Paris, 19ème
LP Erik Satie, Paris 14ème
LP Chennevière de Malézieux, Paris 12ème
LP Léonard de Vinci, Paris 15ème
LP Sainte Geneviève, Paris 6ème
LP Turquetil, Paris 11ème
LP François Truffaut/ Simone Weil, Paris 3ème
LPO Pauline Roland, CHEVILLY-LARUE (94)
LPO Voillaume, AULNAY-SOUS-BOIS (93)
LPO Cachan, CACHAN (94)
LPO Léon Blum, CRETEIL (94)

Localisation géographique :

- PARIS
- MANTES-LA-JOLIE
- MASSY
- YERRES
- BOULOGNE-BILLANCOURT
- AULNAY-SOUS-BOIS
- CACHAN
- CRETEIL
- CHEVILLY-LARUE
- ARNOUVILLE-LES-GONESSE
- GARGES-LES-GONESSE
- MONTSOULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	36 000,00	63,16%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	3 000,00	5,26%
Restitution du projet	8 000,00	14,04%
Transports des élèves	10 000,00	17,54%
Total	57 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	70,18%
Subvention Etat (Ministère culture) - (sollicitée)	4 000,00	7,02%
Fonds propres	13 000,00	22,81%
Total	57 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049748 - AGENCE DU COURT METRAGE - Le court métrage : l'envers du décor

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	55 675,00 € HT	62,86 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGENCE DU COURT METRAGE
Adresse administrative : 77 RUE DES CEVENNES
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jérôme DESCAMPS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cinéma et audiovisuel
L'Agence du court-métrage propose pour la 3ème année consécutive un parcours aux élèves de 5 lycées et CFA d'Ile-de-France pour découvrir la vie d'un film de court-métrage, de sa fabrication à sa diffusion, en rencontrant des professionnels du secteur et en devenant eux-mêmes programmateurs d'une salle de cinéma.
Les élèves exploreront toute la diversité du cinéma (fiction, animation, documentaire, expérimental) à travers le court métrage et des expérimentations pratiques. Deux types de parcours seront proposés à 3 classes par établissement :
- un parcours complet proposé à 10 classes autour d'une séance introductive à l'agence du court-métrage avec visite du lieu de stockage et projections de films, d'une rencontre avec un professionnel et de la mise en pratique autour d'éléments de travail sur les films : un atelier de programmation d'une séance de courts métrages animé par un professionnel donnera lieu à une présentation, projection et débat sur une sélection de films menés par les élèves dans un cinéma d'art et d'essai partenaire du projet à proximité de chacun des établissements.
- un parcours simple sera proposé à 5 classes qui bénéficieront de la séance introductive, de la rencontre avec un professionnel et qui assisteront à la séance de restitution dans le cinéma partenaire. Par ce programme, les élèves et apprentis seront invités à développer un regard critique sur les films.
Les enseignants bénéficieront d'une formation introductive en début de parcours et auront accès ainsi que les élèves au kinétoscope, outil pédagogique en ligne qu'ils pourront investir comme support pour leurs enseignements.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 55 675 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-8 095€), au regard du budget régional disponible et des coûts élevés suivants : coût horaire d'intervention artistique, coût de la visite-projection de l'agence, communication et suivi logistique et technique.

Proposition faite pour 5 lycées et CFA, 2 à 3 classes par établissement :
CFA BTP, NANGIS, 77
LPO LYC METIER JULES VERNE, SARTROUVILLE, 78
CFI ORLY, 94
CFA COUVERTURE PLOMBERIE, ALFORTVILLE, 94
LP FERDINAND BUISSON, ERMONT, 95

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique (18 645€ d'intervention artistique (163h à 114€ TCC) et 6000 € de suivi logistique technique)	24 645,00	38,65%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 300,00	2,04%
Billetterie (Rémunération des intervenants, achat des droits des films, location de la salle de projection et mise a disposition du projectionniste)	5 600,00	8,78%
Fournitures, petit matériel (Achat ou location de matériel son vidéo, kit de projection, petit matériel pédagogique)	6 000,00	9,41%
Restitution du projet	3 850,00	6,04%
Dépenses de déploiement de la plateforme du Kinétoscope	7 125,00	11,17%
Transports des élèves	2 600,00	4,08%
Communication	1 200,00	1,88%
Dépenses de fonctionnement	11 450,00	17,96%
Total	63 770,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	43 095,00	67,58%
Subvention Etat (CNC) - (sollicitée)	20 675,00	32,42%
Total	63 770,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049749 - BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION - Le réel en images : reportage et cinéma documentaire, à la croisée des regards

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	39 210,00 € TTC	53,56 %	21 000,00 €
		Montant total de la subvention	21 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE D'INFORMATION
Adresse administrative : 25 RUE DU RENARD 75197 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Madame CHRISTINE CARRIER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cinéma et audiovisuel
Dans le cadre du projet culturel La cinémathèque du documentaire, la Bibliothèque Public d'Information du Centre Pompidou (BPI) propose à 5 lycées d'Ile-de-France un parcours de découverte du cinéma documentaire et de la démarche artistique d'auteur qui s'y attache.
Les élèves assisteront à la projection de films au Centre Pompidou, seront accompagnés par un cinéaste et rencontreront des professionnels des arts et de la culture. Ils réaliseront dans le cadre d'ateliers une note d'intention sur un projet de film documentaire tout en apprenant à faire la distinction entre un reportage médiatique et un documentaire cinématographique.
Grâce à ce parcours d'éducation à l'image, les élèves appréhenderont les différents métiers liés à l'audiovisuel.
Les enseignants bénéficieront d'une journée de présentation du projet au Centre Pompidou en présence de tous les intervenants.
Chaque classe suivra un parcours de 35h articulé autour de 20h de pratique dans le lycée, de 2 journées de 6h au Centre Pompidou (visite de la BPI, projections, atelier métiers et participation au Festival du réel) et de 3h de restitution au Centre Pompidou avec l'ensemble des classes des lycées impliqués autour des productions des élèves.
Le projet mené avec 5 professionnels intervenants entre en résonnance avec les programmes et les projets d'établissements des lycées et sera conduit de manière interdisciplinaire grâce à une équipe plurielle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 39 210 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-21 490€), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : un coût de coordination artistique et de projet, d'exploitation des salles au Centre Pompidou et de transport élevé, l'aboutissement du travail des élèves (une note d'intention) qui pourrait être renforcé et un changement nécessaire de classe au lycée Coubertin de Meaux où la classe de spécialité cinéma-audiovisuel est inéligible.

Proposition faite pour 5 lycées :
LGT et LP Pierre de Coubertin, Meaux, 77 - nécessité de retirer la classe de spécialité cinéma-audiovisuel du projet et de la remplacer par une classe sans enseignement artistique
LPO Monge, Savigny-sur-Orge, 91
LPO Jean Jaurès, Châtenay-Malabry, 92
LPO Jean Rostand, Villepinte, 93
LPO Georges Brassens, Villeneuve-le-Roi, 94

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique (Interv de cinéastes en classe (30h/intervenant, 100 € bruts chargés /heure), Interv pédagogique à la Bpi (5 ateliers) : 2 000€, Appui coordo : 8000€)	40 000,00	65,90%
Billetterie (projections films docu au centre Pompidou, droits de projection)	3 000,00	4,94%
Fournitures, petit matériel (dossier élève : carte SD, pile, disque dur...)	1 500,00	2,47%
Restitution du projet	1 000,00	1,65%
Transports des élèves	5 000,00	8,24%
Dépenses de fonctionnement	10 200,00	16,80%
Total	60 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	42 490,00	70,00%
Fonds propres	18 210,00	30,00%
Total	60 700,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049750 - CICT THEATRE DES BOUFFES DU NORD - A la découverte d'une production théâtrale : Les Couleurs de l'air

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	56 242,00 € HT	56,90 %	32 000,00 €
		Montant total de la subvention	32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CICT THEATRE DES BOUFFES DU NORD
Adresse administrative : 37 BIS BD DE LA CHAPELLE
75010 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur OLIVIER POUBELLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre
Le Théâtre des Bouffes du Nord poursuit une deuxième année de programme autour de la découverte de la construction d'une production théâtrale, dans ses aspects techniques et artistiques.

Les élèves de 7 lycées d'Ile-de-France appréhenderont la dramaturgie d'une œuvre basée sur un texte contemporain : la pièce autobiograpique d'Igor Mendjisky, Les couleurs de l'air, co-produite par les Bouffes du Nord et le théâtre Firmin Gémier, permettra aux élèves d'aborder le lien entre fiction et réalité et le déroulement de la tragédie.

Des parcours types ou à la carte proposés aux classes s'articuleront autour de thématiques donnant lieu à des ateliers de pratique d'environ 6h par classe (avec un socle commun d'écriture et d'improvisation), une visite du théâtre associée à une répétition ou une séquence de montage technique de 3h par classe, un parcours spectateur au théâtre des Bouffes du Nord ou au théâtre Firmin Gémier (1 spectacle minimum) suivi d'un bilan avec le metteur en scène et les artistes et d'une visite des collections permanentes du Centre Pompidou.

Le parcours spectateurs sera également proposé à d'autres classes des lycées. La restitution consistera dans la production de textes d'élèves autobiographiques ou de récits familiaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 56 242 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-8 000€), des dépenses de fonctionnement dépassant le plafond de 20% du budget (-3 652€), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : des coûts élevés pour la création d'outils pédagogiques, le défraiement des artistes, la restitution et la communication et un dépassement des coûts de fonctionnement limités à 20% du budget.

Proposition avec 7 lycées, 2 classes par lycée :

LGT Jacques Feyder - Epinay sur Seine (93)
LPO Paul Doumer - Le Perreux sur Marne (94)
LGT privé Charles de Foucault - Paris 18ème
LPO Parc de Vilgénis - Massy (91)
LGT Descartes - Antony (92)
LGT privé Sophie Barat - Châtenay-Malabry (92)
LGT Hector Berlioz - Vincennes (94)

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique (Rencontre début de projet, Ateliers classe, Visite théâtre avec régisseur intermittent et le personnel du théâtre, 1 rencontre après spectacle)	12 600,00	18,56%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	4 474,00	6,59%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs 12€ x 360 élèves)	4 320,00	6,36%
Fournitures, petit matériel	500,00	0,74%
Restitution du projet (coût estimé de la réalisation d'un petit film des altiers, et de la diffusion en ligne des textes produits par les élèves (blog - site internet))	2 500,00	3,68%
Dossier pédagogique conçu et rédigé par l'équipe artistique et un auteur, temps de préparation des ateliers pour l'ensemble des intervenants, quote part de salaires de répétitions	24 500,00	36,09%
Transports des élèves	500,00	0,74%
Communication	2 000,00	2,95%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	16 500,00	24,30%
Total	67 894,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	58,92%
Fonds propres	17 894,00	26,36%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	10 000,00	14,73%
Total	67 894,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049753 - Culture Club - Un programme transdisciplinaire pour la généralisation du spectacle vivant au lycée - NOUVEAU THÉÂTRE DE MONTREUIL

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	99 600,00 € HT	65,26 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOUVEAU THEATRE DE MONTREUIL
Adresse administrative : 10 PLACE JEAN JAURES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame VERONIQUE BELLIN, Directrice adjointe

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre

Le Nouveau Théâtre de Montreuil propose deux parcours thématiques transdisciplinaires pour 49 classes de 21 établissements. Ces parcours d'EAC sont conçus pour une classe entière et s'adressent à tous les niveaux de classes.
2 PARCOURS THEATRE ET MUSIQUE :
- Parcours "Musique et Objet"
- Parcours "Musique et burlesque"
2 PARCOURS THEATRE QUI DONNE DES NOUVELLES DU MONDE
- Parcours "Réenchanter le monde"
- Parcours "l'art pour résister"
Chaque parcours est constitué :
- d'un spectacle au théâtre en journée,
- d'un happening artistique dans le hall du théâtre, vecteur de croisements inter-établissements,
- d'un spectacle au théâtre le soir, pour favoriser l'autonomie de l'élève,
- d'une initiation artistique de 2h autour d'un des 2 spectacles vus,
- d'un temps de médiation culturelle en classe autour d'un des 2 spectacles vus.
Ce temps de médiation s'appuie sur un outil pédagogique en ligne dédié à l'élève et à l'enseignant : un

mois avant chaque étape du parcours, les élèves peuvent ainsi se préparer aux spectacles sur la plateforme « Culture club ». Les enseignants peuvent poursuivre ce travail et le développer en classe après le spectacle.
Certaines classes seront également accompagnées à la création de contenus numériques (radio, vidéo) critiques sur les spectacles qui viendront enrichir la plateforme Culture club. Enfin, afin de répondre aux besoins des équipes pédagogiques, chaque spectacle présenté en matinée scolaire sera précédé d'une journée de formation auprès des enseignants partenaires, codirigée par un enseignant-relais et un des artistes du spectacle afin de les aider à appréhender ce spectacle et préparer leur classe à la sortie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 99 600 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-13 000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 21 lycées, minimum de 2 classes par lycée :

75 :
LP Chennevière Malézieux, Paris 12è
LP Etienne Dolet, Paris 20ème
LP des métiers Belliard, Paris 18è
LP François Truffaut, Paris 3è
LP Pierre Lescot, Paris 1er
LP Hector Guimard, Paris 19è
LP Léonard De Vinci, Paris 15è

77 :
LPO René Cassin, Noisiel
LGT Henri Moissan, Meaux
LGT Samuel Beckett, La Ferté-sous-Jouarre
LGT Jean Vilar, Meaux
LPO Campus scolaire de Coulommiers

93 :
LGT Jean Jaurès, Montreuil
LGT Olympes de Gouges, Noisy le sec
LPO Condorcet, Montreuil
LPO Jean Rostand, Villepinte
LGT André Bouloche, Livry-Gargan
LGT Charles de Gaulle, Rosny sous-bois
LPO Evariste Galois, Noisy le grand
LPO Eugène Delacroix, Drancy

94 :
LP Jean Moulin, Vincennes

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	48 306,00	42,90%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	2 000,00	1,78%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	18 522,00	16,45%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	252,00	0,22%
Restitution du projet	13 200,00	11,72%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	14 820,00	13,16%
Communication	500,00	0,44%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	15 000,00	13,32%
Total	112 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	78 000,00	69,27%
Fonds propres	29 100,00	25,84%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	5 500,00	4,88%
Total	112 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX049755 - PEAC OMNI ACTE 3 - THEATRE DE LA MARIONNETTE A PARIS

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	47 530,00 € HT	63,12 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE LA MARIONNETTE A PARIS
Adresse administrative : 73 RUE MOUFFETARD
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LUCILE BODSON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-marionnettes-cirque-arts de la rue
Pour cette 3ème édition du projet OMNI (Objets Marionnettiques Nichés en Ile de France), l'idée est toujours d'attirer de drôles d'oiseaux marionnettiques (spectacles et projets liés) sur 4 des 8 départements que compte l'Ile de France.
Le champ artistique des arts de la marionnette (au sens large : théâtre de marionnettes, mais aussi d'images, d'objets, de matières…) relie tous les projets entre eux.
Au programme pour chaque établissement :
- 3 heures de formation pour les enseignants (1 panorama des arts de la marionnette + 2 heures de pratique artistique). Cette formation est ouverte à tous les personnels de l'établissement et aux personnels culturels extérieurs
- la programmation d'un spectacle dans les murs de l'établissement que peuvent aussi voir des élèves qui ne participent pas au projet (au choix : "Présomptions, épisode 1" du collectif du Printemps du machiniste, "Impromptu scientifique" des Ateliers du spectacle n+1, "L'univers a un goût de framboise" de la cie Boom)

Au programme pour chaque classe impliquée dans le programme :
- un panorama des arts de la marionnette ;
- un parcours de 3 spectacles : une petite forme qui se jouera au lycée, un spectacle au Mouffetard, un spectacle dans une autre structure culturelle
- un atelier de pratique de 14 heures dans chaque classe avec 2 artistes intervenants. L'atelier est imaginé en lien avec l'un des spectacles vus dans le parcours.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 47 530 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-10 000€), au regard du budget régional disponible et du choix de lycées au profil peu prioritaire.

Proposition faite pour 5 lycées et CFA, 2 classes par établissement :
CFA des métiers territoriaux du CNFPT à Issy les Moulineaux
CFA Afi 24-Ile de France
LGT Lycée Pierre Gilles de Gennes à Paris
LGT Lycée Couperin à Fontainebleau
LGT Lycée Rosa Parks à Montgeron

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	25 200,00	43,80%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	350,00	0,61%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	3 904,00	6,79%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	1 500,00	2,61%
Restitution du projet	600,00	1,04%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	15 226,00	26,47%
Transports des élèves	1 500,00	2,61%
Communication	250,00	0,43%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	9 000,00	15,64%
Total	57 530,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	69,53%
Subvention itinérance DRAC (sollicitée)	3 000,00	5,21%
Fonds propres	14 530,00	25,26%
Total	57 530,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049756 - LE SENS DES MOTS, LE SENS DES GESTES - ASSOCIATION DU THEATRE DE LA VILLE

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	80 661,00 € HT	55,79 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE LA VILLE
Adresse administrative : 16 QUAI DE GESVRES
75180 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur EMMANUEL DEMARCY - MOTA, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre

En 2020-2021, Le Théâtre de la Ville souhaite mener un projet avec des établissements scolaires situés dans des territoires éloignés des structures culturelles parisiennes.
Il souhaite mettre en œuvre ce projet dans une démarche de co-construction avec les équipes éducatives, s'appuyant sur les spectacles et les équipes artistiques accueillis la saison prochaine.
Pour chaque établissement partenaire, le projet se compose de deux volets successifs :

1) Un socle commun à tous les élèves de 7 lycées franciliens : actions artistiques et spectacle itinérant
Les consultations poétiques sont des moments privilégiés entre un(e) acteur(trice) et un(e) lycéen(ne), un tête à tête basé sur l'écoute, sur un temps donné à l'autre et à l'échange autour de la vie et de la poésie. Des acteurs-médecins en blouse blanche qui prescrivent et appliquent des poèmes-remèdes dans des lieux publics.
Une représentation de Ionesco Suite in situ sera jouée pour deux représentations dans chaque établissement, elle constituera une expérience de spectateurs pour les lycéens qu'ils soient inscrits dans le projet ou non. Plutôt qu'un montage, il s'agit de traverser quelques-unes des obsessions marquantes de cet auteur. A la fin de chaque représentation, les 7 comédiens du spectacle proposeront systématiquement un temps d'échange avec les jeunes sur l'œuvre d'Eugène Ionesco, mais également

sur leur expérience de spectateur.

2) Des parcours spécifiques ont été imaginés pour 21 classes, en complément de ce socle commun
Les équipes éducatives pourront choisir parmi ces trois propositions de parcours :
- PARCOURS LIRE POUR SOI, DIRE POUR LES AUTRES = 12h de pratique entre lecture et écriture pour 11 classes
- PARCOURS SE METTRE EN MOUVEMENT = 9h de pratique centrées sur la danse pour 8 classes
- PARCOURS CE QUE TU VOIS, COMMENT TU LE PARTAGES ? = un parcours de 18h en partenariat avec le Louvre entre analyse critique, création sonore et danse pour 2 classes.
Chaque classe assistera également à deux spectacles au Théâtre de la Ville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 80 661 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-25 000€), au regard du budget régional disponible, d'un coût élève élevé et d'un nombre important d'heures d'intervention.

Proposition faite pour 6 à 7 lycées, minimum de 2 classes par lycée :

LGT Jacques Prévert de TAVERNY
LP Le Corbusier de CORMEILLES EN PARISIS
LGT Maurice Ravel de PARIS
LGT Uruguay France d'AVON

Autres lycées en cours de prospection parmi les lycées suivants :
LGT Daubié d'ARGENTEUIL
LP de Prony ASNIERES
LGT Guy de Maupassant de COLOMBES
LP La Tournelle de LA GARENNE COLOMBES
EREA Martin Luther King d'ASNIÈRES SUR SEINE

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- HAUTS DE SEINE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	36 080,00	34,15%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	2 500,00	2,37%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	39 611,00	37,49%
Restitution du projet	6 120,00	5,79%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	450,00	0,43%
Transports des élèves	4 500,00	4,26%
Communication	3 000,00	2,84%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	13 400,00	12,68%
Total	105 661,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	70 000,00	66,25%
Fonds propres	30 661,00	29,02%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	5 000,00	4,73%
Total	105 661,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049757 - La Fabrique Citoyenne Artistique - THÉÂTRE DU CHÂTELET

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	190 000,00 € HT	10,53 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET
Adresse administrative : 2 RUE EDOUARD COLONNE
75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THOMAS LAURIOT-DIT-PREVOST, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-musique
La Fabrique Citoyenne Artistique est un projet qui permet à 10 classes de 5 lycées professionnels de découvrir le théâtre musical au sein de cette institution parisienne. Le projet s'articule autour de 2 axes principaux : sensibilisation artistique et démarche citoyenne.
Tout au long de l'année scolaire, les élèves suivent un parcours pluriel :
- sensibilisation des enseignants (en amont du projet) : 4h
- Visite du Théâtre : 2h
- Ateliers de préparation au spectacle : 3x1h
- 3 spectacles au Théâtre du Châtelet
- Ateliers de pratiques artistiques : 3x1h
- Ateliers de réflexions citoyennes : 3x2h
- Des rencontres métiers
- Atelier de préparation à la clôture : 2h
- Clôture, un workshop collectif final : 2h.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 190 000 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-15 000€), au regard du budget régional disponible et d'un coût élève très élevé (coût élève/budget total du projet : 683€).

Proposition faite pour 5 lycées dont un lycée professionnel situé en grande couronne, 2 classes par établissement :
LP Madeleine Vionnet, Bondy
LP Jean-Baptiste Clément, Gagny
LP Théodore Monod, Noisy-le-Sec
LPO Voillaume, Aulnay-sous-Bois
LP Romain Rolland, Goussainville (pressenti, LP en grande couronne en cours d'identification)

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS
- BONDY
- GAGNY
- NOISY-LE-SEC
- GOUSSAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	21 260,00	10,37%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	57 728,00	28,16%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	24 100,00	11,76%
Restitution du projet	26 160,00	12,76%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	10 000,00	4,88%
Transports des élèves	28 800,00	14,05%
Communication	7 378,00	3,60%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	29 574,00	14,43%
Total	205 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	35 000,00	17,07%
Fonds propres	40 448,00	19,73%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	129 552,00	63,20%
Total	205 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049758 - TRACES, d'hier pour des demains chantants, être représenté, contribuer, faire société - THÉÂTRE JEAN VILAR

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	74 500,00 € HT	29,53 %	22 000,00 €
		Montant total de la subvention	22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE JEAN VILAR
Adresse administrative	:	1 PLACE JEAN VILAR 94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant	:	Madame FATMATA KONATE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre

Il s'agit d'un projet de co-diffusion et d'EAC à destination de 10 classes de lycéens issus de 5 lycées provenant de 3 départements d'Ile de France en partenariat avec 3 collectivités : la ville d'Aubervilliers, celle de Vitry-sur-Seine et la Communauté de communes du Pays de l'Ourcq.
Le projet aura comme fil conducteur le spectacle « Traces, discours aux Nations Africaines » de Felwine Sarr, texte écrit pour Étienne Minoungou. La création a été faite par Aristide Tarnagda, auteur en résidence à Vitry depuis deux saisons, en décembre 2018 à Dakar pour l'inauguration du musée des civilisations noires. Ce spectacle sera programmé in situ dans les lycées pour deux représentations, à Vitry et à Aubervilliers et une représentation sur la Communauté de communes du Pays de l'Ourcq en décembre.
Le propos : un africain revenant d'une longue odyssée décide de s'adresser aux siens. Il les invite par une parole poétique à édifier le jour qui vient.
Chaque classe travaillera toute la saison avec des intervenants artistes et scientifiques, issus de prestigieux labos de recherches ou de sociétés savantes, autour de l'altérité et de l'apport de chaque civilisation à la culture de l'humanité. Elles seront impliquées sur des sujets aussi variés que l'Anthropologie, l'Histoire, la Sociologie, l'Économie. La visite de grandes institutions, la rencontre avec des scientifiques et l'accompagnement par les artistes participeront ainsi à la création du séminaire

collectif animé par les lycéens eux-mêmes venant rencontrer les autres lycéens et leur présenter leur vision et leurs propositions pour construire une culture commune et faire société ensemble sous formes stylisées et poétiques.
Les lycéens pratiqueront l'écriture poétique puis travailleront à les théâtraliser afin de les présenter et de défendre leurs points de vue en assemblées auprès de leurs pairs. Ils se pencheront sur l'apport culturel des différentes civilisations et sur ce en quoi celles-ci peuvent contribuer à renforcer la richesse culturelle de l'humanité dans un respect mutuel bénéfique propice à l'édification de démocraties apaisées inclusives et dynamiques.

Sur ce projet il est prévu 25h de pratiques artistiques par classe (ateliers de lecture et d'écriture, de jeu théâtral), 4 sorties culturelles (Musée National de l'Histoire de l'Immigration, Représentation aux Théâtres, Musée du Quai Branly, Campus Condorcet des Sciences sociales) et 6 à 8 rencontres avec des chercheurs ou des savants pour chaque classe, travaux donnant lieu à deux restitutions : une exposition au sein du lycée et un séminaire collectif.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 74500€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-23 000€), au regard du budget régional disponible et de quelques postes budgétaires élevés (matériel, communication), transport (réduire et réserver la ligne transport au lycée du 77).

Proposition faite pour 5 lycées, 2 classes par établissement (minimun requis) :

LPO Chérioux de Vitry sur Seine (94)
LPO Microlycée Jean Macé de Vitry sur Seine (94)
LP Jean-Pierre Timbaud d'Aubervilliers (93)
LPO d'Alembert d'Aubervilliers (93)
LPO du Gué-à-Tresme de Congis-sur-Thérouanne (77)

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	37 500,00	38,46%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	7 500,00	7,69%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	5 300,00	5,44%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	3 550,00	3,64%
Restitution du projet	3 900,00	4,00%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	3 750,00	3,85%
Transports des élèves	12 000,00	12,31%
Communication	6 000,00	6,15%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	18 000,00	18,46%
Total	97 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 000,00	50,00%
Subvention Départements du Val de Marne, de Seine Saint Denis et de Seine et Marne (sollicitée)	15 000,00	16,67%
Subvention Communes de Vitry sur Seine et d'Aubervilliers (attribuée)	30 000,00	33,33%
Total	90 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049763 - Les inattendus² - LA VILLETTE

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	137 500,00 € TTC	43,64 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARC GRANDE HALLE VILLETTE
Adresse administrative : 211 AVENUE JEAN JAURES
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur DIDIER FUSILLIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Projet pluridisciplinaire : théâtre, marionnette-cirque, musique, danse et arts plastiques

Les « Inattendus » sont des parcours d'éducation artistique et culturelle imaginés par La Villette. Ces parcours permettent aux élèves de 45 classes de 15 lycées, EREA et CFA franciliens de se confronter à des propositions artistiques singulières. L'ensemble de l'établissement peut profiter des Pop-Up (interventions spectaculaires dans les établissements). Concernant les parcours, 3 classes en moyenne sont impliquées par établissement : chaque classe bénéficie d'un parcours de découvertes artistiques et culturelles (spectacles, expositions,…), de rencontres avec les artistes, de temps de sensibilisation aux esthétiques contemporaines, de rencontres métiers ainsi que d'une visite architecturale et historique du Parc. Concernant la pratique, une à deux classes par établissement bénéficient d'une immersion de 12h d'ateliers avec un artiste programmé ou accueilli en résidence à La Villette. L'artiste pressenti sera référent sur l'ensemble du parcours (du Pop-Up au workshop). L'autre ou les autres classes effectuent une sensibilisation de 3h à une pratique de leur choix.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 137 500 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-10 000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 15 lycées, 2 à 3 classes par lycée :

LGT François Villon des Mureaux
LP Louise Weiss d'Achères
LP Armand Carrel de Paris
LG Julie-Victoire-Daubié d'Argenteuil
Lycée Hôtelier René Auffray de Clichy
LPO Paul Emile Victor d'Osny
LPO Léonard de Vinci de Tremblay en France

Liste à compléter.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	33 400,00	22,64%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	22 500,00	15,25%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	48 100,00	32,61%
Communication	14 500,00	9,83%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	29 000,00	19,66%
Total	147 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	70 000,00	47,46%
Subvention Etat (Précisez si rectorat, programme, ...) - (sollicitée)	10 800,00	7,32%
Ministère de la Culture	15 450,00	10,47%
Fonds propres	51 250,00	34,75%
Total	147 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX049764 - LES OPERAS DE STOCKHAUSEN - ASSOCIATION LE BALCON

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	89 271,00 € HT	53,77 %	48 000,00 €
	Montant total de la subvention		48 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE BALCON
Adresse administrative : 7 COURS MARIGNY
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Aurélien REINOLD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Balcon est un collectif artistique qui produit des spectacles musicaux et des opéras avec une prédilection pour le XXème et le XXIème siècle. Il s'est associé au Festival d'Automne et à la Philharmonie pour produire le cycle d'opéra de Licht de Karlheinz Stockhausen.
Le projet proposé vise à faire découvrir le cycle de Licht aux lycéens en partenariat avec la Philharmonie de Paris. Il se décline en 3 volets :
- un volet de pratique et de rencontres métiers : 10 heures d'ateliers de pratique vocale et 4 heures de rencontres métiers pour découvrir l'opéra d'un point de vue professionnel ;
- un volet de rencontres avec les artistes à travers des répétitions ouvertes au sein du lycée ;
- un volet de rencontres avec les œuvres à travers 2 concerts à la Philharmonie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 89 271€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-48

299€), au regard du budget régional disponible, du coût élève élevé et du montant élevé des dépenses d'intervention artistique.

Proposition faite pour 5 lycées :
LP Pierre Mendès-France, Villiers-le-Bel
LPO Romain Rolland, Goussainville
LPO Arthur Rimbaud, Garges-lès-Gonnesse
LP Armand Carrel Paris 19ème
LPO d'Alembert, Paris 19ème

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	84 142,00	61,16%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	8 500,00	6,18%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	7 000,00	5,09%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	4 000,00	2,91%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	3 000,00	2,18%
Transports des élèves	8 000,00	5,82%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	22 928,00	16,67%
Total	137 570,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	96 299,00	70,00%
DRAC	20 000,00	14,54%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	21 271,00	15,46%
Total	137 570,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049766 - L'AUTOMNE AU LYCEE - FESTIVAL D'AUTOMNE PARIS

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	101 045,00 € HT	54,43 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL D'AUTOMNE PARIS
Adresse administrative : 156 RUE DE RIVOLI
75001 PARIS 01
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE HUBAC, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre
Le Festival d'Automne à Paris est un festival pluridisciplinaire. De septembre à décembre, il déploie une programmation de 70 manifestations dans une cinquantaine de lieux dans et hors de Paris.
Le Festival d'Automne poursuit le programme « L'Automne au Lycée » qu'il met en œuvre depuis 2 ans déjà. En plus d'une légère augmentation du nombre de lycées (17 contre 15 l'an dernier), le Festival prévoit de renforcer le rayonnement du projet en augmentant le nombre de classes concernées et ainsi le nombre d'élèves (1300 contre 617).
Le programme conserve sa structuration avec deux modalités possibles : le Festival Côté Cour d'une part, des parcours pluridisciplinaires d'autre part.
Le Festival Côté Cour vise à faire circuler 4 propositions artistiques dans 12 des lycées participants au projet : une forme courte « Les Frères Karamazov » de Sylvain Creuzevault (2 lycées) ; une lecture performance de l'autrice Penda Diouf (3 lycées) ; le solo « Jokebox » du collectif l'Encyclopédie de la Parole (2 lycées) ; l'Exposition itinérante des affiches du festival (5 lycées). Chaque proposition artistique fait l'objet d'ateliers avec les classes participantes.
Les parcours pluridisciplinaires prennent la forme d'un parcours de spectateur durant le festival dans différents lieux franciliens (environ 3 spectacles). Ce parcours est complété par une série d'ateliers parmi les suivants : atelier de médiation avec deux metteurs en scène autour des spectacles vus ; atelier du lendemain avec des professionnels des CEMEA dans la foulée d'un spectacle vu ; atelier de pratique avec un artiste programmé ou complice.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 101 045€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-5 000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 17 lycées, 2 à 3 classes par établissement :
LGT Jean Moulin 77200 Torcy
LPO de LEssouriau 91940 Les Ulis
LPO René Auffray 92210 Clichy (dans le programme 19-20)
LGT Charles de Gaulle 93110 Rosny-sous-Bois
LP Madeleine Vionnet 93140 Bondy (dans le programme 19-20)
LPO Maurice Utrillo 93240 Stains (dans le programme 19-20)
LGT Henri Wallon 93300 Aubervilliers (dans les programmes 18-19 et 19-20)
LPO Lucie Aubrac 93500 Pantin (dans le programme 19-20)
LPO Adolphe Chérioux 94400 Vitry-sur-Seine (dans les programmes 18-19 et 19-20)
LP Cognacq-Jay 95100 Argenteuil (dans le programme 19-20)
LGT Montesquieu 95220 Herblay
LGT Fragonard 95290 LIsle-Adam
LPO de Bezons 95870 Bezons (dans les programmes 18-19 et 19-20)
LG Colbert 75010 Paris (dans les programmes 18-19 et 19-20)
LPO Diderot 75019 Paris (dans les programmes 18-19 et 19-20)
LGT Emile Dubois 75014 Paris (dans les programmes 18-19 et 19-20)
LGT Henri Bergson 75019 Paris (dans le programme 19-20)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	59 765,00	56,36%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	2 000,00	1,89%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	18 780,00	17,71%
Fournitures, petit matériel	1 000,00	0,94%
Restitution du projet	2 000,00	1,89%
Transports des élèves	7 000,00	6,60%
Communication	2 000,00	1,89%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	13 500,00	12,73%
Total	106 045,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	60 000,00	56,58%
Ville de Paris (attribuée)	12 000,00	11,32%
Fonds propres	34 045,00	32,10%
Total	106 045,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049767 - VOCAUX-GRAPHES - ESPACE MUSICAL

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	56 146,00 € HT	62,34 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE MUSICAL
Adresse administrative : 2 RUE DES PYRENEES
94150 RUNGIS CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LUC MALLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Puce Muse est une structure de recherche et de création artistique pionnière dans le domaine de la musique visuelle. Elle met au cœur de ses travaux la performance musicale, collective, interactive et accessible à tous et développe de nombreux outils numériques et logiciels de création musicale.
Puce Muse propose de reconduire le programme Vocaux-Graphes soutenu par la Région depuis 2 ans avec 7 lycées dont 4 lycées professionnels et des classes technologiques d'un lycée polyvalent. Le parcours s'appuie sur un travail préalable réalisé en classe avec les enseignants sur la base d'un corpus fourni par Puce Muse pour sensibiliser les élèves et leur permettre d'écrire ou de sélectionner des textes à mettre en musique. Les élèves suivront ensuite 6 heures d'ateliers de création musicale à l'aide des logiciels développés par Puce Muse. Les élèves présenteront les formes courtes ainsi développées lors de performances dans d'autres classes de leurs établissements et lors de restitutions interlycées aux lycées d'Arsonval et de La Fontaine.
Les ateliers seront également complétés par deux concerts de musique électronumérique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 56 146€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-6 800€), au regard du budget régional disponible et de la demande de retrait des lycées avec option musique.

Proposition faite pour 5 lycées :
LP, Suzanne Valadon, Paris 18ème
LP, Jacques Prévert, Versailles
LPO, De L'essouriau, Les Ulis
LP, Galilée, Paris 13
LP Gustave Eiffel, Massy
La Région préconise le retrait des lycées avec option musique initialement proposés.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	29 640,00	47,09%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	2 072,00	3,29%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	7 200,00	11,44%
Fournitures, petit matériel	3 076,00	4,89%
Restitution du projet	4 536,00	7,21%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	2 975,00	4,73%
Communication	2 096,00	3,33%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	11 351,00	18,03%
Total	62 946,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	41 800,00	66,41%
Fonds propres	21 146,00	33,59%
Total	62 946,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049769 - OPERAPPRENTIS - OPERA NATIONAL DE PARIS

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	251 878,00 € HT	31,76 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPERA NATIONAL DE PARIS
Adresse administrative : 120 RUE DE LYON
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Stephane LISSNER, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Opéra National de Paris propose de reconduire le programme Opérapprentis pour la 3ème consécutive. Il renouvelle le partenariat avec les 6 CFA concernés et l'élargit à 3 CFA et 2 lycées professionnels supplémentaires.
Le projet vise à faire découvrir la diversité de l'Opéra et de ses métiers aux élèves. Pour cela, les élèves visiteront le Palais Garnier et l'Opéra Bastille et assisteront à une représentation dans l'un d'eux et une représentation à l'Académie. Les élèves suivront également un parcours d'ateliers de pratique artistique en lien avec leur filière animés par un artiste de l'Opéra (chorégraphe, musicien compositeur ou metteur en scène).
Comme lors de la première année, un film documentaire sera réalisé sur le projet.
Les autres classes des établissements participants bénéficieront d'un accès privilégié à l'Opéra (visites, répétitions, représentations).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 251 878€ et correspond au montant du budget proposé

par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-10 000€) et des coûts de fonctionnement au-delà du plafond de 20% (-36 085€), au regard du budget régional disponible et du coût élève élevé.

Proposition faite pour 10 lycées et CFA (2 classes par projet) :
LP LYC METIER Louis Blériot 92150 Suresnes
LP LYC METIER Gustave Eiffel 91300 Massy
CFA Ducretet 92110 Clichy
CFA CMA 77 IMA du Pays de Meaux 77124 Chauconin-Neufmontiers
LP Lucas de Nehou 75005 Paris
CFA C3 Alternance 92160 Antony
CFA Bijouterie Joaillerie 75002 Paris
CFA Campus des métiers et de l'entreprise 93000 Bobigny
CFA BTP 92500 Rueil Malmaison
CFA IMA Val de Seine 77000 Melun
CFA de l'Institut de la Mode 75002 Paris

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	60 803,00	20,41%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	17 960,00	6,03%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	75 900,00	25,47%
Fournitures, petit matériel	7 000,00	2,35%
Restitution du projet	30 000,00	10,07%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	5 000,00	1,68%
Transports des élèves	7 200,00	2,42%
Communication	5 000,00	1,68%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	89 100,00	29,90%
Total	297 963,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	90 000,00	30,21%
Fonds propres	117 963,00	39,59%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	90 000,00	30,21%
Total	297 963,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049770 - ORCHESTRE AU BAHUT : BEETHOVEN L'AFRICAIN - PARIS MOZART ORCHESTRA

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	69 784,00 € TTC	42,99 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS MOZART ORCHESTRA
Adresse administrative : ANA S SMART
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS RACHLINE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Paris Mozart Orchestra est un ensemble artistique créé et dirigé par la cheffe d'orchestre Claire Gibault. Il défend aussi bien la musique classique que la musique contemporaine et mène de nombreuses actions culturelles.
Soutenu depuis l'année scolaire 18-19, le Paris Mozart Orchestra renouvelle son programme « Orchestre au Bahut » autour d'une nouvelle création contemporaine « Beethoven l'Africain » dont il a passé commande au compositeur Fabio Vacchi. En résidence à Gagny, le PMO touchera 4 lycées situés à proximité ainsi que 2 EREA et 1 lycée de l'Académie de Versailles.
Le parcours débute par une rencontre avec la cheffe d'orchestre et les artistes impliqués dans le projet, suivie de 10h d'ateliers de chant choral. Les artistes se rendront ensuite pour une journée au sein de chaque lycée pour échanger avec les élèves et donner un concert participatif durant lequel les élèves pourront mettre en œuvre l'apprentissage de leurs ateliers. Enfin, la restitution passera par un concert participatif dans un lieu parisien partenaire du PMO.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 69 784€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-39 000€), au regard du budget régional disponible et des dépenses d'intervention artistique élevées.

Proposition faite pour 7 lycées (minimum 2 classes par établissement) :
Lycée Polyvalent Pissarro, Pontoise (95)
Lycée EREA Toulouse Lautrec, Vaucresson (92)
Lycée EREA Françoise Dolto de Beaumont sur Oise (95) (couture, pressing, vêtements flous)
LGT Gustave Eiffel, Gagny (93)
LP Jean-Baptiste Clement, Gagny (93)
LGT Clemenceau Villemomble (93)
LPO Polyvalent Cugnot, Neuilly-sur-Marne (93)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	74 879,00	68,83%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	3 325,00	3,06%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 750,00	1,61%
Fournitures, petit matériel	500,00	0,46%
Restitution du projet	500,00	0,46%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s) (commande d'une oeuvre et conception des outils correspondants)	9 000,00	8,27%
Transports des élèves	1 000,00	0,92%
Communication	500,00	0,46%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	17 330,00	15,93%
Total	108 784,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	69 000,00	63,43%
DRAC (sollicitée)	5 000,00	4,60%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	27 784,00	25,54%
Précisez si autres aides publiques (EPCI, Communauté de communes, Agglomération, EPT)	7 000,00	6,43%
Total	108 784,00	100,00%

DOSSIER N° EX049771 - L'OPERA DU JOUR - NOS LYCEENS ONT DU TALENT - OPERA DE MASSY - CNAL

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	25 420,00 € HT	66,88 %	17 000,00 €
		Montant total de la subvention	17 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNAL CTRE NAL ART LYRIQU
Adresse administrative : 1 PLACE DE FRANCE
91300 MASSY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JACK-HENRI SOUMERE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Opéra de Massy est le seul opéra situé en banlieue parisienne. Il propose une large programmation d'art lyrique, soutient et produit des créations, accueille des artistes en résidence et mène des actions culturelles notamment dans le quartier politique de la ville où il est implanté.
Pour ce projet de programme, l'Opéra de Massy s'appuie sur une collaboration avec les Théâtres de Longjumeau et du Blanc-Mesnil qui sont gérés par le même groupe.10 classes issues de 5 lycées (3 en Essonne et 2 en Seine-Saint-Denis) participeront au projet.
Le programme « L'Opéra du jour, nos lycéens ont du talent » est construit en 3 temps : une journée de sensibilisation à l'opéra par des médiatrices ; une journée à l'Opéra de Massy avec visite du lieu, rencontre avec les artistes et répétition publique et une journée « Opéra du jour » éventuellement dans un théâtre partenaire. La journée « Opéra du jour » consiste en une journée de pratique artistique (chant et théâtre corporel). Elle se conclura par une restitution sous forme d'un chœur d'opéra devant d'autres élèves de l'établissement. A l'issue de ce parcours, les élèves reviendront à l'Opéra de Massy pour assister à un opéra. L'Opéra de Massy accueillera les élèves des classes non participantes pour des répétitions publiques, y compris sur la saison suivante. Les enseignants recevront également la mallette pédagogique de l'Opéra de Massy qu'ils pourront utiliser pour sensibiliser des élèves des autres classes à l'Opéra.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 25 420€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-3 580€) et des frais de fonctionnement au-delà du plafond de 20% (-450€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 5 lycées (minimum 2 classes par lycée) :
Lycée agricole St Antoine de Marcoussis (91)
Lycée professionnel Jean Perrin Longjumeau (91)
Lycée professionnel Alexandre Denis Cerny (91)
Lycée polyvalent Jean Moulin, Le Blanc Mesnil (93)
Lycée professionnel Théodore Monod, Noisy le Sec (93)

Localisation géographique :
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	15 000,00	50,93%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 700,00	5,77%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	2 100,00	7,13%
Fournitures, petit matériel	300,00	1,02%
Restitution du projet	1 000,00	3,40%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	300,00	1,02%
Transports des élèves	2 500,00	8,49%
Communication	300,00	1,02%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	6 250,00	21,22%
Total	29 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 580,00	69,88%
CD 91 (sollicitée)	3 870,00	13,14%
Commune de Massy (sollicitée)	2 000,00	6,79%
Fonds propres	3 000,00	10,19%
Total	29 450,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049773 - Les Concerts de Poche dans les lycées et les CFA d'Île-de-France - LES CONCERTS DE POCHE

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	153 000,00 € TTC	32,68 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CONCERTS DE POCHE
Adresse administrative : 1 RUE DE LORETTE
77133 FERICY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JULIEN AZAÏS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-musique
Les Concerts de Poche co-construisent avec 6 CFA et lycées un projet d'EAC sur une base commune mais qui se déclinera de manière unique, s'adaptant aux souhaits des enseignants et des élèves, aux contraintes des établissements, aux spécificités des groupes. Le projet musical participatif est un parcours culturel organisé autour de 3 axes :
- une série d'ateliers collectifs de pratique et création musicale, articulés au mieux avec le programme académique des élèves, menés par un duo d'artistes intervenants en lien étroit avec les enseignants (entre 15h et 20h par classe en moyenne) ;
- un parcours de spectateur, composé d'au moins 3 sorties culturelles sélectionnées parmi la programmation des Concerts de Poche et celle d'autres structures culturelles franciliennes partenaires, à rayonnement régional et national ;
- des rencontres avec des professionnels de la culture autour des métiers de la médiation, de la communication, de la production ou de la régie de concert.
Ce parcours aboutit pour chaque établissement à une présentation publique ou une restitution sur scène en première partie d'un Concert de Poche, accompagnée par les concertistes, pour présenter le fruit de leur travail de création musicale : chant choral, slam, écriture -texte et mélodie-, fabrication d'instruments de musique. Ces restitutions peuvent être inter-établissements afin de créer des ponts entre les différentes disciplines académiques.
Les genres musicaux proposés concernent la musique classique, le jazz, l'opéra, les musiques du monde et-ou le théâtre musical. Les Concerts de Poche partent toujours de ce que les élèves connaissent pour tisser des liens entre les différents genres et déconstruire les a priori.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 153 000€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-40 000€), au regard du budget régional disponible et de plusieurs coûts élevés : les salaires des médiateurs plus élevés que ceux des artistes intervenants, les cachets des concertistes lors des restitutions (31800€ pour 6 répétitions et concerts avec les élèves) et des rencontres métiers payantes (y compris hors artistes).

Proposition faite pour 6 lycées et CFA, de 2 à 4 classes par établissement :
CFA du bâtiment et des travaux publics de Seine-et-Marne, Nangis
LP des métiers Gustave Eiffel, Varennes-sur-Seine
LP Benjamin Franklin, La Rochette
EREA Le Château du Lac, Ollainville
LP hôtelier Château des Coudraies, Etiolles
LPO Nikola Tesla, Dourdan

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	92 000,00	47,67%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	8 000,00	4,15%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	13 750,00	7,12%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	3 000,00	1,55%
Restitution du projet	31 800,00	16,48%
Transports des élèves	14 000,00	7,25%
Communication	5 000,00	2,59%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	25 450,00	13,19%
Total	193 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	90 000,00	46,63%
Subvention Etat (sollicitée)	10 000,00	5,18%
DRAC (sollicitée)	10 000,00	5,18%
Ministère de la Culture (attribuée)	5 000,00	2,59%
Subvention Département Essonne (attribuée)	7 000,00	3,63%
Subvention Département Seine et Marne (sollicitée)	3 500,00	1,81%
Fonds propres	7 500,00	3,89%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	60 000,00	31,09%
Total	193 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049826 - PARCOURS CULTUREL MUSIQUE CLASSIQUE - PATRIMOINE MUSICAL ET PATRIMOINE ARCHITECTURAL - FESTIVAL DE SAINT-DENIS

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	51 000,00 € TTC	47,06 %	24 000,00 €
		Montant total de la subvention	24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION FESTIVAL SAINT-DENIS
Adresse administrative	:	16 RUE DE LA LEGION D'HONNEUR 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur FRANCIS LEPIGEON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Festival de Saint-Denis propose un parcours culturel à 8 lycées d'Ile-de-France, afin de leur faire découvrir l'univers de la musique classique et la Basilique de Saint-Denis, joyau du patrimoine architectural national :
- Sensibilisation en amont des lycéens à la musique classique, à son histoire et son évolution ainsi qu'à l'histoire du Festival de Saint-Denis,
- Concert de musique de chambre avec des jeunes talents au sein même du lycée, temps d'échange après le concert avec les artistes, découverte du métier d'artiste musicien
- Visite guidée de la Basilique nécropole des Rois de France, temps d'échange durant la visite avec les conférenciers des Monuments Nationaux, atelier durant lequel les lycéens pourront découvrir de nombreux supports photos, vidéos, musiques
- Invitation des lycéens, avec sensibilisation en amont à un concert présenté dans la Basilique ou un concert présenté dans le cadre du festival Métis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 51 000 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 6 000 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : la subvention a été calculée avec les 8 lycées engagés dans le projet lors du dépôt et non pour 10 lycées comme annoncé par la structure.

Proposition faite pour 8 lycées, 16 classes :

LPO Romain-Rolland à Goussainville 95
LPO Charlotte Delbo à Dammartin-en-Goële 77
LGT Paul Eluard à Saint-Denis 93
LGT Saint-Exupéry à Mantes-la-Jolie 78
LPO Nadia et Fernand Léger à Argenteuil 95
LGT Fragonard à l'Isle-Adam 95
LPO Les Pierres Vives à Carrières-sur-Seine 78
LP Le Champ de Claye à Claye-Souilly 77

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	21 000,00	36,84%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	4 000,00	7,02%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	300,00	0,53%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	2 500,00	4,39%
Restitution du projet	7 700,00	13,51%
Transports des élèves	8 000,00	14,04%
Communication	2 500,00	4,39%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	11 000,00	19,30%
Total	57 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	52,63%
Fonds propres	27 000,00	47,37%
Total	57 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX050264 - La musique en commun 2020_2021 - ASSOCIATION CHROMA

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	109 849,00 € HT	36,41 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CHROMA
Adresse administrative : IMMEUBLE LE TERMINAL
93130 NOISY-LE-SEC
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANTOINE DE GALZAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-musique

Le programme « la musique en commun » propose une découverte et un apport de connaissance dans le domaine des musiques actuelles ainsi qu'un accompagnement de musiciens amateurs par des musiciens professionnels. Les classes bénéficient de nombreuses ressources numériques (« Une histoire du rock pour les adolescents », un documentaire audio-visuel en trois épisodes retraçant l'histoire des styles musicaux d'aujourd'hui visible sur la chaine Youtube de Zebrock, deux playlists accessibles sur Deezer, les parcours et notices proposés par Mélo, la plateforme musicale éducative développée par Zebrock). Chaque élève et chaque enseignant pourra utiliser Mélo comme bibliothèque de contenus musicaux et comme support de recherche documentaire en vue de la réalisation des travaux attendus, mais aussi proposer des thèmes à explorer et des morceaux à publier sur le site. Le temps fort qui ouvre le projet dans les établissements est l'accueil de la conférence musicale chantée animée par 3 artistes intervenants. Elle se déroule dans chacun des établissements du projet sur une demi-journée dans la classe même ou dans une salle adaptée. Elle permet une rencontre sensible avec des œuvres de musiques actuelles des XXème et XXIème siècles, des apports de connaissances conséquents sur le contexte social, culturel et historique de leur création et une rencontre inédite avec des artistes en classe.
Afin d'encourager des pratiques musicales et artistiques, sera entamé un processus de repérage de clubs-musique dans les lycées et, selon des modalités spécifiques, dans les CFA et EREA. La structure sélectionnera 5 clubs-musique qui bénéficieront outre le parcours La musique en commun, de deux

séances de coaching ou masterclasses proposées par Zebrock. Ces actions s'inscrivent dans la collaboration établie avec le festival Rock en Seine et relancée depuis trois ans autour du dispositif Première Seine. Les artistes pourraient aussi intervenir pour des rencontres ou master class auprès de certaines classes.
Enfin, le temps fort proposé par le festival La musique en commun est conçu comme le temps de restitution où élèves et enseignants sont à la fois les visiteurs et les acteurs du programme de la journée. Le rallye des métiers de la musique offre aux élèves l'opportunité de rencontrer des professionnels du secteur musical enclins à faire découvrir leurs métiers à des élèves ouverts à la discussion. La programmation de concerts lycéens place les jeunes au cœur du déroulement du festival et invite les élèves-musiciens à pratiquer leur musique dans des conditions professionnelles. Cette journée se conclue sur le concert d'un ou une artiste de la scène émergente francophone dont les élèves reçoivent le poster souvenir exclusif édité pour l'occasion.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 109 849€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-10 000€), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : l'absence de proposition de sorties en dehors du festival-restitution, la pratique qui se concentre exclusivement sur les élèves amateurs (option ou club) avec l'intervention de musiciens professionnels pour des séances d'accompagnement.

Proposition faite pour 30 classes de 15 lycées (soit 2 classes par lycée) hors option musique :
(en attente des engagements des lycées manquants) :
LGT Emmanuel Mounier à Châtenay Malabry
LPO Paul Langevin à St Geneviève des Bois
LGT Louise Michel à Champigny sur Marne
LGT Jules Verne à Limours
LP Voillaume à Aulnay Sous-Bois

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	27 981,00	23,35%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	6 100,00	5,09%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	6 600,00	5,51%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	1 818,00	1,52%
Restitution du projet	4 607,00	3,84%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	18 195,00	15,18%
Transports des élèves	2 000,00	1,67%
Communication	28 610,00	23,87%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	23 938,00	19,97%
Total	119 849,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	41,72%
Subvention Etat (sollicitée)	1 543,00	1,29%
Subvention Département de Seine Saint Denis (attribuée)	43 215,00	36,06%
Fonds propres	391,00	0,33%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	24 700,00	20,61%
Total	119 849,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX050269 - reVox - mémo sonore ou les lectures rembobinées - ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	45 100,00 € HT	66,52 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT
Adresse administrative	:	18 RUE MARCELIN BERTHELOT 94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame GENEVIEVE GALLOT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-arts plastiques et arts numériques
ReVox est un projet collaboratif axé sur la vocalité pour s'approprier les textes par le son. Des artistes de la création sonore musiciens, chanteurs, comédiens, conteurs, slameurs, beatboxers, etc. et deux artistes des arts visuels, plastiques et numériques sont associés à ce projet. Ils travailleront, chacun selon sa spécialité, à la mise en voix d'un corpus de textes, littéraires ou liés aux autres disciplines enseignées, défini en amont avec l'équipe pédagogique. L'objectif est de travailler en profondeur et de manière ludique, la réécriture, la lecture et les multiples possibilités d'interprétation des textes grâce aux nouvelles technologies sonores et aux pratiques vocales. Les pratiques de la musique, de l'oral et leurs enjeux sont au cœur de ce projet.
Pour thème et comme fil conducteur, reVox s'inspire du « Cycle des souvenirs » de Luc Ferrari, compositeur emblématique de la musique électro-acoustique. Cette œuvre joue sur les questions de mémoire affective et personnelle comme collective, des notions fondamentales qui modèlent la construction de la personnalité et agissent sur les choix de vie.
Ce projet imaginé pour 12 classes de 6 établissements comprend 24h d'ateliers par classe. Le projet donnera lieu à une restitution commune rassemblant les créations réalisées par les différentes classes dans une grande installation sonore, plastique et vidéo. Réalisée par deux artistes vidéastes et plasticiens, cette œuvre fera l'objet d'une présentation par les élèves eux-mêmes, dans les studios de La Muse en Circuit ou dans un autre lieu au fort rayonnement culturel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 45 100€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-5 230€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 6 lycées, 2 classes par lycée, parmi les établissements suivants :
LP Jean Monnet, Juvisy-sur-Orge
LPO Louise Michel, Champigny-sur-Marne
LP Château d'Epluches, Saint-Ouen-l'Aumône
LGT Jacques Amyot, Melun
LPO Diderot, Paris
LPO Eugène Hénaff, Bagnolet
LP Hélène Boucher, Tremblay-en-France
LPO des métiers François Rabelais, Dugny
LGT Mozart, Le Blanc Mesnil

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	20 160,00	40,06%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 920,00	3,81%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 200,00	2,38%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	2 500,00	4,97%
Restitution du projet	10 000,00	19,87%
Transports des élèves	2 800,00	5,56%
Communication	1 750,00	3,48%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	10 000,00	19,87%
Total	50 330,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	35 230,00	70,00%
DRAC (sollicitée)	15 100,00	30,00%
Total	50 330,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049202 - ART DE LA PAROLE, ART DU RECIT ET LECTURE A VOIX HAUTE - ATELIER DE L'ORAGE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	15 000,00 € HT	66,67 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIER DE L'ORAGE
Adresse administrative : ESPACE CULTUREL LA VILLA
91100 VILLABE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HELENE ROUET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Implantée en Essonne depuis plus de 20 ans, la Compagnie Atelier de l'Orage y a créé de nombreux spectacles "Jeune public" mêlant, Théâtre, Musique et Marionnette où l'art du récit a progressivement trouvé une place centrale. Ce projet s'adresse de manière privilégiée à 3 classes qui bénéficieront de l'ensemble des actions proposées autour des 3 grands axes de l'éducation artistique et culturelle. De plus, 18 autres classes auront un parcours d'initiation à l'oralité. Le projet toucherait ainsi 21 classes de l'établissement permettant un rayonnement très fort du projet in-situ. Le parcours de spectateurs à la fois au lycée et au théâtre est complet et permet 4 sorties différentes en plus des ateliers de pratiques artistique autour de l'art de la parole.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 15 000€ et correspond au montant du budget prévisionnel présenté par le bénéficiaire.

Proposition faite pour un lycée, 21 classes :

Lycée Polyvalent Geoffroy St Hilaire 91

Localisation géographique :

- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	6 400,00	42,67%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	560,00	3,73%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 480,00	9,87%
Restitution du projet	1 500,00	10,00%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	2 000,00	13,33%
Transports des élèves	560,00	3,73%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 500,00	16,67%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	66,67%
Subvention CD91 (attribuée)	2 000,00	13,33%
Fonds propres	3 000,00	20,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049222 - ART'ICULES - LES MATATCHINES

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	15 200,00 € HT	65,79 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES MATATCHINES
Adresse administrative : RUE MARCEL MARTIN
95430 AUVERS SUR OISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BENOIT GABARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie les Matatchines est une compagnie de théâtre mobile et d'arts circassiens. Cet acteur du val d'Oise en zone semi-rurale a monté un projet pour deux établissements du Val d'Oise et des Yvelines. Le projet Art'iculés mêle à la fois pratique théâtrale et circassienne en plus d'un parcours de spectateurs sur les territoires des lycées. Cet acteur historique du territoire auversois travaille en co-construction et permet de présenter un projet à deux lycées professionnels. Ce projet s'articulerait autour de Shakespeare et la série à succès auprès des adolescents "Game of Thrones". Le parcours prévoit 20 heures d'ateliers de pratiques artistiques, 2 à 3 sorties culturelles ainsi qu'une restitution commune. Le projet prévoit également des forums métier de la culture autour de rencontres formalisées et privilégiées avec différents intervenants pour permettre aux lycéens d'appréhender au mieux l'univers culturel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 15 200 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 1 241 €), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 2 lycées et 7 classes

LP des métiers Simone Weil, Conflans-sainte-Honorine 78
LP du Vexin, Chars 95

Localisation géographique :

- CONFLANS-SAINTE-HONORINE
- CHARS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	8 190,00	49,81%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	3 500,00	21,29%
Restitution du projet	1 213,00	7,38%
Transports des élèves	1 000,00	6,08%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 538,00	15,44%
Total	16 441,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	11 241,00	68,37%
Subvention Département (attribuée) Conseil Général 95	2 200,00	13,38%
Bénévolat	3 000,00	18,25%
Total	16 441,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049233 - TRAVERSEE THEATRE - HARMONIEUSE DISPOSITION

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	13 500,00 € TTC	59,26 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE HARMONIEUSE DISPOSITION
Adresse administrative : MVAC PARIS 18 75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-YVES CHAMEYRAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Compagnie Harmonieuse Disposition est une compagnie de théâtre dirigée par la metteuse en scène Anne Saubost et implantée principalement à Paris. Elle travaille régulièrement depuis 2018 avec le lycée Jean Monnet de Franconville et ses enseignants.
Le parcours est construit avec des professeurs de lettres et d'EMC autour du thème « Manipulation et jeux d'influence au théâtre ». L'objectif est de faire découvrir aux élèves le théâtre selon différents points de vue : spectateur, comédien, auteur, metteur-en-scène.
Pour cela, l'élève bénéficiera d'abord d'un parcours de spectateur (deux sorties au théâtre des Champs Elysées, une à la Comédie française (en cours), une dans un musée parisien, découverte en classe de scènes du répertoire avec les comédiens de la compagnie).
Il participera ensuite à différents ateliers (7h avec les artistes) qui le mettront en position de comédien, d'auteur et de metteur en scène.
La restitution consiste en une représentation des scènes écrites en classe par les élèves jouées par les comédiens devant les élèves au lycée puis devant leurs parents au théâtre de Franconville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 13 500 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-4 000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée, au moins 3 classes :
LPO Jean Monnet (Franconville, 95)

Localisation géographique :
- FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	7 326,00	41,86%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	642,00	3,67%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	2 300,00	13,14%
Fournitures, petit matériel	540,00	3,09%
Restitution du projet	685,00	3,91%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	400,00	2,29%
Transports des élèves	2 486,00	14,21%
Communication	205,00	1,17%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 916,00	16,66%
Total	17 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	12 000,00	68,57%
DAAC Versailles (sollicité)	1 000,00	5,71%
Commune de Franconville (sollicitée)	1 500,00	8,57%
Fonds propres	1 300,00	7,43%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	400,00	2,29%
ADAMI	1 300,00	7,43%
Total	17 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049234 - Dire-Lire - TRETEAUX DE FRANCE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	14 500,00 € TTC	68,97 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRETEAUX DE FRANCE
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MOTTE
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur DANIEL ROBIN RENUCCI, GERANT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre - Projet LECTURE(S)
L'équipe des Tréteaux de France propose de créer et animer un club lecture au sein du lycée Samuel Beckett de la Ferté sous Jouarre, ouvert à tous les élèves volontaires.
1) Acquisition des connaissances :
Apprendre à s'approprier des textes : le comédien intervenant, en complicité avec l'équipe pédagogique, proposera aux élèves dans un premier temps à la rentrée scolaire la mise en œuvre et en action du club de lecture que les lycéens pourront ""co-piloter"" le reste de l'année en présence d'un enseignant ou de l'artiste intervenant - l'objectif étant à la fois l'élargissement des connaissances des œuvres littéraires mais aussi la prise d'autonomie et responsabilité pour faire vivre les groupes de lectures constituant le club.
2) La pratique :
Tout au long de l'année, les lycéens volontaires seront accompagnés par l'artiste intervenant qui transmettra les fondamentaux de la lecture à voix haute. La petite Forge "Dire/Lire" donnera aux élèves un véritable goût des mots, de la syntaxe, des formes que prennent la pensée et l'imagination, pour faire entendre une parole notamment grâce au module de travail éprouvé "Du bavardage à la parole". Le comédien par ailleurs accompagnera dans la bienveillance l'élève tant pour le déchiffrage des textes que leur mise en espace (dynamiser le corps de l'élève, travailler sur le chœur, l'écoute...). Sont prévues 36 séances organisées sur 18 journées dont 2 journées seront consacrées à une formation auprès des enseignants.
3) Fréquentation des lieux et des œuvres :
La place de l'élève en tant que spectateur : explorer à travers le parcours la diversité des œuvres,

favoriser et faciliter l'ouverture du regard, prendre le temps de rencontrer l'œuvre. Sera programmée 4 fois à l'auditorium du lycée, la lecture théâtralisée ""Data m'a dissous"" (sur le thème de l'utilisation abusive des données personnelles ainsi que le pouvoir des grandes firmes sur notre vie) suivie d'un débat public avec l'auteure Joséphine Chaffin. Les élèves pourront également avoir la possibilité de sortir dans les théâtres situés en Seine et Marne comme le Théâtre du Luxembourg à Meaux, les lieux décentralisés proposés par Act'Art en Seine et Marne, La Ferme du Buisson à Marne la Vallée mais également à Paris.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 14 500 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-500€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée :
LGT Samuel Beckett - La Ferté sous Jouarre

Localisation géographique :
- LA FERTE-SOUS-JOUARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	6 134,19	40,89%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	780,70	5,20%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	4 255,87	28,37%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	527,50	3,52%
Restitution du projet	316,50	2,11%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	633,00	4,22%
Transports des élèves	1 582,50	10,55%
Communication	300,00	2,00%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	469,74	3,13%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 500,00	70,00%
Fonds propres	4 500,00	30,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049246 - ALLONS AU LYCÉE ET VENEZ AU THÉÂTRE - CENTRE CULTUREL ARC EN CIEL THEATRE DE RUNGIS

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	29 500,00 € HT	40,68 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE CULTUREL ARC EN CIEL THEATRE DE RUNGIS
Adresse administrative : 1 PLACE DU GENERAL DE GAULLE 94150 RUNGIS
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Monsieur BRUNO COCHET, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre

Ce projet, construit avec le lycée professionnel Mistral de Fresnes, s'adresse à des élèves éloignés socialement et économiquement de la culture. Cette action immersive, innovante et ambitieuse plonge les lycéens au cœur d'un établissement artistique et se compose de deux volets. 3 équipes professionnelles enseignants, équipe du théâtre et la compagnie Mauvais Sang en résidence proposent une semaine au Théâtre de Rungis pour 3 classes de première :
- ateliers de pratique théâtrale en demi-groupe liés aux œuvres du parcours de spectateur (25h)
- ouverture culturelle et atelier du regard : découvertes d'un film et d'une pièce de théâtre suivies de rencontres avec les artistes
- découverte des métiers et du milieu professionnel : visite guidée, découverte du spectacle vivant, d'un lieu culturel de proximité et des politiques publiques, ateliers des métiers construits avec les conseillères d'orientation (administration et gestion, communication et relations publiques, technique, métiers artistiques), cas pratiques avec trois ateliers (gestion, communication, prospection) autour du montage d'une production théâtrale.
Cette semaine se clôturera par une restitution au plateau. Un parcours de spectateur viendra compléter cette semaine d'immersion. Au cours de cette semaine, toute l'équipe du Théâtre est mobilisée et

impliquée, l'ensemble des participants (élèves, artistes, professionnels) prennent leurs repas ensemble pour favoriser les échanges, renforcer l'implication et la cohésion de groupe.
Par ailleurs, un parcours artistique est construit pour 3 classes de terminale : atelier de pratique artistique en demi-groupe (10h) pour des créations de saynètes par les élèves à destination du lycée, de la communauté éducative et des familles et construction d'un parcours de spectateur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 29 500 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-4 500€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée, 6 classes (minimum 3 classes) :

LPO Mistral de Fresnes

Localisation géographique :
- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	20 437,50	60,11%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	4 700,50	13,83%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	2 220,00	6,53%
Restitution du projet	1 090,00	3,21%
Transports des élèves	800,00	2,35%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	4 752,00	13,98%
Total	34 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	16 500,00	48,53%
DRAC	10 000,00	29,41%
Subvention Commune de RUNGIS (attribuée)	4 500,00	13,24%
Fonds propres	3 000,00	8,82%
Total	34 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049262 - LA VOIX D'EDGAR QUINET - COLLECTIF LILALUNE ETC.

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	13 227,00 € TTC	60,48 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF LILALUNE ETC
Adresse administrative : 5 RUE GOUNOD
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LAETITIA GENTY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le collectif Lilalune est une jeune équipe artistique dont le travail porte sur la question des identités et en particulier du féminin. Il crée notamment un cycle de lectures thématiques « Belles celles qui luttent » qui vise à ouvrir le débat et susciter des questionnements. Le collectif intervient depuis 2 ans au lycée Edgar Quinet pour accompagner les élèves dans la mise en voix des textes du programme scolaire.
A partir de cette collaboration, le collectif propose un projet plus large impliquant 5 classes de première. Les classes de 1ère générale travailleront sur la question de l'égalité femmes-hommes et celles de 1ère STMG sur la question du travail. Le parcours commencera par deux représentations de lectures de la compagnie dans l'amphithéâtre du lycée ouvertes à d'autres classes en septembre. Les premiers ateliers seront consacrés à l'élaboration d'un corpus de textes autour des 2 thèmes. Les élèves s'exerceront ensuite à mettre en voix ces textes en vue d'une restitution en fin d'année devant leurs camarades. La quasi-totalité des ateliers se feront en demi-groupe pour un total de 19h30 par élève.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 13 227 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-4 197€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée (5 classes) :
LPO Edgar Quinet PARIS

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	11 700,00	67,15%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	674,00	3,87%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	2 000,00	11,48%
Fournitures, petit matériel	250,00	1,43%
Restitution du projet	800,00	4,59%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 000,00	11,48%
Total	17 424,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	12 196,80	70,00%
Fonds propres	4 427,20	25,41%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	800,00	4,59%
Total	17 424,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049711 - VALISES : D'HISTOIRES EN GEOGRAPHIES AU PLATEAU - L'AVANT SEINE THEATRE DE COLOMBES

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	10 519,00 € HT	57,04 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AVANT SEINE - THEATRE DE COLOMBES
Adresse administrative : 88 RUE SAINT-DENIS 92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Maryse LAVILLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pour la deuxième année consécutive, L'Avant Seine, théâtre de Colombes permet à 6 classes de 2 lycées du 92 de bénéficier d'un parcours EAC. Le projet « Valises : d'histoires en géographies au plateau» a pour but de faire découvrir aux lycéens du territoire colombien des oeuvres chorégraphiques et théâtrales portées par des metteurs en scène et interprètes aux univers artistiques variés. Afin de nourrir leur curiosité et aiguiser leur regard, les compagnies et associations partenaires partageront avec les élèves leurs processus de création singuliers et les réflexions qui guident leur travail, au cours de rencontres et ateliers, en plus d'un parcours de spectateur complet.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 10 519 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 869 €) et des dépenses de fonctionnement dépassant le plafond de 20% du budget (- 61€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 2 lycées 6 classes :

LPO Anatole France, Colombes 92
LGT Guy de Maupassant, Colombes 92

Localisation géographique :

- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	5 726,00	50,01%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	504,00	4,40%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 881,00	16,43%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	700,00	6,11%
Communication	300,00	2,62%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 338,00	20,42%
Total	11 449,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 869,00	60,00%
Fonds propres	4 280,00	37,38%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	300,00	2,62%
Total	11 449,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049712 - LE GOUT DU LYCEE PRO - THEATRE DE CHATILLON

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	6 845,00 € HT	58,44 %	4 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE CHATILLON
Adresse administrative : 33 AVENUE DE PARIS
92320 CHATILLON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN LALOS, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Théâtre de Châtillon présente un projet dans la lignée du dispositif "il était une fois mon bahut". Entre pratique artistique et parcours de spectateur complet au théâtre et dans ses antennes hors les murs, le projet permet aux élèves de la partie professionnelle du lycée de chercher (avec l'aide du CAUE du 92) des éléments historiques, architecturaux et patrimoniaux de leur établissement. Ces éléments de recherche seront collectés et triés puis mis en voix dans une balade contée ou sur des éléments écrits par les élèves.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 6 845 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (-2 636 €), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée 3 classes :

LPO Jean Jaurès, Châtenay Malabry 92

Localisation géographique :

- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	4 480,00	47,25%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 171,30	12,35%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 680,00	17,72%
Restitution du projet	150,00	1,58%
Communication	200,00	2,11%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 800,00	18,98%
Total	9 481,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 636,91	70,00%
Fonds propres	2 844,39	30,00%
Total	9 481,30	100,00%

DOSSIER N° EX049713 - NOUS SOMMES TOUS DES PASSEURS - LES MUSIQUES DE LA BOULANGERE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	15 000,00 € HT	40,00 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES MUSIQUES DE LA BOULANGERE
Adresse administrative : 91 RUE DU FG SAINT-MARTIN
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Emmanuel Isnard, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les Musiques de la Boulangère proposent un projet autour des relations entre l'écrit (la littérature, l'écriture de textes, le travail de création plastique, les métiers de l'imprimerie et de la chaine graphique) et l'oral (le travail d'interprétation, de composition musicale, d'écoute sonore et tout particulièrement les pratiques vocales, de la voix parlée à la voix chantée, l'expression sonore vocale) à des élèves de trois établissements du 92 et 93. L'objectif sera de regarder par quelles pratiques esthétiques il sera possible de transférer des langages entre eux, de déployer des interprétations croisées de mêmes corpus, en associant les arts plastiques dans leur diversité (manuels et informatiques), la photographie, l'écriture linguistique, l'écriture musicale, la lecture, et la recherche musicale (instrumentale, vocale, électroacoustique). L'axe majeur étant cette dynamique entre lectures (expression orale) et écritures (expression graphique).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 15 000 € et tient compte de la différence entre le

montant demandé et le montant proposé (- 2 000 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : quelques postes élevés comme la restitution (6000€) et un parcours de spectateur riche mais ne présentant pas de concert de musique ce qui est dommage au vu de l'identité de la structure.

Proposition faite pour 3 lycées, 6 classes

LPO Claude-Garamont,Colombes 92
LGT Germaine-Tillion, Le Bourget 93
Micro lycée Germaine-Tillon, Le Bourget 93

Localisation géographique :

- COLOMBES
- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	5 200,00	30,59%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	700,00	4,12%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	700,00	4,12%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	1 000,00	5,88%
Restitution du projet	6 000,00	35,29%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	1 000,00	5,88%
Transports des élèves	800,00	4,71%
Communication	1 000,00	5,88%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	600,00	3,53%
Total	17 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 000,00	47,06%
DRAC	3 000,00	17,65%
Subvention Département 93 (attribuée)	3 000,00	17,65%
Fonds propres	3 000,00	17,65%
Total	17 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049714 - LA BISE : BRIGADE D'INTERVENTION SCIENTIFIQUE ET... - COMPAGNIE TERRAQUÉE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	13 607,00 € TTC	58,79 %	8 000,00 €
		Montant total de la subvention	8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS COMPAGNIE TERRAQUEE
Adresse administrative : 19 RUE DE LA BOULANGERIE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Ronan ROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie Terraquée met en scène un Théâtre de la Connaissance qui met en avant le savoir qu'il soit général, littéraire, historique ou scientifique. Le projet est destiné à un établissement de Gennevilliers dans le 92 et passe par le burlesque et l'art du clown contemporain pour défricher les notions scientifiques et sociales que représente "la mesure" dans la vie quotidienne. Le projet prévoit des heures d'ateliers scientifiques et de jeu théâtral ainsi que des sorties tant au théâtre de Gennevilliers, au Musée des arts et métiers, aux réserves du CNAM, au festival de théâtre de rue "parades" de Nanterre que sur des lieux de culture scientifique tels que le Laboratoire National de métrologie et d'essais.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 13 607 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 5 000 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : le coût élève de 206 € est trop élevé.

Proposition faite pour 1 lycée, 3 classes :

LPO Galilée, Gennevilliers 92

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	11 913,00	64,02%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	474,00	2,55%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	720,00	3,87%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	520,00	2,79%
Restitution du projet	1 770,00	9,51%
Transports des élèves	310,00	1,67%
Communication	400,00	2,15%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 500,00	13,44%
Total	18 607,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	13 000,00	69,87%
Subvention Commune Gennevilliers (sollicitée)	1 000,00	5,37%
Fonds propres	607,00	3,26%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	4 000,00	21,50%
Total	18 607,00	100,00%

DOSSIER N° EX049718 - CIRQUE AU PLURIEL - CIRQUEVOLUTION

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	20 428,00 € TTC	48,95 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIRQUEVOLUTION
Adresse administrative : 2 AVENUE DU MESNIL
95470 FOSSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANTONELLA JACOB, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CirquÉvolution est un réseau actif de dix-sept structures culturelles franciliennes oeuvrant au rayonnement du cirque contemporain sur son territoire semi-urbain entre le Val d'Oise et la Seine et Marne. Fort d'un collectif dynamique et solidaire, l'association a pour vocation d'irriguer son territoire en soutenant la création et en défendant une image contemporaine et plurielle du cirque, dans un contexte territorial toujours empreint d'une vision traditionnelle de cet art. Le projet d'EAC prévoit un parcours pour deux lycées prioritaires du 95 et du 77. Le théâtre, la musique et la danse feront partie intégrante de ce nouveau cirque contemporain avec un parcours de spectateur riche et une restitution entre les murs de l'Académie Fratellini.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 20 428 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 10 000 €), au regard du fond régional disponible et des remarques suivantes : quelques postes élevés comme celui des fournitures (6000€) et un coût élève de 166 €.

Proposition faite pour 2 lycées, 4 classes :

LGT Gérard de Nerval de Luzarches, 95
LPO du Gué à Tresmes à Congis-sur-Thérouanne 77

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	8 670,00	28,49%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	4 570,50	15,02%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 203,00	3,95%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	6 000,00	19,72%
Restitution du projet	1 785,00	5,87%
Transports des élèves	3 200,00	10,52%
Communication	500,00	1,64%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	4 500,00	14,79%
Total	30 428,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	65,73%
DRAC	8 428,50	27,70%
Subvention Département 95 (attribuée)	2 000,00	6,57%
Total	30 428,50	100,00%

DOSSIER N° EX049719 - EN COURS DE (RE)CREATION - L'AIR LIBRE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	52 000,00 € TTC	21,15 %	11 000,00 €
	Montant total de la subvention		11 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AIR LIBRE
Adresse administrative : 4 T RUE DE LA TUILERIE
78490 GALLUIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE GABOREAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
«En cours de (ré)création» est un projet éducatif, artistique et culturel mené par différents acteurs du domaine du spectacle dans le territoire du Sud Yvelines. L'objectif est de faire découvrir aux élèves de 10 classes de deux établissements du 78 le monde artistique et culturel de A à Z : de la création d'un spectacle à sa diffusion.Le projet a pour vocation d'impliquer les élèves dans la mise en place d'un projet culturel, d'encourager les rencontres, de favoriser le partage d'expériences et devaloriser la pratique artistique des jeunes. Il a aussi pour but d'amorcer une dynamique au sein et entre les établissements ainsi qu'une dynamique de territoire par la réunion d'acteurs locaux et la présentation à un public.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 52 000 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 2 000 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : la restitution du projet au coût important de 33 000 € prend le dessus sur les postes budgétaires prioritaires de l'économie de l'EAC comme les interventions artistiques (9000 €) et la billetterie (2000 €).

Proposition faite pour 2 lycées, 10 classes :

LPO Louis Bascan, Rambouillet, 78
LPO Jean Monnet, La Queue-lez-Yvelines, 78

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	9 000,00	16,67%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 500,00	2,78%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	2 000,00	3,70%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	1 000,00	1,85%
Restitution du projet	33 000,00	61,11%
Transports des élèves	3 500,00	6,48%
Communication	1 400,00	2,59%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 600,00	4,81%
Total	54 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	13 000,00	24,07%
DRAC	3 000,00	5,56%
Ministère de la Culture	13 000,00	24,07%
Subvention Département 78 (sollicitée)	10 000,00	18,52%
Fonds propres	7 000,00	12,96%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	8 000,00	14,81%
Total	54 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049726 - LES IMPOSTEURS - POINTS COMMUNS - NOUVELLE SCÈNE NATIONALE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	32 500,00 € HT	61,54 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	POINTS COMMUNS NOUVELLE SCENE NATIONALE DE CERGY PONTOISE VAL D OISE
Adresse administrative	:	POINTS COMMUNS 95027 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur BERNARD TOUBLANC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Points Communs-Nouvelle scène nationale de Cergy- Pontoise et du Val d'Oise, est née en janvier 2018 du rassemblement de L'Apostrophe, scène nationale et du Théâtre 95, scène conventionnée aux écritures contemporaines. Dirigée par Fériel Bakouri, Points communs se définit comme un pôle de création et de diffusion du grand ouest francilien rassemblant deux lieux - le Théâtre des Louvrais à Pontoise et le Théâtre 95 à Cergy Grand Centre - et trois salles, autour une programmationpluridisciplinaire (70 spectacles chaque saison). Ce projet s'articule autour du spectacle Les Imposteurs, programmé au sein de chaque établissement partenaire et joué in situ, dans une salle de classe, un réfectoire ou un CDI. Le projet s'articule autour de trois axes entre rencontre et proximité avec les comédiens et metteurs en scènes, ateliers de pratique et parcours de spectateurs in-situ et à la scène nationale. Il touchera directement 16 classes de 4 lycées prioritaires du Val d'Oise.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 32 500 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 6 630 €), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 4 lycées, 16 classes :

LPO Louis Jouvet, Taverny 95
LPO Romain Rolland, Goussainville 95
LP Le Corbusier, Cormeilles-en-Parisis 95
LP du Vexin, Char 95

Localisation géographique :

- CHARS
- CORMEILLES-EN-PARISIS
- GOUSSAINVILLE
- TAVERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	21 670,00	55,38%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	4 450,00	11,37%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	4 480,00	11,45%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	800,00	2,04%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	200,00	0,51%
Transports des élèves	1 250,00	3,19%
Communication	400,00	1,02%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	5 880,00	15,03%
Total	39 130,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	26 630,00	68,06%
Fonds propres	12 500,00	31,94%
Total	39 130,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049728 - SOUFFLEURS D'HUMANITE - ESPACE MARCEL CARNÉ

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	9 000,00 € HT	66,67 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE MARCEL CARNE
Adresse administrative : PLACE MARCEL CARNE
91240 SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur REGIS FERRON, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'EMC Espace Marcel Carné regroupant un théâtre et un cinéma d'art et d'essai a pour objectif de travailler les trois piliers de l'Education artistique et culturelle en articulation avec trois axes forts du projet d'établissement du lycée Léonard de Vinci dans l'Essonne (parcours Culturel. Citoyen et Avenir). Ces actions ponctuelles s'appuieront sur deux créations et adaptations de romans : Tropique de la violence de Nathacha Appanah, adapté et mis en scène par Alexandre Zeff de la compagnie Camara Oscura ; et Fahrenheit 451 de Ray Bradbury adapté et mis en scène par Mathieu Coblentz de la compagnie Théâtre Amer. Ces deux mises en scène de théâtre contemporain, utilisent et mêlent plusieurs disciplines artistiques. Les deux parcours proposés à trois classes du lycée proposeront un thème fort autour de la liberté de dire, de lire et de circuler avec ses bagages culturels. Le parcours de spectateur va dans ce sens avec une proposition large.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 9000 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 1 000 €), au regard du fond régional disponible;

Proposition faite pour 1 lycée, 3 classes :

LPO Lycée Léonard de Vinci, Saint-Michel-sur-Orge 91

Localisation géographique :

- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	4 200,00	42,00%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	400,00	4,00%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	3 177,00	31,77%
Restitution du projet	620,00	6,20%
Communication	103,00	1,03%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 500,00	15,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 000,00	70,00%
Agglomération Coeur d'Essonne	3 000,00	30,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049732 - UNE CITE EN MOUVEMENT - TPE THEATRE PAUL ELUARD

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	15 138,00 € HT	66,06 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TPE THEATRE PAUL ELUARD
Adresse administrative : 162 RUE MAURICE BERTEAUX
95870 BEZONS
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Monsieur CHRISTIAN OURMIERES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Une cité en mouvement" est un projet d'Education artistique et culturelle qui se construit d'une part autour de la programmation 2020-2021 du TPE, et d'autre part autour d'un temps fort : le championnat national UNSS de danse hip-hop. L'action s'adresse à trois classes du lycée de proximité (Bezons, 95) et permettra un évènement fédérateur de fin d'année pour faire rayonner le projet au lycée et en dehors. Le projet s'inscrit dans un projet de ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 15 138 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 1 980 €), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée, 3 classes :

LPO Lycée de Bezons (95)

Localisation géographique :

- BEZONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	5 360,00	31,31%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 778,68	10,39%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	6 627,00	38,71%
Restitution du projet	300,00	1,75%
Communication	200,00	1,17%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 853,13	16,67%
Total	17 118,81	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	11 980,00	69,98%
DRAC	1 000,00	5,84%
Subvention Commune Bezons (sollicitée)	1 000,00	5,84%
Fonds propres	3 138,81	18,34%
Total	17 118,81	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049733 - PARCOURS DE SENSIBILISATION A LA CRITIQUE DE CINEMA - SYNDICAT FRANÇAIS DE LA CRITIQUE DE CINÉMA

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	16 117,00 € TTC	55,84 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND FRANCAIS DE LA CRITIQUE DE CINEMA
Adresse administrative : 17 RUE DES JEUNEURS
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Syndicat Patronal
Représentant : Monsieur PHILIPPE ROUYER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Syndicat Français de la Critique de Cinéma (SFCC) souhaite poursuivre et renforcer les actions d'éducation à l'image et à la critique de cinéma développées ces dernières années. Le SFCC souhaite ainsi mettre en place un parcours d'initiation et de formation à la critique de cinéma à destination de lycéens. Le projet se basera sur l'acquisition de connaissances (vocabulaire cinématographique et journalistique, découverte d'oeuvres cinématographiques), la pratique (atelier d'écriture de critique de cinéma, pratique du français et autres langues selon les films sélectionnés) ainsi que la découverte de nouveaux métiers par des rencontres et débats autour des films projetés avec des professionnels du cinéma (journaliste critique de cinéma, réalisateur, scénariste ou producteur). La restitution sera inter-établissements et donnera lieu à temps fort dans la programmation de la structure pour mettre à l'honneur le travail d'une année avec les élèves de deux lycées du 95 et 78.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 16 117 € et tient compte de la différence entre le montant demandé et le montant proposé (- 7 000 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : un coût élève important de 193 euros et un rayonnement insuffisant à l'intérieur des établissements.

Proposition faite pour 2 lycées, 4 classes :

LP Nadia et Fernand Léger, Argenteuil 95
LGT Léopold Sédar Senghor, Magnanville 78

Localisation géographique :

- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	8 058,00	34,86%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	629,00	2,72%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	2 330,00	10,08%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	860,00	3,72%
Restitution du projet	2 000,00	8,65%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	1 500,00	6,49%
Transports des élèves	1 690,00	7,31%
Communication	1 550,00	6,71%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	4 500,00	19,47%
Total	23 117,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	16 000,00	69,21%
Fonds propres	7 117,00	30,79%
Total	23 117,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049776 - PLACE AU THEATRE - STS LE STUDIO THEATRE STAINS

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	12 046,00 € TTC	58,11 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STS LE STUDIO THEATRE STAINS
Adresse administrative : 19 RUE CARNOT
93240 STAINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sophie MINTZ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Studio Théâtre de Stains est un lieu de résidence, de création et de diffusion dirigé par la metteuse en scène Marjorie Nakache. Très fortement implanté dans son territoire, il y mène un travail d'actions culturelles reconnu.
Le projet d'action ponctuelle proposé vise à faire passer les élèves de simples spectateurs à spect-acteurs puis acteurs. Pour cela, les comédiens du théâtre viendront présenter au lycée des extraits de pièces du théâtre classique au contemporain. Delà, les élèves se formeront à l'analyse et à la critique du texte mais aussi à la mise en scène et au jeu d'acteur. Ils choisiront ensuite les extraits qui leur parlent le plus pour les pratiquer et les mettre en scène lors d'ateliers. 2 journées banalisées sont prévues au Studio Théâtre. Un parcours de spectateur de 2 sorties viendra nourrir le parcours des élèves complété par des rencontres avec les artistes en résidence. Les scènes seront jouées par les élèves lors de restitutions au Studio Théâtre. Une captation vidéo sera réalisée et pourra être diffusée. Les élèves non participants pourront assister à la présentation d'extraits au sein du lycée.
Le projet est construit avec les lycées Maurice Utrillo de Stains et Jean-Pierre Timbaud d'Aubervilliers

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 12 046€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire.

Proposition faite pour 2 lycées (minimum 2 classes par lycée) :
LPO Maurice Utrillo, Stains, 93
LP Jean-Pierre Timbaud, Aubervilliers, 93

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	7 697,81	63,90%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	503,00	4,18%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 080,00	8,97%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	200,00	1,66%
Restitution du projet	320,00	2,66%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	200,00	1,66%
Transports des élèves	345,60	2,87%
Communication	200,00	1,66%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 500,00	12,45%
Total	12 046,41	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 000,00	58,11%
Subvention Commune de Stains (sollicitée)	5 046,41	41,89%
Total	12 046,41	100,00%

DOSSIER N° EX049781 - THÉÂTRE SILVIA MONFORT -

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	13 650,00 € HT	65,93 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE SILVIA MONFORT
Adresse administrative : 106 RUE BRANCION
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur STEPHANE RICORDEL, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre
Le Théâtre Silvia Monfort propose un nouveau projet avec deux lycées professionnels (systèmes numériques) et technologique (en optique) prioritaires de Paris autour de la découverte de la création contemporaine, ses esthétiques, ses disciplines et ses formes artistiques diverses.

Chaque lycée suivra un parcours différent autour des thématiques « mémoires, origines et transmissions » :
- Au lycée Galilée, travail avec deux équipes artistiques dans le cadre d'ateliers de pratique (de l'écriture à la mise en scène, en voix et en espace, et l'utilisation des innovations technologiques au service de la création théâtrale – soit 26h par classe), d'un parcours spectateurs au Monfort (3 spectacles de théâtre documentaire, de cirque contemporain et de théâtre et musique) et d'expositions (Mahj et musée national d'histoire de l'immigration). Les élèves créeront des portraits autofictionnels qui seront présentés au Monfort pendant la diffusion du spectacle " Notre histoire " de J. Klein et S. Shoukroun, sur les origines et l'antisémitisme, et des créations sonores autour de la figure d'Antigone seront diffusées lors du spectacle joué au Monfort et dans le cadre d'une émission radio sur Radioclype.

- Au lycée Fresnel, accompagné par deux comédiens du collectif des Apaches, un parcours de découverte de la richesse et de la pluralité de la création contemporaine articulé comme suit : un parcours spectateur dans les théâtres Monfort et Les Bouffes du Nord, dans des lieux d'exposition (Gaîté Lyrique, Atelier des Lumières, Jeu de Paume, Palais de la Découverte), des ateliers théâtre et technique (25h par classe pour les premières et 5h par classe pour les BTS) et des visites des théâtres et rencontres des

professionnels qui y travaillent. Les élèves joueront des scènes travaillées en atelier dans des conditions de spectacle au Monfort et une exposition du parcours technique des BTS sera exposée au théâtre. Pour les 4 classes impliquées du lycée Fresnel et d'autres classes, une représentation du spectacle « Notre histoire » de J. Klein et S. Shoukroun, sur les origines et l'antisémitisme, sera jouée au lycée. En parallèle, la présence au lycée d'un ciné-club permettra de programmer des films et des rencontres en lien avec le projet.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 13 650 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-1850€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 2 lycées de Paris, 2 à 4 classes par lycée :

LP Galilée, Paris 13e

LT Fresnel, labellisé Lycée des métiers de l'Optique, Paris 15e

Localisation géographique :
- PARIS
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	9 300,00	60,00%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	4 324,00	27,90%
Restitution du projet	376,00	2,43%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 500,00	9,68%
Total	15 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 850,00	70,00%
Subvention Etat (Rectorat : 2 classes à PAC) - (sollicitée)	1 200,00	7,74%
Fonds propres	3 450,00	22,26%
Total	15 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049782 - Doing by Doing - Art et performance au lycée - ASSOCIATION DANSE DENSE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	9 660,00 € TTC	51,76 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DANSE DENSE
Adresse administrative : 2 RUE SADI CARNOT
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE LAVOUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet "DbD - Art et performance" impliquera directement l'équipe pédagogique, trois classes du lycée Suger et in fine, rayonnera au sein de l'établissement.
Les 3 classes impliquées bénéficieront :
- d'ateliers menés par la compagnie Love Labo dirigée par la chorégraphe Nathalie Broizat, dépositaire de la méthode Doing by Doing : 20h pour la classe de terminale (notamment lors d'une semaine banalisée se déroulant à la Fondation des Etats Unis) et 12h pour les 2 classes de seconde.
- la mise en place de restitutions publiques (au sein du lycée et à la Fondation des Etats Unis …)
- de sorties culturelles, pour rencontrer des œuvres et des artistes (3 à 4 spectacles à Chaillot et lors du Festival Danse Dense, Musée de Tokyo et/ou Centre Georges Pompidou).
- de temps de réflexion et d'échange pour comprendre et assimiler les expériences proposées.
Un temps de présentation et d'immersion sera proposé en amont aux enseignants impliqués dans le projet pour faciliter la mise en œuvre du projet.
La démarche artistique de la compagnie Love labo se positionne clairement dans l'interaction et la porosité qui se jouent entre l'espace de la création et les ateliers menés dans le cadre des actions artistiques. Le DbD (Doing by Doing) est le nom de la méthode de performance chorégraphique initialement créée par Rachel Rosenthal à New York puis Los Angeles dans les années 50, que Nathalie Broizat développe aujourd'hui en France dans la création et la pédagogie. DbD a donné naissance au DbD WORKSHOP, un atelier-laboratoire-concept intensif qui se pratique en immersion. L'accent est mis

sur l'exploration et l'exploitation de la créativité par la pratique de la création instantanée dans l'art de la performance. Cette philosophie est sous-jacente de l'atelier, offrant aux lycéens une expérience approfondie et progressive de tous les aspects de la performance par des exercices, des temps de recherches et la création instantanée de courtes pièces.
L'accès aux musées et aux salles de spectacles et l'éducation à la peinture moderne ou contemporaines seront connectés à l'apprentissage de la pratique artistique.
Des temps de réflexion à l'oral ou à l'écrit permettront de corréler ces sorties à la démarche artistique et de porter un jugement construit et étayé en matière d'art. Les lycéens s'approprieront ainsi des repères culturels, historiques et esthétiques pour développer leur esprit critique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 9 660 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-5 700€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée, 3 classes (minimum requis) :
LPO Suger, Saint-Denis

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	5 880,00	38,28%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	3 840,00	25,00%
Restitution du projet	480,00	3,13%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	770,00	5,01%
Transports des élèves	1 390,00	9,05%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	3 000,00	19,53%
Total	15 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 700,00	69,66%
CD 93 (attribuée)	1 300,00	8,46%
Commune de Pantin (attribuée)	1 260,00	8,20%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	2 100,00	13,67%
Total	15 360,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049783 - Charivari au bahut - BELLADONE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	13 400,00 € TTC	59,70 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BELLADONE
Adresse administrative : 27 RUE MICHELET
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHIA-WEN TSAI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cinéma et audiovisuel - "Il était une fois au bahut"
« Charivari au bahut » propose aux élèves de 4 classes du lycée professionnel Alfred Costes de Bobigny de participer à une création pluridisciplinaire qui met en dialogue la dimension sonore et visuelle de leur établissement et de leur quartier pour les faire voyager dans le temps. En effet, la rénovation du lycée vient de s'achever dans une ville en pleine transformation. L'établissement a fait peau neuve mais que reste-t-il de l'ancienne construction ? Que voyait-on quand le lycée n'existait pas encore ? Et qui était Alfred Costes ? Lorsque l'on commence à s'intéresser à un bâtiment, son emplacement et à son nom, on peut vite y associer une cartographie visible et invisible, liée à sa mémoire et les traces qui perdurent dans le temps. Ce lieu devient alors un vivier à récits où histoires du passé, du présent et du futur peuvent surgir.
En s'intégrant au volet "Il était une fois mon bahut", « Charivari au bahut » mêle les disciplines pour diversifier les approches sensibles d'un même lieu. Les élèves se documentent, imaginent, écrivent et réalisent des histoires en lien avec les différentes époques mais aussi avec les différents espaces de leur établissement. La création sonore sera l'approche artistique dominante de ce projet, parfois de manière exclusive, souvent ouverte à une collaboration avec l'image, rejoignant ainsi le programme pédagogique de la spécialité professionnelle de l'établissement : la communication et l'industrie graphique.
Atelier 1 pour 1 classe : "Passerelle", un dialogue sons et images entre passé et présent (30h avec 2 intervenantes et 2 sorties culturelles)
Atelier 2 pour 1 classe : "Nos voix intérieures", création sonore (25h avec 2 intervenantes et 2 sorties culturelles)
Atelier 3 pour 1 ou 2 classes : "Tentative d'épuisement d'un lieu ": une double création, chorégraphique et

sonore (30h avec 2 intervenantes et 2 sorties culturelles).
Les sorties culturelles sont variées et en cohérence avec le projet : 1 spectacle à la MC93, archives départementales du 93, archives municipales de Bobigny, déambulation de la Cie décor Sonore, visite Histoire et architecture à Radio France.
« Charivari au bahut » agit comme un révélateur de récits documentaires et fictionnels et sensibilise les participants à porter une autre oreille et un autre regard sur leur environnement quotidien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 13 400 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-4 600€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée, 3 classes (minimum requis) :

LP Alfred Costes, Bobigny

Localisation géographique :
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	12 000,00	66,67%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	500,00	2,78%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 000,00	5,56%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	200,00	1,11%
Restitution du projet	500,00	2,78%
Transports des élèves	600,00	3,33%
Communication	500,00	2,78%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 700,00	15,00%
Total	18 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	12 600,00	70,00%
Subvention Commune de Bobigny (attribuée)	3 300,00	18,33%
Fonds propres	2 100,00	11,67%
Total	18 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049784 - ÉCRITURE ET LITTÉRATURE JEUNESSE, MISE EN VOIX ET EN SONS - CAP ETOILE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	10 920,00 € HT	45,79 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP ETOILE
Adresse administrative : 10 RUE EDOUARD VAILLANT
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Irène CATACH, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre

Les artistes interviendront auprès de deux groupes d'apprentis et d'un groupe de stagiaires qui sont au CFA ComTech pour apprendre des techniques d'animations ou devenir animateurs. Ils vont donc être appelés à intervenir auprès d'un public, le plus souvent jeune ou familial.
Travailler l'écrit et la lecture à voix haute, donc l'oralité, est une expérience pertinente et répond au triptyque de l'EAC :
- connaissances et compétences à acquérir : en travaillant la prise de parole et l'écrit on gagne en autorité naturelle et en charisme. Face à un groupe à animer, ces techniques améliorent le savoir-être de l'animateur, sa capacité à expliquer et à créer de la mise en lien, aspects importants dans les métiers de l'animation. Enfin pour leur certification ou leur évaluation les apprentis et stagiaires rédigeront des dossiers, passeront une épreuve orale et des entretiens. Aborder ces pratiques sous un angle complémentaire constitue un atout supplémentaire de leurs réussites.
- découverte d'une pratique artistique (21h par groupe) : la pratique théâtrale existe dans leur formation mais la pratique de l'écriture et de la lecture est plus pointue et donc moins habituelle. Or ce sont les bases du théâtre : écrire un texte et le dire. Par la découverte de ces deux pratiques, les jeunes vont élargir leur connaissance en matière de jeux d'écriture de l'OULIPO (Georges Perec) et en matière d'oralité (lecture à haute voix et mise en voix radiophonique de textes et d'écrits personnels).

- rencontre avec l'œuvre et/ou l'artiste : les jeunes seront au contact de 3 professionnelles qui leur faciliteront la rencontre avec les œuvres théâtrales pour la Jeunesse et avec les techniques d'écriture, de lecture et de travail sonore. Dans le parcours artistique proposé, ils visiteront des théâtres et lieux de création, verront des spectacles (3 spectacles et une répétition ouverte) et rencontreront des équipes artistiques et techniques. Ces incursions permettront de développer leur connaissance des métiers de la culture.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 10 920 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-2 000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 CFA, 3 classes (minimum requis) :

CFA COM'TECH de Fontenay sous Bois

Localisation géographique :
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	10 750,00	83,20%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	765,00	5,92%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	500,00	3,87%
Transports des élèves	405,00	3,13%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	500,00	3,87%
Total	12 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 000,00	54,18%
Subvention Département Seine Saint Denis (attribuée)	3 290,00	25,46%
Subvention Commune de Montreuil (attribuée)	2 630,00	20,36%
Total	12 920,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049785 - Les Traversées collectives - CENTRE D'ART CONTEMPORAIN D'IVRY - LE CRÉDAC

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	14 375,00 € TTC	41,74 %	6 000,00 €
		Montant total de la subvention	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE D'ART CONTEMPORAIN D'IVRY - CREDAC
Adresse administrative : 1 PLACE PIERRE GOSNAT 94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Martin BETHENOD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-arts plastiques et arts numériques

Avec la thématique de la transmission au cœur de son projet, l'artiste plasticienne Nour Awada imagine avec les élèves une résidence qui leur permet de questionner de manière plastique et corporelle les problématiques liées à la transmission de savoir, de connaissances, d'héritage, de cultures, etc. La transmission, incarnée par l'enseignement et le rapport professeur élève à l'école, est ici envisagée dans un échange horizontal entre les élèves des différentes classes et l'artiste impliquée dans le projet. Quatre classes du lycée Fernand Léger sont impliquées dans ce projet : la 3e Prépa Pro, une 1re CAP APR (Agent Polyvalent de Restauration), une Terminale CAP APR et une UPE2A.
Durant l'année scolaire, l'artiste et les élèves travaillent à la réalisation d'une performance et développent un processus de documentation qui donnera lieu à une édition et une restitution publique au mois de juin 2021. Le projet est envisagé en lien fort avec la découverte de lieux de production et de diffusion d'art contemporain et d'apprentissage des techniques artistiques sur le territoire francilien. Pour chaque classe sont prévues des visites des expositions du Crédac, au moins une sortie de spectacle par classe (théâtre, danse, etc.), deux visites d'exposition dans des institutions culturelles franciliennes.
Les étapes de découvertes artistiques, de rencontres et de travail commun avec d'autres élèves, et de restitution de productions imaginées en concertation avec l'artiste permettent aux adolescents de découvrir et fréquenter un univers qu'ils connaissent peu ou pas du tout, celui de l'artiste et la pratique de son métier.

Ils seront amenés à pratiquer, à s'inscrire dans un processus de création collectif et à concevoir et réaliser la présentation de leurs productions (20h d'atelier par classe).
Toutes ces étapes liées au parcours EAC leur permettront de s'approprier des connaissances et des savoir-faire hybrides entre leur formation scolaire et les métiers artistiques, en les aidant à bien exprimer leur point de vue esthétique et à acquérir de nouvelles connaissances.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 14 375 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-500€) au regard du budget régional disponible et des dépenses de fonctionnement au-delà du plafond de 20% (-225€).

Proposition faite pour 1 lycée, 4 classes (3 classes minimum) :

LPO Fernand Léger, Ivry-sur-Seine

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	5 600,00	37,09%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 200,00	7,95%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	2 500,00	16,56%
Restitution du projet	1 600,00	10,60%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	1 000,00	6,62%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	3 200,00	21,19%
Total	15 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 500,00	43,05%
DRAC	1 500,00	9,93%
Subvention Département du Val de Marne(sollicitée)	500,00	3,31%
Subvention Commune d'Ivry sur seine (sollicitée)	1 500,00	9,93%
Fonds propres	5 100,00	33,77%
Total	15 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049787 - M.CHAT - CIE DES CHATS

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	13 500,00 € HT	59,26 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIE DES CHATS
Adresse administrative : RUE DES ROSIERS
93400 SAINT OUEN SUR SEINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur THOMA VUILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Peinture, Street art et Graffiti, Audiovisuel, Expositions, Projections
La Compagnie des Chats, un collectif d'artistes peintres, orchestrée par M.CHAT alias Thoma Vuille, se propose d'intervenir dans l'action d'éducation artistique et culturelle durant un programme transdisciplinaire qui souhaite se déployer sur 3 ans. Cette action se tiendra durant les travaux de déconstruction et de reconstruction du Lycée Cachin de Saint Ouen. Elle permettra à des publics éloignés de la culture de découvrir le street art, à travers un parcours mêlant éducation à la culture, fréquentation des œuvres (projection du film Graffitism et une conférence de Brendan Backmann sur le Graffiti, visite de musées et galeries) et travail avec des artistes qui accompagneront les publics dans leurs pratiques artistiques. Chaque établissement dans leurs matières et spécificités scolaires répondent aux domaines artistiques qui seront abordés avec les lycéens. Le lycée Marcel Cachin à Saint-Ouen ainsi que le lycée des métiers de structures métalliques à Saint Denis sont spécialisés dans la soudure et structures, ce qui sera essentiel dans la création des 2 sculptures du projet. L'artiste M.Chat réalisera différentes œuvres dont l'une restera au lycée et l'autre proposée au FRAC. La création de ces œuvres se fera avec la participation des élèves. Par ailleurs, au cours d'ateliers pratiques, les élèves des différentes structures pédagogiques participantes, seront invités à créer des œuvres éphémères collectives et/ou individuelles avec l'encadrement de M.Chat et de l'équipe artistique de la Compagnie des Chats. Par ailleurs, tout au long l'action, des élèves seront amenés à participer à la conception d'un documentaire de création encadré par une équipe audiovisuelle partenaire de la Compagnie des Chats. Les élèves seront amenés à traiter la thématique "Il était une fois mon bahut", en intégrant des éléments de l'histoire passée du lycée et son histoire contemporaine en train de s'écrire sous leurs yeux avec la métamorphose du bâtiment et l'action artistique. Le documentaire ""Il était une fois mon Bahut"" ainsi que l'exposition photo, seront

réalisés avec les élèves de la section Photo du Lycée CFA Campus des métiers et de l'entreprise Bobigny 93, ainsi que les élèves de section générale du lycée Marcel Cachin.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 13 500 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire.

Proposition faite pour 3 à 4 établissements cependant la Région préconise de centrer l'action sur les 2 premiers établissements (*) avec 2 classes minimum dans chacun :

LPO Marcel Cachin, Saint-Ouen (*)

CFA Campus des métiers et de l'entreprise, Bobigny (*)

LP L'Enna, Saint-Denis

LP Claude Nicolas Ledoux, Les Pavillons-sous-Bois

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	8 000,00	59,26%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	500,00	3,70%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	500,00	3,70%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	1 500,00	11,11%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	500,00	3,70%
Transports des élèves	500,00	3,70%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 000,00	14,81%
Total	13 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 000,00	59,26%
Subvention Etat (rectorat) - (sollicitée)	3 000,00	22,22%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	2 500,00	18,52%
Total	13 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049789 - Ces espaces qui me dansent II - CIBOC CTRE INT BAGNOLET OEUVRES CHOREGRAPHIQUES

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	16 300,00 € HT	61,35 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CIBOC CTRE INT BAGNOLET OEUVRES CHOREGRAPHIQUE
Adresse administrative	:	96 BIS RUE SADI CARNOT 93170 BAGNOLET CEDEX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame YASMINA SELLOU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-danse

« Ces espaces qui me dansent II » a pour objectif de proposer une immersion ciné-dansée dans les lycées partenaires du projet. Il s'agira d'interroger les établissements dans leurs aspects historiques, architecturaux, territoriaux et sociaux grâce à la vidéodanse. Johan Amselem, accompagné de l'artiste vidéaste Julien Quentin, proposera aux élèves de 4 classes du lycée Clément Ader et du lycée Saint-Lambert de visiter et revisiter ce qui fait l'identité de leur établissement, d'évaluer les manières dont la notion d'espace peut stimuler les sens, la pensée, résonne dans le corps et fait danse. Pour ce faire, le chorégraphe partira de sa dernière création « Parlez-vous danser », pièce dans laquelle il entame un nouveau cycle de recherche sur la question du langage corporel et de l'écriture collective. Cette exploration se fera par des ateliers chorégraphiques et de vidéo-danse en co-animation entre le chorégraphe et le vidéaste (14h par classe), 3 ateliers du regard (ateliers menés à partir d'extraits vidéo de spectacles en lien avec la thématique et d'ateliers de préparation aux sorties cultuelles). Les sorties culturelles seront l'occasion de découvrir des esthétiques différentes traitant de ce sujet (2 ou 3 sorties au spectacle et une exposition). Cela permettra aux élèves aussi de découvrir des lieux culturels et d'avoir l'occasion de se les approprier. La restitution se fera sous la forme d'une projection du film réalisé dans les deux établissements en présence de tous les élèves du projet, des enseignants et des parents

d'élèves. L'idéal serait de faire deux projections et d'inviter les élèves dans les établissements partenaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 16 300 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire.

Proposition faite pour 2 lycées, 2 classes par lycée :

LPO Clément Ader, Tournan-en-Brie
LT du Bâtiment et des Travaux Publics Saint Lambert, Paris

Localisation géographique :
- PARIS
- TOURNAN-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	9 000,00	55,21%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	2 942,00	18,05%
Restitution du projet	391,00	2,40%
Transports des élèves	467,00	2,87%
Communication	250,00	1,53%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	3 250,00	19,94%
Total	16 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	61,35%
Fonds propres	2 300,00	14,11%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	4 000,00	24,54%
Total	16 300,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049790 - Un autre regard sur ma ville : à la découverte de l'ethnologie, du cinéma et du street art - ETHNOART

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	15 208,00 € TTC	39,45 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETHNOART
Adresse administrative : 39 RUE DES CASCADES
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Pierre JULIEN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cinéma et street art

Ce projet propose deux parcours culturels s'articulant autour de disciplines artistiques et scientifiques : le street art, le cinéma et l'ethnologie. Le thème commun aux deux parcours est celui de la mémoire de la ville et sa réappropriation par les habitants. Mais chaque parcours se déclinera selon des modalités différentes et sera suivi par 2 classes du lycée Chérioux.
A travers le parcours cinéma "Images de ma ville", grâce à des ateliers de découverte du cinéma documentaire et de pratique artistique, ainsi qu'une rencontre avec un réalisateur ou une réalisatrice, les lycéens réaliseront des courts-métrages sur Vitry qui seront présentés au festival international Jean Rouch.
Dans le cadre du parcours street art "Enquête sur ma ville", après avoir mené une enquête ethnographique à la rencontre d'habitants de Vitry-sur-Seine et fait une visite street art de la Ville avec un intervenant spécialisé, les élèves réaliseront une fresque collective avec l'artiste Drika Chagas au sein de leur établissement scolaire (25h par classe).
Ces parcours s'inscrivent dans les trois piliers de l'EAC car ils vont :
- permettre aux élèves d'acquérir une culture artistique et des connaissances scientifiques (histoire du cinéma documentaire ou de l'art urbain, apports des sciences humaines pour penser les villes et l'habitat)
- développer des savoir-faire et l'expression artistique de chacun (argumenter, décrire et analyser une

œuvre, réaliser un court-métrage ou une fresque collective)
- permettre aux lycéens éloignés des offres artistiques de découvrir des institutions culturelles, de rencontrer des artistes et des œuvres singulières (rencontre avec un réalisateur ou une street artiste, découverte du cinéma documentaire, de l'histoire de l'art urbain, de collections muséales contemporaines).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 15 208€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-1 020€), au regard du budget régional disponible et de la remarque suivante : une ligne de transport un peu élevée pour un lycée de petite couronne accessible en métro.

Proposition faite pour 1 lycée, 4 classes (3 classes minimum) :

LPO Adolphe Chérioux, 94, Vitry-sur-Seine

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	8 795,00	54,20%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	632,00	3,89%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 463,00	9,02%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	930,00	5,73%
Restitution du projet	300,00	1,85%
Transports des élèves	1 364,00	8,41%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 744,00	16,91%
Total	16 228,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 020,00	43,26%
DRAC	3 000,00	18,49%
Fonds propres	446,00	2,75%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	5 500,00	33,89%
Agence de service et de paiement	262,00	1,61%
Total	16 228,00	100,00%

DOSSIER N° EX049791 - De toi à moi : Le poids des mots - ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL (EPT) GRAND-ORLY SEINE BIÈVRE - Espace d'art Camille Lambert

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	7 250,00 € TTC	68,97 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Adresse administrative : 11 AVENUE HENRI FARMAN
94398 PARAY VIEILLE POSTE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-arts plastiques et arts numériques

Le projet proposera aux élèves du Lycée Marcel Pagnol d'Athis Mons une découverte de la performance et de la danse. Deux classes de Seconde GT (70 élèves) expérimenteront avec leur corps et dans l'espace le « poids » des mots dans la relation qu'ils entretiennent avec l'autre et avec leur environnement. L'objectif final en sera une performance résultant d'une nouvelle appropriation du corps et du langage. L'artiste Barbara Manzetti accompagnera le groupe dans cette recherche. Une troisième classe de seconde (dont les élèves viennent des UPE2A de collèges du secteur), sera également associée au projet. Les élèves capteront des images (photographies et vidéos) des interventions pour documenter le projet. Ils réaliseront également un travail d'écriture avec l'artiste autour d'une réflexion sur le statut artistique du mot, de l'objet, du geste. Barbara Manzetti travaillera avec cette classe afin de construire avec eux leur restitution vidéo.
En plus des interventions avec l'artiste (20h par classe), les élèves iront à la rencontre de professionnels du milieu artistique et culturel en faisant des visites à l'Espace d'art contemporain Camille Lambert et en assistant à des spectacles à Anis Gras - Le lieu de l'autre et aux Bords de Scènes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 7 250 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-250€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée, 3 classes (minimum requis) :

LGT Marcel Pagnol Athis-Mons

Localisation géographique :
- ATHIS-MONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	3 900,00	52,00%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	150,00	2,00%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	500,00	6,67%
Restitution du projet	500,00	6,67%
Transports des élèves	650,00	8,67%
Communication	300,00	4,00%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 500,00	20,00%
Total	7 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 250,00	70,00%
EPT Grand Orly Seine Bièvre	2 250,00	30,00%
Total	7 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049793 - LOGOPHORES , ART ORATOIRE (THEORIES, ANALYSES et PRATIQUES) - COMPAGNIE UN EXCURSUS

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	7 500,00 € TTC	53,33 %	4 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UN EXCURSUS
Adresse administrative : 3 RUE LOUIS ROLLAND
92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MATHILDE FISCHER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Livre-lecture-écriture

Ce projet a été imaginé par Barbara Bouley, metteure en scène, en collaboration avec Madame Cervera professeure de lettres modernes du lycée Henri IV afin de renforcer les compétences orales des élèves, de plus en plus demandées lors des examens et utiles tout au long de la vie. Intitulé LOGOPHORES, terme initié à partir de deux mots accolés : LOGOS (La parole) et PHORE (qui est porteur de), il est actuellement mis en œuvre dans 2 lycées parisiens dont le Lycée Vauquelin à la satisfaction des enseignants et des élèves.
Le projet envisage l'art oratoire (théories, analyses et pratique) au-delà des concours d'éloquence en vogue. Les artistes intervenants de la compagnie transmettront aux élèves les techniques de l'acteur (dramaturgie, échauffement corporel, respiration, voix, articulation, espace, déplacements) qu'ils ont apprises des professeurs du Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique et à l'école Antoine Vitez -Théâtre de Chaillot (1987-1989). La Cie Un Excursus souhaite renouveler ce dispositif avec 3 classes du lycée professionnel Vauquelin, dans une volonté de démocratisation et d'égalité des chances au cœur de ses principes. Elle travaillera notamment avec les sections d'élèves allophones afin que chacun puisse acquérir un savoir être dans la société, la possibilité de se positionner face à l'histoire, un esprit critique et citoyen et les outils maîtrisés de la langue française capables d'ouvrir les voies de l'insertion professionnelle et sociale.

Le corpus de textes, choisi en collaboration avec les enseignants, portera sur les "Grands Discours humanistes" pour les élèves de 1ère bac Pro et sur la liberté pour les élèves allophones. Les élèves bénéficieront de 8 séances de 1h30 par demi groupe de classe soit 6 demi groupes et de 6 heures d'enregistrements par classe à la MGI dans la cabine son. Ils effectueront deux sorties : une sortie citoyenne au tribunal de Paris ou à l'Assemblée Nationale et une sortie culturelle à la Comédie Française pour le cycle grenier des acteurs ou le bureau des lecteurs (lecture publique).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 7 500 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-4 200€), au regard du budget régional disponible disponible et d'une demande de subvention légèrement supérieure à 70% du projet.

Proposition faite pour 1 lycée, 3 classes (minimum requis) :

LP Vauquelin de Paris

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	7 920,00	67,69%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	700,00	5,98%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	400,00	3,42%
Restitution du projet	500,00	4,27%
Transports des élèves	480,00	4,10%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 700,00	14,53%
Total	11 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 200,00	70,09%
Fonds propres	1 700,00	14,53%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	1 800,00	15,38%
Total	11 700,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049794 - Les séparables - HOC MOMENTO

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	13 154,00 € TTC	60,82 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HOC MOMENTO
Adresse administrative : 26 RUE CHAUDRON
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gil DENES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Livre-lecture-écriture

Le projet « Les Séparables » s'inscrit dans le volet « lecture(s) » proposé par la Région Ile de France. La compagnie Hoc Momento propose une nouvelle résidence au Lycée Angela Davis pour l'année 2020-21 en continuité de trois ans d'actions artistiques et éducatives menées dans une dynamique de développement citoyen et durable auprès des populations du 93.
En travaillant autour du texte de Fabrice Melquiot « Les Séparables », la compagnie amènera quatre classes de Seconde (2 générales, 2 professionnelles) à découvrir les différents métiers qui composent les arts de la scène : la dramaturgie, la lecture à haute voix, l'interprétation, la mise en scène et l'édition. Au-delà de l'interprétation du texte, elle proposera aux élèves de réécrire la fin du spectacle, afin de se mettre dans la peau du dramaturge. Cette réécriture, sous forme d'échange épistolaire, se fera en binôme entre classes. Chaque classe bénéficiera de 26h d'ateliers afin de créer sa version des « Séparables », dans l'auditorium du Lycée, présentée lors de la Journée des Talents. Cela permettra aux élèves et aux enseignants de s'engager en commun, dès le départ, dans le projet. Deux modes de restitution seront proposés : une représentation théâtrale (lecture à haute voix et/ou mise en scène) d'extraits de la pièce de Fabrice Melquiot et une publication des écrits produits par les élèves, dans le journal du lycée et aux rencontres Art Expro.
Un parcours de découverte des structures culturelles et des métiers des arts du spectacle sera proposé à tous les lycéens participants aux ateliers dans l'optique de favoriser la cohésion entre les classes. Le

partenariat déjà entamé en 2019-20 avec la MC 93 sera renforcé. En effet, la MC 93 propose un parcours spectateur riche, varié et généreux, qui permettra aux élèves de comprendre les différents champs des arts du spectacle qu'ils auront eux-mêmes pratiqués.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 13 154€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-2 500€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée, 4 classes (3 classes minimum) :

LPO Plaine Commune (Angela Davis), Saint-Denis

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS (LA PLAINE SAINT-DENIS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	7 800,00	49,83%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	800,40	5,11%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	2 100,00	13,41%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	480,00	3,07%
Restitution du projet	1 350,00	8,62%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	200,00	1,28%
Transports des élèves	2 060,00	13,16%
Communication	240,00	1,53%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	624,00	3,99%
Total	15 654,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 500,00	67,07%
DRAC	5 000,00	31,94%
Fonds propres	154,40	0,99%
Total	15 654,40	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049798 - Chemin(s) faisant, arpenter, écrire, photographier, lire, fabriquer un parcours numérique interactif - LA VILLE, AU LOIN

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	8 768,00 € TTC	68,43 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA VILLE, AU LOIN
Adresse administrative : 4 TER RUE SAINT-DENIS
93110 ROSNY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THOMAS DELAMARRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-arts plastiques et arts numériques - Il était une fois mon bahut
Il s'agit de construire sous le titre "Chemin(s) faisant" une visite numérique via la plateforme Guidigo qui inscrira dans le virtuel des récits rédigés et lus par les élèves, illustrés d'images et d'enregistrements sonores qu'ils auront fabriqués en arpentant leur établissement et son quartier, interrogeant leurs habitudes de déplacement, leur histoire personnelle. À ces créations individuelles s'ajoutera une présentation de l'histoire des bâtiments (de ceux qui les ont conçus à ceux qui les ont fréquentés, génération après génération) qui permettra, sur une échelle de temps plus longue, de placer l'histoire de chacun en regard de l'histoire collective.
Les trois piliers de l'EAC seront déployés.
I - La rencontre avec les œuvres et les lieux de culture : dans le cadre du volet Lectures du projet, les élèves aborderont des textes classiques et contemporains interrogeant l'intime et le familier et les confrontant au réel et à l'Histoire. Des visites et ateliers organisés à la BnF, à la Maison de la Poésie et aux Archives Nationales permettront aux élèves de découvrir des lieux de culture fondamentaux, leur architecture, leurs missions et leurs collections.
II - La pratique et les expérimentations : 20 heures à répartir entre les différentes séquences du projet : les ""promenades urbaines"" permettant de constituer un corpus d'images et de sons, l'atelier Lecture pour développer le regard et les connaissances des élèves sur la littérature et l'atelier d'écriture permettant de creuser les thèmes abordés par l'image et la lecture. Puis 10 heures seront consacrées à la fabrication du parcours numérique et à la préparation de la présentation finale. Le parcours propose aux élèves de travailler avec appareils-photos, ordinateurs, enregistreur numérique de sons, carnets de croquis. L'atelier

d'écriture stimule l'imagination des élèves et leur permet d'interroger le proche et le familier pour en donner une représentation sensible.
III – L'acquisition des connaissances : les connaissances architecturales, littéraires et techniques acquises au cours du projet nourriront le travail des élèves au lycée et contribueront à une meilleure maîtrise des outils numériques qu'ils utilisent au quotidien. L'écriture créative, en interrogeant leur vécu, leur permettra de mieux appréhender le monde qui les entoure. Seront organisées des rencontres avec des urbanistes pour une mise en perspective de l'histoire des bâtiments et de leur place dans la ville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 8 768 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire.

Proposition faite pour 1 lycée, 3 classes (minimum requis) :

LP Gabriel Péri à Champigny sur Marne

Localisation géographique :
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	2 700,00	30,79%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	188,00	2,14%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	330,00	3,76%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	50,00	0,57%
Restitution du projet	2 700,00	30,79%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	897,00	10,23%
Transports des élèves	150,00	1,71%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 753,00	19,99%
Total	8 768,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 137,00	69,99%
Fonds propres	1 753,00	19,99%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	878,00	10,01%
Total	8 768,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049799 - PRINTEMPS DES DROITS HUMAINS - FOR HAPPY PEOPLE AND CO

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	12 000,00 € HT	66,67 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FOR HAPPY PEOPLE AND CO
Adresse administrative : 2 HAMEAU DES NOISETIERS
77185 LOGNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERIC-JEAN GOSSELIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre
La compagnie For Happy People & co travaille sur la question des « humanités » sur des thèmes de société, en associant un auteur vivant. Ce projet EAC est un travail autour du thème citoyen de la parole comme outil d'engagement par le biais de l'éloquence pour 4 classes de 2 lycées. Il a comme objectif pour les élèves la mise en capacité à « bien parler », s'exprimer avec aisance, persuader, émouvoir. Il aborde tous les registres avec l'idée de faire prendre conscience aux élèves que le « dire à voix haute » est une articulation de la pensée et un acte performatif. Pour concrétiser cette réflexion : il sera abordé dans un premier temps la lecture à voix haute avec des discours existants (Martin Luther King ""I Have a dream"", Simone Veil, Robert Badinter etc…). Il sera abordé ensuite des thèmes de société choisis par les élèves accompagnés des artistes intervenants. Il sera mis en place les outils pour que les élèves débattent sur ces thèmes (livrets pédagogiques). Pour étayer ces débats, ils pourront amener des extraits de romans, de pièces de théâtre, d'essais, de textes de philosophes etc… Puis auront lieu des allers-retours entre improvisations (« battle » de discours improvisés) et écriture (organisation de la pensée sur le papier). Les 4 classes s'investiront différemment : 20h d'ateliers de pratique dans 2 classes, 15h d'ateliers de pratique dans une autre et un atelier de sensibilisation de 5h dans la dernière.
Une restitution de ce travail d'ateliers aura lieu dans les établissements, si possible dans le cadre d'une rencontre inter-structures. Cette journée de rencontre "Printemps des droits humains" permettra aussi de présenter des formes théâtrales itinérantes aux élèves :
- une lecture de pièce de théâtre au sein des établissements scolaires par des acteurs professionnels, le choix des textes sera fait en fonction des thèmes abordés dans les pièces ;
- une représentation dans les établissements scolaires de « Dans la peau d'Hermione » (sur le thème de

la discrimination dite "de race" ou "de couleur").
Cette journée autour de la question des humanités pourra s'organiser au sein des établissements scolaires mais aussi en partenariat avec le Musée National de l'Histoire de l'Immigration (que les élèves iront visiter) entre le 21 et le 28 mars 2021, pendant la Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 12 000€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-1 000€), au regard du budget régional disponible et de la remarque suivante : malgré la qualité des artistes proposés, le parcours semble un peu léger (un parcours culturel minimaliste, une seule représentation en lycée).

Proposition faite pour 2 lycées, 2 classes dans chacun (minimum requis) :

LPO Elisa Lemmonier, Paris
LGT Camille Claudel, Pontault Combault

Localisation géographique :
- PARIS
- PONTAULT-COMBAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	9 404,00	72,34%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	911,00	7,01%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	650,00	5,00%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 035,00	15,65%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 000,00	69,23%
Structures culturelles partenaires	4 000,00	30,77%
Total	13 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049800 - Création d'une chaîne web marionnettes - LA NEF

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	11 297,30 € HT	53,11 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA NEF
Adresse administrative : 20 RUE ROUGET DE LISLE
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AURIANNE ABECASSIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-marionnettes-cirque-arts de la rue

La Nef invite la compagnie It's Tý Time à encadrer la création d'une chaîne web marionnettes avec 3 classes du Lycée Paul Robert : de l'écriture à la construction des marionnettes, de la manipulation à la conception de la chaîne jusqu'à l'organisation d'un temps fort où seront partagés avec l'ensemble du lycée et d'un public les « chroniques marionnettiques » réalisées. Chaque groupe prendra en charge un aspect de cette réalisation (au total 34h de travail avec les élèves, parfois à deux intervenants).
Cette proposition permet de croiser les disciplines, de mettre en relation différents champs de connaissance et de mobiliser ses savoirs et ses expériences au service d'une création collective : les filières générales collaboreront avec les artistes pour générer des thématiques fortes, et créer du débat autour de leurs enjeux de société et leur résonance chez les jeunes. La filière administration permettra de réfléchir sur la gestion d'un groupe, l'organisation d'un événement, la logistique qui en découle et par ce biais la compagnie fera découvrir aux participants le fonctionnement interne administratif d'une compagnie qui ne se résume pas qu'à ses artistes mais à un ensemble de compétences annexes liées aux filières administratives. Il s'agit de rencontrer l'œuvre des artistes, plasticiens, marionnettistes, conteurs et vidéaste et de s'initier à leur pratique artistique : le conte, le récit, la construction et la manipulation de marionnettes, augmenté de l'utilisation du support de l'image, la vidéo.
Un temps d'inauguration de la chaîne aura lieu à La Nef Manufacture d'utopies en présence d'un public, des familles et amis proches. Par la suite, la structure souhaiterait entrer en relation avec les salles de

cinéma du département pour pouvoir diffuser ces impromptus en amont de leurs séances de projection.
Par ailleurs, les classes fréquenteront la Nef, à proximité de l'établissement pour un spectacle, des répétitions ou sorties de résidence et une exposition.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 11297,30€.

Proposition faite pour 1 lycée, 3 classes (minimum requis) :

LPO Paul Robert, Les Lilas

Localisation géographique :
- LES LILAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	7 603,20	67,30%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	885,00	7,83%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	630,00	5,58%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	600,00	5,31%
Transports des élèves	134,10	1,19%
Communication	100,00	0,89%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 345,00	11,91%
Total	11 297,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 000,00	53,11%
Subvention Département Seine Saint Denis (attribuée)	3 500,00	30,98%
Fonds propres	1 797,30	15,91%
Total	11 297,30	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049802 - Lecture-spectacle, la nouvelle : fille du conte - THEATRE DE SAINT-MAUR

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	12 740,00 € HT	54,95 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE SAINT-MAUR
Adresse administrative : 20 RUE DE LA LIBERTE
94100 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur SYLVAIN BERRIOS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre - projet LECTURES

Le Théâtre de Saint-Maur propose de poursuivre le travail autour de la découverte de la littérature et le travail de lecture à voix haute pour 5 classes de 3 lycées partenaires. Le programme de lecture-spectacle sera centré autour de la nouvelle et permettra de mettre à l'honneur des textes courts de grands auteurs contemporains (Laurent Gaudé, Didier Daeninckx,) ou classiques (Tolstoï, Zola). En mettant l'accent sur l'interprétation, les élèves seront en situation de mettre en voix, d'interroger en classe et de porter à la scène un texte du patrimoine. Les objectifs sont à la fois de renforcer la culture générale des élèves, de créer en classe les conditions d'un travail exigeant et précis avec des artistes confirmés, de dépasser collectivement les embûches de la scène et de développer son estime de soi en trouvant sa place dans un projet commun. Que ce soit dans le cadre des enseignements du cursus professionnel ou du cursus HLP, le programme fait sens : il s'agit avant tout de remettre l'oralité et l'éloquence au cœur des pratiques scolaires, d'alimenter des débats en classe et d'accompagner chacun dans sa confrontation à un public. C'est pourquoi le choix des textes se fera en concertation, selon la difficulté, le thème et les préférences de chacun. Il est prévu 20h de pratique par classe et 4h pour la restitution au Théâtre de Saint-Maur ou à la Médiathèque Germaine Tillion. Par ailleurs, toutes les classes assisteront à deux spectacles du Théâtre de Saint-Maur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 12 740 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-3 000€), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : coût élevé des restitutions et demande de retrait du lycée Albert de Mun, non prioritaire et qui n'implique qu'une seule classe.

Proposition faite pour 2 lycées, 2 classes minimum par lycée :

LPO Christophe Colomb de Sucy-en-Brie
LP Gourdou Leseurre de Saint-Maur

Retirer le lycée général privé Albert de Mun de Nogent sur Marne, non prioritaire

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	9 160,00	58,20%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	2 080,00	13,21%
Restitution du projet	4 000,00	25,41%
Communication	500,00	3,18%
Total	15 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	63,53%
Subvention Commune de Saint Maur des Fossés (attribuée)	2 740,00	17,41%
Fonds propres	3 000,00	19,06%
Total	15 740,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049805 - JE CREATIF - ASSOCIATION LES12ETOILES - CIE MYRIAM DOOGE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	11 400,00 € TTC	52,63 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES 12 ETOILES
Adresse administrative : 106 RUE EDOUARD VAILLANT
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN BOUYAHIA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Cie Myriam Dooge est une équipe artistique qui crée et diffuse des spectacles pluridisciplinaires mêlant notamment danse et arts visuels. La compagnie est implantée à Vincennes où elle dispose d'un atelier-studio dans lequel elle diffuse ses créations.
La compagnie propose de reconduire le projet mené en 19-20 avec le lycée du BTP Claude-Nicolas-Ledoux de Vincennes avec le soutien de la Région. Les élèves suivront un programme d'ateliers de 18h environ autour de différentes formes d'expression (orale, corporelle et chorégraphique, audiovisuelle) qui devrait aboutir à la création de performances et de courts-métrages. Les productions seront présentées lors des portes ouvertes de l'établissement. Un parcours de spectateur viendra nourrir le travail de création des élèves avec 3 représentations de la Cie Myriam Dooge dans son lieu, voisin du lycée, 2 visites de musée et 2 spectacles dans une autre institution.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 11 400€ et correspond au montant du budget proposé

par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-5 000€) au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée (3 classes minimum) :
LP Bâtiment et travaux publics (dit Claude Nicolas Ledoux)

Localisation géographique :

- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	13 400,00	81,71%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 000,00	6,10%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 000,00	12,20%
Total	16 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	11 000,00	67,07%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	5 400,00	32,93%
Total	16 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX049806 - L'ORCHESTRE DU FUTUR ANTERIEUR - ATMAC PAUL B

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	8 435,00 € HT	59,28 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATMAC ASS TECH MASS ACTION CULT
Adresse administrative : 6 ALLEE DU QUEBEC
91300 MASSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN MERY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Paul B est un lieu de musiques actuelles, labellisé SMAC, situé à Massy. Il propose une programmation mêlant musiques et spectacles jeune public et organise le festival Les Primeurs de Massy.
Pour la prochaine année scolaire, Paul B envisage de renouveler sur le même modèle le projet mené en 19-20 avec les mêmes lycées de Massy. Le projet se décline en 4 temps :
- La découverte du travail de Benoît Poulain au travers d'une performance de l'artiste à Paul B suivie d'un dialogue avec les lycéens.
- La fabrication d'un instrumentarium fonctionnel : les élèves en fonction des apprentissages de leur filière respective fabriqueront des instruments de musique (concerne 3 classes).
- Une phase de pratique musicale en s'appuyant sur les instruments fabriqués par les élèves qui aboutira à une performance collective.
- La réalisation d'un carnet de route et d'une exposition des instruments de musique permettant de retracer le projet réalisé (dont une classe davantage concernée).
Les élèves bénéficieront d'environ 15h d'intervention. Ils assisteront également à un concert à Paul B, visiteront les structures sonores Baschet à Saint-Michel-sur-Orge et un autre musée en lien avec le projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 8 435€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-3000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 2 lycées (2 classes minimum par lycée) :
LP Gustave Eiffel, Massy
LPO Parc de Vilgénis, Massy

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	7 071,00	61,83%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	583,80	5,10%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	508,75	4,45%
Fournitures, petit matériel	250,00	2,19%
Restitution du projet	696,00	6,09%
Transports des élèves	426,30	3,73%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 900,00	16,61%
Total	11 435,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 000,00	69,96%
Fonds propres	3 435,85	30,04%
Total	11 435,85	100,00%

DOSSIER N° EX049807 - FOULE - ANIMAKT

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	14 601,00 € TTC	41,09 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ANIMAKT
Adresse administrative : 1 RUE DU LIEUTENANT EMILE FONTAINE
91160 SAULX LES CHARTREUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE ARNOULD-LAURENT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Animakt est un lieu de fabrique pour les arts de la rue implanté à Saulx-les-Chartreux dans le sud de l'Essonne. Pour ce projet, il s'associe à Paul B, lieu labellisé SMAC situé à Massy.
Le projet « FOULE » réunira des élèves du Lycée horticole de Marcoussis, qui s'adresse particulièrement aux décrocheurs scolaires, et des élèves du lycée Blaise Pascal d'Orsay. Le projet débutera par une phase de découverte durant laquelle les élèves autour de la danse et de la musique (pièce in situ, concert à Paul B, exposition sur la danse, visite du lieu de création Animakt). Cette première phase doit nourrir la réflexion des élèves qui entreront ensuite dans un processus créatif qui devra aboutir à une performance dansée et musicale dans l'espace public. Les élèves de Marcoussis travailleront particulièrement sur la chorégraphie. Les élèves du lycée d'Orsay écriront la partition musicale. La création des élèves sera d'abord présentée au sein des 2 lycées avant deux représentations dans l'espace public de chacune des deux villes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 14 601€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-8 500€), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes :
- le nombre d'heures important dédié à la classe à option musique non prioritaire ;
- les frais de communication.

Proposition faite pour 2 lycées avec préconisation de cibler uniquement les classes sans option musique :
Lycée horticole Saint-Antoine de Marcoussis
LGT Blaise Pascal Orsay

Localisation géographique :

- MASSY
- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	12 000,00	51,95%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	400,00	1,73%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 716,00	7,43%
Restitution du projet	1 800,00	7,79%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	1 085,00	4,70%
Transports des élèves	1 000,00	4,33%
Communication	1 500,00	6,49%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	3 600,00	15,58%
Total	23 101,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	14 500,00	62,77%
Rectorat (classe à PACTE, sollicitée)	2 000,00	8,66%
Fonds propres	6 601,00	28,57%
Total	23 101,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049809 - MAGIE ET SAVOIR ETRE - SHAM SPECTACLES

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	15 720,00 € TTC	44,53 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SHAM SPECTACLES
Adresse administrative : 26 BIS RUE DU COMMANDANT ROLLAND
93350 LE BOURGET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CECILE PREVOST, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre

Sham propose à deux établissements des parcours de découverte de la magie nouvelle et d'amélioration du savoir-être et des qualités d'expression orale par la pratique de cette discipline artistique qui concerneront 2 classes dans chacun d'eux. Les objectifs du projet sont : rendre compte d'une technique, faciliter la communication verbale et non-verbale, transmettre, argumenter, démontrer et formaliser des intentions.
Sont prévues 8h de pratique par classe pendant lesquelles il s'agira d'apprendre des tours pour les élèves. Le choix des tours proposés se fera en fonction des qualités d'expression qu'ils mobilisent : orienter le choix du spectateur par la parole ou le geste, prendre soin de ses mouvements afin de distraire l'auditoire, etc.
Seront également organisées 2 sorties au Magic Wip ou au Bourget dans le cadre d'une programmation en partenariat avec le réseau Cirquévolution. En amont de ces représentations ou après le spectacle, une rencontre est prévue avec les artistes afin d'échanger sur cette pratique et ce métier.
Pour clore ces parcours, des représentations d'un spectacle seront organisées au sein de l'établissement dans le cadre d'un événement exceptionnel (Soirée à thème pour le CFA) ou à l'extérieur pour le Lycée du Bourget, sur le site de SHAM, en ouverture d'un spectacle programmé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 15 720 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-3 900 €), au regard du budget régional disponible et du coût élevé et non détaillé de la restitution.

Proposition faite pour 2 lycées, 2 classes par lycée (minimum requis) :

LGT Germaine Tillion, Le Bourget
LPO François Rabelais CFA de l'Hôtellerie et de la Restauration, Dugny

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	10 400,00	53,01%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	400,00	2,04%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 920,00	9,79%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	100,00	0,51%
Restitution du projet	3 200,00	16,31%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	800,00	4,08%
Transports des élèves	800,00	4,08%
Communication	500,00	2,55%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 500,00	7,65%
Total	19 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 900,00	55,56%
Subvention Commune Le Bourget (sollicitée)	2 000,00	10,19%
Fonds propres	2 720,00	13,86%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	4 000,00	20,39%
Total	19 620,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049810 - TRANSMISSIONS - CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION - CAC DE BRETIGNY

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	23 000,00 € TTC	56,52 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY
91704 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur ERIC BRAIVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le CAC Centre d'Art Contemporain de Brétigny-sur-Orge est un lieu d'exposition et de création. Il propose environ 4 expositions par an et accueille des artistes plasticiens en résidence de création.
Pour ce projet, le CAC de Brétigny envisage de travailler avec 6 classes (dont 4 professionnelles et 1 technique) de 3 lycées de son territoire (Brétigny, Saint-Michel, Arpajon).
Les élèves seront amenés à la rencontre des 3 expositions accueillies par le CAC sur l'année scolaire. Pour deux d'entre elles, la visite sera accompagnée d'une séance d'histoire de l'art et de la réalisation avec un duo d'artistes d'un podcast autour des enjeux de l'exposition. La troisième exposition fera l'objet d'un travail plus approfondi avec la participation à un atelier de création avec l'artiste exposé. L'exposition approfondie sera différente pour chaque lycée. Les élèves seront également sensibilisés aux différents métiers du centre d'art et seront amenés à faire la médiation de l'exposition auprès d'autres élèves, de leurs familles et aussi de personnes âgées. Les podcasts feront aussi l'objet d'une webdiffusion notamment au sein des lycées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 23 000€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-10 000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 3 lycées (2 classes par lycée) :
LPO Jean-Pierre Timbaud BRETIGNY SUR ORGE
LPO Léonard de Vinci ST MICHEL SUR ORGE
LGT René Cassin ARPAJON

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE
- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	13 890,00	42,09%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	3 100,00	9,39%
Fournitures, petit matériel	3 300,00	10,00%
Restitution du projet	3 000,00	9,09%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	600,00	1,82%
Transports des élèves	600,00	1,82%
Communication	2 400,00	7,27%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	6 110,00	18,52%
Total	33 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	23 000,00	69,70%
Précisez si autres aides publiques (EPCI, Communauté de communes, Agglomération, EPT)	10 000,00	30,30%
Total	33 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049812 - CONTER ET LIRE POUR SE CONSTRUIRE - ECARTS ANIS GRAS

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	14 800,00 € TTC	60,81 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECARTS
Adresse administrative : 55 AV LAPLACE
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GILLES LACOMBE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Anis Gras est un lieu de fabrique situé à Arcueil. Il accueille chaque année de très nombreuses équipes artistiques (théâtre, danse, arts visuels, auteurs) en résidence, les programme et met en œuvre avec elles de multiples actions culturelles avec le territoire et ses habitants.
Anis Gras propose de prolonger l'action ponctuelle démarrée en 19-20 avec le lycée Jean Monnet de Montrouge en doublant le nombre de classes (de 3 à 6). 3 classes de 1ère CAP suivront 12 heures d'ateliers avec le conteur Charles Piquion : collecte de témoignages, écriture et lecture à voix haute. Elles bénéficieront d'une transmission des élèves de terminale qui avaient été impliqués dans le projet l'an dernier et qui poursuivront cette année. Ils suivront 8 heures d'ateliers avec la cie Déliaison en vue de la constitution d'une bibliothèque collective au sein du lycée. Chaque élève assistera à 3 représentations à Anis Gras. Chaque représentation donnera lieu à un échange avec les élèves d'environ 2 heures. Les autres élèves du lycée pourront venir à Anis Gras assister à des répétitions publiques ou visiter des expositions. Ils pourront également bénéficier de la bibliothèque collective.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 14 800 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-1 000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée (au moins 3 classes) :
LP du bâtiment et du tertiaire Jean Monnet, Montrouge

Localisation géographique :
- MONTROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	8 840,00	55,95%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	200,00	1,27%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	975,00	6,17%
Fournitures, petit matériel	1 000,00	6,33%
Restitution du projet	1 000,00	6,33%
Transports des élèves	200,00	1,27%
Communication	500,00	3,16%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	3 085,00	19,53%
Total	15 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	63,29%
DAAC Versailles (sollicitée)	1 000,00	6,33%
Commune d'Arcueil (attribuée)	1 000,00	6,33%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	1 500,00	9,49%
EPT GOSB (sollicitée)	2 300,00	14,56%
Total	15 800,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049813 - HISTOIRES ET METAMORPHOSES - I AM A BIRD NOW

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	18 000,00 € HT	50,00 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : I AM A BIRD NOW
Adresse administrative : 20 RUE EDOUARD PAILLERON
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERWAN PASTEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
I Am a Bird Now est un collectif qui rassemble des artistes de théâtre, danse, cinéma, arts visuels et arts plastiques. Il porte des créations artistiques qui croisent les disciplines et s'appuient sur un travail de territoire à la rencontre avec les habitants.
I Am a Bird Now propose aux élèves du lycée Nelson Mandela de mener un projet de recherche artistique et documentaire sur l'histoire de leur établissement, anciennement lycée Blériot devenu lycée Mandela à la suite de travaux. A partir d'un travail d'enquête, les 4 classes professionnelles et technologiques participantes vont développer des propositions artistiques variées. Deux classes réaliseront un travail d'écriture de textes qui seront mis en voix et en scène, puis enregistrés. Une classe explorera le champ chorégraphique pour proposer une performance dansée. Enfin, la quatrième classe réalisera un court-métrage documentaire sur le lycée et le projet.
Chaque classe suivra de 24 à 32 heures d'atelier. Chaque parcours d'ateliers est nourri par un ensemble de 3 sorties culturelles (théâtres d'Etampes, de l'Agora et de la Colline, Musée d'Etampes, cinéma, parcours patrimoine d'Etampes). La restitution prendra la forme d'un parcours au sein du lycée permettant de découvrir les différentes réalisations des élèves (performances, photographies et projections vidéo, enregistrements).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 18 000 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire.

Proposition faite pour 1 lycée (au moins 3 classes) :
Lycée Professionnel Nelson Mandela Etampes, 91

Localisation géographique :
- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	13 600,00	75,56%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	840,00	4,67%
Fournitures, petit matériel	360,00	2,00%
Restitution du projet	1 000,00	5,56%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	100,00	0,56%
Communication	100,00	0,56%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 000,00	11,11%
Total	18 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 000,00	50,00%
DRAC (sollicitée)	6 000,00	33,33%
CD 91 (sollicitée)	3 000,00	16,67%
Total	18 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049815 - CREATION D'UN PARCOURS LUDIQUE DE LECTURES DANS L'ESPACE PUBLIC - LA FONTAINE AUX IMAGES

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	9 398,00 € HT	63,84 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FONTAINE AUX IMAGES
Adresse administrative : 3 ALLEE FERNAND LINDET
93390 CLICHY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JONATHAN PONTIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Fontaine aux Images est une compagnie implantée de longue date à Clichy-sous-Bois où elle a installé son chapiteau, devenu depuis un lieu culturel populaire. Elle a de nombreux partenaires locaux notamment les Ateliers Médicis avec qui elle a construit ce projet.
Le projet vise à faire travailler les élèves sur la question de l'oralité en vue notamment du Grand Oral du bac. Le projet débutera par une lecture en classe par les comédiens de la Fontaine aux Images avant une dizaine d'heures d'atelier par classe. Les ateliers permettront aux élèves de travailler sur l'oralité et la mise en scène à partir de textes de leur choix (théâtre ou roman). Le travail des élèves sera nourri par 3 spectacles, l'un aux Ateliers Médicis pendant le Festival Typo, un à la Fontaine aux Images et un au Théâtre de Meaux. Le projet aboutira à des parcours de lectures au sein de l'espace public, d'abord dans les établissements concernés et ensuite lors du festival de Chapamat' au Chapiteau de la Fontaine aux Images et dans le parc environnant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 9 398 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-2 000€), au regard du budget régional disponible et d'un léger dépassement de la demande de subvention des 70% autorisés.

Proposition faite pour 2 lycées (2 classes minimum par lycée) :
LPO Alfred Nobel, Clichy sous bois, 93
LGT Von Dongen, Lagny, 77 avec le rattachement d'une 2ème classe au projet

Localisation géographique :
- LAGNY-SUR-MARNE
- CLICHY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	6 515,00	57,16%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	936,00	8,21%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	1 200,00	10,53%
Transports des élèves	1 092,00	9,58%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 655,00	14,52%
Total	11 398,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 000,00	70,19%
Contrat de ville (sollicité)	2 000,00	17,55%
Commune de Clichy-sous-Bois (sollicitée)	198,00	1,74%
Commune de Montfermeil (sollicitée)	1 200,00	10,53%
Total	11 398,00	100,00%

DOSSIER N° EX049817 - DECOUVERTE ET PRATIQUE DE L'ART DE LA MARIONNETTE - COMMUNE DE ROMAINVILLE - SERVICE CULTURE - LE PAVILLON

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	12 568,00 € TTC	55,70 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE ROMAINVILLE
Adresse administrative	:	28 AVENUE PAUL VAILLANT - COUTURIER 93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Corinne VALLS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Pavillon est un nouveau lieu culturel ouvert en 2019 par la Commune de Romainville. Il propose une programmation pluridisciplinaire de spectacle vivant et d'arts visuels, différents évènements de quartiers et accueille en résidence des équipes artistiques. Il est particulièrement associé à 1 9 3 Soleil, structure de référence pour le spectacle très jeune public.
Le projet concernera deux classes de CAP AEPE (accompagnant éducatif petite enfance) et une classe de filière professionnelle arts appliqués du lycée Liberté voisin. Intitulé « 'Découverte et pratique de l'art de la marionnette », il comprend un parcours du spectateur avec visite du Pavillon et rencontres métiers, un spectacle au Pavillon et un spectacle au Mouffetard. Il comprend également un projet de création artistique qui devrait aboutir après 30h d'ateliers par classe à la création d'un spectacle de marionnettes dédié à la petite enfance.
D'autres classes de l'établissement pourront bénéficier de la visite du Pavillon et des spectacles. La création des élèves sera présentée lors du festival des pratiques amateurs et lors de représentations spécifiques en crèches, en PMI ou en médiathèques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 12 568 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-573€), des frais de fonctionnement dépassant le plafond de 20% (-592€), et au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée (au moins 3 classes) :
LPO Liberté, Romainville

Localisation géographique :
- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	5 400,00	39,32%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	223,50	1,63%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	3 150,00	22,94%
Fournitures, petit matériel	500,00	3,64%
Restitution du projet	480,00	3,50%
Transports des élèves	600,00	4,37%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	3 380,00	24,61%
Total	13 733,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 573,50	55,15%
Fonds propres	6 160,00	44,85%
Total	13 733,50	100,00%

DOSSIER N° EX049821 - PORTE-VOIX - COMMUNE DE NANTERRE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	18 518,00 € HT	43,20 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTERRE
Adresse administrative : 8 RUE DES ANCIENNES MAIRIES
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PATRICK JARRY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Maison de la Musique est un lieu culturel de la Ville de Nanterre qui propose une programmation pluridisciplinaire en lien avec les musiques et leur diversité. Elle accueille des équipes en résidence et mène d'importantes actions culturelles sur son territoire.
Le projet d'action ponctuelle « Porte-Voix » porté par la Maison de la Musique propose deux parcours d'intensité différente autour de l'émancipation et de la prise de parole. Le parcours A concernera 2 classes (une de chaque lycée du projet). Il comporte 3 spectacles dont l'un diffusé en classe (spectacle radiophonique de la cie TroisSixTrente) et une vingtaine d'heures d'ateliers avec la Zone d'Expression Prioritaire (ateliers d'écriture) et la cie TroisSixTrente (ateliers radiophoniques). Ce parcours A aboutira à la création d'un podcast qui sera diffusé sur la webradio citoyenne Agora, sur la radio du lycée Joliot-Curie et sur la plateforme de la ZEP. Le parcours B comporte le spectacle de la cie TroisSixTrente diffusé en classe et 8h d'ateliers avec la ZEP. Les deux autres spectacles sont proposés de manière optionnelle et gratuite aux élèves. Les textes produits au sein des ateliers seront relayés sur la plateforme de la ZEP.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 18 518€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-1 000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 2 lycées (2 classes minimum par lycée) :
LGT Joliot Curie, Nanterre
LPO Louise Michel, Nanterre

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	14 430,00	73,93%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	341,00	1,75%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 200,00	6,15%
Restitution du projet	570,00	2,92%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 977,00	15,25%
Total	19 518,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 000,00	46,11%
Commune de Nanterre (sollicitée)	1 500,00	7,69%
Fonds propres	9 018,00	46,20%
Total	19 518,00	100,00%

DOSSIER N° EX049823 - NOUVELLES CULTURES URBAINES - ULTRABOLIC

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	13 256,00 € HT	52,81 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ULTRABOLIC
Adresse administrative : 42 RUE DE ROSNY
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE BONIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ultrabolic est l'équipe artistique du musicien et compositeur de jazz et musiques improvisées Hubert Dupont. Elle est implantée à Fontenay-sous-Bois.
Ultrabolic souhaite reconduire le projet mené en 19-20 avec le soutien de la Région au LGT Pablo Picasso de Fontenay-sous-Bois en l'élargissant au LP Jules Michelet. Le projet s'articule autour des cultures urbaines et de la dernière création d'Hubert Dupont, Sirocco. Les élèves suivent un programme d'ateliers d'environ 20h réparties entre l'écriture et la pratique du rap, la danse hip-hop et la musique assistée par ordinateur. Les performances élaborées par les élèves feront l'objet de 2 restitutions, l'une au sein du lycée, l'autre au Comptoir, lieu partenaire de la compagnie. Les élèves assisteront également à 2 conférences métiers et devront assister à 2 spectacles au choix parmi une liste élaborée par la compagnie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 13 256€ et correspond au montant du budget proposé

par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-4 500€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 2 lycées (2 classes minimum par lycée) :
LGT Pablo Picasso, Fontenay-sous-Bois
LP Jules Michelet, Fontenay-sous-Bois.

Localisation géographique :

- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	12 126,00	68,29%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	2 000,00	11,26%
Transports des élèves	400,00	2,25%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	3 230,00	18,19%
Total	17 756,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	11 500,00	64,77%
DRAC	2 082,00	11,73%
CD 94 (sollicitée)	374,00	2,11%
Commune de Fontenay-sous-Bois (sollicitée)	1 000,00	5,63%
Fonds propres	2 000,00	11,26%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	800,00	4,51%
Total	17 756,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049831 - PASSEURS DE NATURE - L'YEUSE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	20 350,00 € HT	44,23 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION L'YEUSE
Adresse administrative : 326 RUE DES PYRENEES
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE ZALC, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Yeuse est la compagnie du duo de danseurs et chorégraphes Olivier Renouf et Erika Zuenelli. Elle alterne les créations de l'une et de l'autre avec des liens réguliers avec le théâtre ou les arts plastiques. Depuis quelques années, le travail d'Olivier Renouf, fils de paysans, donne une place importante à la Nature et au rapport à la terre. Dans ce cadre, la compagnie a noué des liens avec le lycée agricole de la Bretonnière et y mène des actions depuis l'automne 2019.
Le projet souhaite explorer les points communs entre la danse et le travail agricole et découvrir ce que l'une peut apporter à l'autre et réciproquement. Les élèves suivront des ateliers pratiques tout au long de l'année qui pourront aboutir à une création en fin d'année. En particulier, les classes SAPAT créeront un spectacle jeune public qui pourra être diffusé dans les écoles ou crèches environnantes. Pour nourrir le travail de réflexion et de création des élèves, ceux-ci se verront proposer un parcours de spectateur comprenant des visites de la galerie d'art contemporain Galleria Continua située à proximité du lycée, une représentation de l'Yeuse au Théâtre Berthelot à Montreuil et un spectacle à Chaillot. En plus d'une restitution, la compagnie envisage pour faire rayonner le projet d'associer le journal et le club photo du lycée en les sollicitant pour réaliser un reportage tout au long de l'année sur le projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 20 350€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-3 500€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 1 lycée (au moins 3 classes) :
Lycée Agricole La Bretonnière

Localisation géographique :
- CHAILLY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	16 796,00	70,42%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 563,00	6,55%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 425,00	5,97%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	200,00	0,84%
Restitution du projet	273,00	1,14%
Transports des élèves	2 400,00	10,06%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	1 193,00	5,00%
Total	23 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	12 500,00	52,41%
DRAC (sollicitée)	11 000,00	46,12%
Fonds propres	350,00	1,47%
Total	23 850,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049832 - GRAND ORAL à STRASBOURG-SAINT-DENIS, acte 2 - LES PETITES HEURES - THÉÂTRE DE LA SCALA PARIS

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	31 757,00 € TTC	18,89 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITES HEURES
Adresse administrative : 2 BOULEVARD DE STRASBOURG
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame MELANIE BIESSY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre
Inspiré simultanément par la programmation artistique de la SCALA Paris, et par l'échéance du "grand oral" qui attend les lycéens au baccalauréat à partir de la session 2021, le projet réunit : école du spectateur, atelier de pratique artistique, et approfondissement pédagogique porté par des cercles de lecture à voix haute, le tout en lien avec les programmes et objectifs du lycée. Le projet est conçu pour 5 groupes de trois établissements franciliens.
Encadré par deux master-classes animées par les lycéens eux-mêmes, préalablement accueillis à la Scala afin de se familiariser parfaitement avec le lieu, le projet fait alterner trois spectacles et trois ateliers de pratique théâtrale de 3h, avec deux cercles de lecture en établissement. Les trois grandes entrées sont des composantes fondamentales de l'éducation artistique et culturelle, en lien avec les programmes de sciences humaines et d'enseignement civique (EMC):
- développement de la compétence à prendre la parole en public, à improviser et à se détacher du compte rendu scolaire;
- travail de la posture corporelle, du placement de la voix, des déplacements...
- compétence à porter un texte et à conduire le fil d'un récit et/ou d'un propos argumenté, l'ensemble en lien permanent avec les programmes et les choix pédagogiques des professeurs, avec l'enrichissement du lexique, de la maîtrise linguistique, et de la culture générale en lettres, sciences humaines et philosophie.
Une restitution finale dans la grande salle de la Scala, conçue comme présentation d'étape, fait l'objet d'un dernier accompagnement par les artistes intervenants. Les master-classes encadrant le parcours, la

visite initiale de familiarisation avec les lieux, associent étroitement les équipes de régie, de production, et celles des espaces conviviaux de la Scala. L'interdisciplinarité, l'encouragement des jeunes créateurs, deux axes essentiels de la politique artistique de la Scala, sont constamment au rendez-vous.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 31 757 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite des dépenses de fonctionnement dépassant les 20% (- 1 349€) et de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-8 500 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : le volet pratique artistique reste léger et les classes à option musique ne sont pas prioritaires.

Proposition faite pour 3 lycées, 2 classes par lycée (minimum requis) :

LPO Maximilien Perret, Alfortville - rajouter une seconde classe au projet
LPO Georges Brassens, Villeneuve-le-Roi
LGT Jeanne d'Albret, Saint-Germain en Laye - proposer des classes hors option théâtre

Localisation géographique :
- YVELINES
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	4 500,00	10,82%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 000,00	2,40%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	9 000,00	21,63%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	500,00	1,20%
Restitution du projet	6 581,00	15,82%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	1 700,00	4,09%
Transports des élèves	6 660,00	16,01%
Communication	2 265,00	5,44%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	9 400,00	22,59%
Total	41 606,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	14 500,00	34,85%
Fonds propres	22 246,00	53,47%
Communes : St Germain en Laye/Alfortville/Villeneuve le Roi (sollicitées)	4 860,00	11,68%
Total	41 606,00	100,00%

DOSSIER N° EX049861 - COMPAGNIE LES FRIVOLITES PARISIENNES - Frivolycée

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	15 500,00 € HT	58,06 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE LES FRIVOLITES PARISIENNES
Adresse administrative : 108 RUE JEAN-PIERRE TIMBAUD 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MATHIEU FRANOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-musique

La compagnie Les Frivolités parisiennes propose à 3 lycées essonniens un projet autour de l'opéra. En articulation avec le programme scolaire, sera travaillé un grand thème revêtant un enjeu contemporain fort permettant aux élèves de s'interroger sur les destins individuels et la responsabilité collective face aux défis de la création.

Chaque classe suivra un parcours autour d'ateliers de pratique de chant, de mise en parole, de découverte de l'orchestre (10h30) animés par les musiciens de l'orchestre de la compagnie et trois intervenants musique, théâtre et chant.

Les élèves construiront un spectacle qui sera joué au lycée avec l'orchestre Frivol'Ensemble et ils assisteront à un spectacle donné par les Frivolités au théâtre l'Athénée à Paris. Des propositions de sorties et de découverte de l'opéra seront également faites à d'autres classes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 15 500 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-6000 €), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : coût élevé de la restitution (16 musiciens avec coût horaire de 150€ et arrangements musicaux) et le fait de ne cibler que des classes générales au LPO d'Etampes.

Proposition faite pour 3 lycées essoniens, 2 classes par lycée sauf au CMP de Varennes-Jarcy :

CMP de Varennes-Jarcy (annexe pédagogique du lycée Rosa Parks de Montgeron)

LGT Camille Claudel, Palaiseau

LPO Geoffroy St-Hilaire, Etampes : préconisation d'impliquer également au moins une classe de filière professionnelle

Localisation géographique :
- PALAISEAU
- MONTGERON
- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	15 000,00	69,77%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 000,00	4,65%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 250,00	5,81%
Fournitures, petit matériel	250,00	1,16%
Restitution du projet (musiciens, arrangements musicaux)	1 500,00	6,98%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 500,00	11,63%
Total	21 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	69,77%
Subvention CD91 - aide au dynamisme culturel (sollicitée)	2 000,00	9,30%
Fonds propres	2 500,00	11,63%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	2 000,00	9,30%
Total	21 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX050202 - MUSIQUE SUR LES ONDES - VILLES DES MUSIQUES DU MONDE

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	16 000,00 € TTC	43,75 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLES DES MUSIQUES DU MONDE
Adresse administrative : 4 AVENUE DIVISION LECLERC
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDRE FALCUCCI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Villes des Musiques du Monde est un opérateur culturel implanté en Seine-Saint-Denis. Il organise un festival annuel à l'automne, accueille des résidences et mène de nombreuses actions culturelles notamment une école des musiques du monde.
A partir du thème « Douce France » du festival 2020, le projet « Musiques sur les Ondes » propose de faire découvrir aux lycéens participants le poids de l'héritage culturel des musiques du monde dans nos identités actuelles. Le projet s'organisera autour d'une webradio animée par les élèves participants et diffusée auprès de tous les élèves du lycée. Les élèves bénéficieront d'un parcours spectateur très riche (projections débat, show-case, rencontres littéraires, 4 sorties culturelles dans et en-dehors du festival) et d'un parcours d'ateliers de pratiques musicales. D'autres ateliers permettront de restituer ces parcours sous forme radiophonique.
Le projet sera construit avec 3 classes du lycée Suger mais rayonnera de manière importante sur l'établissement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 16 000 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire.

Proposition faite pour 1 lycée (3 classes et rayonnement sur tout l'établissement) :
LPO Suger, Saint-Denis

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	3 600,00	22,50%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 020,00	6,38%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	1 800,00	11,25%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	800,00	5,00%
Restitution du projet	3 280,00	20,50%
Transports des élèves	2 400,00	15,00%
Communication	1 100,00	6,88%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 000,00	12,50%
Total	16 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 000,00	43,75%
Commune de Saint-Denis (sollicitée)	2 500,00	15,63%
Fonds propres	4 000,00	25,00%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	2 500,00	15,63%
Total	16 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX050271 - LE LYCEE DE DEMAIN - NOTRE ATELIER COMMUN

Dispositif : Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle (n° 00001085)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle	22 576,00 € HT	66,44 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOTRE ATELIER COMMUN
Adresse administrative : 2 RUE FRANKLIN
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CATHERINE CLARISSE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Notre Atelier Commun est une structure créée par l'architecte Patrick Bouchain pour porter des projets de sensibilisation au paysage, à l'architecture et à la ville et qui questionnent la dimension sociale, culturelle et environnementale de l'acte de construire. Installée à Saint-Denis, la structure mène des projets dans toute la France. Pour ce projet « Le Lycée de Demain », il s'associe au Plus Petit Cirque du Monde, centre des arts du cirque implanté à Bagneux.
Ce projet vise à initier les lycéens aux notions d'architecture, de territoire, de construction, de développement durable, de matériaux et ainsi de pouvoir les mobiliser et leur donner la parole sur quel serait le lycée idéal. Le projet se déroule en trois étapes successives :
- Explorer son propre lycée : les élèves feront une étude de terrain de leur lycée dans une approche sensible à travers des ateliers animés par des artistes circassiens.
- Développer un regard critique et concevoir un lycée idéal : les élèves suivront des ateliers avec des professionnels (architectes, paysagistes) avant d'élaborer des maquettes du lycée idéal.
- Performer dans son lycée : une partie des élèves cherchera un espace où construire une zone d'utopie au sein de l'établissement tandis que les autres réaliseront un film autour du projet et de cette zone.
Les élèves suivront 17h30 d'ateliers. Le parcours d'ateliers est complété par un parcours de spectateur comprenant une petite forme au sein du lycée, deux spectacles et la visite de deux lieux.
La restitution prendra la forme d'une rencontre inter-lycées, de visites des zones utopiques par les autres élèves du lycée et de mise en valeur des films réalisés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 22 576€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, au regard du budget régional disponible et de la requalification du projet de CREAC en action ponctuelle.

Proposition faite pour 3 lycées (2 classes minimum par lycée) :
LP Léonard de Vinci, Bagneux, 92
LP Jean Monnet, Montrouge, 92
LPO Adolphe Chérioux, Vitry-sur-Seine, 94

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	11 932,00	52,85%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	4 129,00	18,29%
Restitution du projet	1 500,00	6,64%
Communication	500,00	2,21%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	4 515,00	20,00%
Total	22 576,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	66,44%
Fonds propres	7 576,00	33,56%
Total	22 576,00	100,00%

DOSSIER N° EX049263 - PRIX DU ROMAN GRAPHIQUE DES LYCEENS - VILLE DE COURBEVOIE

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	15 105,00 € TTC	59,23 %	8 947,00 €
	Montant total de la subvention		8 947,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La bibliothèque de Courbevoie propose un prix du roman graphique dans lequel les élèves de six classes des trois lycées de la ville sont amenés à voter individuellement en faveur de l'un des quatre romans graphiques sélectionnés par les quatre partenaires du prix. Ce dernier est remis lors du festival de la ville (festival des Mots libres qui fêtera ses 10 ans) qui permet d'explorer la littérature et la langue française. Le projet réunit des ateliers d'écriture, des débats et rencontres avec des professionnels du livre et des auteurs. Le thème est commun aux trois lycées et chaque classe en écrit une partie. Le livre est auto-édité et chaque élève reçoit un exemplaire. Les élèves concernés participent à de nombreuses sorties pour prolonger les réflexions sur la lecture ou sur le thème retenu. Les élèves des trois lycées se rencontrent sur le territoire au fil du projet, ce qui favorise la relation inter-établissements et le maillage territorial.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 15 105 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite des frais de fonctionnement dépassant le plafond de 20% du budget (-

579€).

Proposition faite pour 3 lycées, 6 classes :

LP Paul Painlevé Courbevoie 92
LG Lucie Aubrac Courbevoie 92
LGT Paul Lapie Courbevoie 92

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	6 984,00	44,53%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	300,00	1,91%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	3 800,00	24,23%
Restitution du projet	1 000,00	6,38%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	3 600,00	22,95%
Total	15 684,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 947,00	57,05%
DRAC	4 500,00	28,69%
Fonds propres	2 237,00	14,26%
Total	15 684,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049762 - THEATRE DE GENNEVILLIERS - Une occupation sensible du lieu

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	36 430,00 € HT	54,90 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE GENNEVILLIERS
Adresse administrative : 41 AV DES GRESILLONS
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Monsieur DANIEL JEANNETEAU, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Transversal : danse-théâtre-architecture
Le T2G propose à quatre lycées du 92, à Gennevilliers, Clichy et Villeneuve la Garenne, un projet sur 3 ans autour de la notion de lieu, sa relation à l'environnement et la question de la circulation entre les lieux et le décloisonnement des espaces.
Le CREAC démarrera, selon le lycée, avec un travail sur l'espace architectural et les usages d'un lieu en partenariat avec La Preuve par 7, un travail sur l'espace sonore avec L'Encyclopédie de la parole ou encore un travail sur le corps et le mouvement dans l'espace avec une chorégraphe.
3 classes par lycée suivront un parcours d'éducation artistique et culturelle différencié : visite du T2G et découverte des métiers dont atelier de médiation, ateliers de pratique artistique d'une durée de 20h pour une classe par lycée, ateliers du regard de 6h par classe menés par Charlotte Imbault, rédactrice de la revue Watt, pour les 2 autres classes avec création de capsules sonores des critiques des élèves sur le parcours de spectateurs, 2 représentations par lycée d'une performance autour de la cartographie sonore de la ville de Gennevilliers et un comité de lecteurs mené par la comédienne Stéphanie Beghain au TG2 avec des élèves volontaires des classes impliquées sur le CREAC, autour de lectures à haute voix de textes choisis en lien avec la programmation.
Des restitutions seront organisées dans chaque lycée puis une restitution finale au T2G permettra aux élèves des différents lycées de se retrouver.
Le CREAC prévoit une augmentation au fil des années des classes impliquées ainsi que la réalisation d'une création collective élèves-artistes au lycée et d'une occupation totale du théâtre par les élèves avec des créations artistiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 36 430 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-12 000€), au regard du budget régional disponible et des remarques suivantes : coût de la communication et des outils pédagogiques élevé.

Proposition faite pour 4 lycées du 92 en Quartier Populaire, 11 classes :

LPO Galilée, Gennevilliers

LPO Newton, Clichy

LGT Michel-Ange, Villeneuve la Garenne

LPO hôtelier Auffray, Clichy

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique (80€/h)	24 160,00	49,89%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	8 370,00	17,28%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	500,00	1,03%
Restitution du projet	2 000,00	4,13%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	4 140,00	8,55%
Transports des élèves	720,00	1,49%
Communication	1 000,00	2,06%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	7 540,00	15,57%
Total	48 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	32 000,00	66,07%
Subvention Etat (rectorat de Versailles-PACTE) - (sollicitée)	4 500,00	9,29%
Fonds propres	9 630,00	19,88%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	2 300,00	4,75%
Total	48 430,00	100,00%

DOSSIER N° EX049772 - Théâtre, Corps et Oralité - THEATRE D'IVRY A VITEZ

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	29 882,00 € HT	66,93 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE D'IVRY A VITEZ
Adresse administrative : 1 RUE SIMON DEREURE
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Monsieur Christophe ADRIANI, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre

Le Théâtre Antoine Vitez Scène d'Ivry, souhaite proposer une nouvelle forme de projet avec 12 classes de 3 lycées déjà partenaires du théâtre. En lien avec les deux grands thèmes de la saison 2020/2021 que sont l'oralité et le corps, l'équipe du théâtre souhaite proposer aux jeunes une découverte des pratiques proposées au moment de la saison, mais aussi leur permettre de développer un regard critique et une analyse fine des œuvres proposées à leur regard.
A travers différentes formes de rencontres et d'actions culturelles, comme la forme journalistique ou encore un parcours du spectateur adapté et spécifique à chaque projet pédagogique porté par les équipes enseignantes, il s'agit de donner l'occasion à tous de fréquenter différemment les équipements culturels de proximité.
Seront donc proposés à la fois une ou plusieurs venues au théâtre (ainsi que dans les salles partenaires), un accompagnement critique autour de ces spectacles ainsi que des ateliers de pratique, des stages hors temps scolaire, un spectacle au sein des établissements scolaires partenaires. L'ensemble de ces propositions permet de constituer des parcours différenciés (de 1 à 4 spectacles et de 4h à 16h de pratique), chaque enseignant pouvant ainsi construire le parcours qui convient le mieux à ses objectifs, contraintes ou envies.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 29 882 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-1 000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 3 lycées, 12 classes (2 classes minimum par lycée) :

LPO Fernand Léger, Ivry sur Seine
LGT Romain Rolland, Ivry sur Seine
LPO Léonard de Vinci, Paris

Localisation géographique :
- PARIS
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	12 000,00	38,86%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	4 182,00	13,54%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	6 450,00	20,89%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	700,00	2,27%
Restitution du projet	500,00	1,62%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	500,00	1,62%
Communication	1 000,00	3,24%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	5 550,00	17,97%
Total	30 882,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	21 000,00	68,00%
Subvention Etat - rectorat (sollicitée)	4 000,00	12,95%
Fonds propres	5 882,00	19,05%
Total	30 882,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049774 - Pays Imaginaires (Prélude, Fugue et Variations) - LA MANUFACTURE THEATRE DE LA BASTILLE

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	26 000,00 € HT	57,69 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MANUFACTURE THEATRE DE LA BASTILLE
Adresse administrative : 76 RUE DE LA ROQUETTE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Jean-Marie HORDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre
"Pays Imaginaires (Prélude, Fugue et Variations)" est un projet d'EAC proposé par le Théâtre de la Bastille, inventé avec la Compagnie du Coup Monté en parallèle de sa création Théâtrale SIAMO, Histoires de Fugues. Il s'agira de proposer aux élèves des trois lycées partenaires une immersion artistique et thématique sous différentes formes, au Théâtre de la Bastille. De l'initiation pratique au plateau à la rencontre des métiers du théâtre et des artistes, de l'improvisation corporelle à la réflexion dramaturgique et scénographique en lien avec un parcours de spectateurs (2 spectacles et une visite d'exposition), les quatre artistes proposeront aux classes un projet annuel qui permettra d'envisager toutes les manières de « faire du théâtre » et de prendre part à la création d'un projet : sur et hors le plateau. Ce projet est conçu en lien avec les enseignants et les programmes, dans le but d'approfondir leurs connaissances.
Les ateliers seront menés autour de la figure des Enfants Perdus : de celles et ceux qui rêvent de fuites et d'imprévus, et de leurs Pays Imaginaires.
Quand l'enfant chemine vers l'adulte, quels sont ses possibles échappées, fugues, exils ? Que fuir, et à quel monde rêver ? Le conte cruel et initiatique "Peter Pan" de James Matthew Barrie sera une source intarissable de travail, afin d'aller à la rencontre de la jeunesse d'aujourd'hui, de ses rêves, ses doutes et ses élans.
Un atelier de pratique de 3 heures de formation proposé à l'équipe éducative sera une occasion de

fédérer l'équipe encadrante du projet. Cet atelier sera ouvert à toute la communauté éducative dans la mesure de 25 participants maximum.
Pour chacun des 8 groupes, il est prévu de la pratique de théâtre et une pratique artistique au choix : photographie, vidéo d'art, création sonore, scénographie, costumes, performance, danse ou approfondissement théâtre. En restitution, une déambulation dans ces Pays Imaginaires sera alors proposée au public, avant de le rassembler dans la grande salle et le laisser découvrir le chœur d'Enfants Perdus en scène. Il est prévu que deux ouvertures soient proposées au théâtre, pour permettre au plus grand nombre d'y assister. Au total, ce seront 258h d'heures d'interventions artistiques qui sont envisagées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 26 000 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-5 000€), au regard du budget régional disponible et de la remarque suivante : le rayonnement se limite à l'invitation aux restitutions (à renforcer en année 2 et 3).

Proposition faite pour 3 lycées, 8 classes (2 classes minimum par lycée) :

LP Deprez, Paris
LPO Dorian, Paris
LPO Paul Poiret, Paris

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	19 350,00	62,42%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	3 200,00	10,32%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	2 000,00	6,45%
Restitution du projet	1 000,00	3,23%
Communication	450,00	1,45%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	5 000,00	16,13%
Total	31 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	64,52%
Subvention Etat (rectorat) - (sollicitée)	2 000,00	6,45%
Fonds propres	7 000,00	22,58%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	2 000,00	6,45%
Total	31 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049775 - DE L'OEUVRE A LA REPRESENTATION - THEATRE DE LA VALLEE

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	51 162,00 € HT	58,64 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE LA VALLEE
Adresse administrative : THEATRE DE LA VALLEE
95350 SAINT-BRICE-SOUS-FORET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-MARIE DEROCHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Théâtre de la Vallée est la compagnie de théâtre du metteur en scène Gerold Schuman. Implanté à Ecouen (95) où il gère un lieu « La Grange à Dîmes », il crée notamment des spectacles jeune public et développe une forte implantation territoriale.
Le projet de CREAC s'appuie sur des partenariats préexistants avec d'une part le Musée National de la Renaissance d'Ecouen, et d'autre part avec le lycée Camille-Saint-Saëns de Deuil-la-Barre. Après 2 actions ponctuelles, le projet est élargi à 4 autres lycées du territoire et 18 classes. Il a pour objectif de croiser patrimoine et spectacle vivant favorisant ainsi l'implication d'équipes enseignantes interdisciplinaires.
Le parcours proposé débutera par une visite du Musée National avec un conférencier et un comédien qui feront émerger les liens possibles entre spectacle vivant et patrimoine, visite complétée par un atelier d'initiation théâtrale. Chaque élève suivra ensuite 8h d'atelier de pratique artistique avec un comédien au sein de son lycée et assistera à une représentation à la Grange à Dîmes ou dans un lieu partenaire. Enfin, le projet s'achèvera par une restitution au Musée National de la Renaissance permettant aux élèves de présenter le travail réalisé puis d'assister à des extraits joués par les comédiens du Théâtre de la Vallée.
Le Théâtre de la Vallée prévoit la mise en place d'un parcours autour de la poésie pour l'année 2 du CREAC, parcours dont les élèves se feront les ambassadeurs au sein de leurs établissements à travers une brigade poétique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 51 162€ et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-19 000€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite pour 5 lycées (2 classes minimum par lycée) (la Région préconise de retirer 1 lycée) :
LPO Charlotte Delbo, Dammartin-en-Goële
LPO La Tourelle, Sarcelles
LGT Simone de Beauvoir, Garges-lès-Gonesse
LGT Fragonard, L'Isle Adam
LGT Camille Saint Saëns, Deuil-la-Barre (retrait préconisé par la Région).

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	24 644,00	35,12%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	1 628,00	2,32%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	4 760,00	6,78%
Fournitures, petit matériel	600,00	0,86%
Restitution du projet	1 000,00	1,43%
Dépense(s) liée(s) au déploiement d'outil(s) pédagogique(s)	9 930,00	14,15%
Transports des élèves	12 900,00	18,39%
Communication	900,00	1,28%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	13 800,00	19,67%
Total	70 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	49 000,00	69,84%
CARPF (sollicitée)	3 500,00	4,99%
Fonds propres	4 732,00	6,74%
Partenaires privés (mécénat, sponsors, autres)	2 500,00	3,56%
Musée de la Renaissance	10 430,00	14,87%
Total	70 162,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-277

DOSSIER N° EX049836 - LIRE, DIRE, ECRIRE, JOUER LE THÉÂTRE D'ICI ET DAILLEURS - ISSUE DE SECOURS

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	19 697,00 € TTC	55,85 %	11 000,00 €
	Montant total de la subvention		11 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ISSUE DE SECOURS
Adresse administrative : LA FERME GODIER
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-HELENE MALARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Spectacle vivant-théâtre - Projet LECTURE(S)
La Cie Issue de Secours poursuit sa démarche de développement « d'une vie culturelle et théâtrale » dans, et avec, les lycées de son territoire. Le projet s'appuie sur l'activité artistique de la Cie Issue de secours dont la ligne directrice est celle des écritures d'aujourd'hui en langue française et son rayonnement, et des jeunes équipes artistiques accueillies en résidence à la Ferme Godier et leur création.
S'il y a une dimension de développement personnel dans la démarche d'atelier c'est toujours à l'intérieur d'une préoccupation artistique. Ateliers d'écriture, de lecture, d'improvisation, de jeu, comité de lecture, permettent de travailler différentes notions telles que l'oralité, l'écoute de l'autre, la bienveillance ou encore la confiance en soi, l'argumentation, la posture critique et le choix.
La pratique artistique, les rencontres, la lecture, l'écriture participent à la construction de perspectives individuelles et collectives.
À travers ce projet, des liens sont favorisés entre artistes et lycéens (Cie Issue de Secours et artistes en résidence à la Ferme Godier), les échanges, la mobilité sur le territoire, la rencontre entre jeunes d'établissements scolaires différents, les projets collectifs, et la découverte de lieux culturels de proximité (la Ferme Godier et la médiathèque) afin que ceux-ci deviennent des espaces familiers dans lesquels les jeunes puisent matière à rêver, à discuter, à fabriquer.
Les 11 classes impliquées suivent des projets singuliers et de formats différents, imaginés avec les enseignants en fonction de leurs objectifs et envies. 4 classes participent au Prix lycéens de littérature

dramatique Inédits d'Afrique et Outre-mer. Les élèves lisent et débattent de trois textes théâtraux inédits, sélectionnés par les membres organisateurs et les enseignants participants. Sous forme de comité de lecture, chaque classe sélectionne la pièce pour le comité final réunissant des représentants des classes à la Ferme Godier. Une fois le lauréat choisi, les élèves travaillent avec La Cie Issue de Secours à la mise en voix d'extraits de la pièce lauréate pour une lecture publique devant l'auteur lors de la soirée de remise du prix. Cette soirée est l'occasion pour les élèves de rencontrer l'auteur et d'échanger avec lui autour de sa pièce, son écriture et son parcours.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 19 697 € et correspond au montant du budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (-2 500€), au regard du budget régional disponible.

Proposition faite avec 3 lycées, 11 classes (2 classes minimum par lycée) :
LPO Jean Rostand, Villepinte
LPO Georges Brassens, Villepinte
LPO François Rabelais, Dugny

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention artistique	13 501,13	60,82%
Défraiement des intervenants (Transport, hébergement, restauration)	550,00	2,48%
Billetterie (exposition, sortie, parcours spectateurs, ...)	552,00	2,49%
Fournitures, petit matériel (Précisez)	2 600,00	11,71%
Restitution du projet	650,00	2,93%
Transports des élèves	1 662,00	7,49%
Dépenses de fonctionnement (rémunération du personnel, loyers annuels, fluides, ...)	2 681,92	12,08%
Total	22 197,05	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	13 500,00	60,82%
Subvention Commune de Villepinte (attribuée)	5 000,00	22,53%
Fonds propres	3 697,05	16,66%
Total	22 197,05	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-279

DU 1 JUILLET 2020

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'AIDE À LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE (DEUXIÈME AFFECTATION POUR 2020)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-52 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien, modifiée par la délibération n° CR 2019-040 du 19 septembre 2019 ;

VU la délibération n° CP 2018-480 du 17 octobre 2018 relative notamment à l'adoption des avenants types aux conventions de permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques, les lieux et opérateurs et les fabriques ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-279 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle au soutien des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de **91** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **4 379 800 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'avenants conformes aux avenants types adoptés par délibération n° CP 2018-480 du 17 octobre 2018 et autorise la

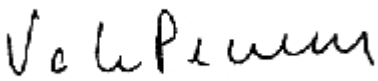
Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **4 379 800 €** disponible sur le chapitre 933 «Culture, Sports et Loisirs » : Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-005, « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue», action 13100504 « Développement de la permanence artistique », du budget 2020.

Article 2 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182132-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJET

DOSSIER N° EX048903 - LE CABARET CONTEMPORAIN - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	166 000,00 € HT	16,87 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LE CABARET CONTEMPORAIN
Adresse administrative	:	C/O RESIDENCE CREATIS 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur XAVIER DE FINANCE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créé fin 2009 sous la direction artistique de Laurent Durupt, le Cabaret Contemporain regroupe une formation de jeunes musiciens et compositeurs professionnels issus du Conservatoire de Paris. Les musiciens de l'ensemble sont des instrumentistes originaux, ayant des formations hybrides. Chacun des musiciens a été plusieurs fois récompensé par des prix : ainsi, le percussionniste Rémi Durupt a reçu le prix du Concours International de Musique de Chambre Contemporaine de Genève ; le saxophoniste Alexandre Souillart est la révélation Adami 2010.Le projet porte sur la diffusion de la musique contemporaine et sa rencontre avec les autres genres musicaux ainsi que sur l'élargissement des publics. Les activités de l'ensemble embrassent tout le processus de création, partant de l'écriture au concert lui-même, en passant par des actions culturelles.
L'ensemble, qui se présente comme un collectif, diffuse dans des lieux qui n'accueillent pas habituellement de musique contemporaine (Studio de l'Ermitage, Atelier du Plateau, Gaîté Lyrique où il dispose de bureaux dans le cadre d'un projet pépinière pour la période 2012-2014) et de nombreuses salles d'Ile-de-France : Pôle musical d'Orgement à Epinay-sur-Seine, Le Cap à Aulnay-Sous-Bois, La Scène Jean-Roger Caussimon à Tremblay-en-France, ou encore La Ferme du Buisson où il a été en résidence dans le cadre du dispositif ONDA.
Ses créations sont diversifiées : le Zappa Project, conçu comme un véritable spectacle musical orchestré

par Jonathan Pontier, dont le travail reflète entre autres les rapports qu'entretiennent musique dite « savante », «contemporaine », et musique dite « populaire » ; mais également What Sound, Cabaret Dancefloor, Music for 18 musicians, ainsi que des actions pédagogiques menées régulièrement en direction des jeunes et/ou des scolaires. Ces dernières années, elles s'articulent sur des créations « hommage » (Kraftwerk, Moondog) et la musique originale du groupe.
Le Cabaret contemporain est cofinancé par la Mairie de Paris (depuis 2015 au titre du fonctionnement), la DRAC Ile-de-France (au titre de l'aide au projet, puis de l'aide à la structuration en 2014, et de l'aide à la résidence à Tremblay-en-France), les sociétés civiles représentent 47% des financements. La Région Ile-de-France accompagne le projet depuis 2012.
Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet PAC présenté par la structure sont incluses dans la base subventionnable.

Localisation géographique :
- PARIS
- NOISIEL
- RIS-ORANGIS
- MALAKOFF
- CERGY
- SANNOIS
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES CREATION DIFFUSION RESIDENCES	93 500,00	56,33%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	20 000,00	12,05%
COUTS DE STRUCTURE	52 500,00	31,63%
Total	166 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE	28 000,00	16,87%
DRAC IDF ACQUIS	25 000,00	15,06%
SOCIETES CIVILES	37 250,00	22,44%
RECETTES PROPRES	60 750,00	36,60%
VILLE DE PARIS ACQUIS	15 000,00	9,04%
Total	166 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049220 - CREA - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	802 594,00 € TTC	5,61 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CREA CREATION VOCALE ET SCENIQUE
Adresse administrative	:	3 RUE JACQUES DUCLOS 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jérôme KALTENBACH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Fondé en 1987 et dirigé par Didier Grojsman, le CREA, centre d'éveil artistique à Aulnay-sous-Bois est une structure unique en France, qui forme chaque année 150 choristes amateurs de 6 à 26 ans à une pratique vocale et scénique encadrée par des professionnels. Des commandes d'écriture d'opéras et de spectacles de théâtre musical sont passées à des auteurs et compositeurs. Son objectif est de favoriser, par le chant, l'épanouissement individuel des enfants, de tous milieux sociaux, sans sélection ni audition : développement de la créativité, sens de l'écoute et du respect de l'autre, attitude face à l'effort… Contribuant ainsi à lutter contre l'échec scolaire sur un territoire empreint de nombreuses difficultés sociales. Par ailleurs, le CREA mène une politique importante d'actions éducatives et de formations auprès d'écoles et de collèges d'Aulnay-sous-Bois, mais aussi avec les parents, des personnes âgées en maisons de retraite, des salariés…
Le CREA est soutenu de longue date par la Ville d'Aulnay-sous-Bois, le Département de Seine-Saint-Denis, la DRAC Île-de-France et la Région Île-de-France.

Le CREA prévoit 4 résidences dans 4 villes de Seine-Saint-Denis et un volume horaire important d'actions culturelles, qui réunissent pour la première fois cette année l'ensemble des acteurs d'un même groupe scolaire : directrices, directeurs, enseignants, enfants et parents.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 802 594 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite des frais financiers (- 1 100 €).

Localisation géographique :

- PARIS
- VERSAILLES
- AULNAY-SOUS-BOIS
- BONDY
- NOISY-LE-SEC
- TREMBLAY-EN-FRANCE
- VILLEPINTE
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création, diffusion	442 745,00	55,09%
Dépenses d'action culturelle	312 549,00	38,89%
Part des coûts de structure	47 300,00	5,89%
Frais financiers	1 100,00	0,14%
Total	803 694,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	45 000,00	5,60%
DRAC Île-de-France (acquis)	91 651,00	11,40%
Préfecture 93 (sollicité)	65 000,00	8,09%
Education nationale (sollicité)	20 000,00	2,49%
Département 93 (sollicité)	65 000,00	8,09%
Ville d'Aulnay-sous-Bois (sollicité)	175 000,00	21,77%
Spedidam	1 000,00	0,12%
Fonds de création lyrique	20 000,00	2,49%
Mécénat	203 243,00	25,29%
Recettes propres	117 800,00	14,66%
Total	803 694,00	100,00%

DOSSIER N° EX049223 - LA ROUSSE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	101 250,00 € HT	24,69 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA ROUSSE
Adresse administrative : 11 RUE DES HAIES
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VERONIQUE PIOLINE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 2004, la compagnie La Rousse destine ses créations théâtrales contemporaines au jeune public. Fondée par Nathalie Bensard, metteuse en scène et auteure d'une dizaine de créations dont le sujet est l'enfance. Ses spectacles sont diffusés dans les scènes nationales (Sénart, Dieppe), les scènes conventionnées et les théâtres de ville. La compagnie La Rousse mène des actions culturelles autour de ses créations avec des publics diversifiés et des projets pour les lycéens.
Après une implantation en Seine et Marne la compagnie est en résidence au théâtre des Bergeries jusqu'en 2022, et développe des partenariats avec des théâtres de ville notamment Malakoff, la Courneuve...
La compagnie a pour principaux partenaires la DRAC IDF au titre de l'aide au conventionnement et la Région Ile de France. Elle a le soutien régulier des sociétés civiles sur ses créations.
Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet présentées par la structure.

Localisation géographique :
- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES RESIDENCES CREATION DIFFUSION	50 190,00	49,57%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	16 400,00	16,20%
COUTS DE FONCTIONNEMENT	34 660,00	34,23%
Total	101 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
AIDE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE REGION IDF	25 000,00	24,69%
DRAC IDF ATTRIBUE	25 000,00	24,69%
DEPARTEMENT 93 SOLLICITE	20 000,00	19,75%
RECETTES ACTIVITE	31 250,00	30,86%
Total	101 250,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049300 - LA COMPAGNIE DES HOMMES - AVENANT PAC - CP 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	413 600,00 € HT	8,46 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMPAGNIE DES HOMMES
Adresse administrative	:	3 RUE DES FRANCS BOURGEOIS 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MARGUERITE HEME DE LACOTTE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le metteur en scène Didier Ruiz a créé la Compagnie des hommes en 1998. Sa première mise en scène est toujours au répertoire de la compagnie, « L'Amour en toutes Lettres, questions sur la sexualité à l'Abbé Viollet, 1924-1943 ». En 1999, la compagnie a créé le premier épisode de « Dale Recuerdos (Je pense à vous) », souvenirs racontés par des amateurs-acteurs de plus de 70 ans. A ce jour, vingt-huit épisodes ont vu le jour dans des villes de France et à l'étranger (Santiago du Chili, Moscou..). Didier Ruiz s'intéresse notamment à la trace, au portrait, au souvenir et à la collection. Il s'est fait connaître pour ses projets artistiques d'envergure menés et créés avec la population, avec laquelle il mène un travail exigeant d'écriture, de collecte de récits et de jeu sur scène. La compagnie s'intéresse particulièrement aux non-acteurs en tant que témoins et porteurs d'une histoire intime et universelle.
La compagnie crée des spectacles avec des acteurs professionnels et des non-acteurs. Ce sont, soit des spectacles qui tournent, soit des spectacles participatifs créés à la suite d'un travail d'ateliers ou mettant en lumière des savoirs particuliers.
Les actions (ateliers, stages, formations, rencontres, créations participatives…) en direction des publics dans leur diversité, des élèves en temps scolaire, des adolescents, des personnes âgées, des détenus… sont au cœur du projet de la compagnie. Elle dispose de partenaires qui accompagnent son projet et l'accueillent en résidence, en diffusion ou pour des actions culturelles (Théâtre de l'Agora scène nationale

Evry Essonne, Espace Lino Ventura Garges-lès-Gonesse, La Piscine Chatenay-Malabry, Act'art 77, Espace 1789 Saint-Ouen…). La Compagnie des hommes a effectué une résidence longue à Fontenay-sous-Bois/Fontenay-en-scène et une résidence d'implantation de trois ans jusqu'à fin juin 2020 en Essonne dans l'Arpajonnais (La Norville, Saint-Germain-Lès-Arpajon et Arpajon), soutenue par la DRAC, le Département de l'Essonne et les trois villes. La saison prochaine sera une saison de transition avec la diffusion des spectacles créés en 2019-2020 et la préfiguration de deux nouvelles résidences en Ile-de France : à Malakoff au Théâtre 71 et dans l'Essonne avec les Bords de scènes (Juvisy et Athis-Mons). Un nouveau partenariat s'engage avec la MC93 qui accueillera les trois spectacles phares de ces dernières années : Trans, Une longue peine et Que faut-il dire aux Hommes.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure

Localisation géographique :
- PARIS
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	279 100,00	67,48%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	22 600,00	5,46%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	111 900,00	27,06%
Total	413 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	50 000,00	12,09%
Région Île-de-France PAC	35 000,00	8,46%
EMPLOIS AIDÉS	10 800,00	2,61%
SOCIÉTÉS CIVILES	10 900,00	2,64%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	306 900,00	74,20%
Total	413 600,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049457 - LA CONCORDANCE DES TEMPS F71 - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	165 435,00 € HT	18,13 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA CONCORDANCE DES TEMPS
Adresse administrative	:	13 RUE LOUIS GAILLET 94250 GENTILLY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame GENEVIEVE DE BUZELET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"La Concordance des temps est une compagnie de théâtre fondée en 2000 par Lucie Nicolas. La compagnie porte, d'une part, les spectacles mis en scène par celle-ci, souvent au croisement de différentes esthétiques (marionnette, danse, cirque, images projetées…) et d'autre part, depuis 2004, les spectacles du Collectif F71, fondé avec quatre autres comédiennes et metteures en scène (Sabrina Baldassarra, Stéphanie Farison, Emmanuelle Lafon, Sara Louis), autour de l'œuvre du philosophe Michel Foucault. Depuis ses débuts, le Collectif est très investi dans des actions artistiques et culturelles avec les publics. Il a notamment mené des projets d'envergure avec des détenus au sein de plusieurs maisons d'arrêt et intervient également au sein d'établissements scolaires et notamment en lycée.
La compagnie est implantée en Ile-de-France depuis ses débuts et bénéficie de l'accompagnement et du soutien de plusieurs lieux partenaires, en particulier dans le Val-de-Marne (Théâtre-Studio d'Alfortville, Anis Gras, Studio-Théâtre de Vitry) et dans les Yvelines (Collectif 12, théâtre ESAT Eurydice à Plaisir, Ferme de Bel Ebat à Guyancourt). Elle est également régulièrement accueillie au Centquatre et au Théâtre de la Bastille à Paris.
La compagnie bénéficie régulièrement du soutien de la DRAC et des sociétés civiles. Elle est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2013.
La compagni a été conventionnée par le département du Val-de-Marne sur la saison 19-20. Après les

créations de ""Noire" et de "Songbook", la compagnie prépare 2 nouvelles créations : "Le Dernier voyage (Aquarius)" en 2021 et "Move on over, or we'll move on over you -" en 2022.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite d'une autre subvention régionale.

Localisation géographique :
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création et diffusion	131 390,00	72,82%
Dépenses d'action culturelle	5 235,00	2,90%
Coûts de structure	43 810,00	24,28%
Total	180 435,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France PAC	30 000,00	16,63%
Région Ile-de-France Diffusion sollicité	15 000,00	8,31%
Drac Ile-de-France acquis	12 000,00	6,65%
CD 94 acquis	10 000,00	5,54%
Sociétés civiles	10 000,00	5,54%
Partenaires privés	5 000,00	2,77%
Recettes propres	98 435,00	54,55%
Total	180 435,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049459 - MASSALA - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	622 300,00 € HT	6,43 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MASSALA
Adresse administrative : 36 RUE AUDIGEOIS
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE PORTAL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Fondée en 2006 par le danseur et chorégraphe Fouad Boussouf, la compagnie Massala développe sa singularité chorégraphique au croisement de la danse hip-hop, de la danse contemporaine et des danses traditionnelles.
Ancrée dans le Val-de-Marne à Vitry-sur-Seine la compagnie dispose de partenaires fidèles : le Théâtre Jean Vilar, le Pôle culturel d'Alfortville, Gare au théâtre, le centre de développement chorégraphique La Briqueterie, le Centre chorégraphique national de Créteil et du Val-de-Marne, le Théâtre de Chevilly-Larue, Théâtre de Cachan, Théâtre du Kremlin-Bicêtre, Fontenay-en-scène..., mais également dans d'autres territoires franciliens, notamment les départements de grande couronne de l'Essonne ou des Yvelines (Les Ulis, Théâtre de Longjumeau, Le Prisme à Elancourt...). Les précédents spectacles créés sont « Transe », « Le Moulin du diable » ou encore « Esperluette » (pièce avec laquelle la compagnie s'adresse pour la première fois au jeune public et grâce à sa forme légère ce spectacle peut être présenté en salle mais également en extérieur). La création 2018 « Nass », inspirées des rythmes et danses traditionnelles marocaines, mêlées à des influences hip-hop et contemporaines, a été bien diffusée en Ile-de-France, comme au national et à l'international. Elle continue d'être diffusée sur la saison 2020-2021. La dernière pièce "Oum" crée en février 2020 a des dates prévues jusqu'en juin 2021.
La compagnie tourne majoritairement en Île-de-France, en Val-de-Marne, Yvelines et Essonne, et a

développé sa présence à l'international en participant notamment à des festivals (Festival Prima Danza au Panama, festival international de danse contemporaine de Ramallah en Palestine, Festival Groove N'Move international des danses urbaines à Genève) ainsi qu'au national.
Outre ce travail de création de pièces chorégraphiques, Fouad Boussouf mène avec sa compagnie des actions culturelles, de sensibilisation et de formation, qui sont un axe fort du projet de la compagnie. Le directeur artistique de la compagnie a, par ailleurs à cœur, l'accompagnement et la formation de jeunes danseurs hip-hop. C'est ainsi qu'il apporte son regard artistique et accompagne en particulier le développement d'un duo de jeunes danseurs, The Elem'ants, en voie de professionnalisation, en encadrant leurs répétitions régulières et permettant la diffusion de leur duo dans des lieux professionnels.
La compagnie est soutenue en fonctionnement par le Conseil départemental du Val-de-Marne, la Ville de Vitry-sur-Seine et la Région Ile-de-France.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	446 000,00	71,67%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	6 000,00	0,96%
Part des coûts de structure	170 300,00	27,37%
Total	622 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	30 000,00	4,82%
Région Île-de-France PAC	40 000,00	6,43%
Département, VAL-DE-MARNE (sollicité)	22 000,00	3,54%
VITRY-SUR-SEINE (sollicité)	3 500,00	0,56%
PARTENAIRES PRIVÉS	18 000,00	2,89%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	508 800,00	81,76%
Total	622 300,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049462 - LA CIE DES DRAMATICULES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	129 705,27 € HT	29,30 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE DES DRAMATICULES
Adresse administrative : 11 RUE D'ALGER
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame IOHANNA HADJIDAKIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 2002 par Jérémie Le Louët et Noémie Guedj, la compagnie des Dramaticules fédère une équipe d'acteurs de la même génération qui ont vocation à constituer une troupe. Après la création en 2004 de Macbett d'Ionesco au Théâtre 13 à Paris, la compagnie monte Hot House d'Harold Pinter au Théâtre de Cachan en 2007. Les deux pièces reçoivent un bon accueil de la part du public et des programmateurs qui saluent les choix singuliers de dramaturgie et de mise en scène : travail sur l'intensité et le souffle, écriture de partitions verbales et physiques chorégraphiées, volonté d'aborder des thématiques universelles et intemporelles (le désir, la quête d'identité, le libre arbitre, la transgression ou l'embrigadement des hommes), le rapport au grotesque comme élément définissant la condition dérisoire de l'homme. En 2012, la compagnie a créé un « Richard III » et en 2013 et 2014, deux créations de spectacles de plateau « Affreux, bêtes et pédants » et « L'Ubu roi des Dramaticules ». En 2007 et 2011, la compagnie bénéficie d'une résidence d'implantation de quatre ans sur le territoire de l'agglomération du Val de Bièvre (CAVB), soit 7 communes, en partenariat avec les trois théâtres et équipements culturels du territoire : le Théâtre de Cachan, l'Espace Culturel André Malraux au Kremlin-Bicêtre et le Théâtre Romain Rolland Scène Conventionnée de Villejuif et de Val de Bièvre. Entre janvier 2010 et décembre 2012, Les Dramaticules sont en résidence au Théâtre de Rungis. A partir de 2011, la compagnie est en résidence sur la Communauté d'agglomération Seine Essonne avec le Théâtre Corbeil-Essonnes. La

compagnie dispose désormais d'un bureau au sein du Théâtre de Châtillon où elle est artiste associé et a des rapports privilégiés avec son équipe. Elle a également bénéficié de résidences au Centre Culturel des Portes de l'Essonne et au Théâtre de la Madeleine. La compagnie est en résidence d'implantation aux Bords de Scène à Athis-Mons de 2015 à 2018, puis au Prisme à Elancourt pour 3 saisons à partir de septembre 2018.
La compagnie est soutenue par le Conseil départemental du Val-de-Marne (convention d'objectif et de moyen) et le Conseil départemental de l'Essonne (convention de résidence).

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement

Localisation géographique :
- ELANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	48 187,45	37,15%
Dépenses d'action culturelle	2 103,80	1,62%
Part des coûts de structure	79 414,00	61,23%
Total	129 705,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonpeps	8 000,00	6,17%
Région IDF PAC	38 000,00	29,30%
CD 94 (sollicité)	15 000,00	11,56%
Spedidam	14 000,00	10,79%
Recettes propres	54 705,25	42,18%
Total	129 705,25	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049463 - CFB 451 - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	148 896,00 € HT	20,15 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CFB 451
Adresse administrative : 11 RUE DU 14 JUILLET
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PAUL MORIZEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Christian et François Ben Aïm, danseurs et chorégraphes créent leur compagnie, la compagnie CFB 451, en 1998. « A l'abri du regard des hommes, avant d'aller mourir ailleurs », leur première pièce, hybride à l'énergie brute, est fondatrice de leur projet et de leur duo fraternel. Suivra, en 2001, le trio « Ô mon frère ! », encore au répertoire de la compagnie, puis, « Carcasses, un œil pour deux » (2004), « Valse en trois temps » (2010), « L'ogresse des archives et son chien » (2011), « La légèreté des tempêtes » (2014), « Peuplé, dépeuplé » (2016) et « Brûlent nos cœurs insoumis » (2017), pour ne citer que quelques pièces parmi les plus emblématiques de la compagnie.
Le répertoire s'est ainsi étoffé au fil des années avec la création d'une vingtaine de pièces avec lesquelles la compagnie a affirmé une ligne artistique marquée par la musique (composition originale et/ou musiciens sur scène) et le croisement avec d'autres disciplines (cirque, marionnette, vidéo…). Travailler et présenter des œuvres en extérieur ou in situ est également un axe que développe la compagnie et qu'elle a pu expérimenter à l'occasion par exemple de cartes blanches (Rungis), ou de festivals (Play mobile à Chatillon). Les spectacles sont des créations « légères » réunissant un à trois danseurs au plateau, ou des grands formats avec des danseurs et des musiciens sur scène, comme pour « Brûlent nos cœurs insoumis » qui rassemble, dans sa version live, quatre danseurs et cinq musiciens, le Quatuor Voce et un trompettiste, sur une composition originale d'Ibrahim Maalouf.

La compagnie a développé ses partenariats et bénéficie d'une reconnaissance professionnelle croissante dans le paysage chorégraphique francilien et national. Elle est régulièrement accompagnée (coproduction, diffusion, résidence) par des théâtres, scènes conventionnées, centres de développement chorégraphiques nationaux (Les hivernales, L'atelier de Paris, la Briqueterie..), scènes nationales (Cavaillon, Poitiers, Reims, Macon…) ou encore centres chorégraphiques nationaux (Roubaix, Orléans, Créteil…). Elle a notamment été artiste associée pendant six ans au Théâtre de La Madeleine de Troyes – scène conventionnée (2009-2014). Bien implantée en Ile-de-France, la compagnie a rapidement obtenu des résidences longues : à Micadanses (75) et à l'Espace Lino Ventura à Torcy (77) de 2004 à 2006, au Théâtre Louis Aragon à Tremblay-en-France (93) de 2006 à 2008, à la Ferme de Bel Ebat à Guyancourt (78), à l'ECAM du Kremlin-Bicêtre de 2008 à 2010 ou encore plus récemment à l'Espace 1789 de Saint-Ouen. Après une résidence de trois ans au Théâtre de Rungis (94), la compagnie est désormais pour trois ans au Centre des Bords de Marne du Perreux (94) et au Théâtre de Chatillon (92).
La compagnie accompagne ses créations d'actions de sensibilisation qu'elle définit en fonction des créations, des lieux partenaires et du type de public ciblé. Ils prennent différentes formes : ateliers chorégraphiques (tout public, en temps scolaire, parents-enfants, avec des enseignants, personnes en situation de handicap), rencontres publiques, créations in situ…
La compagnie CFB 451 est soutenue par la DRAC Ile-de-France, le Conseil Départemental du Val-de-Marne, et la Région Ile-de-France.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	101 335,00	68,06%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	4 697,00	3,15%
Part des coûts de structure	42 864,00	28,79%
Total	148 896,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	10 000,00	6,72%
Région Île-de-France	30 000,00	20,15%
Département Val de Marne (sollicité)	8 000,00	5,37%
SOCIÉTÉS CIVILES	7 448,00	5,00%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	93 448,00	62,76%
Total	148 896,00	100,00%

DOSSIER N° EX049464 - THEATRE DU BOUT DU MONDE - AVENANT PAC - CP 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	193 664,00 € TTC	23,24 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LE THEATRE DU BOUT DU MONDE
Adresse administrative	:	2 ALLEE DES GLYCINES 92000 NANTERRE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur GERASSIMOS MAKIS SOLOMOS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Cie Théâtre du Bout du Monde (TBM) est un collectif d'artistes créé en septembre 1990 par Miguel Borras, Philippe Guerin et André Bonnet. Il est composé de professionnels du théâtre, de plasticiens, d'écrivains et de saltimbanques. La compagnie se caractérise par la mise en place de projets de citoyenneté par l'intermédiaire du théâtre. Son activité est concentrée autour de deux pôles : la création de spectacles et les actions de sensibilisation artistique.
La compagnie a développé un concept de « création participative », où chacun des moments du processus de création, que ce soit l'écriture de la trame narrative ou le jeu sur scène, est un moyen d'encourager la créativité des populations fragilisées. Il a été développé à Nanterre et au centre d'hébergement Emmaüs du 10ème arrondissement de Paris. Ce modèle d'action sociale par le théâtre devrait à terme être proposé dans des quartiers similaires.
Les séances, sous la forme d'ateliers et de stages intergénérationnels et interdisciplinaires (théâtre, écriture, marionnettes, échasses…), sont animées de manière régulière et font l'objet de restitutions publiques au cours d'évènements festifs organisés en partenariat avec des associations locales.
De 2014 à 2016, le théâtre du Bout du Monde a mené le projet Bronx en Seine en partenariat avec l'ID Studio Theater et le DreamYard Project, avec des jeunes de Nanterre et des jeunes américains.
La compagnie est soutenue par la Ville de Nanterre, le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, la

Région Ile-de-France et la Fondation RATP.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	65 830,00	33,99%
Dépenses d'action culturelle	79 323,00	40,96%
Part des coûts de structure	48 511,00	25,05%
Total	193 664,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	30 164,00	15,58%
Région IDF PAC	45 000,00	23,24%
CD 92 (acquis)	15 000,00	7,75%
EPCI Paris Ouest (acquis)	16 000,00	8,26%
Nanterre (acquis)	14 000,00	7,23%
Nanterre sub exceptionnelle (sollicité)	2 000,00	1,03%
Service civique	700,00	0,36%
CAF	6 000,00	3,10%
Mécénat	23 500,00	12,13%
Recettes propres	41 300,00	21,33%
Total	193 664,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049472 - COMPAGNIE JOLIE MOME - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	132 150,00 € TTC	30,27 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMPAGNIE JOLIE MOME
Adresse administrative	:	14 ALLEE ST JUST 93210 ST DENIS LA PLAINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Patrick LERICHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie Jolie Môme regroupe une troupe permanente d'une quinzaine de comédiens, chanteurs, techniciens et administratifs ; elle joue des spectacles musicaux, cabarets de chanson et pièces de théâtre inspirés de périodes historiques et de sujets de société, touchant un public qui ne fréquente pas habituellement les salles de spectacles. Elle est installée au Théâtre de la Belle Etoile (600 m² dont une salle de spectacles de 150 places). Très investie dans la vie associative et culturelle locale, la compagnie anime de nombreux ateliers de pratique artistique.
Jolie Môme est soutenue par l'Etat au titre du CUCS, la Ville de Saint-Denis, le Département de Seine-Saint-Denis, la Région Île-de-France ainsi que le Département du Puy-de-Dôme et la Région Auvergne.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création, diffusion	82 100,00	62,13%
Dépenses d'action culturelle	18 050,00	13,66%
Part des coûts de structure	32 000,00	24,21%
Total	132 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Politique de la Ville (sollicité)	6 000,00	4,54%
Région île-de-France - PAC	40 000,00	30,27%
Ville de Saint-Denis (sollicité)	1 750,00	1,32%
CCAS (acquis)	2 000,00	1,51%
Recttes propres d'activité	82 400,00	62,35%
Total	132 150,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049479 - IN CAUDA - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	92 261,00 € HT	37,94 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IN CAUDA
Adresse administrative	:	47 RUE DE TURBIGO 75003 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Patrice MULOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie In Cauda a été créée en 2000 par l'auteur et metteur en scène Godefroy Ségal, avec quelques comédiens fidèles et régulièrement investis dans les nombreuses créations, parmi lesquelles : « Les Chiens nous dresseront », et « Quatre-vingt-treize ». La compagnie compte une dizaine de spectacles à son répertoire dont des pièces écrites par Godefroy Ségal telles que « Les chiens nous dresseront » en 2007, ou « Plus que le tumulte en eaux profondes » en 2013, avec l'aide à la création dramatique du CNT, et des adaptations théâtrales de romans de la littérature française telles que « La chartreuse de Parme » de Stendhal en 2015 ou « Le pays où l'on arrive jamais » d'André Dhôtel en 2017.
Installée dans les Yvelines, d'abord à Magny-les-Hameaux, la compagnie a noué un partenariat structurant avec la Ferme de Bel Ebat à Guyancourt à travers des projets d'envergure avec des amateurs, l'accueil de ses créations et des soutiens en coproduction…. En 2015, la compagnie a conclu une convention de résidence de trois ans avec La Ferme de Bel Ebat. Par ailleurs, la compagnie entretient une relation de fidélité avec Lilas-en-scène, où elle répète régulièrement et dispose de bureaux.
Parallèlement à ses créations, la compagnie mène un important travail de terrain auprès des établissements scolaires, et notamment des lycées, tant à Saint-Quentin-en-Yvelines qu'à Paris.
In Cauda bénéficie du soutien de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la Région Ile-de-France, ainsi que plus ponctuellement du Conseil départemental des Yvelines.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement prévisionnel.

Localisation géographique :
- PARIS
- LES LILAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	72 646,00	78,74%
Dépenses d'action culturelle	11 500,00	12,46%
Dépenses de fonctionnement	8 115,00	8,80%
Total	92 261,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	10 000,00	10,84%
Région IDF PAC	35 000,00	37,94%
Communauté d'agglomération de SQY (sollicité)	7 000,00	7,59%
Recettes propres	40 261,00	43,64%
Total	92 261,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049480 - MADANI COMPAGNIE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	520 000,00 € HT	9,62 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MADANI COMPAGNIE
Adresse administrative	:	25 RUE DU DOCTEUR VINAVER 78520 LIMAY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JOEL TRONQUOY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur d'une quinzaine de pièces, et metteur en scène d'une trentaine de spectacles questionnant les grandes mutations sociales et politiques de la société française, Ahmed Madani a fondé sa compagnie en 1985 à Mantes-la-Jolie.
Il a créé des spectacles tout public, mêlant parfois acteurs professionnels et enfants acteurs (« Méfiez-vous de la pierre à barbe »), des spectacles-évènements au plus près des populations dans des lieux inhabituels : grands magasins, immeubles vides, appartements..., un festival d'art urbain (Big bang banlieue, précurseur des Rencontres de la Villette), des documentaires etdes spectacles de facture plus classiques y compris à destination du jeune public. Ahmed Madani a par ailleurs dirigé le Centre dramatique national de l'Océan indien à La Réunion (2003-2007).
Les créations de Madani compagnie sont diffusées dans différents réseaux : des centres dramatiques nationaux aux théâtres de ville. La compagnie accompagne toujours ses spectacles d'actions de médiation.
La compagnie est conventionnée par la DRAC (CERNI) et soutenue par la Région Ile-de-France. Elle reçoit par ailleurs le soutien ponctuel d'autres collectivités locales et départementales.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure

mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du budget prévisionnel déduction faite de l'aide à la création.

Localisation géographique :
- LIMAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	542 500,00	93,53%
Part des coûts de structure	37 500,00	6,47%
Total	580 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis)	5 000,00	0,86%
Région PAC	50 000,00	8,62%
Région Création	60 000,00	10,34%
CD Essonne (acquis)	5 000,00	0,86%
CD Val de Marne (sollicité)	10 000,00	1,72%
CD Seine et Marne (sollicité)	10 000,00	1,72%
CD Yvelines (sollicité)	7 500,00	1,29%
Mécénat	15 000,00	2,59%
Recettes propres	417 500,00	71,98%
Total	580 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049482 - L'IMMEDIAT - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	322 445,00 € HT	10,85 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'IMMEDIAT
Adresse administrative : 5 RUE DE THIONVILLE BATIMENT A
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabien PALIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 2009 par Camille Boitel après sa sortie de l'Académie Fratellini, la compagnie L'immédiat évolue à la croisée des arts du cirque, du théâtre et de la danse. Le directeur artistique a été accueilli en création et diffusion pour l'ensemble de ses projets (L'Homme de Hus et L'immédiat ainsi que les variations autour de l'Immédiat), depuis plus de dix ans, par le Théâtre de la Cité internationale. Camille Boitel a été artiste associé jusqu'en 2013 au Manège, scène nationale de Reims. Il débute une résidence longue de trois ans en tant qu'artiste associé en septembre 2017 au Théâtre de Bretigny-sur-Orge. Les créations de l'Immédiat sont programmées dans des institutions diverses au plan régional comme national et international (festivals de danse, de cirque, centres dramatiques nationaux, théâtres nationaux et grands festivals à l'étranger…). L'action culturelle telle qu'elle est envisagée par l'équipe de l'Immédiat, est toujours liée au travail artistique et d'écriture scénique.
La compagnie est soutenue par la DRAC Ile-de-France, et la Région Ile-de-France.
En 2019, la compagnie a finalisé la création de "(ma, aïda…)",une forme inédite de spectacle.
Le conventionnement avec la DRAC Ile de France a été renouvelé pour 3 ans, et de nouveaux soutiens publics sur le territoire francilien ont été trouvés pour les 3 années prochaines avec le département de la Seine St Denis et la ville de Romainville.
La compagnie s'attelle à la création d'un nouveau spectacle pour l'été 2020 : "le Poids des choses",

premier spectacle jeune public. Deux nouvelles créations verront le jour en 21 et 22, “le Clown Fissure” et “La lévitation réelle”.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création et diffusion	258 000,00	80,01%
Dépenses d'action culturelle	8 300,00	2,57%
Coûts de structure	56 145,00	17,41%
Total	322 445,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	35 000,00	10,85%
Drac Ile-de-France acquis	50 000,00	15,51%
CD 93 acquis	10 000,00	3,10%
Ville de Romainville sollicité	10 000,00	3,10%
Fonpeps	6 000,00	1,86%
Recettes propres	211 445,00	65,58%
Total	322 445,00	100,00%

DOSSIER N° EX049483 - OSTINATO - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	497 323,00 € HT	9,05 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	L ORCHESTRE ATELIER OSTINATO
Adresse administrative	:	34 AVENUE DE NEW YORK 75116 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JEAN-MARC DAILLANCE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Structure unique en Ile-de-France, fondée à l'initiative du chef d'orchestre Jean-Luc Tingaud, Ostinato est un orchestre « tremplin », composé de jeunes musiciens très majoritairement franciliens. Chaque année, ce sont environ 80 jeunes musiciens qui signent, après audition, un contrat de professionnalisation. Ce contrat de professionnalisation leur permet de participer sur deux saisons à plusieurs sessions d'orchestre dans un véritable cadre de travail professionnel.
Les musiciens de l'Orchestre-Atelier Ostinato ont entre 18 et 26 ans et doivent pouvoir justifier d'une excellente maîtrise technique de leur instrument. Ils sont pour la plupart à la charnière entre la fin de leurs études musicales et leur entrée sur le marché du travail. Ce contrat de professionnalisation leur permet de participer à 3 sessions d'orchestre minimum. Ces sessions d'orchestre abordent le répertoire lyrique, symphonique et la musique de chambre ; elles sont encadrées par des instrumentistes chevronnés issus pour la plupart de grandes formations permanentes. Les concerts sont réalisés dans des lieux très divers, ce qui est intéressant du point de vue de la formation des jeunes musiciens.
L'orchestre a été implanté pendant 10 ans dans le Val d'Oise au Théâtre d'Herblay, il développe divers partenariats en Ile-de-France pour des concerts ou des interventions artistiques, notamment à Vincennes où l'Orchestre est en résidence, à Suresnes ou à Paris.
L'Orchestre–Atelier Ostinato est soutenu par la Ville de Paris et le Conseil Régional d'Ile-de-France. Le

Conseil Départemental du Val d'Oise a soutenu l'orchestre pendant sa période d'implantation jusqu'en 2014.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite de l'autres aide régionale.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	350 872,00	67,18%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	60 000,00	11,49%
Part des coûts de structure	111 451,00	21,34%
Total	522 323,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	10 000,00	1,91%
Région Île-de-France PAC	45 000,00	8,62%
Région Île-de-France EAC (sollicité)	25 000,00	4,79%
CD 92 (sollicité)	5 000,00	0,96%
Ville de Paris (sollicité)	10 000,00	1,91%
Ville de Lyon (sollicité)	5 000,00	0,96%
Ville de Lille (sollicité)	5 000,00	0,96%
Ville de Saint-Denis (sollicité)	5 000,00	0,96%
SOCIÉTÉS CIVILES	123 640,00	23,67%
PARTENAIRES PRIVÉS	137 700,00	26,36%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	150 983,00	28,91%
Total	522 323,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049489 - CHIENS DE NAVARRE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	601 572,00 € HT	6,65 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHIENS DE NAVARRE
Adresse administrative : 35BIS RUE DE REUILLY
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOSE ALFARROBA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 2004, le collectif « Les Chiens de Navarre » regroupe, autour du metteur en scène Jean-Christophe Meurisse, des acteurs d'horizons divers (Caroline Binder, Robert Hatisi, Manu Laskar, Anne-Elodie Sorlin, Maxence Tual, Jean-Luc Vincent, Céline Fuhrer, Thomas Scimeca, Claire Delaporte et Solal Bouloudnine). Tous ses membres participent à l'écriture des pièces, fruit d'un long travail au plateau et d'improvisations. Le résultat, explosif, offre aux spectateurs un théâtre fait de grotesque, d'outrance et de démesure qui rencontre depuis quelques années un succès public important. C'est avec la création « Une Raclette » (2009) que la compagnie se fait connaitre du public et des professionnels. Les créations se sont ensuite enchaînées (« Nous avons les machines » (2012), « Les danseurs ont apprécié la qualité du parquet » (2012), « Quand je pense qu'on va vieillir ensemble » (2013), « Les Armoires normandes » (2015)…)
En Ile-de-France, les Chiens de Navarre bénéficient de partenaires de diffusion fidèles tels que la MAC de Créteil, le Centre Pompidou, la Ménagerie de verre, le Théâtre du Rond-Point, les Bouffes du Nord, le Théâtre de Choisy-le-Roi, L'apostrophe, la Ferme du Buisson… Depuis 2014, le collectif est en résidence longue à L'Apostrophe, scène nationale de Cergy-Pontoise. La compagnie bénéficie du soutien de la DRAC et de la Région Ile-de-France.
Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains

mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet PAC présentées par la structure sont incluses dans la base subventionnable.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES RESIDENCES CREATION DIFFUSION	498 859,00	82,93%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	3 075,00	0,51%
COUTS DE STRUCTURE	99 638,00	16,56%
Total	601 572,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE	40 000,00	6,65%
DRAC QUOTE PART CERNI ACQUIS	60 000,00	9,97%
RECETTES PROPRES	501 572,00	83,38%
Total	601 572,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049495 - ASSOCIATION JAZZ AME - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	300 700,00 € HT	13,30 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JAZZ AME
Adresse administrative : 54 RUE PHILIPPE DE GIRARD
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Samera Mesbar, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie Nacera Belaza, portée par l'association Jazz'Ame a été créée en 1987. Chorégraphe et danseuse, Nacera Belaza a d'abord travaillé pour le théâtre en tant qu'assistante à la mise en scène et pour le cinéma. Ses pièces s'inscrivent dans une recherche autour du dialogue entre danses rituelles traditionnelles et écriture chorégraphique contemporaine.
La compagnie produit et diffuse des créations depuis 1994. Elle développe également une pratique pédagogique qu'elle a pu mettre en œuvre au cours d'ateliers en France, en Egypte, en Palestine, en Hollande, en Algérie, ou en Irlande.
En 2006, la compagnie amorce une résidence francilienne au Forum culturel du Blanc-Mesnil qui lui a permis de structurer son activité et de développer la diffusion de ses créations.
Depuis le spectacle « Le Cri » en 2008, la diffusion de la compagnie a connu une accélération importante en passant d'une quinzaine de dates par saison à une quarantaine de dates par an, avec une visibilité internationale (Europe, Maghreb, Japon, Indonésie, Afrique du Sud, Colombie…).
Elle a développé un travail de résidence au Centre National de la Danse de Pantin avec un volet de rencontres avec le public et a développé un partenariats fort avec la MC93 de Bobigny, et plus récemment Points-communs, nouvelle scène nationale du Val-d'Oise et le Festival d'Automne à Paris.

2020-21 verra naître deux nouvelles créations de la compagnie : « L'Onde » et « Le pur Hasard », en résidence dans 9 lieux, 42 représentations en France et à l'étranger sont déjà prévues, en plus de 17 dates de 4 créations précédentes. 228 heures, dont 110 en Île-de-France, vont être consacrées à des actions culturelles, ateliers, rencontres avec le public... L'aide régionale permet à cette compagnie de plus en plus repérée de mieux se structurer et de se consolider.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- PARIS
- BOBIGNY
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création, diffusion	200 700,00	66,74%
Dépenses d'action culturelle	16 500,00	5,49%
Part des coûts de structure	83 500,00	27,77%
Total	300 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	40 000,00	13,30%
DRAC Île-de-France (sollicité)	100 000,00	33,26%
Institut Français	6 000,00	2,00%
Recettes propres d'activité	154 700,00	51,45%
Total	300 700,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049497 - CIE PM PHILIPPE MENARD - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	89 000,00 € TTC	33,71 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PM
Adresse administrative : 17 RUE DE LA JONQUIERE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DANIELLE BONNET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 2006 par le danseur et chorégraphe Philippe Ménard, la compagnie PM a déjà créé 9 pièces. Ses actions de création, diffusion, et actions artistiques avec les publics se déroulent principalement dans le cadre de résidences. A travers toutes ses pièces, Philippe Ménard explore les notions de contrainte et de liberté, de positionnement face aux pressions du monde.
De 2006 à 2015, la compagnie a été en résidence aux Anciennes Cuisines - fabrique artistique de l'Hôpital Psychiatrique de Ville Evrard à Neuilly-sur-Marne (93). Depuis 2008, la compagnie a mené des résidences territoriales au Théâtre Paul Eluard de Bezons (95), au Théâtre de Châtillon (92), au Centre Culturel Jean Houdremont / La Courneuve (93), à l'Université X Nanterre (92), à la Maison de la Musique / Nanterre (92), aux Journées Danse Dense / Pantin (93), ainsi que dans les scènes conventionnées danse à L'étoile du Nord à Paris et au Théâtre Louis Aragon à Tremblay-en-France (93).Depuis 2016, la compagnie est associée au Vaisseau, fabrique artistique implantée au centre de réadaptation de Coubert (77), et y bénéficie de bureaux et d'espaces permanents de répétition. Elle développe également tout un travail de création, diffusion et actions culturelles dans les Hauts-de-Seine en lien avec le théâtre Bernard-Marie Koltés de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, le Théâtre de Chatillon et la Maison de la musique de Nanterre. Elle mène un important travail d'appropriation avec les publics en situation de handicap et les lycéens.

La compagnie bénéficie de soutiens réguliers de la DRAC Ile-de-France. La Région est le principal financeur.
Dans le cadre de cette convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet PAC présenté par la structure.

Localisation géographique :
- COUBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES RESIDENCE CREATION DIFFUSION	27 626,00	31,04%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	38 042,00	42,74%
COUTS DE STRUCTURE	23 332,00	26,22%
Total	89 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE	30 000,00	33,71%
DRAC IDF RESIDENCE SOLLICITE	5 000,00	5,62%
DEPARTEMENT 77 SOLLICITE	4 000,00	4,49%
APPORTS COPRODUCTION	15 000,00	16,85%
CENTRE DE READAPTATION COUBERT	18 000,00	20,22%
MECENAT	17 000,00	19,10%
Total	89 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049498 - LES ATELIERS DU SPECTACLE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	220 000,00 € HT	22,73 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LES ATELIERS DU SPECTACLE
Adresse administrative : 10 BIS RUE BISSON 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie LEON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie des Ateliers du Spectacle, créée en 1989 par Jean-Pierre Larroche, scénographe et metteur en scène, est co-dirigée depuis 2009 avec le groupe n+1 formé par Mickaël Chouquet, Balthazar Daninos et Léo Larroche. Elle réunit ainsi un collectif éclectique composé d'un créateur de dispositifs en tout genre (mécaniques sonores et visuelles), de techniciens, d'un metteur en scène, d'acteurs, d'un scénographe et de plasticiens.
Le groupe n+1 mène un projet mêlant théâtre, théâtre d'objet et sciences, selon une ligne artistique singulière, poursuivie depuis leurs débuts. Ses créations mêlent comédiens, marionnettes, musiciens et chanteurs, et prennent différentes formes (installation d'objets visuels et sonores, d'automates et dispositifs optiques, petites formes autonomes…). Le groupe crée ses spectacles lors résidences dans des théâtre (le dernier spectacle créé en septembre 2017 des « n+1 » est « Nil actum »), notamment du réseau Arts et sciences, comme dans des laboratoires et de rencontres avec des chercheurs et des scientifiques. Il mène de nombreuses rencontres et ateliers avec les publics sur ce thème, notamment des lycéens. La compagnie des spectacles qui tourne en Ile-de-France et au national comme des formes plus singulières comme les impromptus scientifiques qui réunissent un chercheur et un artiste en lien avec des laboratoires de recherche ou encore des spectacles participatifs.

Depuis 2014, le groupe n+1 est en résidence en tant qu'artistes associés au Théâtre de l'Agora – Scène nationale d'Évry en Essonne. Il mène un travail avec plusieurs laboratoires de l'Université d'Evry et de Paris Sud à Orsay. Plusieurs établissements scolaires sont associés aux résidences, notamment les lycées des Loges à Evry et Truffaut à Bondoufle.
Le groupe n+1 est un des principaux partenaires de la Ville des Mureaux pour mener un projet lauréat du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA), afin de sensibiliser les jeunes à la Culture Scientifique Technique et Industrielle (CSTI). Ce projet est conduit conjointement avec Seinergy Lab, un pôle d'innovation collaborative de formation, de recherche, d'expérimentation et de sensibilisation sur l'énergie et la mobilité pour construire la ville de demain, qui regroupent différentes écoles d'ingénieurs (Aforp, Ecam-Epmi), le lycée Vaucansson et des entreprises (ERDF, Véolia, Legrand, etc). L'ensemble des actions se déroule sur le territoire de la ville des Mureaux et plus largement au sein de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise jusqu'en 2019.
La compagnie est conventionnée par la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France et reçoit le soutien de la ville des Mureaux et du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA).

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement prévisionnel.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	162 000,00	73,64%
Dépenses d'action culturelle	17 000,00	7,73%
Part des coûts de structure	41 000,00	18,64%
Total	220 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	68 000,00	30,91%
Région IDF PAC	50 000,00	22,73%
CG 91 (sollicité)	5 000,00	2,27%
Commune d'Arpajon (sollicité)	5 000,00	2,27%
Commune de Saint Germain les Arpajon (sollicité)	5 000,00	2,27%
Commune de la Norville (sollicité)	5 000,00	2,27%
Mécénat	21 000,00	9,55%
Recettes propres	61 000,00	27,73%
Total	220 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049500 - LE TEMPS DE VIVRE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	347 900,00 € HT	8,62 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE TEMPS DE VIVRE
Adresse administrative : 9 RUE DE STRASBOURG
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DANIELLE LEFEVRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie Le temps de Vivre a été créée en 1992 par Rachid Akbal, comédien-conteur, auteur et metteur-en-scène. Elle s'est donnée pour mission de diffuser les arts de la parole (théâtre, conte, oralité) en France et à l'étranger. La compagnie est implantée à Colombes (92) depuis bientôt 20 ans.
La narration occupe une place centrale dans le théâtre de Rachid Akbal, les arts de la parole se sont imposés comme principal langage de la compagnie. Ces dernières années, les créations se sont centrées autour du récit et de sa mise en théâtre. La compagnie tend à utiliser de nouvelles techniques du théâtre contemporain comme la vidéo ou le mélange des disciplines. Le théâtre de Rachid Akbal se veut à l'écoute de l'actualité.
La compagnie Le Temps de vivre a également créé « Rumeurs Urbaines », festival des arts de la parole. Ce festival, qui a présenté sa 17ème édition en octobre 2016, réunit chaque année sur une quinzaine de jours 30 conteurs et plus de 4 000 spectateurs dans 17 villes partenaires de trois départements, les Hauts-de-Seine, les Yvelines et le Val d'Oise. Les lieux du festival sont l'Avant-Seine, l'Espace Renoir, l'Espace 1789, le Théâtre du Cormier, le Théâtre de l'Usine, la MJC de Colombes, le Tamanoir, le réseau des médiathèques…
La compagnie Le Temps de Vivre est soutenue par la DRAC, le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, le Conseil Départemental du Val-d'Oise et la Ville de Colombes.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement déduction faite des aides de la Région au titre de la création et de l'aide au projet mutualisé.

Localisation géographique :
- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	189 900,00	48,33%
Dépenses d'action culturelle	62 600,00	15,93%
Part des coûts de structure	140 400,00	35,73%
Total	392 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	62 000,00	15,78%
DGCA sollicité)	15 000,00	3,82%
CGET (sollicité)	13 000,00	3,31%
SDAT (acquis)	4 500,00	1,15%
Ministère Outre Mer (solllicité)	5 400,00	1,37%
Région IDF PAC	30 000,00	7,64%
Région IDF Création (sollicité)	15 000,00	3,82%
Région IDF (aide au projet mutualisé)	30 000,00	7,64%
CG 92 (Sollicité)	33 000,00	8,40%
DDCS 92 (sollicité)	8 000,00	2,04%
CG 95 (sollicité)	2 000,00	0,51%
Ville de Colombes (sollicité)	22 000,00	5,60%
FONPEPS	13 500,00	3,44%
Adami	9 000,00	2,29%
Partenaires privés	7 500,00	1,91%
Recettes propres	123 000,00	31,31%
Total	392 900,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049501 - FETES GALANTES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	376 808,00 € HT	14,07 %	53 000,00 €
	Montant total de la subvention		53 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FETES GALANTES
Adresse administrative	:	2 BIS RUE DES CAMELIAS 94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SOLANGE DONDI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Après avoir travaillé comme interprète dans la compagnie Ris et Danceries, dirigée par Francine Lancelot, Béatrice Massin décide de créer, en 1993, la compagnie Fêtes Galantes.
Depuis sa création, la compagnie développe les multiples aspects de la danse baroque et une écriture chorégraphique née de la confrontation entre le style baroque et la sensibilité contemporaine. « La Belle au bois dormant » (jeune public), « Mass B » (création 2016 - pièce pour 10 jeunes danseurs), « Elle répond aussi à des commandes extérieures, dans le cadre du Festival Concordan(s)e 2013, Béatrice Massin et l'auteure Fabienne Yvert ont créé un duo chorégraphe-écrivain Coco le roi du balai, pour le cinéma pour le film Le roi danse de Gérard Corbiau ou encore la série « Versailles », Béatrice Massin a chorégraphié les parties dansées ou encore pour le Tricentenaire de l'Ecole du Ballet de l'Opéra de Paris une chorégraphie pour 18 jeunes danseurs masculins a été créée avec Nicolas Paul.
En 2003, la compagnie a créé l'Atelier baroque, cellule de transmission et de formation, qui regroupe toutes ses activités liées à la pédagogie, à l'action culturelle et à la formation. En 2013, la compagnie a produit un DVD de danse baroque proposé par Béatrice Massin, outil de pédagogie et d'information dans le champ de la danse baroque. En 2013, après 20 ans de compagnie et 10 ans d'Atelier baroque, la compagnie a souhaité développer un nouvel axe de son projet « la pépinière de jeunes chorégraphes », destiné à accompagner de jeunes interprètes dans leurs premiers pas en tant que chorégraphes.

En 2018, la compagnie inaugure un nouvel axe de son projet avec la « Fabrique des Ecriture Baroque » qui vise soutenir et à produire des œuvres et notamment à
accompagner les projets d'artistes invités s'emparant du baroque pour aboutir à des propositions actuelles. Le premier projet « QUATRE-UN » inaugure ce nouvel axe de travail avec une commande adressée au danseur et chorégraphe Mickaël Phelippeau pour un solo destiné à une interprète baroque, et une création de Béatrice Massin autour d'un quatuor d'interprètes. « Quatre-Un » a été créé à Alfortville et Bezons en mars 2018.
Implantée dans le Val-de-Marne à Alfortville, où elle développe un partenariat avec le pôle culturel, la compagnie Fêtes Galantes a débuté en 2017 une résidence longue dans le Val d'Oise au théâtre Paul Eluard de Bezons, scène conventionnée pour la danse. A partir de 2020-2021, la compagnie est artiste associé à la Scène Nationale de Saint Quentin en Yvelines. Par ailleurs, la compagnie s'insère dans un large réseau de partenaires en Ile-de-France et au plan national.
La compagnie est soutenue par la DRAC d'Ile-de-France, la Région Ile-de-France, le Conseil Départemental du Val-de-Marne. "
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	240 289,00	62,12%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	35 037,00	9,06%
Part des coûts de structure	111 482,00	28,82%
Total	386 808,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (A)	100 000,00	25,85%
REGION ILE DE FRANCE	63 000,00	16,29%
Département, Val-de-Marne (S)	30 000,00	7,76%
SOCIÉTÉS CIVILES	5 000,00	1,29%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	188 808,00	48,81%
Total	386 808,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049502 - CIE RUALITÉ - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	184 398,50 € HT	18,98 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RUALITE
Adresse administrative	:	12 AVENUE DE LA REPUBLIQUE 91420 MORANGIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JEAN-MARC VANROSSEM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie de danse hip hop La Rualité, dirigée par la chorégraphe Bintou Dembélé, est née en 2002 avec la création « Show Rev'L Toi » qui a été jouée en Martinique, en Guyane et en Métropole. En 2004, deux institutions actives dans le champ de la culture hip hop ont passé des commandes à la compagnie : la Grande Halle de la Villette pour « Show Brésil Villette » et le Théâtre d'Ivry Antoine Vitez pour une conférence illustrée sur l'histoire de la culture hip hop. Puis, avec la pièce « L'Assise », la compagnie a bénéficié du soutien du Festival H2O et du Centre de danse du Galion à Aulnay-sous-Bois, de la Villette (Initiatives d'Artistes en Danses Urbaines), de l'Adiam 91 et du Conseil général de l'Essonne. La compagnie est depuis lors reconnue dans le champ de la danse hip hop.
Depuis 2006, la ville de Morangis (91) accueille en résidence la compagnie en lui mettant à disposition des salles de répétitions ainsi qu'un bureau et des moyens administratifs de fonctionnement.
Depuis 2007, la compagnie est soutenue par le Département de l'Essonne pour sa résidence à Morangis. Elle a obtenu l'aide à la création du Département du Val-de-Marne pour la création « LOL, comédie chorégraphique hip hop pour 2 danseurs et 1 comédien », soutenue par le Théâtre Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine. Elle a depuis créé régulièrement : « Mon appart en dit long » (solo) en 2010, « ZH » pour six danseurs en 2012, « Re » pour deux danseurs et deux musiciens en 2014. Elle a un réseau de partenaires franciliens de coproduction fidèles (Théâtre Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine, WIP la Villette,

Centre de danse du Galion à Aulnay-sous-Bois et maintenant le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie).
La compagnie diffuse régulièrement ses créations en France et bénéficie hors Ile-de-France de relations suivies avec le CNCDC de Châteauvallon et le CCN de La Rochelle.
La compagnie développe dans plusieurs villes franciliennes (Ivry, Rambouillet, Morangis, Mantes-la-Jolie…) et en Guyane, des actions de sensibilisation à la culture hip hop (danse, vidéo, graff, conférence) auprès de jeunes, en partenariat avec des établissements scolaires, maisons de quartiers, conservatoires de danse, mais aussi établissements pénitenciers (Fresnes). La compagnie propose aussi des stages réguliers pour des danseurs professionnels.
En 2019, la compagnie s'est associée à Clément Cogitore pour la création de l'Opéra "les Indes Galantes" diffusée à l'Opéra Bastille. En 2020 et 2021, Bintou Dembelé est artiste associée aux Ateliers Medicis (Clichy sous Bois). Deux nouveaux projets de création sont en cours : " Les Indes Galantes #3 et #4" et un solo "Thialwè".
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- MORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création et diffusion	139 255,00	75,52%
Dépenses d'action culturelle	10 000,00	5,42%
Coûts de structure	35 143,50	19,06%
Total	184 398,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	35 000,00	18,98%
Drac Ile-de-france acquis	25 000,00	13,56%
CD 93 sollicité	10 000,00	5,42%
Partenaires privés	12 000,00	6,51%
Recettes propres	102 398,50	55,53%
Total	184 398,50	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049503 - RIPOSTE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	195 742,00 € HT	21,46 %	42 000,00 €
	Montant total de la subvention		42 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RIPOSTE
Adresse administrative	:	4 RUE DE BELGRADE 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame AMEL BERROU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
D' de Kabal est rappeur, slameur, chanteur et comédien. A partir de la fin des années 1990, il joue dans des pièces de théâtre de Mohammed Rouabhi, Stépahnie Loïk, Razerka Lavant, Mathieu Bauer, Hassane Kouyaté, David Lescot… A partir de 2001, il découvre le slam et entame de nombreuses collaborations artistiques (Spoke Orchestra, Bouchazoreill…). En 2005, il fonde sa compagnie, R.I.P.O.S.T.E., avec l'ambition de proposer un espace de création pluridisciplinaire à la croisée de l'écriture, du théâtre et de la musique, qui participe à la reconnaissance de la culture hip hop. Depuis, R.I.P.O.S.T.E. a créé une dizaine de pièces de théâtre/slam/danse hip hop (dont : "Ecorce de Peines" en 2006, "Femmes de paroles" en 2009, "Le petit chaperon rouge" en sweat rouge en 2010, "Créatures" en 2013 avec la danseuse Emeline Pubert dans le cadre du sujet à vif Avignon / SACD, Silencio, "L'Enfant sans nom" en 2013, "L'Homme-femme / les mécanismes invisibles" en 2015) ainsi que des projets musicaux (avec les groupes Daronz, Boca Senior, Bouches de là, Trio Schizophony). En 2014, D' de Kabal se lance, en compagnie d'Arnaud Churin et de 17 interprètes, comédiens, chanteurs, rappeurs, beat-boxers, danseurs, dans la création d'un opéra hip-hop, « Agamemnon », avec l'ambition de monter à terme l'ensemble de la trilogie d'Eschyle, « L'Orestie », dont la création a eu lieu en 2017. La compagnie est aussi à l'initiative de manifestations transversales comme « l'Université hip hop mobile » avec des artistes, des universitaires, des sociologues et du public, ou comme « 93 Slam Caravane » (2005-2010), autour d'ateliers d'écriture et

de slam réalisés dans plusieurs communes de Seine-Saint-Denis. R.I.P.O.S.T.E. mène de nombreuses actions culturelles auprès de publics variés : jeunes, patients d'hôpitaux, détenus, retraités, femmes en alphabétisation, animateurs…etc. La compagnie bénéficie d'un bon ancrage territorial en Île-de-France, principalement en Seine-Saint-Denis où elle est implantée de longue date et où elle travaille avec de nombreuses communes dont Le Blanc-Mesnil, Villetaneuse et Bobigny, dans les Yvelines où elle a un lien avec le CAC G. Brassens à Mantes-la-Jolie, ainsi que dans le Val de Marne en lien avec le Pôle culturel d'Alfortville.
La compagnie est soutenue par le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, la DRAC Île-de-France et la Région Île-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création, diffusion	98 942,00	50,55%
Dépenses d'action culturelle	26 000,00	13,28%
Part des coûts de structure	70 800,00	36,17%
Total	195 742,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	42 000,00	21,46%
DRAC Île-de-France (acquis)	25 000,00	12,77%
Département 93 (acquis)	30 000,00	15,33%
Recettes propres d'activité	98 742,00	50,44%
Total	195 742,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049506 - SO WEITER - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	112 500,00 € TTC	40,00 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SO WEITER
Adresse administrative	:	21 RUE DU PROFESSEUR BERGONI 94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Elsa SECK, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie Und So Weiter a été créée par Yan Allegret, metteur en scène et auteur de théâtre. Lauréat en 2008 de la Villa Kujoyama au Japon, Yan Allégret entretient un lien fort à la culture japonaise ainsi qu'aux arts de combat. La compagnie est historiquement implantée en Seine-Saint-Denis ; elle a notamment travaillé en résidence longue au Blanc-Mesnil, à Saint-Ouen et aux Lilas. Yan Allegret anime de nombreux ateliers d'écriture, de théâtre et de boxe avec des amateurs ainsi qu'avec des détenus, notamment à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis.
La compagnie bénéficie du soutien régulier de la DRAC au titre de l'aide à la production, ainsi que des aides d'ARCADI, de la SACD, de l'ADAMI ainsi que de l'aide de la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du budget prévisionnel.

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	75 645,00	67,24%
Dépenses d'action culturelle	15 500,00	13,78%
Part des coûts de structure	21 355,00	18,98%
Total	112 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	45 000,00	40,00%
Etat Fonpeps (acquis)	800,00	0,71%
Mécénat	16 000,00	14,22%
Recettes propres	35 700,00	31,73%
DRAC IDF (sollicité)	15 000,00	13,33%
Total	112 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049511 - LE TOC - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	130 010,00 € HT	30,77 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TOC
Adresse administrative : 15 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-JACQUES BAREY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créé en 2000 par une dizaine de comédiens et techniciens issus plusieurs écoles de théâtre et d'universités, le T.O.C (Théâtre Obsessionnel Compulsif) est d'abord un collectif, à la recherche de textes singuliers, qui interroge le rapport scène-salle et l'expérience de la représentation pour le spectateur.
Il travaille sur des petites formes et des grands formats, dans des théâtres et autres lieux. En 2005, avec le soutien du Ministère de la Culture, il est accueilli pour la pièce Turandot au sein du Collectif 12 à Mantes-la-Jolie - qui reste à ce jour un partenaire régulier.
Son succès médiatique public et professionnel au sein de la programmation Off du festival d'Avignon a permis au collectif de développer des partenariats en Ile-de-France (Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, TQI Ivry, TGP, Théâtre de Vanves...etc.). Le TOC mène chaque année de nombreuses actions culturelles, particulièrement auprès des lycéens de plusieurs établissements franciliens.
Le TOC commence en 2018 une résidence longue (2018-2021) au Théâtre Antoine Vitez d'Ivry. Des partenariats en action artistique ont été conduits depuis 2019 avec le Collectif 12 de Mantes la jolie, la MC93 de Bobigny et le Théâtre Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine.
Le TOC est conventionné par la DRAC depuis 2012 et par la Région Ile-de-France depuis 2013.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle;

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- PARIS
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	77 300,00	57,68%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	11 500,00	8,58%
Part des coûts de structure	45 210,00	33,74%
Total	134 010,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France, Convention tirennale (A)	50 000,00	37,31%
JEUNE THEATRE NATIONALE (S)	2 010,00	1,50%
Région Île-de-France PAC	40 000,00	29,85%
Région Ile-de-France EAC (S)	4 000,00	2,98%
Département du Val de Marne (S)	5 000,00	3,73%
FONPEPS	4 000,00	2,98%
SOCIÉTÉS CIVILES	2 000,00	1,49%
PARTENAIRES PRIVÉS	1 400,00	1,04%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	25 600,00	19,10%
Total	134 010,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049512 - MILLE PLATEAUX ASSOCIES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	71 200,00 € TTC	35,11 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MILLE PLATEAUX ASSOCIES
Adresse administrative	:	36 AVENUE DES PEUPLIERS 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame BEATRICE COMMENGE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie chorégraphique Mille Plateaux Associés est dirigée par Geisha Fontaine et Pierre Cottreau. Danseuse, chorégraphe, performeuse et docteur en philosophie de l'art à l'université Panthéon-Sorbonne, Geisha Fontaine débute comme danseuse classique, puis se forme auprès de Merce Cunningham et Alwin Nikolaïs, à New York, et Hideyuki YanoIls, avant de fonder sa propre compagnie. Formé à la FEMIS et en histoire de l'art, Pierre Cottreau commence son parcours artistique comme réalisateur et directeur de la photo, il conçoit avec Geisha Fontaine les différents projets chorégraphiques de la compagnie et réalise plusieurs films et documentaires.
La compagnie développe des projets artistiques singuliers et originaux : le solo « Moi » (créé en 2005, adaptable à tous types d'espaces), le projet « Je ne suis pas un artiste » (12 heures, plus de 80 intervenants, précédé d'un travail d'ateliers chorégraphiques avec des non professionnels). Depuis 1998, Geisha Fontaine interprète la même phrase chorégraphique filmée en super 8 par Pierre Cottreau, en extérieur, dans de nombreux pays et villes du monde (Vanves, Paris, Vitry-sur-Seine, Saint-Denis, Le Caire, Beyrouth, Kyoto, Shangaï, Valparaiso…). De ce travail filmé, la compagnie a créé un spectacle en 2015 : « Millibar, une ritournelle chorégraphique ». Deux créations sont prévues en 2020 et 2021, "Mes plus belles danses" et "100 mots pour la danse". La compagnie a porté pendant trois ans (2013-2015) un projet de coopération européenne avec le soutien de la commission européenne, sur le thème du «

Regard en danse ». Ce projet a rassemblé des artistes de disciplines différentes mais également des chercheurs et des scientifiques et a été ponctué de temps de laboratoires d'expérimentation et de création (Zagreb, Vitry-sur-Seine, Belgrade, Budapest et Paris).
Implantée à Champigny-sur-Marne, la compagnie y mène un travail à l'année avec les habitants, avec lesquels est créé chaque année un spectacle participatif. Depuis 2012, la compagnie est en résidence au 6B à Saint-Denis. Elle mène des actions de sensibilisation à la création chorégraphique tant sur le plan pratique (stages, ateliers, rencontres) que théorique (conférences et ateliers autour de la culture chorégraphique).
La compagnie est soutenue par le Conseil Départemental du Val-de-Marne, la Ville de Champigny-sur-Marne et la Région Île-de-France. Elle est par ailleurs régulièrement soutenue pour ses projets par la DRAC Île-de-France.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	44 200,00	62,08%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	11 920,00	16,74%
Part des coûts de structure	15 080,00	21,18%
Total	71 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (Acquis)	8 000,00	11,24%
Région Île-de-France PAC	25 000,00	35,11%
Val-de-Marne (Sollicité)	14 000,00	19,66%
Champigny-sur-Marne (Sollicité)	3 000,00	4,21%
PEC / CUI-CAE (emploi aidé acquis)	4 740,00	6,66%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	16 460,00	23,12%
Total	71 200,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049518 - TRAFIC DE STYLES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	83 300,00 € HT	30,01 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS TRAFIC DE STYLES
Adresse administrative : 12 RUE KELLOG
92150 SURESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MICHELE GUILHEM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée à Cergy-Pontoise en 1994 par Sébastien Lefrançois, chorégraphe pionnier de la danse hip-hop, la compagnie Trafic de Styles propose des pièces à la frontière de la danse hip hop, du cirque, du théâtre et du mime (cf. Attention travaux créée en 2012 et toujours au répertoire de la compagnie). Historiquement soutenue par L'Apostrophe à Cergy puis par Suresnes Cité Danse où Sébastien Lefrançois a été artiste associé, la compagnie a enchaîné les résidences d'implantation en Ile-de-France à Fosses dans le Val d'Oise puis à Saint-Ouen jusqu'en 2015, tout en maintenant une diffusion à l'échelle nationale.
Le projet de la compagnie s'inscrit aujourd'hui dans le cadre d'une implantation en Ile-de-France et en Bourgogne, et s'articule sur des actions pensées et menées en milieu rural, en parallèle de projets poursuivis en zones urbaines, notamment dans le Val d'Oise et les Hauts-de-Seine.
La compagnie bénéficie de l'aide régulière de la DRAC et du soutien de la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2013.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LA-GARENNE
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	48 700,00	58,46%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	14 000,00	16,81%
Part des coûts de structure	20 600,00	24,73%
Total	83 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	4 000,00	4,80%
Région Île-de-France PAC	25 000,00	30,01%
Villeneuve-la-Garenne (sollicité)	6 100,00	7,32%
Garges-lès-Gonesse (acquis)	15 500,00	18,61%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	32 700,00	39,26%
Total	83 300,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049521 - LES GENS D'UTERPAN - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	51 500,00 € HT	38,83 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES GENS D'UTERPAN
Adresse administrative : 37 RUE CLAVEL
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC LENOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les Gens d'Uterpan, compagnie chorégraphique contemporaine créée en 1994, de tendance artistique expérimentale, est dirigée par Annie Vigier et Franck Apertet.
Leur travail s'articule autour d'une recherche sur les rapports entre chorégraphes et danseurs et sur les conditions de la représentation (le rapport scène/salle, les conventions liées au milieu du spectacle vivant, conditions de communication et le rapport au public…etc.). Ces recherches les ont conduits à se rapprocher des arts plastiques et de la performance et à donner à l'espace de (re)présentation une place déterminante. Les créations de la compagnie sont ainsi présentées dans des lieux très divers (centres d'art, musées, espace public…) touchant ainsi un public différent du public habituel des salles de théâtre.
La compagnie développe une forte présence à l'international (Etats-Unis, Allemagne, Autriche…) notamment dans le réseau des arts plastiques ; en France, elle travaille majoritairement avec des ballets classiques, des universités, des centres d'art et des services culturels.
Depuis 2005, la compagnie a engagé un processus intitulé « X-Event » qui a donné lieu à différents spectacles, expériences ou performances autour de la notion de limite et autour des usages du corps (limites physiques des danseurs, limites d'acceptation du public.. etc.).
En 2008, un nouveau processus a été entamé : « Re-action » autour de la place du public, de ce qui fait œuvre ; plusieurs propositions artistiques sont nées telles que « Audience », « Avis d'audition »…

Par ailleurs, en 2012, la compagnie a débuté un nouveau projet : « Topologie Ile-de-France », qui associe un projet chorégraphique et sonore, et une réflexion sur l'espace public, l'urbanisme, le déplacement et la sociologie. Cela questionne les usages habituels de l'espace public et se traduit par le choix d'un lieu et la constitution pendant 10 jours d'un parcours géographique, par des danseurs qui arpentent, de manière individuelle, le secteur défini à partir d'un graphique. Chaque jour, la même trajectoire est reproduite par chaque danseur : gestes, comportements physiques, sociaux, vitesses de déplacement... créant ainsi une habitude, une rumeur dans les espaces publics traversés, avec les personnes rencontrées (habitants, usagers, commerçants…etc.) ; une pièce sonore est également créée en simultané et diffusée sur une radio libre locale. La compagnie a été en résidence au Centre d'Art Contemporain de Brétigny de 2009 à 2014.
Depuis 2015, pour le projet « Uchronie engagée » les chorégraphes poursuivent une résidence d'artiste itinérante sur le territoire urbain francilien. En 2017, Les Gens d'Uterpan sont invités par la documenta (Kassel, Athènes). Depuis 2019, les projets de la compagnie se sont beaucoup déroulés à l'international. EN 2020, la compagnie amorce une résidence à la maison des artistes de Nogent sur Marne en même temps que paraitra un ouvrage monographique sur la compganie commandité par la DGCA.
La compagnie est conventionnée par la DRAC Ile-de-France et soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PARIS
- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
- NOGENT-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	34 242,00	66,49%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	9 437,00	18,32%
Part des coûts de structure	7 821,00	15,19%
Total	51 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (A)	5 000,00	9,71%
Ministère de la Culture : DGCA (S)	8 000,00	15,53%
Région Île-de-France PAC	20 000,00	38,83%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	18 500,00	35,92%
Total	51 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049522 - COMPAGNIE ASPHALTE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	132 700,00 € HT	9,04 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASS ASPHALTE
Adresse administrative	:	83 BOULEVARD DE LA VILLETTE 75010 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ROBIN SCHULIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie Asphalte est dirigée par Aline César, metteuse en scène et chercheuse à l'Institut d'Etudes théâtrales de Paris 3 – Sorbonne nouvelle et au Centre des études féminines de Paris 8. La compagnie développe un travail théâtral et musical ; elle a créé plusieurs spectacles, notamment autour de l'auteure anglaise Aphra Behn. Depuis ses débuts, Asphalte est implantée en Seine-Saint-Denis (à Pierrefitte-sur-Seine puis à L'Ile-Saint-Denis).
La compagnie Asphalte bénéficie du soutien de l'Etat au titre de la politique de la ville et de la Région Ile-de-France.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides régionales

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	94 185,00	66,94%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	30 300,00	21,54%
Part des coûts de structure	16 215,00	11,52%
Total	140 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	13 000,00	9,24%
Drac Ile-de-France / SDAT (sollicité)	8 000,00	5,69%
CGET_ DDCS 93 (sollicité)	3 000,00	2,13%
CGET_ DDCS 95 (sollicité)	5 000,00	3,55%
Prefecture du Val d'oise (sollicité)	3 000,00	2,13%
FONPEPS ASP (acquis)	7 000,00	4,98%
Région Île-de-France PAC	9 000,00	6,40%
Région Île-de-France : aide à la création (sollicité)	8 000,00	5,69%
CD 95 (sollicité)	1 000,00	0,71%
Ville d'Argenteuil (sollicité)	1 500,00	1,07%
SOCIÉTÉS CIVILES	22 000,00	15,64%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	60 200,00	42,79%
Total	140 700,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049523 - DECLIC THEATRE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	100 031,00 € TTC	39,99 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DECLIC THEATRE
Adresse administrative	:	17 RUE DE STALINGRAD NORD 78190 TRAPPES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Dominique CHARRIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée et implantée à Trappes depuis 1993, la compagnie Déclic Théâtre s'est développée autour de la pratique du match d'improvisation théâtrale. De ses ateliers, sont sortis nombre d'humoristes aujourd'hui reconnus. En parallèle, la compagnie crée des spectacles de sensibilisation autour de sujets sociaux contemporains, souvent en lien avec les enjeux de lutte contre les discriminations, et anime une radio locale, Marmite FM.
Dès l'origine, Déclic Théâtre a développé un important travail de terrain à Trappes et sur le territoire de l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines afin de donner la parole à des populations souvent exclues de l'offre culturelle. A Trappes, la compagnie dispose d'un espace de 240 m² où elle a installé ses bureaux, son studio de radio ainsi que d'une salle de travail pour ses ateliers,
En 2013, le directeur –fondateur de la structure, Papy (alias Alain Degois), a passé la main à un collectif d'artistes associé pour la Direction artistique et à Géraldine Orquéra pour la Direction administratice et fiancière.
La compagnie bénéficie du soutien régulier de l'Etat, du Conseil départemental des Yvelines, de la Ville de Trappes et de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, ainsi que de la Région.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure

mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement.

Localisation géographique :
- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	38 016,00	38,00%
Dépenses d'action culturelle	14 912,00	14,91%
Part des coûts de structure	47 103,00	47,09%
Total	100 031,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	40 000,00	39,99%
Communauuté d'agglo SQY (sollicité)	36 000,00	35,99%
Ville de Trappes (sollicité)	18 000,00	17,99%
Fonjep	5 373,00	5,37%
Recettes propres	658,00	0,66%
Total	100 031,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049525 - MUSIQUES DE LA BOULANGERE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	158 000,00 € HT	31,65 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES MUSIQUES DE LA BOULANGERE
Adresse administrative : 91 RUE DU FG SAINT-MARTIN
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Emmanuel Isnard, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association « Les Musiques de la Boulangère » a été créée par le compositeur de musique contemporaine Nicolas Frize, avec la particularité de mener des projets artistiques ambitieux et participatifs sur deux ou trois années.
Les Musiques de la Boulangère bénéficient du soutien régulier de la DRAC, du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, de la Ville de Saint-Denis et de la Région Île-de-France.

La prochaine année de conventionnement sera consacrée à deux résidences autour du monde des livres, dont une création pluridisciplinaire vouée à être jouée dans les médiathèques et qui donnera lieux à des actions culturelles avec des lycéens, l'autre avec les salariés d'une imprimerie, en Seine-et-Marne et en Seine-Saint-Denis. La ville d'Epinay a commandé à Nicolas Frize un événement pluridisciplinaire inaugural sous forme d'une visite des anciens Laboratoires Eclair aux habitants. L'Ircam a passé commande d'une œuvre musicale originale, reposant sur un travail de synthèse et électroacoustique autour de la voix de Roland Barthes, en partenariat avec le Cente Pompidou, le Collège international de philosophie, l'INA. Par ailleurs, L'association poursuit son travail de fond avec les détenus de deux établissements pénitentiaires. Au total, 432 heures d'actions culturelles et d'ateliers sont prévus.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite des autres aides régionales (aide EAC de 8 000 €).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création, diffusion	83 500,00	50,30%
Dépenses d'action culturelle	63 500,00	38,25%
Part des coûts de structure	19 000,00	11,45%
Total	166 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	50 000,00	30,12%
Région Île-de-France - EAC (sollicité)	8 000,00	4,82%
DRAC Île-de-France (sollicité)	45 000,00	27,11%
Département 93 (acquis)	40 000,00	24,10%
Ville de Saint-Denis (acquis)	7 000,00	4,22%
Sacem, Spedidam (sollicité)	6 000,00	3,61%
Recettes propres d'activité	10 000,00	6,02%
Total	166 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049533 - CIE PROGENITURE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	128 500,00 € HT	15,56 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE PROGENITURE
Adresse administrative : 24 BIS RUE DU GABON
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-CHARLES HIRON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Progéniture est une compagnie professionnelle de spectacle de rue fondée en 1991 par Valérie et Francis Daniel, et compte plus d'une vingtaine de créations. Elle est à l'initiative du festival Coulée douce dans le 12ème arrondissement de Paris, le festival Thiais Village et la P'tite dernière avant l'Hiver.
L'Espace Progéniture est le lieu de résidence de la compagnie situé dans 12ème arrondissement de Paris, le long de la ""Petite Ceinture"". Il est ouvert toute l'année et comprend deux salles de répétition (30m2 et 100m2), un espace bureau et un atelier de création de costumes.
Progéniture est principalement soutenue par la Ville de Paris et la Mairie du 12ème arrondissement pour son festival Coulée douce.
La compagnie fait tourner plusieurs spectacles : ""Les Tiglïng"", ""La CityMouv'"", ""Pat'Mouille et ses mouillettes"" et ""Allo?"". Deux nouvelles création sont en cours : ""Soul train"" et ""Aglalgla"".
Progéniture a développé un partenariat avec la section coiffure et mode du lycée professionnel Elisa Lemonnier. La 21 ième édition du festival des arts de la rue Coulée Douce aura lieu les 13 et 14 juin 2020 à Paris (12).
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création diffusion	107 100,00	83,35%
Dépenses d'action culturelle	5 200,00	4,05%
Coûts de structure	16 200,00	12,61%
Total	128 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	15,56%
Ville de Paris sollicité	43 000,00	33,46%
Mairie du 12ème arrondissement de Paris sollicité	7 000,00	5,45%
FDVA sollicité	8 000,00	6,23%
Spedidam sollicité	1 300,00	1,01%
Recettes propres	49 200,00	38,29%
Total	128 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049534 - ESPACE MUSICAL - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	133 573,00 € HT	22,91 %	30 600,00 €
	Montant total de la subvention		30 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ESPACE MUSICAL
Adresse administrative	:	2 RUE DES PYRENEES 94150 RUNGIS CEDEX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur LUC MALLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 1982, Puce Muse développe, dans le domaine de la musique contemporaine, une activité de recherche, d'expérimentation, de création, de diffusion, et de pédagogie musicale. Serge de Laubier, compositeur, chercheur et musicien, est responsable de la structure.
La spécificité de Puce Muse est de travailler sur la spatialisation du son et la « multimodalité ». Serge de Laubier développe des créations musicales graphiques, lumineuses et numériques à travers différents dispositifs artistiques : le méta-Instrument, la méta-mallette, des concerts graphiques sur façades… Les créations et logiciels de Puce Muse ont été primés dans des festivals (Festival international multimédia de Locarno, Janus du Design).
Puce Muse travaille par ailleurs régulièrement avec l'Université Pierre et Marie Curie, ainsi que sur des projets européens, en particulier autour de projets de recherche et d'expérimentation technique.
En parallèle de la création et de la recherche, Puce Muse développe une importante activité de pédagogie et de transmission auprès de différents publics et notamment les établissements d'enseignement musical, mais aussi les médiathèques et les établissements scolaires.
La « Méta-Mallette » est l'un des dispositifs pédagogiques et artistiques originaux créé et développé par Puce Muse. Il s'agit d'un dispositif interactif léger constitué de 8 à 20 Joysticks, d'un ordinateur portable, de deux enceintes et d'une série de programmes développés par Puce Muse grâce à des commandes

passées auprès de musiciens et compositeurs afin de diversifier la palette de jeux disponibles. Des stages sont par ailleurs proposés aux professeurs de conservatoire et autres encadrants pour qu'ils deviennent des relais de la Méta-mallette. Ce projet permet tout à la fois une initiation active à l'acoustique, une sensibilisation autour des techniques de synthèses et de transformations sonores qui ont marqué l'histoire de la MAO et des modes de représentation virtuelle du son, du geste ou de la musique.
Les locaux de Puce Muse sont situés à Wissous, dans la zone d'activités de Rungis, à la frontière de l'Essonne et du Val-de-Marne. Puce Muse dispose de studios de travail et d'un parc de matériel conséquent.
Puce Muse est membre du réseau musical « Futurs composés » et intervient également dans les évènements et festivals arts de la rue à travers ses concerts en extérieurs : Châlon dans la rue, Aurillac…etc. Puce Muse propose environ trente concerts par an.
Puce Muse est soutenue depuis 1985 par la DRAC Ile-de-France au titre des studios de création musicale et bénéficie ponctuellement du soutien de communes et d'agglomérations. La structure est aussi soutenue à la création par la SACEM.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement déduction faite de l'aide régionale au titre de l'EAC.

Localisation géographique :
- PARIS
- MANTES-LA-JOLIE
- VERSAILLES
- MASSY
- LES ULIS
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	96 251,00	54,88%
Dépenses d'action culturelle	9 297,00	5,30%
Part des coûts de structure	69 825,00	39,82%
Total	175 373,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis)	21 220,00	12,10%
Région PAC	30 600,00	17,45%
Région EAC	41 800,00	23,83%
CD Val d'Oise (sollicité)	5 000,00	2,85%
Agglo Versailles Grand Parc (sollicité)	6 000,00	3,42%
Sorbonne Université (sollicité)	6 000,00	3,42%
Feder (acquis)	18 746,00	10,69%
Sociétés civiles	21 000,00	11,97%
Recettes propres	25 007,00	14,26%
Total	175 373,00	100,00%

DOSSIER N° EX049536 - LES GOULUDRUS - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	77 250,00 € HT	38,83 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES GOULUDRUS
Adresse administrative	:	77 RUE DES CIT S 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ANITA GIRAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Compagnie pionnière des arts de la rue, Les Goulus est codirigée depuis 2003 par Laetitia Lafforgue. Elle crée des spectacles déambulatoires (« Les Krishnous », « Les Horsemen »…) et/ou interactifs principalement burlesques, diffusés à l'échelle nationale et à l'étranger. Longtemps installée à Montreuil, elle a rejoint en 2015 la fabrique de la Villa Mais d'ici à Aubervilliers.
La compagnie bénéficie du soutien de la ville d'Aubervilliers, de la MJC Madeleine Rebérioux à Créteil (notamment pour ses interventions dans le quartier de La Habette classé politique de la ville) et de la Région Ile-de-France.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	55 699,00	72,10%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	10 576,00	13,69%
Part des coûts de structure	10 975,00	14,21%
Total	77 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (SDAT-sollicité)	10 000,00	12,94%
Région Île-de-France PAC	30 000,00	38,83%
Ville d'Aubervilliers (sollicité)	500,00	0,65%
Ville de Créteil (socllicité)	2 000,00	2,59%
PARTENAIRES PRIVÉS	1 750,00	2,27%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	33 000,00	42,72%
Total	77 250,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049537 - LA TAMBOUILLE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	146 500,00 € HT	13,65 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA TAMBOUILLE
Adresse administrative	:	5 RUELLE DU COLOMBIER 78410 NEZEL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ERWAN GUILLOTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée à la fin des années 1990 à l'origine pour porter les activités du groupe yvelinois de chanson française festive « Les Blérots de Ravel », l'association s'est ouverte à d'autres artistes (Chloé Lacan, Les Femmes à Bretelles, ou encore Rouge, Boule, RTSF...), tout en portant l'organisation de manifestations musicales (festival Toumélé à Maule) ou de soirées ponctuelles.
Progressivement, l'association s'est professionnalisée pour se consacrer au développement du groupe Les Blérots de Ravel, en gérant la production phonographique, la production des spectacles et la diffusion, un contrat d'exclusivité de tournée ayant été également conclu avec un tourneur, Zamora productions. En 2007, l'association a emménagé à Nézel, petit village au cœur des Yvelines, dans des locaux qui lui permettent de bénéficier de bureaux et d'espaces de travail partagés avec une compagnie arts de la rue, Planet pas net.
En 2015, les musiciens des Blérots de Ravel annoncent l'arrêt du groupe, ce qui incite l'association à repenser son projet global.
Au cours de la même année, la décision est prise de fusionner les associations La Tambouille et Planet pas net (sous la bannière de « La Tambouille »), afin de porter davantage de projets artistiques de plusieurs disciplines (musiques, arts de la rue, marionnettes, théâtre musical…) parmi lesquels : le nouveau groupe issu des Blérots de Ravel, No Name Projet, la compagnie Planet pas net, de nouveaux

projets mêlant des artistes des deux compagnies, dans une logique de mutualisation. Le projet comporte aussi un volet d'ouverture et d'accueil d'autres équipes artistiques à travers la mise à disposition du lieu pour des résidences ponctuelles. La compagnie Planet pas net développant aussi son activité sur le département du Val d'Oise, il s'agit pour la nouvelle structure d'élargir son implantation locale et francilienne ainsi que son réseau de partenariats, avec en parallèle, un fort enjeu de structuration professionnelle.
La Région Ile-de-France soutient La Tambouille depuis 2008 au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2008 à hauteur de 20 000 euros. En juin 2015, une troisième convention triennale a été conclue autour de la mise en œuvre de ce nouveau projet et la Région a décidé de porter son attention sur l'évolution et à la structuration interne du nouveau projet de la Tambouille et à son ancrage francilien.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement proposé.

Localisation géographique :
- NEZEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	113 362,00	77,38%
Dépenses d'action culturelle	6 693,00	4,57%
Dépenses de fonctionnement	26 445,00	18,05%
Total	146 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FDVA (sollicité)	5 000,00	3,41%
Région IDF PAC	20 000,00	13,65%
CD 78 (sollicité)	8 800,00	6,01%
GPS&O (sollicité)	4 000,00	2,73%
Commune de Nézel (sollicité)	100,00	0,07%
Sociétés civiles	14 000,00	9,56%
Recettes propres	94 600,00	64,57%
Total	146 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049539 - ARCAL - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	606 264,00 € HT	19,79 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ARCAL LYRIQUE
Adresse administrative	:	87 RUE DES PYRENEES 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Renaud LE GALL DU TERTRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créé en 1983 par Christian Gangneron, l'Arcal est dirigée depuis 2009 par Catherine Kollen. Labellisée par l'Etat compagnie nationale de théâtre lyrique et musical, c'est une structure de production qui s'est donnée pour mission de rendre l'opéra accessible à un large public à travers :
- la création d'opéras et de pièces de théâtre musical de grande ou moyenne envergure et de petites formes de proximité dans des répertoires variés (du baroque au contemporain, en passant par le 20ème siècle, classique, romantique…) ;
- la diffusion des pièces dans des lieux et auprès de publics différents (des maisons d'opéra aux scènes généralistes en passant par des petits lieux en décentralisation) ;
- l'accompagnement d'artistes en résidence, en particulier des jeunes artistes ;
- l'accompagnement des publics à travers des actions culturelles.
Installée en Ile-de-France depuis ses débuts, l'Arcal dispose d'un lieu de travail loué dans le 20ème arrondissement à Paris comprenant des bureaux, deux studios de répétition et un atelier de couture. Par ailleurs, elle a tissé des partenariats territoriaux structurants dans le Val de Marne ou elle entame une résidence longue au Centre des Bords de Marne, en Essonne, avec le soutien du Département, à Méréville, à Etampes et sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud-Essonne ainsi qu'à Massy ; dans les Yvelines : l'Arcal a été artiste associé jusqu'en 2019 à la Scène nationale de

Saint-Quentin-en-Yvelines, et développe par ailleurs des projets au long cours avec La Barbacane à Beynes et le Théâtre de Sartrouville - CDN. La compagnie est également régulièrement présente dans les Hauts-de-Seine à la Maison de la musique de Nanterre et de plus en plus dans le Val d'Oise.
De 2000 à 2016, la compagnie a étéimplantée en Champagne-Ardenne dans le cadre d'une résidence à l'Opéra de Reims, avec le soutien de la DRAC et de la Région Champagne-Ardenne. La compagnie rayonne à l'échelle nationale à travers la diffusion de ses pièces dans le réseau des maisons d'opéra mais aussi dans les scènes généralistes. L'Arcal bénéficie du soutien de la DRAC Ile-de-France, de la Région Ile-de-France et de la Mairie de Paris

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- PARIS
- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	409 578,00	62,60%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	19 782,00	3,02%
Part des coûts de structure	224 904,00	34,38%
Total	654 264,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	119 140,00	18,21%
DRAC aide au projet (sollicité)	31 000,00	4,74%
Région Île-de-France PAC	120 000,00	18,34%
Région Île-de-France - autres Aide à la Diffusion (sollicité)	40 000,00	6,11%
Région Île-de-France diffusion post Arcadi (sollicité)	8 000,00	1,22%
Département Essonne (sollicité)	20 000,00	3,06%
Département Val d'Oise	15 000,00	2,29%
Paris - convention	70 000,00	10,70%
Paris - Art pour grandir	5 000,00	0,76%
SOCIÉTÉS CIVILES	27 000,00	4,13%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	199 124,00	30,43%
Total	654 264,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049540 - XVIII-21 MUSIQUE DES LUMIÈRES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	90 600,00 € HT	33,11 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	XVIII 21 MUSIQUE DES LUMIERES
Adresse administrative	:	43 VOIE DAUMIER 94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur PAUL DELAHAIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Fondé par le flûtiste Jean-Christophe Frisch en 1993, l'ensemble XVIII-21, créé d'abord sous le nom de Musique des Lumières, est devenu le Baroque Nomade en 2008, avec l'ambition d'explorer de par le monde les croisements entre la musique baroque européenne et les musiques traditionnelles d'autres cultures de la même époque (17e et 18e siècles), s'inscrivant dans une perspective d'ethnomusicologie historique. L'ensemble a produit plus d'une quinzaine de disques et a joué dans plus de 35 pays. Depuis 2007, il développe son ancrage en Ile-de-France et en particulier dans le Val-de-Marne. Des collaborations régulières sont mises en place avec les écoles artistiques municipales de Vitry-sur-Seine où Jean-Christophe Frisch intervient pour des masters-class, monte des projets avec les élèves et où l'ensemble peut disposer d'espace de répétitions… De 2011 à 2017, le Baroque Nomade a été en résidence au Théâtre de Cachan, il y a mené dernièrement un grand projet participatif « Entend l'ailleurs » réunissant musiciens professionnels du Baroque Nomade et musiciens amateurs porteurs de traditions vivantes de leurs pays ou régions d'origine. Sur le territoire du Val-de-Marne, l'ensemble dirige également un Orchestre Amateur de Musique Ancienne (OAMA). Depuis le début de l'année 2018, le baroque nomade est en résidence à Gare au Théatre, il y programme notamment une saison de concerts chaque 1er lundi.
Le baroque Nomade est soutenu par la DRAC, le Département du Val-de-Marne et la Région Ile-de-

France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle;

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	42 520,00	46,93%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	12 920,00	14,26%
Part des coûts de structure	35 160,00	38,81%
Total	90 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France PAC	30 000,00	33,11%
Département,Val de Marne (S)	20 000,00	22,08%
UNION EUROPÉENNE	5 600,00	6,18%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	35 000,00	38,63%
Total	90 600,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049541 - MELIADES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	97 000,00 € TTC	20,62 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MELIADES
Adresse administrative : 77 RUE DES CITES
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique BONNOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 2004, la Compagnie Méliadès est un collectif d'artistes plasticiens et de spectacle vivant, dirigé par Bénédicte Lasfargues et installé au sein de la Villa Mais d'Ici à Aubervilliers. Sa démarche est d'investir l'espace urbain (rues, friches industrielles, hôpitaux, appartements, métro, bus…) et de le détourner en recréant un univers imaginaire et onirique à partir de la mémoire du lieu. Ses spectacles se présentent sous forme de parcours interactifs ou bien d'installations théâtrales et plastiques en milieu urbain. Certaines des créations sont élaborées avec la population des lieux investis par la mise en place d'ateliers de pratiques artistiques en direction des jeunes et des adultes.
La Compagnie Méliadès bénéficie du soutien régulier de la Ville d'Aubervilliers, d'aides au titre de la politique de la ville et du renouvellement urbain et de la Région Île-de-France.

Pour la nouvelle année de ce conventionnement, la compagnie prévoit 6 créations, à la Villa Mais d'Ici mais aussi avec 3 villes de Plaine Commune (Pierrefitte, Stains, Saint-Denis), tout en poursuivant la diffusion de la création de 2019 et ses "visites insolites". 480 heures d'ateliers sont prévues, dont 27 séances au lycée Suger de Saint-Denis. La compagnie souhaite développer ses projets en grande couronne en septembre 2020 et cherche aussi des résidences en Europe pour rencontrer d'autres artistes et expériences théâtrales.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de l'aide régionale à la création (10 000 €).

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création, diffusion	74 475,00	69,60%
Dépenses d'action culturelle	12 025,00	11,24%
Part des coûts de structure	20 500,00	19,16%
Total	107 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	20 000,00	18,69%
Etat - CGET (acquis)	13 000,00	12,15%
Région Île-de-France - aide création (acquis)	10 000,00	9,35%
Département 93 (acquis)	7 000,00	6,54%
OPH Aubervilliers (acquis)	4 000,00	3,74%
Ville d'Aubervilliers (sollicité)	5 000,00	4,67%
Recettes propres d'activité	48 000,00	44,86%
Total	107 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049542 - CIE LOUIS BROUILLARD JOEL POMMERAT

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	720 495,00 € HT	16,66 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIE LOUIS BROUILLARD
Adresse administrative : 37 B BD DE LA CHAPELLE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Roger GUERIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Joël Pommerat, auteur et metteur en scène, a créé la Compagnie Louis Brouillard en 1990. La compagnie a été fortement accompagnée dès 1997 par le Théâtre de Brétigny et le Théâtre Paris Villette. Son succès s'est considérablement accru avec la création de « Au monde » en 2004. De 2007 à 2009, la compagnie a été accueillie en résidence au Théâtre des Bouffes du Nord.
Au cours de la saison 2010/2011, une collaboration a commencé avec le Théâtre de l'Odéon qui conduit aujourd'hui Joël Pommerat à participer avec l'Odéon-Théâtre de l'Europe au projet « Villes en scène / Cities on stage » retenu par la Commission européenne.
Depuis 2015, la compagnie a engagé un partenariat avec le Théâtre Nanterre Amandiers.
Joël Pommerat a été récompensé de quatre Molières en 2016 pour ses créations « Ça ira (1) Fin de Louis » et « Pinocchio » (spectacle jeune public).
Outre la Région, la Compagnie Louis Brouillard est soutenue par le Ministère de la Culture et de la Communication au titre des CERNI.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement prévisionnel.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	329 495,00	45,73%
Dépenses d'action culturelle	20 000,00	2,78%
Part des coûts de structure	371 000,00	51,49%
Total	720 495,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	303 000,00	42,05%
Région IDF PAC	120 000,00	16,66%
Recettes propres d'activité	297 495,00	41,29%
Total	720 495,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049543 - KMK BIENVENUE CHEZ NOUS - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	71 250,00 € TTC	33,68 %	24 000,00 €
	Montant total de la subvention		24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KMK
Adresse administrative : CHEZ 36 DU MOIS
94260 FRESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER MEIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"La compagnie KMK a été créée en 1989 par Véronique Pény, architecte, plasticienne et scénographe. Elle développe des projets pluridisciplinaires (arts plastiques, création sonore, danse, littérature…) dans l'espace public et travaille sur le décalage, le recyclage poétique et le détournement d'objets, en puisant son inspiration dans les lieux qu'elle habite : jardins, fleuves, cité, terrain vague, quartiers…etc. La spécificité de son travail artistique la conduite à développer des modes de production et de résidence alternatifs : chantiers de création et résidences artistiques longues (plusieurs semaines) dans des lieux qui deviennent sources d'inspiration, créations in situ & spectacles-performances, action culturelle de proximité : recueil de paroles, rencontres avec la population, collecte de matériaux, sons…etc. KMK travaille régulièrement avec des manifestations et structures repérées des arts de la rue en France et à l'étranger : Festival Promenades, Festival Excentrique, Festival de l'Oh, Pays Bas (Tershelling), Montréal.
Après une expérience menée en 2008 dans le parc Jean Moulin et une implantation à Ivry-sur-Seine au sein de l'hôpital Charles Foix (1995-2009), la Compagnie KMK a entamé en 2010 une résidence d'implantation de six ans à Nangis en Seine-et-Marne. Elle a rejoint la farbique 6mettre à Fresnes où elle développe son travail de territoire et de laboratoire.
Ses principaux partenaires sont la Drac, la Région Ile de France et elle attend le soutien demandé auprès de la ville de Fresnes.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	28 460,00	39,94%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	23 477,00	32,95%
Part des coûts de structure	19 313,00	27,11%
Total	71 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ILE DE FRANCE (S)	20 000,00	28,07%
Région Île-de-France PAC	24 000,00	33,68%
Département : Val-de-Marne – aide au développement (S)	8 000,00	11,23%
Commune 1, préciser : Fresnes – aide au projet (S)	2 500,00	3,51%
PARTENAIRES PRIVÉS	1 000,00	1,40%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	15 750,00	22,11%
Total	71 250,00	100,00%

DOSSIER N° EX049544 - ASSOCIATION FA 7 - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	179 054,00 € HT	12,85 %	23 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION FA 7
Adresse administrative	:	14 ALLEE ATHALIE 77186 NOISIEL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur VICTOR ROSENTHAL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créé en 1981, l'Ensemble FA7, fondé à l'origine par 5 musiciens a évolué sous la direction artistique de Sylvain Frydman pour former un large collectif de musiciens, enrichi d'artistes venant d'autres univers artistiques. L'Ensemble FA7 regroupe des musiciens de haut niveau qui ont résolument choisi la voie du spectacle pour communiquer leurs passions musicales. Sa recherche touche toutes les formes que peut prendre la musique et mêle intimement le son, le mot, le geste et la lumière au travers de créations originales. L'Ensemble intervient sur un répertoire musical très large allant de la musique contemporaine à la musique ancienne en passant par l'improvisation. L'élaboration de spectacles jeune public musicaux et interdisciplinaires faisant intervenir des comédiens, des danseurs ou des jongleurs à destination des jeunes et des très jeunes spectateurs, incluant les tout-petits, a été un des axes forts du champ de création de l'Ensemble FA7. Ses propositions sont programmées dans le circuit des centres culturels, des théâtres, CDN et scènes conventionnées ou nationales. L'Ensemble met en œuvre un grand savoir-faire en matière d'éveil artistique, allant de l'atelier pédagogique à la création, notamment en direction du jeune public et de la toute petite enfance. Les réalisations de l'Ensemble FA7 expriment toujours le besoin d'ouvrir la musique et d'aller à la rencontre de tous les publics, en s'adaptant ainsi aux différentes spécificités. FA7 a, en effet, pour objectif de promouvoir l'art musical, en particulier dans le domaine de l'innovation, des musiques d'aujourd'hui, de la création, de l'improvisation, sans oublier les musiques de

répertoire et du patrimoine. L'Ensemble a par ailleurs une très large gamme d'actions culturelles créée en accompagnement des spectacles, ou sur ses axes artistiques ou en relation avec des partenaires, des lieux ou pour des publics spécifiques.

Après avoir été soutenu à la structuration par la DRAC Ile-de-France, l'Ensemble bénéficie de l'aide au projet de l'Etat ainsi que du soutien du Département de la Seine-et-Marne pour ses créations et des villes de Bagneux, Malakoff, Mitry-Mory et de la Communauté de communes des pays de l'Ourcq pour ses résidences sur leurs territoires.

Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet présentées par la structure est pris en compte dans la base subventionnable, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- NOISIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCE CREATION DIFFUSION	112 845,00	62,34%
DEPENSES D'ACTIONS CULTURELLES	12 550,00	6,93%
COUTS DE STRUCTURE	55 609,00	30,72%
Total	181 004,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE	24 950,00	13,78%
DRAC IDF PROJET SOLLICITE	39 060,00	21,58%
DPT 92 SOLLICITE	28 650,00	15,83%
ETP Vallée Sud Grand Paris SOLLICITE	39 824,00	22,00%
VILLE DE MALAKOFF SOLLICITEE	9 000,00	4,97%
VILLE DE BAGNEUX SOLLICITEE	13 000,00	7,18%
SOCIETE CIVILE	5 120,00	2,83%
RECETTES PROPRES	21 400,00	11,82%
Total	181 004,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049545 - DES ORGANISMES VIVANTS - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	163 976,00 € TTC	27,44 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DES ORGANISMES VIVANTS
Adresse administrative	:	11 AVENUE DU PRESIDENT ROOSEVELT 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Brigitte Hyon, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La fédération des Organismes vivants regroupe des compagnies de théâtre gestuel, clown, théâtre, danse et d'art numérique dans un objectif de mutualisation solidaire des moyens. Fondée en 2005 par trois compagnies, la fédération regroupe actuellement six équipes et accompagne la structuration et le projet de deux compagnies nouvelles issues de la cie Troisième Génération : les compagnies Societad Valentinas et Cie dé-chaînée. La fédération assure la production, la diffusion et l'administration des compagnies membres. Grâce à la mise en commun de leurs ressources, celles-ci bénéficient d'une solidarité financière, de stabilité structurelle et administrative et du développement de leurs partenariats avec les institutions et les programmateurs. Chacune des compagnies est implantée sur différents territoires franciliens, souvent durablement, avec le soutien de partenaires publics et de lieux franciliens : notamment le CDCN Atelier de Paris (75), Le Plessis-Pâté (91), Maisons-Laffitte (78), Domaine de Rentilly (77), Fleury-Mérogis (91), ville du Raincy (93) et dans le Val de Marne.
Les compagnies membres bénéficient de soutiens de Départements, de la DRAC, de Villes, et de Communautés d'Agglomération et la structure est soutenue par la Région Ile-de-France.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	114 994,00	64,98%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	2 006,00	1,13%
Part des coûts de structure	59 976,00	33,89%
Total	176 976,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC CENTRE (A)	20 000,00	11,30%
Région Île-de-France PAC	45 000,00	25,43%
Région Île-de-France EAC (S)	13 000,00	7,35%
CG91 (A)	2 500,00	1,41%
CG94 (S)	10 000,00	5,65%
Ville de Montreuil (A)	1 000,00	0,57%
Ville de Paris (S)	2 000,00	1,13%
Ville de Morsang-sur-Orge (A)	2 000,00	1,13%
FONPEPS (A)	18 167,00	10,27%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	63 309,00	35,77%
Total	176 976,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049546 - PAR TERRE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	136 700,00 € HT	21,95 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PAR TERRE
Adresse administrative	:	74 AVENUE LAFERRIERE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame AUDE LEPRESLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Danseuse et chorégraphe de la Compagnie par Terre fondée en 2005, Anne Nguyen est avant tout breakeuse, spécialiste de la danse hip-hop au sol. Elle a été interprète au sein de compagnies hip-hop et contemporaines (Black Blanc Beur, Faustin Linyekula, Salia Nï Seydou…), elle a dansé avec plusieurs groupes de break et a participé à des centaines de battles, en solo ou en groupe. Influencée par un cursus scientifique et dans la continuité de sa pratique des arts martiaux, la chorégraphe déstructure les différentes gestuelles hip-hop (break, popping, locking…) et leur ouvre de nouveaux espaces d'écriture en leur imposant des contraintes géométriques.
Depuis quelques années, au fil des résidences, la compagnie a fortement développé les projets d'actions avec les publics, qui constituent pour Anne Nguyen des occasions de tester des dispositifs artistiques et de nourrir ses créations au contact de publics très différents : en milieu scolaire auprès d'enfants et d'adolescents (dont des lycéens et des élèves non-francophones), auprès d'amateurs de danse, mais aussi auprès de populations plus fragiles (jeunes en foyer d'accueil, personnes isolées, patients..).
En Ile-de-France, la compagnie bénéficie d'une implantation territoriale solide : elle a été accueillie à plusieurs reprises en résidences longues, notamment au Théâtre Louis Aragon, scène conventionnée danse à Tremblay-en-France (93), au Théâtre 71 à Malakoff (92), au Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi (94), au Prisme à Elancourt (78) et à l'Espace 1789, scène conventionnée danse à Saint-Ouen (93).

Elle a été artiste associée au Théâtre national de Chaillot jusqu'en 2019. Pour la saison 2020-2021, la compagnie est en résidence de territoire au Théâtre de Chevilly-Larue (94) comprenant un soutien à la création, une diffusion du répertoire et un volet d'actions culturelles.
La compagnie bénéficie de l'aide de la DRAC, du soutien du Conseil départemental du Val-de-Marne et du soutien de la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2013 et d'un poste emploi-tremplin attribué en 2012.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	49 780,00	36,42%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	7 700,00	5,63%
Part des coûts de structure	29 180,00	21,35%
DEPENSES D'EMPLOI STRUCTURANTES POUR LE PROJET	50 040,00	36,61%
Total	136 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (quote-part conventionnement-acquis)	50 000,00	36,58%
Région Île-de-France PAC	30 000,00	21,95%
Département Val-de-Marne (quote-part conventionnement-acquis)	17 000,00	12,44%
SOCIÉTÉS CIVILES	8 000,00	5,85%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	31 700,00	23,19%
Total	136 700,00	100,00%

DOSSIER N° EX049551 - LES HOMMES PENCHES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	260 000,00 € HT	17,31 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES HOMMES PENCHES ASS
Adresse administrative : 9 RUE VAUVENARGUES
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean MOLLARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Compagnie Les Hommes Penchés a été créée en 1995 par Christophe Huysman, acteur, auteur et metteur en scène. Ses spectacles conjuguent différentes disciplines, il articule son travail d'auteur en « Laboratoire mobile de recherche et de transmission nomades » avec un groupe de près de 25 artistes et techniciens. Les œuvres traversent les disciplines du théâtre, du cirque, du cabaret, du multimédia et s'articulent autour de la notion d'écriture contemporaine.
La compagnie a été en résidence et a noué des partenariats avec diverses structures franciliennes : la Ménagerie de Verre, le Théâtre Paris Villette, l'Atelier du Plateau… Christophe Huysman a par ailleurs été artiste associé au Phénix, Scène nationale de Valenciennes jusqu'en juin 2013.
En 2007, la compagnie a choisi de travailler avec une structure d'accompagnement administratif, « Et bientôt », qui a permis à Christophe Huysman de devenir directeur artistique de la compagnie à temps plein (CDI) et ainsi d'accompagner de jeunes équipes artistiques afin de les aider à développer leurs projets, dans le cadre de compagnonnages.
Elle a bénéficié depuis 2013 de compagnonnages aux Subsistances à Lyon, au Centquatre et au Château Rouge à Annemasse.
En 2007, la compagnie des hommes Penchés a été conventionnée par la DRAC Ile-de-France. Le conventionnement avec la DRAC a été renouvelé en 2015. La compagnie est soutenue par la Région Ile-

de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2006.
Sur la saison 2019/2020, la compagnie a tourné plusieurs spectacles parmi lesquels ""Instable"" et ""Human (Articulations II). Une création collective est prévue avec les apprentis de deuxième année du CFA des Arts du Cirque de l'Académie Fratellini. En parallèle de l'écriture de son roman théâtral ""les Convives"", la compagnie prépare sa prochaine création ""Cendrine"" un texte de Christophe Huysman qu'il interprétera et qui est prévue pour 2021.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création et diffusion	143 700,00	55,27%
Dépenses d'action culturelle	6 000,00	2,31%
Coûts de structure	110 300,00	42,42%
Total	260 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	45 000,00	17,31%
Drac Ile-de-France acquis	40 000,00	15,38%
Fonpeps sollicité	4 000,00	1,54%
Partenaires privés	7 000,00	2,69%
Spedidam	1 000,00	0,38%
Recettes propres	163 000,00	62,69%
Total	260 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049554 - THEATRE SANS TOIT - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	144 100,00 € HT	20,82 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE SANS TOIT
Adresse administrative	:	C/O DAC HTL DE VILLE 66 RUE DE PARIS 95500 GONESSE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Berte Gerard, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Théâtre Sans Toit est l'une des compagnies de marionnettes de référence en France. Elle a été fondée et elle est dirigée par Pierre Blaise, metteur en scène, auteur, marionnettiste, formé notamment au masque, aux marionnettes à gaine taïwanaise et par Alain Recoing. La compagnie est codirigée par Veronika Door, compagne de route de Pierre Blaise, marionnettiste également, interprète et constructrice, formée à l'École Nationale de Marionnette de Budapest.
Considérant la marionnette comme un instrument théâtral, par analogie à la musique, le Théâtre sans toit réalise des tablatures pour mémoriser les mouvements des marionnettes et développe une méthode fondée sur la dramaturgie du jeu. La compagnie a créé à ce jour près de 25 spectacles d'inspiration picturale ou textuelle, qui intègrent souvent des musiciens sur scène. Elle jouit, de par sa notoriété, et grâce au maintien d'un répertoire actif de plusieurs spectacles, d'une diffusion à l'échelle nationale et internationale (Espagne, Italie, Autriche, Russie, États-Unis..). Pierre Blaise est aussi un pédagogue reconnu, il a enseigné à l'Ecole Charles Dullin, au Grenier de Toulouse, au Théâtre National de Chaillot, à l'Ecole Nationale Supérieure des Arts de la Marionnette de Charleville-Mézières. Il intervient dans des conservatoires et de nombreux stages. Depuis 2014, Pierre Blaise est également directeur du Théâtre aux Mains Nues à Paris.
Implanté dans le Val d'Oise depuis 2001, le Théâtre Sans Toit multiplie les résidences sur l'ensemble du

département, la ville d'Argenteuil entre 2001 et 2007, puis la ville de Gonesse depuis 2010 où la compagnie anime un « centre du théâtre d'art appliqué » et y pratique notamment ses « Ateliers rudimentaires », dispositif association création et transmission. Le Théâtre sans toit tisse par ailleurs des liens avec le Théâtre de l'Usine d'Eragny-sur-Oise et le Festival théâtral du Val d'Oise.
Le projet de permanence artistique et culturelle proposé par le Théâtre Sans Toit s'articule, d'une part, autour de nouveaux projets de créations, de la diffusion des spectacles au répertoire, et de la poursuite des actions artistiques et culturelles avec les publics dans le Val d'Oise et à Gonesse en particulier, notamment dans le cadre des Ateliers rudimentaires et auprès des lycéens, et d'autre part, autour du compagnonnage avec de jeunes marionnettistes.
La compagnie est soutenue de manière pérenne par le Département du Val d'Oise, la DRAC Ile-de-France, la Ville de Gonesse et la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure

Localisation géographique :
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	57 708,00	40,05%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	10 850,00	7,53%
Part des coûts de structure	75 542,00	52,42%
Total	144 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	50 000,00	34,70%
Ministère de la Culture SDAT (acquis)	1 500,00	1,04%
Région Île-de-France PAC	30 000,00	20,82%
Département du Val d'Oise (sollicité)	20 400,00	14,16%
Département du Val de Marne (sollicité)	12 000,00	8,33%
EMPLOIS AIDÉS	10 000,00	6,94%
AUTRES SUBVENTIONS	2 000,00	1,39%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	18 200,00	12,63%
Total	144 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049556 - ATMEN - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	90 280,00 € TTC	38,77 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ATMEN
Adresse administrative	:	11 RUE MARCO POLO 91300 MASSY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ANDREAS RIEHLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"La compagnie ATMEN a été créée en 2006 par la chorégraphe Françoise Tartinville. Après ses études en histoire de l'art à l'Ecole du Louvre et une formation à la sculpture, Françoise Tartainville rentre à l'Ecole Jacques Lecoq. Les créations de la compagnie Atmen prennent différentes formes, spectacles, performances in situ, créations associant des amateurs et sont pensées pour l'intérieur comme l'extérieur.
Après la création de performances et du spectacle « C Extra », la compagnie s'est investie dans la construction d'un triptyque autour du masculin : « Intérieur crème » (2010), « Blanc Brut » (2012), « Émulsion Cobalt » (2014). En 2016 la création « Inversions polaires » aborde avec deux danseurs et une danseuse la matière plastique et la question du recyclage.En Octobre 2018,la compagnie a crée « qui a peur du rose ? » à l'Etoile du Nord, spectacle qui questionne le féminin par le prisme de la couleur ros et unee version extérieure a été donée au Parc de Chelles.
La compagnie ATMEN a bénéficié d'une résidence longue de trois ans à L'étoile du Nord (scène conventionnée danse à Paris) de 2012 à 2015. Elle développe une implantation dans le département de l'Essonne et bénéficie de partenaires en Seine-et-Marne. Elle accompagne son activité de création d'actions pédagogiques et de sensibilisation à la danse en direction de différents publics : scolaires, milieu hospitalier, jeunes en attente de placement, amateurs, personnes âgées.
La compagnie est soutenue par la Région au titre de la permanence artistique et culturelle et par le

département de l'Essonne. Elle obtient par ailleurs des aides ponctuelles d'autres partenaires institutionnels, notamment de la DRAC Ile-de-France (notamment des aides à la résidence, comme en 2016 via le lieu de fabrique le Silo (Méréville).
Pour 2020, la compagnie va continuer créer et diffuser des spectalces tant à l'intérieur qu'en extérieur, avec différents partenaires : le Collectif Essone Danse, Le TAG Amin Théâtre, Les Passerell, le parc de rentilly et le domaine de Chamarande. ""Interstitium"" et ""Hors Champs"" sont les 2 futures créations de la compagnie prévue sur la saison 20/21."
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en oeuvre son projet de permanence artistique et culturelle"

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite d'une autre subvention régionale.

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses création et diffusion	52 599,00	55,20%
Dépenses d'action culturelle	8 084,00	8,48%
Coûts de structure	34 597,00	36,31%
Total	95 280,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	35 000,00	36,73%
Drac Ile-de-France acquis	10 000,00	10,50%
CD 91 sollicité	8 000,00	8,40%
Région Ile-de-France service patrimoine sollicité	5 000,00	5,25%
Adami	5 000,00	5,25%
Recettes propres	32 280,00	33,88%
Total	95 280,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049646 - RAYON D'ECRITS - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	78 762,00 € HT	31,74 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION RAYON D'ECRITS
Adresse administrative	:	20 PL DES TOULOUSES 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SANDRINE DRON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 1997 par Colombe Barsacq (chanteuse et comédienne) et Michel Trillot (comédien), la compagnie est installée dans le Val d'Oise depuis ses débuts, d'abord à Méry-sur-Oise, puis à Cergy depuis 2012 et à Ermont, elle bénéficie par ailleurs d'un accès régulier à la salle du Théâtre de l'Usine à Eragny-sur-Oise. L'activité de la compagnie se répartit entre la production de spectacles de chanson, théâtre et clown en français et langue des signes française (Eaux vives et Terres nues en 2009, Elle a tant... en 2013, Au-delà du Silence, Vagabond Clowns en 2016) et une intense activité de sensibilisation et de formation en direction des personnes sourdes ou malentendantes (Les Cafés Noétomalalie en 2013 avec visites guidées de lieux culturels, animations sur la surdité, ateliers et stages de clown…)
La compagnie bénéficie de l'aide de la Ville de Cergy et de la Région Ile-de-France. La compagnie est soutenue par la Région au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2013.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	52 262,00	66,35%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	19 850,00	25,20%
Part des coûts de structure	6 650,00	8,44%
Total	78 762,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture DGLFLF (sollicité)	2 000,00	2,54%
Région Île-de-France PAC	25 000,00	31,74%
Ville de Cergy (acquis)	2 000,00	2,54%
AGEFIPH (sollicité)	9 500,00	12,06%
SOCIÉTÉS CIVILES	8 200,00	10,41%
PARTENAIRES PRIVÉS	9 512,00	12,08%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	22 550,00	28,63%
Total	78 762,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049648 - CHARACTERE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	117 480,00 € HT	34,05 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHARACTERE
Adresse administrative : RUE AMBROISE PRO
77000 VAUX-LE-PENIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LAURENT STRICHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie a été créée en 2005 par le dramaturge et metteur en scène Gerald Garutti, elle promeut un théâtre de textes et de langue par des écritures classiques ou contemporaines et propose un théâtre qui passe les frontières. Le nom de la compagnie, avec le H de Charactères, rend compte de la double implantation du projet, en Ile-de-France et au Royaume-Uni où Gerald Garutti a créé « Roberto Zucco » et « Richard III » en 2003 et 2004 à l'ADC Théâtre. Il a également créé le spectacle « Haïm – à la lumière d'un violon », texte et mise en scène de Gerald Garutti, d'après l'histoire vraie du violoniste Haïm Lipsky, né à Lodz en Pologne en 1922. Depuis 2013, la compagnie est en résidence à la Ferme des Jeux à Vaux-le-Pénil (77), commune toute proche de Melun, lieu de création et de recherche. Cette résidence comprend un volet de création, un volet d'écriture et de débat d'idées, et un volet d'enseignement. Pour ce dernier, la compagnie se voit notamment confier la création, la conception, la supervision et l'animation d'une école d'art dramatique. Sont associées à cette résidence de nombreuses actions culturelles en direction des publics scolaires et sociaux, développant notamment l'axe intergénérationnel. Un projet de résidence est prévu dans le 13 è arrondissement de Paris.

Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet PAC présentée par la structure sont incluses.

Localisation géographique :
- VAUX-LE-PENIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCE CREATION DIFFUSION	76 180,00	64,85%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	17 500,00	14,90%
COÛTS DE STRUCTURE	23 800,00	20,26%
Total	117 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE	40 000,00	34,05%
VILLE DE PARIS SOLLICITE	10 000,00	8,51%
RECETTES PROPRES	67 480,00	57,44%
Total	117 480,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049665 - L'EXPERIENCE HARMAAT - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	223 100,00 € HT	17,93 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	L'EXPERIENCE HARMAAT
Adresse administrative	:	2 RUE DOULCET 93270 SEVRAN
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Arnaud DIDIERLAURENT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Expérience Harmaat est une compagnie chorégraphique dirigée par Fabrice Lambert, qui porte une démarche interdisciplinaire au service de la danse, en croisant son travail avec d'autres artistes, plasticiens, vidéastes, créateurs lumière, ingénieurs... Il est auteur d'une vingtaine de pièces qui intègrent régulièrement un questionnement autour des sciences physiques, humaines ou sociales, ainsi qu'une réflexion sur le rapport du corps à l'espace et le mouvement.
Implantée en Ile-de-France, où elle développe des résidences de longues durées, accompagnées d'actions artistiques et culturelles avec les publics, la compagnie se déploie aussi à l'échelle nationale et internationale (Brésil, Suisse, Italie, Espagne, Canada…) à travers ses tournées. En Ile-de-France, L'Expérience Harmaat compte des partenaires fidèles tels que le Théâtre de la Ville, le CND, les Rencontres Chorégraphiques Internationales de Seine-Saint-Denis, le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines. La compagnie est soutenue par la DRAC et par la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement déduction faite de l'aide régionale à la création.

Localisation géographique :

- NANTERRE
- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	139 100,00	52,87%
Dépenses d'action culturelle	18 600,00	7,07%
Part des coûts de structure	105 400,00	40,06%
Total	263 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (acquis)	40 000,00	15,20%
Région IDF PAC	40 000,00	15,20%
Région IDF Création	40 000,00	15,20%
CD 94 (acquis)	14 000,00	5,32%
Sociétés civiles	16 000,00	6,08%
Partenaires privés	5 000,00	1,90%
Recettes propres	108 100,00	41,09%
Total	263 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049689 - L'ART ECLAIR - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	119 630,00 € HT	20,90 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	L'ART ECLAIR
Adresse administrative	:	65 RUE DES CHANTEREINES 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ISABELLE CALLO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compagnie L'Art Eclair est dirigée par l'auteur et metteur en scène, Olivier Brunhes. Auteur de plusieurs pièces (Le Fossé de l'Aumône (2006), Spirituo Perpet (2007)…etc.), il a publié son premier roman en 2012 : La Nuit du chien, qui a obtenu le Prix Senghor 2012 du Premier Roman Francophone et le Prix 2013 des Lycéens et apprentis de la Région Ile-de-France.
La spécificité de la compagnie est de créer des spectacles mêlant artistes professionnels et personnes en situation de grande précarité (handicap, SDF, détenus, bénéficiaires des minimas sociaux..), des comédiens qualifiés « d'extraordinaires ».
Ce mode de travail nécessite davantage de temps de fabrication, les créations aboutissant après plusieurs années de recherche et de collecte de paroles sur le terrain. Parmi ces créations, on peut citer : « Aziou Liquid – Rêves au travail » (2007) sur le monde du travail et de l'entreprise, pièce écrite par un trio d'auteurs (Olivier Brunhes, Koffi Kwahulé et François Prodromidès) ou encore « Fracas » (2013) autour du thème de la différence.
L'Art Eclair crée en 2015 « Paroles du dedans » en partenariat avec l'Apostrophe de Cergy la maison d'arrêt du Val d'Oise, visant à porter la parole des détenus. Depuis 2016 un partenariat se met en place avec la Ville de Versailles et le SPIP78 en vue d'un nouveau projet avec les maisons d'arrêt du territoire.
La compagnie est soutenue par la Région Ile-de-France et par la DGCA.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement proposé.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	78 907,00	65,96%
Dépenses d'action culturelle	3 571,00	2,99%
Dépenses de fonctionnement	37 152,00	31,06%
Total	119 630,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	14 000,00	11,70%
Région IDF PAC	25 000,00	20,90%
Mécénat	35 000,00	29,26%
Recettes propres	45 630,00	38,14%
Total	119 630,00	100,00%

DOSSIER N° EX049909 - PULCINELLA CM CULTURE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	153 999,29 € HT	16,23 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CROSS-MEDIA CULTURE
Adresse administrative	:	5 PASSAGE PIVER 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Société coopérative d'intérêt collectif
Représentant	:	Madame SONIA STAMENKOVIC, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Fondé en 2005 par la violoncelliste Ophélie Gaillard (élue « Révélation soliste instrumentale » aux Victoires de la Musique Classique en 2003 et interprète dans des formations et orchestres d'importance), l'ensemble Pulcinella réunit des musiciens passionnés par la pratique sur instruments historiques, qui réalisent un travail approfondi sur le son et l'articulation et qui s'attachent à découvrir des œuvres inédites ou méconnues tout en revisitant des pages majeures du répertoire. L'ensemble fonctionne de manière horizontale : les choix artistiques et pédagogiques se prennent collectivement dans un souci constant de dialogue, d'exigence artistique et d'émulation. Six musiciens composent le noyau dur de l'ensemble et s'impliquent dans tous les volets de ses activités : Michèle Claude, Francesco Corti, Nicolas Mazzoleni, Thibault Noally, Brice Sailly, Tami Troman. L'ensemble se produit dans les salles les plus prestigieuses (Théâtres du Châtelet et des Champs-Elysées, Arsenal de Metz, Festivals de Beaune, Radio France et Montpellier, Pontoise, Colmar, Vézelay…). Pulcinella a enregistré cinq disques (dont l'intégrale des Sonates pour violoncelle et basse continue de Vivaldi (2006), Luigi Boccherini (2007) et Bach Arias (2012), depuis 2014, deux albums consacrés à CPE Bach…), largement salués par la presse et récompensés (Diapason d'or de l'année, Choc de Classica, distinctions dans Toccata, Gramophone).
Pulcinella développe une politique volontariste d'action artistique et culturelle avec les publics en Ile-de-France, afin de faire découvrir la musique baroque et classique au plus grand nombre. Après une

résidence de trois ans au Festival Baroque de Pontoise et à l'Espace Michel Simon de Noisy-le-Grand, Pulcinella poursuit désormais ses collaborations avec la Barbacane de Beynes, le Théâtre des Bergeries de Noisy-le-Sec, le Collège des Bernardins, les villes de Pantin et de La Courneuve et l'Hôpital Necker à Paris.
Pulcinella bénéficie des aides régulières de la DRAC Ile-de-France et de la Région Ile-de-France, ainsi que des sociétés civiles et de fondations.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure

Localisation géographique :
- PARIS
- LA COURNEUVE
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	107 386,61	69,73%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	32 364,00	21,02%
Part des coûts de structure	14 248,68	9,25%
Total	153 999,29	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	5 347,42	3,47%
Région Île-de-France PAC	25 000,00	16,23%
Pantin (acquis)	2 000,00	1,30%
La Courneuve (acquis)	3 000,00	1,95%
hôpital Necker & Broca - APHP (sollicité)	2 500,00	1,62%
SOCIÉTÉS CIVILES	29 500,00	19,16%
PARTENAIRES PRIVÉS	12 000,00	7,79%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	74 651,87	48,48%
Total	153 999,29	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049221 - LA MUSE EN CIRCUIT - AVENANT PAC - CP 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	298 480,00 € HT	16,75 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT
Adresse administrative : 18 RUE MARCELIN BERTHELOT
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame GENEVIEVE GALLOT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Muse en Circuit a été fondée en 1982 par le compositeur Luc Ferrari pour offrir un outil de travail et de recherche au service des musiques contemporaines reliées aux technologies (musiques électroacoustiques, mixtes et instrumentales). La Muse en circuit est l'un des six centres nationaux de création musicale labellisé en France et le seul en Ile-de-France. Son activité se déploie ainsi, autour de plusieurs grands axes : la création artistique à travers des productions déléguées, des coproductions et des accueils en résidence ; la diffusion et la programmation de spectacles, et enfin la pédagogie et la transmission. La Muse en circuit dispose de locaux à Alfortville composés de trois studios dont un studio, le studio Cage (80m²) équipé d'un grill permet, outre les séances de travail des artistes en résidence, de recevoir du public (jauge de 45 personnes), public comme professionnels lors de sorties de résidence. La Région participe aux travaux d'aménagement et d'agrandissement.
La Muse en circuit accueille en résidence des compositeurs, des instrumentistes ainsi que des créateurs venus aussi de diverses disciplines (théâtre, danse, numérique...) dont les préoccupations croisent celles de la musique. Elle met à leur disposition des moyens de production, d'enregistrement, de développement de post-production afin d'accompagner au mieux leurs projets de création. La Muse en circuit accompagne la production et la diffusion de spectacles musicaux, elle a notamment développé la production déléguée.
Le volet pédagogie et transmission occupe une place importante dans le projet de la Muse en Circuit, ainsi elle mène diverses actions de sensibilisation et de formation en lien avec l'Education Nationale (de

l'école élémentaire au lycée), l'enseignement spécialisé (conservatoires, IUFM…). Elle a développé un logiciel, MusinKit, en téléchargement libre et gratuit dédié à la pratique de la musique et des arts sonores, reconnu d'intérêt pédagogique en 2016 par le Ministère de l'Éducation Nationale.
La Muse en Circuit est soutenue par la DRAC Ile-de-France, le Conseil Régional d'Ile-de-France, le Conseil Départemental du Val-de-Marne, la Ville d'Alfortville, le Rectorat de Créteil. Par ailleurs, la Muse en circuit obtient régulièrement des aides des sociétés civiles, SACEM, ADAMI, SPEDIDAM….
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	219 825,00	73,65%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	19 100,00	6,40%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20% des dépenses)	59 555,00	19,95%
Total	298 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
"Drac Ile-de-France (Acquis)	120 000,00	40,20%
CNC / DICREAM (Acquis)	3 000,00	1,01%
Région Ile-de-France PAC	50 000,00	16,75%
Département du Val-de-Marne (Acquis)	20 000,00	6,70%
GPSEA (Acquis)	5 000,00	1,68%
Ville Alfortville (Acquis)	5 000,00	1,68%
SOCIETES CIVILES	8 000,00	2,68%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	87 480,00	29,31%
Total	298 480,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049226 - INDISCIPLINAIRES CONCORDANSE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	110 100,00 € TTC	27,25 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INDISCIPLINAIRES
Adresse administrative : 47 AVENUE PASTEUR
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DOMINIQUE FLEUROUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 2007, l'association Indisciplinaire(s) organise le festival "Concordan(s)e" qui a pour objet la création inédite de duos associant un écrivain et un chorégraphe. L'association met en relation les deux artistes qui travaillent ensemble pendant plusieurs semaines de résidence pour aboutir à une création mêlant danse et littérature. Ces spectacles sont joués dans des lieux variés, principalement en Ile-de-France : salles de spectacles, bibliothèques, librairies, centres d'art… en s'adressant à un large public, souvent gratuitement. Parallèlement sont organisées des actions artistiques et culturelles et des temps de rencontres avec les publics.
Né en Seine-Saint-Denis, le festival se déroule désormais dans la plupart des départements franciliens avec la volonté de s'adresser à un nouveau public, curieux de ces formes artistiques inédites. Des partenariats structurants ont été noués avec des opérateurs tels que La Briqueterie - CDC du Val-de-Marne, le centre culturel du Parc de Rentilly, le Mac/Val à Vitry-sur-Seine, La Terrasse, Espace d'art à Nanterre. Après le festival, les duos continuent à se diffuser tout au long de l'année en Ile-de-France et à l'échelle nationale.
L'association Indisciplinaire(s) bénéficie des soutiens de la DRAC, du Département de Seine-Saint-Denis, de la Ville de Paris et de la Région Ile-de-France.
Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet présenté par la structure.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES RESIDENCES/CREATION/DIFFUSION	79 850,00	72,52%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	8 800,00	7,99%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT LIMITEES A 20%	21 450,00	19,48%
Total	110 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
AIDE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE REGION IDF	30 000,00	27,25%
DRAC IDF RESIDENE SOLLICITE	14 000,00	12,72%
DEPARTEMENT 93 ACQUIS	24 250,00	22,03%
DEPARTEMENT 91 ACQUIS	12 000,00	10,90%
VILLE DE PARIS SOLLICITE	10 000,00	9,08%
SOCIETE CIVILE	5 000,00	4,54%
RECETTES ACTIVITE	14 850,00	13,49%
Total	110 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049227 - PROQUARTET - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	407 856,23 € HT	22,53 %	91 900,00 €
	Montant total de la subvention		91 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PRO QUARTET CENTRE EUROPEEN MUSIQUE DE CHAMBRE
Adresse administrative	:	62 BOULEVARD DE MAGENTA 75010 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur BENOIT BAZIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
ProQuartet a été créé en 1987 afin de favoriser le développement du quatuor à cordes et de la musique de chambre en France et à l'étranger, à travers l'accompagnement et l'aide à l'insertion professionnelle de jeunes quatuors à cordes. Depuis 2015, ProQuartet est dirigé par Pierre Korzilius.
Ses activités se déclinent en plusieurs volets : 1) la formation avec de nombreuses sessions assurées par des grands maîtres français et étrangers et la participation à des concours internationaux, ProQuartet étant reconnu au niveau international pour l'excellence de sa formation ; 2) la diffusion à travers des concerts-rencontres à l'issue des master-classes et académies, des concerts en décentralisation dans le cadre des « Rencontres musicales » en Seine-et-Marne, et des temps forts de diffusion à Paris ; 3) la production à travers des commandes d'œuvres auprès de compositeurs en partenariat avec d'autres structures et des productions de concerts ; 4) les actions pédagogiques et culturelles auprès des publics, et notamment l'accompagnement de la pratique amateur ; et enfin, 5) l'insertion et l'accompagnement professionnels de jeunes quatuors à travers l'accueil en résidence longue au sein de la structure et l'implication dans toutes les activités de ProQuartet.
En Ile-de-France, l'activité de ProQuartet se déroule à Paris : à la Cité internationale des arts où la structure était installée jusqu'en 2017, ainsi que chez d'autres structures partenaires (le conservatoire de musique du 15ème arrondissement, le CNSMD, le Pôle supérieur Paris Boulogne Billancourt, la Philharmonie de Paris, le Musée de l'Orangerie, le Collège des Bernardins, les Archives nationales mais

aussi le Parc Floral), en Seine-et-Marne dans des petits lieux, conservatoires et églises, dans plusieurs conservatoires de Seine-Saint-Denis (Aulnay-sous-Bois, Les Pavillons-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil, Aubervilliers-La Courneuve, Montreuil), ainsi que dans d'autres départements franciliens.
Par ailleurs, ProQuartet dirige des académies de formation régulières au Château de Lourmarin en Provence, en partenariat avec le Domaine de Pont-Royal, ainsi qu'à la Ferme de Villefavard dans le Limousin. La structure organise également des temps forts de diffusion en France et à l'étranger.
ProQuartet bénéficie du soutien de l'Etat (DRAC Ile-de-France), des Départements de Seine-et-Marne et de Seine-Saint-Denis, et de la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite de l'autre aide régionale.

Localisation géographique :
- CHARTRETTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	264 497,16	59,06%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	93 910,28	20,97%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	89 448,79	19,97%
Total	447 856,23	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	160 000,00	35,73%
Région Île-de-France PAC	91 900,00	20,52%
Région Île-de-France FORTE (sollicité)	40 000,00	8,93%
CD 93 (sollicité)	11 000,00	2,46%
CD 77 (sollicité)	10 500,00	2,34%
EPCI,Pays de Fontainebleau (sollicité)	2 000,00	0,45%
SOCIÉTÉS CIVILES	48 500,00	10,83%
PARTENAIRES PRIVÉS	24 000,00	5,36%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	59 956,23	13,39%
Total	447 856,23	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049558 - STUDIO THEATRE DE VITRY - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	210 736,00 € HT	33,22 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STUDIO THEATRE DE VITRY
Adresse administrative : 18 AV DE L'INSURRECTION
94400 VITRY S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur EDGAR PETITIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créé en 1964 à l'initiative de Jacques Lassalle, le Studio-Théâtre de Vitry a d'abord organise des ateliers théâtre avec des jeunes du quartier de la cité Louise Aglaé Cretté. En 1966, le projet prend le nom de Studio-Théâtre de Vitry et se constitue en association sur l'instigation de la municipalité et du centre culturel et créé son premier spectacle « La seconde surprise de l'amour » de Marivaux. Durant la période qui suit mai 1968, l'équipe s'élargit autour de Jacques Lassalle notamment à Gérard Astor qui deviendra en 1972 directeur du Théâtre Jean Vilar de Vitry. Le spectacle « Jonathan des années 30 » marque la fin de la démarche collective de la compagnie et le Studio-Théâtre devient une structure de production et de création à part entière. Jacques Lassalle nommé en 1983 à la direction du Théâtre National de Strasbourg, c'est le comédien et metteur en scène Alain Ollivier qui prend la direction du lieu jusqu'en 2001. Le Studio-Théâtre de Vitry s'installe en 1986 dans un ancien atelier de ferblanterie qui servait jusqu'alors d'entrepôt à un chiffonnier de papier et les travaux d'aménagement sont menés par l'architecte Patrick Bouchain. Le studio-théâtre est dès lors doté d'un espace de travail et de représentation. Sous sa direction le Studio-Théâtre prend une orientation plus expérimentale avec l'idée de laboratoire de recherche. Frédéric Fisbach succède à Alain Ollivier qui est nommé directeur du Théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis en 2002. Il poursuit le projet de laboratoire de recherche et réintroduit l'ouverture aux amateurs à travers la mise en place des ateliers libres du jeudi soir.
En Janvier 2008, après la nomination de Frédéric Fisbach à a direction du CentQuatre, le Studio-Théâtre poursuit son aventure sous la direction de Daniel Jeanneteau et Marie-Christine Soma, puis sous la seule

direction de Daniel Jeanneteau.
Le Studio-Théâtre porte alors les créations de Daniel Jeanneateau et Marie-Christine Soma, s'inscrit dans un réseau de partenaires, s'ouvre à d'autres compagnies accueillies en résidence de création et accompagnées par l'équipe du lieu et organise en direction des habitants/amateurs les ateliers libres, des stages, un comité des lecteurs, intervient dans le micro-lycée de Vitry et publie depuis 2014 une revue : Incise. Suite à la nomination de Daniel Jeanneteau à la direction du Centre Dramatique National de Gennevilliers, le Studio Théâtre de Vitry est depuis janvier 2017 dirigé par Bérangère Vantusso.
Le Studio-Théâtre de Vitry est soutenu par la DRAC, le Département du Val-de-Marne, la Ville de Vitry et la Région Ile-de-France.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	158 536,00	75,23%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	24 000,00	11,39%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20,00% des dépenses)	28 200,00	13,38%
Total	210 736,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (S)	43 734,00	20,75%
Région Île-de-France PAC (dans la limite de 40,00% des dépenses)	70 000,00	33,22%
Département du Val de Marne	43 734,00	20,75%
Vitry-sur-Seine (S)	43 734,00	20,75%
AUTRES SUBVENTIONS (CNM,…)	3 000,00	1,42%
PARTENAIRES PRIVÉS	4 534,00	2,15%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	2 000,00	0,95%
Total	210 736,00	100,00%

DOSSIER N° EX049576 - RACK'AM COMMUNE BRETIGNY SUR ORGE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	50 000,00 € TTC	40,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE
Adresse administrative : 44 RUE DE LA MAIRIE
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas MEARY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Rack'am de Brétigny-sur-Orge est une salle de concerts dédiée aux musiques actuelles et à l'émergence artistique de 270 places (110 places assises), il est dirigé par Bérangère Salles et compte 4 permanents (3,5 ETP). Depuis 2011, le Rack'am est labellisé « Scène conventionnée pour la musique - lieu de musiques actuelles » par la DRAC Ile-de-France. Le lieu est en gestion municipale par la Ville de Brétigny-sur-Orge depuis 2002. . Le projet artistique et culturel est poursuivi et consolidé par la nouvelle direction pour redynamiser la salle et ouvrir la programmation à d'autres esthétiques que le rock : chanson, hip hop, reggae, électro, etc. Le Rack'am est d'une part, un lieu implanté localement qui accompagne les musiciens locaux et la structuration du secteur sur le territoire et d'autre part, un équipement qui rayonne régionalement en soutenant la création et la production musicale nationale.
Le Rack'am développe trois axes de travail dans le champ des musiques actuelles : la diffusion d'artistes émergents dans tous les styles, l'accompagnement d'artistes en résidence et l'éducation artistique et la sensibilisation des publics. Le Rack'am compte en moyenne 35 concerts par an, 4 400 spectateurs par saison auxquels s'ajoutent les 3 500 spectateurs lors du concert de la Fête de la musique.
Le Rack'am est très impliqué dans les réseaux des musiques actuelles : il est membre du Conseil d'administration du RIF et est un des partenaires du FOG, dispositif d'accompagnement de l'Empreinte avec le Plan . Le Rack'am participe par ailleurs au jury des présélections chanson/musiques du monde Ile-de-France des Inouïes du Printemps de Bourges à Paul B, SMAC de Massy, à Première Seine (Rock

en Seine) et au Festival Essonne en Scène.
Le Rack'am bénéfice du soutien de la DRAC Ile-de-France, du Département de l'Essonne, de la Région Ile-de-France et de la Ville de Brétigny-sur-Orge.
Sur la saison 2019-2020, le Rack'am va poursuivre son compagnonnage avec 2 équipes artistiques : Parallel Lines, un groupe local et Trans Kabar(rock maloya). Le projet de construction d'un nouveau Rack'am plus central à Brétigny a pris du retard et sera lancé après les élections municipales de 2020

.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création et diffusion	32 200,00	64,40%
Dépenses d'action culturelle	9 800,00	19,60%
Coûts de structure	8 000,00	16,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	40,00%
Drac Ile-de-France sollicité	10 000,00	20,00%
CD 91 sollicité	10 000,00	20,00%
Ville de Brétigny acquis	9 000,00	18,00%
Recettes propres	1 000,00	2,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049577 - ACP LA MANUFACTURE CHANSON - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	75 000,00 € HT	40,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACP LA MANUFACTURE CHANSON
Adresse administrative : 124 AV DE LA REPUBLIQUE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur STEPHANE RIVA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Ateliers Chanson de Paris (ACP) a été créée en 1983 afin de favoriser l'intégration des élèves dans le circuit professionnel et la pratique en amateur. En 1987, Les Ateliers Chanson de Paris s'installent dans un centre d'animation de la Ville dans le 20ème arrondissement de Paris, avec le soutien de nombreux partenaires : Ville de Paris, DRAC et sociétés civiles.
En 2000, la direction de la structure est reprise par un collectif d'artistes (élèves et professeurs pour la plupart). Le lieu est renommé ACP La Manufacture Chanson et son projet est révisé en 2007 afin de permettre une meilleure insertion professionnelle des artistes, en phase avec l'évolution du secteur. Cette même année, avec le soutien de la Ville de Paris, du CNV et de la Région Ile-de-France, ACP la Manufacture s'installe dans ses propres locaux de 600 m², dans le 11ème arrondissement de Paris. Ce nouvel équipement permet de renforcer l'accompagnement artistique et professionnel en élargissant l'offre de formation à la diffusion et l'accompagnement d'artistes franciliens émergents, confirmés ou amateurs, notamment lycéens. Plus de 100 concerts par an sont programmés dans une salle de 50 places.
ACP La Manufacture Chanson est soutenue par la Ville de Paris, la Drac et la Région Ile-de-France depuis 2012.

En 2020-21, La Manufacture Chanson accueillera 9 artistes en résidence et / ou pour des séries de concerts. D'autres équipes artistiques seront accompagnés en dehors de ces résidences. Environ 600

heures d'actions cultuelles sont prévues.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences, créations, diffusions	50 200,00	66,93%
Dépenses d'action culturelle	9 800,00	13,07%
Dépenses de fonctionnement	15 000,00	20,00%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (sollicité)	6 000,00	8,00%
DDCS (sollicité)	1 000,00	1,33%
Région Île-de-France - PAC	30 000,00	40,00%
Ville de Paris (sollicité)	15 000,00	20,00%
Sociétés civiles	8 500,00	11,33%
Recettes propres d'activité	11 000,00	14,67%
FONPEPS (sollicité)	3 500,00	4,67%
Total	75 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049579 - LA FERME DU BUISSON - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	296 000,00 € HT	33,78 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FERME DU BUISSON
Adresse administrative : ALLEE DE LA FERME
77448 NOISIEL
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur VINCENT ECHES, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Ferme du Buisson est l'une des 9 scènes nationales d'Ile-de-France, installée dans une ancienne friche industrielle à Noisiel en Seine-et-Marne, elle est dirigée depuis 2011 par Vincent Eches, auparavant codirecteur auprès de José-Manuel Gonçalves. Il conduit le projet de permanence artistique et culturel sur la création, la pluridisciplinarité, l'innovation avec un renforcement de la circulation des publics, et depuis trois ans, une ouverture à la musique classique et au jeune public, dans une logique de réseau. La Ferme du Buisson met l'accent sur la parité des artistes accompagnés et la diversité des esthétiques.
La Ferme du Buisson a pour principaux partenaires la Communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne, la Drac Ile-de-France, le département de Seine-et-Marne et la Région Ile-de-France. Elle bénéficie également de nombreux partenariats avec des équipements culturels, des médias et des partenariats avec son Centre d'Art Contemporain.
Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure sont incluses dans le calcul de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- NOISIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES RESIDENCES/CREATION/DIFFUSION	207 000,00	69,93%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	30 000,00	10,14%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	59 000,00	19,93%
Total	296 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE	100 000,00	33,78%
DRAC IDF ACQUIS	43 120,00	14,57%
DEPARTEMENT ACQUIS	17 640,00	5,96%
COMMUNAUTE VALLEE MARNE SOLLICITE	72 520,00	24,50%
RECETTES PROPRES	60 760,00	20,53%
EPAMARNE ACQUIS	1 960,00	0,66%
Total	296 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049584 - FTVO FESTIVAL THEATRAL VAL D'OISE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	431 000,00 € HT	16,24 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FTVO
FESTIVAL THEATRAL DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 14 AVENUE DE L'EUROPE
95600 EAUBONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LUCILE BODSON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Festival Théâtral du Val d'Oise a été créé en 1983 par Alain Léonard, qui l'a dirigé jusqu'en 2009, avant de passer la main à Bernard Mathonnat, directeur jusqu'en 2017. Il s'agit d'un festival itinérant qui propose une programmation d'une trentaine de spectacles de théâtre contemporain, dont des créations, et 290 représentations environ, jouées dans une quarantaine de villes. Le festival rayonne largement à l'échelle du département et se déroule aussi dans des petits villages du nord du Val d'Oise en zone rurale, notamment dans le Vexin.
En 2011, le Festival a créé le Fonds d'Aide à la Création Mutualisé (FACM) pour soutenir la création contemporaine en apportant des moyens de production et de diffusion aux compagnies, grâce à l'aide spécifique du Département. Plusieurs villes et structures partenaires du festival alimentent ce fonds et chaque année ce sont deux à trois compagnies qui en bénéficient.
Le Festival développe ses activités sur l'ensemble du territoire départemental tout au long de l'année. Il organise et coordonne des résidences de compagnies : une résidence triennale d'implantation, des résidences de création et des résidences en établissements scolaires (lycées).
Le Festival Théâtral du Val d'Oise est soutenu par la DRAC d'Ile-de-France, le Conseil départemental du Val d'Oise et la Région Ile-de-France. Il bénéficie de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2009.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	310 500,00	72,04%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	35 000,00	8,12%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	85 500,00	19,84%
Total	431 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	33 000,00	7,66%
Direction départementale de la Cohésion Sociale - 95 (sollicité)	28 000,00	6,50%
Région Île-de-France PAC	70 000,00	16,24%
CD 95 (acquis)	70 000,00	16,24%
CA Roissy Pays de France (sollicité)	1 700,00	0,39%
SOCIÉTÉS CIVILES	9 500,00	2,20%
PARTENAIRES PRIVÉS	10 000,00	2,32%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	208 800,00	48,45%
Total	431 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049585 - ESPACE GERMINAL - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	307 400,00 € HT	16,27 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE GERMINAL - SCENES DE L'EST VAL D'OISIEN
Adresse administrative : 2 AV DU MESNIL 95470 FOSSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CORINNE BERNARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Située dans l'est du Val d'Oise, à 40 km de Paris, sur le territoire du parc naturel régional Oise Pays de France, Fosses (9 500 habitants) est l'une des 19 communes de la Communauté d'Agglomération de Roissy Pays de France (bassin de 342 000 habitants). L'Espace Germinal est un théâtre de ville de 300 places, à la programmation pluridisciplinaire d'une vingtaine de spectacles, soit entre 40 et 60 représentations par saison, avec une prédominance du cirque de création et de la danse. Il accueille également des expositions, des artistes en résidence et développe une politique importante d'éducation artistique et culturelle auprès d'une diversité de publics dès leur plus jeune âge (dès 18 mois) d'environ 500 heures d'intervention artistique par an.
L'Espace Germinal bénéficie du soutien de la Ville, de la Communauté d'agglomération, du Conseil départemental, de la DRAC et de la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite de l'autre aide régionale.

Localisation géographique :
- DAMMARTIN-EN-GOELE
- FOSSES
- LOUVRES
- BERNES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	192 900,00	58,92%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	82 000,00	25,05%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	52 500,00	16,04%
Total	327 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	10 000,00	3,05%
Région Île-de-France PAC	50 000,00	15,27%
Région Île-de-France EAC (sollicité)	20 000,00	6,11%
CDVO Val d'Oise (sollicité)	7 000,00	2,14%
Ville de FOSSES (acquis)	220 000,00	67,20%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	20 400,00	6,23%
Total	327 400,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049587 - ARTS DIFFUSION LE GENERATEUR - AVENANT PAC - CP 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	95 861,00 € HT	36,51 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARTS DIFFUSION
Adresse administrative : 16 RUE CHARLES FREROT
94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NICOLE BERGE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Lieu multidisciplinaire, membre du réseau Actes If, le Générateur situé à Gentilly (94), a été fondé par par Anne Dreyfus en 2006. Le lieu dispose d'une salle de 400 m2 de plain-pied sans gradin ni poteaux, pouvant accueillir jusqu'à 400 personnes et servant de salle de spectacles ou d'exposition selon les besoins.
Le Générateur accueille chaque année des résidences de danse, théâtre, musique, ou encore multimédia. Un temps fort autour de la performance Pile ou FRASQ est organisé chaque année en octobre.
La programmation du Générateur est axée sur les arts vivants et visuels, la performance et l'expérimentation. Des temps hors programmation sont prévus de manière à donner du temps aux artistes en résidence et à laisser la possibilité à l'équipe d'intégrer des projets en cours d'année.
Le Générateur, dans un souci de développement des publics, multiplie les partenariats et actions avec des équipements et associations de la ville. Aussi depuis 2019, le lieu a noué un partenariat avec Nuit Blanche qui lui permet de développer une programmation dans l'espace public et ce, grâce à un soutien financier de la Métropole du Grand Paris (Gentilly-ville station). Le partenariat est renouvelé pour Nuit Blanche 2020. De même que le lieu a participé pour première édition présentée en juin 2019 à l'événement « Les Voisins du Sud »- temps fort artistique en extérieur qui fédère une douzaine de structures situées au sud de Paris – est amenée à se développer en 2020 avec 2 jours de programmations.

Le Générateur est soutenu par la Ville de Gentilly, le Conseil Départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France. Le lieu reçoit selon les années des aides ponctuelles de la DRAC sous forme d'aides à projet (résidence musique notamment), du CNV, du CNC-Dicréam, et de la Communauté d'agglomération du Val-de-Bièvre.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	66 960,00	69,85%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	9 729,00	10,15%
"DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20,00% des dépenses)"	19 172,00	20,00%
Total	95 861,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ILE DE FRANCE (S)	8 000,00	8,35%
REGION ILE DE FRANCE PAC	35 000,00	36,51%
VILLE DE GENTILLY (S)	8 000,00	8,35%
Métropole du Grand Paris (S)	5 000,00	5,22%
ETP 12 Grand Orly Val de Bièvre (S)	3 000,00	3,13%
RECETTES PROPRES	17 861,00	18,63%
PARTENAIRES PRIVES	3 000,00	3,13%
Département du Val de Marne	10 000,00	10,43%
SOCIETES CIVILES	6 000,00	6,26%
Total	95 861,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049588 - THEATRE 71 - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	118 850,00 € HT	25,24 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE 71
Adresse administrative : 3 PL DU ONZE NOVEMBRE
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel PENAGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Le Théâtre 71 de Malakoff a été inauguré en 1971. Ancienne salle polyvalente, le théâtre a pris ce nom de Théâtre 71, en hommage à l'histoire de la Commune de Paris qui fêtait en 1971 son centenaire. La compagnie Charbonnier Kayat très active sur le territoire de Malakoff s'est vue proposer en 1968 par les élu/es locaux de la ville l'organisation d'un festival annuel de création théâtrale. Fort du succès de ce festival, le Ministère de la Culture a proposé à la compagnie de créer un centre d'animation culturel. C'est ainsi qu'en 1971 est né le Théâtre 71.
En 1992, le théâtre a été rénové, suite à un incendie, et a obtenu le label scène nationale. En 2009, la Fabrique des Arts, ancien cinéma désaffecté, a été ouvert. Ce lieu de répétition et de création permet une meilleure implication des artistes dans les missions du Théâtre 71 et renforce les moyens donnés à la création.
Association loi 1901, le théâtre 71 est aujourd'hui dirigé par Armelle Vernier. Il a pour objet de s'affirmer comme un lieu de production artistique de référence nationale, d'organiser la diffusion et la confrontation des formes artistiques en privilégiant la création contemporaine, de participer dans son aire d'implantation, à une action de développement culturel favorisant de nouveaux comportements à l'égard de la création artistique et une meilleure insertion sociale de celle-ci.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du budget prévisionnel.

Localisation géographique :
- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffsuion	95 500,00	80,35%
Dépenses d'action culturelle	5 000,00	4,21%
Part des coûts de structure	18 350,00	15,44%
Total	118 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	18 000,00	15,15%
Région IDF PAC	30 000,00	25,24%
CD 92 (sollicité)	20 000,00	16,83%
VSGP (sollicité)	20 000,00	16,83%
Recettes propres	30 850,00	25,96%
Total	118 850,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049589 - ATMAC PAUL B - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	172 965,00 € HT	30,06 %	52 000,00 €
	Montant total de la subvention		52 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ATMAC ASS TECH MASS ACTION CULT
Adresse administrative	:	6 ALLEE DU QUEBEC 91300 MASSY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur CHRISTIAN MERY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créé en 1970 à Massy, Paul B - Centre culturel Paul Bailliart, géré par l'Association ATMAC (Association technique Massicoise pour l'Action Culturelle), est un équipement culturel entièrement rénové qui a reçu le label SMAC en 2011. Le centre culturel Paul Bailliart, autrefois scène généraliste, a vu son activité s'orienter dans le domaine musical en 1991, puis s'est doté d'un secteur jeune public en 1995. Cette spécialisation fut le fruit d'une double réflexion sur la forte implantation des salles de spectacles sur le territoire de l'Ile de France et la présence d'un deuxième établissement sur la ville de Massy (l'Opéra théâtre). Le dessein du projet n'a jamais été de transformer cet établissement en salle de concert mais bien de mener une activité de centre culturel axé sur la musique. Fort de ce postulat l'équipe s'est efforcée de développer l'activité et tout naturellement a continué à mener des projets d'actions culturelles ainsi que des collaborations avec les associations et groupes constitués. La première expérience de résidence musicale fut menée avec Patrick Verbeke, artiste de blues français, avec qui a été créée une exposition itinérante et musicale sur l'histoire du blues qui a été exploitée pendant plusieurs saisons.
Dans ses deux salles de 350 et 600 places (modulable en 370 assis) est développé un travail reconnu localement avec des spectacles jeune public ainsi qu'une programmation musiques actuelles éclectique de grande qualité (une centaine de spectacles chaque saison). Il accompagne par ailleurs les artistes en développement dans le cadre de son activité autour de la mise en œuvre du festival Les Primeurs de Massy (20ème édition de cette sélection de la nouvelle scène musicale en 2017) ainsi que son activité d'Antenne Ile-de-France Chanson des Inouïs du Printemps de Bourges et de ses activités de résidences.

Paul B développe une diversité d'actions culturelles, notamment pour les élèves d'écoles primaires et même de maternelles avec le projet Les Primeurs à l'école (parcours de découverte musicale de la jeune scène française : concerts, rencontres avec des artistes, ateliers d'écriture, découverte de Paul B et des métiers de la musique) mais également pour des élèves de collèges ou de lycées, des élèves d'écoles de musique, des personnes en institut médico-social, des personnes en difficulté.
Le projet de Paul B s'articule sur le triptyque diffusion – résidences / accueil artistique – action culturelle auprès des publics auquel il convient d'ajouter une dimension d'accompagnement de la pratique amateur avec deux studios.
Soutenu par la Région depuis plusieurs années pour son festival puis au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2012, Paul B est également soutenu par la Ville de Massy, le Département de l'Essonne au titre des opérateurs structurants, la DRAC au titre d'un conventionnement SMAC, le CNV et par les sociétés civiles du secteur des musiques actuelles (ADAMI, SACEM).
Pour la saison 20/21,des résidences sont en pourparlers avec Olivier Margueritt et le bal de l'afrique enchanté et la thématique du Festival des Primeurs de Massy sera les premiers albums.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses création et diffusion	138 719,00	80,20%
Dépenses d'action culturelle	6 920,00	4,00%
Coûts de structure	27 326,00	15,80%
Total	172 965,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	52 000,00	30,06%
CD 91 acquis	14 550,00	8,41%
Ville de Massy sollicité	39 000,00	22,55%
CNM	8 000,00	4,63%
Sociétés civiles	19 000,00	10,98%
Recettes propres	43 309,00	25,04%
TVA sur subvention	-2 894,00	-1,67%
Total	172 965,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049590 - SHAM SPECTACLES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	180 300,00 € TTC	21,08 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SHAM SPECTACLES
Adresse administrative : 26 BIS RUE DU COMMANDANT ROLLAND
93350 LE BOURGET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Cécile PREVOST, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installé au Bourget, Sham accueille et accompagne des artistes en résidence, organise et propose de nombreux ateliers et stages de sensibilisation au cirque et développe une programmation de plateaux de numéros de cirque et de spectacles constitués, sous chapiteau et dans l'espace public. Ses activités s'élargissent aux villes voisines de l'EPT Paris Terres d'envol, mais aussi d'Est Ensemble.
Sham reçoit le soutien régulier de la Ville du Bourget, de l'Etat (culture et politique de la ville) et de la Région Île-de-France, ainsi que le soutien d'un nombre croissant de communes du nord et de l'est de la Seine-Saint-Denis.

Pour la prochaine année de conventionnement, 4 compagnies seront accueillies en résidence, en attendant l'installation d'un chapiteau fixe au Bourget (prévu en juillet 2020) qui permettra d'accompagner plus de projets. SHAM contribuera à la coproduction de chacune de ces 4 créations. En diffusion, 38 représentations sont prévues, sous chapiteau, dans l'espace public... 916 heures d'actions culturelles et d'ateliers sont prévus, dont 200 destinés aux lycéens.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-SEINE
- AULNAY-SOUS-BOIS
- BAGNOLET
- LE BLANC-MESNIL
- BOBIGNY
- BONDY
- LE BOURGET
- DRANCY
- DUGNY
- NOISY-LE-SEC
- SEVRAN
- VILLEMOMBLE
- VILLEPINTE
- VILLIERS-LE-BEL
- HERBLAY
- GONESSE
- GOUSSAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences, création, diffusion	100 400,00	52,76%
Dépenses d'action culturelle	68 332,00	35,91%
Part des coûts de structure	21 568,00	11,33%
Total	190 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	38 000,00	19,97%
DRAC Île-de-France (sollicité)	10 000,00	5,25%
DRJSCS / DDCS 93 / DDCS 95 (sollicité)	24 800,00	13,03%
CGET (sollicité)	46 000,00	24,17%
Ville du Bourget (acquis)	30 236,00	15,89%
Communes du 93 et du 95	24 100,00	12,66%
FONJEP (acquis)	7 164,00	3,76%
Région Île-de-France - Quartiers prioritaires (sollicité)	10 000,00	5,25%
Total	190 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX049591 - LA BRIQUETERIE CDC VAL DE MARNE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	200 404,00 € HT	39,92 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA BRIQUETERIE CENTRE DE DEVELOPPEMENT CHOREGRAPHIQUE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 17 RUE ROBERT DEGERT 94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel LEFEIVRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Briqueterie est l'un des deux lieux labellisés Centres de Développement Chorégraphique National en Ile-de-France dirigé depuis 2009 par Daniel Favier. La structure porte, depuis 1981, et historiquement sous la direction de Michel Caserta, la Biennale nationale de danse du Val-de-Marne qui s'est rapidement imposée au niveau régional et national comme une manifestation chorégraphique phare.
En 2013, la Briqueterie s'est installée dans un nouvel équipement entièrement dédié à la danse et aux danseurs et aménagé avec le soutien en investissement de la Région notamment (contrat de projet Etat-Région 2007-2013, 3M€). Il compte 3 studios de travail, 1 studio-scène de 180 places et un parvis extérieur avec gradins.
Le projet de la Briqueterie repose sur le soutien à la création chorégraphique, à travers des coproductions et des résidences longues, la diffusion, à travers notamment la Biennale , les projets européens (Métamorphoses, Migrant bodies) ou les Plateaux professionnels et la sensibilisation à l'art chorégraphique à travers des actions culturelles et de formations : stages, ateliers, débats et actions de proximité avec des compagnies accueillies en résidence longue. Par ailleurs, depuis 2003, le CDC édite la revue "Repères, cahier de danse".
La Briqueterie-CDCN du Val-de-Marne est soutenue par le Conseil Départemental du Val-de-Marne, la

DRAC et la Région Ile-de-France. Le lieu obtient par ailleurs des aides européennes pour des projets européens (Migrant Bodies, Dacing Museum…) qu'elle mène avec d'autres partenaires européens. 60 à 80 compagnies, dont une part importante d'émergentes, sont accueillies chaque année pour des résidences de 15 jours en moyenne et une quinzaine de coproductions. La Briqueterie a également développé son projet autour l'espace public en accompagnant Satchie Noro avec son camion origami et Retouramont sur le parvis de la Briqueterie. L'implantation territoriale de la Briqueterie se poursuit avec des CLEA (contrats locaux d'éducation artistique) dans le Val-de-Marne. La Briqueterie renforcera également la coopération européenne et internationale afin d'accompagner la circulation internationale des artistes. La Briqueterie est ainsi chef de file du projet européen « Dancing Museums 2 » qui réunit une quinzaine de partenaires, et est membre des réseaux European Dancehouse Network et Aerowaves.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	91 980,00	45,90%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	68 924,00	34,39%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	39 500,00	19,71%
Total	200 404,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France / fonctionnement (S)	18 383,00	9,17%
Région Île-de-France PAC	80 000,00	39,92%
Département : Val-de-Marne (S)	50 614,00	25,26%
SOCIÉTÉS CIVILES	5 000,00	2,49%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	42 050,00	20,98%
Ville de Vitry Sur Seine (S)	4 357,00	2,17%
Total	200 404,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049592 - THEATRE LOUIS ARAGON TREMBLAY - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	301 000,00 € HT	21,59 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCA CENTRE CULTUREL ARAGON
Adresse administrative : 24 BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE
93290 TREMBLAY EN FRANCE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mathieu MONTES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Théâtre Louis Aragon à Tremblay-en-France est un théâtre de ville de 450 places à la programmation pluridisciplinaire avec une prédilection pour la danse, qui a fait l'objet d'une labellisation par le Ministère de la culture au titre des scènes conventionnées danse. A ce titre, le Théâtre conduit un projet intitulé « Territoire(s) de la Danse », qui se traduit par l'accueil en résidence de compagnies chorégraphiques de divers styles (contemporain, hip hop…). Depuis 2016, ce projet s'est également ouvert au cirque à travers l'accueil de compagnies en résidence et l'organisation du festival Le Chapiteau bleu, auparavant géré par la ville. Le Théâtre Louis Aragon développe de nombreux ateliers de pratiques artistiques et d'actions culturelles sur le territoire auprès de différents établissements ou publics.
Par ailleurs, le Théâtre Louis Aragon propose deux temps forts hors-les-murs : un évènement en plein air en début de saison intitulé « 3 D : danse dedans dehors » et une programmation au festival Off d'Avignon de spectacles réalisés par des artistes accueillis en résidence. Jusqu'en 2014, ce projet était mené conjointement avec le Forum culturel de Blanc-Mesnil et depuis 2015, avec le Théâtre Gérard Philipe – Centre dramatique national de Saint-Denis.
Le Théâtre Louis Aragon bénéficie des soutiens de la DRAC, du Département de Seine-Saint-Denis, de la Ville de Tremblay-en-France, de la Communauté d'agglomération de Terres de France et de la Région Île-de-France.

Pour cette nouvelle année de conventionnement, le Théâtre poursuivra son accueil en résidence de 4 compagnies, et prévoit 5 autres résidences de nouvelles équipes, avec un apport systématique en coproduction, et pour la plupart une visibilité dans le cadre de l'opération La Belle Scène Saint-Denis. De nombreuses actions culturelles sont prévues, notamment avec les lycéens.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences, création, diffusion	211 000,00	70,10%
Dépenses d'action culturelle	30 000,00	9,97%
Part des coûts de structure	60 000,00	19,93%
Total	301 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	65 000,00	21,59%
DRAC Île-de-France (sollicité)	60 000,00	19,93%
Département 93 (acquis)	50 000,00	16,61%
Ville de Tremblay-en-France	121 000,00	40,20%
Recettes propres d'activité	5 000,00	1,66%
Total	301 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049593 - COMMUNE DE VANVES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	339 500,00 € HT	19,15 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VANVES
Adresse administrative : 23 RUE MARY BESSEYRE
92172 VANVES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard GAUDUCHEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Construit en 1982, le Théâtre de Vanves est un théâtre de ville, géré en régie directe par la commune. Après des travaux soutenus par la Région IDF en 2007 et 2009, le Théâtre dispose maintenant d'une grande salle de 182 places et d'une salle complémentaire, Panopée, de 160 places. Il mène également une activité de cinéma et propose des expositions.
Le théâtre a d'abord été dirigé par le metteur en scène Daniel Miguel Maréchal (1982-1993), puis par le metteur en scène Ivan Morane (1993-1997) avec une programmation dédiée principalement au théâtre. A partir de 1997, José Alfarroba met en place un projet pluridisciplinaire et développe une importante politique d'actions culturelles, et d'abonnement. Depuis le 1er février 2015, la nouvelle directrice du Théâtre est Anouchka Charbey, ancienne directrice adjointe. Le projet du théâtre évolue vers un plus grand équilibre entre les disciplines artistiques, notamment par un développement de la musique.
Le Théâtre a créé en 1998 le festival de danse contemporaine Artdanthé transformé progressivement en une programmation à l'année, ponctuée de temps forts. A cette occasion, la structure aide, dans la durée, les projets de création de jeunes compagnies professionnelles.
Le Théâtre développe un dispositif pilote de soutien et d'accompagnement aux compagnies (en administration, communication, définition du projet artistique, demandes de subvention, relations avec les lieux de diffusion...) mis en place par le Théâtre de Vanves et le bureau Cassiopée en partenariat avec ARCADI.
Le Théâtre est membre du Groupe des 20 (réseau de vingt théâtres en Ile-de-France) et travaille en

partenariat avec d'autres lieux tels que le Théâtre de la Cité internationale, le Centre d'art et de culture de Meudon ou le Centre national de la Danse.
Le Théâtre de Vanves est scène conventionnée pour la danse depuis 2008, et est soutenu par la DRAC IDF, le Conseil général des Hauts-de-Seine, la Région Ile-de-France, ARCADI, l'ONDA.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement.

Localisation géographique :
- VANVES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	272 000,00	80,12%
Dépenses d'action culturelle	19 500,00	5,74%
Dépenses de fonctionnement	48 000,00	14,14%
Total	339 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (Sollicité)	58 000,00	17,08%
Région IDF	65 000,00	19,15%
CD 92 (sollicité)	35 000,00	10,31%
Ville de Vanves (sollicité)	137 500,00	40,50%
CNM	6 000,00	1,77%
Sociétés civiles	18 000,00	5,30%
Recettes propres	20 000,00	5,89%
Total	339 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049594 - CENTRE DE MUSIQUE BAROQUE VERSAILLES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	2 049 220,00 € HT	9,47 %	194 000,00 €
	Montant total de la subvention		194 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CENTRE DE MUSIQUE BAROQUE VERSAILLES
Adresse administrative	:	22 AV DE PARIS 78000 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur PIERRE COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installé depuis 1988 à l'Hôtel des Menus Plaisirs à Versailles, le Centre de musique baroque de Versailles (CMBV) est une structure unique en France, dédiée à la valorisation du patrimoine musical français des 17ème et 18ème siècles. Elle est organisée autour de trois pôles d'activité :
- la recherche à travers les travaux de l'Unité Mixte de Recherche et les éditions ;
- la formation à travers la Maîtrise (enseignement musical pour 120 enfants scolarisés et formation supérieure professionnelle pour 17 adultes) ;
- les activités artistiques à travers la production de concerts et de temps forts thématiques diffusés au Château de Versailles - le CMBV ayant été nommé organisme associé à l'Etablissement public en 1996 -, mais aussi ailleurs en France et à l'étranger dans le cadre de coproductions et de partenariats.
Par ailleurs, le Centre de musique baroque dispose d'une importante base de données qui constitue un portail public de ressources numériques sur la musique française des 17ème et 18ème siècles.
Le Centre de musique baroque est dirigé depuis 2018 par Nicolas Bucher et bénéficie du soutien de l'Etat, de l'Etablissement public du Château de Versailles et de sa filiale (Château Versailles Spectacles), de la Ville de Versailles et de la Région depuis ses débuts.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement prévisionnel déduction faite de l'aide Forte.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	1 495 251,00	71,91%
Dépenses d'action culturelle	273 696,00	13,16%
Dépenses de fonctionnement	310 273,00	14,92%
Total	2 079 220,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	1 189 220,00	57,20%
Région IDF PAC	194 000,00	9,33%
Région IDF Forte	30 000,00	1,44%
CD 78 (sollicité)	50 000,00	2,40%
Versailles (sollicité)	90 000,00	4,33%
EP Chateau de Versailles	260 000,00	12,50%
Mécénat	162 000,00	7,79%
Recettes propres	104 000,00	5,00%
Total	2 079 220,00	100,00%

DOSSIER N° EX049596 - L'ETOILE DU NORD - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	146 194,00 € TTC	27,36 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ETOILE DU NORD
Adresse administrative : 16 RUE GEORGETTE AGUTTE
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ELIE SCHULMAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le théâtre de l'Etoile du Nord est une scène conventionnée pour la danse implantée dans le 18è arrondissement de Paris dans un équipement municipal qui héberge un foyer d'accueil de jeune travailleurs. Jean-François Munnier directeur délégué en prend seul la direction à partir de 2020, à la suite de Jean Macron. Intégré au Paris Réseau Danse, le lieu va poursuivre le travail d'accompagnement d'artistes émergents autour des écritures de plateaux. Sylvain Riejou, Cédric Cherdel, Jonas Chéreau, Simon Feltz et Nancy Naous sont les 5 équipes qui vont être en résidence longue de 2 ans. Chacun se voit aidé en coproduction (montant moyen de 2 625 euros) et en diffusion. Plusieurs temps forts viendront rythmer l'année : en plus du festival Avis de Turbulences, festival de création en ouverture de saison de l'Etoile du Nord, IMMERSION DANSE invite des compagnies à s'installer pendant une semaine sur le plateau du théâtre pour créer, expérimenter, redécouvrir une pièce, inviter d'autres artistes ou Open Space qui sont des présentations d'étape de création ouvertes au public.
Par ailleurs sera menée une réflexion sur la place d'un théâtre, son rôle en collaboration avec l'équipe, les artistes qui y travaillent et le public environnant. Plusieurs acteurs extérieurs vont accompagner cette réflexion : Les chaudronneries – Montreuil , Géraldine Schmitt – consultante en intelligence collective L'Université Sorbonne Nouvelle.
Enfin, l'Etoile du Nord accentuera le partenariat avec les lieux de proximité comme les bibliothèques pour y présenter le spectcale dans d'autres contextes et intensifiera les parcours croisés avec Les Passerelles – Pontault-Combault, Le Théâtre de Chelles, le Collectif 12 – Mantes-la-Jolie, le Théâtre Berthelot -

Montreuil et Le Silo – Méréville
Outre la Région, L'Etoile du Nord est soutenu par la Ville de Paris et la DRAC.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	89 854,00	61,46%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	27 740,00	18,97%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20,00% des dépenses)	28 600,00	19,56%
Total	146 194,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
"Drac Île-de-France (A)	29 000,00	19,84%
Région Île-de-France PAC (dans la limite de 40,00% des dépenses)	40 000,00	27,36%
Département : 75 PARIS (S)	54 000,00	36,94%
SOCIÉTÉS CIVILES	2 500,00	1,71%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	20 694,00	14,16%
Total	146 194,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049597 - LES CONCERTS DE POCHE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	820 000,00 € TTC	4,88 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CONCERTS DE POCHE
Adresse administrative : 1 RUE DE LORETTE
77133 FERICY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JULIEN AZAÏS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Implantée en Seine-et-Marne, l'association Les Concerts de Poche a été créée en 2002 par la pianiste Gisèle Magnan, elle organise des actions culturelles de sensibilisation autour des concerts de musique classique, mais aussi du répertoire contemporain pour tous publics dans de petites salles de proximité en milieu rural et urbain de l'Ile de France et d'autres régions (salles des fêtes, petites salles, auditorium de conservatoires, établissements scolaires) à un prix accessible. La structure organise des résidences de diffusion, des résidences d'actions culturelles de durée variable et depuis deux ans des résidences de création artistique. Un axe de sensibilisation est destiné aux lycéens. La structure forme et mobilise une cinquantaine d'artistes intervenants.
L'association est soutenue par plusieurs Drac, par les Conseils Départementaux de Seine-et-Marne, de l'Essonne et du Val-de-Marne, et la Région Ile-de-France. Les collectivités d'accueil des concerts de poche apportent des financements en nature et en numéraire.
Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet PAC présentées par la structure sont prises en compte dans la base subventionnable.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES RESIDENCES CREATION DIFFUSION	447 900,00	54,62%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	213 000,00	25,98%
COUTS DE STRUCTURE	159 100,00	19,40%
Total	820 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE	40 000,00	4,88%
ETAT (DRAC IDF EDUCATION NATIONALE) SOLLICITE	84 000,00	10,24%
MINISTERE DE LA CULTURE ACQUIS	43 000,00	5,24%
DEPARTEMENT 77 SOLLICITE	55 000,00	6,71%
DEPARTEMENT 91 ACQUIS	55 500,00	6,77%
DEPARTEMENT 94 ACQUIS	6 500,00	0,79%
AJEP SOLLICITE	10 000,00	1,22%
SOCIETES CIVILES	45 000,00	5,49%
MECENAT	238 000,00	29,02%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	243 000,00	29,63%
Total	820 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049598 - ECARTS ANIS GRAS - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	331 000,00 € TTC	19,64 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECARTS
Adresse administrative : 55 AV LAPLACE
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GILLES LACOMBE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dirigé par Catherine Leconte, Anis Gras - le lieu de l'autre est un lieu pluridisciplinaire de création contemporaine, de recherche et d'éducation populaire situé à Arcueil dans l'ancienne distillerie Anis Gras, construite par Raspail en 1856 (inscrite à l'inventaire des Monuments Historiques). Anis Gras est largement ouvert aux artistes, qui y travaillent en permanence, et aux publics, dans une logique de rencontre et de partage. Le lieu dispose de plusieurs studios de travail, d'un atelier, de deux salles de spectacles modulables de 80 places : « La Distillerie » et « l'Orangerie », d'un espace polyvalent, d'une cour extérieure et d'hébergements.
De nombreuses équipes artistiques sont accueillies en résidence, artistes confirmés comme jeunes équipes sur des durées variables d'une semaine à une année, renouvelable ainsi que des résidences «permanentes » pour des artistes associés. Chacune bénéficie d'espaces de travail, pour des temps de création ou de recherche, de logements si besoin, d'aides techniques, ou administrative (communication, production). Les compagnies peuvent également être programmées (étapes ou créations abouties). Récemment, Anis Gras renforce sa dimension européenne par ses résidences et ses partenariats comme au Danemark, en Tchéquie, en Croatie, en Roumanie etc., dans le but de renforcer la circulation des artistes.
Des projets de sensibilisation et de transmission tout public sont mis en œuvre par Anis Gras Récemment, le lieu a développé la Petite Fabrique des Arts et des Cultures - des projets de transmission entre artistes et jeunes du territoire, un nouvel espace au sein de la galerie commerçante la Vache

Noire, baptisé « L'Autre Lieu Enseigne artistique », afin d'ouvrir à de nouveaux publics parfois éloignés de la culture et ce, dans un cadre inhabituel.
Anis Gras bénéficie du soutien du territoire EPT Grand Orly Seine Bièvre, de la Ville d'Arcueil, du Conseil Départemental du Val-de-Marne et de la Région Ile-de-France. La DRAC Ile-de-France apporte également son soutien par des aides à la résidence.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle;
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faites des aides régionales au titre de la résidence en Arts visuels, de la résidence d'écriture et du dispositif Forte.

Localisation géographique :
- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	256 000,00	65,47%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	65 000,00	16,62%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20,00% des dépenses)	70 000,00	17,90%
Total	391 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France Résidences (théâtre musique) et Culture et lien social (S)	35 000,00	8,95%
CGET (S)	12 000,00	3,07%
Région Île-de-France PAC	65 000,00	16,62%
Région Île-de-France - résidence Arts Visuels (S)	10 000,00	2,56%
Région Île-de-France - résidence écriture (S)	10 000,00	2,56%
Région Île-de-France - FORTE (S)	40 000,00	10,23%
CD 94 - Aide aux lieux intermédiaires (S)	25 000,00	6,39%
EPT12 (A)	115 000,00	29,41%
Ville d'Arcueil (A)	15 000,00	3,84%
EMPLOIS AIDÉS - FONPEPS (A)	20 000,00	5,12%
AUTRES SUBVENTIONS CNM	10 000,00	2,56%
SOCIÉTÉS CIVILES	6 000,00	1,53%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	28 000,00	7,16%
Total	391 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049599 - LE SAX - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	187 815,00 € HT	34,61 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE SAX
Adresse administrative : 2 RUE DES CHAMPS
78260 ACHERES
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame YANNICK PARAGE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Situé à Achères, le Sax est un équipement essentiellement dédié aux musiques actuelles, géré jusqu'en 2011 en association et depuis 2012 par un EPIC (Etablissement public à caractère industriel et commercial). Outre la programmation musicale, Le Sax propose des spectacles pour le jeune public, de l'humour, du théâtre, du cirque et de la danse.
Ouvert en 1991 dans un quartier classé en zone urbaine sensible, Le Sax affirme d'emblée sa volonté de créer du lien social. Avec deux studios de répétition et un studio d'enregistrement, Le Sax a développé l'accueil des musiciens en résidence et des projets d'action avec le public.
Le Sax est soutenu par la Ville d'Achères, la DRAC, la Région Ile-de-France, le Conseil départemental des Yvelines et le CNV. Il est actuellement en cours de labellisation par l'Etat au titre de scène conventionnées d'intérêt national art-jeunesse-enfance/musiques actuelles.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement prévisionnel.

Localisation géographique :
- ACHERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	113 600,00	60,49%
Dépenses d'action culturelle	36 800,00	19,59%
Dépenses de fonctionnement	37 415,00	19,92%
Total	187 815,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF(sollicité)	13 000,00	6,92%
Région IDF	65 000,00	34,61%
GPS&O (sollicité)	6 315,00	3,36%
Ville d'Achères (acquis)	50 000,00	26,62%
CNM	4 000,00	2,13%
Sacem	9 500,00	5,06%
Mécénat	7 000,00	3,73%
Recettes propres	33 000,00	17,57%
Total	187 815,00	100,00%

DOSSIER N° EX049600 - THÉÂTRE JEAN VILAR VITRY - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	392 261,00 € HT	19,12 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE JEAN VILAR
Adresse administrative : 1 PLACE JEAN VILAR
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Madame FATMATA KONATE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'ouverture du Théâtre Jean Vilar à Vitry-sur-Seine en 1972 fut précédée d'un travail d'implantation dans les quartiers, les écoles, les entreprises avec les compagnies de Jacques Lassalle (fondateur du Studio-Théâtre de Vitry puis directeur du Théâtre National de Strasbourg et administrateur général de la Comédie Française) et de Michel Caserta (fondateur de la Biennale de Danse du Val-de-Marne).
Dirigé pendant 35 ans par Gérard Astor, le Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine est dirigé depuis septembre 2014 par Nathalie Huerta. Son projet est fortement inscrit sur le territoire et en lien étroit avec la population, il accentue encore les liens au territoire, aux habitants et aux jeunes en particulier, l'ouverture au multiculturel (notamment à la Méditerranée) et les questionnements sur la société. La jeunesse est une préoccupation centrale du Théâtre qui développe de nombreux projet en direction des jeunes et des écritures pour la jeunesse en lien avec les compagnies en résidence. Le Théâtre affirme ainsi son projet artistique autour de trois axes : les écritures multiculturelles, les écritures du réel et les écritures pour la jeunesse.
Le théâtre accompagne, chaque saison, plusieurs équipes artistiques dans le cadre de résidences longues. Dans le respect de la singularité des artistes et en résonnance avec leur projet de création, chaque résidence donne lieu à une implantation forte de l'artiste sur le territoire qui développe divers projets d'action culturelle. Plusieurs équipes artistique ont été en résidence depuis 2014, d'autres vont débuter leur travail d'implantation (compagnie Les Veilleurs / Emilie Le Roux, compagnie Danse6T / Bouziane Bouteldja, compagnie El Ajouad / Kheireddine Lardjam, compagnie Betula Lenta / Maxence

Rey, compagnie Kilaï / sandrine Lescourant, Aristide Tarnagda, le Raoul collectif...).
Le théâtre est soutenu par la Ville de Vitry-sur-Seine, le Conseil Départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France. La DRAC soutien également le projet avec des aides à la résidence ou des aides d'action culturelle.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	267 535,00	68,20%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	46 400,00	11,83%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20% des dépenses)	78 326,00	19,97%
Total	392 261,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France Résidence Théâtre et Aide aux pratiques amateurs (S)	20 000,00	5,10%
SDAT (A)	1 500,00	0,38%
ONDA (garantie financière et aides aux voyages internationaux) (S)	3 000,00	0,76%
Région Île-de-France PAC (dans la limite de 40,00% des dépenses)	75 000,00	19,12%
Département, CD 94 (S)	15 000,00	3,82%
Commune : Vitry-sur-Seine (S)	235 761,00	60,10%
AUTRES SUBVENTIONS (CNM,…) (s)	1 000,00	0,25%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	41 000,00	10,45%
Total	392 261,00	100,00%

DOSSIER N° EX049601 - AGECAM GESTION ESPACE CULTUREL - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	293 500,00 € HT	10,90 %	32 000,00 €
	Montant total de la subvention		32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECAM GESTION ESPACE CULTUREL
Adresse administrative : 5 RUE JEAN MONNET
94270 LE KREMLIN-BICETRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Jacques DEVAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Espace Culturel André Malraux – ECAM est le Théâtre de ville situé au Kremlin-Bicêtre. Il a été créé en octobre 1990 en tant que théâtre à vocation pluridisciplinaire. Il dispose d'une salle de 387 places pour la diffusion de spectacle ainsi que d'un espace d'exposition, doté d'un bar et d'un accueil. Depuis septembre 2007, et jusqu'au 1er juillet 2018, l'ECAM a été dirigé par Christine GODART. Elle avait alors succédé à Jean-François Save. A compter du 1er septembre 2018, la nouvelle directrice de l'ECAM est Claire Bourdier.
L'ECAM accueille chaque année des équipes en résidences notamment en musique, mais également dans les champs du théâtre et de la danse. Elle collabore en particulier avec la compagnie en résidence longue sur le territoire de la communauté d'agglomération du Val de Bièvre (devenue T12 Grand Orly Seine Bièvre depuis la création de la métropole du grand Paris. Les Dramaticules a été la 1ère compagnie en résidence, suivie par la compagnie jeune public, le bel après minuit. La compagnie en résidence actuellement (pour 4 ans) est la compagnie Narcisse. L'ECAM s'insère dans les festivals du Département du Val-de-Marne : Biennale de danse, Théâtrales Charles Dullin, Sons d'hiver et Festival de Marne.
Transféré à l'intercommunalité, le territoire Grand Orly Seine Bièvre est le financeur principal du lieu ; les autres partenaires sont la Région Ile-de-France et le Conseil Départemental du Val-de-Marne. L'ECAM bénéficie par ailleurs ponctuellement d'aides de la DRAC, de l'ONDA et du Ministère de l'Education nationale.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle;
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	224 300,00	76,42%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	11 200,00	3,82%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	58 000,00	19,76%
Total	293 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region Ile de France	32 000,00	10,90%
Département Val de Marne (A)	22 300,00	7,60%
GRAND ORLY SEINE BIEVRE	155 200,00	52,88%
SOCIETES CIVILES	8 000,00	2,73%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	62 000,00	21,12%
VILLE KREMLIN BICËTRE	4 000,00	1,36%
DRAC (S)	10 000,00	3,41%
Total	293 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX049602 - THÉÂTRE JACQUES CARAT CACHAN - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	164 607,00 € HT	27,34 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CENTRE CULTUREL CACHAN
Adresse administrative	:	CHRISTELLE KRIEF 94230 CACHAN
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Sylvie CARAT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Théâtre Jacques Carat de Cachan est un théâtre de ville, transféré à l'intercommunalité (à la Communauté d'Agglomération du Val-de-Bièvre et depuis sa création au Territoire du Grand Orly Seine Bièvre) qui propose une programmation pluridisciplinaire itntégrant théâtre, danse, musique, théâtre d'objet, théâtre gestuel et le cirque ainsi que des spectacles jeune public. Créée en 1968 sous la forme d'une Maison des jeunes et des Loisirs, la structure intègre très vite l'accueil de spectacles professionnels, essentiellement des pièces issues de scènes privées.Depuis mars 2013 et le départ du directeur Jean-Pierre Prévost, le lieu est dirigé par Annette Varinot et Magali Léris, en tant que directrice artistique. Depuis 2019, Annette Varinot reprend seule les reines de la direction.
De 2013 à 2017, le Théâtre de Cachan a fait l'objet d'importants travaux de réhabilitation et d'agrandissement, ce qui a impliqué durant quatre saisons une activité hors les murs. La saison 2017-2018 a inauguré ces nouveaux locaux qui comprennent : une salle rénovée de 593 places, une salle entièrement modulable de 230 places, une salle de répétition équipée en son et lumière, et trois salles de travail ainsi qu'un hall d'accueil, un espace restauration/bar, un espace d'expositions et un centre de ressources. Le Théâtre accueille des artistes en résidence longue en théâtre, danse et musique (Compagnie Narcisse, compagnie le bel après minuit, compagnie retouramont, compagnie tango ostinato, Le Baroque Nomade, Orkestronika, compagnie Betula Lenta, compagnie l'œil brun …) et propose un soutien ponctuel à la création notamment à de jeunes artistes, que le Théâtre accompagne tout au long

du processus de création, de la lecture à la diffusion en proposant si besoin des ouvertures professionnelles.

Le Théâtre développe un important volet d'actions culturelles et d'intervention pédagogique menée en lien avec les artistes en résidence et en diffusion en direction des publics (scolaires notamment lycéens, élèves de conservatoire, amateurs, habitants…).
Le Théâtre de Cachan est soutenu par le Territoire Grand Orly Seine Bièvre, la Ville de Cachan, le Conseil Départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France. La DRAC apporte ponctuellement des aides à la résidence. "
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	121 660,00	69,68%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20,00% des dépenses)	18 062,00	10,34%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	34 885,00	19,98%
Total	174 607,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
"Drac Île-de-France préciser le dispositif Résidences(S)	20 000,00	11,45%
"Drac Île-de-France préciser le dispositif Culture el lien social (S)	10 000,00	5,73%
Région Île-de-France PAC (S)	55 000,00	31,50%
DDépartement : CG94 (S)	5 000,00	2,86%
EPCI, préciser : Grand Orly Seine Bièvre (S)	60 000,00	34,36%
Cachan 94 (A)	15 000,00	8,59%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	9 607,00	5,50%
Total	174 607,00	100,00%

DOSSIER N° EX049606 - REGARD DU CYGNE MD XXEME - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	118 796,00 € HT	29,46 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUSIQUE & DANSE 20EME
Adresse administrative : 210 RUE DE BELLEVILLE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DANUSKA USAL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
A l'initiative d'artistes indépendants (Alain Salmon, Vannina et François Guibert et Amy Swanson) sur un manque d'espaces dédiés à la danse contemporaine, le Regard du Cygne ouvre en septembre 1984 dans un ancien relais de poste datant de la fin du XVIIème siècle, situé dans le XXème arrondissement de Paris dans les hauts de Belleville. La première programmation de danse contemporaine est organisée en 1985. Le lieu est actuellement dirigé par Amy Swanson, accompagnée de Léa Poiré et Zoé Salmon. Le lieu dispose d'une salle de spectacle d'une jauge d'une cinquantaine de places.
Le Regard du Cygne défend l'indépendance artistique en mettant à la disposition de la création contemporaine et des artistes son espace, notamment au travers de résidences de création et encourage la recherche, l'expérimentation, la présentation de travaux en cours, le dialogue entre œuvres et artistes, entre artistes et spectateurs, entre professionnels et amateurs.
En moyenne 6 équipes par an (confirmées comme émergentes tels que Maud Le Pladec, Mié Coquempot, Ashley Chen, Johann Leighton) sont accueillies pour des durées variables de travail. Des danseurs et interprètes t sont accueillis dans le lieu.
Depuis 2012, le lieu a recentré la programmation autour de deux temps forts d'un mois, les Signes de printemps et les Signes d'automne. Après une période de préfiguration, à compter de 2015, les quatre lieux Le Regard du Cygne, les Ateliers de Paris – Carolyn Carlson, l'Etoile du Nord et Micadanses constituent la plateforme Paris Réseau Danse et mettent en œuvre des résidences partagées.
Le Regard du Cygne reçoit le soutien de la Ville de Paris, de la DRAC Ile-de-France et de la Région Ile-

de-France.
Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet PAC présenté par la structure sont prises en compte, déduction faite de l'aide régionale FORTE.

Localisation géographique :
- PARIS
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RESIDENCE CREATION DIFFUSION	99 517,00	69,21%
ACTIONS CULTURELLES	16 466,00	11,45%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	27 813,00	19,34%
Total	143 796,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE PERMANENCE ARTISITQUE ET CULTURELLE	35 000,00	24,34%
DRAC IDF ACQUIS	37 994,00	26,42%
FORTE SOLLICITE	25 000,00	17,39%
VILLE DE PARIS ACQUIS QUOTE PART	31 500,00	21,91%
SOCIETES CIVILES	831,00	0,58%
FINANCEMENTS PRIVES	3 319,00	2,31%
RECETTES PROPRES	8 685,00	6,04%
RECTORAT PARIS SOLLICITE	1 467,00	1,02%
Total	143 796,00	100,00%

DOSSIER N° EX049607 - GARE AU THEATRE COMPAGNIE DE LA GARE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	424 000,00 € HT	17,69 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE DE LA GARE
Adresse administrative : GARE AU THEATRE
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS MIEHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Compagnie de la Gare, dirigée par Mustapha Aouar, anime à côté de la gare SNCF de Vitry-sur-Seine, le lieu Gare au Théâtre, ouvert au public depuis 1996 suite à d'importants travaux de réhabilitation, d'aménagement et de mise en conformité. Gare au Théâtre est un lieu intermédiaire historique, installé dans un site appartenant à la SNCF à côté de la gare RER de Vitry, fondé par Mustapha Aouar, qui l'a dirigé pendant plus de vingt ans. Le lieu, de par la diversité de ses espaces (5 salles de différentes capacités, soit 1000 m² de parquet), offre aux compagnies, et en particulier aux jeunes compagnies, des espaces de création et de diffusion précieux sur le plan technique, à proximité de Paris. Le lieu accueille ainsi des compagnies en résidence et en diffusion dans le cadre de mise à disposition gracieuse et d'un accompagnement technique et administratif. La diffusion se fait en coréalisation. Le lieu organise également des temps forts, parmi lesquels le festival « Nous n'irons pas en Avignon », dont la dernière édition à l'été 2019 a duré 4 semaines avec des prolongements hors Vitry. Gare au Théâtre dispose d'un fort ancrage local à travers de nombreux ateliers de pratique théâtral amateur, des interventions artistiques en direction des habitants, enfants, centres de loisirs, lycéens, associations locales, missions locales d'insertion…et mène depuis plusieurs années des réflexions autour des mutations urbaines.
La structure reçoit le soutien de la DRAC, du Conseil Départemental du Val-de-Marne, de la Région Ile-de-France et de la Ville de Vitry sur Seine ainsi que du Territoire Grand Orly Seine Bièvre.
Le bilan des trois dernières années a été marqué, d'une part, par des difficultés économiques subies en

2016 et qui ont généré un déficit de 85 000 €, dû à des diminutions de subventions, à la fin des emplois aidés et à des engagements de dépenses trop importants. Ce déficit a cependant été rattrapé en une année, avec un plan d'économies drastiques qui a pesé essentiellement sur le personnel (passage de 7 à 4 personnes) et le développement des recettes propres de location (+100 000 €) grâce à un partenariat avec une association locale de danse. Par ailleurs, l'association a engagé, en lien avec ses partenaires publics, Ville, Département, Etat et Région, une procédure de transmission de la direction artistique du lieu, le directeur-fondateur partant à la retraite. Cette procédure, lancée début 2019, a abouti au recrutement par l'association d'un nouveau binôme de co-directeurs, engagés au 1er septembre 2019.
Le projet PAC pour les 4 ans à venir s'inscrit dans une nouvelle page de l'histoire de Gare au Théâtre, désormais dirigé par l'auteur et metteur en scène Yan Allegret et par la directrice Diane Landrot. Ces derniers portent un projet intitulé « Aiguillages », qui a pour ambitions de faire de Gare au Théâtre un lieu d'accompagnement de l'émergence artistique et des écritures contemporaines en particulier, articulé sur l'accueil de résidences, de la diffusion, des temps forts et une action territoriale renforcée. Plusieurs jeunes compagnies théâtrales et des auteurs seront accueillis en résidence selon différentes modalités (résidence annuelle, résidence de création, résidence d'étape, résidence d'auteurs…), le lieu souhaite renforcer ses capacités d'accompagnement et de soutien et développer de nouveaux financements afin de repenser le modèle économique de la structure. La dimension internationale sera également développée.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite de l'aide régionale au titre de la résidence d'auteur.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	289 000,00	67,21%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	57 000,00	13,26%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	84 000,00	19,53%
Total	430 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (A)	40 000,00	9,30%
EPCI, préciser :EPT12 (S)	20 000,00	4,65%
Ville DE VITRY SUR SEINE (S)	76 000,00	17,67%
FONPEPS	8 000,00	1,86%
SOCIÉTÉS CIVILES	10 000,00	2,33%
PARTENAIRES PRIVÉS	10 000,00	2,33%
RECETTES PROPRES	142 000,00	33,02%
CD94 (S)	35 000,00	8,14%
REGION ILE DE FRANCE PAC	75 000,00	17,44%
Région Île-de-France : auteur (S)	6 000,00	1,40%
POLITIQUE DE LA VILLE VITRY SUR SEINE	8 000,00	1,86%
Total	430 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049608 - THEATRE DE SAINT-MAUR - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	248 000,00 € HT	14,11 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE SAINT-MAUR
Adresse administrative : 20 RUE DE LA LIBERTE
94100 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur LOIC BONIMARE, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Théâtre de Saint-Maur présente chaque saison une programmation pluridisciplinaire (théâtre, musique, danse, humour, cirque) à dominante théâtrale. Pendant longtemps, la priorité était donnée à l'accueil de grosses productions des théâtres privés parisiens.
En 2008, l'auteure de théâtre et metteure en scène Florence Camoin, a été nommée à la direction du théâtre avec un nouveau projet, ouvert sur le théâtre privé comme public et les écritures contemporaines et visant à élargir les publics, notamment aux jeunes, à travers une programmation pluridisciplinaire et des actions artistiques et culturelles avec les établissements scolaires.
En 2017, la gestion du théâtre a été transférée de l'association à un EPIC rattaché à la ville de Saint-Maur. En fin d'année 2018, la ville a décidé d'un changement de direction qui a été confiée à Priscille Descout, ancienne administratrice du théâtre. Depuis son arrivée, le théâtre s'est ouvert au théâtre d'objet (notons la première participation du théâtre à la Biennale Internationale de l'art de la Marionnette prévue au printemps 2021), aux partenariats avec les opérateurs du département (Briqueterie, Théâtrales Charles Dullin, Festi'Val-de-Marne, CRR...), et à des propositions en direction du très jeune public (spectacles et ateliers).
Le théâtre dispose d'une grande salle de 674 places et d'une plus petite salle de 106 places. Le théâtre accueille chaque année des artistes en résidence de création et apporte des coproductions d'un montant moyen de 7 000 € à 5, 6 créations que le théâtre programme parmi la quarantaine de spectacles proposés par saison.

Le Théâtre de Saint-Maur-des-Fossés est soutenu par la Région Île-de-France et le Conseil Départemental du Val-de-Marne.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite de l'aide régionale au titre de l'EAC.

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	173 000,00	66,54%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	79 500,00	30,58%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20,00% des dépenses)	7 500,00	2,88%
Total	260 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France PAC (dans la limite de 40,00% des dépenses)	35 000,00	13,46%
Région Île-de-France - autre, préciser le dispositif : EAC (S)	12 000,00	4,62%
Département, préciser : Val de Marne (S)	25 000,00	9,62%
Commune 1, préciser : Ville de Saint-Maur (A)	38 500,00	14,81%
SOCIÉTÉS CIVILES	3 000,00	1,15%
PARTENAIRES PRIVÉS	1 500,00	0,58%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	145 000,00	55,77%
Total	260 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049609 - MAISON DES JONGLAGES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	348 740,00 € TTC	20,07 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES JONGLAGES
Adresse administrative : 22 RUE DE LA R PUBLIQUE
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHARLES VAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Maison des Jonglages a été créée en 2008 à La Courneuve par deux artistes jongleurs, Thomas Guérineau et Rémy Laroussinie, afin de donner une visibilité plus grande à cet art encore peu reconnu dans les arts du cirque. La structure organise le festival « Rencontre des jonglages » et est progressivement devenue un épicentre fédérateur pour les artistes, le public et les programmateurs franciliens. Hébergée dès ses débuts par le Centre culturel Jean Houdremont à La Courneuve, la Maison des Jonglages a signé en 2013 conjointement avec le centre culturel municipal une convention avec la DRAC au titre d'une « scène conventionnée jonglage ». Dans ce cadre, la MDJ organise le festival, propose quelques spectacles au cours de la saison dans la programmation du centre et accueille et accompagne de nombreux artistes jongleurs en résidence. La MDJ anime également de nombreux ateliers auprès des publics. Son ambition est d'être un pôle ressources tant à l'adresse des artistes que des structures culturelles qui souhaitent mettre en œuvre une programmation ou des temps forts autour du jonglage. Depuis 2015, le festival est monté en puissance et se déroule dans plusieurs villes de la région tout en gardant un temps fort à La Courneuve. En 2020 Vincent Berhault a été désigné nouveau directeur. Il met en place un projet dans la continuité du précédent, et en l'axant sur l'art et la science.
La Maison des Jonglages bénéficie de soutiens de la part de la DRAC, de l'Etat au titre de la politique de la ville, du Département de Seine-Saint-Denis, de la Ville de La Courneuve et de la Région Île-de-France.

Pour cette nouvelle année de conventionnement, la Maison des Jonglages accueillera une vingtaine

d'équipes en résidence dont 5 bénéficieront d'un apport en coproduction de 4 300 € en moyenne. Elle accompagnera une soixante de projets (conseil en production, aide à la structuration, soutien à la diffusion et à la mise en réseau, appui en communication auprès des professionnels et des publics). 1 276 heures d'action culturelle et d'ateliers sont prévus, notamment auprès de lycéens.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences, créations, diffusion	162 530,00	46,60%
Dépenses d'action culturelle	116 560,00	33,42%
Part de coûts de structure	69 650,00	19,97%
Total	348 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	70 000,00	20,07%
DRAC Île-de-France (acquis)	30 000,00	8,60%
SDAT (acquis)	4 000,00	1,15%
ACSE (acquis)	30 000,00	8,60%
Département 93 (acquis)	30 000,00	8,60%
Ville de La Courneuve (acquis)	42 500,00	12,19%
Ville de Paris (sollicité)	8 000,00	2,29%
Emplois Francs (sollicité)	5 000,00	1,43%
SACD (sollicité)	6 000,00	1,72%
Fondation BNP Paribas	3 500,00	1,00%
Recettes propres d'activité	119 740,00	34,34%
Total	348 740,00	100,00%

DOSSIER N° EX049610 - THEATRE DUNOIS LA MAISON OUVERTE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	166 585,00 € HT	24,01 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON OUVERTE
Adresse administrative : 108 RUE DU CHEVALERET
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE FRANCOISE CABANIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Le Théâtre Dunois est situé dans le 13e arrondissement de Paris, rue du Chevaleret. Il est le fruit d'une longue histoire qui démarre à la fin des années 70 dans un vieil entrepôt voué à la démolition et qui abrite durant treize ans une partie de l'histoire du jazz et des musiques improvisées (« le Dunois »). En 1990, l'entrepôt est démoli et le Théâtre Dunois est construit. Suite à un défaut d'insonorisation du bâtiment, le projet du lieu est revisité et s'ouvre à d'autres disciplines : danse, théâtre…etc.
En 1999, Nelly Le Grévellec, restée seule à la direction du lieu, décide de réorienter la programmation afin d'affirmer une ambition forte : consacrer le Théâtre Dunois au spectacle jeune public de haut niveau artistique. Dans un contexte de forte demande de la part des familles et des éducateurs et en l'absence à Paris d'un théâtre destiné aux enfants, le Théâtre Dunois devient rapidement un lieu de référence pour le jeune public, qui propose à la fois un éveil à l'art vivant, la découverte de formes artistiques exigeantes et qui se veut également un outil de valorisation pour les artistes.
En 2002, l'Etat reconnaît la qualité du travail mené en labellisant le Théâtre Dunois, « scène conventionnée pour le jeune public ». Par ailleurs, l'Etat a soutenu la résidence de l'Ensemble Aleph dans les murs du Théâtre Dunois jusqu'à son terme en 2014.
Entre 2011 et 2014, le Théâtre était en partenariat avec l'Amin Théâtre, compagnie implantée en Essonne. Ce partenariat a donné lieu à l'accueil des spectacles de la compagnie, des coproductions, de l'action culturelle et artistique en direction des publics du Théâtre Dunois.

Suite au départ à la retraite de Nelly le Grevellec en 2018, Christophe laluque (compagnie Amin Théâtre) est nommé à la direction du Théâtre.
A l'automne 2019, la Ville de Paris confie les clés de l'ancien Théâtre Astral au Théâtre Dunois qui associe à son projet cinq compagnies œuvrant à l'adresse de la petite enfance (Compagnie AMK, I am a bird now, compagnie Lunatic, compagnie du Porte voix et la compagnie des lendemains qui chantent). Au coeur du Parc Floral, le projet baptisé « Théâtre du Jardin planétaire » - tout comme le concept éponyme du jardinier-poète Gilles Clément qui est parrain d'honneur du lieu
Le Théâtre Dunois bénéficie également du soutien de la Ville de Paris.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences, création et diffusion	116 425,00	69,89%
Dépenses d'action culturelle	17 160,00	10,30%
Dépenses de fonctionnement	33 000,00	19,81%
Total	166 585,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	24,01%
Drac Ile-de-France acquis	18 000,00	10,81%
Ville de Paris sollicité	30 000,00	18,01%
Rectorat	8 292,00	4,98%
Recettes propres	60 293,00	36,19%
Sacem acquis	10 000,00	6,00%
Total	166 585,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049613 - PETIT BAIN - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	1 274 500,00 € HT	3,14 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETIT BAIN
Adresse administrative : 7 PORT DE LA GARE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Professionnelle
Représentant : Monsieur RICARDO ESTEBAN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Petit Bain a été créé en 2011, par les équipes des associations de La Guinguette Pirate et du Bouquin Affamé. Située sur une barge flottante de 3 niveaux, sur les quais de Seine, la structure est à la fois un équipement spécialisé dans les musiques actuelles disposant d'une salle de concerts de 450 places, d'un studio d'enregistrement.
Plus de 230 concerts sont programmés par an, ainsi que des temps forts dont le festival How to love et des soirées consacrées à l'émergence, des actions de solidarité autour des migrants et de sensibilisation pour un large public dont un tremplin lycéen (Lycéens en cavale et Première seine).
Le projet Petit Bain est principalement soutenu par la Ville de Paris et la Région Île-de-France.
Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

L'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet PAC présenté par la structure est pris en compte.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES RESIDENCES CREATION DIFFUSION	939 000,00	73,68%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	90 000,00	7,06%
COUTS DE STRUCTURE LIMITE A 20%	245 500,00	19,26%
Total	1 274 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE	40 000,00	3,14%
VILLE DE PARIS ACQUIS	109 000,00	8,55%
DRAC SOLLICITE	25 000,00	1,96%
SACEM	15 500,00	1,22%
CNM	65 000,00	5,10%
RECETTES PROPRES	1 010 000,00	79,25%
PARTENAIRES PRIVES	10 000,00	0,78%
Total	1 274 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX049614 - LA CLEF CULTURE LOISIRS & FORMATION - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	319 600,00 € HT	31,29 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLEF CULTURE LOISIRS & FORMATION
Adresse administrative : 46 RUE DE MAREIL
78100 ST GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN DE CHAMBORANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 1984 à Saint-Germain-en-Laye, l'association « La CLEF » (Culture, Loisirs Et Formation) rassemble en son sein une MJC (2 000 adhérents), une école de musique associative (600 élèves) et une salle de concerts, labellisée SMAC par le Ministère de la culture en 1995.
Après d'importants travaux de rénovation achevés en 2009, le lieu comprend désormais 2 salles de diffusion équipées (530 & 220 places), 3 studios de répétition, 1 studio d'enregistrement numérique, 2 salles de danse, 1 espace d'expositions équipé et une vingtaine de salles d'activités et d'ateliers."

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement proposé.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	214 500,00	67,12%
Dépenses d'action culturelle	43 100,00	13,49%
Dépenses de fonctionnement	62 000,00	19,40%
Total	319 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	120 000,00	37,55%
Min. Educ. Nat. (sollicité)	3 500,00	1,10%
Région IDF PAC	100 000,00	31,29%
CD 78 (sollicité)	15 000,00	4,69%
CNM	6 000,00	1,88%
Sacem	6 000,00	1,88%
Recettes propres	69 100,00	21,62%
Total	319 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX049617 - MAIRIE DE GUYANCOURT FERME DE BEL EBAT - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	194 000,00 € TTC	20,62 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CENTRE CULTUREL LA FERME DE BEL EBAT
Adresse administrative	:	14 RUE AMBROISE CROIZAT 78280 GUYANCOURT
Statut Juridique	:	Régie de Collectivité Locale à Caractère Administratif
Représentant	:	Monsieur François MORTON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Théâtre de ville en régie directe, la Ferme de Bel Ébat à Guyancourt propose une programmation pluridisciplinaire avec un axe fort sur les écritures théâtrales contemporaines et sur le jeune public. Le directeur, Yoann Lavabre, soutient en particulier la présence des artistes sur le territoire et le développement l'action culturelle notamment hors les murs, à travers des rencontres artistiques, lectures, stages, petites formes itinérantes dans les quartiers, performances de rue, ateliers… La Ferme de Bel Ebat s'investit auprès des compagnies en coproduction, achats de représentations et pour les projets d'action culturelle menés par les compagnies en résidence d'implantation.
La Ferme de Bel Ébat est soutenue par la DRAC, l'Education nationale, la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et la Région Ile-de-France, le Département des Yvelines s'étant retiré en 2016 du financement de la structure.
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2012 à hauteur de 40 000 euros. Une deuxième convention triennale a été conclue en 2015, afin de soutenir l'accueil annuel de trois à quatre compagnies de théâtre en résidence longue d'implantation de trois ans, complétées de résidences plus courtes de création ou de diffusion. La Ferme de Bel Ebat a également bénéficié d'une aide de 32 730 euros au titre de l'investissement de la Région Ile-de-France pour la rénovation de la salle en Commission permanente du 9 juillet 2015 (gradins et sols).

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du budget prévisionnel déduction faite de l'aide régionale au titre des résidence d'auteur.

Localisation géographique :
- GUYANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses création/diffusion	110 000,00	53,92%
Dépenses d'action culturelle	54 000,00	26,47%
Dépenses de fonctionnement	40 000,00	19,61%
Total	204 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	43 000,00	21,08%
Région IDF PAC	40 000,00	19,61%
Région IDF Résidence d'écrivain	10 000,00	4,90%
CD 78 (sollicité)	20 000,00	9,80%
Recettes propres	15 000,00	7,35%
Commune de Guyancourt (sollicitée)	76 000,00	37,25%
Total	204 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049619 - INSTANTS CHAVIRES ASSOCIATION MUZZIQUES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	394 736,00 € TTC	15,20 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUZZIQUES
Adresse administrative : 7 RUE RICHARD LENOIR
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FABRICE LATOUCHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 1991, l'association Muzziques gère la salle de concert « Les Instants Chavirés » située à Montreuil. Repéré sur le plan national voire international, ce lieu est en tout premier lieu un laboratoire de création sonore qui participe à la diversité de l'offre culturelle sur la production et la diffusion de toutes les facettes de la création musicale improvisée, du rock expérimental, de la musique électronique à l'électro – acoustique, très peu représentées dans le circuit de diffusion. L'association développe également un projet d'arts visuels dans la Friche « Bouchoule », propriété du département située dans un quartier en rénovation urbaine.
Le lieu les Instants Chavirés mobilise les acteurs de la vie éducative et culturelle de son territoire autour de projets de médiation ou pédagogiques, avec une programmation d'ateliers dans diverses disciplines dans une vingtaine d'équipements scolaires et périscolaires.
Septembre 2019 voit la création du Pôle des pratiques exploratoires du son et de la musique avec l'accueil dans leurs locaux du collectif COAX et du festival Sonic Protest.
La prise de risque et l'innovation sont au cœur du projet de la structure avec une économie en tension. La structure poursuit son projet artistique et culturel dans une gestion prudente et une recherche de nouveaux financements.
Les partenaires financiers pérennes sont la DRAC, la Ville de Montreuil, le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis et la Région Île-de-France. Le lieu est dirigé par Thierry Schaeffer, entouré d'un

programmateur, d'une administratrice et d'une chargée des actions pédagogiques et culturelles.

En 2020-21, 70 concerts seront programmés, 6 résidences seront accueillies et l'ensemble des dispositifs d'actions culturelles sera reconduit avec une légère augmentation du volume horaire estimé à 449 heures d'intervention. De nouvelles actions communes seront mises en oeuvre dans le cadre du Pôle des pratiques exploratoires. Un partenariat renforcé avec le Théâtre municipal Berthelot pour une douzaine de dates conforte leur volonté de développer un réseau d'acteurs culturels sur le territoire et consolide leur compagnonnage avec la ville de Montreuil.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences, création, diffusion	272 346,00	68,99%
Dépenses d'action culturelle	67 784,00	17,17%
Part des coûts de structure	54 606,00	13,83%
Total	394 736,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	60 000,00	15,20%
DRAC Île-de-France (sollicité)	69 670,00	17,65%
FONPEPS (sollicité)	7 500,00	1,90%
Département 93 pro rata (acquis)	25 300,00	6,41%
Ville de Montreuil (acquis)	85 000,00	21,53%
CNM (sollicité)	20 000,00	5,07%
SACEM	10 000,00	2,53%
SPEDIDAM	16 500,00	4,18%
Instituts culturels étrangers	250,00	0,06%
Recettes propres d'activité	100 516,00	25,46%
Total	394 736,00	100,00%

DOSSIER N° EX049622 - CIE HUBERT JAPPELLE THÉÂTRE DE L'USINE - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	251 500,00 € HT	17,89 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE HUBERT JAPPELLE
Adresse administrative : 33 CHEMIN D'ANDR SY
95610 ERAGNY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur HUBERT JAPELLE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Fondé par le metteur en scène Hubert Japelle afin de disposer d'un lieu de travail pour sa compagnie, le Théâtre de l'Usine est installé à Eragny-sur-Oise (95). Il accueille cinq compagnies de façon permanente, dont les membres ont travaillé ou travaillent avec Hubert Jappelle et qui bénéficient des locaux (bureaux, stockage, plateau) : Compagnie La Voix de l'Ourse – M-L Gilberton (théâtre/danse), Compagnie le Klou – J-F Maurier (clown), le Théâtre du Tricorne – A. Bernard-Brunel (théâtre), Compagnie Fahrenheit 451 – C. Gauzeran (théâtre) et Bérangère Gilberton (comédienne marionnettiste). Parallèlement, d'autres compagnies sont régulièrement accueillies pour des résidences de création ou de diffusion : Compagnie du Cercle, Théâtre Sans Toit, L'Alinéa… Le Théâtre de l'Usine est membre des réseaux Actes-if, RAVIV et THEMAA. Le Théâtre de l'Usine dispose d'un ancrage local important et mène de nombreuses actions culturelles avec les publics à Eragny-sur-Oise et plus largement dans le Val d'Oise. La compagnie Hubert Jappelle poursuit également la diffusion de ses spectacles, en particulier à l'échelle départementale.
Par ailleurs, la structure a initié depuis 2014 un projet de diffusion itinérante à l'année dans des communes rurales situées dans le périmètre du Parc Naturel du Vexin, voire au-delà.
Le Théâtre de l'Usine est soutenu par la DRAC, la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, le Département du Val d'Oise, la Ville d'Eragny-sur-Oise et la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure

mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- ERAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	195 500,00	77,73%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	6 500,00	2,58%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	49 500,00	19,68%
Total	251 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	21 000,00	8,35%
Région Île-de-France PAC	45 000,00	17,89%
CD 95 (sollicité)	32 000,00	12,72%
CA CERGY PONTOISE (acquis)	70 000,00	27,83%
CC VEXIN CENTRE (sollicité)	7 000,00	2,78%
Ville de Marines (sollicité)	5 000,00	1,99%
Ville de Commeny (acquis)	1 500,00	0,60%
Ville d'Avernes (sollicité)	1 000,00	0,40%
Ville de Fremainville (sollicité)	1 000,00	0,40%
SOCIÉTÉS CIVILES	10 000,00	3,98%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	58 000,00	23,06%
Total	251 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049623 - CAFAC ESPACE 1789 - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	692 332,00 € HT	12,47 %	86 300,00 €
	Montant total de la subvention		86 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAFAC CENTRE AUDONIEN ET FRANCILIEN D'ART ET DE CULTURE
Adresse administrative : 2 RUE ALEXANDRE BACHELET 93400 SAINT OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian MESNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Espace 1789 est le théâtre et cinéma de la ville de Saint-Ouen, géré en délégation de service public par l'association CAFAC (Centre audonien et francilien d'art et de culture) et dirigé par Elsa Sarfati depuis 2013. Parallèlement à sa programmation cinématographique classée art et essai, l'Espace 1789 propose une offre importante d'une quarantaine de spectacles dans toutes les disciplines du spectacle vivant, soit plus de 70 représentations par saison (24 500 spectateurs en 2018/19) dont une bonne partie à destination du jeune public dès 2 ans et des familles. Depuis plusieurs années, l'Espace 1789 affirme un axe fort sur la danse dans la diversité de ses esthétiques (contemporain, hip-hop, danse-théâtre…), comme autant de manières de nouer le dialogue avec la population dans sa diversité. A cet égard, l'Espace 1789 a obtenu la reconnaissance de la DRAC à travers l'attribution d'un conventionnement d'intérêt national – art et création – pour la danse. La programmation présente de nombreuses créations et l'Espace 1789 est un partenaire important de coproduction pour nombre de compagnies franciliennes. Le lieu se distingue également par une politique volontariste de développement des publics (plus de 600 heures d'interventions artistiques chaque année auprès de 3000 bénéficiaires) sur un territoire à la fois proche de Paris et dont la population se sent éloignée de l'offre culturelle. Enfin, l'Espace 1789 affirme une relation forte aux artistes à travers l'accueil en résidence longue. L'Espace 1789 est membre du jury du festival Impatience et collabore régulièrement avec plusieurs lieux culturels de Paris (Le Centquatre, L'Odéon, l'Etoile du Nord), de Seine-Saint-Denis (Centre culturel Jean Houdremont à La Courneuve,

Académie Fratellini, Théâtre Louis Aragon à Tremblay et réseau départemental de création jeune public) ou d'Île-de-France (Festival d'Automne, Séquence Danse, Kalipso, Banlieues Bleues…)
L'Espace 1789 bénéficie du soutien régulier de la Ville de Saint-Ouen, du Département de la Seine-Saint-Denis, de la DRAC et de la Région Île-de-France.

Tout au long de la saison 2020-21, 3 artistes seront résidents, 48 spectacles seront programmés dont 6 de compagnies émergentes. 3 spectacles seront également coproduits, avec des apports conséquents. 618 heures d'actions culturelles et d'ateliers sont prévues.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences, création, diffusion	531 520,00	76,77%
Dépenses d'action culturelle	27 178,00	3,93%
Part des coûts de structure	133 634,00	19,30%
Total	692 332,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	86 300,00	12,47%
DRAC Île-de-France (sollicité)	50 000,00	7,22%
Département 93 (sollicité)	87 600,00	12,65%
Ville de Saint-Ouen (acquis)	312 087,00	45,08%
Parcours Emploi Compétences	1 295,00	0,19%
ONDA	19 050,00	2,75%
CNM	2 000,00	0,29%
Recettes ropres d'actvité	134 000,00	19,35%
Total	692 332,00	100,00%

DOSSIER N° EX049625 - THEATRE DES BOUFFES DU NORD CICT - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	688 021,00 € HT	13,08 %	90 000,00 €
	Montant total de la subvention		90 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CICT THEATRE DES BOUFFES DU NORD
Adresse administrative : 37 BIS BD DE LA CHAPELLE
75010 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur OLIVIER POUBELLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Théâtre des Bouffes du Nord a été construit en 1876. En 1974, Peter Brook et Micheline Rozan fondent le Centre International de Créations Théâtrales et cherchent un lieu de travail. Ils investissent ce théâtre abandonné, et Peter Brook y met en scène de nombreuses pièces parmi lesquelles « La Conférence des oiseaux » ou « Le Mahabharata ». En 2010 la direction du lieu est prise par Olivier Mantei et Olivier Poubelle. Conscients que le Théâtre des Bouffes du Nord, par son histoire, son architecture et le désir qu'il suscite, ne ressemble à aucun autre, ils accompagnent une nouvelle génération de metteurs en scène (Guillaume Vincent, Chiens de Navarre, Vincent Macaigne) tout en continuant le travail avec des artistes reconnus (Peter Brook bien sûr mais aussi Georges Lavaudant, Jérôme Deschamps, Heiner Goebbels, Pascal Dusapin) pour qu'il reste un lieu de recherche, de création et de production, tout autant pour le théâtre que pour la musique. Le projet est orienté vers le Théâtre musical.
Les Bouffes du Nord sont soutenues par la DGCA, la Ville de Paris et la Région Ile-de-France.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	496 721,00	72,20%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	54 300,00	7,89%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	137 000,00	19,91%
Total	688 021,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	12 000,00	1,74%
Région Île-de-France PAC	90 000,00	13,08%
TVA sur subvention régionale	-1 851,13	-0,27%
VILLE DE PARIS (acquis)	97 943,20	14,24%
SOCIÉTÉS CIVILES	23 000,00	3,34%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	466 928,93	67,87%
Total	688 021,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049664 - THEATRE DE SENART - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	839 778,00 € HT	11,91 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE SENART
Adresse administrative : 9 A 11 ALLEE DE LA FETE
77127 LIEUSAINT
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL PUIFFE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Théâtre de Sénart est une scène nationale labellisée par le Ministère de la Culture et dirigée par Jean-Michel Puiffe depuis 2001. Implanté dans un nouveau lieu depuis novembre 2015 sur la commune de Lieusaint, le Théâtre de Sénart, comprend deux salles et dispose désormais d'un espace chapiteau inauguré en 2016. Il mène une politique de production affirmée, dans tous les domaines de la scène et notamment du cirque et cultive un rapport spécifique au territoire, avec une présence artistique locale et accessible.
Le Théâtre développe parallèlement à la programmation une « pépinière » de création, mélangeant professionnels et amateurs dans la réalisation de spectacles.
Le Théâtre est subventionné par la DRAC, le Département de Seine-et-Marne, la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart qui regroupe désormais 23 communes du 77 et du 91.
Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet PAC présentés par la structure sont prises en compte, déduction faite du différentiel du subventionnement régional.

Localisation géographique :
- LIEUSAINT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES RESIDENCES CREATIONS DIFFUSION	768 000,00	88,99%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	35 000,00	4,06%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	60 000,00	6,95%
Total	863 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE	123 222,00	14,28%
DRAC IDF ACQUIS	173 020,00	20,05%
DPT 77 ACQUIS	50 000,00	5,79%
EPCI CA GPS-SES	150 000,00	17,38%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	366 758,00	42,50%
Total	863 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049682 - THEATRE NANTERRE AMANDIERS - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	305 000,00 € HT	21,31 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NANTERRE AMANDIERS
Adresse administrative : 7 AVENUE PABLO PICASSO
92022 NANTERRE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE QUESNE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En 1982, Patrice Chéreau et Catherine Tasca ont pris la direction de la S.A.R.L Nanterre-Amandiers créée suite à la dissolution de la Maison de la Culture à Nanterre et du Centre Dramatique National de Nanterre fondés respectivement en 1968 et en 1971.
Le Théâtre Nanterre Amandiers est un des plus importants CDN de France (centre dramatique le mieux doté de France en subventions publiques). Ses salles de spectacle, de répétition, son atelier de fabrication de décors en font un haut lieu de création de théâtre classique et contemporain à l'envergure internationale.
Des metteurs en scène reconnus se succèdent à la direction du Théâtre des Amandiers : Patrice Chéreau, Jean-Pierre Vincent (1990) et Jean-Louis Martinelli (2002). Depuis 2014, le CDN est dirigé par Philippe Quesne. Son projet pour le Théâtre des Amandiers est axé sur les nouvelles écritures scéniques et la création contemporaine, sur l'ouverture au cinéma et aux arts visuels, en visant un renouvellement des publics. Les artistes associés au projet pour les premières saisons sont, entre autres, Gisèle Vienne, Vincent Macaigne et Joël Pommerat. Des représentants de la mise en scène émergente et de la création européenne seront également invités.
Le Théâtre des Amandiers est soutenu par la DRAC, la Ville de Nanterre, le Conseil départemental des Hauts-de-Seine et la Région Ile-de-France.
La ville de Nanterre conduit la rénovation de la salle avec la participation de ses partenaires sur ce projet : Etat, Département, Région (Participation de la Région à hauteur de 6 millions d'€uros).

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement proposé.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	295 000,00	96,72%
Dépenses d'action culturelle	10 000,00	3,28%
Total	305 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région PAC	65 000,00	21,31%
Recettes propres	202 337,00	66,34%
DRAC (acquis)	37 663,00	12,35%
Total	305 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

DOSSIER N° EX049808 - L'EMPREINTE CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	403 000,00 € HT	7,44 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 505 PL DES CHAMPS ELYSEES 91054 EVRY-COURCOURONNES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
A la jonction du département de la Seine-et-Marne et de l'Essonne, le lieu de musiques actuelles l'Empreinte a été créé en 1999 par la ville de Savigny-le-Temple (77). L'équipement est doté de 2 salles de spectacles (une petite scène et une grande salle de 400 places), de studios et salle de danse. Intégré à l'agglomération nouvelle de Sénart, il est depuis 2018, transféré à la nouvelle communauté d'agglomération Grand Paris Sud en régie directe.
Dirigé par Stéphane Labas, le lieu Labellisé SMAC en 2010, s'est imposé comme une scène francilienne de musiques actuelles de référence, avec une programmation en progression d'une cinquantaine de spectacles professionnels par an et comme un lieu de découverte et d'accompagnement de la pratique émergente et amateur des groupes locaux et régionaux. Elle propose un volet d'accompagnement individualisé en lien avec différents partenaires de la filière. Elle a été, à l'initiative de la ville de Savigny, l'une des premières scènes de tremplin de groupes lycéens avec un festival dédié.
L'Empreinte bénéficie du soutien pérenne de la DRAC, du Département de la Seine-et-Marne et de la Région Ile-de-France pour son projet de permanence artistique et culturelle depuis 2008.
Dans le cadre de sa convention pluriannuelle, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet PAC présenté par la structure sont prises en compte.

Localisation géographique :
- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES RESIDENCES CREATION DIFFUSION	330 000,00	81,89%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	10 000,00	2,48%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	63 000,00	15,63%
Total	403 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF PERMANCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE	30 000,00	7,44%
DRAC IDF SOLLICITE	40 000,00	9,93%
DEPARTEMENT 77 SOLLICITE	75 000,00	18,61%
CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART ACQUIS	108 000,00	26,80%
CNM SOLLICITE	20 000,00	4,96%
RECETTES PROPRES	110 000,00	27,30%
SACEM	20 000,00	4,96%
Total	403 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-279

DOSSIER N° EX049827 - THEATRE ST QUENTIN EN YVELINES - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	398 128,00 € HT	21,35 %	85 000,00 €
	Montant total de la subvention		85 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE ST QUENTIN YVELINES
Adresse administrative : PL GEORGES POMPIDOU BP 317
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN OUVRARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Inaugurée en 1993 à Montigny-le-Bretonneux (agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines), dans un bâtiment monumental signé par l'architecte Stanislas Fiszer, le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines – Scène nationale s'est d'abord singularisé pour son action chorégraphique sous la direction de Didier Moutarde. De 2005 à 2014, le Théâtre a été dirigé par Jacques Pornon, longtemps à la tête du festival Banlieues Bleues, qui a donné une place prédominante à la musique vivante en dialogue avec les autres disciplines. Depuis 2015, c'est Lionel Massetat qui dirige le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines.
Plusieurs artistes ont été associés au Théâtre : Louis Sclavis, saxophoniste, Sylvain Groud, chorégraphe, le metteur en scène Antoine Gindt et T&M, le compositeur Franck Krawczyk et David Stern, chef d'orchestre d'Opera Fuoco, ainsi que la violoncelliste Sonia Wieder-Atherton, ou bien les metteurs en scène Judith Depaule, Sandrine Anglade et Véronique Samakh.
La Scène nationale mène de très nombreux projets d'action artistique et culturelle auprès des publics et son rayonnement territorial s'étend sur un large territoire de l'ouest francilien : l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, le département des Yvelines, ainsi qu'une partie de l'Essonne.
Le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines reçoit le soutien de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, de la DRAC, du Conseil départemental des Yvelines, tous trois signataires du contrat d'objectifs et de moyens de la scène nationale, ainsi que de la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure

mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	294 312,00	73,92%
Dépenses d'action culturelle	54 000,00	13,56%
Dépenses de fonctionnement	49 816,00	12,51%
Total	398 128,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	24 000,00	6,03%
Région IDF PAC	85 000,00	21,35%
TVA	-1 785,00	-0,45%
CD78 (sollicité)	70 000,00	17,58%
Agglo SQY (sollicité)	140 000,00	35,16%
Mécénat	10 000,00	2,51%
Recettes propres	70 913,00	17,81%
Total	398 128,00	100,00%

DOSSIER N° EX049455 - LA COMPAGNIE JEAN MICHEL RABEUX - AVENANT PAC - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	302 700,00 € HT	24,78 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE
Adresse administrative : 4 RUE DE JARENTE
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Florence CADIN-LOTH, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Créée par Jean-Michel Rabeux, auteur dramatique et metteur en scène, La Compagnie a pour ambition, grâce à des formes nouvelles et inattendues, de provoquer des rencontres fortes avec les spectateurs. Pour cela, elle crée à la fois des spectacles de grand format et des petites formes susceptibles d'être jouées en dehors des théâtres, et entretient une relation nourrie avec le public à travers des projets d'action artistique et culturelle d'envergure. Son répertoire est diffusé largement à l'échelle nationale.
La Compagnie accompagne régulièrement de jeunes metteurs en scène dans leur travail artistique mais aussi en termes de structuration professionnelle. Elle occupe depuis 2017 le Lokal, lieu de fabrique situé à Saint-Denis, qui lui permet d'accueillir et d'accompagner de jeunes équipes.
La Compagnie est implantée en Seine-Saint-Denis avec des liens forts notamment avec le Théâtre Gérard Philipe – CDN de Saint-Denis.
La Compagnie est soutenue par la DRAC au titre des compagnies conventionnées et par la Région Île-de-France, ainsi que par le Département de Seine-Saint-Denis.

En 2020-21, en plus de mises à disposition du Lokal pour les résidences de 9 compagnies, en augmentant le nombre de jours accordés habituellement, Jean-Michel Rabeux y présentera ses deux dernières créations ("L'Orang-Outang Bleue" et "Les derniers jours") et y mènera un stage d'acteur durant 15 jours. La Compagnie s'octroie toujours une marge de disponibilités pour accueillir d'autres compagnies au fil de la saison. Des parcours en lycées, en collèges sont prévus en Seine-Saint-Denis, ainsi que des ateliers théâtre, dans un volume global de 310 heures. La Compagnie souhaite initier à l'avenir un laboratoire solidaire et transgénérationnel de création et de transmission.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Le budget est HT

CHARGES	Prévisionnel au 9.03.20	%	PRODUITS	Indiquer si acquis ou sollicité	Prévisionnel au 9.03.20	%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	**199 669**	**63,85%**	**ÉTAT**		**102 000**	**32,62%**
Charges courantes	82 952	26,53%	Drac Île-de-France Conventionnement	acquis	102 000	32,62%
Loyer annuel et charges locatives	60 452	19,33%	Ministère de la Culture préciser le dispositif			
Fluides et combustibles	5 000	1,60%	Autres Ministères préciser			
Entretiens-réparations maintenance	1 500	0,48%	**COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**		**88 800**	28,40%
Achats matériels, équipement		0,00%	**Région Île-de-France PAC**		**75 000**	23,98%
Location matériel et véhicules	500	0,16%	Région Île-de-France - autre, préciser le dispositif : aide à l'EAC	sollicité	10 000	3,20%
Affranchissements et téléphone	3 300	1,06%	Département de Seine St-Denis (MICACO)	sollicité	3 800	1,22%
Petit équipement	500	0,16%	EPCI - Communautés de communes - Agglomération, Établissement public territorial, préciser :			
Documentation et fourniture administratives	3 000	0,96%	Commune 1, préciser :			
Fournitures bar et		0,00%	Commune 2, préciser :			

restaurant						
Frais d'entretien	2 300	0,74%	Commune 3, préciser :			
Assurances	2 900	0,93%				
Autres : honoraires comptables	3 500	1,12%				
Autres charges de fonctionnement	2 665	0,85%	**UNION EUROPÉENNE**		**0**	
Impôts et taxes	565	0,18%	Préciser le dispositif :			
Frais financiers	2 100	0,67%	**EMPLOIS AIDÉS**		**0**	
Charges exceptionnelles			Préciser le dispositif :			
			SOCIÉTÉS CIVILES		**0**	
Personnel lié à la structure	114 052	36,47%	Adami			
Directeur.trice.s	15 950	5,10%	Sacem			
Administratrice	22 320	7,14%	Spedidam			
Personnel technique	2 460	0,79%	Autres, préciser :			
Autres personnels : Resp. de la diffusion et du développement, Chargée des RP, renfort admin, comptable	31 349	10,03%	**PARTENAIRES PRIVÉS**		**0**	
Charges sociales et congés payés	39 473	12,62%	Mécénat			
Voyages, missions, réceptions	2 500	0,80%	Sponsors			
DÉPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**103 031**	**32,95%**	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ**		**121 900**	38,98%
Achats (décors, costumes, petit matériel, frais de régie)	8 000	2,56%	Billetterie		6 800	2,17%
Frais de communication (site internet, flyers, captation vidéo, photos)	6 000	1,92%	Bar			
Honoraires attachées de presse	4 300	1,38%	Restauration			
Transport, voyages, missions, réceptions	4 850	1,55%	Prestations de services (cessions de spectacles, recettes d'actions culturelles, formation professionnelle)		100 100	32,01%
Charges de personnel artistique et technique	70 881	22,67%	Recettes de productions et coproductions	espéré	15 000	4,80%
Dépenses artistiques LOKal (diffusion)	**9 000**	2,88%	Autres, préciser :			
Droits d'auteur						
DÉPENSES TECHNIQUES (à détailler)	**0**					

DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**10 000**	**3,20%**				
Achats (documentation, petit matériel, frais de régie)	1 560	0,50%	**AUTRES RECETTES**		**0**	
Transport personnel, missions, réceptions	2 581	0,83%	Produits de gestion courante			
Charges de personnel artistique et technique	5 859	1,87%	Produits financiers			
TOTAL DES CHARGES	**312 700**	**100,00%**	**TOTAL DES PRODUITS**		**312 700**	**100,00%**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-294

DU 1 JUILLET 2020

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT CULTUREL POUR LE SPECTACLE VIVANT (DEUXIÈME AFFECTATION POUR 2020)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des Collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ; et par la délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la politique régionale en matière d'investissement culturel ;

VU La délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 approuvant les conventions-type relatives à l'aménagement culturel (investissement) ;

VU La délibération n° CP 2019-315 du 3 juillet 2019 relative à l'attribution d'une subvention en faveur de la Commune d'Arnouville pour l'aménagement de l'Espace Charles Aznavour ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-294 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Investissement culturel

Décide de participer au titre du dispositif « Investissement culturel » au financement des projets détaillés en annexe à la délibération, par l'attribution de 14 subventions de pour un montant maximum prévisionnel de 755 300 €.

Subordonne le versement des subventions, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, à la conclusion d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la Présidente du

Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 530 000 € disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de 225 300 € disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-007 « Aide à la création et diffusion numériques » - action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2020.

Article 2 : Affectation complémentaire à l'Espace culturel Charles Aznavour d'Arnouville

Décide d'attribuer au titre du dispositif de soutien à l'investissement culturel une subvention complémentaire en faveur de la Commune d'Arnouville d'un montant maximum prévisionnel de 522 000 € pour les travaux de l'Espace culturel Charles Aznavour, en complément de la subvention de 278 000 € attribuée par délibération n° CP2019-315 du 3 juillet 2019.

Approuve l'avenant à la convention relative à l'aménagement culturel conclue avec la Commune d'Arnouville (19006506) joint en annexe n°2 de la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention d'un montant de 522 000 € à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 522 000 €, disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2020.

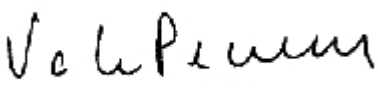
Article 3 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4 : Affectation pour l'Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF)

Affecte une autorisation de programme de 520 000 € disponible sur le Chapitre 903 - Culture, sports et loisirs, Code fonctionnel 313 - Patrimoine, Programme HP 313-010 - Patrimoine régional à vocation culturelle, Action 13101004 – Orchestre National d'Île-de-France du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

02/07/2020 11:36:37

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182079-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 FICHES PROJETS

DOSSIER N° 20007151 - RENOVATION DES FAUTEUILS DE L'OPERA DE MASSY - COMMUNE DE MASSY

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	421 119,00 € HT	29,68 %	125 000,00 €
	Montant total de la subvention		125 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE MASSY
Adresse administrative : 1 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
91349 MASSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame VIRGINIE TOFFANO, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Scène lyrique, dirigée par Philippe Bellot et Jack-Henri Soumère (Président-Fondateur), l'Opéra de Massy comprend deux salles, de 799 places et de 144 places (35 000 spectateurs par saison). Il présente chaque saison, conformément au cahier des charges de la délégation de service public de la Ville, une programmation majoritairement lyrique, avec des opéras, des concerts classiques (1 à 2 concerts de l'Orchestre national d'Ile-de-France) et des récitals, et fait la part belle à la danse avec notamment des ballets nationaux et internationaux.
L'Opéra de Massy dispose d'un orchestre permanent en résidence. Chaque saison, l'Opéra de Massy produit et coproduit des œuvres lyriques en lien avec d'autres Opéras partenaires et développe un volet important d'actions culturelles notamment en direction de lycéens. L'Opéra de Massy est soutenu par la Ville de Massy (DSP), le Département de l'Essonne, la DRAC et la Région.
Le projet d'aménagement concerne le remplacement des fauteuils de la grande salle de 799 places. Les fauteuils de l'Opéra sont d'origine et la ville de Massy a acté le changement des fauteuils pour assurer la qualité et la sécurité du public.
Afin de pouvoir accueillir plus de public, la jauge va être portée à 892 fauteuils dont 10 PMR à l'issue des travaux. La ville de Massy s'est engagée à ce que les travaux soient réalisés pendant l'été 2020 afin de

ne pas impacter le lancement de la saison 2020/2021 de l'Opéra.
La maitrise d'œuvre a été confiée au cabinet d'architecture Grima-Loussouarn qui s'est adjoint les services d'un acousticien le cabinet Général Acoustics. L'acousticien a au préalable effectué un diagnostic de la salle qui lui a permis d'établir des recommandations de matériaux et de valider le schéma d'implantation.
L'opération est financée en partie par les fonds propres de la ville, propriétaire du bâtiment. Un financement a été sollicité auprès du Conseil Départemental de l'Essonne et à la Région Île-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux coûts des travaux et à l'acquisition des fauteuils, soit un montant de 421 119 € HT, déduction faite des dépenses non éligibles.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses subventionnables - travaux et équipement	421 119,00	98,35%
Dépenses non subventionnables - étude préalable	7 068,00	1,65%
Total	428 187,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	171 274,00	40,00%
CD 91 (acquis)	100 000,00	23,35%
Fonds propres	156 913,00	36,65%
Total	428 187,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-294

DOSSIER N° 20003129 - AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT SCENIQUE DOCK B PANTIN

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	394 458,79 € HT	2,54 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES DOCKS DE PANTIN
Adresse administrative : 22 RUE ORFILA
75020 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur RENAUD BARILLET, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 février 2020 - 13 février 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des acquisitions, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Fondé en 1929 sur les rives du Canal de l'Ourcq, le bâtiment emblématique du port de Pantin, dit « anciens Magasins Généraux », accueille aujourd'hui le siège de l'agence de publicité BETC et souhaite développer de nouveaux contenus culturels : festivals, expositions, résidences, rencontres, ateliers, spectacles, concerts.
Projet porté par Renaud BARILLET, fondateur et gérant de la SARL Docks de Pantin, mais aussi de La Bellevilloise (projet soutenu par la Région en 2013 à hauteur de 55 900€ pour de l'acquisition de matériel scénographique et en 2016 à hauteur de 208 349 € pour l'aménagement du toit terrasse)
Le projet de Dock B est un lieu de 1 000m2 en bordure du Canal de l'Ourcq et de la Place de la Pointe à Pantin, sur deux espaces distincts avec une activité principale de restaurant, café, et concept store. Aujourd'hui, Dock B est ouvert pour sa partie bar/ restaurant, ainsi que le rez-de-chaussée (234m2) et la mezzanine (114m2) qui sont des espace privatisables dans le secteur évènementiel, et culturel . Les travaux ont porté sur de l'aménagement du rez-de-chaussé et de la mezzanine ainsi que de son équipement scénique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond aux travaux, ainsi qu'aux équipements, soit un montant de 394 458,79€ HT.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de travaux et d'équipements	394 458,79	100,00%
Total	394 458,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	118 337,79	30,00%
EPT Est Ensemble (acquis)	10 000,00	2,54%
Fonds propres	266 121,00	67,46%
Total	394 458,79	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-294

DOSSIER N° 20007145 - REMPLACEMENT DE LA DALLE DU PLATEAU ET DES GRADATEURS - THEATRE DU SOLEIL

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	373 195,22 € HT	13,40 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DU SOLEIL
Adresse administrative : BOIS DE VINCENNES
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : ARIANE MNOUCHKINE, Présidente Directrice Générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Le Théâtre du Soleil est une compagnie de théâtre fondée, sous forme de Scop, par Ariane Mnouchkine en 1964. La compagnie occupe, depuis les années 70, avec d'autres compagnies, plusieurs lieux à la Cartoucherie de Vincennes, mis à disposition par la Ville de Paris. Le Théâtre du Soleil privilégie le travail collectif et cherche un nouveau rapport avec le public. Attaché à la notion de « troupe de théâtre », il accueille un nombre important d'artistes à l'année et rayonne à l'international. La troupe a créé de nombreux spectacles : « Le songe d'une nuit d'été », « Les Clowns », « Dom Juan », « La nuit des rois », « Les Atrides », « Le dernier Caravansérail », « Les naufragés du Fol Espoir », « Une chambre en Inde »…Le Théâtre du soleil bénéficie du soutien du Ministère de la culture, de la Ville de Paris et de la Région Ile-de-France. Le Théâtre du Soleil est un lieu de référence dans le paysage culturel français. Il rayonne au niveau régional, national et international.
Le Théâtre du Soleil prévoit de remplacer la totalité du parc de gradateurs (tiroirs et armoires). Sur le

grand plateau, des travaux de démolition auront lieu pour remplacer la dalle de béton en un plateau modulable en layher. Les travaux comporteront également le remplacement de la porte de l'arrière-scène.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux coûts des travaux, soit un montant de 373 195,22€ HT, déduction faite des dépenses non éligibles.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses subventionnables	373 195,22	75,25%
Dépenses non subventionnables	122 750,00	24,75%
Total	495 945,22	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	136 638,16	27,55%
Ville de Paris (DAC) sollicité	136 638,16	27,55%
Ville de Paris (BBC)	40 000,00	8,07%
Ministère de la Culture Subvention 2020 (sollicité)	136 638,16	27,55%
Ministère de la Culture Subvention 2018 (acquis)	30 280,74	6,11%
Fonds propres	15 750,00	3,18%
Total	495 945,22	100,00%

DOSSIER N° 20007149 - AMENAGEMENT D'UNE SIGNALETIQUE ET ACQUISITION DE MATERIEL LIE A L'ACCUEIL DU PUBLIC - POINTS COMMUNS

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	67 140,00 € HT	29,79 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POINTS COMMUN NOUVELLE SCENE NATIONALE DE CERGY PONTOISE VAL D OISE
Adresse administrative : BP 60307
95027 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD TOUBLANC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
La Nouvelle Scène Nationale de Cergy-Pontoise, Point-Commun est dirigée par Fériel Bakouri, elle est issue de la fusion du Théâtre 95 et de l'Apostrophe en 2017. Le projet développé par la nouvelle direction est principalement axé sur le développement des publics, avec des projets participatifs, des projets dans l'espace public, la mise en place de résidences territoriales et la construction de nombreux partenariats avec les structures du territoire. La Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, propriétaire du bâtiment. La Nouvelle Scène Nationale de Cergy-Pontoise, est soutenue au titre de la Permanence Artistique et Culturelle à hauteur de 170 000€. En 2018, la fréquentation a été de 36 628 entrées payantes, soit un taux de fréquentation de la scène nationale de 83%.
Pour la saison 2019-2020, les premiers chiffres sont de : 2 846 abonnés, 27 000 spectateurs soit 23 000

sur les spectacles et 4 000 dans le cadre des projets participatifs et de la vie du lieu.
Le projet d'aménagement comprend la mise en place d'une signalétique pour construire une identité commune entre le Théâtre 95 et l'Apostrophe, ainsi que de l'achat de matériel lié à l'accueil du public. Les deux bâtiments sont différents et pour une meilleure compréhension du public, Point-Commun souhaite créer une signalétique cohérente pour les deux théâtres. Ce projet comprend une conception graphique sur la façade vitrée des deux théâtres, une signalétique dans les halls d'entrées. Les achats de mobiliers seront principalement pour rendre plus accueillant les halls d'entrées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux coûts des travaux et à l'acquisition de matériel lié à l'accueil du public, soit un montant de 67 140 € HT.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses subventionnables – travaux et signalétique	54 540,00	81,23%
Dépenses subventionnables – acquisition de matériel lié à l'accueil du public	12 600,00	18,77%
Total	67 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	29,79%
CA de Cergy Pontoise (acquis)	40 000,00	59,58%
Fonds propres	7 140,00	10,63%
Total	67 140,00	100,00%

DOSSIER N° 20007150 - AMENAGEMENT DU SITE DU FORT D'AUBERVILLIERS - VILLES DES MUSIQUES DU MONDE

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	1 170 600,00 € HT	14,95 %	175 000,00 €
	Montant total de la subvention		175 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLES DES MUSIQUES DU MONDE
Adresse administrative : 4 AVENUE DIVISION LECLERC
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDR FALCUCCI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Née à Aubervilliers, l'association fédère un réseau de 20 villes et structures franciliennes, dans une démarche volontariste d'éducation populaire artistique et culturelle. Elle constitue une structure de référence des musiques du monde en Ile-de-France et elle est membre actif des réseaux Zone Franche et Collectif musiques et danse du monde en Ile-de-France. Le festival constitue le point d'orgue de son activité avec 100 concerts joués dans 20 villes de Seine-Saint-Denis et d'Ile-de-France pendant quatre semaines (12 000 spectateurs).
La structure a parallèlement mis en place des dispositifs innovants dans la lignée des droits culturels : une « école des musiques du monde » sur 10 villes du 93, les « Fabriques orchestrales », soit des orchestres amateurs de jeunes de 11 à 18 ans sans prérequis musical, encadrés par des professionnels, montés en partenariat avec les services jeunesse, centres sociaux, les collèges et centres de loisirs de 5 communes (Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois, Drancy, Sevran, La Courneuve) et enfin, « La Cité des Marmots » qui propose à 300 élèves et leurs enseignants issus de 8 communes, sur 2 années scolaires, un projet de sensibilisation, de découverte et de pratique musicale.
Elle est soutenue par la Ville d'Aubervilliers, l'EPT Plaine commune, la Ville de Paris, les contrats de ville,

le Département du 93 et la Région Ile-de-France.
A l'invitation de Grand Paris Aménagement, l'association dispose d'un nouveau lieu de travail, la halle de 1500m2 au sein de la ZAC du Fort d'Aubervilliers. GPA conduit se vaste projet de transformation d'une friche urbaine de 36 ha en un éco-quartier avec logements, commerces, équipements sportifs et culturels ainsi que la future gare Grand Paris Express de la ligne 15 à l'horizon 2030.
L'association Villes des musiques du Monde va aménager la Halle du Fort d'Aubervilliers et ses alentours avec l'installation de son chapiteau (subvention 2018 en investissement), deux pavillons (pour la pratique d'action culturelle) ainsi que ses bureaux. La fin de l'aménagement est prévue pour mars 20210.
Cet aménagement permettra à l'association de VDMM et elle permettra de renforcer l'ancrage local à travers un espace repéré de diffusion des musiques et danses du monde.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux coûts des travaux et à l'acquisition de matériel lié à l'accueil du public, soit un montant de 1 170 600 € HT, déduction faite des dépenses non éligibles.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses subventionnables	1 170 600,00	98,04%
Dépenses non subventionnables	23 400,00	1,96%
Total	1 194 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	358 000,00	29,98%
Commune d'Auvervilliers (acquis)	105 000,00	8,79%
CNM (sollicité)	80 000,00	6,70%
CD 93 (sollicité)	50 000,00	4,19%
CAF (sollicité)	100 000,00	8,38%
Fondation Fimanco (sollicité)	50 000,00	4,19%
Emprunt	333 000,00	27,89%
Asso Fort Pop	68 000,00	5,70%
Fonds propres	50 000,00	4,19%
Total	1 194 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-294

DOSSIER N° 20007187 - AMENAGEMENT DE LA PETITE SALLE - LA SCALA

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	1 485 000,00 € HT	10,10 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITES HEURES
Adresse administrative : 2 BOULEVARD DE STRASBOURG
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame FRANCOISE GOMEZ, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 février 2020 - 12 février 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
La Scala, ancienne salle de music-hall, créée en 1874, est située au n° 13 boulevard de Strasbourg. Ce lieu, longtemps fermé au public, a été racheté et réhabilité en 2018 par la SAS « Les Petites Heures » créée par Frédéric BIESSY, producteur privé et indépendant, avec le soutien notamment de La Région à hauteur de 500 000€ (2017) et de l'Etat.
La Scala Paris dispose d'une jauge comprise entre (550 places assises/ 700 places debout et souhaite occuper une place particulière dans le paysage des théâtres privés parisiens en offrant une programmation artistique contemporaine mêlant artistes confirmés et artistes plus émergents, dans le cadre de séries de représentations produites par La Scala, en visant un modèle économique mixte s'appuyant sur des recettes de billetterie, de vente des productions en tournée et des subventions. Depuis son ouverture, La Scala a accueilli de nombreux publics, notamment scolaires et des publics empêchés en lien avec des associations. Le lieu souhaite développer une politique de développement des publics et d'action culturelle.

La Scala prévoit la construction et l'aménagement d'une petite salle dédiée à l'émergence artistique. Cette salle modulable de 150 places (dont 3 places pour les PMR) sera située au 2ème sous-sol du bâtiment. Le deuxième sous-sol accueille déjà les loges du théâtre. La salle sera composée d'un gradin rétractable et d'un espace scénique. Le projet comportera un accès aux personnes à mobilités réduites via un EPMR, des travaux d'acoustique, ainsi que des achats techniques son, lumière et vidéo. Deux configurations de la salle seront possibles : avec le gradin rétractable déplié (150 personnes assises) et une autre avec le gradin replié pouvant servir aux répétitions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux coûts des travaux, soit un montant de 1 485 000 € HT, déduction faite des dépenses non éligibles.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses subventionnables	1 485 000,00	96,12%
Dépenses non subventionnables	60 000,00	3,88%
Total	1 545 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	450 000,00	29,13%
Ville de Paris (sollicité)	150 000,00	9,71%
Ministère de la culture (sollicité)	500 000,00	32,36%
Fonds Propres	445 000,00	28,80%
Total	1 545 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

DOSSIER N° 20004282 - COMMUNE DE CHAVILLE - REMPLACEMENT DES GRADATEURS SCENIQUES DE LA SALLE ROBERT HOSSEIN DE L'ATRIUM

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	120 797,00 € HT	39,98 %	48 300,00 €
	Montant total de la subvention		48 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAVILLE
Adresse administrative : 1456 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Jacques GUILLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mai 2020 - 4 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des acquisitions avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des acquisitions, la demande de subvention ayant été déposée, avant tout commencement d'exécution.

Description :
L'Atrium de Chaville conçu en 1994 accueille le conservatoire et la médiathèque. Il dispose de la salle Robert Hossein de 638 places permettant d'accueillir des spectacles et de la projection cinématographique mais aussi d'espaces modulables polyvalents permettant d'accueillir des expositions, des séminaires et des conférences. Concernant le spectacle vivant, cette salle génère environ 6 000 entrées annuelles pour 25 représentations théâtrales ainsi que des concerts de musique classique, du monde, de jazz et d'Opéra (l'Atrium possède une fosse d'orchestre). Les équipements techniques (son, lumières de la salle dont les gradateurs, passerelles) sont d'origine et obsolètes. Pour éviter toute panne, il est urgent pour la commune de remplacer les gradateurs scéniques pour un montant de 120 797 euros HT.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventtionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- CHAVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
remplacement gradateurs scéniques	120 797,00	100,00%
Total	120 797,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Île de France sollicité	48 319,00	40,00%
Apport fonds propres ville de Chaville	72 478,00	60,00%
Total	120 797,00	100,00%

DOSSIER N° 20004290 - COMMUNE DE CERGY - EQUIPEMENT SCENOGRAPHIQUE POUR LE THEATRE LE DOUZE

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	1 000 000,00 € HT	10,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CERGY
Adresse administrative : 3 PLACE OLYMPE DE GOUGES
95801 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN PAUL JEANDON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 30 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des acquisitions, avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des acquisitions, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
L'établissement "Le douze" est situé en plein cœur du quartier prioritaire de la politique de la ville de Cergy, il regroupe des pôles d'une part, culturels avec notamment une salle polyvalente de spectacle pouvant accueillir 1 500 personnes, un centre musical, des studios de musique; et, d'autre part sociaux avec la création d'un centre social pouvant accueillir plus de 250 associations locales.
La Région a participé en 2019 à la construction du pôle événementiel culturel de l'établissement ainsi que l'Etat, le Département et la Communauté d'Agglomération, son ouverture est prévue lors du premier semestre 2020.
Pour cela, la ville doit acquérir des équipements audio, vidéo, éclairages scéniques et scéno-techniques pour un coût de 1 417 361, 87 euros HT pour une pleine opérationnalité de l'établissement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure plafonnées à 1M€ conformément à la délibération cadre afférente CR 2017-191.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements audio	619 932,00	43,74%
Equipements vidéo	147 036,00	10,37%
Equipements éclairages scéniques	417 658,60	29,47%
Equipements scénographiques	218 235,27	15,40%
Mise en service, accompagnement de l'opération	14 500,00	1,02%
Total	1 417 361,87	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Île de France sollicité	400 000,00	28,22%
Conseil Départemantal du Val d'Oise sollicité	170 000,00	11,99%
Apport fonds propres ville de Cergy	847 361,87	59,78%
Total	1 417 361,87	100,00%

DOSSIER N° 20004283 - ECAM - ESPACE CULTUREL ANDRE MALRAUX - KREMLIN BICÊTRE - RENOUVELLEMENT EQUIPEMENT SCENIQUE ET SONORE

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	132 162,00 € HT	9,84 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECAM GESTION ESPACE CULTUREL M
Adresse administrative : 5 RUE JEAN MONNET
94270 LE KREMLIN-BICETRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Jacques DEVAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 juin 2020 - 27 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des acquisitions avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des acquisitions, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Créé en octobre 1990, l'Espace Culturel André Malraux – ECAM est un théâtre de ville à vocation pluridisciplinaire situé au Kremlin-Bicêtre. Il dispose d'une salle de 387 places pour la diffusion de spectacle ainsi que d'un espace d'exposition, doté d'un bar et d'un accueil. Il est dirigé depuis septembre 2018 par Claire BOURDIER, sous la présidence Jean-Jacques DEVAUD.
Le théâtre accueille chaque saison des artistes en théâtre, danse, musique, baroque, jeune public, dont quatre compagnies émergentes, pour des temps de résidences de création ou de simples mises à disposition de plateau d'une à deux semaines, avec mises à disposition de l'équipe technique, apports en coproduction de 1 500€ à 2 500€ , actions culturelles en direction des publics.
Le projet d'acquisition concerne la galerie d'expositions et, le renouvellement du matériel scénique et, sonore la salle de spectacles.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure concernant la salle de spectacles.

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Renouvellement équipement scénique et sonore	132 162,00	100,00%
Total	132 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune du Kremiln Bicêtre sollicité	8 622,30	6,52%
Conseil Départemental acquis	11 200,00	8,47%
Conseil Régional Île de France sollicité	52 864,80	40,00%
CNM sollicité	33 040,50	25,00%
Apport fonds propres	26 434,40	20,00%
Total	132 162,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-294

DOSSIER N° 20004284 - ASSOCIATION PAS TROP LOING DE LA SEINE - EQUIPEMENT SCENIQUE POUR LE FESTIVAL AU COIN DES RUES

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	27 000,00 € TTC	31,85 %	8 600,00 €
	Montant total de la subvention		8 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAS TROP LOING DE LA SEINE
Adresse administrative : 97 BIS AVENUE DE FONTAINEBLEAU
77250 MORET LOING ET ORVANNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HERMINE LH TE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mars 2020 - 30 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des acquisitions avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des acquisitions, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
L'association Pas Trop Loing de la Seine a été créée en 2015 dans le but de créer un festival pluridisciplinaire "Au bon coin" en milieu rural. Très rapidement les activités se sont déployées et se déroulent toute l'année sur le sud du département de la Seine et Marne. La ligne artistique est principalement orientée vers les arts de la rue et du cirque.
L'association travaille en lien avec différentes structures culturelles ancrées sur le territoire sud seine-et-marnais ainsi que des organismes sociaux.
Le département de Seine et Marne, la Communauté de Communes Moret Seine-et-Loing et différentes communes soutiennent les actions de l'association.
En 2019 l'association a noué un partenariat avec la coopérative De Rue De Cirque (2R2C) dans le cadre de résidences de création. L'association travaille désormais en lien avec la Scène Nationale de Sénart dans le cadre de diffusion de spectacles Hors les Murs dans des communes rurales du territoire. Au coin des rues est une saison itinérante dans les petites communes du sud de la Seine et Marne qui s'étale d'avril à juillet. La première édition a eu lieu en 2019 dans trois communes et a touché 1000 spectateurs.
Le projet comporte l'acquisition d'un kiosque, de l'équipement scénique et du mobilier lié à l'accueil du

public.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements scéniques	27 000,00	100,00%
Total	27 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds européens Leader sud 77 sollicité	13 000,00	48,15%
Conseil Régional Île de France sollicité	8 600,00	31,85%
Apport fonds propres	5 400,00	20,00%
Total	27 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20004286 - THEATRE DE SARTROUVILLE ET DES YVELINES - RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS SCENIQUES ET NUMERIQUES

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	74 160,00 € HT	39,91 %	29 600,00 €
	Montant total de la subvention		29 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE SARTROUVILLE
Adresse administrative : PLACE JACQUES BREL
78500 SARTROUVILLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur SYLVAIN MAURICE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des acquisitions avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des acquisitions, la demande de subvention ayant été déposée avant tou commencement d'exécution.

Description :
Le Théâtre de Sartrouville, géré par une SARL, est subventionné en fonctionnement par le Ministère de la Culture dans le cadre d'un contrat de décentralisation dramatique et la ville de Sartrouville. Le Conseil Départemental des Yvelines intervient sur le projet Odyssées en Yvelines et, la Région sur la PAC. Sa labellisation en Centre Dramatique National permet une programmation diversifiée, ouverte et exigeante, représentative des différentes disciplines du spectacle vivant : les grandes œuvres du répertoire théâtral, chorégraphique ou musical, les spectacles d'aujourd'hui, les figures populaires et les artistes émergents, les cultures urbaines ou les formes savantes.
Le diagnostic du matériel son, lumière, scène et informatique révèle un état d'obsolescence ne permettant plus d'assurer des représentations de qualité, un renouvellement de ces équipements est donc indispensable. Il sera réalisé par tranches, la première prévue pour 2020 est d'un montant de 74 160 euros HT.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.
Cette subvention est allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la bses du règlement d'exemption par catégorie n°651/2014 de la commission européenne, publiée au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tapis de danse noir et blanc grande scène du théâtre	3 438,00	4,64%
Vidéoprojecteur	7 204,00	9,71%
Projecteurs à Led et crochets	40 442,00	54,53%
Serveur informatique	23 076,00	31,12%
Total	74 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Île de France sollicité	29 664,00	40,00%
Apport fonds propres Théâtre de Sartrouville	44 496,00	60,00%
Total	74 160,00	100,00%

DOSSIER N° 20004287 - LE COLOMBIER - COMPAGNIE LANGAJA- ACQUISITION DE MATERIELS SCENIQUE SCENOGRAPHIQUE ET NUMERIQUE

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	22 022,31 € HT	39,96 %	8 800,00 €
	Montant total de la subvention		8 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE LE COLOMBIER LANGAJA
Adresse administrative : 20 RUE MARIE ANNE COLOMBIER
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DANIEL MARGUERIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des acquisitions avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des acquisitions, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Le Colombier est un espace de création exclusivement dédié aux auteurs - metteurs en scène et chorégraphes. Il a été créé, aménagé et administré par une équipe artistique implantée depuis 1987 en Seine Saint Denis.
Dans le cadre de ses missions de Fabrique de Culture en partenariat avec le Conseil Régional d'île de France, cette structure favorise l'accueil de compagnies émergentes et de compagnies qui développent des démarches d'innovations artistiques. Depuis 1999 l'Association fait évoluer ce lieu par des opérations d'investissement de travaux, mise aux normes ...
Aujourd'hui les équipements sont devenus obsolètes et/ou vétustes empêchant d'accompagner certains projet ou équipes faute de disposer de matériel efficient et innovant. C'est pourquoi Le colombier prévoit l'acquisition en 2020 de matériel son, vidéo et scéniques pour un montant de 22 022,31 euros HT.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels son	7 318,31	33,23%
Matériels vidéo	9 098,00	41,31%
Matériels scène	5 606,00	25,46%
Total	22 022,31	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Départemental de la Seine Saint Denis sollicité	8 808,92	40,00%
Conseil Régional Île de France sollicité	8 808,92	40,00%
Apport fonds propres	4 404,47	20,00%
Total	22 022,31	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-294

DOSSIER N° 20004289 - RESEAU DES MUSIQUES ACTUELLES DE PARIS - ACQUISITION D'UNE PLATEFORME NUMERIQUE - WEB MUSIC IN PARIS

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	30 120,00 € TTC	23,24 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAP LE RESEAU DES MUSIQUES ACTUELLES DE PARIS
Adresse administrative : 8 RUE BOYER
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THOMAS KOFFI, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des acquisitions avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des acquisitions, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Le Réseau des Musiques de Paris s'est donné pour objectif en 2020 de créer la plateforme Web Music IN Paris en Ile-de-France – sous forme de carte géo-localisée. Elle présentera tous les acteurs de la filière des musiques actuelles : salles de spectacle, studios de répétitions et d'enregistrement, centres de formation. Par ailleurs, elle donnera des informations sur l'actualité des labels et proposera du rédactionnel de la part de média via des recommandations de lieux, d'événements, de playslists… en premier lieu sur Paris puis sur la Région Île-de-France.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition plateforme numérique	30 120,00	100,00%
Total	30 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC acquis	10 000,00	33,20%
Conseil Régional Île de france sollicité	8 000,00	26,56%
Apport fonds propres	12 120,00	40,24%
Total	30 120,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-294

DOSSIER N° 20007225 - MAISON DE LA POESIE - PARIS 3ème - RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS SON LUMIERE ET VIDEO

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	50 972,51 € HT	19,62 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE LA POESIE
Adresse administrative : 161 RUE SAINT-MARTIN
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise NYSSEN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des acquisitions avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des acquisitions, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
La Maison de la Poésie, scène littéraire parisienne (initié en 2013), accueille et rémunère près de 400 auteurs chaque année et leur permet de rencontrer un large public (environ 36 000 spectateurs par an); et ce, dans des locaux de 1350m2 mis à disposition par la Ville de Paris. Elle organise plus de 350 évènements littéraires annuels, soirée - évènements uniques, rencontre d'auteurs, lectures, lectures musicales, concerts littéraires permettant de découvrir autrement la littérature contemporaine et, les auteurs d'aujourd'hui. Leurs équipements techniques son et lumière étant obsolètes, il est envisagé le changement de l'ensemble du système son, console et diffusion pour la salle Lautréamont (40 places), de la console lumière et des gradateurs pour la salle Seghers (167places) ainsi que l'acquisition de quelques projecteurs.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Remplacement équipement son salle Lautréamont	21 544,18	42,27%
Remplacement console lumière et gradateurs salle Seghers	29 428,33	57,73%
Total	50 972,51	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris sollicitée	17 600,00	34,53%
Conseil Régional Île de France sollicité	20 000,00	39,24%
Apport fonds propres	13 372,51	26,23%
Total	50 972,51	100,00%

ANNEXE 2 AVENANT ARNOUVILLE

AVENANT N°1
A LA CONVENTION N°CP CP2019-315 DU 3 JUILLET 2019
AU TITRE DE L'INVESTISSEMENT CULTUREL – AMENAGEMENT

N°CP2020-294 (dossier n°19006506)

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, agissant en vertu de la délibération n° CP2020-294 du 1ER JUILLET 2020.
ci-après dénommée la "Région"
d'une part,

et

La structure dénommée : COMMUNE D'ARNOUVILLE
adresse : 15 RUE ROBERT SCHUMAN - 95400 ARNOUVILLE
représenté par : Monsieur Pascal DOLL,
Titre : Maire
ci-après dénommée " le bénéficiaire "

d'autre part,

PREAMBULE
Le bénéficiaire s'est vu attribuer une subvention de 278 000€ votée par délibération n° CP CP2019-315 au titre de l'investissement culturel, (cf. délibération n° CP2019-315 du 3 juillet 2019). Suite à une réévaluation de leur base subventionnable une affectation complémentaire de 522 000 € est donc votée par délibération n° CP2020-294 du 1er juillet 2020, qui fait l'objet du présent avenant.

Une instruction complémentaire du dossier déposé par ce bénéficiaire et le plan régional en faveur du Val d'Oise adopté fin 2019 permettent de proposer une affectation complémentaire de 522 000 € à la première affectation de 278 000 € votée par délibération n° CP2019-315 du 3 juillet 2019 au titre du soutien à l'investissement culturel pour la construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle. En conséquence, les indications relatives aux dates prévisionnelles du projet, au montant d'aide régionale, à la base subventionnable et au taux d'intervention régionale de la fiche projet initiale sont à modifier. C'est l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1
Le programme d'action et le montant de la subvention régionale pour la période du 01/09/ 2019 au 01/09/2022, figurent en annexe au présent avenant.

ARTICLE 2
Les pièces contractuelles comprennent l'avenant proprement dit et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP2020-294 du 1er juillet 2020.

ARTICLE 3 :
Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le .....

Le bénéficiaire

M.
(*signature et cachet*)

Le

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation,

Commissions permanentes du 3 juillet 2019 - CP2019-315
et du 1er juillet 2020 CP2020-294

DOSSIER N° 19006506 - EXTENSION ET REHABILITATION DE L'ESPACE CHARLES AZNAVOUR - VILLE D'ARNOUVILLE

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	3 974 230,47 € HT	20,13 %	800 000,00 €
	Montant voté en CP2019-315		278 000,00 €
	Montant voté en CP2020-294		522 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARNOUVILLE
Adresse administrative : 15 RUE ROBERT SCHUMAN
95400 ARNOUVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal DOLL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 1 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des acquisitions, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
La ville d'Arnouville dans le Val d'Oise (14 4331 habitants) voit sa population croître et se diversifier, ce qui génère de nouveaux besoins de services. Aussi, la municipalité doit adapter ses équipements et développer ses services, notamment pour améliorer et diversifier l'offre culturelle existante.
La saison culturelle municipale propose des événements et des spectacles de toutes disciplines : danse, musique, théâtre, humour, cirque, ciné-concert, conte, expositions pour une fréquentation annuelle d'environ 1 700 scolaires et 3 000 spectateurs. La Ville d'Arnouville est également signataire d'un Contrat local d'éducation artistique avec la DRAC. Enfin, elle accueille des événements proposés par les écoles, associations, et la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France (Festival de la littérature jeunesse). A moyen terme, la Ville souhaite ouvrir un conservatoire de musique et de danse.
L'espace culturel Charles Aznavour, construit en 1992, est très fréquemment utilisé et ne répond plus aux besoins actuels, une réhabilitation complète de l'équipement est indispensable.
Le projet de travaux consiste en une extension de l'équipement (surface actuelle : 1500 m²) incluant d'une part, la construction d'une nouvelle salle de réception plus particulièrement destinée aux associations et aux particuliers pour des évènement favorisant le lien social et la diffusion musicale et, d'autre part, la réhabilitation (notamment acoustique) des deux salles existantes dont une sera dédiée au spectacle vivant. Les travaux débuteront en septembre 2019 pour une livraison au dernier trimestre 2021.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Une première subvention de 278 000 € a été attribuée par délibération n° CP2019-315 du 3 juillet 2019.

La base subventionnable prend en compte les espaces pouvant être considérés comme affectés au spectacle vivant soit 1 278,4m².
La base subventionnable correspond à 3 974 230,47 € HT.

Localisation géographique :
- ARNOUVILLE-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires de maîtrise d'œuvre et dépenses annexes	575 399,18	8,67%
Travaux et équipements	6 058 108,00	91,33%
Total	6 633 507,18	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Départemental 95 sollicité	330 000,00	4,97%
Etat sollicité	70 000,00	1,06%
Fonds propres de la ville	4 283 507,18	64,57%
Conseil Régional Île de France sollicité	1 950 000,00	29,40%
Total	6 633 507,18	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-295

DU 1 JUILLET 2020

QUATRIÈMES AFFECTATIONS 2020 POUR LE CINÉMA ET L'AUDIOVISUEL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n°SA.56897 Île-de-France relatif au fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la commande publique ;

VU la délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

VU la délibération n° CR85-14 du 21 novembre 2014 attribuant la subvention à la société AUTOCHENILLE PRODUCTION pour la mise en œuvre du projet de film d'animation PETIT VAMPIRE de Joann Sfar ;

VU la délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n°CR2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa Présidente en matière de marchés publics ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération CR 2017-10 du 26 janvier 2017 portant refonte du fonds de soutien cinéma et audiovisuel et amélioration de l'Aide à l'écriture de scénario ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par les délibérations n°CP2017-191 du 17 mai 2017 et CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération CR 2018-004 du 15 mars 2018 relative à la création du fonds d'aide à la création de jeu vidéo ;

VU la délibération CP2016-146 du 18 mai 2016 adoptant les conventions-type relatives aux réseaux cinématographiques franciliens ;

VU la délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 adoptant notamment les conventions-types du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel ;

VU les délibérations, CP 2017-465 du 18 octobre 2017 et CP 2018-238 du 30 mai 2018 relatives aux évolutions du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel ;

VU la délibération n° CP 2018-238 du 30 mai 2018 adoptant notamment les conventions-types de l'Aide après-réalisation ;

VU la délibération n°CP2018-543 du 21 novembre 2018 adoptant notamment les conventions-types du Fonds d'aide à la création de jeu vidéo ;

VU la délibération n° CP 2019-311 du 3 juillet 2019 adoptant notamment les conventions-types de l'Aide à l'écriture de scénario ;

VU la délibération CP2019-511 du 20 novembre 2019 adoptant les conventions-type relatives aux manifestations cinématographiques franciliens ;

VU l'avis des comités de lecture de l'aide à l'écriture de scénario des 7 et 23 avril 2020 (collège auteurs débutants) et 29 avril 2020 (collège confirmé) ;

VU l'avis du comité de sélection du Fonds d'aide à la création de jeu vidéo du 28 avril 2020 ;

VU l'avis de la commission de visionnage de l'Aide après réalisation du 24 avril 2020 (courts métrages) et du 30 avril 2020 (longs métrages) ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-295 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide de participer au titre du dispositif Soutien aux manifestations et réseaux cinématographiques au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de 9 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **125 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par les délibérations CP 16-146 du 18 mai 2016 et CP n° 2019-511 du 20 novembre 2019 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **125 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100902 "Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles " du budget 2020.

Article 2 : Aide à l'écriture de scénario

Décide de participer au titre de l'aide à l'écriture de scénario, au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution de 13 bourses (10 projets) d'un montant maximum de **104 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°CP2019-311 du 3 juillet 2019 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **104 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100904 "soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle" du budget 2020. »

Article 3 : Dispositif d'Aide après réalisation

Décide de participer au titre du dispositif d'Aide après réalisation, au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution de 12 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **276 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération CP2018-238 du 30 mai 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **276 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100905 « Aide à après réalisation » du budget 2020.

Article 4 : Fonds de soutien audiovisuel et cinéma - Projet de film d'animation PETIT VAMPIRE de Joann Sfar - Affectation partielle de la subvention régionale suite à une caducité de la convention (dossier n° EX006355)

Décide d'attribuer une subvention de 257 500 € à la société the magical society by joann sfar correspondant au solde de la subvention attribuée initialement à cette société par délibération n° CR 85-14 du 21 novembre 2014.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention spécifique figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 257 500 € disponible sur le chapitre 903 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-015 (131015) «Fonds d'investissement pour la Culture» action 13101502 «Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle» du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe n°1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3, de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR01- 16 du 21 janvier 2016.

Article 5 : Fonds d'aide à la création de Jeu Vidéo

Décide de participer au titre du dispositif d'aide à la création de jeu vidéo, au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution de 6 aides remboursables d'un montant maximum prévisionnel de **395 000 €.**

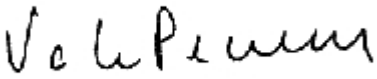
Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n°CP2018-543 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **395 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101503 « Jeux Vidéos » du budget 2020.

Article 6 : dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182053-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20006579 - PETIT VAMPIRE de Joann Sfar (Affectation partielle de la subvention régionale suite à une caducité de la convention)

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	257 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THE MAGICAL SOCIETY BY JOANN SFAR
Adresse administrative	:	141 BD NEY 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur ATON SOUMACHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 juin 2014 - 24 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Titre : PETIT VAMPIRE
Nationalités du projet (incluant tous les pays coproducteurs) : France, Belgique
Réalisateur/trice (s) : Joann Sfar
Auteur (e/s) : Jonn Sfar, Sandrina Jardel
Nature : Animation
Genre : Animation Famille
Interprètes principaux : Camille Cottin, Eric Judor, Alex Lutz, Jean-Paul Rouve
Durée estimée : 1h17
Budget de l'œuvre : 10 094 899 €
Budget de l'œuvre (hors frais généraux, imprévus, frais financiers et poste 9) : 8 484 887 €
Budget de l'œuvre dépensé en Ile-de-France (hors frais généraux, imprévus, frais financiers et poste 9) : 6 559 587 €
Pourcentage du budget dépensé en Ile-de-France (hors frais généraux, imprévus, frais financiers et poste 9) : 77 %

Résumé : PETIT VAMPIRE s'ennuie, il a dix ans depuis 300 ans et veut aller à l'école pour faire des amis. Michel est orphelin, a des problèmes de comportement à l'école et se sent à l'aise lorsqu'il découvre le

monde enchanteur de son copain mort-vivant. L'amitié entre les deux garçons est instantanée, mais le terrifiant Gibbous, une créature surnaturelle au visage lunaire, qui a juré de détruire la joyeuse petite communauté des morts-vivants, met de nombreux des obstacles sur leur chemin.

PETIT VAMPIRE est l'adaptation de la bande dessinée éponyme créée par Joann Sfar. Joann Sfar est un auteur sans limite qui publie chaque année de nouveaux livres d'animations ou autres. Il a réalisé le long métrage cinématographique de fiction GAINSBOURG, VIE HEROÏQUE qui a reçu une aide à la production de la Région Ile-de-France en 2008.

Passage en Comité de lecture Cinéma le 29 juin 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de l'œuvre en Ile-de-France (hors frais généraux, imprévus, frais financiers et poste 9) :	6 559 587,00	64,98%
Dépenses (frais généraux, imprévus, frais financiers et poste 9)	1 610 012,00	15,95%
Dépenses hors Ile de France (hors frais généraux, imprévus, frais financiers et poste 9)	1 925 300,00	19,07%
Total	10 094 899,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports numéraires (On Entertainment - acquis	1 060 871,00	10,51%
Crédit d'impôts estimé (On Entertainment)	1 734 412,00	17,18%
Co-production (Studio Canal) acquis	500 000,00	4,95%
Co-production (France 3) acquis	450 000,00	4,46%
Crédit finition Cofiloisir acquis	460 000,00	4,56%
CNC acquis	536 382,00	5,31%
Région Ile-de-France sollicité	515 000,00	5,10%
Préventes et minima garantis (France 3 sollicité)	450 000,00	4,46%
Préventes et minima garantis (Canal +) sollicité	1 184 381,00	11,73%
Préventes et minima garantis (Studio Canal sollicité)	2 300 000,00	22,78%
Ciné Plus sollicité	131 365,00	1,30%
Canal + sollicité (Afrique et Suisse)	3 832,00	0,04%
Co-producteur (Panache) acquis	708 656,00	7,02%
Aide Sofica (sollicité)	60 000,00	0,59%
Total	10 094 899,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050121 - AMEN

Dispositif : Fonds d'aide à la création de jeu vidéo (n° 00001112)
Délibération Cadre : CR2018-004 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 903-312-2745-131015-300
Action : 13101503- Jeux vidéos

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 87 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TOUCHED BY GRACE
Adresse administrative	:	26 RUE DES FOSSES SAINT JACQUES 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur BENOIT BOUTTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la création du jeu vidéo AMEN

Dates prévisionnelles : 28 février 2020 - 28 février 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur du jeu vidéo, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Présentation société : Touched by Grace est une jeune société créée en février 2018 ET aspirant à créer de nouvelles propriétés intellectuelles dans le domaine de l'entertainment et plus particulièrement dans celui des jeux video. La société a été créée par des vétérans de l'industrie du jeu vidéo.

Touched by Grace a produit les jeux L'Arbre, Classic Games, FIEF et les Montagnes Hallucinées (soutenu par la Région 50 000 € à la 2ème session 2019)

Présentation du jeu : Actions et Frissons en mode RPG
Amen est un jeu d'ambiance combinant réflexion, challenges et frissons dans un univers hautement stylisé et définitivement nouveau.
Benedetto Lamberti est un prêtre exorciste. Au sein du Vatican et à travers le monde, dans un univers mystique où la spiritualité et l'occulte se conjuguent, notre héros va devoir enquêter et livrer un combat titanesque : l'expulsion des démons hantant le corps et l'esprit de malheureuses victimes.

Supports de diffusion : consoles de salon - Public : à partir de 16 ans.

Date prévisionnelle de sortie du jeu : janvier 2022

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de production en Île-de-France	602 000,00	87,25%
Dépenses de production hors Île-de-France	78 000,00	11,30%
Dépenses en IDF déjà engagées à la date de la demande	10 000,00	1,45%
Total	690 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports société de production	130 000,00	18,84%
Apports en industrie (préciser l'origine et la nature)	10 000,00	1,45%
1er coproducteur français	200 000,00	28,99%
CNC autres	90 000,00	13,04%
Autres (préciser)	173 000,00	25,07%
Aide Région Ile-de-France proposée	87 000,00	12,61%
Total	690 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050161 - 3ND - BELLOW NOTRE DAME

Dispositif : Fonds d'aide à la création de jeu vidéo (n° 00001112)
Délibération Cadre : CR2018-004 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 903-312-2745-131015-300
Action : 13101503- Jeux vidéos

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 95 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PIRANAKING
Adresse administrative	:	7 RUE VASCO CORSI 13200 ARLES
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur GUY ARNAUDO, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la création du jeu vidéo 3ND BELLOW NOTRE DAME

Dates prévisionnelles : 28 février 2020 - 28 février 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur du jeu vidéo, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Présentation société : Piranaking est un petit studio indépendant français, basé à Paris créé en 2014. Le noyau dur de Piranaking est constitué de trois partenaires actifs : Khao (Game Director), Trex (Lead Programmeur) et Bastien (Directeur Artistique). L'équipe est complétée par Pierre Baussaron, producteur, spécialisé dans la production de films d'animation et de jeux vidéo. Piranaking collabore avec un vaste réseau de graphistes talentueux travaillant en 3D, parmi lesquels beaucoup sont diplômés de la prestigieuse école des Gobelins. C'est ainsi que le studio s'est agrandi pour devenir une équipe de 9 pendant la production de LASTFIGHT. La ligne éditoriale de Piranaking est articulée autour de jeux qui plairaient aux fondateurs, c'est-à-dire essentiellement les jeux de combat/action/aventure, avec une scénarisation poussée et, surtout, un gameplay très fin et profond. Piranaking a créé et publié LASTFIGHT sur PS4, XBox One, Mac et PC, en auto-édition.

Présentation du jeu : Notre héros découvre un cadavre qui lui est très familier, avec une lampe au sol. Il décide de prendre la lampe, mais sait qu'un danger rode, il ne peut pas s'attarder sur ce cadavre qui lui ressemble comme deux gouttes d'eau, il doit avancer. Basé sur l'univers graphique unique de Bastien Vives, 3ND est un roguelite qui fait une relecture de la création de Notre Dame de Paris. Notre héros est une représentation de Victor Hugo qui s'enfonce dans les limbes de ses pensées alors qu'il est en train d'écrire son oeuvre.
Le jeu propose un mode solo, un mode PVP en ligne et un mode multijoueur coopératif en ligne (jusqu'à 3

joueurs).

Le projet de jeu a été déposé à la session 2018 sous le nom DERBY NIGHTMARE puis retiré par le Producteur.

Supports de diffusion : consoles de salon - Public : à partir de 16 ans.

Date prévisionnelle de sortie du jeu : mars 2022

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de production en Île-de-France	818 483,00	90,95%
Dépenses déjà engagées à la date de la demande	81 447,00	9,05%
Total	899 930,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports société de production	29 930,00	3,33%
CNC autres	75 000,00	8,33%
Aide Région Ile-de-France proposée	95 000,00	10,56%
Aide CNC (en cours)	150 000,00	16,67%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser)	250 000,00	27,78%
Fonds privés, Fondations, mécénat	300 000,00	33,34%
Total	899 930,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050162 - BATTLE GOBLINS

Dispositif : Fonds d'aide à la création de jeu vidéo (n° 00001112)
Délibération Cadre : CR2018-004 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 903-312-2745-131015-300
Action : 13101503- Jeux vidéos

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 54 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RUNES STUDIO
Adresse administrative	:	QUAI DE JUILLET 14000 CAEN
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur PAUL VAUDANDAINE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la création du jeu vidéo BATTLE GOBLINS

Dates prévisionnelles : 28 février 2020 - 28 février 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur du jeu vidéo, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Présentation société : Fondé début 2020, Runes Studio, c'est avant tout une équipe expérimentée et avide d'innovation.
Créé à partir d'anciens membres de Malkyrs et de Cyanide, Runes Studio allie innovation et savoir-faire créatif pour créer des jeux rassemblant joueurs et spectateurs.
Principalement issue des équipes de production de Styx : Master of Shadow et Styx : Shards of Darkness, l'équipe artistique du jeu Battle Goblins est une experte absolue du genre gobelin. De son côté, l'équipe de programmation et de production est une habituée des jeux multi-joueurs qui explorent des stratégies de contenus sur le long terme et qui animent de fortes communautés.

Battle Goblins est leur 1er jeu produit

Présentation du jeu : Battle Goblins est le troisième jeu créé autour de la licence Malkyrs.

Le jeu est développé par Runes Studio, un studio composé de profils expérimentés dans la production AA. Ce jeu fait évoluer le lien entre le spectateur et le joueur.
Il s'agit d'un jeu d'arène sportif, narratif et multijoueur à la croisée des genres Battle Royale et MOBA. Dix joueurs s'affrontent au sein d'un stade afin de gagner les faveurs d'un public en délire. Le dernier joueur debout remporte le match.

Supports de diffusion : pc, switch, mobiles - Public : à partir de 12 ans.

Date prévisionnelle de sortie du jeu : aout 2021

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de production en Île-de-France	381 200,00	59,10%
Dépenses de production hors Île-de-France	263 800,00	40,90%
Total	645 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports société de production	40 000,00	6,23%
Apports en industrie (préciser l'origine et la nature)	30 000,00	4,67%
CNC autres	142 820,00	22,25%
Aide Région Ile-de-France proposée	54 000,00	8,41%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser)	135 000,00	21,03%
Fonds privés, Fondations, mécénat	30 000,00	4,67%
Fonds privés, Fondations, mécénat	170 000,00	26,49%
Autres (préciser)	40 000,00	6,23%
Total	641 820,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050164 - DREAMWALKERS

Dispositif : Fonds d'aide à la création de jeu vidéo (n° 00001112)
Délibération Cadre : CR2018-004 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 903-312-2745-131015-300
Action : 13101503- Jeux vidéos

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 64 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MONOCHROME
Adresse administrative	:	25 RUE SEDAINE 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur CHRISTOPHE MARQUET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la création du jeu vidéo DREAMWALKERS

Dates prévisionnelles : 28 février 2020 - 28 février 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur du jeu vidéo, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Présentation société : Monochrome est un studio de design 3D indépendant de 6 personnes qui produit ses propres jeux vidéo, conçoit et développe des expériences pour des artistes, des marques (luxe, art de vivre, architecture). Monochrome produit tous types d'expériences immersives faisant appel à l'animation 3D (jeux vidéo, AR, VR et projection).

C'est leur 2ème jeu : précédemment produit : Singularity5 (wave shooter VR)

Présentation du jeu : LONDRES 1889 : Emma, une fillette de dix ans, se réveille totalement amnésique au cimetière d'une immense propriété, le Manoir. Les lieux lui semblent étrangement familiers, mais elle est incapable de se rappeler comment et pourquoi elle est arrivée ici. Emma est en réalité prisonnière d'un cauchemar. Seul Fenton, son ours en peluche préféré, prend vie pour l'aider. Ensemble, Emma et Fenton n'ont qu'un seul objectif : se réveiller pour sortir de ce cauchemar. DreamWalkers invite le joueur à résoudre 64 énigmes à travers 8 univers se déroulant à l'intérieur et à l'extérieur du Manoir. Chaque fois qu'elle résout une énigme, Emma s'approche de plus en plus de la fin du cauchemar et d'un réveil paisible.
Supports de diffusion : PC - Public : à partir de 7 ans.

Date prévisionnelle de sortie du jeu : octobre 2021

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de production en Île-de-France	525 014,00	100,00%
Total	525 014,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports société de production	461 014,00	87,81%
Aide Région Ile-de-France proposée	64 000,00	12,19%
Total	525 014,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050165 - SMASH FURY

Dispositif : Fonds d'aide à la création de jeu vidéo (n° 00001112)
Délibération Cadre : CR2018-004 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 903-312-2745-131015-300
Action : 13101503- Jeux vidéos

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 71 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	OVERBLAST
Adresse administrative	:	59 RUE DU FAUBOURG SAINT ANTOINE 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur AMIEL TENENBAUM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la création du jeu vidéo SMASH FURY

Dates prévisionnelles : 25 février 2020 - 25 février 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur du jeu vidéo, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Présentation société : OverBlast est un studio de production indépendant ayant pour ambition de créer des jeux mobiles AAA innovants, pour un public exigeant.
Nous nous spécialisons dans les jeux midcore d'action et de stratégie avec un potentiel eSport affirmé.
Nous sommes convaincus que pour bâtir un succès durable, il faut proposer une expérience de jeu unique et aboutie, capable de créer une communauté de joueurs solide et engagée.
OverBlast a été fondé par Marc Hernandez, ancien Directeur créatif chez Gameloft et Ubisoft, par Amiel Tenenbaum, producteur audiovisuel depuis plus de 10 ans, avec une spécialisation dans l'animation et par Blast Production, société de production parisienne fondée en 2011.
SMASH FURY est leur 1er jeu produit

Premier jeu produit

Présentation du jeu : Smash Fury est un jeu de combat sur plateformes pour mobiles.
Le joueur est incarné par un Animal Totem avec lequel il entame l'aventure pour collecter des pouvoirs et d'autres Animaux Totems.
Les controles sont adaptés au mobile pour permettre une prise en main intuitive au joueur novice (tap et swipe)
Le jeu propose une expérience multi-joueurs en local afin de favoriser les interactions positives entre

joueurs.

Supports de diffusion : mobiles - Public : à partir de 12 ans.
Distribution sur apple store ou google play
démo jouable disponible

Date prévisionnelle de sortie du jeu : fin 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de production en Île-de-France	387 050,00	86,00%
Dépenses de production hors Île-de-France	3 000,00	0,67%
Dépenses déjà engagées à la date de la demande	60 000,00	13,33%
Total	450 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports société de production	104 000,00	23,11%
Apports en industrie (préciser l'origine et la nature)	65 050,00	14,45%
CNC autres	150 000,00	33,33%
Aide région Ile-de-France proposée	71 000,00	15,78%
Fonds privés, Fondations, mécénat	60 000,00	13,33%
Total	450 050,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050166 - SEDUCTION STORIES : PARIS, saison 2

Dispositif : Fonds d'aide à la création de jeu vidéo (n° 00001112)
Délibération Cadre : CR2018-004 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 903-312-2745-131015-300
Action : 13101503- Jeux vidéos

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BUTOKAI
Adresse administrative	:	5 RUE SAINT MARC 75002 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur CONSTANTIN BERTHELIER, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la création du jeu vidéo SEDUCTION STORIES : PARIS, saison 2

Dates prévisionnelles : 28 février 2020 - 28 février 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur du jeu vidéo, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Présentation société : Butokaï a été fondé en 2018 à l'initiative de Constantin Berthelier, scénariste spécialisé dans le jeu vidéo, afin de pouvoir éditer Seduction Stories.
Seduction Stories est le tout premier jeu de Butokaï, qui aura à coeur de développer des jeux vidéo de qualité à destination d'un public majoritairement féminin.
La société a à coeur de développer des jeux Otome de qualité, tout en mettant en avant la culture française et en proposant des jeux empreints de valeurs positives et de diversité.

Premier jeu produit (la 1ère saison du jeu est déjà disponible)

Présentation du jeu : Vous venez d'arriver à Paris et avez décroché votre premier travail en tant que vendeuse dans une petite pâtisserie de quartier. C'est une toute nouvelle vie pour vous ! Et vous n'allez pas tarder à rencontrer trois beaux garçons, qui vont clairement manifester de l'intérêt pour vous, Adrien, Stanislas et Gaspard !
Adrien, le bad boy au grand cœur, aura du mal à avouer ses sentiments. Stanislas, le prince des quartiers chics sera, déchiré entre ses responsabilités et son attirance pour vous ! Quant à Gaspard, un terrible drame familial l'empêchera de s'investir pour vous...
Des secrets, de l'amour, du mystère, de la romance, c'est ce qui vous attend dans Seduction Stories.
Face à cela, seuls vos choix et votre détermination vous permettront de trouver l'amour avec le garçon de

votre choix, et de vivre une fin heureuse !

Supports de diffusion : mobiles - Public : à partir de 12 ans.

Date prévisionnelle de sortie du jeu : un nouveau chapitre dispo toute les semaines
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses en Ile-de-France	125 180,00	68,34%
Dépenses hors Ile-de-France	58 000,00	31,66%
Total	183 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	159 180,00	86,90%
Aide Région Ile-de-France proposée	24 000,00	13,10%
Total	183 180,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20007462 - FESTIVAL PARADISIO - 3EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	78 000,00 € TTC	6,41 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL PARADISIO
Adresse administrative : PLACE DE L EGLISE
77940 FLAGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry MAUVOISIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 3EME EDITION DU FESTIVAL PARADISIO EN 2020
Du 28 au 30 août 2020 à Moret-Louing-et-Orvanne (77)

Dates prévisionnelles : 24 avril 2020 - 30 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Pour cette troisième édition, le festival se déplace de Flagy à Moret-Loing-et-Orvanne. Cette manifestation de fin d'été continue de valoriser le cinéma de patrimoine et les métiers du cinéma : projections en plein air de films de patrimoine, scénographies de plateaux de tournage, exposition d'affiches et d'objets rares du 7ème art sont au programme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Logistique	10 700,00	13,72%
Administration	2 600,00	3,33%
Communication	3 300,00	4,23%
Artistique	51 400,00	65,90%
Rémunérations	6 000,00	7,69%
Imprévus	4 000,00	5,13%
Total	78 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenariats privés	19 000,00	24,36%
Financement participatif	8 000,00	10,26%
Mécénat	28 000,00	35,90%
CD 77 (EC)	5 000,00	6,41%
DRAC (EC)	5 000,00	6,41%
Région IdF (sollicitée)	5 000,00	6,41%
Autres produits	8 000,00	10,26%
Total	78 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20007465 - FESTIVAL VIVA MEXICO - 8EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	130 000,00 € TTC	3,85 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION INC FRANCE MEXIQUE
Adresse administrative : 137 AVENUE PARMENTIER
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Clémence VAZARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 8EME EDITION DU FESTIVAL VIVA MEXICO EN 2020
Du 7 au 13 octobre 2020 au cinéma Luminor à Paris et à Aubervilliers et St-Denis

Dates prévisionnelles : 26 avril 2020 - 13 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
La programmation du festival Viva Mexico est constituée d'une quinzaine de films mexicains contemporains et de patrimoine. Il organise des rencontres avec des réalisateurs, ainsi que des séances scolaires pour les lycéens accompagnées de débats.

En 7 ans d'existence, le festival a démontré qu'il a un impact sur la promotion du cinéma mexicain et qu'il est un espace privilégié de rencontres et échanges entre les deux cultures. En outre, il organise des rencontres professionnelles en partenariat avec Film Paris Région.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	15 000,00	11,54%
Services extérieurs	20 000,00	15,38%
Autres services extérieurs	95 000,00	73,08%
Total	130 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie	7 500,00	5,77%
Ville de Paris (EC)	5 000,00	3,85%
DRAC (EC)	5 000,00	3,85%
Région IdF (sollicitée)	5 000,00	3,85%
Autres produits	107 500,00	82,69%
Total	130 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20007466 - FETE DU CINEMA D'ANIMATION EN ILE-DE-FRANCE - 19EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	106 000,00 € TTC	9,43 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFCA ASS FRANCAISE DU CINEMA D ANIMATION
Adresse administrative : 18 PASSAGE DU CHANTIER
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane PIERA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 19EME EDITION DU FETE DU CINEMA D'ANIMATION EN ILE-DE-FRANCE EN 2020
Du 14 au 31 octobre 2020 dans toute l'Île-de-France

Dates prévisionnelles : 28 avril 2020 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
La 19ème édition de la Fête du Cinéma d'Animation qui se déroulera en Île-de-France du 14 au 31 octobre 2020 est mise en œuvre par l'AFCA (Association Française du Cinéma d'Animation) qui a pour mission de promouvoir et valoriser le cinéma d'animation. Cette fête est l'occasion de mettre l'accent sur la créativité des écoles d'animation ainsi que des réalisateurs émergents et des sociétés de production de cinéma d'animation dont la majorité sont en Île-de-France.

Cet événement qui a mis en place 253 actions en 2019, proposera au grand public en octobre 2020 de découvrir de nombreux films d'animation en avant-premières, d'assister à des rencontres avec des professionnels lors de tables rondes, de participer à des ateliers, de voir des expositions, des ciné-concerts, des ciné-spectacles ...

Les lieux associés à cette manifestation sont très variés : cinémas, bibliothèques et médiathèques, écoles de cinéma d'animation, associations culturelles, lieux alternatifs. Chaque proposition sera accompagnée d'une démarche pédagogique. Une documentation spécifique est conçue pour s'adapter à chaque tranche d'âges. En outre l'association continue son action de formation au cinéma d'animation avec la médiathèque départementale de Seine-et-Marne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	35 000,00	33,02%
Services extérieurs	3 000,00	2,83%
Autres services extérieurs	16 000,00	15,09%
Salaires et traitements	38 000,00	35,85%
Autres charges de gestion courante	5 000,00	4,72%
Autres charges indirectes affectées à l'action	9 000,00	8,49%
Total	106 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	20 000,00	18,87%
CNC (EC)	50 000,00	47,17%
DRAC (EC)	10 000,00	9,43%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	9,43%
Ville de Paris (EC)	5 000,00	4,72%
Autres produits	11 000,00	10,38%
Total	106 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20007467 - FESTIVAL CINE BANLIEUE - 15EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	43 000,00 € TTC	23,26 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EXTRA MUROS
Adresse administrative : 99 AVENUE JEAN-BAPTISTE CL MENT
93430 VILLETANEUSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Julia CORDONNIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 15EME EDITION DU FESTIVAL CINE BANLIEUE EN 2020
Du 4 au 13 novembre 2020 au cinéma UGC Ciné Cité Paris 19, à l'Ecran de St-Denis et à Commune Image à St-Ouen

Dates prévisionnelles : 27 avril 2020 - 13 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Initié par des étudiants, des chercheurs et des enseignants de l'Université Paris 13, ce festival valorise la richesse culturelle de la banlieue par le biais de l'image en diffusant des films, de tous formats qui interrogent la représentation cinématographique de cet univers urbain.

L'édition 2020 du festival proposera une sélection de films de courts et de longs-métrages. Les organisateurs, pour accompagner les films, organisent des débats en y associant des universitaires, des réalisateurs, des personnalités, des étudiants et des jeunes réalisateurs issus de banlieue. Le festival décernera plusieurs prix qui seront dotés.

Le festival poursuivra également son action en direction des jeunes réalisateurs émergents en mettant en place des rencontres professionnelles avec des producteurs et diffuseurs. Cette action est menée par le festival dans le cadre de l'opération "Talents en court" mise en place par le CNC.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 000,00	6,98%
Services extérieurs	6 000,00	13,95%
Autres services extérieurs	14 000,00	32,56%
Charges de personnel	20 000,00	46,51%
Total	43 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRJSCS (EC)	11 000,00	25,58%
DRAC (EC)	5 000,00	11,63%
CD 93 (EC)	10 000,00	23,26%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	23,26%
Ville de Paris (EC)	5 000,00	11,63%
Autres produits	2 000,00	4,65%
Total	43 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20007468 - FESTIVAL CHERIES, CHERIS - 26EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	78 000,00 € TTC	25,64 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RAINBOW SUBMARINE
Adresse administrative : 5 RUE PIERRE L'ERMITE 75018 PARIS
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent BOCAHUT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 26EME EDITION DU FESTIVAL CHERIES, CHERIS EN 2020
Du 26 novembre au 1er décembre 2020 dans les cinémas MK2 Beaubourg, Bibliothèque & Quai de Loire à Paris et courant 2021 à Pantin, St-Denis, Créteil, Montrouge, Versailles

Dates prévisionnelles : 29 avril 2020 - 1 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Le festival "Chéries, chéris" (Festival du Film Lesbien, Gay, Bi, Trans, Queer et ++++) bénéficie d'une réputation internationale et ces dernières années la fréquentation du festival est en constante augmentation.

Ce festival présente des films en avant-premières, une compétition, un panorama, des rétrospectives et des rencontres avec des artistes. Le festival se déroule principalement à Paris (dans 3 cinémas du groupe MK2), avec une diffusion des films primés en 2021 en Île-de-France (5 villes préssenties : Pantin, St-Denis, Créteil, Montrouge, Versailles).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement	7 000,00	8,97%
Programmation et films	35 000,00	44,87%
Communication	22 000,00	28,21%
Missions, réceptions	9 000,00	11,54%
Autres services extérieurs	5 000,00	6,41%
Total	78 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DILCRAH (EC)	7 000,00	8,97%
DRAC (EC)	7 000,00	8,97%
Ville de Paris (EC)	20 000,00	25,64%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	25,64%
Autres produits	24 000,00	30,77%
Total	78 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20009470 - 15 PROJECTIONS DE FILMS POUR LES ENFANTS DANS LES HOPITAUX FRANCILIENS - JUILLET A OCTOBRE 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	67 000,00 € TTC	22,39 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REVE DE CINEMA
Adresse administrative : 22 BOULEVARD S BASTOPOL
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE SVANDA, Vice-présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 15 PROJECTIONS DE FILMS POUR LES ENFANTS DANS LES HOPITAUX FRANCILIENS - JUILLET A OCTOBRE 2020

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
15 PROJECTIONS DE FILMS POUR LES ENFANTS DANS LES HOPITAUX FRANCILIENS - JUILLET A OCTOBRE 2020

L'association Rêve de Cinéma qui intervient en milieu hospitalier et dans les centres spécialisés depuis plus de 20 ans est déjà particulièrement sensibilisée aux précautions d'usage des établissements.
Dans le cadre de la crise engendrée par la Covid 19, la projectionniste sera seule lors des projections (aucun bénévole jusqu'à nouvel ordre). Elle assumera le montage, la projection et le démontage en suivant les règles sanitaires supplémentaires éventuelles exigées par les établissements et se tiendra toujours à bonne distance des patients spectateurs et des soignants afin de limiter au maximum les interactions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	39 100,00	58,36%
Services extérieurs	7 220,00	10,78%
Autres services extérieurs	4 800,00	7,16%
Rémunération des personnels	15 880,00	23,70%
Total	67 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	10 000,00	14,93%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	29,85%
Orange	15 000,00	22,39%
Allociné	22 000,00	32,84%
Total	67 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20007888 - ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN ESSONNE - 2020

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	313 000,00 € TTC	9,58 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINESSONNE SALLE J-L BARRAULT
Adresse administrative : 15 PLACE JACQUES BREL
91130 RIS ORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal PLATEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN ESSONNE
Du 1er janvier au 31 décembre 2020

Description :
L'association Cinéssonne, crée en 1996 regroupe aujourd'hui 17 salles de cinémas ainsi qu'un circuit de cinéma itinérant (26 points de diffusion) dans le département de l'Essonne. Son action et ses objectifs s'articulent autour de trois axes principaux : les actions pédagogiques (avec entre autres le dispositif d'éducation à l'image Collège au Cinéma); l'animation des salles (rencontres, débats, partenariats locaux), et la diffusion des films (principalement via son festival « Les Rencontres Cinéssonne »).

En 2020, Cinéssonne - en plus de son rôle permanent de conseils et d'expertises - propose à son réseau de salles sur le territoire essonnien, les actions structurantes suivantes :
- la carte Cinéssonne : tarif réduit valable dans toutes les salles ;
- la circulation d'un programme de courts-métrages ;
- le pilotage du dispositif d'éducation à l'image Collège au Cinéma ;
- des ateliers pédagogiques (avec tablettes numériques) ;
- des journées professionnelles organisées dans les salles du réseau ;
- des parcours thématiques qui circuleront dans les cinémas ;
- la troisième édition de la manifestation « Les Rencontres Cinéssonne » ;
- la circulation d'un programme de courts-métrages ;
- l'accompagnement des services civiques pour les Ciné-Débats.

Une partie de ces actions spécifiques seront menées en partenariat avec d'autres réseaux franciliens de

salles de cinéma (ACRIF, CIP, Cinéma public, Ecrans VO, Cinémas 93).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	41 000,00	13,10%
Services extérieurs	25 000,00	7,99%
Autres services extérieurs	39 000,00	12,46%
Impôts et taxes	4 000,00	1,28%
Rémunération des personnels	204 000,00	65,18%
Total	313 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	92 000,00	29,39%
DRAC IdF (EC)	37 000,00	11,82%
Rectorat (acquis)	7 000,00	2,24%
CD 91 (EC)	135 000,00	43,13%
Région IdF (sollicitée)	30 000,00	9,58%
Autres produits	12 000,00	3,83%
Total	313 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20007890 - DIFFUSION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE ST-DENIS - 2020

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	182 000,00 € TTC	10,99 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINEMAS 93
Adresse administrative : 87 BIS RUE DE PARIS
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNIE THOMAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : DIFFUSION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE ST-DENIS
Du 1er janvier au 31 décembre 2020

Description :
L'association Cinémas 93 qui regroupe les 24 cinémas publics de Seine St-Denis mène une action de réseau cinématographique sur le département qui s'articule autour de trois axes principaux : une action culturelle cinématographique pour la valorisation et la diffusion du cinéma indépendant, une action pédagogique en direction du jeune public et un rôle de conseil et d'accompagnement culturel pour les salles des cinémas du département.

En 2020, Cinémas 93 proposera à son réseau de salles, les actions suivantes :
- la 8ème édition des journées professionnelles départementales ;
- l'organisation de rencontres trimestrielles ("Les échappées") visant à favoriser les nouvelles formes de diffusions en lien avec les nouveaux équipements numériques ;
- l'organisation de formations professionnelles à destination des personnels des salles de cinéma ;
- la diffusion sur le département de programmes de films et d'animations à destination du très jeune public ;
- la coordination avec le festival Côté Court du dispositif Atelier.

Une partie de ces actions spécifiques seront menées en partenariat avec d'autres réseaux franciliens de salles de cinéma (ACRIF, CIP, Cinéma public, Ecrans VO, Cinéssonne).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	94 000,00	51,65%
Actions culturelles	25 000,00	13,74%
Actions pédagogiques	19 000,00	10,44%
Journées professionnelles	15 000,00	8,24%
Formations	3 000,00	1,65%
Frais généraux	26 000,00	14,29%
Total	182 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	4 000,00	2,20%
DRAC IdF (EC)	25 000,00	13,74%
CD 93 (EC)	112 000,00	61,54%
EPT Est Ensemble (EC)	14 000,00	7,69%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	10,99%
Autres produits	7 000,00	3,85%
Total	182 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20007892 - COORDINATION DU DISPOSITIF TALENTS EN COURT - 2020

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	83 000,00 € TTC	12,05 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMI E S DU COMEDY CLUB
Adresse administrative : 42 BOULEVARD BONNE NOUVELLE
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jamel DEBBOUZE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COORDINATION DU DISPOSITIF TALENTS EN COURT
Au Comedy Club à Paris (75) du 1er janvier au 31 décembre 2020

Description :
L'association "Les ami(e)s du Comedy Club" coordonne des rencontres professionnalisantes à destination des jeunes scénaristes et cinéastes émergents dans le cadre de l'opération "Talents en court" labellisée par le CNC.

Il s'agit d'organiser chaque mois au Comedy Club à Paris des séances au cours desquelles des jeunes auteurs ou futurs réalisateurs franciliens viennent présenter à des professionnels (producteurs, diffuseurs, financeurs, représentants d'institutions ...) leur projet de court-métrages dans le but de recevoir des conseils, voire l'appui ou le financement de leurs projets.

L'association prépare les candidats à cet exercice, en s'appuyant sur des partenariats avec des festivals qui promeuvent le court-métrage en Ile-de-France (Ciné Banlieue, Panorama des Cinémas du Maghreb, Journée des Jeunes producteurs Indépendants, Côté court ...). Un suivi des projets est ensuite assuré sous la forme d'un tutorat.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 000,00	8,43%
Services extérieurs	11 000,00	13,25%
Autres services extérieurs	11 000,00	13,25%
Rémunération des personnels	54 000,00	65,06%
Total	83 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	27 000,00	32,53%
CGET (EC)	20 000,00	24,10%
Ville de Paris (EC)	4 000,00	4,82%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	12,05%
Autres produits	22 000,00	26,51%
Total	83 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050146 - BIRDS OF AMERICA de Jacques Loeuille - MÉTÉORES FILMS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	METEORES FILMS
Adresse administrative	:	679 AVENUE DE LA REPUBLIQUE 59000 LILLE
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame ARIANE METAIS, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 octobre 2019 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : BIRDS OF AMERICA
Nature du film : long métrage documentaire
Auteur - Réalisateur : Jacques Loeuille
Production : METEORES FILMS
Budget prévisionnel : 478 022 €
Durée du film : 85'
Résumé : Birds of America est une contre histoire politique des États-Unis à travers les oiseaux disparus de l'œuvre du peintre naturaliste français et père de l'écologie américaine, John-James Audubon.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG-MÉTRAGE DU 30 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	406 635,00	85,07%
Finalisation	71 387,00	14,93%
Total	478 022,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport du producteur (Acquis)	91 022,00	19,04%
ARTE Cinéma (Sollicité)	40 000,00	8,37%
Le Fresnoy (Acquis)	12 000,00	2,51%
Arts Valley Fonds Participatif (Acquis)	12 000,00	2,51%
CNC - Avance Sur Recettes (Sollicité)	85 000,00	17,78%
Prix Louis Lumière Institut Français (Acquis)	6 000,00	1,26%
Prix COAL Art et Environnement (Acquis)	5 000,00	1,05%
Ministère des Affaires Etrangères (Acquis)	7 000,00	1,46%
Aide du Mouvement CNAP (Acquis)	10 000,00	2,09%
Région IDF - Aide après Réalisation (Sollicité)	45 000,00	9,41%
PICTANOVO (Acquis)	75 000,00	15,69%
ARTE COFINOVA (Acquis)	50 000,00	10,46%
Distributeur KMBO (Acquis)	20 000,00	4,18%
Ventes Internationales MK2 Films (Acquis)	20 000,00	4,18%
Total	478 022,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050167 - DOUCE FRANCE de Geoffrey Couanon - ELZÉVIR FILMS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ELZEVIR FILMS
Adresse administrative	:	14 RUE DROUOT 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur DENIS CAROT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 novembre 2019 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : DOUCE FRANCE
Nature du film : long métrage documentaire
Auteur / Réalisateur : Geoffrey Couanon
Production : ELZEVIR FILMS
Budget prévisionnel : 260.050 €
Durée du film : 95'
Résumé : Sami, Amina et Jennyfer ont 17 ans. Ils habitent en Seine-Saint-Denis, banlieue parisienne. Cette année, au lycée, ils mènent avec leur classe une enquête sur EuropaCity, parc de loisirs et de commerces qui projette de se construire sur des terres agricoles proches de chez eux. Amina, Sami, et Jennyfer vont progressivement essayer de comprendre les enjeux de l'aménagement de leur territoire.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG-METRAGE DU 30 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	191 351,00	73,58%
Finalisation	68 699,00	26,42%
Total	260 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur & Coproducteur (Acquis)	95 050,00	36,55%
CNC - Fonds Images de la diversité (Sollicité)	20 000,00	7,69%
Région IDF - Aide après réalisation (Sollicité)	45 000,00	17,30%
Fondation Terre de liens (Acquis)	20 000,00	7,69%
Biocoop (Acquis)	35 000,00	13,46%
Ecocert (Acquis)	5 000,00	1,92%
MGEN (Sollicité)	20 000,00	7,69%
Distribution Salles, Inter & Vidéo - Jour2Fête (Sollicité)	20 000,00	7,69%
Total	260 050,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050169 - QUAND ON SAIT d'Emmanuel Cappelin - PULP FILMS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PULP FILMS
Adresse administrative	:	28 FG DU TEMPLE 26340 SAILLANS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur JACQUES JOUBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 novembre 2019 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : QUAND ON SAIT
Nature du film : long métrage documentaire
Auteur/Réalisateur : Emmanuel Cappellin
Production : PULP FILMS
Budget prévisionnel : 460.595 €
Durée du film : 80'
Résumé : A l'heure où la civilisation industrielle se confronte à l'épuisement de ses ressources énergétiques et à la réalité´ d'un changement climatique déjà` hors de contrôle, le film QUAND ON SAIT pose une question dérangeante : si l'effondrement est certain, comment vivre l'effondrement le mieux possible, le plus humainement possible ?

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG-METRAGE DU 30 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	407 574,00	88,49%
Finalisation	53 021,00	11,51%
Total	460 595,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports & Participations producteurs (Acquis)	100 595,00	21,84%
CNC - Avance sur Recettes (Sollicité)	152 000,00	33,00%
CNC - FAI (Acquis)	14 000,00	3,04%
CNC - Aide à la musique originale (Sollicité)	15 000,00	3,26%
Région IDF - Aide après réalisation (Sollicité)	45 000,00	9,77%
Vente TV - TENK (Acquis)	3 000,00	0,65%
Autres ventes TV (Sollicité)	30 000,00	6,51%
Distribution salles (Sollicité)	20 000,00	4,34%
Financement Participatif (Acquis)	70 000,00	15,20%
Mise en participation Industries Techniques (Acquis)	11 000,00	2,39%
Total	460 595,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050171 - VISION NOCTURNE de Clara Claus - AMA PRODUCTIONS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AMA PRODUCTIONS LYCAON
Adresse administrative	:	127 RUE AMELOT 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur Julien FERET, PRODUCTEUR

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 décembre 2019 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : VISION NOCTURNE
Nature du film : court métrage documentaire
Auteure / Réalisatrice : Clara Claus
Production : AMA PRODUCTIONS
Budget prévisionnel : 67.365 €
Durée du film : 35'
Résumé : Alors que je suis assistante d'un photographe dans les Hamptons, près de New York, je découvre sur les caméras de vidéo-surveillance l'existence d'un rôdeur qui vient la nuit, regarder par les fenêtres.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT-METRAGE DU 24 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	24 606,00	35,73%
Finalisation	44 265,00	64,27%
Total	68 871,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur (Acquis)	30 871,00	44,82%
Région IDF - aide après réalisation (Sollicité)	20 000,00	29,04%
CNAP (Sollicité)	10 000,00	14,52%
Vente Télévision (sollicité)	8 000,00	11,62%
Total	68 871,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050172 - HOPITAL N°6 de Li Ye - SANOSI PRODUCTIONS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SANOSI PRODUCTIONS
Adresse administrative	:	2 ROUTE DU PARC 28130 MAINTENON
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur JEAN-MARIE GIGON, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 décembre 2019 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : HOPITAL N°6
Nature du film : long métrage documentaire
Auteure / Réalisatrice : Yé LI
Production : SANOSI FILMS
Budget prévisionnel : 139.454 €
Durée du film : 100'
Résumé : L'hôpital du Peuple n°6 est l'un des plus grands de Shanghai. Ici se côtoient personnel médical, patients et familles aux vies bouleversées. À travers une galerie d'histoires croisées, c'est un portrait de la Chine d'aujourd'hui qui se dessine, avec toutes ses fragilités, son humour et sa résilience.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG-METRAGE DU 30 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	54 814,00	39,31%
Finalisation	84 640,00	60,69%
Total	139 454,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport & Participation Producteur (Acquis)	54 454,00	39,05%
Région IDF - Aide après réalisation (Sollicité)	45 000,00	32,27%
Distributeur Salles (Sollicité)	15 000,00	10,76%
Ventes étranger (Sollicité)	25 000,00	17,93%
Total	139 454,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050173 - ECLIPSE SOLAIRE d'Alireza Ghasemi & Raha Amirfazli - WHITE STAR

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	WHITE STAR
Adresse administrative	:	18 RUE SAINT-MARC 75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur FABRICE PREEL-CLEACH, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 décembre 2019 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : ECLIPSE SOLAIRE
Nature du film : court métrage fiction
Auteurs / Réalisateurs : Alireza GHASEMI et Raha AMIRFAZLI
Production : WHITE STAR
Budget prévisionnel : 35.000 €
Durée du film : 15'
Résumé : Saaghi et ses deux amies Sheida et Bara sont au parc pour prendre des photos de l'éclipse de soleil qui est prévue en fin de journée. Leurs déambulations dans le parc à la recherche de matériel de photo les mènent dans un recoin du parc où les amants se voient en cachette. Alors que la lumière décline, Saaghi y voit son père en compagnie d'une inconnue.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT-METRAGE DU 24 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	17 117,00	48,91%
Finalisation	17 883,00	51,09%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteurs (Acquis)	20 000,00	57,14%
Région IDF - Aide après réalisation (Sollicité)	15 000,00	42,86%
Total	35 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050175 - CHRONIQUE DE LA TERRE VOLEE de Marie Dault - TELL ME FILMS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TELL ME FILMS
Adresse administrative	:	21 RUE DE CASSAIGNE 64600 ANGLET
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur ERIC JARNO, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 décembre 2019 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : CHRONIQUE DE LA TERRE VOLEE
Nature du film : long métrage documentaire
Auteure / Réalisatrice : Marie Dault
Production : TELL ME FILMS
Budget prévisionnel : 331.826 €
Durée du film : 91'
Résumé : À Caracas, au Venezuela, les habitants des bidonvilles peuvent obtenir la propriété de la terre en échange de l'histoire de leur vie dans le quartier.
Avec les habitants du barrio "Las Brisas de la Santa Cruz" perché sur la plus haute colline de Caracas, on verra comment un décret de Chavez, en procédant à la régularisation des gigantesques zones d'occupation sauvage de la ville, a enclenché l'écriture des « Cartas del barrio » (« Lettres du bidonville »), révélant l'histoire de tout un pan de la capitale jusqu'ici escamoté et déprécié, qui, alors que le pays est plongé dans une des plus grave crise de son histoire, tente à tout prix de prendre sa place dans l'Histoire, la géographie et la politique de la cité.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG-METRAGE DU 30 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRODUCTION	285 680,00	86,09%
FINALISATION	46 146,00	13,91%
Total	331 826,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur et Coproducteur (Acquis)	54 976,00	16,57%
Participations collaborateur (Acquis)	22 750,00	6,86%
CNC - Fonds d'aide à l'innovation (Acquis)	75 000,00	22,60%
Procirep / Angoa (Acquis)	8 100,00	2,44%
Région IDF - Aide après réalisation (Sollicité)	45 000,00	13,56%
Région Normandie - aide à la production (Acquis)	65 000,00	19,59%
Région Normandie - aide au développement (Acquis)	5 000,00	1,51%
Région Nouvelle-Aquitaine - aide à la conception (Acquis)	9 000,00	2,71%
Distribution & Ventes internationales (Sollicité)	47 000,00	14,16%
Total	331 826,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050177 - L'HYPOTHESE DEMOCRATIQUE de Thomas Lacoste - SISTER PRODUCTIONS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SISTER PRODUCTIONS
Adresse administrative	:	LA FONTAINE GALINEAU 33390 BERSON
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame MARGUERITE GIRE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 décembre 2019 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : L'HYPOTHESE DEMOCRATIQUE
Nature du film : long métrage documentaire
Auteur / Réalisateur : Thomas Lacoste
Production : SISTER PRODUCTIONS
Budget prévisionnel : 234.224 €
Durée du film : 137'
Résumé : L'hypothèse démocratique retrace, à contre-courant de l'histoire officielle, le conflit basque en donnant la parole à ses protagonistes, locaux et internationaux, ici réunis pour la première fois.
Nourri d'entretiens et d'images d'archives exclusives, le film raconte l'épopée d'une population qui a su prendre son destin en main, là où les États ont échoué, afin de penser en actes la résolution parfaitement inédite du dernier et plus long conflit armé d'Europe occidentale et par là-même une vision de la démocratie qui regarde le monde.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG-METRAGE DU 30 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	156 866,00	66,97%
Finalisation	77 358,00	33,03%
Total	234 224,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteurs (Acquis)	35 224,00	15,04%
Participation en Industrie (Acquis)	17 500,00	7,47%
CNC - avance sur recette (Sollicité)	80 000,00	34,16%
Région Nouvelle Aquitaine - développement (Acquis)	22 500,00	9,61%
Région IDF - Aide après réalisation (Sollicité)	45 000,00	19,21%
Fondation de France (Acquis)	15 000,00	6,40%
Non Violence XXI (Acquis)	4 000,00	1,71%
Distribution en salles (Sollicité)	15 000,00	6,40%
Total	234 224,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050178 - PERCHES de Guillaume Lillo - VIDEO DE POCHE

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VIDEO DE POCHE
Adresse administrative	:	49 RUE DE BAGNOLET 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur BENJAMIN DELBOY-POSCH, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 décembre 2019 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : PERCHES
Nature du film : court métrage fiction
Auteur / réalisateur : Guillaume Lillo
Production : VIDEO DE POCHE
Budget prévisionnel : 39.597 €
Durée du film : 34'
Résumé : A bord des voitures qui le prennent en stop, un jeune homme raconte la dépression qui l'a conduit au centre médico-psychologique où il côtoie les Zozios, de drôles de zozos, libres et perchés comme des oiseaux.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT-METRAGE DU 24 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	18 032,00	45,54%
Finalisation	21 565,00	54,46%
Total	39 597,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur (Acquis)	19 597,00	49,49%
Région IDF - Aide après réalisation (Sollicité)	20 000,00	50,51%
Total	39 597,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050179 - ABU OMAR de Roy Kryspel - DA PROD

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DA PROD
Adresse administrative	:	21 RUE ALEXANDRE DUMAS 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur JEREMY SAHEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 décembre 2019 - 1 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : ABU OMAR
Nature du film : long métrage fiction
Auteur / Réalisateur : Roy Kryspel
Production : DA PROD
Budget prévisionnel : 371.494 €
Durée du film : 106'
Résumé : Lorsque Salah arrive au poste frontière, ramenant son fils, mort d'une maladie cardiaque dans un hôpital israélien, il apprend qu'il y a un couvre-feu. Il ne peut pas rentrer chez lui en Palestine pour enterrer son fils.
Commence alors pour Salah un voyage éprouvant, durant lequel il va croiser la route de Miri, jeune femme israélienne, qui va tout faire pour l'aider.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG-METRAGE DU 30 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	303 580,00	81,72%
Finalisation	67 914,00	18,28%
Total	371 494,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur (Acquis)	20 445,00	5,50%
Apport coproducteur étrange (Acquis)	271 049,00	72,96%
Région IDF - aide après réalisation (Sollicité)	45 000,00	12,11%
Ventes internationales (Sollicité)	15 000,00	4,04%
Distribution salles (Sollicité)	20 000,00	5,38%
Total	371 494,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050181 - PETIT NAGEUR de Lucie Le Carrer - INÉNARRABLE

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	INENARRABLE
Adresse administrative	:	84 RUE HENRI IV 27540 IVRY LA BATAILLE
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame AMELIE JACQUIS, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 décembre 2019 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : PETIT NAGEUR
Nature du film : court métrage fiction
Auteure / Réalisatrice : Lucie Le Carrer
Production : INENARRABLE
Budget prévisionnel : 60.394 €
Durée du film : 15'
Résumé : Une après-midi d'été le jeune Lucas déambule sur le plan d'eau envahi par les visiteurs. Dans la nature luxuriante, il rencontre la belle Alice qui l'invite à la suivre, il découvre alors les lycéens qui l'entourent. Embarqué par une douce torpeur, Lucas vit ses premiers émois sensuels et sensoriels.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT-METRAGE DU 24 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	45 602,00	75,51%
Finalisation	14 792,00	24,49%
Total	60 394,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur (Acquis)	15 194,00	25,16%
Coproducteur (Acquis)	10 000,00	16,56%
Procirep / Angoa (Acquis)	3 200,00	5,30%
Région Normandie (Acquis)	17 000,00	28,15%
Région IDF - Aide après réalisation (Sollicité)	15 000,00	24,84%
Total	60 394,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050182 - LA FIN DES ROIS de Rémi Brachet - MABEL FILMS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MABEL FILMS
Adresse administrative	:	7 RUE DU DAHOMEY 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame JOSEPHINE MOURLAQUE, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 décembre 2019 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : LA FIN DES ROIS
Nature du film : court métrage documentaire
Auteur / Réalisateur : Rémi Brachet
Production : MABEL FILMS
Budget prévisionnel : 40.299 €
Durée du film : 40'
Résumé : Chaque jour à Clichy-sous-bois, des enfants font leurs premiers pas dans le monde, des jeunes filles découvrent joies et déceptions par le football, des habitants tentent d'affronter leurs conditions de vie difficiles et des adolescent(es) se rêvent en reines et en rois.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT-METRAGE DU 24 AVRIL 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :
- CLICHY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	22 998,00	55,60%
Finalisation	18 369,00	44,40%
Total	41 367,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur (Acquis)	8 367,00	20,23%
Atelier Médicis (Acquis)	18 000,00	43,51%
Région IDF - Aide après réalisation (Sollicité)	15 000,00	36,26%
Total	41 367,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX049570 - Elsa ALOISIO - Projet de court métrage de fiction : Au bord de nos nuits blanches

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ELSA ALOISIO
Adresse administrative	:	84 RUE DE MONTREUIL 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame ELSA ALOISIO

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Projet de court métrage fiction AU BORD DE NOS NUITS BLANCHES

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Elsa Aloisio vient au cinéma en tant que comédienne, puis elle se forme à la réalisation et au montage en 2016, et à l'écriture depuis 2018. Elle a réalisé deux courts métrages, « Naissance de Gabin A » en 2018, sélectionné à Coté Court et Chéries-Chéris, et « Violence - Square des quarts d'heure » en 2016.

Titre : Au bord de nos nuits blanches
Genre : court métrage de fiction (20')
Résumé : Août 2018, une prostituée est assassinée au bois de Boulogne dans l'indifférence générale. Pour les travailleur.euse.s du sexe, c'est un nouveau coup dur, pour les travailleuses sociales qui luttent au quotidien à leurs côtés aussi. Mais c'est l'occasion pour les premières concernées d'arracher la parole que personne ne leur donne. Au sein de l'association du « Bus des femmes », Reb, travailleuse sociale dévouée, soutenue par ces prostituées militantes et fières de l'être, organise la riposte.

Ateliers : L'auteure propose un atelier de création cinématographique, en partenariat avec l'association Le Bus des Femmes, sise à Paris 20ème. Ses membres seront initiés à la réalisation et fabrication d'un film, de l'écriture du scénario, au tournage, jusqu'au montage et à la post-production. Ils réaliseront un court métrage d'environ 10 minutes, de manière collective.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 7 avril 2020.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX049572 - Géraldine NICOLO - Projet de long métrage de fiction : Venir du cœur

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GERALDINE EMILIE AMANDINE NICOLO
Adresse administrative	:	4 RUE DOUDEAUVILLE 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame GERALDINE EMILIE AMANDINE NICOLO

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Projet de long métrage fiction VENIR DU COEUR

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteure : Géraldine Nicolo a été décoratrice Cinéma pendant une dizaine d'années pour des films français et d'importantes productions internationales avant de s'orienter vers l'écriture. Elle a suivi une formation en scénario au CEFPF en 2018 puis un atelier d'écriture avec l'association de scénaristes Séquence 7.

Titre : Venir du cœur
Genre : Long métrage de fiction (98')
Résumé : Hypocondriaque notoire, Pauline, la trentaine, est obnubilée par son cœur. Ses obsessions maladives sont le fruit du deuil douloureux de son père et de ses grands-parents paternels décédés lorsqu'elle était enfant. Dans ce contexte, impossible pour Pauline de laisser se poursuivre la grossesse surprise qui lui tombe dessus ! Mais, le retour spectral de ses défunts, vingt ans après leur mort, et invisibles de tous sauf de Pauline, va bouleverser ses plans et la confronter à son passé.

Ateliers : L'auteure souhaite faire découvrir l'envers du décor de la création cinématographique à des jeunes filles entre 16 et 18 ans : expliquer comment se fait un film, en balayant les différents corps de métiers de façon simple et ludique, pour éveiller leur curiosité et leur montrer la place primordiale des femmes dans ce milieu encore très masculin.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 7 avril 2020.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX049573 - Cristina PALMA DE FIGUEIREDO COLMENERO - Projet de court métrage de fiction : Si je..., alors

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CRISTINA PALMA DE FIGUEIREDO COLMENERO
Adresse administrative	:	1 ALLEE RAVEL 94420 LE PLESSIS TREVISE
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame CRISTINA PALMA DE FIGUEIREDO COLMENERA

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Projet de court-métrage fiction : SI JE..., ALORS

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteure : Cristina Palma de Figueiredo est née en Suisse, elle a suivi une formation aux Beaux-Arts de Dijon, puis au Cours Florent, et à l'ESRA en production. Elle a une expérience de comédienne et en management culturel. En 2017 elle suit un stage écriture CEEA.

Titre : Si je..., alors
Genre : court métrage de fiction (15')
Résumé : Gabrielle va rentrer au collège, elle ne connait personne. Quand elle est en situation de stress, Gabrielle se lance des challenges. Sur le chemin de l'école, elle manque de se faire écraser par une voiture en se fixant un de ses défis. Lors de cet incident, elle fait la connaissance de Tina, une jolie blonde, elles deviennent les meilleures amies du monde. Mais sous ses airs de princesse, Tina se révèle être, au fil des jours, un bourreau qui va transformer sa vie en un véritable cauchemar.

Ateliers : L'auteure souhaite mener une action de sensibilisation au harcèlement scolaire en partenariat avec la Médiathèque Jacques Duhamel au Plessis-Trévise (Val de Marne). Les élèves devront réécrire et interpréter des situations de harcèlement en endossant tour à tour les rôles du harceleur, du harcelé, des enseignants, des témoins et des parents. Les scènes seront filmées et montées par les élèves puis diffusées lors d'une rencontre-témoignage.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 7 avril 2020.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX049858 - Belkacem LALAOUI - Projet de court métrage de fiction : Dans les cordes

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BELKACEM LALAOUI
Adresse administrative	:	CITE GUY MOQUET 93150 LE BLANC MESNIL
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur BELKACEM LALAOUI

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Belkacem Lalaoui est originaire du Blanc-Mesnil et a suivi des études littéraires puis anglophones. Passionné de cinéma, il a une petite expérience de comédien et d'assistant réalisateur, il a également réalisé un court métrage pour le Nikon Film Festival 2020 « Meatic ».

Titre : Dans les cordes
Genre : court métrage de fiction (20')
Résumé : Amine, un adolescent victime de brimades, est inscrit de force à la salle de boxe de son quartier par son père pour apprendre à se défendre. Là-bas, il s'éprend d'un autre garçon : Rayan. Afin de se rapprocher de lui, il crée une fausse identité sur les réseaux sociaux en utilisant des photos de sa cousine, Sihem.

Ateliers : L'auteur souhaite mettre en place une nitiation à l'écriture scénaristique à destination des élèves du Collège Marcel Cachin au Blanc-Mesnil (Seine Saint Denis) par le biais de visionnages leur permettant d'assimiler les conventions d'écriture, et d'exercices d'écriture d'invention (fiction, scénettes…) sur une durée de 4 mois.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 23 avril 2020.

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX049904 - Manal KHALLOU - Projet de court métrage de fiction : Haraga

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MANAL KHALLOU
Adresse administrative	:	6 PLACE DES BOULEAUX 94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur MANAL KHALLOU

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteure : Manal Khallou sort diplômée de l'Ecole Kourtrajmé en section Scénario en 2019. Elle est co-réalisatrice et scénariste du court métrage « Amal » primé à Ciné Banlieues la même année, avec d'autres élèves de sa promotion.

Titre : Haraga
Genre : court métrage de fiction (30')
Résumé : Orpheline de 11 ans maroco-sénégalaise, Aby survit en mendiant dans les rues de Tanger. Souffrant déjà de négrophobie, Aby se fait passer pour un garçon et se fait appeler Zakaria pour échapper au fardeau supplémentaire d'être une fille dans la rue. Sa routine est chamboulée lorsqu'elle surprend le plan de trois jeunes hommes qui ont décidé de rejoindre l'Europe de manière déroutante.

Ateliers : L'auteure propose des ateliers de création cinématographique avec l'Espace J de Montfermeil (Seine Saint Denis) : sensibilisation aux différentes techniques audiovisuelles, création d'un court métrage autour du «patrimoine et de la mémoire des quartiers » auquel les élèves participeront collectivement.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 23 avril 2020.

Localisation géographique :
- MONTFERMEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX049906 - Julien CHHENG - Projet de long métrage d'animation : Mu Yi (co-auteur : Sujuan XU)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JULIEN CHHENG
Adresse administrative	:	18 BIS AVENUE DU BEAU SITE 92310 SEVRES
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur JULIEN CHHENG

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Julien Chheng est diplômé de l'école Estienne et des Gobelins en 2010, il a une expérience en animation et création de personnages pour plusieurs longs métrages. Il a co-réalisé la série « Ernest et Célestine, La Collection » diffusée sur France Télévision en 2015-17, et co-fondé le studio d'animation La Cachette basé à Paris et qui emploie une trentaine d'artistes.

Titre : Mu Yi
Genre : Long métrage d'animation (100')
Résumé : Petite fille débrouillarde et facétieuse, Mu Yi a été élevée dans un village pittoresque interdit aux hommes, dans la campagne chinoise d'aujourd'hui. Un soir, Mu Yi fait la découverte d'un casque très ancien aux propriétés magiques, qui, dès qu'elle le porte, la transforme en un fameux Général de la Chine du 5e siècle. Arrivera-t-elle à faire face à son passé pour changer le destin ?

Ateliers : Julien Chheng et Sujuan Xu proposent une Initiation au cinéma d'animation en lien avec leur projet de film, à l'école maternelle du Parc Cheviron à Sèvres (Hauts de Seine). Les élèves étudieront un conte traditionnel chinois, puis la création et l'animation d'un personnage, un court film sera réalisé à l'issue des quelques sessions.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 23 avril 2020.

Localisation géographique :
- SEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050145 - Nicolas CHAMPEAUX - projet de long métrage documentaire : La Cavale de Bram Fischer

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NICOLAS CHAMPEAUX
Adresse administrative	:	6 RUE SOPHIE GERMAIN 75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur NICOLAS CHAMPEAUX

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Nicolas Champeaux est scénariste et réalisateur, co-auteur et coréalisateur du long métrage documentaire « Le Procès contre Mandela et les autres » (nominé aux César 2019, en sélection officielle au Festival de Cannes en 2018 et sorti en salle en octobre 2018). Envoyé Spécial Permanent de RFI à Johannesburg de 2007 à 2010 puis envoyé spécial régulier en Afrique, il a produit plusieurs documentaires radio sur Nelson Mandela et Robert Mugabe.

Titre : La Cavale de Bram Fischer
Genre : Long métrage documentaire (90')
Résumé : Juin 1964. Nelson Mandela est condamné à la prison à vie. Trois mois plus tard, son avocat et compagnon de lutte, Bram Fischer, un blanc issu de l'aristocratie afrikaner, est arrêté pour activités communistes. Au milieu de son procès, ce père de trois enfants décide de se dérober à la justice et entre dans la clandestinité. Il est l'homme le plus recherché du pays et risque la peine de mort. Pendant toute sa cavale, il s'appuie sur un réseau de femmes blanches du mouvement anti-apartheid.

Ateliers : L'auteur envisage un atelier d'écriture de documentaire à partir d'une archive (photo, film, chanson, discours audio, objet, document écrit) qui sera cœur de l'histoire racontée. Les participants devront concevoir un pitch, une note d'intention, un séquencier, et rendre un promo-real de 3 minutes. L'Espace Angela Davis à Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) est candidate pour accueillir ces ateliers.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 29 avril 2020.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050149 - Arnaud DELALANDE - projet de long métrage de fiction : Louis Braille

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ARNAUD DELALANDE
Adresse administrative	:	28 RUE FRANCOEUR 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Arnaud Delalande est auteur d'une dizaine de romans historiques publiés chez Grasset, il est également scénariste de bandes dessinées, script-doctor et collaborateur au scénario. Il a co-écrit le film d'animation « Drôles de petites bêtes », sorti en salles en décembre 2017, il travaille actuellement sur deux long métrages, l'un en financement, l'autre « Louis Braille » en écriture, objet de cette bourse.

Titre : Louis Braille
Genre : Long métrage de fiction (100')
Résumé : 1812. A 3 ans, après un terrible accident, Louis Braille devient totalement aveugle. A une époque où les aveugles sont laissés pour compte, il va leur offrir une nouvelle lumière : l'écriture qui portera son nom. Ce film raconte le combat de sa vie.

Ateliers : L'auteur propose un atelier d'écriture et de production autour des volets suivants : développement du scénario (focus animation, court métrage, adaptation, télévision), production, réalisation, exploitation et distribution. Il envisage de le mettre en place en partenariat avec l'Ecole des Mots (Paris 5ème).

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 29 avril 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050152 - Nadir DENDOUNE - projet de long métrage de fiction : Une famille française (co-auteur Arnaud Baur)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NADIR DENDOUNE
Adresse administrative	:	47 AVENUE JEAN JAURES 93450 L'ILE SAINT DENIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Nadir Dendoune est journaliste indépendant et écrivain. Il a notamment écrit « Un tocard sur le toit du monde » en 2010, qu'il adapte au cinéma sous le titre « L'Ascension », sorti en janvier 2017, Il réalise ensuite le documentaire « Des Figues en avril », sorti en 2018.

Titre : Une famille française
Genre : Long métrage de fiction (90')
Résumé : En pleins préparatifs du mariage de sa petite dernière, Djamila, 75 ans, habitante de la cité Maurice Thorez à L'Ile-Saint-Denis (93), est confrontée à la maladie d'Alzheimer de Slimane, son mari. Le placer dans un EHPAD, le garder à la maison ou le ramener en Algérie, chaque membre de la famille avance ses arguments. Djamila doit prendre la décision la plus difficile de sa vie tandis que l'état de santé du papa se dégrade.

Ateliers : Nadir Dendoune et Arnaud Baur envisagent d'animer des ateliers d'écriture et de réalisation en collaboration avec le cinéma Le Studio et les élèves du lycée Henri Wallon (classe option cinéma) à Aubervilliers, permettant à ceux-ci de raconter leur histoire familiale. Les ateliers se dérouleront pendant 6 mois en plusieurs phases où s'enchaîneront l'écriture, la réalisation puis le montage.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 29 avril 2020.

Localisation géographique :

- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° EX050154 - Stéphanie MAGNANT - projet de documentaire audiovisuel : Les Veilleurs du Louvre (co-auteur Philippe Lainé)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	STEPHANIE MAGNANT
Adresse administrative	:	12 RUE DES GONCOURT 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteure : Stéphanie Magnant est réalisatrice de documentaires et technicienne du cinéma. Avec Philippe Lainé, elle signe notamment le documentaire « Mon enfant, cet étranger » en 2018 (diffusion France Télévision) ainsi que le long métrage « Robyn Orlin, de Johannesburg au Palais Garnier » (sélectionné à Visions du Réel et diffusé sur Arte) en 2008.

Titre : Les Veilleurs du Louvre
Genre : Documentaire audiovisuel (70')
Résumé : Au Louvre, des hommes et des femmes, agents de surveillance, veillent sur les œuvres d'art. Dans le musée, la nuit, les gardiens s'approprient l'espace et explorent les liens qu'ils tissent entre le travail, leur histoire et l'art.

Ateliers : Stéphanie Magnant et Philippe Lainé envisagent des ateliers d'écriture et de réalisation de courts métrages documentaires, au sein du lycée Saint Sulpice (Paris 6ème). Tour à tour filmeur et filmé, chaque participant réalisera le portrait d'un autre en interrogeant sa relation à l'art et à une œuvre en particulier.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 29 avril 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20007165 - Sujuan XU - Projet de long métrage d'animation : Mu Yi (co-auteur : CHHENG Julien)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	XU SUJUAN
Adresse administrative	:	62 GRANDE RUE 92310 SEVRES
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame SUJUAN XU

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteure : Sujuan Xu est née en Chine et vit à Paris depuis 2015. Elle est traductrice et écrivain, auteure de recueils de poésies et d'essais.

Titre : Mu Yi
Genre : Long métrage d'animation (100')
Résumé : Petite fille débrouillarde et facétieuse, Mu Yi a été élevée dans un village pittoresque interdit aux hommes, dans la campagne chinoise d'aujourd'hui. Un soir, Mu Yi fait la découverte d'un casque très ancien aux propriétés magiques, qui, dès qu'elle le porte, la transforme en un fameux Général de la Chine du 5e siècle. Arrivera-t-elle à faire face à son passé pour changer le destin ?

Ateliers : Julien Chheng et Sujuan Xu proposent une Initiation au cinéma d'animation en lien avec leur projet de film, à l'école maternelle du Parc Cheviron à Sèvres (Hauts de Seine). Les élèves étudieront un conte traditionnel chinois, puis la création et l'animation d'un personnage, un court film sera réalisé à l'issue des quelques sessions.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 23 avril 2020.

Localisation géographique :
- SEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20007376 - Arnaud BAUR - projet de long métrage de fiction : Une famille fançaise (co-auteur Nadir Dendoune)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ARNAUD BAUR
Adresse administrative	:	14 RUE DE LA TOURNELLE 95150 TAVERNY
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Arnaud Baur a travaillé en tant que journaliste pendant 15 ans puis a suivi une formation en réalisation et scénario au Centre Européen de Formation à la Production de Films. Il vient de réaliser un court-métrage « Gaz de riche », et prépare actuellement son 2ème court-métrage.

Titre : Une famille française
Genre : Long métrage de fiction (90')
Résumé : En pleins préparatifs du mariage de sa petite dernière, Djamila, 75 ans, habitante de la cité Maurice Thorez à L'Ile-Saint-Denis (93), est confrontée à la maladie d'Alzheimer de Slimane, son mari. Le placer dans un EHPAD, le garder à la maison ou le ramener en Algérie, chaque membre de la famille avance ses arguments. Djamila doit prendre la décision la plus difficile de sa vie tandis que l'état de santé du papa se dégrade.

Ateliers : Nadir Dendoune et Arnaud Baur envisagent d'animer des ateliers d'écriture et de réalisation en collaboration avec le cinéma Le Studio et les élèves du lycée Henri Wallon (classe option cinéma) à Aubervilliers, permettant à ceux-ci de raconter leur histoire familiale. Les ateliers se dérouleront pendant 6 mois en plusieurs phases où s'enchaîneront l'écriture, la réalisation puis le montage.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 29 avril 2020.

Localisation géographique :
- TAVERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-295

DOSSIER N° 20007378 - Philippe LAINE - projet de documentaire audiovisuel : Les Veilleurs du Louvre (co-auteure Stéphanie Magnant)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PHILIPPE LAINE
Adresse administrative	:	12 RUE DES GONCOURT 75011 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Philippe Lainé est réalisateur de documentaires et technicien du cinéma. Avec Stéphanie Magnant, il signe notamment le documentaire « Mon enfant, cet étranger » en 2018 (diffusion France Télévision) ainsi que le long métrage « Robyn Orlin, de Johannesburg au Palais Garnier » (sélectionné à Visions du Réel et diffusé sur Arte) en 2008.

Titre : Les Veilleurs du Louvre
Genre : Documentaire audiovisuel (70')
Résumé : Au Louvre, des hommes et des femmes, agents de surveillance, veillent sur les œuvres d'art. Dans le musée, la nuit, les gardiens s'approprient l'espace et explorent les liens qu'ils tissent entre le travail, leur histoire et l'art.

Ateliers : Stéphanie Magnant et Philippe Lainé envisagent des ateliers d'écriture et de réalisation de courts métrages documentaires, au sein du lycée Saint Sulpice (Paris 6ème). Tour à tour filmeur et filmé, chaque participant réalisera le portrait d'un autre en interrogeant sa relation à l'art et à une œuvre en particulier.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 29 avril 2020.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56897 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

ANNEXE 2 - CONVENTION PETIT VAMPIRE

FONDS DE SOUTIEN CINEMA ET AUDIOVISUEL

CONVENTION N°CP2020-295 (20006579)

ENTRE

LA REGION ILE-DE-FRANCE

ET

THE MAGICAL SOCIETY BY JOANN SFAR

PETIT VAMPIRE

ŒUVRE CINEMATOGRAPHIQUE D'ANIMATION

LA REGION ILE-DE-FRANCE, représentée par sa présidente Valérie PECRESSE, *en vertu de la délibération n°CP2020-295 du 1er juillet 2020* ci-après dénommée "LA REGION" d'une part, et

LA SOCIETE DE PRODUCTION : THE MAGICAL SOCIETY BY JOANN SFAR

Nationalité : française

dont le siège social est situé : 141 boulevard Ney 75018 PARIS

Numéro d'identification de la société, N° SIRET : 498 485 770 00040

représentée par le représentant légal de la société : Monsieur Aton SOUMACHE

En qualité de : Président

Ci-après dénommée "LE PRODUCTEUR", d'autre part,

sont convenues de ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional *Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel* adopté par délibération du Conseil régional *n° CR 2017-10 du 27 janvier 2017.*

L'attribution des aides du Fonds de soutien de la Région Ile-de-France est soumise aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles

107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre 1er et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles.

L'attribution par la Région d'une aide financière et son versement se font dans le respect des dispositions des délibérations susvisées, de la délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », des conditions de la présente convention et des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé

par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, sauf dispositions contraires et dérogatoires de la présente convention.

Après avoir rappelé ce qui suit :

Par délibération CR85-14 du 21 novembre 2014, la Région a décidé de soutenir la société AUTOCHENILLE PRODUCTION pour la mise en œuvre du projet de film d'animation « PETIT VAMPIRE » de Joann Sfar en lui attribuant un montant de subvention de 515 000 € (dossier EX006355). Ce bénéficiaire a obtenu le versement d'un acompte d'un montant de 257 500 € en appui des pièces justificatives fournies.

Considérant qu'en date du 16 juillet 2019 et en référence au PROCES.VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE, il a été décidé de modifier la dénomination sociale de la société Autochenille Production qui devient « The Magical Society By Joann Sfar ».

Considérant, que la convention est à jour caduque et compte tenu du report de fabrication de cette œuvre et dans la mesure où les éléments artistiques et culturels qui ont conduit la commission permanente à retenir ce projet demeurent inchangés

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP2020-295 du 1er juillet 2020, la Région a décidé d'attribuer au Producteur une aide financière remboursable, d'un montant de **257 500 €** correspondant au montant de la subvention initiale (attribuée par délibération CR85-14 du 21 novembre 2014) déduction faite de l'acompte déjà perçu afin de préserver la finalité de l'aide régionale pour contribuer à la réalisation de l'œuvre cinématographique d'animation intitulée **PETIT VAMPIRE** de Joann SFAR, qui sera ci-après appelée "L'ŒUVRE".

Caractéristiques de L'ŒUVRE :

Titre : PETIT VAMPIRE

Nationalité du projet : française

N° RPCA :

N° ISAN :

Réalisateur (s) : Joann SFAR

Auteur (s) : Jonn Sfar, Sandrina Jardel

Nature (documentaire de création, fiction ou animation) : Animation

Interprètes principaux : Camille Cottin, Eric Judor, Alex Lutz, Jean-Paul Rouve

Durée et format :

Date de début de tournage ou de fabrication de l'animation :

Lieux de tournage ou de fabrication de l'animation :

Durée totale du tournage ou de fabrication de l'animation en jours **:**

Durée du tournage ou de fabrication de l'animation en Ile-de-France (en jours) **:**

Budget total prévisionnel de l'œuvre (en €) : 10 094 899 €

Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **de l'œuvre : 8 484 887 €**

Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **dépensé en Ile-de-France : 6 559 587 €**

Pourcentage du budget (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **dépensé en Ile-de-France : 77 %**

Nombre de stagiaires embauchés en vertu de la présente convention : 3

L'aide étant déterminée en fonction des éléments ci-dessus, elle pourra être réduite ou annulée en cas de changement. Pour mémoire, l'éligibilité de l'œuvre, objet de la convention est conditionnée par le respect des deux critères suivants : 50% minimum du tournage en Ile-de-France pour les fictions et 50% des dépenses (hors frais généraux, imprévus et poste 9) en Ile-de-France pour tous les types d'œuvres.

ARTICLE 2 : LES OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR :

La Région Ile-de-France doit apparaître en tant que partenaire culturel et financier de l'œuvre. Le Producteur s'engage en conséquence à respecter l'intégralité des obligations décrites dans le présent article.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.

Le producteur peut être :
Soit une société de production basée en France, producteur délégué, co-délégué ou exécutif,
Soit une société de production basée dans un pays de l'Union Européenne. Dans ce cas, il doit disposer au moment du versement de l'aide, d'une succursale ou d'une agence permanente en France, conformément au chap. 1 point 5 et 54 point 10 du RGEC 516/2014.

Article 2.1 : Information

- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout changement pouvant compromettre la réalisation de l'œuvre ou/et le principe de l'intervention régionale tel que défini dans la présente convention et concernant notamment :

- Les auteur(s) et/ou réalisateur(s),
- Les caractéristiques de l'œuvre (nature, durée, coproduction(s), acteur(s),...),
- le producteur bénéficiaire (soit par cession des droits de l'œuvre à une autre société de production, soit au sein d'une coproduction déléguée),
- le budget, en cas de conséquences sur la part des dépenses prévues en Ile-de-France et la durée du tournage ou de la fabrication de l'animation (hors et en Ile-de-France),
- le financement de l'œuvre (aide(s) financière(s), coproduction(s)…
- le fonctionnement du bureau ou de la succursale en France en cas de producteur étranger

- Le Producteur s'engage à adresser au plus tard la veille du 1er jour de tournage, le devis estimatif et le plan de financement provisoire fournis à l'agrément des investissements du CNC ou un devis et un plan de financement actualisé en cas de non dépôt à l'agrément des investissements.

- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout événement d'importance susceptible d'altérer l'économie de l'entreprise et le principe de l'intervention régionale, tel que défini dans la présente convention, notamment

- modification de l'équipe dirigeante,
- modification des statuts,
- cession d'éléments majeurs de l'exploitation,

- difficultés financières importantes susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective,
- cession des droits de l'œuvre par le Producteur, dès cette cession.

Article 2.2 : Tournage

Le Producteur s'engage à :

- respecter les conditions de réalisation de l'œuvre telles que définies à l'article 1 de la présente convention,
- respecter le droit du travail français pour toutes les étapes de fabrication du film réalisées en Ile-de-France ainsi que les conventions collectives du secteur lorsque ces accords sont étendus. Le Producteur devra être en mesure de présenter les contrats de travail des intermittents techniques et artistiques,
- dans le cas d'une fiction, adresser à la Région le plan de travail initial avant le premier jour de tournage et le plan de travail définitif dès la fin du tournage,
- dans le cas d'une fiction, adresser quotidiennement par mail à la Région pendant le tournage un exemplaire des feuilles de service,
- organiser la venue de représentants de la Région pour suivre le tournage et visionner le montage avant mixage.
- Adresser au plus tard la veille du 1er jour de tournage, le devis estimatif et le plan de financement provisoire fournis à l'agrément des investissements du CNC ou un devis et un plan de financement actualisés en l'absence de demande d'agrément.

Article 2.3 : Génériques

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région la rédaction et la maquette des génériques de début et de fin,
- mentionner au générique de début de l'œuvre : **« avec le soutien de la Région Ile-de-France »**,
- mentionner au générique de fin : « **avec le soutien de la Région Ile-de-France, en partenariat avec le CNC »**. Dans l'hypothèse où l'œuvre n'a pas été agréée par le CNC, la mention sera la suivante : « avec le soutien de la Région Ile-de-France »,
- faire figurer au générique de fin le logo de la Région dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres partenaires, dans le respect de sa charte graphique.

Article 2.4 : Promotion :

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région l'ensemble du matériel promotionnel. Il devra faire figurer la mention **« avec le soutien de la Région Ile-de-France** » sur tous les documents promotionnels ou d'information, notamment les maquettes des affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc.,
- faire figurer le logo de la Région sur le DVD et tous les documents promotionnels ou d'information, toutes les affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc. dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans

des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres logos, dans le respect de sa charte graphique,
- tenir informée la Région à l'avance des sélections en festivals, puis des prix et récompenses décernés dès leurs annonces.
- avertir la Région de la sortie en salle de l'œuvre, au minimum 1 mois avant la date.

Article 2.5 : Projections :

Le Producteur s'engage à :

- inviter les représentants de la Région à l'avant-première officielle de l'œuvre organisée par le Producteur et/ou le distributeur avant la sortie en salle. La liste des invités de la Région Ile-de-France sera transmise par la Région au Producteur. Les invitations devront être transmises à la Région au moins 8 jours avant l'évènement.
- mettre à disposition de la Région à sa demande une copie de l'œuvre destinée à une éventuelle projection organisée par la Région, en présence, quand cela est possible, du Producteur, du réalisateur et des comédiens principaux.
- Organiser, à la demande de la Région, des avant-premières ou des projections à destination des lycéens et apprentis franciliens,

Article 2.6 : Matériels à remettre à la Région

Le Producteur s'engage à remettre systématiquement à la Région dès l'édition de chaque matériel :
- 30 cartons d'invitation de deux personnes valables dans toutes les salles où l'œuvre est exploitée,
- 2 grandes affiches que la Région pourra utiliser librement, tant pour la promotion de l'œuvre que pour celle de la Région, du visuel de l'affiche,
- 3 affichettes,
- un exemplaire de tout document promotionnel,
- au moins 3 photos d'exploitation de l'œuvre libres de droit sur support numérique que la Région pourra utiliser librement, tant pour la promotion de l'œuvre que pour celle de la Région,
- 1 affiche, 1 dossier de presse et 1 revue de presse sur support numérique,
- 3 exemplaires de chaque produit dérivé (CD, livres, jouets…),
- 5 exemplaires DVD de l'œuvre **dès l'édition de ce support**.

Article 2.7 : recrutement de stagiaires

Le Producteur s'engage à :

- recruter à partir de la date du vote de l'aide en Commission permanente, 3 stagiaires ou alternants pour les fictions et animations, 2 pour les documentaires, pour une durée minimum de 2 mois chacun et fournir une copie des conventions de stage correspondantes conclues avec les organismes de formation dans lesquels les stagiaires poursuivent leur formation. Chaque stagiaire devra être rémunéré et conventionné avec un maître de stage,
  Le producteur saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Cette saisit peut être effectuée dès le du dépôt du dossier.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans leur déroulement.

Article 2.8 : *obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité*

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. (Pour rappel cette charte a été signée lors du dépôt du dossier de demande d'aide)

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'aide accordée par la Région est versée sous réserve du respect par le Producteur des stipulations de la présente convention.

Article 3.1 : Caducité

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Région, le producteur dispose d'un délai de trois ans**, à compter de la délibération d'attribution de l'aide** financière remboursable par l'assemblée délibérante pour faire sa demande de premier acompte à l'administration régionale. A défaut, **la subvention devient caduque**.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum sur demande argumentée du producteur, s'il établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage du projet ne lui sont pas imputables.

Le Producteur dispose d'un délai maximum de quatre ans à compter de la date de demande de premier acompte pour présenter le solde de l'aide. A défaut, le reliquat de l'aide non versé est caduc.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement est effectué en une ou deux fois selon les modalités suivantes :

➢ **Un acompte inférieur ou égal à 50% du montant de la subvention**, peut être versé à la fin du tournage ou lorsque le Producteur a déjà engagé la moitié de ses dépenses de fabrication de l'animation, à valoir sur les paiements déjà effectués par le producteur, après présentation par celui-ci d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :

- le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,
- un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées acquittées par le Producteur, réparties entre les différents types de dépenses et lieux de production, faisant apparaître les dépenses en Région Ile-de-France. Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par le Producteur signataire de la convention.
- Si la société de production bénéficiaire est basée dans un autre pays de l'Union Européenne, le producteur devra fournir les statuts de la succursale ou de l'agence permanente établie en France ainsi que la copie du contrat de travail de son représentant.

En complément des pièces justificatives listées ci-avant, le Producteur devra obligatoirement transmettre les éléments suivants (ces éléments sont réservés au seul ordonnateur):

- les feuilles de service et le plan de travail définitif,
- la liste détaillée des personnels engagés sur le tournage ou la fabrication de l'animation,
- le détail des lieux de tournage (nom des propriétaires, adresse, éventuellement photos),
- un extrait Kbis,

- les statuts de la société,
- les attestations de régularité de l'entreprise vis-à-vis des obligations fiscales et sociales: Trésor public et Direction générale des impôts (services fiscaux), URSSAF et ASSEDIC, ou autres régimes d'affiliation (MSA, etc.),
- les contrats du Producteur avec les partenaires financiers (notamment co-producteurs, distributeurs, diffuseurs, etc.), de cessions, etc.,
- la copie de l'agrément des investissements, le cas échéant.

➢ **Le solde** est versé après achèvement de la réalisation de l'œuvre.

Après présentation par le Producteur d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :
- le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,
- le coût définitif détaillé faisant apparaître dans une colonne à part les dépenses en Région Ile-de-France (celui de l'agrément de production pour les œuvres éligibles au crédit d'impôt). Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par un commissaire aux comptes
- le plan de financement définitif (celui de l'agrément de production pour les œuvres éligibles au crédit d'impôt ou celui déposé à l'agrément de production si l'œuvre n'est pas éligible au crédit d'impôts) certifié par un commissaire aux comptes.

En complément des pièces justificatives listées ci-avant, le producteur devra obligatoirement transmettre les éléments suivants (ces éléments sont réservés au seul ordonnateur):

- La bible définitive du tournage (en version numérique),
- [Le bilan détaillé et chiffré des dépenses particulières justifiant l'obtention du bonus, certifiés par le Producteur et les justificatifs correspondants.]
- Les justificatifs de recrutement des stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 2.7 de la présente convention (conventions de stage ou contrat de travail signés) et attestations de dépôt en ligne
- la DADS (déclaration annuelle des salaires) du producteur sur l'œuvre aidée,
- une copie de tous les contrats de financement, notamment coproductions, mandats, préventes, aides, subventions et cessions télévisuelles et à l'étranger de l'œuvre.
- Le visa d'exploitation

La Région se réserve le droit de demander au Producteur tout document permettant d'attester la réalisation des actions et l'emploi des fonds.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur général des Finances de Paris – Trésorier général de la Région Ile-de-France.

En cas de cession de créance, elle doit, sous peine de nullité, être directement notifiée au comptable assignataire des paiements, à l'adresse suivante :

Recette Générale des Finances de Paris
Service Région
94 rue Réaumur
75104 Paris Cedex 02

Article 3.3 : Révision du montant de l'aide

En cas de diminution de plus de 10% du budget définitif (hors frais généraux, imprévus et poste 9), par rapport au budget prévisionnel indiqué à l'article 1 de la présente convention, l'aide pourra être réduite en conséquence ou annulée.

Si la durée du tournage en Ile-de-France réalisée est inférieure à 50% de la durée totale du tournage pour les fictions, et/ou si les dépenses définitives en Ile-de-France sont inférieures à 50% du coût définitif pour tous les types d'œuvres (hors frais généraux, imprévus et poste 9), l'aide pourra être annulée et les sommes déjà perçues devront être remboursées.

[Si les conditions d'attribution du bonus ne sont pas réunies, le bonus pourra être annulé]

Article 3.4 : Modalités de remboursement de l'aide financière

L'aide financière attribuée par la Région est remboursable par le Producteur en cas de résultat bénéficiaire.

Une œuvre est réputée bénéficiaire lorsque le total des financements et des recettes excède le coût certifié, selon le calcul de la remboursabilité de l'aide ci-dessous.

En cas de résultat bénéficiaire, le montant des remboursements exigés du Producteur par la Région est déterminé par le taux résultant de la formule suivante :

$$\frac{\text{aide financière}}{\text{coût définitif de l'œuvre}} \times 100$$

appliqué au résultat bénéficiaire annuel, calculé selon le modèle ci-après et envoyé avec le compte rendu financier (voir ci-dessous).

Le calcul de la remboursabilité de l'aide devra être certifié par un expert comptable ou un commissaire aux comptes si la société en est dotée, et remis à la Région chaque année pendant cinq ans à partir de la date de sortie française (premier diffuseur).

Le Producteur s'engage à remettre à la Région un compte rendu financier portant sur chaque année d'exploitation de l'œuvre à compter de cette date de sortie (compte rendu identique à celui transmis au CNC le cas échéant). Il doit ainsi présenter chaque année :

- les décomptes d'exploitation annuels de l'œuvre, tous supports confondus et tous modes d'exploitation connus ou inconnus à ce jour, notamment les recettes d'exploitation en salle, vidéo, télévisuelle, à l'étranger, produits dérivés, etc.,
- le calcul de la remboursabilité de l'aide selon le mode de calcul suivant :

CALCUL DE LA REMBOURSABILITE DE L'AIDE REGIONALE	
	en €
Coût de l'œuvre certifié par les commissaires aux comptes	
- préachats (détaillés)	_
	_
	_
- minima garantis versés par les mandataires (détaillés)	_
	_
	_
- autres sources de financement dont subventions et crédit d'impôt (détaillées)	_
	_
- Fonds de soutien investi	_
= apport producteur restant à amortir	=

- RNPP Salles	_
- RNPP Vidéo	_
- RNPP Etranger	_
- RNPP TV	_
- RNPP autres	_
= Résultat bénéficiaire ou déficitaire de l'œuvre	=
% de la région (aide de la Région Ile France/ coût de l'œuvre)	%
= Remboursement à la Région : % de la Région X Résultat bénéficiaire	=

Sachant que :
- les Recettes nettes part producteur (RNPP) seront celles du producteur telles que définies dans les contrats,
- les RNPP prises en compte pour le calcul seront nettes des reversements des prêts et avances (soficas, avance sur recettes…) dans la limite du montant de leur apport initial. Les reversements aux autres ayant-droits (co-producteurs, auteurs, acteurs, participations, etc.) ne sont pas opposables à la Région Ile-de-France,
- les cessions éventuelles des droits corporels et incorporels de l'œuvre par le Producteur sont considérées comme une cession de l'œuvre et entrent dans le calcul du résultat ci-dessus.

Le montant des remboursements est plafonné au montant de l'aide financière accordée par la Région.

L'obligation de remboursement court pendant les cinq premières années d'exploitation de l'œuvre et ne s'éteint que lorsque le producteur a transmis à la Région l'ensemble des décomptes sur toute la période, et, le cas échéant lorsqu'il s'est acquitté des sommes dues à la Région.

A défaut de présentation à la Région de ces pièces et éléments, le remboursement de l'aide devient immédiatement exigible et le producteur sera inéligible à une nouvelle aide.

ARTICLE 4 : DELAI DE REALISATION ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de l'aide financière remboursable au Producteur. Elle expire le jour du 6ème anniversaire de la date de sortie en salle de l'œuvre, sous réserve du respect des obligations du Producteur, définies dans la présente convention.

ARTICLE 5 : REVERSEMENT – CONTROLE - RESILIATION

Le non-respect d'une ou de plusieurs obligations du Producteur au titre de la présente convention peut entrainer automatiquement l'annulation des sommes en cours de mandatement et le remboursement des sommes déjà versées.

L'aide deviendra immédiatement et de plein droit exigible dans le cas où les justifications et documents fournis à l'appui de la demande d'aide auraient été reconnus insuffisants ou faux en tout ou partie.

La Région peut procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions, de l'emploi des fonds, des recettes et du calcul des montants à lui rembourser. Le producteur s'engage à lui permettre l'accès à tout document administratif, financier et comptable, ainsi qu'à toute pièce justificative.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale et notamment des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Un producteur qui ne serait pas en règle avec ses obligations envers la Région nées d'une convention précédente ne pourra présenter de nouvelle candidature à aucune aide régionale.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE 7 : INSCRIPTION AU REGISTRE PUBLIC DE LA CINEMATOGRAPHIE ET DE L'AUDIOVISUEL

Le Producteur procèdera à l'inscription de la présente convention dès sa signature. Les frais étant comptabilisés dans le coût de l'œuvre.

Fait en trois exemplaires originaux dont un au R.P.C.A.

Le .....
Pour la Région Ile-de-France

Le.....
Pour la société

Valérie PECRESSE (*signature et cachet*)	LE PRODUCTEUR (*signature et cachet*)

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-312

DU 1 JUILLET 2020

AFFECTATIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU LIVRE ET DE L'AMÉNAGEMENT CULTUREL EN ÎLE-DE-FRANCE TROISIÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-61 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du livre et de la lecture ;

VU la délibération n° CP 2017-278 du 5 juillet 2017 approuvant les conventions-types relatives au programme de résidence d'écrivains et aux aides spécifiques du service livre

VU la délibération N°CP12-660 du 11 octobre 2012 relative à l'attribution de subventions en faveur de l'investissement et à l'équipement numérique ;

VU La délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 approuvant les conventions-type relatives à l'aménagement culturel (investissement)

VU la délibération n° CP 2019-530 du 20 novembre 2019 approuvant les conventions-types relatives au programme de résidence d'écrivains et aux aides spécifiques du service livre ;

VU la délibération N° CP 2020–143 du 4 mars 2020 relative aux affectations dans le cadre de la politique régionale du livre ;

VU la délibération N° CP 2020–247 du 27 mai 2020 relative aux affectations dans le cadre de la politique régionale du livre ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-312 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : SUBVENTIONS AUX ACTEURS DU LIVRE (FONCTIONNEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **720 984 €** en autorisations d'engagement.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par la délibération n° CP 2019-530 du 20 novembre 2019, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **720 984 €,** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 (131008) « Aide au livre et à la lecture », action 13100801 « Aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2020.

ARTICLE 2 : SOUTIEN À LA CRÉATION ET À LA DIFFUSION NUMÉRIQUE (INVESTISSEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **52 025 €** en autorisations de programme.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **52 025 €** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-007 (131007) « Soutien à la création et à la diffusion numériques », action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2020.

ARTICLE 3 : SUBVENTIONS AU TITRE DES AIDES A LA LIBRAIRIE ET DES STRUCTURES ITINERANTES (INVESTISSEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement du projet détaillé en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **75 000 €** en autorisations de programme.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-278 du 05 juillet 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **75 000 €** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la culture », action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture » du budget 2020.

ARTICLE 4 : CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET AMÉNAGEMENT DE MÉDIATHÈQUES (INVESTISSEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 539 175 €** en autorisations de programme.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 539 175 €** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 (131008) « Actions en faveur du livre et de la lecture », action 13100802 « Construction et aménagement de médiathèques » du budget 2020.

ARTICLE 5 : PAIEMENT DES COTISATIONS SOCIALES POUR LES BOURSES AUX AUTEURS DU PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ECRIVAINS

Le précompte des cotisations dues par la Région, pour le compte des auteurs, à l'URSSAF, s'élève à **50 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2020.

ARTICLE 6 : PARTENARIAT AVEC L'ADELC

Approuve la convention figurant en annexe n° 2.

Décide d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'Association pour le Développement de la Librairie de Création (ADELC) pour son activité au titre de l'année 2020 tel que détaillé en annexe n° 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à l'Association pour le Développement de la Librairie de Création à la signature de la convention jointe en annexe n° 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **300 000 €** disponible sur le chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2020 pour cette opération.

ARTICLE 7: COMMUNICATION DES ACTIONS REGIONALES POUR LE LIVRE ET LA LECTURE

Pour la mise en œuvre de la communication des prochaines opérations régionales en faveur du livre et de la lecture (Prix littéraire des lycéens, Leçons de littérature, Quinzaine de la

librairie pour les lycéens, stand régional au Salon Livre Paris, Boîtes à livres dans les gares) : affecte une autorisation d'engagement de **14 800 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles », programme HP 312-008 « aide au livre et à la lecture, action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2020.

ARTICLE 8 : ATTRIBUTION DE SUBVENTION SUITE A CADUCITE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS POUR LA MEDIATHEQUE DE MONTLIGNON

Décide d'attribuer une subvention de **37 720** € à Communauté d'Agglomération Val Parisis correspondant au solde de la subvention attribuée initialement par délibération n° CP12-660 du 11 octobre 2012.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n°CP2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à les signer.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme d'un montant de 37 720 € sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 (131008) « Actions en faveur du livre et de la lecture », action 13100802 « Construction et aménagement de médiathèques » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet à la délibération, par dérogation à l'article 17 , alinéa 3, de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR01- 16 du 21 janvier 2016.

ARTICLE 9 : ATTRIBUTION DE SUBVENTION SUITE A CADUCITE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS POUR LA MEDIATHEQUE DE SAINT-PRIX

Décide d'attribuer une subvention de **58 618** € à Communauté d'Agglomération Val Parisis correspondant au solde de la subvention attribuée initialement par délibération n° CP12-660 du 11 octobre 2012.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n°CP2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à les signer.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme d'un montant de 58 618 € sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 (131008) « Actions en faveur du livre et de la lecture », action 13100802 « Construction et aménagement de médiathèques » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet à la délibération, par dérogation à l'article 17 , alinéa 3, de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR01- 16 du 21 janvier 2016

ARTICLE 10 : MODIFICATION D'UNE BASE SUBVENTIONNABLE

Approuve la modification du montant de la base subventionnable à 2 537 447 € HT au lieu

de 2 481 657 € HT, le montant de la subvention de 496 331,00 € restant inchangé pour le bénéficiaire Communauté d'Agglomération du Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart pour la relocalisation de la médiathèque Raymond Queneau à Ris-Orangis (dossier **20000450**) voté par délibération n° CP n°2020- 143 du 4 mars 2020 conformément à la fiche projet figurant en annexe 3 à la présente délibération.

ARTICLE 11 : PRÉCISION DES CRITÈRES DE L'AIDE À LA LIBRAIRIE

Approuve la modification du règlement d'intervention relatif au dispositif « soutien à la librairie indépendante » adopté par la délibération n° CR 2017-61, tel que présenté en annexe 4 à la présente délibération.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DU PRIX LITTERAIRE DES LYCEENS, APPRENTIS ET STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Approuve la modification du règlement intérieur relatif au ' prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle en Ile-de-France ' adopté par la délibération n° CP 2020-143 du 4 mars 2020, tel que présenté en annexe 5 à la présente délibération

ARTICLE 13 : CONVENTION RELATIVE AU PRIX LITTERAIRE DES LYCEENS, APPRENTIS ET STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Approuve la convention-type relative au prix littéraire des lycéens figurant en annexe 6 à la présente délibération.

ARTICLE 14 : DESAFFECTATION D'UNE SUBVENTION VOTEE AU BENEFICE DU CPLJ POUR L'OPERATION POUSSALIRE

Retire la subvention n° 20006551 attribuée au bénéfice du CPLJ pour l'action Poussalire par la délibération n° CP 2020-247 du 27 mai 2020 et désaffecte le montant de 30 000 € correspondant, sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 (131008) « Aide au livre et à la lecture », action 13100801 « Aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2020.

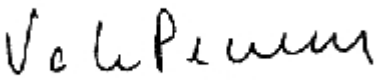
.

ARTICLE 15 : DÉMARRAGE ANTICIPÉ

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions en fonctionnement, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 3310 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier, prorogée par la délibération n° CR 0116 du 21 janvier 2016.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions en investissement, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 3310 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier, prorogée par la délibération n° CR 0116 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182427-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches projets

DOSSIER N° 20006940 - COMMUNE DE VILLEPARISIS - CREATION ESPACE PUBLIC NUMERIQUE MEDIATHEQUE ELSA TRIOLET A VILLEPARISIS - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	19 000,00 € HT	15,00 %	2 850,00 €
	Montant total de la subvention		2 850,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPARISIS
Adresse administrative : 32 RUE DE RUZE
77270 VILLEPARISIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hervé TOUGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un Espace Public Numérique à la Médiathèque Elsa-Triolet de la ville de Villeparisis

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Ville souhaite créer un Espace Public Numérique (EPN) au sein de la médiathèque Elsa-Triolet, pour répondre aux besoins des habitants et notamment des enfants et des jeunes qui représentent près d'un quart de la population. Une part importante de la population se trouve éloignée de la culture numérique (31% de non diplômés, taux de chômage supérieur à 12%...).
La création d'un EPN a pour objectif d'améliorer les conditions d'accueil des publics et l'offre d'accès au numérique : nombre de postes mis à disposition, matériels plus performants, supports variés, espace dédié, élargissement des horaires, renforcement des compétences des agents.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au coût total de l'opération et s'élève à 19 000 €, comprenant l'achat de postes informatiques, imprimante 3D, écran tactile. La subvention proposée de 2850 € représente 15%

de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- VILLEPARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel informatique	11 297,00	59,46%
écran interactif	4 576,00	24,08%
imprimante 3D	707,00	3,72%
extension solution Decalog EPN	2 420,00	12,74%
Total	19 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	2 850,00	15,00%
DRAC (S)	6 500,00	34,21%
Département (S)	2 850,00	15,00%
Ville	6 800,00	35,79%
Total	19 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007056 - VERRIERES LE BUISSON - ACQUISITION RFID MEDIATHEQUE LA POTINIERE - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	27 550,00 € HT	20,96 %	5 775,00 €
	Montant total de la subvention		5 775,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERRIERES LE BUISSON
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
91371 VERRIERES-LE-BUISSON CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François-Guy TREBULLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de la RFID de la médiathèque de la Potinière

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Suite aux aménagements et à la nouvelle organisation débutée en 2019 pour permettre à la médiathèque de devenir un "troisième lieu", ce projet d'installation de la RFID vient compléter et finaliser cette évolution. Le projet a pour objectif de développer une plus grande fluidité de circulation et d'augmenter les circulations de documents.
L'opération comprend l'achat de deux automates de prêt, de portiques antivol et de l'ensemble des coûts liés à l'installation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au coût total de l'opération et s'élève à 27 550 €, comprenant l'acquisition d'un système RFID et des automates de prêts. La subvention proposée à 5775 € représente 21% de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- VERRIERES-LE-BUISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion de projet, installation	2 790,00	10,13%
Matériel	24 760,00	89,87%
Total	27 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (S)	13 775,00	50,00%
Région	5 775,00	20,96%
Département (S)	2 000,00	7,26%
Ville	6 000,00	21,78%
Total	27 550,00	100,00%

DOSSIER N° 20007365 - CAESE CA ETAMPOIS SUD ESSONNE - RFID ET PORTAIL DOCUMENTAIRE - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	148 704,00 € HT	29,19 %	43 400,00 €
	Montant total de la subvention		43 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAESE CA ETAMPOIS SUD ESSONNE
Adresse administrative : 76 RUE SAINT JACQUES
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Johann MITTELHAUSSER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : RFID et portail documentaire dans les bibliothèques du réseau et développement des outils numériques à la bibliothèque d'Angerville

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Actuellement, aucune bibliothèque du territoire n'est équipée d'un système RFID, ni d'un système antivol. Aucun automate de prêt n'est disponible.
L'ouverture prochaine de la Médiathèque d'Angerville est l'occasion d'installer l'équipement technologique permettant à la fois de sécuriser les documents, mais aussi de rendre l'usager plus autonome, et de libérer le temps des agents des tâches liées aux actions de prêt et retour pour renforcer les actions de médiation.
Aussi, la CAESE souhaite déployer un équipement RFID de 3 des bibliothèques intercommunales, comprenant l'installation d'automates de prêt et retour.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au coût total de l'opération et s'élève à 148 704 €, comprenant

l'acquisition d'un système RFID, d'un portail documentaire et l'acquisition d'outils numériques. La subvention proposée à 43 400 € représente 29% de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RFID	126 178,00	84,85%
Projet numérique	9 426,00	6,34%
Portail documentaire	13 100,00	8,81%
Total	148 704,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (S)	43 400,00	29,19%
Région	43 400,00	29,19%
Ville	61 904,00	41,63%
Total	148 704,00	100,00%

Commission permanente du 11 octobre 2012 - CP2012-660
modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020 - 312

DOSSIER N° 12016447 - VAL PARISIS - CONSTRUCTION MEDIATHEQUE SAINT-PRIX 2012 - REAFFECTATION 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels CP 2020-312	293 102,00 € HT	20,00 %	58 618,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative	:	271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur Yannick BOËDEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la construction de la médiathèque intercommunale de Saint-Prix.

Dates prévisionnelles : 11 octobre 2012 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (58 618€) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 12-660 du 11 octobre 2012 dont le compte rendu d'exécution final nécessaire n'a pas pu être transmis avant l'échéance de caducité.

Description :
Nouvelle affectation d'un montant de 58618 € visant à permettre d'honorer les demandes de paiement parvenues à la région

La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP du 11 octobre 2012 d'un soutien régional d'un montant de 293 102 €. Cette subvention a initialement été votée au bénéfice de la Val et Forêt. Saint-Prix a ensuite intégré la communauté d'agglomération Plaine Vallée, cependant la communauté

d'agglomération Val Parisis reste néanmoins maître d'ouvrage de l'opération de construction de l'équipement, et donc le bénéficiaire de la subvention.

Le solde de 58 618 € de la subvention étant arrivé à caducité au 22 septembre 2018, il est proposé le vote d'une nouvelle affectation d'un montant équivalent.

Présentation du projet (pour mémoire) :

Constatant que la ville de Saint-Prix est sous équipée en matière de lecture publique (la bibliothèque, installée dans un bâtiment non conçu initialement pour cette activité, ne peut plus répondre aux besoins des citoyens), les élus ont fait le choix d'implanter une nouvelle médiathèque au centre de la ville et de la vie culturelle de la commune (école de musique, petite enfance, école Victor Hugo, complexe sportif, collège Louis Augustin Bosc) ainsi que de l'économie locale.

Le bâtiment HQE offre une surface de 587 m² comprenant outre une surface adaptée aux collections, une salle d'heure du conte, plusieurs postes en accès libre à Internet, une salle polyvalente pour les animations. Un espace est également prévu pour le système de "boite retour" des documents, ainsi qu'un distributeur de boissons associé à un endroit convivial. Un patio extérieur, accessible depuis l'intérieur de la médiathèque, offre un espace convivial de lecture et de travail. L'accès à tous les espaces est conçu pour les personnes à mobilité réduite.

Détail du calcul de la subvention :
La présente fiche vise à réaffecter le montant correspondant au solde de la subvention (58 618€) pour permettre son mandatement.
Lors de la CP 12-660 du 11 octobre 2012, une subvention avait été allouée de 293 102€ sur la base d'une dépense subventionnable de 1 465 511 € HT pour un taux de participation régional de 20%.

Le compte rendu d'exécution final nécessaire n'ayant pas pu être transmis avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet de la présente opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 58 618 €.

Présentation de l'opération (pour mémoire)

Le coût prévisionnel du projet était estimé à 2 266 430,93 € HT. Le montant des travaux s'élèvait à 2 209 580,93 € HT. Au titre de l'opération projetée, les dépenses pouvant faire l'objet d'un soutien régional (hors démolition, VRD et aménagements extérieurs, mobilier meublant, informatique) s'élevaient à 1 465 511 € HT. Une subvention d'un montant de 293 102 € a été proposée, soit 20 % de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- SAINT-PRIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2012

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 480 511,03	65,32%
VRD et aménagements extérieurs	469 099,90	20,70%
Maitrise d'oeuvre et contrôle	259 970,00	11,47%
Informatique	56 850,00	2,51%
Total	2 266 430,93	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC	405 022,50	17,87%
subvention CG95	466 507,99	20,58%
FONDS PROPRES	1 101 798,44	48,61%
Région (total mandaté vote CP 11 octobre 2012)	234 484,00	10,35%
Région (réaffectation du solde CP 04 mars 2020)	58 618,00	2,59%
Total	2 266 430,93	100,00%

Commission permanente du 11 octobre 2012 - CP2012-660
modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020 - 312

DOSSIER N° 12016458 - VAL PARISIS - CONSTRUCTION MEDIATHEQUE MONTLIGNON 2012 - REAFFECTATION 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels CP 2020-312	188 600 € HT	20,00 %	37 720,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de la médiathèque intercommunale de Montlignon

Dates prévisionnelles : 11 octobre 2012 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (37 720€) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 12-660 du 11 octobre 2012 dont le compte rendu d'exécution final nécessaire n'a pas pu être transmis avant l'échéance de caducité.

Un avis favorable a été donné par le Médiateur en date du 22/11/2019 qui considère que compte tenu du contexte de changement de structure, les motifs de retard, d'erreurs et de confusions commises dans la procédure attestent des difficultés rencontrées dans la réalisation de cette opération.

Description :
La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP du 11 octobre 2012 d'un soutien régional d'un montant de 188 600 €. Cette subvention a initialement été votée au bénéfice de la CA Val et Forêt. Montlignon a ensuite intégré la communauté d'agglomération Plaine Vallée, cependant la communauté d'agglomération Val Parisis reste néanmoins maître d'ouvrage de l'opération de construction de l'équipement, et donc le bénéficiaire de la subvention.

Le solde de 37 720 € de la subvention étant arrivé à caducité au 13 septembre 2018, il est proposé le vote d'une nouvelle affectation d'un montant équivalent.

Rappel du projet (pour mémoire) :

A Montlignon, le bâtiment HQE offre une surface de 315 m² comprenant, outre un espace adapté aux collections, une trentaine de places assises pour le travail et la lecture, un salon de lecture, 2 postes de recherche sur le catalogue, une salle dédiée à l'heure du conte, un espace multimédia comprenant 6 poste informatique en accès libre à Internet, une salle polyvalente faisant office de salle de travail, d'animations, de réunions, de conférences; d'expositions. En outre, l'aménagement d'un espace de lecture à l'extérieur du bâtiment a été prévu.

Détail du calcul de la subvention :

La présente fiche vise à réaffecter le montant correspondant au solde de la subvention (37 720€) pour permettre son mandatement.

Lors de la CP 12-660 du 11 octobre 2012, une subvention avait été allouée de 188 600 € sur la base d'une dépense subventionnable 943 000 € HT pour un taux de participation régionale de 20%. Le compte-rendu d'exécution final nécessaire n'ayant pas pu être transmis avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet de la présente opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 37 720 €.

Rappel de l'opération (pour mémoire) :

Le coût prévisionnel du projet était estimé à 1 310 800 € HT. Le montant des travaux s'élèvait à 1 253 950 € HT. Au titre de l'opération projetée, les dépenses pouvant faire l'objet d'un soutien régional (hors démolition, VRD et aménagements extérieurs, maîtrise d'oeuvre) s'élèvaient à 943 000 € HT. Une subvention d'un montant de 188 600 € a été proposée, soit 20 % de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- MONTLIGNON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2012

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	943 000,00	71,94%
VRD et aménagements extérieurs	180 000,00	13,73%
Maîtrise d'oeuvre et contrôle	130 950,00	9,99%
Informatique	56 850,00	4,34%
Total	1 310 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC	347 972,50	26,55%
subvention CG95	265 825,50	20,28%
FONDS PROPRES	508 402,00	38,79%
Région (total mandatement CP 11 octobre 2012)	150 880,00	11,51%
Région (réaffectation du solde CP 04 mars 2020)	37 720,00	2,88%
Total	1 310 800,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20004222 - COMMUNE DE CHAMPIGNY SUR MARNE - CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE MEDIATHEQUE - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	5 276 954,00 € HT	14,21 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHAMPIGNY SUR MARNE
Adresse administrative	:	14 RUE LOUIS TALAMONI 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Christian FAUTRÉ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de la nouvelle médiathèque

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Ville a déposé un dossier en phase APS en 2017. Suite à des mouvements en interne, le dépôt de dossier en phase APD a pris du retard et n'a été déposé qu'en février 2020. Compte tenu de l'urgence, en application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention.

Description :
Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Bois l'Abbé lancé en 2009, la ville de Champigny-sur-Marne a engagé une réflexion sur l'ensemble de son réseau de lecture publique qui a conduit à décider de la création d'une nouvelle médiathèque.
Celle-ci desservira les quartiers de Bois l'Abbé, Mordacs (quartiers prioritaires) et Coeuilly.
Ce projet a notamment pour objectif de remplacer deux des trois équipements existants, qui datent des années 70 et sont très proches l'un de l'autre sans remplir pleinement leur mission de lecture publique.
En effet ceux-ci sont inadaptés (étages sans ascenceur, faible surface qui ne permet pas d'élargir l'offre, non-conformité des locaux aux normes actuelles d'évacuation et d'installation électrique, problèmes d'infiltrations...) et ne permettent pas d'offrir des services qui répondent aux besoins de la population.

La future médiathèque aura une surface de 1500m2.
Le projet propose des collections tout support, il propose d'intégrer les pratiques numériques ainsi que de développer les actions culturelles, pédagogiques, de médiation et de convivialité. Pour cela, les espaces de la médiathèque seront décloisonnés.
Le projet prévoit également un fonctionnement en réseau des deux médiathèques de la ville (politique d'acquisition partagée, mobilité du personnel, projet communs...).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au coût total de l'opération et s'élève à 5 276 954 €, comprenant le coût des travaux, les dépenses annexes et honoraires de maîtrise d'oeuvre. La subvention proposée à 791 000 € représente 15% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	4 782 328,00	90,63%
honoraires maitrise d'oeuvre	455 460,00	8,63%
dépenses annexes	39 166,00	0,74%
Total	5 276 954,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (A)	2 250 200,00	42,64%
Département (S)	478 000,00	9,06%
Région	750 000,00	14,21%
Ville	1 798 754,00	34,09%
Total	5 276 954,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20004410 - COMMUNE DE CHAVILLE - RENOVATION BIBLIOTHEQUE - LIVRE - 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	267 251,00 € HT	30,00 %	80 175,00 €
	Montant total de la subvention		80 175,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHAVILLE
Adresse administrative	:	1456 AVENUE ROGER SALENGRO 92370 CHAVILLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques GUILLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de la bibliothèque de la ville et l'acquisition de mobilier

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 27 mai 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé en février 2020. Le calendrier prévisionnel de réouverture de la médiathèque nécessite le démarrage de l'opération avant la date de la décision. Compte tenu de l'urgence, en application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention.

Description :
La médiathèque de Chaville est installée dans le bâtiment culturel de l'ATRIUM, qui regroupe la médiathèque, le conservatoire et des salles de spectacle. Le bâtiment a été conçu en 1994. Depuis 2015, et en particulier à l'occasion des orages de mai 2016, les revêtements subissent de grosses infiltrations aux murs, plafonds et sols. Ces espaces sont dégradés et deviennent impropres à leur usage. Depuis 2018, la ville de Chaville a déjà rénové 2 niveaux de la médiathèque.
S'ils sont adaptés pour accueillir des rayonnages de documents (livres, DVD et CD), ils ne le sont pas pour proposer des animations et accueillir les usagers dans des conditions agréables. L'état des sols et des plafonds est mauvais, l'éclairage énergivore, les revêtements muraux sont en moquette, qui, outre le fait qu'elle soit détériorée, présente des risques d'allergie.
Dans la continuité du projet, la Ville de Chaville souhaite réaliser en 2020, la rénovation complète de 2 autres niveaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 299 274 euros HT. La base subventionnable retenue s'élève à 267 251 euros HT, correspondant au coût des travaux, hors coût de déménagement et mobilier dédié au personnel. Une subvention de 80 175 euros est proposée, soit 30% du montant subventionnable.

Localisation géographique :

- CHAVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	242 569,00	81,05%
Déménagement	17 500,00	5,85%
Mobilier	39 205,00	13,10%
Total	299 274,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	80 175,00	26,79%
Ville	219 099,00	73,21%
Total	299 274,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20006517 - COMMUNE DE SOISY SOUS MONTMORENCY - CONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE DE L'ESPACE CULTUREL - LIVRE - 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	2 954 655,00 € HT	23,69 %	700 000,00 €
	Montant total de la subvention		700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOISY SOUS MONTMORENCY
Adresse administrative : 2 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
95230 SOISY SOUS MONTMORENCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Luc STREHAIANO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de la médiathèque au sein de l'espace culturel de la ville de Soisy sous Montmorency

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à des difficultés et imprévus de différente nature et au renouvellement de l'ensemble du personnel impliqué dans le projet, la collectivité a eu un retard dans le dépôt actualisé de son dossier. Compte-tenu du planning du chantier global de l'espace culturel, et de l'urgence, en application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention.

Description :
La ville a souhaité se doter d'un espace culturel en centre-ville comprenant un auditorium de 300 places, une salle de spectacle de 600 places, .

L'actuelle bibliothèque qui date de 1974, fait 120m2 et n'est plus adaptée aux besoins de la population. La nouvelle médiathèque fera plus de 1000m2 et fera partie du futur centre culturel, qui intègrera aussi des salles de spectacles, une école de musique, danse et théâtre, des locaux associatifs et la direction de la culture.

Trois axes structurent le projet de la médiathèque : social, culturel/artistique et numérique. Le Projet scientifique et culturel a été pensé avec les bibliothécaires et enrichi par les partenaires socioculturels.
Les espaces comprendront notamment un hall et bar intégrés à la médiathèque, qui pourront accueillir des actions culturelles, une salle plurifonctionnelle de 100m2 pour l'accueil de classes et les animations, un pôle fiction / documentaire, un espace jeunesse , un espace silence et un espace numérique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au coût total de l'opération et s'élève à 2 954 655 € HT, comprenant le coût des travaux, le coût des honoraires et d'une partie des surfaces communes. La subvention proposée à 700 000 € représente 24% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- SOISY-SOUS-MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	2 483 097,00	84,04%
honoraires	318 419,00	10,78%
Coursives, sanitaires, circulations au prorata de la surface de la médiathèque	153 139,00	5,18%
Total	2 954 655,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (A)	1 185 867,00	40,14%
Région	700 000,00	23,69%
Département	471 788,00	15,97%
Ville	597 000,00	20,21%
Total	2 954 655,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007057 - VERRIERES LE BUISSON - EQUIPEMENT MOBILIER MEDIATHEQUE LA POTINIERE - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	32 560,00 € HT	27,64 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VERRIERES LE BUISSON
Adresse administrative	:	PLACE CHARLES DE GAULLE 91371 VERRIERES-LE-BUISSON CEDEX
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur François-Guy TREBULLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Error! Unknown op code for conditional.
Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet comporte l'acquisition de mobilier. La demande fait suite à l'aide régionale à la médiathèque La Potinière (15 000 € - CP de novembre 2019). Le projet comprend notamment l'achat de bacs, plateaux roulants, fauteuils, chauffeuses et présentoirs pour les espaces dédiés au public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au coût total de l'opération et s'élève à 32 560 €. La subvention proposée à 9000 € représente 28% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- VERRIERES-LE-BUISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobiliers pour les espaces romans, BD, jeunesse, documentaire	14 560,00	44,72%
Mobiliers pour les espaces musique / audiovisuel / autre	18 000,00	55,28%
Total	32 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (S)	11 396,00	35,00%
Département (S)	6 512,00	20,00%
Région	9 000,00	27,64%
Ville	5 652,00	17,36%
Total	32 560,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007207 - LA CAVERNE DES BD - LIVRE 2020

Dispositif : Aide à la librairie indépendante - Investissement (n° 00001029)
Délibération Cadre : CR2017-61 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	55 000,00 € HT	21,82 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CAVERNE DES BD
Adresse administrative : 67 BOULEVARD DIDEROT
75012 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur YVES CHAUVEL, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : constitution du fonds

Dates prévisionnelles : 15 mai 2020 - 15 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date de la création de la librairie et de la nécessité d'engager les dépenses dès le 15 mai 2020, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, doit être prise afin de verser la subvention.

Description :
La librairie spécialisée BD s'installe dans un local au cœur du site réhabilité de la Caserne de Reuilly, boulevard Diderot dans le 12ème.

La Caverne des BD constitue son fonds dans le cadre de sa création, en envisageant la répartition suivante :
- Bandes dessinées : 30 %
- Romans Graphiques : 17 %
- Manga : 15 %
- Comics : 15 %
- BD Jeunesse : 10 %
- Humour : 6 %

Le gérant envisage sa librairie comme "un espace de vie de quartier où l'on aime à se retrouver autour du plaisir partagé de la lecture". Afin de promouvoir sa librairie, il prévoit d'organiser des dédicaces, des lectures petite enfance, des présentations de lectures petite enfance, des ateliers jeunesse, des

rencontres avec des illustrateurs, des ateliers parents-enfants sur la lecture, des ateliers mangas et la création d'un fanzine bande dessinée avec les étudiants.

La librairie est adhérente au réseau Canal BD.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	55 000,00	100,00%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	43 000,00	78,18%
Région Ile-de-France	12 000,00	21,82%
Total	55 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007210 - LA MALLE AUX HISTOIRES - LIVRE 2020

Dispositif : Aide à la librairie indépendante - Investissement (n° 00001029)
Délibération Cadre : CR2017-61 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	313 000,00 € HT	5,75 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE MONT BATCHA LA MALLE AUX HISTOIRES
Adresse administrative : 83 BIS AVENUE JEAN LOLIVE 93500 PANTIN
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MORGANE PAYOCK-MONTHE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : constitution du fonds, la réalisation de travaux et l'achat de matériels et mobiliers

Dates prévisionnelles : 15 mars 2020 - 15 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date d'ouverture de la librairie et de la nécessité d'engager les dépenses dès le 15 mars 2020, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, doit être prise afin de verser la subvention.

Description :
Créée en 2006, La Malle aux histoires est une librairie généraliste qui dispose de solides rayons en jeunesse et littérature étrangère, bien implantée dans son territoire, qui a acquis une clientèle fidèle et dont la fréquentation augmente.

Aujourd'hui, les gérants envisagent de créer une nouvelle librairie à Pantin dans un local, d'une surface de vente de 200 m2, situé au pied du métro Hoche, tout en conservant la librairie actuelle, laquelle sera consacrée à la littérature jeunesse et à la bande dessinée.

Outre la constitution du nouveau fonds dans la librairie adulte, est prévu un renforcement du fonds général de la librairie, notamment en jeunesse et bande dessinée, avec la création d'un rayon young adulte.

Des travaux très importants, ainsi que de l'achat de mobilier et matériels, doivent être effectués.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de livres	40 000,00	12,78%
Travaux, matériel et mobilier	273 000,00	87,22%
Total	313 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	100 000,00	31,95%
Adelc (A)	60 000,00	19,17%
Centre National du livre (S)	50 000,00	15,97%
DRAC (S)	20 000,00	6,39%
Est Ensemble (S)	25 000,00	7,99%
Fonds propres	40 000,00	12,78%
Région Ile-de-France	18 000,00	5,75%
Total	313 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007213 - LES PETITS PAPIERS - LIVRE 2020

Dispositif : Aide à la librairie indépendante - Investissement (n° 00001029)
Délibération Cadre : CR2017-61 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	64 327,00 € HT	38,86 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITS PAPIERS
Adresse administrative : 57 RUE GRANDE
77250 MORET LOING ET ORVANNE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JOSE CARVALHO, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de travaux de rénovation dans le cadre de son déménagement

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 2005 à Moret sur Loing, d'une superficie de 40 m2, Les Petits Papiers est une maison de la presse, librairie et papeterie.
Aujourd'hui, dans le cadre d'un déménagement pour un emplacement plus central, sur deux niveaux, près des autres commerces, la librairie envisage de réaliser des travaux de rénovation suivants : peinture des murs, sols, électricité avec mise aux normes, climatisation.
Le sous-sol sera consacré à la bande dessinée et aux beaux-livres.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Electricité	8 629,00	13,41%
Climatisation	8 140,00	12,65%
Peinture	8 881,00	13,81%
Carrelage, murs, isolations	38 677,00	60,13%
Total	64 327,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	39 327,00	61,14%
Région Ile-de-France	25 000,00	38,86%
Total	64 327,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007447 - DELAMAIN - LIVRE 2020

Dispositif : Aide à la librairie indépendante - Investissement (n° 00001029)
Délibération Cadre : CR2017-61 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	250 000,00 € HT	8,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRAIRIE DELAMAIN
Adresse administrative : 155 RUE SAINT HONORE
75001 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur PHILIPPE TOURON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de rénovation et demise aux normes de la librairie.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 1708 au Palais Royal et sur son emplacement actuel depuis 1906, d'une surface de vente de 90m², la librairie Delamain est une librairie générale. Elle présente un assortiment de 18 500 volumes. La librairie appartient au groupe Gallimard.

La librairie envisage de réaliser des travaux de rénovation et de mise aux normes. Il s'agit de renforcer la visibilité et l'attractivité de la librairie en rénovant son éclairage. Les caisses et le mobilier de sol (tables) doivent être changés pour une meilleure circulation des clients et notamment des personnes à mobilité réduite. L'ensemble du back-office et du sous-sol doit être rénové (sécurité incendie, ventilation, électricité).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	110 000,00	44,00%
Centre National du livre (S)	90 000,00	36,00%
Ville de Paris (S)	30 000,00	12,00%
Région Ile-de-France	20 000,00	8,00%
Total	250 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

DOSSIER N° EX049179 - COMMUNE DE SURESNES - SALON DU LIVRE ADO - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	9 000,00 € TTC	38,89 %	3 500,00 €
		Montant total de la subvention	3 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 5e édition du salon du livre ado de Suresnes

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce salon du livre vise principalement les élèves des collèges et lycées de la ville de Suresnes et leurs parents. Sa 5e édition se déroulera du 18 au 22 novembre 2020. Au programme : des séances de dédicaces, des ateliers d'écriture et d'illustration, des lectures publiques, un escape game, des conférences et tables rondes et la vente de livres.

Chaque année, un prix est décerné sur le salon. Les professeurs des établissements scolaires de la ville sont incités à lire, avec leurs élèves, les livres en compétition. Pour les classes qui le souhaitent, des rencontres sont prévues la veille du salon avec les auteurs en compétition. Un concours de nouvelles est également organisé en amont du salon.

La librairie suresnoise Lu&Cie est chargée des relations avec les auteurs invités, et en lien avec la médiathèque de Suresnes, de l'organisation des ateliers, animation et conférences, du choix des livres pour le Prix littéraire et du jury pour le concours de nouvelles.

En 2019, le salon a rassemblé 900 visiteurs dont 200 collégiens et lycéens de la ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs et achat de spectacle...)	4 100,00	45,56%
Dépenses techniques et logistiques (accueil des auteurs...)	2 000,00	22,22%
Communication (conception et impression)	1 000,00	11,11%
Frais de personnel (heures supplémentaires)	1 900,00	21,11%
Total	9 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Île-de-France	3 500,00	38,89%
Recettes propres	5 500,00	61,11%
Total	9 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° EX049165 - CPLJ 93 - SALON DU LIVRE ET DE LA PRESSE JEUNESSE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	1 079 000,00 € HT	8,34 %	90 000,00 €
		Montant total de la subvention	90 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CPLJ 93 CTRE PROMO LIVRE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS
Adresse administrative : 3 RUE FRANCOIS DEBERGUE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame RAMONA BADESCU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du festival implique la réalisation de dépenses en amont du vote de la commission permanente. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
La 36e édition du Salon du livre et de la presse jeunesse se déroulera du 2 au 7 décembre 2020. Elle aura pour thématique : "La beauté du geste".

Parmi les objectifs de cette édition 2020 :
- défendre la "biblio diversité" à travers le soutien à la petite édition indépendante et l'attention aux nouveaux formats d'édition (notamment le livre audio) et grâce à la distribution de 70 000 chèques lire à utiliser sur le salon
- favoriser la rencontre entre les jeunes et la littérature contemporaine par la mise en place d'espaces et d'outils de médiation variés
- accompagner les professionnels, à travers un programme de rencontres, des rendez-vous destinés à de jeunes talents, et le comptoir des auteurs et autrices (lieu de ressources et d'information sur les droits des auteurs, créé en 2018)
- développer la démarche de développement durable entamée en 2019 par les organisateurs

Le CLPJ mènera également une action autour des littératures graphiques, initiée en 2019, et destinée aux

lycéens, notamment en filière professionnelle. Une centaine d'élèves bénéficiera ainsi d'un parcours en amont du festival autour de cette thématique, puis préparera et animera des rencontres pendant le salon.

En 2019, le salon a accueilli 180 000 visiteurs (dont 30 000 enfants et jeunes et 25 000 professionnels), 450 éditeurs et 250 auteurs et illustrateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs, rémunération des artistes, achat de spectacles, expos, modérateurs...)	159 000,00	14,74%
Dépenses techniques et logistiques (locations salles et matériel, prestations, techniques, accueil des invités, chèques lire, scénographie...)	613 000,00	56,81%
Communication	89 000,00	8,25%
Frais de personnel	218 000,00	20,20%
Total	1 079 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNL (S)	90 000,00	8,34%
DRAC (S)	30 000,00	2,78%
Education nationale (S)	6 000,00	0,56%
Conseil régional Île-de-France	90 000,00	8,34%
Conseil départemental Seine-Saint-Denis (A)	715 000,00	66,27%
Ville de Paris (S)	15 000,00	1,39%
Ville de Montreuil (S)	15 000,00	1,39%
Mécénat et partenariats	65 000,00	6,02%
Recettes propres (ventes)	53 000,00	4,91%
Total	1 079 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049166 - CIBLE 95 - FESTIVAL DU CONTE EN VAL D'OISE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	12 000,00 € TTC	10,00 %	1 200,00 €
		Montant total de la subvention	1 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIBLE 95
Adresse administrative : 9 RUE DE LA R PUBLIQUE
95120 ERMONT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ingrid COLLET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : édition 2020 du festival du conte en Val d'Oise

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association CIBLE 95 fédère un réseau de professionnels des bibliothèques du Val d'Oise. Le conte est une identité forte de l'association qui, depuis plus d'une vingtaine d'années, s'est engagée dans sa promotion et sa valorisation auprès du public.

Le festival se déroule sur le dernier trimestre de l'année. Il implique les bibliothèques et médiathèques des 25 communes adhérentes à l'association, qui vont programmer une cinquantaine de séances de conte, à destination des adultes ou des enfants, pendant la durée du festival. En parallèle, l'association programme des actions (deux journées de formation et une conférence), à destination des professionnels de ces équipements.

Au delà de la promotion du conte, le festival a pour objet de favoriser la mobilité des spectateurs dans les médiathèques du département, de développer la compétence des professionnels sur ce domaine et de valoriser les fonds mis à disposition du public dans les différents équipements.

Les librairies du territoire participent à la diffusion de la communication du festival et promeuvent leurs fonds littéraires dans le domaine du conte.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (achat de spectacles ou d'animations)	7 500,00	62,50%
Dépenses techniques et logistiques (locations...)	400,00	3,33%
Communication	3 300,00	27,50%
Frais de structure (fournitures...)	800,00	6,67%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (S)	2 600,00	21,67%
Conseil régional Île-de-France	1 200,00	10,00%
Département du Val d'Oise (S)	4 000,00	33,33%
Recettes propres (adhésions)	4 200,00	35,00%
Total	12 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° EX049176 - ASSOCIATION POESIE EN LIBERTE - CONCOURS INTERNATIONAL POESIE EN LIBERTE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	37 000,00 € TTC	35,14 %	13 000,00 €
		Montant total de la subvention	13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POESIE EN LIBERTE
Adresse administrative : 5 RUE PERREE
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Concours international Poésie en liberté

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du concours implique la réalisation de dépenses en amont du vote de la commission permanente. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Créé en 1998, le concours international "Poésie en liberté" s'adresse à tout jeune en formation, de 15 à 25 ans, quelque soit son pays. Les participants, informés via Internet ou par le biais d'une campagne d'affichage dans les établissements d'enseignement, doivent envoyer un poème de trente lignes ou vers, sans sujet ni forme imposés.

L'édition 2020/2021 du concours a débuté en avril 2020 et sera ouvert jusqu'en mars 2021. Un comité de lecteurs composés de professionnels (poètes, enseignants, auteurs-compositeurs, éditeurs, comédiens, représentants des ministères...) et de jeunes lauréats des années précédentes, procèdera en avril 2021 à la sélection de 300 poèmes. Cette sélection sera ensuite soumise à un jury de jeunes qui choisira 100 poèmes primés. Ces jeunes jurés seront préparés et accompagnés tout au long de l'année. La remise des prix aura lieu en novembre et les textes primés seront réunis dans une anthologie publiée aux éditions Bruno Doucey.

Des rencontres et manifestations autour de la poésie sont organisées dans le cadre du concours tout au

long de l'année.

En 2019, 190 établissements franciliens ont participé au concours.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Volet événementiel (organisation des rencontres, comités, proclamation des résusltats, etc.)	17 000,00	45,95%
Communication (site web, affiches, diffusion, publication recueil poésie, etc.)	11 000,00	29,73%
Logistique (déplacements, réceptions, etc.)	3 000,00	8,11%
Frais de structure (informatique, fonctionnement, bilan, etc.)	6 000,00	16,22%
Total	37 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Île-de-France	13 000,00	35,14%
Partenaires privés (mécénat)	24 000,00	64,86%
Total	37 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° EX049189 - COMITE LITTERAIRE FRANCO RUSSE - SALON DU LIVRE RUSSE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	57 000,00 € TTC	8,77 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE LITTERAIRE FRANCO RUSSE
Adresse administrative : 17 RUE DU FOUR
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Irina REKCHAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 5e édition du salon du livre russe Russkaya Literatura

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le salon, gratuit, se tient dans les locaux du centre culturel et spirituel orthodoxe russe à Paris (7e). Il a pour objectif de présenter au public français la vie littéraire russe et russophone contemporaine, tout en créant un espace de dialogue entre des auteurs, traducteurs, éditeurs et libraires de France et de Russie.

L'édition 2020 qui se déroulera du 4 au 6 décembre, aura pour thème : "Les femmes artistes et écrivains : un nouveau souffle dans la Russie contemporaine". Il célèbrera entre autre le cinquantenaire de la mort d'Elsa Triolet. Des tables rondes et présentations seront consacrées à ces sujets et à bien d'autres encore. Parmi les auteurs français invités : Patrick Besson et Andrei Makine.

Le salon accueille des librairies spécialisées (littérature russe, beaux livres et livres de voyage), qui assurent la vente d'ouvrages et sont impliquées dans la programmation. Une trentaine d'éditeurs français sont présents (les éditions Caractères, Interférences, Le ver à soie, Noir sur Blanc...) et 6 éditeurs russes. Des bibliothèques spécialisées sont impliquées.

Outre le grand public amateur de culture russe, le salon vise un public de professionnels du monde littéraire, et des élèves du secondaire et de l'université intéressés par la culture russe (avec une communication dédiée). Des animations à destination du jeune public sont en outre prévues en matinée.

En 2019, le salon a accueilli 7 000 visiteurs dont environ 150 élèves.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteur, rémunération d'artistes, achat de spectacles, location d'expos...°	21 000,00	36,84%
Dépenses techniques et logistiques (accueil des invités, prestations techniques et location de matériel...)	18 000,00	31,58%
Communication (conception et impression, relations presse et réseaux sociaux...)	8 000,00	14,04%
Frais de structure (personnel et fournitures)	10 000,00	17,54%
Total	57 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNL (S)	8 000,00	14,04%
Conseil régional Île-de-France	5 000,00	8,77%
SOFIA (S)	7 000,00	12,28%
Mécénat et sponsoring	9 000,00	15,79%
Ministère de la communication russe (S)	18 000,00	31,58%
Fondation Russkiy Mir (S)	5 000,00	8,77%
Institut de la traduction russe (S)	5 000,00	8,77%
Total	57 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° EX049358 - PRÉSENCE AFRICAINE EDITIONS - UNIVERSITE DE RENTREE DE PRESENCE AFRICAINE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	42 000,00 € TTC	9,52 %	4 000,00 €
		Montant total de la subvention	4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PRESENCE AFRICAINE EDITIONS
Adresse administrative : RUE DES ECOLES
75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame SUZANNE DIOP, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Universités de Rentrée de Présence africaine 2020

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation de la manifestation implique la réalisation de dépenses en amont du vote de la commission permanente. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Organisée depuis 2017, les Universités de rentrée de Présence africaine renouent avec une tradition de la maison d'édition : organiser des temps de dialogue et de débat autour des problématiques intéressant le monde noir, à travers la promotion des livres de nouvelles générations d'écrivains, une reflexion sur des textes fondateurs et des débats sur le monde en devenir.

Les rencontres de 2020, qui auront lieu les 26 et 27 septembre, auront pour thématique "L'Afrique verte", et porteront sur l'écologie, avec l'organisation de nombreuses tables rondes sur lesquelles interviendront des spécialistes, représentants d'associations, ingénieurs, environnementalistes, et autres personnalités parmi lesquelles Audrey Pulvar et Nicolas Hulot.

Les rencontres sont gratuites. Elles ont lieu à la Colonie, lieu convivial et d'échange sur les questions liées à la décolonisation et aux "pratiques et savoirs". La librairie des éditions Présence africaine assurera la vente des ouvrages.

En 2019, la manifestation avait réuni 600 auditeurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (rémunération des artistes, achat de spectacles...)	9 000,00	21,43%
Dépenses techniques et logistiques (location de salle, transport, hébergement, restauration...)	27 500,00	65,48%
Communication	1 500,00	3,57%
Frais de structure (personnel et fournitures)	4 000,00	9,52%
Total	42 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (S)	28 000,00	66,67%
Conseil régional Île-de-France	4 000,00	9,52%
Mécénat et sponsoring	2 500,00	5,95%
Recettes propres	7 500,00	17,86%
Total	42 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° EX049359 - ASSOCIATION FELIPE - FESTIVAL DU LIVRE ET DE LA PRESSE D'ECOLOGIE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	32 600,00 € TTC	9,20 %	3 000,00 €
		Montant total de la subvention	3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FESTIVAL LIVRE ECOLOGIE
Adresse administrative	:	15 PASSAGE RAMEY 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CLAIRE RASSINOUX, Chargé de mission

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 18e édition du festival du Livre et de la presse d'écologie

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du festival implique la réalisation de dépenses en amont de la date de vote de la commission permanente. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée de ces dépenses.

Description :
Créé en 2003, le Festival du Livre et de la presse d'écologie (Félipé) a pour objectif de sensibiliser le grand public aux thématiques écologiques et de valoriser le livre et la presse d'écologie en leur donnant de la visibilité à travers un évènement littéraire et des actions tout au long de l'année.

Sa 18e édition se tiendra un week-end du mois de novembre 2020, à Ground control (Paris 12e). Le festival accueillera des maisons d'édition (Rue de l'échiquier, L'échappée, La Tête ailleurs...), plusieurs titres de presse, et une grande librairie éphémère. Une trentaine d'auteurs et éditeurs seront invités, pour des conférences, des débats ou des dédicaces. Parmi eux : Alain Damasio, Jean-Paul Engelibert, Manu Larcenet, ou Isabelle Cambourakis.

Le festival organise aussi tout au long de l'année des lectures et rencontres, à destination notamment du public scolaire, avec les Prix du petit Félipé et du tout petit Félipé, qui mobilisent un jury constitué d'une centaine d'élèves d'écoles parisiennes.

Des bibliothèques (3 à Paris et une à Nanterre) ainsi que plusieurs librairies (Atout livre et Charybde dans le 12e, Quilombo dans le 11e) sont partenaires du festival et acueillent des rencontres dans leurs murs.

En 2019 le Félipé a accueilli plus de 1 000 visiteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs, rémunération des artistes, achats de spectacles, Prix jeunesse...)	11 600,00	35,58%
Dépenses techniques et logistiques (coordination générale de l'événement, location des espaces, accueil des invités, achats divers...)	16 000,00	49,08%
Communication (conception, impression et relations presse)	5 000,00	15,34%
Total	32 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (S)	15 000,00	46,01%
Conseil régional Île-de-France	3 000,00	9,20%
Ville de Paris - directions de la culture et des espaces verts (S)	6 500,00	19,94%
Mairie de Paris 12e (S)	1 500,00	4,60%
Mairie de Paris 18e (A)	2 100,00	6,44%
Fondations privées	3 500,00	10,74%
Recettes propres	1 000,00	3,07%
Total	32 600,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° EX049362 - ASSOCIATION VO-VF - FESTIVAL VO-VF - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	100 000,00 € TTC	13,00 %	13 000,00 €
		Montant total de la subvention	13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION VO/VF
Adresse administrative : 15 SQUARE DE LA MAIRIE
91190 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE MORIZE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 7e édition du festival VO-VF

Dates prévisionnelles : 18 mars 2020 - 31 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du festival implique la réalisation de dépenses en amont du vote de la commission permanente. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Pour sa 7e édition qui aura lieu du 2 au 4 octobre 2020, le festival VoVF, parrainé par Leïla Slimani, proposera trois jours de rencontres et d'échanges, pour sensibiliser à la traduction littéraire et faire découvrir à un large public les langues, cultures et littératures du monde.

Le festival mettra à l'honneur l'auteure polonaise Olga Togarczuk, Prix Nobel de littérature 2018, la collection "Du monde entier" de Gallimard, et l'éditeur Frédéric Martin du Tripode.
Parmi les nombreuses autres propositions de cette année : un grand entretien avec la philosophe et philologue Barbara Cassin, une rencontre autour des 70 ans de la maison d'édition Présence africaine, un retour sur l'oeuvre de Ian Mac Ewan, une expo sur les BD algérienne, marocaine et tunisienne, des ateliers pour les enfants, des spectacles, et la remise du prix de traduction de l'INALCO, créé l'an dernier.

Plusieurs rencontres en lycées sont prévues (lycée d'Orsay, lycée de la Vallée de Chevreuse et lycée des Essouriaux aux Ulis), ainsi que dans les médiathèques de la communauté d'agglomération Paris-Saclay, et des librairies du territoire (Les Vraies Richesses à Juvisy-sur-Orge et Arborescence à Massy).

En 2019 le festival a accueilli plus de 3 000 visiteurs et de nombreux invités parmi lesquels l'écrivain Jean-Christophe Ruffin et l'éditrice Anne-Marie Métailié.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs, rémunnération des artistes, achats de spectacles et d'expos...)	35 000,00	35,00%
Dépenses techniques et logistiques (prestations de programmation, location d'espaces et de matériel, accueil des invités...)	25 000,00	25,00%
Communication (conception et impression, achat d'espaces, relations presse, site web...)	20 000,00	20,00%
Frais de structure (personnel...)	20 000,00	20,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNL (S)	13 000,00	13,00%
DRAC (S)	3 000,00	3,00%
Organismes sociaux (S)	3 000,00	3,00%
Conseil régional Île-de-France	13 000,00	13,00%
Département de l'Essonne (S)	8 000,00	8,00%
Ville de Gif-sur-Yvette (S)	30 000,00	30,00%
CA Paris Saclay (S)	5 000,00	5,00%
SOFIA (S)	10 000,00	10,00%
Sponsoring	10 000,00	10,00%
Recettes propres	5 000,00	5,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° EX049363 - SALON HISTOIRE DE LIRE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	102 000,00 € TTC	11,76 %	12 000,00 €
		Montant total de la subvention	12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HISTOIRE DE LIRE
Adresse administrative : 12 AVENUE DE PORCHEFONTAINE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ETIENNE DE MONTETY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : édition 2020 du salon Histoire de lire

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du salon implique la réalisation de dépenses en amont du vote de la commission permanente. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
La prochaine édition d'Histoire de lire, le salon du livre d'histoire de Versailles, aura lieu les 21 et 22 novembre 2020.
Le salon a pour vocation de rendre l'histoire plus vivante et accessible à un public élargi, avec une attention particulière aux jeunes. Il accueille pendant deux jours de nombreux auteurs, qui viennent présenter leur actualité éditoriale et rencontrer le public pour des dédicaces, des grands débats, et différentes animations.
Une centaine d'éditeurs sont présents sur le salon, ainsi que les 5 librairies versaillaises (Gibert Joseph, La Procure, la Librairie Antoine, la Suite et la Vagabonde), qui assurent la vente des livres. Les secteurs jeunesse des bibliothèques de la ville interviennent dans le cadre des animations jeunesse et à destination des collégiens.

Histoire de lire développe des actions spécifiques en direction des lycéens :
- organisation d'un concours en ligne, les Cracks de l'Histoire, destiné aux lycées des Yvelines
- projections-débats autour de documentaires historiques, en partenariat avec la chaine Histoire
- depuis 2019, rencontres d'étudiants doctorants en Histoire, avec des élèves de première en spécialité

Histoire Géographie

En 2019, le salon a accueilli 20 000 visiteurs. Plus de 650 élèves ont assisté aux projections-débats et près de la moitié des lycées du département a participé aux Cracks de l'Histoire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs, animations, rencontres scolaires, achat des chèques lire, etc.)	70 000,00	68,63%
Dépenses techniques et logistiques (accueil des invités, location de matériel, etc.)	15 000,00	14,71%
Communication (conception et impression, site web, achat d'espaces...)	9 500,00	9,31%
Frais de structure (personnel, fournitures...)	7 500,00	7,35%
Total	102 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNL (S)	5 000,00	4,90%
DRAC (S)	10 000,00	9,80%
Conseil régional Île-de-France	12 000,00	11,76%
SOFIA (S)	8 000,00	7,84%
Département des Yvelines (S)	21 000,00	20,59%
Ville de Versailles (S)	18 000,00	17,65%
Mécénat et sponsoring	28 000,00	27,45%
Total	102 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° EX049637 - FESTIVAL AMERICA - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	540 000,00 € TTC	12,96 %	70 000,00 €
		Montant total de la subvention	70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL AMERICA
Adresse administrative : 41 RUE RAYMOND DU TEMPLE
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCIS GEFFARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la 10e édition du festival America

Dates prévisionnelles : 14 mars 2020 - 30 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du festival implique la réalisation de dépenses en amont du vote de la commission permanente. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
La 10e édition du Festival biennal America, initialement prévue en septembre 2020, sera reportée en septembre 2021. Les contraintes sanitaires liées à l'épidémie de COVID 19 rendent en effet trop incertaines les venues des nombreux auteurs étrangers invités et ne permettent pas d'accueillir les visiteurs du festival dans de bonnes conditions.

La programmation du festival, telle que prévue en 2020, devrait être conservée sur 2021. Seule manifestation européenne dédiée aux littératures et cultures d'Amérique du Nord, le festival sera ainsi consacré à un autre regard sur l'Amérique, son histoire et ses lignes de fractures. Il accueillera de jeunes talents ou des écrivains confirmés, venus du Canada, des Etats-Unis, du Mexique et du Québec. Ces auteurs prendront part à une centaine d'événements : débats, rencontres, café des libraires.
Parmi la soixantaine d'auteurs invités : Armistead Maupin, Joyce Carol Oates, Regina Porter, Seth Greenland et Rachel Kushner.

Le festival programme aussi des expositions et des projections de films en lien avec les livres des auteurs invités. Il propose une programmation dédiée à la jeunesse et une journée pour les scolaires. Un prix des

libraires et bibliothécaires est remis à l'occasion du festival. Un grand salon du livre et une journée professionnelle complètent cette offre.

La plupart des lieux culturels de la ville de Vincennes sont mobilisés pour le festival et la librairie vincennoise Millepages est très impliquée dans son organisation.

En 2018 (dernière édition du festival) America a accueilli 40 000 visiteurs et 75 auteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs, animations, relations auteurs et éditeurs...)	150 000,00	27,78%
Dépenses techniques et logistiques (location des structures, accueil des invités, commissariat et régie...)	300 000,00	55,56%
Communication	70 000,00	12,96%
Frais d'administration	20 000,00	3,70%
Total	540 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNL (S)	100 000,00	18,52%
Ville de Vincennes (S)	100 000,00	18,52%
Conseil départemental du Val de Marne (S)	15 000,00	2,78%
Conseil régional Île-de-France	70 000,00	12,96%
SOFIA (S)	100 000,00	18,52%
Ambassade des USA (S)	5 000,00	0,93%
Ressources propres	150 000,00	27,78%
Total	540 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007443 - DATA FACTORY - SALON SO BD - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	70 000,00 € HT	7,14 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DF DATA FACTORY
Adresse administrative : 1 RUE GUY MOQUET
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Renaud CHAVANNE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 10e édition du salon SO BD

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du salon SO BD implique la réalisation de dépenses en amont du vote de la commission permanente. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
SO BD est un salon consacré à la BD indépendante, avec une attention aux liens entre BD et arts, et un volet relatif aux ouvrages "savants" sur la bande-dessinée. Il se déroule à l'Espace des Blancs-manteaux (Paris 4ème) et devrait, pour sa 10e édition, accueillir environ 150 auteurs et artistes et 70 exposants (éditeurs de BD indépendants et libraires.

Comme chaque année, le salon mettra un pays et un dessinateur à l'honneur :
- deux pays ont été approchés, Madagascar et la Turquie, avec des artistes invités, et des expos, des tables rondes et rencontres dédiées
- le dessinateur Willem devrait être l'invité d'honneur

Sont également prévus des rencontres, des ateliers pratiques et masterclasses animés par des grands noms de la BD contemporaine, des expositions (dont certaines hors les murs et une organisée avec le CROUS et destinée à de jeunes talents), la remise du prix Papiers Nickelés So BD qui récompense un ouvrage de littérature savante sur la BD. Le salon proposera également des animations en lien avec cinq bibliothèques parisiennes.

En 2019, la Pologne était l'invitée d'honneur et le salon a accueilli 12 000 visiteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs...)	11 000,00	15,71%
Dépenses techniques et logistiques (locations d'espaces, de matériel, accueil invités, achat matériel...)	40 000,00	57,14%
Communication	5 000,00	7,14%
Frais de personnel	14 000,00	20,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (S)	4 000,00	5,71%
Conseil régional Île-de-France	5 000,00	7,14%
Sociétés d'auteurs (SOFIA, Saif, Scam)	10 000,00	14,29%
Mécénat et dons	23 000,00	32,86%
Rémunération de services (vente d'espaces, de livres, master classes, etc.)	28 000,00	40,00%
Total	70 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20006597 - ADELC - LIVRE 2020

Dispositif : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement (n° 00000184)
Délibération Cadre : CR2017-61 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	2 361 000,00 € TTC	12,71 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADELC
Adresse administrative : 27 RUE LINNE
75005 PARIS 5
Statut Juridique : Association
Représentant : MADAME IRENE LINDON, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien aux librairies franciliennes

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la nature de l'aide qui consiste en une aide au fonctionnement sur l'année 2020, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, doit être prise afin de verser la subvention.

Description :
Plaçant l'aide à la librairie indépendante parmi les priorités de l'action régionale en faveur du livre, un partenariat est engagé entre la Région et l'ADELC, conformément aux orientations de la délibération cadre CR 2017-61 du 10 mars 2017.

Créée en 1988 sur l'initiative de Jérôme Lindon, directeur des éditions de Minuit, avec les éditions Gallimard, La Découverte, Le Seuil et France Loisirs, l'ADELC reçoit le soutien du ministère de la culture et de la communication. Par une participation à hauteur de 0,15 % de leur chiffre d'affaire, les éditeurs adhérents apportent leur soutien à la librairie indépendante dans une logique de solidarité interprofessionnelle et avec l'objectif de conforter le rôle de la librairie en faveur de la création. 35 éditeurs sont aujourd'hui adhérents.

Les aides de l'ADELC sont centrées sur la création, le déménagement, le rachat, les travaux d'agrandissement, la restructuration des fonds propres, la restructuration des fonds de roulement. Son mode d'intervention se fait par :
- un apport en compte courant après une entrée au capital de la librairie à hauteur de 5 %, remboursable

sur 6 à 9 ans avec 1 à 3 années de franchise, sans intérêt
- un apport en subvention
- un apport en conseil et en qualification

L'Adelc, avec sa capacité d'expertise, intervient par un accompagnement et des conseils personnalisés à tous les moments de la vie d'une librairie, particulièrement en cas de création et de reprise.

Elle propose également aux libraires un outil Datalib afin de collecter et rendre accessibles quotidiennement les ventes, les achats et les retours réalisés par les librairies.

Le soutien régional prend en compte la globalité de l'action et la structure.

En 2020, l'Adelc entend poursuivre son travail de soutien à la librairie indépendante francilienne, à la fois par un soutien financier, par des apports en compte courant ou subventions, mais aussi par un accompagnement. Elle sera particulièrement attentive aux projets de création, de transmissions et de développement des librairies franciliennes.

L'intervention renforcée de l'Adelc à l'échelle régionale permet de bénéficier de son expertise sur les projets et d'apporter des conseils à tous les moments de la vie d'une librairie.

En 2019, l'Adelc est intervenue financièrement auprès de 18 librairies franciliennes par un soutien financier pour un montant de 810 000 €, dont 7 créations (dont 4 créations hors Paris) et 6 transmissions. Sur les 18 librairies, 7 librairies sont situées à Paris, 6 dans les Hauts de Seine, 2 en Seine Saint Denis, 2 en Val de Marne et 1 en Val d'Oise.

L'Adelc a aussi participé à la première session de formation intitulée « Reprendre une librairie » à l'INFL.

Par ailleurs, l'Adelc réalise un travail de suivi pour 101 librairies auprès desquelles elle est engagée.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges, achats et autres fournitures (locations, amortissements, prestations, autres services extérieurs, honoraires, déplacements, missions)	212 000,00	8,98%
Charges de personnel	172 000,00	7,29%
Provisions pour titres	25 000,00	1,06%
Provisions pour compte courant	250 000,00	10,59%
Perte sur comptes courants	1 000 000,00	42,35%
Subventions	77 000,00	3,26%
Engagements sur ressources affectées	600 000,00	25,41%
Impôts et taxes	25 000,00	1,06%
Total	2 361 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Cotisations	720 000,00	30,50%
Produits financiers	150 000,00	6,35%
Reprises provisions sur titres et comptes courants	1 095 000,00	46,38%
Centre National du Livre (S)	80 000,00	3,39%
Libraires francophones de Belgique	16 000,00	0,68%
Région Ile-de-France	300 000,00	12,71%
Total	2 361 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007007 - BIBLIOTHEQUE L'ECHO KREMLIN BICETRE - CAROLE FIVES - 94 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	2 300,00 € HT	50,00 %	1 150,00 €
	Montant total de la subvention		1 150,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU KREMLIN BICETRE
Adresse administrative : 42 RUE DE LA CONVENTION
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Marc NICOLLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Carole Fives

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Formée aux Beaux-Arts et auteure de plusieurs romans pour adultes dont trois publiés chez Gallimard, Carole Fives écrit également pour la jeunesse. Carole Fives souhaite aborder dans son prochain ouvrage les thèmes de la création plastique et littéraire et questionner ce qu'est un artiste.

Après avoir porté une résidence en 2013-2014 avec Dmitri Bortnikov et accueilli Carole Fives lors de la Nuit de la Lecture 2019, la médiathèque l'Echo au Kremlin-Bicêtre souhaite approfondir l'échange entre l'auteure et les publics de la médiathèque, notamment en diffusant une nouvelle phrase par jour extraite de son travail d'écriture. Carole Fives interviendra également avec une classe de lycéens option arts plastiques du lycée Darius Milhaud du Kremlin-Bicêtre sur sept séances. Trois cartes blanches et une exposition avec d'autres auteurs et artistes ainsi que des temps forts hors les murs viendront ponctuer le temps de la résidence.

Genre : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (colloques, expositions, lectures...)	1 800,00	78,26%
Imprimeur, maquettiste, graphiste, illustrateur	500,00	21,74%
Total	2 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 150,00	50,00%
Ville	1 150,00	50,00%
Total	2 300,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20006987 - LYCEE CHARLES DE GAULLE - CRENN ANTONIN - 75020 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735.1-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	4 000,00 € TTC	50,00 %	2 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYCEE PROFESSIONNEL CHARLES DE GAULLE
Adresse administrative : 17 RUE LIGNER
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Hélène CAZALS, Proviseure

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Antonin Crenn

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Antonin Crenn a publié plusieurs textes et romans d'apprentissage en revue et aux éditions Lunatique, Antidata et Publie.net. Il souhaite travailler à destination des adolescents sur une biographie imaginaire ancrée dans le vingtième arrondissement de Paris, provisoirement intitulée "Le Dalou".

Le lycée Charles de Gaulle, lycée régional à partir de septembre 2020, se propose d'accueillir Antonin Crenn en résidence pour interroger avec lui le rapport des élèves à leur espace et à leur identité. Sur le thème de "La ville et moi", Antonin Crenn animera des ateliers en direction de 3 classes (seconde, première et UPE2A -allophones) dont les textes seront publiés, lus et exposés, notamment en partenariat avec la bibliothèque Louise-Michel. Les élèves seront par ailleurs invités à travailler sur la notion de biographie imaginaire en lien avec le cimetière du Père Lachaise, et pourront découvrir la librairie partenaire du projet Le Merle Moqueur.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'ateliers et d'activités)	600,00	15,00%
Services externes (impressions, maquettes, graphismes, fabrication, divers)	1 500,00	37,50%
Autres services externes (missions, réceptions, publicité, autres)	400,00	10,00%
Frais de personnel	1 500,00	37,50%
Total	4 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 000,00	50,00%
Subvention Région Livre	2 000,00	50,00%
Total	4 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007015 - LYCEE SUGER SAINT-DENIS - GINZBURG LISA - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735.1-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	5 000,00 € HT	60,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER SUGER SAINT DENIS
Adresse administrative : 6 RUE LE ROY DES BARRES
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Eric BLUM, Proviseur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Lisa Ginzburg

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Lisa Ginzburg est une traductrice et autrice italienne, traduite en français aux éditions Verdier. Centrée sur la question de l'amour en littérature, elle souhaite s'interroger sur le statut contemporain de l'amour, de la sexualité et du désir, dans un ouvrage qui prendra la forme de chroniques et nouvelles.

Le lycée Suger de Saint-Denis souhaite accueillir Lisa Ginzburg en résidence dans la classe de Première section bi-nationale italien. Lisa Ginzburg travaillera avec les élèves sur l'élaboration d'un dictionnaire amoureux des garçons et des filles à partir de l'oeuvre de Goffredo Parise "Sillabari". Les élèves réaliseront des lectures, réécritures et commentaires de l'oeuvre, et conduiront des enquêtes sonores. Elle proposera un partage de ce travail à l'ensemble des professeurs et élèves du lycée ainsi qu'une ouverture sur les établissements culturels de la ville.

Genre littéraire : chroniques, nouvelles

Durée de la résidence : 10 mois

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'ateliers ou d'activités)	1 000,00	20,00%
Services externes (Etudes, documentations, impressions, fabrications)	2 000,00	40,00%
Autres services externes (missions, déplacements, réceptions)	1 000,00	20,00%
Frais de personnel (stagiaire)	1 000,00	20,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (DRAC DARFIC)	1 000,00	20,00%
Subvention Ville de Saint-Denis	1 000,00	20,00%
Subvention Région Livre	3 000,00	60,00%
Total	5 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007019 - LYCEE JACQUES AMYOT - WUHRMANN MATHIEU - 77 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735.1-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	4 000,00 € TTC	50,00 %	2 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LCM JACQUES AMYOT
Adresse administrative : 6 BIS RUE EDMOND MICHELET
77000 MELUN
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Daniel DJIMADOUM, Proviseur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mathieu Wührmann est un artiste-peintre qui travaille en immersion dans la forêt sur le motif des arbres et dont les oeuvres et les textes ont été publiés par Lienart Editions. Il souhaite écrire un texte à partir des nombreux carnets et notes qu'il prend dans la forêt pour témoigner de son émotion esthétique au contact de la nature.

Le lycée Jacques Amyot de Melun, situé à la lisière de la forêt de Fontainebleau, désire accueillir Mathieu Wührmann pour permettre aux élèves de réfléchir sur le rapport de l'homme à la nature à partir d'un patrimoine naturel proche et pourtant méconnu. Mathieu Wurhman interviendra particulièrement auprès d'une classe de Seconde pour sensibiliser les élèves sur la prise de note pour soi, l'écriture artistique et la réflexion sur cette expérience. Les partenaires culturels du territoire, notamment la médiathèque L'Astrolabe et la Maison Mallarmé, seront mobilisés. La résidence se clôturera par une exposition à la médiathèque.

Genre littéraire : récit poétique

Durée de la résidence : 10 mois

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (livres, matériel de dessin, fabrication, divers)	2 000,00	50,00%
Autres services externes (transports, honoraires, frais divers)	2 000,00	50,00%
Total	4 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 000,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France livre	2 000,00	50,00%
Total	4 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007055 - LYCEE DES METIERS AUGUSTE RENOIR - RUPERT RAPHAEL - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735.1-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	3 600,00 € TTC	50,00 %	1 800,00 €
	Montant total de la subvention		1 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LT LYC METIER AUGUSTE RENOIR PARIS 18EME
Adresse administrative : 24 RUE GANNERON 75018 PARIS 18EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Patricia HEBERT, Proviseure

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Raphaël Rupert

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Raphaël Rupert a publié un premier roman aux éditions L'Arbre Vengeur, lauréat du prix de Flore en 2018. Il souhaite poursuivre dans la veine de l'autofiction et de l'humour par un second roman de métamorphose, inspiré de la vie de Carl Gustav Jung.

Le lycée des métiers Auguste Renoir se propose d'accueillir Raphaël Rupert pour un projet centré sur le thème des métamorphoses, en littérature comme dans les paysages. Raphaël Rupert arpentera avec les élèves de trois classes de l'établissement deux sites en cours de mutation (Asnières et Aubervilliers). Il interrogera avec eux la façon dont la mémoire des lieux est préservée et animera des ateliers d'écriture de mini-fictions mêlant le réel à l'imaginaire. Ces travaux feront l'objet de l'édition d'un ou plusieurs livres.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (fabrication livres, expos, autres)	3 600,00	100,00%
Total	3 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 800,00	50,00%
Subvention Région livre et lecture	1 800,00	50,00%
Total	3 600,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007087 - LYCEE BERGSON - SABOLO MONICA - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735.1-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	2 000,00 € TTC	50,00 %	1 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT HENRI BERGSON PARIS 19EME
Adresse administrative : 27 RUE EDOUARD PAILLERON
75019 PARIS 19EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Anne SCHNABELE, Proviseure

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Monica Sabolo

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Monica Sabolo est auteur de romans, publiée aux éditions JC Lattès et Gallimard. Dans son prochain roman provisoirement intitulé "A la dérive", elle souhaite continuer à explorer le thème de la domination sur les jeunes filles et garçons, sous forme d'une auto-fiction constituée de fragments, qui explore la place de la littérature dans nos vies.

Après une première résidence réussie avec Marie-Eve Lacasse, le lycée Bergson souhaite accueillir Monica Sabolo sur le thème de "La littérature, un monde à soi". Monica Sabolo animera des ateliers d'écriture en direction de deux classes de Seconde et une classe de BTS, afin de permettre aux élèves de construire une relation intime et créative avec la littérature. La découverte de l'oeuvre en cours de Monica Sabolo sera par ailleurs l'occasion d'affiner leur pensée critique et de travailler une argumentation orale. Ils découvriront la Bibliothèque Nationale de France et visiteront le salon Livre Paris. Leurs écrits feront l'objet d'un recueil présenté aux familles en fin d'année.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures de bureau et d'ateliers)	180,00	9,00%
Services externes (visites, fabrication, divers)	1 820,00	91,00%
Total	2 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 000,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France livre	1 000,00	50,00%
Total	2 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007093 - LYCEE RENE CASSIN - PATRICE ROBIN - 93 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735.1-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 € TTC	50,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO RENE CASSIN LE RAINCY
Adresse administrative : 16 ALLEE DES BOSQUETS
93340 LE RAINCY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Mohammed AIT ELHANNA, Proviseur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Patrice Robin

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Patrice Robin a écrit plusieurs romans et récits autobiographiques publiés aux éditions POL et Petrelle. Dans son prochain livre provisoirement intitulé "Le visage tout bleu", il souhaite questionner le déterminisme et les raisons pour lesquelles notre vie se poursuit, là où parfois elle s'arrête pour un autre.

Le lycée René Cassin a rencontré Patrice Robin lors d'une leçon de littérature. Il souhaite approfondir cette rencontre avec 5 classes afin de réunir les élèves du professionnel et du général autour d'un projet littéraire. Lors d'ateliers bimensuels avec chaque classe, Patrice Robin partagera ses pratiques d'écriture, qui prennent le cinéma, la photographie et l'entretien comme point de départ. Les élèves visiteront la librairie Folies d'encre à Gagny et la MC93 et participeront au festival Hors Limites. Un goûter mensuel ouvert à l'ensemble des élèves et des personnels aura lieu au CDI pour parler du travail en cours de l'auteur. Les productions des élèves donneront lieu à l'impression d'un recueil et à une représentation au lycée.

Genre : récit

Durée : 10 mois

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE RAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'ateliers, frais de bouche, livres)	3 100,00	31,00%
Services externes (hébergement, colloque, imprimeur)	3 100,00	31,00%
Autres services externes (déplacements, frais postaux, publicité, repas de l'auteur)	2 300,00	23,00%
Frais de personnel (stagiaire)	1 500,00	15,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	50,00%
Suvbention Région Livre sollicitée	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007096 - LYCEE BAUDELAIRE DE MEAUX - CIRIEZ FREDERIC - 77 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735.1-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	4 000,00 € TTC	50,00 %	2 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP CHARLES BAUDELAIRE MEAUX
Adresse administrative : AVENUE DES COMTES DE CHAMPAGNE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Christophe BOUTET, Proviseur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Frédéric Ciriez est un auteur publié chez Verticales qui travaille sur des formes romanesques singulières, dans lesquelles se mêlent fiction et réalité. Dans son prochain livre, il souhaite explorer le pouvoir paradoxal de la littérature à témoigner de l'inquiétude et à contribuer, par là même, à la sécurité.

Dans le cadre de cette résidence, Frédéric Ciriez souhaite mener un projet littéraire sur la notion de sécurité auprès des lycéens de seconde en filière sécurité du lycée Baudelaire de Meaux où il est intervenu pour une leçon de littérature. Il propose aux élèves de leur faire découvrir un corpus de textes sur cette thématique au coeur de leurs futurs métiers, et d'écrire avec eux un roman noir. Il prévoit ainsi d'animer des ateliers d'écriture et d'organiser des sorties dans des librairies et une bibliothèque spécialisées dans la littérature policière. Le projet concernerait principalement deux classes de seconde du lycée, mais serait aussi ouvert plus largement à d'autres élèves de même niveau. L'auteur interviendrait également à la médiathèque de Meaux, pour des conférences et ateliers d'écriture ouverts au grand public.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'atelier	200,00	5,00%
Services extérieurs (achat de livres, maquettiste, imprimeur...)	2 000,00	50,00%
Autres services extérieurs (déplacements, réceptions...)	1 800,00	45,00%
Total	4 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention conseil régional IdF	2 000,00	50,00%
Fonds propres	2 000,00	50,00%
Total	4 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20002692 - THEATRE L'ECHANGEUR - FRANK SMITH - BAGNOLET - 93 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 € HT	50,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PUBLIC CHERI
Adresse administrative : 59 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur REGIS HEBETTE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Frank Smith

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 30 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Frank Smith est écrivain et poète, publié entre autres chez Lanskine, l'Attente, Plaine-Page, Créaphis et au Seuil. Il souhaite rassembler des images et textes poétiques dans un "Atlas poétique des solidarités" destiné à rendre compte des actes d'entraides qui émergent face à l'intolérance et à permettre de penser une politique de la solidarité.

Le théâtre L'Echangeur à Bagnolet place les liens entre littérature et société au coeur de ses enjeux de rencontre avec le public. L'Echangeur mettra à disposition de Frank Smith un bureau d'écrivain public pour reccueillir les témoignages des habitants de Bagnolet et des usagers du théâtre, et l'auteur mènera un atelier d'écriture pour partager autour de la langue poétique et ajouter ces contributions à "l'Atlas des solidarités". Enfin, pour instaurer une dynamique collective, le théâtre, la médiathèque et les centres sociaux et culturels de Bagnolet accueilleront des cercles publics de conversations avec l'auteur et les chercheurs et artistes de Bagnolet.

Durée : 10 mois

Genre : Poésie
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures de bureau, d'entretien)	400,00	4,00%
Services externes (hébergement, recherches, imprimeur)	4 000,00	40,00%
Autres services externes (publicité, honoraires, distribution)	3 000,00	30,00%
Frais de personnel	2 600,00	26,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France livre	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007024 - LE SAMOVAR - HUSSENOT VICTOR - 93 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 € HT	50,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE SAMOVAR
Adresse administrative : 165 AVENUE PASTEUR
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK FERRIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Victor Hussenot

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Victor Hussenot est un auteur de bande dessinée notamment publié aux éditions Warum, la Joie de Lire, Gallimard et 5ème Couche. Après un premier ouvrage sur le lien entre la BD et l'univers du clown, à paraître aux éditions La Joie de Lire, il veut travailler à un second album, qui mèle dessin réaliste d'observation et de croquis et bande dessinée.

Le Samovar souhaite accueillir Victor Hussenot pour une résidence en immersion au sein de son école pour les clowns, burlesques et excentriques, afin de lui permettre de réaliser un documentaire illustré sur l'école. Dans ce cadre, Victor Hussenot travaillera en direction des élèves de 1ère et 2ème année de l'école, auprès des élèves des écoles primaires et de la section ébénisterie du lycée Hénaff de Bagnolet, ainsi qu'auprès des usagers de la médiathèque et de la librairie Les Beaux Lendemains.

Genre littéraire : bande dessinée

Durée de la résidence : 10 mois
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériel de dessin)	500,00	5,00%
Services externes (déplacements, documentation, frais divers)	1 000,00	10,00%
Autres services externes (communication, honoraires, autres frais)	2 000,00	20,00%
Frais de personnel	6 500,00	65,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat DRAC	3 000,00	30,00%
Fonds propres	2 000,00	20,00%
Subvention Région livre et lecture	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007052 - LIBRAIRIE LA TETE EN L'AIR - ROZIER GILLES - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	8 800,00 € HT	50,00 %	4 400,00 €
	Montant total de la subvention		4 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA TETE AILLEURS
Adresse administrative : 42 RUE DE LA FOLIE MERINCOURT
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Maryse MONDAIN, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Gilles Rozier

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Gilles Rozier est auteur et traducteur, notamment publié aux éditions Denoël et Grasset. Il est également éditeur, avec les éditions L'Antilope qu'il a créées en 2016. Spécialiste de la littérature Yiddish, il souhaite écrire un nouveau roman, en hommage à un ami de jeunesse emporté par le sida en 1992, sur l'inadaptation d'un quinquagénaire au monde contemporain.

La librairie La Tête ailleurs, ouverte depuis 2016 dans le 11ème arrondissement de Paris, veut s'appuyer sur le travail littéraire de Gilles Rozier pour proposer une réflexion sur les influences et parallèles entre le 20ème et le 21ème siècle. Sur le thème "Je n'étais pas préparé à entrer dans le 21ème siècle", Gilles Rozier proposera un cycle de rencontres sur les féminismes, les migrations, les totalitarismes, les violences policières, le management et l'éducation. Il animera des ateliers en direction des élèves des lycées Voltaire, Charles Péguy et Dorian, dans la perspective du concours d'écriture organisé par la librairie. En fin de résidence, les participants seront conviés à se retrouver pour une lecture publique de son roman en cours.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures de bureau, d'ateliers, autres)	1 000,00	11,36%
Services externes (location, hébergement, honoraires, droits d'auteur, fabrication, autres)	5 000,00	56,82%
Autres services externes (déplacements, frais de bouche, autres)	1 200,00	13,64%
Frais de personnel	1 600,00	18,18%
Total	8 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 400,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France livre	4 400,00	50,00%
Total	8 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007068 - BIBLIOCITE BIBLIOTHEQUE M.AUDOUX - ERIC SARNER - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 € HT	50,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIBLIOCITE
Adresse administrative : 3 IMPASSE DE LA PLANCHETTE
75003 PARIS 3
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie Desplechin, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence d'Eric Sarner au sein de la bibliothèque Marguerite-Audoux.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Eric Sarner est l'auteur de nombreux recueils, notamment de poésie, parue chez Le Castor Astral et La Passe du Vent. Après un travail sur le Yiddishland à Paris, Eric Sarner souhaite travailler sur un texte poétique en hommage au poète André Laude (1936-1995).

La bibliothèque Marguerite-Audoux, située dans le 3e arrondissement de Paris, souhaite valoriser auprès de ses usagers son fonds poésie qui contient notamment des recueils de l'auteur, et son fonds autour de l'histoire du judaïsme qui répond au travail d'enquête qu'a mené Eric Sarner. L'auteur animera également un travail d'investigation avec une classe du lycée professionnel l'Abbé Grégoire dans les 3e et 5e arrondissements. Il accompagnera un groupe de lecteurs volontaires des bibliothèques parisiennes. Enfin il développera un travail basé sur l'oralité avec deux ateliers dans les centres sociaux Cerise et La Clairière. D'autres partenaires pourront être associés au projet comme l'association Histoire et Mémoire, ou l'Institut d'histoire du temps présent.

Genre littéraire : poésie

Durée de la résidence : 10 mois
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, livres)	1 200,00	12,00%
Services externes (colloques, expositions, lectures...)	6 000,00	60,00%
Autres services externes (frais potaux, publipostage...)	1 400,00	14,00%
Frais de personnel	1 400,00	14,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	5 000,00	50,00%
Bibliocité	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007094 - SALON DU LIVRE JEUNESSE DE SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJONS - TARIEL ADELE - 91 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	9 600,00 € TTC	50,00 %	4 800,00 €
	Montant total de la subvention		4 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FLPEJR FREDERIC LOUIS PAUL ELSA JULES ROLAND ET LES AUTRES
Adresse administrative : 66 ROUTE D'AULNAY
91180 SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Emmanuelle BOUCARD LOIRAT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Adèle Tariel est une auteure jeunesse et journaliste dans la presse jeunesse. Elle a publié une dizaine de livres édités pour la plupart aux éditions du Père Fouettard ou chez Talents Hauts. Elle souhaite écrire deux livres, un roman pour adolescents sur le thème du harcèlement et un album jeunesse autour de la disparition des oiseaux.

Le salon du livre de jeunesse de Saint-Germain-lès-Arpajon rayonne sur le territoire de Coeur d'Essonne agglomération et mobilise de nombreux acteurs locaux : structures scolaires, socio-culturelles, bibliothèques et méduathèques. L'auteure animera des ateliers autour de ses deux projets de livres, avec des publics d'âges différents et des approches spécifiques : ateliers d'écriture et échanges sur la thématique du harcèlement pour le roman, ateliers arts plastiques en lien avec un illustrateur et réflexion autour de l'écologie mais aussi sur l'articulation entre écriture et dessin pour l'album. Ce travail fera l'objet d'une restitution sur la prochaine édition du salon du livre jeunesse, en mars 2021.

Genre : littérature jeunesse

Durée de la résidence : 7 mois
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de fournitures	500,00	5,21%
Services extérieurs (intervenants, ateliers, imprimeur, etc.	6 000,00	62,50%
Autres services extérieurs (déplacements, missions, réceptions, télécommunication...)	2 100,00	21,88%
Frais de personnel (stagiaire)	1 000,00	10,42%
Total	9 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention conseil régional IdF	4 800,00	50,00%
Mécénat	4 000,00	41,67%
Fonds propres	800,00	8,33%
Total	9 600,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 19008743 - EMMANUEL MOSES - UNIVERSITE DE CERGY - 95 - LIVRE 2019

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MOSES EMMANUEL
Adresse administrative	:	16 RUE BERTHOLLET 75005 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur Emmanuel MOSES, AUTEUR

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à l'Université de Cergy

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Emmanuel Moses est poète, romancier et auteur de théâtre, publié chez de nombreux éditeurs tels que Gallimard, Flammarion, Obsidiane, Grasset, Denoël, Stock ou Le Seuil. Il est également traducteur de l'allemand, de l'hébreu et de l'anglais. Il souhaite écrire un texte-performance, inspiré de l'univers de "l'Urbex", composé de personnages-voix qui se réuniraient dans des lieux industriels désaffectés pour échanger des histoires intemporelles.

Le Master de Lettres "Métiers de l'écriture et création littéraire" de l'université de Cergy Pontoise souhaite proposer aux étudiants de participer à une expérience littéraire collective conduite par Emmanuel Moses dans le cadre de la résidence. A partir d'une typologie des contes folkloriques et de la pratique artistique contemporaine de l'Urbex, les étudiants s'engageront dans une écriture personnelle. Leurs textes seront performés à la Nouvelle Scène Nationale et publiés dans un recueil collectif par un des éditeurs de l'écrivain.

Genre littéraire : théâtre performance

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20002691 - FRANK SMITH - THEATRE L'ECHANGEUR - BAGNOLET - 93 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SMITH FRANK
Adresse administrative	:	63 RUE DE LANCRY 75010 PARIS
Statut Juridique	:	Monsieur
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence au théâtre L'Echangeur

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 30 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Frank Smith est écrivain et poète, publié entre autres chez Lanskine, l'Attente, Plaine-Page, Créaphis et au Seuil. Il souhaite rassembler des images et textes poétiques dans un "Atlas poétique des solidarités" destiné à rendre compte des actes d'entraides qui émergent face à l'intolérance et à permettre de penser une politique de la solidarité.

Le théâtre L'Echangeur à Bagnolet place les liens entre littérature et société au coeur de ses enjeux de rencontre avec le public. L'Echangeur mettra à disposition de Frank Smith un bureau d'écrivain public pour reccueillir les témoignages des habitants de Bagnolet et des usagers du théâtre, et l'auteur mènera un atelier d'écriture pour partager autour de la langue poétique et ajouter ces contributions à "l'Atlas des solidarités". Enfin, pour instaurer une dynamique collective, le théâtre, la médiathèque et les centres sociaux et culturels de Bagnolet accueilleront des cercles publics de conversations avec l'auteur et les chercheurs et artistes de Bagnolet.

Durée : 10 mois

Genre : Poésie

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20006575 - MARIE COSNAY - LES ATELIERS MEDICIS - 93 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COSNAY MARIE
Adresse administrative	:	4 RUE SERGEBT MARCEL DUHAU 64100 BAYONNE
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame Marie COSNAY, Auteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence aux Ateliers Médicis

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Marie Cosnay a publié de nombreux ouvrages, notamment aux Editions du Cheyne, Laurence Teper, Quidam et aux Editions de l'Ogre ainsi qu'en revue. Elle dirige par ailleurs une collection "Ces récits qui viennent" aux Editions Dâcres. Son projet de texte prend la forme d'une enquête destinée à interroger l'accueil des migrants et à entendre leurs voix qu'ils soient de passage ou qu'ils restent.

Les Ateliers Médicis souhaitent accueillir Marie Cosnay dans le cadre d'un "Consulat de l'hospitalité" dont l'ouverture est prévue en avril 2020. Avec Violaine Schwarz et Oxmo Puccino, Marie Cosnay contribuera à un inventaire des actes d'hospitalité dans l'objectif de les faire inscrire au patrimoine immatériel de l'humanité. Elle proposera aux élèves du Lycée Alfred Nobel de Clichy et aux mineurs isolés du Foyer Concorde de participer à une enquête sur l'hébergement dans la ville des jeunes mineurs isolés étrangers. Les jeunes élaborerons un questionnaire, conduiront l'enquête et réaliseront des travaux écrits et audio, en lien avec des artistes et des penseurs invités. Une restitution de ces travaux sera proposée en partenariat avec les équipements culturels et sociaux de la ville.

Genre littéraire : récit documentaire

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- CLICHY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20006975 - CAROLE FIVES - BIBLIOTHEQUE DU KREMLIN BICETRE - 94 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MORTIER CAROLE
Adresse administrative	:	86 RUE DAMREMONT 75018 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame Carole FIVES

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec la bibliothèque du Kremlin-Bicêtre

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Formée aux Beaux-Arts et auteure de plusieurs romans pour adultes dont trois publiés chez Gallimard, Carole Fives écrit également pour la jeunesse. Carole Fives souhaite aborder dans son prochain ouvrage les thèmes de la création plastique et littéraire et questionner ce qu'est un artiste.

Après avoir porté une résidence en 2013-2014 avec Dmitri Bortnikov et accueilli Carole Fives lors de la Nuit de la Lecture 2019, la médiathèque l'Echo au Kremlin-Bicêtre souhaite approfondir l'échange entre l'auteure et les publics de la médiathèque, notamment en diffusant une nouvelle phrase par jour extraite de son travail d'écriture. Carole Fives interviendra également avec une classe de lycéens option arts plastiques du lycée Darius Milhaud du Kremlin-Bicêtre sur sept séances. Trois cartes blanches et une exposition avec d'autres auteurs et artistes ainsi que des temps forts hors les murs viendront ponctuer le temps de la résidence.

Genre : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20006986 - CRENN ANTONIN - LYCEE CHARLES DE GAULLES - 75020 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CRENN ANTONIN
Adresse administrative	:	20 AVENUE PARMENTIER 75011 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec le lycée Charles de Gaulle (75020)

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Antonin Crenn a publié plusieurs textes et romans d'apprentissage en revue et aux éditions Lunatique, Antidata et Publie.net. Il souhaite travailler à destination des adolescents sur une biographie imaginaire ancrée dans le vingtième arrondissement de Paris, provisoirement intitulée "Le Dalou".

Le lycée Charles de Gaulle, lycée régional à partir de septembre 2020, se propose d'accueillir Antonin Crenn en résidence pour interroger avec lui le rapport des élèves à leur espace et à leur identité. Sur le thème de "La ville et moi", Antonin Crenn animera des ateliers en direction de 3 classes (seconde, première et UPE2A -allophones) dont les textes seront publiés, lus et exposés, notamment en partenariat avec la bibliothèque Louise-Michel. Les élèves seront par ailleurs invités à travailler sur la notion de biographie imaginaire en lien avec le cimetière du Père Lachaise, et pourront découvrir la librairie partenaire du projet Le Merle Moqueur.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007012 - GINZBURG LISA - LYCEE SUGER SAINT-DENIS - 93 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GINZBURG LISA
Adresse administrative	:	110 QUAI DE JEMMAPES 75010 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame LISA GINZBURG

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence au lycée Suger

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Lisa Ginzburg est une traductrice et autrice italienne, traduite en français aux éditions Verdier. Centrée sur la question de l'amour en littérature, elle souhaite s'interroger sur le statut contemporain de l'amour, de la sexualité et du désir, dans un ouvrage qui prendra la forme de chroniques et nouvelles.

Le lycée Suger de Saint-Denis souhaite accueillir Lisa Ginzburg en résidence dans la classe de Première section bi-nationale italien. Lisa Ginzburg travaillera avec les élèves sur l'élaboration d'un dictionnaire amoureux des garçons et des filles à partir de l'oeuvre de Goffredo Parise "Sillabari". Les élèves réaliseront des lectures, réécritures et commentaires de l'oeuvre, et conduiront des enquêtes sonores. Elle proposera un partage de ce travail à l'ensemble des professeurs et élèves du lycée ainsi qu'une ouverture sur les établissements culturels de la ville.

Genre littéraire : chroniques, nouvelles

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007018 - WUHRMANN MATHIEU - LYCEE JACQUES AMYOT - 77 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	WUHRMANN MATHIEU
Adresse administrative	:	9 BIS BOULEVARD MAGENTA 77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur MATHIEU WUHRMANN

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mathieu Wührmann est un artiste-peintre qui travaille en immersion dans la forêt sur le motif des arbres et dont les oeuvres et les textes ont été publiés par Lienart Editions. Il souhaite écrire un texte à partir des nombreux carnets et notes qu'il prend dans la forêt pour témoigner de son émotion esthétique au contact de la nature.

Le lycée Jacques Amyot de Melun, situé à la lisière de la forêt de Fontainebleau, désire accueillir Mathieu Wührmann pour permettre aux élèves de réfléchir sur le rapport de l'homme à la nature à partir d'un patrimoine naturel proche et pourtant méconnu. Mathieu Wurhman interviendra particulièrement auprès d'une classe de Seconde pour sensibiliser les élèves sur la prise de note pour soi, l'écriture artistique et la réflexion sur cette expérience. Les partenaires culturels du territoire, notamment la médiathèque L'Astrolabe et la Maison Mallarmé, seront mobilisés. La résidence se clôturera par une exposition à la médiathèque.

Genre littéraire : récit poétique

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007023 - HUSSENOT VICTOR - LE SAMOVAR - 93 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HUSSENOT VICTOR
Adresse administrative	:	62 RUE D'HAUTPOUL 75019 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur VICTOR HUSSENOT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence au Samovar

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Victor Hussenot est un auteur de bande dessinée notamment publié aux éditions Warum, la Joie de Lire, Gallimard et 5ème Couche. Après un premier ouvrage sur le lien entre la BD et l'univers du clown, à paraître aux éditions La Joie de Lire, il veut travailler à un second album, qui mèle dessin réaliste d'observation et de croquis et bande dessinée.

Le Samovar souhaite accueillir Victor Hussenot pour une résidence en immersion au sein de son école pour les clowns, burlesques et excentriques, afin de lui permettre de réaliser un documentaire illustré sur l'école. Dans ce cadre, Victor Hussenot travaillera en direction des élèves de 1ère et 2ème année de l'école, auprès des élèves des écoles primaires et de la section ébénisterie du lycée Hénaff de Bagnolet, ainsi qu'auprès des usagers de la médiathèque et de la librairie Les Beaux Lendemains.

Genre littéraire : bande dessinée

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007027 - LISE BENINCA - LYCEE CHATEAU DES COUDRAIES - 91 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BENINCA LISE
Adresse administrative	:	185 RUE DE LA MADELEINE 27130 VERNEUIL SUR AVRE
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame LISE BENINCA, Mademoiselle

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence au lycée hôtelier du Château des Coudraies

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Lise Benincà a écrit deux romans et un récit publiés au Seuil et chez Joëlle Losfeld. Elle souhaite écrire un livre sur la notion d'intensité, provisoirement intitulé "L'eau de rose", et achever un roman sur un jeune homme en proie à des angoisses sur sa singularité et sa place dans le monde, provisoirement intitulé "Plongeons".

Le lycée hôtelier Château des Coudraies souhaite permettre à ses élèves en CAP Hôtellerie et Cuisine de renouer avec les mots. Lise Benincà travaillera plusieurs formes d'écriture pour amener les élèves à produire leurs propres textes dans la perspective d'une comédie musicale mettant en scène leurs corps de métier, en partenariat avec la compagnie associative Concerts de poche. Une représentation en première partie de la compagnie aura lieu et les productions des élèves seront projetées dans le restaurant et la brasserie d'Etiolles où ils travaillent.

Genre : Roman

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- ETIOLLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007039 - BERTINA ARNO - LYCEE LAVOISIER - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BERTINA ARNAUD
Adresse administrative	:	20 BIS RUE MARCHERON 92170 VANVES
Statut Juridique	:	Monsieur
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Arno Bertina a publié une quinzaine de livres, notamment chez Actes Sud et aux éditions Verticales. Il souhaite écrire un récit littéraire à partir du travail documentaire réalisé auprès des travailleurs de l'entreprise GM&S à La Souterraine dans la Creuse.

Le lycée Lavoisier souhaite poursuivre avec Arno Bertina son expérience de résidence menée en 2018/19 avec Tanguy Viel. Arno Bertina animera des ateliers d'écriture et de lecture de son oeuvre et s'interrogera avec les élèves sur la place de l'adolescence dans le monde contemporain. La résidence sera accompagnée de conférences de l'auteur en direction de l'ensemble des élèves de l'établissement ainsi que de leurs parents. Sont prévus également des lectures publiques dans le cadre du festival "Quartier du livre" et la production d'un ouvrage en collaboration avec les élèves.

Genre littéraire : roman

Durée : 10 mois

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007048 - ERIC SARNER - BIBLIOCITE BIBLIOTHEQUE AUDOUX - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SARNER ERIC
Adresse administrative	:	22 QUAI ARLOING 69009 LYON
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur ERIC SARNER, AUTEUR

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence au sein de la bibliothèque Marguerite Audoux (Paris 3e).

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Eric Sarner est l'auteur de nombreux recueils, notamment de poésie, parue chez Le Castor Astral et La Passe du Vent. Après un travail sur le Yiddishland à Paris, Eric Sarner souhaite travailler sur un texte poétique en hommage au poète André Laude (1936-1995).

La bibliothèque Marguerite-Audoux, située dans le 3e arrondissement de Paris, souhaite valoriser auprès de ses usagers son fonds poésie qui contient notamment des recueils de l'auteur, et son fonds autour de l'histoire du judaïsme qui répond au travail d'enquête qu'a mené Eric Sarner. L'auteur animera également un travail d'investigation avec une classe du lycée professionnel l'Abbé Grégoire dans les 3e et 5e arrondissements. Il accompagnera un groupe de lecteurs volontaires des bibliothèques parisiennes. Enfin il développera un travail basé sur l'oralité avec deux ateliers dans les centres sociaux Cerise et La Clairière. D'autres partenaires pourront être associés au projet comme l'association Histoire et Mémoire, ou l'Institut d'histoire du temps présent.

Genre littéraire : poésie

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007049 - GILLES ROZIER - LIBRAIRIE LA TETE AILLEURS - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ROZIER GILLES
Adresse administrative	:	102 BOULEVARD VOLTAIRE 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Monsieur
Représentant	:	Monsieur Gilles ROZIER, Ecrivain

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec la librairie La Tête Ailleurs

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Gilles Rozier est auteur et traducteur, notamment publié aux éditions Denoël et Grasset. Il est également éditeur, avec les éditions L'Antilope qu'il a créées en 2016. Spécialiste de la littérature Yiddish, il souhaite écrire un nouveau roman, en hommage à un ami de jeunesse emporté par le sida en 1992, sur l'inadaptation d'un quinquagénaire au monde contemporain.

La librairie La Tête ailleurs, ouverte depuis 2016 dans le 11ème arrondissement de Paris, veut s'appuyer sur le travail littéraire de Gilles Rozier pour proposer une réflexion sur les influences et parallèles entre le 20ème et le 21ème siècle. Sur le thème "Je n'étais pas préparé à entrer dans le 21ème siècle", Gilles Rozier proposera un cycle de rencontres sur les féminismes, les migrations, les totalitarismes, les violences policières, le management et l'éducation. Il animera des ateliers en direction des élèves des lycées Voltaire, Charles Péguy et Dorian, dans la perspective du concours d'écriture organisé par la librairie. En fin de résidence, les participants seront conviés à se retrouver pour une lecture publique de son roman en cours.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007053 - RUPERT RAPHAEL - LYCEE DES METIERS AUGUSTE RENOIR - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RUPERT RAPHAEL
Adresse administrative	:	3 RUE PIERRE GINIER 75018 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur RAPHAEL RUPERT, AUTEUR

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence au lycée des métiers Auguste Renoir

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Raphaël Rupert a publié un premier roman aux éditions L'Arbre Vengeur, lauréat du prix de Flore en 2018. Il souhaite poursuivre dans la veine de l'autofiction et de l'humour par un second roman de métamorphose, inspiré de la vie de Carl Gustav Jung.

Le lycée des métiers Auguste Renoir se propose d'accueillir Raphaël Rupert pour un projet centré sur le thème des métamorphoses, en littérature comme dans les paysages. Raphaël Rupert arpentera avec les élèves de trois classes de l'établissement deux sites en cours de mutation (Asnières et Aubervilliers). Il interrogera avec eux la façon dont la mémoire des lieux est préservée et animera des ateliers d'écriture de mini-fictions mêlant le réel à l'imaginaire. Ces travaux feront l'objet de l'édition d'un ou plusieurs livres.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007063 - ROMAIN DUTTER - INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE L'AMERIQUE LATINE - 93 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	17 001,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DUTTER ROMAIN
Adresse administrative	:	38 RUE SAMBRE ET MEUSE 75010 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur ROMAIN DUTTER

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Romain Dutter est auteur de bande dessinée, publié aux éditions Steinkis. Après avoir traité des thèmes de l'accès à la culture et de la vie en prison, il souhaite écrire une troisième bande-dessinée documentaire consacrée à sa relation passionnelle avec l'Amérique latine.

Nouvellement installé à Aubervilliers, l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine propose d'inscrire la résidence de Romain Dutter dans un lien étroit avec ses partenaires nouveaux sur le territoire. Romain Dutter animera des ateliers et rencontres avec des bédéastes, avec comme point d'entrée l'Amérique latine, ainsi qu'un club de lecture au sein du lycée Angela Davis. Il interviendra à la médiathèque Don Quichotte de Saint-Denis, au collège Makeba et au lycée Angela Davis à Aubervilliers, à la librairie Les mots passants ainsi que dans les maisons de quartier de la ville.

Genre : Bande-dessinée

Durée de la résidence : 9 mois

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007067 - CIRIEZ FREDERIC - LYCEE BAUDELAIRE DE MEAUX- 77 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CIRIEZ FREDERIC
Adresse administrative	:	21 BIS RUE DE L'ECHIQUIER 75010 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur FREDERIC CIRIEZ, AUTEUR

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence d'écrivain au sein du lycée Baudelaire de Meaux

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Frédéric Ciriez est un auteur publié chez Verticales qui travaille sur des formes romanesques singulières, dans lesquelles se mêlent fiction et réalité. Dans son prochain livre, il souhaite explorer le pouvoir paradoxal de la littérature à témoigner de l'inquiétude et à contribuer, par là même, à la sécurité.

Dans le cadre de cette résidence, Frédéric Ciriez souhaite mener un projet littéraire sur la notion de sécurité auprès des lycéens de seconde en filière sécurité du lycée Baudelaire de Meaux où il est intervenu pour une leçon de littérature. Il propose aux élèves de leur faire découvrir un corpus de textes sur cette thématique au coeur de leurs futurs métiers, et d'écrire avec eux un roman noir. Il prévoit ainsi d'animer des ateliers d'écriture et d'organiser des sorties dans des librairies et une bibliothèque spécialisées dans la littérature policière. Le projet concernerait principalement deux classes de seconde du lycée, mais serait aussi ouvert plus largement à d'autres élèves de même niveau. L'auteur interviendrait également à la médiathèque de Meaux, pour des conférences et ateliers d'écriture ouverts au grand public.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007074 - SABINE MACHER - LIBRAIRIE L'ARBRE DU VOYAGEUR - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MACHER SABINE
Adresse administrative	:	56 RUE DE TORCY 75018 PARIS 18
Statut Juridique	:	Mademoiselle
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à l'Arbre du voyageur

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Sabine Macher est traductrice et autrice de livres publiés chez Melville, Denoël et Seghers notamment. Entre poésie et récit, ses textes se composent de fragments, partages de sensations, d'intime, de quotidien. Elle souhaite poursuivre son projet littéraire, structuré en rubriques telles que "ce que je n'ai pas écrit", "ce que je ne verrai plus", en l'enrichissant des récits des personnes rencontrées pendant sa résidence à l'Arbre du Voyageur.

La librairie l'Arbre du voyageur se situe en dessous d'une résidence pour personnes âgées. Elle souhaite créer des liens avec les habitants de cette résidence et avec les établissements scolaires voisins afin de permettre des échanges intergénérationnels ayant pour point de départ le livre comme objet de mémoire. Sabine Macher proposera des ateliers d'écriture aux écoles primaires proches et au lycée Maurice Genevoix à Montrouge. Les élèves visiteront la librairie et rencontreront d'autres auteurs autour des thématiques du livre de Sabine Macher. Une rencontre mensuelle se tiendra à la librairie pour partager les avancées de l'autrice et les travaux réalisés par chacun.

Genre : poésie

Durée : 10 mois

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007080 - TARIEL ADELE - SALON DU LIVRE DE JEUNESSE DE SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON - 91 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	13 223,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TARIEL ADELE
Adresse administrative	:	8 RUE DE COMBS-LA-VILLE 91480 QUINCY-SOUS-SENART
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame ADELE TARIEL

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Adèle Tariel est une auteure jeunesse et journaliste dans la presse jeunesse. Elle a publié une dizaine de livres édités pour la plupart aux éditions du Père Fouettard ou chez Talents Hauts. Elle souhaite écrire deux livres, un roman pour adolescents sur le thème du harcèlement et un album jeunesse autour de la disparition des oiseaux.

Le salon du livre de jeunesse de Saint-Germain-lès-Arpajon rayonne sur le territoire de Coeur d'Essonne agglomération et mobilise de nombreux acteurs locaux : structures scolaires, socio-culturelles, bibliothèques et méduathèques. L'auteure animera des ateliers autour de ses deux projets de livres, avec des publics d'âges différents et des approches spécifiques : ateliers d'écriture et échanges sur la thématique du harcèlement pour le roman, ateliers arts plastiques en lien avec un illustrateur et réflexion autour de l'écologie mais aussi sur l'articulation entre écriture et dessin pour l'album. Ce travail fera l'objet d'une restitution sur la prochaine édition du salon du livre jeunesse, en mars 2021.

Genre : littérature jeunesse

Durée de la résidence : 7 mois

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007085 - SABOLO MONICA - LYCEE BERGSON - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SABOLO MONICA
Adresse administrative	:	6 RUE MABILLON 75006 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence au lycée Bergson

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Monica Sabolo est auteur de romans, publiée aux éditions JC Lattès et Gallimard. Dans son prochain roman provisoirement intitulé "A la dérive", elle souhaite continuer à explorer le thème de la domination sur les jeunes filles et garçons, sous forme d'une auto-fiction constituée de fragments, qui explore la place de la littérature dans nos vies.

Après une première résidence réussie avec Marie-Eve Lacasse, le lycée Bergson souhaite accueillir Monica Sabolo sur le thème de "La littérature, un monde à soi". Monica Sabolo animera des ateliers d'écriture en direction de deux classes de Seconde et une classe de BTS, afin de permettre aux élèves de construire une relation intime et créative avec la littérature. La découverte de l'oeuvre en cours de Monica Sabolo sera par ailleurs l'occasion d'affiner leur pensée critique et de travailler une argumentation orale. Ils découvriront la Bibliothèque Nationale de France et visiteront le salon Livre Paris. Leurs écrits feront l'objet d'un recueil présenté aux familles en fin d'année.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007090 - MINH TRAN HUY - LIBRAIRIE MOTS ET MOTIONS - 94 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SUMPF MINH
Adresse administrative	:	12 RUE DE LA GRANGE BATELIERE 75009 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame MINH TRAN HUY, AUTEUR

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à la librairie Mots et Motions

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Minh Tran Huy est critique littéraire et auteur de romans publiés aux éditions Actes Sud et Actes Sud Junior. Après avoir écrit sur l'exil de ses parents originaires du Viet Nam, sur la mémoire et l'impossible transmission, elle souhaite, à partir de son expérience et celle de son enfant autiste, se consacrer à un roman d'apprentissage sur la différence et la difficulté à communiquer.

La librairie Parole, reprise il y a 8 mois à Saint-Mandé dans le Val de Marne, se propose d'accueillir Minh Tran Huy afin de dynamiser son commerce et de développer des liens nouveaux avec les équipements de la ville. Sur le thème qui traverse son oeuvre, "être différent des autres, être différent des siens", Minh Tran Huy animera des rencontres mensuelles dans la librairie, conduira des ateliers d'écriture à la médiathèque et au collège Paul Bert et organisera des rencontres musicales au conservatoire.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- SAINT-MANDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007092 - PATRICE ROBIN - LYCEE RENE CASSIN - 93 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ROBIN PATRICE
Adresse administrative	:	82 RUE DE JEMMAPES 59000 LILLE
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur PATRICE ROBIN, AUTEUR

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence au lycée René Cassin du Raincy

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Patrice Robin a écrit plusieurs romans et récits autobiographiques publiés aux éditions POL et Petrelle. Dans son prochain livre provisoirement intitulé "Le visage tout bleu", il souhaite questionner le déterminisme et les raisons pour lesquelles notre vie se poursuit, là où parfois elle s'arrête pour un autre.

Le lycée René Cassin a rencontré Patrice Robin lors d'une leçon de littérature. Il souhaite approfondir cette rencontre avec 5 classes afin de réunir les élèves du professionnel et du général autour d'un projet littéraire. Lors d'ateliers bimensuels avec chaque classe, Patrice Robin partagera ses pratiques d'écriture, qui prennent le cinéma, la photographie et l'entretien comme point de départ. Les élèves visiteront la librairie Folies d'encre à Gagny et la MC93 et participeront au festival Hors Limites. Un goûter mensuel ouvert à l'ensemble des élèves et des personnels aura lieu au CDI pour parler du travail en cours de l'auteur. Les productions des élèves donneront lieu à l'impression d'un recueil et à une représentation au lycée.

Genre : récit

Durée : 10 mois

Localisation géographique :
- LE RAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007105 - CECILE WAJSBROT - LIBRAIRIE VENDREDI - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	WAJSBROT CECILE
Adresse administrative	:	68 BOULEVARD DE ROCHECHOUART 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Madame
Représentant	:	Madame CECILE WAJSBROT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à la librairie Vendredi

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cécile Wajsbrot est autrice et traductrice. Elle a publié de nombreux romans et des essais aux éditions du Mercure de France, Zulma, Denoël et Christian Bourgeois. Après un cycle de cinq romans sur la création artistique, Cécile Wajsbrot souhaite écrire un nouveau roman qui interroge la part de création littéraire dans la traduction.

La librairie Vendredi, ouverte en 1919, souhaite marquer 100 ans de liens forts avec la littérature. Dans cette perspective, elle invite Cécile Wajbrot, "écrivaine qui traduit", à mettre en lumière le fond inestimable de littérature étrangère construit depuis plus de 100 ans. Cécile Wajbrot proposera 5 rencontres en librairie sur les liens entre littérature et traduction, en présence d'autres auteurs et traducteurs. Ces rencontres seront animées par les élèves des collège et lycée Jacques Decour, auprès desquels Cécile Wajbrot interviendra dans le cadre de plusieurs ateliers.

Genre : Roman

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007152 - ENVIE DE LIRE - ACTIONS DES GROUPEMENTS - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	31 405,00 € HT	31,84 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENVIE DE LIRE
Adresse administrative : 16 RUE GABRIEL PERI
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur HUGUES CALVET LAUVIN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : participation à deux salons pour des collectifs d'éditeurs, au Festival International de Bande dessinée en janvier 2021 et aux Rendez-vous de l'Histoire à Blois en octobre 2020.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 1999 et située à Ivry-sur-Seine, Envie de lire est une librairie généraliste qui, depuis son ouverture, œuvre à la valorisation des fonds, en organisant des rencontres avec des auteurs indépendamment de l'actualité éditoriale et de leur visibilité médiatique. La librairie propose plus de 16 000 références, dont des titres rares et épuisés.

Afin de donner à voir le dynamisme, la richesse et la diversité de l'édition indépendante francilienne, la librairie Envie de lire entend organiser des stands, au Festival International de bande dessinée d'Angoulême en janvier 2021 et aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois en octobre 2020, pour des regroupements d'éditeurs indépendants franciliens.

La librairie présente les ouvrages publiés par 25 petits éditeurs. Certains éditeurs sont présents, avec un ou plusieurs auteurs qu'ils publient, et la librairie assure la représentation des autres.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres, fournitures de bureau, TPE	13 830,00	44,04%
Services externes (location stand, supports de communication)	9 941,00	31,65%
Autres services externes (transport des ouvrages et du personnel, déplacements, missions, etc)	2 075,00	6,61%
Frais de personnel	5 559,00	17,70%
Total	31 405,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres et prestations	21 405,00	68,16%
Région Ile-de-France	10 000,00	31,84%
Total	31 405,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007194 - MAISON ELIZA - AIDE A LA PROMOTION - DEVELOPPEMENT ET DIFFUSION DU CATALOGUE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	17 194,00 € HT	29,08 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MAISON ELIZA
Adresse administrative	:	46 AVENUE DE SAINT MANDE 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame Pauline BASSET, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développement de la diffusion et promotion du catalogue en lien avec la Maison Kilowatt

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Maison Eliza est une maison d'édition jeunesse créée en 2016 (6 titres par an, 23 titres au catalogue). Ligne éditoriale : albums

Kilowatt éditions a été créée en 2009 (10-12 titres par an, 80 titres au catalogue). Ligne éditoriale : albums documentaires, porteurs de débats.

Ensemble avec les éditions Kilowatt, Maison Eliza compte renforcer la promotion de leurs catalogues à travers la participation à des salons du livre mais aussi auprès de librairies et bibliothèques.

Présence sur les prochaines éditions de 15 salons dont les suivants :
- Mouans Sartoux
- Salon de Troyes
- Salon de la gourmandise à Chatou
- Foire de Francfort
- Quai des bulles

- L'autre Livre
- Foire du Monde - BIEF à Bucarest
- Foire de Bologne

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location stands	8 720,00	50,72%
Transports de biens et transports collectifs du personnel	3 890,00	22,62%
Frais de graphisme, tirages	4 584,00	26,66%
Total	17 194,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	7 194,00	41,84%
Fonds propres	5 000,00	29,08%
Région	5 000,00	29,08%
Total	17 194,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007199 - LES EDITIONS DU SABOT ROUGE - AIDE A LA PROMOTION - ACTIONS DE PROMOTION ET COMMUNICATION DES ÉDITIONS DU SABOT ROUGE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	15 000,00 € HT	33,33 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES EDITIONS DU SABOT ROUGE
Adresse administrative : 31 RUE PASTEUR
77780 BOURRON-MARLOTTE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BLAISE CASEVITZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : actions de promotion des éditions du Sabot Rouge

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Maison d'édition créée en 2018, (objectif 6 à 8 titres par an, 7 titres au catalogue). Ligne éditoriale : Histoire&Patrimoine, livre jeunesse

Les Editions du Sabot Rouge comptent augmenter leur notoriété par leur présence à une dizaine de salons du livre à travers la France.

Prochaines éditions des salons dont les suivants :
- Salon du livre de la Rochelle
- Salon du livre et de la presse Jeunesse de Montreuil
- Salon du livre de Nemours
- L'autre Livre
- Festival Caractère à Auxerre
- Salon des illustrateurs et du livre jeunesse du Val d'Yerres
- Plusieurs petits salons locaux (Thomery, Moret-sur-Loing, Bourron-Marlotte, Villiers-sous-Grez, Melun, Provins, Sens, Troyes...)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOURRON-MARLOTTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location stands	2 000,00	13,33%
Communication, relation presse	5 500,00	36,67%
Transports de biens et transports collectifs du personnel	2 000,00	13,33%
Droits d'auteurs	2 750,00	18,33%
Services extérieurs (Frais postaux,publipostage etc.)	2 750,00	18,33%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de livres	8 000,00	53,33%
CNL (S)	2 000,00	13,33%
Région	5 000,00	33,33%
Total	15 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20007362 - LES MAGASINS GENERAUX - PROJETS EDITORIAUX EXCEPTIONNELS-LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	109 963,00 € HT	7,28 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES MAGASINS GENERAUX
Adresse administrative : 7 RUE DE L'ANCIEN CANAL
93500 PANTIN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Rémi BABINET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : publication d'une nouvelle édition du Guide des grands parisiens, édition 2021-2022.

Dates prévisionnelles : 6 avril 2020 - 6 avril 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date dela nécessité d'engager les dépenses dès le 6 avril 2020, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, doit être prise afin de verser la subvention.

Description :
Les Magasins généraux sont un centre de création situé à Pantin, fondé en 2017 par l'agence BETC. Les Magasins généraux ont pour objectifs de soutenir et promouvoir la création sous toutes ses formes ainsi que de la rendre accessible au plus grand nombre. Ils proposent une programmation culturelle en accès libre et gratuite et produisent de nouveaux contenus culturels grand public (saisons culturelles, expositions, festivals, conférences, rencontres, ateliers, livres) avec des artistes et des créateurs.

Aujourd'hui, Les Magasins Généraux envisagent de publier une nouvelle édition du Guide des Grands Parisiens en langues française et anglaise. à paraitre en septembre-octobre 2020. Il s'agit de réaliser un guide culturel et touristique du Grand Paris qui appréhende ce territoire non pas au travers de ses logiques administratives et des découpages territoriaux, mais du vécu et de l'expérience des Franciliens eux-mêmes, comme des visiteurs français et internationaux.
Le point de départ du Guide des Grands Parisiens est de proposer une carte inédite d'Ile-de-France composée de Grands Quartiers qui révèlent le territoire tel qu'il est perçu par ceux qui le vivent et le

pratiquent, s'affranchissant volontairement autant de la frontière du périphérique que des frontières départementales et métropolitaine. Le Guide est chapitré suivant ces grands quartiers, proposant pour chacun d'entre eux une sélection de lieux de culture, de promenade, d'adresses où manger, dormir, sortir en famille, etc. grâce à des cartes détaillées élaborées par l'Institut Paris Région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'auteurs	30 690,00	27,91%
Direction éditoriale	19 600,00	17,82%
Imprimeur, maquettiste, graphiste, illustrateur	56 173,00	51,08%
Services externes (publicité, communication, déplacements, missions, réception)	3 500,00	3,18%
Total	109 963,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	71 963,00	65,44%
Publicité-partenariat entreprises	30 000,00	27,28%
RégionIle-de-France	8 000,00	7,28%
Total	109 963,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20009554 - CPLJ 93 - PARCOTRUC(K)S - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	72 000,00 € HT	58,33 %	42 000,00 €
	Montant total de la subvention		42 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CPLJ 93 CTRE PROMO LIVRE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS
Adresse administrative : 3 RUE FRANCOIS DEBERGUE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame RAMONA BADESCU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation d'ateliers BD dans les iles de loisirs durant le mois de juillet 2020

Dates prévisionnelles : 20 mai 2020 - 31 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation de cette action implique la réalisation de dépenses en amont du vote de la commission permanente. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Le CPLJ organise depuis deux ans au mois de juillet l'opération Poussalire, qui consiste en des animations littéraires mobiles sur différents sites franciliens.

Compte tenu des contraintes sanitaires liées à l'épidémie de COVID 19, ces animations ne peuvent avoir lieu comme prévu et le CPLJ a réfléchi à de nouvelles modalités d'intervention. Il va ainsi proposer des ateliers autour de la BD, dans 5 iles de loisirs franciliennes : Vaire-Torcy (77), Saint-Quentin-en-Yvelines (78), Draveil Port-aux-Cerises (91), Cergy-Pontoise (95) et une dernière ile, à déterminer. Ces ateliers auront lieu au mois de juillet, à raison de 4 jours par site. Gratuits et ouverts l'après-midi, ils seront animés par un médiateur et un comédien. Ils pourront accueillir jusqu'à 8 participants pour des sessions de 20 minutes, dans une grande tente floquée aux couleurs de la Région et du SLPJ. Les espaces intérieurs et extérieurs seront aménagés et scénographiés de manière à faciliter la mise en oeuvre des mesures de distanciation sociale entre les participants. Lorsque cela sera possible, la tente sera intégrée au village

culturel et sportif de l'ile de loisir qui l'accueillera.

Autour de ces ateliers, le CPLJ a conçu différents outils de médiation littéraire et notamment des cahiers d'activité littéraires, conçus pour différentes classes d'âges, permettant de s'approprier les codes de la BD. Ces cahiers seront remis aux participants des ateliers et aux visiteurs des iles de loisirs intéressés. Le CPLJ va également créer année 10 contenus audio (lecture par des comédiens d'une sélection de nouveautés en littérature jeunesse) qui seront téléchargeables sur différents sites.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires, charges et défraiements des équipes artistiques	15 200,00	21,11%
Conception et production des outils de médiation littéraire	10 240,00	14,22%
Frais techniques et matériels (tentes, mobilier, kits sanitaires, petit matériel, etc.)	11 400,00	15,83%
Frais de communication (affiches, flyers, site Internet)	2 500,00	3,47%
Conception, coordination et suivi de projets (salaires et charges)	32 660,00	45,36%
Total	72 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNL (A)	30 000,00	41,67%
Conseil régional IdF	42 000,00	58,33%
Total	72 000,00	100,00%

Annexe 2 - Convention ADELC

CONVENTION POUR UNE AIDE GLOBALE A L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA LIBRAIRIE DE CREATION (ADELC)

Convention entre la Région Ile de France et l'ADELC

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, agissant en vertu de la délibération n° CP 2020-312 du 1er juillet 2020
ci-après dénommée la " Région "

d'une part,

et

L'organisme dénommé : Association pour le développement de la librairie de création
dont le statut juridique est : Association
dont le N° SIRET est :
dont le code APE est :
représenté par : Madame Irène LINDON.....
Fonction au sein de l'organisme : Présidente.....
en vertu du: procès verbal du Conseil d'administration du 7 juillet 2010.....
ci-après dénommé " ADELC "

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération cadre CR 2017-61 du 10 mars 2017, la Région a adopté un dispositif d'intervention en faveur du livre et de la lecture en Ile-de-France visant à soutenir l'ensemble de la chaîne du livre. **Dans ce cadre, elle a notamment décidé de soutenir la librairie indépendante francilienne.**

Par la richesse de ses fonds et par le travail de médiation qu'elle fait au quotidien vers les publics, la librairie indépendante défend des choix littéraires exigeants. A ce titre, elle favorise une diversité éditoriale et encourage la création littéraire. En outre, elle joue un rôle d'acteur culturel important et participe à la construction d'un lectorat.
Consciente des menaces que la situation économique actuelle et les évolutions numériques font peser sur la librairie indépendante, consciente également d'une inégale répartition sur le territoire francilien, la Région, dans le cadre de sa politique du livre, s'engage pour soutenir l'action de la librairie en faveur de la diversité culturelle.

A ce titre, reconnaissant la démarche de solidarité de l'Adelc, et le rôle important qu'elle joue en faveur de la librairie francilienne, elle fait de son partenariat avec elle une de ses priorités.

L'ADELC : acteur historique de l'aide à la librairie de création
Créée en 1988 sur l'initiative de Jérôme LINDON, directeur des éditions de Minuit, avec les éditions Gallimard, La Découverte et Le Seuil et France Loisirs, l'ADELC reçoit le soutien du ministère de la culture et de la communication. Par une participation à hauteur de 0,15 % de leur chiffre d'affaire, les éditeurs adhérents apportent leur soutien à la librairie indépendante dans une logique de solidarité interprofessionnelle et avec l'objectif de conforter le rôle de la librairie en faveur de la création.

Les aides de l'ADELC sont centrées sur :

- la création
- le déménagement
- le rachat
- les travaux d'agrandissement
- la restructuration des fonds propres
- la restructuration des fonds de roulement

Son mode d'intervention se fait par :

- un apport en compte courant après une entrée au capital de la librairie à hauteur de 5 %, remboursable sur 6 à 9 ans avec 1 à 3 années de franchise, sans intérêt
- un apport en subvention
- un apport en conseil et en qualification

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération cadre CR 2017-61 du 10 mars 2017, la Région Ile-de- France a décidé de soutenir l'Adelc pour :

- un renforcement du soutien financier aux librairies franciliennes dans un souci d'aménagement équilibré du territoire francilien, dans le cadre duquel la Région autorise l'Adelc à reverser une partie de la subvention à des librairies indépendantes franciliennes
- un développement des formes d'accompagnement en formation et tutorat dans un objectif de qualification des libraires franciliennes, notamment par des actions de suivi personnalisé
- une attention particulière aux projets de création et de reprise de librairies sur le territoire francilien
- une intervention pour aider les librairies franciliennes à être présente sur le marché de la vente en ligne et la vente de fichiers numériques, dans le cadre de la création d'un portail de la librairie indépendante

Dans cet objectif et conformément à la délibération n° CP 2020-312 du 1er juillet 2020, le montant de la subvention globale de fonctionnement s'élève à **300 000 €** pour l'année 2020.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

L'ADELC s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des actions définies à l'article 1 et à mettre en place les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

2.1 OBLIGATIONS COMPTABLES

L'ADELC adopte un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.3 OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

L'ADELC s'engage à : recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCÈS AUX DOCUMENTS

2.4.1 : Informations sur les modifications relatives à l'ADELC

L'ADELC porte à la connaissance de la Région toute modification concernant les informations ou documents communiqués au moment de l'instruction de la demande de subvention, notamment :

- les statuts
- la composition des organes dirigeants (bureau, conseil d'administration, …)
- le commissaire aux comptes, si l'organisme en est doté

2.4.2 : Informations sur les autres aides publiques

L'ADELC informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.

2.4.3 : Pièces complémentaires et contrôle de la Région

L'ADELC apporte toute pièce complémentaire que la Région juge utile quant à l'exécution des actions.

L'ADELC conserve l'ensemble des documents comptables et pièces justificatives pendant dix ans.

L'ADELC facilite le contrôle sur place, par la Région ou par tout organisme habilité, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

2.5 COMMUNICATION

L'ADELC mentionne le partenariat financier de la Région et fait figurer sur les documents supports de communication le logotype de la Région conformément à la charte graphique régionale.

2.6 PILOTAGE DU PROJET

Le Président de la Région ou son représentant siège au comité d'engagement de l'ADELC afin de suivre la mise en œuvre des actions sur la librairie francilienne.

En fin d'année, l'Adelc transmet au service livre un bilan des interventions sur la librairie francilienne, faisant état à la fois du soutien financier aux librairies mais aussi du travail d'accompagnement et de suivi des librairies.

L'Adelc doit apporter sa contribution à un diagnostic partagé de la librairie francilienne donnant lieu à un rapport de synthèse annuel.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.2 MODALITÉS DE VERSEMENT

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

3.2.1 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'un acompte à hauteur de 40 % sur production du compte-rendu d'exécution intermédiaire au 30 juin, signé par le représentant de l'ADELC et du compte-rendu financier intermédiaire au 30 juin, signé par le représentant de l'ADELC.

3.2.2 : Versement du solde

Le versement du solde est subordonné à la production :

- le rapport d'activité annuel de l'ADELC, signé par le représentant de l'ADELC
- les comptes annuels (bilans, compte de résultat) du dernier exercice signés par le représentant de l'ADELC

Le versement du solde est subordonné à la production d'un bilan d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et du Département de Paris.

3.3 RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Le montant définitif de la subvention accordée peut être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par le bénéficiaire, sur la base des éléments financiers transmis par le bénéficiaire. Le versement du solde peut être ajusté en fonction des besoins réels du bénéficiaire.

3.4 DÉLAIS D'ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par la commission permanente. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6- RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte Régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 8 - PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 2020-312 du 1er juillet 2020.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le .....

Pour l'ADELC

(signature et cachet)

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Annexe 3 - Grand Paris Sud

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143
modifiée par la Commission permanente du 1er juillet 2020 - CP2020-312

DOSSIER N° 20000450 - CA GRAND PARIS SUD - RELOCALISATION DE LA MEDIATHEQUE RAYMOND QUENEAU A RIS-ORANGIS - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	2 537 447,00 € HT	19,56 %	496 331,00 €
	Montant total de la subvention		496 331,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 505 PL DES CHAMPS ELYSEES
91054 EVRY-COURCOURONNES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaménagement de la médiathèque Raymond Queneau à Ris-Orangis

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté d'agglomération et la ville se sont concertées pour envisager ce projet de relocalisation de la médiathèque Robert-Desnos dans la grande halle Freyssinnet, située dans le quartier des Docks à Ris Orangis, à proximité de la gare. Ce site, labellisé "Nouveau Quartier Urbain" par la Région, est un site érigé sur d'anciennes friches industrielles reconverties et où se développent des services publics, une offre culturelle et une vie associative.
L'agglomération souhaite y installer le futur équipement culturel pour accompagner le développement de cet éco-quartier.
L'équipement actuel d'une surface de 256m2 ouvert à la fin des années 70 est doté de locaux vieillissants et qui ne répondent plus aux normes et aux exigences actuelles et connaissent des problèmes d'infiltrations. La surface de la future médiathèque sera de 454m2.

La médiathèque souhaite permettre l'accueil de tous les publics en portant une attention particulière à la

visibilité et lisibilité de ses activités depuis l'extérieur ainsi que dès son entrée aux publics. Elle souhaite renforcer la dimension de sociabilité , le séjour des usagers, l'accès aux collections et aux actions culturelles comme la formation numérique, les ateliers participatifs, les game-party... L'offre s'adaptera au futur public familial du quartier.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération s'élève à 2 626 847 € HT.
La base subventionnable qui s'élève à 2 537 447 € HT comprend le coût total moins la dépose de matériaux amiantés (54 000 €), les aménagements extérieurs (35 400 €) et l'équipement numérique (55790 €). La subvention proposée à 496 331 € représente 20% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- RIS-ORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	2 502 867,00	95,28%
mobilier	123 980,00	4,72%
Total	2 626 847,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	496 331,00	18,89%
DRAC (S)	1 294 827,00	49,29%
GRAND PARIS SUD (A)	835 689,00	31,81%
Total	2 626 847,00	100,00%

Annexe 4 - REGLEMENT D'INTERVENTION MODIFIE SOUTIEN A LA LIBRAIRIE INDEPENDANTE

REGLEMENT D'INTERVENTION MODIFIE SOUTIEN A LA LIBRAIRIE INDEPENDANTE

Règlement d'intervention Soutien à la librairie indépendante

Nature de l'aide
L'aide régionale spécifique vise à accompagner les projets des librairies indépendantes franciliennes :
- dans le cadre de la constitution ou de renforcement du fonds, notamment :
  - la constitution d'un fonds général lié à un projet de création de librairie ;
  - le rachat d'un stock ou le développement d'un fonds pour une reprise ;
  - le projet de renforcement d'un fonds général lié au développement de la librairie ;
  - la création d'un fonds thématique particulier.
- dans le cadre de leur création, reprise, déménagement ou rénovation, notamment :
  - la réalisation de travaux ;
  - l'achat de mobilier ;
  - l'achat de matériel (enseigne, signalétique, éclairage, etc)
  - les travaux de mise en sécurité.
- dans le cadre d'un partenariat avec l'Association de Développement de la Librairie de Création (ADELC) pour accentuer son action en faveur de la librairie indépendante.
- dans le cadre d'un partenariat avec le Syndicat de la Librairie Française (SLF) pour apporter aux librairies franciliennes appui et conseil dans le domaine de la formation et pour l'accès aux marchés publics.

Bénéficiaires
Les bénéficiaires sont :
- les librairies indépendantes franciliennes, personnes morales de droit privé, les entreprises individuelles y compris les entreprises individuelles à responsabilité limitée
- l'ADELC
- le SLF
Le partenariat avec le SLF fera l'objet d'une convention présentée à la Commission Permanente du Conseil Régional qui délibérera sur le contenu des actions soutenues, le montant de la subvention et les modalités d'attribution.
Le partenariat avec l'ADELC fera l'objet d'une convention présentée à la Commission Permanente du Conseil Régional qui délibérera sur le contenu des actions soutenues, le montant de la subvention et les modalités d'attribution.

Dépenses éligibles
Sont éligibles les dépenses de fonctionnement ou d'investissement exclusivement imputables à l'action concernée.

Critères d'attribution de l'aide
Pour les projets des librairies indépendantes franciliennes :
- avoir la majorité du capital détenu par des personnes physiques impliquées dans le fonctionnement de l'entreprise ; le responsable du magasin, s'il n'est pas actionnaire majoritaire, dispose d'une autonomie totale dans la constitution et la gestion courante de son assortiment ainsi que dans le recrutement et la direction de l'équipe
- être une librairie de littérature générale ou spécialisée dans un champ littéraire spécifique, magasin ouvert au public dont l'activité principale est la vente de livres neufs, diversifier les catégories d'ouvrages de fonds et favoriser la promotion de tous les ouvrages dans leur diversité.
- nature de la librairie : notamment qualification du libraire, implantation, spécificité, histoire, etc.
- dans le cadre de la constitution ou de renforcement du fonds : stratégie de constitution, de gestion et caractère culturel du fonds (notamment création, développement, fonds général, fonds spécifique, etc.)
- dans le cadre de leur création, reprise, déménagement ou rénovation : stratégie du projet

Modalités du calcul
L'aide régionale spécifique est calculée sur une base subventionnable HT à laquelle s'applique un taux modulable maximum de 50% de la dépense éligible, dans la limite d'un plafond fixé à 50 000 €.

Le taux peut être bonifié à hauteur de 60 % pour les projets situés en zone géographique carencée.s situés en zone géographique carencée.

Annexe 5 - PRIX LITTÉRAIRE DES LYCÉENS, APPRENTIS ET STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN ÎLE-DE-FRANCE REGLEMENT VOTE ET RECOMPENSE DES LAUREATS

PRIX LITTÉRAIRE DES LYCÉENS, APPRENTIS ET STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN ÎLE-DE-FRANCE REGLEMENT VOTE ET RECOMPENSE DES LAUREATS

Article 1 – Objectifs

La Région Île-de-France propose aux participants de son Prix littéraire des lycéens, des apprentis et des stagiaires de la formation professionnelle de :

- découvrir la littérature contemporaine ;
- développer une relation vivante à la lecture et à l'écriture, grâce à la rencontre des auteurs ;
- se familiariser avec les métiers et lieux du livre, en bibliothèque et en librairie.

Article 2 – Fonctionnement

Le Prix rassemble, dans chacun des 8 départements d'Île-de-France, 5 classes de 5 lycées en lien avec autant de librairies indépendantes et bibliothèques, autour de 5 livres et leurs auteurs. Soit, à l'échelle régionale, 40 classes, autant de librairies et bibliothèques et les auteurs de 40 livres publiés dans l'année. Le vote se fait à l'échelle de chaque classe, sur la base d'une voix par élève, avec un décompte à l'échelle départementale en vue d'aboutir à 8 auteurs lauréats.

Calendrier

Début juillet : publication de la liste des 40 livres en compétition et de leur répartition par départements.

Septembre : lancement de l'opération, en présence des professeurs, formateurs, bibliothécaires et libraires participants. Les classes reçoivent les livres et commencent les lectures.

Décembre : dans chaque département, un forum rassemble les 5 classes et les 5 auteurs pour un échange de deux heures.

Mi-février : dans chaque classe, vote des élèves à bulletin individuel et secret, pour aboutir à un décompte des votes qui permettra de désigner un lauréat par département.

Mi-mars : les quelque 1 000 jeunes jurés, leurs enseignants et partenaires se réunissent une matinée pour la remise des prix aux 8 lauréats.

Tout au long de l'année : chaque classe est invitée à accueillir de un à trois auteurs pour une séance de deux heures.

Choix des livres

La sélection est composée de 40 livres de littérature générale et graphique, francophones, parus durant l'année scolaire précédente. Elle est réalisée sur l'avis d'un comité composé de professeurs, formateurs, bibliothécaires et libraires franciliens.

Conditions de participation des établissements

L'action s'adresse à des classes entières. Peuvent participer :

- les lycées publics ou privés sous contrat Éducation nationale ou Enseignement agricole, avec des classes de 2de, 1re ou Tle, toutes séries ;
- les centres de formation d'apprentis, avec des classes de niveau V, IV et III ;
- les stagiaires de la formation professionnelle.

Un même établissement peut participer au Prix plusieurs années de suite mais avec une seule classe.

Pour le recrutement des lycées, un appel à candidatures est lancé au mois de mai précédent l'action.

Dotations des établissements

En septembre, chaque classe reçoit en fonction du nombre d'élèves concernés :

- plusieurs lots des 5 livres de son département, à faire tourner parmi les élèves ;
- un lot des 40 livres de la sélection régionale.

Chaque jeune-juré reçoit :

- en septembre, un chèque-lire de 18 € à utiliser chez la librairie partenaire de sa classe ;
- lors de la remise des prix, au titre de leur visite du salon Livre Paris, un chèque-lire de 12 € à utiliser sur place.

Article 3 – Modalités de vote des lycéens

Dès la réception des différents lots, les élèves des classes retenues deviennent « jurés » du Prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle de la région Île-de-France. Ils sont invités à lire et à choisir leur œuvre préférée parmi les 5 titres de leur sélection départementale.

L'étape des votes est réservée aux élèves des classes désignées comme faisant partie du jury du concours et dont un enseignant coordinateur a été choisi comme référent.
Un seul vote par élève sera pris en compte.

Le vote a lieu en classe, au CDI ou à la bibliothèque partenaire, à bulletin secret et individuel. Les résultats devront être communiqués à la mi-février, à une date fixée chaque année par la Région. La feuille de dépouillement, signée par deux scrutateurs, est scannée et envoyée à l'adresse indiquée par l'opérateur chargé de la mise en œuvre de l'action.

À cet effet, chaque enseignant coordinateur a reçu en septembre un « kit » de vote : bulletins de vote, feuille de dépouillement. Les enseignants doivent organiser une procédure stricte de dépouillement. Ils peuvent également organiser un débat au préalable au vote, se procurer une urne et utiliser des isoloirs.

La proclamation des 8 lauréats a lieu à la mi-mars, dans un lieu choisi par la Région, en présence des lycéens participant. Le nombre des lauréats peut être augmenté à titre exceptionnel en cas d'ex-aequo ou de livres avec plusieurs auteurs.

Article 4 – Récompense des lauréats

Chaque lauréat se voit attribuer par la région Ile-de-France une bourse de création d'un montant brut de 2 250 €. Le montant de cette bourse est versé en une seule fois, après délibération par les élus du conseil régional.

Annexe 6 - Convention type Lauréats

CONVENTION TYPE LAUREAT PRIX LITTERAIRE DES LYCEENS BOURSE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

l'auteur(e) dénommé-e :
N° AGESSA :

dont l'adresse est :
ci-après dénommé-e « l'auteur »
d'autre part,

PREAMBULE :

Le prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle, permet aux élèves de quarante classes de désigner chaque année, à l'issue de leurs lectures, des auteurs lauréats. En vertu du règlement du prix voté par la CP 2020-143 et amendé par la CP 2020-312, il est prévu d'attribuer à ces auteurs lauréats, en matière de récompense, une bourse d'un montant de 2 250 € (brut).

L'attribution par la Région d'une bourse d'aide à la création ainsi que leurs versements se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV, la Région Île-de-France a décidé d'accorder à l'auteur(e) une bourse d'aide à la création dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER SINON LIBELLE (référence dossier n°XXXXXXXX)
Dans cet objectif, elle accorde :
- A l'auteur une bourse d'aide à la création d'un montant global de X €.
- Les crédits de résidences attribués par la Région Ile-de-France sont assujettis au régime de sécurité sociale des artistes auteurs (AGESSA) et soumis à l'impôt.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES SPECIFIQUES A L'ARTISTE AUTEUR

Le versement de la bourse d'aide à la création est effectué sur demande de l'auteur(e).
La bourse d'aide à la création est versée en une fois après la proclamation du prix.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à l'organisme, à savoir le DATE DE VOTE.

ARTICLE 4 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, l'auteur n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 7 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée
par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

L'auteur(e)
CIVILITE PRENOM NOM FONCTION (représentant légal signataire convention).

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-314

DU 1 JUILLET 2020

ATTRIBUTION DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DU SPECTACLE VIVANT INCLUSIVE SUR TOUT LE TERRITOIRE FRANCILIEN (TROISIÈME AFFECTATION POUR 2020)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-52 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien, modifiée par la délibération n° CR 2019-040 du 19 septembre 2019 ;

VU la délibération n° CP 2017-506 du 20 septembre 2017 relative à la déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes Franciliens » avec les départements franciliens ;

VU la délibération n° CP 2018-456 du 17 octobre 2018 relative notamment à l'adoption des conventions-types pour les dispositifs d'aides aux festivals et manifestations à rayonnement régional dans le domaine du spectacle vivant, à la création en crédits de fonctionnement et à la création en crédits d'investissement, à la résidence territoriale ;

VU la délibération n° CP 2019-234 du 22 mai 2019 relative à l'adoption du règlement d'intervention et de la convention-type de l'aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires du parcours d'accompagnement de l'EPCC Arcadi ;

VU la délibération n° CP 2019-364 du 18 septembre 2019 relative à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens de la fondation Royaumont ;

VU la délibération n° CP 2020-199 du 27 mai 2020 relative notamment à l'adoption de la convention-type de l'aide à la diffusion des œuvres ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-314 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Approuve la convention-type du dispositif d'aide à l'accompagnement de projets artistiques, figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 2 :

Décide de participer, aux titres des dispositifs de soutien dans le domaine du spectacle vivant aux festivals et manifestations à rayonnement régional, à la création en fonctionnement, à la diffusion des œuvres, à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des parcours d'accompagnement de l'EPCC Arcadi, à la résidence territoriale, et à l'accompagnement de projets artistiques, au financement des projets détaillés dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de **57 subventions** d'un montant maximum prévisionnel de **2 229 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type d'aide festivals et manifestations à rayonnement régional, à la création en fonctionnement, à la diffusion des œuvres, à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des parcours d'accompagnement de l'EPCC Arcadi, à la résidence territoriale, et à l'accompagnement de projets artistiques, adoptées respectivement par délibérations n° CP 2018-456 du 17 octobre 2018, n° CP 2019-234 du 22 mai 2019, n° CP 2020-199 du 27 mai 2020, ainsi que dans l'article 1 de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **2 229 000 €.** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2020.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à la création au titre des crédits en investissement, au financement du projet détaillé dans la fiche projet figurant en annexe 1 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type d'aide à la création en crédits d'investissement, adoptée par délibération n° CP 2018-304 du 4 juillet 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **50 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs » : Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme 131015 « Fonds d'investissement pour la culture », Action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture » du budget 2020.

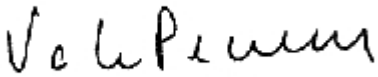
Article 4 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 5 :

Approuve la reprise du contentieux introduit par l'EPCC ARCADI et l'opposant à la SCI ABBR et portant sur la restitution du dépôt de garantie relatif aux locaux occupés par l'EPCC et sis 51, rue du Faubourg Saint-Denis à Paris (75010) et autorise la présidente du conseil régional à accomplir l'ensemble des actes nécessaires à assurer la reprise et la conservation des droits attachés à cette action.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182521-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 Fiches projets

DOSSIER N° EX048020 - Aide aux festivals - ASSOCIATION PLUS DE SONS - FESTIVAL ROCK EN SEINE 2020 - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	2 708 133,00 € HT	14,03 %	380 000,00 €
	Montant total de la subvention		380 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION PLUS DE SONS
Adresse administrative	:	10-12 RUE MAURICE GRIMAUD 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur EMMANUEL HOOG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du 1er janvier 2020.

Description :
Le festival Rock-en-Seine (pop rock électro, rap…) a été créé en 2003 sur le domaine national de Saint-Cloud. Le festival programme des artistes de renommée internationale, nationale, émergents avec pour partenaire principal la Région Ile-de-France. Figurant parmi les festivals majeurs au niveau européen, Rock-en-Seine défend la diversité et l'émergence artistique notamment la scène française et francilienne et l'accessibilité à tous les publics.

- Le stand de la Région Ile-de-France est dédié à la valorisation des pratiques musicales et à l'émergence. Il se compose d'une scène dédiée aux groupes franciliens émergents et lycéens, d'un espace de valorisation des pratiques musicales et culturelles de la Région Ile de France, et d'éventuelles animations ludiques mises en place par le service communication de la Région Ile France.
- Scène lycéenne « 1ère Seine » Cette opération de repérage et valorisation des pratiques lycéennes a été initiée en 2017. Coordonnée par l'équipe du festival, elle est menée en partenariat avec les salles et opérateurs de musiques actuelles franciliens et le RIF. Les salles repèrent et proposent les groupes des scènes locales. Un jury de professionnel sélectionne les groupes qui joueront sur la scène du stand Région pendant le festival, soit un groupe sélectionné par date de sélection. Tous les groupes

lycéens participants seront accueillis pendant le festival et bénéficieront d'un parcours personnalisé de rencontre avec des artistes, visite du festival...

Bilan 2019
Festival : L'édition s'est tenue du 23 au 25 août, 62 concerts ont été programmés avec des têtes d'affiches internationales (The Cure…), nationales, dont 25 groupes émergents et 21 groupes franciliens. 6 groupes émergents franciliens sur la scène du stand Région Ile de France. La fréquentation publique est de 77000 festivaliers.
Diverses actions culturelles ont été reconduites: le village du disque, mini rock en seine, des conférences et une exposition…). 9 000 billets à tarif réduit sont proposés depuis 2017, lorsqu'ils étaient de 6 000 en 2016, en garantissant 20 euros de réduction sur le plein tarif. Ces billets sont destinés aux jeunes de moins de 18 ans, étudiants, demandeurs d'emploi et bénéficiaires du RSA.

L'animation du stand régional a été modifiée suite à l'arrêt de la participation du réseau RIF, des actions de valorisation de l'opération 1ère seine avec des conférences en amont des concerts ont été organisées, des animations ludiques : karoké, photobox ont été mises en place par la Région.

1ère scène lycéenne : Les sélections se font faites avec 7 partenaires, 7 groupes lycéens à Rock en Seine, 33 groupes en finales, soit 139 lycéens sur scène, 240 lycées impliqués dans les sélections,
et une communication intensifiée en 2019. Les structures partenaires : L'Empreinte, Savigny-le-Temple (77) Le Zebrock finale au cabaret sauvage (77, 93, 94), L'Usine à Chapeaux, Rambouillet (78) Petit Bain, Paris (75),A Qui Le Tour, Ecouen (95), l'Ecla à Saint Cloud(92) et le Silo (91). Les lycéens participant aux finales ont été accueillis pour un parcours sur le festival. Un partenariat durable s'est construit avec le festival Mama qui est venu présenter le parcours proposé aux groupes lycéens participants sur sa manifestation.
Le budget Première Seine 2019 a été réalisé à hauteur de 104 017,66 (COORDINATION 26 800,33€
Action culturelle et artistique 35 685,66 €; communication 41 531,67€)

L'édition 2020 prévue sur une programmation de 55 concerts les 29 août, 30 août et 1er septembre, au Domaine national de Saint-Cloud sera reportée en 2021. Elle prévoyait des avant scènes dédiées à l'émergence, avec 9 jeunes talents français n'ayant pas encore sorti d'album, sélectionnés par un jury de professionnels et des artistes emblématiques de la scène indépendante (le groupe la Femme...). Un accompagnement était proposé autour de mise en avant et de rencontres avec des professionnels.
7 groupes franciliens étaient sélectionnés sur la scène Ile-de-France, avec un nouveau partenariat avec le MAP (réseau musiques actuelles et filière musicale de paris) pour l'un des groupes du dispositif « Give me 5 ». L 'opération 1ère seine de tremplin lycéen mobilise sur l'année les structures suivantes: L'Empreinte, Savigny-le-Temple (77) et les MJC du département, Chroma Zebrock, (77, 93, 94), La Terrasse, (78) et les MJC du département, Petit Bain, Paris (75) avec les centres d'animation, A Qui Le Tour, Ecouen (95), avec les salles du département et le réseau musiques actuelles, L'Ecla (92), Un partenaire en Essonne (91) pour présenter une sélection de 7 groupes sur la scène du festival.
Parmi les actions culturelles prévues : le Mini Rock en Seine avec France TV, un Village de commerçants à l'esprit « indie » ainsi que des partenariats avec des écoles d'art supérieures.

L'édition 2020 a été annulée en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie COVID19.
Les organisateurs travaillent à un concept pour maintenir une manifestation culturelle fidèle à l'esprit du festival dans un format qui reste à définir, compatible avec les normes sanitaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Soutien Régional

L’aide régionale est allouée sur la base du régime d’aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d’exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 .

Base subventionnable :
La base subventionnable comprend les dépenses prévisionnelles du budget de l'association Plus de sons déduction faite du différentiel de subventionnement régional. Les coûts de structure ne sont pris en compte que dans la limite de 20% du total du budget du festival.
- Le soutien régional est fléché à hauteur de 80 000 € sur l’organisation de l’opération lycéenne 1ère Seine et fera l’objet d’un bilan qualitatif et financier spécifique.
- Le soutien régional est fléché à hauteur de 300 000 € sur le festival qui fera l’objet d’un bilan qualitatif et financier spécifique.

Conformément aux dispositions du règlement européen et au regard du caractère exceptionnel du festival sur sa dimension artistique et culturelle, son envergure, la visibilité régionale, les retombées économiques comme touristiques, la Région est le partenaire public principal du festival avec un soutien exceptionnel.

Localisation géographique :
- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	493 133,00	16,39%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUE SECURITE	1 964 000,00	65,29%
COMMUNICATION 1ERE SEINE LYCEE	40 000,00	1,33%
OPERATION 1ERE SEINE LYCEENE	61 000,00	2,03%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	450 000,00	14,96%
Total	3 008 133,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE FESTIVAL REGION IDF	680 000,00	22,61%
VILLE DE ST CLOUD SOLLICITE	52 133,00	1,73%
AUTRE FINANCEMENTS	255 000,00	8,48%
RECETTES PROPRES	2 021 000,00	67,18%
Total	3 008 133,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que

modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

DOSSIER N° EX048041 - Aide aux festivals - JAZZ AU THEATRE DE FONTAINEBLEAU - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	51 240,00 € TTC	7,81 %	4 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RJ 77 RESEAU JAZZ 77
Adresse administrative	:	5 RUE VICTOR CHEVIN 77920 SAMOIS-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur GEORGES FERONE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le festival Jazz au Théâtre est né en 2012 d'une rencontre entre la ville de Fontainebleau, son Théâtre et le Festival Django Reinhardt. Dans le théâtre à l'italienne du Théâtre de Fontainebleau, le Festival présente le meilleur du jazz, autant d'artistes jeunes talents que d'artistes reconnus sur la scène internationale. Des actions de sensibilisation sont dédiées à un large public notamment un public jeune et des lycéens.
Du 5 au 7 décembre 2019, 6 concerts ont été présentés (notamment Kyle Eastwood) réunissant 910 spectateurs, l'une des têtes d'affiche n'ayant pas réuni le nombre de spectateurs escomptés.
En 2020, la programmation proposera 6 concerts les 26 et 28 novembre 2020, un concours de jeunes talents destinés aux écoles de musiques et aux lycées de la région de Fontainebleau est prévu, ainsi qu'un concours pour la réalisation de l'affiche de Jazz au Théâtre 2020 et du site Internet par les étudiants du Greta de Paris. Une exposition de photos de Jazz est réalisée par des artistes locaux. Le tarif moyen est de 24,5 € hors scolaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet présenté par la structure sont prises en compte.

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISITIQUES	27 000,00	52,69%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES SECURITE	19 340,00	37,74%
COMMUNICATION	2 500,00	4,88%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	2 400,00	4,68%
Total	51 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE AUX FESTIVALS	4 000,00	7,81%
VILLE DE FONTAINEBLEAU SOLLICITE	10 000,00	19,52%
THEATRE DE FONTAINEBLEAU	6 000,00	11,71%
DEPARTEMENT 77 SOLLICITE	3 000,00	5,85%
RECETTES PROPRES	28 240,00	55,11%
Total	51 240,00	100,00%

DOSSIER N° EX048621 - Aide aux festivals - DEPARTEMENT DE L'ESSONNE - Essonne en Scène par les Francofolies - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65733-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	1 259 396,00 € HT	11,91 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative	:	BOULEVARD DE FRANCE 91000 EVRY
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Crée en 2019, "Essonne en scène" est une manifestation organisée par les Francofolies pour le Conseil départemental de l'Essonne au Domaine départemental de Chamarande.
Les Francofolies (groupe Morgane) sont les organisateurs des Francofolies de la Rochelle, du Printemps de Bourges et de Fnac Live Paris. Le Département du 91 conserve la direction, la conception et la communication autour de l'événement.
Il s'agit d'une nouvelle offre artistique sur un territoire peu doté.
La seconde édition, qui se veut plus ambitieuse, se tient sur 3 jours, les 4, 5 et 6 septembre 2020. Environ 50% de la programmation concernent des groupes essonniens émergents. Les aspects éco responsable et accessibilité du festival sont renforcés. 20 000 festivaliers sont attendus sur les 17 concerts programmés.

Festival d'intérêt exceptionnel : Le soutien régional se justifie au regard de l'intérêt exceptionnel de la manifestation conformément au réglement d'intervention.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- CHAMARANDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	561 975,00	43,58%
Dépenses techniques et logistiques	561 856,00	43,58%
Communication	165 565,00	12,84%
Total	1 289 396,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	180 000,00	13,96%
CD 91 acquis	563 896,00	43,73%
Mécénat sollicité	150 000,00	11,63%
Recettes propres	395 500,00	30,67%
Total	1 289 396,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX048677 - Aide aux festivals - Festival MaMA 2020 - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	1 283 500,00 € HT	8,57 %	110 000,00 €
	Montant total de la subvention		110 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAMA MAMA
Adresse administrative : 46 RUE BOURET
75019 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MAGALIE ROSSIGNOL, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses du festivals à dater du dépôt de la demande.

Description :
Crée en 2009 par Daniel Colling et Fernando Ladeiro-Marquès, le MaMA est une manifestation qui promeut la scène émergente française et internationale et favorise les échanges Un village du festival a été installé sur le boulevard afin de présenter celui-ci au grand public.
En 2020, 16 lieux programmeront 153 concerts dont x émergents. MaMA poursuit sa journée d'immersion dans le milieu professionnel pour les 7 groupes lycéens amateurs sélectionnés dans le cadre de l'initiative Première Seine organisée par Rock en Seine.Des actions spécifiques seront dédiées aux artistes franciliens sur la mise à disposition d'un showcase pour promouvoir 3 artistes franciliens séléctionnés ave le réseau RIF auprès des professionnels, une masterclass pour 10 artistes franciliens en développement sélectionnés avec le Réseau franicilien des musiques actuelles (RIF2.0), ces artistes pourront également profiter de l'ensemble des activités de MaMA en journée comme en soirée pendant 3 jours. Une rencontre par jour sera organisée dans un lieu proche du Village festival pour le grand public.
Le festival poursuit sa politique tarifaire soit un pass jour concerts de 18€ à 24€ et un pass 3 jours entre 47€ et 55€. Une tarification réduite est proposée aux jeunes et aux demandeurs d'emploi. Une tarification spécifique est proposée aux membres du réseau RIF 2.0.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le niveau de soutien régional se justifie au regard de l'ampleur de la manifestation de rayonnement international, son objectif d'intérêt général de découverte de jeunes artistes, la Région figure parmi les principaux financeurs publics aux cotés de la Ville de Paris et de l'Etat.

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses du festival dans la limite de 20% du budget pour les coûts de structure, et déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	85 500,00	6,61%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES SECURITE	831 000,00	64,24%
COMMUNICATION	127 500,00	9,86%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	249 500,00	19,29%
Total	1 293 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE REGION IDF AIDE FESTIVALS	120 000,00	9,28%
ETAT (DGCA DGMIC) SOLLICITE	80 000,00	6,18%
VILLE DE PARIS SOLLITE	120 000,00	9,28%
PRODISS SCPPF CNM...	384 000,00	29,69%
RECETTES PROPRES	474 500,00	36,68%
INSTITUT FRANCAIS SOLLICITE	10 000,00	0,77%
FINANCEMENTS PRIVES	105 000,00	8,12%
Total	1 293 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

DOSSIER N° EX049050 - Aide aux festivals - AFRICOLOR - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	318 350,00 € HT	7,85 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFRICOLOR
Adresse administrative : 5 RUE ARTHUR GROUSSIER
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE CONRATH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Depuis la première édition en 1989, Africolor est le plus grand festival européen consacré à la création musicale autour des musiques africaines. A ce titre, Africolor est un des 3 trois grands festivals soutenus par la DRAC Île de France, les départements 93 et 91, la Région Île-de-France, la ville de Paris et les sociétés civiles.
Né en Seine-Saint-Denis, solidement ancré sur les territoires et fort d'une relation unique à ses publics locaux et régionnaux, Africolor propose une programmation itinérante construite sur la base d'une direction artistique rigoureuse avec des ambitions qualitatives, autant du point de vue artistique que de l'accueil des artistes et du public, et d'une relation personnalisée aux partenaires.

En 2019, pour les 30 ans du festival, 27 représentations se sont déroulées durant les 19 jours du festivals. De nombreux ateliers, actions culturelles, conférences, rencontres, master classes ont eu lieu, ainsi que des séances de cinéma suivies d'échanges. Lors de cette édition il a également fait place aux musiques électroniques.

Africolor 2020 se placera délibérément sous le signe de la saison AFRICA2020 tout en gardant sa liberté

éditoriale. Ainsi, des créations inédites seront présentées, et le festival nouera de nouveaux partenariats (Magasins Généraux, Ateliers Médicis) autour de créations soutenues par la saison. Il produira ses propres projets (Théo Ceccaldi, Leïla Martial, Clément Janinet, Thomas Guérineau) et la programmation sera tournée vers des figures tutélaires du patrimoine musical africain, en prêtant une attention à la présence d'artistes féminines, et en initiant des ateliers DJing destinés aux jeunes franciliennes à Evry, Créteil et Montreuil.

Du fait de la crise sanitaire, la saison Africa2020 est reportée à fin novembre 2020 ou avril 2021. Les créations risquent d'être retardées du fait de l'impossibilité de tenir les résidences prévues ces prochains mois. La fermeture des frontières ne rendra pas possible la venue d'artistes vivant à l'étranger. Le directeur revoit avec ses partenaires une modification de la programmation en réfléchissant à des créations qui pourrait se jouer dans de petites jauges, en adaptant cette édition aux circonstances sans que cela soit au détriment de la qualité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- RIS-ORANGIS
- VANVES
- NANTERRE
- ALFORTVILLE
- CRETEIL
- FONTENAY-SOUS-BOIS
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	143 867,00	45,19%
Dépenses techniques, logistique, sécurité	29 919,00	9,40%
Dépenses action culturelle	10 000,00	3,14%
Communication	70 898,00	22,27%
Part des coûts de structure	63 666,00	20,00%
Total	318 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide festivals	25 000,00	7,85%
DRAC Île-de-France (sollicité)	35 308,00	11,09%
Département 93 (acquis)	88 270,00	27,73%
Département 91 (sollicité)	10 000,00	3,14%
Département 94 (sollicité)	5 000,00	1,57%
Ville de Paris (sollicité)	10 000,00	3,14%
Ville de Saint-Denis (sollicité)	5 000,00	1,57%
OIF (sollicité)	10 000,00	3,14%
CNM, Spedidam	18 000,00	5,65%
TVA sur subventions	-3 869,00	-1,22%
Recettes propres	115 641,00	36,33%
Total	318 350,00	100,00%

DOSSIER N° EX049054 - Aide aux festivals - COMMUNE DE SURESNES - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	221 600,00 € TTC	9,03 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Festival des vendanges a été créé il y a trente-sept ans par la Ville de Suresnes. C'est une importante manifestation arts de la rue de l'ouest francilien. Gratuite pour le public, elle réunit près de 20 000 spectateurs avec une programmation pour l'espace public incluant les arts de la rue et les arts plastiques (24 représentations professionnelles et une représentation amateur en 2019). Il accueille chaque année une résidence pour laquelle il a bénéficié en 2015 et 2016 d'un soutien régional au titre des résidences (Tada Machine, 13 000 euros puis 10 000 euros). En 2017, la manifestation est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de l'aide au festival. Elle comprend un partenariat avec le Lycée professionnel Louis Blériot. L'action culturelle avec le lycée est reconduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement déduction faite de l'écart de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	124 100,00	49,32%
Dépenses techniques	92 250,00	36,67%
Communication	14 500,00	5,76%
Part des côuts de structure	20 750,00	8,25%
Total	251 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	50 000,00	19,87%
Etat (sollicité)	5 000,00	1,99%
CD 92 (sollicité)	30 000,00	11,92%
Sacem	1 500,00	0,60%
Mécénat	70 000,00	27,82%
Recettes propres	95 100,00	37,80%
Total	251 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX049058 - Aide aux festivals - VILLE DE CERGY - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	744 200,00 € TTC	5,37 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CERGY
Adresse administrative : 3 PLACE OLYMPE DE GOUGES
95801 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN PAUL JEANDON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Né en 1988 d'une volonté politique forte pour permettre l'accès du plus grand nombre à une offre culturelle de qualité dans l'espace public et favoriser la constitution d'une mémoire collective dans une ville nouvelle, le festival Cergy soit ! s'est affirmé comme l'une des plus importantes manifestations des arts de la rue et du cirque en Ile-de-France. Il rassemble près de 45 000 spectateurs en 3 jours et accueille une soixantaine de spectacles, dont une part de créations, dans différents formats, soit 150 représentations entièrement gratuites pour le public. Le festival s'attache à développer des actions culturelles avec les publics à travers des spectacles participatifs, des rencontres avec les artistes, des petites formes jouées dans les écoles, des visites découvertes... Le festival s'est également approprié de nouveaux sites de jeu au sein de la ville afin de toucher un public plus large. Des liens ont été tissés avec le lycée Camille Claudel de Cergy avec la classe de BTS design d'espace. Par ailleurs, le festival accueille une compagnie en résidence de création territoriale, qui travaille en amont avec les habitants et en lien avec le tissu associatif local afin d'écrire un projet in situ qui trouve son aboutissement au moment du festival.
Bilan 2019 : 40 cies dont 8 émergentes, 68 spectacles dont 9 créations, 170 représentations.
Le projet 2020 qui est prévu du 18 au 20 septembre, est dans les même proportions, avec 2 projets de

résidence territoriale avec deux compagnies franciliennes, la compagnie Plateforme et la compagnie Frichti.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	277 700,00	36,82%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	270 000,00	35,80%
ACTION CULTURELLE	15 000,00	1,99%
COMMUNICATION	46 000,00	6,10%
COÛTS DE STRUCTURE	145 500,00	19,29%
Total	754 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Aide festival manifestations	50 000,00	6,63%
Drac Île-de-France (sollicité)	14 000,00	1,86%
Commune : CERGY (aquis)	600 200,00	79,58%
EPCI : CA de Cergy-Pontoise (sollicité)	90 000,00	11,93%
Total	754 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX049063 - Aide aux festivals - L'ESTIVAL ST GERMAIN EN LAYE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	389 000,00 € HT	4,37 %	17 000,00 €
	Montant total de la subvention		17 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ESTIVAL ST GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 4 RUE GIRAUD TEULON
78100 ST GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel NERY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
"Crée en 1988, d'une volonté de faire vivre l'ouest parisien, l'association L'Estival de Saint-Germain-en-Laye compte aujourd'hui 200 membres qui ont pour objectifs commun la défense de la musique et la chanson francophone sous toutes ses formes, en soutenant des artistes prometteurs, aux côtés des grands noms ou lors des Vitrines découvertes. Chaque année est également présenté un spectacle jeune public. Le Festival mobilise ainsi 30 000 spectateurs pour près de 45 concerts. Il se déroule sur quatre communes du département des Yvelines : Saint-Germain-en-Laye, Le Pecq, Le Vésinet, Poissy. L'Estival a participé à la création de la Fédération des Festivals de la Chanson Francophone. L'association fait également partie de l'Académie Charles Cros avec qui elle partage l'envie de préserver toutes les sensibilités sonores. Des ateliers autours des textes et de la langue français, des rencontres avec des artistes sont organisés avec des collèges et lycées partenaires. Le Festival est soutenu par la ville de Saint-Germain-en-Laye et la Région Île-de-France.
La prochaine édition se déroule du 18 septembre au 3 octobre 2020 pendant 15 jours et prévoit 45 concerts. Plus de 180 heures d'ateliers sont proposées en amont et pendant le festival, notamment avec le Lycée Les Pierres Vives de Carrières-sur-Seine, le Lycée Jeanne d'Albret et le Lycée international à Saint-Germain-en Laye.

"

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- LE VESINET
- ACHERES
- LE PECQ
- POISSY
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	239 500,00	61,10%
Dépenses techniques	51 500,00	13,14%
Communication	38 000,00	9,69%
Coûts de structure	63 000,00	16,07%
Total	392 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 78 (sollicité)	20 000,00	5,10%
Région IDF	20 000,00	5,10%
Commune de Saint Germain en Laye (acquis)	60 000,00	15,31%
Sociétés civiles et mécénat	177 000,00	45,15%
Recettes propres	115 000,00	29,34%
Total	392 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049630 - Aide aux festivals - ASSOCIATION BLUES SUR SEINE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	477 203,00 € HT	6,29 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLUES SUR SEINE
Adresse administrative : 28 RUE DE LORRAINE
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Chantal GIPPELLETI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Créé il y a 22 ans, le festival Blues sur Seine s'étend sur un vaste site géographique de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise. Festival reconnu nationalement par les amateurs de blues et de musiques afro-américaines, Blues sur Seine a vu son équipe et son projet renouvelés et rajeunis en juin 2018.
La fréquentation s'accroit d'année en année et attire un public plus jeune. Un esprit partenarial et de complémentarité avec les associations, les collectivités locales et les entreprises de la Vallée de la Seine s'est créé autour de ce projet fédérateur qui réunit plus d'une centaine de partenaires, dont de nouveaux chaque année. Les concerts sont présentés dans le « IN » du festival, complété par des rencontres musicales et concerts en milieu scolaire et dans les structures sanitaires et sociales, ainsi que des concerts « OFF » dans les bars et restaurants de la Vallée de la Seine.
En 2016, l'association, consciente que son festival de novembre ne permettait pas autant que souhaité d'aller à la rencontre des communes rurales, a créé un événement printanier et itinérant en milieu rural : Tracteur blues. Tracteur Blues est un festival de musique gratuit, en plein air et sur un plateau scénique tracté de commune en commune rurale par un tracteur. L'objectif est de capter un public local qui profite rarement d'activités culturelles, mais aussi d'inviter un public urbain, via une programmation artistique

riche, à se déplacer au sein des villages ruraux. La mise en place d'activités d'initiation, de sensibilisation et de formation culturelles, éducatives et sociales permet le développement du lien social avec une démarche visant à toucher le public le plus large.
Par le biais de Tracteur Blues, Le festival s'inscrit également dans une démarche de développement durable, dont le but est de proposer une restauration locale et issue du savoir-faire traditionnel des producteurs du territoire. Ainsi, les produits vendus et exposés pendant le festival sont tous issus de circuits courts et favorisent les acteurs économiques locaux du terroir yvelinois
L'association Blues sur Seine entend apporter la culture partout et pour tous ; elle pratique donc, une politique tarifaire adaptée, permettant de toucher les publics les plus éloignés du champ culturel. Le public du festival présente ainsi tous les âges et toutes les catégories socio-professionnelles: Pour le festival Blues sur Seine, les tarifs des manifestations payantes se situent entre 5 et 35 €.Le prix moyen du billet est de 14,1 €. Le festival Tracteur Blues est gratuit.

Bilan 2019 : Blues sur Seine et Tracteur Blues se sont déroulés dans 29 communes. 71 concerts différents ont permis d'organiser 180 représentations de 43 groupes (dont 15 émergents) devant 6982 personnes

Édition 2020 : Le prochain festival Blues sur Seine se tiendra du 6 au 21 novembre 2020. Les dates de Tracteur Blues 2021 ne sont pas encore arrêtées (l'édition 2020 a été annulée pour cause de crise sanitaire).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	191 425,00	39,70%
Technique, logistique et sécurité	126 062,00	26,14%
Action culturelle	39 054,00	8,10%
Communication	33 316,00	6,91%
Frais de structure	92 346,00	19,15%
Total	482 203,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	35 000,00	7,26%
État mission ville (sollicité)	3 000,00	0,62%
CD 78 (sollicité)	30 000,00	6,22%
Communes (acquis)	20 600,00	4,27%
Communes (sollicité)	32 912,00	6,83%
Ville de Mantes la Jolie	2 000,00	0,41%
EPCI Grand Paris Seine et Oise (acquis)	160 000,00	33,18%
Sociétés civiles et mécénat (sollicité)	32 750,00	6,79%
Recettes propres	165 941,00	34,41%
Total	482 203,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049633 - Aide aux festivals - DIFE KAKO - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	263 500,00 € TTC	3,80 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DIFE KAKO
Adresse administrative : 54 RUE VERGNIAUD
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alex DE CHADIRAC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Festival Le Mois Kréyol, festival des langues et cultures créoles, a été créé par la Cie Difé Kako en 2017 avec un fort soutien du Ministère des Outre-Mer. Il se déroule en Île-de-France et se déploie également en France hexagonale (Bordeaux, Strasbourg, Lille, Mulhouse (en attente)) ainsi qu'en Guyane, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Trinidad et Tobago. L'objectif est d'offrir au public d'aller à la découverte des langues et des cultures créoles, par une approche à la fois scientifique et culturelle. La programmation rassemble des tables rondes, des lectures en librairies ou bibliothèques, des atliers de pratiques artistiques ou de cuisine, des concerts, des spectacles de danse et de théâtre. Tous les artistes programmés sont professionnels mais des restitutions d'ateliers par les amateurs peuvent également être présentées.

Édition 2019 : 24 équipes artistiques dont 9 émergentes - 28 spectacles -43 représentations – 5 700 spectateurs.

Édition 2020 : Prévue du 8 octobre au 28 novembre autour de la thématique des arts culinaires, de la cuisine créole et des enjeux environnementaux associés.

Le festival aura lieu à la MAC de Créteil, au théâtre Jacques Carat de Cachan, à l'école de danse Pierre Doussaint aux Mureaux, au Théâtre Boris Vian des Ulis, au Théâtre 13, à La Sorbonne et à la Maison de l'Amérique latine à Paris et dans des structures associatives, des librairies et bibliothèques à Saint-Denis, Clichy-la-Garenne, Alfortville et Argenteuil
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS
- LES MUREAUX
- CLICHY
- NANTERRE
- SAINT-DENIS
- ALFORTVILLE
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	139 100,00	50,49%
Technique, logistique et sécurité	33 904,00	12,31%
Action culturelle	15 500,00	5,63%
Communication	60 000,00	21,78%
Frais de structure	26 996,00	9,80%
Total	275 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
État - DGLFLF (acquis)	0,00	0,00%
Ministère des outre-mer	15 000,00	5,44%
État- MOM-FEAC (acquis)	32 000,00	11,62%
DAC Guadeloupe, Martinique, Guyane (sollicité)	44 000,00	15,97%
Martinique, Guyane, Guadeloupe (sollicité)	15 000,00	5,44%
Ville de Paris DGRI, DGOM (sollicité)	35 500,00	12,89%
Autres financements (sociétés civiles, mécénat...) (sollicité)	25 000,00	9,07%
Recettes propres	54 000,00	19,60%
RégionÎle-de-France	22 000,00	7,99%
État- MOM-FEAC (sollicité)	32 000,00	11,62%
Guadeloupe (sollicité)	1 000,00	0,36%
Total	275 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049634 - Aide aux festivals - COMMUNE LOGNES - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	41 154,00 € TTC	24,30 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LOGNES
Adresse administrative : 11 ESPLANADE DES DROITS DE L'HOMME
77185 LOGNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur ANDRE YUSTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La ville de Lognes a créé ce festival d'art de la rue au parc de l'Etang depuis 2017. Il s'agit d'un rendez-vous populaire contribuant au rayonnement de la ville en développant des partenariats constructifs avec l'ensemble des acteurs locaux et associations. Des actions culturelles d'initiation aux pratiques artistiques sont proposées à un large public. Le festival est organisé par la Direction Culture animation de la ville, la précédente édition s'est développée avec 2190 festivaliers sur une programmation de 22 représentations de 10 compagnies professionnelles. La prochaine édition accueilllera, du 9 au 12 septembre 2020, 12 compagnies une vingtaine de représentations sont prévues et 2 actions culturelles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival sont prises en compte déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- LOGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	32 780,00	71,02%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES ET SECURITE	5 794,00	12,55%
ACTIONS CULTURELLES	3 800,00	8,23%
COMMUNICATION	3 780,00	8,19%
Total	46 154,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT	15 000,00	32,50%
VILLE DE LOGNES ACQUIS	29 154,00	63,17%
REGION NOUVELLE AQUITAINE SOLLICITE	2 000,00	4,33%
Total	46 154,00	100,00%

DOSSIER N° EX049635 - Aide aux festivals - PARIS JAZZ CLUB - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	104 148,00 € HT	9,60 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS JAZZ CLUB
Adresse administrative : 58 RUE DES LOMBARDS
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur VINCENT BESSIERES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Festival Jazz sur Seine se déroule chaque année au mois d' octobre pendant 15 jours dans 25 lieux de jazz de 10 villes franciliennes. La programmation du festival reflète la diversité des styles de jazz proposés en Ile de France tout au long de l'année. Un système de pass à 40 € donne accès à trois concerts dans trois lieux différents, un pass découverte de 10 € est proposé. Le festival met en place une soirée inédite et gratuite de showcases dans 6 lieux parisiens, dédiée aux de 18 formations émergentes notamment franciliennes .En 2019, 180 concerts ont rassemblé 15 500 festivaliers dans 10 villes franciliennes (Plus de 70% à Paris) , 8 actions culturelles ont été proposées, dont un atelier de musicothérapie pour des élèves de dispositif de réussite éducative.La prochaine édition se tiendra 09 au 24 octobre 2020 sur une programmation équivalente , le rayonnement reste majoritairement sur Paris.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival sont prises en compte déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- PARIS
- LIEUSAINT
- GIF-SUR-YVETTE
- BOULOGNE-BILLANCOURT
- LES LILAS
- PANTIN
- FONTENAY-SOUS-BOIS
- VINCENNES
- AUVERS-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	60 900,00	55,80%
DEPENSES TECHNIQUES LOGISTIQUES SECURITE	3 500,00	3,21%
COMMUNICATION	19 000,00	17,41%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	20 000,00	18,32%
ACTIONS CULTURELLES	5 748,00	5,27%
Total	109 148,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE FESTIVALS	15 000,00	13,74%
VILLE DE PARIS SOLLICTE	10 000,00	9,16%
SOCIETES CIVILES (ADAMI SPEDIDAM SACEM)	32 000,00	29,32%
MECENAT	28 000,00	25,65%
RECETTES PROPRES	24 148,00	22,12%
Total	109 148,00	100,00%

DOSSIER N° EX049636 - Aide aux festivals - 104 CENT QUATRE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	327 550,00 € HT	12,21 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 104 CENT QUATRE
Adresse administrative : 104 RUE D'AUBERVILLIERS
75019 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur JOSE-MANUEL GONCALVES, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Initié en 2009 par L'Odéon-Théâtre de l'Europe et organisé depuis 2013 par le Centquatre en partenariat avec Télérama, le festival Impatience a pour vocation de promouvoir et de faire découvrir des compagnies de théâtre émergentes aux professionnels et au grand public. Au fil des années, le festival s'est imposé comme un acteur incontournable en faveur de l'émergence, offrant une visibilité pour les artistes, soit 10 compagnies sélectionnées qui bénéficient de 2 représentations minimum dans les lieux partenaires, au Théâtre Louis Aragon à Tremblay en France, aux Plateaux Sauvages, au JTN, au Centquatre à Paris et au Théâtre de Chelles qui rejoint les organisateurs du festival pour cette nouvelle édition 2020. Parallèlement, un réseau de partenaires franciliens et nationaux soutiennent la diffusion des spectacles programmés et/ou primés dans le festival Impatience. Quatre prix seront décernés à nouveau cette édition : - Le Prix du Jury décerné par un jury de professionnels (programmateurs, journalistes, artistes) dont le lauréat sera diffusé dans les lieux partenaires du festival - le Prix des Lycéens créé en 2014, remis par une quinzaine de jeunes issus de plusieurs établissements de toute la région dont le lauréat est diffusé au Pôle culturel d'Alfortville depuis 2017 - le Prix SACD est décerné par un jury professionnel pour récompenser un auteur contemporain du festival – et le prix du public
Le festival a également développé un partenariat avec des agences régionales, il devient une structure

ressource pour la jeune création en France.
Edition 2019 : 8 cies émergentes programmées, 23 représentations, 2480 spectateurs (90% de remplissage), 127 heures d'action culturelle.
Projet 2020 : 8 à 10 cies émergentes programmées, environ 25 représentations (en cours de sélection), 130 heure d'action culturelle
.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- CHELLES
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	75 000,00	22,22%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	161 250,00	47,77%
ACTION CULTURELLE	2 800,00	0,83%
COMMUNICATION	41 500,00	12,29%
COÛTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20%	57 000,00	16,89%
Total	337 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	50 000,00	14,81%
AUTRES FINANCEMENTS	30 853,00	9,14%
RECETTES PROPRES	256 697,00	76,05%
Total	337 550,00	100,00%

DOSSIER N° EX049638 - Aide aux festivals - COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	58 715,00 € HT	17,03 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT
Adresse administrative	:	26 AVENUE ANDR MORIZET 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Depuis 2005, la ville de Boulogne organise sur 3 jours, au carré Bellefeuille, un festival de musiques pop rock et improvisées, évènement phare de la saison musiques actuelles de la ville des Hauts-de-Seine. La programmation présente des artistes émergents et confirmés aux identités artistiques singulières, avec une programmation jeune public. Un tremplin amateur est organisé avec un enregistrement à la clef pour le vainqueur. En 2019, le budget de la manifestation est de 59 602 euros dont 33 426 de la Ville de Boulogne et 5 000 euros du département des Hauts-de-Seine. En 2019, la fréquentation est de 1112 spectateurs. La manifestation est reconnue pour sa ligne artistique ""pointue"" en matière de découvertes rock expérimental. Elle a pour volonté de faire découvrir des artistes originaux et de jeter des passerelles entre les genres musicaux. Elle consacre une partie du festival à la présentation de la scène locale.
Le tarif proposé est un tarif unique de 11 euros. Le Festival propose des actions de sensibilisation (concert peace and lobe, accueil de groupes amateurs en répétition, tremplin go west).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement.

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	47 415,00	80,75%
Dépenses techniques	7 300,00	12,43%
Action culturelle	2 000,00	3,41%
Communication	2 000,00	3,41%
Total	58 715,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	10 000,00	17,03%
CD 92 (sollicité)	6 000,00	10,22%
Ville de Boulogne (acquis)	33 235,00	56,60%
Recettes propres	9 480,00	16,15%
Total	58 715,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049639 - Aide aux festivals - MAAD 93 - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	77 857,00 € TTC	19,27 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAAD 93
Adresse administrative : 1 RUE CHARLES GARNIER
93400 SAINT OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame JULIETTE BOMPOINT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le festival MAAD in 93 a été créé en 2011 en réponse à une volonté commune des membres du réseau de lieux musiques actuelles MAAD 93 de porter collectivement un projet artistique fédérateur qui permette de renforcer et de valoriser le travail des artistes qu'ils accueillent tout en faisant rayonner la création musicale en Seine-Saint-Denis. Chaque concert du festival MAAD in 93 est le fruit de la rencontre entre plusieurs groupes (ou artistes) professionnels liés à des lieux de diffusion du département et reconnus pour la qualité de leur production musicale et de leurs prestations scéniques. Les groupes bénéficient de plusieurs jours de répétition avant leur concert afin de créer un répertoire exclusif mêlant leurs univers et ce exclusivement pour le concert.

En 2019, la mutualisation des moyens a permis à l'ensemble des lieux du réseau, y compris les moins dotés, de participer à la création et à la diffusion d'artistes qu'ils n'auraient pas eu les moyens de programmer. La 9e édition du festival a donné lieu à la production de 15 créations avec 77 musicien-ne-s bénéficiant en moyenne de 2 journées de résidence en amont du concert. L'arrivée de nouveaux adhérents, dont le 6b, a permis de proposer une date du festival dans un lieu fort du territoire. Le partenariat avec BIB93 a conduit à l'émergence de nouvelles formes de rencontre plus expérimentales. Le

partenariat avec le réseau parisien MAP, a permis au MAAD in 93 de proposer une date « Hors les Murs » au FGO-Barbara et d'offrir une nouvelle visibilité au festival.

En 2020, le réseau MAAD93 proposera deux nouveaux formats « club », en ouverture et fermeture du festival afin d'ouvrir les créations à une grande diversité d'esthétiques. La programmation sera marquée par une équité entre têtes d'affiches et artistes émergents du territoire. Les temps de résidence débuteront fin août afin de laisser aux artistes le temps de la création avec une durée moyenne de 3 jours de répétitions. Le festival collaborera avec le MAP pour 2 co-créations entre les lauréates du tremplin “GIVE ME 5!”, Ysé Sauvage et Rovski et 2 artistes séquano-dionysiens. Cette 10e édition initie son partenariat avec le RIF pour une création au Tamanoir (Gennevilliers) avec Edgar Sekloka et ËDA. Des rencontres et ateliers seront organisés notamment à l'attention du jeune public. Une politique tarifaire accessible est appliquée (entre 5 et 10 €).
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Localisation géographique :
- PARIS
- GENNEVILLIERS
- CLICHY-SOUS-BOIS
- EPINAY-SUR-SEINE
- SAINT-DENIS
- BAGNOLET
- LE BLANC-MESNIL
- LE BOURGET
- LES LILAS
- MONTREUIL
- NOISY-LE-GRAND
- NOISY-LE-SEC
- ROSNY-SOUS-BOIS
- SAINT-OUEN-SUR-SEINE
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	56 906,00	68,68%
Dépenses techniques, logistiques, sécurité	1 519,00	1,83%
Dépenses d'action culturelle	300,00	0,36%
Communication	10 000,00	12,07%
Part des coûts de structure	14 132,00	17,06%
Total	82 857,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide festivals	20 000,00	24,14%
Département 93 (acquis)	12 857,00	15,52%
Spedidam	15 000,00	18,10%
Recettes propres	35 000,00	42,24%
Total	82 857,00	100,00%

DOSSIER N° EX049640 - Aide aux festivals - TETU VENTURES - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	206 269,00 € HT	16,00 %	33 000,00 €
	Montant total de la subvention		33 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TETU VENTURES
Adresse administrative : 21 PLACE DE LA REPUBLIQUE
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ALBIN SERVIANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Paris Est Têtu est un festival engagé dans la lutte contre les discriminations, pour encourager la visibilité LGBT et renforcer la solidarité. Lancé en 2019 par la société Décibels Productions autour du magazine Têtu, il réunit sur 2 jours à l'Hippodrome d'Auteuil 11 concerts d'artistes dont un tiers d'émergents. Il est également un espace de dialogue, de réflexions et d'échange avec les associations LGBT+. La programmation se construit autour de têtes d'affiches et de jeunes artistes repérés dans la tendance pop-électronique. Le festival est soutenu par la Ville de Paris et la Région Île-de-France.

La première édition en 2019 a accueilli 4 000 festivaliers et présenté 11 spectacles au Jockey Disque, lieu tendance de l'Hippodrome d'Auteuil.

En 2020, le même nombre d'artistes sera programmé, dont beaucoup sont rassembleurs et souvent engagés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	124 758,00	55,88%
Dépenses techniques, logistiques, sécurité	45 701,00	20,47%
Dépenses d'action culturelle	2 000,00	0,90%
Communication	36 000,00	16,12%
Part des coûts de structure	14 810,00	6,63%
Total	223 269,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide festivals	50 000,00	22,39%
Ville de Paris (sollicité)	50 000,00	22,39%
Recettes propres	123 269,00	55,21%
Total	223 269,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049641 - Aide aux festivals - PLASTIQUE DANSE FLORE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	36 300,00 € TTC	27,55 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS PLASTIQUE DANSE FLORE
Adresse administrative : 10 RUE DU MAR CHAL-JOFFRE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FR D RIC SEGUETTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Plastique Danse Flore est un projet artistique dédié à la création contemporaine, plastique et chorégraphique, dans les jardins et paysages. Son ambition est de sensibiliser un large public à la création artistique la plus contemporaine, en développant la diffusion des pratiques plastiques et chorégraphiques qui interrogent la notion de paysage et d'environnement, en favorisant le dialogue entre art contemporain et patrimoine historique. Ce projet est porté par une association dans un partenariat privilégié avec l'École Nationale Supérieure de Paysage et le Potager du Roi, à Versailles. Le Festival Plastique Danse Flore se tient depuis 2007 en septembre. Dans ce cadre privilégié d'un festival en plein air, sont présentées des œuvres existantes et des créations in situ, entre installations, performances ou œuvres chorégraphiques. Le festival est membre du réseau "Nos Lieux Communs". L'édition 2019, a réuni près de 500 spectateurs. L'édition 2020 se déroulera les 5 et 6 septembre avec 8 représentations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement déduction faite de l'écart de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	23 800,00	57,63%
Dépenses techniques	9 700,00	23,49%
Action culturelle	800,00	1,94%
Communication	3 000,00	7,26%
Coûts de structure	4 000,00	9,69%
Total	41 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	36,32%
DRAC IDF (sollicité)	17 500,00	42,37%
Commune de Versailles (sollicité)	2 000,00	4,84%
ONDA	1 000,00	2,42%
Recettes propres	5 800,00	14,04%
Total	41 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX049650 - Aide aux festivals - CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE CRETEIL ET DU VAL DE MARNE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	238 000,00 € HT	12,61 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE CRETEIL ET DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	PLACE SALVADOR ALLENDE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur PATRICK PENOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le festival est organisé depuis 2012 par le Centre Chorégraphique National de Créteil et du Val-de-Marne. Il s'est déployé au fil des éditions en partenariat avec une vingtaine de lieux partenaires de 7 départements franciliens (Paris, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Val d'Oise, Yvelines et Essonne). Le CCN programme à la MAC de Créteil, lieu central du festival, il apporte son appui à la programmation aux autres organisateurs et coordonne l'ensemble de la communication. Kalypso est devenu un des évènements phares de la danse hip-hop en Ile-de-France. Vitrine de la jeune création de danse hip-hop, le festival programme également des chorégraphes reconnus au plan national et international, à commencer par Mourad Merzouki, directeur artistique du CCN. Le festival touche un public nombreux et large (jeunes, professionnels, danseurs amateurs, scolaires…), grâce notamment à une tarification accessible et aux actions culturelles menées avec les publics. Le festival propose des ateliers d'initiation et de pratique, des master-class et le Marathon de Danse, un parcours au sein d'établissements scolaires et équipements socio-culturels du territoire. Il est en lien avec deux lycées de Créteil (ateliers de découverte de la danse hip-hop) et également une rencontre de professionnels, le

Zoom, mélangeant compagnies et programmateurs. L'édition 2020 de déroulera du 4 novembre au 19 décembre et dans 18 lieux partenaires. Kalypso présentera 32 spectacles pour 51 représentations prévues avec 20 compagnies émergentes de la danse hip-hop dont la compagnie Art Move Concept de Sonia Rem et Medhi Ouachek, co-chorégraphes ainsi que les lauréats de plusieurs concours de la scène hip hop comme Cie Relevant, la Cie Flowcus et une jeune compagnie, sous le label « Passerelles » la compagnie Yasaman (Sarah Adjou) et sa nouvelle création « Khaos ». L'action culturelle se poursuivra avec le concours Jeunes talents, au Centre Commercial Créteil Soleil où plusieurs équipes de jeunes amateurs (entre 8 et 20 ans) s'affronteront devant un jury de professionnels et le marathon de la danse. Le Festival est soutenu par la DRAC Ile de France, le département du Val de Marne, la Ville de Créteil et la Région Île de France. La Région n'aide pas le CCN.
Edition 2019 : 54 compagnies dont 24 émergentes - 41 spectacles -60 représentations – 22 100 spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	77 251,00	32,46%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	19 510,00	8,20%
ACTION CULTURELLE	29 000,00	12,18%
COMMUNICATION	65 000,00	27,31%
COÛTS DE STRUCTURE dans la limite de 20,00% du budget présenté	47 239,00	19,85%
Total	238 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Aide festival manifestations	30 000,00	12,61%
Département : Val de Marne (A)	15 000,00	6,30%
Commune : Ville de Créteil (A)	10 000,00	4,20%
AUTRES SUBVENTIONS (A)	2 000,00	0,84%
SOCIÉTÉS CIVILES	8 000,00	3,36%
PARTENAIRES PRIVÉS	8 000,00	3,36%
RECETTES PROPRES	165 000,00	69,33%
Total	238 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049651 - Aide aux festivals - ASSOCIATION KIOSQUORAMA

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	66 750,00 € TTC	25,47 %	17 000,00 €
	Montant total de la subvention		17 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KIOSQUORAMA
Adresse administrative : 14 PASSAGE DUBAIL
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric PETROTTO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
A l'origine parisien puis francilien, le festival a également depuis 2014 développé des partenariats avec des collectivités d'autres métropoles européennes et d'Outre-Mer, qui permettent notamment la diffusion d'artistes émergents franciliens à l'étranger, au sein d'événements locaux prescripteurs. Chaque année Kiosquorama, au travers de différents partenariats (Mégaphone Tour, Paris Jeunes Talents, Arcadi, La Souterraine) et de sa direction artistique, met en avant des artistes émergents. Cette nouvelle scène est rendue accessible au plus grand nombre grâce à la gratuité des événements et aux sites d'animation situés au coeur des quartiers, dans les espaces publics. Sur chaque site une place est faite aux initiatives locales liées à l'économie sociale et solidaire. Le festival choisit sa programmation en tenant compte de la diversité des arrondissements et des quartiers dans lesquels il s'installe. L'objectif reste d'utiliser la musique, tout comme le village associatif, comme un medium d'échange avec les citoyens et habitants des quartiers, arrondissements et villes visités. Kiosquorama est partenaire de plusieurs écoles spécialisées dans les métiers culturels et artistiques : l'IESA et l'EMIC et l'ESG et permet à des élèves d'intégrer l'équipe pour compéter leurs connaissances théoriques sur le terrain.

En 2019, 12 artistes ont été programmés sur 4 jours à Paris donnant à découvrir des artistes émergents à

5 500 personnes. Deux spectacles ont été coproduits.

Le festival Kiosquorama fêtera sa 12ème édition francilienne en 2020. Il se tiendra durant 6 jours à Paris, Issy-les-Moulineaux et Chelles (sur la scène mobile). Une collaboration avec la ville de Saint-Germain-en-Laye est fortement envisagée. Pour la première fois, Pantin (Place de la Pointe et ses abords) accueillera un plateau artistique.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Localisation géographique :
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- CHELLES
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	20 335,00	30,46%
Dépenses techniques, logtiques et sécurité	40 585,00	60,80%
Communication	4 730,00	7,09%
Part des coûts de structure	1 100,00	1,65%
Total	66 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide festivals	17 000,00	25,47%
Ville de Paris (sollicité)	22 000,00	32,96%
Sacem, mécénat...	15 200,00	22,77%
Recettes propres	12 550,00	18,80%
Total	66 750,00	100,00%

DOSSIER N° EX049652 - Aide aux festivals - CENTRE D'ART ET DE CULTURE DE LA RUE BROCA - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	79 743,00 € HT	12,54 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAC CENTRE D'ART ET CULTURE RUE BROCA
Adresse administrative	:	39 RUE BROCA 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur REZA JEAN-PHILIPPE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Depuis 19 ans le festival Jazz'N'Klezmer est l'unique festival en France et en Europe, consacré aux musiques klezmer, celles d'aujourd'hui et de demain, dans toutes ses déclinaisons jazz surtout, mais aussi au blues… C'est un festival d'ouverture, d'échange, d'innovation qui a créé une nouvelle scène musicale où tous les publics se rencontrent toutes générations et origines confondues. Un festival qui participe du renouveau de cette musique en accueillant caque années de nombreux artistes émergeant et en montant de nombreuses créations. Bilan 2019 a programmé 12 concerts sur 7 jours sur le thème du maide in france, réunissant 2600 personnes. L'édition 2020 présentera 12 concerts du 24 novembre au 5 décembre sur le thème des 5 continents dans 6 lieux parisiens et un en Val de Marne. Cette édition s'inscrira dans e cadre d'une coopération inédite avec le nouveau CEJ (Centre Européen du Judaïsme) situé dans l'Ouest Parisien. « Pass tous concerts » de la prochaine édition du festival. Les tarifs seront entre 26 et 28€€ et des tarifs seront proposés aux plus jeunes des masters class seront organisées. Le Festival Jazz'N'Klezmer a aussi pour ambition de pérenniser l'action « BAFA approfondissement Jazz 'N'Klezmer » organisée en étroite collaboration avec l'Organisme de Formations pour les Animateurs et

directeurs de Centre de vacances (OFAC).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du budget du festival sont prises en compte déduction faite du différentiel de subventionnement régional. Les coûts de structure sont limités à 20% du budget.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	30 210,00	37,42%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES SECURITE	14 600,00	18,08%
COMMUNICATION	10 600,00	13,13%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	15 933,00	19,73%
ACTIONS CULTURELLES	9 400,00	11,64%
Total	80 743,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE AUX FESTIVALS DE SPECTACLE VIVANT	11 000,00	13,62%
VILLE DE PARIS SOLLICITE	15 000,00	18,58%
SOCIETES CIVILES	3 600,00	4,46%
MECENAT	16 000,00	19,82%
RECETTES PROPRES	35 143,00	43,52%
Total	80 743,00	100,00%

DOSSIER N° EX049653 - Aide aux festivals - FESTIVAL D'AUTOMNE PARIS - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	4 102 568,00 € HT	6,70 %	275 000,00 €
	Montant total de la subvention		275 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL D'AUTOMNE PARIS
Adresse administrative : 156 RUE DE RIVOLI
75001 PARIS 01
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE HUBAC, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Festival d'Automne est une manifestation phare de la création artistique française et internationale. Créé en 1972 par Michel Guy, dirigé par Alain Crombecque de 1992 à 2009 puis à partir de 2012 par Emmanuel Demarcy-Mota. La direction artistique est assurée par Marie Collin et Joséphine Markovits.
Avec une programmation proposant plus de 80 manifestations artistiques de septembre à décembre, le festival accroît son ancrage territoriale se déployant sur une cinquantaine de lieux dont plus de la moitié en Île-de-France (30 en 2019 contre 22 en 2018, notons deux nouvelles collaborations avec le Théâtre 71 à Malakoff et la Ferme du Bel Ebat à Guyancourt cette édition 2020), le Festival d'Automne à Paris touche près de 160 000 spectateurs et visiteurs chaque année.
Pour l'édition 2020, la programmation s'articule autour de Boris Charmatz et du collectif d'artistes l'Encyclopédie de la Parole, projets pluridisciplinaires portés par Joris Lacoste, Emmanuelle Lafon et Pierre-Yves Macé et de l'artiste visuel congolais Sammy Baloji. Egalement autour des créations françaises, incarnées notamment par des figures émergentes comme Marion Siéfert, Nicolas Liautard, Gwenaël Morin, Maxime Kurvers ou encore Silva Costa ; la programmation internationale est quant à elle en suspens du fait de la crise sanitaire.
L'action culturelle se développe également avec notamment deux programmes à destination des lycéens,

s'intitulant L'automne au Lycée. Le volume total d'heures d'action culturelle a fortement progressé ces trois dernières années passant de 653 heures en 2017 à 1153 heures en 2019.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	3 008 869,00	72,08%
COMMUNICATION	330 605,00	7,92%
COÛTS DE STRUCTURE	834 868,00	20,00%
Total	4 174 342,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - MCC DGCA et DRAC IDF - quote-part (S)	960 450,00	23,01%
REGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	293 830,00	7,04%
REGION IDF - PEAC 19-20 et 20-21 - quote-part (S)	52 944,00	1,27%
Ville de Paris - quote-part (S)	587 118,00	14,06%
AUTRES FINANCEMENTS	850 000,00	20,36%
RECETTES PROPRES	1 430 000,00	34,26%
Total	4 174 342,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049654 - Aide aux festivals - ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX MÉDIAS LIBRES - ASML - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	55 500,00 € TTC	18,02 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASML ASS DE SOUTIEN AUX MEDIAS LIBRES
Adresse administrative : 9/11 AVENUE MICHELET
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHAMSY SARKIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le festival Syrien n'est fait a été créé en 2016 par plusieurs associations franco-syriennes au sein du CODSSY (Collectif de Développement et Secours Syrien) pour développer un espace festif et convivial de rencontre entre personnes issues de la communauté syrienne exilées en France, public français et acteurs associatifs œuvrant à soutenir la population civile syrienne, tout en sensibilisant le grand public autour des enjeux liés au conflit syrien et à l'accueil des Syriens et Syriennes en exil en France. L'approche globale du festival est de favoriser l'intégration des personnes réfugiées en France à travers la rencontre et la mixité de publics divers autour de l'art et de la culture, en prenant à revers tout risque communautaire.
La 5e édition de Syrien N'est Fait est l'occasion de repenser le festival, après avoir dressé un bilan positif des 4 premières éditions. Ainsi, Syrien N'est Fait 2020 sera synonyme d'ouverture à davantage d'artistes, à des organisations culturelles et humanitaires internationales, au grand public...
L'édition 2020 est thématisée autour de la justice, en intégrant des témoignages et récits, notamment d'anciens détenus.

La direction artistique est renouvelée et sera assurée par le duo composé de Tammam Alomar et Omar Al Assad (artiste et chercheur ayant déjà collaboré avec le festival à plusieurs reprises). Au programme du festival, se mêlent concerts, conférences, récitals de poésie, tables rondes, expositions photographiques, installations plastiques, théâtre, danse cinéma…)

Bilan 2019 : 6000 spectateurs pour 14 représentations durant les 5 jours de festival dans 6 lieux différents à Paris.

Édition 2020 : L'édition de Syrien n'est fait dans sa nouvelle mouture se déroulera du 25 au 29 novembre dans différents lieux (sous réserve : LeCentQuatre (Paris 19e), Le Point éphémère (Paris 10e), La bellevilloise (Paris 20e), Petit Bain (Paris 13e), La Cité fertile (Pantin–93) ou Anis gras (Arcueil–94).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PANTIN
- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	31 500,00	48,46%
Technique, logistique et sécurité	16 200,00	24,92%
Action culturelle	2 000,00	3,08%
Communication	3 800,00	5,85%
Frais de structure	11 500,00	17,69%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	19 500,00	30,00%
Ministère de la culture (sollicité)	10 000,00	15,38%
Ville de Paris (sollicité)	20 000,00	30,77%
Partenaires privés	8 000,00	12,31%
Recettes propres	7 500,00	11,54%
Total	65 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049655 - Aide aux festivals - MJC MAISON JEUNES ET DE CULTURE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	162 120,00 € TTC	10,49 %	17 000,00 €
	Montant total de la subvention		17 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MJC MAISON JEUNES ET DE CULTURE
Adresse administrative	:	1 RUE MICHEL BERGER 91470 LIMOURS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SYLVIE METROPE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Ce festival musique du monde s'inscrit dans le développement du projet "Terre de Mixes" en partenariat avec Villes et Musiques du Monde, dans le prolongement du projet soutenu par la Région au titre de l'aide à projet mutualisé en 2017 et 2018. Crée en 2019 par Bruno Raffenne-Devillers, le festival souhaite valoriser les musiques du monde, faire connaitre des artistes franciliens qui les pratiquent, faire connaitre le territoire de Limours et associer des groupes de musique amateurs. La programmation est assurée par la journaliste Françoise Degeorges ("Couleurs du Monde", France Musique). La première édition qui s'est déroulée les 15 et 16 juin 2019 à Limours (6 600 habitants) a réuni plus de 1000 spectateurs.
15 concerts sont au programme de l'édition 2020, qui se tiendra les 3 et 4 octobre avec rune dizaine d'artistes cont la plupart sont des artistes émergents et avec Mouss et Hakim en tête d'affiche.Le festival investit différents lieux de la ville de Limours s : la MJC, une place ou en encore l'Eglise.Une fanfare est crée en partenariat avec l'école de musique de limours et un partenariat est en cours de renouvellement avec le Lycée Jules Vernes de Limours.

Bilan 2019 : 1152 spectateurs, 12 concerts, 9 artistes, 150 heures d'actions culturelles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- LIMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	49 700,00	26,85%
Dépenses techniques et logistiques	41 890,00	22,63%
Dépenses d'action culturelle	34 000,00	18,37%
Communication	22 530,00	12,17%
Coûts de structure	37 000,00	19,99%
Total	185 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	21,61%
Drac Ile-de-France sollicité	30 000,00	16,21%
CD 91 sollicité	26 000,00	14,04%
Ville de Cerny acquis	25 000,00	13,50%
Fonjep	14 215,00	7,68%
CAF 91	15 000,00	8,10%
Sociétés civiles	3 905,00	2,11%
Partenaires privés	23 000,00	12,42%
Recettes propres	8 000,00	4,32%
Total	185 120,00	100,00%

DOSSIER N° EX049657 - Aide aux festivals - FONDATION ROYAUMONT - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	957 500,00 € HT	35,51 %	340 000,00 €
	Montant total de la subvention		340 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION ROYAUMONT
Adresse administrative : ABBAYE DE ROYAUMONT
95270 ASNIERES-SUR-OISE
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur FRANK MAGLOIRE, Représentant légal

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du 1er janvier 2020

Description :
Propriétaire de l'abbaye (monument historique datant du XIIIème siècle, fréquenté par près de 60 000 visiteurs annuels), la Fondation Royaumont a pour missions de conserver et d'enrichir ce patrimoine, de le mettre au service des artistes de la musique et de la danse, en particulier les jeunes artistes, et de le rendre accessible au public le plus diversifié. Lieu de recherche, de formation et d'expérimentation, l'Abbaye a fêté son cinquantenaire en 2014. L'activité se décline en plusieurs volets : la formation professionnelle, l'accueil et l'accompagnement d'artistes en résidence et dans le cadre d'un « incubateur » de projets, la production et la diffusion de concerts dans ses murs, lors d'un temps fort début septembre (31 spectacles, 8022 spectateurs en 2018), et hors-les-murs, la conduite d'actions culturelles en partenariat avec des conservatoires, et établissements scolaires (dont 3 lycées), l'accueil de chercheurs et d'artistes à la Bibliothèque musicale François-Lang, ainsi qu'à la Médiathèque musicale Mahler à Paris, liée depuis 2016 à la Fondation par une convention de coopération. Depuis les années 1980, la Région contribue de manière régulière à la rénovation et à la restauration du lieu dont le dernier en date (6,4 M€ de travaux financés à 40 % par la Région). L'Abbaye a été inscrite dans les contrats de plan Etat-Région CPER. Depuis 2000, la Région est également signataire d'un contrat d'objectif pluripartite aux côtés des autres partenaires publics (Département du Val d'Oise et DRAC). Dans ce cadre, la Région alloue chaque

année une aide anciennement répartie entre la formation et la culture, la nouvelle aide au festival prend en compte les actions en amont du festival (résidences d'artistes, incubateurs...) et en aval du festival (diffusion, notamment de formes lyriques). De nombreuses actions territoriales sont également valorisées.
Pour 2020, du 6 septembre au 31 octobre, dans le contexte du COVID 19, à ce jour, la Fondation Royaumont travaille au maintien d'une forme adaptée du festival : 12 concerts et spectacles, 3 spectacles “familles”, 17 concerts et spectacles scolaires, 2 parutions / enregistrements de CDs, 12 diffusions “live” sur YouTube
Il se déroulera à l’abbaye de Royaumont, mais également à Ecouen, Fosses, Pontoise, Villiers-le-Bel. A noter, 2 concerts de l'ensemble du Consort pour lequel la Fondation fait une demande Forte.
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Au regard du caractère exceptionnel du festival sur sa dimension artistique et culturelle, son envergure, la visibilité régionale, les retombées économiques comme touristiques, la Région est le partenaire public principal du festival avec un soutien exceptionnel.

Localisation géographique :
- ASNIERES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	696 500,00	70,18%
DEPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITE	110 000,00	11,08%
COMMUNICATION	40 000,00	4,03%
COUTS DE STRUCTURE	146 000,00	14,71%
Total	992 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France (acquis)	215 000,00	21,66%
Région Ile-de-France	375 000,00	37,78%
CD 95 (acquis)	215 000,00	21,66%
AUTRES FINANCEMENTS	50 000,00	5,04%
RECETTES PROPRES	137 500,00	13,85%
Total	992 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049658 - Aide aux festivals - LA LOGE CDC PRODUCTIONS - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	85 064,00 € HT	17,63 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LOGE CDC PRODUCTIONS
Adresse administrative : 81 RUE SAINT MAUR
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ALICE VIVIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
FRAGMENT(S) est un festival de théâtre dédié à la jeune création qui permet aux compagnies de dévoiler une première étape d'une création à venir . Il se déploie sur le territoire national en deux temps : un temps à l'automne en Île-de-France et un temps dans d'autres régions, afin de permettre une visibilité professionnelle interrégionale aux artistes.
Fondé en 2013 par la Loge (qui animait un théâtre de poche à Paris 11ème dédié à l'émergence), Mains d'Oeuvres à Saint-Ouen et le Théâtre de Vanves, il est maintenant uniquement organisé par La Loge et s'est affirmé au fil des éditions comme un lieu majeur de repérage et d'accompagnement de l'émergence artistique. Grâce au parrainage des lieux partenaires et au soutien des structures institutionnelles, il offre un un accompagnement artistique mais aussi un accompagnement à la professionnalisation et à la pérennisation des jeunes équipes. Le festival reçoit le soutien de la Ville de Paris, de la DRAC ainsi que de l'Onda, Artcena et la SACD, et de façon nouvelle en 2019, La Collaborative et L'Institut Français . Le festival attire presque 900 spectacteurs dont 147 professionnels.

En 2019, il a réuni 6 lieux partenaires franciliens et 6 lieux partenaires en régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Normandie et Grand Est.

Chaque lieu partenaire a parrainé une compagnie de sa région afin de lui faire bénéficier de l'accompagnement mis en place par le festival. Chacun des lieux franciliens a accueilli 2 soirées de programmation du festival et proposé aux 2 compagnies programmées un temps de résidence et de montage dans son théâtre. Le nombre moyen de spectateurs par représentation est en hausse de 13% et le nombre moyen de professionnels est en hausse de 36,33% par rapport à l'édition 2018.

En 2020, FRAGMENTS s'élargira à 16 lieux partenaires, 8 lieux franciliens et 8 lieux de régions. FRAGMENTS permettra donc à 16 compagnies de bénéficier de l'accompagnement et du soutien du festival, pour des programmations mais également des temps de mises à disposition pour des répétitions, des temps de formations et de structuration.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	71 465,00	71,42%
Dépenses techniques, logistiques, sécurité	3 300,00	3,30%
Communication	6 187,00	6,18%
Part des coûts de structure	19 112,00	19,10%
Total	100 064,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide festivals	30 000,00	29,98%
Ville de Paris (sollicité)	10 000,00	9,99%
Artcena, La Collaborative (sollicité)	5 500,00	5,50%
Aide service civique (acquis)	600,00	0,60%
Recettes propres	53 964,00	53,93%
Total	100 064,00	100,00%

DOSSIER N° EX049661 - Aide aux festivals - FESTIVAL BAROQUE DE PONTOISE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	276 560,00 € HT	12,66 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FESTIVAL BAROQUE DE PONTOISE
Adresse administrative	:	2 RUE DES PATIS 95520 PONTOISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JEAN KIRCHHOFFER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Créé en 1986, le Festival de musique baroque de Pontoise s'est imposé comme une manifestation phare dans le répertoire artistique des XVIIe et XVIIIe siècles à l'échelle régionale comme à l'échelle nationale. Il propose une programmation pluridisciplinaire de haut niveau en musique, danse, théâtre, ouverte au plus grand nombre (4 688 spectateurs en 2018), en particulier au public jeune. Le festival se déroule principalement à Pontoise et Cergy ainsi que dans d'autres villes (Saint-Ouen l'Aumône, Jouy-le-Moutier, Ennery…), soit une quinzaine de lieux partenaires. Le festival accueille des résidences, des artistes émergents et confirmés et coproduit des créations. La sensibilisation des publics est un volet important du festival qui intervient auprès des scolaires (dont les lycées de l'Hautil à Jouy-le-Moutier et Camille Claudel à Vauréal), détenus de la maison d'arrêt du Val d'Oise (à Osny) ou patients d'hôpitaux : ateliers de pratiques, répétitions publiques, représentations scolaires, soit 1 244 participants. La manifestation est soutenue par la Ville de Pontoise, le Département du Val d'Oise, la DRAC et la Région.
En juin 2018, Pascal Bertin est devenu le nouveau directeur artistique du festival.
L'édition 20-21 propose une programmation qui se developpe en nombre (24 concerts dans les 2 phases du festival septembre-octobre puis jusqu'à juin) et en diversité d'esthétiques. Les partenriats développer

par la nouvelle direction depuis la saison dernière se pérénise. Une partie de la programmation se fait dans le Vexin en itinérance grâce à l'opérabus. De nouvelles actions culturelles sont prévues notamment avec des lycéens.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	132 890,00	47,20%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	30 000,00	10,65%
ACTION CULTURELLE	15 170,00	5,39%
COMMUNICATION	47 200,00	16,76%
COÛTS DE STRUCTURE	56 300,00	20,00%
Total	281 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Aide festival manifestations	40 000,00	14,21%
Drac Île-de-France (sollicité)	40 315,00	14,32%
CD 95 (sollicité)	50 000,00	17,76%
Ville de Pontoise (sollicité)	36 000,00	12,79%
EPCI : CERGY-PONTOISE (sollicité)	47 045,00	16,71%
SOCIÉTÉS CIVILES	8 000,00	2,84%
PARTENAIRES PRIVÉS	4 500,00	1,60%
RECETTES PROPRES	55 700,00	19,78%
Total	281 560,00	100,00%

DOSSIER N° EX049694 - Aide aux festivals - COMMUNE DE MENNECY - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	127 480,00 € TTC	13,34 %	17 000,00 €
	Montant total de la subvention		17 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Créé en 2012 par la commune de Mennecy, le Mennecy Metal Fest est un festival dédié aux musiques métal, esthétique musicale peu représenté en Ile-de-France. Il se déroule depuis 2017 sur deux jours sur un week-end en septembre dans l'espace culturel Jean-Jacques Robert qui dispose d'une salle de spectacle de 700 personnes. Il programme des groupes confirmés et émergents et s'attache à présenter les divers courants de cette musique métal, en partant du Hard rock ""traditionnel"" au Hardcore en passant par le Métal. Le festival s'appuye sur un partenariat avec l'association Muisc'o Eye pour la programmation, l'organisation et le relais communication. Depuis l'édition 2019, un scène ouverte extérieure est mise à disposition pour la diffusion de groupes locaux émergents.L'édition 2020 accueillera une vingtaine de concerts.

Bilan 2019 : 1311 spectateurs, 21 artistes, 10 concerts.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	78 750,00	56,06%
Dépenses techniques et logistiques	56 500,00	40,22%
Communication	1 730,00	1,23%
Coûts de structure	3 500,00	2,49%
Total	140 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	21,36%
CD 91 sollicité	17 750,00	12,64%
Ville de Mennecy acquis	50 730,00	36,11%
Recettes propres	42 000,00	29,90%
Total	140 480,00	100,00%

DOSSIER N° EX049703 - Aide aux festivals - AU SUD DU NORD - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	70 000,00 € HT	18,57 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AU SUD DU NORD
Adresse administrative : 8 RUE DES VALLEES
91590 BOISSY-LE-CUTTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNICK BOURON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Au Sud du Nord a été créé en 1996 en Essonne et était jusqu'en 2016 itinérant sur 15 villes ; Depuis 2017, il se déroule sur une seule ville en milieu rural : Cerny. Festival de musique à dominante jazz dont la direction artistrique est assurée par le musicien Philippe Laccarière, fondateur de l'association, Au sud du Nord s'ouvre également à la peinture, au texte, à la danse ou encore à la sculpture. En parallèle de la programmation, des actions de sensibilisation sont organisées et un partenariat avec le Lycée professionnel de Cerny s'est développé. Des conférences, masterclass, expositions, restitution d'ateliers amateurs ponctuent également le Festival. Le festival pratique une politique tarifaire accessible, avec des places de concert à 10 euros.
L'édition 2020 se déroulera du 30 septembre au 4 octobre 2020 à Cerny avec 17 concerts prévus. Cette année, Au Sud du Nord propose de faire se rencontrer musique actuelle et cinéma, musique et théâtre, jazz et littérature et de rendre hommage à certains chanteurs dont Claude Nougaro, Franck Zappa ou Joni Mitchell. Le festival investi cette année un nouveau lieu appelé Théâtre Mobile (300 places), un théâtre chapiteau installé à Cerny depuis un an autour duquel sera crée un village d'artistes pour des artistes plasticiens locaux. Les élèves du Lycée Cerni participeront au Ciné Concert de Denis Colin Quartet : ""La cabinet du docteur Caligari"" de Robert Wiene.

Bilan 2019 : 2780 spectateurs, 16 artistes, 16 concerts.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire

Localisation géographique :
- CERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	35 000,00	50,00%
Dépenses techniques et logistiques	16 500,00	23,57%
Communication	6 000,00	8,57%
Coûts de structure	12 500,00	17,86%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	13 000,00	18,57%
CD 91 sollicité	30 000,00	42,86%
Ville de Cerny acquis	2 000,00	2,86%
Fonjep sollicité	3 500,00	5,00%
Spedidam	12 000,00	17,14%
Recettes propres	9 500,00	13,57%
Total	70 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20009459 - Aide aux festivals - LA FETE A ST CLOUD 2020 - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	200 500,00 € HT	69,83 %	140 000,00 €
	Montant total de la subvention		140 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DU QUATUOR MODIGLIANI
Adresse administrative : 5 RUE DE BRUXELLES
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JULIEN KIEFFER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Sous la direction artistique du Quatuor Modigliani et du pianiste David Fray, après la période de confinement imposée par la crise sanitaire Covid-19, le festival est placé sous le signe de la renaissance artistique. Sur quatre week-end de Juillet 2020, dans le Domaine National de Saint-Cloud, ce sont 24 concerts de musique de chambre (piano et cordes) qui seront proposés gratuitement, en plein air et dans le respect des recommandations sanitaires.
Le festival se déroulera du 10 juillet au 2 aout à raison de 6 concerts par week-end avec une jauge maximum de 150 spectateurs par concerts. Sur 24 concerts, 8 concernent des artistes émergents.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure

déduction faite du différentiel de financement régional.

Au regard du caractère exceptionnel du festival sur sa dimension artistique et culturelle, son envergure, la visibilité régionale, la Région est le partenaire public principal du festival avec un soutien exceptionnel.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	135 138,00	67,40%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	35 371,00	17,64%
COMMUNICATION	11 829,00	5,90%
COÛTS DE STRUCTURE	18 162,00	9,06%
Total	200 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	140 000,00	69,83%
État - DRAC Ile de France (sollicité)	30 000,00	14,96%
CD 92 (sollicité)	15 000,00	7,48%
Ville de Saint-Cloud (sollicité)	5 000,00	2,49%
ASP - Fonpeps petites jauges (sollicité)	3 500,00	1,75%
AUTRES FINANCEMENTS	5 000,00	2,49%
RECETTES PROPRES	2 000,00	1,00%
Total	200 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX048740 - Aide à la résidence territoriale - MOUVMATIK - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	16 500,00 € HT	30,30 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOUVMATIK
Adresse administrative : 10 PLACE DU NAUTILUS
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MOUVMATIK GRELET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Ce projet se réalise en partenariat avec le centre social Les Louvrais de Pontoise avec qui la compagnie collabore pour la première fois dans la volonté d'associer les habitants des quartiers populaires et prioritaires à sa réflexion sur notre rapport au numérique et aux datas. La directrice du centre social s'est montrée enthousiaste et volontaire pour en co-construire les modalités en lien avec ses publics : jeunes, adultes, parents, seniors… soit un public intergénérationnel ayant un rapport très inégal aux nouvelles technologies (indifférence, rejet, appréhension, addiction…) et à la danse. Ainsi, seront invités à participer à l'aventure : 25 danseurs amateurs (13-25 ans), 30 jeunes (10-16 ans) et 20 adultes et seniors (25-65 ans) tous usagers du Centre Social Les Louvrais (groupe parentalité, informatique, Café des Envies...). Cette initiative est complémentaire de celle menée avec la scène nationale de Cergy Points communs dans le cadre de la création "Insight Data" aidée par la Région. Ce lien avec le centre social des Louvrais est à la seule initiative de la compagnie Mouvmatik.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- CERGY
- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Actions artistiques	14 356,00	87,01%
Coûts de structure dans la limite de 20%	2 144,00	12,99%
Total	16 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France - culture et lien social (acquis))	8 000,00	48,48%
CGET (acquis)	3 500,00	21,21%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 000,00	30,30%
Total	16 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049626 - Aide à la résidence territoriale - LA FINE COMPAGNIE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	47 000,00 € TTC	21,28 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FINE COMPAGNIE
Adresse administrative : 77 RUE DES CIT S
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIANNE CABARET-ROSSI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
En investissant régulièrement l'Espace Renaudie et ses alentours, la Fine Compagnie associera le public à ses processus de création et proposera différents temps d'échanges culturels (en salle et hors-les-murs). Du spectacle de rue tout public à la forme jeune public donnée en salle et en crèche en passant par le « média poétique » que les adolescent.e.s s'approprient volontiers, trois propositions artistiques se déploieront sur le territoire albertivillarien."A priori" clame la publicité d'un marchand d'écrans dans une forme de rue qui mêlera poésie, danse, musique, jeux théâtraux et marionnettiques. : travail dans les cités avec les jeunes et les structures relais. "Mazette !" est un média de quartier poétique. Il offre aux habitant.e.s de s'exprimer et de construire leur propre discours médiatique à travers de nombreuses disciplines. Les restitutions sont l'occasion de temps festifs et spectaculaires."L'éClOsion" est une proposition de danse contemporaine et aérienne, musique et chant en direct, clown et mime pour les tout-petits qui met en scène comme il fait bon être ensemble, pour grandir, s'élever et devenir.
Chaque projet s'adresse à des publics différents et se mène en partenariat avec plusieurs structures relais de la ville. Pour tous ces projets, des temps de présentation de spectacle en salle à l'Espace Renaudie seront proposés afin de familiariser les participants avec la fréquentation de cet espace cuturel. La subvention régionale sera fléchée sur la mise en place de 152 heures d'actions culturelles ainsi que sur un parcours du spectateur qui permettra aux habitant.e.s de suivre des étapes de création sur 35 heures. L'équipe artistique sera présente pendant 5 semaines dans les murs de l'Espace Renaudie + 28 jours perlés en hors-les-murs avec les partenaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	13 265,00	25,51%
Dépenses techniques	7 905,00	15,20%
Actions artistiques	20 468,00	39,36%
Communication	3 000,00	5,77%
Coûts de structure dans la limite de 20%	7 362,00	14,16%
Total	52 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CGET 93 (acquis)	3 000,00	5,77%
Drac Île-de-France (sollicité)	8 000,00	15,38%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	28,85%
CD 93 (sollicité)	6 000,00	11,54%
Commune d'Aubervilliers (acquis)	1 300,00	2,50%
OPH Aubervilliers (acquis)	3 000,00	5,77%
Recettes propres	13 700,00	26,35%
Aide à l'emploi (sollicité)	2 000,00	3,85%
Total	52 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049627 - Aide à la résidence territoriale - GÉÂMÉTRIE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	32 000,00 € TTC	40,63 %	13 000,00 €
		Montant total de la subvention	13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GEAMETRIE
Adresse administrative : 45 RUE CHAMPIONNET
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ROSELYNE BIAOU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Objectifs de la résidence : Sensibiliser à l'art chorégraphique par la pratique, sensibiliser aux questions et représentations des genres masculin/féminin, questionner la place des femmes dans le hip hop et dans la société / notion d'empowerment, encourager la rencontre via la mixité des publics (hommes/femmes, culturelle et intergénérationnelle) et renforcer la collaboration entre les structures culturelles et socioculturelles d'un même territoire. Dans le cadre de cette résidence territoriale de création/diffusion/médiation sur Cergy-Pontoise, Nawel Bounar souhaite inviter les publics à mener une réflexion sur les différences de sensibilités à priori associées aux genres masculins/féminins. Immergés dans l'univers artistique de la compagnie, les participants seront amenés à se questionner / positionner sur le thème de la féminité/masculinité, en explorant les comportements et ressentis propres au genre construits et induits par notre société… pour in fine cheminer vers l'idée que ces codes sont plus communs et partagés qu'on ne le pense. Cette action se déploie autour du projet de création "F.A.C.E.S" qui prône le retour à soi, à la recherche d'une féminité authentique. Sur scène, 5 femmes, 5 visages, 5 physiques singuliers … Ce projet sera créé à Visages du Monde en octobre 2020
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	31 481,00	82,84%
Dépenses techniques	2 221,00	5,84%
Communication	1 518,00	3,99%
Coûts de structure dans la limite de 20%	2 780,00	7,32%
Total	38 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	19 000,00	50,00%
Ville de Cergy via Visages du Monde (sollicité)	13 000,00	34,21%
Agglomération de Cergy (sollicité)	6 000,00	15,79%
Total	38 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049628 - Aide à la résidence territoriale - ATELIER 21 - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	16 100,00 € TTC	31,06 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIER 21
Adresse administrative : 100 RUE DE CHARENTON
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur C DRIC CARLES, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Pendant 5 semaines à partir de juin 2020, l'artiste musicien Merle sera en résidence dans la friche de la Station E située à Paris 13ème formée de conteneurs auto-suffisants (dirigée par Atelier 21 dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire), afin de créer des contenus musicaux et d'animer des ateliers et concerts pour mettre en place une sensibilisation aux enjeux énergétiques à travers des actions de création, l'ambition de l'Atelier 21 étant de créer un musée des énergies renouvelables.Adaptation crise sanitaire : La résidence commencera bien en Juin, pour pouvoir commencer à diffuser des éléments en ligne pendant l'été, en vue d'une restitution en Septembre devant le public. Plusieurs bénévoles et participants potentiels prêts à travailler en ligne avec l'artiste sur des logiciels open-source ont été identifiés, sous la forme d'un webinaire/atelier participatif et créatif.L'artiste présentera ses créations lors d'événements du musée des énergies renouvelables sous forme de podcasts consultables sur smartphone et également sur la frise paléo-énergétique de la Station-E, espace d'animation et de sensibilisation de l'association calqué sur un autre espace créé à Montreuil. Il créera également une musique de films et animera des ateliers participatifs.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	5 250,00	23,76%
Dépenses techniques	3 450,00	15,61%
Actions artistiques	7 900,00	35,75%
Communication	1 900,00	8,60%
Coûts de structure dans la limite de 20%	3 600,00	16,29%
Total	22 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	11 000,00	49,77%
Sociétés civiles	2 600,00	11,76%
Plateau urbain (acquis)	5 500,00	24,89%
Recettes propres	3 000,00	13,57%
Total	22 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049629 - Aide à la résidence territoriale - ORCHESTRE DE SPECTACLE DU NOUVEAU THEATRE DE MONTREUIL - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	40 000,00 € TTC	25,00 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORCHESTRE DE SPECTACLE DU NOUVEAU THEATRE DE MONTREUIL
Adresse administrative : 10 PLACE JEAN JAUR S
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANTONIN DELOM, Chargé de mission

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Dans le cadre des JOP 2024, le Nouveau théâtre de Montreuil propose d'accueillir l'Orchestre de spectacle afin de créer sur plusieurs années un orchestre amateur à grande échelle, qui aura pour vocation de réinventer les hymnes nationaux réorchestrés à cette occasion par des compositeurs de renom. Grâce à l'entremise du Théâtre avec des partenaires du territoire francilien, les rangs de l'Orchestre s'élargiront sur les quatre années précédant 2024, en proposant des sessions d'ateliers à des structures de pratiques artistiques différentes à chaque fois : conservatoires, maîtrises, associations musicales dédiées à la professionnalisation, etc. L'objectif est de constituer un orchestre composé de 100 à 150 musiciens en 2024. Pour cette première année, la réalisation du répertoire va s'amorcer avec un temps de travail à la MPAA à Paris et avec les conservatoires d'Est ensemble pour une réalisation de 4 hymnes entre juin 2020 et juin 2021. L'année suivante ce sont les musiciens de Seine et Marne qui seront invités à rejoindre l'orchestre. 2x3 jours d'ateliers par session (et donc par partenaire) : ateliers d'interprétation musicale, 3 jours de répétitions : répétitions musicales, mise en espace dans un cadre professionnel (mise en scène, technique, etc.) et 1 jour de concert dans des conditions de représentations professionnelles
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	35 723,00	71,45%
Dépenses techniques	5 373,00	10,75%
Communication	2 000,00	4,00%
Coûts de structure dans la limite de 20%	6 904,00	13,81%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	40,00%
CD 93 (sollicité)	8 000,00	16,00%
Sociétés civiles (sollicité)	14 000,00	28,00%
Recettes propres	6 000,00	12,00%
DGCA - fonds encouragement pratiques amateur (sollicité)	2 000,00	4,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX050273 - Aide à la résidence territoriale - COMMUNE DE LIEUSAINT - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	60 000,00 € TTC	50,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIEUSAINT
Adresse administrative : 50 RUE DE PARIS
77567 LIEUSAINT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le projet s'axera sur trois points artistiques forts : Le premier en direction du public jeune et adolescent : création du deuxième volet de la saga écologique de Cécile Maquet : «Conquête des neiges». La compagnie étant implantée dans l'éco quartier de Lieusaint, la thématique de cette saga prend tout son sens. Actions de sensibilisation autour de plusieurs domaines : arts plastiques, musique, jeu, danse. Représentations finales en avril à la Marge de Lieusaint. Le deuxième en direction du public adolescent et adulte : mise en chantier d'écriture d'une petite forme prévue par la compagnie pour la saison 21/22 autour de la thématique du travail. Travail avec les services jeunesse et sociaux de la ville pour la récolte de témoignages. Le troisième en direction du public adolescent et adulte, amateurs de théâtre : réalisation d'un spectacle créé à partir des improvisations réalisées par les participants au labo théâtre. Ce labo existe depuis l'arrivée du Théâtre de la Mezzanine à Lieusaint et symbolise une partie de l'histoire d'une ville nouvelle en construction. Il pourra inviter une association artistique de la ville de Lieusaint à se joindre à lui pour répondre au désir d'ouverture du maire sur les associations de sa commune. Ce projet intègre également la présentation du spectacle de la classe théâtre de seconde du lycée de la Mare Carrée qui est avec le temps, devenue un moment de rencontre phare des adolescents de Lieusaint et de Moissy-Cramayel.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- LIEUSAINT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	28 775,00	47,96%
Actions artistiques	31 225,00	52,04%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	50,00%
Ville de Lieusaint (acquis)	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX050274 - Aide à la résidence territoriale - EPT VALLÉE SUD GRAND PARIS / THÉÂTRE VICTOR HUGO - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	37 500,00 € HT	26,67 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPT VALLEE SUD GRAND PARIS / THEATRE VICTOR HUGO
Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE 92260 FONTENAY-AUX-ROSES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Didier BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La résidence s'articule autour du projet du collectif 2222 "Pourquoi les vieux qui n'ont rien à faire traversent-ils au feu rouge ?". Ce spectacle sera créé dans sa forme rue pendant le festival des Vendanges, dans sa forme itinérante pendant les balades en Pays de Bagneux et sa version scénique sera présentée en juin 2021 au Théâtre Victor Hugo dans le cadre de la semaine des Arts du Geste, à l'occasion de l'arrivée du métro. La compagnie va donc mener des ateliers parents-enfants pendant la fête des vendanges en septembre, organiser des rencontres intergénérationnelles entre le collège et des structures pour personnes âgées de la ville tout au long de l'année scolaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	15 156,00	40,42%
Dépenses techniques	5 084,00	13,56%
Communication	1 000,00	2,67%
Coûts de structure dans la limite de 20%	3 500,00	9,33%
Actions artistiques	12 760,00	34,03%
Total	37 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	10 000,00	26,67%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	26,67%
Recettes propres	17 500,00	46,67%
Total	37 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX050336 - Aide à la résidence territoriale - INFLUENSCENES - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	99 260,00 € HT	20,15 %	20 000,00 €
		Montant total de la subvention	20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INFLUENSCENES
Adresse administrative : 17 RUE ANDRE LAURENT
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC PALIES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Avec le théâtre Coluche de Plaisir (78) et autour du projet de recréation du spectacle "Vienne 1913", la compagnie propose de mettre en place un travail sur l'oralité au lycée Jean Vilar et aux collèges Blaise Pascal et Guillaume Appollinaire. Les élèves seront invités à des répétitions ouvertes et à voir le spectacle. Des comités de lecture de textes de théâtre seront mis en place avec les spectateurs du théâtre et la médiathèque. la compagnie sera également accueillie en résidence de création et en diffusion.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- PLAISIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	52 500,00	48,05%
Dépenses techniques	24 100,00	22,06%
Communication	13 000,00	11,90%
Coûts de structure dans la limite de 20%	19 660,00	17,99%
Total	109 260,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	9 000,00	8,24%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	27,46%
Ville de Fontenay-sous-Bois (sollicitée)	3 000,00	2,75%
CD 94 (sollicitée)	10 000,00	9,15%
Autres financements (préciser)	57 260,00	52,41%
Total	109 260,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX048906 - Aide à la création en fonctionnement - ASSOCIATION K - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	19 000,00 € TTC	42,11 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : K ASSOCIATION
Adresse administrative : 36 RUE DE LA FRATERNIT
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GILLES LE TIRANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Ancrés sur le territoire quils cultivent avec les spect'acteurs, Karim Sebbar et ses complices inventent depuis les années 2000 des spectacles vivants indisciplinaires à la fois dans et hors les murs. Les créations souvent participatives sont pluridisciplinaires. Karim sebbar développe à Champigny sur Marne "Itinérance des points de vue", un projet initié par la DRAC. Il est également en résidence artistique sur la communauté de Communes des 2 Morin avec Act'art 77.
Le projet : Dispositif immersif, théâtre de poche en caravane, le projet ""Paysage intérieur"" est né à la suite de pusieurs résidences dans les quartiers populaires ainsi qu'en milieu rural pour transporter des propositions culturelles et des créations sur tout les territoires. Poème visuel, la série"" Paysage Intérieur"" est un voyage dans l'univers, de la création du monde à l'apparition de l'homme en passant par l'origine du langage, les évolutions du corps et la logique du sens.
Ecce homo (Voici l'homme) sera le second épisode de cette série. Entre magie et illusion, science et technique, ce spectacle tout public mêle images réelles et virtuelles. 6 représentations auront lieu dans le cadre d'une tournée dans le vexin durant le FTVO ainsi que 6 autres à Champigny Sur Marne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE
- EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	16 150,00	76,90%
Dépenses techniques	2 700,00	12,86%
Communication	750,00	3,57%
Coûts de structure	1 400,00	6,67%
Total	21 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	47,62%
CD 77 acquis	5 000,00	23,81%
Recettes propres	6 000,00	28,57%
Total	21 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048907 - Aide à la création en fonctionnement - CICT THEATRE DES BOUFFES DU NORD - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	744 095,00 € HT	5,38 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CICT THEATRE DES BOUFFES DU NORD
Adresse administrative : 37 BIS BD DE LA CHAPELLE
75010 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur OLIVIER POUBELLE, GERANT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Projet lyrique de grand format (26 personnes en tournée, 36 dates prévues en IDF dont 21 aux Bouffes du nord, 35 représentations hors IDF) déposé par les Bouffes du Nord.
Après Le Tartuffe et Le Misanthrope, Michel Fau revient une nouvelle fois à Molière pour s'emparer de cette comédie grinçante qu'est George Dandin et de son rôle-titre avec le génie baroque, la poésie et le sens de l'excès qu'on lui connaît. Gaetan Jarry assure la direction musicale, à la tête du prometteur ensemble Marguerite Louise.
Cette comédie de moeurs tragique, cette critique sociale farces que fait place à l'amour lors dintermèdes pastoraux élégants dont la musique est signée du grand Lully. Bergères et bergers échangent alors des mots galants, contrepoint ironique à linfortune amoureuse du pauvre Dandin.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	351 942,00	46,06%
CHARGES TECHNIQUES	262 531,00	34,36%
COMMUNICATION	5 000,00	0,65%
COÛTS DE STRUCTURE	144 622,00	18,93%
Total	764 095,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC idf (sollicité)	20 000,00	2,62%
Région Île-de-France	60 000,00	7,85%
AUTRES FINANCEMENTS	34 020,00	4,45%
RECETTES PROPRES	650 075,00	85,08%
Total	764 095,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

DOSSIER N° 20008559 - Aide à la création en fonctionnement - MAISON POPULAIRE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	73 211,00 € HT	6,83 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON POPULAIRE CULTURE & LOISIRS
Adresse administrative : 9B RUE DOMBASLE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benoit ARTAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
"Des comètes, another place"" de Laure Brisa est pensé comme un concert augmenté, comme un spectacle. La présence au plateau, le rapport aux spectateurs, les liens entre les morceaux, feront partie intégrante de l'écriture. La perspective de diffusion ira autant vers les plateaux de théâtre que les scènes de musiques actuelles ou les lieux atypiques.
Sur la scène seront présents une harpe classique, de nombreux micros, des machines, un piano électronique, un séquenceur, une grosse caisse, beaucoup de pédales d'effets et de loops, et une pléiade d'objets.
Les textes sont pour la plupart ceux de Laure Brisa mais également de W.B Yeats, Shakespeare, Philippe Jaccottet...
La recherche de Laure Brisa se situe comme aux frontières du théâtre (dans le sens art de la représentation) et du concert.
10 jours de résidences sont envisagés, 5 représentations sont prévues dont une tournée régionale via le MAAD93.
Laure Brisa était une artiste accompagnée par Arcadi. Par ailleurs, elle crée et joue les musiques des spectacles de Yoann Bourgeois.

Cette demande est portée par la Maison Populaire de Montreuil. Fondé en 1966, c'est un lieu emblématique de la ville et exemplaire des structures forgées sur des valeurs d'éducation populaire. Cette maison des pratiques amateurs a accompagné des générations de Montreuilloiss et habitants de la proximité en Seine-Saint-Denis et à Paris.
Aujourd'hui la Maison populaire connaît un renouvellement de sa direction. Elle s'affirme comme sphère des pratiques culturelles plurielles à l'adresse de tous les publics. Atypique dans le paysage de l'art contemporain français, la Maison populaire compte parmi les Centres d'Art de création les plus actifs en Île-de-France. Le nouveau projet de direction s'oriente vers les musiques, en diffusion et résidences, puisqu'elle dispose d'une salle équipée. Elle est soutenue par l'État, la Région, le Département et la Ville de Montreuil.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	34 750,00	44,43%
Dépenses techniques	20 020,00	25,60%
Communication	8 500,00	10,87%
Part des coûts de structure	14 941,00	19,10%
Total	78 211,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à la création	10 000,00	12,79%
DRAC Île-de-France (sollicité)	10 000,00	12,79%
Département 93 (acquis)	10 000,00	12,79%
Adami, Spedidam	7 000,00	8,95%
FONPEPS (acquis)	2 000,00	2,56%
Recettes propres	39 211,00	50,13%
Total	78 211,00	100,00%

DOSSIER N° EX048834 - Aide à la création en investissement - CIRQUE ICI - CP 1er juillet 2020

Dispositif : Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant (n° 00001012)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant	549 918,00 € HT	9,09 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIRQUE ICI
Adresse administrative : 26 RUE PETRELLE
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DOMINIQUE RENOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Johann Le Guillerm, issu de la première promotion du Centre National des Arts du Cirque de Châlons-en-Champagne (1989), crée en 1994 sa compagnie Cirque Ici. En 2001, il s'engage entièrement dans « Attraction » , vaste projet de recherche qui se matérialise dans des formes variées : objets, sculptures, spectacles, performances... (Secret, temps 1 et 2, Le pas Grand chose, Encatation...). Depuis 2011, il est en résidence de recherche et d'expérimentation au Jardin d'Agronomie Tropicale de la ville de Paris. La compagnie mène en parallèle un important travail de médiation. Cirque Ici est aidé au titre d'un conventionnement CERNI par la Drac depuis 2019 et par la Région Ile-de-France au titre de la Permance artistique et culturelle.
Le projet : Après Secret temps 1 en 2003 et Secret temps 2 en 2012, Terces est la 3e mouture issue de la recherche Attraction. Terces anacycle de secret ou la conjugaison du verbe tercer qui signifie labourer pour la 3e fois. Dans ce nouvel opus, des figures familières formant les strates d'une mémoire, comme un paysage à priori familier, mais confronté à de nouvelles perturbations qui en permettent une nouvelle lecture.s. Pour ce projet, Johann le Guillerm est entouré de 6 collaborateurs (10 personnes en tournée) : un créateur lumières, un créateur musique, un costumier et 3 constructeurs.
Terces sera crée en novembre 2020 sous le chapiteau du cirque Théâtre d'Elbeuf avec 6 personnes au plateau. Il sera ensuite joué nn Ile-de-France, sous le chapiteau de la compagnie pour 5 représentations

au Théâtre de Sénart et 10 représentations dans le cadre du festival Paris l'été.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS
- LIEUSAINT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	164 165,00	28,81%
Dépenses techniques et logistiques	337 175,00	59,16%
Communication	38 428,00	6,74%
Coûts de structure	30 150,00	5,29%
Total	569 918,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	70 000,00	12,28%
DGCA sollicité	60 000,00	10,53%
Drac Ile-de-France acquis	44 000,00	7,72%
Autres produits (frais de résidence)	50 918,00	8,93%
Recettes propres	345 000,00	60,54%
Total	569 918,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX048085 - Aide à la diffusion spécifique Parcours d'accompagnement ARCADI IDF - HUIT HEURES CINQ - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France (n° 00001159)
Délibération Cadre : CP2019-234 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France	3 093,00 € TTC	48,50 %	1 500,00 €
	Montant total de la subvention		1 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUIT HEURES CINQ
Adresse administrative : 50 RUE RAMBUTEAU
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHARLES QUIEVREUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Auteur compositeur interprète, Loane avait été repérée en 2008 et avait bénéficié d'une reconnaissance professionnelle et du public, qui l'avait amenée à réaliser des duos avec des artistes comme Lenny Kravitz, Christophe… Après avoir quitté son tourneur Astérios, elle s'est lancée dans l'indépendance, et a réalisé son troisième album en 2019. Seule en scène entourée de ses claviers, elle accueille son double virtuel, Alone,
Les chansons électroniques du troisième album de Loane Alone racontent les voyages intérieurs d'une artiste ayant trouvé l'inspiration entre Paris, New York et Chicago.

Cette demande porte sur 6 représentations dont plusieurs show-cases dans des lieux parisiens dans le but de continuer à promouvoir l'album, paru sur son label indépendant, et de faire connaître le spectacle autant aux professionnels qu'à un nouveau public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	2 936,00	92,15%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	250,00	7,85%
Total	3 186,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide diffusion spécifique post Arcadi	1 593,00	50,00%
Recettes propres	1 593,00	50,00%
Total	3 186,00	100,00%

DOSSIER N° EX048851 - Aide à la diffusion spécifique Parcours d'accompagnement ARCADI IDF - 3 P'TIT TOUR - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France (n° 00001159)
Délibération Cadre : CP2019-234 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France	3 850,00 € HT	44,16 %	1 700,00 €
	Montant total de la subvention		1 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 3 P'TIT TOUR
Adresse administrative : 10 RUE JEAN GUY
35000 RENNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur YANN HAMON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Brisa Roché est une artiste américaine installée en France depuis une dizaine d'années. Auteur de 5 albums, elle est chanteuse, auteur et compositrice.
Découverte dans le circuit du jazz, elle s'est peu à peu orientée vers la pop. Ses disques ont reçu un très bon accueil critique.
Mai 2018 marque la sortie d'un nouvel album "Father" aux sonorités folk et minimalistes, produit par John Parish (PJ Harvey).
Fort de ce nouveau répertoire, la formation se présente sous la forme dun trio comprenant Brisa Roché au chant et à la guitare, Jeff Hallam à la contrebasse, et Benoît Perraudeau à la batterie.
Cette demande porte sur deux représentations qui permettraient de relancer la dynamique de groupe et de et rendre à nouveau le projet visible après plusieurs mois sans représentations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	1 960,00	50,10%
Dépenses techniques, logistiques, sécurité	1 876,00	47,96%
Communication	50,00	1,28%
Part des coûts de structure	26,00	0,66%
Total	3 912,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide diffusion spécifique post Arcadi	1 762,00	45,04%
Recettes propres	2 150,00	54,96%
Total	3 912,00	100,00%

DOSSIER N° EX048819 - Aide à l'accompagnement de projets artistiques - LA PENICHE OPERA - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001180)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant	24 750,00 € HT	40,40 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA PENICHE OPERA
Adresse administrative	:	46 QU DE LA LOIRE 75019 PARIS 19
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur STEPHANE MALFETTES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La péniche La Pop est, depuis sa naissance au printemps 2016, un incubateur artistique et citoyen qui interroge les relations que les individus, les communautés ou la société entretiennent avec les sons et la musique.
Destinée et réservée aux professionnels du spectacle, la journée de repérage artistique de La Pop a pour but de favoriser la naissance d'une dizaine de spectacles en gestation. Tous ces projets en cours de conception et de production, portés par des équipes artistiques émergentes ou plus identifiées, sont sélectionnés via un appel à candidatures lancé à l'échelle nationale et au sein des pays limitrophes. Les équipes artistiques sélectionnées bénéficient pendant la journée de trente minutes pour exposer leurs projets face à près de soixante-dix professionnels constitués de producteurs, institutionnels et programmateurs. Ces équipes sont conviées à définir leurs besoins prioritaires en termes de partenariats : coproduction, accueil en résidences, accueil en diffusion
En amont et en aval de cette journée de présentation, un accompagnement de plus en plus développé est proposé aux artistes. Deux temps d'1/2 journée, animés par les 3 directeurs des structures associées permettent de cibler les enjeux de chacun et de faire le bilan des présentations. Tout ceci dans le but de

permettre aux artistes de travailler et développer leur réseau.
La journée de présentation prévue initialement le 17 mai a été décalée au 2 octobre 2020
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COMPAGNONNAGE ET VISIBILITÉ	20 877,00	70,77%
COMMUNICATION LIÉE À LA PROMOTION DU PROJET	3 815,00	12,93%
COÛTS DE STRUCTURE	3 878,00	13,15%
DÉPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	930,00	3,15%
Total	29 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	14 750,00	50,00%
Quote-part Drac (acquis)	7 750,00	26,27%
AUTRES FINANCEMENTS	7 000,00	23,73%
Total	29 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048825 - Aide à l'accompagnement de projets artistiques - COLLECTIF 12 - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001180)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant	87 810,00 € HT	45,55 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COLLECTIF 12
Adresse administrative	:	174 BD DU MARECHAL JUIN 78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Edith RAPPOPORT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Collectif 12 / Friche A Malraux est un lieu de création artistique pluridisciplinaire, installé depuis 1998 dans les locaux d'une ancienne miroiterie de Mantes la Jolie, réhabilitée et dotée dune salle de spectacle en 2003. Il propose une quarantaine d'ouverture-public chaque saison, dont une vingtaine de spectacles professionnels. Cette programmation, suivie aujourdhui par un public nombreux et diversifié, est le reflet de l'activité quotidienne du Collectif 12, lieu d'invention, de fabrication et de partage. Les spectacles programmés sont essentiellement issus de résidence de création, les autres propositions, débats, rencontres, festivals, restitutions d'ateliers et de stages, sont déterminées par la relation du Collectif 12 à ses voisins, les habitants de l'agglomération de Mantes. Aujourdhui géré par une équipe administrative de sept personnes, le Collectif 12 réunit une vingtaine d'artistes impliqués régulièrement dans la vie du lieu;

Le projet présenté par le Collectif 12 et ses partenaires travaille sur les deux axes accompagnement/compagnonnage et repérage/visibilité et est centré sur l'accompagnement des compagnies émergentes de théâtre/danse en partant du diagnostic de défaut de structuration administrative de ces équipes qui souffrent notammnt d'isolement, d'une concurrence entre artistes, d'un

manque d'échanges entre pairs, d'un manque de visibilité professionnelle à Paris, d'un manque de coordination et de rationalisation des temps de répétition et de création dans les lieux...etc.
Le projet associe plusieurs partenaires (un bureau de production, un lieu de diffusion à Paris, deux lieux de fabrique et de diffusion en petite couronne) aux missions complémentaires, qui mutualisent leurs moyens et leurs compétences et qui s'adressent à une vingtaine de compagnies émergentes, qui pourront ainsi bénéficier : d'un Pôle Compagnies / Accompagnement au sein du Collectif 12, en partenariat avec un bureau de production (L'oeil écoute, Mara Taboul) et qui propose de la production déléguée, des conseils en production/diffusion ; du partenariat avec l'étoile du Nord (temps de visibilité) et d'un partenariat conjoint avec Gare au Théâtre et Lilas en scène mêlant repérage, résidences coordonnées et temps de visibilité.
Tous les partenaires ont une expertise dans l'accompagnement de l'émergence.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Compagnonnage et visibilité	70 312,00	80,07%
coûts de structure	17 498,00	19,93%
Total	87 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Accompagnement	40 000,00	45,55%
DRAC IDF (acquis)	30 000,00	34,16%
GPS&O (acquis)	9 650,00	10,99%
Fonpeps	6 660,00	7,58%
Recettes propres	1 500,00	1,71%
Total	87 810,00	100,00%

DOSSIER N° EX048826 - Aide à l'accompagnement de projets artistiques - DECOR DE L'ENVERS - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001180)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant	96 323,00 € TTC	20,76 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LE DECOR DE L ENVERS
Adresse administrative	:	104 RUE LEPIC 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CAROLINE GUAINE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Une saison du Mégaphone Tour s'organise autour de 3 journées de formation collective au Studio des Variétés, du coaching par Jean Claude Catala, une tournée de 8 dates par artiste dans plusieurs régions. Chaque représentation réunit 2 artistes de la sélection. De plus, une programmation Itinéraire Bis prolonge la diffusion de ces artistes sur la saison suivante dans des lieux plus importants, hors réseau habituel de ces tournées Mégaphone. Des échanges d'artistes avec le Québec sont maintenant mis en oeuvre.
Nouveautés 2020 :
Tutorat de chacun des 8 artistes par 4 managers
Accompagnement à la communication et communication digitale avec l'EMIC
Accompagnement à la promotion presse avec 2 journalistes
Résidence de 2 jours à La Ferronnerie.
12 intervenants.
3 axes régissent l'accompagnement : le travail scénique, l'accompagnement vers une professionnalisation et un développement de carrière, la mise en réseau et une visibilité auprès des professionnels.

L'accompagnement se déroule sur 2 ans, la seconde année permettant de les connecter à leurs futurs partenaires professionnels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Compagnonnage et visibilité	52 250,00	49,14%
Dépenses techniques et logistiques	18 573,00	17,47%
Communication	3 500,00	3,29%
Part des coûts de structure	32 000,00	30,10%
Total	106 323,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à l'accompagnement	30 000,00	28,22%
Structures partenaires du projet	8 000,00	7,52%
Sociétés civiles	28 000,00	26,33%
Mécénat	20 000,00	18,81%
Recettes propres	20 323,00	19,11%
Total	106 323,00	100,00%

DOSSIER N° EX048828 - Aide à l'accompagnement de projets artistiques - ATELIER DE PARIS CAROLYN CARLSON - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001180)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant	65 000,00 € TTC	38,46 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ATELIER DE PARIS CAROLYN CARLSON
Adresse administrative	:	ROUTE DU CHAMPS DE MANOEUVRES 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MARIE DESCOURTIEUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Installé à la Cartoucherie de Vincennes, l'Atelier de Paris – centre de développement chorégraphique national est dirigé par Anne sauvage. C'est un lieu de 1000 m² dédié à la danse qui propose une saison de spectacles, un festival renommé, June Events, l'accompagnement et l'accueil d'artistes chorégraphiques en résidence, de nombreuses actions avec les publics et un programme de formation continue pour les danseurs professionnels. L'Atelier de Paris développe de nombreux partenariats, au sein de la saison ou via le festival, avec des équipements culturels et associations à Paris, en Seine-Saint-Denis, en Val-de-Marne, en Seine-et-Marne et plus particulièrement en Essonne où il a déposé un plancher mobile au TAG de Grigny afin d'équiper un studio de danse pour y développer des résidences. Il bénéficie du soutien de la DRAC, de la Ville de Paris et de la Région. L'Atelier est soutenu en Pac à hauteur de 75 000 €.
L'accompagnement proposé est pensé en prolongement des résidences et des partenaires essonniens. Il s'adresse à des artistes chorégraphiques à différents moments de leurs parcours et sera gratuit pour ses participants.
Ces partenaires s'associent à la structure Tous Talents Confondus pour proposer à 9 artistes un

accompagnement structurant et réflexif avec une mise en visibilité de leurs projets artistiques.
Cet accompagnement s'inscrira sur une saison, composée de 7 rendez-vous collectifs d'une demi-journée / journée co-construite avec l'Atelier de Paris et les artistes s'étalant de juin 2020 à juin 2021; 3 rdvs individuels de 3H (faisant un état des lieux, un bilan à mi parcours et fin de parcours) soit 72 H et 7 rdvs thématiques collectifs d'une 1 / 2 journée à 1 journée avec les partenaires et l'Atelier de Paris soit 28H (7X4), un total donc d'envrion 100 H. Il sera articulé avec un temps de visibilité qui aura lieu sur une journée à l'Atelier de Paris en décembre 2020. Les créations de ces artistes seront également pour la plupart diffusées par la suite pendant la saison de lAtelier de Paris et/ou celles des structures partenaires du 91.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COMPAGNONNAGE ET VISIBILITÉ	48 000,00	60,00%
DÉPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	6 000,00	7,50%
COMMUNICATION LIÉE À LA PROMOTION DU PROJET	3 000,00	3,75%
COÛTS DE STRUCTURE	23 000,00	28,75%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ïle-de-France (S)	15 000,00	18,75%
Dpt Essonne (S)	12 000,00	15,00%
Ville de Paris (S)	8 000,00	10,00%
Contributions structures partenaires sur le projet	5 000,00	6,25%
Région Île-de-France	40 000,00	50,00%
Total	80 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048830 - Aide à l'accompagnement de projets artistiques - ASSOCIATION CHROMA - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001180)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant	156 471,00 € HT	22,37 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CHROMA
Adresse administrative : IMMEUBLE LE TERMINAL
93130 NOISY-LE-SEC
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANTOINE DE GALZAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Dans des formes qui se sont constamment renouvelées, Zebrock contribue depuis 30 ans à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant, dans le registre des musiques actuelles et de la chanson. De l'encouragement à l'accomplissement de leur pratique musicale en amateur jusqu'à leur inscription dans des logiques professionnalisantes, de nombreux artistes et équipes artistiques se sont emparés des opportunités, outillages et compétences développées par Zebrock. Cette intention s'incarne dans le dispositif Le Grand Zebrock.

6 groupes sont sélectionnés lors d'auditions publiques mais ceux qui ne l'ont pas été peuvent cependant assister aux rencontres professionnelles. Zebrock permet aux artistes de vrais échanges et un partage d'expérience. De plus, les artistes interviennent dans les milieux scolaires. Les auditions publiques, la finale et la programmation à La Fête de l'Huma permettent une importante visibilité aux artistes, ce sont des temps qui rassemblent de nombreux professionnels et du public. La temporalité de l'accompagnement permet la maturation du projet de l'artiste, ses remises en question, et un lien soutenu aux 13 intervenants. L'accompagnement est déterminé après un diagnostic pour chacun des artistes. Il

est particulier et adapté à chacun.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- LA COURNEUVE
- NOISY-LE-SEC
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Compagnonnage et visibilité	62 060,00	38,43%
Dépenses techniques et logistiques	35 488,00	21,98%
Communication	15 588,00	9,65%
Part des coûts de structure	48 335,00	29,93%
Total	161 471,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à l'accompagnement	40 000,00	24,77%
Département 93 (acquis)	88 703,00	54,93%
FONJEP	2 609,00	1,62%
Sociétés civiles (sollicité)	20 000,00	12,39%
Recettes propres	10 159,00	6,29%
Total	161 471,00	100,00%

DOSSIER N° EX048832 - Aide à l'accompagnement de projets artistiques - ASSOCIATION DANSE DENSE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001180)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant	16 200,00 € TTC	49,38 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION DANSE DENSE
Adresse administrative	:	2 RUE SADI CARNOT 93500 PANTIN
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SYLVIE LAVOUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Danse Dense et le bureau Les Indépendances souhaitent co-porter un dispositif, s'appuyant sur les expertises croisées des deux structures, pour permettre de faire émerger et d'accompagner des créateurs talentueux en leur offrant les outils nécessaires à leur rayonnement par des résidences, de la diffusion, de la mise en réseau. De plus, lorsque le/la chorégraphe n'est encore structuré juridiquement, Danse Dense emploie en direct les artistes afin qu'ils puissent mener des ateliers ou diffuser leur pièce.
Des ateliers collectifs et des formations sont ouverts à tous les chorégraphes émergents.
Les formations sont orientées vers l'accompagnement de la définition du projet artistique des jeunes auteurs. Les compagnies accompagnées par Danse Dense bénéficient de rendez-vous individuels. Les objectifs sont posés de manière partagée entre le/la chorégraphe et Danse Dense et engage à une évaluation.
12 heures de compagnonnage avec chorégraphes expérimentés sont prévus.
Pour 2020 :
L'objet de la demande d'accompagnement sera en partie de développer de nouvelles méthodes et approches tant pour les ateliers et formations. De plus, l'enjeu sera de proposer un accompagnement

administratif plus ciblé pour 4 des chorégraphes accompagnés par Danse Dense. L'aide permettrait d'augmenter le nombre d'intervenants, améliorant l'accompagnement individuel mené par Emilie Peluchon.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Compagnonnage et visibilité	11 070,00	68,33%
Communication	305,00	1,88%
Part des coûts de structure	4 825,00	29,78%
Total	16 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à l'accompagnement	8 000,00	49,38%
DRAC Île-de-France (sollicité)	1 000,00	6,17%
Département 93 (acquis)	2 600,00	16,05%
Ville de Pantin (acquis)	2 000,00	12,35%
Mécénat	2 600,00	16,05%
Total	16 200,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049696 - Aide à l'accompagnement de projets artistiques - ACTES IF - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001180)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant	46 515,00 € HT	43,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RESEAU ACTES IF
Adresse administrative	:	221 RUE DE BELLEVILLE 75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ROZENN BIARDEAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Actes if est un réseau de lieux artistiques et culturels intermédiaires et indépendants en Île-de-France. Il fédère 30 structures (32 lieux) issues de la société civile sur la base du volontariat et l'envie de chaque projet de porter plus que leur activité principale mais un modèle de fonctionnement alternatif, innovant et incluant les publics les plus larges. Le réseau est pluridisciplinaire à l'image de nombre de ses adhérents qui favorisent le décloisonnement. Il réunit des projets musique, cirque, arts visuels, théâtre, arts de la rue, cinéma, danse, etc. au service des territoires et des habitants où ils sont implantés.
Le projet : "Sur un plateau" est né d'une initiative du groupe de travail artistique du réseau Actes If pour permettre le repérage de projets accueillis dans les lieux du réseau. Pour cela, les lieux se sont dotés d'outils de repérage et d'identification des différents besoins des équipes par le biais d'une banque de données.
Chaque mois, les programmateurs des lieux se réunissent en groupe de travail et échangent autour des projets soutenus par eux, leur besoin et le choix de ceux pour qui la participation à ces temps de repérages sera bénéfique. Ces temps de visibilité sont l'occasion de temps d'échanges et de rencontres avec de nouveaux partenaires pour les équipes artistiques.Ces plateaux sont organisés autour de

thématiques.
Pour cette saison, 6 plateaux sont organisés dans différents lieux entre janvier 2020 et mai 2021. Chaque plateau réunit 6 équipes artistiques avec environ 30 heures d'intervention par équipe. A l'issue de s 6 plateaux, un temps de bilan et perspective est prévu avec l'ensemble des équipes et lieux ayant participé au projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- COUBERT
- MANTES-LA-JOLIE
- VERSAILLES
- CLICHY-SOUS-BOIS
- BAGNOLET
- LES LILAS
- PANTIN
- SAINT-OUEN-SUR-SEINE
- VILLEPINTE
- ARCUEIL
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Compagnonnage et visibilité	35 362,00	62,57%
Dépenses techniques et logistiques	1 360,00	2,41%
Communication	4 100,00	7,25%
Coûts de structure	15 693,00	27,77%
Total	56 515,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	53,08%
Drac Ile-de-France acquis	12 000,00	21,23%
Contributions acquis	8 740,00	15,46%
FDVA	5 600,00	9,91%
Recettes propres	175,00	0,31%
Total	56 515,00	100,00%

DOSSIER N° EX048760 - Aide à la diffusion des œuvres - COMPAGNIE DU BREDIN - LAURENT VACHER - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	64 418,00 € HT	13,97 %	9 000,00 €
		Montant total de la subvention	9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE DU BREDIN - LAURENT VACHER
Adresse administrative : 11 RUE DU PARC
54790 VAL DE BRIEY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LAURENCE GACHET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La compagnie du Bredin a été créé en 1998 par Laurent Vacher autour de 2 axes : la mise en place dune structure qui se donne les moyens de travailler sur la création théâtrale contemporaine, la production duvres originales, leur exploitation, et leur diffusion sur le réseau national, européen et international ; et lorientation des créations vers un travail de proximité et de transmission avec de nouveaux publics par une pratique active des différentes formes que permet le théâtre : en appartement, dans la rue, mais aussi par des lectures, des mises en espace... Elle est conventionnée depuis 2006 par la DRAC Grand Est car elle propose un travail inscrit sur le territoire Lorrain. En effet, Laurent Vacher a été artiste associé au TIL durant 7 ans et depuis, a poursuit ses actions en partenariat avec de nombreux théâtres du territoire.
Laurent Vacher, auteur et metteur en scène de ce projet a pour volonté de créer le spectacle ""Giordano Bruno, le souper des cendres"" avec un comédien et un musicien. Il avait déjà travaillé sur Giordano Bruno en 2002 avec la création du spectacle « Des signes des temps ». Ce spectacle sera une nouvelle plongée dans la philosophie et lhistoire des sciences, plus particulièrement lhistoire de lastronomie, mais aussi dans lhistoire des religions pour comprendre cette époque, les idées qui la traversent, et la violence de l'Eglise.

Ce sera une forme légère qui pourra jouer dans tous types de théâtres mais aussi hors les murs et toucher toutes les générations. Ce spectacle sera créé en octobre et sera présenté en coréalisation au Théâtre de la Reine Blanche à Paris durant plus de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	30 336,00	47,09%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	13 502,00	20,96%
COMMUNICATION	9 000,00	13,97%
"COÛTS DE STRUCTURE	11 580,00	17,98%
Total	64 418,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conventionnement DRAC Grand-Est (quote-part) (A)	15 618,00	24,24%
Région Île-de-France Aide à la diffusion (dans la limite de 40 000 euros)	9 000,00	13,97%
Région Grand Est (S)	10 000,00	15,52%
Ville de Paris (S)	9 000,00	13,97%
RECETTES PROPRES	20 800,00	32,29%
Total	64 418,00	100,00%

DOSSIER N° EX048763 - Aides à la diffusion - LA MÉCANIQUE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	10 213,00 € HT	29,37 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MECANIQUE
Adresse administrative : 27 RUE DES GRANDS JARDINS
22100 DINAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur R MI THIMONIER, Membre

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La Mécanique, est une structure implantée en Bretagne qui regroupe des artistes de musiques actuelles, des techniciens du spectacle, des diffuseurs et des prestataires de services pour le spectacle vivant, professionnels ou en voie de professionnalisation. Elle manage le développement d'artistes depuis octobre 2018. Depuis 2019, elle reprend la production de la tournée du groupe Noflipe.
Le projet de diffusion concerne la tournée régionale francilienne du groupe NOFLIPE, en autoproduction sur le label fastfuzz records. Ce groupe francilien, mêlant rock, Funk et Hip Hop, est composé de 7 musiciens et tourne depuis 10 ans, dans les réseaux des MJC, des petites salles et festivals dans toute la France. Il a 7 albums à son actif et a été accompagné par les réseaux Rezonne et Rif. Sur la dernière saison, il s'est produit sur 38 dates dont (PAUL B en Ile de france).
5 dates en cession sont prévues dans des petites salles en milieu rural et périurbain aux moyens limités. Le soutien régional permettra ainsi de proposer des conditions de cession abordables.
Calendrier de la tournée
11/01/2020 - MJC Boby Lapointe, Villebon sur Yvette (91)
08/02/2020 - MJC Boris Vian, Pontault Combault (77)
28/02/2020 - Ville de Magny les Hameaux - Estaminet, Magny les Hameaux (78)
27/06/2020 - MJC L'Oreille Cassée - La Clavelière, Combs la Ville(77) 300

04/07/2020 - Festifl'Art, Chauconin Neufmontiers, Mairie de Morsang sur Orge (91).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- COMBS-LA-VILLE
- CHAUCONIN-NEUFMONTIERS
- PONTAULT-COMBAULT
- MAGNY-LES-HAMEAUX
- VILLEBON-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	6 654,00	64,61%
DEPENSES TECHNIQUES LOGISTIQUES	951,00	9,23%
COMMUNICATION	234,00	2,27%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 30%	2 459,00	23,88%
Total	10 298,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE REGION IDF AIDE DIFFUSION	3 085,00	29,96%
RECETTES PROPRES	7 213,00	70,04%
Total	10 298,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX048793 - Aide à la diffusion - BLACK KITES - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	8 254,00 € TTC	48,46 %	4 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLACK KITES
Adresse administrative : 10 RUE MENDEL KALMENSON
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GUILLAUME BOURGEAIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
LA RELEVE est un spectacle jeune public (à partir de 6 ans) qui cherche à faire comprendre la culture hip-hop apparue il y a 40 ans en France et la composition musicale, à valoriser l'expérience humaine en équipe, et en ateliers, à faire par soi-même (paroles et musique). Il aborde aussi l'urgence écologique. Le metteur en scène D' de Kabal a aidé à construire une narration, particulièrement sur les passages "théâtraux'' entre les passages musicaux. Les compositions musicales sont de deux jeunes artistes, ONHEE et KIU MC. La plupart des styles musicaux hip-hop sont représentés dans le spectacle. Les représentations donnent la plupart du temps lieu à des actions culturelles.
La demande porte sur 6 représentations dans 4 départements franciliens.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	2 820,00	33,15%
Dépenses techniques, logistiques, sécurité	4 752,00	55,85%
Actions artistiques et culturelles	45,00	0,53%
Communication	721,00	8,47%
Part des coûts de structure	170,00	2,00%
Total	8 508,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à la diffusion	4 254,00	50,00%
Recettes propres	4 254,00	50,00%
Total	8 508,00	100,00%

DOSSIER N° EX048835 - Aide à la diffusion des oeuvres - KOUDJU - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	30 500,00 € TTC	26,23 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KOUDJU
Adresse administrative : 48 RUE DE CORBEIL
77111 SOIGNOLLES EN BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NICOLAS GUERIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Cette structure a été créée en 2012 par Aurélien Lorillon directeur artistique, elle a développé un festival du même nom qui s'est tenu pendant 10 ans à Brie Contre Robert (soutien Régional sur les dernières éditions). Elle accompagne plusieurs groupes musicaux et des compagnies de théâtre (le groupe Minuit 6 Heures jusqu'en 2016 (dont une résidence soutenue par la Région IDF), Chemempa, Broken Box, Perfect Idiots, Taki, la Cie des Perspectives . Koudju a produit 20 concerts en 2019 dont 7 en Ile de France.
La structure accompagne actuellement le projet de la formation de musiques du monde « les Guappecarto » sur lequel porte la demande de la tournée régionale 2020 de leur nouvel album «Sambol Amore Migrante » sorti chez CSB prod / RFI / l'Autre Distribution. Le groupe composé de 8 musiciens a créé ce spectacle en 2019 et 10 dates sont prévues en 2020 (9 cessions et une coréalisation à 50%) dans 10 salles franciliennes (Paris, 77, 93, 94).
Le coût plateau est relativement important pour des petites structures, et l'aide régionale va permettre de moduler ce coût de cession, le groupe sera programmé sur des 1 ères parties.
Calendrier de la tournée
20 mars - Mairie de Morsang sur Orge (91) ; Salon du Château
18 mai - Mairie de Brie-Comte-Robert (77) ; le Safran
10 juin - Studio de l'Ermitage Paris

26 septembre - Ville de Nangis (77) ; theatre des Bergeries, 140 places
3 octobre - File 7, Magny le Hongre (77)
23 octobre - Centre culturel Paul Bailliart, Massy (91)
24 octobre - Ville d'Aubervilliers (93) ; espace Renaudie
20 novembre - Ville de Moissy-Cramayel (77), les 18 Marches
21 novembre -Ville d'Ormesson sur Marne (94), centre culturel (en club)
11 décembre - CLAVIM, Issy les Moulineuax (92)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet présenté par la structure sont prises en compte, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	13 250,00	42,06%
Dépenses techniques logistiques et sécurité	4 400,00	13,97%
Coûts de fonctionnement limités à 30%	4 150,00	13,17%
Communication	9 700,00	30,79%
Total	31 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE DIFFUSION REGION IDF	9 000,00	28,57%
SPEDIDAM	2 500,00	7,94%
RECETTES PROPRES	20 000,00	63,49%
Total	31 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX048846 - Aide à la diffusion des œuvres - CICT CTRE INTER CRE CREATIONS THEATRALES

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	289 803,00 € HT	8,63 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CICT THEATRE DES BOUFFES DU NORD
Adresse administrative : 37 BIS BD DE LA CHAPELLE
75010 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur OLIVIER POUBELLE, GERANT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Projet de théâtre musical déposé par les Bouffes du Nord qui tourne dans presque tous les départements franciliens.
Écrite par Goldoni en guise d'adieu à son public, avant de quitter Venise pour Paris, Une des dernières soirées de Carnaval exalte les couleurs de la vie, de l'amour, des relations humaines. Une comédie peu connue du maître vénitien.
Sociétaire de la Comédie-Française, Clément Hervieu-Léger signe un élégant spectacle en costumes d'époque, qui creuse les rapports complexes régissant toute société.
« Le théâtre de Goldoni est un théâtre de troupe, déclare le metteur en scène. Il n'y a pas ici de premiers ou de seconds rôles. Il n'y a que des individus qui tâchent de vivre ensemble. » Faisant preuve d'une étonnante acuité sociologique, Une des dernières soirées de Carnaval est l'une des pièces les plus audacieuses de Goldoni. L'une des plus libres et des plus modernes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	144 794,00	47,50%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	84 701,00	27,79%
COÛTS DE STRUCTURE	75 308,00	24,71%
Total	304 803,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 000,00	13,12%
RECETTES PROPRES	264 803,00	86,88%
Total	304 803,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

DOSSIER N° EX048850 - Aide à la diffusion des oeuvres - LA CHAPELLE HARMONIQUE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	339 000,00 € TTC	5,90 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CHAPELLE HARMONIQUE
Adresse administrative : 41 RUE DE VERSAILLES
92410 VILLE D AVRAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE OTZENBERGER, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Né de la réunion d'un chœur et d'un orchestre sur instruments d'époque, l'ensemble La Chapelle Harmonique a été fondé par Valentin Tournet en 2017. Son répertoire, principalement centré sur l'œuvre de Bach, s'étend des polyphonies de la renaissance au baroque des Lumières.
5 programmes concernés :
Magnificat de Bach BWV 243 et BWV243a (47 artistes, durée 1h35)
Motets de Bach (31 musiciens, Durée 1h30)
Messie de Haendel (47 artistes, durée : 2h45)
Projet Fables de la Fontaine (6 musiciens, 1h30)
Messe en si de Bach (58 artistes, durée : 2h00)
Pour 10 représentations dont 2 scolaires à la Chapelle Royale de Versailles (78), Festival de Saint-Denis (93), Théâtre de Suresnes (92), Festival d'Auvers-sur-Oise (95), Radio France (75)
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	292 600,00	81,50%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	14 600,00	4,07%
ACTIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES	3 500,00	0,97%
COMMUNICATION	4 400,00	1,23%
COÛTS DE STRUCTURE	43 900,00	12,23%
Total	359 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 000,00	11,14%
AUTRES FINANCEMENTS	57 000,00	15,88%
RECETTES PROPRES	232 000,00	64,62%
Caisse des dépôts et consignations	30 000,00	8,36%
Total	359 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049053 - Aide à la diffusion - BALLET COSMIQUE - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	13 350,00 € HT	41,20 %	5 500,00 €
	Montant total de la subvention		5 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BALLET COSMIQUE
Adresse administrative : 14 RUE BASSE-COMBALOT
69007 LYON 7E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NICOLAS LIGEON, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Spectacle jeune public qui raconte l'histoire d'une jeune femme, comment elle est devenue ce qu'elle est, comment elle s'est figée dans son identité ; et comment elle apprend peu à peu à y réintroduire de la souplesse... Ce spectacle sans parole, à la fois concret et existentiel, tient autant de la performance de plasticiennes que d'un récit d'initiation narrativement charpenté : l'histoire d'une construction et d'une déconstruction.
Aide à la diffusion dans les communes rurales de l'agglomération Cœur d'Yvelines. Certaines de ces communes sont trop éloignées du théâtre pour que le ratio temps et coût de transports permette aux élèves de maternelles d'assister aux spectacles présentés dans l'équipement culturel du territoire. Cette diffusion prévoit un équilibre entre 9 représentations en tournée hors les murs pour des représentations scolaires dans deux villes, des actions artistiques et une représentation de la grande forme au théâtre pour permettre aux famille de venir jusqu'à Beynes pour y découvrir le spectacle dans sa forme grand plateau.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- BEYNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	6 750,00	49,82%
Technique, logistique, sécurité	4 250,00	31,37%
Actions artistiques	2 050,00	15,13%
Coûts de structure	500,00	3,69%
Total	13 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 700,00	42,07%
Recettes propres	7 850,00	57,93%
Total	13 550,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-314

DOSSIER N° EX049902 - Aide à la diffusion des œuvres - ASSOCIATION MÉLODIE EN SOUS-SOL - CP JUILLET 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	16 157,00 € HT	26,61 %	4 300,00 €
	Montant total de la subvention		4 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MESS MELODIE EN SOUS-SOL
Adresse administrative : 7 RUE MARCEL BOURGUIGNON
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER ACOSTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Cette structure de production a été créée en 2017 par le directeur musical Christophe Marguet -Batteur et compositeur de jazz("Django d'or" et "Talents Jazz 1998" de l'Adami). Il a également participé à l'enregistrement de musiques de film de Bertrand Tavernier. Ses principaux partenaires sont l'Ecole de musique d'Enghien-les-Bains, la Cave Dîmière, le Triton, le Comptoir, la Boutique du Val ou le Théâtre 71. Soutenu par la Région sur sa précédente création happy hours en 2018.
Le projet de tournée régionale concerne la nouvelle création « We Celebrate Freedom Fighters! » avec Sébastien Texier (Sax alto, Clarinettes) ; Manu Codjia (Guitare électrique), François Thuillier (Tuba) et Christophe Marguet (Batterie).Ce répertoire rend hommage à des personnalités fortes telles que Aimé Césaire, James Baldwin, Olympe de Gouges, Sitting Bull, Rosa Parks, l'inconnu de Tian'anmen, Simone Veil... La tournée en Ile de France de mars à décembre 2020 comprend 7 représentations dont 5 dates en cession au comptoir (94), Le Triton (93), La Cave du Jazz (77), au sud du nord (91), et au studio 104 de Radio France). 6 dates en région et une en Suisse sont également prévues.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses du projet de diffusion présentées par la structure.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	13 067,00	80,88%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES SECURITE	50,00	0,31%
COMMUNICATION	500,00	3,09%
COUTS DE STRUCTURES LIMITES A 30%	2 540,00	15,72%
Total	16 157,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE DIFFUSION REGION IDF	4 300,00	26,61%
SOCIETES CIVILES	4 000,00	24,76%
RECETTES PROPRES	7 857,00	48,63%
Total	16 157,00	100,00%

Annexe 2 Convention type Aide à l'accompagnement de projets artistiques

CONVENTION RELATIVE A L'AIDE A L'ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS ARTISTIQUES DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE VIVANT

N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant,
en sa qualité de
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à l'accompagnement de projets artistiques dans le domaine du spectacle vivant » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2019-040 du 19 septembre 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention au titre de ce dispositif s'inscrit dans le cadre de l'application de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens, ainsi que l'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir
pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (vernissage, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale… Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les dépenses prévisionnelles du projet, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 80% de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un bilan d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité dûment signé par le représentant légal,
- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal, de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si l'organisme en est doté (dans le cas contraire, la signature du trésorier est requise),
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un bilan d'exécution du projet dûment signé par le représentant légal,
- d'un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée comprenant la signature du représentant légal,
- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état est dûment complété, daté et signé par le représentant légal revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme et doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Saint Ouen en 2 exemplaires originaux

Le..... Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-325

DU 1 JUILLET 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DES ARTS PLASTIQUES NUMÉRIQUES ET URBAINS EN ÎLE-DE-FRANCE TROISIÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2020 ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT CULTUREL POUR LES ARTS VISUELS DEUXIÈME AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil Régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017

VU La délibération n° CR 2017-76 du 6 juillet 2017 relative à la politique régionale de promotion des arts plastiques, numériques et urbains ;

VU La délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la simplification de la politique régionale en matière d'investissement culturel ;

VU La délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 relative à l'adoption des conventions type sur l'aménagement culturel ;

VU La délibération n°CP 2018-508 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de conventions-type quadriennales et conventions-type annuelles des Fabriques arts visuels et des Conventions de développement culturel ;

VU La délibération n°CP 2019-243 du 3 juillet 2019 relative à l'adoption de conventions-type « Résidence d'artiste »;

VU La délibération n°CP 2020-132 du 4 mars 2020 relative notamment à la 4ème année de convention Fabrique arts visuels de SIANA (20001054) ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-325 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

Articles 1 : Avenant type annuel

Approuve l'avenant annuel relatif aux conventions de développement culturel figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Approuve l'avenant annuel relatif aux Fabriques Arts visuels figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Article 2 : Conventions de Développement culturel – affectations 2020 aux titres des conventions annuelles

Décide de participer au titre du dispositif « Conventions de développement culturel» au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **155 000 euros ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires d'avenants conformes à l'avenant-type adopté par l'article 1 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **135 000 euros** disponibles sur le Chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2020;

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 euros** disponibles sur le Chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » programme HP 312-007 «soutien à la création et à la diffusion numérique», action 13100701 « soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2020.

Article 3 : Soutien aux fabriques arts visuels – affectation 2020 aux titres des conventions annuelles

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux fabriques arts visuels » au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est de **135 000 euros ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires d'avenants conformes à l'avenant-type adopté par l'article 1 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **135 000 euros** disponibles sur le Chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2020.

Article 4 : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains» au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel **21 000 euros.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type « Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains» adoptée par délibération n° CP 2018-508 du 21 novembre 2018, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **21 000 euros,** disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2020.

Article 5 : Programme régional de résidences d'artistes

Décide de participer au titre du dispositif « programme régional de résidences d'artistes » au financement des projets détaillés en annexe 1 à la délibération, par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est de **167 000 euros ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type « Résidence d'artiste » adoptées par la délibération 2019-243 du 3 juillet 2019 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **167 000 euros**, disponibles sur le Chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles» Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2020.

Article 6 : Investissement culturel

Décide de participer au titre du dispositif « Investissement culturel » au financement des projets détaillés en annexe 1 à la délibération, par l'attribution de **2 subventions pour un montant maximum prévisionnel de 32 000 euros.**

Subordonne le versement des subventions à la conclusion d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme **de 12 000 euros** prélevés sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP312-002 Equipements culturels de diffusion et de création», Action 13100202 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle, au titre du dispositif « Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **de 20 000 euros** prélevés sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-007 « Soutien à la création et diffusion numériques », action 13100 701- Soutien à la création et à la diffusion numériques », au titre du dispositif « Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation » du budget 2020.

Article 7 : Autorisations de démarrages anticipés

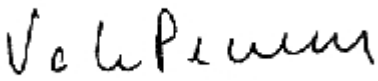
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets annexées à la présente délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 8 : Correctif sur la fiche projet de SIANA

Approuve la modification de la fiche-projet n°20001054 adoptée par la délibération n° CP 2020-132 du 4 mars 2020 telle que présentée en annexe 4 à la présente délibération.

Approuve l'avenant à la convention CP 2020-132 n° 20001054 relative au dispositif Fabriques Arts Visuels joint en annexe n°4, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182485-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 FICHES PROJETS

DOSSIER N° 20004021 - AMENAGEMENT GLASSBOX

Dispositif : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle (n° 00000145)
Délibération Cadre : CR 2017-191 du 23 novembre 2017
Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	40 030,00 € HT	29,98 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GLASSBOX
Adresse administrative : 4 RUE MORET
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SABRINA ISSA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mars 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, des dépenses peuvent être faites avant la date de vote en commission.

Description :
Le projet d'investissement prévoit un programme détaillé de travaux envisagés pour permettre d'assurer la continuité des activités et le bon déroulé de leur mission avec des équipements mieux adaptés.
Les travaux semblent nécessaires pour accueillir les artistes et le public et permettre de bonnes conditions de travail. Un des éléments prioritaires concerne le renouvellement de la sécurité incendie, dont les extincteurs et les indicateurs de sortie de secours. Pour sécuriser également les lieux, la façade vitrée doit être rénovée. L'espace cuisine et les sanitaires pourraient également être réaménagés en raison de leur vétusté. Il semble nécessaire de remplacer l'éclairage d'exposition qui ne correspond plus au cahier des charges.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention proposée à 12 000,00 € représente 29,98% de la base subventionnable de 40 030,00 €; celle-ci correspond aux coûts des travaux et aux honoraires de maitrise d'œuvre ainsi qu'aux dépenses annexes.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre	9 000,00	22,48%
Aménagement	15 000,00	37,47%
Restauration des ouvertures	4 800,00	11,99%
Sécurité incendie	2 230,00	5,57%
Electroménager	2 000,00	5,00%
Enseigne signalétique	5 000,00	12,49%
Imprévus	2 000,00	5,00%
Total	40 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Mairie de Paris	10 000,00	24,98%
Région - Investissement	12 009,00	30,00%
Fonds propres	18 021,00	45,02%
Total	40 030,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° 20006583 - ECAM - EQUIPEMENT SCENIQUE SALLE D'EXPOSITION

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	50 499,35 € HT	39,60 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ECAM GESTION ESPACE CULTUREL M
Adresse administrative	:	5 RUE JEAN MONNET 94270 LE KREMLIN-BICETRE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CLAIRE BOURDIER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
L'ECAM a accumulé un certain retard : Les derniers achats en terme d'équipement datent de 15 ans alors que les évolutions techniques sont considérables… Leur demande concerne la salle de spectacle mais aussi la galerie d'exposition. Un équipement sonore et lumière permettrait un meilleur accueil des projets des élèves du conservatoire et des associations artistiques.
Le théâtre accueille chaque saison des artistes pour des temps de résidences de création ou de simples mises à disposition de plateau, avec mises à disposition de l'équipe technique, apports en coproduction, actions culturelles en direction des publics, notamment des plus jeunes. L'acquisition de nouveaux matériels permettra un meilleur accueil des élèves et des artistes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant proposé à hauteur de 20 000 euros représente 39,60% de la base subventionnable. Les dépenses éligibles correspondent aux montants des devis des acquisitions envisagées pour la Galerie d'Exposition, soit 50 499,35 euros.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires et ingénierie	12 000,00	9,08%
Travaux	7 320,00	5,54%
Equipements Salle de spectacle	62 342,65	47,17%
Equipements Galerie d'Exposition	50 499,35	38,21%
Total	132 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune Kremlin-Bicêtre (Sollicité)	8 622,30	6,52%
Département 94 (Acquis)	11 200,00	8,47%
Région Ile-de-France (Sollicité)	52 864,80	40,00%
CNV (Sollicité)	33 040,50	25,00%
Fonds propres	26 434,40	20,00%
Total	132 162,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° 20004460 - CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL - 2018-2019-2020-2021 - ANNEE 3 =2020 - CNEAI

Dispositif : Conventions de développement culturel (n° 00001044)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	348 312,00 € TTC	17,23 %	60 000,00 €
		Montant total de la subvention	60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CNEAI
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ANCIEN CANAL
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Antoine BLAVIGNAC, secrétaire général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la convention de développement culturel est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
Créé en 1997, le Centre national de l'estampe et de l'art imprimé est un centre national d'art consacré à la promotion de l'art contemporain, principalement dans le domaine de l'édition et de la publication, notamment par l'aide à la création, la réalisation d'expositions, la mise en œuvre de projets de recherches, l'accueil d'artistes, la constitution d'un fonds de publications, la programmation d'activités pédagogiques, l'édition et la diffusion.
Depuis fin 2017, le Cneai s'est installé à titre provisoire dans les anciens Magasins Généraux de Pantin et doit rejoindre en 2020 un nouveau lieu également situé à Pantin, ""la goutte de lait"".
Le Cneai propose de poursuivre ses missions :

- favoriser les acteurs et les publics de proximité,
- valoriser les scènes artistiques locales et permettre leur lisibilité et visibilité à l'échelle locale, régionale, nationale (Mucem, Villa Arson...) et internationale (Bruxelles, New York),
- développer des programmes mobiles de création et de transmission dans 5 départements (75,77,78,93 et 94),
- accompagner et professionnaliser les artistes et les acteurs de l'art, développer les réseaux,

l'économie et la gestion autonome des projets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le CNEAI au titre des Conventions de développement culturel, à hauteur de 60 000 euros, soit 17,23 % de la base subventionnable de 348 312 euros correspondant au montant du budget prévisionnel 2020, déduction faite des impôts et des taxes.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	81 279,00	23,27%
Service extérieurs	24 553,00	7,03%
Autres services extérieurs	36 930,00	10,58%
Impôts et taxes	900,00	0,26%
Charges de personnel	202 350,00	57,94%
Charges diverses	3 200,00	0,92%
Total	349 212,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations	35 500,00	10,17%
DRAC Ile-de-France	123 712,00	35,43%
Ville de Pantin	40 000,00	11,45%
Ville de Paris	25 000,00	7,16%
Ville d'Auvers-sur-Oise	10 000,00	2,86%
Département des Yvelines	5 000,00	1,43%
Département de Seine St Denis	30 000,00	8,59%
Région Ile-de-France Arts plastiques	80 000,00	22,91%
Total	349 212,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° 20006637 - CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL - 2019-2022 - ANNEE 2 = 2020 - LE BAL

Dispositif : Conventions de développement culturel (n° 00001044)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	2 003 615,00 € TTC	3,74 %	75 000,00 €
		Montant total de la subvention	75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE BAL
Adresse administrative : 6 IMPASSE DE LA DEFENSE
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHRISTINE VIDAL, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la convention de développement culturel est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
Le Bal est un lieu indépendant d'exposition, d'édition, de réflexion et de pédagogie dédié à l'image contemporaine. Sa volonté est d'inscrire résolument les arts visuels dans une réflexion sur nos sociétés. Reconnu sur la scène internationale pour l'exigence de sa programmation, le Bal met en avant des artistes dont les créations articulent enjeux politiques et esthétiques.

Pour sa deuxième année de conventionnement, le Bal souhaite continuer sa démarche et ses objectifs prévus; c'est à dire renforcer son rôle de défricheur et de tremplin des talents contemporains avec une attention particulière portée à la jeune création.
Le Bal compte étendre sa vocation de lieu d'expérimentation et de création de nouveaux formats (expositions, événements, journées d'études, cycles de cinéma, publications...), et consolider sa mission de pôle référent d'innovation pour l'éducation à l'image et à la citoyenneté, œuvrer à la transversalité de ses actions pour veiller à l'élargissement du public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le Bal pour l'année 2020 à hauteur de 75 000 euros sur une base subventionnable de 2 003 615,00 € TTC correspondant au budget proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	317 732,00	15,86%
Autres charges de fonctionnement	162 983,00	8,13%
Personnel lié à la structure	261 594,00	13,06%
Dépenses artistiques	416 267,00	20,78%
Dépenses d'action culturelle	845 039,00	42,18%
Total	2 003 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France	50 000,00	2,50%
Ministère Culture	77 000,00	3,84%
Autres subvention Etat	184 000,00	9,18%
Région Ile-de-France Fabrique	75 000,00	3,74%
Région Ile-de-France autre dispositif	50 000,00	2,50%
Ville de Paris	205 000,00	10,23%
Autres appports	1 044 404,00	52,13%
Recettes propres d'activité	237 190,00	11,84%
Autres recettes	81 021,00	4,04%
Total	2 003 615,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° 20006907 - MAISON POPULAIRE - CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL - 2019-2020-2021-2022 -ANNEE 2 = 2020

Dispositif : Conventions de développement culturel (n° 00001044)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	1 224 112,00 € TTC	1,63 %	20 000,00 €
		Montant total de la subvention	20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MAISON POPULAIRE CULTURE & LOISIRS
Adresse administrative	:	9B RUE DOMBASLE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Rose-Marie FORCINAL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la convention de développement culturel est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
La Maison populaire est une association d'éducation populaire agréée. Pour chaque saison, elle accueille des adhérents, qui participent à la centaine d'ateliers d'expressions développés en direction des adultes et des enfants. Les actions qu'elle propose dans les domaines des arts visuels, du multimédia, de la musique, de la philosophie, des sciences humaines, viennent élargir ses publics.
La Maison populaire s'associe à d'autres acteurs du territoire animés par les mêmes objectifs. En ce sens elle collabore activement dans différents réseaux tels que Tram... Elle est le seul centre d'art en Ile-de-France organisant une résidence de commissaires d'expositions de longue durée, leur permettant d'organiser un programme de 3 expositions sur une thématique préalablement définie et diffusée lors d'un appel à projet.
Elle continue sa proposition de formations du pop[lab]. Tout au long de l'année, seront programmées des séances ponctuels d'ateliers de fabrication pour tous les âges. Du 22 janvier au 4 avril 2020 l'exposition I'M FROM NOWHERE GOOD qui explorait les pratiques artistiques queer contemporaines et des témoigner de possibles futurs alternatifs. Il s'agit du chapitre introductif au cycle NO NO DESIRE DESIRE.
La Maison populaire accueille en résidence artistique de création numérique, de janvier à décembre 2020

Tarek Lakhrissi, artiste visuel, poète, performeur. Il est invité sur une proposition de Thomas Conchou, curateur en résidence pour la programmation du centre d'art en 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la Maison Populaire au titre des Conventions de Développement Culturel à hauteur de 20 000 €, pour l'année 2020, sur une base subventionnable de 1 224 112 euros correspondant au montant du budget prévisionnel présenté, déduction faite des autres charges de fonctionnement (46 850 euros comprenant impôts et taxes, dotations aux provisions, dotations aux amortissements).

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	10 304,00	0,81%
Autres charges de fonctionnement	46 850,00	3,69%
Personnel lié à la structure	823 576,00	64,80%
Dépenses d'action culturelle	49 500,00	3,89%
Dépenses artistiques	340 732,00	26,81%
Total	1 270 962,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Idf	33 000,00	2,60%
Département Seine St Denis	53 915,00	4,24%
DICREAM	8 000,00	0,63%
Recettes propres d'activité	620 047,00	48,79%
Recettes propres sur provisions	28 000,00	2,20%
Commune Montreuil	500 000,00	39,34%
Région Idf Spectacle Vivant Aide à la création	8 000,00	0,63%
Région Idf Arts Visuels	20 000,00	1,57%
Total	1 270 962,00	100,00%

DOSSIER N° 20001028 - FABRIQUES ARTS VISUELS -2018-2019-2020-2021- ANNEE 3 = 2020 - IMMANENCE

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	66 000,00 € TTC	30,30 %	20 000,00 €
		Montant total de la subvention	20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOT IMMANENCE
Adresse administrative : 21 AVENUE DU MAINE
75015 PARIS 15
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel TABANOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la Fabrique Arts visuel est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP

Description :
Immanence est un lieu d'exposition, de diffusion, de production, d'expérimentation en faveur de la jeune création contemporaine, rendant compte des divers champs artistiques actuels. C'est à la fois un lieu tremplin pour les jeunes artistes contemporains et un espace au service des publics facilitant l'accès du plus grand nombre à la création contemporaine. A raison de 3 expositions par an, le lieu propose un accès permanent à l'art contemporain au cœur du Montparnasse historique et du quartier des artistes.
Au cours des quatre années de conventionnement la structure souhaite notamment renforcer les partenariats qu'elle développe depuis 3 ans avec des écoles d'art (ENSBA, Beaux arts de Versailles) et Universités (Paris 1, Paris 8, Strasbourg...).

Pour 2020, Immanence propose *Solfège de l'objet visuel* (février) pour faire découvrir au public une série de cent planches contacts et agrandissements originaux des séances de répétitions de Pierre Henry, Pierre Schaeffer, François Bayle, Karl Heinz Stockhausen, Bernard Parmegiani, Luc Ferrari, Pierre Boulez, Mauricio Kagel entre 1977 et 1998. De même, Cannelle Tanc et Frédéric Vincent sont invités à un séminaire de recherche à l'École des Beaux-arts de Versailles. Plusieurs expositions (Japana, Vidéos expérience II, James Castle) seront organisées tout au long de l'année.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Immanence au titre des Fabriques Arts Visuels à hauteur de 20 000 €, pour l'année 2020, sur une base subventionnable de 66 000 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais généraux de fonctionnement	49 600,00	75,15%
Dépenses artistiques	12 185,00	18,46%
Charges diverses	4 215,00	6,39%
Total	66 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Ville de Paris	35 000,00	53,03%
Subvention Conseil Régional	20 000,00	30,30%
DRAC	10 000,00	15,15%
Revenus propres	1 000,00	1,52%
Total	66 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° 20001049 - FABRIQUE ARTS VISUELS - 2019-2020-2021-2022 - ANNEE 2 = 2020 - LE 6B

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	612 940,00 € TTC	6,53 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LE 6B
Adresse administrative : 6 QUAI DE SEINE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JULIEN BELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la convention Fabrique arts visuels est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
L'association Le 6B, installée dans un ancien bâtiment industriel de 7000 m² au cœur d'un quartier en plein renouvellement à Saint-Denis, propose depuis 9 ans un espace de travail et d'expériences sociales, culturelles, économiques et urbaines unique en région francilienne. Ruche dédiée à l'innovation et la création, outil de production et de diffusion, le 6B fédère un écosystème créatif riche de près de 200 structures résidentes (plasticiens, graphistes, photographes, vidéastes, designers, architectes, urbanistes, compagnies du spectacle vivant, structures d'insertion et de formation...), représentant plus de 300 emplois, qui expérimentent chaque jour de nouvelles façons de mutualiser des outils, des connaissances, des moyens matériels ou humains, dans l'intérêt collectif.
Le 6B met à disposition des métiers de la création un outil de production adapté à leurs contraintes matérielles et économiques. Chaque résident peut ainsi développer son projet individuel tout en bénéficiant d'une dynamique collective propice à la création.
Grâce aux ateliers et aux actions d'éducation populaires, le 6B contribue à lutter contre les exclusions et les inégalités culturelles et à renforcer la cohésion territoriale d'un territoire en pleine mutation. Situé dans un interstice urbain au cœur d'un quartier initialement en friche, le 6B s'est d'emblée vu comme un lieu ouvert, accompagnant le renouveau du quartier. Entre expositions, spectacles, séminaires, colloques,

actions culturelles de proximité, open-air éphémères, le 6B se positionne comme un espace de réflexion et d'expérimentation sur les multiples façons d'habiter son métier, son art, sa vie, sa ville.

Pour 2020, et les années qui suivent, le projet s'inscrit dans une dynamique d'accueil, d'échanges et de formation ouverte aux besoins du territoire et se décline en plusieurs volets: Résidences permanentes (50% arts plastiques, 10% arts appliqués, 8% arts numériques, mais également arts vivants, architecture et design d'espace, artisanat, acteurs sociaux, métiers de l'écriture). De nombreuses surfaces restent à exploiter, et la récupération d'espaces doit se poursuivre sur les années à venir, afin d'optimiser l'occupation du lieu et de répondre progressivement favorablement aux nombreuses sollicitations de résidences d'artistes, permanentes ou temporaires.
Le 6B accompagne les artistes d'un point de vu matériel et mettant à disposition des résidents un atelier de création individuel et donne un accès gratuitement aux espaces de travail mutualisés et au matériel et outils collectif. Le 6B accompagne également les résidents dans la diffusion de leur travail en leur permettant d'être intégrés dans sa programmation artistique et en leur permettant d'exploiter la salle d'exposition (230m2) mais également à travers ses outils de communication.
Le 6B connecte les résidents au sein d'une communauté créative: cette mise en réseau permet d'identifier de potentiels partenaires, d'imaginer des projets et collaborations communes, d'échanger savoirs, compétences et bonnes pratiques. Le 6B permet également de mettre en relation les résidents avec les structures, autres acteurs ou habitants du territoire. Réciproquement les résidents permettent à l'association d'avoir un réel ancrage territorial.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le 6B au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 40 000 € sur une base subventionnable de 612 940 euros correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée (20 000 €).

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	207 076,00	32,72%
Personnel lié à la structure	349 405,00	55,20%
Dépenses artistiques	29 289,00	4,63%
Dépenses techniques	23 250,00	3,67%
Dépenses d'actions culturelles	18 680,00	2,95%
Autres dépenses	5 240,00	0,83%
Total	632 940,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention contrat de ville	15 000,00	2,37%
Subvention région	60 000,00	9,48%
Subvention département 93	25 000,00	3,95%
Subvention commune St Denis	9 500,00	1,50%
Subvention Plaine Commune	0,00	0,00%
Recettes propres d'activités	519 440,00	82,07%
ASP service civique	4 000,00	0,63%
Total	632 940,00	100,00%

DOSSIER N° 20004451 - CONVENTION FABRIQUE ARTS VISUELS -2018-2019-2020-2021 - ANNEE 3 - LIGHT CONE

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	320 298,00 € TTC	17,17 %	55 000,00 €
		Montant total de la subvention	55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGHT CONE
Adresse administrative : 157 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Gisèle RAPP-MEICHLER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la Fabrique Arts visuel est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
Fondée en 1982, Light Cone est la plus importante coopérative européenne de cinéma expérimental. Elle possède une collection de 4 000 œuvres qu'elle distribue dans le monde entier. Elle a mis en place un centre de documentation et de ressources sur le cinéma expérimental et organise des séances régulières de projection en Île-de-France.
Light Cone a mis en place une Fabrique d'Arts Visuels sous la forme d'accueil d'artistes en résidence de montage de films : ""L'Atelier 105"". La structure met à disposition des artistes deux stations de montage virtuel (ordinateurs & programmes informatiques), son centre de documentation, ses archives et sa salle de projection. Les artistes bénéficient d'un accompagnement technique et de conseils artistiques de professionnels.
Light Cone met en place également un travail de diffusion et de valorisation des films accueillis en résidence (au studio des Ursulines à Paris). Elle met aussi en œuvre un volet d'actions culturelles autour des films dans le cadre de partenariats avec des festivals franciliens.

Light Cone va poursuivre ses commission des résidences. La première commission des résidences « Atelier 105 » pour l'année 2020 a eu lieu entre novembre 2019 et janvier 2020. Année pendant laquelle

six projets pour des résidences qui vont se dérouler entre mars et août 2020 ont été sélectionnés. La deuxième commission de l'année est programmée entre mai et juin 2020, pour des résidences qui vont se dérouler entre septembre et décembre 2020.
Des séances seront réalisées au Luminor-Hôtel de ville pour projetées des courts métrages réalisés dans les cadres des résidences."

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient LIGHT CONE au titre des Fabriques arts visuels, à hauteur de 55 000 euros, soit 17,17% de la base subventionnable de 320 298 euros correspondant au montant du budget prévisionnel 2020.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	77 700,00	24,26%
Autres charges de fonctionnement	5 722,00	1,79%
Personnel lié à la structure	194 376,00	60,69%
Dépenses techniques	41 300,00	12,89%
Dépenses d'actions cutlurelles	1 200,00	0,37%
Total	320 298,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC	67 000,00	20,92%
Région Ile-de-France Fabrique	55 000,00	17,17%
Ville de Paris	10 000,00	3,12%
Recettes propres d'acitivtés	187 865,00	58,65%
Produits financiers	433,00	0,14%
Total	320 298,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° 20006563 - FABRIQUE ARTS VISUEL -2019-2022 - ANNEE 2 = 2020 - ATELIER W

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	108 496,91 € TTC	18,43 %	20 000,00 €
		Montant total de la subvention	20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION W
Adresse administrative : 6 AVENUE WEBER
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anna BRAGA

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la Fabrique Arts visuel est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
W compte continuer ces objectifs fixés lors de son entrée en conventionnement : professionnaliser la structure et pérenniser et approfondir les liens avec le territoire (ateliers réguliers pour les enfants de la Maison de Quartier, du Centre Social ou les écoles, partenariats avec les lycées professionnels pour travailler en collaboration avec les apprentis sur les montages d'expositions, partenariats avec les artisans, projets hors les murs…)
W souhaite continuer le développement des partenariats avec des structures indépendantes en France et en Europe, entretenir le réseau actuel et contribuer à son déploiement, de l'Ile-de-France, participer à l'effervescence des réseaux d'artist-run-space.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région soutient l'atelier W au titre des Fabriques arts visuels, à hauteur de 20 000 euros, soit 18,43 % de la base subventionnable de 108 496,91 euros correspondant au montant du budget prévisionnel 2020

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	43 661,91	40,24%
Autres dépenses de fonctionnement	235,00	0,22%
Personnel lié à la structure	15 000,00	13,83%
Dépenses artistiques	9 600,00	8,85%
Dépenses d'action culturelle	40 000,00	36,87%
Total	108 496,91	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ILE-DE-FRANCE	6 500,00	5,99%
Centre d'art de Malakoff	15 000,00	13,83%
Institut français à Prague	15 000,00	13,83%
REGION ILE-DE-FRANCE Fabrique	20 000,00	18,43%
REGION ILE-DE-FRANE Emploi tremplin	15 000,00	13,83%
Commune de Pantin	500,00	0,46%
RECETTES PROPRES	30 720,00	28,31%
AUTRES RECETTES	5 776,91	5,32%
Total	108 496,91	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° 20004449 - MUSEE MOBILE MUMO - EXPOSITION "OBJECTIF TERRE"

Dispositif : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains (n° 00001047)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	74 790,00 € TTC	8,02 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DE MUMO
Adresse administrative : 12 RUE D ANDIGNE
75016 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Rudy BOUBLIL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créé en 2011 par Ingrid Brochard, le MuMo arpente les zones rurales et périurbaines avec des expositions des collections publiques d'art contemporain. Ce musée mobile propose des formations, visites, ateliers et rencontres aux enfants, aux enseignants et aux habitants.
Le Musée Mobile fait circuler l'exposition Objectif Terre ! Imaginée par le Cnap, avec des œuvres issues de sa collection et de celle du Frac Provence-Alpes-Côte d'Azur, à la rencontre des habitants des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Ile-de-France.
Certaines œuvres de l'exposition abordent des sujets scientifiques et écologiques tels que l'exploitation des ressources agricoles, la contamination des sols par les déchets plastiques et toxiques, les effets des gaz à effet de serre, les OGM, les hôtels à insectes...
Le Musée Mobile coopèrera avec l'Institut Pytheas - Observatoire des Sciences de l'Univers sur des actions pédagogiques. Des interventions de chercheurs auprès des classes sont notamment prévues. Le MuMo sera aussi présenté dans le cadre du programme VIVANT, Saison culturelle pour la Biodiversité.
Des partenariats sont créés avec les acteurs locaux afin de valoriser le patrimoine culturel territorial, de renforcer la proposition faite aux publics, et de pérenniser l'action du MuMo sur le territoire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient l'Exposition « Objectif Terre » du Musée Mobile, au titre des aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 6000 €, soit 26,60% de la base subventionnable de 74 790 euros qui correspond au budget 2020 proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	34 850,00	46,60%
Autres dépenses de fonctionnement	3 230,00	4,32%
Personnel lié à la structure	36 710,00	49,08%
Total	74 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ILE-DE-FRANCE	30 000,00	40,11%
Ministère de la culture	14 890,00	19,91%
Ministère de l'Education Nationale	3 400,00	4,55%
Région Ile-de-France	6 000,00	8,02%
Communes	5 000,00	6,69%
EPCI	1 000,00	1,34%
Mécénat et sponsoring	14 500,00	19,39%
Total	74 790,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° 20006560 - ARIANA : MIXART ILE DE FRANCE 2020

Dispositif : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains (n° 00001047)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	93 500,00 € TTC	10,70 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARIANA
Adresse administrative : 15 RUE HELENE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Laurence ELUARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ariana propose un programme de manifestation à vocation régionale autour de 6 sites socio-éducatifs partenaires dans une démarche interdépartementale.
La manifestation recouvre un ensemble d'événements, d'actions et d'ateliers éducatifs, artistiques et citoyens sur une période de septembre à décembre dans le cadre d'un calendrier spécifique fondé sur la pratique participative des arts urbains.
Au total ce programme de manifestation comprend 300 heures d'intervention d'artistes de Street Art en direction de 200 jeunes franciliens. Un plan d'actions est développé en associant six sites pivots partenaires : Centre social Caf Belliard Paris 18ème; Centre social Caf Tanger Paris 19ème; Centre social Caf de La Courneuve (93); ITEP SESSAD FROT de Meaux (77) ; ITEP JEANNE CHEVILLOTTE Meulan (78); IME Henri WALLON, Sarcelles (95)
Le programme type mené sur des journées banalisées comprend six étapes : Préparation, initiation au street art, échanges, réalisations, restitution, ...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutien MIXART au titre des aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 10 000 , soit 10,70 %de la base subventionnable de 93 500 € qui correspond au budget 2020 proposé.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	24 700,00	26,42%
Autres charges de fonctionnement	1 800,00	1,93%
Personnel lié à la structure	67 000,00	71,66%
Total	93 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère Education Nationale	3 000,00	3,21%
CGET	3 000,00	3,21%
Services déconcentrés	4 500,00	4,81%
REGION ILE-DE-FRANCE	30 000,00	32,09%
CNAF ET CAF	25 000,00	26,74%
Autres apports	28 000,00	29,95%
Total	93 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° 20007121 - PHOTO ST GERMAIN: 1OEME EDITION DU FESTIVAL

Dispositif : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains (n° 00001047)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	83 550,00 € TTC	5,98 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PHOTO SAINT GERMAIN DES PRES
Adresse administrative : 105 RUE DE RENNES
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe LUNN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pour sa 10e édition, PhotoSaintGermain réunira du 6 au 21 novembre 2020 une trentaine de musées, centres culturels, galeries et librairies de la rive gauche autour d'un parcours photographique. La sélection des expositions est assurée par un comité scientifique renouvelé chaque année et composé de responsables de collections, commissaires, critiques, artistes...
En écho à ces expositions, un programme associé de rencontres, projections, signatures et visites d'ateliers est également organisé. Un partenariat est prévu avec les écoles du quartier : Sciences-Po et les Beaux-Arts de Paris,
Les expositions et les événements figurant au parcours sont en libre accès, à l'exception du Musée Delacroix (gratuité ou tarif réduit pour les jeunes, étudiants, chômeurs…)
L'association sollicite la région afin de pouvoir développer des actions en direction des publics scolaires, notamment des lycéens, et soutenir plus fortement la jeune création. Les expositions et conférences sont accessibles librement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la 10 édition du Festival PHOTO St GERMAIN au titre des aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 5000 euros, soit 5,98 % de la base subventionnable de 83 550 euros qui correspond au budget proposé.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel lié à la structure	38 000,00	45,51%
Dépenses de fonctionnement	4 800,00	5,75%
Dépenses communication	13 500,00	16,17%
Dépenses programmation	23 200,00	27,78%
Autres frais	4 000,00	4,79%
Total	83 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propre	25 000,00	29,94%
Ministère Culture	6 000,00	7,19%
Région Ile-de-France	15 000,00	17,96%
Ville de Paris	15 000,00	17,96%
Adagp	4 000,00	4,79%
SAIF	4 000,00	4,79%
Bureau Baillet	5 000,00	5,99%
Mécénats privés	5 000,00	5,99%
L'Accolade	3 000,00	3,59%
Comité des Galeries d'Art	1 500,00	1,80%
Total	83 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX049842 - BOURSE : Kim Lan NGUYÊN THI - ECARTS

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	KIM LAN NGUY N THI
Adresse administrative	:	AVENUE LAPLACE 94110 ARCUEIL
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de la résidence à Ecart – Anis Gras, ce projet artistique se veut une étude de la philosophie du don. Dans un parcours allant du politique à une approche philosophique, l'étude du don dans sa traduction plastique permettra à l'artiste de mener et d'observer lors d'ateliers artistiques proposés à différents publics, la manière dont notre rapport à cette pratique interroge nos modes de vie, nos limites, nos croyances, etc. Les questions seront abordées lors d'interviews, d'ateliers de pratiques artistiques, ou bien encore d'atelier de transmission. Cette résidence se composera en quatre parties :

- Une première phase de recherches de références, textuelles, plastiques, audios, etc
- Une seconde phase de collectage et expérimentations plastiques avec et sans participation
- Une troisième phase de réalisation plastique
- Une quatrième phase de réflexion sur le format de diffusion en adéquation avec la thématique du don (création libre de droit, accessibilité facilité, etc

L'association ECARTS fournira à l'artiste un atelier, un suivi matériel, technique et logistique…L'artiste mènera des actions auprès d'un public intergénérationnel à partir de 15 ans. Les rencontres se feront auprès d'un public varié issu de groupes sociaux culturels divers. Toutes les actions de transmission seront organisées par la responsable des relations avec les publics d'Anis Gras : elle accompagnera l'artiste à chacune des rencontres : atelier d'éducation à l'image, table ronde avec public retraité, rencontre avec des bénévoles de la Banque alimentaire, atelier avec le Lycée Darius Milhaud (5 séances de 2h).

Localisation géographique :
- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

DOSSIER N° EX049844 - Bourse : Edgar SARIN-CENTRE D'ART CONTEMPORAIN CHANOT

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EDGAR SARIN
Adresse administrative	:	101 BIS RUE HENRI BARBUSSE 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pour sa résidence au Centre d'art Contemporain Chanot, Edgar Sarin imagine une immersion dans un modèle de société inventé dont seules les traces sont perceptibles. Ces traces sont des éléments d'architectures et des amphores. La société qu'il invente vit par les multiples échanges et rencontres avec des groupes de population qu'il nomme «Churs ».
Le CACC propose d'accompagner l'artiste sur une résidence de 10 mois autours de 3 axes : un temps de production, des rencontres et ateliers avec les publics et un temps d'exposition.
Le rythme de production des amphores sera soutenu pendant toute la durée de la résidence. Elles seront disposées dans l'espace du CACC.
Durant l'automne, une exposition présentera ces pôles allégoriques et ces architectures imposantes et verra la mise en vie de la micro société. Des sculptures existantes rythmeront le parcours de l'une à l'autre et seront accompagnées de nouvelles oeuvres produites spécialement pour ce projet.
L'atelier de moulage des amphores pourra être activé à différentes occasions, comme pendant des masterclass avec d'autres étudiants, ou bien avec des publics du centre d'art. Une rencontre de l'artiste avec les élèves du primaire et du secondaire est également prévue

Détail du calcul de la subvention :
La bourse destinée à l'artiste est fixé à 14 000 euros.

Localisation géographique :
- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX049867 - Bourse: Eve CHABANON - MAISON DES ARTS, CENTRE DART CONTEMPORAIN, MAIRIE DE MALAKOFF

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CHABANON EVE
Adresse administrative	:	32 RUE THIERS 95300 PONTOISE
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
« Le surplus du non-producteur », projet d'Eve Chabanon, bouscule la définition conventionnelle donné au surplus. Pour ce projet, elle réunit un collectif constitué d'artistes, d'artisans ou de professionnels de l'art en situation d'exil, en Ile-de-France. Ensemble, ils questionnent les notions de valeur, d'économie et de production dans les champs visuels, du spectacle, de l'art et de l'artisanat.
La résidence à la Maison des arts de Malakoff sera ponctuée de propositions de masterclass, suivies d'ateliers, pour faire découvrir une pratique artistique à des groupes scolaires de la ville.
Le projet de résidence participe aux missions du centre d'art liées à la sensibilisation des publics à l'art contemporain. Des visites, des rencontres et des ateliers seront proposés aux participants durant toute la durée de la résidence. Des ateliers seront proposés aux élèves du secondaire, en particulier le Lycée professionnel Louis Girard qui est à proximité immédiate de la résidence.
Le moment de restitution donnera lieu à une première représentation publique de la pièce performative écrite dans le cadre de la résidence. Le théâtre 71 Scène nationale de Malakoff est pressenti pour cette représentation.
Le centre d'art contemporain mettra en place un accompagnement logistique et une mise à disposition des ressources humaines, matérielles. Tous les aspects de la résidence de l'artiste (artistique, pédagogique, territorial, technique, administratif) seront accompagnés par la chargée des projets hors les murs. Le centre d'art facilitera également les recherches et les rencontres avec les associations et structures, services de la ville, etc.

Localisation géographique :
- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX049869 - BOURSE : Tiphaine CALMETTES - CENTRE D'ART CONTEMPORAIN D'IVRY - LE CRÉDAC

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TIPHAINE CALMETTES
Adresse administrative	:	19 RUE CHARLES V 75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'accueil de Tiphaine Calmettes en résidence au Crédac sur un temps long lui permettra de développer sa recherche théorique qui enrichit sa pratique artistique. Il lui permettra également d'expérimenter et d'approfondir des formes et formats artistiques.
L'artiste s'intéresse à la redéfinition des liens de l'humain à son environnement et aux autres espèces, les liens des humains entre eux à travers la convivialité et le travail collectif, la réappropriation des savoirs et des savoir-faire. Les œuvres incluent du béton, de la terre, de la mousse et du lichen, mais aussi des empreintes de plantes, d'animaux et de parties de corps. Habitants d'Ivry / visiteurs du Crédac de la région pourront assister aux rencontres publiques.
Le statut du Crédac, association soutenue par la Ville d'Ivry, permet une grande proximité avec les services municipaux et les associations locales avec lesquelles des partenariatS sont souvent mis en place (conservatoire, archives municipales, maisons de quartiers, théâtre, médiathèque).
La résidence fait partie intégrante de l'activité du Crédac et bénéficie de la même attention que les autres axes (exposition, production, médiation) en terme de communication notamment et de promotion au sein des réseaux locaux, nationaux et internationaux dans lesquels s'inscrit le Crédac.
Le Bureau des Publics - l'équipe de médiation et d'action éducative du Crédac pourra intégrer le projet de recherche de l'artiste à l'ensemble de leurs propositions à destination de la communauté éducative locale.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX049931 - Bourse : Catalina CABRERA - MAIRIE AUBERVILLIERS

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CATALINA CABRERA
Adresse administrative	:	77 RUE DES CIT S 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet de résidence s'inscrit dans la continuité du projet de la Street Art Avenue, projet de territoire porté par les villes d'Aubervilliers, Saint-Denis, Paris, le Département, La Métropole du Grand Paris
Le projet repose sur deux axes : la participation des habitants et des lycéens à des projets d'amélioration et de réappropriation des espaces publics et d'autre part le renforcement des organisations de base du territoire à travers le processus de création collective.
Par le biais d'ateliers participatifs, il y aura des propositions artistiques et urbanistiques qui seront réalisées conjointement entre l'artiste Catalina Cabrera et les habitants et lycéens, en vue de la réalisation de fresques au sein des cités d'Aubervilliers. Les interventions visent la revalorisation culturelle de l'espace public en générant des circuits artistiques et culturels qui proposent une nouvelle mobilité sur le territoire. Un des objectifs est la restauration de liens intergénérationnels à travers un processus de créations, mais aussi la réappropriation de l'espace public à travers de la création de fresques.
La résidence d'artiste de Catalina Cabrera va s'inscrire dans le cadre du projet de développement local et culturel du territoire de la Seine Saint Denis. La ville souhaite donner une dimension Régionale et métropolitaine à cette résidence d'artiste.
Pour cela, la ville d'Aubervilliers mettra à disposition un espace de travail, un espace de rencontre avec les partenaires pour mener les ateliers, un espace de stockage et un espace pour exposer les restitutions (Espace Renaudie). Elle mettre également à disposition du personnel pour la technique et la logistique.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX049953 - Programme régional de résidences d'artistes - Victor REMERE

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VICTOR REMERE
Adresse administrative	:	418 RUE JEAN JAUR S 83000 TOULON
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
« In medio stat virtus » (la vertu se tient au milieu) : Victor Remère proposera pour une durée de 10 mois une résidence de recherche création qui prendra comme point de départ Zone Sensible, ses enjeux et son environnement pour développer un procédé artistique participatif.
Victor Remère aura pour but de mener un travail liant recherche, participation citoyenne et création tout au long de cette résidence. Le but est d'installer des œuvres pérennes sur le site, contribuant créer au sein de Zone Sensible un jardin doeuvre d'arts au milieux des tours du 93.
Ces œuvres (un minimum de trois) viendront rythmer les différentes saisons et les temps d'ouverture au public. Certaines pourront être créées avec la participation des habitants du territoire.

Le Parti Poétique accompagnera Victor Remère tout au long du processus de recherche et de création, afin de l'aider dans la conception, le développement et la réalisation de son projet.
Dans ce sens le Parti Poétique mettra à disposition de l'artiste le terrain de Zone Sensible, l'espace 365, des outils techniques, son équipe projet (régisseur, chargé de communication, médiateurs culturels etc.). Le soutien sera également administratif et financier.

Des workshops à destination des étudiants pourront être imaginés sur le site de Zone Sensible.
Le projet impliquera tous les acteurs locaux : population, élus, enseignants, artisans, acteurs économiques, sociaux, culturels
En lien avec eux, l'artiste va proposer des temps de workshop et co construction de ses œuvres avec les habitants. Cela prendra la forme de rendez-vous spécifiques construits avec les partenaires, mais également des temps aménagés pendant les ouvertures publiques du site les samedis.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX049954 - Bourse : Anna TOMASZEWSKI - FONDATION D'ENTREPRISE FIMINCO

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ANNA TOMASZEWSKI
Adresse administrative	:	2 RUE SAINT-SIAGRE 06000 NICE
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 2017, la Fondation d'entreprise Fiminco, implantée à Romainville, en Seine-Saint-Denis, sur un site industriel réhabilité de près de 11 000 mètres carrés, est un lieu dédié à la création contemporaine pluridisciplinaire. Dès 2020, elle accueillera chaque année en résidence 18 artistes de toutes nationalités pour une durée de 11 mois, afin de leur permettre de développer leurs travaux artistiques et leurs recherches. Elle proposera également des expositions et d'autres manifestations culturelles telles que des rencontres avec les artistes résidents et des ateliers.
En juin 2020, Anne Tomaszewski sera en résidence à la Fondation Fiminco, pour développer sur une période de 10 mois une nouvelle création intitulée Apokalupto - « révéler » en grec. Apokalupto est un projet sculptural lié au corps, au mouvement et aux traces qu'ils génèrent. L'artiste souhaite travailler sur la question du fossile et de son rapport au temps et au mouvement qu'il fige de façon immuable. Avec ce projet, elle compte recréer de nouveaux fossiles par la sculpture et le mime. Le public pourra découvrir, dans deux espaces différents, l'installation composée d'une série de sculptures, et dans une autre pièce il assistera à la performance d'un danseur. Le deuxième volet de ce travail impliquera le performeur, danseur et mime Olivier Balzarini qui interviendra en mimant et en révélant cette installation de sculptures. Deux workshops pourraient être organisés avec des élèves de Lycée - un partenariat potentiel avec le Lycée Liberté de Romainville. Le projet s'inscrira sur le territoire de Romainville en privilégiant les moments de rencontres avec les publics. Plusieurs types d'actions sont envisagés dans le but de toucher le public.
La résidence à la Fondation Fiminco mêlera des temps de recherche (tests de formats et de matière, maquettage), de production (commande de matériel, prise de contact et travail avec des artisans, travail chorégraphique avec un danseur et mime, répétitions, tests de mise en espace), et des temps d'échange avec les publics.

Localisation géographique :

- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX049956 - Bourse : Phoenix ATALA - LES LABORATOIRES D'AUBERVILLIERS

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PHOENIX ATALA
Adresse administrative	:	8 RUE PIERRE BONNARD 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de cette résidence aux Laboratoires d'Aubervilliers, Phoenix Atala propose de concevoir, préparer et réaliser un film. L'écriture du scénario, les repérages, les répétitions, le recrutement, toutes les phases préparatoires et le tournage lui-même seront objet de recherche et prétextes à rencontre. Dans un esprit transdisciplinaire, ils donneront lieu à des ateliers, des performances et à une exposition. Le film sera en deux parties : la fiction et le méta-film. Deux fables d'émancipation, terrains d'expérimentation, de déconstruction des conventions et des standards
La résidence prévoit : atelier d'écriture de scénario à Aubervilliers, méta-atelier à Aubervilliers, atelier chorégraphique à Pantin, ateliers pédagogiques à Aubervilliers et Montreuil, castings et tournage à Aubervilliers et Vitry. Des actions avec le public sont prévues : organisation d'ateliers, workshops, rencontres avec les lycéens.
Les Laboratoires d'Aubervilliers proposent un accompagnement administratif (montage de production, conventions de partenariats, contrats bénévoles et amateurs, rémunérations...), technique (montage budgétaire, mobilisation et coordination de l'équipe technique, prêt, location et achat de matériel, construction dans l'atelier des Laboratoires, montage d'exposition...), dans le travail avec les publics (recherche de partenaires et de participants dans le quartier des Quatre-Chemins et sur toute la ville d'Aubervilliers, montage et suivi du projet EAC à Montreuil), logistique (accompagnement des repérages, tournages, catering...), repérages et recherche architecturale et historique, mise en réseau (contacts et rencontres avec les réseaux de production et de diffusion tant en arts plastiques que spectacle vivant et cinéma).

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX049957 - Bourse: Henry ROY - HENEO

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HENRY ROY
Adresse administrative	:	202 RUE DE LA CONVENTION 75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Centre International d'Accueil et d'Echanges des Récollets propose des locations de logements meublés avec services pour chercheurs et artistes, pour des durées variant de un mois à deux ans. Des ateliers logements ont également été créés de façon à permettre à des artistes de faire œuvre de création lors de leur passage à Paris, et de favoriser ainsi les échanges dans ce domaine. La gestion a été déléguée à la filiale para-hôtelière de la RIVP, la société Hénéo.
Pour son projet « Enquete d'identité », l'artiste souhaite explorer le concept d'identité sous l'angle de la complexité. L'artiste choisit d'impliquer 3 femmes et 3 hommes et de créer une galerie de portraits multiformes et minutieux, mettant en présence images (fixes et mouvantes) et textes. Ces portraits seront les fruits d'observations et investigations menées sur une période de plusieurs mois. Le projet comprendra des photos, des vidéos, des conversations, un travail d'écritures, l'organisation d'une exposition, la publication d'une édition...
Le Centre s'associe au projet de l'artiste et mettra ses moyens et ressources à disposition pour l'accompagner dans sa démarche.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX049958 - Bourse : Paul CRÉANGE - Manifesto

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PAUL CR ANGE
Adresse administrative	:	34 RUE RODIER 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Manifesto est une société de conseil stratégique et opérationnel dédiée aux initiatives culturelles des entreprises. Conçue par Hervé Digne et Laure Confavreux Colliex en 2015, la structure travaille à la croisée des chemins entre l'urbanisme, l'art, l'architecture, les entreprises et les institutions. Leur objectif est de remettre l'art et la culture au cœur de la ville. Manifesto est notamment présent sur des projets urbains. L'agence loue des ateliers aux créateurs et leur offre toute une palette de services dans une tour en attente de rénovation située aux portes de Paris. Le projet de résidence se déroule au sein de l'incubateur POUSH fondé par Manifesto. Cet incubateur va s'inscrire dans la dynamique culturelle du Grand Paris.
Le projet "Regarder la ville - Transformer la ville se compose de workshops qui proposent à des scolaires (de la primaire au lycée) du territoire d'accompagner Paul Créange dans la création d'une oeuvre in-situ basée sur une représentation subjective de la ville. Les scolaires, les lycéens et l'artiste mèneront une recherche photographique dans la ville de Clichy suivit de créations sculpturales basées sur cette recherche. Ce parcours photographie amènera les participants à faire une radiographie de leur quartier : détails, focus instantanées.
Ils restitueront leurs travaux aux publics dans les locaux de POUSH sous la forme d'une exposition temporaire pour les scolaires, et d'une œuvre in-situ semi-permanente pour Paul Créange.

Localisation géographique :
- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX050184 - Bourse : Arnaud TETELIN - FEDERATION FRANCAISE DES DYS

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ARNAUD T TELIN
Adresse administrative	:	155 RUE DE VAUGIRARD 75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 15 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association FFDYS est une structure publique qui regroupe les différentes associations spécialisées dans le domaine des troubles spécifiques du langage et des apprentissages, en particulier la dyslexie, la dysphasie, la dyspraxie. La FFDys organise de très nombreux évènements, colloques et interventions de sensibilisation en Ile-de-France et dans la France entière comme La Journée Nationale des Dys ou encore la Nuit des Dys.
Dans le cadre de la résidence, Arnaud TETELIN souhaite créer un livre collectif sur la représentation sensible de la dyslexie. L'objectif du projet est d'illustrer les multiples façons de définir et de vivre la dyslexie, en leur donnant leur propre statut. Il s'agit de créer une œuvre engagée, militante et sensible, qui donne à voir les multiples facettes de la dyslexie et les multiples façons de la vivre.
Ce projet s'articule en trois temps : 1. Réalisation de planches illustrées à taille humaine, en amont des ateliers artistiques donnant à voir une définition scientifique de la dyslexie. 2. Mise en place d'ateliers artistiques (dans la continuité des évènements FFDYS): dialogues, initiation au dessin … À l'issue de chaque atelier participatif, cette œuvre collective prendra la forme d'une fresque dessinée à échelle humaine. 3. Réalisation de l'œuvre finale: Il s'agit alors de fédérer les productions de chaque atelier, en un volume unique: un objet-livre qui rassemble et rapproche toutes les sensibilités et les ressentis individuels.
La FFDys donnera accès à ses partenaires, ses membres et ses ressources, notamment la possibilité de travailler avec leur comité scientifique. Elle permettra en outre d'entrer en contact avec les participants, les organisateurs et le public des multiples manifestations qu'elle organise. Le Projet sera présenté et mis en avant à travers des ateliers artistiques avec les différents publics présents lors de ses événements.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX050327 - Résidences d'artistes : Benoît DHENNIN - ASSOCIATION MOULIN DE PONT RÛ

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BENO T DHENNIN
Adresse administrative	:	51 RUE VAILLANT 59510 HEM
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 24 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En 2018, l'association ouvre ses portes à Bray-et-Lû avec une première action d'envergure : le PIJE (Projet d'insertion des Jeunes pour l'Emploi). En 2019 elle organise des chantiers participatifs avec des réfugiés tibétains de la Péniche de Conflans-Fin-d'Oise. Elle propose depuis des concerts et des conférences autour de l'écologie, en autofinancement et avec le soutien financier et moral de la mairie. L'association du Moulin est implantée dans le Val d'Oise, où elle entend innover sur les questions humanitaires, écologiques et sociétales, en apportant des réponses concrètes, accessibles et locales.

« Les Fenêtres qui parlent » est un événement qui met en relation les citoyens de la ville avec les artistes régionaux. Les artistes exposent leurs œuvres aux fenêtres des habitants, afin que dans la ville soit créé un parcours artistique visible depuis la rue.
L'artiste professionnel est invité en résidence à L'association à créer une oeuvre spécifique, en relation directe avec la ville de Bray-et-Lû et ses habitants... Pendant les Visites guidées, des ateliers vidéos numériques avec l'artiste seront organisés.
Des événements conviviaux seront organisés autour de la pratique artistique, ainsi que des ateliers, des présentations et rencontres entre artistes, habitants, scolaires. L'exposition s'inscrit dans un parcours qui inclut aussi les nombreux touristes qui parcourent le territoire naturel et riche en ressources artistiques du Vexin.

Détail du calcul de la subvention :
La bourse destinée à l'artiste est fixée à 2 000 euros par mois de résidence, soit 4 000 euros pour deux mois.

Localisation géographique :

- BRAY-ET-LU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX050334 - Bourse : Madame Suthiry SUK MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE ANDRÉ PHILIP

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SUK SUTHIRY LINDA
Adresse administrative	:	8 RUE BAZARD 77200 TORCY
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, les dépenses en amont du vote peuvent être prise en compte pour l'organisation de la résidence.

Description :
Rhizome – pôle de création et de ressources en arts visuels et arts plastiques – est intégré à la MJC André Philip. Le pôle œuvre auprès des populations du territoire, à une ouverture et une accessibilité culturelle exigeante aux arts plastiques et visuels et plus largement à l'art contemporain; Rhizome est relais local du Studio 13-16 (Centre Pompidou, Paris). Il est reconnu comme pôle de ressource et d'expertise soutenu par le conseil département de seine et marne, et d'ailleurs le seul sur ce territoire
Le projet « Les déplaçants » est une réflexion sur le mouvement et des perceptions multiples autour du déplacement. Physiques, virtuels, migrations…
La résidence tente de retranscrire la complexité de ces notions de déplacement auprès de personnes d'âges et d'origines différentes sur le territoire multiculturel de Torcy et ses environs notamment 2 quartiers en politique de la ville (Arche Guédon et Mail)
Il s'agit d'une investigation documentaire puis d'une constitution d'une série de photographies mêlant captations photographiques, images numériques (google street view) et images issues d'archives pour une mise en évidence des fragmentations temporelles et des distances de points de vue. Un projet vidéo se construirait en parallèle autour des rencontres et entretiens.
Rhizome serait présent dans la mise en relation et la diffusion du projet sur le territoire, auprès des habitants et structures ; mairies, associations (LACC, MJC et Centres sociaux du territoire), collèges, lycées et réseaux des médiathèques...
Des ateliers s'adresseront à quatre publics identifiés :
- Adultes / douzaines de participants à des ateliers socio-linguistiques MJC de Torcy et Lognes ;
- 1 groupe parents-enfants

- 1 groupe classe de collégiens (Collège de l'Arche Guédon - quartier ZSP)
- 1 groupe classe d'une école de proximité (Ecole du Clos de la Ferme à confirmer)

Ces ateliers font l'objet de 3 ou 4 séances (par atelier) de face-à-face entre les habitants et l'artiste accompagnée par l'équipe.

Ils prendront la forme de dialogues et concertations sur la notion de déplacement, déplacement comme créateur d'identité. Ils s'appuieront sur les histoires de familles, les fils des origines et les documents associés (photos, documents administratifs, courriers).

La restitution de ces ateliers se fera à l'aide d'éditions numériques et/ou de films.

Localisation géographique :

- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° EX050335 - BOURSE Arnaud PERREL - MATIÈRE PREMIÈRE et GHU L'Hôpital du Perray-Vaucluse -

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ARNAUD PERREL
Adresse administrative	:	18 RUE DEMARQUAY 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Matière première a pour objet de faciliter l'interface entre les mondes, de la culture et la société dans les domaines du lien social, de l'économie, de la diversité culturelle et de l'environnement. Dans ce cadre, L'association se donne comme mission prioritaire de réaliser des événements culturels dans une double optique d'éducation populaire et de diffusion des œuvres des artistes soutenus par L'association.
L'Hôpital du Perray-Vaucluse fait partie du GHU Paris. La dimension universitaire du « GHU » rend possible des interactions permanentes entre pratique clinique, formation, enseignement et recherche…
Regard (e) : Projet conjointement initié par Brigitte Ouhayoun (Cheffe de pôle psychiatrie Dépendance Réhabilitation au GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences), Margot Morgiève (chercheuse en sciences sociales) et Arnaud Perrel (photographe) et encadré par l'association Matière Première afin d'accompagner des personnes présentant des troubles psychiatriques sévères et des professionnels de santé pour leur permettre de réaliser une exposition photo sur leur vision du monde. (8 patients et 4 soignants)
Ce projet se déroulera au centre hospitalier du Perray-Vaucluse (Sainte-Geneviève-des-Bois) et s'étalera sur un an. Les participants suivront tout d'abord un cycle de formation collective à la photographie, puis un cycle d'entretiens individuels leur permettant de cerner leurs envies et de les traduire en propos photographiques, pour concevoir une scénographie finale.
En parallèle, seront menées des interviews des participants, afin de collecter leurs ressentis sur l'ensemble du projet et de l'inclure, sous forme de rendu sonore, à l'exposition photographique. Plusieurs actions culturelles sont prévues : Echanges, sorties culturelles, ateliers, débats avec des médecins, des chercheurs, des politiques, des artistes, exposition conférence au 100 ecs…

Matière première mettra à disposition ses locaux pour la conception de la scénographie et s'occupera des

tâches administratives liés au projet (planning, transport, achats, etc.) La structure hospitalière mettra à disposition pendant le programme les 4 soignants qui participent au projet, que les locaux pour la formation, les entretiens individuels et l'editing.

Localisation géographique :

- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-325

DOSSIER N° 20008554 - Bourse : JADE TANG - L'ahah

Dispositif : PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ARTISTES / BOURSES POUR LES ARTISTES (n° 00001107)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JADE TANG
Adresse administrative	:	44 PLACE DE L' GLISE 93500 PANTIN
Statut Juridique	:	Personne physique

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'ahah est une association loi 1901 fondée en juin 2017 par Marine Veilleux et Pascaline Mulliez. Elle propose aux artistes plasticiennes un accompagnement personnalisé, et sur le long terme. Ouverte au public depuis septembre 2018, L'ahah dispose de deux espaces d'exposition dans le 11e arrondissement à Paris et d'un lieu dédié à l'expérimentation (#LaRéserve à Ris-Orangis / Grand Paris Sud). Ces espaces permettent d'offrir aux artistes les conditions de visibilité de leur travail, mais aussi et surtout de rencontres avec les différents publics.

Le projet « Caresser L'histoire » part du chantier de fouille archéologique comme un espace-temps en transition. Le chantier d'aménagement urbain et le chantier archéologique se superposent et sont le croisement où se jouent des enjeux contemporains. La résidence permet à l'artiste de mener de nombreuses recherches : enquête et recherches sur des chantiers en Val de Marne, retranscriptions des discussions et entretiens de chantier, recherches en atelier, interprétations des données, expérimentations et production en atelier et prestataire francilien (fondeur, graphiste). Des échanges avec le public et des échanges avec des professionnels (archéologues, services d'aménageurs urbains) sont prévus. L'association apportera un accompagnement et une mise à disposition des ressources humaines, techniques, logistiques, administratives et matérielles.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

ANNEXE 2 AVENANT CDC

AVENANT ANNUEL N°…
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET «Bénéficiaire»

DANS LE CADRE DE LA CONVENTION QUADRIENNALE Rapport CP N° d'origine – année 1 à année 4
… année de convention
AU TITRE DE CONVENTIONS DE DEVELOPPEMENT CULTURE

N°CP (dossier n°«Dossier__Code»)

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, agissant en vertu de la délibération n° « N° rapport » / «Date_de_décision_1»
ci-après dénommée la "Région"

d'une part,
et

la structure dénommée : «Bénéficiaire»
adresse : «Adresse_administrative__Adresse_complèt»
représenté par : «Courrier__Titre1»,
Titre : «Courrier__Titre2»
en vertu de
ci-après dénommée " le bénéficiaire "

d'autre part,

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Une convention a été votée lors de la commission permanente du (Rapport CP N° origine – 1ère année). La Région Île-de-France a décidé de soutenir «Bénéficiaire» pour une durée de 4 ans.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à « taux_du_dossier » % du budget de l'année EXERCICE soit un montant maximum de subvention de «Montant_proposé_de_la_décision»€.
Le budget prévisionnel de l'année est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DU PRESENT AVENANT

La convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le «Date_de_décision_1» .

Il expire au plus tard après mandatement du solde de la subvention ou, à défaut, à l'expiration des délais de caducité figurant à l'article 3.1 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DES TERMES DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les stipulations de la convention quadriennale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le .....

Le bénéficiaire
M.
(*signature et cachet*)

Le

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation,

ANNEXE 3 AVENANT FABRIQUES

AVENANT ANNUEL N°…
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET «Bénéficiaire»

DANS LE CADRE DE LA CONVENTION QUADRIENNALE Rapport CP N° d'origine – année 1 à année 4
… année de convention
AU TITRE DES FABRIQUES ARTS VISUELS

N°CP
(dossier n°«Dossier__Code»)

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, agissant en vertu de la délibération n° « N° rapport » / «Date_de_décision_1»
ci-après dénommée la "Région"

d'une part,
et

la structure dénommée : «Bénéficiaire»
adresse : «Adresse_administrative__Adresse_complèt»
représenté par : «Courrier__Titre1»,
Titre : «Courrier__Titre2»
en vertu de
ci-après dénommée " le bénéficiaire "

d'autre part,

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Une convention a été votée lors de la commission permanente du (Rapport CP N° origine – 1ère année). La Région Île-de-France a décidé de soutenir «Bénéficiaire» pour une durée de 4 ans.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à « taux_du_dossier » % du budget de l'année EXERCICE soit un montant maximum de subvention de «Montant_proposé_de_la_décision» euros.
Le budget prévisionnel de l'année est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DU PRESENT AVENANT

L'avenant prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le «Date_de_décision_1»

Il expire au plus tard après mandatement du solde de la subvention ou, à défaut, à l'expiration des délais de caducité figurant à l'article 3.1 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DES TERMES DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les stipulations de la convention quadriennale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le .....

Le bénéficiaire
M.
(*signature et cachet*)

Le

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation,

ANNEXE 4 AVENANT FICHE-20001054-SIANA

AVENANT N°1
A LA CONVENTION N° CP 2020-132 du 4 mars 2020
AU TITRE DES FABRIQUES ARTS VISUELS

N°CP 2020-325 (dossier n° 20001054)

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP2020-325 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ASSOCIATION SIANA
dont le statut juridique est : ASSOCIATION
dont le siège social est situé au : 1 SQUARE DE LA RESISTANCE, 91000 EVRY
ayant pour représentant : Monsieur HERV PERARD, Directeur général
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

En vertu de la délibération n° CP 2020-132 du 4 mars 2020, une subvention d'un montant maximum de 40 000 euros a été attribuée au bénéficiaire au titre des conventions de Fabriques Arts Visuels.

A la suite d'une erreur intervenue dans la fiche projet 20001054, les indications relatives au plan de financement, à la base subventionnable et au taux d'intervention régionale sont modifiés. Le montant maximum de la subvention demeure inchangé.
Ces modifications approuvées par la délibération n° CP2020-325 du 1er juillet 2020 font l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1 : Objet du présent avenant

L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

Par délibérations n° CP 2020-132 du 4 mars 2020 et n° CP 2020-325 du 1er juillet 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation du projet au titre des Fabriques arts visuels, tel que proposé dans la fiche projet n° 20001054.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 24 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 166 600 euros, soit un montant maximum de subvention de 40 000 euros.

ARTICLE 2 : Modifications de l'annexe fiche projet

Le paragraphe « détail du calcul de la subvention » de la fiche projet est remplacé par les dispositions suivantes :

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient l'Association SIANA au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 40 000 euros sur une base subventionnable de 166 600 euros correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 à hauteur de 174 500 euros, déduction faite des impôts et taxes (1600 euros), des charges diverses de

gestion courante (1200 euros), des charges financières (600 euros) et des dotations aux amortissements (4500 euros) ».

Le tableau récapitulatif de la fiche projet est remplacé par le tableau suivant :

Libellé base subventionnable	**Montant base subventionnable**	**Taux d'intervention**	**Montant de subvention maximum**
Fabriques arts visuels	166 600 € TTC	24%	40 000,00 euros
	Montant total de la subvention		40 000,00 euros

Le plan de financement prévisionnel est remplacé par le budget suivant :

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (euros)		
Libellé	Montant	%
Achats	47 400,00	27,2%
Services extérieurs	3 300,00	1,9%
Autres services extérieurs	15 600,00	8,9%
Impôts et taxes	1 600,00	0,9%
Charges de personnel	100 300,00	57,5%
Charges diverses de gestion courante	1 200,00	0,7%
Charges financières	600,00	0,3%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 500,00	2,6%
Total	174 500,00	100,00%

Recettes (euros)		
Libellé	Montant	%
Recettes propres	38 000,00	21,8%
DRAC	15 000,00	8,6%
Dicream	5 000,00	2,9%
Région Fabrique	40 000,00	22,9%
Région CREAC	20 000,00	11,5%
Conseil départemental 91	38 000,00	21,8%
Agglo Grand Paris sud	15 000,00	8,6%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 000,00	1,1%
Reprise dotations	1 500,00	0,9%
Total	174 500,00	100,00 %

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le ..... **Le**.....

M.
(*signature, qualité et cachet du bénéficiaire*)

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-132
Commission permanente du 1er juillet 2020 – CP 2020-325

DOSSIER N° 20001054 - FABRIQUE ARTS VISUELS - 2017-2018-2019-2020 - ANNEE 4 = 2020 - SIANA

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	**166 600**euros TTC	24%	40 000,00 euros
	Montant total de la subvention		40 000,00 euros

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SIANA
Adresse administrative : 1 SQUARE DE LA RESISTANCE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur HERV PERARD, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la convention Fabrique arts visuels est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
Pour l'année 2020, nous nous appuyons sur la résidence de Marie-Julie Bourgeois et Barthélémy Antoine-Lœff (octobre 2019-juin 2020, soutenue par la Région Ile de France) pour enrichir nos échanges avec le monde scolaire et étudiant, avec la complicité des enseignants/des chercheurs et des nombreux pédagogues qui font de la ville d'Évry-Courcouronnes un pôle éducatif et culturel attractif pour le sud-francilien
Nous proposons de nombreux workshops qui permettront à des associations étudiantes (clubs d'aéronautique, de réalité virtuelle…) ou d'Éducation populaire (Planète Sciences, Maisons de Quartiers…) de découvrir les enjeux de la conquête spatiale et ceux du changement climatique ; la seconde partie de la résidence sera d'ailleurs consacrée à la réalisation de maquettes (photos, posters, vidéos, dioramas…) qui seront présentées au public.
Cette exigence nous a placé au cœur de nombreux dispositifs éducatifs et d'innovation sociale : notre programme EAC (CRÉAC de la Région pour 2019-2021) les Cités Éducatives, le label Unesco de Ville Apprenante -tout au long de la vie-, l'inclusion numérique ou les Micro-folies (3 micro-folies sont en cours de programmation sur l'Agglomération Grand Paris avec des projets de formation et d'expositions artistiques pilotés par SIANA).

Cette approche polyvalente des arts visuels et des arts et cultures numériques, nous a permis de débuter, dès 2019/2020, un dialogue fécond avec le Centre Pompidou qui cherche à renouveler son approche du public à l'occasion de son implantation à Massy ; nous pouvons ainsi envisager de diffuser un cycle « Punk et féminisme » dans les établissements d'enseignement supérieur qui connaissent une grande discrimination dans l'égalité F/H… et réfléchir avec des artistes comment créer un jeu vidéo qui évoque les réserves (cachées) de Massy.
Dans le même esprit, nous avons initié un rapprochement entre des structures porteuses de projets « Arts-sciences-société » autour des arts visuels/arts numériques : La Chaire Arts-Sciences (Polytechnique-ENSAD-Fondation Carasso), La Diagonale Paris-Saclay, le Collectif Culture 91 et le CAC de Brétigny, sous l'égide de SIANA et du Domaine Départemental de Chamarande. Ce projet, qui est soutenu par la Région au titre d'un Appel À Projet sur la Culture Scientifique et Technique, est pionner puisqu'il amène les artistes en position de chercheurs de nouvelles narrations et de nouveaux langages pour imaginer le monde de demain – et cela avec le même crédit que les scientifiques !
Cette démarche commune a permis à certains de s'engager plus résolument dans l'émergence artistique : commissariat artistique et accompagnement d'artistes dans la durée (et pas seulement sous forme d'Appels À Projets), pour d'autres, comme la Chaire Arts-Sciences, d'offrir des sorties de thèses/résidences en dehors des lieux universitaires ou pour SIANA d'élargir son dialogue avec les scientifiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient l'Association SIANA au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 40 000 euros sur une base subventionnable de 166 600 euros correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 à hauteur de 174 500 euros, déduction faite des impôts et taxes (1600 euros), des charges diverses de gestion courante (1200euros), des charges financières (600 euros) et des dotations aux amortissements (4500 euros).

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (euros)		
Libellé	Montant	%
Achats	47 400,00	27,2%
Services extérieurs	3 300,00	1,9%
Autres services extérieurs	15 600,00	8,9%
Impôts et taxes	1 600,00	0,9%
Charges de personnel	100 300,00	57,5%
Charges diverses de gestion courante	1 200,00	0,7%
Charges financières	600,00	0,3%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 500,00	2,6%
Total	174 500,00	100,00%

Recettes (euros)		
Libellé	Montant	%
Recettes propres	38 000,00	21,8%
DRAC	15 000,00	8,6%
Dicream	5 000,00	2,9%
Région Fabrique	40 000,00	22,9%
Région CREAC	20 000,00	11,5%
Conseil départemental 91	38 000,00	21,8%
Agglo Grand Paris sud	15 000,00	8,6%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 000,00	1,1%
Reprise dotations	1 500,00	0,9%
Total	174 500,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-258

DU 1 JUILLET 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU TOURISME EN ÎLE-DE FRANCE TROISIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 221-16 du 15 décembre 2016 relative à la création du Fonds pour le tourisme, modifiée par délibération n° CP 2018-299 du 4 juillet 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée ;

VU la délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017 portant approbation de conventions relatives au dispositif du fonds régional pour le tourisme ;

VU la délibération n° CR 2017-179 du 23 novembre 2017 relative à l'approbation du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2017-2021 ;

VU la délibération n° CP 2020-014 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale en faveur du Tourisme en Ile-de-France, première affectation 2020 ;

VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-258 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « fonds régional pour le tourisme » au financement des projets détaillés en annexe n°1 de la présente délibération par l'attribution de **8** subventions d'un montant maximum de **163 819 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement » ou « fonctionnement » adoptée par délibération n°CP 2017-155 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **133 819 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500109 « Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **5 000 €** sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 «Fonds de soutien au tourisme» du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **25 000 €** sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500113 « Parcours de la gastronomie » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles indiquées dans les fiches projet en annexe de la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2 :

Décide d'adhérer à l'association « NECStouR » et de verser une cotisation d'un montant de 4 000 € au titre de l'année 2020.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 4 000 € disponible sur le chapitre 939 « action économique », sous fonction 95 « tourisme et thermalisme », programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 «Fonds de soutien au tourisme» du budget 2020.

Article 3 :

Décide de retirer la subvention EX045170 accordée à l'association « Les ailes du pays de Meaux » par délibération n°CP 2020-014 du 31 janvier 2020.

Désaffecte en conséquence l'autorisation d'engagement correspondante de 70 000 € disponible sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 «Fonds de soutien au tourisme» du budget 2020.

Article 4 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **200 000 €** sur le chapitre 939 « Action économique » - code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme » - programme 195001 « dispositif régionaux en faveur du développement touristique » - action 19500113 « Parcours de la Gastronomie » sur le budget 2020 pour la prise en charge de dépenses directes d'achats et de prestations induites pour la mise en œuvre d'une campagne de communication dans le cadre de la Fête des Restos.

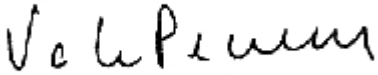
Article 5 :

Décide d'attribuer au Comité Régional du Tourisme une dotation spécifique d'un montant maximum de 800 000 € pour le financement en 2020 de l'opération « Volontaires du tourisme ».

Affecte une autorisation d'engagement de **800 000 €** sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 « Fonds de soutien au tourisme » du budget 2020.

Afin de permettre le financement de ce projet, il est procédé au transfert d'autorisation d'engagement du chapitre 939 « action économique » code fonctionnel 094 « industrie, artisanat, commerce et autres services » programme 194001 «soutien à l'industrie et autres services » code action 19400108 «smart industrie » vers chapitre 939 « action économique » code fonctionnel 095 « tourisme et thermalisme » programme 195001 «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique » code action 19500108 « fonds de soutien au secteur du tourisme » pour un montant de 250 000 €.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181953-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Fiches projet

FONDS TOURISME

AXE MODERNISATION ET TRANSITION NUMÉRIQUE

DOSSIER N° EX048224 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OURCQ
Implantation de 3 bornes numériques tactiles et de 10 journaux électroniques d'information

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	115 180,00 € HT	30,00 %	34 554,00 €
	Montant total de la subvention		34 554,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OURCQ BRUIT DE LIZY
Adresse administrative : 2 Avenue Louis DELAHAYE 77440 OCQUERRE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Michel DUCHESNE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Situé au Nord-Est de la Seine-et-Marne, à la lisière de la région Hauts-de-France et à proximité directe des zones d'influence de Marne-la-Vallée et de l'agglomération parisienne, le Pays de l'Ourcq regroupe 22 communes (18 000 habitants). Depuis 2012, une politique volontariste de l'Office de Tourisme s'est mise en œuvre avec un programme de manifestations visant à faire vivre les sites patrimoniaux du territoire sous la forme de visites commentées ou de randonnées.

Le Service Tourisme du Pays de l'Ourcq accueille toute l'année les visiteurs en mettant à leur disposition des brochures d'information touristique et des plaquettes de visite pour promouvoir la destination via des outils divers (site internet mobile, audioguides, GPS, accueil numérique…) : promenades le long du canal, observations au parc du Grand Voyeux (réserve ornithologique gérée par la Région Ile-de-France), découverte du patrimoine, randonnées pédestres et événements culturels. Dernièrement, il a porté la création d'une carte touristique commune « Brie Valois » avec les offices de Marne et Gondoire, Pays de Meaux, Pays de Valois, Retz en Valois, la maison du tourisme des Portes de la Champagne et la maison du tourisme du Pays Créçois.

Afin de renforcer la lisibilité et l'accessibilité à cette offre touristique, la Communauté de communes souhaite implanter des bornes numériques et créer des journaux électroniques d'information permettant de diffuser une information touristique en continue, de faciliter le séjour des visiteurs dans leur recherche d'activités et de mieux valoriser l'offre touristique locale et son patrimoine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses portent sur :
- L'implantation de trois bornes tactiles extérieures qui seront installées devant les trois principaux lieux de fréquentation (gare de Lizy-sur-Ourcq, gare de Crouy-sur-Ourcq et Maison de la réserve régionale dans zone naturelle du Grand Voyeux),
- La création de 10 journaux électroniques qui seront répartis sur l'ensemble du territoire permettant un maillage territorial avec de l'information en temps réel.

Localisation géographique :
- OCQUERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Logiciels	8 950,00	7,77%
Matériel	33 990,00	29,51%
Installation	1 800,00	1,56%
10 Panneaux électroniques	70 440,00	61,16%
Total	115 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OURCQ	57 519,00	49,94%
Département	23 107,00	20,06%
Subvention Région (sollicitée)	34 554,00	30,00%
Total	115 180,00	100,00%

DOSSIER N° EX048773 – UNIMEV
Développement du Calculateur Cleo de performance événementielle

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	100 000,00 € HT	30,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIMEV
Adresse administrative : 11 RUE FRIANT
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE-EMMANUEL BOIS, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : dossier déposé le 21 février pour un démarrage du projet le 28 mai 2020

Description :
Avec plus de 400 entreprises-membres, UNIMEV est l'Union française des métiers de l'Événement. De la conception à la production en passant par l'hospitalité événementielle, elle rassemble toutes les spécialités de la filière. La France produit et accueille chaque année des milliers d'événements professionnels qui génèrent des retombées socio-économiques tant au bénéfice des entreprises de la chaîne de production événementielle que des entreprises mobilisées pour l'accueil des participants. Pour la Région Ile-de-France, ce sont près 7,9 milliards d'euros de retombées touristiques générées par an (dépenses de transports, hébergement, restauration, commerces locaux), soit environ 40% des retombées touristiques nationales. Forts de ces constats, les professionnels de l'événement sont encouragés à développer leur efficacité et leur exemplarité en s'assurant des retombées socio-économiques et environnementales des événements organisés.

Crée en 2016, le calculateur de performance événementielle Cleo, a permis de référencer 108 lieux événementiels (dont 28 situés en IDF) et d'évaluer l'impact socio-économique et l'empreinte environnementale de 283 événements (dont 70 en IDF). L'outil doit aujourd'hui évoluer afin de permettre :
- aux professionnels de l'événement d'acquérir une culture de mesure de l'efficacité et de la valorisation matérielle et immatérielle des événements,
- aux acteurs territoriaux de se doter d'une capacité d'appréciation et d'évaluation des investissements à réaliser tant pour les infrastructures que pour les dispositifs d'accueil, en anticipant notamment les retombées des événements programmés ou organisés L'objectif à

moyen terme est que Cleo devienne le baromètre de référence dans l'évaluation événementielle en France au bénéfice des filières et des territoires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Proposé par UNIMEV et le Comité Régional du Tourisme d'Ile-de-France, le calculateur Cleo se présente sous la forme d'une plateforme web de mesure d'impacts marketing, territorial et environnemental des événements organisés en France, à partir de données renseignées par les organisateurs d'événements et les gestionnaires de lieux. Cet outil bilingue est mis à la disposition de tout organisateur à titre gratuit.
Les dépenses visent à développer les fonctionnalités informatiques d'utilisation et d'exploitation avec deux évolutions principales :
- méthodologiques (nouveaux indicateurs, nouveaux algorithmes de calcul...),
- fonctionnelles (ergonomie, échange de données...).

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Reprogrammation de la plateforme	40 000,00	40,00%
Développement évolutions méthodologiques (création de nouveaux indicateurs de performance, implémentation de nouveaux algorithmes de calculs, mise à jour de coefficients (dépenses, impacts environnementaux, etc…)	30 000,00	30,00%
Développement évolutions fonctionnelles (simplification d'usage, ergonomie, passerelles d'échanges de données, autonomie d'implémentations, personnalisation des rapports de performance)	30 000,00	30,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Comité des expositions de Paris	24 000,00	24,00%
Recettes sur formations	9 000,00	9,00%
Fonds propres	37 000,00	37,00%
Région	30 000,00	30,00%
Total	100 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX049752 - SCEA DU CHASNE
Création d'un gîte à la ferme

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	200 882,00 € HT	30,00 %	60 265,00 €
	Montant total de la subvention		60 265,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCEA DU CHASNE
Adresse administrative : LE CHASNE
77120 SAINTS
Statut Juridique : SCEA
Représentant : Madame AGATHE MAURY, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet s'inscrit dans une démarche de diversification agro-touristique par la création d'un gîte de groupe sur le site de la Ferme du Chasne à BEAUTEIL-SAINTS (77). Il consiste en la réhabilitation d'une ancienne grange en un logement collectif haut de gamme,composé de 5 chambres avec salles de bain individuelles.

Situé à proximité de sites touristiques (cité médiévale de Provins et Parc Eurodisney à 30 minutes, Parc des Félins et la Terre des Singes à 15 minutes, Coulommiers et sa future Maison du Fromage à 5 km), ce projet élargira l'offre d'hébergements touristiques, aujourd'hui insuffisante sur ce territoire. Inscrit dans le programme européen Leader « Terres de Brie », ce projet vise également à promouvoir l'activité rurale régionale, les produits locaux et les nouvelles filières touristiques (oenotourisme).

En lien avec la Chambre d'Agriculture et l'Office de Tourisme de Coulommiers, des visites et des ateliers collectifs pourront être organisés. De même, un projet de vente de légumes à la ferme sera proposé afin de distribuer des paniers de légumes issus d'une association AMAP « Croque Légumes » (Association pour le Maintien d'un Agriculture Paysanne). Enfin, une demande de droit de plantation de 2 hectares pour développer de la vigne à Beautheil est actuellement en cours afin de créer une activité de vinification et de vente de vins locaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Les actions sont principalement des travaux de :
- Maçonnerie - gros œuvre
- Isolation, doublage, cloisons
- Electricité
- Plomberie
- Sanitaire
- Charpente, couverture, zinguerie

Localisation géographique :
- (EX) BEAUTHEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre et charpente	**167 800,00**	**71,39%**
Electricité et VMC	**14 000,00**	**5,96%**
Portes et fenêtres	**19 082,00**	**8,12%**
Plomberie/sanitaire	24 166,00	10,28%
Cuisine	10 000,00	4,25%
Total	235 048,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Europe (LEADER)	42 000,00	17,87%
Région	60 265,00	25,64%
Fonds propres	132 783,00	56,49%
Total	235 048,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX050124 - OFFICE DE TOURISME MELUN VAL DE SEINE
Equipement numérique de l'Espace d'accueil

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204182-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	30 000,00 € TTC	30,00 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OTMVS OFFICE DE TOURISME MELUN VAL DE SEINE
Adresse administrative : 26 PLACE SAINT-JEAN 77000 MELUN
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame AUDREY RAQUILLET, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Office de Tourisme Melun Val de Seine (9 salariés), est une structure créée le 1er Janvier 2018, qui promeut le patrimoine touristique de 20 communes. Ce territoire possède, notamment, 3 sites patrimoniaux remarquables (Melun, Maincy, Seine-Port), 3 Musées de France (le musée de la Gendarmerie Nationale, le musée d'art et d'histoire, le musée aéronautique et spatial Safran) et 30 monuments historiques. L'office de tourisme a pour missions d'assurer l'accueil et l'information des touristes sur le territoire de Melun Val de Seine, la promotion touristique du territoire et la commercialisation des prestations de services touristiques.

Un nouvel espace d'accueil et une nouvelle boutique sont programmés pour l'année 2020. Le nouvel espace d'accueil se veut plus ouvert, notamment en supprimant la banque d'accueil (gênant l'échange avec les visiteurs). Un espace de travail est conservé pour les conseillers en séjour et adapté également au public handicapé.

La nouvelle boutique quant à elle sera dissociée de l'espace d'accueil pour créer un réel outil de vente et de promotion des produits du territoire. Un achalandage régulier de produits sélectionnés permettra une mise en valeur des artistes et artisans du territoire. Des animations telles que des dégustations seront proposées tout au long de l'année pour dynamiser cet espace.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Cet aménagement s'inscrit dans la continuité du plan de modernisation de l'office de tourisme engagé en 2018. Une table numérique sera positionnée à l'entrée pour inviter le visiteur à la découverte ou la recherche simplifiée d'informations touristiques, un écran dynamique affichera les dernières actualités et un espace partagé avec plusieurs tablettes sera disponible pour la consultation d'informations touristiques. Enfin, une borne interactive sera positionnée à l'extérieur de l'Office de Tourisme et permettra la consultation d'informations touristiques 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Borne interactive	19 308,00	64,36%
Table numérique	4 164,00	13,88%
Ecran dynamique	3 168,00	10,56%
Ecran incurvé présentation	1 512,00	5,04%
2 tablettes visiteurs	1 848,00	6,16%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	21 000,00	70,00%
Région	9 000,00	30,00%
Total	30 000,00	100,00%

FONDS TOURISME

AXE PROMOTION ET COMMUNICATION

DOSSIER N° EX050302 JARDINS ARTS ET COMPAGNIE
Evènement art de vivre et du terroir

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	33 900,00 € TTC	14,75 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JARDINS ARTS ET COMPAGNIE
Adresse administrative : JARDINS ARTS ET COMPAGNIE
77580 CRECY-LA-CHAPELLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE WINCKEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet porte sur l'organisation d'un évènement à l'automne dans un site touristique de Seine-et-Marne (Château de Jossigny) sur les thématiques du jardin, de l'art de vivre et du terroir à destination du grand public. La Journée des plantes et Art du jardin réunit des professionnels du paysage (paysagistes, pépiniéristes, horticulteurs), des artisans créateurs d'ornements de jardin, des producteurs du terroir et des amateurs ou néophytes autour d'une exposition-vente liée au végétal. Cette journée donnera lieu à des conférences, des animations et des ateliers de sensibilisation à la nature, aux cultures et à la pratique du jardinage pour les enfants et les adultes. Les exposants pourront également vendre leur production.
Cette manifestation au sein d'un château permettra aux visiteurs de découvrir un lieu historique et d'apporter un intérêt touristique complémentaire à l'évènement. En 2020, la production des exposants franciliens sera mise en valeur en les identifiant à travers le label régional "Produit en Ile de France"

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles concernent l'aménagement de l'évènement et des frais de communication.

Localisation géographique :

- JOSSIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tentes, mobiliers, électricité	**6 300,00**	**6,92%**
Attachée de presse	**2 600,00**	**2,86%**
Social média	**1 000,00**	**1,10%**
Equipe production	**24 000,00**	**26,37%**
Signalétique	3 000,00	3,30%
Infographiste	3 000,00	3,30%
Autres frais	51 100,00	56,15%
Total	91 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département	7 500,00	8,24%
CC MARNE ET GONDOIRE	12 000,00	13,19%
Billetterie	24 000,00	26,37%
Exposants	8 000,00	8,79%
Sponsoring	14 500,00	15,93%
Région	5 000,00	5,49%
Autres	20 000,00	21,98%
Total	91 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX049927 - LES ENFANTS CUISINENT
L'ASSOCIATION DES CHEFS QUI S'INVITENT A L'ECOLE

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500113- Parcours de la gastronomie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	22 100,00 € TTC	22,62 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES ENFANTS CUISINENT L'ASSOCIATION DES CHEFS QUI S'INVITENT A L'ECOLE
Adresse administrative	:	43 RUE RENE HAMON 94800 VILLEJUIF
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Audrey ANIDJAR, trésorière

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
L'objectif principal de cette association consiste en la prévention et la lutte contre l'obésité infantile et contre toutes les maladies liées à l'alimentation des enfants. A cet effet L'association développe un programme de sensibilisation des enfants consistant à :
-Apprendre à aimer cuisiner et à partager
-Découvrir et apprécier la richesse, la variété et la diversité des produits alimentaires
-Développer de bonnes habitudes de consommation
-Valoriser le patrimoine alimentaire
-Faire connaître les métiers liés à l'alimentation
-Transmettre le plaisir de bien manger

Afin de conforter son action de sensibilisation, l'association propose une manifestation d'envergure. Innovant, pédagogique et ludique le concept "Les chefs s'invitent à l'école" permettra à des élèves âgés de 6 à 12 ans de découvrir l'alimentation dans toutes ses dimensions en partageant un moment privilégié avec un chef dans leur établissement scolaire du CP au CM2. Autour d'une recette amusante et simple que les enfants pourront reproduire facilement à la maison grâce aux supports pédagogiques. Les ateliers se déroulent dans les Ecoles en co-élaboration avec l'enseignant(e) et regroupent plusieurs matières:

-La Géographie/Histoire : Origine des ingrédients
-Les Mathématiques: Calcul des ingrédients pour la recette
-Le Français : Rédaction de la recette
-Les Arts Plastiques: Illustration de la recette
-La Physique/ Chimie: Réalisation de la recette
Chaque intervention sensibilise les enfants et parents aux terroirs gastronomiques locaux, à la richesse du paysage agricole d'Ile-de-France. De nombreux producteurs sont représentés et interviennent pour expliquer leur artisanat, leurs savoir-faire, et leurs engagement pour le mieux consommer.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du parcours de la gastronomie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	7 500,00	33,94%
Frais chefs et commis	8 100,00	36,65%
Stockage ateliers	6 500,00	29,41%
Total	22 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	22,62%
Commune	3 000,00	13,57%
fonds propres	9 100,00	41,18%
autofinancement	5 000,00	22,62%
Total	22 100,00	100,00%

DOSSIER N° EX049934 - SOC MEILLEURS APPRENTIS DE FRANCE

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500113- Parcours de la gastronomie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	17 280,00 € TTC	28,94 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOF MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE
Adresse administrative : 20 RUE DE MONTLIGNON 95390 SAINT PRIX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CATHERINE ROLAND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Association loi 1901 depuis 1952, SOC meilleurs ouvriers de France organise comme chaque année, le concours « Un des Meilleurs Apprentis de France ». Ce concours vise à mettre en valeur des métiers manuels et à valoriser les jeunes.
Le concours se déroulera sur 5 jours :
Jours 1 et 2 : Réception, déballage et mise en place des œuvres pour évaluation
Jour 3 : accueil des membres du jury, évaluation des œuvres et des métiers ponctuels et inauguration.
Jour 4 : accueil du public et des scolaires.
Jour 5 : démontage et récupération des œuvres, nettoyage, remise en état du site

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses portent sur :
- L'achat de médailles
- L'achat et calligraphie des diplômes
- Les frais de restauration et de location de matériels
- Les frais de communication

Ce projet s'inscrit dans le cadre du parcours de la gastronomie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DUGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achat fourniture (médailles, diplômes, frais divers….)	3 130,00	18,11%
communication, frais bureautique et frais poste	2 200,00	12,73%
frais de restauration et cocktail	10 200,00	59,03%
location matériel	1 750,00	10,13%
Total	17 280,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	28,94%
mécénat	7 280,00	42,13%
Fonds propres	5 000,00	28,94%
Total	17 280,00	100,00%

DOSSIER N° EX050148 - ASSOCIATION LA CUILLERE D'OR

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500113- Parcours de la gastronomie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	36 500,00 € TTC	41,10 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA CUILLERE D'OR
Adresse administrative : Marie SAUCE-BOURREAU
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE SAUCE-BOURREAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Depuis 2010, la Cuillère d'Or est un prestigieux concours gastronomique 100% féminin où s'affrontent des amatrices et des professionnelles concourant dans deux catégories distinctes. La manifestation a pour but premier de mettre les femmes à l'honneur, de promouvoir leur talent, leur créativité et leur savoir-faire.

Elles seront 16 candidates sélectionnées en France, au Pérou, en Espagne et en Chine, et s'affronteront pour reporter le célèbre Trophée La Cuillère d'Or (seul concours mondial visant en promouvoir les femmes dans les métiers de bouche). Le jury sera composé de grands noms de la gastronomie au Féminin et Masculin, des Meilleurs Ouvriers de France et des Journalistes.

La Cuillère d'Or, événement gastronomique qui allie convivialité, excellence et art de vivre fêtera ses 10 ans le 18 Novembre 2020, sur le Salon Equiphotel à Paris Porte de Versailles.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du parcours de la gastronomie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide portera sur des actions de communication, l'organisation de la soirée de clôture et l'acquisition des trophées.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Relations presse/communication	**3 000,00**	**4,48%**
Coupes, trophées et médailles	**2 500,00**	**3,73%**
Vidéo	**4 000,00**	**5,97%**
Impression PLV	**3 000,00**	**4,48%**
Soirée de clôture	**24 000,00**	**35,82%**
Jury (frais de déplacement et d'hébergement)	9 000,00	13,43%
Finalistes (frais de déplacement et d'hébergement)	5 000,00	7,46%
Diplômes	600,00	0,90%
Assiettes et matériel	1 400,00	2,09%
Création graphique	1 500,00	2,24%
Cocktail d'inauguration	6 500,00	9,70%
Frais généraux	6 500,00	9,70%
Total	67 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Mécénat	52 000,00	77,61%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	22,39%
Total	67 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-324

DU 1 JUILLET 2020

AFFECTATION D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT ' ASSISTANCE TECHNIQUE FESI '
3ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds Européens Structurels et d'Investissement ;

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1301/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) ;

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen (FSE) ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la commande publique ;

VU la loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 ;

VU le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à l'autorité et mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE et FEADER 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission Permanente, modifiée ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la stratégie européenne de la Région Ile-de-France modifiée par délibération n° CP 2018-92 du 16 mars 2018 ;

VU le budget 2020 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances ;

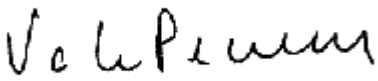
VU le rapport n°CP 2020-324 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 204 000,00 € imputée sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-012 (102012) «fonctionnement des services», Action 10201213 «Assistance technique » du budget 2020, pour les dépenses directes liées à la mise en œuvre de la gestion et aux contrôles des fonds européens structurels et d'investissement.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc182043-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-267

DU 1 JUILLET 2020

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS POUR LA CRÉATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX FAMILIAUX, JEUNES ET ÉTUDIANTS - 3ÈME AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée relative à la production de logements et à l'amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;

VU la délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017 portant notamment approbation de la convention-type relative à la mise en œuvre du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » prévu par la délibération n° CR 08-16 du 16 février 2016 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 portant notamment approbation de la convention-type relative à l'aide régionale en faveur de la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires, modifiée par délibérations n° CP 2018-183 du 30 mai 2018 et n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-090 du 4 mars 2020 portant notamment approbation d'une convention avec la SA d'HLM Immobilière 3F concernant le recrutement de stagiaires pour 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-267 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée, au financement des projets de logements détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 4 070 264 €.

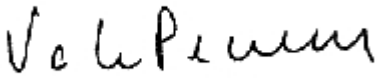
Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 modifiée par les délibérations n° CP 2018-183 du 30 mai 2018 et n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **4 070 264 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social », action 15400210 « Soutien à la production de logements locatifs sociaux » du budget 2020.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets annexées à la délibération, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181092-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches projets logements familiaux

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049418 - 77 - FERRIERES EN BRIE - ZAC LE PARC DU BEL AIR - ALLEE EUGENIE - 60 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 662 638,00 € TTC	6,97 %	394 427,00 €
	Montant total de la subvention		394 427,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 2 RUE VOLTAIRE
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Claude KNAPIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 13 logements PLUS et 47 PLAI situés ZAC le Parc du Bel Air, 1 allée Eugénie à Ferrières-en-Brie

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 10,50 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 (bâtiment biosourcé niveau 1)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 513,34 m²
Logements PLAI : 1.742,15 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 8,60 €

Logements PLAI : 7,80 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.330.844 € x 4,9 % = 65.211 €
Plafond : 10.000 € x 13 = 130.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 4.331.794 € x 7,6 % = 329.216 €
Plafond : 12.000 € x 47 = 564.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FERRIERES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 933 703,00	100,00%
Total	7 933 703,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	7 800,00	0,10%
Subvention Etat PLAI	559 500,00	7,05%
Subvention Région PLUS	65 211,00	0,82%
Subvention Région PLAI	329 216,00	4,15%
Emprunt CDC foncier	2 495 474,00	31,45%
Emprunt CDC travaux	2 694 502,00	33,96%
Emprunt Action logement	1 782 000,00	22,46%
Total	7 933 703,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049840 - 77 - LESIGNY - RUE DE VILLARCEAU - 3 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	372 969,00 € TTC	22,17 %	82 684,00 €
	Montant total de la subvention		82 684,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIHA SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : 649 AVENUE DE BIR-HAKEIM
77350 LE MEE SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel DOMETZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 3 logements PLAI situés 13 rue de Villarceau à Lésigny

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,36 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel gaz

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 113,89 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2019 : 6,72 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 287.609 € x 30 % = 86.283€

Plafond : 726 €* x 113,89 m² = 82.684 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LESIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	372 969,00	100,00%
Total	372 969,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	109 597,00	29,39%
Subvention Département (sollicitée)	17 310,00	4,64%
Subvention Commune (attribuée)	50 000,00	13,41%
Subvention Fondation ABBE PIERRE	37 297,00	10,00%
Subvention fonds SRU	4 500,00	1,21%
Subvention Région PLAI	82 684,00	22,17%
Emprunt CDC travaux	71 581,00	19,19%
Total	372 969,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049388 - 77 - MEAUX - ILOT ARTOIS 2 - 40 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 186 812,00 € TTC	1,56 %	81 046,00 €
	Montant total de la subvention		81 046,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAYS DE MEAUX HABITAT
Adresse administrative : BOULEVARD DES COSMONAUTES
77100 MEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean François PARIGI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 16 logements PLUS et 24 PLAI situés Ilot Artois 2 - rue Abélard à Meaux

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard des contraintes de réalisation imposées dans le cadre de la convention ANRU

Description :
Taux de logements sociaux : 41,7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016
Exception dispositif anti ghettos (projet NPNRU)

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain - géothermie
Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 BEE+

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.069,15 m²
Logements PLAI : 1.672,55 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2020)
Logements PLUS : 6,57 €
Logements PLAI : 5,78 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.686.043 € x 1,90 % = 32.035 €
Plafond : 10.000 € x 16 = 160.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 3.500.769 € x 1,40 % = 49.011 €
Plafond : 12.000 € x 24 = 288.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 938 862,00	100,00%
Total	5 938 862,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	206 400,00	3,48%
Subvention Commune (sollicitée)	115 200,00	1,94%
Subvention Région PLUS	32 035,00	0,54%
Subvention Région PLAI	49 011,00	0,83%
Emprunt CDC foncier	715 673,00	12,05%
Emprunt CDC travaux	3 657 536,00	61,59%
Emprunt Action logement	392 000,00	6,60%
Fonds propres	771 007,00	12,98%
Total	5 938 862,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049443 - 77 - PONTAULT-COMBAULT - RUE DE LA LIBERATION - 29 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 500 017,00 € TTC	3,38 %	118 449,00 €
	Montant total de la subvention		118 449,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JAMOT
51100 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLUS, 9 PLAI et 8 PLS situés rue de la Libération à Pontault Combault

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,17%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 359,92 m²
Logements PLUS : 848,62 m²
Logements PLAI : 588,18 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 11 €
Logements PLUS : 7,18 €
Logements PLAI : 6,37 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 711.817 € x 3,40 % = 24.202 €
Plafond : 5.000 € x 8 = 40.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.672.435 € x 2,90 % = 48.501 €
Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.115.765 € x 4,10 % = 45.746 €
Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PONTAULT-COMBAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 535 546,00	100,00%
Total	5 535 546,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	7 200,00	0,13%
Subvention Etat PLAI	103 500,00	1,87%
Subvention Région PLUS	48 501,00	0,88%
Subvention Région PLAI	45 746,00	0,83%
Subvention Région PLS	24 202,00	0,44%
Emprunt CDC foncier	1 857 747,00	33,56%
Emprunt CDC travaux	2 342 990,00	42,33%
Fonds propres	1 105 660,00	19,97%
Total	5 535 546,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049417 - 77 - SERRIS - ZAC DU PRE DE LA CLAYE - RUE MAGELLAN ET RUE DE NAVARRE (LOT AF4B11) - 36 PLUS/PLAI / 50 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 999 025,00 € TTC	4,28 %	213 965,00 €
	Montant total de la subvention		213 965,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JAMOT
51100 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 21 logements PLUS et 15 PLAI situés ZAC du Pré de la Claye, rue Magelllan et rue de Navarre (lot AF4B11) à Serris

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,4 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Réseau de chaleur urbain
Certification/Label : NF habitat HQE, RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.483,20 m²
Logements PLAI : 1.020,60 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,35 €
Logements PLAI : 6,53 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.999.006 € x 3,6 % = 107.964 €
Plafond : 10.000 € x 21 = 210.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.000.019 € x 5,3 % = 106.001 €
Plafond : 12.000 € x 15 = 180.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SERRIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 906 810,00	100,00%
Total	7 906 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	28 350,00	0,36%
Subvention Etat PLAI	183 750,00	2,32%
Subvention Région PLUS	107 964,00	1,37%
Subvention Région PLAI	106 001,00	1,34%
Emprunt CDC foncier	2 657 308,00	33,61%
Emprunt CDC travaux	3 751 269,00	47,44%
Fonds propres	1 072 168,00	13,56%
Total	7 906 810,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049853 - 78 - HOUILLES - RUE DU MARECHAL GALLIENI - 16 PLUS/PLAI / 22 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 913 746,00 € TTC	4,93 %	94 257,00 €
	Montant total de la subvention		94 257,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLUS et 7 PLAI situés 13/17 rue du Maréchal Galliéni à Houilles

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,03 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 564 m²
Logements PLAI : 367,20 m²

LOYERS (m² SU valeur novembre 2019)

Logements PLUS : 7,13 €
Logements PLAI : 6,33 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.159.107 € x 3,9 % = 45.205 €
Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 754.639 € x 6,5 % = 49.052 €
Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HOUILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 155 936,00	100,00%
Total	4 155 936,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	77 000,00	1,85%
Prime spécifique PLAI	27 000,00	0,65%
Subvention Région PLUS	45 205,00	1,09%
Subvention Région PLAI	49 052,00	1,18%
Emprunt CDC foncier	1 380 106,00	33,21%
Emprunt CDC travaux	1 172 529,00	28,21%
Emprunt Action logement	360 000,00	8,66%
Fonds propres	1 045 044,00	25,15%
Total	4 155 936,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049859 - 78 - LIMAY - RUE LAFARGE ET RUE ABEL PLISSON - 23 PLUS/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 493 096,00 € TTC	2,66 %	66 217,00 €
	Montant total de la subvention		66 217,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLUS et 7 PLS situés 25 rue Lafarge et rue Abel Plisson à Limay

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 35,62 %
Source DRIHL Inventaire RPLS 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 381,83 m²
Logements PLUS : 1.045,60 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 9,2 €
Logements PLUS : 6,93 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 666.890 € x 5 % = 33.345 €
Plafond : 5.000 € x 7 = 35.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.826.206 € x 1,8 % = 32.872 €
Plafond : 10.000 € x 16 = 160.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LIMAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 020 194,00	100,00%
Total	4 020 194,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLUS	32 872,00	0,82%
Subvention Région PLS	33 345,00	0,83%
Emprunt CDC foncier	1 591 198,00	39,58%
Emprunt CDC travaux	758 600,00	18,87%
Emprunt Action logement	600 000,00	14,92%
Fonds propres	1 004 179,00	24,98%
Total	4 020 194,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049829 - 78 - PLAISIR - RUE DE LA GARE - 19 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 837 038,00 € TTC	3,45 %	63 420,00 €
	Montant total de la subvention		63 420,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLUS, 6 PLAI et 5 PLS situés 2 rue de la Gare à Plaisir

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,3 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 – 20%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 211,23 m²
Logements PLUS : 458,75 m²
Logements PLAI : 244,05 m²

LOYERS (m² SU valeur novembre 2019)
Logements PLS : 10,50 €
Logements PLUS : 7,49 €
Logements PLAI : 6,65 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 424.535 € x 4,8 % = 20.378 €
Plafond : 5.000 € x 5 = 25.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 922.006 € x 2,7 % = 24.894 €
Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 490.497 € x 3,7 % = 18.148 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PLAISIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 942 998,00	100,00%
Total	2 942 998,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	98 000,00	3,33%
Subvention Région PLUS	24 894,00	0,85%
Subvention Région PLAI	18 148,00	0,62%
Subvention Région PLS	20 378,00	0,69%
Emprunt CDC foncier	1 119 792,00	38,05%
Emprunt CDC travaux	567 456,00	19,28%
Emprunt Action logement	360 000,00	12,23%
Fonds propres	734 330,00	24,95%
Total	2 942 998,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049267 - 78 - SAINT ARNOULT EN YVELINES - PALAIS/CHAPELLE ST FIACRE - 44 PLUS/PLAI / 55 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 440 630,00 € TTC	3,98 %	256 635,00 €
	Montant total de la subvention		256 635,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 27 logements PLUS et 17 PLAI sis rue du Palais et rue de Chapelle Saint-Fiacre à Saint-Arnoult-en-Yvelines

Dates prévisionnelles : 20 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux au regard des retards successifs pris dans la réalisation du programme en raison de divers contentieux

Description :
Taux de logements sociaux : 4,95 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1 771,35 m²
Logements PLAI : 956,29 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 5,85 €
Logements PLAI : 5,44 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 4.243.440 € x 3,20 % = 135.790 €
Plafond : 10.000 € x 27 = 270.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.197.190 € x 5,50 % = 120.845 €
Plafond : 12.000 € x 17 = 204.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	9 083 260,00	100,00%
Total	9 083 260,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	243 000,00	2,68%
Subvention Etat PLAI	153 000,00	1,68%
Subvention Département (sollicitée)	700 000,00	7,71%
Surcharge foncière Commune/EPCI (attribuée)	325 000,00	3,58%
Subvention Région PLUS	135 790,00	1,49%
Subvention Région PLAI	120 845,00	1,33%
Emprunt CDC foncier	885 267,00	9,75%
Emprunt CDC travaux	4 003 569,00	44,08%
Emprunt Action logement	1 150 000,00	12,66%
Fonds propres	1 366 789,00	15,05%
Total	9 083 260,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049581 - 78 - SAINT REMY LES CHEVREUSE - RUE HENRI JANIN - 10 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 062 497,00 € TTC	14,45 %	298 043,00 €
	Montant total de la subvention		298 043,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SCA FONCIERE HABITAT ET HUMANISME
Adresse administrative	:	69 CHEMIN DE VASSIEUX 69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique	:	Société En Commandite Par Actions
Représentant	:	Monsieur Bernard DEVERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 10 logements PLAI situés 33 rue Henri Janin à Saint-Rémy-lès-Chevreuse

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,6 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 451,58 m²
Loyer / m² SU - Valeur octobre 2019 : 6,74 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.062.497 € x 30 % = 618.749 €

Plafond : 660 € x 451,58m² = 298.043 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 192 756,00	100,00%
Total	2 192 756,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	100 000,00	4,56%
Subvention Département (sollicitée)	45 000,00	2,05%
Subvention Commune (attribuée)	200 000,00	9,12%
Subvention Région PLAI	298 043,00	13,59%
Emprunt CDC foncier	353 509,00	16,12%
Emprunt CDC travaux	172 305,00	7,86%
Emprunt Action logement	120 000,00	5,47%
Fonds propres	903 899,00	41,22%
Total	2 192 756,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049684 - 91 - ATHIS MONS - RUE DU NOYER RENARD/RUE FRANCOISE DOLTO - 13 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 013 107,00 € TTC	8,22 %	165 435,00 €
	Montant total de la subvention		165 435,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SCA FONCIERE HABITAT ET HUMANISME
Adresse administrative	:	69 CHEMIN DE VASSIEUX 69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique	:	Société En Commandite Par Actions
Représentant	:	Monsieur Bernard DEVERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, de 3 logements PLUS, 4 PLAI et 6 PLS situés rue du Noyer Renard et rue Françoise Dolto à Athis-Mons

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 26,45%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 212,25 m²
Logements PLAI : 159,75 m²
Logements PLS : 305 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,30 €

Logements PLAI : 6,48 €
Logements PLS : 11,03 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 475.482 € x 30 % = 142.645 €

Plafond : 660 € x 159,75 m² = 105.435 €

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 631.400 € x 5 % = 31.570 €

Plafond : 10.000 € x 3 = 30.000 €

Aide en faveur du logement PLS

Calcul de la subvention : 906.225 € x 5 % = 45.311 €

Plafond : 5.000 € x 6 = 30.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ATHIS-MONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 293 689,00	100,00%
Total	2 293 689,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	72 614,09	3,17%
Prime spécifique PLAI	50 829,86	2,22%
Subvention PLAI adapté	55 890,00	2,44%
Subvention Région PLUS	30 000,00	1,31%
Subvention Région PLAI	105 435,00	4,60%
Subvention Région PLS	30 000,00	1,31%
Emprunt CDC foncier	363 098,00	15,83%
Emprunt CDC travaux	1 054 892,00	45,99%
Fonds propres	530 930,05	23,15%
Total	2 293 689,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX029365 - 91 - CERNY - RUE DE L'EGALITE - 2 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	312 574,00 € TTC	26,08 %	81 530,00 €
	Montant total de la subvention		81 530,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 3 RUE LOUISE THULIEZ
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 2 logements PLAI sis 1 rue de l'Egalité à Cerny

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 0,1%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 112,30 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 5,86 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 312.574 € x 30 % = 93.772 €

Plafond : 726 €* x 112,30 m² = 81.530 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Pas d'engagement de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus dans le cadre des subventions allouées sur d'autres opérations.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	367 855,00	100,00%
Total	367 855,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	100 938,00	27,44%
PRIME SPECIFIQUE	33 573,00	9,13%
SUBVENTION DEPARTEMENT (ATT)	60 000,00	16,31%
FONDATION ABBE PIERRE	36 785,00	10,00%
FONDS PROPRES	55 029,00	14,96%
SUBVENTION REGION	81 530,00	22,16%
Total	367 855,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049491 - 91 -SAULX LES CHARTREUX - RUE DE LUNEZY - 59 PLUS/PLAI / 84 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	7 773 620,00 € TTC	4,53 %	352 072,00 €
	Montant total de la subvention		352 072,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALL E EUG NE MOUCHOT
91131 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 32 logements PLUS et 27 PLAI situés 17 à 23 rue de Lunézy à Saulx-lès-Chartreux

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,76 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.981 m²
Logements PLAI : 1.658,25 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,55 €

Logements PLAI : 6,71 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 4.231.515 € x 3,8 % = 160.798 €
Plafond : 10.000 € x 32 = 320.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 3.542.105 € x 5,4 % = 191.274 €
Plafond : 12.000 € x 27 = 324.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAULX-LES-CHARTREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	13 574 501,25	100,00%
Total	13 574 501,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	256 500,00	1,89%
Subvention Département (sollicitée)	468 000,00	3,45%
Subvention Région PLUS	160 798,00	1,18%
Subvention Région PLAI	191 274,00	1,41%
Emprunt CDC foncier	2 299 463,00	16,94%
Emprunt CDC travaux	7 645 538,25	56,32%
Emprunt Action logement	456 000,00	3,36%
Fonds propres	2 096 928,00	15,45%
Total	13 574 501,25	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049567 - 91 - SAVIGNY SUR ORGE - BOULEVARD ARISTIDE BRIAND - 35 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 339 113,00 € TTC	3,33 %	144 485,00 €
	Montant total de la subvention		144 485,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 2 RUE VOLTAIRE
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Claude KNAPIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalistation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS, 12 PLAI et 9 PLS situés 8-10 Boulevard Aristide Briand à Savigny-Sur-Orge

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15,46 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 528,65 m²
Logements PLUS : 786;05 m²
Logements PLAI : 666,85 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 9,8 €
Logements PLUS : 6,67 €
Logements PLAI : 5,92 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.100.388 € x 2,5 % = 27.510 €
Plafond : 5.000 € x 9 = 45.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.756.996 € x 3,2 % = 56.224 €
Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.481.729 € x 4,1 % = 60.751 €
Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAVIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	6 170 183,00	100,00%
Total	6 170 183,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	208 800,00	3,38%
Subvention Région PLUS	56 224,00	0,91%
Subvention Région PLAI	60 751,00	0,98%
Subvention Région PLS	27 510,00	0,45%
Emprunt CDC foncier	2 876 434,00	46,62%
Emprunt CDC travaux	1 566 167,00	25,38%
Emprunt Action logement	485 600,00	7,87%
Fonds propres	888 697,00	14,40%
Total	6 170 183,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049416 - 91 - SAVIGNY-SUR-ORGE - BD ARISTIDE BRIAND 16 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 242 528,00 € TTC	3,08 %	69 016,00 €
	Montant total de la subvention		69 016,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 1001 VIES HABITAT
Adresse administrative : 18 AVENUE D'ALSACE
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Philippe BRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLUS, 6 PLAI et 2 PLS situés 237-243 boulevard Aristide Briand à Savigny-sur-Orge

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux :15,46%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 105,57 m²
Logements PLUS : 514,40 m²
Logements PLAI : 366,51 m²

LOYERS (m² SU valeur mars 2020)

Logements PLS : 10,50 €
Logements PLUS : 6,86 €
Logements PLAI : 6,09 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 239.181 € x 2,60 % = 6.219 €
Plafond : 5.000 € x 2 = 10.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.165.430 € x 2,80 % = 32.632 €
Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 837.917 € x 3,60 % = 30.165 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAVIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 095 025,00	100,00%
Total	3 095 025,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	104 400,00	3,37%
Subvention administration	45 000,00	1,45%
Subvention Région PLUS	32 632,00	1,05%
Subvention Région PLAI	30 165,00	0,97%
Subvention Région PLS	6 219,00	0,20%
Emprunt CDC foncier	1 000 869,00	32,34%
Emprunt CDC travaux	1 209 956,00	39,09%
Emprunt Action logement	328 800,00	10,62%
Fonds propres	336 984,00	10,89%
Total	3 095 025,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049243 - 92 - SAINT CLOUD - 8 RUE MARIE BONAPARTE - 8 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	859 724,00 € TTC	4,13 %	35 498,00 €
	Montant total de la subvention		35 498,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative	:	159 RUE NATIONALE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLUS et 3 PLAI sis 8 rue Marie Bonaparte à Saint-Cloud

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 16,62 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : BEE+ habitat qualité (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 198,68 m²
Logements PLAI : 111,18 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2019)
Logements PLUS : 9,06 €
Logements PLAI : 7,73 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 552.360 € x 3,70 % = 20.437 €
Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 307.364 € x 4,90 % = 15.061 €
Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 156 566,00	100,00%
Total	1 156 566,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	34 503,83	2,98%
Subvention Etat PLAI	34 262,78	2,96%
Subvention Région PLUS	20 437,00	1,77%
Subvention Région PLAI	15 061,00	1,30%
Emprunt CDC foncier	475 000,00	41,07%
Emprunt CDC travaux	149 000,00	12,88%
Emprunt Action logement	142 000,00	12,28%
Autres emprunts (prêt Booster CDC)	120 000,00	10,38%
Fonds propres	166 301,39	14,38%
Total	1 156 566,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049318 - 93 - GOURNAY-SUR-MARNE -AVENUE DE CHAMPS 19 PLUS/PLAI/21 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 144 662,00 € TTC	5,16 %	110 764,00 €
	Montant total de la subvention		110 764,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 14-16 BOULEVARD GARIBALDI 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jérôme BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 12 logements PLUS et 7 PLAI situés 15-25 avenue de Champs à Gournay-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 6,39%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -20 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 724,8 m²
Logements PLAI : 316,85 m²

LOYERS (m² SU valeur juillet 2019)

Logements PLUS : 6,85 €
Logements PLAI : 6,31 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.492.296 € x 4,10 % = 61.184 €
Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 652.366 € x 7,60 % = 49.580 €
Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GOURNAY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 945 807,00	100,00%
Total	2 945 807,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	34 162,00	1,16%
Subvention Etat PLAI	38 129,00	1,29%
Prime spécifique PLAI	44 802,00	1,52%
Subvention préfecture	60 000,00	2,04%
Subvention Région PLUS	61 184,00	2,08%
Subvention Région PLAI	49 580,00	1,68%
Emprunt CDC foncier	740 950,00	25,15%
Emprunt CDC travaux	840 750,00	28,54%
Prêt PEEC	600 000,00	20,37%
Fonds propres	476 250,00	16,17%
Total	2 945 807,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049419 - 93 - MONTFERMEIL - AVENUES JEAN JAURES - DES LILAS ET DES ACACIAS - 28 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 800 869,00 € TTC	4,03 %	112 790,00 €
	Montant total de la subvention		112 790,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLUS, 8 PLAI et 8 PLS situés avenues Jean Jaurès, des Lilas et des Acacias à Montfermeil

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 24,93 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 439,98 m²
Logements PLUS : 728,91 m²
Logements PLAI : 611,11 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 9,75 €
Logements PLUS : 7,11 €
Logements PLAI : 6,31 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 692.318 € x 3,5 % = 24.231 €
Plafond : 5.000 € x 8 = 40.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.146.956 € x 4,2 % = 48.172 €
Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 961.595 € x 4,2 % = 40.387 €
Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- MONTFERMEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 060 348,00	100,00%
Total	5 060 348,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	46 073,00	0,91%
Subvention Région PLUS	48 172,00	0,95%
Subvention Région PLAI	40 387,00	0,80%
Subvention Région PLS	24 231,00	0,48%
Emprunt CDC foncier	1 715 796,00	33,91%
Emprunt CDC travaux	1 860 444,00	36,77%
Emprunt Action logement	820 000,00	16,20%
Fonds propres	505 245,00	9,98%
Total	5 060 348,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049562 - 93 - SAINT OUEN - ZAC DES DOCKS ILOT B2C - 59 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 292 585,00 € TTC	2,68 %	168 681,00 €
	Montant total de la subvention		168 681,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEMISO ECO MIXTE CONSTR RENOV ST OUEN
Adresse administrative : 17 RUE CLAUDE MONET 93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur William DELANNOY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 20 logements PLUS, 20 PLAI et 19 PLS sis Zac des Docks (îlot B2C), rues Ardouin et Pablo Picasso à Saint-Ouen

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 36,80 %
Source DRIHL RPLS 2017 hors PLS
Exception mesure anti-ghettos (projet NPNRU Saint-Ouen/Vieux Saint-Ouen)

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012) Effinergie+

SURFACES UTILES :
Logements PLS : 1 123,50 m²
Logements PLUS : 1 398,73 m²
Logements PLAI : 1 123,50 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 13,40 €
Logements PLUS : 7,44 €
Logements PLAI : 6,62 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.738.716 € x 5 % = 86.936 €
Plafond : 5.000 € x 19 = 95.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.164.676 € x 1,90 % = 41.129 €
Plafond : 10.000 € x 20 = 200.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.389.193 € x 1,70 % = 40.616 €
Plafond : 12.000 € x 20 = 240.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	11 868 716,00	100,00%
Total	11 868 716,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	348 000,00	2,93%
Subvention Région PLUS	41 129,00	0,35%
Subvention Région PLAI	40 616,00	0,34%
Subvention Région PLS	86 936,00	0,73%
Emprunt CDC foncier	5 105 368,00	43,02%
Emprunt CDC travaux	4 656 800,30	39,24%
Emprunt Action logement	996 000,00	8,39%
Fonds propres	593 866,70	5,00%
Total	11 868 716,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049666 - 93 - SEVRAN - RUE GABRIEL PERI 51 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 984 535,00 € TTC	2,88 %	143 485,00 €
	Montant total de la subvention		143 485,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 2 RUE VOLTAIRE
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Claude KNAPIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS, 21 PLAI et 16 PLS situés au 27/29 rue Gabriel Péri et 1,3,5 rue Henri Martin à Sevran

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 39,6%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016
Exception dispositif anti ghettos (projet NPNRU)

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain
Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 – 10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 939,59 m²
Logements PLUS : 876,97 m²
Logements PLAI : 1.294,40 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 8,8 €
Logements PLUS : 6,41 €
Logements PLAI : 5,69 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.433.304 € x 5 % = 71.665 €
Plafond : 5.000 € x 16 = 80.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.576.577 € x 1,80 % = 28.378 €
Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.974.654 € x 2,20 % = 43.442 €
Plafond : 12.000 € x 21 = 252.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	8 880 362,00	100,00%
Total	8 880 362,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	365 400,00	4,11%
Subvention Région PLUS	28 378,00	0,32%
Subvention Région PLAI	43 442,00	0,49%
Subvention Région PLS	71 665,00	0,81%
Emprunt CDC foncier	2 900 436,00	32,66%
Emprunt CDC travaux	3 498 723,00	39,40%
Emprunt Action logement	1 149 800,00	12,95%
Prêts Booster et PHB2	822 518,00	9,26%
Total	8 880 362,00	100,00%

DOSSIER N° EX034692 - 94 - IVRY SUR SEINE - 56 QUAI AUGUSTE DESHAIES/2 RUE GALILEE - 31 PLUS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 073 370,00 € TTC	1,25 %	63 417,00 €
	Montant total de la subvention		63 417,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH OFFICE PUBLIC HABITAT
Adresse administrative : 6 PROMENEE SUPERIEURE
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Philippe BOUYSSOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 31 logements PLUS, sis 56 quai Auguste Deshaies/2 rue Galilée (lot 3H de la Zac Ivry Confluences) à Ivry-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -20 %)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 2 382,80 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2015)
Logements PLUS : 7,23 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 5.073.370 € x 1,25 % = 63.417 €

Plafond : 10.000 € x 31 = 310.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 001 501,00	100,00%
Total	7 001 501,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	47 257,00	0,67%
SUBVENTION VILLE ATT	89 532,00	1,28%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	142 968,00	2,04%
SURCHARGE FONCIERE DEPARTEMENT ATT	147 000,00	2,10%
SURCHARGE FONCIERE VILLE ATT	142 968,00	2,04%
SUBVENTION 1%	200 000,00	2,86%
PRET 1%	490 000,00	7,00%
FONDS PROPRES	361 646,00	5,17%
PRETS CDC	5 316 713,00	75,94%
SUBVENTION REGION	63 417,00	0,91%
Total	7 001 501,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049398 - 94 - LE PLESSIS TREVISE - AVENUES ARDOUIN/DE GAULLE - 10 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 235 726,00 € TTC	3,56 %	43 958,00 €
	Montant total de la subvention		43 958,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLUS et 3 PLAI sis 13-13bis avenue Ardouin/6-6Q avenue du Général de Gaulle au Plessis-Trévise

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,23 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 381,08 m²
Logements PLAI : 143,71 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 6,31 €

Logements PLAI : 5,61 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 896.103 € x 3,20 % = 28.675 €
Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 339.623 x 4,50 % = 15.283 €
Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-TREVISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 881 651,00	100,00%
Total	7 881 651,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	17 257,00	0,22%
Subvention Etat PLAI	14 146,00	0,18%
Prime spécifique PLAI	6 508,00	0,08%
Surcharge foncière Etat PLUS	30 487,00	0,39%
Surcharge foncière Etat PLAI	11 497,00	0,15%
Subvention Département (sollicitée)	65 000,00	0,82%
Subvention Région PLUS	28 675,00	0,36%
Subvention Région PLAI	15 283,00	0,19%
Emprunt CDC foncier	2 526 670,00	32,06%
Emprunt CDC travaux	3 643 236,00	46,22%
Emprunt Action logement	472 000,00	5,99%
Autres emprunts (autre prêt Action Logement)	263 685,00	3,35%
Fonds propres	787 207,00	9,99%
Total	7 881 651,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049414 - 94 - LE PLESSIS TREVISE - AVENUE JEAN KIFFER 26 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 189 701,00 € TTC	3,69 %	117 838,00 €
	Montant total de la subvention		117 838,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS et 12 PLAI situés au 56 avenue Jean Kiffer au Plessis-Trévise

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,23%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 - 10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 914,30 m²
Logements PLAI : 638 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)

Logements PLUS : 7,41 €
Logements PLAI : 6,88 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.886.985 € x 3 % = 56.610 €
Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.302.716 € x 4,70 % = 61.228 €
Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-TREVISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 030 268,15	100,00%
Total	7 030 268,15	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	52 579,75	0,75%
Subvention Etat PLAI	61 228,00	0,87%
Prime spécifique PLAI	133 362,38	1,90%
Surcharge foncière Etat PLUS	107 504,03	1,53%
Surcharge foncière Etat PLAI	74 331,90	1,06%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	181 835,93	2,59%
Subvention Région PLUS	56 610,00	0,81%
Subvention Région PLAI	61 228,00	0,87%
Emprunt CDC foncier	2 168 667,00	30,85%
Emprunt CDC travaux	2 729 051,00	38,82%
Emprunt Action logement	315 000,00	4,48%
Prêts amortissables	420 000,00	5,97%
Fonds propres	668 870,16	9,51%
Total	7 030 268,15	100,00%

DOSSIER N° EX049745 - 94 - RUNGIS - LOT A4 AGROQUARTIER MONTJEAN - 29 PLUS/PLAI / 40 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 212 743,00 € TTC	2,55 %	132 685,00 €
	Montant total de la subvention		132 685,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 9 ROUTE DE CHOISY 94048 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 15 logements PLUS et 14 PLAI, sis Agroquartier Montjean lot A4 à Rungis

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,71 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (biomasse)
Certification/Label : NF Habitat HQE - BEPOS Effinergie (bâtiment biosourcé)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1 048,67 m²
Logements PLAI : 997,17 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,08 €

Logements PLAI : 6,26 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.654.419 € x 2,30 % = 61.052 €
Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.558.324 € x 2,80 % = 71.633 €
Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 026 171,00	100,00%
Total	7 026 171,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	9 024,55	0,13%
Subvention ANRU PLAI	156 000,00	2,22%
Prime spécifique PLAI	66 963,32	0,95%
Surcharge foncière Etat PLUS	62 987,96	0,90%
Surcharge foncière Etat PLAI	86 943,64	1,24%
Subvention Département (attribuée)	174 000,00	2,48%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	495 000,00	7,05%
Subvention Région PLUS	61 052,00	0,87%
Subvention Région PLAI	71 633,00	1,02%
Emprunt CDC foncier	1 381 226,00	19,66%
Emprunt CDC travaux	3 921 930,00	55,82%
Autres emprunts (prêts NPNRU)	339 400,00	4,83%
Fonds propres	200 010,53	2,85%
Total	7 026 171,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049747 - 94 - RUNGIS - LOT A6 AGROQUARTIER MONTJEAN - 37 PLUS/PLAI / 48 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 561 988,00 € TTC	3,02 %	167 751,00 €
	Montant total de la subvention		167 751,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 9 ROUTE DE CHOISY 94048 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 22 logements PLUS et 15 PLAI sis Agroquartier Montjean lot A6 à Rungis

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,71 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (biomasse)
Certification/Label : NF Habitat HQE - BEPOS Effinergie (bâtiment biosourcé)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1 646,64 m²
Logements PLAI : 1 082,22 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 6,98 €

Logements PLAI : 6,20 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.364.805 € x 2,70 % = 90.850 €
Plafond : 10.000 € x 22 = 220.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.197.183 € x 3,50 % = 76.901 €
Plafond : 12.000 € x 15 = 180.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	11 293 705,00	100,00%
Total	11 293 705,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	16 000,00	0,14%
Subvention Etat PLAI	208 615,22	1,85%
Subvention ANRU PLAI	156 000,00	1,38%
Prime spécifique PLAI	107 343,04	0,95%
Surcharge foncière Etat PLUS	161 374,40	1,43%
Surcharge foncière Etat PLAI	158 600,00	1,40%
Subvention Département (attribuée)	288 000,00	2,55%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	990 000,00	8,77%
Subvention Région PLUS	90 850,00	0,80%
Subvention Région PLAI	76 901,00	0,68%
Emprunt CDC foncier	2 473 538,00	21,90%
Emprunt CDC travaux	6 137 520,60	54,34%
Fonds propres	428 962,74	3,80%
Total	11 293 705,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049835 - 95 - BEAUCHAMP - AVENUE DE LA LIBERTE - 68 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	8 464 782,00 € TTC	3,26 %	276 034,00 €
	Montant total de la subvention		276 034,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERIGERE
Adresse administrative : 141 AVENUE DE CLICHY
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur STEPHANE BUFFETAUT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 27 logements PLUS, 21 PLAI et 20 PLS sis avenue de la Liberté à Beauchamp

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 16,20 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : non certifié (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES :
Logements PLS : 1 287,83 m²
Logements PLUS : 1 842,15 m²
Logements PLAI : 1 370,17 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2019)
Logements PLS : 10,27 €

Logements PLUS : 6,60 €
Logements PLAI : 5,93 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 2.910.038 € x 2,10 % = 61.111 €
Plafond : 5.000 € x 20 = 100.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.185.446 € x 3,40 % = 108.305 €
Plafond : 10.000 € x 27 = 270.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.369.298 € x 4,50 % = 106.618 €
Plafond : 12.000 € x 21 = 252.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BEAUCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	14 671 855,00	100,00%
Total	14 671 855,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	189 000,00	1,29%
Prime spécifique PLAI	63 000,00	0,43%
Subvention Région PLUS	108 305,00	0,74%
Subvention Région PLAI	106 618,00	0,73%
Subvention Région PLS	61 111,00	0,42%
Emprunt CDC foncier	5 658 742,00	38,57%
Emprunt CDC travaux	4 959 113,00	33,80%
Emprunt Action logement	1 965 000,00	13,39%
Fonds propres	1 560 966,00	10,64%
Total	14 671 855,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-267

DOSSIER N° EX049673 - 95 - CORMEILLES EN PARISIS - ZAC BOIS ROCHEFORT LOT 18 - 52 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	7 633 114,00 € TTC	2,83 %	215 682,00 €
	Montant total de la subvention		215 682,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BATIGERE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	2 RUE VOLTAIRE 92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur Claude KNAPIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 26 PLUS, 16 PLAI et 10 PLS sis Zac des Bois Rochefort (lot 18), avenue Georges Daressy à Cormeilles-en-Parisis

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 16,53 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES :
Logements PLS : 592 m²
Logements PLUS : 1 641 m²
Logements PLAI : 1 043 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2019)

Logements PLS : 10,38 €
Logements PLUS : 6,86 €
Logements PLAI : 6,04 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.379.725 € x 2,20 % = 30.354 €
Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.824.223 € x 2,75 % = 105.166 €
Plafond : 10.000 € x 26 = 260.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.429.166 € x 3,30 % = 80.162 €
Plafond : 12.000 € x 16 = 192.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CORMEILLES-EN-PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	10 590 340,00	100,00%
Total	10 590 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	144 000,00	1,36%
Prime spécifique PLAI	48 000,00	0,45%
Subvention Région PLUS	105 166,00	0,99%
Subvention Région PLAI	80 162,00	0,76%
Subvention Région PLS	30 354,00	0,29%
Emprunt CDC foncier	2 062 469,00	19,48%
Emprunt CDC travaux	6 086 189,00	57,47%
Emprunt Action logement	786 000,00	7,42%
Autres emprunts (CDC Booster et PHBB2)	1 248 000,00	11,78%
Total	10 590 340,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-268

DU 1 JUILLET 2020

RÉNOVATION THERMIQUE - PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380) ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU les délibérations n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 relative au plan régional pour la disparition des passoires thermiques dans le parc social et ouverture du contingent de logements sociaux régionaux aux policiers et surveillants pénitentiaires ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-268 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention-type relative à l'aide régionale en faveur de la rénovation thermique des passoires énergétiques jointe en annexe 1 à la présente délibération.

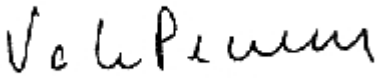
Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Lutte contre la précarité énergétique et sociale » de la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 modifiée, au financement des projets détaillés dans les fiches projet en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 472 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **2 472 000 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-008 (154008) « Lutte contre la précarité énergétique », action 15400801 « Lutte contre la précarité énergétique et sociale » du budget 2020.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type présentée en annexe 1 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc180810-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Convention type

CONVENTION RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA RÉNOVATION THERMIQUE DES PASSOIRES ÉNERGETIQUES
N° xxxxxxxx

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé XXXXXXXX dont le siège social est situé XXXXXX, ayant pour représentant XXXXXXX

Agissant pour son compte / ou agissant pour son compte et celui des membres de son groupement à savoir les organismes XXXXXX / *ou agissant pour le compte des organismes membres de son groupement et parties prenantes à la présente convention à savoir les organismes XXXXX*

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part.

PREAMBULE :

La lutte contre la précarité énergétique et les passoires énergétiques représente un enjeu environnemental, social, économique et de santé publique.

Le développement durable et la réduction de l'empreinte écologique de l'Île-de-France constituent une priorité transversale de toutes les politiques régionales. Dans ce cadre, la Région apporte son soutien financier au bénéficiaire afin de traiter les logements locatifs sociaux de son patrimoine classés F et G.

Ce soutien financier est apporté sur le fondement de la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention établit les conditions du partenariat entre la Région et le bénéficiaire pour la rénovation thermique de son parc de logements locatifs sociaux *[du parc de logements sociaux des organismes HLM qu'il représente et parties prenantes de la présente convention]*, et particulièrement en vue d'accélérer le traitement des dernières passoires énergétiques.

Sont concernés xxxxxxxx logements selon la programmation donnée par le bénéficiaire et annexée à la présente convention.

Peuvent être comptabilisés au titre de la présente convention les logements locatifs sociaux répondant aux conditions ci-après :

- constituer des logements sociaux familiaux ordinaires, des résidences sociales, maisons-relais ou pensions de famille, des logements pour étudiants ou pour jeunes (salariés, actifs, travailleurs), à l'exclusion des structures dédiées à d'autres publics (résidence accueil, EHPAD, FTM,…) ou d'hébergement (CHRS, CHU, CADA,…) ;
- être conventionnés depuis plus de 5 ans ;

- relever d'un classement DPE de type F ou G, ou d'un niveau de consommation énergétique équivalent selon une étude thermique ThCex ;
- faire l'objet de travaux de rénovation thermique dont l'achèvement intervient au plus tard dans les 3 années qui suivent la date d'approbation de la signature de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Article 2.1.1 :

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à réaliser, à son *[leur]* initiative et sous sa *[leur]* responsabilité, les investissements nécessaires à la réalisation du programme de rénovation thermique visé en annexe à la présente convention.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions de la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 et à signaler toute modification du programme de logements aidés, dès lors que la modification aurait pour effet de contrevenir aux conditions d'intervention prévues par la Région, telles que définies par la délibération susvisée ou d'impacter des éléments essentiels pris en compte pour l'instruction de la demande de subvention.

Les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée s'engagent à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.1.2 :

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à maintenir l'affectation sociale des logements visés en annexe à la présente convention pendant une durée minimale de 15 ans.

Il s'engage également à ce que les logements ayant bénéficié de l'aide régionale ne soient pas mis en vente, excepté à des organismes visés à l'article L 411-2 du CCH, pendant une période minimum correspondant à celle visée à l'alinéa précédent.

Article 2.1.3 :

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à transmettre, à la demande de la Région, tout document d'information portant sur le montant des loyers et des charges, sur le niveau des consommations énergétiques des programmes aidés ainsi que les résultats des enquêtes de satisfaction menées auprès des locataires.

Article 2.1.4 :

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à réserver à la Région Ile-de-France un nombre de logements calculé sur la base d'un logement par tranche de 15 000 € de subvention régionale, et portant sur la totalité de son patrimoine locatif conventionné.

Ces logements s'ajouteront au flux annuel des propositions qui sera établi dans la convention à conclure entre la Région et le bénéficiaire conformément à l'article 114 de la loi ELAN et son décret d'application.

Article 2.1.4.1. :

La Région est avisée, dès que la date d'emménagement dans le logement peut être précisée, des conditions locatives précises (loyers et charges, mode de chauffage, loyers des annexes le cas échéant, plans) des logements qui lui sont réservés. Il est entendu qu'à la date de l'emménagement, les logements devront être en conformité avec les normes d'habitabilité et de fonctionnement et que leur accès sera

possible sans nuisance particulière. Tout retard de disponibilité du logement devra être signalé, par écrit, à la Région.

La Région dispose d'un délai d'un mois à compter de la date effective de mise à disposition des logements qui lui sont réservés pour procéder à la désignation des candidats locataires. Le bénéficiaire devra autoriser la visite préalable des logements par les candidats avant désignation officielle de ceux-ci par la Région. Ces candidats devront remplir les conditions requises par la réglementation en vigueur pour l'occupation des logements. Il appartient au bénéficiaire de veiller au respect des règles de fixation des loyers et des plafonds de ressources des locataires.

Conformément à l'article R.441-3 du Code de la construction et de l'habitation, la Région propose au moins trois candidatures pour un même logement examiné en commission d'attribution de logement, sauf en cas d'insuffisance du nombre de candidats.

Pour chaque candidature retenue, le bénéficiaire *[et chaque membre du groupement concerné]* notifie à la Région la date de signature du bail.

En cas de refus par le bénéficiaire *[ou par un membre du groupement concerné]* d'un candidat proposé par la Région, celle-ci est informée sous huit jours par le bénéficiaire afin qu'elle procède à une nouvelle désignation. La Région dispose d'un délai supplémentaire d'un mois pour désigner un nouveau candidat, sans que le loyer et les charges afférents au logement puissent lui être réclamés. Tout nouveau refus par le bénéficiaire *[ou par un membre du groupement concerné]* devra être motivé et la Région dispose dans ce cas d'un nouveau délai d'un mois pour présenter un candidat, en franchise de loyer.

Article 2.1.4.2 :

Le contrat de location est passé directement entre le bénéficiaire *[ou le membre du groupement concerné]* et le locataire désigné.

Les rapports entre le bénéficiaire *[ou le membre du groupement concerné]* et le locataire se poursuivent dans les mêmes conditions que pour les autres locataires, sans que la Région ait à intervenir pour quelque motif que ce soit.

Article 2.1.4.3 :

La Région peut transférer les droits de désignation qui n'auraient pas été utilisés pour ses agents :

- au profit de femmes victimes de violences conjugales ou familiales accueillies dans des centres d'hébergements collectifs ou temporaires, dont la candidature est proposée par l'intermédiaire de la Fédération Nationale Solidarité Femmes dans le cadre de la convention de partenariat signée avec la Région,
- au maire de la commune où se situe l'opération,
- au profit de professeurs nouvellement nommés dans des lycées confrontés à une pénurie d'enseignants dans les académies de Versailles et Créteil,
- au profit de jeunes et apprentis sortant de résidences sociales - foyers jeunes travailleurs, dont la candidature est proposée par l'intermédiaire de l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes dans le cadre de la convention de partenariat signée avec la Région,
- au profit de fonctionnaires de police ou surveillants pénitentiaires nommés en Ile-de-France,
- au profit de candidatures proposées par l'intermédiaire de l'Etat dans le cadre de la convention de partenariat signée avec la Région en faveur des ménages reconnus prioritaires.

Les délais, la procédure de désignation, et les modalités d'information par l'organisme bailleur décrits précédemment, demeurent inchangés.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à recruter, sur la période de la présente convention, xxxxx stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire *[et les membres du groupement]* saisit *[-ssent]* les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des aides régionales « Mes Démarches » selon les modalités qui sont communiquées par la Région.

Il informe la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Article 2.3.1 :

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de statuts, de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Transmettre à la Région le test de contrôle d'absence de surcompensation (module SIEG du logiciel LOLA) au moment de la demande de versement du solde, puis tous les 3 ans jusqu'à l'expiration de la durée indiquée à l'article 2.1.2.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc…) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de l'exécution des obligations de la présente convention et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Article 2.3.2 :

En cas de cessation d'activité totale ou partielle de l'organisme bénéficiaire *[ou de l'un des membres du groupement]*, pour quelque cause que ce soit, les logements subventionnés par la Région doivent être cédés à un organisme poursuivant un même objet, dès lors que cette cessation d'activité est susceptible de mettre en cause l'affectation initiale desdits logements.

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à informer officiellement le repreneur de la totalité des obligations de la présente convention, à charge pour ce dernier de les appliquer sans exception, notamment en ce qui concerne le droit de désignation régional. Cette obligation est une condition essentielle de la cession. Il s'engage également à informer la Région par lettre recommandée avec accusé de réception, et à lui communiquer le nom, l'adresse et le statut juridique du repreneur.

Dans l'hypothèse où la subvention régionale n'aurait pas été versée en totalité et ne serait pas caduque au regard des dispositions du règlement budgétaire et financier régional en vigueur, un avenant de transfert de subvention peut être demandé par le repreneur et est soumis au vote de la commission permanente.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire *[et les organismes membres du groupement]* autorise *[-ent]* à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France ».

A la fin des travaux, une plaque avec le logotype de la Région Île-de-France mentionnant le financement par la Région doit être apposée à demeure dans le ou les halls d'accès des bâtiments dont la rénovation thermique a bénéficié du soutien financier de la Région. Sont exonérés de cette obligation les lots de copropriétés et les maisons individuelles.

Par ailleurs, le bénéficiaire *[et chaque membre du groupement]* devra adresser à chaque ménage locataire du ou des bâtiments dont la rénovation thermique a bénéficié du soutien financier de la Région, un courrier d'information établi conjointement avec les services de la Région.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

En cas d'inauguration, le bénéficiaire *[et chaque membre du groupement]* s'oblige à en informer préalablement la Région et à recueillir son avis sur le projet de carton d'invitation et tout document s'y rapportant.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire *[et les membres du groupement]* s'engage *[-ent]* à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 3.1 : Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir financièrement l'effort de rénovation thermique des passoires énergétiques mis en œuvre dans le cadre de la présente convention par le versement d'une subvention d'investissement pour la réalisation des opérations programmées dans la liste jointe en annexe à la présente convention.

Pour bénéficier de cette subvention, les opérations comptabilisées au titre de la présente convention doivent respecter les critères d'éligibilité posés par l'article 1 ci-dessus et le règlement d'intervention approuvé par la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020.

Conformément à la décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011, la subvention versée par la Région ne doit pas dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public, en tenant compte des recettes y étant relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable.

Art 3.2 : Modalités de calcul de la subvention

L'aide régionale prend la forme d'une subvention globale calculée sur la base d'un forfait de 2 000 € pour chaque logement rénové thermiquement pendant la période contractuelle, soit une subvention d'un montant maximum prévisionnel de XXXXX €.

Les fonds perçus par le bénéficiaire *[pour son compte et celui des membres du groupement]* sont utilisables de manière fongible en faveur des opérations inscrites au programme joint en annexe à la présente convention.

Art 3.3 : Modalités de versement

Par dérogation au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention est versée selon les conditions ci-après :

- un premier versement correspondant à 30% du montant de la subvention prévisionnelle régionale est effectué conjointement à la signature de la présente convention ;

- un deuxième versement correspondant à 40% du montant de la subvention prévisionnelle est effectué sur présentation d'un état d'avancement physique et financier du programme de rénovation énergétique justifiant de la réalisation d'au moins 50 % de l'objectif de la présente convention ;

- le solde est versé au vu d'un bilan définitif des opérations effectivement réalisées, et des versements déjà réalisés par la Région au titre des alinéas précédents du présent article et après vérification du test de contrôle d'absence de surcompensation (module SIEG du logiciel LOLA), dûment rempli.

Lorsqu'il représente un groupement d'organismes, le bénéficiaire est autorisé par la Région à reverser la subvention à ses membres selon la répartition indiquée dans la fiche projet figurant en annexe à la convention et fait son affaire, sous sa responsabilité, de la répartition de l'aide régionale entre les organismes membres du groupement.

Pour le deuxième versement et le solde, le bénéficiaire présente *[pour son compte et celui des membres du groupement]* la liste détaillée des opérations réalisées complétée, pour chacune d'elles, par les justificatifs suivants : prix de revient définitif et plan de financement détaillé, déclaration d'achèvement des travaux ou, à défaut, PV de réception des travaux, DPE ou études thermiques après travaux et éventuellement certification ou label énergétique obtenu, justification de la pose de plaque (cf. article 2.4).

Toute autre pièce complémentaire peut être demandée par l'administration régionale.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, le versement du solde est subordonné en outre à la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande expresse du bénéficiaire.

Art 3.4 : CONTROLE DE L'ABSENCE DE SURCOMPENSATION

En cas de contrôle, sur pièces ou sur place, opéré, soit par toute autorité compétente ou personne physique ou morale mandatée par la Région, le bénéficiaire s'engage à présenter toutes les pièces justificatives relatives aux opérations menées (notamment celles citées dans le test de contrôle de l'absence de surcompensation) et toutes les pièces justificatives du paiement des dépenses déclarées auprès de la Région au titre de la subvention.

Dans le cas où le test de contrôle d'absence de surcompensation remis au moment de la demande de versement du solde ferait apparaître une surcompensation pour l'opération subventionnée, le montant du solde est révisé à due concurrence et la Région procède, le cas échéant, à la demande de reversement du trop-perçu sur les montants déjà versés dans les conditions prévues à l'article 6 de la décision d'exemption précitée.

En cas de surcompensation constatée suite aux contrôles effectués, la Région notifie au bénéficiaire le montant correspondant à la surcompensation et les éléments justifiant sa décision. La totalité des sommes dues sera récupérée dans les trois mois à compter de la réception par le bénéficiaire de la demande reversement de la surcompensation.

Art 3.5 : CADUCITE

Les règles de caducité sont celles mise en œuvre pour les subventions d'investissement dans le cadre du règlement budgétaire et financier de la Région-Ile-de-France en vigueur au moment de l'attribution de la subvention régionale.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature. Elle est publiée au bureau des hypothèques à l'initiative de l'organisme bénéficiaire. Les frais de publication sont à la charge de ce dernier.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 2.1.2, 2.3.1 et 6, elle expire soit après versement du solde de la subvention selon les modalités prévues à l'article 3.3, soit à la date de caducité selon les modalités de l'article 3.4, soit en cas de résiliation conformément à l'article 5.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

Si à la fin de la période contractuelle, il est constaté que le bénéficiaire *[ou les membres du groupement]* n'a pas atteint ses objectifs de rénovation thermique, seules sont remboursables les sommes qui, versées par la Région, ne correspondent pas à des rénovations effectives. Les versements correspondant à des rénovations thermiques effectives et conformes aux conditions posées par la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 restent acquis par le bénéficiaire *[ou les membres du groupement]*.

Si le bénéficiaire *[ou les membres du groupement]* ne respecte*[-ent]* pas son *[leur]* engagement prévu à l'article 2.1.2 alinéa 2 de ne pas mettre les logements en vente, il est tenu de rembourser tout ou partie de la subvention régionale correspondant à ce ou ces logements, au prorata temporis, en fonction du temps restant à courir par rapport au terme de la convention.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des subventions versées au regard de la qualité des actions réalisées et en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie des subventions, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire *[ou les membres du groupement*] sont à la charge de ce*[s]* dernier*[s]*.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Le bénéficiaire fera son affaire des éventuels différents entre les organismes parties prenantes de la présente convention sur la répartition de la subvention régionale ou sur les éventuelles demandes de reversement de celle-ci.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et son annexe dénommée « Programme prévisionnel de rénovation thermique ».

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le xxxxxxxx

L'organisme

Le xxxxxxxx

La Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France

PROGRAMME PREVISIONNEL DE RÉNOVATION THERMIQUE

ANNEXE A LA CONVENTION N° xxxxxxxx
N° CP xxxxxxxx **du** xxxxxxxx

Dépt	Commune	Adresse	Logts	ANRU	Organisme

Annexe 2 - Fiches projets

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-268

DOSSIER N° EX049841 - Aide à la rénovation thermique - AB HABITAT

Dispositif : Aide à la rénovation thermique (n° 00001195)
Délibération Cadre : CR2020-006 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154008-200
Action : 15400801- Lutte contre la précarité énergétique

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 246 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AB HABITAT
Adresse administrative	:	203 RUE MICHEL CARRE 95870 BEZONS
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Dominique LESPARRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : demande d'aide à la rénovation thermique des patrimoines en étiquette F et G de la société AB habitat

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le programme de rénovation thermique porte sur 4 ensembles immobiliers situés sur la commune d'Argenteuil totalisant 123 logements dont les étiquettes énergétiques sont "F" ou "G" :

- 5 rue de l'Hôtel Dieu, Argenteuil (95), 56 logements
- 8 rue de l'Hôtel Dieu, Argenteuil (95), 37 logements
- 8 rue Pierre Joly, Argenteuil (95), 16 logements
- Rue du Colonel Fabien, Argenteuil (95), 14 logements

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

L'aide régionale correspond à un forfait de 2 000 € par logement.

Calcul de la subvention : 2 000 € x 123 logements = 246 000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-268

DOSSIER N° EX049852 - Aide à la rénovation thermique - LOGIREP

Dispositif : Aide à la rénovation thermique (n° 00001195)
Délibération Cadre : CR2020-006 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154008-200
Action : 15400801- Lutte contre la précarité énergétique

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 194 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LOGIREP STE ANONYME D HABITATION A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	127 RUE GAMBETTA 92150 SURESNES
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur DANIEL BIARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : demande d'aide à la rénovation thermique des patrimoines en étiquette F et G de la société LogiRep

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le programme de rénovation thermique porte sur 6 ensembles immobiliers situés à Paris et sur le département du Val-de-Marne totalisant 97 logements dont les étiquettes énergétiques sont "F" ou "G" :

- 52 boulevard de Clichy, Paris 18 (75), 17 logements
- 5 rue de l'Olive, Paris 18 (75), 17 logements
- 32 rue Pajol, Paris 18 (75), 15 logements
- 63 rue de Meaux, Paris 19 (75), 24 logements
- 7 rue Emile Eudes / 7-8 rue Babeuf, Alfortville (94), 16 logements
- 33 rue de la Varenne, Saint-Maur-des-Fossés (94), 8 logements

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

L'aide régionale correspond à un forfait de 2 000 € par logement.

Calcul de la subvention : 2 000 € x 97 logements = 194 000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-268

DOSSIER N° EX049855 - Aide à la rénovation thermique - IMMOBILIERE 3F

Dispositif : Aide à la rénovation thermique (n° 00001195)
Délibération Cadre : CR2020-006 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154008-200
Action : 15400801- Lutte contre la précarité énergétique

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 1 306 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative	:	159 RUE NATIONALE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : demande d'aide à la rénovation thermique des patrimoines en étiquette F et G du groupe Immobilière 3F

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le programme de rénovation thermique porte sur 20 ensembles immobiliers situés sur les départements de Paris, de Seine-et-Marne, des Yvelines, de Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise totalisant 653 logements dont les étiquettes énergétiques sont "F" ou "G" :

- 1-9 rue Corbera, Paris 12 (75), 255 logements
- 18 rue Clisson, Paris 13 (75), 12 logements
- 5 rue Clairaut, Paris 17 (75), 36 logements
- 1-17 Rue Alcide de Gasperi, Emerainville (77), 11 logements
- 31 rue des Robiniers, Savigny-le-Temple (77), 33 logements
- 1 rue de Pontoise, Saint-Germain-en-Laye (78), 18 logements
- 8 rue Ampère, Le Chesnay (78), 16 logements
- 29 rue de Montbuisson, Louveciennes (78), 40 logements
- 17 rue Henri Dunant, Le Vésinet (78), 26 logements
- 2 avenue Balzac, Ville d'Avray (92), 24 logements
- 83 rue Saint-Denis, Noisy-le-Sec (93), 5 logements
- 28/30 rue Pierre Brossolette, Noisy-le-Sec (93), 9 logements
- 7 avenue Gallieni, Noisy-le-Sec (93), 4 logements
- 13/15 rue des Martyrs, Noisy-le-Sec (93), 10 logements
- 54 boulevard Gambetta, Noisy-le-Sec (93), 3 logements
- 57 rue Pierre Sémard, Noisy-le-Sec (93), 2 logements

- 2 rue Cartier Bresson, Pantin (93), 22 logements
- Allée de la Moulinière, Cergy Saint-Christophe (95), 49 logements
- 10 rue Jean Jaurès, Pierrelaye (95), 64 logements
- 18 rue de la Tournade, Herblay (95), 14 logements

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

L'aide régionale correspond à un forfait de 2 000 € par logement.

Calcul de la subvention : 2 000 € x 653 logements = 1 306 000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-268

DOSSIER N° EX050195 - Aide à la rénovation thermique - 1001 VIES HABITAT

Dispositif : Aide à la rénovation thermique (n° 00001195)
Délibération Cadre : CR2020-006 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154008-200
Action : 15400801- Lutte contre la précarité énergétique

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 726 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	1001 VIES HABITAT
Adresse administrative	:	18 AVENUE D ALSACE 92400 COURBEVOIE
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Philippe BRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : demande d'aide à la rénovation thermique des patrimoines en étiquette F et G de la SA d'HLM 1001 Vies habitat

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le programme de rénovation thermique porte sur 7 ensembles immobiliers situés sur les départements de Paris, des Yvelines, de l'Essonne et du Val-de-Marne totalisant 363 logements dont les étiquettes énergétiques sont "F" ou "G" :

- 14, rue Nollet Paris 17 (75), 55 logements,
- Résidence les Blés d'Or, 24 rue du champ d'avoine Montigny-le-Bretonneux (78), 132 logements,
- Domaine Bois des Roches, 1 à 22 rue Boieldieu / 24/26 rue Bizet / 4 à 12 place Gabriel Faure - 2, 4, 6 allée Lully / 1 à 15 allée Eric Satie, Saint-Michel-sur-Orge (91), 136 logements,
- 3 rue Saint Hilaire, Saint Maur-des-Fossés (94), 19 logements,
- 9 avenue de la Grande Ceinture, Saint Maur-des-Fossés (94), 6 logements,
- 6 rue Traversière, Saint Maur-des-Fossés (94), 7 logements,
- 3 avenue des Lacs / 9 avenue du Midi, Saint Maur-des-Fossés (94), 8 logements.

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

L'aide régionale correspond à un forfait de 2 000 € par logement.

Calcul de la subvention : 2 000 € x 363 logements = 726 000 €

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-269

DU 1 JUILLET 2020

AIDE AU PARC PRIVÉ - TROISIÈME AFFECTATION POUR 2020 - APPROBATION DE 2 LABELS CDSR

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement ;

VU la délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé et approuvant notamment la labellisation de la copropriété résidence Espace au Mée-sur-Seine ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente et modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé portant approbation de la convention type d'appui en ingénierie ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 intitulée « Région Île-de-France Région solidaire » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-269 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Accorde deux labels régionaux « Copropriété en difficulté soutenue par la Région » d'une durée de 5 ans, aux copropriétés suivantes :

- Copropriété sise 75-77-79, avenue Jean-Jaurès à La Courneuve (93120),
- Copropriété Raspail sise 9-13, rue Truillot à Ivry-sur-Seine (94200).

Subordonne l'octroi de ces labels à la conclusion de conventions conformes à la convention

type approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012, intégrant les plans de redressement figurant en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement – Aide au parc privé », au financement de 2 mesures d'ingénierie détaillées dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 24 978 €.

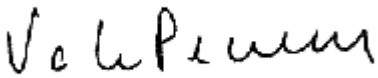
Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **24 978 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagements des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2020.

Article 3:

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe à la délibération en application de l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc180691-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 - PLANS DE REDRESSEMENT DES 2 LABELS CDSR

ANNEXE A LA CONVENTION VALANT PROTOCOLE DE REDRESSEMENT DE LA COPROPRIETE « 75-77-79 Jean Jaurès » à La Courneuve (93120)

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS DE LA REGION	ENGAGEMENTS DES AUTRES FINANCEURS
INTERVENTIONS TECHNIQUES ET THERMIQUES SUR LE BATI					
- Mission de maîtrise d'œuvre	2017-2022 en cours	Mission d'un maître d'œuvre pour diagnostic et suivi des travaux 80 000 € TTC votés à l'AG 2019 et celle de 2017			
- Audit énergétique et suivi des travaux par un BET	2017 en cours	Mission votée pour un montant de 18 000 € TTC			
- Phase 1 : réhabilitation globale avec travaux liés à la précarité énergétique Toiture, ITE, remplacement des menuiseries extérieures, ventilations, parties communes intérieurs	2019-2021	Travaux estimés 1,1 M€ TTC voté en AG en octobre 2019	Aide FIQ (EPT Plaine Commune) accordée : 171 000 €	**96 688 €** (50% dans la limite de 10 000€/lot)	540 000 € ANAH
- Phase 2 : remplacement de la chaudière	2020-2021	Travaux estimés 120 000 TTC à voter en AG 2020	Aide FIQ (EPT Plaine Commune) accordée : 40 000 €	**168 000 €** (25% PES dans la limite de 4 000€/lot)	ANAH à définir
- Travaux en parties privatives Adaptation salle de bain, mise en conformité des installations électriques, plomberie sanitaire	A partir de 2020	Objectif : 10 logements	Aide Ville et/ou EPT (à définir)	**20 000 €** (40% dans la limite de 5000 € par logement, pour 10 logements)	ANAH à définir

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES MENAGES					
Repérage des familles en difficultés	2019-2021	En cours	Mise en œuvre d'une commission sociale (1/trimestre) avec les services sociaux et partenaires locaux		Engagement du département
Assainissement financier FSH	2019-2021	En cours	Mise en place de l'accompagnement social en lien avec le CCAS		Mobilisation d'un organisme de portage (CDC par exemple)
Sécurisation des parcours Relogement, portage (besoins à évaluer), etc**.**	2019-2021	En cours	Mobilisation du service logement pour l'examen sous conditions des candidatures de demandeurs de logement en incapacité économique de conserver leur statut de copropriétaires		
Solvabilisation des travaux	2019-2021	En cours			Préfinancement Caisse d'épargne / CNAV / Micro-crédits / Fondation Abbé Pierre

GESTION ET FONCTIONNEMENT **Veiller à l'équilibre budgétaire**	2020-2022	Renforcer le suivi des dossiers notamment des travaux		**5 000 €** aides à la gestion (estimation : 30% de 15 000 € 12 000 honoraires syndic classiques+ 3 000 € frais supplémentaires),	ANAH : aides à la gestion à définir dans la limite de 150 €/lot + 5 000 €/bâtiment
Suivi des dépenses et des contrats	2019-2021	Renégociation éventuelle des contrats (ascenseurs, assurance, chauffage, eau…)			
Lutte contre les impayés	2019-2021	Renforcer l'implication du CS et du syndic Commission impayés 1/trimestre	-	Aides aux procédures : **10 000 €,** en prenant en compte que les commissions impayés seront facturées par le syndic.	
Mobilisation des copropriétaires et amélioration de la gouvernance de la copropriété Formation et information des copropriétaires *(Accompagnement dans le cadre du suivi-animation)*	2019-2021	• Mise en place d'outils de communication (lettre du conseil syndical, charte de bon voisinage…) • Mise en place d'actions de formation (2/an) : recouvrement des impayés, fonctionnement de la copro, budget et maîtrise des charges (en cours), autres thèmes en fonction du souhait des copropriétaires		Aides à la formation (à estimer, dans la limite de 150€ par personne)	

ANNEXE A LA CONVENTION D'AIDE AU REDRESSEMENT DE LA COPROPRIETE RASPAIL A IVRY-SUR-SEINE (94 200)

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCES	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
INTERVENTIONS TECHNIQUES ET THERMIQUES SUR LE BATI Rénovation énergétique LOT 2 –Façade-ravalement thermique LOT 3 – Menuiseries extérieures LOT 4 – couverture-étanchéité (isolation thermique incluse) LOT 5 – Ventilation LOT 8 - Reprises ponctuelles de l'installation électrique Total : 6 145 272 € TTC Autres travaux LOOT 1 – Désamiantage et déplombage LOT 5 - Plomberie LOT 7 – VRD LOT 7 – Finitions intérieures Total : 4 131 475 € TTC Total travaux : **10 276 747 € TTC** Honoraires et diagnostics techniques subventionnables (maîtrise d'œuvre, SPS, bureau de contrôle): **806 695 € TTC** (prévisionnel)	Fin 2020 à fin 2022 Fin 2020 à fin 2022	Vote en AG du 13 avril 2014 de : - mise en place d'une convention de maîtrise d'œuvre - mise en place de diagnostics et conventions pour l'élaboration du projet travaux - ouverture d'un compte séparé spécifique aux travaux de l'OPAH. Programmation d'une AGE en septembre 2020 pour le vote du programme de travaux	EPT Grand Orly Seine Bièvre : - Une prime forfaitaire au SDC de 16 000 € pour les diagnostics préalables et l'étude de maîtrise d'œuvre - Une subvention au SDC de 5 % du montant HT des travaux et honoraires techniques subventionnés par l'ANAH (permettant le X+X) soit **499 705 €** - Une subvention de 50 % d'un plafond de 5 000 € pour les propriétaires occupants très modestes soit **217 000 €** (prévisionnel) - Une subvention de 35 % d'un plafond de 5 000 € pour les propriétaires occupants modestes soit **28 000 €** - Une subvention de 25 % d'un plafond de 5 000 € pour les propriétaires occupants dont les revenus sont supérieurs au plafond soit **155 000 €** - Une subvention de 40 % d'un plafond de 5 000 € bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ou très social soit **8 000 €** - Une subvention de 10 % d'un plafond de 5 000 € bailleurs conventionnant leur logement en loyer intermédiaire soit **3 500 €**	Aide aux travaux de rénovation énergétique : **1 535 318 €** Aide aux travaux de réhabilitation classique et de sécurité : **2 469 835 €**	ANAH : Aide totale pour les travaux : **4 962 064 €** Département : Aide totale : **103 000 €**

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES MENAGES - Permanences régulières de l'assistante sociale - Prise de rendez-vous avec les débiteurs de plus de 1000€ et organisation de commissions impayés trimestrielles - Accompagnement dans la recherche de financements auprès de la CAF, Action Logement, Fondation Abbé Pierre - Possibilité pour les copropriétaires de contacter un ergothérapeute de SOLIHA pour l'adaptation de leur logement (handicap, vieillissement) - Mise en place d'atelier en partenariat avec l'agence de l'énergie du Val-de-Marne avant et après travaux pour bien habiter son logement	Depuis 2019 jusqu'en 2023 Depuis 2020 jusqu'en 2023 Entre 2021 et 2023 Après le vote des travaux en fonction des situations particulières 2018 -2023 2019-2023	Les membres du conseil syndical informent les autres copropriétaires Participation du conseil syndical aux commissions impayés	Suivi lors de réunions mensuelles des problématiques rencontrées Mobilisation des services sociaux de la ville Communication auprès des copropriétaires		Caisse d'Epargne : Préfinancement des subventions publiques au SDC : convention de préfinancement Financement du reste à charge individuel via un prêt collectif.
GESTION ET FONCTIONNEMENT - Réunion de suivi mensuelle pour faire le point sur l'ensemble de l'opération - Appui aux instances de gestion et renforcement du suivi et du traitement des impayés - Formations à destination des membres du conseil syndical et des copropriétaires - Renégociation des contrats pour une diminution des charges	2018-2023 2020-2023 2021 -2023 2022-2023	Participation du syndic et des membres du conseil syndical aux réunions de suivi. Suivi de la situation financière de la copropriété via les commissions impayées trimestrielles Validation des outils de communication	Mise en place, financement et coordination d'une mission de suivi-animation d'une OPAH-CD sur 5 ans Communication autour des actions de l'opérateur chargé du suivi-animation	Aide à la gestion Estimée à 19 800 € par an Aide aux procédures de recouvrement d'impayés et aux procédures contentieuses estimée à 10 000 € par an	ANAH Aide à la gestion 5 000 € par bâtiment + 150 € par lot d'habitation soit 75 300 €. Elle pourra être mobilisée pour financer les frais de géomètres induits par la création de bornes d'apports volontaires.

MESURES D'INSERTION SOCIO-URBAINE L'OPAH s'insère au sein de la ZAC Gagarine-Truillot (quartier NPNRU) Le projet comprend : - Démolition/réhabilitation de logements sociaux - Construction de nouveaux logements sociaux et privés - Requalification / création de nouveaux espaces publics - Création de nouveaux commerces et locaux d'activité - Création de nouveaux équipements publics	2018-2029	Vote de l'OPAH-CD à la majorité de l'AG du 17 juin 2016 permettant la requalification de la copropriété	Articulation du projet de réhabilitation avec les projets de la ZAC en cours.		

ANNEXE N°2 - FICHES PROJETS

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-269

DOSSIER N° EX049378 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE RESIDENCE ESPACE AU MEE-SUR-SEINE (77350)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	33 952,00 € HT	29,68 %	10 078,00 €
		Montant total de la subvention	10 078,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
Adresse administrative : 8 RUE DES CORDELIERS 77100 MEAUX
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur ALEXANDRE BORTOLUS, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement du surcoût de gestion lié aux actions de redressement de la copropriété mises en place par l'administrateur de la copropriété Résidence Espace au Mée-sur-Seine (77350).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en oeuvre du projet de redressement et de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 (label 15162CDSR7735001)

Description :
Soutien à l'activité de gestion menée par l'administrateur de la copropriété Résidence Espace, pour l'exercice 2019-2020, dans le cadre du redressement de ladite copropriété, au titre du contrat de gestion en cours.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide régionale au taux de 30 % maximum d'une dépense annuelle subventionnable HT limitée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 98) est fixée à 10 078 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :

- LE MEE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	40 310,00	100,00%
Total	40 310,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	19 700,00	48,87%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 078,00	25,00%
Fonds propres	10 532,00	26,13%
Total	40 310,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-269

DOSSIER N° EX049492 - AIDES AUX PROCEDURES JURIDIQUES ET CONTENTIEUSES DU SDC RESIDENCE ESPACE AU MEE-SUR-SEINE (77350)

Dispositif : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses (n° 00000748)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	29 800,00 € TTC	50,00 %	14 900,00 €
	Montant total de la subvention		14 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
Adresse administrative : 8 RUE DES CORDELIERS
77100 MEAUX
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur ALEXANDRE BORTOLUS, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement du recouvrement contentieux engagé au titre du redressement de la copropriété résidence Espace au Mée-sur-Seine (77350).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en oeuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 (label 15162CDSR7735001).

Description :
Cette demande d'aides aux procédures concerne l'ensemble des actions contentieuses envisagées par l'administrateur judiciaire et son mandataire sur la période du 01/10/2019 au 30/09/2020 destinées au recouvrement des impayés (relances, mises en demeure, saisies immobilières, honoraires d'avocats et d'huissiers).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'un coût annuel TTC plafonné à 1500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 98) est fixée à 14 900 €.

Localisation géographique :
- LE MEE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	29 800,00	100,00%
Total	29 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	14 900,00	50,00%
Fonds propres	14 900,00	50,00%
Total	29 800,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-356

DU 1 JUILLET 2020

MISE EN OEUVRE DU PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE, ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE
CRÉATION D'UNE ACTION EN FAVEUR DU LOGEMENT LOCATIF INTERMÉDIAIRE (LLI)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380) ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU l'ordonnance n°2014-159 du 20 février 2014 et le décret n° 2014-1102 du 30 septembre 2014 relatifs au logement locatif intermédiaire ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité et modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 et le budget supplémentaire pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-356 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

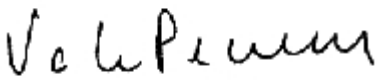
Décide de mettre en œuvre un programme dédié à la création de logements intermédiaires LLI.

Approuve le règlement d'intervention du dispositif joint en annexe 1 à la délibération.

Article 2
Approuve le modèle-type de convention régionale joint en annexe 2 à la délibération.

Article 3
Délègue à la commission permanente la compétence pour modifier en tant que de besoin le règlement d'intervention et la convention-type.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc185436-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1

ACTION RÉGIONALE EN FAVEUR DU LOGEMENT LOCATIF INTERMEDIAIRE (LLI)

RÈGLEMENT D'INTERVENTION

Le présent dispositif d'aide est pris en application de la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

Article 1 – Opérations aidées par la Région

L'aide régionale a pour objet de soutenir la création nette de logements de type LLI dans le cadre d'opérations de construction, d'acquisition-amélioration ou de transformation d'immeubles.

Les logements aidés s'entendent des logements intermédiaires au sens de l'ordonnance n°2014-159 du 20 février 2014 et le décret n° 2014-1102 du 30 septembre 2014, et destinés à être loués à titre de résidence principale.

L'action développée par la Région a pour objectif principal de contribuer à la production d'une offre de logements adaptés aux personnels qui assurent un service fondamental pour le fonctionnement de l'Ile-de-France dans des domaines « clés » (santé, éducation, sécurité, transports, etc.,) et dont l'Ile-de-France a besoin pour demeurer attractive et contribuer au bien-être des Franciliens.

Pour être éligibles à un financement régional, les opérations candidates doivent s'appuyer sur un dossier mettant en avant les publics cibles visés et les éventuels partenariats mis en place les concernant.

Article 2 - Bénéficiaires potentiels

Les bénéficiaires des aides régionales du présent règlement d'intervention sont :

- les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les sociétés d'économie mixte de construction ;
- les filiales des organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation créées, en vertu des articles L.421-1, L.422-2 et L.422-3 du même code, pour construire et gérer des logements locatifs intermédiaires ;
- les sociétés anonymes de coordination entre les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnées à l'article L. 423-1-1 du CCH ;
- les sociétés d'économie mixte visées à l'article L. 481-1 du CCH ;
- les organismes soumis au contrôle d'Action Logement Immobilier ;
- les personnes morales dont le capital est détenu en totalité par des personnes passibles de l'impôt sur les sociétés, des établissements publics administratifs ou des caisses de retraite et de prévoyance.

Article 3 – Apport régional

L'aide régionale prend la forme d'une subvention d'investissement dont le montant représente au maximum 5 % de la dépense subventionnable définie dans l'annexe 1 du présent règlement et est, par ailleurs, plafonné à 5 000 € par logement.

La subvention versée par la Région ne doit pas dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public, en tenant compte des recettes y étant relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable. Un contrôle régulier sera réalisé par les services de la Région pour s'assurer de l'absence de surcompensation. En cas de surcompensation, la Région procèdera à la récupération des aides trop perçues.

La subvention régionale doit être prise en compte dans le calcul des loyers proposés afin d'en minorer le montant à un niveau inférieur à celui des plafonds réglementaires.

Le taux de subvention régionale peut être modulé en fonction, d'une part, des caractéristiques de l'opération, notamment de ses contraintes financières et techniques, d'autre part, de la capacité d'autofinancement du demandeur et enfin, des dotations disponibles au budget régional.

Article 4 – Primes pour innovations et performances

- ***Performance énergétique et environnementale des bâtiments***

Afin de promouvoir les innovations qui permettent de réduire les émissions des bâtiments, une prime de 500 € par logement peut être accordée, concomitamment à l'aide principale, aux opérations bénéficiant du label Bâtiment Bas Carbone (BBCA) ou du label Bâtiment à Energie positive et réduction carbone (E+C-).

- ***Végétalisation***

Afin de favoriser la mise en œuvre de solutions végétalisées, une aide en faveur de la création de toitures ou de murs végétalisés peut être accordée concomitamment à l'aide principale.

L'aide régionale est au maximum de 50 % de la dépense spécifique (complexe isolant, substrat, complexe de végétalisation, matériaux de drainage et de filtration, membrane d'étanchéité), plafonnée à 45 € par mètre carré.

- ***Eco-construction***

Afin de promouvoir les éco-matériaux, une prime de 500 € par logement peut être accordée, concomitamment à l'aide principale, aux opérations bénéficiant du label Bâtiment biosourcé – 3ème niveau.

Article 5 – Clauses d'insertion professionnelle

A compter du 1er janvier 2021 (date de dépôt des dossiers sur la plateforme), l'attribution des aides régionales, que le programme soit réalisé en maîtrise d'ouvrage directe ou en VEFA, est notamment subordonnée à l'intégration d'une clause d'insertion professionnelle dans les marchés et conventions que les bénéficiaires concluent avec des prestataires ou dans les contrats et actes de VEFA qu'ils signent avec les promoteurs, exception faite des programmes certifiés BBCA.

Cette disposition s'applique à tout programme dont le coût de travaux est au moins égal à 1,650 M€ HT, selon les modalités définies en annexe 2 du présent règlement d'intervention. L'obligation ne peut être inférieure à 6 % des heures travaillées.

Article 6 – Convention avec la Région et principales obligations des bénéficiaires

Le versement des subventions régionales relevant du présent titre est subordonné à la conclusion avec le bénéficiaire d'une convention conforme au modèle type approuvé par la Commission permanente.

Article 6.1. – Retour d'informations

La convention type prévoit également, selon une périodicité qu'elle définit, la transmission à la Région d'éléments d'informations portant sur le montant des loyers et des charges, le niveau des consommations énergétiques, les enquêtes de satisfaction auprès des locataires.

Article 6.2. – Communication

La convention type dispose par ailleurs que le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention, apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale dans tout document relatif à l'opération financée, et installer une plaque à demeure, dans le ou les halls d'accès des bâtiments. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

Article 6.3. – Pérennité de l'usage locatif des logements financés

La convention prévoit en outre que les logements financés sont à usage locatif pendant une durée de 20 ans. Toutefois, conformément à l'article 284 du code général des impôts, ils peuvent donner lieu à cession à partir de la 11ème année après la date d'agrément, dans la limite de 50 % des logements, et de la totalité des logements au bout de la 16ème année.

En cas de vente des logements financés avant le terme prévu par la convention régionale, la Région se réserve le droit de demander au bénéficiaire le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Article 7 – Dématérialisation

Les demandes de subventions présentées au titre du présent règlement d'intervention doivent être effectuées en ligne sur la plateforme des aides régionales : https://mesdémarches.iledefrance.fr.

Article 8 – Non cumul

Les subventions et primes accordées dans le cadre du présent règlement d'intervention ne sont pas cumulables avec d'autres aides susceptibles d'être attribuées par la Région dans le cadre d'autres dispositifs d'intervention.

ANNEXE 1
AU REGLEMENT D'INTERVENTION
DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Définition
La notion de dépense subventionnable retenue dans le cadre du présent règlement correspond à la somme des dépenses telles que définies ci-après. Elles s'entendent hors TVA.

1 – Dépenses pré-opérationnelles et honoraires

- assistance à maîtrise d'ouvrage
- géomètre, sondages, études de sol
- curage, fondations spéciales
- désamiantage, éradication du plomb, dépollution des sols
- maîtrise d'œuvre (architecte, bureau d'études), ingénierie
- contrôle technique
- coordination santé, prévention et sécurité
- label et certification, test de perméabilité à l'air, diagnostic énergétique
- raccordement égouts
- branchement aux réseaux d'électricité et de gaz
- travaux de VRD
- VEFA, VEFR (part dépenses pré-opérationnelles et honoraires)

Les dépenses pré-opérationnelles qui datent de plus de deux années avant la date de vote de la subvention régionale ou la date de démarrage anticipé des travaux validée par la commission permanente ne peuvent en aucun cas être prises en compte.

2 - Travaux

- travaux de bâtiment
- désamiantage, éradication du plomb, dépollution des sols
- VEFA, VEFR (part travaux)

DÉPENSES NON SUBVENTIONNABLES

Les postes suivants ne peuvent en aucun cas être retenus pour le calcul des subventions ou leur paiement :

- frais financiers, taxes (TLE, CAUE, TDENS…)
- frais d'agence et de négociation
- conduite d'opération
- direction d'investissement
- coûts internes
- intérêts de préfinancement
- redevance parking
- sujétion voirie
- révisions, divers, actualisations, imprévus, aléas
- démolitions
- rémunération d'intermédiaire
- concours de concepteurs
- assurance dommage-ouvrage
- frais de déménagement
- frais de commercialisation
- frais de gardiennage, porte anti-intrusion

- espaces verts
- indemnités d’immobilisation
- référé préventif, actes d’huissier
- publication, affichage, reprographie

ANNEXE 2
AU REGLEMENT D'INTERVENTION
MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES D'INSERTION PROFESSIONNELLES

Rappel de l'obligation :

6 % des heures travaillées pour les programmes dont le coût de travaux est au moins égal à 1,650 M€ HT et qui sont soutenus par la Région.

Modalité de calcul des heures travaillées et des heures d'insertion

Formule de calcul à appliquer pour connaitre le nombre d'heures d'insertion à réaliser, au global, sur un programme (à retranscrire obligatoirement dans les documents contractuels (CCAP / contrat et acte de VEFA)) :

- En maîtrise d'ouvrage directe :

$$\frac{\text{Montant HT du marché de travaux x indice de masse salariale x 6 \%}}{\text{Prix unitaire de la masse salariale}}$$

Avec : indice de masse salariale = 35 %
prix unitaire de la masse salariale = 32 €

- En VEFA :

$$\frac{\text{60 \% du montant HT du prix de la VEFA x indice de masse salariale x 6 \%}}{\text{Prix unitaire de la masse salariale}}$$

Avec : indice de masse salariale = 35 %
prix unitaire de la masse salariale = 32 €

Les publics concernés :

Personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières pour accéder à l'emploi :

- demandeurs d'emploi de plus d'un an,
- demandeurs d'emploi de moins de 26 ans et de plus de 45 ans,
- allocataires du RSA, de l'allocation veuvage, de la prestation de compensation du handicap, de l'allocation adulte handicapé,
- jeunes suivis par la protection judiciaire de la jeunesse, personnes sortant de prison,
- personnes en parcours d'insertion au sein d'une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE),
- bénéficiaires des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE)...

N.B. : pas de critère géographique demandé par la Région, aucune obligation que les personnes qui effectuent les heures d'insertion résident sur le territoire où sont réalisés les travaux des programmes subventionnés par la Région pour que ces heures soient comptabilisées.

Les modalités d'emploi :

- embauches directes (CDD, CDI, alternance...),
- contrat avec des entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI),
- contrat avec des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ),
- contrat avec des associations intermédiaires, avec des ESAT, ...

Pour faciliter la mise en œuvre de cette obligation d'insertion, les maîtres d'ouvrage peuvent, s'ils le souhaitent, se rapprocher d'un assistant à maîtrise d'ouvrage d'insertion (maisons de l'emploi ou autres structures compétentes), ce dernier doit être saisi avant la finalisation du DCE (prendre contact au terme de la phase APD).

La transcription :

L'obligation régionale d'heures d'insertion, ses modalités de mise en œuvre et le suivi des objectifs d'insertion doivent être retranscrits dans les CCAP ou les contrats et actes de VEFA.

De même, des pénalités pour non-respect du nombre d'heures d'insertion doivent être prévues, celles-ci peuvent s'établir dans une fourchette correspondant au nombre d'heures non réalisées x 1,5 à 2,5 fois le montant du SMIC horaire brut. Pour l'absence de transmission des éléments d'informations justifiant de la mise en œuvre de ces heures, les pénalités peuvent s'établir aux environs de 50 € par jour de retard à compter de la mise en demeure qui aura été faite.

Le suivi :

La Région vérifiera en fin de chantier la bonne réalisation, sur le programme financé, des heures d'insertion issues de la formule de calcul présentée ci-dessus. Cette vérification ne porte pas sur la répartition et la réalisation lot par lot de ces heures mais sur l'atteinte, au global, du volume d'heures attendu.

Les documents nécessaires au suivi et à l'évaluation de cette clause sont communicables. Ces dispositions sont prévues dans les CCAP et les contrats et actes de VEFA qui établissent également la fréquence des rapports de suivi permettant de justifier du nombre d'heures d'insertion effectivement réalisé (minimum 1 rapport tous les 6 mois) et que les personnes concernées par ces heures correspondent bien au public cible.

Tout au long du chantier, un point relatif à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause d'insertion doit pouvoir être fait. En tout état de cause, un état récapitulatif est communiqué à la Région à la livraison du programme. Cet état récapitulatif permet d'identifier le nombre d'heures d'insertion effectivement réalisé tout au long du chantier, les modalités de leur réalisation (embauche, groupements ou entreprises d'insertion...) en précisant le nombre et le type de contrat, les entreprises, groupements ou associations concernés, le montant et objet des contrats passés etc...

Les différents documents justificatifs de ces contrats, embauches ou prestations sont transmis, à sa demande, à la Région.

Les personnes correspondant au public cible recrutées en CDI pendant la période du chantier du programme financé par la Région pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause d'insertion et ce jusqu'à la livraison du programme sur la base du nombre d'heure réalisée majoré de 100 %.

Par ailleurs, dans l'hypothèse d'une rupture de contrat de travail conclu dans le cadre des dispositifs d'insertion, un forfait maximum de 100 heures peut-être comptabilisé si le nombre d'heures travaillées avant la rupture est inférieur cela, afin de tenir compte de l'impact de cette fin de contrat sur le déroulement du chantier et du temps nécessaire pour procéder à un nouveau recrutement. Cette rupture de contrat devra être dûment justifiée en cas de rupture unilatérale de la part de l'employeur.

Annexe 2

CONVENTION RELATIVE Á L'AIDE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS INTERMÉDIAIRES LLI N° «Dossier__Code»

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 020-356 du 1er juillet 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : «Bénéficiaire»
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET est : «Code_SIRET»
dont le siège social est situé :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part.

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional d'aide à la production de logements locatifs intermédiaires LLI, adopté par délibération de l'assemblée délibérante n° CP 020-356 du 1er juillet 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, et dans le cadre des dispositions prévues par l'article L411-2 du code de la construction et de l'habitation relatif à la qualification des opérations relevant d'un service d'intérêt économique général.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° «N_de_rapport_CP» du «date_CP», la Région a décidé de soutenir le bénéficiaire, pour la «Objet_du_dossier» («DPT») au vu des caractéristiques physiques et financières du programme.

Le soutien de la Région a pour objectif principal de contribuer à la production d'une offre de logements adaptés aux personnels qui assurent un service fondamental pour le fonctionnement de l'Ile-de-France dans des domaines « clés » (santé, éducation, sécurité, transports, etc.,) et dont l'Ile-de-France a besoin pour demeurer attractive et contribuer au bien-être des Franciliens.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à «Taux_du_dossier» % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à «Montant_de_la_base_subventionnable» €, soit un montant maximum de subvention de «Montant_proposé_de_la_décision» €.

La subvention versée par la Région ne doit pas dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public, en tenant compte des recettes y étant relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable. Un contrôle régulier sera réalisé par les services de la Région pour s'assurer de l'absence de surcompensation. En cas de surcompensation, la Région procèdera à la récupération des aides trop perçues.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Article 2.1.1 :

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements nécessaires à la réalisation du programme visé en article 1 de la présente convention.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions de la délibération n° CP 020-356 du 1er juillet 2020 et de son règlement d'intervention et à signaler toute modification du programme de logements aidés, dès lors que la modification aurait pour effet de contrevenir aux conditions d'intervention prévues par la Région, telles que définies par la délibération susvisée ou d'impacter des éléments essentiels pris en compte pour l'instruction de la demande de subvention.

Les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée s'engagent à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.1.2

Lorsque l'opération est soumise à l'obligation d'inclure, dans le(s) marché(s) de travaux, une clause d'insertion professionnelle en application des dispositions de l'article 5 du règlement d'intervention approuvé par la délibération n° CP 020-356 du 1er juillet 2020 et de son annexe 2, le bénéficiaire s'engage, que l'opération soit réalisée en maîtrise d'ouvrage directe ou dans le cadre d'une VEFA, à communiquer à la Région des éléments de bilan quantitatif et qualitatif et à être en mesure d'apporter la preuve par tout document, le cas échéant anonymisé, de l'embauche effective du public visé par la mise en œuvre desdites clauses.

En tout état de cause, un bilan définitif des heures d'insertion réalisées et les modalités de leur mise en œuvre (lots, type de contrat,…) est communiqué à la Région à l'achèvement des travaux

Le bénéficiaire informe la Région de toute difficulté éventuellement rencontrée tout au long de la mise en œuvre des clauses d'insertion professionnelle prévues dans le(s) marché(s) de travaux.

Article 2.1.3 :

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation des logements visés à l'article 1 à un usage locatif pendant une durée minimale de 20 ans, sous réserve des dispositions prévues par l'article 284 du code général des impôts.

Le bénéficiaire s'engage également à ce que le ou les immeubles ayant bénéficié de l'aide régionale ne soient pas mis en vente, excepté aux :

- organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les sociétés d'économie mixte de construction ;
- filiales des organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation créées, en vertu des articles L.421-1, L.422-2 et L.422-3 du même code, pour construire et gérer des logements locatifs intermédiaires ;
- sociétés anonymes de coordination entre les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnées à l'article L. 423-1-1 du CCH ;
- sociétés d'économie mixte visées à l'article L. 481-1 du CCH ;
- organismes soumis au contrôle d'Action Logement Immobilier ;
- personnes morales dont le capital est détenu en totalité par des personnes passibles de l'impôt sur les sociétés, des établissements publics administratifs ou des caisses de retraite et de prévoyance.

Article 2.1.4 :

Le bénéficiaire s'engage à transmettre, à la demande de la Région, tout document d'information portant sur l'état d'occupation des logements, les statistiques relatives aux locataires, sur le montant des loyers et des charges et sur le niveau de consommations énergétiques du programme.

Il s'engage également à prendre en compte les demandes de logement formulées le cas échéant par la Région et relatives à des besoins individuels ou collectifs signalés par des collectivités, entreprises, administrations, structures médico-sociales ou hospitalières, et faire ses meilleurs efforts pour y apporter une réponse adaptée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter «Nombre_de_stagiaires_négociés_à_recr» stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Cette obligation est remplie, soit dans le cadre de la présente affectation, soit dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages pour le chapitre 905-54, négociée et signée avec la Région au titre de l'année d'affectation de la subvention.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des aides régionales « Mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Article 2.3.1 :

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de statuts, de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Transmettre à la Région la grille de contrôle d'absence de surcompensation au moment de la demande de versement du solde puis tous les 3 ans jusqu'à l'expiration de la durée indiquée à l'article 2.1.2.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc…) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de l'exécution des obligations de la présente convention et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Par ailleurs, il informe la Région de toute modification concernant sa mission de gestion des logements visé à l'article 1.

Article 2.3.2 :

En cas de cessation d'activité totale ou partielle de l'organisme bénéficiaire, pour quelque cause que ce soit, les logements subventionnés par la Région doivent être cédés à un organisme poursuivant un même objet, dès lors que cette cessation d'activité est susceptible de mettre en cause l'affectation initiale desdits logements.

Le bénéficiaire s'engage à informer officiellement le repreneur de la totalité des obligations de la présente convention, à charge pour ce dernier de les appliquer sans exception. Cette obligation est une condition essentielle de la cession. Il s'engage également à informer la Région par lettre recommandée avec accusé de réception, et à lui communiquer le nom, l'adresse et le statut juridique du repreneur.

Dans l'hypothèse où la subvention régionale n'aurait pas été versée en totalité et ne serait pas caduque au regard des dispositions du règlement budgétaire et financier régional en vigueur, un

avenant de transfert de subvention peut être demandé par le repreneur et est soumis au vote de la commission permanente.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France ».

A la livraison, une plaque avec le logotype de la Région doit être apposée à demeure dans le ou les halls d'accès des bâtiments. Sont exonérés de cette obligation les lots de copropriétés et les maisons individuelles.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

En cas d'inauguration, le bénéficiaire s'oblige à en informer préalablement la Région et à recueillir son avis sur le projet de carton d'invitation et tout document s'y rapportant.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 3.1 : Caducité

Les règles de caducité sont celles mise en œuvre dans le cadre du règlement budgétaire et financier de la Région-Ile-de France en vigueur au moment de l'affectation de la subvention régionale et rappelé dans le cadre des différents documents comptables adressé par les services de la Région au bénéficiaire.

Art 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Art 3.2.1 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Art 3.2.2 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si le bénéficiaire en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut, elle est remplacée par celle du trésorier du bénéficiaire.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est conditionné à la production d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet du bénéficiaire et par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) sauf lorsque le bénéficiaire a signé, au titre de l'année d'affectation de la subvention, une convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages pour le chapitre 905-54.

Pour les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, le versement du solde est subordonné en outre à la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Enfin, le solde est versé après vérification de la grille de contrôle d'absence de surcompensation, dûment remplie.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

Art 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle subventionnable engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué dans les divers documents comptables transmis par les services de la Région au bénéficiaire. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Art 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Exception faite des dépenses pré-opérationnelles visées à l'annexe 1 du règlement d'intervention approuvé par la délibération n° n° CP 020-356 du 1er juillet 2020, les dépenses subventionnables sont prises en compte à partir du vote de la subvention par la commission permanente, sauf autorisation de démarrage anticipé des travaux accordée par la commission permanente, et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Art 3.5 : Contrôle de l'absence de surcompensation

En cas de contrôle, sur pièces ou sur place, opéré, soit par toute autorité compétente ou personne physique ou morale mandatée par la Région, le bénéficiaire s'engage à présenter toutes les pièces justificatives relatives aux opérations menées (notamment celles citées dans la grille de contrôle de l'absence de surcompensation) et toutes les pièces justificatives du paiement des dépenses déclarées auprès de la Région au titre de la subvention.

Dans le cas où la grille de contrôle d'absence de surcompensation remise au moment de la demande de versement du solde ferait apparaître une surcompensation pour l'opération subventionnée, le

montant du solde est révisé à due concurrence et la Région procède, le cas échéant, à la demande de reversement du trop-perçu sur les montants déjà versés dans les conditions prévues à l'article 6 de la décision d'exemption précitée.

En cas de surcompensation constatée suite aux contrôles effectués, la Région notifie au bénéficiaire le montant correspondant à la surcompensation et les éléments justifiant sa décision. La totalité des sommes dues sera récupérée dans les trois mois à compter de la réception par le bénéficiaire de la demande reversement de la surcompensation.'

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par la commission permanente de la subvention au bénéficiaire mentionnée à l'article 1.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2.1.3 ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Sans préjudice des durées indiquées ci-dessus, elle expire soit après versement du solde, soit à la date de caducité, soit en cas de résiliation.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés telle que prévue à l'article 2.1.3 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux, le «date_CP»

«Bénéficiaire»	La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-167

DU 1 JUILLET 2020

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS : 4ÈME AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 modifiée portant approbation de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aides régionales par la suppression de la modulation ;

VU la délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative l'attribution de subventions et à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ;

VU la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif Île-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la région vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France et de son rapport environnemental associé ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-167 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 1, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **1 303 352,50 €.**

Subordonne le versement des subventions définies ci-dessus à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016 susvisée, modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme **1 303 352,50 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action 472001063 « Economie circulaire et déchets », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 32 « économie circulaire et économie des ressources».

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 1, par l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **52 016,00 €.**

Subordonne le versement des subventions définies ci-dessus à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016 susvisée, modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **52 016,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200107 « Economie circulaire et déchets », du budget 2020.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 1, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **152 097,00 €**.

Subordonne le versement des subventions définies ci-dessus à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **152 097,00 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200109 « Fonds propreté », du budget 2020.

Article 4 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 5 :

Décide d'attribuer une subvention de **70 582,25 €** au SMICTOM de la région de Fontainebleau pour l'action de promotion de compostage de proximité correspondant au montant de la subvention attribuée initialement par délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature de la convention figurant en annexe 2 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

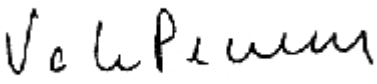
Affecte un montant d'autorisations de programme de **70 582,25 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action 472001063 « Economie circulaire et déchets », du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 32 « économie circulaire et économie des ressources ».

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de **150 000,00 €** disponible sur le chapitre chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200109 « Fonds propreté » dans le cadre de la création d'un service de la plateforme Smart Région pour la lutte contre les dépôts sauvages et du développement du portail environnemental.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

02/07/2020 09:56:02

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc178743-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : Fiches - projet

DOSSIER N° EX049943 - Expérimentation de la collecte séparée des biodéchets des ménages (92)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 281 421,00 € HT	22,30 %	285 718,00 €
	Montant total de la subvention		285 718,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS
Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY-AUX-ROSES
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Jean-Didier BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le calendrier de cette expérimentation doit être coordonné avec celui du dispositif territorial « familles zéro déchet », lui-même articulé avec le calendrier scolaire.

Description :
L'établissement public territorial Vallée Sud - Grand Paris (11 communes, 401 755 habitants), compétent en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés, a développé plusieurs actions pour encourager et accompagner ses habitants à réduire et valoriser leurs déchets (défis zéro déchet, composteurs, lombricomposteurs, compostage partagé, collecte des biodéchets dans certaines écoles, collèges et lycées). En parallèle, VSGP s'est engagé dans une démarche d'élaboration d'un plan climat air énergie territorial (PCAET), qui permettra de structurer et mettre en cohérence l'ensemble de ses interventions en faveur de l'environnement, et dont l'un des objectifs est de réduire les déchets ménagers produits et d'améliorer les performances de valorisation matière à l'échéance 2030.

Ainsi, VSGP propose de :
- mettre en place des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire ainsi qu'une collecte séparée des biodéchets produits par les habitants ;
- mener une expérimentation dans deux types d'habitats représentatifs : 3 quartiers pavillonnaires (7 000 logements) et 12 résidences d'habitat collectif (3 000 logements).

Celle-ci permettra :
- d'anticiper au mieux le déploiement de cette collecte ainsi que les évolutions nécessaires des filières de traitement et de valorisation des biodéchets
- d'évaluer l'efficacité et les obstacles de la collecte séparée des biodéchets, et d'anticiper.

Elle sera constituée de 2 phases :
- Une phase préparatoire de juin à décembre 2020 pour élaborer le plan de communication et les outils de communication et de formation au tri des biodéchets, adapter le règlement de collecte et modifier le marché de prestation, préparer les outils de collecte des données auprès des habitants.
- Une phase de mise en œuvre de janvier à décembre 2021 avec la distribution du matériel de pré-collecte (bioseaux), l'installation du matériel de collecte (bacs et points d'apport volontaire) et le démarrage des collectes avec des suivis réalisés pour contrôler la qualité et les taux de présentation.
A l'issue de cette phase, un bilan et une évaluation seront réalisés afin de tirer les enseignements nécessaires en vue de l'extension de la collecte séparée des biodéchets à l'ensemble du territoire de Vallée Sud - Grand Paris dès 2022 pour l'ensemble des logements pavillonnaires, et en 2023 pour les logements collectifs.

VSGP fera appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagner dans la réalisation des investissements liés au projet, concernant principalement l'achat du matériel de pré-collecte et de collecte. La Région finance la prestation d'AMO ainsi que l'achat du matériel nécessaire à la réalisation de l'expérimentation.

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs du PRPGD de généralisation du tri à la source des biodéchets pour tous les producteurs à l'horizon 2025, de valorisation des DNDNI (déchets non dangereux non inertes) à hauteur de 55% en 2025 et 65% en 2031.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 3 :
- 35 % des dépenses éligibles en investissement pour la réalisation de l'AMO d'accompagnement de l'expérimentation, soit 85 718 €
- Aide plafonnée à 200 000 € pour l'achat du matériel de pré-collecte et de collecte, soit
19,30% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- VALLEE SUD GRAND PARIS (EPT2)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO pour le développement du projet	244 909,00	19,11%
Achat de matériel de pré-collecte et de collecte	1 036 512,00	80,89%
Total	1 281 421,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	925 703,00	72,24%
ADEME	70 000,00	5,46%
Région Île-de-France	285 718,00	22,30%
Total	1 281 421,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° EX050098 - Tri à la source des biodéchets des écoles de la ville de Coulommiers (77)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 120,00 € HT	20,00 %	1 824,00 €
	Montant total de la subvention		1 824,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COULOMMIERS
Adresse administrative : 13 AVENUE DU G N RAL DE GAULLE
77120 COULOMMIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame GINETTE MOTOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ville de Coulommiers (15 116 habitants) a mis en place des actions auprès de ses écoles et des accueils de loisirs pour sensibiliser les élèves à la réduction et à la valorisation des déchets, leur apprendre le tri et les gestes de lutte contre les gaspillages. Pour ce faire, la ville a déployé plusieurs actions : pesées des déchets et suivi des quantités produites, actions de communication, mise en place de composteurs (2 établissements sont équipés) et d'un jardin potager.
La ville travaille en partenariat avec COVALTRI 77 (collectivité compétente pour la collecte et le traitement des déchets) qui prend en charge la collecte et la valorisation des biodéchets par compostage et qui assure les pesées de ces derniers.
Les actions de sensibilisation ont été mises en place auprès des enfants ainsi que du personnel encadrant (affiches, poubelle à pain, pesées et calcul du poids par assiette).
Ce projet sera décliné à terme à partir de la rentrée 2020 sur tous les restaurants scolaires (6 écoles et 987 enfants concernés) et les accueils de loisirs de la ville. Cette dernière mobilisera des agents répartis sur chaque restaurant scolaire.
Le suivi du gaspillage alimentaire sera fait sur toute l'année scolaire afin de mesurer sa diminution.
Un bilan sera fait en fin d'année scolaire 2020/2021, il sera détaillé par actions et indiquera les problèmes rencontrés lors de sa mise en place, ce qui permettra d'agir et d'ajuster en conséquence pour les années à venir.
Dans la continuité de ce qui a été réalisé, la ville souhaite acquérir 3 tables de tri supplémentaires.

La Région finance l'achat des 3 nouvelles tables de tri.

Ce projet permet de contribuer aux objectifs suivants du PRPGD :
- réduction du gaspillage alimentaire de 50% en 2025 et de 60% en 2031
- généralisation du tri à la source des biodéchets pour tous les producteurs à l'horizon 2025
- valorisation des DNDNI (déchets non dangereux non inertes) à hauteur de 55% en 2025 et 65% en 2031.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 3 :
20% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 3 tables de tri	9 120,00	100,00%
Total	9 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 296,00	80,00%
Région Île-de-France	1 824,00	20,00%
Total	9 120,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° EX050122 - Solution digitale innovante d'incitation au geste de tri sur le territoire d'Est Ensemble (93)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	67 917,00 € HT	30,00 %	20 375,00 €
		Montant total de la subvention	20 375,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPT EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AVENUE GASTON ROUSSEL
93232 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses doivent être engagées en amont afin de respecter le calendrier de déploiement auprès des habitants à la rentrée 2020.

Description :
Afin d'augmenter les performances de tri sur son territoire, Est Ensemble initie une expérimentation avec les entreprises NEOPTERRA et UZER à travers la mise en place d'outils digitaux de sensibilisation et d'incitation au tri.

Les objectifs visés de ce projet sont de :
• Augmenter le pourcentage d'emballages et papiers collectés sur le territoire
• Diminuer le taux de refus
• Sensibiliser et inciter au tri les populations triant peu aujourd'hui.

Cette expérimentation doit permettre le développement d'une solution digitale via une application smartphone visant à encourager les écogestes des habitants du territoire, à améliorer la performance de tri des emballages, informer les habitants sur les consignes de tri, ainsi que les modalités et les sites de collectes sur Est Ensemble. Ce projet a pour objectif également de valoriser et donner de l'information sur la filière de traitement et de recyclage des déchets pour donner du sens et de la transparence aux usagers.

Ce projet propose ainsi le déploiement des solutions suivantes :

• Une application mobile « MonTri » ludique, simple, regroupant l'ensemble des informations sur les services associés au tri, à la collecte, au traitement et à la valorisation des déchets ainsi que l'accès aux consignes de tri grâce à un simple scan du code-barres des emballages.
• La distribution de boîtiers connectés auprès de particuliers, indiquant les consignes de tri et donnant du sens à ce geste en y associant le financement d'une cause solidaire dans des logements. Ce dispositif sera déployé :
- dans des foyers volontaires afin de les aider à mieux trier,
- dans des habitats collectifs,
- dans des résidences universitaires afin de sensibiliser les étudiants.
• L'installation de boîtiers connectés sur une quarantaine de points d'apport volontaire.
• Une campagne de communication visant une population peu sensibilisée au tri, et en particulier les jeunes (étudiants ou actifs) via des médias adaptés (réseaux sociaux, influenceurs) et intégrant la notion de « nudge ».

Cette expérimentation sera mise en place pendant 12 mois avec mesure des résultats.

Le soutien de la Région est ainsi sollicité pour financer :
• Le développement de l'application adapté aux enjeux et contraintes du territoire
• Le développement de la webapp avec les mêmes fonctionnalités pour donner accès au service aux usagers sans smartphone
• L'achat des boitiers individuels
• Le design des boitiers pour s'adapter aux PAV emballages déployés sur le territoire
• L'achat et l'installation des boitiers des PAV

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du PRPGD d'améliorer le tri et le recyclage des emballages ménagers afin de contribuer à l'atteinte des performances de valorisation matière et organique des déchets non dangereux non inertes (DNDNI) de 61% en 2025 et 65% en 2031.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 8 : Soutenir la recherche et les projets innovants dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets
30% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique : EST ENSEMBLE (EPT8)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développements informatiques	35 000,00	51,53%
Acquisition boîtiers	32 917,00	48,47%
Total	67 917,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	13 583,50	20,00%
SYCTOM	33 958,50	50,00%
Région Île-de-France	20 375,00	30,00%
Total	67 917,00	100,00%

DOSSIER N° 20004538 - ETUDE DE FAISABILITE - EPT GRAND PARIS GRAND EST (93)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	345 000,00 € HT	20,00 %	69 000,00 €
	Montant total de la subvention		69 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS GRAND EST
Adresse administrative : PL DE LA LIBERATION
93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Claude CAPILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui

Description :
L'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est (GPGE) souhaite confier à un cabinet spécialisé une étude de faisabilité pour la collecte des déchets ménagers et assimilés pour faire les investissements nécessaires à la mise place du nouveau marché de collecte qui doit prendre effet au 1er janvier 2022.

L'objectif de cette prestation est d'étudier les modalités et investissements nécessaires à la mise en place de la généralisation du tri à la source des biodéchets et de leur collecte sur le territoire (bacs de pré-collecte, contenants de compostage de quartier, etc.) y compris les équipements pour mettre en place une tarification incitative (puçage des bacs, bennes adaptées...)

L'étude répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Dechets d'Île-de-France (PRPGD).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 3 : Renforcer les performances de recyclage et de valorisation organique des DMA
20% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	345 000,00	100,00%
Total	345 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	276 000,00	80,00%
Région Ile-de-France	69 000,00	20,00%
Total	345 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° 20004580 - DEPLOIEMENT DU COMPOSTAGE DE PROXIMITE SUR LE TERRITOIRE DU SYNDICAT TRI ACTION (95)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	35 007,00 € HT	35,00 %	12 252,00 €
	Montant total de la subvention		12 252,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT TRI ACTION
Adresse administrative : ZONE INDUSTRIELLE - RUE DE PIERRELAY
95550 BESSANCOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Charles RAMBOUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'acquisition des composteurs débutera au mois d'avril afin d'assurer les livraisons dès le printemps.

Description :
Le syndicat Tri Action souhaite poursuivre sa politique de promotion de la pratique du compostage de proximité initiée en 2003 et amplifiée une première fois en 2011.

Ce nouveau plan d'actions, qui démarrera dès le printemps 2020, sera intégré au projet de PLPDMA (Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés) qui devrait être adopté avant la fin de l'année 2020. Il a pour objectifs de :

- équiper 35 % des pavillons en composteurs en 2025 (taux d'équipement de 23 % en 2017) ;
- réduire de 15 kilos par habitant et par an le poids des déchets verts collectés au porte à porte pour 25 % des pavillons ;
- renforcer la pratique du compostage (passer de 400 à 600 composteurs distribués par an) et du jardinage au naturel (organisations d'ateliers thématiques) ;
- développer le compostage partagé (équipement de 10 sites par an avec un accompagnement pendant un an) ;
- poursuivre le développement du compostage pédagogique (fourniture et installation de matériel, sensibilisation auprès des équipes enseignantes) ;

- créer et animer un réseau de guides composteurs (appel à candidatures, animation du réseau) ;
- mettre en place un plan de communication pour accompagner le déploiement du compostage (support de communication compostage et paillage, campagne de communication dans les calendriers de collecte…).

Le financement de la Région portera sur l'acquisition du matériel nécessaire à la mise en œuvre de ce plan d'action : des composteurs en bois, et dans une moindre mesure des composteurs en plastique, des lombricomposteurs ainsi que du matériel de brassage du compost et des bioseaux pour renouveler l'offre proposée aux habitants (pavillons et habitat collectif) et aux établissements scolaires.

Ce projet permet de contribuer à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la pratique du compostage sur le territoire francilien et à l'objectif de diminution de 10 % de la quantité de déchets ménagers et assimilés entre 2010 et 2025.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 - soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de composteurs	26 017,00	74,32%
Acquisition de bioseaux et matériel de brassage	6 475,00	18,50%
Acquisition de lombricomposteurs	2 515,00	7,18%
Total	35 007,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	22 755,00	65,00%
Région Ile-de-France	12 252,00	35,00%
Total	35 007,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° EX050233 - Etude de faisabilité des travaux de déconstruction sélective avec réemploi menée par l'OPH de Drancy (93)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204161-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	23 246,00 € HT	50,00 %	10 709,50 €
	Montant total de la subvention		10 709,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH OFFICE PUBLIC HABITAT DRANCY
Adresse administrative : 27 RUE ROGER PETIEU
93700 DRANCY
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur FARID AMARI, DIRECTEUR GENERAL

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet de déconstruction entre dans le cadre du programme NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain) et l'Etat lui impose des délais resserrés qui ne peuvent attendre juillet 2020 pour le lancement de l'AMO.

Description :
Dans le cadre d'un projet de démolition de 700 logements, l'OPH de Drancy souhaite mettre en œuvre les principes de l'économie circulaire afin de gérer au mieux les déchets du chantier et de conserver dans le réaménagement de ce site une trace du passé.

Pour ce faire, l'OPH de Drancy souhaite réaliser une étude de faisabilité de déconstruction responsable et sélective intégrant les potentiels de réemploi des matériaux/déchets du bâtiment (parement en plaque de silex, les bétons, le macadam, les éléments intérieurs comme les lavabos, les éviers…)

A la suite de cette étude, l'OPH travaillera à consolider sa démarche en élaborant un cahier des charges type pour ses futures opérations de déconstruction.

La Région est ainsi sollicitée pour participer au financement des prestations de l'AMO permettant l'étude de faisabilité de la déconstruction sélective intégrant les principes de l'économie circulaire.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du PRPGD de mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 : Soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets
50% des dépenses éligibles en investissement
Le bénéficiaire récupérant partiellement la TVA, la subvention est calculée sur la base des dépenses éligibles HTR (hors taxes récupérables).

Localisation géographique :
- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Eco circulaire BTP

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation d'AMO / études de faisabilité travaux de déconstruction sélective avec réemploi	21 419,00	100,00%
Total	21 419,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	10 709,50	50,00%
Région Île-de-France	10 709,50	50,00%
Total	21 419,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° EX049921 - Création d'une recyclerie textile à Meudon (92)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	44 740,00 € TTC	30,00 %	13 422,00 €
	Montant total de la subvention		13 422,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA REFILE
Adresse administrative : 31 RUE HENRI BARBUSSE
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame YASMINE DI NOIA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association la Refile a pour objectif de créer un espace collaboratif dédié à la réutilisation des déchets textiles, par la collecte et le tri, la vente, ainsi que des cours et ateliers de couture.
Le but est de sensibiliser à une consommation plus raisonnée (vente de vêtements de seconde main, triés, recyclés, transformés, customisés) et à une pratique et un engagement écoresponsable par l'apprentissage d'activités manuelles et de loisirs créatifs (ateliers DIY "Do It Yourself" de couture, tricot, broderie). La reyclerie sera ouverte à tous publics de tous niveaux.
L'espace de vente proposera également un vestiaire solidaire pour les associations locales œuvrant dans le domaine social.
Des évènements seront organisés (conférences, lectures, expositions) sur le thème du réemploi et des modes de consommation responsable.
Les cours seront assurés par des professionnels travaillant dans le secteur de la création artistique et de l'animation.
Un système de pesée des déchets/produits reçus permettra de mesurer les quantités collectées et réemployées.
La Refile créera un site internet pour communiquer sur ses horaires, les cours et ateliers, et évènements.

La Région finance les travaux, aménagements et achats d'équipements nécessaires à la création de la recyclerie.

Ce projet permet de contribuer à l'atteinte de l'objectif du PRPGD de doubler l'offre de réemploi, de réutilisation et de réparation à destination des franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 :
30% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel de couture, tricot et broderie	11 320,00	25,30%
Aménagement de l'atelier et travaux	15 220,00	34,02%
Equipements pour la boutique et les bureaux	18 200,00	40,68%
Total	44 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	31 318,00	70,00%
Région Île-de-France	13 422,00	30,00%
Total	44 740,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° EX049924 - Projet "Isthme" : Structure culturelle mobile en matériaux issus du réemploi (93)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	337 000,00 € TTC	14,84 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE PERDUS DANS LA BAIGNOIRE
Adresse administrative : 46 RUE MARX DORMOY
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur YVAN LOISEAU, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Isthme se présente comme un projet – manifeste. Structure mobile, conçue à partir de matériaux issus du réemploi, du recyclage, de la récupération, et de matériaux bio-sourcés, Isthme a pour vocation de se déplacer en Île-de-France afin de sensibiliser les habitants à la prévention des déchets, notamment dans le domaine de la construction.
A la fois démonstrateur des techniques de mise en œuvre d'une architecture durable et vecteur d'une sensibilisation par l'action, Isthme sera un exemple de ce qu'il est possible d'imaginer pour réduire notre impact environnemental et changer nos manières de consommer et produire.

Issue d'un chantier participatif utilisant des matériaux de construction de réemploi, la structure associera la création artistique et le recyclage pour tenter de répondre à la question « Comment créer un art qui se base sur une esthétique de la récupération, pour sensibiliser les habitants à l'usage du remploi ? »
Pour ce faire, des ateliers menés par des professionnels et des habitants mêleront recyclage, peinture, graffiti, photographie, vidéo, gravure, sérigraphie, couture, cuisine. Ils donneront lieu à des expositions vivantes, moments festifs, qui rassembleront les participants tout en les sensibilisant.

La subvention régionale permettra de financer les études préalables (conception du projet / mode de construction participatif / démontabilité), la construction de la structure en matériaux issus du réemploi ainsi que le prototypage et la construction en matériaux de réemploi des dispositifs permettant

l'autosuffisance énergétique (éoliennes, toilettes sèches, récupération d'eau pluviale, phyto épuration des eaux grises).

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du PRPGD de mobiliser l'ensemble des acteurs pour réduire les déchets de la Région et de mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 « Accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation » :
Aide de 50 000 €, soit 14,84% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS
- BOBIGNY
- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Eco circulaire BTP

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de faisabilité	104 000,00	30,86%
Construction de la structure	183 000,00	54,30%
Construction des dispositifs énergétiques	50 000,00	14,84%
Total	337 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	96 400,00	28,61%
Département Seine-Saint-Denis	50 000,00	14,84%
Ville de Saint-Denis	10 000,00	2,97%
FDVA 2 pour le fonctionnement et l'innovation des associations	15 000,00	4,45%
CGET	10 000,00	2,97%
DRAC AIC	8 000,00	2,37%
Subventions privées	97 600,00	28,96%
Région Île-de-France	50 000,00	14,84%
Total	337 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049928 - Les drêcheurs : Développement d'un circuit de valorisation locale des drêches issues des micro-brasseries

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	88 400,00 € HT	30,00 %	26 520,00 €
	Montant total de la subvention		26 520,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAS LES DRECHEURS
Adresse administrative : 80 RUE ROBESPIERRE
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame LISE COUTURIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les machines nécessaires à la mise en œuvre du projet doivent être commandées avant le redémarrage de l'activité des micro-brasseries à la suite de la crise du Covid-19.

Description :
La société les drêcheurs a pour ambition de créer une filière de valorisation des déchets brassicoles en milieu urbain en collectant et valorisant les drêches (résidus du malt issus du brassage de la bière), mais également les autres résidus et déchets issus des brasseries urbaines. Cette activité s'inscrit dans la mise en œuvre opérationnelle en Île-de-France de l'étude de développement de boucles économie circulaire des drêches menée à partir de 2016 par l'association Zone-AH! et financée par la Région.

A l'appui des résultats de cette étude et de la volonté des brasseurs franciliens de rechercher des solutions de valorisation plus vertueuses, les drêcheurs se sont fixés pour objectif de :
- collecter en mobilité douce (triporteur électrique) des drêches des brasseries urbaines en sortie de cuve de brassage pour empêcher leur entrée en fermentation ;
- sécher ces drêches afin de les stabiliser, et permettre leur revalorisation ;
- transformer les drêches séchées en farine et autres sous-produits ;
- vendre de la farine auprès des boulangeries, industriels, restaurateurs, traiteurs, particuliers... ;
- vendre le son de drêches issu de la fabrication de farine en engrais et biomatériau (pour la création de mobilier) ;
- livrer sur demande des drêches humides à des fermes urbaines (jardins urbains, champignonnières...) ;
- collecter et revendre des sacs de malts pour qu'ils puissent être utilisés comme sacs à gravats.

Les services proposés par les drêcheurs permettront :
- de réduire les quantités de déchets présentés à la collecte et actuellement dirigés vers l'incinération qui ont été estimées à 19 tonnes en année 1, et 52 tonnes en deuxième année d'activité ;

- un gain de place pour les brasseurs ;
- un meilleur bilan environnemental en valorisant localement les drêches dont la production régionale est estimée à 3 000 tonnes par an pour les 50 micro-brasseries en activité.

Afin d'assurer le développement de leurs activités, la Région Île-de-France apporte un financement pour :
- acquérir un triporteur électrique de 500 kilos de capacité ;
- effectuer les tests complémentaires sur les machines nécessaires aux différentes activités ;
- acheter les machines adéquates (chambre froide, moulin à meule de pierre, centrifugeuse…) ainsi identifiées, et du matériel logistique (gerbeur, transpalette, bacs, petit outillage…) ;
- réaliser des travaux dans leurs locaux d'activité, notamment pour installer les machines ;
- réaliser des analyses nutritionnelles d'échantillons de farine et des tests culinaires.

Le développement de cette activité permettra la création d'un emploi supplémentaire.
Ce projet permet de contribuer aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de valorisation matière d'au moins 65 % des Déchets d'Activités Economiques entre 2014 et 2031, et de déploiement des dispositifs de collecte et de tri à la source des gisements de déchets organiques et biodéchets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 - Soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets : 30 % des dépenses éligibles en investissement.
En complément de son aide financière en investissement, l'ADEME apportera un soutien en fonctionnement portant son aide globale à 150 000 € sur un budget global de 455 268 € HT.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	6 500,00	7,35%
Etudes de développement et matériel (dont matériel informatique)	65 400,00	73,98%
Véhicules de transport	9 500,00	10,75%
Emballages	7 000,00	7,92%
Total	88 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	17 680,00	20,00%
ADEME	44 200,00	50,00%
Région Île-de-France	26 520,00	30,00%
Total	88 380,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° EX050112 - Rénovation du site Emmaüs à Bernes-sur-Oise (95)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	690 000,00 € TTC	28,99 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE EMMAUS BERNES SUR OISE
Adresse administrative : 9 CHEMIN PAVE
95340 BERNES SUR OISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Valérie HONORE-ROUGE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La vétusté des bâtiments a nécessité de démarrer les travaux afin de préserver la sécurité des compagnons.

Description :
L'activité de la communauté Emmaüs de Bernes-sur-Oise est fondée sur la collecte, le tri, le recyclage et la vente d'objets donnés par les particuliers.
Grâce aux revenus issus de cette activité, la Communauté Emmaüs 95 créée en 1967 accueille aujourd'hui 70 compagnons répartis sur les sites de Bernes-sur-Oise, occupé depuis 1982 (ateliers, salle de vente, habitations), et de Cergy, ouvert en 2012 (dépôt, atelier, salle de vente et chambres de compagnons).

Les ateliers (1 300 m²) et la salle de vente (1 600 m²) du site de Bernes-sur-Oise sont vieillissants et mal isolés. Ils ne permettent pas :
- de travailler dans des conditions optimisées
- de présenter dans la boutique, de la façon la plus valorisante, les objets qui sont récupérés, nettoyés, réparés et mis à la vente à bas prix.

La subvention de la Région permettra de financer les travaux dans ces deux bâtiments :

- rénovation du bâtiment qui abrite les ateliers, l'espace de stockage et les bureaux notamment en remplaçant la toiture en amiante, en réaménageant ces trois espaces fonctionnels, en l'isolant (toiture, cloisons, plafonds et fenêtres), en renforçant la dalle de béton et en corrigeant les défauts de la structure

en bois ;
- réfection du toit et à l'isolation thermique de la salle de vente.

La communauté s'est fixée pour objectif de confirmer voire dépasser les chiffres de ses ventes qui ont progressé de 19 % entre 2017 et 2019.

Ce projet permet de contribuer à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation et à l'objectif de diminution des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 : accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation.
Aide plafonnée à 200 000 €, soit 28,99 % des dépenses éligibles en investissement

Il est précisé que plus de 300 000 euros de dépenses ont déjà été engagées sur ce projet entre septembre 2019 et février 2020, en dehors l'assiette éligible pour cette subvention.

Localisation géographique :
- BERNES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation des bâtiments (électricité, isolation, désamiantage, réfection dalle béton, rénovation structure bois, diagnostics...)	690 000,00	100,00%
Total	690 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	440 000,00	63,77%
Fondation Saint-Gobain	50 000,00	7,25%
Région Île-de-France	200 000,00	28,99%
Total	690 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° EX050132 - Développement d'une solution alternative à l'utilisation de gobelets jetables par AUUM

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	430 000,00 € HT	30,00 %	129 000,00 €
	Montant total de la subvention		129 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AUUM
Adresse administrative : 130 RUE DE LOURMEL
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur CLEMENT HOULLIER, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 15 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les pré-commandes, qui serviront d'installations pilotes et de vitrines pour la vente, nécessitent d'engager des dépenses avant le 1er juillet.

Description :
L'entreprise Auum (Arrêtons l'Usage Unique Maintenant) développe des solutions alternatives aux contenants jetables alimentaires. Elle a débuté son activité en ciblant les gobelets jetables dont elle estime qu'ils représentent 34 000 tonnes par an en Île-de-France.

La technologie de nettoyage (technologie dual) développée par Auum :
- permet de nettoyer, désinfecter et sécher une tasse en quelques secondes avec 2cl d'eau ;
- est une solution de nettoyage à la vapeur pour favoriser l'utilisation de vaisselle durable dans les entreprises et les espaces d'accueils commerciaux ;
- a été breveté en France et à l'international ;
- a déjà fait l'objet de pré-commandes de 25 entreprises de grands groupes internationaux (Engie, Accenture, Lavazza, Saint Gobain, Kering, Bodum…).

Auum souhaite développer sa propre ligne d'assemblage dans ses locaux afin de :
- conserver le contrôle et l'expertise de son procédé au sein de son entreprise ;
- pouvoir apporter les améliorations possibles au fur et à mesure ;
- produire localement, et pouvoir s'appuyer sur une supply chain de proximité.

La première phase de R&D initiée en 2019 et cofinancée par la BPI doit être poursuivie. Aussi, la Région Île-de-France apporte un financement pour :
- finaliser les premiers prototypes fonctionnels (R&D, essais…) ;

- préparer l'industrialisation (développement, montage, programmation carte électronique, acquisitions des pièces, tests au banc d'essai,…) d'une pré-série de 10 machines qui serviront d'installations pilotes et permettront de répondre en partie aux 36 premières pré-commandes ;
- engager la fabrication d'une série de machines (optimisation mécanique, mise en plan, design, certification, tests au banc d'essai, réalisation ACV, contrôle qualité…) ;
- acquérir des outillages et du matériel informatique ;
- réaliser des travaux dans les locaux ainsi que leur agencement (acquisition mobilier…).

Auum prévoit le recrutement d'une vingtaine de personnes en 2021 pour assurer un déploiement de qualité de ses machines et atteindre 68 postes (dont 12 stagiaires) et la production de 23 000 machines d'ici à 2023 dans de nouveaux locaux (Auum Center).

Ce projet permet de contribuer à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien et de réduction de 10 % des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) d'ici à 2025.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 - accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation : 30 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception et tests prototypes	65 000,00	15,12%
Ingéniérie de développement de la pré-série (conception, tests, carte électronique...)	150 000,00	34,88%
Ingénierie de développement de la série (optimisation mécanique et électronique, certification, ACV, tests...)	160 000,00	37,21%
Travaux	20 000,00	4,65%
Matériel et outillage	20 000,00	4,65%
Mobilier, matériel informatique	15 000,00	3,49%
Total	430 000,00	100%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	301 000,00	70,00%
Région Île-de-France	129 000,00	30,00%
Total	430 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° EX050142 - La lessive de Paris (75) : Développement d'une gamme consignée et locale de produits ménagers et d'hygiène

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	362 819,00 € HT	30,00 %	108 846,00 €
	Montant total de la subvention		108 846,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LESSIVE DE PARIS
Adresse administrative : 14 RUE LEPIC
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur HUBERT MICHAUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 23 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Des dépenses ont dû être engagées pour établir la formulation de la lessive et l'acquisition de premiers contenants avant la date du 1er juillet 2020.

Description :
Les produits d'entretien ménagers consomment pour leur fabrication des ressources et contribuent à la pollution des eaux lors de leur utilisation. La quasi-totalité de ces produits est conditionnée dans des bidons en plastique, dans des flacons avec pistolets, et quelques-uns en carton comme les pastilles de lave-vaisselle. Outre la production de déchets qu'ils occasionnent, ils sont fabriqués loin des centres-villes et sont acheminés en camion sur de longues distances à travers la France et l'Europe.

La Lessive de Paris souhaite proposer une gamme de 18 produits ménagers et d'hygiène (détachant linge, produit vaisselle, nettoyant multi-surface, entretien WC, nettoyant vitres, shampoing, gel douche…) fabriqués dans Paris intra-muros, avec des ingrédients d'origine naturelle à 99,9 %, certifiés Ecocert, et conditionnés en contenants en verre ou métal consignés.

Après avoir réalisé une étude de marché et développé la formule avec un laboratoire, l'activité débutera par la lessive qui sera, comme tous les produits à terme, livrée à vélo, sur rendez-vous, avec reprise des recharges vides afin de les laver et de les remettre dans le cycle d'utilisation.

Le modèle économique de la Lessive de Paris permet d'intégrer verticalement l'intégralité de la chaine (fabrication, vente, livraison, consigne) contribuant ainsi à réduire l'impact de l'utilisation des produits

ménagers et d'hygiène (diminution des quantités de plastique, de l'impact CO2 du transport…).
Le lancement de cette gamme de produit nécessite un financement de la Région Île-de-France pour :

- le développement des formules des produits de la gamme ;
- l'achat d'une cuve de production de capacité supérieure à celle déjà utilisée ;
- la conception et l'acquisition contenants ré-employables (bouteilles, emballages en métal et en verre émaillés à chaud, paniers…) ;
- l'acquisition et l'installation d'une ligne de nettoyage et de ses équipements ;
- l'achat de matériel, d'outillages et de matériel de rangement (porte fûts, chariots, gerbeur…) ;
- l'acquisition de plusieurs véhicules de livraison type triporteurs ;
- la réalisation de travaux dans les locaux.

Ce projet permet de contribuer à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 - accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation : 30 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception labélisation formules des produits	118 404,00	32,63%
Contenants	134 450,00	37,06%
Machines et équipements	45 730,00	12,60%
Outillage, rangements...	8 235,00	2,27%
Travaux	20 000,00	5,51%
Triporteurs	36 000,00	9,92%
Total	362 819,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	253 973,00	70,00%
Région Île-de-France	108 846,00	30,00%
Total	362 819,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° EX050150 - PETREL : Développement d'une offre de contenants consignés pour favoriser les échanges circulaires zéro déchet

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	400 000,00 € HT	30,00 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETREL
Adresse administrative : 16 RUE SAINTE CLAIRE
78150 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur HUGUES PELLETIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La société Petrel, installée dans le campus de start up Station F à Paris, accompagne les industriels et les distributeurs dans leurs démarches vers le zéro déchet selon 4 approches :
- conception d'emballages et suremballages durables consignés ;
- mise en place de la logistique de retour ;
- mesure des impacts économiques et écologiques ;
- sensibilisation et communication sur la consigne pour réemploi.

Elle accompagne l'intégration de ces nouveaux process circulaires en leur proposant de lui déléguer la gestion opérationnelle des emballages réutilisables par le biais de sa plateforme numérique avec des offres :
- en B2B, entre magasins et entrepôts ;
- en B2B2C, entre magasins et entrepôts et entre entrepôts et clients finaux (e-commerce).

La société PETREL souhaite aujourd'hui développer son offre de contenants pour la consigne pour réemploi afin de répondre aux besoins croissants de ses clients et notamment :
- le projet Loop avec Carrefour (produits consignés dans des emballages qualitatifs, innovants et zéro déchet disponibles sur e-commerce) pour lequel des sacs réutilisables sont nécessaires pour effectuer les livraisons aux Franciliens et des rolls pour les transporter jusqu'à des centres pénitentiaires pour les nettoyer avant d'être réutilisés ;
- le projet de développement d'une plateforme du vrac en Île-de-France avec le réseau vrac pour lequel des contenants sont nécessaires pour la livraison des fournisseurs dans des contenants durables de leurs produits jusqu'à cette plateforme mutualisée.

Ce projet s'inscrit dans un contexte propice au développement d'emballages réutilisables (obligation réglementaire de suppression des emballages plastique à usage unique, changement de comportement des particuliers, volonté des entreprises de réduire leur impact environnemental…) mais nécessite de mieux transporter et mieux suivre les contenants consignés pour augmenter leur nombre de cycles d'utilisation.

Aussi, le financement de la Région Île-de-France permettra :
- l'éco-conception, le développement et l'acquisition des contenants et des éléments de manutention (sacs, bacs, rolls…) mis à disposition des clients ;
- l'amélioration de la plateforme digitale de gestion des retours et de la consigne ;
- le développement d'une solution de codification et de tracking permettant leur suivi ;
- l'évaluation des impacts économiques et écologiques des nouveaux emballages réutilisables qui seront proposées ;
- l'acquisition de matériel informatique et de mobilier de bureau.

Ce projet permet de contribuer à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 - accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation : 30 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développements informatique plateforme et tracking	225 000,00	56,25%
Conception et acquisition de contenants, de matériel de manutention, outillage	100 000,00	25,00%
Etude impact économique des contenants	50 000,00	12,50%
Mobilier, matériel informatique	25 000,00	6,25%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	280 000,00	70,00%
Région Île-de-France	120 000,00	30,00%
Total	400 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° EX050157 - UZAJE (SOLZERO) : Création d'une usine de lavage industriel de contenants consignés pour la restauration et la distribution alimentaire

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	671 000,00 € HT	22,35 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SOLZERO
Adresse administrative	:	77 BOULEVARD DU MONTPARNASSE 75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame ANNE-SOPHIE COLIN, Associée

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commande des premières machines et les travaux dans le local devront débuter avant le 1er juillet afin de pouvoir réaliser les premiers essais en septembre.

Description :
La société Uzaje développe des solutions industrielles et logistiques pour la réutilisation de contenants et emballages consignés en concevant et proposant des stations de lavage industrielles afin de répondre aux besoins des acteurs de la restauration collective et commerciale, de la distribution alimentaire et des industries agro-alimentaires.

L'activité d'Uzaje a débuté (conseils sur la mise en place d'outils et de systèmes de réemploi, premières expérimentations dans les cuisines centrales des syndicats de restauration Sivuresc, Syrec et Siresco, partenariats avec Franprix, Daily Pic, Métro …) sur la base de financements obtenus de Citeo au printemps 2019 (appel à projet réemploi), de l'ADEME - BPI en novembre 2019 (appel à projet Inno IV), et de la Région en janvier 2020 (Innov Up Expérimentation).

Ces premiers financements ont permis de réaliser les ajustements nécessaires aux solutions proposées pendant cette phase pré-industrielle : gamme de contenants réemployables, meubles de retour adaptés, application dématérialisée pour gérer la consigne, solutions logistiques, étude d'impact économiques, social et environnemental du réemploi.

Un premier tunnel de lavage, installé chez le traiteur et partenaire ID Buffet, a permis :
- d'effectuer les besoins de lavage des expérimentations en cours ;
- de tester les circuits logistiques ;
- de valider les caractéristiques du futur tunnel de lavage nécessaire pour les différents contenants : bacs inox des cantines scolaires, bol à salade de la restauration, bouteilles et pots de l'alimentaire ;
- d'identifier l'ensemble des caractéristiques techniques d'un centre de lavage industriel.

Uzaje souhaite à présent emménager dans ses propres locaux afin d'installer un nouveau tunnel de lavage plus adapté ainsi que l'ensemble des matériels de contrôle et d'encaissage - décaissage pour assurer une qualité optimale.

L'installation de lavage :
- sera ouverte aux acteurs de la consigne pour réemploi d'Île-de-France qui sont à la recherche de solutions de lavage de proximité ;
- permettra la création de 43 postes en 2025 et l'évitement de 3 300 tonnes de déchets à l'issue de 5 ans d'activités, ainsi que des gains en eau et énergie par rapport à des laves vaisselles domestiques performants.

Le financement de la Région Île-de-France porte sur :
- la conception, l'acquisition, l'installation et les essais techniques et de consommation d'eau des tunnels de lavage et de leurs équipements (capacités respectives de 13 millions de contenants et de 6 millions de bouteilles par an) ;
- l'acquisition de matériel de rangement ;
- l'achat de matériel et de véhicules type camionnettes et chariots élévateurs électriques nécessaires à la logistique ;
- la réalisation des travaux et l'aménagement de la zone de stockage, des locaux du personnel et des bureaux.
Ce projet permet de contribuer à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien ainsi qu'à l'objectif de réduction des quantités de déchets des Déchets d'Activités Economiques (DAE).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 - accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation : aide de 150 000 €, soit 22,35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception, acquisition, installation, essais techniques	531 000,00	79,14%
Matériel de rangement	10 000,00	1,49%
Véhicules et matériel logistique	20 000,00	2,98%
Travaux	110 000,00	16,39%
Total	671 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	521 000,00	77,65%
Région Île-de-France	150 000,00	22,35%
Total	671 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° EX050207 - Opération de prévention des déchets dans un quartier de Bagnolet (93)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	16 200,00 € TTC	50,00 %	8 100,00 €
	Montant total de la subvention		8 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJDB ASSOCIATION DE JEUNES POUR LE DIVERTISSEMENT A BAGNOLET
Adresse administrative : 5 RUE PIERRE BROSSOLETTE 93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MOUSSA SYLLA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération « Mon Quartier propre » menée par l'ADJB a débuté en 2015 par diverses petites actions liées notamment à la propreté. Avec son opération de « dépose bouteilles » installée en juillet 2019 pour sensibiliser les habitants du quartier afin qu'ils prennent l'habitude de séparer les bouteilles en plastique de leurs autres déchets, l'association a mobilisé 5 bénévoles et a récolté plus de 800 bouteilles.
Les actions menées jusqu'à présent ont remporté de francs succès tout en restant ponctuelles. Aujourd'hui, l'ADJB souhaite passer à l'étape suivante et construire un vrai projet autour de la thématique « Mon quartier propre », via un véritable programme sur la réduction et la valorisation des déchets. Il lui faut donc se structurer, se diversifier et donner une meilleure visibilité à ses actions afin de toucher le plus large public possible en misant sur des façons de faire plus innovantes et accessibles et des méthodes novatrices basées sur la proximité.

Ce programme s'articulera notamment autour des actions suivantes :

• La création et la distribution de sacs en tissu écologique pour qu'ils servent de substitut aux sacs plastique des supermarchés

• Des ateliers Do It Yourself (DIY) pour apprendre aux habitants du quartier à faire des produits d'entretien et des cosmétiques maison

• La visite d'un centre de tri qui recycle des bouteilles en plastique, à proposer aux habitants du quartier pour qu'ils puissent constater l'utilité de l'action dépose bouteilles de l'été 2019

• La diffusion d'une vidéo récapitulative des actions menées par l'AJDB dans le cadre du projet « Mon quartier propre ».

• Une journée avec un cantonnier : le suivre pendant son parcours pour connaître et comprendre son métier et se rendre compte de la complexité de son travail

• Des cafés débats autour de thèmes liées à l'environnement pour permettre aux gens du quartier d'échanger sur ces sujets et de se sentir plus concernés.

Dans ce cadre, la Région est sollicitée pour financer le matériel nécessaire aux actions de prévention prévues (confection des sacs de course en tissu, matériel des ateliers de DIY, matériel de sensibilisation).

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du PRPGD de mobiliser l'ensemble des acteurs pour réduire les déchets de la Région, et contribue à l'atteinte des objectifs de prévention du plan.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 : soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets
50% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel pour outils de prévention	8 700,00	53,70%
Matériel pour sensibilisation	5 700,00	35,19%
Matériel pour les ateliers DIY	1 800,00	11,11%
Total	16 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 500,00	9,26%
OPH de Bagnolet	2 600,00	16,05%
Paris Habitat (subvention privée)	4 000,00	24,69%
Région Île-de-France	8 100,00	50,00%
Total	16 200,00	100,00%

DOSSIER N° 20000126 - CREATION D'UNE RESSOURCERIE TEMPORAIRE A BOBIGNY (93)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	606 870,00 € TTC	10,00 %	60 687,00 €
	Montant total de la subvention		60 687,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMELIOR
Adresse administrative : 97 SENTIER DES MESSIERS
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : BORIS LAROCHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une occupation transitoire d'un terrain qui fera dès 2022 l'objet de travaux. Afin que la ressourcerie temporaire dispose de suffisamment de temps pour l'aménagement des locaux et le démarrage de son offre dans l'intervalle de temps limité qui lui est imparti, les premières dépenses ont dû débuter sans attendre le passage en commission.

Description :
Le SYCTOM, l'agence métropolitaine des déchets, monte actuellement un projet de restructuration de son centre de tri de Romainville. Dans l'attente du démarrage des travaux en 2022, le SYCTOM a lancé fin 2018 un appel à candidature pour la mise à disposition du terrain pour la mise en œuvre d'une ressourcerie temporaire de 2020 à 2022 sur le site d'extension du centre de tri, côté Bobigny : l'emprise dite de « Mora le Bronze ».

L'association AMELIOR (Association des Marchés Economiques Locaux Individuels et Organisés de la Récupération) a répondu avec un projet de ressourcerie conçu de façon à être déplacé vers un autre lieu du territoire à l'issue des 3 ans d'implantation, et ainsi perpétuer ses activités et son offre de services.

Ce projet s'articule autour de différents pôles : la boutique de revente, des circuits de collecte et d'apport volontaire, une matériauthèque, un atelier de démantèlement, réparation, création, un foyer avec petite restauration, un grand marché bi-hebdomadaire du réemploi, un centre de recherche et développement - innovathèque avec des réunions d'experts et acteurs en valorisation.

La ressourcerie contribuera à réduire les déchets sur le territoire d'Est Ensemble en offrant à ses habitants une possibilité de donner une seconde vie aux objets et biens dont ils n'ont plus usage. Le projet vise également à inciter les habitants à réparer leurs biens ou à en fabriquer de nouveaux via des matériaux de réemploi, en leur apportant des savoir-faire pratiques.
L'objectif de l'association est de collecter 494 tonnes d'objets la première année, avec un taux de

valorisation de 90%, soit environ 445 tonnes de déchets évités par an.

Le financement de la Région portera sur les prestations et études de faisabilité, l'aménagement des locaux et l'acquisition de matériel, équipement, véhicules et signalétique. L'ensemble des structures déployées sont issues du recyclage et du réemploi, elles sont démontables et réutilisables en fin de projet. Les investissements structurels sont donc durables.

Le principal financeur de cette opération est le SYCTOM avec un montant d'aide à hauteur de 162 540,00 € sur les dépenses éligibles pour l'aide régionale. Le SYCTOM apporte des financements complémentaires à cette opération sur d'autres dépenses à hauteur de 212 460 €.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 de l'axe 1 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets qui vise à accompagner le développement des ressourceries et du réemploi : 10 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique : BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement des locaux et équipements	300 780,00	49,56%
Véhicules	102 660,00	16,92%
Signalétique	87 250,00	14,38%
Prestations et études de faisabilité	77 180,00	12,72%
Matériel informatique et logiciels	39 000,00	6,43%
Total	606 870,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	383 643,00	63,22%
SYCTOM	162 540,00	26,78%
Région Île-de-France	60 687,00	10,00%
Total	606 870,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° 20004519 - ETUDE DE FAISABILITE - PARCS D'ACTIVITES PARIS NORD 2 ET AEROLIANS PARIS (93-95)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 500,00 € HT	35,00 %	21 175,00 €
		Montant total de la subvention	21 175,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GIE PARIS NORD 2 GESTION
Adresse administrative : 102 AVENUE DES NATIONS
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Economique
Représentant : Monsieur Hervé CHASTAGNOL, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui

Description :
Le Parc d'activités Paris Nord 2 compte un peu plus de 550 entreprises, employant près de 20 000 salariés, dans différents domaines (agro-alimentaire, automobile, BTP, hôtellerie, banque, informatique, médical, etc.). Le Parc d'affaires Aerolians-Paris est en cours d'aménagement et proposera à terme l'installation de 250 entreprises et de 18 000 salariés.
Le GIE Paris Nord 2 (structure gestionnaire) souhaite proposer aux 2 parcs un système unique et centralisé de gestion des déchets afin de réduire la production de ces derniers ainsi que leurs coûts associés, d'augmenter le taux de recyclage, de respecter la réglementation (tri 5 flux, collecte biodéchets), et ainsi de rassembler toutes les entreprises des parcs dans une gestion collective et responsable des déchets.

Pour ce faire, le GIE souhaite réaliser une étude de faisabilité pour la création d'une déchèterie / matériauthèque / centre de gestion, sur le site de Paris Nord 2, qui permettra de centraliser les déchets et d'aller vers une offre de ressources / matières en les triant et les conditionnant, afin de les réutiliser ou de les valoriser.
Le GIE associera les acteurs locaux et régionaux (associations, collectivités, éco organismes, opérateurs, ADEME, Région Île-de-France) et organisera une matinée d'échanges pour valoriser les actions menées et les partager avec les autres zones d'activités franciliennes.

Il s'agit pour la Région de financer l'étude de faisabilité qui sera réalisée par un bureau d'études.
Ce projet contribue aux objectifs de réduction et de valorisation des déchets d'activités économiques du plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France (PRPGD).

Le projet permettra de mettre en place et de diffuser les bonnes pratiques et un retour d'expérience sur la gestion collective des déchets au niveau d'un parc d'activités et sur la mise en œuvre de l'écologie industrielle et territoriale (EIT).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 4 : 35% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS
- TREMBLAY-EN-FRANCE
- VILLEPINTE
- ROISSY-EN-FRANCE
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	60 500,00	100,00%
Total	60 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	18 150,00	30,00%
ADEME	21 175,00	35,00%
Région Ile-de-France	21 175,00	35,00%
Total	60 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° 20004600 - VILLETTE EMPLOI SERVICE (75) : DEVELOPPEMENT D'UNE INSTALLATION DE LAVAGE DE GOBELETS REUTILISABLES

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	52 414,00 € HT	30,00 %	15 724,00 €
		Montant total de la subvention	15 724,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VSP VILLETTE SERVICE PLUS VES
Adresse administrative : VILLETTE EMPLOI SERVICE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Olivier FLAMENT, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il est nécessaire de faire l'acquisition du tunnel de lavage dès le mois de mars pour être opérationnel (réglages, formation à l'utilisation du personnel en insertion) avant le début de la saison des activités culturelles en extérieur.

Description :
La société Villette Emploi Service, implantée en plein cœur du parc de la Villette à Paris, souhaite diversifier ses activités en créant une activité de nettoyage de gobelets réutilisables afin de limiter le recours aux plastiques à usage unique dans les manifestations culturelles et dans les distributeurs automatiques des entreprises.

Ce projet vise à développer une unité de lavage à proximité de lieux d'utilisation de gobelets jetables afin de limiter les transports qui pourront ainsi être effectués par mobilité douce (récupération des gobelets sales, livraison des gobelets propres).

Afin de développer cette première unité qui pourra ensuite être dupliquée sur d'autres territoires franciliens, la Région apporte son soutien pour :
- aménager un local d'environ 100 m² situé sur le parc de la Villette après y avoir effectué des travaux ;
- faire l'acquisition d'un tunnel de lavage d'une capacité de 15 000 gobelets par jour et du matériel nécessaire à son fonctionnement (gobelets, casiers de stockage pour la phase de séchage, gants…) ;
- faire l'acquisition de véhicules pour les livraisons, et de matériel informatique et mobilier pour les encadrants du chantier d'insertion.

Ce projet permettra :

- la création de 5 emplois pour des personnes éloignées de l'emploi ;
- de contribuer à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien et à l'objectif de diminution de 10 % de la quantité de déchets ménagers et assimilés entre 2010 et 2025.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 - Accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de réutilisation : 30 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tunnel de lavage et équipements nécessaires (gobelets, gants...)	27 918,00	53,26%
Véhicules, remorques et aménagements	8 296,00	15,83%
Travaux et aménagement du local de lavage et stockage	7 000,00	13,36%
Matériel de stockage, rangement	4 000,00	7,63%
Matériel informatique et bureau	5 200,00	9,92%
Total	52 414,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	19 690,00	37,57%
Ville de Paris	17 000,00	32,43%
Région Ile-de-France	15 724,00	30,00%
Total	52 414,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° EX049964 - Action de lutte contre les dépôts sauvages : Expérimentation d'un système de détection des dépôts sauvages à Saint-Cloud (92)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	36 495,00 € HT	60,00 %	21 897,00 €
		Montant total de la subvention	21 897,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-CLOUD
Adresse administrative : 13 PLACE CHARLES DE GAULLE
92210 SAINT CLOUD
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric BERDOATI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Saint Cloud (30 000 habitants) est confrontée à la présence de dépôts sauvages avec 13 points de dépôts récurrents répertoriés et dispersés sur son territoire. Leur surveillance est de ce fait compliquée, les remontées d'informations faites par les riverains ne sont pas systématiques et les dépôts peuvent rester plusieurs jours, appelant d'autres dépôts.
Dans ces conditions, la ville de Saint-Cloud souhaite apporter une amélioration dans sa lutte engagée contre les dépôts sauvages en réduisant le temps de réactivité des services municipaux de propreté, qui est actuellement de une à deux journées.

Ainsi, la ville de Saint-Cloud, en partenariat avec la société Parkoview, développe un nouveau système de détection permettant de repérer les dépôts sauvages. Parkoview a développé un capteur d'analyse d'images par intelligence artificielle. Le capteur ne nécessite pas de demande d'autorisation en Préfecture, car il n'enregistre aucune image. Il se fixe sur des mâts d'éclairage public ce qui permet la charge des batteries.
Ce partenariat doit aboutir à l'intégration d'une nouvelle fonctionnalité d'analyse d'images de détection de dépôts sauvages. Cette nouvelle application donnera la possibilité au capteur d'adresser une alerte en temps réel via un SMS, pour permettre aux services municipaux de la propreté ou de la police municipale, d'intervenir rapidement sur les lieux.
Le développement de cette nouvelle fonctionnalité nécessite une phase d'apprentissage. Pour cela, une vingtaine de capteurs seront installés pour avoir une zone monitoring assez large et être confrontés à un

maximum de cas, dans toutes les configurations possibles. Cela permettra d'avoir un taux de détection optimal à la fin de l'apprentissage.
La période de mise en œuvre pour bénéficier d'une solution complète et autonome est évaluée à 6 mois :
• installation de 20 capteurs d'analyse d'image, calibrage et paramétrage
• 2 mois d'entrainement des algorithmes
• tests de détection et développement de l'interface de programmation spécifique aux signalements par SMS
• apprentissage pour corrections et tests des jeux de données.
La finalisation de cette opération permettra aux services municipaux de réagir plus rapidement, dans la demi-journée qui suit la réception du SMS adressé par le capteur de détection. Elle favorisera ainsi le maintien de la propreté de la voirie et la planification d'un ramassage optimisé des dépôts.

La Région finance la fourniture et l'installation des capteurs, ainsi que la mise en service et le développement de l'application permettant l'analyse des images par intelligence artificielle. La Région ne finance pas les coûts d'exploitation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture des capteurs, installation, mise en service et développement de l'application	36 495,00	100,00%
Total	36 495,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	14 598,00	40,00%
Région Île-de-France	21 897,00	60,00%
Total	36 495,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° 20004503 - ACQUISITION DE 3 VEHICULES POUR LA COLLECTE DES DEPOTS SAUVAGES A MENNECY (91)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	57 000,00 € HT	60,00 %	34 200,00 €
		Montant total de la subvention	34 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui

Description :
La commune de Mennecy poursuit sa démarche partenariale de lutte contre les dépôts sauvages sur son territoire par un plan d'actions qu'elle met en œuvre en adéquation avec les travaux du SIREDOM. Il s'agit à la fois d'opérations de sensibilisation et aussi de verbalisation.

Les points noirs, points récurrents faisant l'objet de dépôts ont été recensés au nombre de 10 et génèrent environ 60m3 de dépôts par semaine.

En complément des outils préventifs déjà déployés : vidéosurveillance, points de collecte, services techniques équipés de véhicules électriques pour sillonner le territoire municipal, panneaux d'affichage rappelant les interdictions de dépôts, etc, Mennecy souhaite renforcer son investissement dans une flotte de véhicules facilitant le ramassage de ces déchets.

La présente demande de subvention concerne donc l'acquisition de 3 véhicules dont un camion benne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté : le taux appliqué est de 60% sur le montant des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicules	57 000,00	100,00%
Total	57 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	22 800,00	40,00%
Région Ile-de-France	34 200,00	60,00%
Total	57 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° 20004552 - OPERATION DE SECURISATION APRES EVACUATION D'UN DEPOT SAUVAGE D'IMPORTANCE REGIONALE A CORBEIL-ESSONNES (91)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	192 000,00 € HT	50,00 %	96 000,00 €
	Montant total de la subvention		96 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SI D'AMENAGEMENT, DE RIVIERES ET DU CYCLE DE L'EAU
Adresse administrative : 58 RUE FERNAND LAGUIDE 91100 CORBEIL-ESSONNES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur XAVIER DUGOIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui

Description :
Dans la continuité des 2 dossiers précédents de demande de subvention (CP de novembre 2019 pour l'étude de diagnostic et de mars 2020 pour les opérations d'évacuation des déchets), concernant le nettoyage avant travaux de réaménagement du cirque de l'Essonne, le SIARCE désigné maître d'ouvrage au titre de sa compétence GEMAPI sur les communes de Lisses, Villabé et Corbeil-Essonnes, sollicite une demande de subvention complémentaire pour accompagner les travaux de sécurisation / fermeture du site.

En effet, l'étude menée par le bureau d'étude DEKRA en fin d'année 2019, a induit de découper le secteur en 13 zones soit 79 parcelles qui ont été visitées et ont fait l'objet de caractérisation et de prélèvements dans le sol. Au total, ce sont 885 tonnes de déchets à évacuer (hors volume d'amiante non évalué) qui ont été estimées.
Issus d'occupations illicites (campements temporaires et permanents, jardins potagers…), les déchets à évacuer sont de type : déchets d'activités économiques (DAE), déchets inertes, pneus, fûts ayant contenus divers produits, caravanes en ruines… Afin d'éviter que les espaces nettoyés soient réinvestis, le SIARCE souhaite au fil de la réalisation des opérations de nettoyage des parcelles évacuées, en bloquer l'accessibilité par des équipements tels que clôtures, fossé / merlon anti-intrusion, panneaux d'information… Ces travaux seront réalisés en parallèle des travaux de nettoyage et assistés par un partenaire technique qui suivra plus particulièrement les quantités de déchets, leur tri et le respect des

filières d'évacuation des déchets.

Ce projet est également accompagné par le Département de l'Essonne (service des espaces naturels sensibles - ENS). Un comité de pilotage réunissant tous les partenaires et notamment les financeurs potentiels a été mis en place et s'est tenu le 21 novembre 2019 et le 25 février 2020.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 du Fonds Propreté « Projets de résorption de dépôts sauvages d'importance régionale » : 50% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- LISSES
- CORBEIL-ESSONNES
- VILLABE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Opération de sécurisation	162 000,00	84,38%
Assistance technique	30 000,00	15,63%
Total	192 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	96 000,00	50,00%
Région Ile-de-France	96 000,00	50,00%
Total	192 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° 20004522 - COMMUNAUTE DES COLLECTIVITES FRANCILIENNES POUR LA LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement) (n° 00000356)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-1700
Action : 17200107- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	27 520,00 € HT	80,00 %	22 016,00 €
		Montant total de la subvention	22 016,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDEAL CONNAISSANCES
Adresse administrative : 91 AVENUE DE FONTAINEBLEAU
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Philippe BOYER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui

Description :
IDEAL Connaissances anime une quarantaine de réseaux sociaux professionnels dédiés aux collectivités. Les membres de ces communautés mutualisent leurs connaissances sur des plateformes collaboratives et se rencontrent au moins quatre fois par an pour échanger lors de journées thématiques dédiées.
Le réseau Interdéchets est notamment dédié aux échanges thématiques autour des problématiques de prévention et gestion des déchets, ainsi qu'aux sujets relatifs à la propreté et aux dépôts sauvages.

En lien avec le dispositif « Île-de-France propre », et dans la continuité du projet soutenu par la Région et réalisé par IDEAL Connaissances de 2016 à 2019, l'objectif est de poursuivre le développement d'une communauté francilienne dédiée aux échanges entre collectivités sur les questions de dépôts sauvages, ainsi qu'une animation spécifique sur ce sujet.

Le projet se compose de trois parties :

1) Mise en réseau via un accès gratuit au réseau Interdéchets pour les collectivités franciliennes
L'objectif est de permettre à l'ensemble des collectivités franciliennes d'accéder au réseau, aux discussions et de pouvoir poser leurs questions en lien avec la lutte contre les dépôts sauvages ou d'autres problématiques de gestion des déchets.

2) Cycle de 5 webconférences sur la lutte contre les dépôts sauvages
Ces webconférences permettront d'aborder différents sujets de réflexion en lien avec la lutte contre les dépôts sauvages. Chaque webconférence a une durée de 60 à 120 minutes, (diffusée en direct puis disponible en VOD). Des intervenants seront identifiés pour présenter des retours d'expériences ciblés selon le thème abordé. Un comité de pilotage sera mis en place pour définir les sujets à aborder. IDEAL organisera et assurera la promotion des conférences proposées.

3) Réalisation d'un événement régional
Un colloque régional d'une journée sera animé par IDEAL. Les débats seront filmés, retransmis en direct sur le réseau et disponibles en replay. Un comité de pilotage sera mis en place pour l'organisation de cette journée. IDEAL fera appel à un ou plusieurs de ses experts (bureau d'étude, avocat, juriste, …).

Pour ce projet, IDEAL prévoit de consacrer 52 jours ETP (chef de projet, responsable marketing, responsable contenu pédagogique, support R&D…).

Le projet s'inscrit dans les objectifs du dispositif « Île-de-France propre » de lutte contre les dépôts sauvages (axe 1 : Mise en place d'un fonds propreté et d'une dynamique régionale d'échanges et d'accompagnement) et du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France (PRPGD).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 – Axe 1 du dispositif régional de soutien à la prévention et la valorisation des déchets en Île-de-France : 80% des dépenses éligibles en fonctionnement.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accès au réseau interdéchets, ouverture des comptes	5 200,00	18,90%
Organisation de 5 webconférences	10 000,00	36,34%
Organisation et animation d'un événement régional	12 320,00	44,77%
Total	27 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 504,00	20,00%
Région Ile-de-France	22 016,00	80,00%
Total	27 520,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° 20007387 - Animation et coordination d'un réseau d'acteur du réemploi et de la réutilisation d'emballages en Île-de-France

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement) (n° 00000356)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-1700
Action : 17200107- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	33 400,00 € TTC	44,91 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RESEAU CONSIGNE & REEMPLOI IDF
Adresse administrative	:	3 RUE CHARLES NODIER 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur SOFIANE HESSAÏNE-TESTON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les initiatives visant à créer ou réintroduire des dispositifs de réutilisation et réemploi des emballages comme alternative à l'utilisation d'emballages à usage unique (notamment plastique) se multiplient sur le territoire francilien.
Portés par une forte attente des consommateurs, ces dispositifs bénéficient aujourd'hui de nouvelles opportunités : développement de la vente en vrac ouvrant la possibilité de nouveaux systèmes de consigne, engagement d'acteurs de l'agroalimentaire traditionnels, intérêt des commerces de bouche et de proximité pour ces nouveaux modèles de distribution alimentaire, obligations réglementaires…

Ces initiatives se développent dans des secteurs divers, offrant pour chaque application une alternative concrète à l'utilisation de plastique jetable : vente à emporter, vente en ligne, transports de marchandises, systèmes intégrés de vente en vrac et de consigne, restauration collective, fûts de brasserie, etc.

Cependant, les freins rencontrés par les porteurs de ces initiatives demeurent nombreux et la généralisation de ces solutions à l'échelle du territoire francilien nécessite de lever plusieurs obstacles : création d'espaces de stockage, de lieux de lavage, standardisation de certains contenants, sensibilisation du public et des commerçants, mutualisation de circuits de collecte...

Aussi, l'association francilienne des acteurs et actrices de la consigne et du réemploi s'est fixée pour objectif de :
- structurer et développer un réseau d'acteurs / actrices de la consigne francilienne (réunions mensuelles,

promotion du réseau, recherche de nouveaux co-financements...) ;
- initier une dynamique de mutualisation des moyens entre acteurs (cartographie des solutions de lavage en Île-de-France…) ;
- sensibiliser et promouvoir la réutilisation des emballages (organisation d'évènements, création d'un site Internet et animation sur les réseaux sociaux…) ;
- collecter et compiler des données relatives à la pratique de la réutilisation des emballages (observation de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien).

L'association sollicite un financement de la Région pour pérenniser l'existence de ce réseau d'acteurs et d'actrices franciliens en finançant un poste d'animateur à mi-temps qui aura pour objectif de :
- faire connaître et développer à plus grande échelle les solutions portées par le Réseau auprès des professionnels (restaurateurs, producteurs de denrées alimentaires ou cosmétiques, distributeurs, entreprises de vente en ligne…) ;
- entretenir des relations étroites avec les collectivités locales afin de permettre l'accompagnement des projets ;
- sensibiliser les consommateurs et consommatrices au réemploi et la réutilisation des emballages ;
- organiser un évènement annuel d'ampleur régionale.

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 : accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation.
Aide de 15 000 €, soit 44,91% des dépenses éligibles en fonctionnement

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	25 000,00	74,85%
Frais d'équipement, de transport et de fonctionnement	6 000,00	17,96%
Organisation d'un événement régional	2 400,00	7,19%
Total	33 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 400,00	25,15%
Autres financeurs	10 000,00	29,94%
Région Île-de-France	15 000,00	44,91%
Total	33 400,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° 20007461 - Dynamique régionale de promotion de l'économie de la fonctionnalité en Île-de-France

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement) (n° 00000356)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-1700
Action : 17200107- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	58 890,00 € TTC	25,47 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE ET DE LA COOPERATION
Adresse administrative	:	2 RUE FONTARABIE 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Stanislas NOSPERGER, Co-Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'économie de la fonctionnalité et de la coopération consiste à fournir aux entreprises, individus ou territoires, des solutions intégrées de services et de biens reposant sur la vente d'une performance d'usage ou d'un usage, et non sur la simple vente de biens. Ces solutions doivent permettre une moindre consommation des ressources naturelles dans une perspective d'économie circulaire, un accroissement du bien-être des personnes et un développement économique.

L'association francilienne a été créée afin de promouvoir l'application du référentiel de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération qui :
- est un ensemble de concepts opérationnels et de méthodologies d'actions propres (performance d'usage, écosystème coopératif territorialisé…) développé par l'Institut européen de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération (IE-EFC) auquel est adhérent le réseau francilien ;
- vise à accompagner la transition des habitants, des acteurs économiques et des territoires.

L'association a pour objectifs de :
- contribuer à faire connaitre le référentiel et acculturer les acteurs intéressés par ce modèle émergent ;
- aider les acteurs franciliens à engager des trajectoires vers un modèle de développement économique territorial plus durable ;
- devenir un espace de conseils et de ressources ;
- être une interface avec les acteurs publics institutionnels.

Pour cela, l'association va recruter un animateur de réseau (à mi-temps dans un premier temps) qui sera notamment chargé d'animer l'association et ses différentes instances, de co-animer un club avec une dynamique d'échanges apprenante (appui aux initiatives des membres, présentation de retours d'expériences…) à destination des membres du réseau, de réaliser des supports de vulgarisation de l'économie de la fonctionnalité, de rédiger un diagnostic des besoins franciliens, d'intervenir lors d'évènements institutionnels et d'organiser une rencontre annuelle de présentation du référentiel avec l'IE-EFC.

Le soutien de la Région Île-de-France permettra de financer :
- le salaire et les frais connexes de l'animateur ;
- les frais de fonctionnement, d'organisation et les productions de l'association ;
- l'organisation et l'animation de 5 réunions du club ;
- l'intervention (ou la co-animation) lors de 5 évènements régionaux ou de réunions de structures regroupant des entreprises franciliennes (ex : club PRBC, ETI ou réunions des comités de bassins d'emplois) ;
- des conseils formulés de façon ponctuelle par les membres de l'association sur des projets présentés à la Région.

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre des objectifs de réduction des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) et Déchets d'Activités Economiques (DAE) du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France qui comprennent des actions de formation et d'accompagnement des entreprises et des territoires à l'économie de la fonctionnalité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 - soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets : aide régionale de 15 000 €, soit 25,47 % des dépenses éligibles en fonctionnement.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel et frais de missions et de colloque	20 200,00	34,30%
Matériel informatique et autres matériels	1 600,00	2,72%
Prestations externes et frais de structure	37 090,00	62,98%
Total	58 890,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	11 778,00	20,00%
DRIEE	15 000,00	25,47%
ADEME	17 112,00	29,06%
Région Île-de-France	15 000,00	25,47%
Total	58 890,00	100,00%

Annexe n°2 : Réattribution de la subvention pour l'action de promotion du compostage de proximité au SMICTOM de la région de Fontainebleau

CONVENTION N°20005325
SOUTIEN REGIONAL A LA GESTION DES DECHETS
ACTION DE PROMOTION DU COMPOSTAGE DE PROXIMITE - REATTRIBUTION

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°2020-167 du 1er juillet 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le SMICTOM de la région de Fontainebleau
dont le statut juridique est : Syndicat mixte
dont le n° SIRET est : 257 701 698 00025
dont le siège social est situé : Place du 11 novembre, 77250 Moret-Loing-et-Orvanne
ayant pour représentant : Monsieur Pascal GOUHOURY
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région a attribué au SMICTOM de la région de Fontainebleau, par la délibération N° CP 16-158 du 18 mai 2016, un montant maximum total de subvention de 70 582,25 € correspondant à 35 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élevait à 201 663,58 €, pour la réalisation d'une action de promotion du compostage de proximité (dossier n°16005127).

A échéance de la validité de la subvention, soit le 18 mai 2019, le SMICTOM de la région de Fontainebleau n'a bénéficié d'aucun versement.

Le bénéficiaire n'a pu faire de demande de versement avant la caducité de la subvention en raison de difficultés rencontrées dans le suivi de l'opération.
A la suite à l'avis favorable du médiateur de la Région Ile-de-France, l'assemblée régionale à décider d'attribuer une nouvelle subvention, objet de la présente convention. L'attribution de cette subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de 70 582,25 € correspondant à 35 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 201 663,58 €, au SMICTOM de la région de Fontainebleau afin de permettre l'achèvement de l'opération action de promotion du compostage de proximité dont le descriptif figure dans la fiche-projet annexée à la présente convention.

Ce montant correspond à la totalité du montant attribué par la délibération N° CP 16-158 du 18 mai 2016.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Art 2.1 : Obligations relatives à l'exécution de l'opération

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche-projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité pour laquelle la subvention est accordée pendant une durée de 10 ans courant à compter de la réception de ces biens.

Art 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternant pour une durée minimale de 2 mois dans la période de validité de la subvention régionale. Le bénéficiaire saisira l'offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme Mes démarches selon les modalités communiquées par la Région et relayées par la bénéficiaire.

Art 2.3 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les meilleurs délais, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation, ainsi que de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Art 2.4 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention Action financée par la Région Île-de-France sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France (www.iledefrance.fr).

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles de tous les événements liés à l'aide régionale attribuée (Service Economie Circulaire Et Déchets : plansdechets@iledefrance.fr) et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci devront respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance de la Région Île-de-France (Alain Douay – Chargé de la communication : alain.douay@iledefrance.fr | 01.53.85.77.94) les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la

subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Art 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Art 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire, sur la base des attestations transmises à l'administration régionale, s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté.. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Art 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la délibération N° CP 16-158 du 18 mai 2016 et jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 1er juillet 2020.

Elle expire au versement du solde de la subvention ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente du conseil régional.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2020-167 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le	**Le**
Le Président du SMICTOM de la région de Fontainebleau	**La Présidente du conseil régional d'Île-de France**
M. Pascal GOUHOURY	**Mme Valérie PECRESSE**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-167

DOSSIER N° 20005325 - ACTION DE PROMOTION DU COMPOSTAGE DE PROXIMITE SUR LE TERRITOIRE DU SMICTOM DE LA REGION DE FONTAINEBLEAU - REATTRIBUTION

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	201 663,58 € TTC	35,00 %	70 582,25 €
	Montant total de la subvention		70 582,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SMICTOM DE LA REGION DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative	: PL DU 11 NOVEMBRE 77250 VENEUX LES SABLONS
Statut Juridique	: Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant	: Monsieur Pascal GOUHOURY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 mai 2016 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réattribution à titre dérogatoire de la subvention initiale suite à l'avis favorable du médiateur de la Région.
Le SMICTOM de la région de Fontainebleau a rencontré des difficultés dans le suivi de ce projet à la suite de l'arrêt maladie de la personne en charge du suivi de l'opération. Pour cette raison, le bénéficiaire n'a pas pu effectuer de demande de versement avant la caducité de la subvention.

Description :
Les quantités prévues de matériel à acheter sont les suivantes :
-100 Composteurs en plastique de 400 litres
-150 Composteurs en plastique de 600 litres
-500 Composteurs en bois de 400 litres
-1 000 Composteurs en bois de 800 litres
-2 000 Bioseaux
- 500 Sacs biodégradables pour distribuer des échantillons de compost.

C'est l'entreprise d'insertion AIP REFON qui fournira les composteurs et assurera la livraison.

Le distribution du matériel sera complétée par la mise en œuvre auprès des habitants et du personnel des établissements concernés de moyens d'information, de sensibilisation, et de formation.
Le SMICTOM accompagnera aussi bien l'habitat pavillonnaire que l'habitat collectif , il réalisera des ateliers, des conférences sur la pratique du compostage, tiendra des stands présentant les composteurs

et les différents documents de communication et accompagnera toutes initiatives pour la création de jardins partagés.
Il s'agira également de proposer des projets pédagogiques aux écoles pour apprendre les « éco-gestes » dès le plus jeune âge. Le personnel des écoles sera formé et un suivi des composteurs sera réalisé par l'un des maître composteur du SMICTOM.

Le SMICTOM accompagnera également, les établissements de restauration collective qui souhaitent mettre en place le compostage des déchets organiques issus de la préparation des repas.

La grande majorité des documents de communication seront réalisés en interne par le chargé de communication du SMICTOM.

Détails des actions de communication :
- Organisation de réunions publiques d'information (2h)
- Formation de guides composteur
- Mise en place du compostage en pied d'immeuble : identifier les collectifs volontaires, contacter les bailleurs ou les syndics de copropriétés, explication du projet lors d'une assemblée générale, réalisation d'un porte à porte pour connaître la faisabilité du projet, organisation d'une réunion d'information sur la pratique du compostage collectif avec les foyers volontaires et le personnel d'entretien, désignation d'un référent, livraison des composteurs, suivi/évaluation
- Animations scolaires et mise en place du compostage dans les écoles, collèges, lycées
- Accompagnement dans les jardins partagés pour la mise en place du compostage
- Mise en place du compostage dans les structures de restauration collective
- Tenue de stands lors des manifestations locales
- Formation des agents des collectivités
- Création de documents de communication (plaquettes, lettres d'information, affiches, questionnaires).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1
Le montant de la subvention représente 35% du montant total TTC de l'opération soit 70 582,25 €

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat des équipements et livraison	201 663,58	100,00%
Total	201 663,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	131 081,33	65,00%
Région Ile-de-France	70 582,25	35,00%
Total	201 663,58	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-197

DU 1 JUILLET 2020

POLITIQUE DE L'EAU ET POLITIQUE DE LA BIODIVERSITÉ : 2ÈME AFFECTATION POUR 2020 - APPEL À PROJETS PLAN VERT 8ÈME SESSION - APPEL À PROJETS BIODIVERSITÉ 1ÈRE SESSION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides De minimis entreprise ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides en faveur à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2017/1084 adopté par la Commission européenne le 14 juin 2017 et publié au JOUE le 20 juin 2017 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 210-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma Directeur de la Région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 02-147 du 11 avril 2002, portant approbation des statuts du Syndicat mixte d'études et de programmation de la vallée de la Bièvre, rivière d'Île-de-France et adhésion au syndicat mixte ;

VU la délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Île-de-France ;

Vu la délibération n° CR 13-07 du 1er février 2007 portant approbation des nouveaux statuts du Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre ;

VU la délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 relative à l'adoption du Schéma Directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, relative à l'approbation du contrat de plan État Région 2015-2020 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le comité de bassin et Arrêté le 1er décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU la délibération n° CP 06-716 du 21 septembre 2006 relative à l'adhésion de la Région Ile-de-France à l'association Réserves Naturelles de France (RNF) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions

du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016 portant approbation de la convention-type relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, portant sur la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU la délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016 modifiée approuvant les nouvelles conventions types dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU la délibération n° CP 16-546 du 13 décembre 2016 portant approbation du règlement d'intervention en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017 modifiée, approuvant le « Plan Vert d'Ile-de-France : la nature pour tous et partout » ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération ° CR 2017-78 du 18 mai 2017 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt ;

VU la délibération n° CR 2017-119 du 6 juillet 2017 modifiée portant adoption du règlement d'intervention du Plan vert ;

VU la délibération n° CP 2019-103 du 19 mars 2019 portant adoption à l'Eau, milieux aquatiques et humides - Première affectation 2019 - Emplois d'Insertion pour l'Environnement – Dernière affectation ;

VU la délibération n° CP 2019-422 du 20 novembre 2019 portant approbation de la convention relative à la tenue des Assises Nationales de la Biodiversité (ANB) ;

VU la délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 portant approbation de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;

VU la délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 portant approbation du Règlement d'intervention de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;

VU la délibération n° CP 2020-118 du 4 mars 2020 portant approbation de la convention type relative à la création d'un Refuge LPO au siège de la Région Île-de-France à Saint-Ouen ;

VU la délibération n° CP 2020-118 du 4 mars 2020 portant approbation de la convention type pluriannuelle en faveur des « Têtes de réseaux » ;

VU la délibération n° CP 2020-118 du 4 mars 2020 portant approbation de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et l'Agence des Espaces Verts (AEV) pour 2020-2024 ;

VU la saisine du médiateur de la région Île-de-France en date du 30 septembre 2019 par le Syndicat de l'Orge (91), concernant l'opération « réalisation de travaux d'assainissement sur les hameaux de la Charmoise, la Roncière et la Soulodière à Fontenay les Briis et Courson Monteloup », approuvée par délibération CP 14-125 du 30 janvier 2014 ;

VU la réponse positive du médiateur de la région Île-de-France, en date du 20 novembre 2019, à la saisine susvisée ;

VU la saisine du médiateur de la région Île-de-France en date du 26 mars 2020 par la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais, concernant l'opération « Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais - Année 2018 », approuvée par la délibération n° CP 2018-286 du 4 juillet 2018 ;

VU la réponse positive du médiateur de la région Île-de-France, en date du 4 mai 2020, à la saisine susvisée ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-197 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer, **au titre de la « Stratégie régionale relative aux milieux aquatiques et humides »,** au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **173 642,98 €**.

Subordonne l'attribution des subventions supérieures à 23 000 € à la conclusion de conventions conformes au modèle approuvé par délibération n° CP 16-313 modifiée par délibération n° CR 2017-51 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de **173 642,98 €,** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 74 « politique de l'eau», programme PR 74-006 (474006) « Milieux aquatiques et humides », action 474006013 « Milieux aquatiques et humides », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet «Transition écologique et énergétique », sous-volet « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 333 « Restauration des milieux ».

Article 2

Décide de participer, **au titre de la « Stratégie régionale relative aux Milieux aquatiques et humides »**, au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **103 940,00 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme au modèle-type approuvé par la délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016, modifiée délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 susvisée avec Le Syndicat « Marne Vive » pour l'animation du contrat « Marne Confluence » et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisation d'engagement de **103 940,00 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 74 « politique de l'Eau », programme PR 74-007 (474007) « Contrats trame verte et bleue », action 474007013 « Contrats trame verte et bleue », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet «Transition écologique et énergétique », sous-volet «Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 334 « Connaissance et animation ».

Article 3

Décide de participer au titre du huitième appel à projet Plan Vert au financement des 2 opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 2, pour un montant prévisionnel maximum de **531 068,29 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-580 du 22 novembre 2017 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **531 068,29 €,** disponible sur le chapitre 907 «Environnement», code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600307 « Plan vert », du budget 2020.

Article 4

Décide de participer au titre de la « **Stratégie régionale pour la biodiversité**» au financement des 27 opérations en faveur des maîtres d'ouvrage retenus par le jury du comité de programmation, et détaillées dans les fiches-projet ci-jointes en annexe 3, par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de **612 693,76 € en investissement** et de **149 389,32 € en fonctionnement.**

Subordonne l'attribution de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **612 693,76 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-005 (476005) « Investissement de l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) », action 476005013 « Investissement de l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan 2015-2020 : Volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », actions 332 « Continuités terrestres », 333 « Restauration des milieux » et 334 « Connaissance et animation ».

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **149 389,32 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-

006 (476006) « Actions de l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) », action 476006013 « Actions de l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan 2015-2020 : Volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », actions 332 « Continuités terrestres », 333 « Restauration des milieux » et 334 « Connaissance et animation ».

Article 5

Décide de participer au titre des « **Grands partenariats pour la biodiversité** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projets figurant en annexe n° 4 à la délibération, par l'attribution d'une subvention en fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **22 246,83 €**.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention biodiversité-type approuvée par délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **22 246,83 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76- 003 (476003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 476003023 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2020.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 332 « Continuités terrestres ».

Article 6

Décide de participer au titre des **Réserves naturelles régionales**, au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 4 à la délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **105 050 € en investissement** et de **258 805,65 € en fonctionnement.**

Subordonne l'attribution de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **105 050 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme 76-003 (476003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 476003053 « Investissement des Réserves naturelles régionales-RNR », du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de **258 805,65 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme 76-003 (476003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 476003053 « Réserves naturelles régionales », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan État-Région 2015-2020, volet 3 « Transition Écologique et Énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », actions 333 « Restauration des milieux » et 331 « Réservoirs ».

Article 7

Décide de participer, au titre du « **Soutien à l'Agence des Espaces Verts** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 4 à la délibération, par l'attribution de subventions en investissement pour un montant total de **6 000 000 €.**

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **6 000 000 €** répartie de la façon suivante :

- 1 590 000 € disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-001 (176001) « Agence des Espaces Verts », action 17600101«Acquisition d'espaces verts régionaux », du budget 2020.
- 2 700 000 € disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel», programme HP 76-001 (176001) « Agence des Espaces Verts », action 17600102 «Aménagement d'espaces verts régionaux », du budget 2020.
- **240 000 €** disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel», programme HP 76-001 (176001) « Agence des Espaces Verts », action 17600103 « Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, forêts et promenades », du budget 2020.
- **1 080 000 €** disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel», programme HP 76-001 (176001) « Agence des Espaces Verts », action 17600104 «Tégéval», du budget 2020.
- **390 000 €** disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel», programme HP 76-001 (176001) « Agence des Espaces Verts », action 17600105 «Acquisition d'espaces agricoles régionaux et portage foncier agricole-installation », du budget 2020.

Article 8

Décide d'attribuer une subvention de **90 516,20 €** au SYORP (Syndicat de l'Orge) correspondant au solde de la subvention attribuée initialement au SIVOA (Syndicat de la vallée de l'Orge Aval) par délibération n° CP 14-125 du 30 janvier 2014, et détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe 5.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la conclusion d'une convention conforme au modèle approuvé par la délibération n° CP 16-313 modifiée par la délibération n° CR 2017-51 susvisées, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de **90 516,20 €,** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'eau », programme 74-006 (474006) « Milieux aquatiques et humides », action 474006013 « Milieux aquatiques et humides », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet « Transition écologique et énergétique », sous-volet « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 333 « Restauration des milieux ».

Article 9

Décide d'attribuer au titre des « **Grands partenariats pour la biodiversité** », une subvention de **40 000 €** à la Réserve de Biosphère et du Gâtinais correspondant au solde de la subvention attribuée initialement à cet organisme, et détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe 5.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **40 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600302 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2020.

Article 10

Décide, **au titre de la stratégie régionale relative aux Milieux aquatiques et humides**, de verser la cotisation annuelle de 19 600 € au profit du Syndicat mixte du bassin versant de la Bièvre (SMBVB).

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations d'engagement de 19 600 €, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 74 « politique de l'Eau », programme PR 74-007 (474007) « Contrats trame verte et bleue », action 474007013 « Contrats trame verte et bleue », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet « Transition écologique et énergétique », sous-volet « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 334 « Connaissance et animation ».

Article 11

Décide de verser **la cotisation annuelle** de **9 000 €** au profit de Réserves Naturelles de France (RNF).

Affecte une autorisation d'engagement de **9 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600302 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2020.

Article 12

Décide de verser **la cotisation annuelle** de **198 000 €** au profit du Syndicat Mixte de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAAP).

Affecte une autorisation d'engagement de **198 000 €** disponible chapitre 937 «Environnement», code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel», programme 76-003 (476003) «Protection des milieux naturels et des paysages », action 476003023 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité ».

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 332 « Continuités terrestres ».

Article 13

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **9 971 €** au profit de la Ligue pour la Protection des Oiseaux dans le cadre de la labellisation des espaces verts du siège de la Région à Saint-Ouen en « Refuge LPO ». Ce montant est disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600302 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2020.

Article 14

Affecte à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de **5 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600302 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2020.

Article 15

Approuve la convention spécifique figurant en annexe 6 à la présente délibération.

Approuve la fiche-projet telle que présentée en annexe 7 à la présente délibération.

Abroge le quatrième alinéa de l'article 10 de la délibération n° CP 2019-422 du 20 novembre 2019 en tant qu'il subordonne le versement de la subvention n° 19011652 à la société Ideal connaissances à la conclusion d'une convention conforme à la convention approuvée par le troisième alinéa de l'article 10 de la délibération n° CP 2019-422 du 20 novembre 2019.

Subordonne le versement de l'aide de 90 0000 € attribuée par délibération n° CP 2019-422 du 20 novembre 2019 à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention spécifique figurant en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n°19011652 par délibération n° CP 2019-422 du 20 novembre 2019 à compter du 1er novembre 2019, par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 16

Accorde à titre exceptionnel une dérogation à la mesure « 100 000 stages » à l'association France Nature Environnement.

Autorise ainsi le versement de la subvention attribuée par la délibération n° CP 2019-376 du 18 septembre 2019, pour l'opération intitulée « Animation du réseau associatif environnemental d'Île-de-France et participation au dialogue environnemental avec les institutions ».

Approuve, en conséquence, la fiche-projet modifiée figurant en annexe 8 à la présente délibération.

Article 17

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe 1 à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement

budgétaire et financier susvisé.

Article 18

Modifie la délibération n°CP 2020-100 budget participatif écologique du 31 janvier 2020 comme suit :
Le deuxième alinéa de l'article 1er de la délibération est ainsi rédigé « l'alimentation, les espaces verts et la biodiversité ; »
Le deuxième alinéa de l'article II-b.3. du règlement d'intervention Budget participatif écologique dédié aux projets des associations de franciliens est ainsi rédigé : « à l'alimentation, à la biodiversité et aux espaces verts ; »

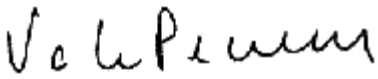
Article 19

Décide de soutenir la création d'un réseau international de régions mobilisées pour la biodiversité.

Attribue dans ce cadre, une subvention complémentaire de 100 000 € à l'Institut Paris Region afin de procéder aux investissements nécessaires à la création de ce réseau.

Affecte une autorisation de programme de 100 000 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 ((176003)) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600308 « Réseau régional international de biodiversité ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 15 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 15 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc178201-DE-1-1) et affichage ou notification le 15 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1 : Fiches-projet EAU

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° EX050267 - ST-CLOUD : DESIMPERMEABILISATION DE LA COUR DE L'ECOLE MATERNELLE DU CENTRE

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	36 140,00 € HT	40,00 %	14 456,00 €
		Montant total de la subvention	14 456,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-CLOUD
Adresse administrative : 13 PLACE CHARLES DE GAULLE
92210 SAINT CLOUD
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric BERDOATI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La cour de 1025m2 est déjà recouverte de revêtement perméable sur 649m2 et comprend un espace vert de 376 m2 en limite ouest et sud. Son réaménagement conduira à augmenter la surface perméable de 270m2
Par ailleurs tout usage de produits phytosanitaires pour l'entretien est déjà banni.
La surface totale d'espace vert passera à 465 m2, le reste de la désimperméabilisation venant de la substitution partielle d'un revêtement drainant à celui existant.
Les pluies courantes allant auparavant en partie au réseau seront intégralement gérées à ciel ouvert sur les zones perméables et par trois dispositifs : un jardin filtrant, une tranchée drainante et un massif en creux avec surverse vers le réseau pour les fortes pluies.
Les travaux consistent en démolitions, décapages, terrassements, revêtements et fournitures diverses, travaux d'espaces verts (plantation et achats).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dispositif II. B : Dispositifs paysagers végétalisés concourant à la maîtrise à la source des ruissellements, à l'adaptation au changement climatique, et à la biodiversité

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 300 000 €.

Localisation géographique :

- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'espaces verts, fournitures, démolitions, décapages et terrassements liés à la désimperméabilisation :	36 140,00	32,66%
Autres (non retenu) :	74 510,00	67,34%
Total	110 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	40 869,00	36,94%
Région Île-de-France	14 456,00	13,06%
AESN (Sub. prévisionnelle)	44 260,00	40,00%
MGP	11 065,00	10,00%
Total	110 650,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20004025 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF A LA GENEVRAYE (BROYEUR A VEGETAUX)

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	1 365,00 € HT	30,00 %	409,50 €
	Montant total de la subvention		409,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE LA GENEVRAYE
Adresse administrative	:	3 ROUTE DE NEMOURS 77690 LA GENEVRAYE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Marie-Claire PERINI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite acquérir le matériel au plus tôt afin de débuter le désherbage avant la prolifération des herbes sur les sites.

Description :
La Commune s'est engagée dès 2009 à réduire l'usage de produits phytosanitaires sur les espaces communaux, avec l'appui du Département et de l'association Aqui'Brie.
En 2017, La Genevraye a reçu le Trophée Zéro Phyt'Eau du Département pour sa démarche.
Afin de poursuivre son engagement et compte tenu du nombre de haies et de plantations à La Genevraye, la Commune envisage l'achat d'un broyeur à végétaux pour récupérer les copeaux et les déposer sur les massifs, ce qui permettra de réduire les besoins en désherbage sur ces espaces et donc de faciliter leur entretien afin de pérenniser le zéro phyto.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est

ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Il n'y a pas de plafond.

Localisation géographique :

- LA GENEVRAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Broyeur à végétaux	1 365,00	100,00%
Total	1 365,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	409,50	30,00%
Région Île-de-France	409,50	30,00%
Département 77 (Sub. prévisionnelle)	546,00	40,00%
Total	1 365,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20004151 - DEMARCHE ZERO PHYTO POUR LE REAMENAGEMENT DU CIMETIERE A MORTERY

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	4 650,00 € HT	40,00 %	1 860,00 €
	Montant total de la subvention		1 860,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MORTERY
Adresse administrative	:	MAIRIE 77160 MORTERY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Xavier BOUVRAIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'idéal pour une végétalisation des allées du cimetière est de réaliser les travaux au printemps (comme pour un gazon).

Description :
La Commune s'est engagée volontairement en 2015 dans une démarche de réduction de l'usage des produits phytosanitaires sur les espaces communaux avec l'appui de l'association Aqui'Brie.

Le présent projet prévoit les travaux suivants :
- réaménagement du cimetière,
- végétalisation des allées secondaires avec enlèvement des gravillons et bordures,
- ensemencement des allées.

Le projet a été conjointement travaillé par les élus, le prestataire et Aqui'Brie. Il répond aux besoins de la commune et permettra d'atteindre le zéro phyto total sur l'ensemble du territoire communal. La végétalisation des allées permettra de maintenir ou d'accentuer la perméabilité du sol et l'infiltration des eaux pluviales sur un secteur sensible de l'Aire d'alimentation de captage du Dragon.
Le projet va également embellir le cimetière de Mortery en le verdissant et en remplaçant le désherbage par la tonte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Il n'y a pas de plafond.

Localisation géographique :
- MORTERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réaménagement cimetière	4 650,00	100,00%
Total	4 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 395,00	30,00%
Région Île-de-France	1 860,00	40,00%
Département 77 (Sub. prévisionnelle)	1 395,00	30,00%
Total	4 650,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20004152 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF A FONTENAILLES (2 DESHERBEUSES MECANIQUES A BATTERIE)

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	2 480,00 € HT	40,00 %	992,00 €
		Montant total de la subvention	992,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAILLES
Adresse administrative : MAIRIE
77370 FONTENAILLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Ghislaine HARSCOET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En 2018, la commune de Fontenailles a investi dans une machine à désherber pour l'entretien des caniveaux et de bords de clôture et souhaite à présent se doter d'un nouvel outillage pour l'entretien des allées gravillonnées du cimetière afin de poursuivre sa démarche zéro phyto.

Bien que les grandes traverses aient été engazonnées, les petites allées, entre les tombes, doivent en effet être entretenues manuellement ou traitées.

Il s'agit donc de procéder à l'achat de deux désherbeuses mécaniques à batterie, en remplacement de matériel thermique fonctionnant à l'essence.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Il n'y a pas de plafond.

Localisation géographique :

- FONTENAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de deux désherbeuses mécaniques à batterie	2 480,00	100,00%
Total	2 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	744,00	30,00%
Région Île-de-France	992,00	40,00%
Département 77 (Sub. prévisionnelle)	744,00	30,00%
Total	2 480,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20004175 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF POUR LE TERRITOIRE DE LA CC DES 2 MORIN

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	4 050,00 € HT	40,00 %	1 620,00 €
		Montant total de la subvention	1 620,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX MORIN
Adresse administrative	:	6 RUE ERNEST DELBET 77320 LA FERTE-GAUCHER
Statut Juridique	:	Communauté de Communes
Représentant	:	Monsieur JEAN-FRANCOIS DELESALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite acquérir le matériel au plus tôt afin de débuter le désherbage avant la prolifération des herbes sur les sites.

Description :
Dans le cadre de la politique de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, la Communauté de Communes des 2 Morin souhaite acquérir un désherbeur mécanique.
Ce matériel sera particulièrement utilisé pour le stade stablilisé intercommunal à Rebais et le terrain de pétanque du complexe Gérard Petitfrère à la Ferté Gaucher, ainsi que sur d'autres sites que le CC2M a en gestion.
Il pourrait également être mis à disposition des communes faisant partie de la CC2M via une convention.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Il n'y a pas de plafond.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désherbeur mécanique	4 050,00	100,00%
Total	4 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 215,00	30,00%
Région Île-de-France	1 620,00	40,00%
Département 77 (Sub. prévisionnelle)	1 215,00	30,00%
Total	4 050,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20004190 - TRAVAUX DE GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	454 599,58 € HT	27,40 %	124 545,48 €
	Montant total de la subvention		124 545,48 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE COMMUNES ENTRE JUINE ET RENARDE
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE 91580 ETRECHY
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Jean-Marc FOUCHER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Contraintes techniques liées aux plantations (réalisation avant l'été).

Description :
Ayant acquis une parcelle déjà imperméabilisée, la Communauté de communes souhaite construire ses nouveaux locaux en intégrant dès la conception la gestion alternative des eaux pluviales tout en favorisant la biodiversité sur le site.

Le projet intègre ainsi :
- la déconnexion d'un réseau d'eau pluviale déjà existant pour favoriser la gestion de l'eau à la source,
- la désimperméabilisation d'une partie de la parcelle accueillant les nouveaux locaux (1 019m² sur une parcelle de 8 200m²)
- la prise en compte de la biodiversité au travers d'une approche intégrative de la gestion du pluvial, notamment par la mise en œuvre de techniques alternatives (mare, noue, fossés) et de plantations adaptées et locales.

L'ensemble du site sera géré de façon différenciée en « zéro phyto ».

La CCEJR entend ainsi réaliser une vitrine du potentiel de désimperméabilisation et de gestion à la source des eaux pluviales par différentes techniques, et souhaite valoriser cette démarche au travers d'éléments pédagogiques.

Ce projet s'inscrit dans le futur contrat territorial « Eau, Climat, Trame Verte et bleue » de la Juine et ses affluents, en complémentarité des actions menées par la CCEJR sur les parcelles avoisinantes (parc photovoltaïque, restauration et valorisation de mare.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : Dispositifs paysagers végétalisés concourant à la maitrise a la source des ruissellements, a l'adaptation au changement climatique, et à la biodiversité

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 300 000 €.

Localisation géographique :
- ETRECHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maîtrise d'œuvre paysagère	4 511,25	0,95%
Travaux d'aménagement de gestion des eaux pluviales (terrassements, reprofilage voirie, préparation parkings)	327 086,16	69,01%
Fourniture et aménagements parkings végétalisés (mousse et pavé mousse)	22 967,36	4,85%
Travaux de valorisation paysagère et biodiversité	38 602,00	8,14%
Conception, réalisation et installation de panneaux pédagogiques	11 960,60	2,52%
Réalisation d'une vidéo pédagogique des travaux	6 381,25	1,35%
Imprévus chantiers	43 090,96	9,09%
Non retenu : cuve de récupération des eaux pluviales	3 703,53	0,78%
Non retenu : parking enrobé drainant, parkings écovégétal pavé, et minéral	15 697,47	3,31%
Total	474 000,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	124 545,48	26,28%
AESN	207 254,93	43,72%
Fonds propres	142 200,17	30,00%
Total	474 000,58	100,00%

DOSSIER N° 20004026 - OPERATIONS D'AMENAGEMENT DE BERGES DU RU DE PRESLES A MOURS ET A PRESLES

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204182-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	74 400,00 € HT	40,00 %	29 760,00 €
	Montant total de la subvention		29 760,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE RU DE PRESLES SIA
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
95590 PRESLES
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur PIERRE BEMELS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet comporte deux opérations sur deux portions du Ru de Presles :

- La première opération est située sur la commune de Mours. Le syndicat souhaite améliorer l'état du pied de berge afin d'être plus favorable à l'accueil de la biodiversité en installant un tapis de jute végétalisé et des plantes hélophytes sur 200 mètres linéaires de berge.

- La deuxième opération est située sur la commune de Presles. Le syndicat souhaite aménager les berges de la rive droite du Ru de Presle sur 90m de long en pieux jointifs sur un secteur urbanisé et dont les habitations sont inondables. En parallèle sur la rive opposée un débordement des eaux du Ru sera favorisé par l'étalement d'anciens bourrelets de curage.

Ces actions visent à :
- la restauration écologique et l'aménagement des berges par techniques végétales, ou mixtes en cas de fortes contraintes ; la mise en place de bandes rivulaires végétalisées,
- la renaturation paysagère des espaces riverains (espace de liberté et milieux annexes), restauration de la ripisylve.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : Protection, restauration et valorisation des milieux aquatiques, humides et des berges

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Localisation géographique :
- PRESLES
- MOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires, d'aménagements et de plantations des berges du Ru de Presles à Mours	21 400,00	28,76%
Travaux préparatoires, d'aménagements et de plantations des berges du Ru de Presles à Presles	45 000,00	60,48%
AMO Suivi appel d'offre, chantier et contrôle qualité	8 000,00	10,75%
Total	74 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	29 760,00	40,00%
Région Île-de-France	29 760,00	40,00%
Département 95 (Sub. prévisionnelle)	14 880,00	20,00%
Total	74 400,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20003919 - ANIMATION 2020 POUR LE CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE DE LA JUINE

Dispositif : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique (n° 00000225)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 937-74-65734-474007-1700
Action : 474007013- Contrats trame verte et bleue

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	80 600,00 € HT	49,63 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE POUR L'AMENAGEMENT ET L'ENTRETIEN RIVIERE JUINE ET SES AFFLUENTS
Adresse administrative	:	39 AVENUE DES GREN TS 91150 ETAMPES
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Bernard LAPLACE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle de fonctionnement, laquelle débute chaque année au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

Description :
En prévision de la signature en 2020 et de la mise en œuvre du contrat territorial « Eau, climat et Trame Verte et Bleue » sur le bassin versant de la Juine, la mission d'animation, définie par convention en 2019, et portée par le SIARJA, consiste en particulier à :
- Assurer le secrétariat du comité de pilotage et des comités techniques.
- Promouvoir le contrat et sa déclinaison en projets auprès des maîtres d'ouvrage signataires.
- Etre le relai d'information entre la Région et les maîtres d'ouvrage.
- Mettre en œuvre des actions d'information, de sensibilisation et des projets transversaux intéressant le bassin versant pour lesquelles la structure porteuse se porte maître d'ouvrage.

Il s'agira également d'assurer la poursuite des opérations déjà lancées : projets de restauration de la continuité des cours d'eau, préservation des zones humides, actions de gestion des ruissellements favorisant les trames vertes et bleues, Phyt'Eaux Juine 2, mobilisation et sensibilisation des acteurs, et accompagnement technique pour l'intégration des différentes problématiques liées à l'eau et à la biodiversité dans les documents de planification.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif I. E : FINANCEMENT DU CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges générales	19 500,00	7,65%
Salaires (animation territoriale + animation ruissellement = 1,5ETP)	43 700,00	17,15%
Charges de Personnel (animation territoriale + animation ruissellement = 1,5ETP)	17 400,00	6,83%
NON RETENU	174 200,00	68,37%
Total	254 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	56 410,00	22,14%
Région Île-de-France	40 000,00	15,70%
AESN (sub. prévisionnelle)	141 890,00	55,69%
Région Centre Val-de-Loire (sub. prévisionnelle)	16 500,00	6,48%
Total	254 800,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20007366 - ANIMATION 2020 POUR LE CONTRAT DE TRAME VERTE ET BLEUE MARNE CONFLUENCE

Dispositif : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique (n° 00000225)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 937-74-65738-474007-1700
Action : 474007013- Contrats trame verte et bleue

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	311 293,76 € HT	12,85 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARNE VIVE
Adresse administrative : 64 PL CHARLES DE GAULLE
94100 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur SYLVAIN BERRIOS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle de fonctionnement laquelle débute au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

Description :
L'animation consiste à :
• Accompagner les signataires du contrat Trame verte et bleue dans la mise en œuvre de leurs actions inscrites pour 2020, 3ème année du contrat, avec un fort accent sur les actions prioritaires du programme d'actions (Morbras, ru de Chantereine, désimperméabilisation) ; de nombreux échanges auront lieu avec les porteurs de projets qui bénéficieront d'un accompagnement technique ;
• Déployer en particulier une animation spécifique sur le pluvial et la désimperméabilisation et poursuivre l'implication dans les opérations relatives aux milieux naturels des affluents (coordination des acteurs et programmation des études/travaux) et aux branchements (volet Qualité) ;
• Suivre et contribuer aux études des partenaires du territoire susceptibles d'alimenter les actions et objectifs du contrat (une dizaine de projets) ;
• Etablir le bilan 2019 et organiser les comités de pilotage et technique annuels ;
• Promouvoir les actions menées en faveur des objectifs du contrat sur le territoire (deux journées thématiques, site internet) auprès des élus, des techniciens et du grand public et communiquer sur le contrat.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif I. E : Financement du contrat trame verte et bleue
Le taux de subvention est plafonné à 50% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 80% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 40 000 €.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (Salaires et charges pour 2 ETP, stagiaires)	220 000,00	70,67%
Prestations de service (dont organisation journée technique et grand public, impressions, AMO site internet)	78 793,76	25,31%
Fournitures, télécoms, affranchissements, formations, frais de missions	12 500,00	4,02%
Total	311 293,76	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	194 035,26	62,33%
Région Île-de-France	40 000,00	12,85%
AESN (Sub. prévisionnelle)	77 258,50	24,82%
Total	311 293,76	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20007435 - ANIMATION 2020 POUR LE CONTRAT DE TRAME VERTE ET BLEUE DE L'YERRES

Dispositif : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique (n° 00000225)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 937-74-65738-474007-1700
Action : 474007013- Contrats trame verte et bleue

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	79 800,00 € HT	30,00 %	23 940,00 €
		Montant total de la subvention	23 940,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYAGE SYNDICAT MIXTE POUR LA GESTION DES EAUX DU BASSIN VERSANT DE L'YERRES
Adresse administrative	:	17 RUE GUSTAVE EIFFEL 91230 MONTGERON
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur ALAIN CHAMBARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle de fonctionnement laquelle débute au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

Description :
- Finalisation de l'élaboration du contrat Trame verte et bleue et mobilisation des futurs signataires : établissement du programme d'actions définitif et des indicateurs, achèvement de la rédaction ; rencontre avec les maîtres d'ouvrage pour les engager dans les projets opérationnels prioritaires et détailler les opérations inscrites ; échanges avec tous les partenaires.
- Accompagnement des maîtres d'ouvrage pour les projets en cours : aide à l'élaboration des documents de planification, suivi des projets de restauration des continuités écologiques de l'Yerres et ses affluents, aide à la rédaction des dossiers de demande de subvention.
- Mise en œuvre du contrat en phase d'application dès signature et suivis spécifiques, notamment : veille sur le territoire d'émergence de projet pouvant intégrer une gestion à la source des eaux pluviales et relai d' AQUI'Brie pour accompagner les communes vers le zéro-phyto ; tenue des comités technique et de pilotage, organisation et/ou participation à des réunions techniques, séminaires, formations (8 jours prévus).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif I. E : Financement du contrat trame verte et bleue
Le taux de subvention est plafonné à 50% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 80% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 40 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Agent à plein temps	47 000,00	58,90%
Assurances diverses et juridique	3 500,00	4,39%
Participation aux charges communes du Syage	24 200,00	30,33%
Communication liée au contrat	2 000,00	2,51%
Entretien véhicule	1 500,00	1,88%
Carburant	1 600,00	2,01%
Total	79 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	24 960,00	31,28%
Région Île-de-France	23 940,00	30,00%
AESN (Sub. prévisionnelle)	30 900,00	38,72%
Total	79 800,00	100,00%

Annexe n° 2 : Fiches-projet AAP PLAN VERT

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° EX050194 - EXTENSION DU PARC DEPARTEMENTAL DE LA BERGERE A BOBIGNY (93)

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204132-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	970 136,60 € HT	50,00 %	485 068,30 €
	Montant total de la subvention		485 068,30 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 1 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'extension et la modernisation du parc départemental de la Bergère à Bobigny est un des projets-phare du plan départemental d'investissement de modernisation des parcs départementaux « A vos parcs ».
Situé à la croisée de secteurs en renouvellement urbain, entre les opérations du canal de l'Ourcq et celles du centre-ville de Bobigny, le parc de la Bergère sera à la fois étendu et réaménagé, de façon à reconstituer un équipement visible, en connexion avec les quartiers environnants et le canal qui le borde, et accessible à tous en proposant des espaces récréatifs et de promenade, en particulier pour les PMR. Son identité sera également réaffirmée autour de la découverte des milieux naturels, plus riches et plus ouverts, qui permettra de renforcer sa vocation d'îlot de fraîcheur dans un secteur de forte densité urbaine.
L'aménagement initial du parc de la Bergère, sur 14,6 hectares, date de près de 40 ans. Largement enclavé, par une voie ferrée au Nord et par le canal de l'Ourcq au Sud, il souffre d'un défaut d'accessibilité et de visibilité depuis la ville, avec des accès confidentiels et déqualifiés. Cependant, il accueille près de 500 000 visiteurs par an et bénéficie en été d'une attractivité qui dépasse l'échelle départementale. L'enjeu pour le parc est donc de s'adapter à la densification urbaine à venir et de répondre au mieux aux attentes qui en découlent.
Il s'agit donc de réaménager l'ensemble du parc et de l'étendre sur 2,6 hectares supplémentaires, permettant d'améliorer son accessibilité et ainsi d'augmenter sa capacité d'accueil, en améliorant le cadre

de vie et l'accueil de la biodiversité (création de milieux humides, étagement des strates, valorisation d'espèces locales avec le label "Végétal Local", désimperméabilisation de certaines emprises améliorant ainsi la capacité d'infiltration du sol,etc.). L'extension du parc prévoit l'aménagement d'un mail et d'un belvédère s'organisant autour d'un cheminement en spirale.

Ainsi, ce projet, situé en zone très carencée, permet la création de 2,6 hectares de nouveaux espaces verts et l'amélioration de l'accessibilité des 14,6 hectares existants.

Le projet est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'ilot de chaleur, aux liens sociaux et à la maitrise des ruissellements. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses retenues dans la base subventionnable (970 136,60 € HT) sont les suivantes : travaux de plantation, clôtures de mise en défens des plantations nouvelles, abris pour la faune (nichoirs, gîtes à reptiles et amphibiens).

Le territoire est très carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 50%.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Localisation géographique :
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de plantation	871 101,60	53,54%
Clôtures de mise en défens des plantations nouvelles	94 435,00	5,80%
NON RETENU : Collecte des eaux de pluies (noues, rigoles et enrochements)	150 770,00	9,27%
Abris pour la faune (nichoirs, gîtes à reptiles et amphibiens)	4 600,00	0,28%
NON RETENU : Éclairages basse consommation (montant inférieur à 20 % du montant total du projet)	241 320,00	14,83%
NON RETENU : Mobilier accueil du public (bancs, tables, poubelles, fontaine, etc…)	264 643,00	16,27%
Total	1 626 869,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 141 801,30	70,18%
Région Île-de-France	485 068,30	29,82%
Total	1 626 869,60	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° EX050192 - CREATION DE 2 423 M² DE JARDINS FAMILIAUX A MERY-SUR-OISE (95)

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	114 999,98 € HT	40,00 %	45 999,99 €
	Montant total de la subvention		45 999,99 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERY SUR OISE
Adresse administrative : 14 AVENUE MARCEL PERRIN
95540 MERY-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Edouard EON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 31 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet prévoit la création de 2 423 m² de jardins familiaux, suite à une demande des habitants et à une étude du CAUE 95 (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Val d'Oise). Le site choisi est situé à côté du centre culturel La Luciole, nouvellement créé, entre deux pôles urbains de la ville.

Il s'agit de créer une vingtaine de jardins familiaux sur un espace ouvert au public et traversé par un cheminement piéton.

Ainsi, ce projet, situé en zone carencée, permet la création de 2 423 m² de nouveaux espaces verts.

Le projet est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'ilot de chaleur, aux liens sociaux et à la maitrise des ruissellements.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses retenues dans la base subventionnable (114.999,98 € HT) sont les suivantes : aménagement de la parcelle, travaux d'aménagement d'une allée piétonne, terrassement d'une dalle béton pour les cabanes, installation d'une borne à eau sécurisée et frais raccordement, achat et installation de 20 composteurs, clôtures et portillons, installation d'une chicane anti 2 roues, installation de l'éclairage (plafonné à 20%), frais de géomètre (plafonnés à 10%).

Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Localisation géographique :
- MERY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement intérieur parcelle	32 171,66	25,74%
Travaux d'aménagement de l'allée piétonne	9 890,00	7,91%
Installation d'une borne à eau sécurisée et frais de raccordement	12 150,00	9,72%
Achat et installation de 20 composteurs	350,00	0,28%
Installation de clôtures et portillons	23 010,83	18,41%
Installation d'une chicane anti 2 roues	1 927,50	1,54%
Terrassement dalles béton cabanes	10 833,33	8,67%
RETENU DANS LA LIMITE DE 20 % : Installation de l'éclairage (16 bornes)	23 333,33	18,67%
RETENU DANS LA LIMITE DE 10 % : frais de géomètre	1 333,33	1,07%
NON RETENU : architecte	8 333,33	6,67%
NON RETENU : éclairage excédant la limite de 20 %	1 666,67	1,33%
Total	124 999,98	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	53 999,99	43,20%
Région Île-de-France	45 999,99	36,80%
Département 95	25 000,00	20,00%
Total	124 999,98	100,00%

Annexe n° 3 : Fiches-projet AAP BIODIVERSITE

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° EX050226 - PROGRAMME D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE A PUSSAY - VOLET INVESTISSEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	118 519,53 € TTC	70,00 %	82 963,67 €
	Montant total de la subvention		82 963,67 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE PUSSAY
Adresse administrative	:	PLACE DU JEU DE PAUME 91740 PUSSAY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur GREGORY COURTAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 1 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Commune de Pussay est engagée depuis un an et demi dans un projet d'Atlas de la Biodiversité Communale (ABC). Les conclusions de cet Atlas ont mis en évidence la présence de nombreuses espèces végétales, de papillons, d'insectes ou encore d'oiseaux considérés comme "vulnérables" ou "en danger" au sein d'une trame verte située au nord-ouest du village.

La municipalité souhaite désormais s'engager durablement au travers d'un projet pluriannuel visant à protéger, enrichir et valoriser la biodiversité du territoire.

Ce projet s'adressera à tous les habitants de Pussay avec une attention particulière portée aux enfants, aux adolescents, aux services techniques municipaux et aux agriculteurs de la commune. Il sera conduit par la Commission transition écologique de la commune, cette instance étant ouverte à tous les citoyen(ne)s de Pussay.

La présente fiche concerne le volet "investissement" du projet avec :
- la plantation de 3 kms de haies et la facilitation de plantation auprès des particuliers,
- la mise en place d'une pépinière municipale et citoyenne,

- l'implantation d'une mare
- la mise en place de nichoirs et gîtes à chiroptères,
- l'implantation de nouvelles pelouses calcaires,
- l'installation d'un sentier de la biodiversité pour valoriser les résultats de l'ABC.

Une partie des actions est réalisée en régie par les services de la commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.

Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :

- PUSSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement d'une mare (accompagnement technique, préparation terrain, chantiers participatifs, végétalisation, ponton)	20 041,00	16,22%
Frais de personnels (services technique pour mise en place des aménagements)	8 100,00	6,56%
Chantiers de restauration de pelouses calcaires	600,00	0,49%
Plantations de haies bocagères (fourniture plants, chantiers de plantations, bornage du chemin de ronde…)	31 660,00	25,62%
Création d'une pépinière municipale (récolte, matériel, accompagnement)	11 700,00	9,47%
Achats, réalisation et pose de nichoirs	5 138,10	4,16%
Réalisation d'un sentier pédagogique (conception et pose de panneaux)	41 280,43	33,41%
Non retenu : Formations	1 750,00	1,42%
Non retenu : Suivi des hirondelles et martinets	3 300,00	2,67%
Total	123 569,53	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	82 963,67	67,14%
Fonds propres	31 125,86	25,19%
Mécénat privé	3 040,00	2,46%
Bénévolat valorisé	6 440,00	5,21%
Total	123 569,53	100,00%

DOSSIER N° EX050230 - PROGRAMME D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE SUR LA CA DE MARNE-ET-GONDOIRE - VOLET INVESTISSEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	6 000,00 € TTC	70,00 %	4 200,00 €
	Montant total de la subvention		4 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG 77603 BUSSY SAINT MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de débuter les prospections de terrain nécessaires au projet dès mai afin d'assurer leur pertinence écologique.

Description :
Dans la continuité d'actions engagées pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, la Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire souhaite mettre en œuvre un programme d'actions pour la reconquête de la biodiversité sur son territoire. Ce programme d'actions a pour objectifs d'améliorer la connaissance et le suivi de la biodiversité, de conforter les trames écologiques (verte pour les milieux terrestres, bleue pour les milieux aquatiques et humides, noire pour l'obscurité, brune pour les sols), de sensibiliser les acteurs du territoire (élus, techniciens, citoyens, scolaires) aux enjeux de la biodiversité.

Sont en particulier prévus par la Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire :
- la mise en place de 6 écuroducs afin de résorber la mortalité en traversée de route des écureuils ;
- le lancement d'une étude pour identifier des corridors écologiques nocturnes potentiels, ainsi qu'un plan d'actions associé pour déployer la trame noire sur le territoire ;
- la sensibilisation des acteurs locaux à la trame noire et à la pollution lumineuse par l'organisation

d'événements, la création et la diffusion de supports pédagogiques.

La présente affectation portant sur les écuroducs, consitue le volet investissement de la subvention accordée à ce projet et est complétée par un volet en fonctionnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :
- CA MARNE ET GONDOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Continuités terrestres

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose d'écuroducs	6 000,00	100,00%
Total	6 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 200,00	70,00%
Fonds propres	1 800,00	30,00%
Total	6 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX050208 - DEVELOPPEMENT DE L'OBSERVATOIRE DES POISSONS ET DES TRAVAUX DU BASSIN SEINE-NORMANDIE

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Connaissances continuités écologiques	87 969,58 € TTC	30,21 %	26 578,06 €
	Montant total de la subvention		26 578,06 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UFBSN UNION DES FEDERATIONS POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE DU BASSIN DE SEINE NORMANDIE
Adresse administrative : 47 AVENUE PASTEUR
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre MOURET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Contraintes administratives d'accueil d'un stagiaire dédié au projet.

Description :
L'observatoire des poissons du bassin Seine-Normandie est développé par l'UFBSN (Union des Fédérations de pêche du Bassin Seine-Normandie) et regroupe l'ensemble des données en matière de biodiversité piscicoles du bassin recueillies par les fédérations de pêche départementales, maîtres d'ouvrages, et établissement public (OFB : Office Français de la Biodiversité).

Cet outil, constitué d'une base de données et d'une cartographie, vise à :
- éclairer les acteurs du territoire en vue de la réalisation de travaux de restauration des milieux aquatiques et de leurs continuités,
- valoriser les travaux de restauration des milieux entrepris par les maîtres d'ouvrage (collectivités, fédérations de pêche...),
- sensibiliser le grand public aux enjeux en matière de biodiversité piscicole ou encore du fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

Le présent projet vise le développement de l'outil et de nouvelles fonctionnalités au travers de nouveaux modules et illustrations pour :
- optimiser l'import et la gestion de données,
- mieux valoriser les retours d'expérience et le contenu pédagogique,
- faciliter l'accès aux données.

La fédération viendra compléter le travail existant par la valorisation des travaux de restauration écologique de maîtres d'ouvrages franciliens au travers de retours d'expériences disponibles dans cet observatoire ainsi que de la réalisation d'une vidéo de valorisation de ces travaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement informatique	73 560,00	77,62%
Matériel pour production vidéo	11 637,90	12,28%
Acquisition matériel informatique (licences, ordinateurs)	2 771,68	2,92%
Non retenu : Illustrations pédagogiques	6 800,00	7,18%
Total	94 769,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	26 578,06	28,04%
Fonds propres	3 188,52	3,36%
AESN	65 003,00	68,59%
Total	94 769,58	100,00%

DOSSIER N° EX050217 - OBSERVATOIRE CITOYEN DE LA BIODIVERSITE ORDINAIRE - VOLET INVESTISSEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	32 864,00 € HT	70,00 %	23 004,80 €
	Montant total de la subvention		23 004,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION GENTIL'ILOT VERT
Adresse administrative	:	18 RUE DE LA PAIX 94250 GENTILLY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur BERTRAND DUCOS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans la commune de Gentilly, très carencée en espaces verts, l'association Gentil'Îlot Vert souhaite créer une zone naturelle sur un espace en friche en plein coeur de la zone urbaine dense. Cet espace permettra de répondre à des objectifs multiples :
- Améliorer les continuités écologiques et restaurer la trame verte locale, grâce à la création d'un réservoir de biodiversité ;
- Offrir l'accès à un espace de nature en pleine ville et limiter les carences en espaces verts ;
- Créer un îlot de fraîcheur pour favoriser l'adaptation au changement climatique ;
- Sensibiliser à la biodiversité et faire participer les habitants.

Dans cette optique, Gentil'Îlot Vert a rassemblé un collectif de 5 associations locales, ainsi que des habitants et des étudiants en licence professionnelle Ecopaysage Végétal Urbain, pour concevoir le projet de l'Observatoire Citoyen de la Biodiversité Ordinaire (O.C.B.O.), implanté sur une parcelle de 400m2 dans le quartier Îlot Vert Paix Reims. Le projet prévoit :
- la désimperméabilisation d'une dalle en béton et la plantation d'une prairie arborée favorable à la biodiversité ;
- l'installation de passages à faune sur les clôtures délimitant l'espace ;
- la réalisation de suivis de la biodiversité et la mise en place d'indicateurs pour suivre l'évolution de la

richesse écologique du site ;
- des animations et actions de sensibilisation auprès des habitants et des établissements scolaires, ainsi que la création de supports pédagogiques (panneaux d'information).
La présente affectation concerne le volet Investissement de la subvention accordée à ce projet et est complétée par un volet en Fonctionnement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Démolition dalle, évacuation gravats parcelle 49	7 500,00	22,82%
Plantations (arbres, haies)	2 800,00	8,52%
Mise en défens du site (clôture, portail)	4 480,00	13,63%
Renaturation du site (terre végétale et ensemencement)	14 600,00	44,43%
Réalisation et impression de panneaux d'information	3 484,00	10,60%
Total	32 864,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	23 004,80	70,00%
Fonds propres	5 379,20	16,37%
DEPARTEMENT 94	4 480,00	13,63%
Total	32 864,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° EX050219 - DEVELOPPEMENT DES HAIES SUR LE PLATEAU DE SACLAY : COCONSTRUIRE LA TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE AVEC L'ENSEMBLE DES ACTEURS LOCAUX - VOLET INVESTISSEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	232 415,30 € TTC	70,00 %	162 690,71 €
	Montant total de la subvention		162 690,71 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TERRE ET CITE
Adresse administrative	:	10 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC 91430 IGNY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CAROLINE DOUCERAIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de débuter la phase diagnostic dès mai afin de pouvoir mener à bien les plantations à l'hiver 2020-2021.

Description :
Au regard du rôle des haies dans les continuités écologiques et des services écosystémiques qu'elles rendent dans les systèmes agricoles (stockage carbone, coupe vent, fixation des sols, hébergement auxiliaires de culture, diversification via la production de bois...), l'association locale Terre&Cité souhaite accompagner des agriculteurs volontaires du Plateau de Saclay dans l'implantation de haies sur leurs exploitations. Cet accompagnement permettra de faire face à des contraintes techniques et réglementaires, tout en garantissant une cohérence territoriale.
Le projet ciblera dans un premier temps 5 exploitations et la commune de Loges-en-Josas, qui seront accompagnées du diagnostic à la gestion des haies. Chaque exploitation/territoire communal fera l'objet d'un diagnostic invidualisé qui permettra de définir un projet chiffré et localisé d'implantation de haies, adapté au site, aux besoins et aux contraintes du propriétaire/exploitant. Sur la base de ce diagnostic, l'association Terre&Cité coordonnera la plantation de 4 350ml de haies (achat du matériel, organisation des chantiers de plantation) à l'hiver 2020-2021. Ces premières plantations pourront par la suite être complétées en s'appuyant sur des financements innovants (crédits carbone locaux notamment).

Afin de pérenniser la présence des haies sur le territoire, il sera ensuite proposé aux exploitations/communes de définir un Plan de Gestion Durable des Haies selon une méthodologie nationale élaborée par l'AFAC-Agroforesterie (Association française arbres champêtres et Agroforesteries) et l'APCA (Assemblée permanente des Chambres d'agriculture).
Le territoire étant parcouru par un réseau important de drainage, la plantation des haies pourrait dans certains cas nécessiter des travaux de reprise des drains. Des études pré-opérationnelles sont donc incluses dans les dépenses du projet afin de définir les travaux à réaliser pour rendre compatibles haies et drains.
La présente affectation concerne le volet Investissement de la subvention accordée à ce projet et est complétée par un volet en Fonctionnement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :
- MAGNY-LES-HAMEAUX
- LES LOGES-EN-JOSAS
- BIEVRES
- IGNY
- SACLAY
- VAUHALLAN
- VILLIERS-LE-BACLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plantations de haies	126 815,30	54,56%
Etude de reprise des drains agricoles	9 600,00	4,13%
Travaux de reprise des drains agricoles	96 000,00	41,31%
Total	232 415,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	162 690,71	70,00%
Fonds propres	69 724,59	30,00%
Total	232 415,30	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement permettant aux entreprises d'aller au-delà des normes de protection environnementale de l'Union européenne (UE) ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes de l'UE
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° EX050220 - LANCEMENT DE LA PREMIERE PEPINIERE DE PLANTES HERBACEES SAUVAGES ET LOCALES D'ÎLE-DE-FRANCE - VOLET INVESTISSEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	11 947,31 € TTC	70,00 %	8 363,12 €
	Montant total de la subvention		8 363,12 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DES PLANTES SAUVAGES POUR LA VEGETALISATION
Adresse administrative : 1 AVENUE RAOUL DUFY
93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ELODIE SEGUIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de réaliser les aménagements indispensables et de débuter les semis dès mars pour assurer la production 2020.

Description :
L'utilisation de végétaux locaux, naturellement présents en Île-de-France, permet aux aménagements végétalisés d'être plus favorables à la biodiversité, en préservant la diversité de la flore et en offrant à la faune un gîte et couvert adapté à leurs besoins. S'il existe déjà en Île-de-France des pépinières produisant des arbres et arbustes locaux, aucune ne produit des espèces herbacées, pourtant essentielles pour la végétalisation.
L'association Des plantes sauvages pour la végétalisation propose donc de créer la première pépinière francilienne spécialisée dans les plantes herbacées locales. Cette pépinière, implantée dans le Parc du Sausset à Aulnay-sous-Bois, produira des plants et graines afin de répondre aux besoins grandissants des aménageurs, gestionnaires, particuliers... mais aussi des professionnels de la restauration écologique des milieux naturels.
Pour ce faire, l'association réalisera les aménagements nécessaires pour le lancement de la production. Elle collectera des semences dans des espaces naturels, en respectant un protocole rigoureux pour ne pas mettre en danger les populations végétales des sites de collecte. Les semences collectées seront

utilisées pour réaliser les semis sur la pépinière ou pourront être proposées à la vente aux côtés de la production de 2020. L'association souhaite également développer un volet pédagogique avec l'organisation de chantiers participatifs et la création de supports pédagogiques (poster, jeu sur le cycle de vie des plantes).
L'association sollicitera la labellisation "Végétal Local" (marque portée par l'Office Français de la Biodiversité) pour une partie de sa production, garantissant ainsi une traçabilité dans la récolte et la production de végétaux.
La présente affectation concerne le volet Investissement de la subvention accordée à ce projet et est complétée par un volet en Fonctionnement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installations techniques, matériel et outillage	11 947,31	54,44%
Non retenu : Apports au fond de roulement	10 000,00	45,56%
Total	21 947,31	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 363,12	38,11%
Fonds propres	10 000,00	45,56%
DEPARTEMENT 93	3 584,19	16,33%
Total	21 947,31	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX050224 - DEVELOPPEMENT DU PROTOCOLE MANEGE - METHODE AUTOMATISEE DE SUIVI NOCTURNE DE L'ENTOMOFAUNE POUR LES GESTIONNAIRES

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	113 500,00 € TTC	70,00 %	79 450,00 €
	Montant total de la subvention		79 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOE
Adresse administrative : 47 RUE CLISSON
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Arnaud GRETH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Moins bien connus que les papillons de jours, les papillons nocturnes jouent un rôle essentiel pour la pollinisation et représenteraient environ 50% des pollinisateurs sauvages, avec plus de 5 000 espèces recensées.
Face à un besoin de connaissances avéré, l'association Noé propose d'élaborer un protocole de suivi des papillons nocturnes à destination des gestionnaires d'espaces verts et de nature, grâce à un dispositif photographique automatisé.

Il s'agira de :
- développer un dispositif photographique et le protocole de collecte des données associé ;
- de les tester sur 15 sites pilotes situés en Île-de-France et représentatifs de différentes conditions de pollution lumineuse (zones rurales peu denses, zones péri-urbaines, zones urbaines denses) ;
- d'analyser les données collectées lors de la phase de test grâce à la mobilisation d'experts naturalistes ;
- et de préfigurer un déploiement à l'échelle nationale (automatisation de l'identification, enquête auprès des gestionnaires pour identifier des pistes d'amélioration du dispositif...).

Les données collectées lors de la phase test seront mobilisées pour réaliser une analyse statistique en

termes d'abondance et de diversité, et seront mises en relation avec des données de pollution lumineuse de manière à tirer des premières conclusions sur l'impact de la pollution lumineuse sur les pollinisateurs nocturnes. Avec le déploiement à plus grande échelle du protocole et l'intégration d'autres pollinisateurs nocturnes dans les analyses, les données pourront être exploitées scientifiquement pour analyser plus finement les facteurs de répartition des pollinisateurs nocturnes et produire des préconisations de gestion associées (éclairage, entretien de la végétation...).

La présente étude est réalisée en partie en régie par les salariés de l'association.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel dédiées au développement du protocole	40 000,00	35,24%
Achat de matériel (dispositif de test, dispositifs automatisé)	14 500,00	12,78%
Montage des dispositifs automatisés	5 000,00	4,41%
Test du dispositif automatisé	24 000,00	21,15%
Mise en place d'une méthode d'identification automatisée d'après expertises	30 000,00	26,43%
Total	113 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	79 450,00	70,00%
Fonds propres	3 250,00	2,86%
OFB (Office Français de la Biodiversité)	15 000,00	13,22%
MTES (Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire)	15 800,00	13,92%
Total	113 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° EX050235 - PROGRAMME D'ACTIONS INTER-PARCS NATURELS REGIONAUX FRANCILIENS EN FAVEUR DES INSECTES POLLINISATEURS SAUVAGES - VOLET INVESTISSEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Animation des réseaux écologiques franciliens	241 805,00 € TTC	70,00 %	169 263,50 €
	Montant total de la subvention		169 263,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : CHEMIN RURAL N 7
78280 GUYANCOURT CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent PERU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mai 2020 - 30 juin 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Contraintes naturalistes d'observation des espèces ciblées.

Description :
Face aux alertes récurrentes de la communauté scientifique sur le déclin des insectes pollinisateurs sauvages (papillons, abeilles sauvages, bourdons, syrphes…), l'Office pour les Insectes et leur Environnement (OPIE) propose un projet permettant d'améliorer la connaissance sur les pollinisateurs sauvages et de faire évoluer les pratiques de gestion des espaces verts et de nature.

Un programme d'actions sur 3 ans en partenariat avec les PNR franciliens permettra de :
- Constituer une base de données sur les abeilles sauvages, avec le déploiement d'un protocole scientifique sur 24 sites, sélectionnés pour leur représentativité des milieux naturels caractérisant chaque PNR, et l'Île-de-France de manière générale (espace vert, forêt, milieu agricole, zone humide…).
- Elaborer des recommandations de gestion favorables aux pollinisateurs, applicables dans les jardins, espaces verts, espaces agricoles et espaces forestiers.
- Former les acteurs locaux (agents des PNR, naturalistes amateurs, grand public) pour structurer un réseau de naturalistes bénévoles afin de poursuivre l'amélioration de la connaissance à l'issue du projet.
- Concevoir des supports pédagogiques et vulgariser les résultats scientifiques, pour que chacun puisse

s’approprier les enjeux des pollinisateurs sauvages.

L'étude est réalisée en régie par l'OPIE (salariés et stagiaires).

La présente affectation concerne le volet Investissement de la subvention accordée à ce projet et est complétée par un volet en Fonctionnement.
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s’inscrit dans le cadre de l’action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d’intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Constitution de la base de données sur les insectes pollinisateurs (inventaires, identification, saisie, matériel)	162 675,00	67,28%
Développement et analyse de la base de données "traits de vie" et évaluation patrimoniale (stagiaire et encadrant)	18 200,00	7,53%
Préconisations de gestion (stagiaire et encadrant)	10 605,00	4,39%
Bilan du programme et inventaires	16 225,00	6,71%
Communication : conception et réalisation d'une vidéo et plaquette technique	26 250,00	10,86%
Analyse des données SPIPOLL réalisée en régie (stagiaire et encadrant)	7 850,00	3,25%
Total	241 805,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	169 263,50	70,00%
Fonds propres	72 541,50	30,00%
Total	241 805,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° EX050246 - PROGRAMME D'ACTIONS DE PRESERVATION, SENSIBILISATION ET VALORISATION DE LA BIODIVERSITE EN ÎLE-DE-FRANCE - VOLET INVESTISSEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	44 757,00 € TTC	70,00 %	31 329,90 €
	Montant total de la subvention		31 329,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX LPO BIRDLIFE
Adresse administrative : 26 BOULVARD JOURDAN 75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Allain BOUGRAIN-DUBOURG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Contraintes organisationnelles de démarrage avant les congés d'été pour réalisation des actions dès l'automne.

Description :

La Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) est une association de protection de la nature et de l'environnement agréée au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement, comme association d'éducation populaire et comme association complémentaire de l'enseignement public. Elle a pour objet d'agir pour l'oiseau, la faune sauvage, la nature et l'Homme, et lutter contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation.

La LPO Île-de-France s'engage au quotidien dans la préservation de la biodiversité en contribuant à une meilleure connaissance et à sa diffusion, grâce aux nombreux programmes, observatoires, réseaux de surveillance qu'elle initie ou qu'elle porte.

La présente fiche concerne le volet "investissements" du projet de l'association, qui s'engage notamment au travers des actions suivantes :

- Coup d'crayon pour … (le hérisson), programme pédagogique destiné au 3e cycle sur la conservation d'une espèce emblématique,
- Protection de l'Effraie des clochers dans les Yvelines, qui vise à préserver les populations de cette espèce,
- Atlas des oiseaux nicheurs du Grand Paris, qui permet de valoriser les données issues de 4 ans d'enquêtes,
- Mon lycée est un refuge de biodiversité, qui propose un programme pédagogique sur la biodiversité à destination des lycéens,
- Conception et édition d'un guide de sorties.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures (pédagogiques, conception nichoirs…)	15 815,00	14,66%
Conception graphique et impressions (supports pédagogiques, Atlas, guide des sorties)	26 100,00	24,20%
Frais de personnel chargés de la réalisation des nichoirs	2 030,00	1,88%
Frais de personnel chargés de la conception de l'Atlas	812,00	0,75%
Non retenu : Frais de fonctionnement	63 088,50	58,50%
Total	107 845,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	31 329,90	29,05%
Fonds propres	44 999,48	41,73%
DRIEE	4 007,19	3,72%
Conseils départementaux	291,30	0,27%
Etablissements publics	9 918,10	9,20%
Communes	84,45	0,08%
Autres (dons, vente de produits, …)	17 215,09	15,96%
Total	107 845,51	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux études environnementales

DOSSIER N° 20007439 - PROGRAMME D'ACTIONS DE PRESERVATION ET SENSIBILISATION EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE DE SEINE-ET-MARNE - VOLET INVESTISSEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	35 500,00 € TTC	70,00 %	24 850,00 €
	Montant total de la subvention		24 850,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PIE VERTE BIO 77
Adresse administrative : 16 RUE DU MONT
77650 SAVINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JO L SAVRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Contraintes naturalistes liées à la période de nidification de l'espèce ciblée.

Description :
L'association Pie Verte Bio 77 œuvre pour la connaissance et la préservation de la faune et la flore en Seine-et-Marne, tout en sensibilisant le public et les parties prenantes.

Elle souhaite mettre en œuvre un programme d'actions axé sur :
- la protection de trois espèces de busards protégés en Île-de-France (Busard cendré, Busard Saint-Martin et Busard des roseaux). Deux de ces espèces de busard nichant à même le sol en milieu agricole, l'association propose d'effectuer un repérage des sites de nidification grâce à l'utilisation de drones, de signaler leur présence à l'exploitant et d'accompagner celui-ci pour protéger la nichée.
- le suivi et la protection des amphibiens en période de migration. Espèces fragiles, pour certaines déterminantes du SRCE régional, les amphibiens d'Île-de-France sont très sensibles à la modification et à la fragmentation des paysages. Depuis 30 ans, l'association travaille à la sauvegarde d'amphibiens menacés sur un tronçon de route où la mortalité des batraciens est importante, la nationale 36 entre Chaumes-en-Brie et Châtres-en-Brie. L'association mobilisera des équipes de bénévoles pour récupérer les amphibiens en danger et les relâcher en milieu naturel, tout en effectuant un suivi des populations.

L'association prévoit notamment la création de panneaux et supports pédagogiques sur ces thématiques.

La présente affectation concerne le volet Investissement de la subvention accordée à ce programme d'actions et est complétée par un volet en Fonctionnement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création panneaux pédagogiques	2 000,00	5,63%
Matériel pédagogique	21 000,00	59,15%
Matériel pour le suivi des busards (cages de survie, drônes, GPS, …)	12 500,00	35,21%
Total	35 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	24 850,00	70,00%
Fonds propres	2 174,47	6,13%
DRIEE	6 780,42	19,10%
DEPARTEMENT 77	1 695,11	4,77%
Total	35 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX050200 - ETUDE DE LA FONCTIONNALITE DES RESEAUX ECOLOGIQUES : APPROCHE TRAME VERTE ET BLEUE ET TRAME NOIRE

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65734-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	39 180,00 € TTC	25,00 %	9 795,00 €
	Montant total de la subvention		9 795,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE POUR L'AMENAGEMENT ET L'ENTRETIEN RIVIERE JUINE ET SES AFFLUENTS
Adresse administrative	:	39 AVENUE DES GREN TS 91150 ETAMPES
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Bernard LAPLACE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de réaliser cette étude dès juin 2020 afin de pouvoir intégrer en amont ses recommandations dans des études et projets du territoire

Description :
Afin d'améliorer la connaissance des continuités écologiques locales et de décliner le Schéma Régional de Cohérence Ecologique à l'échelle du Bassin de la Juine, le Syndicat mixte pour l'Aménagement et l'entretien de la Rivière la Juine et ses Affluents (SIARJA) souhaite réaliser une analyse territoriale des trames vertes et bleues. Cette analyse intégrera également la question de la trame noire et de la pollution lumineuse, pour identifier et restaurer des continuités écologiques favorables à la faune nocturne.
Une modélisation de la capacité de dispersion d'espèces animales inféodées aux trames boisées, humides, noires et aux milieux ouverts, sera réalisée avec le logiciel SimOïko, avec pour objectifs de :

- étudier par modélisation la viabilité et la fonctionnalité des populations animales vivant sur le territoire (capacité de déplacement, brassage génétique...) ;
- bénéficier d'un diagnostic actualisé des réservoirs de biodiversité et des continuités écologiques sur le territoire ;
- proposer aux collectivités locales un outil d'aide à la décision pour l'aménagement du territoire, avec une

spatialisation et une hiérarchisation des enjeux de biodiversité ;
- co-construire avec les partenaires territoriaux un plan d'actions détaillé pour apporter une réponse opérationnelle aux enjeux identifiés.
Un partenariat a par ailleurs été noué avec l'Institut Paris Region qui réalisera en parallèle des modélisations avec le logiciel GraphLab, permettant ainsi de consolider l'analyse.

Cette analyse permettra à terme de disposer d'un outil territorial pour identifier les enjeux en matière de biodiversité et facilitera la mise en oeuvre d'actions de préservation, de gestion et de restauration des milieux naturels et des continuités écologiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Continuités terrestres

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Compilation des données	5 100,00	13,02%
Diagnostic de la fonctionnalité des continuités écologiques	12 000,00	30,63%
Modélisation de la pollution lumineuse	3 000,00	7,66%
Définition du plan d'actions	10 440,00	26,65%
Forfait formation	5 040,00	12,86%
Réunions technique/COPIL	3 600,00	9,19%
Total	39 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région île-de-France	9 795,00	25,00%
Fonds propres	7 836,00	20,00%
AESN (estimé)	9 795,00	25,00%
DEPARTEMENT 91 (estimé)	11 754,00	30,00%
Total	39 180,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20007450 - PROGRAMME D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE A PUSSAY - VOLET FONCTIONNEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65734-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	20 220,00 € TTC	36,87 %	7 455,00 €
	Montant total de la subvention		7 455,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUSSAY
Adresse administrative : PLACE DU JEU DE PAUME
91740 PUSSAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GREGORY COURTAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 1 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Commune de Pussay est engagée depuis un an et demi dans un projet d'Atlas de la Biodiversité Communale (ABC). Les conclusions de cet Atlas ont mis en évidence la présence de nombreuses espèces végétales, de papillons, d'insectes ou encore d'oiseaux considérés comme "vulnérables" ou "en danger" au sein d'une trame verte située au nord-ouest du village.

La municipalité souhaite désormais s'engager durablement au travers d'un projet pluriannuel visant à protéger, enrichir et valoriser la biodiversité du territoire.

Ce projet s'adressera à tous les habitants de Pussay avec une attention particulière portée aux enfants, aux adolescents, aux services techniques municipaux et aux agriculteurs de la commune. Il sera conduit par la Commission transition écologique de la commune, cette instance étant ouverte à tous les citoyen(ne)s de Pussay.

La présente fiche concerne le volet "fonctionnement" du projet avec :
- l'élaboration d'un plan de gestion des lisières,
- la coordination du projet global à l'échelle de la commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :

- PUSSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Elaboration du plan de gestion des lisières	8 520,00	21,61%
Mise en œuvre communale du plan de gestion des lisières	4 500,00	11,42%
Suivi administratif du projet pour l'année 1	7 200,00	18,26%
Non retenu : Sorties pédagogiques	4 800,00	12,18%
Non retenu : Suivi administratif du projet (années 2 et 3)	14 400,00	36,53%
Total	39 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 455,00	18,91%
Fonds propres	31 965,00	81,09%
Total	39 420,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20007453 - PROGRAMME D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE SUR LA CA DE MARNE-ET-GONDOIRE – VOLET FONCTIONNEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65734-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	58 484,20 € TTC	16,58 %	9 699,20 €
	Montant total de la subvention		9 699,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG 77603 BUSSY SAINT MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de débuter les prospections de terrain nécessaires au projet dès mai afin d'assurer leur pertinence écologique.

Description :
Dans la continuité d'actions engagées pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, la Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire souhaite mettre en œuvre un programme d'actions pour la reconquête de la biodiversité sur son territoire. Ce programme d'actions a pour objectifs d'améliorer la connaissance et le suivi de la biodiversité, de conforter les trames écologiques (verte pour les milieux terrestres, bleue pour les milieux aquatiques et humides, noire pour l'obscurité, brune pour les sols), de sensibiliser les acteurs du territoire (élus, techniciens, citoyens, scolaires) aux enjeux de la biodiversité.

La Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire souhaite en particulier lancer une étude pour identifier des corridors écologiques nocturnes potentiels, et élaborer un plan d'actions associé qui permettra de déployer la trame noire sur le territoire. Elle souhaite également sensibiliser les acteurs locaux à la trame noire et à la pollution lumineuse par l'organisation d'événements, la création et la diffusion de supports pédagogiques.

La présente affectation, portant sur l'étude trame noire et les actions de sensibilisation associées, constitue le volet Fonctionnement de la subvention apportée au projet global et est complétée d'un volet en Investissement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- CA MARNE ET GONDOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation d'une trame noire sur le territoire (diagnostic, plan d'action, accompagnement)	58 195,20	52,17%
Impression plaquette Trame Noire	289,20	0,26%
Non retenu : Ateliers de la biodiversité	3 112,07	2,79%
Non retenu : Frais de personnel	19 958,65	17,89%
Non retenu : Inventaires écologiques 2021	30 000,00	26,89%
Total	111 555,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 699,20	8,69%
Fonds propres	101 855,92	91,31%
Total	111 555,12	100,00%

DOSSIER N° EX050198 - SUIVI ET PRESERVATION DU SONNEUR A VENTRE JAUNE EN VALLEE DU PETIT MORIN (77)

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	42 711,75 € TTC	28,10 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ST NLE PROTECTION NATURE SNPN
Adresse administrative : 44 RUE D'AL SIA
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur REMI LUGLIA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Contraintes naturalistes d'observation de l'espèce (avant l'été).

Description :
La SNPN propose un projet de suivi, d'étude et de conservation du Sonneur à ventre jaune (Amphibien) dans la vallée du Petit Morin (site Natura 2000), en partenariat avec les acteurs du territoire, au travers notamment d'une étude génétique inédite dans la région.
Grâce au jeu de données déjà acquis par l'association, la présente étude prévue en 2020 et 2021 vise à :
- compléter le suivi en vue de comprendre les paramètres démographiques locaux,
- mettre en place une analyse génétique, en vue d'identifier les populations à risque, de minimiser la consanguinité, identifier les populations génétiquement isolées,
- définir des priorités d'actions en vue de la conservation de l'espèce.
Une partie de l'étude est réalisée en régie par l'association. Le travail de laboratoire et d'analyse est confié à un prestataire expert ayant déjà mené ce travail avec diverses populations de Sonneur en France.
La SNPN développe également un plan de communication autour du programme : sensibilisation des acteurs du territoire, valorisation scientifique des données, expertise et conseil localement sur l'espèce.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	25 750,00	55,50%
Frais de déplacement	4 260,00	9,18%
Prestations de service	6 856,00	14,78%
Matériel et fournitures	1 100,00	2,37%
Charges fixes de fonctionnement	4 745,75	10,23%
Non retenu : Bénévolat valorisé	3 681,50	7,94%
Total	46 393,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 000,00	25,87%
Fonds propres	14 393,25	31,02%
DRIEE	10 000,00	21,55%
SMEP (hors financements régionaux)	10 000,00	21,55%
Total	46 393,25	100,00%

DOSSIER N° EX050204 - ORGANISATION D'UN FORUM BIODIVERSITE

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	68 594,00 € TTC	8,75 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERRE AVENIR
Adresse administrative : BRASSEAUX
77560 VILLIERS-SAINT-GEORGES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe RAYER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de débuter l'organisation et les prises de contacts avec les acteurs dès février 2020 pour garantir la bonne tenue du forum.

Description :
Afin d'informer, de sensibiliser et d'encourager le passage à l'action de chacun, l'association Terre et Avenir organise un forum sur le thème de la Biodiversité, du 2 au 7 novembre 2020, à Provins (77). Parrainé par la Ville de Provins, ce forum a vocation à rayonner sur tout le département et s'adresse à un public d'environ 4 000 personnes, dont 100 classes d'écoles franciliennes.

Ce forum vise à informer sur les enjeux de la biodiversité ; valoriser le travail des acteurs du territoire et des actions concrètes menées en Île-de-France ; sensibiliser à des comportements responsables ; mettre en évidence la responsabilité et la capacité de chacun à agir.

Dans cette optique, l'association Terre et Avenir prévoit :
- une exposition de 800 m² ludique et pédagogique organisée en trois pôles : Biodiversité (le vivant, les espèces, l'évolution, la diversité), Ecosystèmes (les forêts, les plaines, les zones humides, les rivières) et Aménagement du territoire (les initiatives pour préserver ou restaurer la biodiversité) ;
- des médiateurs pour accueillir le public, notamment les scolaires ;
- ainsi qu'un vaste programme d'animations et d'ateliers pédagogiques, de visites sur le terrain (RNR du Grand Voyeux, forêts de Sourdun et Fontainebleau, etc.), de conférences animées par des scientifiques

(MNHN (Muséum National d'Histoire Naturelle), INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement)).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- PROVINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	40 194,00	58,60%
Frais d'exposition et d'animations	15 100,00	22,01%
Frais de communication	5 800,00	8,46%
Frais de transport	6 500,00	9,48%
Frais d'hébergement et transport	1 000,00	1,46%
Total	68 594,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 000,00	8,75%
Fonds propres	13 594,00	19,82%
Etat (CGET, DRJSCS)	8 000,00	11,66%
Agence de l'Eau Seine Normandie	5 000,00	7,29%
Conseil départemental de Seine et Marne	3 000,00	4,37%
CRA IDF	2 000,00	2,92%
Autres partenariats publics (VNF, EDF, RTE, Eau de Paris, CDC)	17 000,00	24,78%
Autres partenariats privés (CASDEN, THELEM, UNICEM, VEOLIA, FDC 77)	14 000,00	20,41%
Total	68 594,00	100,00%

DOSSIER N° EX050212 - PROGRAMME D'ACTIONS EN FAVEUR DES MARES, MOUILLERES, REPTILES ET AMPHIBIENS. SUIVI DES PAPILLONS DE JOUR ET ORTHOPTERES

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	30 283,80 € TTC	27,22 %	8 244,62 €
	Montant total de la subvention		8 244,62 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NATURESSONNE
Adresse administrative : 10 PL BEAUMARCHAIS
91600 SAVIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN SOEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de réaliser les inventaires, les repérages de terrain dès le printemps afin de garantir leur pertinence scientifique.

Description :
L'association NaturEssonne souhaite engager un programme d'actions pour la reconquête de la biodiversité dans le département de l'Essonne, articulé autour de 2 principales actions :

- la poursuite des inventaires des mares et mouillères et de l'étude de répartition de l'Etoile d'eau. Grâce à des prospections de terrain et à un travail partenarial, l'association entend améliorer la connaissance sur ces habitats naturels fragiles et à forte valeur écologique et rassembler les acteurs compétents pour préfigurer un programme d'actions en faveur de leur préservation et de leur restauration.
- le suivi des papillons de jours et des orthoptères comme indicateurs de l'état de santé des pelouses calcaires essonniennes. Ce suivi de 3 ans sera réalisé sur deux sites Natura 2000 et permettra de tirer des enseignements sur les effets de la gestion et du changement climatique sur ces milieux. Un stagiaire réalisera le bilan de l'action à la fin du suivi (2022)

L'ensemble du projet est réalisé en régie par l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'études (déplacements, temps salarié, gratification stagiaire participant à l'étude)	30 161,80	99,60%
Matériel de suivi	122,00	0,40%
Total	30 283,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 244,62	27,22%
Fonds propres	11 528,98	38,07%
DEPARTEMENT 91	10 510,20	34,71%
Total	30 283,80	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° EX050216 - COMMUNICATION, SENSIBILISATION ET FORMATION DES PUBLICS FACE A L'EROSION DE LA BIODIVERSITE EN ILE-DE-FRANCE FORET DE FAUSSES-REPOSES (DEPARTEMENTS 78 ET 92)

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	4 424,00 € TTC	40,00 %	1 770,00 €
	Montant total de la subvention		1 770,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ENVIRONNEMENT FAUSSES REPOSES
Adresse administrative	:	2 BIS RUE ALCIDE DELAPIERRE 92370 CHAVILLE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CLAIRE SILVAIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Face à la prolifération de laurier du Caucase dans la forêt domaniale de Fausses Reposes (616 ha, gérée par l'ONF), l'association Environnement Fausses Reposes propose un programme de communication, de sensibilisation et de formation autour de l'impact de cet arbuste envahissant sur l'écosystème forestier et des mesures de gestion à adopter pour limiter sa propagation.

Le programme d'actions proposé comprend :
- l'élaboration de supports de communication (panneaux explicatifs, flyers, affiches, articles de presse) via une prestation de graphisme ;
- l'organisation de sorties nature (découverte de la flore), d'opérations de nettoyage (ramassage déchets domestiques et déchets verts) dans la forêt, et d'événements de sensibilisation à destination du grand public (projections-débats de films, Fête de la nature, semaine du DD, forum des associations...) ;
- un volet formation en lien avec le BTS Gestion Protection de la Nature de l'Institut Supérieur de l'Environnement (ISE) de Versailles autour d'un projet d'expérimentation des méthodes de gestion du laurier du Caucase en milieu forestier. Deux sorties nature sont également prévues avec une école primaire de la commune de Chaville pour faire découvrir l'écosystème forestier aux élèves.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- LA CELLE-SAINT-CLOUD
- VERSAILLES
- VIROFLAY
- LE CHESNAY-ROCQUENCOURT
- CHAVILLE
- SEVRES
- VAUCRESSON
- MARNES-LA-COQUETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Impressions (flyers, panneaux, affiches)	1 965,00	26,49%
Ressources humaines	2 106,00	28,39%
Frais administratifs	353,00	4,76%
Non retenu : Matériel	580,00	7,82%
Non retenu : Ressources humaines tutoral	2 415,00	32,55%
Total	7 419,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 770,00	23,86%
Fonds propres	4 149,00	55,92%
Commune de Chaville	1 500,00	20,22%
Total	7 419,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° EX050223 - DEVELOPPEMENT DU PROGRAMME PEDAGOGIQUE « UNE PRAIRIE POUR LES PAPILLONS, LES ABEILLES ET CIE »

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Supports, équipements pédagogiques et actions d'animation	34 240,00 € TTC	18,11 %	6 200,00 €
	Montant total de la subvention		6 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CONNAITRE PROTEGER NATUR VAL DE SEINE
Adresse administrative	:	29 RUE DE BABYLONE 75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ALBERTO MARINO ROCHA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans la continuité de son programme "Une prairie pour les papillons et les abeilles et cie", l'association CPN Val de Seine souhaite produire un nouveau kit pédagogique. Ce kit pédagogique permettra de sensibiliser 3000 jeunes Franciliens à la biodiversité en s'appuyant sur la plantation d'une prairie fleurie dans plus de 500 établissements scolaires pour faire découvrir les insectes, la flore sauvage et le service de pollinisation.

L'association souhaite ainsi offrir aux équipes éducatives :
- un livret d'accompagnement et d'activités ;
- une affiche représentant quelques espèces pouvant être rencontrées dans une prairie fleurie ;
- des fiches techniques d'aide à la réalisation d'un projet biodiversité (installation de refuges à insectes, création de potager, grainothèque...) ;
- un sachet de graines sélectionnées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :

- CC ETAMPOIS SUD ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement, dont taxes et versements assimilés	2 268,00	5,37%
Fournitures pédagogiques	8 500,00	20,12%
Services extérieurs	958,00	2,27%
Intermédiaires et honoraires	1 328,00	3,14%
Frais postaux et télécommunication	4 833,00	11,44%
Frais de personnel (salaires, charges de personne)	14 128,00	33,45%
Autres charges	2 225,00	5,27%
Non retenu : Contributions volontaires en nature	8 000,00	18,94%
Total	42 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 200,00	14,68%
Fonds propres	10 200,00	24,15%
DEPARTEMENT 91	3 000,00	7,10%
Ville de Paris	2 000,00	4,73%
Fondation Placoplâtre	10 000,00	23,67%
Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP)	2 840,00	6,72%
Bénévolat valorisé	8 000,00	18,94%
Total	42 240,00	100,00%

DOSSIER N° EX050225 - PROGRAMME D'ACTIONS DE PRESERVATION ET SENSIBILISATION EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE DE SEINE-ET-MARNE - VOLET FONCTIONNEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	42 660,00 € TTC	30,62 %	13 064,00 €
	Montant total de la subvention		13 064,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PIE VERTE BIO 77
Adresse administrative : 16 RUE DU MONT
77650 SAVINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOEL SAVARY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Contraintes naturalistes liées à la période de nidification de l'espèce ciblée.

Description :
L'association Pie Verte Bio 77 œuvre pour la connaissance et la préservation de la faune et la flore en Seine-et-Marne, tout en sensibilisant le public et les parties prenantes.

Elle souhaite mettre en œuvre un programme d'actions axé sur :
- la protection de trois espèces de busards protégés en Île-de-France (Busard cendré, Busard Saint-Martin et Busard des roseaux). Deux de ces espèces de busard nichant à même le sol en milieu agricole, l'association propose d'effectuer un repérage des sites de nidification grâce à l'utilisation de drones, de signaler leur présence à l'exploitant et d'accompagner celui-ci pour protéger la nichée.
- le suivi et la protection des amphibiens en période de migration. Espèces fragiles, pour certaines déterminantes du SRCE régional, les amphibiens d'Île-de-France sont très sensibles à la modification et à la fragmentation des paysages. Depuis 30 ans, l'association travaille à la sauvegarde d'amphibiens menacés sur un tronçon de route où la mortalité des batraciens est importante, la nationale 36 entre Chaumes-en-Brie et Châtres-en-Brie. L'association mobilisera des équipes de bénévoles pour récupérer les amphibiens en danger et les relâcher en milieu naturel, tout en effectuant un suivi des populations.

La présente affectation concerne le volet "Fonctionnement" de la subvention accordée à ce programme d'actions et est complétée par un volet en "Investissement".

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	32 660,00	76,56%
Frais de déplacements - suivis	10 000,00	23,44%
Total	42 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	13 064,00	30,62%
Fonds propres	19 750,81	46,30%
DRIEE	6 148,15	14,41%
DEPARTEMENT 77	1 537,04	3,60%
AESN	2 160,00	5,06%
Total	42 660,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° EX050231 - PROGRAMMES D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE URBAINE A PARIS - VOLET FONCTIONNEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	44 350,00 € TTC	8,34 %	3 700,00 €
	Montant total de la subvention		3 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GDIE GROUPE DIFFUS INFORMAT ENVIRONNE
Adresse administrative	:	38 RUE BOUSSINGAULT 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Julien COORNAERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En contexte urbain dense, l'association Groupement de Diffusion d'Informations sur l'Environnement (GDIE) oeuvre pour la sensibilisation des habitants à la biodiversité, en les impliquant dans la connaissance, la valorisation et la préservation des espaces de nature urbaine. En combinant sciences participatives, éducation à la biodiversité et démocratie participative, l'association vise à créer une dynamique de reconnexion avec la biodiversité de proximité.

GDIE prévoit en particulier deux opérations :
- l'accompagnement d'habitants volontaires pour devenir des ambassadeurs de la biodiversité dans leur immeuble et leur quartier. Une série d'ateliers sera organisée pour donner à ces ambassadeurs des clés de compréhension des enjeux liés à la biodiversité, des informations scientifiques et des éléments méthodologiques indispensables pour jouer leur rôle de relais de sensibilisation. L'association encouragera les ambassadeurs à mettre en place des initiatives locales telles que la réalisation de protocoles de sciences participatives dans les espaces communs des immeubles, la réalisation de semis et plantations...
- le renouvellement du projet "Plus de biodiversité dans mon quartier !" qui vise à rendre les jeunes de 3 quartiers parisiens acteurs de la biodiversité locale. Dans chaque quartier, les jeunes mettront en oeuvre

des protocoles de sciences participatives et réaliseront un diagnostic de la biodiversité de leur quartier, en interaction avec des chercheurs. A la suite de ce diagnostic, l'objectif sera de faire émerger des idées pour préserver et améliorer la biodiversité locale, en s'appuyant notamment sur le permis de végétaliser proposé par la Ville de Paris. Des évènements locaux et des balades nature sont également prévus pour que les jeunes partagent leur expérience avec élus et habitants. Des fiches pédagogiques, une vidéo de témoignages et une bande-dessinée permettront par ailleurs de rendre compte de la démarche.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (projet "Ambassadeur")	19 400,00	42,31%
Frais de personnel (projet "Quartiers")	14 410,00	31,43%
Achats de fournitures (projet "Ambassadeur")	6 350,00	13,85%
Achat de fournitures (projet "Quartiers")	2 590,00	5,65%
Prestations de service (projet "Ambassadeur")	1 600,00	3,49%
Non retenu : Bénévolat valorisé	1 500,00	3,27%
Total	45 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	3 700,00	8,07%
Fonds propres	16 150,00	35,22%
DRIEE	8 000,00	17,45%
Ville de Paris	11 000,00	23,99%
Paris Habitat	5 500,00	12,00%
Bénévolat valorisé	1 500,00	3,27%
Total	45 850,00	100,00%

DOSSIER N° EX050297 - PARTICIPATION A L'ANIMATION DE LA COMMUNAUTE DES NATURALISTES FRANCILIENS ET A LA DIFFUSION DES CONNAISSANCES

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	45 896,00 € TTC	25,00 %	11 474,00 €
	Montant total de la subvention		11 474,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX LPO BIRDLIFE
Adresse administrative	:	26 BOULVARD JOURDAN 75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Allain BOUGRAIN-DUBOURG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La LPO Île-de-France assure la coordination d'un réseau de groupes locaux et de bénévoles actifs formés et en capacités de mettre en oeuvre des protocoles de programmes participatifs (STOC-eps, SHOC, EPOC, Wetlands international, Observatoire des oiseaux des jardins, EurobirdWatch…), de participer à des enquêtes, des suivis (Programme Moineaux à Paris, Observatoire des hirondelles et martinets, suivi des Faucons pèlerin et crécerelle, Inventaires Pic mar et noir…) et à des réseaux de surveillance.

Avec le projet « Participer à l'animation de la communauté des naturalistes franciliens et à la diffusion des connaissances », la LPO Ile-de-France vise à :
- Animer les programmes et les observatoires participatifs initiés ou coordonnés par la LPO Ile-de-France ;
- Concevoir et éditer la revue scientifique de la LPO-IDF "Le Passer" ;
- Former des acteurs régionaux et animer le réseau des naturalistes franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (Programmes et observatoires participatifs)	28 586,00	53,34%
Frais de personnel (Programme "Le Passer")	1 204,00	2,25%
Achat de fournitures, impressions	6 500,00	12,13%
Frais de déplacement	2 500,00	4,66%
Frais de fonctionnement	7 106,00	13,26%
Non retenu : Rencontres Ornithologiques du Printemps	2 128,00	3,97%
Non retenu : Valorisation Faune IdF	5 432,00	10,14%
Non retenu : Frais du siège	140,00	0,26%
Total	53 596,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	11 474,00	21,41%
Fonds propres	18 073,20	33,72%
DRIEE	10 070,96	18,79%
Intercommunalités	3 258,64	6,08%
Autres (dons, vente de produits, autres ressources propres…)	10 719,20	20,00%
Total	53 596,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20007436 - PROGRAMME D'ACTIONS DE PRESERVATION, SENSIBILISATION ET VALORISATION DE LA BIODIVERSITE EN ÎLE-DE-FRANCE - VOLET FONCTIONNEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	61 230,00 € TTC	25,00 %	15 307,50 €
	Montant total de la subvention		15 307,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX
Adresse administrative	:	62 RUE BARGUE 75015 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Alain BOUGRAIN-DUBOURG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Contraintes organisationnelles de démarrage avant les congés d'été pour réalisation des actions dès l'automne.

Description :
La LPO est une association de protection de la nature et de l'environnement agréée au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement, comme association d'éducation populaire et comme association complémentaire de l'enseignement public. Elle a pour objet d'agir pour l'oiseau, la faune sauvage, la nature et l'Homme, et lutter contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation.

La LPO Ile-de-France s'engage au quotidien dans la préservation de la biodiversité en contribuant à une meilleure connaissance et à sa diffusion, grâce aux nombreux programmes, observatoires, réseaux de surveillance qu'elle initie ou qu'elle porte.

La présente fiche concerne le volet "fonctionnement" du projet de l'association, qui s'engage notamment au travers des actions suivantes :
- Coup d'crayon pour … (le hérisson), programme pédagogique destiné au 3e cycle sur la préservation d'une espèce emblématique,

- Courts séjours ornithologiques, dont les participants découvrent la biodiversité francilienne,
- Compléments de formation à l'Ecole Régionale d'Ornithologie existante,
- Protection de l'Effraie des clochers dans les Yvelines, qui vise à sensibiliser autour de la protection de cette espèce.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Direction et suivi de projet	7 091,00	8,90%
Coordination	12 243,00	15,36%
Activités et animation	21 967,00	27,57%
Suivi administratif	1 260,00	1,58%
Frais de déplacements	7 900,00	9,91%
Achat petit matériel	1 100,00	1,38%
Charges fixes de fonctionnement	9 669,00	12,13%
Non retenu : Frais du siège	315,00	0,40%
Non retenu : Frais d'investissement	18 145,00	22,77%
Total	79 690,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 307,50	19,21%
Fonds propres	42 311,97	53,10%
Etat (FDVA, DRIEE)	5 935,38	7,45%
Départements	5 203,66	6,53%
Communes	928,67	1,17%
Autres (dons, vente de produits, autres ressources propres …)	10 002,82	12,55%
Total	79 690,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux études environnementales

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20007444 - LANCEMENT DE LA PREMIERE PEPINIERE DE PLANTES HERBACEES SAUVAGES ET LOCALES D'ÎLE-DE-FRANCE – VOLET FONCTIONNEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	14 361,47 € TTC	25,07 %	3 600,00 €
	Montant total de la subvention		3 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DES PLANTES SAUVAGES POUR LA VEGETALISATION
Adresse administrative	:	1 AVENUE RAOUL DUFY 93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ELODIE SEGUIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de réaliser les aménagements indispensables et de débuter les semis dès mars pour assurer la production 2020.

Description :
L'utilisation de végétaux locaux, naturellement présents en Île-de-France, permet aux aménagements végétalisés d'être plus favorables à la biodiversité, en préservant la diversité de la flore et en offrant à la faune un gîte et couvert adapté à leurs besoins. S'il existe déjà en Île-de-France des pépinières produisant des arbres et arbustes locaux, aucune ne produit des espèces herbacées, pourtant essentielles pour la végétalisation.
L'association Des plantes sauvages pour la végétalisation propose donc de créer la première pépinière francilienne spécialisée dans les plantes herbacées locales. Cette pépinière, implantée dans le Parc du Sausset à Aulnay-sous-Bois, produira des plants et graines afin de répondre aux besoins grandissants des aménageurs, gestionnaires, particuliers... mais aussi des professionnels de la restauration écologique des milieux naturels.
Pour ce faire, l'association réalisera les aménagements nécessaires pour le lancement de la production. Elle collectera des semences dans des espaces naturels, en respectant un protocole rigoureux pour ne pas mettre en danger les populations végétales des sites de collecte. Les semences collectées seront utilisées pour réaliser les semis sur la pépinière ou pourront être proposées à la vente aux côtés de la

production de 2020. L'association souhaite également développer un volet pédagogique avec l'organisation de chantiers participatifs et la création de supports pédagogiques (poster, jeu sur le cycle de vie des plantes).
L'association sollicitera la labellisation "Végétal Local" (marque portée par l'Office Français de la Biodiversité) pour une partie de sa production, garantissant ainsi une traçabilité dans la récolte et la production de végétaux.
La présente affectation concerne le volet Fonctionnement de la subvention accordée à ce projet et est complétée par un volet en Investissement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures administratives, entretien…)	5 623,08	34,85%
Sous-traitance générale	600,00	3,72%
Autres services extérieurs	7 220,70	44,75%
Amortissements immobilisations corporelles	917,69	5,69%
Non retenu : Gratification stagiaire	1 774,50	11,00%
Total	16 135,97	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	3 600,00	22,31%
Fonds propres	4 535,97	28,11%
DEPARTEMENT 93	8 000,00	49,58%
Total	16 135,97	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20007446 - OBSERVATOIRE CITOYEN DE LA BIODIVERSITE ORDINAIRE - VOLET FONCTIONNEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	20 000,00 € HT	20,40 %	4 080,00 €
	Montant total de la subvention		4 080,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION GENTIL'ILOT VERT
Adresse administrative : 18 RUE DE LA PAIX
94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERTRAND DUCOS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans la commune de Gentilly, très carencée en espaces verts, l'association Gentil'Îlot Vert souhaite créer une zone naturelle sur un espace en friche en plein coeur de la zone urbaine dense. Cet espace permettra de répondre à des objectifs multiples :
- Améliorer les continuités écologiques et restaurer la trame verte locale, grâce à la création d'un réservoir de biodiversité ;
- Offrir l'accès à un espace de nature en pleine ville et limiter les carences en espaces verts ;
- Créer un îlot de fraîcheur pour favoriser l'adaptation au changement climatique ;
- Sensibiliser à la biodiversité et faire participer les habitants.
Dans cette optique, Gentil'Îlot Vert a rassemblé un collectif de 5 associations locales, ainsi que des habitants et des étudiants en licence professionnelle Ecopaysage Végétal Urbain, pour concevoir le projet de l'Observatoire Citoyen de la Biodiversité Ordinaire (O.C.B.O.), implanté sur une parcelle de 400m2 dans le quartier Îlot Vert Paix Reims. Le projet prévoit :
- la désimperméabilisation d'une dalle en béton et la plantation d'une prairie arborée favorable à la biodiversité ;
- l'installation de passages à faune sur les clôtures délimitant l'espace ;
- la réalisation de suivis de la biodiversité et la mise en place d'indicateurs pour suivre l'évolution de la richesse écologique du site ;

- des animations et actions de sensibilisation auprès des habitants et des établissements scolaires, ainsi que la création de supports pédagogiques (panneaux d'information).
La présente affectation concerne le volet Fonctionnement de la subvention accordée à ce projet et est complétée par un volet en Investissement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de missions intervenants (hébergement, transport, …)	10 000,00	16,67%
Petit matériel pour animations scientifiques	10 000,00	16,67%
Non retenu : Gratifications stagiaires	40 000,00	66,67%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 080,00	6,80%
Fonds propres	5 920,00	9,87%
Ville de Gentilly	25 000,00	41,67%
Fondation Placoplâtre	25 000,00	41,67%
Total	60 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20007449 - DEVELOPPEMENT DES HAIES SUR LE PLATEAU DE SACLAY : COCONSTRUIRE LA TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE AVEC L'ENSEMBLE DES ACTEURS LOCAUX - VOLET FONCTIONNEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	77 520,00 € TTC	15,48 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TERRE ET CITE
Adresse administrative	:	10 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC 91430 IGNY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CAROLINE DOUCERAIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de débuter la phase diagnostic dès mai afin de pouvoir mener à bien les plantations à l'hiver 2020-2021.

Description :
Au regard du rôle des haies dans les continuités écologiques et des services écosystémiques qu'elles rendent dans les systèmes agricoles (stockage carbone, coupe vent, fixation des sols, hébergement auxiliaires de culture, diversification via la production de bois...), l'association locale Terre&Cité souhaite accompagner des agriculteurs volontaires du Plateau de Saclay dans l'implantation de haies sur leurs exploitations. Cet accompagnement permettra de faire face à des contraintes techniques et réglementaires, tout en garantissant une cohérence territoriale.
Le projet ciblera dans un premier temps 5 exploitations et la commune de Loges-en-Josas, qui seront accompagnées du diagnostic à la gestion des haies. Chaque exploitation/territoire communal fera l'objet d'un diagnostic invidualisé qui permettra de définir un projet chiffré et localisé d'implantation de haies, adapté au site, aux besoins et aux contraintes du propriétaire/exploitant. Sur la base de ce diagnostic, l'association Terre&Cité coordonnera la plantation de 4 350ml de haies (achat du matériel, organisation des chantiers de plantation) à l'hiver 2020-2021. Ces premières plantations pourront par la suite être complétées en s'appuyant sur des financements innovants (crédits carbone locaux notamment).
Afin de pérenniser la présence des haies sur le territoire, il sera ensuite proposé aux

exploitations/communes de définir un Plan de Gestion Durable des Haies selon une méthodologie nationale élaborée par l'AFAC-Agroforesterie et l'APCA.
Le territoire étant parcouru par un réseau important de drainage, la plantation des haies pourrait dans certains cas nécessiter des travaux de reprise des drains. Des études pré-opérationnelles sont donc incluses dans les dépenses du projet afin de définir les travaux à réaliser pour rendre compatibles haies et drains.
La présente affectation concerne le volet Fonctionnement de la subvention accordée à ce projet et est complétée par un volet en Investissement.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- MAGNY-LES-HAMEAUX
- LES LOGES-EN-JOSAS
- BIEVRES
- IGNY
- SACLAY
- VAUHALLAN
- VILLIERS-LE-BACLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coordination technique association	26 800,00	34,57%
Appui technique prestataire	18 200,00	23,48%
Réalisation de diagnostics (exploitations et commune)	20 640,00	26,63%
Réalisation de plans de gestion durable des haies	11 880,00	15,33%
Total	77 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 000,00	15,48%
Fonds propres	30 764,00	39,69%
AESN	14 560,00	18,78%
Fondation de France	14 004,00	18,07%
Agrof'Île	4 320,00	5,57%
Commune des Loges-en-Josas	1 872,00	2,41%
Total	77 520,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux études environnementales
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20007455 - PROGRAMME D'ACTIONS INTER-PARCS NATURELS REGIONAUX FRANCILIENS EN FAVEUR DES INSECTES POLLINISATEURS SAUVAGES - VOLET FONCTIONNEMENT

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	41 350,00 € TTC	36,28 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT
Adresse administrative	:	CHEMIN RURAL N 7 78280 GUYANCOURT CEDEX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Laurent PERU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mai 2020 - 30 juin 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Contraintes naturalistes d'observation des espèces ciblées.

Description :
Face aux alertes récurrentes de la communauté scientifique sur le déclin des insectes pollinisateurs sauvages (papillons, abeilles sauvages, bourdons, syrphes…), l'Office pour les Insectes et leur Environnement (OPIE) propose un projet permettant d'améliorer la connaissance sur les pollinisateurs sauvages et de faire évoluer les pratiques de gestion des espaces verts et de nature.

Un programme d'actions sur 3 ans en partenariat avec les PNR franciliens permettra de :
- Constituer une base de données sur les abeilles sauvages, avec le déploiement d'un protocole scientifique sur 24 sites, sélectionnés pour leur représentativité des milieux naturels caractérisant chaque PNR, et l'Île-de-France de manière générale (espace vert, forêt, milieu agricole, zone humide…).
- Elaborer des recommandations de gestion favorables aux pollinisateurs, applicables dans les jardins, espaces verts, espaces agricoles et espaces forestiers.
- Former les acteurs locaux (agents des PNR, naturalistes amateurs, grand public) pour structurer un réseau de naturalistes bénévoles afin de poursuivre l'amélioration de la connaissance à l'issue du projet.
- Concevoir des supports pédagogiques et vulgariser les résultats scientifiques, pour que chacun puisse

s’approprier les enjeux des pollinisateurs sauvages.

La présente affectation concerne le volet Fonctionnement de la subvention accordée à ce projet et est complétée par un volet en Investissement.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s’inscrit dans le cadre de l’action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d’intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formations (agents des parcs, abeilles sauvages, SPIPOLL, pollinisateurs) et bilan annuel année 1	18 700,00	15,95%
Frais de déplacements formations année 1	2 740,00	2,34%
Frais de déplacement terrain année 1	6 285,00	5,36%
Communication sur les pollinisateurs	8 500,00	7,25%
Encadrement du réseau des naturalistes bénévoles	2 125,00	1,81%
Petit matériel (coupelles, peinture, supports, matériel entomologique)	3 000,00	2,56%
Non retenu : Frais de déplacements terrain années 2 et 3	15 715,00	13,40%
Non retenu : Formations et frais associés années 2 et 3	60 197,50	51,34%
Total	117 262,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 000,00	12,79%
Fonds propres	54 262,50	46,27%
DRIEE	28 000,00	23,88%
PNRs franciliens (hors financements régionaux)	20 000,00	17,06%
Total	117 262,50	100,00%

DOSSIER N° 20007889 - MOBILISATION DES ACTEURS LOCAUX ET SENSIBILISATION A LA PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	33 000,00 € TTC	30,30 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PIE VERTE BIO 77
Adresse administrative : 16 RUE DU MONT
77650 SAVINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOEL SAVARY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Contraintes naturalistes pour la sauvetage des amphibiens, le sauvetage s'effectuant principalement à la fin de l'hiver-début du printemps.

Description :
L'association Pie Verte Bio 77 œuvre à la sensibilisation des citoyens sur les enjeux locaux de la biodiversité.

Pour cela, l'association met en oeuvre de nombreux modules de mobilisation du grand public et des scolaires lors d'évènements franciliens.

L'association souhaite poursuivre cette mobilisation au travers de l'organisation :
- de sorties nature : initiation à l'ornithologie à Combs-la-Ville, observation de l'Engoulevent en forêt de Fontainebleau, écoute du brame du cerf...,
- d'animations scolaires dans les écoles du département,
- de participations à des journées nationales : journée mondiale des zones humides, fête de la nature, ...,
- de la participation à des ateliers de concertation locaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 2 " Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.
Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	20 000,00	60,61%
Frais de transport, hébergement, restauration des sorties ornithologiques	13 000,00	39,39%
Total	33 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 000,00	30,30%
Fonds propres	14 160,71	42,91%
DRIEE	7 071,43	21,43%
DEPARTEMENT 77	1 767,86	5,36%
Total	33 000,00	100,00%

Annexe n° 4 : Fiches-projet BIODIVERSITE

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20003942 - AGENCE DES ESPACES VERTS - ACQUISITION D'ESPACES VERTS REGIONAUX - 2020

Dispositif : Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes (n° 00000508)
Délibération Cadre : CP2020-118 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 907-76-238-176001-1700
Action : 17600101- Acquisition d'espaces verts régionaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	1 590 000,00 € TTC	100,00 %	1 590 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 590 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC 93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation nécessaire à la mise en oeuvre du programme d'acquisition d'espaces verts régionaux pour 2020.

Description :
L'affectation 2020 permettra de financer l'acquisition d'espaces verts régionaux :
- les opérations foncières hors DUP pour 63 % de la subvention, permettant de lutter contre le mitage des espaces naturels et boisés ;
- la DUP du Hurepoix pour 33 % de la subvention ;
- les honoraires pour 3% de la subvention.

Par ailleurs, le reversement par la Région des produits de cession de l'exercice 2019 abondera le fonds régional de portage foncier agricole, qui permet de mettre en réserve des terres agricoles dans l'attente d'un candidat à l'exploitation.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention

donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à la convention AEV/Région, soit un total de 14 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Application de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et l'Agence des Espaces Verts fixant les orientations prioritaires en matière d'espaces verts naturels et agricoles, pour la période 2020-2024, adoptée par délibération CP 2020-118 du 4 mars 2020 ; et du règlement budgétaire et financier de la Région concernant les organismes associés : taux de 100%, le montant retenu est le montant prévu au budget réparti en 2 versements (60% au premier semestre, 40% au second semestre).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'espaces verts régionaux	1 590 000,00	100,00%
Total	1 590 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 590 000,00	100,00%
Total	1 590 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20003985 - AGENCE DES ESPACES VERTS - AMENAGEMENT D'ESPACES VERTS REGIONAUX - 2020

Dispositif : Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes (n° 00000508)
Délibération Cadre : CP2020-118 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 907-76-238-176001-1700
Action : 17600102- Aménagements d'espaces verts régionaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	2 700 000,00 € TTC	100,00 %	2 700 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC 93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation nécessaire à la mise en oeuvre du programme 2020 d'aménagement des espaces verts régionaux.

Description :
L'Agence des Espaces Verts réalise des projets d'aménagement des propriétés régionales, dans le cadre des périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF). Selon leur degré de réalisation, ces projets ont recueilli l'accord des partenaires locaux, bénéficié d'une première phase de maîtrise d'œuvre ou ont déjà vu une première tranche de travaux se réaliser. Ces projets contribuent à répondre aux objectifs du Plan vert régional.

Les projets d'aménagement 2020 sont de 5 types :
- assurer la sécurité sur les sites : sécurisation vis-à-vis des intrusions et occupations (limites des terrains, contrôle des accès, mise en défens), démolitions, sécurisation vis-à-vis des risques naturels (fontis, confortements), sécurité des usagers en forêt (élagages et abattages), pour 44 % de la subvention ;
- ouvrir de nouveaux sites au public : création de cheminements, amélioration de l'accueil du public et

création d'entrées, signalétique et mobilier, implantation de végétation, études, pour 19 % de la subvention ;
- améliorer la qualité des milieux naturels et favoriser l'activité agricole : travaux pour faciliter les reprises agricoles, restauration écologique, études, pour 15 % de la subvention ;
- créer les conditions d'une sylviculture durable : travaux jeunes peuplements et plantations, cloisonnements d'exploitation, signalétique des parcelles, pour 10 % de la subvention ;
- rénover le patrimoine bâti de la Région dont la cession n'est pas envisagée : rénovation, travaux de mise en sécurité, mise aux normes, pour 10 % de la subvention.

À cela s'ajoute le programme 2020 d'équipement de l'Agence, qui permet de financer une partie des dépenses nécessaires pour lui permettre de remplir ses missions, pour 2% de la subvention.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à la convention AEV/Région, soit un total de 14 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Application de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et l'Agence des Espaces Verts fixant les orientations prioritaires en matière d'espaces verts naturels et agricoles, pour la période 2020-2024, adoptée par délibération CP 2020-118 du 4 mars 2020 ; et du règlement budgétaire et financier de la Région concernant les organismes associés : taux de 100%, le montant retenu est le montant prévu au budget réparti en 2 versements (60% au premier semestre, 40% au second semestre).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement d'espaces verts régionaux	2 700 000,00	100,00%
Total	2 700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	2 700 000,00	100,00%
Total	2 700 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20003986 - AIDE A L'ACQUISITION ET A L'AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS, FORETS ET PROMENADES

Dispositif : Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes (n° 00000508)
Délibération Cadre : CP2020-118 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 907-76-238-176001-1700
Action : 17600103- Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, forêts et promenades

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	240 000,00 € TTC	100,00 %	240 000,00 €
	Montant total de la subvention		240 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à l'acquisition et aménagement d'espaces verts, forêts et promenades

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation nécessaire à la mise en oeuvre du programme d'aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, forêts et promenades porté par l'AEV en 2020.

Description :
La dotation 2020 permettra, dans une logique de complémentarité avec les dispositifs de subventions mis en oeuvre par la Région, de financer le soutien à l'amélioration de l'accueil du public en forêt domaniale, dans le cadre de la convention AEV/ONF, signée pour la période 2016-2021, à savoir :
- travaux de réfection, de sécurisation et d'amélioration de l'accessibilité ;
- lutte contre l'érosion, entretien et valorisation d'étangs, nouveaux aménagements pour accueillir et canaliser le public, l'informer sur la préservation des milieux naturels et protéger les sites de la surfréquentation ;
- réaménagement de parkings pour limiter la pénétration des véhicules en forêt et assurer une infrastructure durable et intégrée au milieu forestier ;

- mise en place de signalétique adaptée ;
- conception et réalisation de circuits guidés dématérialisés sur smartphone ;
- rénovation du réseau cyclable, création et aménagement de circuits VTT en lien avec la fédération de cyclo-tourisme ;
- réaménagement d'aires de bivouac ;
- aménagement et embellissement paysager, restauration de paysages historiques, développement du tourisme, sentier d'interprétation.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à la convention AEV/Région, soit un total de 14 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Application de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et l'Agence des Espaces Verts fixant les orientations prioritaires en matière d'espaces verts naturels et agricoles, pour la période 2020-2024, adoptée par délibération CP 2020-118 du 4 mars 2020 ; et du règlement budgétaire et financier de la Région concernant les organismes associés : taux de 100%, le montant retenu est le montant prévu au budget réparti en 2 versements (60% au premier semestre, 40% au second semestre).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aide à l'acquisition et à l'aménagement des espaces verts, forêts et promenades	240 000,00	100,00%
Total	240 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	240 000,00	100,00%
Total	240 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20003988 - AGENCE DES ESPACES VERTS - TEGEVAL - 2020

Dispositif : Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes (n° 00000508)
Délibération Cadre : CP2020-118 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 907-76-238-176001-1700
Action : 17600104- Tégéval

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	1 080 000,00 € TTC	100,00 %	1 080 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 080 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation nécessaire pour la mise en oeuvre du programme 2020 du projet TEGEVAL.

Description :
Pour 2020, il s'agit prioritairement d'engager la phase de travaux qui permettra de réaliser la continuité physique du parcours entre Créteil et Santeny.

Sont prévus :
- la poursuite des travaux d'aménagement engagés en 2019 (traversée de la rue Dagorno à Villecresnes ; avenue Descartes / lisière du Bois de Granville à Limeil-Brévannes) ;
- le démarrage des opérations SIAAP / STVA à Valention, Coteaux de Limeil (phase 1 à Limeil-Brévannes), chemin des Roses à Santeny, traversée de la rue Cavaillès à Villecresnes ;
- le déploiement des mobiliers de signalétique sur les secteurs aménagés (avenue Descartes à la gare de Mandres) ;
- des interventions de sécurisation du foncier et de sauvegarde des milieux naturels, programmées au fur et à mesure des acquisitions.

Les acquisitions foncières vont en effet se poursuivre, notamment les parcelles appartenant aux communes ainsi que les parcelles de la SNCF non cessibles (transfert de gestion au profit du Département du Val de Marne). Le dossier d'enquête parcellaire déposé en Préfecture permettra d'obtenir en 2020 l'ordonnance d'expropriation et la maitrise des parcelles qui n'ont pas pu être acquises à l'amiable.

Enfin, une enveloppe est affectée pour l'administration et la maintenance évolutive du site internet.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à la convention AEV/Région, soit un total de 14 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Application de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et l'Agence des Espaces Verts fixant les orientations prioritaires en matière d'espaces verts naturels et agricoles, pour la période 2020-2024, adoptée par délibération CP 2020-118 du 4 mars 2020 ; et du règlement budgétaire et financier de la Région concernant les organismes associés : taux de 100%, le montant retenu est le montant prévu au budget réparti en 2 versements (60% au premier semestre, 40% au second semestre).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement TEGEVAL	1 080 000,00	100,00%
Total	1 080 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 080 000,00	100,00%
Total	1 080 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20003998 - AGENCE DES ESPACES VERTS - ACQUISITION D'ESPACES AGRICOLES REGIONAUX ET PORTAGE FONCIER AGRICOLE-INSTALLATION - 2020

Dispositif : Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes (n° 00000508)
Délibération Cadre : CP2020-118 du 04/03/2020
Imputation budgétaire : 907-76-238-176001-1700
Action : 17600105- Acquisitions d'espaces agricoles régionaux et portage foncier agricole - installation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	390 000,00 € TTC	100,00 %	390 000,00 €
	Montant total de la subvention		390 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation nécessaire à la mise en œuvre du programme d'acquisition des terres agricoles et du portage foncier agricole-installation pour 2020.

Description :
L'affectation 2020 permettra de réaliser des acquisitions dans le cadre de la veille foncière, en lien avec la SAFER, notamment afin de pallier les risques de mitage sur les espaces agricoles (ex : vente à des non-agriculteurs, prix spéculatifs).

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à la convention AEV/Région, soit un total de 14 stagiaires.
Détail du calcul de la subvention :
Application de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et l'Agence des Espaces Verts fixant les orientations prioritaires en matière d'espaces verts naturels et

agricoles, pour la période 2020-2024, adoptée par délibération CP 2020-118 du 4 mars 2020 ; et du règlement budgétaire et financier de la Région concernant les organismes associés : taux de 100%, le montant retenu est le montant prévu au budget réparti en 2 versements (60% au premier semestre, 40% au second semestre).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'espaces agricoles régionaux et portage foncier agricole-installation	390 000,00	100,00%
Total	390 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	390 000,00	100,00%
Total	390 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20003068 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DES BRUYERES DE SAINTE-ASSISE : INVESTISSEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Investissement (n° 00000256)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-238-476003-1700
Action : 476003053- Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	35 050,00 € TTC	100,00 %	35 050,00 €
	Montant total de la subvention		35 050,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les opérations de gestion (entretien, sécurisation) doivent être menées lors de période adéquate, pour la faune et la flore. Les actions proposées démarrent dès le premier trimestre 2020.

Description :
Les opérations engagées en 2020 sont issues de la programmation du plan de gestion voté par délibération n° CP 14-797 du 20 novembre 2014 et consisteront en :

- Travaux de restauration écologique :
TU07 Limiter le développement des espèces végétales invasives.
TU06 Curage et reprofilage des mares

- Accueil du public :
PI01 Réalisation d'un schéma d'interprétation

- Acquisition de matériel
AD09 Acquisition de matériel nécessaire au suivi de la faune et de la flore

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention

donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à la convention AEV/Région, soit un total de 14 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :

Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :

- BOISSISE-LA-BERTRAND
- SEINE-PORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration écologique	4 050,00	11,55%
Accueil du public	30 000,00	85,59%
Acquisition matériel	1 000,00	2,85%
Total	35 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	35 050,00	100,00%
Total	35 050,00	100,00%

DOSSIER N° 20009197 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DES SEIGLATS : INVESTISSEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Investissement (n° 00000256)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-238-476003-1700
Action : 476003053- Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	200 000,00 € TTC	35,00 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les opérations sont issues de la programmation du plan de gestion adopté par délibération n° CP 14-797 du 20 novembre 2014 et visent à mettre en œuvre le scénario choisit et déterminé par une précédente étude hydraulique conduite de 2016 à 2018. Ce projet de renaturation rentre dans l'objectif à long terme (OLT) : favoriser un fonctionnement hydraulique naturel entre l'Yonne et la Réserve Naturelle Régionale.

Les opérations consistent en plusieurs phases d'études qui déterminent et précèdent obligatoirement les phases de travaux et d'aménagements :
- Réalisation de la phase esquisse à la phase projet.
- Réalisation du dossier réglementaire « loi sur l'eau ».
- Modélisation hydraulique et compléments d'études hydrauliques.
- Etude d'impact.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :

- CANNES-ECLUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Phase esquisse à projet	14 400,00	7,20%
Dossier Loi sur l'eau	11 400,00	5,70%
Etude hydraulique	136 200,00	68,10%
Etude d'impact	38 000,00	19,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	70 000,00	35,00%
Fonds propres (financement Région déjà obtenu)	30 000,00	15,00%
Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN)	100 000,00	50,00%
Total	200 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20007457 - MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION DE LA RNR DU SITE GEOLOGIQUE DE VIGNY- LONGUESSE : FONCTIONNEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65733-476003-1700
Action : 476003053- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	53 060,00 € TTC	70,00 %	37 142,00 €
	Montant total de la subvention		37 142,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AVENUE DU PARC
95000 CERGY
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions menées par le garde animateur commencent dès le début de l'année. Les opérations d'entretien et de maintenance débutent également durant le premier semestre.

Description :
Le plan de gestion de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Vigny-Longuesse a été adopté par délibération n° CP 14-797 du 20 novembre 2014.

Les opérations sont de plusieurs ordres :
- Les travaux d'entretien, de maintenance, (16 060 €).
- Les actions d'information et d'éducation confiées à des prestataires externes, (1000 €).
- Les actions d'accueil, d'éducation et de surveillance mise en œuvre par le garde animateur de la réserve naturelle, (36 000 €).

Les travaux d'entretien sur les fronts de taille ont pour objectif de maintenir les conditions de visibilité et de stabilité des objets géologiques remarquables.

Les travaux d'entretien des milieux naturels (fauche, débroussaillage et pâturage des espaces ouverts) visent à conserver la diversité et l'originalité des prairies et des pelouses (habitats rares et remarquables à l'échelle régionale).

Le programme annuel animations grand public comprend pour cette année 5 animations réalisées par, l'association Olgame, Anes en Vexin. Elles ont pour objectif de sensibiliser les visiteurs à l'originalité du patrimoine géologique et naturel d'Île-de-France.

La bonne mise en œuvre des opérations de surveillance du site d'entretien et d'accueil du public (200 personnes / an) et d'animation auprès du public scolaire : collèges, lycées et Université (1500 personnes /an) est assurée par un garde animateur.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Poste éco-garde animateur	36 000,00	67,85%
Gestion, entretien, maintenance	16 060,00	30,27%
Information, éducation	1 000,00	1,88%
Total	53 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	37 142,00	70,00%
Autofinancement	15 918,00	30,00%
Total	53 060,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20004061 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DES BRUYERES DE SAINTE-ASSISE : FONCTIONNEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-1700
Action : 476003053- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	30 100,00 € TTC	100,00 %	30 100,00 €
	Montant total de la subvention		30 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les opérations de gestion conservatoire (broyages, fauchage, gestion arborée) doivent être menées lors de périodes adéquates, pour la faune et la flore. Les suivis physiques doivent également pouvoir débuter dès le début de l'année (niveaux d'eau, météorologiques). Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2020.

Description :
Les opérations 2020 sont issues de la programmation du plan de gestion adopté par délibération n° CP 14-797 du 20 novembre 2014 et consistent en :

• Des travaux d'entretien et de gestion écologique :
TE07 Suivi des installations à risques
TE06 Gestion des arbres à risques
TE04 Entretien des clôtures
TE03 Fauche avec exportation
TE01 Mise en place d'une gestion différenciée

• Etudes et suivis :
SE01 Suivi piézométrique des niveaux d'eau
SE02 Collecte des données météorologiques

SE04 Suivi des niveaux d'eau des mares
SE10 Suivi des amphibiens
SE16 Surveillance des espèces exogènes

• L'accueil du public :
PI02 Poursuite des visites guidées

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à la convention AEV/Région, soit un total de 14 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :
- BOISSISE-LA-BERTRAND
- SEINE-PORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'entretien et de gestion écologique	24 725,00	82,14%
Suivis scientifiques	4 375,00	14,53%
Accueil du public	1 000,00	3,32%
Total	30 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 100,00	100,00%
Total	30 100,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20004411 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU MARAIS DE STORS : FONCTIONNEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-1700
Action : 476003053- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	71 164,00 € TTC	100,00 %	71 164,00 €
	Montant total de la subvention		71 164,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Opérations de gestion sur la Réserve Naturelle Régionale du Marais de Stors : Fonctionnement 2020

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions de gestion et de sécurisation sont conduites durant l'hiver et le début du printemps.

Description :
Les opérations engagées en 2020 sont issues de la programmation du plan de gestion voté par délibération n° CP 16-593 du 16 novembre 2016 et consistent en des actions de gestion conservatoire :

TE01 : Fauche annuelle tardive sur milieu portant avec exportation ou pâturage.
TE02 : Fauche annuelle tardive sur milieu non portant avec exportation ou pâturage. Entretien des zones étrépées. Fauche alternée de la végétation en bord de ru et de la roselière.
TE06 : Contrôle des ligneux : par coupe ou arrachage manuel des ligneux.
TE07 : Fauche et faucardage tardif par tronçons des secteurs où l'Agrion de Mercure (libellule protégée) se reproduit.
TE09 : Intervention sur les espèces exotiques envahissantes.
TE15 : Ramassage des déchets.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention

donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à la convention AEV/Région, soit un total de 14 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :
- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion conservatoire	71 164,00	100,00%
Total	71 164,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	71 164,00	100,00%
Total	71 164,00	100,00%

DOSSIER N° 20004413 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DE LA BOUCLE DE MOISSON : FONCTIONNEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-1700
Action : 476003053- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	110 900,00 € TTC	68,37 %	75 827,65 €
		Montant total de la subvention	75 827,65 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Opérations de gestion sur la Réserve Naturelle Régionale de la Boucle de Moisson : Fonctionnement 2020

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : les opérations de gestion conservatoire doivent être menées lors de la période adéquate, pour la faune et la flore. Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2020.

Description :
Les opérations engagées en 2020 sont issues de la programmation du plan de gestion voté par délibération n° CP 14-797 du 16 novembre 2016 et consistent, pour cette demande, en des actions de gestion conservatoire :

TE01, TE04 : Fauches annuelles exportées.
TE02 : Broyage hivernal des secteurs de pelouse.
TE03 : Actions sur les espèces exotiques envahissantes.
TE05 : Broyage de landes et fourrés.
TE06_1 : Contrôle des ligneux sur les ourlets.
TE07_1 et TE07_2 : Opérations de diversification de la lande et de la fruticée.
TE11 : Entretien des cheminements.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 14 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à la convention AEV/Région, soit un total de 14 stagiaires.

Localisation géographique :
- MOUSSEAUX-SUR-SEINE
- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion conservatoire	110 900,00	100,00%
Total	110 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	75 827,65	68,37%
FEADER	27 465,00	24,77%
Etat	7 607,35	6,86%
Total	110 900,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20009196 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU GRAND VOYEUX : FONCTIONNEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-1700
Action : 476003053- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	73 227,60 € TTC	73,04 %	44 572,00 €
	Montant total de la subvention		44 572,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les opérations de gestion et d'entretien doivent être menées lors de la période adéquate pour la faune et la flore. De plus, l'accueil du public s'effectue tout au long de l'année. Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2020.

Description :
Les opérations engagées en 2020 sont issues du plan de gestion adopté par délibération n° CP n°15-707 du 8 octobre 2015. Il s'agit de soutenir des opérations de gestion et d'entretien (rubriques TE 07 à TE11, TE14, TE15, TE19 à TE26 du plan de gestion) avec des :
- Opérations d'entretien des îlots et des secteurs non accessibles aux moutons.
- Opérations de coupes, d'arrachages et de gestion des haies et des ligneux.
- Opérations d'entretien et de maintenance des équipements d'accueil du public (observatoires, platelages, bâtiment d'accueil), de la signalétique et des clôtures.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la

CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :

- CONGIS-SUR-THEROUANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion ligneux et haies	34 023,00	55,75%
Entretien et maintenance équipements, clôtures, propreté	27 000,00	44,25%
Total	61 023,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	44 572,00	73,04%
Commune de Congis-sur-Thérouanne	9 000,00	14,75%
Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN)	4 000,00	6,55%
Fonds FEADER	3 451,00	5,66%
Total	61 023,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20007349 - ANIMATION NATURA 2000 POUR L'ANNEE 2020 - AGENCE DES ESPACES VERTS

Dispositif : Grands partenariats pour la biodiversité (n° 00001203)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-1700
Action : 476003023- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands partenariats pour la biodiversité	80 234,32 € TTC	27,73 %	22 246,83 €
	Montant total de la subvention		22 246,83 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Adresse administrative : 2 RUE DU MAUPAS
87040 LIMOGES CEDEX 1
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur HERVE LAPORTE, CHEF DE SERVICE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'animation des sites se déroule sur une année civile.

Description :
Natura 2000 est le réseau des sites naturels remarquables de l'Union européenne (UE). Il est composé de sites désignés par chacun des pays en application de deux directives européennes : la directive 79/409/CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages dite directive «Oiseaux » et la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages dite directive «Habitats».
L'Agence des Espaces Verts assure pour le compte de la Région, l'animation sur les sites suivants :
- Boucles de la Marne (77) ;
- Bois de Vaires-sur-Marne (77) ;
- Boucles de Moisson, de Guernes et forêt de Rosny (78).
La présente demande de subvention vise à assurer le poste d'animateur pour les 3 sites.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », les subventions attribuées à l'ASP et cofinancées par le FEADER exemptent les bénéficiaires finaux de l'application du dispositif 100.000 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
L'animation Natura 2000 est financée à hauteur d'environ 50 % par le FEADER, 25 % par la DRIEE et 25 % par la Région, suite à l'instruction des dossiers par la DRIEE. Les dépenses éligibles sont : le temps de travail du chargé de mission Natura 2000 employé par l'Agence des espaces verts, les charges qui y sont liées, le matériel et les prestations nécessaires à l'animation des sites (suivis scientifiques, réalisation des plans de gestion, organisation de réunions, etc.).

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », les subventions attribuées à l'ASP et cofinancées par le FEADER exemptent les bénéficiaires finaux de l'application du dispositif 100.000 stagiaires

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Continuités terrestres

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service et frais de sous-traitance	28 891,20	36,01%
Dépenses de rémunération	41 374,65	51,57%
Frais de déplacement, hébergement et restauration	3 762,50	4,69%
Coûts indirects	6 206,17	7,74%
Total	80 234,52	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
État (MTES)	19 329,16	24,09%
Union Européenne (FEADER)	38 658,32	48,18%
Région Île-de-France	22 246,83	27,73%
Total	80 234,31	100,00%

Annexe n° 5 : Fiches-projet REAFFECTATION

DOSSIER N° 20006988 - REAFFECTATION DE SUBVENTION : RESERVE DE BIOSPHERE DE FONTAINEBLEAU ET DU GATINAIS - ANNEE 2018

Dispositif : Grands partenariats pour la biodiversité (n° 00001203)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-176003-1700
Action : 17600302- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands partenariats pour la biodiversité	185 000,00 € TTC	21,62 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESERVE DE BIOSPHERE DE FONTAINEBLEAU ET DU GATINAIS
Adresse administrative : ROUTE DE L ERMITAGE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isoline MILLOT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation de la subvention adoptée par délibération n° CP 2018-286 du 4 juillet 2018 en faveur de la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais, la structure faisant face au renouvellement de son équipe lors de la transmission des pièces.

Description :
Réaffectation de la subvention votée le 4 juillet 2018 (CP 2018-286 du 4 juillet 2018) en faveur de la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais.

La structure a fait face au renouvellement de son équipe, ce qui a entraîné un retard lors de la transmission des pièces.

L'UNESCO a créé en 1968 un programme dénommé « L'Homme et la biosphère » (Man and Biosphere MAB). Les premières réserves de Biosphère ont été créées en 1976. Le réseau comprend plus de 600 sites répartis dans une centaine de pays.

Relai du programme scientifique international « L'Homme et la Biosphère » de l'UNESCO, la Réserve de biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais favorise de nouvelles relations entre les activités humaines et la nature, encourage les initiatives locales en révélant la nécessité d'agir ensemble différemment. C'est un

territoire de concertation local, d'éducation, de diffusion des savoirs et expériences, avec une ouverture à l'international, un nœud de réseau.

Les Réserves de Biosphère ont trois fonctions principales :

- Conserver et favoriser la biodiversité
- Assurer le développement humain, social et économique
- Encourager la recherche, l'éducation, la formation et la surveillance continue de l'environnement.

Le programme d'actions s'intègre dans les objectifs généraux de la stratégie régionale pour la biodiversité.

En 2018, l'association envisage les actions suivantes :

Action 1 : TRAME VERTE ET BLEUE :
Favoriser la réalisation par les acteurs du territoire d'actions en faveur des milieux naturels terrestres et aquatiques en cohérence avec les politiques régionales

Action 2 : PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES :
Favoriser la réduction de l'usage des produits antiparasitaires équins et des phytosanitaires dommageables à la biodiversité et promouvoir les alternatives

Action 3 : SENSIBILISATION DES CITOYENS ET DES ELUS A LA BIODIVERSITE :
Coordonner un programme de mobilisation des citoyens et des élus en faveur de la biodiversité.

Action 4 : AMELIORER LA CONNAISSANCE DE LA BIODIVERSITE FRANCILIENNE, DES ECOSYSTEMES ET DE LEUR FONCTIONNEMENT :
Assurer la coordination de programmes d'études aidant à la décision.

Action 5 : FAVORISER DES SYNERGIES MULTI-ACTEURS :
Fédérer les acteurs, notamment économiques, pour une meilleure prise en compte de la biodiversité dans leurs activités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes scientifiques	10 000,00	5,41%
Sensibilisation/animations	10 000,00	5,41%
Fonctionnement	55 000,00	29,73%
Coordination	110 000,00	59,46%
Total	185 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	21,62%
Département 77 et 91	82 000,00	44,32%
DRIEE	20 000,00	10,81%
ANRT	15 000,00	8,11%
Intercommunalités	10 000,00	5,41%
LEADER	9 500,00	5,14%
MECENAT	8 500,00	4,59%
Total	185 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-197

DOSSIER N° 20003990 - TRAVAUX POUR LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT SUR LES HAMEAUX DE LA CHARMOISE, LA RONCIERE ET LA SOULODIERE A FONTENAY-LES-BRIIS ET COURSON-MONTELOUP - REAFFECTATION DE SOLDE

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204182-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	905 162,00 € HT	10,00 %	90 516,20 €
		Montant total de la subvention	90 516,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYORP SYNDICAT DE L'ORGE, DE LA REMARDE ET DE LA PREDECELLE
Adresse administrative	:	163 ROUTE DE FLEURY 91170 VIRY-CHATILLON
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur FRANCOIS CHOLLEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2014 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une réaffectation de solde.
L'opération initiale n° 13019683 a fait l'objet d'une subvention de 132 974,70 € adoptée par délibération n° CP 14-125 du 30 janvier 2014.
En effet, le syndicat n'a pu effectuer sa demande de versement dans les délais à cause d'une profonde réorganisation de ses services.
Aussi, au vu de la réponse positive du médiateur de la région Île-de-France en date du 20 novembre 2019 en réponse à sa saisie par le syndicat en date du 30 septembre 2019, il est proposé une réaffectation du solde de 90 516,20 € au profit du Syndicat de l'Orge (SYORP).

Description :
Le réseau d'assainissement à mettre en place aura les caractéristiques suivantes :
- diamètre des réseaux d'eaux usées : diamètre 200 en fonte
- linéaire global de collecteur à poser : 3605 mètres en gravitaire et 170 mètres de refoulement
- nombre de postes de refoulement de petite capacité : 2.
- réalisation des branchements EU (Eaux Usées) en limite de propriété pour permettre aux habilitations de se raccorder aux réseaux.

Localisation géographique :

- COURSON-MONTELOUP
- FONTENAY-LES-BRIIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	905 162,00	100,00%
Total	905 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	543 097,20	60,00%
Région Île-de-France	90 516,20	10,00%
AESN (Sub. prévisionnelle)	271 548,60	30,00%
Total	905 162,00	100,00%

Annexe n° 6 : Convention modifiée entre la Région Île-de-France et la Société IDEAL CONNAISSANCES

10èmes ASSISES NATIONALES DE LA BIODIVERSITÉ
en Île-de-France

Convention
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE et IDÉAL CONNAISSANCES
Modifiée par la CP 2020-197 du 1er juillet 2020

La **RÉGION ÎLE-DE-FRANCE** sise à Saint Ouen - 93400 - 2 rue Simone Veil 93400, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2019-422 du 20 novembre 2019 et délibération n° CP 2020-197 du 1 juillet 2020,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

IDÉAL CONNAISSANCES, Société par Actions Simplifiées (SAS) – n° Siret 49791455600020, sise au Kremlin-Bicêtre - 94270 – 93, avenue de Fontainebleau, représentée par son Président, Philippe BOYER

ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

L'Île-de-France est à la fois la région la plus densément urbanisée de France et, elle est majoritairement agricole. De ce paradoxe, il résulte une forte artificialisation des sols et une fragmentation importante des milieux naturels. Ainsi, les milieux naturels sont menacés, et cela se traduit mécaniquement sur les espèces.

Devant ce constat préoccupant d'une érosion rapide de la biodiversité, la Région Île-de-France, chef de file en matière de biodiversité, est pionnière dans la lutte contre l'érosion et la reconquête de la biodiversité.

Première région de France à avoir créé son Agence Régionale de la Biodiversité (ARB), elle s'est mobilisée en engageant la réflexion autour du renouvellement de la Stratégie Régionale de Biodiversité (SRB), adoptée par délibération n° CR 2019-60 du 21 novembre 2019, afin d'aboutir à une politique biodiversité plus cohérente et plus concertée.

La Région agit également en ce sens via le Plan Vert (approuvé en 2017), qui vise à la création de 500ha d'espaces verts, afin que chaque francilien puisse disposer de 10m² d'espaces de nature de proximité. Le Plan Vert participe ainsi à la cohérence avec les autres dispositifs régionaux, notamment issus de la nouvelle politique de l'eau (2016), qui visent à transformer la ville de manière durable, dans un contexte de changement climatique, en réduisant l'effet îlot de chaleur urbain, par la maîtrise des ruissellements à la source, la désimperméabilisation et la végétalisation des tissus urbains.

La politique des Réserves Naturelles Régionales, permet la conservation des habitats et espèces remarquables sur le territoire francilien. La Région, en collaboration avec la DRIEE, porte également la mise en œuvre du SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique), en

déployant dans les territoires des Contrats Trame Verte et Bleue, afin de constituer des réseaux écologiques fonctionnels essentiels aux cycles de vie et aux continuités de déplacements des espèces végétales et animales.

Ce sont là quelques exemples qui démontrent, s'il en était encore besoin, l'engagement de la région Île-de-France dans la reconquête de la biodiversité.

IDEAL Connaissances mutualise les expériences des collectivités territoriales depuis 2002 au sein du réseau « Espaces Naturels et Biodiversité » regroupant 8 000 professionnels et leur propose des formations techniques tout au long de l'année.

Depuis 9 ans, IDEAL Connaissances organise les Assises Nationales de la Biodiversité, qui rassemblent de façon transversale ; collectivités, entreprises, associations, société civile, Etat … ; soit plus de 1 400 participants lors de l'édition 2019. Véritables plateformes, elles permettent de mutualiser les connaissances et les savoirs en matière de préservation de la biodiversité, de récompenser les initiatives innovantes, de proposer des moments de convivialité et des visites de sites naturels.

Après Pau, Grande-Synthe, Nantes, Montpellier, Dijon, Clermont-Ferrand, Ajaccio et Valenciennes, la 9ème édition s'est tenue en Ile-de-France en juin 2019 et a rassemblé plus de 1400 participants autour d'ateliers et conférences, de visites de terrain, mais également de temps forts sur le salon. La clôture de ces Assises a par ailleurs été l'occasion de diffuser le Message depuis Massy, moment fédérateur appelant chaque acteur à se mobiliser, suivi d'une conclusion portée par Valérie Pécresse, Présidente de la Région Île-de-France, sous forme d'engagements.

Pour la tenue des 10èmes Assises nationales de la Biodiversité en 2020 en Île-de-France, la SAS IDÉAL CONNAISSANCES a sollicité de la Région Île-de-France une participation financière dans le cadre du dispositif : « soutien des structures dans le secteur de l'environnement ».

La région Île-de-France, très mobilisée en matière de préservation de la biodiversité, souhaite à nouveau accueillir les prochaines Assises nationales de la Biodiversité sur son territoire, et pour ce faire, soutient IDEAL Connaissances dans l'organisation et la tenue de ces Assises, avec l'objectif d'en faire un rendez-vous à portée nationale.

Aussi, par délibération n° CP 2019-422 du 20 novembre 2019, modifiée par la délibération n° CP 2020-197 du 1er juillet 2020, sous réserve de la conclusion de la présente convention, la Région Île-de-France a décidé d'attribuer une subvention pour la tenue des assises précitées.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Les Assises Nationales de la Biodiversité sont un événement national annuel qui permet un regard croisé entre l'Etat, les collectivités, la société civile et l'ensemble des acteurs institutionnels, professionnels, associatifs. Elles visent à faire émerger les meilleures pratiques, les mutualiser et à produire des outils au service de la politique régionale, nationale, voire internationale visant à la préservation de la Biodiversité.

Les objectifs sont :

- d'enrichir la réflexion sur la reconquête de la biodiversité,

- de poursuivre la croissance, le développement de la fréquentation de ce rendez-vous annuel,
- d'alimenter l'agenda régional, international et national, notamment les échéances 2020 et au-delà.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à la SAS IDÉAL CONNAISSANCES, pour la tenue des 10èmes Assises nationales de la Biodiversité, en 2020, en Île-de-France telles que présentées dans la « fiche-projet » figurant en annexe 7.
.

Au titre de la présente convention la subvention régionale, correspond à 30,52 % de la dépense subventionnable, dont le montant prévisionnel s'élève à 294 922 € H.T., soit un montant maximum de subvention de 90 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche-projet » précitée.

L'attribution et le versement de la subvention régionale sont régis par les dispositions du règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 - prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 - et par les stipulations ci-dessous.

Article 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1. OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité les 10èmes Assises nationales de la Biodiversité, en 2020 en Île-de-France telles que présentées dans la « fiche projet » précitée.

2.2. GOUVERNANCE DES ASSISES

Pour l'organisation de ces Assises nationales, IDEAL Connaissances mobilise tout ou partie des acteurs du réseau « Nature et biodiversité » et des « têtes de réseaux » des gestionnaires d'espaces naturels et des collectivités, et s'engage à les solliciter dans la structuration de cet évènement, notamment au travers de leur participation aux réunions préparatoires (comités de pilotage, comités techniques…) rassemblant IDEAL Connaissances, les Eco Maires, l'OFB (Office Français de la Biodiversité), la Région Île-de-France, le Conseil Départemental de l'Essonne, la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay, la Ville de Massy et les têtes de réseaux.

2.3. EXCLUSIVITE DES ASSISES

IDEAL Connaissances s'engage à ne pas organiser d'événement national ou régional concurrent des Assises Nationales de la Biodiversité, objet de la présente convention, et à faire de ces Assises nationales son événement annuel phare en matière de nature et de biodiversité, mobilisant l'ensemble de leurs réseaux. IDEAL Connaissances s'engage également à faire converger les autres évènements sectoriels, productions, projets, appels à projets, vers ces assises pour qu'elles gagnent en visibilité et en positionnement.

2.4. OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.5. OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (https://mesdemarches.iledefrance.fr) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.6. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part, des instances de décision et d'autre part, de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

2.7. OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

IDEAL Connaissances, la Région Île-de-France et l'Agence Régionale pour la Biodiversité valident ensemble le plan de communication et tous les supports de promotion des Assises.

Le bénéficiaire mentionne la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention, en inscrivant : « action financée par la Région Île-de-France » et appose le logo régional conformément à la charte graphique régionale, qui lui est communiquée à sa demande par les services de la Région. Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser la documentation du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services de la Région s'assurent de la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Article 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1. *CADUCITÉ*

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention est caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

3.2. *MODALITÉS DE VERSEMENT*

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de la totalité ou partie de la subvention est datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de sa société.

3.2.1. VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, l'état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant total de la subvention.

3.2.2. VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- l'état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de sa société ;
- le compte rendu financier de l'opération subventionnée. Ce document est revêtu de la signature du représentant légal du bénéficiaire ;
- le compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
- le justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et de la Ville de Paris.

3.3. *RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ*

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention.

La subvention fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

3.4. *ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES*

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er novembre 2019 (et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention définies ci-dessus).

Article 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature. Elle expire lors du versement du solde après vérification de toutes les pièces justificatives et comptables, ou à défaut à la date de caducité de la subvention.

Article 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par l'assemblée délibérante régionale.

Article 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et, le cas échéant, la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

La présente convention comprend l'annexe dénommée « fiche-projet n° 19011652 approuvée par la délibération n° CP 2020-197 du 1er juillet 2020 ».

Fait en 2 exemplaires

Le	Le
Pour **la Région Île-de-France,**	Pour **IDEAL Connaissances,**
La présidente du conseil régional Valérie Pécresse	*Le président* Philippe Boyer *Signature revêtue du cachet de la société*

Annexe n° 7 : Fiche-projet modifiée n° 19011652

Commission permanente du 20 novembre 2019 - CP2019-422

DOSSIER N° 19011652 - CONVENTION RELATIVE A LA TENUE DES ASSISES NATIONALES DE LA BIODIVERSITE

Modifiée par la CP 2020-197 du 1er juillet 2020

Dispositif : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)
Délibération Cadre : CR108-13 du 21/11/2013
Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
Action : 17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	294 922,00 € HT	30,52 %	90 000,00 €
	Montant total de la subvention		90 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDEAL CONNAISSANCES
Adresse administrative : 91 AVENUE DE FONTAINEBLEAU
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Philippe BOYER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Convention relative à la tenue des Assises Nationales de la Biodiversité

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation de l'évènement annuel national nécessite environ un an de préparation.

Description :
Les Assises Nationales de la Biodiversité sont un événement national annuel qui permet un regard croisé entre l'Etat, les collectivités, la société civile et l'ensemble des acteurs institutionnels, professionnels, associatifs. Elles visent à faire émerger les meilleures pratiques, les mutualiser et à produire des outils au service de la politique régionale, nationale, voire internationale visant à la préservation de la Biodiversité.

Après Pau, Grande-Synthe, Nantes, Montpellier, Dijon, Clermont-Ferrand, Ajaccio et Valenciennes, la 9ème édition s'est tenue en Ile-de-France en juin 2019 et a rassemblé plus de 1400 participants autour d'ateliers et conférences, de visites de terrain, mais également de temps forts sur le salon. La clôture de ces Assises a par ailleurs été l'occasion de diffuser le Message depuis Massy, moment fédérateur appelant chaque acteur à se mobiliser, suivi d'une conclusion portée par Valérie Pécresse, Présidente de la Région Île-de-France, sous forme d'engagements.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à la SAS IDEAL CONNAISSANCES, pour la tenue

des 10èmes Assises nationales de la Biodiversité, en 2020, dont les objectifs seront de :
- mobiliser l'ensemble des acteurs : Etat (niveau central et déconcentré), collectivités (villes, EPCI, Départements, Régions), acteurs institutionnels (agences de l'eau, MNHN, ONCFS, PNR, CDC Biodiversité, Ademe…), professionnels (entreprises, CCI, fédérations professionnelles…), associations (protection de l'environnement, éducation à l'environnement, consommateurs. …) ;
- faire avancer la « reconquête effective de la biodiversité » par des ateliers de co-construction de solutions et des sessions d'échanges entre participants ;
- récompenser/donner à voir l'engagement des acteurs institutionnels et professionnels ;
- être le point de rencontre avec les acteurs régionaux pour valoriser leur engagement, enrichir le référentiel des bonnes pratiques au niveau régional, national et international, créer une dynamique de prise en compte de la biodiversité dans les politiques et actions locales, dans le cadre notamment de l'adoption de la nouvelle Stratégie Régionale pour la Biodiversité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région cofinance le projet à hauteur de 30,52 %, soit 90 000 €. IDEAL Connaissances a sollicité d'autres financeurs, dont les participations figurent dans l'annexe 2 "Plan de financement prévisionnel".

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Total Organisation temps hommes	114 150,00	38,71%
Total Charges externes	180 772,00	61,29%
Total	294 922,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	90 000,00	30,52%
Collectivités accueillantes (sollicité)	60 000,00	20,34%
Partenaires institutionnels (sollicité)	95 833,00	32,49%
Partenaires privés (sollicité)	44 922,00	15,23%
Inscriptions (estimation)	4 167,00	1,41%
Total	294 922,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux études environnementales

Annexe n° 8 : Fiche-projet modifiée n° 19007505

Commission permanente du 18 septembre 2019 - CP2019-376

Modifiée par la CP 2020-197 du 01 juillet 2020

DOSSIER N° 19007505 - ANIMATION DU RESEAU ASSOCIATIF ENVIRONNEMENTAL D'ÎLE-DE-FRANCE ET PARTICIPATION AU DIALOGUE ENVIRONNEMENTAL AVEC LES INSTITUTIONS - FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT (FNE)

Dispositif : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)
Délibération Cadre : CR108-13 du 21/11/2013
Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
Action : 17100803- Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	133 790,00 € TTC	37,37 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT IDF
Adresse administrative : 2 RUE DU DESSOUS DES BERGES
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry HUBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'un soutien au programme d'actions annuel de l'organisme, les dépenses sont à considérer sur l'ensemble de l'année civile.

Description :
Les axes d'actions pluriannuels s'inscrivent dans un plan d'actions triennal 2018-2019-2020 dont les orientations stratégiques ont pour but de :
- Faciliter le dialogue environnemental, rassembler, mutualiser et développer les partenariats de projets, notamment en accompagnant et en coordonnant les associations franciliennes de protection de l'environnement ;
- Mobiliser le tissu associatif pour mettre en place des actions dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de la protection de la nature, de la lutte contre les pollutions (air, eau, sols) et les nuisances (bruit, déchets, nuisances aériennes…), sur l'ensemble des milieux naturels, urbains et agricoles pour des aménagements durables réduisant les inégalités territoriales et respectant le patrimoine commun ;
- Accompagner la réussite des transitions écologique et énergétique face aux enjeux environnementaux

cruciaux.

Les axes d'actions pour 2019 :
- Pérenniser la fonction de tête de réseau de FNE Île-de-France et développer les outils et services pour les associations adhérentes ;
- Rassembler et mutualiser ;
- Assurer une présence active dans les évolutions du territoire francilien (CODEV de la MGP)
- Participer aux consultations publiques des grands projets franciliens (enquêtes, débats, avis) en mobilisant et en soutenant le réseau des associations ;
- Suivre le projet d'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 à Paris pour une bonne intégration des enjeux environnementaux ;
- Poursuivre la participation aux grands sujets régionaux, notamment la Stratégie Régionale pour la Biodiversité, l'évaluation du SDRIF, le bilan du SRCE…
- Sensibiliser le grand public au travers de la participation à divers évènements régionaux ;
- Proposer des sessions de formations et de débats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le module "Soutien aux têtes de réseaux" prévu par le dispositif de soutien aux structures dans le secteur de l'Environnement.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	46 700,00	34,91%
Services extérieurs	21 400,00	16,00%
Autres services extérieurs	11 720,00	8,76%
Charges de personnel	53 270,00	39,82%
Impôts et taxes	700,00	0,52%
Total	133 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	37,37%
Subvention Etat (sollicitée)	20 000,00	14,95%
Subvention Ville de Paris (sollicitée)	10 000,00	7,47%
Cotisations, dons manuels ou legs	11 970,00	8,95%
Aides privées	15 000,00	11,21%
Produits financiers	400,00	0,30%
Produits exceptionnels	23 000,00	17,19%
Ventes de marchandises, produits finis, prestations de services	3 420,00	2,56%
Total	133 790,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-231

DU 1 JUILLET 2020

AMI RECONQUÉRIR LES FRICHES FRANCILIENNES: 1ÈRE AFFECTATION - AMI URBANISME TRANSITOIRE: 8ÈME AFFECTATION- AFFECTATION 2020 EPL PARIS LA DÉFENSE- REPORT DE LA BIENNALE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE D'ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013 ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la loi n° 2017-1754 du 25 décembre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense ;

VU l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense ;

VU la circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 du conseil régional portant approbation du CPER 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016 portant création du dispositif de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire et approuvant la convention type-correspondante ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-522 du 18 octobre 2017 modifiant le règlement d'intervention et la convention type du dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;

VU la délibération n° CR 2018-018 du 31 mai 2018 approuvant la convention de financement 2018-2028 de l'Etablissement Public Local de Paris La Défense ;

VU la délibération n° CP 2019-497 du 20 novembre 2019 désignant les lauréats de la septième session du dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;

VU la délibération n° CR 2019- 056 du 21 novembre 2019 portant approbation du plan régional « reconquérir les friches franciliennes » ;

VU la délibération n° CP 2020-02 du 31 janvier 2020 portant approbation du règlement d'intervention de l'AMI « reconquérir les friches franciliennes » ;
VU la délibération n° CP 2020-002 du 31 janvier 2020 pour l'organisation de la deuxième édition de la biennale d'architecture et de paysage d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2020-152 du 04 mars 2020 pour le lancement et l'organisation de la 2ième édition de la Biennale d'architecture et de paysage d'Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-231 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Sélectionne au titre de la première session du dispositif « Reconquérir les friches franciliennes » 17 projets proposés par le comité de sélection dont 8 projets pouvant bénéficier d'une aide financière présentés dans les fiches-projet figurant en annexe n°1.

Décide de participer, **au titre du dispositif « Reconquérir les friches franciliennes»,** au financement de **8 projets** par l'attribution d'une subvention d'un montant total de **1 117 000€**.

Subordonne l'attribution de chaque subvention aux projets définis ci-dessus, à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type approuvée par la délibération n°CP 2020-02 du 29 janvier 2020 portant approbation du règlement d'intervention de l'AMI « reconquérir les friches franciliennes », et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 117 000 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 «Agglomérations et villes moyennes », programme PR 52-001 (452001) « Territoires stratégiques », action 452001096 « Aménagement durable et innovation urbaine », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », action 612 « Aménagement durable et innovation urbaine ».

Article 2 :

Sélectionne pour cette huitième session les 8 projets proposés par le jury, au titre du dispositif « soutien régional aux initiatives d'urbanisme transitoire sur les fonciers délaissés ou en cours de mutation en Île-de-France », tels que présentés dans les fiches- projet figurant en annexe n°2.

Décide de participer, **au titre du dispositif « soutien régional aux initiatives d'urbanisme transitoire sur les fonciers délaissés ou en cours de mutation en Île-de-France »,** au financement de ces projets par l'attribution d'une subvention d'un montant total de **700 175 €**.

Subordonne l'attribution de chaque subvention aux projets définis ci-dessus, à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type approuvée par la délibération n° CR 101-16 modifiée par la délibération n° CP 2017-522 susvisées, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 700 175 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme PR 52-001 (452001) « Territoires stratégiques », action 452001096 « Aménagement durable et innovation urbaine », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », action 612 « Aménagement durable et innovation urbaine ».

Article 3 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe n°2 à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 :

Approuve l'avenant à la convention entre Le Plus Petit Cirque du Monde et la Région Île-de-France concernant l'initiative d'urbanisme transitoire « Colline des Mathurins », figurant en annexe n°3, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 5 :

Décide de contribuer au fonctionnement de l'EPLPLD, au titre de la troisième année de la convention décennale, à hauteur de **1 753 398 €** en investissement.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 753 398 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme PR 52-001 (452001) « Territoires stratégiques », action 452001106 «Territoires stratégiques - EPL La Défense », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 62 « accompagner les territoires péri-urbains, ruraux et les pôles de centralité », action 621 « soutien aux dynamiques territoriales ».

Article 6 :

Décide de contribuer au fonctionnement de l'EPLPLD, au titre de la troisième année de la convention décennale, à hauteur de **1 046 602 €** en fonctionnement.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 1 046 602 € disponible sur le chapitre 935 «Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme PR 52-001 (452001) « Territoires stratégiques », action 452001116 « Territoires stratégiques - EPL La Défense », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 62 « accompagner les territoires péri-urbains, ruraux et les pôles de centralité », action 621 « soutien aux dynamiques territoriales ».

Article 7 :

Désaffecte une autorisation d'engagement d'un montant de 500 000 €, approuvée par la délibération n° CP 2020-002 du 31 janvier 2020 (Dossier D2000128) pour l'organisation de la deuxième édition de la biennale d'architecture et de paysage d'Île-de-France.

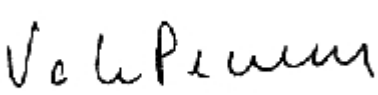
Cette désaffectation intervient sur le chapitre 935 « Aménagement de territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-002 (150002) « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », action 15000206 « Biennale de l'architecture et de l'urbanisme » du budget 2020.

Article 8 :

Désaffecte une autorisation de programme d'un montant de 1 730 000 €, approuvée par la délibération n° CP 2020-152 du 04 mars 2020 (Dossier D2000248) pour le lancement et l'organisation de la 2ième édition de la Biennale d'architecture et de paysage.

Cette désaffectation intervient sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 «Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-001 (152001) « Territoires stratégiques », action 15200112 « Biennale », du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc178763-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : Fiches-projet session 1 de l'AMI Reconquérir les friches franciliennes

DOSSIER N° EX050242 - Reconquérir les friches franciliennes - ARGENTEUIL - EPT BOUCLE NORD DE SEINE

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)
Délibération Cadre : CP2020-002 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	50 000,00 € HT	60,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL BOUCLE NORD DE SEINE
Adresse administrative : 1 BIS RUE DE LA PAIX 92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique :
Représentant : Madame FLORENCE LEGENDRE, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Située à moins de 15km de Paris, la Plaine d'Argenteuil est bordée au Nord par les Buttes de Parisis, au Sud par la voie ferrée, et est attenante aux quartiers résidentiels alentours. Sa position en fait un véritable poumon en plein cœur de l'espace urbain.

Elle constitue un espace exceptionnel à l'échelle de la Région et s'inscrit dans un ensemble naturel plus vaste (maillon des buttes du Parisis, de Sannois, d'Orgemont…) faisant l'objet d'un vaste plan de réaménagement depuis 1990). Son caractère naturel et agricole bénéficie d'une double protection règlementaire : elle est en effet classée dans sa majeure partie au titre des ENS et bénéficie d'un PRIF.

Malgré la bonne qualité agronomique de ses sols, la Plaine d'Argenteuil fait l'objet d'un enfrichement progressif (Plaine des Allobroges notamment) et de dépôts sauvages. L'avancée du tissu urbain et l'insécurisation des exploitations ont par ailleurs entraîné un abandon des terres agricoles depuis les années 1960. Enfin, son morcellement foncier a induit l'apparition d'espaces indépendants et clôturés. L'ensemble de ces éléments nuit à l'image de la plaine et entrave les déplacements.

La stratégie territoriale développée par l'EPT Boucle Nord de Seine pour la Plaine s'articule autour des objectifs suivants :

1/ Pérennisation de l'activité agricole existante;
2/ Installation de nouveaux agriculteurs;
3/ Relocalisation de l'alimentation à l'échelle du territoire, notamment au sein de la restauration collective;
4/ Création d'espaces de promenade en lien avec les buttes du Parisis et s'inscrivant dans la trame verte régionale (création d'environ 5,7km de cheminements piétonniers et cyclables à travers la Plaine);
5/ Amélioration de la qualité écologique des prairies de fauche.

La Plaine a fait l'objet d'un premier schéma stratégique d'aménagement agricole et paysager en 2014 mené conjointement par la Ville d'Argenteuil et l'AEV. Ce schéma doit aujourd'hui être remis à jour sur la base d'analyses techniques supplémentaires. En effet, la pollution du site avait été sous-estimée et la poursuite de son enfrichement nécessite de réévaluer l'intérêt écologique de la zone.

L'aide financière concerne la réalisation de plusieurs études complémentaires nécessaires à la mise en œuvre du projet de reconversion.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche. Il est appliqué un taux de 60%.

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet de reconversion des friches agricoles :		
Diagnostic pollution des sols	25 000,00	50,00%
Diagnostic biodiversité	15 000,00	30,00%
Etude ressource en eau mobilisable	6 000,00	12,00%
Diagnostic phytosanitaire anciens vergers	4 000,00	8,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	30 000,00	60,00%
Fonds propres de l'EPT BNS	20 000,00	40,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° EX050243 - Reconquérir les friches franciliennes - BAGNEAUX-SUR-LOING - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NEMOURS

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)
Délibération Cadre : CP2020-002 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	45 000,00 € HT	60,00 %	27 000,00 €
	Montant total de la subvention		27 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NEMOURS
Adresse administrative	:	41 QUAI VICTOR HUGO 77140 NEMOURS
Statut Juridique	:	Communauté de Communes
Représentant	:	Madame Valérie LACROUTE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Ville de Bagneaux-Sur-Loing (1650 habitants) est marquée par son passé industriel aujourd'hui réduit presque à néant, comme en témoignent les usines abandonnées et le type d'habitation d'après-guerre.

Le site retenu au titre de l'AMI Reconquérir les friches franciliennes est l'ancien site industriel Thomson, dont l'emprise foncière totale est d'environ 45 000 m² avec un bâtiment de près de 18 000 m² en r+1 ; l'ensemble est localisé en plein centre de la commune de Bagneaux-sur-Loing, le long de la rive gauche du Loing.

L'ambition portée sur ce site en friche est multiple : habitat, activité économique, et culture. Territoire marqué par les inondations du Loing en juin 2016, la notion de résilience est de mise. Sur la partie non bâtie (mais pour partie imperméabilisée), il est envisagé une offre d'habitat et sur le bâti existant, une offre combinant activités économiques et culturelles. L'enjeu du projet est d'entamer un recyclage du bâti, permettant une offre nouvelle et adaptée aux demandes des habitants, en particulier dans les domaines de la culture et de l'animation.

L'aide permettra la réalisation d'une étude pré-opérationnelle, définissant les conditions de mise en

oeuvre du projet (maquette financière, programme, calendrier et portage).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche. Il est appliqué un taux de 60%.

Localisation géographique :
- BAGNEAUX-SUR-LOING

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles nécessaires à la mise en œuvre du projet (maquette financière, programme, calendrier, portage)	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	27 000,00	60,00%
Autofinancement CCPDN	18 000,00	40,00%
Total	45 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° EX050244 - Reconquérir les friches franciliennes - COMMUNE DE MENNECY

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)
Délibération Cadre : CP2020-002 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	468 980,40 € HT	42,65 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur THOMAS SCHNEIDER, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Située à l'est de l'Essonne, à environ 35 km au Sud de Paris, la Ville de Mennecy s'inscrit dans un contexte périurbain avec une forte pression urbaine. Située au sein de la région naturelle de l'Hurepoix, Mennecy fait partie de la ceinture verte de l'Île-de-France et présente de nombreux milieux naturels et massifs boisés d'intérêt majeur (les marais avec 12 ha de boisements humides et de plans d'eau, le parc de Villeroy avec 108 ha de boisements).

La commune souhaite participer à l'effort régional de lutte contre l'étalement urbain en sanctuarisant des espaces à vocation naturelle qui participeront de la trame verte et bleue.

Le site qui a été retenu au titre de l'AMI Reconquérir les friches franciliennes est une friche constituée par d'anciens terrains agricoles privés, aujourd'hui classés N au PLU (espaces d'intérêt paysager ou écologique) et retournés à l'état de friches et de prairies.

En requalifiant ces parcelles, la Ville de Mennecy souhaite sanctuariser des espaces naturels, et y mener des travaux paysagers qui permettront de recréer des milieux à vocation écologique (mare, boisement, lisières, praire calcicole), d'y développer la biodiversité urbaine, et d'assurer une nouvelle continuité écologique. Ce projet s'inscrit dans le programme Agenda 21 de la Ville.

Le projet vise à créer un parc boisé, naturel, axé sur la biodiversité et connecté à son tissu urbain, avec :

1/ La plantation d'un bois mésophile permettant de créer une zone tampon avec les secteurs d'urbanisation,
2/ La création de parterres composés de bois clairs et denses, d'un verger, d'une pâture, et d'une prairie mésophile,
3/ L'aménagement d'une large allée forestière permettant d'ouvrir une perspective sur le parc de Villeroy,
4/ La plantation de bosquets alternativement ouverts et clos sur la frange ouest du site, faisant le lien avec les jardins résidentiels attenants.

L'aide concerne l'acquisition du foncier, les honoraires de MOE, et les travaux d'aménagement paysager.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche. Il est appliqué un taux de 42,65%.

Localisation géographique :
- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions foncières	150 000,00	31,98%
Maîtrise d'œuvre	25 000,00	5,33%
Travaux	293 980,40	62,69%
Total	468 980,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	200 000,00	42,65%
Recettes diverses	268 980,40	57,35%
Total	468 980,40	100,00%

DOSSIER N° EX050247 - Reconquérir les friches franciliennes - VILLE D'EPINAY SUR SEINE

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)
Délibération Cadre : CP2020-002 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	435 000,00 € HT	45,98 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPINAY SUR SEINE
Adresse administrative : 1 RUE QUETIGNY
93800 EPINAY SUR SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur HERV CHEVREAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le site qui a été retenu au titre de l'AMI "Reconquérir les friches franciliennes" est un ensemble bâti s'étalant sur 4 hectares qui était occupé depuis le début du XXème siècle par les Laboratoires Cinématographiques Eclair et situé sur la frange Nord du centre-ville d'Epinay-sur-Seine requalifié.

Le porteur de projet est la Commune d'Epinay, soutenue par l'EPT Plaine Commune, pleinement impliqué dans le projet. A l'échelle territoriale, le site s'inscrit dans la démarche Territoire de la Culture et de la Création impulsée par Plaine Commune, qui fait de l'art et de la culture des moteurs du développement urbain, économique et social du territoire.

Les objectifs définis pour le site proprement dit sont les suivants :
1/ Créer un lieu de vie, qui profite à la population, répondant à la volonté de renforcer la dynamique du centre-ville requalifié,
2/ Créer un lieu physiquement ouvert à la ville et aux habitants, ouvert sur la ville, faisant le lien entre le centre-ville et les autres quartiers,
3/ Créer un lieu qui met l'accent sur la qualité de vie des habitants et qui tire parti des singularités paysagères et écologiques en place,
4/ Faire de la culture une ligne de force de projet et un levier pour son animation.

Suite à l'appel à idées lancé par le porteur de projet en 2019, il a été décidé de faire du site un lieu orienté

autour du thème « Culture et Nature » l'objectif étant de « faire naître, sur ce site, un écosystème culturel : lieux de création, de production, de fabrication, de travail (ateliers, bureaux, galeries d'art, salles de projection, lieux de tournage, ressourcerie du spectacle vivant et du cinéma…) »

Le projet prévoit également la préservation et la mise en valeur des qualités écologiques des espaces boisés présents sur le site, ainsi que la renaturation du ru qui le traverse.

L'aide concerne le financement des études techniques, urbaines, règlementaires et environnementales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche. Il est appliqué un taux de 45,98%.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles nécessaires au projet de reconversion du site Laboratoires Eclair :		
Frais de géomètre	5 000,00	1,15%
Repérage réseaux	25 000,00	5,75%
Diagnostic de structure des bâtiments	100 000,00	22,99%
Diagnostic amiante, plombs et réutilisation des matériaux avant démolition ou travaux	150 000,00	34,48%
Etude géotechnique	25 000,00	5,75%
Etude de réouverture du ru d'Enghien	50 000,00	11,49%
Remise à jour du plan de gestion de la pollution	80 000,00	18,39%
Total	435 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région attendue	200 000,00	45,98%
Autres subventions / recettes	235 000,00	54,02%
Total	435 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX050248 - Reconquérir les friches franciliennes - AUBERVILLIERS- EPT PLAINE COMMUNE

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)
Délibération Cadre : CP2020-002 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	490 000,00 € HT	40,82 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PLAINE COMMUNE
Adresse administrative	:	21 AVENUE JULES RIMET 93200 SAINT DENIS
Statut Juridique	:	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant	:	Monsieur PATRICK BRAOUZEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Marqué par son passé maraîcher puis industriel, Port Chemin Vert est un secteur en friche de près de 5ha composés d'anciennes activités industrielles (casses automobiles, garages, artisans) et d'espaces résidentiels dégradés. Situé en entrée de ville, le site bénéficie d'une localisation attractive. Une ZAC a été créée en 2016 pour engager sa transformation.
Le site a ainsi déjà connu des démolitions au fur et à mesure des acquisitions de parcelles : aujourd'hui, 80% de son assiette foncière est composée de terrains nus. Cet état de friche s'accompagne de dégradations et de dépôts sauvages nuisant à la perception du secteur par les habitants.

Le projet est porté conjointement par l'EPT Plaine Commune (à l'initiative de la ZAC) et la Ville d'Aubervilliers. La SPL Plaine Commune Développement est titulaire d'une concession d'aménagement.

Le site Port Chemin Vert représente un secteur de projet prioritaire identifié dans le CDT « Territoire de la culture et de la création » de Plaine Commune. L'aménagement du site doit répondre aux objectifs suivants :
1/ Construction de logements et diversification de l'offre d'habitat,
2/ Structuration du développement métropolitain du territoire en tirant profit du RER B et de la future station du M12,
3/ Aménagement d'un cadre de vie agréable et végétalisé, créant un maillon dans la continuité écologique

« Fort d'Aubervilliers-Canal » de la Trame verte et bleue du territoire.

Il doit par ailleurs permettre la création d'espaces verts dans un territoire fortement carencé.

L'aide concerne la réalisation d'études urbaines, opérationnelles et réglementaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche. Il est appliqué un taux de 40,82%.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet :		
Réalisation de sondages pollution et élaboration du plan de gestion de la pollution	50 000,00	10,20%
Réalisation de sondages géotechniques	30 000,00	6,12%
Réalisation d'une étude circulation	10 000,00	2,04%
Réalisation d'une étude de programmation commerces et activités	20 000,00	4,08%
Maîtrise d'œuvre :		
Réalisation d'une mission d'urbaniste-conseil par l'urbaniste de la ZAC	80 000,00	16,33%
MOE des espaces publics	150 000,00	30,61%
Travaux :		
Travaux de démolition	150 000,00	30,61%
Total	490 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région attendue	200 000,00	40,82%
Recettes diverses	290 000,00	59,18%
Total	490 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX050253 - Reconquérir les friches franciliennes - COMMUNE DE CHAMBOURCY

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)
Délibération Cadre : CP2020-002 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	590 000,00 € HT	33,90 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMBOURCY
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
78240 CHAMBOURCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur CYRIL CASELLAS, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chambourcy peut être définie comme une « ville à la campagne », la première en allant vers l'Ouest par la N13 ; en ce sens elle n'est plus la banlieue mais est déjà inscrite dans le grand Ouest parisien. Chambourcy appartient à cet ensemble de « villes frontières » à la frange de l'agglomération parisienne où les zones urbanisées sont imbriquées avec des espaces ruraux.

La friche dont il est question ici, en léger contrebas, est située au nord de la commune et délimitée d'une part par l'autoroute A14, au-delà de laquelle s'étend la forêt de Saint-Germain, et d'autre part par la route départementale 113. Historiquement agricole (cultures céréalières puis intégration de maraîchage et d'arboriculture), près de la moitié du site n'est plus exploité aujourd'hui.
Les sols sont de bonne qualité, propices à la culture de légumes racines et de fruitiers.

La ville souhaite préserver et revaloriser la fonction productive de ce site, grâce à des travaux de défrichage et de remise en état des sols, à la réalisation des aménagements et la construction des bâtiments nécessaires à l'exploitation du site. Cette activité agricole périurbaine d'avenir fera par ailleurs appel aux pratiques innovantes : production bio, permaculture, énergies renouvelables, recyclages, circuits commerciaux courts.

Les enjeux du projet sont de :
1/ Réorienter les activités agricoles et les exploitations vers une production bio pour les collectivités

scolaires et une commercialisation tournée vers un marché beaucoup plus local ;
2/ Lutter contre les phénomènes de spéculation et de rétention foncière qui grèvent la remise en culture de cette terre fertile ;
3/ Préserver l'environnement, la biodiversité et l'agriculture au sein de l'Île-de-France ;
4/ Développer des techniques agricoles innovantes, en partenariat avec des acteurs associatifs ou de la recherche et de l'enseignement locaux.

L'aide financière permettra la réalisation des travaux de libération, préparation et mise en état des sols, et de sécurisation du site.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche. Il est appliqué un taux de 33,90%.

Localisation géographique :
- CHAMBOURCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de libération et mise en état des sols (défrichage, dessouchage, désartificialisation / démolition d'enrobé, sécurisation des exploitations (clôture/haie), autres travaux de remise en état liés)	590 000,00	100,00%
Total	590 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région attendue	200 000,00	33,90%
Fonds propres	390 000,00	66,10%
Total	590 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° EX050275 - Reconquérir les friches franciliennes - MONTEREAU-FAULT-YONNE-COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MONTEREAU

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)
Délibération Cadre : CP2020-002 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	1 380 541,67 € HT	14,49 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CC PAYS DE MONTEREAU
Adresse administrative	:	29 AVENUE DU G N RAL DE GAULLE 77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique	:	Communauté de Communes
Représentant	:	Monsieur JEAN-MARIE ALBOUY GUIDICELLI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Parc du Confluent (130 ha), construit en 1960, est le plus important et le plus ancien parc d'entreprises de l'intercommunalité. Compte-tenu du vieillissement et de la dégradation de son tissu bâti, il devient urgent de mener des opérations de démolition et de reconstruction nécessaires à son renouvellement. Situé au sein d'un territoire identifié dans le SDRIF comme un pôle de centralité à conforter, le parc du Confluent présente un fort potentiel de densification : il compte près de 25 ha de terrains sous-utilisés ou en friche.

Les mesures concrètes que la Communauté de Communes du Pays de Montereau a décidé d'engager pour engager le renouveau de la zone sont les suivantes :
1/ Rénovation, adaptation à la circulation automobile et des poids lourds des voiries ;
2/ Définition des espaces de stationnement ;
3/ Rénovation de la signalétique ;
4/ Réalisation d'un diagnostic et d'un référentiel foncier (propriétés et qualité des sols) ;
5/ Mise en œuvre d'outils de revitalisation foncière ;
6/ Mobilisation d'un opérateur foncier.

La friche « Film Argent », située au sein du Parc du Confluent, est la friche emblématique du parc. Abandonnée et squattée depuis plus de 20 ans, fortement polluée et située en périmètre de PPRI, elle

nuit considérablement à l'image du parc.

L'acquisition du site « Film Argent » par la CCPM permettra de remettre en état le site dans un premier temps, puis d'engager l'aménagement des espaces publics de la rue de la Grande Haie qui, compte-tenu de l'implantation de grandes entreprises a vu son trafic et le nombre d'accidents de poids lourds augmenter.

L'aide financière concerne les travaux de désamiantage/démolition/dépollution de la friche, préalable indispensable aux travaux d'aménagement de l'espace public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche. Il est appliqué un taux de 14,49%.

Localisation géographique :
- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude plomb avant travaux et amiante démolition	541,67	0,04%
Travaux de mise en état des sols, démolition, dépollution	1 380 000,00	99,96%
Total	1 380 541,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	200 000,00	14,49%
Autofinancement CCPM	1 180 541,67	85,51%
Total	1 380 541,67	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° 20007458 - Reconquérir les friches franciliennes- CHAMPAGNE-SUR-SEINE

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)
Délibération Cadre : CP2020-002 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	100 000,00 € HT	60,00 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Adresse administrative	:	149 RUE GRANDE 77430 CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Michel GONORD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Située entre la Seine et la forêt, Champagne-sur-Seine, commune de 6500 habitants, fait figure de « ville ouvrière » par rapport aux communes voisines plus touristiques (présence historique de Jeumont-Schneider). Desservie par une gare TER, la Ville de Champagne-sur-Seine est riche en équipements et a un fort potentiel d'attractivité avec la proximité d'espaces naturels remarquables.

Le site retenu au titre de l'AMI "Reconquérir les friches franciliennes" est la friche bâtie de l'ancien lycée Clémenceau. Ce site et ses abords sont le seul endroit sur lequel la commune peut agir pour donner une nouvelle vie au cœur de ville de Champagne-sur-Seine, tombé en déshérence suite à la fermeture dans les années 1990 de l'usine Jeumont Schneider.

La Ville souhaite requalifier cet ancien lycée afin d'y réaliser une opération mixte qui pourra comprendre des logements, des commerces, des équipements et des espaces publics. L'opération inclura également le réaménagement de la place du marché, dont les travaux seront pris en charge par la Ville.

L'aide concerne un appui financier de la Région pour la réalisation d'études en lien avec le développement du projet et la consultation des promoteurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche. Il est appliqué un taux de 60%.

Localisation géographique :
- CHAMPAGNE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes nécessaires à la réalisation du projet :		
Etude de marché approfondie	50 000,00	50,00%
Etude de programmation et de reconversion du site	30 000,00	30,00%
Etude de définition de la mise en œuvre du projet et de son montage d'opération	20 000,00	20,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	60 000,00	60,00%
Fonds propres	40 000,00	40,00%
Total	100 000,00	100,00%

Annexe n°2 : Fiches-projet session 8 de l'AMI Urbanisme Transitoire

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° EX050109 - SOUKMACHINES - La Halle Papin 2 – Site EFFERIS

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)
Délibération Cadre : CR101-16 du 16/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	200 000,00 € TTC	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSO SOUKMACHINES
Adresse administrative : 11 RUE SAINT-JOSEPH
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur VICTOR GIBOT, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Transfert sur le site Efferis à Pantin du projet et des initiatives accueillies jusqu'à maintenant dans la halle Papin

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent être mis en œuvre avant le démarrage des projets d'aménagement pérennes.

Description :
Née du constat de la saturation et des coûts élevés du marché de l'immobilier français, l'initiative a pour objectif de faire revivre temporairement des espaces urbains délaissés grâce à des évènements, et à mettre à disposition des espaces de travail à bas coûts (compris entre 10 et 16€/m²) afin de participer au développement économique de structures émergentes. Pensé comme un lieu de diffusion artistique et de résidence créative, le projet Halle Papin 2 fait suite à de premières expérimentations (Pavillon du Docteur Pierre à Nanterre, Halle Papin 1 à Pantin, le Préavie, l'Orfèvrerie), et offrira à ses résidents 200m² de bureaux, en plus de proposer un espace extérieur de près de 2 000m² pour des activités et des possibles privatisations dans le cadre d'évènements.
Le projet s'étale sur une durée de 2 ans : les travaux ont été engagés en janvier 2020 et la fin de l'occupation temporaire est annoncée en novembre 2021 (avec possible reconduction).
Les dépenses d'investissement associées au projet représentent un budget de 200 000€ sur un total de 706 206€ et concernent : des achats de matériaux, études, travaux de construction, travaux de construction, travaux d'aménagement intérieurs et extérieurs, honoraires et des travaux de mises aux

normes et de sécurisation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en oeuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de raccordement électrique, Plomberie, Toiture…	35 000,00	17,50%
Déblayage des espaces, évacuation des encombrants	4 500,00	2,25%
Mises aux normes / sécurisation	32 000,00	16,00%
Achat de matériaux de construction / Outillage / Petit équipement / Location	27 000,00	13,50%
Sous-traitance (travaux) / Prestataire	35 000,00	17,50%
Aménagement mobilier des espaces intérieurs et extérieurs	10 000,00	5,00%
Equipement des espaces scéniques	25 000,00	12,50%
Etudes diagnostiques	31 500,00	15,75%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	65 000,00	32,50%
Région Île-de-France	100 000,00	50,00%
Appel à Agir In Seine-Saint-Denis	15 000,00	7,50%
Fondation Michelin	10 000,00	5,00%
Fondation BPRI	10 000,00	5,00%
Total	200 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° EX049649 - Soutien à l'urbanisme transitoire - ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT DE PARIS-SACLAY

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)
Délibération Cadre : CR101-16 du 16/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204181-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
		Montant total de la subvention	200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY
Adresse administrative : 6 BOULEVARD DUBREUIL 91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur PHILIPPE VAN DE MAELE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mise en place d'un pavillon provisoire à Palaiseau, modulable et déplaçable sur la place Marguerite Perey de la ZAC du Quartier de l'Ecole polytechnique dans le cadre de la mission d'activation du Campus urbain de l'O.I.N. Paris-Saclay

Dates prévisionnelles : 20 juillet 2020 - 20 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'initiative d'urbanisme transitoire proposée consiste en la fourniture et l'installation d'un pavillon provisoire, modulable et déplaçable sur la place Marguerite Perey, espace public majeur de la ZAC du Quartier de l'Ecole polytechnique. Ces prestations seront assurées par un groupement sélectionné par l'EPA pour mener des actions d'activation et d'animation du Campus urbain.

Ce pavillon d'une surface de 100 à 150 m² aura une fonction de préfiguration de l'espace public et d'expérimentation de nouveaux usages dans ce lieu: la place M. Perey sera à terme un espace central du quartier, liée à la future gare de la ligne 18 et à proximité du cœur commercial. La mise en place de ce pavillon associée à la mission d'animation permettra de créer un lieu de destination sur cet espace public dans la période transitoire où la majorité du quartier est encore en chantier. Le pavillon sera le support principal des animations et sera également monté de manière participative avec l'ensemble des usagers le souhaitant.

Le pavillon sera équipé d'un système de chauffage, éventuellement d'une cuisine, et de sanitaires. Il sera

modulable et devra pouvoir être démonté et remonté plusieurs fois dans l'optique d'activer plusieurs espaces du Campus au fur et à mesure de leur avancement opérationnel et de l'arrivée de nouveaux usagers. Il sera flexible et devra accueillir des manifestations diverses lors du premier comité d'usagers comme un marché de producteurs locaux, un marché de Noël, des cours de Yoga, des réunions étudiantes inter-écoles, ou encore des évènements de convivialité temporaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en oeuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%.

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de mise en état du foncier	75 000,00	18,75%
Prestation technique d'ingénierie : structure, montage, conception du pavillon	30 000,00	7,50%
Constitution du pavillon (raccordement eau, électricité, chauffage, VMC, aménagements extérieurs, accessibilité, installations de chantier, clos couvert)	270 000,00	67,50%
Installation et transport du pavillon	25 000,00	6,25%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
EPA Paris Saclay	200 000,00	50,00%
Région Île-de-France	200 000,00	50,00%
Total	400 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° EX049621 - PLATEAU URBAIN – Ouverture au public de la plateforme logistique du réemploi

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)
Délibération Cadre : CR101-16 du 16/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	80 000,00 € HT	50,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLATEAU URBAIN
Adresse administrative : 16 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
75237 PARIS CEDEX 05
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Simon LAISNEY, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Ouverture au public de la plateforme logistique du réemploi à Antony

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent être mis en œuvre avant le démarrage des projets d'aménagement pérennes.

Description :
Il s'agit d'ouvrir au grand public grâce à une mise aux normes ERP une plateforme logistique à destination des acteurs du réemploi au sein de l'ancien entrepôt d'Universal Music à Antony (18 000 m²), ouverte en 2018, avec le soutien notamment de la Région Ile-de-France (AMI UT 3).

Depuis son ouverture, la Plateforme des Acteurs de Demain Absolument Fantastiques (PADAF) :
- a développé divers partenariats avec des associations intermédiaires pour promouvoir l'insertion par l'emploi
- organise des événements communs (ateliers de cuisine, chantiers collectifs, ateliers artistiques, activités culturelles …)
- abrite aujourd'hui une centaine de porteurs de projet différents : entreprises du réemploi, artisanat, associations…

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en oeuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%.

Localisation géographique :
- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bureau de contrôle	8 600,00	10,75%
Signalétique	10 000,00	12,50%
Travaux accès ERP intérieurs + sanitaires	7 000,00	8,75%
Travaux accès ERP extérieurs	5 600,00	7,00%
Réaménagement des espaces extérieurs (scénographie, terrains multisports…)	38 400,00	48,00%
Réaménagement des espaces intérieurs (cloisons ignifugées, isolement des parties…)	10 400,00	13,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Plateau Urbain	21 200,00	26,11%
Région Ile-de-France	40 000,00	49,26%
Novaxia	20 000,00	24,63%
Total	81 200,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° EX049645 - DIDATTICA -ARCHITECTURE ÉDUCATION DÉMOCRATIE Un tramway nommé Désir

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)
Délibération Cadre : CR101-16 du 16/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	40 000,00 € TTC	50,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DIDATTICA
Adresse administrative	:	ENSAPLV 144 AVENUE DE FLANDRE 75019 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MAUD PRIGENT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Projet transitoire d'aménagement d'espace public dans l'attente de la mise en service d'un tramway.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent être mis en oeuvre avant les projets d'aménagement pérennes.

Description :
Le projet "Un tramway nommé désir" a pour objectif d'inviter la jeunesse de quartiers du Haut-Montreuil, qui connaissent de fortes mutations, à initier et mener un projet transitoire d'aménagement d'espace public, une expérimentation architecturale et sociale dans leur quartier, en préfiguration et dans l'attente du tramway.
L'identification du site a déjà commencé avec le Collectif Ruffins Ensemble ainsi que le changement de son image (nettoyage et sécurisation des parcelles en janvier 2020, visibilité et ouverture sur le paysage, installation d'un écriteau monumentale d'identification de la parcelle du projet « Un tramway nommé désir »).

Le projet doit permettre à des jeunes de Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) en difficultés sociales et scolaires à devenir des acteurs principaux d'une dynamique locale déjà débutée, et d'un processus de métamorphoses urbaines de leur cadre de vie.

Seront ainsi réalisés sur les parcelles de délaissés :
- une ou plusieurs micro-architectures légères en préfiguration d'usages nouveaux dans le quartier
- des aménagements paysagers et architecturés provisoires en vue de l'arrivée du tramway, en préfiguration notamment des liaisons transversales entre les quartiers Le Morillon et les Ruffins (et en particulier dans le cadre du NPNRU) ainsi que rue de la côte du Nord, entre le collège Politzer et l'école élémentaire Daniel Renoult : mobilier léger, jeux, plantations, cheminements, peintures murales

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en oeuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel et fournitures pédagogiques de production	3 000,00	7,50%
Matériel, matériaux et fournitures chantier	5 000,00	12,50%
Matières et fournitures pédagogiques d'exposition	3 000,00	7,50%
Prestations ingénierie spécialisées (architecte-pédagogue, paysagiste-pédagogue, artistes, artisan)	22 000,00	55,00%
Equipements nécessaires (outils de chantier, outils audiovisuels, disques durs externes de stockage des données audio-visuelles)	7 000,00	17,50%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region Île-de-France	20 000,00	50,00%
Conseil départemental de Seine Saint Denis, Appel A Agir In Seine Saint Denis	7 000,00	17,50%
Fondation Truffaut	3 500,00	8,75%
Fonds MAIF pour l'éducation	3 500,00	8,75%
Fondation BNP Paribas, Appel à projets Banlieues 2020	6 000,00	15,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° EX049647 - TREMBLAY-EN-FRANCE – Agriculture urbaine au 22 paix

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)
Délibération Cadre : CR101-16 du 16/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	400 000,00 € TTC	25,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE
Adresse administrative : 18 BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE
93290 TREMBLAY EN FRANCE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRANÇOIS ASENSI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réalisation d'aménagements en lien avec l'agriculture urbaine sur une parcelle vide issue de la démolition de logements sociaux à Tremblay-en-France

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent être mis en œuvre avant le démarrage des projets d'aménagement pérennes.

Description :
Dans le secteur Nord du grand ensemble de Tremblay-en-France qui fait l'objet d'un projet de rénovation urbaine, il s'agit de mettre en place des aménagements transitoires sur le site du Jardin de la Paix d'une superficie d'environ 2800 m², créé en 2018.

Le projet doit permettre durant la période de démolition:
- de poursuivre des activités autour de l'agriculture urbaine
- de susciter et accompagner des initiatives citoyennes et sociales (maintien des services du centre social Mikado, ateliers pédagogiques, restaurant associatif…)

Plusieurs espaces sont envisagés :
- espace village Mikado (mobile home permettant de poursuivre les activités du centre social)
- espace verger/ production de légumes et fruits,: création de 9 bacs carrés pour y planter 9 arbres fruitiers nains (pommier, poirier, cerisier, prunier, etc...)

- jeux pour enfants sur 150 m²
- espaces jardinières, d'agréments
- espace amphi-palette : amphithéâtre sur 2 étages, réalisé avec des palettes, pour accueillir des spectacles
- coeur du jardin : installation de 4 conteneurs (1 Stockage, 1 Espace Cuisine, 1 Ateliers Recyclage, 1 pour les habitants du quartier), d'une serre froide de 14 m², d'une terrasse adjacente à la cuisine.

L'ensemble de l'espace sera entouré des buttes et d'arches végétales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 400 000 € et correspond au total des dépenses subventionnables du projet, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.
Il est appliqué un taux de 25% sur les investissements envisagés au stade la candidature.

Localisation géographique :
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose de 4 containers	240 000,00	60,00%
Travaux de VRD, fondations et aménagement intérieur des containers	83 000,00	20,75%
Installation 4 containers	20 000,00	5,00%
Raccordement eaux, achats pour végétalisation (serre, végétaux, matériels) et aménagements extérieurs/terrasses	38 000,00	9,50%
Création Totem Fertilité	15 000,00	3,75%
Eclairage du site (3 candélabres)	4 000,00	1,00%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Tremblay-en-France	200 000,00	50,00%
Région Île-de-France	100 000,00	25,00%
Autres financements	100 000,00	25,00%
Total	400 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° EX049618 - La Fabrique des Impossibles – Que trament les fillettes ?

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)
Délibération Cadre : CR101-16 du 16/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	42 350,00 € HT	50,00 %	21 175,00 €
	Montant total de la subvention		21 175,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FABRIQUE DES IMPOSSIBLES
Adresse administrative : 87 RUE ORDENER
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Mélanie FIOLEAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Occupation artistique temporaire en attendant la mise en service d'un tramway

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 1 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent être mis en œuvre avant le démarrage des projets d'aménagement pérennes.

Description :
L'initiative proposée consiste à mettre en récit les mutations urbaines et l'histoire des communes d'Aubervilliers et de Saint-Denis à travers des propositions artistiques, culturelles et ludiques le long de la rue des Fillettes. Au sein d'une démarche d'aménagement du quartier avec les futurs Campus Condorcet et extension du tramway T8, il s'agit de créer des espaces de rencontre et de dialogue permettant de renouveler l'implication des habitants au cœur de leur cadre de vie et de construire du commun au cœur de ce quartier en renouveau.
Programmé sur 24 mois, le projet (débuté en juin 2019) aura pour objet de : construire et poser un mobilier urbain temporaire réalisé en bois, créer un journal mural qui prendra la forme d'un roman feuilleton écrit lors d'ateliers participatifs avec les usagers (et le doubler d'une version numérique), et d'organiser des activités artistiques et culturelles régulières.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en oeuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de conception relative à l'intervention artistique	9 200,00	21,72%
Fournitures conception signalétique	7 700,00	18,18%
Fourniture et pose des panneaux	3 300,00	7,79%
Etude de conception relative à la construction du mobilier urbain	7 850,00	18,54%
Achats et constructions du mobilier urbain	12 500,00	29,52%
Création d'un site internet	1 800,00	4,25%
Total	42 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Plaine Commune EPT	21 175,00	50,00%
Région Ile-de-France	21 175,00	50,00%
Total	42 350,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° EX049620 - MU – Station Gare des Mines 2020-2022

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)
Délibération Cadre : CR101-16 du 16/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	438 403,00 € HT	45,39 %	199 000,00 €
	Montant total de la subvention		199 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MU
Adresse administrative : 12 RUE D'ORAN
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur David GEORGES-FRANCOIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Extension du projet de Station Gare des Mines à Paris.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent être mis en œuvre avant le démarrage des projets d'aménagement pérennes.

Description :
Dans le cadre de l'extension du projet de Station Gare des Mines à Paris et en articulation avec les mutations urbaines à venir dans la ZAC, il s'agit d'un second bâtiment doté d'un espace extérieur de 5 000m².

L'Association, tiers lieux artistique propose une palette de services s'adressant à des publics divers (artistes, musiciens, makers, habitants, associations locales, salariés du quartier, étudiants du Campus Condorcet…) :
- programmation artistique et culturelle
- aide à la production en faveur de la communauté artistique
- offre de formations en lien avec les cultures Do It Yourself
- co-création d'œuvres avec la participation des habitants et des usagers: résidences artistiques, actions culturelles, diffusion, documentation…
- création d'espaces de convivialité et de sociabilité, d'un café-cantine, ateliers…
- centre de ressources pour les tiers-lieux artistiques du Grand Paris

Le rapport 281 de la présente commission permanente propose de soutenir également le collectif MU au titre du soutien régional à l'innovation sociale en faveur des personnes en situation précaire - volet investissement, pour l'aménagement du projet d'Air de Repos
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en oeuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 45,39%.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aménagement bâtiment Nord (études, ingénierie et bureaux de contrôle ; mise aux normes et accessibilité ; sûreté ; aménagement et mobilier)	274 903,00	62,71%
Aménagement café cantine (construction cuisine et restaurant, construction micro-brasserie, végétalisation des extérieurs, matériel)	140 750,00	32,11%
ArtLab – SonicLab, Atelier Edition et tiers-média Station Station	22 750,00	5,19%
Total	438 403,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	131 653,00	30,03%
Région Ile-de-France	199 000,00	45,39%
Centre National de la Musique	100 000,00	22,81%
Ville de Paris (Attractivité et Emploi)	7 750,00	1,77%
Total	438 403,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231

DOSSIER N° EX049611 - APPROCHES ! – La Grande Traversée d'Emile au Fort

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)
Délibération Cadre : CR101-16 du 16/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	40 000,00 € HT	50,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APPROCHES
Adresse administrative : 101 RUE HENRI BARBUSSE
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ALIENOR HEIL SELIMANOVSKI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Préfiguration d'un parcours signalétique dans le cadre du NPNRU Emile Dubois

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent être mis en œuvre avant le démarrage des projets d'aménagement pérennes.

Description :
Ce projet d'urbanisme transitoire consiste à expérimenter de nouveaux usages, cheminements et types d'aménagements accueillants et sécurisants afin d'alimenter l'élaboration du NPNRU Emile Dubois au regard des potentiels du territoire et des besoins des habitants, et de permettre aux femmes de se réapproprier cet espace public. Les différentes actions prévues sont :
- La préfiguration d'un parcours signalétique reliant le quartier Emile Dubois à la future ZAC du Fort d'Aubervilliers ;
- L'aménagement temporaire d'installations lumineuses en chantier ouvert avec les habitants ;
- L'aménagement d'usages attentifs à l'égalité Femme-Homme (causeuses avec dossier, table de pique-nique, jeux pour les enfants…) ;
- Différentes actions d'animation et de valorisation une fois le projet lancé : ateliers participatifs, balade inaugurale théâtralisée, cartes imprimées, …

La programmation s'étale sur une durée de 9 mois à compter d'avril 2020 et autour de 4 actions (co définition des parcours signalétiques, réalisation de la signalétique des parcours en chantier ouvert,

activation et inauguration du parcours, et synthèse et transmission pour le NPNRU).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en oeuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception et réalisation de 2 installations lumineuses supports d'usage (collectif Parenthèse)	30 000,00	75,00%
Achats de matériaux	6 000,00	15,00%
Conseil et expertise sur l'installation électrique des 2 aménagements	2 000,00	5,00%
Bureau de contrôle et avis sur la conformité (normes de sécurités, solidité) des 2 installations en amont et à la livraison	2 000,00	5,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	50,00%
Fondation de France (obtenue)	15 000,00	37,50%
OPH d'Aubervilliers	5 000,00	12,50%
Total	40 000,00	100,00%

Annexe n°3 : Avenant UT7 Le plus petit cirque du monde

DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE

CONVENTION N ° CP 2019-497
La Colline des Mathurins – Bagneux– Hauts-de-Seine

AVENANT N°1

La Région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2, rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération N° CP 2020-231 du 1er juillet 2020.

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

L'association Le Plus Petit Cirque du Monde, sise Impasse de la Renardière à Bagneux (92220), dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 7 avril 2011,
n° SIRET: 39248348300054, représentée par son directeur Monsieur Elefterios KECHAGOGLIOU,

ci-après dénommée « *le bénéficiaire* »

d'autre part

La **Ville de Bagneux**, dont le n° SIRET est : 21920007800216
dont le siège social est situé au : Hôtel de Ville – 57 avenue Henri Ravera – 92220 Bagneux
ayant pour représentant : Madame Hélène AMIABLE, Maire

ci-après dénommée « *la Ville* »

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

En novembre 2019, à l'issue de la septième session de l'AMI « *Soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire* », le projet porté par l'association « *LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE* » « La Colline des Mathurins **»** à Bagneux a été désigné lauréat (délibération n° CP 2019-497). L'attribution de la subvention correspondante a donné lieu à la conclusion de la convention n° CP 2019-497.

La subvention attribuée s'élève à 102 350€, soit un montant inférieur à la demande initiale du bénéficiaire, qui s'élevait à 199 250 €. Il convient donc d'adapter le plan de financement retenu dans la fiche projet du 20 novembre 2019.

C'est l'objet du présent avenant.

*SONT CONVENU(E)S DE CE QUI SUIT **:***

Article 1 – Modification

La fiche-projet annexée à la convention ci-dessus rappelée est modifiée pour mentionner le nouveau budget prévisionnel intégrant le réajustement des dépenses et des recettes d'investissement.

Article 2 – Dispositions financières

Le montant maximum de la subvention régionale est fixé à 102 350 € et le taux d'intervention à 32,75 % pour la réalisation du projet dont le contenu est défini dans la fiche-projet annexée à la convention.

Article 3 – Autres dispositions

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

La fiche projet n° EX046754 – « LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE » «Colline des Mathurins» approuvée par la délibération n° CP 2019-497 du 20 novembre 2019 et modifiée par la délibération n° CP 2020-231 est annexée au présent avenant - et partant, à la convention proprement dite.

Fait en 3 exemplaires originaux

Le _____

Pour association Le plus petit cirque du Monde,

Le Directeur,
Eleftérios KECHAGIOGLOU
(signature revêtue du cachet de l'organisme)

Le _____

Pour la Région Île-de-France,

La présidente du conseil régional
Valérie PÉCRESSE

Le _____

Pour la Ville de Bagneux,

Le Maire
Marie Hélène AMIABLE

(signature revêtue du cachet de la Ville)

Annexe n°4 : Fiche-projet Plus Petit Cirque du Monde modifiée

Commission permanente du 20 novembre 2019 - CP2019-497

DOSSIER N° EX046754 - Soutien à l'urbanisme transitoire - LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)
Délibération Cadre : CR101-16 du 16/06/2016
Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	312 500,00 € TTC	32,75 %	102 350,00 €
	Montant total de la subvention		102 350,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE
Adresse administrative	:	IMPASSE DE LA RENARDIERE 92220 BAGNEUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ELEFT RIOS KECHAGIOGLOU, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 1 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Description :
Au cœur de la ville, dans l'emprise d'un ancien site industriel et militaire en cours de mutation, le projet consiste en l'exploitation de tennis couverts existants ensuite déplacés sur un autre secteur du site selon l'avancement de l'opération d'aménagement.

Il acceuille la création d'un «Tiers Lieu» pour expérimenter et modéliser des méthodes d'accompagnement du changement urbain comme du parcours des jeunes.

Par ailleurs, ce projet permet l'équipement des tennis couverts, le déplacement des structures, la viabilisation et l'aménagement des terrains d'accueil.
Le Plus Petit Cirque du Monde conduit des actions depuis plus de 20 ans pour l'accès aux pratiques artistiques et la participation des habitants à l'évolution de leur quartier (en lien avec la démarche « La Preuve par 7 » de Patrick Bouchain).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en oeuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 32,75%.

Localisation géographique :
- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Viabilisation de la bulle de tennis	15 000,00	4,80%
Aménagement et équipement du site (bulle de tennis puis parcelle lycée)	40 460,00	12,95%
Viabilisation du site (parcelle lycée)	24 000,00	7,68%
Clos-couvert (sur parcelle lycée)	204 000,00	65,28%
Portage (Maîtrise d'ouvrage déléguée), Etudes & suivi (Maîtrise d'oeuvre)	29 040,00	9,29%
Total	312 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	102 350,00	32,75%
Ville de Bagneux	46 000,00	14,72%
BNP Paribas Immobilier (sollicité)	124 150,00	39,73%
Fonds propres	40 000,00	12,80%
Total	312 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-273

DU 1 JUILLET 2020

100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES ET AIDE À L'INGÉNIERIE TERRITORIALE: DEUXIÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan État Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du contrat de plan Etat Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie) du volet territorial du CPER Île-de-France 2015–2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 approuvant la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 portant approbation du règlement d'intervention de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU la délibération n° CP 16-609 du 16 novembre 2016 relative à la première session des 100 quartiers innovants et écologiques : désignation des lauréats et affectations de crédits ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-272 du 5 juillet 2017 relatif à la deuxième session des 100 quartiers innovants et écologiques : désignation des lauréats et affectations de crédits ;

VU La délibération n° CP 2017-534 du 22 novembre 2017 relative à la désignation des lauréats de la troisième session des 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU la délibération n° CP 471-2019 du 20 novembre 2019 relative au soutien aux dynamiques territoriales, aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER Île-de-France 2015 - 2020 – convention-cadre avec la Communauté de communes des Portes de l'Ile-de-France (78) ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-273 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Sélectionne au titre de la **huitième session** du dispositif « 100 quartiers innovants et écologiques », les trois projets dont la liste et les tableaux d'actions, fixant le montant de la dotation régionale maximum consacrée à la réalisation des opérations prévues, sont présentées en annexe n°1. Il s'agit des :
-Quartier Clos Saint-Louis à Saint-Germain-en-Laye (78) porté par la commune
-Quartier Les Charcoix au Plessis-Pâté (91) porté par la commune
-Quartier Arc Sportif à Colombes (92) porté par l'EPT Boucle Nord de Seine

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions-cadre avec les porteurs des projets de quartiers selon le modèle-type adopté par la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide, au titre de l'**aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques »**, de participer au financement des 4 opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 2 pour un montant prévisionnel maximum de **1 399 500 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion de conventions conformes aux modèles-types adoptés par la délibération n° CP 2017-272 susvisée, soit la convention bipartite en cas de maîtrise d'ouvrage directe, soit la convention tripartite en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée à un aménageur, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 399 500 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme PR 52-001 (452001) « Territoires stratégiques », action 452001076 « Cent quartiers innovants et écologiques », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », projet 611 « Accompagnement des territoires bâtisseurs ».

Article 3 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions définies à l'article 2 de la présente délibération à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe 2 à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 :

Décide au titre du dispositif **« Soutien aux dynamiques territoriales : aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER 2015-2020 »** :

-de conclure avec l'Etat, d'une part et les communautés d'agglomération du Pays de Meaux (77), de Plaine Vallée (95) et du Val d'Yerres Val de Seine (91), d'autre part, les conventions-cadre figurant en annexes n°3, 4 et 5 à la délibération ;

-de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches-projets figurant en annexe n°6 à la délibération pour un montant total prévisionnel maximum de **168 000 €**.

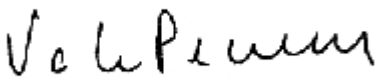
Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec son bénéficiaire d'une convention conforme à la convention de financement-type adoptée par la délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015, modifiée par délibération CR 08-16 du 18 février 2016 susvisées.

Autorise la présidente du conseil régional à signer les conventions définies au présent article.

Affecte une autorisation de programme de 168 000 €, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomération et villes moyennes », programme PR 52-001 (452001) « Territoires stratégiques », action 452001086 « Soutien aux dynamiques territoriales », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains, ruraux et les pôles de centralité », projet 621 « Soutien aux dynamiques territoriales ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc181349-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 – Liste et programmes d'actions des lauréats de la huitième session des 100 quartiers innovants et écologiques

Quartier Clos Saint-Louis à Saint-Germain-en-Laye (78) porté par la commune

Nom de l'opération	Bénéficiaire de la subvention	Dates prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Construction du nouveau réservoir (dont réseaux)	La commune de Saint-Germain-en-Laye	2020	2021	883 452 €	264 000 €
Clos Saint Louis Aménagement des espaces publics et réseaux	La commune de Saint-Germain-en-Laye	2022	2027	12 832 357 €	3 736 000 €
			Total	13 715 809 €	**4 000 000 €**

Option retenue par le candidat : 30% avec maximum de 4M€

Quartier Les Charcoix au Plessis-Pâté (91) porté par la commune

Nom de l'opération	Bénéficiaire de la subvention	Dates prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
EQUIPEMENTS DE MIXITE (CRECHE, LOCAL SANTE, ASSOCIATIONS)	SORGEM	2021	2023	3 636 600 €	1 090 980 €
GROUPE SCOLAIRE	SORGEM	2021	2023	6 571 038 €	1 971 312 €
EQUIPEMENT SPORTIF	SORGEM	2021	2023	3 036 2017 €	910 862 €
			Total	13 243 845 €	**3 973 154 €**

Option retenue par le candidat : 30% avec maximum 4 M€

La subvention régionale vient en déduction de la part supportée par la collectivité concédante.

Quartier Arc Sportif à Colombes (92) porté par l'EPT Boucle Nord de Seine

Nom de l'opération	Bénéficiaire de la subvention	Dates prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Création d'un parc urbain ouvert au public de 4000m^2 sur l'ilot Cook	ASCODEV	2020	2023	2 667 000 €	300 000 €
Création d'un parc urbain ouvert au public de 6 000m2 sur l'ilot Magellan	ASCODEV	2020	2023	4 000 000 €	300 000 €
Création d'un parc urbain ouvert au public de 8 000m2 sur l'ilot Colombus	ASCODEV	2020	2024	5 333 000€	400 000 €
Récréation passerelle Mobilités douces au dessus de l'autoroute A86	ASCODEV	2020	2021	4 000 000 €	1 200 000 €
Gymnase de niveau régional Haute performance environnementale	ASCODEV	2020	2022	6 000 000 €	1 800 000€
			Total	22 000 000€	**4 000 000 €**

Option retenue par le candidat : 30% avec maximum 4 M€

La subvention régionale vient en déduction de la part supportée par la collectivité concédante.

Annexe n°2 – Fiches-projet 100 quartiers innovants et écologiques

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-273

DOSSIER N° EX049274 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - REIMPLANTATION DE L'ESPACE JEUNESSE-PREVENTION - MEUDON (92)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CP2017-272 du 05/07/2017
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	310 000,00 € HT	30,00 %	93 000,00 €
	Montant total de la subvention		93 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MEUDON
Adresse administrative : 6 AVENUE LE CORBEILLER
92190 MEUDON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Denis LARGHERO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2020 - 30 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit des honoraires de missions (CSPS, SSI, bureau de contrôle,...), identifiés par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.
En outre, conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de programmer ces travaux dès avril 2020 en raison de l'obligation de démolir le bâtiment actuel pour le bon fonctionnement du chantier en cours sur le quartier Pointe de Trivaux. Ce nouveau calendrier opérationnel permettra d'assurer une ouverture du nouvel équipement à la rentrée scolaire prochaine.

Description :
Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier "Pointe de Trivaux", porté par la ville de Meudon et l'EPT Grand Paris Seine Ouest, lauréat de la deuxième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" sélectionné par la délibération de la commission permanente n°CP 2017-272 du 5 juillet 2017.
L'espace jeunesse-prévention "Jules Verne" fonctionne actuellement dans un bâtiment dégradé des années 1970 qui doit être démoli. Sur ce site, un parc sera aménagé en fin de chantier. Le nouvel espace Jules Verne doit prendre place dans le complexe administratif Millandy, situé à proximité immédiate du

nouveau quartier, afin de maintenir le lien avec les jeunes fréquentant cette structure (200 jeunes âgés de 11 à 25 ans). Le centre Millandy accueille par ailleurs une agence Pôle Emploi et une antenne de la Maison de l'Emploi.
En lieu et place d'un ancien logement du gardien, de deux bureaux et de deux salles à l'étage, affectés au centre Millandy, l'opération consiste à aménager une grande salle d'activités de 107 m² modulable avec un coin cuisine pédagogique, deux salles d'activités avec leurs réserves attenantes à l'étage pour les activités dites "programmées" (stages…), un bureau de directeur (servant également de salle de réunion), un bureau pour accueillir 2 animateurs, des sanitaires accessibles aux PMR, un hall spécifique permettant l'entrée directe des jeunes dans l'équipement.
La mise en accessibilité et une réfection totale de l'électricité et du chauffage seront opérées.

Dans le cadre de la convention-cadre du quartier Pointe de Trivaux, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches IRIS EX026344 (2 stagiaires), EX040830 (1 stagiaire) et EX047055 (1 stagiaire).

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Meudon a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.
Le coût total de l'opération est estimé à 320 000 € HT, et plafonné à 310 000 € HT.
Les 5 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 862 500 €.

Localisation géographique :
- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES ET HONORAIRES	15 000,00	4,69%
TRAVAUX	305 000,00	95,31%
Total	320 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	93 000,00	29,06%
COMMUNE DE MEUDON	227 000,00	70,94%
Total	320 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-273

DOSSIER N° EX049708 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT DU PARC CENTRAL - ASNIERES-SUR-SEINE (92)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CP2017-272 du 05/07/2017
Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 000 000,00 € HT	30,00 %	900 000,00 €
	Montant total de la subvention		900 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEM 92 CITALLIOS
Adresse administrative : 65 RUE DES TROIS FONTANOT
92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur HERVE GAY, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Asnières-sur-Seine (85 191 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Aménagement du parc central":
Lors de la commission permanente du 22 novembre 2017, le projet d'aménagement urbain du Quartier Seine Ouest – ZAC Parc d'affaires à Asnières-Sur-Seine a été désigné lauréat du dispositif d'appel à projets « 100 quartiers innovants et écologiques».
Le vaste quartier de Seine, situé au pied du RER C (gare des « Grésillons ») et de la future gare du Grand Paris, qui s'étend entre Gennevilliers et la Seine, regroupe 3 ZAC : au centre, la ZAC Bords de Seine (concédée à Eiffage Aménagement, en cours de finalisation), à l'est, la ZAC PSA (concédée à Nexity, en cours de réalisation) et, à l'ouest, la ZAC du Parc d'affaires (concédée à CITALLIOS), objet de la présente fiche.
La zone d'activités économiques, créée dans les années 1960-1970, est devenue obsolète. Elle se transforme désormais en un éco-quartier sur 16 hectares, qui offrira une réelle mixité fonctionnelle par la diversité des programmes de constructions (270.000 m² incluant des bureaux, logements, commerces, services et équipements) aux ambitions architecturales et environnementales qui se veulent exemplaires.
Le parc central, d'une superficie de 1,5 hectare, organise la trame paysagère de la ZAC et constitue un espace majeur à l'échelle du quartier.
La place nord se trouve à un emplacement stratégique car elle s'ouvre sur le parc situé en contrebas et

offre une perspective lointaine jusqu'à la Seine. En matière de traitement, on retrouve sur la place nord la prolongation des aménagements des mails, le dallage en granit et les plantations d'arbres. Y est prévu une programmation variée : jeux et activités de détente sur la place située au nord face aux terrasse de cafés et de restaurants ; activités sportives et ludiques sur le quai ouest ainsi qu'un espace consacré à l'agriculture urbaine.
Situé plus en aval, le jardin en creux correspond au besoin de stockage d'eau de pluie. Cette différence de niveau permet d'aménager la fermeture de l'espace en contre-bas sans pour autant mettre en place des clôtures hautes entravant les continuités visuelles. Il sera équipé de jeux pour enfant et d'une grande pelouse.
Par ailleurs, un parc sera relié au fleuve de la ville par le biais de venelles pour répandre cette ambiance verte jusqu'aux pieds des îlots.
Les aménagements proposés permettent d'envisager des usages multiples et évolutifs en fonction des besoins.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Trois stagiaires ont déjà été recrutés par le bénéficiaire dans le cadre d'une subvention votée pour la première opération le 4 juillet 2018.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune d'Asnières-sur-Seine a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.
Le coût total de l'opération est estimé à 4 872 200,82 €, plafonné à 3 000 000.00 €.

Les 2 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 4 000 000.00 €.

Localisation géographique :
- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	4 872 200,82	100,00%
Total	4 872 200,82	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	900 000,00	18,47%
AGENCE DE L'EAU	487 220,08	10,00%
COMMUNE D'ASNIERES SUR SEINE / EPT BOUCLE NORD DE SEINE	3 484 980,74	71,53%
Total	4 872 200,82	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-273

DOSSIER N° EX046901 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CREATION D'UN ETABLISSEMENT D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT - TRAVAUX - NOISY LE GRAND (93)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CP2017-272 du 05/07/2017
Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 005 000,00 € HT	30,00 %	301 500,00 €
	Montant total de la subvention		301 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCAREN SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT DE RENOVATION ET D'EQUIPEMENT DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIBERATION 93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame BRIGITTE MARSIGNY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Noisy-le-Grand (68 183 habitants - INSEE 2017) propose de procéder à des travaux pour créer un établissement d'accueil du jeune enfant. Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier de l'Île-de-la-Marne, lauréat de la première session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" adopté par la délibération de la commission permanente n° CP 16-609 du 16 novembre 2016.
Cette crèche sera implantée au rez-de-chaussée d'un immeuble en plein cœur du nouveau quartier. Son aménagement permettra de répondre aux besoins des futurs habitants du quartier de l'Île-de-la-Marne où, à terme, est prévue la construction de 500 logements.
Elle accueillera environ 60 enfants de 4 mois à 3 ans révolus, répartis en trois unités de vie pour les bébés, moyens et grands, dans un espace d'environ 640 m² aménagés aux normes de la petite-enfance et selon une démarche de Haute Qualité Environnementale. Pour favoriser leur bien-être, les petits auront la possibilité de profiter d'un espace extérieur dédié aux sorties en plein air d'environ 300 m².
Outre les salles d'éveil, de repos et de soins, il est prévu la réalisation de locaux administratifs et logistiques et d'un office pour assurer sur place un service de restauration.

Les subventions attribuées par délibération de la commission permanente n° CP 16-609, en faveur de ce quartier, ont déjà permis à la SOCAREN de recruter 4 stagiaires ou alternants.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux de l'opération s'élève à 1 005 000 € HT (part travaux de l'EAJE uniquement pour les besoins de la ZAC). La subvention est calculée au taux de 30 %.
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Noisy-le-Grand a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.
Les 13 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 316 371 €.

Localisation géographique :
- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 005 000,00	100,00%
Total	1 005 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	301 500,00	30,00%
CESSION DE TERRAINS PAR L'AMENAGEUR	703 500,00	70,00%
Total	1 005 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-273

DOSSIER N° EX049751 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION D'UNE SALLE MULTISPORTS - ROMAINVILLE (93)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CP2017-272 du 05/07/2017
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	350 000,00 € HT	30,00 %	105 000,00 €
	Montant total de la subvention		105 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE ROMAINVILLE
Adresse administrative	:	28 AVENUE PAUL VAILLANT - COUTURIER 93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Corinne VALLS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 décembre 2019 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé peut être motivée par l'acquisition de terrains et/ou la réalisation d'études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. En l'espèce, afin de pouvoir effectuer l'opération en question, la commune a signé un contrat de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), acte notarié signé en date du 23 décembre 2019. La signature du contrat s'accompagne d'un premier paiement qui lui permettra, à terme, d'en obtenir la pleine et entière propriété.

Description :
La commune de Romainville (27 567 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « construction d'une salle multisports » relevant du quartier « Cité de l'agriculture urbaine » lauréat de la première session du dispositif 100 QIE:
L'opération consiste, dans un premier temps, dans le cadre d'une vente en état futur d'achèvement (VEFA), au sein du quartier Youri Gagarine, en l'achat au rez-de-chaussée du lot 5, le premier étage étant occupé par un espace petite enfance financé par un autre dispositif régional. Dans un second temps, des travaux seront réalisés par la commune afin de transformer le local du rez-de-chaussée en salle de sport polyvalente d'environ 220 m².
Le local sera livré brut béton et les aménagements intérieurs ainsi que les finitions seront assurés par la commune.
Cet équipement permettra d'accueillir un effectif maximum de 30 à 40 personnes pour des pratiques

sportives très variées et permettant une compatibilité d'usage avec les logements situés dans les étages supérieurs : gymnastique rythmique, tennis de table, danse, musculation, yoga, arts martiaux, etc.
Cet équipement sportif impactera la pratique sportive de différents types de publics puisqu'elle sera utilisée à la fois par les groupes scolaires, périscolaires et les associations sportives.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Romainville a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.
Le coût total de l'opération est estimé à 936 000.00 €, plafonné à 350 000.00 €.
Les 8 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 278 599,57 €.
Les 4 stagiaires à recruter ont été ventilés sur les autres opérations du contrat comme mentionné dans les fiches numéros 16017167, 16017189, 16017188, 16017187.

Localisation géographique :
- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION VEFA	402 935,00	43,05%
TRAVAUX	533 065,00	56,95%
Total	936 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	105 000,00	11,22%
ANRU	234 000,00	25,00%
COMMUNE DE ROMAINVILLE	597 000,00	63,78%
Total	936 000,00	100,00%

Annexe n°3 – Convention-cadre d'aide à l'ingénierie territoriale avec la communauté d'agglomération du Pays de Meaux (77)

CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ILE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE MEAUX

régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relatives aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaine, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)

Entre

La Région Ile-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Mme Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération CP 2020-273 du 1er juillet 2020,

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

Et

La Communauté d'agglomération du Pays de Meaux représentée par son Président, dûment habilité par délibération n° CC19112510 du Conseil communautaire en date du 08 novembre 2019.

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Île-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le schéma directeur de la région d'Île-de-France (SDRIF) « Île-de-France 2030 » pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du SDRIF, du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).

Le volet territorial du CPER 2015-2020 permettra à l'Etat et à la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Île-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin, dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020, une aide d'un montant total de 10 M€ financée à parité entre l'Etat et la Région.

Les orientations du SDRIF et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;

- le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;
- une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;
- l'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- la participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment au travers de la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du SDRIF à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir le programme d'études et de prestations du territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux au regard des objectifs du territoire, de l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du SDRIF ;
- de prévoir les modalités de partenariat ;
- de définir les conditions d'attribution des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2. Rappel des objectifs du territoire

Située dans le département de la Seine-et-Marne, à environ 55 kilomètres de Paris, la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux (CAPM) a été créée le 1er janvier 2003 et compte 26 communes depuis le 1er janvier 2020 et 101 500 habitants. Elle s'étend sur 214,3 km². La CAPM est accessible depuis les autoroutes A4/A 410 et est desservie par la ligne P du réseau Transilien (26 min en train de Paris). Elle offre une bonne accessibilité à la plateforme Paris-Charles de Gaulle, et Marne-la-Vallée, pôles d'emploi importants de la région parisienne, ainsi que vers Paris.

Son territoire présente une morphologie contrastée avec :

- la ville centre Meaux qui, à elle seule, représente plus de 56 % de la population de la CAPM, avec 54 331 habitants (INSEE population légale 2016), dont près de 15 000 Meldois vivent dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville, soit 28 % de la population communale ;

- 10 villes moyennes avec une population comprise entre 1 500 et 5 500 habitants (Chauconin-Neufmontiers, Crégy-lès-Meaux, Mareuil-lès-Meaux, Monthyon, Nanteuil-lès-Meaux, Saint-Soupplets, Trilport, Villnoy, Varreddes et Quincy-Voisins) ;

- 15 communes rurales en périphérie de l'agglomération dont la population est souvent largement inférieure à 1 500 habitants (Barcy, Boutigny, Chambry, Forfry, Fublaines, Germigny-l'Evêque, Gesvres-le-Chapitre, Isles-les-Villenoy, Montceaux-lès-Meaux, Penchard, Poincy, Saint-Fiacre, Trilbardou, Vignely et Villemareuil).

Ainsi, dans le contexte général de lutte contre le changement climatique, la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux souhaite s'engager dans l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) à l'échelle de son territoire.

Par ailleurs, la CAPM s'apprête à lancer la révision de son PLH afin de disposer d'un document programmatique pour la période 2020-2025 à l'échelle des 26 communes de la CAPM, territoire issu de la fusion de la CAPM à 18 communes et de la Communauté de communes des Monts de la Goële intervenue au 1er janvier 2017 ainsi que de l'arrivée de 4 communes issues de la Communauté de communes du Pays Créçois le 1er janvier 2020.

Conformément à la loi, la CAPM souhaite y associer un volet foncier renforcé. En effet, L'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) indique désormais que :

- les orientations du PLH et les actions correspondantes devront prévoir et traduire une véritable stratégie foncière ;

- le diagnostic du PLH devra désormais comporter une analyse des marchés fonciers, de l'offre foncière et de son utilisation, de la mutabilité des terrains et de leur capacité à accueillir des logements, et prévoir la création d'un observatoire du foncier à l'échelle du PLH.

La réalisation de l'étude préfigurant le volet foncier du PLH sera co-pilotée par la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux et l'Etablissement Public Foncier d'Île-de-France (l'EPFIF). L'EPFIF y apportera également une contribution financière.

2.1. Dans le domaine de l'Habitat

La CAPM s'est engagée dans des politiques intégrées de territoire présentant un important volet « Habitat ». En effet :

- Sur le parc locatif social, la Ville de Meaux et la CAPM (contrat de la ville) sont engagées depuis 2004 dans un projet de renouvellement urbain d'envergure ayant déjà permis la démolition de 1683 logements. Le NPNRU doit ainsi acter la démolition des sept dernières tours du quartier de Beauval (démolition de 1190 logements).

- Sur le parc privé, le Pays de Meaux a mis en place une première OPAH en 2006 qui s'est poursuivie par la mise en place en 2012 de deux dispositifs complémentaires : une OPAH-RU sur le centre-ville de Meaux (quartiers Cathédrale et Saint-Nicolas) et un Programme d'intérêt général (PIG) « Energie Habitat » sur le reste du territoire communautaire, dont l'objectif premier était la lutte contre la précarité énergétique. Compte tenu des besoins encore conséquents en rénovation énergétiques, et des fragilités repérées dans certaines copropriétés de centres-bourgs (pas seulement sur Meaux), une OPAH avec volet copropriétés dégradées a été lancée à la rentrée 2018 afin de poursuivre la revalorisation du parc existant.

Le premier Programme Local de l'Habitat (PLH) a été adopté par la CAPM en février 2007. Compte tenu de la date d'échéance de ce PLH, des évolutions législatives et afin de poursuivre les dynamiques engagées (notamment dans le cadre du PRU), l'élaboration d'un nouveau Programme Local de l'Habitat a été lancée pour la période 2013-2019. L'élaboration de ce second PLH avait pour objectifs notamment :

- d'intégrer des évolutions du contexte démographique, économique et social,
- de mettre le document en conformité législative,
- de redimensionner des objectifs du PLH,
- et de les mettre en cohérence avec le SCoT en cours d'élaboration.

L'objectif formalisé dans ce document était la construction de 4 080 logements sur 6 ans, soit 680 logements par an (à l'échelle de 18 communes), dont 400 logements par an à Meaux, 240 dans les communes moyennes et 40 dans les communes rurales. Ces besoins étaient

conformes aux exigences réglementaires et répondaient aux enjeux : 550 logements par an issus de la territorialisation des objectifs de construction de logements (TOL), renforcée par la loi sur le Grand Paris, auxquels s'ajoutaient 774 logements à reconstruire au titre du Programme de Rénovation Urbaine.

Ces initiatives doivent être maintenues dans les années à venir. Il s'agit ainsi pour le territoire de réunir les conditions d'une attractivité dans la durée. Une des premières conditions consiste à alimenter le marché du logement régulièrement en évitant les phénomènes de surproduction ou de sous-production. Pour ce faire, la CAPM s'apprête à lancer la révision de son PLH afin de disposer d'un document programmatique pour la période 2020-2025 à l'échelle des 26 communes de la CAPM.

2.2. Dans le domaine de l'aménagement durable du territoire

En 2010, la loi dite Grenelle 2 invitait les communautés d'agglomération de plus de 50 000 habitants à élaborer les Plans Climat Energie Territoriaux (PCET).

La CAPM a inscrit sa politique énergétique dans un PCET approuvé le 29 septembre 2014 pour 6 ans, mettant l'accent sur la lutte contre la précarité énergétique dans l'habitat privé et le développement des énergies renouvelables (géothermie, solaire photovoltaïque, méthanisation).

Aujourd'hui la loi du 17 août 2005 élargit le périmètre des PCET et y intègre les thématiques suivantes : le développement coordonné des réseaux d'alimentation et de distribution énergétique, la mobilité sobre et décarbonée, l'éclairage public et les émissions de polluants atmosphériques.

Dans la continuité du PCET de 2014, la CAPM s'engage dans l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

Article 3. Engagements de la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux

La Communauté d'agglomération du Pays de Meaux s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),
- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),
- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi,
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,
- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,
- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,
- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche.

Article 4. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, le programme d'études et de prestations annexé dans la présente convention pour un montant prévisionnel de 56 000 € (annexe 1), représentant 70 % du coût total des études et prestations pour l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), d'un montant estimé à 80 000 euros HT.

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et du bénéficiaire accompagné du/des cahiers des charges et d'une fiche synthétique. La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5. Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de 57 000 € (annexe 1), représentant 51,81 % du coût total des études et prestations pour l'élaboration du 3ème Programme Local de l'Habitat, d'un montant estimé à 110 000 euros HT.

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique.

Article 6. Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, a minima, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Île-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes sur ces territoires (Syndicat Mixte d'Etudes et de Préfiguration du projet de Parc naturel régional de la Brie et des Deux Morin et agences d'urbanisme, le cas échéant) seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage.

6.2. Suivi

Le suivi technique a lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence des programmes d'études, de leur avancement, du respect du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes

pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires peuvent être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Selon l'importance des évolutions, elles peuvent donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 7. Communication

7.1. Communication régionale

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logotype de la Région Île-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

7.2: Communication de l'Etat

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs (Région Île-de-France, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Île-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8. Date d'effet et durée de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la convention cadre. Celle-ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Île-de-France 2015-2020.

Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat ou de la Région, un an après sa signature est résiliée de droit.

Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre peut être présentée au vote dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations.
La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure,

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s'engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêt définitif des comptes et, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région et/ou par l'Etat.

Article 10.

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif.

Annexes

La présente convention comporte l'annexe suivante :

- à la présente convention est annexé le programme d'études et d'opérations.

Fait en 3 exemplaires originaux

A Meaux	A Paris	A Saint-Ouen-sur-Seine
Le_____	Le_____	Le_____
Pour **la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux**,	Pour **l'Etat,**	Pour **la Région Île-de-France**,
Le Président Jean François COPÉ	*Le Préfet de la région Île-de-France* Michel CADOT	*La Présidente du conseil régional* Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 : Programme d'études et de prestations

Intitulé de l'étude	Maîtrise d'ouvrage	Calendrier de réalisation	Montant prévisionnel €HT annoncé	Montant de la part de la maîtrise d'ouvrage	Financement régional	Financement Etat	Autres co financements attendus
Elaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)	CAPM	2020	80 000 €	24 000 €	56 000 €		
Elaboration du 3ème Programme Local de l'Habitat	CAPM	2020	110 000 €	33 000 €		57 000 €	20 000€ (EPFIF)
TOTAL			190 000 €	57 000 €	56 000 €	57 000 €	20 000€

Annexe n°4 – Convention-cadre d'aide à l'ingénierie territoriale avec la communauté d'agglomération de Plaine Vallée (95)

CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ILE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE VALLEE

régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relatives aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaine, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)

Entre

La Région Ile-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Mme Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération CP 2020-273 du 1er juillet 2020,

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

Et

La Communauté d'agglomération du Pays de Meaux représentée par son Président, dûment habilité par délibération n° CC19112510 du Conseil communautaire en date du 08 novembre 2019.

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Ile-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le schéma directeur de la région (SDRIF) « l'Ile-de-France 2030 » pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du SDRIF, du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).
Le volet territorial du CPER 2015-2020 permettra à l'Etat et la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Ile-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020 une aide d'un montant total de 10M€ financée à parité entre l'Etat et la Région.

Les orientations du SDRIF et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;
- le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;

- une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;
- l'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- la participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment à travers la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du SDRIF à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir le programme d'études et de prestations du territoire de la Communauté d'agglomération Plaine Vallée au regard des objectifs du territoire, de l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du SDRIF,
- de prévoir les modalités de partenariat,
- de définir les conditions d'attribution des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2. Rappel des objectifs du territoire

Située dans le département du Val d'Oise, la Communauté d'agglomération Plaine Vallée a été créée par fusion au 1er janvier 2016 de la Communauté de communes de l'ouest Plaine de France et de la communauté d'Agglomération de la Vallée de Montmorency et l'extension de périmètre aux communes de Montlignon et Saint Prix. Elle compte 18 communes, 184 000 habitants et s'étend sur 75 km².

Ainsi, dans le contexte général de lutte contre le changement climatique, la Communauté d'agglomération Plaine Vallée souhaite s'engager dans l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) à l'échelle de son territoire. Elle bénéficiera d'un accompagnement technique d'un bureau d'études à recruter.

Les orientations de la politique régional du SDRIF sont intégrées, au plan de mobilisation sur le logement et au schéma régional de l'habitat et de l'hébergement, Plaine Vallée a initié, dans le cadre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat une opération de relogement dans de l'habitat adapté, de gens du voyage sédentarisés de longue date sur son territoire. L'agglomération souhaite maintenant engager une étude, visant à favoriser une meilleure inclusion de cette population fragile pour ainsi réduire des inégalités territoriales, sociales et environnementales, en favorisant l'insertion socioéconomique et professionnelle de ces personnes. Elle bénéficiera d'un accompagnement technique d'un bureau d'études à recruter.

Article 3. Engagements de la Communauté d'agglomération Plaine Vallée

La Communauté d'agglomération Plaine Vallée s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),

- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),
- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi (annexes 2 et 2bis),
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,
- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,
- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,
- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche.

Article 4. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, le programme d'études et de prestations annexé dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **70 000 € (annexe 1),** représentant 70 % du coût total hors taxe des études et prestations.

Ce montant correspond au financement de **70** % de la réalisation de l'étude **PCAET**, d'un montant estimé à **100 000 euros HT**.
Le financement de la Région pour cette étude ne présage en rien d'une participation à l'éventuelle réalisation des travaux de l'infrastructure, qui sera, le cas échéant examinée dans le cadre des futurs Contrats de Plans Etat-Région, au titre des infrastructures portuaires.

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et du bénéficiaire accompagnée du/des cahiers des charges et d'une fiche synthétique (annexe 2). La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5. Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **84 000 € (annexe 1),** représentant **70** % du coût total hors taxe des études et prestations.

Ce montant correspond au financement de **70** % de la réalisation de **l'étude diagnostique afin de favoriser l'insertion socio-économique, dans le cadre de la requalification de la Butte Pinson** de la Communauté d'agglomération Plaine Vallée, d'un montant estimé à **120 000 euros HT**.

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique (annexe 2bis).

Article 6. Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, a minima, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Ile-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes, le cas échéant, sur ces territoires (PNR, EPA, agences d'urbanisme…) seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage.

6.2. Suivi

Le suivi technique a lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence des programmes d'études, de leur avancement, du respect du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires peuvent être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Selon l'importance des évolutions, elles peuvent donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 7. Communication

7.1. Communication régionale

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logotype de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres

d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

7.2: Communication de l'Etat

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs (Région Ile-de-France, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8. Date d'effet et durée de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la convention cadre. Celle-ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020.

Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat ou de la Région, un an après sa signature est résiliée de droit.

Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre peut être présentée au vote dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations.
La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure,

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s'engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêt définitif des comptes et, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région et/ou par l'Etat.

Article 10.

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif.

Annexes

La présente convention comporte la pièce contractuelle suivante :

- **Annexe 1** : Programme d'études et de prestations
- **Annexe 2** : Fiche synthétique Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)
- **Annexe 2bis :** Fiche synthétique Etude diagnostique afin de favoriser l'insertion socio-économique, dans le cadre de la requalification de la Butte Pinson

Fait en 3 exemplaires originaux

A	A Paris	A Saint-Ouen-sur-Seine
Le_____	Le_____	Le_____
Pour **la Communauté d'agglomération Plaine Vallée**,	Pour **l'Etat,**	Pour **la Région Île-de-France**,
Le Président Luc STREHAIANO	*Le Préfet* *de la région Île-de-France* Michel CADOT	*La Présidente* *du conseil régional* Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 : Programme d'études et de prestations

Intitulé de l'étude	Maîtrise d'ouvrage	Calendrier de réalisation	Montant prévisionnel €HT annoncé	Montant de la part de la maîtrise d'ouvrage	Financement régional	Financement Etat	Autres co financements attendus
Plan climat Air Energie territorial (PCAET)	CA Plaine Vallée	1er semestre 2020 Fin 2022	100 000	30 000	70 000		
Etude diagnostique afin de favoriser l'insertion socio-économique, dans le cadre de la requalification de la Butte Pinson	CA Plaine Vallée	1er semestre 2020 1er semestre 2023	120 000	36 000		84 000	
			100%	30%	70%	70%	0

ANNEXE 2 : fiche synthétique Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES POLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE VALLEE

Fiche synthétique de présentation du projet
Au titre du volet territorial du CPER 2015 – 2020

INTITULE ET DATE DE SIGNATURE DE LA CONVENTION-CADRE :
Convention-cadre de la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée pour la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020 DATE

BENEFICIAIRE
Communauté d'Agglomération Plaine Vallée (CAPV ou Plaine Vallée)

INTITULE DE L'ETUDE CONCERNEE :
Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

Année : 2020

Typologie de l'étude concernée :
- Projets stratégiques / mise en œuvre

I. CONTEXTE

Dans le cadre de la convention tripartite citée, l'Etat et la Région proposent d'accompagner les territoires périurbains dans la définition et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux de planification et d'aménagement.
La loi de transition énergétique a renforcé le rôle des communes et intercommunalités dans le domaine de l'énergie (accompagnement à la maitrise de l'énergie, distribution de chaleur et de froid…).
En effet, les collectivités ont l'obligation de mettre en œuvre le PCAET (Plan Climat Air-Énergie Territorial) sur leur territoire, rendu obligatoire pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants par le décret n°2016-849 du 28 juin 2016. La loi énergie climat, du 8 novembre 2019, a également renforcé les obligations des PCAET.
Lors de la fusion-extension du périmètre intercommunal, Plaine Vallée a été confrontée à des complexités organisationnelles et à la reprise de compétences complexes (l'assainissement de l'ex-CCOPF par exemple). Ainsi, la communauté d'agglomération n'a pas pu se doter d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) pour répondre au décret du 28 juin 2016.
Pour autant, Plaine Vallée souhaite élaborer le PCAET, de son territoire de 18 communes, afin notamment de faire la synthèse de l'ensemble des actions qui ont été conduites dans ces domaines tant au plan communal qu'au niveau des trois EPCI existant avant 2016.

II. OBJECTIFS DE L'ETUDE

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCEAT) a été institué par la loi Grenelle II afin que les collectivités locales mettent en place des actions en matière de lutte contre l'effet de serre et de production d'énergies renouvelables.

Par ailleurs, il est rappelé que le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE), approuvé par le Conseil Régional d'Ile-de-France et l'Etat fin 2012, a fixé des objectifs importants en matière d'amélioration de l'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables de récupération et de réduction de gaz à effet de serre.
Cette étude doit donc aboutir à la mise en œuvre du PCAET du territoire devant comporter un programme d'actions à définir, réaliste pour une agglomération de 180 000 habitants, et fixant les objectifs à atteindre en matière de :

- maitrise de la consommation d'énergie
- réduction des émissions de GES
- renforcement du stockage de carbone sur le territoire (dans la végétation, les sols, les bâtiments...)
- production et consommation des énergies renouvelables, valorisation des potentiels d'énergies de récupération et de stockage
- livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur
- utilisation des productions bio-sourcées à usages autres qu'alimentaires
- réduction des émissions de polluants atmosphériques et leur concentration
- développement de manière coordonnée des réseaux énergétiques
- adaptation au changement climatique

Dans ces domaines, des objectifs nationaux et régionaux ont été fixés. La Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC), publiée en novembre 2015, propose une feuille de route pour atteindre le "Facteur 4", qui vise à diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 par rapport au niveau de 1990. Diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre est un immense défi pour le PCAET : il ne s'agit pas de trouver quelques pistes de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou d'économies d'énergie, tout en continuant à fonctionner à peu près comme avant.
L'objectif principal du PCAET est donc d'organiser comment aller vers un nouveau fonctionnement du territoire, plus économe en énergie, moins émetteur de gaz à effet de serre et moins impactant sur la qualité de l'air. Le PCAET amène en toute logique à dépasser les enjeux strictement environnementaux pour s'interroger sur le fonctionnement global du territoire. Il s'agit de commencer à construire un territoire avec des déplacements mieux organisés, un habitat plus économe en énergie, des commerces et des équipements mieux répartis, une gestion des déchets optimisée, une amélioration de la qualité de l'air…
Le PCAET est donc un élément important du projet de territoire de la collectivité, puisqu'il amène à repenser l'avenir du territoire. La mise en œuvre de ce document est donc essentielle pour permettre de mieux définir la stratégie et la feuille de route énergétique de la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée et notamment d'améliorer la cohérence en matière de production, de distribution et de réduction des consommations d'énergie sur le territoire (planification, développement des énergies renouvelables, efficacité énergétique, lutte contre la précarité énergétique etc…).

III. DESCRIPTION DE L'ETUDE

L'élaboration et la mise en œuvre d'un tel document impliquent une technicité qui réponde aux différents enjeux tels que la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre et de polluants, la maîtrise de la consommation d'énergie, la connaissance des différents réseaux…
Ce nouveau domaine de compétence pour la collectivité implique de se doter de moyens adaptés pour l'élaboration d'un diagnostic territorial d'une part, et d'autre part l'établissement puis la mise en œuvre d'une stratégie et d'un programme d'actions.
L'élaboration du PCAET sera phasée selon les étapes ci-dessous :

1- missionner une assistance à maitrise d'ouvrage (à partir d'avril 2020)
2- réaliser un diagnostic territorial complet

3- arrêter une stratégie territoriale en fonction des objectifs précités dans le paragraphe II
4- établir un programme d'actions visant à anticiper les conséquences attendues à long terme du changement climatique (par exemple conception d'infrastructures bioclimatiques…)
5- s'assurer de la compatibilité du PCAET avec les autres outils de planification (SRCAE, PPA…)

IV. AIRE DE RAYONNEMENT DU PROGRAMME D'ETUDE

Pour cette étude, il s'agit d'établir un diagnostic avec un programme d'actions connexe, sur le territoire des 18 communes de l'agglomération en cohérence avec les enjeux énergétiques et de développement de Plaine Vallée. La zone d'influence pourra s'étendre sur les communes voisines et le bassin de vie (réduction des émissions de polluants, valorisation des eaux usées…).

V. PARTENARIATS

La maitrise d'ouvrage du programme d'études est assurée par la communauté d'agglomération Plaine Vallée, avec l'appui d'une assistance à maitrise d'ouvrage et des acteurs suivants :

- L'Etat - consultation
- La Région - cofinancement
- Les 18 communes de la CAPV - consultation
- Les producteurs, distributeurs et fournisseurs d'énergie (EDF, ENGIE, ENEDIS, GRDF, SIGEIF…) - consultation
- Usagers / Consommateurs / Entreprises / ADEME - consultation

Les instances de suivi de l'étude mises en place associeront les partenaires techniques et financiers. La conduite de l'étude sera confiée à un AMO.

VI. MONTAGE FINANCIER ESTIMATIF

Un premier coût prévisionnel pour cette étude est estimé à 100 000 € HT, soit 120 000 € TTC répartis comme suit :

CPER 2015-2020	Financement prévisionnel HT			
	Financement Etat	**Financement région**	**Financement CAPV et partenaires**	**Montant prévisionnel HT**
PCAET	0 €	70 000 €	30 000 €	100 000 €
%	70%		30%	100%

VII. CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION

L'étude devrait se dérouler en 12 à 18 mois en fonction de la participation des communes et des étapes de validation. La consultation aura lieu au cours du 1er semestre 2020, le prestataire pourra être notifié et commencer au cours du 2nd semestre 2020, pour une fin de l'étude et de l'animation en fin d'année 2022.

VIII. MODALITES D'EVALUATION

L'évaluation pourra porter plus particulièrement sur :

- la gouvernance, le pilotage, la stratégie
- le programme d'actions, les réalisations, les résultats, les effets.

L'évaluation peut par exemple vérifier dans quelle mesure les objectifs du PCAET ont été atteints; si les moyens mis en œuvre (humains, techniques, financiers, administratifs) sont suffisants pour atteindre les objectifs.
Le PCAET fait l'objet d'un rapport intermédiaire trois ans après son adoption.

ANNEXE 2bis : Fiche synthétique Etude diagnostique afin de favoriser l'insertion socio-économique, dans le cadre de la requalification de la Butte Pinson

MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES POLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE VALLEE

Fiche synthétique de présentation du projet
Au titre du volet territorial du CPER 2015 - 2020

INTITULE ET DATE DE SIGNATURE DE LA CONVENTION-CADRE :
Convention-cadre de la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée pour la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020 DATE

BENEFICIAIRE
Communauté d'Agglomération Plaine Vallée (CAPV ou Plaine Vallée)

INTITULE DE L'ETUDE CONCERNEE :
Etude diagnostique afin de favoriser l'insertion socio-économique, dans le cadre de la requalification de la Butte Pinson

Année : 2020

Typologie d'études concernées :
- Etudes pré - opérationnelles

I. CONTEXTE

Dans le cadre de la convention tripartite citée, l'Etat et la Région proposent d'accompagner les territoires périurbains dans la définition et l'inscription de leurs stratégies afin de permettre un meilleur équilibre territorial au sein de la Région Ile-de-France et de soutenir les dynamiques permettant de lutter contre les disparités infrarégionales. Conformément au SDRIF, au plan de mobilisation sur le logement et au schéma régional de l'habitat et de l'hébergement, cette étude vise à favoriser une meilleure inclusion de population fragile issue de la communauté des gens du voyage, pour ainsi réduire des inégalités territoriales, sociales et environnementales tout en résorbant des situations d'habitat indigne (en renforçant notamment la construction de logements sociaux) et en favorisant l'insertion socioéconomique et professionnelle de ces personnes.
Le vaste programme de requalification de la Butte Pinson permet l'ouverture d'un domaine régional (situé sur 4 communes, deux dans la Seine Saint Denis : Pierrefitte et Sarcelles, et deux dans Val d'Oise : Groslay et Montmagny) et le relogement en habitat adapté de familles, Groslaysiennes et Magnymontoises, issues de la communauté des gens du voyage.
La volonté de l'Agence des Espaces Verts, des 2 communes concernées, de l'Agglomération et de l'OPAC de l'Oise (opérateur pour le compte de la CAPV comme bailleur social) est de permettre la requalification de ce secteur urbain, ayant perdu ses usages (anciennes cultures horticoles), mité par l'occupation humaine, défiguré par les dépôts de déchets sauvages, les casses automobiles et dont l'avenir est obéré par la pollution et les différents trafics s'organisant dans les espaces plus reculés et cachés, parfois zone de non droits, de ces hectares à l'abandon. Les enjeux sont d'inverser la tendance et de retrouver la vocation de l'Espace Naturel et Sensible, de créer un espace vert pour décarencer le

territoire, de gagner un espace récréatif et de ressourcement. Ces espaces sont marqués par des défaveurs sociales et territoriales. Ces habitants, voyageurs établis depuis plusieurs générations, cumulent parfois des problèmes sociaux, économiques mais aussi environnementaux et de santé, qui se traduisent par des indicateurs très défavorables.
Une action en faveur des gens du voyage sédentarisés de longue date sur le territoire a été validée par la communauté d'Agglomération, en 2005, dans le cadre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat afin de résoudre ces situations de mal logement. Maintenant, le but est de favoriser l'inclusion de ces personnes en facilitant l'accès au droit commun et d'engendrer parallèlement un impact positif sur les espaces environnants du domaine régional.
Les acteurs du territoire se sont déjà rencontrés plusieurs fois au sujet de cette thématique et le Sous-Préfet de Sarcelles a demandé à ses services d'organiser un atelier intitulé « Insertion économique et sociale des ménages relogés de la Butte Pinson » qui doit se réunir plusieurs fois par an.

II. OBJECTIFS DE L'ETUDE

En complémentarité des actions conduites et des très lourds investissements consentis, Plaine Vallée a décidé de favoriser l'accompagnement des ménages relogés dans leur vie de futurs locataires permettant ainsi la requalification de la Butte Pinson. Le souhait est d'aider l'insertion économique tout permettant ainsi d'offrir un revenu stable. Une partie des familles est susceptible de perdre tout ou partie de son revenu actuel, du fait de l'impossibilité de poursuivre son activité, résultant du relogement dans de l'habitat adapté social. L'idée est de fédérer les acteurs locaux autour de ces familles recensées, grâce à une évaluation avec une quantification et une connaissance fine du public, pour saisir, adapter ou initier des dispositifs de droit commun.
Les objectifs de l'étude sont de :
1/ capter le public mobilisable à court terme sur des dispositifs existants de droit commun.
2/ établir un diagnostic fin et individualisé sur le terrain pour disposer d'une analyse globale de la professionnalité des ménages relogés (freins, besoins, leviers), notamment des jeunes à partir de 15 ans (employabilité, formations…).
3/ d'établir des préconisations sur les voies à développer, notamment dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (chantier d'insertion…), celles-ci pouvant ensuite être également utilisées par l'Agence des Espaces Verts dans le cadre de la gestion des ménages non relogés.

III. DESCRIPTION DE L'ETUDE

Le prestataire devra être un facilitateur. Il proposera des moyens permettant d'emmener les ménages vers le droit commun afin de favoriser leur insertion socio-économique. Il est souhaité une approche transculturelle et transversale. Le prestataire assurera le suivi, l'animation et la communication entre les différents intervenants. Le marché se découpe en plusieurs phases :

1. Phase 1 : Diagnostic socioéconomique et état des lieux (6 mois)

- Diagnostic socio-économique des familles relogées
- Etat du tissu économique de proximité
- Recensement des dispositifs d'insertion économique du territoire

➔ ***A l'issue de cette étape d'analyse de la phase 1 d'élaboration du diagnostic, le contenu des différents documents « grille d'analyse du diagnostic socioéconomique », « état du tissu économique de proximité » et « dispositifs d'insertion économique » sera validé.***

2. Phase 2 : programmation et préconisations d'organisation et d'accompagnement : comment aller vers les dispositifs existants mobilisables (6 mois)

L'objectif de cette étape est de fluidifier et de faciliter l'accès au droit commun et l'opérationnalité tout en permettant d'ouvrir sur l'économie sociale et solidaire (ESS).

➔ ***A l'issue de cette deuxième étape, le contenu des documents : les « orientations pressenties » par le prestataire, les « fiches techniques descriptives », un « tableau besoins/dispositifs individualisés » et les éventuelles « fiches partenaires relais » sera validé. Le titulaire donnera un estimatif de calibrage de la phase 3 bilan et animation de l'accompagnement pour aller vers le travail.***

3. Phase 3 : Bilan et animation de l'accompagnement pour aller vers le travail (6 mois)

Cette phase 3 sera l'étape de la mise en action des préconisations et le temps de tuilage essentiel pour consolider la pérennité des activités économiques en devenir.

➔ ***A l'issue de cette troisième étape, le contenu du bilan final circonstancié sera validé.***

IV. AIRE DE RAYONNEMENT DU PROGRAMME D'ETUDE

- *Diagnostic établi auprès de 120 ménages de 2 communes pour aider et encourager l'insertion économique permettant ainsi une ouverture opérante d'un domaine régional de 120 hectares (4 communes et 2 départements).*

- *Coopération inter et trans-institutionnel impliquant de multiples acteurs : Plaine Vallée dépasse ses domaines d'intervention propres puisque l'agglomération n'a pas de compétence dans le secteur social*

- *Coopération trans-professionnelle favorisant l'intérêt général : espace vert, logement social, acteurs publics de l'insertion, aménageurs, travailleurs sociaux…*

- *Reproductibilité des travaux innovants par la promotion des co bénéfices pour l'habitat des gens du voyage, leur insertion économique et la diffusion de cette démarche publique intégrée (programme unique en France, exemple singulier et concret avec ses contraintes, réussites et échecs, pour les services de l'Etat et les collectivités territoriales)*

V. PARTENARIATS

La maitrise d'ouvrage du programme d'études est assurée par la communauté d'agglomération Plaine Vallée, avec l'appui des acteurs suivants :

- Etat (DIRECCTE, DDCS, SAT, SHRUB…) – soutien technique et cofinancement
- Agence des Espaces Verts de la Région Ile-de-France – consultation
- OPAC de l'Oise, bailleur social – consultation
- Communes de Groslay et de Montmagny – consultation
- Ménages relogés – consultation
- Conseil Départemental – consultation
- Pôle emploi - consultation
- Mission locale - consultation
- Mission Insertion - consultation
- Associations d'insertion et de gens du voyage - consultation

Les instances de suivi de l'étude mises en place associeront les partenaires techniques et financiers.
La DIRECCTE, la DDCS, le Conseil Départemental, notamment le Service Social Départemental, l'OPAC de l'Oise, les Communes de Groslay et de Montmagny, le Pôle emploi, la Mission locale, la

Mission Insertion, se sont déjà rencontrés pour évoquer les thématiques du projet d'habitat adapté dont notamment la problématique de l'insertion économique.

VI. MONTAGE FINANCIER ESTIMATIF

Un premier coût prévisionnel pour cette étude est estimé à 100 000 € HT, soit 120 000 € TTC répartis comme suit :

CPER 2015-2020	Financement prévisionnel HT			
	Financement Etat	**Financement région**	**Financement CAPV**	**Montant prévisionnel HT**
EDIE	84 000 €	0 €	36 000 €	120 000 €
%	70%		30%	100%

VII. CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION

L'étude devrait se dérouler en 18 à 24 mois en fonction de la participation des ménages, des temps d'appropriation, d'échange et des étapes de validation. Le prestataire pourra être notifié et commencer au cours du 1er semestre 2020, pour une fin de l'étude en 2022/2023. L'étude sera phasée en fonction des étapes expliquées dans le paragraphe III description de l'étude mais également en fonction des phases d'emménagement des ménages.

Le programme de relogement est découpé selon un phasage qui va induire une durée de travaux longue et compliquée. En effet, les emménagements vont être répartis sur 2 ans environ, en 3 ou 5 fois selon les contraintes techniques travaux. La première livraison doit intervenir fin 2021 et la dernière fin 2022/début 2023.

Le dossier de CPER sera validé lors du conseil communautaire du 5 février 2020. La consultation pourra être lancée en mars/avril si la demande de démarrage anticipée est acceptée, pour une notification du prestataire avant l'été 2020.

VIII. MODALITES D'EVALUATION

Des documents seront remis par le titulaire à la fin de chacune des trois phases. Il est proposé d'évaluer l'impact de l'étude sous l'angle qualitatif avec la rédaction d'un bilan final circonstancié. Celui-ci permettra d'analyser les différentes actions en associant soit les intervenants et acteurs, soit les ménages aux processus évaluatif et évolutif. Une particulière vigilance sera portée spécifiquement sur des phénomènes de mobilisation, d'empowerment et de coopération. Une transmission d'informations sera réalisée régulièrement en fonction de l'avancée de l'analyse et des rendus du prestataire.

Annexe n°5 – Convention-cadre d'aide à l'ingénierie territoriale avec la communauté d'agglomération du Val d'Yerres Val de Seine (91)

CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ILE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL D'YERRES VAL DE SEINE

Régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relative aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaine, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)

Entre

La Région Île-de-France, située au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n°CP 2020-273 du 1er juillet 2020,

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

Et

La Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine représentée par son Président, dûment habilité par délibération n°2019-081 du Conseil communautaire en date du 10/12/2019.

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Île-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le schéma directeur de la région (SDRIF) « l'Ile-de-France 2030 » pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du SDRIF, du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).
Le volet territorial du CPER 2015-2020 permettra à l'Etat et la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Ile-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020 une aide d'un montant total de 10M€ financée à parité entre l'Etat et la Région.

Les orientations du SDRIF et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;
- le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;

- une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;
- l'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- la participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment à travers la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du SDRIF à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir le programme d'études et de prestations du territoire de la Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine au regard des objectifs du territoire, de l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du SDRIF,
- de prévoir les modalités de partenariat,
- de définir les conditions d'attribution des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2. Rappel des objectifs du territoire

Située à l'interface entre la métropole du Grand Paris et le pôle d'emploi du centre Essonne, la Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine a été créée au 1er janvier 2016. Elle compte 9 communes pour 177 491 habitants (INSEE 2016) et s'étend sur près de 7 000 km².

Dans un contexte de métropolisation de la Région parisienne, d'attractivité du Grand Paris et de velléités de développement des intercommunalités voisines, les élus de la CAVYVS ont acté la nécessité de maîtriser le devenir de leur territoire. Les perspectives de développement passent donc par une connaissance fine du territoire, afin de déterminer les enjeux actuels et futurs, à court, moyen et long terme. Dans ce cadre, les élus de la CAVYVS ont délibéré en avril 2018 sur le Projet de Territoire du Val d'Yerres Val de Seine.

Liaisons communautaires, développement de nouveaux espaces communs et préservation de l'environnement sont au cœur des préoccupations de la Communauté d'agglomération. Elles sont primordiales afin de concrétiser un projet de territoire cohérent, durable et créateur de lien entre les habitants. Forte de nombreux atouts, la CAVYVS est néanmoins de création récente et pâtit de certaines barrières structurelles à aplanir, en particulier sur le plan de l'accessibilité et du développement de liaisons douces intercommunales, nécessaires à l'appropriation du territoire par ses habitants. La CAVYVS souhaite donc réaliser un bouquet d'études multithématiques dans le cadre du volet de l'ingénierie territoriale du CPER d'Ile-de-France.

Aujourd'hui, dans la continuité du Projet de territoire, les élus de la Communauté d'agglomération ont décidé d'engager des approches opérationnelles pour lesquelles les financements et les recherches de subventions constituent un enjeu important, en accord avec les priorités définies par le SDRIF et en synergie avec d'autres documents prescriptifs produits par le Département de l'Essonne. Les axes relatifs aux transports, à la mobilité douce et à la préservation de l'environnement et du patrimoine bâti sont au cœur de ces études. L'axe transport et circulation est primordial dans le Projet de territoire du Val d'Yerres

Val de Seine, avec notamment des études portant sur le réaménagement des boulevards urbains et la promotion de nouveaux systèmes de mobilité.

Pour la conduite des études identifiées aux articles 4 et 5 et récapitulées en annexe 1, elle bénéficiera d'un accompagnement de la Société Publique Locale des Territoires de l'Essonne.

Article 3. Engagements de la Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine

La **Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine** s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),
- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),
- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi,
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,
- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,
- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,
- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche.

Article 4. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, le programme d'études et de prestations annexé dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **70 000 € HT (annexe 1),** représentant **28**% du coût total des études et prestations.

Ce montant correspond au financement de **70**% de la réalisation de l'étude suivante :

- Etude RN6 volet B (étude urbaine), d'un montant estimé à **100 000** euros HT, soit une subvention régionale de **70 000** euros HT.

Le financement de la Région pour cette étude ne présage en rien d'une participation à l'éventuelle réalisation des travaux de l'infrastructure, qui sera, le cas échéant examinée dans le cadre des futurs Contrats de Plans Etat-Région, au titre des infrastructures routières.

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et du bénéficiaire accompagnée du/des cahiers des charges et d'une fiche synthétique. La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5. Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **105 000 € HT (annexe 1),** représentant **42**% du coût total des études et prestations.

Ce montant correspond au financement de **70**% des études suivantes :

- Schéma de circulations douces, d'un montant estimé à **30 000** euros HT, soit une subvention de **21 000** euros HT ;
- Etude de recensement du patrimoine bâti, d'un montant estimé à **15 000** euros HT, soit une subvention de **10 500** euros HT ;
- Etude du secteur Seine, d'un montant estimé à **25 000** euros HT, soit une subvention de **17 500** euros HT ;
- Etude RN6 volet A (étude de circulation), d'un montant estimé à **50 000** euros HT, soit une subvention de **35 000** euros HT ;
- Etude TCSP, d'un montant estimé à **30 000** euros HT, soit une subvention de **21 000** euros HT.

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique.

Article 6. Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, a minima, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Ile-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes, le cas échéant, sur ces territoires (PNR, EPA, agences d'urbanisme…) seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage. A cet égard, l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF) constituera un partenaire de premier plan de la démarche et sera en conséquence associé au pilotage de l'étude l'urbaine RN6 comme à la définition de ses aspects fonciers.

6.2. Suivi

Le suivi technique a lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence des programmes d'études, de leur avancement, du respect du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires peuvent être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Selon l'importance des évolutions, elles peuvent donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 7. Communication

7.1. Communication régionale

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE etc.) et à apposer le logotype de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

7.2. Communication de l'Etat

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs (Région Ile-de-France, Collectivités Territoriales, fonds FSE etc.) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8. Date d'effet et durée de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la convention cadre. Celle-ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020.

Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat ou de la Région, un an après sa signature est résiliée de droit.

Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre peut être présentée au vote dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations.
La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure,

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s'engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêt définitif des comptes et, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région et/ou par l'Etat.

Article 10.

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif.

Annexes

La présente convention comporte la pièce contractuelle suivante :

- **Annexe 1** : Programme d'études et de prestations

Fait en 3 exemplaires originaux

A	A Paris	A Saint-Ouen-sur-Seine
Le_____	Le_____	Le_____
Pour **la Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine**,	Pour **l'Etat,**	Pour **la Région Île-de-France**,
Le Président François DUROVRAY	*Le Préfet* *de la région Île-de-France* Michel CADOT	*La Présidente* *du conseil régional* Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 : Programme d'études et de prestations

Intitulé de l'étude	Maîtrise d'ouvrage	Calendrier de réalisation	Montant prévisionnel €HT annoncé	Montant subventionnable retenu €HT	Montant de la part de la maîtrise d'ouvrage	Financement régional	Financement Etat
Schéma de circulations douces	CA VYVS	mai / juin 2020 à mars/avril 2021	30 000 €	21 000 €	9 000 €		21 000 €
Recensement du patrimoine bâti	CA VYVS	septembre 2020 / avril 2021	15 000 €	10 500 €	4 500 €		10 500 €
Etude du secteur Seine	CA VYVS	septembre 2020 / avril 2021	25 000 €	17 500 €	7 500 €		17 500 €
Etude RN6 volet A (étude de circulation)	CA VYVS	Automne 2020 + 6 mois	50 000 €	35 000 €	15 000 €		35 000 €
Etude abords RN6 - volet B (étude urbaine)	CA VYVS	Automne 2020 + 12 mois	100 000 €	70 000 €	30 000 €	70 000 €	
Etude TCSP	CA VYVS	Automne 2020 + 12 mois	30 000 €	21 000 €	9 000 €		21 000 €
TOTAUX			**250 000 €**	**175 000€**	**75 000 €**	**70 000 €**	**105 000 €**

Annexe n°6 – Fiches-projet ingénierie territoriale

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-273

DOSSIER N° EX049271 - CPER - ETUDE PCAET - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LES PORTES DE L'ILE-DE-FRANCE (78)

Dispositif : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (n° 00000945)
Délibération Cadre : CP15-605 du 08/10/2015
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	40 000,00 € HT	70,00 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CCPIF CC PORTES DE L ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	RUE SOLANGE BOUTEL 78840 FRENEUSE
Statut Juridique	:	Communauté de Communes
Représentant	:	Monsieur ALAIN PEZZALI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dispositif d'aide : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité
Rapport Cadre : CP 2019-471 du 20 novembre 2019

La communauté de communes les portes de l'Ile de France Portes de l'Île-de-France (22 554 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Etude d'un Plan Climat Air Energie Territoriale".

Le Plan Climat Air Energie Territoriale (PCAET) poursuit une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle. Il concerne tous les secteurs d'activité, sous l'impulsion et la coordination de la Commuanuté de communes Les Portes de l'Île-de-France (CCPIF). Il a donc vocation à mobiliser tous les acteurs économiques, sociaux et environnementaux.
Une analyse sur l'identification des acteurs à associer à l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Climat est à réaliser.

Le PCAET a pour objectifs :
- de réduire les émissions de GES du territoire (volet « atténuation ») ;
- d'adapter le territoire aux effets du changement climatique, afin d'en diminuer la vulnérabilité (volet «

adaptation »).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 40 000.00 €. La subvention est calculée au taux de 70%.

Localisation géographique :

- FRENEUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et recherches	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	28 000,00	70,00%
CCPIF	12 000,00	30,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-273

DOSSIER N° EX050295 - INGENIERIE TERRITORIALE - ETUDE URBAINE SUR LES ABORDS RN6 - CAVYVS

Dispositif : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (n° 00000945)
Délibération Cadre : CP15-605 du 08/10/2015
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	100 000,00 € HT	70,00 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CA VAL D YERRES VAL DE SEINE
Adresse administrative	:	78 RN6 91805 BRUNOY
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur François DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine (26 096 hab - INSEE 2017) propose l'opération "Etude urbaine sur les abords de la RN6".
L'aménagement actuel des abords de cet axe matérialise en effet la fracture tangible entre l'espace urbanisé et la forêt, créant une profonde discontinuité urbaine. Il cristallise un ensemble de problématiques telles que des conflits d'usages, une faible attractivité des commerces, une faible place accordée aux piétons et aux cyclistes, un manque de visibilité de l'Obélisque de la Place de la Pyramide de Brunoy et enfin un accès retreint à la forêt de Sénart. La finalité de cette étude est d'aboutir à la définition d'un programme d'actions concrètes, en concordance avec l'étude de circulation menée en parallèle de la présente mission

Cette étude pré-opérationnelle portera sur trois phases :
- Un diagnostic (périmètre d'études, analyse de terrain, coût avec avantages et inconvénients),
- Des préconisations (schéma d'aménagement, phasage, scénarios...),
- Un programme d'actions (scénario retenu, préprogramme de travaux, estimation des coûts).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'étude s'élève à 100 000€ HT. Le taux de subvention est de 70%.

Localisation géographique :

- BRUNOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et recherches	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	70 000,00	70,00%
CA du Val d'Yerres Val de Seine	30 000,00	30,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-273

DOSSIER N° EX049266 - INGENIERIE TERRITORIALE - ETUDE PCAET - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE VALLEE (95)

Dispositif : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (n° 00000945)
Délibération Cadre : CP15-605 du 08/10/2015
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	100 000,00 € HT	70,00 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAPV COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE VALLEE
Adresse administrative	:	1 RUE DE L'EGALIT 95233 SOISY SOUS MONTMORENCY
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur LUC STREHAIANO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La communauté d'agglomération de Plaine Vallée -CAPV- (21461 habitants-INSEE 2017) propose "l'étude Plan Climat Air Energie Territorial".
Le plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) a été institué par la loi Grenelle II. En application du décret 2016-849 du 28 juin 2016, les intercommunalités de plus de 20 000 habitants ont l'obligation de mettre en œuvre le PCAET sur leur territoire.
Pour cette étude, il s'agit d'établir un diagnostic avec un programme d'actions connexes, sur le territoire des 18 communes de l'agglomération en cohérence avec les enjeux énergétiques et de développement de la CAPV. La zone d'influence pourra s'étendre sur les communes voisines et le bassin de vie (réduction des émissions de polluants, valorisation des eaux usées…).
L'étude portera en particulier sur les points suivants:
-estimation des émissions territoriales de gaz à effet de serre et polluants atmosphériques et analyse de leurs possibilités de réduction,
-estimation de la séquestration nette de CO2 et de ses possibilités de développement,
-état de la production des énergies renouvelables et estimation de leur potentiel de développement,
-analyse de la consommation énergétique finale du territoire et de son potentiel de réduction,

-analyse de la vulnérabilité du territoire face aux effets du changement climatique,
-élaboration de la stratégie territoriale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 100 000.00 €, plafonné à 70 000.00 €. La subvention est calculée au taux de 70%.

Localisation géographique :

- SOISY-SOUS-MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	70 000,00	70,00%
CAPV	30 000,00	30,00%
Total	100 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-276

DU 1 JUILLET 2020

POLITIQUE ÉNERGIE-CLIMAT - MISE EN ŒUVRE DU PLAN "CHANGEONS D'AIR" : AFFECTATIONS 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides minimis ;

VU le plan d'investissement européen dit Plan Juncker adopté le 24 juin 2015 par le parlement européen ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides en faveur à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'énergie ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives dite Loi Warsmann ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR ;

VU la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

VU le décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie ;

VU la délibération n° CP 12-891 du 21 novembre 2012 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale cinquième affectation 2012 ;

VU la délibération n° CR 98-12 du 22 novembre 2012 relative à l'approbation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) ;

VU la délibération n° CR 16-14 du 13 février 2014 relative à la stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 15-373 du 17 juin 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale – troisième affectation 2015 ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, l'approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Vallée de la Seine et à l'approbation du projet de Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Plan de Seine ;

VU la délibération n° CP 15-492 du 9 juillet 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale – quatrième affectation 2015 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 114-16 du 16 juin 2016 relative à l'adoption du plan « changeons d'air en Île-de-France » approuvant une convention pluriannuelle (216-2021) avec AIRPARIF ;

VU la délibération n° CP 16-503 du 16 novembre 2016 relative à la Politique Energie-Climat - troisième affectation 2016 ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 approuvant le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ;

VU la délibération n° CP 2017-100 du 8 mars 2017 relative à la Politique Energie-Climat – deuxième affectation 2017

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 relative à la Politique énergie-climat - sixième affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 18-223 du 30 mai 2018 relative à l'approbation de nouvelles conventions types pour des opérations en Délégation de Service Public dans le secteur de l'énergie ;

VU la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018 approuvant le nouveau règlement d'intervention relatif à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergie climat et l'approbation des conventions-types ;

VU la délibération n° CP 2019-177 du 22 mai 2019 relative à la 3ème affection 2019 – Mise en œuvre du plan « Changeons d'air » ;

VU la délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 relative à la 4ème affectation 2019 – Règlement d'intervention SLTE – Solde AIRPARIF pour 2019 et adhésion à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustibles AFHYPAC ;

VU la délibération n° CP 2019-332 du 18 septembre 2019 relative à la Politique Energie Climat : 5eme affectation 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-384 du 20 novembre 2019 relative à la politique énergie-climat : 6ème affectation 2019 – Mise en œuvre du plan « changeons d'air » ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 relative à la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour l'année 2020 ;

VU la délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 relative à la stratégie régionale Energie Climat : Île-de-France Territoire Hydrogène ;

VU la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 relative à la 1ère affectation 2020 -Mise en œuvre du plan « Changeons d'air – signature charte méthanisation » METHANISATION ?

VU la délibération n° CP 2020-101 du 4 mars 2020 relative à la Politique Energie Climat : Mise en œuvre du plan « Changeons d'air – 2ème affectation a permis notamment d'adopter une nouvelle convention-type ;

VU la délibération CP 2020-190 du 27 mai 2020 « Énergie, affectations aux associations environnementales et aux projets innovants » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU le rapport n°CP 2020-276 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, **au titre de l'aide aux investissements, d'attribuer à AIRPARIF** une subvention d'un montant maximum de **304 000 €** pour les opérations présentées dans la fiche-projet figurant en annexe n°1 à la présente délibération.

Affecte, à cet effet, une autorisation de programme de **304 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », Programme PR 73-001 (473001) (Qualité de l'air – Climat), action 473001013 « Investissement et études d'AIRPARIF », du budget 2020.

Cette affectation s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, volet 3 – transition écologique et énergétique, sous volet 35 – AIRPARIF, code projet 351 – AIRPARIF – Île-de- France.

***Article 2* :**

Décide, **au titre de l'aide au fonctionnement, d'attribuer à AIRPARIF** une subvention d'un montant maximum de **340 000 €** pour les opérations présentées dans la fiche-projet figurant en annexe n°1 à la présente délibération.

Affecte, à cet effet, une autorisation d'engagement de **340 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », Programme PR 73-001 (473001) (Qualité de l'air - Climat), action 473001023 « Soutien à AIRPARIF », du budget 2020.

Cette affectation s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, volet 3 – transition écologique et énergétique, sous volet 35 – AIRPARIF, code projet 351 – AIRPARIF – Île-de-France.

Article 3 :

Décide, **au titre de la mise en œuvre du Plan « Changeons d'air en Île-de-France », dans le cadre de l'AIRLAB,** de participer au financement de l'opération, détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe n°1 pour un montant prévisionnel maximum de **100 000 €.**

Affecte une autorisation de programme de **100 000 €,** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », programme PR 73-001 (473001) « Qualité de l'air – Climat », action 473001013 « Investissements et études d'AIRPARIF », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 3 – transition écologique et énergétique, sous volet 35 « AIRPARIF », code projet 351 « AIRPARIF – Île-de-France »

Article 4 :

Décide, **au titre de la mise en œuvre du Plan « Changeons d'air en Île-de-France »,** d'approuver le règlement d'intervention de **l'appel à projets, à l'attention des collectivités, pour améliorer la qualité de l'air dans les crèches et écoles primaires,** ci-joint en annexe n°2 à la présente délibération.

Article 5 :

Approuve la modification du Règlement d'Intervention relatif à la stratégie énergie-climat adopté par la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020, tel que présenté en annexe n°3 à la présente délibération.

Article 6 :

Approuve la modification du règlement d'intervention relatif au plan méthanisation adopté par délibération n° CR 2019-057 du 21 novembre 2019, tel que présenté en annexe 4 à la présente délibération.

Article 7 :

Approuve:

- la convention type pour les subventions d'investissements à la construction d'unités de méthanisation figurant en annexe n°5 de la présente délibération,
- la convention type pour les subventions d'investissements à la réalisation d'études préalables à la construction d'unités de méthanisation, figurant en annexe n°5 de la présente

délibération,

Article 8 :

Décide**, au titre de la Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France,** de participer au financement d'1 **construction** d'unité de méthanisation détaillée dans la fiche-projet correspondante figurant en annexe n°6 à la délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **100 000 €.**

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CR 16-14 du 13 février 2014 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **100 000 €,** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Energie », action 475001063 « Energies renouvelables », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Article 9 :

Décide**, au titre du Plan régional méthanisation,** de participer au financement de **2 études de faisabilité** détaillées dans les fiches-projet correspondantes figurant en annexe n°6 à la délibération, pour un montant prévisionnel maximum **30 672,50 €.**

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CR 2019-057 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 30 672,50 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Energie », action 475001063 « Energies renouvelables », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Article 10 :

Décide, au titre de la Stratégie énergie-climat, de participer au financement des 12 opérations, détaillées dans les fiches-projet correspondantes figurant en annexe n°6 à la délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **3 641 084,95 €.**

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **3 641 084,95 €,** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Energie », action 475001063 « Energies renouvelables », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et

énergétique », sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Article 11 :

Approuve la convention type relative au soutien des Agences Locales de l'Énergie et du Climat figurant en annexe n°7 à la délibération.

Subordonne l'attribution des subventions définies à l'article 12 ci-dessous à la conclusion de conventions conformes à cette convention type et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 12 :

Décide de participer au titre de la Stratégie énergie-climat au financement des 14 programmes d'actions portés par les structures locales de la transition énergétique dans les fiches-projet figurant en annexe n°8 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **839 463,45 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par l'article 11 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de **839 463,45 €** disponible sur le chapitre 937 «Environnement», code fonctionnel 75 «Politique de l'énergie», programme PR 75-001 (475001) «Energie», action 475001043 «Action d'intérêt général dans le domaine de l'énergie », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 «Transition écologique et énergétique », sous volet 31 « Energie et changement climatique», action 313 «Accompagnement ».

Article 13 :

Au titre de la cotisation annuelle à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible - AFHYPAC – Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **2 400 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008), « Actions transversales », action 17100803 « Soutien aux associations œuvrant pour l'environnement », du budget 2020.

Article 14 :

A la suite de la recommandation du médiateur de la région Île-de-France, il convient de procéder à une réaffectation au profit de l'association MVE « Maitrisez votre énergie » au titre du programme d'actions énergie 2017 (dossier 17002465).

Décide d'attribuer une subvention de 9 983,69 € à l'association MVE « Maitrisez votre énergie » correspondant au solde de la subvention attribuée initialement par délibération n° CP 2017-100 du 8 mars 2017.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par l'article 11 de la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional d'Île-de-France à la signer.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement d'un montant de **9 983,69 €** disponible sur le chapitre 937 «Environnement», code fonctionnel 75 «Politique de l'énergie», programme PR 75-001 (475001) «Energie», action 475001033 « Soutien aux agences, espaces et points info énergie », du budget 2020. La fiche-projet correspondante figure en annexe n°9 à la délibération.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 3 «Transition écologique et énergétique », sous volet 31 « Energie et changement climatique», action 313 « Accompagnement ».

Article 15 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé et à l'article 29 à la dérogation au RBF.

Article 16 :

Décide de transférer à la société Cabinet SERGIC, la subvention de 200 000 € attribuée antérieurement à la société PROXIGES pour la réalisation de travaux énergétiques dans le cadre de l'AMI COPRO DURABLE 2017 (dossier n° 17014844) par délibération CP n° 2017-554 du 22 novembre 2017.

Décide de transférer à la société Cabinet PLISSON IMMOBILIER le solde de la subvention d'un montant de 32 484 € attribuée antérieurement à l'Etude CARNOT 5 pour la réalisation de travaux énergétiques dans le cadre de l'AMI COPRO DURABLE 3 (dossier n° 15004224) par délibération CP n° 15-492 du 9 juillet 2015.

Les 2 fiches-projet correspondantes figurent en annexe n°9 à la délibération.

Article 17 :

A la suite d'erreurs matérielles**, décide d'opérer les rectifications suivantes :**

Dans la fiche-projet EX047299 figurant dans le rapport n° CP 2019-384 adopté lors de la commission permanente du 20 novembre 2019, il convient de lire dans le titre « 100 projets d'énergie renouvelable citoyens – LE PERRAY EN YVELINES» (et non pas MAIRIE DU PERRAY EN YVELINES).

Dans la fiche-projet EX047026 figurant dans le rapport n° CP 2019-384 adopté lors de la commission permanente du 20 novembre 2019, il convient de lire dans la présentation de l'organisme, au niveau de la dénomination : GRAPAGRI et au niveau de l'adresse administrative : 16 Quai de la Loire – 75019 PARIS (et non pas SEM ENERGIES POSIT'IF 90 avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN).

Dans la fiche-projet 19004788 figurant dans le rapport n° CP 2019-247 adopté lors de la commission permanente du 3 juillet 2019, le taux d'intervention est erroné. Le montant de la subvention votée soit 72 150 € correspond à un taux d'intervention de 15 % du montant de la base subventionnable soit 481 000 € et non un taux de 9,46 % comme présenté dans la fiche-projet votée.

Dans les 3 fiches-projet EX044804, EX044805 et EX045175 figurant dans le rapport n° CP 2019-177 adoptées lors de la commission permanente du 22 mai 2019, qui concernent les FERMES SOLAIRES DU MONT VALERIEN, modifiées par la commission permanente du 4 mars

2020 (n° CP 2020-101), il convient de lire que la structure est une Société par Actions Simplifiées et qu'elle récupère la TVA contrairement à ce qui était indiqué.

A la suite d'une erreur matérielle, décide d'opérer la rectification suivante : concernant le dossier EX044702 relatif à la subvention pour l'alimentation de la 1ère tranche de la ZAC Seine Gare par une petite chaufferie biomasse octroyée par délibération n° CP 2019-332 du 18 septembre 2019 à « SICUCV – Syndicat intercommunal de chauffage urbain Choisy Vitry », la fiche-projet est modifiée comme suit « le nombre de stagiaires à recruter est de deux ».

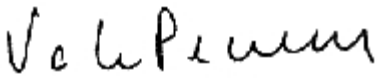
Les 7 fiches-projet correspondantes figurent en annexe n°9 à la délibération.

Article 18 :

Suite à un transfert de compétences, décide de transférer à l'EPT Paris Terres d'Envol les subventions attribuées antérieurement au Syndicat d'Equipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoy votées par délibération n° CP15-373 du 17 juin 2015 (dossier n°14010159), n° CP 16-503 du 16 novembre 2016 (dossier n°16011375), n° CP 2017-554 (dossier n°17011758, 17014660, 17014691) et n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018 (dossier n°18010400).

Approuve en conséquence les 6 avenants de transfert figurant en annexe n°10 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à les signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc183186-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : FICHES-PROJET "AIR"

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007351 - 2EME AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS D'AIRPARIF POUR 2020

Dispositif : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF (n° 00000575)
Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 907-73-20422-473001-1700
Action : 473001013- Investissement et études d'AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	304 000,00 € TTC	100,00 %	304 000,00 €
	Montant total de la subvention		304 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme d'investissement d'Airparif concerne principalement le matériel nécessaire pour le réseau de mesure, la métrologie et la chimie, notamment :
- l'acquisition de matériels de mesures granulométriques des particules ultrafines nécessaires pour la mise en œuvre de la campagne d'étude proposée sur cette thématique en 2020,
- le renouvellement de d'analyseurs (particules, ozone, et également pour l'analyse des composés organiques volatils COV),
- l'acquisition de deux analyseurs Black Carbon (carbone suie),
- l'achat de matériel de chromatographie ionique afin de réaliser des analyses chimiques des particules mais également des composés ammoniacaux et soufrés.

Une enveloppe de 70 k€ est dédiée pour des évolutions des outils de communication digitale (application Itinér'air etc).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le

bénéficiaire s’est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Comme le prévoit la convention AIRPARIF/REGION, 40 % du BP (qui est de 760 000 €) est affecté en juillet 2020 soit une affectation de 304 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007902 - AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE A L'INVESTISSEMENT D'AIRPARIF 2020 AIRLAB

Dispositif : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF (n° 00000575)
Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 907-73-20422-473001-1700
Action : 473001013- Investissement et études d'AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	100 000,00 € TTC	100,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative	:	7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'affectation permettra, d'une part, de doter l'association de capteurs supplémentaires (notamment pour suivre les niveaux de particules) dans le cadre de projet d'expérimentation et d'innovation (AIRLAB) ou d'anticipation sur les futures réglementations. Ces capteurs pourront être utilisés pour l'évaluation des projets lors d'expérimentations.

Elle servira d'autre part à financer deux études innovantes. L'une sur les méthodologies du suivi d'expérimentation et d'analyse des données de performances des systèmes de dépollution en qualité de l'air intérieur et extérieur. L'autre sur le cadrage et la standardisation de la métrologie des expérimentations des divers procédés de dépollution afin d'éviter des résultats éventuellement biaisés par une métrologie inadaptée. Ces études seront des actifs d'AIRLAB utilisables pour des projets régionaux. A noter qu'AIRPARIF envisage de s'appuyer sur les expérimentations en cours dans le cadre de l'appel à projets de la région « innovons pour l'air de nos bâtiments, appel à expérimentation de solutions de dépollution en air intérieur, et espace extérieurs confinés » pour la réalisation de ces études innovantes.

Cet investissement s'effectue dans le cadre de la participation d'AIRPARIF au AIRLAB tel que précisé dans l'avenant N°1 de la convention entre la Région et AIRPARIF.

Pour en savoir plus sur les projets en cours d'AIRLAB:
www.airlab.solutions

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'équipement de mesures	30 000,00	30,00%
Réalisation de deux études innovantes	70 000,00	70,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007347 - 2EME AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT D'AIRPARIF POUR 2020

Dispositif : Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF (n° 00000576)
Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 937-73-6574-473001-1700
Action : 473001023- Soutien à AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	340 000,00 € TTC	100,00 %	340 000,00 €
		Montant total de la subvention	340 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative	:	7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'observatoire de la qualité de l'air en Île-de-France poursuit ses travaux ainsi que l'information du public et des autorités pendant la crise sanitaire.

Son programme pour 2020 porte sur les axes d'intervention suivants:

L'axe "Surveiller" poursuit l'objectif de produire des données de mesures, d'analyses, d'inventaire d'émissions et de résultats de modélisation de qualité. Les points suivant figurent au programme de 2020:
- un inventaire sur les émissions 2018,
- l'améliorations des cartographies de la qualité de l'air au pas de temps horaire,
- approfondissement dans le cadre d'échanges européens (projet Autopollen) afin de développer la faisabilité de mise en œuvre d'un réseau automatique de surveillance des pollens.
- campagne de mesure dans les enceintes ferroviaires souterraines de la SNCF

L'axe "Comprendre" sera consacré à l'étude de mesure des particules ultra-fines dans différents environnements (étude sur 2020 – 2022). La station de mesure permanente servira de référence. Des mesures seront menées en situation de fond, en zone péri-aéroportuaire ainsi qu'à proximité du trafic routier.

Des échanges sont prévus avec des équipes de recherche pour affiner les connaissances sur l'ozone notamment en périodes de canicule avec des températures très élevées.
Les mesures à l'émission des bus seront poursuivies avec des mesures sur des bus au gaz. La finalisation de l'inventaire prospectif 2025 des émissions est également envisagée.

Axe "Accompagner" :
- travaux d'accompagnement notamment pour mieux interagir avec les Franciliens à travers le déploiement de son nouveau site web et la révision complète de son application pour téléphone mobile.
- actions de formations et sensibilisations renforcées notamment vers le personnel des collectivités
Les travaux au sein d'AIRLAB sur l'innovation seront prolongés en croisant les nouvelles technologies de mesures et les préoccupations des Franciliens.
Enfin, pour répondre à des sollicitations de plus en plus importantes, Airparif développera son activité internationale et favorisera ainsi le rayonnement du savoir-faire francilien.

Axe "Supports" : A noter qu'Airparif se dotera également d'un nouvel outil de management de la qualité et étendra sa démarche qualité à la mise en place d'une politique RSE.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Comme le prévoit la convention AIRPARIF/REGION, 40 % du BP (qui est de 850 000 €) est affecté en juillet 2020, soit 340 000 €.
Le montant total du budget de fonctionnement prévisionnel d'Airparif pour 2020 s'établit à 8,9 millions d'€uros.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ANNEXE N° 2 : RI AIR - CRECHES ET ECOLES

REGLEMENT D'INTERVENTION
APPEL A PROJETS POUR AMELIORER L'AIR DANS LES CRECHES ET LES ECOLES PRIMAIRES FRANCILIENNES

Les principales actions pour obtenir une bonne qualité de l'air intérieur consistent à :

- limiter les sources de polluants à l'intérieur des locaux et les apports venant de l'extérieur,
- éviter l'accumulation de polluants en renouvelant suffisamment l'air, grâce à une ventilation adaptée qui ne remplace pas toutefois un renouvellement d'air via l'ouverture de fenêtres de manière régulière (aération),
- s'assurer d'une bonne qualité physique de l'air (humidité comprise entre 40 et 60 %...).

Dans le cadre du plan « Changeons d'air en Île-de-France », le constat a été effectué que les réglementations et les normes ne sont pas suffisantes pour garantir une bonne qualité de l'air intérieur dans un grand nombre de situations.

La Région a déjà lancé des démarches pour mettre en œuvre des solutions innovantes dans les espaces souterrains des transports en communs et dans les bâtiments et les espaces intérieurs et espaces extérieurs confinés publics d'Île-de-France.

Dans le cadre de cet appel à projet, il s'agit de participer au financement des investissements réalisées par des collectivités afin d'améliorer la qualité de l'air dans les crèches et les écoles primaires.

Collectivités éligibles

Cet appel à projets s'adresse aux collectivités de moins de 20 000 habitants pour des projets concernant des crèches et écoles primaires situés en Ile-de-France.

Nature des projets

La surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les crèches et établissements scolaires fait l'objet de dispositions qui sont précisées par le décret n° 2015-1926 du 30 décembre 2015. Les collectivités gestionnaires de ce type d'établissement doivent réaliser des diagnostics complétés également dans certaines situations par des mesures des principaux indicateurs de la qualité de l'air intérieur.

Dans la très grande majorité des diagnostics, la situation est satisfaisante ou peut être facilement améliorée. Il existe toutefois certains bâtiments pour lesquels des investissements peuvent être pertinents pour obtenir de meilleure qualité de l'air.

Ainsi, les investissements éligibles à ce dispositif doivent concerner des solutions ayant fait leurs preuves pour améliorer la situation dans le contexte rencontré. Il ne s'agit pas de financer des expérimentations qui sont concernées par d'autres dispositifs régionaux.

Dépenses éligibles

Cet appel à projet a pour objectif d'aider financière les collectivités à réaliser ces investissements qui peuvent notamment concerner :

- la transformation des ouvrants (fenêtres) afin de permettre d'aérer régulièrement les pièces concernées,
- la mise à niveau de la ventilation avec notamment la mise en place d'insufflation d'air propre en place de système d'aspiration obsolète. Les modifications des dispositifs de

ventilation et de climatisation peuvent également avoir pour objectif de limiter la diffusion d'aérosols susceptibles de propager des agents pathogènes (bactéries, virus, moisissures etc),

- l'étanchéification des sols en cas de détection de remontées de produits polluants,
- la mise en place de dispositif ayant fait leurs preuves pour améliorer la qualité de l'air dans la situation rencontrée,
- autres investissements justifiés pour améliorer la situation.

Candidature à cet appel à projets

Les modalités de candidature, ainsi que la date de démarrage des différentes sessions de cet appel à projets, seront précisées sur le site de la Région.

Montant d'aide

L'accompagnement financier est le suivant : 50% maximum du montant des dépenses subventionnables TTC avec un plafond d'aide par crèche ou école de 100 000 €.

Le dépôt d'un dossier de demande de subvention ne vaut pas promesse de subvention et le fait qu'un projet soit éligible ne vaut pas attribution de subvention. Cette décision appartenant à la commission permanente de la Région.
La subvention de la Région est décidée par son assemblée délibérante, qui fixe son taux et son montant maximum, dans la limite du budget régional.
Règle de non cumul : les subventions proposées dans ce règlement d'intervention ne sont pas cumulables avec un autre dispositif régional qui couvrirait les mêmes dépenses.

NNEXE N° 3 : RI MODIFIE "STRATEGIE REGIONALE ENERGIE-CLIMAT"

Stratégie Régionale énergie-climat
Règlement d'intervention

Par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018, la stratégie énergie-climat de la Région Île-de-France a été adoptée. A travers ce document, la Région affiche trois principes primordiaux : la sobriété, la production d'énergies renouvelables et de récupération et la réduction de la dépendance énergétique francilienne.

L'objectif pour 2030 est de diminuer de moitié la dépendance aux énergies fossiles et nucléaire de l'Île-de-France par rapport à 2015, grâce à :

- la réduction de près de 20% de la consommation énergétique régionale,
- la multiplication par 2 de la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire francilien,
- la multiplication par 3 de la part globale des énergies renouvelables et de récupération (ENR&R) dans la consommation énergétique régionale.

Par délibération n° CR 2019-054 du 21 novembre 2019, la Région a adopté le plan solaire et la charte hydrogène par délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 pour accompagner l'essor de ces énergies et accélérer la réalisation des projets sur le territoire francilien.

Ce dispositif d'aide est pris en application du régime d'aide exempté n° SA.40405, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Article 1 : Bénéficiaires des subventions régionales

Sauf mention contraire, les bénéficiaires des subventions régionales accordées dans le cadre de la stratégie énergie-climat sont toutes les personnes morales.

Dans le cadre d'une opération réalisée en Délégation de Service Public, les bénéficiaires des subventions régionales sont les collectivités et leurs groupements en leur qualité de délégant, charge à elles de reverser la subvention régionale au délégataire.

Article 2 : Actions éligibles et subventions

Les taux d'intervention régionaux définis dans le présent règlement constituent des maxima.

Pour être éligible à un soutien de la Région Île-de-France, toute demande de subvention doit précéder le démarrage des travaux et/ou prestations intellectuelles de l'opération envisagée, les dépenses éligibles des dossiers éligibles sont prises en compte à compter de la date de démarrage indiquée sur la fiche projet.

Le dépôt d'un dossier de demande de subvention ne vaut pas promesse de subvention et le fait qu'un projet soit éligible ne vaut pas attribution de subvention. Cette décision appartenant à la commission permanente de la Région.
La subvention de la Région est décidée par son assemblée délibérante, qui fixe son taux et son montant maximum, dans la limite du budget régional.

Règle de non cumul : les subventions proposées dans ce règlement d'intervention ne sont pas cumulables avec un autre dispositif régional qui couvrirait les mêmes dépenses.

Basée sur la comparaison entre la solution du projet proposée par le dossier de demande de subvention et une solution de référence (lorsque cette comparaison est possible) l'analyse économique d'un projet permet de déterminer le montant de l'assiette des investissements éligibles et le juste niveau d'aide publique à attribuer au projet en ce qu'elle permet :

- d'analyser la faisabilité économique du projet (au travers, notamment, de l'indicateur de taux de rentabilité interne) afin d'apporter le juste niveau d'aide publique aux projets,
- de faire respecter les plafonds de subvention s'imposant dans le cadre du régime d'aide exempté n° SA.40405, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Les actions éligibles, les dépenses éligibles et les subventions correspondantes sont présentées ci-après. La Région propose ainsi **des appels à projets, des appels à manifestation d'intérêt et des dispositifs complémentaires** afin d'inscrire résolument l'Île-de-France dans la transition énergétique.

La méthanisation fait l'objet d'un plan dédié voté au Conseil Régional du 21 novembre 2019.

1. Les appels à projets (AAP) et appels à manifestation d'intérêt (AMI)

Chaque appel à projets et appel à manifestation d'intérêt fera l'objet d'un règlement dédié venant préciser les critères d'éligibilité, ainsi que le calendrier à respecter.

Les axes d'analyse seront adaptés selon les appels à projets. Ces axes pourront être notamment les suivants :

- Le caractère innovant du projet
- L'acceptabilité du projet par les citoyens impactés par le projet
- La prise en compte de la transition écologique de manière globale dans le projet : performances énergétiques, prévention et gestion des déchets de chantier, qualité de l'air, préservation des ressources naturelles, le taux d'incorporation de matériaux bois et bio sourcés et l'origine géographique des matériaux utilisés et moyens de transformation utilisés, en privilégiant dans les deux cas les circuits courts.
- La production d'énergie thermique. Concernant les demandes de subvention portant sur ces installations, il devra être réalisé au préalable des études
    - de potentiels EnR&R réalisée en amont qui montrera que la source d'ENR&R retenue est conforme à la priorisation des EnR&R telle qu'inscrite dans le SRCAE. A cet effet le maître d'ouvrage dispose de l'outil ENRChoix : http://www.enrchoix.idf.ademe.fr/)
    - de faisabilité combinant analyse technique, économique, règlementaire et environnementale (incluant les analyses d'impact) mentionnées à l'article 4 et qui aura été réalisée par un bureau d'études indépendant du maître d'œuvre (sauf dérogation liée à une expertise publique ou une recherche infructueuse de compétences sur un domaine innovant ; ces points devront être dûment justifiés et des contre-expertises pourront être demandées).
- L'impact sur la création et / ou le maintien d'emplois locaux non délocalisables
- L'origine des financements et la répartition des retours sur investissement
- L'impact financier sur les usagers
- Le niveau de mobilisation de l'ingénierie régionale (utilisation de données issues du ROSE, de l'outil GESI, recours au Réseau Régional de la Transition Energétique,…)

Si nécessaire, la Région, se réserve le droit de consulter des partenaires institutionnels pour l'examen technique des dossiers de candidature reçus.

<u>Le financement des études suivantes peut être demandé</u> :

- Schéma directeur d'énergies renouvelables et de récupération
- Etude de faisabilité technique, économique, financière, juridique
- Accompagnement aux concertations publiques (hors concertation réglementaire)

- Etude des dépendances énergétiques des territoires

Les études à caractère obligatoire (étude d'impact, dossier ICPE, par exemple) ne sont pas éligibles à l'aide régionale.

Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

a. Appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables

Cet appel à projets vise à financer :

- Les schémas directeurs de réseaux de chaleur et de froid
  Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

- Les créations et extensions de réseaux de chaleur et/ou de froid alimentés en énergies renouvelables et de récupération
  Aide régionale : jusqu'à 30% du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000€

- Les installations de géothermie superficielle, doublet de géothermie profonde, installations de récupération d'énergie fatale (dont UIOM, datacenter, eaux usées,….)
  Aide régionale : jusqu'à 30% du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000€ sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000€.

- Les chaufferies biomasse
  Aide régionale :
  - Si la production d'énergie de l'installation est inférieure à 1 200 MWh/an : jusqu'à 50% du montant des dépenses éligibles TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 500 000 €.
  - Si la production d'énergie de l'installation est supérieure à 1 200 MWh/an : jusqu'à 30% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA des dépenses éligibles, plafonnée à 1 000 000 €.

- Les plateformes biomasse
  Aide régionale : jusqu'à 70% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, toutes aides publiques confondues dans la limite des 100€/m^3 abrité, en cas de recours à une structure en bois.

b. Appel à projets EnR&R – électricité renouvelable

Cet appel à projets vise à financer :
- Les installations éoliennes
- Les installations photovoltaïques
- Les installations de production et de distribution d'hydrogène d'origine renouvelable et de récupération
- Les installations de production d'hydro électricité.

Aide régionale pour les investissements : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour les installations photovoltaïques subventionnées jusqu'à 50 %.

c. Appel à projets citoyens

Cet appel à projets financera les initiatives citoyennes portées par des sociétés de projets dans lesquelles les personnes physiques et les collectivités sont majoritaires.

Il permettra :

- Le financement d'études de faisabilité
  Aide régionale de ces études : jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €

- Le financement des investissements, sur le principe de 1€ de subvention de la Région pour 1€ investi dans un projet citoyen.
  Aide régionale : 50 % maximum du montant éligible, plafonnée à 200 000 €. La Région pourra verser une avance de subvention à la signature de la convention de 80 % du montant attribué.
  En 2020, l'aide à l'investissement dans les projets citoyens sera bonifiée de 10 % supplémentaires, en la portant à 60 % maximum, plafonnée à 200 000 €.

d. Appel à projets rénovation énergétique

Cet appel à projets portera sur les travaux de rénovation énergétique et climatique ambitieuse des bâtiments tertiaires publics pour les communes de moins de 20 000 habitants.

- Le financement de plans stratégiques patrimoniaux :
  Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

- Le financement de travaux :
  Aide régionale : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux bio-sourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher.

e. Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire

Cet appel à projets portera sur la rénovation ambitieuse d'installations d'éclairage public et de gestion de l'éclairage public pour les communes de moins de 20 000 habitants, s'inscrivant dans une réflexion globale de l'éclairage du territoire dans un objectif de diminution de la pollution lumineuse et de création d'une trame noire.

- Le financement d'études pour un schéma directeur d'éclairage public (à bien distinguer des études permettant la mise en place de trame noire, ces dernières pouvant être accompagnées dans le cadre de la Stratégie Régionale de la Biodiversité)
  Aide régionale : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

- Le financement de travaux
  Aide régionale :
  - jusqu'à 20 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des projets qui conduisent à une réduction par facteur 2 de la consommation énergétique sur le périmètre d'installations rénové ;
  - jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des projets qui conduisent à une réduction au moins par un facteur 3 de la consommation énergétique sur le périmètre d'installations rénové ;

Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit.

L'aide régionale est plafonnée à 150 000 €.

L'aide est attribuée à la commune mais la demande peut-être regroupée par un EPCI tel qu'un syndicat d'énergie par exemple.

f. Appel à projets innovants

La transition énergétique étant un sujet évolutif, cette rubrique permettra l'émergence de projets innovants.

Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 1 000 000 €.

g. L'AMI « Mobilisation des collectivités pour le développement de l'énergie solaire en Île-de-France »

La Région lancera un appel à manifestation d'intérêt à destination des collectivités afin de les accompagner dans l'élaboration d'un diagnostic solaire.

En utilisant notamment le cadastre solaire, l'objectif est de réaliser un diagnostic des potentiels solaires des collectivités lauréates afin de révéler les opportunités d'installation de panneaux photovoltaïques sur le foncier et le bâti de leur territoire et de les accompagner dans l'identification des bons interlocuteurs techniques et financiers pour la réalisation des projets.

Ainsi cet AMI va permettre de :

- Mettre en avant les potentiels solaires issus du cadastre solaire,
- Identifier le foncier disponible et adapté au développement de centrales solaires photovoltaïques,
- Rassembler les initiatives communales et intercommunales pour les aider à atteindre une taille critique lorsqu'elle n'est pas atteinte,
- Fournir un cadre technico-économique de référence aux collectivités territoriales
- Partager les bonnes pratiques et faciliter l'essor des projets en Île-de-France.

Ce dispositif fera l'objet d'une collaboration technique entre la Région et l'Institut Paris Région et notamment l'Agence Régionale Energie Climat (AREC) dès le début 2020.

h. L'AMI « Innovation et structuration de la filière Hydrogène »

La Région lancera un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Innovation et structuration de la filière Hydrogène » à destination des collectivités et des entreprises afin de lever les freins à la structuration d'un réseau opérationnel de distribution de l'hydrogène : accessibilité et interopérabilité.

Ainsi cet AMI va permettre d'accompagner le développement d'un réseau de stations de recharge accessibles en aidant notamment :

- Le développement de stations ouvertes à terme, et de leur répartition spatiale en fonction des besoins et des stations déjà existantes,
- La fourniture d'hydrogène en interopérabilité (350 et 700 bars),
- L'organisation de l'universalité des paiements,
- La possibilité de conversion d'une station propriétaire en une station ouverte au public et interopérable,

- Les innovations facilitant le développement de la filière hydrogène dans tous domaines (fluvial, réseaux…).

De plus, la démarche doit s'intégrer dans une cohérence de déploiement des points de distribution sur le territoire francilien.

Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 400 000 €.

2. Le réseau de la transition énergétique

Dans l'objectif de renforcer le réseau francilien de la transition énergétique, les fonctionnements de ces structures sont soutenus dans le cadre de programmes annuels d'actions énergie-climat des ALEC (Agences Locales de l'Energie) et structures assimilées.

Aide régionale : les modalités de financement sont fixées dans une convention reposant sur un socle de missions à exercer pour les particuliers, les collectivités et les entreprises. Le programme d'activités est suivi par des indicateurs permettant d'évaluer les résultats concrets.

Article 3 : Conditions administratives d'éligibilité

Accueil de stagiaire(s) ou d'apprenti(s)

Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ». Elle vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail.

L'ensemble des structures subventionnées ont l'obligation d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum.

Le bénéficiaire s'engage donc, au regard du montant prévisionnel de la subvention régionale, de ses capacités d'accueil et des plafonds légaux encadrant l'accueil des stagiaires, à accueillir des stagiaires - ou jeunes en alternance - pour une durée minimum de deux mois.

Dans le cadre d'une opération réalisée en Délégation de Service Public, l'engagement de recruter des stagiaires est porté par l'autorité délégante.

Cet engagement ne s'applique ni aux agriculteurs, ni aux syndics de copropriétés ni aux projets citoyens.

Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité

Par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, le Conseil régional a adopté la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avec cette charte, la Région entend promouvoir et faire respecter les valeurs de la République et le principe de laïcité dans tous les champs de son intervention, en garantissant à toutes et tous l'égalité de traitement, la liberté d'accès aux services, la non-discrimination, le refus des provocations, des violences et des incitations à la haine.

La Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité s'applique aux agents régionaux, mais également à tous les organismes soutenus par la Région et usagers des équipements et services publics régionaux.

La charte constitue donc une pièce obligatoire à fournir pour toute demande de subvention. Cette obligation s'applique à tous les candidats hors organismes publics (collectivités, EPCI et Etat).

Signature d'une convention

Le bénéficiaire devra également signer une convention, en double exemplaire, avec la Région sur la base du modèle type adopté par la Région pour chaque catégorie de subvention concernée (investissement simple, investissement avec délégation de service public, fonctionnement) dès lors que le montant de la subvention est supérieur ou égal à 23 000€ comme le stipule le règlement budgétaire et financier de la Région.

Ces conventions apportent des précisions sur les engagements des bénéficiaires sur les aspects financiers, administratifs et techniques mais également sur les engagements en matière d'information et de communication.

Article 4 : Composition du dossier de demande de subvention

Pour tout projet, le bénéficiaire doit présenter un dossier de demande de subvention complet, comportant à minima les pièces suivantes et sauf dérogation (liste complétée et précisée dans les cahiers des charges des AAP et AMI).

Concernant le volet administratif :
- la fiche administrative dûment complétée,
- la charte de la laïcité et des valeurs de la République signée,
- la lettre portant engagement de recruter des stagiaires signée,
- la preuve de l'intégration du projet dans un cadre d'engagement signé avec la Région,
- le RIB du bénéficiaire,
- pour les associations : le bilan et le compte de résultats synthétiques les plus récents.

Concernant le volet technico-économique du projet :
- la fiche technique spécifique au projet,
- tout rapport d'études préalables aux travaux (études de faisabilité, audits, diagnostics,…),
- une note situant le projet au sein du contexte énergétique local (PCAET, consommateurs associés,…),
- le plan d'affaires de l'opération.

A noter que pour les études, le porteur de projet présentera uniquement :
- la fiche administrative, dûment complétée,
- le cahier des charges de l'étude pour laquelle il sollicite la Région,
- un devis, le cas échéant.

Les dossiers sont à déposer sur la plateforme régionale des aides :
https://mesdemarches.iledefrance.fr

ANNEXE N° 4 : RI MODIFIE PLAN METHANISATION

Règlement d'intervention

Ces dispositifs d'aide sont pris en application du régime d'aide exempté n° SA.40405, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Article 1 : Bénéficiaires des subventions régionales

Les bénéficiaires des subventions régionales accordées dans le cadre du Plan Méthanisation sont toutes les personnes morales, à l'exception de l'Etat et des grandes entreprises (selon la définition communautaire des entreprises[1]).

Les organismes publics, notamment les Communes, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, Départements, Etablissements publics (autres que les EPCI), Syndicats de communes ou mixtes, font également partie des bénéficiaires éligibles, à l'exception des opérateurs de l'Etat.

Dans le cadre d'une opération réalisée en Délégation de Service Public, les bénéficiaires des subventions régionales sont les collectivités et leurs groupements en leur qualité de délégant.

Article 2 : Actions éligibles et subventions

Les actions et les dépenses susceptibles de bénéficier d'une aide financière régionale au titre du présent dispositif sont définies dans les alinéas qui suivent.

Est également défini le mode de calcul des subventions qui peuvent être attribuées.

Les dossiers susceptibles de bénéficier d'une aide régionale sont sélectionnés à l'issue d'un des appels à projets définis ci-dessous, ou répondent aux conditions des dispositifs complémentaires afin d'inscrire résolument l'Île-de-France dans les objectifs du Plan Méthanisation, de la Stratégie Régionale Energie-Climat et du Pacte Agricole.

2.1 Dispositions communes

Les taux d'intervention régionaux définis dans le présent règlement constituent des *maxima*.

Pour être éligible à un soutien de la Région Île-de-France, toute demande de subvention doit précéder le démarrage des travaux et/ou prestations intellectuelles de l'opération envisagée. Les dépenses éligibles des dossiers éligibles sont prises en compte à partir de la date de réception du dossier de demande de subvention.

Règle de non cumul : les subventions proposées dans ce règlement d'intervention ne sont pas cumulables avec un autre dispositif régional qui couvre les mêmes dépenses.

Calcul du montant des aides : basée sur la comparaison entre la solution du projet proposée par le dossier de demande de subvention et une solution de référence, l'analyse économique d'un projet permet de définir le juste niveau d'aide publique à attribuer au projet en ce qu'elle permet :

- de déterminer le montant de l'assiette des investissements éligibles ;

[1] Guide de l'utilisateur pour la définition des PME : https://publications.europa.eu/s/iOLS

- d’analyser la faisabilité économique du projet (au travers, notamment, de l’indicateur de Taux de Rentabilité Interne).

S’agissant des projets de méthanisation de boues de station d’épuration, le montant des aides sera calculé de la façon suivante : jusqu’à 20 000 €/Nm³/h valorisé pour l’injection (calculé sur la durée du contrat de rachat de l’énergie) ou 3 000 €/kWé installé pour la cogénération.

Le dépôt d’un dossier de demande de subvention ne vaut pas promesse de subvention et le fait qu’un projet soit éligible ne vaut pas attribution de subvention.

La subvention de la Région est décidée par son assemblée délibérante, qui fixe son taux et son montant maximum, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente.

2.2 Les appels à projets pour les travaux de construction d’unités de méthanisation

Chaque appel à projets comporte un cahier des charges dédié qui précise les critères techniques et économiques attendus, ainsi que le calendrier à respecter.

L’unité de méthanisation doit être localisée en Île-de-France.

Les intrants sont tous les intrants autorisés par la réglementation à l’exception de la fraction fermentescible des ordures ménagères issue d’un tri mécanique.

Les axes d’analyse sont adaptés à chaque appel à projets. Ils sont définis dans les règlements d’intervention de chaque appel à projets. Ces axes peuvent être notamment les suivants :

- La prise en compte de la transition écologique de manière globale dans le projet :
    - performances énergétiques ;
    - hiérarchie des modes de gestion des intrants ;
    - empreinte environnementale du projet : impact sur l’eau, les sols et l’air, gestion de la fertilisation et des traitements des cultures, respect des bonnes pratiques environnementales ;
    - prévention et gestion des déchets du chantier...
- L’intégration du projet dans son environnement et les démarches de concertation ;
- L’impact sur la création et/ou le maintien d’emplois locaux non délocalisables ;
- L’origine des financements et la répartition des retours sur investissement.

Le dossier devra comporter une étude de faisabilité combinant analyse technique, économique, règlementaire et environnementale (incluant les analyses d’impact), et qui aura été réalisée par un bureau d’études indépendant du constructeur et le cas échéant du maître d’œuvre. Une dérogation à l’obligation d’indépendance du bureau d’études peut être accordée. Elle devra être demandée préalablement à la réalisation de l’étude et faire l’objet d’un accord écrit des services de la Région.

La subvention est conditionnée à l’absence de contre-indication relative aux différentes démarches réglementaires (installations classées pour la protection de l’environnement, loi sur l’eau, permis de construire, agrément sanitaire pour les sous-produits animaux).

a. Appel à projets « méthanisation agricole »

Cet appel à projets vise à financer la création d'unités de méthanisation agricoles : projets portés par des exploitations agricoles et/ou des sociétés de projet agricoles réunissant plusieurs agriculteurs.

Les intrants sont majoritairement agricoles (CIVE, effluents d'élevage…) mais peuvent comporter d'autres intrants tels que ceux en provenance de l'industrie agro-alimentaire, des déchets végétaux, des fumiers équins, des biodéchets issus d'un tri à la source, etc.

Cet appel à projets est lancé sur une base régulière, avec une fréquence minimale annuelle. Les projets sont évalués par un jury consultatif constitué des services de la Région, de l'ADEME, des services de l'Etat (DRIEE, DRIAAF) de l'AREC et d'experts qualifiés d'autres partenaires institutionnels le cas échéant (Caisse des dépôts, Bpifrance, Agence de l'eau, etc.).

La Région est *in fine* seule décisionnaire de l'attribution de l'attribution de ses financements.

Aide régionale : jusqu'à 30% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 1 500 000 €, sauf cas exceptionnels, sous forme de subventions (1 000 000 € maximum) et de prise de participation dans les sociétés de projets associant au moins 3 exploitants agricoles (500 000 € maximum). Un bonus de 50 000 € est accordé aux projets portés par des groupements d'au moins 4 exploitations agricoles.

b. Appel à projets « méthanisation non-agricole »

Cet appel à projets vise à financer la création d'unités de méthanisation portées par toutes les structures non-agricoles : collectivités, sociétés de projet non-agricoles, SEM, etc.

Les projets de micro-méthanisation de biodéchets sont exclus de cet appel à projets et traités dans le cadre de l'appel à projets « innovants ».

Cet appel à projets est lancé sur une base régulière, avec une fréquence minimale annuelle. Les projets sont évalués par un jury consultatif constitué des services de la Région, de l'ADEME, des services de l'Etat (DRIEE, DRIAAF) de l'AREC et d'experts qualifiés d'autres partenaires institutionnels le cas échéant.

La Région est *in fine* seule décisionnaire de l'attribution de l'attribution de ses financements.

Aide régionale : jusqu'à 30% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 €, sauf cas exceptionnels, sous forme de subventions (1 500 000 € maximum) et de prise de participation (500 000 € maximum).

c. Appel à projets « projets innovants »

Cet appel à projets couvre notamment les projets de micro-méthanisation de biodéchets définis comme suit : unités de traitement de proximité par méthanisation de déchets alimentaires et assimilés triés à la source, dans des sites d'une capacité maximale de 3 000 t/an.

Les dépenses relatives à la mise en place de station GNV/bioGNV ne sont pas éligibles.

Cet appel à projets est ouvert en permanence. Les projets sont évalués par les services de la Région. Si nécessaire, la Région consulte des partenaires institutionnels pour l'analyse technique des dossiers de candidature reçus, voire organise un jury consultatif, constitué des

services de la Région, de l'ADEME, des services de l'Etat (DRIEE, DRIAAF) de l'AREC et d'experts qualifiés d'autres partenaires institutionnels le cas échéant, pour évaluer le projet.

La Région est *in fine* seule décisionnaire de l'attribution de l'attribution de ses financements.

Aide régionale : jusqu'à 30% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 500 000 € par site d'implantation, sauf cas exceptionnels.

2.3 Les dispositifs complémentaires : aides aux études

Afin de permettre l'émergence de nouveaux projets, les études ou prestations suivantes pourront être aidées :

- Etudes de faisabilité technique, économique, financière, juridique, relative à un projet d'unité de méthanisation et études techniques complémentaires (étude de gisement, potentiels méthanogènes, étude de sols…) nécessaires au montage du projet
    - Aide régionale : jusqu'à 50% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €
- Etude de raccordement au réseau gazier, relative à un projet d'unité de méthanisation – uniquement si celle-ci est réalisée pendant ou après l'étude de faisabilité technico-économique
    - Aide régionale : jusqu'à 50% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €

Article 3 : Conditions administratives d'éligibilité

3.1 : Accueil de stagiaire(s) ou d'apprenti(s)

Les élus régionaux ont adopté, par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, la mesure *« 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens »*. Elle vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail.

En application de cette mesure, l'ensemble des structures subventionnées par la Région Île-de-France ont l'obligation d'accueillir au moins un stagiaire ou jeune en alternance pendant une période de deux mois minimum.

Le bénéficiaire s'engage donc, au regard du montant prévisionnel de la subvention régionale, de ses capacités d'accueil et des plafonds légaux encadrant l'accueil des stagiaires, à accueillir des stagiaires - ou jeunes en alternance - pour une durée minimum de deux mois.

Dans le cadre d'une opération réalisée en Délégation de Service Public, l'engagement de recruter des stagiaires est porté par l'autorité délégante.

3.2 Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité

Par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, le conseil régional a adopté la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avec cette charte, la Région entend promouvoir et faire respecter les valeurs de la République et le principe de laïcité dans tous les champs de son intervention, en garantissant à toutes et tous l'égalité de traitement, la liberté d'accès aux services, la non-discrimination, le refus des provocations, des violences et des incitations à la haine.

La Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité s'applique à tous les organismes soutenus par la Région et usagers des équipements et services publics régionaux.

La charte signée constitue donc une pièce obligatoire à fournir pour toute demande de subvention. Cette obligation s'applique à tous les candidats hors organismes publics (collectivités territoriales ou leurs groupements et établissements publics).

3.3 Signature d'une convention

L'attribution de la subvention régionale est subordonnée à la conclusion d'une convention passée entre la Région Île-de-France et l'attributaire. Cette convention est établie sur la base du modèle type adopté par la Région pour chaque catégorie de subvention concernée.

Ces conventions définissent les engagements réciproques des bénéficiaires et de la Région Île-de-France sur les aspects financiers, administratifs et techniques mais également sur les engagements en matière d'information et de communication.

Article 4 : Composition du dossier de demande de subvention

Tout bénéficiaire doit présenter un dossier de demande de subvention complet, comportant a minima les pièces suivantes :

Concernant le volet administratif :

- la fiche administrative
- la charte de la laïcité et des valeurs de la République signée, le cas échéant
- la lettre portant engagement de recruter des stagiaires signée,

Concernant le volet technique :

- la fiche technique spécifique au projet
- tout rapport d'études préalables aux travaux (études de faisabilité, audits, diagnostics, …)

Concernant le volet financier :

- le budget prévisionnel et un plan de financement de l'opération avec l'apport des autres financeurs
- un RIB du candidat
- pour les associations : le bilan et le compte de résultats synthétiques les plus récents

Les dossiers sont à déposer sur la plateforme régionale des aides :
https://mesdemarches.iledefrance.fr

Lorsque les appels à projets sont réalisés en commun avec l'ADEME, le dossier est à déposer soit sur la plateforme des aides de l'ADEME soit sur celle de la Région.

ANNEXE N° 5 : CONVENTIONS-TYPE MODIFIEES PLAN METHANISATION

APPEL À PROJETS UNITÉS DE MÉTHANISATION :

- MÉTHANISATION AGRICOLE
- MÉTHANISATION NON-AGRICOLE
- PROJETS INNOVANTS

NOM DE L'OPERATION

CONVENTION N°

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2019-332 du 18 septembre 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Appel à projet unités de méthanisation » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2019-057 du 21 novembre 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXXX-XX du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir le Tiers X pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°XXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à X % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX€, soit un montant maximum de subvention de XX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Il s'engage également à mettre en œuvre les moyens nécessaires et à :

- employer la subvention conformément à l'objet de la présente convention ;
- mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale ;
- évaluer l'opération/les actions subventionnées ;
- informer, sans délai, la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution de l'opération subventionnée.

En outre, il s'engage sur les éléments suivants :

Accompagnement des projets
Le porteur de projet maître d'ouvrage doit être accompagné d'une expertise indépendante (assistant à maîtrise d'ouvrage et/ou maître d'œuvre) tout au long du développement du projet, sauf dérogation autorisée par la Région, notamment en cas de compétence suffisante avérée du porteur de projet en matière de développement, conception, construction, et exploitation d'unités de production de biogaz.
La conception doit être proposée par un contractant général (clé-en-main) ou un maître d'œuvre ensemblier sauf dérogation autorisée par l'ADEME et la Région, afin notamment de garantir la maîtrise de l'allotissement. Un coordinateur SPS et un contrôleur technique de construction seront également désignés par le maître d'ouvrage.

Garantie de fonctionnement et garantie de résultats
L'unité objet de la présente convention est installée par un prestataire assurant de façon contractuelle une assistance technique à l'étalonnage et à la montée en puissance de l'installation pendant la première année de fonctionnement (obtention du niveau de performance théorique) ainsi qu'une garantie de bon fonctionnement et une maintenance pendant au moins un an après la mise en service au régime nominal (lettre d'intention exigée de la part du prestataire).

Suivi technique de l'installation
sigle ou nom du bénéficiaire est tenu de transmettre à la Région les données annuelles d'exploitation (informations techniques et économiques) de son installation démontrant l'atteinte des performances avancées sur une période de 5 années à partir de la mise en fonctionnement de l'installation.
Une plateforme informatique est à compléter par *sigle ou nom du bénéficiaire*. Elle permet de faciliter la transmission et la centralisation des données annuelles d'exploitation et est mise à disposition sur le site : http://seametha.ademe.fr/
sigle ou nom du bénéficiaire s'engage à effectuer, via une prestation externe, un suivi et une maintenance technique et biologique de l'installation sur une durée minimum de 2 ans à compter de la mise en fonctionnement de l'installation.
sigle ou nom du bénéficiaire, pendant toute la durée de fonctionnement de son installation, doit s'assurer auprès des exploitations agricoles du respect des critères agricoles et être à même de fournir des informations à la Région notamment les registres phytosanitaires des exploitations concernées.

ARTICLE 2.2 CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS - OBLIGATIONS PARTICULIÈRES

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

sigle ou nom du bénéficiaire s'engage à :

- apposer la mention « *opération financée par la Région Île-de-France* » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action ;
- apposer le logotype de la Région Île-de-France :
    - o en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …) ;
    - o en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France ;

  L'insertion du logotype doit être conforme à la charte graphique régionale. L'ensemble des documents doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.
- Informer de la Région des dates prévisionnelles et définitives des manifestations et toute opération de promotion, de toute opération de presse, de relations publiques ou de médiatisation du projet

subventionné. Le calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région ;
- Soumettre, lors d'inauguration ou de toute cérémonie officielle, les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer parmi les puissances invitantes la Présidente de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement ;
- Faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés ;
- Coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par la Région (en fonction de la nature du projet ou de l'événement) (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles destinés à assurer la visibilité de la collectivité territoriale etc.) ;
- Implanter sur son site un panneau de chantier mentionnant le soutien financier de la Région Île-de-France, en cas de participation financière de la Région Île-de-France à une opération de construction, reconstruction, restauration etc. et maintenir un support de communication pendant la durée d'exploitation du site.
- Produire les justificatifs du bon respect des obligations définis ci-dessus (envoi d'un exemplaire de chaque type de documents imprimé, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings etc…).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 MODALITÉS de VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.
Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE *3.2.1: Versement d'avances*

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois, les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE *3.2.2: Versement d'acomptes*

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE *3.2.3 : Versement du solde*
La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- x justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.
Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XX du .

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE LA METHANISATION : AIDE AUX ÉTUDES
- ETUDES DE FAISABILITÉ TECHNIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE, JURIDIQUE
- ÉTUDES TECHNIQUES COMPLÉMENTAIRES (ÉTUDE DE GISEMENT, POTENTIELS MÉTHANOGÈNES, ÉTUDE DE SOLS…)
- ETUDE DE RACCORDEMENT AU RÉSEAU GAZIER
- …

NOM DE L'OPERATION

CONVENTION

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2019-332 du 18 septembre 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « aide aux études » du Plan Méthanisation adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2019-057 du 21 novembre 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXXX-XX du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir le Tiers X pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°XXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à X % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX€, soit un montant maximum de subvention de XX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS - OBLIGATIONS PARTICULIÈRES

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
sigle ou nom du bénéficiaire s'engage à :

- apposer la mention « *opération financée par la Région Île-de-France* » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action ;
- apposer le logotype de la Région Île-de-France :
    - o en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …) ;
    - o en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France ;

  L'insertion du logotype doit être conforme à la charte graphique régionale. L'ensemble des documents doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.
Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE *3.2.1: Versement d'avances*

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois, les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.
Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE *3.2.2: Versement d'acomptes*

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état

récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE *3.2.3 : Versement du solde*
La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- x justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.
Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XX du .

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

ANNEXE N° 6: FICHES-PROJET ENERGIE

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° EX049896 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - SAS AVIGAZ à Voulton (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	1 660 000,00 € HT	6,02 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS AVIGAZ
Adresse administrative	:	HAMEAU DE GIMBROIS 77560 VOULTON
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Nicolas NOEL, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet regroupe 2 exploitations agricoles réunies dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, AVIGAZ.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 3 700 t/an, composé de 1500 tonnes d'effluents d'élevage, 1200 tonnes de poussières de chanvre, 700 tonnes de pailles et 300 m3 de jus d'ensilage.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 3 700 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 172 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est la cogénération : injection de 1 560 MWhé sur le réseau életrique (200 kWé installé), et valorisation de la chaleur résiduelle sur les ateliers d'élevage des exploitations (1 000 m2 de bâtiments agricoles).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- VOULTON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	1 660 000,00	100,00%
Total	1 660 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (sollicitée)	100 000,00	6,02%
Subvention ADEME (attribuée)	300 000,00	18,07%
Fonds propres	100 000,00	6,02%
Emprunts	1 160 000,00	69,88%
Total	1 660 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° EX050082 - ELABORATION D'UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DES ENRR - GRAND PARIS SUD EST AVENIR

Dispositif : Aides aux études (n° 00001147)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204141-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux études	60 000,00 € HT	25,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GRAND PARIS SUD EST AVENIR
Adresse administrative	:	14 RUE EDOUARD LE CORBUSIER 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant	:	Monsieur LAURENT CATHALA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 mars 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le porteur de projet a défini un planning très précis à son AMO, afin que les résultats de l'étude puissent se décliner sur le territoire.

Description :
Grand Paris Sud Est Avenir souhaite élaborer une stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération sur son territoire. Il s'agit, après l'élaboration d'un état des lieux détaillé et actualisé de la production d'EnRR sur le territoire, d'estimer leur potentiel de développement de la production et du stockage afin de proposer une stratégie de développement de celles-ci à court terme (2024 fin du Plan Climat), moyen terme (2030) et long terme (2050).
Cette étude doit permettre d'orienter la politique en matière d'énergie, d'élaborer la feuille de route de programmation énergétique du territoire et de déterminer les leviers d'actions.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
CP 2020-056 : aide aux études plafonnée à 50 % du montant de l'étude et à 50 000 €.

Localisation géographique :

- T11 (EPT11)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	15 000,00	25,00%
ADEME	15 000,00	25,00%
Fonds propres	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° EX050151 - ETUDE DE FAISABILITE D'UN PUITS DE TEST GEOTHERMIQUE - AGRONERGY

Dispositif : Aides aux études (n° 00001147)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20421-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux études	100 686,00 € HT	24,83 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGRONERGY
Adresse administrative : 3 RUE DU G N RAL FOY
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ST PHANE VIDAILLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2020 - 27 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'étude de faisabilité s'insère dans un projet plus large d'aménagement du site de Versailles Pion. L'étude permettra d'orienter des choix techniques qui sont à connaitre dans des délais rapides.

Description :
Le site de l'ancienne caserne de Versailles Pion fait l'objet d'un vaste projet d'aménagement : la création d'un nouveau quartier qui comprendra 544 logements ainsi que de nombreux équipements collectifs (commerces, groupe scolaire, salle polyvalents, crêche).
Une étude de préfaisabilité a confirmé qu'il existait, au droit du projet, un potentiel géothermique qui permettrait de couvrir la majorité des besoins en chaleur d'origine renouvelable. Ce potentiel reste à confirmer par la réalisation d'un forage de reconnaissance et d'une étude de faisabilité. Agronergy souhaite réaliser cette étude pour la mise en place d'un champ de géothermie sur nappe fonctionnant avec une pompe à chaleur pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire du projet Versailles Pion.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
CP 2020-056 : aide aux études plafonnée à 50 % du montant de l'étude et à 50 000 €.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût de l'étude	100 686,00	100,00%
Total	100 686,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	25 000,00	24,83%
ADEME	25 000,00	24,83%
Fonds propres	50 686,00	50,34%
Total	100 686,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° EX050257 - ETUDE DE FAISABILITE D'UNE PAC SUR EAUX USEES ET D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE - RÉSIDENCE LA FONTAINE

Dispositif : Aides aux études (n° 00001147)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20421-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux études	37 140,00 € TTC	33,06 %	12 277,00 €
		Montant total de la subvention	12 277,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LA FONTAINE
Adresse administrative : 118 AVENUE SAINT-EXUP RY 92160 ANTONY
Statut Juridique : Syndicat De Copropriété
Représentant : Monsieur JEAN-MARIE BOISSEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 2 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence La Fontaine, à Anthony, est une copropriété de près de 1000 logements. A la suite d'un audit énergétique, la résidence fait l'objet d'un programme de travaux d'optimisation énergétique depuis plusieurs années. Pour les futurs travaux, la copropriété souhaite mener une réflexion pour la mise en oeuvre d'une pompe à chaleur sur eaux usées ainsi que d'une centrale photovoltaïque. La faisabilité technique et l'intérêt économique de ces potentiels d'énergie renouvelable et de récupération seront étudiés.

Le syndicat de copropriétaires n'est pas soumis à l'obligation de recrutement de stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
CP 2020-056 : aide aux études plafonnée à 50 % du montant de l'étude et à 50 000 €.

Localisation géographique :
- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Faisablité photovoltaÎque	11 970,00	32,23%
Faisabilité Pompe A Chaleur	25 170,00	67,77%
Total	37 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	12 277,00	33,06%
ADEME	6 292,00	16,94%
Fonds propres	18 571,00	50,00%
Total	37 140,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° EX049935 - Appel à projets développement des énergies renouvelables électriques - COMMUNE DE BOBIGNY- Groupe Scolaire Jean Grémillon

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	152 184,75 € TTC	20,00 %	30 436,95 €
	Montant total de la subvention		30 436,95 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BOBIGNY
Adresse administrative	:	31 AV DU PRESIDENT SALVADOR ALLENDE 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur ST PHANE DE PAOLI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre des Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET), Est-Ensemble ainsi que la ville de Bobigny souhaitent développer la production d'énergies renouvelables.
Est-Ensemble a proposé aux villes une pré-étude de faisabilité photovoltaïque. Pour la ville de Bobigny, la toiture du Groupe Scolaire Jean Grémillon a fait l'objet de cette pré-étude.
Les conclusions sont que la configuration du site (orientation, inclinaison, surface disponible et absence de masque) rend la mise en place d'une installation photovoltaïque pertinente avec un temps de retour sur investissement très intéressant.
A la suite de ces éléments, la Ville a décidé de prendre en charge les études préalables et les travaux de pose de panneaux photovoltaïques sur le groupe scolaire avec un objectif de réalisation des travaux durant l'été 2020.
La Ville souhaite privilégier le mode d'autoconsommation avant-vente du surplus produit. Ceci pour les raisons suivantes :
- Aspects pédagogiques pour les élèves, enseignants et habitants ;
- Réduction des consommations d'électricité propre au site permettant la contribution à l'atteinte des objectifs environnementaux fixés par la Ville;
- Valorisation de l'image de la Ville étant la première opération de ce type sur les bâtiments de la commune.

Les résultats attendus de cette opération sont les suivants :
- Production d'électricité :
o 75 234 kWh la 1ère année
o Cumul en 20 ans avec 10% de pertes : 1 504 683 kWh Emissions de Gaz à effet de serre évités : 6 320 kg d'équivalent CO2/an

Quelques données techniques:
o Surface PV installée : 495 m²
o KWc installés : 82,7 kWc
o KWh produits : 75 234 kWh la 1ère année
o Consommation actuelle de votre patrimoine bâti : 125 145 kWh d'électricité (moyenne sur 3 ans)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du RI adopté en CP 2020-056 "EnR&R électrique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour les installations photovoltaïques subventionnées.

Localisation géographique :
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maîtrise d'oeuvre	25 554,75	16,79%
Travaux d'installation de panneaux photovoltaïques	126 630,00	83,21%
Total	152 184,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DSIL	45 655,43	30,00%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	30 436,95	20,00%
Fonds propres	76 092,37	50,00%
Total	152 184,75	100,00%

DOSSIER N° EX049939 - Appel à projets développement des énergies renouvelables électriques - SIGEIF-GRAPPE PV: CHAMPLAN, CHARENTON,FONTENAY LE FLEURY

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	831 122,00 € TTC	50,00 %	415 561,00 €
	Montant total de la subvention		415 561,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SIGEIF SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE GAZ ET L ELECTRICITE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	64 B RUE DE MONCEAU 75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur CHRISTOPHE PROVOT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le SIGEIF s'est engagé à accompagner la Région Île-de-France dans le cadre de sa stratégie « énergie-climat ».
Concernant le photovoltaïque, le SIGEIF déploie des projets sur des bâtiments publics, par grappes, afin d'optimiser les coûts.
L'opération consiste à l'installation d'une grappe de 4 centrales photovoltaïques d'environ 600 m2 chacune d'une part sur les toitures de deux établissements sportifs et d'une halle commerciale et d'autre part en ombrière sur un parking.

Les installations se répartissent comme suit :

- gymnase de la butte 65 Chemin de la butte, 91160 Champlan: l'implantation retenue permettra l'installation de 332 modules, soit 99,6 kWc installés pour une production annuelle évaluée à 96 MWh. ;
- parking public Chemin de la butte, 91160 Champlan: installation de 2 ombrières de 165 modules, soit 99 kWc pour une production annuelle évaluée à 157 MWh. ;
- gymnase Tony Parker Quai des Carrières, 94220 Charenton-le-Pont: réalisation d'une centrale de 99,9 kWc pour une production annuelle évaluée à 97,4 MWh. ;
- halle Commerciale Avenue Jean Lurçat, 78330 Fontenay-le-Fleury: installation d'une de 95,7 kWc.

En raison des conditions matérielles d'accueil, d'encadrement et du fait que le SIGEIF bénéficie de plusieurs subventions régionales, la négociation a été arrêtée sur 1 stagiaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant éligible retenu pour le calcul est de 831 122€ TTC.
Application du taux de subvention de 50 % de l'AAP EnR&R électrique, prévu pour les installations photovoltaïques, dans le cadre du RI adopté en CP 2020-056, soit un montant de subvention de 415 561€ TTC.

Localisation géographique :
- FONTENAY-LE-FLEURY
- CHAMPLAN
- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'installation d'une installation photovoltaïque	813 600,00	97,89%
Étude de faisabilité	17 522,00	2,11%
Total	831 122,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	415 561,00	50,00%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	415 561,00	50,00%
Total	831 122,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20004364 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 EXTENSION RCU - SIPPEREC - YGEO

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	7 842 795,00 € HT	21,54 %	1 689 500,00 €
	Montant total de la subvention		1 689 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SIPPEREC SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PERIPHERIE DE PARIS POUR L'ELECTRICITE ET LES RESEAUX DE COMMUNICATION
Adresse administrative	:	173 RUE DE BERCY 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant	:	Monsieur Jacques JP MARTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : dépôt d'une demande de subvention dans le cadre de l'AAP Chaleur Renouvelable

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 31 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La DSP porte sur 3 communes : Rosny-sous-Bois, où est situé le puit géothermique, avec une extension vers les communes de Noisy-le-Sec et de Montreuil, objet de la présente demande de subvention.

La logique de cette extension du réseau vers Montreuil et Noisy est de permettre l'augmentation de la valorisation du puit de géothermie de Rosny et ainsi optimiser l'utilisation d'une ressource de chaleur renouvelable locale et résiliente.
L'investissement nécessaire s'élève à 7,8 M€ pour 5,7 km d'extension de réseaux et 24 sous-stations, pour 36 GWh de ventes supplémentaires, sachant que le démarrage des travaux est prévu en octobre 2020 pour une fin en début d'année 2022.

L'intérêt stratégique, s'inscrivant dans les objectifs de la stratégie régionale Energie-Climat, est double :
- développer le réseau actuel, utilisation optimale de la ressource géothermale avec un taux d'ENR&R supérieur à 60 % sans mise en place de moyen de production supplémentaire;
- baisser le prix de chaleur et gagner en compétitivité auprès des abonnés actuels et futurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant calculé est conforme au règlement d'intervention voté en commission permanente du 31.01.2020 (CP 2020-56).

Localisation géographique :
- MONTREUIL
- NOISY-LE-SEC
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, génie civil, tranchée	3 118 132,00	39,77%
Distribution hydraulique	2 919 168,00	37,24%
Sous-stations	750 000,00	9,57%
MOE - Externe	526 247,50	6,71%
MOE - Interne	526 247,50	6,71%
Total	7 839 795,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	1 689 500,00	21,54%
DR ADEME	1 689 500,00	21,54%
FONDS PROPRES	4 463 795,00	56,92%
Total	7 842 795,00	100,00%

DOSSIER N° EX049942 - Appel à projets développement des énergies renouvelables électriques - ENERIA-Montlhéry

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	151 800,00 € HT	30,00 %	45 540,00 €
	Montant total de la subvention		45 540,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENERIA
Adresse administrative : RUE DE LONGPONT
91310 MONTLHERY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur HERIC BLAIN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
ENERIA, construit et entretient des centrales de cogénération gaz et biogaz, des groupes électrogènes et data center. ENERIA se diversifie en proposant une offre clé en main, d'installation de PV.
ENERIA souhaite réaliser une installation photovoltaïque sus forme de 2 ombrières de dimensions identiques de 21,5 m²* 12 m², sur le parking de son siège social à Montlhéry (91). L'électricité produite sera injectée sur le réseau et Eneria bénéficiera du tarif d'achat.
Cette installation aura valeur de démonstrateur pour la clientèle francilienne et offrira un suivi et un retour d'expérience en temps réel grâce à son équipement de télégestion.
La puissance de l'installation est de 100 KWc, de 258 panneaux de 2m², soit 516 m². La production de la première année est évaluée à 96 153 kWh.
Le TRI Projet (Taux de Rentabilité Interne) sur 25 ans est de 0,7% et le TRB (Temps de retour Brut - hors financement) de 22,7 ans ;
Le TRI Projet (Taux de Rentabilité Interne) sur 25 ans est de 3,9% et le TRB (Temps de retour Brut - avec financement à 30%) est de 15,4 ans
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du RI adopté en CP 2020-056 "EnR&R électrique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour les installations photovoltaïques subventionnées.

Localisation géographique :
- MONTLHERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Génie Civil et VRD	26 040,00	14,77%
Structures d'ombrières	45 756,00	25,96%
Equipements de production photovoltaïque	38 037,00	21,58%
Travaux électriques hors raccordement	48 732,00	27,64%
Ingénierie, divers	7 719,00	4,38%
Raccordement Enedis	10 000,00	5,67%
Total	176 284,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	130 744,00	74,17%
Aide régionale	45 540,00	25,83%
Total	176 284,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° EX050234 - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'HYDROGENE RENOUVELABLE- H2 CRETEIL

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	7 583 100,00 € HT	15,00 %	1 137 465,00 €
	Montant total de la subvention		1 137 465,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : H2 CRETEIL
Adresse administrative : 175 RUE DE BERCY
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ARNAUD BRUNEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 1 juin 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Porté par la société de projet H2.Créteil actuellement composée de la SEM SIPP'EnR à 51% et de SUEZ à 49%, le projet H2.IDF consiste à produire et à distribuer 500 kg d'hydrogène vert par jour. L'hydrogène est produit par électrolyse, grâce à l'électricité issue de l'incinération d'ordures ménagères de l'unité de valorisation énergétique de Créteil. Cet hydrogène servira à avitailler, à terme, l'équivalent de 50 véhicules lourds par jour. Ce seront des bus ou des bennes à ordures ménagères qui consomment 10 kg d'hydrogène pour 100 km. Les installations sont conçues de manière à pouvoir accueillir une montée de production/distribution si nécessaire et pertinent à l'avenir.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
CP 2020-56 : Appel à projets EnRR - Electricité renouvelable - Aide régionale pour les investissements : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 €

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Electrolyseur	2 060 000,00	27,17%
Périphérique aval	1 415 000,00	18,66%
Equipements stockage	650 000,00	8,57%
Bornes ravitaillement	742 000,00	9,78%
Installation	1 525 000,00	20,11%
Autres	1 191 100,00	15,71%
Total	7 583 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	1 137 465,00	15,00%
ADEME	2 274 930,00	30,00%
Emprunts	3 033 240,00	40,00%
Fonds propres	1 137 465,00	15,00%
Total	7 583 100,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° EX050361 - Appel à projets développement des énergies renouvelables électriques - RABOURDIN ENERGIE-installation photovoltaïque

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	83 483,00 € HT	20,00 %	16 697,00 €
	Montant total de la subvention		16 697,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RABOURDIN ENERGIE
Adresse administrative : FERME DE GAILLON
77540 COURPALAY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur HUBERT RABOURDIN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une centrale photovoltaïque sur le toit de la Brasserie Rabourdin

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération consiste en l'installation de 286 panneaux solaires pour une puissance de 99,75 KWc avec onduleur et raccordement en revente totale sur un bâtiment construit en 2019, une brasserie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de l'investissement se monte à 83 483€ HT. Compte tenu du taux de rendement interne de l'opération il est proposé de ramene la subvention à un montant de 16 697€ soit un taux de subvention de 20%.

Localisation géographique :
- COURPALAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO	1 700,00	2,04%
Installation	7 150,00	8,56%
Matériel pour la centrale photovoltaïque	70 510,00	84,46%
Raccordement	4 123,00	4,94%
Total	83 483,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (sollicitée)	16 697,00	20,00%
Emprunt obtenu	50 000,00	59,89%
Fonds propres	16 786,00	20,11%
Total	83 483,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° EX050370 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens - SUD PARIS SOLEIL- Etude pour l'installation d'une centrale photovoltaïque sur le toit du complexe sportif FV Raspail de la Ville d'Arcueil

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	5 760,00 € HT	80,00 %	4 608,00 €
	Montant total de la subvention		4 608,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SUD PARIS SOLEIL
Adresse administrative : 1 BIS AVENUE DES LUMI RES
94230 CACHAN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur THOMAS LE ROUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : étude de faisabilité technico-économique en vue de construire une centrale photovoltaïque sur le toit du complexe sportif FV Raspail de la ville d'Arcueil.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en la réalisation d'une étude de faisabilité technico-économique pour une installation de centrale solaire sur le toit du complexe sportif FP Raspail de la Ville d'Arcueil.

L'appel à projet 100 projets d'énergie renouvelable citoyens est exempté du dispositif 100 000 stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement de l'appel à projet 100 projets d'énergie renouvelable citoyens prévoit un taux d'intervention maximum pour les études de 80 %. Ce taux est appliqué au montant total HT de l'étude soit 5 760 Euros ce qui fait un montant de subvention de 4 608 Euros.

Localisation géographique :

- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
étude de faisabilité techico-économique	5 760,00	100,00%
Total	5 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (sollicitée)	4 608,00	80,00%
fonds propres	1 152,00	20,00%
Total	5 760,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° EX050394 - Appel à projets développement des énergies renouvelables électriques - STE DES COURSES HIPPIQUES DE RAMBOUILLET

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	49 081,00 € HT	48,90 %	24 000,00 €
	Montant total de la subvention		24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STE DES COURSES HIPPIQUES DE RAMBOUILLET
Adresse administrative : RUE DU PETIT-GRIL
78120 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD MARIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une centrale photovoltaïque sur les toits de l'hippodrome de Rambouillet

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation d'une installation photovoltaïque d'une puissance de 35,8KWc sur les toits de l'hippodrome de Rambouillet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement de l'appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum de 50% des dépenses d'investissement qui se montent à 49 081€ HT. Le taux appliqué est de 48,9% soit une subvention d'un montant de 24 000€.

Localisation géographique :

- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation	5 826,00	11,87%
Matériels pour la centrale photovoltaïque	43 255,00	88,13%
Total	49 081,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (sollicitée)	24 000,00	48,90%
Emprunt	25 081,00	51,10%
Total	49 081,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20004532 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 PROLOGIS FRANCE LI EURL DC1 PAC NAPPES

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 349 075,00 € HT	16,68 %	225 000,00 €
	Montant total de la subvention		225 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROLOGIS FRANCE LI EURL
Adresse administrative : 3 AVENUE HOCHE
75008 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Olivier BARGE, HEAD OF PROJECT MANAGEMENT & INNOVATION

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2020 - 15 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le bâtiment DC1 est un entrepôt de 100 000 m² dont la construction débutera en juin 2020 et se terminera en juillet 2021. PROLOGIS FRANCE LI EURL en est le maître d'ouvrage et le propriétaire.
Afin d'assurer les besoins de chaleur du bâtiment et de refroidissement du DataCenter installé à l'intérieur, un champ de 100 sondes géothermiques de 100 mètres de profondeur est installé.

Sur l'ensemble des besoins de chaleur prévisionnel, 40 % seront assurés par une chaudière gaz, et 60 % par la PAC géothermique. Cela permettra l'économie de 387 tonnes de CO2 par an.
Cela représente 1690 MWh de chaleur et 1095 MWh de froid produit de façon à optimiser l'emploi des énergies renouvelables, sur un total de 3563 MWh de chaleur total et 1095 MWh de froid total.

Le budget prévisionnel est actuellement de 1 409 000 €, la subvention demandée de 450 000 €, répartie entre la région IDF (50 %) et l'Ademe (50 %).
La subvention permet un prix de vente du MWh de chaleur produit à 50 €, et une refacturation du froid produit à 20 €/MWh.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul du montant de subvention proposée s'appuie sur le règlement d'intervention de l'appel à projet chaleur renouvelable, validé par un vote en commission permanente du 31 janvier 2020 - délibération CP 2020-56.

Localisation géographique :
- MOISSY-CRAMAYEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Géothermie	687 882,00	50,99%
Chaufferie hors appoint gaz	452 693,00	33,56%
Appoint gaz	90 000,00	6,67%
MOE	58 500,00	4,34%
Régulation et compteurs	60 000,00	4,45%
Total	1 349 075,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	225 000,00	16,68%
Subvention DR ADEME	225 000,00	16,68%
Fonds propres	899 075,00	66,64%
Total	1 349 075,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° EX049371 - Aide aux études pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - EARL DU GRAND LORIBEAU

Dispositif : Plan régional méthanisation : aide aux études (n° 00001198)
Délibération Cadre : CR2019-057 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 907-75-20421-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional méthanisation : aide aux études	28 845,00 € HT	50,00 %	14 422,50 €
	Montant total de la subvention		14 422,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EARL DU GRAND LORIBEAU
Adresse administrative	:	FERME DU GRAND LORIBEAU 77610 CHATRES
Statut Juridique	:	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur FRANCOIS SAUSSIER, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 mars 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'étude doit être finalisée prochainement, de façon à ce que le porteur de projet puisse candidater à la prochaine session de l'AAP « méthanisation » conjoint Région / ADEME. De ce fait, le démarrage doit être anticipé compte-tenu des délais de réalisation.

Description :
Il s'agit d'une étude technico-économique de faisabilité d'une unité de méthanisation agricole, suivi d'une mission d'AMO (assistance à maitrise d'ouvrage) pour accompagner le porteur de projet dans toutes les phases préalables à la construction de son unité.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Accompagnement des études de faisabilité d'unités de méthanisation: 50% maximum du montant pour une subvention maximum de 50 000 €.

Localisation géographique :

- CHATRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation de l'étude de faisabilité	10 420,00	36,12%
assistance a maitrise d'ouvrage	18 425,00	63,88%
Total	28 845,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	14 422,50	50,00%
Fonds propres	14 422,50	50,00%
Total	28 845,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° EX050147 - Etude de faisabilité pour une unité de méthanisation à Tessancourt sur Aubette (78) - SAS LA MARE

Dispositif : Plan régional méthanisation : aide aux études (n° 00001198)
Délibération Cadre : CR2019-057 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 907-75-20421-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional méthanisation : aide aux études	32 500,00 € HT	50,00 %	16 250,00 €
		Montant total de la subvention	16 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MARE
Adresse administrative : 4 RUE DE LA LIBERATION
95450 CONDECOURT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Antoine BEHOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'étude doit être finalisée prochainement, de façon à ce que le porteur de projet puisse candidater à la prochaine session de l'AAP « méthanisation » conjoint Région / ADEME. De ce fait, le démarrage doit être anticipé compte-tenu des délais de réalisation.

Description :
Il s'agit d'une étude technico-économique de faisabilité en vue de la construction d'une unité de méthanisation sur les exploitations agricoles, alimentée par une ressource de produits agricoles issus des exploitations des porteurs de projet.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Accompagnement des études de faisabilité d'unités de méthanisation: 50% maximum du montant pour une subvention maximum de 50 000 €.

Localisation géographique :

- TESSANCOURT-SUR-AUBETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation de l'étude de faisabilité	32 500,00	100,00%
Total	32 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	16 250,00	50,00%
Fonds propres	16 250,00	50,00%
Total	32 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

NNEXE N° 7 : CONVENTION TYPE FONCTIONNEMENT "ALEC"

SOUTIEN AUX AGENCES LOCALES DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT

CONVENTION FONCTIONNEMENT N°XXXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone VEIL, 93400 SAINT OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP XX-XXXX du XXXXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant Madame X ou Monsieur X, son/sa XXXXX
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Stratégie énergie climat » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 et dont le règlement d'intervention a été adopté par la délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019.

L'attribution par la Région de toute subvention et son versement respectent des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XX-XXX du XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation d'un programme d'action de 1 an. Le descriptif du programme d'action pour 2020 figure dans le volet technique de la convention et dans l'annexe 1 dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXX (référence dossier n° IRIS).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention pour ce programme d'action correspondant à XXXX € calculée selon les modalités du règlement d'intervention pour le soutien aux Structures Locales de la Transition Energétique, approuvé par délibération n°CP2019-247 du 3 juillet 2019, pour la réalisation sur 2020 du socle des missions prévues dans l'annexe technique de cette convention. Les dépenses éligibles sont constituées des dépenses salariales de la structure.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 - OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Il s'engage également à mettre en place un comité de pilotage composé du bénéficiaire, de la Région et tout autre organisme financeur (ADEME,…) et le réunir au moins une fois.

ARTICLE 2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 - OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à inscrire la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage, concernant l'apposition du logotype, à :

- apposer la mention **Action financée par la Région Île-de-France** sur l'ensemble des documents d'information et communication en lien avec l'objet de la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action,

- faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférences de presse, communiqués et dossiers de presse associés.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos) et positionné en page d'accueil des sites web pour permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France (www.iledefrance.fr).

L'utilisation du logotype doit être conforme à la charte graphique régionale. L'ensemble des documents de communication doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage, concernant les événements :

- à porter à la connaissance de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles des actions en lien avec l'exécution de la présente convention, en particulier les dates d'inauguration de projets ou d'équipements, la tenue d'événements,
- à soumettre à la Région les documents, supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci devront respecter les usages et préséances protocolaires,
- à inscrire dans les puissances invitantes la Présidente de la Région et réserver à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement,
- à transmettre régulièrement à la Région :
    - le calendrier prévisionnel des dates, faits marquants pendant tout le déroulement et l'exécution de la présente convention,
    - les dates prévisionnelles des opérations de relations presse et publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Ces informations seront transmises au chargé de la communication.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la présente convention pouvant être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Exemple : autorisation de prise de vues ou tournage, apposition de drapeaux, banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise la Région à utiliser, à titre gracieux, les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique

aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par la Région :

Les services de la Région contrôlent la bonne réalisation des obligations mentionnées ci-dessus :

- en amont : l'ensemble des supports de communication, liés à cette convention, devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier,

- en aval : il s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ils pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires des documents imprimés, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web où apparaît le logo de la Région, envoi de newsletters, emailings…

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 - CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 - MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

3.2.1 - Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

3.2.2 - Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.
Lors du versement du solde de la subvention, 10% de la subvention est conditionné à l'atteinte d'objectifs de performance spécifiques, définis pour chaque structure dans la convention signée avec la Région, sur la base des indicateurs d'activités liées aux missions soutenues.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité mentionné à l'article 2.2 de la présente convention,

- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est subordonné à la présentation du tableau des indicateurs présenté en annexe 2 à cette convention.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

La subvention du Conseil Région d'Ile-de-France a pour objet le financement d'un programme d'action annuel et non de rendre le bilan financier du bénéficiaire excédentaire et de constituer une réserve de trésorerie du bénéficiaire. En application de la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, et des articles 30 et 32 du règlement budgétaire et financier ainsi prorogé, la Région se réserve le droit de réviser tout ou partie de la subvention en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par l'organisme bénéficiaire.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et de Paris.

ARTICLE 3.3 - RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 - ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier de l'année en cours et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX/XX/XX.
La présente convention est conclue pour 1 programme d'action, qui doit être réalisé en totalité sur 1 an, à compter de la date d'attribution.
Elle expire, après le versement du solde de la subvention du programme d'action ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.
L'association rend compte chaque année à la Région des actions réalisées par le biais de comptes rendus écrits.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 6 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou d'alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP XX-XXX du XXXX.

ARTICLE 9 – LITIGE

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à SAINT-OUEN, en 2 exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire (nom, qualité du signataire et cachet)	La Présidente de la Région Île-de-France
XXXXXXXXX	**Valérie PECRESSE**

SOUTIEN AUX AGENCES LOCALES DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT

ANNEXE A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS N°XXXX - VOLET TECHNIQUE -

PREAMBULE :

La mise en place du service public de l'efficacité énergétique de l'habitat créé par la loi Brottes en 2013 et repris dans la loi TECV en 2015 et la mise en œuvre de la stratégie régionale sur l'énergie et le climat adoptée le 3 juillet 2018 aboutissent à la mise en place **d'un réseau de la transition énergétique à l'échelle régionale**.

Ce réseau régional de la transition énergétique a vocation à s'appuyer sur les structures locales, à la nature associative comme les agences locales de l'énergie et du climat (ALEC). Ces dernières ont pour fonction de déployer des compétences au service du territoire en transition énergétique, notamment un accès à l'information à tous les franciliens.

La Région, qui aux côtés de l'ADEME et des collectivités territoriales, soutient les structures territoriales de conseil en matière de transition énergétique (EIE - Espaces info Énergie, ALEC – Agences Locales de l'Énergie et du Climat, PTRE - Plateformes Territoriales de la Rénovation Energétique) souhaite ainsi engager une nouvelle dynamique pour faire en sorte que :

- soient dispensées, en tout point du territoire francilien, des missions d'information et d'accompagnement en direction de toutes les cibles (particuliers, collectivités, associations, entreprises), notamment en traduction du service public de la performance énergétique de l'habitat prévu dans la loi TECV,
- l'action conduite soit mieux priorisée, mutualisée et évaluée, en s'appuyant sur un mécanisme de contractualisation pluriannuelle entre les financeurs et les territoires, instaurant un socle de missions commun et des objectifs de résultats,
- la lisibilité de l'action soit améliorée notamment par la création d'une identité régionale explicite.

Ces structures locales sont amenées à apporter un appui à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques locales en matière de maîtrise de l'énergie, de rénovation du patrimoine (bâti tertiaire et résidentiel), de développement de filières renouvelables ou encore de planification territoriale.

En tant que courroies de transmission pour l'ingénierie publique de l'énergie, elles font l'objet d'un financement public auquel la Région participe.

OBJET :

La présente annexe vise à détailler les missions qui seront exercées à l'initiative de la structure bénéficiaire. La Région Île-de-France a décidé de soutenir la structure bénéficiaire au regard de ses objectifs généraux et de ses engagements.

1 – LE SOCLE DES MISSIONS EXERCÉES À L'INITIATIVE DE LA STRUCUTURE BENEFICIAIRE ET MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR LE DÉPLOYER

Le bénéficiaire a défini un socle de missions qui seront exercées à son initiative directement lié aux cibles visées pour démultiplier les investissements et les réalisations dans le domaine de la rénovation énergétique et des énergies renouvelables.

Ces cibles au nombre de 3 sont :

- Les particuliers
- Les collectivités
- Les entreprises susceptibles de répondre à la demande de travaux de rénovation et/ou d'investissement dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables

Ainsi, Le bénéficiaire s'engage à mettre les moyens techniques et humains afin de remplir ***tout ou partie*** du socle des 3 missions suivantes :

MISSION 1 :

ASSURER SUR L'HABITAT DES PARTICULIERS SUR LES ASPECTS SOBRIETE, RENOVATION / AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE et ENERGIES RENOUVELABLES ET DECARBONEES LE CONSEIL PERSONNALISE AUX PARTICULIERS, LES ACCOMPAGNER DANS LEURS PROJETS ET EN EFFECTUER LE SUIVI

L'objectif de cette mission est d'assurer la continuité de la relation avec le particulier jusqu'à ce que celui-ci ait contractualisé avec un ou plusieurs professionnels, pour les études et/ ou les travaux. Ce travail se fera en lien avec les missions de la SEM Île-de-France Energie envers les copropriétés.

Cette mission comprend les actions suivantes :

- Une action PRO-ACTIVE de communication et d'information sur la raison d'être de la structure afin d'obtenir un nombre croissant de particuliers sensibilisés qui opteront pour le service de conseil et d'accompagnement public. Cette première étape est essentielle pour rendre l'offre des structures locales incontournables sur les territoires qu'elles desservent,

- Une action d'ACCOMPAGNEMENT qui consiste à apporter un CONSEIL (technique et financier) et une ORIENTATION vers une prise en charge payante si besoin (de l'étude aux travaux). Cette action implique une aide à la simulation du montant des aides et au montage des dossiers de subvention,

  Cette seconde étape est indispensable pour faire émerger et mûrir les projets des particuliers et les inscrire dans un suivi continu. En amont des relances de particuliers auront été nécessaires et l'élaboration d'un protocole de suivi est fortement recommandée.

- une action de VALORISATION des réalisations,

- une action d'INGENIERIE SUR LES DONNEES des projets permettant d'évaluer la performance énergétique entre-autres. Cette action vise à compiler, traiter et le cas échéant faire remonter les résultats techniques et économiques.

MISSION 2 :

FAIRE EMERGER UNE OFFRE PRIVEE ADAPTEE A UN MARCHE EN CROISSANCE BENEFICIANT D'UNE ACTION PUBLIQUE CONCERTEE EN MOBILISANT LES PROFESSIONNELS DE LA RENOVATION DU BÂTIMENT ET DU DOMAINE DE L'ENERGIE

Cette mission comprend les actions suivantes :

- Une action de DEMARCHAGE afin d'obtenir un nombre croissant d'entreprises sensibilisées aux spécificités du marché de rénovation des particuliers en habitat individuel ou collectif en synergie avec les fédérations professionnelles et les chambres consulaires,

- Une action de CONSEIL afin d'éclairer les entreprises sur les besoins des particuliers et les enjeux de la rénovation énergétique et des ENR. Cette action inclut une aide à la définition du programme de travaux, à l'élaboration des devis et à la synergie entre entreprises,

- Une action d'ANIMATION d'un réseau de professionnels afin de faciliter les synergies, les informer sur les filières et les techniques et les aider ainsi à améliorer leur offre

- Une action de MISE EN RELATION AUX CLIENTS et de facilitation d'accès aux affaires en les informant sur les appels d'offres des particuliers et des collectivités,

- Une action de VALORISATION de leurs réalisations et de leur participation au réseau

MISSION 3 :

AIDER LES COLLECTIVITES A AFFINER LEUR STRATEGIE DE TERRITOIRE PUIS LES AIDER A LA DECLINER EN TENANT COMPTE DES ORIENTATIONS SUPRA TERRITORIALES

Cette mission comprend les actions suivantes

- DIFFUSER UNE CULTURE de manière transversale sur les enjeux de la transition énergétique et promouvoir les politiques régionales issues de la Stratégie Régionale Energie Climat, notamment les appels à projets, auprès des collectivités

- Sur les territoires non engagés dans une structure locale de la transition énergétique, une action de PROMOTION visant à faire prendre conscience aux collectivités l'intérêt d'être couverte par une structure locale

- Une action d'ACCOMPAGNEMENT qui couvre plusieurs objectifs :
  - Une aide à la contextualisation et à la formalisation des besoins sur les territoires
  - Une aide à l'identification des champs d'actions où elles portent des ambitions communes avec les niveaux supra territoriaux
  - Une aide à la valorisation de leurs réalisations, actions et expérimentations

- Une action de PARTENARIAT avec les autres acteurs du territoire (PRIS ANAH, Syndicats d'énergie…)

- Un soutien à l'élaboration et au suivi, à la mise en œuvre des PCAET grâce à la proximité avec les communes
  - sur la phase amont de réalisation du diagnostic, aider les territoires à identifier et chiffrer les gisements d'économies d'énergie et le potentiel de production d'ENR&R
  - sur la phase de pré-formalisation des objectifs en terme de réduction des consommations et des émissions de GES afin qu'ils puissent être chiffrés par grand domaines (habitat individuel, habitat collectif, tertiaire public..)

SUR LE PATRIMOINE DES COLLECTIVITES :

- aider le territoire à connaître son patrimoine et à avoir une vision globale
- appuyer les territoires dans le montage d'un plan pluriannuel de travaux
- apporter aux territoires un appui technique sur les projets structurants
- aider les territoires à faire émerger et/ou à mettre en œuvre des projets expérimentaux ou innovants

SUR LEURS ACTIONS ENVERS LE TERRITOIRE

- aider les territoires à établir leurs priorités d'actions envers les particuliers et les entreprises
- aider les territoires à faire émerger et/ou à mettre en œuvre des projets expérimentaux ou innovants
- Relayer les orientations supra-territoriales et les opportunités offertes par les dispositifs existants

Pour réaliser ce socle des missions, le bénéficiaire s'engage à déployer les moyens humains de la structure selon l'évolution suivante :

	MOYENS HUMAINS (En Equivalent Temps Plein)			
MISSIONS	ANNEE 2018	2019	2020	2021
MISSION 1 : CIBLE DES PARTICULIERS				
MISSION 2 : CIBLE DES ENTREPRISES				
MISSION 3 : CIBLE DES COLLECTIVITES				
FONCTIONS SUPPORT **(RH, administratif, communication…)**				
DIRECTION				

2 –MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION

La Région souhaite inscrire l'activité du bénéficiaire dans une démarche de suivi. La mise en place d'un tableau de suivi en corrélation directe avec les missions définies à l'article 1 permet d'assurer un suivi de l'activité du bénéficiaire

Ainsi, au programme d'activité annuel doit être adossé le tableau de bord ci-joint dont les indicateurs doivent permettre d'évaluer les résultats concrets de l'activité du bénéficiaire sur les cibles visées.

Cette démarche annuelle doit permettre de définir un cadre commun d'évaluation au sein du réseau des ALEC, et s'intègrera au travail de l'observatoire de la rénovation énergétique qui doit être mis en place par le réseau régional de la transition énergétique (RRTE).

Le bénéficiaire s'engage à évaluer son activité en complétant le tableau de bord fourni en annexe (cf. grille des indicateurs en fichier EXCEL). Une justification sera demandée pour les indicateurs qui ne peuvent pas être complétés ou suivis (manque d'outils, de données, etc.).

3 – LES MODALITES DE GOUVERNANCE

Dans une visée de suivi et d'amélioration du projet de la structure, le bénéficiaire s'engage à intégrer la Région Ile-de-France dans ses instances de gouvernance, en l'occurrence en lui affectant un siège (en tant que membre ou observateur) au conseil d'administration.

4 – LA PARTICIPATION AU RESEAU REGIONAL DE LA TRANSITION ENERGETIQUE

Conformément à l'orientation inscrite dans la stratégie régionale de l'énergie sur la mise en place d'un réseau de mobilisation territoriale pour la transition énergétique, animé par l'Agence régionale énergie-climat d'Île-de-France (AREC-IDF) et en partenariat avec l'ADEME, le bénéficiaire s'engage à être partie prenante de ce réseau. Cet engagement consiste à :

- Participer aux réunions d'animation qui seront pilotées par l'AREC à raison de 3 réunions par an, et à la COP Île-de-France organisée par la Région et l'AREC

- Faire remonter les leviers et les obstacles dans l'exercice de leurs missions par trace écrite, en particulier les besoins en outils à mutualiser,

- Alimenter les différents observatoires reconnus de niveau régional en remontant les données dont elles disposent

5 – BILAN, PERSPECTIVES ET EVOLUTIONS

Chaque exercice annuel fera l'objet d'un rapport annuel d'activité. La structure ayant déjà son modèle de rapport d'activité, celle-ci pourra intégrer dans son architecture (et afin de disposer d'un document unique) les indicateurs de réalisation et les éléments de bilan au titre de la convention d'objectifs et de moyens.

Attendu que la présente convention trisannuelle vise à consolider les structures sur les territoires, celles-ci doivent maintenir une réflexion permanente sur la zone territoriale couverte et sur leur modèle économique.

Ces deux sujets prospectifs pourront figurer à l'ordre du jour de l'assemblée générale de la structure ou toute autre instance permettant de discuter des orientations de la structure et du résultat des réflexions ou des pistes explorées, exprimés dans le rapport d'activité annuel.

Annexe 1 : Fiche Projet

Annexe 2 : tableau des indicateurs

TABLEAU DE BORDS DES INDICATEURS

			2018	2019	2020	2021		2019	2020	2021
			INDICATEURS D'ACTIVITE				**INDICATEURS DE REALISATION**			
MISSION N° 1	LES PARTICULIERS	**HABITAT INDIVIDUEL**								
							Nombre d'études (audit, archi…) réalisées			
		Nombre d'animations / évenements					Montant total des études réalisées (€)			
		Nombre de participants sensibilisés en événementiel					Montant moyen des études réalisées (€)			
		Nombre de premiers contacts tel								
		Nombre de contacts enregistrés / rentrés sur la base de suivi								
		Nombre de conctacts relancés					Nombre d'opérations des travaux			
		Nombre de plages de permanence					dont les travaux concernent			
		Nombre de projets suivis (sur preuve d'un protocole signé)					un seul lot de travaux			
							un bouquet de travaux			
		Nombre de projets valorisés (fiches créées ou visites)					une production ENR			
							un emploi de matériaux biosourcés			
							Montant total des travaux réalisés (€)			
							Montant moyen des travaux réalisés/habitation (€)			
							Montant cumulé de la baisse de consommation d'énergie (kWh ou kWh/m²/an)			
							Montant moyen de la baisse de consommation d'énergie (kWh ou kWh/m²/an)			
							Montant cumulé de la production d'EnR (en KWh)			
		COPROPRIETES								
							Nombre de copros suivies			
		Nombre d'animations / évenements					Nombres de logements correspondant			
		Nombre de participants sensibilisés en événementiel								
		Nombre de premiers contacts tel					Nombre de copros ayant réalisé des études jusqu'à l'obtention des devis			
		Nombre de contacts enregistrés dans COACH COPRO					Nombres de logements correspondant			
		Nombre de conctacts relancés								
		Nombre de plages de permanence					Montant cumulé des études (€)			
							Montant moyen de l'étude/logement (€)			
		Nombre de projets suivis (sur preuve d'un protocole signé)								
		Nombre de projets valorisés (fiches créées ou visites)					Nombre de copros ayant réalisé des travaux			
							dont les travaux concernent			
							un seul lot de travaux			
							un bouquet de travaux			
							une production ENR			
							un emploi de matériaux biosourcés			
							Montant moyen des travaux réalisés (€)			
							Montant total des travaux réalisés (€)			
							Montant cumulé de la baisse de consommation d'énergie			
							Montant moyen de la baisse de consommation d'énergie			
							Montant cumulé de la production d'EnR			

		INDICATEURS D'ACTIVITE					INDICATEURS DE REALISATION / OBSERVATOIRE			
MISSION N° 2	LES PROFESSIONNELS DE LA TRANSITION ENERGETIQUE	nombre de réunions d'informations envers les entreprises					Classement des entreprises affiliées (pour la structure coordinatrice)			
		nombre d'entreprises participantes								
		nombre d'entreprises AFFILIEES					dont			
							1. Entreprises du bâtiment			
		nombre d'ateliers professionnels pour amélioration de l'offre					2. Bureaux d'Etudes			
		nombre d'entreprises participantes					3. Architectes			
							4. Grandes Surfaces de Bricolage			
		nombre d'événements de mise en réseau entre professionnels (cafés pros ?)					5. Négociants en matériaux			
		nombre d'entreprises participantes					6. Agences Immobilières			
							7. Contractants généraux			
							8. Banques			
							9. Energéticiens			
		nombre d'évenements d'interaction entre entreprises et particuliers (forums ?)								
		nombre d'entreprises participantes					(faire la distinction RGE / non RGE			
		nombre de particuliers participants								
							Nombre de chantiers remportés par les entreprises affiliées via la structure			
		Nombre de partenariats de projets								
		(ex : partenariats avec Leroy-merlin, opérateurs énergétiques sur des actions précises)								
		nombre de réunions / commissions suivies à l'invitation du monde professionnel (ex :								
		Nombre de chantiers valorisés (fiches créées ou visites)								

		INDICATEURS D'ACTIVITE					INDICATEURS DE REALISATION			
MISSION N° 3	COLLECTIVITES & DYNAMIQUE TERRITORIALE	périmètre missions 1 et 2 couvertes (en nb de communes)								
		equivalent en nb d'habitants								
		Nombre de collectivités partenaires financiers								
		dont communes					nombre de PCAET (ou autre documents servant à la planification) accompagnés			
		dont EPCI /EPT								
		dont département								
		equivalent en nb d'habitants					Nombre d'actions accompagnées relevant de la rénovation énergétique de leur patrimoine			
		Nombre de collectivités adhérentes (gouvernance)					Nombre d'actions accompagnées relevant de la rénovation énergétique de leur territoire			
		Nombre de collectivités non adhérentes démarchées					Nombre d'actions accompagnées relevant de projets d'ENR			
		en nombre habitants					Nombre de projets exemplaires / expérimentaux initiés et/ou suivis			
							(ex : projets citoyens, structuration d'une offre globale, centrale d'achat..)			
		Nombre d'événements lancés en direction des élus et / ou services des CL								
		nombre d'élus / agents participants								
		Nombre de participations aux événements à l'invitation des territoires								

ANNEXE N° 8 : FICHES-PROJET SLTE

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007344 - SOLIHA 75-92-95 - SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	481 000,00 € TTC	15,00 %	72 150,00 €
	Montant total de la subvention		72 150,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIHA PARIS HAUTS DE SEINE VAL D OISE PACTE DE PARIS
Adresse administrative : 29 RUE TRONCHET 75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe DE NIJS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour SOLIHA 75-92-95 :

-mission 1 (particuliers) : action de communication et d'information, accompagnement et conseil technique et financier, valorisation des réalisations, ingénierie sur les données
-mission 2 (professionnels) : démarchage conseil et animation d'un réseau de professionnel, valorisation des réalisations
-mission 3 (collectivités) : diffusion d'une culture commune, accompagnement pour l'élaboration des stratégies en matière de transition énergétique

Moyens humains mis à disposition 9.6 ETP :
0.4 ETP direction
0.7 ETP fonctons supports
5.8 ETP cible particuliers
0.9 ETP cible professionnels
1.8 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	468 000,00	78,12%
Achats	7 400,00	1,24%
Services extérieurs	51 571,00	8,61%
Autres services extérieurs	29 289,00	4,89%
Impôts et taxes	6 706,00	1,12%
Autres charges de gestion courante	8 939,00	1,49%
Charges financières	1 546,00	0,26%
Charges exceptionnelles	110,00	0,02%
Dotations aux amortissements et aux provisions	25 515,00	4,26%
Total	599 076,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (sollicitée)	72 150,00	12,04%
Conseils départementaux	195 201,00	32,58%
Collectivités	66 000,00	11,02%
Aides privées	25 000,00	4,17%
Autres établissements publics	150 000,00	25,04%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	90 725,00	15,14%
Total	599 076,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007350 - ALEC GPSO ENERGIE - SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	341 300,00 € TTC	12,70 %	43 330,00 €
	Montant total de la subvention		43 330,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GPSO ENERGIE GRAND PARIS SEINE OUEST ENERGIE
Adresse administrative : 2 RUE DE PARIS
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christiane BARODY-WEISS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition, se décline ainsi de la manière suivante pour l'ALEC Grand Paris Seine Ouest Energie :

-mission 1 (particuliers) : plan rénovation énergétique de l'habitat, réseau FAIRE, conseil personnalisé, projets citoyens d'EnR, copropriété (coachcopro)
-mission 2 (professionnels) : sensibilisation des entreprises
-mission 3 (collectivités) : accompagnement des collectivités dans leurs politiques énergie climat (PCAET de GPSO, appui aux communes pour les EnR citoyennes, pour le PCAET volontaires, patrimoine bâti, bailleurs, etc.)

Moyens humains dédiés au socle des missions 7.1 ETP :
0.8 ETP direction
1 ETP fonctions supports
2.8 ETP cible particuliers
2 ETP cible professionnels

0.5 ETP organisation du forum rénovation copro
non concerné par la cible collectivités

En raison des conditions matérielles d'accueil et d'encadrement, la négociation a été arrêtée sur 1 stagiaire à accueillir.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois, en application du Règlement Budgétaire et Financier et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2019, auquel sont ajoutés 2500€ pour tenir compte de l'augmentation des dépenses éligibles en 2020.

Localisation géographique :
- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	341 300,00	68,13%
Achats	700,00	0,14%
Services extérieurs	18 250,00	3,64%
Autres services extérieurs	127 940,00	25,54%
Impôts et taxes	4 300,00	0,86%
Dotations aux amortissements et aux provisions	8 500,00	1,70%
Total	500 990,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (sollicitée)	43 330,00	8,65%
Ademe	149 500,00	29,84%
GPSO	177 000,00	35,33%
Métropole du Grand Paris	30 000,00	5,99%
OPH Seine Ouest Habitat	6 000,00	1,20%
Prestations de services	26 500,00	5,29%
Autres produits de gestion courante	40 660,00	8,12%
Produits constatés d'avance	20 130,00	4,02%
Fonds propres	7 870,00	1,57%
Total	500 990,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007340 - ENERGIES SOLIDAIRES - SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	389 815,00 € TTC	15,00 %	58 472,25 €
	Montant total de la subvention		58 472,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS ENERGIES SOLIDAIRES
Adresse administrative : FABRIQUE 21
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain GAURAT APELLI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour Energies Solidaires :

-mission 1 (particuliers) : accompagnement du grand public dans leurs projets sur l'énergie, mise à disposition d'informations, d'outils, lien vers les entreprises de l'énergie et du bâtiment. Animations grand public (famille à énergie positive, soirées thermiques, journées techniques, visites de sites, etc.), accompagnement spécifique des copropriétés
-mission 2 (professionnels) : concours maison économe, matériauthèque, ateliers, forums, animation de réseau, travail sur la précarité énergétique en lien avec les bailleurs sociaux et portage d'un programme CEE dédié à la lutte contre la précarité énergétique
-mission 3 (collectivités) : accompagnement dans le cadre du conseil en énergie partagé, accompagnement des EPCI pour la mise en place et l'animation des PCAET.

Moyens humains dédiés au socle des missions 10 ETP :
1 ETP direction
0.5 ETP fonctions supports

6.5 ETP cible particuliers
1 ETP cible professionnels
1 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	389 815,00	86,89%
Achats	7 329,00	1,63%
Services extérieurs	12 822,00	2,86%
Autres services extérieurs	31 663,00	7,06%
Impôts et taxes	6 122,00	1,36%
Dotations aux amortissements et aux provisions	864,00	0,19%
Total	448 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (sollicitée)	58 472,25	13,03%
Ademe	226 000,00	50,38%
CU GPSEO	118 000,00	26,30%
Commune de Mantes-la-Jolie	18 000,00	4,01%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	26 527,75	5,91%
Cotisations	1 615,00	0,36%
Total	448 615,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007339 - ALEC PLAINE COMMUNE - SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	359 000,00 € TTC	15,00 %	53 850,00 €
	Montant total de la subvention		53 850,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ALEC PLAINE COMMUNE AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative	:	8 RUE DES BOUCHERIES 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Philippe MONGES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour l'ALEC Plaine Commune :

-mission 1 (particuliers) : Assurer le conseil personnalisé aux particuliers sur les aspects sobriété, rénovation / amélioration de la performance énergétique, énergies renouvelables et décarbonnées sur l'habitat, les accompagner dans leurs projets et en effectuer le suivi.
-mission 2 (professionnels) : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'énergie
-mission 3 (collectivités) : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales

Moyens humains dédiés au socle des missions 8 ETP :
1 ETP direction

1.8 ETP fonctions supports
2.6 ETP cible particuliers
1 ETP cible professionnels
1.6 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	359 000,00	76,61%
Achats	31 600,00	6,74%
Services extérieurs	57 200,00	12,21%
Autres services extérieurs	15 800,00	3,37%
Impôts et taxes	5 000,00	1,07%
Total	468 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (sollicitée)	53 850,00	11,49%
Ademe	119 600,00	25,52%
Conseil Départemental	20 000,00	4,27%
Métropole du Grand Paris	20 000,00	4,27%
EPT Plaine Commune	120 000,00	25,61%
Cotisations	130 000,00	27,74%
Produits financiers	500,00	0,11%
Produits exceptionnels	1 500,00	0,32%
Fonds propres	1 150,00	0,25%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	2 000,00	0,43%
Total	468 600,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007337 - AGENCE PARISIENNE DU CLIMAT (APC) - SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	1 182 893,00 € TTC	6,34 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	L AGENCE PARISIENNE DU CLIMAT
Adresse administrative	:	3 RUE FRANCOIS TRUFFAUT 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Yves CONTASSOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour l'APC :

-mission 1 (particuliers) : accompagner les parisiens à la transition énergétique
Membre du réseau FAIRE, elle délivre aux Parisiens des informations et conseils gratuits, neutres et indépendants, et accompagne aussi bien les particuliers que les professionnels à tous les stades de leurs projets d'efficacité énergétique.
-mission 2 (professionnels) : contribuer significativement à la réhabilitation du parc bâti. Afin d'accompagner les indispensables effets de levier, l'APC a lancé en 2013, une plateforme web, le CoachCopro http://www.coachcopro.com pour accompagner la rénovation énergétique des copropriétés parisiennes et mobiliser les professionnels.
-mission 3 (collectivités) : renforcer l'alliance des partenaires autour de la transition énergétique. L'APC poursuit son travail de décryptage des enjeux climat au travers d'ateliers d'échange et de réflexions.

Moyens humains dédiés au socle des missions 19 ETP :
1 ETP direction

4 ETP fonctions supports
11 ETP cible particuliers
3 ETP cible professionnels
non concerné par la cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	1 182 893,00	100,00%
Total	1 182 893,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (sollicitée)	75 000,00	6,34%
Ademe	472 040,00	39,91%
Ville de Paris	527 853,00	44,62%
Métropole du Grand Paris	83 000,00	7,02%
Fonds propres	25 000,00	2,11%
Total	1 182 893,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007336 - ALEC MVE - SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	820 263,00 € TTC	9,14 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MVE MAITRISEZ VOTRE ENERGIE
Adresse administrative : 12 BD ROUGET DE LISLE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Mireille ALPHONSE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour l'ALEC MVE :

-mission 1 (particuliers) : assurer le conseil personnalisé aux particuliers dans leurs projets et en assurer le suivi ;
- espace conseil sur les travaux de rénovation
- dispositif Pass'Réno habitat: maison individuelle, habitat collectif,
- cible public vulnérable
- éducation à la transition écologique

-mission 2 (professionnels) : mobiliser les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'énergie ;
- établir un réseau de prestataires externes pour le diagnostic préalable à la rénovation thermique
- étendre et animer le réseau des professionnels du bâti affiliés
- déployer et développer l'outil numérique Pass'Réno Habitat
- travail de coordination à l'échelle régionale sur la mobilisation des professionnels

-mission 3 (collectivités) : Accompagner les collectivités dans leur stratégie territoriale ;
- soutien stratégique et technique des politiques publiques pour accélérer la transition énergétique

(Région IDF, MGP, CD93 et CD94, Est Ensmble, Paris Est Marne et Bois, etc.)
- observatoire de la copropriété, lutte contre la précarité énergétique, patrimoine public, éducation à la transition écologique, etc.

Moyens humains dédiés au socle des missions 19 ETP :
1 ETP direction
3 ETP fonctions supports
10 ETP cible particuliers
1 ETP cible professionnels
4 ETP cible collectivités

En raison des conditions matérielles d'accueil et d'encadrement, la négociation a été arrêtée sur 1 stagiaire à accueillir.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- EST ENSEMBLE (EPT8)
- GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)
- PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	820 263,00	73,11%
Achats	42 510,00	3,79%
Services extérieurs	49 160,00	4,38%
Autres services extérieurs	187 245,00	16,69%
Impôts et taxes	19 293,00	1,72%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 420,00	0,30%
Total	1 121 891,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (sollicitée)	75 000,00	6,69%
Ademe	461 410,00	41,13%
Collectivités	89 100,00	7,94%
Cotisations	496 188,00	44,23%
Organismes sociaux	193,00	0,02%
Total	1 121 891,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007334 - ALEPTE - SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	242 000,00 € TTC	16,53 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse administrative : 22 AVENUE DES NATIONS 93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mathieu MONTES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour l'ALEPTE :

-mission 1 (particuliers) : accueil et conseil auprès du grand public, outils et méthodologies pour les diagnostics énergétiques, orientation vers les organismes publics et entreprises si besoin. Accompagnement sur des projets de copropriétés
-mission 2 (professionnels) : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'énergie
-mission 3 (collectivités) : ingénierie pour les collectivités adhérentes sur les enjeux d'efficacité énergétique et de maîtrise de l'énergie, appui technique pour les politiques publiques de la transition énergétique, bilans énergétiques et gestion des fluides sur le patrimoine public.animation du territoire

Moyens humains dédiés au socle des missions 4.5 ETP :
1 ETP direction
0.5 ETP fonctions supports

1.5 ETP cible particuliers
0.5 ETP cible professionnels
1 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Aussi, le taux d'intervention indiqué correspond au plancher de subvention par rapport à la base subventionnable. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :

- PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	242 000,00	68,16%
Achats	8 000,00	2,25%
Services extérieurs	39 000,00	10,98%
Autres services extérieurs	60 040,00	16,91%
Impôts et taxes	3 000,00	0,84%
Autres charges de gestion courante	3 000,00	0,84%
Total	355 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (sollicitée)	40 000,00	11,27%
Ademe	123 000,00	34,64%
Métropole du Grand Paris	36 500,00	10,28%
Conseil Départemental 93	18 000,00	5,07%
EPT Paris Terres d'Envol	120 000,00	33,80%
Cotisations	17 540,00	4,94%
Total	355 040,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007332 - ALEC PARIS OUEST LA DEFENSE - SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	199 845,00 € TTC	20,02 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE PARIS OUEST LA DEFENSE
Adresse administrative : 53 RUE DE L'AIGLE
92250 LA GARENNE COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Virginie MICHEL-PAULSEN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions ; soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour l'ALEC Paris Ouest La Défense (POLD) :

-mission 1 (particuliers) : Conseil personnalisé aux particuliers, accompagnement et suivi des projets de rénovation
- information et communication sur la structure et son rôle ;
- conseil aux habitants pour la performance énergétique de l'habitat ;
- orientation des particuliers dans leurs projets de rénovation énergétique et accompagnement technique et financier ;
- valorisation les actions conduites.

-mission 2 (professionnels) : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'énergie.

-mission 3 (collectivités) : Accompagnement des collectivités dans leur stratégie territoriale de transition énergétique et écologique
- diffusion d'une culture commune dans le cadre du PCAET de POLD (EPT, 11 villes du territoire) ;

- soutien à la mise en œuvre et au suivi du PCAET POLD ;
- accompagnement de l'EPT et des villes dans la démarche Cit'Ergie ;
- accompagnement des villes du territoire dans l'amélioration de leur patrimoine bâti.

Moyens humains dédiés au socle des missions 4 ETP :
0.5 ETP direction
0.5 ETP fonctions supports
1.5 ETP cible particuliers
0.5 ETP cible professionnels
1 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Aussi, le taux d'intervention indiqué correspond au plancher de subvention par rapport à la base subventionnable. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	199 845,00	73,34%
Achats	8 800,00	3,23%
Services extérieurs	5 410,00	1,99%
Autres services extérieurs	37 420,00	13,73%
Impôts et taxes	1 500,00	0,55%
Autres charges de gestion courante	500,00	0,18%
Charges financières	1 000,00	0,37%
Charges exceptionnelles	300,00	0,11%
Dotations aux amortissements et aux provisions	17 725,00	6,50%
Total	272 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (sollicitée)	40 000,00	14,68%
Ademe	83 000,00	30,46%
Métropole du Grand Paris	36 500,00	13,39%
Paris Ouest La Défense	80 000,00	29,36%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	30 000,00	11,01%
Autres produits de gestion courante	3 000,00	1,10%
Total	272 500,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007185 - ALEC SUD PARISIENNE SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	232 000,00 € TTC	17,24 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALEC SUD PARISIENNE
Adresse administrative : 1 BOULEVARD DE L ECOUTE S IL PLEUT
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Serge MERCIECA

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour l'ALEC Sud Parisienne :

-mission 1 (particuliers) : animation d'évènements locaux, conseil (réseau FAIRE), Coach Rénov (PTRE 91 Rénover Malin), Défi famille à énergie positive, concours maison économe, accompagnement des copropriétés (conseil, aide à la décision, formations pour les syndics, animation de la plateforme coach copro)
-mission 2 (professionnels) : animation du réseau RGE, d'un réseau de professionnel, travail sur la précarité avec les CCAS, travailleurs sociaux, gardiens d'immeubles.
-mission 3 (collectivités): accompagnement de la CA Grand Paris Sud pour le PCAET, la labellisation Cit'Ergie, la dynamique TEPCV, la réalisation de plan énergie patrimoine et sa gestion énergétique.

Moyens humains pour la réalisation du socle des missions 5 ETP :
0.5 ETP Direction
0.5 ETP fonctions supports
3 ETP cible 1 (particuliers)
0.5 ETP cible 2 (professionnels)

0.5 ETP cible 3 (collectivités)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247 et en CP 2020-056. Aussi, le taux d'intervention indiqué correspond au plancher de subvention par rapport à la base subventionnable. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	11 000,00	4,07%
Services extérieurs	8 500,00	3,15%
Autres services extérieurs	17 000,00	6,30%
Impôts et taxes	1 500,00	0,56%
Charges de personnel	232 000,00	85,93%
Total	270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	12 000,00	4,44%
ADEME	118 000,00	43,70%
CD 91	25 000,00	9,26%
EPT Grand Paris Sud Seine	75 000,00	27,78%
Aide régionale	40 000,00	14,81%
Total	270 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007175 - ALEC OUEST ESSONNE PROGRAMME D'ACTION 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	574 000,00 € TTC	13,07 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ALEC OUEST ESSONNE AGENCE LOCALE DE L ENERGIE ET DU CLIMAT OUEST ESSONNE
Adresse administrative	:	13 VOIE LA CARDON 91120 PALAISEAU
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Nathalie FRANCESETTI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :
L'objectif du socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, à savoir :
- intensifier la rénovation énergétique des bâtiments, en travaillant au plus près des cibles (accompagnement des copropriétés, animation d'un réseau de professionnels, résorption de la précarité énergétique, etc.)
- accompagner la mise en place des plans climat portés par les EPCI : acculturation, mobilisation, appropriation, ...
- conseils et animation auprès du grand public (Conseillers info énergie) notamment sur la rénovation, la précarité énergétique, etc.

Moyens humains mis à disposition :
1 ETP direction
0,5 ETP : communication
3 ETP cible 1 : particuliers
2 ETP cible 2 : professionnels
4 ETP cible 3 : collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	10 000,00	1,31%
Services extérieurs	50 000,00	6,53%
Autres services extérieurs	131 000,00	17,10%
Impôts et taxes	1 000,00	0,13%
Charges de personnel	574 000,00	74,93%
Total	766 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	55 000,00	7,18%
ADEME	214 000,00	27,94%
CD 91	55 000,00	7,18%
EPT PARIS SACLAY	140 000,00	18,28%
CAESE, CCDH, CCPL	90 000,00	11,75%
Aides privées (fondation)	32 000,00	4,18%
Autres produits de gestion courante	100 000,00	13,05%
Aide régionale	75 000,00	9,79%
Fonds propres	5 000,00	0,65%
Total	766 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20007170 - SEINE ET MARNE ENVIRONNEMENT SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	719 606,00 € TTC	10,42 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEINE-ET-MARNE ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : 18 ALLEE GUSTAVE PRUGNAT
77250 MORET-SUR-LOING
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yves JAUNAUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule sur une année civile;

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour SEME :

-mission 1 (particuliers) : Conseiller et accompagner les particuliers principalement en matière de maîtrise de l'énergie notamment dans la rénovation énergétique de leur bâtiment, les énergies renouvelables, les écogestes. Animer le réseau du réseau FAIRE seine et marnais
-mission 2 (professionnels) : Animer un réseau de professionnels de l'habitat
-mission 3 (collectivités) : Participer à l'appropriation locale des PCAET par l'intermédiaire de la CDTE

Moyens humains pour réaliser le socle des missions, 15,1 ETP:
0,7 ETP direction
1,4 ETP fonctions supports
11 ETP cible 1 : particuliers
1 ETP cible 2 : professionnels
1 ETP cible 3 : collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	65 700,00	6,98%
Services extérieurs	80 600,00	8,56%
Autres services extérieurs	75 900,00	8,06%
Charges de personnel	719 606,00	76,41%
Total	941 806,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	226 000,00	24,00%
Département 77	92 596,50	9,83%
Collectivités	256 500,00	27,23%
Fonds propres	291 709,50	30,97%
Aide régionale	75 000,00	7,96%
Total	941 806,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007168 - ALEC SAINT QUENTIN EN YVELINES (SQY) PROGRAMME D'ACTION 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	517 057,00 € TTC	14,51 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ALEC SQY AGENCE LOCALE DE L ENERGIE ET DU CLIMAT DE SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative	:	7 BIS AVENUE PAUL DELOUVRIER 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur FRANCK SENTIER, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour l'ALEC de Saint Quentin en Yvelines :

-mission 1 (particuliers) :
-animation de l'espace conseil FAIRE et de la plateforme RePerE Habitat qui couvre un territoire de 650 000 habitants (conseil au grand public sur les énergies renouvelables, la sobriété et l'efficacité énergétique, accompagnement des particuliers à la rénovation énergétique)
-accompagnement des copropriétés à la rénovation énergétique (CoachCopro)
-organisation d'évènements + défis pour sensibiliser la population aux EnR, à la maîtrise de l'énergie, au changement climatique

-mission 2 (professionnels) :
-animation des professionnels de la plateforme RePerE Habitat (adhésion des professionnels à la plateforme, organisation du salon annuel de la rénovation, ateliers d'information, relations avec les agences immobilières, Leroy Merlin, etc.)

-mission 3 (collectivités) :
-accompagnement de l'agglomération de Saint Quentin en Yvelines (PCAET, réduction des consommations d'énergie)
-accompagnement du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse (solaire PV + conseil aux entreprises)
-accompagnement de l'agglomération Rambouillet Territoire (PCAET)
-accompagnement de Versailles Grand Parc (PCAET)
-accompagnement de la communuaté de commune Coeur d'Yvelines (PCAET)
-accompagnement des communes rurales et du sud Yvelines

Moyens humains mis à disposition : 10.5 ETP

1,8 ETP direction et fonctions supports
5,2 ETP cible 1 : particuliers
0,9 ETP cible 2 : professionnels
2,6 ETP cible 3 : collectivités
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 000,00	0,50%
Services extérieurs	9 200,00	1,53%
Autres services extérieurs	46 000,00	7,66%
Impôts et taxes	21 543,00	3,59%
Charges de personnel	517 057,00	86,14%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 400,00	0,57%
Impôts sur les bénéfices	50,00	0,01%
Total	600 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	238 000,00	39,65%
Saint Quentin en Yvelines	110 160,00	18,35%
PNR Haute vallée de Chevreuse	34 397,00	5,73%
Autres produits de gestion courante	82 643,00	13,77%
Aide régionale	75 000,00	12,49%
Rambouillet territoire	22 950,00	3,82%
VGP	19 550,00	3,26%
Communes	17 000,00	2,83%
Auto financement	550,00	0,09%
Total	600 250,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007137 - AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE - CAUE 94 SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	569 552,00 € TTC	12,06 %	68 711,20 €
	Montant total de la subvention		68 711,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAUE 94 CONSEIL ARCHIT URBA & ENVIRONNEMENT 94
Adresse administrative	:	36 RUE EDMOND NOCARD 94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Yannick PIAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour le CAUE94 :

-mission 1 (particuliers) : animations et permanences EIE, sensibilisation des particuliers à la transition énergétique, accompagnement des particuliers s'engageant dans une démarche de rénovation de l'habitat (individuel et copropriétés) et accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique,
-mission 2 (professionnels) : actions de mobilisation des acteurs du bâti, sensibilisation, information, formations, visites de réalisations remarquables
-mission 3 (collectivités) : accompagnement des collectivités dans la mise en oeuvre de leurs PCAET, Agenda 21, formation des services bâtiments, des OPAH.

Moyens humains dédiés au socle des missions 10.5 ETP :
1 ETP direction
2 ETP fonctions supports
4.5 ETP cible particuliers

2 ETP cible professionnels
1 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois, en application du Règlement Budgétaire et Financier et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2019, auquel sont ajoutés 2500€ pour tenir compte de l'augmentation des dépenses éligibles en 2020.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	20 777,00	2,97%
Services extérieurs	34 300,00	4,89%
Autres services extérieurs	60 499,00	8,63%
Impôts et taxes	15 600,00	2,23%
Charges de personnel	569 552,00	81,28%
Total	700 728,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	156 000,00	22,26%
MGP	36 500,00	5,21%
CD 94	123 435,00	17,62%
EPT et communes	113 598,00	16,21%
Aide régionale	68 711,20	9,81%
Autres partenaires	36 025,00	5,14%
Autres produits de gestion courante	100,00	0,01%
Produits financiers	500,00	0,07%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 000,00	0,57%
Reprise sur amortissements et provisions	5 000,00	0,71%
Auto financement	156 858,80	22,39%
Total	700 728,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-276

DOSSIER N° 20007173 - CONSEIL DEPARTEMENTAL ESSONNE 91 PROGRAMME D'ACTION 2020

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-65733-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	400 000,00 € TTC	11,99 %	47 950,00 €
	Montant total de la subvention		47 950,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91000 EVRY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :
Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour le CD91 qui anime la plateforme Rénover Malin sur tout le territoire du 91

-mission 1 (particuliers) : action proactive de communication et d'information, accompagnement de projet, conseils et orientations, valorisations des réalisations,
-mission 2 (professionnels) : campagne d'affiliation des entreprises, animations d'ateliers à destination des entreprises, promotions des éco-matériaux et EnR, contrôles post-chantiers, animation du réseau des entreprises, mise en relations (café rénover malin), valorisation
-mission 3 (collectivités) : diffusion d'une culture commune sur la transition énergétique, promotion de l'intérêt de la structure auprès des collectivités, accompagnement des actions sur le patrimoine départemental, valorisation des certificats d'économie d'énergie, partenariats (coordination des acteurs de la rénovation, lutte contre la précarité énergétique)

Moyens humains pour réaliser le socle des missions :
0,5 ETP Direction
1,5 ETP Fonctions supports

5 ETP Cible particuliers
1 ETP Cible professionnels
1 ETP Cible collectivités

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247 et CP 2020-056.
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois, en application du Règlement Budgétaire et Financier et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2019, auquel sont ajoutés 2500€ pour tenir compte de l'augmentation des dépenses éligibles en 2020

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépense de communication	30 000,00	5,39%
Site Rénover Malin	31 100,00	5,59%
Animation et sensibilisation	95 000,00	17,08%
Dépenses de personnel	400 000,00	71,93%
Total	556 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département 91	508 150,00	91,38%
Aide Régionale	47 950,00	8,62%
Total	556 100,00	100,00%

ANNEXE N° 9 : FICHES-PROJET REAFFECTATIONS TRANSFERTS MODIFICATIONS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002465

Commission permanente du 8 mars 2017
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP 2020-276

Objet : MVE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017 – REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	92 699,07€ HT	10,77 %	9 983,69 €
	Montant total de la subvention		9 983,69 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MVE MAITRISEZ VOTRE ENERGIE
Adresse administrative : 12 BD ROUGET DE LISLE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Mireille ALPHONSE, Présidente

Date de publication au JO : 29 janvier 2000

N° SIRET : 42330502800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité d'un soutien annuel aux programmes d'action « Energie » de la structure.

Objectifs :
Accompagnement des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.
Accompagnement des petites entreprises et des bailleurs sociaux du territoire.
Accompagnement des particuliers dans leurs projets de réhabilitation performante de leur logement et/ou installation d'énergies renouvelables.

Description :

Renseignements apportés par les Conseillers Info Energie sur les volets techniques, réglementaires et d'opportunités de financements (subvention, prêts, dispositifs...).

Lors de la commission permanente n° CP 2017-100 du 8 mars 2017, une subvention d'un montant maximum de 70 000 € a été accordée pour le projet de l'association MVE « Maitrisez votre énergie » au titre du programme d'actions énergie 2017 (dossier 17002465).

Un premier acompte d'un montant de 41 211,62 € fut mandaté en 2017. L'agence MVE a ensuite sollicité le versement du solde pour montant de 17 827.82 €. Cependant, la somme versée fut de 4 937,88 €, soit une différence de 12 889.94 €.

Suite à l'avis du médiateur, la présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde de 9 983,69 € d'une subvention initialement allouée par délibération 2017-100 du 8 mars 2017.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Moyens mis en œuvre :
7 ETP

Intérêt régional :
Actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat sur le plan énergétique - compétence et responsabilité régionale. Participation à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie.
Actions en direction des copropriétés et de lutte contre la précarité énergétique.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).
Ce nombre affiché de stagiaire(s) peut être amené à évoluer en fonction des conditions matérielles d'accueil (manque de place physique dans les bureaux) et/ou de durée de stage estimée pertinente par la structure accueillante, par l'organisme de formation et au premier chef par la personne en stage (ou en alternance).

Public(s) cible(s) :
Particuliers plus particulièrement accompagnés dans les territoires ayant conventionné avec la structure.
Collectivités et entreprises sur leurs programmes d'économie d'énergie.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'action Energie 2017	92 699,07	100,00%
Total	92 699,07	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	9 983,69	10,77%
Autres recettes	82 715,38	89,23%
Total	92 699,07	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 000,00 €
2018	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	80 170,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	120 170,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	86 520,00 €
	Montant total	286 860,00 €

Commission permanente du 9 juillet 2015 - CP15-492
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP 2020-276

DOSSIER N° 15004224 - SDC 57 RUE AUGUSTE LANCON 75013 PARIS
CABINET PLISSON IMMOBILIER - COPRO DURABLE 2015
CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE POUR LE VERSEMENT DU SOLDE

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	784 484,00 € HT	20,70 %	162 420,00 €
Montant versé			129 936,00 €
		solde de la subvention	**32 484,00 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : **CABINET PLISSON IMMOBILIER SAS**
Adresse administrative : 40 RUE BRUNEL – 75017 PARIS
Statut Juridique : SAS
Représentant : Madame Karen PLISSON – Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2015 - 31 mai 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Cabinet PLISSON IMMOBILIER est le nouveau syndic de la résidence sise 57 RUE AUGUSTE LANCON 75013 PARIS depuis le 28 mars 2019. Il s'agit par la modification de cette fiche-projet de permettre au nouveau cabinet de demander le versement du solde de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
investissements travaux	784 484,00	100,00%
Total	784 484,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME Ile-de-France	162 420,00	20,70%
Région Île-de-France	162 420,00	20,70%
Anah (projection)	40 000,00	5,10%
fonds propres	419 644,00	53,49%
Total	784 484,00	100,00%

Commission permanente du 22 novembre 2017 - CP2017-554
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP 2020-276

DOSSIER N° 17014844 - SDC 63-67 RUE JAURES 2-8 ALLEE DES ALYSSES 91300 MASSY - SERGIC - COPRO DURABLE 2017
CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 622 500,00 € HT	12,33 %	200 000,00 €
		Montant total de la subvention	200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SERGIC
Adresse administrative : 21 AVENUE DES ALLIES
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Fatima DIAS

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2018 - 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
année de construction : 1963
nombre de bâtiments : 3
nombre de logements : 57
surface (m²) : 4355
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif

La présente opération a fait l'objet, par délibération CP 2017-554 du 22 novembre 2017, d'un soutien régional à hauteur de 200 000 € au Cabinet PROXIGES pour le compte de la résidence 63/67 rue Jean Jaurès et 2/8 allée des Alysses – 91300 MASSY. Il s'agit par cette fiche d'acter le changement de syndic de copropriété.
.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	638 000,00	39,32%
refection de la toiture	109 000,00	6,72%
remplacement des menuiseries	416 000,00	25,64%
rénovation de la chaufferie	200 000,00	12,33%
renovation de la ventilation	86 500,00	5,33%
honoraires	173 000,00	10,66%
Total	1 622 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
certificats économies énergie	56 000,00	3,45%
REGION ÎLE DE FRANCE	200 000,00	12,33%
FONDS PROPRES	1 366 500,00	84,22%
Total	1 622 500,00	100,00%

Commission permanente du 20 novembre 2019 - CP2019-384
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-276

DOSSIER N° EX047299 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens - LE PERRAY ENERGIE

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	400 000,00 € HT	57,50 %	230 000,00 €
	Montant total de la subvention		230 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : **LE PERRAY ENERGIE**
Adresse administrative : MAIRIE DU PERRAY EN YVELINES
78610 LE PERRAY-EN-YVELINES
Statut Juridique : SAS
Représentant : Monsieur GERVAIS LESAGE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 28 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif prévoit que les dépenses sont éligibles à la date du dépôt de la demande.

Description :
Le projet est porté par la SAS LPE (Le Perray Energies) 100 % propriété de la commune du Perray qui intervient sur l'ensemble des dossiers énergétiques de la commune en tant que conseil ou en réalisation des projets. Dans le cadre de ce projet elle souhaite ouvrir son capital aux citoyens et a pris l'engagement de répondre aux caractéristiques des projets citoyens d'ici la phase investissement.

Il s'agit de réaliser une installation photovoltaïque en autoconsommation innovante avec borne de recharge pour des vélos électriques sur le Centre Technique Municipal afin d'en faire, une Centrale solaire Citoyenne de 200 KWc (630 panneaux) avec une production entièrement dédiée à l'autoconsommation collective. Au-delà de l'installation de production il s'agit de proposer ici des solutions pour la gestion de l'autoconsommation collectives.

L'appel à projets 100 projets d'énergie renouvelable citoyens est exempté des obligations du dispositif 100 000 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
L'appel à projet 100 projets d'énergie renouvelable citoyens prévoit un soutien possible des études à 80 % plafonné à 100 000 € et 50 % de l'investissement plafonné à 1 M€. Au regard du caractère innovant de

ce projet il est proposé d'appliquer les taux maximum aux études de faisabilités qui se montent à 100 000,00 € HT soit 80 000,00 € de subvention et 50 % sur les 300 000,00 € HT d'investissement soit 150 000,00 € de subvention soit un total de 230 000,00 € de subvention sur le projet global de 400 000,00 € ce qui représente un taux d'intervention global de 57.5 %.

Localisation géographique :

- LE PERRAY-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
installation photovoltaïque et électrique	285 000,00	71,25%
monitoring et blockchain	15 000,00	3,75%
études techniques économiques et juridique pour l'autoconsommation	100 000,00	25,00%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (sollicitée)	230 000,00	57,50%
fonds propres	34 000,00	8,50%
emprunt	136 000,00	34,00%
Total	400 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 20 novembre 2019 - CP2019-384
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-276

DOSSIER N° EX047026 - Appel à projets développement des énergies renouvelables électriques - GRAPAGRI IDF

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 243 580,00 € HT	40,00 %	497 432,00 €
	Montant total de la subvention		497 432,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : **GRAPAGRI**
Adresse administrative : 16 QUAI DE LA LOIRE
75019 PARIS
Statut Juridique : SAS
Représentant : SOLARIS

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 octobre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le règlement d'intervention de l'appel à projet prévoit que les dépenses sont éligibles à compter de la date du dépôt de la demande.

Description :
La SAS Grapagri propose le développement de 12 unités, avec 1 en Essonne et 11 en Seine et Marne.
· 4 installations sur des bâtiments existants :
Aménagement de la toiture d'un bâtiment ayant fait préalablement l'objet d'un calcul de charge pour intégrer en superstructure une centrale photovoltaïque de 99,96 kWc composées de ses équipements (modules photovoltaïque, onduleurs, coffrets de regroupement, câbles et raccords électriques etc.) et du local annexe nécessaire à son exploitation. Conclusion d'un bail emphytéotique (BE) de location de la toiture avec l'exploitant agricole. Vente totale de l'électricité produite pendant 30 ans. Au terme du bail (30 ans) l'agriculteur deviendra, s'il le souhaite, propriétaire sans frais, des équipements de production d'électricité installés et pourra procéder à l'autoconsommation totale ou partielle avec vente de surplus, ou la vente totale
· 8 centrales sur bâtiment neuf
Construction d'un bâtiment avec toiture étanche intégrant en superstructure une centrale photovoltaïque de 99,96 kWc composées de ses équipements (modules photovoltaïques, onduleurs, coffrets de regroupement, câbles et raccords électriques etc.) et du local annexe nécessaire à son exploitation et notamment un poste de livraison électrique intégrant le comptage de l'énergie et les protections, point de

raccordement au réseau public de distribution d'électricité.
Conclusion d'un bail à construction (BAC) avec l'exploitant agricole. La SPV est propriétaire du bâtiment pendant la durée du bail. Vente totale de l'électricité produite pendant 30 ans.
Au terme du bail (30 ans) l'agriculteur deviendra, s'il le souhaite, propriétaire sans frais, des équipements de production d'électricité installés et pourra procéder à l'autoconsommation totale ou partielle avec vente de surplus, ou la revente totale.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement de l'appel à projets adopté par délibération n° CP18-454 prévoit un taux d'intervention maximum de 50% des dépenses éligibles plafonnées à 2M€.
Le projet présente un total de dépenses éligibles de 1 243 580€ HT. Il est demandé un taux de subvention de 40% soit une subvention de 497 432 €

Localisation géographique :
- FORGES-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et installation de 12 centrales PV	1 033 180,00	83,08%
MO, contrôle, développement pour les 12 centrales	210 400,00	16,92%
Total	1 243 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (sollicitée)	497 432,00	40,00%
Fonds propres	242 029,00	19,46%
emprunt	504 119,00	40,54%
Total	1 243 580,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-247
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-276

DOSSIER N° 19004788 - SOLIHA 75-92-95 SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS ENERGIE 2019

Dispositif : Plan régional énergies- sensibilisation (n° 00000195)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-1700
Action : 475001043- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	481 000,00 € TTC	**15 %**	72 150,00 €
		Montant total de la subvention	72 150,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIHA PARIS HAUTS DE SEINE VAL D'OISE PACTE DE PARIS
Adresse administrative : 29 RUE TRONCHET 75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe DE NIJS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le projet se déroule sur une année civile

Description :
Le socle des 3 missions : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique, se décline ainsi pour SOLIHA :
mission 1 (particuliers) : action pro active de communication et d'information, accompagnement et conseil technique et financier, valorisation des réalisations, ingénierie sur les données
mission 2 (entreprises) : démarchage conseil et animation d'un réseau de professionnel, valorisation des réalisation
mission 3 (collectivités) : diffusion d'une culture commune, accompagnement pour l'élaboration des stratégie en matière de transition énergétique

moyens humains mis à disposition 6.5 ETP :
0.2 ETP direction
0.3 ETP fonctions supports
3.5 ETP cible particuliers
1.2 ETP cible professionnels
1.3 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et

de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, tel que votée dans le règlement d'intervention en CP 2019-247
Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, votée en CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de personnel	481 000,00	100,00%
Total	481 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (sollicitée)	72 150,00	15,00%
ADEME	156 000,00	32,43%
Collectivités	124 125,00	25,81%
aides privées	37 850,00	7,87%
fonds propres	90 875,00	18,89%
Total	481 000,00	100,00%

Commission permanente du 22 mai 2019 – CP2019-177
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-276

DOSSIER N° EX044804 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens
Etude de faisabilité installation de panneaux photovoltaïques
sur le Gymnase des Cottages à Suresnes

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	6 948,00 € TTC	79,99 %	5 558,00 €
	Montant total de la subvention		5 558,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : **FERMES SOLAIRES DU MONT VALERIEN**
Adresse administrative : 4 RUE CHEVALIER DE LA BARRE
92150 SURESNES
Statut Juridique : **SAS**
Représentant : Monsieur PHILIPPE LAKAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de financer une étude de faisabilité technique, juridique et économique pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur le Gymnase des Cottages à Suresnes (92).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Sur le montant total des dépenses éligibles de 6 948 €, il est proposé d'appliquer le taux maximum de 80 % soit une subvention de 5 558 € conformément au règlement de l'appel à projet.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
etude de faisabilité	6 948,00	100,00%
Total	6 948,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (sollicitée)	5 558,00	79,99%
fonds propres	1 390,00	20,01%
Total	6 948,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux études environnementales

Commission permanente du 22 mai 2019 – CP2019-177
Modifiée par la Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-276

DOSSIER N° EX044805 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens
Etude de faisabilité installation de panneaux photovoltaïques
sur le site de l'Ecole élémentaire des Cottages à Suresnes

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	6 948,00 € TTC	80,00 %	5 558,00 €
	Montant total de la subvention		5 558,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : **FERMES SOLAIRES DU MONT VALERIEN**
Adresse administrative : 4 RUE CHEVALIER LA BARRE
92150 SURESNES
Statut Juridique : **SAS**
Représentant : Monsieur PHILIPPE LAKAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Etude de faisabilité technique, juridique et économique pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur le site de l'Ecole élémentaire des Cottages, à Suresnes (92).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Sur un montant total des dépenses éligibles de 6 940 €, il est proposé d'appliquer le taux maximum de 80 % soit une subvention de 5558 €.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
etude de faisabilité	6 948,00	100,00%
Total	6 948,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (sollicitée)	5 558,00	79,99%
fonds propres	1 390,00	20,01%
Total	6 948,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux études environnementales

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP2019-347
Modifiée par la Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-276

DOSSIER N° EX045175 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens –
Etude de faisabilité installation photovoltaïque sur le toit du Conservatoire de Musique
Avenue Paul Doumer à Rueil Malmaison

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	6 948,00 € TTC	80,00 %	5 558,40 €
	Montant total de la subvention		5 558,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : **FERMES SOLAIRES DU MONT VALERIEN**
Adresse administrative : 4 RUE CHEVALIER DE LA BARRE
92150 SURESNES
Statut Juridique : **SAS**
Représentant : Monsieur Philippe LAKAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : dépôt de dossier le 1er février permettant l'éligibilité des dépenses à cette date comme prévu dans le RI

Description :
Il s'agit de réaliser une étude de faisabilité d'une installation photovoltaïque sur le toit du Conservatoire de Musique Avenue Paul Doumer à Rueil-Malmaison.
L'étude est réalisée par l'Association THERMIE. Une société de projet sera constituée pour la réalisation des travaux.
Les projets citoyens sont exemptés des obligations en matière de recrutement des stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de l'étude est de 6948 € pour évaluer la faisabilité technique, économique et juridique de l'installation. Le taux de subvention qu'il est proposé d'appliquer est le taux maximum prévu par le dispositif soit 80 %. Le montant de la subvention proposé est de 5558,40 €.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
étude de faisabilité	6 948,00	100,00%
Total	6 948,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (sollicitée)	5 558,40	80,00%
fonds propres	1 389,60	20,00%
Total	6 948,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 18 septembre 2019 - CP2019-332
Modifiée par la commission permanente du 1er juillet 2020 – CP2020-276

DOSSIER N° EX044702 - ALIMENTATION DE LA 1ère TRANCHE DE LA ZAC SEINE GARE PAR UNE PETITE CHAUFFERIE BIOMASSE - SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE CHAUFFAGE URBAIN CHOISY-VITRY

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP 2018-454 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	466 740,00 € HT	20,00 %	93 348,00 €
	Montant total de la subvention		93 348,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SICUCV - CHAUFFAGE URBAIN CHOISY VITRY
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE 94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur ROGER LODIOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La demande de subvention a été déposée sur mes démarches le 19/12/2018. La présentation au vote de la CP a été reportée par 2 fois, notamment en raison d'une demande de pièces complémentaires attestant de la performance environnementale de l'installation (filtration de particules à un niveau 'très performant' d'après les valeurs d'émissions du PPA).
Le démarrage des travaux est prévu ce printemps pour permettre une mise en fonctionnement de la chaufferie avant la rentrée scolaire de 2019.

Description :
Ce projet consiste à implanter une petite installation de chaufferie biomasse mobile sur le site de la ZAC Seine Gare à Vitry. Cette installation alimentera pendant au moins 3 ans un nouveau collège (HQE) qui sera ouvert à la rentrée 2019. A plus long terme, il est prévu de l'utiliser, sur d'autres sites de la ZAC, en appoint au réseau de chaleur alimenté par une géothermie de minime importance (dispositif de PAC sur nappe). Ce réseau sera déployé par le SICUCV au fur et à mesure de l'aménagement de la ZAC par l'EPA ORSA. Le développement du réseau prévoit de plus un recours en appoint au réseau de CPCU qui traverse la ZAC.

La chaufferie biomasse est dimensionnée de manière à alimenter le collège pendant toute la saison de chauffe avec une performance optimale. Elle est composée de 2 petites chaufferies de 300 kW chacune, représentant 600 kW de puissance installée pour moins de 200 MWh/an de chaleur produite. Il est prévu d'acquérir un modèle robuste (marque KWB), alimenté avec des pellets, et à haute performance environnementale (label clean efficiency).

Afin de garantir un niveau minimal d'émission de poussières, un électrofiltre sera ajouté en sortie de chaque cheminée. Ce système permettra d'atteindre des valeurs d'émissions de particules inférieures à 30 mg/Nm3 de poussières à 6% d'O2, ce qui correspondant à des "appareils très faiblement émetteurs de poussières », tels que définis par l'arrêté relatif au Plan de Protection de l'Atmosphère de l'Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter **2 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Chaufferie biomasse de production inférieure à 1 200 MWh/an : jusqu'à 50 % du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, des dépenses éligibles plafonnée à 500 000 €. Les dépenses éligibles correspondent au montant des travaux moins ceux d'une solution de référence fossile.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHAUFFERIE BIOMASSE	466 740,00	100,00%
Total	466 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	93 348,00	20,00%
MGP	140 022,00	30,00%
FONDS PROPRES	233 370,00	50,00%
Total	466 740,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

ANNEXE N° 10 :AVENANTS DE TRANSFERT

AVENANT DE TRANSFERT N°1 A LA CONVENTION N°14010159
A L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
PARIS TERRES D'ENVOL

La **Région Île-de-France** dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération **n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

L'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,
dont le statut juridique est : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
N° SIRET : 200058097 00011
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
représenté par sa/son Président(e), Madame/Monsieur
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Le bénéficiaire initial dénommé : SYNDICAT D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L'AULNOYE SEAPFA
dont le statut juridique est : syndicat mixte
N° SIRET : 200072916 00014
Code APE : 84.11Z-administration générale
représenté(e) par son Président, Monsieur Bruno BESCHIZZA
dont le siège social est situé au : 50 allée des Impressionnistes 93420 VILLEPINTE

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 15-373 du 17 juin 2015, la Région a décidé de participer au financement du projet « extensions 2015-2018 du réseau de chaleur du Blanc Mesnil », ce qui a donné lieu à la conclusion de la convention n°14010159 avec le Syndicat d'Equipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye, avec attribution d'une subvention d'un montant maximum de 220 224 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions :

- du dispositif « Politique énergie climat » adopté par délibération de l'assemblée délibérante n° CR 46-12 du 22 novembre 2012,
- le règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR 2018-016 du 03/07/2018 relatif au dispositif «chaleur renouvelable»,
- le règlement d'intervention adopté par délibération cadre n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020
- ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Le comité syndical du SEAPFA a décidé, lors de plusieurs délibérations prises par l'EPT Paris Terres d'Envol, le SEAPFA et la Ville du Blanc Mesnil, de transférer ses droits réels à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, à compter du 1er janvier 2020, pour ce qui concerne la compétence construction, aménagement et gestion des réseaux de chaleur et de froid pour les réseaux du Blanc-Mesnil, Sevran Rougemont et Tremblay en France centre-ville.

Considérant la reprise du projet extensions 2015-2018 du réseau de chaleur du Blanc Mesnil par l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL et leur mise en œuvre sur plusieurs années, la commission permanente de la Région Ile-de-France, par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, décide de lui transférer la convention initiale, objet du présent avenant.

Article 1

Le présent avenant a pour objet de transférer le solde de la subvention d'investissement attribuée par la délibération de la commission permanente du Conseil Régional n° CP 15-373 du 17 juin 2015 du SEAPFA vers l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL qui reprend le projet et en assure la maitrise d'ouvrage. L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations du SEAPFA à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Article 2

Pour la réalisation de ladite opération, la Région a attribué au SEAPFA une subvention correspondant à 248 €/ml (888 ml) soit un montant maximum de subvention de 220 224,00 €.

Article 3

Sachant que 2 acomptes ont été versés les 30/08/2016 et 19/12/2019 pour un montant total de 142 189,18 €, il s'agit par le présent avenant de transférer à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL le solde de la subvention soit le montant de 78 034.82 €.

Les versements à opérer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :
EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Nom de la Banque : Banque de France – 1 rue de la Vrillière – 75001 PARIS
RIB : 30001 00934 E9330000000 26
IBAN : FR45 3000 1009 34E9 3300 0000 026
BIC : BDFEFRPPCCT

Article 4 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°14010159, adoptée par délibération n° CP 15-373 du 17 juin 2015, est modifiée comme suit :

Dénomination : EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse administrative : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Madame/Monsieur

Article 5 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :

La fiche-projet, approuvée par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, telle que modifiée par le présent avenant,

La convention n° 14010159 entre la Région et le SEAPFA approuvée par délibération n° CP 15-373 du 17 juin 2015 transférée à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 3 exemplaires originaux

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire et cachet)
EPT PARIS TERRES D'ENVOL

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le bénéficiaire initial
(nom, qualité du signataire et cachet)
Le SEAPFA

AVENANT DE TRANSFERT N°1 A LA CONVENTION N°16011375

A L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
PARIS TERRES D'ENVOL

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération **n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

L'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,
dont le statut juridique est : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
N° SIRET : 200058097 00011
Code APE : 84.11Z
représenté par son Président, Monsieur Bruno BESCHIZZA
dont le siège social est situé : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS

Le bénéficiaire initial dénommé : SYNDICAT D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L'AULNOYE SEAPFA
dont le statut juridique est : syndicat mixte
N° SIRET : 200072916 00014
Code APE : 84.11Z-administration générale
représenté(e) par son Président, Monsieur Bruno BESCHIZZA
dont le siège social est situé au : 50 allée des Impressionnistes 93420 VILLEPINTE

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 16-503 du 16 novembre 2016, la Région a décidé de participer au financement du projet «raccordement de la ZAC Westinghouse», ce qui a donné lieu à la conclusion de la convention n°16011375 avec le Syndicat d'Equipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye, avec attribution d'une subvention d'un montant maximum de 146 124 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR 2018-016 du 03/07/2018, relatif au dispositif «chaleur renouvelable», ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Le comité syndical du SEAPFA a décidé, lors de plusieurs délibérations prises par l'EPT Paris Terres d'Envol, le SEAPFA et la Ville du Blanc Mesnil, de transférer ses droits réels à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, à compter du 1er janvier 2020, pour ce qui concerne la compétence construction, aménagement et gestion des réseaux de chaleur et de froid pour les réseaux du Blanc-Mesnil, Sevran Rougemont et Tremblay en France centre-ville.
.
Considérant la reprise du projet « raccordement de la ZAC Westinghouse » par l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, la commission permanente de la Région Ile-de-France, par délibération n°

CP 2020-276 du 1er juillet 2020, décide de lui transférer la convention initiale, objet du présent avenant.

Article 1

Le présent avenant a pour objet de transférer le solde de la subvention d'investissement attribuée par la délibération de la commission permanente du Conseil Régional n° CP 16-503 du 16 novembre 2016 du SEAPFA vers l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL qui reprend le projet et en assure la maitrise d'ouvrage. L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations du SEAPFA à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Article 2

Pour la réalisation de ladite opération, la Région a attribué au SEAPFA une subvention correspondant à 135 €/ml (1100 ml) de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 1 580 000 €, soit un montant maximum de subvention de 146 124 €.

Article 3

Sachant qu'un acompte a été versé le 19/12/2019 pour un montant de 116 899.20 €, il s'agit par le présent avenant de transférer à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL le solde de la subvention soit le montant de 29 224.80 €.

Les versements à opérer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :

EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Nom de la Banque : Banque de France – 1 rue de la Vrillière – 75001 PARIS
RIB : 30001 00934 E9330000000 26
IBAN : FR45 3000 1009 34E9 3300 0000 026
BIC : BDFEFRPPCCT

Article 4 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°16011375, adoptée par délibération n° CP 16-503 du 16 novembre 2016, est modifiée comme suit :

Dénomination : EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse administrative : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Madame/Monsieur

Article 5 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :

La fiche-projet, approuvée par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, telle que modifiée par le présent avenant,

La convention n° 16011375 entre la Région et le SEAPFA approuvée par délibération n° CP 16-503 du 16 novembre 2016 transférée à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 3 exemplaires originaux

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire et cachet)
EPT PARIS TERRES D'ENVOL

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le bénéficiaire initial
(nom, qualité du signataire et cachet)
Le SEAPFA

AVENANT DE TRANSFERT N°1 A LA CONVENTION N°17011758
A L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
PARIS TERRES D'ENVOL

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération **n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

L'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,
dont le statut juridique est : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
N° SIRET : 200058097 00011
Code APE : 84.11Z
représenté par son Président, Monsieur Bruno BESCHIZZA
dont le siège social est situé : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS

Le bénéficiaire initial dénommé : SYNDICAT D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L'AULNOYE SEAPFA
dont le statut juridique est : syndicat mixte
N° SIRET : 200072916 00014
Code APE : 84.11Z-administration générale
représenté(e) par son Président, Monsieur Bruno BESCHIZZA
dont le siège social est situé au : 50 allée des Impressionnistes 93420 VILLEPINTE

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017, la Région a décidé de participer au financement du projet « extension/densification 2017-2019 du réseau de chaleur de Tremblay », ce qui a donné lieu à la conclusion de la convention n°17011758 avec le Syndicat d'Equipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye, avec attribution d'une subvention d'un montant maximum de 163 370 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR 2018-016 du 03/07/2018, relatif au dispositif «chaleur renouvelable», ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Le comité syndical du SEAPFA a décidé, lors de plusieurs délibérations prises par l'EPT Paris Terres d'Envol, le SEAPFA et la Ville du Blanc Mesnil, de transférer ses droits réels à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, à compter du 1er janvier 2020, pour ce qui concerne la compétence construction, aménagement et gestion des réseaux de chaleur et de froid pour les réseaux du Blanc-Mesnil, Sevran Rougemont et Tremblay en France centre-ville.

.

Considérant la reprise du projet « extension/densification 2017-2019 du réseau de chaleur de Tremblay» par l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, la commission permanente de la Région Ile-de-France, par

délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, décide de lui transférer la convention initiale, objet du présent avenant.

Article 1

Le présent avenant a pour objet de transférer la subvention d'investissement attribuée par la délibération de la commission permanente du Conseil Régional n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 du SEAPFA vers l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL qui reprend le projet et en assure la maitrise d'ouvrage. L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations du SEAPFA à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Article 2

Pour la réalisation de l'opération « extension/densification 2017-2019 du réseau de chaleur de Tremblay » la Région a attribué au SEAPFA une subvention correspondant à 170 €/ml (961 ml) un montant de subvention maximum de 163 370 €.

Article 3

Il s'agit, par le présent avenant, de transférer à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL l'intégralité de la subvention soit le montant de 163 370 €.

Les versements à opérer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :

EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Nom de la Banque : Banque de France – 1 rue de la Vrillière – 75001 PARIS
RIB : 30001 00934 E9330000000 26
IBAN : FR45 3000 1009 34E9 3300 0000 026
BIC : BDFEFRPPCCT

Article 4 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°17011758, adoptée par délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017, est modifiée comme suit :

Dénomination : EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse administrative : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Madame/Monsieur

Article 5 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :
La fiche-projet, approuvée par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, telle que modifiée par le présent avenant,
La convention n° 17011758 entre la Région et le SEAPFA approuvée par délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 transférée à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 3 exemplaires originaux

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire et cachet)
EPT PARIS TERRES D'ENVOL

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le bénéficiaire initial
(nom, qualité du signataire et cachet)
Le SEAPFA

AVENANT DE TRANSFERT N°1 A LA CONVENTION N°17014660
A L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
PARIS TERRES D'ENVOL

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération **n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

L'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,
dont le statut juridique est : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
N° SIRET : 200058097 00011
Code APE : 84.11Z
représenté par son Président, Monsieur Bruno BESCHIZZA
dont le siège social est situé : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS

Le bénéficiaire initial dénommé : SYNDICAT D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L'AULNOYE SEAPFA
dont le statut juridique est : syndicat mixte
N° SIRET : 200072916 00014
Code APE : 84.11Z-administration générale
représenté(e) par son Président, Monsieur Bruno BESCHIZZA
dont le siège social est situé au : 50 allée des Impressionnistes 93420 VILLEPINTE

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017, la Région a décidé de participer au financement du projet « raccordement de l'hôpital René Muret au réseau de chaleur biomasse de Sevran-Rougemont-Perrin », ce qui a donné lieu à la conclusion de la convention n°17014660 avec le Syndicat d'Equipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye, avec attribution d'une subvention d'un montant maximum de 83 545 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR 2018-016 du 03/07/2018, relatif au dispositif « chaleur renouvelable », ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Le comité syndical du SEAPFA a décidé, lors de plusieurs délibérations prises par l'EPT Paris Terres d'Envol, le SEAPFA et la Ville du Blanc Mesnil, de transférer ses droits réels à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, à compter du 1er janvier 2020, pour ce qui concerne la compétence construction, aménagement et gestion des réseaux de chaleur et de froid pour les réseaux du Blanc-Mesnil, Sevran Rougemont et Tremblay en France centre-ville.

.

Considérant la reprise du projet «raccordement de l'hôpital René Muret au réseau de chaleur biomasse de Sevran-Rougemont-Perrin» par l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, la commission permanente de la Région Ile-de-France, par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, décide de lui transférer la convention initiale, objet du présent avenant.

Article 1

Le présent avenant a pour objet de transférer la subvention d'investissement attribuée par la délibération de la commission permanente du Conseil Régional n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 du SEAPFA vers l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL qui reprend le projet et en assure la maitrise d'ouvrage. L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations du SEAPFA à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Article 2

Pour la réalisation de ladite opération, la Région a attribué au SEAPFA une subvention correspondant à 155 €/ml (539 ml) de la dépense subventionnable soit un montant maximum de subvention de 83 545 €.

Article 3

Il s'agit par le présent avenant de transférer à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL l'intégralité de la subvention soit le montant de 83 545 €.

Les versements à effectuer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :
EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Nom de la Banque : Banque de France – 1 rue de la Vrillière – 75001 PARIS
RIB : 30001 00934 E9330000000 26
IBAN : FR45 3000 1009 34E9 3300 0000 026
BIC : BDFEFRPPCCT

Article 4 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°17014660, adoptée par délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017, est modifiée comme suit :

Dénomination : EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse du siège social : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Madame/Monsieur

Article 5 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :
La fiche-projet, approuvée par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, telle que modifiée par le présent avenant,
La convention n° 17014660 entre la Région et le SEAPFA approuvée par délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 transférée à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 3 exemplaires originaux

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire et cachet)

EPT PARIS TERRES D'ENVOL

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le bénéficiaire initial
(nom, qualité du signataire et cachet)
Le SEAPFA

AVENANT DE TRANSFERT N°1 A LA CONVENTION N°17014691
A L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
PARIS TERRES D'ENVOL

La **Région Ile-de-France** dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération **n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

L'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,
dont le statut juridique est : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
N° SIRET : 200058097 00011
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
représenté par sa/son Président(e), Madame/Monsieur
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Le bénéficiaire initial dénommé : SYNDICAT D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L'AULNOYE SEAPFA
dont le statut juridique est : syndicat mixte
N° SIRET : 200072916 00014
Code APE : 84.11Z-administration générale
représenté(e) par son Président, Monsieur Bruno BESCHIZZA
dont le siège social est situé au : 50 allée des Impressionnistes 93420 VILLEPINTE

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017, la Région a décidé de participer au financement du projet « extension du réseau de chaleur géothermique du Blanc Mesnil et installation d'une pompe à chaleur », ce qui a donné lieu à la conclusion de la convention n°17014691 avec le Syndicat d'Equipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye, avec attribution d'une subvention d'un montant maximum de 536 960 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR 2018-016 du 03/07/2018, relatif au dispositif «chaleur renouvelable», ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Le comité syndical du SEAPFA a décidé, lors de plusieurs délibérations prises par l'EPT Paris Terres d'Envol, le SEAPFA et la Ville du Blanc Mesnil, de transférer ses droits réels à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, à compter du 1er janvier 2020, pour ce qui concerne la compétence construction, aménagement et gestion des réseaux de chaleur et de froid pour les réseaux du Blanc-Mesnil, Sevran Rougemont et Tremblay en France centre-ville.
.
Considérant la reprise du projet « extension du réseau de chaleur géothermique du Blanc Mesnil et installation d'une pompe à chaleur » par l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, la commission permanente de

la Région Ile-de-France, par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, décide de lui transférer la convention initiale, objet du présent avenant.

Article 1 A REVOIR

Le présent avenant a pour objet de transférer le solde de la subvention d'investissement attribuée par la délibération de la commission permanente du Conseil Régional n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 du SEAPFA vers l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL qui reprend le projet et en assure la maitrise d'ouvrage. L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations du SEAPFA à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Article 2

Pour la réalisation de l'opération « extension du réseau de chaleur géothermique du Blanc Mesnil et installation d'une pompe à chaleur » la Région a attribué au SEAPFA une subvention correspondant à 27,59 % du montant de la base subventionnable qui s'élève à 1 946 200 € soit un montant maximum de subvention de 536 960 €.

Article 3 A REVOIR

Sachant qu'un acompte a été versé le 19/12/2018 pour un montant de 200 231,31 €, il s'agit par le présent avenant de transférer à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL le solde de la subvention soit le montant de 336 728,69 €.

Les versements à opérer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :

EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Nom de la Banque : Banque de France – 1 rue de la Vrillière – 75001 PARIS
RIB : 30001 00934 E9330000000 26
IBAN : FR45 3000 1009 34E9 3300 0000 026
BIC : BDFEFRPPCCT

Article 4 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°17014691, adoptée par délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 est modifiée comme suit :

Dénomination : EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse administrative : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Madame/Monsieur

Article 5 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :
La fiche-projet, approuvée par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, telle que modifiée par le présent avenant,
La convention n° 17014691 entre la Région et le SEAPFA approuvée par délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 transférée à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 3 exemplaires originaux

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire et cachet)
EPT PARIS TERRES D'ENVOL

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le bénéficiaire initial
(nom, qualité du signataire et cachet)
Le SEAPFA

AVENANT DE TRANSFERT N°1 A LA CONVENTION N°18010400
A L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
PARIS TERRES D'ENVOL

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération **n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

L'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,
dont le statut juridique est : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
N° SIRET : 200058097 00011
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
représenté par sa/son Président(e), Madame/Monsieur
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Le bénéficiaire initial dénommé : SYNDICAT D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L'AULNOYE SEAPFA
dont le statut juridique est : syndicat mixte
N° SIRET : 200072916 00014
Code APE : 84.11Z-administration générale
représenté(e) par son Président, Monsieur Bruno BESCHIZZA
dont le siège social est situé au : 50 allée des Impressionnistes 93420 VILLEPINTE

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018, la Région a décidé de participer au financement du projet « extensions 2018 du réseau de chaleur du Blanc Mesnil », ce qui a donné lieu à la conclusion de la convention n°18010400 avec le Syndicat d'Equipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye, avec attribution d'une subvention d'un montant maximum de 968 400 €.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR 2018-016 du 03/07/2018, relatif au dispositif «chaleur renouvelable», ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Le comité syndical du SEAPFA a décidé, lors de plusieurs délibérations prises par l'EPT Paris Terres d'Envol, le SEAPFA et la Ville du Blanc Mesnil, de transférer ses droits réels à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, à compter du 1er janvier 2020, pour ce qui concerne la compétence construction, aménagement et gestion des réseaux de chaleur et de froid pour les réseaux du Blanc-Mesnil, Sevran Rougemont et Tremblay en France centre-ville.
.
Considérant la reprise du projet « extensions 2018 du réseau de chaleur du Blanc Mesnil » par l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, la commission permanente de la Région Ile-de-France, par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, décide de lui transférer la convention initiale, objet du présent avenant.

Article 1

Le présent avenant a pour objet de transférer la subvention d'investissement attribuée par la délibération de la commission permanente du Conseil Régional n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018 du SEAPFA vers l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL qui reprend le projet et en assure la maitrise d'ouvrage. L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations du SEAPFA à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Article 2

Pour la réalisation de ladite opération, la Région a attribué au SEAPFA une subvention correspondant à 16,84 % du montant de la base subventionnable qui s'élève à 5 750 380 € HT soit un montant maximum de subvention de 968 400 €.

Article 3

Il s'agit par le présent avenant de transférer à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL l'intégralité de la subvention soit le montant de 968 400 €.

Les versements à opérer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :

EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Nom de la Banque : Banque de France – 1 rue de la Vrillière – 75001 PARIS
RIB : 30001 00934 E9330000000 26
IBAN : FR45 3000 1009 34E9 3300 0000 026
BIC : BDFEFRPPCCT

Article 4 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°18010400, adoptée par délibération n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018 est modifiée comme suit :

Dénomination : EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse administrative : BD DE L'HOTEL DE VILLE - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Madame, Monsieur

Article 5 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :
La fiche-projet, approuvée par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, telle que modifiée par le présent avenant,
La convention n° 18010400 entre la Région et le SEAPFA approuvée par délibération n° CP 18-454 du 17 octobre 2018 transférée à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL par délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 3 exemplaires originaux

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire et cachet)
EPT PARIS TERRES D'ENVOL

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le bénéficiaire initial
(nom, qualité du signataire et cachet)
Le SEAPFA

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-319

DU 1 JUILLET 2020

CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) ET CONTRAT RÉGIONAL TERRITORIAL (CRT) : 3ÈME AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 juillet 2001 relative à l'évolution du règlement des Contrats Régionaux et création des contrats de territoire et fixant les nouveaux plafonds des contrats ruraux ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan État Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du contrat de plan Etat Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie) du volet territorial du CPER Île-de-France 2015–2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016 relative au contrat régional territorial de la commune de Créteil (94) ;

VU la délibération n° CP 16-291 du 12 juillet 2016 relative au contrat régional territorial de la commune de Gometz-le-Châtel (91) ;

VU la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée portant création du contrat d'aménagement régional (CAR) ;

VU la délibération n° CP 2017-539 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires urbains contrat d'aménagement

régional, contrat régional territorial, quatrième affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 18-138 du 13 mars 2018 relative aux contrats d'aménagement régionaux des communes de Vert-Saint-Denis (77) et du Plessis-Pâté (91) ;

VU la délibération n° CP 2018-249 du 30 mai 2018 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) : conclusion de contrats – attribution de subventions – réaffectations – avenants et plus particulièrement relative au contrat d'aménagement régional de la commune d'Evry-Grégy-sur-Yerre (77) ;

VU la délibération n° CP 2018-538 du 21 novembre 2018 relative au contrat d'aménagement régional de la commune de Rosny-sous-Bois (93) ;

VU la délibération n° CP 2019-034 du 24 janvier 2019 relative aux contrats d'aménagement régionaux des communes de Mouroux (77) et de Brunoy (91) ;

VU la délibération n° CP 2019-183 du 22 mai 2019 relative au contrat d'aménagement régional de la commune de Coubron (93) ;

VU la délibération n° CP 2019-261 du 3 juillet 2019 relative aux contrats d'aménagement régionaux des communes de Collégien (77), de Neauphle-le-Château (78) et de Fontenay-les-Briis (91) ;

VU la délibération n° CP 2019-348 du 18 septembre 2019 relative au contrat d'aménagement régional de la commune de Santeny (94) ;

VU la délibération n° CP 2020-040 du 31 janvier 2020 relative aux contrats d'aménagement régionaux de la communauté d'agglomération du Pays de Coulommiers (77) et des communes du Châtelet-en-Brie (77) et de Wissous (91) ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-319 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif **« contrats d'aménagement régionaux »**,

d'une part, de conclure avec **9** communes ou structures intercommunales, pour les opérations citées en annexe n°1 et récapitulées dans les échéanciers prévisionnels ci-joints en annexe n°2, un contrat d'aménagement régional conforme au contrat type approuvé par la délibération n° CR 181-16 susvisée.

et, d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe n°3, inscrites dans des contrats d'aménagement régionaux définis ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion, avec chaque commune maître d'ouvrage, d'un contrat d'aménagement régional et d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **5 725 129 €**, réparti comme suit :

- 5 355 129 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2020.

- 370 000 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 52 « agglomérations et villes moyennes », Programme PR52-004 « Contrat d'aménagement régional – environnement – Actions territorialisées », Action 452004016 « Contrat d'aménagement régional – Environnement – actions territorialisées », du budget 2020.

  Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015 – 2020, volet 6 « Volet territorial », sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », Projet 612 « Aménagement durable et innovation urbaine ».

Article 2 :

Décide au titre des dispositifs **« contrat d'aménagement régional » et « contrat régional territorial »**, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe n°3, relatives aux contrats d'aménagement régionaux (CAR) et aux contrats régionaux territoriaux (CRT) susvisés.

Subordonne le versement de la subvention pour le contrat régional territorial approuvé avant mai 2016 (n° CP 15-487 du 9 juillet 2015) à la signature d'une convention conforme à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012.

Subordonne le versement de la subvention pour le contrat régional territorial approuvé après mai 2016 (n° CP 16-622 du 16 novembre 2016) à la signature d'une convention conforme à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats d'aménagement régionaux à la signature de conventions conformes à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2017.

Autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **4 253 373,05 €** réparti comme suit :

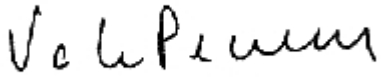
- 3 903 373,05 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2020.
- 350 000 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 52 « agglomérations et villes moyennes », Programme PR52-004 « Contrat d'aménagement régional – environnement – Actions territorialisées », Action 452004016 « Contrat d'aménagement régional – Environnement – actions territorialisées », du budget 2020.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015 – 2020, volet 6 « Volet territorial », sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », Projet 612 « Aménagement durable et innovation urbaine ».

Article 3 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 2 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 2 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200701-lmc186145-DE-1-1) et affichage ou notification le 2 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 à la délibération : tableau de délibération

77 SEINE-ET-MARNE			
LOGNES	EX049916	Création d'un cimetière paysager	250 000,00 €
	EX049917	Groupe scolaire du Four : rénovation et mise aux normes PMR	500 000,00 €
	EX049918	Groupe scolaire du Four : optimisation énergétique (bonus environnemental)	350 000,00 €
		Total subvention	1 100 000,00 €
VARENNES-SUR-SEINE	EX050513	Construction d'un centre de loisirs	500 000,00 €
	EX050518	Construction d'une école élémentaire	180 000,00 €
	EX050543	Aménagement d'un dispositif de gestion alternative des eaux pluviales	20 000,00 €
		Total subvention	700 000,00 €
78 YVELINES			
FONTENAY-LE-FLEURY	EX050569	Reconstruction de la halle commerciale	800 000,00 €
	EX050568	Aménagement des abords de la halle	200 000,00 €
		Total subvention	1 000 000,00 €
HOUDAN	EX050241	Extension du bâtiment C : Ecole maternelle et Centre Périscolaire Maternel	600 000,00 €
	EX050344	Réhabilitation du bâtiment B : Ecole élémentaire	300 000,00 €
		Total subvention	900 000,00 €
MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	EX050727	Rénovation de la Maison de quartier André Malraux	750 000,00 €
	EX050728	Aménagement de la place André Malraux	250 000,00 €
		Total subvention	1 000 000,00 €
VELIZY-VILLACOUBLAY	EX050507	Travaux d'aménagement de la nouvelle école Simone Veil	915 000,00 €
	EX050506	Réfection de la toiture de l'école élémentaire Rabourdin	85 000,00 €
		Total subvention	1 000 000,00 €
91 ESSONNE			
LIMOURS	EX050345	Travaux de restauration de l'église	375 129,00 €
	EX050346	Programme de voiries	534 233,75 €
	EX050347	Rénovation de l'hôtel de ville	83 540,50 €
		Total subvention	992 903,25 €
92 HAUTS-DE-SEINE			
VILLE D'AVRAY	EX050504	Réhabilitation des installations sportives du Gymnase (12 rue de Sèvres)	200 000,00 €
	EX050505	Rénovation des toitures, terrasses et menuiseries extérieures du groupe scolaire La Ronce	430 000,00 €
	EX050502	Démarche qualitative et environnementale liée au gymnase	400 000,00 €
		Total subvention	1 030 000,00 €

95 VAL D'OISE			
OSNY	EX049717	Construction d'une école élémentaire dans le secteur Saint-Exupéry	750 000,00 €
	EX049730	Réalisation d'une salle multi-activités	250 000,00 €
		Total subvention	1 000 000,00 €
		TOTAL GENERAL	**8 722 903,25 €**

Annexe n°2 à la délibération : échéanciers prévisionnels

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE LOGNES (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Création d'un cimetière paysager	1 008 183,75 €	500 000,00 €	450 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €	50%	250 000,00 €
Groupe scolaire du Four : rénovation et mise aux normes	1 131 613,20 €	1 000 000,00 €	0,00 €	700 000,00 €	300 000,00 €	50%	500 000,00 €
Groupe scolaire du Four : optimisation énergétique (bonus environnemental)	730 678,87 €	700 000,00 €	8 250,00 €	41 750,00 €	650 000,00 €	50%	350 000,00 €
TOTAL	2 870 475,82 €	2 200 000,00 €	458 250,00 €	791 750,00 €	950 000,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			229 125,00 €	395 875,00 €	475 000,00 €	50%	**1 100 000,00 €**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE VARENNES-SUR-SEINE (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	2023	2024	Taux %	Montant en €
Construction d'un centre de loisirs	1 376 368,00	1 000 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00	50%	500 000,00
Construction d'une école élémentaire	1 286 442,00	360 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	180 000,00	50%	180 000,00
Aménagement d'un dispositif de gestion alternative des eaux	239 660,00	40 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50%	20 000,00
TOTAL	2 902 470,00	1 400 000,00	40 000,00	500 000,00	500 000,00	180 000,00	180 000,00	50%	1 400 000,00
Dotation prévisionnelle maximum région			**20 000,00**	**250 000,00**	**250 000,00**	**90 000,00**	**90 000,00**		**700 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE FONTENAY LE FLEURY (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Reconstruction de la halle commerciale	3 616 613,60	1 600 000,00	300 000,00	1 200 000	100 000	50%	800 000,00
Aménagements des abords de la halle	1 818 945,22	400 000,00	50 000	300 000,00	50 000	50%	200 000,00
Total	**5 435 558,82**	**2 000 000,00**	**350 000,00**	**1 500 000,00**	**150 000,00**	50%	1 000 000,00
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			175 000,00	750 000,00	75 000,00		**1 000 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE HOUDAN (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION		DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	Taux %	Montant en €
EXTENSION DU BATIMENT C : ECOLE MATERNELLE ET CENTRE PERISCOLAIRE MATERNEL	1 486 306,74	1 200 000,00		1 200 000	50%	600 000
REHABILITATION DU BATIMENT B : ECOLE ELEMENTAIRE	830 773,20	600 000,00	600 000,00		50%	300 000
Total	**2 317 079,94**	**1 800 000,00**	**600 000,00**	**1 200 000**	50%	**900 000**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**300 000**	**600 000**		**900 000**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) POUR LA COMMUNE DE MONTIGNY-LE-BRETONNEUX (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Rénovation de la Maison de quartier André Malraux	1 686 976,00	1 500 000,00	500 000,00	1 000 000,00		50%	**750 000,00**
Aménagement de la place André Malraux	585 638,50	500 000,00	150 000,00	350 000,00		50%	**250 000,00**
TOTAL	2 272 614,50	2 000 000,00	650 000,00	1 350 000,00			
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**325 000,00**	**675 000,00**			**1 000 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE VELIZY-VILLACOUBLAY (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Travaux d'aménagement de la nouvelle école Simone Veil	3 184 330,00	1 830 000,00	629 520,00	1 200 480,00		50%	**915 000,00**
Réfection de la toiture de l'école élémentaire Rabourdin	170 000,00	170 000,00	170 000,00			50%	**85 000,00**
TOTAL	3 354 330,00	2 000 000,00	799 520,00	1 200 480,00	0,00	50%	**1 000 000,00**
Dotation prévisionnelle maximum Région			**399 760,00**	**600 240,00**	**0,00**		**1 000 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE LIMOURS (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
TRAVAUX DE RESTAURATION DE L EGLISE	750 258,00	750 258,00	400 000,00	350 258,00		50%	**375 129,00**
PROGRAMME DE VOIRIES	1 068 467,50	1 068 467,50		768 000,00	300 467,50	50%	**534 233,75**
RENOVATION DE L'HOTEL DE VILLE	167 081,00	167 081,00		130 000,00	37 081,00	50%	**83 540,50**
Total	**1 985 806,50**	**1 985 806,50**	**400 000,00**	**1 248 258,00**	**337 548,50**		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**200 000,00**	**624 129,00**	**168 774,25**		**992 903,25**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) POUR LA COMMUNE DE VILLE-D'AVRAY (92)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Réhabilitation des installations sportives du gymnase	2 055 030,23	2 000 000,00		800 000,00	1 200 000,00	10%	**200 000,00**
Rénovation des toitures terrasses et menuiseries extérieures du groupe scolaire La Ronce	1 453 000,00	860 000,00	290 600,00	569 400,00		50%	**430 000,00**
Démarche qualitative et environnementale liée au gymnase	2 469 967,67	800 000,00		400 000,00	400 000,00	50%	**400 000,00**
TOTAL	5 977 997,90	3 660 000,00	290 600,00	1 769 400,00	1 600 000,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**145 300,00**	**564 700,00**	**320 000,00**		**1 030 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL(CAR) DE LA COMMUNE D'OSNY (95)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Construction d'une école élémentaire dans le secteur Saint-Exupéry	12 018 294.06	1 500 00.00	450 000.00	750 000.00	300 000.00	50,00%	750 000.00
Réalisation d'une salle multi-activités	3 172 017.00	500 000.00	-	400 000.00	100 000.00	50,00%	250 000.00
TOTAL	15 190 311.06	2 000 000.00	450 000.00	1 150 000.00	400 000.00	50%	1 000 000.00
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			225 000.00	575 000.00	200 000.00		**1 000 000.00**

Annexe n°3 à la délibération : fiches-projet

DOSSIER N° EX047532 - CAR - VOLET TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'EXTENSION PORTANT SUR LA CREATION DE LA MAISON DES FROMAGES DE BRIE - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE COULOMMIERS-PAYS-DE-BRIE - CACPB (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	2 000 000,00 € HT	30,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CACPB COMMUNAUTE D AGGLOMERATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE
Adresse administrative : 13 RUE DU GENERAL DE GAULLE 77120 COULOMMIERS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Ugo PEZZETTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 30 avril 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La communauté d'agglomération de Coulommiers-Pays-de-Brie - CACPB (75 370 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Volet travaux de construction et d'extension portant sur la création de la Maison des fromages de Brie ».

La communauté d'agglomération souhaite créer une Maison des fromages de la Brie, centre d'interprétation et de valorisation des produits emblématiques du terroir local et des spécificités du Brie de Coulommiers. Le projet est envisagé dans le Parc des capucins de la ville de Coulommiers, en réaménageant le site de l'ancien couvent des Capucins comprenant :
- d'une part, la réhabilitation de l'église Notre-Dame-des-Anges classée Monument Historique qui abrite le musée municipal, non prise en charge dans ce contrat CAR,
- d'autre part, la création des lieux d'accueil du public et du parcours de découverte des fromages, au sein des nouveaux bâtiments réalisés en extension de l'église et des volumes des bâtiments conventuels existants non classés.

Les travaux objets du CAR intercommunal permettront la création d'une galerie constituée d'une

charpente en structure bois avec façade de type murs rideaux, en vantaux haut de 3,30 m et menuiserie extérieure en double vitrage, sous toiture en zinc. Cette galerie guidera le visiteur vers les espaces d'exposition et de dégustation du centre d'interprétation proprement dit, au coeur du site, et reliera les nouveaux bâtiments tout en s'appuyant sur les bâtiments anciens.

L'ancien couvent réaménagé abritera en rez-de-chaussée le restaurant type bistronome et la boutique. A l'étage des espaces interprofessionnels et pédagogiques seront accessibles par l'installation de deux ascenseurs.

Les bâtiments neufs porteront une toiture végétalisée et l'isolation de leurs murs extérieurs sera constituée d'un remplissage en béton de chanvre et finition en enduit à la chaux. Les travaux paysagers extérieurs comprendront notamment la création d'un parvis devant l'église musée, complété par un lieu d'accueil comportant billetterie et sanitaires. Deux autres entrées sont prévues, dont une à l'arrière du couvent pour permettre un accès direct au restaurant à un public extérieur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 2 883 601,21€ HT, plafonné à 2 000 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :
- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 883 601,21	100,00%
Total	2 883 601,21	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	600 000,00	20,81%
ETAT - CONTRAT DE RURALITE - Sollicité	199 954,50	6,93%
ETAT - CONTRAT ACTION COEUR DE VILLE - Sollicité	133 303,00	4,62%
FONDS EUROPEENS - PROGRAMME LEADER - Sollicité	42 000,00	1,46%
DEPARTEMENT 77 - CONTRAT INTERCOMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (CID) - Acquis	341 355,85	11,84%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE COULOMMIERS-PAYS-DE-BRIE	1 566 987,86	54,34%
Total	2 883 601,21	100,00%

DOSSIER N° EX044788 - CAR - REALISATION D'UN ESPACE "FABRIQUE CITOYENNE" A LA MAISON COMMUNALE ET D'UNE PLAINE DE JEUX AUX ABORDS - COLLEGIEN (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	240 000,00 € HT	50,00 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COLLEGIEN
Adresse administrative : 8 PLACE MIREILLE MORVAN
77090 COLLEGIEN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Marc PINOTEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 - 16 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Collégien (3 400 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Réalisation d'un espace "Fabrique citoyenne" à la Maison communale et d'une plaine de jeux aux abords".

L'opération vise à réhabiliter des locaux de la maison communale pour accueillir différentes activités et évènements festifs et réaliser un équipement de pratiques et d'échanges entre les générations dénommé « Fabrique citoyenne ».

Au rez-de-chaussée, le programme prévoit de grandes verrières du côté de l'entrée pour ouvrir le bâtiment sur l'extérieur. L'espace sera organisé avec des établis, des tables de travail hautes et basses, des espaces de rangement et une kitchenette. Au premier étage, l'espace sera réaménagé en adéquation avec les besoins d'aujourd'hui (il est prévu, en particulier, l'installation d'un espace de co-working…). Une seconde sortie de secours sera créée pour permettre la présence simultanée de 30 personnes à l'étage.

La réalisation d'une plaine de jeux derrière cet équipement permettra d'accueillir des manifestations extérieures.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 261 120 € HT, plafonné à 240 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- COLLEGIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	222 500,00	85,21%
HONORAIRES	38 620,00	14,79%
Total	261 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	120 000,00	45,96%
COMMUNE	141 120,00	54,04%
Total	261 120,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX049916 - CAR - CREATION D'UN CIMETIERE PAYSAGER – LOGNES (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	500 000,00 € HT	50,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LOGNES
Adresse administrative : 11 ESPLANADE DES DROITS DE L'HOMME
77185 LOGNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur André YUSTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 juillet 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Lognes (14 000 habitants INSEE 2017) propose l'opération suivante : " Création d'un cimetière paysager ".

Le cimetière municipal situé rue Jehan Scarron ne dispose plus de places disponibles pour répondre aux demandes d'inhumations. Aussi, il devient nécessaire de procéder à la création d'un nouvel équipement. C'est dans cette optique que la commune a demandé et obtenu la rétrocession par la communauté d'agglomération Paris-Vallée de la Marne d'un terrain de 6 990 m² situé à proximité immédiate de la gare RER de Lognes pour permettre la réalisation d'un nouveau cimetière paysager permettant d'accueillir dignement les défunts.

L'étude paysagère et technique permet la création de presque 200 caveaux, 50 caves-urnes et 100 espaces en columbarium.

Outre de répondre à sa fonction première, les objectifs de cette opération sont de :
- proposer aux habitants un lieu non seulement de mémoire et de recueillement, mais aussi de promenade ;
- permettre l'accessibilité à cet espace de nature;
- créer un espace naturel végétal contribuant à l'amélioration du cadre de vie.

À l'achèvement du projet, la surface du cimetière tendra à être répartie à parts égales entre le minéral (sépultures, allées, …) et les espaces végétalisés (verger, jardins du souvenir, zones arborées, …). Le parc créé sera entretenu selon les règles du «zéro phyto» et la désimperméabilisation des sols devra être maximum. De même, les végétaux mis en œuvre seront choisis afin que l'entretien et l'arrosage soient strictement limités. Le parc ainsi créé devra permettre le recueillement et la sérénité que l'on est en droit d'attendre dans un tel lieu.

Un parking d'une dizaine de places, réservé, pour une part, aux personnes à mobilité réduite, ainsi qu'un espace technique (point d'eau, déchet/recyclage) seront également réalisés. Si nécessaire, le foncier encore disponible permettra une extension dans quelques années.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 1 008 183,75 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- LOGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	115 683,75	11,47%
TRAVAUX	892 500,00	88,53%
Total	1 008 183,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	250 000,00	24,80%
COMMUNE	758 183,75	75,20%
Total	1 008 183,75	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX049917 - CAR GROUPE SCOLAIRE DU FOUR : RENOVATION ET MISE AUX NORMES – LOGNES (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LOGNES
Adresse administrative : 11 ESPLANADE DES DROITS DE L'HOMME
77185 LOGNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur André YUSTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 février 2020 - 31 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Lognes (14 000 habitants INSEE 2017) propose l'opération suivante : " Groupe scolaire du Four : rénovation et mise aux normes ".

Crée en septembre 1982, le groupe scolaire du Four est la plus vieille école de Lognes. Cet établissement de 3 589 m² accueille 366 élèves répartis en 5 classes de maternelle et 9 classes élémentaires.

Afin de garantir la pérennité de ce bâtiment et réduire les coûts de son fonctionnement, il convient de rénover l'ensemble des huisseries extérieures et de remplacer tous les appareils d'éclairage devenus obsolètes. Il est également nécessaire de procéder à une rénovation lourde des accès et des espaces sanitaires. En parallèle, les aménagements nécessaires pour rendre l'équipement parfaitement accessible aux personnes en situation de handicap seront réalisés.

Pour réaliser ces objectifs, les travaux à exécuter sont les suivants :

- modernisation et rénovation totale des 11 blocs sanitaires de l'équipement comprenant la mise en œuvre de dispositifs et d'équipements sanitaires économes en eau ;
- remplacement de l'ensemble des huisseries bois et PVC par des huisseries aluminium à rupture de pont thermique ;
- réalisation des travaux de mise en accessibilité aux personnes porteuses de handicap du bâtiment et des accès extérieurs conformément à l'Ad'AP communal ;
- mise en œuvre de dispositifs d'éclairage à LED à l'intérieur et dans les accès extérieurs comprenant le re-câblage et la mise en œuvre de détecteurs de présence.

La future extension du réseau de chaleur intercommunal, à proximité immédiate de l'école, est également l'occasion de revoir le système de chauffage et l'isolation thermique générale de l'établissement, objet de la fiche EX049918.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 1 131 613,20 € HT, plafonné à 1 000 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- LOGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	114 013,20	10,08%
TRAVAUX	1 017 600,00	89,92%
Total	1 131 613,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	500 000,00	44,18%
COMMUNE	631 613,20	55,82%
Total	1 131 613,20	100,00%

DOSSIER N° EX049918 - CAR - GROUPE SCOLAIRE DU FOUR : OPTIMISATION ENERGETIQUE – BONUS ENVIRONNEMENTAL - LOGNES (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452004-1700
Action : 452004016- Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	700 000,00 € HT	50,00 %	350 000,00 €
	Montant total de la subvention		350 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LOGNES
Adresse administrative : 11 ESPLANADE DES DROITS DE L'HOMME
77185 LOGNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur André YUSTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juin 2020 - 31 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, géomètre, coordination de chantier, bureau de contrôle, diagnostics techniques...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

L'autorisation de démarrage anticipé est également motivée par la nécessité de réaliser les travaux prévus au contrat dans le cadre du calendrier global de livraison de ce nouvel établissement scolaire.

Description :
La commune de Lognes (14 000 habitants INSEE 2017) propose l'opération suivante : " Groupe scolaire du Four : Optimisation énergétique - Bonus environnemental ".

Crée en septembre 1982, le groupe scolaire du Four est la plus vieille école de Lognes. Cet établissement de 3 589 m² accueille 366 élèves répartis en 5 classes de maternelle et 9 classes élémentaires.

Afin de garantir la pérennité de ce bâtiment et réduire les coûts de son fonctionnement, il convient de rénover l'ensemble des huisseries extérieures et de remplacer tous les appareils d'éclairage devenus

obsolètes. Il est également nécessaire de procéder à une rénovation lourde des espaces sanitaires, ainsi qu'à des aménagements nécessaires à l'accessibilité aux personnes en situation de handicap. Ces travaux font l'objet de la fiche EX049917.

La future extension du réseau de chaleur intercommunal, à proximité immédiate de l'école, est également l'occasion de revoir le système de chauffage et l'isolation thermique générale de l'établissement.

Les travaux mentionnés ci-après, sont ceux pris en compte dans la présente opération au titre du volet environnemental du dispositif CAR. Ils portent sur les points suivants :
- la reprise de l'ensemble de l'étanchéité de la toiture terrasse et des relevés d'acrotères ;
- le raccordement et l'adaptation à la géothermie comprenant le remplacement du système de chauffage.

Ces travaux permettront de s'inscrire dans une démarche environnementale de transition énergétique par l'utilisation de la géothermie et de réduire la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 730 678,87 € HT, plafonné à 700 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- LOGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	56 620,87	7,75%
TRAVAUX	674 058,00	92,25%
Total	730 678,87	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	350 000,00	47,90%
COMMUNE	380 678,87	52,10%
Total	730 678,87	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX038543 - CAR - CREATION D'UNE SALLE POLYVALENTE A DOMINANTE SPORTIVE POUR LA PRATIQUE DU SPORT COLLECTIF - MOUROUX (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	10,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MOUROUX
Adresse administrative	:	PLACE DE LA MAIRIE 77120 MOUROUX
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Sylvie TOURNOUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Mouroux (5 491 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « création d'une salle polyvalente à dominante sportive pour la pratique du sport collectif ».

La commune dispose actuellement d'un unique gymnase, construit en 1992, qui est utilisé en accompagnement du Collège George Sand. Compte-tenu de son occupation par les élèves du collège, dont l'agrandissement est programmé par le Conseil départemental, l'équipement ne peut plus répondre aux demandes des associations locales. Le gymnase n'est par ailleurs plus aux normes de qualité requises pour les bâtiments sportifs, en particulier pour l'accueil de compétitions sportives.

Les activités et équipements sportifs sont regroupés sur la commune dans un "parc des sports" en centre-bourg. La commune souhaite réaliser une nouvelle salle couverte et aux normes en complément du gymnase actuel, permettant de répondre aux besoins. Reliée au gymnase actuel par un auvent, elle permettra d'améliorer les possibilités de pratiques sportives des clubs locaux (badminton, tennis de table...), et d'organiser des compétitions (judo et tennis de table notamment) et des manifestations sportives. La programmation du bâtiment a été faite en collaboration avec le DTN adjoint de la FFBad.

Cette salle servira essentiellement à la pratique du sport mais également de salle pour des réceptions, qui manque également sur la commune.

Les travaux extérieurs comprendont la mise à niveau du terrain avant la construction de la salle, la réalisation de l'ensemble des alimentations et évacuations par raccordement à l'existant et l'installation d'espaces verts aux abords.

La surface de l'équipement sera de 1 159 m² dont 298 m² prévus pour les vestiaires et annexes. La capacité d'accueil de spectateurs de la salle de 891 m² pourra être de 150 à 200 personnes sur des gradins mobiles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 1 782 275 € HT, plafonné à 1 000 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 10%.

Localisation géographique :

- MOUROUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 620 250,00	90,91%
HONORAIRES	162 025,00	9,09%
Total	1 782 275,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	100 000,00	5,61%
DEPARTEMENT 77 - FONDS D'AMENAGEMENT COMMUNAL (FAC) - Sollicité	600 000,00	33,66%
COMMUNE	1 082 275,00	60,72%
Total	1 782 275,00	100,00%

DOSSIER N° EX050543 - CAR - AMENAGEMENT D'UN DISPOSITIF DE GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES - COMMUNE DE VARENNES-SUR-SEINE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452004-1700
Action : 452004016- Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	40 000,00 € HT	50,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES-SUR-SEINE
Adresse administrative : PLACE JEAN SEJOURN
77130 VARENNES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JOSE RUIZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Varennes-sur-Seine (3 469 habitants – INSEE 2017) propose l'opération « Aménagement d'un dispositif de gestion alternative des eaux pluviales »

L'aménagement d'ensemble du site de la Grande Garenne porte sur environ 56.500m² comprenant la construction de plusieurs équipements (école élémentaire, centre de loisirs, dojo), l'aménagement de deux tronçons de voirie avec du stationnement connexe, la réalisation d'espaces publics structurants. Le reste du territoire de projet sera aménagé en espaces verts naturels (prairie, boisements et plantations...).
La présente opération porte sur la mise en oeuvre d'une gestion alternative des eaux pluviales comprenant plusieurs volets.
Sur les secteurs relatifs aux sous-bassins versants nord et sud, des noues de collecte seront dimensionnées pour la rétention, le transit et l'infiltration des eaux de ruissellement en provenance des surfaces imperméabilisées dans le cadre des aménagements du site (voiries, espaces publics…) et des surfaces de stationnement enherbées lors des pluies de forte intensité. Ces noues de collecte fonctionneront en secteur nord par remplissage, infiltration et surverse vers la praire limitrophe et en secteur sud par remplissage, infiltration et transit vers un bassin de rétention existant.

La réalisation d'emplacements de stationnement enherbés (95 de dimension standard et 12 PMR)

couverts d'un matériau perméable de type dalles de ciment engazonnées, adapté au roulage et au stationnement des véhicules, permettra de constituer des surfaces perméables pour assurer l'infiltration des premières pluies. Ces espaces de stationnement desserviront les équipements actuels et futurs du site et pourront être utilisées par les habitants. Ils viendront remplacer et compléter les 46 emplacements actuels en revêtement bitumeux traditionnel.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX050513 et EX050518.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 239 660 € HT, plafonné à 40 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- VARENNES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	208 399,91	86,96%
HONORAIRES	31 260,09	13,04%
Total	239 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	20 000,00	8,35%
COMMUNE	219 660,00	91,65%
Total	239 660,00	100,00%

DOSSIER N° EX033247 - CAR - RENOVATION DE L'ANCIENNE MAIRIE - EVRY-GREGY-SUR-YERRES (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	380 000,00 € HT	50,00 %	190 000,00 €
	Montant total de la subvention		190 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EVRY GREGY SUR YERRES
Adresse administrative : MAIRIE
77166 EVRY-GREGY-SUR-YERRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur DANIEL POIRIER, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2018 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (APS et environnementales), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Evry-Grégy-sur-Yerres (2 866 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Rénovation de l'ancienne mairie".

Le bâtiment sera aménagé pour y créer l'accueil de la mairie, la salle du conseil et la salle des mariages afin de les rendre accessibles à tous les publics.

Pour le bâtiment annexe (ancien dortoir), il est prévu :
- des travaux de rénovation des sols, murs, plafonds, expertise charpente/toiture, fenêtres, de mise aux normes électriques et remise à niveau de l'éclairage, de mise en sécurité du bâtiment (alarme, blocs incendie, évacuation), d'installation d'une nouvelle chaudière
- la création d'un couloir vitré pour accès aux bureaux administratifs,
- une isolation par l'extérieur du bâtiment.

Pour le bâtiment principal de la mairie, cette dernière phase de réhabilitation doit permettre :
- la création d'espaces de travail et d'accueil et celle d'un local chaufferie,
- des travaux de rénovation des sols, murs, plafonds, expertise charpente/toiture, escalier, de mise aux normes électriques avec remise à niveau de l'éclairage, de mise en sécurité du bâtiment (blocs incendie, évacuation, ventilation)
- le remplacement de toutes les menuiseries,
- le ravalement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 380 000 € HT. Le taux de subvention s'élève à 50%.

Localisation géographique :
- EVRY-GREGY-SUR-YERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	345 530,00	90,93%
FRAIS D'HONORAIRES	34 470,00	9,07%
Total	380 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	190 000,00	50,00%
COMMUNE	114 000,00	30,00%
ETAT - DETR (acquise)	76 000,00	20,00%
Total	380 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047372 - CAR - REAMENAGEMENT DE L'ANCIEN ECOMARCHE DESAFFECTE - LE CHÂTELET-EN-BRIE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 035 828,00 € HT	50,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU CHATELET EN BRIE
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77820 LE CHATELET EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain MAZARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 avril 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement budgétaire et financier (RBF), l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de conduire des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (bureaux d'études, CSPS, programmiste), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune du Châtelet-en-Brie (4 541 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Réaménagement de l'ancien Ecomarché désaffecté".

La commune projette de transformer l'ancien Ecomarché en bâtiment communal proposant des services sociaux. Le bâtiment doit ainsi être réhabilité et la zone d'activités rénovée. La réappropriation de cet espace s'inscrit dans une volonté de requalification et de revalorisation de cet ensemble commercial situé à proximité immédiate du château des Dames et de son ancienne ferme, ensemble patrimonial de caractère dans lequel se trouve actuellement une salle de spectacle.

Le bâtiment sera réaménagé en s'inspirant des aspects esthétiques du manège du château voisin. Le bardage métallique à connotation industrielle sera recouvert d'un bardage bois vertical composé de tasseaux aux profils variés, étendu à de larges proportions de façades. L'utilisation de ce matériau noble

calqué sur les façades de l'ancienne ferme du château redonnera au bâtiment un aspect moderne et chaleureux. Les percements des différents locaux viendront ponctuer l'ensemble de manière contemporaine. Dans la cour centrale, la galerie sera partiellement supprimée devant le bâtiment pour redonner toute son importance au pignon principal, dédié à l'entrée des équipements de services. L'espace de vie sociale et la maison de santé seront accessibles depuis le même pignon et s'organiseront dans la longueur du bâtiment.
Dans l'une des cellules commerciales, la commune pourrait mettre en service un espace dédié aux Finances Publiques. Celle-ci souhaite également implanter une maison de santé, permettant aux professionnels de santé de bénéficier de la mutualisation des locaux et des différents services.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 1 058 000 € HT, plafonné à 800 000 € HT. Le taux de subvention est de 50%.

Localisation géographique :
- LE CHATELET-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	920 000,00	86,96%
FRAIS D'HONORAIRES	138 000,00	13,04%
Total	1 058 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	400 000,00	37,81%
COMMUNE	658 000,00	62,19%
Total	1 058 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX026746 - CAR - MISE EN ACCESSIBILITE PMR DE LA FERME DES ARTS - VERT SAINT DENIS (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	157 500,00 € HT	50,00 %	78 750,00 €
	Montant total de la subvention		78 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE VERT SAINT DENIS
Adresse administrative : 2 RUE PASTEUR
77240 VERT-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric BAREILLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune du Vert-Saint-Denis (7 689 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Mise en accessibilité de la Ferme des Arts".

La Ferme des Arts est un lieu convivial où sont produits des spectacles. C'est également un lieu de rencontres pour les jeunes de la commune où sont organisées des activités et des manifestations.

Les travaux porteront sur la réfection complète des cheminements pour la mise en conformité aux normes PMR de l'accès au bâtiment, le changement des portes et sas, la reprise complète des portes extérieures, la signalisation, le renforcement de la signalétique sur les espaces ouverts au public, les sanitaires, les escaliers, le renforcement des mains courantes, le marquage des places dans les tribunes, les éclairages, le stationnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 157 500 € HT. le taux de subvention est de 50%.

Localisation géographique :

- VERT-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	157 500,00	100,00%
Total	157 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	78 750,00	50,00%
COMMUNE	78 750,00	50,00%
Total	157 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX026824 - CAR - MISE EN ACCESSIBILITE PMR DU CLOS PASTEUR - VERT SAINT DENIS (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	22 800,00 € HT	50,00 %	11 400,00 €
	Montant total de la subvention		11 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE VERT SAINT DENIS
Adresse administrative : 2 RUE PASTEUR
77240 VERT-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric BAREILLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune du Vert-Saint-Denis (7 689 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Mise en accessibilité du Clos Pasteur".

Situé à Pouilly-le-Fort, hameau de la commune, le Clos Pasteur est une salle d'exposition dédiée à différents rendez-vous associatifs.
Les travaux porteront sur la réfection complète des cheminements pour une mise en conformité aux normes PMR de l'accès au bâtiment, le changement des portes et sas, la reprise complète des portes extérieures, la signalisation, le renforcement de la signalétique sur les espaces ouverts au public, les sanitaires, les escaliers, le renforcement des mains courantes, les éclairages, le stationnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 116 667 € HT, plafonné à 22 800 € HT. le taux de subvention est de 50%.

Localisation géographique :

- VERT-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	116 667,00	100,00%
Total	116 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	11 400,00	9,77%
COMMUNE	105 267,00	90,23%
Total	116 667,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX050727 - CAR - RENOVATION DE LA MAISON DE QUARTIER ANDRE MALRAUX - MONTIGNY-LE-BRETONNEUX (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 500 000,00 € HT	50,00 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Adresse administrative : 66 RUE DE LA MARE-AUX-CARATS
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Lorrain MERCKAERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 octobre 2018 - 1 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Montigny-le-Bretonneux (32 929 habitants – INSEE 2017) propose l'opération "Rénovation de la Maison de quartier André Malraux".

Le programme de travaux a pour objectif de mettre aux normes cet équipement d'une superficie de 8 829 m² construit en 1982, d'offrir une meilleure fonctionnalité des espaces et de moderniser l'enveloppe.
En effet, sur le plan architectural, le projet prévoit une simplification des façades avec la transformation des ouvertures conservées, le bouchage des baies des locaux où la lumière naturelle n'est pas exigée et l'isolation thermique par l'extérieur.
Sur le plan fonctionnel, le projet prévoit en rez-de-chaussée bas l'aménagement de l'accueil accessible de plain-pied depuis le parvis de la place André Malraux (suppression de la différence de niveau), le bureau de direction et celui des animateurs. Un escalier ouvert sous la verrière existante y est créé, permettant

de desservir le rez-de-jardin et le rez-de-chaussée haut. Un élévateur PMR est également mis en place.
Aux niveaux supérieurs (rez-de-chaussée haut, rez-de-jardin et R+1), le programme porte sur le réaménagement de la salle polyvalente, de quatre salles associatives, de cinq salles d'activités dont une comprenant un coin cuisine, du bureau pour l'assistante sociale, des sanitaires accessibles PMR, mais aussi des locaux techniques, d'entretien et de rangement. Enfin, la terrasse, accessible depuis le rez-de-jardin est aménagée pour rendre cet espace plus accueillant (notamment avec un platelage bois et la végétalisation du muret de soutènement). Par ailleurs, la verrière est supprimée pour éviter les effets de surchauffe l'été et remplacée par une toiture en pente en éléments menuisés isolés et pleins.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 1 686 976 € HT, et plafonné à 1 500 000 € HT. Le taux est de 50%.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires	194 876,00	11,55%
Gros-oeuvre, charpente, enveloppe	494 600,00	29,32%
Menuiseries extérieures, occultations, serrurerie	167 000,00	9,90%
Aménagements et travaux intérieurs	393 000,00	23,30%
Chauffage, ventilation, plomberie, sanitaires	201 000,00	11,91%
Electricité, appareils élévateurs	223 500,00	13,25%
Désamiantage	13 000,00	0,77%
Total	1 686 976,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	750 000,00	44,46%
COMMUNE	936 976,00	55,54%
Total	1 686 976,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX045026 - CAR - CENTRE SAINTE APOLLINE CREATION DE LOCAUX ASSOCIATIFS ET DE PARKINGS - COMMUNE DE NEAUPHLE LE CHÂTEAU (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 150 000,00 € HT	40,00 %	460 000,00 €
	Montant total de la subvention		460 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEAUPHLE LE CHATEAU
Adresse administrative : PLACE AUX HERBES
78640 NEAUPHLE-LE-CHATEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard JOPPIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Neauphle-le-Château (3428 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Centre Sainte Apolline : Création de locaux associatifs et de parkings ".

De nombreuses associations sont présentes sur la commune et les locaux proposés aujourd'hui manquent d'espace, ainsi la mairie ne peut pas répondre à l'ensemble des demandes de salle formulées par les associations. Ainsi il s'agit de mobiliser des locaux sous-occupés dans le Centre Sainte Apolline. Le rez-de-chaussée du bâtiment mesure 1 500 m². Actuellement, il est occupé par la maison médicale, des locaux associatifs et le logement du gardien. Il reste à l'arrière du bâtiment un local non affecté, vide, de 370 m². Le projet propose de réaménager les locaux associatifs existants et d'y associer le local non affecté pour des salles de réunions et des espaces de stockage. La nouvelle structure associative occuperait environ 650 m².
Pour éviter des problèmes de stationnement deux parkings seront créés avec l'aménagement d'une partie du sous-sol du bâtiment ainsi qu'une surface à l'extérieur du bâtiment.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 1 300 000 € HT, plafonné à 1 150 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- NEAUPHLE-LE-CHATEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	100 000,00	7,69%
TRAVAUX	1 200 000,00	92,31%
Total	1 300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	460 000,00	35,38%
DEPARTEMENT (78)	390 000,00	30,00%
COMMUNE	450 000,00	34,62%
Total	1 300 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX050506 - CAR - REFECTION DE LA TOITURE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE RABOURDIN - VELIZY-VILLACOUBLAY (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	170 000,00 € HT	50,00 %	85 000,00 €
	Montant total de la subvention		85 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VELIZY VILLACOUBLAY
Adresse administrative	:	2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Pascal THEVENOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2020 - 28 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Vélizy-Villacoublay (22 036 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Rénovation de la toiture de l'école Rabourdin".

Dans le cadre du plan de rénovation thermique et énergétique des bâtiments publics, la ville a inscrit en 2020 la rénovation de la toiture de l'école élémentaire Rabourdin datant de 1968.
Les travaux consisteront en une dépose du complexe d'isolation / étanchéité actuel afin d'installer un nouveau complexe sur lequel sera posé un ajout d'étanchéité thermique bi-couche auto protégée. La fourniture et la pose d'un nouveau système d'évacuation pluviale sont également prévues.
Afin de ne pas perturber le fonctionnement de l'école, les travaux seront réalisés durant les vacances scolaires d'été.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé et plafonné à 170 000 € HT. Le taux d'intervention est de 50%.

Localisation géographique :

- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	170 000,00	100,00%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	85 000,00	50,00%
Commune	85 000,00	50,00%
Total	170 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX050507 - CAR - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA NOUVELLE ECOLE SIMONE VEIL - VELIZY-VILLACOUBLAY (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 830 000,00 € HT	50,00 %	915 000,00 €
	Montant total de la subvention		915 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VELIZY VILLACOUBLAY
Adresse administrative	:	2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Pascal THEVENOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 octobre 2019 - 15 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Vélizy-Villacoublay (22 036 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "travaux d'aménagement de la nouvelle école Simone Veil".

Compte-tenu de l'évolution actuelle des effectifs scolaires dans le quartier est de la ville, et des besoins générés par la réalisation de nouveaux programmes immobiliers, la Ville a décidé de la création d'une huitième école élémentaire au cœur du nouveau quartier.

Dans le cadre d'une vente en état futur d'achèvement, la commune s'est portée acquéreur de 1 415 m² de surface utile de locaux bruts en rez-de-chaussée et de 880 m² d'espaces extérieurs pour y réaliser une école, et de 10 places de stationnement situées dans le parking souterrain de la résidence.
Une fois livrés, bruts de béton, courant 2020, ces locaux seront aménagés par la commune, avec pour objectif d'ouvrir l'école à la rentrée de septembre 2021. Cette école comprendra six classes, avec

possibilité d'extension à sept, une salle plurivalente pour les activités de motricité et autres activités sportives, cinq salles d'ateliers, une bibliothèque, un réfectoire avec son office de réchauffage et une cour extérieure avec son préau couvert. Cette école sera également pourvue de l'ensemble des locaux permettant d'accueillir le médecin scolaire, la psychologue scolaire et le RASED (réseau d'aide éducative) et les activités périscolaires.
L'accès à cette école se fera par une sente piétonne arborée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 3 184 330 €HT, et plafonné à 1 830 000 € HT. Le taux d'intervention est de 50%.

Localisation géographique :
- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	185 000,00	5,81%
TRAVAUX	2 999 330,00	94,19%
Total	3 184 330,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	915 000,00	28,73%
CA Versailles Grand Parc (attribuée)	232 500,00	7,30%
CAF (sollicitée)	126 000,00	3,96%
Ville	1 910 830,00	60,01%
Total	3 184 330,00	100,00%

DOSSIER N° EX050344 - CAR -REHABILITATION ECOLE ELEMENTAIRE- COMMUNE DE HOUDAN 78

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	600 000,00 € HT	50,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HOUDAN
Adresse administrative : 69 GRANDE-RUE
78550 HOUDAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Marie TETART, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Houdan (3682 habitants – INSEE 2017) propose l'opération «réhabilitation de l'école élémentaire».

Le projet consiste à réhabiliter le bâtiment qui accueille des classes de l'école élémentaire et le centre périscolaire. La réhabilitation et la remise aux normes des locaux permettront d'accueillir 7 classes élémentaires de 28 élèves soit un total de 196 élèves.

Les travaux concerneront la démolition, le terrassement, le gros œuvre, la charpente métallique, les réseaux, le chauffage, la menuiserie, la serrurerie, traitement de façade, la menuiserie intérieur, le cloisonnement, l'étanchéité, la plomberie, la peinture, l'électricité. A l'extérieur, les travaux se poursuivront par la réalisation d'une coursive métallique à l'étage du bâtiment sur cour, couverte par une toiture en zinc. Un escalier métallique permettra d'accéder à une terrasse maçonnée réalisée au droit de l'accès du bâtiment sur rue. La rénovation du préau élémentaire comprenant la révision de la couverture, le changement des chéneaux, des gouttières et des descentes d'eau pluviales et la réfection des pieds de poteaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 830 773,20 € HT, plafonné à 600 000 € HT.
La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- HOUDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	830 773,20	100,00%
Total	830 773,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	300 000,00	36,11%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 (sollicité)	215 100,00	25,89%
COMMUNE	315 673,20	38,00%
Total	830 773,20	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX050568 - CAR - AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA HALLE - FONTENAY-LE-FLEURY (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE FONTENAY LE FLEURY
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
78330 FONTENAY LE FLEURY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Richard RIVAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 15 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Fontenay-Le-Fleury (13 503 habitants – INSEE 2017) propose l'opération "Aménagement des abords de la halle".

Pour revitaliser le cœur de ville, la reconstruction de la halle du marché s'accompagne d'un aménagement des espaces publics ambitieux en introduisant aménités et confort d'usage. En effet, les espaces publics du centre-ville sont aujourd'hui inconfortables et trop peu qualitatifs. La volonté est de donner une identité visuelle des abords de la halle commerciale, de reconstruire l'urbanité de la rue, de retrouver le square Fabre d'Eglantine et placer la voiture au second plan.

L'aménagement des espaces publics, sur environ 4 200 m², comprend :
1) La réalisation d'un parvis : c'est un espace piétonnier qui s'affirme sur et de part et d'autre de l'avenue Jean Lurçat (jusqu'à l'hôtel de ville) et tout autour de la halle. Il est réalisé dans un matériau unitaire, un béton clair coulé en place, en continuité topographique avec l'intérieur de la halle et des commerces.
2) La requalification de l'avenue Jean Lurçat permettant de réorganiser le stationnement avec une alternance de plantations d'arbres ;
3) La requalification du square Fabre d'Eglantine : il est rendu visible par des interventions mesurées visant à préserver ses qualités et introduire plus de modernité et de nouveaux usages. Le long du square,

un platelage de bois crée la transition entre le parking et le cœur du jardin. Au cœur du jardin, les beaux arbres sont préservés, et les moins bien développés sont abattus pour apporter de la lumière. La haie périphérique, travaillée pour maintenir un filtre végétal vis-à-vis des jardins privatifs, crée plus de transparence depuis la résidence séniors. La partie basse du jardin est renforcée pour stocker les eaux pluviales de toiture de la halle et les infiltrer lentement. Un parcours ludique informel intégrant le puits et certains accès aux jardins riverains est aménagé. Ce pas japonais est issu du recyclage des abattages réalisés précédemment.
4) L'aménagement de circulations douces et le traitement qualitatif et soigné des cheminements : une piste cyclable, réalisée avec un béton légèrement plus foncé que celui du parvis, est intégrée à l'espace piétonnier ; les jours de marché, elle dessine l'emplacement des 10 étals volants (les cyclistes mettent pied à terre).
5) La création d'une voie logistique et de places de stationnement destinées aux commerçants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 1 818 945,22 € HT, et plafonné à 400 000 € HT.
Le taux est de 50%.

Localisation géographique :
- FONTENAY-LE-FLEURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
LOT ESPACES VERTS	293 056,80	16,11%
LOT VRD	1 416 022,22	77,85%
LOT ECLAIRAGE PUBLIC	109 866,20	6,04%
Total	1 818 945,22	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	200 000,00	11,00%
COMMUNE	1 618 945,22	89,00%
Total	1 818 945,22	100,00%

DOSSIER N° EX050569 - CAR - RECONSTRUCTION DE LA HALLE COMMERCIALE - FONTENAY-LE-FLEURY (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 600 000,00 € HT	50,00 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE FONTENAY LE FLEURY
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
78330 FONTENAY LE FLEURY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Richard RIVAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 15 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Fontenay-Le-Fleury (13 503 habitants – INSEE 2017) propose l'opération "Reconstruction de la halle commerciale".

Le périmètre de la halle de marché actuelle souffre d'une perte d'attractivité due notamment aux nombreuses polarités commerciales situées en périphérie de la ville et à ses équipements vieillissants et peu adaptés aux nouveaux usages des habitants et consommateurs. Souhaitant revitaliser le cœur de ville, le choix a été fait de reconstruire une halle commerciale en lieu et place de l'actuelle pour accueillir le marché d'une part et de nouvelles cellules commerciales sédentaires d'autre part, tout en améliorant le confort d'usage et en favorisant l'animation urbaine du centre-ville.

Cette nouvelle halle, d'environ 1 400 m ² de surface plancher, sera modulable, évolutive et réversible pour prévenir le futur. Elle est conçue de manière à assurer une bonne insertion dans son environnement, par sa situation (en lieu et place de l'existante), son volume, son aspect, son rythme et ses façades. Le bâtiment est largement vitré sur chacune des façades assurant une transparence entre l'avenue Jean Lurçat et le square Fabre d'Eglantine. La toiture est traitée comme une cinquième façade, et s'installe en débord du volume de la halle afin de mieux contrôler l'apport solaire. L'intérieur est conçu comme un grand volume ; son unité est assurée par la grande portée de la structure métallique et plafond bois, sans

poteau intérieur intermédiaire.
Les matériaux proposés sont de qualité : vitrage anti rayonnement solaire, béton matricé blanc des façades, plafonds avec lames de bois alternent avec un matériau acoustique absorbant.
L'éclairage général des allées est assuré par des projecteurs LED indirects, groupés par paire et fixés sur les poteaux acier de la structure situés en périphérie de la halle. Les stands sont éclairés par les commerçants, suivant une charte qu'ils devront respecter.
Enfin, une gestion technique centralisée du bâtiment est prévue. Les locaux techniques, situés au rez-de-chaussée sont aisément accessibles afin de faciliter les opérations de maintenance et d'éviter toute perturbation de la vie du bâtiment.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 3 616 613,60 € HT, et plafonné à 1 600 000 € HT. Le taux est de 50%.

Localisation géographique :
- FONTENAY-LE-FLEURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
LOT 1 CLOS ET COUVERT	2 566 825,00	70,97%
LOT 2 MENUISERIE EXTERIEURE ET SERRURERIE	718 290,00	19,86%
LOT 3 AMENAGEMENT INTERIEUR	141 693,30	3,92%
LOT 4 CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE	42 146,50	1,17%
LOT 5 ELECTRICITE	147 658,80	4,08%
Total	3 616 613,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	800 000,00	22,12%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 (sollicité)	1 000 000,00	27,65%
COMMUNE	1 816 613,60	50,23%
Total	3 616 613,60	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX043327 - CAR - RENOVATION ENERGETIQUE DU GROUPE SCOLAIRE ROBERT DUBOIS - BRUNOY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452004-1700
Action : 452004016- Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	700 000,00 € HT	50,00 %	350 000,00 €
	Montant total de la subvention		350 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRUNOY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91800 BRUNOY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno GALLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Brunoy (26 096 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "rénovation énergétique du groupe scolaire Robert Dubois (fenêtres et toitures)" au titre de la subvention complémentaire environnementale.

Le groupe scolaire Robert Dubois regroupe écoles élémentaire et maternelle. Construit dans les années 1960, il présente de mauvaises performances énergétiques (isolation toiture de 100mm, planchés bas non isolés, luminaires et menuiseries vétustes, absence de têtes thermostatiques etc.), dommageables pour le bon fonctionnement de l'établissement.

Au regard de l'étude thermique conduite en avril 2018, les travaux porteront sur:
- le remplacement des luminaires par des ampoules LED,
- l'isolation thermique des murs extérieurs (doublement des isolants ; laine de verre 200mm),
- l'amélioration thermique des combles,
- la mise en place d'une ventilation mécanique (VMC autogérable),
- le remplacement des têtes thermostatiques sur les radiateurs,
- le remplacement des vitrages existants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 1 199 864 € HT, plafonné à 1 000 000 €.

Localisation géographique :

- BRUNOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 199 864,00	100,00%
Total	1 199 864,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	350 000,00	29,17%
COMMUNE	849 864,00	70,83%
Total	1 199 864,00	100,00%

DOSSIER N° EX040314 - CAR ACQUISITION ET TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN LOCAL ASSOCIATIF - FONTENAY LES BRIIS (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	46 000,00 € HT	50,00 %	23 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE FONTENAY LES BRIIS
Adresse administrative	:	1 PL DE LA MAIRIE 91640 FONTENAY-LES-BRIIS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Léopold LE COMPAGNON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juin 2018 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.
Par ailleurs, l'acquisition foncière d'un montant de 97 000 €, directement liée à l'opération subventionnée avec promesse de vente établie le 2 avril 2019, est prise en compte.

Description :
La commune de Fontenay-les-Briis (2175 hab habitants – INSEE 2017) propose l'opération «Acquisition et travaux d'aménagement d'un local associatif ».
Considérant l'augmentation de la population et du nombre d'associations, la commune souhaite racheter à la Communauté de communes du Pays de Limours un local d'une surface totale de 170 m² qui, après réhabilitation, sera mis à la disposition des associations pour plus d'activités culturelles et sportives.
Ce projet comprend l'acquisition du local et l'aménagement de l'espace au rez-de-chaussée pour les associations. L'opération regroupe des travaux de maçonnerie, de peintures, de plomberie, d'électricité. Une mise en accessibilité PMR du bâtiment sera également réalisée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 247 251,20 € HT, plafonné à 46 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	13 782,20	5,57%
ACQUISITION	97 000,00	39,23%
TRAVAUX	136 469,00	55,19%
Total	247 251,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	23 000,00	9,30%
COMMUNE	224 251,20	90,70%
Total	247 251,20	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX045734 - CAR - CONSTRUCTION D'UNE RESTAURATION MUNICIPALE ET DEUX REFECTOIRES - COMMUNE DE WISSOUS (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	522 000,00 € HT	50,00 %	261 000,00 €
	Montant total de la subvention		261 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE WISSOUS
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
91320 WISSOUS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Richard TRINQUIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2019 - 30 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénieirie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Wissous (7 674 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Construction d'une restauration municipale et deux réfectoires".

Suite à un important développement urbain de la commune (livraison récente de 700 logements), les deux cuisines de production communales sont arrivées à saturation.
La présente opération a pour objet la réalisation d'un bâtiment dédié à la cuisine centrale en liaison chaude avec agrément mixte, rue du Bon Puits, ainsi que deux réfectoires pour le groupe scolaire La Fontaine. L'ensemble est prévu en construction de type industrialisée modulaire. Le terrain concerné a une superficie de 8 414m².

Le bâtiment sera sur deux niveaux, d'une surface plancher d'environ 870 m² pour 846 m² de surface utile. Il sera classé en ERP de 4e catégorie de type R. Le projet comprend des locaux de préparation pour la restauration situés au R+1 pour une surface de 423 m², un espace de restauration pour une surface de

423 m² avec un réfectoire de 168 m² pour les maternelles, un réfectoire de 144 m² pour les élémentaires et des locaux sanitaires.
Les contraintes de cette opération sont les suivantes :
• réaliser les accès depuis les locaux existants au nouveau bâtiment dans les règles d'accessibilité conformément à la loi n°2005-102 du 11 février 2005,
• réutiliser dans la mesure du possible tout ou partie de l'aire de livraison dédiée à l'activité de la cuisine et incluant l'ensemble des prestations de VRD liées aux contraintes spécifiques du site,
• réaliser des travaux dans le respect de la transition énergétique afin de réaliser à terme des économies d'énergies comprenant notamment les travaux suivants : isolations, renforcement de l'autonomie énergétique du bâtiment grâce aux énergies renouvelables (pompe à chaleur).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimée à 1 843 360 € HT, plafonné à 522 000,00 € HT. Le taux est de 50%.

Localisation géographique :
- WISSOUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	203 360,00	11,03%
TRAVAUX	1 640 000,00	88,97%
Total	1 843 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	261 000,00	14,16%
CA PARIS SACLAY (acquise)	585 000,00	31,74%
COMMUNE	997 360,00	54,11%
Total	1 843 360,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX030644 - CAR - ACQUISITION ET TRAVAUX D'AMENAGEMENT A L'ANGLE DE LA ROUTE DE CORBEIL ET DE LA ROUTE DES BORDES - LE PLESSIS PATE (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	208 255,00 € HT	20,08 %	41 816,25 €
	Montant total de la subvention		41 816,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS PATE
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
91220 LE PLESSIS-PATE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain TANGUY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 avril 2017 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Article 17 du RBF : acquisition foncière, directement liée à l'opération subventionnée, suivant l'acte de vente établi le 7 août 2017 ; le montant de l'acquisition s'élève à 152 500 € plafonné à 27 027,50 €.

Description :
La commune du Plessis-Pâté (4 103 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Acquisition et travaux d'aménagement à l'angle de la route de Corbeil et de la route des Bordes".

Le Plessis-Pâté a acquis pour un montant de 152 500 € une parcelle de 350 m² située en entrée de ville, à l'angle de la route de Corbeil et de la route des Bordes, en limite avec le futur quartier des Charcoix, et en continuité avec le bourg existant.

La parcelle acquise permettra de réaliser un aménagement sécurisé des cheminements piétons et de circulation et des places de stationnement. La demande de subvention porte sur les travaux d'aménagement et l'acquisition du terrain d'assiette, support de l'opération.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 208 255 € HT. Le taux de subvention s'élève à 20,08%.

Localisation géographique :
- LE PLESSIS-PATE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	55 755,00	26,77%
ACQUISITION	152 500,00	73,23%
Total	208 255,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	41 816,25	20,08%
COMMUNE	166 438,75	79,92%
Total	208 255,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX050345 - CAR - TRAVAUX DE RESTAURATION DE L EGLISE - COMMUNE DE LIMOURS -91

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	750 258,00 € HT	50,00 %	375 129,00 €
	Montant total de la subvention		375 129,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE LIMOURS
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
91470 LIMOURS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Chantal THIRIET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 février 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Limours (6750 habitants – INSEE 2017) propose l'opération « Travaux de restauration de l'église »

Faisant suite à un certain nombre de désordres constatés ces dernières années sous la voute du transept sud et ayant occasionné sa fermeture au public, le 15 décembre 2019, des éléments en plâtre se sont désolidarisés, cette fois-ci, de la voute du transept nord.
Aussi un programme complet de travaux est prévu pour le remplacement des éléments architecturaux de la charpente et du clocher et il comprend:
- la réfection de la couverture du clocher et du tour de l'escalier,
- la restauration des élévations extérieures et intérieures du clocher,
- la restauration de la charpente du clocher, de la croisée du transept, de la nef, du chœur
- des travaux de peinture sur la porte du clocher.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 750 258 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- LIMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	670 901,64	89,42%
HONORAIRES	79 356,36	10,58%
Total	750 258,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	375 129,00	50,00%
COMMUNE	375 129,00	50,00%
Total	750 258,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX050505 - CAR - RENOVATION DES TOITURES TERRASSES ET MENUISERIES EXTERIEURES DU GROUPE SCOLAIRE LA RONCE - VILLE-D'AVRAY (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	860 000,00 € HT	50,00 %	430 000,00 €
	Montant total de la subvention		430 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLE D'AVRAY
Adresse administrative : 13 RUE DE SAINT CLOUD
92410 VILLE D AVRAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Aline DE MARCILLAC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Ville-d'Avray (11 453 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Rénovation des toitures terrasses et menuiseries extérieures du groupe scolaire La Ronce".
La commune, engagée depuis de nombreuses années dans une démarche d'économies d'énergie, a obtenu en 2017 le Label Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV). Dans le cadre de travaux liés à l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments communaux et à l'entretien de ceux-ci, il a été convenu de réaliser des travaux de rénovation des toitures terrasses et le remplacement des menuiseries extérieures du groupe scolaire La Ronce.
Les travaux consistent en :
- Une isolation thermique par l'extérieur de la toiture terrasse de la partie primaire avec la pose d'un isolant en deux couches croisées avec une résistance thermique de 6 m².K/W ;
- Un remplacement des menuiseries de l'ensemble du groupe scolaire (fenêtres, portes fenêtres et portes) par des menuiseries avec un double vitrage et une isolation thermique renforcée au niveau du vitrage et la pose d'une allège pleine isolée au niveau des patios de la partie primaire, des baies du réfectoire et des baies vitrées exposées au nord-est pour la partie maternelle ;
- Un remplacement des menuiseries des deux logements (fenêtres, portes fenêtres et portes) par la pose de menuiseries avec un double vitrage et une isolation thermique renforcée au niveau du vitrage.
Le gain en consommation d'énergie primaire est estimé à 78 KWhep/m²/an, soit 36% de la consommation actuelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 1 453 000 € HT, et plafonné à 860 000 € HT. Le taux est de 50%.

Localisation géographique :

- VILLE-D'AVRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 453 000,00	100,00%
Total	1 453 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	430 000,00	29,59%
METROPOLE DU GRAND PARIS (acquise)	581 200,00	40,00%
COMMUNE	441 800,00	30,41%
Total	1 453 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX044225 - CAR CREATION D'UNE MEDIATHEQUE - COUBRON (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	320 000,00 € HT	50,00 %	160 000,00 €
	Montant total de la subvention		160 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBRON
Adresse administrative : 133 RUE JEAN-JAURES
93470 COUBRON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Ludovic TORO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 février 2019 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études de conception et d'ingénierie (honoraires de maîtrise d'oeuvre), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Coubron (4 833 habitants INSEE 2017) propose l'opération suivante : "Création d'une médiathèque".

La bibliothèque municipale actuelle contient 20 500 livres dont 15 000 en libre accès générant plus 1800 prêts annuels. Elle compte actuellement 164 adhérents, dont 104 adultes et 60 enfants. Elle est située au 1er étage d'une ancienne maison de caractère au centre du bourg ancien, et la configuration actuelle des locaux ne permet pas l'accueil d'un large public dans les meilleures conditions possibles. Il est nécessaire de redonner vie à ce lieu en aménageant des locaux dans un nouveau site, qui la rendra confortable, et conforme aux exigences des établissements recevant du public (ERP). Le nouveau bâtiment devra répondre aux principaux objectifs suivants :

- favoriser la consultation et l'emprunt de documents très variés, du livre au fichier numérique et ainsi inciter les usagers à rester plus longtemps sur ce lieu de détente et convivial, pour choisir leur lecture dans un nouvel espace d'autonomie,

- créer un espace multimédia avec ordinateurs et connexion internet,

- développer de nouveaux rayons pour toutes les tranches d'âges (romans, mangas, science-fiction, bandes dessinées tout public) et créer de nouvelles animations liées à ces nouvelles activités (sensibilisation à l'utilisation des ordinateurs et logiciels, aide documentaire...).

La surface totale réservée à cet espace culturel de plain-pied et attenant à l'accueil de loisirs sans hébergement, objet de la fiche n°EX044226 inscrite au présent contrat, sera d'environ 100 m².

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 392 048 € HT, plafonné à 320 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- COUBRON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	345 745,00	88,19%
HONORAIRES	46 303,00	11,81%
Total	392 048,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	160 000,00	40,81%
COMMUNE	232 048,00	59,19%
Total	392 048,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX044226 - CAR CREATION D'UN ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (ALSH) - COUBRON (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	820 000,00 € HT	50,00 %	410 000,00 €
	Montant total de la subvention		410 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBRON
Adresse administrative : 133 RUE JEAN-JAURES
93470 COUBRON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Ludovic TORO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 février 2019 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études de conception et d'ingénierie (honoraires de maîtrise d'oeuvre), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Coubron (4 833 habitants INSEE 2017) propose l'opération suivante : "Création d'un accueil de loisirs sans hébergement (ALSH)".

Le centre de loisirs primaire actuel développe ses activités dans le bâtiment de plain-pied dénommé « Foyer municipal». Il accueille 50 enfants dans une surface de 180 m², insuffisante et inadaptée à une organisation rationnelle. Il est ici proposé de réaliser, à la place de l'actuel centre de loisirs, une nouvelle grande structure d'accueil pour les enfants de la tranche 6 à 10 ans et les adolescents de 11 à 17 ans, dans un accueil de loisirs sans hébergement, adapté, fonctionnel, et conforme à la réglementation en vigueur. Cette mutualisation périscolaire permettra d'optimiser l'espace et de créer un nouveau bâtiment de plain-pied d'une surface totale d'environ 500 m². Le projet portera sur la création de salles modulables permettant de diversifier les activités des centres, avec des espaces polyvalents, une salle de restauration, un bureau pour la direction et les animateurs, un préau couvert, et des sanitaires accessibles à tout public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 874 667 € HT, plafonné à 820 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- COUBRON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	773 372,00	88,42%
HONORAIRES	101 295,00	11,58%
Total	874 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	410 000,00	46,87%
CAF	150 000,00	17,15%
COMMUNE	314 667,00	35,98%
Total	874 667,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX040127 - CAR - MODERNISATION DE L'ACCUEIL DES USAGERS DE L'HOTEL DE VILLE - ROSNY-SOUS-BOIS (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROSNY-SOUS-BOIS
Adresse administrative : H TEL DE VILLE
93110 ROSNY SOUS BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude CAPILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2021 - 30 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Rosny-sur-Bois (46 207 habitants INSEE 2017) propose l'opération suivante : "Modernisation de l'accueil des usagers de l'hôtel de ville".

La ville souhaite adapter le dimensionnement de ses équipements aux évolutions de la population, notamment ceux accueillant le public. En ce qui concerne l'hôtel de ville, l'accueil principal des usagers au rez-de-chaussée du bâtiment présente des besoins d'optimisation et de modernisation. Les grands enjeux de sa réorganisation sont principalement la sécurisation de l'accès pour les agents, l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, la lisibilité entre les différents services proposés et enfin l'amélioration du confort pour le public.

Ce projet d'aménagement s'accompagne d'une démarche organisationnelle visant à la mise en place d'un guichet unique et d'un nouveau circuit usager. L'objectif est donc de reconfigurer complètement les locaux, y compris l'entrée (environ 75 m²) qui doit mieux prendre en compte la problématique de sécurité, et de proposer les fonctions et services suivants :
• une banque d'accueil,
• un ou plusieurs espaces d'attente qualitatifs,
• un « front office » clairement identifié, adapté à la volumétrie des usagers,
• des bureaux de confidentialité,

• un espace de bureaux inaccessibles pour les usagers,
• une zone « logistique » (matériels de reprographie, de mise sous enveloppe, espace de réunion...),
• une zone « bornes numériques », dédiée à la réalisation autonome des démarches administratives,
• une zone « services » avec monnayeur, photocopieur, dépôt piles usées...,
• un espace d'information et d'exposition,
• une zone spécialement pensée et sécurisée pour permettre les paiements,
• un lieu dédié à la remise de pièces et objets aux usagers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 550 000 € HT, plafonné à 200 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	550 000,00	100,00%
Total	550 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	100 000,00	18,18%
COMMUNE	450 000,00	81,82%
Total	550 000,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX031679 - CAR - REFECTION DE LA TOITURE DE L'EGLISE - SANTENY (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	680 000,00 € HT	50,00 %	340 000,00 €
	Montant total de la subvention		340 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SANTENY
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
94440 SANTENY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude GENDRONNEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 avril 2017 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Santeny (3 764 habitants - Insee 2016) propose l'opération "Réfection de la toiture de l'église".
Les travaux comprendront :
- l'installation de chantier avec pose d'un échafaudage et d'un parapluie sur le clocher,
- les travaux de charpente et de reprise de pierres au droit des couvertures,
- la dépose des ouvrages et bâchage,
- l'isolation de la sacristie,
- la réfection complète des récepteurs d'eaux pluviales et des surfaces courantes en ardoises, le remplacement des châssis de toit et du paratonnerre,
- la mise en sécurité des toitures,
- le repli et le nettoyage du chantier.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 716 900 € HT, plafonné à 680 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	708 008,00	98,76%
HONORAIRES	8 892,00	1,24%
Total	716 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	340 000,00	47,43%
COMMUNE	376 900,00	52,57%
Total	716 900,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° EX049717 - CAR - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE ELEMENTAIRE DANS LE SECTEUR SAINT-EXUPERY - OSNY (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 500 000,00 € HT	50,00 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OSNY
Adresse administrative : 14 RUE WILLIAM THORNLEY
95520 OSNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel LEVESQUE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 octobre 2019 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études de maîtrise d'œuvre (réalisation de l'avant-projet, constitution du dossier de consultation des entreprises, assistance aux contrats de travaux, assistance aux opérations de réception…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Osny (16 910 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « construction d'une école élémentaire dans le secteur Saint-Exupéry » :
La Ville d'Osny vient d'achever une opération de requalification de son centre en créant de nouveaux équipements publics sur la Place des Impressionnistes : Médiathèque, Maison de l'Enfance et Maison des Associations. Pour le quartier Saint-Exupéry, la ville a ainsi engagé la construction de 758 logements supplémentaires qui seront terminés d'ici 2021.
Afin d'anticiper les nouveaux besoins de sa population, notamment en matière d'enfance et d'éducation, la municipalité envisage :
• de démolir et de reconstruire l'école élémentaire existante, pour créer un équipement en adéquation avec les effectifs scolaires et les besoins prospectifs, soit une capacité de 16 classes,
• d'agrandir l'école maternelle Charcot existante, de manière à permettre la création de 4 classes supplémentaires et la recomposition de son pôle de direction,

• de construire l’accueil de loisirs qui permettra un accueil des enfants des écoles élémentaire et maternelle,
• de construire une nouvelle salle multi-activités.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l’opération s'élève à 12 018 294.06 €, plafonné à 1 500 000.00 €. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- OSNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	10 749 815,80	89,45%
HONORAIRES	1 268 478,26	10,55%
Total	12 018 294,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	750 000,00	6,24%
DEPARTEMENT 95 sollicité	1 580 000,00	13,15%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION	6 000 000,00	49,92%
COMMUNE	3 688 294,06	30,69%
Total	12 018 294,06	100,00%

DOSSIER N° 16006725 - CRT - CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU RESTAURANT SCOLAIRE - GOMETZ-LE-CHATEL (91)

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 287 034,00 € HT	20,00 %	257 406,80 €
	Montant total de la subvention		257 406,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOMETZ LE CHATEL
Adresse administrative : 76 RUE SAINT-NICOLAS
91940 GOMETZ-LE-CHATEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Lucie SELLEM, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Gometz-le-Châtel (2 752 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Construction d'un nouveau restaurant scolaire".

La Ville souhaite poursuivre la production des repas scolaires sur place et développer le bio et les circuits courts. Ces objectifs nécessitent une mise aux normes de la cuisine et de nouveaux espaces fonctionnels. Il est ainsi prévu d'aménager des espaces de stockage suffisants, un espace de légumerie, des espaces de restauration bien dimensionnés et différenciés pour les enfants et le personnel déjeunant sur place (enseignantes et agents communaux) et une mise aux normes d'accessibilité PMR.

Le programme de travaux portent sur la démolition du préau de l'école maternelle pour permettre la construction d'un nouveau bâtiment de deux niveaux compensant le dénivelé du terrain. Au rez-de-chaussée haut, seront réalisés les vestiaires et sanitaires du public et du personnel, les salles-à-manger, les réserves et locaux de production alimentaire et la laverie ainsi que les accès livraison/service, de plain-pied depuis le parking public, et l'accès public depuis le chemin Pablo Neruda.
Au rez-de-chaussée bas, seront aménagés les locaux techniques (chaufferie, CTA, TGBT...), le préau et des locaux divers ainsi qu'un accès de plain-pied depuis la cour de récréation maternelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 1 624 571,00 € HT, plafonné à 1 287 034,00 € HT. Le taux d'intervention est de 20%.

Localisation géographique :
- GOMETZ-LE-CHATEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 466 720,00	90,28%
HONORAIRES	157 851,00	9,72%
Total	1 624 571,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	257 406,80	15,84%
ETAT - DETR 2019 (acquise)	200 000,00	12,31%
COMMUNE	1 167 164,20	71,84%
Total	1 624 571,00	100,00%

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-319

DOSSIER N° 19012041 - CRT - REQUALIFICATION DE LA PLACE JEAN GIRAUDOUX ET DE SES ABORDS - COMMUNE DE CRETEIL (94)

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 000 000,00 € HT	35,00 %	350 000,00 €
	Montant total de la subvention		350 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CRETEIL
Adresse administrative : 1 PLACE SALVADOR ALLENDE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent CATHALA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Créteil (89 392 habitants - INSEE 2016), propose l'opération "Requalification de la place Jean Giraudoux et de ses abords"

La place Jean Giraudoux qui est dédiée à la vie de quartier s'articule autour de cinq immeubles et un groupe scolaire. Elle est composée de pavés en terre cuite. Dégradée par le temps, les désordres constatés sont multiples : revêtement fragilisé, mobiliers disparates (clôtures, bancs, barrières, etc..), espaces verts vieillissants, espaces récréatifs peu attractifs...
Le projet vise à aménager :
•les zones de circulation avec la requalification de larges espaces en pavés de briques rouges, la création de surfaces supplémentaires d'espaces verts,
•l'espace central par la mise en valeur de l'éclairage et la rénovation de l'aire de jeu,
•les entrées du groupe scolaire avec le traitement des deux espaces situés devant les entrées,
•l'implantation d'assises pour les parents, la création d'une jardinière, la plantation d'arbustes devant l'entrée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 000 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 35%.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 000 000,00	100,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	350 000,00	35,00%
COMMUNE	650 000,00	65,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

DÉCISION N° PR 2020-001

DU 6 JUILLET 2020

FONDS D'ÉQUIPEMENT D'URGENCE POUR LES PROFESSIONNELS DE SANTÉ - CP 2020-C04 - DÉCISION N°1

La présidente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'Aide d'État SA.56985 (2020/N) – France – Covid-19 relatif au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 modifié ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 modifiée, relative à l'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19, notamment son article premier ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CP 2020-C02 du 3 avril 2020 relative à diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CP 2020-C04 du 3 avril 2020, modifiée par la délibération n° CP 2020-170 du 27 mai 2020, relative au fonds d'équipement d'urgence des professionnels de santé ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU les demandes d'aide formulées aux services de la Région ;

CONSIDERANT

Dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, la Région se mobilise pour aider les professionnels de santé à faire face aux dépenses exceptionnelles que la lutte contre cette épidémie nécessite.
Ce fonds d'urgence consiste en une aide à l'attention des professionnels de santé de premier recours pour des achats d'équipement en lien avec la gestion de la crise sanitaire liée au COVID19.

Sur proposition du directeur général des services,

DECIDE

Article 1 :

D'attribuer des subventions aux bénéficiaires et pour les montants figurant en annexes 1 et 2, au titre du dispositif « fonds d'équipement d'urgence des professionnels de santé » créé par la délibération n° CP 2020-C04 du 3 avril 2020, pour un montant total de **63.489,07€**.

Les modalités de versement et les conditions d'utilisation des subventions sont régies par le règlement d'intervention du fonds d'urgence de soutien aux professionnels de santé et le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France susvisés.

Adopte la convention-type figurant en annexe 3 à la présente décision pour les subventions d'un montant égal ou supérieur à 23.000 euros.

Subordonne le versement des subventions supérieures ou égales à 23.000€ à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée à l'alinéa précédent, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions inférieures à 23.000€ à l'envoi de notifications.

Article 2 :

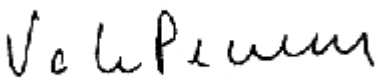
Le montant des subventions de fonctionnement attribuées de **33.395,65€** est imputé sur l'autorisation d'engagement affectée par délibération n° CP 2020-C04 susvisée sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 00 113 « Région solidaire – Covid 19 » du budget 2020.

Le montant des subventions d'investissement attribuées de **30.093,42€** est imputé sur l'autorisation de programme affectée par délibération n° CP 2020-C04 susvisée sur le chapitre 904 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 00 204 « Région solidaire – Covid 19 » du budget 2020.

Article 3 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 10 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 10 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200706-lmc184643-DE-1-1) et affichage ou notification le 10 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DÉCISION

ANNEXE 1 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé à la décision en fonctionnement
00000005	SELARL PHARMACIE LA FRANCILIENNE	77 340	PONTAULT COMBAULT	79119302200013	322,75
00000006	PHARMACIE BATTINO BORGEL	75 004	PARIS 4E ARRONDISSEMENT	41135648800014	21,10
00000007	GRANDE PHARMACIE DU CENTRE	95 120	ERMONT	44171529900018	395,30
00000017	PHARMACIE DE LA FONTAINE	91 150	ETAMPES	53133774900018	165,45
00000021	PHARMACIE BEEZRA	95 400	ARNOUVILLE	84102321100011	145,00
00000026	PHARMACIE PORT SUD	91 650	BREUILLET	48176720000019	145,00
00000032	PHARMACIE DU MARCHE	92 260	FONTENAY AUX ROSES	82535705600019	358,80
00000059	PHARMACIE DES HAUTS DE LAGNY	77 400	LAGNY SUR MARNE	44750554600013	51,00
00000064	PHARMACIE GALLIENI	93 100	MONTREUIL	48199211300011	105,52
00000066	PHARMACIE DES ORMES	77 515	FAREMOUTIERS	79414117600014	50,00
00000067	SELARL PHARMACIE DE LA CATHEDRALE	77 100	MEAUX	50811651400011	56,97
00000075	SELARL PHARMACIE DAURIAC	92 100	BOULOGNE BILLANCOURT	52874174700018	220,00
00000079	SEBAG 26	75 019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	80264206600012	588,00
00000091	PHARMACIE DES CHENES	95 120	ERMONT	53356543800025	75,60
00000103	PHARRMACIE DES FAMILLES	93 260	LES LILAS	44493381600019	13,30
00000120	PHARMACIE ARNAULT	78 470	SAINT REMY LES CHEVREUSE	43914009600017	17,51
00000146	PHARMACIE PLAINE HAUTE	91 560	CROSNE	38184895100012	158,90
00000157	PHARMACIE DES 3 VILLES	93 500	PANTIN	82422288900019	222,00
00000169	SELAS PHARMACIE DE LORREZ	77 710	LORREZ LE BOCAGE PREAUX	83346333400015	159,15
00000181	PHARMACIE DE LA LIBERTE	92 150	SURESNES	40530722400015	8,90
00000185	DANIELE LEGROS	94 380	BONNEUIL SUR MARNE	34042958800015	115,40
00000117	SCMGU SOS MEDECINS	75 013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	31170262500014	30 000,00
TOTAL PROPOSE EN FONCTIONNEMENT		**22**	**dossiers**	**montant**	**33 395,65**

ANNEXE 2 - DEPENSES EN INVESTISSEMENT

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé à la décision en investissement
00000005	SELARL PHARMACIE LA FRANCILIENNE	77 340	PONTAULT COMBAULT	79119302200013	276,74
00000006	PHARMACIE BATTINO BORGEL	75 004	PARIS 4E ARRONDISSEMENT	41135648800014	388,80
00000007	GRANDE PHARMACIE DU CENTRE	95 120	ERMONT	44171529900018	480,00
00000010	PHARMACIE SAJUS	92 400	COURBEVOIE	53052196200023	47,88
00000016	SELAS PHARMACIE CENTRALE DE TAVERNY	95 150	TAVERNY	84201996000017	972,00
00000017	PHARMACIE DE LA FONTAINE	91 150	ETAMPES	53133774900018	151,96
00000018	PHARMACIE LYVA	75 012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	87978173000012	195,00
00000021	PHARMACIE BEEZRA	95 400	ARNOUVILLE	84102321100011	400,00
00000029	SELARL PHARMACIE REMUSAT	75 016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	84788597700011	400,00
00000032	PHARMACIE DU MARCHE	92 260	FONTENAY AUX ROSES	82535705600019	328,00
00000034	EURL PHARMACIE ALLAIRE	95 560	MONTSOULT	53369992200019	220,00
00000038	SELARL PHARMACIE PONSARD	75 016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	51899071800018	199,00
00000039	SELAS DESNOUETTES	75 015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	53842765900015	294,00
00000041	DOMINIQUE VOITURIEZ	91 800	BOUSSY SAINT ANTOINE	40344821000019	267,00
00000042	GRANDE PHARMACIE SAINT-CHARLES	75 012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	79960862500015	240,00
00000043	PHARMACIE DES COTTAGES	93 290	TREMBLAY EN FRANCE	48523391000010	895,10
00000045	PHARMACIE DU JAVELOT	75 013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	49110310700018	480,00
00000048	SELARL PHARMACIE KERESTEDJIAN	94 400	VITRY SUR SEINE	82839280300015	3 475,00
00000050	SELARL PHARMACIE DU RER	94 360	BRY SUR MARNE	52328087300010	390,00
00000052	PHARMACIE DU MIROIR D'EAU	77 176	SAVIGNY LE TEMPLE	52086101400022	496,00

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé à la décision en investissement
00000055	SELARL PHARMACIE DE L ARCHEVECHE	77 330	OZOIR LA FERRIERE	83417290000013	300,00
00000058	SELARL PHARMACIE DU VAST	95 280	JOUY LE MOUTIER	84005238500019	672,00
00000059	PHARMACIE DES HAUTS DE LAGNY	77 400	LAGNY SUR MARNE	44750554600013	248,96
00000061	PHARMACIE DE LA CITÉ	75 014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	43385647300015	333,00
00000062	SELARL PHARMACIE KAYAL	92 110	CLICHY	82898453400010	244,00
00000063	SELARL PHARMACIE DES 3 FONTAINES	95 000	CERGY	50910300800017	382,86
00000064	PHARMACIE GALLIENI	93 100	MONTREUIL	48199211300011	210,00
00000066	PHARMACIE DES ORMES	77 515	FAREMOUTIERS	79414117600014	575,00
00000067	SELARL PHARMACIE DE LA CATHEDRALE	77 100	MEAUX	50811651400011	330,17
00000068	PHARMACIE UNG	94 200	IVRY SUR SEINE	42361599600026	389,20
00000072	SELARL PHARMACIE BOIELDIEU	92 800	PUTEAUX	45390895600015	450,00
00000073	SELARL PHARMACIE MAISON NEUVE	91 220	BRETIGNY SUR ORGE	47787197400010	800,00
00000074	PHARMACIE CUBERTAFOND	94 430	CHENNEVIERES SUR MARNE	34759488900029	240,00
00000075	SELARL PHARMACIE DAURIAC	92 100	BOULOGNE BILLANCOURT	52874174700018	160,00
00000079	SEBAG 26	75 019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	80264206600012	205,64
00000088	PHARMACIE CENTRALE DES VALLEES	92 700	COLOMBES	53380325000018	275,00
00000091	PHARMACIE DES CHENES	95 120	ERMONT	53356543800025	480,00
00000092	PHARMACIE GUIGNON	95 130	FRANCONVILLE	81127974400015	270,00
00000093	SELARL PHARMACIE DE LA GARE	78 690	LES ESSARTS LE ROI	79203380500013	350,00
00000094	PHARMACIE DO PHAM	95 340	PERSAN	83940813500011	339,00

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé à la décision en investissement
00000095	PHARMACIE SAINT EUSTACHE	75 001	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	81948368600013	240,00
00000098	PHARMACIE DE LIEGE	75 008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	44052994900016	320,21
00000099	PHARMACIE CONVENTION CROIX NIVERT	75 015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	41432507600019	144,33
00000100	SELARL PHARMACIE BUFFON	75 015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	51311934700013	480,00
00000103	PHARRMACIE DES FAMILLES	93 260	LES LILAS	44493381600019	2 164,72
00000109	LA PHARMACIE DE LA POSTE	91 860	EPINAY SOUS SENART	52261147400019	637,00
00000111	EURL PHARMACIE LACOUR	94 450	LIMEIL BREVANNES	75120958600013	240,00
00000118	PHARMACIE LEPESME	77 540	ROZAY EN BRIE	53244957600018	308,34
00000120	PHARMACIE ARNAULT	78 470	SAINT REMY LES CHEVREUSE	43914009600017	174,33
00000122	PHARMACIE SIBONI	92 310	SEVRES	33068290700028	1 260,00
00000137	PHARMACIE AIMÉ	75 015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	52435157400016	280,00
00000146	PHARMACIE PLAINE HAUTE	91 560	CROSNE	38184895100012	314,87
00000151	PHARMACIE A3	94 500	CHAMPIGNY SUR MARNE	44854717400020	300,00
00000152	SELARL PHARMACIE ANGERMULLER	75 020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	81855336400014	419,74
00000161	PHARMACIE 40 VANEAU	75 007	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	84450308600010	203,17
00000162	PHARMACIE HO	93 160	NOISY LE GRAND	33432219500010	289,33
00000164	PHARMACIE DU MANEGE	92 150	SURESNES	85006178900010	320,00
00000169	SELAS PHARMACIE DE LORREZ	77 710	LORREZ LE BOCAGE PREAUX	83346333400015	330,00
00000171	PHARMACIE DECAUP	77 173	CHEVRY COSSIGNY	38510256100011	260,00
00000173	EURL PHARMACIE DES SCIENCES	77 500	CHELLES	79011828500010	226,32

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé à la décision en investissement
00000178	PHARMACIE CENTRALE FOCH	93 360	NEUILLY PLAISANCE	47876830200018	195,00
00000180	SELAS PHARMACIE RENNES ASSAS	75 006	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	79475651000010	486,00
00000181	PHARMACIE DE LA LIBERTE	92 150	SURESNES	40530722400015	267,87
00000184	PHARMACIE DE PONTCARRE	77 135	PONTCARRE	44824095200029	179,88
00000185	DANIELE LEGROS	94 380	BONNEUIL SUR MARNE	34042958800015	110,00
00000194	LA PHARMACIE DU MARCHE	94 240	L'HAY LES ROSES	51916308300016	267,00
00000203	SELAS PHARMACIE OCTAVIA	92 400	COURBEVOIE	88263870300018	174,00
00000690	PHARMACIE SILLAM	75 019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	49184714100018	1 650,00
TOTAL PROPOSE EN INVESTISSEMENT		**68**	**dossiers**	**montant**	**30 093,42**

ANNEXE 3 - CONVENTION

CONVENTION N°XXXXXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen sur Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la décision n°PR 2020-XX du XX XXXX 2020
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **XXXXX**
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant **Représentant légal**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « **Fonds d'équipement d'urgence des professionnels de santé** » adopté par délibération CP **n° 2020-C04 du 3 avril 2020** et modifié par délibération n° CP 2020-170 du 27 mai 2020.
L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par décision **n°PR 2020-XX du XX XXXX 2020**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir **XXXX (BENEFICIAIRE)** pour la réalisation de l'action suivante :

Description du projet

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant aux **dépenses éligibles**, dans la limite du montant plafond fixé à 30 000 €. Dans le cadre de cette convention, le **montant subventionnable est de XX XXX €** réparti de la façon suivante :

- XX XXX € pour des dépenses relatives à de l'abonnement à une plateforme de téléconsultation, des produits d'hygiène, des masques chirurgicaux, du petit matériel de protection individuelle.
- XX XXX pour des dépenses relatives à du matériel de sortie précoce de maternité, du matériel de téléconsultation, du petit matériel pour le suivi des patients, du matériel de protection ou de sécurité.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet mentionné à l'article 1.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité subventionnée pendant une durée de 5 ans pour le matériel de sortie précoce de maternité, le matériel de téléconsultation, le petit matériel pour le suivi des patients, le matériel de protection ou de sécurité.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…)
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.
Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.
Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement).
Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus :
- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).
En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention selon les modalités prévues à l'article 6.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1: MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire qui dépose l'ensemble de ses pièces justificatives en ligne sur la plateforme d'aides régionales à savoir ;

- Les factures acquittées des dépenses engagées pour lutter contre la pandémie,
- Le relevé d'identité bancaire de la structure
- La présente convention datée et signée

Le bénéficiaire certifie, à l'occasion du dépôt de sa demande, la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

ARTICLE 3.2 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 12 mars, jusqu'à la date de fin de l'état d'urgence sanitaire lié au Covid-19, soit le 10 juillet 2020.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION
La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par la présidente du Conseil régional au bénéficiaire, à savoir le **DATE DE LA DECISION n°PR 2020-XX du XX XXXX 2020.**
Sans préjudice des durées indiquées aux articles 2.1 et 2.3, elle expire lors du versement de la subvention régionale ou en cas de résiliation conformément à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.
Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la

Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :
Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par décision de la présidente du Conseil régional d'Ile de France.

ARTICLE 8 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION EUROPEENNE RELATIVE AUX AIDES D'ETAT

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises n°SA.56985 (2020/N) France –COVID19 modifié.

Fait à Saint-Ouen sur Seine en 2 exemplaires originaux
Le

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur général adjoint du Pôle politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation
Cédric ARCOS

Le

Le bénéficiaire
XXXXX
Représentant Légal (fonction)

DÉCISION N° PR 2020-002

DU 6 JUILLET 2020

AIDES AU MONDE DE LA CULTURE - CP 2020-C06 - DÉCISION N°1

La présidente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'Aide d'État SA.56985 (2020/N) – France – Covid-19 relatif au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 modifié ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 modifiée, relative à l'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19, notamment son article premier ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CP 2020-C02 du 3 avril 2020 modifiée relative à diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CP 2020-C06 du 3 avril 2020 relative aux aides au monde de la culture ;

VU la délibération n° CR 2020-028 du 11 juin 2020 relative au Budget supplémentaire 2020 Acte I du plan de relance économique, écologique et solidaire ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU les demandes d'aide formulées aux services de la Région ;

CONSIDERANT

Dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, la Région qui consacre près de la moitié de son budget culturel au spectacle vivant, a immédiatement pris la mesure de l'enjeu humain, artistique, social et économique de l'impact foudroyant de la crise pour le spectacle vivant et a adopté une aide d'urgence visant à prendre en compte les pertes économiques (déficit de billetterie, déficit de recettes de ventes de spectacles).

Sur proposition du directeur général des services,

DECIDE

Article 1 :

D'attribuer des subventions aux bénéficiaires et pour les montants figurant en annexe n°1 au titre du dispositif « Aide exceptionnelle d'urgence COVID-19 pour le spectacle vivant » créé par la délibération n° CP 2020-C06 du 3 avril 2020.

Les modalités de versement et les conditions d'utilisation des subventions sont régies par le règlement d'intervention du dispositif « Aide exceptionnelle d'urgence COVID-19 pour le spectacle vivant » et le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France susvisés.

Subordonne le versement des subventions à l'envoi de notifications.

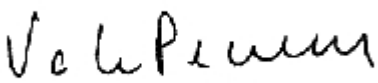
Article 2 :

Le montant des subventions de fonctionnement attribuées de 813 770,16€ est imputé sur l'autorisation d'engagement affectée par délibération n° CP 2020-C06 susvisée sur le chapitre 933 «Culture, sport, et loisirs», code fonctionnel 312 «Activités culturelles et artistiques », programme HP312-005 (132005) «Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue», action 13100501 « Soutien au spectacle vivant » du budget 2020.

Article 3 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 15 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 15 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200710-lmc187577-DE-1-1) et affichage ou notification le 15 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DÉCISION

LISTE DES BENEFICIAIRES

Référence administrative	Libellé - Demandeur	SIRET - Demandeur	Forme Juridique	Montant Proposé
00033854	ASSOCIATION KIOSQUORAMA	51421564900021	Association loi 1901 ou assimilée	7770
00033868	YES LES GUYZZ	83043029400025	Association loi 1901 ou assimilée	3000
00033885	COLLECTIF DU LIBRE ACTEUR	82166145100038	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00033889	ATELIER DE L'ORAGE	38373520600054	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00033890	AIRS&CIE ASSOCIATION LOI 1901	81840629000010	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00033900	LES GRANDES PERSONNES	42298950900035	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00033926	OS	49070566200024	Association loi 1901 ou assimilée	2255
00033937	ASS COMPAGNIE LES SOURIS DAANSENT	48169244000011	Association loi 1901 ou assimilée	800
00033954	LE CERCLE DE L'HARMONIE	49296192500020	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00033959	LA COMPAGNIE DES SAÏS	44108623800017	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00033964	ASSOCIATION ALMAVIVA	44909985200047	Association loi 1901 ou assimilée	2950
00033987	ASSOCIATION POUR L'IMAGINATION ARTISTIQUE ET CITOYENNE	42251985000024	Association loi 1901 ou assimilée	6786
00033993	MEZZANINE SPECTACLES	50877909700031	Association loi 1901 ou assimilée	3000
00033996	VERTICAL DETOUR	44120527500049	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00033997	OPERA NOMADE	43208292300041	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034002	COMPAGNIE POINT DE RUPTURE	41921460600024	Association loi 1901 ou assimilée	6026
00034006	THEATRE 71	68108674000013	Association loi 1901 ou assimilée	8000

Référence administrative	Libellé - Demandeur	SIRET - Demandeur	Forme Juridique	Montant Proposé
00034009	CIE MANQUE PAS D'AIRS	49934353100046	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034014	COMPAGNIE LES FRIVOLITES PARISIENNES	75084312000015	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034018	A PARTÉ	53071175300026	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034021	ASS RECHERCHE COMMUNICATION CRÉATION ARTISTIQUE	33314992000030	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034029	LES CONCERTS LYRIQUES DE LA VILLE	80042933400017	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034030	FREAKS ET COMPAGNIE	84014875300014	Association loi 1901 ou assimilée	6680
00034034	THÉÂTRE PAR LE BAS	32445751400010	Association loi 1901 ou assimilée	6880
00034038	LES AGENTS RÉUNIS	75382475400026	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034047	LES NOMADESQUES	44310703200031	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034050	LES AILES DE L'AIR	49018782000017	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034052	COMPAGNIE 2MINIMUM	53783786600012	Association loi 1901 ou assimilée	6653
00034054	ASSOCIATION MAN D'DAPPA	42509698900024	Association loi 1901 ou assimilée	4852
00034069	COLLECTIF LOUVES/	82972233900019	Association loi 1901 ou assimilée	3000
00034071	TOUT UN CIEL	49938973200029	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034075	CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE CRETEIL ET DU VAL DE MARNE	41987808700016	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034081	LEVALLOIS CULTURE	33271459100028	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034088	MUSIQUE ET TOILE	44500375900013	Association loi 1901 ou assimilée	4869

Référence administrative	Libellé - Demandeur	SIRET - Demandeur	Forme Juridique	Montant Proposé
00034102	MON GRAND L'OMBRE	80912374800026	Association loi 1901 ou assimilée	6000
00034117	AMIN THÉÂTRE	40346718600066	Association loi 1901 ou assimilée	2775
00034124	COMPAGNIE REVE MOBILE	79394357200032	Association loi 1901 ou assimilée	1600
00034125	ASSOCIATION QUELLE HISTOIRE !	78846878300014	Association loi 1901 ou assimilée	7295
00034130	LES RIVIERES SOUTERRAINES	81984335000029	Association loi 1901 ou assimilée	5906
00034140	LE THEATRE DE L'AIR NOUVEAU	38988118600081	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034148	UN BRIN DE THÉ	42100103300024	Association loi 1901 ou assimilée	4000
00034151	COMPAGNIE PROGENITURE	38943016600030	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034158	CHANT LIBRE ASSOCIATION	80332468000013	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034160	LA POSSIBLE ECHAPPEE	50014016500027	Association loi 1901 ou assimilée	3660
00034164	LA COMPAGNIE LES ETOILES DE LA GALAXIE	81941066300010	Association loi 1901 ou assimilée	5250
00034166	COMPAGNIE VOLUBILIS	47934907800028	Association loi 1901 ou assimilée	2260
00034170	LE CABINET VÉTÉRINAIRE	49354403500055	Association loi 1901 ou assimilée	6700
00034177	REGARDE IL NEIGE	80511706600029	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034179	LES NEVEUX DE RAMEAU	80329527800011	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034187	1ER STRATAGÈME	52192121300018	Association loi 1901 ou assimilée	7200
00034189	COMPAGNIE LE BEL APRÈS MINUIT	44777114800031	Association loi 1901 ou assimilée	8000

Référence administrative	Libellé - Demandeur	SIRET - Demandeur	Forme Juridique	Montant Proposé
00034192	THEATRE AUX MAINS NUES	32341933300030	Association loi 1901 ou assimilée	1426
00034193	ENCORE MUSIC	82373757200029	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034201	THEATRE DU CRISTAL	38198115800078	Association loi 1901 ou assimilée	4500
00034202	LA COMPAGNIE LES TURBULENTES	80891826200029	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034217	ASSOCIATION COMPAGNIE D'AILLEURS	39866294000020	Association loi 1901 ou assimilée	1200
00034218	IN CAUDA	44008623900041	Association loi 1901 ou assimilée	3000
00034225	SAUDADE CIE	49112597700042	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034231	LA TROUPE DES ILES DU VENT MOOREA	81784835100034	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034238	LA PENICHE OPERA	32566565100031	Association loi 1901 ou assimilée	1500
00034242	LE CHOEUR DU THÉÂTRE	49217088100022	Association loi 1901 ou assimilée	7200
00034255	LA TOUCHE ENCHANTEE	83478670900016	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034268	T R A N S H U M A N C E S	82863680300011	Association loi 1901 ou assimilée	6450
00034273	COMPAGNIE PAUPIÈRES MOBILES	81512078700016	Association loi 1901 ou assimilée	4025.16
00034275	ESPRIT JAZZ	44066984400019	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034287	ABM ALL BY MYSELF	79074551700017	Association loi 1901 ou assimilée	6075
00034292	UBUNTU PRODUCTION	82967305200017	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034303	THEATRE DE LA MARIONNETTE A PARIS	34112346100046	Association loi 1901 ou assimilée	8000

Référence administrative	Libellé - Demandeur	SIRET - Demandeur	Forme Juridique	Montant Proposé
00034306	CENTRE RÉFLEXIONS ET APPLICATIONS MAGIQUES	40245171000048	Association loi 1901 ou assimilée	7176
00034307	SECESSION ORCHESTRA	80314743800011	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034308	THEATRE DU GOUVERNAIL	79252558600022	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034309	CANTABILE	40199109600033	Association loi 1901 ou assimilée	2505
00034316	A TOUT VA	50764112400015	Association loi 1901 ou assimilée	7850
00034323	METAPHORE	40260195900040	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034341	COMPAGNIE MKCD	51431788200025	Association loi 1901 ou assimilée	7000
00034379	THEATRE SILVIA MONFORT	38772311700017	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034388	LA COMPAGNIE DES DRAMATICULES	44518194400056	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034393	ASSOCIATION LES CHÂTEAUX DE SABLE	47926022600036	Association loi 1901 ou assimilée	3463
00034407	TOTEM RECIDIVE	81532126000029	Association loi 1901 ou assimilée	6387
00034427	1.9.3. SOLEIL !	50302657700026	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034442	AD REV	49029919500019	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034451	IMAGIN'ACTION - COMPAGNIE DU REGARD	34833400400036	Association loi 1901 ou assimilée	3138
00034468	LES DEMAINS QUI CHANTENT	40194130700027	Association loi 1901 ou assimilée	2550
00034471	J'Y PENSE SOUVENT	44849323900033	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034475	OPERA PARIS OUTRE MER	81847824000018	Association loi 1901 ou assimilée	1800

Référence administrative	Libellé - Demandeur	SIRET - Demandeur	Forme Juridique	Montant Proposé
00034491	LE PAVILLON 33	83113027300012	Association loi 1901 ou assimilée	7700
00034525	LES COUSINS D'ARNOLPHE	40389051000049	Association loi 1901 ou assimilée	4070
00034526	LA VOIX DES PLUMES	50899709500031	Association loi 1901 ou assimilée	2570
00034531	WDS WELL DONE SIMONE	75372297400015	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034540	ASSOCIATION YERAZ	43247998800029	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034572	THÉÂTRE LE GUICHET MONTPARNASSE	34391701900014	Association loi 1901 ou assimilée	5200
00034652	ORCHESTRE SYMPHONIQUE DIVERTIMENTO	48356572700037	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034684	SOLEIL SOUS LA PLUIE	79305256400010	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034686	DIONYSIAC TOUR	52964872700020	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034689	LES GRIOTTES	79964150100025	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034760	ASSOCIATION ENSEMBLE LES TALENS LYRIQUES	39134583200052	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034771	LES HOMMES PENCHES ASS	44054501000017	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034774	CHIENS DE NAVARRE	51811910200029	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034795	COLLECTIF CLOWNS D'AILLEURS ET D'ICI	44485479800022	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034836	ASSOCIATION LES PETITES VERTUS	82068254000027	Association loi 1901 ou assimilée	5500
00034858	MU	44849529100057	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034875	TUTTI QUANTI	49537524800012	Association loi 1901 ou assimilée	1500

Référence administrative	Libellé - Demandeur	SIRET - Demandeur	Forme Juridique	Montant Proposé
00034882	ASSOCIATION CULTURELLE EXPERIMENTO	53804734100028	Association loi 1901 ou assimilée	750
00034897	LES HAUTS PARLEURS	42159543000024	Association loi 1901 ou assimilée	4800
00034899	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LA RÉALISATION D'ACTIVITÉ CULTURELLES ARTISTIQUES ET LITTÉRAIRES	40771313000018	Association loi 1901 ou assimilée	7857
00034904	LA COMPAGNIE DU MYSTERE BOUFFE	32504201800029	Association loi 1901 ou assimilée	1502
00034915	LYRE ET MUSES	44471052900017	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034935	LE THEATRE DE LA DEMESURE	50273437900022	Association loi 1901 ou assimilée	4005
00034936	COMPAGNIE DE LA RÈGLE 4	83879435200016	Association loi 1901 ou assimilée	1911
00034956	DANS LE GENRE EGALES	43838653400038	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00034966	MUSIQUES D'UN SIÈCLE	49526247900019	Association loi 1901 ou assimilée	6788
00034999	COMPAGNIE SÉMAPHORE	42087929800040	Association loi 1901 ou assimilée	1585
00035007	LA CHAPELLE HARMONIQUE	74988106600015	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00035058	COMPAGNIE ARCANE	31463762000035	Association loi 1901 ou assimilée	2550
00035087	CHANGEMENT DE DECOR	39212339400034	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00035113	THEATRE DE LA VALLEE	38818743700032	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00035123	LE STUDIO D'ASNIERES	40058393600010	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00035126	SONIC PROTEST	50834253200027	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00035127	PLANÈTES ROUGES	74996453200032	Association loi 1901 ou assimilée	8000

Référence administrative	Libellé - Demandeur	SIRET - Demandeur	Forme Juridique	Montant Proposé
00035133	ENSEMBLE JUPITER	83750442200010	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00035146	COMPAGNIE MARIZIBILL	48973570400020	Association loi 1901 ou assimilée	5500
00035151	LE CERCLE D'ESCRIME ANCIENNE DE MARLY-LE-ROI	49368030000024	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00035152	VIVA LA COMMEDIA	44478908500024	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00035192	MÉTAMORPHOSE	40260303900023	Association loi 1901 ou assimilée	1900
00035211	CIE BOUCHE A BOUCHE	40411062900031	Association loi 1901 ou assimilée	5071
00035234	L'INVENTORIUM DE CALLIOPE	79830478800044	Association loi 1901 ou assimilée	6497
00035243	3E ETAGE	49086537500029	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00035244	ASTRAKAN	32567756500088	Association loi 1901 ou assimilée	8000
00035311	CHORESPRIT	82404586800018	Association loi 1901 ou assimilée	5102
00035324	MUSIQUE SACREE A NOTRE DAME DE PARIS	38291565000032	Association loi 1901 ou assimilée	8000
Total proposé - 130 dossiers (associations)				**813 770,16 €**

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-032

DU 10 JUILLET 2020

DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES - JUILLET 2020

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 13-16 du 21 janvier 2016 modifiée portant adoption du règlement intérieur du conseil régional ;

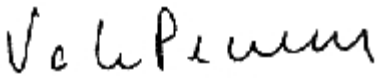
VU le rapport n°CR 2020-032 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : Remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes

Procède aux remplacements figurant en annexe à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 13 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 13 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200710-lmc188012-DE-1-1) et affichage ou notification le 13 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes

Annexe complétée selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote.

DÉMISSION		CANDIDATURE
CA du lycée public (LG) Claude Monet à Paris 13e		
Marie-Claude PERRIN *(non membre de l'assemblée régionale)*	Titulaire	Habib SHOUKRY *(non membre de l'assemblée régionale)*
CA du lycée public (LG) Rodin à Paris 13e		
Laure ESQUIEU *(non membre de l'assemblée régionale)*	Titulaire	Habib SHOUKRY *(non membre de l'assemblée régionale)*
CA du lycée public (LP) Henri Matisse à Trappes		
Benoît CORDIN *(non membre de l'assemblée régionale)*	Suppléant	Tayeb BEN HADDOU *(non membre de l'assemblée régionale)*
CA du lycée public (LP) Louis Blériot à Trappes		
Benoît CORDIN *(non membre de l'assemblée régionale)*	Suppléant	Tayeb BEN HADDOU *(non membre de l'assemblée régionale)*
AG du Centre Hubertine Auclert, centre francilien pour l'égalité femmes-hommes (CHA)		
Hella KRIBI-ROMDHANE (AES)	Représentante	Annie LAHMER (AES)
Conseil de surveillance de la Société d'économie mixte (SEM) Île-de-France Énergies		
Jean-Luc SANTINI (LRI)	Représentant	Carine MARTINI-PEMEZEC (LRI)
AG du Comité Régional du Tourisme (CRT)		
Jean-Luc SANTINI (LRI)	Représentant	Frank CECCONI (LRI)
Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH)		
Geoffroy DIDIER (LRI)	Titulaire	Pierre DENIZIOT (LRI)

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-013

DU 10 JUILLET 2020

COMPOSITION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 4133-5 et L. 4133-6 ;

VU le règlement intérieur du conseil régional et particulièrement son article 3 ;

VU les délibérations CR 89-15 du 18 décembre 2015, CR 13-16 du 21 janvier 2016, CR 160-16 du 7 juillet 2016, CR 2017-70 du 9 mars 2017, CR 2017-180 du 18 octobre 2017, CR 2017-200 du 18 décembre 2017, CR 2018-009 du 15 mars 2018, CR 2018-067 du 19 décembre 2018 et CR 2019-013 du 28 mai 2019 ;

VU les démissions de trois élus régionaux ;

VU le rapport n°CR 2020-013 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Considérant qu'à l'expiration du délai d'une heure prévu par le code général des collectivités territoriales pour le dépôt des listes, 7 listes ont été déposées et qu'il y a lieu de procéder à un scrutin ;

Considérant l'élection de la commission permanente au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel ;

Considérant l'élection des vice-présidents au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel ;

Article unique :

L'article 2 de la délibération précitée n° CR 89-15 est rédigé ainsi :

« La commission permanente est composée comme suit :

- de sa présidente : **Mme Valérie PÉCRESSE** présidente du conseil régional,

- des 15 vice-présidents suivants :

  1er vice-président **M. Othman NASROU** en charge des relations internationales et des affaires européennes ;

  2ème vice-présidente **Mme Marie-Carole CIUNTU** en charge des lycées et de l'administration générale ;

  3ème vice-président **M. Stéphane SALINI** en charge des finances et de l'évaluation des politiques publiques ;

4ème vice-présidente **Mme Alexandra DUBLANCHE** en charge du développement économique et de l'attractivité, de l'agriculture et de la ruralité ;

5ème vice-président **M. Stéphane BEAUDET** en charge de la stratégie institutionnelle, des transports et des mobilités durables ;

6ème vice-présidente **Mme Stéphanie VON EUW** en charge de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

7ème vice-président **M. Patrick KARAM** en charge des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative ;

8ème vice-présidente **Mme Faten HIDRI** en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

9ème vice-président **M. Frédéric PÉCHENARD** en charge de la sécurité et l'aide aux victimes ;

10ème vice-présidente **Mme Farida ADLANI** en charge des solidarités, de la santé et de la famille ;

11ème vice-président **M. Jean-Philippe DUGOIN-CLÉMENT** en charge de l'écologie, du développement durable et de l'aménagement ;

12ème vice-présidente **Mme Hamida REZEG** en charge du tourisme ;

13ème vice-présidente **Mme Béatrice de LAVALETTE** en charge du dialogue social ;

14ème vice-président **M. Pierre DENIZIOT** en charge du logement et du handicap

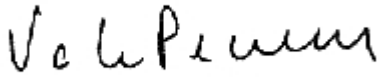
15ème vice-présidente **Mme Florence PORTELLI** en charge de la culture, du patrimoine et de la création ;

- des 53 autres membres suivants :

16	Vincent JEANBRUN	43	Ali SOUMARE
17	Jean-François LEGARET	44	Stéphanie VENEZIANO
18	Anne CABRIT	45	Yannick TRIGANCE
19	David DOUILLET	46	Roseline SARKISSIAN
20	Sophie DESCHIENS	47	Jonathan KIENZLEN
21	Jérémy REDLER	48	Christine FREY
22	Brigitte MARSIGNY	49	François KALFON
23	Frédéric VALLETOUX	50	Isabelle THIS SAINT-JEAN
24	Manon LAPORTE-SIERACZEK	51	Ghislaine SENEE
25	Thierry MEIGNEN	52	Benoît HAMON
26	Catherine PRIMEVERT	53	Hella KRIBI-ROMDHANE
27	Benoît CHEVRON	54	Pierre SERNE
28	Yasmine CAMARA	55	Bénédicte MONVILLE - DE CECCO
29	Denis GABRIEL	56	Roberto ROMERO
30	Marie-Pierre BADRÉ	57	Samia KASMI
31	Claude BODIN	58	Jean-Luc ROMERO-MICHEL
32	Véronique COTÉ-MILLARD	59	Juliette ESPARGILIÈRE
33	Gaël BARBOTIN	60	Eddie AÏT
34	Nathalie DELEPAULE	61	Wallerand de SAINT JUST
35	Frank CECCONI	62	Audrey GUIBERT

36	Nathalie GROUX	63	Aurélien LEGRAND
37	Jean-François VIGIER	64	Mathilde ANDROUET
38	Béatrice LECOUTURIER	65	Didier MIGNOT
39	Mustapha SAADI	66	Céline MALAISÉ
40	Marie-Christine DIRRINGER	67	Michel JALLAMION
41	Pascal GIAFFERI	68	Dominique BOURSE-PROVENCE
42	Nadège AZZAZ		

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 10 juillet 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 10 juillet 2020 (référence technique : 075-237500079-20200710-lmc174057-DE-1-1) et affichage ou notification le 10 juillet 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

îledeFrance
Conseil régional

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS
2 0 OCT. 2020
Service des collectivités locales
et du contentieux

Rapport pour le conseil régional
JUILLET 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

RAPPORT D'ÉVALUATION SUR LA RÉPONSE RÉGIONALE À LA CRISE DU COVID-19

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....4
Rapport de l'Inspection générale de la Région Île-de-France....5

EXPOSÉ DES MOTIFS

Vous trouverez en annexe le rapport de l'Inspection générale de la Région Île-de-France sur la réponse régionale à la crise du Covid-19.

Je vous prie de bien vouloir en prendre connaissance.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Rapport de l'Inspection générale de la Région Île-de-France

RAPPORT

de l'Inspection générale de la Région Île de France

sur la réponse régionale à la crise du Covid-19

Juin 2020

BREVE SYNTHESE

Dès le début de la période de confinement, le 19 mars, la Présidente de la Région a chargé l'Inspection Générale d'établir un rapport retraçant « minutieusement les mesures que la Région aura prises et les apprécie sous les angles de la réactivité, de l'efficacité et de l'efficience. ». Le rapport couvre pour l'essentiel la période allant jusqu'au 11 mai (fin du confinement) et ne traite donc pas des sujets liés au déconfinement ni aux mesures de relance.

Le rapport de l'IGRIF présente les nombreuses décisions et dispositions prises par la Région pour répondre à la pandémie :

- la réponse sanitaire pour aider nos soignants dans leur lutte contre le virus
- la réponse éducative pour assurer la continuité pédagogique pour les lycéens et la formation
- la réponse économique pour soutenir nos entreprises contraintes à l'arrêt de leur activité
- la réponse transports garantissant une offre de mobilité pour maintenir les activités essentielles
- la réponse solidaire pour venir en aide aux plus vulnérables.

La plupart des décisions ont été prises dès la première quinzaine du confinement, où s'est manifestée une progression fulgurante de la pandémie en Ile de France .

La vie démocratique de l'institution s'est poursuivie pendant cette période et a même fonctionné de façon intense, notamment à travers les conférences des Présidents, qui s'est réunie à 11 reprises entre le 18 mars et le 11 mai et de nombreuses réunions de commissions. Les concertations avec les forces vives du territoire ont été nombreuses que ce soit en direct ou à travers les Conseils (numérique, scientifique, attractivité), un Conseil spécialement formé et bien sûr le CESER.

Une coopération active s'est rapidement mise en place avec l'Etat, assurant une bonne complémentarité de l'action publique sur le territoire régional et parfois (dans le cas des matériels et produits de protection) en suppléant l'Etat.

La mise en en œuvre des mesures a été très rapide et a notamment bénéficié :

- De la pratique du télétravail déjà bien rôdée depuis 2018 et qui a été utilisé de façon intensive par la quasi-totalité du personnel administratif,
- D'une mobilisation exemplaire des agents chacun à son niveau, dans l'administration et quand c'était nécessaire dans les lycées,
- De la création en mars 2019 de la Centrale d'Achats qui a permis à de nombreuses entreprises et collectivités de se fournir en matériels de protection
- Du virage numérique dans les lycées, facilitant la continuité pédagogique pour une majorité d'élèves

Au total la Région a su réagir avec efficacité et agilité, là où d'autres administrations ont pu paraître engoncées. A l'épreuve de ces circonstances exceptionnelles, l'échelon régional a démontré toute sa pertinence et sa capacité à agir. C'est tout spécialement vrai en Île de France, où la Région tient une place essentielle dans le dispositif des transports et de la mobilité, et avec la spécificité d'organisation de son appareil hospitalier.

L'action étroitement coordonnée avec IDFM, avec l'AP-HP et l'ARS a été à cet égard exemplaire.

L'infléchissement de la pandémie dès le début avril a fait que l'offre en moyens exceptionnels d'hébergement ou de services de la Région n'a été que partiellement utilisée. Cela démontre que la Région aurait pu si nécessaire faire face à des circonstances plus graves encore.

Plusieurs enseignements doivent être tirés de cet épisode, parmi lesquels :

- en matière de décentralisation, quant au rôle que doit jouer la Région
- quant au virage numérique notamment dans les lycées et pour la formation
- quant aux politiques de déplacement et à l'organisation du travail sur le territoire régional
- quant à la façon de travailler avec les administrations d'Etat
- quant à l'intérêt d'une gestion rigoureuse, sans laquelle la Région ne disposerait pas des marges financières et budgétaires à mobiliser en temps de crise,
- s'agissant du fonctionnement de l'administration régionale, quant à l'intérêt de renforcer la transversalité et la mobilité en son sein, quant à la place du télétravail et à l'évolution des systèmes d'information notamment.

Hervé HOCQUARD
Directeur de l'Inspection Générale

Table des matières

BREVE SYNTHESE 2
Table des matières 4
Table des acronymes 7

Le contexte de la pandémie 9

I – UNE ACTION FORTE ET IMMEDIATE DE LA REGION POUR REPONDRE A LA CRISE SANITAIRE EN ÎLE-DE-FRANCE : 10

1. La réponse sanitaire : Epauler nos professionnels de santé 11
L'aide en matériel de protection 11
La fourniture de masques : 11
Des initiatives soutenues par la Région : 13
Un appui important au monde de la Santé 13
Un Fonds d'équipement d'urgence : 13
L'aide individuelle aux étudiants infirmiers volontaires : 14
Les autres mesures spécifiques de soutien : 15
Une aide logistique ciblée 17
En matière d'hébergement : 17
En matière de mobilité : 18
Des facilités de vie pour les personnels soignants : 20
Une aide accrue à la recherche 21
La participation régionale aux programmes Discovery et EpiCOV : 21
Le financement de la recherche sur le Covid-19 : 22

2. La réponse éducative et de formation : Assurer la continuité pédagogique 24
Aider les lycéens à poursuivre leurs études grâce aux techniques nouvelles 24
La mise en place du télé-enseignement : 24
L'enrichissement de la plateforme ENT : 25
La distribution accélérée de tablettes numériques aux élèves : 26
L'apprentissage gratuit des langues avec le site et l'appli QIOZ : 26
Lutter contre le décrochage 27
Poursuivre la formation des jeunes et demandeurs d'emploi 27
Le soutien aux organismes de formation : 27
Une offre de service gratuite pour les organismes de formation : 28
La prise en charge du maintien de la rémunération des stagiaires : 28

3. La réponse économique : soutenir le tissu francilien 29
Conseil et assistance aux entreprises 29
Quinze questions et réponses essentielles : 29
La cellule d'urgence : 30
Les dispositifs spécifiques régionaux 31

Le fonds de solidarité « volet 2» en complément du « volet 1 » 32
Mise en place d'un prêt Rebond à taux zéro : 33
L'élaboration du Fonds résilience: 34
La création de PM'up Covid 19 : 34
La mise en place d'une plateforme « Solutions Covid 19 » : 35
La mise à disposition de la centrale d'achat de la Région : 36
La mise en place d'une plateforme « Ensemble pour l'emploi » : 37
Aider la culture et le tourisme 37
La mise en place d'un fonds d'aide d'urgence pour le spectacle vivant : 38
Une action de soutien aux professionnels du tourisme : 39
Un soutien au monde agricole 39
Un soutien spécifique à certaines activités : 39
Une aide à la commercialisation des productions agricoles : 40

4. La réponse transports : maintenir les activités essentielles 41
Le remboursement intégral du Navigo 41
Une offre adaptée au confinement 42
La circulation des transports en commun maintenue : 42
Des mesures d'accompagnement et de protection : 43
L'alternative du vélo encouragée 45
La prolongation gratuite de l'abonnement Veligo location : 45
Le lancement d'un Plan « RER Vélo » : 45

5. La réponse solidaire : venir en aide aux plus vulnérables 47
Les initiatives régionales 47
L'hébergement des plus fragiles : 47
La distribution de colis alimentaires : 48
Une aide exceptionnelle de 60 € pour les lycéens boursiers : 48
L'aide aux associations caritatives : 49
Les actions en partenariat 50
Partenariat pour la protection des femmes victimes de violences conjugales : 50
Partenariat avec l'association « Voisins solidaires » : 51
Le soutien aux activités physiques 52

II- LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LA REPONSE REGIONALE A ETE DECIDEE ET MISE EN ŒUVRE 53

1. La prise de décision 53
Des mesures prises avec célérité 53
Les mesures d'urgence : 53
Des mesures souvent inédites : 54
Une vie démocratique maintenue 55
Les instances régionales ont fonctionné en visio ou audio conférence : 55
Les Conférences des Présidents : 56
Une écoute et une concertation aussi larges que possible 57

Les forces vives de la Région : 57
Les Conseils stratégiques consultés : 58
Les relations avec l'Etat 59

2. Une mise en œuvre efficiente 60
Une efficience renforcée par des choix récents de la Région 60
Le télétravail : 61
La mise à disposition de la centrale d'achat : 62
Les agents largement mobilisés 63
Les dispositifs mis en place dans des conditions rapides et parfois difficiles : 63
Des difficultés techniques maîtrisées : 65
Des coopérations nouvelles ou renforcées entre services : 66
Une fonction Ressources Humaines très active : 67
Des procédures adaptées aux circonstances exceptionnelles 68
Procédures de commande : 68
L'adaptation des systèmes de traitement des subventions : 69
Les Règles de caducité : 69
Mise en paiement : 69
Le mandatement 70
La soutenabilité financière 70
À la base, une situation financière saine : 70
Une trésorerie solide : 71
Le coût de la pandémie pour la Région : 72

CONCLUSIONS ET ENSEIGNEMENTS 73

ANNEXES 79
ANNEXE 1 : Lettre de mission 80
ANNEXE 2 : Chronologies comparées des principales mesures prises au niveau national et par la Région 82
ANNEXE 3 : Synthèse des mesures prises par la Région 88
ANNEXE 4 : Demandes d'aides au titre du Fonds de Solidarité (volet 2) 100
ANNEXE 5 : Mesures prises par voie d'ordonnance intéressant le fonctionnement des collectivités territoriales 102

Table des acronymes

AP-HP	Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
ARS	Agence Régionale de Santé
ASP	Agence de Services et de Paiement
BPI	Banque Publique d'Investissement
CESER	Conseil Economique, Social et Environnemental Régional
CGCT	Code Général des Collectivités Territoriales
CH	Centre Hospitalier
CHA	Centre Hubertine Auclert
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
COVID 19	COronaVIrus Disease 2019
CREPS	Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive
CSLVA	Chambre Syndicale des Loueurs de Véhicules Automobiles
DGA	Directeur Général Adjoint
DIM	Domaine d'Intérêt Majeur
DIRECCTE	Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DREES	Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques
DRFIP	Direction Régionale des FInances Publiques
DRH	Direction des Ressources Humaines
EHPAD	Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
ELICIT	Empowering Life sCiences with Innovative Technologies
ENT	Espace Numérique de Travail
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
EPT	Etablissement Public Territorial
EREA	Etablissement Régional d'Enseignement Adapté
ERPD	Etablissement Régional de Premier Degré
ESS	Economie Sociale et Solidaire
FDS	Fonds De Solidarité
FEDER	Fonds Européen De Développement Régional
FFP1	Filtering Facepiece Particules de classe 1
FNESI	Fédération Nationale des Etudiants en Soins Infirmiers
FNSF	Fédération Nationale Solidarités Femmes
FNTI	Fédération Nationale des Taxis Indépendants
FNTP	Fédération Nationale des Travaux Publics
IDFM	Ile De France Mobilités
IFAS	Institut de Formation d'Aides-Soignants
IFSI	Institut de Formation en Soins Infirmiers
IGRIF	Inspection Générale de la Région Ile de France
INSERM	Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
L&V	Longévité et Vieillissement
MEDEF	Mouvement des Entreprises DE France
MGP	Métropole du Grand Paris
OA	Organisme Associé
PAR	Programme Alimentaire Régional
PGE	Prêt Garanti par l'Etat
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PJAD	Pôle Juridique, Achats, Données
P3SM	Pôle politiques Sportives de Santé de Solidarité et de Modernisation
PPMG	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
PP	Préfecture de Police
PTRESOR	Pôle Transfert Recherche Enseignement Supérieur et Orientation Réseaux

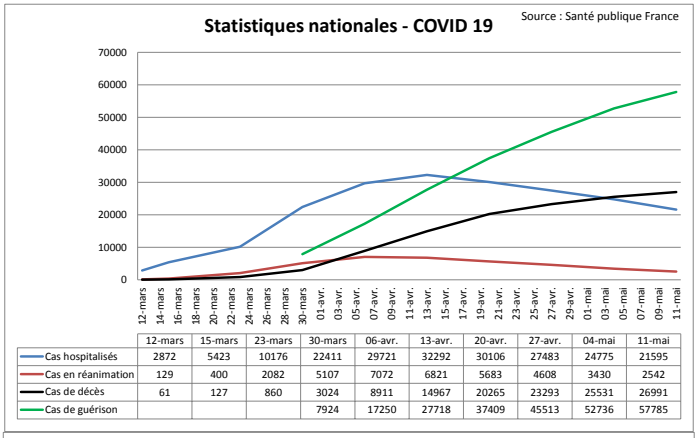
PRIC	Plan Régional d'Investissement dans les Compétences
QI2	Qualité de l'air, Impacts sanitaires et Innovations technologiques
RATP	Régie Autonome des Transports Parisiens
RH	Ressources Humaines
RIB	Relevé d'Identité Bancaire
SAFIR	Suivi des Actions de Formation et d'Insertion Régional
SCI	Société Civile Immobilière
SGP	Société du Grand Paris
SNCF	Société Nationale des Chemins de fer Français
TAD	Transport A la Demande
TPE	Très Petites Entreprises
UNIT	Union Nationale des Industries de Taxi
UNS1 / UNS2	Usage Non Sanitaire de catégorie 1 / Usage Non Sanitaire de catégorie 2

Le contexte de la pandémie

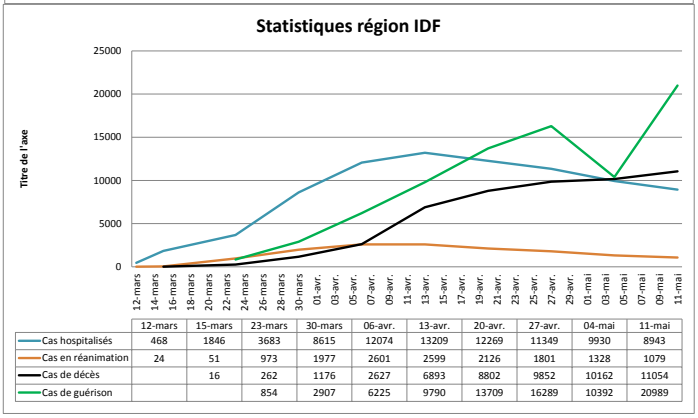
En tout premier lieu il convient de rappeler le contexte de la pandémie à laquelle le pays et notre Région ont été confrontés.

- L'épidémie a été déclarée en République populaire de Chine le 23 janvier (mise en quarantaine de 3 villes) et reconnue par l'Organisation Mondiale de la Santé le 30 janvier (déclaration d'une urgence de santé mondiale, 5ème cas depuis sa création en 1948). La France n'avait au 25 janvier aucun cas grave recensé. L'épidémie s'est ensuite déclarée en Italie du Nord (Bergame) le 31 janvier, entraînant rapidement un grand nombre d'hospitalisations puis de victimes.
- La France est passée au stade 2 de l'épidémie le 28 février, le stade 3 est franchi le 14 mars, date à partir de laquelle la pandémie progresse très rapidement. Alors que sur la France entière 61 décès ainsi que 2.872 hospitalisations étaient constatés au 12 mars, les chiffres doublaient 3 jours plus tard. En Île-de-France, le premier décès a eu lieu le 14 février, 7 décès étaient déplorés le 12 mars. Trois jours plus tard il y avait 16 décès et le nombre d'hospitalisations avait triplé.
- Le rythme de progression s'est de fait nettement accentué dans la quinzaine qui a suivi. Entre le 15 et le 30 mars le nombre de cas en réanimation a été multiplié par 13 et le nombre de décès par 24 sur la France entière. En Île de France l'accélération était plus nette encore, le nombre de cas en réanimation passant de 51 à 1977 et le nombre de décès passait de 16 à 1176.
- A la date du 30 mars, le pays et notre Région avaient toutes les raisons de craindre une aggravation exponentielle de la pandémie.

C'est pour faire face à cette situation d'une gravité exceptionnelle que la Région a pris les nombreuses décisions dont il est rendu compte dans ce rapport.



	12-mars	15-mars	23-mars	30-mars	06-avr.	13-avr.	20-avr.	27-avr.	04-mai	11-mai
Cas hospitalisés	2872	5423	10176	22411	29721	32292	30106	27483	24775	21595
Cas en réanimation	129	400	2082	5107	7072	6821	5683	4608	3430	2542
Cas de décès	61	127	860	3024	8911	14967	20265	23293	25531	26991
Cas de guérison				7924	17250	27718	37409	45513	52736	57785



	12-mars	15-mars	23-mars	30-mars	06-avr.	13-avr.	20-avr.	27-avr.	04-mai	11-mai
Cas hospitalisés	468	1846	3683	8615	12074	13209	12269	11349	9930	8943
Cas en réanimation	24	51	973	1977	2601	2599	2126	1801	1328	1079
Cas de décès		16	262	1176	2627	6893	8802	9852	10162	11054
Cas de guérison			854	2907	6225	9790	13709	16289	10392	20989

I – Une action forte et immédiate de la Région pour répondre à la crise sanitaire en Île-de-France :

Le confinement de la population a été mis en place le 17 mars 2020 pour endiguer la propagation du Covid-19. Avant même cette date, la Région s'était mise en action dans le cadre d'une très large mobilisation, dépassant le périmètre strict de ses compétences obligatoires, pour apporter une réponse forte à la crise sanitaire en Île-de-France. Son action s'est articulée autour de 5 axes essentiels :

- Une réponse sanitaire pour aider nos soignants dans leur lutte contre le virus
- Une réponse éducative pour assurer la continuité pédagogique pour les lycéens
- Une réponse économique pour soutenir nos entreprises contraintes à l'arrêt de leur activité
- Une réponse transports garantissant une offre de mobilité pour maintenir les activités essentielles
- Une réponse solidaire pour venir en aide aux plus vulnérables.

Au total, ce sont plus de 50 initiatives que la Région a très rapidement prises pour faire face aux enjeux de cette crise inédite sur l'ensemble de son territoire et en lien avec de nombreux partenaires. Des mesures indispensables et pour la plupart coûteuses, que la Région a pu déployer grâce à une situation financière saine et une trésorerie suffisante. Elles ont été décidées dans un cadre démocratique maintenu et alors que l'ensemble de l'administration régionale fonctionnait par télétravail depuis la décision de fermeture des locaux prise le 13 mars (lire en partie 2).

Pour faciliter l'accès à ces mesures, la Région a immédiatement mis en place un Numéro de téléphone unique permettant de rediriger les appels vers l'une des 4 cellules d'urgence créées : Entreprises – Personnel de santé – Associations sociales – Associations culturelles. Dans chacune de ces cellules d'urgence, des conseillers ont répondu aux demandes spécifiques de chaque interlocuteur, communiquées par téléphone ou formulées par courriel, et s'inscrivant dans les champs de compétence de la Région. Elle a par ailleurs élaboré des guides pratiques et profondément adapté son site Internet grand public.

1. La réponse sanitaire : Epauler nos professionnels de santé

L'évolution rapide de la pandémie, particulièrement en Île-de-France, a très vite fait apparaître un terrible constat : l'impréparation de notre pays pour affronter une crise sanitaire d'une telle ampleur. Que ce soit en termes de stocks de masques, de gel hydro-alcoolique, de tests, de respirateurs, ou de lits de réanimation, l'Etat s'est trouvé dans l'obligation de devoir gérer une situation de pénurie à de nombreux niveaux. Il ne fait aujourd'hui aucun doute que sans la mise en œuvre du confinement, le secteur hospitalier aurait été totalement dépassé et le nombre de morts beaucoup plus élevé[1].

Dans ce contexte, la Région a pris toute sa part dans la lutte contre la pandémie et mis en place un plan massif pour soutenir l'ensemble du système de santé et aider ses acteurs, en commençant par installer une cellule d'urgence destinée à traiter les besoins exprimés par des conseillers spécialisés.

L'implication régionale s'est avérée indispensable, non seulement pour doter les professionnels de santé de moyens de protection, mais aussi pour leur apporter une aide logistique importante et encourager le renfort des élèves infirmiers dans les hôpitaux. Le choix d'un soutien renforcé de la Région à la recherche scientifique pour lutter contre le virus s'est également inscrit dans cette démarche visant à tout mettre en œuvre pour combattre cette pandémie.

L'aide en matériel de protection

La fourniture de masques :

Dès que la grave pénurie de masques et de gel hydro-alcoolique s'est manifestée, la Région s'est employée à commander en urgence des matériels de protection pour répondre aux besoins les plus manifestes, notamment vis-à-vis du monde de la Santé (lire également dans la partie 2 du rapport).

Les masques ont été prioritairement distribués aux professionnels de santé : hôpitaux, médecins, infirmiers libéraux, pharmaciens, etc. de même qu'à l'Agence Régionale de Santé (ARS) et aux EHPAD comme aux malades présentant une prescription médicale. La priorisation des allocations de masques a été concertée avec l'Etat (ARS).

[1] Une étude datée du 22 avril menée par des chercheurs de l'EHESP (École des Hautes Études en Santé Publique - équipe Repères) montre qu'un mois de confinement aura permis d'éviter jusqu'à 60 000 morts et que sans confinement, plus de 100 000 lits de réanimation auraient été nécessaires au 20 avril 2020 (contre 5.683 dans les faits).

A la date du 15 mai, les allocations de masques étaient les suivantes :

Bénéficiaires au 24 mai 2020	quantités
Agence Régionale de Santé : pour les soignants et les EHPAD	**2 500 000**
Réassort EHPAD, hôpitaux, autres professionnels de santé	**1 450 000**
Pharmacies	**3 600 000**
Collectivités franciliennes (hors dpts) - y compris réassort lorsque demandé	**3 300 000**
Départements franciliens	**700 000**
Associations (caritatives, social, sport…)	**1 290 000**
Structures handicap et aidants (besoins Etat)	**570 000**
Région (besoin siège, lycée, OA)	**870 000**
Transport (taxi, réseau Optile…)	**353 000**
Forces de l'ordre (police, PP, pénitentiaire)	**270 000**
Protection civile / pompiers	**120 000**
Divers (syndicats déchets, bailleurs sociaux…)	**100 000**
Coopération inter-régionale	**180 000**
Administrations d' Etat	**60 000**
PME, TPE, artisanat, commerces, librairies, GRAFIE…	**3 580 000**
Distribution aux usagers des transports	**4 800 000**
Distribution sur les marchés franciliens	**1 100 000**
Total	**24 843 000**

Au total à la date du 24 mai, les commandes passées par la Région s'élevaient à 34.540.000 masques FFP1 et FFP2 (pour une faible part). A la même date, la Région disposait d'une réserve de précaution de près de 10 millions de masques, pour ses agents et en cas de reprise de la crise. La Région a également commandé 1.700.000 masques en tissu destinés aux lycéens et au personnel de la Région sur la base de 2 par personne.

S'agissant du gel, la Région en a acheté 14.300 litres dont une grande partie a été redistribuée aux collectivités. Une autre patrie est conservée pour les besoins des lycées, des personnels dans les lycées et des personnels au siège de la Région.

A côté des commandes qu'elle a passées en propre, la Région a fait évoluer sa Centrale d'achats sous forme de dispositif de mise en relation entre acheteurs et fournisseurs, à destination des collectivités territoriales, établissements publics et entreprises privées, artisans et commerçants, qui ont pu ainsi se procurer les matériels de protection dans les meilleures conditions auprès de fournisseurs référencés (lire également dans la partie 2 du rapport)

Des initiatives soutenues par la Région :

Plusieurs initiatives pour contribuer à doter les personnels soignants des meilleures protections ont par ailleurs été soutenues par la Région. Parmi ces initiatives qui témoignent d'une solidarité active :

- La Région a soutenu la production de 500 litres de solution hydro-alcoolique par les professeurs et techniciens du lycée Pierre-Gilles de Gennes – Ecole nationale de chimie physique et biologie à Paris 13ème, afin d'en doter les établissements de santé voisins *(Hôpital La Pitié-Salpêtrière et EHPAD)*. Ce lycée est allé plus loin encore dans la mesure où, depuis le 7 avril, il fabrique également des masques de protection pour les soignants. Un élève de Terminale en a assuré la production sur des imprimantes 3D avec l'aide d'un technicien.

- De leur côté, les professeurs du lycée Louis-Armand de Nogent-sur-Marne (94) ont fabriqué 200 visières de protection à l'aide des imprimantes 3D du Fab Lab de l'établissement afin de pouvoir les distribuer principalement aux hôpitaux et aux pharmacies.

- Dans le même sens, la Région a décidé de soutenir l'initiative « Visière solidaire » de bénévoles de la Fabrik-Ephémère à Chelles (77) afin de produire des lunettes et visières de protection à partir d'imprimantes 3D.. La Région leur a fourni la matière première *(330 kg de filaments plastiques)*. Créée depuis le 31 mars, cette usine éphémère s'est dotée de 35 imprimantes pilotées par une trentaine de bénévoles qui les ont fait tourner à plein régime pour « protéger ceux qui nous protègent » selon le mot d'ordre de cette structure solidaire.

  Au total, la Fabrik-Ephémère soutenue par la Région a produit plus de 14.000 visières distribuées à hauteur notamment de 37,6 % pour les professionnels de santé indépendants, 19,2 % pour les hôpitaux, 6,7 % pour les EHPAD, 2 % pour les cliniques, 1,8 % pour des malades du Covid-19.

Un appui important au monde de la Santé

Au-delà des mesures d'appui spécifiques, le soutien régional du système de santé s'est principalement matérialisé au travers de deux actions : la mise en place d'un fonds d'équipement d'urgence de 10 millions € et la rémunération des étudiants infirmiers volontaires à hauteur de 40 millions €.

Un Fonds d'équipement d'urgence :

Les professionnels de santé sont la première ligne de front contre la pandémie. C'est ainsi que la Région a, dès le 13 mars, souhaité mobiliser jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire un fonds de 10 millions € *(+ 1,3 million € de réserve de précaution)* dont 4,3 millions € en fonctionnement destiné à les accompagner pour faire face à des dépenses exceptionnelles.

La Région a choisi de consacrer cette aide aux professionnels de santé de premier recours, c'est-à-dire aux professions libérales *(médecins, infirmiers, sages-femmes et pharmaciens)* exerçant seules ou en cabinet de groupe de même qu'à toutes structures collectives de soins de premier accès. Son bénéfice a été élargi à toutes les professions de santé conventionnées avec l'Assurance Maladie. Ce fonds a permis de financer tout achat d'équipements ou travaux liés à l'installation de ces équipements, et de sécurisation en lien avec la gestion de la crise du Covid-19 *(ex : acquisition de chariots de télémédecine, de matériels de protection et d'hygiène, location de véhicules pour renforcer les visites à domicile).*

L'objectif a ainsi consisté à soutenir nos soignants pour qu'ils puissent intervenir au bénéfice des patients dans des conditions optimales de sécurité sanitaire. S'agissant plus particulièrement des pharmaciens, les dépenses prises en compte par la Région se sont étendues à toutes celles susceptibles de les aider à s'équiper en matériel de protection afin de garantir leur sécurité sanitaire comme celle de leurs patients, leur permettant dès lors de poursuivre leur activité.

Versées sur présentation de factures, les aides ont été fixées pour les infirmiers, sages-femmes et médecins à un montant ne pouvant excéder 5.000 € par praticien ou 30.000 € pour un cabinet de groupe. Pour les pharmaciens, l'aide a été fixée à 5.000 € maximum par officine et pour les structures collectives de soin de premier recours, à 30.000 € maximum par structure.

La cellule d'urgence « Personnel de santé » du numéro unique a été mise en place dès le 19 mars pour répondre aux questions des bénéficiaires potentiels et cerner au plus près leurs besoins. Deux télé-services *(un pour les pharmaciens et un pour les soignants)* ont ensuite été mis en place pour permettre le dépôt en ligne des factures de matériels pour remboursement.

Depuis le 19 mars, plus de 3.800 appels ou courriels ont été reçus par cette cellule d'urgence. La première demande de remboursement a été établie en ligne sur MES DEMARCHES, le 28 avril. Au 22 mai, 517 demandes étaient enregistrées *(dont 330 pour les pharmacies, 69 sages-femmes, 67 médecins, 36 infirmiers, 15 structures d'exercice collectif).*

L'aide individuelle aux étudiants infirmiers volontaires :

L'afflux de malades dans les services de réanimation en Île-de-France a nécessité une large réorganisation dans l'ensemble des établissements hospitaliers ainsi que des renforts en effectifs.

Afin de renforcer ainsi les personnels soignants des hôpitaux publics et privés, la Région a mis en place, à compter du 12 mars 2020 et jusqu'au 11 mai, une aide individuelle régionale exceptionnelle aux étudiants en soins infirmiers et aux aides-soignants inscrits en institut de formation *(IFSI pour les étudiants infirmiers et IFAS pour les aides-soignants)* et engagés durant leur stage dans la gestion de la crise aux côtés des équipes médicales pour accueillir le flux de malades. Cette mesure a fait l'objet d'une première délibération de la Commission permanente le 3 avril 2020.

Cette aide régionale exceptionnelle est versée en complément des indemnités de stage habituellement allouées et déjà financées par la Région. Elle a été fixée pour atteindre, en cumulé, un montant maximal de 1.300 € par mois pour les étudiants infirmiers inscrits en 1ère année de formation et à 1.500 € par mois pour ceux inscrits en 2ème et 3ème années de formation. Les étudiants infirmiers reçoivent cette aide au lieu des 28 € hebdomadaires en 1ère année, 38 € en 2ème année et 50 € en 3ème année.

À ce jour, 18.000 aides ont été attribuées à 15.000 étudiants infirmiers *(on compte environ 5.000 volontaires dans chaque année de formation)* et 3.000 aides-soignants en formation. Les premières aides doivent être versées au début du mois de juin, un second versement intervenant en juillet. Cette action de juste reconnaissance a aidé les établissements hospitaliers à faire face au pic de la crise sanitaire. La Fédération nationale des étudiants en soins infirmiers (FNESI) a notamment fait part de sa satisfaction à l'égard de ce geste de la collectivité régionale.

Au total, 42 millions € ont été affectés à cette mesure en accord avec le Ministère du travail qui a accepté que les crédits du Plan Régional d'Investissements dans les Compétences (PRIC) soient mobilisés à cet effet.

Dans le prolongement de cette aide exceptionnelle, la Région a également décidé de poursuivre le versement des bourses à tous les étudiants en formation sanitaire et sociale, en complément de leur rémunération perçue au titre de leur implication pour prêter main forte à nos soignants, à titre dérogatoire, sans limitation du nombre d'heures hebdomadaires de travail *(plafond fixé normalement à 19 heures)* et sans obligation d'assiduité aux cours.

Les autres mesures spécifiques de soutien :

Le Financement de la plateforme « Covidom » de télé-suivi à domicile des patients :

Pour lutter contre la pandémie, la Région a décidé d'apporter son soutien au développement de la plateforme « Covidom » lancée par l'AP-HP et mise gratuitement à disposition des médecins et établissements de santé franciliens. Covidom est destinée au suivi médical quotidien à domicile des patients porteurs ou suspectés tels du Covid-19, qui ne nécessitent pas d'hospitalisation. Elle permet la surveillance en médecine ambulatoire. Elle contribue à l'identification au plus tôt de résurgences locales de foyers épidémiques pour agir au plus vite et endiguer d'éventuelles vagues de contamination. Elle permet enfin d'éviter de surcharger les hôpitaux sous tension comme les médecins généralistes, afin qu'ils puissent mieux se consacrer aux patients les plus gravement atteints.

L'enjeu était, dans le cadre de la crise, d'étendre l'utilisation initialement destinée aux hôpitaux franciliens, à la médecine de ville et de généraliser sa mise à disposition sur tout le territoire français. La Région a annoncé, dès le 9 mars, vouloir affecter 200.000 € de soutien financier à cette solution de proximité pour les patients et porteuse de relations renforcées et fluides entre la médecine de ville et l'hôpital.

320 établissements *(dont plus de 160 localisés en Île-de-France)* et plus de 20.000 professionnels de santé *(dont 5.000 médecins généralistes)* utilisent aujourd'hui cette plateforme. Plus de 600.000 patients ont été suivis par ce moyen et plus de 1.250.000 questionnaires complétés. La proportion des professionnels et patients utilisateurs serait de l'ordre de 40%.

Un Soutien accru à la plateforme de l'association SPS (« Soins aux professionnels de santé ») :

Avec une ligne d'appel et une application gratuite, la plateforme mise en place par l'association « Soins aux professionnels de santé » permet aux soignants en détresse de se confier à des psychologues. Elle s'adresse à tous les professionnels de santé, soignants libéraux et salariés, personnels des structures de santé *(communautés professionnelles territoriales de santé, cliniques, maisons de santé, hôpitaux, EHPAD, etc.),* étudiants en santé, personnels des institutions et services médico-sociaux et d'hospitalisation à domicile. Plus de 100 psychologues formés à la gestion du stress se relayent pour assurer un service jour et nuit, 7 jours/7 dans le cadre de discussions d'une durée moyenne de 15 minutes.

Partenaire de cette association pour la 2ème année consécutive, la Région a renforcé son soutien à cette plateforme par l'attribution d'une aide exceptionnelle de 150.000 € afin de lui permettre d'étendre son action dans le cadre de la pandémie Covid-19 (prévue dès le 20 mars, cette mesure a donné lieu à une affectation en Commission permanente, le 3 avril).

Preuve de l'utilité de ce dispositif dans ce contexte de crise sanitaire et du soutien apporté par la Région à cette plateforme d'écoute, plus de 50 appels par jour ont été enregistrés en provenance d'Île-de-France pendant la période de confinement (*15 % de médecins, 20 % d'infirmiers, 15 % d'aides-soignants, 15 % de cadres de santé …)*. Le motif des appels porte exclusivement sur la gestion de la crise sanitaire et plus particulièrement sur l'anxiété des soignants comme sur leur ressenti d'un réel paradoxe : celui d'être soutenus par la population et parfois malheureusement rejetés par leur voisinage pour le risque de contamination qu'ils représentaient.

La Mise à disposition de l'ARS du personnel d'Île-de-France Prévention Santé Sida :

Afin d'aider l'Agence Régionale de Santé (ARS) et les structures d'urgences sociales, la Région a également décidé, dès le 13 mars, de mettre à disposition le personnel d'Île-de-France Prévention Santé Sida afin d'apporter son concours à la lutte contre la pandémie. 30 personnes *(sur un effectif total de 40)* ont été rapidement mobilisées dans ce cadre.

Un soutien régional apporté au Collectif « Je t'aide » :

Les aidants sont souvent considérés comme les invisibles du système de santé dans notre pays, dont ils assurent une part pourtant essentielle avec 70 % des soins de leur malade proche.

Avec le confinement, ces personnes en charge d'un patient à domicile ont été contraintes de prendre quotidiennement le relais des soignants et de l'hôpital fortement mobilisés dans un combat de tous les instants contre le Covid-19. Dans le cadre de la crise sanitaire, ils ont souvent dû récupérer chez eux un proche hospitalisé considéré comme un patient à risque pour pallier l'insuffisance temporaire des soins infirmiers à domicile.

La Région a apporté son soutien au Collectif *« Je t'aide »* regroupant 28 associations dont la mission vise à accompagner les aidants. Ces associations ayant dû fermer avec le confinement, elles ont notamment mis en place des lignes d'écoute avec des psychologues pour continuer à répondre à la souffrance et à l'épuisement des aidants. Le soutien régional a trouvé son sens dans la mesure où, en suppléant les professionnels de santé, l'investissement accru des aidants dans cette période de crise sanitaire aura permis de libérer des lits destinés aux malades du Covid-19, et à nos soignants de se consacrer plus prioritairement à la lutte contre la pandémie.

Une aide logistique ciblée

Afin de soutenir les professionnels de santé, la Région a mis en place une aide logistique permettant de leur faciliter les contraintes du quotidien au regard de leur très forte implication contre la pandémie. Elle s'est notamment traduite par une aide en matière d'hébergement, de mobilité et la mise en place d'un service de conciergerie gratuite solidaire.

En matière d'hébergement :

La mise à disposition de 9.200 lits d'internat dans les lycées :

L'afflux de malades dans les hôpitaux a très vite conduit à une tension sur la disponibilité de lits d'hospitalisation et la crainte qu'ils ne soient rapidement plus en nombre suffisant. Aussi, afin de pouvoir libérer plus rapidement des lits dans les établissements hospitaliers, la Région a, dès le 18 mars, mis à disposition de l'AP-HP, les 9.200 lits d'internats des lycées franciliens. Une partie de ces lits d'internat ont servi à accueillir certains malades ne nécessitant pas de soins lourds, ce qui était la priorité du dispositif, mais aussi des soignants et des personnes sans-abris.

Dans un premier temps, les effets personnels des internes ont été déménagés sous le contrôle des proviseurs, puis les agents des lycées ont procédé à des aménagements destinés à l'accueil de sans-abris, de personnes risquant d'être contaminées de patients atteints du Covid-19 afin d'alléger les hôpitaux surchargés. Ces lycées ont également permis d'accueillir des renforts de professionnels de santé mobilisés dans le cadre de la crise et ayant besoin d'être hébergés à proximité de leur lieu de travail.

Très rapidement, et grâce à la mobilisation des services de la Région, cette opération a été bien perçue par l'ensemble des partenaires, rectorats, région académique, préfecture de région, préfectures de département,, associations. Ainsi, 250 places ont été occupées dès le 27 mars dans 7 internats. Au 15 mai, 40 lits étaient encore utilisés. En tout état de cause et dans l'hypothèse d'une aggravation de la pandémie, la Région disposait d'autres internats mobilisables en cas d'aggravation de la crise.

A titre d'exemples :

- Depuis le 30 mars, la Région a mis à disposition 45 chambres individuelles dans l'internat du lycée « Les Pannevelles » de Provins (77) situé juste en face du centre hospitalier Léon Binet pour les infirmières et infirmiers libéraux et les étudiants venus renforcer les équipes de soignants de l'hôpital.
- L'internat du lycée Guillaume Tirel, à Paris 14°, a accueilli des sans-abris devant être mis à l'abri du risque de contamination, en lien avec la Drihl et l'association Equalis.
- L'internat du Lycée Voillaume d'Aulnay-sous-Bois (93) a également mis à disposition 40 places pour accueillir des personnes atteintes du Covid-19 avec Adoma, acteur majeur de l'insertion par le logement social *(groupe Caisse des Dépôts)* et Médecins sans frontières.

La Région a débloqué une enveloppe de 1 million € pour la prise en charge des frais occasionnés par ces mises à disposition d'internats, et notamment pour assurer le logement des personnels médicaux, ainsi que le remplacement de tous les matelas utilisés. Tous les locaux ont fait l'objet de procédures de désinfection et de nettoyage approfondies.

La mise en place de séjours de répit dans les îles de loisirs :

Pour assurer aux professionnels de santé en tension permanente des temps de repos ou séjours de répit, la Région a prévu, dès le 13 mars, la mise à disposition pour les soignants et leur famille des capacités d'hébergement des îles de loisirs de Seine-et-Marne et des Yvelines. Ce sont ainsi 800 places qui ont été offertes sur ces sites régionaux, jusqu'à leur réouverture au public. A la fin du mois de mai une cinquantaine de demandes de séjour avaient déjà été formulées auprès des services régionaux et orientées vers l'île de Loisirs de Buthiers (Seine et Marne).

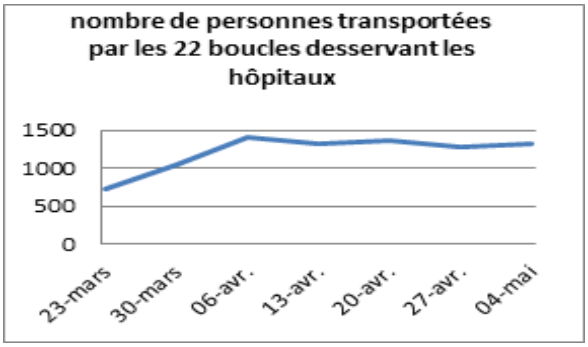
En matière de mobilité :

La mise en place de 22 navettes de bus pour les déplacements du personnel hospitalier :

Dès le 23 mars, pour faciliter les déplacements de nos soignants entre les grands pôles de transports et les grands pôles hospitaliers, Île-de-France-Mobilités (IDFM) a mis en place, en liaison avec la RATP, 22 services de navettes de bus, ou « boucles », réservés au personnel de l'AP-HP.

Cette offre de transport a été créée exclusivement pour les personnels hospitaliers, les personnels des EHPAD et des cliniques privées. Ces 22 boucles temporaires ont été conçues en lien étroit avec l'AP-HP, avec une fréquence de passage des bus de 30 mn pour chaque ligne sur les créneaux 6h-9h / 12h-15h / 19h-22h. Un site dédié a été conçu pour permettre aux personnels de santé concernés d'accéder facilement aux informations pratiques, fiches horaires, itinéraires et points d'arrêts.

Des mesures de précaution pour les voyageurs et les conducteurs ont été mises en œuvre à bord de ces navettes comme sur les lignes régulières : portillon ouvert en position nuit – porte avant fermée – montée des voyageurs par la porte arrière – rubalise à l'arrière de la cabine de conduite.



Chaque semaine une moyenne de 1.300 personnes ont utilisé ces boucles qui desservaient les établissements hospitaliers suivants : 1 – Rotschild, Armand-Trousseau, Saint-Antoine *(Navette Gare de Lyon)* ; 2 – La Collégiale, Cochin, Bichat, La Pitié-Salpétrière *(Navette Gare d'Austerlitz)* ; 3 – Necker-Enfants malades, Sainte-Perrine, Hôpital européen Georges Pompidou *(Navette Montparnasse 1)* ; 4 – Saint-Joseph, Vaugirard *(Navette Montparnasse 2)* ; 5 – Sainte-Anne, Henri Ey, Cochin *(Navette Montparnasse 3)* ; 6 – Bretonneau *(Navette dédiée)* ; 7 – Saint-Louis, Tenon *(Navette Gare du Nord 1)* ; 8 - Hauteville, Lasalle *(Navette Gare du Nord 2)* ; 9 - Bichat *(Navette Gare du Nord dédiée)* ; 10 - Debré *(Navette Gare du Nord dédiée)* ; 11 – C.H.U. Necker – Enfants malades *(Navette Gare du Nord dédiée)* ; 12 - Cochin *(Navette Gare du Nord dédiée)* ; 13 - Avron *(Navette Vincennes)* ; 14 - Emile-Roux *(Navette Créteil)* ; 15 - Instruction des Armées Percy *(Navette Clamart)* ; 16 - Ambroise Paré *(Navette dédiée)* ; 17 - Beaujon *(Navette dédiée)* ; 18 - Raymond-Poincaré *(Navette Garches)* ; 19 - Louis Mourrier *(Navette Colombes)* ; 20 - Jean Verdier *(Navette dédiée)* ; 21 - Avicenne *(Navette dédiée)* ; 22 - Bichat *(Navette Gare Saint-Lazare dédiée).*

Le maintien et le renfort des dessertes des hôpitaux de Grande Couronne :

A la faveur d'une concertation menée par Île-de-France Mobilités auprès des services des hôpitaux, des communes et des associations d'usagers, la desserte des hôpitaux de Grande Couronne a pu être assurée via le maintien des lignes régulières de desserte et le renfort de 8 lignes de transport à la demande.

Ainsi, toutes les lignes régulières desservant à moins de 300 mètres un établissement de santé, ont conservé une offre de semaine pendant toute la durée du confinement afin de ne pas pénaliser le personnel soignant dans la nécessité de réduire l'offre de transport. Une attention particulière a été portée sur ces lignes afin d'optimiser les correspondances avec le mode ferré pour limiter le temps d'attente du personnel soignant lors des changements de mode.

Au cas par cas, pour répondre aux besoins spécifiques des personnels hospitaliers, des bus ont été affrétés par SNCF Transilien, tôt le matin ou tard le soir, en complément du mode train et pour la desserte de certains établissements hospitaliers: CH de Gonesse, Groupe hospitalier Sud Ile de France à Melun, hôpital du Val d'Yerres à Yerres, notamment.

Par ailleurs, pour permettre la desserte des hôpitaux, 8 lignes de services régionaux de Transport à la Demande (TAD) ont été maintenues pendant le confinement en grande couronne: *Rambouillet (78) – Houdan (78) – Ferolles (77) – Jossigny (77) – Nemours (77) – Pontoise (95) – Montereau (77).*
En complément, le service Filéo a été ajusté afin d'offrir des possibilités de déplacement complémentaires pour les personnels soignants devant rejoindre certains établissements de santé de Seine St Denis et du Val d'Oise.

La mise à disposition gratuite de 200 vélos à assistance électrique :

Afin de faciliter la mobilité des personnels soignants, Île-de-France Mobilités (IDFM), en partenariat avec son délégataire *Fluow,* a mis gratuitement à leur disposition 200 vélos à assistance électrique *Veligo location* afin de leur permettre de se rendre sur leur lieu de travail pendant la période du confinement. Pour en bénéficier, les soignants ont simplement eu à demander leur Véligo par courriel afin que la livraison du vélo leur soit faite gratuitement à leur domicile.

La mise à disposition de l'ARS de 20 véhicules de la Région :

La Région a mis à la disposition de l'Agence Régionale de Santé pour les professionnels de santé ne disposant pas de moyens de transports pour se rendre sur leurs lieux d'activité, 20 véhicules, dont 8 ont été utilisés jusqu'à la fin de la période de confinement.

Des facilités de vie pour les personnels soignants :

L'accueil des enfants de personnels soignants :

Les enfants de personnels soignants sont été accueillis dans plusieurs établissements : Henri IV (Paris), Paul Valéry (Paris), Rodin (Paris), Buffon (Paris), Janson de Sailly (Paris), Jean Drouant (Paris) , Jacques Decour (Pari), Michelet (Vanves), Hoche (Versailles), Rabelais (Meudon) et Berlioz (Vincennes). Les agents de la Région logés dans ces lycées ont pu être mobilisés pour assurer l'accueil ou l'entretien des locaux utilisés.

La mise en place d'un service de conciergerie gratuite pour les internes en médecine :

Afin de leur venir en aide dans ce contexte exceptionnel de crise sanitaire imposant un soutien à la hauteur de l'effort demandé aux professionnels de santé, la Région a répondu aux besoins urgents des internes en médecine franciliens en leur proposant de bénéficier d'une conciergerie solidaire. Dès le 7 avril, ce service d'urgence a consisté à mettre les soignants en relation avec des entreprises et des associations prêtes à leur faciliter le quotidien : mises à disposition gratuite de logements, de voitures ou encore de livraisons de repas à domicile et de dons de produits d'hygiène pour éviter aux internes le casse-tête résultant de la contrainte de devoir se loger, se déplacer et faire ses courses en cette période de mobilisation active pour sauver des vies.

Sur la base d'un simple appel ou courriel, les soignants désireux de pouvoir recourir à ce service ont été mis en relation par la Région avec les entreprises et associations qui souhaitaient les aider gratuitement. 8 logements et 17 véhicules ont été mis à disposition pour les internes franciliens dans ce cadre.

Une aide accrue à la recherche

La lutte contre la pandémie passe fondamentalement par la recherche de traitements susceptibles de juguler la maladie à défaut de pouvoir la prévenir, et par la connaissance de son évolution par des outils de modélisation. C'est dans ce cadre que la Région a fait le choix d'apporter son soutien financier à hauteur de 1 million € à deux programmes : *Discovery et EpiCOV*.

Si elle constitue la meilleure solution à terme pour éradiquer l'épidémie, la recherche d'un vaccin doit prendre du temps. A travers Discovery et EpiCOV la Région a décidé de contribuer au financement des études engagées sur ce coronavirus et le travail des chercheurs, à la mise au point d'un tel vaccin.

La participation régionale aux programmes Discovery et EpiCOV :

La participation régionale à deux programmes de recherche a été décidée à la suite d'échanges entre la Présidence de la Région et le PDG de l'INSERM, le 23 mars 2020. Elle a fait l'objet d'une délibération de la Commission permanente du 27 mai.. La participation est répartie à parts égales pour les deux programmes distincts.

- La participation à un large programme d'essais cliniques sur de potentiels traitements. Ce programme européen intitulé *Discovery* et lancé sous la direction de l'INSERM le 24 mars, a été mené dans 6 centres hospitaliers français, dont un en Île-de-France *(Hôpital Bichat étendu à ceux de La Pitié-Salpêtrière et du Kremlin-Bicêtre)*, de manière randomisée, c'est-à-dire aléatoire et en essai ouvert *(patients et médecins savent quel traitement est utilisé)*. Cet essai clinique doté de 5 bras *(soins standards seuls / soins standards + remdesivir / soins*

standards + lopinavir et ritonavir / soins standards + lopinavir, ritonavir et interféron beta / soins standards + hydroxy-chloroquine) sera appliqué à une cohorte de 3.000 patients, dont 800 en France.

La mise en œuvre de *Discovery* a été rendue complexe par les différentes initiatives internationales en la matière et par les différentes réglementations dans les États membres de l'Union Européenne. A ce stade, les essais n'ont pas encore donné de résultats mais ces derniers sont annoncés comme très prochains.

- Pour évaluer l'immunisation de la population face au Covid-19, une étude épidémiologique intitulée *EpiCOV* a été lancée au début du mois de mai par le Gouvernement, l'INSERM et la DREES *(Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques)* du Ministère des Solidarités et de la Santé. La Région participe au financement de cette étude visant à déterminer la proportion de la population déjà infectée par le virus. L'objectif est de constituer une cartographie globale et scientifiquement fiable du statut immunitaire de la population et de sa dynamique. Cette étude a débuté le 30 avril pour être menée jusqu'au 24 mai auprès de 200.000 participants âgés de plus de 15 ans *(dont 15% sont franciliens)*. La dynamique épidémique à court, moyen et long termes a été établie avant qu'une seconde vague de récoltes soit engagée à partir de juin 2020. Les premiers résultats sont attendus fin mai.

Le financement de la recherche sur le Covid-19 :

Les domaines d'Intérêt Majeur (DIM), au nombre de 13, fédèrent autour de domaines de recherche à fort potentiel des réseaux de laboratoires, universités et partenaires socio-économiques situés en Île-de-France, sur la période 2017-2020. Les activités de recherche se déclinant dans ces DIM constituent des dispositifs d'aides à part entière et font l'objet de financement annuel récurrent de la part de la Région. L'un d'entre eux *« 1health : un monde, une seule santé »* concentre ses investissements sur 2 axes de travail : Anticiper les émergences en infectiologie humaine et animale – Prévenir et traiter les maladies infectieuses. Cet axe s'est avéré particulièrement intéressant compte tenu de l'origine animale fortement suspectée du Covid-19. Depuis 3 ans, le DIM *1health* se consacre ainsi à la recherche sur les coronavirus et c'est donc logiquement qu'il a lancé un appel à projet d'au moins 500.000 euros pour des recherches dans ce domaine.

Plusieurs projets sont ainsi menés depuis mars/avril pour mettre au point de nouvelles molécules antivirales afin de lutter contre ce type de virus.

Il convient également de noter que les conseils scientifiques de trois autres domaines d'Intérêt Majeur ont décidé de réorienter leurs réseaux de recherche dans le contexte de la crise épidémique du Covid-19 :

- Le DIM QI^2 (Qualité de l'air, impacts sanitaires et innovations technologiques et politiques), dans le cadre d'études liant la qualité de l'air et le coronavirus au sens large ;

- Le DIM ELICIT (Technologies innovantes pour les sciences de la vie), pour des appels à projets mettant en œuvre des technologies ou des méthodes innovantes en lien avec l'analyse, le diagnostic et le traitement pour combattre le virus ;
- Le DIM L&V (Longévité et vieillissement), dans le cadre d'études et de l'élaboration d'un protocole croisant les données issues du dépistage et les symptômes et antécédents des sujets (notamment dans les EHPAD).

Les quatre domaines d'intérêt majeur ont fait part de leur satisfaction quant aux mesures prises.

Dans le même esprit, pour marquer sa volonté de souscrire à toutes initiatives susceptibles de concourir à la recherche de solutions répondant aux problématiques de la pandémie du Covid-19, la Région s'est associée au Hackathon européen « EUvsVirus » organisé du 24 au 26 avril par la Commission européenne. Cet évènement a été lancé pour des étudiants, ingénieurs, scientifiques, passionnés de technologies numériques ou simples citoyens pour développer ces solutions. La participation de la Région s'est notamment révélée précieuse grâce à son savoir-faire de « smart région ».

2. La réponse éducative et de formation : Assurer la continuité pédagogique

La mise en œuvre du confinement le 17 mars s'est traduite par la fermeture immédiate des établissements scolaires, en particulier des lycées publics dont la Région a la responsabilité mais aussi les lycées privés. Les organismes de formation n'ont pas été moins impactés par cette mesure. Dans ce contexte inédit, il était donc indispensable de mettre en place les moyens d'assurer la poursuite de l'enseignement sous d'autres formes. La Région en liaison avec l'Education Nationale, les 3 rectorats franciliens mobilisés aux côtés des parents et élèves, a voulu être au rendez-vous de cet enjeu majeur pour maintenir l'enseignement de la Seconde à la Terminale et la formation des jeunes. Cette action régionale a été lancée dès le 16 mars via le télé-enseignement, l'enrichissement de la plateforme ENT et une réflexion sur les mesures à prendre pour lutter contre le décrochage scolaire.

Aider les lycéens à poursuivre leurs études grâce aux techniques nouvelles

La mise en place du télé-enseignement :

Les lycéens confinés chez eux, il n'y avait d'autres solutions que de continuer à assurer la classe à distance. Ceci a été rendu possible par le choix de la Région d'accélérer le virage numérique dès la rentrée de septembre 2019 avec 50 % des 470 lycées franciliens passés au numérique à cette occasion. Les 191.559 tablettes et ordinateurs portables distribués aux lycéens de Première et Terminale supportant des manuels numérisés, pour ceux qui en avaient fait le choix lors de la dernière rentrée scolaire, ont facilité le télé-enseignement via l'Espace Numérique de Travail (ENT).

Alors que l'ENT *« Monlycée.net »* n'était accessible qu'à 129 lycées en 2015, plus de 400 y ont accès aujourd'hui. Ce portail de services est accessible sur smartphone en même temps qu'il offre des outils de partage et de collaboration. L'ENT et les manuels scolaires dématérialisés ont permis aux lycéens de poursuivre leur scolarité à distance pendant la période de confinement.

La coopération avec les représentants des trois académies s'est très bien déroulée et les retours des proviseurs comme des enseignants recueillis, notamment dans le cadre des comités mensuels de pilotage de la transformation numérique des lycées sont excellents.

Le succès a été tel que les capacités ont été largement dépassées dès les premiers jours, mais ce problème a été rapidement surmonté dès le 23 mars avec une forte augmentation des capacités de connexions simultanées. Une organisation des usages de l'ENT accessible aux lycées publics – mais ouvert aussi aux lycées privés s'ils le souhaitent – a également été mise en place au cours des deux

premières semaines de façon à prévenir tout risque de surcharge par la définition d'horaires par niveau et de tester les usages et fréquences de consultation ;

Les élèves du CAP à la Seconde ont ainsi été invités à se connecter :

- de 8h à 11h pour les élèves du CAP à la Seconde
- de 11h à 14h pour les élèves de Première
- de 14h à 17h pour les élèves de Terminale
- de 17h à 20h pour les élèves en post-bac (BTS, CPGE, CFA, etc.)

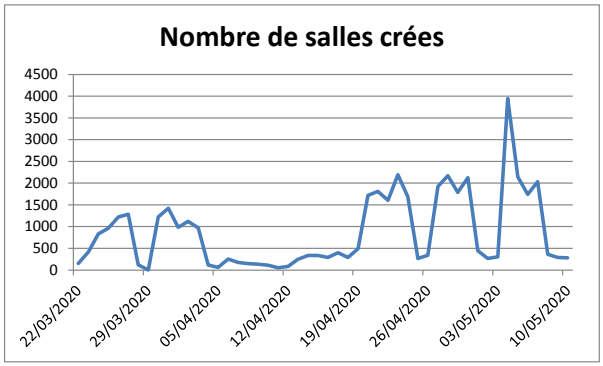
Pour les collégiens des cités scolaires, les créneaux proposés ont été les suivants :

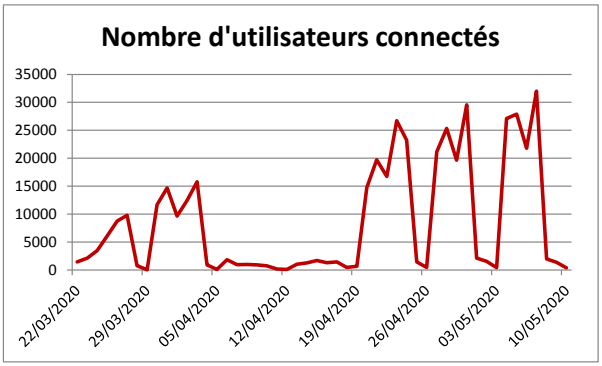
- de 8h30 à 10h30 pour les 6èmes
- de 10h30 à 12h30 pour les 5èmes
- de 13h à 15h pour les 4èmes
- de 15h à 17h pour les 3èmes

La plateforme de l'ENT a permis techniquement d'accueillir jusqu'à 1million de connections par jour.

L'enrichissement de la plateforme ENT :

Depuis l'instauration du confinement, la Région s'est efforcée d'enrichir l'ENT de nouvelles fonctionnalités avec notamment un nouveau module « web-conférence » en direct. Ce module a été installé dès le 24 mars. Il permet à un enseignant d'inviter les seuls élèves de sa classe à suivre son cours à domicile et à distance. 1.300 classes virtuelles ont été rendues possibles dès le début avril. En visio ou en audio conférence, élèves et professeurs ont ainsi pu échanger en temps réel. Ce nouveau module a permis d'accueillir 18.500 utilisateurs en simultané. Progressivement, l'outil « webconference » s'est développé et a vu son utilisation passer à 2.000 classes début mai. A titre d'exemple, 27.883 utilisateurs ont été dénombrés à la date du 5 mai, 32.013 au 7 mai, soit 15 fois plus que le nombre d'utilisateurs en période normale. L'ENT s'est aussi enrichi du service « peertube » le « youtube » des cours des enseignants.





Depuis le 13 avril, un organisateur de ressources (*Pearltrees)* permettant d'agencer des contenus en arborescence a également été ajouté et rendu disponible. Cet agrégateur de ressources a permis la tenue de 370 réunions de cadrage avec les directions des lycées et 300 établissements ont bénéficié d'une formation dédiée à 3.000 professeurs.

On peut aujourd'hui indiquer que sur 465 lycées, 300 disposent d'un premier noyau pérenne avec en moyenne et par établissement, cinq professeurs régulièrement actifs. Parmi ces établissements, 170 ont développé des actions pédagogiques significatives avec plus de dix professeurs par jour régulièrement actifs auprès de leurs élèves, la durée moyenne de ces cours à distance étant de 45 minutes.

La distribution accélérée de tablettes numériques aux élèves :

Dans le cadre des disponibilités résultant de la dotation de septembre 2019, des tablettes et ordinateurs ont été fournis à des élèves qui n'avaient pas fait le choix d'un passage au numérique l'année dernière. Dès le 6 mars, 1.100 tablettes supplémentaires ont été fournies aux élèves non équipés se rajoutant aux 2.500 que des proviseurs avaient en réserve.

Si l'équipement d'un grand nombre de lycées et élèves a permis de poursuivre une activité éducative, cette période de confinement a démontré l'intérêt d'une généralisation accélérée d'un tel équipement.

L'an dernier déjà, 100 % des lycées professionnels et 50 % des lycées généraux et technologiques ayant opté pour la fourniture de manuels dématérialisés sont passés au 100 % numérique, l'autre moitié ayant préféré conserver des manuels papier. Dès la Commission permanente du 3 avril, la Région a décidé qu'à la rentrée 2020, la Région confierait un équipement numérique à chaque lycéen entrant en 2nde générale, technologique ou professionnelle ou en 1ère année de CAP indépendamment du choix pédagogique de son établissement. Les enseignants seront également équipés.

Ce sont ainsi 106.000 nouveaux ordinateurs portables et 31.000 tablettes qui ont été commandés pour 28 millions €, sachant que 60.000 ordinateurs l'ont déjà été sur la base de crédits votés l'année passée. L'objectif est d'équiper tous les lycéens de tablettes, quelle que soit la filière.

L'apprentissage gratuit des langues avec le site et l'appli QIOZ :

Lancé le 19 avril 2019 et accessible sur mobile depuis le 4 décembre suivant, QIOZ permet d'apprendre gratuitement les langues *(anglais, espagnol, allemand et français langue étrangère)* à partir de plus de 1.500 extraits de films, séries TV, clips musicaux ou documentaires, l'ambition de la Région étant de faire de l'Île-de-France la 2ème région multilingue d'ici 2022. Cette plateforme « e-learning » d'apprentissage des langues a montré toute son utilité à l'heure du confinement.

Lutter contre le décrochage

La période de confinement a fait peser un risque d'accroissement important de décrochage scolaire pour beaucoup de lycéens. Après une première campagne intervenue en avril 2020, la Région en liaison avec la région académique, les rectorats, la préfecture, la DIRECCTE *(Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi)* et les missions locales, a lancé, en raison de cette période particulière, une 2ème campagne de lutte contre le décrochage scolaire de mi-mai à mi-juin. Une troisième aura lieu en novembre-décembre. Selon les rectorats, 5 à 8 % des lycéens franciliens se seraient trouvés en décrochage scolaire pendant la période de confinement, et cela n'est qu'une moyenne, le décrochage affectant davantage certains types d'enseignements et territoires.

Le maintien dans la scolarité de ces élèves est une priorité. C'est la raison pour laquelle, la Région a rapidement envisagé, pour l'été prochain, des semaines scolaires destinées aux lycéens en décrochage. Des cours à distance ou des soutiens pourraient être mis en place en partenariat étroit avec les rectorats et le corps enseignant. Ce projet en est au stade d'une étude de faisabilité.

Sur la base d'un fichier des décrocheurs transmis par l'Education Nationale, 30.000 appels ont été lancés pour une orientation des élèves concernés dans leur établissement ou leur réorientation dans un établissement de formation. En raison de l'acuité de la question du décrochage liée au confinement, la Région a décidé de réaliser une 3ème campagne en mai via une plateforme d'appel mandatée par la Région mobilisant 200 personnes pour contacter ce public cible.

Poursuivre la formation des jeunes et demandeurs d'emploi

Soucieuse de permettre aux organismes de formation de continuer à fonctionner pendant la crise sanitaire, la Région a pris des dispositions pour les aider à y parvenir.

Le soutien aux organismes de formation :

Une accélération du traitement des factures a été opérée par la dématérialisation et la mise en place d'un contrôle de service simplifié, afin d'aider les organismes de formation à passer un cap de trésorerie délicat. En moins de 4 mois, le champ de la formation a ainsi versé davantage de financements que sur les 12 mois de l'année 2019.

Les appels de fonds ont également été simplifiés, afin de permettre à l'ASP *(Agence de Services de Paiements)* d'honorer rapidement les engagements financiers régionaux. En parallèle, la Région a maintenu des relations permanentes avec les organismes, par un système de questions-réponses et un appui quotidien.

L'accès et l'usage de la plateforme régionale SAFIR pour les appels d'offres de formation dématérialisés ont été facilités.

Une offre de service gratuite pour les organismes de formation :

Une offre de service gratuite a été proposée aux organismes afin de dématérialiser leur formation et de poursuivre leur activité. Cette mesure a été mise en œuvre dès le 17 mars et des crédits de 200.000 € lui ont été attribués. Trente-six organismes de formation y ont eu recours, et ce, sur tous les marchés de formation.

Une enquête faite par les services de la Région fin avril montre que :

- 7 stagiaires sur 10 se disent satisfaits du suivi pédagogique ;
- 88 % d'entre eux se formaient à distance pour la 1ère fois ;
- 63 % disent avoir éprouvé des difficultés de différentes natures *(motivation, accompagnement, logement, accès à internet, formation numérique …).*

Il faut noter par ailleurs l'expérimentation à partir du 4 mai d'une plateforme « Ensemble pour l'Emploi » qui entre autres utilités (voir ci-après en partie 3) oriente les demandeurs d'emploi vers des offres de formation adaptées.

La prise en charge du maintien de la rémunération des stagiaires :

La Région a également souhaité venir en aide à tous les stagiaires ayant débuté une formation au plus tard le 13 mars 2020 en s'engageant à ce qu'ils continuent à percevoir leur rémunération dès lors qu'ils pouvaient assister à une formation *(y compris dématérialisée à distance)* et ce même en cas d'absence justifiée notamment pour cause de garde d'enfants ou de tout autre empêchement directement ou indirectement lié à la pandémie du Covid-19.

Cette mesure a été mise en œuvre dès le 17 mars. La Région a rapidement communiqué et acté la mesure auprès des organismes de formation. Elle a pu être mise en œuvre en partenariat avec l'ASP. Les stagiaires inquiets de leur situation *(rémunération, formation …)* ont été directement renseignés par les agents de la Région.

Cette mesure a profité à 1.500 stagiaires, auxquels il convient d'ajouter ceux « hors marchés », soit une estimation de 3.000. Le coût de cette mesure pourrait atteindre 5 millions €.

3. La réponse économique : soutenir le tissu francilien

La déferlante de la pandémie a été violente en Île-de-France. La mise en place par le Gouvernement du confinement le 17 mars 2020 a eu pour conséquence de mettre l'économie francilienne sous cloche avec pour de très nombreuses entreprises une perte directe de chiffre d'affaires et des risques de défaillance grave. Face à cette situation inédite, la Région a mis en place un plan d'actions pour atténuer ces risques et donner aux acteurs de notre économie locale les moyens de redémarrer dans les meilleures conditions une fois le confinement levé.

Au-delà des mesures économiques, la Région soutient également les cheffes et chefs d'entreprises, dont la crise a potentiellement bouleversé l'équilibre, par le biais d'un accompagnement personnalisé lors des démarches auprès de la Région, mais également grâce à une cellule d'écoute.

Conseil et assistance aux entreprises

Quinze questions et réponses essentielles :

Afin d'apporter toute l'aide nécessaire aux entreprises pendant cette période de diminution importante, voire d'arrêt complet de l'activité et en perspective de sa reprise après levée du confinement, la Région associée à l'Etat et à Bpifrance a élaboré un plan d'action en 15 réponses aux questions des entreprises franciliennes.

Dès le 6 mars, la Région a établi et mis en ligne une brochure spéciale entreprises de près de 70 pages détaillant les réponses aux 15 questions principales des entreprises franciliennes. Cette brochure qui a été actualisée au fil des décisions, présente de manière pratique l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics et en particulier, celles de la Région.

Les 15 mesures en faveur des entreprises

1 – Comment obtenir des informations sur les aides mobilisables ?

2 – Peut-on poursuivre son activité ?

- ⇨ La réponse peut être vérifiée auprès des services de la DIRECCTE Île-de-France.

3 – Comment réussir la reprise d'activité pendant le déconfinement ?

- ⇨ Les conseils des DRH du Club ETI d'Île-de-France.
- ⇨ Commandez des produits de protection (masques, gel hydro-alcoolique, etc.) via la centrale d'achat régionale.

4 – Comment reporter mes échéances sociales et fiscales ?

- ⇨ La réponse de l'Urssaf et des services fiscaux.

5 – Comment conserver les compétences de mes salariés et maintenir leur niveau de revenu ?

- ⇨ L'indemnisation de l'activité partielle renforcée et simplifiée.

6 – Dirigeants de petites entreprises, indépendants, micro-entrepreneurs :

- ⇨ L'aide complémentaire du fonds de solidarité État-Régions, mobilisable depuis le 15 avril 2020, est renforcée par la Région jusqu'à 5.000 euros supplémentaires.

7 – Surmonter la crise en renforçant ma trésorerie :

- ⇨ Le Prêt Rebond à taux zéro : de 10.000 à 300.000 euros.

8 – Prêt garanti par l'État :

- ⇨ Mettre en place de nouveaux crédits pour soutenir sa trésorerie, avec une garantie de 90% de l'État aux prêteurs.

9 – Comment mettre en place ou renouveler des lignes de crédit court terme confirmé pour financer mon cycle d'exploitation ?

- ⇨ La garantie « Ligne de Crédit Confirmé Coronavirus » de Bpifrance.

10 – Comment consolider ma trésorerie à moyen terme pour soulager mon découvert ?

- ⇨ Rééchelonnement automatique et sans frais des échéances.
- ⇨ La garantie de Bpifrance/Région Île-de-France jusqu'à 90%.
- ⇨ Le Prêt Atout, la solution de co-financement de Bpifrance.
- ⇨ La garantie « Renforcement de la Trésorerie Coronavirus » de la Région Île-de-France et Bpifrance.

11 – Qui peut m'aider pour dialoguer avec ma banque ?

- ⇨ Le rôle de la Médiation du crédit de la Banque de France.

12 – Qui peut m'aider en cas de conflit avec un client ou un fournisseur ?

- ⇨ L'appui du Médiateur des entreprises.

13 – Participer à la sécurisation des approvisionnements en biens et services stratégiques pour l'Île-de-France :

- ⇨ L'aide PM'up Covid-19 vous permet de financer votre projet avec une subvention allant jusqu'à 800.000 euros.

14 – Et à plus long terme, réfléchir pour sécuriser mes approvisionnements :

- ⇨ Le Pack relocalisation de la Région Île-de-France.

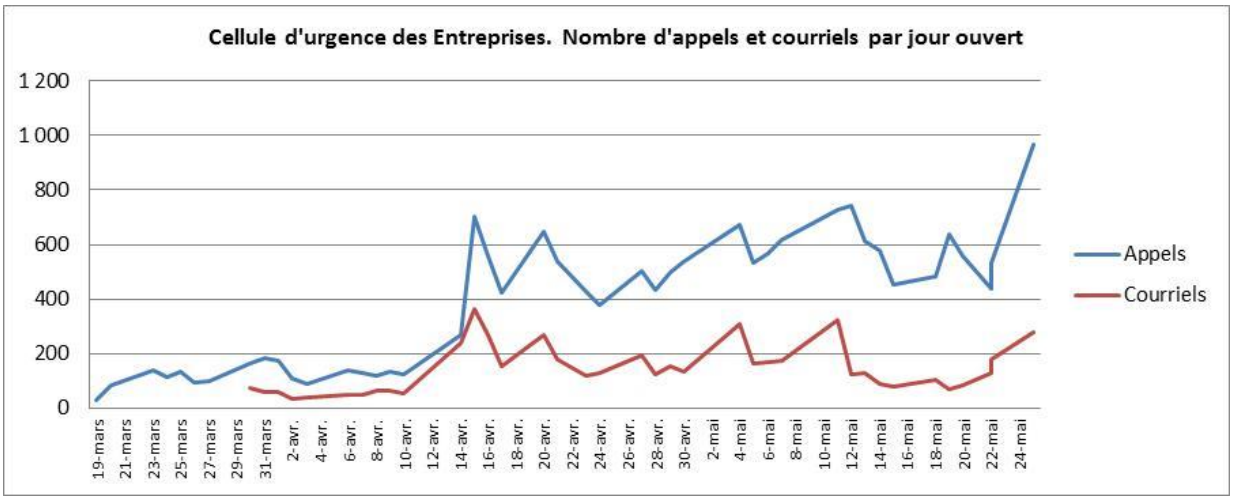
15 – Que se passe-t-il si je n'arrive pas à honorer mes engagements dans le cadre d'un marché public ?

- ⇨ Garantie « Zéro pénalité de retard » dans les marchés publics de la Région Île-de-France.
- ⇨ La Région Île-de-France traitera toutes les demandes de paiement en moins de 30 jours.

La cellule d'urgence :

Décidée le 9 mars et très vite opérationnelle, la Cellule d'urgence Entreprises, a traité les appels reçus par le numéro unique et l'ensemble des demandes formulées par courriel, avec des conseillers spécialement formés et mis à disposition pour apporter les éléments concernant les démarches à accomplir. Une adresse Covid-19-aidesauxentreprises@iledefrance.fr et un formulaire de demande via le *smartbot* sur le portail *iledefrance.fr* ont aussi été mis en place. Les contacts ont été également traités par la Cellule d'urgence.

Cette cellule a reçu un total de 17.079 appels au 25 mai, avec une réelle montée en puissance : dans la semaine du 8 au 14 mai, elle en recevait 3.118. Concernant les courriels, la Région en a reçu et traité 5.241 (au 25 mai) auxquels se sont ajoutés plusieurs centaines de messages via *smartbot*.



Les usagers, souvent des TPE, ont contacté la cellule pour des sujets comme :

- Le Fonds de solidarité volet 2 *(éligibilité, saisie du dossier, refus du dossier, demande de prolongation, reconduction du FdS volet 2, délais de traitement, élargissement aux entreprises individuelles…)*
- Les masques gratuits
- Des explications suite à des refus *(PGE, Fonds de solidarité)*
- Le Prêt Rebond *(éligibilité, possibilité de cumul avec le PGE, difficulté de prise en main du téléservice et de saisie des informations par les demandeurs, éligibilité des groupes de sociétés, notion de co-financement souhaité, conditions contractuelles du prêt…)*
- La plateforme MesDemarches

En dépit du très grand nombre de sollicitations et de la difficulté d'apporter toujours à chacune toute la suite souhaitée, les commentaires de satisfaction formulés par les usagers ont montré une appréciation « très satisfait » ou « satisfait » dans les deux tiers des cas.

Les dispositifs spécifiques régionaux

La Région a mis en place plusieurs actions spécifiques afin de venir en aide aux entreprises et a articulé ses mesures d'aide autour de 6 axes principaux :

- Le Fonds de solidarité « volet 2 » pour aider les entreprises à éviter la faillite
- Le prêt Rebond en lien avec Bpifrance pour le renforcement de leur trésorerie
- La création de PM'up Covid 19 pour les aider à modifier leur outil de production
- La mise en place d'une plateforme « Solutions Covid 19 » répertoriant des initiatives solidaires
- La mise à disposition de la centrale d'achat de la Région pour faire face à l'urgence sanitaire
- La mise en place d'une plateforme « Ensemble pour l'emploi » pour accompagner la relance

Le fonds de solidarité « volet 2» en complément du « volet 1 »

Pour aider les plus petites entreprises durement touchées par la crise sanitaire, l'Etat et les Régions ont créé le 15 avril, un fonds de solidarité doté de 7 milliards € abondé par les Régions (500 millions €). La contribution de la Région Île-de-France s'est élevée à 156 millions € pour les mois de mars et d'avril, représentant avec 30% la contribution régionale la plus importante.

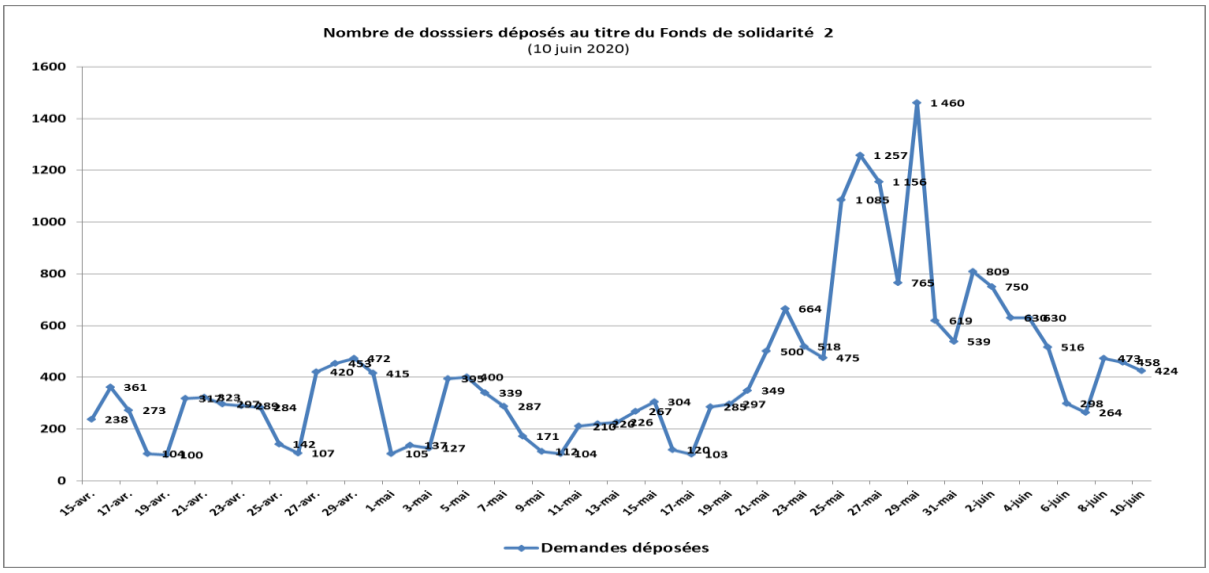
Ce fonds s'est adressé aux très petites entreprises (TPE), indépendants, micro-entrepreneurs, professionnels libéraux, associations et autres agents économiques *(quels que soient leur statut et leur régime fiscal et social)* n'excédant pas 9 salariés, réalisant moins de 1 million d'euros de chiffre d'affaires, ayant fait l'objet d'une fermeture administrative ou enregistré une baisse de plus de 50 % de leur chiffre d'affaires, en raison de la crise sanitaire. Depuis le 1er avril, les entreprises éligibles ont pu déposer une demande pour bénéficier d'une aide pouvant atteindre 1.500 € au titre du volet 1. Au 22 mai 820 millions € ont été versés à 589.000 bénéficiaires en Île-de-France

Depuis le 15 avril – et si elles répondaient aux critères de ce volet 1 – ces agents économiques ont pu également solliciter le soutien complémentaire de la Région Île -de-France « anti-faillite » pouvant aller jusqu'à 5.000 €. Pour cette aide complémentaire *(volet 2)*, il leur a suffi de déposer leur demande sur la plateforme régionale dédiée afin qu'elle soit étudiée par les services de la Région. Cette aide est ouverte jusqu'au 15 juillet et ne peut faire l'objet que d'une seule demande.

Depuis le 15 avril et à la date du 20 mai, pour le volet 2, un premier bilan fait état de :

- **8.357 demandes d'aides ont déposées** en Île -de-France *(en cours de dépôt ou traitées par la Région)*
- **soit une moyenne de 253 demandes par jour ouvrable** avec une tendance au ralentissement des dépôts journaliers
- **4.548 demandes traitées** *(en cours de traitement ou finalisées par la Région et l'Etat)* soit **54 %** des demandes
- **3.823 demandes mises en paiement** ou clôturées par la DIRECCTE soit 84 % des demandes traitées et 46 % de l'ensemble des demandes
- **68 %** des demandes traitées ont reçu un **avis favorable** de la Région
- Le **montant moyen de l'aide** est stable et s'élève à **2.659 €**
- Le **montant total accordé** aux entreprises : **8.176.000 €**

A noter la « dynamique » de ce Fonds régional. Les données les plus récentes montrent une forte accélération dans la montée en puissance de ce dispositif *(graphique ci-dessous).* A la fin mai le montant total accordé dépassait 13 millions € et 10.887 dossiers avaient été mis en paiement.



Concernant la répartition territoriale, une majorité des demandes provient de Paris (37%), suivi des hauts de Seine et de la Seine-Saint-Denis.

Mise en place d'un prêt Rebond à taux zéro :

Afin de leur permettre d'aborder en meilleure posture la reprise de leur activité, la Région avec BPI France a conçu dès la mi-avril un dispositif régional consistant en un prêt à taux zéro dont le montant s'échelonne de 10.000 à 300.000 €.

Ce prêt d'une durée de 7 ans *(dont 2 ans de différé d'amortissement du capital)* s'adresse aux TPE et PME de tous secteurs d'activité ayant 12 mois d'activité minimum, à l'exclusion des SCI, entreprises d'intermédiation financière, de promotion et locations immobilières, agricoles ayant un chiffre d'affaires inférieur à 750.000 € et des entreprises en difficulté. Il est cumulable avec les prêts garantis par l'Etat. Ces prêts sans garantie personnelle du dirigeant ni sur les actifs de la société.

Ces prêts bénéficieront donc d'une garantie régionale (conjointement avec BPI France et le FEDER) et d'une bonification d'intérêts de la Région. L'enveloppe totale des prêts pouvant être accordés peut atteindre 250 millions €.

Cette aide vise à permettre aux entreprises éligibles d'assurer leurs dépenses d'investissements immatériels *(frais de mise aux normes environnement et sécurité, recrutement et formation de l'équipe commerciale, frais de prospection et dépenses de publicité)*, d'investissements corporels à faible valeur de gage *(ex : matériel informatique)*, leurs besoins de trésorerie liés à la situation conjoncturelle et l'augmentation de leur besoin en fonds de roulement.

Pour faciliter leurs démarches, la Région a prévu que les demandes des entreprises s'effectuent 100 % en ligne avec une réponse donnée dans les 48h et un décaissement sous 3 à 5 jours pour les prêts de moins de 50.000 € et une décision d'octroi dans un délai d'une semaine pour les prêts de plus de 50.000 €. Ce prêt Rebond est cumulable avec d'autres prêts, notamment le prêt garanti par l'Etat.

En date du 28 mai, 1652 demandes ont été reçues, pour un montant total de plus de 70 millions €.

L'élaboration du Fonds résilience:

La Région s'est très tôt préoccupée du soutien pouvant être apporté aux entreprises qui n'ont pas pu avoir accès au financement bancaire ou aux aides d'Etat. Les situations sont multiples : TPE et PME vulnérables ou ne bénéficiant pas d'une cotation favorable de la Banque de France, structures de l'économie sociale et solidaire (ESS), start-ups, entreprises nouvellement créées… Dès début avril, la Région a pris contact avec la Banque des Territoires (Groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations) pour créer un Fonds de résilience dont l'objet serait donc de « combler les trous dans la raquette » et de permettre à ces entreprises de relancer leur activité dans de meilleures conditions.

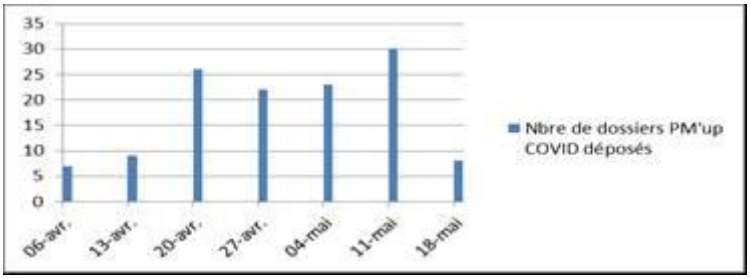
Une fois le schéma de ce Fonds arrêté, la totalité des collectivités franciliennes (hors communes) ont été invités à abonder le fonds sur le fondement juridique de l'article L1511-2 du CGCT. La participation de la quasi-totalité des collectivités sollicitées devrait permettre au Fonds d'atteindre les 100 millions €. Il devrait ainsi avoir un impact structurant, servir entre 8 000 et 10 000 entreprises, avec des avances remboursables sur 6 ans avec 2 ans de différé.

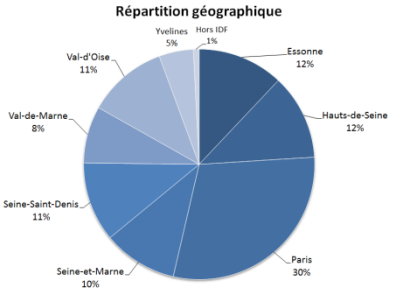
La création de PM'up Covid 19 :

La Région a décidé le 3 avril de mettre en place un dispositif « PM'up Covid 19 », déclinaison de sa gamme d'aides « up » pour les entreprises souhaitant et pouvant s'engager dans la lutte contre le Covid-19 que ce soit en fabriquant du gel hydro-alcoolique, des masques, des blouses ou en proposant de nouveaux services utiles pour renforcer la réponse sanitaire.

PM'up Covid 19 a permis aux entreprises intéressées de financer l'adaptation ou la conversion de leur outil de production pour confectionner ces matériels indispensables dans les circonstances de la crise sanitaire actuelle. Cette mesure a été ouverte aux TPE, PME et ETI employant au maximum 4.999 salariés, dont le chiffre d'affaires n'excède pas 1,5 Md€. Le montant de l'aide a été fixée à 800.000 € maximum et demeure disponible jusqu'au 31 décembre 2020.

Cette nouvelle aide a illustré la volonté de la Région de sécuriser les approvisionnements stratégiques pour les Franciliens dans le contexte de la lutte actuelle contre le Covid-19 marquée par une situation criante de pénurie. Depuis le 8 avril et à la date du 22 mai, 129 dossiers ont été déposés sur la plateforme MES DEMARCHES *(125 entreprises et 4 associations).* A ce stade, 13 projets ont été considérés recevables dont 10 ont été présentés au vote de la Commission permanente du 27 mai pour attribution d'une aide.





Parmi ces 129 demandes :

- 36 concernent les masques de façon générale, soit 29 % des dossiers *(représentant plus de 8,8 millions de masques produits par mois dont 4,55 millions FFP1 et FFP2, 4 millions de masques barrières UNS1 et UNS2 et 320.000 masques en tissu)*
- 31 concernent des solutions numériques *(application, plateforme, …)*, soit 25 %
- 11 concernent des gels hydro-alcooliques, soit 8,8 % *(30.000 flacons par mois)*
- 5 dossiers concernent des visières, soit 4 % *(80.000 par mois)*
- 4 dossiers concernent des protections plexiglass soit 3,2 %
- 4 dossiers concernent une solution de distanciation, soit 3,2 %
- Le reste concerne des projets de tests, biomédical, autres …

La mise en place d'une plateforme « Solutions Covid 19 » :

Depuis le début de la crise sanitaire, un vaste élan de solidarité et de générosité a vu le jour. Dès le 26 mars, la Région a créé une plateforme permettant de fédérer et faciliter la mise en relation des fournisseurs et demandeurs de solutions solidaires. Les partenaires de la Région *(pôles de compétitivité, clusters, clubs ETI d'Île-de-France, entreprises franciliennes volontaires)* ont été invités à déposer sur « Solutions Covid 19 » leurs offres afin d'aider les citoyens, entrepreneurs et professionnels de santé.

A partir d'une recherche simplifiée, cette plateforme permet de proposer un catalogue de solutions qualifiées. Chaque solution recensée est accompagnée d'un descriptif du service, du site de l'entreprise et d'un contact. Elle a très vite atteint 750 solutions mises à disposition par des structures dans des domaines aussi variés que le télétravail, l'enseignement à distance, l'impression 3D, la télémédecine, la livraison ou la fabrication de gel hydro-alcoolique.

A titre d'exemple, les 3 solutions suivantes ont été implémentées : *Tehtris* s'engageant à mettre gratuitement à la disposition de tous les hôpitaux français sa solution de cybersécurité XDR Platform – *Yper* fournissant un service collaboratif pour se faire livrer ses courses par un voisin et gratuitement pour les populations sensibles et isolées – *Puyp* proposant une plateforme de livraison piétonne pour les commerces de proximité, gratuite pour les commerçants.

La mise à disposition de la centrale d'achat de la Région :

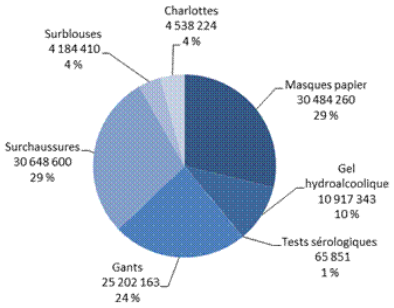
Pour faire face à l'urgence sanitaire, la Région a offert dès le 8 avril, la possibilité aux entreprises d'Île-de-France, aux pharmaciens, médecins et aux collectivités territoriales de commander des masques, du gel hydro-alcoolique ou encore, dans un second temps, du matériel de désinfection indispensable pour lutter contre la pandémie du Covid-19, en mettant en place un service de mise en relation entre acheteurs et fournisseurs.

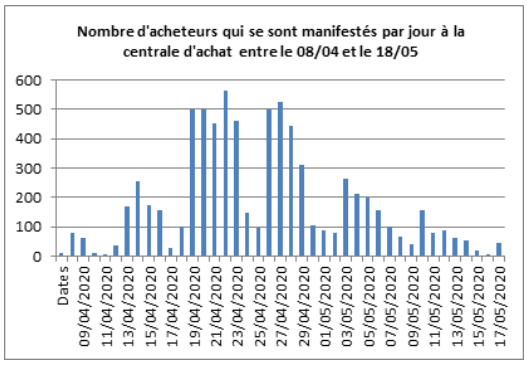
Chaque entreprise (ou collectivité) a pu passer ses commandes de consommables de protection via la plateforme, chaque demande étant transmise automatiquement à un fournisseur référencé dont la qualité des produits était préalablement vérifiée par ses services.

Grâce au poids de sa plateforme, la Région a été en mesure de mobiliser les entreprises en capacité de produire ou de fournir ces solutions.

Tirant profit des autres mesures d'aide mises en œuvre à son initiative, la Région a pu se rapprocher des entreprises recensées sur sa plateforme régionale solidaire « Solutions Covid 19 » mais aussi de celles ayant modifié leur production pour fabriquer ces matériels de protection indispensables à la lutte contre le virus en ayant bénéficié de l'aide régionale « PM'up Covid 19 ».

C'est ainsi que plus de 18.124 intentions de commandes ont été formulées entre le 8 avril et le 18 mai, dont un tiers environ ont déjà été satisfaites. Elles émanent de 7.385 acheteurs différents dont près de 87 % ne sont pas des personnes de droit public[2]. De nombreuses entreprises ont trouvé avec la Centrale d'achats de la Région une réponse à leur demande qu'elles ne trouvaient pas ailleurs. Les intentions de commandes ont porté sur les articles suivants :





La mise à disposition de la centrale d'achat aura donc permis à de nombreux acteurs de l'économie francilienne de se procurer les matériels de protection dont ils ont besoin. Les modalités de fonctionnement de la Centrale d'achats sont présentées en partie 2 de ce rapport.

[2] De grandes entreprises se sont aussi manifestées. À titre d'exemple Lagardère Travel Retail (boutiques Relay en gares & métro) a souhaité commander 500.000 masques, le Groupe Suez 30.000 masques, …

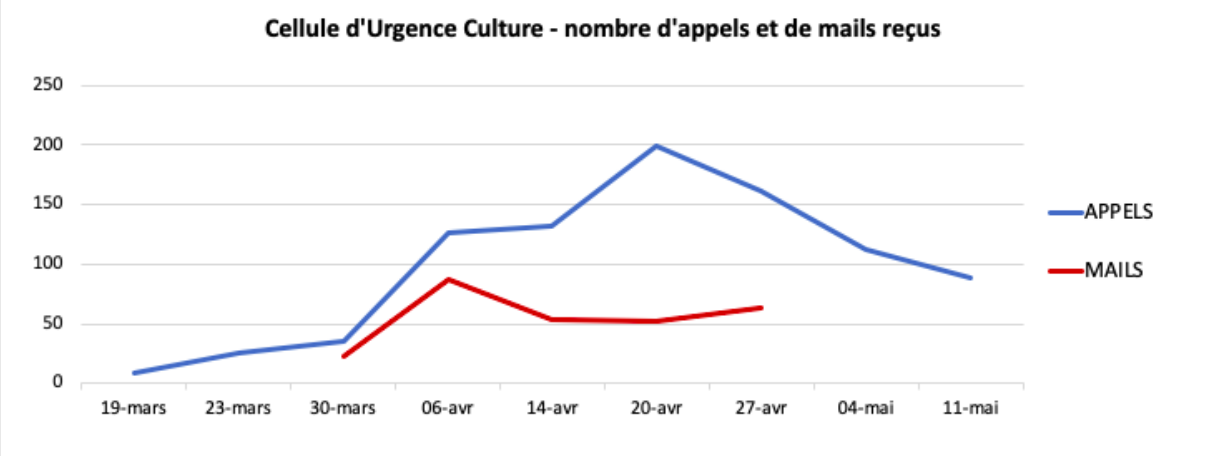
La mise en place d'une plateforme « Ensemble pour l'emploi » :

Pour aider les entreprises franciliennes à surmonter les conséquences économiques de la baisse ou de l'arrêt de l'activité, la Région a lancé le 4 mai, une expérimentation au travers d'un partenariat inédit avec un acteur majeur de l'emploi – Leboncoin – et une start-up de la RH Tech – StaffMe – en créant une plateforme répondant à 3 besoins essentiels : trouver un emploi, recruter et se former en Île-de-France. Depuis sa création, de nombreuses offres ont été mises en lignes : plus de 7.000 offres d'emploi, 600 offres de formation et 300 missions ponctuelles.

Aider la culture et le tourisme

La Région a mis très rapidement en place une cellule d'urgence disposant de conseillers à l'écoute du monde de la culture et des acteurs de ce secteur économique. La crise du Covid 19 a provoqué dès le début du mois de mars l'arrêt de tout le secteur de la culture avec l'annulation des spectacles, festivals, événements, créations en cours de production, résidences, formations et autres actions culturelles.

Concernant la cellule d'urgence, la mise en place d'un numéro d'appel unique pour les associations culturelles a suscité beaucoup d'appels téléphoniques et de demandes par courriels *(pour la plupart des demandes de renseignements concernant le fonds d'aide d'urgence).*



Au vendredi 15 mai, 889 appels téléphoniques avaient été traités par la cellule d'urgence ainsi que 279 courriels émanant des acteurs du secteur de la culture.

De la même manière, les entreprises du tourisme ont été immédiatement impactées par l'épidémie du Covid 19, comme partout dans le monde. Outre les aides attribuées aux entreprises, ce secteur doit être l'objet de mesures spécifiques dans le cadre de la relance économique, mesures dont l'étude a été entreprise sans tarder.

La Région vient en aide à ces deux secteurs d'activité particulièrement importants en Île-de-France.

La mise en place d'un fonds d'aide d'urgence pour le spectacle vivant :

Selon des estimations établies au niveau national *(l'Île-de-France concentrant en général plus de 70 % de l'activité nationale)*, sur les 10 premiers jours de mars, plus de 650 dates annulées ont été recensées en France et 8.600 au 20 mars, concernant plus de 15.000 artistes interprètes.

Les organisations professionnelles du spectacle vivant privé ont évalué la perte de chiffre d'affaires *(recettes de billetterie, contrats de cession de spectacles, locations de salles, recettes annexes de bar, restauration, sponsoring, etc.)* causée par l'interruption des activités de l'ensemble du secteur du spectacle vivant à 590 millions €. Un collectif de 20 organisations professionnelles du secteur des musiques actuelles a chiffré à 300 millions € le déficit total de recettes de leurs 1.500 structures, l'arrêt des activités d'éducation artistique ou de formation, la fermeture des studios de répétition, des magasins de disques, la fin des prestations annexes.

La Région qui consacre près de la moitié de son budget culturel au spectacle vivant a immédiatement pris la mesure de l'enjeu humain, artistique, social et économique de cette véritable crise dans la crise. Dès le 13 mars, elle a annoncé la mise en place d'un fonds d'urgence pour le spectacle vivant à hauteur de 10 millions € voté par le Conseil régional en commission permanente le 3 avril.

Ce fonds se décline en 2 volets :

- un volet d'assouplissement permettant l'accélération des versements de subventions pour faciliter la gestion de la trésorerie des structures subventionnées
- un dispositif spécifique d'aide régionale *« Aide exceptionnelle d'urgence – Covid 19 en faveur du spectacle vivant »*

Le premier volet, consiste en l'assouplissement des versements de subventions que la Région octroie. Il a été voté en Commission Permanente le 3 avril. Cet assouplissement dispense de la production de certains documents administratifs sur le « service fait »: jusqu'à 70% de la subvention peut ainsi être versée, quelle que soit l'activité pendant la période de confinement. La Présidente s'est engagée à aller jusqu'à un versement de 100%, après s'en être entretenue avec le Ministre de la Culture.

Le fonds d'aide d'urgence en faveur du spectacle vivant prend en compte les pertes économiques *(déficit de billetterie et de recettes de ventes de spectacles)* sous réserve d'un engagement de la structure à maintenir l'emploi intermittent prévu initialement. Les projets éligibles à cette aide d'urgence sont ceux prévus et annulés du fait de l'urgence sanitaire, ceux n'ayant pas pu faire l'objet d'un report à une date ultérieure, ceux qui justifiaient d'une contractualisation antérieure entre le producteur et l'organisateur et ceux s'inscrivant dans une période débutant au 12 mars 2020 jusqu'à la fin de la période d'urgence sanitaire définie par l'État. Le budget dédié à ce fonds d'aide d'urgence est de 1 million € *(avec un plafond de 8.000 € par aide).*

La plateforme MES DEMARCHES a été ouverte au 23 avril pour ces aides. Au 22 mai, 219 demandes avaient été déposées *(130 par des associations, 2 par une structure publique, 87 par des entreprises de spectacle)*. Elles correspondent à 2.804 spectacles annulés.

Une action de soutien aux professionnels du tourisme :

Avec le Comité régional du tourisme, le soutien de la Région, indépendamment des mesures générales bénéficiant aux entreprises, doit s'incarner dans le Plan de relance dont la préparation a été engagée très tôt pendant la période de confinement, et s'est faite en trois temps :

- Une rencontre entre la Présidente du Conseil régional avec les acteurs du tourisme s'est organisée le 6 avril pour évaluer l'ampleur des difficultés et les principaux défis que le secteur devra relever. Ces acteurs étaient principalement des offices du tourisme, des fédérations professionnelles et des grands établissements *(dont le château de Versailles).*
- Le 20 avril, un échange entre la Présidence, le secrétaire d'État au tourisme Jean-Baptiste Lemoyne et les acteurs du tourisme a eu lieu pour traiter des priorités, engager la réflexion sur les effets de la crise, l'importance des règles sanitaires et l'importance de produire un calendrier spécifique au secteur du tourisme.
- Enfin, un point particulier entre la Présidence et les restaurateurs a été organisé le 30 avril, puisqu'ils représentent une catégorie qui souffre énormément des effets de la crise au sein même de la filière du tourisme.

À ce jour, l'action de soutien aux professionnels du tourisme a consisté également en l'accompagnement des porteurs de projets, des acteurs du tourisme et des professionnels de la filière. C'est un travail réalisé en collaboration avec le Pôle Entreprises et emploi *(dans le cadre de PM'up par exemple).*

Le Plan, qui doit être présenté au Conseil régional en juin devrait comprendre plusieurs volets portant notamment sur la promotion, la communication et la formation et atteindre 20 millions €.

Un soutien au monde agricole

La Région se sera efforcée pendant la période de confinement de faciliter les débouchés des productions agricoles. Au-delà, il s'agit aussi de favoriser le recours aux circuits courts c'est-à-dire aux productions franciliennes. La crise aura aussi durement affecté certaines cultures et professions agricoles qui ont reçu et doivent recevoir le soutien de la Région.

Un soutien spécifique à certaines activités :

Plusieurs professions agricoles ont particulièrement souffert. C'est le cas des horticulteurs et pépiniéristes dont la quasi-totalité des débouchés a disparu, nécessitant dans de nombreux cas la destruction des plants dont la vente était devenue impossible.

Certains maraîchers « mono-produit » (salade, tomates, pomme de terre) souffrent également d'importantes difficultés de commercialisation, leurs produits étant difficilement recyclable en lots paniers individuels. Certains éleveurs fournisseurs historiques de la restauration, commerciale ou collective, ont également pu rencontrer des difficultés.

Un fonds d'urgence pour les entreprises du secteur de l'horticulture et les entreprises pépinières, mais aussi des entreprises agricoles dans le secteur du maraîchage et de l'élevage bovin doit être créé. Le but de cette mesure est de soutenir la trésorerie des entreprises qui ont été durement impactées par la crise, les plants ayant été détruits et la commercialisation des produits étant devenue impossible. Le budget proposé est de 1,5 million € avec un aide individuelle plafonnée à 22.000 €.

Le soutien du marché des végétaux par la commande publique rapide constitue une autre mesure, notamment à travers l'achat exceptionnel d'arbres, d'arbustes et de végétaux à massifs durables par le Conseil régional et les lycées franciliens. Les achats des lycées seront soutenus par la Région dans la limite de 1 million €. La Région procédera elle-même à l'achat de végétaux pour le siège à Saint-Ouen *(montant estimé à 40.000 €).* Cela permettra d'éviter la destruction des invendus. Il est enfin prévu de planter massivement les fleurs et les arbres en vue de la rentrée.

Une aide à la commercialisation des productions agricoles :

Engagée par les grossistes de Rungis, plus grand marché alimentaire d'Europe, et en partenariat avec la Région, l'initiative « Rungis près de chez vous » a permis de ravitailler en produits frais les Franciliens confinés à leur domicile. Pour pallier la fermeture des marchés couverts et de plein air, les professionnels de Rungis ont lancé une plateforme temporaire baptisée *« Rungis livré chez vous »* destinée aux habitants de Paris et des départements des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val de Marne.

A partir du 30 mars, il a suffi de passer une commande de 50 € minimum sur le site pour être livré directement à domicile en produits frais alimentaires. Dans les premiers jours de lancement de la plateforme, les commandes étaient au nombre de 200 colis et se sont d'abord concentrés sur Paris, puis elles ont atteint les 1000 colis par jour en « régime de croisière » et se sont organisées sur les autres départements de la Région, principalement la petite couronne. Cette initiative a contribué à la commercialisation des denrées des producteurs franciliens en même temps qu'elle a servi les consommateurs confinés à domicile.

Une aide à la commercialisation en circuit court pour les agriculteurs devrait par ailleurs être mise en place. Un soutien financier doit être accordé pour les actions de commercialisation en circuit court des agriculteurs franciliens engagés dans la valorisation de leurs productions en vente directe, ainsi que pour les investissements correspondants (drive fermiers, box agricoles,…),… profitant du regain d'intérêt des franciliens pour les productions locales.

Enfin, le Programme Alimentaire Régional (PAR) soutiendra l'achat exceptionnel de denrées alimentaires par 5 associations œuvrant pour l'urgence alimentaire.

4. La réponse transports : maintenir les activités essentielles

En dehors de l'adaptation des transports pour faciliter les déplacements des professionnels de santé et leur permettre de rejoindre plus facilement leur lieu de travail, Île-de-France Mobilités (IDFM), autorité organisatrice des transports ainsi que la Région, ont pris plusieurs mesures importantes.

Le but a été d'assurer la meilleure offre possible dans le cadre de la période de confinement, de faire en sorte que la mobilité des personnes assurant des activités essentielles puisse être maintenue, mais également de favoriser le vélo comme mode de déplacement alternatif. Pour les Franciliens confinés, le remboursement intégral de leur passe Navigo sur plus d'un mois, a été décidé.

Le remboursement intégral du Navigo

Avec l'instauration du confinement, les Franciliens ont été invités à rester chez eux pour éviter la propagation du virus. Au regard de cette situation inédite, la Présidente d'IDFM a fait le choix de procéder, dans un premier temps, au remboursement du passe Navigo pour la période du 1er au 30 avril avant d'étendre ce remboursement pour tenir compte de la prolongation du confinement sur les 10 premiers jours de mai.

L'objectif de cette mesure a été double :

- Soutenir tout d'abord les travailleurs pour leur permettre de continuer à se déplacer pendant le confinement dans le cadre de leurs activités professionnelles afin d'assurer les services essentiels au bon fonctionnement de la région (ces personnes ne disposant pas toutes d'un forfait annuel, le remboursement a été étendu aux personnes ayant acheté un forfait mensuel pour avril).
- Dédommager ensuite les personnes n'utilisant plus les transports du fait des mesures de restrictions et d'interdictions de circulation décrétées par l'Etat pour garantir la santé publique. Cette mesure s'est ainsi traduite par un geste de justice et de solidarité significatif en même temps qu'un coup de pouce au pouvoir d'achat des 500.000 Franciliens qui ont continué de se déplacer pour l'intérêt de tous.

Le 17 avril, IDFM a ainsi décidé de fixer le remboursement intégral du passe Navigo à tous les abonnés à hauteur de 100 € pour les Navigo mensuel et annuel et de 50 € pour les Navigo Senior et Imagine R,. La plateforme internet offerte aux voyageurs pour obtenir le remboursement sera ouverte jusqu'au 17 juin.

Une offre adaptée au confinement

La circulation des transports en commun maintenue :

Compte tenu des mesures de confinement mises en place et de la baisse drastique de fréquentation qui s'en est suivie, l'offre de transport en Île-de-France a été réduite. Pour autant, la Présidente d'IDFM a demandé qu'il n'y ait pas de suppression de service afin que les usagers devant aller travailler et empruntant pour cela les transports en commun puissent continuer à y avoir accès, même avec un service réduit.

De 50 % à 70 % de circulation des trains, métros, tramways et bus la première semaine de confinement (semaine du 16 mars), elle a été portée à 30 % et 50 % à partir de la semaine suivante selon les opérateurs et réseaux. La fréquentation moyenne quotidienne en semaine est, en temps normal, de l'ordre de 5 millions de voyageurs dans plus de 750 gares et stations, 300 stations de tramway et plusieurs milliers d'arrêts de bus. Elle n'était plus que de 500.000 voyageurs pendant la période de confinement strict. Ce sont les personnels de santé, les policiers, les pompiers, les agents des services publics, les pharmaciens, les secteurs stratégiques de la production agro-alimentaire, des Telecom, de la distribution de l'eau et de l'énergie, autant de travailleurs essentiels qui ont représenté l'essentiel de ces 500.000 usagers des transports en commun d'Île-de-France.

Cette réduction de l'offre a été organisée dès le début du mois de mars lors de réunions de travail entre IDFM et les opérateurs de transports franciliens, les principes suivants ont guidé l'action mise en œuvre :

- *Conserver autant que possible une desserte en transport en commun sur l'ensemble du territoire francilien compte tenu par ailleurs, des ressources réduites des opérateurs en nombre d'agents déployables*
- *Garder la plus grande amplitude horaire possible dans le cadre de l'offre proposée*
- *Maintenir les interconnexions entre Transilien et la RATP sur les RER A et B*
- *Avoir autant que possible une offre adaptée au volume de demande et permettant de préserver la distanciation physique entre voyageurs*

Toujours en coordination étroite avec les opérateurs, de nouvelles mesures ont été mises en place dès le 26 mars :

- *Ouverture de 6h à 22h des métros et RER*
- *Offre de 30 % sur le réseau avec priorité sur la période de plus forte charge*
- *Offre supérieure à 30 % en moyenne pour les lignes 1, 13 et 14*
- *Poursuite de la circulation des bus et tramways dans Paris jusqu'à la fin de service*
- *Mise en place de bus de substitution et de Noctilien pour remplacer les derniers RER du soir*
- *Fermeture d'une 50^{aine} de stations pour concentrer le personnel sur les principales*

Côté Transilien SNCF, l'offre a évolué de la manière suivante :

- *Fréquence des trains et RER régulière tout au long de la journée*
- *Ouverture sur l'amplitude de 6h à 22h tout en permettant aux trains de marchandises une circulation accrue pour approvisionner le territoire français dans un contexte de report du trafic routier sur le fer*
- *Offre Noctilien des lignes B, C, D, E, L, N et P complétée avec des bus, circulant plus tôt en soirée pour permettre aux personnes de grande couronne de regagner leur domicile depuis Paris.*

De leur côté, le 30 mars, les transporteurs de grande couronne en accord avec IDFM ont mis en place des grilles horaires adaptées sur l'ensemble du réseau, tous les jours de la semaine, à l'exception des lignes pour la desserte des établissements de santé et d'autres lignes structurantes.

Même si sa fréquentation a également baissé de 90 %, le service PAM destiné aux personnes à mobilité réduite a continué de fonctionner de manière individualisée et à chaque fois que possible au moyen de véhicules plus grands pour le respect des gestes barrières.

Des mesures d'accompagnement et de protection :

La période de confinement a logiquement vu la fréquentation des transports en commun se réduire sensiblement, les Franciliens restant majoritairement à leur domicile. Pour assurer le maintien des transports de celles et ceux dont l'activité s'est avérée indispensable pour la poursuite des activités essentielles, des mesures d'accompagnement, de protection et partenariale ont été mises en œuvre.

Les mesures d'accompagnement :

Pour les personnes ayant une nécessité absolue de se déplacer en empruntant les transports en commun, la Région les a invitées à privilégier les titres de circulation sans contact *(Navigo easy, Navigo Liberté +, achat de ticket sur smartphone, ticket-SMS sur tout le réseau)* mis en place depuis déjà plusieurs mois. Ces facilités se sont révélées particulièrement utiles dans le contexte de l'épidémie. Dès le 19 mars, Île-de-France Mobilités et la RATP ont mis en place le « ticket SMS » tout en suspendant la vente des tickets à bord des bus. La généralisation de cette mesure sur tout le réseau RATP a permis de protéger les conducteurs en supprimant les contacts physiques avec les voyageurs.

La Région et Île-de-France Mobilités ont plaidé dès le mois de mars auprès de la Ministre de la Transition écologique et solidaire et du Ministre des Transports pour que les agents des opérateurs de transport puissent être sans délai tous équipés de masques. Elles ont ainsi conduit l'Etat à faire évoluer sa doctrine sur le port du masque par les agents de transport. Pour l'y aider, l'Etat a demandé à la Région de leur réserver une part des masques qu'elle a pu se procurer (lire ci-après).

Au-delà des initiatives déjà évoquées *(22 lignes de bus créées, renfort de 8 lignes de TAD, mise à disposition gratuite de 100 vélos à assistance électrique pour les professionnels de santé)*, l'ensemble du réseau a fait l'objet d'un renforcement du nettoyage par la désinfection régulière des rames, véhicules , des quais et des gares, en anticipation du grand plan de nettoyage et de désinfection qui sera mis en œuvre pour le déconfinement du 11 mai. Une attention particulière a également été accordée à la qualité de l'information fournie aux voyageurs.

La distribution de masques :

Dans un contexte de pénurie et pour garantir la sécurité sanitaire des agents des transports, la Région a procédé à des distributions de masques à de multiples acteurs des mobilités essentiellement au cours du mois d'avril [3].:

- RATP/SNCF et leurs sous-traitants en charge du nettoyage/gardiennage : 100.000 masques
- Optile : 120.000 ont été distribués chaque semaine à Optile pour Transdev, Keolis, RATP Dev, Savac, les Cars Lacroix et tous les petits opérateurs de même que leurs sous-traitants en charge du nettoyage/gardiennage, en attendant la livraison de leurs commandes via l'UTP.
- Les sociétés de taxis : 64.000 masques (Compagnie G7, Fédération nationale des artisans taxis, CSLVA, UNIT -Union Nationale des Industries de Taxi-, FNTI- Fédération Nationale des Taxis Indépendants)
- Les agents des chantiers prioritaires de transport : 104.000 masques (FRTP -Fédération Régionale des Travaux Publics, IDFM, SGP)

La Région a en outre mis sa Centrale d'achat à disposition pour des achats complémentaires par les opérateurs et autres acteurs du transport public.

La mise en place de lieux de repos pour les chauffeurs routiers :

Cette période de crise sanitaire a montré le caractère essentiel et stratégique du secteur du transport routier et de la logistique qui a assuré l'approvisionnement des Français pendant le confinement. La Région a, conjointement avec les fédérations professionnelles, soutenu tous les acteurs du secteur qui ont maintenu leur activité afin d'assurer l'accès des Franciliens à l'ensemble des biens nécessaires.

La Présidente de la Région a ainsi proposé à la FNTR Île-de-France *(Fédération Nationale des Transports Routiers)* la mise à disposition de lieux de repos pour les conducteurs routiers. Ces lieux ont été identifiés par la fédération et les maires des villes concernées pour correspondre aux trajets empruntés par les chauffeurs. Il s'est agi de gymnases ou d'internats de lycées offrant une aire de stationnement accessibles aux poids-lourds et comprenant un accès à des douches et commodités dans le cadre d'un temps de repos.

[3] Indépendamment des 4.800.000 masques distribués aux usagers des transports

Ainsi, 4 aires de repos ont été proposées à partir du 20 avril :

- Bondoufle (78) : Gymnase Gaston Barret (ouvert tous les jours de 8h à 22h)
- Les Pavillons-sous-Bois (93) : Stade Leo Lagrange (ouvert du lundi au samedi de 8h à 22h, le dimanche de 8h45 à 18h15)
- Ermont (95) : Gymnase Rebuffat (ouvert tous les jours de 8h à 22h)

La Région a également mis 65.000 masques à disposition de la FNTR pour aider à l'équipement des chauffeurs routiers particulièrement exposés pendant la crise sanitaire.

L'alternative du vélo encouragée

La prolongation gratuite de l'abonnement Veligo location :

Le service de location longue durée *Véligo Location* instauré en 2019 a rencontré un franc succès jusqu'au confinement. A la date du 31 mars 2020 à minuit, 6.679 abonnés étaient détenteurs d'un contrat Veligo location. IDFM a proposé à l'ensemble de ces usagers du vélo une prolongation d'un mois de la durée de validité de leur abonnement sans coût supplémentaire. Il a été prévu que ce mois gratuit complémentaire n'entraîne aucun prélèvement pour les abonnés, que ceux-ci décident ou non de reconduire leur abonnement de 3 mois au bout des 6 mois initiaux. Il est à noter que dès l'annonce du dé-confinement les souscriptions nouvelles se font à un rythme de 200 à 250 par jour.

Le lancement d'un Plan « RER Vélo » :

Dans un contexte où le respect de la distanciation physique va devoir se poursuivre et constituer une des caractéristiques de notre mode de vie post confinement, le vélo représente une alternative aux transports en commun et à l'utilisation de la voiture. En temps normal, 400.000 Franciliens se rendent au travail en l'utilisant. Compte tenu que la plupart des déplacements quotidiens se font sur de courtes distances, son potentiel de développement est considérable. Il permet de surcroît d'éviter la proximité tout en ayant des effets bénéfiques sur la santé.

La Région a immédiatement étudié la revalorisation de son soutien à l'initiative « RER Vélo » imaginée en partenariat avec le collectif *Vélo Île-de-France* qui regroupe plus de 30 associations de cyclistes franciliennes pour améliorer le réseau cyclable en Île-de-France et y développer l'usage du vélo. Le développement de ce RER Vélo devrait jouer un rôle d'accélérateur pour multiplier les déplacements de ce mode de mobilité sur de plus longues distances en s'inscrivant dans le prolongement des plus de 700 km de pistes cyclables et de voies à double sens cofinancées par la Région sur tout le territoire francilien depuis 2016, en parallèle du service Véligo location lancé par IDFM et complété en 2019 par l'aide à l'acquisition de vélos à assistance électrique.

A ce titre, il sera proposé de mobiliser 300 millions € pour financer à hauteur de 60 % ce réseau régional de voies cyclables continues, sécuritaires et confortables. L'effort de la Région est notable puisque son aide financière va passer de 50 % à 60 % pour les itinéraires du RER Vélo avec un plafond de subvention relevé à 600.000 € par kilomètre contre 275.000 € à l'origine.

Le projet comportera à terme 9 itinéraires de 680 km imaginés par le Collectif *Vélo Île-de-France*. Les axes les plus stratégiques représentant deux tiers du réseau proposé par les associations pourraient être réalisés d'ici 2025, la deuxième phase d'aménagement étant prévue d'ici 2030. Prioritairement, 4 axes structurants feront l'objet d'aménagement souples et provisoires pour soulager, lors du déconfinement, les lignes de transports en commun les plus fréquentées Ligne 13 + RER A, B, C et D Sud.

5. La réponse solidaire : venir en aide aux plus vulnérables

La Région a mis en place une batterie de mesures visant à protéger et à venir en aide aux Franciliennes et Franciliens les plus vulnérables en mobilisant des moyens propres mais aussi, sur la base des très bonnes relations tissées avec de multiples acteurs locaux, en déployant des initiatives partenariales.

A l'instar de ce qui a été fait pour les personnels de santé, les entreprises et les associations culturelles, une cellule d'urgence a été créée pour recenser et traiter les demandes émanant des associations sociales. Des conseillers ont ainsi été à l'écoute des besoins de ces acteurs et contribué à leur apporter des solutions tout au long de cette crise sanitaire.

Enfin, la Région s'est préoccupée de la reprise d'activités physiques au sortir de la période de confinement, qui aura surtout affecté les Franciliens ne disposant pas d'espaces ouverts et suffisants. A ce titre, le soutien aux activités sportives revêt une dimension sociale et de solidarité.

Les initiatives régionales

L'hébergement des plus fragiles :

Les 9.200 lits d'internat dans les lycées mis à disposition des professionnels de santé ont également permis de proposer un hébergement temporaire à des sans-abris pour réduire le risque de propagation du virus pour eux-mêmes et pour autrui. Plusieurs établissements scolaires franciliens ont dans ce cadre accueilli des personnes vulnérables :

- Lycée Guillaume Tirel à Paris 14ème : 105 places d'accueil de sans-abris en lien avec l'association *Equalis*
- Etablissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA) Jean Isard à Montgeron (91) : 50 places d'accueil de personnes fragiles ou isolées sous la responsabilité de l'association *Coalia*.
- Ecole Régionale de Premier Degré (ERPD) La Batellerie à Conflans-Sainte-Honorine (78) : 80 places d'accueil de publics sans abris en lien avec l'association *Equalis*.
- Les bases de loisirs ont également mobilisé leurs centres d'hébergement :88 chambres ont ainsi été mises à disposition sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy (77) pour l'accueil de femmes seules ou avec enfants. Les îles de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines et des Boucles de Seine ont quant à elles chacune offert une capacité d'accueil de groupes de 10 à 12 mineurs de l'Aide Sociale à l'.Enfance. Enfin, la Région a ouvert, dès le 7 avril, un centre d'hébergement d'urgence de 180 places pour les sans-abris dans les locaux du Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) Île-de-France à Châtenay-Malabry (92).

La distribution de colis alimentaires :

La crise du Covid 19 a par ailleurs mis en difficulté de nombreux Franciliens ne pouvant plus subvenir à leurs besoins alimentaires. Face à ces situations d'urgence sociale, la Région a décidé le 26 avril, de confectionner des colis alimentaires pour soutenir les étudiants, les familles, les personnes âgées et toutes personnes dans le besoin. Les distributions ont été organisées, lorsque cela était possible, dans les lycées en lien avec les municipalités. Cette action a notamment concerné les quartiers populaires au cours de cette période de crise, aussi bien à Saint Denis, Stains, Montfermeil (93), qu'à Moissy-Cramayel, à Mitry-Mory (77) ou encore à Argenteuil (95). 2700 colis ont été distribués dans ce cadre pendant la première quinzaine de mai. Le programme doit se poursuivre au moins jusqu'au 30 juin au même rythme de 300 colis par jour, à chaque fois dans une commune différente.

Ce programme est réalisé en partenariat avec la Banque alimentaire pour la fourniture des denrées, les paniers repas préparés offrant 3 à 4 jours de produits alimentaires pour des familles de 4 personnes. Des bénévoles *(agents régionaux, municipaux, associations locales du Secours populaire, de la Croix-Rouge ou des Restos du cœur)* ont composé des sacs de denrées le matin pour les distribuer l'après-midi, ce sont ainsi 12.000 paniers qui doivent être distribués jusqu'à la fin juin.

Rappelons aussi qu'en début de crise sanitaire, les lycées franciliens se sont fortement mobilisés avec des dons de près de 80 tonnes de denrées non utilisées à la suite de la fermeture des établissements scolaires et de leurs cantines et que par ailleurs, les agents des lycées logés par nécessité absolue de service ont apporté leur concours de solidarité notamment en préparant des plats pour les Restos du Cœur, en plus de prêter main forte pour les hôpitaux.

Une aide exceptionnelle de 60 € pour les lycéens boursiers :

Pour les aider à faire face à l'absence de restauration scolaire, la Présidente de la Région a annoncé le 27/04 l'attribution d'une première aide de 60 € par lycéen pour les familles de lycéens boursiers. Pour de nombreuses familles le recours à la restauration scolaire permet à chaque enfant d'avoir un repas complet et équilibré à un faible coût. La mesure permet de compenser la perte momentanée de cet avantage.

Cette aide a bénéficié aux 109.000 jeunes boursiers scolarisés dans un lycée public ou privé sous contrat d'association avec l'Etat. Un foyer avec trois enfants aura perçu 180 €. La Région aura versé cette aide financière exceptionnelle par virement à la fin du mois de mai. Le montant total devait atteindre 6,5 millions €.

L'aide aux associations caritatives :

Face à l'urgence sanitaire et sociale liée la pandémie, l'exécutif régional, dans la continuité de sa politique de Région Solidaire, a souhaité mobiliser de nouveaux moyens à la hauteur de la crise sociale actuelle afin de poursuivre son engagement aux côtés des acteurs associatifs qui continuent d'assurer leurs missions essentielles de solidarité et adaptent leur intervention afin de répondre aux besoins des plus vulnérables.

La Région s'est immédiatement mobilisée pour identifier les besoins des plus vulnérables sur l'ensemble du territoire, accompagner les initiatives solidaires, protéger les franciliens et participer à l'émergence de nouvelles formes de solidarité. Une Cellule d'urgence « Associations sociales » liée au numéro unique a été mise en place dès le 19 mars. Pendant toute la période de confinement elle a été à l'écoute de ces associations et a permis d'identifier les besoins et initiatives solidaires.

Un fonds de soutien à destination des associations humanitaires a par ailleurs été mis en place. Ce soutien consiste en en une aide accordée en investissement ou en fonctionnement aux projets déployés afin de faire face à la crise sanitaire et sociale. Les interventions concernées sont multiples : action d'aide alimentaire, projet de lutte contre l'isolement, mise à l'abri des personnes fragiles, protection sanitaire des plus vulnérables face au virus, accompagnement social des familles en difficulté et tant d'autres initiatives solidaires. Dans ce cadre, les acteurs associatifs ont été invités à déposer un dossier sur la plateforme des aides régionales MES DEMARCHES d'ici le 20 mai 2020. Huit dossiers ont été reçus à la mi-mai. Une aide exceptionnelle à hauteur de 250.000€ est par ailleurs accordée à Emmaüs afin de répondre aux difficultés financières que rencontre l'association qui doit, pour la première fois de son histoire, faire appel au don.

Afin de protéger leur personnel contre le coronavirus et les aider à poursuivre leurs missions essentielles, ce sont enfin 100.000 masques chirurgicaux de type FFP1[4] qui ont été distribués aux grandes associations caritatives dès le 24 mars :

ASSOCIATION	NOMBRE DE MASQUES	DATE DE DISTRIBUTION
EMMAUS	11.200	24-mars
CROIX ROUGE	10.400	24-mars
SECOURS POPULAIRE	11.200	24-mars
BANQUE ALIMENTAIRE	11.200	24-mars
ORDRE DE MALTE	11.200	24-mars
AURORE	11.200	24-mars
RESTO DU CŒUR	11.200	24-mars
PETITS FRERES DES PAUVRES	5.600	25-mars
SAMU SOCIAL DE PARIS	8.400	25-mars
SECOURS CATHOLIQUE	8.400	26-mars

[4] Les masques FFP2 ont été réservés aux Hôpitaux, EHPAD et Centres Covid

Par la suite de nouvelles dotations ont été affectées aux associations et organismes suivants[5] :

FONDATION DE L'ARMEE DU SALUT	30 000
DONS SOLIDAIRES	30 000
ACTION CONTRE LA FAIM	20 000
AURORE	15 000
GROUPE SOS	15 000
REVIVRE	15 000
CROIX ROUGE FRANCAISE	30 000
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS ILE-DE-FRANCE	15 000
RESTAUS DU COEUR PARIS	15 000
ANDES	15 000
ORDRE DE MALTE	15 000
SAMU SOCIAL PARIS	15 000
EMMAUS SOLIDARITE	15 000
SECOURS CATHOLIQUE	30 000
PETITS FRERES DES PAUVRES	15 000
BANQUE ALIMENTAIRE DE PARIS ET D'ILE-DE-FRANCE	15 000
MEDECIN DU MONDE IDF	15 000
URGENCES MEDICALES DE PARIS	15 000
FEDERATION NATIONALE DES CENTRES DE SANTE	15 000
FONDATION ABBE PIERRE	30 000
ENTOURAGE	10 000
FONDATION D'APPRENTIS D'AUTEUIL	5 000
ASSOCIATION SOLIDARITE D'IDF	5 000
L'ARCHE D'AVENIRS	5 000
ASSOCIATION DE LA RUE A LA SCENE	5 000
FEDERATION FRANÇAISE DE SAUVETAGE ET SECOURISME	10 000
COALLIA	5 000
RELAISANTE	5 000
ASSOCIATION DEPARTEMENT POUR L'ORGANISATION DE LA PERMANENCE DES SOINS (92)	5 000
SOLIDARITE AVEC LES SOIGNANTS	5 000

Enfin, un Programme Alimentaire Régional (PAR) devrait être créé pour venir en aide aux plus démunis, d'autant plus fragilisés par les effets de la pandémie. Dans la limite d'un budget de 1 million € dans un premier temps, la Région soutiendra l'achat exceptionnel de produits frais aux agriculteurs franciliens par 5 associations œuvrant pour l'urgence alimentaire : les Restos du Cœur, le Secours Populaire, la Croix Rouge, la Banque alimentaire, et l'Armée du Salut.

Les actions en partenariat

Partenariat pour la protection des femmes victimes de violences conjugales :

Avec le confinement, les violences intraconjugales ont sensiblement augmenté, les femmes et les enfants étant les plus exposés. Pour lutter contre cette réalité, la Région s'est fortement engagée pour venir en aide aux Franciliens victimes de violences dans le cadre familial. Elle a accompagné au quotidien le secteur associatif œuvrant pour défendre les droits des familles. C'est ainsi que les associations *« En avant toutes »*, *« Maisons des adolescents »*, la plateforme *« Net Ecoute »* ou le site de *« L'Enfant bleu »* ont assuré des permanences d'écoute et de soutien au gré des situations rencontrées.

[5] D'autres dotations de moins de 5000 masques ont été affectées à une douzaine d'autres organismes

Les N° de téléphones *« Allô Enfance en danger »* au 119, *« Femmes Violence Information »* au 3919 et le 3977 pour la maltraitance des personnes âgées ou handicapées ont été largement diffusés. Le Centre Hubertine Auclert (CHA), financé par la Région, s'est fortement mobilisé pour faire connaître tous les dispositifs existants en Île-de-France pour combattre leurs agressions notamment dans le cercle familial.

La Région s'est associée au dispositif consistant à permettre aux femmes victimes de violences d'alerter sur leur situation en se rendant dans la pharmacie la plus proche identifiable sur la carte des 3.600 pharmacies franciliennes mise en ligne sur le site Internet régional. Elle a aussi poursuivi son action de recensement en besoin d'hébergement avec la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF) pour augmenter le quota régional de logements mis à disposition des femmes victimes de violence.

Par ailleurs :

- Le 3 avril la Présidente a saisi la Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, et lui a proposé que le recours à la plateforme du Gouvernement de signalement en ligne de violences sexuelles et sexistes soit géolocalisable et directement reliée au centre d'intervention du 17, et que l'usage de cette plateforme soit étendu aux violences intra-familiales dont les enfants peuvent être l'objet,
- le 7 avril, la Présidente a alerté la Garde des sceaux sur cette question, encore plus préoccupante en cette période de confinement, des femmes vivant sous la menace de conjoints ou compagnons violents. Elle a sollicité une accélération des prononcés de mesures d'éloignement et, de la part des services de l'Etat, une extrême vigilance quant à leur respect.

Partenariat avec l'association « Voisins solidaires » :

Dans cette période de crise sanitaire, la solidarité spontanée de proximité et de voisinage est apparue essentielle. Cette association soutenue par la Région, a lancé une initiative *« Coronavirus, et si on s'organisait entre voisins ? »*. L'association a mis en place un kit contenant affiche, tracts, annuaire des voisins, consignes sanitaires et panneau afin d'aider au mieux les habitants à organiser leurs initiatives au cours de la période de confinement. L'idée a consisté à proposer des clés aux habitants notamment pour détecter autour d'eux les personnes dans le besoin sachant qu'en Île-de-France on observe plus de gens souhaitant aider que réclamant de l'aide.

Dans ce contexte de crise sanitaire, l'entretien du lien entre voisins a concouru à combattre l'effet de dénutrition chez les personnes à risque pour ne pas les retrouver affaiblies faute d'avoir pu faire leurs courses ou acheter leurs médicaments.

Le soutien aux activités physiques

L'activité physique et sportive a une dimension sociale évidente, particulièrement pendant et au sortir de la période de confinement. C'est ainsi que la Région :

- a invité les ambassadeurs du sport de la Région à créer des leçons de sport en vidéo qui ont pu être mises en ligne sur les réseaux sociaux de la Région ainsi que sur les espaces numériques de travail des lycées. Des ambassadeurs, sportifs ou para-sportifs de haut niveau, se sont ainsi mobilisés.
- S'est préoccupée du maintien des structures associative du sport avec un maintien de leur subvention annuelle intégrale (au niveau de 2019), et une aide spéciale aux clubs d'équitation (150 mille €) qui ont dû faire face à des dépenses importantes pour l'entretien des animaux sans recette correspondante.
- A accordé à l'ensemble des associations bénéficiaires de subventions, dont les associations sportives, des assouplissements budgétaires et financiers importants, votés en CP le 3 avril,

A noter aussi que :

- Les petites entreprises et associations du secteur exerçant une activité économique ont également pu bénéficier des aides économiques au titre du Fonds de solidarité
- L'ensemble des ligues et comités régionaux sportifs ont été dotées de 2000 masques chacun offerts par la Région.

La Région a également pendant la période de confinement élaboré plusieurs mesures notamment destinées à tous ceux qui sont restés confinés pendant 2 mois sans avoir la chance d'un jardin et d'une activité physique suffisante :

- L'organisation de 10.000 stages multisports pour les jeunes pendant les vacances d'été, avec le concours des associations et l'usage d'équipements sportifs de lycées. Ces stages doivent permettre la découverte de sports nouveaux ou de renouer avec une pratique interrompue.
- Des aides financières aux communes installant des jeux aquatiques et ludiques pour l'été et autres plateformes d'activité physique
- L'élaboration d'une application sur mobile (sortie prévue cet été) qui facilitera la découverte par les Franciliens de leur territoire proche (naturel et patrimonial) , ainsi que la pratique des activités physiques de plein air.

Les mesures liées au confinement et la préparation des autres mesures ont été discutées lors d'une conférence tenue le 8 avril entre le mouvement sportif régional et la Présidente.

II- Les conditions dans lesquelles la réponse régionale a été décidée et mise en œuvre

1. *La prise de décision*

Des mesures prises avec célérité

Les décisions pour organiser la réponse à la pandémie ont été prises dans les délais les plus brefs et ce dans tous les secteurs concernés. Une chronologie mettant en regard les décisions de l'Etat et celles de la Région est présentée en annexe sur chacun des 5 thèmes prioritaires. C'est dès la mi-mars que la plupart des mesures ont été décidées et engagées.

Les mesures d'urgence :

Les premières décisions prises ont consisté à :

- Le 6 mars à clarifier l'information dont les opérateurs économiques avaient besoin dans une situation apparue brutalement. La brochure sur les mesures prises tant par l'État que par la Région, est publiée pour la première fois le 6 mars et actualisée en continu.
- Le 9 mars à permettre aux acteurs économiques, associations du domaine social, professionnels de la santé, acteurs culturels de dialoguer, de se renseigner et le cas échéant d'engager des démarches pour bénéficier des dispositifs prévus. Cela a été fait avec la mise en place du numéro de téléphone unique permettant d'accéder à 4 cellules d'urgence spécialisées.
- Le 9 mars à adhérer et participer au financement de la plateforme COVIDOM initiée par l'AP-HP. Les développements informatiques nécessaires au déploiement ont été réalisés le 23 mars.
- Le 13mars à offrir des capacités d'accueil pour les malades et les personnes vulnérables *(mise à disposition des centres d'hébergement du CREPS et des îles de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines, Boucles de Seine, Vaires Torcy)*.
- Le 13 mars à mettre en place un fonds d'équipement d'urgence de 10 millions d'euros pour les médecins et infirmiers libéraux et un soutien renforcé à la télémédecine,.
- Le 13 mars à mettre en place un fonds d'aide d'urgence de 10 millions d'euros pour les professionnels de la culture.
- Le 13 mars à soutenir les partenaires et fournisseurs de la Région par l'accélération des paiements aux fournisseurs et bénéficiaires d'aides, et par une garantie 0 pénalité en cas de défaillance d'un fournisseur.
- Dès le 13 mars à élaborer des dispositions pour le soutien des TPE-PME avec des facilités de prêt. Les réglages ayant été apportés avec Bpifrance, les mesures ont été finalisées le 3 avril après que l'Etat lui-même a mis en place le Fonds de solidarité (loi du 23 mars), auquel la Région a contribué à hauteur de 156 millions d'euros et a ajouté un volet complémentaire.
- Le 13 mars à lancer le 13 mars la plateforme PM'up COVID visant à transformer l'appareil de production d'industriels pour la fabrication de matériels et produits de protection.

- Le 16 mars à élaborer une plateforme répertoriant les initiatives solidaires « Covid 19 ».
- Le 17 mars, jour de début du confinement, à fermer les îles de loisirs, les lycées et locaux administratifs de la Région *(sauf pour raisons impérieuses).*
- Le 17 mars, à encourager élèves et professeurs à recourir à l'enseignement à distance, avec l'extension dès le 24 mars des fonctionnalités de l'ENT, permettant des sessions par classe.
- Le 17 mars à mettre à disposition 9200 lits d'internat aux personnels soignants, personnes en détresse, malades les moins graves afin de libérer les capacités hospitalières, ainsi qu'un hébergement dans 2 îles de loisirs pour des séjours de répit aux soignants et leurs familles.
- Le 17 mars à proposer aux organismes de formation une offre de service gratuite pour les formations en distanciel.
- Le 17 mars à maintenir la rémunération des stagiaires en formation professionnelle.
- A partir du 22 mars à se procurer les produits de protection *(masques, solution hydro-alcoolique, …)* aussitôt qu'il est apparu que l'Etat ne disposait plus des stocks stratégiques permettant de faire face à une pandémie de cette nature et de cette ampleur. La première livraison (un don) a eu lieu le 24 mars, la première commande a pu être passée le 26 mars et reçue 4 jours plus tard, alors que l'Etat n'avait pas renoncé au droit de réquisition. Les premières dotations ont été réservées aux associations humanitaires et aux personnels soignants.
- Le 23 mars de participer à la recherche d'un traitement dans le cadre des programmes *Discovery* et *Epicov* à hauteur de 1 million d'euros, ainsi que de financer la recherche sur le coronavirus et le travail des chercheurs pour la mise au point d'un vaccin.
- Le 24 mars à décider à rémunérer les étudiants infirmiers volontaires à hauteur de 40 millions décidée le 24 mars.
- Le 3 avril, à décider de porter le taux d'équipement des élèves des lycées en tablettes et ordinateurs à 100 % dès la rentrée de 2020.
- Le 8 avril à mettre à disposition la centrale d'achat de la Région, pour la mise en relation entre acheteurs (administrations, associations ou entreprises) et vendeurs, pour des matériels et produits de protection.

Les mesures urgentes qui nécessitaient une délibération de la Commission permanente ont été couvertes par celle du 3 avril. Elles avaient auparavant été présentées et discutées lors de la Conférence des Présidents. . La Commission permanente du 3 avril a également adopté une série de mesures administratives exceptionnelles propres à hâter l'instruction des dossiers d'aide et le versement de ces aides *(voir ci- après).*

Des mesures souvent inédites :

Des mesures analogues à celles prises par la Région ont été engagées également par certaines autres Régions. D'autres, plus spécifiques au Conseil Régional d'Île-de-France, ont été prises comme :

- La mise à disposition des facilités de la Centrale d'achats pour les entreprises, à compter du 8 avril. Aucune autre Région ne l'a fait et cette mesure a rencontré un grand succès, notamment auprès des entreprises.

- La création d'une conciergerie pour les internes en médecine ; la mise à disposition de facilités de déplacement pour les personnels hospitaliers et des EHPAD ; l'offre de séjours de répit dans les îles de loisirs.
- L'aide exceptionnelle PM'up Covid-19, qui vise à soutenir les TPE, PME et ETI porteuses de projets de création, transformation ou renforcement des capacités de production de biens ou services stratégiques permettant de lutter contre la pandémie (exemples : fabrication de gel hydro-alcoolique, masques, respirateurs, etc.).

Une vie démocratique maintenue

La réactivité et la rapidité dans les prises de décision n'ont pas mis le fonctionnement démocratique de l'Institution entre parenthèses. Dans le cadre de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à la pandémie de Covid-19 et des ordonnances qui ont suivi, la démocratie régionale a été maintenue sous d'autres formes et de façon particulièrement intense.

Les instances régionales ont fonctionné en visio ou audio conférence :

Pendant la période du 1er mars au 18 mai, les réunions des instances diverses ont toutes été organisées en visio-conférence ou audio-conférence et dans les conditions convenues en Conférence des Présidents :

- En application de la loi précitée du 23 mars dernier, l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 (publiée au JO le 2 avril), visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, a assoupli les règles de gouvernance des organes délibérants des collectivités locales : autorisation du recours à la téléconférence pour les séances, augmentation de un à deux pouvoirs pouvant être détenus par un élu, abaissement du quorum de la moitié à un tiers de l'assemblée, affichage électronique des actes administratifs par dérogation à l'obligation d'affichage papier.
- Avec une grande réactivité, la Commission permanente s'est réunie le 3 avril sous forme dématérialisée et a permis l'adoption des mesures les plus urgentes (6 délibérations), en application des nouvelles règles de gouvernance entrées en vigueur la veille (audioconférence, quorum, pouvoirs, affichage).
- Bien que la loi précitée du 23 mars 2020 ait suspendu l'obligation de consultation des différents organes consultatifs (ils doivent simplement être informés), l'exécutif régional a souhaité saisir le CESER pour qu'il puisse émettre des propositions dans le cadre du futur plan de relance régional et a souhaité que les commissions thématiques puissent donner leur avis sur les rapports présentés en séance, et alors même que d'autres régions ont suspendu le fonctionnement de leurs commissions.

- Les commissions thématiques se sont tenues par audio conférence :
    - La Présidente a souhaité ainsi que les élus soient pleinement associés à la gestion de la crise et a convoqué, à peine quelques jours après le début du confinement, l'ensemble des commissions thématiques avec un double objectif : 1/ présentation des premières mesures prises par la Région pour faire face à la crise sanitaire du Covid-19 ; 2/ tour de table et recueil des idées des commissaires sur les futures mesures que la Région pourrait mettre en œuvre.
    - C'est ainsi que les 19 commissions du conseil régional ont été réunies en 48h : 23 mars pour les commissions de l'administration générale, des Affaires européennes, de la Famille, de l'Action sociale et du handicap, de la Santé, des Transports et des mobilités, du Développement économique et de l'innovation, de la Coopération internationale ; le 24 mars pour les commissions du Tourisme, du Sport, de la Jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative, de l'Emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage, de l'Environnement et aménagement du territoire, de la Culture, de la Sécurité, du Logement et de la rénovation urbaine, de la Ruralité et de l'agriculture, des Finances, de l'Enseignement supérieur et de la recherche, de la Réforme territoriale et celle de l'Education.
    - Le 1er Avril, les commissions thématiques, concernées par la séance de la Commission permanente du 3 avril, ont été convoquées : la commission des Finances, de la Santé, du Développement économique et de l'innovation, de la Culture, de la Famille, de l'action sociale et du handicap, et celle de l'Éducation.
    - Enfin, les commissions thématiques, concernées par la séance de la Commission permanente du 27 mai, se sont tenues du 18 au 25 mai.

D'autres réunions de commission se sont tenues du 18 au 25 mai.

Au cours de ces réunions, les mesures intéressant les différents secteurs de l'intervention régionale ont pu être discutées. Les interventions et les votes ont été enregistrés et consignés dans des comptes rendus. Aucune réunion plénière n'a eu lieu depuis le 5 mars 2020, mais une assemblée plénière est programmée le 11 juin, avant la fin de l'état d'urgence fixée au 10 juillet.

Enfin, la Présidente du Conseil régional a convoqué à nouveau la Commission permanente le 27 mai 2020 pour débattre de nouvelles mesures d'urgence, mais aussi d'autres dossiers plus courants (comme des travaux dans des lycées) : malgré un travail rendu difficile par le contexte de crise sanitaire autant pour les services que pour les élus, 60 rapports sont programmés lors de cette nouvelle séance.

Les Conférences des Présidents :

Les Conférences des Présidents ont été le lieu privilégié pour des échanges d'information et pour la discussion de mesures recueillant le plus large consensus. Elles ont donc largement débordé de leur rôle « classique » consistant à organiser les séances de Commission permanente et de Conseil régional. Elles se sont également tenues beaucoup plus fréquemment. Les Conférences ont été réunies :

- Les 18 et 20 mars 2020 juste après la décision de confinement prise par le Gouvernement. Cette réunion a permis un large tour d'horizon et un consensus sur les mesures à prendre en urgence.
- Le 23 mars 2020 sur l'achat de masques, le recours aux élèves infirmiers, la réquisition des internats de lycées, la plateforme COVIDOM, l'aide à la recherche, l'enseignement à distance.
- Le 27 mars 2020 pour faire le point sur la situation et le déploiement des diverses mesures et convenir de la tenue de la Commission permanente du 3 avril.
- Le 30 mars 2020 pour arrêter les modalités techniques de l'organisation par téléconférence de la séance la Commission permanente du 3 avril et son ODJ.
- Le 10 avril 2020. Au cours de cette Conférence, la Présidente a informé les Présidents de la préparation du plan de relance de l'économie régionale, en souhaitant les y associer et leur demandant de lui faire remonter leurs idées sous quinzaine.
- Le 17 avril 2020 pour faire le point sur la diffusion des masques dans la Région, du gel, sur le fonctionnement de la Centrale d'achats, acter la commande de blouses afin d'aider les hôpitaux confrontés à une pénurie et évoquer l'échéance du 11 mai annoncée par le Chef de l'Etat pour le déconfinement.
- Le 25 avril 2020, la Conférence a abordé les questions relatives aux masques, au déconfinement dans les transports, à la réouverture des lycées alors envisagée pour le 18 mai, à la Centrale d'achats, au RER Vélo et à l'adhésion au programme COVISAN, aux tests et au Plan de relance en préparation.
- Le 28 avril 2020 a notamment porté sur les conditions de la reprise du trafic dans les transports en commun au moment du déconfinement.
- Le 2 mai 2020 la Conférence a examiné les conditions de reprise dans les transports et les aides économiques de la Région.
- Le 12 mai 2020, outre le point sur le déconfinement dans les transports, il s'est agi de l'organisation de la séance de la Commission permanente du 27 mai et de la réouverture progressive du siège pour les agents de la Région.

Une écoute et une concertation aussi larges que possible

La préparation et la mise au point des décisions de la Région a également bénéficié d'un travail de concertation intense et de nombreuses consultations menées par l'Exécutif.

Les forces vives de la Région :

L'exécutif a largement consulté les représentants des forces vives de la Région. Le Conseil Economique Social et Environnemental a été reçu par la Présidente. L'Exécutif régional a ainsi eu et entretenu de nombreux contacts avec

- Les organisations et professionnels de la santé
- les Chambres consulaires et les Chambres des Métiers
- Les Fédérations professionnelles et le MEDEF
- Les représentants des ETI

- Les représentants des agriculteurs (chambres d'agriculture, fédérations professionnelles)
- Les organisations syndicales
- Les représentants des restaurateurs
- Les acteurs du Bâtiment et des Travaux Publics,
- Les acteurs du tourisme, et les offices de tourisme franciliens
- Les acteurs de la culture (syndicats, entrepreneurs de spectacles, gestionnaires de salles)
- Les Présidents d'Universités, les Proviseurs et leurs représentants
- Les Rectorats
- Les représentants de la communauté scientifique
- Les grandes associations caritatives
- Les Ligues et Fédérations sportives
- Les opérateurs et professionnels des transports
- Les représentants des forces de l'ordre
- Les représentants des grands Cultes religieux
- De nombreux élus (maires, présidents de Communautés, de Départements)
- …

Chaque semaine une réunion s'est tenue avec le Préfet de Région sur la situation économique avec les représentants des forces vices de l'économie régionale. Le même exercice a été décliné chaque semaine également au niveau de chaque département.

Les maires ont été très étroitement informés par la Présidente des décisions prises par la Région (à travers trois boucles Whatsapp spéciales). Ils ont pu communiquer directement avec elle via une adresse dédiée et faire état de leurs besoins, notamment en matériel de protection. Ces demandes ont systématiquement été prises en charge.

Les Conseils stratégiques consultés :

Le Conseil scientifique, le Conseil numérique, le Conseil des Associations Environnementales et le Conseil stratégique pour l'attractivité et l'emploi se sont tous réunis au cours du mois d'avril.

Un Conseil stratégique COVID a en outre été mis en place dès le 26 avril. Ce Conseil présidé par Mme Carrère Gée[6] est un lieu d'échange rassemblant des professionnels reconnus chacun dans son

[6] Présidé par Madame Carrère Gée, ce conseil compte notamment les personnalités suivantes : Mme Marie Claire Carrère-Gée, Présidente M. le Professeur Philippe Juvin, Chef du service des urgences de l'hôpital Georges Pompidou, maire de la Garenne-Colombes ; M. le Professeur Eric Caumes, Chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière ; Pascal Champvert Président de l'association des directeurs d'EPHAD publics et privés ; M. René Ricol de l'Institut Montaigne ; M. Dominique-Jean Chertier, ancien Président du CA de Pôle emploi ; Christian Streiff Président du conseil stratégique pour l'attractivité et l'emploi de la Région IDF ; M. Pierre Dubuc Président du conseil du numérique de la Région IDF ; M. Philippe Gillet Président du scientifique de la région IDF ; M. Olivier Brial DG de Manutan et Président du conseil des ETI de la Région IDF ; M.Vincent Destival, Directeur général du Secours catholique ; Mme Natacha Rafalski Présidente de Disneyland Paris ; Mme Barbara Koreniouguine directrice générale d'une entreprise de travaux publics ; M. Thierry Mallet Président de Transdev ; Mme Elisabeth Detry Présidente de la chambre régionale des métiers de l'artisanat et de la CMA du CD 77 ; Mme Claire Hédon Présidente ATD Quart Monde (remplacée par Mme Ottelet); M. Emmanuel Hirsch Président espace éthique régional ; Evelyne Delfau proviseure du Lycée polyvalent Blaise Pascal à Villemonble ; Esther Mac Namara VP Open Classroom ; Mme Feriel Bakouri directrice de la scène nationale de Cergy Pontoise ; Mme Gabriela Ramos secrétaire générale de l'OCDE/OECD ; M. Vincent Champain, économiste ; Mme Farida Adlani, vice-présidente de la Région ; Mme Alexandra Dublanche, vice-présidente de la Région ; M. Frédéric Valletoux, présidente de la fédération hospitalière de France, conseiller régional, maire de Fontainebleau, ; M. Ludovic Toro, médecin libéral, maire de Coubron, président de la commission santé du conseil régional

domaine. Son but est de contribuer à la définition d'une politique régionale de déconfinement, période importante et sensible qu'il s'agissait d'anticiper au mieux, et aussi à la définition d'une politique de relance.

Les relations avec l'Etat

Dans plusieurs Régions, l'Etat a paru dans un premier temps hésiter sur le rôle des collectivités territoriales et singulièrement des Régions pour mener une action publique efficace contre la pandémie et ses conséquences. C'est ainsi par exemple que des réquisitions de masques affectant les livraisons passées par une Région ont pu être décidées par un Etat qui réalisait manquer cruellement de ces instruments de protection et dont le premier réflexe a été de gérer la pénurie.

En revanche, la Région Île-de-France a été d'emblée considérée par l'Etat comme l'interlocuteur majeur en raison de ses compétences propres *(transports, économie, lycées, formation,…)* directement affectées, de ses relations étroites avec les autres collectivités territoriales, de sa position centrale au sein d'Île-de-France Mobilités et de la singularité de notre région avec plusieurs services publics de première importance *(les services de santé notamment)* essentiellement organisés à son échelle.

La coopération avec l'État, ses services et Agences, s'est en fait rapidement mise en place dans un esprit de complémentarité face à une urgence nationale et régionale :

- Pour convenir avec l'ARS de l'allocation des matériels et produits de protection acquis par la Région,
- Pour mettre au point avec BPI France plusieurs dispositifs d'aide,
- Pour décider des mesures permettant la continuité éducative,
- Pour convenir, au niveau d'IDFM, des mesures de réduction du trafic,
- Pour la mise à disposition des capacités d'accueil dans les internats des lycées,
- Pour établir la doctrine de port du masque par les agents des transports publics.

La coopération avec le Préfet de Région et ses services, sur tous ces sujets, a été efficace, intense et confiante.

2. *Une mise en œuvre efficiente*

Les décisions prises ont été dans l'ensemble mises en œuvre avec une remarquable efficience qui tient à son organisation, à sa position d'institution à même d'embrasser l'ensemble des problématiques essentielles des Franciliens, à sa proximité avec tous les acteurs concernés et plus encore, à la mobilisation de ses agents.

Une efficience renforcée par des choix récents de la Région

Plusieurs des mesures prises par la Région ainsi que la mobilisation de ses moyens ont été largement facilitées par des décisions prises antérieurement à la pandémie. On peut citer à ce titre :

- Le virage numérique dans les lycées qui a permis dès la rentrée 2019 d'équiper la moitié des lycéens d'Île-de-France en tablettes et ordinateurs, avec des ouvrages numérisés. Cette mesure a permis à de nombreux jeunes de poursuivre leurs études à distance pendant le confinement et à leurs professeurs de les accompagner.
- Le développement des smart services *(dont QIOZ pour l'enseignement des langues étrangères)* et la mise en place en 2019 d'une équipe dédiée à la conception de nouvelles applications au service des Franciliens a été très précieuse. C'est ainsi que plusieurs services nouveaux *(plateforme solutions Covid 19, plateforme Ensemble pour l'emploi, …)* ont pu être développés dans des délais rapides. Cette compétence nouvelle a également permis d'offrir rapidement des solutions d'enseignement à distance pour enrichir l'ENT, ainsi qu'aux organismes de formation.
- L'existence de certains dispositifs a permis de caler facilement les nouvelles initiatives prises et a facilité leur déploiement :
    - Les dispositifs PM'up créés à partir de 2010, dont PM'up Covid 19 est techniquement une nouvelle déclinaison,
    - Le Plan vélo Île-de-France (CR 2017-77), dont le Plan RER Vélo constitue un renforcement très sensible.
    - Le soutien apporté depuis 3 ans à la recherche contre les maladies infectieuses d'origine animale à travers le DIM Health 1, qu'il a suffi de renforcer.
- Le soutien apporté de longue date à plusieurs associations du domaine social ou humanitaire (telles que les Restos du Cœur, le Secours Populaire, la Croix Rouge, le Secours populaire, le Secours catholique, la Banque alimentaire et l'Armée du Salut, « En avant toutes », « Maisons des adolescents, le collectif « Je t'aide ») s'est également révélé précieux.
- Le regroupement des services en un seul site a permis également depuis plus d'un an que se nouent des liens nouveaux entre collègues, ce qui a nettement tranché avec la situation précédente où les différentes composantes de l'administration étaient éclatées en plusieurs sites. Cette nouvelle proximité, à peine affectée par la généralisation du télétravail et entretenue par de nombreuses conférences, a contribué à la mise en œuvre des mesures, à une meilleure compréhension mutuelle et à la recherche féconde de solutions.

Deux exemples majeurs de ces décisions qui se sont avérées très bénéfiques dans les circonstances de la pandémie sont développés ci-après.

Le télétravail :

Le télétravail a été instauré avec l'installation des services régionaux dans leurs nouveaux locaux de Saint-Ouen à partir de janvier 2018, l'équipement de tous les agents en ordinateurs de bonne capacité, l'augmentation des capacités de serveurs et la généralisation de l'accès aux services de visio-conférence. Il concernait, à la fin de l'an dernier, 60% des salariés, une ou deux journées par semaine. Les consultations régulièrement organisées auprès des agents et des encadrants ont montré une adhésion croissante à cette modalité de travail. Le télétravail avait par ailleurs prouvé son efficacité pendant la période des grèves de décembre-janvier 2020, où l'administration a poursuivi ses missions normalement alors que de nombreux agents ne pouvaient se rendre dans les locaux de la Région.

Dès le confinement décidé, le télétravail à la Région a concerné la quasi-totalité des agents. Les chiffres suivants portent sur la période du 17 mars au 15 mai :

- 99% des agents du siège (1.800) ont pratiqué le télétravail 5 jours sur 5 pendant le confinement.
- Seuls 30 agents en moyenne se trouvaient sur site, pour des missions de maintenance informatique et des bâtiments.

Pendant cette période de télétravail, on a dénombré :

- 12.421 visio-conférences organisées. Entre le mois précédent le confinement et le mois d'avril :
    - le nombre de conférences est passé d'une moyenne de 160 par jour à une moyenne de 600 par jour ;
    - La durée moyenne des conférences est passée de 38 minutes à 55 minutes ;
    - Le nombre moyen de participants est passé de 3,5 à 5 personnes ;
- Près de 60.000 connexions d'agents sur tout un mois ;
- Près de 100.000 messages envoyés par les agents ;
- + de 2,5 millions de minutes soit 1.736 jours passés en conférence sur Skype ou Teams.

Ces chiffres démontrent une réelle appropriation des outils numériques par les agents pour mener à bien leurs missions durant cette période de télétravail continue. Par ailleurs, le télétravail à la Région ne s'est pas limité à l'organisation du travail à distance.

Grâce à ce mode de travail, la Région a continué, pendant le confinement, d'instruire les dossiers et les services ont même pu accélérer l'instruction de nombreux dossiers et par exemple, réduire les délais de paiement de fournisseurs ou bénéficiaires de subventions (lire en partie 2 ci-après), ce qui a été particulièrement apprécié. En conséquence, l'utilisation et l'exploitation des moyens de travail à distance ont permis d'obtenir de très bons résultats aussi bien sur le niveau d'adhésion des agents à

cette pratique mais également de manière plus globale sur la qualité des services offerts aux Franciliens. Ainsi, que ce soit en présentiel ou au siège, les agents sont restés aussi performants.

La mise à disposition de la centrale d'achat :

La Région a créé une centrale d'achat en 2019 *(délibération CR- 2019-001 du 20 mars 2019)* dans le but principal de faire bénéficier les lycées d'achats négociés, sans que cette vocation soit exclusive, laissant ainsi la possibilité de procéder à d'autres types d'achats ultérieurement et permettant à toute autre catégorie d'acheteurs publics d'y adhérer. Une centrale d'achat est un dispositif de mutualisation de l'achat public prévu par le Code de la commande publique *(art. L.2113-2)* et permet à des acheteurs publics qui souhaitent y adhérer de bénéficier d'économies d'échelles et de procédures de marché public effectuées par la collectivité centralisatrice. La centrale d'achat instituée en 2019 permet de réaliser les 3 modalités d'action prévues par le Code :

- Passation de marchés publics ou accords-cadres de fournitures, de services ou de travaux destinés aux adhérents *(rôle d' « intermédiaire »)* ;
- Acquisition de fournitures et biens destinés aux adhérents *(rôle de « grossiste »)* ;
- Réalisation de missions d'assistance et conseils aux acheteurs.

La Région a, jusqu'à ce jour, privilégié le rôle d'intermédiaire qui est souple car l'acheteur public adhérent commande et est facturé directement par le fournisseur, en bénéficiant du contrat négocié et formalisé par la centrale d'achats.

Dès le début de la crise, la Présidente a demandé que la centrale d'achats soit mobilisée à destination des acteurs publics mais aussi privés pour leurs acquisitions de produits d'urgence *(masques, gel hydro-alcoolique, …)*, ce qui supposait une approche juridiquement différente. Forte de l'expérience déjà acquise avec sa centrale d'achats, l'Administration régionale *(Pôle JADE)* a rapidement conçu un Smart service de type « mise en relation »/place de marché entre acheteurs et fournisseurs, via le site Internet de la Région. Un développement informatique a été créé en urgence par un prestataire et les premières demandes d'achats ont pu été traitées dès le 8 avril.

Ce service - gratuit pour les acheteurs et les fournisseurs - a rencontré un engouement exceptionnel, 7.385 acheteurs s'étant manifestés du 8 avril au 18 mai. Le nombre de demandes satisfaites est estimé à 6.000 environ. Parmi les acheteurs figurent une grande majorité d'entreprises, y compris des entreprises importantes qui ont ainsi pu mieux organiser les conditions de leur continuation ou reprise d'activité.

Du côté des fournisseurs, un travail de qualification de l'offre a été effectué *(renseignement des prix, capacité de production, délais de livraison et certificats d'homologations)* pour faciliter le sourçage des achats et le référencement au sein de la centrale. Pour ceux qui n'ont pas pu être référencés au sein de la centrale, un renvoi systématique vers la plateforme d'entraide et de solidarité développée par la Chambre de Commerce et d'Industrie a été opéré, afin de rendre visible leur offre sur leur territoire et le cas échéant, sur la plateforme Solutions Covid quand cela paraissait pertinent.

Les agents largement mobilisés

Les dispositifs mis en place dans des conditions rapides et parfois difficiles :

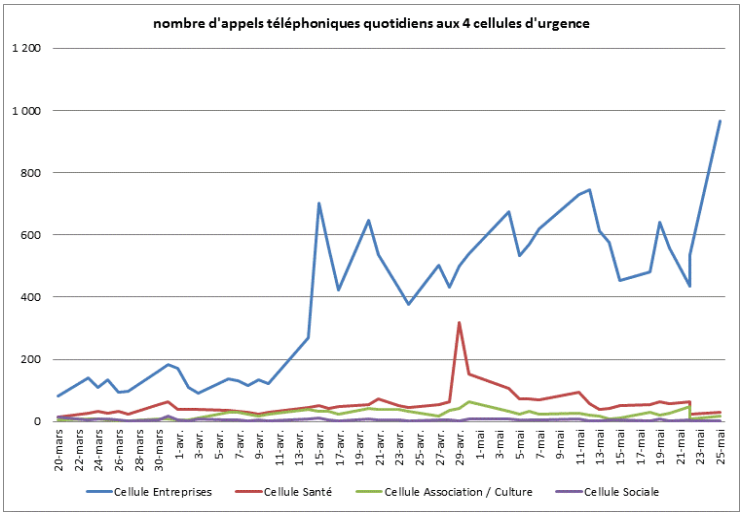
Les mesures décidées par la Région ont été mises en œuvre dans des délais aussi réduits que possible grâce à la mobilisation des agents. Ainsi :

- Le Fonds d'équipement d'urgence des professionnels de santé a été opérationnel dès le 19 mars.
- Le Fonds de solidarité aux entreprises *(volet 2)* conçu le 3 avril a été mis en œuvre dès le 15 avril.
- La Plateforme *Solutions Covid 19* a été décidée dans la semaine du 16 mars et mise en ligne la semaine du 23 mars.
- La plateforme d'appels au numéro unique a été mise en place aussitôt décidée le 9 mars et étoffée quelques jours après par les quatre cellules d'urgence.
- La mise en place d'une Conciergerie pour les internes des hôpitaux s'est faite en quelques jours seulement et opérationnelle dès le 7 avril avec des agents volontaires de la Région Île-de-France.
- …

Deux cas emblématiques sont présentés ci-après.

Le cas des cellules d'urgence :

La mise en place des cellules d'urgence est un bon exemple de cette mobilisation. Ainsi la Cellule entreprises a rapidement montée en régime, comptait à la mi-mai une cinquantaine d'agents qui se relayaient pour répondre aux sollicitations avec deux équipes de répondants (matin – après midi). Les répondants sont spécialisés par type de sollicitation : courriel ou téléphone. Ils font face à un afflux considérable *(500 appels en moyenne quotidienne depuis le mois d'avril, près de 180 courriels quotidiens.*



Le fonctionnement de cette cellule d'urgence est très exigeant pour les agents qui ont accepté de s'y relayer. Les agents doivent être formés avec des mises à jour permanentes en fonction de l'évolution des dispositifs d'aide. Ils sont en outre fréquemment confrontés à des situations de détresse difficiles à gérer. Il est clair enfin que, malgré le renfort de personnels, cette mobilisation ne peut être maintenue durablement sans impacter le fonctionnement normal du service. Or la cellule est en place depuis le 18 mars et fonctionne sans désemparer.

Dans des proportions moins importantes, les autres cellules d'urgence, elles aussi opérationnelles dès la mi-mars, ont également fonctionné à plein. Ainsi la Cellule Covid-19 santé qui a reposé sur une équipe de 20 personnes se relayant à temps partiel a reçu plus de 3.800 appels et courriels depuis son ouverture.

Le cas des masques :

Les commandes de masques et de gel, leur livraison et leur distribution sont un bon exemple de la mobilisation des services et d'un recours bien maîtrisé à des procédures exceptionnelles, avec l'action coordonnée, entre autres, des DGA des pôles P3SM, PPMG, JAD et Finances et de leurs équipes.

Les commandes ont été passées sous le régime de l'urgence impérieuse (article R 2122-1 du Code de la commande publique, voir ci-après) qui exonère de toute mise en concurrence ainsi que des délais et procédures de consultation. La Région a tout de même procédé à une consultation rapide et privilégié les fournisseurs les plus sûrs car déjà en relation avec l'AP-HP. Le règlement a pu être à chaque fois réalisé en moins de 48 heures, la DRFIP délivrant immédiatement un certificat de débit au profit du fournisseur. Dans la situation de tension sur le marché des masques, seul le paiement préalable pouvait en effet aboutir.

Le premier arrivage de masques en provenance de Chine date du 24 mars. Il s'agissait d'un don des commerçants chinois d'Ile-de-France. La première commande passée le 26 mars est arrivée le lundi 30 mars. À partir du lendemain, un avion affrété par la Région (pour plus de sûreté et un moindre coût) a acheminé les plus grosses quantités. Les 1er avril, 12 avril, 18 avril et 23 avril, les livraisons ont été réceptionnées avec, à chaque fois, la présence à Roissy de l'administration régionale pour assurer sans délai les formalités de douane. C'est sur la base du volontariat que les agents de la Région ont organisé l'acheminement à Saint-Ouen depuis l'aéroport de Roissy, la réception, le conditionnement, la répartition et dans de nombreux cas la livraison des masques et du gel aux organismes, collectivités et associations bénéficiaires.

Dans cet enchaînement d'actions, la Région a pu se montrer beaucoup plus agile que d'autres administrations publiques.

La préparation des lycées pour l'accueil des personnes fragiles :

Dans les internats de lycées mobilisés pour l'accueil de personnes fragiles, des équipes d'agents volontaires, constituées selon les cas de 6 à 10 agents ont procédé à la préparation des chambres d'internats avant l'arrivée des personnes accueillies et à leur nettoyage. Ils ont pu également procéder au barriérage du plan de circulation. Ces interventions étaient réalisées en 24H ou 48H pour répondre à l'urgence de la mise à disposition des locaux.

Des difficultés techniques maîtrisées :

La bonne application des décisions s'est parfois heurtée à des difficultés techniques qui, sans réaction rapide, auraient pu en empêcher la mise en place en temps opportun. Trois exemples peuvent être donnés :

- Les services informatiques de la Région ont été en permanence « sur la brèche » afin d'assurer un fonctionnement optimal des systèmes dans un contexte :
  - de sollicitation maximale, pour assurer la continuité en télétravail par les agents de la Région, de l'ensemble des applications de gestion,
  - de migration de nos plateformes vers un hébergement externe, permettant de garantir une disponibilité 24/7 pour les Franciliens comme pour les agents,
  - d'ajustements fonctionnels de nos systèmes d'information rendus nécessaires *(par exemple au niveau de la plateforme MES DEMARCHES).*

- Dès le 16 mars, le nombre de connexions à l'Espace Numérique de Travail (ENT) a été multiplié par 10 passant de 400.000 à 4 millions. Ce succès a engendré un bug, résolu en 2 jours, période qui a été mise à profit entre les 16 et 19 mars pour établir un accord sur le temps d'accès à l'ENT afin de ne pas épuiser les capacités de bande passante. Aux termes de 2 réunions de crise par jour, le choix a également été fait d'accorder l'accès prioritairement aux professeurs dans un premier temps avant de l'ouvrir, dans un second temps, aux élèves par tranches successives (30 puis 40 puis 50 puis 200.000).

- L'ASP *(Agence de Services et de Paiement de l'État)* qui verse de nombreuses subventions ou indemnités pour le compte de la Région ne pouvait plus préparer les appels de fonds *(ses salariés en télétravail n'ayant pu être connectés à la base permettant de les éditer).* Une solution a dû être trouvée très rapidement sous peine de priver d'aides régionales ceux à qui elles sont destinées. Les modalités des appels de fonds ont été allégées (pas d'états détaillés fournis retraçant la liste des bénéficiaires des versements). Un certificat administratif spécial actant une modification temporaire de la convention passée entre la Région et l'ASP a été établi et l'avenant à la convention correspondant sera présenté à la Commission permanente du 27 mai.

Des coopérations nouvelles ou renforcées entre services :

Entre services de la Région :

Des collaborations nouvelles et fructueuses entre services se sont développées pendant la période du confinement, dans la conception et la mise en œuvre des mesures novatrices prises par la Région. Entre autres exemples, la plateforme *Solutions Covid 19*, a été mise en œuvre grâce au travail collaboratif entre plusieurs Directions, la Smart Région *(agents Région + groupement de prestataires)* et la Direction de la Communication pour la mise en page/validation du contenu par rapport aux chartes régionales. La réalisation a été très rapide *(une semaine)* grâce à l'investissement des équipes et des partenaires externes.

La mise en œuvre de plusieurs mesures a nécessité le renfort d'équipes au sein des pôles mais également en provenance d'autres pôles. C'est singulièrement le cas pour le Pôle Economie Emploi. Ce renfort a été effectué sur une base volontaire, démontrant la motivation et la solidarité des agents de la Région pour participer à la mobilisation régionale contre la pandémie. Ainsi, la cellule d'urgence sur les entreprises a été renforcée par 12 agents d'autres pôles. De même l'instruction des dossiers PM'up Covid 19 ou des dossiers du Fonds de soutien volet 2 a reçu et reçoit le renfort d'agents d'autres pôles. Tous ces agents ont été dûment formés à leurs nouvelles tâches temporaires.

Si la mise en œuvre administrative des mesures a été dans l'ensemble assurée avec célérité, avec des temps de traitement des dossiers puis des délais de paiement raccourcis, des difficultés d'interprétation ont pu ponctuellement surgir entre services instructeurs et services financiers en ce qui concerne de nouveaux dispositifs d'aide. Ces difficultés ont à chaque fois été surmontées, chacun ayant conscience des enjeux. Elles n'en indiquent pas moins, à l'épreuve de cette mise en tension, que le fonctionnement de certains rouages de l'administration peut encore être optimisé.

Entre services de la Région et d'autres partenaires :

Le versement d'indemnités pour les étudiants infirmiers est un exemple de coopération entre les services de la Région et ceux d'autres administrations. Il a mobilisé en interne *(au Pôle TRESOR)* 6 agents en télétravail jusqu'à juillet. Cette action est mise en œuvre via deux canaux : la délégation de gestion à l'AP-HP pour les instituts de formation qui lui sont rattachés d'une part, et une externalisation de la gestion opérationnelle sous la supervision de la Direction des formations sanitaires et sociales d'autre part. Les étudiants éligibles font l'objet d'un état récapitulatif remonté par chaque institut de formation et leur RIB sont collectés pour la préparation du fichier de mandatement. Ce dernier fera l'objet d'un contrôle par les services de la Région avant d'être envoyé à la DRFIP pour le paiement des bénéficiaires.

Dans les cas où la collaboration entre services de la Région et les services d'autres administrations est quotidienne, celle-ci a connu une intensité et une efficacité inédites. Ainsi, dans le domaine des Lycées, une cellule permanente de coordination a été mise en place dès le 16 mars, associant la Région aux Rectorats et à la Préfecture de Région.

Les proviseurs ont eux-mêmes été fréquemment et directement associés. La collaboration a également été très étroite :

- Dans le domaine économique avec la Préfecture de région,
- Dans le domaine des Transports, avec IDFM et la Préfecture de Région,
- Dans le domaine de la santé avec l'AP-HP et l'ARS,
- En matière financière et comptable avec la Direction régionale des Finances Publiques *(voir ci-après).*

Une fonction Ressources Humaines très active :

Plusieurs initiatives ont été préparées par le Pôle Ressources humaines afin d'animer le télétravail et raffermir le lien entre les agents du siège mais également des lycées. En plus de l'intranet habituel qui a été fortement mobilisé pendant le confinement *(E-lien)*, des mesures de soutien, de coaching, des conférences et des formations ont été organisées tout au long de cette période de crise sanitaire.

Ainsi :

- *E-lien* a été stratégique durant cette période de confinement. Il constitue aujourd'hui le seul lien de la Région avec les agents. À ce titre, son contenu est actualisé quotidiennement pour les inciter à continuer à s'y rendre. On compte le nombre de visiteurs uniques à 5.000 / jour *(moyenne similaire hors confinement)* avec des pics à plus de 9.000 personnes au début de la crise.
- Une newsletter *E-lien* a été préparée sous la forme d'un journal de crise envoyé par courriel à chaque agent tous les lundis.
- De plus, le Pôle RH de la Région a relayé un outil inédit, le « Guide du télétravailleur », qui a eu un impact fort et une visibilité importante auprès de collectivités, de ministères, et d'entreprises. Le guide a également été repris par la presse spécialisée dans un certain nombre d'articles pour sa clarté, son efficacité et sa praticité.
- De nombreuses conférences ont été organisées durant cette période. 4 en interne *(313 participants)* et 4 ouverts à l'externe *(354 participants)* avec pour certaines des thèmes comme « Les bonnes postures ergonomiques » ou bien « Les bonnes pratiques pour des réunions motivantes à destination des encadrants ».
- Des Capsules *Vu d'ici (mini-conférences)* ont été produites, ainsi que des Podcast « les agents parlent aux agents », la Conférence hebdomadaire des encadrants *(plus de 150 participants)* et des tutoriels de bonnes pratiques sanitaires, …
- La formation à de nouveaux outils a pu également être effectuée : Teams, Trello…

Le Pôle Ressources Humaines a été mis à l'épreuve face aux différents enjeux de l'organisation du télétravail, du suivi de l'activité ainsi que du maintien du dialogue social. Cette période de crise sanitaire a donc montré le caractère essentiel et stratégique d'une fonction des ressources humaines active et inventive.

Des procédures adaptées aux circonstances exceptionnelles

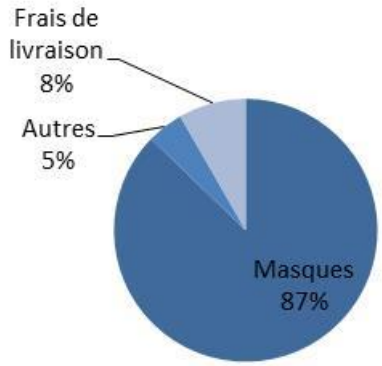
Que ce soit en vertu des ordonnances de mars 2020 ou des décisions de la Commission permanente, plusieurs assouplissements administratifs majeurs ont été apportés pour accélérer et faciliter les commandes indispensables, payer les fournisseurs et verser aux bénéficiaires de subvention les concours financiers attendus.

Procédures de commande :

Au vu de la difficulté à se procurer des équipements de protection sanitaire durant la période de crise, la Région a eu recours à la procédure « d'urgence impérieuse » prévue par l'article R. 2122-1 du Code de la commande publique qui dispose que « l''acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsqu'une urgence impérieuse résultant de circonstances extérieures et qu'il ne pouvait pas prévoir ne permet pas de respecter les délais minimaux exigés par les procédures formalisées».

Quatre principes doivent dans ce cas être respectés :

- la durée du marché doit être coordonnée à celle de la crise,
- les prestations prévues au marché ne doivent être exécutées que pendant la crise,
- le périmètre du marché doit être circonscrit à la lutte contre la pandémie et ses conséquences immédiates,
- le montant et le volume des prestations ne doit pas être disproportionné par rapport aux besoins résultant de la crise sanitaire.



marchés au titre de l'urgence impérieuse

Ces dispositions du Code de la commande publique ont été explicitées et détaillées par diverses fiches et notes de la Direction des affaires juridiques du Ministère des Finances. Le Pôle JAD (Juridique, Achats, Données) de la Région, ne se reposant pas simplement sur l'usage de cette faculté, s'est toujours efforcé de mettre en concurrence et de procéder à des consultations afin de préserver au mieux les intérêts de la collectivité. Dans le compte-rendu présenté à la Commission permanente du 27 mai figurent 43 marchés passés pour un montant total de 22,9 millions €, dont la plus grande partie (87, 24 %) représente des achats de masques.

L'adaptation des systèmes de traitement des subventions :

Afin de mettre en œuvre rapidement les aides d'urgence décidées par la Région Île-de-France, les systèmes d'information concernés ont été adaptés sur deux volets : les démarches en ligne et le circuit d'attribution et de paiement des aides.

Sur le premier volet, des démarches en ligne ont été mises en œuvre dès le début avril sur la plateforme MES DEMARCHES *(notamment pour le spectacle vivant et PM'up covid19)* et des plateformes « clones » dédiées *(pour les professionnels de santé, les pharmacies et les TPE).* Au 20 mai, pour les dispositifs précités, plus de 6.000 demandes ont été déposées et la moitié des dossiers a donné lieu au versement d'une aide, l'autre moitié étant en cours d'instruction.

Sur le second volet, le circuit d'attribution et de paiement des aides a évolué pour permettre la fluidité nécessaire en ces temps de crise. Les outils de gestion ont donc été adaptés en paramétrage et processus d'utilisation pour faciliter l'application des ordonnances permettant l'attribution des subventions aux associations et les aides aux entreprises par la Présidente, et pour recourir plus largement au paiement en masse de centaines de bénéficiaires.

Les Règles de caducité :

Dans le souci de ne pas pénaliser les bénéficiaires d'aides régionales dont l'activité aurait été entravée par le confinement, les délais de caducité des subventions ont été suspendus pendant une durée de 6 mois à compter du 1er janvier 2020. Toutes les demandes de versement de subvention transmises entre le 1er janvier et le 1er juillet 2020 sont concernées.

Mise en paiement :

Lors de la Commission permanente du 3 avril, plusieurs souplesses ont été introduites afin de faciliter temporairement le paiement des subventions. La production de plusieurs pièces n'a plus été requise :

- *Un allègement temporaire dans la production des pièces de demande de solde*
- *L'attestation de récupération ou non de la TVA,*
- *Le plan de trésorerie en cas de demande d'avance de fonds,*
- *Les conventions de stage pour justifier du respect de l'obligation de la mesure 100.000 stages,*
- *Le compte-rendu d'exécution de la Charte de la laïcité,*
- *La signature des comptes rendus financiers par un expert-comptable.*

La non-production de ces pièces pour le versement des soldes de subvention ne sera ainsi pas bloquante, afin de ne pas pénaliser la trésorerie des structures. En revanche, les pièces devront être envoyées à la Région *a posteriori* d'ici le 31 décembre 2020. Il s'agit en effet d'une mesure transitoire avec un objectif de sécurisation des trésoreries qui n'exempte pas les bénéficiaires de leurs obligations, tant en termes de recrutement de stagiaires que de respect de la Charte laïcité.

Le mandatement

Les délais de paiement des factures ont été globalement améliorés pendant la période de confinement. Pour les factures arrivées Région en 2020, le délai global de paiement a baissé de -10% en mars 2020 par rapport à mars 2019 et a baissé de -9% en avril 2020 par rapport à avril 2020.

La Région se situe désormais juste au-dessus délai légal (33 jours vs 30 jours), l'objectif étant d'atteindre ce délai avant la fin de 2020. En intégrant les mandataires, la Région est déjà en dessous de ce seuil.

Toutes les dépenses sanitaires COVID (masques, blouses, tests...) ont quant à elles été payées en moins de 48h dont une majorité en moins 24h.

La soutenabilité financière

Les mesures décidées pour répondre à la pandémie et les conséquences diverses de celle-ci vont mettre à mal les finances publiques et celles de la Région en particulier. La Région Île-de-France est fort heureusement dans une situation financière qui lui permet de jouer pleinement son rôle.

À la base, une situation financière saine :

La soutenabilité financière des initiatives régionales pour lutter contre la crise sanitaire du Covid-19 a été rendue possible par les efforts de gestion budgétaire entrepris par la Région depuis le début de la mandature, lui permettant de disposer d'une bonne situation financière au moment d'affronter la pandémie.

Ainsi, lors de l'examen du budget 2020, la Région a affiché une capacité d'autofinancement de 66 % *(avec 1.247 M€)* en amélioration de 4 points par rapport au budget 2019 *(62 %),* qui constituait déjà un point haut après une progression constante à la hausse depuis 2016. Dans les faits, fin 2019, la capacité d'autofinancement affiche un niveau jamais atteint depuis 20 ans.

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Taux d'épargne brute	20,5%	22,5%	27,8%	29,2%	38,2%
Taux d'épargne nette	7,9%	9,8%	13,5%	14,6%	26,7%
Taux d'autofinancement	57,8%	67,8%	70,9%	81,2%	103,9%
Ratio sur la capacité de désendettement	7,5	7,2	5,5	5,4	3,4

La capacité de désendettement déjà en nette amélioration depuis 2015 a atteint le **ratio de 3,4** au 31 décembre 2019, soit là aussi le meilleur ratio depuis très longtemps.

Cette très bonne situation financière a été saluée lors du sommet organisé par le groupe Leaders League en avril 2019, soulignant notamment la position de la Région Île de France comme leader européenne pour les émissions obligataires vertes et responsables, la baisse sensible de ses dépenses de fonctionnement pour financer l'investissement *(1,5 Md€ d'économies cumulées depuis 2015)* et une politique « achats » volontariste avec la nouvelle centrale d'achats territoriale au service de ses parties prenantes *(lycées, organismes associés, autres collectivités …).*

Le 10 avril, en outre, l'Agence Fitch confirmait la note 'AA' de la Région Île-de-France en ces termes. […] « La perspective est stable et inchangée depuis notre dernière revue des notes ». […] « La perspective stable reflète la capacité de la Région à maintenir des ratios compatibles avec ses notes actuelles, malgré la récession économique attendue. » […] « L'Île-de-France exerce un contrôle strict sur ses dépenses, comme le reflète la baisse continue des dépenses de gestion ces quatre dernières années. Les dépenses de gestion ont baissé de 2,3 % en moyenne par an entre 2015 et 2019, alors que les recettes de gestion ont crû de 2,6 % par an en moyenne sur cette période. » […] « La dette de l'Île-de-France est gérée de manière robuste et prudente » […] « La dette nette ajustée de la région a baissé en 2019, passant de 5,577 milliards d'euros fin 2018 à 5,185 milliards d'euros fin 2019. Elle était à fin 2019 inférieure à son niveau de fin 2015 *(5,410 milliards d'euros).*

Pour sa part, l'Agence Moody's n'a pas publié de communiqué mais a maintenu sa notation.

Une trésorerie solide :

La Région disposait d'une trésorerie très solide en début de crise *(environ 1 Milliard € fin février).* Toutefois, par précaution et pour anticiper toute difficulté sur le marché du financement à court terme, la Région a procédé à un tirage de trésorerie sur sa ligne *revolving (500 millions € à taux 0 %)* le 2 avril dernier.

À la mi-mai, la trésorerie de la Région s'élevait à 1,5 milliard €. Compte tenu de la fermeture des marchés financiers qui a particulièrement duré sur le court terme *(arrêt des transactions en mars et raréfaction de l'offre jusqu'en mai, accompagné d'une hausse des taux très sensible)*, il a en effet été jugé préférable de sécuriser très en amont le remboursement de l'encours de billets de trésorerie *(500 M€)* prévu le 17 juin 2020.

Lors des dernières revues de notation de Fitch et Moody's en avril dernier, les deux agences de notation financière ont confirmé la robustesse de la liquidité de la Région. Les notes de court terme de la Région sont ainsi les plus élevées possibles.

Le coût de la pandémie pour la Région :

Le coût de la pandémie ne se limite pas à celui des mesures qui ont été prises en urgence et mises en œuvre pendant la période de confinement. Doivent s'y ajouter les mesures prises pour la relance de l'économie régionale, prévues dans le budget supplémentaire présenté en juin au Conseil régional et qui doivent être complétées à l'automne. Dès ce budget supplémentaire 591 millions € d'ouvertures nettes de crédit ont été proposées.

Les recettes de la Région devraient quant à elles être sensiblement affectées par la récession économique, au moins à court terme. Une perte de recettes de l'ordre d'1 milliard € d'ici 2022 peut être anticipée.

L'obstacle pourra être franchi notamment en recourant à l'emprunt. Cela sera possible sans que les ratios d'endettement, qui ont pu être notablement améliorés ces dernières années, ne dépassent les seuils prudentiels généralement admis.

Conclusions et enseignements

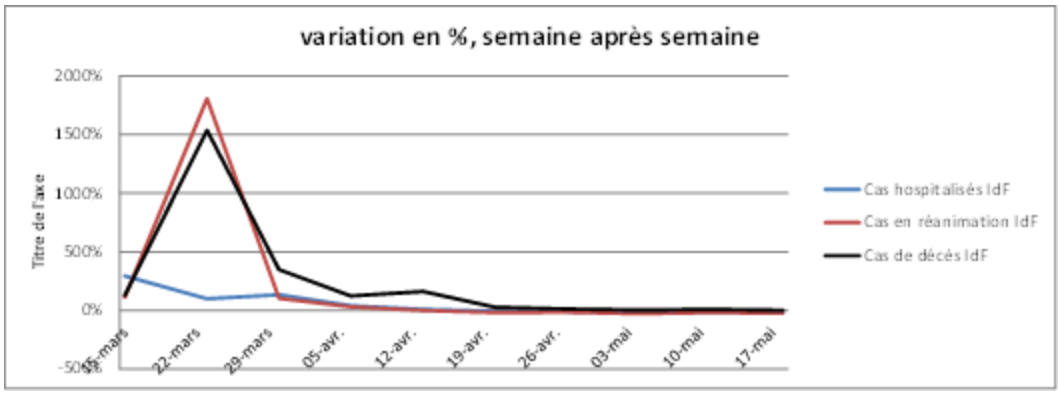
Les enseignements à tirer de la crise de Covid-19 en Île de France dans le courant du premier semestre 2020 sont nombreux.

- Au sortir de la période de confinement un bilan peut être rapidement établi de la façon dont la Région a réagi, dans l'urgence, à la pandémie. Une évaluation de cette réaction fait nettement ressortir :

    - Que la réaction de la collectivité a été immédiate : la plupart des décisions importantes ont été annoncées avant même le début du confinement et mises en œuvre dans cette deuxième quinzaine du mois de mars où s'est manifestée une progression fulgurante de la pandémie en Île de France;
    - Que ces décisions se sont appliquées en toute priorité à conforter le monde la Santé dans les efforts admirables qu'il a déployés : en lui procurant les facilités (transports, hébergement), les renforts puis les équipements (maques, blouses,…) nécessaires ;
    - Qu'elle s'est employée à venir en aide aux lycéens afin qu'ils continuent à étudier, aux entreprises (notamment les TPE et PME) pour les aider à surmonter cette passe difficile ;
    - Que ces décisions ont joué sur tout le clavier des compétences de la Région et ont bénéficié d'une mise en œuvre très rapide.

- Sur le plan sanitaire, le confinement a eu des résultats très nets :

    - Pendant la première semaine du confinement, l'on a assisté à une multiplication par 4 du nombre d'hospitalisations, la semaine suivante le nombre de cas en réanimation était multiplié par 19, et celui des décès par 16,
    - Dès la troisième semaine cette progression était enrayée. A compter de la cinquième semaine le nombre de cas en réanimation commençait à diminuer,



    - La Région a pris toute sa part à cet effort collectif. Elle a fait une application scrupuleuse du confinement avec la fermeture immédiate des lycées, des îles de loisirs, des espaces verts, des sites administratifs et une réduction de l'offre de transports réduite au strict nécessaire, notamment pour les professionnels de santé,

- Ce succès en termes de santé publique ne signifie pas pour autant la fin de la crise. Sur le plan sanitaire, une vigilance durable s'impose. Les conséquences sur les plans économique, social et même culturel vont par ailleurs être considérables.

- Outre les impulsions et décisions émanant de l'Exécutif et des instances délibérantes, la qualité et l'impact de la réaction régionale s'expliquent par plusieurs facteurs que cette crise a révélés :

  - En premier lieu, la Région est un échelon incontournable de nos institutions. Elle est proche des réalités du territoire dont elle connaît tous les coins et recoins et travaille en proximité avec tous les acteurs qui en font la vie sociale, économique et environnementale. Elle exerce des compétences essentielles, qui ont toutes été convoquées dans cette crise (économie, lycées, transports, formation …). La morphologie particulière de l'Île de France renforce encore chez nous la pertinence et la force du niveau régional en tant que levier de l'action publique.
  - En second lieu, la Région est un échelon institutionnel agile. Ceci résulte sans doute en partie de sa jeunesse et de sa genèse en tant qu'administration de mission. Mais les caractéristiques qui sont apparues pendant cette crise l'ont amplement confirmé. Elle bénéficie d'une chaîne de commandement simple. Elle a continué à fonctionner à plein étant déjà bien rôdée et équipée pour le télétravail. Elle a surtout pu compter sur une mobilisation remarquable de ses agents, depuis ses cadres jusqu'aux agents les plus modestes, pleinement conscients de l'importance de leur mission aux services des Franciliens et motivés par elle. C'est ainsi que des solutions ont pu être imaginées et concrètement apportées avec une efficacité que l'Inspection estime remarquable, là où d'autres administrations relevant de l'Etat ont quelquefois paru engoncées.

- De fait pendant cette crise, la Région a agi en complémentarité et parfois en suppléance de l'Etat. La décision de confinement, la loi sur l'état d'urgence sanitaire et les 25 ordonnances – dont 4 concernant plus directement les collectivités locales - prises du 20 mars au 13 mai ont rapidement encadré sur le plan juridique les conséquences du confinement et permis la continuité de la vie sociale et économique du pays dans un contexte de crise. Mais le manque d'anticipation de l'Etat dans l'une de ses missions essentielles, la santé publique, a été mis en lumière pas les lacunes dans la gestion des stocks et de l'approvisionnement en masques. On a pu mesurer à quel point la lourdeur des mécanismes de la décision étatique, les rigidités administratives ont pu conduire à des situations difficiles.

  Après quelques hésitations, l'Etat a rapidement considéré la position essentielle de la Région pour contrecarrer la pandémie sur l'un des deux territoires les plus atteints du pays. Une coopération s'est établie à tous les niveaux, que ce soit pour les transports et la mobilité, l'éducation ou le soutien au tissu économique.

Si quelques lourdeurs ont dû être surmontées, la Région ne peut que saluer un esprit de coopération et une densité d'échanges qui n'étaient malheureusement pas toujours d'usage en des temps plus ordinaires.

- **Globalement, cette situation exceptionnelle et soudaine, a constitué une mise à l'épreuve. Elle a révélé certaines contraintes et lourdeurs particulièrement handicapantes dans ces circonstances et qui n'en restent pas moins gênantes en temps d'administration « normale ». Elle a permis également de discerner des voies d'amélioration que l'on n'aurait pas aperçues ou osé apercevoir auparavant, que ce soit au niveau des politiques publiques ou dans la façon de les mettre en œuvre. Si ces voies sont résolument empruntées, alors il sera possible d'estimer que, de façon inattendue, cette crise aura eu une utilité.**

- Des politiques amorcées ces dernières années par la Région vont devoir et pouvoir être poursuivies et amplifiées. L'organisation du travail en Ile de France, région où l'activité tertiaire est largement dominante, doit être profondément repensée. L'expérience globalement réussie du télétravail mérite d'être encouragée, techniquement mieux outillée et socialement bien ajustée. Le télétravail doit en outre permettre de limiter les migrations quotidiennes, facteurs de congestion des routes et des transports, facteurs de stress et nuisibles à l'environnement. La mobilité régionale doit également bénéficier d'un étalement des horaires le matin comme en fin de journée. Le vélo (de plus en plus électrique) va accélérer sa conquête et représenter une part rapidement croissance des déplacements.

- Les techniques de communication nouvelles vont également impacter celles de l'enseignement, avec une généralisation maintenant bien comprise de l'équipement des lycéens et des établissements. Elles vont impacter les pratiques médicales avec la télémédecine, celles de la formation des jeunes pour un emploi, etc… tous domaines que la Région a déjà investis. Même si cela découle très logiquement de l'épisode de confinement, il n'appartient pas à l'IGRIF dans le cadre de la mission qui lui est confiée, d'élaborer sur ces questions. Bien conduites, par la Région notamment, ces évolutions peuvent être très bénéfiques sur le plan environnemental, social et économique.

- Dans le paysage institutionnel de la République, l'échelon régional mériterait d'être encore conforté. C'est aussi un enseignement de la crise actuelle. C'est à son niveau que nombre de politiques intéressant la vie quotidienne de nos concitoyens peuvent se déterminer et s'appliquer avec une plus grande efficacité. Cela est vrai également pour la vie économique, le territoire de l'Île de France formant un grand écosystème insécable. Cette crise a démontré que la Région est en Ile de France la collectivité capable de fédérer les forces vives dans de nombreux domaines pour réaliser des actions d'envergure. La mise en place du Fonds Résilience en apporte une nouvelle démonstration. Une réflexion sur les compétences telles que la santé publique vaudrait en outre d'être engagée, pour marquer de nouveaux progrès en matière de décentralisation.

- S'agissant du fonctionnement de la Région, il faut savoir distinguer ce qui a été très satisfaisant –et que ce rapport s'est plu à souligner- de ce qui pourrait être amélioré encore. La mise à l'épreuve de la crise permet de dégager ou de souligner quelques points d'évolution à considérer :

    - La Région a procédé au regroupement des services avec l'installation à Saint-Ouen. Il en est déjà résulté de nouvelles pratiques de travail et des coopérations inédites entre Pôles. La critique longtemps formulée d'un fonctionnement en silo des services a moins de force à présent, mais elle demeure pertinente pour l'essentiel. Or ces coopérations sont fécondes, ce que l'expérience récente a prouvé. La transversalité doit être développée, la mobilité interne et les parcours « trans-Pôles » doivent être encouragés ;

    - Le télétravail a permis la continuité du service public, la Région ayant poursuivi l'instruction de tous les dossiers, tout en travaillant activement sur les nouveaux dispositifs en réponse à l'épidémie. Le télétravail est en outre une modalité appréciée des agents de la Région, ce qu'une enquête effectuée auprès d'eux en 2019 a établi. La crise a cependant été riche d'enseignement quant à ses limites, à la façon de l'organiser, au besoin de réunions physiques, à l'accompagnement nécessaire (qui a été fourni). Une chose est certaine : il prendra plus de place dans l'organisation du travail à la Région et avec les partenaires de la Région. Il faut donc œuvrer à son meilleur usage ;

    - Concernant les systèmes d'information. L'architecture des systèmes d'information de la Région est encore à l'image de ce que la Région était avant le regroupement à Saint Ouen : cloisonnée, historiquement sédimentée et insuffisamment communicante. Les limites de cet environnement informatique complexe sont apparues encore plus fortement pendant cette crise. Une ré-architecturation d'ensemble qui ne pouvait être entreprise plus tôt devrait être engagée, d'autant qu'elle prendra plusieurs années pour être implémentée. Elle doit être fondée sur les données que les services et les partenaires de la Région peuvent avoir en partage et reposer comme brique de départ sur un système rénové d'information financière et comptable, de gestion des interventions et de leur suivi-évaluation.

    - Concernant les procédures de travail internes, des ajustements doivent être effectués afin d'apporter plus de fluidité. La mise en place de nouveaux dispositifs a nécessité des réglages entre services instructeurs et services financiers, qui ont rapidement été apportés compte tenu de l'urgence et des forts enjeux. Ces types de réglages relatifs à des processus de nature transversale entre Pôles sont nécessaires pour une meilleure efficience.

- Une autre évidence qui découle de la crise est la nécessité pour la Région de maintenir une gestion budgétaire et financière rigoureuse. Sans cette gestion rigoureuse, la Région ne disposerait pas aujourd'hui des moyens de répondre à la crise. Elle ne pourrait mettre en œuvre et préparer les mesures de soutien et les investissements qui doivent aider le territoire à se relever.

- Comme toute organisation dans un monde ô combien mouvant, la Région doit pour accomplir efficacement ses importantes missions, conserver son agilité, sa réactivité et une grande faculté d'adaptation. Cette exigence est d'autant plus impérieuse qu'il s'agit de servir les Franciliens et de le faire en faisant le meilleur usage de leurs contributions.
  C'est ainsi que la Région a engagé (par délibération du 21 novembre 2019) une démarche ambitieuse d'évaluation des politiques publiques en continu. Seule la définition d'objectifs clairs et d'indicateurs pour en mesurer l'atteinte permet aux décideurs de nouer un dialogue efficace et de procéder aux arbitrages attendus d'eux. Dans la période qui s'ouvre, avec les incertitudes et tensions budgétaires qui vont la caractériser, cette démarche d'évaluation devra être développée et se trouver d'année en année davantage au cœur de l'action collective.

Aussi cruelle qu'elle soit ou ait été pour nombre de Franciliens, la crise peut constituer une mise à l'épreuve salutaire pour notre région, ses politiques et son fonctionnement, à condition de savoir en tirer tous les enseignements.

ANNEXES

1. Lettre de mission de la Présidente
2. Chronologies comparées des principales mesures de niveau national /mesure prises par la Région par secteur
3. Synthèse des mesures prises par la Région
4. Demandes d'aides au titre du Fonds de Solidarité (volet 2)
5. Note sur les mesures prises par voie d'ordonnance intéressant le fonctionnement des collectivités territoriales

ANNEXE 1 : Lettre de mission

Conseil régional

La présidente

Saint-Ouen, le 19 mars 2020

Note de service à l'attention de
M. Hervé HOCQUARD
Directeur de l'Inspection Générale

Objet : Evaluation de la réponse régionale à l'épidémie

Monsieur le Directeur,

La Région ile de France comme le pays tout entier fait face à une crise sanitaire de grande ampleur. Le Premier ministre vient d'annoncer des mesures de confinement sans précédent qui vont profondément affecter la vie des Franciliens et d l'économie francilienne. La Région a déjà pris et va être conduite à prendre des décisions importantes pour contribuer à la réponse sanitaire, pour soutenir l'économie francilienne, pour préserver nos lycéens, ainsi que dans le domaine des transports et dans les autres domaines de compétences de notre collectivité.

Je souhaite que l'Inspection Générale établisse un rapport retraçant minutieusement les mesures que la Région aura prises et les apprécie sous les angles de la réactivité, de l'efficacité et de l'efficience.

Ce rapport devra m'être remis dans le mois suivant les annonces de déconfinement par l'Etat.

Valérie PÉCRESSE

Copies : David BONNEAU, Directeur général des services ; Magali LAMIR Directrice du Cabinet ; Patrick SPILLIAERT, Directeur Adjoint du Cabinet.

Conseil régional
Adresse : 2 rue Simone Veil –93400 Saint-Ouen
Tel : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE 2 : Chronologies comparées des principales mesures prises au niveau national et par la Région

Mesures Sanitaires nationales			Mesures sanitaires régionales
	11/05		Plus de 36 millions de masques commandés, près de 23 millions de masques distribués au 15/05
	21.595 hospit° 2.542 en réa 26.991 décès 57.785 guérisons	8.943 hospit° 1.079 en réa 11.054 décès 20.989 guérison	
Présentation du plan de déconfinement Validation du projet de loi de prolongation de l'Etat d'urgence par le Sénat 700.000 tests par semaine possibles Distribution de 100 millions de masques aux professionnels de santé et personnes à très haut risques	04/05 24.775 hospit° 3.430 en réa 25.531 décès 52.736 guérisons	9.930 hospit° 1.328 en réa 10.162 décès 19.392 guérisons	
Ventes de masques autorisées dans les pharmacies Rappel numéro vert de soutien psychologique	27/04 27.483 hospit° 4.608 en réa 23.293 décès 45.513 guérisons	11.349 hospit° 1.801 en réa 9.852 décès 16.289 guérisons	
..	20/04 30.106 hospit° 5.683 en réa 20.265 décès 37.409 guérisons	12.269 hospt° 2.126 en réa 8.802 décès 13.709 guérisons	30 M° de masques commandés, 1 M° de masques distribués en avril pour la sécurité des acteurs du transport 3,6 M° de masques donnés aux pharmacies pour les soignants et malades Gel hydroalcoolique : 14.300 litres achetés, la majeure partie redistribuée aux collectivités, fabrication de 500 litres dans un lycée.
Campagne de dépistage dans EHPAD Mobilisation des laboratoires non habilités Covid Plateforme nationale d'appui aux soignants Délai IVG étendu à 9 semaines	13/04 32.292 hospit° 6.821 en réa 14.967 décès 27.718 guérisons	13.209 hospit° 2.599 en réa 6.893 décès 9.790 guérisons	
Effectif Réserve sanitaire passe à 40.000 (X2) Recrutement de 1000 volontaires soignants Arrivée 8 M° masques (pont aérien avec Chine) + 4 Mds à ARS (mat médical et médicaments) Transfert de 324 patients de IDF à Bretagne	06/04 29.721 hospit° 7.072 en réa 8.911 décès 17.250 guérisons	12.074 hospit° 2.601 en réa 2.627 décès 6.225 guérisons	Fabrication de visières par le partenaire Fabrik Ephémère (14.000 depuis le 31/03) 500.000 masques distribués pour les EHPAD et soins à domicile 100.000 masques distribués à des asso. caritatives Recherche : Programmes Discovery et Epicov : 1 M€ Réorientation de programmes de 4 DIM vers Covid 19 (one health, Qi2, Elicit, L&V)
10.000 Lits en réa (X2) 1,4 M° masques livrés à l'ARS Production masques en France (+ 500K/jour) 100 T de matériel médical reçu (dt 5 m° masques) Majoration heures sup et primes soignants Passage à 29.000 tests /j (8000 avant) Transfert malades par TGV	30/03 22.411 hospit° 5.107 en réa 3.024 décès 7.924 guérisons	8615 hospit° 1.977 en réa 1.176 décès 2.907 guérisons	Covid 19 santé opérationnelle depuis le 18 mars Aide étudiants stagiaires infirmiers et aide-soignants : 40M€ mobilisés, 18.000 étudiants aidés au 21/05 Aide exceptionnelle SPS : 150 K€ MAD des personnels d'IdF Prévention Santé Sida (30 personnes /40) MAD de lits d'internats dans les lycées
Déclaration de l'état d'urgence sanitaire le 22 20 millions masques en cours d'envoi Hôpital militaire dans Est Mobilisation taxis et hôtels Limitation vente paracétamol Multiplication des tests à venir	23/03 10.176 hospit° 2.082 en réa 860 décès	3683 hospit° 973 en réa 262 décès 854 guérisons	
	15/03 5423 cas 400 en réa 127 décès	1.846 cas 51 en réa 16 décès	Fonds d'équipement d'urgence des professionnels de santé : 10 M€ mobilisés, 517 demandes reçues au 22/05
Plan blanc Application COVIDOM : 1 M€ Déplafont H sup soignants	2872 cas, 129 en réa, 61 décès 12/03	468 cas, 24 en réa, 7 décès	Application COVIDOM : 200 K€

Mesures économiques nationales		Mesures économiques région Ile de France
	11/05 21.595 hospit° 2.542 en réa 26.991 décès 57.785 guérisons	8.943 hospit° 1.079 en réa 11 .054 décès 20.989 guérisons Préparation du fonds d'urgence horticulture/ entreprises pépinières, entreprises agricoles : 1,5 M€ mobilisés Préparation du soutien au marché des végétaux M: 1 M€ mobilisés Préparation de l'aide aux circuits courts : 1 M€ mobilisés
Au 30/04 Fonds de solidarité : 990.000 entreprises aidées Prêts garantis : 322.000 entreprises aidées pour un montant de prêts de 50 mds	**04/05** 24.775 hospit° 3.430 en réa 25.531 décès 52.736 guérisons	9.930 hospit° 1.328 en réa 10.162 décès 19.392 guérisons
Plateforme de commercialisation et de distribution de masques pour les entreprises	**27/04** 27.483 hospit° 4.608 en réa 23.293 décès 45.513 guérisons	11.349 hospit° 1.801 en réa 9.852 décès 16.289 guérisons
Annulation des charges pour les entreprises qui ne reprennent pas le 11 mai Fonds de solidarité doublé (+1 md), aide aux entreprises en faillite passe à 5000 € : au 22/05 670 M€ versés à 477.000 bénéficiaires en IdF	**20/04** 30.106 hospit° 5.683 en réa 20.265 décès 37.409 guérisons	12.269 hospt° 2.126 en réa 8.802 décès 13.709 guérisons Fonds de solidarité volet 2 : 156 M€ mobilisés, plus de 8000 demandes reçues depuis le 15/04 Lancement du prêt rebond à taux zéro : 150 M€ mobilisés, 178 prêts accordés au 19/05
Maintien jusqu'à fin juillet de la fermeture des bars, restaurants et de l'interdiction de rassemblement > 5000 personnes	**13/04** 32.292 hospit° 6.821 en réa 14.967 décès 27.718 guérisons	13.209 hospit° 2.599 en réa 6.893 décès 9.790 guérisons Mise en place de la centrale d'achats Plan de relance de l'économie francilienne
Mise en place d'un consortium industriel français pour fabriquer des respirateurs afin d'équiper les hôpitaux (250 à venir, 10.000 attendus d'ici fin mai) Augmentation de la production de gel hydro-alcoolique en France (500.000 litres /j soit +25%)	**06/04** 29.721 hospit° 7.072 en réa 8.911 décès 17.250 guérisons	12.074 hospit° 2.601 en réa 2.627 décès 6.225 guérisons Lancement de PM'UP Covid 19 : 129 demandes reçues au 21/05 Initiation des travaux pour le plan de relance du tourisme : 1,4 à 1,7 M€ mobilisés en 2020, jusqu'à 2,7 M€ prévus en 2021
Incitation au télétravail Chômage partiel Fonds de solidarité (Aide de 1500 €) Garantie des prêts Report de charges Report de paiement des factures (Eau , gaz, élec, loyers) Remise d'impôt direct Marchés publics (pénalités supprimées) Rééchelonnement des crédits Mise à dispo médiateurs en cas de conflit	**30/03** 22.411 hospit° 5.107 en réa 3.024 décès 7.924 guérisons	8615 hospit° 1.977 en réa 1.176 décès 2.907 guérisons Plateforme solutions covid 19 Partenariat « Rungis livré chez vous » : 1000 colis livrés par jour à partir du 30 mars
	23/03 10.176 hospit° 2.082 en réa 860 décès	3683 hospit° 973 en réa 262 décès 854 guérisons Mise en place de la cellule Covid 19 entreprises : près de 15.000 appels reçus depuis le 18 mars Fonds d'urgence pour le spectacle vivant : 10 M€ 219 demandes reçues au 22/05 06/03 : Mise en ligne de la brochure de conseil et assistance aux entreprises
	15/03 5423 cas 400 en réa 127 décès	1.846 cas 51 en réa 16 décès
2872 cas, 129 en réa, 61 décès	**12/03**	468 cas, 24 en réa, 7 décès

Mesures éducation nationales		Mesures éducation Région Ile de France
Présentation du plan de déconfinement et de réouverture progressive des écoles, collèges et lycées	11/05 21.595 hospit° 2.542 en réa 26.991 décès 57.785 guérisons	8.943hospit° 1.079 en réa 11.054 décès 20.989 guérisons
Diffusion du protocole sanitaire en vigueur au 11 mai dans les maternelles et les écoles Aide exceptionnelle de 200 euros pour les étudiants démunis et isolés.	04/05 24.775 hospit° 3.430 en réa 25.531 décès 52.736 guérisons	9.930 hospit° 1.328 en réa 10.162 décès 19.392 guérisons
Prolongation jusqu'à un an, des thèses, contrats doctoraux et post doctoraux impactés par la crise. Prolongation systématique des conventions et financements si nécessaire des projets soutenus par l'ANR	27/04 27.483 hospit° 4.608 en réa 23.293 décès 45.513 guérisons	11.349 hospit° 1.801 en réa 9.852 décès 16.289 guérisons Attribution d'une aide exceptionnelle de 60 € aux lycéens boursiers
Continuité pédagogique : Plateforme Apps-education mise à disposition de tous les personnels de l'éducation nationale en avril	20/04 30.106 hospit° 5.683 en réa 20.265 décès 37.409 guérisons	12.269 hospt° 2.126 en réa 8.802 décès 13.709 guérisons Mise en place de la plateforme de formation QIOZ
Réouverture progressive des écoles, collèges et lycées prévue en mai, maintien de la fermeture des établissements de l'enseignement supérieur r	13/04 32.292 hospit° 6.821 en réa 14.967 décès 27.718 guérisons	13.209 hospit° 2.599 en réa 6.893 décès 9.790 guérisons Campagne de lutte contre le décrochage scolaire en avril Mise à disposition de Pearltrees : 3.000 professeurs formés dans 300 établissements à fin mai
Annulation des épreuves pour le diplôme national du brevet et les baccalauréats, validés à partir des notes des livrets scolaires. Maintien des oraux pour le baccalauréat de français	06/04 29.721 hospit° 7.072 en réa 8.911 décès 17.250 guérisons	12.074 hospit° 2.601 en réa 2.627 décès 6.225 guérisons Continuité pédagogique : ENT, activation du module web conférence pour classe en direct : 18.000 utilisateurs possibles, 2.000 classes enregistrées début mai
Continuité pédagogique : MAD de vademecums pour les parents, enseignants, chefs d'établissements Plateforme #sup-solidaires	30/03 22.411 hospit° 5.107 en réa 3.024 décès 7.924 guérisons	8615 hospit° 1.977 en réa 1.176 décès 2.907 guérisons Continuité pédagogique : ENT mise en place de plages horaires par niveau pour garantir la performance du système Service gratuit aux organismes de formation pour la dématérialisation des formations : 200 K€ mobilisés Maintien de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle : 5M€ mobilisés
Continuité pédagogique : plateforme ma classe à la maison Report des examens nationaux et concours Concours post bac remplacés par des examens de dossiers	23/03 10.176 hospit° 2.082 en réa 860 décès	3683 hospit° 973 en réa 262 décès 854 guérisons Continuité pédagogique : fourniture de 1.100 tablettes à des lycéens non équipés chez eux (06/03) MAD de 9.200 places d'internat des lycées
Fermeture des crèches, écoles, lycées le 15/03	15/03 5423 cas 400 en réa 127 décès	1.846 cas 51 en réa 16 décès
	12/03	
2872 cas, 129 en réa, 61 décès		468 cas, 24 en réa, 7 décès

Mesures solidarités nationales		Mesures solidarités région Ile de France
	11/05 21.595 hospit° 2.542 en réa 26.991décès 27.785 guérisons	8.943 hospit° 1.079 en réa 11.054 décès 20.989 guérisons Préparation du programme alimentaire régional : 1M€ mobilisés pour 5 associations oeuvrant dans l'urgence alimentaire Aide exceptionnelle de 60 € pour 109.000 lycéens boursiers
Partenariat avec la plateforme TikTok pour sensibiliser les adolescents aux mesures de prévention contre les violences faites aux mineurs	04/05 24.775 hospit° 3.430 en réa 25.531 décès 52.736 guérisons	9.930 hospit° 1.328 en réa 10.162 décès 19.392 guérisons Aide alimentaire : distribution de 2.700 colis entre le 30/04 et le 15/05
Plan d'urgence pour l'aide alimentaire : 39 millions d'euros	27/04 27.483 hospit° 4.608 en réa 23.293 décès 45.513 guérisons	11.349 hospit° 1.801 en réa 9.852 décès 16.289 guérisons Hébergt de personnes vulnérables : MAD de 88 chambres pour les femmes victimes de violences à la base de loisirs de Vaires Torcy MAD de 10 à 12 places (par séjour) à la base de loisirs de Boucles de Seine pour l'accueil de mineurs de l'aide sociale
	20/04 30.106 hospit° 5.683 en réa 20.265 décès 37.409 guérisons	12.269 hospt° 2.126 en réa 8.802 décès 13.709 guérisons Hébergt de personnes vulnérables : MAD 10 à 12 places (par séjour) à la base de loisirs de Saint-Quentin en Yvelines pour l'accueil de jeunes mineurs de l'aide sociale
Masques disponibles en mairie pour chaque français à partir du 11 mai	13/04 32.292 hospit° 6.821 en réa 14.967 décès 27.718 guérisons	13.209 hospit° 2.599 en réa 6.893 décès 9.790 guérisons Hébergt de personnes vulnérables : MAD de 180 chambres au CREPS pour l'accueil de sans -abris
Augmentation des faits de violence familiale : Signalement en ligne des cas au 119 Accueil des victimes de violences par les pharmacies : diffusion d'une procédure aux officines Chèques alimentaires pour les SDF : 15 millions	06/04 29.721 hospit° 7.072 en réa 8.911 décès 17.250 guérisons	12.074 hospit° 2.601 en réa 2.627 décès 6.225 guérisons Participation à l'accueil des victimes de violences par les pharmacies : mise à disposition en ligne de la carte permettant de localiser les 3600 pharmacies franciliennes
Mobilisation des étudiants en travail social pour augmenter la réserve sanitaire Versement automatique des aides sociales Prorogation de 6 six mois des aides AAH et AEEH	30/03 22.411 hospit° 5.107 en réa 3.024 décès 7.924 guérisons	8615 hospit° 1.977 en réa 1.176 décès 2.907 guérisons 100.000 masques distribués à des associations caritatives Aide alimentaire : 1 M€ mobilisés pour l'achat de denrées Partenariat « Rungis livré chez vous » : 1000 colis livrés par jour depuis le 30/03
Prolongation de la trève hivernale Prolongation durée de validité des chèques énergie Activation du PCA pour le service 119 Préparation PCA pour struct. d'aide à l'enfance Numéro vert de soutien psy aux soignants Plateforme jeveuxaider.gouv	23/03 10.176 hospit° 2.082 en réa 860 décès	3683 hospit° 973 en réa 262 décès 854 guérisons Conciergerie gratuite pour les internes en médecine Fonds de soutien aux associations humanitaires : 10 M€ mobilisés
Mise en place de modes de garde pour les enfants de soignants et personnels mobilisés Distribution de repas aux soignants	15/03 5423 cas 400 en réa 127 décès	1.846 cas 51 en réa 16 décès MAD de séjours de répit pour les soignants et leur famille dans les îles de loisirs pour (800 places) Centre Hubertine Auclert (sensibilisation et relais sur dispositifs en œuvre)
	12/03 2872 cas, 129 en réa, 61 décès	468 cas, 24 en réa, 7 décès

Mesures transports nationales		Mesures transports région Ile de France
	11/05 21.595 hospit° 2.542 en réa 26.991 décès 57.785 guérisons	8.943hospit° 1.079 en réa 11.054 décès 20.989 guérisons
Interdiction des déplacements > 100 Km Circulation au sein d'un même département autorisée Limitation des déplacements à l'étranger pendant l'été Obligation du port du masque dans les transports à partir du 11 mai	04/05 24.775 hospit° 3.430 en réa 25.531 décès 52.736 guérisons	9.930 hospit° 1.328 en réa 10.162 décès 19.392 guérisons
	27/04 27.483 hospit° 4.608 en réa 23.293 décès 45.513 guérisons	11.349 hospit° 1.801 en réa 9.852 décès 16.289 guérisons
Prolongation de la durée de validité des titres et certificats pour les professionnels du transport maritime Suspension des diagnostics amiante		Plan RER vélo : 300 M€ mobilisés, 9 itinéraires prévus à terme pour 680 Km de pistes
	20/04 30.106 hospit° 5.683 en réa 20.265 décès 37.409 guérisons	12.269 hospt° 2.126 en réa 8.802 décès 13.709 guérisons
		Lieux de repos pour les chauffeurs routiers : 4 aires mises à disposition 65.000 masques distribués pour les chauffeurs routiers Remboursement intégral du pass navigo sur la période du confinement : 130 M€ mobilisés
	13/04 32.292 hospit° 6.821 en réa 14.967 décès 27.718 guérisons	13.209 hospit° 2.599 en réa 6.893 décès 9.790 guérisons
		1 M° de masques distribués en avril aux acteurs du transport en IdF
	06/04 29.721 hospit° 7.072 en réa 8.911 décès 17.250 guérisons	12.074 hospit° 2.601 en réa 2.627 décès 6.225 guérisons
Transferts de malades par TGV Allègement administratif : Prolongation de la durée de validité des titres et certificats des professionnels du transport terrestre Mise en ligne de la carte des aires et centres techniques pour les transporteurs sur le site Bison futé Prolongation de la validité des contrôles techniques	30/03 22.411 hospit° 5.107 en réa 3.024 décès 7.924 guérisons	8615 hospit° 1.977 en réa 1.176 décès 2.907 guérisons
		Prolongation gratuite d'un mois des abonnements Véligo au 30/03
Mise en ligne des recommandations pour les transporteurs publics collectifs Suspension de la vente des titres de transport à bord	23/03 10.176 hospit° 2.082 en réa 860 décès	3683 hospit° 973 en réa 262 décès 854 guérisons
		Mise en place de 22 navettes pour les déplacements des personnels hospitaliers : 1.300 personnes transportées par semaine Mise à disposition de 100 vélos à assistance électrique (date à vérifier)
Interdiction de déplacements interurbains Gratuité des transports pour les soignants (taxis, VTC, trains)	15/03 5423 cas 400 en réa 127 décès	1.846 cas 51 en réa 16 décès
		Renfort de 8 lignes de transport à la demande Maintien de la circulation des transports en commun
2872 cas, 129 en réa, 61 décès	12/03	468 cas, 24 en réa, 7 deces

ANNEXE 3 : Synthèse des mesures prises par la Région

(Plusieurs mesures citées dans le rapport ne figurent pas dans ce tableau)

Date de l'annonce	Date de la mesure	Mesure	Premiers résultats et moyens mobilisés	Réponse en matière sanitaire	Réponse en matière économique	Réponse en matière d'éducation	Réponse en matière solidaire	Réponse en matière de transports	Réponse en matière de fonctionnement de l'administration régionale
	13-mars	Mise en place du télétravail à 100%	Plus de 60.000 connexions et près de 12.500 conférences organisées par mois. Mise en place d'une newsletter hebdomadaire expédiée à l'ensemble des agents chaque lundi par courriel .						X
	31-janv.	Mise en place d'un N° unique d'appel et de 4 cellules d'urgence	Mise en place du N° d'appel unique 01 53 85 53 85 en 48h. Cellule entreprises : plus de 15.000 appels , cellule santé : plus de 3.800 appels/courriels, cellule culture : près de 900 appels et près de 300 courriels, cellule sociale 200 appels et près de 80 courriels.	X	X		X		X
13/03	3-avr.	Mise en place d'un fonds d'équipement d'urgence de 10 M€	Mise en place de 2 téléservices, 517 demandes déposées au 22/05	X					
§9-mars	23-mars	Financement de la plateforme Covidom de suivi à domicile des patients porteurs suspectés du Covid 19	200 K€ mobilisés, plus de 60.000 patients suivis, plus de 1.250.000 questionnaires remplis, 320 établissements utillisateurs (dont	X					

Date de l'annonce	Date de la mesure	Mesure	Premiers résultats et moyens mobilisés	Réponse en matière sanitaire	Réponse en matière économique	Réponse en matière d'éducation	Réponse en matière solidaire	Réponse en matière de transports	Réponse en matière de fonctionnement de l'administration régionale
			plus de 160 en IDF), 20.000 professionnels de santé utilisateurs (dont 5.000 généralistes).						
	20-mars	Renforcement du soutien à la plateforme de l'association Soins aux professionnels de santé	150 K€ mobilisés, 31% des appels reçus émanent des soignants d'Ile de France	X					
25-mars	24-mars	Aide pour les étudiants infirmiers volontaires à hauteur de 18 M€	40 M€ mobilisés, 18.000 étudiants (15.000 étudiants infirmiers et 3.000 aides soignants) aidés	X					
13-mars		Mise à disposition du personnel d'Île-de-France Prévention Santé Sida	30 personnes (sur un effectif de 40) mises à disposition de l'ARS.	X					
	18-mars	Mise à disposition de 9200 lits d'internat dans les lycées franciliens	1 M€ mobilisés, 250 places occupées dès le 27 mars, 40 lits toujours utilisés au 15/05.	X		X			
13-mars		Mise en place pour les professionnels de santé de séjours de répit dans les îles de loisirs régionales	800 places mises à disposition. Lancement opérationnel durant la semaine du 18 mai : ouverture des inscriptions aux internes en médecine pour l'île de loisirs de Berthiers mercredi 21 mai, plus de	X			X		

Date de l'annonce	Date de la mesure	Mesure	Premiers résultats et moyens mobilisés	Réponse en matière sanitaire	Réponse en matière économique	Réponse en matière d'éducation	Réponse en matière solidaire	Réponse en matière de transports	Réponse en matière de fonctionnement de l'administration régionale
			40 demandes reçues au 23 mai.						
	23-mars	Mise en place de 22 navettes de bus pour les déplacements du personnel hospitalier	1.300 personnes transportées par semaine.	X			X	X	
	19-mars	Mise en place de modes de paiement sans contact des titres de transport	Mise en place du ticket SMS	X				X	
	23-mars	Renfort du nettoyage des transports en commun		X				X	
	23-mars	Renfort de 8 lignes de Transport à la demande		X				X	
		Mise à disposition gratuite de 100 vélos à assistance électrique Véligo Location	100 vélo mis à disposition	X			X	X	
08/04	6-avr.	Mise en place d'un service de conciergerie gratuite pour les internes en médecine franciliens	17 véhicules et 8 logements mis à disposition d'internes en médecine.	X			X		

Date de l'annonce	Date de la mesure	Mesure	Premiers résultats et moyens mobilisés	Réponse en matière sanitaire	Réponse en matière économique	Réponse en matière d'éducation	Réponse en matière solidaire	Réponse en matière de transports	Réponse en matière de fonctionnement de l'administration régionale
	22 ou 26 mars	Commande et distribution de masques pour les personnels soignants	Plus de 36 millions de masques commandés, près de 23 millions distribués pour assurer la protection d'acteurs particulièrement exposés (ARS, oignants, malades, associations caritatives, chauffeurs routiers, utilisateurs des transports en commun….)	X			X		
		Mise à disposition de l'Agence Régionale de Santé de 20 véhicules de la Région	20 Véhicules mis à disposition	X			X		
	7-avr.	Gel hydro-alcoolique	14.300 litres achetés, la majeure partie redistribuée aux collectivités, 500 litres produits au lycée Pierre-Gilles de Gennes.	X					
4-févr.	23-mars	Participation régionale à la recherche d'un traitement dans le cadre des programmes Discovery et Epicov à hauteur de 1 M€	1 M€ mobilisés	X					

Date de l'annonce	Date de la mesure	Mesure	Premiers résultats et moyens mobilisés	Réponse en matière sanitaire	Réponse en matière économique	Réponse en matière d'éducation	Réponse en matière solidaire	Réponse en matière de transports	Réponse en matière de fonctionnement de l'administration régionale
4-févr.		Financement de la recherche sur le coronavirus et du travail des chercheurs pour la mise au point d'un vaccin	1 M€ mobilisés	X					
22-avr.	24-avril-20 au 26-avril-2020	Participation au Hackathon européen EUvsVirus	Du 24 au 26 avril, association de la Région au Hackathon européen lancé pour les étudiants, ingénieurs, scientifiques, passionnés de technologies numériques ou simples citoyens pour développer des solutions innovantes répondant aux problématiques de l'épidémie de Covid-19	X					
	16-mars	Mise en place du télé-enseignement pour assurer la continuité pédagogique	Distribution de 1.100 tablettes pour les lycéens non équipés de matériel à domicile. 80.000 utilisateurs de l'ENT en simultanée, 30.000 appels lancés dans le cadre de la campagne de lutte contre le décrochage scolaire			X	X		X
	24-mars	Enrichissement de l'ENT par un nouveau module de "Web-	2.000 classes à distance enregistrées début mai, 18.500			X			

Date de l'annonce	Date de la mesure	Mesure	Premiers résultats et moyens mobilisés	Réponse en matière sanitaire	Réponse en matière économique	Réponse en matière d'éducation	Réponse en matière solidaire	Réponse en matière de transports	Réponse en matière de fonctionnement de l'administration régionale
		conference"	utilisateurs possibles grâce au module WEB CONF						
	13-avr.	Enrichissement de l'ENT par un nouveau module d'organisation des ressources "Pearltree"	3.000 professeurs formés dans 300 établissements, 370 réunions de cadrage avec les établissements			X			
	17-mars	Proposition d'une offre de service gratuite pour les organismes de formation	200 K€ mobilisés, 36 organismes aidés en 3 jours.				X		
	17-mars	Prise en charge du maintien de la rémunération des stagiaires ayant débuté leur formation au plus tard le 13 mars 2020	5 M€ mobilisés, 4.500 stagiaires potentiels.				X		
	24-mars	Mise en place d'un plan d'urgence pour les entreprises en 15 mesures	Près de 15.000 appels reçus		X				
13-mars	3-avr.	Fonds de solidarité petites entreprises volet 2	156 M€ mobilisés. Plus de 8.000 demandes reçues depuis le 15/04, plus de 4.500 traités, près de 4.000 aides mises en paiement.		X				
13-mars	15-avr.	Mise en place du Prêt Rebond à taux zéro	Prêt rebond 150 M€ de garantie région pour les prêts , 178 prêts		X				

Date de l'annonce	Date de la mesure	Mesure	Premiers résultats et moyens mobilisés	Réponse en matière sanitaire	Réponse en matière économique	Réponse en matière d'éducation	Réponse en matière solidaire	Réponse en matière de transports	Réponse en matière de fonctionnement de l'administration régionale
			garantis à mi mai.						
13-mars	3-avr.	Création de "PM'up COVID 19" pour les entreprises modifiant leur outil de production	129 demandes déposées depuis le 8 avril, 10 aides ont reçu un avis favorable et soumis au vote à la CP de mai.		X				
26-mars	16-mars	Lancement d'une plateforme répertoriant des initiatives solidaires "Solutions Covid 19"	400 solutions mises à disposition.	X	X		X		
	8-avr.	Ouverture de la centrale régionale d'achat aux collectivités pour les commandes de masques, de gel hydro-alcoolique …	Plus de 7.000 acheteurs, 6.000 demandes satisfaites.	X					
4-mai	4-mai	Mise en place de la plateforme "Ensemble pour l'emploi"	Mise en ligne de la plateforme le 4 mai, 7.000 offres d'emploi, 6.000 offres de formation et 300 missions ponctuelles en ligne.		X				
13-mars	3-avr.	Mise en place d'un fonds d'aide d'urgence de 10 M€ pour le spectacle vivant	10 M€ mobilisés, près de 900 appels et près de 300 courriels reçus depuis le 19 mars, et mise en place d'un téléservice le 23 avril, 170 demandes reçus au 15/05				X		

Date de l'annonce	Date de la mesure	Mesure	Premiers résultats et moyens mobilisés	Réponse en matière sanitaire	Réponse en matière économique	Réponse en matière d'éducation	Réponse en matière solidaire	Réponse en matière de transports	Réponse en matière de fonctionnement de l'administration régionale
	6-avr.	Action de soutien aux professionnels du tourisme	1,4 à 1,7 M€ mobilisés en 2020, 2,5 à 2,7 M€ en 2021.		X				
17-avr.		Remboursement des Pass Navigo pour la période du confinement	130 M€ mobilisés pour IDFM				X	X	
	30-mars	Prolongation d'un mois gratuit de l'abonnement Véligo Location pour les souscriptions faites avant le 31 mars 2020	Prolongement effectif.					X	
		Mise en place du RER Velo	300 M€ mobilisés pour la création d'un réseau de voies cyclables en IDF et pour la création de voies cyclables provisoires et sécurisées pour faciliter les déplacements à vélo à la sortie du confinement (en lien avec le collectif Vélo Île-de-France, initiateur de cette action et regroupant plus de 30 associations cyclistes franciliennes).					X	

Date de l'annonce	Date de la mesure	Mesure	Premiers résultats et moyens mobilisés	Réponse en matière sanitaire	Réponse en matière économique	Réponse en matière d'éducation	Réponse en matière solidaire	Réponse en matière de transports	Réponse en matière de fonctionnement de l'administration régionale
13-mars	7-avr.	Mise à disposition des propriétés régionales pour l'hébergement des personnes vulnérables (à la place du nom hébergement d'urgence de 180 places pour les sans-abri)	Centre d'hébergement du CREPS : 180 lits mis à disposition des sans-abris. Base de loisirs de Saint-Quentin en Yvelines : 10 à 12 places mises à disposition pour des mineurs de l'aide sociale. Base de loisirs de Boucles de Seine : 10 à 12 places pour des mineurs de l'aide sociale.	X			X		
13-mars		Protection des femmes victimes de violences	Base de loisirs de Vaires Torcy : mise à disposition de 88 chambres. Accompagnement des relais d'informations sur les solutions proposées aux femmes victimes de violence.				X		
13-mars		Poursuite du partenariat avec l'association Voisins Solidaires avec le kit gratuit "Coronavirus : Et si on s'organisait entre voisins ?"	Kit pour organiser la solidarité de proximité dans le cadre du confinement.				X		
	26-avr	Aide alimentaire	2.700 colis distribués entre le 30 avril et le 15 mai, travaux pour le				X		

Date de l'annonce	Date de la mesure	Mesure	Premiers résultats et moyens mobilisés	Réponse en matière sanitaire	Réponse en matière économique	Réponse en matière d'éducation	Réponse en matière solidaire	Réponse en matière de transports	Réponse en matière de fonctionnement de l'administration régionale
			programme alimentaire régional : 1 M€ d'euros prévus						
27-avr		Aide aux étudiants boursiers	60 € d'aide versée à 109.000 lycéens boursiers en mai.			X	X		
24/03		Distribution de 100.000 masques chirurgicaux aux associations Aurore, Emmaüs, Secours populaire, Croix-Rouge …	100.000 masques distribués entre les 24 et 26 mars.	X			X		
	19-mars	Mise en place d'un fonds d'urgence pour les associations humanitaires	250 K€ versés à Emmaüs, mise en place d'un téléservice	X			X		
27-mars	30-mars	Mise en place du dispositif "Rungis livré chez vous"	Jusqu'à 1.000 colis livrés par jour.				X		
	3-avr.	Suspension de toutes les procédures de caducité de la Région. Accélération des mesures d'instruction des demandes et de paiement des subventions.	-10% du délai global de paiement en mars /mars 2019, - 9% en avril/avril 2019						X
	3-avr.	Simplification des procédures de commande	Recours pour les commandes à la procédure d'urgence impérieuse, 43 marchés passés pour un montant de 22, 9 M€.						

Date de l'annonce	Date de la mesure	Mesure	Premiers résultats et moyens mobilisés	Réponse en matière sanitaire	Réponse en matière économique	Réponse en matière d'éducation	Réponse en matière solidaire	Réponse en matière de transports	Réponse en matière de fonctionnement de l'administration régionale
	3-avr.	Suspension de toutes les procédures de caducité de la Région. Accélération des mesures d'instruction des demandes et de paiement des subventions.	Suspension de la caducité sur une durée de 6 mois. Mise en place de téléservices ad hoc pour les demandes, dispense temporaire de fournitures de certaines pièces justificatives habituellement nécessaires au paiement.						X

ANNEXE 4 : Demandes d'aides au titre du Fonds de Solidarité (volet 2)

Répartition des demandes d'aides au titre du Fonds de Solidarité (volet 2) par département:

	Entreprises de 1 à 9 salariés	Demandes totales-3 mai 2020	Demandes traitées-3 mai 2020	Demandes totales-10 mai 2020	Demandes traitées-10 mai 2020	Demandes totales-17 mai 2020	*Nb dem. tot/1000 ent.*	Demandes traitées-17 mai 2020	*Nb dem. trait./1000 ent.*
Paris	87 383	1 749	1 010	2 378	1 391	2 944	*33,7*	1 734	*19,8*
Seine-et-Marne	19 240	398	202	539	271	634	*33,0*	328	*17,0*
Yvelines	19 693	381	205	512	279	594	*30,2*	330	*16,8*
Essonne	16 939	353	179	470	231	547	*32,3*	275	*16,2*
Hauts-de-Seine	27 818	601	308	818	430	975	*35,0*	520	*18,7*
Seine-Saint-Denis	25 274	652	295	896	420	1 081	*42,8*	534	*21,1*
Val-de-Marne	20 484	489	246	685	344	835	*40,8*	431	*21,0*
Val-d'Oise	17 016	455	221	600	307	705	*41,4*	374	*22,0*
#N/A		20	12	30	17	42		22	
Total Ile-de-France	**233 847**	**5 098**	**2 678**	**6 928**	**3 690**	**8 357**	*35,7*	**4 548**	*19,4*

Demandes totales : demandes déposées ou en cours de dépôt

Demandes traitées : demandes en cours ou terminées

Répartition des demandes par Bassins d'Emploi :

	Entreprises de 1 à 9 salariés	Demandes totales-3 mai 2020	Demandes traitées-3 mai 2020	Demandes totales-10 mai 2020	Demandes traitées-10 mai 2020	Demandes totales-17 mai 2020	*Nb dem. tot./1000 ent.*	Demandes traitées-17 mai 2020	*Nb dem. trait./1000 ent.*
Boucle Nord de Seine (EPT 5)	6 765	182	75	246	119	296	*43,8*	148	*21,9*
Brie Créçois	1 537	27	15	36	21	44	*28,6*	26	*16,9*
Centre 77	2 185	51	22	79	35	92	*42,1*	45	*20,6*
Est 77	1 794	47	24	66	32	81	*45,2*	41	*22,9*
Est 95	7 579	217	91	272	120	328	*43,3*	159	*21,0*
Est Ensemble (EPT 8)	7 006	181	83	246	119	301	*43,0*	156	*22,3*
Grand Paris Grand Est (EPT 9)	5 583	130	52	185	75	211	*37,8*	86	*15,4*
Grand Paris Seine Ouest (EPT 3)	6 128	93	59	130	79	148	*24,2*	87	*14,2*
Grand Paris Sud Est Avenir (EPT 11)	4 259	109	53	146	75	167	*39,2*	85	*20,0*
Grand Roissy - Le Bourget	10 008	250	110	348	167	411	*41,1*	210	*21,0*
Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	9 488	235	119	340	169	426	*44,9*	220	*23,2*
Marne la Vallée	6 714	123	62	167	87	190	*28,3*	99	*14,7*
Nord Est 77	1 864	46	21	65	30	78	*41,8*	37	*19,8*
Ouest 95	3 685	102	62	128	81	145	*39,3*	88	*23,9*
Paris (T1)	87 383	1 749	1 010	2 378	1 391	2 944	*33,7*	1 734	*19,8*
Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	8 612	184	93	260	129	316	*36,7*	166	*19,3*
Paris Ouest La Défense (EPT 4)	11 483	259	147	356	200	420	*36,6*	237	*20,6*
Plaine Commune (EPT 6)	7 743	194	96	269	132	338	*43,7*	173	*22,3*
Porte Sud du Grand Paris	8 650	206	94	277	128	317	*36,6*	149	*17,2*
Seine-Aval	*10 497*	189	105	255	141	297	*28,3*	165	*15,7*
Sud 77	2 873	62	40	81	46	94	*32,7*	55	*19,1*
Sud 91	2456	49	25	60	29	65	*26,5*	34	*13,8*
Sud Ouest Francilien	2 823	57	32	83	53	94	*33,3*	58	*20,5*
Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	5 029	112	51	143	64	174	*34,6*	83	*16,5*
Versailles Saclay	11 703	224	125	282	151	338	*28,9*	185	*15,8*
#N/A		20	12	30	17	42		22	
Total Ile-de-France	**233 847**	**5 098**	**2 678**	**6 928**	**3 690**	**8 357**	*35,7*	**4 548**	*19,4*

ANNEXE 5 : Mesures prises par voie d'ordonnance intéressant le fonctionnement des collectivités territoriales

Les textes juridiques qui ont encadré le confinement
Dispositions concernant plus particulièrement les collectivités territoriales

Afin d'encadrer juridiquement les mesures de confinement prises pour endiguer la pandémie, un arsenal juridique a été mis en place qui comprend notamment :

- La **loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 « d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 », suivie de 25 ordonnances le 25 mars**
- La loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 « prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions »

La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence décrit l'état d'urgence sanitaire et le prononce pour 2 mois. Elle comprend des mesures d'application directes et des mesures d'habilitation du gouvernement à prendre des ordonnances.

Pour l'organisation et le fonctionnement des collectivités locales, sept catégories d'habilitation du gouvernement à prendre des ordonnances sont présentes dans les domaines suivants :

- Fonctionnement des collectivités territoriales et leurs EPCI, s'agissant notamment de leurs assemblées délibérantes et de leurs exécutifs, y compris en autorisant toute forme de délibération collégiale à distance.
- Délégations que peuvent consentir les assemblées délibérantes à leurs exécutifs.
- Exercice des compétences par les collectivités territoriales.
- Adoption et exécution des documents budgétaires ainsi que la communication des informations indispensables à leur établissement.
- Consultations et procédures d'enquête publique ou exigeant une consultation d'une commission consultative ou d'un organe délibérant d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI.
- Durée des mandats des représentants des élus locaux dans les instances consultatives dont la composition est modifiée à l'occasion du renouvellement des conseils municipaux.

La loi prévoit également la non-prise en compte des dépassements de dépenses de fonctionnement par dérogation aux contrats de maîtrise des finances publiques, dits "Contrats de Cahors".

Sur ces bases, 25 ordonnances ont été prises le 25 mars 2020, et pour les collectivités locales, plus particulièrement :

- ***Ordonnance portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises des secteurs particulièrement touchés***. L'ordonnance prévoit la création, pour 3 mois, d'un fonds de solidarité pour aider les entreprises exerçant une activité particulièrement touchée par les conséquences de la propagation du virus Covid-19, ce fonds devant être abondé également par les Régions.

- ***Ordonnance relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales.*** L'exécutif du conseil régional peut octroyer directement des aides aux entreprises, dans la limite de 100 000 euros par aide, par délégation du conseil régional pour au maximum 6 mois L'ordonnance permet également le recul des délais légaux pour adopter les documents budgétaires, le vote des taux, le recours à l'emprunt, etc.
- ***Ordonnance portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats de la commande publique.*** Il s'agit de mesures nécessaires à l'assouplissement des règles applicables à la passation et à l'exécution des contrats de la commande publique qui seraient compromis du fait de la pandémie, afin de ne pas pénaliser les opérateurs économiques et de permettre la continuité de la commande publique.
- ***Ordonnance relative à la prorogation des délais échus pendant*** la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période dans divers domaines, notamment les enquêtes publiques.
- ***Ordonnance comportant des mesures suspendant les délais applicables aux demandes présentées aux autorités administratives***. Sont concernées les demandes donnant lieu à une décision d'une autorité administrative, et notamment des décisions implicites d'acceptation ou de rejet, (par exemple pour le droit des sols) ...

La loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 « prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions » reporte la fin de l'état d'urgence au 10 juillet.

Cette loi proroge l'état d'urgence sanitaire et revient notamment sur le régime de la responsabilité pénale des élus en vigueur dans le code pénal depuis la *loi* du 10 juillet 2000 (« loi Fauchon »), sans pour autant en changer la nature.

Envoyé en préfecture le 06/07/2020
Reçu en préfecture le 06/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200706-2020_152-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-152
du 6 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 2019-171 du 29 mai 2019 désignant Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président délégué à l'écologie, au développement durable et à l'aménagement,

VU la délibération n° CP 2020-319 du 1er juillet relative au contrat d'aménagement régional (CAR et contrat régional territorial (CRT) : 3ème affectation.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des contrats d'aménagement régionaux, votés en Commission Permanente le 1er juillet 2020, pour les communes ou structures intercommunales situées dans les départements de la Seine-et-Marne, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et du Val d'Oise :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT**
  Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_153-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-153 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Othman NASROU, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France, est délégué aux relations internationales et aux affaires européennes.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Délégation lui est accordée pour signer tout acte administratif, contrat ou convention, marché et correspondance se rapportant aux affaires traitées dans le cadre de sa délégation à l'exception des arrêtés portant nomination aux emplois fonctionnels de direction de la Région et des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Othman NASROU, premier vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_154-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-154 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, est déléguée aux lycées et à l'administration générale.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Marie-Carole Ciuntu, deuxième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n° 2019-162 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_155-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-155 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Stéphane SALINI, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France, est délégué aux finances et à l'évaluation des politiques publiques.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Stéphane SALINI, troisième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n° 2019-163 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_156-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-156 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Alexandra DUBLANCHE, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, est déléguée au développement économique et à l'attractivité, à l'agriculture et à la ruralité.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Alexandra DUBLANCHE, quatrième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n° 2019-164 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_157-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-157 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Stéphane BEAUDET, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France, est délégué à la stratégie institutionnelle, aux transports et aux mobilités durables.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Stéphane BEAUDET, cinquième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n° 2019-165 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_158-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-158 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Stéphanie VON EUW, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, est déléguée à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'apprentissage.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Stéphanie VON EUW, sixième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n° 2019-166 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_159-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-159 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Patrick KARAM, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France, est délégué aux sports, aux loisirs, à la jeunesse, à la citoyenneté et à la vie associative.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Patrick KARAM, septième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°2019-167 du 29 mai est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_160-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-160 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Faten HIDRI, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, est déléguée à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Faten HIDRI, huitième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°2019-168 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_161-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-161 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Frédéric PECHENARD, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France, est délégué à la sécurité et à l'aide aux victimes.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Frédéric PECHENARD, neuvième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°2019-169 du 29 mai est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-202_162-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-162 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Farida ADLANI, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, est déléguée aux solidarités, à la santé et à la famille.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Farida ADLANI, dixième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°2019-170 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_163-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-163 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France, est délégué à l'écologie, au développement durable et à l'aménagement.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, onzième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°2019-171 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_164-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-164 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Hamida REZEG, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, est déléguée au tourisme.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Hamida REZEG, douzième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°2019-172 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_165-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-165 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Béatrice de LAVALETTE, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, est déléguée au dialogue social.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Béatrice de LAVALETTE, treizième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°2019-173 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_166-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-166 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Pierre DENIZIOT, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France, est délégué au logement et au handicap.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de ces matières. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Pierre DENIZIOT, quatorzième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°2019-177 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_167-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-167 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la délibération n° CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Florence PORTELLI, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, est déléguée à la culture, au patrimoine et à la création.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Florence PORTELLI, quinzième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°2019-175 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-2020_168-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-168 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU l'arrêté n°2019-174 du 29 mai 2019 relatif à la désignation de Monsieur Vincent Jeanbrun, vice-président du Conseil régional en charge de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

VU la délibération n°CR 2020-013 du 10 juillet 2020 relative à la composition de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 2019-174 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200710-202_169-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-169 du 10 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU l'arrêté n°2019-161 du 29 mai 2019 relatif à la désignation de Monsieur Jérôme Chartier, vice-président du Conseil régional en charge de la stratégie institutionnelle, du Grand Paris et des relations internationales,

VU le courrier de démission de Monsieur Jérôme Chartier de sa fonction de vice-président de la Région Île-de-France, en date du 31 décembre 2019 et prenant effet au 1er janvier 2020.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 2019-161 du 29 mai 2019 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tel: 01 53 85 53 85 6

www.iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 16/07/2020
Reçu en préfecture le 16/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200715-2020_170-AR

Région îledeFrance

ARRETE N°2020-170
Portant modification de l'arrêté d'agrément n°2019-308 du 22 novembre 2019 délivré à un établissement de formation en travail social

Ecole Pratique de Service Social (EPSS)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU	Le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.451-1, L451-2 et R.451-2 ;
VU	Le décret n°2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplômes du travail social et notamment son article 4 prolongeant d'un an la durée de l'agrément transitoire des organismes financés par la Région ;
VU	L'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément
VU	La délibération n° CR 2017-187 du 23 novembre 2017 adoptant le règlement d'agrément des formations en travail social ;
VU	L'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU	L'arrêté n°2019-308 du 22 novembre 2019 portant agrément d'un établissement de formation en travail social délivré à l'Ecole Pratique de Service Social (EPSS), sur le site de formation du 13 Bd de l'Hautil 95000 CERGY pour le diplôme d'état Educateur Spécialisé (DEES) ;

Article 1

L'article 3 de l'arrêté du 22 novembre susvisé, est remplacé par les dispositions suivantes :

« La capacité totale d'accueil est répartie de la façon suivante :

- **en formation initiale** : 60 places par promotion à raison d'une rentrée annuelle, soit **60 places totales par an** ;
- **par voie d'apprentissage** : 30 places par promotion à raison d'une rentrée annuelle, soit 3**0 places totales par an** ;
- **en formation continue** : 10 places par promotion à raison d'une rentrée annuelle, soit **10 places totales par an**.

Envoyé en préfecture le 16/07/2020
Reçu en préfecture le 16/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200715-2020_170-AR

Article 2

Les autres dispositions de l'arrêté du 22 novembre 2019 susvisé restent inchangées.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Île-de-France et un exemplaire sera adressé au représentant de l'Etat dans la région.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine en 3 exemplaires
Le 15 juillet 2020

Pour la Présidente du Conseil Régional et par délégation,



La Cheffe du Service Relations avec les Organismes
Valérie VARAULT

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200715-2020_171-AR

Région îledeFrance

ARRETE N°2020-171 du 15/07/20

portant délégation de signature à la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France par intérim dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune ;

VU le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives aux 5 fonds (FEADER, FEDER, FSE, FEAMP et Fonds de cohésion) ;

VU le règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 4151-1 ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2045-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Île-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional modifié ;

VU le Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015 ;

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200715-2020_171-AR

VU le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CR 08-14 du 14 février 2014 et signée le 12 mars 2014 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 février 2015, et son avenant n°1 visé le 20 novembre 2015 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France et la Préfecture de la région Île-de-France, Préfecture de Paris, relative à la délégation d'instruction de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France à la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 février 2015, et son avenant n°1 visé le 10 décembre 2015 ;

VU la délibération n°CR 08-14 du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020.

Considérant ce qui suit,

(1) - La Région Île-de-France est l'autorité de gestion du Programme de développement rural Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

(2) - Par convention tripartite Région Île-de-France / Agence de services et de paiement / Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020, la Région a confié aux services déconcentrés de l'État, la fonction de Guichet unique - Service instructeur (GUSI) pour certaines mesures comprenant l'exécution des tâches de réception et d'instruction des demandes de subvention au FEADER, de sélection des dossiers subventionnés conformément aux dispositions du Programme de développement rural et d'instruction des demandes de paiement FEADER ;

(3) La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en tant qu'autorité de gestion, assure la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement rural de la région Île-de-France. En application des dispositions de la convention susmentionnée, elle peut donner délégation de signature au chef du service déconcentré de l'État chargé de l'instruction des demandes d'aides dans le cadre de ce programme et aux agents qui lui sont directement rattachés, pour prendre en son nom les décisions relatives à l'attribution et au retrait de ces aides.

ARRETE

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200715-2020_171-AR

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°16-291 du 20 juillet 2016 portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional au Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France pris dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France.

Article 2 : Désignation des délégataires

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France donne délégation de signature à Madame Claire GRISEZ, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France par intérim, pour les actes administratifs visés à l'article 3.

Article 3 : Nature de la délégation donnée

La délégation de signature consentie à l'article 2 s'exerce pour la mise en œuvre des dispositifs visés à l'article 4 relevant de la compétence du Conseil régional d'Île-de-France.

Cette délégation comprend la signature :

- des accusés de réception (récépissé, dossier incomplet, dossier complet) ;
- des décisions de refus des aides FEADER SIGC et hors SIGC (inéligibilité ou non sélection) ;
- des décisions d'attribution des aides FEADER SIGC et hors SIGC et des courriers liés ;
- des avenants, des décisions modificatives et des courriers qui y sont liés ;
- des certificats de service fait et des courriers qui y sont liés ;
- des décisions défavorables (déchéance, retrait ou annulation) et des courriers qui y sont liés ;
- des courriers de réponses relatifs aux recours administratifs.

Article 4 : Dispositifs instruits au niveau régional

Pour la période de programmation 2014-2020, les dispositifs du Programme de développement rural Île-de-France mis en œuvre et instruits au niveau régional par la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont les suivants :

- **Mesure 7 « Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales » :**
  - 7.1 - Etablissement et révision des plans de gestion liés aux sites NATURA 2000 ;
  - 7.6.1 - Animation des documents de gestion des sites NATURA 2000 ;
  - 7.6.2 - Contrats NATURA 2000 en milieux ni-agricoles ni-forestiers (pour les départements de la petite couronne).

Envoyé en préfecture le 29/07/2020
Reçu en préfecture le 29/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200715-2020_171-AR

- **Mesure 8 « Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts » :**

  - 8.5 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers, pour le volet :

  - Contrats NATURA 2000 en forêt (pour les départements de la petite couronne).

Article 5 : Mentions à apposer lors des signatures

Chacune des signatures apposées sur les documents visés à l'article 3 porte la mention suivante : « Par délégation de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Prénom-Nom-Fonction ».

Article 6 : Date d'effet

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er juillet 2020.

Article 7 : Contrôle hiérarchique

La Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France par intérim peut subdéléguer la signature pour l'ensemble des actes cités à l'article 3 aux agents placés sous sa responsabilité hiérarchique. Elle assure le contrôle de la bonne exécution de ces délégations en application de la réglementation en vigueur. Elle organise pour cela, sous son autorité, le contrôle hiérarchique habituel lui afférent. Une ampliation de chaque acte de subdélégation de signature est transmise à la Région d'Île-de-France et à l'Agence de services et de paiement.

Article 8 : Exécution du présent arrêté

Le Directeur général des services de la Région et la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France par intérim sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Fait à Saint-Ouen, le 15/07/20

Valérie PÉCRESSE

Envoyé en préfecture le 20/07/2020
Reçu en préfecture le 20/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200717-2020_172-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-172

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

CREATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en masso-kinésithérapie (IFMK)
de l'Université Paris-Est Créteil (UPEC)
61, avenue du Général de Gaulle - 94010 Créteil Cedex

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional d'autorisation des formations paramédicales ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande reçu le 3 juillet 2019 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France en date du 15 juillet 2020 ;

Article 1 : Autorise la création d'un Institut de formation en masso-kinésithérapie de l'Université Paris-Est Créteil (UPEC).

Article 2 : Fixe la capacité d'accueil de l'institut de formation susvisé, à 29 places maximum, à raison d'une session par an**,** en formation initiale et en formation continue.

Article 3 : Autorise l'implantation de l'Institut de formation susvisé, dans les locaux de l'IUT de Fontainebleau, situés route Forestière d'Hurtault à Fontainebleau (77300).

Cette autorisation est valable **jusqu'au 15 juillet 2025**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 17 juillet 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 23/07/2020
Reçu en préfecture le 23/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200720-2020_173-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

Réf. : I20-CRIDF-00108

ARRETE N°2020-173
du 20 juillet 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional ;

ARRETE

Article 1er :

En l'absence de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, délégation à titre temporaire est donnée, du lundi 03 août au vendredi 07 août 2020 inclus, à Madame Marie ESNAULT-BERTRAND, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Entreprises et emploi, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 23/07/2020
Reçu en préfecture le 23/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200720-2020_173-AR

Article 2 :

En l'absence de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, délégation à titre temporaire est donnée, du lundi 10 août 2020 au vendredi 14 août 2020 inclus, à Madame Fabienne CHOL, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Ressources Humaines, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 3 :

En l'absence de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, délégation à titre temporaire est donnée, du lundi 17 août 2020 au vendredi 21 août 2020 inclus, à Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Juridique Achats Donnée, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 03/08/2020
Reçu en préfecture le 03/08/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200723-2020_174-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-174
du 23 juillet 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n°2020-163 du 10 juillet 2020 désignant Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président délégué à l'écologie, au développement durable et à l'aménagement,

VU la délibération n° CP 2020-273 du 1er juillet 2020 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques et aide à l'ingénierie territoriale : 2ème rapport du 2020.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France pour la signature des conventions-cadre relatives aux nouveaux « 100 quartiers innovants et écologiques » (lauréats de la huitième session), votés lors de la Commission Permanente du 1er juillet 2020 :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT**
  Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France**.**

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 30/07/2020
Reçu en préfecture le 30/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200727-2020_175-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

Réf. : I20-CRIDF-00110

ARRETE N°2020-175
du 27 juillet 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional ;

ARRETE

Article 1er :

En l'absence de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, délégation à titre temporaire est donnée, du lundi 03 août au vendredi 07 août 2020 inclus, à Monsieur Xavier MANDRY, Directeur Juridique au sein du Pôle Juridique Achats Donnée, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 30/07/2020
Reçu en préfecture le 30/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200727-2020_175-AR

Article 2 :

En l'absence de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, délégation à titre temporaire est donnée, du lundi 10 août 2020 au vendredi 14 août 2020 inclus, à Madame Fabienne CHOL, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Ressources Humaines, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 3 :

En l'absence de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, délégation à titre temporaire est donnée, du lundi 17 août 2020 au vendredi 21 août 2020 inclus, à Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Juridique Achats Donnée, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 4 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2020-173 du 20 juillet 2020.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 31/07/2020
Reçu en préfecture le 31/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200727-2020_176-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

Réf. : I20-CRIDF-00112

ARRETE N°2020-176
du 29 juillet 2020

portant délégation temporaire de signature
du Pôle Cohésion Territoriale

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional ;

ARRETE

Article 1er :

En l'absence de Madame Marion ZALAY, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Cohésion territoriale, délégation à titre temporaire est donnée aux personnes suivantes, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente :

- Monsieur Olivier DENERT, Directeur de l'aménagement, du lundi 3 au vendredi 7 août 2020 inclus ;

- Madame Magali GORCE, Chef du service Nature et biodiversité, du lundi 10 au vendredi 14 août inclus ;

- Madame Orianne PERRIER, Responsable de la Mission Administration Pilotage et Projets Transverses, du lundi 17 au lundi 31 août inclus.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 31/07/2020
Reçu en préfecture le 31/07/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200727-2020_176-AR

Article 2 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint Ouen,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France
le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-065

Approbation de la nouvelle convention de partenariat entre les gestionnaires de l'application mobile de découverte des espaces naturels

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT la volonté de l'Agence des espaces verts de mettre en valeur les espaces naturels dont elle a la charge ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de la nouvelle convention de partenariat entre les gestionnaires de l'application mobile de découverte des espaces naturels.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention annexée.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents..... :	13
Nombre de mandats..... :	04
Nombre de votants..... :	17
Votes POUR ..... :	17
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

Convention de partenariat entre les gestionnaires de l'application Balade Branchée

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts (AEV) de la région d'Île-de-France, représentée par sa Présidente, dûment habilitée par une délibération n°20-065 du Conseil d'administration en date du 21 juillet 2020

Et

Le Département de Seine-et-Marne, dont le siège est en l'Hôtel du Département 77010 MELUN Cedex, représenté par M. le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du.....

Et

Le Département des Yvelines, dont le siège est en l'Hôtel du Département, 2 place André Mignot 78000 Versailles, représenté par M. le Président du Conseil départemental des Yvelines, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du .....

Et

L'Office National des Forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial ayant son siège au 2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12, représenté par son Directeur général, Bertrand MUNCH.

Préambule

L'Office National des Forêts (ONF), les Départements de Seine-et-Marne et des Yvelines et l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France ont conçu, développé et promu l'application mobile Balade Branchée à partir de 2016, en leur qualité de propriétaires ou de gestionnaires d'espaces naturels.

Ce projet commun permet de réaliser des économies d'échelle tant en termes financiers que de moyens humains et d'efforts de promotion.

Le partenariat a été organisé dans le cadre d'une première convention multipartite signée le 20 octobre 2017 et dont l'échéance a été fixée au 31 décembre 2019.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

Les parties à la présente ont souhaité poursuivre ce partenariat pour administrer ensemble l'application mobile de découverte des espaces naturels, ci-après désignée Balade Branchée.

Les parties se sont donc entendues afin de conclure la présente.

Ceci rappelé, il est convenu et arrêté ce qui suit.

1 OBJET

La présente convention a pour objet de cadrer techniquement, juridiquement et financièrement le partenariat portant sur l'administration de l'application mobile Balade Branchée.

2 DUREE

La présente convention est applicable à compter de la date de sa signature par les parties pour un an et renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 5 années.

3 CARACTÉRISTIQUES DE BALADE BRANCHEE

Balade Branchée est un outil de sensibilisation et d'éducation à l'environnement qui propose au public des promenades, en milieu naturel principalement, créées par un gestionnaire d'espaces naturels et avec des contenus de qualité (cf. charte en annexe).

Balade Branchée met à disposition du grand public à la fois un service cartographique et des informations géo localisées sous diverses formes (texte, audio, photo, vidéo, jeu, etc.) en lien avec des points d'intérêt, intégrés le plus souvent dans un circuit de découverte en milieu extérieur.

Au-delà de ses caractéristiques propres, l'application Balade Branchée vise plusieurs objectifs :

- créer des liens entre les gestionnaires d'espaces naturels et les visiteurs,
- dématérialiser une partie de l'information afin d'éviter des équipements pédagogiques artificiels sur le terrain,
- orienter le public sur les sites et itinéraires les moins sensibles à la fréquentation,
- connaître les habitudes des visiteurs et mieux appréhender leurs besoins.

Balade Branchée n'a pas de but lucratif mais il n'est pas exclu que chaque partenaire puisse générer des recettes.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

4 OBJECTIFS DU PARTENARIAT

Au travers de la mutualisation des moyens humains et financiers, les objectifs du partenariat sont :

- d'assurer la maintenance et le développement de l'application Balade Branchée,
- de proposer au public un nombre important de circuits dans l'application,
- d'enrichir et d'actualiser l'offre de circuits,
- de valoriser l'application au travers d'actions de communication,
- d'anticiper les évolutions techniques et des besoins des visiteurs,
- d'envisager le développement d'autres outils liés à l'application (voir article 8)

5 GOUVERNANCE DU PARTENARIAT

La gouvernance du partenariat est assurée par un comité de pilotage composé des partenaires signataires de la présente convention, ainsi que, le cas échant, de personnes invitées pour leur expertise selon les sujets abordés.

Le comité de pilotage se réunit selon les besoins et au moins une fois tous les 6 mois, afin notamment de :

- suivre les projets d'investissement en cours (qualité, délais, etc.),
- valider pour l'année suivante les choix d'investissement (évolutions, études, communication et promotion, etc.) et le montant des participations financières des partenaires selon les modalités définies à l'article 9,
- valider et appliquer le plan de communication,
- approuver l'intégration de nouveaux partenaires,
- prendre acte de toute résiliation éventuelle de convention avec un partenaire,
- faire évoluer la charte de qualité,
- étudier les demandes d'évolution de la présente convention et se prononcer sur les projets d'avenant,
- échanger sur les expériences de chacun en termes de contenus et de besoins d'évolutions techniques de l'application mobile,
- échanger sur le retour des utilisateurs de Balade Branchée (grand public) afin d'améliorer l'outil numérique.
- valider le développement de nouveaux outils complémentaire à Balade Branchée (cf. article 8.2)

Sauf mention contraire, les décisions sont prises à la majorité simple des voix à raison d'une voix par partenaire signataire. Le comité de pilotage peut, à son initiative, inviter des personnes qui ont voix consultative.

6 MISSIONS DES PARTENAIRES

Les missions des partenaires recouvrent :

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

- Le développement et l'évolution de Balade Branchée. Ce partenariat ne concerne que Balade Branchée et ses outils associés en termes de « contenant » avec un gestionnaire de contenus (CMS). En effet, la production des contenus médias (audioguides, vidéos, photos, jeux simples, etc.) sera gérée indépendamment par chaque partenaire pour ses besoins propres ;
- Le développement éventuel des autres outils utiles aux gestionnaires d'espaces naturels, liés à Balade Branchée,
- Les études complémentaires (statistiques, ergonomie, etc.) utiles à l'évolution de Balade Branchée ;
- Les opérations de communication et de promotion de Balade Branchée et des outils liés.

7 ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

7.1 ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ensemble des partenaires s'engage à :

- Respecter la présente convention et ses annexes ainsi que toute décision du comité de pilotage,
- Appliquer le plan de financement des investissements et le règlement des sommes dues aux prestataires,
- Respecter la répartition des tâches détaillée à l'article 7.2 suivant, sauf cas de force majeure
- Verser sa participation financière à l'ONF, dans les conditions définies à l'article 9,
- Participer aux réunions du comité de pilotage ou s'y faire représenter,
- Participer aux tests des outils numériques, soit directement, soit en proposant un panel de testeurs,
- Déposer dans le backoffice de Balade Branchée des contenus répondant exclusivement à la charte de qualité, en veillant particulièrement à la mise à jour de ces contenus,
- S'échanger toute information nécessaire et utile à la réalisation et à l'amélioration de Balade Branchée,
- Ne pas dupliquer Balade Branchée pour ses propres besoins sans l'accord du comité de pilotage,
- Communiquer sur les outils numériques communs conformément au plan de communication.

Chacun des partenaires s'interdit de réaliser sous quelque forme que ce soit, sans l'accord du comité de pilotage, une opération ayant pour objet ou pour effet de transmettre à un tiers les obligations issues de la présente convention, sous peine de résiliation

Le fait que le comité de pilotage n'exige pas, à un moment quelconque, l'exécution stricte par un partenaire d'un engagement défini dans le cadre de la présente convention ne serait en aucun cas réputé constituer une renonciation à l'exécution dudit engagement.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

Tout partenaire signataire peut accepter unilatéralement et sous quelques formes que ce soit (prestation commerciale, conventionnement, service gracieux, etc.) l'intégration des circuits de contributeurs externes au projet mais il est tenu responsable de la qualité du contenu (cf. charte de qualité) comme si il s'agissait de ses propres circuits.

Les partenaires s'engagent à s'associer par convention en groupement de commandes pour gérer les marchés qui seraient nécessaires pour le développement informatique, la maintenance et le stockage de l'application mobile Balade branchée, ainsi que pour la promotion de cette application.

7.2 ENGAGEMENTS INDIVIDUELS DE CHAQUE PARTENAIRE

Chaque partenaire s'engage à respecter la répartition suivante des tâches pendant la durée de la convention :

L'ONF en tant que référent « technique, financier et comptable » sera en charge de :
- la gestion des appels de cotisations,
- la rédaction, la passation et le suivi de l'exécution des marchés dans le cadre d'une convention de groupement de commande
- la gestion et le paiement des factures,
- le dépôt de la marque (voir mandat en annexe 2).

L'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France en tant que référent « communication » sera en charge de :
- la rédaction du plan de communication et sa mise en œuvre,
- la gestion de la page web,
- la gestion des commentaires sur les stores,
- le suivi des statistiques,
- l'appui à l'ONF pour la rédaction du marché de promotion commune de l'application,
- la rédaction de supports de communication communs et gestion des validations,
- la mise à jour du dossier de presse,
- la proposition d'achats d'encarts publicitaires,
- la gestion technique des achats de prestations de communication communes,
- la mise à jour du kit « nouvel arrivant ».

Le Département des Yvelines en tant que référent « animation du partenariat » sera en charge de :
- l'organisation et l'animation des Comités de pilotage,
- la gestion du Drive Google,
- le suivi du budget,
- la veille de la boîte mail Balade Branchée.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

Le Département de Seine-et-Marne en tant que référent « administration et veille » sera en charge de :
- la rédaction des conventions, leur notification et leur suivi (partenariat, groupement de commande, etc...) et leurs avenants,
- la veille régulière portant sur le bon fonctionnement de l'application

Toutes les tâches seront organisées dans le détail par le comité de pilotage.

En cas de changement dans l'organisation interne d'un des partenaires nécessitant de revoir cette répartition des tâches, un avenant à la présente convention sera nécessaire pour fixer une nouvelle répartition.

8 EVOLUTIONS POSSIBLES

8.1 INTEGRATION DE NOUVEAUX PARTENAIRES

Tout propriétaire et/ou gestionnaire d'espaces naturels souhaitant intégrer le présent partenariat adressera une demande en ce sens à l'un des membres du comité de pilotage. Ce dernier soumettra l'intégration du nouveau partenaire potentiel à l'avis du comité de pilotage.

S'il est positif, la présente convention sera remplacée par une nouvelle convention intégrant l'ensemble actualisé des signataires.

Par pragmatisme, la nouvelle convention sera signée au même moment que l'avenant financier prévu la même année (cf. article 9) afin d'intégrer la participation financière du nouveau partenaire.

Le nouveau partenaire ne sera par contre pas intégré au groupement de commande avant le renouvellement des marchés.

8.2 INTEGRATION DE NOUVEAUX OUTILS

D'autres outils liés à Balade Branchée pourront donc être potentiellement développés dans le cadre de ce partenariat, à titre d'exemples :
- création d'un site Balade Branchée adaptatif permettant de proposer les circuits existants en format web
- Interface web d'affichage de l'offre touristique (ex. circuits et services touristiques sur APIDAE),
- Outil web de gestion des équipements et des sentiers,
- Application mobile de veille citoyenne pour que les visiteurs puissent faire remonter les incidents (équipement détérioré, dépôt sauvage, sentier impraticable, etc.).

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

Ces outils seraient partagés et mis en relation les uns avec les autres, permettant des économies d'échelle et un meilleur service technique. Par ailleurs, la compatibilité entre ces outils faciliterait l'arrivée de nouveaux partenaires.

9 MODALITÉS FINANCIERES

Le montant de la participation par partenaire est fixé à 5000 € TTC la première année suivant la signature de la convention.

A partir de la seconde année, le montant de la participation financière par partenaire pour l'année N sera calculé au regard de la prévision des dépenses de l'année N et du solde budgétaire de l'année N-1, répartis sur les partenaires engagés à l'année N, suivant un plan de financement validé en comité de pilotage et matérialisé dans l'avenant financier annuel.

Sous réserve des crédits votés au budget de chaque partenaire, le montant de la participation financière ne saura excéder 5000 euros annuels TTC par partenaire.

Le versement de la participation financière à l'ONF intervient dans un délai de 30 jours à compter de :
- la signature de la présente convention (par l'ensemble des parties) pour la première année,
- la réception du titre de recette émis par l'ONF après signature de l'avenant financier les années suivantes.

La justification des dépenses réalisées par l'intermédiaire des financements des partenaires sera reportée sur une fiche d'état récapitulative des paiements effectués, certifié par le comptable de l'ONF.

10 GESTION DE LA QUALITÉ DES CONTENUS

Afin que Balade Branchée fidélise et développe ses utilisateurs, son ergonomie, ses fonctionnalités, mais surtout ses contenus doivent être de qualité. Les partenaires s'engagent à cette fin à observer scrupuleusement la charte de qualité ci-annexée.

Dans cette optique, il est prévu un droit de regard du comité de pilotage sur la qualité des contenus afin de s'assurer d'une image de marque de l'application mobile. Le comité de pilotage peut décider du retrait des contenus incompatibles avec la charte de qualité. Des contenus ne répondant pas complètement à la charte de qualité pourront néanmoins être maintenus dans l'attente de leur amélioration.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

11 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- A propos du contenant (application) :

L'application créée est libre de droit. Par la suite, le titulaire du marché principal informatique pourra utiliser son code informatique pour d'autres donneurs d'ordre sans blocage ni rétribution des paramètres.

À contrario, le nom Balade Branchée, l'ergonomie, le graphisme et les contenus sont propriété intellectuelle des partenaires. A cet effet, la marque Balade Branchée sera déposée à l'INPI par l'ONF qui s'engage, au titre du mandat signé en annexe à la présente de cette convention, à partager la marque avec ses partenaires.

Le compte développeur associé à Balade Branchée est celui de l'ONF car un changement de structure référente imposerait de repartir à zéro en termes de référencement sur les plateformes de téléchargement, ce qui représente un risque de perte d'utilisateurs.

- A propos des contenus :

Les contenus sont la propriété exclusive de chaque partenaire, chacun d'entre eux disposant individuellement de leurs propres données et chacun étant responsable de la production de contenus. Par conséquent, chaque partenaire est seul décisionnaire de l'utilisation qui en serait faite en dehors de l'application mobile.

12 MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute demande de modification de la présente convention doit faire l'objet d'un vote dans les conditions définies à l'article 5 préalablement à l'approbation de l'avenant par l'organe compétent de chaque partenaire.

Si l'un quelconque des articles de la présente convention était déclaré nul à la suite d'une décision de justice ou devait être modifié par suite d'une décision d'une autorité nationale ou communautaire, les partenaires s'efforceraient de bonne foi d'en adapter les conditions d'exécution, étant entendu que cette nullité n'affectera pas les autres articles.

13 RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être résiliée dans les cas suivants :

- manquement d'un partenaire dans l'exécution de la présente convention, constaté après mise en demeure d'un délai de 2 mois envoyée par recommandé avec accusé de réception signé par tous les autres partenaires,

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

- volonté d'une des parties de ne plus poursuivre le partenariat. La décision de résiliation prise par l'organe compétent est notifiée aux autres membres du comité de pilotage par courriers recommandés avec accusé de réception.

Quelle que soit la cause de résiliation de la présente convention, elle ne pourra prendre effet qu'à l'issue du règlement définitif des sommes dues au titre du ou des marchés mutualisés.

Tout départ, volontaire ou non, d'un partenaire, ne donne lieu à aucune indemnité, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels les autres partenaires pourraient prétendre du fait de l'inexécution des obligations du partenaire exclu.

Tout départ, volontaire ou non, d'un partenaire, entraîne de fait la perte de l'ensemble de ses droits d'utilisation sur l'application mobile (administration, charte graphique, etc.).

14 RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficulté concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les participants s'engagent à mettre tout en œuvre pour résoudre leur litige à l'amiable. En cas de désaccord persistant, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

Date de signature de la convention : .....

Convention éditée en autant d'exemplaires originaux que de parties.

Pour l'Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France La Présidente Anne Cabrit	**Pour le Département de Seine-et-Marne** Le Président Patrick Septiers
Pour le Département des Yvelines Le Président Pierre Bédier	**Pour l'ONF** Le Directeur général Bernard Munch

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

Annexe n °1

BALADE BRANCHEE : charte de qualité des circuits

Objet : la présente charte a pour objet d'énoncer les principes à respecter pour que l'ensemble des circuits disponibles dans l'application présente une qualité optimale. C'est l'un des atouts majeurs de Balade branchée : utiliser Balade branchée doit être synonyme de qualité et de plaisir pour le promeneur.

La présente charte doit être respectée par tout partenaire souhaitant intégrer un circuit dans l'application Balade Branchée. En vertu de cette charte, le partenaire s'engage à :

1- Produire un projet d'interprétation du patrimoine

Chaque circuit nécessite un travail préalable approfondi pour la définition de l'itinéraire et des points d'intérêt qui jalonneront le parcours choisi.
L'ensemble doit aider le visiteur à saisir la signification et la valeur du patrimoine et en particulier le patrimoine naturel, qu'il découvre au cours de la balade. Au-delà, il s'agit de l'amener à changer son regard ou son comportement sur la Nature.
Cette étude doit s'appuyer sur les principes suivants :

- Exprimer et respecter l'esprit des lieux : les informations disponibles dans l'application doivent souligner la spécificité du site, rappeler si besoin son lien avec le territoire (histoire, ressources naturelles, paysages...). Il peut être intéressant d'associer la population et les acteurs locaux au travers de témoignages, des usages ou des récits ;
- Créer une relation avec le visiteur : l'application permet d'interpeller le visiteur sur un point d'intérêt visible ou invisible. Elle peut également faire des liens avec le vécu quotidien ou l'expérience de chacun, provoquer une réflexion qui accompagnera le visiteur bien après sa balade ou encore lui faire percevoir les choses avec plusieurs sens (vue, ouïe, toucher...) ;
- Faire vivre l'émotion et l'imaginaire : raconter une histoire permet de capter le visiteur tout au long du parcours. L'application permet de varier les moyens d'expression (artistique, jeu). L'ambiance des lieux doit être valorisée comme vecteur privilégié d'émotion.

2- Associer une approche grand public et des informations de qualité

Les contenus proposés devront être adaptés au grand public et donc transcrits dans un langage vulgarisé et vivant.
Toutefois, les contenus et informations devront être fiables et solides sur le plan scientifique ou technique, ce qui peut nécessiter l'appui d'experts.

3- Susciter l'intérêt du visiteur sans le rendre dépendant de l'outil

Le fonctionnement du circuit et de l'application mobile ne doit pas détourner le visiteur de ce qui est l'intérêt premier de la promenade, à savoir l'immersion dans le milieu naturel. Il conviendra donc de bien maîtriser le rythme et le nombre des sollicitations par l'application et le temps consacré au visionnage ou à l'écoute des médias proposés le long du parcours.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

Les valeurs suivantes peuvent être considérées comme des références à viser tant pour des raisons de connexion avec le milieu, que d'intérêt pour le public et d'adaptation à un support mobile :

- 1 minute pour l'écoute d'un commentaire audio,
- 20 secondes pour le visionnage d'une vidéo,
- 300 caractères espaces non compris pour un texte.

4- Garantir un itinéraire physique de qualité

La qualité du circuit proposé dans l'application doit aller de pair avec un itinéraire sûr, bien entretenu et agréable. Le gestionnaire de l'itinéraire veillera notamment à éviter que les informations à disposition du public sur le site n'entrent en contradiction avec celles offertes par l'application (ex. balisage contradictoire, absence ou occultation d'un élément remarquable valorisé dans l'application...). Le média numérique doit être intégré à une démarche globale d'aménagement et de gestion (ex. : questionnement sur la présence de panneaux).

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_065-DE

Annexe n °2 : Mandat relatif au dépôt de la marque Balade Branchée

Il est convenu entre les parties ci-dessous :

L'Agence des espaces verts (AEV) de la région d'Ile-de-France, représentée par sa Présidente, dûment habilitée par une délibération du Conseil d'administration en date du .....

Et

Le Département de Seine-et-Marne, dont le siège est en l'Hôtel du Département 77010 MELUN Cedex, représenté par M. le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du.....

Et

Le Département des Yvelines, dont le siège est en l'Hôtel du Département, 2 place André Mignot 78000 Versailles, représenté par M. le Président du Conseil départemental des Yvelines, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du .....

Et

L'Office National des Forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial ayant son siège au 2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12, représenté par son Directeur général, Bertrand MUNCH.

Que l'ONF est désigné comme le mandataire commun afin de réaliser, au nom et pour le compte des Parties, toutes les procédures nécessaires au dépôt en copropriété de la marque « Balade Branchée »

Date de signature du mandat : .....

Pour l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France La Présidente Anne Cabrit	**Pour le Département de Seine-et-Marne** Le Président Patrick Septiers	**Pour le Département des Yvelines** Le Président Pierre Bédier
Pour l'ONF Le Directeur général Bertrand Munch		

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_066-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-066

Approbation de la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la gestion de l'application Balade Branchée

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT la volonté de l'Agence des espaces verts de mettre en valeur les espaces naturels dont elle a la charge ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la gestion de l'application Balade Branchée.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention annexée.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	13
Nombre de mandats	04
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_066-DE

Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la gestion de l'application Balade Branchée

Entre

L'Office National des Forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial ayant son siège au 2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12, représenté par son Directeur général, Bertrand MUNCH.
Ci-après dénommé « l'ONF »

Et

L'Agence des espaces verts (AEV) de la région d'Île-de-France, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Anne CABRIT, élue à cette fonction suivant délibération du conseil d'administration n°19-001 en date du 14 février 2019, et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-066 du 21 juillet 2020,

Ci-après dénommée « l'AEV »

Et

Le Département de Seine-et-Marne, dont le siège est en l'Hôtel du Département 77010 MELUN Cedex, représenté par M. le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du.....,

Et

Le Département des Yvelines, dont le siège est en l'Hôtel du Département, 2 place André Mignot 78000 Versailles, représenté par M. le Président du Conseil départemental des Yvelines, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du .....,

Collectivement dénommés « les mandants »

Le mandataire et les mandants étant ci-après également dénommés ensemble « les parties ».

Préambule

L'ONF, les Départements de Seine-et-Marne et des Yvelines et l'AEV ont conçu, développé et promu l'application mobile Balade Branchée à partir de 2016, en leur qualité de propriétaires ou de gestionnaires d'espaces naturels.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_066-DE

Ce projet commun permet de réaliser des économies d'échelle tant en termes financiers que de moyens humains et d'efforts de promotion. Le partenariat est organisé dans le cadre d'une convention multipartite signée par les parties pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction jusqu'à 5 ans maximum.

L'ensemble des partenaires s'accorde pour considérer qu'il est nécessaire de disposer d'un marché pour le développement, la maintenance et le stockage informatique de l'application mobile Balade Branchée. De même, l'ensemble des besoins en actions de promotion de l'application peuvent être regroupés dans un marché commun.

La passation et l'exécution de ces marchés bénéficiant à l'application mobile et donc à l'ensemble des partenaires, il convient de les organiser dans le cadre d'une convention de groupement de commandes.

Les parties se sont donc entendues afin de conclure la présente.

Ceci rappelé, il est convenu et arrêté ce qui suit.

SECTION 1 - OBJET, DEFINITION ET ROLE DES PARTIES

1 CONSTITUTION DU GROUPEMENT

Le présent groupement est constitué librement entre les membres. La signature de la présente convention vaut adhésion au groupement de commandes.

Le groupement est constitué entre les signataires de la présente convention, soit :
- l'ONF, représenté par sa Direction générale
- L'AEV,
- le Département des Yvelines,
- le Département de Seine-et-Marne.

Cet accord sera matérialisé par une délibération de l'Organe Délibérant ou de l'Autorité détentrice du pouvoir de décision selon les procédures et les formes propres à chacune des parties.

Ainsi qu'il est précisé à l'article 5, d'un commun accord, les membres du groupement désignent l'ONF comme coordonnateur du groupement.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_066-DE

2 OBJET DU GROUPEMENT

La présente convention a pour objet de donner mandat à l'ONF pour la passation et l'exécution des marchés nécessaires d'une part au développement, à la maintenance et au stockage informatique de l'application mobile Balade Branchée et d'autre part aux actions de promotion communes de l'application mobile Balade Branchée.

3 DUREE DE LA CONVENTION

La convention est applicable à compter de la date de signature par les parties pour un an et renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 5 années.

4 DESIGNATION DES MARCHES PUBLICS

Les marchés passés par le groupement de commande viseront à répondre aux besoins suivants :
- le développement informatique, la maintenance et le stockage de l'application mobile Balade Branchée
- la promotion commune de l'application mobile Balade Branchée

Si des besoins nécessitant la passation d'autres marchés que ceux désignés à cet article apparaissaient durant l'exercice de la présente convention, ces derniers pourraient être intégrés à la présente convention par accord de l'ensemble des parties au travers de la signature d'un avenant.

5 DESIGNATION, ROLE ET OBLIGATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les parties membres sont convenues de désigner l'ONF comme coordonnateur du groupement.

Le coordonnateur est chargé, dans le respect des règles du Code de la commande publique de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de préparation, de passation et d'exécution des marchés visés à l'article 4.

A ce titre, le coordonnateur du groupement procédera :
- à la rédaction des pièces techniques et administratives des dossiers de consultation ;
- à la mise en œuvre des mesures de publicité, au lancement des consultations ainsi qu'à l'information des candidats (avis d'attribution, candidats non retenus, etc.) ;

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_066-DE

- à la synthèse de l'analyse des offres effectuée conjointement par les parties du groupement ;
- à l'attribution et à la signature des marchés ainsi qu'à leurs notifications au nom et pour le compte de chacun des membres du groupement ;
- au suivi et à l'exécution administrative et financière des marchés au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Le coordonnateur gère de la même manière les procédures de relance de la consultation en cas de marchés infructueux ou déclarés sans suite.

6 ROLE ET OBLIGATION DES MEMBRES

Le groupement ainsi constitué est régi par les articles L. 2113-6, L. 2113-7 et L. 2113-8 du Code de la commande publique.

Chaque membre, dans la limite de ses ressources et de ses compétences, s'engage à fournir au coordonnateur tout l'appui nécessaire à chacune des étapes de la préparation, passation et l'exécution du ou des marchés, à savoir :

- une aide à la rédaction des pièces du ou des marchés
- la participation aux étapes d'analyse des candidatures et de choix du ou des offres attributaires
- une participation à l'exécution du ou des marchés

Chaque membre s'engage à fournir toutes informations et données nécessaires à la bonne exécution des prestations.

SECTION 2 – REPARTITION DES CHARGES ENTRE LES PARTIES

7 REPARTITION DES CHARGES

L'ensemble des coûts relatifs à la passation et l'exécution des marchés cités à l'article 4 sera supporté par l'ensemble des parties.

La répartition des charges correspondantes (hors coût de personnel) est cadrée par la convention de partenariat regroupant les parties. Cette convention, annexée à la présente, précise le détail du calcul des participations et les modalités de paiement par le coordonnateur.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_066-DE

8 DISPOSITIONS FINANCIERES

Le coordonnateur du groupement est chargé de l'exécution financière des marchés qui consiste en l'engagement financier des prestations et le règlement des factures mais également des frais de fonctionnement du groupement (frais de publicité des avis d'appel public à la concurrence et avis d'attribution, et autres frais liés aux procédures de la commande publique, reprographie, etc.).

9 REMUNERATION DU COORDONNATEUR

La mission de l'ONF comme coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

SECTION 3 – DISPOSITIONS DIVERSES

10 ADHESION ET RETRAIT DU GROUPEMENT

Tout propriétaire et/ou gestionnaire d'espaces naturels souhaitant intégrer le partenariat devra également rejoindre le présent groupement de commandes au moment du renouvellement des marchés.

Une fois l'intégration du nouveau partenaire confirmée, la présente convention sera remplacée par une nouvelle convention intégrant l'ensemble actualisé des signataires.

En cas de volonté d'une des parties de se retirer du groupement, il sera appliqué la procédure prévue dans la convention de partenariat à l'article 13.

11 PROPRIETE DES PARTIES

Les parties sont toutes conjointement propriétaires des produits issus des marchés cités à l'article 4.

L'ONF précisera au(x) prestataire(s) lorsqu'il rédigera les pièces du marché que les droits sur l'intégralité des prestations seront cédés à l'ensemble des parties.

12 ACTIONS EN JUSTICE

Le coordonnateur pourra attenter une action en justice contre les attributaires des marchés si nécessaire pour le compte des membres du groupement avec accord de ces derniers.
Les frais relatifs à cette action seraient supportés par l'ensemble des parties, conformément à l'article 7 de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_066-DE

13 RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée dans les cas suivants :

- résiliation de la convention de partenariat
- retrait d'un des membres du groupement
- la résiliation des marchés passés en accord avec la présente convention

En cas de résiliation en cours d'exécution des marchés, les membres restent responsables des marchés en cours, jusqu'à leur terme. La coordination du groupement n'est plus assurée mais ses membres devront s'acquitter de la totalité des sommes dues aux différents prestataires.

14 MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des clauses de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les parties.

15 DIFFERENDS

En cas de difficulté concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les participants s'engagent à mettre tout en œuvre pour résoudre leur litige à l'amiable. En cas de désaccord persistant, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

Date de signature de la convention : .....

Convention éditée en autant d'exemplaires originaux que de parties.

Pour l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France La Présidente Anne Cabrit	**Pour le Département de Seine-et-Marne** Le Président Patrick Septiers	**Pour le Département des Yvelines** Le Président Pierre Bédier
Pour l'ONF Le Directeur général Bertrand Munch		

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_067-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-Fra

le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-067

Approbation d'une convention de partenariat avec ECP Films - Les Films de Chusan pour la réalisation d'une web-série documentaire « Le bois, une filière, une éthique, des savoir-faire »

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT la volonté de l'Agence des espaces verts de permettre au grand public de mieux connaître la filière forêt-bois et de faire valoir la multifonctionnalité des espaces naturels régionaux dont elle a la gestion ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de la convention de partenariat avec ECP Films - Les Films de Chusan pour la réalisation d'une web-série documentaire « Le bois, une filière, une éthique, des savoir-faire ».

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention annexée.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents..... :	13
Nombre de mandats..... :	04
Nombre de votants..... :	17
Votes POUR ..... :	17
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_067-DE

CONTRAT DE CONTRIBUTION FINANCIERE POUR LA REALISATION D'UNE WEB-SERIE DOCUMENTAIRE « Le bois, une filière, une éthique, des savoir-faire »

Entre les soussignés

ECP FILMS, Société de production dont le siège social est situé 170 allée des hirondelles, 44240 Sucé-sur-Erdre (France), représentée par Jun CORDON, en sa qualité de Président de la SAS, dûment habilitée à l'effet des présentes,

ci-après désignée « **LE PRODUCTEUR DELEGUE** »

d'une part,

et L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France, dont le siège social est situé au 90-92 avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, représentée par Anne CABRIT, en sa qualité de Présidente, dûment habilitée en vertu de la délibération n° 20-067 du 21 juillet 2020.

ci-après désignée indifféremment « **LE CONTRIBUTEUR » ou « L'AEV »**

d'autre part,

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_067-DE

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

1°/ ECP FILMS va produire la saison 1 d'une web-série documentaire de 4 épisodes de 6 – 8 minutes chacun sur la filière forêt-bois en France en 2020. Cette web-série sera écrite et réalisée exclusivement par Jun CORDON.

2°/ ECP FILMS assurera la production de la web-série de manière exclusive de A à Z.

3°/ Ce projet est réalisé avec le concours de M. Jean-Guénolé CORNET, expert filière forêt-bois.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de décrire les conditions et les modalités de collaboration entre les Parties, dans le cadre de la mise en place, par LE PRODUCTEUR DELEGUE, de la web-série.

ARTICLE 2 : Engagements du PRODUCTEUR DELEGUE

2.1 Afin de soutenir le PRODUCTEUR DELEGUE dans la réalisation du projet, LE CONTRIBUTEUR s'engage à lui verser une contribution financière en fonction d'un montant établi par le PRODUCTEUR DELEGUE et d'un commun accord. Le PRODUCTEUR DELEGUE établira ensuite un reçu sous forme de facture (TVA à 20% récupérable). Le PRODUCTEUR DELEGUE a estimé un budget prévisionnel à 60 000 € HT (écriture des 4 épisodes, réalisation, production, post-production et diffusion).
Les thématiques abordées dans ces 4 épisodes sont fournies dans un document annexe à ce présent contrat.

2.2 LE PRODUCTEUR DELEGUE s'engage à respecter les thématiques énoncées dans le projet et se réserve le droit de modifier, ajuster, compléter ces épisodes par des sous-thèmes si cela est nécessaire. Néanmoins, l'interview proposée par le PRODUCTEUR DELEGUE à L'AEV dans le cadre de l'épisode consacré aux grands enjeux sociaux et environnementaux ne saurait être remise en cause.
Le PRODUCTEUR DELEGUE s'engage à commencer la réalisation de la web-série une fois la somme totale réunie. Il informera le CONTRIBUTEUR de l'avancée du projet.

2.3 Il est précisé que la responsabilité du CONTRIBUTEUR est limitée au soutien apporté au PRODUCTEUR DELEGUE dans les conditions définies au présent article. Le PRODUCTEUR DELEGUE conserve en conséquence l'entière responsabilité de la réalisation du Projet ainsi que, dans cette perspective, de la relation entretenue avec tout fournisseur, partenaire ou tout autre tiers intervenant dans ce cadre.

2.4 Le PRODUCTEUR DELEGUE aura 9 mois maximum à partir du moment où tout le budget sera réuni pour réaliser la web-série en intégralité sauf cas de force majeure ou empêchement grave (maladie).
Le PRODUCTEUR DELEGUE s'engage à réunir le budget nécessaire à la réalisation de la web-séries avant le 31/07/2020.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_067-DE

Au regard de la somme réunie au 31/07/2020, le PRODUCTEUR DELEGUE s'engage à réajuster le projet tout en gardant l'objectif principal. La durée ou la forme pourra donc être modifiée.

2.5 Le PRODUCTEUR DELEGUE s'engage à envoyer le montage de l'épisode incluant l'interview du CONTRIBUTEUR pour visionnage et validation par l'AEV avant diffusion.

ARTICLE 3 : Engagement du CONTRIBUTEUR

3.1 Le CONTRIBUTEUR respectera les choix artistiques et techniques apportés par le PRODUCTEUR DELEGUE et ne pourra demander un changement tant sur le fond que sur la forme du projet qu'en cas d'erreur manifeste.

3.2 L'AEV s'engage à régler la contribution d'un montant de 6 000 € HT sur appel effectué par facture ECP FILMS après service fait. Une facturation partielle à hauteur de 50 % pourra être proposée à la signature du présent contrat.

ARTICLE 4 : PROPRIETE INTELLECTUELLE ET IDENTITE

La web-série sera en libre-accès sur internet et pourra être utilisée librement par le CONTRIBUTEUR à des fins de communication ou de promotion (projections lors d'événements professionnels ou grand public, réseaux sociaux, site internet....)
La propriété intellectuelle (rushes, film) appartient exclusivement au PRODUCTEUR DELEGUE. Lui seul pourra effectuer d'éventuelles ventes internationales, présenter le film dans des festivals, représenter le film et communiquer en tant que tel.
Sur autorisation du producteur délégué, le contributeur est autorisé à présenter la web-série.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

5.1 Le PRODUCTEUR DELEGUE s'engage à apposer le logo de L'AEV au générique de fin de chaque épisode ainsi que sur tout support physique ou dématérialisé faisant la promotion de la web-série documentaire (communiqués, rapports, programme, plaquette de présentation, etc.). La maquette sera soumise à la validation du service communication de l'AEV avant diffusion.

5.2 Tout projet d'événement relatif à la web-série documentaire devra faire l'objet d'une information préalable de l'AEV. L'invitation devra nécessairement comporter le logo de l'AEV. Le jour de l'événement, l'AEV se réserve le droit, si elle le souhaite, de prendre part aux prises de parole et d'avoir une visibilité (kakémonos, expositions...).

5.3 Dans le cas de demande presse, LE PRODUCTEUR DELEGUE s'engage à solliciter l'autorisation expresse de L'AEV avant toute citation.

ARTICLE 6 : Confidentialité et secret professionnel

Hormis dans le cadre des actions de communication réalisées dans le cadre du Projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution du Contrat qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_067-DE

Le présent Contrat comporte 4 pages.
Fait en deux exemplaires originaux.

A ..... le...../...../2020.

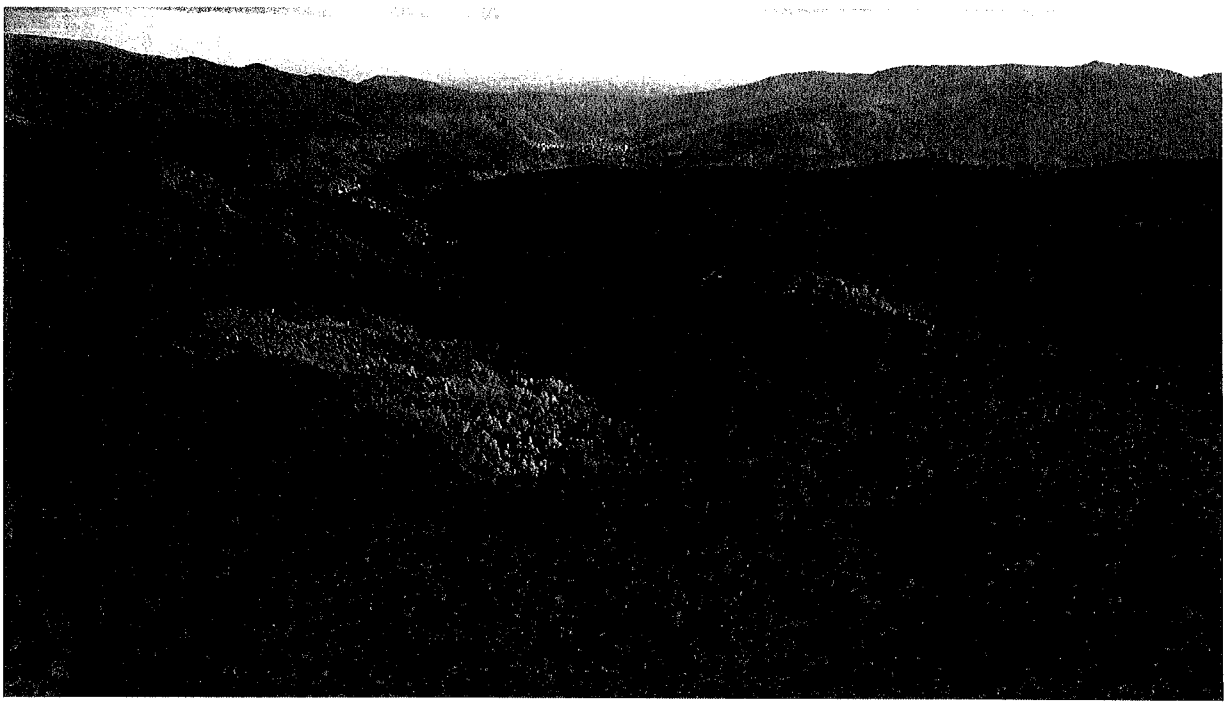
Jun CORDON
Président de ECP Films

Anne CABRIT
Présidente de l'Agence des espaces verts

Annexe : Détail du projet de web-série documentaire

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_067-DE

ANNEXE



WEB SERIE DOCUMENTAIRE

« *Le bois, une filière, une éthique, des savoir-faire* »

Saison 1

Écrit par Jun CORDON
Avec le concours de Jean-Guénolé CORNET
Produit par ECP Films - Les Films de Chusan
Réalisée par Jun CORDON

Origine du projet

La forêt est aujourd'hui, plus que jamais peut-être, au cœur de plusieurs grands enjeux sociétaux, ainsi que le prouve la recrudescence de publications et de tournages sur le sujet. Cependant, faute d'une connaissance suffisante de la ressource forestière, de son histoire et des femmes et des hommes qui travaillent à sa mise en valeur, le débat risque d'être déconnecté du réel et arriver à des contradictions telles que : « il ne faut plus couper les arbres » et « il faut privilégier les matériaux renouvelables ».

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_067-DE

Si la question du devenir de nos forêts mérite un vrai débat de société, ce dialogue suppose une connaissance de base de cette filière empreinte d'éthique et riche d'histoire et de savoir-faire.

Présentation du projet

Cette web-série a pour objectif de présenter la filière forêt-bois en France, à travers 4 épisodes de 6-8 mns chacun offrant des témoignages croisés. Ce sera la saison 1, une saison 2 sera tournée l'année prochaine.

Chaque épisode abordera un aspect de la filière, son histoire, ses ressources, ses acteurs, son économie, les enjeux d'hier et d'aujourd'hui…

Le but est de permettre au plus large public de mieux connaitre une filière, à la fois au coeur d'enjeux sociétaux majeurs, tels que la production de matériaux renouvelables, la lutte contre le changement climatique et la conservation de la biodiversité, et trop méconnue.

Note d'intention du réalisateur

Ce projet de web-série documentaire est né lors du tournage du film promotionnel « Néosylva ». En effet, j'ai rencontré Jean-Guénolé CORNET dans le cadre d'un projet immobilier porté par REI Habitat et ICADE Promotion. J'ai pu découvrir un aspect de la filière autour de la promotion bois (bas Carbonne et économie durable). J'ai été particulièrement sensible à la démarche portée par Jean-Guénolé et son engagement pour le renouvellement des forêts.

Nos passions respectives (la forêt et le cinéma) nous amènent à collaborer sur ce nouveau projet. La forêt, à la fois onirique et légendaire, m'a beaucoup inspiré dans mes prises de vue et dans mes choix de réalisation. Une promenade en forêt, c'est un voyage sensoriel unique. Les odeurs, le chant des oiseaux, la fraicheur des arbres font de la forêt un être à part entière. Je me suis senti « tout petit » au sein de ces forêts, comme si l'échelle s'inversait.

J'ai pu ainsi découvrir davantage des nouveaux aspects de la forêt, à la fois omniprésente dans nos paysages et notre imaginaire collectif et mal connue du grand public. Force est de constater que mon intérêt est devenu de plus en plus important quant à toutes les thématiques qu'engendrent la forêt et la filière bois.

Ce qui m'intéresse dans la réalisation de cette web-série documentaire c'est d'aller en profondeur dans les sujets pour parfaire la connaissance du spectateur, mieux comprendre les grands défis auxquels nos forêts font face et démystifier les fantasmes autour de la filière. Le personnage principal de la web série sera la forêt.

Présentation des 4 épisodes de la saison 1

Les épisodes pourront se voir indépendamment les uns des autres tout en présentant une continuité entre eux. Ils auront comme objectif de répondre à une question tout en abordant des thématiques transversales.

1 épisode sera consacré davantage à l'histoire de la filière.

1) « Histoire générique de la forêt française »

Objectif : apporter une connaissance de base de la forêt française et de son histoire.

Point de vue : approche pédagogique et factuelle.

Les intervenants : 1 historien, 1 membre de l'école forestière de Nancy (AgroParisTech), 1 institutionnel (Ministère), 1 témoignage d'un expert forestier

Lieux de tournage : Nancy, la Sarthe

2 épisodes sur la filière aujourd'hui

2) « *L'amont de la filière, le chêne et le pin maritime*

-Objectif : découvrir la forêt à partir de deux grands massifs, le chêne en région centre et le pin maritime en Aquitaine. Distinction entre filière feuillu et le résineux

Point de vue : croisé

Les intervenants chêne : 1 expert forestier, 1 industriel (mérandier ou tonnelier), 1 bucheron, une coopérative forestière.

Les intervenants du massif landais : 1 chercheur (Institut technologique FCBA), 1 membre FNE (Fédération Nationale de l'Environnement), 1 grand propriétaire institutionnel (AXA investissement)

Lieux de tournage : Orléans, Région Centre

3) « L'aval de la filière (la construction bois, le bois énergie) »

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_067-DE

-Objectif : mettre en avant l'économie de la filière avec ses valeurs et les besoins recensés

Point de vue : du citoyen et de l'industriel
Les intervenants : 1 promoteur (ICADE), 1 gros industriel (PIVETEAU) et un plus petit, 1 institutionnel (1 référent bois PDL ?), 1 acteur du bois Énergie (BEMA).
Lieux de tournage : Région PDL

1 épisode sur les grands enjeux sociaux et environnementaux

4) « *Les enjeux de la forêt* »
-Objectif : évoquer les enjeux sociaux, environnementaux et économiques de la forêt (forêt péri-urbaine, gestion, protection…)

Point de vue : du politique, de l'expert.
Les intervenants : 1 institutionnel (Agence des Espaces Verts, Région Île de France), 1 association de randonneurs, 1 Entreprise (Neosylva), 1 membre la LPO, 1 propriétaire privé.
Lieux de tournage : Région Île de France (Bondy ?), PDL.

Mise en œuvre

La réalisation des épisodes s'effectuera en juillet 2020.
Les épisodes seront réalisés par Jun Cordon, cinéaste passionné depuis plus de 15 ans.
La web-série sera prête à diffuser au plus tard en octobre 2020.

Budget de production

Le budget prévisionnel de production (préparation, réalisation et post-production) des 4 épisodes de la saison 1 est d'environ 60 000 € HT (droits d'auteurs inclus). Ce budget prévisionnel tient compte, par épisode, de 2 jours de préparation au minimum, 2 jours de tournage et 3 jours de montage, des déplacements en France métropolitaine avec frais hébergement, restauration et généraux. L'équipe de production de la web-série sera composée de :
-1 Directeur de production
-1 Réalisateur
-1 opérateur cadreur
-1 opérateur drone
-1 monteur image
-1 monteur son

Afin de voir naître ce projet, j'ai besoin de contributeurs privés et publics. Chaque contributeur aura son logo à la fin de chaque épisode et pourra se servir librement des épisodes pour leur propre communication (interne et externe).

La diffusion de la web-séries

L'avant-première aura lieu à huit clos avec les contributeurs uniquement afin de privilégier les échanges.
Au plus tard, en janvier 2021, diffusion sur des plateformes vidéos professionnelles et grands publics (création d'une chaîne Youtube, Vimeo…). Cette web-série sera présentée également à tous les acteurs de la filière bois (politiques, économiques, institutionnels, industriels, syndicats, inter-professions…). Des projections pourront avoir lieu également à l'occasion de manifestations locales, nationales voire européennes.

La Saison 2

Une saison 2 est déjà en cours d'écriture afin de pouvoir être tournée et diffusée en 2021. La trame sera la même à savoir, 4 épisodes de 6-8 minutes avec de nouvelles thématiques en lien avec la saison 1.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_068-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-068

Approbation de la convention partenariale entre l'Agence des espaces verts, l'EPA Orly-Rungis-Seine Amont, la commune de Rungis et le département du Val-de-Marne – Annule et remplace la délibération n°19-129 du 10 décembre 2019

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU la délibération du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts n° 19-129 du 10 décembre 2019, approuvant la convention partenariale entre l'EPA Orly-Rungis-Seine Amont, la commune de Rungis et le département du Val-de-Marne ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant que la convention adoptée par délibération n°19-129 le 10 décembre 2019 a fait l'objet d'une demande de rectification de la part de la commune de Rungis et du Conseil départemental du Val-de-Marne, sur ses articles 2 et 7 ;

Considérant la délibération de la Ville de Rungis n° 20-005 du 5 février 2020 approuvant la convention partenariale entre l'EPA Orly-Rungis-Seine Amont, la commune de Rungis et le département du Val-de-Marne ;

Considérant la délibération du conseil départemental du Val-de-Marne n° 2020-4-3 du 6 avril 2020 approuvant la convention partenariale entre l'EPA Orly-Rungis-Seine Amont, la commune de Rungis et le département du Val-de-Marne ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : ANNULE la délibération du Conseil d'administration n° 19-129 du 10 décembre 2019.

ARTICLE 2 : APPROUVE la convention partenariale entre l'EPA Orly-Rungis-Seine Amont, la commune de Rungis et le département du Val-de-Marne annexée, qui remplace la précédente convention.

ARTICLE 3 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer la convention.

Nombre de présents	13
Nombre de mandats	04
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_068-DE

CONVENTION PARTENARIALE

ENTRE

L'Agence des espaces verts de la région Île-de-France

La Ville de Rungis

L'EPA Orly-Rungis-Seine Amont (Grand Paris Aménagement)

Le Conseil départemental du Val-de-Marne

L'Agence des espaces verts de la région Île-de-France, dont le siège administratif est sis 90-92, avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la région Île-de-France en vertu de l'article L. 4413-2 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Anne CABRIT, élue à cette fonction suivant délibération du conseil d'administration n°19-001 en date du 14 février 2019, et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-068 du 21 juillet 2020

ci-après dénommée l' « AEV »,

ET

L'établissement public d'aménagement Orly-Rungis-Seine Amont (Grand Paris Aménagement), dont le siège administratif est sis 2, Avenue Jean Jaurès, 94600 CHOISY-LE-ROY, établissement public d'aménagement représenté par son Directeur Général en exercice, dûment habilité par décision de son conseil d'administration en vertu de la délibération n° .....

ci-après dénommé l' « EPA-ORSA »,

ET

La Ville de Rungis, dont le siège est sis à l'Hôtel de Ville, 5, rue Sainte-Geneviève, 94150 RUNGIS, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par décision de son conseil municipal en vertu de la délibération n° .....

ci-après dénommée « Rungis »

ET

Le Conseil départemental du Val-de-Marne, dont le siège est sis à l'Hôtel du Département, Avenue du Général de Gaulle, 94054 CRETEIL, représenté par son Président en exercice, dûment habilité par décision de son Assemblée départementale en vertu de la délibération n° .....

ci-après dénommé le « Département»

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_068-DE

PREAMBULE

Les terres agricoles du nord du plateau de Longboyau sont désormais cantonnées à la plaine de Montjean. Elles sont constituées de ce qui n'a été ni urbanisé par l'extension de l'habitat des trois villes (Rungis, Fresnes, Wissous) et des zones d'activités économiques, de commerce ou de bureau (ZAE Médicis et ZAE Icade), ni consommé par des infrastructures majeures (l'autoroute A6 et l'aéroport d'Orly). Elle est creusée par le ru de Rungis. La plaine de Montjean est encore occupée par des grandes cultures, un peu de maraîchage, de l'horticulture et des espaces naturels. Cernée par l'urbanisation et les infrastructures, la viabilité de la céréaliculture n'est plus avérée. Le projet agricole actuel vise donc à développer une agriculture préférentiellement biologique, de proximité et à l'écoute de la demande sociale, notamment le maraîchage.

Les quatre signataires de la présente convention y exercent leurs missions de manière complémentaire, appuyées sur leurs compétences qui ont été redessinées par plusieurs lois récentes (notamment loi MAPTAM, loi NoTRE).

L'AEV intervient en matière d'acquisition, d'aménagement, d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens pour le compte de la Région Île-de-France, en particulier en mettant en place des périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) élaborés avec les acteurs locaux, notamment les Communes de situation. Elle élabore le projet de mise en valeur agronomique des terres agricoles de Montjean qu'elle mettra en place suite à la prise de possession effective des terrains récemment acquis auprès de l'EPA-ORSA.

Rungis est une des trois communes de situation de Montjean (avec Fresnes et Wissous). Elle accueille les terres régionales sur lesquelles l'actuel projet de valorisation agricole des terres se déploie, en complémentarité de l'Agroquartier Montjean Est.
La Commune est garante de l'inscription des terrains agricoles dans le plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme, conformément au SDRIF de 2013 et au PRIF. Elle est également garante de l'inscription des principes d'aménagement relatives à la Plaine de Montjean dans les différents documents du Plan Local d'Urbanisme, tels que l'OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) sectorielle de Montjean Est, l'OAP thématique liées aux circulations douces et le règlement de zonage.
La Commune intervient par ailleurs en matière d'attribution de logements sociaux, dans les limites de son contingent. Dans la mesure où il est recherché, à travers cette convention, une coordination et complémentarité des projets, la compétence de la Commune en matière d'attribution des logements pourrait être mise à contribution en vue de l'installation des futurs maraîchers sur la Plaine de Montjean.
Enfin, la Commune a acquis en 2017 des biens bâtis et non bâtis au milieu de la Plaine et souhaite relever le défi d'y développer une ferme en permaculture.
La Commune et l'AEV pourront réfléchir à la mutualisation d'actions dans le cadre des pratiques agricoles (lieux de vente des produits fermiers, compost...).

L'EPA-ORSA conduit depuis 2007 l'opération d'intérêt national (OIN) Orly-Rungis-Seine amont visant à mettre en œuvre un projet de développement en partenariat entre l'Etat et les collectivités concernées (douze communes : Ablon-sur-Seine, Alfortville, Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, Ivry-sur-Seine, Orly, Rungis, Thiais, Valenton, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Vitry-sur-Seine ; le Département du Val-de-Marne et la Région Île-de-France). Le site de Montjean est pour partie sis à Rungis et l'EPA-ORSA y développe un projet d'urbanisation appelé « Agroquartier », en ultime frange urbaine de la

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_068-DE

ville de Rungis. Celui-ci a cédé, le 22 novembre 2016, 24 ha 93 a 30ca de terres agricoles à l'AEV qui sont aujourd'hui cultivées dans le cadre d'un bail rural ou de conventions d'occupation précaire[1].

Le Département intervient au titre de ses compétences en matière d'insertion professionnelle, d'assainissement, de suivi et protection des milieux aquatiques, d'écologie et de biodiversité grâce aux espaces naturels sensibles, d'itinéraires cyclables (SDIC), d'itinéraires de randonnée (PDIPR) ainsi qu'au titre de sa politique de soutien à l'activité agricole. Le Conseil départemental a mené en 2012 en partenariat avec l'ensemble des acteurs de la Plaine de Montjean (EPA-ORSA, AEV, Ville de Rungis, associations, etc.) une étude sur la « structuration d'un pôle agricole de proximité » qui pourra nourrir la réflexion engagée dans l'étude menée par l'AEV. Il est également propriétaire d'un ensemble de parcelles d'environ 1,6 ha traversant la plaine d'est en ouest, entre la voie des jumeaux et la voie des laitières (emprise routière abandonnée).

Une première convention signée par les présents partenaires en 2015 visait à définir les « *conditions de mise en œuvre d'un projet de mise en valeur des espaces agricoles et naturels de la plaine de Montjean prenant en compte les caractéristiques environnementales (eau, sol et biodiversité notamment) et paysagères de ce site, visant à améliorer son accès par le public (piétons et cyclistes) et le cadre de vie de ses populations riveraines, et définissant les actions conjointes ou particulières des signataires. Ce projet ambitionne de faire émerger des solutions agronomiques et environnementales innovantes ou non conventionnelles, économiquement viables, à faible consommation énergétique (voire à énergie positive) et en lien avec la ville (les sous-produits de l'un pouvant devenir les ressources de l'autre). En particulier, le projet agricole s'emploiera à améliorer la biodiversité, cherchera à tirer parti des méthodes de la permaculture et de l'agroforesterie, étudiera la mise en place d'une unité de professionnalisation de jeunes maraîchers à ces méthodes et à l'application de l'agriculture biologique (du type « espace test ») et définira les conditions de mise en place d'une activité d'insertion par le maraîchage* »

Ces grands objectifs restent d'actualité.

Depuis, le périmètre régional d'intervention foncière a été créé (en 2015) et les orientations du projet agricole ont été définies.

Pour compléter l'information, d'autres acteurs interviennent à des titres divers à Montjean.
On peut signaler notamment les communes de **Fresnes** (94) et **Wissous** (91), le **Département de l'Essonne**, le **Conseil régional d'Île-de-France**, le **Syndicat mixte du bassin versant de la Bièvre (SMBVB)** (incluant le ru de Rungis), **l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre** (GOSB, auquel les communes de Rungis et Fresnes sont rattachées), la **Ville de Paris** (propriétaire d'une unité de production horticole et d'une pépinière : le « centre horticole de Rungis »).

[1] Décomposées comme suit : 14ha 71a 83ca en bail rural ; 7ha 91a 70ca en convention d'occupation précaire ; 2ha 29a 77ca de terres agricoles libres

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_068-DE

Enfin, le schéma directeur régional d'Île-de-France (SDRIF) approuvé en 2013 énonce l'orientation suivante concernant la plaine de Montjean :

« *la plaine de Montjean est un site stratégique à la croisée d'enjeux majeurs à concilier. Il faut en effet contribuer à l'effort de construction de logements des communes de Fresnes, Wissous et Rungis tout en limitant la consommation d'espace. Le projet d'aménagement doit permettre de concilier formes urbaines et conservation de la vocation agricole et horticole du site, en maintenant au cœur du projet un espace ouvert d'intérêt régional, en lien avec les pépinières présentes sur le site, propriété de la Ville de Paris. Leur activité a vocation à être pérennisée. Le projet urbain qui sera défini localement, en concertation avec la Ville de Paris, devra entériner cette pérennisation. Les pépinières pourraient constituer un pôle de développement et de création d'emplois pour des productions destinées au marché francilien. Une réflexion devra être menée avec les exploitants agricoles afin de déterminer les conditions d'une possible mutation à terme des productions agricoles vers des productions de maraîchage* » (fascicule 5 – Propositions pour la mise en œuvre).

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser le rôle complémentaire de chacun des signataires permettant de poursuivre l'ensemble des projets permettant de valoriser la plaine de Montjean dans ses composantes urbaines et agricoles.

- projet sous maîtrise d'ouvrage Ville de Rungis : projet de permaculture et cheminements

- projet sous maîtrise d'ouvrage EPA ORSA : Aménagement du lotissement Agroquartier Montjean Est y compris ses espaces communs (voie de desserte principale, cheminements piétons, boisement et allées-prairie)

- projet sous maîtrise d'ouvrage AEV : valorisation agricole et paysagère de la plaine de Montjean et cheminements

- projets sous maîtrise d'ouvrage Département du Val-de-Marne : étude de classement du Ru de Rungis en espace naturel sensible (ENS), étude de faisabilité d'un projet d'insertion par l'activité agricole et/ou d'un espace-test agricole et intégration des tracés de cheminements pédestres et cyclables dans le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) et dans le Schéma départemental des itinéraires cyclables (SDIC) ;

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de trois ans. Elle prend effet à la date de sa signature. À son terme, elle pourra être prorogée pour la même durée par reconduction expresse, à l'initiative de l'une des parties, par une lettre adressée aux trois autres signataires dans un délai de trois mois avant la fin de la présente convention, en prenant en compte les éventuelles modifications ayant été apportées par avenant (voir article 7 ci-après). La prorogation requiert l'accord exprès de l'ensemble des parties.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_068-DE

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS CONJOINTS DES QUATRE PARTENAIRES

Les quatre partenaires décident les engagements conjoints suivants :

3-1 : Constituer et partager une culture commune

- site de Montjean lui-même : les partenaires se fournissent mutuellement les études qu'ils ont pu mener ou les éléments des études qu'ils sont en train de mener sur ce secteur (ou qui ont été menées par des tiers et qu'ils ont à leur disposition) et qui éclairent la situation actuelle et le devenir de la Plaine et de ses abords,

- projet agricole : les partenaires partagent les informations (agronomiques, pédologiques, hydrologiques, etc.) pouvant enrichir le projet agricole en cours et permettant de constituer des références communes.

3-2 : Coopérer et organiser la coordination des différentes études

Chaque signataire de la présente convention s'engage à inviter les trois autres partenaires à accompagner le suivi des études (notamment agricoles, environnementales, urbaines, hydrauliques, etc.) en cours ou à venir sous sa maîtrise d'ouvrage, concernant Montjean ou ses quartiers adjacents.

Les partenaires organiseront des réunions sur les différents sujets (études urbaines, environnementales, hydrauliques, énergétiques, agricoles, d'aménagement du territoire, etc.) en fonction de leurs besoins d'échanges d'information et de coordination.

3-3 : Organiser le suivi collectif des agriculteurs en place

La plupart des terres agricoles de la plaine de Montjean sont actuellement exploitées par des agriculteurs (en pleine propriété, par convention d'occupation précaire, par bail rural ou sans autorisation explicite du propriétaire). L'enjeu d'une transition d'une agriculture céréalière vers une agriculture biologique préférentiellement à dominante maraîchère nécessite que les échanges avec les exploitants en place puissent se faire de façon coordonnée. Les partenaires prennent l'engagement de se prévenir préalablement à tout contact avec les exploitants et de partager leurs informations.

3-4 : Actions mutualisées :

Les partenaires se saisiront de tout nouveau sujet pouvant améliorer la coordination des actions et des acteurs à l'échelle du territoire de Montjean et servir une cause commune. Ainsi, des sujets tels que l'économie circulaire (exemple : la réutilisation des déchets végétaux alimentaires pouvant servir de compost aux fermes agricoles) pourraient être abordés entre les partenaires.

3-5 : Communiquer sur le partenariat

Concernant la communication sur l'un des projets, ou l'une des actions objet de la présente convention, chaque institution signataire devra, lors d'édition de tout support de communication, faire apparaître le logo du ou des maître(s) d'ouvrage du projet et, le cas échéant, celui du ou des partenaires associés.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'AEV

Dès que les terrains acquis par la Région agissant par l'AEV seront libres d'occupation, l'AEV assurera pleinement son rôle de gestionnaire des propriétés régionales.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_068-DE

L'AEV réalisera un ou plusieurs appels à candidatures sur le foncier agricole en propriété régionale, en coordination avec les partenaires, incluant, le cas échéant, les parcelles sur la Plaine appartenant à l'un ou l'autre des signataires qui auront donné leur accord à cet effet. Ces appels à candidature favoriseront des projets d'agriculture innovante et respectueuse de l'environnement (visant, dans la mesure du possible, la mise en place d'une agriculture biologique).
L'AEV louera par bail rural à long terme les parcelles régionales dévolues à l'activité agricole et accompagnera les installations des agriculteurs sur la Plaine de Montjean, notamment en partenariat avec les structures franciliennes d'accompagnement à l'installation.
L'AEV assurera la maîtrise d'ouvrage des aménagements hydrauliques agricoles et la dépense d'investissement correspondante, afin de rendre faisable l'irrigation des cultures.
L'AEV cherchera à utiliser au bénéfice de l'irrigation toutes les ressources en eaux pluviales disponibles (serres du centre horticole de la Ville de Paris, bâtiments isolés sur la plaine, futures constructions de l'Agroquartier Montjean Est, futurs développements sur les secteurs Montjean Ouest et Malouines).
Principes particuliers de gestion des eaux pluviales de l'Agroquartier Montjean Est : l'AEV et l'EPA ORSA conviennent qu'il n'est pas forcément nécessaire d'imperméabiliser les noues mais qu'un fort compactage du fond de forme paraît suffisant pour conduire les eaux au bassin de tamponnement. Le tamponnement des eaux pluviales du quartier sera réalisé dans la grande noue imperméabilisée située à l'est de l'agroquartier. Cette noue de tamponnement pourra se rejeter à débit limité vers le ru de Rungis par l'intermédiaire d'une canalisation, d'un fossé ou d'une fosse de diffusion sur les terrains de l'AEV, le temps que soit réalisé un bassin permettant à terme de récupérer et stocker cette eau pour l'irrigation.
Par ailleurs, au vu de la faible qualité des eaux issues du bassin du Lagué, l'AEV renonce à y recourir.
L'AEV et l'EPA ORSA dissocient leurs démarches auprès de la Police de l'Eau afin de respecter leur calendrier opérationnel respectif.
L'AEV assurera la maîtrise d'ouvrage des chemins et des haies pour l'ouverture au public au sein de la Plaine et en financera la partie lui incombant (en fonction de la carte de répartition des MOA des chemins annexée à la présente convention).

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE DE RUNGIS

Rungis s'assure que, lors des procédures de modification de son plan local d'urbanisme (PLU) ou l'élaboration d'un futur plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sous la conduite de l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre (GOSB), les règles d'urbanisme permettront la poursuite de la mise en œuvre du projet agricole en cours et la préservation des terres agricoles et des espaces naturels.

Rungis prendra à sa charge l'investissement financier relatif aux travaux des chemins et leurs plantations rustiques d'accompagnement lui incombant, permettant d'accueillir le public, selon la carte annexée de répartition des maîtrises d'ouvrage des cheminements. Après la réalisation des chemins ouverts au public dans la Plaine réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'AEV, la Ville de Rungis assurera leur gestion et leur entretien dans le cadre d'une convention spécifique à élaborer avec l'AEV.

Rungis prendra à son compte l'amenée des réseaux d'adduction d'eau potable et de raccordement au réseau collectif d'assainissement jusqu'aux bâtiments sis rue des Jumeaux.

La Commune de Rungis proposera un bail de location de l'un des logements dans les bâtiments d'habitation lui appartenant au milieu de celle-ci, voie des Jumeaux (parcelle cadastrée section N,

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_068-DE

n° 47), lors de la mise en œuvre du projet agricole, à l'AEV. L'AEV pourra ensuite louer le logement à un futur maraicher de la plaine de Montjean qu'elle aura agréé en tant que locataire.

Sous réserve de la possibilité de coordonner les calendriers (de livraison des nouveaux logements sociaux et de démarrage de l'activité agricole), la Commune pourra inclure les agriculteurs dans les critères d'attribution des logements du contingent communal. Cette modalité reste conditionnée à l'éligibilité de ces derniers aux conditions d'attribution (notamment les ressources) et au niveau de priorité de ces derniers vis-à-vis d'autres publics identifiés par la Commune. Par ailleurs, les agriculteurs éligibles devront être, avant tout, retenus par l'AEV sur le projet de la Plaine de Montjean. L'AEV et la Commune pourront convenir des modalités d'attribution et le préciser dans un accord bilatéral.

Rungis s'engage à contribuer à la recherche de solutions – dans la limite de ses compétences - pour l'identification de bâtiments ou de lieux publics pouvant servir à la commercialisation en vente directe des productions agricoles produites sur la Plaine de Montjean.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DE L'EPA-ORSA

L'EPA-ORSA s'engage à mettre en œuvre toutes les actions utiles à la libération effective des terres cédées au conseil régional d'Île-de-France agissant par l'AEV. Il informe régulièrement ses partenaires du suivi des procédures judiciaires actuellement en cours et des autres actions qui pourraient être engagées, avec ou sans l'appui de ses partenaires.

La conception de l'Agro-quartier devra permettre de recueillir l'eau pluviale et l'eau de ruissellement en vue de sa réutilisation dans les parcelles agricoles régionales.

L'EPA-ORSA précisera dans ses cahiers des charges et ceux des promoteurs et entreprises intervenant par contrat en exécution de la réalisation de l'Agro-quartier, que les matériaux qui seront mis en œuvre dans la ou les opérations (constructions de bâtiments, de voiries piétonnes ou cyclables et de réseaux) et sur lesquels l'eau pluviale ruissellera, conserve à cette eau une qualité chimique compatible avec sa réutilisation pour l'irrigation de parcelles agricoles à destination de cultures alimentaires. En particulier, elle devra rester indemne de résidus de métaux (ex : zinc) et d'hydrocarbures.

Les constructeurs désignés sur l'opération se sont engagés à respecter l'ensemble des prescriptions du cahier de prescriptions environnementales et des fiches de lots qui proscrivent notamment l'utilisation du zinc en toiture.

En outre, l'EPA-ORSA s'engage à respecter la réglementation en matière d'assainissement telle qu'inscrit dans le dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau de l'Agroquartier qui prévoit :

- La rétention des eaux pluviales du projet dans un ouvrage unique (noue étanche),
- Des noues d'écoulement non étanches qui collectent les eaux pluviales des ilots, après passage éventuel dans des réseaux étanches enterrés sous la voie de desserte,
- Un débit de rejet régulé à 2 l/s/ha en aval de la noue,
- La création d'une liaison de ce rejet vers le ru de Rungis, dans l'attente de sa récupération par le projet agricole de l'Agence des Espaces Verts, sous forme de noues à ciel ouvert, ou, si nécessaire, de canalisations enterrées.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_068-DE

L'EPA-ORSA prendra à sa charge l'investissement financier relatif aux travaux des chemins ouverts au public et leurs plantations rustiques d'accompagnement, correspondant aux espaces communs du lotissement Agroquartier Montjean Est dont la gestion a vocation à être transférée à la collectivité locale compétente.

L'EPA-ORSA étudiera la possibilité de réserver au sein de l'opération de l'Agroquartier un ou des lieux de vente des productions agricoles de la Plaine de Montjean, en concertation avec les autres signataires et les constructeurs.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à céder dès que possible à l'AEV, agissant au nom et pour le compte du conseil régional d'Île-de-France, les terres lui appartenant sur la Plaine de Montjean (emprise d'un projet abandonné de déviation routière) afin de faciliter la cohérence des projets agricoles d'installation présentés plus haut. Dans l'attente, le Département pourrait dans un premier temps mettre à disposition ces terres par une convention spécifique de mise à disposition anticipée de ces parcelles conclue soit avec l'AEV.

Le Département informera les partenaires des différentes modalités d'accompagnement (techniques, financières, etc.) disponibles pour soutenir les agriculteurs.

Le Département apportera son appui aux futurs agriculteurs de la plaine de Montjean dans le montage de leurs dossiers de demande d'aide à l'investissement agricole et les soutiendra financièrement à ce titre, sous réserve que ceux-ci remplissent les conditions d'éligibilité.

Le Département apportera son concours financier à l'accompagnement technique qui pourra être délivré par le Pôle Abiosol auprès des futurs agriculteurs de la plaine de Montjean.

Le Département étudiera avec l'AEV et la Ville de Rungis le périmètre d'un nouvel espace naturel sensible (ENS) sur la Plaine de Montjean, en particulier aux abords du ru de Rungis.

Le Département étudiera un tracé pédestre et un tracé cyclable traversant la Plaine de Montjean et pouvant être intégrés respectivement dans son plan départemental des itinéraires de promenade et randonnée (PDIPR) et dans son schéma départemental des itinéraires cyclables (SDIC) en vue d'aider financièrement la création de ces futures circulations douces.

Le Département s'engage à travailler sur la faisabilité d'un projet d'insertion par l'activité économique (par exemple, par le maraîchage) et/ou d'un espace test agricole. À l'issue du prochain appel à candidature lancé par l'AEV portant sur les parcelles agricoles régionales de Montjean, si un ou des porteurs de projets sont retenus, le Département en assurera le suivi de l'élaboration, le portage réglementaire et l'accompagnement en coordination avec les partenaires de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_068-DE

ARTICLE 8 : AVENANT

Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par les parties de l'une des obligations découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé réception après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de deux mois.

Si l'un des signataires dans la présente convention décide unilatéralement de se dégager de ses engagements et renoncer au partenariat décrit plus haut, il devra en aviser chacun des autres partenaires par lettre recommandée adressée avec accusé réception. Une solution amiable devra être prioritairement recherchée. En l'absence d'une telle solution, la prise d'effet interviendra 6 (six) mois après la réception de ce courrier. Dès lors, l'objet et les termes de la convention resteront valides et continueront à produire leurs effets pour les seuls partenaires restant.

ARTICLE 10 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Melun.

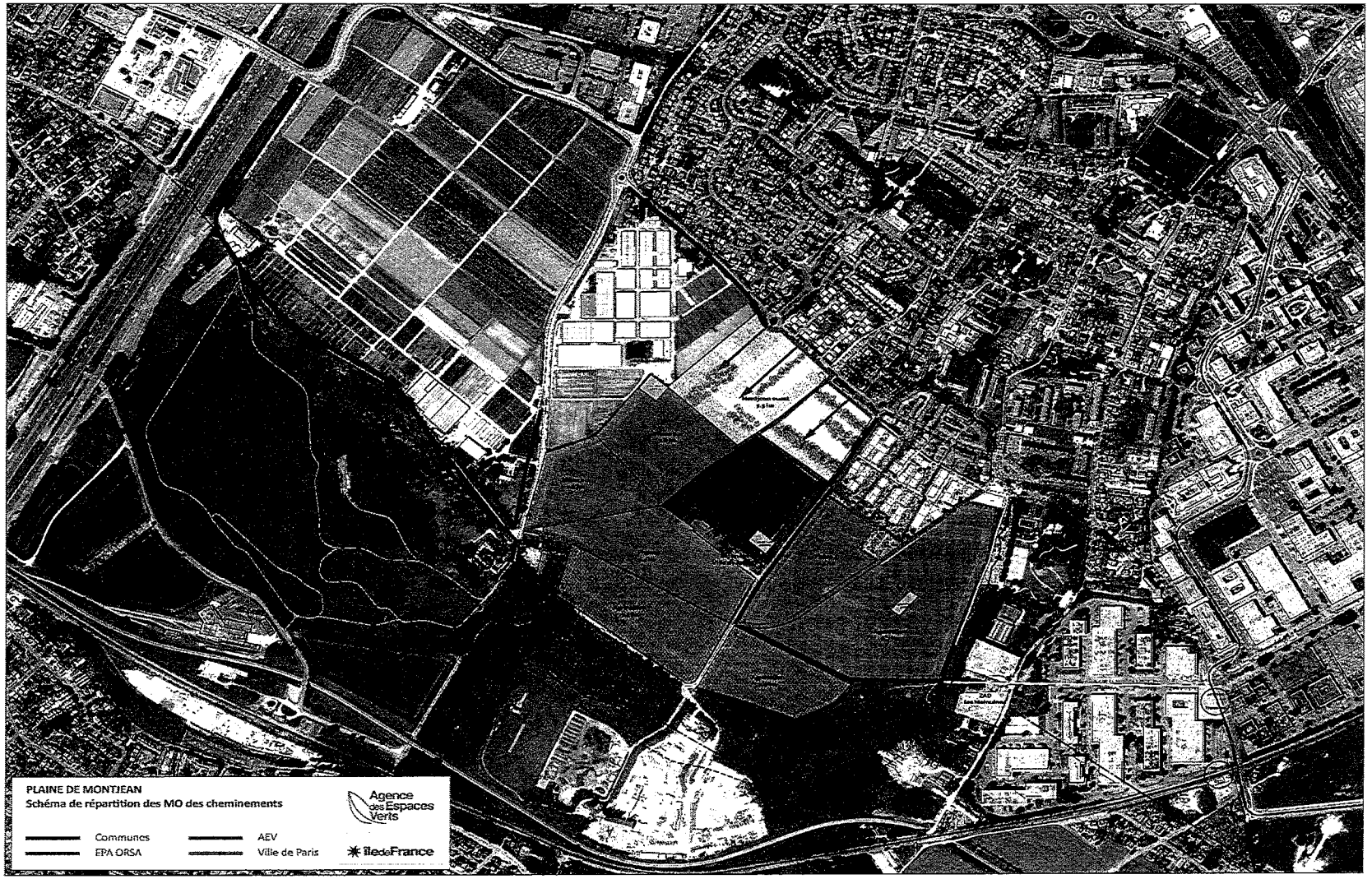
Fait à Pantin, en 4 exemplaires originaux le.....

Pour la Ville de Rungis	Pour l'EPA-ORSA	Pour l'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France
Le Maire	Le Directeur général	Pour la Présidente du conseil d'administration de l'AEV, le Directeur général

Pour le Conseil départemental du Val-de-Marne

Le Président

ANNEXE : Carte des circulations douces – répartition des maîtrises d'ouvrage – (novembre 2019)



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_068-DE

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France
le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-069

Approbation de la convention de partenariat avec l'association RENARD, pour l'animation et le suivi écologique en forêt régionale de Ferrières et sur l'espace naturel régional du Maubué

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la conclusion de la convention de partenariat avec l'association RENARD, ci-annexée, pour l'exercice d'activités d'animation et de suivi écologique en Forêt régionale de Ferrières et sur l'Espace naturel régional du Maubué.

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer cette convention.

Nombre de présents..... :	13
Nombre de mandats ..... :	04
Nombre de votants ..... :	17
Votes POUR..... :	17
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions..... :	0
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

AUTORISATION D'OCCUPATION ANNUELLE GRATUITE POUR L'EXERCICE D'ACTIVITES D'ANIMATION ET DE SUIVI ECOLOGIQUE EN FORET REGIONALE DE FERRIERES ET SUR L'ESPACE NATUREL REGIONAL DU MAUBUE

Entre les soussignés :

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, dont le siège est sis Cité régionale de l'environnement - 90-92 avenue du Général Leclerc - 93500 PANTIN, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Anne CABRIT, élue à cette fonction suivant délibération du conseil d'administration n°19-001 en date du 14 février 2019, et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-069 du 21 juillet 2020

Ci-après dénommée « L'AEV »,

D'une part,

Et

L'association R.E.N.A.R.D. (Rassemblement pour l'Etude de la Nature et l'Aménagement de Roissy-en-Brie et son District)
Siège social : Mairie 9 rue Pasteur 77680 Roissy-en-Brie
Représenté(e) par M. ROY Philippe, en sa qualité de Président

Ci-après dénommée « R.E.N.A.R.D. »

D'autre part,

PREAMBULE

La Forêt régionale de Ferrières et l'Espace naturel régional du Maubué, aménagés et gérés par l'Agence des Espaces Verts, se distinguent par la diversité de leurs boisements, de leur faune et de leur flore, notamment celles liées aux milieux humides. A ce titre, ils font l'objet d'inventaires et d'études de suivi écologique, en lien avec des bureaux d'études et des associations.
La Forêt régionale de Ferrières bénéficie également, depuis 2014, des certifications FSC® et PEFC TM, garantes de la gestion forestière responsable et durable mise en œuvre par l'AEV sur tout le massif.

De nombreuses animations sont programmées chaque année sur ces deux sites par l'AEV dans le cadre de sa Natur'Box. D'autres associations utilisent aussi ces espaces pour y organiser des animations : c'est le cas de l'association R.E.N.A.R.D.

L'association R.E.N.A.R.D. « *concourt à la protection de la nature, du cadre de vie et de l'environnement par la concertation, l'animation, l'information et tous les moyens légaux à sa disposition* » (extrait de son site internet https://www.renard-nature-environnement.fr/). Elle intervient essentiellement sur le territoire situé entre la Vallée de la Marne et de l'Yerres, depuis la frange de

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

l'Essonne, du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis jusqu'aux vallées des Morin au Nord. Ses actions portent sur les forêts domaniales de Notre-Dame et d'Armainvilliers et sur la Forêt régionale de Ferrières, Crécy ou Maubué notamment.

En Forêt régionale de Ferrières et sur l'Espace naturel régional du Maubué, l'association R.E.N.A.R.D. propose des animations à ses adhérents, au grand public et au public scolaire et périscolaire. Elle y réalise également plusieurs actions de suivi écologique, notamment dans le cadre de « Vigie Flore ».

Considérant que :

- l'association R.E.N.A.R.D. est un partenaire important de l'AEV ;
- les animations qu'elle propose en Forêt régionale de Ferrières et sur l'Espace naturel régional du Maubué contribuent à faire connaître aux franciliens la richesse du patrimoine naturel de la forêt ;
- ce volume d'animations réalisées en Forêt régionale de Ferrières et sur l'Espace naturel régional du Maubué nécessite, chaque année, la contractualisation de plusieurs conventions d'occupation du domaine régional, alors qu'une seule et même convention annuelle d'occupation simplifierait la procédure,
- les suivis écologiques qu'elle réalise en Forêt régionale de Ferrières et sur l'Espace naturel régional du Maubué participent à une meilleure connaissance de ce patrimoine naturel ;

Les parties ont décidé de signer la présente convention qui définit les modalités d'occupation de la Forêt régionale de Ferrières et de l'Espace naturel régional du Maubué par l'association R.E.N.A.R.D., dans le cadre de ses activités d'animation et de suivi écologique.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'autoriser R.E.N.A.R.D. à occuper la Forêt régionale de Ferrières et l'Espace naturel régional du Maubué, pour une activité d'animation et de suivi écologique, avec transmission des données issues de ce suivi.

Son activité d'animation consiste à encadrer :

- des animations destinées à leurs adhérents et au grand public ;
- des animations ponctuelles destinées au public scolaire et périscolaire ;
- des animations dans le cadre de son club Nature.

Attention : les animations nature susceptibles d'être réalisées par R.E.N.A.R.D. dans le cadre de Natur'Box ne sont pas concernées par la présente convention.

Son activité de suivi écologique concerne :

- les suivis annuels « Vigie flore » ;
- les suivis annuels de certaines mares ;
- les suivis ponctuels en fonction de l'actualité du site.
- pose de pièges photographiques

ARTICLE 2 – Animation et suivi écologique : localisation et calendrier d'interventions

L'activité d'animation et de suivi écologique de R.E.N.A.R.D., objet de la présente convention, se déroulera sur l'ensemble de la Forêt régionale de Ferrières et de l'Espace naturel régional du Maubué. Le calendrier et la localisation des interventions seront définis de façon partagée, entre R.E.N.A.R.D. et l'AEV.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

2.1- Documents à fournir par R.E.N.A.R.D. pour l'activité d'animation

R.E.N.A.R.D. s'engage à fournir à l'AEV, chaque année, au moins un mois avant la première date d'animation*, pour chacun des sites :
- une carte du site avec la localisation des sites sur lesquels R.E.N.A.R.D. a prévu d'intervenir dans le cadre de ses animations ;
- le calendrier annuel de ses animations planifiées dans le cadre de son club Nature (a priori tous les mercredis après-midis et les vacances scolaires) et une estimation du nombre de participants;

R.E.N.A.R.D. s'engage à fournir à l'AEV, au début de chaque trimestre*, pour chacun des sites, son calendrier d'animations (grand public et adhérents, scolaires et périscolaires) et une estimation du nombre de participants.
** la date de remise des documents est à définir entre R.E.N.A.R.D. et l'AEV*

Pour toute autre animation impossible à planifier dans ces délais (notamment les animations avec les écoles et centres de loisirs), R.E.N.A.R.D. devra informer l'AEV 15 jours à l'avance, autant que possible.

Dans le cadre des animations, si un stand d'accueil des participants est installé, sa localisation devra également être validée par l'AEV.

2.2 - Documents à fournir par R.E.N.A.R.D. pour l'activité de suivi écologique

R.E.N.A.R.D. s'engage à fournir à l'AEV, chaque semestre*, au moins un mois avant la première date de suivi* :
- pour chacun des sites, une carte avec la localisation des sites sur lesquels R.E.N.A.R.D. a prévu de réaliser des actions de suivi écologique ;
- le calendrier annuel de ses interventions dans le cadre de ce suivi. Ce calendrier pourra être revu avec l'AEV en vue d'une meilleure harmonisation avec le calendrier de suivi écologique réalisé par ailleurs, directement par l'AEV et/ou par des bureaux d'études mandatés par l'AEV.
** la date de remise des documents est à définir entre R.E.N.A.R.D. et l'AEV*

2.3 – Forêt régionale de Ferrières ; mise à disposition du bâtiment de la Parenterie

Dans le cadre des animations prévues en Forêt régionale de Ferrières, sous réserve qu'il soit disponible : le bâtiment de la Parenterie pourra être mis à disposition de R.E.N.A.R.D.

L'association R.E.N.A.R.D. communiquera à l'AEV un calendrier possible des dates à laquelle elle souhaite occuper le bâtiment de la Parenterie. Ce calendrier sera envoyé à l'AEV dans la première quinzaine de décembre précédent la prise d'effet de la convention.

L'association R.E.N.A.R.D. pourra proposer d'autres dates en cours d'année en respectant les conditions (notamment de délai) évoqué dans les points précédents.

2.4 – Conditions de validation par l'AEV

La pratique de l'activité est soumise à la condition qu'aucun évènement (manifestation sportive, chantier, action de chasse par exemple) ou toute autre action conduite par l'Agence n'ait lieu sur le site.
Les enjeux écologiques des lieux choisis par R.E.N.A.R.D. pour son activité d'animation et de suivi écologique, seront également pris en compte par l'AEV. Notamment, l'AEV se réserve le droit de donner des préconisations de lieux d'intervention à l'Association afin que cette dernière puisse intervenir autant que possible sur certains sites en particulier, en Forêt régionale de Ferrières et sur l'Espace naturel régional du Maubué.

L'AEV se réserve aussi la possibilité de procéder à l'annulation de l'activité (d'animation ou de suivi écologique) si :
- les conditions d'accueil du public, notamment la sécurité, ne sont pas favorables sur le site ;
- les conditions météorologiques ne sont pas adaptées.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

Elle s'engage, dans ce cas, à prévenir l'Association dans les meilleurs délais, au moins deux semaines à l'avance si cela est possible.

ARTICLE 3 – Transmission du bilan des animations

En fin d'année*, R.E.N.A.R.D. s'engage à fournir à l'AEV le bilan de ses animations, comprenant :

- le nombre total de participants par typologie d'animation (animations grand public, animations ponctuelles, club nature) ;
- concernant les animations ponctuelles, la liste des écoles, centres de loisirs ou autres structures (ex : centres sociaux) ;
- et si possible, des photos des animations (avec personnes non vues de face), à condition que R.E.N.A.R.D. autorise l'AEV à les utiliser pour sa communication. Elles seront dans ce cas jointes au bilan, avec précision du Copyright. Elles feront l'objet d'un contrat de cession de droits.

** la date est à définir entre R.E.N.A.R.D. et l'AEV*

ARTICLE 4- Transmission du bilan des suivis écologiques

Ce bilan correspond à la transmission des données des suivis écologiques et du détail des protocoles utilisés pour ces suivis.
La transmission de ces données se fera lors d'une réunion d'échanges avec les Techniciens référents de chaque site (voir Article 5 – 6.1). Elle permettra à l'AEV d'adapter ses actions de gestion en fonction des données recueillies.

ARTICLE 5 –Organisation et modalités de déroulement des activités

6.1- Interlocuteur à l'Agence

Le principal interlocuteur de R.E.N.A.R.D. à l'AEV, pour la mise en œuvre de la présente convention, est :

- pour la Forêt régionale de Ferrières, le Technicien référent de la Forêt régionale de Ferrières (Mr Loïc Eon, leon@aev-iledefrance.fr ou 01 83 65 39 14).
- pour l'Espace naturel régional du Maubué, la Technicienne référente de la Forêt régionale de Ferrières (Mme Charlène Guillon, cguillon@aev-iledefrance.fr ou 01 83 65 39 13)

C'est avec eux que devront être validés la localisation, le calendrier d'interventions, l'organisation et les modalités de déroulement des activités. C'est auprès d'eux que R.E.N.A.R.D. devra solliciter les clefs quelques jours avant l'animation.

6.2- Sécurité des participants

R.E.N.A.R.D. devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les risques et assurer la sécurité des personnes participant à son activité d'animation et de suivi écologique. Elle s'engage notamment à interrompre l'activité en cas de conditions météorologiques rendant impossible la sortie (orages, vents violents à partir de 70km/h,…).

Les enfants pratiquant l'activité seront obligatoirement accompagnés par des adultes.

R.E.N.A.R.D. devra, pour avoir visité le site, prévenir tout risque d'accident (branche morte, essaims…).

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

ARTICLE 6 – Durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature par les deux parties.

Elle pourra ensuite être reconduite pour une durée d'un an, à la demande expresse de l'une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée deux mois avant la date prévue pour l'échéance, et confirmation de l'accord de l'autre partie sous la même forme.

ARTICLE 7 – Obligations générales du Bénéficiaire

7.1- Assurance et responsabilité

R.E.N.A.R.D. s'engage à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisques) **pour l'activité concernée** par la présente **et** pour l'ensemble **des matériels et dispositifs** nécessaires à l'exercice de l'activité.

R.E.N.A.R.D. demeure **seule** entièrement responsable de tous dommages qui pourraient résulter de son activité à des tiers et ce, pendant toute la durée de la présente.

R.E.N.A.R.D. et son assureur renoncent à exercer tous recours contre l'AEV et/ou le propriétaire ainsi que son assureur.

Dès la signature de la présente convention, R.E.N.A.R.D. s'engage à fournir les attestations d'assurance afférentes à l'activité concernée par la présente convention.

En outre, tout document nécessaire à l'exercice de l'activité autorisée pourra être demandé par l'AEV à tout moment, pendant la durée de la convention.

7.2- Cession et sous-location

R.E.N.A.R.D. ne pourra en aucun cas, céder sous quelque forme que ce soit, ni sous-louer les droits et obligations découlant de la présente convention.

ARTICLE 8 – Obligations spécifiques du Bénéficiaire : respect du site

R.E.N.A.R.D. s'engage à respecter les sites traversés, ainsi que, en ce qui concerne la Forêt régionale de Ferrières, le bâtiment de la Parenterie éventuellement mis à sa disposition (non altération des lieux). Elle s'engage notamment à prendre toutes les dispositions pour ne créer aucun dommage aux milieux naturels ainsi qu'au bâtiment de la Parenterie.

Le ménage du bâtiment devra avoir été fait et les clefs devront être rendues à l'AEV le lendemain de l'animation. Dans le cas contraire, cette prestation sera assurée par l'AEV, et son montant devra être remboursé à l'AEV par R.E.N.A.R.D.

Elle s'engage également à enlever l'éventuel matériel d'animation (signalétique, balisage…) dès la fin de son activité d'animation ou de suivi écologique.

L'utilisation de peinture pour le marquage d'itinéraires, ou toute autre forme de marquage, est interdite.

ARTICLE 9 : Modalités financières

La présente convention est conclue à titre gratuit.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

ARTICLE 10 – Modalités de communication

R.E.N.A.R.D. s'engage à citer l'AEV dans toutes les opérations de communication et de diffusion (quel que soit le support, réseaux sociaux y compris), qu'elle mènera dans le cadre de son activité, notamment d'animation.

Tout support de communication concernant ses activités devra obligatoirement présenter le logo de l'Agence et devra être soumis à titre d'information à cette dernière.

R.E.N.A.R.D. pourra apporter son concours à l'AEV dans le cas d'opérations de communication de cette dernière (publications, évènements...) autour de l'activité de R.E.N.A.R.D. sur les propriétés régionales.

L'AEV communiquera à R.E.N.A.R.D. son logo en haute résolution afin qu'il puisse être intégré sur le site internet de R.E.N.A.R.D. R.E.N.A.R.D. pourra publiquement présenter l'AEV comme son partenaire.

Les photos éventuellement transmises par R.E.N.A.R.D. à l'AEV feront l'objet d'un contrat de cession de droits (voir Article 3) dans le cas où R.E.N.A.R.D. autorise l'AEV à utiliser ces photos pour sa communication.

ARTICLE 11 – Résiliation - dénonciation

11.1 – Résiliation

L'AEV pourra résilier la présente convention dans le cas où R.E.N.A.R.D. manquerait à l'une de ses obligations qui y sont décrites.
L'AEV mettra en demeure R.E.N.A.R.D. par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations.
A défaut de régularisation de sa part dans un délai de deux mois, la convention sera résiliée immédiatement et R.E.N.A.R.D. ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation.

11.2 – Dénonciation

R.E.N.A.R.D. pourra mettre fin à la présente convention, par lettre recommandée avec AR, adressée à l'AEV en respectant un délai de deux mois.

R.E.N.A.R.D. reconnaît le caractère temporaire et précaire de la présente mise à disposition. Ainsi, la convention pourra être dénoncée à tout moment par l'AEV, par lettre recommandée avec AR adressée à R.E.N.A.R.D., en respectant un délai de quatre mois à compter de la notification de la dénonciation.

R.E.N.A.R.D. ne pourra prétendre à aucune indemnité suite à cette dénonciation.

ARTICLE 11 - Litiges

Tout litige pouvant résulter de l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction territorialement compétente.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

Fait à Pantin en deux exemplaires originaux,

Le……

Pour le Bénéficiaire

Pour l'Agence des Espaces Verts
de la Région d'Île-de-France

ANNEXES

Exemples de plaquettes d'animations de R.E.N.A.R.D.

Tarif animations*

(forêt, endroit ou installation accessible rapidement)

Demi-journée 130 €
journée 220 €

par animation et par classe ou groupe

En cas d'annulation dans les 2 semaines précédant l'animation, des frais d'annulation de 30 % du montant total du devis vous seront facturés.

** Ces tarifs sont donnés à titre indicatif car susceptibles d'évoluer*

Quelques précisions utiles

Les prix des activités et animations s'entendent pour des groupes de 20 à 30 personnes (une classe), encadrés par vos soins.

Pour les sorties dans la nature il est indispensable que chaque participant ait un carnet de notes, des bottes, un vêtement de pluie et un équipement confortable et complet (liste sur demande).

Nous prêtons du matériel (jumelles, loupes, livres…) que nous souhaitons conserver en bon état. Le matériel détérioré pourra vous être facturé.

Sauf cas particulier, les prix proposés comprennent la préparation de l'animation.

Des cycles d'activités, des animations de plusieurs jours ou lointaines peuvent être réalisés, nous consulter pour les préparations et pour un devis.

Le club Nature

De 14h à 16h, l'association RENARD accueille les enfants de 8 à 11 ans, tous les mercredis (et durant les vacances scolaires), pour leur faire découvrir la nature à travers de nombreuses expériences et bricolages !

Des sorties nature pour tous

Dans les sites naturels proches et plus lointains, venez découvrir notre programme des animations natures sur notre site internet !

Participation au débat public

L'association répond aux enquêtes publiques et conseille élus et professionnels sur des questions d'aménagement et de gestion des milieux naturels

Inventaires naturalistes

Venez participer aux inventaires faunistiques et floristiques des sites naturels d'Ile-de-France ou encore au sauvetage d'amphibiens !



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

Rassemblement pour l'
Etude de la
Nature et l'
Aménagement de
Roissy et son
District



Nos activités nature et environnement « à la carte »

Ecoles Maternelles
Ecoles Primaires
Collèges, Lycées
Centres de loisirs
Associations
Comités d'entreprise…

Christelle PLUVINET
Animatrice Nature
Association R.E.N.A.R.D.
Résidence Le Bois Briard
3, rue des Aulnes
77 680 Roissy-en-Brie
☎ 01.60.28.03.04
e-mail : association-renard@orange.fr
http://www.renard-nature-environnement.fr

VOS BESOINS



Vous êtes enseignant et voulez compléter vos cours par des observations pratiques de terrain ? Vous voulez que votre centre aéré, votre centre de loisirs diversifie ses animations ? Vous voulez parcourir la nature sans passer à côté des choses intéressantes ?

Malgré son urbanisation, notre région comporte de nombreux **espaces naturels riches et de grande qualité** (forêts, étangs, …), dont une partie est déjà protégée comme espace forestier, réserve naturelle ou arrêté de biotope.

Nous avons vocation à vous les faire découvrir !

- Vous voulez organiser un projet d'éducation à l'environnement.
- Vous souhaitez en savoir plus sur la flore, la faune ou la biodiversité de nos bois, de nos étangs.
- Vous voulez vous informer sur la gestion de vos déchets.
- Vous êtes intéressé par des sujets traitant du développement durable et de la biodiversité.
- Vous êtes intéressé par des animations instructives et ludiques.

Vous avez besoin de nos animations !

QUI SOMMES NOUS ?

L'association R.E.N.A.R.D., **agréée de protection de l'environnement et de jeunesse et d'éducation populaire**, vous garantit des animations de qualité :

- Une **expérience reconnue** dans l'éducation à l'environnement.
- Une **bonne connaissance** des milieux naturels.
- Des animateurs **qualifiés et compétents**.
- Des sorties sur le **terrain** ou des animations **en salle**.
- Des animations adaptées à **tous les publics**.
- Des outils et du matériel à votre disposition !



CE QUE L'ON VOUS PROPOSE !

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

Les indices de présence et de vie

Les noisettes rongées, les plumes, les feuilles, les pelotes de réjection, les traces… sont des témoignages de l'activité d'un animal.

Comment gérer nos déchets ?

Avec la malle pédagogique «*Rouletaboule*», vous saurez comment éliminer « proprement » vos déchets tout en vous amusant.

Le monde de la mare

Vous partirez à la découverte de la faune et de la flore des mares ! Tritons, larves d'insectes et mollusques se retrouveront dans nos épuisettes !

L'eau au quotidien

Cycle de l'eau, station d'épuration et centre de traitement n'auront plus de secret pour vous grâce à la malle pédagogique «*Ricochet*».



Et bien d'autres choses encore, comme, par exemple, les fossiles et la classification des espèces, les insectes, l'identification des arbres …

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

AVRIL 2019

Vendredi 5 :

Nocturne des amphibiens

Venez parcourir la forêt la nuit à la recherche des amphibiens : les salamandres sur les chemins, les grenouilles dans les fossés, les tritons dans les mares…

RDV : Parking de la barrière noire, Gretz-Armainvilliers
Horaires : 20 h – 22 h

Dimanche 7 :

Flore utile et comestible

Il n'y a pas si longtemps, les plantes qui poussaient sur le bord des chemins étaient fréquemment consommées. Comestibles, médicinales, ornementales... venez découvrir leurs nombreuses vertus !

RDV : Rue de la Louvetière, Pontault-Combault
Horaires : 14 h – 17 h

Dimanche 14 :

Quel est cet arbre ?

Qu'est ce qui caractérise une forêt ? Ses arbres ! Mais connaissez-vous leur nom et savez-vous les reconnaître ? Nous vous donnerons les clés pour apprendre à les observer et les identifier.

RDV : Rue du Vieux Pavé de Paris, Lésigny
Horaires : 9 h – 12 h

Mercredi 24 :

« La Nuit des enfants »

Qui n'a jamais rêvé de camper dans la forêt, faire face à la nature sauvage ? Histoires autour du feu, balade nocturne, écoute des animaux et jeux sensoriels seront prévus. Nous deviendrons aventuriers d'une nuit !!

RDV : rue du vieux pavé de Paris, Lésigny
Horaires : 18 h 30 – 8 h
Tarif de 17 euros (petit-déjeuner compris)



MAI 2019

Samedi 11 :

Initiation à la botanique

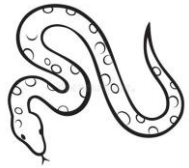
La botanique est un vaste domaine, à la fois complexe et passionnant. En parcourant l'étonnante Allée des Séquoias de la forêt de Ferrières, nous vous donnerons les clés pour reconnaitre des plantes.

RDV : Allée des Séquoias, Rond-point de Piscop, Pontcarré
Horaires : 9 h – 12 h

Les Crapauds calamites de Sucy-en-Brie

Le Crapaud calamite est devenu rare suite à la destruction de son habitat. Il en existe encore une population à l'Ecoparc de Sucy-en-Brie, malheureusement menacée par l'urbanisation. Nous observerons et écouterons cette espèce dans son habitat.

RDV : Rue Benjamin Franklin, Sucy-en-Brie
Horaires : 20 h – 22 h



Dimanche 12 :

Formation Reptiles

Avec leur langue fourchue et leur corps ondulant, les reptiles nous font peur. Mais au lieu de les fuir pourquoi ne pas chercher à mieux les connaitre ? Cette formation en salle suivie d'une sortie sur le terrain sera une occasion unique de vous réconcilier avec les reptiles !

RDV : salle Espace Rencontre, 2 avenue du Maréchal Mortier, la Queue-en-Brie
Horaires : 9 h – 13 h

Formation Botanique

Elles sont belles, elles sont utiles mais elles peuvent aussi être toxiques… ! Venez apprendre à les identifier lors d'une formation en salle, suivie d'une sortie terrain. Les plantes n'auront plus de secrets pour vous !

RDV : salle Espace Rencontre, 2 avenue du Maréchal Mortier, la Queue-en-Brie
Horaires : 14 h – 19 h

Samedi 18 :

Salon « L'animal en ville »

Retrouvez-nous lors de cet événement consacré à la faune sauvage et domestique. A notre stand, vous trouverez des jeux et des informations sur les liaisons écologiques, essentielles à la préservation de la biodiversité.

RDV : Espace Jean Moulin, Chennevières
Horaires : 10 h – 18 h

Semaine du développement durable à Pontault

Parmi les nombreux « ateliers durables » proposés, nous vous permettrons de créer des objets à partir de déchets sur le thème des animaux et des plantes.

RDV : Parc de la mairie, Pontault-Combault
Horaires : 14 h – 18 h

Fête de la Nature

Samedi 25 :

A l'écoute de l'Engoulevent d'Europe

Oiseau nocturne peu connu, il retourne nicher en Europe après avoir passé l'hiver en Afrique. C'est le moment pour l'observer ! Ou plutôt l'écouter... Son cri étrange raisonne dans la forêt Notre-Dame. Nous parcourerons son habitat naturel : les landes, un milieu fragile qu'il faut gérer pour le préserver.

RDV : rue du vieux pavé de Paris, Lésigny.
Horaires : 21 h - 23 h

Dimanche 26 :

Quel est cet arbre ?

Qu'est ce qui caractérise une forêt ? Ses arbres ! Mais connaissez-vous leur nom et savez-vous les reconnaître ? Nous vous donnerons les clés pour apprendre à les observer et les identifier.

RDV : rue du Vieux Pavé de Paris à Lésigny
Horaires : 9 h – 12 h

Nous aurons également un stand lors de la Fête de la Nature. Nous vous tiendrons au courant sur nos différents réseaux.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

JUIN 2019

Samedi 8 :
La fête des Mares'Mousets

Les mares, la faune et la flore associées, seront à l'honneur au cours de cette journée à travers plusieurs stands et animations pour petits et grands.
RDV : Espace Naturel Sensible des Marmousets, la Queue-en-Brie
Horaires : 11 h – 18 h

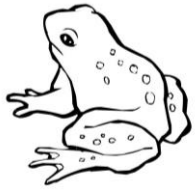
Le crépuscule des chauves-souris

Les chauves-souris vous font-elles peur ? Victimes de leur réputation, elles sont en danger. Après une projection en salle, nous sortirons les écouter grâce à un détecteur d'ultrasons. Vous serez surpris par ces mammifères hors du commun.
RDV : Au pavillon des friches, accès par la route des friches, RD51 à Lésigny
Horaires : à partir de 20 h

Samedi 22 :
Papillons et Libellules

Les papillons et les libellules sont deux ordres d'insectes colorés et fascinants, venant égayer nos jardins et nos prairies ! Venez les observer et les identifier à travers la liaison écologique entre la forêt Notre-Dame et la forêt d'Armainvilliers.
RDV : Allée des Séquoias, rond-point de Piscop, Pontcarré
Horaires : 14 h – 17 h

Une formation sur les débats publics est également prévue. Nous vous tiendrons au courant sur nos différents réseaux.



LES ACTIVITÉS DU RENARD

LA NATURE EST MENACÉE PRÈS DE CHEZ VOUS ?

Nous pouvons vous aider à réagir à un permis de construire, un défrichement ou à répondre à une enquête publique !

LES SUIVIS NATURALISTES

Spécialiste ou débutant, venez nous aider et vous initier à différents suivis de la flore et de la faune (ornithologie, amphibiens, entomologie, chiroptères…).

LE CLUB NATURE

Accueille les enfants de 6 à 12 chaque mercredi après-midi (hors vacances scolaires) … parce qu'il n'y a pas d'âge pour découvrir la nature !

JE ME TIENS AU COURANT

Par mail :
groupe-association-renard-subscribe@yahoogroupes.fr
Par facebook :
https://www.facebook.com/AssociationRenard/
Sur notre site internet :
http://www.renard-nature-environnement.fr

Rassemblement pour l'
Etude de la
Nature et l'
Aménagement de
Roissy et son
District



PROGRAMME ACTIVITES NATURE

AVRIL-MAI-JUIN 2019

Association agréée de protection de l'environnement
(L141-1 du Code de l'Environnement)

Christelle PLUVINET et Laura FLOCH
Animatrices Nature au RENARD

Contact et inscription :
Au local : Le bois Briard
3 rue des Aulnes
77680 Roissy-en-Brie
Par téléphone : 01 60 28 03 04
Par mail : association-renard@orange.fr

JANVIER 2019

Samedi 12 :

Observation des oiseaux de la Brosse

Armés de vos jumelles et de la longue-vue, partez à la découverte des oiseaux hivernants de l'Etang de la Brosse et parcourez la Vallée qui l'entoure. (Prêt de jumelles possible).

RDV : Rue du Lavoir, Bussy-Saint-Georges
Horaires : 8 h – 11 h

Dimanche 13 :

Quel est cet arbre ?

Reconnaitre un arbre sans les feuilles ? C'est possible ! Vous apprendrez que les bourgeons et l'écorce des arbres est tout aussi spécifique pour chaque essence !

RDV : Rue d'Alsace, Gretz-Armainvilliers
Horaires : 9 h – 12 h

Les lichens en ville

Grâce au protocole « Lichens GO » (PartiCitaE), nous verrons ensemble comment participer aux suivis de la pollution en ville grâce aux lichens présents sur les arbres !

RDV : Avenue Paul Cézane, Roissy-en-Brie
Horaires : 14 h – 17 h

Samedi 26 :

Atelier recyclage au local

Faites travailler votre imagination et fabriquez des objets utiles à partir de déchets pour leur donner une seconde vie… sous forme de trousse, par exemple !

RDV : 3 rue des Aulnes, le Bois Briard, Roissy-en-Brie
Horaires : 14 h – 17 h

FÉVRIER 2019

Journée mondiale des zones humides

Les zones humides pour un avenir urbain durable

Samedi 2 :

Reconnaissance des amphibiens d'Ile-de-France et visite des sites de sauvetage

*En février, les amphibiens sortent de la forêt pour aller rejoindre les points d'eau et s'y reproduire. Mais avec l'urbanisation, leur migration est devenue périlleuse… **Aidez-nous à les protéger !** Nous vous formerons à la reconnaissance des différentes espèces d'Ile-de-France, puis nous irons sur deux sites où nous agissons pour leur sauvegarde.*

RDV : 3 rue des Aulnes, le Bois Briard, Roissy-en-Brie
Horaires : 9 h – 13 h

Dimanche 3 :

Les crapauds calamites de Sucy-en-Brie

Le crapaud calamite, espèce autrefois courante, est devenue rare suite à la destruction de son habitat et aux maladies. Il existe encore une population de calamites à l'Ecoparc de Sucy-en-Brie malheureusement menacée par l'urbanisation. Venez en apprendre plus sur cette espèce et son habitat.

RDV : Rue Benjamin Franklin, Sucy-en-Brie
Horaires : 9 h – 12 h

Bassins, faune et flore

Comment aménager des bassins en zone urbanisée pour accueillir la faune et la flore ? Nous irons voir deux bassins artificiels et la biodiversité qui s'y est installée.

R.V. : Rue du Château, Ferrière-en-Brie
Horaires : 14 h – 17 h

Samedi 9 :

Un coup de main aux crapauds à Croissy-Beaubourg

Nous installerons les barrières de protection des amphibiens sur le site de Croissy-Beaubourg. Chantier nature convivial et boissons chaudes fournies par l'association 😊 Poursuivez l'aventure en participant au ramassage en mars !

R.V. : Avenue de l'Etang (au niveau de l'aire de jeux), Croissy-Beaubourg
Horaires : à partir de 9 h 30

Projection sur la navigation du Grand Morin

Aujourd'hui, ce sont des canoës et des kayaks qui circulent sur le Morin, mais qu'en était-il auparavant… ? Venez découvrir l'étonnante histoire de la navigation du Grand Morin lors d'une projection retraçant le passé.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

RDV : Salle les Brosses au 2 Chemin des Brosses, La Chapelle sur Morin

Dimanche 10 :

Les causes des inondations à Ozoir

Comprenez les raisons des inondations à Ozoir-la-Ferrière, leurs origines ainsi que les travaux à réaliser pour les éviter, lors d'une balade de la forêt d'Armainvilliers aux quartiers de la Doutre et des Charmes.

RDV : Parking de la Gare d'Ozoir-la-Ferrière
Horaires : 9 h – 12 h

Dimanche 17 :

Un coup de main aux crapauds à Sucy-en-Brie

Nous installerons les barrières de protection des amphibiens sur le site de Sucy-en-Brie. Chantier nature convivial et boissons chaudes fournies par l'association 😊 Poursuivez l'aventure en participant au ramassage en mars !

RDV : Rue de Lésigny, Sucy-en-Brie
Horaires : à partir de 14 h

Jeudi 21 :

Première nocturne des amphibiens

Fin février, les amphibiens entament leur migration ! Venez observez avec nous les premiers mouvements de ces animaux à la Taffarette. (L'animation sera décalée si les températures sont trop basses).

RDV : Parking Allée de la Taffarette, Ferrières-en-Brie
Horaires : 21 h – 23 h

MARS 2019

Samedi 16 :

Balade découverte naturaliste

On peut passer à côté de nombreux éléments en se baladant dans la forêt en cette saison : réveil de la flore, traces d'animaux, bourgeons d'arbres… Cette balade naturaliste vous permettra d'ouvrir votre regard sur la forêt.

R.V. : Parking Forêt Domaniale de Malvoisine, Route Départementale, Faremoutiers
Horaires : 9 h – 12 h

Programme prévisionnel susceptible de modification – Edition janvier 2019

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

Journée internationale des forêts

Dimanche 24 :

Réveil de la flore

C'est le printemps ! Avant la feuillaison de tous les arbres, des plantes profitent du retour de la lumière pour fleurir. Les rosettes se développent également. Venez observer le réveil de la végétation et reconnaitre les différentes espèces.

RDV : Grande Avenue des Bois, Noisiel
Horaires : 9h - 12h

Histoire de la forêt

La forêt n'a cessé de changer au cours du temps : exploitée, habitée, marquée… Le Domaine des Marmousets avec son château et son parc, ses essences et ses sentiers pédagogiques, est un lieu chargé d'histoire.

RDV : Domaine des Marmousets, La Queue-en-Brie
Horaires : 14h – 17h

Vous êtes adhérents ou souhaitez le devenir ?

Pour être chaque jour au courant des activités du RENARD et participer à nos actions, inscrivez-vous sur le forum de discussion en envoyant un message à l'adresse suivante : **groupe-association-renard-subscribe@yahoogroupes.fr**

Et sur notre page Facebook :

https://www.facebook.com/AssociationRenard/

Vous pouvez également visiter notre site Internet :

http://www.renard-nature-environnement.fr

LES ACTIVITÉS DU RENARD

LA NATURE EST MENACÉE PRÈS DE CHEZ VOUS ?

Nous pouvons vous aider à réagir à un permis de construire, un défrichement ou à répondre à une enquête publique ! N'hésitez pas à nous contacter et à participer à nos formations !

LES SUIVIS NATURALISTES

Spécialiste ou débutant, venez nous aider et vous initier à différents suivis de la flore et de la faune (ornithologie, amphibiens, entomologie, chiroptères…). Les actions sont nombreuses et votre aide sera précieuse !

CETTIA

Entrer vos données dans la base de données Cettia, chaque observation est utile ! Nous proposons également des formations sur cette base de données.



LE CLUB NATURE

Accueille les enfants de 6 à 12 chaque mercredi après-midi (hors vacances scolaires) … parce qu'il n'y a pas d'âge pour découvrir la nature !

Rassemblement pour l'Etude de la Nature et l'Aménagement de Roissy et son District



Association agréée de protection de l'environnement
(L141-1 du Code de l'Environnement)

PROGRAMME ACTIVITES NATURE

JANVIER - MARS 2019

Laura FLOCH
Animatrice Nature au RENARD

Contact et inscription :
Au local : Le bois Briard
3 rue des Aulnes
77680 Roissy-en-Brie
Par téléphone : 01 60 28 03 04
Par mail : association-renard@orange.fr

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

Nous rencontrer

Le samedi 7 septembre 2019, nous tiendrons un stand pour le **forum des associations** dans plusieurs communes :

- ⇨ **Roissy-en-Brie** à la Ferme d'Ayau ;
- ⇨ **Le Plessis-Trévise** à l'espace Carlier ;
- ⇨ **La Queue-en-Brie** à la Halle des violettes ;
- ⇨ **Chennevières-sur-Marne** au centre Jean moulin.

SEPTEMBRE

Mercredi 11 :

Reprise du Club Nature – session découverte

Ce sera l'occasion de rencontrer l'animatrice Nature et les autres apprentis-naturalistes.

RDV : Avenue Eugène Delacroix à Roissy-en-Brie / Horaires : 14 h – 16 h

Samedi 14 :

Histoire de la forêt

Dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine, retracez l'histoire de la Forêt régionale de Ferrières à travers ses chemins, la forme de ses arbres... Vous y ferez de surprenantes découvertes !

RDV : Avenue Eugène Delacroix à Roissy-en-Brie / Horaires : 14 h – 17 h

Samedi 14 :

Le crépuscule des chauves-souris

Les chauves-souris vous font-elles peur ? Victimes de leur réputation, elles sont en danger ! Cette animation est une occasion unique de vous réconcilier avec ces mammifères hors du commun.

Complet

RDV : Au pavillon des friches à Lésigny
Horaires : 20 h

Dimanche 22 :

8ème Fête de la forêt

Le temps d'une journée, la faune et la flore du massif forestier de l'Arc boisé dévoilent leurs secrets. Nous serons au rendez-vous pour vous accompagner dans la découverte de cet espace protégé aux portes de la ville.

RDV : Allée du Château à Villecresnes
Horaires : 10 h – 19 h

Dimanche 29 :

La Fête des Possibles

Nous vous accueillerons pour vous faire expérimenter la Transition. A notre stand, découvrez comment vous impliquer dans l'aménagement du territoire et l'urbanisme de votre commune !

RDV : Ile de Loisirs Le Port aux Cerises à Draveil / Horaires : 11 h – 18 h

OCTOBRE

Dimanche 6 :

3ème Village des alternatives « Alternatiba »

Agissons ensemble pour la transition sociale et écologique contre le changement climatique. A notre stand, découvrez comment vous impliquer dans l'aménagement du territoire et l'urbanisme de votre commune !

RDV : Complexe sportif Jacques Cartier à Combs-la-Ville / Horaires : 11 h – 19 h

Samedi 12 :

Ecoute nocturne des animaux

Dans le cadre de l'opération « Le Jour de la Nuit » 11ème édition, nous nous rendrons en forêt pour écouter les bruits de la nuit !

RDV : Avenue de l'Etang à Croissy-Beaubourg
Horaires : 21 h

Dimanche 15 :

Balade naturaliste au Bois Saint-Antoine

Cette sortie sera l'occasion de découvrir la faune et la flore particulière du bois Saint-Antoine et de parler de l'importance des liaisons écologiques.

RDV : Au bout de l'Avenue Aubry au Plessis-Trévise / Horaires : 9 h – 12 h

NOVEMBRE

Samedi 16 :

Fabrication de mangeoires (8 places max)

En hiver, la nourriture se fait plus rare pour les oiseaux. Aidons-les en fabriquant des mangeoires avec des matériaux naturels : des branches tressées de Saule !

RDV : Local de l'association, 3 rue des Aulnes, Roissy-en-Brie / Horaires : 9 h – 12 h



Samedi 16 :

Lisières et déchets

Dans le cadre de la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD), nous vous proposons une opération de remassage de déchets pour nettoyer une lisière de forêt.

RDV : Lieu à définir / Horaires : 14 h – 17 h

Dimanche 17 :

Randonnée du Grand Morin

Les paysages racontent l'histoire de la vallée et traduisent les actions humaines d'aujourd'hui… découvrez les richesses de ce territoire lors d'une randonnée d'environ 15 km.

RDV : Gare de Guérard / Horaires : départ vers 10 h – retour 17 h max

Programme prévisionnel susceptible de modification – Edition août 2019

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_069-DE

Décembre

Dimanche 1er :
Les oiseaux en hiver
Armés de vos jumelles, partez à la chasse visuelle et auditive des oiseaux hivernants des étangs de la base de loisirs de Jablines.
RDV : Base de loisirs à Jablines
Horaires : 8 h – 11 h

Plantes d'hiver
Quelques plantes sont reconnaissables en hiver à leur rosette. Nous nous baladerons au Parc des Sources pour les observer et changer son regard en cette saison.
RDV : Ferme d'Ayau à Roissy-en-Brie /
Horaires : 14 h – 17 h



Samedi 21 :
Noël au naturel
Fabrique tes décorations pour Noël avec des éléments naturels : couronnes et petites figurines à accrocher dans le sapin ! Vous repartirez avec leurs créations et partageront un moment convivial avant les fêtes !
RDV : Local de l'association, 3 rue des Aulnes, Roissy-en-Brie / Horaires : 9 h – 12 h

La suite en 2020

Samedi 18 janvier : Journée au Lac du Der
Sortie d'observation des oiseaux en migration comme les Grues cendrées. Plus d'informations prochainement.

A partir de février : Les amphibiens auront de nouveau besoin de votre aide !
Contactez-nous dès maintenant pour participer à nos opérations de sauvetage et d'inventaires d'amphibiens.

Les activités du RENARD

La nature est menacée près de chez vous ?

Nous pouvons vous aider à réagir à un permis de construire, un défrichement ou à répondre à une enquête publique !

Les suivis naturalistes

Venez nous aider et vous initier à différents suivis de la flore et de la faune (ornithologie, reptiles / amphibiens, entomologie, chiroptères…).

Le club Nature

Accueille les enfants de 6 à 12 ans chaque mercredi après-midi… parce qu'il n'y a pas d'âge pour découvrir la nature !
Session découverte le 11 septembre !

Se tenir au courant…

Par mail :
groupe-association-renard-subscribe@yahoogroupes.fr

Par facebook :
https://www.facebook.com/AssociationRenard/

Sur notre site internet :
http://www.renard-nature-environnement.fr

Rassemblement pour l'
Etude de la
Nature et l'
Aménagement de
Roissy et son
District



Association agréée de protection de l'environnement
(L141-1 du Code de l'Environnement)

Programme Activités Nature

Septembre – Décembre 2019

Christelle PLUVINET et Laura FLOCH
Animatrice Nature au RENARD

Contact et inscription :
Au local : Le bois Briard
3 rue des Aulnes
77680 Roissy-en-Brie
Par téléphone : 01 60 28 03 04
Par mail : association-renard@orange.fr

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-Fran

le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-070

Approbation de la convention de mise à disposition de parcelles régionales pour la mise à disposition d'une prairie de fauche sur le domaine régional de Cheptainville

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU la convention de mise à disposition de parcelles régionales ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la convention ci-annexée de mise à disposition de parcelles régionales pour la mise en place d'une prairie de fauche.

Article 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer la convention.

Nombre de présents	13
Nombre de mandats	04
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE PARCELLES REGIONALES POUR LA MISE A DISPOSITION D'UNE PRAIRIE DE FAUCHE SUR LE DOMAINE REGIONAL DE CHEPTAINVILLE

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Anne CABRIT, élue à cette fonction suivant délibération du conseil d'administration n°19-001 en date du 14 février 2019, et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-070 du 21 juillet 2020

Dénommée ci-après « l'Agence »,

D'une part,

Et

Madame Sylvie BRAKA épouse NOWAKOWSKI, exploitante agricole, née le XXX à XXX, demeurant XXX

Et

Madame Angélique NOWAKOWSKI, exploitante agricole, née le XXX à XXX, demeurant XXX

Dénommées ci-après « les Bénéficiaires »,

D'autre part

PREAMBULE

Dans le cadre de ses missions d'aménagement du Périmètre Régional d'Intervention Foncière (PRIF) de Cheptainville, l'Agence a acquis, au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France, en vertu de l'article L. 4413-2 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les propriétés désignées à l'article 5, d'une surface totale de 4ha 79a 90ca.

Ces parcelles sont traversées par des lignes à haute tension gérées par la société Réseau de transport d'électricité (RTE).

Depuis plusieurs années, l'Agence et RTE souhaitent valoriser par l'agriculture les emprises foncières situées sous les lignes à haute tension au sein des massifs forestiers régionaux. Dans ce cadre, l'Agence a signé en 2012 une convention d'occupation précaire de 5 ans avec un agriculteur, pour l'autoriser à mettre en place une prairie de fauche sur ces parcelles.

Le bilan de cette opération ayant été positif, il est proposé de la reconduire.

Cet agriculteur ayant pris sa retraite, il a donc été décidé de conclure avec son épouse et sa fille, une nouvelle convention d'occupation temporaire sur le bien ci-après désigné.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de mise à disposition aux Bénéficiaires, d'une propriété régionale, aux fins d'y maintenir une prairie de fauche et d'éviter l'embroussaillement du site.

ARTICLE 2 - DESCRIPTION DE L'OCCUPATION

La présente occupation est conclue à titre précaire hors statut du fermage.

Les Bénéficiaires ne pourront en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives aux baux agricoles régis par le Code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 3 - DUREE :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de cinq années entières et consécutives à compter de la date de signature.

Elle pourra être reconduite une fois, de manière tacite, pour une période similaire de cinq (5) ans.
La durée totale de la convention ne pourra excéder dix années.

ARTICLE 4 – INDEMNITE D'OCCUPATION

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 - DESIGNATION DU BIEN MIS À DISPOSITION

La propriété régionale objet de la présente mise à disposition est composée des parcelles suivantes :

Commune	Dépt	N° Section	N° parcelle	Superficie cadastrale	Superficie mise à disposition
Cheptainville	91	C	699	0ha 02a 73ca	0ha 01a 92ca
Cheptainville	91	C	698	0ha 02a 06ca	0ha 01a 45ca
Cheptainville	91	C	697	0ha 03a 55ca	0ha 02a 36ca
Cheptainville	91	C	682	0ha 01a 60ca	0ha 01a 14ca
Cheptainville	91	C	683	0ha 01a 55ca	0ha 01a 06ca
Cheptainville	91	C	696	0ha 02a 89ca	0ha 01a 97ca
Cheptainville	91	C	695	0ha 10a 80ca	0ha 07a 64ca
Cheptainville	91	C	382	0ha 04a 00ca	0ha 02a 94ca
Cheptainville	91	C	694	0ha 08a 48ca	0ha 06a 55ca
Cheptainville	91	C	693	0ha 14a 78ca	0ha 12a 19ca
Cheptainville	91	C	338	0ha 13a 20ca	0ha 02a 67ca
Cheptainville	91	C	700	0ha 04a 38ca	0ha 02a 72ca
Cheptainville	91	C	373	0ha 02a 16ca	0ha 01a 32ca
Cheptainville	91	C	589	0ha 30a 63ca	0ha 30a 63ca
Cheptainville	91	C	711	0ha 04a 13ca	0ha 00a 33ca
Cheptainville	91	C	582	0ha 02a 12ca	0ha 01a 22ca
Cheptainville	91	C	715	0ha 03a 64ca	0ha 02a 63ca
Cheptainville	91	C	714	0ha 05a 01ca	0ha 05a 01ca
Cheptainville	91	C	713	0ha 01a 70ca	0ha 01a 70ca
Cheptainville	91	C	608	0ha 17a 63ca	0ha 17a 63ca
Cheptainville	91	C	607	0ha 00a 81ca	0ha 00a 81ca
Cheptainville	91	C	609	0ha 01a 62ca	0ha 01a 59ca
Cheptainville	91	C	716	1ha 24a 90ca	0ha 08a 17ca

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

Cheptainville	91	C	712	0ha 03a 03ca	0ha 00a 21ca
Cheptainville	91	C	613	0ha 38a 17ca	0ha 29a 49ca
Cheptainville	91	C	708	0ha 04a 56ca	0ha 01a 96ca
Cheptainville	91	C	707	0ha 18a 92ca	0ha 10a 59ca
Cheptainville	91	C	495	0ha 25a 75ca	0ha 21a 14ca
Cheptainville	91	C	615	0ha 02a 43ca	0ha 01a 28ca
Cheptainville	91	C	617	0ha 11a 21ca	0ha 05a 50ca
Cheptainville	91	C	485	0ha 04a 96ca	0ha 01a 95ca
Cheptainville	91	C	478	0ha 32a 39ca	0ha 29a 30ca
Cheptainville	91	C	706	0ha 18a 63ca	0ha 05a 39ca
Cheptainville	91	C	477	0ha 06a 07ca	0ha 03a 62ca
Cheptainville	91	C	476	0ha 33a 25ca	0ha 00a 43ca
Cheptainville	91	C	556	0ha 97a 80ca	0ha 11a 43ca
Cheptainville	91	C	702	0ha 33a 51ca	0ha 30a 93ca
Cheptainville	91	C	565	0ha 06a 99ca	0ha 00a 95ca
Cheptainville	91	C	703	0ha 02a 10ca	0ha 01a 98ca
Cheptainville	91	C	645	8ha 19a 02ca	0ha 13a 08ca
Cheptainville	91	C	384	1ha 47a 58ca	0ha 06a 74ca
Cheptainville	91	C	378	0ha 03a 63ca	0ha 00a 37ca
Cheptainville	91	C	365	2ha 18a 95ca	0ha 13a 61ca
Cheptainville	91	C	376	0ha 02a 49ca	0ha 00a 28ca
Cheptainville	91	C	374	0ha 03a 97ca	0ha 00a 50ca
Cheptainville	91	C	724	0ha 93a 30ca	0ha 81a 71ca
Cheptainville	91	C	341	0ha 04a 50ca	0ha 00a 79ca
Cheptainville	91	C	342	0ha 03a 20ca	0ha 00a 63ca
Cheptainville	91	C	363	1ha 04a 94ca	0ha 04a 96ca
Cheptainville	91	C	464	0ha 15a 85ca	0ha 04a 67ca
Cheptainville	91	C	672	0ha 05a 67ca	0ha 03a 83ca
Cheptainville	91	C	671	0ha 06a 45ca	0ha 03a 59ca
Cheptainville	91	C	466	0ha 08a 91ca	0ha 05a 09ca
Cheptainville	91	C	475	0ha 20a 97ca	0ha 16a 47ca
Cheptainville	91	C	647	8ha 65a 99ca	0ha 00a 46ca
Cheptainville	91	C	568	1ha 12a 65ca	0ha 05a 41ca
Cheptainville	91	C	581	1ha 22a 29ca	0ha 06a 87ca
Cheptainville	91	C	624	3ha 28a 06ca	0ha 22a 58ca
Cheptainville	91	C	598	0ha 09a 94ca	0ha 00a 43ca
Cheptainville	91	C	602	0ha 08a 43ca	0ha 00a 25ca
Cheptainville	91	C	572	0ha 16a 72ca	0ha 14a 99ca
			TOTAL	35ha 27a 65ca	4ha 79a 10ca

Les parcelles sus désignées sont dénommées ci-après « les parcelles ».
Le plan des parcelles est présenté en annexe 1.

ARTICLE 6 – CONSTRUCTIONS - AMENAGEMENTS

En raison des risques liés à la présence de lignes à haute tension, toute construction, même légère, ainsi que le stockage de foin sont interdits.

Les Bénéficiaires s'engagent à réaliser les travaux nécessaires à leur activité, tels que la pose de clôture, à leurs frais exclusifs et devront solliciter l'autorisation écrite préalable de l'Agence pour tout aménagement.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

ARTICLE 7 - ÉTAT DES LIEUX

Les Bénéficiaires prendront les biens loués dans l'état où ils se trouveront à la date de leur entrée en jouissance.

Un état des lieux sera établi contradictoirement entre les parties au moment de la prise d'effet et au terme de la présente convention.

Le cas échéant, une liste définitive des réparations nécessaires sera établie par comparaison avec le premier état des lieux. Ces réparations seront effectuées à la charge des Bénéficiaires.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Les Bénéficiaires s'engagent à contracter toutes assurances (responsabilité civile et multirisques) pour les parcelles, tous les biens leur appartenant et garnissant la parcelle, leurs salariés contre les risques et accidents du travail, le recours des propriétaires et le risque des voisins.

Les Bénéficiaires demeurent seules et entièrement responsables de tous les dommages qui pourraient résulter de l'activité découlant de la mise à disposition ou de leur fait personnel.

Dès la signature de la présente convention, les Bénéficiaires devront fournir les attestations annuelles d'assurance.

ARTICLE 9 – SOUS-LOCATION, PRÊT

Les Bénéficiaires ne pourront céder sous quelque forme que ce soit les droits et obligations découlant de la présente convention.

Elles ne pourront, même à titre gratuit, mettre à disposition d'un tiers, tout ou partie de la parcelle.

ARTICLE 10 – RESILIATION- DENONCIATION

10.1 Résiliation :

En cas de non-exécution par les Bénéficiaires de l'une des obligations décrites dans la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit, à tout moment, aux torts exclusifs des Bénéficiaires.

L'Agence met en demeure les Bénéficiaires par lettre recommandée avec accusé de réception de se conformer à la convention. A défaut de mise en conformité dans un délai de 15 jours, la convention est résiliée.

Les Bénéficiaires ne pourront prétendre à aucune indemnité de résiliation et devront libérer les parcelles de toute occupation dans un délai de 2 mois à compter de la date de résiliation.

10.2 Dénonciation :

Les Bénéficiaires reconnaissent le caractère temporaire et précaire de la mise à disposition de la parcelle.

Ainsi, la convention pourra être dénoncée par l'Agence, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un délai de six mois à compter de la notification de la dénonciation.

Les Bénéficiaires ne pourront prétendre à aucune indemnité suite à cette dénonciation.

Les Bénéficiaires pourront mettre fin à la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à l'Agence en respectant un préavis de deux mois.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

ARTICLE 11 – DROIT DE COMMUNICATION

Les Bénéficiaires s'engagent à citer l'Agence dans toutes les opérations de communication et de diffusion (quel que soit le support) qu'elles mèneront lors des activités organisées sur les parcelles.

Tout support de communication devra présenter le logo de l'Agence et devra être soumis à son service communication pour validation de son intégration en bonne et due forme.

ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DE LA BENEFICIAIRE ET OCCUPATION DES LIEUX

- Les Bénéficiaires jouiront de la propriété à l'exemple d'un professionnel soucieux d'une gestion durable, sans commettre ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations,
- Elles s'opposeront à tous empiètements et à toutes usurpations et devront avertir l'Agence de tous ceux qui pourraient se produire afin que cette dernière puisse agir directement,
- Elles ne pourront changer la destination des biens, objet de la convention, qui sont strictement à vocation naturelle et agricole,
- Elles pourront effectuer les travaux mécaniques nécessaires pour lutter contre l'embroussaillement du milieu,
- Les Bénéficiaires ne peuvent déposer aucune ordure, immondices, ou papiers d'emballage sur la parcelle. Elles assureront la surveillance des parcelles qu'elles occupent,
- Les feux de toute nature sont interdits,
- Les Bénéficiaires prendront connaissance et respecteront les clauses du Règlement intérieur des propriétés régionales (cf annexe 2).
- En raison de la présence de lignes à haute tension sur le bien loué, les Bénéficiaires s'engagent à prendre l'attache des services de RTE (Réseau Transport Electricité) et de respecter ses préconisations en matière de circulation d'engins, de manutention et de travaux divers.
- Les Bénéficiaires devront également permettre l'accès à RTE pour tous travaux d'entretien des pylônes et des lignes.

Les Bénéficiaires s'obligent à :

- Ne pas faire d'exploitation commerciale sous quelque forme que ce soit sur la parcelle,
- Ne pas utiliser des véhicules à moteur en dehors du strict accès à la prairie, et exclusivement pour les besoins de leur activité,
- Solliciter l'autorisation écrite préalable de l'Agence pour tout aménagement ou travaux et assurer leur financement,
- Informer préalablement et solliciter l'autorisation de l'Agence pour toute manifestation, tout reportage qu'elles organiseront sur les parcelles.

ARTICLE 13 - CONDITIONS PARTICULIERES D'OCCUPATION

13.1 Usage des produits phytosanitaires :

Les Bénéficiaires s'interdiront tout recours à des produits phytosanitaires pour la gestion de la prairie.

13.2 Épandage - fertilisation – amendement :

Seule la fertilisation organique est autorisée sur les parcelles mises à disposition. La fertilisation minérale y est interdite.

Les Bénéficiaires s'engagent à ne pas épandre de boues résiduaires urbaines et industrielles sur les parcelles.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

13.3 Maintien de la surface en herbe :

Les parcelles sont dédiées à l'entretien d'une prairie avec fauche.

Si les Bénéficiaires décident d'y faire pâturer des animaux, elles en avertiront l'Agence et, si elles en obtiennent l'accord, prendront en charge les coûts liés à la pose et à l'entretien de la clôture autour des parcelles.

13.4 Non retournement des prairies :

Toutes les opérations de travail du sol (hersage, labour) et le sur-semis sont interdits. Seul un griffage superficiel réalisé à l'aide d'une herse de prairie, pourra être réalisé une fois par an entre le 1er et le 31 mars.

Les Bénéficiaires ne pourront ni drainer, ni irriguer les parcelles.

Les Bénéficiaires maintiendront constamment les parcelles en bon état de fauche, notamment en coupant toutes les accrues nuisibles (ronces, ligneux, etc.) qui pourraient y croitre.

13.5 Modalités liées à la fauche :

Dans la mesure du possible, la fauche s'effectuera en suivant le cahier des charges suivant :

- Pas de fauche nocturne
- Fauche centrifuge
- Vitesse de fauche réduite (7 km/h)
- Mise en place d'une barre d'effarouchement sur la faucheuse

Chaque année, les Bénéficiaires s'engagent à ne pas faucher une partie de la parcelle équivalente à au moins 1000 m². Cette zone servira de refuge pour la faune et la flore.

13.6 Suivi des résultats :

Une réunion annuelle pourra être organisée par l'Agence pour faire le point sur la gestion de la prairie. Les Bénéficiaires s'engagent à y participer.

13.7 Suivi scientifique :

L'Agence se réserve le droit, pour elle-même ou pour les personnes mandatées par elle, de réaliser sur les parcelles des études scientifiques liées à la gestion du site, dans le respect des pratiques agricoles.

ARTICLE 14 – CHASSE

Le droit de chasse appartient à l'Agence, pour elle-même, les personnes qu'elle autoriserait à l'exercer ou auxquelles elle le louerait ou le céderait sans limitation.

Le site est actuellement chassé deux fois par an. Pour les questions liées à la chasse le Bénéficiaire pourra contacter le référent de l'Agence sur le sujet : Vincent DUMEZ (téléphone fixe : 01 83 65 39 43 téléphone mobile : 06 26 11 35 95, mail : vdumez@aev-iledefrance.fr)

ARTICLE 15 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification éventuelle de la présente convention fera l'objet d'un avenant, en accord entre les deux parties.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

ARTICLE 16 – DROITS A PAIEMENT DE BASE

Les parcelles sont mises à disposition des Bénéficiaires sans garantie d'obtention par elles de droits à paiement de base (DPB).

Les Bénéficiaires prennent donc les parcelles en connaissance de cause. Elles feront leur affaire personnelle de l'obtention de droits éventuels liés à ce foncier.

Dans l'hypothèse où les Bénéficiaires obtiendraient des DPB complémentaires sur les parcelles, et en cas d'arrêt de la présente convention, elles s'engagent à rétrocéder les DPB correspondants au nouvel exploitant des parcelles dans les mêmes quantités.

Le montant retenu de DPB rétrocédés serait alors identique au montant de DPB le jour de l'arrêt de la convention.
Si aucun DPB complémentaire n'était attribué aux Bénéficiaires sur les parcelles, en aucun cas, et même dans le cas où les textes applicables en la matière et en vigueur seraient amenés à être modifiés, il ne pourra être réclamé de DPB aux Bénéficiaires.

ARTICLE 17 – LITIGES

Tout litige pouvant résulter de la présente convention sera porté devant la juridiction territorialement compétente.

Fait en 3 exemplaires originaux à

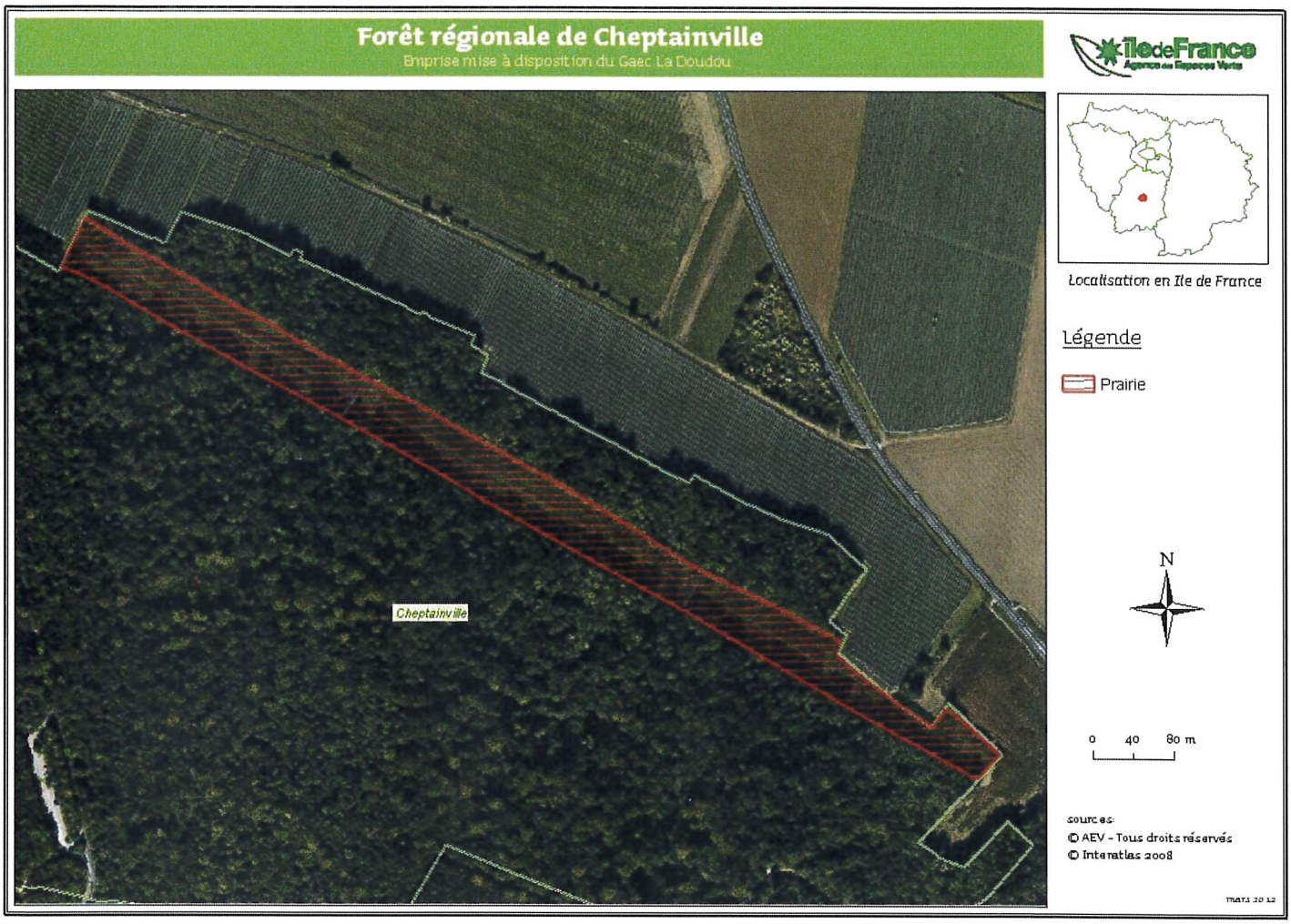
Le

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région d'Île-de-France

Les Bénéficiaires,

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

Annexe 1 : Plan des parcelles mises à disposition



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

Annexe 2 : Règlement Intérieur des propriétés régionales

Certifiée exécutoire la présente délibération transmise au Contrôle de légalité et pour la publication au Recueil des Actes Administratifs de la Région Ile-de-France le 03 AVR. 2007
Copie certifiée conforme
Le Directeur Général
Yves FAVRE

Région d'Ile-de-France

AGENCE DES ESPACES VERTS

DELIBERATION

N°07 – 037

Du 3 avril 2007

Relative au règlement intérieur des espaces verts régionaux

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16,

VU le rapport présenté par Monsieur Olivier THOMAS, Président du Conseil d'Administration de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France,

DELIBERE

Article unique : Le règlement intérieur des espaces verts régionaux, ci-annexé, est approuvé. Il s'applique à l'ensemble des domaines gérés par l'Agence des Espaces Verts, à l'exception du Parc de la Poudrerie et de la forêt de Bondy.

PREFECTURE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE
000081 - 6 AVR. 07

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

AGENCE DES ESPACES VERTS
DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU DOMAINE RÉGIONAL

PRÉAMBULE

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France (A.E.V.) gère, pour le compte de la Région Île-de-France, plus de 11.000 hectares de domaines régionaux en vue de leur préservation, de leur mise en valeur et de leur ouverture au public.

Le présent règlement est applicable sur l'ensemble du domaine régional à l'exclusion des terrains faisant l'objet d'une concession ou d'un bail.

Les visiteurs sont informés qu'ils pénètrent dans un site naturel qui peut présenter certains risques tels que chutes de branches, présence de plans d'eau, dénivelées, ...

Il leur appartient d'être prudents et d'adopter le comportement qui s'impose.

La responsabilité de l'A.E.V. ne pourra être engagée en cas de dommages, d'incidents ou d'accidents provoqués par l'imprudence ou la négligence des visiteurs, ou de non respect du présent règlement.

Chapitre I - Fréquentation

ARTICLE I.1 :

Le domaine régional est avant tout destiné aux piétons.

La circulation des cyclistes, cavaliers ou pratiquants de tout autre mode de déplacement ne doit pas entraver la libre promenade des visiteurs à pied. Tous doivent circuler sur les allées aménagées à cet effet. Les sous-bois et les pelouses sont exclusivement réservés aux piétons.

L'Agence des Espaces Verts ne garantit pas la mise en sécurité des peuplements forestiers, les piétons sont donc invités à la plus grande prudence lorsqu'ils circulent hors des allées aménagées.

ARTICLE I.2

Il est interdit de franchir des barrages ou des clôtures et d'enfreindre les défenses affichées.

ARTICLE I.3

L'allure des cavaliers ne doit pas dépasser le pas. Cependant, toutes les allures sont autorisées sur les pistes cavalières, sauf lors de croisements avec d'autres usagers.

ARTICLE I.4

La pratique d'activités physiques ou sportives est autorisée mais elle ne doit pas être la cause d'un trouble à la jouissance paisible de la promenade ou d'une dégradation des sols, pelouses et ouvrages divers.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

ARTICLE I.5

La baignade est interdite sur l'ensemble du domaine régional.

ARTICLE I.6

Toutes les activités de type navigation, patinage, escalade, accro-branche sont interdites, sauf autorisation préalable de la part de l'A.E.V.

Chapitre II - Circulation des véhicules à moteur

ARTICLE II.1

La présence de tout véhicule à moteur, y compris les deux-roues, est interdite à l'intérieur des sites régionaux.

Seuls les véhicules munis d'un macaron fourni par l'A.E.V., visible de l'extérieur du véhicule, sont autorisés à circuler, uniquement sur les chemins et voies de circulation.

La vitesse sur l'ensemble des routes est limitée à 30 kilomètres par heure.

Le présent article ne concerne pas les véhicules de secours, de police ou de service.

Chapitre III - Propreté

ARTICLE III.1

Les papiers, détritus et débris, restes de pique-nique, etc. doivent être emportés hors de la propriété régionale ou déposés dans les emplacements prévus à cet effet.

ARTICLE III.2

Il est interdit de déposer tous les autres déchets (ménagers, polluants, inertes, recyclables ou non, biodégradables ou non) sur l'ensemble du domaine régional y compris aux entrées et en limite de propriété.

Chapitre IV - Atteinte à la faune et la flore

ARTICLE IV.1

Afin de ne pas perturber l'équilibre écologique, il est interdit de relâcher tout animal quel que soit son stade de développement.

ARTICLE IV.2

Il est interdit de détruire ou d'enlever des œufs ou des nids, de blesser, de tuer, d'enlever, de transporter, de colporter, de mettre en vente, de vendre ou d'acheter des animaux qu'ils soient vivants ou morts.

Il est interdit de troubler ou de déranger sciemment des animaux par des cris ou des bruits, des jets de projectiles ou de toute autre manière.

ARTICLE IV.3

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

Les animaux disposent dans le milieu naturel, de réserves de nourriture suffisantes. Pour éviter une surpopulation ou une dépendance vis-à-vis de l'homme, la distribution de nourriture est interdite.

ARTICLE IV.4

Afin de respecter et de protéger la flore, il est interdit de vendre, de détruire, de couper, de mutiler, d'arracher, de déterrer, d'enlever ou de porter atteinte de quelque manière que ce soit aux végétaux.

ARTICLE IV.5

Le ramassage des fruits, des baies et des champignons est toléré uniquement dans le cadre d'une consommation familiale.

La cueillette des fleurs non protégées ne peut excéder, par personne, ce qu'une main peut contenir. Celle des plantes protégées est strictement interdite.

ARTICLE IV.6

Il est interdit d'apporter ou d'introduire des graines, semis, plants, greffons ou boutures sans autorisation préalable de l'A.E.V.

Chapitre V - Animaux domestiques

(sites d'intérêt écologique particulier : Flicourt (78), Grand Voyeux (77), Fosse-aux-Carpes (91), Marais de Stors (95))

ARTICLE V.1

Afin de protéger la richesse écologique de ce site, l'accès de tout animal, y compris les chiens, même tenus en laisse, y est strictement interdit durant toute l'année, à l'exception des chevaux et des animaux d'assistance aux personnes handicapées.

ARTICLE V. 2

Le propriétaire d'un animal reste responsable des accidents, incidents ou atteintes au milieu naturel, provoqués par son animal (en vertu de l'article 1385 du Code Civil).

Chapitre V - Animaux domestiques

(Autres sites)

ARTICLE V.1

L'accès de tout animal, à l'exception des chats, chiens, chevaux et animaux d'assistance aux personnes handicapées, est interdit.

ARTICLE V.2

Conformément à la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux, et à l'arrêté ministériel du 27 avril 1999, établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux, l'accès aux propriétés régionales est interdit aux chiens classés

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

"chiens d'attaque". Les "chiens de garde et de défense" doivent être muselés et tenus en laisse par une personne majeure.

ARTICLE V.3

Pour la préservation de la faune sauvage :

- en période de reproduction, du 15 mars au 15 juillet, tous les chiens doivent être tenus en laisse et ne circuler que sur les chemins.
- le reste de l'année, les chiens sont sous la responsabilité de leur maître et ne doivent pas s'écarter des chemins, sauf tenus en laisse.

ARTICLE V.4

Leur maître, ou les personnes qui les accompagnent, devront prendre toutes les mesures utiles pour empêcher les animaux de s'approcher des bacs à sable, aires et emplacements de jeux réservés aux enfants, de pénétrer dans les massifs, bassins et pièces d'eau.

Ils devront prendre toutes les mesures utiles pour empêcher ou enlever les déjections sur les emprises des chemins de promenade, des caniveaux, des aires de jeux et de stationnement.

ARTICLE V.5

Le propriétaire d'un animal reste responsable des accidents, incidents ou atteintes au milieu naturel, provoqués par son animal (en vertu de l'article 1385 du Code Civil).

Chapitre VI - Coupe et ramassage de bois

ARTICLE VI.1

Tout ramassage ou coupe de bois est soumis à une autorisation préalable de l'A.E.V.

Chapitre VII - Pêche

(sites non chassés : Fosse-aux-Carpes (91), Buttes du Parisis (95), Butte Pinson (93-95), Andilly (95), Saint Eutrope (91), Boissy (95), Précy (77), Pomponne (77), Ile-de-Vaires (77), Allée royale (77-91), Cour-Roland (78), Vernouillet (78), Flicourt (78), Marais de Stors (95), Grand Voyeux (77), Aqueduc de la Dhuis (93-77), Bel Air (91))

ARTICLE VII.1

La pêche est réglementée sur l'ensemble du domaine régional et fait l'objet d'un contrat spécifique avec l'A.E.V.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

Chapitre VII - Chasse et pêche (autres sites)

ARTICLE VII.1

La chasse et la pêche sont réglementées et font l'objet d'un contrat spécifique avec l'A.E.V.

L'application de cet article constitue une dérogation aux articles I.1, IV.2, IV.3, V1, V.3, et VIII.1.

ARTICLE VII.2

Il est interdit à tout promeneur de pénétrer dans une zone où une chasse en cours est signalée.

VIII - Armes

ARTICLE VIII.1

Afin d'assurer la sécurité des promeneurs, toute introduction et usage d'arme à feu, de munitions, d'arme blanche et de tout objet susceptible d'envoyer un projectile pouvant présenter un danger pour autrui, est interdite.

Cette disposition n'est pas applicable aux personnes mentionnées au titre premier du livre premier du code de procédure pénale dans l'exercice de leurs fonctions de police judiciaire.

Chapitre IX - Activités agricoles

ARTICLE IX.1

Toute activité agricole, pastorale, maraîchère ou apicole est réglementée et soumise à l'autorisation préalable de l'A.E.V.
Cette autorisation est formalisée par la signature d'une convention.

Chapitre X - Camping et bivouac

ARTICLE X.1

Le camping, le bivouac ou le stationnement d' une caravane ou d'une remorque habitable ou de tout autre abri de camping sont interdits sur les sites régionaux, y compris sur les aires de stationnement.

Chapitre XI - Feux

ARTICLE XI.1

Le jet de cigarettes incandescentes, les jeux avec matières inflammables, les feux de toute nature et les barbecues sont interdits.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

ARTICLE XI.2 article ne concernant que la forêt régionale de Bréviande

Les barbecues hors sol sont tolérés en Forêt régionale de Bréviande dans les endroits réservés et prévus à cet effet.

Chapitre XII - Préservation sonore

ARTICLE XII.1

Afin de respecter le calme des lieux, sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée ou leur caractère agressif. L'usage de transistors, magnétophones ou autres appareils sonores amplifiés est interdit. Toute autre source sonore non amplifiée est interdite si elle entraîne une gêne pour les autres usagers.

Chapitre XIII - Sites historiques

ARTICLE XIII.1

Il est du devoir de chacun de respecter les sites historiques, archéologiques, géologiques ou tout élément du patrimoine régional.

L'utilisation de détecteur électromagnétique, la prospection, le prélèvement de tout élément historique ou archéologique ainsi que des fossiles, sont interdits.

Chapitre XIV – Mobilier - Équipements

ARTICLE XIV.1

Les équipements existants doivent être utilisés conformément à leur destination et ne pas être détériorés. Il est notamment interdit d'escalader les clôtures, de monter sur les bancs, monuments, panneaux, balustrades, barrières, rampes d'escalier, bornes fontaines, bassins et margelles de bassins, etc., de les salir ou de les utiliser comme support publicitaire ou de graffiti.

ARTICLE XIV.2

Les équipements de jeux installés pour les enfants ne sont pas accessibles aux personnes dépassant l'âge maximal indiqué sur les panneaux. L'utilisation par les enfants des agrès et jeux est placée sous la surveillance de leurs parents ou des personnes qui en ont la garde. L'AEV décline toute responsabilité en cas d'accident.

Chapitre XV - Organisation de manifestations

ARTICLE XV.1

Toute manifestation (scolaire, culturelle, sportive,...) est soumise à l'autorisation préalable de l'A.E.V. Toute demande devra être adressée au minimum un mois à l'avance et fera l'objet d'une convention.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_070-DE

Chapitre XVI - Publicité et affichage

ARTICLE XVI.1

Tout affichage, fléchage, balisage, inscription publicitaire ou autre, est soumis à l'autorisation préalable de l'A.E.V.

Chapitre XVII - Prises photographiques et cinématographiques

ARTICLE XVII.1

Toute activité cinématographique, télévisuelle, radiophonique ou photographique, est soumise à l'autorisation préalable de l'A.E.V. dès qu'elle a une vocation commerciale, professionnelle ou est destinée à une diffusion publique.

Chapitre XVIII - Activités marchandes et commerciales

ARTICLE XVIII.1

Toute activité commerciale ou tout démarchage est subordonné à l'autorisation préalable de l'A.E.V., formalisée par la signature d'une convention.

EN CAS DE MANQUEMENT AUX DISPOSITIONS DU PRÉSENT RÈGLEMENT, PAR TOUT USAGER DU DOMAINE RÉGIONAL, IL APPARTIENDRA AUX AGENTS DÛMENT ASSERMENTÉS DE DRESSER UN PROCÈS VERBAL. CE PROCÈS VERBAL POURRA, LE CAS ÉCHEANT, ENTRAINER DES POURSUITES PÉNALES A L'ENCONTRE DU CONTREVENANT.

8

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-071

Approbation d'un avenant n°1 à un bail rural à long terme avec un agriculteur (PRIF des Vallées de l'Yerres et du Réveillon)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU le bail rural notarié à long terme du 8 février 2012 sur des parcelles régionales ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°17-061 du 30 mai 2017 relative à l'approbation d'un avenant à un bail rural à long terme ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : RAPPORTE la délibération n°17-061 du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts du 30 mai 2017.

Article 2 : APPROUVE l'avenant n° 1 à un bail rural à long terme ci-annexé.

Article 3 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer l'avenant.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents..... :	13
Nombre de mandats..... :	04
Nombre de votants..... :	17
Votes POUR ..... :	17
Votes CONTRE..... :	00
Abstentions ..... :	00
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

BAIL RURAL À LONG TERME SUR DES PARCELLES RÉGIONALES DU DOMAINE DE ST LEU

(COMMUNE DE PÉRIGNY-SUR-YERRES)

AVENANT N°1

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 avenue du Général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région d'Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Anne CABRIT, élue à cette fonction suivant délibération du conseil d'administration n°19-001 en date du 14 février 2019, et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-071 du 21 juillet 2020

Dénommée ci-après « LE BAILLEUR »,

D'une part,

Et

Monsieur Jean-Charles RAEHM, agriculteur, né le XXX à XXX, domicilié XXX – XXX

Dénommé ci-après « LE PRENEUR »,

PREAMBULE

Le BAILLEUR a acquis en novembre 2009, au nom et pour le compte de la Région d'Île-de-France, des parcelles agricoles sur la commune de Périgny-Sur-Yerres (94).

Les parties ont signé un bail rural environnemental notarié à long terme de 25 ans le 8 février 2012 pour des parcelles régionales maraîchères d'une surface totale de 6ha 56a 53ca comprenant une maison d'habitation, son garage et son enclos ainsi qu'une réserve d'eau et un forage au domaine agricole de St-Leu à Périgny.

Le PRENEUR a, d'une part, émis le souhait d'exclure du bail cette maison d'habitation, ayant quitté les lieux à la fin du mois de janvier 2014.

LE PRENEUR, a, d'autre part, constitué en 2018, avec trois agriculteurs voisins, une Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) pour gérer, notamment, la réserve d'eau et le forage. Un bail rural à long terme d'une durée de 9 ans a donc été signé avec la CUMA le 16 décembre 2018.

Les parties ont donc convenu de signer un avenant n°1 au bail rural, régularisant la nouvelle situation.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

Article 1 – Objet du présent avenant :

Le présent avenant a pour objet de retirer du bail rural notarié de 25 ans, en date du 8 février 2012 :

- la maison d'habitation, garage et enclos compris, situés pour une superficie d'environ 15a 20ca sur la parcelle AA 43 (cf. annexe 1).

- la réserve d'eau et le forage qui ont été mis à la disposition de la CUMA « Les Merisiers » par bail rural de 9 ans en date du 16 décembre 2018 (annexe 2), situés sur la parcelle AA 42 p, portion de la parcelle AA 42, d'une superficie de 14a 95 ca.

Article 2 – L'article 1 DÉSIGNATION est modifié comme suit :

Le bien loué, sis commune de PERIGNY-SUR-YERRES (94 520) est une parcelle maraîchère d'une surface totale de 6 ha 36a 38ca dont les références cadastrales sont les suivantes :

Section	Parcelle	Lieu-dit	Surface cadastrale			Surface louée		
			ha	a	ca	ha	a	ca
AA	43	Le Petit Merisier	06	41	58	06	36	38

Les biens loués sont donnés à bail pour un usage agricole, tels qu'ils existent avec toutes leurs dépendances sans exception ni réserve, sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte du PRENEUR.

SERVITUDES

LE BAILLEUR déclare qu'il existe sur la parcelle voisine (désignation cadastrale : AA 42) une réserve d'eau et un forage raccordés à une boucle d'irrigation qui parcourt la parcelle objet du présent bail.

Le PRENEUR bénéficie de l'usage de cette eau et est responsable du paiement des frais comme précisé à l'article 10.10 - IRRIGATION.

Par ailleurs, le chemin d'accès privé sis sur la parcelle voisine, cadastrée AA 42, est grevé d'un droit de passage au bénéfice du PRENEUR. Celui-ci sera tenu de l'emprunter paisiblement de façon à atténuer sa dégradation, sous réserve que le PRENEUR n'empêche pas l'accès aux exploitants de la parcelle AA 42, n'y stationne pas de manière prolongée un véhicule, n'y stocke pas, même temporairement des matériaux, fournitures, récoltes ou autres.

Les exploitants de la parcelle AA 42 et le PRENEUR entretiendront en bon état d'usage et de viabilité ce chemin. Les frais d'entretien du chemin incombent à la CUMA si le PRENEUR est membre de la CUMA.

Si le PRENEUR n'est pas membre de la CUMA, les frais d'entretien du chemin incomberont pour moitié aux exploitants de la parcelle AA 42 et au PRENEUR.

Si le BAILLEUR constate que ce chemin est en mauvais état, il rappellera au PRENEUR et, le cas échéant aux exploitants de la parcelle AA 42, par lettre recommandée avec accusé de réception, leur devoir d'entretien de ce chemin. Si les travaux de remise en état du chemin ne sont pas engagés dans les deux mois après réception de la lettre recommandée, le BAILLEUR peut décider de missionner une entreprise pour réaliser ces travaux, les frais étant à la charge des exploitants selon la répartition citée au paragraphe précédent.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

Article 3 – L'article 6 FERMAGE est modifié comme suit :

En application de l'article L. 411-11 du Code rural et de la pêche maritime et de l'arrêté préfectoral du département du Val de Marne, n° 2017-008 en date du 12 octobre 2017, le bail est consenti et accepté moyennant un fermage annuel fixé d'un commun accord entre le BAILLEUR et le PRENEUR à 340,73 €/ha/an soit 2168,33 €/an.

L'indice retenu ayant servi au calcul du fermage de base est de : 104,76 (arrêté ministériel NOR: AGRT1920819A du 12 juillet 2019 constatant pour 2019 l'indice national des fermages).

Ce montant tient compte d'une majoration de 40% en raison de la durée du bail, et d'une minoration de 15%, en raison du caractère environnemental de ce bail.

En cas de conversion à l'agriculture biologique par le PRENEUR, la minoration sera portée à 30%, et non 15%, à compter du 1er novembre suivant, sans qu'un avenant au bail soit nécessaire.

Le PRENEUR s'oblige à payer à terme échu le fermage au bailleur le 1er novembre de chaque année.

Le fermage sera actualisé chaque année, à la date anniversaire de la prise d'effet du bail, compte tenu de la variation de l'indice des fermages défini à l'échelon du département ou de la région naturelle par le préfet.

Le paiement des fermages s'effectuera par chèque ou virement bancaire ou postal adressé au Trésor Public des Etablissements Publics Locaux de Paris, Receveur de l'Agence des Espaces Verts, 26, rue Benard 75675 PARIS Cedex 14.

Les charges locatives liées aux charges et dépenses collectives du Domaine de Saint-Leu (notamment relatives aux impôts, taxes, abonnements, redevances, travaux de petit et gros entretien, maintenance, etc.) ainsi que la cotisation au domaine de Saint-Leu pour l'exploitation de terres au sein de ce domaine sont à la charge du PRENEUR. Seules les dépenses au titre de gros travaux d'investissement collectif décidés par l'assemblée de l'association restent à la charge du BAILLEUR.

Article 4 – L'article 10.5 ASSURANCES est modifié comme suit :

Le PRENEUR devra, pendant le cours du bail, assurer pour une somme suffisante :

- tous les biens lui appartenant et garnissant les biens loués ;
- le recours des propriétaires et le risque des voisins ;
- ses salariés contre les risques d'accident du travail ;
- ses récoltes contre toutes les calamités agricoles dont les compagnies d'assurances acceptent ordinairement de couvrir le risque.

Il en paiera les primes à leurs échéances et justifiera de tout au BAILLEUR par la production des polices et quittances.

Le PRENEUR ne pourra réclamer aucune indemnité ni diminution du fermage pour cause de grêle, sécheresse, gelée, coulure, inondation, fontis, incendie, foudre, ravages de guerre ou de révolution, et tous autres cas fortuits, prévus ou imprévus, ordinaires ou extraordinaires qui détruiraient tout ou partie des produits, vifs ou morts en cas d'élevage, et dont le PRENEUR demeurera expressément chargé, sauf pour lui à s'assurer.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

Article 5 – L'article 10.8 RECONSTRUCTION D'UN BATIMENT DÉTRUIT PAR CAS FORTUITS est modifié comme suit :

En cas de destruction des bâtiments loués, le BAILLEUR sera tenu, si le PRENEUR le demande, de reconstruire le bâtiment détruit ou un bâtiment équivalent, à due concurrence des sommes versées par les compagnies d'assurances.

Si les frais de reconstruction excédent le montant de l'indemnité d'assurance, le BAILLEUR pourra prendre en charge l'intégralité de la dépense, en demandant au PRENEUR une augmentation de fermage fixée dans les conditions de l'article L.411-11 du Code Rural et de la pêche maritime, en respectant les quantités arrêtées par le barème préfectoral. En cas de désaccord sur la modification demandée, elle sera fixée par le Tribunal paritaire des baux ruraux, saisi par la partie la plus diligente.

Le PRENEUR pourra également décider de participer au financement des travaux de reconstruction : dans ce cas, à l'expiration du bail, il aura droit à une indemnité déterminée dans les conditions fixées aux articles L.411-69, L.411-70 et L.411-71 du Code Rural et de la pêche maritime.

En cas de destruction, Le BAILLEUR ne sera pas tenu de reconstruire les bâtiments

Article 6 – L'article 10.10 IRRIGATION est modifié comme suit :

Le bien loué est irrigué au moyen d'une boucle d'irrigation qui parcourt la parcelle ainsi que la parcelle voisine (cadastrée AA 42), d'une réserve d'eau et d'un forage situés sur une portion de cette parcelle voisine, propriété du BAILLEUR et objet du bail rural avec la CUMA « Les Merisiers ».

Les frais d'entretien du forage, de la réserve d'eau, de la boucle d'irrigation, du local et du matériel de pompage, ainsi que le paiement de la redevance de l'eau prélevée par le forage seront à la charge de la CUMA si le PRENEUR est membre de la CUMA.

Si le PRENEUR n'est pas membre de la CUMA, ces frais incomberont proportionnellement à leurs usages respectifs, aux exploitants de la parcelle AA 42 et au PRENEUR.

Le BAILLEUR précise qu'il n'est appliqué aucun loyer aux divers équipements (notamment mécaniques, électriques, électroniques, de plomberie, etc.) permettant le pompage. En contrepartie, le PRENEUR ainsi que la CUMA, ou les exploitants de la parcelle AA 42, le cas échéant, supportent la totalité des frais relatifs à l'entretien courant, la maintenance et le remplacement de tout ou partie des équipements ou pièces constitutives considérés. Chaque intervention sur ces équipements fera l'objet d'une simple information écrite au BAILLEUR préalable à son exécution. Une fois par an, à échéance du bail et dans un délai de deux mois, le PRENEUR et la CUMA (ou les exploitants de la parcelle AA 42) adresseront au bailleur un bilan écrit des entretiens et des interventions réalisés.

L'ensemble de ces équipements reste la propriété du BAILLEUR qui récupérera une installation en bon état de fonctionnement à l'issue du bail.

Article 7 – L'article 10.12 OBLIGATION D'OCCUPER ET DE GARNIR LE DOMAINE est modifié comme suit :

OBLIGATION DE GARNIR LE DOMAINE

Le PRENEUR devra garnir les terres et les tenir constamment garnies, pendant tout le cours du bail, de matériels en quantité et de valeur suffisante pour assurer une bonne exploitation et pour répondre du paiement des fermages et de l'exécution des conditions du bail.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

Article 8 – L'article 10.12 SOUS-LOCATION est modifié comme suit :

Toute sous-location est interdite. Toutefois, le BAILLEUR ou, à défaut, le Tribunal paritaire des baux ruraux, pourra, conformément à l'article L. 411-35, alinéa 3, du Code rural et de la pêche maritime, autoriser le PRENEUR à sous-louer certains bâtiments s'il en existe au présent bail ou parcelles de terre à usage de loisirs, pour une durée n'excédant pas trois mois ; dans ce cas, le produit de la sous-location pourra être réparti entre le PRENEUR et le BAILLEUR dans une proportion fixée par eux, ou, à défaut, par le tribunal paritaire des baux ruraux.

Article 9 – Date d'effet de l'avenant :

Le présent avenant prend effet à sa date de signature, sauf par effet rétroactif au 1er février 2014 pour ce qui concerne la maison d'habitation.

Fait en 2 exemplaires originaux à

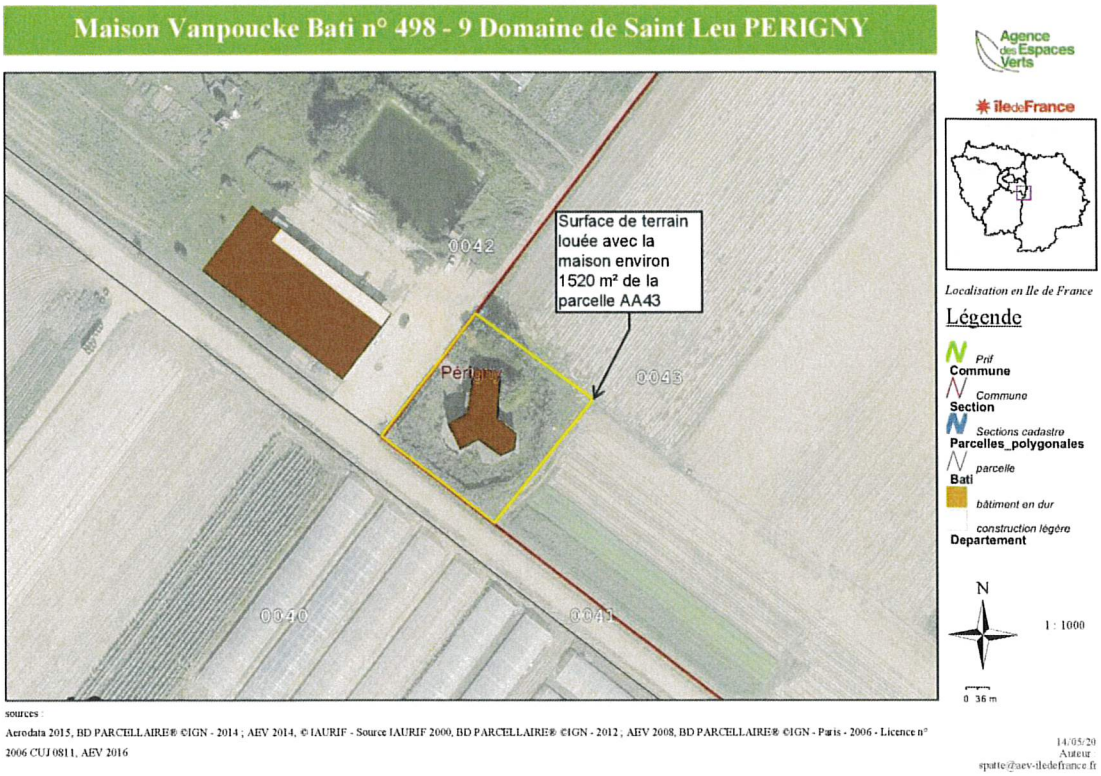
Le

L'Agence des espaces verts
de la Région d'Île-de-France

Monsieur Jean-Claude RAEHM

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

ANNEXE 1 – plan de situation du bâti n°498 sur la parcelle AA 43 à Périgny-Sur-Yerres



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

ANNEXE 2 – bail sous seing privé entre le BAILLEUR et la CUMA « Les Merisiers »

SAG

RECU LE
21 JAN. 2019
AGENCE DES ESPACES VERTS
DE LA REGION D'ILE DE FRANCE

BAIL RURAL À LONG TERME

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°18-090 du 3 juillet 2018,

Dénommée ci-après « LE BAILLEUR »,

D'une part,

Et

La CUMA « Le Merisier », société Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole ayant son siège social 7 domaine de Saint-Leu – 94520 PERIGNY-SUR-YERRES, représentée par sa présidente, Madame Wilhelmina VAN DEN BROEK, agricultrice

Dénommé ci-après « LE PRENEUR »,

PREAMBULE

Le BAILLEUR a acquis en novembre 2009, au nom et pour le compte de la Région Ile de France, une parcelle agricole de 6,4762 ha sur la commune de Périgny-Sur-Yerres (94).

Suite au départ d'un agriculteur, cette parcelle, certifiée en agriculture biologique, s'est libérée en juillet 2016 et a fait l'objet d'un appel à projet organisé par la SAFER en décembre 2016.

La candidature d'un collectif de trois maraîchers expérimentés en agriculture biologique et désireux de former un pôle de proximité a été retenue. Les trois baux ruraux correspondants ont été signés en avril 2017.

Ces trois agriculteurs, ainsi qu'un agriculteur voisin, ont constitué en mai 2018, une Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole pour gérer le bâtiment, la réserve d'eau et le forage situés sur la même parcelle, qui n'avaient pas été inclus dans les trois baux ruraux.

Il est donc proposé de signer avec la CUMA un bail rural à long terme d'une durée de 9 ans.

Les parties se sont rapprochées afin de convenir des modalités de conclusion du présent bail.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

ARTICLE 1- OBJET DU BAIL

Le BAILLEUR et le PRENEUR conviennent de s'engager sur le présent bail dans le but de satisfaire leurs objectifs respectifs et notamment :

Pour le BAILLEUR : mettre à la disposition du PRENEUR qui l'accepte, la parcelle visée à l'article 2 du présent bail.

Pour le PRENEUR : disposer d'un hangar, d'une réserve d'eau et d'un forage mutualisés pendant une durée suffisante pour la bonne exploitation du fonds.

Le BAILLEUR donne à bail rural de neuf ans, aux garanties ordinaires et de droit en la matière, modifiées ou complétées éventuellement par les stipulations du présent bail, pour la durée et aux conditions ci-après précisées, au PRENEUR qui accepte, les biens dont la désignation suit.

ARTICLE 2 - DESIGNATION CADASTRALE

Commune	Dpt	Section	N°	Surface cadastrale	Surface louée
PERIGNY-SUR-YERRES	94	AA	42	6ha 60a 12ca	0ha 63a 20ca

Les biens loués sont donnés à bail pour un usage agricole, tels qu'ils existent avec toutes leurs dépendances sans exception ni réserve, sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte du PRENEUR.

Les biens loués comprennent un hangar de 707,40 m², une réserve d'eau et un forage.

Le plan figurant en annexe 1 à la présente promesse de bail indique l'emplacement de la surface louée.

Le chemin d'accès privé interne à la parcelle, situé en sa partie est et en limite de la parcelle voisine cadastrée AA n°43, est grevé d'un droit de passage au bénéfice de l'exploitant de la parcelle AA43, sous réserve que celui-ci n'empêche pas l'accès aux exploitants de la CUMA, n'y stationne pas de manière prolongée un véhicule, n'y stocke pas, même temporairement des matériaux, fournitures, récoltes ou autres.

Le PRENEUR et l'exploitant de la parcelle AA n°43 entretiendront en bon état d'usage et de viabilité ce chemin. Les frais d'entretien du chemin incombent au PRENEUR si l'exploitant de la parcelle AA n°43 est membre de la CUMA.
Si l'exploitant de la parcelle AA n°43 n'est pas membre de la CUMA, les frais d'entretien du chemin incomberont pour moitié à cet exploitant et au PRENEUR.

Si le BAILLEUR constate que ce chemin est en mauvais état, il rappellera au PRENEUR et, le cas échéant, à l'exploitant de la parcelle AA n°43, par lettre recommandée avec accusé de réception, leur devoir d'entretien de ce chemin. Si les travaux de remise en état du chemin ne sont pas engagés dans les deux mois après réception de la lettre recommandée, le BAILLEUR peut décider de missionner une entreprise pour réaliser ces travaux, les frais étant à la charge des exploitants selon la répartition citée au paragraphe précédent.

ARTICLE 3 – CONSTRUCTIONS - AMENAGEMENTS

Le PRENEUR ne pourra effectuer des constructions ou des aménagements sur le bien loué qu'après avoir adressé un dossier technique complet au BAILLEUR et obtenu l'accord préalable et écrit de ce dernier.

Si l'autorisation est donnée, le PRENEUR sera ensuite autorisé à déposer toute demande autorisation d'urbanisme qu'il s'engage à soumettre à l'autorisation préalable et écrite du BAILLEUR.

Le PRENEUR pourra alors exécuter les travaux, à charge pour lui de supporter les impôts et taxes y afférents.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

ARTICLE 4 - ETAT DES LIEUX

Le PRENEUR prendra les biens loués dans l'état où ils se trouveront à la date de leur entrée en jouissance.

Afin de permettre, le moment venu, de déterminer les améliorations apportées au fonds ou les dégradations subies par lui, et conformément aux dispositions de l'article L. 411-4 du Code rural, un état des lieux sera établi contradictoirement et à frais communs dans le mois qui précède l'entrée en jouissance ou dans le mois suivant celle-ci.

Il constatera avec précision l'état des biens loués.

Passé le délai fixé ci-dessus, l'une des parties pourra établir unilatéralement un état des lieux qu'elle notifiera à l'autre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette dernière disposera, à compter de ce jour, de deux mois pour faire ses observations sur le projet ou pour l'accepter. À l'expiration de ce délai de deux mois, son silence vaudra accord. L'état des lieux sera alors définitif et réputé établi contradictoirement.

ARTICLE 5 - DUREE

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de NEUF (9) années entières et consécutives à compter de la date de sa signature, pour finir à pareille époque de l'année 2027.

ARTICLE 6 – RENOUVELLEMENT

Au cas où une partie entendrait s'opposer au renouvellement du présent bail, elle devra prévenir l'autre partie contractante de cette intention dans un délai de 18 mois avant la fin du bail.

L'une ou l'autre partie devra mentionner expressément le motif de non renouvellement en application des dispositions du Code Rural.

Le congé notifié par le BAILLEUR le sera par acte extra judiciaire.
Le PRENEUR pourra notifier son congé par lettre recommandé avec accusé de réception.

À défaut de congé, le présent bail sera renouvelé par tacite reconduction aux mêmes clauses et conditions.

ARTICLE 7 - FERMAGE

En application de l'article L. 411-11 du Code rural et des arrêtés préfectoraux du département du Val de Marne pour la période fixant les valeurs locatives (maxima et minima), le fermage annuel est fixé à la somme de 355,38 €/ha soit 224,60 €.

L'indice retenu ayant servi au calcul du fermage de base est de : 103,05 (arrêté ministériel NOR: AGRT1820292A du 20 juillet 2018 constatant pour 2018 l'indice national des fermages).

Le Preneur s'oblige à payer le fermage au bailleur dès le 15 octobre de chaque année.

Le paiement des fermages s'effectuera par chèque ou virement bancaire ou postal adressé au Trésor Public des Établissements Publics Locaux de Paris, Receveur de l'Agence des Espaces Verts, 26, rue Benard 75675 PARIS Cedex 14.

ARTICLE 8 – IMPOTS, TAXES ET COTISATIONS

Le PRENEUR devra acquitter ses impôts personnels de manière que le BAILLEUR ne puisse être inquiété ni recherché à ce sujet.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

Le PRENEUR paiera, en outre, en plus du fermage, et éventuellement remboursera au BAILLEUR lorsqu'il les aura acquittés en ses lieu et place, tous droits, taxes et cotisations afférentes aux biens loués et que la loi, ou les usages locaux, mettent à la charge de l'exploitant, conformément à l'article L. 415-3 du Code rural ; il est expressément convenu que le preneur prendra à sa charge la moitié de l'imposition pour frais de chambre d'agriculture et la moitié du montant global de la taxe foncière, le tout majoré des frais de confection des rôles.

Les charges et dépenses collectives du Domaine de Saint-Leu (notamment relatives aux impôts, taxes, abonnements, redevances, travaux de petit et gros entretien, maintenance, etc.) ainsi que la cotisation au domaine de Saint-Leu pour l'exploitation de terres au sein de ce domaine sont à la charge du PRENEUR. Le BAILLEUR récupèrera chaque année auprès du PRENEUR les montants versés à ce titre à l'association syndicale libre des propriétaires du Domaine de Saint-Leu.

Le remboursement par le PRENEUR se fera sans délai sur justification du montant des sommes à payer fournie par le BAILLEUR.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DE JOUISSANCE

Ce bail est soumis aux dispositions du statut du fermage et aux usages locaux demeurés valables, notamment aux charges et conditions suivantes que le PRENEUR s'oblige, à exécuter et accomplir :

9.1 - JOUISSANCE

Le PRENEUR jouira des biens loués à l'exemple d'un agriculteur soigneux et actif, sans commettre, ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations.

9.2 - EMPIETEMENT - USURPATIONS

Le PRENEUR s'opposera à tous empiétements et à toutes usurpations et devra avertir LE BAILLEUR de tout ce qui pourrait se produire dans le délai prescrit par l'article 1768 du Code civil, sous peine de tous dépens, dommages-intérêts.

9.3 - ASSURANCES

Le PRENEUR devra, pendant le cours du bail, assurer pour une somme suffisante :
- les constructions contre les risques d'incendie, d'explosion, dégât des eaux, vol, vandalisme, bris de glace, catastrophe naturelle, tempête et autres évènements climatiques, catastrophes technologiques et actes de terrorisme ou d'attentats,
- tous les biens lui appartenant et garnissant les biens loués ;
- le recours des propriétaires et le risque des voisins ;
- ses salariés contre les risques d'accident du travail ;
- ses récoltes contre toutes les calamités agricoles dont les compagnies d'assurances acceptent ordinairement de couvrir le risque.

Il en paiera les primes à leurs échéances et justifiera de tout au BAILLEUR par la production des polices et quittances.

Le PRENEUR ne pourra réclamer aucune indemnité ni diminution du fermage pour cause de grêle, sécheresse, gelée, coulure, inondation, fontis, incendie, foudre, ravages de guerre ou de révolution, et tous autres cas fortuits, prévus ou imprévus, ordinaires ou extraordinaires qui détruiraient tout ou partie des produits, vifs ou morts en cas d'élevage, et dont le PRENEUR demeurera expressément chargé, sauf pour lui à s'assurer.

9.4 - REPARATIONS

- **Réparations locatives** : Le PRENEUR devra, pendant tout le cours du bail, entretenir tous les édifices en bon état de réparations locatives, si elles ne sont occasionnées ni par la vétusté, ni par le vice de la construction ou de la matière, ni par la force majeure.

- **Grosses réparations** : Les grosses réparations et les travaux de reconstruction seront à la charge exclusive du BAILLEUR.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

En outre, sous peine d'engager sa responsabilité, le PRENEUR devra avertir le BAILLEUR lorsque l'état des bâtiments loués rendra indispensable l'exécution des travaux incombant à celui-ci.
Le BAILLEUR aura toujours le droit, pendant le cours du bail, de faire constater contradictoirement, aux dépends de qui il appartiendra, tous faits dommageables qui pourraient lui causer préjudice, pour réserver son recours selon la loi.

- **Travaux de mise aux normes** : De convention expresse le BAILLEUR ne sera pas tenu d'effectuer les travaux rendus nécessaires par la mise en conformité des installations et des bâtiments d'exploitation avec les règles de protection de l'environnement imposées par l'autorité administrative.

Toutefois, le BAILLEUR autorise, d'ores et déjà, le PRENEUR à effectuer ces travaux. Le PRENEUR à effectuer ces travaux. Le PRENEUR informera alors le BAILLEUR de toutes mesures qu'il aura pu prendre pour parvenir à cette mise aux normes techniques.

Dans ce cas, lors de l'expiration du bail, le BAILLEUR s'engage à indemniser le PRENEUR. L'indemnité sera calculée par référence aux dispositions prévues par l'article L.411-71 du Code rural.

9.5 - RECONSTRUCTION D'UN BATIMENT DETRUIT PAR CAS FORTUITS

En cas de destruction des bâtiments loués, le BAILLEUR sera tenu, si le PRENEUR le demande, de reconstruire le bâtiment détruit ou un bâtiment équivalent, à due concurrence des sommes versées par les compagnies d'assurances.

Si les frais de reconstruction excédent le montant de l'indemnité d'assurance, le BAILLEUR pourra prendre en charge l'intégralité de la dépense, en demandant au PRENEUR une augmentation de fermage fixée dans les conditions de l'article L.411-11 du Code Rural, en respectant les quantités arrêtées par le barème préfectoral. En cas de désaccord sur la modification demandée, elle sera fixée par le Tribunal paritaire, saisie par la partie la plus diligente.

Le PRENEUR pourra également décider de participer au financement des travaux de reconstruction : dans ce cas, à l'expiration du bail, il aura droit à une indemnité déterminée dans les conditions fixées aux articles L.411-69, L.411-70 et L.411-71 du Code Rural.

En cas de destruction, Le BAILLEUR ne sera pas tenu de reconstruire les bâtiments.

9.6 – PLANTATIONS – TALUS – FOSSES - CLOTURES

Le PRENEUR devra obtenir l'accord préalable et écrit du BAILLEUR s'il souhaite supprimer ou créer des haies, fossés ou clôtures.

9.7 - CHASSE

Le droit de chasse appartient au BAILLEUR, pour lui-même, les personnes qu'il autoriserait à l'exercer ou auxquelles il le louerait ou le céderait sans limitation.

9.8 - IRRIGATION

Le bien loué est irrigué au moyen d'une réserve d'eau, d'une boucle d'irrigation et d'un forage situés sur une portion de la parcelle AA n°42. Cette boucle d'irrigation parcourt la parcelle voisine AA n°43.

Les frais d'entretien du forage, de la réserve d'eau, de la boucle d'irrigation, du local et du matériel de pompage, ainsi que le paiement de la redevance de l'eau prélevée par le forage seront à la charge du PRENEUR si l'exploitant de la parcelle AA n°43 est membre de la CUMA.
Si l'exploitant de la parcelle AA n°43 n'est pas membre de la CUMA, ces frais incomberont proportionnellement à leurs usages respectifs à cet exploitant et au PRENEUR.

Le BAILLEUR précise qu'il n'est appliqué aucun loyer aux divers équipements (notamment mécaniques, électriques, électroniques, de plomberie, etc.) permettant le pompage. En contrepartie, le PRENEUR ainsi que l'exploitant de la parcelle AA n°43, le cas échéant, supportent la totalité des frais relatifs à l'entretien courant, la maintenance et le remplacement de tout ou partie des équipements ou pièces constitutives considérés. Chaque intervention sur ces équipements fera l'objet d'une simple information écrite au BAILLEUR préalable à son exécution. Une fois par an, à échéance du bail et dans un délai de

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

deux mois, le PRENEUR et l'exploitant de la parcelle AA n°43 adresseront au bailleur un bilan écrit des entretiens et des interventions réalisés.

L'ensemble de ces équipements reste la propriété du BAILLEUR qui récupérera une installation en bon état de fonctionnement à l'issue du bail.

9.9 - EPANDAGE, FERTILISATION, AMENDEMENT

Le PRENEUR s'engage à ne pas épandre de boues résiduaires urbaines et industrielles sur la parcelle louée.

9.10 - OBLIGATION DE GARNIR LE DOMAINE

Le PRENEUR devra garnir les terres et les tenir constamment garnies, pendant tout le cours du bail, de matériels en quantité et de valeur suffisante pour assurer une bonne exploitation et pour répondre du paiement des fermages et de l'exécution des conditions du bail.

9.11 - FIN DU BAIL - OBLIGATIONS DU PRENEUR

Quelle que soit la cause de la fin du bail, à sa sortie, LE PRENEUR devra restituer les lieux en bon état, conformément à l'état des lieux qui aura été dressé comme il est dit ci-dessus, et sauf les modifications et transformations régulièrement autorisées et effectuées au cours du bail, conformément aux articles L. 411-28, L. 411-29 et L. 411-73 du Code rural. Le nouvel état des lieux qui sera alors dressé, à frais communs, devra tenir compte de ces modifications et transformations.

ARTICLE 10 - CESSION DU BAIL

Le bail est incessible.

ARTICLE 11 - SOUS-LOCATION. MISE À DISPOSITION - ECHANGE DE JOUISSANCE

11.1 - SOUS-LOCATION

Toute sous-location est interdite. Toutefois, le BAILLEUR ou, à défaut, le tribunal paritaire, pourra, conformément à l'article L. 411-35, alinéa 3, du Code rural, autoriser le PRENEUR à sous-louer certains bâtiments s'il en existe au présent bail ou parcelles de terre à usage de loisirs, pour une durée n'excédant pas trois mois ; dans ce cas, le produit de la sous-location pourra être réparti entre le PRENEUR et le BAILLEUR dans une proportion fixée par eux, ou, à défaut, par le tribunal paritaire.

11.2 - ECHANGE DE JOUISSANCE

Le PRENEUR aura la faculté, dans les limites et conditions fixées par l'article L. 411-39 du Code rural, de procéder à des échanges de jouissance ou locations de parcelles détachées ou enclavées. Le bénéficiaire de ces échanges devra en revanche respecter les conditions de jouissance décrites dans l'article 9 du présent bail. Le PRENEUR devra, au préalable, notifier l'opération au BAILLEUR qui pourra s'y opposer en saisissant le tribunal paritaire.

ARTICLE 12 - AMELIORATIONS PAR LE PRENEUR

Le PRENEUR pourra, dans les conditions prévues par l'article L. 411-73 du Code rural, effectuer des améliorations sur le fonds loué. Il aura droit, dans ce cas, à sa sortie des lieux, à une indemnité calculée conformément à l'article L. 411-71 du Code rural et déterminée lors de l'état de sortie des lieux.

Pour déterminer l'existence et la consistance des améliorations, il sera fait une expertise de sortie qui sera comparée à l'état des lieux dressé au début du bail.

De convention expresse pendant le cours du bail, les améliorations effectuées par le PRENEUR sur le fonds loué, dans le respect des procédures légales, resteront sa propriété.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

Il est fait observer que sont assimilés aux améliorations les travaux effectués par le PRENEUR ayant pour objet de permettre d'exploiter le bien loué en conformité avec la réglementation. Lorsque ces travaux sont imposés par l'autorité administrative, le PRENEUR doit en informer le BAILLEUR qui ne peut s'y opposer.

ARTICLE 13 - RENOUVELLEMENT

À l'expiration du bail, le BAILLEUR, s'il remplit les conditions requises et à charge d'adresser préalablement un congé 18 mois avant la fin du bail, dans la forme requise, pourra exercer le droit de reprise accordé par le Code rural, notamment par :

- l'article L. 411-57, pour lui permettre de reprendre pour lui-même une surface déterminée par arrêté préfectoral en vue de la construction d'une maison d'habitation,
- l'article L. 411-58, s'il souhaite exploiter le bien lui-même,
- l'article L. 411-62 alinéa 2, en vue d'agrandir une autre exploitation donnée à bail par lui.
- l'article L. 411-67, pour l'exploitation de carrières.

La reprise pourra être soit totale, soit partielle ; dans ce dernier cas, conformément à l'article L. 411-62 alinéa 1 du Code rural, elle ne pourra pas compromettre l'équilibre économique de l'exploitation et le PRENEUR aura la faculté de notifier au BAILLEUR, jusqu'à l'expiration du bail en cours, sa décision de ne pas renouveler le bail.

Le droit de reprise du BAILLEUR s'exercera dans les conditions prévues à l'article L. 411-46 du Code rural, à moins que le bail ne soit résilié soit à l'amiable, soit pour un des motifs prévus ci-après à l'article 15 des présentes.

Si le BAILLEUR n'utilise pas son droit de reprise, à l'expiration de cette période initiale de neuf ans, conformément à l'article L. 416-1 du Code Rural, ce bail se renouvellera par période de 9 ans dans les termes de l'article L. 411-46 du Code Rural à moins qu'il ne soit résilié soit à l'amiable, soit pour un des motifs prévus à l'article 14 ci-après.
Sauf convention contraire, les clauses et conditions du bail renouvelé seront celles du présent bail ; à défaut d'accord entre les parties, le tribunal paritaire fixera le prix et statuera sur les clauses et conditions du nouveau bail.
Toutefois, lors du renouvellement du bail, le PRENEUR ne pourra refuser l'introduction d'une clause de reprise sexennale prévue par l'article L. 411-6 du Code rural. Au cas où cette faculté serait invoquée, un congé devrait être adressé au PRENEUR avant l'expiration de la sixième année du bail renouvelé.

Une fois stipulée lors d'un renouvellement, cette clause de reprise sexennale continuera à s'appliquer lors des renouvellements ultérieurs.

ARTICLE 14 - RESILIATION DU BAIL

14.1 - A LA DEMANDE DU PRENEUR

Le PRENEUR pourra également demander la résiliation :

- s'il se voit opposer un refus d'autorisation d'exploiter par l'autorité administrative l'empêchant de mettre la structure de son exploitation en conformité avec les dispositions du schéma directeur départemental des structures.
- au cas où après un remembrement, sa jouissance des biens loués étant diminuée, le PRENEUR n'entend pas obtenir le report des effets du bail sur les parcelles reçues en échange, conformément à l'article 123-15 du Code rural.
- au cas où après exercice d'un droit de préemption urbain, le PRENEUR entend quitter les lieux, conformément à l'article L. 213-10 alinéa 3, du Code de l'urbanisme.
- si, suite à une résiliation partielle par le BAILLEUR, pour changement de la destination agricole, le PRENEUR est privé de parcelles essentielles à l'équilibre économique de son exploitation, conformément à l'article L 411-32 du Code rural.
- en cas de cessation d'activité du PRENEUR pour tous motifs que ce soit.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

14.2 - A LA DEMANDE DU BAILLEUR

Sous réserve des dispositions des articles L. 411-32 et L. 411-34 du Code rural, le BAILLEUR ne peut demander la résiliation du bail que s'il justifie de l'un des motifs suivants :

1° Deux défauts de paiement de fermage ou de la part de produits revenants au BAILLEUR ayant persisté à l'expiration d'un délai de trois mois après mise en demeure postérieure à l'échéance. Cette mise en demeure devra, à peine de nullité, rappeler les termes de la présente disposition ;
2° Des agissements du PRENEUR de nature à compromettre la bonne exploitation du fonds, notamment le fait qu'il ne dispose pas de la main d'œuvre nécessaire aux besoins de l'exploitation ;

Les motifs mentionnés ci-dessus ne peuvent être invoqués en cas de force majeure ou de raisons sérieuses et légitimes.

Le BAILLEUR peut également demander la résiliation du bail s'il justifie d'un des motifs suivants :

3° Toute contravention aux dispositions de l'article L. 411-35 du Code rural;

4° Toute contravention aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 411-38 du Code rural ;

5° Toute contravention aux obligations dont le preneur est tenu en application des articles L. 411-37, L. 411-39, L. 411-39-1 si elle est de nature à porter préjudice au bailleur.

ARTICLE 15 – INDEMNITE DE SORTIE

- **Dégradation** : si la comparaison entre les situations initiale et finale révèle une dégradation du fonds, le BAILLEUR a droit à une indemnité égale au montant du préjudice subi.

- **Amélioration** : si, à l'inverse, le bien loué a bénéficié d'améliorations, le PRENEUR dont le travail et les investissements sont à l'origine d'une plus-value, est titulaire d'une créance envers le BAILLEUR.
Déduction faite des subventions perçues par les PRENEUR et des dépenses somptuaires, le montant de la somme due par le BAILLEUR varie selon la nature des travaux réalisés en cours de bail et la cause de départ du PRENEUR.
À l'expiration du bail, ou en cas de résiliation de celui-ci, pour quelque cause que ce soit et avant son expiration, les ouvrages et tout autre aménagement deviendront propriété du BAILLEUR.
Il pourra être versé au PRENEUR une indemnité égale au coût des travaux d'édification des ouvrages et aux coûts des autres aménagements, déduction faite des aides financières obtenues.

- **Plantations** : s'agissant de plantations, le montant de l'indemnité est égal, dans la limite de la plus-value apportée au fonds loué, à l'ensemble des dépenses, y compris la valeur de la main d'œuvre, estimées en fin de bail, qu'aura eu à supporter le PRENEUR, déduction faite d'un amortissement calculé à compter de la date d'entrée en production conformément au barème applicable.
Indemnité provisionnelle : s'il apparaît que le PRENEUR est en droit de prétendre au versement d'une indemnité, la partie la plus diligente peut, à défaut de fixation un an avant l'expiration du bail, saisir le président du tribunal paritaire de baux ruraux statuant en la forme des référés en vue de la détermination d'une indemnité provisionnelle d'un montant aussi proche que possible de celui de la créance définitive. La somme ainsi fixée doit être acquittée ou consignée dans le mois qui suit la notification de la décision du juge. Tant que le BAILLEUR n'a pas satisfait à ses obligations, le PRENEUR est fondé à se maintenir en place (code rural, article L. 411-76).

Fait en 2 exemplaires originaux à Périgny
Le 16/12/19

Le Preneur,

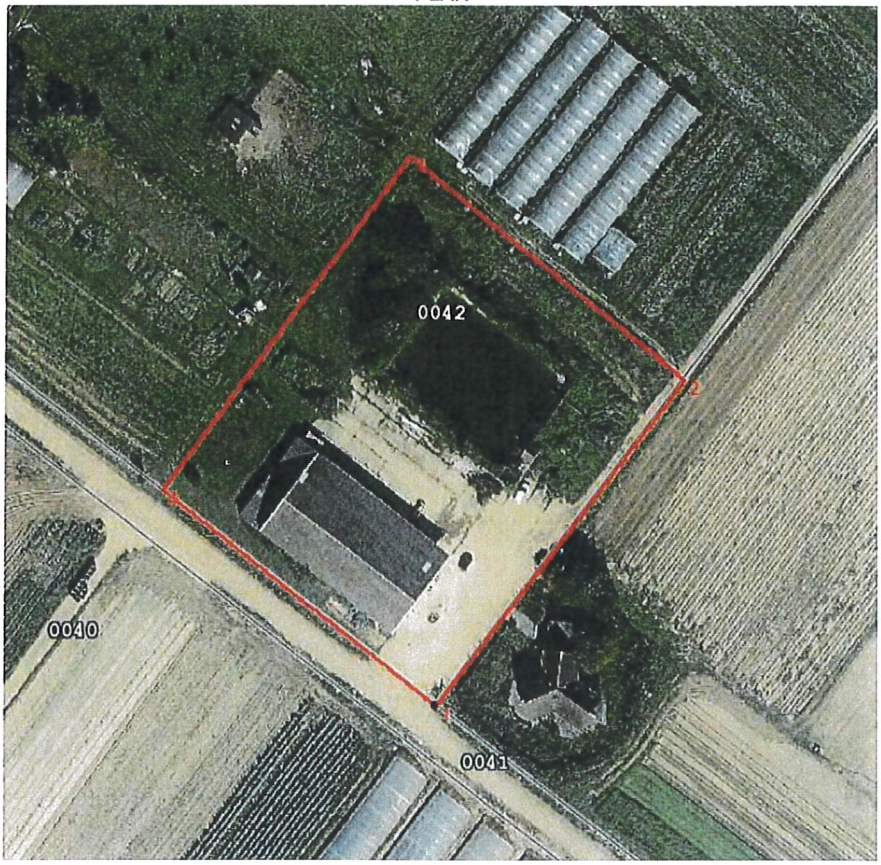
Pour l'Agence des espaces verts
de la Région d'Ile-de-France,
Pour la Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile de France
et par délégation
Le Responsable du Service Aménagement et Gestion

Mathieu FRIMAT

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_071-DE

ANNEXE 1

PLAN



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_072-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-072

Approbation d'un avenant n°2 au bail rural avec un agriculteur sur la Plaine de Pierrelaye

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

Vu les délibérations n°10-022 du 2 février 2010 et n°10-120 du 9 novembre 2010 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE l'avenant n°2 au bail rural avec l'EARL LECONTE, ci-annexé.

Article 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer l'avenant n°2.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	13
Nombre de mandats	04
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_072-DE

BAIL RURAL SOUS SEING PRIVÉ

AVENANT N°2

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 rue du Général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Anne CABRIT, élue à cette fonction suivant délibération du conseil d'administration n°19-001 en date du 14 février 2019, et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-072 du 21 juillet 2020

Dénommée ci-après « l'Agence »,

D'une part,

Et

L'EARL LECONTE, représentée par M Jean-Pierre LECONTE, né le 11 décembre 1948 à Aubervilliers (93), domiciliée 103 rue Général Leclerc, 95480 PIERRELAYE,

Dénommée ci-après « le Preneur »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Les parties ont signé le 1er juin 2010 un bail rural sous seing privé, d'une durée de neuf années.

L'Agence a cédé une parcelle qui n'était plus exploitée par le Preneur, aussi il convient de retirer cette parcelle du bail rural.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_072-DE

Article 1 : l'article 1er du bail rural est annulé et remplacé par celui-ci :

ARTICLE 1er : OBJET

Par la présente, l'Agence donne à bail à ferme au Preneur qui l'accepte, les parcelles de terre d'une superficie totale de **13**ha **81**a **30**ca, sises communes de **BESSANCOURT, HERBLAY, PIERRELAYE et SAINT-OUEN l'AUMONE** (95), tel que ledit bien existe sans exception, ni réserve, le tout figurant au cadastre sous la désignation suivante :

Commune	Dpt	Section	N° parcelle	Lieu Dit	Surface cadastrale (ha)	Surface louée (ha)
Bessancourt	95	BN	707	Le bois de Poele	0,0808	0,0808
Bessancourt	95	BN	740	La Ferme des Boers	0,1459	0,1459
Bessancourt	95	BN	741	La Ferme des Boers	0,2016	0,2016
Bessancourt	95	BN	747	La Ferme des Boers	0,9180	0,9180
Bessancourt	95	BN	752	La Ferme des Boers	0,1039	0,1039
Bessancourt	95	BN	755	La Ferme des Boers	0,0912	0,0912
Bessancourt	95	BN	756	La Ferme des Boers	0,0805	0,0805
Herblay	95	AH	4	Les Courlins	0,0429	0,0429
Pierrelaye	95	AE	36	Le Trou Poulet	0,0360	0,0360
Pierrelaye	95	AE	37	Le Trou Poulet	0,0343	0,0343
Pierrelaye	95	AE	80	Les Chabuts	0,0739	0,0739
Pierrelaye	95	AE	85	Les Chabuts	0,0438	0,0438
Pierrelaye	95	AE	86	Les Chabuts	0,2885	0,2885
Pierrelaye	95	AE	92	Les Chabuts	0,3177	0,3177
Pierrelaye	95	AE	97	Les Chabuts	0,0120	0,0120
Pierrelaye	95	AE	104	Les Chabuts	0,0423	0,0423
Pierrelaye	95	AE	199	Le trou poulet 2e partie	0,0646	0,0646
Pierrelaye	95	AH	18	Les Chabuts	0,0580	0,0580
Pierrelaye	95	AH	350	Le Trou Poulet sur Chemin de Pontoise	0,0800	0,0800
Pierrelaye	95	AH	406	Les Italies	0,1151	0,1151
Pierrelaye	95	AH	415	Les Italies	0,0267	0,0115
Pierrelaye	95	AH	419	Les Italies	0,0775	0,0775
Pierrelaye	95	AH	523	Les Italies	0,0121	0,0121
Pierrelaye	95	AI	72	Trou Poulet sur Chemin de Pontoise	0,1443	0,1443
Pierrelaye	95	AI	77	Trou Poulet sur Chemin de Pontoise	0,1780	0,1780
Pierrelaye	95	AI	78	Trou Poulet sur Chemin de Pontoise	0,0910	0,0910
Pierrelaye	95	AI	130	Les Italies	0,0226	0,0226
Pierrelaye	95	AI	131	Les Italies	0,0754	0,0754
Pierrelaye	95	AI	135	Les Italies	0,0386	0,0386
Pierrelaye	95	AI	185	Le Trou Poulet	0,0494	0,0494
Pierrelaye	95	AI	195	Le Trou Poulet	0,1871	0,1871

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_072-DE

Pierrelaye	95	AI	206	Le Trou Poulet	0,1442	0,1442
Pierrelaye	95	AI	222	Le Trou Poulet	0,0599	0,0599
Pierrelaye	95	AI	226	La Sablonnière	0,5138	0,5138
Pierrelaye	95	AI	282	Le Trou Poulet	0,0750	0,0750
Pierrelaye	95	AI	287	Le Trou Poulet	0,1552	0,1552
Pierrelaye	95	AI	296	Le Trou Poulet	0,0395	0,0395
Pierrelaye	95	AI	297	Le Trou Poulet	0,0383	0,0383
Pierrelaye	95	AI	300	Le Trou Poulet	0,0423	0,0423
Pierrelaye	95	AK	4	Les Courlains	0,0888	0,0888
Pierrelaye	95	AK	5	Route de Conflans	0,0489	0,0489
Pierrelaye	95	AK	180	Sur le chemin des Glaises	0,3918	0,3918
Pierrelaye	95	AL	7	La Petite Patelle	0,0911	0,0911
Pierrelaye	95	AL	33	La Petite Patelle	0,2216	0,2216
Pierrelaye	95	AL	163	Les Courlins	0,1410	0,1410
Pierrelaye	95	AM	191	Les Plantes de la Patelle	0,1150	0,1150
Pierrelaye	95	AP	4	Les Longues Raies	0,2512	0,2512
Pierrelaye	95	AP	124	Le Boquet	0,1853	0,1853
Pierrelaye	95	AP	125	Le Boquet	0,0416	0,0416
Pierrelaye	95	AP	129	Le Boquet	0,0606	0,0606
Pierrelaye	95	AR	142	Derrière les Plantes	0,2420	0,2420
Pierrelaye	95	AR	161	Le Bois à Poêle	0,0318	0,0318
Pierrelaye	95	AR	170	Le Bois à Poêle	0,1760	0,1760
Pierrelaye	95	AR	173	Le Bois à Poêle	0,0946	0,0946
Pierrelaye	95	AR	179	Le Bois à Poêle	0,0949	0,0949
Pierrelaye	95	AR	206	Le Bois à Poêle	0,1055	0,1055
Pierrelaye	95	AR	212	Le Bois à Poêle	0,1218	0,1218
Pierrelaye	95	AR	229	Les Plantes	0,0890	0,0890
Pierrelaye	95	AR	235	Les Plantes	0,0259	0,0259
Pierrelaye	95	AR	251	Les Plantes	0,1264	0,1264
Pierrelaye	95	AR	252	Les Plantes	0,2690	0,2690
Pierrelaye	95	AR	256	Les Plantes	0,0764	0,0764
Pierrelaye	95	AR	259	Les Plantes	0,1834	0,1834
Pierrelaye	95	AR	313	La Chaise au Renard	0,1413	0,1413
Pierrelaye	95	AR	314	La Chaise au Renard	0,2543	0,2543
Pierrelaye	95	AR	317	La Chaise au Renard	0,1734	0,1734
Pierrelaye	95	AR	334	La Chaise au Renard	0,2650	0,2650
Pierrelaye	95	AR	338	La Chaise au Renard	0,4500	0,4500
Pierrelaye	95	AR	342	La Chaise au Renard	0,2555	0,2555
Pierrelaye	95	AR	346	La Chaise au Renard	0,1418	0,1418
Pierrelaye	95	AR	351	La Chaise au Renard	0,1447	0,1447
Pierrelaye	95	AR	422	La Butte Rouge	0,5865	0,5865
Pierrelaye	95	AR	479	Le Petit Chêne	0,3332	0,3332
Pierrelaye	95	AR	480	Le Petit Chêne	0,6385	0,6385

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_072-DE

Pierrelaye	95	AT	1184	Près le Chemin du Parc	0,0390	0,0390
Pierrelaye	95	AT	1201	Le Poirier Saint Jean	0,0648	0,0648
Pierrelaye	95	AT	1202	Le Poirier Saint Jean	0,0731	0,0731
Pierrelaye	95	AW	4	Les Sillières	0,2242	0,2242
Pierrelaye	95	AT	1573	Le Poirier Saint Jean	0,0658	0,0658
Pierrelaye	95	AT	1583	Le Poirier Saint Jean	0,1573	0,1573
Pierrelaye	95	BA	60	Les Vacheries	0,4240	0,4240
Pierrelaye	95	BA	72	Les Vacheries	0,3014	0,3014
Pierrelaye	95	BA	74	Les Vacheries	0,0439	0,0439
Pierrelaye	95	BA	82	Les Vacheries	0,0698	0,0698
Pierrelaye	95	BA	90	Les Vacheries	0,1392	0,1392
Saint-Ouen-l'Aumône	95	ZA	155	La Fontaine de Pierrelaye	0,6940	0,6940
Saint-Ouen-l'Aumône	95	ZB	44	le Vert Galant	0,0720	0,0720

Article 2 : l'article 7 de la convention est annulé et remplacé par celui-ci :

ARTICLE 7 : FERMAGE

En application de l'article L.411-11 du Code Rural et de la pêche maritime et de l'arrêté préfectoral du département du Val d'Oise pour la période fixant les valeurs locatives (maxima et minima), le fermage est fixé à la somme de 72,427 €/ha soit **1 000,44** € pour une surface totale de **13**ha **81**a **30**ca.

L'indice de référence ayant servi au calcul du fermage de base est de : 104,7 (arrêté préfectoral n°2009-8862 du 24 septembre 2009)

Ce fermage sera actualisé chaque année, à la date anniversaire de la prise d'effet du bail compte tenu de la variation de l'indice des fermages défini à l'échelon du département.

Le Preneur s'oblige à payer le fermage au bailleur ou à son représentant au plus tard le 1er décembre de chaque année, en un seul terme.

Le paiement des fermages s'effectuera par chèque ou virement bancaire ou postal adressé au Trésor Public des Établissements Publics Locaux de Paris, Receveur de l'Agence des Espaces Verts, 26, rue Benard 75675 PARIS Cedex 14.

Article 3 : Les autres dispositions du bail restent inchangées.

Pour l'EARL LECONTE

Pour l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France,

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_073-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France
le : 23 JUIL. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-073

Approbation de la convention de servitude temporaire au profit de l'Établissement public d'aménagement Orly Rungis – Seine Amont (EPA ORSA) pour la mise en place d'un exutoire (PRIF Montjean)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de conclure une convention de servitude temporaire pour la mise en place d'un exutoire dans l'attente de l'achèvement des travaux d'aménagement de la plaine de Montjean,

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion d'une convention de servitude temporaire avec l'EPA ORSA pour la mise en place d'un exutoire.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention.

Nombre de présents..... :	13
Nombre de mandats..... :	04
Nombre de votants..... :	17
Votes POUR ..... :	17
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_073-DE

CONSTITUTION SERVITUDES TEMPORAIRE
EPA ORSA/AEV
Agroquartier « Montjean Est »

Parcelles section M numéro 135, 136, 138, 140, 104 et 13
à RUNGIS

14PYRAMIDES
NOTAIRES

14 PYRAMIDES NOTAIRES
SAS titulaire d'un Office Notarial

29, avenue Mac-Mahon - 75017 PARIS
Tél. : 01 44 77 37 37 - Fax : 01 47 03 99 60
office14pyramides@paris.notaires.fr
www.notaires-14pyramides.com

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_073-DE

108524201
XL/JFO/EME
Compte n° : 1077160

L'AN DEUX MILLE VINGT,
LE
A PARIS (17ème), 29, avenue Mac-Mahon, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,
Maître Xavier LIEVRE, Notaire associé soussigné, membre de la Société par Actions Simplifiée « 14 PYRAMIDES NOTAIRES », SAS titulaire d'un Office Notarial dont le siège social est à PARIS (17ème), 29 avenue Mac-Mahon,

A RECU LE PRESENT ACTE CONTENANT CONSTITUTION DE SERVITUDE.

1. IDENTIFICATION DES PARTIES

1.1. PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT

La Société dénommée **ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT ORLY RUNGIS SEINE AMONT**, (ci-après « EPA ORSA »), Etablissement public d'aménagement de l'Etat au capital de €, dont le siège est à CHOISY-LE-ROI (94600), 2 avenue Jean Jaurès, identifiée au SIREN sous le numéro 499084283 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL.

1.2. PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT

La REGION D'ILE-DE-FRANCE est représentée à l'acte par l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France (ci-après « AEV »), établissement public à caractère administratif, créée par la loi n° 76-394 du 6 mai 1976, modifiée par la loi n° 86-16 du 6 janvier 1986, dont le siège est à PANTIN, 90-92 Avenue du Général Leclerc,

L'AEV, poursuivant les opérations d'acquisition, de gestion et d'aliénation ou d'échange d'immeubles, au nom et pour le compte de la Région d'Ile-de-France, en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 alinéa 3 du code général des collectivités territoriales,

2. PRESENCE - REPRESENTATIONS

- La Société dénommée ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT ORLY RUNGIS SEINE AMONT, dont le sigle est « **EPA-ORSA** », Etablissement public de l'Etat, dont le siège est à CHOISY-LE-ROI (94600), 2 avenue Jean Jaurès, identifiée au SIREN sous le numéro 499084283 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_073-DE

Représentée par Monsieur Thierry FEBVAY, agissant en sa qualité de Directeur Général dudit Etablissement, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'un arrêté du Ministre des Transports, de l'Equipement, du Tourisme et de la Mer en date du 31 mars 2016 et du décret n°2017-1507 en date du 27 octobre 2017, dont une copie demeure ci-jointe et annexée après mention.

Et régulièrement habilité à signer les Présentes en vertu de l'article 8 du décret 2007-785 en date du 10 mai 2007 portant création de l'Etablissement Public d'Aménagement Orly-Rungis-Seine amont et de la délégation de pouvoir du Conseil d'Administration du profit du Directeur Général, en date du 11 juillet 2007 dont une copie demeure ci-jointe annexée.
Et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, tant en vertu de la loi, des statuts que de ladite délibération.

- L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE FRANCE est représentée à l'acte par [_____]
Madame Anne CABRIT, agissant en sa qualité de Présidente dudit établissement, fonction à laquelle elle a été élue aux termes de la délibération n°19-001 en date du 14 février 2019 (dont une copie va demeurer ci-jointe et annexée après mention), et ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-073 du Conseil d'Administration dudit établissement en date du 21 juillet 2020.

Madame Anne CABRIT est elle-même représentée par Monsieur Guillaume SANDRET, gestionnaire de patrimoine à l'AEV, en vertu de l'arrêté n° A19-013 du 18 février 2019 portant délégation de signature dont une copie va demeurer ci-jointe et annexée après mention.

3. TERMINOLOGIE

- Le terme **"PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT"** désigne le ou les propriétaires du fonds dominant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Le terme **"PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT"** désigne le ou les propriétaires du fonds servant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

4. DECLARATIONS DES PARTIES

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises ;
- qu'elles ne sont concernées par aucune demande en nullité ou dissolution ;
- que les éléments caractéristiques énoncés ci-dessus les concernant tels que : capital, siège, numéro d'immatriculation, dénomination, sont exacts.

Le propriétaire du fonds servant déclare qu'il n'y a aucune opposition à la constitution de la présente servitude par suite de :

- procès en cours portant sur l'assiette de sa propriété ;
- existence d'une inscription et défaut d'autorisation préalable du créancier à la présente constitution de servitude ;
- servitude de même usage et de même assiette déjà consentie auprès d'un tiers et non révélée ;

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_073-DE

- impossibilité naturelle connue par lui de consentir une servitude de cette nature.

5. DESIGNATION DES BIENS

5.1. - FONDS DOMINANT

A RUNGIS (VAL-DE-MARNE) 94150, rue de l'abreuvoir,
Une parcelle de terre, figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
M	135	rue l'abreuvoir	00 ha 05 a 21 ca

5.2. - FONDS SERVANT

A RUNGIS (VAL-DE-MARNE) 94150 Rue de l'abreuvoir et voie des jumeaux,
Une parcelle de terre, figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
M	13	rue de l'abreuvoir	00 ha 31 a 41 ca
M	104	rue de l'abreuvoir	01 ha 91 a 67 ca
M	136	Voie des Jumeaux	00 ha 30 a 03 ca
M	138	Voie des Jumeaux	00 ha 42 a 21 ca
M	140	Voie des Jumeaux	00 ha 73 a 57 ca

6. EFFET RELATIF

6.1. CONCERNANT LES BIENS APPARTENANT À L'EPA ORSA

Acquisition de la parcelle cadastrée section M numéros 135 suivant acte reçu par Maître Xavier Lièvre, notaire à Paris, suivant acte du [•]; dont une copie authentique est en cours de publication au service de la publicité foncière de CRETEIL 2.

6.2. CONCERNANT LES BIENS APPARTENANT À L'AEV

Acquisition des parcelles cadastrée section M numéros 13, 104, 127, 129, 131 suivant acte reçu par Maître Xavier Lièvre, notaire à Paris, suivant acte du 22 novembre 2016 ; publié en date du 12 décembre 2016 au service de la publicité foncière de CRETEIL 2.

Les parcelles cadastrées section M numéros 127, 129, 131 sont devenues section M numéros 135 à 140 à la suite d'un procès-verbal du cadastre n°609 W en date du 7 janvier 2020, en cours de publication au service de la publicité foncière de CRETEIL 2.

7. ORIGINE DE PROPRIETE

7.1. FONDS DOMINANT

[_____]

7.2. FONDS SERVANT

[_____]

8. CONSTITUTION DE SERVITUDE(S)

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_073-DE

A titre de servitude réelle et provisoire, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit d'écoulement d'eaux via un exutoire permettant d'évacuer les eaux pluviales.

L'EPA ORSA s'engage à réaliser, simultanément aux travaux de réalisation de l'exutoire, un passage d'une largeur minimale de 4 mètres pour la traversée nord - sud de la noue et qui sera réalisé de manière à supporter le poids d'un tracteur.

Les besoins de l'intervention (notamment pour l'évolution des engins de terrassement et pour le stockage des déblais) ne pourront excéder une emprise d'une largeur de trois (3) m de part et d'autre de l'axe de l'ouvrage, conformément au plan situé en annexe de la présente convention.

Cette servitude est visualisée sous teinte mauve du plan annexé aux présentes.
(ANNEXE **PLAN DE SERVITUDE**)

Un état des lieux contradictoire sera dressé par un représentant de chacun des deux fonds :
- préalablement aux travaux à intervenir sur le fonds servant, l'axe de l'ouvrage étant matérialisé par un piquetage,
- à l'achèvement de ces travaux.
En cas de dégradation constaté du bien servant, notamment compaction et ornières, le propriétaire du fonds dominant devra réaliser les travaux permettant un retour à l'état initial.

Tant à la pose qu'à la dépose de l'ouvrage provisoire, le propriétaire du fonds dominant veillera notamment :
- à excaver les couches superficielles du sol (terres végétales) préalablement aux travaux,
- à limiter les phénomènes de compaction du sol par le fait des engins de terrassement en imposant un plan de circulation de chantier rationnalisé,
- à décompacter les parcours utilisés par les engins de terrassement à l'issue des travaux,
- à respecter l'ordre des horizons pédologiques lors des travaux d'excavation et de remise en place des terres,
- à ne pas polluer ou souiller le sol de quelque manière que ce soit.

Les travaux de dépose de l'ouvrage provisoire seront préférentiellement conduits à une période d'absence de cultures. S'ils devaient intervenir sur un sol portant une culture, le propriétaire du fonds dominant s'oblige à indemniser intégralement le titulaire des dites cultures endommagées ou détruites par le fait de cette intervention, au minimum à hauteur du manque à gagner qu'aurait valu le produit de leur vente, dans un délai maximum d'un mois après le constat d'achèvement de ces travaux.

Les parties précisent que la présente servitude est constituée pour les besoins de l'évacuation des eaux pluviales de l'Agroquartier Montjean Est et que celle-ci s'éteindra à la fin des travaux d'aménagement, soit, au plus tard, à la fin du premier trimestre 2024, date à laquelle l'AEV aura réalisé un bassin de stockage permettant de récupérer les eaux pluviales de cet agro-quartier.

En cas de modification du projet d'aménagement du site ou en cas de retard dans la réalisation du bassin par l'AEV, les parties se rapprocheront afin d'envisager soit la signature d'un avenant à la présente convention, soit la signature d'une nouvelle convention fixant les modalités d'implantation d'ouvrages de gestion des eaux pluviales.

En cas de détérioration apportée au fond dominant du fait du propriétaire du fonds servant, ce dernier devra en effectuer à ses seuls frais la réparation sans délai.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_073-DE

En cas de détérioration qui ne serait pas du fait du propriétaire du fond servant, le propriétaire du fond dominant devra prendre en charge sans délai les réparations, afin d'éviter toute inondation des terres agricoles riveraines.

9. EVALUATION

Cette constitution de servitudes est consentie à titre gratuit et est évaluée pour les besoins de la publicité foncière à CINQ CENTS EUROS (500,00 €).

10. CHARGES ET CONDITIONS

La présente constitution de servitude a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les conditions relatées aux présentes.

11. SITUATION HYPOTHECAIRE

Un état hypothécaire délivré le 25 mai 2020 et certifié à la date du 23 mai 2020 ne révèle aucune inscription et réactualisé [•] et certifié à la date [•]. Cet état hypothécaire et la réactualisation est annexée après mention.
(ANNEXE RSU ET RÉACTUALISATION)

12. TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété entre les parties, chacune pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont elle pourrait avoir besoin, et sera subrogée dans tous les droits de l'autre partie à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces au propriétaire du fonds dominant s'effectuera à l'adresse de son siège social.

La correspondance auprès du propriétaire du fonds servant s'effectuera à l'adresse de son siège social.

13. DISPOSITIONS FINALES

13.1. FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par le propriétaire du fonds dominant.

13.2. POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

13.3. PUBLICITÉ FONCIERE

L'acte sera publié au service de la publicité foncière de CRETEIL 2.

13.4. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur demeure ou siège respectif.
Toutefois, pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant, domicile est élu en l'office notarial.

13.5. AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs convenues.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_073-DE

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil
Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant stipulation d'indemnité non rapportée aux présentes.

13.6. CERTIFICATION D'IDENTITÉ
Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE sans renvoi
Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.
Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature sur tablette numérique.

Puis le notaire qui a recueilli l'image de leur signature manuscrite a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique sécurisé.

NOTA :
- La planimétrie est calculée dans le système RGF 93 (Compus Conforme 48).
- Plan établi à partir du plan dwg "21515_vrd_DCE_Ind A" fourni par Grand Paris Amenagement le 04 06 2020

LEGENDE :

Servitude de passage de reseaux
- Fonds servants Parcelles M n°13 - 104 - 136 - 138 & 140
- Fonds dominant Parcelle M n°135

Modifications	Dates

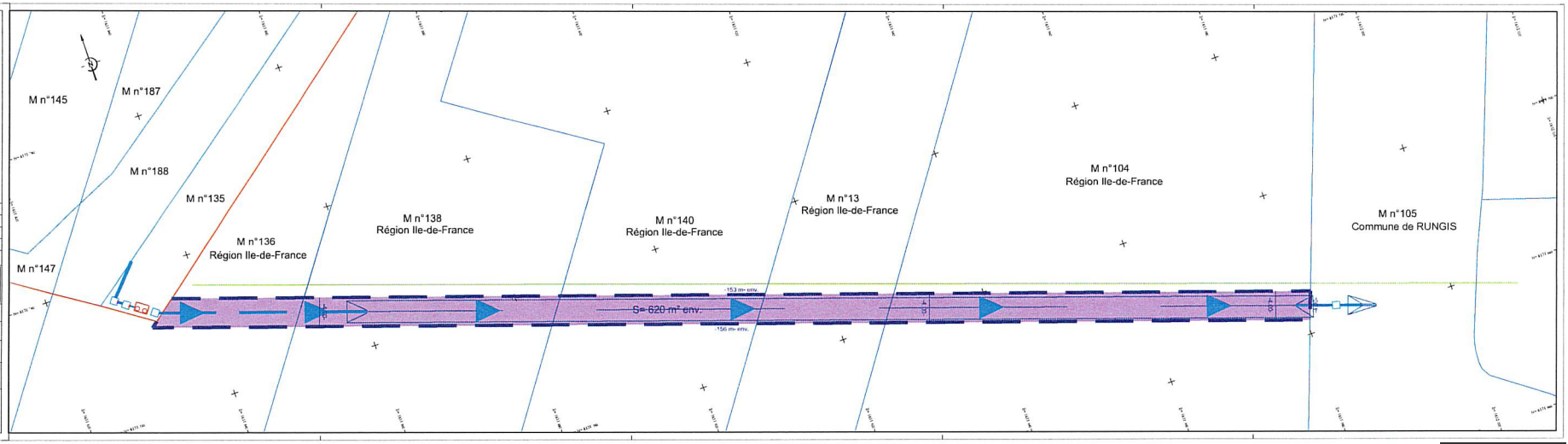
RUNGIS (Val-de-Marne) — 18/06/2020

ZAC "AGROQUARTIER MONTJEAN EST" — Echelle 1/200

RU 01 2016

PLAN DE SERVITUDE — I — 1

Géomètres - Experts Associés & B.E.T. V.R.D. - Infrastructures
S.A.R.L. au capital de 100 000€
Anciennement S.C.P. J. SIMONIN et Successeurs du Cabinet LHOMEAU



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_073-DE

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_074-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-074

Approbation de l'avenant n°2 à la convention de recherche et de développement entre l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 – Patrinat

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°17-121 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'une convention de recherche et de développement entre l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 – Patrinat et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°20-011 du 3 mars 2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention de recherche et de développement entre l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 – Patrinat ;

CONSIDÉRANT que le programme de recherche et développement élaboré conjointement par l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 Patrinat (outil d'évaluation de la biodiversité sous le prisme biodiversité, étude des potentialités du foncier de l'AEV dans une optique d'offre de compensation écologique et de restauration de continuités écologiques), devant permettre une prise en compte optimisée des enjeux de biodiversité dans les missions principales de l'AEV, nécessite que les dates envisagées de remise de certains des livrables et des paiements soient modifiées au vu de la date de signature initiale de la convention, du démarrage effectif des travaux et des nouvelles pistes de travail validées conjointement ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de l'avenant n°2 à la convention de partenariat, ci-annexé.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer cet avenant.

ARTICLE 3 : DIT que les conditions financières de la convention ne sont pas modifiées, hormis le décalage de certains des paiements à la remise effective des livrables selon le calendrier modifié.

Nombre de présents	13
Nombre de mandats	04
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_074-DE

MNHN SJ 1060-19

AVENANT 1 A LA
CONVENTION RELATIVE À UN PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT
-
METHODOLOGIE D'EVALUATION DES ACTIONS BIODIVERSITE DE L'AEV, DEFINITION D'UNE DEMARCHE « COMPENSATION » ET ANALYSE DES POTENTIALITES DE RESTAURATION DE CONTINUITES ECOLOGIQUES

ENTRE :

L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE,
Établissement public régional à caractère administratif,
Situé 90 avenue du général Leclerc, 93500 PANTIN,
Représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée à signer la présente convention en vertu de la délibération N°17-121 du 24 octobre 2017
Désignée ci-après par le sigle « **AEV** »,

D'une part,

ET :

Le Muséum national d'histoire naturelle
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
57, rue Cuvier- 75005 PARIS,
Représenté par son Président, Monsieur Bruno DAVID,
Ci-après désigné comme « **le Muséum** »,

D'autre part,

Ci-après désignées collectivement « **les Parties** » et individuellement « **la Partie** ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_074-DE

les parties ont conclu le 20 décembre 2017 une convention (792-17) de coopération visant à développer un projet conjoint et innovant en vue d'une prise en compte optimisée des enjeux de biodiversité dans les missions principales de l'AEV : création d'un outil d'évaluation des PRIF sous le prisme *biodiversité,* étude des potentialités du foncier de l'AEV dans une optique d'offre de compensation écologique et de restauration de continuités écologiques (ci-après le Projet).

Ce projet fait appel à l'expertise scientifique du Muséum / UMS 2006 - PATRINAT dans le cadre de son engagement biodiversité et à la connaissance territoriale et à l'expérience de gestion des milieux naturels de l'AEV.

Le calendrier initialement prévu ne correspondant plus au calendrier actuel du à un décalage initial de 6 mois par rapport au calendrier prévisionnel qui débutait au 2ème semestre 2017,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE I : OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier le calendrier des livrables concernant les années 2019 et 2020, énumérés en article 6 de la convention initiale, comme suit :

ARTICLE VI : REMUNERATION ET MODALITES DE PAIEMENT

VI.I. Montant et échéances des paiements

Ladite somme sera allouée par l'AEV aux fins de réalisation de l'Etude, par application des montants fractionnés et forfaitaires synthétisés dans le tableau ci-après :

Année 2017

Désignation		Montant total TTC (€)
Second semestre	Signature de la convention en décembre 2017 (avance)	50 000 €
	Total TTC	**50 000 €**

Année 2018

Désignation		Montant total TTC (€)
1er semestre	à la remise des livrables suivants : - Note d'objectifs sur la mise à jour méthodologique (volet1) - Outil opérationnel d'évaluation (avant test) (volet 1)	50 000 €
2nd semestre	à la remise des livrables suivants : - Production d'un cadre de référence ERC version préliminaire (volet 2) - Note méthodologique sur l'analyse de la connectivité (volet 3)	50 000 €
	Total TTC	**100 000 €**

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_074-DE

Année 2019

Désignation		Montant total TTC (€)
2ème semestre 2019	à la remise des livrables suivants : - Rapport sur le retour des tests terrains (volet 1) - Outil opérationnel d'évaluation validé (volet1)	50 000 €
	Total TTC	**50 000 €**

Année 2020

Désignation		Montant total TTC (€)
1ème semestre 2020	à la remise des livrables suivants : - Rapport de synthèse sur l'application du cadre ERC (volet 2) - Rapport d'étude de l'insertion des sites AEV dans les réseaux écologiques (volet 3)	50 000 €
Fin du 2ème semestre 2020	- Organisation d'une session de formation à la méthodologie (volet 1) - Rapport sur les retours des analyses prospectives sur les réseaux écologiques (volet 3) - Capitalisation, finalisation et remise de l'ensemble des livrables de l'étude	50 000 €
	Total TTC	**100 000 €**

ARTICLE II : DUREE

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature jusqu'à la fin du projet au 31 janvier 2021.

Fait à Paris, en deux (2) exemplaires, le

Pour le MNHN
Le Président
Bruno DAVID

Pour l'AEV
La présidente
Anne CABRIT

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_075-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-075

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de mise en place de mesures compensatoires sur des propriétés régionales du PRIF de la Plaine de la Haye

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU l'arrêté préfectoral n°SE-2019-000161 portant autorisation environnementale au titre de l'article L 181-1 et suivants du code de l'environnement, concernant l'aménagement du campus Paris-Saint-Germain au lieu-dit les terrasses de Poncy à Poissy (78) ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°18-097 du 3 juillet 2018 approuvant les critères, barèmes et tarifs pour les conventions de mise en place de mesures de compensation environnementale et approuvant la convention-type correspondant ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°19-128 du 10 décembre 2019 approuvant une convention de mise en place de mesures compensatoires sur la propriété régionale de la Plaine de la Haye ;

CONSIDÉRANT que la poursuite de la réalisation des mesures compensatoires imposées par l'administration au Paris-Saint-Germain dans le cadre du projet de centre d'entrainement de Poissy, engagées sur le PRIF de la plaine de la Haye, sont susceptibles d'être remises en question et nécessitent de ce fait l'adoption d'une clause de résiliation spécifique dans la convention ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de l'avenant n°1 à la convention de de mise en place de mesures de restauration, de gestion et de suivi dans le cadre du projet de centre d'entrainement à Poissy (78) – domaine régional de la plaine de la Haye.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer cet avenant.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents..... :	13
Nombre de mandats..... :	04
Nombre de votants..... :	17
Votes POUR ..... :	14
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	2
Ne prend pas part au vote..... :	1

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_075-DE

Avenant n°1 à la convention de mise en place de mesures de restauration, de gestion et de suivi dans le cadre du projet de centre d'entrainement à Poissy (78) – domaine régional de la plaine de la Haye

Entre
L'**Agence des espaces verts de la région d'Île de France** et **SNC PSG TRAINING CENTER**

il est convenu et arrêté ce qui suit :

L'article 12 : Dénonciations – Litiges est modifié comme suit :

Résiliation ou suspension en raison d'aléas dans la réalisation du projet de centre d'entrainement (annulation du projet, suspension) :

Il est précisé que, au jour de la signature de la présente convention, les autorisations administratives nécessaires à la construction du Training Center ne sont pas définitives pour cause de recours contentieux en cours.

La présente Convention pourra être résiliée unilatéralement par le Maître d'Ouvrage dans l'une des hypothèses suivantes : décision d'abandonner ou de suspendre la réalisation du training center, décision de solliciter un nouveau permis de construire impliquant la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale, retrait ou révision de l'autorisation environnementale ayant un impact sur les mesures de compensation...

Dans une telle hypothèse, le Maître d'Ouvrage sera tenu de verser à l'AEV les sommes déjà engagées et dues. L'AEV s'engage à établir un décompte financier et restituer les sommes qui auraient éventuellement été versées d'avance, soustraction faite de l'ensemble des frais engagés par l'AEV à la date de la résiliation incluant le temps humain consacré au dossier.

Les Parties s'entendront afin de définir les modalités dans lesquelles elles pourront reprendre ultérieurement leur collaboration.

Afin d'éviter une éventuelle résiliation, les Parties pourront également se rencontrer afin de décider d'un commun accord la suspension de la Convention pour une durée déterminée ou de certaines opérations.

Résiliation en raison de manquement de l'une ou l'autre des parties :

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'AEV, en cas de non-respect de l'une de ses obligations par le PSG. En cas de résiliation de la convention par l'AEV pour l'une des causes susvisées, aucune indemnité financière ne sera versée par le PSG.

La convention pourra être résiliée à tout moment par le PSG:
En cas de non-respect, par l'AEV et/ou toute autre personne ayant obtenu de ce dernier un droit d'accès temporaire ou permanent à sa propriété d'un quelconque de ses engagements au titre des présentes ;
Dans le cas où l'AEV, par une de ses actions, entraverait de façon définitive ou prolongée (pour une durée supérieure à 6 mois) la réalisation des mesures à la charge du PSG :

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_075-DE

En cas de résiliation par le PSG, pour l'une des causes susvisées, aucune indemnité financière ne sera versée à l'AEV.

Cette notification relative à la résiliation de la convention devra, pour être valable, être transmise par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse de la partie défaillante.

En cas de contestations ou de litiges pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher, préalablement à tout recours, un accord amiable.

À défaut d'accord amiable constaté par l'une ou l'autre des parties à l'issue d'un délai de trois mois, pouvant être prorogé d'un commun accord entre les parties, tous les litiges afférents à la validité, l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention seront soumis au Tribunal de Grande Instance territorialement compétent.

La présente convention est régie par le droit français.

Fait à Pantin en deux exemplaires originaux.

À Pantin, le :

Pour l'AEV, La Présidente,	Pour le PSG,

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 23 JUIL. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-076
Approbation de l'aménagement forestier de la Forêt régionale de la Vallée de la Marne

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU les articles L.211-1, L.214-3, et L.222-7 du code forestier ;

VU la délibération n° 78-31 du 14 décembre 1978 relative à la procédure de soumission au régime forestier des forêts, bois et terrains à boiser, acquis par l'Agence des espaces verts, au nom et pour le compte de la Région Île-de-France ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE l'aménagement forestier de la forêt régionale de la Vallée de la Marne ci-annexé.

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer tout document s'y rapportant.

Nombre de présents..... :	13
Nombre de mandats..... :	04
Nombre de votants..... :	17
Votes POUR ..... :	17
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE



AMÉNAGEMENT FORESTIER

AMENAGEMENT DE LA FORÊT RÉGIONALE DE VALLÉE DE LA MARNE

2020 - 2039

Département (s) :	77 - Seine-et-Marne
Surface retenue pour la gestion :	308,32 ha
Altitudes extrêmes :	42 m - 69 m
Premier aménagement	
Schéma régional d'aménagement :	Ile-de-France

Agence des Espaces Verts

ileDeFrance

Office National des Forêts

PEFC

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

NOTE DE PRESENTATION

AMENAGEMENT DE LA FORÊT RÉGIONALE DE VALLÉE DE LA MARNE

2020 - 2039

Le contexte :

La forêt régionale de Vallée de la Marne est située à 24 kilomètres à l'est de Paris. Initialement constituée du massif de Brou sur Chantereine, elle a vu sa surface s'agrandir par l'acquisition de deux parties à l'est et au sud (bois du Marais).
Forêt feuillue de plaine, peuplée de taillis sous futaie très pauvres en réserves de chêne, les potentialités forestières autorisent à long terme de produire du bois feuillu de qualité.
Contrairement à beaucoup, cette forêt ne souffre pas de l'augmentation de la pression urbaine qui caractérise la région Île de France.

Les principaux enjeux et contraintes ayant un impact sur la gestion de la forêt :

Fonction de production :
Les peuplements n'ont pas été ménagés au cours des décennies passées. Coupes avant cession de la forêt et tempête de 1999 ont fait que le capital bois sur pied toutes essences confondues n'est actuellement pas très élevé avec une surface terrière de l'ordre de 14 m2/ha taillis compris.
La répartition équilibrée des gros bois, bois moyens et petits bois en fait une forêt ni trop jeune ni trop vieillie, qui possède de surcroît une régénération satisfaisante. Mais ces bons résultats masquent une composition en essences plus déséquilibrée. En effet, le chêne ne se rencontre plus guère que dans les gros et très gros bois, en faible quantité. Le châtaignier domine les bois moyens alors que les autres feuillus se situent majoritairement dans les petits bois.
Côté renouvellement, hormis les deux parcelles de perchis, le chêne n'est guère plus présent en régénération (perches et semis) que dans l'étage dominant.
Les potentialités forestières positionnent cette forêt en enjeu moyen de production avec une production biologique estimée à 5 m3/ha/an.
Enfin la desserte intraforestière est satisfaisante sur l'ancien bois de Brou mais demande des aménagements dans l'ancien bois des Marais pour permettre sa mise en gestion et la sortie des bois sur la voie publique.

Fonction sociale :
La fréquentation de cette forêt, encore faible, est appelée à augmenter avec l'ouverture de la partie clôturée de l'ancien bois de Brou. De ce fait peu d'aménagements touristiques existent. La partie principalement paysagère se trouve dans la zone située autour de l'ancienne ferme de la Renaissance.

Fonction écologique :
Les parties nouvellement acquises sont entièrement situées en zone Natura 2000 pour laquelle un document d'objectifs (Docob) existe, relatif à la conservation des habitats du Grand Capricorne, du Triton crêté et de la mégaphorbiaie.
L'ancien bois de Brou renferme également des mares ou zones humides où les préconisations du Docob peuvent être étendues. Cet ensemble forestier contribue au maintien des continuités écologiques.

Décisions d'aménagement pour les 10 prochaines années :

Le propriétaire souhaite mettre l'accent sur la gestion écologique de cette forêt en faveur du Grand Capricorne et de l'habitat de mégaphorbiaie, c'est pourquoi :
- des îlots de senescence seront réservés et mis hors sylviculture ;
- des zones humides actuellement plantées de peupliers seront restaurées pour retrouver l'état de mégaphorbiaie et mises hors sylviculture.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Le reste de la forêt fera l'objet d'une gestion sylvicole intégrant les mesures conservatoires de biodiversité courante, notamment l'établissement d'une trame de vieux bois complémentaire aux îlots de senescence. Les peuplements seront traités en futaie irrégulière ce qui permet d'assurer un couvert continu et une structure étagée des peuplements.
La desserte sera complétée des accès à ouvrir.
Les premières coupes consisteront à ouvrir des cloisonnements d'exploitation (protection des sols), suivies des premières coupes jardinées quatre ans plus tard.

Perpectives :

La forêt régionale de Vallée de la Marne a subi par le passé des aléas qui ont fait chuter son capital arbre. Des plantations ont été réalisées depuis et ont permis d'enclencher son renouvellement. Le plan de gestion précédent (bois de Brou) a concouru à améliorer l'état général de la forêt. Le capital sur pied est juste suffisant, mais trop faible en chêne pour être sûr de tenir les objectifs écologiques du nombre de vieux arbres à long terme. Reconstituer le capital chêne permettra aussi bien d'exaucer cette visée, qu'assurer la production de bois pour alimenter la filière ou satisfaire un public amateur d'arbres majestueux.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

1. ETAT DES LIEUX - BILAN

1.1 Présentation générale de l'aménagement

Situation administrative	
Nom de l'aménagement	**AMENAGEMENT DE LA FORÊT RÉGIONALE DE VALLÉE DE LA MARNE**
N° Modification d'aménagement	

Numéro du ou des départements de situation	77 - Seine-et-Marne		
Communes de situation	Brou sur Chantereine Pomponne Vaires sur Marne	235,9867 63,3162 9,0236	ha ha ha
N° ONF de la région nationale IFN de référence	033- Valois et vieille France		
Schéma régional d'aménagement de référence	Ile-de-France		

Type d'aménagement forestier	Premier aménagement
Arrêté du	
Décision du (modification d'aménagement)	

Période d'application	**Année début**	**Année échéance**
	2020	2039

Détail des forêts aménagées			*dernier aménagement*		
Dénomination	Identifiant national forêt	**Surface cadastrale**	*date arrêté*	*année de début*	*année d'échéance*
Forêt régionale de Vallée de la Marne	F58474Z	308 ha, 32a 65ca			

Surfaces de l'aménagement	
Surface cadastrale	308 ha, 32a 65ca
Surface retenue pour la gestion	308,32 ha
Surface boisée en début d'aménagement	279,04 ha
Surface en sylviculture de production	256,53 ha

COMMENTAIRES :
La surface retenue pour la gestion de cette forêt est la surface cadastrale. Le dossier de demande d'application du régime forestier pour les parties récemment acquises (Pomponne et Vaires/Marne) est en cours d'approbation.
Les espaces non boisés (29,28 ha), de part leur nature, ont vocation à le rester.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Les 51,79 ha mis hors sylviculture (HSY) se décomposent comme suit :
- 7,72 ha de prairies d'intérêt paysager ;
- 8,34 ha de megaphorbiaies à restaurer et lande ;
- 2,73 ha de vide non boisable (étang et enclave des bâtiments parcelle n°8) ;
- 15,48 ha d'emprise de lignes électriques ;
- 17,51 ha d'îlots de senescence.

S'agissant d'un premier aménagement un parcellaire a été créé (cf. carte du parcellaire en annexe). Il s'appuie le plus souvent sur les chemins existants.

1.2 La forêt dans son territoire

Répartition des fonctions principales par niveau d'enjeu (en ha)					
Fonction principale	**enjeu sans objet**	**enjeu faible ou ordinaire ou local**	**enjeu moyen ou reconnu**	**enjeu fort**	**Total**
Production ligneuse	sans objet 52 ha	faible	moyen 256 ha	fort	**308 ha**
Fonction écologique		ordinaire 257 ha	reconnu 51 ha	fort	**308 ha**
Fonction sociale (paysage, accueil, eau potable)		local 301 ha	reconnu 8 ha	fort	**308 ha**
Protection contre les risques naturels	sans objet 308 ha	faible	moyen	fort	**308 ha**

COMMENTAIRES : (cf cartes en annexes)
Les potentialités forestières des unités stationnelles (voir plus bas) permettent de classer la forêt en enjeu moyen de production et d'estimer la production biologique à 5 m3/ha/an.
Le niveau d'enjeu de la fonction écologique a été répertorié comme reconnu sur la majeure partie de la forêt puisqu'elle se trouve dans le périmètre d'une Znieff de type I, dont la partie sud-est est placée également sous statut de protection Natura 2000.
Sans statut de protection particulier paysager, l'enjeu de la fonction sociale a été défini partout comme local sauf les zones de prairies qui feront l'objet dans le futur de projets d'aménagements paysagers souhaités par le propriétaire.

Cadre réglementaire	surface concernée	références ou nom

Aucun statut réglementaire n'est répertorié : Parc national, Réserves, sites, monuments, périmètre captage…

Eléments du territoire orientant les décisions	surface concernée	références ou nom
Natura 2000 habitats (ZSC)	34 ha	ZSC FR 110819
ZNIEFF de type I	284 ha	Bois de Brou, bois de Vaires et prairies associées
ZNIEFF de type II	308 ha	Vallee de la Marne de Gournay-sur-Marne à Vaires-sur-Marne

CONSEQUENCES SUR L'AMENAGEMENT :
Sur le site Natura 2000 les enjeux environnementaux concernent les habitats suivants : mégaphorbiaie eutrophe, grand capricorne et triton crêté (cf. Docob du site Natura 200 FR1100819 approuvé par arrêté du 3 mars 2009).

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

A la demande du propriétaire et suite à des études commandées par lui, ces enjeux sont étendus à l'ensemble du massif.
L'habitat de mégaphorbiaie s'est maintenu sous les pleupleraies des parcelles n° 13 et 34. Il peut encore être restauré par la coupe des peupliers puis son maintien à l'état prairial nécessitant des travaux. La mise hors sylviculture des zones concernées constitue une réponse adaptée.
La conservation de l'habitat du grand capricorne demande la constitution d'îlots de vieux bois accompagnée de mesures de gestion adaptées sur tout le massif.
La conservation de l'habitat du triton crêté n'entraîne pas de conséquences sur l'aménagement proprement dit. Il réclame simplement des mesures de gestion adaptée à la conservation des milieux humides.
(cf. annexe n°2 : évaluation des incidences Natura 2000)

Menaces fortes imposant des adaptations de gestion	surface concernée

Il n'existe pas de menace forte : problèmes sanitaires graves, densité d'ongulés, incendie, risques foncier, essence inadaptée.....

Eléments imposant des mesures particulières	surface concernée
Difficultés de desserte limitant la mobilisation des bois	63 ha

CONSEQUENCES SUR L'AMENAGEMENT :
La sortie des bois sur la voie publique est difficile à l'heure actuelle, voire impossible au sud de la D934. Il faudra stabiliser des routes pour assurer la desserte grumière et permettre la réalisation du programme de coupes.

Autres éléments impactant fortement la gestion de la forêt	surface concernée

Il n'existe pas d'élément recensé : aéroport, relais hertzien, mitraille, droits d'usage, dégâts de tempête…

AUTRES ELEMENTS PRESENTS :
Le propriétaire signale la présence toujours possibles d'obus de la seconde guerre mondiale.

1.3 Conditions naturelles et peuplements forestiers

Altitudes extrêmes	minimum	maximum
	42 m	69 m

Unités stationnelles			
Code	Libellé	surface	% surface décrite
SRA_08	Hêtraie-chênaie neutrocline à faiblement acide	248,69 ha	81%
SRA_09	Chênaie sessiliflore à acidité moyenne ou hydromorphe	34,38 ha	11%
	Sans objet	25,25 ha	8%
	TOTAL	308,32 ha	

COMMENTAIRES :
En l'absence d'étude de stations, l'évaluation s'est basée sur la géologie et la flore observée en parcourant la forêt lors de sa description.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Le cortège caractéristique neutrocline à faiblement acide (présence de fougère aigle parfois) est présent sur la majorité de la surface et nous place dans la hêtraie-chênaie neutrocline à faiblement acide (SRA_08). Une variante hydromorphe cotoie les abords du rû de Venante (SRA_09). Ce sont deux stations aux potentialités forestières bonnes à très bonnes, propices à la culture du chêne et du châtaignier.

Essences présentes dans la forêt	**% de la surface boisée**
Libellé	
Chêne pédonculé	32,5%
Chêne sessile	1%
Tilleul	20,5%
Châtaignier	12%
Peuplier divers	5%
Autres feuillus	22,5%
Pin laricio	4%
Douglas	2,5%
TOTAL	100%

COMMENTAIRES :

Les peuplements ont fait l'objet d'une description quantitative avec 3 à 4 points par unité de peuplement suivant leur taille ou forme (cf. protocole en annexe).

Le pourcentage d'essence englobe futaie et taillis.

Chêne (à majorité pédonculé) et châtaignier se partagent la futaie. Le tilleul concerne surtout le taillis. Les autres feuillus sont le bouleau et le tremble et se répartissent dans la futaie ou le taillis. Rare est le charme.

Peuplier, douglas et pin laricio sont en plantation.

Les chênes ont dépassés le diamètre d'exploitabilité mais leur état sanitaire est bon et semblent encore en capacité d'ensemencer. Ils sont toutefois trop peu nombreux pour assurer une régénération naturelle uniquement composée de chêne. Il faudra compléter d'îlots de plantation et composer avec le châtaignier présent, seul capable d'assurer "la relève".

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Répartition des types de peuplement			
Code	**Libellé**	**Surface**	**% surface de gestion**
FCHPE	Plantation de chêne pédonculé	0,47 ha	0%
FERSE	Plantation d'érable sycomore	4,78 ha	2%
FDOUE	Plantation de douglas (75%) et hêtre (25%)	9,04 ha	3%
FCHP1	Perchis de chêne pédonculé	19,84 ha	6%
FPEU1	Perchis de peuplier	6,39 ha	2%
FBOU1	Perchis de bouleau	9,49 ha	3%
FP.L1	Perchis de pin laricio	3,42 ha	1%
FCHRP	Futaie à petits bois de chêne rouge	1,20 ha	0%
FPEUP	Futaie à petits bois de peuplier	5,84 ha	2%
FROBP	Futaie à petits bois de robinier	4,14 ha	1%
FBOUP	Futaie à petits bois de bouleau et/ou tremble	23,03 ha	7%
FA.FP	Futaie à petits bois d'autres feuillus	4,35 ha	1%
FCHTM	Futaie à bois moyens de châtaignier	4,83 ha	2%
FAULM	Futaie à bois moyens d'aulne et pin laricio	6,92 ha	2%
FP.LM	Futaie à bois moyen de pin laricio	4,49 ha	1%
FCHPG	Futaie à gros bois de chêne pédonculé	2,78 ha	1%
FPEUT	Futaie à très gros bois de peuplier	2,52 ha	1%
SCHPM	Taillis sous futaie de chêne pédonculé à bois moyen	4,56 ha	1%
SCHSM	Taillis sous futaie de chêne sessile à bois moyen	6,60 ha	2%
SCHPG	**Taillis sous futaie de chêne pédonculé à gros bois**	**102,51 ha**	**33%**
SCHTG	Taillis sous futaie à gros bois de châtaignier	1,52 ha	0%
SCHPT	**Taillis sous futaie CHE à très gros bois**	**37,80 ha**	**12%**
TCHT1	Taillis jeune de châtaignier	2,56 ha	1%
TROB1	Taillis jeune de robinier	1,71 ha	1%
TBOU1	Taillis jeune de bouleau	3,55 ha	1%
TBOUP	Taillis à petits bois de bouleau	4,71 ha	2%
V	Espace non boisé (emprise EDF, étang, megaphorbiaies et landes, prairies paysagères)	29,27 ha	9%
	TOTAL	308,32 ha	

COMMENTAIRES : (cf cartes des peuplements et du capital en annexe)
La majeure partie des peuplements est représentée par des taillis sous futaie, même s'ils sont parfois très pauvres en réserves de chêne du fait de coupes abusives par le passé et de la tempête de 1999.
S'agissant d'une description quantitative, la surface terrière à l'hectare (G/ha) de chaque parcelle n'est donnée qu'à titre indicatif.
La composition du capital par essence et catégorie de diamètre, ainsi que le protocole de description retenu sont détaillés en annexe. Elle révèle l'absence du chêne dans les petits diamètres parfois compensée par la présence du châtaignier. Pour les taillis sous futaie elle se décompose ainsi :
- les chênes représentent les gros et très gros bois ;
- le chataignier représente les bois moyens ;
- les autres feuillus se partagent les petits bois.

Aucun chêne de diamètre supérieur ou égal à 50 cm de qualité technologique A ou B n'a été détecté.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

D'un point de vue biodiversité courante, il y a peu d'arbres morts sur pied et le bois mort au sol est quasi inexistant (hormis quelques vielles cépées couchées de tilleul restantes de la tempête de 1999).

2. PROPOSITIONS DE GESTION

2.1 Définition des objectifs de gestion

La note de présentation explicite les principaux objectifs de gestion retenus pour cet aménagement.

2.2 Traitements, essences objectifs, critères d'exploitabilité

Traitements sylvicoles	surface préconisée	aménagement passé
Futaie irrégulière dont conversion en futaie irrégulière	256,53 ha	
Hors sylviculture de production	51,79 ha	
TOTAL	308,32 ha	

COMMENTAIRES :
La totalité de la surface en production sera traitée en futaie irrégulière y compris les TSF très pauvres en chêne et les jeunes peuplements, en conformité avec le souhait du propriétaire. Ce traitement permettra une gestion opportuniste des essences et un couvert boisé permanent à structure étagée.

Essences objectif et critères d'exploitabilité					
Essences objectif	**précisions**	**surface en sylviculture de product.**	**%**	**âge retenu** *(suivi surfacique)*	**diamètre retenu**
Chêne sessile	Châtaignier essence secondaire sur 73,82 ha	226,68 ha	88,4%		70
Chêne rouge		1,20 ha	0,5%		60
Erable sycomore		4,78 ha	1,9%		55
Douglas		9,04 ha	3,5%		70
Pin noir d'autriche		14,83 ha	5,8%		55
TOTAL		256,53 ha			

COMMENTAIRES :
Les potentialités de la station forestière permettent la production de chêne sessile sur l'ensemble de la forêt. La forêt en étant pauvre, la régénération naturelle ne suffira pas seule à assurer le renouvellement en chêne.
Là où il est présent le châtaigner sera traîté comme essence objectif secondaire en accompagnement du chêne.
Ailleurs, on travaillera au profit des meilleurs sujets d'essences précieuses tandis que des enrichissements en chêne sessile seront opérés çà et là dans les espaces libérés par les coupes.

2.3 Effort de régénération

Nouvel aménagement	
Traitements avec renouvellement suivi en surface	**0,00 ha**
Traitements en Taillis ou TSF	**0,00 ha**

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Traitements avec renouvellement non suivi en surface	**256,53** ha		
Cible surface terrière à l'équilibre (voir directive territoriale)	15 m²/ha		
Cible densité de perches à l'équilibre	80 tiges/ha		
Etat général de maturité des peuplements	proche équilibre		
Indicateurs de renouvellement	**cible calculée**	valeur observée	**note forêt**
Surface terrière	15 m²/ha	11,3 m²/ha	
% de la surface avec une régénération satisfaisante	20%	60%	A
Densité de perches (densité mini fixée par directive territoriale)	80 tiges/ha	210 tiges/ha	
Surface moyenne annuelle à passer en coupe	25,07 ha		

COMMENTAIRES :
Les catégories de grosseur toutes essences confondues en % de surface terrière se répartissent comme suit :
- 33% Petits Bois (PB) avec prédominance des autres feuillus ;
- 25% Bois Moyen (BM) avec prédominance du châtaignier ;
- 42% Gros Bois et Très gros bois (GB/TGB) avec prédominance du chêne.

Ce mélange équilibré PB-BM-GB/TGB nous fait pencher vers une forêt "proche de l'équilibre", ce qui fixe les objectifs cible de régénération et densité de perches à l'échelle de la forêt.
Les valeurs observées en terme de régénération basse et haute et en densité de perches sont à considérer toutes essences. Mais leur caractère élevé ne traduit pas **la faiblesse en nombre du chêne et châtaignier (essences objectif)**, même en tenant compte des perchis de chêne des parcelles n°20 et 24.
Si l'on ne s'intéresse qu'aux essences objectifs il y a **déséquilibre dans les gros bois ce qui oblige à porter l'effort de renouvellement à au moins 30%**. C'est pourquoi, il conviendra donc de prévoir des enrichissements ponctuels en chêne sessile par plantation, ce qui permettra aussi d'assurer à long terme le renouvellement des "arbres vétérans" nécessaires au respect des objectifs de biodiversité.
Enfin, très peu de dégâts de gibier ont été notés sur la régénération (semis et perches).

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

2.4 Classement des unités de gestion en groupes d'aménagement

Classement		Parcelle	UG	Surface totale	Surface en sylv.	Surface à ouvrir en régé.	Surf. à terminer en régé.	Rotation	Surface du groupe	% IVB	
Code	Libellé										
IRRS	14,29 ha Irrégulier sans coupes	7	b	4,78	4,78			Sans objet	14,29 ha		
		11	b	7,06	7,06						
		14	a	0,47	0,47						
		19	b	1,98	1,98						
IRR1	80,84 ha Irrégulier à rotation de 8 ans	6	b	1,27	1,27			8	80,84 ha		
		14	b	4,62	4,62						
		15	a	9,28	9,28						
		17	b	3,44	3,44						
		18	b	6,48	6,48						
		19	c	11,41	11,41						
		20	u	9,75	9,75						
		24	u	11,61	11,61						
		25	b	4,14	4,14						
		29	c	3,17	3,17						
		30	a	9,04	9,04						
		31	a	4,11	4,11						
		34	b	2,52	2,52						
IRR2	138,74 ha Irrégulier à rotation de 12 ans	1	a	4,17	4,17			12	138,74 ha		
		2	u	11,62	11,62						
		3	u	8,75	8,75						
		4	u	9,28	9,28						
		5	u	9,85	9,85						
		6	a	2,53	2,53						
		7	a	2,98	2,98						
		8	a	8,35	8,35						
		9	a	4,55	4,55						
		10	a	4,28	4,28						
		12	a	7,90	7,90						
		13	a	3,69	3,69						
		16	u	5,19	5,19						
		17	a	5,26	5,26						
		18	a	2,50	2,50						
		21	u	9,30	9,30						
		22	u	4,99	4,99						
		23	u	5,89	5,89						
		25	a	4,83	4,83						
		26	u	6,70	6,70						
		27	u	7,40	7,40						
		29	a	4,17	4,17						
		34	a	4,56	4,56						
ILV	22,66 ha îlot de vieillissement	9	b	2,07	2,07			12	22,66 ha	7,3%	
		10	b	1,83	1,83						
		11	a	4,03	4,03						
		13	b	1,02	1,02						
		19	a	1,91	1,91						
		28	a	3,16	3,16						
		29	b	2,93	2,93						
		32	a	2,99	2,99						
		33	a	2,72	2,72						

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Classement		Parcelle	UG	Surface totale	Surface en sylv.	Surface à ouvrir en régé.	Surface à terminer en régé.	Rotation	Surface du groupe	% IVB	
Code	**Libellé**										
ILS	17,51 ha îlot de senescence	9	c	1,73				Sans objet	17,51 ha	5,7%	
		10	c	1,38							
		28	b	3,03							
		32	c	2,62							
		33	c	8,75							
HSY	34,28 ha Hors sylviculture	1	b	2,93				Sans objet	34,28 ha		
		8	b	0,24							
		12	b	2,30							
		13	c	3,17							
		15	b	0,58							
		30	b	0,71							
		31	b	10,65							
		32	b	5,60							
		33	b	1,02							
		34	c	7,08							
			Totaux	308,32	256,53	0,00	0,00				

COMMENTAIRES : (cf carte du classement des parcelles en annexe)
L'étang, les pelouses arborées ou non, les emprises de lignes électriques et les futures mégaphorbiaies sont classés hors sylviculture (HSY).
A la demande du propriétaire, 5,7 % de la surface sont classés en îlots de sénescence, hors sylviculture (ILS).
Pour assurer la sécurité du public, leur périmètre est classé en îlot de vieillissement (ILV) à traitement irrégulier le long des chemins sur une profondeur de 30 m.
Au final, 13 % de la surface sont consacrés aux vieux bois.
Le reste des peuplements est classé en futaie irrégulière (IRR).

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

2.5 Programme d'actions : coupes

Année	Unité de programmation de coupe			Groupe	Surface UG totale	Surface à parcourir	Type de peuple-ment	Code type de coupe	Surface par année		
	P^{lle}	UG	Partie d'UG (UEP)								
2020	24	u		IRR1	11,61 ha	11,61 ha	FCHP1	JA1	11,61 ha		
2021	9	a		IRR2	4,55 ha	4,55 ha	SCHPG	JA1	12,73 ha		
	9	b		ILV	2,07 ha	2,07 ha	SCHPG	JA1			
	10	a		IRR2	4,28 ha	4,28 ha	SCHPG	EMC			
	10	b		ILV	1,83 ha	1,83 ha	SCHPG	JA1			
2022	1	a		IRR2	4,17 ha	4,17 ha	SCHPT	EMC	12,52 ha		
	8	a	1	IRR2	8,35 ha	5,57 ha	SCHPG	EMC			
	8	a	2	IRR2	8,35 ha	2,78 ha	FCHPG	JA1			
2023	23	u		IRR2	5,89 ha	5,89 ha	SCHPG	EMC	12,59 ha		
	26	u		IRR2	6,70 ha	6,70 ha	SCHPT	EMC			
2024	7	a		IRR2	2,98 ha	2,98 ha	SCHPT	EMC	10,88 ha		
	12	a		IRR2	7,90 ha	7,90 ha	SCHPG	EMC			
2025	10	a		IRR2	4,28 ha	4,28 ha	SCHPG	JA1	21,11 ha		
	20	u		IRR1	9,75 ha	9,75 ha	FCHP1	EMC			
	34	a		IRR2	4,56 ha	4,56 ha	SCHPM	EMC			
	34	b		IRR1	2,52 ha	2,52 ha	FPEUT	EMC			
2026	1	a		IRR2	4,17 ha	4,17 ha	SCHPT	JA1	33,45 ha		
	8	a		IRR2	5,57 ha	5,57 ha	SCHPG	JA1			
	27	u		IRR2	7,40 ha	7,40 ha	SCHPT	EMC			
	28	a		ILV	3,16 ha	3,16 ha	SCHPG	JA1			
	30	a		IRR1	9,04 ha	9,04 ha	FBOUP	EMC			
	31	a		IRR1	4,11 ha	4,11 ha	FBOU1	EMC			
2027	6	a		IRR2	2,53 ha	2,53 ha	SCHPT	EMC	31,07 ha		
	6	b		IRR1	1,27 ha	1,27 ha	TBOUP	EMC			
	23	u		IRR2	5,89 ha	5,89 ha	SCHPG	JA1			
	25	a		IRR2	4,83 ha	4,83 ha	FCHTM	EMC			
	25	b		IRR1	4,14 ha	4,14 ha	FROBP	EMC			
	26	u		IRR2	6,70 ha	6,70 ha	SCHPT	JA1			
	32	a		ILV	2,99 ha	2,99 ha	FBOU1	JA1			
	33	a		ILV	2,72 ha	2,72 ha	FA.FP	JA1			
2028	7	a		IRR2	2,98 ha	2,98 ha	SCHPT	JA1	35,82 ha		
	11	a		ILV	4,03 ha	4,03 ha	SCHPG	JA1			
	12	a		IRR2	7,90 ha	7,90 ha	SCHPG	JA1			
	21	u		IRR2	9,30 ha	9,30 ha	SCHPG	JA1			
	24	u		IRR1	11,61 ha	11,61 ha	FCHP1	JA2			
2029	2	u		IRR2	11,62 ha	11,62 ha	SCHPG	EMC	28,45 ha		
	20	u		IRR1	9,75 ha	9,75 ha	FCHP1	JA1			
	34	a		IRR2	4,56 ha	4,56 ha	SCHPM	JA1			
	34	b		IRR1	2,52 ha	2,52 ha	FPEUT	JA1			

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Année	Unité de programmation de coupe			Groupe	Surface UG totale	Surface à parcourir	Type de peuple-ment	Code type de coupe	Surface par année		
	P^lle	UG	Partie d'UG (UEP)								
2030	15	a		IRR1	9,28 ha	9,28 ha	FBOUP	EMC	36,93 ha		
	16	u		IRR2	5,19 ha	5,19 ha	SCHPG	EMC			
	19	a		ILV	1,91 ha	1,91 ha	SCHPG	JA1			
	27	u		IRR2	7,40 ha	7,40 ha	SCHPT	JA1			
	30	a		IRR1	9,04 ha	9,04 ha	FBOUP	JA1			
	31	a		IRR1	4,11 ha	4,11 ha	FBOU1	JA1			
2031	6	a		IRR2	2,53 ha	2,53 ha	SCHPT	JA1	26,46 ha		
	6	b		IRR1	1,27 ha	1,27 ha	TBOUP	JA1			
	13	a	1	IRR2	3,69 ha	2,30 ha	TBOU1	EMC			
	13	a	2	IRR2	3,69 ha	1,39 ha	FPEU1	RA			
	13	b		ILV	1,02 ha	1,02 ha	TBOU1	JA1			
	18	a		IRR2	2,50 ha	2,50 ha	SCHPG	JA1			
	18	b	2	IRR1	6,48 ha	2,91 ha	FPEUP	RA			
	18	b	3	IRR1	6,48 ha	3,57 ha	FTREP	EMC			
	25	a		IRR2	4,83 ha	4,83 ha	FCHTM	JA1			
	25	b		IRR1	4,14 ha	4,14 ha	FROBP	JA1			
2032	17	a		IRR2	5,26 ha	5,26 ha	SCHPG	EMC	13,69 ha		
	17	b		IRR1	3,44 ha	3,44 ha	TBOUP	EMC			
	22	u		IRR2	4,99 ha	4,99 ha	SCHPG	EMC			
2033	2	u		IRR2	11,62 ha	11,62 ha	SCHPG	JA1	28,82 ha		
	3	u		IRR2	8,75 ha	8,75 ha	SCHPG	EMC			
	9	a		IRR2	4,55 ha	4,55 ha	SCHPG	JA2			
	9	b		ILV	2,07 ha	2,07 ha	SCHPG	JA2			
	10	b		ILV	1,83 ha	1,83 ha	SCHPG	JA2			
2034	8	a		IRR2	2,78 ha	2,78 ha	FCHPG	JA2	33,28 ha		
	14	b		IRR1	4,62 ha	4,62 ha	FP.L1	EMC			
	15	a		IRR1	9,28 ha	9,28 ha	FBOUP	JA1			
	16	u		IRR2	5,19 ha	5,19 ha	SCHPG	JA1			
	19	c	3	IRR1	11,41 ha	4,49 ha	FP.LM	EMC			
	19	c	4	IRR1	11,41 ha	6,92 ha	FAULM	JA1			
2035	13	a	1	IRR2	3,69 ha	2,30 ha	TBOU1	JA1	16,14 ha		
	18	b	3	IRR1	6,48 ha	3,57 ha	FTREP	JA1			
	29	a		IRR2	4,17 ha	4,17 ha	SCHPT	EMC			
	29	b		ILV	2,93 ha	2,93 ha	FPEUP	JA1			
	29	c		IRR1	3,17 ha	3,17 ha	TCHT1	EMC			
2036	4	u		IRR2	9,28 ha	9,28 ha	SCHPG	EMC	34,58 ha		
	17	a		IRR2	5,26 ha	5,26 ha	SCHPG	JA1			
	17	b		IRR1	3,44 ha	3,44 ha	TBOUP	JA1			
	22	u		IRR2	4,99 ha	4,99 ha	SCHPG	JA1			
	24	u		IRR1	11,61 ha	11,61 ha	FCHP1	JA3			
2037	3	u		IRR2	8,75 ha	8,75 ha	SCHPG	JA1	35,15 ha		
	5	u		IRR2	9,85 ha	9,85 ha	SCHPT	EMC			
	10	a		IRR2	4,28 ha	4,28 ha	SCHPG	JA2			
	20	u		IRR1	9,75 ha	9,75 ha	FCHP1	JA2			
	34	b		IRR1	2,52 ha	2,52 ha	FPEUT	JA2			

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Année	Unité de programmation de coupe			Groupe	Surface UG totale	Surface à parcourir	Type de peuple-ment	Code type de coupe	Surface par année		
	P^lle	UG	Partie d'UG (UEP)								
2038	1	a		IRR2	4,17 ha	4,17 ha	SCHPT	JA2	35,16 ha		
	8	a	1	IRR2	8,35 ha	5,57 ha	SCHPG	EMC			
	14	b		IRR1	4,62 ha	4,62 ha	FP.L1	JA1			
	19	c		IRR1	4,49 ha	4,49 ha	FP.LM	JA1			
	28	a		ILV	3,16 ha	3,16 ha	SCHPG	JA2			
	30	a		IRR1	9,04 ha	9,04 ha	FBOUP	JA2			
	31	a		IRR1	4,11 ha	4,11 ha	FBOU1	JA2			
2039	6	b		IRR1	1,27 ha	1,27 ha	TBOUP	JA2	31,05 ha		
	23	u		IRR2	5,89 ha	5,89 ha	SCHPG	JA2			
	25	b		IRR1	4,14 ha	4,14 ha	FROBP	JA2			
	26	u		IRR2	6,70 ha	6,70 ha	SCHPT	JA2			
	29	a		IRR2	4,17 ha	4,17 ha	SCHPT	JA1			
	29	c		IRR1	2,56 ha	2,56 ha	TCHT1	JA1			
	29	c		IRR1	0,61 ha	0,61 ha	FBOUP	JA1			
	32	a		ILV	2,99 ha	2,99 ha	FBOU1	JA2			
	33	a		ILV	2,72 ha	2,72 ha	FA.FP	JA2			
						501,49 ha			501,49 ha		

Indicateur de suivi : surface terrière (G) à récolter	
G total à récolter durant aménagement	1 660 m²
volume bois fort total à récolter durant aménagement	14 940 m³

COMMENTAIRES : (cf. carte en annexe)
La première coupe sera la coupe d'ouverture d'emprise de cloisonnement (EMC) pour les parcelles non encore cloisonnées. Elle sera suivi d'une coupe jardinée 4 ans après.
Le cadencement des coupes et leur localisation géographique tient compte de la prévision d'avancement de la réalisation de la desserte.
Le référentiel FSC impose de ne pas exporter les rémanents ce qui ne permet pas d'utiliser la solution bois énergie pour ouvrir les cloisonnements dans les peuplements de feuillus tendre et tilleul, seule façon de valoriser ces produits. Un scénario excluant ces coupes de l'état d'assiette (recettes) pour les inclure en travaux (dépenses) aboutit à autre bilan financier porté en annexe.

Documents de référence à appliquer :
Guide des sylvicultures des chênaies continentales 2008 Th. Sardin
9200-18-GUI-SAM-073 Conduite en futaie irrégulière des chênaies d'Île de France 2018 ONF

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

2.6 Programme d'actions : travaux

Travaux sylvicoles

Code Travaux sylvicoles (ITTS)	Libellé des travaux	Unités de gestion (facultatif)	Surface travaillée (ha)	Précautions / Observations	Coût total indicatif	I/E*
9 CHS 1.2	Intervention en futaie irrégulière	Peuple-ments adultes	105,5	Sauf P.20 et 24	45 220 €	E
9 CHS 4.2	Intervention en futaie irrégulière		51,7	Parcelles à chêne et châtaignier	32 615 €	E
3 CHS 01	Compléments de plantation	Peuple-ments adultes	14	Sur 10% de la surface de l'UG pour atteindre 30% de la surface en renouvellement	22 400 €	I
5 DOU 1	Amélioration de futaie de douglas	11 b 19 b	6		7 800 €	E
	Amélioration de futaie de d'érable sycomore	7 b	5		6 500 €	E
				Total	114 535 €	
				soit annuellement	5 727 €/an	

* I = Investissement ou E = Entretien

COMMENTAIRES :
9 CHS 1.2 Pas de blocage ni concurrence forte ; passage au rythme de rotation des coupes ; besoin en renouvellement élévé (20%)
9 CHS 4.2 Lutte contre le châtaignier ; passage au rythme de rotation des coupes ; besoin en renouvellement élévé (20%)

Documents de référence à appliquer :
Suivi du renouvellement des peuplements traités en futaie irrégulière NDS-08-G-1499 26/06/2008 et 8500-09-DIA-SAM-006
Memento ITTS en futaie irrégulière des chênaies d'Île de France 2018 ONF (en cours de validation)
Guide des sylvicultures de la chênaie continentale 2008 Th. Sardin
Guide des sylvicultures des douglaseraies françaises 2007 A. Angelier

Travaux d'infrastructure (description)	Localisation	Long. (m) ou q^{té}	Précautions / Observations	Coût total indicatif	I/E*
DES1 empierrement de routes		1500		120 000 €	I
DES2 places de dépôt avec retournement		3		60 000 €	I
DES3 fauchage accotements		5500	allées desserte grumier	2 750 €	E
DES4 bouchage de nids de poule		forfait		1 500 €	E
DES5 entretien équipements		forfait		10 000 €	E
			Total	194 250 €	
			soit annuellement	9 713 €/an	

* I = Investissement ou E = Entretien

COMMENTAIRES : Cf. carte de la desserte en annexe
Option : DES6 création de 320 m de route empierrée pour 32 000 €

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Travaux non sylvicoles (description)	**Localisation**	**Quantité**	**Précautions / Observations**	**Coût total indicatif**	**I/E***
BIO1 entretien des lisières		forfait		401 €	E
ACC1 abattage de sécurité		forfait		13 579 €	E
ACC2 gardiennage		forfait		1 571 €	E
ACC3 collecte des déchets		forfait		9 725 €	E
			Total	25 276 €	
			soit annuellement	1 264 €/an	

* I = Investissement ou E = Entretien

COMMENTAIRES :
Se reporter au chapitre 2.7 Engagement environnemental pour les travaux de biodiversité. La plupart des mesures favorables à celle-ci ressortent des consignes de martelage au moment du marquage des coupes et n'entrainent pas de travaux à financer.

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

2.7 Engagement environnemental

Engagement environnemental lié au maintien de vieux bois		Surface boisée
Surfaces en vieillissement	Ilots de vieillissement (groupe ILV)	22,66 ha
Surfaces en sénescence	Ilots de sénescence (groupe ILS)	17,51 ha

COMMENTAIRES :
La création d'îlots de vieux bois permettra d'augmenter la qualité biologique de la forêt et notamment d'étoffer l'offre d'accueil du Grand Capricorne au-delà de l'aire du site Natura 2000 .

Documents de référence à appliquer :
Îlots de vieux bois NDS-09-T-310 17/12/2009 et 8530-13-DIA-SAM-023

Engagement environnemental retenu par le propriétaire	Retenu oui / non
Maintien de milieux ouverts, de zones humides et de lisières diversifiées	oui
Constitution d'une trame d'arbres disséminés à haute valeur biologique (morts, sénescents, à cavités)	oui
Conservation des éléments particuliers essentiels à la survie de certaines espèces (bois mort au sol, souches hautes…)	oui
Privilégier, chaque fois que possible, la régénération naturelle des essences adaptées et la sylviculture de peuplements mélangés	oui

COMMENTAIRES :
La forêt de Vallée de la Marne possède une quinzaine de mares. Pour conforter ce réseau, le propriétaire met en place un programme de restauration (curage, reconnexion des mares entre elles...).
Ces restaurations seront accompagnées des mesures habituelles de gestion au moment du martelage des coupes.

Il n'a pas été comptabilisé plus d'1 arbre mort sur pied de diamètre 50 cm et + à l'hectare au cours de la description (pas de valeur statistique).
De même, moins d'1 arbre à valeur biologique de diamètre 35 cm et + à l'hectare a été rélevé (pas de valeur statistique). A titre indicatif, l'objectif recherché par le propriétaire de 5 arbres bio à l'hectare représente une surface terrière moyenne d'environ 1,25 m2 (0,25 m2 par arbre). Pour l'atteindre il faudra donc réserver environ 4 arbres/ha de 35 cm et +, soit environ 1 m2/ha de surface terrière qu'il ne sera pas toujours facile de trouver parmi les chênes et châtaigniers.

Documents de référence à appliquer :
Conservation de la biodiversité dans la gestion courante des forêts publiques INS-09-T-71 29/10/2009
La gestion des mares forestières de plaine : Ile-de-France/Nord-Ouest Arnaboldi Frédéric ; Alban Nicolas 2007

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

3. RECAPITULATIFS - INDICATEURS DE SUIVI

Production biologique estimée	
en m^3/ha/an sur surface sylviculture	5,0 m³/ha/an
soit sur l'ensemble en sylviculture	1 283 m³/an

Bilan annuel des récoltes	**prévisible**	**passé***	**conditionnel**
Feuillus (f)	404 m³/an		
Résineux (r)	29 m³/an		
Total tiges (1 = f + r)	433 m³/an	0 m³/an	0 m³/an
Taillis, houppiers (2)	314 m³/an		
Total bois fort (1 + 2)	**747 m³/an**	**0 m³/an**	**0 m³/an**
dont % de prod. accid.			
soit en m^3/ha/an sur la surface totale retenue :	**2,4 m³/ha/an**	**0,0 m³/ha/an**	**0,0 m³/ha/an**
soit en m^3/ha/an sur surf. en sylviculture de production :	**2,9 m³/ha/an**	**0,0 m³/ha/an**	**0,0 m³/ha/an**
Volume annuel des affouages possibles			

Répartition des volumes par type de coupe	**prévisible**	**passé***	**conditionnel**
Régénération			
Amélioration			
Autres (dont irrégulier)	747 m³/an	0 m³/an	0 m³/an

Bilan financier annuel en euros de l'année	**prévisible**	**passé***	**conditionnel**
Recettes bois *(frais d'exploitation des bois façonnés déduits)*	14 830 €		
Recettes chasse			
Autres recettes			
Subventions et aides possibles			
Dépenses travaux sylvicoles	5 727 €		
Dépenses travaux infrastructure	9 713 €		1 600 €
Dépenses travaux non sylvicoles	1 264 €		
Frais de garderie (forêts de collectivités)	1 483 €		0 €
Contribution à l'ha (Forêts des collectivités)	617 €		
Bilan annuel	**-3 974 €**	**0 €**	**-1 600 €**
soit en €/ha/an sur surface retenue pour la gestion	**-13 €**	**0 €**	**-5 €**
soit en €/ha/an sur surf. en sylviculture de production	**-15 €**	**0 €**	**-6 €**

** Période du bilan passé :*

COMMENTAIRES :
Le lot de chasse est en gestion AEV sur la forêt de Vallée de la Marne.

Alternative sans la vente des EMC en bois énergie dans les peuplements de feuillus tendres, mais ouverture des cloisenements en travaux :
recettes bois/an : 13 407 € au lieu de 14 830 € ==> surcoût 1 423 €/an
travaux/an : 17 623 € au lieu de 16 704 € ==> surcoût 919 €/an
Total surcoût 2 432 €/an

Consultations et obligations réglementaires	**date**
Délibération de la collectivité propriétaire	

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

ETUDE REALISEE PAR :

Remerciements aux personnels de l'UT Brie Boisée Sénart et de l'AEV pour leur collaboration à cet aménagement et particulièrement au recueil des données de terrain

Rédigé le 30/10/2019
par Le chef de projet aménagement
Signé : Chalons Jean-Claude

Vérifié le 15/11/2019
par Le responsable Forêt de l'agence
Signé : Augery Matthieu

Proposé le 30/11/2019
par Le directeur d'agence
Signé : Guillain Pierre-Edouard

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

ANNEXE - 1 Parcelles cadastrales relevant du régime forestier

Commune de situation	Section	N° parcelle	Lieu-dit	Surface (ha)	Surface relevant du régime forestier (ha)	Observations
				308 ha, 32a 65ca	308 ha, 32a 65ca	
Brou-sur-Chantereine	0A	12	Les Terres	0 ha, 41a 35ca	0 ha, 41a 35ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	13	Les Bois	0 ha, 00a 12ca	0 ha, 00a 12ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	14	Les Bois	17 ha, 78a 40ca	17 ha, 78a 40ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	15	Les Bois	2 ha, 73a 43ca	2 ha, 73a 43ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	16	Les Bois	4 ha, 24a 01ca	4 ha, 24a 01ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	17	Les Bois	4 ha, 64a 04ca	4 ha, 64a 04ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	19	Les Bois	1 ha, 30a 83ca	1 ha, 30a 83ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	20	Les Bois	4 ha, 07a 60ca	4 ha, 07a 60ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	21	Les Bois	2 ha, 14a 45ca	2 ha, 14a 45ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	30	Les Bois vers Pomponne	11 ha, 40a 00ca	11 ha, 40a 00ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	31	Les Bois vers Pomponne	9 ha, 81a 60ca	9 ha, 81a 60ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	37	Les Grands Bois	13 ha, 38a 40ca	13 ha, 38a 40ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	38	Les Grands Bois	3 ha, 60a 00ca	3 ha, 60a 00ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	39	Les Grands Bois	0 ha, 79a 12ca	0 ha, 79a 12ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	40	Les Grands Bois	8 ha, 52a 80ca	8 ha, 52a 80ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	41	Les Grands Bois	6 ha, 60a 00ca	6 ha, 60a 00ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	42	Les Grands Bois	0 ha, 96a 53ca	0 ha, 96a 53ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	43	Les Grands Bois	0 ha, 96a 82ca	0 ha, 96a 82ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	44	Les Grands Bois	1 ha, 25a 96ca	1 ha, 25a 96ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	45	Les Grands Bois	0 ha, 00a 63ca	0 ha, 00a 63ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	46	Les Grands Bois	1 ha, 31a 45ca	1 ha, 31a 45ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	47	Les Grands Bois	2 ha, 84a 40ca	2 ha, 84a 40ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	48	Les Grands Bois	2 ha, 44a 00ca	2 ha, 44a 00ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	65	Les Grands Bois	2 ha, 29a 00ca	2 ha, 29a 00ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	66	Les Grands Bois	0 ha, 01a 36ca	0 ha, 01a 36ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	67	Les Grands Bois	5 ha, 36a 40ca	5 ha, 36a 40ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	68	Les Grands Bois	10 ha, 56a 00ca	10 ha, 56a 00ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	89	Les Grands Bois	8 ha, 67a 80ca	8 ha, 67a 80ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	91	Les Grands Bois	12 ha, 47a 29ca	12 ha, 47a 29ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	92	Les Grands Bois	0 ha, 64a 56ca	0 ha, 64a 56ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	106	Les Bois	4 ha, 70a 84ca	4 ha, 70a 84ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	107	Les Bois	2 ha, 83a 68ca	2 ha, 83a 68ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	126	Les Grands Bois	1 ha, 89a 23ca	1 ha, 89a 23ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	128	Les Grands Bois	3 ha, 31a 58ca	3 ha, 31a 58ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	130	Les Bois	13 ha, 21a 18ca	13 ha, 21a 18ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	154	Les Grands Bois	7 ha, 12a 59ca	7 ha, 12a 59ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	156	Les Bois vers Pomponne	23 ha, 72a 02ca	23 ha, 72a 02ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	158	Les Bois vers Pomponne	8 ha, 42a 03ca	8 ha, 42a 03ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	160	Les Bois vers Pomponne	14 ha, 68a 16ca	14 ha, 68a 16ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	162	Les Bois vers Pomponne	4 ha, 74a 79ca	4 ha, 74a 79ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	164	Les Bois vers Pomponne	2 ha, 52a 48ca	2 ha, 52a 48ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	166	Les Bois vers Pomponne	3 ha, 92a 48ca	3 ha, 92a 48ca	Arrêté du 13/03/2017
Brou-sur-Chantereine	0A	168	Les Bois vers Pomponne	3 ha, 59a 26ca	3 ha, 59a 26ca	Arrêté du 13/03/2017
Pomponne	0A	0071	Les quatorzes Arpents	0 ha, 83a 05ca	0 ha, 83a 05ca	Demande en cours
Pomponne	0A	0255	Les Bois du Gué de Launay	1 ha, 07a 85ca	1 ha, 07a 85ca	Demande en cours
Pomponne	0A	0257	Les Bois du Gué de Launay	7 ha, 71a 03ca	7 ha, 71a 03ca	Demande en cours
Pomponne	0A	0259	Les Bois du Gué de Launay	0 ha, 56a 33ca	0 ha, 56a 33ca	Demande en cours
Pomponne	0A	0264	Les Terres de la Justice	0 ha, 65a 42ca	0 ha, 65a 42ca	Demande en cours
Pomponne	0A	0267	Les Terres de la Justice	1 ha, 69a 21ca	1 ha, 69a 21ca	Demande en cours
Pomponne	0A	0419	Les Terres de la Justice	7 ha, 43a 33ca	7 ha, 43a 33ca	Demande en cours
Pomponne	0A	0531	Les Terres de la Justice	14 ha, 74a 71ca	14 ha, 74a 71ca	Demande en cours
Pomponne	0E	0050	Le Marais Sainte Lade	0 ha, 58a 13ca	0 ha, 58a 13ca	Demande en cours
Pomponne	0E	0051	Le Marais Sainte Lade	1 ha, 11a 30ca	1 ha, 11a 30ca	Demande en cours
Pomponne	0E	0079	Le Marais Sainte Lade	0 ha, 79a 57ca	0 ha, 79a 57ca	Demande en cours
Pomponne	0E	0206	Le Marais Sainte Lade	1 ha, 46a 67ca	1 ha, 46a 67ca	Demande en cours
Pomponne	0E	0210	Le Marais Sainte Lade	0 ha, 14a 42ca	0 ha, 14a 42ca	Demande en cours
Pomponne	0E	0213	Le Marais Sainte Lade	0 ha, 96a 27ca	0 ha, 96a 27ca	Demande en cours
Pomponne	0E	0217	Le Bois du Marais	10 ha, 61a 11ca	10 ha, 61a 11ca	Demande en cours
Pomponne	0E	0219	Les Sables	12 ha, 93a 22ca	12 ha, 93a 22ca	Demande en cours
Vaires-sur-Marne	AC	0030	Bois du Gué de Launay	1 ha, 16a 38ca	1 ha, 16a 38ca	Demande en cours

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Commune de situation	Section	N° parcelle	Lieu-dit	Surface (ha)	Surface relevant du régime forestier (ha)	Observations
				308 ha, 32a 65ca	**308 ha, 32a 65ca**	
Vaires-sur-Marne	AC	0032	Bois du Gué de Launay	0 ha, 11a 65ca	0 ha, 11a 65ca	Demande en cours
Vaires-sur-Marne	AC	0034	Bois du Gué de Launay	0 ha, 18a 40ca	0 ha, 18a 40ca	Demande en cours
Vaires-sur-Marne	AC	0035	Bois du Gué de Launay	0 ha, 03a 55ca	0 ha, 03a 55ca	Demande en cours
Vaires-sur-Marne	AC	0036	Bois du Gué de Launay	1 ha, 23a 76ca	1 ha, 23a 76ca	Demande en cours
Vaires-sur-Marne	AC	0054	Bois du Gué de Launay	2 ha, 04a 25ca	2 ha, 04a 25ca	Demande en cours
Vaires-sur-Marne	AC	0057	Bois du Gué de Launay	0 ha, 31a 49ca	0 ha, 31a 49ca	Demande en cours
Vaires-sur-Marne	AC	0069	Bois du Gué de Launay	0 ha, 65a 69ca	0 ha, 65a 69ca	Demande en cours
Vaires-sur-Marne	AC	0076	Bois du Gué de Launay	1 ha, 86a 93ca	1 ha, 86a 93ca	Demande en cours
Vaires-sur-Marne	AC	0090	Bois du Gué de Launay	0 ha, 94a 85ca	0 ha, 94a 85ca	Demande en cours
Vaires-sur-Marne	AC	0092	Bois du Gué de Launay	0 ha, 45a 41ca	0 ha, 45a 41ca	Demande en cours

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

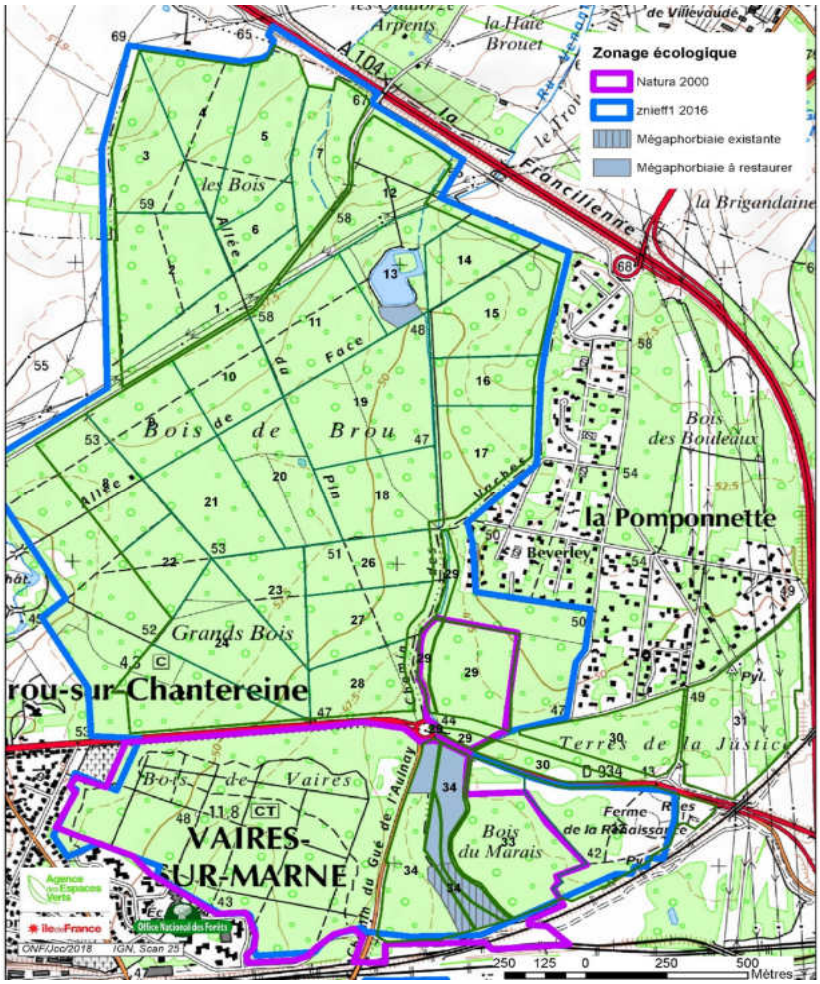
ANNEXE - 2 Evaluation des incidences Natura 2000 et conformité de l'aménagement avec le DOCOB

Pour l'ensemble des zones ZSC et ZPS identifiées au titre 1.2 de cet aménagement.

Habitats et espèces d'intérêt communautaire concernés	surf.[1] ha	Décisions de l'aménagement pouvant engendrer un impact	surf.[2] ha	Actions de préservation prévues par l'aménagement	Effets attendus et nature du bilan
Mégaphorbiaie eutrophe Code Eur 28 : 6430 Code Corine : 37.7	7,00	Mise hors sylviculture des zones concernées	7,00	Permettre la restauration de l'habitat et sa gestion spécifique, dont coupe rase des peupliers sur 4,3 ha (autorisation de défrichement à obtenir préalablement)	*Positif*
Triton crêté Code Natura 2000 : 1166	23,00	Aucune	23,00	Pas d'actions sur les mares ou milieux humides	*Neutre*
Grand capricorne Code Natura 2000 : 1088	34,00	Coupes	34,00	Constitution d'îlots de vieillissement (senescence et vieux bois)	*Positif*
Bilan général		**L'aménagement engendre des effets notables dommageables sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000**			**non**
		L'aménagement forestier est cohérent avec les objectifs de gestion et de conservation définis par le DOCOB			**oui**

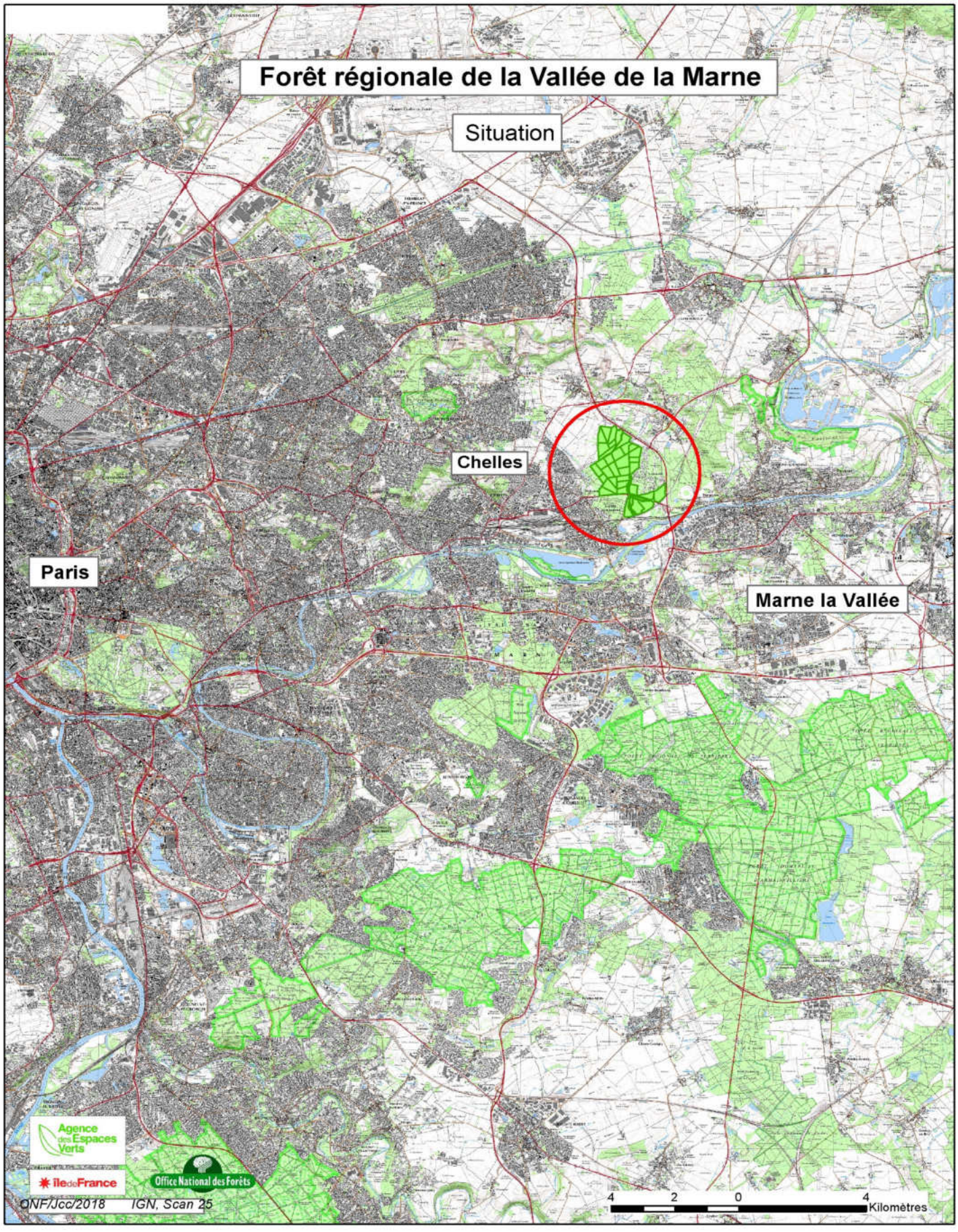
surf.[1] : surface de l'habitat situé dans le périmètre de la forêt (surface approximative)
surf.[2] : surface de l'habitat impacté par la décision d'aménagement (surface approximative)

Documents de référence à appliquer : Docob du site Natura 2000 - Bois de Vaires - FR1100819 ; OGE Diren - IdF 2009



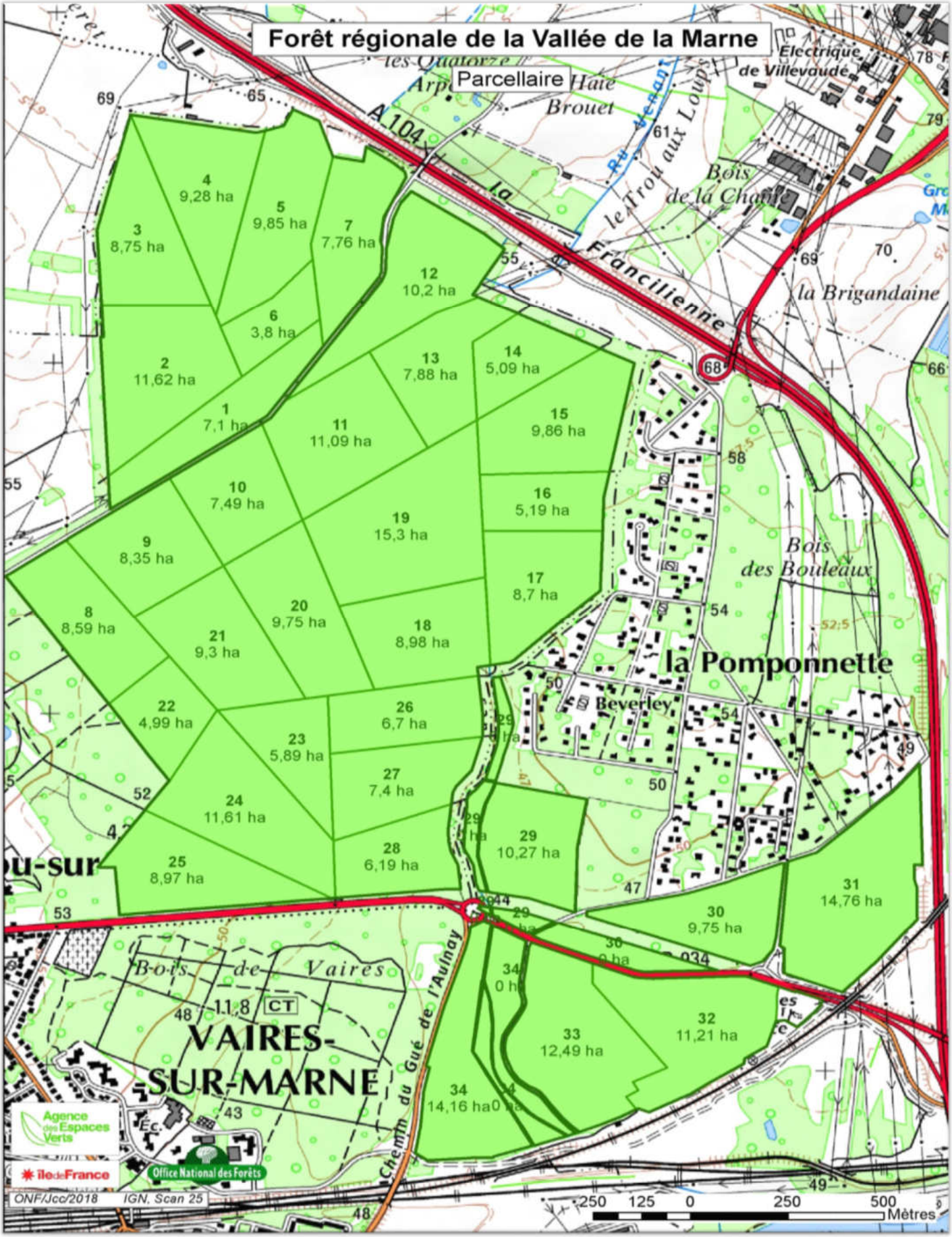
Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°3 Plan de situation



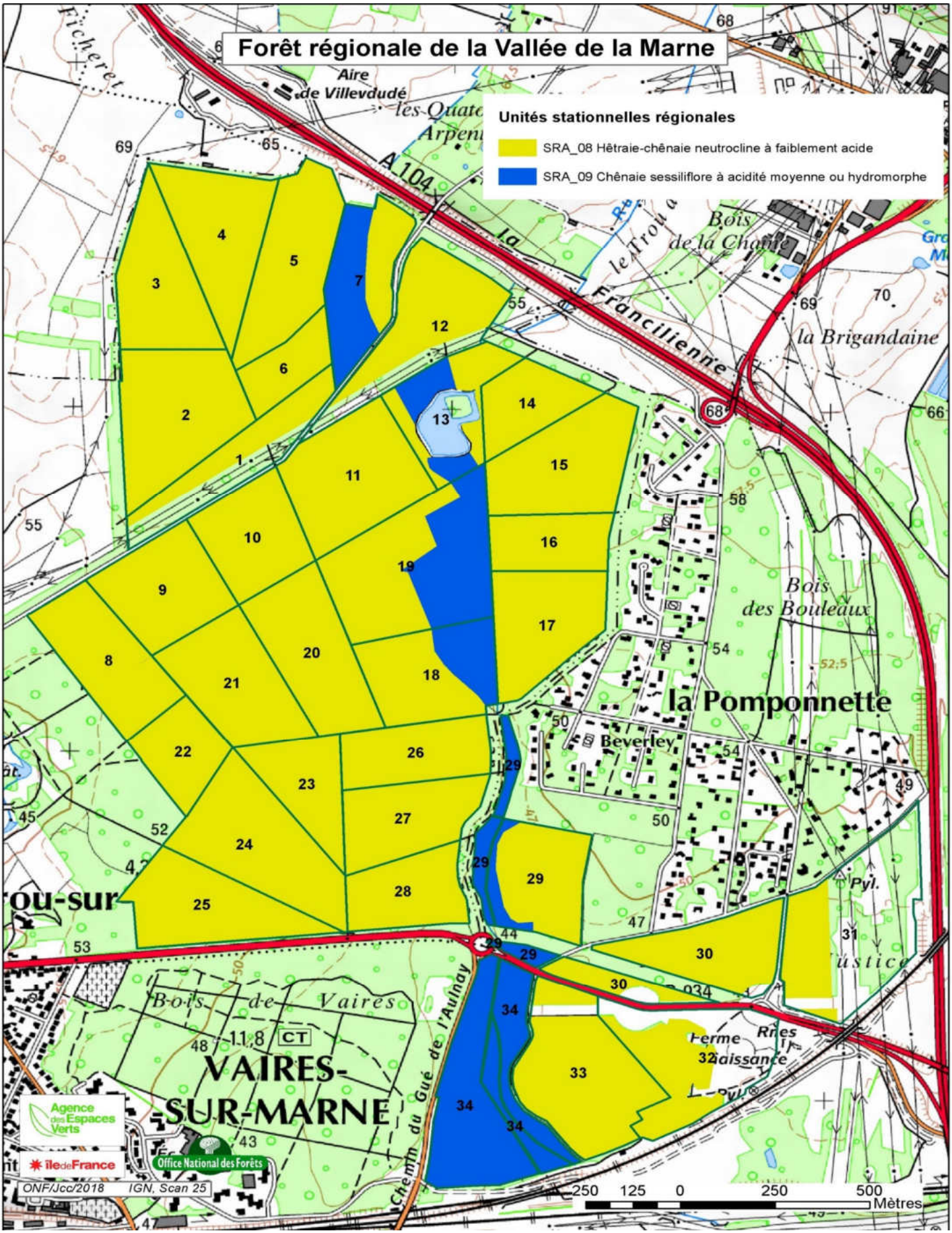
Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°4 Parcellaire



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°5 Unités stationnelles



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°6 Protocole de description

Il a été procédé à une description quantitative des peuplements à partir de 72 placettes à raison de 3 à 4 placettes par parcelles suivant leur forme.

Y sont relevées les données dendrométriques et les données descriptives :
- l'état sanitaire ;
- la présence d'espèces invasives
- la structure du peuplement ;
- les essences prépondérantes de la futaie et du taillis ;
- la surface terrière (placettes relascopiques encoche 1) des arbres de la futaie (chêne et autres feuillus) par catégorie de grosseur ;
- la surface terrière du taillis (placette surfacique de rayon 10 m) ;
- la présence de régénération haute et basse ;
- la présence de dégâts du gibier sur la régénération et les perches ;
- le stock de perches (placette surfacique de rayon 10 m) ;
- la qualité technologique du fût des chênes de diamètre de plus de 50cm (A/B, C/D) ;
- les arbres bio de diamètre 35 et + ;
- les arbres morts sur pied de diamètre 50 et +

Méthode à 2 opérateurs

Se déplacer vers la placette avec Géorelevé (menu "naviguer")
S'arrêter quand le TDS sonne et installer un jalon à cet endroit, qui matérialisera le centre de la placette à partir duquel se font les relevés

Pendant que l'opérateur TDS relève le point GPS et renseigne les onglets PLAC, le deuxième installe un repère (bambou) à 10 m du centre et éventuellement un autre à l'opposé

Procéder au comptage des perches et du taillis (diamètre 10/15; onglets PER et TAIL) dans le rayon de 10 m
Réaliser un tour relascopique à l'encoche 1 pour les catégories PB, BM, GB, TGB (onglets G_CHE, G_CHT, G_AF, G_AR). Compter les CHE et CHT de 50 et + de qualité technologique du fût sur 3 m AB et les morts sur pieds.
Compter également les arbres bio de 35 et plus
Le deuxième opérateur va voir la classe de diamètre, la qualité et le caractère bio des arbres.
Entourer sur le plan le numéro de placette effectué (contrôle).

Matériel

un TDS (pour GPS et Géorelevé) ;	plaquette relascopique ;
un compas ;	plan de la forêt avec n° des placettes prédéfinies (entourer d'un rond le n° une
1 jalons et 2 bambous ;	fois la placette renseignée)
	protocole et autres renseignements

Définition : Sont considérées comme perches les tiges ***de franc pied (i.e. : dont la base est distante d'au moins 50 cm de la base des tiges voisines de la même essence)*** *dont le diamètre est compris entre* ***7,5 cm et 17,5 cm.***

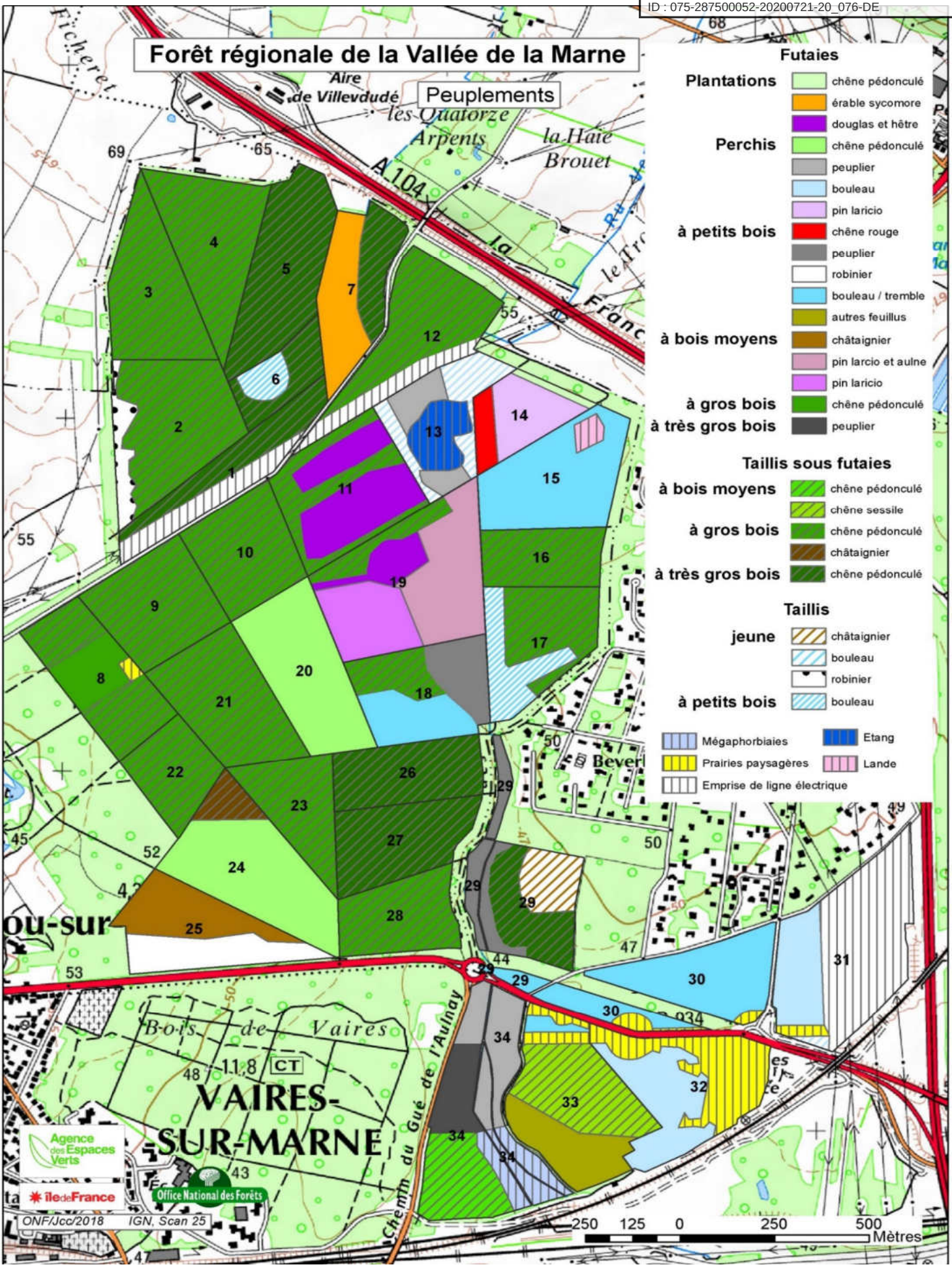
Définition : Sont considérées comme arbres de futaie toutes les tiges ou brins de cépée dont le ***diamètre moyen est supérieur à 17,5 cm.***

Quand l'individu appartient à une cépée comportant également des brins de diamètre < 17,5 cm, ceux-ci ne seront pas mesurés car leur inventaire est déjà prévu par la méthode PCQM pour le taillis.

Définition : Sont considérées comme appartenant au taillis les tiges de même essence dont ***le diamètre à 1,3 m est supérieur à 7,5 cm et inférieur à 17,5 cm*** *si elles sont* ***issues de rejet de souche*** *(les bases des brins sont à moins de 50 cm les unes des autres).*
Les brins de diamètre supérieur à 17.5 cm sont comptés dans l'inventaire des arbres de futaie (à angle ou surface fixe).

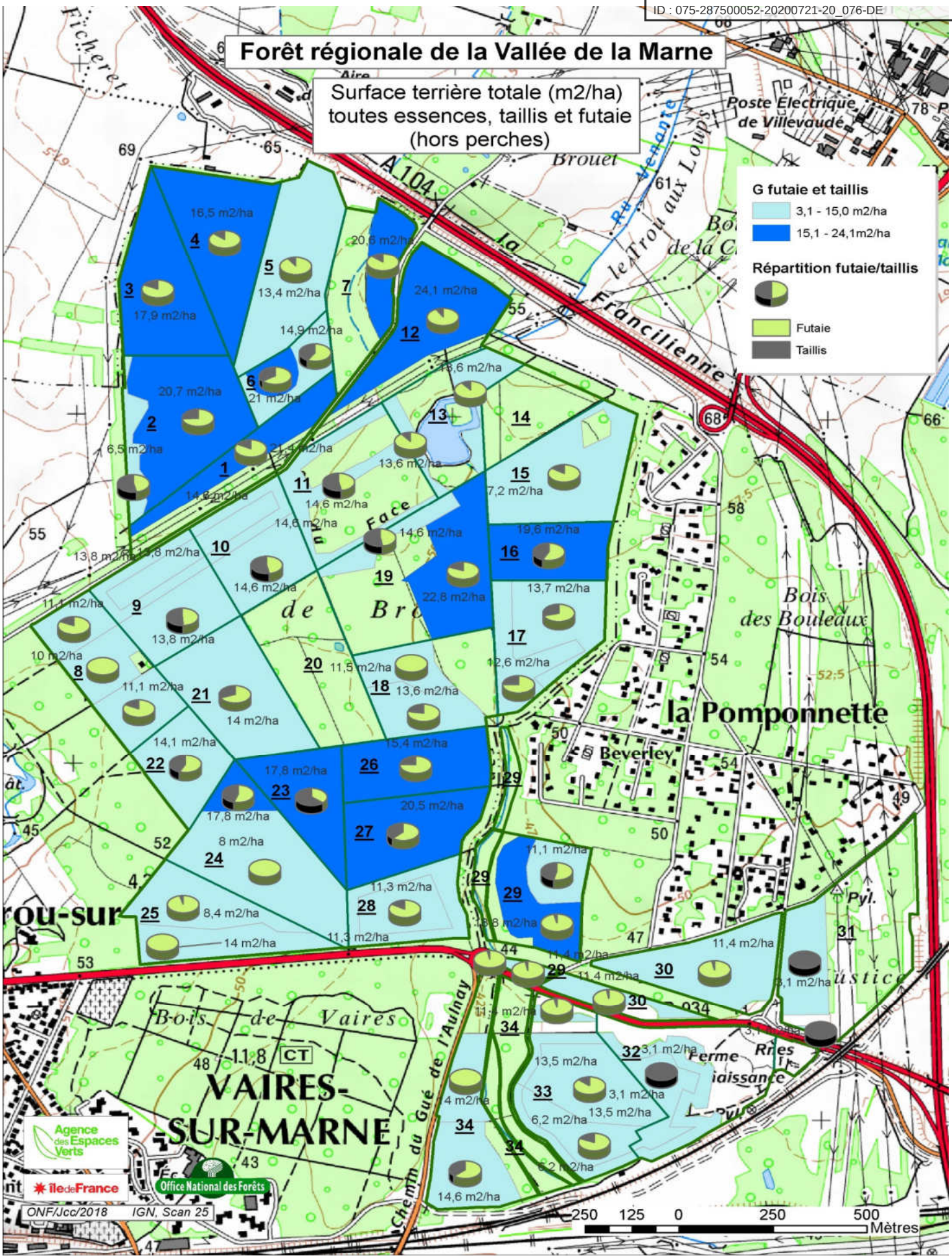
Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°6 bis Peuplements



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

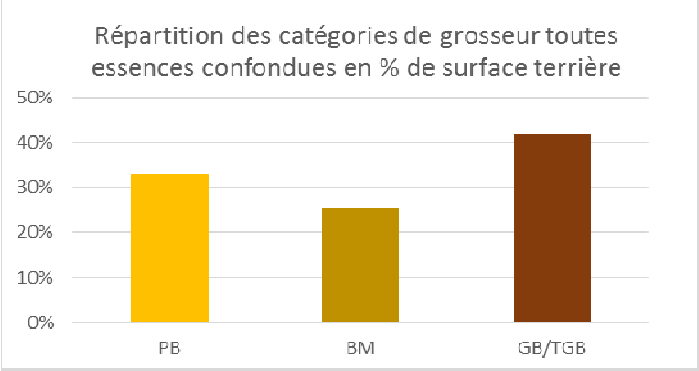
Annexe n°6 ter Capital sur pied



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

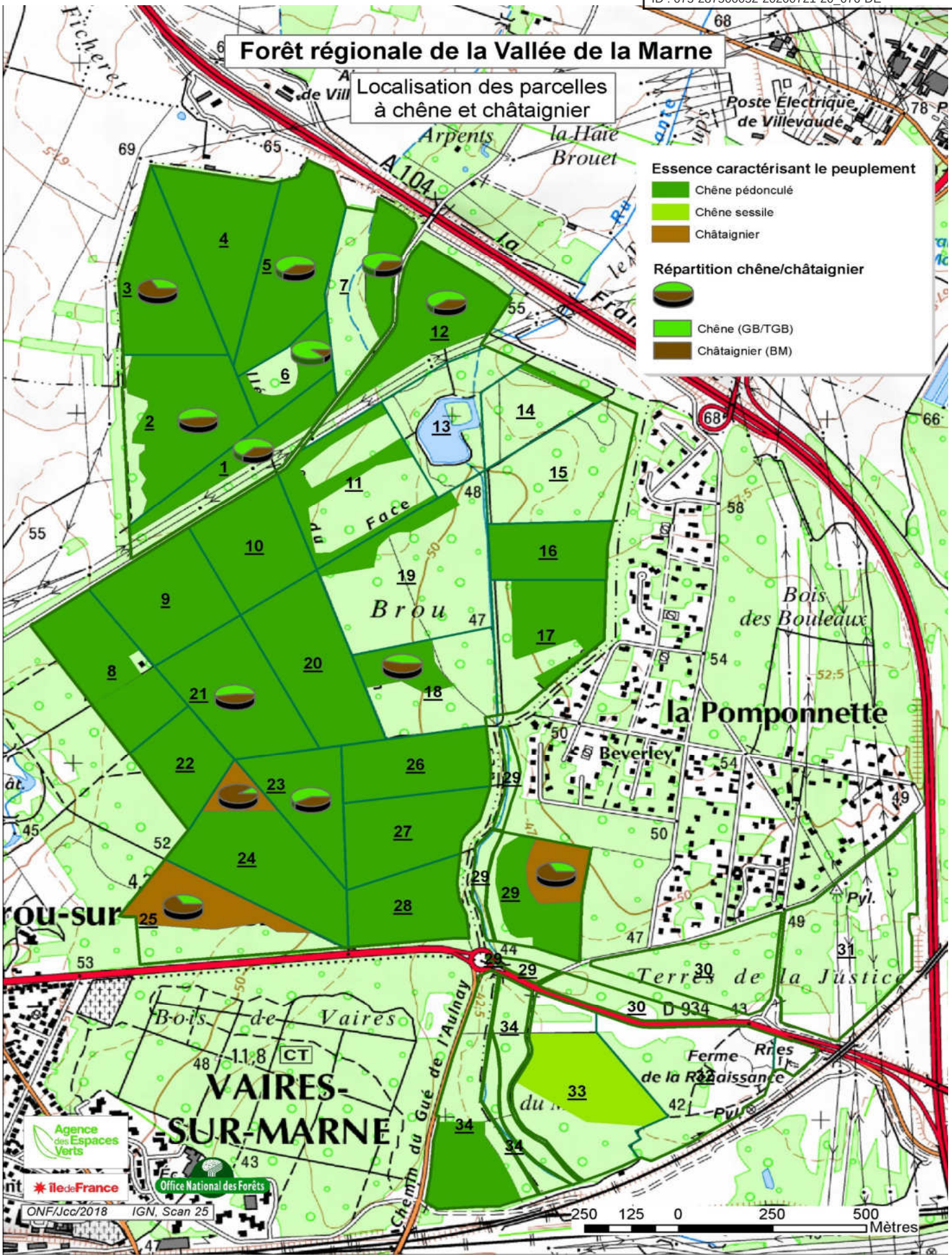
Annexe n°6 ter Tableau indicatif du capital sur pied par UG

Parc	Peuplement	Groupe	Surf UG	PB_CHE	BM_CHE	GB_CHE	TGB_CHE	G_C				
1	SCHPT	IRR2	4,2	0	1,0	4,0	4,5	5,5	2,5	0	3,9	21,4
2	SCHPG	IRR2	9,9	0	2,1	0,8	0,5	3,0	8,9	0	5,4	20,6
2	TROB1	IRR2	1,7	0	2,0	0	1,0	0	0	0	3,5	6,5
3	SCHPG	IRR2	8,8	0	0,2	3,5	1,3	8,2	1,3	0	3,4	17,9
4	SCHPG	IRR2	9,3	0	1,4	3,6	1,4	6,0	1,6	0	2,5	16,5
5	SCHPT	IRR2	9,9	0	0	2,3	3,8	3,8	2,3	0	1,4	13,4
6	SCHPT	IRR2	2,5	0	1,0	3,0	4,0	1,0	0	0	5,9	14,9
6	TBOUP	IRR1	1,3	0	0,5	2,0	3,5	3,0	5,0	0	7,0	21,0
7	SCHPT	IRR2	3,0	1,0	2,5	3,0	5,5	5,5	0	0	3,1	20,6
8	FCHPG	ILV	2,8	0	1,0	9,0	0	0	0	0	0	10,0
8	SCHPG	IRR2	2,4	0	0,8	5,0	0	0	3,3	0	2,1	11,1
8	SCHPG	ILV	1,8	0	0,8	5,0	0	0	3,3	0	2,1	11,1
9	SCHPG	IRR2	4,6	0	0,3	5,5	0	0,5	0,5	0	7,0	13,9
9	SCHPG	ILV	2,1	0	0,3	5,5	0	0,5	0,5	0	7,0	13,9
10	SCHPG	IRR2	4,3	0	0	2,5	0	0	4,3	0	7,8	14,6
10	SCHPG	ILV	1,8	0	0	2,5	0	0	4,3	0	7,8	14,6
11	SCHPG	ILV	4,0	0	0	2,5	0	0	4,3	0	7,8	14,6
12	SCHPG	IRR2	7,9	0	2,5	5,0	2,5	6,5	5,3	0	2,3	24,1
13	TBOU1	IRR2	2,3	0	1,5	0,5	1,0	0	9,0	0	1,6	13,6
13	TBOU1	ILV	1,0	0	1,5	0,5	1,0	0	9,0	0	1,6	13,6
15	FBOUP	ILV	3,4	0	0	0	0	0	6,0	0	1,2	7,2
16	SCHPG	IRR2	5,2	0	0,3	3,7	0,7	0	6,8	0	8,1	19,6
17	SCHPG	IRR2	5,3	0	0,5	3,3	0,5	0	5,5	0	3,9	13,7
17	TBOUP	IRR1	3,4	0	0	0	0	1,0	8,5	0	3,1	12,6
18	FPEUP	IRR1	2,9	0	0	0	0	0	12,0	0	0	12,0
18	FTREP	IRR1	3,6	0	0	0,5	0	0,5	9,5	0	3,1	13,6
18	SCHPG	IRR2	2,5	0	0	3,5	0	4,0	4,0	0	0	11,5
19	FAULM	IRR1	6,9	0	0	0,3	0,5	0	10,0	7,5	4,5	22,7
19	FP.LM	IRR1	4,5	0	0	0	0	0	0	30,0	0	30,0
19	SCHPG	ILV	1,9	0	0	2,5	0	0	4,3	0	7,8	14,6
21	SCHPG	IRR2	9,3	0	0	1,2	1,0	2,0	5,7	0	4,2	14,0
22	SCHPG	IRR2	5,0	0	0	4,3	0	1,5	2,5	0	5,9	14,1
23	SCHPG	IRR2	5,9	0	0	0,7	1,7	1,7	2,2	0	11,6	17,8
24	FCHP1	IRR1	10,1	7,0	1,0	0	0	0	0	0	0	8,0
24	SCHTG	IRR1	1,5	0	0	1,0	0	9,0	0	0	7,8	17,8
25	FCHTM	IRR2	4,8	0	0	0	1,0	0	13,0	0	0	14,0
25	FROBP	IRR1	4,1	0	0	0	1,0	2,0	5,0	0	0,4	8,4
26	SCHPT	IRR2	6,7	0	0	1,1	5,4	2,1	3,0	0	3,8	15,4
27	SCHPT	IRR2	7,4	0	0	2,1	2,6	6,3	2,1	0	7,4	20,5
28	SCHPG	ILV	3,2	0	0	3,8	1,7	0	3,8	0	2,0	11,3
29	FBOUP	IRR1	0,6	0	0	0	0	0	11,0	0	0,4	11,4
29	SCHPT	IRR2	4,2	1,0	2,0	4,0	8,0	0	3,0	0	0,8	18,8
29	TCHT1	IRR1	2,6	0	0	1,0	1,0	4,0	0	0	5,1	11,1
30	FBOUP	IRR1	7,2	0	0	0	0	0	11,0	0	0,4	11,4
30	FBOUP	IRR1	1,9	0	0	0	0	0	11,0	0	0,4	11,4
32	FBOU1	IRR1	5,6	0	0	0	0	0	0	0	3,1	3,1
33	FA.FP	IRR1	4,4	0	0	0	0	0	5,0	0	1,2	6,2
33	FBOUP	IRR1	0,5	0	0	0	0	0	11,0	0	0,4	11,4
33	SCHSM	IRR1	6,6	0	4,0	2,5	1,0	0	4,0	0	2,0	13,5
34	FPEUT	IRR1	2,5	0	0	0	0	0	14,0	0	0	14,0
34	SCHPM	IRR2	4,6	0	1,5	3,0	0	0	5,0	0	5,1	14,6
			Moyenne	0,2	0,6	2,0	1,1	1,5	4,8	0,7	3,5	14,4 m²/ha



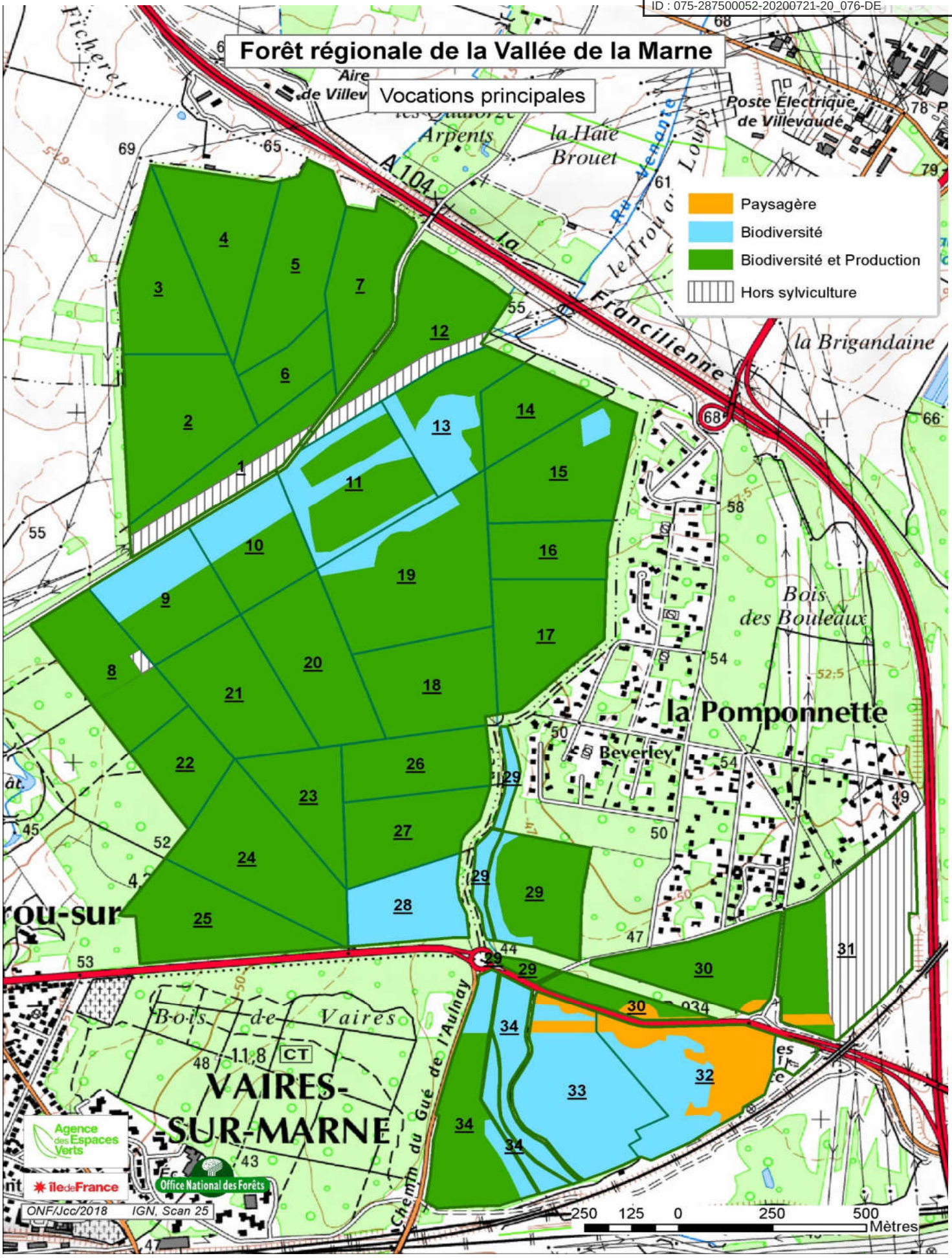
Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°6 quater Répartition chêne/châtaignier



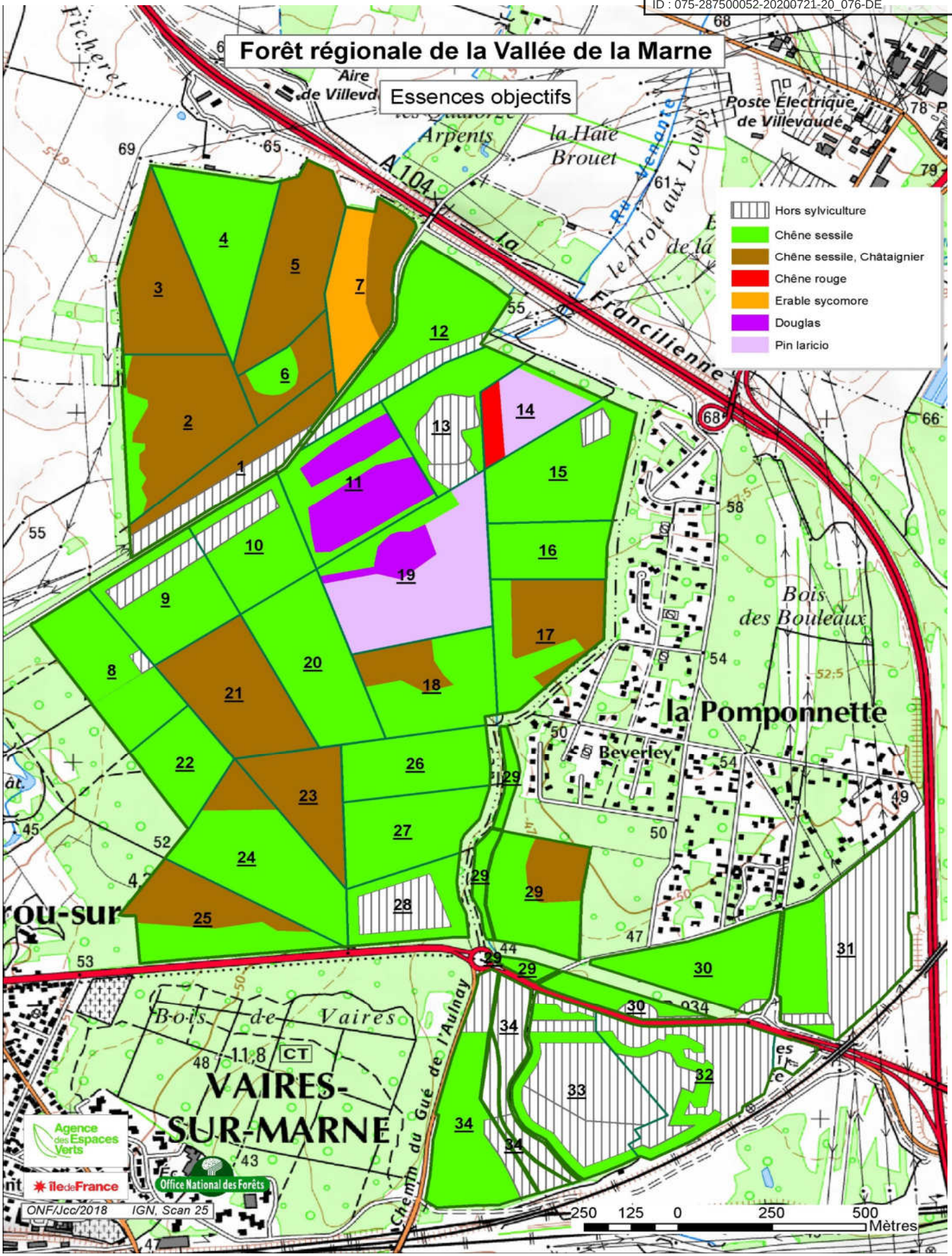
Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°7 Vocations principales



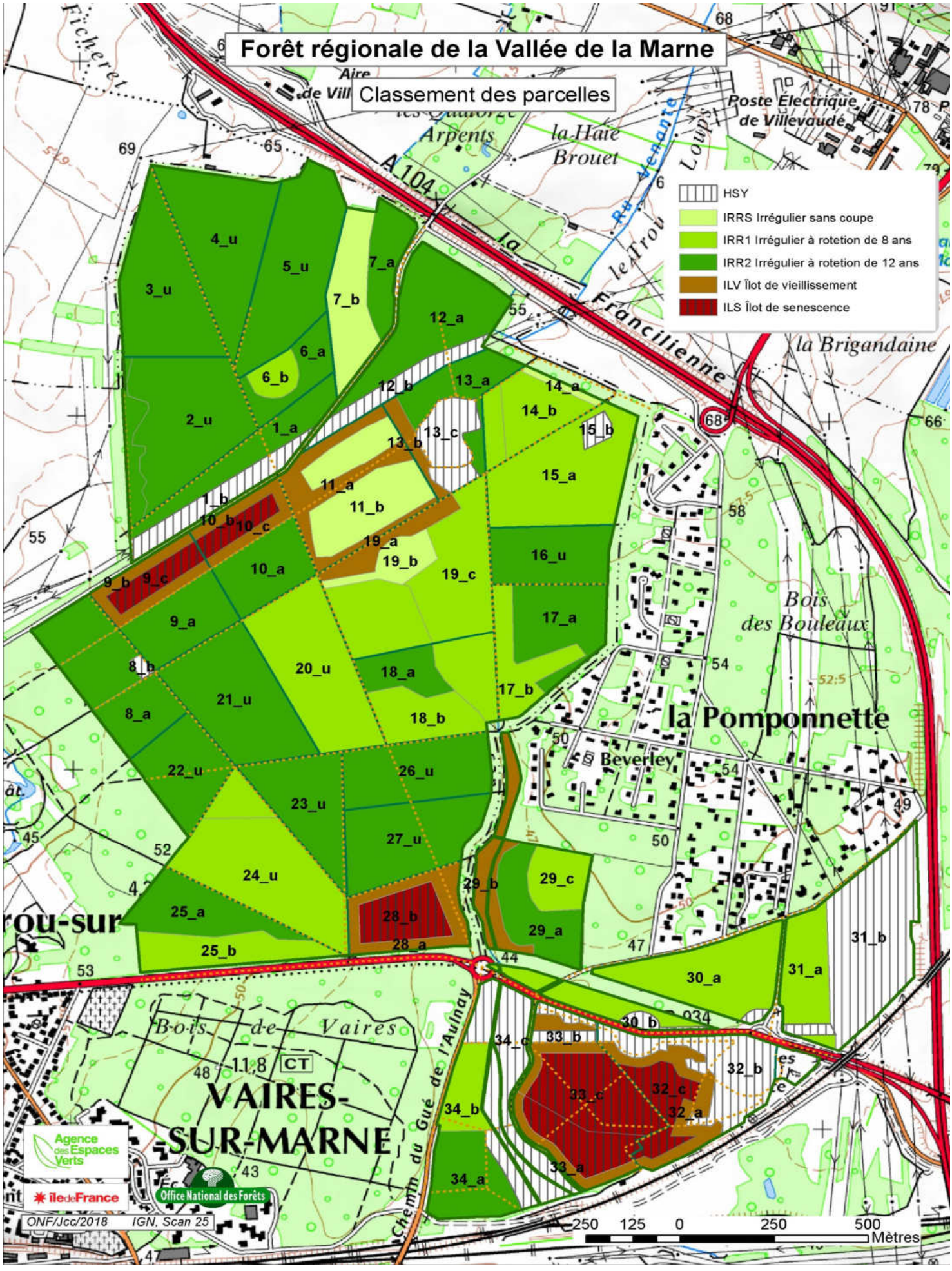
Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°8 Essences objectif



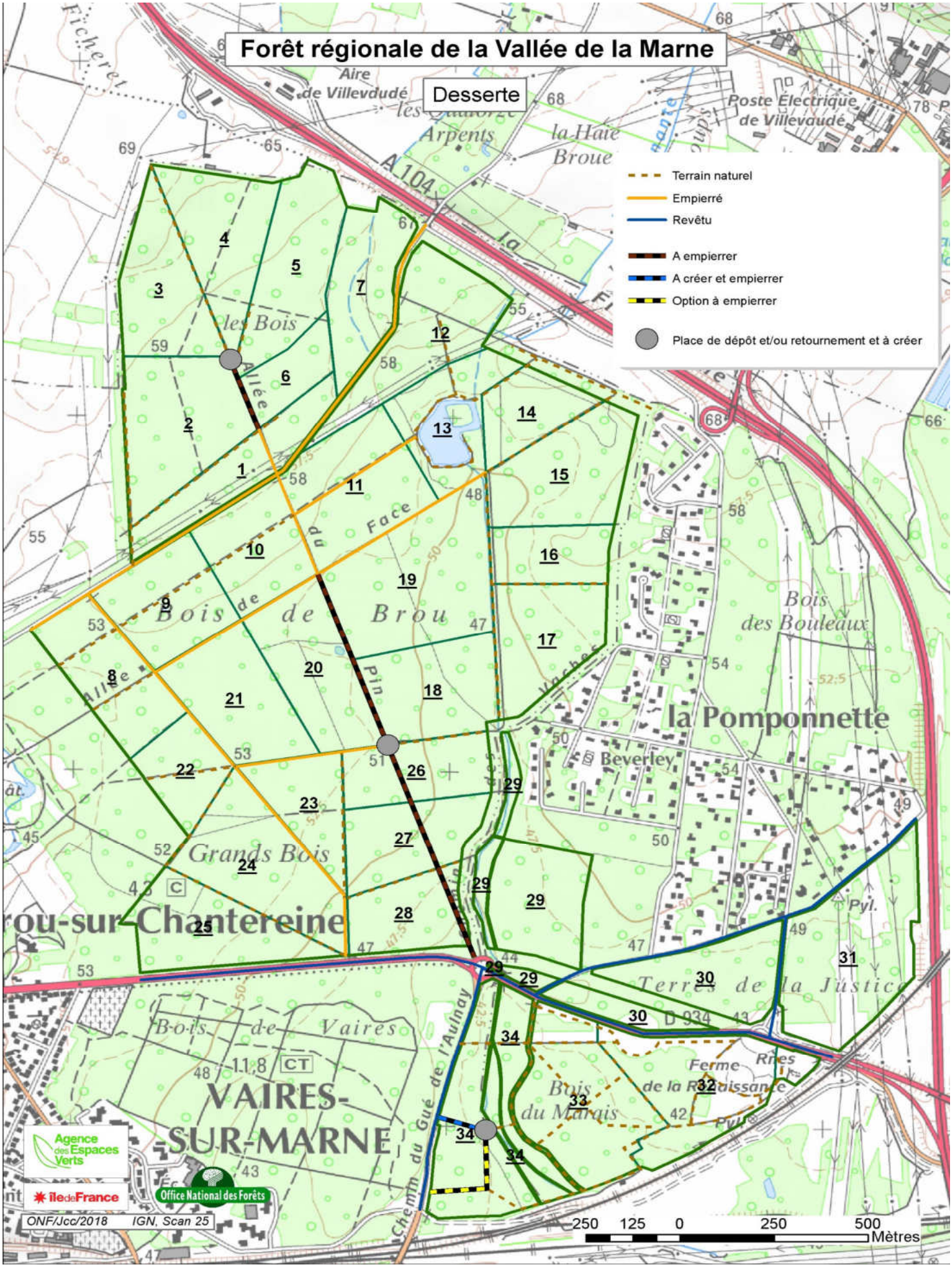
Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°9 Classement des parcelles



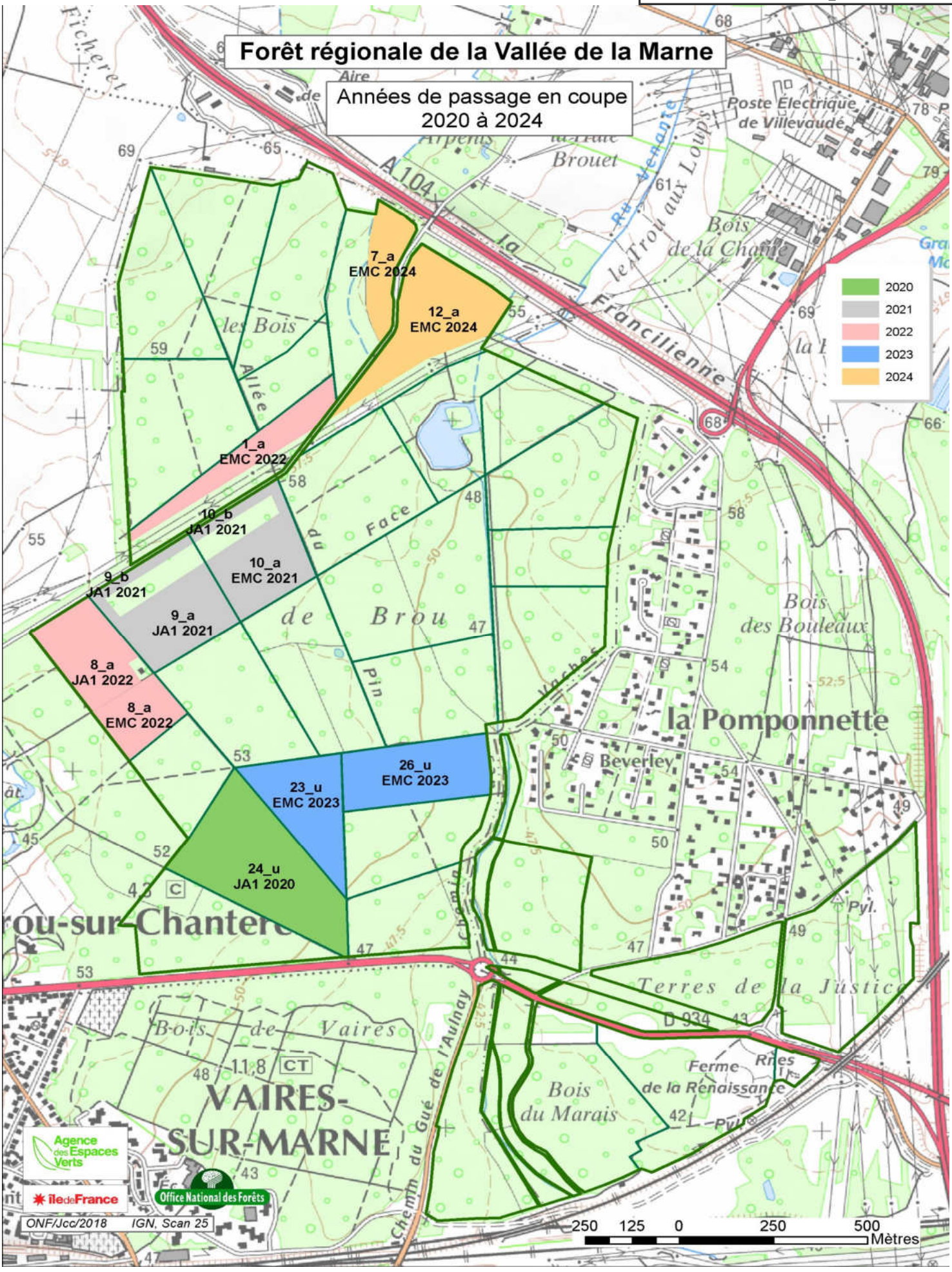
Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°10 Desserte



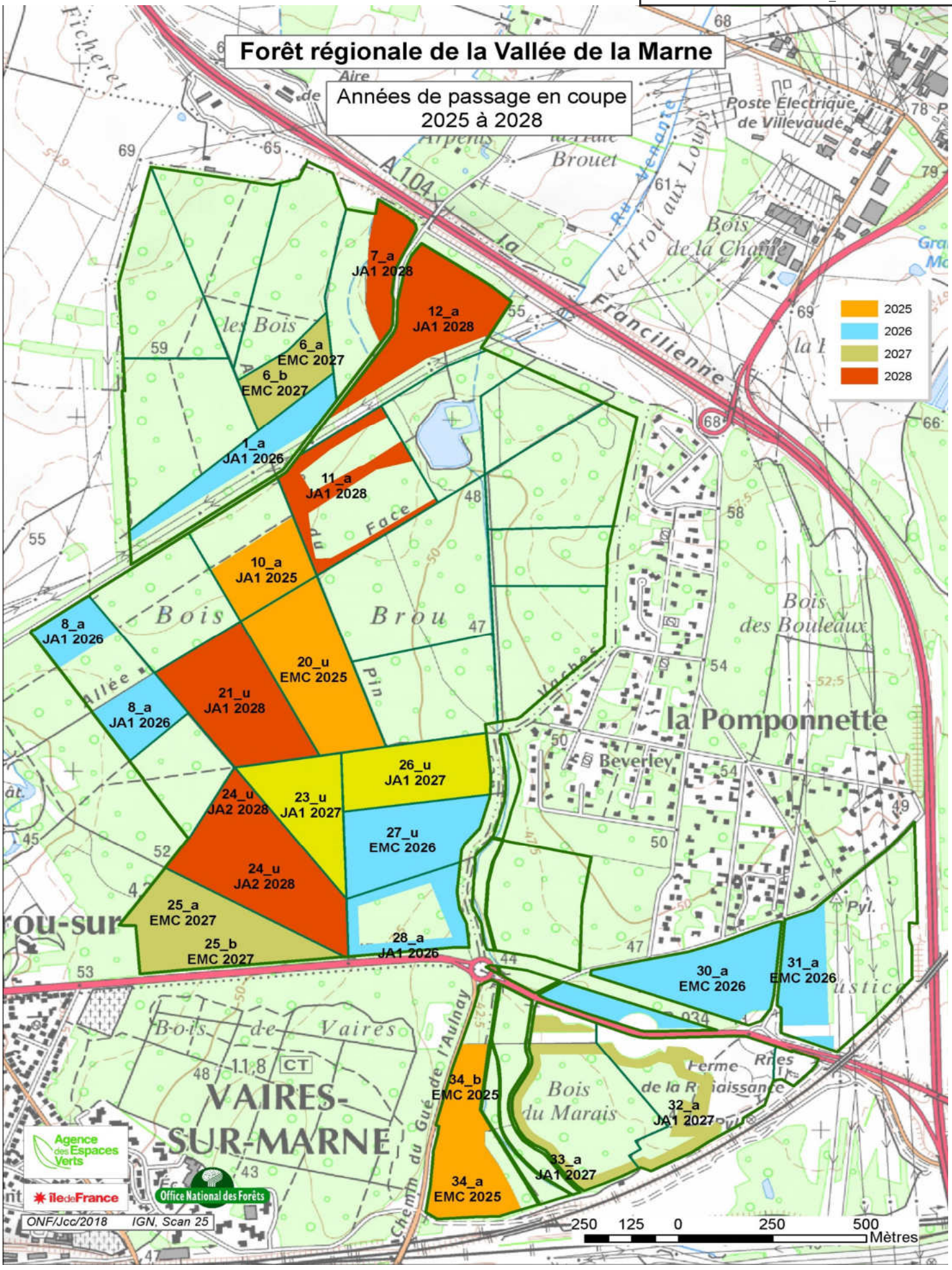
Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°11 Calendrier des coupes



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°11 suite Calendrier des coupes



Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Annexe n°12 Calendrier des travaux en irrégulier

Parcelle	UG	Groupe	Surface	ITT	entr cloiso à prévoir	Interv. 1	Interv. 2	Interv. 3	Interv. 4
1	a	IRR2	4,17	9 CHS 4.2	1	2030	2034	2038	
2	u	IRR2	11,62	9 CHS 4.2	1	2037			
6	a	IRR2	2,53	9 CHS 4.2	1	2035	2039		
6	b	IRR1	1,27	9 CHS 1.2	1	2035	2039		
7	a	IRR2	2,98	9 CHS 4.2	1	2032	2036		
8	a	IRR2	2,78	9 CHS 1.2	1	2026	2030	2034	2038
8	a	IRR2	5,57	9 CHS 1.2	1	2030	2034	2038	
9	a	IRR2	4,55	9 CHS 1.2	1	2025	2029	2033	2037
10	a	IRR2	4,28	9 CHS 1.2	1	2029	2033	2037	
12	a	IRR2	7,9	9 CHS 4.2	1	2032	2036		
13	a	IRR2	2,3	9 CHS 1.2	1	2039			
15	a	IRR1	9,28	9 CHS 1.2	1	2038			
16	u	IRR2	5,19	9 CHS 1.2	1	2038			
18	a	IRR2	2,5	9 CHS 4.2	1	2035	2039		
18	b	IRR1	3,57	9 CHS 1.2	1	2039			
19	c	IRR1	6,92	9 CHS 1.2	1	2038			
20	u	IRR1	9,75	9 CHS 1.2	1				
21	u	IRR2	9,3	9 CHS 4.2	1	2032	2036		
23	u	IRR2	5,89	9 CHS 4.2	1	2031	2035	2039	
24	u	IRR1	11,61	9 CHS 1.2	1				
25	a	IRR2	4,83	9 CHS 4.2	1	2035	2039		
25	b	IRR1	4,14	9 CHS 1.2	1	2035	2039		
26	u	IRR2	6,7	9 CHS 1.2	1	2031	2035	2039	
27	u	IRR2	7,4	9 CHS 1.2	1	2034	2038		
30	a	IRR1	9,04	9 CHS 1.2	1	2034	2038		
31	a	IRR1	4,11	9 CHS 1.2	1	2034	2038		
34	a	IRR2	4,56	9 CHS 1.2	1	2033	2037		
34	b	IRR1	2,52	9 CHS 1.2	1	2033	2037		

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_076-DE

Office National des Forêts

www.onf.fr

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_077-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France
le : 23 JUIL. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-077

Approbation de la distraction du régime forestier de propriétés régionales situées en Forêt régionale des Vallières

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L.111-1 et L.141-1 du code forestier ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°78-31 du 14 décembre 1978 relative à la procédure de soumission au régime forestier des forêts, bois et terrains à boiser, acquis par l'Agence des espaces verts, au nom et pour le compte de la Région Île-de-France ;

VU le plan des lieux et l'extrait cadastral annexés ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'Administration;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à solliciter la distraction du régime forestier des propriétés régionales désignées ci-après :

Département	Commune de situation	Section	Parcelle numéro	Lieu-dit	Surface
77	Annet-sur-Marne	0B	910	La Borne Rouge	0 ha 14 a 52 ca
77	Annet-sur-Marne	0B	1418	La Borne Rouge	1 ha 92 a 84 ca
77	Annet-sur-Marne	AG	135	Les Épuisards	1 ha 24 a 88 ca

Nombre de présents..... : 13
Nombre de mandats ..... : 04
Nombre de votants ..... : 17
Votes POUR..... : 13
Votes CONTRE ..... : 0
Abstentions..... : 3+1
Ne prend pas part au vote ..... : 0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_078-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-078

Cession de parcelle située sur la commune de Ferrières-en-Brie au sein du périmètre régional d'intervention foncière de Ferrières

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.213-1 et suivants et L113-8 et L113-10 et suivants ;

VU l'avis des Domaines ;

VU la délibération N° 19-060 du 25 juin 2019 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDÉRANT les travaux de prolongement des réseaux eaux pluviales et assainissement réalisés au droit de la parcelle régionale par la Communauté d'Agglomération Marne-et-Gondoire et l'obligation de raccordement dans le délai de 24 mois ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la cession de la parcelle régionale cadastrée A 769, située à Ferrières-en-Brie (77), pour 8.580 m², au prix de un million trois cents soixante-dix mille euros (1.370.000 €) dont soixante-dix mille euros (70.000 €) de participation aux travaux de raccordement de la parcelle régionale aux réseaux d'eaux pluviales et assainissement, au profit de l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF).

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente à signer les documents et actes afférents à cette cession.

ARTICLE 3 : DIT que les recettes correspondantes seront constatées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents..... :	13
Nombre de mandats..... :	04
Nombre de votants..... :	17
Votes POUR ..... :	17
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_079-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 23 JUIL. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 JUILLET 2020

Affaire n°20-079

Approbation d'une préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU l'opération d'acquisition envisagée, présentée en annexe de la présente délibération ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L113-8, L113-10 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental de la Seine-et-Marne du 16/12/2011 relative à la création de la zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles, avec délégation du droit de préemption à l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : AUTORISE l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles pour les biens décrits à l'annexe 1 ci-jointe, à un prix compatible avec l'avis des Domaines

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles, pour les opérations décrites à l'annexe 1 ci-jointe.

Article 3 : DIT que les crédits nécessaires seront imputés sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Article 4 : HABILITE également la Présidente à saisir le juge de l'expropriation pour ces opérations, en cas de fixation du prix, ainsi qu'à procéder à la consignation.

Nombre de présents..... :	13
Nombre de mandats ..... :	04
Nombre de votants ..... :	17
Votes POUR ..... :	17
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions..... :	0
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 22/07/2020
Reçu en préfecture le 22/07/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200721-20_079-DE

ANNEXE 1

Précy-sur-Marne

N° de Dossier : 88 (Précy-sur-Marne 09) ECT Enviro Conseil et Travaux Monsieur

Montant de la DIA : 7 480,00 €	Surface : 0 ha 86 a 30 ca	Prix moyen : 0,87 €/m²

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77376	PRECY SUR MARNE	ZD	21	0 ha 86 a 30 ca	

Total Précy-sur-Marne	**0 ha 86 a 30 ca**	**7 480,00 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL	**0 ha 86 a 30 ca**	**7 480,00 €**	**Nb dossiers : 1**
	Prix moyen au m²	**0,87 €**	

NB : montant de la DIA : 7.480 €, dont 780 € de frais d'acte d'attestation de propriété suite à un apport en communauté universelle de l'un des vendeurs